

# Règlements refondus du Québec 1981

VOLUME

9

R-11, r. 1

à

S-4, r. 1



Éditeur officiel  
Québec

# Règlements refondus du Québec 1981

VOLUME

9

R-11, r. 1

à

S-4, r. 1



Éditeur officiel  
Québec



# Règlements refondus du Québec 1981

VOLUME

9

R-11, r. 1  
à  
S-4, r. 1

Établis au 31 décembre 1981 par  
la Commission de refonte des lois et des règlements  
et publiés conformément à la Loi  
sur la refonte des lois et des règlements  
(L.R.Q., c. R-3; mod. L.Q., 1981, c. 23).



347.14

0825

Q3

1981

9

Ex. 2

04/Ref

Dépôt légal — 1er trimestre 1982  
Bibliothèque nationale du Québec  
ISBN (édition complète) 2-551-04614-9  
ISBN (volume 9) 2-551-04623-8

© Éditeur officiel du Québec, 1982

Tous droits de traduction et d'adaptation, en totalité ou en partie, réservés pour tous pays. Toute reproduction pour fins commerciales, par procédé mécanique ou électronique, y compris la microreproduction, est interdite sans l'autorisation écrite de l'Éditeur officiel du Québec.

## VOLUME 9

## TABLE DES MATIÈRES

Titre	Référence	Titre	Référence
<b>RÉGIME DE RETRAITE DES ENSEIGNANTS (Loi sur le)</b> <i>L.R.Q., c. R-11</i>		<b>RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RENTES (Loi sur les)</b> <i>L.R.Q., c. R-17</i>	
Règlement d'application de la Loi sur le régime de retraite des enseignants . . . . .	R-11, r.1	Règlement général sur les régimes supplémentaires de rentes . . . . .	R-17, r.1
<b>RÉGIME DE RETRAITE DES FONCTIONNAIRES (Loi sur le)</b> <i>L.R.Q., c. R-12</i>		<b>RELATIONS DU TRAVAIL DANS L'INDUSTRIE DE LA CONSTRUCTION (Loi sur les)</b> <i>L.R.Q., c. R-20</i>	
Règlement d'application du régime de retraite des fonctionnaires . . . . .	R-12, r.1	Règlement d'application de la Loi sur les relations du travail dans l'industrie de la construction . . . . .	R-20, r.1
Règlement fixant les conditions permettant aux fonctionnaires de racheter du service à l'emploi d'un organisme avec lequel il existe une entente de transférabilité . . . . .	R-12, r.2	Règlement de l'Association des entrepreneurs en construction du Québec . . . . .	R-20, r.2
<b>RÉGIME DES EAUX (Loi sur le)</b> <i>L.R.Q., c. R-13</i>		Règlement sur le certificat d'enregistrement délivré par l'Office de la construction du Québec . . . . .	R-20, r.3
Règlement d'application de l'article 2 de la Loi sur le régime des eaux . . . . .	R-13, r.1	Règlement sur les conditions de travail du personnel de l'Office de la construction du Québec non régi par une convention collective . . . . .	R-20, r.4
<b>RÉGIMES DE RETRAITE DES MAIRES ET DES CONSEILLERS DES MUNICIPALITÉS (Loi sur les)</b> <i>L.R.Q., c. R-16</i>		Décret de la construction . . . . .	R-20, r.5
Règlement sur le contenu et la date de remise du rapport annuel par une municipalité . . . . .	R-16, r.1	Règlement sur le financement des frais d'administration de l'Office de la construction du Québec pour le fonds des congés annuels obligatoires et des jours fériés chômés . . . . .	R-20, r.6
Règlement classant certaines corporations comme organismes supramunicipaux aux fins de la Loi sur les régimes de retraite des maires et des conseillers des municipalités . . . . .	R-16, r.2	Règlement sur les frais de l'avis préalable d'infraction prévu par la Loi sur les relations du travail dans l'industrie de la construction . . . . .	R-20, r.7
Règlement sur l'établissement du taux d'intérêt à partir du taux de rendement des placements à la Caisse de dépôt et placement du Québec . . . . .	R-16, r.3	Règlement sur les indemnités consenties aux membres du Comité mixte de la construction . . . . .	R-20, r.8
Règlement sur les modalités d'application du taux d'intérêt applicable aux montants versés au titre de la participation au régime général . . . . .	R-16, r.4	Règlement sur la participation de l'artisan aux régimes complémentaires d'avantages sociaux dans l'industrie de la construction . . . . .	R-20, r.9
Règlement sur les modalités de paiement de la pension des maires et des conseillers . . . . .	R-16, r.5	Règlement sur le placement des salariés dans l'industrie de la construction . . . . .	R-20, r.10
Règlement sur les modalités du calcul de la pension des maires et des conseillers . . . . .	R-16, r.6	Règlement de prélèvement de l'Office de la construction du Québec . . . . .	R-20, r.11
		Règlement sur le rapport mensuel à être transmis par un entrepreneur qui retient les services d'un artisan . . . . .	R-20, r.12

<b>Titre</b>	<b>Référence</b>	<b>Titre</b>	<b>Référence</b>
Règlement de régie interne de l'Office de la construction du Québec . . . . .	R-20, r.13	<b>REMBOURSEMENT D'IMPÔTS FONCIERS (Loi sur le)</b>	
Règlement sur les régimes complémentaires d'avantages sociaux dans l'industrie de la construction . . . . .	R-20, r.14	<i>L.Q., 1979, c. 12 ; après refonte :</i>	
Règlement sur la rémunération de l'arbitre de grief ou de plainte suivant la Loi sur les relations du travail dans l'industrie de la construction . . . . .	R-20, r.15	<i>L.R.Q., c. R-20.1</i>	
Règlement sur la tenue d'un registre, la production d'un rapport mensuel et la perception de toute contribution ou cotisation imposée par le Décret de la construction . . . . .	R-20, r.16	Règlement d'application de la Loi sur le remboursement d'impôts fonciers . . . . .	R-20.1, r.1
Règlement sur l'utilisation des fonds non identifiés gardés en fidéicommiss pour les congés annuels obligatoires et les jours fériés chômés des salariés de la construction par l'Office de la construction du Québec . . . . .	R-20, r.17	Règlement sur la preuve requise pour la détermination d'un remboursement d'impôts fonciers . . . . .	R-20.1, r.2
Règlement d'application du Règlement sur l'utilisation des fonds non identifiés gardés en fidéicommiss pour les congés annuels obligatoires et les jours fériés chômés des salariés de la construction par l'Office de la construction du Québec . . . . .	R-20, r.18	<b>RENSEIGNEMENTS SUR LES COMPAGNIES (Loi concernant les)</b>	
Règlement sur l'utilisation des fonds non identifiés gardés en fidéicommiss pour les réclamations de salaire en faveur d'un salarié de la construction par l'Office de la construction du Québec . . . . .	R-20, r.19	<i>L.R.Q., c. R-22</i>	
Règlement d'application du Règlement sur l'utilisation des fonds non identifiés gardés en fidéicommiss pour les réclamations de salaire en faveur d'un salarié de la construction par l'Office de la construction du Québec . . . . .	R-20, r.20	Règlement sur les droits à payer en vertu de la Loi concernant les renseignements sur les compagnies . . . . .	R-22, r.1
Règlement sur l'utilisation des intérêts des fonds gardés en fidéicommiss pour les cotisations syndicales et patronales reçues des employeurs de l'industrie de la construction par l'Office de la construction du Québec . . . . .	R-20, r.21	Règlement sur les renseignements additionnels exigés en vertu de l'article 4 de la Loi concernant les renseignements sur les compagnies . . . . .	R-22, r.2
Règlement sur l'utilisation des intérêts du fonds spécial d'indemnisation par l'Office de la construction du Québec . . . . .	R-20, r.22	Règlement sur les renseignements requis des compagnies et des syndicats . . . . .	R-22, r.3
Règlement sur l'utilisation d'une partie des sommes perçues à titre d'avantages sociaux pour l'administration de l'Office de la construction du Québec . . . . .	R-20, r.23	<b>REPRÉSENTATION ÉLECTORALE (Loi sur la)</b>	
		<i>L.Q., 1979, c. 57 ; après refonte :</i>	
		<i>L.R.Q., c. R-24.1</i>	
		Liste des circonscriptions électorales avec leur nom et leur délimitation . . . . .	R-24.1, r.1
		<b>RÉSERVES ÉCOLOGIQUES (Loi sur les)</b>	
		<i>L.R.Q., c. R-26</i>	
		Règlement sur la réserve écologique de l'île aux Sternes . . . . .	R-26, r.1
		Règlement sur la réserve écologique du lac Malakisis . . . . .	R-26, r.2
		Règlement sur la réserve écologique des Laurentides . . . . .	R-26, r.3
		Règlement sur la réserve écologique du Micocoulier . . . . .	R-26, r.4
		Règlement sur la réserve écologique du Pin-Rigide . . . . .	R-26, r.5
		Règlement sur la réserve écologique de la Pointe Heath (Ile d'Anticosti) . . . . .	R-26, r.6
		Règlement sur la réserve écologique de la Rivière-du-Moulin . . . . .	R-26, r.7

Titre	Référence	Titre	Référence
Règlement sur la réserve écologique de Tantaré . . . . .	R-26, r.8	Règlement sur la qualité du milieu de travail . . . . .	S-2.1, r.15
<b>SALAIRES D'OFFICIERS DE JUSTICE (Loi sur les)</b>		Règlement de régie interne de la Commission de la santé et de la sécurité du travail . . . . .	S-2.1, r.16
<i>L.R.Q., c. S-2</i>		Règles de preuve, de procédure et de pratique des bureaux de révision de la Commission de la santé et de la sécurité du travail . . . . .	S-2.1, r.17
Tarif des greffiers de la paix et des greffiers des Juges de paix . . . . .	S-2, r.1	Règlement sur le remboursement de certains frais occasionnés par une enquête et une audition . . . . .	S-2.1, r.18
<b>SANTÉ ET LA SÉCURITÉ DU TRAVAIL (Loi sur la)</b>		Règlement sur la salubrité et la sécurité du travail dans les mines et carrières . . . . .	S-2.1, r.19
<i>L.Q., 1979, c. 63 ; après refonte :</i>		Règlement sur la sécurité et l'hygiène dans les travaux de fonderie . . . . .	S-2.1, r.20
<i>L.R.Q., c. S-2.1</i>		Règlement sur les travaux exécutés dans le voisinage des lignes électriques . . . . .	S-2.1, r.21
Règlement sur les associations sectorielles paritaires de santé et de sécurité du travail . . . . .	S-2.1, r.1	Règlement sur les travaux forestiers . . . . .	S-2.1, r.22
Règlement sur le certificat délivré pour le retrait préventif de la travailleuse enceinte ou qui allaite . . . . .	S-2.1, r.2	Règlement sur l'utilisation des pistolets de scellement . . . . .	S-2.1, r.23
Règlement sur le certificat médical des ouvriers . . . . .	S-2.1, r.3	<b>SÉCURITÉ DANS LES ÉDIFICES PUBLICS (Loi sur la)</b>	
Règlement sur les chantiers maritimes . . . . .	S-2.1, r.4	<i>L.R.Q., c. S-3</i>	
Code de sécurité pour l'industrie du bois ouvré . . . . .	S-2.1, r.5	Règlement sur les ascenseurs, monte-charge, petits monte-charge, escaliers roulants et tapis roulants . . . . .	S-3, r.1
Code de sécurité pour les travaux de construction . . . . .	S-2.1, r.6	Code du bâtiment . . . . .	S-3, r.2
Règlement sur la coupe de la glace . . . . .	S-2.1, r.7	Règlement sur la sécurité dans les bains publics . . . . .	S-3, r.3
Règlement sur les établissements industriels . . . . .	S-2.1, r.8	Règlement sur la sécurité dans les édifices publics . . . . .	S-3, r.4
Règlement sur les établissements industriels et commerciaux . . . . .	S-2.1, r.9	Règlement sur la sécurité des remontées mécaniques . . . . .	S-3, r.5
Règlement sur l'étalement des coffrages à béton . . . . .	S-2.1, r.10	<b>SERVICE DES ACHATS DU GOUVERNEMENT (Loi sur le)</b>	
Règlement sur la manutention et l'usage des explosifs . . . . .	S-2.1, r.11	<i>L.R.Q., c. S-4</i>	
Règlement sur la mise en application des dispositions relatives aux accidents du travail et aux maladies professionnelles contenues dans l'Entente entre le Gouvernement du Québec et le Gouvernement de la République française en matière de sécurité sociale . . . . .	S-2.1, r.12	Règlement d'application de la Loi sur le Service des achats du gouvernement . . . . .	S-4, r.1
Règlement sur les postes d'appareils de sauvetage dans les mines . . . . .	S-2.1, r.13		
Règlement sur la protection des ouvriers travaillant avec de l'air comprimé . . . . .	S-2.1, r.14		







c. R-11, r.1

## Règlement d'application de la Loi sur le régime de retraite des enseignants

Loi sur le régime de retraite des enseignants  
(L.R.Q., c. R-11, a. 47)

### SECTION I DÉFINITIONS

**1.** Dans le présent règlement, « Loi » signifie la Loi sur le régime de retraite des enseignants (L.R.Q., c. R-11).

**2.** Les définitions de l'article 1 de la Loi s'appliquent au présent règlement.

**3.** Aux fins de l'application de la Loi, l'expression « année scolaire » désigne :

*a)* pour une institution de niveau primaire et secondaire : les 12 mois compris entre le 1<sup>er</sup> juillet d'une année et le 30 juin inclusivement de l'année suivante ;

*b)* pour une institution de niveau collégial : les 12 mois compris entre le 1<sup>er</sup> septembre d'une année et le 31 août inclusivement de l'année suivante ;

*c)* pour une université : les 12 mois compris entre le 1<sup>er</sup> mai d'une année et le 30 avril inclusivement de l'année suivante ;

*d)* pour toute autre institution ou association : les 12 mois compris entre le 1<sup>er</sup> juillet d'une année et le 30 juin inclusivement de l'année suivante.

**4.** Pour les fins des articles 22, 23 et 24 de la Loi, l'expression « institution d'enseignement » signifie :

*a)* une institution visée par le paragraphe *a* de l'article 1 de cette Loi ;

*b)* une institution déclarée d'intérêt public ou reconnue pour fins de subvention par le ministre de l'Éducation, en vertu de la Loi sur l'enseignement privé (L.R.Q., c. E-9), ainsi qu'une institution détenant un permis en vertu de cette Loi ;

*c)* l'Université du Québec, ses universités constituant ainsi que les établissements d'enseignement supérieur et de recherches institués en vertu de la Loi sur l'Université du Québec (L.R.Q., c. U-1) ;

*d)* tout établissement universitaire au sens des sous-paragraphe 1, 2 et 3 du paragraphe *a* de l'article 1 de la

Loi sur les investissements universitaires (L.R.Q., c. I-17) ;

*e)* toute institution située hors du Québec offrant des cours réguliers équivalents aux cours réguliers des institutions mentionnées aux paragraphes *a*, *b*, *c* et *d*.

### SECTION II APPLICATION

**5.** Aux fins de l'application de la Loi, est considéré comme un emploi :

*a)* à temps plein : l'exécution complète et régulière de l'horaire de travail prévu à la classification d'un enseignant ou à la convention collective qui le régit ;

*b)* à temps partiel : l'exécution incomplète, variable ou non, mais régulière de l'horaire de travail prévu à la classification d'un enseignant ou à la convention collective qui le régit.

**6.** Aux fins de l'application de la Loi, est un enseignant occasionnel l'enseignant embauché :

*a)* pour occuper un emploi ou une fonction dont l'existence tient ordinairement à une insuffisance ou à une absence temporaire ou à un surcroît inattendu de travail et qui donne lieu à une rémunération essentiellement temporaire ;

*b)* pour occuper un emploi ou une fonction dans le but d'exécuter un travail spécifique d'une durée déterminée ;

*c)* pour combler temporairement un poste vacant en l'absence de candidats éligibles ;

*d)* à titre d'étudiant, de coopérant ou de professeur à la leçon ;

*e)* à titre de stagiaire, c'est-à-dire une personne sous le contrôle d'un collège, d'une université ou d'une corporation professionnelle, qui est en voie de terminer ses cours et qui doit faire des stages pratiques en vue de l'obtention de son diplôme terminal.

**7.** La Centrale de l'enseignement du Québec, *The Provincial Association of Protestant Teachers of Québec*, l'Association canadienne d'éducation, l'Association d'éducation du Québec, l'Association professionnelle du personnel des cadres scolaires du Québec, *The Provincial Association of Catholic Teachers of Québec*, l'Association des cadres scolaires du Québec, l'Association canadienne

d'éducation de langue française et la Fédération des principaux de la province de Québec et leurs organismes affiliés sont désignés comme des associations d'éducateurs pour lesquelles les services d'un enseignant constituent une fonction visée par la Loi.

Les enseignants au service de ces associations d'éducateurs sont admis à participer au Régime établi par la Loi sur recommandation de la Commission administrative du régime de retraite à partir d'une liste de ces enseignants qui devront être porteurs d'un brevet de capacité ou d'un permis d'enseigner valide pour le Québec, ou avoir déjà participé au Régime établi par la Loi. Tout changement à la liste est soumis à la recommandation de la Commission.

Ces associations doivent verser à la Commission au plus tard le 15 de chaque mois, pour le mois précédent, une somme égale à 236% de la cotisation de ces enseignants, et ce à titre de part d'employeur.

**8.** Conformément au sous-paragraphe 4 du paragraphe a de l'article 1 de la Loi, les institutions d'enseignement privées déclarées d'intérêt public ou reconnues pour fins de subventions en vertu de la Loi sur l'enseignement privé sont reconnues pour fins de participation au Régime établi par la Loi à compter du 1<sup>er</sup> juillet 1973.

**9.** L'Association des Collèges du Québec, la Fédération des commissions scolaires catholiques du Québec et la Fédération des CEGEP sont désignées comme des organismes du domaine de l'éducation pour lesquels les services d'un enseignant constituent une fonction visée par la Loi.

Le deuxième alinéa de l'article 7 s'applique au présent article.

Ces associations ou fédérations doivent verser à la Commission au plus tard le 15 de chaque mois, pour le mois précédent, une somme égale à 236% de la cotisation de ces enseignants à titre de part d'employeur.

**10.** Constitue une fonction pédagogique ou éducative pour les fins de la Loi :

- a) la fonction d'instituteur ; ou
- b) toute fonction de conseil, d'animation, de coordination ou de direction se rapportant directement à l'administration des programmes d'enseignement, à l'organisation pédagogique des écoles, à la formation académique ou personnelle des élèves ou des instituteurs, aux activités parapédagogiques ou aux services aux élèves ; ou
- c) toute fonction à plein temps, quoique non directement reliée à l'enseignement, exercée par une personne ayant déjà participé au Régime établi par la Loi et dans l'exercice de laquelle l'expérience et les connaissances

d'une personne, ayant déjà exercé une fonction visée aux paragraphes a et b sont utiles.

### SECTION III TRAITEMENT ADMISSIBLE

**11.** En outre de ce qui est prévu aux paragraphes a à d de l'article 13 de la Loi, le traitement admissible d'un enseignant ne comprend pas :

- a) le rabais accordé à l'employeur par la Commission de l'emploi et de l'immigration du Canada et versé à l'enseignant selon les modalités prévues à une convention collective ;
- b) les dividendes ou ristournes, résultant de l'expérience favorable des régimes d'assurance, payés par l'employeur au participant d'un régime ;
- c) la prime de séparation payée à un enseignant lors de la cessation de ses fonctions ;
- d) tout montant forfaitaire payé au cours d'une année pour tenir lieu de crédits de maladie ou de vacances accumulés ;
- e) toute bourse accordée en vertu de la Loi sur les bourses pour le personnel enseignant (L.R.Q., c. B-7) ;
- f) tout montant forfaitaire payé à une personne qui a monnayé ses crédits de congés de maladie pour effectuer le rachat de service antérieur non contribué ;
- g) le paiement de la différence entre 1/200 et 1/260 du traitement annuel par rapport au congé de maternité ; et
- h) le paiement représentant un montant égal aux 2/15 de la prestation d'assurance-chômage reçue pour fin de maternité en vertu de la Loi de 1971 sur l'assurance-chômage (S.C., 1970-71-72, c. 48).

### SECTION IV CONGÉ SANS SOLDE

**12.** Aux fins de l'application de l'article 45 de la Loi, est censé occuper une fonction visée par la Loi, l'enseignant qui :

- a) est autorisé par la Commission au cours de la période, à faire compter le service accompli sous une autre autorité ;
- b) occupe une fonction visée par la Loi dès que prend fin la période d'enseignement temporaire sauf s'il est décedé, est devenu invalide, a acquis droit à la retraite ou est passé au service d'un employeur avec lequel la Commission a conclu une entente de transférabilité.

L'expression « enseigne temporairement » utilisée à l'article 45 de la Loi signifie une période d'enseignement n'excédant pas 5 années.

**13.** Tout enseignant qui obtient de son employeur un congé sans solde pour une période minimale de 30 jours de calendrier consécutifs au cours d'une année scolaire ou qui obtient un congé pour poursuivre des études spécialisées doit formuler une demande en vue d'obtenir de la Commission l'autorisation prévue à l'article 31 de la Loi.

**14.** Le taux d'intérêt applicable dans le cas où la demande d'autorisation est faite après la fin de l'année au cours de laquelle l'enseignant a bénéficié d'un congé sans solde ou poursuivi des études spécialisées est fixé à 8 ½ % composé annuellement.

## SECTION V INFIRMITÉ CORPORELLE OU MENTALE

**15.** Tout enseignant qui demande sa mise à la retraite pour infirmité corporelle ou mentale doit produire un certificat de son médecin traitant selon la formule I jointe en annexe.

Ce certificat doit déterminer ce qui constitue l'infirmité corporelle ou mentale de l'enseignant. Il doit aussi contenir des renseignements médicaux suffisants pour déterminer si cet enseignant est dans l'impossibilité d'exercer sa fonction.

Un nouveau certificat, selon la formule II jointe en annexe, peut être exigé annuellement jusqu'à ce que l'enseignant à la retraite ait atteint l'âge de la retraite obligatoire.

**16.** Pour les fins de la Loi, un enseignant affecté d'un état pathologique grave et prolongé est considéré comme atteint d'une infirmité corporelle ou mentale.

Un état pathologique n'est grave que s'il rend l'enseignant, d'une façon totale et prolongée, incapable d'accomplir le travail pour lequel il était engagé.

Un état pathologique n'est prolongé que s'il doit durer indéfiniment, c'est-à-dire qu'il n'y a pas vraisemblablement de guérison possible dans l'état actuel des connaissances médicales.

## SECTION VI PENSIONS

**17.** Le paiement de toute pension en vertu de la Loi est effectué à tous les 14 jours plutôt qu'à la fin de chaque mois.

**18.** La valeur actuelle de toute pension visée à l'article 20 de la Loi est calculée selon les hypothèses actuarielles suivantes :

a) le taux d'intérêt utilisé pour déterminer la valeur actuelle de la pension est de 8 ½ % par année pendant les 10 premières années à partir de la date de la demande par le bénéficiaire pensionné ou à partir de la date de la retraite si le bénéficiaire fait sa demande avant de recevoir sa pension et de 6% par année pour les années subséquentes ;

b) pour les fins d'évaluation de la valeur actuelle de la pension, la portion indexable de la pension est présumée s'accroître selon un taux d'indexation de 5 ½ % par année pendant 10 ans et de 3% par année par la suite. La première augmentation de la rente, suite à une indexation, est présumée être accordée 6 mois après la date effective du calcul de la valeur actuelle de la pension ;

c) les taux de mortalité sont ceux de la table 71-GAM\* avec un recul de 5 ans pour les femmes.

\* The 1971 Group Annuity Mortality Table, transactions of the Society of Actuaries, Vol. XXIII, pp. 569 à 604.

## SECTION VII RAPPORT ANNUEL

**19.** Tout employeur doit produire à la Commission, au plus tard le dernier jour de février de chaque année, un rapport des cotisations de ses employés pour l'année civile précédente.

Un tel rapport doit contenir les renseignements suivants :

a) l'identification du cotisant ;

b) les données relatives au traitement admissible, au service crédité et au calcul du montant de l'exonération des cotisations d'un cotisant.

**FORMULE I**

(a. 15)

GOUVERNEMENT  
DU QUÉBECCOMMISSION  
ADMINISTRATIVE  
DU RÉGIME  
DE RETRAITE2875 Boul. Laurier,  
Ste Foy, Qué.  
G1V 4J8**RAPPORT MÉDICAL**

Période du

au

**AVIS AUX MÉDECINS**

Les renseignements fournis doivent permettre au comité médical de la Commission administrative du régime de retraite d'établir si la personne ci-dessous mentionnée est atteinte de façon permanente de maladie ou d'infirmité physique ou mentale qui la rend incapable d'exercer ses fonctions habituelles.

**Important:**

Votre empressement à retourner ce rapport contribuera à accélérer l'étude de la demande de rente d'invalidité du requérant.

IDENTIFICATION DU PATIENT			
NOM DE FAMILLE	PRÉNOM	NO D'ASSURANCE SOCIALE	
NOM DE FAMILLE À LA NAISSANCE	PRÉNOM DU CONJOINT	DATE DE NAISSANCE	JR MOIS AN
ADRESSE			

AUTORISATION DE COMMUNIQUER DES RENSEIGNEMENTS MÉDICAUX			
J'autorise par la présente tout médecin, centre hospitalier, clinique ou autre organisme, établissement ou personne qui possède des renseignements ou dossiers sur moi-même à donner à la C.A.R.R. tout renseignement qu'elle demande concernant mon état de santé.			
JOUR	MOIS	ANNÉE	SIGNATURE DU RETRAITÉ OU DE SON REPRÉSENTANT

ANTÉCÉDENTS MÉDICAUX ET CHIRURGICAUX
_____
_____

CONSTATATIONS PHYSIQUES ET MENTALES
DÉCRIRE L'ÉTAT DE SANTÉ DU PATIENT AINSI QUE VOS CONSTATATIONS LORS DU DERNIER EXAMEN
_____

D'APRÈS VOS CONSTATATIONS	
A) CE PATIENT EST-IL TOUJOURS INVALIDE DE FAÇON TOTALE ET PERMANENTE?	OUI <input type="checkbox"/> NON <input type="checkbox"/>
B) LE PATIENT A-T-IL LA CAPACITÉ MENTALE DE GÉRER SES AFFAIRES?	OUI <input type="checkbox"/> NON <input type="checkbox"/>

DATE DU PREMIER EXAMEN	FRÉQUENCE DES VISITES	DATE DU DERNIER EXAMEN

RÉSULTAT DES RAPPORTS DE LABORATOIRE ET AUTRES EXAMENS
Rapports et résultats complets des examens de laboratoire, de radiographie, d'électrocardiographie et d'encéphalographie subis durant la période (s'il y a lieu)

HOSPITALISATION		
DATE(S)	ENDROIT(S)	RAISON(S)

INFORMATIONS	
AVEZ-VOUS RÉFÉRÉ CE PATIENT À UN AUTRE MÉDECIN?	OUI <input type="checkbox"/> NON <input type="checkbox"/>
SI OUI, INDIQUEZ SON NOM	
CE PATIENT VOUS A-T-IL ÉTÉ RÉFÉRÉ PAR UN AUTRE MÉDECIN?	OUI <input type="checkbox"/> NON <input type="checkbox"/>
SI OUI, INDIQUEZ SON NOM ET SON ADRESSE	

COMMENTAIRES

IDENTIFICATION DU MÉDECIN	
NOM	NO DE LICENCE
ADRESSE	
DATE	SIGNATURE
JOUR	
MOIS	
ANNEE	

**FORMULE II**

(a. 15)

GOUVERNEMENT  
DU QUÉBECCOMMISSION  
ADMINISTRATIVE  
DU RÉGIME  
DE RETRAITE2875 Boul. Laurier,  
Ste Foy, Qué.  
G1V 4J8**RAPPORT DE VÉRIFICATION MÉDICALE**

Période du

au

**AVIS AUX MÉDECINS**

Les renseignements fournis doivent permettre au comité médical de la Commission administrative du régime de retraite d'établir si la personne ci-dessous mentionnée est toujours atteinte de façon permanente de maladie ou d'infirmité physique ou mentale qui la rend incapable d'exercer ses fonctions habituelles.

**Important:**

Votre empressement à retourner ce rapport contribuera à parfaire l'étude du dossier de rente d'invalidité de votre patient.

IDENTIFICATION DU PATIENT			
NOM DE FAMILLE	PRÉNOM	NO D'ASSURANCE SOCIALE	
NOM DE FAMILLE À LA NAISSANCE	PRÉNOM DU CONJOINT	DATE DE NAISSANCE	JOUR MOIS ANNÉE
ADRESSE			

AUTORISATION DE COMMUNIQUER DES RENSEIGNEMENTS MÉDICAUX			
J'autorise par la présente tout médecin, centre hospitalier, clinique ou autre organisme, établissement ou personne qui possède des renseignements ou dossiers sur moi-même à donner à la C.A.R.R. tout renseignement qu'elle demande concernant mon état de santé.			
JOUR MOIS ANNÉE	NO D'ASSURANCE SOCIALE DU RETRAITÉ	SIGNATURE DU RETRAITÉ OU DE SON REPRÉSENTANT	

CONSTATATIONS PHYSIQUES ET MENTALES	
DÉCRIRE L'ÉTAT DE SANTÉ DU PATIENT AINSI QUE VOS CONSTATATIONS LORS DU DERNIER EXAMEN	
<hr/> <hr/> <hr/>	



D'APRÈS VOS CONSTATATIONS		
A) CE PATIENT EST-IL TOUJOURS INVALIDE DE FAÇON TOTALE ET PERMANENTE?	<input type="checkbox"/> OUI	<input type="checkbox"/> NON
B) CE PATIENT A-T-IL LA CAPACITÉ DE GÉRER SES AFFAIRES?	<input type="checkbox"/> OUI	<input type="checkbox"/> NON
DATE DU PREMIER EXAMEN	FRÉQUENCE DES VISITES	DATE DU DERNIER EXAMEN

RÉSULTAT DES RAPPORTS DE LABORATOIRE ET AUTRES EXAMENS	
Rapports et résultats complets des examens de laboratoire, de radiographie, d'électrocardiographie et d'encéphalographie subis durant la période (s'il y a lieu).	
<hr/> <hr/> <hr/>	

[illegible]

COMMENTAIRES	

IDENTIFICATION DU MÉDECIN				
NOM ET PRÉNOM			NO DE LICENCE	
ADRESSE			NO DE TELEPHONE	
DATE	JOUR	MOIS	ANNÉE	SIGNATURE

C.T. 115785, (1979) 111 G.O. II, 159  
C.T. 122496, (1979) 111 G.O. II, 6999  
C.T. 128503, (1980) 112 G.O. II, 5591  
C.T. 134217, (1981) 113 G.O. II, 2895





c. R-12, r.1

## Règlement d'application du régime de retraite des fonctionnaires

Loi sur le régime de retraite des fonctionnaires  
(L.R.Q., c. R-12)

### SECTION I DÉFINITIONS

**1.** Dans le présent règlement, « Loi » signifie la Loi sur le régime de retraite des fonctionnaires (L.R.Q., c. R-12).

**2.** Les définitions de l'article 110 de la Loi s'appliquent au présent règlement.

**3.** Pour les fins des articles 28, 29, 77 et 78 de la Loi, l'expression « institution d'enseignement » signifie :

a) une institution visée par le paragraphe a de l'article 1 de la Loi sur le régime de retraite des enseignants (L.R.Q., c. R-11) ;

b) une institution déclarée d'intérêt public ou reconnue pour fins de subvention par le ministre de l'Éducation, en vertu de la Loi sur l'enseignement privé (L.R.Q., c. E-9), ainsi qu'une institution détenant un permis en vertu de cette loi ;

c) l'Université du Québec, ses universités constituan-tes ainsi que les établissements d'enseignement supérieur et de recherche institués en vertu de la Loi sur l'Université du Québec (L.R.Q., c. U-1) ;

d) tout établissement universitaire au sens des sous-paragraphes 1, 2 et 3 du paragraphe a de l'article 1 de la Loi sur les investissements universitaires (L.R.Q., c. I-17) ;

e) toute institution située hors du Québec et offrant des cours réguliers équivalents aux cours réguliers des institutions mentionnées aux paragraphes a, b, c et d.

### SECTION II APPLICATION

**4.** Aux fins de l'application de la Loi, est considéré comme un emploi :

a) à temps plein : l'exécution complète et régulière de l'horaire de travail prévu à la classification d'un fonctionnaire ou employé ou à la convention collective qui le régit ;

b) à temps partiel : l'exécution incomplète, variable ou non, mais régulière de l'horaire de travail prévu à la classification d'un fonctionnaire ou employé ou à la convention collective qui le régit ;

c) saisonnier : tout emploi rémunéré à temps plein ou à temps partiel, à caractère répétitif, d'année en année, d'une durée inférieure à 12 mois résultant des causes indépendantes de la volonté du fonctionnaire ou de l'employé, comme l'influence des saisons.

**5.** Aux fins de l'application de la Loi, est employé à titre occasionnel le fonctionnaire ou l'employé embauché :

a) pour occuper un emploi ou une fonction dont l'existence tient ordinairement à une insuffisance ou à une absence temporaire ou à un surcroît inattendu de travail et qui donne lieu à une rémunération à caractère essentiellement temporaire ;

b) pour occuper un emploi ou une fonction dans le but d'exécuter un travail spécifique d'une durée déterminée ;

c) pour combler temporairement un poste vacant en l'absence de candidats éligibles ;

d) à titre contractuel ;

e) à titre de stagiaire, c'est-à-dire une personne sous le contrôle d'un collège, d'une université ou d'une corporation professionnelle, qui est en voie de terminer ses cours et qui doit faire des stages pratiques ou cliniques en vue de l'obtention de son diplôme terminal, à l'exception du fonctionnaire ou employé qui, dans un corps de fonctionnaires, appartient à une classe de stagiaire telle que déterminée par règlement de la fonction publique.

### SECTION III TRAITEMENT ADMISSIBLE

**6.** En outre de ce qui est prévu aux paragraphes a à e de l'article 19 de la Loi et aux paragraphes a à e de l'article 51 de la Loi, le traitement admissible d'un fonctionnaire ou employé ne comprend pas :

a) le rabais accordé à l'employeur par la Commission de l'emploi et de l'immigration du Canada et versé au fonctionnaire ou employé selon les modalités prévues à une convention collective ;

b) les dividendes ou ristournes résultant de l'expérience favorable des régimes d'assurance, payés par l'em-

ou fonctionnaire ou employé participant d'un ré-

toute allocation versée en vertu d'un règlement opté sous la Loi sur l'administration financière (L.R.Q., A-6);

d) tout montant forfaitaire payé au cours d'une année pour tenir lieu de crédits de maladie ou de vacances accumulées;

e) tout montant forfaitaire payé à un fonctionnaire ou employé qui a monnayé ses crédits de congés de maladie pour effectuer le rachat de service antérieur non contribué; et

f) le paiement représentant un montant égal aux 2/15 de la prestation d'assurance-chômage reçue pour fin de maternité en vertu de la Loi de 1971 sur l'assurance-chômage (S.C., 1970-71-72, c. 48).

#### SECTION IV CONGÉ SANS SOLDE

**7.** Le taux d'intérêt applicable dans le cas où la demande d'autorisation est faite après la fin de l'année au cours de laquelle le fonctionnaire ou employé a bénéficié d'un congé sans solde est fixé à 8 ½ % composé annuellement.

#### SECTION V INFIRMITÉ CORPORELLE OU MENTALE

**8.** Tout fonctionnaire ou employé qui demande sa mise à la retraite pour infirmité corporelle ou mentale doit produire un certificat de son médecin traitant selon la formule 1 jointe en annexe.

Ce certificat doit déterminer ce qui constitue l'infirmité corporelle ou mentale du fonctionnaire ou employé. Il doit aussi contenir des renseignements médicaux suffisants pour déterminer si ce fonctionnaire ou employé est dans l'impossibilité d'exercer sa fonction.

Un nouveau certificat, selon la formule 2 jointe en annexe, peut être exigé annuellement jusqu'à ce que le fonctionnaire ou l'employé à la retraite ait atteint l'âge de la retraite obligatoire.

**9.** Pour les fins de la Loi, un fonctionnaire ou employé affecté d'un état pathologique grave et prolongé est considéré comme atteint d'une infirmité corporelle ou mentale.

Un état pathologique n'est grave que s'il rend le fonctionnaire ou employé, d'une façon totale et prolongée, incapable d'accomplir le travail pour lequel il était engagé.

Un état pathologique n'est prolongé que s'il doit durer indéfiniment, c'est-à-dire qu'il n'y a pas vraisemblable-

ment de guérison possible dans l'état actuel des connaissances médicales.

#### SECTION VI PENSIONS

**10.** Le paiement de toute pension en vertu de la Loi est effectué à tous les 14 jours et aux mêmes dates que celui du Régime de retraite des enseignants (L.R.Q., c. R-11).

**11.** La valeur actuelle de toute pension visée aux articles 26 et 74 de la Loi est calculée selon les hypothèses actuarielles suivantes :

a) le taux d'intérêt utilisé pour déterminer la valeur actuelle de la pension est de 8 ½ % par année pendant les 10 premières années, à partir de la date de la demande par le bénéficiaire pensionné ou à partir de la date de la retraite si le bénéficiaire fait sa demande avant de recevoir sa pension et de 6% par année pour les années subséquentes;

b) pour les fins d'évaluation de la valeur actuelle de la pension, la portion indexable de la pension est présumée s'accroître selon un taux d'indexation de 5 ½ % par année, pendant 10 ans et de 3% par année par la suite. La première augmentation de la rente, suite à une indexation, est présumée être accordée 6 mois après la date effective du calcul de la valeur actuelle de la pension;

c) les taux de mortalité sont ceux de la table 71-GAM\* avec un recul de 5 ans pour les femmes.

\*The 1971 Group Annuity Mortality Table, transactions of the Society of Actuaries, Vol. XXIII, pp. 569 à 604.

#### SECTION VII RAPPORT ANNUEL

**12.** Tout employeur doit produire à la Commission, au plus tard le dernier jour de février de chaque année, un rapport de cotisations de ses fonctionnaires ou employés pour l'année civile précédente.

Un tel rapport doit contenir les renseignements suivants :

a) l'identification du cotisant;

b) les données relatives au traitement admissible, au service crédité et au calcul du montant de l'exonération des cotisations d'un cotisant.

**FORMULE 1**

(a. 8)



**COMMISSION  
ADMINISTRATIVE  
DU RÉGIME  
DE RETRAITE**

2875 Boul. Laurier,  
Ste Foy, Qué.  
G1V 4J8

**RAPPORT MÉDICAL**

Période du

au

**AVIS AUX MÉDECINS**

Les renseignements fournis doivent permettre au comité médical de la Commission administrative du régime de retraite d'établir si la personne ci-dessous mentionnée est atteinte de façon permanente de maladie ou d'infirmité physique ou mentale qui la rend incapable d'exercer ses fonctions habituelles.

**Important:**

Votre empressement à retourner ce rapport contribuera à accélérer l'étude de la demande de rente d'invalidité du requérant.

**IDENTIFICATION DU PATIENT**

NOM DE FAMILLE	PRÉNOM	NO D'ASSURANCE SOCIALE			
NOM DE FAMILLE À LA NAISSANCE		DATE DE NAISSANCE	JR	MOIS	AN
ADRESSE					

**AUTORISATION DE COMMUNIQUER DES RENSEIGNEMENTS MÉDICAUX**

J'autorise par la présente tout médecin, centre hospitalier, clinique ou autre organisme, établissement ou personne qui possède des renseignements ou dossiers sur moi-même à donner à la C A R R tout renseignement qu'elle demande concernant mon état de santé.

DATE	NO D'ASSURANCE SOCIALE DU RETRAITÉ	SIGNATURE DU RETRAITÉ OU DE SON REPRÉSENTANT

**ANTÉCÉDENTS MÉDICAUX ET CHIRURGICAUX**

<hr/> <hr/>
-------------

**CONSTATATIONS PHYSIQUES ET MENTALES**

DÉCRIRE L'ÉTAT DE SANTÉ DU PATIENT AINSI QUE VOS CONSTATATIONS LORS DU DERNIER EXAMEN

<hr/>
-------

**D'APRÈS VOS CONSTATATIONS**

- A) CE PATIENT EST-IL TOUJOURS INVALIDE DE FAÇON TOTALE ET PERMANENTE ? OUI ☐ NON ☐
- B) LE PATIENT A-T-IL LA CAPACITÉ MENTALE DE GÉRER SES AFFAIRES ? OUI ☐ NON ☐

DATE DU PREMIER EXAMEN	FRÉQUENCE DES VISITES	DATE DU DERNIER EXAMEN

RÉSULTAT DES RAPPORTS DE LABORATOIRE ET AUTRES EXAMENS
Rapports et résultats complets des examens de laboratoire, de radiographie, d'électrocardiographie et d'encéphalographie subis durant la période (s'il y a lieu)

HOSPITALISATION		
DATE(S)	ENDROIT(S)	RAISON(S)

INFORMATIONS	
AVEZ-VOUS RÉFÉRÉ CE PATIENT À UN AUTRE MÉDECIN?	OUI <input type="checkbox"/> NON <input type="checkbox"/>
SI OUI, INDIQUEZ SON NOM	
CE PATIENT VOUS A-T-IL ÉTÉ RÉFÉRÉ PAR UN AUTRE MÉDECIN?	OUI <input type="checkbox"/> NON <input type="checkbox"/>
SI OUI, INDIQUEZ SON NOM ET SON ADRESSE	

COMMENTAIRES

IDENTIFICATION DU MÉDECIN	
NOM	NO DE LICENCE
ADRESSE	
DATE	SIGNATURE
JOUR	
MOIS	
ANNEE	



**FORMULE 2**

(a. 8)

GOUVERNEMENT  
DU QUÉBECCOMMISSION  
ADMINISTRATIVE  
DU RÉGIME  
DE RETRAITE2875 Boul. Laurier,  
Sté Foy, Qué.  
G1V 4J8**RAPPORT DE VÉRIFICATION MÉDICALE**

Période du

au

**AVIS AUX MÉDECINS**

Les renseignements fournis doivent permettre au comité médical de la Commission administrative du régime de retraite d'établir si la personne ci-dessous mentionnée est toujours atteinte de façon permanente de maladie ou d'infirmité physique ou mentale qui la rend incapable d'exercer ses fonctions habituelles.

**Important:**

Votre empressement à retourner ce rapport contribuera à parfaire l'étude du dossier de rente d'invalidité de votre patient.

IDENTIFICATION DU PATIENT			
NOM DE FAMILLE	PRÉNOM	NO D'ASSURANCE SOCIALE	
NOM DE FAMILLE À LA NAISSANCE		DATE DE NAISSANCE	JOUR MOIS ANNÉE
ADRESSE			

AUTORISATION DE COMMUNIQUER DES RENSEIGNEMENTS MÉDICAUX		
J'autorise par la présente tout médecin, centre hospitalier, clinique ou autre organisme, établissement ou personne qui possède des renseignements ou dossiers sur moi-même à donner à la C A R R. tout renseignement qu'elle demande concernant mon état de santé.		
DATE	NO D'ASSURANCE SOCIALE DU RETRAITÉ	SIGNATURE DU RETRAITÉ OU DE SON REPRÉSENTANT

CONSTATATIONS PHYSIQUES ET MENTALES
DÉCRIRE L'ÉTAT DE SANTÉ DU PATIENT AINSI QUE VOS CONSTATATIONS LORS DU DERNIER EXAMEN

D'APRÈS VOS CONSTATATIONS		
A) CE PATIENT EST-IL TOUJOURS INVALIDE DE FAÇON TOTALE ET PERMANENTE?		<input type="checkbox"/> OUI <input type="checkbox"/> NON
B) CE PATIENT A-T-IL LA CAPACITÉ DE GÉRER SES AFFAIRES?		<input type="checkbox"/> OUI <input type="checkbox"/> NON
DATE DU PREMIER EXAMEN	FRÉQUENCE DES VISITES	DATE DU DERNIER EXAMEN

RÉSULTAT DES RAPPORTS DE LABORATOIRE ET AUTRES EXAMENS
Rapports et résultats complets des examens de laboratoire, de radiographie, d'électrocardiographie et d'encéphalographie subis durant la période (s'il y a lieu).

HOSPITALISATION		
DATE(S)	ENDROIT(S)	RAISON(S)

COMMENTAIRES

IDENTIFICATION DU MÉDECIN	
NOM ET PRÉNOM	NO DE LICENCE
ADRESSE	NO DE TELEPHONE
DATE	SIGNATURE



c. R-12, r.2

**Règlement fixant les conditions  
permettant aux fonctionnaires de  
racheter du service à l'emploi d'un  
organisme avec lequel il existe une  
entente de transférabilité**

Loi sur le régime de retraite des fonctionnaires  
(L.R.Q., c. R-12)

**1.** Le fonctionnaire peut racheter en tout ou en partie du service à l'emploi d'un organisme avec lequel une entente de transférabilité existe selon l'article 93 de la Loi sur le régime de retraite des fonctionnaires (L.R.Q., c. R-12), en autant :

- a) qu'il soit entré en fonction au Gouvernement du Québec avant la date d'entrée en vigueur de cette entente ;
- b) que l'organisme concerné reconnaît le service à racheter comme étant du service effectivement à son emploi ou étant reconnu ;
- c) que le fonctionnaire ne reçoive pas de pension pour cette période de l'organisme concerné ;
- d) que le fonctionnaire est éligible à recevoir une pension différée de l'organisme et que cet organisme confirme l'annulation de cette pension différée ;
- e) qu'il verse à la Commission administrative du régime de retraite, le double de la contribution qui aurait été effectuée sur son traitement au cours de cette période.





c. R-13, r.1

## Règlement d'application de l'article 2 de la Loi sur le régime des eaux

Loi sur le régime des eaux  
(L.R.Q., c. R-13)

### SECTION I DéFINITIONS

**1.** Dans le présent règlement, à moins que le contexte ne s'y oppose, les mots et expressions suivants signifient :

a) « bail ordinaire » : bail autre qu'un bail emphytéotique ;

b) « fins lucratives » : fins de commerce et d'industrie et comprend les marinas qui, pour les fins du présent règlement, sont assimilées à des fins lucratives ;

c) « fins non lucratives privées » : toutes fins non lucratives pour utilisation individuelle ou familiale ;

d) « fins non lucratives publiques » : toutes fins non lucratives autres que privées. Cette expression ne comprend pas les ouvrages construits et entretenus par le Gouvernement du Québec et le Gouvernement du Canada, ainsi que les organismes et les sociétés d'État ;

e) « lit et rives » : le lit et les rives d'un fleuve, d'une rivière, d'un lac ou de la mer faisant partie du domaine public, et comprend les lais et les relais de la mer ;

f) « ministre » : ministre de l'Environnement ;

g) « ouvrages rudimentaires » : les pontons et les petits quais sur pilotis ou tout autre ouvrage de petites dimensions pouvant être enlevés facilement et constituant l'installation minimum requise pour donner accès aux eaux domaniales ;

h) « ouvrages permanents » : tous ouvrages autres que les ouvrages rudimentaires et les bâtiments ;

i) « plan directeur » : plan d'aménagement représentant pour une région déterminée les parties du lit et des rives dont l'occupation peut être autorisée et celles pour lesquelles l'occupation est interdite ;

j) « valeur » : valeur réelle au pied carré du terrain riverain établie à partir du rôle d'évaluation foncière de la municipalité, de la communauté urbaine ou de la commission scolaire régionale sur le territoire desquelles le terrain est situé. À défaut d'évaluation foncière, le tarif minimal prévu à l'annexe I s'applique si le terrain a moins de 5

acres ; s'il a 5 acres et plus, il faut se servir du tarif applicable prévu à l'annexe I.

**2.** Tout « plan directeur » doit être approuvé par le gouvernement sur la recommandation du ministre, après avoir reçu l'approbation du sous-ministre de l'Environnement.

**3.** Le ministre doit transmettre à toute municipalité intéressée un projet de tout plan directeur et lui donner avis que ce plan sera soumis au gouvernement pour approbation, après un délai de 90 jours.

**4.** Le ministre peut consentir des ventes, des baux ou des permis d'occupation sur le lit et les rives conformément au présent règlement et au tarif établi à l'annexe I.

**5.** Le ministre ne peut consentir de ventes, baux ou permis d'occupation qu'à une personne qui a établi qu'elle est propriétaire riverain ou qui a obtenu le consentement écrit du propriétaire riverain.

**6.** Le titre accordé sur le lit et les rives ne doit jamais être accordé pour une durée plus longue que celle du titre de l'occupant riverain.

**7.** Les terrains faisant l'objet de ventes ou de baux de plus de 5 ans doivent être arpentés et cadastrés aux frais du requérant, conformément aux instructions générales et particulières d'arpentage établies par le ministre de l'Énergie et des Ressources en vertu du paragraphe 9 de l'article 12 de la Loi sur le ministère de l'Énergie et des Ressources (L.Q., 1979, c. 81 ; après refonte : L.R.Q., c. M-15.1).

**8.** Pour l'obtention de baux annuels ou de permis d'occupation, le requérant peut fournir un croquis du terrain sollicité au lieu d'un plan d'arpentage.

**9.** Une copie de tout acte de vente, lettres patentes, bail ou permis d'occupation doit être transmise sans délai au ministre de l'Énergie et des Ressources ; 2 copies des lettres patentes et des baux de plus de 5 ans doivent être déposées au bureau d'enregistrement sur le territoire duquel le terrain concerné est situé.

**10.** Après chaque période de 5 ans, le ministre peut reviser le loyer prévu au bail pour une autre période de 5 ans selon le tarif et la valeur alors en vigueur.

### SECTION III CONSTRUCTION DE TERRE-PLEINS

**11.** Lorsque la construction d'un terre-plein est projetée, le ministre peut accorder à toute personne visée par l'article 4, un bail pour la durée prévue de la construction de ce terre-plein, mais n'excédant pas 5 ans, en y indiquant les spécifications du projet. Ce bail fixe les conditions d'établissement du bail à long terme ou de la vente qui suivra ce premier bail.

**12.** Lorsque, à l'expiration du bail visé par l'article 11, la construction du terre-plein n'est pas terminée conformément à ce bail, le ministre peut accorder un nouveau bail pour une période n'excédant pas 5 ans.

### SECTION IV TERRE-PLEINS SITUÉS DANS LES LIMITES D'UN PLAN DIRECTEUR

**13.** Lorsqu'une personne a terminé, conformément au bail, la construction d'un terre-plein situé à l'intérieur des limites d'un plan directeur et qu'elle s'est conformée aux conditions du bail visé à l'article 11 elle a droit à un bail ordinaire ou emphytéotique n'excédant pas 25 ans.

**14.** Lorsque la superficie du terrain concerné a moins d'un acre, le locataire a droit aussi à une vente.

**15.** Lorsque le terrain est destiné à des fins non lucratives privées, le locataire a également droit à une vente même si la superficie du terrain excède 1 acre.

**16.** Le prix de vente prévu à l'annexe I est fixé à partir de la valeur établie lors de la signature du bail prévue par les articles 11 et 12.

**17.** En établissant le prix de vente du terrain, le ministre fait remise du loyer des 2 dernières années du bail précédent.

### SECTION V TERRE-PLEINS SITUÉS HORS DES LIMITES D'UN PLAN DIRECTEUR

**18.** Lorsqu'une personne a terminé, conformément au bail, la construction d'un terre-plein situé hors des limites d'un plan directeur et qu'elle s'est conformée aux conditions du bail visé par l'article 11, elle a droit à un nouveau bail ordinaire n'excédant pas 25 ans.

**19.** Lorsque le terrain est destiné à des fins non lucratives privées, la superficie louée ne doit pas dépasser 1 acre.

**20.** Lorsque, dans le cas de l'article 18, un bâtiment empiète sur la rive, le locataire a droit à un bail emphytéotique n'excédant pas 25 ans, mais la superficie du terrain loué ne doit pas dépasser 1 acre.

**21.** Lorsque le terrain est destiné à des fins non lucratives publiques ou lucratives, la superficie louée ne doit pas dépasser 50 acres.

**22.** Le ministre peut différer son consentement à tout bail pour la construction du terre-plein hors des limites d'un plan directeur jusqu'à ce qu'il ait préparé un tel plan et que le gouvernement l'ait approuvé.

### SECTION VI OUVRAGES PERMANENTS

**23.** Le ministre peut louer le lit et les rives pour la construction ou l'installation d'ouvrages permanents autres que des terre-pleins.

**24.** Lorsque le terrain visé par la présente section est destiné à des fins non lucratives privées, le bail est annuel et la superficie louée ne doit pas dépasser 1 acre.

**25.** Lorsque le terrain est affecté à des fins lucratives ou non lucratives publiques, la durée du bail ordinaire ne doit pas dépasser 25 ans et la superficie du terrain ne doit pas dépasser 10 acres.

### SECTION VII OUVRAGES RUDIMENTAIRES

**26.** Pour la construction ou l'installation d'ouvrages rudimentaires, le ministre peut accorder :

a) un permis d'occupation d'une durée indéfinie si les ouvrages sont destinés à des fins non lucratives publiques ou privées ;

b) un bail ordinaire ne dépassant pas 25 ans si le terrain et les ouvrages sont destinés à des fins lucratives et que la superficie occupée par ces ouvrages n'excède pas 2 acres.

### SECTION VIII TERRAINS SANS OUVRAGES

**27.** Le ministre peut louer le lit et les rives sans qu'aucun ouvrage n'y soit fait :

a) par bail annuel renouvelable si le terrain est affecté à des fins non lucratives publiques ou privées ; ou

b) par bail ordinaire d'une durée maximale de 25 ans si le terrain est affecté à des fins lucratives.



**28.** Lorsque le terrain est destiné à des fins non lucratives privées, la superficie ne doit pas dépasser 2 acres.

**29.** Lorsque le terrain est destiné à des fins lucratives ou non lucratives publiques, la superficie ne doit pas dépasser 50 acres.

#### **SECTION IX**

##### **PRISES ET REJETS D'EAU**

**30.** Le ministre peut accorder des permis d'occupation d'une durée indéfinie pour l'installation de prises et de rejets d'eau sur le lit et les rives pour des fins non lucratives publiques ou pour des fins lucratives, lorsque ces installations ne sont constituées que d'une simple conduite sans autre ouvrage apparent ou émergeant de la surface des eaux.

**ANNEXE I**  
 (a. 1, 4 et 16)

**TARIF**

Ouvrage		Utilisation	Titre	Prix de vente ou loyer annuel
Terre-pleins	Avant la construction	privée	bail (max. 5 ans)	5% de la valeur ; minimum 25 \$
		publique	bail (max. 5 ans)	15 \$ l'acre ; minimum 100 \$
		lucrative	bail (max. 5 ans)	10% de la valeur ; minimum 200 \$
	Dans les limites d'un plan directeur	privée, publique ou lucrative	vente	sans évaluation foncière ; 55 \$ l'acre
		privée	bail (max. 25 ans)	50% de la valeur ; minimum 100 \$
		publique	bail (max. 25 ans)	5% de la valeur ; minimum 25 \$
Construction de terre-plein terminée	Hors des limites d'un plan directeur	lucrative	bail (max. 25 ans)	15 \$ l'acre ; minimum 100 \$
		privée	bail (max. 25 ans)	10% de la valeur ; minimum 200 \$
		publique	bail (max. 25 ans)	5% de la valeur ; minimum 25 \$
	Dans les limites d'un plan directeur	publique	bail (max. 25 ans)	15 \$ l'acre ; minimum 100 \$
		lucrative	bail (max. 25 ans)	10% de la valeur ; minimum 200 \$
				sans évaluation foncière ; 55 \$ l'acre

Ouvrage	Utilisation	Titre	Prix de vente ou loyer annuel
Ouvrages permanents	privée	bail (annuel)	5% de la valeur ; minimum 25 \$
	publique	bail (max. 25 ans)	5% de la valeur ; minimum 25 \$
			sans évaluation foncière : 15 \$ l'acre
	lucrative	bail (max. 25 ans)	10% de la valeur ; minimum 200 \$
Ouvrages rudimentaires			sans évaluation foncière : 55 \$ l'acre
	privée ou publique	permis d'occupation	25 \$
	lucrative	bail (max. 25 ans)	10% de la valeur ; minimum 200 \$

Ouvrage	Utilisation	Titre	Prix de vente ou loyer annuel
Terrains sans ouvrage	privée ou publique	bail (annuel)	2% de la valeur ; minimum 25 \$
	publique		sans évaluation foncière 15 \$ l'acre
	lucrative	bail (max. 25 ans)	10% de la valeur ; minimum 200 \$
			sans évaluation foncière 55 \$ l'acre
Prises et rejet d'eau	lucrative	permis d'occupation	25 \$
	publique	permis d'occupation	gratuit



c. R-16, r.1

## **Règlement sur le contenu et la date de remise du rapport annuel par une municipalité**

Loi sur les régimes de retraite des maires et des conseillers des municipalités  
(L.R.Q., c. R-16, a. 42)

i) le montant de la contribution versée par la municipalité pour chaque participant en vertu de l'article 15 de cette Loi.

**1.** Toute municipalité doit produire à la Commission administrative du régime de retraite, au plus tard le dernier jour du mois de février de chaque année, un rapport annuel.

**2.** Le rapport annuel doit contenir les informations suivantes :

- a) l'identification de la municipalité ;
- b) l'année du rapport ;
- c) le participant :
  - i. nom, prénom ;
  - ii. nom à la naissance, s'il y a lieu ;
  - iii. date de naissance ;
  - iv. état civil ;
  - v. sexe ;
  - vi. numéro d'assurance sociale ;
- d) la date du début de la participation au régime général ;
- e) la date de la fin de la participation au régime général et les motifs ;
- f) le montant :
  - i. de la rémunération annuelle versée incluant les allocations pour défrayer une partie des dépenses inhérentes à la charge ;
  - ii. de toute rémunération ou allocation versée pour l'exercice d'une fonction spécifique au sein du conseil ou du comité exécutif de la municipalité ;
- g) le montant de la cotisation déduite sur le traitement admissible d'un participant en vertu de l'article 13 de la Loi sur les régimes de retraite des maires et des conseillers des municipalités (L.R.Q., c. R-16) ;
- h) le montant des cotisations additionnelles versées par un participant en vertu de l'article 14 de cette Loi ;

---

A.C. 2529-75, (1975) 107 G.O.II, 3421





c. R-16, r.2

**Règlement classant certaines corporations  
comme organismes supramunicipaux aux  
fins de la Loi sur les régimes de retraite  
des maires et des conseillers des  
municipalités**

Loi sur les régimes de retraite des maires et des  
conseillers des municipalités  
(L.R.Q., c. R-16)

**1.** Le Conseil de sécurité publique de la Communauté urbaine de Montréal est un organisme supramunicipal aux fins de l'application de la section VIII.1 de la Loi sur les régimes de retraite des maires et des conseillers des municipalités (L.R.Q., c. R-16).

**2.** La municipalité régionale de comté constituée par la ville de Laval est un organisme supramunicipal aux fins de l'application de la section VIII.1 de la Loi sur les régimes de retraite des maires et des conseillers des municipalités.

---

A.C. 2770-79, (1979) 111 G.O.II, 6807

D. 2394-80, (1980) 112 G.O.II, 5455







c. R-16, r.3

## **Règlement sur l'établissement du taux d'intérêt à partir du taux de rendement des placements à la Caisse de dépôt et placement du Québec**

Loi sur les régimes de retraite des maires et des conseillers des municipalités  
(L.R.Q., c. R-16, a. 42)

**1.** Le taux annuel de rendement des montants transmis à la Caisse de dépôt et placement du Québec conformément à la Loi sur les régimes de retraite des maires et des conseillers des municipalités (L.R.Q., c. R-16) est établi à partir de la valeur comptable des investissements de la Caisse de dépôt et placement du Québec pour le compte de la Commission administrative du régime de retraite relativement au régime général.

**2.** Le taux annuel de rendement sur les portefeuilles des fonds ségrégatifs est le rapport entre le revenu annuel et le placement annuel moyen dans chacun des fonds ségrégatifs des montants placés par la Caisse de dépôt et placement du Québec pour le compte de la Commission administrative du régime de retraite relativement au régime général.

Le revenu annuel se compose de la somme des répartitions trimestrielles des revenus moins les honoraires d'administration facturés par la Caisse de dépôt et placement du Québec pour chaque portefeuille de fonds ségrégatifs que détient la Caisse de dépôt et placement du Québec pour le compte de la Commission administrative du régime de retraite relativement au régime général.

Le placement annuel moyen est la somme de la valeur comptable des placements au début de l'année et du coût d'acquisition de chaque placement effectué au cours de l'année, pondéré par 1/12 du nombre de mois à courir entre la date où une telle transaction est effectuée et le 31 décembre de l'année et diminué du produit de la vente de chaque placement pondéré par 1/12 du nombre de mois compris entre la date à laquelle une telle transaction est effectuée et le 31 décembre de l'année. De plus, pour les fins de ce calcul, les revenus trimestriels sont considérés comme de nouveaux placements effectués au point milieu de chaque trimestre et pondérés comme ci-dessus en tenant compte des mois complets et des fractions de mois.

**3.** Le taux annuel de rendement des dépôts à demande ou à échéance est le rapport entre la somme des intérêts crédités au cours de l'année sur ces dépôts et le dépôt annuel moyen.

Le dépôt annuel moyen est égal à la somme des dépôts mensuels. Le dépôt mensuel est calculé en établissant le rapport entre le montant d'intérêt crédité pour un mois et le taux annuel d'intérêt calculé par la Caisse de dépôt et placement du Québec pour ce même mois.

**4.** Le taux annuel de rendement applicable sur les montants versés eu égard à la participation au régime général au cours d'une année est le rapport entre le total des revenus calculé selon les articles 2 et 3, soit la somme du revenu annuel calculé sur chaque fonds ségrégatif et des intérêts crédités au cours de l'année sur les dépôts à demande ou à échéance, et des investissements moyens calculés selon ces articles, soit la somme du placement annuel moyen calculé pour chaque fonds ségrégatif et du dépôt annuel moyen.

Les montants versés eu égard à la participation au régime général comprennent les cotisations du participant, ses cotisations additionnelles, les autres sommes qu'il a versées pour le rachat ou le transfert de service antérieur ainsi que les contributions de la municipalité et les sommes que cette dernière a versées pour le rachat ou transfert de service antérieur.

**5.** Le taux d'intérêt applicable pour une année est le taux d'intérêt applicable pour l'année antérieure à 0,1% le plus près, tant qu'il n'a pas été autrement établi par la Commission administrative du régime de retraite. Pour les années 1975 et 1976, le taux d'intérêt est fixé à 8%.





c. R-16, r.4

### **Règlement sur les modalités d'application du taux d'intérêt applicable aux montants versés au titre de la participation au régime général**

Loi sur les régimes de retraite des maires et des  
conseillers des municipalités  
(L.R.Q., c. R-16, a. 42)

- 1.** Dans le présent règlement, « montants versés » comprennent les cotisations du participant, ses cotisations additionnelles, les autres sommes qu'il a versées pour le rachat ou le transfert de service antérieur ainsi que les contributions de la municipalité et les sommes que cette dernière a versées pour le rachat ou transfert de service antérieur.
- 2.** Les montants versés eu égard à la participation au régime général sont présumés avoir été reçus par la Commission administrative du régime de retraite au point milieu de chaque année pour les fins du calcul du montant d'intérêt applicable à ces montants.
- 3.** L'intérêt afférant aux montants versés eu égard à la participation, pour une année, est le résultat du taux annuel d'intérêt composé tel qu'établi par le Règlement sur l'établissement du taux d'intérêt à partir du taux de rendement des placements à la Caisse de dépôt et placement du Québec (c. R-16, r.3), depuis l'année où ces montants ont été versés jusqu'au premier du mois au cours duquel le remboursement est effectué. Toutefois, pour l'année au cours de laquelle la cotisation est versée, seule la moitié du taux annuel d'intérêt est utilisée.
- 4.** L'intérêt pour une année lors du remboursement des montants versés eu égard à la participation au régime général est la somme des intérêts calculés sur ces montants de chaque année jusqu'au premier du mois au cours duquel ce remboursement est effectué.
- 5.** Les montants versés, eu égard à la participation au régime général, au cours de l'année pendant laquelle cesse la participation au régime général ne portent intérêt que si cette participation a duré au moins 6 mois au cours de cette année.





c. R-16, r.5

## **Règlement sur les modalités de paiement de la pension des maires et des conseillers**

Loi sur les régimes de retraite des maires et des  
conseillers des municipalités  
(L.R.Q., c. R-16, a. 42)

**1.** Le paiement de la pension est effectué à tous les 14 jours de la même façon et aux mêmes dates que celui effectué en vertu de la Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (L.R.Q., c.R-10).

**2.** Lorsque la valeur annuelle de la pension est inférieure à 100 \$, il n'y a qu'un seul paiement annuel effectué au mois de juin de chaque année, sauf pour le premier versement.





c. R-16, r.6

## Règlement sur les modalités du calcul de la pension des maires et des conseillers

Loi sur les régimes de retraite des maires et des conseillers des municipalités  
(L.R.Q., c. R-16, a. 42)

### 1. Dans le présent règlement :

- a) « date du calcul de la pension » : signifie la date où la pension devient payable ;
- b) « la somme cumulée à la date du calcul de la pension » comprend :
  - i. les cotisations régulières et additionnelles du participant ;
  - ii. les contributions de la municipalité ;
  - iii. les montants versés par le participant et la municipalité pour le rachat et le transfert d'années antérieures de service ; et
  - iv. l'intérêt calculé jusqu'à la date du calcul de la pension selon le Règlement sur les modalités d'application du taux d'intérêt applicable aux montants versés au titre de la participation au régime général (c. R-16, r.4).

**2.** La pension payable en vertu du régime général est déterminée au moyen de la somme cumulée à la date du calcul de la pension en divisant cette somme par la valeur d'annuité à l'âge du participant en années et en mois complétés à la date du calcul de la pension selon les hypothèses suivantes :

- a) à compter de la date du calcul de la pension, l'intérêt applicable à la somme cumulée est crédité pour une période de 10 ans à un taux inférieur à 0,5% du taux d'intérêt établi par le Règlement sur l'établissement du taux d'intérêt à partir du taux de rendement des placements à la Caisse de dépôt et placement du Québec (c. R-16, r.3) et pour les années subséquentes à un taux de 6% l'an ;
- b) les taux de mortalité sont ceux de la table « GA-51, projetée 30 ans selon la méthode C », avec un recul de 5 ans pour les femmes.

**3.** Une analyse actuarielle de l'expérience est effectuée tous les 3 ans, la première étant effectuée à partir des données arrêtées au 31 décembre 1977.







c. R-17, r.1

## Règlement général sur les régimes supplémentaires de rentes

Loi sur les régimes supplémentaires de rentes  
(L.R.Q., c. R-17, a. 75)

### SECTION I DÉFINITIONS ET APPLICATION

**1.** Dans le présent règlement, les expressions suivantes signifient :

a) « comptable » : une personne autorisée par la Loi sur les comptables agréés (L.R.Q., c. C-48) à pratiquer comme comptable public, ou en dehors du Québec, une personne que la Régie des rentes du Québec considère dûment qualifiée ;

b) « actuaire » : une personne qui possède le titre de « fellow » de l'Institut canadien des actuaires ;

c) « déficit actuariel initial » : un montant à capitaliser :

i. pour que le régime soit entièrement capitalisé lors de son enregistrement ;

ii. découlant d'une modification effectuée après l'enregistrement du régime pour que le régime, compte tenu de tout autre déficit actuariel initial ou courant, soit entièrement capitalisé lors de cette modification ;

iii. découlant d'un changement apporté, à l'occasion d'une évaluation actuarielle, à la méthode d'évaluation ou aux hypothèses sur lesquelles est basée l'évaluation du régime pour que le régime, compte tenu de tout autre déficit actuariel initial ou courant, soit entièrement capitalisé lors de ce changement ;

d) « déficit actuariel courant » : un montant à capitaliser, autre qu'un déficit actuariel initial ou une contribution impayée, pour que le régime soit entièrement capitalisé ;

e) « contribution spéciale » : un versement annuel requis pour amortir un déficit actuariel initial ou courant ;

f) « contribution supplémentaire spéciale » : un versement volontaire, en plus d'une contribution spéciale, destiné à l'amortissement d'un déficit actuariel initial ou courant ;

g) « service courant » : le service pendant l'année financière courante du régime ;

h) « régime à prestations indéterminées » : un régime où la rente de retraite pour chaque participant est fixée d'après le montant de contribution à son crédit ;

i) « régime à prestations partiellement déterminées » : un régime où la rente de retraite pour chaque participant est fixée d'après un pourcentage de sa rémunération ;

j) « régime à prestations complètement déterminées » : un régime où la rente de retraite pour chaque participant est fixée à un montant déterminé, sans égard à sa rémunération ;

k) « régime de rentes avec participation différée aux bénéfices » : un régime où les contributions de l'employeur sont fonction des bénéfices annuels de l'entreprise, à l'exception d'un régime d'intéressement des employés et d'un régime d'intéressement différé visés aux titres I et II du livre VII de la partie I de la Loi sur les impôts (L.R.Q., c.I-3) ;

l) « régime entièrement capitalisé » : un régime dont l'actif à une date déterminée est au moins égal à la valeur actuelle des créances de rente, prestations et remboursements à l'égard du service des participants avant cette date ;

m) « régime partiellement capitalisé » : un régime dont l'actif est insuffisant pour qu'il soit entièrement capitalisé, mais qui contient des stipulations pour l'amortissement du déficit actuariel initial ou courant conformément au présent règlement ;

n) « période d'amortissement » : une période décrite à l'article 45 ;

o) « caisse commune » : une caisse établie par une corporation légalement autorisée à cet effet, où sont déposées les contributions d'un régime non assuré et où l'actif de ce régime perd son identité propre ;

p) « caisse distincte » : une caisse établie par une corporation légalement autorisée à cet effet, où sont déposées les contributions d'un régime non assuré et où l'actif de ce régime conserve son identité propre ;

q) « Loi » : la Loi sur les régimes supplémentaires de rentes (L.R.Q., c. R-17).

**2.** L'exécution par un comité paritaire institué en vertu de la Loi sur les décrets de convention collective (L.R.Q., c. D-2) des obligations de l'employeur et du comité de retraite pour tout ce qui concerne un régime établi par dé-

cret, affranchit l'employeur et le comité de retraite de leurs obligations à cet égard.

**3.** L'année civile est l'année financière du régime, si cette dernière n'y est pas autrement déterminée.

L'année financière d'un régime ne peut dépasser 12 mois, sans l'approbation de la Régie.

**4.** L'invalidité physique ou mentale en raison de laquelle un régime peut, suivant le paragraphe b de l'article 38 de la Loi, permettre à un participant de remplacer la rente différée par un paiement ou une série de paiements, est une invalidité telle qu'elle réduit considérablement son expectative de vie. Cette définition ne s'applique pas au remplacement de la rente différée par une rente viagère d'invalidité.

**5.** Le transfert d'un crédit de rente résultant de l'application de l'article 31 de la Loi, à l'administrateur, à l'assureur et au fiduciaire d'un autre régime, ou à un régime enregistré d'épargne-retraite, ne peut être effectué que si ce crédit de rente est géré comme une rente différée au sens de l'article 31 de la Loi.

**6.** Tout participant à un régime qui désire prendre connaissance au bureau de la Régie des dispositions de ce régime ou en obtenir copie doit produire un *affidavit* ou une déclaration solennelle attestant qu'il est participant à ce régime.

Le mandataire du participant doit produire un tel *affidavit* du participant de même qu'un écrit signé de ce dernier et établissant le mandat, sauf si le mandat est présumé.

Le participant ou son mandataire peuvent prendre connaissance des dispositions du régime aux heures habituelles de bureau de la Régie.

La demande d'obtention d'une copie des dispositions d'un régime doit être accompagnée de la remise des honoraires au montant de 5 \$.

**7.** Les documents suivants peuvent faire l'objet d'une demande visée au deuxième alinéa de l'article 25 de la Loi :

- a) les dispositions du régime et ses modifications ;
- b) les 2 plus récents documents de chacune des catégories suivantes :
  - i. les rapports visés au premier alinéa de l'article 15 ;
  - ii. la déclaration visée à l'article 16 ;
  - iii. les listes et états financiers visés à l'article 17 ;

c) la correspondance échangée, au cours des 2 années précédant la demande, entre la Régie et l'administrateur du régime, à l'exception de la correspondance relative à un participant ou bénéficiaire.

**8.** 1) Dans les 60 jours après que l'administrateur d'un régime a été avisé qu'un participant à ce régime est décédé, est devenu invalide ou a cessé son service ou sa participation, il est tenu de lui remettre, ou de remettre à ses ayants droit selon le cas, un état indiquant :

- a) le total des contributions qu'a dû verser le participant et le montant des intérêts accumulés sur celles-ci ;
- b) le total des contributions volontaires additionnelles versées par le participant et le montant des intérêts accumulés sur celles-ci ;

c) le total des contributions versées par l'employeur au nom du participant, si elles ont été allouées individuellement au participant, et le montant des intérêts accumulés sur celles-ci ;

d) le pourcentage des contributions versées par l'employeur dévolu au participant si, à la date de l'état et par hypothèse, le participant cessait son service ou sa participation ;

e) le montant annuel de la rente accumulée à la date de l'état et payable au participant à l'âge normal de la retraite en vertu :

i. d'un régime à prestations partiellement déterminées et d'un régime à prestations complètement déterminées ;

ii. d'un régime à prestations indéterminées dont la rente de retraite est achetée annuellement ;

f) le pourcentage de la capitalisation du régime dans son ensemble, selon les derniers rapports requis en vertu de l'article 15, s'il s'agit d'un régime visé au paragraphe e ;

g) le montant annuel de toute rente et le montant de toute autre prestation qui deviendrait payable au participant, à ses ayants droit ou au bénéficiaire désigné si, à la date de l'état et par hypothèse, le participant devenait invalide, décédait ou cessait son service ou sa participation ;

h) le bénéficiaire de toute rente ou prestation payable au décès du participant.

2) Cet état doit indiquer :

a) que les rentes ou autres prestations payables en vertu du régime seront réduites de tout montant payable en vertu d'un régime public de rentes visé à l'article 9, si le régime prévoit cette réduction ;

b) le nom de ce régime public de rentes qui réduit ainsi les rentes ou autres prestations payables en vertu du régime.

3) De plus, l'administrateur du régime doit remettre à tout participant un état comprenant les renseignements prévus au présent article dans les 180 jours de la date à laquelle les rapports prévus à l'article 15 doivent être établis.

4) Lorsqu'un participant a cessé son service, l'administrateur du régime n'est tenu de se conformer aux prescriptions du paragraphe 3 que sur sa demande écrite ou celle de son mandataire. Il doit le faire dans les 30 jours suivant la réception de la demande ou dans le délai mentionné au paragraphe 3.

**9.** Constituent des régimes publics de rentes, pour les fins de l'article 30 de la Loi, le Régime de rentes du Québec, le Régime de pensions du Canada, la Loi sur la sécurité de la vieillesse (S.R.C., 1970, c. O-6) de même que tout ensemble de prestations payables, à l'égard d'accidents de travail ou de maladies industrielles, en vertu d'une loi du Parlement du Canada ou d'une province du Canada.

## SECTION II ENREGISTREMENT ET RAPPORTS

**10.** La demande d'enregistrement d'un régime doit être faite sur la formule prescrite et contenir les renseignements suivants :

- a) l'identification de l'employeur ;
- b) la nature de l'entreprise ;
- c) le nom du régime ;
- d) la statistique relative à la participation au régime ;
- e) le nom et l'adresse des administrateurs ;
- f) le mode de capitalisation.

**11.** Chaque demande d'enregistrement doit être complétée par un rapport qui doit inclure :

- a) l'évaluation du coût des créances de rente, prestations et remboursements pour le service courant ;
- b) la règle de détermination du coût des créances de rente, prestations et remboursements relativement au service courant pour chacune des années subséquentes jusqu'à la date du prochain rapport ;
- c) le déficit actuariel initial, ou le surplus, s'il en est ;

d) les contributions spéciales requises pour amortir le déficit actuariel initial conformément aux normes de solvabilité ;

e) la date de la dernière analyse actuarielle ;

f) la méthode actuarielle et les hypothèses utilisées pour l'évaluation du régime.

**12.** Tout régime soumis pour enregistrement doit contenir en particulier des dispositions écrites relatives :

- a) aux conditions d'admissibilité ;
- b) aux modalités financières destinées à pourvoir à la capitalisation entière des créances de rente, prestations et remboursements ;
- c) aux éléments constitutifs des prestations ;
- d) aux conditions d'acquisition du droit aux prestations ;
- e) à la fixation de l'âge normal de la retraite ;
- f) à la gestion de la caisse de retraite, si le régime n'est pas assuré.

**13.** La demande d'enregistrement d'un régime non assuré doit être accompagnée d'un état financier pour l'année financière précédente, certifié par l'administrateur ou par un comptable. L'état financier doit être accompagné de la liste détaillée des placements, par catégories, avec indication de leur valeur comptable et leur valeur au marché.

**14.** Toute demande d'enregistrement doit être accompagnée d'une copie certifiée de l'acte de fiducie, du contrat d'assurance, de la convention, du règlement ou autre document qui contient les dispositions du régime.

**15.** L'administrateur d'un régime enregistré doit, dans les 3 ans qui suivent la date d'enregistrement et par la suite à intervalles de 3 ans au plus, préparer des rapports qui doivent inclure :

- a) l'évaluation du coût des créances de rente, prestations et remboursements pour service courant pendant l'année qui suit la date du rapport ;
- b) la règle de détermination du coût des créances de rente, prestations et remboursements à l'égard du service courant pour chacune des années subséquentes jusqu'à la date d'un prochain rapport ;
- c) le déficit actuariel initial ;
- d) le déficit actuariel courant ;
- e) le surplus ;

f) les contributions spéciales requises pour amortir, conformément aux normes de solvabilité, le déficit actuariel courant ;

g) les contributions spéciales requises pour amortir, conformément aux normes de solvabilité, le déficit actuariel initial ;

h) dans le cas d'un régime non assuré, la méthode actuarielle et les hypothèses utilisées pour l'évaluation du régime.

Les rapports mentionnés au premier alinéa doivent être soumis à la Régie dans les 180 jours qui suivent la date à laquelle ils doivent être établis.

La Régie peut, à n'importe quel moment, requérir d'un administrateur la production d'un rapport en plus des rapports stipulés précédemment, lorsqu'elle estime un tel rapport nécessaire pour contrôler si les exigences de la Loi et du règlement sont remplies.

Lorsque la Régie est d'avis qu'un rapport n'a pas été préparé selon des hypothèses adéquates et appropriées ou que les méthodes actuarielles utilisées ne sont pas en accord avec les principes établis et acceptés par la coutume ou l'usage commun à l'intérieur de la profession actuarielle, ce rapport devra être modifié à la satisfaction de la Régie.

La Régie peut, si elle le juge à propos, prescrire la formule sur laquelle doivent lui être fournis les rapports visés au présent article.

**16.** Pour le maintien de l'enregistrement, l'administrateur d'un régime doit fournir chaque année à la Régie, dans les 6 mois qui suivent la fin de l'année financière, une déclaration sur la formule prescrite contenant les renseignements suivants :

- a) l'identification de l'employeur ;
- b) le nom du régime ;
- c) les contributions versées au cours de l'année financière ;
- d) la statistique de la participation au régime.

L'administrateur devra attester sur cette déclaration que toutes les contributions requises au cours de l'année financière ont été versées.

**17.** Dans les 6 mois de la fin de chaque année financière, l'administrateur d'un régime non assuré doit soumettre à la Régie :

- a) une liste détaillée, préparée sur la formule prescrite, des placements par catégories avec indication de leur valeur comptable et de leur valeur au marché ;

- b) une liste détaillée des placements, prêts ou titres de créance effectués ou acquis durant l'année en cause avec, pour chacun, l'indication de son montant et de la date à laquelle il a été effectué ou acquis ;

- c) des états financiers vérifiés par un comptable.

Ces états financiers doivent indiquer, à l'égard de l'année en cause :

- i. le montant de la contribution relative au service courant que l'employeur est tenu de verser ;
- ii. le montant global de toutes les contributions spéciales que l'employeur est tenu de verser ;
- iii. le montant global des contributions que les salariés sont tenus de verser ; et
- iv. le montant global des contributions volontaires additionnelles.

**18.** Les rapports mentionnés à l'article 11 et aux paragraphes a, b, c, d, e, f, g et h de l'article 15 doivent être certifiés par un actuaire.

Cependant, un comptable ou un représentant autorisé de l'assureur du régime, de la compagnie de fidéicommiss chargée de son administration, ou du ministre du Travail du Canada, selon le cas, peuvent certifier les déclarations et rapports relatifs à :

- a) un régime assuré ;
- b) un régime à prestations indéterminées, où le coût de toutes les prestations est versé à un assureur à la date de retraite ou auparavant.

**19.** Un régime peut, avec l'approbation de la Régie, exclure du montant de la rente différée prescrite par l'article 31 de la Loi, tout complément de rente prévu pour le paiement d'une rente minimum.

**20.** La Régie peut, à la demande d'une partie, exprimer un avis sur les dispositions relatives à un régime qui figurent dans un projet de convention collective de travail.

**21.** Un régime dont les participants sont en plus grand nombre employés en un lieu où ce régime est assujéti à une législation équivalente est dispensé de l'enregistrement et de l'inspection. Pour déterminer ce nombre, on ne doit pas tenir compte des participants qui ne sont pas employés dans cette province ou en ce lieu.

**22.** La demande d'enregistrement et le certificat pour le maintien de l'enregistrement doivent être accompagnés de la remise des honoraires.

Le montant des honoraires est établi d'après le nombre des participants au régime employés dans la province et en un lieu où ce régime est assujéti à une législation équivalente.

Les honoraires sont de 5 \$ par participant avec un minimum de 100 \$ et un maximum de 2 500 \$ par régime.

Nonobstant le troisième alinéa, dans le cas du certificat pour le maintien de l'enregistrement à l'égard d'une année financière se terminant avant le 1<sup>er</sup> avril 1978, les honoraires sont de 1\$ par participant avec un minimum de 20 \$ et un maximum de 200 \$ par régime.

**23.** Tout régime soumis pour enregistrement doit avoir un nom sous lequel il est désigné. Ce nom ne doit pas être susceptible de confusion avec celui d'un autre régime. Pour les régimes établis à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1966, ce nom doit comprendre l'expression « régime de rentes » ou « *pension plan* » jointe au nom de l'employeur ou de l'association.

Lorsque le régime ne s'applique qu'à une catégorie de salariés, la désignation du régime peut contenir l'identification de cette catégorie.

Si le régime exige l'établissement d'une caisse de retraite, cette dernière est désignée suivant la même méthode.

**24.** Toute demande de révision d'un refus d'enregistrement d'un régime par la Régie en vertu de l'article 13 de la Loi, doit être faite par écrit et contenir un bref exposé des motifs.

Cette demande doit être transmise au secrétaire de la Régie.

**25.** Sur réception d'une demande de révision, la Régie informe celui qui l'a faite de la date, du lieu et de l'heure de l'audition.

**26.** Lorsque la Régie demande la modification d'un rapport, la production d'un rapport additionnel ou de renseignements supplémentaires, la personne à qui cette demande est faite doit s'y conformer dans un délai de 30 jours ou dans tel autre délai additionnel que la Régie peut accorder.

### SECTION III MODIFICATIONS

**27.** Sans restreindre la portée de l'article 9 de la Loi, les changements relatifs aux matières suivantes constituent des modifications au sens de la Loi, même si elles ne sont pas prévues au régime :

- a) la formule des contributions régulières ou spéciales ;
- b) la cessation des contributions ;
- c) les catégories de personnes susceptibles d'être assujetties ;
- d) les conditions du droit aux prestations ;
- e) la base de calcul des prestations ou rentes ;
- f) les catégories de placements permis ;
- g) les fonctions de l'administrateur ou du comité de retraite ;
- h) une entente relative au transfert de sommes correspondant à des crédits de rente ;
- i) le remplacement de la rente différée dans les cas prévus à l'article 38 de la Loi ;
- j) le nom du régime ou la substitution d'employeur.

**28.** Le rapport visé aux paragraphes *a*, *b*, *c*, *d* et *f* de l'article 11 doit accompagner toute demande d'approbation d'une modification qui touche une des matières visées à ces paragraphes. Ce rapport devra préciser le coût de la modification soumise pour approbation.

**29.** La cessation des contributions de l'employeur à un régime après le 31 décembre 1965 par suite de l'adoption d'un nouveau régime n'est pas censée être la cessation des contributions visées à l'article 40 de la Loi. Les créances de rente, prestations et remboursements en vertu de l'ancien régime sont, en ce cas, censées être des créances de rente, prestations et remboursements eu égard aux services des participants avant la date de cessation, même si l'actif ou le passif de l'ancien régime n'ont pas été fusionnés avec ceux du nouveau.

**30.** Lorsque la Régie considère qu'il y a terminaison totale ou partielle d'un régime, et qu'elle en a déterminé la date, l'administrateur de celui-ci doit, dans les 60 jours de la réception d'une demande de la Régie à cet effet, ou dans tel autre délai additionnel qu'elle fixe, lui transmettre un rapport de terminaison concernant tous les participants au régime à la date de terminaison et contenant :

- a) le montant des contributions de l'employeur et des salariés requises pour la période écoulée depuis la fin de la dernière année financière du régime jusqu'à la date de terminaison ;
- b) la valeur, à la date de terminaison, de l'actif du régime et la description de la méthode employée pour établir cette valeur ;

c) les crédits de rente de tous les participants au régime établis, à la date de terminaison, en tenant compte de l'article 34, et la description de la méthode utilisée pour leur établissement ;

d) ces crédits de rente réduits selon l'article 35 et la description de la méthode utilisée pour cette réduction ;

e) une recommandation sur la manière de réaliser l'actif du régime, ou la partie concernée de cet actif, et sur le délai pour ce faire ;

f) une recommandation sur la manière d'acquitter les crédits de rente en cause selon les priorités retenues et sur le délai pour ce faire ;

g) tout autre renseignement jugé pertinent par la personne qui prépare le rapport.

**31.** Ont la qualité pour préparer un rapport de terminaison :

a) un actuaire, dans le cas de tout régime ; et

b) un comptable, dans le cas d'un régime à prestations indéterminées, dont toutes les rentes et autres prestations seront totalement assurées ou garanties par un assureur lors de l'acquittement des crédits de rente.

**32.** Lorsque la Régie est d'avis qu'un rapport de terminaison n'a pas été préparé selon des hypothèses adéquates et appropriées ou que les méthodes actuarielles utilisées ne sont pas en accord avec les principes établis et acceptés par la coutume ou l'usage commun à l'intérieur de la profession actuarielle, ce rapport devra être modifié à la satisfaction de la Régie.

En plus d'un rapport de terminaison, la Régie peut exiger de l'administrateur d'un régime tout rapport supplémentaire lorsqu'elle l'estime nécessaire pour contrôler si les exigences de la Loi et du règlement sont remplies. L'administrateur à qui une telle demande est faite doit s'y conformer dans un délai de 30 jours ou dans tel autre délai additionnel que la Régie peut accorder.

**33.** Lorsqu'un employeur cesse de contribuer à l'égard d'une partie ou de la totalité des participants à un régime et que la Régie considère qu'il y a terminaison totale ou partielle, l'administrateur de celui-ci peut, en obtenant l'autorisation de la Régie, faire les versements des rentes en cours de paiement au fur et à mesure de leur échéance de même que ceux des rentes dont le premier versement devient échü après la cessation des contributions.

**34.** Lors de la terminaison d'un régime, un crédit de rente se détermine en tenant compte de l'augmentation visée au deuxième alinéa de l'article 43 de la Loi.

**35.** La réduction d'un crédit de rente visée à l'article 42 de la Loi doit correspondre au montant obtenu en multipliant la valeur déterminée en vertu du deuxième alinéa du présent article par la proportion établie en vertu du troisième alinéa du présent article.

La valeur globale de la réduction des crédits de rente ayant créé un déficit actuariel initial non entièrement capitalisé à la date de terminaison égale le moindre de :

a) la différence à la date de terminaison entre l'ensemble, pour tous les participants et bénéficiaires, des crédits de rente calculés en tenant compte de l'article 34 et la valeur au marché de l'actif total ;

b) la valeur actuelle à la date de terminaison des contributions spéciales qui auraient été payables à l'égard du déficit actuariel initial n'eût été la terminaison du régime.

La proportion servant à la réduction d'un crédit de rente donné est le rapport existant entre la portion de ce crédit de rente qui a créé le déficit actuariel initial et le total de toutes les portions de crédits de rente qui ont créé ce déficit actuariel initial.

La valeur actuelle à la date de terminaison de l'avantage qui a créé le déficit actuariel initial détermine la portion de crédit de rente mentionnée à l'alinéa précédent.

**36.** Si le régime ne prévoit pas l'ordre de priorité d'acquittement des crédits de rente en cas de terminaison ou si cet ordre n'est pas conforme aux normes, cet acquittement doit s'effectuer, sous réserve de l'article 41 de la Loi, par catégories selon l'ordre de priorité suivant :

a) les crédits de rente relatifs aux rentes ou portions de rentes constituées par les contributions versées par les salariés, anciens ou actuels, autres que celles visées par l'article 41 de la Loi ;

b) les crédits de rente correspondant au solde des crédits de rente réduits selon l'article 35 relatifs aux rentes en cours de paiement, aux rentes de salariés ayant opté pour une retraite retardée et aux rentes différées de salariés anciens ou actuels, dont le montant a été arrêté à la cessation du paiement de leurs contributions antérieurement à la date de terminaison du régime, solde obtenu en soustrayant de ces crédits de rente réduits la somme des crédits de rente visés à l'article 41 de la Loi et ceux visés au paragraphe a ;

c) les crédits de rente correspondant au solde des crédits de rente réduits selon l'article 35 relatifs à la rente différée à laquelle les salariés actuels, non couverts au paragraphe b, auraient droit en vertu du régime s'ils cessaient leur service à la date de terminaison du régime, solde obtenu en soustrayant de ces crédits de rente réduits la

somme des crédits de rente visés à l'article 41 de la Loi et ceux visés au paragraphe *a* ;

*d)* dans le cas des salariés, les crédits ou parties de crédits de rente réduits selon l'article 35 et qui ne sont pas visés à l'article 41 de la Loi ou aux paragraphes *a* à *c*.

Si après avoir pourvu à l'acquittement des crédits de rente d'une ou plusieurs catégories dans l'ordre prévu au premier alinéa, le solde de l'actif est inférieur au montant des obligations dans une catégorie, chaque salarié ou bénéficiaire de cette catégorie a droit au *pro rata* de son crédit de rente.

Après avoir pourvu à l'acquittement des crédits de rente de toutes les catégories dans l'ordre prévu au premier alinéa, le solde de l'actif, s'il en est, doit être utilisé à réviser la réduction des crédits de rente effectuées en vertu de l'article 35.

**37.** Dans le cas de terminaison totale ou partielle d'un régime, les rentes en cours de paiement qui sont concernées par la terminaison doivent être totalement assurées ou garanties, soit par le Gouvernement du Canada ou d'une province, soit par une compagnie ou société d'assurance enregistrée dans la province.

**38.** Lors de la terminaison totale d'un régime, l'administrateur de celui-ci doit répartir entre les participants, au *pro rata* de leur crédit de rente, le solde de l'actif non utilisé, sauf si le régime stipule que tel solde retourne à l'employeur.

#### SECTION IV CONTRIBUTIONS ET PRESTATIONS

**39.** La formule de rente pour chaque année de service futur doit être uniforme. La Régie peut cependant approuver toute formule variable qu'elle juge raisonnable.

**40.** Dans le cas d'un régime assuré par contrats individuels à prime uniforme délivrés avant la date d'inscription, le montant de la rente différée mentionné au premier alinéa de l'article 32 de la Loi, peut être égal à la rente acquise prévue au contrat, relative aux contributions effectuées depuis la date d'inscription, pourvu que les contributions spéciales requises pour la constitution de cette rente aient été versées ou continuent de l'être.

**41.** Un régime à prestations partiellement déterminées ou un régime à prestations complètement déterminées dont la méthode de calcul des contributions fixe à l'avance le montant global de celles-ci à l'égard du service courant ne peut être enregistré, ni son enregistrement maintenu, qu'aux conditions suivantes :

*a)* le rapport visé à l'article 11 ou aux paragraphes *a* à *h* du premier alinéa de l'article 15 doit être préparé par un actuair ;

*b)* l'actif total du régime, incluant la valeur actuelle des contributions spéciales relative à un déficit initial s'il en est, doit être au moins égal à l'ensemble des crédits de rente à la date du rapport visée à l'article 11 ou aux paragraphes *a* à *h* du premier alinéa de l'article 15 ;

*c)* tout déficit déterminé à la date du rapport visée aux paragraphes *a* à *h* du premier alinéa de l'article 15 et résultant de la différence entre l'ensemble des crédits de rente et l'actif total du régime, incluant la valeur actuelle des contributions spéciales relatives à un déficit initial s'il en est, doit être comblé avant la date du prochain rapport visée aux paragraphes *a* à *h* du premier alinéa de l'article 15 ;

*d)* les montants des prestations prévus par les dispositions du régime en vigueur durant toute période écoulée avant la date de tout rapport visé aux paragraphes *a* à *h* du premier alinéa de l'article 15 ne peuvent être réduits.

#### SECTION V SOLVABILITÉ

**42.** Tout régime doit contenir des dispositions prévoyant la capitalisation des créances de rente, prestations et remboursements.

**43.** Lorsque, à une date donnée, il y a lieu d'évaluer un régime non terminé, la méthode et les hypothèses sur lesquelles repose l'évaluation doivent présumer de l'existence indéfinie du régime.

Une des hypothèses visées au premier alinéa doit faire la projection des salaires jusqu'à l'âge normal de la retraite, lorsqu'il s'agit d'un régime en vertu duquel le montant d'une prestation à l'égard d'une année donnée dépend de l'évolution ultérieure des salaires.

**44.** Seul un régime entièrement ou partiellement capitalisé peut être certifié conforme aux normes de solvabilité.

**45.** La période d'amortissement d'un déficit actuariel initial qui existe le 1<sup>er</sup> janvier 1966, est la période qui se termine le 31 décembre 1990.

La période d'amortissement d'un déficit actuariel initial autre que celui visé au premier alinéa est la période qui se termine le 31 décembre 1990 ou 15 ans après qu'il a été déterminé.

La période d'amortissement d'un déficit actuariel courant est la période qui se termine 5 ans après la date où le déficit a été déterminé.

Lorsque l'évaluation d'un régime visé à l'article 57 détermine un déficit actuariel courant, l'employeur peut choisir de se conformer aux dispositions du deuxième alinéa ou à celles de la section VI, à moins que l'actuaire qui procède à l'évaluation ne recommande le recours au deuxième alinéa.

**46.** Le montant de tout déficit actuariel initial ou courant doit être capitalisé au moyen de contributions spéciales réparties sur une période qui n'excède pas la période d'amortissement. La contribution spéciale d'une année ne doit pas être inférieure au montant requis annuellement pour amortir le solde du déficit actuariel initial ou courant durant le reste de la période d'amortissement.

Si une année financière a moins de 12 mois ou plus de 12 mois, le montant de la contribution spéciale est en proportion du nombre de mois.

Dans le cas d'un régime administré ou totalement garanti par la ville de Montréal, aucune contribution spéciale relative à un déficit actuariel initial existant lors de l'enregistrement ne sera exigé avant l'expiration de l'exercice financier 1968/1969 de la ville.

Dans le cas d'un régime administré ou totalement garanti par la ville de Québec, aucune contribution spéciale relative à un déficit actuariel initial existant lors de l'enregistrement ne sera exigé avant l'expiration de l'exercice financier 1970/1971 de la ville.

**47.** Le montant de tout déficit actuariel initial ou courant peut être capitalisé au moyen d'une ou plusieurs contributions supplémentaires spéciales. Ces contributions ont pour effet de diminuer par la suite le montant requis annuellement pour amortir le déficit. Ces contributions peuvent également tenir lieu des contributions spéciales à venir requises par l'article 46 jusqu'à concurrence du montant de ces contributions supplémentaires spéciales.

**48.** L'employeur doit verser au cours de chaque année financière des contributions qui, ajoutées à celles des salariés, couvrent le coût des créances de rente, prestations et remboursements pour le service courant.

**49.** Sous réserve du deuxième alinéa, les contributions visées dans les articles 46 et 48 doivent être versées par l'employeur, dans le cours de chacun des mois compris dans une année financière, à raison de 1/12 de leur montant annuel.

Lorsque le montant annuel d'une contribution n'est pas connu au début d'une année financière, ce montant doit être versé, dès qu'il est connu, à raison :

a) d'un montant, versé sans délai, représentant le nombre de douzièmes du montant annuel correspondant au nombre de mois écoulés entièrement ou en partie depuis le début de l'année financière ; et

b) de 1/12 du montant annuel, versé dans le cours de chacun des mois qui restent à écouler jusqu'à la fin de l'année financière.

Les 2 premiers alinéas s'appliquent en les adaptant à une année financière comportant moins de 12 mois ou plus de 12 mois.

**50.** Les contributions des salariés, de même que les contributions volontaires additionnelles, doivent être versées par l'employeur à la caisse de retraite ou, le cas échéant, à l'assureur au plus tard au cours du mois suivant celui au cours duquel elles ont été perçues par l'employeur.

**51.** Tout régime assuré, établi avant la date d'inscription et dont la capitalisation est effectuée pour chaque participant par des primes uniformes sur une période qui ne dépasse pas l'âge de la retraite, est censé satisfaire aux exigences de l'article 46 à la date d'inscription.

**52.** Tout surplus déterminé par une évaluation actuarielle peut être utilisé pour réduire les contributions requises en vertu du régime.

Lors de l'affectation de ce surplus, l'administrateur du régime doit fournir à la Régie les rapports mentionnés à l'article 15.

**53.** Le régime enregistré en vertu d'une législation équivalente peut se conformer aux normes de solvabilité de cette législation équivalente, pourvu que le déficit actuariel initial tienne compte des services des participants au régime employés dans la province et en un lieu où ce régime est assujéti à une législation équivalente.

**54.** Dans le cas d'un régime établi par un agent de Sa Majesté du chef de la province, les contributions spéciales relatives à un déficit actuariel initial existant le 1<sup>er</sup> janvier 1966 peuvent se limiter au montant annuel nécessaire pour prévenir toute augmentation de ce déficit.

Le présent article s'applique à un régime administré ou totalement garanti par la ville de Montréal pour ses salariés.

**55.** L'administrateur d'un régime ne peut, de façon irrévocable, transférer hors de la caisse ou en retirer les sommes nécessaires à l'acquittement d'un crédit de rente que



dans la mesure où les contributions requises pour sa constitution y ont été versées.

Dans le cas où les contributions spéciales ne sont pas spécifiquement affectées en vertu du régime à la constitution d'un crédit de rente donné, l'administrateur doit, afin de déterminer dans quelle mesure les contributions requises pour la constitution de ce crédit de rente ont été versées, allouer à l'égard du participant concerné une portion du solde impayé de tout déficit initial. Cette portion s'obtient en multipliant le solde impayé de tout déficit initial par le rapport existant, lors de la création de ce déficit initial, entre cette partie du crédit de rente donné, qui a contribué à la création de tel déficit initial et le montant total de ce dernier.

La portion du solde impayé de tout déficit initial ainsi obtenue constitue la portion du crédit de rente pour laquelle les contributions requises sont censées ne pas avoir été versées.

Rien dans le présent article n'interdit à un administrateur de payer à même la caisse, les versements périodiques échus prévus par le régime.

## SECTION VI AMORTISSEMENT DE CERTAINS DÉFICITS ACTUARIELS COURANTS

**56.** Dans la présente section, à moins que le contexte n'indique un sens différent, on entend par :

a) « déficit spécial » : le montant par lequel le passif d'un régime calculé selon l'article 59 est plus grand que son actif calculé selon l'article 60 ;

b) « solde spécial » : à la date d'une évaluation d'un régime, la somme des soldes de tous les déficits actuariels courants, ou de toute partie de tels déficits, antérieurement déterminés et qui devaient être capitalisés sur une période n'excédant pas 5 ans ;

c) « régime fin de carrière » : régime à prestations partiellement déterminées dans lequel la rente de retraite est calculée en fonction du salaire d'une période arrêtée en fin de carrière et du nombre d'années de service reconnues ;

d) « régime salaire maximal moyen » : régime à prestations partiellement déterminées dans lequel la rente de retraite est calculée en fonction des plus hauts salaires durant une période déterminée de la carrière et en fonction du nombre d'années de services reconnues.

**57.** La présente section ne s'applique qu'à un régime fin de carrière ou un régime salaire maximal moyen.

**58.** Quand l'évaluation d'un régime détermine un déficit actuariel courant, ce déficit peut être amorti de la manière et aux conditions fixées aux articles 59 à 63.

**59.** Pour établir le passif d'un régime aux fins de la présente section, un crédit de rente doit égaler la valeur obtenue en vertu des alinéas suivants.

Il faut d'abord établir le montant de la rente due à une personne en vertu du régime ou qui lui serait due si, à la date d'évaluation, cette personne était présumée avoir acquis droit à cette rente et si le salaire sur lequel est basé le montant de cette rente était présumé être le meilleur salaire annuel connu à cette date.

Il faut ensuite donner à la rente, dont le montant a été établi en vertu du deuxième alinéa, une valeur actuelle en utilisant la méthode des primes uniques successives et des hypothèses qui sont consistantes avec celles utilisées lors de l'évaluation faite conformément à l'article 43 et qui doivent, au besoin, être consolidées en fonction du rendement et de la valeur réalisable des actifs du régime.

De plus, si le régime prévoit que la rente payable à l'âge normal de la retraite peut être convertie en rente d'invalidité ou en prestation de décès, le crédit de rente doit en tenir compte.

Toutefois, si en présumant qu'un salarié cesse son service ou sa participation à la date de l'évaluation, il appert que le crédit de rente que le régime prévoit pour lui en pareil cas est supérieur à celui obtenu en vertu des 3 alinéas précédents, il faut alors choisir la plus grande valeur.

**60.** Lors du calcul de l'actif d'un régime aux fins de la présente section, on ne peut tenir compte des gains, dividendes ou intérêts non réalisés.

L'actif peut tenir compte de la valeur actuelle des contributions spéciales à venir relatives à tout déficit actuariel initial, cette valeur étant celle jugée adéquate par l'actuaire et ne devant pas être supérieure à celle qu'il obtiendrait en utilisant comme taux d'escompte des contributions spéciales à venir le taux d'intérêt qu'il a utilisé pour évaluer le régime selon l'article 43.

**61.** Lorsque le déficit spécial d'un régime est égal ou inférieur à son solde spécial, la période d'amortissement d'un déficit actuariel courant est celle qui se termine 15 ans après la date où ce déficit actuariel courant a été déterminé.

**62.** Lorsque le déficit spécial d'un régime est supérieur à son solde spécial, l'excédent du déficit spécial sur le solde spécial doit être payé au moyen d'au plus 3 contributions spéciales annuelles et la période d'amortissement du défi-

cit actuariel courant diminué de cet excédent est la période qui se termine 15 ans après la date où ce déficit actuariel courant a été déterminé.

**63.** Lorsqu'un employeur désire se prévaloir de la présente section, l'administrateur du régime doit transmettre à la Régie une copie de la recommandation d'un actuaire quant à l'option visée à l'article 45, une attestation de cet actuaire relative à tout déficit spécial et à tout solde spécial, s'il en est, et un rapport préparé par l'actuaire et justifiant son attestation.

## SECTION VII PLACEMENTS

**64.** Toutes les contributions à un régime doivent, jusqu'à ce qu'elles soient investies, être déposées à demande, au fur et à mesure de leur perception, dans un compte spécial, au nom du régime, dans une banque, dans une compagnie de fiducie ou dans une caisse d'épargne et de crédit qui est une institution inscrite au sens de la Loi sur l'assurance-dépôts (L.R.Q., c. A-26).

**65.** Un régime peut acquérir et détenir des obligations ou autres titres de créance émis ou garantis par :

- a) le Québec ou une autre province canadienne ;
- b) le Canada ;
- c) les États-Unis d'Amérique ou un état de ce pays ;
- d) tout pays où l'employeur fait affaires pourvu que l'investissement total en vertu du présent paragraphe n'excède pas 5% de la valeur comptable de l'actif total du régime, ou n'excède pas tout autre pourcentage approuvé par la Régie dans les cas où l'ensemble des crédits de rente relatifs à des salariés résidant hors du Canada excède 5% de la valeur comptable de l'actif total du régime ;
- e) la Banque internationale de reconstruction et de développement, la Banque inter-américaine de développement et la Banque de développement asiatique ;
- f) une corporation municipale ou scolaire du Canada.

**66.** Un régime peut acquérir et détenir :

- a) des obligations ou autres titres de créance émis par un pouvoir public ayant pour objet d'exploiter un service public et investi du droit d'imposer un tarif pour ce service ;
- b) des obligations ou autres titres de créance garantis par le transport à un fiduciaire d'un engagement du Québec, d'une autre province canadienne ou du Canada de verser chaque année des subventions suffisantes pour l'ac-

quiescence des intérêts et du principal à leurs échéances respectives.

**67.** Un régime peut acquérir et détenir des obligations ou autres titres de créance émis par une corporation, une association coopérative ou une société coopérative agricole :

- a) s'ils sont pleinement garantis par des biens-fonds ou par des actions, des parts sociales ou privilégiées ou des obligations ou autres titres de créance admissibles comme placement pour le régime en vertu de la présente section ;
- b) s'ils sont pleinement garantis par le matériel de la corporation, de l'association coopérative ou de la société coopérative agricole et si l'une ou l'autre, suivant le cas, a intégralement acquitté les intérêts sur ses autres dettes au cours des 10 années précédant l'acquisition des obligations ou autres titres de créance par le régime ;
- c) si les actions ordinaires ou privilégiées de la corporation ou de la société coopérative agricole ou les parts sociales ou privilégiées de l'association coopérative sont admissibles comme placement pour le régime en vertu de l'article 68 ou du premier alinéa de l'article 69 ;
- d) s'ils sont pleinement garantis par une corporation ou une société coopérative agricole dont les actions ordinaires ou privilégiées sont admissibles comme placement pour le régime en vertu de l'article 68 ou du premier alinéa de l'article 69 ;
- e) s'ils sont pleinement garantis par une association coopérative dont les parts sociales ou privilégiées sont admissibles comme placement pour le régime en vertu de l'article 68 ou du premier alinéa de l'article 69.

**68.** Un régime peut acquérir et détenir des actions privilégiées entièrement acquittées d'une corporation ou d'une société coopérative agricole si l'une ou l'autre, suivant le cas, a pendant chacune des 5 années précédant l'acquisition :

- a) versé sur des actions privilégiées un dividende ou intérêt au moins égal à la moyenne pondérée des taux annuels de dividendes ou d'intérêts spécifiés sur ses actions privilégiées ; ou
- b) obtenu sur ses actions ordinaires le rendement prévu au premier alinéa de l'article 69.

Un régime peut acquérir et détenir des parts privilégiées entièrement acquittées d'une association coopérative si celle-ci a pendant chacune des 5 années précédant l'acquisition :

- a) versé sur ses parts privilégiées un intérêt ou obtenu sur elles un rendement au moins égal à la moyenne pondé-

rée des taux annuels d'intérêt ou de rendement spécifiés sur ses parts privilégiées ; ou

b) obtenu sur ses parts sociales le rendement prévu au premier alinéa de l'article 69.

**69.** Un régime peut acquérir et détenir des actions ordinaires entièrement acquittées d'une corporation ou d'une société coopérative agricole ou des parts sociales entièrement acquittées d'une association coopérative ou d'une caisse d'épargne ou de crédit si l'une ou l'autre, selon le cas, a, sur la base d'une période de 5 années terminée moins d'une année avant la date d'acquisition et pendant au moins 4 de ces 5 années dont la dernière :

a) obtenu sur ses actions ordinaires ou sur ses parts sociales un rendement net d'au moins 4% de la valeur moyenne à laquelle elles étaient portées au compte de son capital social durant l'année où elle a fait des gains pouvant être affectés au paiement de dividendes ou d'intérêts ; ou

b) versé sur ses actions ordinaires ou sur ses parts sociales des dividendes ou des intérêts d'au moins 4% de la valeur moyenne à laquelle elles étaient portées au compte de son capital social durant l'année où elle a versé des dividendes ou des intérêts.

Un régime ne peut détenir plus de 30% des actions ordinaires ou d'une catégorie d'actions ordinaires d'une même corporation ou société coopérative agricole ou des parts sociales ou d'une catégorie de parts sociales d'une même association coopérative ou caisse d'épargne et de crédit.

Pour les fins du présent article, lorsqu'une corporation, une société coopérative agricole, une association coopérative ou une caisse d'épargne et de crédit détient plus de 50% des actions ordinaires ou des parts sociales d'une autre corporation, société, association, ou caisse et qu'elle présente des comptes consolidés à ses actionnaires ou membres, le rendement doit être déterminé à partir de ces comptes. De même, lorsqu'il s'agit d'une corporation, société, association ou caisse née ou résultant d'une fusion, le rendement est déterminé, pour toute période antérieure à la fusion, comme si des comptes consolidés des corporations, sociétés, associations ou caisses qui ont fait l'objet de la fusion avaient été établis.

**70.** Sous réserve du deuxième alinéa de l'article 69, un régime peut acquérir et détenir des actions entièrement acquittées :

a) d'une compagnie de prêt qualifiée de compagnie de placements hypothécaires conformément à l'article 101 de la Loi sur les compagnies de prêt (Canada) (S.C., 1973-74, c.49) ; ou

b) d'une corporation constituée en vertu des lois d'une province aux fins d'exercer les opérations d'une compagnie de prêt au sens de la Loi sur les compagnies de prêt (Canada) et qui, de l'avis de la Régie, a des pouvoirs et est assujettie à des restrictions et des exigences qui sont, sur tous les points essentiels, identiques aux pouvoirs conférés à une compagnie de placements hypothécaires par la Loi sur les compagnies de prêt (Canada) et aux restrictions et exigences applicables à une telle compagnie par cette loi.

**71.** Un régime peut acquérir et détenir :

a) des certificats de placement garanti délivrés par toute compagnie de fiducie autorisée à exercer au Québec si les actions ordinaires ou privilégiées de cette compagnie de fiducie sont de nature à constituer pour le régime un placement répondant aux prescriptions de l'article 68 ou du premier alinéa de l'article 69 ;

b) des obligations ou autres titres de créance émis par toute société de prêt constituée par une loi de la Législature ou autorisée à exercer au Québec en vertu de la Loi sur les sociétés de prêts et de placement (L.R.Q., c. S-30), qui a été spécialement agréée par le gouvernement pour l'application du paragraphe *f* de l'article 9810 du Code civil et dont les opérations ordinaires au Québec consistent à faire des prêts aux corporations municipales ou scolaires et aux fabriques, ou des prêts garantis par premier privilège ou première hypothèque sur des biens-fonds situés au Québec ;

c) des titres de créance émis par toute caisse d'épargne et de crédit constituée en vertu de la Loi sur les caisses d'épargne et de crédit (L.R.Q., c. C-4) et inscrite au sens de la Loi sur l'assurance-dépôts (L.R.Q., c. A-26).

**72.** Un régime peut acquérir et détenir des créances garanties par des biens-fonds au Canada :

a) si le paiement du principal et des intérêts est garanti ou assuré par le Québec, une autre province canadienne ou le Canada ;

b) si le montant de la créance n'est pas supérieur à 75% de la valeur des biens-fonds qui en garantissent le paiement, déduction faite des autres créances garanties par les mêmes biens-fonds et ayant le même rang que la créance du régime ou un rang antérieur ; ou

c) si l'excédent de la valeur des biens-fonds qui en garantissent le paiement, sur 75% de cette valeur, déduction faite des autres créances garanties par les mêmes biens-fonds et ayant le même rang que la créance du régime ou un rang antérieur, est garanti ou assuré par le Québec, une province canadienne, le Canada, la Société canadienne d'hypothèque et de logement, la Société d'habitation du

Québec ou par une police d'assurance hypothécaire déli-  
vrée par une compagnie d'assurance titulaire d'un permis.

**73.** Un régime peut, afin d'assurer le paiement total ou partiel de toute somme qui lui est due, acquérir les biens-fonds en garantissant le paiement. Cependant, il doit disposer des biens-fonds ainsi acquis dans le délai de 7 ans sauf sursis accordé par la Régie.

**74.** Un régime peut acquérir et détenir un bien-fonds au Canada à condition que ce bien-fonds, dans chacune des 3 années précédentes, ait rapporté un revenu net qui, s'il se maintenait dans l'avenir, serait suffisant pour produire un intérêt raisonnable sur le montant investi et pour rembourser au moins 85% de ce montant pendant une période de 40 ans ou pendant le reste de la durée normale des améliorations apportées au bien-fonds, si cette dernière est plus courte.

**75.** Nonobstant l'article 74, un régime peut acquérir et détenir un bien-fonds au Canada dont un bail est fait et garanti par :

a) le Gouvernement du Canada ou d'une province ou un agent de la Couronne ou une corporation municipale ; ou

b) une corporation ou une société coopérative agricole dont les actions ordinaires ou privilégiées, au moment du placement, pourraient faire l'objet d'un placement en vertu de la présente section ; ou

c) une association coopérative ou une caisse d'épargne et de crédit dont les parts sociales ou privilégiées, au moment du placement, pourraient faire l'objet d'un placement en vertu de la présente section ;

pourvu que ce bail rapporte un revenu net suffisant pour produire un intérêt raisonnable sur le montant investi et pour rembourser au moins 85% de ce montant pendant une période de 30 ans ou la durée du bail, si elle est plus courte.

**76.** L'investissement total d'un régime dans chaque bien-fonds formant une même exploitation ne doit pas excéder 4% de la valeur comptable de l'actif total du régime.

**77.** L'actif d'un régime peut faire l'objet d'un placement dans une caisse distincte ou une caisse commune, ainsi que dans les actions d'une compagnie de placement, pourvu que les placements de la caisse ou de la compagnie soient conformes aux normes de la présente section.

Une compagnie de placement, au sens du présent article, est une compagnie qui ne peut avoir de dette obligatoire, dont l'actif est constitué dans une proportion d'au moins 98% en numéraire, placements et prêts et dont les

revenus proviennent dans la même proportion de placements et de prêts.

L'article 89 ne s'applique pas aux placements effectués en vertu du présent article.

**78.** Un régime peut acquérir et détenir des contrats de rentes et des polices d'assurance-vie, à l'exclusion de polices d'assurance-vie temporaire. Ces contrats et ces polices doivent être émis par une compagnie ou société d'assurance enregistrée dans la province ou garantis par le Gouvernement du Canada.

L'article 89 ne s'applique pas aux placements effectués en vertu du présent article.

**79.** Un régime peut consentir des prêts garantis par les actions d'une corporation ou d'une société coopérative agricole, les parts sociales ou privilégiées d'une association coopérative ou les obligations ou autres titres de créance qu'il est autorisé à acquérir et détenir. Ces prêts sont soumis aux mêmes restrictions et conditions que l'investissement dans ces titres.

**80.** L'actif d'un régime peut faire l'objet d'un placement ou prêt non visé dans les articles 65 à 73 et 77 à 79 à condition :

a) que le montant total de ces placements ne dépasse pas 7% de la valeur comptable de l'actif total du régime ;

b) que ce placement ne déroge pas aux restrictions stipulées au deuxième alinéa de l'article 69 ;

c) qu'il ne s'agisse pas d'un placement en biens-fonds.

**81.** L'actif d'un régime peut faire l'objet d'un placement en biens-fonds non visé dans les articles 74 et 75 à condition :

a) que le montant total de ces placements ne dépasse pas 7% de la valeur comptable de l'actif total du régime ;

b) que, dans le cas où des biens-fonds ne sont pas acquis et détenus dans le but d'en retirer un revenu, le montant total de ces placements ne dépasse pas 2% de la valeur comptable de l'actif total du régime ;

c) que, dans le cas où des biens-fonds sont acquis et détenus dans le but d'en retirer un revenu, l'investissement dans chaque bien-fonds formant une même exploitation ne dépasse pas 2% de la valeur comptable de l'actif total du régime ;

d) que les biens-fonds acquis et détenus ne soient pas situés hors du Canada.

**82.** L'actif d'un régime ne peut faire l'objet d'un prêt au conjoint ou à l'enfant de l'employeur ou, si l'employeur est

une corporation, à un administrateur ou à un officier de cette corporation, à son conjoint ou à son enfant.

**83.** L'actif d'un régime ne peut faire l'objet d'un prêt à une corporation dont plus de la moitié du capital-actions appartient, individuellement ou collectivement, au conjoint ou à l'enfant de l'employeur ou, si l'employeur est une corporation, à un administrateur ou à un officier de cette corporation, à son conjoint ou à son enfant.

**84.** L'actif d'un régime ne peut faire l'objet d'un prêt à un administrateur de la caisse de retraite ou à l'un des ses salariés. Il ne peut en outre faire l'objet d'un prêt au syndicat ou à l'association qui représente les salariés de l'employeur, ou à un officier ou à un salarié de ce syndicat ou de cette association.

L'interdiction stipulée au présent article s'étend également au conjoint ou à l'enfant d'une personne y mentionnée.

**85.** Nonobstant les articles 82, 83 et 84, l'actif d'un régime peut cependant faire l'objet d'un prêt hypothécaire sur l'habitation d'un salarié de l'employeur, du conjoint ou de l'enfant de ce salarié, pourvu que cette habitation soit principalement pour son usage personnel.

**86.** Un régime ne peut investir dans des actions ou obligations ou autres titres de créance d'une corporation ou d'une société coopérative agricole qui est en défaut de payer les dividendes prescrits sur ses actions ou les intérêts sur ses obligations ou autres titres de créance, ni lui consentir un prêt.

Il ne peut non plus investir dans des parts sociales ou privilégiées, ou obligations ou autres titres de créance d'une association coopérative qui est en défaut d'obtenir le rendement prescrit sur ses parts sociales ou privilégiées ; il ne peut non plus lui consentir un prêt.

**87.** À l'exception des contrats de dépôts auprès d'une compagnie d'assurance-vie et des dépôts à demande dans une banque ou dans une compagnie de fiducie ou dans une caisse d'épargne et de crédit qui est une institution inscrite au sens de la Loi sur l'assurance-dépôts, un régime ne peut faire aucun placement ou prêt autre que ceux qu'il est autorisé à faire par la présente section.

**88.** Pour l'application de la présente section, les obligations ou créances garanties, notamment, par hypothèque, mort-gage, nantissement, lien ou privilège ou en vertu d'une loi, sur les biens de la catégorie mentionnée dans la présente section, ou par la cession ou le transfert de ces biens, sont réputées garanties par ceux-ci, le mot « biens-

fonds » comprenant les tenures à bail (*leaseholds*) en dehors du Québec.

**89.** Il n'est pas permis d'investir plus de 10% de la valeur comptable de l'actif total d'un régime en prêts à une même personne, ou en placements dans une même corporation, une même société ou une même association. L'investissement total doit, dans chaque cas, être établi en tenant compte de tous les prêts et placements ayant pour objet des biens-fonds et du matériel utilisés par cette même personne, corporation, société ou association.

Les restrictions du présent article ne s'appliquent pas à des obligations ou des titres de créance garantis par le Gouvernement du Canada ou d'une province ni aux contrats de dépôts auprès d'une compagnie d'assurance-vie.

**90.** Sauf en ce qui concerne les actifs d'un régime qui sont sous le contrôle d'une compagnie d'assurance-vie, d'une compagnie de fiducie ou d'une corporation spécialement créée pour administrer ce régime, tous les placements, dépôts et prêts d'un régime doivent être effectués au nom du régime.

Aucune des personnes ci-après mentionnées ne peut accepter ou recevoir, directement ou indirectement, un honoraire ou courtage, une commission ou autre considération à l'égard d'un prêt, d'un dépôt, d'un achat, d'un paiement, d'un échange ou d'une vente effectués par un régime ou pour son compte :

- a) le fiduciaire ou l'administrateur ;
- b) l'employeur ;
- c) un syndicat ou une association de salariés dont les membres participent au régime ;
- d) un officier ou employé d'une personne mentionnée aux paragraphes a, b et c.

**91.** Si par suite de la réorganisation ou liquidation d'une corporation, ou de la fusion de plusieurs corporations, des titres détenus par un régime sont remplacés par d'autres titres que le régime ne peut détenir en vertu de la présente section, il ne peut détenir ceux-ci plus de 5 ans sans les considérer comme des placements faits en vertu de l'article 80.

**92.** Le régime enregistré dans une province qui possède une législation équivalente peut se conformer aux normes de placement établies par la législation équivalente.

**93.** Le régime dont les placements ne sont pas conformes aux normes le 8 janvier 1966, doit s'y conformer avant le 1<sup>er</sup> janvier 1971.

La Régie peut toutefois accorder un délai additionnel si elle est d'avis qu'une telle prolongation est dans l'intérêt des participants au régime.

## **SECTION VIII**

### **TUTELLE**

**94.** Le curateur désigné par la Régie doit recouvrer les créances dues au régime, payer les dettes et déterminer si, dans l'intérêt des participants, il doit maintenir le régime ou le terminer.

## **SECTION IX**

### **RÉGIMES DES CORPORATIONS MUNICIPALES ET DES COMMISSIONS SCOLAIRES**

**95.** Un régime établi par une corporation municipale ou par une commission scolaire pour ses salariés ne peut être enregistré avant que la Régie ne se soit assurée l'approbation de la Commission municipale ou du ministre de l'Éducation, selon le cas.

**96.** Nonobstant l'article 89, 25% de l'actif d'un régime d'une corporation municipale, d'une communauté urbaine ou régionale, ou d'une commission scolaire peut être investi dans les obligations émises par elles.

- 
- A.C. 2463-65, (1966) 98 G.O., 43 et 409  
A.C. 1510-66, (1966) 98 G.O., 5001  
A.C. 1253-68, (1968) 100 G.O., 2657  
A.C. 704-69, (1969) 101 G.O., 1930  
A.C. 1558-70, (1970) 102 G.O., 2485  
A.C. 846-72, (1972) 104 G.O., 3402  
A.C. 1914-74, (1974) 106 G.O. II, 2907  
A.C. 5319-75, (1975) 107 G.O. II, 6273  
A.C. 2312-76, (1976) 108 G.O. II, 4835  
A.C. 1659-77, (1977) 109 G.O. II, 2699 et 3523  
A.C. 800-78, (1978) 110 G.O. II, 1897  
A.C. 1096-79, (1979) 111 G.O. II, 3601  
D. 879-80, (1980) 112 G.O. II, 1927



c. R-20, r.1

## Règlement d'application de la Loi sur les relations du travail dans l'industrie de la construction

Loi sur les relations du travail dans l'industrie de la construction

(L.R.Q., c. R-20, a. 20)

### 1. Machinerie :

a) **Définitions** : Aux fins du présent article, les expressions suivantes signifient :

i. « machinerie de production » : toute machinerie et équipement autre que la machinerie de bâtiments ;

ii. « machinerie de bâtiments » : toute machinerie et équipement installés pour les fins du bâtiment lui-même dont, entre autres, le chauffage, la climatisation, le refroidissement, les ascenseurs ou monte-charge.

b) **Champ d'application** : L'installation de machinerie de bâtiments est, dans tous les cas, comprise dans le mot « construction » défini au paragraphe f de l'article 1 de la Loi sur les relations du travail dans l'industrie de la construction (L.R.Q., c. R-20). Cependant, le montage, la réparation et l'entretien de machinerie de bâtiments de même que l'installation, le montage, la réparation et l'entretien de machinerie de production ne sont compris dans le mot « construction » que lorsqu'ils sont effectués par des salariés de la construction à l'emploi d'employeurs professionnels.

Nonobstant le premier alinéa, lorsqu'il s'agit d'ascenseurs, de monte-charge ou d'escaliers mobiles, le montage, la réparation et l'entretien sont aussi compris, dans tous les cas, dans le mot « construction ».

Nonobstant le premier alinéa, l'installation et le montage de machinerie de production sont compris dans le mot « construction » dans le cas où ils sont exécutés sur les lieux mêmes du chantier et à pied d'oeuvre pendant la phase de construction d'une centrale électrique.

Le troisième alinéa s'applique également aux travaux connexes reliés à la construction d'une centrale électrique.

Sont également compris dans le mot « construction » l'installation et le montage de machinerie de production dont les caractéristiques, au point de vue technique, sont assimilables à celles d'un ouvrage de génie civil et dont le montage et l'installation sont habituellement confiés aux mêmes catégories d'employeurs. Cependant, tel travail

n'est pas compris dans le mot « construction » s'il est exécuté par les salariés habituels du fabricant ou de l'utilisateur de telle machinerie. Le présent alinéa ne s'applique pas aux travaux visés par des soumissions présentées ou des contrats conclus avant le 26 novembre 1980.

La réparation et l'entretien de machinerie et d'équipement de construction sont compris dans le mot « construction » dans le cas où ils sont exécutés par des salariés d'un employeur professionnel et d'Hydro-Québec sur les lieux mêmes des chantiers de construction et à pied d'oeuvre.

**2. Coupe et émondage d'arbres et d'arbustes** : La coupe et l'émondage des arbres et arbustes aux fins de dégagement de lignes de distribution d'énergie électrique ainsi que l'arrosage chimique exécuté pour les mêmes fins ne sont compris dans le champ d'application de la Loi que s'ils sont exécutés à l'occasion de la construction ou de l'entretien des circuits et supports d'une ligne de distribution par les salariés d'un employeur professionnel.

**3. Travail en atelier** : Tout salarié d'un employeur professionnel de la construction appelé occasionnellement à exécuter en atelier un travail se rapportant à celui qu'il exécute couramment sur un chantier de construction demeure assujéti aux dispositions de la Loi et du Décret de la construction (c. R-20, r.5).

**4. Grutier** : Tout grutier affecté habituellement par son employeur à un travail de construction mais appelé occasionnellement à effectuer comme tel un travail autre qu'un travail de construction demeure assujéti à la Loi.

### 5. Salarié occasionnel :

a) **Définitions** : Aux fins du présent article, les expressions suivantes signifient :

i. « salarié occasionnel » : tout salarié détenteur de la carte mentionnée au sous-paragraphe ii du paragraphe b qui travaille habituellement ailleurs que dans la construction mais qui peut être appelé dans l'exécution normale de son travail à oeuvrer et à l'intérieur et à l'extérieur du champ d'application de la Loi, à l'occasion ou à intervalles réguliers ;

ii. « employeur occasionnel » : employeur du salarié défini au sous-paragraphe i du paragraphe a.

**b) Contrôle :**

i. Nonobstant tout autre règlement, il est loisible au commissaire de la construction nommé en vertu de l'article 21 de la Loi d'émettre des cartes d'identité à un salarié occasionnel dans les conditions décrites ci-dessous :

A) le salarié doit travailler habituellement chez l'employeur mentionné sur la carte ;

B) le salarié doit posséder un certificat de qualification ou de classification lorsqu'un tel certificat est de rigueur ou établir à la satisfaction du ministère du Travail, de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu qu'il possède la compétence voulue pour exécuter le travail visé ;

C) la demande doit être faite conjointement par l'employeur et le syndicat accrédité, ou l'employeur et le salarié s'il n'y a pas de syndicat accrédité ;

D) les requérants doivent établir que le salarié travaille habituellement à l'extérieur du champ d'application de la Loi et du décret.

ii. **Carte d'identité :** Les mentions suivantes doivent apparaître sur la carte du salarié occasionnel :

A) le terme « salarié occasionnel » en caractères gras et le nom de la région pour laquelle la carte est délivrée ;

B) la date d'émission ;

C) le nom et l'adresse du salarié ;

D) le métier ou l'emploi du salarié ;

E) le nom et l'adresse de l'employeur ;

F) le genre d'entreprise de l'employeur ;

G) la description précise des travaux qui peuvent être faits par le salarié.

iii. **Accès aux chantiers de construction :** Le salarié détenteur d'une telle carte a accès à un chantier de construction uniquement pour y exécuter le travail décrit sur la carte d'identité.

iv. **Révocation :** Toute carte peut être révoquée en tout temps.

v. **Renseignements additionnels :** En tout temps, le commissaire peut exiger de l'employeur occasionnel tout renseignement qu'il juge utile sur l'utilisation de cette carte.

vi. **Décret :** Sous réserve du deuxième alinéa, seules les clauses du décret relatives à la rémunération, à la durée du travail, aux heures supplémentaires, aux jours fériés et au régime syndical s'appliquent.

Cependant, les clauses du décret relatives au régime syndical ne s'appliquent pas au salarié occasionnel lorsque ce dernier est membre d'un syndicat, d'une union ou d'un local accrédité et affilié à une association représentative.

**6. Déplacement des salariés :** Le décret peut déterminer les frais de déplacement de même que la rémunération du temps de déplacement des salariés de la construction pour tout déplacement du lieu de résidence du salarié au chantier de construction ou pour tout déplacement d'un chantier à un autre à l'intérieur du Québec.

- 
- A.C. 4787-70, (1971) 103 G.O., 67
  - A.C. 2601-71, (1971) 103 G.O., 6133
  - A.C. 3628-72, (1972) 104 G.O., 11284
  - A.C. 1895-74, (1974) 106 G.O. II, 2355
  - A.C. 606-79, (1979) 111 G.O. II, 2225
  - A.C. 2476-79, (1979) 111 G.O. II, 6307
  - D. 3498-80, (1980) 112 G.O. II, 6477





c. R-20, r.2

## **Règlement de l'Association des entrepreneurs en construction du Québec**

Loi sur les relations du travail dans l'industrie de la construction  
(L.R.Q., c. R-20)

### **SECTION I DISPOSITIONS GÉNÉRALES**

#### **§1. Nom**

**1.** Dans le présent règlement, le mot « l'Association » signifie « l'Association des entrepreneurs en construction du Québec », soit l'association patronale dont il est mention au paragraphe c de l'article 1 de la Loi sur les relations du travail dans l'industrie de la construction (L.R.Q., c. R-20).

#### **§2. Siègne social**

**2.** Le siège social de l'Association est établi dans la ville de Montréal. De plus, le conseil d'administration peut établir un bureau pour l'association, à tout autre endroit au Québec.

#### **§3. Sceau**

**3.** Le sceau porte le nom de l'Association. Il est sous la garde du secrétaire de l'Association et toute personne autorisée par le conseil d'administration a droit, sur demande, d'apposer le sceau sur un document.

#### **§4. Buts de l'Association**

**4.** L'Association doit s'occuper exclusivement de relations du travail dans l'industrie de la construction.

**5.** L'Association est l'unique agent patronal pour les fins de la négociation et de la conclusion d'une convention collective en vertu de la Loi sur les relations du travail dans l'industrie de la construction.

#### **§5. Membres**

**6.** Tout employeur de l'industrie de la construction est tenu d'adhérer à l'Association, conformément à l'article 40 de la Loi sur les relations du travail dans l'industrie de la construction.

**7.** Chaque membre de l'Association doit :

a) payer toute somme due relative à la cotisation de l'Association avant l'assemblée générale annuelle des membres de l'Association. La cotisation des membres est uniforme et est établie d'après la base choisie par l'Association.

Le montant uniforme de la cotisation doit avoir été accepté par la majorité des membres présents à une assemblée générale, dûment convoquée. Ce vote a lieu au scrutin secret.

Lors de ce vote, chaque membre de l'Association a un vote d'une valeur égale ;

b) adhérer, de la façon déterminée par le conseil d'administration, au Règlement de l'Association lors de son admission à titre de membre.

**8.** L'Association délivre à chaque membre de l'Association qui s'est conformé au paragraphe b de l'article 7, une carte de membre signée par le secrétaire de l'Association.

En outre, l'Association peut retirer cette carte à tout membre n'ayant pas acquitté une somme relative à la cotisation.

**9.** Une corporation ou une société qui est employeur dans l'industrie de la construction doit, aux fins de sa participation à l'Association, se nommer un représentant. Cette nomination se fait par une procuration écrite.

Un avis écrit de cette nomination doit être transmis au secrétaire, par la corporation ou la société, avant que ce représentant n'exerce ses fonctions au nom et pour le compte de l'employeur au sein de l'Association.

**10.** Une personne qui agit à titre de représentant pour une corporation ou une société ne peut agir alors, à ce titre, pour toute autre société ou corporation qui est employeur dans l'industrie de la construction.

**11.** En tout temps, le représentant peut être remplacé par celui qui l'a nommé. Dans un tel cas, la société ou la corporation doit transmettre au secrétaire de l'Association un avis écrit à cet effet.

**12.** Le représentant exerce le droit de vote de la société ou corporation qu'il représente à l'assemblée générale des membres et agit, au lieu et place de la corporation ou société, dans tous les cas prévus au présent règlement.

§6. *Vote*

**13.** Sous réserve de dispositions à l'effet contraire dans le présent règlement, pour tout vote en vertu du présent règlement, la valeur du vote de chaque membre de l'Association est déterminée soit par un vote où chaque membre a un vote d'une valeur égale, soit par un vote où la valeur du vote de chaque membre est établie par le truchement du mécanisme suivant, selon la décision à ce sujet du conseil d'administration lors de la tenue d'un tel vote :

a) l'importance relative de chaque employeur, aux fins d'un vote, est dépendant du nombre d'heures travaillées par des salariés de l'industrie de la construction pour cet employeur, au cours d'une période de référence correspondant à une année civile ;

b) le nombre d'heures travaillées pour chaque employeur de l'industrie de la construction est déterminé à partir des statistiques contenues dans les rapports mensuels produits, par chaque employeur, à l'Office de la construction du Québec, conformément à la Loi sur les relations du travail dans l'industrie de la construction ;

c) la valeur du vote de chaque membre s'établit de la façon suivante, à partir des statistiques dont il est mention au paragraphe b, soit :

<i>Heures travaillées entre :</i>	<i>Vote(s)</i>
1 et 5 000 heures . . . . .	1
5 001 et 25 000 heures . . . . .	2
25 001 et 100 000 heures . . . . .	5
100 001 et plus . . . . .	15

**14.** Dans les 15 premiers jours de septembre de chaque année, l'Association doit transmettre à chacun de ses membres un avis, signé par le secrétaire de l'Association, qui détermine la valeur relative de son vote.

**15.** Dans les 10 jours qui suivent la transmission, par la poste, de cet avis, le membre peut en appeler de la décision de l'Association quant à l'importance relative de son vote.

**16.** La décision de l'Association, à la suite de cet appel, est sans appel. Cette décision doit être transmise au membre, par écrit, par le secrétaire de l'Association, dans les 10 jours qui suivent la réception de l'appel par l'Association.

**17.** Lors de tout vote où la valeur relative du vote d'un employeur compte aux fins de l'Association, le membre, lors du vote, doit communiquer au scrutateur, l'avis déterminant l'importance relative de son vote.

§7. *Régions*

**18.** L'association, aux fins du présent règlement, regroupe tout employeur de l'industrie de la construction, dans l'une ou l'autre des 11 régions mentionnées à l'annexe A du Décret de la construction (c. R-20, r.5), décret mentionné dans le présent règlement sous le nom de « Décret ».

**19.** Ce regroupement se fait en fonction du lieu du siège social ou de la principale place d'affaires de l'employeur, selon le cas ; cependant, s'il s'agit d'un employeur dont le siège social est en dehors du Québec, le lieu de sa principale place d'affaires au Québec, détermine la région à laquelle il appartient aux fins de l'Association.

§8. *Secteurs*

**20.** Le présent règlement établit les 4 secteurs suivants dans l'industrie de la construction :

- a) secteur de la construction résidentielle ;
- b) secteur de la construction industrielle ;
- c) secteur de la voirie et des travaux de génie ;
- d) secteur général comprenant tout employeur non identifiable aux secteurs mentionnés aux paragraphes a, b ou c.

## SECTION II ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DES MEMBRES ET LES SECTIONS RÉGIONALES

§1. *Assemblée générale de l'Association*

**21.** Chaque année, le secrétaire de l'association convoque, par écrit, les membres à une assemblée générale de l'Association tenue durant les 15 premiers jours de juin. L'avis de convocation doit précéder d'au moins 30 jours la date de l'assemblée.

L'ordre du jour d'une telle assemblée contient les sujets suivants :

- a) le rapport du président ;
- b) le rapport final du président d'élection sur l'élection des administrateurs ;
- c) le rapport sur les activités de l'Association ;
- d) le rapport financier du trésorier ;
- e) l'étude des résolutions adoptées par les membres selon la procédure établie à l'article 22 ;
- f) l'élection du président d'assemblée.

**22.** Lors de l'assemblée générale des membres relative à l'élection des administrateurs, les membres présents peuvent adopter toute résolution dans le but qu'elle soit soumise à une assemblée extraordinaire des membres de l'Association ou lors de l'assemblée générale annuelle de l'Association.

**23.** Sous réserve de dispositions à l'effet contraire dans le présent règlement, une assemblée extraordinaire des membres de l'Association peut être convoquée à la demande écrite de 4 membres du conseil d'administration ou à la demande écrite de 40 membres de l'Association.

Une telle assemblée est convoquée par le secrétaire de l'Association, par avis écrit, à tous les membres de l'Association. L'ordre de convocation doit précéder d'au moins 15 jours, la date de la tenue de l'assemblée.

Seuls les sujets mentionnés à l'ordre du jour peuvent faire l'objet de discussion à une assemblée extraordinaire.

#### *§2. Sections régionales*

**24.** Aux fins du présent règlement, l'ensemble des employeurs de l'industrie de la construction de chaque région mentionnée au Décret, constitue une section régionale.

#### *§3. Structure de la section régionale*

**25.** Chaque section régionale est constituée, au moins :

- a) d'une assemblée générale des membres de la section régionale ;
- b) d'un président et d'un vice-président, lesquels sont élus par les membres de la section régionale.

#### *§4. Assemblée extraordinaire de la section régionale*

**26.** Il est loisible au président ou au vice-président de la section régionale de convoquer une assemblée extraordinaire des membres de la section régionale pour des motifs de consultation ou d'information.

L'avis de convocation doit, dans un tel cas, être expédié au moins 10 jours avant la date de l'assemblée.

#### *§5. Quorum*

**27.** Pour la tenue de toute assemblée des membres de l'Association, le quorum est formé de 3% des employeurs. Cependant, s'il s'agit d'une assemblée des membres de l'Association au niveau d'un secteur ou d'une section régionale, ce pourcentage est calculé en fonction du nombre d'employeurs dans ce secteur ou dans cette section régionale selon le cas.

Si une assemblée des membres de l'Association est constituée de plusieurs assemblées, ce pourcentage est calculé pour chacune de ces assemblées en fonction du nombre d'employeurs qui ont droit d'être convoqués à ces assemblées.

### **SECTION III**

#### **CONSEIL D'ADMINISTRATION**

##### *§1. Composition*

**28.** L'Association est administrée par un conseil d'administration composé de 21 membres, à savoir :

a) 3 administrateurs pour chacune des 6 associations patronales suivantes : la Fédération de la construction du Québec, l'Association de la construction de Montréal et du Québec, l'Association des constructeurs de routes et grands travaux du Québec, l'Association provinciale des constructeurs d'habitation du Québec, la Corporation des maîtres électriciens du Québec, la Corporation des maîtres mécaniciens en tuyauterie du Québec ; et

b) 3 administrateurs représentant les employeurs ne faisant pas partie de l'une de ces 6 associations patronales.

##### *§2. Élection des administrateurs*

**29.** Chacune des 6 associations patronales met en candidature 6 employeurs à l'un des 3 postes d'administrateur prévus pour chacune d'entre elles au paragraphe a de l'article 28.

L'Association met en candidature parmi les employeurs ne faisant pas partie des 6 associations patronales, 6 employeurs à l'un des 3 autres postes d'administrateur.

A défaut par l'Association ou l'une des 6 associations patronales de mettre en candidature des employeurs à un poste d'administrateur, selon les premier et deuxième alinéas, le comité d'élection institué en vertu de l'article 60 procède aux mises en candidature non effectuées.

Seul un employeur de l'industrie de la construction peut être mis en candidature ; il ne peut l'être pour plus d'une candidature par élection.

**30.** Une liste des nom et adresse des employeurs mis en candidature par l'Association et par chacune des 6 associations patronales doit être communiquée au secrétaire de l'Association au moins 10 jours avant la date de l'assemblée convoquée en vertu de l'article 31. Chacune de ces listes doit être accompagnée d'une acceptation écrite de chacun des employeurs mis en candidature.

**31.** Les administrateurs sont élus au scrutin secret par la majorité des membres de l'Association présents à l'as-

semblée générale convoquée à cette fin par le secrétaire de l'Association à la requête du conseil d'administration.

L'assemblée générale d'élection se tient le troisième lundi d'octobre, à tous les 2 ans.

Avis d'une telle assemblée doit être communiqué par écrit, par courrier recommandé ou certifié, à tous les membres de l'Association au moins 15 jours avant cette date.

Le défaut de réception d'un avis par un membre de l'Association ne constitue pas à lui seul un motif suffisant pour invalider la procédure d'élection.

**32.** Seuls les membres de l'Association peuvent voter pour l'élection des administrateurs et chaque membre a un vote d'une valeur égale.

**33.** Le membre de l'Association vote pour l'élection de 21 administrateurs de la façon suivante : il choisit 3 des 6 employeurs mis en candidature pour chacune des 6 associations patronales en vertu du premier ou, selon le cas, du troisième alinéa de l'article 29 et 3 de ceux mis en candidature en vertu du deuxième ou, selon le cas, du troisième alinéa de l'article 29.

Les candidats ayant obtenu le plus de votes, pour chaque groupe de 3 postes prévus à l'article 28, sont élus.

Au cas d'égalité des votes entre 2 ou plusieurs candidats à un poste, le président du comité d'élection détermine le candidat élu par tirage au sort.

**34.** La durée du mandat d'un administrateur est de 2 ans. Il entre en fonction dès son élection et, sous réserve de l'article 41, le demeure jusqu'à l'élection de son successeur.

Toute vacance est comblée par le conseil d'administration pour la partie non écoulée du mandat du membre à remplacer. Si ce membre faisait partie d'une des 6 associations patronales, il est choisi parmi les employeurs de cette association ; s'il ne faisait partie d'aucune de ces associations, il est choisi parmi les employeurs ne faisant pas partie de celles-ci.

### *§3. Assemblée du conseil d'administration*

**35.** Le conseil d'administration tient une assemblée de ses membres au moins 6 fois par année financière de l'Association.

**36.** Le conseil d'administration tient une assemblée à la requête écrite du président du comité exécutif de l'Asso-

ciation ou de 5 administrateurs. Le secrétaire convoque alors le conseil d'administration en assemblée.

**37.** Un avis de convocation d'une assemblée du conseil d'administration doit être transmis par le secrétaire, à chaque administrateur, au moins 5 jours francs avant l'assemblée, avec la date, l'heure et le lieu de l'assemblée ainsi que l'ordre du jour.

**38.** Dans les cas d'urgence et à la demande d'au moins 3 membres du conseil d'administration, une assemblée du conseil d'administration peut être convoquée à la suite d'un avis du secrétaire, par télégramme, à chaque administrateur. Cet avis doit être transmis au moins 48 heures avant la tenue de l'assemblée du conseil d'administration.

### *§4. Quorum et vote*

**39.** Le quorum du conseil d'administration est de 13 membres. Les décisions se prennent à la majorité des voix des membres présents. Chaque membre a un droit de vote d'une valeur égale. Au cas d'égalité des voix, le président a une voix prépondérante.

### *§5. Pouvoirs du conseil d'administration*

**40.** Le conseil d'administration a les pouvoirs suivants :

- a) il administre les affaires de l'Association ;
- b) il adopte les budgets préparés par le comité exécutif ;
- c) il fixe la rémunération de ses membres. Il engage le personnel, les conseillers et les vérificateurs et il fixe leur rémunération ;
- d) il nomme les personnes qui agissent à titre de membres du comité de négociation pour la négociation de la convention collective ;
- e) il soumet aux employeurs, au nom et pour le compte de l'Association, tout projet de convention collective pour ratification ou rejet ;
- f) il forme les comités ou sous-comités nécessaires à l'exécution de son mandat ;
- g) il adopte un code de déontologie ;
- h) il soumet gratuitement aux membres et au nom de l'Association, à la fin de chaque année financière, un rapport des activités de l'Association et l'état détaillé, en français, des revenus et dépenses de l'Association ;
- i) sous réserve des dispositions à l'effet contraire, il exerce tous les droits et les pouvoirs conférés à l'Association ;

j) il exerce tout autre pouvoir que lui confère le présent règlement.

#### §6. Cessation de fonction

**41.** Un membre du conseil d'administration cesse d'en faire partie s'il :

- a) remet sa démission, par écrit, au secrétaire de l'Association ;
- b) devient incapable de remplir ses fonctions ;
- c) cesse d'être un employeur de la construction ;
- d) est un entrepreneur de construction dont la licence est suspendue, révoquée, annulée ou non renouvelée aux termes de la Loi sur la qualification professionnelle des entrepreneurs de construction (L.R.Q., c. Q-1) ;
- e) cesse de faire partie de l'association patronale qu'il représente ;
- f) adhère à l'une des 6 associations patronales déjà représentées au conseil d'administration alors qu'il représente les employeurs ne faisant pas partie de ces associations.

### SECTION IV COMITÉ EXÉCUTIF

#### §1. Composition et élection

**42.** Les membres du conseil d'administration élisent parmi eux, au scrutin secret, 7 membres formant le comité exécutif de l'Association dont un président, un premier vice-président, un deuxième vice-président, un secrétaire et un trésorier.

Cette élection a lieu lors de la première assemblée du conseil d'administration qui suit l'assemblée générale d'élection.

Lors de cette élection, chaque membre a un vote d'une valeur égale.

**43.** La durée du mandat d'un membre du comité exécutif est de 2 ans.

Le président du comité exécutif est également le président du conseil d'administration et ne peut être élu à ce titre pour plus de 2 mandats consécutifs.

Toute vacance est comblée par le conseil d'administration, pour la partie non écoulée du mandat du membre à remplacer, à sa première assemblée qui suit la date où la vacance est survenue.

Sous réserve de l'article 44, les membres du comité exécutif demeurent en fonction jusqu'à l'élection de leurs successeurs.

#### §2. Cessation de fonction

**44.** Un membre du comité exécutif cesse d'en faire partie s'il :

- a) remet sa démission par écrit au secrétaire de l'Association ;
- b) cesse d'être membre du conseil d'administration pour l'un des motifs prévus à l'article 41.

#### §3. Assemblée du comité exécutif

**45.** A la requête d'un membre du comité exécutif, il y a une réunion du comité exécutif.

Une réunion du comité exécutif est convoquée par le secrétaire, par un avis écrit à chacun des membres du comité exécutif.

**46.** Cet avis écrit doit être transmis aux membres au moins 48 heures avant la tenue de la réunion. L'avis mentionne la date, l'heure et le lieu de la réunion du comité exécutif.

**47.** Le comité exécutif doit obligatoirement tenir au moins 8 réunions par année financière de l'Association.

#### §4. Validité des résolutions

**48.** Une résolution écrite, signée par tous les membres du comité exécutif, est aussi valide et effective que si elle est passée à une réunion dûment convoquée du comité exécutif.

#### §5. Quorum et vote

**49.** Le quorum du comité exécutif est de 5 membres.

Les décisions se prennent à la majorité des voix des membres présents. Chaque membre a un droit de vote d'une valeur égale.

Au cas d'égalité des voix, le président a une voix prépondérante.

#### §6. Pouvoirs

**50.** Le comité exécutif a notamment les pouvoirs suivants :

- a) il s'occupe de l'expédition des affaires courantes de l'Association ;

b) il voit à l'exécution des décisions du conseil d'administration ;

c) il surveille la bonne administration de l'Association, au nom et pour le compte du conseil d'administration ;

d) il engage le personnel et fixe sa rémunération, conformément au budget approuvé par le conseil d'administration et selon les directives émanant du conseil d'administration.

## SECTION V MEMBRES DU COMITÉ EXÉCUTIF

### §1. *Président*

**51.** Le président est à la tête de l'Association. Il veille à l'exécution des décisions du conseil d'administration et à toutes les affaires de l'Association. Sous réserve de l'article 64, il est membre de droit de tous les comités. Il signe les documents qui requièrent sa signature, de même qu'il remplit tous les devoirs ordinaires attribués à son poste.

### §2. *Premier vice-président*

**52.** Le premier vice-président exerce tous les droits et pouvoirs du président en cas d'incapacité ou de refus d'agir de ce dernier.

### §3. *Deuxième vice-président*

**53.** Le deuxième vice-président exerce tous les droits et pouvoirs du président ou du premier vice-président en cas d'incapacité ou de refus d'agir de ces derniers.

### §4. *Secrétaire*

**54.** Le secrétaire a la surveillance de la tenue des procès-verbaux de toutes assemblées.

Il convoque ou fait convoquer toute assemblée par la personne autorisée à agir ainsi. Il fait tout ce que le conseil d'administration lui assigne. Il signe les procès-verbaux avec le président et il remplit toutes les fonctions du directeur général si ce poste n'est pas occupé.

### §5. *Trésorier*

**55.** Le trésorier a la charge et la garde des fonds de l'Association et de ses livres de comptabilité. Il tient ou fait tenir un relevé précis des biens, des dettes, des recettes et des déboursés de l'Association, dans un ou des livres appropriés à cet effet. Il soumet, sur demande, le bilan de l'Association au conseil d'administration.

Il doit déposer, auprès de l'Office de la construction du Québec, un cautionnement de remplir fidèlement ses fonctions. Le montant du cautionnement est déterminé par l'Office de la construction du Québec.

### §6. *Directeur général*

**56.** 1) Le directeur général est un employé de l'Association et est nommé par le conseil d'administration. Il doit :

a) rédiger ou faire rédiger les procès-verbaux des assemblées de l'Association, du conseil d'administration et du comité exécutif ;

b) agir à titre de dépositaire et gardien du sceau et de tous les livres de l'Association ;

c) tenir ou faire tenir un registre de tous les membres par région mentionnée au Décret. Cependant, il peut désigner un mandataire aux fins d'attester du contenu de cette liste devant les cours de justice ;

d) s'occuper de la correspondance de l'Association ;

e) remplir toutes les autres fonctions qui lui sont attribuées par règlement ou par le comité exécutif.

2) Le directeur général a la direction des bureaux de l'Association, avec autorité sur le personnel, y compris le pouvoir d'engager et de suspendre temporairement. Le directeur général est engagé, par contrat, sur résolution du conseil d'administration.

3) Seulement sur preuve d'un manquement grave à son devoir, le directeur général peut être suspendu par le comité exécutif. Cependant, il ne peut être congédié que sur un vote de la majorité absolue des administrateurs.

### §7. *Président d'assemblée*

**57.** Sauf disposition à l'effet contraire, il a pour fonction de présider toute assemblée de l'Association. Lors d'une telle assemblée, il veille au bon déroulement de l'assemblée et tranche toute difficulté qui y survient.

## SECTION VI COMITÉS

### §1. *Formation*

**58.** Le conseil d'administration peut, pour l'aider à atteindre pleinement les buts de l'Association, créer des comités généraux ou spéciaux.

Un tel comité reçoit son mandat du conseil d'administration. Un tel comité siège selon ses besoins. Toute décision à un tel comité se prend à la majorité simple et un tel comité fait rapport de ses travaux au conseil d'administration, sur demande.

## §2. Comité des finances

**59.** Sous réserve de l'article 58, un comité des finances composé d'au moins 3 personnes nommées par le conseil d'administration, dont le trésorier, est chargé de voir à toutes les questions financières qui peuvent affecter l'Association, y compris la préparation du budget, l'approbation des dépenses et toutes les autres affaires courantes.

Sur demande du conseil d'administration, il fait rapport par l'intermédiaire du trésorier, lequel agit comme président de ce comité.

Une copie des états financiers de l'Association pour l'année financière précédente doit être transmise par le directeur général, à tous les membres de l'Association et à l'Office de la construction du Québec, au cours du mois de mars de chaque année. Ces états financiers doivent être certifiés conformes par un comptable agréé résidant au Québec.

## §3. Comité d'élection

**60.** Un comité d'élection est institué.

**61.** Le comité d'élection est composé de 7 membres, à savoir :

- a) un membre désigné par chacune des 6 associations patronales parmi leurs employeurs respectifs ;
- b) un membre désigné par l'Association parmi les employeurs ne faisant pas partie de l'une des 6 associations patronales.

**62.** L'Association et les 6 associations patronales communiquent, par écrit, au secrétaire de l'Association, les nom et adresse de leur représentant au sein du comité d'élection au plus tard le deuxième lundi d'août précédant la date de l'assemblée générale d'élection.

**63.** À défaut par l'Association ou d'une des 6 associations patronales de désigner un membre sur le comité d'élection, le poste de membre non ainsi comblé demeure vacant.

**64.** Un membre du comité exécutif ou du conseil d'administration ne peut être membre du comité d'élection. Un membre du comité d'élection ne peut être candidat à un poste d'administrateur.

**65.** Les membres du comité d'élection choisissent parmi eux un président et un secrétaire lesquels agissent respectivement comme président et secrétaire d'élection.

Au cas d'égalité des voix, le président a une voix prépondérante.

**66.** Sous réserve de l'article 63, toute vacance est comblée par celle des 6 associations patronales dont le membre à remplacer faisait partie ; si celui-ci ne faisait partie d'aucune de ces associations, la désignation est faite par l'Association parmi les employeurs ne faisant pas partie de ces associations.

**67.** Lorsqu'un membre du comité d'élection est incapable d'agir, il peut être remplacé par un autre membre, désigné selon le mode prévu à l'article 66 pour exercer ses fonctions pendant la durée de son incapacité.

**68.** Les membres du comité d'élection entrent en fonction le dernier lundi d'août précédant la date de l'assemblée générale d'élection. Ils demeurent en fonction jusqu'à l'assemblée générale annuelle suivant immédiatement l'élection et à laquelle le président d'élection doit déposer son rapport.

**69.** Les membres de ce comité conservent leur droit de vote à l'Association.

**70.** Ce comité, en outre d'exécuter toute tâche qui lui est particulièrement assignée par le conseil d'administration, voit, d'une façon générale, à l'exécution de la procédure et des formalités d'élection et accomplit toute fonction qui lui est attribuée par le présent règlement.

## §4. Comité d'éthique et de discipline

**71.** Le comité d'éthique et de discipline est composé de 5 membres nommés par le conseil d'administration.

**72.** Ce comité est chargé d'établir pour les membres, à la demande du conseil d'administration, un code de déontologie et de dresser la liste des actes susceptibles d'être dérogatoires à l'Association ou aux employeurs de l'industrie de la construction. Il propose des procédures d'application du code, des méthodes d'enquête, d'instruction et de délibération et des mesures disciplinaires pertinentes.

**73.** Ce comité fait rapport de ses délibérations au conseil d'administration qui prend alors toute décision appropriée.

## §5. Négociation

**74.** Pour permettre à l'Association d'atteindre ses buts en matière de relations du travail, le conseil d'administration constitue autant de comités que nécessaire.

Sans limiter la généralité de ce qui précède, les comités suivants sont constitués :

- a) les comités des secteurs de l'industrie de la construction ;
- b) les comités d'information et de consultation ;
- c) le comité de négociation.

## §6. Comités des secteurs de l'industrie de la construction

**75.** 1) Quatre comités de secteurs sont institués ; ces comités sont les suivants :

- a) comité du secteur résidentiel ;
- b) comité du secteur industriel ;
- c) comité du secteur de la voirie et du génie ;
- d) comité du secteur général comprenant tout employeur non identifiable aux comités de secteurs énumérés ci-dessus.

2) Chacun de ces comités est formé d'au moins 5 employeurs de l'industrie de la construction ou leur représentant dont l'activité principale représente le type de travaux propres au secteur auquel ils appartiennent. Ils sont, dans chaque cas, désignés par le conseil d'administration.

3) Le mandat de chaque membre d'un tel comité est de 2 ans. Ce mandat prend fin le 1<sup>er</sup> septembre de l'année où expire le mandat.

4) Un membre ne peut être membre d'un tel comité pour plus de 3 mandats consécutifs.

5) Chacun de ces comités a pour mandat d'assister le conseil d'administration dans la préparation d'un dossier de négociation en vue du renouvellement d'une convention collective conclue sous l'autorité de la Loi sur les relations du travail dans l'industrie de la construction (L.R.Q., c. R-20).

6) Ces comités ont le pouvoir de se réunir ensemble ou séparément et, avec l'approbation du conseil d'administration, de créer des sous-comités et de s'adjoindre les personnes ressources nécessaires à l'exécution de leur mandat.

7) En plus de tels comités, une assemblée des membres de l'Association peut être réunie au niveau de chacun de ces secteurs pour les fins mentionnées à l'article 41 de la Loi précitée.

Une telle assemblée est alors convoquée par le secrétaire de l'Association par le truchement d'un avis écrit, expédié à chaque membre, où il est fait mention de la date, de l'heure et du lieu de l'assemblée. Cet avis doit parvenir à chaque membre au moins 5 jours avant la tenue de l'assemblée.

Lors d'une telle assemblée, chaque membre a un vote d'une valeur égale.

## §7. Mandat de négociation

**76.** Le conseil d'administration fixe le mandat de négociation de la façon dont il le juge à propos, en tenant compte du rapport des différents comités de secteurs notamment et conformément à la Loi sur les relations du travail dans l'industrie de la construction.

## §8. Comité de négociation

**77.** Le comité de négociation est formé de 4 membres choisis par et parmi le conseil d'administration. Le conseil d'administration détermine le mandat du comité. Egalement, le conseil d'administration adjoint à ce comité, les négociateurs nécessaires à l'exécution du mandat.

## SECTION VII DISPOSITIONS FINALES

### §1. Ratification d'un projet de convention collective

**78.** Le conseil d'administration, selon les circonstances et l'évolution des négociations, évalue le mandat donné au comité de négociation et soumet alors aux membres de l'Association, un projet de convention collective pour ratification, rejet ou pour lock-out.

**79.** Aux fins précitées, un vote se tient, au scrutin secret, lors d'une assemblée générale des membres de l'Association tenue spécialement à cet effet et convoquée conformément à l'article 23.

Lors d'un tel vote, chaque membre de l'Association ou son représentant a un vote d'une valeur égale.

**80.** Aucune convention collective ne peut être conclue et signée par l'Association sans le vote majoritaire de ses membres votant lors d'une assemblée générale tenue spécialement à cet effet. La même règle s'applique, *mutatis mutandis*, en ce qui concerne une décision de l'Association relative au rejet d'un projet de convention collective ou à un lock-out.



## §2. Année financière

**81.** L'année financière de l'Association est du 1<sup>er</sup> novembre au 31 octobre de chaque année.

## §3. Droit à la dissidence

**82.** Tout membre de l'Association a droit, lors de toute assemblée patronale ou de tout vote, d'exprimer sa dissidence sans encourir une sanction.

## §4. Vérification

**83.** Les livres et états financiers de l'Association sont vérifiés chaque année, aussitôt que possible après l'expiration de l'exercice financier, par le vérificateur nommé à cet effet par le conseil d'administration, à l'assemblée qui suit immédiatement l'élection des administrateurs.

## §5. Effets bancaires

**84.** Tous les fonds de l'Association doivent être déposés dans une banque à charte ou une caisse populaire et ne peuvent être retirés que par chèques.

Le président et le directeur général ou l'un ou l'autre des vice-présidents et le directeur général signent, au nom de l'Association, tous les documents.

Tous chèques, traites ou ordres de paiement et toutes acceptations et lettres de change doivent porter la signature d'une personne mandatée conformément au deuxième alinéa et ils lient et obligent l'Association envers toute banque à charte ou caisse populaire.

## §6. Contrats

**85.** Les contrats qui demandent la signature de l'Association sont, au préalable, approuvés par le conseil d'administration et, sur telle approbation, sont signés par le président ou l'un des vice-présidents et par le secrétaire ou le trésorier.

## §7. Cautionnement

**86.** Les employés ayant accès à des fonds pour le compte de l'Association, doivent être pourvus de cautionnement pour le montant fixé par le conseil d'administration.

Tout dirigeant chargé de la gestion financière de l'Association doit déposer à l'Office de la construction du Québec, un cautionnement d'un montant déterminé par l'Office de la construction du Québec.

## §8. Validité des actes

**87.** Tout acte fait de bonne foi, à quelque niveau décisionnel que ce soit, par la personne autorisée à poser tel acte, est valide à toutes fins que de droit, même s'il est subéquemment découvert que la nomination ou l'élection de telle personne était atteinte d'un vice quelconque.

## §9. Modification au règlement

**88.** Tout projet de modification au présent règlement doit être transmis au secrétaire de l'Association, au moins 30 jours avant l'assemblée du conseil d'administration au cours de laquelle il doit être discuté et un avis de motion à cet effet doit être donné au conseil d'administration, au moins 7 jours francs avant cette assemblée.

**89.** Toutes les dispositions du présent règlement ne peuvent être modifiées qu'avec l'accord d'au moins 13 membres du conseil d'administration.

**90.** Tout projet de modification agréé par le conseil d'administration conformément à l'article 89, doit être soumis, pour approbation, à une assemblée extraordinaire des membres de l'Association. Lors de cette assemblée, chaque membre ou son représentant a, à ce sujet, un droit de vote dont l'importance est relative et ce projet doit recevoir l'approbation des 2/3 du vote ainsi exprimé.

---

A.C. 145-76, (1976) 108 G.O. II, 1201

A.C. 461-79, (1979) 111 G.O. II, 1797





c. R-20, r.3

## **Règlement sur le certificat d'enregistrement délivré par l'Office de la construction du Québec**

Loi sur les relations du travail dans l'industrie de la construction

(L.R.Q., c. R-20, a. 15)

**1.** Tout salarié de la construction doit obtenir ou avoir obtenu de l'Office de la construction du Québec, la carte visée à l'article 36 de la Loi sur les relations du travail dans l'industrie de la construction (L.R.Q., c. R-20) pour pouvoir travailler dans cette industrie.

**2.** Cette carte délivrée par l'Office est intitulée « certificat d'enregistrement ».

**3.** Le salarié qui n'a pas manifesté, suivant l'article 32 de la Loi, son choix d'une association représentative reconnue, peut obtenir son certificat d'enregistrement en complétant une formule intitulée « formule d'adhésion syndicale » préparée à cette fin par l'Office.

Le salarié peut compléter cette formule à l'un ou l'autre des bureaux régionaux de l'Office ou à tout autre endroit désigné par l'Office. Si le salarié ne peut se rendre à l'un ou l'autre de ces endroits, il peut, après s'être procuré une formule suivant une procédure prévue par l'Office, faire parvenir sa formule à l'Office par la poste.

**4.** Le certificat d'enregistrement délivré au salarié doit porter mention :

- a) de son nom ;
- b) de son adresse de domicile ;
- c) de son numéro d'assurance sociale ;
- d) de sa date de naissance ;
- e) du nom de l'association représentative qu'il a choisie conformément à la Loi ;
- f) de la date de délivrance du certificat ;
- g) de tout autre élément jugé nécessaire par l'Office.

**5.** L'adresse du domicile du salarié apparaissant sur son certificat d'enregistrement est la seule utilisée pour toutes les fins de l'Office. Lorsque ce salarié change d'adresse, il doit en aviser immédiatement l'Office au moyen d'une formule prévue à cette fin.

**6.** Ce salarié doit, sur demande et pendant les heures de travail, exhiber son certificat d'enregistrement à toute personne autorisée à cette fin par l'Office.





c. R-20, r.4

## Règlement sur les conditions de travail du personnel de l'Office de la construction du Québec non régi par une convention collective

Loi sur les relations du travail dans l'industrie de la  
construction

(L.R.Q., c. R-20, a. 5 et 123)

### SECTION I PERSONNEL VISÉ PAR LE PRÉSENT RÈGLEMENT

**1.** Les employés couverts par le présent règlement se répartissent de la façon suivante :

a) personnel cadre : le personnel cadre se divise en personnel cadre conseil et personnel cadre administratif :

i. cadre conseil : employés occupant le poste d'adjoint au président-directeur général, adjoint au directeur général adjoint, secrétaire et conseiller juridique, conseiller ou tout autre poste jugé équivalent ;

ii. cadre administratif : le personnel cadre administratif se divise en cadre de direction et cadre intermédiaire :

A) cadre de direction : employé occupant le poste de directeur général adjoint ou de directeur ou tout autre poste jugé équivalent ;

B) cadre intermédiaire : employé occupant le poste de contrôleur, chef de service, chef de section, chef de sous-section ou tout autre poste jugé équivalent ;

b) personnel hors cadre : ensemble des employés professionnels, techniques ou cléricaux non régis par une convention collective et qui ne sont pas des employés cadres au sens du présent règlement.

### SECTION II STRUCTURE SALARIALE

**2.** La structure salariale comprend 11 classes de rémunération dans lesquelles sont situées les fonctions non régies par une convention collective, à l'exception des postes cléricaux.

**3.** La structure des classes de rémunération est basée sur les règles suivantes :

a) 10,5% d'écart entre les salaires « standard » de chaque classe de rémunération ;

b) la fourchette de salaire pour chaque classe est de plus ou moins 20% par rapport aux salaires « standard ».

**4.** La structure salariale applicable aux postes non conventionnés est révisée chaque année à la suite d'une analyse du marché du travail pour des postes comparables.

**5.** La structure salariale couvrant le personnel hors convention s'établit comme suit, en date du 1<sup>er</sup> juillet 1980 :

Classe	Salaire annuel		
	Minimum	Standard	Maximum
1	15 194 \$	19 006 \$	22 793 \$
2	16 792	20 988	25 186
3	18 554	23 192	27 830
4	20 503	25 628	30 753
5	22 656	28 318	33 981
6	25 034	31 292	37 551
7	27 657	34 577	41 493
8	30 567	38 209	45 850
9	33 776	42 220	50 665
10	37 323	46 654	55 985
11	41 241	51 553	61 863

**6.** Le salaire est versé à chaque semaine et correspond à 1/52 du salaire annuel de base.

### SECTION III NORMES ET BARÈMES DE RÉMUNÉRATION

#### §1. Bases de rémunération et détermination du salaire initial

**7.** Le personnel est rémunéré à l'intérieur des classes de rémunération établies pour chaque poste tel qu'indiqué à l'annexe A, en se basant sur 2 facteurs principaux :

a) l'analyse du marché pour des fonctions comparables ;

b) l'évaluation relative des tâches au sein de l'Office de la construction du Québec.

**8.** Lorsque de nouvelles fonctions non régies par la convention collective s'ouvrent au sein de l'Office, les facteurs et critères prévus à l'article 7 servent à déterminer la classe de rémunération applicable.

**9.** Le traitement initial d'un employé hors convention dépend de l'évaluation de ses antécédents académiques et professionnels, en fonction des exigences et qualifications du poste à combler. Avec l'assentiment du président-directeur général, le service des ressources humaines, conjointement avec le service ou la division impliquée, recommande le traitement initial à l'Office qui le détermine.

## §2. Période de probation

**10.** La période de probation est la période qui suit l'entrée en service d'un employé dans un poste suite à une embauche, un transfert ou une promotion ; elle sert à vérifier par la pratique si la personne rencontrera à la fin de cette période les exigences définies pour le poste.

**11.** La période de probation est de 6 mois pour les postes cadres et professionnels et de 3 mois pour les postes techniques et cléricaux.

Au terme de cette période, une évaluation est effectuée par le supérieur hiérarchique et l'employé embauché est confirmé à titre d'employé régulier ou est remercié et l'employé promu ou transféré est confirmé dans son poste ou retourné dans celui qu'il occupait précédemment.

## §3. Révision annuelle du salaire

**12.** Le salaire est révisable le 1<sup>er</sup> juillet de chaque année et rétroactivement à cette date.

Cette révision s'effectue en fonction du mérite suite à l'évaluation annuelle du rendement de chacun des employés hors convention, à l'exception des employés cléricaux.

**13.** Les pourcentages d'ajustement de salaire pouvant être accordés rétroactivement au 1<sup>er</sup> juillet 1980 varient entre 0 et 15% en annualité ou en forfaitaire ou, en annualité et en forfaitaire, avec un maximum pour l'ensemble des employés de 10% en annualité, c'est-à-dire sur échelons.

La masse globale dégagée doit être d'au plus 11% de la masse salariale des employés hors convention au 30 juin 1980 répartie comme suit :

- a) 10% pour les ajustements prévus au premier alinéa ;
- b) 1% pour des réévaluations de salaire tel que prévu par les articles 22 et 23 et pour tenir compte de la restructuration administrative.

Cette masse doit exclure le salaire des secrétaires administrative et de direction régies par le présent règlement.

Les pourcentages d'augmentation accordés en annualité s'appliquent sur le salaire annuel de base. L'ajustement de salaire s'applique aussi sur le boni de vacances.

Lors de cette révision, un employé ne peut recevoir un salaire moindre que le nouveau minimum de sa classe et le pourcentage d'augmentation ainsi accordé est compris dans l'annualité.

Les employés hors convention en poste le 30 juin 1980 et qui ont quitté après le 1<sup>er</sup> juillet 1980 peuvent avoir droit, dépendant de leur évaluation annuelle du rendement, à un montant forfaitaire variant entre 0 et 10% calculé au *pro rata* du temps travaillé entre le 1<sup>er</sup> juillet 1980 et la date du départ à condition d'en faire la demande par écrit.

**14.** Le salaire d'un employé hors convention ayant moins d'un an de service au 30 juin de chaque année peut être ajusté pour un maximum ne pouvant dépasser celui prévu pour l'ensemble des employés, tel que prévu par l'article 13 et cet ajustement doit tenir compte de la période pendant laquelle cet employé a été à l'emploi depuis son entrée en service. Cet ajustement ne peut toutefois être moindre que le nouveau minimum.

**15.** L'évaluation annuelle telle que prévue par l'article 12 ne s'applique qu'aux employés ayant complété au moins un an de service au 30 juin de chaque année.

Pour les employés ayant moins d'un an mais 6 mois ou plus de service au 30 juin de chaque année, le réajustement de salaire prévu par l'article 14 est accordé en fonction des résultats de l'évaluation faite à la fin de la période d'essai de 6 mois. Pour ceux qui ont moins de 6 mois de service au 30 juin de chaque année, ce réajustement est fait lors de l'évaluation de la période d'essai et est rétroactif au 1<sup>er</sup> juillet précédent.

**16.** Il appartient au supérieur hiérarchique de recommander les révisions ou les réajustements prévus aux articles 13 et 14, de les retarder ou de les refuser.

Le supérieur qui décide de retarder ou de refuser la révision ou le réajustement de salaire d'un employé doit l'informer de sa décision et des raisons qui motivent son geste.

## §4. Promotion

**17.** La promotion d'un employé est intimement liée à sa capacité d'assumer des responsabilités plus grandes ainsi que du degré d'autonomie et d'efficacité dont il est capable de faire preuve dans l'accomplissement de son travail.

**18.** L'augmentation salariale qui est accordée à un employé à la suite d'une promotion correspond à la plus avantageuse des 2 situations suivantes :

- a) le minimum de la nouvelle classe de rémunération ; ou
- b) une augmentation de 10% de son salaire actuel, sans excéder le maximum de la nouvelle classe de rémunération.

#### *§5. Réévaluation et reclassification d'un poste*

**19.** Tout poste peut être réévalué et, s'il y a lieu, être reclassifié :

- a) lors d'une restructuration administrative ;
- b) si des modifications importantes sont apportées au contenu de ce poste ;
- c) s'il apparaît évident que l'évaluation initiale est inadéquate.

**20.** Lorsqu'un poste est reclassifié dans une classe de rémunération supérieure, il y a révision du salaire comme dans le cas d'une promotion, sauf si cette reclassification survient suite à une restructuration administrative et que les responsabilités inhérentes au poste demeurent les mêmes ou sensiblement les mêmes. En pareil cas, le titulaire du poste conserve son salaire ou, si c'est plus avantageux, il obtient le salaire minimum de la nouvelle classe.

**21.** Lorsqu'un poste est reclassifié dans une classe de rémunération inférieure, le titulaire de ce poste ne subit aucune baisse de salaire. Cependant, si son salaire est supérieur au maximum de la nouvelle classe, il est maintenu hors barème jusqu'à ce qu'il soit rattrapé par les augmentations d'échelle de la structure salariale et les ajustements de salaire pouvant être accordés en vertu de l'article 13 ne peuvent l'être qu'en forfaitaire.

#### *§6. Réévaluation d'un salaire*

**22.** Le salaire d'un employé hors convention peut être réévalué et révisé à la hausse si ses qualifications professionnelles et son expérience pertinente ont été sous-évaluées de façon importante au moment de son embauche ou de sa promotion, relativement aux qualifications et aux exigences du poste.

De même, le salaire d'un employé hors convention peut être réévalué et révisé à la hausse, s'il est démontré que, dans des organismes comparables, pour des postes de même nature, le salaire payé est nettement supérieur, à qualification et expérience égales.

**23.** Toute réévaluation de salaire s'effectue normalement au moment de la révision annuelle des salaires.

#### *§7. Remplacement temporaire*

**24.** Un employé hors convention qui doit occuper, sauf pour cause de vacances annuelles, un poste de niveau supérieur, a droit à un supplément de salaire tel que prévu dans le cas d'une promotion et ce, en autant que la durée de cette affectation soit pour une période de plus de 2 mois consécutifs.

**25.** Un employé hors convention qui, en plus de ses responsabilités doit assumer celles d'un poste de même niveau, a droit à un supplément de salaire de 8%, en autant que la durée de ce cumul soit pour une période de plus de 4 mois consécutifs.

#### *§8. Autorisations*

**26.** Tous les ajustements de salaire effectués lors de la révision annuelle des salaires doivent être approuvés par l'Office, sur recommandation du supérieur hiérarchique conjointement avec le palier hiérarchique immédiatement supérieur, soit le directeur de service ou le directeur général adjoint de la division, et du service des ressources humaines.

#### *§9. Salaire des secrétaires administrative et de direction*

**27.** Malgré les articles 7 à 26, les secrétaires administrative et de direction régies par le présent règlement, à l'emploi de l'Office le 11 février 1981, jouissent des mêmes pourcentages d'augmentation de salaire, plus forfaitaire s'il y a lieu, que ceux prévus pour les secrétaires de direction couvertes par la convention collective conclue entre l'Office et l'union ou le syndicat.

La secrétaire de direction qui entre au service de l'Office après le 11 février 1981 reçoit un salaire égal au salaire de base d'une secrétaire de direction couverte par la convention collective conclue entre l'Office et l'union ou le syndicat.

La secrétaire administrative qui entre au service de l'Office après le 11 février 1981 reçoit un salaire égal au salaire de base d'une secrétaire de direction couverte par la convention collective conclue entre l'Office et l'union ou le syndicat, plus 4,5% intégré à l'échelle de base.

## SECTION IV SEMAINE ET HEURES DE TRAVAIL

**28.** Pour le personnel technique et clérical régi par le présent règlement, la semaine normale de travail est de 32½ heures réparties du lundi au vendredi.

**29.** La journée normale est de 6½ heures réparties normalement entre 9 h et 16 h 30, avec une période d'une heure allouée pour le repas.

## SECTION V HEURES SUPPLÉMENTAIRES DE TRAVAIL

**30.** Les heures supplémentaires de travail sont celles qu'un employé exécute à la demande expresse de son supérieur hiérarchique en dehors des heures normales de travail.

**31.** Pour le personnel technique et clérical, les heures supplémentaires sont rémunérées comme suit :

a) tout travail effectué en dehors des heures normales de travail est rémunéré à temps simple et demi ;

b) nonobstant le paragraphe a, tout travail effectué un dimanche ou entre 20 h 30 et 8 h 30 est rémunéré à taux de salaire double.

**32.** Tout travail exigeant occasionnellement, en dehors des heures normales de travail, la présence d'un employé pendant 30 minutes ou moins n'est pas rémunéré.

**33.** Sur recommandation du président-directeur général, l'Office peut accepter de verser une rémunération spéciale à des employés cadre et hors cadre, autre que technique et clérical, si, en dehors du cadre normal de leur fonction, ils doivent effectuer une somme exceptionnelle de travail.

## SECTION VI FORMATION

**34.** L'Office favorise la poursuite d'études, afin de permettre à ses employés d'acquérir une plus grande compétence professionnelle dans leur travail et défraie, en tout ou en partie, les coûts encourus selon les normes et conditions établies par l'Office.

## SECTION VII VACANCES

**35.** La période de vacances se situe du 1<sup>er</sup> mai au 30 avril de chaque année.

**36.** Les vacances se déterminent à compter du premier jour du mois de la date d'embauche d'un employé, s'il est entré en fonction le ou avant le 15 de ce mois ; s'il est entré en fonction après le 15 d'un mois donné, elles se déterminent à compter du premier jour du mois qui suit la date d'embauche.

**37.** Les vacances acquises au 30 avril de chaque année doivent être prises au cours de la période de vacances comprise entre le 1<sup>er</sup> mai et le 30 avril qui suit.

Des vacances qui, pour des raisons exceptionnelles et à la demande de l'employeur, ne peuvent être prises au cours de la période de référence, seront reportées à la période de vacances qui suit, sans pour autant excéder plus d'une période, ou pourront être rémunérées, si recommandé par le supérieur hiérarchique conjointement avec le service des ressources humaines et approuvé par le président-directeur général.

Advenant le cas où un employé ne peut profiter de ses vacances par suite de maladie ou d'accident, il pourrait reporter la totalité ou une partie de ses vacances à une date ultérieure, à condition que son invalidité soit confirmée par une déclaration médicale et qu'elle soit acceptable pour l'assurance-maladie. La partie des vacances pouvant être reportée est calculée à compter du début de l'invalidité identifiée par le médecin sur la déclaration médicale.

**38.** Les semaines de vacances et les semaines de boni acquises au 30 avril de chaque année ne sont pas substituables les unes avec les autres.

**39.** Les employés cadres et les employés hors cadres bénéficient de vacances tel qu'indiqué ci-dessous, sous réserve de l'article 40 :

1) Les employés ayant moins d'un an de service au 30 avril de chaque année, ont droit, pour la période de vacances suivante, à 1½ jour de vacances par mois de service (donnant droit à un salaire) pour un maximum de 3 semaines, à l'exception des cadres conseil (dont la classe de rémunération est égale ou supérieure à 9) et les cadres de direction qui ont droit à 2 jours de vacances par mois de service (donnant droit à un salaire) pour un maximum de 4 semaines.

2) Les employés ayant un an de service et plus au 30 avril de chaque année peuvent, pour fins de vacances, se prévaloir d'une ancienneté rétroactive au 1<sup>er</sup> mai précédant la date d'embauche, et ont droit, pour la période de vacances suivante, à des semaines de vacances tel qu'indiqué ci-dessous :

a) pour les employés ayant un an mais moins de 3 ans de service : 3 semaines de vacances, à l'exception des cadres conseil (dont la classe de rémunération est égale ou



supérieure à 9) et des cadres de direction qui ont droit à 4 semaines de vacances ;

b) pour les employés ayant 3 ans de service mais moins de 20 ans de service : 4 semaines de vacances ;

c) pour les employés ayant 20 ans de service et plus, à l'exception de ceux qui ont droit à au moins une semaine de boni au 1<sup>er</sup> mai 1979, si le choix entre des semaines de vacances et de boni porte sur le nombre maximum possible de semaines de vacances : 5 semaines de vacances. Le même principe s'applique à tout employé conventionné ayant acquis une ou des semaines de boni en vertu de la convention collective qui, suite à une affectation ou une modification de son statut, deviendrait régi par le présent règlement ;

d) nonobstant ce qui précède, tous les employés qui, au 1<sup>er</sup> mai 1979, ont acquis des semaines de boni en vertu des conditions de travail établies par l'arrêté en conseil 2275-76 du 30 juin 1976 ou ceux qui, en vertu des mêmes conditions, un tel droit aurait clairement été spécifié par lettre d'embauche, conservent ce bénéfice avec possibilité, après 20 ans de service, de substituer une semaine de boni pour une cinquième semaine de vacances. Le même principe s'applique à tout employé conventionné ayant acquis une ou des semaines de boni en vertu de la convention collective qui, suite à une affectation ou une modification de son statut, deviendrait régi par le présent règlement.

Aux fins de ce qui précède, les semaines de boni considérées comme acquises sont celles auxquelles a droit un employé lorsque, advenant une possibilité de choisir entre une semaine de vacances et une semaine de boni, on considère le nombre maximum de semaines de vacances auxquelles il a droit.

La (les) semaine(s) de boni à laquelle (auxquelles) a droit un employé est (sont) payée(s) lors de la prise de la première semaine de vacances.

**40.** Pour un employé qui n'a pas eu droit à son salaire pendant une partie ou la totalité des 12 mois précédant le 1<sup>er</sup> mai de chaque année, la durée de ses vacances est diminuée conformément à la table apparaissant à l'annexe B, sauf dans les cas d'absences pour cause de maladie ou d'accident, ou de congé de maternité.

**41.** En cas de cessation définitive d'emploi, l'employé qui n'a pas pris la totalité des vacances acquises au 1<sup>er</sup> mai précédant son départ reçoit une indemnité proportionnelle à la durée des vacances non prises plus une indemnité proportionnelle à la durée des vacances acquises depuis le 1<sup>er</sup> mai précédant son départ calculé sur le salaire brut gagné depuis le 1<sup>er</sup> mai à raison de 2% pour chacune des semaines de vacances et de boni acquises.

## SECTION VIII CONGÉS

### §1. Congés statutaires

**42.** Les jours suivants sont des congés payés à titre de congé statuaire :

- a) le Vendredi saint ;
- b) le lundi de Pâques ;
- c) la Saint-Jean-Baptiste ;
- d) la fête du Canada ;
- e) la fête du Travail ;
- f) le jour de l'Action de Grâce.

De plus, tous les employés sont en congé payé pour la période du 24 décembre au 2 janvier.

**43.** Tout employé qui est requis de travailler un jour de congé statuaire, a droit à un congé payé d'une journée, devant être prise dans les 6 mois suivant ce congé, à l'exception des employés cléricaux et techniques qui sont rémunérés à taux de salaire double et demi en plus du congé payé.

**44.** Advenant le cas où la fête du Canada coïncide avec un samedi ou un dimanche, cette fête est chômée et payée le lundi suivant.

**45.** Lorsqu'un jour de congé statuaire coïncide avec la période de vacances d'un employé, il n'est pas déduit de ses crédits de vacances.

### §2. Congés sociaux

**46.** L'employé peut être autorisé à prendre une période de congé sans perte de salaire dans les circonstances suivantes :

- a) son mariage ;
- b) le mariage de ses père, mère, frère ou soeur ;
- c) le mariage d'un enfant ;
- d) la naissance ou l'adoption d'un enfant ;
- e) le décès de son conjoint, de son père, de sa mère ou d'un enfant ;
- f) le décès de ses frère, soeur, beau-père, belle-mère, beau-frère, belle-soeur, gendre, bru, grand-père, grand-mère.

**47.** Tout congé pour une des circonstances mentionnées à l'article 46 doit être autorisé par le supérieur hiérarchi-

que en accord avec le service des ressources humaines et la durée d'un tel congé est discutable selon le cas.

### §3. Congé de maternité

**48.** Une employée a droit à un congé de maternité sans solde pour une période n'excédant pas 6 mois.

**49.** Ce congé de maternité doit normalement être réparti durant la période s'étendant entre le début de la dixième semaine avant la semaine prévue pour l'accouchement et la fin de la dix-septième semaine après la semaine de la naissance de l'enfant.

**50.** A la fin d'un congé de maternité, l'employée reprend le poste qu'elle occupait avant son départ à moins que celui-ci ait été aboli. Si l'employée ne revient pas au travail à l'expiration de ce congé, elle est considérée comme ayant remis sa démission à compter du jour où elle devait se présenter au travail.

### §4. Congés pour affaires judiciaires

**51.** L'employé convoqué sous l'autorité d'un tribunal pour agir comme juré ou à comparaître comme témoin devant un tribunal ou organisme quasi-judiciaire, dans une cause où il n'est pas partie, ne subit aucune diminution de salaire régulier pour la période pendant laquelle sa présence est requise.

**52.** Nonobstant l'article 51, un employé qui, à la suite d'une sommation, agit comme juré ou témoin expert dans un procès, ne reçoit que la différence entre son salaire régulier et l'indemnité à laquelle il a droit pour le temps qu'il agit comme tel, si telle indemnité est inférieure à son salaire.

### §5. Congés sans solde

**53.** Pour des raisons très spéciales, un congé sans solde peut être accordé à un employé sur recommandation de son supérieur hiérarchique en accord avec le service des ressources humaines. Une telle absence ne doit normalement pas excéder un mois.

**54.** La limite de temps prévue dans l'article 53 peut être modifiée si, pour des raisons exceptionnelles, un supérieur hiérarchique, en accord avec le service des ressources humaines, le croit requis.

## SECTION IX RÉGIMES D'ASSURANCE-VIE, MALADIE ET SALAIRE

**55.** Les employés bénéficient d'une assurance-vie égale au double de leur salaire annuel de base plus boni de vacances incluant une clause de double indemnité en cas de mort accidentelle.

**56.** Les employés ont droit aux bénéfices d'assurance-maladie et d'assurance-hospitalisation prévus au contrat collectif d'assurance couvrant le personnel conventionné.

**57.** Les employés ont droit à une assurance-salaire tel qu'indiqué ci-dessous :

1) Le personnel technique et cléricale bénéficie des conditions d'assurance-salaire prévues au contrat collectif d'assurance couvrant le personnel conventionné.

Pendant le délai de carence prévu au contrat collectif de même que pour toute absence pour cause de maladie d'une durée plus courte que ce délai de carence, ils reçoivent leur salaire en entier. Cette disposition s'applique rétroactivement au 1<sup>er</sup> janvier 1979.

2) Les employés cadres et les employés hors cadres, autres que techniques et cléricaux, reçoivent leur salaire en entier pendant les 6 premiers mois de congé de maladie et par la suite, ils reçoivent 70% de ce salaire jusqu'à l'âge de la retraite.

Si une employée cadre ou hors cadre, autre que technique ou cléricale doit s'absenter de son travail pour cause de maternité, elle reçoit son salaire en entier pour une durée de 6 semaines, après un délai de carence d'une semaine.

3) Toute absence de plus de 5 jours doit être justifiée par une déclaration médicale.

**58.** Les conditions prévues en matière de régime d'assurance collective sont entièrement aux frais de l'employeur et entrent en vigueur dès qu'un employé a complété 3 mois de service.

## SECTION X INDEMNITÉ EN CAS D'ACCIDENT DE TRAVAIL

**59.** Un employé qui doit s'absenter de son travail suite à un accident survenu dans l'exercice de ses fonctions pour le compte de l'employeur, reçoit la totalité de son salaire jusqu'à la fin de cette incapacité ou, si elle est permanente, jusqu'à l'âge prévu pour la retraite.

L'employeur s'engage à payer la totalité du salaire à la condition que l'employé signe une formule de subrogation cédant ses droits à l'employeur de réclamer toute compensation de salaire.

Toute période considérée comme accident de travail est celle reconnue comme telle par la Commission de la santé et de la sécurité du travail.

f) remboursement des dépenses reliées à l'usage d'un véhicule automobile.

Les frais d'association ne sont payables ou remboursables qu'aux employés qui étaient à l'emploi de l'Office le 23 avril 1980.

## SECTION XI RÉGIME SUPPLÉMENTAIRE DE RENTES DE RETRAITE

**60.** Tous les employés participent au régime supplémentaire de rentes de retraite des employés de l'Office de la construction du Québec, et ce, dès leur entrée en fonction.

## SECTION XII BONI DE DÉPART

**61.** En guise d'appréciation pour un employé qui a complété un grand nombre d'années de service, un boni de départ peut être accordé comme suit, s'il est licencié de façon permanente, s'il prend ou s'il est mis à sa retraite :

- a) tout employé ayant 15 ans mais moins de 20 ans de service : 9 semaines ;
- b) tout employé ayant 20 ans de service et plus : 16 semaines.

**62.** Aucun boni de départ ne peut être accordé à un employé à qui il serait accordé une indemnité de départ.

**63.** Toute boni de départ doit être recommandé par le supérieur hiérarchique immédiat conjointement avec le directeur du service ou le directeur général adjoint de la division et être autorisé par le service des ressources humaines.

## SECTION XIII CATÉGORIES DE DÉPENSES PAYABLES OU REMBOURSABLES

**64.** Comme autres conditions de travail, les frais suivants sont payables ou remboursables, selon le cas et selon la politique en vigueur tel qu'approuvé par l'Office :

- a) frais de séjour ;
- b) frais de représentation ;
- c) frais d'association incluant cotisation de corporation professionnelle ou tout frais de même nature ;
- d) frais de déménagement ;
- e) frais de déplacement ;

## ANNEXE A

(a. 7)

## CLASSIFICATION

## PERSONNEL HORS CONVENTION

Classes	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
Directeur général adjoint .....											x
Adjoint au président-directeur général, adjoint au directeur général adjoint, se- crétaire et conseiller juridique .....									x	x	
Directeurs .....							x	x	x	x	
Chef de service, contrôleur.....						x	x	x			
Chefs de section, conseillers administra- tifs, professionnels.....				x	x	x	x				
Chefs de sous-section, agent de person- nel, de formation, de bureau ou un poste équivalent .....	x	x	x	x	x						
Technicien en administration, en per- sonnel ou un poste équivalent.....	x	x									

Les postes comportant plus d'une classification seront évalués selon les critères suivants :

- Niveau de responsabilité
- Importance de la fonction
- Importance des effectifs
- Selon comparaison aux autres postes

## ANNEXE B

(a. 40)

TABLE DES DÉDUCTIONS DE JOURS DE  
VACANCES

*Nombre de jours déduits des crédits annuels de vacances si  
l'employé a droit au nombre de jours de vacances suivants :*

<i>Nombre de jours ouvrables sans salaire</i>	<i>10 jours</i>	<i>15 jours</i>	<i>20 jours</i>	<i>25 jours</i>
½ à 10	0	0	0	0
10½ à 22	½	1	1½	1½
22½ à 32	1	2	2½	3
32½ à 44	1½	2½	3	3½
44½ à 54	2	3	4	5
54½ à 66	2½	4	5	6
66½ à 76	3	4½	6	7½
76½ à 88	3½	5	6½	8
88½ à 98	4	5½	7	9
98½ à 110	4½	6	8	10
110½ à 120	5	6½	9	11½
120½ à 132	5½	7	10	12½
132½ à 142	6	8	11	14
142½ à 154	6½	8½	11½	14½
154½ à 164	7	9	12	15½
164½ à 176	7½	10	13	16½
176½ à 186	8	11	14	18
186½ à 198	8½	11	15	19
198½ à 208	9	12	16	20½
208½ à 220	9½	12½	16½	21
220½ à 230	10	13	17	22
230½ à 242	10	14	18	23
242½ à 252	10	14½	19	24
252½ à 260	10	15	20	25

D. 1037-80, (1980) 112 G.O.II, 2031

D. 208-81, (1981) 113 G.O.II, 525 et 2089





c. R-20, r.5

## Décret de la construction

Loi sur les relations du travail dans l'industrie de la construction

(L.R.Q., c. R-20, a. 49)

### SECTION I

#### DÉFINITIONS

**1.01. Définitions :** Dans le présent décret, à moins que le contexte ne s'y oppose, les expressions ou termes suivants signifient :

a) « Association d'employeurs » : l'Association des entrepreneurs en construction du Québec, telle que constituée par la Loi ;

b) « association représentative » : une association à qui l'Office a délivré le certificat prévu dans l'article 34 de la Loi ;

c) « chantier éloigné » : tout chantier inaccessible par route carrossable reliée au réseau routier à la charge du Québec ;

d) « chef d'équipe » : tout salarié qui, à la demande expresse de l'employeur, exerce en plus de son métier, de son occupation ou de son emploi, des fonctions de surveillance, de coordination ou de direction non prévues aux définitions de métiers, d'occupations ou d'emplois.

Le chef d'équipe doit exercer le métier, l'occupation ou l'emploi des salariés qui sont sous son autorité. Lorsque le chef d'équipe a sous sa responsabilité des salariés de plusieurs métiers différents, il doit détenir le certificat de qualification du métier qu'il exerce.

Lorsque le chef d'équipe a sous sa responsabilité des salariés de plusieurs occupations ou emplois différents, il doit détenir l'attestation de l'occupation ou l'emploi qu'il exerce si une telle attestation est obligatoire en vertu d'une loi ou d'un règlement ;

e) « chef de groupe (contremaître salarié) » : le salarié, désigné expressément par l'employeur, qui a habituellement sous ses ordres des chefs d'équipe ou des salariés, mais qui n'a pas le pouvoir d'embaucher ni de congédier. De plus, il doit détenir le certificat de qualification de son métier.

Lorsque le chef de groupe a sous sa responsabilité des salariés de plusieurs métiers différents, il doit détenir le certificat de qualification pour lui permettre d'exercer son

métier tout en assumant ses responsabilités de chef de groupe ;

f) « Conseil » : le Conseil provincial du Québec des métiers de la construction ;

g) « convention » : l'entente écrite relative aux conditions de travail conclue entre l'Association d'employeurs et le Conseil le 27 mai 1980 ;

h) « décret » : le présent décret ;

i) « employeur » : quiconque, y compris le Gouvernement du Québec, fait exécuter un travail par un salarié moyennant une rémunération horaire ou hebdomadaire prévue dans le décret ;

j) « grief » : toute mécontente portant sur l'un des sujets mentionnés à l'article 62 de la Loi ou, à défaut de décret, toute mécontente relative à l'interprétation ou à l'application du décret ;

k) « groupe syndical majoritaire » : une union, un syndicat, un groupe d'unions ou de syndicats représentant la majorité des salariés d'un groupe spécifique visé par certaines dispositions du décret ;

l) « heures de travail » : toutes heures ou les fractions d'heure où un salarié travaille en fait et également celle où il est à la disposition de son employeur et obligé d'être présent sur les lieux de travail ainsi que les heures ou fractions d'heure qui s'écoulent entre le moment pour lequel il a été appelé au travail et celui où on lui donne du travail ;

m) « Loi » : la Loi sur les relations du travail dans l'industrie de la construction (L.R.Q., c. R-20) ;

n) « ministère » : le ministère du Travail, de la Main-d'œuvre et de la Sécurité du revenu ;

o) « ministre » : le ministre du Travail, de la Main-d'œuvre et de la Sécurité du revenu ;

p) « mesure disciplinaire » : une réprimande, une suspension ou un congédiement, imposé par l'employeur à un salarié ;

q) « mise à pied » : cessation de l'emploi d'un salarié chez un employeur, provoquée par une réduction des effectifs, suite à un manque temporaire ou permanent de travail, au niveau d'un chantier ou de l'entreprise ;

r) « Office » : l'Office de la construction du Québec ;

s) « représentant syndical » : toute personne mandatée par une association représentative, un syndicat ou une union pour la représenter ;

t) « salarié » : tout apprenti, manoeuvre, ouvrier non spécialisé, ouvrier qualifié, compagnon ou commis, qui travaille pour un employeur et qui a droit à un salaire ;

u) « travaux d'urgence » : travaux exécutés lorsqu'il peut y avoir des dommages matériels pour l'employeur ou le donneur d'ouvrage ou lorsque la santé ou la sécurité du public est en danger. Une clause pénale contractuelle ou toute autre clause similaire ne doit pas être considérée comme des dommages matériels ;

v) « union ou syndicat » : tout syndicat, union ou association de salariés affilié à une association représentative conformément à la Loi.

## SECTION II RECONNAISSANCE

**2.01. Droit à la négociation :** Pour être considérée comme une convention, une entente doit être conclue entre une ou plusieurs associations représentatives à un degré de plus de 50% et par l'Association d'employeurs.

## SECTION III CHAMP D'APPLICATION PROFESSIONNEL ET INDUSTRIEL

**3.01. Champ d'application professionnel :** Le champ d'application professionnel comprend les employeurs et les salariés de l'industrie de la construction tels que définis dans la Loi et dans les règlements.

**3.02. Champ d'application industriel :** Le champ d'application industriel du décret comprend tous les travaux de construction tels que définis dans la Loi et dans les règlements.

### 3.03. Comité de révision :

1) **Constitution :** Les parties conviennent de former un comité paritaire et conjoint ayant pour mandat d'étudier les problèmes relatifs au champ d'application professionnel et industriel de la Loi.

2) **Composition :** Ce comité de révision est composé de 12 membres désignés de la même façon que les membres du Comité mixte de la construction.

3) **Mandat et priorités :** Le comité est chargé d'étudier :

a) la définition du mot construction contenue dans la Loi ;

b) le chapitre III de la Loi, incluant les exceptions au champ d'application et la procédure de décision en cas de litige ;

c) le Règlement d'application de la Loi sur les relations du travail dans l'industrie de la construction (c. R-20, r.1) ;

d) les modifications au champ d'application prévues dans le chapitre 2 des lois de 1979 et la question de l'artisan ;

e) tout item ou document jugé pertinent à la question du champ d'application de la Loi par le comité.

**Priorités :** Le comité doit, en priorité, se pencher sur les problèmes relatifs à l'installation, la réparation et l'entretien de machinerie de production et de bâtiment, de même que sur la question de l'artisan. Des recommandations doivent être faites à ce sujet sans délai.

4) **Procédure :** Dans les 15 jours de la formation du comité, ce comité rencontre et établit ses règles générales de procédure.

5) **Personnel ressource :** Chaque partie au comité peut s'adjoindre les services d'experts, techniciens ou autres personnes ressources et le comité peut demander l'assistance de représentants gouvernementaux ou d'agences gouvernementales, au besoin.

6) **Juridiction du comité de révision :** Le comité peut :

a) entendre les représentations de toute personne désireuse de s'exprimer sur toute question pertinente au mandat du comité ;

b) recevoir et prendre connaissance de toute étude ou mémoire qui pourra être soumis à son attention.

7) **Échéancier et rapport du comité :**

a) Le comité fait d'abord rapport aux parties qui le constituent et subséquemment au ministre.

b) Sujet à extension, si nécessaire, le comité doit déposer son rapport aux parties qui le constituent dans les 6 mois de sa formation. Toutefois, des rapports partiels ou intermédiaires peuvent être faits au besoin.

c) **Rapport du comité :** Le comité doit tendre à des recommandations unanimes. L'assentiment des parties se fait sur les sujets considérés au comité de révision.

D'autre part, si l'assentiment unanime ne peut se faire, les parties peuvent soumettre au ministre un rapport respectif sur leurs prétentions.

## SECTION IV CHAMP D'APPLICATION TERRITORIAL

**4.01. Étendue :** Le champ d'application territorial du décret s'étend à tout le Québec sans exception.



## SECTION V MÉTIERS, OCCUPATIONS ET EMPLOIS

### 5.01. Portée des définitions :

1) La description des fonctions des salariés qui exécutent des travaux de construction est définie, à l'égard des métiers, à l'annexe A du Règlement sur la formation et la qualification professionnelles de la main-d'oeuvre de l'industrie de la construction (c. F-5, r.3).

2) La description des fonctions des salariés qui exécutent des travaux de construction est définie, à l'égard des occupations à la sous-annexe A de l'annexe B et à l'égard des emplois à la sous-annexe B de l'annexe B.

**5.02. Subdivisions :** En ce qui concerne les taux de salaires, certains métiers ou emplois sont subdivisés de la façon prévue dans l'annexe C.

**5.03. Matériau nouveau :** Dans tous les métiers, occupations ou emplois où un matériau est substitué au matériau courant et reconnu, le taux de salaire du métier, de l'occupation ou de l'emploi approprié doit s'appliquer et le travail doit être exécuté par un salarié habilité en vertu de l'article 5.01 à effectuer cette opération.

Dans les cas de changements technologiques, s'il y a conflit de compétence, la section VI s'applique.

**5.04. 1) a) Exécution du travail par le compagnon ou l'apprenti :** Le découpage, l'affûtage, l'équipement (gréage) et le forgeage sont exécutés par les compagnons ou apprentis du métier visé. Toutefois, la soudure et le découpage peuvent aussi être exécutés par des soudeurs.

Cependant, lorsque la soudure est exécutée par l'apprenti, ce dernier doit le faire sous la surveillance immédiate du compagnon.

**b) Exception : électricien – certains travaux :** Lorsque des travaux de soudure sont requis pour l'exécution d'installations électriques dans des raffineries de pétrole, des usines de produits chimiques, métallurgiques, sidérurgiques, des papeteries, des cimenteries, des usines d'eau lourde, des centrales électriques thermiques ou nucléaires, des usines de pâte et papier, des usines de production et de transformation de gaz, de dépôts de réservoirs (*tank farm*) de pétrole et des usines de montage d'automobiles, l'employeur doit les confier à un de ses électriciens apte à exécuter le travail. L'employeur embauchera de préférence un électricien compétent en travaux de soudure s'il y en a un disponible qui répond aux critères d'embauche édictés par le Règlement sur le placement des salariés dans l'industrie de la construction (c. R-20, r.10). L'application du présent sous-paragraphe ne doit en aucun cas empêcher l'avancement des travaux de l'employeur sur le chantier.

**2) Équipement lourd :** Toute pose d'attachement à un équipement lourd, incluant une grue ou une pelle mécanique, doit être exécutée par le compagnon opérateur ou l'apprenti-opérateur assisté au besoin d'autres salariés.

**3) Manutention :**

**a) Règle générale :** La manutention des matériaux et des échafaudages de métiers peut être exécutée par des compagnons ou apprentis de ce métier ou selon les coutumes du métier.

Sauf dans les cas et limites prévus à la règle générale et aux exceptions ci-après énoncées, l'employeur peut faire exécuter la manutention des matériaux et des échafaudages par n'importe quel salarié de son choix.

Aux fins du paragraphe 3, le mot manutention n'inclut pas le gréage mécanisé.

**b) Exception : chaudronnier, calorifugeur, électricien, ferblantier, mécanicien de chantier, le poseur de systèmes intérieurs, le poseur de revêtements souples et le salarié affecté à des travaux de parquetage :** Pour le chaudronnier, le calorifugeur, l'électricien, le ferblantier, le mécanicien de chantier, le poseur de systèmes intérieurs, le poseur de revêtements souples et le salarié affecté à des travaux de parquetage, la manutention des matériaux reliés au métier est exécutée par le salarié de ce métier. Toutefois, la manutention des échafaudages et le déchargement sont exécutés par le salarié de ce métier ou selon les coutumes du métier.

**c) Exception : mécanicien d'ascenseurs et tuyau-teur :** La manutention des matériaux et des échafaudages de métiers est exécutée par des compagnons ou apprentis de ce métier ou selon les coutumes du métier.

**d) Exception : charpentier-menuisier :** Pour le charpentier-menuisier, la manutention des échafaudages de soutènement et la manutention des matériaux et équipements reliés au métier sont exécutées par le salarié de ce métier, lorsqu'exécutées au moment et à l'endroit immédiat de leur mise en place.

Toutefois, la manutention des échafaudages dans les cas autres que ceux prévus à l'alinéa précédent et la manutention des matériaux et équipements relatifs aux travaux de coffrages sont exécutés par le charpentier-menuisier ou selon les coutumes du métier.

Toutefois, la pose ou la mise en place des matériaux propres au métier de charpentier-menuisier, doit en tout temps être exécutée en conformité avec la définition du charpentier-menuisier, contenue dans le Règlement sur la formation et la qualification professionnelles de la main-d'oeuvre de l'industrie de la construction (c. F-5, r.3).

**5.05. Opération effectuée par le salarié autorisé :** Dans le cas où il est fait mention d'une opération dans une ou plusieurs définitions de métiers, d'occupations ou d'emplois, une telle opération ne peut être effectuée que par le ou les salariés autorisés à effectuer cette opération.

**5.06. Équipement nouveau :** Le salarié affecté à l'opération d'une pièce d'équipement lourd d'un type nouveau, ou comportant un attachement de type nouveau, reçoit le salaire de son métier pendant la période de temps requise par son employeur pour son entraînement ou son recyclage.

## SECTION VI CONFLITS DE COMPÉTENCE

**6.01. 1) Soumission d'un conflit :** Suite à l'assignation d'un salarié à des travaux de construction par son employeur, tout conflit de compétence relatif à l'exercice d'un métier, d'une occupation ou d'un emploi commun doit être soumis au conseil d'arbitrage formé en vertu de la Loi sur la formation et la qualification professionnelles de la main-d'œuvre (L.R.Q., c. F-5) et spécialement identifié à la Loi, au paragraphe 3 de l'article 80.

Préalablement à la soumission d'un conflit au conseil d'arbitrage, les parties intéressées peuvent, afin d'accélérer le règlement de tel conflit et le régler, appliquer le processus de solution ci-après prévu.

**2) Processus de solution :** Si un conflit de compétence survient, l'opportunité est d'abord donnée aux représentants syndicaux impliqués dans le conflit, de le régler dans les 2 jours.

Si ces représentants syndicaux ne peuvent, dans ces 2 jours, en arriver à une entente, les parties intéressées s'adressent alors au conseil d'arbitrage.

Toute entente peut être contestée devant le conseil d'arbitrage par les parties intéressées.

L'employeur concerné et son représentant ont droit de participer aux discussions relatives à la recherche de la solution du conflit.

**6.02. Continuité des travaux :** Tant qu'une entente n'est pas acceptée par les parties intéressées ou tant que le conseil d'arbitrage n'a pas statué, tout salarié qui exécute les travaux faisant l'objet du conflit continue d'exécuter ces travaux.

## SECTION VII SÉCURITÉ SYNDICALE

**7.01. Appartenance obligatoire à une association représentative :** Tout salarié doit, conformément à la Loi et

au décret, manifester son choix en faveur de l'une ou l'autre des associations représentatives et à cette fin, il doit obtenir de l'Office, et ce dernier doit lui délivrer une carte indiquant : son nom, son numéro d'assurance sociale, l'adresse de son domicile et le nom de l'association représentative qu'il a choisie.

Cette carte doit également indiquer le ou les métiers du salarié, ou dans le cas d'une occupation ou emploi, indiquer uniquement qu'il s'agit d'une occupation ou emploi sans autre précision.

**7.02. Adhésion à un syndicat ou une union :** Tout salarié doit adhérer à un syndicat ou une union affilié à l'association représentative qu'il a choisie. Tout syndicat ou union auquel un salarié a ainsi adhéré doit lui délivrer une carte d'adhésion, laquelle fait preuve à sa face même de l'adhésion syndicale du salarié.

Toute période de validité figurant sur telle carte ne peut être opposée à l'employeur.

### 7.03. Maintien d'adhésion :

**1) Condition du maintien de l'emploi :** Tout salarié doit, comme condition du maintien de son emploi, mais sujet aux restrictions prévues dans la présente section, être et demeurer membre en règle du syndicat ou de l'union auquel il a adhéré.

Aux fins de la présente section, « être membre en règle » signifie détenir une carte d'adhésion syndicale d'un syndicat ou d'une union et payer les cotisations syndicales tel que prévu dans la section VIII.

Dès qu'il en est avisé par le syndicat ou l'union, l'employeur doit congédier ou refuser d'embaucher le salarié qui ne remplit pas les conditions prévues dans la présente section.

**2) Déclaration du salarié :** Dans un délai maximal de 5 jours ouvrables du début de l'emploi d'un salarié, l'employeur doit remplir à l'égard du salarié, une formule dans laquelle doivent être indiqués le nom de l'entreprise, le nom du salarié, le nom de l'association représentative, le numéro d'assurance sociale et le nom du syndicat ou de l'union dont le salarié est membre, tel qu'il appert sur sa carte d'adhésion syndicale ou dans les limites des paragraphes 3 et 4, le nom du syndicat ou de l'union qui refuse de l'admettre comme membre ou encore le nom du syndicat ou de l'union dont il est suspendu ou expulsé.

Cette formule fournie par l'employeur doit être dans la forme prescrite à l'annexe F et elle doit être signée par le salarié pour attester la véracité des renseignements qui y sont inclus. Le refus du salarié de signer cette formule est une cause juste et suffisante de congédiement ou de refus d'embauche sans autre avis.

La formule doit également faire état de la présentation de la carte d'adhésion syndicale ou de l'incapacité du salarié à présenter telle carte. Dans ce dernier cas, le motif de telle incapacité doit être mentionné.

**3) Droit à l'admission dans un syndicat ou une union :** L'union ou le syndicat ne peut refuser comme membre :

a) un salarié qui a obtenu un certificat de qualification professionnelle (délivré en vertu de la Loi sur la formation et la qualification professionnelles de la main-d'oeuvre (L.R.Q., c. F-5) ou en vertu d'un plan de formation privé établi conformément à cette Loi) et tout apprenti reconnu comme tel ;

b) un salarié qui n'est pas tenu de détenir un certificat de qualification professionnelle pour l'exercice de son métier, de son occupation ou de son emploi dans l'industrie de la construction.

**4) Suspension, expulsion ou refus d'admission :** Aucun salarié ne peut être suspendu ni expulsé de l'union ou du syndicat dont il est membre, sauf s'il en viole les statuts et règlements.

Si un salarié est suspendu ou expulsé de son union ou de son syndicat, ou si un salarié, contrairement au paragraphe 3, subit un refus d'admission de la part d'une union ou d'un syndicat, l'employeur n'est pas tenu de le congédier ; le salarié n'a pas l'obligation d'être ni de devenir membre du syndicat ou de l'union, mais il doit respecter les dispositions de la section VIII.

Cependant, sur avis de l'union ou du syndicat, si un salarié est suspendu ou expulsé dû au refus du salarié de verser à telle union ou tel syndicat des cotisations syndicales dues au cours du décret conformément aux statuts et règlements de telle union ou tel syndicat, l'employeur doit le congédier.

**5) Transmission de la déclaration du salarié :** Chaque mois, l'employeur transmet à l'association représentative concernée et à l'Office copie de chacune des formules complétées selon le paragraphe 2.

**6) Refus de présenter une carte d'adhésion :** Le refus du salarié d'exhiber sa carte d'adhésion doit être indiqué sur la formule. Le syndicat ou l'union, selon le cas, peut en tout temps exiger le congédiement de tout salarié qui a ainsi refusé de présenter sa carte d'adhésion lors de son embauche.

**7) Restriction :** Rien dans le décret ne doit être interprété comme obligeant un employeur à employer une certaine proportion de membres de l'une ou l'autre des associations représentatives.

De plus, l'appartenance d'un salarié à tel syndicat ou telle union démontrée par sa carte d'adhésion syndicale ou

sa déclaration ne peut, aux fins de la présente section, être opposée à un employeur pour servir de critère d'embauche ou de maintien d'emploi de tel salarié quant à sa compétence à exécuter un travail couvert par le champ d'application industriel du décret.

**7.04. Embauche :** L'employeur peut se procurer de la main-d'oeuvre de toutes les sources présentement disponibles conformément aux lois et règlements en vigueur.

**7.05. Dispositions transitoires :** L'employeur doit se conformer aux prescriptions de la présente section à compter du 27 août 1980.

## SECTION VIII PRÉCOMPTE DES COTISATIONS SYNDICALES

**8.01. Obligation :** L'employeur doit précompter sur la paie du salarié la cotisation syndicale et il doit remettre cette cotisation à l'Office en même temps que son rapport mensuel.

**8.02. Indication de précompte :** Conformément à l'obligation prévue dans l'article 8.01, l'employeur doit percevoir le montant de la cotisation syndicale de l'union ou du syndicat conformément à l'article 8.06 en tenant compte de l'indication donnée par le salarié suivant l'article 7.03.

**8.03. Remise des cotisations syndicales précomptées :** L'Office remet les cotisations ainsi reçues aux associations représentatives, avec un bordereau nominatif, dans les 15 jours suivant la réception. Cependant, une association représentative peut conclure avec l'Office une entente par laquelle elle autorise l'Office à transmettre à l'union ou syndicat les cotisations auxquelles il a droit.

**8.04. Obligation de l'employeur :** Tout employeur qui refuse ou néglige de se conformer à l'article 7.03 ou qui omet de remettre les montants ainsi perçus, est comptable envers l'Office des montants non déduits et non remis et il contracte de ce fait envers l'Office une dette équivalente.

**8.05. Avis à l'Office :** Dans les 15 jours de la mise en vigueur du décret, une association représentative doit indiquer par écrit à l'Office le montant de la cotisation syndicale. Elle doit également indiquer par écrit à l'Office tout changement dans le montant des cotisations syndicales, ainsi que la date d'entrée en vigueur.

**8.06. Avis de l'Office à tous les employeurs :** L'Office avise alors chaque employeur du montant des cotisations syndicales de toutes les unions et de tous les syndicats et de tout changement dans les montants.

**8.07. Entrée en vigueur du changement :** Le changement prend effet à l'égard de l'employeur à compter de la prochaine période de rapport mensuel suivant immédiatement l'avis écrit de l'Office aux employeurs.

**8.08. Entente illégale :** Aucune entente écrite ou verbale ne peut être conclue concernant la perception ou le précompte de cotisations syndicales par une association représentative, une union ou un syndicat ni l'Association d'employeurs ou un employeur.

## SECTION IX REPRÉSENTANT SYNDICAL

### 9.01. Reconnaissance :

1) L'employeur et l'Association d'employeurs doivent reconnaître le représentant syndical, pourvu qu'il détienne une carte émise par une union, un syndicat, ou une association représentative, sur laquelle apparaît une photo de ce représentant et sa signature.

2) **Pouvoirs :** Un représentant peut discuter et régler toute question d'intérêt pour les membres de son union, de son syndicat ou de son association représentative à l'emploi de cet employeur et vérifier les documents relatifs à cette question que l'employeur a en sa possession et ce, sur rendez-vous pris au moins 2 heures au préalable avec l'employeur, son représentant ou son mandataire, à la place d'affaires au Québec de cet employeur, au chantier ou à tout autre endroit déterminé entre eux.

### 9.02. Visite de chantier :

1) Le représentant syndical a libre accès à tous les chantiers, ou à tout endroit où sont exécutés des travaux durant les heures de travail mais en aucun cas ses visites ne doivent compromettre l'avancement des travaux.

2) Lorsqu'il visite un chantier ou tout autre endroit où sont exécutés des travaux, il doit d'abord en aviser l'employeur des salariés intéressés, ou, en son absence, son chef de chantier (surintendant), son contremaître ou tout autre représentant officiel sur le chantier de l'employeur intéressé. Dans tous les cas où les règlements de sécurité empêchent le libre accès à un chantier ou au lieu de travail, l'employeur doit aider le représentant syndical à obtenir le laissez-passer ou la permission requis pour entrer sur ce chantier ou sur ce lieu de travail et ce, dans un délai de 2 heures de telle demande.

3) La visite d'un chantier en dehors des heures de travail doit être autorisée par l'employeur ou son représentant. Toute demande à cet effet doit être présentée à l'employeur ou son représentant durant les heures normales de travail.

**9.03. Affichage :** À la demande du représentant syndical, l'employeur doit installer à sa place d'affaires et au chantier, à un endroit visible, un tableau où l'union, le syndicat ou l'association représentative peuvent afficher des communiqués ou documents ; cependant, sur le chantier, si jugé utile, l'employeur installera tout autre tableau pour les mêmes fins.

**9.04. Chantier à baraquement :** Dans les cas de chantier à baraquement, l'employeur doit permettre et faciliter l'accès au chantier et aux baraquements du représentant syndical afin qu'il puisse accomplir les tâches rattachées à ses fonctions, mais en aucun cas ce dernier ne doit compromettre l'avancement des travaux. Lorsque des règlements du donneur d'ouvrage ou du propriétaire limitent le libre accès au chantier ou aux baraquements, l'employeur doit coopérer avec le représentant syndical en vue qu'il obtienne le laissez-passer ou la permission requis pour accéder sur les lieux. De plus, l'employeur doit, dans tous les cas, aider le représentant syndical à obtenir le gîte et le couvert pendant son séjour au chantier, de même qu'un endroit convenable pour tenir des réunions syndicales en dehors des heures de travail. Le gîte, le couvert et, s'il y a lieu, la salle de réunion sont aux frais du syndicat ou de l'union concerné.

## SECTION X ABSENCES

**10.01. Droit :** À la demande de l'union ou du syndicat, l'employeur doit accorder un congé sans paye au salarié désigné par l'union ou le syndicat pour assister à un congrès, à une session d'étude ou autre activité syndicale, le tout aux conditions ci-après décrites.

### 10.02. Procédure :

1) **Procédure normale :** La demande doit être écrite et mentionner la date de départ du salarié, le motif et la durée probable de l'absence prévue. Elle doit parvenir à l'employeur au moins 5 jours ouvrables avant le départ prévu du salarié.

2) **Procédure en cas d'urgence :** Cependant, dans les cas d'urgence dont la preuve incombe à l'union ou au syndicat, un avis verbal de 24 heures doit être donné à l'employeur avec mention de la date de départ du salarié, du motif et de la durée probable de l'absence prévue, le tout devant être confirmé par écrit dans les 48 heures de l'avis verbal.

### 10.03. Restrictions et période d'absence :

1) **Nombre de salariés :** Les absences à l'égard de la présente section ne peuvent priver, en même temps, un employeur de plus de 10% de ses salariés d'un même mé-

tier, occupation ou emploi avec un minimum de 1 salarié et un maximum de 2 salariés pour l'union et un minimum de 1 salarié et un maximum de 2 salariés pour le syndicat. Cependant, à l'égard d'un employeur ayant plus de 100 salariés sur un même chantier, le congé sans paye doit être accordé à un maximum de 10 salariés, soit 5 salariés pour l'union et 5 salariés pour le syndicat, à la condition que l'employeur ne soit jamais privé de plus de 10% de ses salariés pour un même métier, occupation ou un même emploi.

2) **Période d'absence :** Aux fins de la présente section, l'employeur n'est pas tenu d'accorder plus de 40 jours de congé sans paye au cours d'une même année civile à un même salarié. Ces congés sont accordés à condition qu'un salarié disponible puisse remplir les exigences normales de la tâche laissée vacante.

3) **Absence pour fins de négociation :** Nonobstant le paragraphe 2, l'employeur doit accorder à un salarié désigné par l'union ou le syndicat un congé sans paye de la durée nécessaire afin de lui permettre de participer à la négociation de la convention.

**10.04. Obligation de l'employeur :** Lorsqu'un congé sans paye accordé en vertu de la présente section prend fin, l'employeur doit reprendre le salarié désigné dans son métier, occupation ou emploi au même poste qu'il occupait.

## SECTION XI RÉGIME PATRONAL

**11.01. Obligation :** Tout employeur est tenu d'adhérer à l'Association d'employeurs.

**11.02. Cotisation patronale :** Tout employeur doit, avec son rapport mensuel, transmettre à l'Office le montant de la cotisation fixée par l'Association d'employeurs, tant à l'égard de la cotisation de base que la cotisation horaire.

## SECTION XII PROCÉDURE DE RÈGLEMENT DES GRIEFS

### 12.01. Droit :

1) Le salarié seul, le salarié accompagné de tout représentant syndical ou du délégué de chantier ou des deux, peuvent formuler ou présenter tout grief pour enquête et règlement.

2) Dans tous les cas, l'association représentative, l'union ou le syndicat peuvent formuler ou présenter tout grief pour enquête et règlement au lieu et place soit d'un ou plusieurs salariés, selon le cas, sans avoir à justifier d'une cession de créances du ou des intéressés.

3) Dans tous les cas, l'employeur ou l'Association d'employeurs peut formuler ou présenter tout grief pour enquête et règlement, selon la procédure prévue dans la présente section.

### 12.02. Procédure :

1) Tout grief doit être formulé par écrit et expédié par courrier recommandé ou certifié ou tout autre moyen, à l'employeur ou son représentant dans les 15 jours ouvrables qui suivent l'événement qui lui a donné naissance ou qui suivent la connaissance de l'événement dont la preuve incombe au signataire du grief.

2) La preuve de l'expédition du grief dans les délais mentionnés au paragraphe 1 incombe à l'expéditeur.

3) Dans le cas où un grief est formulé par l'union ou le syndicat ou lorsque l'un ou l'autre intervient dans un grief, une copie de tel grief doit être transmise, en même temps qu'à l'employeur ou son représentant, à l'Association d'employeurs (siège social) ou à l'un de ses bureaux régionaux.

4) L'employeur a 5 jours ouvrables de la date de réception du grief pour donner ou au syndicat ou au salarié ou à l'union une réponse écrite au grief. Cette réponse peut être remise au syndicat ou à l'union lors d'une rencontre convenue entre les parties.

5) Le syndicat ou l'union peut soumettre le grief à l'arbitrage par l'expédition d'un avis à cet effet dans les 20 jours ouvrables de l'expédition du grief. Cet avis doit suggérer 2 noms d'arbitres selon l'annexe G.

Une copie de l'avis d'arbitrage est alors expédiée à l'Association d'employeurs (siège social) ou à un de ses bureaux régionaux.

**12.03. Délais :** Chacun des délais dont il est fait mention dans la présente section est de rigueur et ne peut être prolongé à l'égard du grief que par une entente écrite entre les parties intéressées.

**12.04.** La date apparaissant sur le sceau du maître de poste, sur le reçu de livraison, sur une copie du télégramme ou, si livré de main à main, sur l'accusé de réception, fait foi de la date d'expédition du document auquel il se rapporte.

## SECTION XIII MESURES DISCIPLINAIRES

**13.01. Droit et procédure :** L'employeur peut imposer une mesure disciplinaire pour un motif juste et suffisant dont la preuve lui incombe, le tout sujet à la procédure de grief.

**13.02. Justification :** Lorsque l'employeur impose une mesure disciplinaire, il doit, à la demande écrite de l'union ou du syndicat avec le consentement du salarié, transmettre au requérant, par écrit, dans les 2 jours ouvrables de la réception d'une telle demande, les motifs de la suspension ou du congédiement.

**13.03. Prescription du droit et dossier du salarié :**

1) Aucune mesure disciplinaire ne peut être imposée au salarié après 5 jours de l'événement qui lui a donné naissance ou de la connaissance de tel événement, connaissance dont la preuve incombe à l'employeur.

2) Le dossier ou partie du dossier d'un salarié datant de plus de 120 jours ouvrables de l'événement qui a donné naissance au grief ou de la connaissance de tel événement, connaissance dont la preuve incombe à l'employeur, ne peut être invoqué contre lui en aucune circonstance.

3) Le dossier disciplinaire d'un salarié est strictement confidentiel ; cependant, à la demande expresse de ce salarié et dans un délai raisonnable, tel dossier est porté à sa connaissance.

## SECTION XIV DISCRIMINATION

**14.01. 1) Obligation de l'employeur :** Aucun employeur, ni personne agissant pour un employeur ne doit exercer des mesures discriminatoires contre un salarié dans les cas suivants :

a) à cause de sa race, de sa nationalité, de sa langue, de sa religion, de son origine, de son âge, de son sexe, de son statut syndical ou social ni de son appartenance politique ;

b) à cause d'actes ou de gestes posés dans l'exercice d'un droit stipulé dans la Loi ;

c) à cause d'absence due à l'assistance à un office religieux, un jour de fête religieuse d'obligation de sa foi ;

d) à cause de tout acte ou activité personnel en dehors des heures de travail, non incompatible avec l'exercice des fonctions du salarié ;

e) à cause de son refus d'aller travailler à l'extérieur de la région où il travaille habituellement ;

f) à cause de ses antécédents judiciaires.

**2) Obligation de l'association représentative, union ou syndicat :** Aucun association représentative, union ou syndicat ne peut exercer des mesures punitives contre un chef de groupe ou chef d'équipe à cause de l'exercice normal de telles fonctions.

**14.02.** La présente section n'a pas pour effet d'empêcher un employeur d'imposer une mesure disciplinaire à un salarié pour un motif juste et suffisant dont la preuve lui incombe.

**14.03.** Les sections XII, XIII, et XV relatives à la procédure de règlement des griefs s'appliquent *mutatis mutandis*.

## SECTION XV ARBITRAGE

**15.01. Arbitre unique :**

1) Les griefs soumis à l'arbitrage sont entendus et jugés par l'une des personnes mentionnées dans l'annexe G suite à une entente entre les parties.

2) À défaut d'entente entre les parties et sur demande de l'une de celles-ci, l'Office doit désigner un arbitre parmi ceux mentionnés dans l'annexe G et ce, dans les 2 jours ouvrables de la réception de la demande.

**15.02. Assesseur :** Il est loisible aux parties intéressées de s'entendre pour désigner chacune un assesseur auprès de l'arbitre. Ces assesseurs délibèrent avec l'arbitre qui seul, rend une décision. À défaut d'entente, l'arbitre siège sans assesseur.

**15.03. Juridiction :**

1) L'arbitre est le seul maître de la procédure et il juge et décide selon la preuve.

2) L'arbitre peut rendre toute décision qui lui paraît juste et raisonnable compte tenu de toutes les circonstances de l'affaire. Cependant, les dispositions du décret lient l'arbitre et il n'a pas le droit d'ajouter, de retrancher, de modifier, ni de rendre une décision contraire aux dispositions du décret.

3) L'arbitre peut en matière disciplinaire, confirmer, casser ou modifier la décision de l'employeur et rendre toute ordonnance complémentaire jugée nécessaire.

4) a) L'arbitre peut ordonner la réintégration du salarié dans son métier, occupation ou son emploi au poste qu'il occupait avec tous les droits prévus dans le décret. L'arbitre peut également décider tout remboursement de

salaires et établir tout montant des dommages en faveur de ce salarié.

b) Le remboursement de salaire s'établit de la façon suivante :

Pour chaque semaine (période de paie) où le salarié aurait travaillé n'eût été sa suspension ou son congédiement :

i. on établit le salaire qu'aurait effectivement gagné le salarié ;

ii. on déduit de ce montant le salaire gagné ailleurs (un solde négatif équivaut à 0) ;

iii. le solde obtenu est dû au salarié sauf la prestation d'assurance-chômage qui pourrait être remboursable.

c) Advenant le cas où l'employeur n'aurait pas de travail disponible au poste qu'occupait le salarié, il doit rappeler le salarié en priorité dès qu'un tel travail est disponible, sujet aux restrictions que lui impose toute loi ou tout règlement. Ce droit de rappel en priorité existe également dans le cas où la décision de reprendre le salarié serait prononcée par un tribunal de droit commun. Ce droit est caduc dès que le salarié est embauché ailleurs ou au maximum après 2 mois de la décision de l'arbitre ou d'un tribunal de droit commun.

5) L'arbitre peut interpréter et appliquer une loi ou un règlement dans la mesure où il est nécessaire de le faire pour décider d'un grief, sous réserve des droits et pouvoirs conférés à d'autres juridictions par cette loi ou ce règlement.

**15.04. Preuve :** Dans tous les cas de mesures disciplinaires, l'employeur a le fardeau de la preuve.

#### **15.05. Entente :**

1) À n'importe quelle étape de la procédure de règlement des griefs, une entente peut être arrêtée, par écrit, entre les parties intéressées et cette entente lie ces dernières.

2) Malgré le paragraphe 1, toute entente relative à un grief, qui serait contraire aux dispositions du décret est nulle et non avenue.

#### **15.06. Audition, décision :**

1) L'arbitre doit entendre le grief dans les 10 jours ouvrables de sa nomination.

2) L'arbitre doit rendre sa décision dans les 10 jours ouvrables suivant la fin de l'audition ou la remise des notes écrites s'il y a lieu.

3) L'expédition des notes écrites doit se faire dans les 10 jours ouvrables suivant la fin de l'audition.

4) À défaut par l'arbitre de rendre sa décision dans les délais impartis ou convenus, l'une ou l'autre des parties peut immédiatement demander à l'Office de nommer un autre arbitre ; l'arbitre ainsi nommé agit conformément à la procédure de la présente section.

5) La décision arbitrale doit être motivée et rendue par écrit. Elle doit être signée et expédiée aux parties en cause.

6) La décision de l'arbitre est sans appel et exécutoire dans les 5 jours ouvrables après la date à laquelle elle a été transmise.

7) La sentence arbitrale doit être déposée en deux exemplaires à l'Office.

8) L'Office doit faire parvenir copie de toutes les sentences aux associations représentatives et à l'Association d'employeurs.

**15.07. Délai :** Chacun des délais dont il est fait mention dans la présente section est de rigueur et ne peut être prolongé que par une entente écrite entre les parties intéressées. Toutefois, si la demande de prolongation est faite par l'arbitre, celui-ci doit obtenir le consentement écrit des parties.

#### **15.08. Honoraires et frais d'arbitrage :**

1) Les honoraires et frais conformes au Règlement sur la rémunération de l'arbitre de grief ou de plainte suivant la Loi sur les relations du travail dans l'industrie de la construction (c. R-20, r. 15) et modifications sont payés à part égale par les parties au litige.

2) L'arbitre ne peut exiger d'honoraires ni de frais d'arbitrage à moins qu'il ne rende sa décision dans les délais prévus ou convenus dans la présente section et qu'il ne présente aux parties une preuve de dépôt de sa décision à l'Office.

### **SECTION XVI PRÉAVIS DE MISE À PIED**

**16.01. Droit du salarié :** Tout salarié qui travaille chez un employeur depuis au moins 5 jours ouvrables a droit, lorsqu'il est mis à pied pour 3 jours ouvrables consécutifs ou plus, à un préavis de 48 heures précédant sa mise à pied effective.

**16.02. Exclusions relatives au calcul du délai :** Les samedis, les dimanches, les jours fériés et les congés annuels obligatoires ne doivent pas être comptés dans le délai du préavis, à moins que ces jours ne soient effectivement travaillés.

**16.03. Indemnité dispensant du préavis :**

1) L'employeur n'est pas tenu de donner le préavis au salarié mis à pied s'il lui verse l'équivalent de 8 heures de travail ou, lorsque la journée normale de travail est supérieure à 8 heures, l'équivalent d'une telle journée normale de travail au taux de salaire qui s'applique.

2) L'indemnité, s'il y a lieu, doit être versée selon les dispositions du paragraphe 7 de l'article 17.02.

**16.04. Départ volontaire :** Tout salarié qui désire quitter son emploi doit donner à son employeur un préavis de 4 heures ouvrables.

**16.05. Récupération d'outils et d'effets personnels :** L'employeur doit allouer le temps nécessaire à tout salarié, lors de sa mise à pied, afin de lui permettre de recueillir ses outils et effets personnels avant la fin de la journée normale de travail.

**16.06. Règle particulière : électricien :** L'employeur doit allouer le temps nécessaire, mais au minimum une demi-heure, à tout salarié, lors de sa mise à pied, afin de lui permettre de recueillir ses outils et effets personnels avant la fin de la journée normale de travail.

## SECTION XVII

### SALAIRES

**17.01. 1) Taux de salaire :** Les taux de salaire qui sont applicables dans l'industrie de la construction pour tout le territoire du décret sont ceux qui apparaissent dans les annexes D et E.

Toutefois pour un salarié affecté à des travaux d'installation de pipeline et de réseaux de distribution, tels que définis dans le sous-paragraphe a du paragraphe 7 de l'article 21.03 de même qu'aux travaux d'excavation qui s'y rapportent, les taux de salaire prévus dans l'annexe D sont majorés à compter du 23 juin 1981 de 2 \$ l'heure.

#### 2) Taux hebdomadaire :

a) Le taux horaire du salarié dont la rémunération est fixée sur une base hebdomadaire s'obtient en divisant la rémunération hebdomadaire par le nombre d'heures de travail de la semaine normale de ce salarié.

b) Ce taux horaire sert de taux de base :

- i. lorsque le salarié effectue des heures supplémentaires ; ou
- ii. lorsque le nombre d'heures travaillées par le salarié est inférieur au nombre d'heures de travail de la semaine normale de ce salarié ; ou

iii. lorsqu'une indemnité basée sur le taux horaire doit être payée.

3) **Taux des apprentis :** Les taux de salaire des apprentis ainsi que les normes relatives au nombre d'apprentis par rapport au nombre de compagnons sont ceux que mentionne le Règlement sur la formation et la qualification professionnelles de la main-d'oeuvre de l'industrie de la construction (c. F-5, r.3).

L'apprenti doit faire réviser son carnet d'apprentissage dans les 30 jours de la fin de chacune de ses périodes d'apprentissage et l'employeur doit payer à l'apprenti concerné le taux de salaire correspondant dès qu'il en est avisé.

4) a) **Chaudronnier :** Sauf pour l'apprenti, toute soudure reliée au métier de chaudronnier doit être exécutée au taux de salaire de ce métier.

b) **Acier de structure :** Sauf pour l'apprenti, toute soudure reliée au métier de monteur d'acier de structure doit être exécutée au taux de salaire de ce métier.

**17.02. Paiement du salaire :**

#### 1) Mode de paiement :

a) Le salaire doit être versé en entier, en espèces ou par chèque payable au pair, au plus tard le jeudi de chaque semaine.

b) Si le jeudi ou le vendredi est un jour chômé, la paie doit être remise au salarié au plus tard le mercredi précédent.

c) L'employeur doit faciliter l'échange, en dehors des heures de travail, du chèque du salarié travaillant à l'extérieur de sa région.

d) Si le paiement est effectué par chèque, ce chèque doit être daté au plus tard de la journée du paiement.

e) Pour le salarié en vacances, le paiement du salaire est reporté au plus tard au jeudi de la semaine ouvrable suivante du salarié.

f) Le salarié affecté à une deuxième équipe ou dont les heures de travail se situent entre 16 h et 7 h reçoit son salaire hebdomadaire avant la fin de sa journée de travail qui a débuté le mercredi.

#### 2) Lieu de paiement :

a) Le salaire doit être versé au salarié pendant les heures de travail et sur les lieux de travail.

b) Dans le cas où le salarié, à la demande de l'employeur, doit se rendre au bureau de celui-ci ou dans un autre endroit que le lieu de travail pour recevoir son salaire durant les heures de travail ou en dehors de ces heu-



res, les frais de transport et le temps nécessaire, au taux de salaire qui s'applique, sont à la charge de l'employeur.

### 3) Temps du paiement :

a) Advenant le cas où le salarié ne reçoit pas sa paie au plus tard avant la fin de la journée normale de travail du jeudi, l'employeur doit lui verser sa paie le vendredi, en espèces ou par chèque, mais dans ce dernier cas, il doit lui allouer le temps nécessaire pour assurer l'échange de son chèque avant la fin de la journée normale de travail et ce, sans perte de salaire.

b) Si le salarié est absent la journée de la paie, l'employeur peut lui faire parvenir sa paie à sa résidence en la postant au plus tard le vendredi, sauf si le salarié s'entend avec l'employeur pour en prendre livraison lui-même à un autre moment.

4) **Retenue et période de paie :** La rémunération hebdomadaire dont l'employeur peut retenir le paiement doit correspondre au salaire gagné au cours de la période de paie précédant le versement du salaire.

La période de paie doit correspondre à une semaine civile, soit de 0 h 01 le dimanche, à 0 h le samedi.

5) a) **Paiement échü :** Pour toute période d'attente du paiement du salaire différant de celle qui est prévue dans le paragraphe 3 ou 8, le salarié reçoit une indemnité égale à 2 heures de travail par jour de retard, à son taux de salaire non majoré.

Cependant, dans les cas de force majeure dont la preuve incombe à l'employeur, le salarié ne reçoit pas cette indemnité.

Aux fins du présent article, un retard dû à l'employeur, à son employé ou à une défectuosité de son matériel ou de son équipement ne constitue pas un cas de force majeure.

b) **Exception : lignes de transport et de distribution d'énergie électrique, postes de transformation et réseaux de communication :** Pour toute période d'attente du paiement du salaire différant de celle qui est prévue dans le paragraphe 3 ou 8, le salarié reçoit une indemnité égale à une heure de travail par jour de retard, à son taux de salaire non majoré.

### 6) Départ volontaire ou congédiement du salarié :

a) Lorsqu'un salarié quitte volontairement son employeur ou est congédié, l'employeur doit lui remettre ou lui expédier, par courrier recommandé ou certifié son carnet d'apprentissage s'il y a lieu, dans les 24 heures du congédiement ou de l'avis de départ et la formule de cessation d'emploi dès que possible, mais au plus tard dans les délais prescrits par la Loi de 1971 sur l'assurance-chômage (S.C., 1970-71-72, c. 48).

b) Dans ce cas, le salaire dû au salarié doit être versé conformément aux paragraphes 1, 5 et au sous-paragraphes b du paragraphe 7.

### 7) Mise à pied du salarié :

a) Lorsqu'un salarié est mis à pied et bénéficie des dispositions relatives au préavis, l'employeur doit lui remettre, le jour de son départ, son carnet d'apprentissage, s'il y a lieu et la formule de cessation d'emploi dès que possible, mais au plus tard dans les délais prescrits par la Loi de 1971 sur l'assurance-chômage.

b) Les salaires dus doivent être versés par l'employeur au salarié au moment de son départ ou expédiés par courrier recommandé ou certifié, au plus tard le mercredi de la semaine suivant son départ, à sa dernière adresse connue ou à l'adresse qu'il aura indiquée lors de son départ.

c) Si le paiement est effectué par chèque, le chèque doit être daté au plus tard de la journée du paiement.

d) Pour le salarié en congé annuel, le paiement est reporté au plus tard au jeudi de la semaine ouvrable suivante.

e) Si l'employeur ne se conforme pas aux paragraphes précédents, il doit payer au salarié une indemnité égale à 2 heures de travail par jour de retard, à son taux de salaire non majoré.

Cependant, dans les cas de force majeure dont la preuve incombe à l'employeur, le salarié ne reçoit pas cette indemnité.

Aux fins du présent article, un retard dû à l'employeur, à son employé ou à une défectuosité de son matériel ou de son équipement ne constitue pas un cas de force majeure.

f) **Exception : lignes de transport et de distribution d'énergie électrique, postes de transformation et réseaux de communication :** Si l'employeur ne se conforme pas aux dispositions des sous-paragraphes a à d qui précèdent, il doit payer au salarié une indemnité égale à une heure de travail par jour de retard, à son taux de salaire non majoré.

### 8) Autre méthode de paiement des salaires :

a) **Règle générale :** Toute autre méthode de paiement des salaires peut être convenue entre l'employeur et le groupe syndical majoritaire des salariés concernés. Une copie de cette entente doit être envoyée à l'Office.

b) **Exceptions : lignes de transport et de distribution d'énergie électrique, postes de transformation et réseaux de communication :** Toute autre méthode de paiement des salaires peut être convenue entre l'employeur et le représentant du groupe syndical majoritaire des salariés concernés. Une copie de cette entente doit être envoyée à l'Office.

**17.03. Bulletin de paie :**

1) L'employeur doit remettre à tout salarié, avec chaque paiement du salaire, un bulletin de paie en français qui comporte les mentions suivantes :

- a) le nom et l'adresse de l'employeur ;
- b) les nom et prénom du salarié et son numéro d'assurance sociale ;
- c) la date du paiement et la période de travail qui correspond au paiement ;
- d) le nombre d'heures de travail au taux de salaire ;
- e) le nombre d'heures de travail au taux de salaire majoré ;
- f) le taux de salaire horaire ;
- g) le montant du salaire brut ;
- h) le montant des indemnités de congés annuels ;
- i) la nature et le montant de chacune des retenues, y compris le précompte des cotisations syndicales ;
- j) le montant du salaire net ;
- k) le numéro d'enregistrement de l'employeur auprès de l'Office ;
- l) le numéro d'enregistrement de l'employeur auprès de la Régie des entreprises de construction du Québec s'il y a lieu.

Cette dernière obligation de l'employeur entre en vigueur à compter du 1<sup>er</sup> août 1980.

2) Si le paiement est effectué par chèque, le bulletin de paie peut être le talon du chèque.

3) Les montants précomptés à titre de cotisations syndicales et les montants déduits à titre de cotisation au fonds de pension doivent être inscrits par l'employeur sur les formules T-4 et TP-4.

**17.04. Rapport mensuel à l'Office : consultation des rapports :** Sur demande, chaque association représentative et l'Association d'employeurs peuvent consulter ces rapports aux bureaux de l'Office. Ce dernier doit permettre au représentant autorisé de l'organisme concerné de consulter ces rapports.

**17.05. Travail à forfait :** Toute entente écrite ou verbale intervenue entre tout employeur et tout salarié sur une base de travail à la pièce, attachée ou non à un système de boni ou de prime au rendement, à forfait ou pour un prix fixe est interdite et l'employeur et le salarié concernés sont passibles des amendes prévues dans la Loi.

**17.06. Travail interdit :** Tout travail de construction exécuté par un salarié en dehors des heures normales de travail pour tout autre employeur de l'industrie de la construction est interdit.

**17.07. Refus d'embauche :** L'employeur ne peut refuser d'embaucher un salarié pour la seule raison que ce dernier refuse d'accomplir son travail à des conditions inférieures à celles du décret. Un tel refus d'embauche est assujéti à la procédure de règlement des griefs.

**17.08. Travail pendant les fins de semaines : lignes de distribution d'énergie électrique :** Un employeur ne peut faire exécuter un travail pendant les fins de semaine par d'autres salariés que les siens et ne peut mettre un salarié à pied si tel travail est disponible. La violation de cet article est assujéti à la procédure de règlement des griefs et est considérée comme une mesure disciplinaire.

**17.09. Réclamation :** L'union ou le syndicat peut faire exercer par l'Office tous les recours que la Loi et le décret accordent à chacun des salariés qu'il représente et ce, sans avoir à justifier d'une cession de créance de l'intéressé.

## SECTION XVIII

### DROIT AU TRAVAIL

**18.01. Droit au travail :** Sous réserve de toute loi ou règlement à l'effet contraire, seuls le salarié et l'employeur peuvent exécuter des travaux de construction couverts par le décret. Entre autres, les présentes n'ont pas pour effet de restreindre le droit de toute personne physique d'exécuter des travaux pour elle-même sauf toute loi ou règlement à l'effet contraire.

**18.02. Travail par l'employeur :** Nonobstant toute autre clause à ce contraire contenue dans le décret, l'employeur peut exécuter sur ses propres chantiers des travaux de construction couverts par le décret, au même titre que le salarié. Il doit satisfaire à cette fin au Règlement sur la formation et la qualification professionnelles de la main-d'oeuvre de l'industrie de la construction (c. F-5, r. 3) et à toutes les autres exigences prévues dans le décret, à l'exception des clauses relatives à la sécurité syndicale (section VII) et au précompte syndical (section VIII).

La présente n'a pas pour effet de permettre aux représentants d'un employeur non assujéti au décret d'exécuter des travaux de construction couverts par le décret.

Pour les fins du présent article, le mot « employeur » comprend, outre la définition que l'on retrouve au paragraphe *i* de l'article 1.01 celui qui parmi les administrateurs ou les sociétaires assume la responsabilité de l'entreprise opérant sous une raison sociale ou incorporée en

vertu de la Loi sur les compagnies (L.R.Q., c. C-38). Par conséquent, une seule personne est éligible au sein d'une société ou d'une compagnie.

**18.03. Sous-contrat – certains travaux :** Tout entrepreneur qui désire accorder un sous-contrat de pose de systèmes intérieurs, de pose de planches de gypse sur monture de métal, de revêtements souples ou de parquetage, doit l'accorder à un entrepreneur qui détient une licence de la Régie des entreprises de construction du Québec.

Tout contrat intervenu et non conforme aux paragraphes mentionnés ci-dessus est interdit, nul et non avenu.

## SECTION XIX INDEMNITÉS, AFFECTATIONS TEMPORAIRES

### 19.01. Indemnité de présence :

1) *a) Règle générale :* Tout salarié qui se présente au travail à l'heure conventionnelle et qui n'a pas été avisé avant la fin de la journée normale de travail précédente qu'on n'avait pas besoin de ses services ou dont le nombre d'heures de travail durant une journée est inférieur à 4 heures ou dont la rémunération pour une journée est inférieure à 4 heures de travail à son taux de salaire, a droit à une indemnité égale à 4 heures de travail à son taux de salaire, diminuée de la rémunération déjà acquise pour le travail effectué durant cette journée. L'employeur peut exiger que ce salarié demeure à sa disposition pendant les heures d'attente payées.

*b) Exceptions : chaudronnier, mécanicien de chantier et électricien :* Tout salarié qui se présente au travail à l'heure conventionnelle et qui n'a pas été avisé avant la fin de la journée normale de travail précédente qu'on n'avait pas besoin de ses services ou dont le nombre d'heures de travail durant une journée est inférieur à 5 heures ou dont la rémunération pour une journée est inférieure à 5 heures de travail à son taux de salaire, a droit à une indemnité égale à 5 heures de travail à son taux de salaire, diminuée de la rémunération déjà acquise pour le travail effectué durant cette journée. L'employeur peut exiger que ce salarié demeure à sa disposition pendant les heures d'attente payées.

*c) Exception : tuyauterie :* Pour le salarié affecté à des travaux de tuyauterie dans des raffineries de pétrole, des usines de produits chimiques, métallurgiques, sidérurgiques, des papeteries, des cimenteries, des usines d'eau lourde, des centrales électriques, thermiques ou nucléaires, des usines de pâte et papier, des usines de production et de transformation de gaz, des dépôts de réservoirs (*tank farm*) de pétrole et des usines de montage d'automobiles, l'indemnité est égale à 5 heures, dans les termes et conditions du sous-paragraphes b.

2) **Exceptions :** Le paragraphe 1 ne s'applique pas dans les cas où les travaux sont suspendus parce que les conditions atmosphériques ne permettent pas la poursuite des travaux ou en raison de lignes de piquetage ou de cas de force majeure, comme un incendie ou une inondation. La preuve de ces empêchements incombe à l'employeur.

**19.02. 1) Indemnités particulières aux lignes de transport et de distribution d'énergie électrique, aux postes de transformation d'énergie électrique et aux réseaux de communication :** Si pour quelque raison le travail est contremandé ou arrêté et que le salarié n'a pas été avisé avant la fin de sa journée normale de travail précédente que ses services n'étaient pas requis, le salarié reçoit une indemnité correspondant au nombre d'heures de travail contremandées ou arrêtées jusqu'à un maximum de 3 heures plus une heure (présentation au travail) à son taux de salaire, et ce, en plus des heures effectuées avant ou après tel travail contremandé ou arrêté. Il doit rester à la disposition de l'employeur durant la même période et exécuter tous les travaux connexes à son travail. En ce qui concerne les postes de transformation, l'indemnité maximale est de 4 heures, l'heure de présentation au travail ne s'appliquant pas.

2) **Lignes de transport et de distribution d'énergie électrique, postes de transformation et réseaux de communication :**

*a) Salarié logeant hors des baraquements (camps) de l'employeur :* À moins d'une entente avec les représentants du groupe syndical majoritaire, la présentation du salarié au point de rencontre déterminé par l'employeur le plus près possible du chantier pour l'arrivée le matin et le retour le soir constitue la présentation au travail.

Le point de rencontre où le salarié stationne son véhicule personnel ainsi que la route d'accès doivent être en bon état et bien entretenus.

Le temps de déplacement aller et retour entre le point de rencontre et le lieu de travail constitue le temps de transport qui doit être rémunéré au taux de salaire.

*b) Salarié logeant dans les baraquements (camps) :* La présentation du salarié au véhicule de transport déterminé par l'employeur, à l'emplacement du baraquement (camp) où loge ce salarié, constitue la présentation au travail.

Le temps de déplacement aller et retour entre le point de rencontre et le lieu de travail constitue le temps de transport qui doit être rémunéré au taux de salaire.

*c) Rémunération pour présentation au travail des salariés affectés à des travaux sur les lignes de transport et de distribution d'énergie électrique et les réseaux de communication :* L'employeur doit payer au salarié, sauf à ce-

lui qui conduit le véhicule servant au transport des salariés ou du matériel, ou qui est affecté à d'autres tâches, lequel est rémunéré pour une heure au taux de salaire applicable, une indemnité égale à une heure de travail par jour de travail prévu, en plus de la rémunération des heures effectivement travaillées, pour autant que ce dernier se présente au travail pour chaque jour de travail prévu.

**d) Rémunération pour présentation au travail des salariés affectés à des travaux sur postes de transformation d'énergie électrique :** Sauf lorsque le paragraphe 1 s'applique, à partir du 1<sup>er</sup> novembre 1980, l'employeur doit payer au salarié une indemnité égale à une demi-heure de travail par jour. Cette indemnité passera à une heure de travail par jour à partir du 1<sup>er</sup> novembre 1981.

**e) Présentation au travail et temps de transport :** La rémunération accordée pour le temps de transport et celle qui est accordée pour la présentation au travail en vertu des sous-paragraphes *c* et *d* ne peuvent être cumulatives ; seule s'applique la plus avantageuse des 2 pour le salarié.

### 19.03. Indemnités particulières :

**1) Tuyauterie :** Le salarié affecté à des travaux de tuyauterie qui se présente au chantier le matin et qui ne peut commencer à travailler à cause d'une intempérie doit recevoir une indemnité égale à une heure de salaire à son taux de salaire diminuée de la rémunération déjà acquise pour le travail effectué durant cette journée, sauf pour les travaux prévus dans les paragraphes 9 et 10 de l'article 21.03.

Cependant, pour le salarié affecté à des travaux de tuyauterie effectués dans des raffineries de pétrole, des usines de produits chimiques, métallurgiques, sidérurgiques, des papeteries, des cimenteries, des usines d'eau lourde, des centrales électriques thermiques ou nucléaires, des usines de pâte et papier, des usines de production et de transformation de gaz, des dépôts de réservoirs (*tank farm*) de pétrole et des usines de montage d'automobiles, cette indemnité est égale à 2 heures de salaire, à son taux de salaire, diminuée de la rémunération déjà acquise pour le travail effectué durant cette journée.

Toutefois, ce salarié ne peut refuser de travailler si l'employeur lui désigne un travail à l'abri des intempéries. De plus, l'employeur peut exiger que ce salarié demeure à sa disposition pendant les heures d'attente payées.

**2) Briqueteur, charpentier-menuisier, électricien, ferblantier et ferrailleur :** Dans le cas de travaux d'usines de produits chimiques, d'usines métallurgiques, de raffineries de pétrole, d'usines sidérurgiques, de papeteries, de cimenteries, d'usines d'eau lourde, de centrales électriques thermiques ou nucléaires, d'usines de pâte et papier, d'usines de production et de transformation de gaz, de parcs à

réservoirs de pétrole et d'usines de montage d'automobiles, tout salarié requis, par son employeur, de se présenter à tel lieu de travail et pour tel jour, reçoit, s'il ne peut commencer à travailler à cause d'une intempérie ou s'il travaille moins de 2 heures pour la même raison, une indemnité égale à 2 heures de travail diminuée de la rémunération déjà acquise pour le travail exécuté durant cette journée. Toutefois, ce salarié ne peut refuser de travailler si l'employeur lui désigne un travail à l'abri des intempéries. De plus, l'employeur peut exiger que ce salarié demeure à sa disposition pendant les heures d'attente payées.

**3) Calorifugeur :** Le salarié qui se présente au chantier le matin et qui ne peut commencer à travailler à cause d'une intempérie doit recevoir une indemnité égale à une heure de salaire à son taux de salaire diminué de la rémunération déjà acquise pour le travail effectué durant cette journée, sauf pour les travaux décrits dans les paragraphes 9 et 10 de l'article 21.03.

Cependant, pour le salarié affecté à des travaux de construction de raffineries de pétrole, d'usines de produits chimiques, métallurgiques, sidérurgiques, de papeteries, de cimenteries, d'usines d'eau lourde, de centrales électriques thermiques ou nucléaires, d'usines de pâte et papier, d'usines de production et de transformation de gaz, de pétrole et d'usines de montage d'automobiles, cette indemnité est égale à 2 heures de salaire à son taux de salaire diminué de la rémunération déjà acquise pour le travail effectué durant cette journée.

Toutefois, le salarié ne peut refuser de travailler si l'employeur lui désigne un travail à l'abri des intempéries. De plus, l'employeur peut exiger que ce salarié demeure à sa disposition pendant les heures d'attente payées.

Il est cependant convenu que le salarié doit s'abstenir de se présenter au travail si l'intempérie existe une heure avant le début de la journée normale de travail.

**4) Monteur d'acier de structure :** Le salarié qui se présente au chantier le matin et qui ne peut commencer à travailler à cause d'une intempérie doit, pour toute période d'attente exigée par son employeur, recevoir une indemnité égale à une heure de salaire à son taux de salaire diminué de la rémunération déjà acquise pour le travail effectué durant cette journée.

Cependant, pour le salarié affecté à des travaux de construction de raffineries de pétrole, d'usines de produits chimiques, métallurgiques, sidérurgiques, de papeteries, de cimenteries, d'usines d'eau lourde, de centrales électriques thermiques ou nucléaires, d'usines de pâte et papier, d'usines de production et de transformation de gaz, de dépôts de réservoirs (*tank farm*) de pétrole et d'usines de montage d'automobiles, l'indemnité est égale à 2 heures de

salaire à son taux de salaire diminuée de la rémunération déjà acquise pour le travail effectué durant cette journée et ce, que l'employeur exige ou non une période d'attente.

Toutefois, le salarié ne peut refuser de travailler si l'employeur lui désigne un travail à l'abri des intempéries. De plus, l'employeur peut exiger que ce salarié demeure à sa disposition pendant les heures d'attente payées.

**5) Chaudronnier et mécanicien de chantier :** Tout salarié requis, par son employeur, de se présenter à tel lieu de travail et pour tel jour, reçoit, s'il ne peut commencer à travailler à cause d'une intempérie ou s'il travaille moins de 2 heures pour la même raison, une indemnité égale à 2 heures de travail diminuée de la rémunération déjà acquise pour le travail effectué durant cette journée. Toutefois, ce salarié ne peut refuser de travailler si l'employeur lui désigne un travail à l'abri des intempéries. De plus, l'employeur peut exiger que ce salarié demeure à sa disposition pendant les heures d'attente payées.

#### **19.04. Affectations temporaires :**

**1) Avantages supérieurs :** Le salarié qui doit terminer un travail commencé pendant une période normale et quotidienne de travail et pour lequel un taux de salaire inférieur est prévu continue de recevoir son taux de salaire. Tout salarié qui exécute au cours d'une journée un travail autre que celui de son métier, de son occupation ou de son emploi et pour lequel il est prévu un taux de salaire supérieur doit recevoir ce taux de salaire supérieur pour le temps où il occupe cette fonction. Le présent paragraphe n'a pas pour effet de permettre au salarié d'exercer un métier, une occupation ou un emploi pour lequel un certificat de qualification est nécessaire.

**2) Restriction :** L'employeur qui, conformément au paragraphe 1, affecte un salarié à un travail autre que celui de son métier, de son occupation ou de son emploi, ne peut mettre à pied celui qui effectuait ce travail.

**3) Opérateur d'équipement lourd :** L'employeur ne peut affecter, en aucun temps, un salarié à un travail pour lequel le salarié ne détient pas le certificat de qualification requis par une loi ou par le Règlement sur la formation et la qualification professionnelles de la main-d'oeuvre de l'industrie de la construction (c. F-5, r.3).

**19.05. Rappel au travail :** Tout salarié qui a quitté son travail et qui est rappelé au travail en dehors des heures normales sans avoir été prévenu avant la fin de la journée de travail doit bénéficier d'une rémunération minimale de 2 heures de travail au taux de salaire qui s'applique, pour autant que ces heures ne précèdent pas immédiatement ses heures normales de travail, sauf dans les cas prévus ci-après.

**1) a) Entretien et réparation :** Pour les travaux d'entretien et de réparation, le salarié doit bénéficier d'une rémunération minimale d'une heure de travail au taux de salaire qui s'applique. L'employeur paie, pour l'aller et le retour, une heure de temps de déplacement au taux de salaire non majoré.

**b) Entretien et réparation : mécanicien d'ascenseurs :** Pour les travaux d'entretien et de réparation, le salarié doit bénéficier d'une rémunération minimale d'une heure de travail au taux de salaire qui s'applique. L'employeur paie, pour l'aller et le retour, une heure de temps de déplacement au taux de salaire qui s'applique.

**c) Entretien et réparation : chaudronnier et mécanicien de chantier :** Pour les travaux d'entretien et de réparation, le salarié doit bénéficier d'une rémunération minimale de 2 heures de travail au taux de salaire qui s'applique. L'employeur paie, pour l'aller et le retour, une heure de temps de déplacement au taux de salaire non majoré.

**d) Exception : électricien :** Pour les travaux d'entretien et de réparation, le salarié doit bénéficier d'une rémunération minimale de 2 heures de travail au taux de salaire qui s'applique, sauf lorsque le paragraphe 9 de l'article 21.03 s'applique, auquel cas la rémunération minimale est d'une heure. L'employeur paie, pour l'aller et le retour, une heure de temps de déplacement au taux de salaire non majoré.

**2) Rappel au travail : lignes de transport et de distribution d'énergie électrique, postes de transformation et réseaux de communication :** Le salarié qui, à la demande de l'employeur, se présente au travail en dehors des heures normales de travail doit recevoir, en plus de la rémunération à laquelle il a droit en vertu du paragraphe 2 de l'article 19.02, une rémunération minimale égale à 4 heures au taux de salaire qui s'applique, pour autant que ces heures ne précèdent ni ne suivent immédiatement les heures normales de travail.

**19.06. Ascenseurs : salarié en disponibilité :** L'employeur peut établir une liste de salariés disponibles pour répondre aux appels de service en dehors des heures normales de travail.

Tout salarié affecté sur une base régulière à des travaux d'entretien doit participer à ce système et être en constante disponibilité pour répondre aux appels.

L'employeur établit la liste des salariés qui seront en service à tour de rôle.

Le salarié qui est de service, mais qui ne reçoit pas d'appel, reçoit, pour chaque jour, une heure de salaire à son taux de salaire du lundi au vendredi et 2 heures de salaire à

son taux de salaire pour les samedis, et les dimanches et les jours fériés.

Le salarié qui doit répondre à un appel est rémunéré selon les dispositions de l'article 22.04 pour le temps consacré à effectuer le travail et il ne bénéficie pas de l'indemnité dont il est fait mention au quatrième alinéa, sauf pour les samedis et les dimanches.

### **19.07. Indemnités particulières pour travaux d'installation de pipe-line :**

1) Le salarié qui a commencé à travailler doit recevoir une indemnité égale à 5 heures à son taux de salaire diminuée de la rémunération déjà acquise pour le travail effectué si les heures effectivement travaillées sont d'une durée inférieure à 5 heures.

Si les heures effectivement travaillées sont d'une durée supérieure à 5 heures, il reçoit une indemnité de 4 autres heures à son taux de salaire diminuée des heures travaillées en plus de ces 5 premières heures.

Le présent article s'applique lorsque le salarié effectue des heures supplémentaires rémunérées au taux de salaire majoré ou lorsqu'il reçoit une prime d'équipe.

Toutefois, le présent article ne s'applique pas si le salarié quitte le travail de son plein gré.

2) Le salarié qui, à la demande de l'employeur, demeure à la disposition de ce dernier avant le début de la journée de travail, soit au point de rencontre soit au lieu de travail, est rémunéré à son taux de salaire pour les heures d'attente.

Si par la suite, le salarié commence effectivement à travailler, les heures d'attente sont alors comptées parmi les heures d'indemnité prévues dans le paragraphe 1.

### **3) Présentation au travail pour les travaux d'installation de pipe-line :**

a) **Salariés logeant hors des baraquements (camps) de l'employeur :** La présentation du salarié au point de rencontre déterminé par l'employeur, le plus près possible du chantier pour l'arrivée le matin et le retour le soir, constitue la présentation au travail.

Le temps de déplacement aller et retour du point de rencontre jusqu'au lieu de travail constitue le temps de transport qui doit être rémunéré au taux de salaire.

b) **Salariés logeant dans les baraquements (camps) :** La présentation du salarié au véhicule de transport ou à l'endroit déterminé par l'employeur sur l'emplacement du baraquement constitue la présentation au travail.

Le temps de déplacement aller et retour de ce point de rencontre jusqu'au lieu de travail constitue le temps de transport qui doit être rémunéré au taux de salaire.

c) **Rémunération pour présentation au travail :** Tout employeur doit payer à chaque salarié travaillant sur des travaux de pipe-line, sauf à celui qui conduit le véhicule servant au transport des salariés, lequel est rémunéré pour une heure au taux de salaire applicable, une indemnité égale à une heure de travail par jour de travail prévu en plus de la rémunération pour les heures effectivement travaillées, pour autant que ce dernier se présente au travail pour chaque jour de travail prévu.

d) Cependant, la rémunération accordée pour le temps de transport et celle qui est accordée pour la présentation au travail ne peuvent être cumulatives ; seule s'applique la plus avantageuse des 2 pour le salarié.

## **SECTION XX CONGÉS ANNUELS OBLIGATOIRES, JOURS FÉRIÉS CHÔMÉS ET INDEMNITÉS AFFÉRENTES**

**20.01. Congés annuels obligatoires :** Tout salarié bénéficie chaque année de 4 semaines de congé annuel obligatoire qu'il prend de la façon suivante :

1) **Été :** Tous les chantiers de construction doivent être fermés pendant les 2 dernières semaines civiles complètes du mois de juillet et plus spécifiquement entre les dates suivantes :

a) entre 0 h 01 le 13 juillet 1980 et le 26 juillet 1980 – 0 h ;

b) entre 0 h 01 le 12 juillet 1981 et le 25 juillet 1981 – 0 h.

### **2) Exceptions :**

a) Nonobstant ce qui précède, le salarié affecté à des travaux d'installation de pipe-line tels que définis dans le premier alinéa du sous-paragraphe a du paragraphe 7 de l'article 21.03, de même qu'aux travaux d'excavation qui s'y rapportent, le grutier visé dans l'article 4 du Règlement d'application de la Loi sur les relations du travail dans l'industrie de la construction (c. R-20, r.1), le salarié affecté aux travaux décrits dans le paragraphe 6 de l'article 21.03 et à ceux relatifs à la construction des piscines prend les 2 semaines de congé annuel obligatoire prévues dans le paragraphe 1, entre le 1<sup>er</sup> novembre d'une année et le 1<sup>er</sup> mai de l'année suivante, après entente avec son employeur. Toutefois, le salarié peut prendre des congés annuels obligatoires en toute autre période dont il a convenu avec son employeur. L'employeur doit aviser l'Office de la date de ces congés.

b) Nonobstant ce qui précède, le salarié affecté aux travaux visés dans le sous-paragraphe c du paragraphe 6 de l'article 21.03 prend les 2 semaines de congé annuel obligatoire prévues dans le paragraphe 1 entre le 1<sup>er</sup> mai et le 30 octobre de chaque année après entente avec l'employeur. Il en est de même pour les salariés affectés aux travaux d'excavation de bâtiments visés dans le sous-paragraphe a du paragraphe 6 de l'article 21.03 dont les heures de travail sont de 45 heures par semaine.

S'il n'y a pas de possibilité d'entente avec l'employeur, le salarié peut prendre ses vacances après avoir donné à cet effet 1 mois d'avis à son employeur.

Il a droit, cependant, de prendre une de ces 2 semaines, s'il le désire, durant la période prévue dans le paragraphe 1 et il doit en aviser son employeur.

3) **Hiver** : Tous les chantiers de construction doivent être fermés pendant 2 semaines complètes lors de la période des fêtes de Noël et du Jour de l'an et, plus spécifiquement, entre les dates suivantes :

a) entre 0 h 01 le 21 décembre 1980 et le 3 janvier 1981 – 0 h ;

b) entre 0 h 01 le 20 décembre 1981 et le 2 janvier 1982 – 0 h.

4) **Gardien** : Nonobstant les articles 20.02 et 20.03, les gardiens, à la demande expresse de leur employeur, doivent demeurer au travail pendant les semaines de congé annuel obligatoire et sont rémunérés pendant ces semaines, à leur taux de salaire. L'employeur doit faire connaître à l'Office la période de congé annuel de ces salariés.

#### 5) Certains travaux, certains métiers :

a) **Frigoriste et mécanicien en protection-incendie** : Le salarié affecté à des travaux de service et d'entretien d'appareils de réfrigération et d'air climatisé, ou de systèmes de protection contre l'incendie prend ses congés annuels d'été en tout temps de l'année, pour autant que l'employeur ne soit pas privé de plus de 25% de ses salariés. L'employeur doit aviser l'Office de la date de ces congés.

b) **Mécanicien d'ascenseurs** : Le salarié affecté à des travaux de service et d'entretien d'ascenseurs prend ses congés annuels en tout temps de l'année, pour autant que l'employeur ne soit pas privé de plus de 25% de ses salariés.

Compte tenu des limites fixées dans les paragraphes 1 et 3, le salarié doit prendre au minimum 3 semaines de congé. L'employeur doit aviser l'Office et l'union ou le syndicat de la date de ces congés.

6) **Exceptions : lignes de transport et de distribution d'énergie électrique, postes de transformation et réseaux de communication** : Tout salarié bénéficie chaque année de

congés annuels obligatoires qu'il prend de la façon suivante :

a) **Été** : Tous les chantiers de construction doivent être fermés pendant les 2 dernières semaines civiles complètes du mois de juillet et plus spécifiquement, entre les dates suivantes :

i. entre 0 h 01 le 13 juillet 1980 et le 26 juillet 1980 – 0 h ;

ii. entre 0 h 01 le 12 juillet 1981 et le 25 juillet 1981 – 0 h.

b) Le salarié affecté à ces travaux peut prendre une troisième semaine de congé en tout temps de l'année, pour autant que l'employeur ne soit pas privé de plus de 25% de ses salariés en même temps sur le même chantier. Le salarié qui se prévaut du présent sous-paragraphe doit aviser l'employeur au moins 10 jours ouvrables avant la date de son départ.

c) **Congés d'hiver** : Les salariés affectés à ces travaux n'ont pas droit au congé d'hiver prévu dans le paragraphe 3. Cependant, l'employeur n'est pas tenu de garder ses chantiers ouverts entre le 23 décembre d'une année et le 3 janvier de l'année suivante. La section XVI ne s'applique pas relativement à cette période, à moins qu'elle ne coïncide avec la fin d'un chantier.

7) **Exception : électricien** : L'électricien peut prendre une semaine de congé additionnel non payée, hors des périodes de congé obligatoire, pour autant que l'employeur n'est pas privé de plus de 25% de ses salariés de ce métier en même temps sur le même chantier. L'employeur doit en être avisé au moins 10 jours ouvrables avant le départ du salarié.

**20.02. Travail interdit et travail permis durant les congés annuels obligatoires** : Aucune personne assujettie au décret ne peut exécuter ou faire exécuter les travaux durant les semaines de congé annuel obligatoire, à moins qu'il ne s'agisse de travaux d'urgence, de réparation et d'entretien.

Malgré le premier alinéa et l'article 20.01, dans les cas de travaux de rénovation ou de modification, il peut y avoir entente par chantier entre le groupe syndical majoritaire des salariés concernés et l'employeur, pour déplacer les périodes de congé obligatoire. Le syndicat ou l'union concerné et l'Office doivent être avisés sans délai de cette entente.

À moins qu'il ne choisisse une autre période acceptée par l'employeur, le salarié prend alors 2 semaines continues de congé annuel obligatoire dans la période de 6 semaines au milieu de laquelle se trouvent les 2 semaines prévues dans le paragraphe 1 de l'article 20.01 et 2 semai-

nes continues de la période de 6 semaines au milieu de laquelle se trouvent les 2 semaines déterminées dans le paragraphe 3 de l'article 20.01.

**20.03. 1) Travail de réparation et d'entretien durant les congés annuels obligatoires :** Dans le cas de travaux de réparation et d'entretien durant les congés annuels obligatoires, tout salarié qui consent à exécuter ces travaux reçoit une rémunération minimale égale à 40 heures de travail par semaine pour le congé d'été, à son taux de salaire, sans limite quotidienne, mais sous réserve des limites hebdomadaires. Cependant, la journée de travail ne doit, en aucun cas, excéder 12 heures.

Pour le congé d'hiver, la même règle s'applique avec une rémunération minimale qui s'établit comme suit :

- a) 32 heures pour les journées du 22, 23, 24 et 26 décembre 1980 ;
- b) 32 heures pour les journées du 29, 30 et 31 décembre 1980 et 2 janvier 1981 ;
- c) 32 heures pour les journées du 21, 22, 23 et 24 décembre 1981 ;
- d) 32 heures pour les journées du 28, 29, 30 et 31 décembre 1981.

Le présent article ne s'applique pas au salarié affecté à des travaux de service et d'entretien d'appareils de réfrigération et d'air climatisé, des systèmes de protection contre l'incendie et des ascenseurs.

**2) Travail de réparation et d'entretien durant les congés annuels obligatoires : lignes de transport et de distribution d'énergie électrique, postes de transformation et réseaux de communication :** Dans le cas de travaux de réparation et d'entretien durant les congés annuels obligatoires, tout salarié qui consent à exécuter ces travaux reçoit une rémunération minimale égale à 40 heures de travail par semaine à son taux de salaire et, à moins d'entente à l'effet contraire avec les représentants du groupe syndical majoritaire, la journée normale de travail est de 8 heures.

Toutefois, les conditions mentionnées dans le paragraphe 1 et dans le présent paragraphe, ne s'appliquent pas quand le travail à exécuter est pour le compte d'une entreprise, municipalité ou ville dispensant des services publics.

**20.04. Travaux d'urgence durant les congés annuels obligatoires :** Dans le cas des travaux d'urgence pendant les périodes de congé annuel obligatoire, l'employeur peut rappeler le salarié qui y consent pour exécuter ces travaux. Ce salarié est alors rémunéré à son taux de salaire majoré de 100%. L'employeur doit en faire rapport à l'Office.

## **20.05. Jours fériés chômés :**

### **1) Règle générale :**

a) Les jours suivants sont des jours fériés chômés : le Jour de l'an, le Vendredi saint, le lundi de Pâques, la fête du Canada, la fête du Travail, le jour de l'Action de Grâce et le jour de Noël.

b) Pour la durée du décret, les jours fériés qui ne correspondent pas aux périodes de congé annuel obligatoire sont chômés aux dates suivantes :

- i. le Vendredi saint : le 17 avril 1981 et le 9 avril 1982 ;
- ii. le lundi de Pâques : 20 avril 1981 et le 12 avril 1982 ;
- iii. la fête du Canada : le 30 juin 1980 et le 29 juin 1981 ;
- iv. la fête du Travail : le 1<sup>er</sup> septembre 1980 et le 7 septembre 1981 ;
- v. le jour de l'Action de Grâce : le 13 octobre 1980 et le 12 octobre 1981.

### **2) Exceptions : lignes de transport et de distribution d'énergie électrique, postes de transformation et réseaux de communication :**

a) Les jours suivants sont des jours fériés chômés : le Vendredi saint, le lundi de Pâques, la fête du Canada, la fête du Travail, le jour de l'Action de Grâce.

b) Pour la durée du décret, les jours fériés qui ne correspondent pas aux périodes de congé annuel obligatoire sont chômés aux dates suivantes :

- i. le Vendredi saint : le 17 avril 1981 et le 9 avril 1982 ;
- ii. le lundi de Pâques : 20 avril 1981 et le 12 avril 1982 ;
- iii. la fête du Canada : le 30 juin 1980 et le 29 juin 1981 ;
- iv. la fête du Travail : le 1<sup>er</sup> septembre 1980 et le 7 septembre 1981 ;
- v. le jour de l'Action de Grâce : le 13 octobre 1980 et le 12 octobre 1981.

### **3) Exceptions : lignes de transport et de distribution d'énergie électrique, postes de transformation et réseaux de communication :**

a) Le salarié affecté à la construction de lignes de distribution d'énergie électrique observe les fêtes de la Saint-Jean-Baptiste et du Canada les mêmes jours que les employés de l'Hydro-Québec, affectés à ce type de travaux.



b) Dans le cas où l'employeur doit respecter la fête de la Reine comme jour férié chômé, il versera une indemnité égale à 8 heures au taux de salaire.

Dans le cas où le salarié ne se présente pas au travail le jour ouvrable précédant et suivant cette fête, il perd son droit à l'indemnité à moins qu'il se soit absenté pour une raison valable dont la preuve lui incombe.

4) **Loi sur la Fête nationale** : Le jour de la Fête nationale ou fête de la Saint-Jean-Baptiste est un jour férié chômé pour tous les salariés, sans exception. Ce jour férié chômé est observé conformément à la Loi sur la Fête nationale (L.R.Q., c. F-1.1) et rémunéré à même l'indemnité prévue dans le paragraphe 1 de l'article 20.06.

## **20.06. Indemnité de congés annuels obligatoires et de jours fériés chômés :**

1) **Montant de l'indemnité** : À la fin de chaque semaine, l'employeur doit créditer à chacun de ses salariés, à titre d'indemnité de congé annuels obligatoires et de jours fériés chômés, une somme égale à 10% du salaire gagné durant cette semaine, soit 6% en congés annuels obligatoires et 4% en jours fériés chômés.

2) **Obligation de l'employeur** : L'employeur doit transmettre avec son rapport mensuel à l'Office les montants portés au crédit de chacun de ses salariés.

La présente obligation de même que celle qui est prévue dans le paragraphe 1 s'appliquent à compter du 1<sup>er</sup> août 1979.

3) **Périodes de référence** : Il y a 2 périodes de référence :

- a) la première : du 1<sup>er</sup> janvier au 30 avril ;
- b) la deuxième : du 1<sup>er</sup> mai au 31 décembre.

4) **Versement de l'indemnité des congés annuels obligatoires et des jours fériés chômés** :

a) L'Office doit verser au salarié l'indemnité perçue pour la première période de référence au moyen d'un chèque expédié par la poste à la dernière adresse connue de l'intéressé, dans les 8 premiers jours du mois de décembre de l'année courante.

b) L'Office doit verser au salarié l'indemnité perçue pour la deuxième période de référence au moyen d'un chèque expédié par la poste à la dernière adresse connue de l'intéressé, dans les 8 premiers jours du mois de juillet de l'année suivante.

c) Nul ne peut réclamer avant le 10 décembre ou le 10 juillet suivant le cas, l'indemnité de congés annuels obligatoires et de jours fériés chômés.

d) Par dérogation au sous-paragraphe c, à la suite du décès d'un salarié, ses héritiers légaux peuvent réclamer l'indemnité de congés annuels obligatoires et de jours fériés chômés de ce salarié.

5) **Règle particulière : lignes de transport et de distribution d'énergie électrique, poste de transformation et réseaux de communication** : Les dispositions suivantes s'appliquent en lieu et place du paragraphe 3 et des sous-paragraphe a et b du paragraphe 4 :

a) **Période de référence** : Il n'y a qu'une seule période de référence, soit du 1<sup>er</sup> mai au 30 avril suivant.

b) **Versement des indemnités** :

i. **Indemnité de congés obligatoires** : L'Office doit verser au salarié l'indemnité de congés annuels obligatoires perçue dans les 8 premiers jours du mois de juillet suivant la fin de la période de référence précédente.

ii. **Indemnité de jours fériés chômés** : L'Office doit verser au salarié l'indemnité de jours fériés chômés perçue dans les 8 premiers jours du mois de décembre suivant la fin de la période de référence précédente.

**20.07. Intérêts** : Les intérêts des montants perçus au titre des congés annuels obligatoires et des jours fériés chômés qui ne sont pas utilisés aux fins et dans les limites permises par la Loi doivent être remis aux salariés de la construction au *pro rata* des montants qu'ils reçoivent.

**20.08. Exception : ascenseurs** : Pour le salarié affecté à des travaux relatifs aux ascenseurs, le jour de la fête de la Reine est un jour férié chômé non payé.

## **SECTION XXI**

### **DURÉE NORMALE DU TRAVAIL, HORAIRE, TRAVAIL PAR ÉQUIPE ET PÉRIODE DE REPOS**

#### **21.01. Dispositions générales concernant les heures normales de travail :**

1) **Calcul des heures de travail** : Sauf pour les salariés visés dans les paragraphes 1 et 8 de l'article 21.03, les heures de travail sont censées commencer et se terminer à l'emplacement des travaux, au niveau du sol ou, si le chantier est limité par une barrière que le salarié doit franchir pour se rendre à son travail, mais qu'il n'est pas autorisé à franchir avec son véhicule personnel, au niveau d'une telle barrière.

2) **Système horaire** : Les heures de travail sont basées sur l'heure solaire ou l'heure avancée, suivant l'heure en vigueur dans la localité où les travaux sont exécutés.

3) **Entente pour modification** : Il peut y avoir entente par chantier ou par employeur pour une période minimale de 5 jours ouvrables pour modifier l'horaire quotidien de travail prévu dans le paragraphe 3 de l'article 21.02 avec le groupe syndical majoritaire ; le syndicat ou l'union concerné et l'Office doivent être avisés sans délai de cette entente.

4) **Pointage** : Si l'employeur installe une ou plusieurs horloges de pointage, il doit le faire le plus près possible de l'endroit où commencent et se terminent les heures de travail, tel que défini dans le paragraphe 1.

Le salarié doit pointer sa carte lui-même au début et à la fin de son travail chaque jour ; il est payé pour les heures pointées, diminuées du temps consacré au repas.

Le présent paragraphe ne s'applique pas au mécanicien d'ascenseurs.

**21.02. Heures normales de travail (règle générale)** : À moins que l'une des dispositions particulières prévues dans le paragraphe 2 et suivants de l'article 21.03 ne s'applique, les heures normales sont les suivantes :

1) **Semaine normale de travail** : La semaine normale de travail est de 40 heures du lundi au vendredi.

2) **Journée normale de travail** : Les heures de travail quotidiennes sont de 8 heures du lundi au vendredi.

3) **a) Horaires : règle générale** : Les heures de travail quotidiennes sont réparties comme suit :

- i. entre 7 h 30 et 16 h ou 16 h 30 ;
- ii. entre 8 h et 16 h 30 ou 17 h ;

avec une demi-heure ou une heure, selon le cas, non rémunérée pour le dîner au milieu de la journée de travail.

Si l'employeur établit l'horaire de 7 h 30 à 16 h, il doit le faire pour une période minimale de 5 jours ouvrables consécutifs.

b) **Horaire particulier : mécanicien d'ascenseurs** : Malgré le sous-paragraphe a, les heures de travail quotidiennes du mécanicien d'ascenseurs affecté à des travaux de service et d'entretien sont de 8 h à 17 h avec une heure non rémunérée pour le dîner vers le milieu de la journée de travail.

4) **Déplacement de la période de repas** :

a) **Règle générale** : Nonobstant ce qui est prévu dans le paragraphe 3, le début de la période de repas peut, à la demande de l'employeur, précéder ou suivre de 30 minutes le temps de repas prévu au paragraphe 3.

Le salarié qui, à la demande de l'employeur, prend sa période de repas en dehors des limites prévues ci-dessus est

rémunéré au taux de salaire qui s'applique, pendant sa période de repas.

b) **Exception : travaux de toiture** : Le salarié affecté à l'opération et la surveillance de la bouilloire à goudron, qui consent, à la demande de l'employeur, de ne pas prendre sa période de repas, reçoit une indemnité égale à une demi-heure de son taux de salaire non majoré.

5) **Horaire hebdomadaire comprimé** : L'employeur, avec le consentement de la majorité des salariés concernés, peut, sur un chantier particulier, lorsque la majorité de ses salariés bénéficient des dispositions du paragraphe 2 de l'article 24.09 ou du sous-paragraphe f du paragraphe 1 de l'article 24.13, augmenter les heures de travail quotidiennes, dans le but d'effectuer une journée de travail comprimée le vendredi. Dans un tel cas, le temps supplémentaire ne s'applique qu'au-delà de la limite horaire quotidienne ainsi établie.

Le présent paragraphe ne s'applique pas aux salariés ni aux travaux visés dans les paragraphes 2, 5, 8, 9, 10, 11 et 12 de l'article 21.03, de même qu'au briqueteur-maçon, au carreleur, au charpentier-menuisier, au chaudronnier, à l'électricien, au poseur de systèmes intérieurs, au poseur de revêtements souples ni au salarié affecté à des travaux de tuyauterie.

Toutefois, le présent paragraphe s'applique aux salariés et aux travaux visés dans le paragraphe 6 de l'article 21.03, que la majorité des salariés bénéficient ou non des dispositions du paragraphe 2 de l'article 24.09 ou du sous-paragraphe f du paragraphe 1 de l'article 24.13.

**21.03. Heures normales (règles particulières)** :

1) **Voirie** : Les heures de travail sont censées commencer et se terminer au lieu de travail. L'employeur détermine le point de rencontre accessible par automobile le plus près possible du chantier pour l'arrivée le matin et le retour le soir ; le temps consacré au transport des salariés est rémunéré au taux de salaire non majoré et le véhicule est fourni, s'il y a lieu, par l'employeur.

2) **Travaux de toiture** : Les heures de travail des salariés affectés à des travaux de toiture, à l'exclusion du ferblantier, débutent à l'heure où le salarié, sur demande de l'employeur, doit se présenter au travail à l'endroit désigné par l'employeur. Les heures normales de travail sont de 40 heures par semaine et de 10 heures par jour, du lundi au vendredi.

3) **Cimentier-applicateur** : Le paragraphe 3 de l'article 21.02 ne s'applique pas au cimentier-applicateur affecté à des coulées de béton et opérations connexes.

4) **Manoeuvre et manoeuvre spécialisé** : Les heures normales de travail de tout manoeuvre (ouvrier non quali-

fié) et manoeuvre spécialisé affectés à des travaux reliés aux métiers de briqueteur et plâtrier, sont de 42½ heures avec une journée normale de 8½ heures. Le présent paragraphe ne s'applique pas à l'égard des travaux visés dans les paragraphes 6, 9 et 11.

**5) Gardien :**

a) Les heures normales de travail du gardien sont de 60 heures par semaine de 7 jours étalées sur 5 périodes de travail quotidiennes consécutives de 12 heures.

b) Le gardien a droit, pour le repas, à une pause d'une demi-heure rémunérée au taux de salaire de son emploi.

**6) Excavation, travaux routiers et autres travaux :**

a) Les heures normales de travail de tout salarié affecté à des travaux d'excavation de bâtiment sont de 45 heures par semaine étalées du lundi au vendredi avec une limite quotidienne de 9 heures ; cependant, dans tous les autres cas, les travaux d'excavation sont effectués à 50 heures par semaine étalées du lundi au vendredi avec une limite quotidienne de 10 heures.

b) Les heures normales de travail de tout salarié affecté aux travaux ou à la construction des ouvrages suivants : routes, grandes routes, artères, rues, trottoirs, chaînes et systèmes de drainage s'y rattachant, voies de circulation rapide (qu'elles soient construites en voie élevée ou en dépression, c'est-à-dire en tranchée), voies de croisement élevées ou en tranchée ou carrefours reliés à un viaduc, tunnels pour véhicules faisant partie des grandes routes et de voies de circulation rapide ; installation, détournement ou déplacement d'installations comme les égoûts et les conduites d'eau, qui se trouvent dans l'emprise de ces routes ou voies de circulation rapide ou qui sont affectées par cette emprise ; terrassement souterrain ou en tranchée à ciel ouvert, nivellement, assèchement et pavage des pistes d'aéroport, terrains de stationnement et entrées pavées, pose d'asphalte, quais, assèchement des gares de triage, pose de traverses et rails de chemin de fer et de métropolitains, ponts, brise-lames, piscines extérieures, pose de pilotis et tous les travaux relatifs au métro jusqu'à la phase de bétonnage complétée, sont de 50 heures par semaine étalées du lundi au vendredi avec une limite quotidienne de 10 heures.

c) Nonobstant le sous-paragraphe a, les heures normales de tout salarié affecté à des travaux de viaduc, d'aqueduc et d'égoût sont de 50 heures par semaine étalées du lundi au vendredi avec une limite quotidienne de 10 heures. Cependant, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1981, les heures normales sont de 45 heures par semaine, étalées du lundi au vendredi, avec une limite quotidienne de 10 heures.

d) Les sous-paragraphes b et c ne s'appliquent pas au salarié affecté à des travaux d'acier de structure (charpentes métalliques) et de structure de béton préfabriqué, ni au peintre affecté à des travaux d'entretien et de réparation sur les ponts, ni au calorifugeur, au ferblantier, au mécanicien d'ascenseurs ni à l'électricien.

**7) Travaux de pipe-line et de distribution de gaz naturel et de pétrole :**

a) **Définitions :** L'installation de pipe-line comprend tous les travaux reliés à la conduite maîtresse en amont de la centrale située aux confins d'une ville ou de la première station de mesure.

L'installation d'un réseau de distribution comprend tous les travaux reliés à la conduite maîtresse située dans la centrale ou la première station de mesure et toute la tuyauterie en aval jusqu'au compteur de l'utilisateur inclusivement.

L'employeur détermine en tout temps la composition des équipes de travail, quelque soit le diamètre de la conduite maîtresse ou de la tuyauterie.

b) **Installation de pipeline et travaux d'excavation qui s'y rapportent :** La semaine normale de travail est de 40 heures étalées du lundi au vendredi avec une limite quotidienne de 8 heures.

Les heures de travail sont censées commencer et se terminer au lieu de travail.

Les heures de transport effectuées durant les heures normales de travail deviennent, aux fins de rémunération, des heures effectivement travaillées.

c) **Réseau de distribution :** La semaine normale de travail est de 40 heures étalées du lundi au vendredi avec une limite quotidienne de 8 heures.

d) Malgré le paragraphe 2 de l'article 22.01, la semaine de travail peut être supérieure à celle qui est établie aux sous-paragraphes b et c sur un chantier particulier, après entente écrite entre l'employeur et le groupe syndical majoritaire des salariés concernés.

8) **Lignes de transport et de distribution d'énergie électrique, postes de transformation et réseaux de communication :** À moins d'entente à l'effet du contraire entre l'employeur et les représentants du groupe syndical majoritaire, les heures normales de travail pour les salariés affectés à l'excavation, à la construction, à la réparation, à l'entretien, à la peinture et à la démolition des lignes de transport (y compris les tours de communication) et de distribution d'énergie électrique, aux postes de transformation et aux réseaux de communication sont les suivantes :

**a) Lignes de distribution et réseaux de communication :**

i. **Semaine de travail :** 40 heures du lundi au vendredi.

ii. **Journée normale de travail :** 8 heures du lundi au vendredi.

iii. **Horaire :** L'horaire de travail quotidien est le suivant : de 8 h à 17 h avec une heure non rémunérée entre 12 h et 13 h pour prendre son repas. Les heures de travail sont censées commencer et se terminer au lieu de travail. Quant aux travaux d'excavation exécutés en rapport avec les réseaux de communication, la semaine normale de travail est de 45 heures, à raison de 9 heures par jour du lundi au vendredi.

**b) Lignes de transport (incluant les tours de communication) et postes de transformation :**

i. **Semaine normale de travail :**

— 45 heures du lundi au vendredi ;

1<sup>er</sup> novembre 1980 :

— 42½ heures du lundi au vendredi ;

1<sup>er</sup> novembre 1981 :

— 40 heures du lundi au vendredi.

ii. **Journée normale de travail :**

— 9 heures du lundi au vendredi ;

1<sup>er</sup> novembre 1980 :

— 8½ heures du lundi au vendredi ;

1<sup>er</sup> novembre 1981 :

— 8 heures du lundi au vendredi.

iii. **Horaire :**

— de 7 h à 17 h avec une heure non rémunérée entre 12 h et 13 h pour prendre son repas ;

1<sup>er</sup> novembre 1980 :

— de 7 h à 16 h 30 avec une heure non rémunérée entre 12 h et 13 h pour prendre son repas ;

1<sup>er</sup> novembre 1981 :

— de 7 h à 16 h avec une heure non rémunérée entre 12 h et 13 h pour prendre son repas.

iv. Le salarié bénéficie également d'une heure non rémunérée entre 12 h et 13 h pour prendre son repas le samedi, le dimanche et les jours fériés lorsqu'il effectue du travail durant ces journées.

**c) Début des heures de travail :**

i. **Postes de transformation :** Les heures de travail sont censées commencer et se terminer au lieu de travail.

ii. **Lignes de transport d'énergie :** Les heures de travail du salarié débutent à l'emplacement des travaux, à sa descente du véhicule de transport fourni par l'employeur.

d) **Journée normale de travail et de transport : lignes de transport et de distribution d'énergie électrique, postes de transformation et réseaux de communication :** La journée normale de travail et de transport ne peut être de plus de 11 heures si la journée normale de travail est de 8½ heures ou plus. Elle ne peut être de plus de 10 heures si la journée normale de travail est de 8 heures.

Les heures de transport excédant les limites prévues ci-dessus, ainsi que celles effectuées durant les heures normales de travail sont considérées comme des heures effectivement travaillées.

e) **Heure de départ du point de présentation au travail : lignes de transport d'énergie et postes de transformation :** À moins d'entente entre l'employeur et le représentant du groupe syndical majoritaire des salariés concernés, le départ du point de présentation au travail ne peut avoir lieu plus d'une demi-heure avant le début des heures de travail. L'Office doit être avisé dans les plus brefs délais d'une telle entente.

f) Nonobstant ce qui est prévu dans les sous-paragraphes a et b, le début de la période de repas peut, à la demande de l'employeur, précéder ou suivre de 30 minutes le temps de repas prévu dans ces sous-paragraphes a et b.

Le salarié qui, à la demande de l'employeur, prend sa période de repas en dehors des limites prévues ci-dessus est rémunéré au taux de salaire qui s'applique, pendant sa période de repas.

g) **Travaux exécutés sur le projet de la Baie James : lignes de transport et de distribution d'énergie électrique, postes de transformation et réseaux de communication :** La semaine normale de travail est de 50 heures étalées du lundi au vendredi, avec une limite quotidienne de 10 heures.

À compter du 1<sup>er</sup> janvier 1981, la semaine normale de travail est de 45 heures étalées du lundi au vendredi avec une limite quotidienne de 9 heures.

Les paragraphes 1, 2, 3, 4 et 6 de l'article 20.01, les articles 20.02, 20.03, 20.04 et le paragraphe 11 du présent article ne s'appliquent pas aux salariés affectés aux travaux cités en titre.

9) **Travaux relatifs aux immeubles d'habitation de 8 logements et moins** (en vigueur jusqu'au 29 avril 1982) : À

titre expérimental, le salarié affecté du lundi au vendredi aux travaux visés dans le présent alinéa a une semaine normale de 40 heures du lundi au vendredi avec une limite quotidienne de 10 heures.

Un immeuble d'habitation est un immeuble dont plus de 75% de la superficie est utilisée aux fins d'habitation, en excluant de telle superficie tout espace de stationnement.

Les heures normales de travail se situent entre 7 h et 18 h. Tout travail exécuté en dehors de cette limite horaire quotidienne est assujéti au paragraphe 3 de l'article 22.03.

Le présent paragraphe ne s'applique pas lorsque l'employeur établit le travail par système de double ou triple équipe.

**10) Travaux de réparation et d'entretien de petits immeubles commerciaux et industriels dont la construction est terminée :**

a) Le salarié affecté exclusivement pendant une semaine complète de travail à de tels travaux a une semaine normale de 40 heures, avec une limite quotidienne de 12 heures.

b) Aux fins du sous-paragraphe a, les mots « réparation et entretien » comprennent le travail d'entretien et de réparation des installations électriques, de gicleurs, de brûleurs à l'huile combustible, des installations de tuyauterie.

c) Le sous-paragraphe a ne s'applique pas aux travaux de réparation et d'entretien effectués :

- i. dans les immeubles commerciaux ou industriels d'une superficie de plus de 2 500 pieds carrés ;
- ii. dans les édifices commerciaux situés dans les centres d'achats ;
- iii. sur des installations de tuyauterie dans la région de l'agglomération montréalaise.

**11) Travaux exécutés dans les chantiers éloignés et dans le projet de la Baie James :**

a) La semaine normale du salarié affecté à des travaux de construction est de 45 heures à raison de 9 heures par jour.

b) Cependant, lorsque l'employeur fournit le gîte et le couvert, la semaine normale est de 50 heures étalées du lundi au vendredi, avec une limite quotidienne de 10 heures.

c) Les paragraphes 1, 2, 3 et 4 de l'article 20.01 et les articles 20.02, 20.03 et 20.04 ne s'appliquent pas aux travaux exécutés dans les chantiers éloignés ni dans le projet de la Baie James, ni aux travaux hydroélectriques exécutés au nord du 55<sup>e</sup> parallèle.

d) Le présent paragraphe ne s'applique pas non plus aux travaux suivants : construction de raffineries de pétrole, d'usines de produits chimiques, métallurgiques, sidérurgiques, de papeteries, de cimenteries, d'usines d'eau lourde, de centrales électriques thermiques ou nucléaires, d'usines de pâte et papier, d'usines de production et de transformation de gaz, de dépôts de réservoirs (*tank farm*) de pétrole ni d'usines de montage d'automobiles.

e) Le présent paragraphe s'applique aux travaux hydroélectriques exécutés au nord du 55<sup>e</sup> parallèle.

f) Le présent paragraphe ne s'applique pas aux travaux de construction de lignes de transport et de distribution d'énergie électrique, ni aux postes de transformation ni aux réseaux de communication.

12) **Ascenseurs :** L'employeur doit garantir au représentant local 40 heures de travail, de 8 h à 17 h, du lundi au vendredi inclusivement, payées à son taux de salaire. Il doit de plus lui verser la prime dont il est fait mention dans le paragraphe 3 de l'article 23.04.

**21.04. Travail d'équipe :**

1) **Conditions pour l'établir :** L'employeur peut établir le régime de la double et de la triple équipe aux conditions suivantes :

a) Sous réserve des exceptions prévues dans l'article 21.03, les heures normales de travail sont de 8 heures consécutives par jour.

b) Les régimes de la double ou de la triple équipe doivent être établis pour une durée minimale de 5 jours ouvrables consécutifs.

c) Il ne peut y avoir sur un chantier une deuxième ou une troisième équipe, sauf si ces équipes sont à l'emploi de l'employeur de la première équipe et qu'elles effectuent du travail commencé par l'équipe précédente.

d) Aucun employeur ne peut établir une deuxième ou une troisième équipe pour un travail commencé par une équipe précédente à l'emploi d'un autre employeur.

e) Nonobstant les paragraphes 2 et 3, la répartition des heures de travail par équipe est déterminée par l'employeur sur les chantiers visés dans le paragraphe 11 de l'article 21.03.

f) Aux fins du présent article, un salarié seul peut constituer une équipe.

**2) Régime de la double équipe :**

a) La répartition des heures de travail est déterminée par l'employeur. Compte tenu de la limite horaire quotidienne, cette répartition doit se situer entre 0 h 01 le lundi et 0 h le vendredi et peut inclure des heures de travail ef-

fectuées le samedi, à condition que ces dernières complètent une période de travail commencée le vendredi.

b) Aux fins du présent article, la première équipe est celle dont la majorité des heures de travail se situent pendant les heures normales de travail. À la demande de l'employeur, les heures de travail de la deuxième équipe peuvent débuter pendant les 2 premières heures suivant la dernière heure de travail de la première équipe et ce, pour la durée du régime de la double équipe. Si l'employeur veut établir une deuxième équipe dont l'heure d'entrée en service excède le délai de 2 heures ci-dessus prévu, il doit au préalable conclure une entente à cette fin avec le groupe syndical majoritaire des salariés concernés. Le syndicat ou l'union concerné et l'Office doivent être avisés sans délai de cette entente.

c) Le salarié assujéti au présent paragraphe a droit à une demi-heure non rémunérée pour prendre son repas au milieu de sa période de travail.

### 3) Régime de la triple équipe :

a) Lorsque le régime de la triple équipe est en vigueur, les heures normales de travail sont réparties de la façon suivante :

- i. 1<sup>ère</sup> équipe : de 8 h à 16 h, du lundi au vendredi ;
- ii. 2<sup>e</sup> équipe : de 16 h à 0 h, du lundi au vendredi ;
- iii. 3<sup>e</sup> équipe : de 0 h 01 à 8 h, du mardi au samedi.

b) L'employeur peut, après entente avec le groupe syndical majoritaire des salariés concernés et après en avoir avisé l'Office, établir des heures d'entrée en service de la première, deuxième et troisième équipes autres que celles qui sont prévues dans le sous-paragraphe a.

c) Le salarié qui travaille sous le régime de la triple équipe a droit, pour son repas, à une pause d'une demi-heure sans perte de salaire au milieu de sa période de travail.

### 4) Travail d'équipe : lignes de transport et de distribution d'énergie électrique, postes de transformation et réseaux de communication :

a) **Conditions pour l'établir :** L'employeur peut établir le régime de la double et de la triple équipe aux conditions suivantes :

- i. Sous réserve des exceptions prévues dans l'article 21.03, les heures normales de travail sont de 8 heures consécutives par jour.
- ii. Les régimes de la double ou de la triple équipe doivent être établis pour une durée minimale de 20 jours ouvrables consécutifs.

iii. Il ne peut y avoir sur un chantier une deuxième ou une troisième équipe, sauf si ces équipes sont à l'emploi de l'employeur de la première équipe et si elles effectuent du travail commencé par l'équipe précédente.

iv. Aucun employeur ne peut établir une deuxième ou une troisième équipe pour un travail commencé par une équipe précédente à l'emploi d'un autre employeur.

v. Aux fins du présent article, un salarié seul peut constituer une équipe.

### b) Régime de la double équipe :

i. La répartition des heures de travail est déterminée par l'employeur. Compte tenu de la limite horaire quotidienne, cette répartition doit se situer entre 0 h 01 le lundi et 0 h le vendredi et peut inclure des heures de travail effectuées le samedi, à condition que ces dernières complètent une période de travail commencée le vendredi.

ii. Aux fins du présent article, la première équipe est celle dont la majorité des heures de travail se situe pendant les heures normales de travail. À la demande de l'employeur, les heures de travail de la deuxième équipe peuvent débuter à l'intérieur des 2 premières heures suivant la dernière heure de travail de la première équipe et ce, pour la durée du régime de la double équipe. Si l'employeur veut établir une deuxième équipe dont l'heure d'entrée en service excède le délai de 2 heures susmentionné, il doit au préalable conclure une entente à cette fin avec le représentant du groupe syndical majoritaire des salariés concernés et l'Office doit être avisé sans délai de cette entente.

iii. Le salarié assujéti au présent paragraphe a droit à une demi-heure non rémunérée pour prendre son repas au milieu de sa période de travail.

### c) Régime de la triple équipe :

i. Lorsque le régime de la triple équipe est en vigueur, les heures normales de travail sont réparties de la façon suivante :

- 1<sup>ère</sup> équipe : de 8 h à 16 h, du lundi au vendredi ;
- 2<sup>e</sup> équipe : de 16 h à 0 h, du lundi au vendredi ;
- 3<sup>e</sup> équipe : de 0 h 01 à 8 h, du mardi au samedi.

ii. L'employeur peut, après entente avec le représentant du groupe syndical majoritaire des salariés concernés et après en avoir avisé l'Office, établir des heures d'entrée en service des première, deuxième et troisième équipes autres que celles prévues dans le sous-paragraphe i.

iii. Le salarié qui travaille sous le régime de la triple équipe a droit, pour son repas, à une pause d'une demi-heure sans perte de salaire au milieu de sa période de travail.

**21.05. Période de repos :****1) Avant-midi, après-midi, temps supplémentaire :**

a) Tout salarié a droit à 15 minutes payées de repos vers le milieu de la matinée et à 15 minutes payées vers le milieu de l'après-midi.

b) Les 2 périodes de repos prévues dans le sous-paragraphe a s'appliquent aussi aux salariés travaillant sous le régime de la double ou de la triple équipe.

c) Tout salarié a droit à 15 minutes de repos payées à son taux de salaire à la fin de sa journée normale de travail, s'il doit effectuer du temps supplémentaire cette journée-là.

De plus, sauf lorsque le paragraphe 3 s'applique, tout salarié a droit à 15 minutes de repos payées au taux de salaire majoré qui s'appliquait avant le repos, après toute période de 2 heures de temps supplémentaire à condition que cette dernière période de repos soit suivie d'une période quelconque de travail.

d) Lors de ces périodes de repos, le salarié ne doit pas arrêter son travail plus de 15 minutes.

**2) Repos journalier :**

a) Tout salarié doit bénéficier d'une période de repos, qu'il doit prendre, d'au moins 8 heures consécutives dans toute période de 24 heures, sauf lorsque la santé et la sécurité du public sont en danger.

b) La rémunération au taux de salaire majoré pour les heures supplémentaires se continue aussi longtemps que le salarié n'a pas bénéficié de cette période de repos.

c) **Lignes de transport et de distribution d'énergie, postes de transformation et réseaux de communication :** L'employeur ne peut empêcher un salarié de travailler ses heures normales de travail dans le seul but de s'éviter de payer du temps supplémentaire en vertu du présent paragraphe. Ce paragraphe ne s'applique pas si le salarié a travaillé pendant 16 heures consécutives ou plus.

3) **Repas :** Tout salarié qui a effectué 2 heures de travail à temps supplémentaire consécutives à sa journée normale de travail, bénéficie d'une demi-heure rémunérée au taux de salaire qui s'applique, pour lui permettre de manger, à la condition que cette période de repas soit suivie d'une période quelconque de travail. Le salarié visé dans le présent paragraphe bénéficie d'une indemnité de repas de 5 \$ sauf si l'employeur fournit un repas convenable et par la suite, après 4 autres heures supplémentaires.

4) **Peintre :** Sauf pour les heures où une période de repos est déjà prévue dans le sous-paragraphe a du paragraphe 1, tout salarié qui exécute des travaux de peinture lorsque l'usage d'un masque ou de filtres est obligatoire vu le

caractère nocif et corrosif des matériaux utilisés, doit bénéficier d'un repos de 10 minutes pour chaque période de 60 minutes de travail.

5) **Cimentier-applicateur :** Sauf pour les heures où une période de repos est déjà prévue dans le sous-paragraphe a du paragraphe 1, tout cimentier-applicateur doit bénéficier d'une allocation de repos de 10 minutes pour chaque heure où il est appelé à travailler avec des matériaux à base d'époxy nocif et corrosif.

6) **Travaux de parquetage :** Sauf pour les heures où une période de repos est déjà prévue dans le sous-paragraphe a du paragraphe 1, le salarié affecté au sablage de plancher ou à la pose sur tel plancher de matériaux à base d'époxy nocif et corrosif, lorsque l'usage d'un masque ou de filtres est obligatoire, doit bénéficier d'un repos de 10 minutes pour chaque heure de travail.

## SECTION XXII

### HEURES SUPPLÉMENTAIRES

**22.01. Règle générale :**

1) Tout travail exécuté un jour de congé annuel obligatoire ou un jour férié chômé ou en plus du nombre d'heures quotidiennes ou hebdomadaires ou en plus ou en dehors des limites horaires fixées dans la section XXI est considéré comme du travail supplémentaire.

Pour les lignes de transport et de distribution d'énergie électrique, les postes de transformation et les réseaux de communication, tout travail exécuté entre le 23 décembre d'une année et le 3 janvier de l'année suivante est considéré comme du travail supplémentaire.

Le deuxième alinéa ne s'applique pas en regard des travaux visés dans le sous-paragraphe g du paragraphe 8 de l'article 21.03.

2) Les heures supplémentaires sont volontaires et l'employeur ne peut pénaliser un salarié qui refuse de les exécuter, sauf s'il s'agit de travaux d'urgence dont la preuve incombe à l'employeur.

3) **Exception : électricien :** Pour les travaux d'électricité d'une durée de plus de 3 mois pour un employeur particulier, effectués dans des raffineries de pétrole, des usines de produits chimiques, métallurgiques, sidérurgiques, des papeteries, des cimenteries, des usines d'eau lourde, des centrales électriques thermiques ou nucléaires, des usines de pâte et papier, des usines de production et de transformation de gaz, des dépôts de réservoirs (*tank farm*) de pétrole et des usines de montage d'automobiles, de même que dans des édifices commerciaux, lorsqu'il est prévu que les électriciens auront à effectuer du temps supplémentaire d'une façon régulière pendant une partie ou toute la durée de ces travaux, le calendrier des heures supplémentaires

est établi par l'employeur et le représentant du syndicat ou l'union qui regroupe la majorité des salariés concernés.

**22.02. Rémunération :** Le salarié qui effectue du travail supplémentaire est rémunéré de la façon suivante :

1) **a) Règle générale :** Lorsque le travail est soumis à une limite horaire quotidienne, la première heure supplémentaire effectuée en plus de cette limite horaire quotidienne entraîne une majoration du taux de salaire de 50%.

**b) Lignes de transport et de distribution d'énergie électrique, postes de transformation et réseaux de communication :** Les heures supplémentaires effectuées en plus de la limite horaire quotidienne entraînent une majoration du taux de salaire de 100%.

2) Les heures supplémentaires effectuées quotidiennement ou hebdomadairement, selon le cas, en plus de celles mentionnées dans le paragraphe 1 ainsi que celles effectuées le samedi, le dimanche et les jours fériés entraînent une majoration du taux de salaire de 100%, sauf les restrictions ci-après prévues.

**22.03. Exceptions à l'article 22.02 :**

1) **a) Certains travaux :** Les salariés affectés à des travaux d'installation de pipeline et de réseaux de distribution tels que définis dans le sous-paragraphe a du paragraphe 7 de l'article 21.03 de même qu'aux travaux d'excavation qui s'y rapportent et à des travaux de construction d'usines de produits chimiques, d'usines métallurgiques, de raffineries de pétrole, d'usines sidérurgiques, de papeteries, de cimenteries, d'usines d'eau lourde, de centrales électriques thermiques ou nucléaires, d'usines de pâte et papier, d'usines de production et de transformation de gaz, de dépôts de réservoirs (*tank farm*) de pétrole et d'usines de montage d'automobiles, sont rémunérés au taux de salaire majoré de 100%, pour toutes les heures supplémentaires effectuées.

**b) Chaudronnier et mécanicien de chantier :** Pour ces 2 métiers, le salarié est rémunéré à son taux de salaire majoré de 100% pour toutes les heures supplémentaires effectuées, sauf lorsque le paragraphe 2 s'applique.

**c) Électricien :** L'électricien est rémunéré à son taux de salaire majoré de 100% pour toutes les heures supplémentaires effectuées, sauf lorsque les paragraphes 2 et 3 s'appliquent.

2) **Chantiers éloignés et Baie James :**

**a) Règle générale :** Le salarié affecté à des travaux régis par le sous-paragraphe b du paragraphe 11 de l'article 21.03, est rémunéré au taux de salaire majoré de 50% pour les 5 premières heures supplémentaires effectuées et de

100% pour les heures supplémentaires subséquentes, de même que celles effectuées le dimanche.

**b) Exception : acier de structure (charpentes métalliques) :** Toutefois, dans le cas du salarié affecté aux travaux d'acier de structure (charpentes métalliques), tout travail exécuté le samedi et le dimanche ou après une heure supplémentaire par jour, entraîne une majoration du taux de salaire de 100%. La première heure supplémentaire entraîne une majoration du taux de salaire de 50%.

3) **Travaux relatifs à des immeubles d'habitation de 8 logements et moins** (en vigueur jusqu'au 29 avril 1982) : Le salarié affecté du lundi au vendredi aux travaux visés dans le présent paragraphe est rémunéré à son taux de salaire majoré de 50% pour les 10 premières heures supplémentaires effectuées du lundi au vendredi inclusivement et de 100% pour les heures supplémentaires subséquentes.

Un immeuble d'habitation est un immeuble dont plus de 75% de la superficie est utilisée aux fins d'habitation, en excluant de telle superficie tout espace de stationnement.

4) **Manoeuvre et manoeuvre spécialisé :** Le salarié affecté aux travaux auxquels s'applique le paragraphe 4 de l'article 21.03 est rémunéré au taux de salaire majoré de 100% pour toutes les heures supplémentaires effectuées.

**22.04. Ascenseur :**

1) **Règle de base :** Tout travail supplémentaire tel que défini dans le paragraphe 1 de l'article 22.01 ainsi que tout travail effectué entre 17 h et 8 h entraîne une majoration du taux de salaire de 100%.

2) **Travaux d'examen et d'entretien :**

**a)** Sauf le dimanche et les jours fériés chômés, dans tous les cas de rappel après les heures normales de travail, le salarié est rémunéré à son taux de salaire majoré de 50%.

**b)** Le dimanche et les jours fériés chômés, dans tous les cas de rappel au travail, le salarié est rémunéré à son taux de salaire majoré de 100%.

3) **Représentant local :** Tout travail supplémentaire exécuté par le salarié dont il est fait mention dans le paragraphe 12 de l'article 21.03 est rémunéré selon les paragraphes 1 ou 2.

Tout travail de bureau effectué en plus des heures normales de travail par le représentant local lorsqu'aucune aide cléricale n'est fournie à ce dernier est rémunéré à son taux de salaire non majoré.



## SECTION XXIII PRIMES

**23.01. Calcul des primes :** À l'exception des primes prévues dans l'article 23.04, la rémunération des heures supplémentaires est établie avant que les primes ne soient ajoutées, c'est-à-dire que le pourcentage d'augmentation ne s'applique pas aux primes.

**23.02. Prime d'équipe :** Tout salarié qui exécute des travaux dans une équipe autre que la première équipe doit recevoir une prime horaire de 0,30 \$ en plus du taux de salaire qui s'applique pour chaque heure de travail effectuée.

À titre de règles particulières, le montant de cette prime s'établit de la façon suivante :

a) briqueteur-maçon, carreleur, charpentier-menuisier, couvreur, ferblantier, poseur de systèmes intérieurs et poseur de revêtements souples : . . . . .0,35 \$ ;

b) conducteur de camion, grutier, mécanicien de machines lourdes, opérateur d'appareils de levage, opérateur de pelles mécaniques, opérateur d'équipement lourd, salarié travaillant sur les lignes de transport et de distribution d'énergie électrique, postes de transformation et réseaux de communication et salarié travaillant à la soudure de machinerie lourde : . . . . .0,40 \$ ;

c) mécanicien de chantier : . . . . .0,50 \$ ;

d) calorifugeur et salarié affecté à des travaux de tuyauterie : . . . . .0,75 \$ ;

e) chaudronnier, électricien et monteur d'acier de structure : . . . . .1,00 \$.

**23.03. Prime d'équipe spéciale : tuyauterie :** Le salarié affecté à des travaux de tuyauterie effectués par équipes dans des raffineries de pétrole, des usines de produits chimiques, métallurgiques, sidérurgiques, des papeteries, des cimenteries, des usines d'eau lourde, des centrales électriques thermiques ou nucléaires, des usines de pâte et papier, des usines de production et de transformation de gaz, des dépôts de réservoirs (*tank farm*) de pétrole et dans des usines de montage d'automobiles, entre 16 h 30 et 8 h, reçoit une prime égale à 15% du taux de salaire de son métier, pour chaque heure de travail effectuée dans ces conditions.

**23.04. Prime de chef de groupe et de chef d'équipe :**

1) Le chef de groupe reçoit une prime horaire de 0,80 \$ en plus du taux de salaire de son métier ou de son emploi pour chaque heure de travail effectuée à ce titre.

Le chef d'équipe reçoit une prime horaire de 0,40 \$ en plus du taux de salaire de son métier ou de son emploi pour chaque heure de travail effectuée à ce titre.

À titre de règles particulières, le montant de ces primes s'établit de la façon suivante :

a) briqueteur-maçon, carreleur, charpentier-menuisier, électricien, mécanicien de chantier, monteur d'acier de structure, poseur de systèmes intérieurs, poseur de revêtements souples et salarié affecté à des travaux de tuyauterie : 1 \$ pour le chef de groupe, 0,50 \$ pour le chef d'équipe ;

b) chaudronnier et ferrailleur : 1 \$ pour le chef de groupe – la notion et la prime de chef d'équipe ne s'appliquent pas à ces métiers.

2) **Règle particulière : frigoriste :** Tout chef d'équipe de 4 compagnons frigoristes ou plus doit recevoir une prime horaire de 0,75 \$ en plus du taux de salaire de son métier, pour chaque heure de travail effectuée à ce titre.

3) **Règle particulière : ascenseurs :**

a) Tout mécanicien d'ascenseurs affecté à des travaux de construction, de rénovation ou de réparation d'un ascenseur et qui dirige 3 salariés ou plus reçoit une prime égale à 12½ % du taux de salaire de son métier pour chaque heure de travail effectuée dans ces conditions.

b) Un compagnon mécanicien d'ascenseurs désigné comme ajusteur par son employeur reçoit une prime égale à 12½ % du taux de salaire de son métier pour chaque heure de travail effectuée dans ces conditions.

4) **Règle particulière : lignes de transport et de distribution d'énergie électrique, postes de transformation et réseaux de communication :** Il doit toujours y avoir un chef d'équipe partout où un groupe de 2 à 5 salariés travaillent à un même endroit, sauf s'il y a déjà un chef de groupe qui exécute les fonctions d'un chef d'équipe. Le chef d'équipe peut être le deuxième homme.

Le chef de groupe et le chef d'équipe reçoivent le plus haut taux de salaire de l'annexe concernée plus une prime de 1,10 \$ pour le chef de groupe et de 0,60 \$ pour le chef d'équipe, et ce, pour chaque heure rémunérée à ce titre.

Cependant, la prime de chef d'équipe de creusage et de mise en place des poteaux est déjà prévue dans le taux de salaire de cette occupation apparaissant dans les annexes E-2 (lignes de distribution) et E-3 (réseaux de communication).

**23.05. Autres primes spéciales :**

1) **Déplacement de l'horaire de travail :** Lorsque, dans des circonstances particulières dont la preuve incombe à l'employeur, la majorité des heures de travail de

la journée ne peut être exécutée à l'intérieur de l'horaire prévu dans le paragraphe 3 de l'article 21.02 mais sans qu'il s'agisse d'un travail par équipe, le travail peut être fait à d'autres périodes de la journée et l'Office doit en être avisé sans délai.

Ce travail demeure toutefois assujéti à la limite du nombre d'heures quotidiennes ou hebdomadaires prévues dans la section XXI et dans la section XXII. Une prime horaire de 0,30 \$ en plus du taux de salaire de son métier ou de son emploi doit être versée au salarié pour chaque heure de travail effectuée dans ces conditions.

À titre de règles particulières, le montant de cette prime s'établit de la façon suivante :

a) charpentier-menuisier, chaudronnier, couvreur, ferblantier, manoeuvre, manoeuvre spécialisé, mécanicien de chantier, poseur de systèmes intérieurs, poseur de revêtements souples et salarié affecté à des travaux de tuyauterie : ..... 0,35 \$ ;

b) calorifugeur et électricien : ..... 0,40 \$ .

2) **Opérateur de compresseur** : L'opérateur de compresseur qui a charge d'une batterie de plus de 3 compresseurs éloignés l'un de l'autre doit recevoir une prime horaire de 0,25 \$ en plus du taux de salaire de son emploi, pour chaque heure de travail effectuée dans ces conditions.

### 3) Lignes de transport d'énergie :

a) Tout monteur appelé à travailler à la pose de conducteurs de lignes de transport d'énergie électrique (incluant les tours de communication), sur les traversées de longue portée nécessitant l'utilisation de méthodes spéciales, doit recevoir une prime égale à 30% du taux de salaire de son emploi, pour chaque heure de travail effectuée dans ces conditions.

b) Tout monteur appelé à travailler à la construction de pylônes de traversées décrites dans le sous-paragraphe a, doit recevoir une prime horaire de 0,90 \$ en plus du taux de salaire de son emploi.

4) **Grutier** : Le compagnon grutier qui opère une grue :

a) de 75 tonnes ou plus, doit recevoir une prime horaire de 0,40 \$ en plus du taux de salaire de son métier, pour chaque heure de travail effectuée dans ces conditions ;

b) de 100 tonnes ou plus, doit recevoir une prime horaire de 0,50 \$ en plus du taux de salaire de son métier, pour chaque heure de travail effectuée dans ces conditions ;

c) de 140 tonnes ou plus, doit recevoir une prime horaire de 0,70 \$ en plus du taux de salaire de son métier, pour chaque heure de travail effectuée dans ces conditions ;

d) de 200 tonnes ou plus ainsi qu'une sapine, doit recevoir une prime horaire de 1 \$ en plus du taux de salaire de son métier, pour chaque heure de travail effectuée dans ces conditions.

5) **Jointoyage** : Le salarié affecté au jointoyage à l'aide du bazouka doit recevoir une prime horaire de 0,60 \$ en plus du taux de salaire de son métier, pour chaque heure de travail effectuée dans ces conditions.

6) **Utilisation du pistolet** : Le peintre ou apprenti-peintre qui effectue des travaux de peinture à l'aide d'un pistolet doit recevoir une prime horaire de 1 \$ en plus du taux de salaire de son métier, pour chaque heure de travail effectuée dans ces conditions.

7) **Briqueur-maçon** : Tout briqueur-maçon appelé à travailler sur une cheminée industrielle à une hauteur de 100 pieds et plus du sol reçoit une prime horaire de 0,50 \$ en plus du taux de salaire de son métier, pour chaque heure de travail effectuée dans ces conditions.

8) **Briqueur-maçon** : Tout briqueur-maçon affecté à des travaux sur des matériaux réfractaires dans des usines en marche lorsqu'il s'agit de raffineries de pétrole, d'usines de produits chimiques, métallurgiques, sidérurgiques, de papeteries, de cimenteries, d'usines d'eau lourde, de centrales électriques thermiques ou nucléaires, d'usines de pâte et papier, d'usines de production et de transformation de gaz, de dépôts de réservoirs (*tank farm*) de pétrole et d'usines de montage d'automobiles, reçoit une prime horaire de 0,50 \$ en plus du taux de salaire de son métier, pour chaque heure de travail effectuée dans ces conditions.

9) **Cimentier-applicateur** : Tout cimentier-applicateur travaillant en vertu du paragraphe 3 de l'article 21.03 selon un horaire hebdomadaire de 40 heures sans horaire journalier, affecté à des coulées de béton et opérations connexes, doit bénéficier d'une prime horaire de 1,25 \$ en plus du taux de salaire de son métier pour chaque heure de travail effectuée après 18 h, sauf s'il effectue du travail sous un régime de double ou de triple équipe.

10) **Manoeuvre – manoeuvre spécialisé** : Tout manoeuvre ou manoeuvre spécialisé appelé à travailler sur une cheminée industrielle ou un silo à une hauteur de 100 pieds et plus du sol reçoit une prime horaire de 0,50 \$ en plus du taux de salaire de son emploi pour chaque heure de travail effectuée dans ces conditions.

11) **Conducteur de camion** : Tout conducteur de camion qui travaille sur un camion hors route de 35 tonnes et plus, reçoit une prime horaire de 0,40 \$ en plus du taux

de salaire de son emploi pour chaque heure travaillée dans ces conditions.

**12) Opérateur de pelles mécaniques :** Tout opérateur de pelles mécaniques qui opère une pelle de 6 verges cubes et plus reçoit une prime horaire de 0,50 \$ en plus du taux de salaire de son métier, pour chaque heure effectuée dans ces conditions.

**23.06. 1) Prime de hauteur :** Tout salarié appelé à exécuter, sur des échafaudages suspendus, des travaux à une hauteur de 35 pieds et plus au-dessus de toute surface reçoit une prime horaire de 0,45 \$ en plus du taux de salaire de son métier ou de son emploi, pour chaque heure de travail effectuée dans ces conditions.

À titre de règle particulière, le montant de cette prime s'établit de la façon suivante : briqueteur-maçon, chaudronnier, électricien et salarié affecté à des travaux de tuyauterie : 0,50 \$.

Cependant, cette prime ne s'applique pas au mécanicien d'ascenseurs affecté à la construction d'un ascenseur.

**2) Peintre :** Le peintre reçoit une prime de 0,45 \$ lorsqu'il exécute sur un pont enjambant un cours d'eau des travaux relatifs à son métier. Cette prime est cependant de 0,75 \$ lorsque ces travaux sont exécutés à une hauteur de 35 pieds et plus au-dessus du tablier du pont ou sous le pont à 35 pieds et plus au-dessus de l'eau et du sol.

Lorsque l'une de ces primes s'applique, le salarié n'a pas droit à la prime de hauteur même s'il exécute des travaux dans les conditions décrites dans le paragraphe 1.

**23.07. Connecteur de charpentes métalliques ou de béton préfabriqué :** Tout monteur d'acier de structure qui, à la demande de son employeur, agit à titre de connecteur de charpentes métalliques ou de charpentes de béton préfabriqué autres que les murs et planchers reçoit une prime horaire de 0,50 \$ en plus du taux de salaire de son métier pour chaque heure de travail effectuée dans ces conditions.

**23.08. Prime pour travail dans un caisson à air comprimé :** Tout salarié qui travaille dans un caisson à air comprimé reçoit une prime horaire de 0,40 \$ en plus du taux de salaire de son métier ou de son emploi, pour chaque heure de travail effectuée dans ces conditions.

**23.09. Prime de soudure :** Tout salarié affecté à des travaux de soudure à l'argon ou à la soudure sur acier inoxydable, aluminium, chrome, cuivre (*brass*), fer galvanisé, monel ou nickel doit recevoir une prime horaire de 0,35 \$ en plus du taux de salaire de son métier ou de son emploi, pour chaque heure de travail effectuée dans ces conditions.

À titre de règles particulières, le montant de cette prime s'établit de la façon suivante :

- a) couvreur et ferblantier : . . . . . 0,40 \$ ;
- b) chaudronnier, mécanicien de chantier et salarié affecté à des travaux de tuyauterie : . . . . . 0,45 \$ ;
- c) électricien et salarié travaillant sur lignes de transport et de distribution d'énergie électrique, postes de transformation et réseaux de communication : . . . . . 0,50 \$ .

**23.10. Opérateur d'équipement lourd :** L'opérateur d'équipement lourd qui opère une chargeuse frontale en butte de 6 verges cubes ou plus doit recevoir une prime horaire de 0,40 \$ en plus du taux de salaire de son métier, pour chaque heure de travail effectuée dans ces conditions.

**23.11. Travaux de nettoyage au jet de sable :** Tout peintre ou apprenti peintre, tout manoeuvre affecté à des travaux de nettoyage au jet de sable reçoit une prime horaire de 1 \$ en plus du taux de salaire de son métier ou de son emploi, pour chaque heure de travail effectuée dans ces conditions.

**23.12. Prime pour travaux souterrains :** Tout salarié qui exécute des travaux souterrains reçoit une prime horaire de 0,35 \$ en plus du taux de salaire de son métier ou de son emploi, pour chaque heure de travail effectuée dans ces conditions.

Aux fins de l'application du premier alinéa, l'expression « travaux souterrains » signifie les opérations reliées au forage de tunnels aux fins de construction, en excluant tous les travaux exécutés à ciel ouvert.

Lorsqu'un revêtement de béton ou un blindage s'avère nécessaire, les opérations reliées au forage se terminent lorsque le décoffrage de ce revêtement de béton ou le blindage est terminé.

Le présent article ne s'applique pas au travailleur souterrain (mineur).

**23.13. 1) Prime – installation de pipe-line :**

a) Tout tuyauteur ou soudeur affecté à des travaux d'installation de pipe-line reçoit une prime horaire de 1 \$ en plus du taux de salaire de son métier ou de son emploi, pour chaque heure de travail effectuée dans ces conditions.

b) En plus de la prime prévue dans le paragraphe 1, tout soudeur pipe-line qui exécute la première ou la seconde passe reçoit une prime horaire de 0,50 \$ en plus du taux de salaire de son emploi, pour chaque heure de travail effectuée dans ces conditions.

2) **Prime – réseaux de distribution :** Tout tuyauteur ou soudeur affecté à des travaux d'installation de réseaux de distribution reçoit une prime horaire de 0,75 \$ en plus du taux de salaire de son emploi, pour chaque heure de travail effectuée dans ces conditions.

**23.14. Prime d'intempérie : électricien : *pipe rack* :** En cas d'intempérie seulement, l'électricien qui effectue des travaux à ciel ouvert sur une structure d'acier ou de béton appelée *pipe rack* reçoit une prime de 15% en plus du taux de salaire de son emploi, pour chaque heure de travail effectuée dans ces conditions.

## SECTION XXIV FRAIS DE DÉPLACEMENT

**24.01. Définition :** À moins d'une disposition contraire à cet effet, l'expression « frais de déplacement » signifie les frais de transport, les frais de chambre et pension et le temps consacré au transport.

**24.02. Règle générale :** Au cours de la journée normale de travail, les déplacements du salarié, aller et retour, de la place d'affaires ou du siège social de l'employeur jusqu'au chantier et d'un chantier à un autre sont à la charge de l'employeur. Si l'employeur fournit le moyen de transport, il est alors exempté des frais de ces déplacements.

**24.03. Transport des salariés par l'employeur :** Tout employeur qui transporte des salariés doit le faire dans des véhicules convenables et chauffés lorsque le temps qu'il fait l'exige.

### **24.04. Exclusion du temps de transport :**

1) **Règle générale :** Compte tenu des articles 24.09 et 24.17, le temps de transport nécessaire à un salarié pour se rendre au travail avant que commence la journée normale et pour en revenir après ne fait pas partie de la journée normale de travail et n'est pas rémunérable sauf pour le conducteur du véhicule affecté au transport des salariés pour qui le temps est inclus dans le calcul des heures de travail.

2) **Exception :** Nonobstant le paragraphe 1, lorsque, à la demande de l'employeur, le salarié se rend au siège social de l'employeur ou à tout autre endroit déterminé par ce dernier, avant le début de la journée normale de travail, il est rémunéré à son taux de salaire, en temps de transport, à compter de l'heure convenue de sa présentation à l'endroit prévu ci-dessus.

3) **Projet de la Baie James :** Quant au projet de la Baie James et aux travaux hydroélectriques exécutés au nord du 55<sup>e</sup> parallèle, lorsque le temps pour se rendre de la cafétéria ou du point de départ du véhicule de transport, si

autre que la cafétéria, jusqu'au lieu de travail excède 30 minutes, le salarié reçoit l'excédent de ce 30 minutes en temps de transport. La même règle s'applique pour le retour de son lieu de travail à la cafétéria ou au point de départ du véhicule de transport. Le présent paragraphe ne s'applique pas au salarié visé dans le paragraphe 2 de l'article 19.02.

**24.05. Utilisation du véhicule du salarié :** Aucun salarié n'est tenu d'utiliser son véhicule pour le service de l'employeur. Si, à la demande de celui-ci, le salarié utilise son véhicule au bénéfice de l'employeur, il doit recevoir une indemnité de 0,22 \$ du kilomètre parcouru, ce qui est réputé couvrir tous les frais du véhicule du salarié.

**24.06. Résidence du salarié :** Aux fins de la présente section, la résidence du salarié est celle que le salarié déclare par écrit à l'employeur lors de son embauche, résidence qui doit être celle qui apparaît sur la carte visée dans l'article 7.01.

La déclaration dont il est fait mention dans le présent article constitue une preuve non contestable de son contenu.

### **24.07. Changement de résidence :**

1) L'employeur est tenu de verser les allocations prévues dans l'article 24.09 à tout salarié qui l'avise de tout changement de résidence entraînant un déboursé supplémentaire. Toutefois, tout salarié qui fait défaut de déclarer par écrit à son employeur tout changement de résidence entraînant un déboursé supplémentaire n'a pas droit à une majoration de l'allocation prévue dans l'article 24.09.

2) Tout salarié qui fait défaut de déclarer par écrit à son employeur tout changement de résidence entraînant une diminution de déboursé est tenu de rembourser à l'employeur l'excédent de l'allocation ainsi perçue.

3) L'employeur doit mettre à la disposition du salarié des formules de déclaration de changement de résidence.

**24.08. Calcul de l'indemnité :** Pour fins de calcul de l'indemnité, la résidence du salarié est réputée être l'hôtel de ville (ou ce qui en tient lieu) de la municipalité de la résidence du salarié.

### **24.09. Indemnité pour frais de déplacement :**

1) **Règle générale :** L'employeur doit verser, pour frais de déplacement, à tout salarié qui effectue le nombre d'heures de travail fixé par l'employeur dans le cadre de la journée normale de travail, ou qui bénéficie de l'indemnité prévue dans le paragraphe 1 de l'article 19.01, l'une ou

l'autre des indemnités suivantes pour chaque jour de travail :

a) Un montant de 4,50 \$ lorsque la résidence du salarié est située à plus de 48 kilomètres du chantier, par le plus court chemin entre ces 2 points.

b) Un montant de 6 \$ lorsque la résidence du salarié est située à plus de 56 kilomètres du chantier, par le plus court chemin entre ces 2 points.

c) Un montant de 10,75 \$ lorsque la résidence du salarié est située à plus de 72 kilomètres du chantier, par le plus court chemin entre ces 2 points.

d) Un montant de 12,75 \$ lorsque la résidence du salarié est située à plus de 88 kilomètres du chantier, par le plus court chemin entre ces 2 points.

e) Le salarié qui, à la demande de l'employeur, accepte de prendre chambre et pension à l'intérieur d'une distance de 120 kilomètres de sa résidence, par le plus court chemin entre ces 2 points, reçoit l'allocation prévue dans le sous-paragraphe d en guise d'indemnité compensatrice pour les frais de déplacement.

2) Lorsque la distance entre la résidence du salarié et le chantier est de 120 kilomètres ou plus par le plus court chemin entre ces 2 points, tout salarié qui effectue le nombre d'heures de travail fixé par l'employeur dans le cadre de la journée normale de travail ou qui bénéficie de l'indemnité prévue dans le paragraphe 1 de l'article 19.01 reçoit, à titre d'indemnité pour frais de déplacement :

a) 160 \$ par semaine à titre de frais de chambre et pension, compte tenu de l'option de l'employeur prévue dans le paragraphe 1 de l'article 24.10.

Aux fins de l'application du présent sous-paragraphe, si le salarié n'effectue pas une semaine complète de travail, il reçoit 1/5 de l'allocation hebdomadaire, pour chaque jour où il doit prendre chambre et pension, jusqu'à concurrence de l'allocation hebdomadaire prévue dans le présent sous-paragraphe ;

b) l'équivalent du prix d'un passage aller-retour exigé par le transporteur public choisi par l'employeur pour que le salarié se rende, à la demande de l'employeur, de sa résidence au chantier. Un seul passage aller-retour est remboursé en vertu du présent sous-paragraphe ;

c) à titre de temps de transport, l'équivalent du temps mis par le transporteur public choisi par l'employeur, entre le point de départ et le point d'arrivée, le plus rapproché de la résidence du salarié et du chantier. Le salarié est rémunéré, pour ce temps de transport, à son taux de salaire non majoré et en aucun temps le remboursement du temps de transport ne doit dépasser 8 heures par période de 24 heures. Une seule période de temps de transport al-

ler-retour est remboursée en vertu du présent sous-paragraphe.

d) **règle particulière : grutier (location de grue) :** notwithstanding le sous-paragraphe a, le salarié visé ci-dessus reçoit une allocation quotidienne de 40 \$ pour chaque jour où il doit prendre chambre et pension dans le cas d'un déplacement de 2 semaines et moins.

#### **24.10. Gîte et couvert ou transport fournis :**

1) Les allocations prévues dans le sous-paragraphe a du paragraphe 2 de l'article 24.09 ne sont pas versées lorsque l'employeur loge et nourrit le salarié dans un baraquement (camp) ou lui fournit le gîte et le couvert convenables.

2) Les frais de transport prévus dans le sous-paragraphe b du paragraphe 2 de l'article 24.09 ne sont pas versés lorsque l'employeur fournit le moyen de transport.

3) Pour les travaux d'entretien et de réparation dont la durée est de 5 jours ou moins pour un employeur particulier, ce dernier peut en tout temps décider d'assumer les frais de déplacement du salarié qui est déjà à son emploi avant le début des travaux, en lieu et place des indemnités prévues dans la présente section, mais au minimum sur la base de celles-ci. Dans les cas de travaux décrits dans le présent paragraphe, la résidence du salarié est réputée être la place d'affaires de l'employeur, au Québec, où le salarié se rapporte habituellement.

**24.11. Paiement des frais de déplacement :** Les frais de déplacement prévus dans la présente section doivent être payés séparément du salaire. Le paiement peut en être différé d'une semaine, sauf l'allocation prévue dans le sous-paragraphe a du paragraphe 2 de l'article 24.09 laquelle ne peut être différée.

**24.12. Perte de l'indemnité :** Dans tous les cas où des frais de déplacement sont payables en vertu de la présente section, si un salarié ne se présente pas au travail le jour ouvrable précédant ou suivant les jours fériés, chômés ou d'intempérie ou s'il s'absente un jour ouvrable, il perd son droit à l'indemnité pour cette journée ouvrable et les jours d'intempérie et les jours fériés chômés.

L'employeur continue de verser l'indemnité de chambre et pension pour les jours de travail perdus par un salarié dans la semaine au cours de laquelle il a subi un accident de travail qui ne nécessite pas son hospitalisation durant ces jours, en autant que le salarié ne quitte pas l'endroit pour lequel il perçoit une indemnité.

**24.13. 1) Règle particulière : chantiers éloignés, projet de la Baie James et certains salariés affectés à des tra-**

**vaux particuliers :** Seules les conditions suivantes s'appliquent aux travaux visés dans le sous-paragraphe *b* du paragraphe 11 de l'article 21.03 :

*a)* L'employeur doit rembourser les frais de déplacement encourus par le salarié de la résidence de ce dernier au chantier, si le salarié demeure au travail pendant 27 jours ou plus.

*b)* L'employeur doit rembourser les frais de déplacement encourus par le salarié du chantier à la résidence de ce dernier, si le salarié demeure au travail pendant 54 jours ou plus.

*c)* Les sous-paragraphe *a* et *b* s'appliquent pour chaque période subséquente de 27 ou 54 jours pendant lesquels le salarié demeure au travail pour son employeur sur le même chantier.

*d)* Cependant, lorsque le salarié est mis à pied avant la période de 27 jours prévue dans les sous-paragraphe *a* et *c*, il bénéficie des indemnités prévues aux sous-paragraphe *b* et *c* du paragraphe 2 de l'article 24.09. S'il est mis à pied avant la période de 54 jours prévue dans les sous-paragraphe *b* et *c* mais après la période de 27 jours, il bénéficie également des indemnités prévues dans les sous-paragraphe *b* et *c* du paragraphe 2 de l'article 24.09 pour ce qui est de son retour seulement.

*e)* À chaque période de 54 jours prévue dans les sous-paragraphe *b* et *c*, le salarié peut prendre un congé sans solde d'au moins 10 jours, excluant le temps de transport nécessaire pour se rendre du chantier à sa résidence et de sa résidence au chantier.

*f)* Seul le sous-paragraphe *a* du paragraphe 2 de l'article 24.09 et les paragraphes *a*, *b*, *c*, *d* et *e* s'appliquent au salarié dont la résidence est située à 120 kilomètres ou plus du chantier lorsqu'il est affecté à des travaux de construction d'usines de produits chimiques, d'usines métallurgiques, de raffineries de pétrole, d'usines sidérurgiques, de papeteries, de cimenteries, d'usines d'eau lourde, de centrales électriques thermiques ou nucléaires, d'usines de pâte et papier, d'usines de production et de transformation de gaz, de dépôts de réservoirs *tank farm* de pétrole et d'usines de montage d'automobiles.

Le présent sous-paragraphe ne restreint pas l'application de l'article 24.16.

*g)* Les frais de déplacement à être remboursés en vertu du présent article comprennent les frais encourus par le salarié pour le transport et ses outils, dans les limites où tels outils sont requis par l'employeur.

**2) Règle particulière : lignes de transport et de distribution d'énergie électrique, postes de transformation et réseaux de communication :** Seules les conditions suivantes s'appliquent aux travaux visés dans le sous-paragraphe

*g* du paragraphe 8 de l'article 21.03 ainsi qu'au salarié affecté à des travaux effectués sur un chantier éloigné :

*a)* L'employeur doit rembourser les frais de déplacement encourus par le salarié de la résidence de ce dernier au chantier, si le salarié demeure au travail pendant 27 jours ou plus.

*b)* L'employeur doit rembourser les frais de déplacement encourus par le salarié du chantier à la résidence de ce dernier si le salarié demeure au travail pendant 45 jours ou plus.

*c)* Les sous-paragraphe *a* et *b* s'appliquent pour chaque période subséquente de 27 ou 45 jours pendant lesquels le salarié demeure au travail pour son employeur sur le même chantier.

*d)* Cependant, lorsque le salarié est mis à pied avant la période de 27 jours prévue dans les sous-paragraphe *a* et *c*, il bénéficie des indemnités prévues dans les sous-paragraphe *b* et *c* du paragraphe 2 de l'article 24.09. S'il est mis à pied avant la période de 45 jours prévue dans les sous-paragraphe *b* et *c* mais après la période de 27 jours, il bénéficie également des indemnités prévues dans les sous-paragraphe *b* et *c* du paragraphe 2 de l'article 24.09 pour ce qui est de son retour seulement.

*e)* À chaque période de 45 jours prévue dans les sous-paragraphe *b* et *c*, le salarié a droit à un congé sans solde de 10 jours, plus une journée pour le voyage chantier-résidence et une journée pour le voyage résidence-chantier.

#### **24.14. Règle particulière : lignes de transport et de distribution d'énergie électrique, postes de transformation et réseaux de communication :**

##### **1) Indemnités :**

*a)* Un employeur qui utilise les services d'un salarié sur un chantier éloigné de la résidence de ce dernier, doit lui verser une indemnité compensatrice pour les frais de déplacement. Cette indemnité doit être versée pour chaque jour de travail prévu. Ce salarié doit recevoir dans ce cas une indemnité minimale de 5 jours par semaine de travail, lorsque pendant la semaine, il n'y a pas de travail prévu à cause d'un jour férié chômé, y inclus tout jour férié observé par le client de l'employeur, ou que le travail prévu est contremandé.

*b)* Toutefois, si un salarié ne se présente pas au travail le jour ouvrable précédant ou suivant les jours fériés chômés ou de travail contremandé, il perd le droit à l'indemnité pour cette journée ouvrable et les journées de travail contremandé ou les jours fériés chômés à moins que le salarié se soit absenté pour une raison valable dont la preuve lui incombe.

c) Il perd aussi droit à l'indemnité s'il s'absente un jour ouvrable sans autorisation préalable. Cette indemnité pour le jour ouvrable doit lui être quand même versée si le salarié s'est absenté pour des raisons valables dont la preuve lui incombe.

d) La déduction de l'indemnité prévue dans le présent paragraphe se fait par tranche de 1/5 du montant hebdomadaire prévu pour chaque jour d'inadmissibilité, et de 1/7 pour chaque jour d'inadmissibilité dans les cas où le salarié bénéficie de l'indemnité de 7 jours par semaine.

e) Dans les cas d'application du sous-paragraphe e du paragraphe 2, si le salarié travaille et que la période de travail prévue est pour une durée de moins de 5 jours, il reçoit 1/5 de l'allocation hebdomadaire à laquelle il aurait droit et ce, sujet aux déductions prévues dans les sous-paragraphe a, b et c.

2) **Mode de paiement :** L'indemnité doit être versée selon la distance parcourue par la route carrossable la plus courte entre la résidence du salarié et le point de rencontre (ou le chantier si le salarié s'y rend par ses propres moyens) et doit être calculée de la façon suivante :

- a) plus de 48 kilomètres, 8 \$ par jour au 1<sup>er</sup> janvier 1981 ;
- b) plus de 56 kilomètres, 10 \$ par jour ;
- c) plus de 72 kilomètres, 13 \$ par jour ;
- d) plus de 88 kilomètres, 17 \$ par jour ;
- e) plus de 120 kilomètres, 24 \$ par jour, 7 jours par semaine.

3) **Gîte et couvert fournis :** L'employeur n'a pas à verser l'indemnité de chambre et pension lorsque le salarié est logé dans un baraquement (camp) fourni par l'employeur. Dans ce cas, le gîte et le couvert sont fournis gratuitement par l'employeur.

4) **Indemnité de gîte et couvert :** Si un employeur demande à un salarié d'aller travailler dans un endroit où il est impossible d'obtenir gîte et couvert aux taux décrits ci-dessus, l'employeur, sur présentation de pièces justificatives, paiera le coût total exigé du salarié jusqu'à concurrence de 180 \$ par semaine.

5) **Maintien de l'indemnité :** L'employeur continue de verser l'indemnité ci-dessus prévue pour les jours de travail perdus par un salarié dans la semaine au cours de laquelle il a subi un accident de travail qui ne nécessite pas son hospitalisation durant ces jours, en autant que le salarié ne quitte pas l'endroit pour lequel il perçoit une indemnité.

6) **Calcul de l'indemnité :** Aux fins d'application du présent article, la résidence du salarié est l'adresse exacte

où il habite, tel que démontré par la carte que lui remet l'Office (article 7.01).

7) **Indemnité de transport : lignes de transport et de distribution d'énergie électrique, postes de transformation et réseaux de communication :** Lorsqu'un salarié doit, à la demande de l'employeur, aller travailler et prendre pension dans un endroit dont l'éloignement nécessite 4 heures et plus de transport par autobus, l'employeur convient de verser à ce salarié :

a) l'équivalent du prix d'un passage aller-retour exigé par le transporteur public choisi par l'employeur pour que le salarié se rende de sa résidence au chantier. Un seul passage aller-retour est remboursé en vertu du présent sous-paragraphe ;

b) à titre de temps de transport, l'équivalent du temps mis par le transporteur public choisi par l'employeur entre le point de départ et le point d'arrivée le plus rapproché de la résidence du salarié et du chantier. Le salarié est rémunéré, pour ce temps de transport, à son taux de salaire non majoré et le remboursement de ce temps de transport ne doit jamais excéder 8 heures par période de 24 heures.

Une seule période de temps de transport aller-retour est remboursée en vertu du présent sous-paragraphe ;

c) si le temps de transport effectué par le salarié est inférieur à 8 heures, ce dernier aura l'opportunité de compléter sa journée de travail et les heures ainsi travaillées seront rémunérées en plus des heures de transport. Si l'employeur ne donne pas au salarié l'opportunité de compléter sa journée de travail, il versera à ce dernier une indemnité maximale équivalente à 8 heures de travail à son taux de salaire.

Le présent paragraphe ne s'applique pas au salarié affecté aux travaux relatifs aux lignes de distribution d'énergie électrique ;

d) en cas de départ volontaire ou de congédiement du salarié, ce dernier n'est pas indemnisé pour le prix du transport et pour le temps de transport quant à son retour du chantier à sa résidence ;

e) le présent article s'applique également au salarié qui doit demeurer dans un baraquement de l'employeur et qui n'est pas couvert par l'article 24.13 ;

f) **chantiers à baraquements : lignes de transport d'énergie et postes de transformation :** L'employeur doit, à chaque période de 60 jours pendant laquelle le salarié demeure à son emploi, payer l'équivalent du prix d'un passage aller-retour jusqu'à un maximum de 60 \$, exigé par le transporteur public choisi par l'employeur pour que le salarié se rende du chantier à sa résidence et pour le retour de sa résidence au chantier.

**24.15. Règle particulière : tuyauteur (frigoriste) : pour la région de l'agglomération montréalaise :**

1) Le temps de déplacement dans les limites de la ville pour les travaux, y compris la cueillette et la livraison, est du temps effectif de travail.

2) Le temps de déplacement jusqu'au premier arrêt prévu et à partir du dernier arrêt prévu, chaque jour, dans les limites de la ville n'est pas rémunéré.

3) Lorsqu'un employeur demande à un salarié de se rendre sur un chantier en dehors des limites de la ville, son temps de déplacement à partir de la place d'affaires de l'employeur et pour y retourner lui est rémunéré à son taux de salaire pourvu que cela n'excède pas 8 heures par jour.

4) L'employeur doit payer les frais de déplacement dans les cas de travaux éloignés des limites de la ville et du domicile du salarié. Le minimum pour la chambre et pension doit être le coût d'hébergement dans un hôtel ou motel commercial.

**24.16. 1) a) Règle particulière : chaudronnier :** Dans la région de l'agglomération montréalaise, le chaudronnier reçoit l'équivalent d'une heure de salaire par jour à son taux de salaire, en remboursement de ses frais de déplacement.

**b) Règle particulière : chaudronnier, électricien et tuyauteur :**

i. **Électricien et tuyauteur :** Dans la région de l'agglomération montréalaise, les salariés affectés à des travaux d'électricité ou de tuyauterie effectués dans des raffineries de pétrole, des usines de produits chimiques, métallurgiques, sidérurgiques, des papeteries, des cimenteries, des usines d'eau lourde, des centrales électriques thermiques ou nucléaires, des usines de pâte et papier, des usines de production et de transformation de gaz, des dépôts de réservoirs (*tank farm*) de pétrole, et des usines de montage d'automobiles, reçoivent une heure de salaire à leur taux de salaire en remboursement de leurs frais de déplacement.

ii. **Chaudronnier, électricien et tuyauteur :** Si les travaux visés dans le sous-paragraphe i sont exécutés à l'extérieur de la région de l'agglomération montréalaise, le chaudronnier et les salariés affectés à des travaux d'électricité ou de tuyauterie reçoivent une heure de salaire à leur taux de salaire en remboursement de leur frais de déplacement, sauf s'il s'agit de travaux d'entretien.

2) **Règle particulière : calorifugeur :** Les dispositions suivantes s'appliquent aux calorifugeurs de la région de l'agglomération montréalaise. Aux fins du présent para-

graphe, ce territoire couvert par la région de l'agglomération montréalaise est divisé en 5 zones :

a) **Zone 1 :** 5 \$ par jour pour tout travail exécuté dans les municipalités de Ville d'Anjou, Rivière-des-Prairies, Montréal-Est, Pointe-aux-Trembles et l'Île des Soeurs.

b) **Zone 2 :** 7 \$ par jour pour tout travail exécuté dans l'Île Jésus, Longueuil, Boucherville, Saint-Lambert, Brossard, Lemoyne, Laflèche, Greenfield Park, Prévile, Notre-Dame-du-Sacré-Coeur, Saint-Hubert, Saint-Bruno, Laprairie, Candiac, Delson, Sainte-Catherine-d'Alexandrie, Saint-Constant, la réserve indienne (Kanawake), Châteauguay Heights et Châteauguay.

c) **Zone 3 :** 8 \$ par jour pour tout travail exécuté à Dorval, Pierrefonds, Roxboro, Dollard-des-Ormeaux, Pointe-Claire, Valois, Lakeside, Kirkland, Beaconsfield, Sainte-Geneviève, Île Bizard, Senneville, Sainte-Anne-de-Bellevue, Baie d'Urfé, Beaurepaire et Île Perrot.

d) **Zone 4 :** 12 \$ par jour pour tout travail exécuté dans les municipalités situées à l'extérieur des zones 1, 2, et 3.

e) **Zone 5 :** Aucun frais de déplacement pour le travail exécuté dans la ville de Montréal et les municipalités non mentionnées et situées à l'intérieur des zones 1, 2 et 3.

f) Pour les frais de déplacement des calorifugeurs de la région de l'agglomération montréalaise, seul le paragraphe 2 s'applique à l'intérieur de 120 kilomètres de la résidence du salarié.

**24.17. Règle particulière : mécanicien d'ascenseurs – région de l'agglomération montréalaise et région de Québec :**

1) Nonobstant le paragraphe 1 de l'article 24.09, l'employeur doit verser, à titre de frais de déplacement, à tout salarié qui effectue sa journée de travail ou qui bénéficie de l'indemnité prévue dans le paragraphe 1 de l'article 19.01, l'une ou l'autre des indemnités suivantes :

a) i. dans la région de l'agglomération montréalaise, un montant de 6 \$ lorsque la résidence du salarié est située à l'extérieur d'un rayon de 20 kilomètres du chantier ;

ii. dans la région de Québec, un montant de 6 \$ lorsque la résidence du salarié est située à l'extérieur d'un rayon de 15 kilomètres du chantier.

Cette indemnité est également payable pour des distances inférieures à 15 kilomètres lorsque le salarié doit traverser le fleuve Saint-Laurent (à Québec seulement) pour se rendre au chantier ;

b) un montant de 9,50 \$ lorsque la résidence du salarié est située à l'extérieur d'un rayon de 40 kilomètres du chantier ;



c) un montant de 13,50 \$ lorsque la résidence du salarié est située à l'extérieur d'un rayon de 55 kilomètres du chantier ;

d) un montant de 17 \$ lorsque la résidence du salarié est située à l'extérieur d'un rayon de 70 kilomètres du chantier ;

e) un montant de 19 \$ lorsque la résidence du salarié est située à l'extérieur d'un rayon de 90 kilomètres du chantier ;

f) un montant de 21 \$ lorsque la résidence du salarié est située à l'extérieur d'un rayon de 105 kilomètres du chantier.

2) Aux fins du présent article, le salarié est censé avoir sa résidence à la croix du Mont-Royal dans la région de l'agglomération montréalaise et au Château Frontenac dans la région de Québec.

#### **24.18. Poseur de systèmes intérieurs, poseur de revêtements souples et salarié détenant une attestation d'expérience du parquetage ou de la pose de planches de gypse :**

1) Si le salarié est affecté à plus d'un chantier dans une même journée de travail et s'il est requis d'utiliser son véhicule pour se déplacer ainsi, il a droit au remboursement de ses frais de stationnement s'il y a lieu, sur présentation des pièces justificatives.

2) Nonobstant l'article 24.05, le salarié ne peut transporter des matériaux de construction avec son véhicule personnel.

**24.19. Déplacement de grue :** Lorsqu'une grue mobile montée sur camion doit être déplacée sur une distance de plus de 80 kilomètres de la place d'affaires de l'employeur à un chantier ou d'un chantier à un autre, et pour laquelle grue un deuxième homme est requis, l'employeur défraie le coût du transport conformément aux normes prévues dans l'article 24.05, à l'égard du salarié qui doit utiliser son véhicule pour effectuer tels déplacements.

Le déplacement d'une grue mobile montée sur camion, de la place d'affaires de l'employeur à un chantier ou d'un chantier à un autre, doit être effectué par un grutier ou un apprenti grutier.

**24.20. Règle particulière :** Pour les travaux d'installation de pipeline et de réseaux de distribution tels que définis au sous-paragraphe a du paragraphe 7 de l'article 21.03 et travaux d'excavation qui s'y rapportent, les montants prévus au paragraphe 1 de l'article 24.09 sont, dans ce cas, les suivants :

a) plus de 48 kilomètres, 8 \$ par jour ;

b) plus de 56 kilomètres, 10 \$ par jour ;

c) plus de 72 kilomètres, 13 \$ par jour ;

d) plus de 88 kilomètres, 17 \$ par jour.

Le montant prévu au premier alinéa du sous-paragraphe a du paragraphe 2 de l'article 24.09 est porté à 180 \$ par semaine.

### **SECTION XXV DISPOSITIONS DIVERSES**

#### **25.01. 1) Fourniture d'outils :**

a) Sauf si autrement prévu ci-après, tout salarié qui exerce un métier fournit ses outils selon la tradition de son métier.

b) Pour le tuyauteur seulement, à l'égard des travaux de plomberie sanitaire au sens du Code de plomberie (c. I-12.1, r. 1), les outils que le salarié doit fournir apparaissent à la liste contenue à l'annexe H.

À l'égard des travaux de tuyauterie exécutés dans des raffineries de pétrole, des usines de produits chimiques, métallurgiques, sidérurgiques, des papeteries, des cimenteries, des centrales électriques thermiques ou nucléaires, des usines d'eau lourde, des usines de pâte et papier, des usines de production et de transformation de gaz, des dépôts de réservoirs (*tank farm*) de pétrole et des usines de montage d'automobiles, l'employeur fournit au salarié tous les outils.

c) Pour l'électricien, les outils que ce salarié doit fournir apparaissent dans l'annexe I.

d) Les outils que le ferblantier doit fournir apparaissent dans l'annexe J.

e) Les outils que le frigoriste doit fournir apparaissent dans la liste contenue dans l'annexe K.

2) L'employeur doit fournir gratuitement à ses salariés :

a) tous les outils à moteur pneumatique ou électrique, lorsque nécessaires ;

b) tous les outils et vêtements de travail au salarié utilisant des produits chimiques corrosifs ou travaillant sur des matériaux à base d'époxy ;

c) tous les outils nécessaires pour la coupe et la soudure du tuyau et de tout autre matériau ;

d) **Au peintre et à l'apprenti peintre :** Tout instrument, pinceau, rouleau ou outil nécessaire à l'exécution des travaux de peinture.

e) **Au ferrailleur :** Le moulinet à broche (treuil à fil métallique), les pinces et le casque de sécurité. De plus,

l'employeur doit mettre à la disposition du ferrailleur, lorsque nécessaire, les mesures de plus de 16 pieds.

*f) Au poseur de systèmes intérieurs et au poseur de revêtements souples :* Les outils et pièces de rechange qui n'apparaissent pas dans l'annexe L ou dans l'annexe M, selon le cas, de même que les lames de scie à métaux, les lames de couteau, la poudre et la craie.

*g) Au manoeuvre spécialisé (carreleur) :* Les truelles en caoutchouc, les éponges, les couteaux à mastic, les gants de caoutchouc nécessaires au tirage des joints.

*h) Au charpentier-menuisier :* La poudre, les lames de scies à métal, les lames de couteaux à gypse et les mesures de plus de 16 pieds, les mèches à bois, à ciment et à fer, ainsi que l'équerre.

*i) Au carreleur :* Les outils nécessaires à la coupe du marbre et du granit, ainsi que la lame du couteau à tuile céramique.

*j) Lignes de transport et de distribution d'énergie électrique et postes de transformation :* L'employeur doit fournir au salarié travaillant avec des outils VV techniques (*hot line tools*), outils TST (travaux sous tension), une paire de lunettes de sécurité teintées et neutres. Une seule paire sera fournie pour la durée du chantier. Le salarié doit les remettre à l'employeur sinon il en paie le coût.

L'employeur doit fournir gratuitement la courroie de sécurité pour les monteurs.

*k) Au calorifugeur :* Les outils nécessaires pour le travail dans le verre moussé.

*l) Au manoeuvre ou manoeuvre spécialisé :* Les arrache-clous.

*m) Au briqueteur-maçon :* La masse et les ciseaux servant à façonner et couper la pierre, le marbre et le granit, outils qui sont mis à la disposition du salarié lorsque nécessaires pour le travail effectué.

*n) Pour les travaux de jointoyage :* Les lames à couteaux et la poudre à cordeau (*chalk line*).

*o) Au monteur d'acier de structure :* La ceinture de sécurité propre au travail d'érection, les composantes d'une telle ceinture et les outils qui s'y insèrent. Le salarié est responsable de cet équipement.

*p) Au cimentier-applicateur :* Tous les outils et vêtements de travail au salarié utilisant des produits chimiques corrosifs ou travaillant sur des matériaux nocifs et corrosifs à base d'époxy.

**3) Clause de responsabilité :** Lorsque l'employeur fournit des outils à son salarié, ce dernier doit en faire un bon usage, les remettre à l'endroit désigné par l'employeur et les rendre à l'employeur en bon état compte tenu de

l'usure normale. Le salarié qui déroge au présent paragraphe peut se voir imposer une mesure disciplinaire.

## **25.02. Louage et affûtage d'outils :**

1) L'employeur ne peut louer à un salarié des outils ou des accessoires de travail.

2) L'employeur doit fournir gratuitement à son salarié les services d'affûtage d'outils. L'affûtage est effectué par un salarié du métier concerné lorsque fait sur les lieux du travail.

## **25.03. Remisage d'outils et de vêtements de travail :**

1) *a)* L'employeur doit mettre à la disposition de ses salariés un endroit facile d'accès et fermant à clef pour leur permettre de remiser leurs outils et vêtements de travail.

*b)* Tout employeur de salariés briqueteur-maçons doit mettre à la disposition de ces derniers un endroit séparé, facile d'accès et fermant à clef pour leur permettre de remiser leurs outils.

2) S'il s'agit d'un immeuble de 4 étages ou plus, il doit y avoir plus d'un tel endroit.

## **25.04. Perte d'outils et de vêtements de travail :**

### **1) Règle générale :**

*a)* Le salarié doit remettre à son employeur un inventaire à date de ses outils personnels, à son arrivée sur le chantier. L'employeur peut en tout temps vérifier l'authenticité de cet inventaire.

*b)* Le salarié doit fournir les preuves justificatives nécessaires pour établir la valeur de tels outils.

*c)* À la suite d'un incendie ou d'un vol par effraction, l'employeur doit dédommager le salarié jusqu'à concurrence de 100 \$ pour toute perte réelle relative à ses outils ou vêtements de travail remisés selon l'article 25.03.

À titre de règles particulières, le montant de ce dédommagement s'établit de la façon suivante :

i. chaudronnier, couvreur, électricien, ferblantier, ferrailleur, manoeuvre et manoeuvre spécialisé : . . . . . 150 \$

ii. briqueteur-maçon, cimentier-applicateur, peintre, plâtrier, incluant tireur de joint faisant partie de l'un de ces 2 derniers métiers : . . . . . 200 \$

*d)* À la demande de l'employeur, le salarié a le fardeau de faire preuve suffisante de la perte qu'il a subie.

### **2) Règle particulière : charpentier-menuisier, serrurier de bâtiment et tuyauteur :**

a) Le salarié doit remettre à son employeur un inventaire à date de ses outils personnels, à son arrivée sur le chantier. L'employeur peut en tout temps vérifier l'authenticité de cet inventaire.

b) Le salarié doit fournir les preuves justificatives nécessaires pour établir la valeur de tels outils.

c) À la suite d'un incendie ou d'un vol par effraction, l'employeur doit dédommager le salarié jusqu'à concurrence de 300 \$ pour le poseur de systèmes intérieurs et le poseur de revêtements souples, 400 \$ pour le charpentier-menuisier, le frigoriste et le serrurier de bâtiment, et 200 \$ pour le tuyauteur, pour toute perte réelle relative à ses outils ou vêtements de travail remisés selon l'article 25.03. Le salarié assume le premier 25 \$ de la perte subie.

d) À la demande de l'employeur, le salarié a le fardeau de faire preuve suffisante de la perte qu'il a subie.

**3) Règle particulière : mécanicien en machinerie lourde :** Lorsqu'à la demande de son employeur, un mécanicien de machinerie lourde doit se rendre sur un chantier de construction en utilisant les services d'un transporteur public, ce salarié doit dresser un inventaire complet et exact de son coffre d'outils en inscrivant la marque, la quantité, la grosseur et les autres caractéristiques essentielles à l'identification exacte de chaque outil. Cet inventaire du coffre d'outils doit être remis à l'employeur avant le transport et ce dernier peut exiger des preuves complémentaires jugées utiles.

L'employeur, en plus de payer le coût du transport aller et retour du coffre et des outils, est responsable des dommages ou pertes de ce coffre ou outils et doit rembourser le salarié pour ces dommages.

De plus, si des retards surviennent dans la livraison du coffre d'outils, l'employeur doit affecter ce salarié à des tâches relevant de son métier et le salarié doit les exécuter. D'autre part, si le salarié ne peut récupérer son coffre d'outils la première journée ouvrable qui suit son retour, l'employeur verse pour chaque jour de retard l'équivalent du salaire qu'aurait gagné ce salarié jusqu'à concurrence de 5 jours. Cependant, ce salarié peut être affecté par l'employeur à des tâches relevant de son métier pour cette période et le salarié doit les exécuter.

Cependant, à défaut par le salarié de dresser l'inventaire ci-dessus prévu et de le remettre à l'employeur avant le transport, l'employeur n'a pas à payer le coût du transport, ni à indemniser le salarié pour tout dommage, perte ou retard.

Dans tous les cas, l'employeur peut transporter lui-même le coffre d'outils du salarié et dans ce cas il s'en rend responsable.

#### **4) Règle particulière : mécanicien de chantier :**

a) Le salarié doit remettre à son employeur un inventaire à jour de ses outils personnels, à son arrivée sur le chantier. L'employeur peut en tout temps vérifier l'authenticité de cet inventaire.

b) Le salarié doit fournir les preuves justificatives nécessaires pour établir la valeur de ces outils.

c) À la suite d'un incendie ou d'un vol par effraction, l'employeur doit dédommager le salarié jusqu'à concurrence de 500 \$ pour toute perte réelle relative à ses outils ou vêtements de travail remisés selon l'article 25.03. Le salarié assume le premier 25 \$ de la perte subie.

d) Le montant du dédommagement devient celui de la perte réelle sans déductible, pour les outils suivants lorsque l'employeur demande au salarié de les fournir :

- i. indicateur à cadran ;
- ii. niveau de précision ;
- iii. micromètre (0 à 1 pouce) ;
- iv. jauge Vernier.

e) À la demande de l'employeur, le salarié a le fardeau de faire la preuve suffisante de la perte qu'il a subie.

#### **5) Lignes de transport et de distribution d'énergie électrique, postes de transformation et réseaux de communication :**

a) Le salarié, à la demande de son employeur, doit remettre un inventaire à jour de ses outils personnels, à son arrivée sur le chantier. L'employeur peut en tout temps vérifier l'authenticité de cet inventaire.

b) À la suite d'un incendie ou d'un vol par effraction, l'employeur doit dédommager le salarié jusqu'à concurrence de 200 \$ pour toute perte réelle relative aux outils remisés selon l'article 25.03 ou aux vêtements de travail remisés à l'endroit désigné par l'employeur.

c) Le salarié doit fournir les preuves justificatives nécessaires pour établir la valeur des outils et des vêtements de travail.

d) À la demande de l'employeur, le salarié a le fardeau de faire preuve suffisante de la perte qu'il a subie.

#### **6) Règle particulière : carreur :**

a) À la suite d'un incendie ou d'un vol par effraction, l'employeur doit dédommager le salarié jusqu'à concurrence de 200 \$ pour toute perte réelle relative aux outils remisés selon l'article 25.03 ou aux vêtements de travail remisés à l'endroit désigné par l'employeur.

b) Le salarié doit fournir les preuves justificatives nécessaires pour établir la valeur des outils et des vêtements de travail.

c) À la demande de l'employeur, le salarié a le fardeau de faire preuve suffisante de la perte qu'il a subie.

### **25.05. Règle particulière au mécanicien d'ascenseurs :**

a) Le salarié doit fournir tous les outils manuels nécessaires à l'exécution de ses fonctions.

b) L'employeur doit fournir les outils à moteur, les jauges, les jeux de clés à rochet  $\frac{3}{4}$  de pouce et plus, les coupe-taux, forêts et tarauds non récupérables, ainsi que tout équipement spécialisé tel que déterminé par l'employeur.

c) Le salarié doit remettre à son employeur un inventaire à jour de ses outils personnels à son arrivée sur le chantier. L'employeur peut en tout temps vérifier l'authenticité de cet inventaire.

Le salarié doit fournir les preuves justificatives nécessaires pour établir la valeur de ces outils.

Lorsqu'un salarié encourt une perte à la suite d'un vol ou de la destruction totale d'outils ou vêtements de travail sur les lieux du travail, l'employeur et l'union ou le syndicat doivent payer respectivement 75% et 25% de la valeur des pertes encourues. Les réclamations doivent se limiter aux sommes suivantes :

- i. paletot : ..... 50 \$
- ii. autres vêtements : ..... 60 \$
- iii. outils : ..... 250 \$.

Le salarié qui réclame le remboursement d'une perte doit présenter à l'union ou au syndicat et à l'employeur une déclaration faite sous serment à cet effet en deux exemplaires.

### **25.06. Soudure :**

1) Lorsqu'un soudeur, déjà à l'emploi d'un employeur, doit, à la demande de son employeur et à cause des exigences du travail qui lui est assigné, subir l'examen du ministère en vertu de la Loi sur les appareils sous pression et d'autres dispositions législatives (L.Q., 1979, c.75 ; après refonte : Loi sur les appareils sous pression, L.R.Q., c. A-20.01) ou renouveler son certificat acquis du *Canadian Welding Bureau*, l'employeur assumera les frais d'inscription à ces examens et le temps nécessaire et les frais de déplacement reliés à tel examen.

2) Si un soudeur à haute pression doit, sur l'ordre de son employeur, passer une épreuve secondaire d'habileté, ce dernier doit payer au salarié le temps nécessaire pour passer une telle épreuve à son taux de salaire et tout frais de déplacement à cet effet.

3) Le soudeur qui subit un examen obtient de son employeur, sur demande, lors de sa mise à pied, une copie du rapport d'examen.

4) Lorsqu'il soude un joint à haute pression, le soudeur ne peut être affecté à un autre travail, avant d'avoir terminé une passe de soudure.

5) L'électricien fait le raccord de la machine à souder à la boîte de dérivation. À moins que des réparations ne soient nécessaires, la machine à souder en marche est sous la seule surveillance du soudeur.

### **25.07. Préférence d'embauche :**

1) L'employeur qui embauche un gardien, un magasinier ou un chauffeur classe IV doit accorder la préférence d'embauche au salarié qui, pour raison d'âge ou d'incapacité, ne peut exercer son métier, son occupation ou son emploi, pourvu qu'il soit apte à effectuer le travail demandé.

2) **Préférence d'embauche : ferblantier, tuyauteur :** L'employeur de l'un des métiers mentionnés ci-dessus, qui embauche un magasinier appelé à distribuer du matériel utile à des travaux respectifs de ferblanterie ou de tuyauterie, doit accorder préférence d'embauche au salarié qui, pour raison d'âge (50 ans et plus), ou d'incapacité, ne peut exercer son métier. Il doit être un salarié du métier de ferblantier ou de tuyauteur, selon le cas, pourvu qu'il soit apte à effectuer le travail demandé.

3) **Préférence d'embauche : calorifugeur :** L'employeur qui embauche un salarié dont la principale fonction consiste à effectuer dans une roulotte, sur le chantier, des travaux de distribution et de préparation de matériel relatif au métier de calorifugeur doit accorder préférence d'embauche au calorifugeur qui, pour raison d'âge (50 ans et plus) ou d'incapacité, ne peut exercer son métier pourvu qu'il soit apte à effectuer le travail demandé.

4) **Préférence d'embauche : électricien :** L'employeur électricien qui a un magasinier pour distribuer du matériel utile aux travaux d'électricité, doit employer en tout temps un électricien âgé de 50 ans et plus ou un électricien qui souffre d'une incapacité et ne peut exercer son métier d'électricien, pourvu qu'il soit apte à effectuer le travail demandé. Ce salarié doit être rémunéré au taux de salaire de l'électricien.

Le présent article ne doit pas avoir pour effet d'entraîner la mise à pied d'un salarié déjà en poste, ni de forcer un employeur à se pourvoir d'un magasinier, s'il ne le désire pas.

Les préférences d'embauche édictées par le présent article s'appliquent dans la seule mesure où elles sont conciliables avec le Règlement sur le placement des salariés dans l'industrie de la construction (c. R-20, r. 10).

**25.08. 1) Lignes de transport et de distribution d'énergie électrique, postes de transformation et réseaux de communication :** L'employeur ne peut donner du tra-

vail à un artisan à moins qu'il ne s'agisse d'un camionneur-artisan ou d'un artisan propriétaire d'équipement lourd qui loue son camion ou son équipement lourd à l'employeur et qui l'opère lui-même. Dans le cas d'application du paragraphe 4 de l'article 23.04, le salarié de l'employeur recevra la prime de chef d'équipe même s'il n'y a pas 2 salariés affectés à ces travaux.

2) **Lignes de transport et de distribution d'énergie électrique, postes de transformation et réseaux de communication** : L'employeur doit rendre disponible, sans frais, un moyen de transport dont il dispose, aux représentants du groupe syndical majoritaire afin que ces derniers puissent rencontrer les salariés de l'employeur aux endroits inaccessibles par véhicule régulier. L'utilisation d'un tel moyen de transport doit correspondre avec les opérations normales du chantier.

L'employeur doit être avisé au moins 3 jours à l'avance d'une telle demande. L'employeur doit aux mêmes conditions rendre disponibles le gîte et le couvert à ces représentants et ce, à un coût raisonnable.

3) **Lignes de distribution d'énergie électrique et postes de distribution** : **Priorité d'emploi** : La priorité d'emploi des salariés effectuant les travaux mentionnés en titre est décrite dans la sous-annexe C de l'annexe B.

4) a) Toutes les conditions de travail définies dans le décret et s'appliquant aux lignes de transport d'énergie électrique s'appliquent également aux salariés travaillant sur les tours de communication.

b) Le salarié qui possède 1 000 heures et plus d'expérience comme monteur sur les travaux de lignes de transport d'énergie électrique, postes de transformation et réseaux de communication sera classé comme monteur 3<sup>e</sup> classe sur les travaux de distribution dès qu'il aura travaillé 1 000 heures sur ces travaux.

**25.09. Lignes de transport et de distribution d'énergie électrique, postes de transformation et réseaux de communication** : **Exception** : **électricien** : Les conditions de travail prévues pour les salariés affectés aux travaux de lignes de transport et de distribution d'énergie électrique, de postes de transformation et de réseaux de communication ne s'appliquent pas à l'électricien, sauf pour ce qui est du paragraphe 2 de l'article 19.02 et du taux de salaire prévu dans l'annexe E.

## SECTION XXVI SÉCURITÉ, BIEN-ÊTRE ET HYGIÈNE

**26.01. Sécurité du travail** : L'employeur doit prendre toutes les dispositions nécessaires afin de garantir la sécurité, l'hygiène et le bien-être de ses salariés. À cette fin, il doit s'assurer, tant par lui-même que ses représentants et

ses salariés, du plein respect du Code de sécurité pour les travaux de construction (c. S-2.1, r. 6) existant en vertu de la Loi sur la santé et la sécurité du travail (L.Q., 1979, c. 63 ; après refonte : L.R.Q., c. S-2.1).

### **26.02. Travail dans des conditions dangereuses :**

1) Le salarié n'est pas tenu d'effectuer un travail lorsque les règles de sécurité prévues dans le décret, les lois ou les règlements ne sont pas observées par l'employeur ou dans des conditions susceptibles de mettre sa santé et sa sécurité en danger.

2) Dans ce cas, le salarié, le délégué ou le représentant syndical informe l'employeur et l'Office afin que des mesures appropriées soient prises pour remédier à la situation.

3) Le salarié ne peut subir aucune mesure discriminatoire ou disciplinaire pour la raison qu'il a refusé d'effectuer un travail dans de telles conditions. Lorsque le salarié exerce tel refus, il est alors réputé être au travail. Son employeur peut, toutefois, le transférer à un travail disponible.

4) L'employeur a le droit d'exercer la mesure disciplinaire qui s'impose contre tout salarié qui refuse de se conformer aux règles de sécurité prévues dans le décret, les lois et les règlements.

5) **Lignes de transport et de distribution d'énergie électrique, postes de transformation et réseaux de communication** :

a) **Règle générale** : L'employeur ne peut laisser un salarié travailler seul dans un endroit où il lui serait impossible d'être secouru promptement s'il subissait un accident.

b) **Lignes souterraines** : Lors d'un travail dans un puits d'accès ou de transformation, le salarié doit être accompagné d'un salarié qui se tient à l'extérieur du puits, si le travail se fait sous tension.

c) **Lignes de transport et de distribution d'énergie électrique, postes de transformation et réseaux de communication** : Le chef de groupe ou le chef d'équipe doit avoir au moins 3 ans d'expérience dans le travail en question.

**26.03. Travail dans des conditions particulières** : Lorsque les salariés travaillent dans des conditions particulièrement malpropres, dans des usines en marche ou des chaufferies en présence de gaz, de carbone, de poussières et autres saletés industrielles et à la pose de matériaux réfractaires dans ces endroits et conditions, l'employeur doit leur remettre des salopettes et leur accorder le temps nécessaire pour se laver avant la fin de la journée de travail, jusqu'à concurrence de 30 minutes payées par jour.

L'employeur remet, de plus, des gants au chaudronnier et au tuyauteur qui travaillent dans ces endroits et conditions.

L'expression « usine en marche » signifie l'usine qui est en opération, de même que celle qui l'a été, mais dont les opérations sont temporairement suspendues, totalement ou partiellement, pour permettre l'exécution de travaux de construction.

**26.04. 1) Travail dans des conditions particulières : calorifugeur :** L'employeur doit fournir des salopettes au calorifugeur qui se sert d'enduits ou d'adhésifs tels que le goudron, les enduits à prise rapide, ainsi que des gants pour les travaux dans le verre mousseux ou avec des objets de métal présentant des arêtes vives.

Le salarié demeure responsable des salopettes et des gants qui lui sont fournis et il doit les remettre à son employeur lors de son départ ou lorsqu'il est nécessaire de les remplacer.

L'employeur n'est cependant pas tenu de fournir plus de 2 paires de salopettes à un salarié par période de 6 mois d'emploi.

**2) Travail dans des conditions particulières : manoeuvres :** L'employeur doit fournir des salopettes au manoeuvre effectuant des travaux souterrains ainsi qu'à l'opérateur d'un chariot de forage automateur sur rail ou mobile.

Le salarié demeure responsable des vêtements qui lui sont fournis et il doit les remettre à son employeur lors de son départ ou lorsqu'il est nécessaire de les remplacer.

L'employeur n'est cependant pas tenu de fournir plus de 2 paires de salopettes à tel salarié par période de 6 mois d'emploi.

**3) a) Peinture au pistolet ou dans les endroits non aérés :** Tout employeur doit gratuitement mettre à la disposition des salariés qui exécutent des travaux de peinture à l'aide d'un pistolet ou qui effectuent des travaux de peinture dans des endroits non aérés, un masque à adduction d'air frais ou un masque à cartouche (conditionné soigneusement au choix de la substance dont on entend se protéger).

De plus l'employeur doit fournir gratuitement des salopettes aux salariés qui exécutent des travaux de peinture à l'aide d'un pistolet.

**b) Peinture au pistolet ou travaux au jet de sable : peintre :** L'employeur doit accorder au salarié, affecté à des travaux de peinture au pistolet ou travaux au jet de sable, qui est à son emploi depuis 6 mois, un congé sans solde d'une journée pour lui permettre de subir un examen pulmonaire.

**4) Serrurier en bâtiment :** Tout employeur doit gratuitement mettre à la disposition des serruriers en bâtiment les lunettes de sécurité ainsi que le masque à souder pour les travaux de soudure et de découpage au chalumeau.

**5) Briqueteur-maçon :** Pour la pose de blocs de béton de 10 pouces (240 mm x 190 mm x 390 mm) et plus ainsi que pour les blocs pleins ou tout autre bloc de plus de 40 livres (18 144 kg), il doit toujours y avoir 2 briqueteurs-maçons.

**6) Poseur de planches de gypse :** La pose de planches de gypse sur suspension pour plus de 4 heures consécutives dans une même journée, lorsque telles planches mesurent plus de 4 pieds x 8 pieds ou pèsent 70 livres et plus et sont installées à une hauteur de 10 pieds et plus, est exécutée par un minimum de 3 salariés.

## **26.05. Travail de nuit :**

**1) Règle générale :** Tout salarié appelé à exécuter un travail sur un chantier en dehors des heures de travail stipulées à la section XXI, doit, si sa sécurité est en danger, être accompagné d'un autre salarié.

**2) Cimentier-applicateur :** Tout cimentier-applicateur appelé à exécuter son travail la nuit, à l'aide d'une surfaceuse, doit être accompagné d'un autre salarié.

**3) Chaudronnier :** Tout chaudronnier appelé à exécuter un travail sur un chantier en dehors des heures de travail stipulées dans la section XXI, doit être accompagné d'un autre chaudronnier.

**4) Électricien :** Sauf pour les travaux d'entretien et de réparation et les travaux décrits dans le paragraphe 9 de l'article 21.03, aucun électricien ne doit exécuter un travail sur des matériaux ou de l'équipement sous tension, s'il n'est pas accompagné d'un autre électricien.

## **26.06. Équipement :**

**1) Obligation de l'employeur :** L'employeur doit fournir gratuitement, lorsque les conditions de travail l'exigent, tout l'équipement nécessaire, tel que : les bottes et l'habit de caoutchouc dans les excavations, les tranchées et les tunnels, sur les couvertures inondées (bottes seulement) ou dans les caissons, de même que les gants de sécurité, le casque de sécurité, la doublure de casque de sécurité, le masque à gaz, la ceinture de sécurité, ou les lunettes de sécurité.

L'employeur doit aussi fournir au ferrailleur les gants de sécurité pour la manutention des câbles de postcontrainte et précontrainte.

2) **Chaudronnier et tuyauteur** : Pour les travaux de soudure reliés aux métiers de chaudronnier ou de tuyauteur, l'équipement suivant est fourni :

- a) les mitaines de soudeur ;
- b) le boléro ou, selon le cas, la cape de soudure (jacket) lorsque requis à cause d'une position difficile de soudure.

3) **Ferblantier** : Quant aux travaux de revêtement mural, l'employeur ne doit fournir les gants qu'au salarié affecté aux opérations de levage au moyen d'un câble de signal.

4) **Clause de responsabilité** : Le salarié est personnellement responsable de la perte, du bris ou de l'altération, volontaire ou par négligence, ainsi que de tout dommage qui peuvent survenir aux équipements dont il se sert, lorsque l'employeur les lui fournit en vertu du paragraphe 1.

5) **Restriction** : Le paragraphe 1 ne doit pas être interprété comme une obligation pour l'employeur de fournir l'équipement personnel dont l'ouvrier doit se pourvoir pour l'exercice des fonctions relatives à son métier ou son emploi.

**26.07. Intempéries** : Dans le cas d'intempéries, l'employeur doit fournir des habits de caoutchouc ; sinon le salarié n'est pas tenu de travailler et l'employeur ne peut exercer aucune mesure disciplinaire.

**26.08. Travaux de peinture** : L'employeur doit fournir gratuitement aux salariés qui effectuent des travaux de peinture, des nettoyeurs qui n'irritent pas la peau, tels que le Nordo et le Capri 50, des masques et des filtres convenant aux besoins.

Les masques et filtres doivent également être fournis au salarié qui effectue des travaux de sablage de murs secs.

**26.09. Premiers soins, salarié accidenté et réadaptation** :

1) **Premiers soins** :

a) Il doit y avoir sur tous les chantiers de construction au moins l'équipement de premiers soins exigé par la Loi sur la santé et la sécurité du travail (L.R.Q., c. S-2.1) et les règlements adoptés pour son application. L'employeur doit faire connaître le nom de la personne qui voit à assurer les premiers soins et l'endroit où se trouve cet équipement.

b) Sur tous les chantiers de construction de plus de 100 salariés, l'entrepreneur général avec ses sous-traitants doit s'assurer qu'au moins 1 des salariés est en mesure de prodiguer les premiers soins d'urgence à un salarié qui se blesse au travail.

c) À cette fin, le salarié ainsi désigné doit détenir un certificat de premiers soins d'un organisme reconnu tel l'Ambulance Saint-Jean ou la Croix Rouge. Le nom de ce préposé aux premiers soins ainsi que l'endroit où les premiers soins sont prodigués doivent être affichés sur le chantier.

2) **Salarié accidenté** :

a) L'accidenté doit informer sans délai son employeur de tout accident qu'il a subi.

b) L'employeur doit prendre note de tout accident de travail et en informer, par écrit et sans délai, la Commission de la santé et de la sécurité du travail.

c) Le salarié accidenté au travail et incapable de continuer son travail reçoit sa paie habituelle pour cette journée jusqu'à un maximum de 8 heures à son taux de salaire. Si la gravité de son état nécessite qu'il se rende à l'hôpital, il doit être accompagné d'une autre personne. S'il encourt des frais de transport pour se rendre à l'hôpital, ces frais sont payés par l'employeur ou son assureur, s'ils ne le sont pas par la Commission de la santé et de la sécurité du travail.

3) **Réadaptation** : Après un accident du travail, l'employeur doit réintégrer le salarié dans son emploi au poste qu'il occupait, sur présentation d'un certificat médical l'autorisant à reprendre ce poste, à la condition toutefois que le poste qu'il occupait au moment de son départ existe encore.

**26.10. Comité de sécurité** : L'Association d'employeurs et les associations représentatives maintiennent le comité de sécurité paritaire de 8 membres, formé en vertu du présent décret.

L'objectif du comité est d'améliorer la prévention des accidents du travail et en particulier, de recommander aux parties et au ministre ou à l'un des deux les mesures à prendre en vue de diminuer la fréquence et la gravité des accidents du travail sur les chantiers de construction.

**26.11. Décapeuse** : L'employeur doit installer, pour les mois hivernaux, une cabine équipée d'une chaufferette pour abriter le conducteur.

**26.12. Pelles à câbles et grues mobiles** :

1) L'opération d'une pelle mécanique à câbles (non hydraulique) d'une capacité nominale de plus de 1½ verge cube exige les services d'un compagnon et d'un apprenti.

2) L'opération d'une grue de type conventionnelle (classique) montée sur camion (ceci ne comprend pas les grues (*rough terrain*) sur pneumatique montées sur un châssis de chargeuse frontale en butte) :

a) d'une capacité nominale de 35 tonnes ou plus, exige les services d'un compagnon assisté d'un autre compagnon ou d'un apprenti.

Le deuxième reçoit 85% du taux de salaire de son métier et n'a pas droit aux primes prévues dans le paragraphe 4 de l'article 23.05 ;

b) d'une capacité nominale de 140 tonnes ou plus, exige les services d'un compagnon assisté d'un autre compagnon si disponible, sinon d'un apprenti. Lorsque le deuxième homme est un compagnon, il reçoit 100% du taux de salaire de son métier.

3) L'opération d'une grue de type conventionnelle montée sur chenille d'une capacité de 35 tonnes ou plus ou d'une grue mobile de type télescopique-hydraulique montée sur camion ou sur chenille d'une capacité de 35 tonnes et plus exige les services d'un compagnon assisté d'un autre compagnon ou d'un apprenti.

Le deuxième homme reçoit 85% du taux de salaire de son métier et n'a pas droit aux primes prévues dans le paragraphe 4 de l'article 23.05.

4) Cependant, le tonnage, dans le décret, peut être exprimé par équivalence en métrique.

### **26.13. Lignes de transport et de distribution d'énergie électrique (tours de communication), postes de transformation et réseaux de communication :**

#### **1) Abri :**

a) L'employeur doit mettre des abris convenablement chauffés à la disposition de ses salariés.

Tels abris doivent être situés sur les lieux du travail, peuvent être transportables et sont équipés d'une table et de bancs pour permettre aux salariés de prendre leur repas.

b) **Distribution et réseaux de communication :** L'employeur doit mettre un abri convenable à la disposition de ses salariés afin que ces derniers puissent prendre leur repas. Ces abris doivent être proches de l'endroit de travail à moins que l'employeur ne fournisse le transport pour s'y rendre.

2) **Communications :** Dans les endroits isolés, l'employeur maintient, en tout temps, le contact par radio ou téléphone, afin d'assurer des secours rapides en cas d'accident. De plus, il fournit un moyen de communication à chaque équipe pour demander de l'aide en cas d'urgence. Si un salarié doit travailler seul dans un endroit isolé, le présent paragraphe s'applique également.

3) **Bien-être :** L'employeur fournit gratuitement les insecticides nécessaires aux salariés qui travaillent dans des endroits exposés aux moustiques.

4) a) **Sessions d'étude :** L'employeur doit se servir mensuellement d'une partie des heures non travaillées, à cause de travail contremandé ou arrêté (article 19.02), afin de donner des sessions d'étude sur la prévention, la sécurité et les premiers soins.

b) Nonobstant le sous-paragraphe c du paragraphe 2 de l'article 26.09, le salarié accidenté au travail et incapable de continuer son travail reçoit sa paie habituelle pour cette journée ainsi que la rémunération à laquelle il a droit en vertu de la Loi sur la santé et la sécurité du travail (L.R.Q., c. S-2.1). Si la gravité de son état nécessite qu'il se rende à l'hôpital, il doit être accompagné d'une autre personne. S'il encourt des frais de transport pour se rendre à l'hôpital, ces frais sont payés par l'employeur ou son assureur, s'ils ne le sont pas par la Commission de la santé et de la sécurité du travail.

**26.14. Grutier :** Lorsque l'employeur, entre la période du 1<sup>er</sup> janvier au 31 mars de la même année, n'entrevoit pas avoir besoin des services d'un grutier pour une période de 20 heures dans une semaine, il doit libérer ce salarié et lui remettre sur demande sa formule de cessation d'emploi prévue dans la Loi de 1971 sur l'assurance-chômage (S.C., 1970-71-72, c. 48).

Cette clause ne peut en aucun cas avoir pour effet de garantir à un grutier à l'emploi d'un employeur ou en disponibilité pour celui-ci, un nombre d'heures quelconque de travail, ni une rémunération garantie. De plus, il est entendu que, dans la mise en application de la présente règle, la section XVI ne s'applique pas.

À la reprise des travaux, l'employeur s'engage à se procurer sa main-d'oeuvre conformément au Règlement sur le placement des salariés dans l'industrie de la construction (c. R-20, r. 10) en tenant compte de la disponibilité des salariés ci-dessus mentionnés.

## **SECTION XXVII CONGÉS SPÉCIAUX**

**27.01. Protection :** Aucun salarié ne doit être mis à pied ni subir de mesures discriminatoires ou disciplinaires parce qu'il se prévaut d'un congé spécial accordé en vertu de la présente section et l'employeur doit le reprendre à son emploi le premier jour ouvrable suivant le congé spécial accordé en vertu de la présente section, à la condition toutefois que le poste occupé au moment du départ existe toujours.

**27.02. Maladie, accident, mariage, naissance :** Tout salarié a droit à un congé sans paye pour les raisons suivantes, dont la preuve lui incombe :



a) en cas d'absence pour cause d'accident ou de maladie, pour une période n'excédant pas 12 mois ;

b) en cas d'accident grave d'un parent proche du salarié, soit du père, de la mère, du conjoint légitime ou d'un enfant, pour une période maximale de 2 jours ou de 5 jours maximum dans le cas du salarié affecté aux travaux décrits dans le paragraphe 11 de l'article 21.03 ;

c) en cas de mariage du salarié, l'employeur doit en être avisé au moins 5 jours avant l'événement ;

d) en cas de mariage du père, de la mère ou de l'enfant du salarié, pour une période maximale de 2 jours et l'employeur doit en être avisé au moins 5 jours avant l'événement ;

e) en cas de naissance d'un enfant du salarié, pour une période maximale de 2 jours ;

f) en cas de décès du frère, de la soeur, du beau-frère, de la belle-soeur, du beau-père ou de la belle-mère du salarié, un congé sans paye de 3 jours au maximum ;

g) en cas de décès du père, de la mère, du conjoint légitime et de l'enfant :

i. un congé sans solde de 3 jours au maximum dont un jour ouvrable, s'il y a lieu, avec solde dans le cas du salarié ayant 30 jours ouvrables ou plus de service pour le même employeur ; ou

ii. un congé sans solde de 5 jours au maximum dans le cas du salarié affecté aux travaux décrits dans le paragraphe 11 de l'article 21.03.

De plus, une journée normale de travail et l'équivalent des frais de transport d'un aller-retour sont payés au salarié ayant 30 jours ouvrables ou plus de service pour le même employeur, sur présentation d'une preuve suffisante de décès.

**27.03. Assignment de témoins :** L'employeur doit accorder un congé sans paye à tout salarié appelé à témoigner devant une cour compétente, dans toute affaire qui concerne l'interprétation de la Loi et du décret, de même que dans toute affaire concernant l'application de toute loi ou de tout règlement touchant de près ou de loin l'industrie de la construction, y compris tout règlement de sécurité.

**27.04. Juré :** Dès qu'un salarié est appelé à agir comme juré, il se voit accordé un congé sans solde par son employeur chaque fois qu'il doit se présenter à la cour à titre de candidat-juré, et pendant toute la période qu'il sert effectivement comme juré, s'il y a lieu. L'Office, à même le fonds spécial d'indemnisation, doit, sur dépôt du reçu de la cour, payer à ce salarié la différence entre le montant qu'il reçoit à titre de compensation de juré et l'équivalent

du salaire qu'il aurait reçu pour les heures normales qu'il aurait effectuées pendant la même période.

## SECTION XXVIII AVANTAGES SOCIAUX

**28.01. Régime :** Les régimes d'assurance-vie, d'assurance-salaire et d'assurance-maladie ainsi que le régime supplémentaire de rentes sont ceux prévus par règlement de l'Office. Un ou des régimes complémentaires peuvent être créés pour des bénéfices en excédent du régime de base. Dans ce cas toutefois, tout coût administratif additionnel d'implantation ou d'opération doit être absorbé à même les sommes accumulées pour le régime complémentaire concerné.

**28.02. Décisions quant à l'utilisation des fonds :** Sous réserve de toute disposition législative applicable, les décisions quant à l'utilisation des fonds de sécurité sociale lient l'Office et sont prises par le Comité formé par le ministre en vertu de l'article 16 de la Loi.

**28.03. Contributions et cotisations : règle générale :**

1) La contribution versée par l'employeur pour le compte de tout salarié visé dans le décret est fixée à 0,45 \$ par heure travaillée.

2) De plus, l'employeur précompte sur le salaire de tout salarié une cotisation de 0,30 \$ par heure travaillée.

3) L'employeur remet à l'Office, en même temps que le rapport mensuel prévu dans l'article 17.04, sa propre contribution ainsi que la cotisation retenue pour ses salariés.

**28.04. Règles particulières : ascenseur :** L'application des dispositions de la présente section est suspendue dans le cas d'un mécanicien d'ascenseur assujéti au *Canadian Elevator Industry Welfare Plan* et au *Canadian Elevator Industry Pension Plan*.

Toutefois, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1981, dans un tel cas, la contribution versée par l'employeur correspond à celle établie dans le paragraphe 1 de l'article 28.03.

**28.05. Règles particulières : électricien :** Les cotisations et contributions versées aux régimes d'avantages sociaux à l'égard d'un électricien s'établissent comme suit :

1) La contribution versée par l'employeur pour le compte de tout électricien est fixée à 1,5% du taux de salaire, plus 0,30 \$, le tout pour chaque heure travaillée.

2) La cotisation précomptée par l'employeur sur le salaire de tout électricien est fixée à 8,5% du taux de salaire, moins 0,30 \$, le tout pour chaque heure travaillée.

3) Cette somme est utilisée de la façon suivante :

a) la cotisation du salarié et 0,30 \$ pris à même la contribution de l'employeur sont utilisés pour le régime de pension ;

b) le reste de la contribution de l'employeur est utilisé pour les assurances-maladie, vie et salaire.

4) Les frais d'administration de ce régime particulier sont payés de la façon prévue dans l'article 28.01.

5) Aux fins du présent article, les mots « taux de salaire » réfèrent au taux de compagnon du métier visé tel que stipulé dans les annexes D, D-1, E-1 ou E-2, selon qu'elle s'applique.

6) L'employeur remet à l'Office, en même temps que le rapport mensuel prévu dans l'article 17.04, sa propre contribution ainsi que la cotisation retenue pour ses salariés.

**28.06. Comités :** Le Conseil et l'Association d'employeurs forment au cours du décret, un ou plusieurs comités chargés d'étudier les problèmes relatifs aux avantages sociaux et propres à un ou plusieurs métiers, emplois ou occupations. Ce comité, par la suite, fait connaître ses recommandations unanimes aux membres du Comité mixte de la construction.

Un tel comité est formé pour le métier de carreleur, au plus tard le 1<sup>er</sup> octobre 1980.

Quant au métier de peintre, un tel comité est formé par les parties au plus tard le 1<sup>er</sup> octobre 1980. Ce comité étudiera les améliorations au régime des avantages sociaux des peintres, en tenant compte d'une contribution de 0,50 \$ et d'une cotisation de 0,50 \$, lesquelles ne pourront entrer en vigueur que suite à l'étude faite par le comité. À ce moment, les parties autorisées présenteront une requête demandant que le décret soit modifié pour donner effet à ces nouvelles contribution et cotisation.

**28.07. Comité visant à la sécurité d'emploi et de revenu du salarié :**

1) **Constitution :** Les parties conviennent de former dans les 90 jours de la signature de la convention, un comité paritaire et conjoint ayant pour mandat d'étudier la question de la sécurité d'emploi et du revenu.

2) **Composition :** Ce comité est composé de 12 membres désignés de la même façon que les membres du Comité mixte de la construction.

3) **Mandat et priorité :** Le comité est chargé d'étudier, sans restriction quant à tout autre sujet additionnel :

a) la planification des travaux ;

b) la répartition des heures régulières et supplémentaires ;

c) la concurrence déloyale et le braconnage ;

d) le ratio compagnons-apprentis ;

e) le contrôle quantitatif de la main-d'oeuvre.

Afin de rendre plus réalistes les conditions de travail propres au secteur résidentiel et en vue d'assurer que tel secteur demeure accessible aux consommateurs, le comité devra étudier de façon prioritaire et dès sa formation toute question relative à ce secteur, spécialement à l'égard du travail par l'artisan, du paragraphe 9 de l'article 21.03 et du paragraphe 3 de l'article 22.03 et de toutes questions connexes. Advenant que de cette étude émanent des recommandations unanimes qui nécessiteraient des modifications au décret, à la Loi ou à tout règlement, les parties s'engagent à poser les gestes nécessaires sans aucun délai à tous les niveaux utiles pour que de telles modifications soient apportées.

4) **Procédure :** Dans les 15 jours de la formation du comité, ce comité se rencontre pour élire un président parmi ses membres. Ce président peut avec l'accord des parties au comité, désigner un secrétaire chargé d'effectuer le compte-rendu des séances du comité et de donner les avis de rencontre.

5) **Personnel ressource :** Chaque partie au comité peut s'adjoindre les services d'experts, techniciens ou autres personnes ressources et le comité pourra demander l'assistance de représentants gouvernementaux ou d'agences gouvernementales au besoin.

6) Le comité peut entendre les représentants syndicaux et patronaux qui seront affectés par ses éventuelles conclusions.

7) **Échéancier :** Le comité fait rapport aux parties dès qu'il est en mesure de le faire.

8) **Rapport du comité :**

a) Des rapports partiels ou intérimaires peuvent être faits.

b) Le comité doit tendre à des recommandations unanimes. L'assentiment des parties se fait sur les sujets considérés au comité.

## SECTION XXIX PRIORITÉ DU TEXTE

**29.01.** Le texte français du décret fait autorité et, en conséquence, aucune version anglaise ne peut être invoquée à l'encontre du texte français.

## SECTION XXX ACTIVITÉS INTERDITES

**30.01. Limitation de la production :** Nulle association de salariés, nul dirigeant, délégué, agent d'affaires ou représentant d'une telle association ou nul salarié ne doit ordonner, encourager ou appuyer une grève ou un ralentissement de travail pendant la durée du décret ou y prendre part.

Dans une poursuite, par suite d'une telle grève ou d'un tel ralentissement de travail, la preuve incombe au prévenu qu'il ne l'a pas ordonné, encouragé ou appuyé ou n'y a pas participé (article 57 de la Loi).

**30.02. Réunion au lieu du travail :** Une association de salariés ne doit tenir aucune réunion de ses membres au lieu du travail sans le consentement de l'employeur (article 99 de la Loi).

**30.03. Grève et lock-out :** La grève et le lock-out sont prohibés pendant la durée du décret (article 56 de la Loi).

**30.04. Actions des assujettis :** Nulle association de salariés ou personne agissant dans l'intérêt d'une telle association ou d'un groupe de salariés, ni aucun employeur ne peuvent poser un acte qui contreviendrait au décret ou à toute loi ou règlement applicable à l'industrie de la construction.

En conséquence, rien dans le décret ne peut avoir pour effet de permettre une action interdite ou une dérogation à quelque loi ou règlement.

## SECTION XXXI FONDS SPÉCIAL D'INDEMNISATION

**31.01. Constitution du fonds :** L'employeur est tenu de verser à l'Office, avec son rapport mensuel, une somme de 0,01 \$ pour chaque heure travaillée par chacun de ses salariés au cours du mois précédant son rapport. Les sommes ainsi perçues constituent un fonds spécial d'indemnisation dont l'Office est fiduciaire et qu'il administre uniquement conformément aux modalités décidées par le Comité mixte de la construction. Ce fonds spécial d'indemnisation est employé pour indemniser le salarié des pertes de salaire qu'il subit dans les limites prévues dans la présente section.

Aux seules fins de la présente section, le mot « salaire » signifie la rémunération en monnaie courante, l'indemnité de congé, la contribution de l'employeur au régime d'avantages sociaux de l'industrie de la construction et les frais de déplacement.

Aux seules fins de l'application du paragraphe *a* de l'article 31.02, le fonds, en plus d'indemniser le salarié de la perte de son salaire, paie les cotisations syndicales se rattachant à la période d'indemnisation, au syndicat ou à l'union concerné.

**31.02. Indemnisation :** Les pertes de salaire couvertes par le fonds sont les suivantes :

*a)* celles conséquentes à une faillite, une ordonnance de séquestre, une cession de biens, une proposition concordataire, un dépôt volontaire ou une liquidation d'une compagnie pour insolvabilité ;

*b)* celles conséquentes à l'application de l'article 27.04 ;

*c)* celles conséquentes à l'émission par l'employeur de chèques sans provision, ainsi que celles conséquentes au non-paiement du salaire par un employeur qui cesse ses opérations dans l'industrie de la construction, jusqu'à concurrence de 4 périodes hebdomadaires de paie ;

*d)* également, dans les limites des paragraphes *a* et *c*, les indemnités décrétées par une décision arbitrale homologuée et fixées sur la base du salaire perdu par le salarié, ou un jugement rendu à la suite d'une telle décision arbitrale pour la liquider.

**31.03. Restrictions :**

1) En ce qui concerne le paragraphe *c* de l'article 31.02, la réclamation doit être vérifiée et réglée par l'Office dans les 60 jours suivant son dépôt.

2) En ce qui concerne les paragraphes *a*, *c* et *d* de l'article 31.02, un salarié ne peut réclamer qu'une seule fois à l'égard du même employeur à l'intérieur d'une période de 12 mois sauf si cet employeur rembourse intégralement au fonds les sommes versées par le fonds au salarié réclamant.

3) En ce qui concerne le paragraphe *d* de l'article 31.02, la réclamation doit être vérifiée et réglée par l'Office dans les 30 jours suivant son dépôt.

**31.04. Dispositions transitoires :** En ce qui a trait aux réclamations non réglées le 27 mai 1980 et qui entrent dans le cadre des dispositions du paragraphe *a* de l'article 31.02, celles-ci doivent être soumises au Comité mixte de la construction pour analyse et règlement à l'aide du fonds constitué en vertu de la présente section.

**31.05. Exercice des recours :** Dans tous les cas, dès que le fonds est appelé à indemniser, l'Office doit, sans délai, réclamer à l'employeur les montants dus aux salariés et en aviser dans les 30 jours la Régie des entreprises de construction du Québec.

## SECTION XXXII DURÉE ET VALIDITÉ DE LA CONVENTION

**32.01. Durée :** Le décret entre en vigueur à la date de la signature par le Conseil et l'Association d'employeurs de la convention, soit le 27 mai 1980. Toutefois, les nouveaux taux de salaire prennent effet le 12 mai 1980.

Il demeure en vigueur jusqu'au 30 avril 1982.

**32.02. Disposition contraire à la Loi :** Toute disposition du décret qui pourrait être contraire à la Loi ou aux règlements adoptés pour son application est nulle et sans effet.

Cependant, la nullité d'une telle disposition n'affecte en rien la validité des autres dispositions du décret.

**32.03. Respect du décret :** Toute renonciation expresse ou tacite aux dispositions du décret est nulle et non avenue et ne constitue pas une justification pour l'employeur dont le salarié n'a pas bénéficié de telles dispositions.

### ANNEXE A

(a. 5.01)

**Région de l'agglomération montréalaise :** Comprend les comtés de l'Île de Montréal, Île Jésus, Chambly, une partie des comtés de Verchères et Laprairie.

Elle renferme les cités et villes de Boucherville, Carignan, Chambly, Greenfield-Park, Laflèche, Lemoyne, Longueuil, Saint-Basile-le-Grand, Saint-Bruno-de-Montarville, Saint-Hubert, Saint-Lambert, Laval, Anjou, Baie-d'Urfée, Beaconsfield, Côte-Saint-Luc, Dollard-des-Ormeaux, Dorval, Hampstead, Île-Dorval, Kirkland, Lachine, LaSalle, Montréal, Montréal-Est, Montréal-Nord, Mont-Royal, Outremont, Pierrefonds, Pointe-aux-Trembles, Pointe-Claire, Roxboro, Sainte-Anne-de-Bellevue, Sainte-Geneviève, Saint-Laurent, Saint-Léonard, Saint-Pierre, Verdun, Westmount, Brossard, Candiac, Delson, La Prairie, les villages de Varennes, Verchères, Senneville et les municipalités de Saint-Amable, Sainte-Anne-de-Varennes, Saint-François-Xavier-de-Verchères, Sainte-Julie, Saint-Marc, Sainte-Thédosie-Calixa-Lavallée, Saint-Jean-de-Dieu, Saint-Raphaël-de-l'Île-Bizard, Notre-Dame, Sainte-Catherine-d'Alexandre-de-Laprairie, Saint-Constant, Saint-Isidore, Saint-Mathieu, Saint-Philippe, Huntingdon, Châteauguay, Châteauguay-Centre, Léry, Mercier, Beauharnois, Maple-Grove, Salaberry-de-Valleyfield, Dorion, Vaudreuil, Ormstown, Melocheville, Saint-Thimothée, Terrasse-Vaudreuil, Deux-Montagnes, Oka-sur-le-Lac, Saint-Eustache et Oka et le territoire de l'aéroport de Sainte-Scholastique, borné par le territoire de la municipalité de

Sainte-Scholastique mais non compris dans le territoire de cette municipalité.

**Région du Québec :** Celle qui est définie dans le Décret relatif à l'industrie de la construction (A.C. 1287-77 du 20 avril 1977).

### ANNEXE B

#### Sous-annexe A

(a. 5.01)

## DÉFINITIONS DES OCCUPATIONS EXCLUSIVES À TOUTE L'INDUSTRIE DE LA CONSTRUCTION

Le principe de la juridiction exclusive consiste à restreindre au groupe particulier de salariés l'exercice de certaines occupations dites exclusives. Toutefois, ce principe ne s'applique pas aux travaux relatifs aux lignes de transport et de distribution d'énergie électrique, aux postes de transformation d'énergie électrique ni aux réseaux de communication.

Le groupe particulier est défini comme étant celui qui regroupe tous les salariés ne détenant aucun certificat de qualification ni carnet d'apprentissage en vertu du Règlement sur la formation et la qualification professionnelles de la main-d'œuvre de l'industrie de la construction (c. F-5, r.3).

En conséquence, un employeur ne peut affecter à ces occupations exclusives que des salariés ne détenant aucune carte de compétence ni carnet d'apprentissage.

Les occupations dites exclusives sont les suivantes :

- 1) **Boutefeu :** Le terme « boutefeu » désigne toute personne qui, conformément à la Loi sur la santé et la sécurité du travail (L.R.Q., c. S-2.1), est détentrice d'un certificat valide de boutefeu et exécute tout travail régi par cette loi.
- 2) **Travailleur souterrain (mineur) :** Le terme « travailleur souterrain » désigne toute personne qui effectue des travaux de construction de tunnels en excluant les travaux exécutés à ciel ouvert, ceux exécutés par le soudeur et ceux qui, dans une même journée de travail, ne sont exécutés que partiellement ou occasionnellement sous terre, tels le transport des matériaux par camion.

Compte tenu de ce qui précède, les travaux de construction de tunnels englobent toutes les fonctions exécutées sous terre, à l'exception de celles relevant de la juridiction des métiers décrits dans le Règlement sur la formation et la qualification professionnelles de la main-d'œuvre de l'industrie de la construction. Ils sont considérés comme terminés lorsque le décoffrage du revêtement de béton ou le blindage est terminé, si tel revêtement de béton ou blindage s'avère nécessaire.

- 3) **Foreur :** Le terme « foreur » désigne toute personne qui opère un chariot de forage automoteur ou rail ou mo-

bile. Le terme « chariot de forage automoteur » désigne tout chariot de forage mû par une force pneumatique ou hydraulique, que la source d'énergie soit générée par un équipement intégré ou non à ce chariot.

4) **Manoeuvre pipe-line** : Le terme « manoeuvre pipe-line » désigne toute personne qui effectue les travaux suivants :

- a) détecter les tuyaux enfouis à l'aide d'appareils nécessaires ;
- b) appliquer le revêtement et le fermer à mesure qu'il est appliqué pour assurer une enveloppe constante ;
- c) polir le tuyau en vue de son installation ;
- d) aider aux travaux effectués par le tracteur, excluant toutefois l'alignement et l'espacement des tuyaux ;
- e) maintenir le niveau d'excavation ;
- f) opérer une scie mécanique ;
- g) homme de tarière non mécanique ;
- h) écailler le roc sur des surfaces dangereuses ;
- i) travailler comme aide sur les camions de carburant.

## ANNEXE B

### Sous-annexe B

(a. 5.01)

## DÉFINITIONS DES EMPLOIS COMMUNS À TOUTE L'INDUSTRIE DE LA CONSTRUCTION

1) **Chauffeur de chaudière à vapeur** : Toute personne qui dirige le fonctionnement de toute installation de chauffage ou de moteurs régie par la Loi sur les mécaniciens de machines fixes (L.R.Q., c. M-6) et les règlements adoptés pour son application.

2) **Opérateur de génératrice** : Toute personne qui dirige le fonctionnement des moteurs fixes à combustion interne du type diesel régie par la Loi sur les mécaniciens de machines fixes et les règlements adoptés pour son application.

3) **Gardien** : Toute personne qui exerce une fonction de surveillance générale dans un chantier de construction afin d'assurer la protection des biens et la sécurité des personnes.

4) **Plongeur** : Toute personne qui, vêtue d'un scafandre ou équipée d'un appareil respiratoire, effectue un travail de construction, de réparation, d'installation, de démolition ou d'inspection d'équipement ou de structure sous la surface de l'eau.

5) **Magasinier** : Toute personne qui :

a) reçoit, entrepose et distribue les matériaux, les fournitures, l'outillage ou l'équipement ;

b) voit à ce que l'outillage et l'équipement soient entretenus normalement, sans être tenue d'en faire la réparation ;

c) vérifie également si la marchandise reçue correspond aux réquisitions et aux factures ;

d) maintient un inventaire permanent des entrées et sorties du matériel.

6) **Commis** : Toute personne qui effectue un travail clérical sur un chantier de construction tel que :

a) le relevé du temps d'arrivée et de départ des salariés ;

b) la compilation des heures de travail.

7) **Manoeuvre (journalier)** : Toute personne qui exécute des travaux qui ne sont pas du ressort des travailleurs qualifiés de métiers, des apprentis, des travailleurs détenant une classification ni des manoeuvres spécialisés.

8) **Manoeuvre spécialisé** : Toute personne qui :

a) exécute divers travaux relatifs aux métiers de la truelle, tels que : briqueteur-maçon, cimentier-applicateur, plâtrier et effectue :

i. le malaxage manuel ou mécanisé des ciments et des mortiers ;

ii. le sciage à l'aide de la scie à maçonnerie ;

iii. le montage et le démontage des échafaudages préfabriqués ;

iv. la remise des matériaux nécessaires aux salariés spécialisés de ces métiers ;

v. la conduite d'un chariot élévateur (*fork-lift*) (maximum 5 tonnes) ;

vi. l'exécution de différents travaux de nettoyage dans l'exercice de ses fonctions ;

b) est affectée au chargement, au déchargement et à la manutention du ciment en vrac et à tous les travaux connexes à la coulée du béton incluant le treillis métallique non attaché pour plancher, en panneau ou en rouleau, mais excluant les travaux relatifs à la finition du béton, à la pose et à l'assemblage des tiges métalliques (acier d'armature) ;

c) opère une bouilloire portative pour fondre les bitumes devant servir de mordant, d'isolant ou d'imperméabilisation ;

d) opère les foreuses à marteau pneumatique, mécanique ou électrique ainsi qu'une boucharde (*bush hammer*)

qui sert à boucharder le béton, sauf lorsque requis par les métiers aux fins d'installation de pièces et d'équipement ;

e) râcle des matériaux bitumineux pour la construction et la réparation des pavages, lisse (*smoother*) et petit rouleau de moins d'une tonne ;

f) est responsable de l'opération d'une unité (élément) de chauffage fixe ou mobile pour le séchage des agrégats et de chauffage de l'asphalte ;

g) opère toute unité (élément) de chauffage pour lequel un certificat n'est pas nécessaire, sauf l'entretien électrique et mécanique ;

h) opère une bascule (balance à plate-forme) pour la pesée des chargements de camion ;

i) pose des isolants rigides ou semi-rigides sauf dans les cas où ces isolants sont nécessaires aux couvertures, à la tuyauterie et aux conduits, ainsi qu'à l'intérieur des murs et des cavités de maçonnerie ;

j) procède au calfatage ;

k) opère un appareil servant à couper l'asphalte ou le béton (préposé à la coupe au diamant (*diamond cut*)) ;

l) installe des tuyaux galvanisés ou de béton servant au drainage des routes ;

m) pose des tuyaux d'aqueduc et d'égout et leurs embranchements sur les routes et les chemins publics ;

n) effectue avec l'équipement requis (mélangeur-tender (*mixer tender*), pompe, tuyau de ¼ ou de ¾ de pouce, croix avec cadran servant au gunitage (pression-gunnite...) tout procédé d'injection de ciment ou de béton à l'intérieur d'un coffrage, du roc ou d'un béton déjà existant ;

o) opère tout genre de compacteurs manuels ne requérant pas un certificat de compétence en vertu de la Loi ;

p) pose de l'uréthane ;

q) opère une scie mécanique ;

r) opère une pompe dont le diamètre nominal est inférieur à 6 pouces.

9) **Manoeuvre spécialisé (carreleur) :** Toute personne qui exécute les tâches prévues dans la définition du manoeuvre spécialisé lorsque celles-ci sont reliées au métier de carreleur et qui exécute le jointement et la coupe à la scie mécanique lorsque ces opérations sont reliées au métier de carreleur.

10) **Opérateur d'appareils de levage :** Toute personne qui opère les monte-charge ou tout autre appareil de le-

vage vertical, fixes ou mobiles, à tambour simple ou multiple.

11) **Conducteur de camion :** Toute personne qui conduit des camions de tous genres.

12) **Opérateur de pompes et compresseurs :** Toute personne qui :

a) opère une ou des pompes à eau avec tuyau de débit de 6 pouces ou plus ;

b) opère un compresseur de 210 pieds<sup>3</sup>/m ou plus, ou 2 ou plusieurs compresseurs de 110 pieds<sup>3</sup>/m ;

c) opère, nettoie et entretient une ou des pompes à béton, ou qui place le béton à l'aide de ces appareils.

13) **Opérateur d'usines fixes ou mobiles :** Toute personne qui, à pied d'oeuvre :

a) opère et entretient une usine de préparation de béton, d'asphalte ou d'agrégats, y compris la conduite et l'opération d'usines de béton montées sur camion, à l'exception du conducteur de camion-malaxeur ;

b) dirige le fonctionnement d'un concasseur de pierre, de roc ou d'autres matériaux de même nature ;

c) surveille et régularise l'alimentation des matériaux dans le concasseur pour prévenir le blocage ;

d) arrête la machine et débloque celle-ci s'il y a lieu ;

e) règle les accessoires pour contrôler ou varier les grosseurs des graviers et des pierres ;

f) contrôle le débit de la machine ;

g) huile, nettoie et entretient sa machine de façon à en assurer le plein rendement.

14) **Soudeur en tuyauterie :** Toute personne qui :

a) exécute les travaux de soudure en tuyauterie, conformément à la Loi sur les appareils sous pression et d'autres dispositions législatives (L.Q., 1979, c. 75 ; après refonte : Loi sur les appareils sous pression, L.R.Q., c. A-20.01) et les règlements adoptés pour son application ;

b) effectue, selon les dispositions prévues ci-dessus, tous les autres travaux de soudure en tuyauterie pour des installations telles que : raffineries d'huile, pompes à essence, lignes d'air (évents) et installations d'arrosage.

15) **Soudeur :** Toute personne qui effectue tous les genres de soudure autre que ceux qui sont mentionnés dans la définition du soudeur en tuyauterie.

16) **Spécialiste en branchement d'immeubles (gas fitter) :** Toute personne qui fait le raccordement à la conduite principale, l'installation d'équipement tels que compteur et régulateur ainsi que les tests de branchement d'immeubles pour les travaux de distribution de gaz et de pétrole.

17) **Soudeur pipe-line et soudeur distribution** : Toute personne qui exécute des travaux de soudure en tuyauterie conformément aux normes ACNOR Z-183 et Z-184.

18) **Homme de service sur machines lourdes** : Toute personne qui, à pied d'oeuvre, effectue la réparation des moteurs à air comprimé et des outils pneumatiques tels que les marteaux, les foreuses, les burins et les alésoirs, et l'installation des courroies, des essuie-glace et des phares.

19) **Préposé aux pneus et au débosselage** : Toute personne qui, à pied d'oeuvre, effectue la pose et la réparation des pneus et le débosselage d'équipement lourd.

20) **Homme d'instrument (arpenteur)** : Salarié qui, à l'aide d'instruments d'arpentages tels que niveau et transit, ou sans instrument, fournit les alignements et les élévations de terrain nécessaires à l'exécution de certains travaux.

21) **Chaîneur** : Salarié qui assiste l'homme d'instrument dans l'exécution de son travail et qui effectue toute autre tâche connexe.

## ANNEXE B

### Sous-annexe C

(a. 25.08)

## DÉFINITIONS DES EMPLOIS PARTICULIERS AUX LIGNES DE TRANSPORT ET DE DISTRIBUTION D'ÉNERGIE ÉLECTRIQUE, AUX POSTES DE TRANSFORMATION ET AUX RÉSEAUX DE COMMUNICATION

### Lignes de distribution et postes de distribution :

1) **Monteur de lignes 1<sup>ère</sup> classe** : Dans la construction, la démolition, la peinture et l'entretien de lignes de distribution et de postes de transformation, tout salarié qui sous la surveillance d'un chef de groupe ou d'un chef d'équipe, accomplit des opérations complexes, entre autres, le réglage de la flèche et la pose de serre-fils, la pose de ferrures, l'inspection et la peinture de structures, conducteurs et isolateurs, la fabrication de joints, le montage de structure en bois, en acier galvanisé ou autres matériaux, l'installation de barres omnibus, disjoncteurs, interrupteurs, transformateurs ou condensateurs et autres appareils de postes, également la personne qui accomplit un travail sur circuit aérien sous tension ou hors tension en se servant, selon les besoins, d'outils vivitechniques et qui assiste le chef de groupe ou le chef d'équipe dans le travail d'équipe.

Le monteur de lignes 1<sup>ère</sup> classe est classé comme tel dès qu'il possède 7 000 heures d'expérience ou le cours de formation reconnu et 6 500 heures, à moins que le comité de classification en décide autrement. Il peut être embauché et payé comme monteur 2<sup>e</sup> classe. Il a priorité d'emploi sur tout autre salarié de classification et/ou de qualifica-

tion inférieures lorsque l'employeur a besoin de personnel pour effectuer les travaux ci-dessus décrits ou lorsqu'il met du personnel à pied, et ce, sur la base de la région de placement où s'effectuent les travaux. Cette priorité prend effet le 1<sup>er</sup> janvier 1980.

2) **Monteur de lignes 2<sup>e</sup> classe** : Personne travaillant sous la surveillance générale d'un chef d'équipe ou d'un chef de groupe ou sous la direction d'un monteur de lignes 1<sup>ère</sup> classe et qui exécute les travaux décrits dans le paragraphe 1. Il est classé et payé comme tel dès qu'il possède un minimum de 4 500 heures d'expérience ou le cours de formation reconnu et 4 000 heures d'expérience dans le travail ci-dessus décrit à moins que le comité de la classification n'en décide autrement.

Le monteur de lignes 2<sup>e</sup> classe a priorité d'emploi sur tout autre salarié de classification et/ou de qualification inférieures lorsque l'employeur a besoin de personnel ou lorsqu'il met du personnel à pied, et ce, sur la base de la région de placement où s'effectuent les travaux et à la condition qu'il n'y ait plus de monteurs 1<sup>ère</sup> classe disponibles et disposés à travailler dans la région où s'exécutent les travaux. Il peut également effectuer les tâches du monteur 3<sup>e</sup> classe ainsi que tout autre travail au sol, mais ne peut jamais être rémunéré moins que le taux de salaire du monteur 2<sup>e</sup> classe.

La priorité d'emploi du monteur 2<sup>e</sup> classe prend effet le 1<sup>er</sup> janvier 1980 mais seulement à une distance de 120 kilomètres et moins de sa résidence. Le 1<sup>er</sup> janvier 1981, sa priorité d'emploi s'applique à toute sa région.

3) **Monteur de lignes 3<sup>e</sup> classe** : Personne qui exécute des opérations moins complexes relativement aux travaux décrits ci-dessus, sous la surveillance générale d'un chef de groupe ou d'un chef d'équipe et sous la direction immédiate d'un monteur de lignes 1<sup>ère</sup> classe ou 2<sup>e</sup> classe.

Le monteur 3<sup>e</sup> classe est classé comme tel dès qu'il possède au moins 2 000 heures d'expérience sur les travaux de lignes électriques, ou le cours de formation reconnu et 1 500 heures d'expérience sur le travail en question, à moins que le comité de classification en décide autrement.

Il lui est strictement défendu de travailler seul sur une ligne sous tension dont le voltage excède 600 volts.

Le monteur de lignes 3<sup>e</sup> classe a priorité d'emploi sur tout autre salarié de classification et/ou de qualification inférieures lorsque l'employeur a besoin de personnel ou lorsqu'il met du personnel à pied, et ce, sur la base de la région de placement où s'effectuent les travaux et à la condition qu'il n'y ait plus de monteurs 1<sup>ère</sup> classe ou 2<sup>e</sup> classe disponibles et disposés à travailler, dans la région où s'exécutent les travaux. Sa priorité d'emploi prend effet le 1<sup>er</sup> janvier 1981.

4) **Aide-monteur à terre et apprenti monteur** : Personne dont le travail s'exécute au niveau du sol sous la surveillance immédiate d'un chef de groupe ou d'un chef d'équipe ou d'un monteur de lignes et qui consiste à l'aider au montage, à l'enlèvement, au remplacement ou à la réparation des lignes de distribution et des postes en accomplissant divers travaux manuels. L'apprenti monteur peut, de temps à autre, être appelé à accomplir des travaux faits par les monteurs de lignes 1<sup>ère</sup> classe, 2<sup>e</sup> classe et 3<sup>e</sup> classe pour autant que ce même travail soit exécuté sur les lignes hors tension.

5) **Aide** : Salarié qui exécute des travaux qui ne sont pas du ressort des emplois prévus dans les paragraphes 1, 2, 3, 4, 6 et 7 relativement aux lignes de distribution.

6) **Conducteur de camion de lignes** : Personne chargée de la conduite d'un camion de lignes et qui aide, au besoin, aux travaux effectués par les monteurs de lignes et qui agit en qualité de commis d'équipe.

Le camion de lignes peut également être conduit par tout monteur de lignes.

7) **Opérateur de machines lourdes** : Personne dont le travail consiste à conduire ou à manoeuvrer toute machinerie lourde.

8) **Émondeur** : Personne dont le travail consiste à couper et à émonder les arbres nuisibles.

9) **Comité de classification** :

a) Dans les 30 jours suivants la signature de la convention, les employeurs et les représentants du groupe syndical majoritaire formeront un comité de sélection et de classification, lequel aura le mandat suivant :

i. trancher les cas litigieux et décider de la classification des salariés qui, bien qu'ayant accumulé le nombre d'heures suffisant pour être classés comme monteur de 1<sup>ère</sup>, 2<sup>e</sup> ou 3<sup>e</sup> classe, pourraient ne pas posséder l'expérience nécessaire pour effectuer le travail en question ;

ii. décider de la classification de salariés qui, malgré qu'ils ne possèdent pas le nombre d'heures d'expérience requis pour rencontrer les normes de la 1<sup>ère</sup>, 2<sup>e</sup> ou 3<sup>e</sup> classe, ont la compétence nécessaire pour être classés comme tels ;

iii. aviser l'Office de la classification des salariés sur lesquels le comité s'est entendu. L'Office doit classer ces salariés en conséquence.

b) Advenant le cas où un différend découlant du mandat du comité survient, les employeurs ou les représentants du groupe syndical majoritaire peuvent soumettre le différend à un arbitre en vertu de la procédure des griefs et l'arbitre devra trancher le différend.

**Lignes de transport d'énergie électrique et postes de transformation :**

1) **Monteur 1<sup>ère</sup> classe** : Salarié qui sous la surveillance générale d'un chef de groupe ou d'un chef d'équipe accomplit, s'il est apte physiquement, toutes les tâches nécessaires à la construction, au démontage ou à l'entretien de lignes de transport (y compris la peinture) et de postes de transformation d'énergie électrique ; il dirige aussi, au besoin, le travail de salariés d'une classification inférieure qui exécutent des tâches connexes.

2) **Monteur 2<sup>e</sup> classe** : Salarié, qui sous la surveillance générale d'un chef de groupe ou d'un chef d'équipe ou d'un monteur 1<sup>ère</sup> classe accomplit, s'il est apte physiquement, toutes les tâches nécessaires à la construction, au démontage ou à l'entretien (y compris la peinture) de lignes de transport et de postes de transformation d'énergie électrique.

3) **Monteur 3<sup>e</sup> classe** : Salarié qui, sous la surveillance d'un chef de groupe ou d'un chef d'équipe ou d'un monteur 1<sup>ère</sup> classe aide, s'il est apte physiquement, un monteur 1<sup>ère</sup> classe ou 2<sup>e</sup> classe dans son travail.

4) **Apprenti monteur** : Salarié qui, sous la surveillance étroite d'un monteur 1<sup>ère</sup> ou 2<sup>e</sup> classe, est apte par ses connaissances du métier et sa condition physique à aider et aide les monteurs dans l'exécution de leur travail dans le but de devenir plus habile et plus expérimenté et d'être qualifié monteur 3<sup>e</sup> classe.

5) **Aide-monteur** : Salarié qui, sous la surveillance d'un chef de groupe ou d'un chef d'équipe ou d'un monteur, est apte par ses connaissances du métier et par sa condition physique, à accomplir et accomplit en fait au niveau du sol, toutes les tâches nécessaires à la construction, au démontage ou à l'entretien de lignes de transport et de postes de transformation d'énergie électrique.

6) **Assembleur** : Salarié qui assemble au niveau du sol, les pièces qui constituent une charpente de ligne de transport ou d'un poste de transformation.

7) **Aide** : Salarié qui exécute des travaux qui ne sont pas du ressort des emplois prévus dans les paragraphes 1, 2, 3, 4, 5, 6, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14 et 16 relativement aux lignes de transport d'énergie et aux postes de transformation.

8) **Mécanicien de machines lourdes** : Salarié qui, sous la surveillance générale d'un chef de groupe ou d'un chef d'équipe, accomplit toutes les tâches de réparation de l'outillage mécanique ou motorisé.

9) **Charpentier-menuisier** : Salarié qui, sous la surveillance d'un chef de groupe ou d'un chef d'équipe, accomplit tous les travaux de charpente et de menuiserie accessoires à la présente industrie.



10) **Conducteur d'engin très lourd** : Salarié qui conduit un véhicule ou de l'outillage d'un poids brut de 70 000 livres (35 tonnes) et plus.

11) **Conducteur d'engin lourd** : Salarié qui conduit un véhicule ou de l'outillage d'un poids brut de 26 000 livres (13 tonnes) à 70 000 livres (35 tonnes) ou salarié qui opère un camion équipé d'une flèche télescopique d'une capacité de levage de 10 tonnes et plus.

12) **Conducteur d'engin moyen** : Salarié qui conduit un véhicule ou de l'outillage d'un poids brut de 10 000 à 26 000 livres (5 à 13 tonnes).

13) **Conducteur d'engin léger** : Salarié qui conduit un véhicule ou de l'outillage d'un poids brut de 2 000 à 10 000 livres (1 à 5 tonnes).

14) **Foreur de roc (manoeuvre spécialisé)** : Ce terme est compris dans la sous-annexe A de l'annexe B.

15) **Tour de communication** : Signifie toute tour en acier ou autre matériau servant à la transmission d'ondes de communication.

16) **Émondeur** : Personne dont le travail consiste à couper et à émonder les arbres nuisibles.

#### Réseaux de communication

1) **Chef d'équipe** : Salarié qui dirige des travaux de construction, d'entretien ou de modification de circuit aérien de réseau téléphonique ou de télévision et de creusage et mise en place des poteaux et qui possède les qualifications de monteur « T ».

2) **Monteur « T »** : Salarié qui exécute des travaux de construction, d'entretien ou de modification de circuit aérien de réseau téléphonique ou de télévision.

Il est classé comme tel dès qu'il possède un minimum de 3 000 heures d'expérience et/ou la compétence nécessaire dans l'exécution de ces travaux.

3) **Apprenti monteur « T »** : Salarié qui sous la direction d'un chef d'équipe assiste dans l'exécution des travaux décrits dans le paragraphe 2.

4) **Câble souterrain** : Câble déposé soit dans une tranchée, soit dans une conduite et qui nécessite des trous d'hommes, des coulées de béton, etc.

5) **Émondeur** : Personne dont le travail consiste à couper et à émonder les arbres nuisibles.

#### ANNEXE C

(a. 5.02)

#### SUBDIVISIONS DE LA DÉFINITION DE CERTAINS MÉTIERS OU EMPLOIS POUR LA DÉTERMINATION DU SALAIRE

##### 1) Grutier :

**Grutier A** : Tout ce qui n'est pas dans le grutier B, mais sujet à la compétence du grutier.

**Grutier B** : Le taux de salaire du grutier B s'applique au salarié qui opère :

- a) une grue automotrice à fonction hydraulique d'une capacité d'au plus 20 tonnes ;
- b) un tracteur à grue latérale d'une puissance de moins de 50 cv ;
- c) un camion équipé d'un treuil d'une capacité de 12 tonnes et moins.

##### 2) Opérateur d'équipement lourd :

**Opérateur d'équipement lourd A** : Tout ce qui n'est pas dans l'opérateur d'équipement lourd B, mais sujet à la compétence de l'opérateur d'équipement lourd.

**Opérateur d'équipement lourd B** : Le taux de salaire de l'opérateur d'équipement lourd B s'applique au salarié qui opère :

- a) un rouleau compresseur de moins de 5 tonnes ;
- b) un tracteur de ferme sans accessoire ;
- c) un *muskeg* ou une chenillette d'une capacité nominale de moins de 50 cv.

##### 3) Conducteur de camion :

**Conducteur de camion A** : Le taux de salaire du conducteur de camion A s'applique au salarié qui conduit une bétonnière d'une verge cube et plus, un camion remorque, un fardier, un camion hors-route, un camion équipé d'un treuil d'une capacité de levage de plus de 5 tonnes, un camion à benne basculante à pont arrière jumelé d'une capacité nominale de 10 tonnes et plus.

**Conducteur de camion B** : Le taux de salaire du conducteur de camion B s'applique au salarié qui conduit :

- a) un camion à treuil monté sur châssis A d'une puissance de levage de moins de 5 tonnes ;
- b) un camion-citerne (carburant, combustible ou lubrifiant).

**Conducteur de camion C** : Le taux de salaire du conducteur de camion C s'applique au salarié qui conduit : un camion à caisse fixe, un camion à benne basculante à pont ar-

rière jumelé d'une capacité nominale de moins de 10 tonnes, un camionnette, une jeep à 4 roues motrices.

**Opérateur de pelle A :** Le taux de salaire de l'opérateur de pelle mécanique A s'applique au salarié qui travaille sur une pelle mécanique ou une rétrocaveuse d'une capacité nominale de 2 verges cubes et plus.

**Opérateur de pelle B :** Le taux de salaire de l'opérateur de pelle mécanique B s'applique au salarié qui travaille sur une pelle mécanique ou une rétrocaveuse d'une capacité de moins de 2 verges cubes ainsi que sur un *gradall*.

**Opérateur d'appareil de levage A :** Le taux de salaire du conducteur d'appareil de levage A s'applique au salarié qui opère un appareil de levage vertical à tambours multiples.

**Opérateur d'appareil de levage B :** Le taux de salaire du conducteur d'appareil de levage B s'applique au salarié qui opère un appareil de levage vertical d'une capacité de 1 000 livres ou plus et à tambour simple.

## ANNEXE D

(a. 17.01 et 28.05)

Métiers	Salaire au 12 mai 1980	Salaire au 1 <sup>er</sup> mai 1981	
Tuyauteur à l'exception du frigoriste			
a) Compagnon	13,15 S	14,07 S	
b) Compagnon junior	12,54	13,42	
Frigoriste	13,15	14,07	
Grutier			
— Classe A	12,44	13,45	
— Classe B	12,13	12,98	
Opérateur de pelles mécaniques			
— Classe A	12,57	13,45	
— Classe B	12,13	12,98	
Opérateur d'équipement lourd			
— Classe A	11,60	12,52	
— Classe B	11,34	12,13	
Mécanicien de machines lourdes	12,19	13,58	
Charpentier-menuisier	12,10	13,18	13,40 (1-1-82)
Poseur de systèmes intérieurs	12,49	13,40	
Chaudronnier	13,15	14,07	
Monteur d'acier de structure	13,15	14,07	
Serrurier de bâtiment	12,34	13,20	
Ferrailleur	11,47	12,49	
Ferblantier	13,03	14,07	
Couvreur	11,71	12,97	
Peintre	11,59	12,40	
Poseur de revêtements souples	11,10	12,00	
Calorifugeur	13,04	13,95	
Plâtrier	12,29	13,15	
Cimentier-applicateur	11,47	12,49	
Briqueur-maçon	12,56	13,67	
Carreleur	12,78	13,67	
Électricien	13,15	14,07	
Mécanicien de chantier	12,94	14,07	
Mécanicien d'ascenseurs	14,25	14,75 (1-1-81)	15,75
Tireur de joints (peintre/plâtrier) sur surfaces neuves (planches murales de gypse)	11,95	12,90	

## ANNEXE D

Emplois et occupations	Salaire au 12 mai 1980	Salaire au 1 <sup>er</sup> mai 1981
Chauffeur de chaudière à vapeur	10,38 \$	11,11 \$
a) Chauffeur classe IV	9,01	9,64
Opérateur de génératrice	10,50	11,23
Boutefeu	10,68	11,43
Gardien	320,11	342,52
Plongeur	13,50	14,44
Magasinier	8,09	8,66
Commis	285,55	305,54
Manoeuvre (journalier)	9,63	10,30
Manoeuvre (spécialisé)	9,97	10,67
Foreur	11,13	11,91
Manoeuvre spécialisé (carreleur)	10,23	10,95
Opérateur d'appareils de levage		
— Classe A	11,43	12,23
— Classe B	10,90	11,66
Conducteur de camion		
— Classe A	10,08	10,95
— Classe B	9,86	10,55
— Classe C	9,71	10,39
Opérateur de pompes et compresseurs	11,13	11,91
Opérateur d'usines fixes ou mobiles	11,13	11,91
Soudeur en tuyauterie	13,15	14,07
Soudeur	12,38	13,25
Travailleur souterrain (mineur)	11,40	12,20
Manoeuvre (pipe-line)	9,97	10,67
Spécialiste en branchement d'immeubles (gas fitter)	13,15	14,07
Soudeur de pipe-line et soudeur de distribution	13,15	14,07
Homme de service sur machines lourdes	9,97	10,67
Préposé aux pneus et au débosselage de machines lourdes	11,60	12,41
Homme d'instrument (arpenteur)	385,00	9,63 (1-9-80) 10,30
Chaîneur	300,00	7,50 (1-9-80) 8,03

**ANNEXE D-1**

(a. 28.05)

Cette annexe s'applique exclusivement au salarié assujéti au paragraphe 11 de l'article 21.03.

<b>Métiers</b>	<i>Salaire au 12 mai 1980</i>	<i>Salaire au 1<sup>er</sup> mai 1981</i>	
Tuyauteur à l'exception du frigoriste			
a) Compagnon	13,81 \$	14,77 \$	
b) Compagnon junior	13,16	14,09	
Frigoriste	13,81	14,77	
Grutier			
— Classe A	13,06	14,12	
— Classe B	12,74	13,63	
Opérateur de pelles mécaniques			
— Classe A	13,20	14,12	
— Classe B	12,74	13,63	
Opérateur d'équipement lourd			
— Classe A	12,18	13,15	
— Classe B	11,91	12,74	
Mécanicien de machines lourdes	12,80	14,26	
Charpentier-menuisier	12,70	13,84	14,07 (1-1-82)
Poseur de systèmes intérieurs	13,11	14,07	
Chaudronnier	13,81	14,77	
Monteur d'acier de structure	13,81	14,77	
Serrurier de bâtiment	12,96	13,86	
Ferrailleur	12,04	13,11	
Ferblantier	13,68	14,77	
Couvreur	12,30	13,62	
Peintre	12,17	13,02	
Poseur de revêtements souples	11,65	12,60	
Calorifugeur	13,69	14,65	
Plâtrier	12,90	13,81	
Cimentier-applicateur	12,04	13,11	
Briqueur-maçon	13,19	14,35	
Carreleur	13,42	14,35	
Électricien	13,81	14,77	
Mécanicien de chantier	13,59	14,77	
Mécanicien d'ascenseurs	14,96	16,54	15,49 (1-1-81)
Tireur de joints (peintre/plâtrier) sur surfaces neuves (planches murales de gypse)	12,55	13,55	

## ANNEXE D-1

Cette annexe s'applique exclusivement au salarié assujéti au paragraphe 11 de l'article 21.03.

<b>Emplois et occupations</b>	<i>Salaire au 12 mai 1980</i>	<i>Salaire au 1<sup>er</sup> mai 1981</i>
Chauffeur de chaudière à vapeur	10,90 \$	11,67 \$
a) Chauffeur classe IV	9,46	10,12
Opérateur de génératrice	11,02	11,79
Boutefeu	11,21	12,00
Gardien	336,12	359,65
Plongeur	14,17	15,16
Magasinier	8,49	9,09
Commis	299,83	320,82
Manoeuvre (journalier)	10,11	10,81
Manoeuvre (spécialisé)	10,47	11,20
Foreur	11,69	12,51
Manoeuvre spécialisé (carreleur)	10,74	11,50
Opérateur d'appareils de levage		
— Classe A	12,00	12,84
— Classe B	11,44	12,24
Conducteur de camion		
— Classe A	10,58	11,50
— Classe B	10,35	11,08
— Classe C	10,20	10,91
Opérateur de pompes et compresseurs	11,69	12,51
Opérateur d'usines fixes ou mobiles	11,69	12,51
Soudeur en tuyauterie	13,81	14,77
Soudeur	13,00	13,91
Travailleur souterrain (mineur)	11,97	12,81
Manoeuvre (pipe-line)	10,47	11,20
Spécialiste en branchement d'immeubles (gas fitter)	13,81	14,77
Soudeur pipe-line et soudeur distribution	13,81	14,77
Homme d'instrument (arpenteur)	404,25	10,11 (1-9-80) 10,81
Chaîneur	315,00	7,88 (1-9-80) 8,43
Homme de service sur machines lourdes	10,47	11,20
Préposé aux pneus et au débosselage de machines lourdes	12,18	13,03

**ANNEXE E-1**

(a. 17.01 et 28.05)

**LIGNES DE TRANSPORT, POSTE DE TRANSFORMATION ET  
TOURS DE COMMUNICATION (SALAIRES)**

<i>Classification</i>	<i>Salaire au 1<sup>er</sup> janvier 1981</i>	<i>Salaire au 1<sup>er</sup> mai 1981</i>
Monteur 1 <sup>ère</sup> classe	13,42 \$	14,84 \$
Monteur 2 <sup>e</sup> classe	12,65	14,14
Monteur 3 <sup>e</sup> classe	10,92	12,30
Apprenti monteur — aide-monteur	10,76	11,91
Assembleur	10,92	12,30
Mécanicien de machines lourdes	12,06	13,73
Conducteur d'engins très lourds	11,68	12,87
Conducteur d'engins lourds	11,57	12,75
Conducteur d'engins moyens et légers	11,10	12,23
Opérateur de grue (érection de tours)	13,42	14,79
Opérateur de grue		14,12
Opérateur de pelle	12,82	14,13
Opérateur de compresseurs	11,36	12,52
Huileur	10,13	11,17
Charpentier-menuisier	12,32	14,02
Foreur (genre Becker)	11,79	13,04
Foreur	11,19	12,38
Épiceur — homme de joint	13,42	14,84
Boutefeu	10,89	12,06
Manoeuvre (aide)	9,83	10,88
Manoeuvre spécialisé	10,17	11,21
Ferrailleur	11,70	13,39
Soudeur	12,62	13,91
Gardien		342,52
Émondeur	10,92	12,30
Électricien	13,42	14,84

**ANNEXE E-2**

(a. 23.04 et 28.05)

**LIGNES DE DISTRIBUTION ET POSTES DE DISTRIBUTION (SALAIRES)**

<i>Classification</i>	<i>Salaire au 1<sup>er</sup> janvier 1981</i>	<i>Salaire au 1<sup>er</sup> mai 1981</i>
Monteur 1 <sup>ère</sup> classe	13,42 S	14,84 S
Monteur 2 <sup>e</sup> classe	12,65	14,14
Monteur 3 <sup>e</sup> classe	10,92	12,30
Aide-monteur à terre — apprenti monteur	10,76	11,91
Conducteur de camion de lignes	10,76	11,91
Opérateur de machines lourdes	11,68	12,87
Émondeur	10,92	12,30
Boutefeux	10,89	12,06
Opérateur de compresseurs	11,36	12,52
Gardien		342,52
Foreur	11,19	12,38
Électricien	13,42	14,84
<b>Creusage et mise en place des poteaux</b>		
Chef d'équipe	12,65	14,14
Opérateur d'équipement et véhicules	11,09	12,23
Manoeuvre (aide)	9,83	10,88

**ANNEXE E-3****RÉSEAUX DE COMMUNICATIONS (SALAIRES)**

<i>Classification</i>	<i>Salaire au 1<sup>er</sup> janvier 1981</i>	<i>Salaire au 1<sup>er</sup> mai 1981</i>
Monteur « T »	12,65 S	13,94 S
Aide-monteur — apprenti monteur	10,98	12,27
Foreur — opérateur de compresseurs	11,36	12,57
Boutefeux	10,89	12,06
Conducteur de camion	10,76	11,86
Conducteur de camion (creusage)	10,91	12,02
Opérateur d'équipement (tronçuse pépinière)	11,09	12,23
Opérateur de machines lourdes	11,68	12,87
Gardien		342,52
Émondeur	10,92	12,30
<b>Creusage et mise en place des poteaux</b>		
Chef d'équipe	12,65	14,14
Opérateur d'équipement et véhicules	11,09	12,23
Manoeuvre	9,83	10,88



**ANNEXE F**

(a. 7.03)

**CONFORMÉMENT AU PARAGRAPHE 2  
DE L'ARTICLE 7.03**

Nom de l'entreprise : .....

Nom du salarié : .....

Adresse du salarié : .....

.....

No d'ass. sociale : .....

Le nom de mon union ou syndicat est : .....

.....

(s'il y a lieu, indiquer le numéro du local : .....

Mon union ou syndicat est affilié à :

Centrale des syndicats démocratiques (CSD) ☐Confédération des syndicats nationaux (CSN) ☐Conseil provincial du Québec des métiers de la construc-  
tion (INTERNATIONAL) ☐Fédération des travailleurs du Québec (FTQ-  
CONSTRUCTION) ☐Syndicat de la construction Côte Nord de Sept-Îles Inc. ☐

Carte d'adhésion syndicale :

● est présentée par le salarié ☐● n'est pas présentée par le salarié ☐

Motif de l'incapacité de la présenter : .....

.....

Signature du salarié : .....

Date : .....

.....

**ANNEXE G**

(a. 12.03 et 15.01)

**LISTE DES ARBITRES**M. Pierre Bégin  
2900, chemin des Quatre-Bourgeois  
Sainte-Foy, QCM. Rodrigue Blouin  
Département des relations industrielles  
Université Laval  
Sainte-Foy, QCM. André Casgrain  
184 rue de la Cathédrale  
Rimouski, QCM. Paul Casgrain  
110, rue Racine est  
Bureau 312  
Chicoutimi, QCM. Jean-Louis Dubé  
Faculté de droit  
Université de Sherbrooke  
Sherbrooke, QCM. Jean-Yves Durand  
5450, chemin Côte-des-Neiges  
Montréal, QCM. Guy Girard  
1470, chemin Chambly  
Bureau 100  
Chambly, QCM. Marc Gravel  
818, rue Sherbrooke est  
Montréal, QCM. Paul-André Lachapelle  
5569, rue Gatineau  
Montréal, QCM. Maxime Langlois  
580, Grande Allée est  
Bureau 260  
Québec, QCM. Jean-Marie Larivière  
130, rue du Port  
Montréal, QCM. René Turcotte  
Faculté de droit  
Sherbrooke, QCM. Raymond Leboeuf  
5111, rue Sherbrooke est, App. 1409-D  
Montréal, QC  
H1T 3V7M. Jean-Pierre Lussier  
360, rue Saint-Jacques  
Bureau 800  
Montréal, QCM. Michel Marchand  
507, place d'Armes  
Bureau 1900  
Montréal, QCM. Robert Pigeon  
C.P. 350  
Gaspé, QC

M. Réginald Savoie  
Faculté de droit  
Université de Montréal  
Montréal, QC

M. Guy Saulnier  
149, rue Saint-Eustache  
Saint-Eustache, QC

M. André Sylvestre  
600, rue Frontenac  
Berthier, QC

M. Victor Trépanier  
1165, rue Vauquelin  
Québec, QC

M. Jean-Guy Clément  
Montréal, QC

M. Richard Bastien  
Hull, QC

Me André Bergeron  
1540, rue Lajoie  
Outremont, QC

M. Jacques Sylvestre  
1600, rue Girouard  
St-Hyacinthe, QC  
J2S 2Z8  
(à compter du 15 août 1980)

M. Claude Lauzon  
39, rue St-Jacques  
St-Jean, QC  
J3B 2J6  
(à compter du 15 août 1980)

#### **ANNEXE H** (a. 25.01)

**LISTE D'OUTILS PERSONNELS QUE TOUT  
COMPAGNON PLOMBIER DOIT FOURNIR  
DANS L'EXÉCUTION DE TRAVAUX DE  
PLOMBERIE SANITAIRE AU SENS DU CODE  
DE PLOMBERIE (R.R.Q., c. I-12.1, r. 1) QUI LUI  
SONT CONFIÉS PAR SON EMPLOYEUR**

- 1) 1 couteau de poche ;
- 2) 3 clefs à tuyau 10 po, 12 po et 14 po (*pipe wrench*) ;
- 3) 2 clefs ajustables 6 po, 10 po et 14 po ;
- 4) 2 fouteurs à plomb ;
- 5) 3 fouteurs à étoupe ;
- 6) 2 ciseaux à froid ;
- 7) 1 cuillère à plomb ;

- 8) 1 corde d'amiante ;
- 9) 1 marteau de mécanicien ;
- 10) 1 marteau à clous ;
- 11) 1 scie à métaux ;
- 12) 1 couteau à tuyau de cuivre de 1/8 à 1 po ;
- 13) 1 pince coupante de 8 po ;
- 14) 1 niveau de 10 po ;
- 15) 2 tournevis ordinaires ;
- 16) 1 clef à connexion mécanique (M.J.).

#### **ANNEXE I** (a. 25.01)

**LISTE D'OUTILS PERSONNELS QUE TOUT  
COMPAGNON ÉLECTRICIEN DOIT FOURNIR  
DANS L'EXÉCUTION DE SES TRAVAUX**

Les outils suivants sont fournis par le compagnon électricien comme condition d'emploi de ce dernier :

- 1 clef à tuyau de 14 po ;
- 1 clef à tuyau de 10 po ;
- 1 scie à métaux ajustable (les lames sont fournies par l'employeur) ;
- 1 fil à plomb et une ligne à la craie ;
- 1 niveau de grandeur moyenne ;
- 1 clef ajustable en S (*Crescent*) grandeur maximale de 10 po ;
- 1 poinçon central ;
- 1 équerre de 6 po ;
- 1 ciseau à froid ;
- 1 jeu de 6 tournevis, y compris les grandeurs normales du modèle Roberston ;
- 1 pince coupante diagonale ;
- 1 pince coupante de 8 po ;
- 1 marteau de machiniste ;
- 1 mesure d'au moins 6 pi ;
- 1 tourne-à-gauche (petite clef à tarauder) ;
- 1 couteau de poche ;
- 1 appareil de vérification de 600V (*tester*) ;
- 1 lime demi-ronde.

#### **Apprentis électriciens :**

Les outils suivants doivent être fournis par les apprentis :

- 1 pince coupante de 8 po ;
- 1 tournevis ;
- 1 couteau de poche ;
- 1 crayon ;
- 1 mesure d'au moins 6 pi.

**ANNEXE J**

(a. 25.01)

**LISTE D'OUTILS PERSONNELS QUE TOUT FERBLANTIER DOIT FOURNIR DANS L'EXÉCUTION DE SES TRAVAUX**

Les outils suivants sont fournis par le ferblantier comme condition d'emploi de ce dernier :

1 marteau de 16 onces pour ferblantier ;  
 1 cisaille de ferblantier (*bulldog snips*) ;  
 1 cisaille coupe à gauche ;  
 1 cisaille coupe à droite ;  
 1 pince universelle de 8 po ;  
 1 pince-étai à plier (*Vise-Grip clamp*) ;  
 1 ruban à mesurer de 16 pi (*tape*) ;  
 1 ensemble de tournevis ;  
 1 traçoir ;  
 1 sac d'outils ;  
 1 coffre d'outils.

**ANNEXE K**

(a. 25.01)

**LISTE DES OUTILS FOURNIS PAR LE MÉCANICIEN SENIOR EN RÉFRIGÉRATION**

1 coffre à outils de bonne qualité, pour contenir les outils suivants :

1 coupe-tubes de  $\frac{1}{8}$  à  $1\frac{1}{8}$  po (*Pipe-cutter*) ;  
 1 coupe-tubes de  $\frac{1}{8}$  à  $\frac{1}{2}$  po court ;  
 1 clef à tube et à tuyau flexible de  $\frac{1}{8}$  à  $\frac{1}{2}$  po (*pinch off tool*) ;  
 1 outil à évaser (*Flaring tool*) ;  
 1 cliquet avec douilles de  $\frac{1}{8}$  à  $\frac{3}{8}$  po (*Ratchet*) ;  
 1 jeu de clefs ouvertes de  $\frac{3}{8}$  à 1 po ;  
 1 jeu de clefs fermées de  $\frac{3}{8}$  à 1 po ;  
 Clefs ajustables de 10 po ou clefs anglaises ;  
 Clefs ajustables de 12 po ou clefs anglaises ;  
 Clefs à tuyau ajustables de 14 po ;  
 Pince droite à manche isolé ;  
 Pince droite à long bec ;  
 Pince ajustable de 45° isolée ;  
 Pince-étai (*Vise-Grip*) ;  
 Pince coupante.

**Tournevis courts :**

1 jeu de 3 tournevis Phillips (étoile) ;  
 1 jeu de 3 tournevis à pointe carrée ;  
 1 jeu de 3 tournevis ordinaires à lame plate ;  
 1 tournevis de retenue ordinaire ;

1 scie à métaux de 12 po ;  
 1 jeu de clefs à douilles de  $\frac{3}{8}$  à  $1\frac{1}{4}$  po ;  
 1 barre droite à rochet de  $\frac{1}{2}$  po (*ratchet*) ;  
 1 jeu de clefs hexagonales (Allen) de  $\frac{1}{16}$  à  $\frac{3}{8}$  po ;  
 1 thermomètre de poche ;  
 1 lime plate ;  
 1 lime ronde ;  
 1 couteau de poche ;  
 1 lampe de poche ;  
 1 briquet ;  
 1 marteau ;  
 1 manomètre et boyaux de remplissage (*Charging Hoses*) ;  
 1 ampèremètre – ohmmètre ;  
 1 corde d'essai ;  
 1 rallonge de 50 pi ;  
 1 rallonge de 25 pi avec lampe.

**ANNEXE L**

(a. 25.01)

**LISTE DES OUTILS FOURNIS PAR LE POSEUR DE SYSTÈMES INTÉRIEURS**

1 sac à outils avec ceinture ou tablier ;  
 1 ruban à mesurer en acier de 12 ou 16 pi  $\times$   $\frac{3}{4}$  po ;  
 1 ruban à mesurer de 100 pi ;  
 1 ligne à craie ;  
 1 fil à plomb ;  
 1 niveau d'au moins 18 po ;  
 1 équerre à combinaisons 90° – 45° de 12 po ajustable ;  
 1 pince à latte ;  
 1 paire de gros boul de 9, 11, ou 13 po ;  
 1 scie à métaux ;  
 2 paires de *wiss* ;  
 1 paire de ciseaux de métal en feuille ;  
 1 ciseau à froid d'au plus  $\frac{3}{4}$  po ;  
 1 poinçon magnétique (*magnetic punch*) de  $\frac{3}{4}$  à  $\frac{1}{2}$  po ;  
 1 marteau ;  
 2 clefs en C (*Vise-Grips*) ;  
 4 attaches à ficelle (*clips*) ;  
 1 pince coupante de côté (*side cutter*) ;  
 1 ficelle de 300 pi ;  
 1 jeu de tournevis ;  
 1 couteau à gypse ;  
 1 pierre fine ;  
 1 scie à gypse (passe-partout) ;  
 1 hachette à gypse ;  
 1 poinçon (*awl*) ;  
 1 râpe à gypse ;  
 1 coupe-rondelle à gypse ;  
 1 couteau à mastic (*putty knife*) ;  
 1 coffre à outils et cadenas.

**ANNEXE M**

(a. 25.01)

**LISTE DES OUTILS FOURNIS PAR LE POSEUR  
DE REVÊTEMENTS SOUPLES**

Ruban à mesurer en acier de 4 m (12 pi) ;  
Ciseaux de 12 po ;  
Ciseaux à tondre (bec de canard) ;  
Pierre à affûter ;  
Lime ;  
Couteau pour envers coussiné ;  
Étireur de tapis (genou mécanique) (*kicker*) ;  
Couteau à lame de rasoir ;  
Couteau universel ;  
Cisaille pour baguette cloutée (*smooth edge*) ;  
Outils pour marches ;  
Pied-de-biche pour plinthe ;  
Corde à craie ;  
Grattoir de plancher de 4 po ;  
Scie à métaux ;  
Marteau magnétique ;  
Marteau ordinaire ;  
Agrafeuse *duo fast* ;  
Barre de traçage ;  
Ciseaux à froid de  $\frac{3}{4}$  de po ;  
Tournevis multiples.

---

D. 3938-80, (1980) 112 G.O. II, 7193 et (1981) 113 G.O. II, 2907

D. 1801-81, (1981) 113 G.O. II, 2885

D. 1802-81, (1981) 113 G.O. II, 2888



c. R-20, r.6

**Règlement sur le financement des frais  
d'administration de l'Office de la  
construction du Québec pour le fonds des  
congés annuels obligatoires et des jours  
fériés chômés**

Loi sur les relations du travail dans l'industrie de la  
construction

(L.R.Q., c. R-20, a. 123)

**1.** L'Office de la construction du Québec peut utiliser les intérêts du fonds des congés annuels obligatoires et des jours fériés chômés, jusqu'à concurrence de 25%, aux fins de défrayer les frais d'administration et de perception de ce régime.

**2.** Toutefois, à compter du 5 juillet 1978 et pour le reste de l'exercice financier 1978, l'Office peut utiliser les intérêts du fonds des congés annuels obligatoires et des jours fériés chômés, jusqu'à concurrence de 45%.





c. R-20, r.7

**Règlement sur les frais de l'avis  
préalable d'infraction prévu par la Loi  
sur les relations du travail dans  
l'industrie de la construction**

Loi sur les relations du travail dans l'industrie de la  
construction

(L.R.Q., c. R-20, a. 109.2)

**1.** Le montant des frais de l'avis préalable d'infraction  
prévu à l'article 109.2 de la Loi sur les relations du travail  
dans l'industrie de la construction (L.R.Q., c. R-20) est  
fixé à 2 \$.







c. R-20, r.8

## **Règlement sur les indemnités consenties aux membres du Comité mixte de la construction**

Loi sur les relations du travail dans l'industrie de la  
construction

(L.R.Q., c. R-20, a. 17)

**1.** L'Office de la construction du Québec rembourse, sur présentation de pièces justificatives, les frais réels de déplacement et séjour des membres du Comité mixte de la construction occasionnés pour siéger à une séance régulière ou spéciale du Comité ou d'un de ses sous-comités.

**2.** Le membre voyageant en automobile est remboursé suivant la politique interne de l'Office adoptée par la résolution 0-79-1239 du 28 juin 1979.





c. R-20, r.9

**Règlement sur la participation de  
l'artisan aux régimes complémentaires  
d'avantages sociaux dans l'industrie de la  
construction**

Loi sur les relations du travail dans l'industrie de la  
construction

(L.R.Q., c. R-20, a. 15 et 92)

**1.** L'artisan pour pouvoir participer aux régimes complémentaires d'avantages sociaux dans l'industrie de la construction, doit présenter une demande selon la formule reproduite à l'annexe I.

**2.** Cette demande dûment signée par l'artisan doit être transmise à l'Office de la construction du Québec au plus tard le 15 de chaque mois. Elle doit couvrir le mois précédent et être accompagnée de la cotisation et de la contribution à ces régimes.

(a. 1)

[illegible]

RENSEIGNEMENTS SUR LES ACTIVITÉS																	
NOM DE L'ENTREPRENEUR OU DU CLIENT						NOM DE L'ENTREPRENEUR OU DU CLIENT						NOM DE L'ENTREPRENEUR OU DU CLIENT					
ADRESSE						ADRESSE						ADRESSE					
NATURE DE SON TRAVAIL						NATURE DE SON TRAVAIL						NATURE DE SON TRAVAIL					
NOMBRE D'HEURES DE TRAVAIL HEBDOMADAIRES 1 <input type="text"/> 2 <input type="text"/> 3 <input type="text"/> 4 <input type="text"/> 5 <input type="text"/>						NOMBRE D'HEURES DE TRAVAIL HEBDOMADAIRES 1 <input type="text"/> 2 <input type="text"/> 3 <input type="text"/> 4 <input type="text"/> 5 <input type="text"/>						NOMBRE D'HEURES DE TRAVAIL HEBDOMADAIRES 1 <input type="text"/> 2 <input type="text"/> 3 <input type="text"/> 4 <input type="text"/> 5 <input type="text"/>					
NOM DE L'ENTREPRENEUR OU DU CLIENT						NOM DE L'ENTREPRENEUR OU DU CLIENT						NOM DE L'ENTREPRENEUR OU DU CLIENT					
ADRESSE						ADRESSE						ADRESSE					
NATURE DE SON TRAVAIL						NATURE DE SON TRAVAIL						NATURE DE SON TRAVAIL					
NOMBRE D'HEURES DE TRAVAIL HEBDOMADAIRES 1 <input type="text"/> 2 <input type="text"/> 3 <input type="text"/> 4 <input type="text"/> 5 <input type="text"/>						NOMBRE D'HEURES DE TRAVAIL HEBDOMADAIRES 1 <input type="text"/> 2 <input type="text"/> 3 <input type="text"/> 4 <input type="text"/> 5 <input type="text"/>						NOMBRE D'HEURES DE TRAVAIL HEBDOMADAIRES 1 <input type="text"/> 2 <input type="text"/> 3 <input type="text"/> 4 <input type="text"/> 5 <input type="text"/>					

[illegible][illegible]

SIGNATURE			
	AN	DATE MOIS	JOUR

5	CONTRIBUTION AUX REGIMES COMPLEMENTAIRES D'AVANTAGES SOCIAUX (MAX. 40 HEURES PAR SEMAINE)	
6		
7		
8		
9	PRELEVEMENT (S'IL Y A LIEU)	
10		
PAIEMENT TOTAL		

*Veuillez agraffer votre chèque au coin supérieur gauche*



c. R-20, r.10

## Règlement sur le placement des salariés dans l'industrie de la construction

Loi sur les relations du travail dans l'industrie de la construction

(L.R.Q., c. R-20, a. 78 et 80)

### CHAPITRE I DÉFINITIONS

**I.** Dans le présent règlement, à moins que le contexte ne s'y oppose, les termes suivants signifient :

- a) « agence de placement » : une agence de placement détenant une licence délivrée en vertu du présent règlement ;
- b) « apprenti » : tel qu'il est défini au Règlement sur la formation et la qualification professionnelles de la main-d'oeuvre de l'industrie de la construction (c. F-5, r.3), adopté en vertu de la Loi sur la formation et la qualification professionnelles de la main-d'oeuvre (L.R.Q., c. F-5) ;
- c) « association d'employeurs » : tel qu'il est défini à la Loi ;
- d) « associations d'employeurs » : Association de la construction de Montréal et du Québec, Association des constructeurs de routes et grands travaux du Québec, Association provinciale des constructeurs d'habitations du Québec, Inc., Corporation des maîtres électriciens du Québec, Corporation des maîtres mécaniciens en tuyauterie du Québec, Fédération de la construction du Québec ;
- e) « association représentative » : tel qu'il est défini à la Loi ;
- f) « carnet d'apprentissage » : tel qu'il est défini au Règlement sur la formation et la qualification professionnelles de la main-d'oeuvre de l'industrie de la construction ;
- g) « carte d'apprentissage » : tel qu'il est défini au Règlement sur la formation et la qualification professionnelles de la main-d'oeuvre de l'industrie de la construction ;
- h) « certificat de classification » : un certificat de classification délivré en vertu du présent règlement et inclus au certificat d'enregistrement délivré par l'Office de la construction du Québec en vertu du Règlement sur le certificat d'enregistrement délivré par l'Office de la construction du Québec (c. R-20, r. 3) ;
- i) « certificat de qualification » : tel qu'il est défini au Règlement sur la formation et la qualification professionnelles de la main-d'oeuvre de l'industrie de la construction ;
- j) « convention collective » : tel qu'il est défini à la Loi ;
- k) « décret » : tel qu'il est défini à la Loi ;
- l) « domicile » : lieu où un salarié a son principal établissement ;
- m) « employeur » : tel qu'il est défini à la Loi ;
- n) « finissant » : toute personne titulaire d'au moins un certificat de fin d'études secondaires décerné pour un des métiers de la construction au cours des 3 dernières années précédant sa demande de certificat de classification d'apprenti, par une institution reconnue par le ministère de l'Éducation ;
- o) « heure de travail ou heure » : heure ou fraction d'heure où un salarié travaille en fait dans l'industrie de la construction, également celle où il est à la disposition de son employeur et obligé d'être présent sur les lieux du travail, ainsi que le temps qui s'écoule entre l'heure pour laquelle il a été appelé au travail et l'heure où on lui donne du travail ; sont aussi comprises les heures reconnues par l'Office en vertu de l'article 14 ;
- p) « Loi » : la Loi sur les relations du travail dans l'industrie de la construction (L.R.Q., c. R-20) ;
- q) « ministre » : le ministre du Travail, de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu ;
- r) « Office » : l'Office de la construction du Québec ;
- s) « région ou sous-région » : telle que décrite à l'annexe B ;
- t) « salarié » : tel qu'il est défini à la Loi ;
- u) « salarié non spécialisé » : un salarié autre qu'un travailleur qualifié ou un apprenti au sens du présent règlement ;
- v) « syndicat ou union » : tout syndicat, union ou association affilié à une association représentative ;
- w) « travailleur qualifié » : tel qu'il est défini au Règlement sur la formation et la qualification professionnelles de la main-d'oeuvre de l'industrie de la construction ;
- x) « endroit isolé » : tout endroit inaccessible par route carrossable reliée au réseau routier à la charge du Québec, et la région de la Baie James ;

y) « métier » : tel qu'il est défini au Règlement sur la formation et la qualification professionnelles de la main-d'oeuvre de l'industrie de la construction.

## CHAPITRE II CERTIFICAT DE CLASSIFICATION

### SECTION I OBLIGATION DE DÉTENIR UN CERTIFICAT DE CLASSIFICATION

**2.** À compter du 1<sup>er</sup> juillet 1978, tout salarié doit détenir un certificat de classification délivré par l'Office pour travailler dans l'industrie de la construction et tout employeur ne peut employer que des salariés détenant un tel certificat. Ce certificat est inclus au certificat d'enregistrement délivré par l'Office en vertu du Règlement sur le certificat d'enregistrement délivré par l'Office de la construction du Québec.

**3.** Tout salarié doit, sur demande pendant ses heures de travail, exhiber son certificat de classification à tout inspecteur de l'Office ou à toute autre personne autorisée à cette fin par l'Office.

**4.** Aux fins du présent règlement, la période de référence porte sur 24 mois et correspond aux 2 années civiles précédant la date de délivrance ou du renouvellement du certificat de classification.

### SECTION II DÉLIVRANCE DU CERTIFICAT DE CLASSIFICATION

**5.** L'Office délivre automatiquement un certificat de classification A à tout salarié titulaire d'un certificat de classification valide à la date de son expiration, s'il satisfait à l'une des conditions suivantes :

a) avoir travaillé au moins 1 000 heures dans l'industrie de la construction au cours de la dernière période de référence ; ou

b) avoir atteint l'âge de 50 ans au 31 décembre de l'année civile précédant la date d'expiration de son certificat de classification, si ce salarié a travaillé dans l'industrie de la construction au cours des 5 années civiles précédant cette dernière date et a effectué au moins 2 500 heures de travail dans cette industrie durant ces 5 années civiles.

**6.** L'Office délivre, sur demande, un certificat de classification A à tout salarié titulaire d'un certificat de classification A valide à la date de son expiration et qui ne rencontre pas les exigences de l'article 5, s'il satisfait à l'une des conditions suivantes :

a) avoir travaillé au moins 5 000 heures dans l'industrie de la construction au cours des 5 années civiles précédant la date du renouvellement de son certificat de classification ; ou

b) avoir travaillé au moins 100 heures dans l'industrie de la construction au cours de chacune des 5 années civiles précédant la date du renouvellement de son certificat de classification.

**7.** L'Office délivre, sur demande, un certificat de classification temporaire au salarié titulaire d'un certificat de classification valide à la date de son expiration et qui ne peut se qualifier pour obtenir un certificat de classification A à la condition qu'il travaille dans l'industrie de la construction au Québec à la date prévue pour le renouvellement de son certificat de classification. Il incombe au salarié de prouver à l'Office qu'il travaille dans l'industrie de la construction à la date du renouvellement.

**8.** L'Office délivre, sur demande, un certificat de classification temporaire à tout salarié qui désire travailler dans l'industrie de la construction, aux conditions suivantes :

a) que le salarié ait obtenu préalablement une garantie d'emploi d'un employeur enregistré à l'Office ; et

b) que, pour le métier ou l'emploi relatif à la garantie d'emploi que le salarié a obtenue suivant le paragraphe a, il n'y ait pas de salarié disponible titulaire d'un certificat de classification A au Québec.

Cependant, pour le salarié non spécialisé, l'Office délivre un certificat de classification temporaire s'il n'y a pas de salarié disponible titulaire d'un certificat de classification A domicilié dans la région où les travaux relatifs à l'emploi offert sont exécutés.

**9.** Tout certificat de classification est valide jusqu'au 1<sup>er</sup> mars de la deuxième année civile suivant l'année de sa délivrance ou de son renouvellement.

#### *§1. Dispositions particulières*

**10.** Sur demande, l'Office délivre un certificat de classification spécial au salarié domicilié hors du Québec, s'il obtient préalablement une garantie d'emploi d'un employeur enregistré à l'Office et satisfait à l'une des conditions suivantes :

a) qu'il n'y ait pas de salarié titulaire d'un certificat de classification disponible pour cet emploi ; ou

b) que le salarié fasse partie de la main-d'oeuvre régulière de cet employeur ; l'Office établit par résolution les conditions de preuve de cette exigence.

Ce certificat est valide pour cet employeur uniquement.

**11.** Les heures travaillées dans l'industrie de la construction au Québec par le salarié titulaire d'un certificat de classification spécial délivré en vertu de l'article 10, ne sont pas considérées pour l'obtention d'un certificat de classification à moins qu'il n'établisse domicile au Québec.

**12.** L'Office délivre, sur demande, un certificat de classification spécial à toute personne travaillant dans un métier ou un emploi de la construction pour un employeur de l'industrie de la construction depuis au moins 6 mois à des travaux non assujettis à la Loi, lorsque cet employeur désire affecter cette personne à des travaux de construction. Il incombe à l'employeur de prouver que cet employé fait partie de sa main-d'oeuvre régulière depuis au moins 6 mois sans interruption et est encore à son emploi au moment de la demande d'un certificat spécial.

**13.** Pour tout salarié de l'industrie de la construction domicilié au Québec et qui travaille dans l'industrie de la construction à l'extérieur du Québec au cours de la période de référence, le nombre d'heures travaillées à l'extérieur du Québec s'ajoute aux heures travaillées au Québec aux fins de la délivrance ou du renouvellement de son certificat de classification. La preuve des heures travaillées dans l'industrie de la construction à l'extérieur du Québec incombe au salarié.

**14.** L'Office peut délivrer un certificat de classification à un salarié qui n'a pas le nombre d'heures de travail suffisant pour fins de classification :

- a) s'il démontre, à la satisfaction de l'Office, avoir été victime de maladie, d'accident ou d'incapacité physique ;
- b) s'il a exercé des activités syndicales ou patronales dans la construction ;
- c) en raison de cours de formation suivis dans une institution reconnue par le ministère de l'Éducation pour un des métiers de la construction ; ou
- d) pour tout autre cas non prévu par le présent règlement.

Les critères servant de base à la délivrance et au renouvellement de ce certificat sont établis par résolution de l'Office après consultation auprès des associations d'employeurs et des associations représentatives. Si le certificat de classification délivré par l'Office est un certificat de classification spécial, ce dernier peut être limité à des travaux précis, à une région ou à une localité, à un chantier ou à un employeur.

**15.** Dans les villes ou municipalités situées à l'est de la municipalité de Havre-Saint-Pierre et dans les îles situées le long du fleuve Saint-Laurent, y compris l'île d'Anticosti et la région des Îles-de-la-Madeleine, non reliées à la terre

ferme par route carrossable, l'Office peut délivrer, sur demande, un certificat de classification spécial à un salarié domicilié dans la ville, municipalité ou île, où les travaux sont exécutés, aux conditions suivantes :

- a) que le salarié ait obtenu préalablement une garantie d'emploi d'un employeur enregistré à l'Office ; et
- b) que, pour le métier ou l'emploi relatif à la garantie d'emploi que le salarié a obtenue suivant le paragraphe a, il n'y ait plus de salarié disponible titulaire d'un certificat de classification A ou d'apprenti, selon le cas, domicilié dans cette ville, municipalité ou île.

**16.** Malgré l'article 9, la durée d'un certificat spécial est déterminée par l'Office.

## *§2. Apprentis*

**17.** Malgré les articles 5 à 8, les règles suivantes s'appliquent aux apprentis.

**18.** L'Office délivre un certificat de classification d'apprenti au candidat à l'apprentissage dont l'admission est régie par règlement adopté en vertu de la Loi sur la formation et la qualification professionnelles de la main-d'oeuvre et qui en fait la demande à ce titre, selon l'ordre prioritaire suivant :

- a) à tout finissant qui détient d'un employeur enregistré à l'Office, une garantie d'emploi dans sa sous-région de domicile lorsqu'il n'y a plus de salarié disponible titulaire d'un certificat de classification d'apprenti domicilié dans cette sous-région. Cette garantie d'emploi doit être d'une durée minimale de 150 heures ;
- b) à tout salarié titulaire d'un certificat de classification A qui désire entreprendre l'apprentissage d'un métier ou finissant, s'il n'y a pas de titulaire de certificat de classification d'apprenti disponible à l'échelle régionale dans le métier visé au moment de la demande, et si le candidat à l'apprentissage détient une garantie d'emploi d'un employeur enregistré à l'Office ;
- c) à tout autre candidat à l'apprentissage qui détient une garantie d'emploi d'un employeur enregistré à l'Office s'il n'y a pas de finissant ou de salarié titulaire d'un certificat de classification A inscrit en vertu de l'article 19 à l'échelle régionale dans le métier visé au moment de la demande ;
- d) si l'Office prévoit qu'il y aura manque de main-d'oeuvre qualifiée dans ce métier.

Cependant, le travailleur qualifié titulaire d'un certificat de classification A qui désire entreprendre l'apprentissage d'un autre métier et qui détient une garantie d'emploi dans

sa région de domicile, d'un employeur enregistré à l'Office, peut obtenir un certificat de classification d'apprenti.

**19.** Le finissant et le titulaire d'un certificat de classification A doivent s'inscrire à l'Office pour être reconnus pour les fins de l'application du paragraphe b du premier alinéa de l'article 18.

**20.** Le certificat de classification d'apprenti délivré par l'Office en vertu de l'article 18 vaut uniquement pour le salarié titulaire d'une carte d'apprentissage valide et qui travaille à ce titre dans l'industrie de la construction.

**21.** L'Office délivre un certificat de classification d'apprenti à tout apprenti titulaire d'un certificat de classification d'apprenti valide à la date de son expiration s'il a travaillé au moins 1 000 heures à ce titre dans l'industrie de la construction au cours de la période de référence. Les heures faites en stage de formation en institution sont considérées pour les fins du renouvellement de son certificat.

**22.** À la date de la terminaison de son apprentissage, le nouveau travailleur qualifié reçoit, sur demande, un certificat de classification A. Ce certificat de classification est valide jusqu'à la date d'expiration de son certificat de classification d'apprenti. La preuve de la terminaison de l'apprentissage incombe au salarié.

**23.** Tout titulaire d'un carnet d'apprentissage doit rendre compte à l'Office, suivant la forme fixée par celui-ci, des heures de travail effectuées en cours d'apprentissage ainsi que des crédits d'heures de cours de formation professionnelle obtenus dans le cadre de cet apprentissage, s'il veut que soit considérée sa disponibilité pour les fins de l'embauche et du placement.

**24.** L'Office délivre, sur demande, un certificat de classification spécial au salarié titulaire d'un certificat de classification d'apprenti valide à la date de son expiration et qui ne peut obtenir le renouvellement de son certificat, à la condition qu'il travaille dans l'industrie de la construction au Québec au moment du renouvellement. Ce certificat est limité à une région et à un employeur. Il incombe au salarié de prouver à l'Office qu'il travaille dans l'industrie de la construction à la date du renouvellement de son certificat.

### SECTION III RENOUVELLEMENT DES CERTIFICATS DE CLASSIFICATION

**25.** La date du renouvellement des certificats de classification est fixée au 1<sup>er</sup> mars. Le renouvellement est assu-

jéti aux critères déterminés pour la délivrance des certificats de classification.

**26.** Lors du renouvellement du 1<sup>er</sup> mars 1980, tout salarié titulaire d'un certificat de classification A ou d'apprenti valide au 29 février 1980 qui ne rencontre pas les exigences du renouvellement de son certificat de classification peut, sur demande, obtenir un nouveau certificat dans la même classification jusqu'au 1<sup>er</sup> mars 1982.

Le titulaire d'un certificat de classification B au 29 février 1980 peut obtenir un certificat de classification A aux mêmes conditions que celles énoncées au premier alinéa.

## CHAPITRE III PLACEMENT

### SECTION I PRÉLIMINAIRES

**27.** À l'exception des services de placement offerts par le Gouvernement du Québec et par le gouvernement fédéral, aucune personne ou organisme ne peut faire du placement dans l'industrie de la construction sans être une agence de placement au sens du présent règlement.

**28.** Nonobstant l'article 27, entre le 26 octobre 1977 et le 1<sup>er</sup> mars 1978, les bureaux de placement privés oeuvrant dans l'industrie de la construction doivent observer le Code d'éthique des agences de placement dans l'industrie de la construction au Québec, inclus à l'annexe A.

**29.** À compter du 1<sup>er</sup> mars 1978, aucun bureau de placement privé ne peut oeuvrer dans l'industrie de la construction à moins d'avoir, au préalable, obtenu de l'Office une licence d'agence de placement.

### SECTION II AGENCES DE PLACEMENT

**30.** Toute agence de placement doit, pour oeuvrer dans l'industrie de la construction au Québec, détenir une licence délivrée par l'Office et, cette licence doit être valide.

**31.** L'Office délivre une licence à toute personne qui en fait la demande et qui remplit les conditions suivantes :

a) s'engager à respecter le code d'éthique en matière de placement préparé par l'Office et qui est inclus au présent règlement pour en faire partie intégrante sous l'annexe A ;

b) être un syndicat professionnel représentant des salariés de la construction ou tout groupement de salariés de la construction non constitué en corporation, une union, fédération ou confédération de tels syndicats, un conseil



de métiers, un conseil provincial de métiers ou une fédération de tels conseils ;

c) faire connaître par écrit à l'Office, l'ordre prioritaire de placement qu'elle entend appliquer à l'intérieur des critères de placement définis au présent règlement. Cet ordre prioritaire doit être conforme à ces critères de placement, ne pas aller à l'encontre du code d'éthique et être approuvé par l'Office ;

d) remplir un formulaire de demande préparé à cette fin par l'Office.

**32.** L'Office délivre gratuitement cette licence.

**33.** La licence délivrée par l'Office est valide jusqu'à la date de son renouvellement. La date du renouvellement des licences est fixée au 1<sup>er</sup> mars de chaque année.

**34.** Une agence de placement peut diriger une ou plusieurs succursales à la condition, dans chaque cas, d'en faire la demande par écrit à l'Office en remplissant le formulaire préparé à cette fin. Chaque succursale doit avoir un responsable dont le nom est indiqué sur le formulaire. Une personne ne peut être responsable de plus d'une succursale.

**35.** Tout changement aux renseignements transmis à l'Office sur un formulaire de demande doit lui être communiqué par l'agence dans les 3 jours ouvrables qui suivent ce changement.

**36.** L'agence de placement doit tenir un registre de ses activités de placement dans l'industrie de la construction. L'Office lui fournit gratuitement ce registre.

**37.** Le registre doit contenir, entre autres, pour chacun des salariés inscrits à l'agence, les renseignements suivants :

- a) le numéro d'assurance sociale du salarié ;
- b) les nom et prénom du salarié ;
- c) le domicile du salarié ;
- d) le métier, la spécialité ou l'occupation du salarié ;
- e) le type de certificat de classification du salarié ;
- f) la date d'enregistrement du salarié à l'agence de placement ;
- g) la date à laquelle le salarié a été placé par cette agence ;
- h) le nom de l'employeur chez qui le salarié est placé.

**38.** L'agence de placement doit transmettre, sur demande, à l'Office, un relevé de ce registre suivant la formule et la manière prévues par l'Office.

**39.** Le salarié qui utilise les services d'une agence de placement peut, en tout temps durant les heures d'affaires de l'agence, y consulter sur place le registre de placement.

**40.** L'Office peut, en tout temps durant les heures d'affaires de l'agence, vérifier sur place ce registre.

**41.** L'Office peut en tout temps annuler, révoquer, ou refuser de renouveler une licence délivrée à une agence de placement en vertu du présent règlement ou lui retirer le droit de diriger une succursale donnée. Dans un tel cas, l'Office motive sa décision par écrit.

**42.** La licence, le code d'éthique, ainsi que les priorités de placement que l'agence entend appliquer à l'intérieur des critères de placement définis au présent règlement, doivent être affichés en un endroit bien en vue dans les bureaux de l'agence de placement et de chacune de ses succursales.

### SECTION III EMBAUCHE ET PLACEMENT

**43.** L'embauche et le placement des salariés disponibles de l'industrie de la construction doivent se faire en tenant compte des exigences reconnues pour remplir l'emploi disponible, et selon une préférence d'emploi en tenant compte des critères suivants :

a) pour tous les travaux, à l'exclusion de ceux exécutés dans les endroits visés dans l'article 15 :

i. priorité est accordée au salarié titulaire d'un certificat de classification A ou d'apprenti selon le cas, domicilié dans la région où les travaux relatifs à l'emploi offert sont exécutés ;

ii. pour un emploi requérant un travailleur qualifié, lorsqu'aucun salarié répondant aux critères du sous-paragraphe i n'est disponible, priorité est accordée au salarié titulaire d'un certificat de classification A domicilié à l'extérieur de la région où les travaux relatifs à l'emploi offert sont exécutés ;

iii. dans le cas où aucun travailleur qualifié répondant aux critères du sous-paragraphe ii n'est disponible, préférence peut être accordée au salarié titulaire d'un certificat de classification temporaire ;

iv. pour un emploi requérant un salarié autre qu'un travailleur qualifié, lorsqu'aucun salarié répondant aux critères du sous-paragraphe i n'est disponible, préférence peut être accordée au salarié titulaire :

A) d'un certificat de classification A ou d'apprenti selon le cas, domicilié à l'extérieur de la région où les travaux relatifs à l'emploi offert sont exécutés ; ou

B) d'un certificat de classification temporaire ;

b) pour les travaux exécutés dans un endroit isolé :

i. priorité est accordée au salarié titulaire d'un certificat de classification A ou d'apprenti domicilié dans la région où les travaux relatifs à l'emploi offert sont exécutés ;

ii. dans le cas où aucun salarié répondant aux critères du sous-paragraphe i n'est disponible, priorité est accordée au salarié titulaire d'un certificat de classification A ou d'apprenti selon le cas, domicilié à l'extérieur de la région où les travaux relatifs à l'emploi offert sont exécutés ;

iii. dans le cas où aucun salarié répondant aux critères du sous-paragraphe ii n'est disponible, préférence peut être accordée au salarié titulaire d'un certificat de classification temporaire ;

c) pour les travaux exécutés aux endroits visés dans l'article 15 :

i. priorité est accordée au salarié titulaire d'un certificat de classification A ou d'apprenti selon le cas, domicilié dans la ville, la municipalité ou l'île où les travaux relatifs à l'emploi offert sont exécutés ;

ii. dans le cas où aucun salarié répondant aux critères du sous-paragraphe i n'est disponible, préférence peut être accordée au salarié titulaire d'un certificat de classification A ou d'apprenti selon le cas, domicilié à l'extérieur de la ville, de la municipalité ou de l'île, ou au salarié titulaire d'un certificat de classification spécial domicilié dans la ville, la municipalité ou l'île où les travaux relatifs à l'emploi offert sont exécutés.

**44.** Malgré le paragraphe a de l'article 43, préférence d'emploi est d'abord accordée aux autochtones dans le cas des travaux effectués sur le territoire de la Baie James et au nord de ce territoire.

#### SECTION IV RÈGLES GÉNÉRALES

**45.** Tout employeur doit aviser l'Office, au cours des heures normales de travail de ce dernier, de toute nouvelle embauche d'un salarié, au plus tard la journée qui suit l'embauche. Aux fins des présentes, les samedis, dimanches et jours fériés chômés et les congés annuels obligatoires durant la période d'hiver prévus au décret, ne sont pas compris dans ces délais. Cet avis doit être donné suivant la formule et la manière prévues par l'Office.

**46.** Tout employeur doit aviser l'Office, au cours des heures normales de travail de ce dernier, de toute mise à pied, de tout licenciement, de tout départ ou retrait d'un salarié à son emploi dans l'industrie de la construction. Cet avis doit être donné au plus tard la journée qui suit l'événement. Aux fins des présentes, les samedis, dimanches et jours fériés chômés, et les congés annuels obligatoires durant la période d'hiver prévus au décret, ne sont pas compris dans ces délais. Cet avis doit être donné suivant la formule et la manière prévues par l'Office.

**47.** Tout salarié peut vérifier l'enregistrement de sa disponibilité auprès de l'Office.

**48.** Une association représentative, un syndicat ou union, l'association d'employeurs ou les associations d'employeurs doivent se garder de poser des actes susceptibles de porter atteinte aux droits de leurs membres ou de les priver de leur liberté du choix et des moyens d'embauche et de placement prévus au présent règlement.

**49.** Pour fins d'application du présent règlement, toute mise à pied de plus de 5 jours ouvrables est considérée comme un licenciement.

#### SECTION V MESURES TRANSITOIRES

**50.** Tout salarié de l'industrie de la construction qui n'est pas inscrit au 30 juin 1978 dans une agence de placement détenant une licence délivrée en vertu du présent règlement, doit, s'il veut être sur la liste de disponibilité des salariés de l'industrie de la construction tenue par l'Office, informer ce dernier de sa disponibilité.

**51.** Le salarié affecté à des travaux hors de sa région de domicile au 26 octobre 1977 peut continuer d'y être affecté jusqu'à la fin des travaux, s'il demeure au service de l'employeur.

#### CHAPITRE IV MESURES DIVERSES

**52.** L'Office voit notamment à :

a) transmettre à l'employeur qui en fait la demande, le nom de salariés disponibles aptes à remplir l'emploi offert.

En transmettant ces noms, l'Office tient compte des salariés qui ont travaillé le plus grand nombre d'heures dans l'industrie de la construction au cours des 5 années civiles précédant la date du renouvellement de leur certificat de classification, tout en respectant les critères prévus aux articles 43 ou 44, selon le cas.

Dans ces cas, l'Office transmet le nom de salariés :

- i. titulaires du certificat de qualification requis, dans le cas d'un emploi requérant un travailleur qualifié ; ou
- ii. titulaires du carnet d'apprentissage requis, dans le cas d'un emploi requérant un apprenti ; ou
- iii. non titulaires d'un certificat de qualification ou d'un carnet d'apprentissage, dans le cas d'un emploi ne requérant pas un travailleur qualifié ou un apprenti.

L'Office peut transmettre le nom de salariés titulaires d'un certificat de classification temporaire lorsqu'aucun salarié titulaire d'un certificat de classification A ou d'apprenti, selon le cas, n'est disponible ;

- b) donner aux agences de placement qui en font la demande, le nombre de salariés disponibles pour un emploi donné, sans toutefois mentionner leur identité.

**53.** L'employeur peut embaucher directement des salariés pour effectuer des travaux dans l'industrie de la construction sans avoir recours à une agence de placement.

**54.** Dans tous les cas d'embauche, l'employeur doit respecter les critères d'embauche édictés au présent règlement.

**55.** À compter du 26 octobre 1977, l'Office entreprend un recensement qui peut porter sur :

- a) le genre d'activité professionnelle des employeurs de l'industrie de la construction et sur leurs besoins en main-d'oeuvre ;
- b) les qualifications et les spécialités, s'il en est, des salariés de l'industrie de la construction ;
- c) toute autre matière jugée nécessaire par l'Office.

L'Office maintient à jour ces informations.

**56.** À compter du 26 octobre 1977, tout employeur et tout salarié doivent faire parvenir à l'Office, suivant la formule préparée à cette fin par ce dernier, tout renseignement jugé nécessaire pour lui permettre de faire le recensement prévu à l'article 55 et le maintenir à jour.

**57.** L'Office doit en outre tenir à jour un recensement des salariés titulaires d'un certificat de classification disponibles pour travailler dans l'industrie de la construction.

**58.** L'Office peut exiger que l'employeur lui fasse connaître, avant le début des travaux et postérieurement à cette date, les renseignements suivants :

- a) la date du début des travaux ;

- b) la durée prévue de ces travaux ;
- c) l'adresse du chantier de construction ;
- d) l'estimation du coût des travaux ;
- e) le genre de construction ;
- f) la quantité et le type de main-d'oeuvre ;
- g) toute autre information jugée nécessaire par l'Office.

**59.** L'Office se réserve le droit d'agir à titre d'agence de placement. Dans ce cas, les articles 27, 30 et 31 ne s'appliquent pas à lui.

**60.** Dans le cas où l'article 59 s'applique, en plus de devoir respecter les critères édictés à la section III du chapitre III, l'Office doit donner priorité au salarié qui a travaillé le plus grand nombre d'heures dans l'industrie de la construction au cours des 5 années civiles précédant la date de délivrance ou du renouvellement de son certificat de classification.

**61.** L'Office peut, pour des fins administratives, établir par résolution des normes de maintien et de mise en disponibilité des salariés.

**62.** Un employeur doit se garder de poser des actes susceptibles de porter atteinte aux droits de tout salarié énoncés en vertu du présent règlement.

**63.** Un employeur peut affecter un salarié titulaire d'un certificat de classification A ou d'un certificat d'apprenti, partout au Québec, si ce salarié satisfait aux conditions suivantes :

- a) avoir, au cours de la période de référence, effectué les 3/4 ou plus de ses heures de travail dans l'industrie de la construction pour cet employeur ; et
- b) avoir, au cours de la période de référence, travaillé 1 500 heures ou plus pour cet employeur.

**64.** L'employeur qui exécute des travaux qui s'étendent sur plus d'une région peut déplacer d'une région à l'autre, les salariés affectés à ces travaux, sans égard à l'article 63.

**65.** Seul un salarié domicilié au Québec est éligible à recevoir un certificat de classification A, temporaire ou d'apprenti.

**ANNEXE A**

(a. 28 et 31)

**CODE D'ÉTHIQUE DES AGENCES DE PLACEMENT DANS L'INDUSTRIE DE LA CONSTRUCTION AU QUÉBEC**

1) Une agence de placement doit se garder d'agir sous de fausses représentations, de fabriquer ou d'user de faux, ou d'accomplir tout acte illégal.

2) Une agence de placement doit se garder d'user de chantage, de pression ou de favoritisme.

3) Une agence de placement doit fournir ses services à titre gratuit et ne peut recevoir, directement ou indirectement, aucune forme de rémunération ou avantage, tant pour elle-même que pour autrui.

4) Une agence de placement doit combattre toute forme de discrimination dans l'industrie de la construction.

5) Il est interdit à une agence de placement de prendre des moyens directs ou indirects pour refuser ou négliger de référer de la main-d'œuvre parce que l'employeur utilise les services de salariés d'une autre allégeance syndicale que celle de cette agence ou, pour le même motif, priver des salariés d'un emploi.

6) Toute entente, explicite ou tacite, d'exclusivité de placement entre une agence de placement, un employeur ou un salarié, est prohibée.

7) Une agence de placement qui accomplit des activités dans l'industrie de la construction au Québec doit y avoir un bureau d'affaires et agir à partir de ce bureau.

8) Une agence de placement doit faire connaître à l'Office de la construction du Québec, le nom de son responsable.

9) Une agence de placement doit accomplir ses activités de placement consciencieusement et avec diligence.

10) Une agence de placement doit se garder de poser des actes ou d'employer des méthodes qui seraient susceptibles de porter atteinte à la réputation d'une autre agence de placement.

11) Une agence de placement doit respecter les critères de placement édictés au Règlement sur le placement des salariés dans l'industrie de la construction (R.R.Q., c. R-20, r.10) et effectuer les vérifications nécessaires à l'accomplissement de ses activités auprès de l'Office.

12) Une agence de placement doit permettre au représentant de l'Office l'accès aux registres qu'elle doit tenir en vertu du Règlement sur le placement des salariés dans l'industrie de la construction.

13) Une agence de placement doit agir conformément à l'esprit et à la lettre du Règlement sur le placement des salariés dans l'industrie de la construction et du présent code d'éthique.

14) Une agence de placement doit, sur demande, faire connaître aux salariés et aux employeurs intéressés les critères ou les motifs qui ont servi à la transmission de noms de salariés à un employeur.

**ANNEXE B**

(a. 1)

Les régions et sous-régions ont été définies à partir du Décret de la construction (R.R.Q., c. R-20, r. 5), et ne tiennent pas compte des fusions ou des modifications apportées aux limites territoriales des villes, municipalités ou villages.

**Région : Bas-Saint-Laurent – Gaspésie**

Sous-régions :

- 1) Gaspé
- 2) Sainte-Anne-des-Monts
- 3) Bonaventure
- 4) Rimouski
- 5) Rivière-du-Loup

**Région : Saguenay – Lac-Saint-Jean**

Sous-régions :

- 1) Roberval
- 2) Chicoutimi

**Région : Québec**

Sous-régions :

- 1) Agglomération québécoise
- 2) Portneuf
- 3) Charlevoix
- 4) Sud du Québec
- 5) Chaudière

**Région : Trois-Rivières**

Sous-régions :

- 1) Bois-Francs
- 2) Mauricie

**Région : Cantons de l'Est**

Sous-régions : Cantons de l'Est

**Région : Montréal**

Sous-régions :

- 1) Granby
- 2) Saint-Jean
- 3) Saint-Hyacinthe
- 4) Richelieu
- 5) Beauharnois
- 6) Agglomération montréalaise
- 7) Terrebonne
- 8) Joliette

**Région : Outaouais**

Sous-régions :

- 1) Hull
- 2) Labelle

**Région : Nord-Ouest**

Sous-régions :

- 1) Rouyn-Noranda
- 2) Abitibi

**Région : Côte-Nord**

Sous-régions :

- 1) Saguenay
- 2) Mingan

**Région : Baie James**

Sous-régions : Baie James

**Région : Îles-de-la-Madeleine**

Sous-régions : Îles-de-la-Madeleine

# DESCRIPTION DES RÉGIONS ET SOUS-RÉGIONS POUR LES FINS DU PLACEMENT ET DE L'EMBAUCHE

**Région : Bas-Saint-Laurent – Gaspésie**

**Sous-région : Gaspé :** Elle renferme les villes de Chandler, Gaspé, Murdochville, les municipalités de Baie-de-Gaspé-Nord, Baie-de-Gaspé-Sud, Barachois, Bridgeville, Cap-d'Espoir, Cloridorme, Douglas, Grande-Grève, Grande-

Rivière, Grande-Rivière-Ouest, Grande-Vallée, Haldimand, l'Anse-aux-Griffons, Newport, Pabos, Pabos-Mills, Percé, Petite-Vallée, Petit-Pabos, Rivière-au-Renard, Saint-Alban-du-Cap-des-Rosiers, Saint-François-de-Pabos, Saint-Majorique, Saint-Maurice, Saint-Pierre-de-la-Malbaie, no 2, Sainte-Thérèse-de-Gaspé, York ainsi que les cantons non organisés de Holland, Fletcher, Champoux dans le comté de Gaspé-Ouest.

**Sous-région : Sainte-Anne-des-Monts :** Elle renferme les villes de Cap-Chat, Sainte-Anne-des-Monts, les villages de Marsoui, Mont-Saint-Pierre, et les municipalités de Christie, Rivière-à-Claude, Saint-Joachim-de-Tourelle, Sainte-Madeleine-de-la-Rivière-Madeleine, Saint-Maxime-du-Mont-Louis, Capucins, Grosses-Roches, Les Méchins, Saint-Jean-de-Cherbourg, Saint-Paulin-Dalibaire, Saint-Thomas-de-Cherbourg ainsi que tout le territoire non organisé du comté de Matane et le territoire non organisé de Gaspé-Ouest moins les cantons Holland, Fletcher et Champoux.

**Sous-région : Bonaventure :** Elle renferme la ville de New Richmond et les municipalités de Caplan, Carleton, Carleton-sur-Mer, Escuminac, Grande-Cascapédia, Hope, Hope Town, L'Ascension-de-Patapédia, Mann, Maria, New Carlisle, Nouvelle, Paspébiac, Paspébiac-Ouest, Port-Daniel partie est, Port-Daniel partie-ouest, Ristigouche, Ristigouche partie sud-est, Saint-Alexis-de-Matapédia, Saint-Alphonse, Saint-Elzéar, Saint-Fidèle-de-Ristigouche, Saint-François-d'Assise, Sainte-Germaine-de-l'Anse-aux-Gascons, Saint-Godefroy, Saint-Jules, Saint-Laurent-de-Matapédia, Saint-Omer, Saint-Siméon, Shigawake plus les cantons Clarke, Gravier et Catalogne dans le comté de Matapédia.

**Sous-région : Rimouski :** Elle renferme les cités et villes de Rimouski, Amqui, Causapscal, Matane, Mont-Joli, les villages de Lac-au-Saumon, Saint-Noël, Sayabec, Val-Brillant, Métis-sur-Mer, Price, Sainte-Félicité, Saint-Ulric, Bic, Luceville, Rimouski-Est, Sainte-Angèle-de-Mérici et les municipalités de la Rédemption, Saint-Alexandre-des-Lacs, Sainte-Antoine-de-Padoues-de-Kempt, Saint-Benoît-Joseph-Labre, Saint-Cléophas, Saint-Damase, Saint-Edmond, Sainte-Florence, Sainte-Irène, Saint-Jacques-le-Majeur de Causapscal, Saint-Jean-Baptiste-Vianney, Sainte-Jeanne-d'Arc, Saint-Léon-le-Grand, Sainte-Marguerite, Sainte-Marie-de-Sayabec, Saint-Moïse, Saint-Pierre-du-Lac, Saint-Raphaël-d'Albertville, Saint-Tharcisius, Saint-Zénon-du-Lac-Humqui, Baie-des-Sables, Grand-Métis, Les Boules, Petite-Matane, Sainte-Adelme, Sainte-Félicité, Saint-Jérôme-de-Matane, Saint-Léandre, Saint-Luc, Saint-Nil, Saint-Octave-de-Métis, Sainte-Paule, Saint-René-de-Matane, Saint-Ulric-de-Matane, Fleuriault, Mont-Label, Saint-Anaclet-de-Lessard, Sainte-Angèle-de-Mérici, Sainte-Anne-de-la-Pointe-au-Père, Sainte-Blandine,

Sainte-Cécile-du-Bic, Saint-Charles-Garnier, Saint-Donat, Saint-Eugène-de-Ladrière, Saint-Fabien, Sainte-Flavie, Saint-François-Xavier-des-Hauteurs, Saint-Gabriel, Saint-Jean-Baptiste, Saint-Joseph-de-Lepage, Sainte-Luce, Saint-Marcellin, Saint-Narcisse-de-Rimouski, Saint-Valérien, Sainte-Odile-sur-Rimouski, Trinité-des-Monts. Le territoire non organisé du comté de Matapédia moins les cantons Clarke, Gravier, Catalogne, le territoire non organisé du comté de Rimouski, moins les cantons Asselin, Ango et la partie non organisée de la seigneurie Nicolas-Rioux.

**Sous-région : Rivière-du-Loup :** Elle renferme les cités et villes de Rivière-du-Loup, Trois-Pistoles, Cabano, Dégeles, Notre-Dame-du-Lac, Saint-Pascal, les villages de l'Isle-Verte, Saint-Georges-de-Cacouna, Saint-Joseph-de-la-Rivière-Bleue, Andreville, Kamouraska et les municipalités de Biencourt, Lac-des-Aigles, Saint-Guy, Saint-Mathieu-de-Rioux, Saint-Médard, Saint-Simon, Notre-Dame-des-Neiges-des-Trois-Pistoles, Notre-Dame-des-Sept-Douleurs, Notre-Dame-du-Portage, Saint-Antoine, Saint-Arsène, Saint-Clément, Saint-Cyprien, Saint-Éloi, Saint-Épiphanie, Sainte-Françoise, Saint-François-Xavier-de-Viger, Saint-Georges-de-Cacouna, Saint-Hubert, Saint-Jean-Baptiste-de-l'Isle-Verte, Saint-Jean-de-Dieu, Saint-Modeste, Saint-Patrice-de-la-Rivière-du-Loup, Saint-Paul-de-la-Croix, Sainte-Rita, Auclair, Saint-Benoît-Abbé, Saint-Elzéar, Saint-Eusèbe, Saint-Godard-de-Lejeune, Saint-Honoré, Saint-Jean-de-la-Lande, Saint-Joseph-de-la-Rivière-Bleue, Saint-Juste-du-Lac, Saint-Louis-du-Ha ! Ha !, Saint-Marc-du-Lac-Long, Saint-Michel-du-Squatec, Saint-Pierre-d'Estcourt, Sully-Mont-Carmel, Saint-Alexandre, Saint-André, Saint-Athanase, Saint-Denis, Saint-Éleuthère, Saint-Germain, Sainte-Hélène, Saint-Joseph-de-Kamouraska, Saint-Louis-de-Kamouraska, Saint-Pascal, Saint-Philippe-de-Néri, Woodbridge.

Tout le territoire non organisé des comtés de Rivière-du-Loup et Témiscouata, les cantons Asselin, Ango, et la partie non organisée de la seigneurie Nicolas-Rioux dans le comté de Rimouski, le territoire non organisé du comté de Kamouraska moins le canton de Chapais et la partie non organisée du canton d'Ixworth.

### Région : Saguenay – Lac-Saint-Jean

**Sous-région : Roberval :** Elle renferme les cités et villes de Dolbeau, Mistassini, Roberval, Saint-Félicien, Chapais et Chibougamau, les villages d'Albanel, Chambord, Lac-Bouchette, Normandin, Saint-André-du-Lac-Saint-Jean, Sainte-Jeanne-d'Arc, Saint-Prime, Val-Jalbert et les municipalités d'Albanel, Girardville, Normandin, Notre-Dame-de-la-Doré, Notre-Dame-de-Lorette, Roberval, Saint-Edmond, Saint-Eugène, Saint-Félicien, Saint-François-de-Sales, Sainte-Hedwige, Saint-Louis-de-

Chambord, Saint-Méthode, Saint-Michel-de-Mistassini, Saint-Stanislas, Saint-Thomas-d'Aquin, Saint-Thomas-Didyme. Plus les cantons non organisés de Deschênes, Lyonne, Drapeau, De Lamarre, Proulx et la partie non organisée du canton de La Trappe.

**Sous-région : Chicoutimi :** Ce territoire hors les 3 comtés de Chicoutimi, Lac-Saint-Jean-Est et Lac-Saint-Jean-Ouest est délimité par la limite sud-ouest du comté du Lac-Saint-Jean-Ouest jusqu'à la limite ouest du canton de Pfister ; de là par la limite ouest du canton de Pfister ; par la limite sud des cantons de Chamballon, Bressani, l'Espina et Belmont ; par la limite ouest des cantons de Belmont, Royal, Du Guesclin, Guercheville, Lapparent, Saussure, Guettard, Lantagnac, Lucière jusqu'au parallèle 50° 15', de là par le parallèle 50° 15', jusqu'à la limite ouest du canton de Voyer ; de là par la limite ouest des cantons de Voyer et Gloria et par le méridien 76° jusqu'au parallèle 51°, par le parallèle 51° jusqu'au méridien 74° 30', par le méridien 74° 30' jusqu'au parallèle 52°, par le parallèle 52° jusqu'à la limite est du comté de recensement de Chicoutimi.

Elle renferme les cités et villes de Desbiens, Arvida, Chicoutimi, Chicoutimi-Nord, Jonquière, Kénogami, Bagotville, Port-Alfred, Rivière-du-Moulin, Saguenay, les villages de Hébertville-Station, Lac-à-la-Croix, Notre-Dame-d'Hébertville, Saint-Bruno, Saint-Coeur-de-Marie, Saint-Gédéon, Sainte-Jeanne, Laterrière, Saint-Ambroise, Saint-Fulgence, Saint-Honoré, Saint-Jean-Eudes, Saint-Jean-Vianney, et les municipalités de Péribonka, Saint-Augustin, Saint-Ludger-de-Milot, Delisle, Hébertville, l'Ascension-de-Notre-Seigneur, Saint-Bruno, Sainte-Croix, Saint-Gédéon, Saint-Henri-de-Taillon, Saint-Jérôme, Saint-Joseph-d'Alma, Sainte-Monique, Bagotville, Bégin, Bourget, Chicoutimi, Dumas, Grande-Baie, Kénogami partie, Labrecque, Lamarche, Larouche, Notre-Dame-de-Laterrière, Otis, Saint-Ambroise, Saint-David-de-Falardeau, Saint-Dominique-de-Jonquière, Saint-Fulgence, Saint-Honoré, Saint-Jean, Sainte-Rose-du-Nord, Shipshaw, Taché, Tremblay.

### Région : Québec

**Sous-région : Agglomération québécoise :** Elle renferme les cités et villes de Québec, Sillery, Sainte-Foy, Ancienne-Lorette, Neufchâtel, Loretteville, Vanier, Charlesbourg, Orsainville, Giffard, Beauport, Villeneuve, Lac-Delage, Bélair, Notre-Dame-des-Laurentides, Val-Saint-Michel, Montmorency, Courville, Lévis, Lauzon, Saint-David-de-l'Auberivière, Saint-Romuald-d'Etchemin, Saint-Nicolas, Charny, Beaupré, Château-Richer, les villages de Saint-Émile, Beaulieu, Sainte-Anne-de-Beaupré, Saint-Jean-de-Boischatel, les municipalités de Saint-Félix-du-Cap-Rouge, l'Ancienne-Lorette, Charlesbourg-Ouest, Charlesbourg-Est, Lac-Saint-Charles, Saint-Dunstan-du-

Lac-Beauport, Saint-Michel-Archange, Sainte-Thérèse-de-Lisieux, l'Ange-Gardien, Sainte-Anne-de-Beaupré, Sainte-Famille, Saint-François, Saint-Jean, Saint-Laurent, Saint-Pierre, Sainte-Brigitte-de-Laval.

**Sous-région : Portneuf :** Elle renferme les cités et villes de Donnacona, Lac-Saint-Joseph, Lac-Sergent, Portneuf, Saint-Raymond, les villages de Deschambault, Fossambault-sur-le-Lac, Neuville, Pont-Rouge, Saint-Alban, Saint-Basile-Sud, Saint-Casimir, Saint-Casimir-Est, Saint-Charles-des-Grondines, Saint-Marc-des-Carrières, Saint-Ubal, les municipalités de Stoneham et Tewkesbury, Saint-Gabriel-de-Valcartier, Saint-Gabriel-Ouest, Notre-Dame-de-Portneuf, Pointe-aux-Trembles, Saint-Alban, Saint-Augustin-de-Desmaures, Saint-Basile, Saint-Casimir, Sainte-Catherine, Saint-Charles-des-Grondines, Sainte-Christine, Saint-Gilbert, Saint-Joseph-de-Deschambault, Saint-Raymond, Saint-Thuribe, Saint-Ubal, Cap-Santé, Rivière-à-Pierre, Sainte-Jeanne-de-Pont-Rouge, Saint-Léonard-de-Portneuf, Shannon plus le territoire non organisé du comté de Québec situé au sud-ouest de la limite nord-ouest du parc provincial des Laurentides et le territoire non organisé du comté de Portneuf moins le canton de Marmier et la partie non organisée du canton de Cheigny.

**Sous-région : Charlevoix :** Elle renferme les cités et villes de Clermont, La Malbaie, Baie-Saint-Paul, les villages de Cap-à-l'Aigle, Pointe-au-Pic, Saint-Siméon, Saint-Joseph-de-la-Rive, les municipalités de Sainte-Agnès, Saint-Fidèle-de-Mont-Murray, Saint-Irénée, Saint-Siméon, Notre-Dame-des-Monts, Rivière-Malbaie, Saint-Aimé-des-Lacs, Saint-Firmin, Baie-Saint-Paul, Saint-François-Xavier-de-la-Petite-Rivière, Saint-Hilarion, Saint-Louis-de-l'Isle-aux-Coudres, Saint-Urbain, La Baleine, Les Éboulements, Rivière-du-Gouffre, Saint-Bernard-de-l'Isle-aux-Coudres, Saint-Tite-des-Caps, Saint-Joachim, Saint-Férol plus tout le territoire non organisé des comtés de Charlevoix-Est, Charlevoix-Ouest, Montmorency.

**Sous-région : Sud du Québec :** Elle renferme les cités et villes de La Pocatière, L'Islet, Montmagny, Saint-Pamphile, Saint-Jean-Chrysostome, Sainte-Marie, les villages de Saint-Pacôme, l'Islet-sur-Mer, Armagh, Saint-Charles, Saint-Raphaël, Saint-Vallier, Saint-Henri, Saint-Rédempteur, Saint-Anselme, Saint-Bernard, Saint-Isidore, Saint-Elzéar, Lyster, Francoeur, Laurier-Station, Leclercville, Lotbinière, Saint-Agapitville, Sainte-Agathe, Sainte-Croix, Saint-Flavien, Saint-Patrice-de-Beaurivage, Saint-Sylvestre, les municipalités de Rivière-Ouelle, Saint-Anne-de-la-Pocatière, Saint-Gabriel-Lallemant, Saint-Onésime-d'Ixworth, Saint-Pacôme, Notre-Dame-de-Bonsecours-de-L'Islet, Saint-Adalbert, Saint-Aubert, Saint-Cyrille-de-Lessard, Saint-Damase-de-l'Islet, Saint-Eugène, Sainte-Félicité, Saint-Jean-Port-Joli, Sainte-Louise, Saint-Marcel, Saint-Omer, Sainte-Perpétue, Saint-

Roch-des-Aulnaies, Tourville, Berthier, Cap-Saint-Ignace, Lac-Frontière, Montminy, Notre-Dame-du-Rosaire, Saint-Antoine-de-l'Isle-aux-Grues, Sainte-Apolline-de-Patton, Sainte-Euphémie-sur-Rivière-du-Sud, Saint-Fabien-de-Panet, Saint-François-de-Sales-de-la-Rivière-du-Sud, Saint-Juste-de-Bretenières, Sainte-Lucie-de-Beauregard, Saint-Pierre-de-la-Rivière-du-Sud, Honfleur, la Durantaye, Notre-Dame-Auxiliatrice-de-Buckland, Saint-Cajetan-d'Armagh, Saint-Charles-Boromé, Saint-Damien-de-Buckland, Saint-Étienne-de-Beaumont, Saints-Gervais-et-Protais, Saint-Lazare, Saint-Michel, Saint-Nérée, Saint-Philémon, Saint-Raphaël, Saint-Vallier, Bernières, Rivière-Boyer, Saint-Étienne, Sainte-Hélène-de-Breakyville, Saint-Henri-de-Lauzon, Saint-Joseph-de-la-Pointe-de-Lévy, Saint-Lambert-de-Lauzon, Saint-Louis-de-Pintendre, Louis-Joliette, Saint-Anselme, Saint-Bernard, Sainte-Claire, Sainte-Hénédine, Saint-Isidore, Saint-Malachie, Sainte-Marguerite, Saint-Maxime, Saint-Nazaire-de-Dorchester, Taschereau, Fortier, Saint-Elzéar-de-Beauce, Sainte-Marie, Nelson, Sainte-Anastasie-de-Nelson, Notre-Dame-du-Sacré-Coeur-d'Issoudun, Saint-Agapit-de-Beaurivage, Sainte-Agathe, Saint-Antoine-de-Tilly, Saint-Apollinaire, Sainte-Croix, Saint-Édouard-de-Lotbinière, Sainte-Emmélie, Saint-Flavien, Saint-Gilles, Saint-Janvier-de-Joly, Saint-Louis-de-Lotbinière, Saint-Narcisse-de-Beaurivage, Saint-Octave-de-Dosquet, Saint-Patrice-de-Beaurivage, Saint-Sylvestre, Val-Alain plus les territoires non organisés du comté de Montmagny et une partie du territoire non organisée du comté de Kamouraska, soit le canton de Chapais et la partie non organisée du canton d'Ixworth.

**Sous-région : Chaudière :** Elle renferme les cités et villes de Beauceville, Beauceville-Est, Saint-Georges, Saint-Georges-Ouest, Saint-Joseph-de-Beauce, Disraëli, Black Lake, Thetford Mines, les villages de East-Broughton-Station, Lac-Poulin, Linière, Saint-Ephrem-de-Tring, Saint-Théophile, Saint-Victor, Saint-Zacharie, Tring-Jonction, Vallée-Jonction, La Guadeloupe, Lambton, Saint-Gédéon, Saint-Ludger, Saint-Sébastien, Beaulac, Bernierville, Inverness, Robertsonville, Sainte-Anne-du-Lac, et les municipalités de Saint-Camille-de-Lellis, Saint-Magloire-de-Bellechasse, Sainte-Sabine, Saint-Benjamin, Saint-Cyprien, Saint-Édouard-de-Frampton, Sainte-Germaine-du-Lac-Étchemin, Sainte-Justine, Saint-Léon-de-Standon, Saint-Louis-de-Gonzague, Saint-Luc, Saint-Odilon-de-Crandbourne, Saint-Prosper, Sainte-Rose-de-Watford, Aubert-Gallion, East-Broughton, l'Enfant-Jésus, Notre-Dame-de-la-Providence, Sacré-Coeur-de-Jésus, Saint-Alfred, Saints-Anges, Sainte-Aurèle, Saint-Benoît-Labre, Sainte-Clothilde, Saint-Côme-de-Kennebec, Saint-Ephrem-de-Beauce, Saint-François-de-Beauce, Saint-François-Ouest, Saint-Frédéric, Saint-Georges-Est, Saint-Honoré, Saint-Jean-de-la-Lande, Saint-Joseph-de-Beauce, Saint-Joseph-des-Érables, Saint-

Jules, Saint-Martin, Saint-Philibert, Saint-Pierre-de-Broughton, Saint-René, Saint-Séverin, Saint-Simon-les-Mines, Saint-Théophile-de-la-Beauce, Saint-Victor-de-Tring, Saint-Zacharie, Shenley, Courcelles, Gayhurst partie sud-est, Lac-Drolet, Lambton, Risborough et partie de Marlow, Saint-Évariste-de-Forsyth, Saint-Gédéon, Saint-Hilaire-de-Dorset, Saint-Méthode-de-Frontenac, Saint-Robert-Bellarmin, Saint-Sébastien, Disraëli, Garthby, Saint-Fortunat, Saint-Jacques-le-Majeur-de-Wolfestown, Saint-Julien, Saints-Martyrs-Canadiens, Sainte-Praxède, Halifax-Sud, Inverness, Ireland, Ireland partie nord, Leeds, Leeds partie est, Rivière-Blanche, Sacré-Coeur-de-Marie partie sud, Saint-Antoine-de-Pontbriand, Saint-Jacques-de-Leeds, Saint-Jean-de-Brébeuf, Saint-Joseph-de-Coleraine, Thetford partie sud plus le territoire non organisé du comté de Beauce.

### Région : Trois Rivières

**Sous-région : Bois-Francs :** Elle renferme les cités et villes de Plessisville, Arthabaska, Princeville, Warwick, Drummondville, Drummondville-Sud, Victoriaville, les villages de : Laurierville, Aston-Jonction, Saint-Léonard-d'Aston, Chesterville, Daveluyville, Norbertville, Sainte-Clothilde-de-Horton, Durham-Sud, Kingsey Falls, L'Avenir, Notre-Dame-Du-Bon-Conseil, Saint-Cyrille, Saint-Germain-de-Grantham, Wickham, Saint-Guillaume, les municipalités de : Halifax-Nord, Halifax-Sud partie sud-ouest, Notre-Dame-de-Lourdes, Plessisville, Sainte-Julie, Saint-Pierre-Baptiste, Sainte-Sophie, Sainte-Brigitte-des-Saults, Sainte-Eulalie, Saint-Léonard, Sainte-Perpétue, Saint-Raphaël partie sud, Saint-Samuel, Chénier, Chester-Est, Chester-Nord, Chester-Ouest, Maddington, Princeville, Saint-Albert-de-Warwick, Sainte-Anne-du-Sault, Saint-Christophe-d'Arthabaska, Sainte-Clothilde-de-Horton, Sainte-Élizabeth-de-Warwick, Saint-Jacques-de-Horton, Saint-Louis-de-Blanford, Saint-Norbert-d'Arthabaska, Saint-Rémi-de-Tingwick, Saint-Rosaire, Sainte-Séraphine, Saint-Valère, Sainte-Victoire-d'Arthabaska, Tingwick, Warwick, Durham-Sud, Grantham-Ouest, Kingsey, Kingsey Falls, L'Avenir, Lefebvre, Notre-Dame-du-Bon-Conseil, Saint-Edmond-de-Grantham, Saint-Eugène, Saint-Germain-de-Grantham, Saint-Lucien, Saint-Majorique-de-Grantham, Saint-Nicéphore, Ulverton, Wendover et Simpson, Wickham, Saint-Bonaventure, Saint-Guillaume, Saint-Joachim-de-Courval, Saint-Pie-de-Guire, Saint-Zéphirin-de-Courval.

**Sous-région : Mauricie :** Elle renferme les cités et villes de Shawinigan, Trois-Rivières, Trois-Rivières-Ouest, Grand-Mère, Cap-de-la-Madeleine, La Tuque, Shawinigan-Sud, Bécancour, Nicolet, Louiseville, les villages de Deschailons-sur-Saint-Laurent, Fortierville, Montauban, Notre-Dame-des-Anges, Champlain, La Pérade, Parent, Saint-Georges, Saint-Stanislas, Sainte-Thècle, Annville, les

Becquets, Manseau, Sainte-Marie, Sainte-Monique, Saint-Sylvère, Saint-Wenceslas, Baieville, Pierreville, Saint-François-Du-Lac, Baie-de-Shawinigan, Saint-Boniface-de-Shawinigan, Yamachiche, Maskinongé, Saint-Paulin, les municipalités de Lac-Édouard, Sainte-Françoise, Saint-Jacques-de-Parisville, Sainte-Philomène-de-Fortierville, Villeroy, Saint-Rémi, Grandes-Piles, Grand-Mère, Langelier, La Visitation-de-Champlain, Notre-Dame-du-Mont-Carmel, Saint-Adelphe, Sainte-Anne-de-la-Pérade, Saint-François-Xavier-de-Bastican, Sainte-Geneviève-de-Batiscan, Saint-Jean-des-Piles, Saint-Louis-de-France, Saint-Luc, Sainte-Marthe-du-Cap-de-la-Madeleine, Saint-Maurice, Saint-Narcisse, Saint-Prosper, Saint-Roch-de-Mékinac, Saint-Séverin, Saint-Stanislas, Sainte-Thècle, Saint-Théophile, Saint-Thimothée, Saint-Tite, Grand-Saint-Esprit, Lemieux, Nicolet-Sud, Sainte-Cécile-de-Lévrard, Saint-Célestin, Saint-Jean-Baptiste-de-Nicolet, Saint-Joseph-de-Blandford, Sainte-Marie-de-Blandford, Sainte-Monique, Saint-Pierre-les-Becquets, Sainte-Sophie-de-Lévrard, Saint-Sylvère, Saint-Wenceslas, La Visitation-de-la-Bienheureuse-Vierge-Marie, Notre-Dame-de-Pierreville, Saint-Antoine-de-la-Baie-du-Febvre, Saint-Elphège, Saint-François-du-Lac, Saint-Joseph-de-la-Baie-du-Febvre, Saint-Thomas-de-Pierreville, Charette, La Visitation-de-la-Pointe-du-Lac, Pointe-du-Lac, Sainte-Anne-d'Yamachiche, Saint-Barnabé, Saint-Élie, Saint-Étienne-des-Grès, Sainte-Flore, Saint-Gérard-des-Laurentides, Saint-Mathieu, Saint-Séver, Hunterstown, Saint-Alexis, Sainte-Angèle, Saint-Antoine-de-la-Rivière-du-Loup, Saint-Édouard, Saint-Joseph-de-Maskinongé, Saint-Justin, Saint-Léon-le-Grand, Saint-Paulin, Sainte-Ursule, plus les territoires non organisés des comtés de Saint-Maurice et Champlain, le canton de Marmier et la partie non organisée du canton Chavigny dans le comté de Portneuf, le territoire situé au nord-ouest du parc provincial des Laurentides dans le comté de Québec, les cantons Landry, David, Choquette, Gosselin, Bazin, Leau, Fortier, Douville, Tassé, Montpetit, Faucher, Buies, Huguenin, Sulte, Archintre, Provencher, Chapman, Myrand, Evanturel, Poisson, Marmette, Lemay, Crémazie, Hanotiaux, McSweeney, Toussaint, Lacasse, Juneau, Mathieu, Perrier, Lagacé, Coursol, Balète, Marceau, Buteux, Lacroix, dans le comté d'Abitibi et le territoire d'Abitibi.

### Région : Cantons de l'Est

**Sous-région : Cantons de l'Est :** Elle renferme les cités et villes de Lac-Mégantic, Cookshire, East-Angus, Scottstown, Waterville, Asbestos, Bromptonville, Danville, Richmond, Windsor, Lennoxville, Coaticook, Rock Island, Sherbrooke, Magog, les villages de Compton, La Patrie, Sawyerville, Bishopton, Marbleton, Saint-Gérard, Weedon-Centre, Wottonville, Kingsbury, Melbourne, Saint-Georges-de-Windsor, Saint-Grégoire-de-Greenlay,



Deauville, Ayer's Cliff, Beebe Plain, Dixville, Hatley, North Hatley, Omerville, Saint-Herménégilde, Stanstead Plain, les municipalités de Audet, Frontenac, Marston, Milan, Nantes, Notre-Dame-des-Bois, Piopolis, Saint-Augustin-de-Woburn, Sainte-Cécile-de-Whitton, Saint-Romain, Val-Racine, Winslow-Sud, Bury, Clifton partie est, Compton, Compton-Station, Ditton, Eaton, Emberton, Hampden, Hereford, Lingwick, Martinville, Newport, Sainte-Edwige-de-Clifton, Saint-Isidore-d'Auckland, Saint-Malo, Saint-Venant-de-Hereford, Westbury, Dudswell, Fontainebleau, Ham-Nord, Notre-Dame-de-Lourdes-de-Ham, Saint-Adrien, Saint-Camille, Saint-Joseph-de-Ham-Sud, Stratford, Weedon, Wotton, Trois-Lacs, Brompton, Brompton Gore, Cleveland, Melbourne, Saint-Claude, Saint-Denis-de-Brompton, Saint-François-Xavier-de-Brompton, Saint-Georges-de-Windsor, Shipton, Stoke, Windsor, Ascot, Ascot Corner, Ascot-Nord, Orford, Rock Forest, Saint-Élie-d'Orford, Barford, Barnston, Barnston-Ouest, Hatley, Hatley partie ouest, Magog, Ogden, Sainte-Catherine-de-Hatley, Saint-Herménégilde, Saint-Mathieu-de-Dixville, Stanstead, Stanstead-Est.

### Région : Montréal

**Sous-région : Granby :** Elle renferme les cités et villes de Bromont, Granby, Sutton, Waterloo, Saint-Césaire, Bedford, Farnham, Cowansville, les villages d'Abercon, Adamsville, Brome, East Farnham, Eastman, Foster, Knowlton, Lawrenceville, Roxton-Falls, Sainte-Pudentienne, Stukely-Sud, Valcourt, Warden, Ange-Gardien, Dunham, Frelighsburg, Philipsburg, et les municipalités de Adamsville, Austin, Bolton-Est, Bolton-Ouest, Brome, Potton, Saint-Benoît-du-Lac, Saint-Étienne-de-Bolton, Sutton, Béthanie, Bonsecours, Granby, Maricourt, Racine, Roxton, Saint-Alphonse, Sainte-Anne-de-la-Rochelle, Sainte-Cécile-de-Milton, Saint-Joachim-de-Shefford, Sainte-Pudentienne, Saint-Valérien-de-Milton, Shefford, Stukely-Sud, Valcourt, Saint-Ange-Gardien, Saint-Césaire, Saint-Paul-d'Abbotsford, Bedford, Dunham, Frelighsburg, Notre-Dame-de-Stanbridge, Rainville, Saint-Armand-Ouest, Saint-Ignace-de-Stanbridge, Saint-Pierre-de-Véronne, A Pike-River, Sainte-Sabine, Standbridge, Stanbridge-Station.

**Sous-région : Saint-Jean :** Elle renferme les cités et villes de Marieville, Saint-Jean, Richelieu, Iberville, Saint-Luc, Saint-Rémi, les villages d'Henryville, Saint-Alexandre, Saint-Grégoire, Clarenceville, Lacolle, Napierville et les municipalités de Notre-Dame-de-Bon-Secours, Sainte-Angele-de-Monnoir, Sainte-Marie-de-Monnoir, Saint-Mathias, Henryville, Saint-Alexandre, Sainte-Anne-de-Sabrevois, Saint-Athanase, Sainte-Brigitte-d'Iberville, Saint-Grégoire-le-Grand, Saint-Sébastien, Saint-Georges-

de-Clarenceville, Saint-Thomas, Venise-en-Québec, Lacadie, Notre-Dame-du-Mont-Carmel, Saint-Bernard-de-Lacolle, Saint-Blaise, Saint-Jean-l'Évangéliste, Saint-Paul-de-l'Île-aux-Noix, Saint-Valentin, Saint-Jacques-le-Mineur, Saint-Cyprien, Saint-Édouard, Saint-Michel, Saint-Patrice-de-Sherrington, Saint-Rémi.

**Sous-région : Saint-Hyacinthe :** Elle renferme les cités et villes d'Acton Vale, Saint-Hyacinthe, Douville, La Providence, Saint-Joseph, Mont-Saint-Hilaire, Otterburn Park, Beloeil, les villages de Saint-Dominique, Sainte-Hélène-de-Bagot, Saint-Hugues, Saint-Liboire, Saint-Pie, Sainte-Rosalie, Upton, Saint-Charles-sur-Richelieu, Saint-Damase, Saint-Denis, Sainte-Madeleine, Rougemont, McMasterville, et les municipalités de Saint-André-d'Acton, Sainte-Christine, Saint-Éphrem-d'Upton, Sainte-Hélène, Saint-Hugues, Saint-Liboire, Saint-Nazaire-d'Acton, Saint-Pie, Sainte-Rosalie, Saint-Simon, Saint-Théodore-d'Acton, La Présentation, Notre-Dame-de-Saint-Hyacinthe, Saint-Barnabé, Saint-Bernard partie sud, Saint-Charles, Saint-Damase, Saint-Denis, Saint-Hyacinthe-le-Confesseur, Saint-Jude, Sainte-Marie-Madeleine, Saint-Thomas-d'Aquin, Saint-Jean-Baptiste, Saint-Michel-de-Rougemont, Saint-Mathieu-de-Beloeil.

**Sous-région : Richelieu :** Elle renferme les cités et villes de Saint-Joseph-de-Sorel, Saint-Ours, Sorel, Tracy, les villages d'Yamaska, Yamaska-Est, Massueville, Contrecoeur et les municipalités de Saint-David, Saint-Gérard-Majella, Saint-Michel-d'Yamaska, Saint-Aimé, Sainte-Anne-de-Sorel, Saint-Louis, Saint-Marcel, Saint-Ours, Saint-Pierre-de-Sorel, Saint-Robert, Saint-Roch-de-Richelieu, Sainte-Victoire-de-Sorel, Contrecoeur, Saint-Antoine-de-Padoue, Saint-Antoine-sur-Richelieu.

**Sous-région : Beauharnois :** Elle renferme les cités et villes d'Huntingdon, Châteauguay, Châteauguay-Centre, Lery, Mercier, Beauharnois, Maple Grove, Salaberry-de-Valleyfield, Dorion, Hudson, Île-Cadieus, Île-Perrot, Pin-court, Pointe-du-Moulin, Rigaud, Vaudreuil, les villages d'Hemmingford, Howick, Ormstown, Saint-Chrysostome, Melocheville, Saint-Timothée, Côteau-du-Lac, Côteau-Landing, La Station-du-Côteau, Les Cèdres, Pointe-des-Cascades, Rivière-Beaudette, Saint-Clet, Saint-Polycarpe, Saint-Zotique, Pointe-Fortune, Sainte-Marthe, Vaudreuil-sur-le-Lac, et les municipalités de Dundee, Elgin, Franklin, Godmanchester, Havelock, Hemmingford, Hinchinbrook, Saint-Anicet, Sainte-Barbe, Saint-Antoine-Abbé partie nord-est, Sainte-Clothilde, Saint-Jean-Chrysostome, Saint-Malachie-d'Ormstown, Sainte-Martine, Saint-Paul-de-Châteauguay, Saint-Urbain-Premier, Très-Saint-Sacrement, Grande-Île, Saint-Étienne-de-Beauharnois, Saint-Louis-de-Gonzague, Saint-Stanislas-de-Kostka, Saint-Timothée, Sainte-Claire-d'Assise, Saint-Clet, Saint-Ignace-du-Côteau-du-Lac, Saint-Joseph-de-Soulanges,

Saint-Polycarpe, Saint-Télesphore, Notre-Dame-de-l'Île-Perrot, Sainte-Justine-de-Newton, Saint-Lazare, Sainte-Madeleine-de-Rigaud, Sainte-Marthe, Terrasse-Vaudreuil, Très-Saint-Rédempteur.

**Sous-région : Agglomération montréalaise :** Elle renferme les cités et villes de Boucherville, Carignan, Chambly, Greenfield Park, Laflèche, Lemoine, Longueuil, Saint-Basile-le-Grand, Saint-Bruno-de-Montarville, Saint-Hubert, Saint-Lambert, Laval, Anjou, Baie-d'Urfé, Beaconsfield, Côte-Saint-Luc, Dollard-des-Ormeaux, Dorval, Hampstead, Île-Dorval, Kirkland, Lachine, LaSalle, Montréal, Montréal-Est, Montréal-Nord, Montréal-Ouest, Ville Mont-Royal, Outremont, Pierrefonds, Pointe-Aux-Trembles, Pointe-Claire, Roxboro, Sainte-Anne-de-Bellevue, Sainte-Geneviève, Saint-Laurent, Saint-Léonard, Saint-Pierre, Verdun, Westmount, Brossard, Candiac, Delson, La Prairie, les villages de Varennes, Verchères, Senneville, et les municipalités de Saint-Amable, Sainte-Anne-de-Varennes, Saint-François-Xavier-de-Verchères, Sainte-Julie, Saint-Marc, Sainte-Théodose-Calixa-Lavallée, Saint-Jean-de-Dieu, Saint-Raphaël-de-l'île Bizard, Notre-Dame, Sainte-Catherine-d'Alexandrie-de-Laprairie, Saint-Constant, Saint-Isidore, Saint-Mathieu, Saint-Philippe.

**Sous-région : Terrebonne :** Elle renferme les cités et villes de Blainville, Estérel, Lorraine, Mont-Gabriel, Rosemère, Sainte-Agathe-des-Monts, Saint-Antoine, Saint-Jérôme, Sainte-Thérèse, Terrebonne, Deux-Montagnes, Oka-sur-le-Lac, Saint-Eustache, Barkmère, Lachute, les villages de Bois-des-Filion, Lac-Carré, Lafontaine, New-Glasgow, Prévost, Sainte-Agathe-Sud, Saint-Jovite, Saint-Sauveur-des-Monts, Shawbridge, Val-David, Pointe-Calumet, Saint-Augustin, Saint-Benoît, Saint-Placide, Sainte-Scholastique, Brownsburg, Calumet, Carillon, Grenville, Saint-André-Est, Labelle, et les municipalités de Notre-Dame-de-la-Merci, Saint-Donat, Val-des-Lacs, Bellefeuille, Brébeuf, Ivry-sur-le Lac, Lac-Supérieur, Lantier, Lesage, Mont-Rolland, Mont-Tremblant, Piedmont, Sainte-Adèle, Sainte-Agathe, Sainte-Anne-des-Lacs, Sainte-Anne-des-Plaines, Saint-Antoine-des-Laurentides, Saint-Faustin, Saint-Hippolyte, Saint-Janvier-de-Blainville, Saint-Janvier-de-Lacroix, Saint-Jovite, Saint-Louis-de-Terrebonne, Sainte-Lucie, Sainte-Marguerite-du-Lac-Masson, Saint-Sauveur, Sainte-Sophie, Sainte-Thérèse-Ouest, Val-Morin, L'Annonciation partie nord, Oka, Saint-Augustin, Saint-Benoît, Saint-Canut, Saint-Colomban, Saint-Eustache, Saint-Hermas, Saint-Joseph-du-Lac, Sainte-Marthe-sur-le-Lac, Sainte-Monique, Saint-Placide, Sainte-Scholastique, Arundel, Chatham, Gore, Grenville, Harrington, Huberdeau, Lac-des-Seize-Îles, Mille-Isles, Montcalm, Morin Heights, Saint-Adolphe-d'Howard, Saint-André-d'Argenteuil, Saint-Jérusalem-d'Argenteuil, Wentworth, Wentworth-Nord,

Amherst, Lac-des-Plages, Joly, La Conception, Lac-Tremblant-Nord, La Macaza, La Minerve, plus le territoire non organisé du canton de Labelle dans le comté de Labelle. Le territoire non organisé du canton d'Archambault, les cantons de Cousineau, Rolland, Nantel, Jamet, Viel et Castelneau dans le comté de Montcalm. Les cantons de Forbes, Legendre, Lusignan, Olier, La Verdrière, French et Lenoir dans le comté de Joliette.

**Sous-région : Joliette :** Elle renferme les cités et villes de Berthierville, Saint-Gabriel, Joliette, Charlemagne, l'Assomption, Laurentides, L'Épiphanie, Repentigny, les villages de Lavaltrie, Crabtree, Saint-Félix-de-Valois, Saint-Pierre, Rawdon, Saint-Alexis, Saint-Jacques et les municipalités de Saint-Didace, Saint-Ignace-du-Lac, Lanoraie-d'Auvray, La Visitation-de-la-Sainte-Vierge-de-l'Isle-du-Pads, Saint-Antoine-de-Lavaltrie, Saint-Barthélémy, Saint-Charles-de-Mandeville, Saint-Cuthbert, Saint-Damien, Saint-Gabriel-de-Brandon, Sainte-Geneviève-de-Berthier, Saint-Ignace-de-Loyola, Saint-Joseph-de-Lanoraie, Saint-Michel-des-Saints, Saint-Norbert, Saint-Viateur, Saint-Zénon, Notre-Dame-de-Lourdes, Notre-Dame-des-Prairies, Sacré-Coeur-de-Jésus, Saint-Alphonse-de-Rodriguez, Saint-Ambroise-de-Kildare, Sainte-Béatrix, Saint-Charles-Borromée, Saint-Cléophas, Saint-Côme, Sainte-Élizabeth, Sainte-Émilie-de-l'Énergie, Saint-Félix-de-Valois, Saint-Jean-de-Matha, Sainte-Marcelline-de-Kildare, Sainte-Mélanie, Saint-Paul, Saint-Thomas, Chertsey, Entrelacs, Lac-Paré, Rawdon, Saint-Alexis, Saint-Calixte, Saint-Esprit, Saint-Jacques, Sainte-Julienne, Saint-Liguori, Sainte-Marie-Salomé, La Plaine, l'Assomption, l'Épiphanie, Saint-Charles-de-Lachenaie, Saint-Gérard-Magella, Saint-Henri-de-Mascouche, Saint-Lin, Saint-Paul-l'Ermite, Saint-Roch-de-l'Achigan, Saint-Roch-Ouest, Saint-Sulpice, plus les cantons d'Angoulême, Chapeau, Houde, Kaine, Masson, Aubry, Laviolette, Créguy, Villiers, Légaré, Troyes, et Boullé, dans le canton de Maskinongé.

### Région : Outaouais

**Sous-région : Hull :** Elle renferme les cités et villes de Buckingham, Masson, Thurso, Aylmer, Gatineau, Hull, Pointe-Gatineau, les villages d'Angers, Cheneville, Montebello, Papineauville, Ripon, Saint-André-Avellin, Deschênes, Wakefield, Templeton, Bryson, Campbell's Bay, Chapeau, Fort-Coulonge, Portage-du-Fort, Quyon, Shawville et les municipalités de Browman, Buckingham, Buckingham partie ouest, Buckingham partie sud-est, Duhamel, Fassett, Lac-Simon, L'Ange-Gardien, Lochaber, Lochaber partie nord, Lochaber partie ouest, Mayo, Montpellier, Mulgrave et Derry, Namur, Notre-Dame-du-Bon-Secours partie nord, Notre-Dame-de-la-Salette, Plaisance, Ponsonby, Notre-Dame-de-la-Paix, Portland-Ouest, Ripon, Saint-André-Avellin, Sainte-Angélique,

Suffolk et Addington, Val-des-Bois, Vinoy, Aylwin, Denholm, Eardley, Hincks, Hull partie ouest, Low, Lucerne, Mashaw-Nord, Sainte-Cécile-de-Masham, Touraine, Wakefield, Wakefield partie est, Perkins, Templeton-Est partie-est, Templeton-Ouest, Aldfield, Alleyn et Cawood, Bristol, Chichester, Clarendon, Grand-Calumet, Isle-aux-Allumettes partie est, Isle-aux-Allumettes, Leslie, Clapham et Huddersfield, Lichfield, Mansfield et Pontefract, Onslow, Onslow partie sud, Rapides-des-Joachims, Sheen, Esher, Aberdeen et Malakoff, Thorne, Waltham et Bryson plus le canton de Franchère et tout le territoire situé au nord-ouest de ce canton dans le comté de Montcalm. Le territoire situé au nord-ouest des cantons French et Lenoir dans le comté de Joliette. Le territoire situé au nord-ouest du canton de Dupont dans le canton de Berthier. Le territoire situé au nord-ouest des cantons de Boullé et Troyes dans le comté de Maskinongé.

**Sous-région : Labelle :** Elle renferme les cités et villes de Mont-Laurier, Maniwaki, les villages de Ferme-Neuve, Lac-des-Écorces, L'Annonciation, Nominigüe, Sainte-Anne-du-Lac, Val-Barrette, Gracefield et les municipalités de Bellerive-sur-le-Lac, Brunet, Chute-Saint-Philippe, Décarie, Ferme-Neuve, Kiamika, Lac-des-Écorces, Lac-du-Cerf, Lac-Saint-Paul, l'Ascension, Loranger, Marchand, Mont-Saint-Michel, Notre-Dame-de-Pontmain, Notre-Dame-du-Laus, Robertson et Pope, Saguay, Saint-Aimé-du-Lac-des-Iles, Turgeon, Aumond, Blue Sea, Bois-Franc, Bouchette, Cameron, Delage, Egan-Sud, Lytton, Messine, Montcerf, Northfield, Sainte-Thérèse-de-la-Gatineau, Sicotte, Wright, Dorion plus le canton de Brunet et le territoire non organisé du canton de Mousseau dans le comté de Montcalm.

### Région : Nord-Ouest

**Sous-région : Rouyn-Noranda :** Elle renferme les cités et villes de Belleterre, Rouyn, Noranda, Témiscamingue, Ville-Marie, Cadillac, Duparquet, Malartic, Val-d'Or, les villages de Angliers, Evain, Lorrainville, Pascal, les municipalités de Duhamel-Ouest, Evain, Fugèreville, Guérin, Latulipe et Gaboury, Moffet, Nédelec, Notre-Dame-de-Lourdes-de-Lorrainville, Notre-Dame-du-Nord, Saint-Bruno-de-Guigues, Saint-Édouard-de-Fabre, Saint-Eugène-de-Guigues, Saint-Isidore, Saint-Placide-de-Béarn, plus les territoires non organisés du comté de Témiscamingue et dans le comté d'Abitibi un territoire non organisé limité au sud par la limite du comté, à l'ouest par la frontière du Québec, au nord et à l'est par une ligne passant par la limite sud des municipalités de Roquemaure, Saint-Laurent, Sainte-Germaine-Boulé, Poularies et Taschereau, par la limite est du canton d'Aiguebelle, par la limite nord et est du canton de la Pause, par la limite nord du canton de Cadillac, par la limite sud et sud-est de la municipalité de la Motte, jusqu'à la limite nord du canton

de Malartic et des cantons de Vassan, Senneville, Pascal, Tablemont et Tavernier, par la limite est des cantons de Tavernier, Persking et Denain.

**Sous-région : Abitibi :** Elle renferme les cités et villes de Amos, Barville, La Sarre, Macamic, Senneterre, Lebel-sur-Quévillon, Matagami, les villages de Baraute, La Reine et les municipalités de Amos-Est, Amos-Ouest, Authier, Belcourt, Champneuf, Clermont, Clerval, Colom-bourg, Fiedmont et Barraute, La Motte, Landrienne, La Reine, La Sarre, Launay, Macamic, Normétal, Palmarolle, Poularies, Privat, Roquemaure, Saint-Félix-de-Dalquier, Sainte-Germaine-Boulé, Sainte-Hélène-de-Mancebourg, Saint-Jacques-de-Dupuy, Saint-Janvier, Saint-Lambert, Saint-Laurent, Saint-Marc-de-Figuery, Saint-Mathieu, Senneterre, Taschereau, Trécesson, Val-Saint-Gilles, plus le territoire non organisé du comté d'Abitibi non compris dans les régions de Rouyn-Noranda et Trois-Rivières et la partie des territoires non organisés des territoires d'Abitibi et de Mistassini limitée à l'ouest par la frontière du Québec au nord, le parallèle 51° jusqu'au méridien 76°, de là, vers le sud par le méridien 76° et la limite ouest des cantons de Gloria et Voyer jusqu'au parallèle 50° 15', par le parallèle 50° 15' jusqu'à la limite est du canton de Crépeau, de là par la limite est des cantons de Crépeau, Berry, Daine, la Ribourde, Laroncière, La Ronde, Marin, Urban et Piquet jusqu'à la limite nord du comté d'Abitibi à l'exception de la région de la Baie James.

### Région : Côte-Nord

**Sous-région : Saguenay :** Elle renferme les villes de Baie-Comeau, Forestville, Hauterive, les villages de Baie-Trinité, Chûtes-aux-Outardes, Godbout, Grandes-Bergeronnes, Pointe-aux-Outardes, Pointe-Lebel, Sacré-Coeur-de-Jésus, Sault-au-Mouton, Tadoussac, les municipalités de Bergeronnes, Colombier, Escoumins, Les-Sept-Cantons-Unis-du-Saguenay, Ragueneau, Sacré-Coeur-de-Jésus, Sainte-Anne-de-Portneuf, Saint-Luc-de-Laval, Saint-Paul-du-Nord, plus un territoire non organisé limité à l'ouest par une ligne partant de l'intersection de la rive de la rivière Saguenay et le coin sud-ouest du canton Albert ; de là, par la limite ouest du canton Albert jusqu'à la limite ouest du comté de Saguenay ; de là, par la limite du comté de recensement de Saguenay jusqu'au coin nord-ouest du canton de Blanchin ; de là par la limite nord des cantons de Blanchin, Pinet, Le Strat, Blondel, Tortellier et Brézel jusqu'au coin nord-est du canton de Brézel ; de là par la limite est des cantons de Brézel et Lamontagne jusqu'au coin sud-est du canton de Lamontagne, de là, par la limite nord des cantons de Quartier et Brien jusqu'au coin nord-est du canton de Brien ; de là, par la limite ouest et sud du canton de Jauffret jusqu'au méridien 68°, de là, vers le sud, par le méridien 68° jusqu'au coin nord-ouest du canton de Godbout ; de là, par la limite nord des can-

tons de Godbout, Fafard et Royer jusqu'à la rive du fleuve Saint-Laurent.

**Sous-région : Mingan :** Elle comprend les cités et villes de De-Grasse, Gagnon, Port-Cartier, Sept-Iles, Schefferville, les municipalités de Aguanish, Baie-Johan-Beetz, Côte-Nord-du-Golfe-Saint-Laurent, Havre-Saint-Pierre, Ile-d'Anticosti, Ilet-Caribou, Letellier, Longue-Pointe, Moisie, Natashquan, Pentecôte, Pointe-aux-Anglais, Rivière-au-Tonnerre, Rivière-Saint-Jean, plus le territoire non organisé du comté de Saguenay non compris dans la sous-région de Saguenay et tous les territoires situés au nord des régions de la Côte-Nord, du Saguenay-Lac-Saint-Jean et du Nord-Ouest à l'exception de la région de la Baie James.

**Région : Baie James**

**Sous-région : Baie James :** Le territoire de la Baie James comprend le territoire borné à l'ouest par la limite ouest du Québec, au sud par le parallèle de latitude 50° nord, à l'est par les districts électoraux de Roberval, de Dubuc et de Saguenay ainsi que par le prolongement vers le nord de la limite ouest du district électoral du Saguenay et au nord par le parallèle de latitude 55° nord.

**Région : Iles-de-la-Madeleine**

**Sous-région : Iles-de-la-Madeleine :** Elle renferme les municipalités de village de Cap-aux-Meules, Iles-d'Entrée et les municipalités suivantes : Bassin, Fatima, Grande-Entrée, Grosse-Ile, Havre-Aubert, Havre-aux-Maisons, l'Étang-du-Nord.

---

A.C.3282-77, (1977) 109 G.O.II, 5581 et 6061  
A.C.2693-78, (1978) 110 G.O.II, 5661  
A.C. 454-79, (1979) 111 G.O.II, 1787  
A.C. 607-79, (1979) 111 G.O.II, 2227  
A.C.1836-79, (1979) 111 G.O.II, 4715  
A.C.1837-79, (1979) 111 G.O.II, 4731  
Décision du 14.02.80, (1980) 112 G.O.II, 1211  
D.493-80, (1980) 112 G.O.II, 1171



c. R-20, r.11

## **Règlement de prélèvement de l'Office de la construction du Québec**

Loi sur les relations du travail dans l'industrie de la construction

(L.R.Q., c. R-20, a. 82)

**1.** Le prélèvement imposé par l'Office de la construction du Québec pour l'année 1981 est payable par l'employeur, le salarié et l'artisan qui travaille autrement qu'aux fins personnelles autres que commerciales ou industrielles d'une personne physique, et est exercé de la façon suivante :

a) l'employeur doit verser à l'Office une somme équivalente à 1/2 de 1% du total de la rémunération versée à ses salariés ;

b) l'artisan et le salarié doivent verser à l'Office une somme équivalente à 1/2 de 1% de leur rémunération.

**2.** L'employeur doit percevoir chaque semaine, au nom de l'Office, le prélèvement imposé à ses salariés au moyen d'une retenue sur la rémunération de chacun d'eux.

**3.** L'artisan doit précompter à la fin de chaque semaine le prélèvement imposé au moyen d'une retenue sur la rémunération qu'il reçoit.

**4.** L'employeur et l'artisan font remise à l'Office du prélèvement dû pour la période du mois précédent, au plus tard le 15 de chaque mois.





c. R-20, r.12

**Règlement sur le rapport mensuel à être transmis par un entrepreneur qui retient les services d'un artisan**

Loi sur les relations du travail dans l'industrie de la construction

(L.R.Q., c. R-20, a. 82, par. b.1)

**1.** L'entrepreneur tel que défini dans la Loi sur la qualification professionnelle des entrepreneurs de construction (L.R.Q., c. Q-1) qui retient les services d'un artisan doit transmettre à l'Office de la construction du Québec un rapport mensuel selon la formule reproduite à l'annexe I.

**2.** Ce rapport dûment signé par l'entrepreneur doit être transmis à l'Office au plus tard le 15 de chaque mois et doit couvrir le mois précédent.

# ANNEXE I (a. 1)



Office  
de la construction  
du Québec

## RAPPORT DE L'ENTREPRENEUR (JOINDRE AU RAPPORT MENSUEL DE L'EMPLOYEUR, S'IL Y A LIEU)

PÉRIODE	
DU	AU

IDENTIFICATION	
NON DE L'ARTISAN	N.A.S. 
ADRESSE	N° D'ENREGISTREMENT O.C.Q.
	N° DE LA R.E.C.Q.
NOM DE L'ENTREPRENEUR	
ADRESSE	N° D'ENREGISTREMENT O.C.Q.
	N° DE LA R.E.C.Q.

ACTIVITÉS					
SEMAINES DE TRAVAIL	NOMBRE D'HEURES HEBDO-MADAIRES	CODE DE MÉTIER (1)	NATURE DE TRAVAIL	✓	RÉMUNÉRATION
1 <sup>re</sup> SEMAINE					
2 <sup>e</sup> SEMAINE					
3 <sup>e</sup> SEMAINE					
4 <sup>e</sup> SEMAINE					
5 <sup>e</sup> SEMAINE					

(1) VOIR AU VERSO DU RAPPORT MENSUEL

PRÉPARÉ PAR : \_\_\_\_\_

SIGNATURE : \_\_\_\_\_

DATE | | | | |

D.1328-81, (1981) 113 G.O.I.T. 2287





c. R-20, r.13

## Règlement de régie interne de l'Office de la construction du Québec

Loi sur les relations du travail dans l'industrie de la construction

(L.R.Q., c. R-20, a. 15)

### SECTION I INTERPRÉTATION

**1.** Dans le présent règlement, à moins que le contexte n'indique un sens différent, « jour ouvrable » : signifie tout jour autre que le samedi, le dimanche ou les jours fériés.

### SECTION II SCEAU

**2.** Le sceau de l'Office de la construction du Québec est celui dont l'impression apparaît en marge.

### SECTION III SÉANCES DE L'OFFICE

#### *§1. Date, heure et lieu des séances*

**3.** L'Office tient ses séances à son siège social ou à tout autre endroit au Québec prévu dans l'avis de convocation.

**4.** Les séances ont lieu aussi souvent que l'intérêt de l'Office l'exige, mais au moins 8 fois par année.

**5.** Une séance de l'Office est convoquée par le secrétaire sur demande du président-directeur général qui en fixe la date, l'heure et le lieu. Au cas d'incapacité d'agir ou d'absence du secrétaire, le président-directeur général ou la personne que ce dernier désigne convoque les séances de l'Office.

**6.** Une séance de l'Office est convoquée par un avis du secrétaire à tous les membres.

Cet avis doit être expédié aux membres par la poste à la dernière adresse déclarée par ceux-ci, au moins 2 jours ouvrables avant la date à laquelle cette séance doit avoir lieu, ou remis ou donné aux membres, au plus tard le jour précédant celui où cette séance doit avoir lieu. En cas d'urgence, le délai de convocation n'est alors que de 24 heures.

L'avis de convocation peut également être donné par télégramme ou verbalement.

**7.** Une séance peut être tenue par le moyen d'une conférence téléphonique et à ce moment, la séance est considérée avoir été tenue au siège social de l'Office.

**8.** On peut déroger aux formalités et aux délais de convocation pour une séance de l'Office si tous les membres sont présents à cette séance et s'ils renoncent à l'avis de convocation.

#### *§2. Procédure relative aux séances*

**9.** Les séances de l'Office sont présidées par le président-directeur général ou en cas d'absence de celui-ci, par le membre désigné par le gouvernement conformément à l'article 4 de la Loi sur les relations du travail dans l'industrie de la construction (L.R.Q., c. R-20).

**10.** Le président d'une séance de l'Office dirige les délibérations en tenant compte des règles de procédure établies dans la Loi et au présent règlement.

**11.** Le quorum pour une séance de l'Office est de 3 membres dont le président.

**12.** Le secrétaire rédige le procès-verbal des séances de l'Office.

Après avoir été lu et approuvé au commencement d'une séance subséquente, il est signé par la personne qui préside alors cette séance et contresigné par le secrétaire.

L'Office peut dispenser le secrétaire de la lecture du procès-verbal avant son adoption.

**13.** Les décisions de l'Office sont prises par résolutions à la majorité des voix des membres présents ; en cas de partage égal des voix, la voix du président est prépondérante.

Le vote se fait au scrutin secret à la demande d'un membre.

À moins que le vote par scrutin secret ne soit ainsi demandé, la déclaration par le président de la séance qu'une résolution a été adoptée à l'unanimité ou par une majorité quelconque ou n'a pas été adoptée fait preuve à sa face même de l'adoption ou du rejet de cette résolution sans qu'il soit nécessaire de prouver la quantité ou proportion des votes enregistrés.

**14.** Une séance peut être ajournée à un moment ultérieur du même jour ou à un jour postérieur à celui où cette séance doit avoir lieu et un nouvel avis de convocation n'est pas alors nécessaire.

**15.** Une résolution signée par tous les membres de l'Office a la même valeur et le même effet que si elle avait été adoptée à une séance de l'Office dûment convoquée et régulièrement constituée. Toute telle résolution est portée au procès-verbal de la séance qui suit la date de sa signature.

#### SECTION IV FONCTIONS ET POUVOIRS DU PRÉSIDENT-DIRECTEUR GÉNÉRAL ET DU SECRÉTAIRE

**16.** Le président-directeur général remplit toutes les fonctions qui peuvent lui être attribuées par la Loi et les règlements ainsi que celles qui peuvent lui être confiées par l'Office. Sans limiter la portée de ce qui précède, le président :

- a) représente l'Office en tant que porte-parole officiel ;
- b) préside les séances de l'Office ;
- c) veille à l'exécution, par lui-même ou ses préposés, des décisions de l'Office ;
- d) assume l'administration et la direction de l'Office notamment planifie, distribue et contrôle le travail du personnel ;
- e) soumet à l'Office les projets de convention collective du personnel syndiqué ainsi que les conditions de travail du personnel non régi par une convention collective ;
- f) prépare et soumet à l'Office les objectifs, les plans d'effectifs, le budget et le rapport annuel des activités de l'Office ;
- g) dirige et coordonne les politiques administratives de l'Office, notamment en matière de financement, de dépenses d'opération, de structures administratives, d'organisation et de fonctionnement de ses divers services, de recrutement et de répartition des tâches de son personnel.

**17.** L'Office nomme un secrétaire qui remplit les fonctions qui peuvent lui être confiées par la Loi et les règlements ainsi que celles que l'Office ou le président-directeur général peuvent lui attribuer. Sans limiter la portée de ce qui précède, le secrétaire :

- a) prépare l'ordre du jour des séances sur approbation du président-directeur général ;
- b) donne les avis de convocation des séances de l'Office ;

c) assiste aux séances de l'Office et en rédige les procès-verbaux ;

d) certifie ou fait certifier par le président-directeur général les procès-verbaux approuvés par l'Office ;

e) certifie et délivre copie des extraits des procès-verbaux des séances de l'Office ;

f) a la garde des archives, papiers et documents de l'Office ;

g) a la garde du sceau de l'Office ;

h) maintient à jour la liste des membres de l'Office avec leur dernière adresse.

#### SECTION V SIGNATURE DES DOCUMENTS

**18.** Les chèques, traites, billets ou autres effets négociables sont signés, tirés, acceptés ou endossés par le président-directeur général ou le secrétaire et par la personne désignée par résolution de l'Office sur recommandation du président-directeur général.

L'Office peut, aux conditions qu'il fixe, permettre qu'un fac-similé d'une signature requise soit gravé, lithographié ou imprimé ; dans ce cas, le fac-similé a la même valeur que la signature elle-même.

#### SECTION VI AFFIDAVIT

**19.** Le président-directeur général peut désigner un ou des employés de l'Office pour faire au nom de l'Office toute déclaration requise en vertu d'une loi, sous serment ou non, dans le cadre d'une procédure judiciaire ou autrement.

#### SECTION VII CONTRATS

**20.** En exécution des décisions de l'Office, le président-directeur général ou le secrétaire ou les deux signent au nom de l'Office les contrats de ce dernier.

## SECTION VIII

### COMPTES DE BANQUE ET GARDE DE VALEURS

**21.** Sur la recommandation du président-directeur général, l'Office désigne les banques, compagnies de fiducie et caisses d'épargne et de crédit dans lesquelles l'Office peut effectuer des opérations bancaires et les institutions auxquelles l'Office peut confier la garde de titres ou de valeurs.





c. R-20, r.14

## Règlement sur les régimes complémentaires d'avantages sociaux dans l'industrie de la construction

Loi sur les relations du travail dans l'industrie de la construction  
(L.R.Q., c. R-20, a. 2, 15 et 92)

### SECTION I DISPOSITIONS GÉNÉRALES

**1.** Le présent règlement est adopté par l'Office de la construction du Québec en application de la Loi sur les relations du travail dans l'industrie de la construction (L.R.Q., c. R-20) pour donner effet aux dispositions du décret ou d'une entente collective conclue entre les associations syndicales représentatives et l'association d'employeurs.

**2.** Pour l'exécution du présent règlement et à moins que le contexte n'impose un sens différent, les mots et expressions qui suivent ont la signification indiquée ci-après :

1) « accident » : toute atteinte corporelle provenant de l'action soudaine et imprévue d'une cause extérieure, directement et indépendamment de toute autre cause ;

2) « actuaire » : une personne désignée par l'Office qui est membre à titre de « Fellow » de l'Institut canadien des actuaires et qui exerce à son compte ou au sein d'un cabinet d'actuaire-conseils ;

3) « âge » : âge au dernier anniversaire de naissance de la personne en cause ;

4) « anniversaire du régime de retraite » : le premier jour de chaque exercice à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1976 ;

5) « assuré » : un participant, ou un employé qui pour la période en cause répond aux conditions lui donnant droit aux prestations d'assurance arrêtées au présent règlement, ou une personne à charge d'un participant ou d'un tel employé ;

6) « assureur » : une société ou une compagnie dûment autorisée à faire le commerce de l'assurance-vie au Québec ;

7) « caisse de prévoyance collective » : la caisse établie pour le paiement des prestations et indemnités, en vertu des régimes d'assurance, et des primes requises en vue du maintien en vigueur de tout contrat d'assurance souscrit

par l'Office relativement à des régimes complémentaires d'avantages sociaux ;

8) « caisse de retraite » : la caisse établie pour le paiement des prestations payables en vertu du régime de retraite ;

9) « conjoint » : la personne légalement mariée à un assuré, un cotisant ou à un retraité et qui le demeure jusqu'à l'événement ouvrant droit à des prestations en vertu du présent règlement, ou, à défaut, la personne qui prouve qu'au cours des 3 années précédant immédiatement l'événement qui ouvre droit à des prestations :

a) elle a cohabité en permanence avec un employé de sexe opposé ;

b) cet employé a subvenu entièrement ou dans une large mesure à ses besoins ;

c) cet employé l'a publiquement représentée comme son conjoint ;

et que lors de cet événement, l'un ou l'autre étaient célibataires, veufs ou divorcés et n'étaient pas séparés de fait depuis plus de 3 mois ;

10) « contribution » : la quote-part de l'employeur pour le compte de tout employé par heure travaillée, relativement aux régimes complémentaires d'avantages sociaux, telle que prévue au décret ;

11) « cotisant » : une personne qui a cotisé au régime de retraite à titre d'employé, jusqu'à ce qu'elle devienne un retraité ou jusqu'à l'annulation des heures travaillées à son crédit suite au remboursement complet de toutes ses cotisations avec intérêts ;

12) « cotisation » : la quote-part précomptée par l'employeur sur le salaire de tout employé par heure travaillée, relativement aux régimes complémentaires d'avantages sociaux, telle que prévue au décret ;

13) « date normale de retraite » : le dernier jour du mois au cours duquel le cotisant atteint l'âge normal de retraite ;

14) « date obligatoire de retraite » : le dernier jour du mois au cours duquel le cotisant atteint son soixante-dixième anniversaire de naissance ;

15) « décret » : arrêté ministériel adopté en vertu de la Loi et rendant obligatoire ou modifiant une convention collective ou modifiant, prolongeant ou abrogeant un décret ;

16) « employé » : un salarié assujéti au décret, un artisan et toute autre personne considérée comme employé par l'Office suivant l'article 5 ;

17) « employeur » : un employeur assujéti au décret ou un employeur qui, avec l'approbation de l'Office, a adhéré aux présents régimes en acceptant les obligations imposées à cette fin par le décret ;

18) « enfant à charge » : un enfant non marié légitime ou naturel de l'employé ou de son conjoint, aux besoins duquel l'employé subvient entièrement ou dans une large mesure et qui satisfait à l'une des conditions suivantes :

a) est âgé de moins de 18 ans ;

b) est âgé de moins de 25 ans et fréquente à temps plein à titre d'étudiant dûment inscrit, une maison d'enseignement reconnue ;

c) quel que soit son âge, s'il a été frappé d'invalidité totale alors qu'il satisfait à l'une ou l'autre des conditions précédentes et est demeuré totalement et continuellement invalide depuis cette époque ;

19) « équivalent actuariel » : montant déterminé par l'actuaire comme ayant la même valeur actuelle selon les bases actuarielles et les méthodes qu'il juge appropriées au moment de cette détermination, compte tenu des suppléments temporaires éventuels pouvant majorer la rente de base qui fait l'objet du calcul ;

20) « exercice » : l'année civile ;

21) « hôpital » : un centre hospitalier qui constitue une installation où l'on reçoit des personnes pour fins de prévention, de diagnostic médical, de traitement médical, de réadaptation physique ou mentale, à l'exclusion cependant d'un cabinet privé de professionnels de la santé et d'une infirmerie où une institution religieuse ou d'enseignement reçoit les membres de son personnel ou ses élèves. Cette définition s'applique également à tout établissement répondant aux mêmes normes dans le cas de services hospitaliers prodigués en dehors du Québec ;

22) « hospitalisation » : l'occupation d'une chambre d'hôpital à titre de patient admis durant une période continue d'au moins 18 heures ;

23) « invalidité totale » : un état d'incapacité résultant d'une maladie ou d'un accident et nécessitant des soins médicaux qui, pendant les 12 premiers mois, empêche complètement l'assuré d'exercer les tâches habituelles de sa fonction et, après 12 mois rend l'assuré incapable de poursuivre aucune occupation comportant rémunération ou profit, qui convienne raisonnablement à son instruction, sa formation ou son expérience ;

24) « Loi » : la Loi sur les relations du travail dans l'industrie de la construction (L.R.Q., c. R-20) ;

25) « Office » : l'Office de la construction du Québec ;

26) « participant » : un employé qui pour la période en cause répond aux conditions de participation définies pour les régimes d'assurance ;

27) « période d'invalidité » : toute période continue d'invalidité totale ou une suite de périodes successives séparées par moins de 21 jours civils de travail effectif à plein temps ou de disponibilité pour un travail à temps plein au cours de la première année d'invalidité totale, ou par moins de 3 mois au-delà de la première année, à moins que la période subséquente d'invalidité totale ne soit, de l'avis de l'Office, attribuable à une maladie ou à un accident complètement étranger à la cause de l'invalidité précédente ;

28) « personne à charge » : le conjoint ou un enfant à charge de l'employé ;

29) « régime d'assurance » : tout régime complémentaire d'avantages sociaux autre qu'un régime supplémentaire de rentes ;

30) « régime de retraite » : le régime supplémentaire de rentes des employés de la construction du Québec, lequel est désigné sous le nom de « Régime supplémentaire de rentes pour les employés de l'industrie de la construction du Québec » ;

31) « retraité » : une personne qui a pris sa retraite selon les dispositions du présent règlement alors qu'elle était cotisant, à compter de la date fixée pour le début des prestations de retraite ;

32) « survivant admissible » : la personne qui à la date du décès d'un assuré, d'un cotisant ou d'un retraité était son conjoint sauf si elle l'était devenue après que l'employé ait atteint l'âge de 50 ans, auquel cas elle doit avoir été son conjoint depuis au moins 1 an ; ou la personne qui à la date du décès d'un assuré, d'un cotisant ou d'un retraité répondait à la définition d'un enfant à charge, y compris un enfant posthume.

**3.** Les heures de travail mensuelles d'un employé sont les heures de travail que doit rapporter tout employeur pour le mois en cause selon la méthode prescrite par l'Office ; ces heures sont considérées comme travaillées et créditées à l'employé le dernier jour du mois, que la cotisation et la contribution correspondantes aient été reçues ou non par l'Office.

**4.** Cependant, pour l'artisan, un maximum de 40 heures de travail par semaine peut être rapporté, lesquelles lui sont créditées en autant que le montant de la cotisation et de la contribution pour les heures rapportées, accompagne son rapport fait à l'Office.

**5.** L'Office peut considérer comme un employé pour les fins du présent règlement :

a) tout représentant d'une association représentative au sens du paragraphe b de l'article 1 de la Loi, subordonné au dépôt à l'Office par l'employeur de ce représentant, d'une acceptation écrite des obligations imposées par le décret et le présent règlement relatives aux régimes complémentaires d'avantages sociaux ;

b) aux conditions qu'il détermine, tout groupe d'une ou plusieurs personnes qui temporairement exécutent des travaux en dehors du champ professionnel et industriel du décret et pour lequel l'employeur a accepté les obligations imposées par le décret et le présent règlement relatives aux régimes complémentaires d'avantages sociaux ;

c) aux conditions qu'il détermine, tout groupe d'une ou plusieurs personnes pour lequel l'Office a conclu une entente de réciprocité quant à la réception, transfert ou perception de toute cotisation, contribution ou de toute somme provenant d'un régime complémentaire d'avantages sociaux au bénéfice de tel groupe, avec une personne ou un organisme autorisé, situé au Québec ou à l'extérieur du Québec.

**6.** Le nombre d'heures qui doivent être considérées comme des heures travaillées au sens du présent règlement pour toutes les personnes visées dans l'article 5 est déterminé suivant la méthode prescrite par l'Office dans chaque cas. L'Office peut de temps à autre modifier cette méthode moyennant préavis écrit d'au moins 60 jours à tout employeur, personne ou organisme en cause.

**7.** Jusqu'à ce que l'Office le stipule autrement :

a) la totalité de la cotisation, soit de 0,30 \$ par heure travaillée ou dans le cas d'un monteur d'acier de structure 0,10 \$, est versée à la caisse de retraite ;

b) la contribution par heure travaillée est versée comme suit :

i. 0,145 \$ à la caisse de prévoyance collective ;

ii. 0,305 \$ à la caisse de retraite ;

c) les intérêts gagnés sur les fonds d'une caisse sont crédités à cette caisse ; de même les honoraires de gestion des fonds d'une caisse sont imputés à cette caisse ;

d) la caisse de prévoyance collective reçoit tout dividende ou ristourne versé en vertu des contrats d'assurance ainsi que les cotisations volontaires versées en vertu des régimes d'assurance.

**8.** Si le 1<sup>er</sup> janvier, le 1<sup>er</sup> juillet ou à toute autre date à laquelle une modification est apportée à un régime, les sommes accumulées dans la caisse de prévoyance collective en

excédent de la réserve minimum et autres provisions pour dépenses encourues deviennent inférieures au montant prévu comme dépense pour le mois suivant, l'Office doit modifier le règlement et majorer de façon appropriée la partie de la contribution versée à cette caisse.

**9.** L'Office retient des sommes qu'il perçoit relativement aux régimes complémentaires d'avantages sociaux, ce qui lui paraît requis aux fins d'acquitter les frais d'administration de ces régimes, le paiement de prestations dues en vertu d'un régime qu'il administre, le paiement de primes d'assurance et l'acquittement de frais de même nature. Il confie à la Caisse de dépôt et placement du Québec l'excédent des sommes reçues selon les modalités déterminées par le gouvernement, lesquelles sont arrêtees après avis donné par l'Office et la Caisse de dépôt et placement du Québec. La remise des sommes afférentes à la caisse de retraite doit être complétée au plus tard 120 jours après la fin de l'exercice.

**10.** L'Office verse à la caisse de retraite toute somme provenant du patrimoine de tout régime supplémentaire de rentes établi au bénéfice des salariés antérieurement assujettis à un tel décret, ainsi que celles destinées à l'établissement de tout régime supplémentaire de rentes applicable à l'industrie de la construction.

**11.** Sous réserve de l'article 10, l'Office verse à la caisse de prévoyance collective toute somme provenant du patrimoine de tout autre régime complémentaire d'avantages sociaux, établi en vertu d'un décret applicable à l'industrie de la construction, de l'ordonnance no 12 de la Commission du salaire minimum, ou en vertu de toute entente entre employeur et salarié ou autre association représentative.

**12.** Les cotisations et contributions versées en vertu de tels régimes complémentaires d'avantages sociaux deviennent partie intégrante des cotisations et contributions versées en vertu du présent règlement et les prestations payables en vertu du présent règlement tiennent lieu des prestations payables en vertu de tous les règlements antérieurs de régimes complémentaires d'avantages sociaux lesquels sont remplacés par le présent règlement à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1976. Toutefois, ni la valeur des prestations de retraite, ni le nombre d'heures travaillées créditées à un employé au 1<sup>er</sup> janvier 1976 ne peuvent être inférieurs à la valeur des prestations de retraite payables ou au nombre d'heures travaillées à son crédit au 31 décembre 1975.

**13.** L'Office détermine à la fin de chaque exercice le surplus disponible de la caisse de prévoyance collective après déduction de la réserve maximum et autres provisions requises.

**14.** L'Office doit effectuer annuellement à la caisse de retraite un virement de la partie du surplus disponible de la caisse de prévoyance collective qui excède la somme des dépenses prévues pour les 3 premiers mois de l'exercice suivant.

**15.** L'Office administre et applique le présent règlement. Les décisions prises par l'Office avant le 15 mars 1978 en vue de sa mise en application sont considérées comme ayant été prises en vertu du présent règlement.

**16.** La participation d'un employé aux régimes d'assurance et au régime de retraite conformément aux dispositions du présent règlement comporte son adhésion définitive et irrévocable à toutes les dispositions du présent règlement.

**17.** L'Office informe les employés et fournit à chaque participant et cotisant une description écrite de ses droits et devoirs, des dispositions pertinentes du régime de retraite et de ses modifications, des régimes d'assurance ainsi que tout autre renseignement prescrit, le cas échéant, en vertu de la Loi sur les régimes supplémentaires de rentes (L.R.Q., c. R-17).

**18.** Lorsqu'une personne qui a un droit à faire valoir n'est pas satisfaite d'une décision rendue par l'Office quant à son admissibilité ou au montant de sa prestation ou si l'Office ne rend pas de décision dans les 90 jours de sa demande écrite, elle peut en appeler au président de l'Office dans les 60 jours qui suivent ce dernier délai ou la date de l'avis donné par l'Office à cet effet. Le président doit rendre sa décision dans les 20 jours de la date où il est saisi de l'appel. Si le requérant n'est pas satisfait de la décision du président, il peut en appeler au Tribunal du travail dans les 60 jours de la date de cette décision. La décision du Tribunal est finale et sans appel.

**19.** L'Office peut exiger, comme condition préalable avant d'effectuer ou d'autoriser un paiement, une preuve qu'il juge satisfaisante, de l'existence du bénéficiaire, de son admissibilité et de son âge, de même que de son état civil.

**20.** Toute personne visée par le présent règlement doit informer l'Office d'un changement d'adresse. L'expédition par l'Office de tout avis ou relevé décrit au présent règlement par quelque moyen que ce soit, à la dernière adresse connue de la personne en cause, établit une présomption que cet avis a été donné conformément au présent règlement et reçu par cette personne. L'expédition s'effectue par mise à la poste ou par tout autre moyen jugé utile.

**21.** Les heures travaillées pour toute année antérieure à 1976 peuvent être modifiées sur présentation des pièces justificatives jugées satisfaisantes par l'Office jusqu'à la fin d'une période de 24 mois à compter de la date de l'expédition par l'Office d'un premier relevé cumulatif des heures créditées à un employé.

**22.** L'Office peut modifier ou abroger ce règlement ou toute partie du règlement subordonnement à la Loi.

**23.** Le présent règlement remplace le Règlement relatif aux régimes uniformes d'assurance-vie, maladie et salaire dans l'industrie de la construction (A.M. 30 juin 1972, G.O., 1972, p.7817) en vigueur avant cette date pour ce qui est de ces régimes ainsi que tout règlement relatif à un régime supplémentaire de rentes. Aucun assuré selon les termes d'un règlement antérieur ne doit subir de préjudice du fait de cette abrogation et les droits créés par tel règlement pour des événements antérieurs subsistent malgré son abrogation. Les prestations payables depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1976 sont redéterminées selon les dispositions du présent règlement lorsque ces dispositions stipulent un montant plus élevé.

**24.** L'Office peut conclure une entente de transfert ou de réciprocité avec un représentant ou organisme autorisé, situé au Québec ou à l'extérieur quant à la réception, transfert ou perception de toute cotisation, de toute contribution ou de toute somme provenant du patrimoine d'un régime complémentaire d'avantages sociaux au bénéfice d'un salarié qui travaille temporairement à l'extérieur du champ d'application professionnel, industriel ou territorial du décret ou convention qui s'applique où il réside habituellement et quant au transfert de toute somme ou prestation pour le bénéfice d'un salarié ou d'un groupe de salariés assujettis jusque-là au Décret de la construction (c. R-20, r. 5) qui deviennent assujettis à un autre régime complémentaire d'avantages sociaux.

**25.** Le total ajusté des heures travaillées est établi selon l'article 67 sous réserve de toute entente de transfert ou de réciprocité visant l'employé en cause.

## SECTION II DISPOSITIONS PARTICULIÈRES AU RÉGIME DE RETRAITE

**26.** Le montant des prestations de rente payé aux retraités et à leurs survivants admissibles, en vertu du régime de retraite, est égal à la somme des montants déterminés selon les taux de base et, le cas échéant, les taux de suppléments temporaires donnés à l'annexe A.



**27.** Le montant du supplément cesse d'être payable à la fin de l'exercice pour lequel il est fixé. Toutefois l'Office peut, par règlement, modifier l'annexe A pour stipuler des taux de suppléments temporaires pour l'exercice immédiatement subséquent ou pour majorer les taux de suppléments temporaires pour l'exercice en cours.

**28.** Des taux différents de suppléments temporaires peuvent être stipulés pour les cotisants admissibles au paiement de la rente pour cause d'invalidité.

**29.** Le taux de supplément temporaire ne peut excéder 25% du taux de base correspondant. L'Office peut concurremment à une modification de l'annexe A effectuée selon l'article 27 majorer par règlement les taux de base stipulés à cette annexe, tels taux remplaçant à compter de la date stipulée les taux de base antérieurement prévus, tant pour les cotisants que pour les retraités.

**30.** Les sommes accumulées dans la caisse de retraite sont ventilées en comptes distincts selon la période durant laquelle ont été travaillées les heures pour lesquelles les contributions et cotisations étaient payables. Ces comptes sont les suivants :

- a) compte no 1 : heures travaillées avant le 1<sup>er</sup> janvier 1971 ;
- b) compte no 2 : heures travaillées du 1<sup>er</sup> janvier 1971 au 31 décembre 1973 ;
- c) compte no 3 : heures travaillées du 1<sup>er</sup> janvier 1974 au 31 décembre 1976 ;
- d) compte no 4 : heures travaillées du 1<sup>er</sup> janvier 1977 jusqu'au 27 mai 1980, date d'entrée en vigueur du Décret de la construction ;
- e) les comptes suivants couvrent respectivement les heures travaillées durant la période comprise entre la date d'entrée en vigueur de chacun des décrets subséquents.

**31.** L'Office doit, le 1<sup>er</sup> janvier de chaque année, faire procéder par l'actuaire à la préparation d'un rapport comprenant :

- a) l'évaluation des engagements du régime de retraite quant aux heures travaillées jusqu'à la date d'évaluation, ventilés selon chaque compte et établis comme si les taux de rentes, y compris les suppléments temporaires, devaient demeurer inchangés pour les années subséquentes ;
- b) la ventilation des actifs de la caisse de retraite selon chacun des comptes ;
- c) la recommandation de l'actuaire quant aux taux de rente de base et de suppléments temporaires pour l'exercice subséquent ;

d) tenant compte du paragraphe c, l'évaluation des engagements du régime de retraite ;

e) la description de la méthode d'évaluation et des hypothèses actuarielles utilisées ;

f) tout autre renseignement requis selon les règlements adoptés suivant la Loi sur les régimes supplémentaires de rentes (L.R.Q., c. R-17).

**32.** Les engagements du régime de retraite comprennent la réserve de base correspondant aux montants payables selon les taux de base et la réserve supplémentaire correspondant aux suppléments temporaires.

**33.** La réserve supplémentaire est évaluée tant pour les cotisants que pour les retraités en supposant que le montant applicable à ces derniers sera celui applicable aux cotisants lors de leur mise à la retraite.

**34.** Des hypothèses actuarielles différentes peuvent être utilisées pour chacun des comptes mais à l'intérieur d'un compte donné, il ne peut y avoir de différences fondées sur le fait que la rente est évaluée pour un cotisant plutôt que pour un retraité, sauf que, au choix de l'actuaire, la réserve supplémentaire pour les cotisants peut être réduite d'un maximum de 5% par rapport à celle calculée suivant des hypothèses répondant aux conditions précitées.

**35.** L'écart intérimaire d'un compte est la différence entre l'actif de ce compte et la somme des réserves de base et supplémentaire selon l'évaluation stipulée au paragraphe a de l'article 31. L'écart résiduel d'un compte est la même différence calculée selon l'évaluation stipulée au paragraphe d de l'article 31.

**36.** Le rapport de l'actuaire doit comporter une description de la base de l'évaluation des actifs, de la méthode suivant laquelle les actifs ont été ventilés entre les différents comptes et une réconciliation du solde des comptes au début et à la fin de l'exercice par analyse des entrées et sorties de fonds.

**37.** Une recommandation de l'actuaire ne peut comporter de majoration du taux de base ou de supplément pour un compte dont l'écart intérimaire est nul ou négatif ni prévoir un écart résiduel qui dépasse le plus élevé de 6% de l'actif du compte ou 66 2/3% de l'écart intérimaire.

**38.** Si l'actif de la caisse de retraite est supérieur à la somme des réserves de base mais que la somme des écarts intérimaires négatifs dépasse en valeur absolue la somme

des écarts résiduels positifs, la recommandation de l'actuaire doit comporter une réduction du supplément temporaire pour les comptes où l'écart intérimaire est négatif telle que la différence entre la somme des écarts négatifs et positifs soit réduite du tiers.

**39.** Si l'élimination complète du supplément temporaire pour les comptes où l'écart intérimaire est négatif est insuffisante pour effectuer la réduction requise, le montant du supplément temporaire pour les autres comptes est réduit, pour combler l'insuffisance de la réduction, à concurrence du tiers de ce montant pour chaque exercice. Toutefois, lors de l'évaluation subséquente, on utilise le montant avant réduction.

**40.** Si l'actif de la caisse de retraite est inférieur à la somme des réserves de base, la recommandation de l'actuaire doit prévoir l'élimination complète des suppléments temporaires pour les comptes où l'écart intérimaire est négatif et l'amortissement du solde de la différence au cours des 3 exercices subséquents. A cette fin, il y a réduction des taux de rente de base, pour les heures travaillées au cours des exercices subséquents et des autres taux de suppléments temporaires d'un montant tel qu'à la fin du troisième exercice, l'actif de la caisse de retraite soit égal ou supérieur, selon les estimations de l'actuaire, à la somme des réserves de base.

**41.** Cette réduction peut être éliminée totalement ou en partie lors de recommandations subséquentes dans la mesure où l'actif de la caisse de retraite demeure au moins égal à la somme des réserves de base.

**42.** La réserve correspondant au montant de la réduction effectuée en application des articles 38 ou 40 constitue une réserve spéciale dont le montant s'ajoute à l'écart résiduel du compte sauf pour fins d'application du maximum stipulé à l'article 37. Jusqu'à ce que toutes telles réserves spéciales aient été éliminées, le montant de la rente payable eu égard à des comptes ne comportant pas une telle réserve ne peut être majoré; si l'écart résiduel d'un autre compte atteint le maximum stipulé, on crée dans ce compte une réserve spéciale et l'on diminue proportionnellement l'ensemble des autres réserves spéciales avec majoration correspondante du supplément de rente payable eu égard à ces comptes.

**43.** Sur acceptation par l'Office d'une recommandation de l'actuaire, en conformité des règles stipulées ci-dessus, l'actuaire transmet à l'Office un certificat attestant de la solvabilité du régime de retraite sur la base des taux acceptés de rentes de base et de suppléments temporaires. Ce certificat et une copie du rapport de l'actuaire doivent être transmis à la Régie des rentes du Québec avec le règlement

de l'Office fixant les suppléments temporaires pour l'exercice subséquent et modifiant, le cas échéant, les taux de base.

**44.** Le paiement des prestations sur la base des taux de rentes modifiées par un règlement de l'Office ne peut débuter moins de 60 jours après la date où ce règlement a été transmis à la Régie des rentes du Québec, sauf accord expresse de cette dernière.

**45.** Le certificat de l'actuaire est valable pour une période se terminant au plus tard 24 mois à compter de la date d'évaluation et doit être renouvelé au plus tard 60 jours avant son expiration.

**46.** Si le certificat actuariel attestant de la solvabilité du régime de retraite ne peut être renouvelé, l'Office doit modifier le règlement de façon à ce que la solvabilité du régime puisse être certifiée.

**47.** Toute modification au règlement doit faire l'objet d'un certificat de l'actuaire attestant de la solvabilité du régime de retraite tel que modifié et si nécessaire d'un rapport d'évaluation en conformité des stipulations du présent règlement.

**48.** Aux fins du régime de retraite, intérêt signifie l'intérêt calculé au taux de 4% l'an, composé à la fin de chaque exercice ou tout autre taux tel qu'établi de temps à autre par l'Office. L'intérêt court à compter du 1<sup>er</sup> janvier suivant immédiatement les dates d'échéance des cotisations et contributions jusqu'au premier jour du mois civil au cours duquel a lieu la mise à la retraite ou le remboursement des cotisations advenant le départ avant la retraite. En cas de décès avant la retraite, l'intérêt court jusqu'au 1<sup>er</sup> jour du mois civil à compter duquel une rente est servie ou, à défaut, au cours duquel a lieu le remboursement des cotisations.

**49.** Jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 1976, intérêt signifie l'intérêt tel que crédité au 31 décembre 1975.

**50.** Une fraction d'année a une valeur proportionnelle et les calculs où interviennent des nombres qui ne sont pas entiers sont effectués en tenant compte de la partie fractionnaire.

**51.** L'Office fait parvenir à tout cotisant au crédit duquel des heures travaillées ont été inscrites au cours de l'un ou l'autre des 3 exercices précédents un relevé annuel indiquant le montant de ses cotisations accumulées avec et sans intérêt au 31 décembre précédent, le montant des cotisations versées et des heures travaillées au cours de l'exercice précédent ainsi que le total des heures travail-

lées, le total ajusté des heures travaillées et le montant de la rente accumulés au 31 décembre précédent et tout autre renseignement jugé utile par l'Office.

**52.** L'Office fait également parvenir au cotisant un relevé en date du 31 décembre qui précède d'au moins 9 mois la date à laquelle il atteint l'âge normal de retraite ou celle à laquelle une prestation de retraite devient obligatoirement payable.

**53.** Tel relevé est émis à titre d'information seulement ; les droits d'un cotisant demeurent régis par le présent règlement, y compris toutes modifications futures.

**54.** Aucun redressement du total ajusté des heures au crédit d'un retraité effectué plus de 2 ans après le début du service de la rente, à l'exclusion de toute période rétroactive, ne peut avoir pour effet de diminuer le montant qui lui est versé. En cas de redressement du montant de la rente, le montant payable ou remboursable à titre d'arrérages est égal à la somme des versements échus au cours de la période écoulée, sans intérêt, calculés selon les taux courants de rente et la différence dans le total ajusté des heures travaillées.

**55.** Lorsqu'une prestation est payable sans que le montant en ait été établi conformément au règlement, l'Office peut, s'il le juge à propos, verser à titre d'avance un pourcentage du montant estimé de la prestation. Toute avance ainsi versée est déduite du premier versement des prestations payables relativement à ce cotisant.

### SECTION III RÉGIME DE RETRAITE – ADMISSIBILITÉ AUX PRESTATIONS

**56.** Un cotisant atteint l'âge normal de retraite le jour de son soixante-cinquième anniversaire de naissance. Un cotisant qui a atteint l'âge normal de retraite est admissible à la retraite normale.

**57.** Un cotisant qui a atteint l'âge normal de retraite peut choisir de prendre sa retraite le dernier jour de tout mois civil en faisant parvenir à l'Office un avis écrit à cet effet. Un cotisant admissible à la retraite normale est réputé avoir soumis une telle demande au plus tard à sa date obligatoire de retraite.

**58.** Un cotisant peut demander sa mise à la retraite à une date antérieure à celle de la réception de sa demande par l'Office pourvu qu'à la date fixée pour sa mise à la retraite, il ait atteint l'âge normal de retraite et qu'il n'ait accumulé aucune heure travaillée après la date fixée. Le montant de la rente en cas de mise à la retraite à une date

antérieure à l'année en cours est déterminé selon les taux de rentes et les dispositions applicables à la date de réception de l'avis et le montant payable à titre d'arrérages est égal à la somme des versements échus au cours de la période écoulée, sans intérêt, calculés selon les taux courants de rentes.

**59.** Un cotisant qui a accumulé au moins 7 000 heures travaillées au cours d'au moins 5 exercices différents est également admissible à la retraite normale s'il a cessé d'accumuler des heures travaillées et a fait parvenir à l'Office une demande écrite à cet effet, pourvu que la somme de ses heures travaillées divisées par 1 400 et de son âge, y compris la fraction, atteigne ou dépasse 70 et qu'il soit âgé d'au moins 60 ans.

**60.** Tout cotisant qui est âgé d'au moins 50 ans et pour qui la somme des heures travaillées divisées par 1 400 et de l'âge, y compris la fraction, atteigne ou dépasse 60 est admissible à la retraite anticipée s'il a cessé d'accumuler des heures travaillées et a fait parvenir à l'Office une demande écrite à cet effet pourvu que le montant de base de la rente mensuelle payable à la date de retraite choisie soit égal ou supérieur à 25 \$.

**61.** Tout cotisant frappé d'invalidité totale qui a accumulé 21 000 heures travaillées au cours d'au moins 10 exercices différents et a atteint l'âge de 50 ans, est admissible, durant la continuation de son invalidité, sous réserve de présentation de preuve médicale, de la persistance de son invalidité totale, à la retraite pour cause d'invalidité à compter de la cessation de l'indemnité hebdomadaire prévue au paragraphe a de l'article 149, ou s'il n'était pas admissible à cette indemnité hebdomadaire à compter du trente-huitième lundi qui suit la date du début de l'invalidité totale. Aucune pièce justificative n'est exigible après le soixantième anniversaire de naissance du retraité et toute invalidité ayant persisté jusqu'à cette date est réputée permanente.

**62.** Tout cotisant âgé de moins de 65 ans devient admissible aux prestations de départ lorsque 24 mois consécutifs se sont écoulés sans qu'aucune heure travaillée n'ait été portée à son crédit.

**63.** Pour avoir droit au paiement de la prestation de départ, un cotisant admissible doit faire parvenir à l'Office une demande écrite à cet effet.

#### SECTION IV RÉGIME DE RETRAITE — PRESTATIONS DE RETRAITE

**64.** Le montant de la rente payable en cas de retraite normale est égal à la somme des montants de rentes résultant de l'application des taux de rentes de base donnés à l'annexe A :

- a) au total ajusté des heures travaillées avant le 1<sup>er</sup> janvier 1971 ; et
- b) au total ajusté des heures travaillées du 1<sup>er</sup> janvier 1971 au 31 décembre 1973 ; et
- c) au total ajusté des heures travaillées du 1<sup>er</sup> janvier 1974 au 30 avril 1974 ; et
- d) au total ajusté des heures travaillées du 1<sup>er</sup> mai 1974 au 31 décembre 1974 ; et
- e) au total ajusté des heures travaillées du 1<sup>er</sup> janvier 1975 au 31 décembre 1976 ; et
- f) au total ajusté des heures travaillées du 1<sup>er</sup> janvier 1977 au 31 décembre 1978 ; et
- g) au total ajusté des heures travaillées après le 31 décembre 1978 ;

majoré, le cas échéant, du montant résultant des taux courants de suppléments temporaires.

**65.** Le montant de la rente payable en cas de retraite anticipée est l'équivalent actuariel du montant déterminé en vertu de l'article 64. Jusqu'à stipulation au contraire de l'Office, le montant de l'équivalent actuariel aux fins du présent article est le montant déterminé réduit de 7/12% par mois compris entre la date du début du service de la rente et la date la plus rapprochée à laquelle il aurait été admissible à la retraite normale.

**66.** Le montant de la rente payable en cas de retraite pour cause d'invalidité est le montant déterminé en vertu de l'article 64, réduit de 1/4% par mois compris entre la date du début du service de la rente et son soixantième anniversaire de naissance. Advenant cessation de l'invalidité avant le soixantième anniversaire de naissance du cotisant, le montant de la rente autrement payable quant aux heures travaillées avant le début de l'invalidité en cas de retraite subséquente est réduit de 1/4% par mois durant lesquels une rente a été servie en vertu de l'article 61.

**67.** Le total ajusté des heures travaillées est égal aux cotisations et contributions versées à la caisse de retraite au crédit de ce cotisant, divisées par :

- a) 0,09 \$ pour les heures travaillées avant le 1<sup>er</sup> janvier 1971 ;
- b) 0,14 \$ pour les heures travaillées entre le 1<sup>er</sup> janvier 1971 et le 31 décembre 1973 ;
- c) 0,24 \$ pour les heures travaillées entre le 1<sup>er</sup> janvier 1974 et le 30 avril 1974 ;
- d) 0,44 \$ pour les heures travaillées entre le 1<sup>er</sup> mai 1974 et le 31 décembre 1974 ;
- e) 0,59 \$ pour les heures travaillées entre le 1<sup>er</sup> janvier 1975 et le 6 mai 1980 ;
- f) 0,605 \$ pour les heures travaillées après le 6 mai 1980.

**68.** Les cotisations et contributions versées comprennent les sommes versées, le cas échéant, à même le fonds spécial d'indemnisation prévu au décret.

**69.** L'Office peut en tout temps modifier la formule de calcul du total ajusté des heures travaillées pour ce qui est des heures travaillées à compter du premier jour du mois suivant.

**70.** L'Office détermine avant le 31 décembre 1976 la base de calcul des heures ajustées pour toutes cotisations et contributions portées au crédit d'un cotisant pour une période antérieure au 1<sup>er</sup> janvier 1976 selon un taux horaire différent de celui applicable à l'ensemble des cotisants.

**71.** Un cotisant peut par avis écrit qui doit être reçu par l'Office au moins 6 mois avant sa mise à la retraite, choisir de recevoir, au lieu de la rente qui lui aurait été normalement payable, une rente ajustée sur base d'équivalent actuariel pour donner un montant plus élevé à compter de sa retraite et moins élevé à compter de l'âge de soixante-cinq ans ; la différence entre les 2 montants précités ne peut toutefois excéder le total, à la date de la mise à la retraite, de la pension de vieillesse et de la rente maximale payable en vertu de la Loi sur le régime de rentes du Québec (L.R.Q., c. R-9).

**72.** Un cotisant qui n'a pas de personne à charge, peut, aux mêmes conditions, choisir de recevoir une rente d'un montant majoré ou réduit selon le cas, sur base d'équivalent actuariel suivant un mode facultatif approuvé par l'Office et conforme aux lois et règlements relatifs aux régimes supplémentaires de rentes.

**73.** La rente est payable mensuellement au retraité le premier jour de chaque mois à compter du mois suivant immédiatement la date de sa retraite ; le montant de chaque versement est égal à 1/12 du montant de la rente an-

nuelle et cesse avec le versement échu pour le mois au cours duquel survient le décès.

**74.** L'Office se réserve le droit de remplacer toute rente mensuelle dont le montant de base est inférieur à 25 \$, payable à l'âge normal de la retraite par un montant forfaitaire. Ce montant forfaitaire est l'équivalent actuariel de la rente autrement payable.

**75.** Les cotisations et contributions échues au cours d'un exercice pour des heures travaillées par un retraité et versées à la caisse de retraite ne modifient pas le total ajusté des heures travaillées, mais sont remboursées au retraité au début de l'exercice subséquent. En cas de décès avant que ces cotisations et contributions aient été remboursées, elles sont ajoutées à la prestation de décès déterminée ci-après.

**76.** Lorsque la rente payable à un retraité en vertu d'un régime antérieur est plus élevée jusqu'à une date donnée et moins élevée par la suite, la rente payable en vertu du présent régime est modifiée sur base d'équivalent actuariel de façon à prévoir à la date donnée le même montant de réduction.

## SECTION V RÉGIME DE RETRAITE – PRESTATIONS AU DÉCÈS

**77.** Les prestations payables au décès d'un cotisant ou d'un retraité à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1976 peuvent comprendre une prestation forfaitaire et, le cas échéant, une rente mensuelle aux survivants admissibles.

**78.** En l'absence de survivants admissibles, aucune rente mensuelle n'est payable et le montant de la prestation forfaitaire est égal au pourcentage fixé à l'article 79 de la somme des cotisations versées à la caisse de retraite, augmentée de l'intérêt accumulé. Toutefois, s'il s'agit d'un retraité, le montant de la prestation forfaitaire est réduit de la somme des montants déjà versés au retraité, mais ne peut être inférieur à 3 fois le montant de la rente mensuelle payable au retraité avant son décès.

**79.** Le pourcentage applicable à la somme des cotisations varie selon le nombre d'heures travaillées créditées au moment du décès :

Heures travaillées	Pourcentage
moins de 8 400	100%
8 400, mais moins de 9 800	110%
9 800, mais moins de 11 200	120%
11 200, mais moins de 12 600	130%

12 600, mais moins de 14 000	140%
14 000, mais moins de 15 400	150%
15 400, mais moins de 16 800	160%
16 800, mais moins de 18 200	170%
18 200, mais moins de 19 600	180%
19 600, mais moins de 21 000	190%
21 000 et plus	200%.

**80.** Si un cotisant laisse un ou des survivants admissibles sans avoir été le dernier jour du mois précédant son décès, admissible au paiement d'une rente de retraite normale ou anticipée, les prestations payables sont celles déterminées selon l'article 78.

**81.** Si un retraité laisse un ou des survivants admissibles et qu'aucune rente mensuelle aux survivants admissibles n'est payable en vertu du régime d'assurance-vie, le montant de la prestation forfaitaire est égal à 3 fois le montant de la rente mensuelle payable au retraité avant son décès ; le montant de la rente mensuelle est égal au plus élevé de l'équivalent actuariel de la prestation forfaitaire qui aurait été payable selon l'article 78 en l'absence de survivants admissibles ou de 50% du montant de la rente mensuelle payable au retraité.

**82.** Si un retraité laisse un ou des survivants admissibles et qu'une rente mensuelle aux survivants admissibles est payable en vertu du régime d'assurance-vie, aucune prestation forfaitaire n'est payable et le service de la rente mensuelle aux survivants en vertu du régime de retraite ne débute qu'avec le mois suivant celui avec lequel cesse le paiement de cette autre rente ; en contrepartie, le montant de la rente mensuelle aux survivants en vertu du régime de retraite est égal au plus élevé de l'équivalent actuariel, à la date fixée pour le début du service de cette rente, de la prestation forfaitaire qui aurait été payée selon l'article 78 en l'absence de survivants admissibles ou de 50% du montant de la rente qui aurait été payable au retraité si la date effective de sa retraite avait été retardée du moindre de 62 mois ou du nombre de mois à courir entre la date de son décès et son soixantième anniversaire de naissance.

**83.** Si un cotisant laisse un ou des survivants admissibles alors qu'il était au dernier jour du mois précédant son décès admissible au paiement d'une rente de retraite normale ou anticipée, les prestations au décès sont déterminées comme suit :

a) si une rente mensuelle aux survivants admissibles est payable en vertu du régime d'assurance-vie, la date du décès du cotisant est aux fins du présent article le dernier jour du mois avec lequel cesse le paiement de cette rente mensuelle et les prestations payables au décès sont établies selon l'article 82 comme s'il avait été mis à la retraite à cette date ;

b) si aucune rente mensuelle aux survivants admissibles n'est payable en vertu du régime d'assurance-vie, les prestations payables sont établies selon l'article 81 comme s'il y avait eu antérieurement mise à la retraite le dernier jour du mois précédant le décès.

**84.** Nonobstant l'article 80, si une rente mensuelle aux survivants admissibles est payable en vertu du régime d'assurance-vie et que le cotisant aurait été admissible au paiement d'une rente de retraite normale ou anticipée le dernier jour du mois précédant son décès si à cette date son âge avait été majoré du moindre de 62 mois ou du nombre de mois à courir jusqu'à son soixantième anniversaire de naissance, la rente mensuelle payable en vertu du régime de retraite est déterminée selon le paragraphe a de l'article 83, mais aucune prestation forfaitaire n'est alors payable en vertu du régime de retraite.

**85.** Si un cotisant ou un retraité décède en laissant un ou plusieurs survivants admissibles et que le dernier survivant décède ou cesse d'être admissible avant que la somme des montants versés aux survivants et au retraité, le cas échéant, atteigne le pourcentage fixé à l'article 79 de la somme des cotisations versées à la caisse de retraite augmentée de l'intérêt accumulé, un montant forfaitaire égal à la différence devient payable.

**86.** Les prestations forfaitaires stipulées aux articles 78 et 85 sont réduites, le cas échéant, de la somme du montant au comptant payé en vertu de l'article 96 et de l'intérêt accumulé. Aux fins du présent article, l'intérêt court à compter du dernier jour du mois durant lequel la prestation de départ a été payée jusqu'au premier jour du mois civil au cours duquel a eu lieu la mise à la retraite ou le décès du cotisant, si antérieur.

**87.** La rente mensuelle est payable à compter du premier jour du mois qui suit le décès du retraité ou le mois avec lequel cesse le paiement de la rente en vertu du régime d'assurance-vie selon le cas, et ce, tant et aussi longtemps qu'il y a des survivants admissibles.

**88.** La rente mensuelle est versée au conjoint, s'il survit, sinon aux enfants à charge en parts égales entre eux ; dans le cas d'enfants mineurs, la rente est versée à la personne qui en a la charge légale.

**89.** Si le cotisant ou le retraité a disposé par un écrit ou par testament de la prestation forfaitaire payable en vertu des articles 78 à 85, elle est payable conformément aux dispositions de cet écrit ou à défaut, conformément aux dispositions du testament du survivant au décès duquel la prestation devient payable, pourvu que l'Office ait reçu un

avis écrit l'informant de l'existence de cet écrit ou testament.

**90.** À défaut par le cotisant, le retraité ou le survivant d'avoir disposé de la prestation forfaitaire, telle que prévue dans l'article 89, elle est versée aux ayants droits.

**91.** Le paiement fait de bonne foi par l'Office avant d'avoir reçu avis de la part de l'employé, du dernier survivant ou de leur succession de l'existence de cet écrit ou testament est libératoire.

**92.** Toute personne qui a droit de recevoir une prestation forfaitaire en vertu de l'article 89 ou 90 peut, par un avis écrit, qui doit être reçu par l'Office avant le paiement de cette prestation, choisir de recevoir, au lieu de la prestation forfaitaire, une rente mensuelle suivant un mode facultatif approuvé par l'Office et conforme aux lois et règlements relatifs aux régimes supplémentaires de rentes. Le montant de la rente remplaçant la prestation forfaitaire est déterminé sur base d'équivalent actuariel et n'est en aucun cas modifié par la suite, nonobstant toute modification subséquente apportée par l'Office aux facteurs servant au calcul des rentes de retraite.

**93.** La prestation forfaitaire payable au décès d'un retraité qui bénéficiait en vertu d'un régime antérieur d'une assurance-vie acquittée de 500 \$ ne peut être inférieure à ce montant.

## SECTION VI RÉGIME DE RETRAITE – PRESTATIONS DE DÉPART

**94.** Les prestations payables au départ d'un cotisant comprennent une prestation forfaitaire et, le cas échéant, une rente mensuelle différée.

**95.** Si le cotisant est âgé de moins de 30 ans ou a accumulé moins de 7 000 heures travaillées, le montant de la prestation forfaitaire est égal à la somme des cotisations versées à la caisse de retraite augmentée de l'intérêt accumulé ; il n'y a aucune rente mensuelle différée et tant le nombre d'heures travaillées que le total ajusté des heures travaillées devient nul pour ce cotisant.

**96.** Si le cotisant a atteint l'âge de 30 ans mais non l'âge normal de la retraite et a accumulé au moins 7 000 heures travaillées, il reçoit une prestation forfaitaire et, à compter de la date normale de retraite, une rente différée, déterminées comme suit :

a) le montant de la prestation forfaitaire est égal à un pourcentage de l'équivalent actuariel de la rente qui serait

payable à la date normale de retraite, étant précisé qu'aux fins de cet article, ce pourcentage de l'équivalent actuariel est au moins égal à la somme des cotisations versées à la caisse de retraite ;

b) le montant de la rente différée payable à la date normale de retraite est calculé en appliquant l'article 64 au pourcentage déterminé ci-après du total ajusté des heures travaillées établi selon l'article 67.

**97.** Les pourcentages auxquels réfèrent l'article 96 varient selon l'âge du cotisant à la date à laquelle la demande de prestations de départ est reçue par l'Office, comme suit :

Age atteint	Pourcentage de l'équivalent actuariel de la rente créditée	Pourcentage du total ajusté des heures travaillées
30-34	75%	25%
35-39	60%	40%
40-44	45%	55%
45 et plus	25%	75%.

**98.** Les heures travaillées au crédit d'un cotisant ne sont pas réduites du fait qu'il reçoive le paiement du montant au comptant déterminé à l'article 96. Toutefois, le total ajusté de ses heures travaillées est réduit au pourcentage montré dans la dernière colonne de l'article 97 du total ajusté des heures travaillées avant remboursement. Si ce cotisant participe par la suite au régime, les heures travaillées ultérieurement s'ajoutent au solde déterminé ci-dessus ; advenant un nouveau départ, l'article 96 ne s'applique qu'aux cotisations versées et au total ajusté de ses heures travaillées après le départ précédent.

**99.** Les cotisations et contributions échues au cours d'un exercice pour des heures travaillées par un cotisant qui a atteint l'âge de 70 ans et versées à la caisse de retraite sont remboursées au cotisant au début de l'exercice subséquent. En cas de décès avant que ces cotisations et contributions aient été remboursées, elle sont payables selon les articles 89 et 90.

**100.** Nonobstant l'article 96, si le montant mensuel de base de la rente différée payable après application du pourcentage montré dans la dernière colonne de l'article 97 est inférieur à 25 \$, l'Office se réserve le droit de verser au cotisant en satisfaction de toutes ses obligations en vertu du régime une prestation forfaitaire d'un montant égal au plus élevé de la somme de ses cotisations versées à la caisse de retraite augmentée de l'intérêt accumulé ou de l'équivalent actuariel du montant de la rente totale qui lui serait payable. Le nombre des heures travaillées et le total ajusté des heures travaillées deviennent alors nuls pour ce cotisant.

**101.** L'Office se réserve le droit de faire parvenir un avis écrit à tout cotisant qui a accumulé moins de 3 500 heures travaillées et pour lequel aucune cotisation n'a été reçue au cours des 3 derniers exercices. Cet avis informe le cotisant du montant de la prestation payable et de son droit d'en refuser le paiement en retournant une copie signée de l'avis.

**102.** L'Office verse à tout cotisant qui n'a pas signifié son refus dans les 60 jours, la prestation de départ prévue au présent règlement.

## SECTION VII DISPOSITIONS PARTICULIÈRES AUX RÉGIMES D'ASSURANCE

**103.** Un employé qui a travaillé au moins 600 heures durant une période de 6 mois civils consécutifs, devient un participant le premier jour du troisième mois qui suit la fin de cette période.

**104.** Un employé qui est devenu un participant après le 31 mai mais avant le 1<sup>er</sup> décembre d'une année, le demeure jusqu'au 31 décembre qui suit immédiatement.

**105.** Un employé qui est devenu un participant après le 30 novembre d'une année mais avant le 1<sup>er</sup> juin de l'année suivante, le demeure jusqu'au 30 juin qui suit immédiatement.

**106.** Un employé qui était un participant au 30 juin voit sa participation prolongée pour 6 mois à compter du 1<sup>er</sup> juillet suivant s'il a travaillé au moins 600 heures durant la période de référence de juillet ou s'il a travaillé au moins 900 heures au total durant cette période et la période de référence de janvier immédiatement précédente ; sinon sa participation prend fin. La même règle s'applique à la prolongation de la participation à compter du 1<sup>er</sup> janvier quant à un participant au 31 décembre.

**107.** Par période de référence de janvier, on entend la période de 6 mois se terminant avec le mois d'août précédant immédiatement le 1<sup>er</sup> janvier en cause. Par période de référence de juillet, on entend la période de 6 mois se terminant avec le mois de février précédant immédiatement le 1<sup>er</sup> juillet en cause.

**108.** Par période d'assurance, on entend toute période de 6 mois débutant soit le 1<sup>er</sup> janvier, soit le 1<sup>er</sup> juillet.

**109.** Pour les fins des régimes d'assurance, cotisation volontaire signifie le montant prescrit par l'Office aux fins

de permettre à un employé qui ne peut devenir un participant au sens du présent règlement d'obtenir une couverture d'assurance-maladie et d'indemnité hebdomadaire s'il y a droit.

**110.** Un employé bénéficie automatiquement de l'assurance-vie pour lui-même et ses personnes à charge pour une période de 6 mois à compter du 1<sup>er</sup> janvier ou du 1<sup>er</sup> juillet selon le cas et il a droit d'obtenir l'assurance-maladie pour lui-même et ses personnes à charge et de bénéficier des prestations d'indemnité hebdomadaire aux termes de l'assurance-salaire, pour la période précitée, moyennant le paiement de la cotisation volontaire prescrite, s'il satisfait à l'une des conditions suivantes :

a) il ne peut devenir un participant le 1<sup>er</sup> janvier ou le 1<sup>er</sup> juillet, mais il a travaillé au moins 300 heures dans la période de référence de janvier ou de juillet selon le cas ;

b) il est un participant dont la participation prend fin le 30 juin ou le 31 décembre, mais il a travaillé au moins 450 heures au total durant les périodes de référence de janvier et de juillet immédiatement précédentes.

**111.** Cependant, un employé peut bénéficier de l'assurance-vie pour lui-même et ses personnes à charge, ainsi que des prestations d'indemnité hebdomadaire aux termes de l'assurance-salaire et de l'assurance-maladie pour lui-même et ses personnes à charge, pour une période additionnelle de 6 mois, moyennant le paiement d'un montant prescrit par l'Office, le tout à la condition d'avoir versé les contributions volontaires prévues à l'article 109 afin d'être assuré durant la dernière période d'assurance.

**112.** Le paiement d'une cotisation volontaire ne signifie pas que l'employé est un participant.

**113.** La cotisation volontaire requise pour assurer un employé conformément à l'article 110 doit parvenir à l'Office avant la date prescrite.

**114.** Sauf en cas de fraude ou en cas de modification des heures travaillées en application de l'article 2, un employé dont la participation a été confirmée par erreur par un avis écrit de l'Office demeure assuré pour la période d'assurance indiquée à l'avis sans qu'il soit tenu de verser la cotisation volontaire à moins que l'Office ne l'avise de l'erreur avant le début de la période d'assurance. Toutefois, sa participation prend fin et l'Office doit l'aviser promptement en conséquence. Demeure aussi assuré l'employé qui a été avisé par erreur de son admissibilité au paiement d'une cotisation volontaire, qui s'est prévalu de ce droit et dont l'assurance a été confirmée par un avis écrit de l'Office.

**115.** L'assurance d'un employé entraîne celle de ses personnes à charge et en cas de décès d'un employé en cours d'assurance ou après qu'il a satisfait aux conditions de participation, l'assurance qui était en vigueur sur ses personnes à charge le demeure pour une période supplémentaire de 6 mois après la date à laquelle l'assurance de l'employé aurait pris fin compte tenu des heures travaillées avant son décès. Toute cotisation volontaire en dépôt au décès de l'employé est remboursée immédiatement ; le droit au paiement d'une cotisation volontaire expire avec le décès de l'employé.

**116.** Au cours de toute période d'invalidité durant laquelle un assuré reçoit une prestation périodique d'invalidité de l'assureur ou sur dépôt d'une preuve satisfaisante à l'Office attestant du droit d'un employé assuré de recevoir des prestations périodiques d'invalidité en vertu soit de la Loi sur l'indemnisation des victimes d'actes criminels (L.R.Q., c. I-6) soit de la Loi de 1971 sur l'assurance-chômage (S.C., 1970-71-72, c. 48), ou du droit d'un employé de recevoir une telle prestation en vertu de la Loi sur la santé et la sécurité du travail (L.Q., 1979, c. 63 ; après refonte : L.R.Q., c. S-2.1) par suite d'un accident survenu dans un travail assujéti au décret, on ajoute aux heures travaillées par l'employé 25 heures par semaine complète ou fraction de semaine durant laquelle il a eu droit à de telles prestations, jusqu'à concurrence de 52 semaines.

**117.** Aux fins de déterminer si un employé est un participant ou peut devenir un assuré à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1976 moyennant le paiement d'une cotisation volontaire, les dispositions du présent règlement sont appliquées aux heures travaillées avant le 1<sup>er</sup> janvier 1976 comme si le présent règlement avait été en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1972.

**118.** Lorsqu'une interruption d'emploi est contestée par voie de recours à l'arbitrage, on ajoute aux heures travaillées par l'employé pour fins des régimes d'assurance pour chaque mois en cause, la différence, si elle est positive, entre 100 heures et les heures autrement créditées au cours de ce mois à l'employé par suite de son travail ou selon la décision arbitrale. Même si la décision lui est défavorable, l'employé n'a pas à rembourser l'Office pour la valeur des heures qui lui ont été créditées en vertu du présent article.

**119.** L'Office fait parvenir à tout employé qui devient un assuré un avis écrit indiquant la date du début de la couverture d'assurance et celle de son échéance ainsi que les divers types de prestations et indemnités dont il est bénéficiaire. Cet avis doit être expédié au moins 15 jours avant la date du début de la couverture d'assurance.



**120.** L'Office doit expédier à tout assuré au plus tard le 1<sup>er</sup> juin et le 1<sup>er</sup> décembre de chaque année un avis écrit l'informant :

a) soit de la prolongation de son assurance du 1<sup>er</sup> juillet au 31 décembre suivant ou du 1<sup>er</sup> janvier au 30 juin suivant, selon le cas ;

b) soit de la cessation présumée de son assurance le 30 juin ou le 31 décembre suivant.

**121.** Au plus tard le 1<sup>er</sup> juin et le 1<sup>er</sup> décembre de chaque année, l'Office doit aviser tout employé dont la participation n'est pas confirmée pour les 6 mois commençant le 1<sup>er</sup> juillet ou le 1<sup>er</sup> janvier qui suit, selon le cas, mais qui est admissible au paiement d'une cotisation volontaire, de son droit à l'assurance sur la base volontaire et lui fournir les indications requises. Sur réception de la cotisation volontaire requise, l'Office doit confirmer à l'employé la période pour laquelle il est assuré.

**122.** L'Office avise promptement tout employé qui devient un participant ou admissible au versement d'une cotisation volontaire, par suite d'un redressement des heures travaillées par cet employé effectué postérieurement à l'expédition de l'un ou l'autre des avis prescrits ci-dessus. Le cas échéant, l'employé dispose d'un délai de 15 jours à compter de la date d'expédition de l'avis pour verser la cotisation volontaire requise. Sur versement de la cotisation volontaire, la couverture d'assurance prendra effet rétroactivement à la date indiquée à l'avis.

**123.** Si un employé qui a versé une cotisation volontaire en vertu de l'article 121 devient un participant pour la même période d'assurance dans les circonstances prévues à l'article 122, la cotisation volontairement versée est virée à son crédit et est gardée en dépôt par l'Office.

**124.** Si un employé qui a versé une cotisation volontaire en vertu des articles 121 et 122 devient un participant au cours de cette période d'assurance en vertu de l'article 103, il n'y a ni remboursement, ni virement au crédit de l'employé.

**125.** L'Office peut également accepter en dépôt à l'avance, aux conditions qu'il détermine, le montant requis pour le paiement d'une cotisation volontaire et l'utiliser automatiquement au besoin.

**126.** Les contrats d'assurance souscrits par l'Office doivent être essentiellement conformes au présent règlement, étant précisé que ces contrats peuvent contenir des stipulations habituelles à de tels contrats et non incompatibles avec le présent règlement.

**127.** À compter du 10 octobre 1979, et au moins une fois par 3 ans par la suite, de même que chaque fois qu'une modification est apportée aux régimes d'assurance, l'Office fait évaluer les engagements des régimes d'assurance par l'actuaire qui lui présente un rapport quant à la suffisance des fonds accumulés à la caisse de prévoyance collective et du taux de contribution stipulé au paragraphe *b* de l'article 7. Le rapport de l'actuaire doit comporter, entre autres, une estimation des réserves minimales et maximales définies ci-après :

a) la réserve minimale doit être égale au moins au montant requis pour maintenir l'assurance en vigueur, advenant l'arrêt des contributions à la caisse de prévoyance collective, pour une période de 6 mois après la date d'évaluation et pour acquitter tout engagement encouru par l'Office envers l'assureur ;

b) la réserve maximale ne peut excéder le montant requis pour maintenir l'assurance en vigueur durant toute période d'admissibilité résultant en totalité ou en partie d'heures travaillées avant cette date et pour constituer une provision égale à l'engagement maximal pouvant être encouru par l'Office envers l'assureur.

**128.** Lorsque le montant de la ristourne ou du déficit relatif aux régimes de base et supplémentaires sont établis, l'actuaire soumet une analyse, sur la base de données statistiques disponibles, de l'expérience du régime de base quant aux diverses composantes pour lesquelles l'existence de dispositions plus généreuses dans un régime supplémentaire peut, à son opinion, entraîner une hausse de déboursés dans le régime de base.

Pour tout régime supplémentaire, l'analyse doit montrer le montant qui aurait été payable en vertu du régime de base si l'expérience pour le groupe correspondant de participants avait été identique à l'expérience normalisée du régime de base compte tenu des différences dans la distribution des assurés. L'expérience normalisée sera établie sur la base des résultats observés pour les participants au régime de base seulement, s'ils constituent plus de 50% des assurés, sinon en combinant avec ceux-ci les participants à un ou plusieurs régimes supplémentaires, en commençant par les moins généreux, jusqu'à ce que ce pourcentage soit dépassé.

L'actuaire indique dans le cas de chaque différence le degré auquel, à son opinion, elle peut être jugée significative et le montant qui devrait être transféré de la caisse du régime supplémentaire à la caisse du régime de base. Ce rapport doit être déposé sans délai au Comité mixte de la construction.

L'Office doit transférer du régime supplémentaire au régime de base le montant établi au rapport de l'actuaire à

moins que le Comité mixte de la construction n'ait modifié ce montant.

**129.** L'actuaire annexe à son rapport un certificat attestant de la solvabilité des régimes d'assurance ou recommande les modifications qu'il juge nécessaires avant d'émettre le certificat. Le certificat est valable pour une période maximale de 3 ans et doit être renouvelé au plus tard 90 jours avant sa date d'expiration.

**130.** S'il n'y a pas reconduction du certificat actuariel ou si la caisse de prévoyance collective cesse d'être en mesure de garantir les prestations prévues au règlement, l'Office avise sans délai tous les employés de la cessation des régimes ou de leur modification. Les fonds accumulés à la caisse de prévoyance collective doivent être utilisés pour maintenir le régime en vigueur jusqu'à la première des 2 dates suivantes :

a) le dernier jour du mois à l'égard duquel la prime peut être payée en utilisant le solde des fonds accumulés y compris tout dividende ou ristourne pouvant être accordé par l'assureur ;

b) ou la date fixée par l'Office à l'avis prévu ci-dessus, cette date ne pouvant toutefois être antérieure au 31 décembre si l'avis a été expédié entre le 1<sup>er</sup> juin et le 1<sup>er</sup> décembre ou ne pouvant être antérieure au 30 juin si l'avis a été expédié entre le 1<sup>er</sup> décembre et le 1<sup>er</sup> juin.

**131.** Avant de déterminer la date ultime de la couverture d'assurance, l'Office doit réserver à même les fonds accumulés les sommes requises, le cas échéant, pour garantir le paiement des prestations et indemnités en raison des pertes survenues avant la date de cessation ainsi que pour le paiement des frais d'administration y afférents.

**132.** L'acceptation par l'Office du ou des contrats émis par un assureur ou d'un avenant qui doit y être annexé constitue une ratification des modalités qu'il comporte relativement aux prestations prévues par le règlement.

**133.** L'Office doit procéder à un appel d'offres pour l'ensemble des régimes d'assurance visés par le règlement au plus tard le 15 mars 1979. L'Office peut en tout temps par la suite procéder à un appel d'offres pour un ou plusieurs des régimes d'assurance.

**134.** Les prestations en cours de paiement au 31 décembre 1975 demeurent payables mais, en ce qui a trait à toute période subséquente, aux conditions et pour les montants stipulés au présent règlement.

## SECTION VIII RÉGIME D'ASSURANCE-VIE

**135.** Les prestations payables au décès d'un assuré comprennent une prestation forfaitaire et, le cas échéant, une rente mensuelle aux survivants admissibles.

**136.** S'il s'agit d'un employé :

a) le montant de la prestation forfaitaire est égal à 2 000 \$ ;

b) le montant de la rente mensuelle, s'il y a un ou plusieurs survivants admissibles, est égal à :

i. 100 \$, s'il n'y a qu'un enfant comme survivant admissible ;

ii. 200 \$, s'il n'y a que le conjoint comme survivant admissible ;

iii. 200 \$, s'il y a plusieurs survivants admissibles.

**137.** S'il s'agit d'un conjoint, aucune rente mensuelle n'est payable et le montant de la prestation forfaitaire est égal à 1 000 \$.

**138.** S'il s'agit d'un enfant à charge, aucune rente mensuelle n'est payable et le montant de la prestation forfaitaire est égal à :

a) 500 \$, s'il est âgé de 28 jours ou plus ;

b) 250 \$, s'il est âgé de moins de 28 jours, mais d'au moins 24 heures.

**139.** La rente mensuelle est payable, le cas échéant, le premier jour de chaque mois à compter du troisième mois qui suit le mois au cours duquel l'employé est décédé jusqu'à la première des dates suivantes inclusivement :

a) celle qui coïncide avec le versement de la soixantième mensualité ;

b) le premier jour du mois au cours duquel l'employé aurait atteint son soixantième anniversaire de naissance ;

c) le premier jour du mois au cours duquel le dernier survivant décède ou cesse d'être admissible.

Aucun versement n'est effectué si la première de ces dates est antérieure à la date du début de la rente ou coïncide avec elle.

**140.** Si une rente mensuelle aux survivants est payable en vertu du régime de retraite et que le montant en est plus élevé que celui de la rente payable selon le paragraphe b de l'article 136, le prestataire peut choisir de revoir l'équivalent actuariel de la rente payable en vertu du régime d'assurance-vie pour une période plus courte que celle fixée à

l'article 139 de façon à ce que le montant de l'équivalent soit égal ou inférieur au montant de la rente payable en vertu du régime de retraite.

**141.** Si l'employé a disposé de la prestation forfaitaire au terme d'un écrit, elle est payable conformément aux dispositions de cet écrit pourvu que l'assureur ou l'Office ait reçu un avis écrit l'informant de l'existence de cet écrit.

**142.** La prestation forfaitaire payable au décès d'un employé est versée selon les dispositions suivantes :

*a)* à son conjoint, s'il lui survit, sinon aux enfants à charge en parts égales entre eux ; dans le cas d'enfants mineurs, la prestation forfaitaire est versée à la personne qui en a la charge légale ;

*b)* s'il n'y a aucun survivant admissible mais qu'un ou plusieurs enfants de l'employé lui survivent, la prestation forfaitaire est versée à cet enfant ou à ces enfants en parts égales entre eux ;

*c)* si la prestation forfaitaire ne peut être payée en vertu des paragraphes *a* et *b* mais que le père et la mère de l'employé lui survivent, la prestation leur est versée en parts égales entre eux ; si l'un d'eux est décédé, la prestation totale est payée à l'autre ;

*d)* si la prestation ne peut être payée en vertu des paragraphes *a*, *b* et *c*, l'Office peut demander à l'assureur de verser la prestation forfaitaire à tout parent, par le sang ou par alliance, de l'employé décédé ou à toute personne qui, au jugement de l'Office, a droit à la prestation au motif qu'elle a encouru des dépenses pour le soutien, le traitement médical ou l'inhumation du défunt.

**143.** Les prestations forfaitaires payables au décès d'une personne à charge sont versées à l'employé s'il survit, sinon à la succession de la personne à charge.

**144.** Le paiement fait de bonne foi par l'assureur ou l'Office, avant d'avoir reçu avis de la part de l'employé ou de sa succession de l'existence d'un testament, est libératoire.

**145.** La rente mensuelle est payable aux enfants à charge admissibles en parts égales entre eux. La même règle s'applique dans le cas d'un conjoint et d'un seul enfant à charge. S'il n'y a aucun enfant à charge, la rente mensuelle est payable au conjoint. La rente payable aux enfants de moins de 18 ans à charge est versée au conjoint à moins qu'une autre personne en ait la charge légale, auquel cas la rente est versée à cette dernière.

**146.** Le montant de la prestation forfaitaire d'assurance sur la vie d'un employé assuré est réduit de moitié à la première des dates suivantes :

*a)* la date de son soixante-cinquième anniversaire de naissance ;

*b)* la date à compter de laquelle il est un retraité en vertu du présent règlement.

**147.** Toute assurance sur la vie de l'employé et de ses personnes à charge cesse le jour précédant le soixante-dixième anniversaire de naissance de l'employé.

**148.** Si un employé frappé d'invalidité totale avant son soixantième anniversaire de naissance cesse d'être un assuré, l'assurance sur sa vie et sur celle de ses personnes à charge, le cas échéant, est maintenue en vigueur, sous réserve des articles 146 et 147, à charge pour l'employé de soumettre périodiquement à l'assureur une justification de la persistance de son invalidité totale. Si dans les 60 jours de la cessation réelle ou présumée de son invalidité totale, des heures travaillées sont portées au crédit de l'employé, il redevient un salarié assujéti au décret et son assurance est prolongée jusqu'à la fin de la période d'assurance qui suit celle au cours de laquelle il cesse d'être invalide. Advenant que les dispositions applicables pour les autres participants soient modifiées, celles applicables aux assurés invalides pourront l'être de façon similaire, au gré de l'Office.

## SECTION IX RÉGIME D'ASSURANCE-SALAIRE

**149.** Si un employé assuré est frappé d'invalidité totale, il a droit durant la continuation de son invalidité totale, sur présentation des pièces justificatives requises par l'assureur, au paiement :

*a)* d'une indemnité hebdomadaire durant ses premières semaines d'invalidité totale, et par la suite ;

*b)* d'une rente mensuelle à compter de l'expiration du paiement de la prestation prévue au paragraphe *a*, s'il établit :

i. qu'il était un participant âgé de moins de 50 ans lorsque son invalidité a débuté ;

ii. qu'il a été un participant durant 21 des 24 mois précédant immédiatement la période d'assurance au cours de laquelle il a été frappé d'invalidité totale, ou qu'il a été un participant durant 45 des 60 mois précédant immédiatement la période d'assurance au cours de laquelle il a été frappé d'invalidité totale ;

iii. que son invalidité totale a débuté le ou après le 1<sup>er</sup> janvier 1974.

**150.** Aux fins du paragraphe *b* de l'article 149, chaque mois durant lequel l'employé a été assuré avec paiement de la cotisation volontaire compte comme un demi-mois de participation.

**151.** Le montant de l'indemnité hebdomadaire est égal à 215 \$. Cette indemnité est payable à compter du dix-huitième lundi qui suit la date du début de l'invalidité totale et pour une durée maximale de 35 semaines par période d'invalidité.

**152.** Toutefois, l'employé, sur présentation de preuves satisfaisantes à l'assureur à l'effet qu'il n'a droit à aucune semaine de prestations pour maladie pour la semaine en cause, en vertu de la Loi de 1971 sur l'assurance-chômage (S.C., 1970-71-72, c. 48), peut demander :

*a*) que l'indemnité hebdomadaire prévue à l'article 151 lui soit versée par anticipation à compter du troisième lundi ou de tout lundi subséquent moyennant une réduction de 25 \$ par semaine du montant payable avant le dix-huitième lundi ;

*b*) qu'une indemnité hebdomadaire d'un montant égal à 190 \$ lui soit versée à compter du deuxième lundi qui suit la date du début de l'invalidité totale et ce jusqu'au troisième lundi exclusivement ;

*c*) si l'invalidité totale résulte d'un accident ou entraîne son hospitalisation, qu'une indemnité hebdomadaire d'un montant égal à 190 \$ lui soit versée à compter de la date de l'accident ou de la date de l'hospitalisation, le cas échéant, et ce jusqu'au deuxième lundi exclusivement ;

*d*) toutefois, pour la période comprise entre le 1<sup>er</sup> septembre 1979 et le 31 décembre 1979, le montant de la réduction stipulé au paragraphe *a* est porté à 40 \$ et le montant de l'indemnité hebdomadaire stipulé aux paragraphes *b* et *c* est réduit à 160 \$.

**153.** Le montant de la rente mensuelle est égal à 700 \$. Cette rente est payable à compter de l'expiration de l'indemnité hebdomadaire. Toutefois, si le paiement de la rente mensuelle débute avant le cinquante-troisième lundi qui suit la date du début de l'invalidité totale, la rente mensuelle est réduite de 4,70 \$ par mois par semaine comprise entre la date où elle commence à être payée et le cinquante-troisième lundi.

**154.** Le paiement de l'indemnité hebdomadaire cesse au plus tard avec le paiement prévu pour la dernière semaine complète du mois au cours duquel l'employé atteint l'âge de 65 ans.

**155.** Le paiement de la rente mensuelle d'invalidité cesse au plus tard avec le paiement prévu pour le mois au cours duquel l'employé atteint l'âge de 55 ans.

**156.** Aucune indemnité hebdomadaire n'est exigible pour une semaine qui se termine plus de 30 jours avant la date à laquelle l'employé a soumis sa demande de prestations à l'assureur.

**157.** Si la somme de l'indemnité hebdomadaire et des montants de toute rente payés à l'employé en vertu du Régime supplémentaire de rentes pour les employés de l'industrie de la construction du Québec, d'un autre régime individuel ou collectif d'assurance-salaire et de toute rente de retraite ou d'invalidité payable en vertu de la Loi sur le régime de rentes du Québec (L.R.Q., c. R-9) ou du Régime de pensions du Canada (S.R.C., 1970, c. C-5) (auquel cas il n'est tenu compte que du montant initialement payé, sans égard aux augmentations ultérieures dues à l'indexation), dépasse 32 fois le taux horaire auquel il était rémunéré en vertu du décret au début de son invalidité totale, l'indemnité hebdomadaire est réduite de l'excédent.

**158.** Si la somme de la rente mensuelle et des revenus calculés sur base mensuelle provenant de toutes les sources mentionnées à l'article 157 dépasse 140 fois le taux horaire auquel l'employé était rémunéré en vertu du décret au début de son invalidité totale, la rente mensuelle d'invalidité est réduite de l'excédent.

**159.** L'invalidité est réputée inexistante durant toute période au cours de laquelle l'employé travaille en vue d'une rémunération ou profit. Tout employé, autrement admissible à une indemnité hebdomadaire ou une rente mensuelle par suite d'invalidité totale, qui participe à un programme de réadaptation approuvé par l'Office, continue à recevoir l'indemnité hebdomadaire ou la rente mensuelle qui lui est versée, réduite de 75% de la rémunération provenant de l'emploi de réadaptation.

**160.** Au cours d'une interruption des activités de son employeur due à un conflit de travail, un employé n'aura droit au paiement d'une indemnité hebdomadaire qu'après que se seront écoulés 3 mois à compter du début de son invalidité totale. La présente restriction ne s'applique pas à une période d'invalidité ayant commencé avant l'interruption de travail. La présente restriction cesse de s'appliquer pour un employé après qu'il a été durant au moins un mois suivant le début de l'interruption au service d'un employeur non touché par cette interruption.

**161.** Aucune indemnité n'est payable pour une invalidité totale résultant de mutilation volontaire en quelque état qu'ait été l'employé, pour une invalidité totale directe-

ment attribuable à l'alcoolisme, à la toxicomanie, à la participation à une émeute ou à une insurrection ou alors qu'il est en service dans les forces armées ou pour une invalidité résultant d'une maladie ou d'un accident ouvrant droit à des prestations en vertu de la Loi sur la santé et la sécurité du travail (L.Q., 1979, c. 63; après refonte : L.R.Q., c. S-2.1) ou de toute autre loi canadienne ou étrangère au même effet.

Une invalidité totale est directement attribuable à l'alcoolisme ou à la toxicomanie si elle résulte de l'usage de l'alcool ou de substances pouvant causer la toxicomanie ; elle n'y est pas directement attribuable si elle résulte d'un état pathologique autre, subséquent à l'alcoolisme ou à la toxicomanie.

**162.** Le montant de l'indemnité hebdomadaire se fractionne, le cas échéant, à raison de 1/5 du montant prévu pour une semaine complète par jour ouvrable d'invalidité au cours de la semaine normale de travail. La même règle s'applique dans le cas de la rente mensuelle, étant précisé qu'elle se fractionne à raison de 3/65 du montant mensuel prévu pour chaque jour ouvrable d'invalidité.

**163.** Aux fins de la présente section, la durée de toute invalidité ouvrant droit à une prestation ne comprend pas la période antérieure à la date à laquelle l'employé est devenu assuré et pour laquelle il ne reçoit aucune prestation, le cas échéant.

## SECTION X RÉGIME D'ASSURANCE-MALADIE

**164.** Si, par suite d'une maladie, un assuré encourt des frais soit pour lui-même, soit pour ses personnes à charge, il a droit au remboursement des frais d'hospitalisation jusqu'à concurrence du tarif prévu pour une chambre semi-privée, sous réserve du maximum stipulé au contrat émis par l'assureur et accepté par l'Office en conformité avec l'article 132, plus une partie des dépenses admissibles.

**165.** La partie remboursable des dépenses admissibles encourues au cours d'une période d'assurance est égale à l'excédent de la somme des montants déterminés aux articles 168, 169, 170 et 171 sur une franchise de 15 \$ par famille par période d'assurance.

**166.** Les dépenses admissibles sont limitées aux frais raisonnables justifiés par la gravité du cas, la pratique courante de la médecine et les tarifs usuels de la région, à l'exclusion des dépenses non médicalement nécessaires, des frais payables en vertu de tout autre régime collectif et des frais pour lesquels l'assuré a droit à une indemnité en vertu

de la Loi sur la santé et la sécurité du travail ou de tout autre loi canadienne ou étrangère au même effet.

**167.** Par maladie, on entend aux fins de la présente section, toute détérioration de la santé ou tout désordre de l'organisme, y compris un accident ainsi que la grossesse et toute complication en résultant.

**168.** Quatre-vingt-dix pour cent des dépenses pour les soins, fournitures et services administrés par un médecin ou prescrits par ce dernier, sous réserve des limitations suivantes :

a) les médicaments vendus par un pharmacien ou par un médecin dûment autorisé, sur ordonnance écrite d'un médecin ou d'un dentiste ;

b) les frais de transport en ambulance (aller et retour) au plus proche hôpital pouvant dispenser les soins requis, y compris le transport aérien en cas d'urgence ;

c) les honoraires d'un chirurgien-dentiste pour le traitement d'une mâchoire fracturée ou de lésions à des dents naturelles subies du fait d'un accident survenu en cours d'assurance et encourus dans les 6 mois de l'accident ;

d) les frais de chirurgie plastique nécessaire à la réparation d'un préjudice esthétique attribuable à un accident survenu en cours d'assurance et encourus dans les 6 mois de l'accident ;

e) la partie non-remboursable en vertu de la Loi sur l'assurance-maladie (L.R.Q., c. A-29) ou de la Loi sur l'assurance-hospitalisation (L.R.Q., c. A-28) en ce qui a trait aux frais médicaux ou aux frais hospitaliers en excédent du maximum visé à l'article 164 alors que l'assuré est temporairement à l'extérieur du Canada et que sa condition nécessite son traitement ou son hospitalisation en dehors du Canada.

**169.** Quatre-vingt-dix pour cent des frais pour l'achat de lunettes (verres correctifs et montures, y compris les lentilles cornéennes) pour enfants à charge âgés de moins de 18 ans, sous réserve d'un maximum de 70 \$ par enfant à charge pour toute période de 12 mois civils consécutifs, à condition que l'employé ait également été assuré le 30 juin ou le 31 décembre précédant immédiatement la date à l'égard de laquelle les frais ont été encourus.

**170.** Quatre-vingt-dix pour cent des honoraires de physiothérapeutes, chiropraticiens, psychologues, podiatres, orthophonistes et audiologistes, sous réserve d'un maximum de 9 \$ par traitement, de 20 \$ pour radiographies et d'un maximum global de 150 \$ par assuré par période d'assurance.

**171.** Quatre-vingt-dix pour cent du moindre des honoraires chargés par le dentiste ou des honoraires fixés dans le guide des tarifs 1980 des actes bucco-dentaires approuvés par l'Association des chirurgiens-dentistes du Québec pour ceux des traitements indiqués ci-après qui apparaissent dans la nomenclature des actes bucco-dentaires dont les codes sont énumérés en annexe du contrat d'assurance-maladie émis par l'assureur et accepté par l'Office en conformité avec l'article 132 :

- a) examens buccaux, tous les 6 mois ;
  - b) prophylaxie (nettoyage et détartrage des dents), tous les 6 mois. Ce traitement n'est remboursable que s'il est effectué par un chirurgien-dentiste ou par un hygiéniste dentaire travaillant directement sous la surveillance d'un chirurgien-dentiste ;
  - c) radiographies interproximales, tous les 6 mois ;
  - d) application locale d'un agent anticariogène, tous les 6 mois. Ce traitement ne donnera lieu à un remboursement que s'il est administré par un chirurgien-dentiste ou par un hygiéniste dentaire travaillant directement sous la surveillance d'un chirurgien-dentiste ;
  - e) une série complète de radiographies panoramiques, tous les 24 mois ;
  - f) extraction et alvéolectomie simple au moment de l'extraction d'une dent ;
  - g) extraction chirurgicale de dents incluses ;
  - h) ablation chirurgicale de tumeurs, kystes, néoplasmes, y compris l'incision et le drainage d'un abcès ;
  - i) obturations en amalgame, en silicate, en résine acrylique et obturations « composites » ;
  - j) installation de mainteneurs d'espace à la suite de la perte des dents primaires et installation d'appareils dans le but de corriger de mauvaises habitudes ;
  - k) radiographie de diagnostic et épreuves de laboratoires requises à des fins de chirurgie dentaire ;
  - l) anesthésie générale requise à des fins de chirurgie dentaire ;
  - m) consultation requise par le chirurgien-dentiste traitant ;
- et reçus par des enfants à charge âgés de moins de 21 ans.

**172.** Les dépenses prévues à l'article 168 demeurent admissibles en l'absence d'une ordonnance d'un médecin, si, de l'avis de l'assureur, ces dépenses étaient médicalement nécessaires.

**173.** Aucune prestation n'est payable pour les frais encourus :

- a) en excédent du tarif prévu pour une chambre semi-privée, sauf à l'extérieur du Canada ;
- b) pour des vaccins ou des examens médicaux à la demande d'une tierce personne (compagnie d'assurance, commission scolaire, employeur, etc.) ou pour voyages de santé ;
- c) pour examen de la vue ou de l'ouïe ou pour achat de lunettes (sauf ceux décrits à l'article 169) ou d'un appareil auditif ;
- d) du fait de la mutilation volontaire en quelque état mental qu'ait été l'assuré ;
- e) pour des soins dentaires ou de chirurgie plastique sauf ceux décrits aux articles 168 et 171 ;
- f) par suite d'un accident subi ou d'une maladie contractée alors que l'assuré est en service pour le compte des forces armées ;
- g) pour des soins, services ou fournitures pour lesquels l'employé n'est pas tenu de payer, qu'il ne serait pas tenu de payer s'il s'était prévalu des dispositions de tout régime public auquel l'assuré pouvait être admissible, ou ne serait pas tenu de payer en l'absence du présent régime, y compris les frais garantis par un régime financé entièrement ou en partie au moyen d'impôts ou en vertu de toute initiative d'un gouvernement et ceux qui l'auraient été si le fournisseur de ces biens ou services avait choisi de participer à un tel régime ; toutefois, les soins, services ou fournitures qui auraient pu être obtenus gratuitement si l'assuré avait été admis ou inscrit dans un établissement public ne sont pas de ce seul fait exclus.

**174.** Ne sont pas des dépenses admissibles, les frais encourus à l'égard d'une personne qui n'est pas résidente du Canada. Cependant, sont considérées comme dépenses admissibles les frais encourus par des personnes assurées qui résident dans un territoire visé par une entente de réciprocité à laquelle l'Office est partie jusqu'à concurrence du montant qui aurait été payable si la personne assurée avait été résidente du Canada.

**175.** Si un employé frappé d'invalidité totale avant son cinquante-cinquième anniversaire de naissance cesse d'être un assuré, son assurance-maladie et celle de ses personnes à charge, le cas échéant, est maintenue en vigueur au plus tard jusqu'au jour précédant son soixante-cinquième anniversaire de naissance, à charge pour l'employé de soumettre périodiquement à l'assureur une justification de la persistance de son invalidité totale. Si dans les 60 jours de la cessation réelle ou présumée de son invalidité totale, des heures travaillées sont portées au crédit de

l'employé, il redevient un salarié assujéti au décret et son assurance est prolongée jusqu'à la fin de la période d'assurance qui suit celle au cours de laquelle il cesse d'être invalide. Toutefois, cette assurance ne sera pas maintenue en vigueur au-delà de la date à laquelle le régime d'assurance-maladie sera maintenu en vigueur pour les autres participants et si les dispositions applicables aux autres participants sont modifiées, celles applicables aux assurés invalides pourront l'être de façon similaire, au gré de l'Office.

**176.** Toute demande de prestation doit être faite à l'assureur et justifiée au plus tard le 30 juin ou le 31 décembre qui suit immédiatement la période d'assurance au cours de laquelle les frais ont été encourus.

Aucun retard dans la production des pièces requises par l'assureur n'est opposable à l'intéressé, s'il démontre que ces pièces ont été produites aussitôt que raisonnablement possible et pourvu qu'en aucun cas le retard ne soit de plus d'un an.

## SECTION XI DISPOSITIONS PARTICULIÈRES AUX RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES D'ASSURANCE DES ÉLECTRICIENS

**177.** Des régimes supplémentaires d'assurance sont créés pour les électriciens avec effet à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1981. Les dispositions du régime applicable à l'ensemble des employés, ci-après appelé régime de base, telles que modifiées par la présente section constituent les dispositions régissant les régimes supplémentaires d'assurance des électriciens en y faisant les adaptations nécessaires.

**178.** Une caisse supplémentaire de prévoyance collective est établie aux fins de recevoir la partie supplémentaire des cotisations des électriciens et de pourvoir au paiement des primes et aux dépenses afférentes à ces régimes supplémentaires d'assurance. La contribution de 1,5% du taux de salaire du compagnon pour chaque heure travaillée versée par l'employeur pour le compte de tout électricien moins la contribution par heure travaillée versée à la caisse de prévoyance collective de base en vertu du paragraphe b de l'article 7 constitue le montant à verser aux régimes supplémentaires d'assurance des électriciens.

Les résultats d'opération de la caisse supplémentaire et des régimes supplémentaires d'assurance sont établis et maintenus séparément.

**179.** Pour être un assuré en vertu des régimes supplémentaires d'assurance des électriciens, un employé doit satisfaire aux mêmes conditions que celles stipulées à la sec-

tion VII en ne tenant compte que des heures travaillées à titre d'électricien.

**180.** Les heures créditées à un employé en vertu des articles 116 et 118 sont également comptées aux fins de la présente section s'il s'agit d'une période d'invalidité durant laquelle il avait droit à une prestation d'invalidité en vertu des régimes supplémentaires d'assurance ou si l'accident ou l'interruption d'emploi, selon le cas, est survenu alors que l'employé travaillait à titre d'électricien.

**181.** Un électricien qui satisfait aux conditions qui seraient requises pour le paiement d'une cotisation volontaire en vertu des régimes supplémentaires d'assurance est automatiquement assuré et a droit à toutes les prestations prévues pour un participant en vertu de ces régimes s'il satisfait à l'une ou l'autre des conditions suivantes :

a) il était admissible au versement d'une cotisation volontaire en vertu du régime de base et a versé cette cotisation volontaire ; ou

b) il est un participant au régime de base en raison de l'ensemble de ses heures travaillées.

Seul un électricien qui satisfait aux dispositions du présent article peut être assuré comme cotisant volontaire en vertu des régimes supplémentaires d'assurance, étant précisé qu'aucun montant de cotisation volontaire n'est payable en vertu des régimes supplémentaires d'assurance.

**182.** Dans le cas de mutilation par accident ou de décès accidentel, un employé participant aux régimes supplémentaires d'assurance des électriciens reçoit en plus des prestations du régime de base un montant de 1 000 \$ ou 2 000 \$ suivant les conditions établies au contrat d'assurance.

**183.** Pour l'assuré des régimes supplémentaires d'assurance des électriciens, le montant des prestations d'indemnité hebdomadaire payables en vertu du régime d'assurance-salaire est porté de 190 \$ à 250 \$ avant le 3<sup>e</sup> lundi et de 215 \$ à 300 \$ à compter du 18<sup>e</sup> lundi. Le montant de la rente mensuelle est porté de 700 \$ à 800 \$ et la réduction par semaine d'anticipation est portée de 4,70 \$ à 5,35 \$. Aux fins du calcul de la durée atteinte d'une invalidité ouvrant droit à une prestation en vertu des régimes supplémentaires d'assurance, il est tenu compte de toute période continue durant laquelle une prestation a été payée en vertu du régime de base nonobstant l'absence de paiement de prestation en vertu des régimes supplémentaires d'assurance.

**184.** Pour se prévaloir du paragraphe b de l'article 149, le participant aux régimes supplémentaires d'assurance

des électriciens n'a qu'à établir qu'il était âgé de moins de 55 ans lorsque son invalidité a débuté.

**185.** Pour le participant aux régimes supplémentaires d'assurance des électriciens, l'âge prévu à l'article 155 est porté à 60 ans.

**186.** Le montant des prestations payables en vertu du régime de base réduit le montant des prestations prévues par les régimes supplémentaires d'assurance et seul l'excédent, s'il en est, constitue un montant de prestations payables en vertu des régimes supplémentaires d'assurance.

**187.** Aux fins de déterminer l'admissibilité aux régimes supplémentaires d'assurance des électriciens au 1<sup>er</sup> janvier 1981, les règles d'admissibilité sont appliquées comme si la présente section avait été en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1980 et un employé est considéré comme participant aux régimes supplémentaires d'assurance au 31 décembre 1979 si à cette date, il était un participant au régime de base.

#### ANNEXE A

(a. 26, 27, 29 et 64)

#### MONTANT DE LA RENTE ANNUELLE PAR 1 000 HEURES TRAVAILLÉES AJUSTÉES

##### A) Taux de base :

##### I) jusqu'au 31 décembre 1978 :

a) avant le 1 <sup>er</sup> janvier 1971	38,50 \$
b) du 1 <sup>er</sup> janvier 1971 au 31 décembre 1973	43,50
c) du 1 <sup>er</sup> janvier 1974 au 30 avril 1974	72,00
d) du 1 <sup>er</sup> mai 1974 au 31 décembre 1974	129,75
e) du 1 <sup>er</sup> janvier 1975 au 31 décembre 1978	175,25

##### II) à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1979 :

a) avant le 1 <sup>er</sup> janvier 1971	41,00 \$
b) du 1 <sup>er</sup> janvier 1971 au 31 décembre 1973	49,00
c) du 1 <sup>er</sup> janvier 1974 au 30 avril 1974	81,00
d) du 1 <sup>er</sup> mai 1974 au 31 décembre 1974	145,75
e) du 1 <sup>er</sup> janvier 1975 au 31 décembre 1976	196,75

f) du 1 <sup>er</sup> janvier 1977 au 31 décembre 1978	175,25 \$
---	-----------

g) à compter du 1 <sup>er</sup> janvier 1979	160,00
--	--------

##### III) à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1980 :

a) avant le 1 <sup>er</sup> janvier 1971	42,50 \$
--	----------

b) du 1 <sup>er</sup> janvier 1971 au 31 décembre 1973	50,50
---	-------

c) du 1 <sup>er</sup> janvier 1974 au 30 avril 1974	83,25
--	-------

d) du 1 <sup>er</sup> mai 1974 au 31 décembre 1974	149,50
---	--------

e) du 1 <sup>er</sup> janvier 1975 au 31 décembre 1976	201,75
---	--------

f) du 1 <sup>er</sup> janvier 1977 au 31 décembre 1978	175,25
---	--------

g) à compter du 1 <sup>er</sup> janvier 1979	160,00
--	--------

##### B) Taux du supplément temporaire pour l'exercice se terminant le 31 décembre 1976 :

a) avant le 1 <sup>er</sup> janvier 1971	9,00 \$
--	---------

b) du 1 <sup>er</sup> janvier 1971 au 31 décembre 1973	10,50
---	-------

c) du 1 <sup>er</sup> janvier 1974 au 30 avril 1974	17,00
--	-------

d) du 1 <sup>er</sup> mai 1974 au 31 décembre 1974	30,50
---	-------

e) à compter du 1 <sup>er</sup> janvier 1975	41,25
--	-------

##### C) Taux du supplément temporaire pour les exercices se terminant le 31 décembre 1977 et le 31 décembre 1978 :

a) avant le 1 <sup>er</sup> janvier 1971	9,00 \$
--	---------

b) du 1 <sup>er</sup> janvier 1971 au 31 décembre 1973	10,50
---	-------

c) du 1 <sup>er</sup> janvier 1974 au 30 avril 1974	17,00
--	-------

d) du 1 <sup>er</sup> mai 1974 au 31 décembre 1974	30,50
---	-------

e) à compter du 1 <sup>er</sup> janvier 1975	41,25
--	-------

##### D) Taux de supplément temporaire pour l'exercice se terminant le 31 décembre 1979 :

a) avant le 1 <sup>er</sup> janvier 1971	9,00 \$
--	---------

b) du 1 <sup>er</sup> janvier 1971 au 31 décembre 1973	10,50
---	-------



c)	du 1 <sup>er</sup> janvier 1974 au 30 avril 1974	17,00 \$
d)	du 1 <sup>er</sup> mai 1974 au 31 décembre 1974	30,50
e)	du 1 <sup>er</sup> janvier 1975 au 31 décembre 1978	41,25
f)	du 1 <sup>er</sup> janvier 1979 au 31 décembre 1979	40,00 .

**E) Taux du supplément temporaire pour l'exercice se terminant le 31 décembre 1980 :**

a)	avant le 1 <sup>er</sup> janvier 1971	10,50 \$
b)	du 1 <sup>er</sup> janvier 1971 au 31 décembre 1973	12,50
c)	du 1 <sup>er</sup> janvier 1974 au 30 avril 1974	20,75
d)	du 1 <sup>er</sup> mai 1974 au 31 décembre 1974	37,25
e)	du 1 <sup>er</sup> janvier 1975 au 31 décembre 1976	50,50
f)	du 1 <sup>er</sup> janvier 1977 au 31 décembre 1978	43,75
g)	du 1 <sup>er</sup> janvier 1979 au 31 décembre 1980	40,00 .

---

A.C. 4122-77, (1978) 110 G.O. II, 1591  
A.C. 841-79, (1979) 111 G.O. II, 2695  
A.C. 2624-79, (1979) 111 G.O. II, 6635  
A.C. 3490-79, (1979) 111 G.O. II, 8039  
Décision du 17.01.80, (1980) 112 G.O.II, 1337  
Décision du 28.02.80, (1980) 112 G.O.II, 1341  
D. 1162-80, (1980) 112 G.O. II, 2405  
D. 4010-80, (1980) 112 G.O. II, 7275  
D. 4011-80, (1980) 112 G.O. II, 7277  
D. 1217-81, (1981) 113 G.O. II, 2147  
D. 1799-81, (1981) 113 G.O. II, 2883  
D. 2255-81, (1981) 113 G.O. II, 4037





c. R-20, r.15

## **Règlement sur la rémunération de l'arbitre de grief ou de plainte suivant la Loi sur les relations du travail dans l'industrie de la construction**

Loi sur les relations du travail dans l'industrie de la construction

(L.R.Q., c. R-20, a. 123)

### **I. Honoraires et frais de voyage de l'arbitre de grief ou de plainte :**

1) Pour une journée complète de travail, soit 2 séances, les honoraires sont établis de la façon suivante :

- a) l'arbitre de grief ou de plainte . . . . . 200 \$
- b) si l'arbitre de grief ou de plainte est une personne touchant déjà un traitement du gouvernement . . . . . 150 \$.

2) Pour une séance d'une demi-journée, ou d'une soirée :

- a) pour l'arbitre de grief ou de plainte . . . . 100 \$
- b) si l'arbitre de grief ou de plainte est une personne touchant déjà un traitement du gouvernement . . . 50 \$.

Lorsqu'une journée d'enquête ou de délibéré comprend 3 séances, les honoraires à être payés sont établis au paragraphe 1.

3) Les séances pour le délibéré et la rédaction de la sentence sont rémunérées selon les modalités des paragraphes 1 et 2.

Toutefois, il ne peut être versé à cette fin, des honoraires pour plus de 3 jours complets.

4) Dépenses encourues et allocations de déplacement pour tout trajet dépassant 50 milles à l'aller et au retour :

- a) l'arbitre de grief ou de plainte . . . . . 35 \$
- b) l'usage de l'automobile (du mille) . . . . 0.18 \$.

5) Tous les comptes d'honoraires et de dépenses doivent être fournis en duplicata, accompagnés des pièces justificatives et vérifiés par un fonctionnaire désigné à cette fin par le ministre du Travail, de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu.

L'arbitre de grief est rémunéré et remboursé de ses frais selon le tarif prévu ci-dessus par les parties à la convention

collective. Ces parties assument conjointement les honoraires et les frais de l'arbitre de grief ou de plainte.

6) L'arbitre de grief ou de plainte doit transmettre au bureau du commissaire général du travail nommé en vertu du Code du travail (L.R.Q., c. C-27), une copie de sa décision dans les 10 jours suivant la date où elle est rendue.

A.C. 2684-70, (1970) 102 G.O., 4678

A.C. 2549-77, (1977) 109 G.O. II, 5367





c. R-20, r.16

## **Règlement sur la tenue d'un registre, la production d'un rapport mensuel et la perception de toute contribution ou cotisation imposée par le Décret de la construction**

Loi sur les relations du travail dans l'industrie de la construction

(L.R.Q., c. R-20, a. 82)

**1.** L'Office de la construction du Québec rend obligatoire pour tout employeur, artisan, entrepreneur-artisan et entrepreneur-artisan en machinerie lourde régis par la Loi sur les relations du travail dans l'industrie de la construction (L.R.Q., c. R-20) et par tout règlement et décret qui en découlent, y compris toutes modifications ultérieures, la tenue d'un registre où sont indiqués pour chacun des salariés à son emploi ou pour lui-même selon le cas, les nom, prénom, adresse, numéro d'assurance-sociale, le ou les titres occupationnels ou métiers exercés, la ou les régions de même que la ou les adresses de chantiers où les travaux ont été effectués et ce, pour chaque jour, la qualification ou la classification, l'heure précise à laquelle le travail a débuté, fut, selon le cas interrompu, repris et terminé chaque jour, la nature de ce travail et le salaire payé avec mention du mode et de la date de paiement, les indemnités payables à titre de congés et jours fériés payés, les contributions retenues à titre de prélèvement, la contribution versée par l'employeur et cotisation précomptée sur le salaire de tout salarié relatives aux régimes complémentaires d'avantages sociaux, le montant de la cotisation fixée par l'Association d'employeurs, le montant du précompte syndical, la somme relative au fonds spécial d'indemnisation, le prélèvement et la pénalité. Ce registre doit être gardé au Québec, à la place d'affaires de l'employeur.

**2.** L'Office oblige tout employeur, artisan, entrepreneur-artisan et entrepreneur-artisan en machinerie lourde régis par la Loi sur les relations du travail dans l'industrie de la construction et par tout règlement et décret qui en découlent, y compris toutes modifications ultérieures, à lui transmettre un rapport mensuel écrit, signé par lui-même ou par une personne responsable qu'il désigne, sur lequel doivent être indiqués pour chacun des salariés à son emploi ou pour lui-même, selon le cas, les nom, prénom, numéro d'assurance-sociale, le ou les codes du ou des métiers ou occupations exercés, la période d'apprentissage, le ou les codes des régions de travail où les travaux ont été effec-

tués, la qualification ou classification, le nombre d'heures normales et supplémentaires effectuées, le total de ces heures, la période mensuelle de travail concernée, le salaire cotisable, les indemnités payables par lui-même et chacun de ses salariés, selon le cas, à titre de congés et jours fériés payés, les cotisations et contributions aux régimes complémentaires d'avantages sociaux, le montant de la cotisation fixée par l'Association d'employeurs, le montant du précompte syndical, la contribution au fonds spécial d'indemnisation, le prélèvement, la pénalité, le nom de l'association représentative et de l'union ou syndicat auquel a adhéré le salarié et le numéro d'enregistrement de l'employeur obtenu auprès de la Régie des entreprises de construction du Québec. Tout employeur, artisan, entrepreneur-artisan et entrepreneur-artisan en machinerie lourde doit demander à l'Office les formules nécessaires à la préparation et à la soumission de ce rapport.

**3.** L'employeur, l'artisan, l'entrepreneur-artisan et l'entrepreneur-artisan en machinerie lourde doivent s'enregistrer à l'Office. Ce dernier leur délivre, pour fins administratives, un numéro de code au moyen duquel ils sont identifiés.

**4.** Le rapport mensuel doit être produit à l'Office le ou avant le 15 du mois et doit couvrir le mois précédent, même dans le cas où aucun travail n'a été effectué.

**5.** Le rapport produit à l'Office doit être accompagné, à la date d'échéance prévue aux présentes, des indemnités de congés et jours fériés payés, des contributions et cotisations relatives aux régimes complémentaires d'avantages sociaux, du montant de précompte syndical, du montant de la cotisation fixée par l'Association d'employeurs, de la somme relative au fonds spécial d'indemnisation et du prélèvement prévu par règlement approuvé par le gouvernement. L'Office peut percevoir et réclamer le paiement de toute somme due sans mise en demeure au préalable.

**6.** L'Office peut percevoir et réclamer le paiement de toute contribution ou cotisation imposée par décret sans mise en demeure au préalable.





c. R-20, r.17

**Règlement sur l'utilisation des fonds non identifiés gardés en fidéicommis pour les congés annuels obligatoires et les jours fériés chômés des salariés de la construction par l'Office de la construction du Québec**

Loi sur les relations du travail dans l'industrie de la construction  
(L.R.Q., c. R-20, a. 123)

**1.** L'Office de la construction du Québec est autorisé à utiliser pour son administration les sommes détenues en fidéicommis pour les congés annuels obligatoires et les jours fériés chômés et dont le bénéficiaire n'a pu au 1<sup>er</sup> janvier d'une année être identifié depuis 3 ans.







c. R-20, r.18

**Règlement d'application du Règlement  
sur l'utilisation des fonds non identifiés  
gardés en fidéicommis pour les congés  
annuels obligatoires et les jours fériés  
chômés des salariés de la construction  
par l'Office de la construction du Québec**

Loi sur les relations du travail dans l'industrie de la  
construction

(L.R.Q., c. R-20, a. 15)

- 1.** Un salarié peut présenter à l'Office de la construction du Québec une réclamation pour remboursement des congés annuels obligatoires et jours fériés chômés versés à l'Office si ces montants ne lui ont pas été remis pour cause de non identification.
- 2.** Sur preuve de son identité, l'Office remet au salarié le montant auquel il a droit et fait ce remboursement à même les sommes qu'il détient en fidéicommis pour les congés payés et les jours fériés et qui n'ont pas été transférées à son fonds d'administration suivant ce qui est prévu au Règlement sur l'utilisation des fonds non identifiés gardés en fidéicommis pour les congés annuels obligatoires et les jours fériés chômés des salariés de la construction par l'Office de la construction du Québec (c. R-20, r. 17).
- 3.** L'Office doit conserver toute information concernant les fonds gardés en fidéicommis pour les congés annuels obligatoires et les jours fériés chômés des salariés de la construction.





c. R-20, r.19

**Règlement sur l'utilisation des fonds non identifiés gardés en fidéicommis pour les réclamations de salaire en faveur d'un salarié de la construction par l'Office de la construction du Québec**

Loi sur les relations du travail dans l'industrie de la construction

(L.R.Q., c. R-20, a. 123)

**1.** L'Office de la construction du Québec est autorisé à utiliser pour son administration les sommes détenues en fidéicommis relatives à une réclamation de salaire en faveur d'un salarié dont l'identité n'a pu au 31 décembre d'une année être établie depuis 3 ans.





c. R-20, r.20

**Règlement d'application du Règlement  
sur l'utilisation des fonds non identifiés  
gardés en fidéicommiss pour les  
réclamations de salaire en faveur d'un  
salarié de la construction par l'Office de  
la construction du Québec**

Loi sur les relations du travail dans l'industrie de la  
construction  
(L.R.Q., c. R-20, a. 15)

- 1.** Un salarié dont le montant de réclamation de salaire n'a pu lui être remis faute d'identification par l'Office de la construction du Québec peut réclamer ce montant à l'Office.
- 2.** Sur preuve de son identité, l'Office remet au salarié le montant de la réclamation perçu en son nom, et fait remise à même les fonds non identifiés gardés en fidéicommiss et non transférés à son fonds d'administration suivant les dispositions du Règlement sur l'utilisation des fonds non identifiés gardés en fidéicommiss pour les réclamations de salaire en faveur d'un salarié de la construction par l'Office de la construction du Québec (c. R-20, r.19).
- 3.** L'Office conserve toute information relative aux fonds ainsi gardés en fidéicommiss.

---

A.C. 3493-79, (1979) 111 G.O.II, 8047  
Décision du 17.01.1980, (1980) 112 G.O.II, 1347





c. R-20, r.21

**Règlement sur l'utilisation des intérêts  
des fonds gardés en fidéicommis pour les  
cotisations syndicales et patronales  
reçues des employeurs de l'industrie de la  
construction par l'Office de la  
construction du Québec**

Loi sur les relations du travail dans l'industrie de la  
construction

(L.R.Q., c. R-20, a. 123)

**1.** L'Office de la construction du Québec est autorisé à  
utiliser pour son administration la totalité des intérêts des  
fonds gardés en fidéicommis pour les cotisations syndica-  
les et patronales reçues des employeurs de l'industrie de la  
construction.







c. R-20, r.22

## **Règlement sur l'utilisation des intérêts du fonds spécial d'indemnisation par l'Office de la construction du Québec**

Loi sur les relations du travail dans l'industrie de la construction

(L.R.Q., c. R-20, a. 123)

**1.** L'Office de la construction du Québec est autorisé à utiliser pour son administration la totalité des intérêts du fonds spécial d'indemnisation prévu au Décret de la construction (c. R-20, r.5).





c. R-20, r.23

**Règlement sur l'utilisation d'une partie  
des sommes perçues à titre d'avantages  
sociaux pour l'administration de l'Office  
de la construction du Québec**

Loi sur les relations du travail dans l'industrie de la  
construction

(L.R.Q., c. R-20, a. 123)

**1.** En outre des sommes qu'il peut retenir en vertu du paragraphe 2 de l'article 92 de la Loi sur les relations du travail dans l'industrie de la construction (L.R.Q., c. R-20), l'Office de la construction du Québec est autorisé à utiliser pour son administration à même les sommes reçues en 1980 à titre de contributions ou cotisations aux régimes complémentaires d'avantages sociaux de l'industrie de la construction un montant maximal de 1 050 000 \$.





c. R-20.1, r.1

## **Règlement d'application de la Loi sur le remboursement d'impôts fonciers**

Loi sur le remboursement d'impôts fonciers

(L.Q., 1979, c. 12, a. 41, par. b ; après refonte : L.R.Q., c. R-20.1)

**1.** Tout propriétaire d'un immeuble tenu, en vertu de l'article 14 de la Loi sur le remboursement d'impôts fonciers (L.Q., 1979, c. 12 ; après refonte : L.R.Q., c. R-20.1), de transmettre un certificat à l'égard des impôts fonciers attribuables à un logement habité par une personne visée à l'article 2 de cette Loi et contenant les renseignements prescrits par le ministre du Revenu doit en transmettre une copie au ministre du Revenu au plus tard le dernier jour de février de chaque année à l'égard de l'année civile précédente.

Il doit, dans le même délai, en transmettre 2 copies à chaque locataire d'un logement à l'égard duquel le certificat a été complété ; ces copies doivent être expédiées à la dernière adresse connue du locataire ou lui être remises personnellement.





c. R-20.1, r.2

## **Règlement sur la preuve requise pour la détermination d'un remboursement d'impôts fonciers**

Loi sur le remboursement d'impôts fonciers

(L.Q., 1979, c. 12, a. 41, par. a ; après refonte : L.R.Q., c. R-20.1)

**1.** Le requérant d'un remboursement d'impôts fonciers qui reçoit des prestations qu'il doit inclure dans le calcul de son revenu en vertu des sous-paragrophes *d* et *e* du premier alinéa de l'article 9 de la Loi sur le remboursement d'impôts fonciers (L.Q., 1979, c.12 ; après refonte : L.R.Q., c. R-20.1) doit joindre à sa demande un « Relevé de prestations » selon la formule prescrite par le ministre du Revenu.

**2.** La Commission de la santé et de la sécurité du travail et la Régie de l'assurance automobile du Québec doivent transmettre à tout prestataire des montants payables en vertu de la Loi sur les accidents du travail (L.R.Q., c. A-3) et de la Loi sur la Régie de l'assurance automobile du Québec (L.R.Q., c. R-4) un « Relevé de prestations » selon la formule prescrite par le ministre du Revenu, au plus tard le dernier jour de février de chaque année à l'égard de l'année civile précédente.

La Commission de la santé et de la sécurité du travail et la Régie de l'assurance automobile du Québec doivent aussi transmettre dans le même délai copie de chaque « Relevé de prestations » au ministre du Revenu.

**3.** Les dispositions de l'article 2 concernant la transmission d'un « Relevé de prestations » s'appliquent aussi à toute personne qui verse un montant à titre de prestation d'assurance-salaire ou d'assurance-revenu, ou en remplacement d'un salaire ou d'un revenu, sauf un paiement fait en raison d'une grève.

**4.** La Commission de la santé et de la sécurité du travail et la Régie de l'assurance automobile du Québec doivent transmettre au plus tard le dernier jour de février de chaque année, copie de leur fichier de paiement pour l'année précédente. Ce fichier doit comprendre tous les renseignements que le ministre du Revenu juge utiles pour l'application de la Loi sur le remboursement d'impôts fonciers.

---

D. 699-80, (1980) 112 G.O. II, 1711

D. 3994-80, (1980) 112 G.O. II, 7155







c. R-22, r.1

## **Règlement sur les droits à payer en vertu de la Loi concernant les renseignements sur les compagnies**

Loi concernant les renseignements sur les compagnies  
(L.R.Q., c. R-22, a. 16)

**1.** Pour les compagnies à capital-actions, les droits et honoraires payables sont de :

a) 35 \$ sur production du prospectus mentionné à l'article 2 de la Loi concernant les renseignements sur les compagnies (L.R.Q., c. R-22) ; et

b) 35 \$ sur production du rapport détaillé mentionné à l'article 4 de la Loi.

**2.** Pour toute compagnie autre que celle mentionnée à l'article 2 de la Loi, les droits et honoraires payables sont de :

a) 10 \$ sur production du prospectus mentionné à l'article 2 de la Loi ; et

b) 10 \$ sur production du rapport détaillé mentionné à l'article 4 de la Loi.

**3.** Les droits et honoraires payables pour l'émission d'un certificat de régularité sont de 10 \$.

**4.** Les droits et honoraires payables pour l'obtention de copies de documents relatifs à une compagnie sont de 0,50 \$ pour chaque page copiée ou photocopée avec un minimum de 3 \$ si les copies requises n'ont pas été certifiées, et de 5 \$ si elles doivent l'être.

**5.** Les droits et honoraires payables sur demande de révocation de dissolution prévue par l'article 11 de la Loi sont de :

a) 200 \$ dans le cas d'une compagnie à capital-actions ; et

b) 25 \$ dans le cas de toute autre compagnie.

**6.** Sur demande de révocation de dissolution prévue par l'article 11 de la Loi et faite par le gouvernement, ses ministères ou les organismes gouvernementaux, aucun droit n'est payable.

---

D. 45-80, (1980) 112 G.O. II, 569

D. 1529-81, (1981) 113 G.O. II, 2667





c. R-22, r.2

## Regulation respecting the additional information required pursuant to section 4 of the Companies Information Act

Companies Information Act  
(R.S.Q., c. R-22, s. 4)

**1.** The detailed return contemplated in section 4 of the Companies Information Act (R.S.Q., c. R-22) must contain the following additional information :

(a) the amount of the company's bond or debentures debt ;

(b) the number of holders of bonds issued by the company and the number of holders of debentures issued by the latter ;

(c) the authority under which the company was incorporated, stating the name of the country, State or province ;

(d) the amount of authorized capital stock assigned to common shares and the amount assigned to preference shares or, where applicable, the total maximum consideration for which the shares may be issued, showing separately, as applicable, the common shares and the preference shares ;

(e) the number of common shares issued, allotted and paid in whole or in part ;

(f) for the period contemplated in the return :

i. the number of common shares issued and the number of preference shares issued, showing each issue separately, and also the total number of shares issued per class ;

ii. the amount of authorized capital stock which was issued in the form of common shares and the amount issued in the form of preference shares, showing each issue separately, and also the total number of common shares issued or, if they are shares without par value, the consideration for which the common shares were issued and that for which the preference shares were issued, showing each issue separately, and also the total consideration for which each class of shares was issued ;

iii. the value received for each issue of common shares, the value received for each issue of preference shares, as well as the total value received per class of shares ; and

iv. the total number of issue of shares ;

(g) whether the company is a private company within the meaning of the Securities Act (R.S.Q., c. V-1) ;

(h) the total amount paid on common shares ;

(i) the total number of voting shares issued and paid in whole or in part, as well as the total amount paid in consideration of such shares ;

(j) the total number of voting shares which are held by the directors and the total amount paid in consideration of such shares ;

(k) the name and address of every shareholder who holds 10% or more of the issued and paid in whole or in part, as well as the percentage of such shares held by the said shareholder ;

(l) the number of employees whose place of work is in Québec ;

(m) the number of employees whose place of work is in Canada ; and

(n) the address of every office where the transfer of shares is made by the company.

**2.** For the purposes of section 1, the expression "voting share" means a share entitling the holder thereof to vote, whether such right be absolute or attached to the existence of a condition which is fulfilled.

O.C. 1708-73, (1973) 105 O.G. II, 2281

O.C. 2265-73, (1973) 105 O.G. II, 4095





c. R-22, r.3

## Règlement sur les renseignements requis des compagnies et des syndicats

Loi concernant les renseignements sur les compagnies (L.R.Q., c. R-22)

**I.** Les renseignements qui doivent être requis des compagnies et syndicats en vertu de l'article 3 de la Loi concernant les renseignements sur les compagnies (L.R.Q., c. R-22), à part ceux demandés par l'article 4 de la même Loi, sont les suivants :

**a) dans le cas d'une compagnie :**

- i. description de la nature de l'émission ;
- ii. montant total de l'émission ;
- iii. nombre d'actions ou d'obligations dont se compose l'émission ;
- iv. si une partie seulement de l'émission doit être vendue, désignation de cette partie ;
- v. valeur au pair des actions ou obligations ; s'il s'agit d'actions sans valeur au pair, une mention de la considération pour laquelle elles doivent être émises ;
- vi. s'il s'agit d'actions privilégiées, une description des privilèges attachés à ces actions. (Une compagnie constituée par lettres patentes émises sous la Loi sur les compagnies (L.R.Q., c. C-38) n'est pas requise de répondre à cette question) ;
- vii. s'il s'agit d'obligations, l'intérêt qu'elles portent et la date de leur échéance ;
- viii. s'il s'agit d'obligations, comment elles sont garanties ;
- ix. s'il s'agit d'obligations et qu'il y ait un fiduciaire, une désignation de son nom et de son adresse ;
- x. si l'émission consiste en actions qui doivent être vendues moyennant un escompte ou une prime, le nombre des actions qui doivent être ainsi vendues, leur valeur au pair, et mention de l'escompte ou prime qui doit être accordé ;

**b) dans le cas d'un syndicat :**

- i. la date et l'endroit de son enregistrement, et une désignation des lois en vertu desquelles il est enregistré ;
- ii. description de la nature de l'émission et montant total ;

iii. si une partie seulement de l'émission doit être vendue, désignation de cette partie ;

iv. si l'émission se compose de valeurs généralement connues sous le nom « d'unités », décrire la nature de ces unités, en donner le nombre et indiquer les droits qu'elles confèrent ;

v. à quel prix ces unités doivent être vendues ;

**c) dans le cas d'une compagnie ou d'un syndicat :**

i. la compagnie ou le syndicat doivent-ils vendre eux-mêmes leurs valeurs parmi le public, et dans l'affirmative quels sont les noms et adresses de ceux de leurs officiers, directeurs, membres, employés ou agents qui doivent faire les ventes ;

ii. la compagnie ou le syndicat doivent-ils vendre toute l'émission ou une partie de l'émission en bloc à un courtier, et dans l'affirmative quels sont les noms et adresses du courtier, quelle partie de l'émission doit être vendue et à quel prix ;

iii. la compagnie ou le syndicat ont-ils ou doivent-ils donner une option pour l'achat de toute l'émission ou une partie de celle-ci ; dans l'affirmative, à qui cette option a-t-elle été donnée ou doit-elle être donnée, pour quels prix et quels sont les détails de cette option ;

iv. la compagnie ou le syndicat doivent-ils faire vendre leurs valeurs par l'entremise d'un courtier ou vendeur de valeurs mobilières ; dans l'affirmative, quels sont les noms et adresses de ce courtier ou vendeur ;

v. quelles commissions la compagnie ou le syndicat doivent payer à leurs officiers, directeurs, membres, employés ou agents qui doivent faire les ventes ;

vi. quelles commissions la compagnie ou le syndicat doivent payer au courtier qui doit faire les ventes ;

vii. quel pourcentage du produit de la vente des valeurs doit revenir à la compagnie ou au syndicat ;

viii. si toute l'émission ou une partie de celle-ci doit être vendue ou cédée pour une considération autre que de l'argent, quelle est cette considération.

A.C. 1821-32, (1932) 64 G.O., 2931





c. R-24.1, r.1

## Liste des circonscriptions électorales avec leur nom et leur délimitation

Loi sur la représentation électorale

(L.Q., 1979, c. 57 ; après refonte : L.R.Q., c. R-24.1)

**1. Les 122 circonscriptions électorales sont nommées et délimitées comme suit :**

**1) Abitibi-Est :** La circonscription électorale d'Abitibi-Est comprend le territoire délimité comme suit :

partant du coin nord-ouest du canton de Laas ; partie de la ligne nord du canton de Laas jusqu'à la ligne médiane de la rivière Bell ; ladite ligne médiane (étant aussi la ligne ouest du canton de Quévillon) ; les lignes nord et est du canton de Quévillon ; partie de la ligne nord du canton de Holmes ; les lignes nord des cantons de Cuvillier, Labrie, Moquin, Souart, Barry et Bailly ; les lignes est des cantons de Bailly, Kalm, Deschamps, Bernier, Brécourt, Chassaigne, Le Breton et Radisson ; les lignes sud des cantons de Radisson, Chouart, Festubert, Lens, Vimy, Cambrai, Ypres, Denain et Villebon ; les lignes est et sud du canton de Granet ; les lignes sud des cantons de Pelissier, Jourdan, Mazérac, Landanet et Chabert ; les lignes ouest des cantons de Chabert, Darlens, Montanier et Bousquet ; partie de la ligne nord du canton de Bousquet ; partie de la ligne centrale dudit canton ; partie de la ligne séparative des rangs VII et VIII ; partie de la ligne est dudit canton et son prolongement jusqu'à la ligne médiane du lac Preissac ; ladite ligne médiane jusqu'à la ligne nord du rang II du canton de Preissac ; ladite ligne nord vers l'est jusqu'à la ligne est dudit canton ; partie de la ligne est des cantons de Preissac et Cadillac ; la ligne nord du rang VIII jusqu'à la rive du lac Malartic ; la ligne médiane du lac Malartic jusqu'au prolongement de la ligne nord du canton de Malartic ; ce prolongement et partie de ladite ligne nord ; la ligne nord du canton de Vassan ; les lignes ouest des cantons de Fiedmont et Barraute ; partie de la ligne nord du canton de Barraute jusqu'à la ligne médiane de la rivière Laflamme ; la ligne médiane de ladite rivière en allant vers le sud jusqu'à la ligne sud du rang IX du canton de Barraute ; partie de la ligne est dudit canton ; la ligne sud du rang VI du canton de Carpentier ; partie de la ligne est dudit canton ; partie de la ligne sud du rang I du canton de Rochebaucourt ; les lignes ouest des cantons de Ducros, Bartouille et Laas jusqu'au point de départ.

Cette circonscription comprend les municipalités suivantes : les villes de Cadillac, Lebel-sur-Quévillon, Malar-

tic, Senneterre et Val-d'Or ; le village de Barraute ; la municipalité de la paroisse de Senneterre ; les municipalités de Belcourt, Fiedmont-et-Barraute, Sullivan, Val-Senneville et Vassan, et une partie de la municipalité de Baie-James. Elle comprend aussi la réserve indienne de Lac-Simon ; les localités de Beattyville, Colombière, Colombie-Fournière, Dubuisson, Obaska, Press, Rapide-des-Cèdres, Rapide-Deux, Rapide-Sept, Rivière-Héva et Roc-d'Or, situées en territoire non organisé ; les cantons de Festubert et Montgay, également situés en territoire non organisé.

**2) Abitibi-Ouest :** La circonscription électorale d'Abitibi-Ouest comprend le territoire délimité comme suit :

partant du coin nord-ouest du canton de Boivin ; les lignes nord des cantons de Boivin, Paradis et Lemaire ; les lignes est des cantons de Lemaire et Lavergne ; les lignes nord des cantons de Disson, Ligneris, Desboues, Miniac, Coigny, Bernets et Murault ; les lignes est des cantons de Murault, Despinassy et Rochebaucourt ; partie de la ligne sud dudit canton ; partie de la ligne est du canton de Carpentier ; la ligne sud du rang VI dudit canton ; partie de la ligne est du canton de Barraute ; partie de la ligne sud du rang IX dudit canton jusqu'à son intersection avec la ligne médiane de la rivière Laflamme ; la ligne médiane de la rivière Laflamme vers le nord jusqu'à son intersection avec la ligne sud du canton de La Morandière ; partie de la ligne sud dudit canton jusqu'au coin nord-est du canton de Landrienne ; les lignes est des cantons de Landrienne et La Corne ; la ligne sud du canton de La Corne et partie de la ligne sud du canton de La Motte et le prolongement de cette dernière ligne jusqu'à son intersection avec la ligne médiane du lac Malartic ; la ligne médiane dudit lac jusqu'au prolongement de la ligne sud du rang IX du canton de Malartic ; ledit prolongement et la ligne sud du rang IX jusqu'à la ligne ouest du canton de Malartic ; partie des lignes ouest des cantons de Malartic et La Motte jusqu'à la ligne sud du rang III du canton de Preissac ; partie de la ligne sud du rang III et son prolongement jusqu'à la ligne médiane du lac Preissac ; la ligne médiane dudit lac jusqu'au prolongement de la ligne est du canton de Bousquet ; ce prolongement et partie de la ligne est du canton de Bousquet jusqu'à la ligne sud du rang VIII du canton de Bousquet ; partie de la ligne sud du rang VIII jusqu'à la ligne médiane du canton de Bousquet ; partie de la ligne médiane du même canton ; la ligne médiane du canton de La Pause ; partie de la ligne sud du canton de Manneville ; la ligne ouest du canton de Manneville ; la ligne sud du canton de Privat et partie de la ligne sud du

canton de Poularies jusqu'à la ligne séparative des lots 15 et 16 du rang I dudit canton ; dans le canton de Destor, le prolongement de ladite ligne séparative des lots 15 et 16 sur la profondeur du rang X et partie de la ligne séparative des rangs IX et X ; partie de la ligne est et la ligne sud du canton de Duparquet ; la ligne sud du canton de Hébé-court ; enfin, la ligne frontière Québec/Ontario en allant vers le nord jusqu'au point de départ.

Cette circonscription comprend les municipalités suivantes : les villes d'Amos, Duparquet, La Sarre et Macamic ; le village de La Reine ; les municipalités des paroisses de Macamic, Sainte-Hélène-de-Mancebourg, Saint-Janvier, Saint-Lambert, Saint-Marc-de-Figuery et Saint-Mathieu ; les municipalités des cantons de Clermont, Landrienne, LaSarre, Launay, Privat et Trécesson ; les municipalités d'Amos-Est, Authier, Champneuf, Clerval, Colombourg, La Corne, La Motte, La Reine, Normétal, Palmarolle, Poularies, Preissac, Roquemaure, Saint-Dominique-du-Rosaire, Saint-Félix-de-Dalquier, Sainte-Germaine-Boulé, Sainte-Gertrude-Manneville, Saint-Jacques-de-Dupuy, Saint-Laurent, Taschereau, Val-Saint-Gilles et une partie de la municipalité de Baie-James. Elle comprend aussi la réserve indienne d'Amos ; les localités d'Authier-Nord, Berry, Champcoeur, Despinassy, Guyenne, Lac-Castagnier, La Morandière, Languedoc, Rapide-Danseur, Rochebaucourt, Saint-Eugène-de-Chazel, Saint-Maurice-de-Dalquier et Saint-Nazaire-de-Berry, situées en territoire non organisé.

3) **Anjou** : Le territoire de la circonscription électorale d'Anjou peut être décrit comme suit :

partant du point de rencontre de la ligne séparative du cadastre de la paroisse de Rivière-des-Prairies et du cadastre de la paroisse de Longue-Pointe, à l'extrémité ouest de la

ligne nord-ouest du lot 448 de ce dernier cadastre ; de là, la ligne séparative desdits cadastres jusqu'à la ligne séparative du cadastre de la paroisse de Pointe-aux-Trembles et du cadastre de la paroisse de Longue-Pointe ; ladite ligne séparative jusqu'à la ligne médiane de l'emprise du chemin de fer de la Compagnie des Chemins de Fer Nationaux du Canada ; la ligne médiane de ladite emprise jusqu'au prolongement de la ligne médiane de l'avenue Saint-Émile ; le prolongement de la ligne médiane de ladite avenue jusqu'à la ligne médiane de la rue Sherbrooke ; la ligne médiane de ladite rue jusqu'à la ligne médiane de la rue Saint-Donat ; la ligne médiane de ladite rue jusqu'à son intersection avec une ligne brisée séparant les lots 424, 426, 428, 429, 430, 432 à 441 des lots 397 à 394, 391, 390, 335a, 332, 331 et 327 (du cadastre de la paroisse de Longue-Pointe) ; ladite ligne brisée jusqu'à la ligne nord-est du lot 326 dudit cadastre ; ladite ligne nord-est jusqu'à la ligne sud-est du lot 443 dudit cadastre ; ladite ligne sud-est jusqu'à la ligne séparative du cadastre de la paroisse de Sault-au-Récollet et du cadastre de la paroisse de Longue-Pointe ; ladite ligne séparative jusqu'au point de départ.

Cette circonscription comprend la ville d'Anjou et une partie de la ville de Montréal, le tout délimité comme suit : la limite de la ville d'Anjou avec les villes de Montréal-Nord, Montréal et Montréal-Est, la limite des villes de Montréal et Montréal-Est, la voie ferrée du Canadien National, la rue Saint-Émile, la rue Sherbrooke, la rue Saint-Donat et la limite de la ville d'Anjou avec les villes de Montréal et Saint-Léonard.

4) **Argenteuil** : La circonscription électorale d'Argenteuil comprend le territoire délimité comme suit :

partant à l'intersection de la frontière Québec/Ontario avec le prolongement de la ligne ouest de l'augmentation du canton de Grenville ; ce prolongement et les lignes ouest de l'augmentation du canton de Grenville et des cantons d'Harrington et Arundel ; la ligne nord des cantons d'Arundel, Montcalm et Howard ; de là, successivement, les lignes suivantes : partie de la limite est dudit canton ; les limites nord-est et sud-est du canton de Morin ; une ligne brisée séparant le cadastre de la municipalité des Mille-Isles des cadastres des paroisses de Saint-Sauveur et Saint-Jérôme jusqu'à la ligne nord du cadastre de la paroisse de Saint-Colomban ; partie de la limite nord-est et partie de la limite sud-est du cadastre de la paroisse de Saint-Colomban ; la ligne nord-est du lot 236 du cadastre de la paroisse de Saint-Canut et son prolongement jusqu'à la ligne médiane de la rivière du Nord ; la ligne médiane de la rivière du Nord en remontant son cours jusqu'au prolongement de la ligne nord-est du lot 111 du cadastre de la paroisse de Saint-Jérôme ; ce prolongement et la ligne nord-est du lot 111 ; les lignes sud-est des lots 112, 113 et 114 ; une ligne brisée séparant le lot 115 des lots 89 et 90 ; la ligne sud-est des lots 116, 117, 118, 119, 120, 121, 126,



127 et 135 ; la ligne nord-est du lot 135 et son prolongement jusqu'à la ligne médiane de la rivière Saint-Antoine ; la ligne médiane de ladite rivière vers l'est jusqu'au prolongement de la ligne séparative des lots 141 et 189 ; ce prolongement et ladite ligne séparative jusqu'au côté nord-ouest de l'emprise de la voie désaffectée du chemin de fer de la compagnie des Chemins de Fer Nationaux du Canada ; le côté nord-ouest de ladite emprise vers le nord-est jusqu'à la ligne séparative des lots 149 et 150 ; partie de ladite ligne séparative ; une ligne parallèle au côté sud-est de la route 41 et située à 200 pieds du côté sud-est de ladite route, et traversant le lot 150 ; la ligne nord-est du lot 150 jusqu'au côté nord-ouest de l'emprise du chemin de fer ; ladite emprise jusqu'au prolongement de la limite nord-est du lot 153 ; ce prolongement jusqu'au côté nord-ouest de la route 41 ; ce côté nord-ouest jusqu'au prolongement de la ligne nord-est du lot 162 ; ce prolongement et la ligne nord-est des lots 162, 51 et 50 ; une ligne brisée séparant le cadastre de la paroisse de Saint-Janvier des cadastres des paroisses de Sainte-Thérèse-de-Blainville et Sainte-Anne-des-Plaines jusqu'à la ligne nord-ouest du lot 672 du cadastre de la paroisse de Sainte-Thérèse-de-Blainville ; le côté nord-est de l'autoroute des Laurentides (à 150 pieds au nord-est de la ligne centrale et parallèle à celle-ci) en allant vers le sud-est jusqu'à son intersection avec la ligne sud-est du lot 573 ; ladite ligne et son prolongement jusqu'à la ligne médiane de la rivière aux Chiens ; la ligne médiane de la rivière en remontant son cours jusqu'au prolongement de la ligne nord-est du lot 577 ; les lignes nord-est, nord et sud-ouest dudit lot et le prolongement de cette dernière jusqu'à la ligne médiane de la rivière aux Chiens ; la ligne médiane de la rivière en remontant son cours jusqu'au prolongement de la ligne sud-ouest du lot 587 ; ce prolongement et partie de la ligne sud-ouest dudit lot jusqu'au côté sud du chemin de la Côte Nord ; le côté sud dudit chemin en allant vers l'ouest jusqu'à la ligne nord-est du lot 599 ; partie de la ligne nord-est dudit lot ; une ligne brisée limitant vers le sud-est et le sud ledit lot 599 ; la ligne sud-est du lot 601 ; la ligne séparative des lots 601 et 603 ; la ligne sud-est du lot 600 ; la ligne sud-ouest du lot 608 et son prolongement jusqu'à la ligne médiane de la rivière aux Chiens ; ladite ligne médiane en remontant son cours jusqu'à un petit lac limitant vers le nord les lots 165 et 171 ; les rives nord-est, nord et ouest dudit lac ; une ligne brisée séparant les lots 165, 164, 629, 630 et 631 du lot 628 ; la ligne sud-est du lot 632 ; partie de la ligne nord-est du cadastre de la paroisse de Saint-Augustin ; une ligne brisée séparant les cadastres des paroisses de Saint-Eustache, Saint-Joseph-du-Lac, L'Annonciation-du-Lac-des-Deux-Montagnes et Saint-Placide d'une part des cadastres des paroisses de Saint-Augustin, Saint-Benoît et Saint-Hermas d'autre part ; une ligne brisée séparant le cadastre de la paroisse de Saint-Andrews de celui de la paroisse de Saint-Placide, le dernier tronçon étant prolongé

jusqu'à une ligne dans le lac des Deux Montagnes passant à mi-distance entre la rive nord dudit lac et la rive nord de l'île de Carillon ; ladite ligne à mi-distance en allant vers l'est et une ligne irrégulière, passant au nord et au sud de toutes les îles faisant partie du cadastre de la paroisse de Saint-Andrews jusqu'à la ligne médiane de la rivière des Outaouais ; ladite ligne médiane et la ligne frontière Québec/Ontario dans cette rivière jusqu'au point de départ.

Cette circonscription comprend les municipalités suivantes : les villes de Barkmere, Lachute et Mirabel ; les villages de Brownsburg, Calumet, Carillon, Grenville et Saint-André-Est ; les municipalités des paroisses de Saint-André-d'Argenteuil et Saint-Colomban ; les municipalités des cantons d'Arundel, Chatham, Gore, Grenville, Harrington, Montcalm et Wentworth ; les municipalités de Huberdeau, Lac-des-Seize-Îles, Mille-Îles, Morin-Heights, Saint-Adolphe-d'Howard et Wentworth-Nord.

5) **Arthabaska** : La circonscription électorale d'Arthabaska comprend le territoire délimité comme suit :

partant du point de rencontre de la ligne ouest du lot 824 du cadastre du canton de Bulstrode avec la ligne sud dudit canton ; de là, successivement, les lignes suivantes : dans ce cadastre, la ligne ouest des lots 824, 571 et 564 ; partie de la ligne sud du rang IX ; la ligne ouest du lot 447 ; la ligne ouest de la demi-sud du lot 446 ; la ligne nord des deux-tiers ouest de la demi-sud du lot 446 ; la ligne ouest du tiers est de la demi-nord du même lot ; partie de la ligne séparative des rangs VII et VIII ; la ligne ouest des lots 359, 358, 357, 356, 355, 354, 353, 352 et 351 ; partie de la ligne séparative des rangs VI et VII ; la ligne ouest des lots 320 et 266 ; la ligne nord des lots 266, 267 et 268 ; la ligne ouest des lots 207 et 169 ; partie de la ligne séparative des rangs II et III ; partie de la ligne ouest du canton de Stanfold et son prolongement jusqu'à la ligne médiane de la rivière Bécancour ; la ligne médiane de ladite rivière en remontant son cours et en contournant par la gauche les îles les plus rapprochées de la rive gauche et par la droite les îles les plus rapprochées de la rive droite jusqu'au prolongement de la ligne est du lot 13 du rang I du canton de Stanfold ; dans le cadastre de ce canton, ledit prolongement et la ligne est du lot 13 des rangs I, II et III ; partie de la ligne séparative des rangs III et IV ; partie de la ligne ouest du canton de Somerset ; dans le cadastre de la municipalité de Somerset-Sud, partie de la ligne séparative des rangs III et IV ; une ligne brisée séparant les cadastres des municipalités de Somerset-Nord et Somerset-Sud jusqu'à la ligne sud-est du cadastre de la municipalité de Somerset-Sud ; partie de ladite ligne sud-est ; dans ce cadastre, la ligne sud-ouest du lot A du rang VIII du gore de Somerset ; partie de la ligne sud-est du rang X ; la ligne nord-est du lot 333e ; les lignes sud-est et sud du canton de Somerset et partie de la ligne sud du canton de Stanfold ; la limite nord-est du cadastre du canton d'Arthabaska ; partie de la

limite nord-ouest et la limite nord-est du cadastre de la paroisse de Saint-Norbert ; la limite nord-est du cadastre de la paroisse de Sainte-Hélène ; dans ce cadastre, la ligne sud-est du lot 399 ; partie de la ligne nord-est du rang I du canton de Chester ; la ligne sud-est du lot 66 ; partie de la ligne séparative des rangs I et II ; la limite sud-est du cadastre de la paroisse de Saint-Norbert ; les limites nord-est, sud-est et partie de la limite sud-ouest du cadastre de la paroisse de Saint-Paul ; dans le cadastre du canton de Tingwick, partie de la ligne séparative des rangs VII et VIII ; la ligne sud-ouest des lots 660 et 558 ; partie de la ligne séparative des rangs V et VI ; la ligne nord-est des lots 218, 302, 201 et 107 ; partie de la ligne séparative des rangs I et II ; la ligne sud-ouest des lots 95 et 94 ; dans le cadastre du canton de Warwick, la ligne sud-ouest des lots 258 et 257 ; la ligne séparative des rangs I et II ; la ligne nord-est du lot 356 ; la ligne sud-est du lot 456a ; la ligne sud-ouest du lot 455 ; partie de la ligne séparative des rangs III et IV ; la ligne sud-ouest du lot 543 ; partie de la ligne séparative des rangs IV et V ; la ligne médiane du chemin limitant au nord-est le lot 607 ; partie de la ligne séparative des rangs V et VI ; la ligne sud-ouest du lot 684 et son prolongement jusqu'au côté nord-ouest d'un chemin public limitant vers le nord-ouest les lots 684 et 683 ; le côté nord-ouest dudit chemin et le côté sud-ouest d'un autre chemin limitant au sud-ouest le lot 680 ; partie de la ligne séparative des rangs VI et VII ; la ligne sud-ouest du lot 761 ; partie de la ligne séparative des rangs VII et VIII ; la ligne sud-ouest du lot 848 ; partie de la ligne séparative des rangs VIII et IX ; la ligne sud-ouest du lot 948 ; partie de la ligne séparative des rangs IX et X ; la ligne médiane du chemin limitant au sud-ouest les lots 1032, 1078 et partie du lot 1077 ; les lignes sud-ouest et nord-ouest du lot 1077 ; enfin partie de la ligne sud du canton de Bulstrode jusqu'au point de départ.

Cette circonscription comprend les municipalités suivantes : les villes d'Arthabaska, Plessisville, Princeville, Victoriaville et Warwick ; les villages de Chesterville et Norbertville ; les municipalités des paroisses de Plessisville, Princeville, Saint-Christophe-d'Arthabaska, Saint-Norbert-d'Arthabaska, Saint-Rosaire et Sainte-Victoire-d'Arthabaska ; les municipalités des cantons de Chester-Ouest et Warwick ; les municipalités de Chester-Nord et Saint-Valère.

6) **Beauce-Nord** : La circonscription électorale de Beauce-Nord comprend le territoire délimité comme suit :

partant du point d'intersection de la ligne séparative des cadastres des paroisses de Saint-Étienne-de-Lauzon et Saint-Nicolas avec la ligne nord-est du cadastre de la paroisse de Saint-Apollinaire ; de là, successivement, les lignes suivantes : une ligne brisée séparant les cadastres des paroisses de Saint-Nicolas et Saint-Étienne-de-Lauzon jusqu'à la ligne séparative des lots 10 et 11 de ce dernier cadastre ; ladite ligne séparative de lots et son prolongement jusqu'à la ligne médiane de la rivière Chaudière ; la ligne médiane de ladite rivière jusqu'au prolongement de la limite sud-est de la concession Hétérière du cadastre de la paroisse de Saint-Jean-Chrysostome ; dans ce cadastre, ledit prolongement et ladite limite sud-est ; la ligne séparative des lots 235 et 236 ; une ligne brisée séparant les cadastres des paroisses de Saint-Jean-Chrysostome et Saint-Romuald-d'Etchemin et son prolongement jusqu'à la ligne médiane de la rivière Etchemin ; la ligne médiane de ladite rivière en remontant son cours, contournant par le sud l'île portant les numéros 396, 397 et 398 du cadastre de la paroisse de Saint-David-de-L'Auberivière et se continuant jusqu'au prolongement de la ligne nord-ouest du lot 1 du cadastre de la paroisse de Saint-Jean-Chrysostome ; ledit prolongement et ladite ligne prolongée jusqu'à la ligne médiane de la rivière à la Scie ; la ligne médiane de ladite rivière en descendant son cours jusqu'au prolongement de la ligne nord-ouest du rang du Village des Coutures du cadastre de la paroisse de Notre-Dame-de-la-Victoire ; dans ce cadastre, ledit prolongement et une ligne brisée limitant vers le nord-ouest les rangs Village des Coutures, les Allonges et le Premier rang d'Arlaca jusqu'à la ligne nord-est du lot 100b ; ladite ligne nord-est et son prolongement jusqu'au côté nord-ouest de la route Trans-Canadienne ; le côté nord-ouest de ladite route en allant vers le nord-est jusqu'à la ligne nord-est du lot 191 ; le prolongement de cette ligne à travers l'autoroute no 20 et ladite ligne ; une ligne brisée séparant le rang Arlaca Sud du rang Arlaca Nord jusqu'à la ligne nord-est du lot 284 ; la ligne nord-est des lots 284, 340 et 341 ; la ligne sud-est du lot 341 ; les limites nord-est et sud-est du cadastre de la paroisse de Saint-Henri-de-Lauzon ; dans le cadastre de la paroisse de Saint-Anselme, une ligne brisée séparant d'un côté les lots 761 et 745 des lots 550, 551, 555, 557, 559, 562 à 565, 744 et 747 de l'autre côté ; les lignes sud-est et sud-ouest du lot 746 ; une ligne brisée séparant les lots 750 et 751 des lots 756, 755, 753, 754 et 752 ; la ligne est du lot 752 ; une ligne brisée séparant les cadastres des paroisses de Saint-Isidore et Saint-Anselme ; une ligne brisée séparant le cadastre de la paroisse de Sainte-Claire des cadastres des paroisses de Sainte-Hénédine et Sainte-Marguerite ; une autre ligne brisée séparant le cadastre de la paroisse de Saint-Édouard-de-Frampton des cadastres des paroisses de Sainte-Claire, Saint-Malachie et Saint-Léon-de-Standon

jusqu'à la ligne sud-est du lot 593 du cadastre de la paroisse de Saint-Édouard-de-Frampton ; dans ce cadastre, ladite ligne sud-est ; les lignes nord-est et sud-est du lot 543 ; la ligne séparative des rangs V et VI ; partie de la ligne nord-ouest du canton de Cranbourne en allant vers le nord-est ; dans le cadastre de ce canton, la ligne nord-est des lots 40, 120, 185, 202, 313, 352, 493, 491, 571, 623, 622, 621, 620 et 619 ; la ligne séparative des rangs X et XI ; partie de la limite nord-ouest et la limite sud-est du rang Fraser Sud-Est du cadastre de la paroisse de Saint-François ; partie de la ligne sud-est du lot 558 ; la ligne nord-est du lot 562 ; partie de la ligne nord du lot 393 ; la ligne nord-est des lots 394 et 395 ; la ligne sud-est du lot 395 ; le rang Saint-Charles ; la ligne sud-est des lots 228 et 232 jusqu'à la rive de la rivière Chaudière ; une ligne passant à l'est et au sud des îles et rejoignant le coin est du lot 1635 ; la ligne sud-est du lot 1635 ; le rang Saint-Charles jusqu'au coin est du lot 1780 ; la ligne sud-est du lot 1780 ; le côté ouest du chemin en allant vers le sud jusqu'au coin nord du lot 2274 ; la ligne nord-est du lot 2274 ; partie de la limite sud-est du cadastre de la paroisse de Saint-François jusqu'à la ligne sud-ouest du lot 2294 ; la ligne sud-ouest des lots 2294, 2226 et 2225 ; partie de la ligne sud-est du rang Saint-Guillaume Nord-Ouest et son prolongement jusqu'à la ligne médiane du chemin qui limite au sud-ouest le lot 2206 ; la ligne médiane dudit chemin vers le nord-ouest jusqu'au prolongement de la ligne sud-est du lot 143 du cadastre de la paroisse de Saint-Victor-de-Tring ; dans ce cadastre, ledit prolongement et ladite ligne sud-est ; partie de la ligne séparative des rangs I et II ; la ligne nord-ouest du lot 122 et son prolongement jusqu'à la ligne médiane du chemin du rang I ; la ligne médiane dudit chemin vers le sud-est ; partie de la ligne séparative des cadastres des paroisses de Saint-Victor-de-Tring et Saint-François jusqu'à la ligne nord-ouest du rang Saint-Louis Nord-Ouest de ce dernier cadastre ; dans le cadastre de la paroisse de Saint-François, partie de ladite ligne nord-ouest ; le côté sud-ouest du chemin séparant les lots 1948 et 1949 ; la ligne sud-ouest du lot 1851 et son prolongement jusqu'à la ligne médiane de la rivière Le Bras ; la ligne médiane de ladite rivière jusqu'au prolongement de la ligne sud-ouest du lot 1833 ; ledit prolongement et ladite ligne sud-ouest ; partie de la ligne sud-est du rang Saint-Jules du cadastre de la paroisse de Saint-Joseph ; dans le cadastre de la paroisse de Saint-Victor-de-Tring, les lignes nord-est, sud-est et partie de la ligne sud-ouest du lot 72 ; la ligne sud-est du lot 258a ; la ligne sud-ouest des lots 258a, 259 à 262, 262a, 263, 264, 265a, 265 et 266 ; partie de la ligne sud-est du canton de Broughton ; dans le cadastre de ce canton, partie de la ligne séparative des rangs III et IV ; une ligne brisée séparant les cadastres des paroisses de Saint-Frédéric et Saint-Séverin du cadastre du canton de Broughton ; les limites nord-ouest et sud-ouest du cadastre de la paroisse de Saint-Séverin ; la limite sud-ouest du

cadastre de la paroisse de Saint-Elzéar ; les limites sud-ouest et nord-ouest du cadastre de la paroisse de Saint-Bernard ; les limites sud-ouest et sud-est du cadastre de la paroisse de Saint-Lambert ; enfin, la limite sud-ouest du cadastre de la paroisse de Saint-Étienne-de-Lauzon jusqu'au point de départ.

Cette circonscription comprend les municipalités suivantes : les villes de Beauceville, Saint-Jean-Christophe, Saint-Joseph-de-Beauce et Sainte-Marie ; les villages de Saint-Bernard, Saint-Elzéar, Saint-Isidore, Scott, Tring-Jonction et Vallée-Jonction ; les municipalités des paroisses de l'Enfant-Jésus, Saints-Anges, Saint-Bernard, Saint-Édouard-de-Frampton, Saint-Frédéric, Sainte-Hélène-de-Breakeyville, Sainte-Hénédine, Saint-Isidore, Saint-Joseph-de-Beauce, Saint-Jules, Saint-Lambert-de-Lauzon, Saint-Louis-de-Pintendre, Sainte-Marguerite, Saint-Odilon-de-Cranbourne et Saint-Séverin ; les municipalités de Saint-Alfred, Saint-Elzéar-de-Beauce, Saint-Étienne, Saint-François-de-Beauce, Saint-François-Ouest, Saint-Henri, Saint-Joseph-des-Érables et Taschereau-Fortier.

7) **Beauce-Sud** : La circonscription électorale de Beauce-Sud comprend le territoire délimité comme suit :

partant du coin sud du canton de Broughton ; de là, successivement, les lignes suivantes : dans le cadastre de ce canton, partie de la ligne sud-ouest dudit canton ; partie de la ligne nord-ouest du lot 27a du rang XI jusqu'au côté sud-ouest d'un chemin public ; le côté sud-ouest dudit chemin jusqu'à la ligne nord-ouest du lot 25a du rang XI ; ladite ligne nord-ouest et la ligne nord-ouest des lots 25e et 25a du rang X ; partie de la ligne séparative des rangs IX et X ; la ligne nord-ouest du lot 23c du rang IX ; le côté sud-ouest du chemin entre les rangs VIII et IX jusqu'au prolongement de la ligne nord-ouest du lot 24a du rang VIII ; ledit prolongement et ladite ligne sur une longueur d'environ 8 arpents ; une ligne droite parallèle au chemin entre les rangs VIII et IX sur la largeur des lots 24a et 24b ; la ligne sud-est du lot 24b sur une longueur d'environ 8 arpents et son prolongement jusqu'au côté sud-ouest du chemin entre les rangs VIII et IX ; le côté sud-ouest dudit chemin jusqu'au prolongement de la ligne nord-ouest du lot 26a du rang VIII ; ledit prolongement et ladite ligne jusqu'au côté sud-ouest du chemin entre les rangs VII et VIII ; ledit côté sud-ouest dudit chemin et son prolongement jusqu'à la ligne nord-ouest du canton de Tring ; partie de ladite ligne nord-ouest jusqu'au côté sud-ouest du chemin entre les rangs VI et VII du canton de Tring ; dans le cadastre de la paroisse de Saint-Victor-de-Tring, ledit côté sud-ouest dudit chemin jusqu'au prolongement de la ligne nord-ouest du lot 712 ; ledit prolongement et ladite ligne ; le côté sud-ouest du chemin entre les rangs V et VI et son prolongement jusqu'à la ligne nord-ouest du canton de Tring ; partie de ladite ligne nord-ouest ; partie de la ligne nord-est du rang II ; la ligne nord-ouest du lot 258 et

son prolongement jusqu'au côté nord-est du chemin du Deuxième rang ; le côté nord-est dudit chemin ; la ligne nord-ouest du lot 73 ; le côté sud-ouest du chemin du Premier rang jusqu'au prolongement de la ligne nord-ouest du rang Sainte-Caroline ; ledit prolongement et la ligne nord-ouest du rang Sainte-Caroline jusqu'à la ligne nord-est du lot 1834 du cadastre de la paroisse de Saint-François ; dans ce cadastre, ladite ligne nord-est et son prolongement jusqu'à la ligne médiane de la rivière Le Bras ; la ligne médiane de ladite rivière en allant vers l'est jusqu'au prolongement de la ligne nord-est du lot 1852 ; ledit prolongement et ladite ligne nord-est ; le côté sud-ouest du chemin séparant les lots 1948 et 1949 ; partie de la ligne sud-est du rang Sainte-Catherine Sud-Est ; une ligne brisée limitant au nord-est et au sud-est le cadastre de la paroisse de Saint-Victor-de-Tring jusqu'à la ligne médiane du chemin du rang I du canton de Tring ; la ligne médiane dudit chemin jusqu'au prolongement de la ligne sud-est du lot 121 du cadastre de la paroisse de Saint-Victor-de-Tring ; dans ce cadastre, ledit prolongement et ladite ligne sud-est ; partie de la ligne séparative des rangs I et II ; la ligne nord-ouest du lot 144 et son prolongement jusqu'à la ligne médiane du chemin du rang I ; la ligne médiane dudit chemin vers le sud-est jusqu'au prolongement de la ligne nord-ouest du rang Saint-Guillaume Sud-Est du cadastre de la paroisse de Saint-François ; dans ce cadastre, ledit prolongement et partie de ladite ligne nord-ouest ; la ligne nord-est des lots 2227 et 2295 ; partie de la ligne nord-ouest du cadastre de la paroisse de Saint-Georges jusqu'au coin sud du lot 1793 du cadastre de la paroisse de Saint-François ; les lignes sud-ouest des lots 1787 à 1793 ; le côté ouest du chemin jusqu'au coin ouest du lot 1784 ; les lignes nord-ouest des lots 1781 à 1784 ; le côté ouest du chemin ; le prolongement de la ligne nord-ouest du lot 1636, la ligne nord-ouest du lot 1636 et son prolongement jusqu'à la rive de la rivière Chaudière ; une ligne contournant par le sud et l'est les îles jusqu'au prolongement de la ligne nord-ouest du lot 233 ; ledit prolongement et ladite ligne du lot 233 ; le rang Saint-Charles jusqu'au coin ouest du lot 396 ; la ligne nord-ouest dudit lot ; les lignes nord-est des lots 395 et 394 ; partie de la ligne nord du lot 393 ; la ligne sud-ouest du lot 563 ; la limite nord-ouest des lots 563 à 566 ; la limite nord-ouest des rangs Delrey, Chausse-Gros, Saint-Gustave et Saint-Georges ; partie de la ligne sud-ouest du lot 654 du rang XI du canton de Cranbourne ; la ligne de division des rangs X et XI du même canton ; les lignes nord-est du lot 685 du rang XI et du lot 723 du rang XII ; les lignes nord-ouest et nord-est du lot 787 du rang XIII ; la ligne nord-est du lot 826 du rang XIV du même canton de Cranbourne ; les lignes sud-est des lots 826 à 829 du rang XIV ; la ligne nord-est du rang D du canton de Watford et son prolongement jusqu'à la ligne médiane de la rivière Famine ; de là, dans une direction générale sud-ouest, la ligne médiane de

la rivière Famine jusqu'à son intersection avec la rivière Veilleux ; de là, la ligne médiane de la rivière Veilleux jusqu'à la ligne séparative des rangs IV Nord-Est et V Nord-Est ; partie de ladite ligne séparative de rangs ; la ligne nord-est des lots 20b du rang V Nord-Est et 20 du rang VI Nord-Est ; partie de la ligne séparative des rangs VI Nord-Est et VII Nord-Est jusqu'à la ligne médiane de la rivière Veilleux ; la ligne médiane de ladite rivière en allant vers l'est jusqu'à la ligne séparative des rangs VII Nord-Est et VIII Nord-Est ; partie de ladite ligne séparative de rangs ; partie de la ligne séparative des lots 22 et 23 des rangs VIII Nord-Est, IX Nord-Est, X Nord-Est et XI Nord-Est ; partie de la ligne sud-est du canton de Watford ; dans le canton de Metgermette-Nord, la ligne séparative des lots 6 et 7 du rang XI ; partie de la ligne séparative des rangs X et XI ; partie de la ligne nord-est dudit canton ; la ligne frontière Québec/États-Unis en allant dans une direction générale sud-ouest jusqu'à la ligne sud-ouest du canton de Risborough ; la ligne sud-ouest dudit canton et ses prolongements à travers la rivière Chaudière ; dans le cadastre du canton de Gayhurst, la ligne sud-ouest des lots 27 et 103 ; partie de la ligne séparative des rangs II et III ; partie de la ligne sud du canton de Dorset ; dans le cadastre de ce canton, partie de la ligne séparative des rangs XII et XIII ; la ligne sud du lot 14 du rang XIII ; partie de la ligne est du canton d'Aylmer ; dans le cadastre de ce canton, partie de la ligne séparative des rangs VII et VIII ; la ligne sud-est du lot 18 du rang VII ; partie de la ligne séparative des rangs VI et VII ; la ligne sud-est du lot 10b du rang VI ; partie de la ligne séparative des rangs V et VI ; partie de la ligne nord-ouest du canton d'Aylmer ; dans le cadastre du canton de Lambton, la ligne sud-ouest des lots 25c et 25a des rangs B et A ; partie de la ligne séparative des rangs VI et VII ; la ligne nord-ouest du lot 19 des rangs VII et VIII ; partie de la ligne sud-ouest du canton d'Adstock ; dans le cadastre de ce canton, la ligne nord-ouest du lot 10 des rangs III à VII, du lot 10b du rang VIII et du lot 10 du rang IX ; partie de la ligne séparative des rangs IX et X ; parties des lignes sud-est et nord-est du canton d'Adstock jusqu'à la ligne nord-ouest du lot 528 du cadastre de la paroisse de Saint-Éphrem-de-Tring ; dans ce cadastre, ladite ligne nord-ouest ; partie de la ligne séparative des rangs X et XI ; la ligne sud-est du lot 538 ; enfin, partie de la ligne sud-ouest du canton de Tring jusqu'au point de départ.

Cette circonscription comprend les municipalités suivantes : les villes de Saint-Georges et Saint-Georges-Ouest ; les villages de Lac-Poulin, La Guadeloupe, Linrière, Saint-Éphrem-de-Tring, Saint-Gédéon, Saint-Ludger, Saint-Victor et Saint-Zacharie ; les municipalités des paroisses de Courcelles, Notre-Dame-des-Pins, Saint-Benoît-Labre, Sainte-Clothilde, Saint-Côme-de-Kennebec, Saint-Éphrem-de-Beauce, Saint-Gédéon, Saint-Georges-Est, Saint-Hilaire-de-Dorset, Saint-

Honoré, Saint-Jean-de-la-Lande, Saint-Martin et Saint-René ; les municipalités des cantons de Gayhurst-Partie-Sud-Est et Shenley ; la municipalité des cantons unis de Risborough et Partie de Marlow ; les municipalités d'Aubert-Gallion, Sainte-Aurélie, Saint-Benjamin, Saint-Évariste-de-Forsyth, Saint-Philibert, Saint-Prosper, Saint-Robert-Bellarmin, Saint-Simon-les-Mines, Saint-Théophile, Saint-Victor-de-Tring et Saint-Zacharie.

8) **Beauharnois** : La circonscription électorale de Beauharnois comprend le territoire délimité comme suit :

partant du point d'intersection de la rive du fleuve Saint-Laurent (lac Saint-François) avec la ligne sud-ouest du cadastre de la paroisse de Saint-Stanislas-de-Kostka ; de là, successivement, les lignes suivantes : les lignes sud-ouest et sud du cadastre de la paroisse de Saint-Stanislas-de-Kostka ; une ligne brisée séparant les cadastres des paroisses de Saint-Louis-de-Gonzague, Saint-Étienne et Saint-Clément des cadastres des paroisses de Saint-Malachie et Sainte-Martine ; dans le cadastre de la paroisse de Saint-Joachim-de-Châteauguay, une ligne brisée séparant la concession du Lac de la concession Nord-Ouest de la Rivière jusqu'à la ligne médiane d'un ruisseau limitant à l'est le lot 296 ; la ligne médiane dudit ruisseau et la ligne médiane du ruisseau Saint-Jean, la dernière ligne prolongée jusqu'à la ligne médiane du lac Saint-Louis ; une ligne irrégulière dans le lac Saint-Louis et dans le fleuve Saint-Laurent contournant par l'est l'île Perrot et passant à mi-distance entre ladite île et les îles faisant partie des cadastres des paroisses de Saint-Joachim-de-Châteauguay et Saint-Clément, au sud de toutes les îles faisant partie du cadastre de la paroisse de Saint-Joseph-des-Cèdres, à l'est des îles Dondaine et Maricourt, à l'est, au nord et à l'ouest de l'île d'Aloigny, à l'est de l'île Sérigny, au sud des îles Sérigny et Longueuil et se continuant dans la ligne médiane du lac Saint-François jusqu'au prolongement de la ligne sud-ouest du cadastre de la paroisse de Saint-Stanislas-de-Kostka ; enfin ledit prolongement jusqu'au point de départ.

Cette circonscription comprend les municipalités suivantes : les villes de Beauharnois, Léry, Maple-Grove et Salaberry-de-Valleyfield ; les villages de Melocheville et Saint-Timothée ; les municipalités des paroisses de Saint-Louis-de-Gonzague, Saint-Stanislas-de-Kostka et Saint-Timothée ; les municipalités de Grande-Île et Saint-Étienne-de-Beauharnois.

9) **Bellechasse** : La circonscription électorale de Bellechasse comprend le territoire délimité comme suit :

partant du point d'intersection de la limite nord-est du cadastre de la paroisse de Saint-Vallier avec la rive du fleuve Saint-Laurent ; de là, successivement, les lignes suivantes : les limites nord-est et sud-est dudit cadastre ; les limites nord-est et sud-est du cadastre de la paroisse de Saint-Raphaël ; la ligne nord-ouest du rang V Nord-Ouest du cadastre du canton d'Armagh ; dans ce canton, la ligne nord-est du lot 30 des rangs V Nord-Ouest, IV Nord-Ouest, III Nord-Ouest et II Nord-Ouest ; la ligne sud-est du lot 30 du rang II Nord-Ouest ; la ligne nord-est du lot 31 du rang I Nord-Ouest et son prolongement jusqu'à la ligne médiane de la rivière du Sud ; la ligne médiane de ladite rivière en allant vers l'ouest jusqu'au prolongement de la ligne nord-est du lot 44 du rang I Sud-Est ; ledit prolongement et ladite ligne de lot jusqu'à la ligne médiane de la rivière du Pin ; la ligne médiane de ladite rivière jusqu'à la ligne nord-est du lot 45 du rang I Sud-Est ; ladite ligne nord-est ; la ligne sud-est des lots 45 et 46 du rang I Sud-Est jusqu'à la ligne médiane de la rivière du Pin ; la ligne médiane de ladite rivière jusqu'à la ligne nord-ouest du canton de Mailloux ; la ligne nord-ouest des cantons de Mailloux et Montminy ; dans le cadastre du canton de Montminy, la ligne nord-est du lot 46 des rangs I, II, III et IV, du lot 46b du rang V et du lot 46 des rangs VI et VII ; partie de la ligne nord-est du canton de Roux ; dans le cadastre du canton de Rolette, partie de la ligne séparative des rangs II et III ; la ligne nord-est du lot 36 des rangs II à V et du lot 36a des rangs VI et VII ; dans le cadastre du canton de Panet, la ligne nord-est des lots 36 du rang I, 36a et 36b du rang II et 36 du rang III ; partie de la ligne sud-est du rang III ; la ligne nord-est des cantons de Bellechasse et Daaquam ; la ligne frontière Québec/États-Unis en allant dans une direction générale sud-est jusqu'à la ligne nord-est du canton de Metgermette-Nord, partie de la ligne nord-est dudit canton ; dans ce canton, partie de la ligne séparative des rangs X et XI ; la ligne séparative des lots 6 et 7 du rang XI ; partie de la ligne sud-est du canton de Watford ; dans le cadastre de ce canton, la ligne séparative des lots 22 et 23 des rangs XI Nord-Est, X Nord-Est, IX Nord-Est et VIII Nord-Est ; partie de la ligne séparative des rangs VII Nord-Est et VIII Nord-Est en allant vers le nord-est jusqu'à la ligne médiane de la rivière Veilleux ; la ligne médiane de ladite rivière en allant vers l'ouest jusqu'à la ligne séparative des rangs VI Nord-Est et VII Nord-Est ; partie de ladite ligne séparative de rangs ; la ligne nord-est du lot 20 du rang VI Nord-Est et du lot 20b du rang V Nord-Est ; partie de la ligne séparative des rangs IV Nord-Est et V Nord-Est jusqu'à la ligne médiane de la rivière Veilleux ; la ligne médiane de la rivière Veilleux jusqu'à son intersection avec la rivière Famine ; de là, dans une direction générale nord-est, la ligne médiane de la rivière Famine jusqu'à son intersection avec le prolon-

gement de la ligne sud-ouest du rang C du canton de Watford ; le prolongement de la ligne sud-ouest du rang C et la ligne sud-ouest du rang C ; partie de la ligne nord-ouest du canton de Watford jusqu'au coin sud du lot 825 du rang XIV du canton de Cranbourne ; la ligne sud-ouest des lots 825 et 788 ; les lignes sud-est et sud-ouest du lot 722 ; la ligne sud-ouest des lots 686 à 690 du rang XI du canton de Cranbourne ; la ligne sud-ouest des lots 612 à 618, 577, 576, 575, 574, 573, 572, 490, 444, 351, 314, 201, 186, 119 et 41 ; partie de la ligne sud-est du canton de Frampton ; dans le cadastre de la paroisse de Saint-Édouard-de-Frampton, la ligne séparative des rangs V et VI ; la ligne nord-ouest du lot 544 ; partie de la ligne sud-ouest et la ligne nord-ouest du lot 594 ; une ligne brisée séparant le cadastre de la paroisse de Saint-Édouard-de-Frampton des cadastres des paroisses de Saint-Léon-de-Standon, Saint-Malachie et Sainte-Claire ; une ligne brisée séparant le cadastre de la paroisse de Sainte-Claire des cadastres des paroisses de Sainte-Marguerite et Sainte-Hénédine ; une autre ligne brisée séparant le cadastre de la paroisse de Saint-Isidore du cadastre de la paroisse de Saint-Anselme jusqu'à la ligne est du lot 752 de ce dernier cadastre ; dans le cadastre de la paroisse de Saint-Anselme, la ligne est dudit lot 752 et la ligne sud-ouest du lot 751 ; la ligne nord-ouest des lots 751 et 750 ; partie de la ligne nord-est du lot 750 ; la ligne nord-ouest des lots 748, 747 et 744 ; une ligne brisée séparant d'un côté les lots 745 et 761 des lots 565, 564, 563, 562, 560, 559, 557, 555, 551 et 550 de l'autre côté ; la limite nord-ouest des cadastres des paroisses de Saint-Anselme et Saint-Gervais ; les limites sud-ouest, nord-ouest et nord-est du cadastre de la paroisse de Saint-Charles ; la limite sud-ouest du cadastre de la paroisse de Saint-Étienne-de-Beaumont et son prolongement dans le fleuve Saint-Laurent jusqu'à une ligne passant à mi-distance entre la rive dudit fleuve et la rive sud-est de l'île d'Orléans ; ladite ligne médiane en allant vers le nord-est jusqu'au prolongement de la ligne nord-est du cadastre de la paroisse de Saint-Vallier ; enfin, ledit prolongement jusqu'au point de départ.

Cette circonscription comprend les municipalités suivantes : la ville de Lac-Échemin ; les villages d'Armagh, Saint-Anselme, Saint-Charles, Saint-Raphaël et Saint-Vallier ; les municipalités des paroisses de La Durantaye, Notre-Dame-Auxiliatrice-de-Buckland, Saint-Anselme, Saint-Cajetan-d'Armagh, Saint-Camille-de-Lellis, Saint-Charles-Boromé, Saint-Cyprien, Saint-Damien-de-Buckland, Saint-Étienne-de-Beaumont, Sainte-Germaine-du-Lac-Échemin, Saints-Gervais-et-Protais, Sainte-Justine, Saint-Lazare, Saint-Léon-de-Standon, Saint-Luc, Saint-Malachie, Saint-Michel, Saint-Nazaire-de-Dorchester, Saint-Nérée, Saint-Philémon, Saint-Raphaël, Sainte-Sabine et Saint-Vallier ; les municipalités de Honfleur, Sainte-Claire, Saint-Louis-de-Gonzague, Saint-Magloire-de-Bellechasse et Sainte-Rose-de-Watford.

10) **Berthier** : La circonscription électorale de Berthier comprend le territoire délimité comme suit :

partant du point d'intersection de la rive du fleuve Saint-Laurent avec la limite sud-ouest du cadastre de la paroisse de Saint-Antoine-de-Lavaltrie ; de là, successivement, les lignes suivantes : la limite sud-ouest de ce cadastre ; une ligne brisée séparant le cadastre de la paroisse de Saint-Antoine-de-Lavaltrie des cadastres des paroisses de Saint-Paul et Saint-Joseph-de-Lanoraie jusqu'à la ligne sud-est de la concession Nord-Ouest du Lac Romer de ce dernier cadastre ; une ligne brisée limitant vers le sud-est ladite concession et partie de la ligne nord-est du lot 102 du cadastre de la paroisse de Saint-Joseph-de-Lanoraie ; une ligne brisée séparant le cadastre de la paroisse de Saint-Thomas des cadastres des paroisses de Saint-Joseph-de-Lanoraie, Berthier et Sainte-Élisabeth jusqu'à la ligne est du lot 170a de ce dernier cadastre ; dans le cadastre de la paroisse de Sainte-Élisabeth, une ligne brisée séparant les lots 170a, 169a, 168a, 167a, 161, 160, 158, 156, 151, 148, 147, 144 et 143 d'un côté des lots 171, 170, 169, 168, 167c, 167b, 163, 162, 159, 157, 220, 150, 149, 222, 223 et 139 de l'autre côté ; la ligne médiane d'un chemin public limitant vers le nord-est le lot 142, la ligne est du lot 142 et son prolongement jusqu'à la ligne médiane de la rivière Chaloupe ; le ligne médiane de ladite rivière en allant vers l'ouest jusqu'au prolongement de la ligne ouest du lot 80 ; ledit prolongement et ladite ligne ouest ; une ligne brisée séparant le rang la Chaloupe des rangs Sainte-Émilie-Sud et Ruisseau Sainte-Élisabeth ; la ligne ouest du lot 321 ; les lignes sud et est du lot 322 ; une ligne brisée séparant le rang Saint-Martin des rangs Ruisseau Sainte-Élisabeth et Sainte-Émilie-Nord ; la ligne séparative des rangs Saint-Frédéric et Sainte-Émilie-Nord et son prolongement jusqu'à la ligne médiane de la rivière l'Assomption ; la ligne médiane de ladite rivière en descendant son cours jusqu'au prolongement de la ligne nord-est du canton de Kildare ; ledit prolongement et partie de ladite ligne nord-est jusqu'à la ligne séparative des rangs XI et XII ; partie de la ligne nord-ouest du rang XI jusqu'à la ligne nord-est du lot 565 du rang XII ; la ligne de division entre les lots 564 et 565 ; partie de la ligne nord-ouest du rang XII jusqu'à la ligne sud-ouest du lot 7 du rang XII ; la ligne sud-ouest du lot 7 ; partie de la ligne de division des rangs XI et XII jusqu'à la limite sud-ouest du cadastre de la paroisse de Saint-Alphonse-de-Rodriguez ; la limite sud-ouest du cadastre de la paroisse de Saint-Alphonse-de-Rodriguez ; la ligne sud-ouest des cantons de Cathcart, Cartier et Tellier ; la ligne nord-ouest du canton de Tellier ; les lignes sud-ouest et nord-ouest du canton de Gouin ; la ligne nord-ouest du canton de Brassard ; partie de la ligne sud-ouest et les lignes nord-ouest et nord-est du canton de Laviolette ; la ligne nord-est des cantons de Masson, Houde et Angoulême et partie de la ligne nord-est du cadastre de la paroisse de Saint-Didace ; dans ce ca-

dastre, la ligne nord-ouest des lots 450 et 449 ; partie de la ligne sud-ouest du lot 449 ; partie de la ligne nord-ouest du lot 493 ; la ligne nord-est des lots 420 à 423 ; la ligne séparative des lots 423 et 424 et son prolongement jusqu'à la ligne sud-ouest du lot 493 ; partie de ladite ligne sud-ouest en allant vers le sud-est jusqu'à la ligne séparative des lots 537 et 538 ; ladite ligne séparative de lots ; la ligne sud-ouest et partie de la ligne sud-est du lot 537 ; la ligne nord-est des lots 574 à 585 ; la ligne sud-est du lot 585 et son prolongement jusqu'à la ligne médiane de la rivière Maskinongé ; la ligne médiane de ladite rivière en allant vers l'ouest et contournant par l'est l'île no 824 et se continuant jusqu'au prolongement de la ligne séparative des lots 121 et 122 ; ledit prolongement et ladite ligne séparative de lots ; partie de la ligne séparative des rangs IV et V en allant vers le sud-est et la ligne sud-est des lots 190 et 191 ; la limite nord-est du cadastre de la paroisse de Saint-Barthélémy et son prolongement jusqu'à une ligne irrégulière dans le fleuve Saint-Laurent passant à mi-distance entre la rive nord du fleuve et la rive nord de l'île à l'Aigle ; ladite ligne irrégulière en allant vers le nord-est et l'est et contournant par le nord-est les îles à l'Aigle et de la Girodeau jusqu'à une autre ligne irrégulière passant à l'est et au sud-est de toutes les îles faisant partie du cadastre de la paroisse de La Visitation (île Dupas) ; ladite ligne irrégulière en allant vers le sud et le sud-ouest jusqu'à la ligne médiane du fleuve Saint-Laurent ; ladite ligne médiane jusqu'au prolongement de la limite sud-ouest du cadastre de la paroisse de Saint-Antoine-de-Lavaltrie ; enfin, ledit prolongement jusqu'au point de départ.

Cette circonscription comprend les municipalités suivantes : les villes de Berthierville et Saint-Gabriel ; les villages de Lavaltrie et Saint-Félix-de-Valois ; les municipalités des paroisses de La Visitation-de-la-Sainte-Vierge-de-L'île-Dupas, Saint-Alphonse-de-Rodriguez, Saint-Antoine-de-Lavaltrie, Saint-Barthélémy, Sainte-Béatrix, Saint-Cléophas, Saint-Côme, Saint-Cuthbert, Saint-Damien, Saint-Didace, Sainte-Élisabeth, Sainte-Émélie-de-l'Énergie, Saint-Félix-de-Valois, Saint-Gabriel-de-Brandon, Sainte-Geneviève-de-Berthier, Saint-Ignace-de-Loyola, Saint-Jean-de-Matha, Saint-Joseph-de-Lanoraie, Sainte-Mélanie, Saint-Norbert, Saint-Viateur et Saint-Zénon ; les municipalités de Lanoraie-d'Autray, Saint-Charles-de-Mandeville et Saint-Michel-des-Saints. Elle comprend aussi la localité de Saint-Guillaume-Nord située en territoire non organisé.

11) **Bertrand** : La circonscription électorale de Bertrand comprend le territoire délimité comme suit :

partant de l'intersection de la rive sud du fleuve Saint-Laurent avec la ligne nord-est du cadastre de la paroisse de Varennes ; la limite nord-est des cadastres des paroisses de Varennes et Sainte-Julie jusqu'au coin ouest du lot 1 du rang D du cadastre de la paroisse de Saint-Marc ; partie de la limite nord-ouest du même cadastre ; les limites nord-est et est du rang A ; les limites sud-est des rangs B, C et D ; partie de la limite nord-est du cadastre de la paroisse de Saint-Mathieu-de-Beloil ; la limite sud-est de la Sixième concession du même cadastre ; une ligne brisée étant partie de la ligne de division entre les cadastres des paroisses de Sainte-Julie et Saint-Mathieu-de-Beloil jusqu'au coin est du lot 64 du cadastre de la paroisse de Sainte-Julie ; une ligne brisée divisant le cadastre de la paroisse de Sainte-Julie du cadastre de la paroisse de Saint-Bruno ; partie de la ligne sud-est du cadastre de la paroisse de Sainte-Famille-de-Boucherville jusqu'au coin sud du lot 242 de ce dernier cadastre ; la ligne sud-ouest du lot 242 ; la ligne sud-est des lots 241 à 239 et son prolongement jusqu'au côté sud-ouest du lot 238 ; partie de la ligne sud-ouest du lot 238 ; la ligne sud-ouest des lots 220 et 216 ; la ligne sud-est des lots 142 à 148 ; partie de la ligne sud-ouest du cadastre de la paroisse de Sainte-Famille-de-Boucherville et son prolongement dans le fleuve Saint-Laurent jusqu'à une ligne passant à mi-distance entre la rive sud du fleuve et l'île Charron (Dufort) ; une ligne brisée contournant par la droite l'extrémité nord-est de ladite île et se continuant à mi-distance entre l'île Charron (Dufort) d'une part et l'île Sainte-Marguerite et une petite île d'autre part pour se diriger vers l'ouest jusqu'à une ligne irrégulière passant à mi-distance entre l'île de Montréal et les Grandes battures Tailhandier et l'île Dufault ; une autre ligne irrégulière passant à mi-chemin entre la rive gauche du fleuve et les côtés sud-ouest et ouest des îles Saint-Patrice, aux Hérons, au Veau, aux Cochons, Sainte-Thérèse et aux Asperges ; entre le côté sud-est de l'île à l'Aiglou et le côté nord-ouest des îles aux Asperges et aux Canards et entre le côté sud-est des îles à l'Aiglou et aux Cerfeuil et le côté nord-est des îles à la Truite et Evers jusqu'à la ligne médiane du fleuve Saint-Laurent ; la ligne médiane du fleuve en descendant son cours jusqu'à une autre ligne passant au nord des îles faisant partie du cadastre de la paroisse de Varennes ; de là, en suivant la ligne nord de ce cadastre jusqu'au point de départ.

Cette circonscription comprend les villes de Boucherville, Sainte-Julie et Varennes, ainsi que la municipalité de la paroisse de Saint-Amable.

12) **Bonaventure** : La circonscription électorale de Bonaventure comprend le territoire délimité comme suit :

partant du point d'intersection de la ligne nord-est du canton de Port-Daniel avec la rive de la baie des Chaleurs ; de là, successivement, les lignes suivantes : la ligne nord-est des cantons de Port-Daniel, Weir, Guéguen et Mourier ; la ligne nord-ouest des cantons de Mourier, Lebreton, Dufour, Marci, Clapperton, Pilote, Vallée et Fauvel ; la ligne sud-ouest du canton de Fauvel et partie de la ligne sud-est du même canton ; partie de la ligne sud-ouest du canton de Mann ; partie de la ligne nord-est du canton de Ristigouche ; les lignes nord-est et nord-ouest du Rang Est du chemin Kempt du canton de Assemetquagan ; les lignes nord-ouest et sud-ouest du Rang Ouest du chemin Kempt du même canton ; la ligne nord-ouest du canton de Ristigouche jusqu'à la ligne médiane de la rivière Matapédia ; la ligne médiane de la rivière jusqu'à la ligne nord-ouest du canton de Matapédia ; la ligne nord-ouest du canton de Matapédia ; partie de la ligne nord-est du canton de Patapédia et la ligne nord-est du canton de Roncevaux ; la ligne nord-ouest du canton de Roncevaux ; la ligne médiane de la rivière Patapédia et la ligne frontière Québec/Nouveau-Brunswick dans les rivières Patapédia et Ristigouche, la baie des Chaleurs et le golfe Saint-Laurent jusqu'au prolongement de la ligne nord-est du canton de Port-Daniel ; enfin, ledit prolongement jusqu'au point de départ.

Cette circonscription comprend les municipalités suivantes : les villes de Carleton et New-Richmond ; les municipalités des paroisses de Matapédia, Saint-Alexis-de-Matapédia, Saint-François-d'Assise, Sainte-Germaine-de-l'Anse-aux-Gascons, Saint-Omer et Saint-Siméon ; les municipalités des cantons de Hope, Port-Daniel-Partie-Est, Port-Daniel-Partie-Ouest, Ristigouche, Ristigouche-Partie-Sud-Est et Saint-Godefroi ; les municipalités de Bonaventure, Caplan, Escuminac, Grande-Cascapédia, Hope-Town, L'Ascension-de-Patapédia, Maria, New-Carlisle, Nouvelle, Paspébiac, Paspébiac-Ouest, Pointe-à-la-Croix, Saint-Alphonse, Saint-Elzéar, Saint-Fidèle-de-Ristigouche, Saint-Jules et Shigawake. Elle comprend aussi les réserves indiennes de Maria et Restigouche, ainsi que les cantons de Flahault et Robidoux situés en territoire non organisé.

13) **Bourassa** : Le territoire de la circonscription électorale de Bourassa peut être décrit comme suit :

partant du point de rencontre de la ligne médiane de la rivière des Prairies avec le prolongement de la ligne médiane de l'avenue Pigeon ; de là, ledit prolongement ; la ligne médiane de l'avenue Pigeon et son prolongement jusqu'à la ligne médiane de l'emprise du chemin de fer de la Compagnie des Chemins de Fer Nationaux du Canada ; ladite ligne médiane jusqu'au prolongement de la ligne médiane de l'avenue de Lorimier ; ledit prolongement, la ligne médiane de ladite avenue jusqu'à la ligne médiane de l'avenue Étienne-Brûlé ; la ligne médiane de ladite avenue jusqu'à la ligne médiane de la rue du Pont ; la ligne médiane de ladite rue jusqu'à une ligne irrégulière dans la rivière des Prairies passant à mi-distance entre l'île de la Visitation et l'île de Montréal ; ladite ligne irrégulière en contournant par le sud-ouest, l'ouest et le nord-ouest l'île de la Visitation jusqu'à la ligne médiane de la rivière des Prairies ; enfin, la ligne médiane de ladite rivière jusqu'au point de départ.

Cette circonscription comprend une partie des villes de Montréal et de Montréal-Nord, le tout délimité comme suit : la rivière des Prairies incluant les îles de la Visitation et du Cheval de Terre, le prolongement de l'avenue Pigeon, cette avenue, la limite des villes de Montréal-Nord et Saint-Léonard, la limite des villes de Montréal-Nord et Montréal, la voie ferrée du Canadien National, l'avenue de Lorimier, l'avenue Étienne-Brûlé et la rue du Pont.

14) **Bourget** : Le territoire de la circonscription électorale de Bourget peut être décrit comme suit :



partant de l'intersection de la ligne médiane du boulevard Rosemont et de la ligne médiane du boulevard de l'Assomption ; de là, la ligne médiane dudit boulevard jusqu'à la ligne médiane de la rue Sherbrooke Est ; la ligne médiane de ladite rue jusqu'à la ligne médiane de la rue Duquesne ; la ligne médiane de ladite rue jusqu'à la ligne médiane de la rue Hochelaga ; la ligne médiane de ladite rue jusqu'au prolongement de la limite ouest du terrain du ministère de la Défense nationale ; ladite limite ouest et son prolongement jusqu'à la ligne médiane de la rue La Fontaine ; la ligne médiane de ladite rue jusqu'à la ligne médiane de l'avenue Clarence-Gagnon ; la ligne médiane de ladite avenue jusqu'à la ligne médiane de la rue Notre-Dame ; la ligne médiane de ladite rue jusqu'à la ligne médiane de la rue Bossuet ; la ligne médiane de ladite rue et son prolongement jusqu'à la ligne médiane du fleuve Saint-Laurent ; la ligne médiane du fleuve Saint-Laurent jusqu'à une ligne irrégulière dans le fleuve à mi-distance entre l'île de Montréal et les îles Charron (Dufort) et Sainte-Marguerite (Molson) et les Grandes battures Tailhandier ; ladite ligne irrégulière jusqu'à son intersection avec le prolongement de la ligne séparative du cadastre de la paroisse de Pointe-aux-Trembles et de la paroisse de Longue-Pointe ; ledit prolongement et ladite ligne séparative jusqu'à la ligne médiane de l'emprise du chemin de fer de la Compagnie des Chemins de Fer Nationaux du Canada ; la ligne médiane de ladite emprise jusqu'au prolongement de la ligne médiane de l'avenue Saint-Émile ; le prolongement et la ligne médiane de ladite avenue jusqu'à la ligne médiane de la rue Sherbrooke ; la ligne médiane de ladite rue jusqu'à la ligne médiane de la rue Saint-Donat ; la ligne médiane de ladite rue jusqu'à son intersection avec un ligne brisée séparant les lots 424, 426, 428, 429, 430, 432 à 441 des lots 397 à 394, 391, 390, 335a, 332, 331 et 327 du cadastre de la paroisse de Longue-Pointe ; ladite ligne brisée jusqu'à la ligne nord-est du lot 326 dudit cadastre ; ladite ligne nord-est jusqu'à son intersection avec le prolongement de la ligne médiane du boulevard Rosemont ; le prolongement et la ligne médiane dudit boulevard jusqu'au point de départ.

Cette circonscription comprend la municipalité de la paroisse de Saint-Jean-de-Dieu et une partie de la ville de Montréal, le tout délimité comme suit : le boulevard Rosemont et son prolongement, la limite des villes de Montréal et Anjou, la rue Saint-Donat, la rue Sherbrooke, la rue Saint-Émile, la voie ferrée du Canadien National, la limite des villes de Montréal et Montréal-Est, le fleuve Saint-Laurent, le prolongement de la rue Bossuet et cette rue, la rue Notre-Dame, l'avenue Clarence-Gagnon, la rue La Fontaine, la limite ouest du terrain du ministère de la Défense nationale jusqu'à la rue Hochelaga, la rue Duquesne, la rue Sherbrooke et le boulevard de l'Assomption.

15) **Brome-Missisquoi** : La circonscription électorale de Brome-Missisquoi comprend le territoire délimité comme suit :

partant du point d'intersection de la ligne ouest du canton de Granby avec la ligne séparative des rangs IV et V dudit canton ; de là, successivement, les lignes suivantes : dans le cadastre de ce canton, partie de ladite ligne séparative de rangs ; la ligne est du lot 358 ; partie de la ligne séparative des rangs III et IV ; la ligne est des lots 250, 248 et d'une partie du lot 159 jusqu'au côté sud de l'autoroute des Cantons-de-l'Est (route no 10), le côté sud de ladite autoroute jusqu'à la ligne de division entre les cantons de Shefford et Granby ; ladite ligne de division jusqu'au coin nord du lot 874 du cadastre du canton de Shefford ; la ligne nord du lot 874 et partie de la ligne nord du lot 873 jusqu'au côté nord-est du lot 1053 (chemin de fer) ; la ligne nord-est dudit lot 1053 jusqu'au côté sud-est d'une route ; le côté sud-est de cette route à travers les lots 1045a, 1048 et 1045 ; le côté ouest du lot 1045 jusqu'au côté sud-ouest de l'autoroute des Cantons-de-l'Est (route numéro 10) ; les côtés sud-ouest et sud de ladite autoroute jusqu'à la ligne est du lot 1298 ; la ligne est du lot 1298 ; partie de la ligne sud et la ligne est du canton de Shefford ; les lignes ouest, nord et est du canton de Stukely ; la ligne séparative des cantons de Bolton et Magog prolongée jusqu'à la ligne médiane du lac Memphrémagog ; la ligne médiane dudit lac ; la ligne frontière Québec/États-Unis jusqu'à la ligne médiane de la baie Missisquoi (lac Champlain) ; ladite ligne médiane jusqu'au prolongement de la ligne nord-ouest du lot 1 du cadastre de la paroisse de Saint-Armand-Ouest ; ledit prolongement et ladite ligne ; partie de la ligne nord-ouest du cadastre du canton de Stanbridge ; dans le cadastre de la paroisse de Saint-Georges-de-Clarenceville, la ligne sud des lots 181 et 170 ; la ligne ouest dudit lot 170 ; partie de la limite nord dudit cadastre ; dans le cadastre de la paroisse de Saint-Sébastien, les lignes ouest et nord-est du lot 318 ; partie de la ligne nord-ouest et nord-est du lot 318 ; partie de la ligne nord-ouest du lot 368 ; la ligne ouest des lots 348, 347, 346 et 178 ; la ligne nord des lots 178 en rétrogradant jusqu'au lot 171 ; les limites ouest, sud-ouest et nord-ouest du cadastre de la paroisse de Notre-Dame-des-Angeles-de-Stanbridge ; dans le cadastre de la paroisse de Saint-Alexandre, la ligne sud-ouest des lots 87 à 91 ; la ligne nord-ouest et partie de la ligne nord-est du lot 91 ; les lignes ouest et nord-est du lot 42 ; dans le cadastre de la paroisse de Sainte-Brigide, la ligne ouest des lots 333 et 332 ; la ligne nord-est du lot 332 ; partie de la ligne ouest du lot 361 ; la ligne nord-est des lots 361, 360, 359 et d'une partie du lot 358 ; la ligne ouest des lots 362 à 376 ; la ligne nord-est des lots 376 et 506 ; partie de la ligne ouest du cadastre de la paroisse de Sainte-Brigide ; dans le cadastre de la paroisse de Saint-Romuald-de-Farnham-Ouest, partie de la ligne séparative des rangs II et III ; la ligne est du lot 91 ; partie de la ligne séparative des rangs I et II ; la ligne

est des lots 25 et 24 ; partie de la ligne nord du canton de Stanbridge ; enfin, la limite ouest des cantons de Farnham et Granby jusqu'au point de départ.

Cette circonscription comprend les municipalités suivantes : les villes de Bedford, Bromont, Cowansville, Dunham, Lac-Brome et Sutton ; les villages d'Abercorn, Brome, East-Farnham, Eastman, Frelighsburg, Lawrencville, Philipsburg et Stukely-Sud ; les municipalités des paroisses de Frelighsburg, Notre-Dame-de-Stanbridge, Saint-Alphonse, Saint-Armand-Ouest, Saint-Ignace-de-Stanbridge et Sainte-Sabine ; les municipalités des cantons de Bedford, Potton, Stanbridge et Sutton ; les municipalités d'Adamsville, Austin, Bolton-Est, Bolton-Ouest, Bonsecours, Sainte-Anne-de-Larochelle, Saint-Benoît-du-Lac, Saint-Étienne-de-Bolton, Saint-Pierre-de-Véronne, Stanbridge-Station et Stukely-Sud.

16) **Chambly** : La circonscription électorale de Chambly comprend le territoire délimité comme suit :

partant du coin nord du lot 281 du cadastre de la paroisse de Saint-Bruno ; de là, une ligne brisée séparant le cadastre de la paroisse de Saint-Mathieu-de-Beloeil des cadastres des paroisses de Sainte-Julie et Saint-Joseph-de-Chambly et son prolongement à travers la rivière Richelieu ; la limite nord-est du cadastre de la paroisse de Saint-Mathias et d'une partie du cadastre de la paroisse de Sainte-Marie-de-Monnoir jusqu'à la ligne médiane du ruisseau Saint-Louis entre les lots 362 et 222 du cadastre de la paroisse de Sainte-Marie-de-Monnoir ; dans ce cadastre, la ligne médiane dudit ruisseau jusqu'au prolongement de la ligne séparative des lots 223 et 380 ; ledit prolongement ; une ligne brisée séparant le rang du Ruisseau Barré (côté ouest) des rangs de la rivière des Hurons et du Cordon jusqu'à la limite est du cadastre de la paroisse de Notre-Dame-de-Bonsecours ; ladite limite ; dans le cadastre de la paroisse de Sainte-Marie-de-Monnoir ; la ligne est des lots 405 à 410 ; la ligne nord des lots 417 et 416 ; la ligne sud-ouest du lot 416 ; la ligne nord-est des lots 419, 418 et 413 ; la ligne nord-ouest du lot 420 ; une ligne brisée séparant le cadastre de la paroisse de Notre-Dame-de-Bonsecours des cadastres des paroisses de Saint-Grégoire et Saint-Athanase et son prolongement jusqu'à la ligne médiane de la rivière Richelieu ; la ligne médiane de ladite rivière jusqu'au prolongement de la limite sud du cadastre de la paroisse de Saint-Joseph-de-Chambly ; ledit prolongement et une ligne brisée séparant le cadastre de la paroisse de Saint-Joseph-de-Chambly des cadastres des paroisses de Saint-Luc, Laprairie de-La-Madeleine et Saint-Hubert jusqu'à la ligne séparative des lots 88 et 89 du cadastre de la paroisse de Saint-Hubert ; dans ce cadastre, ladite ligne séparative de lots et la ligne séparative des lots 81 et 82 ; une ligne brisée séparant le cadastre de la paroisse de Saint-Bruno des cadastres des paroisses de Saint-Hubert et Sainte-Famille-de-Boucherville jusqu'à la ligne sud-ouest

du lot 238 du cadastre de la paroisse de Saint-Famille-de-Boucherville ; dans ce cadastre, partie de la ligne sud-ouest du lot 238 jusqu'au prolongement de la ligne sud-est du lot 239 ; ce prolongement et une ligne nord-ouest du lot 238 ; une ligne nord-est du lot 238 ; la ligne séparative du cadastre de la paroisse de Sainte-Famille-de-Boucherville et de la paroisse de Sainte-Julie jusqu'au point de départ.

Cette circonscription comprend les villes de Carignan, Chambly, Richelieu, Saint-Basile-le-Grand et Saint-Bruno-de-Montarville, et les municipalités des paroisses de Notre-Dame-de-Bonsecours et Saint-Mathias.

17) **Champlain** : La circonscription électorale de Champlain comprend le territoire délimité comme suit :

partant du point d'intersection de la ligne séparative des cadastres des paroisses de Notre-Dame-du-Mont-Carmel et Saint-Maurice avec la rive de la rivière Saint-Maurice ; de là, successivement, les lignes suivantes : une ligne brisée séparant le cadastre de la paroisse de Notre-Dame-du-Mont-Carmel des cadastres des paroisses de Saint-Maurice et Saint-Narcisse ; partie de la ligne nord-ouest du cadastre de la paroisse de Saint-Narcisse et la ligne nord-ouest du lot 168 et les lignes nord-ouest et nord-est du lot 153 dudit cadastre ; partie de la limite sud-ouest du cadastre de la paroisse de Saint-Stanislas jusqu'à la ligne sud-est du lot 38 de ce cadastre ; dans le cadastre de ladite paroisse, la ligne sud-est des lots 38 et 105 ; partie de la ligne séparant le rang Côte-Saint-Louis côté sud-ouest du rang Côte-Saint-Paul côté nord-est ; les lignes sud-est et nord-est du lot 156 ; la ligne sud-est du lot 204 ; partie de la ligne nord-est du rang Côte-Saint-Louis côté nord-est ; la ligne sud des lots 257 et 322 ; partie de la ligne nord-est du rang nord-est de la Rivière-des-Envies ; la ligne sud-est des lots 404a et 351-132 ; la ligne sud des lots 394 et 395 et son prolongement jusqu'à la ligne médiane de la rivière Batiscan ; la ligne médiane de ladite rivière en remontant son cours jusqu'au prolongement de la ligne sud du lot 692 ; ledit prolongement et ladite ligne sud ; la ligne nord-est du lot 691 ; la ligne est des lots 689, 688, 687 et 686 ; la ligne nord du lot 752 ; la ligne ouest des lots 753-193 à 753-196 ; la limite nord-ouest du cadastre de la paroisse de Saint-Prosper ; les limites nord-ouest et nord-est du cadastre de la paroisse de Sainte-Anne-de-la-Pérade, la dernière limite prolongée jusqu'à la ligne médiane du fleuve Saint-Laurent ; la ligne médiane du fleuve en remontant son cours jusqu'à une ligne perpendiculaire à la rive du fleuve débutant à l'embouchure de la rivière Saint-Maurice et passant au nord-est de l'île de La Potherie ; ladite ligne perpendiculaire et la rive nord de la rivière Saint-Maurice en remontant son cours jusqu'au prolongement de la ligne séparative des lots 181 et 186 du cadastre de la paroisse de Trois-Rivières ; ledit prolongement vers le sud-ouest jusqu'à la ligne médiane de la rivière Saint-Maurice ; la ligne médiane de ladite rivière en remontant son cours

jusqu'au prolongement de la ligne nord-ouest du cadastre de la paroisse de Saint-Maurice ; enfin, ledit prolongement jusqu'au point de départ.

Cette circonscription comprend les municipalités suivantes : la ville de Cap-de-la-Madeleine ; les villages de Champlain et La Pérade ; les municipalités des paroisses de la Visitation-de-Champlain, Sainte-Anne-de-la-Pérade, Saint-François-Xavier-de-Batiscan, Sainte-Geneviève-de-Batiscan, Saint-Louis-de-France, Saint-Luc, Saint-Maurice, Saint-Narcisse et Saint-Prosper ; les municipalités de Sainte-Marthe-du-Cap-de-la-Madeleine et Saint-Stanislas.

18) **Chapleau** : Le territoire de la circonscription électorale de Chapleau peut être décrit comme suit :

partant d'un point situé à l'intersection de la ligne frontière Québec/Ontario avec le prolongement de la ligne ouest du cadastre du village de Pointe-Gatineau ; la ligne ouest dudit cadastre jusqu'à la ligne séparative des rangs XI et XII du canton de Templeton ; partie de la ligne nord du rang XI dudit canton jusqu'au coin nord-est du lot 23 ; la ligne est du lot 23 du rang XI, des lots 23a et 23b du rang X, des lots 23a et 23b du rang IX, du lot 23a du rang VIII, des lots 23a et 23b du rang VII et des lots 23a et 23b du rang VI du canton de Templeton ; partie de la ligne nord du rang V dudit canton jusqu'au coin sud-ouest du lot Id du rang VI ; la ligne ouest des lots Id, Ib et Ia du rang VI ; les lignes nord et est du lot Ia dudit rang ; partie de la ligne ouest du canton de Templeton et son prolongement jusqu'à la frontière Québec/Ontario dans la rivière des Outaouais ; ladite frontière en remontant le cours de la rivière des Outaouais jusqu'au point de départ.

Cette circonscription comprend une partie de la ville de Gatineau délimitée comme suit : la limite de la ville de Gatineau avec les municipalités de Val-des-Monts et l'Ange-Gardien et la ville de Masson, la rivière des Outaouais, la rivière Gatineau, le prolongement de la rue Blais, cette rue, le prolongement du chemin Lamarche, ce chemin et son prolongement.

19) **Charlesbourg** : La circonscription électorale de Charlesbourg comprend le territoire délimité comme suit :

partant du coin sud du lot 270 du cadastre de la paroisse de Charlesbourg ; de là, en suivant la ligne sud-est du lot 270 et son prolongement jusqu'à son intersection avec la ligne nord-est de la 1<sup>ère</sup> Avenue ; la ligne sud-est du lot 716 et son prolongement à travers l'emprise du chemin de fer de la compagnie des Chemins de Fer Nationaux du Canada ; la ligne nord-ouest du lot 717-1 traversant le boulevard Henri-Bourassa ; la ligne nord-ouest du lot 581 du cadastre de la paroisse de Saint-Roch-Nord ; partie des lignes sud-ouest et nord-ouest du lot 584 dudit cadastre jusqu'à la ligne sud-ouest du lot 729 du cadastre de la paroisse de Charlesbourg ; dans ce dernier cadastre, le long de la voie de service de l'autoroute de la Capitale (no 40), partie de la ligne sud-ouest du lot 729, sur une longueur de quatre cent cinquante-quatre pieds (454 pi) et une ligne de direction ouest ayant une longueur de deux cent cinquante pieds (250 pi) et traversant le lot 728a et une partie du lot 728 jusqu'au côté sud-est de l'emprise de l'autoroute de la Capitale (no 40) avant l'élargissement ; ledit côté sud-est de ladite autoroute jusqu'à la ligne nord-est du lot 734 ; de là, en suivant une ligne brisée séparant les cadastres des paroisses de Beauport et Charlesbourg jusqu'au coin nord du lot 946 du cadastre de la paroisse de Charlesbourg ; de là, dans une direction sud-ouest en suivant la ligne sud-est du lot 898 jusqu'au coin sud de celui-ci ; de là, en suivant la ligne nord-est du lot 894 jusqu'au coin nord de celui-ci ; de là, en suivant la limite nord-ouest des lots 894, 892, 891 et 890 jusqu'au coin ouest de ce dernier ; de là, en suivant la limite sud-ouest du lot 890 jusqu'au coin est du lot 764 ; de là, en suivant la limite sud-est du lot 764 jusqu'au coin sud de celui-ci ; de là, en suivant la limite nord-est du lot 629 jusqu'au coin nord de celui-ci ; de là, en suivant la ligne nord-ouest du lot 629 jusqu'au coin sud de celui-ci ; de là, en suivant la limite sud-ouest des lots 628a, 628 et 627 jusqu'au prolongement de la ligne nord-ouest du lot 440 ; de là, en suivant la ligne nord-ouest du lot 440, la ligne nord-est des lots 436 et 437 jusqu'au coin nord de ce dernier ; de là, en suivant la ligne nord-ouest du lot 437 jusqu'à la ligne nord-est du lot 100 ; de là, en suivant successivement une partie de la ligne nord-est du lot 100, la ligne nord-ouest des lots 100, 101 et 102, la ligne sud-ouest du lot 102, la ligne sud-ouest du lot 371-A et son prolongement à travers une rivière et un chemin public ; une partie de la ligne nord-ouest du lot 371 ; une ligne brisée limitant au nord-est les lots 151 et 266 ; le côté nord-est d'un chemin public limitant au sud-ouest les lots 272 partie, 271 et 270 jusqu'au point de départ.

Cette circonscription comprend une partie de la ville de Charlesbourg, soit les anciennes municipalités de Charlesbourg, Charlesbourg-Est et Orsainville.

20) **Charlevoix** : La circonscription électorale de Charlevoix comprend le territoire délimité comme suit :

partant du point d'intersection de la ligne séparative des cantons de Dumas et Saguenay avec la rive de la rivière Saguenay ; de là, successivement, les lignes suivantes : le prolongement de ladite ligne séparative de cantons jusqu'à la ligne médiane de la rivière Saguenay ; la ligne médiane de ladite rivière en descendant son cours et son prolongement jusqu'à la ligne médiane du fleuve Saint-Laurent ; la ligne médiane du fleuve en remontant son cours et en passant au nord-ouest de l'île aux Lièvres, au nord-ouest de toutes les îles faisant partie du cadastre de la paroisse de Saint-Antoine-de-l'Île-aux-Grues et au nord-ouest de l'île aux Ruaux jusqu'à son intersection avec le prolongement d'une ligne irrégulière passant à mi-distance entre les rives nord-ouest de l'île d'Orléans et du fleuve ; ledit prolongement et ladite ligne irrégulière en allant vers le sud-ouest jusqu'à une ligne perpendiculaire à la rive nord-ouest du fleuve Saint-Laurent et débutant à l'embouchure de la rivière aux Chiens ; ladite ligne perpendiculaire et la ligne médiane de ladite rivière en remontant son cours jusqu'au prolongement de la ligne sud-ouest du lot 279 du cadastre de la paroisse de Sainte-Anne-de-Beaupré ; une ligne brisée limitant vers le nord-est et le sud-est le cadastre de la paroisse de Château-Richer jusqu'à la ligne nord-ouest du lot 564 dudit cadastre ; dans ce cadastre, la ligne nord-ouest des lots 564 et 521 ; la ligne sud-ouest des lots 588 et 601, la dernière prolongée jusqu'à la ligne médiane de la rivière Montmorency ; la ligne médiane de ladite rivière en descendant son cours jusqu'au prolongement de la ligne sud-ouest du lot 639 ; ledit prolongement ; une ligne brisée séparant le cadastre de la paroisse de Château-Richer des cadastres des paroisses de Sainte-Brigitte-de-Laval et Saint-Adolphe ; partie de la ligne nord-ouest de la seigneurie de la Côte-de-Beaupré jusqu'à une ligne établie sur le terrain (Plan Ex. 98, Service de l'Arpentage et de la Géodésie) et débutant au point d'intersection de la ligne des basses marées du fleuve Saint-Laurent avec la ligne sud-ouest du lot 395 du cadastre de la paroisse de Saint-François-Xavier ; ladite ligne en allant vers le nord-ouest jusqu'à la ligne médiane de la route 54 ; la ligne médiane de ladite route vers le nord jusqu'à une ligne établie sur le terrain au sud et à proximité du parallèle 48°00' de latitude nord ; ladite ligne vers l'est jusqu'à la ligne séparative des cantons de Saguenay et Sagard ; enfin, la ligne séparant le canton de Saguenay des cantons de Sagard et Dumas jusqu'au point de départ.

Cette circonscription comprend les municipalités suivantes : les villes de Baie-Saint-Paul, Beaufort, Clermont, La Malbaie et Sainte-Anne-de-Beaupré ; les villages de Cap-à-l'Aigle, Pointe-au-Pic, Saint-Joseph-de-la-Rive et Saint-Siméon ; les municipalités des paroisses de Baie-Saint-Paul, Sainte-Agnès, Saint-Fidèle-de-Mont-Murray,

Saint-François-Xavier-de-la-Petite-Rivière, Saint-Hilarion, Saint-Irénée, Saint-Joachim, Saint-Louis-de-L'Isle-aux-Coudres, Saint-Siméon et Saint-Urbain ; les municipalités de La Baleine, Les Éboulements, Notre-Dame-des-Monts, Rivière-du-Gouffre, Rivière-Malbaie, Saint-Aimé-des-Lacs, Saint-Bernard-de-L'Île-aux-Coudres, Saint-Ferréol-les-Neiges, Saint-Firmin et Saint-Tite-des-Caps.

21) **Châteauguay** : La circonscription électorale de Châteauguay comprend le territoire délimité comme suit :

partant de l'intersection de la rive du fleuve Saint-Laurent avec la ligne médiane de la rivière de la Tortue ; de là, dans une direction générale sud, la ligne médiane de la rivière de la Tortue jusqu'à la limite du cadastre de la paroisse de Saint-Constant ; cette dernière limite vers le sud-est jusqu'à la route ; ladite route vers le sud-ouest jusqu'au prolongement dans le lot 7 dudit cadastre de la ligne nord-est de la partie la plus étroite du lot 7 ; ledit prolongement dans le lot 7, passant à 569 pieds (mesurés sur le chemin de fer) de la ligne de division des lots 5 et 7 jusqu'au prolongement de la ligne nord-ouest du lot 9 ; ledit prolongement et la ligne nord-ouest du lot 9 ; une ligne joignant le coin ouest du lot 9 et le coin nord-ouest du lot 12 ; les lignes nord-ouest et sud-ouest du lot 12 ; la ligne médiane de la route 15 jusqu'à la limite sud du cadastre de la paroisse de Saint-Constant ; les lignes nord-est et sud-est du lot 265 ; une ligne brisée formant la limite est de la concession Est de la rivière de la Tortue ; les lignes nord-ouest, nord-est, et sud-est du lot 284 ; la ligne médiane de la rivière de la Tortue en direction sud jusqu'à la ligne sud-est du cadastre de la paroisse de Saint-Philippe ; la ligne nord du lot 192 du cadastre de la paroisse de Saint-Édouard ; la ligne sud-est des lots 193 à 196 ; la ligne sud-ouest des lots 196, 197 et partie de 199 ; une ligne brisée limitant vers l'est les lots 218 à 224 ; les lignes sud-ouest et nord-ouest du lot 224 ; partie de la ligne sud-ouest du lot 223 ; la ligne nord-ouest des lots 223 et 222 ; partie de la ligne sud-ouest du lot 221 ; la ligne nord-ouest des lots 221 et 220 et partie de la ligne nord-ouest du lot 219 ; la ligne sud-ouest du lot 217 ; une ligne brisée séparant les cadastres des paroisses de Saint-Philippe et Saint-Constant des cadastres des paroisses de Saint-Michel et Saint-Rémi ; une ligne brisée séparant le cadastre de la paroisse de Saint-Constant du cadastre de la paroisse de Saint-Isidore ; une ligne brisée limitant vers le nord-ouest et le nord-est le cadastre de la paroisse de Saint-Isidore jusqu'à la ligne nord-est du lot 1 ; dans ce cadastre, la ligne nord-est du lot 1 et partie de la ligne nord-est du lot 32 jusqu'au prolongement de la ligne sud-est du lot 2 ; ledit prolongement et ladite ligne sud-est ; la ligne sud-ouest dudit lot 2 ; la limite sud-est des cadastres des paroisses de Saint-Joachim-de-Châteauguay et Sainte-Philomène ; la limite sud-ouest des cadastres des paroisses de Sainte-Philomène et Saint-Joachim-de-

Châteauguay ; dans ce dernier cadastre, une ligne brisée séparant la concession du Lac de la concession Nord-Ouest de la Rivière jusqu'à la ligne médiane d'un ruisseau limitant à l'est le lot 296 ; la ligne médiane dudit ruisseau et la ligne médiane du ruisseau Saint-Jean, la dernière ligne prolongée jusqu'à la ligne médiane du lac Saint-Louis ; la ligne médiane du lac Saint-Louis et du fleuve Saint-Laurent en descendant son cours jusqu'au prolongement de la ligne sud-ouest du lot 555-68 du cadastre de la paroisse de Laprairie de La Madeleine ; de là, une ligne droite jusqu'au point de départ.

Cette circonscription comprend les villes de Châteauguay, Delson, Mercier, Sainte-Catherine et Saint-Constant et la municipalité de Saint-Mathieu. Elle comprend aussi la réserve indienne de Caughnawaga.

22) **Chauveau** : Le territoire de la circonscription électorale de Chauveau peut être décrit comme suit :

partant du point d'intersection entre les cadastres des paroisses de Sainte-Jeanne-de-Neuville, Sainte-Catherine et Saint-Augustin ; de là, successivement, les lignes suivantes : une ligne brisée séparant le cadastre de la paroisse de Sainte-Catherine des cadastres des paroisses de Sainte-Jeanne-de-Neuville et Saint-Raymond ; dans le cadastre de la paroisse de Sainte-Catherine, partie de la ligne séparative des Huitième et Neuvième concessions ; partie de la ligne séparative des lots 538 et 539 ; le côté nord-est de l'emprise du chemin de fer de la Compagnie des Chemins de Fer Nationaux du Canada ; partie de la ligne séparative des lots 542 et 543 ; la ligne sud-est des lots 543a-2 et 543a-1 ; partie de la ligne nord-est du lot 543a-1 ; la ligne sud-est des lots 544a et 545a ; le côté sud-ouest d'un chemin public limitant au nord-est le lot 545a ; la ligne séparative des Neuvième et Dixième concessions ; la ligne nord-est des lots 551 et 583 ; le prolongement de la ligne séparant les Onzième et Douzième concessions dans le lot 757 jusqu'au prolongement de la ligne séparative des lots 10 et 11 du rang I du canton de Gosford ; ledit prolongement vers le nord-ouest jusqu'à la ligne sud-est du lot 757-2 ; partie de ladite ligne sud-est et la ligne nord-est dudit lot 757-2 ; partie de la limite nord-est du cadastre de la paroisse de Sainte-Catherine ; partie de la limite sud-ouest du cadastre de la paroisse de Saint-Gabriel-de-Valcartier et la ligne sud-ouest des cantons de Neilson et Larue et son prolongement jusqu'à la ligne médiane de la rivière Batis-can ; la ligne médiane de ladite rivière en remontant son cours jusqu'au prolongement de la ligne sud-est du canton de Laure ; la ligne sud-est du canton de Laure ; la ligne nord-est du canton de Laure et partie de la ligne nord-est du canton de Gendron ; la ligne sud du canton de Lescarbot et son prolongement jusqu'à une ligne établie sur le terrain (plan Ex. 98, Service de l'Arpentage et de la Géodésie) et débutant au point d'intersection de la ligne des basses marées du fleuve Saint-Laurent avec la ligne sud-

ouest du lot 395 du cadastre de la paroisse de Saint-François-Xavier ; ladite ligne établie sur le terrain en direction sud-est jusqu'à son intersection avec la ligne nord-ouest de la seigneurie de la Côte-de-Beaupré ; ladite ligne en direction sud-ouest jusqu'au coin est du lot 41 du rang VIII du cadastre de la paroisse de Saint-Edmond-de-Stonham ; une ligne brisée séparant les cadastres des paroisses de Château-Richer et Sainte-Brigitte-de-Laval d'une part et Saint-Adolphe et Saint-Dunstan-du-Lac-Beauport d'autre part, jusqu'au coin est du lot 119 de ce dernier cadastre ; une ligne brisée séparant les cadastres des paroisses de Beauport d'une part et Saint-Dunstan-du-Lac-Beauport et Charlesbourg d'autre part jusqu'au coin nord du lot 946 de ce dernier cadastre ; la ligne sud-est du lot 898 jusqu'au coin sud de ce dernier ; la ligne nord-est du lot 894 ; la ligne nord-ouest des lots 894, 892, 891 et 890 ; la ligne sud-ouest du lot 890 jusqu'au coin est du lot 764 ; la ligne sud-est du lot 764 jusqu'au coin sud de celui-ci ; la ligne nord-est du lot 629 ; la ligne nord-ouest du lot 629 ; la ligne sud-ouest des lots 628-A, 628 et 627 jusqu'au prolongement de la ligne nord-ouest du lot 440 ; la ligne nord-ouest du lot 440 et son prolongement ; la ligne nord-est des lots 436 partie et 437 ; la ligne nord-ouest du lot 437 jusqu'à la ligne nord-est du lot 100 ; la ligne nord-est d'une partie du lot 100 jusqu'au coin est du lot 99 ; la ligne de division entre les Cinquième et Sixième concessions de Charlesbourg et son prolongement jusqu'à la ligne nord-est du lot 1245 du cadastre de la paroisse de Saint-Ambroise-de-la-Jeune-Lorette ; la ligne nord-est des lots 1245 et 1139 et le prolongement de cette dernière jusqu'à la ligne médiane du ruisseau Duberger ; la ligne sud-est de la Quatrième concession Saint-Romain, en direction sud-ouest jusqu'au côté nord-ouest de l'emprise du chemin de fer de la Compagnie des Chemins de Fer Nationaux du Canada ; le côté nord-ouest de l'emprise du chemin de fer jusqu'au coin est du lot 1161-3 ; la ligne nord-est du lot 1161-3 et son prolongement jusqu'au coin ouest du lot 1158-2-2 ; le prolongement vers le sud-ouest de la ligne nord-ouest du lot 1158-2-2 jusqu'à son intersection avec la ligne est du lot 1167 ; la ligne est du lot 1167 en direction nord-ouest jusqu'à un arpent au sud de la rue des Érables ; de ce point en direction sud-ouest suivant une ligne parallèle située à un arpent au sud-ouest de la rue des Érables jusqu'à la ligne médiane du boulevard de la Colline ; une ligne brisée suivant la ligne médiane du boulevard de la Colline, en direction sud-est ; l'emprise sud-est du boulevard Bastien et la ligne sud-ouest du lot 1106 jusqu'au point d'intersection entre les cadastres des paroisses de Saint-Ambroise-de-la-Jeune-Lorette et Saint-Ambroise-de-la-Jeune-Lorette révisé (ville de Lorretteville) ; une ligne brisée suivant la division desdits cadastres jusqu'au prolongement de la ligne nord du lot 471 ; de ce dernier point en suivant la ligne sud de la concession des Grands Déserts, vers l'ouest jusqu'au coin est du lot 456 ; la ligne

est du lot 456 ; la ligne nord-est du lot 456 ; la ligne nord-est du lot 270 jusqu'à la ligne médiane de la rue Sainte-Geneviève ; la ligne médiane de la rue Sainte-Geneviève en direction sud-ouest et son prolongement jusqu'à la ligne de division entre les cadastres des paroisses de L'Ancienne-Lorette et Saint-Ambroise-de-la-Jeune-Lorette ; une ligne brisée suivant la division desdits cadastres jusqu'au coin sud du lot 240 du cadastre de la paroisse de Saint-Ambroise-de-la-Jeune-Lorette ; la ligne nord-ouest de la première concession Guillaume Bonhomme de L'Ancienne-Lorette ; la ligne nord-ouest de la Première concession de Saint-Augustin dans le cadastre de la paroisse de Saint-Augustin jusqu'au coin ouest du lot 71 dudit cadastre ; la ligne nord-est du lot 1 du cadastre de la paroisse de Sainte-Catherine jusqu'au coin est dudit lot ; de là, en suivant la ligne entre les cadastres des paroisses de Saint-Augustin et Sainte-Catherine jusqu'au point de départ.

Cette circonscription comprend les municipalités suivantes : les villes de Fossambault-sur-le-Lac, Lac-Delage, Lac-Saint-Joseph, Loretteville et Val-Bélair ; le village de Saint-Émile ; les municipalités des paroisses de Sainte-Catherine et Saint-Dunstan-du-Lac-Beauport ; la municipalité des cantons unis de Stoneham et Tewkesbury ; les municipalités de Lac-Saint-Charles, Saint-Gabriel-de-Valcartier, Saint-Gabriel-Ouest et Shannon, et l'Étape située dans le parc des Laurentides en territoire non organisé. Cette circonscription comprend également une partie de la ville de Charlesbourg, soit l'ancienne municipalité de Notre-Dame-des-Laurentides et une partie de la ville de Québec, quartier Neufchâtel, délimitée comme suit : la limite de la ville de Québec avec les municipalités de Saint-Gabriel-de-Valcartier, Lac-Saint-Charles, Saint-Émile, Loretteville et Val-Bélair. Enfin, cette circonscription comprend la réserve indienne de Lorette.

23) **Chicoutimi** : La circonscription électorale de Chicoutimi comprend le territoire délimité comme suit :

partant du point d'intersection de la rive droite de la rivière Saguenay avec la ligne séparative des cantons de Chicoutimi et Bagot ; de là, successivement, les lignes suivantes : une ligne brisée séparant le cadastre de la paroisse de Chicoutimi des cadastres de la paroisse de Saint-Alphonse et des cantons de Chicoutimi et Laterrière jusqu'à la ligne séparative des lots 18b et 19a du rang XII Sud-Ouest chemin Sydenham du cadastre de la paroisse de Chicoutimi ; dans ce cadastre, ladite ligne séparative de lots ; la ligne séparative des rangs XI Sud-Ouest chemin Sydenham et XII Sud-Ouest chemin Sydenham et son prolongement à travers les lots 11a, 10b, 10a, 9a et 8b jusqu'au côté nord-est du lot 76 (emprise d'un chemin de fer) ; ledit côté nord-est en allant vers le nord-ouest jusqu'à la ligne séparative des rangs XII Sud-Ouest chemin Sydenham et XIII Sud-Ouest chemin Sydenham ; partie de la ligne séparative des rangs en allant vers le nord-est ; partie de la ligne sépara-

tive des rangs XIII Sud-Ouest chemin Sydenham et XIV Sud-Ouest chemin Sydenham en allant vers le nord-ouest ; la ligne séparative des lots 7c et 8a du rang XIV Sud-Ouest chemin Sydenham et son prolongement jusqu'à la ligne médiane de la rivière Saguenay ; la ligne médiane de ladite rivière en remontant son cours jusqu'au prolongement de la ligne séparative des cantons de Tremblay et Simard ; ledit prolongement et partie de ladite ligne séparative de cantons jusqu'à la ligne séparative des rangs II et III du canton de Tremblay ; dans le cadastre de ce canton, ladite ligne séparative de rangs ; la ligne séparative des lots 31a et 32 du rang III ; partie de la ligne séparative des rangs III et IV en allant vers l'est jusqu'à une ligne droite dans le lot 26c du rang III, de direction N 15°35'34 "E et située à une distance de mille deux cent trente-neuf pieds et deux dixièmes (1 239,2 pi) de la ligne ouest de l'ancien lot 27a du rang III, distance mesurée le long de la ligne nord du rang III ; ladite ligne droite dans le lot 26c jusqu'à la ligne sud du rang III ; partie de la ligne sud dudit rang en allant vers l'est et son prolongement jusqu'à la ligne médiane de la rivière Saguenay ; la ligne médiane de ladite rivière en descendant son cours jusqu'au prolongement de la ligne séparative des cantons de Chicoutimi et Bagot ; enfin, ledit prolongement jusqu'au point de départ.

Cette circonscription comprend la ville de Chicoutimi.

24) **Chomedey** : Le territoire de la circonscription électorale de Chomedey peut être décrit comme suit :

partant à l'intersection du prolongement de la ligne médiane de l'autoroute des Laurentides (15) et de la ligne médiane de la rivière des Prairies ; de là, la ligne médiane de ladite rivière en passant au nord-ouest de l'île portant les numéros 2632, 2633 et 2634 du cadastre de la paroisse de Saint-Laurent jusqu'au prolongement de la ligne médiane de l'autoroute Chomedey ; le prolongement et la ligne médiane de ladite autoroute jusqu'à la ligne médiane de l'autoroute Laval(440) ; la ligne médiane de ladite autoroute jusqu'à la ligne médiane de l'autoroute des Laurentides (15) ; la ligne médiane et le prolongement de ladite autoroute jusqu'au point de départ.

Cette circonscription comprend une partie de la ville de Laval délimitée comme suit : l'autoroute Laval (440), l'autoroute des Laurentides (15), la limite de la ville de Laval dans la rivière des Prairies et l'autoroute Chomedey (13).

25) **Crémazie** : Le territoire de la circonscription électorale de Crémazie peut être décrit comme suit :

partant du point de rencontre de la ligne médiane de la rivière des Prairies avec le prolongement de la ligne médiane de l'avenue de l'Esplanade ; de là, la ligne médiane de ladite rivière en descendant son cours jusqu'à une ligne irrégulière passant à mi-distance entre l'île de la Visitation et l'île de Montréal et contournant par le sud-ouest ladite île de la Visitation ; ladite ligne irrégulière jusqu'à la ligne médiane de la rue du Pont ; la ligne médiane de ladite rue jusqu'à la ligne médiane de l'avenue Étienne-Brûlé ; ladite ligne médiane jusqu'à la ligne médiane de l'avenue de Lorimier ; la ligne médiane de ladite avenue et son prolongement jusqu'à la ligne médiane de l'emprise du chemin de fer de la Compagnie des Chemins de Fer Nationaux du Canada ; la ligne médiane de ladite emprise et son prolongement jusqu'à la ligne médiane de l'avenue Papineau ; la ligne médiane de ladite avenue et son prolongement jusqu'à la ligne médiane du boulevard Métropolitain (route 40) ; la ligne médiane dudit boulevard jusqu'au prolongement vers le sud-est de la ligne médiane de l'avenue de l'Esplanade ; ledit prolongement et la ligne médiane de l'avenue de l'Esplanade jusqu'à la ligne médiane de la rue de Beauharnois ; la ligne médiane de ladite rue jusqu'à la ligne médiane de la rue Meunier ; la ligne médiane de ladite rue jusqu'à la ligne médiane de la rue Legendre ; la ligne médiane de ladite rue jusqu'à la ligne médiane de l'avenue de l'Esplanade ; la ligne médiane de ladite avenue et son prolongement jusqu'à la ligne médiane de l'emprise du chemin de fer de la Compagnie des Chemins de Fer Nationaux du Canada ; la ligne médiane de ladite emprise jusqu'au prolongement de la ligne médiane de l'avenue de l'Esplanade ; le prolongement, la ligne médiane de ladite avenue et son prolongement jusqu'au point de départ.

Cette circonscription comprend une partie de la ville de Montréal délimitée comme suit : la rivière des Prairies en excluant l'île de la Visitation, la rue du Pont, l'avenue Étienne-Brûlé, l'avenue de Lorimier, la voie ferrée du Canadien National, l'avenue Papineau, le boulevard Métropolitain, l'avenue de l'Esplanade, la rue de Beauharnois, la rue Meunier, la rue Legendre, l'avenue de l'Esplanade et son prolongement, la voie ferrée du Canadien National, le prolongement de l'avenue de l'Esplanade, cette avenue et son prolongement.

26) **D'Arcy-McGee** : Le territoire de la circonscription électorale de D'Arcy-McGee peut être décrit comme suit :

partant de l'intersection du prolongement de la ligne séparative des lots 572 et 573 du cadastre de la paroisse de Saint-Laurent et de la ligne médiane de la voie ferrée prin-

cipale de la Compagnie des Chemins de Fer Nationaux du Canada (lot 2638 du cadastre de la paroisse de Saint-Laurent) ; la ligne médiane de ladite voie ferrée jusqu'au prolongement de la ligne séparative des lots 559 et 560 du cadastre de la paroisse de Saint-Laurent ; ledit prolongement et partie de ladite ligne séparative de lots jusqu'à la ligne séparative des cadastres de la paroisse de Saint-Laurent et de la municipalité de la paroisse de Montréal ; une ligne brisée séparant le cadastre de la municipalité de la paroisse de Montréal des cadastres des paroisses de Saint-Laurent et Lachine jusqu'à une ligne sud-est de l'ancien lot 116 du cadastre de la municipalité de la paroisse de Montréal ; la ligne sud-est dudit lot et la ligne médiane du chemin de la Côte-Saint-Luc jusqu'au prolongement de la ligne sud-ouest du lot 112 du cadastre de la municipalité de la paroisse de Montréal ; ledit prolongement et les lignes sud-ouest, sud-est et partie de la ligne nord-est dudit lot jusqu'à la ligne médiane de la rue Westover ; ladite ligne médiane jusqu'à la rue Westminster ; de là, jusqu'à la ligne médiane de la rivière Saint-Pierre ; la ligne médiane de ladite rivière jusqu'à la ligne médiane du chemin de la Côte-Saint-Luc ; la ligne médiane dudit chemin jusqu'à la ligne médiane de l'avenue Montclair ; la ligne médiane de ladite avenue jusqu'à la ligne médiane de l'avenue Fielding ; la ligne médiane de ladite avenue jusqu'à la ligne médiane du chemin de la Côte-Saint-Luc ; la ligne médiane dudit chemin jusqu'à la ligne médiane de l'autoroute Décarie (route 15) ; la ligne médiane de ladite autoroute jusqu'à la ligne sud-est du lot 45 du cadastre de la municipalité de la paroisse de Montréal ; ladite ligne sud-est dudit lot ; la ligne nord-est jusqu'à une ligne brisée étant la ligne séparative des cadastres de la municipalité de la paroisse de Montréal et du Village-de-la-Côte-des-Neiges ; ladite ligne brisée jusqu'à la ligne séparative des cadastres de la paroisse de Saint-Laurent et de la municipalité de la paroisse de Montréal ; ladite ligne séparative de cadastres jusqu'à la ligne séparative des lots 575 et 576 du cadastre de la paroisse de Saint-Laurent ; ladite ligne de lot jusqu'à la ligne sud du lot 2638 dudit cadastre ; ladite ligne jusqu'à la ligne des lots 572 et 573 du cadastre de la paroisse de Saint-Laurent ; le prolongement de ladite ligne de lot jusqu'au point de départ.

Cette circonscription comprend les villes de Côte-Saint-Luc et Hampstead et une partie de la ville de Montréal, le tout délimité comme suit : la limite des villes de Montréal et Mont-Royal, la limite de la ville de Côte-Saint-Luc avec les villes de Mont-Royal et Montréal, l'autoroute Décarie, le chemin de la Côte-Saint-Luc, l'avenue Fielding, l'avenue Montclair, la limite de la ville de Côte-Saint-Luc avec les villes de Montréal, Montréal-Ouest, Saint-Pierre, Lachine et Saint-Laurent.

27) **Deux-Montagnes** : La circonscription électorale de Deux-Montagnes comprend le territoire délimité comme suit :

partant du coin nord-est du lot 110 du cadastre de la paroisse de Saint-Placide ; une ligne brisée séparant le cadastre de la paroisse de Saint-Placide du cadastre de la paroisse de Saint-André, le dernier tronçon étant prolongé jusqu'à une ligne dans le lac des Deux Montagnes passant à mi-distance entre la rive nord dudit lac et la rive nord de l'île de Carillon ; ladite ligne médiane en allant vers l'est et une ligne irrégulière contournant par le nord-est toutes les îles faisant partie du cadastre de la paroisse de Saint-Andrews jusqu'à la ligne médiane du lac des Deux Montagnes ; la ligne médiane dudit lac en allant vers le sud-est et le nord-est et passant au sud de l'île Hay et au nord-ouest de l'île Bizard jusqu'à la ligne médiane de la rivière des Mille Îles ; la ligne médiane de ladite rivière en descendant son cours et passant à l'ouest de toutes les îles faisant partie du cadastre de la paroisse de Sainte-Rose jusqu'à une ligne droite dans ladite rivière passant à l'extrémité la plus à l'ouest de l'île numéro 946 du cadastre de la paroisse de Sainte-Thérèse-de-Blainville et débutant au point d'intersection de la limite sud-ouest dudit cadastre avec la rive nord de la rivière des Mille Îles ; ladite ligne droite ; une ligne brisée séparant le cadastre de la paroisse de Saint-Eustache du cadastre de la paroisse de Saint-Thérèse-de-Blainville jusqu'au coin nord du lot 445 du cadastre de la paroisse de Saint-Eustache ; une ligne brisée séparant les cadastres des paroisses de Saint-Eustache, Saint-Joseph-du-Lac, L'Annonciation-du-lac-des-Deux-Montagnes et Saint-Placide des cadastres des paroisses de Saint-Augustin et Saint-Benoît jusqu'au coin nord du lot 224 du cadastre de la paroisse de Saint-Placide ; une partie de la ligne de division entre le cadastre de la paroisse de Saint-Placide d'une part et les cadastres des paroisses de Saint-Benoît et Saint-Hermas d'autre part jusqu'au point de départ.

Cette circonscription comprend les municipalités suivantes : les villes de Deux-Montagnes, Oka-sur-le-Lac, Saint-Eustache et Sainte-Marthe-sur-le-Lac ; les villages de Pointe-Calumet et Saint-Placide ; les municipalités des paroisses d'Oka, Saint-Joseph-du-Lac et Saint-Placide ; la municipalité d'Oka. Elle comprend aussi la réserve indienne d'Oka.

28) **Dorion** : Le territoire de la circonscription électorale de Dorion peut être décrit comme suit :

partant du point de rencontre de la ligne médiane du boulevard Métropolitain (route no 40) avec la ligne médiane de la rue Berri ; de là, vers le nord-est et l'est, la ligne médiane dudit boulevard jusqu'au prolongement de la ligne médiane de la rue de Bordeaux ; ledit prolongement et la ligne médiane de la rue de Bordeaux jusqu'à la ligne mé-

diane de la rue Saint-Zotique ; la ligne médiane de ladite rue jusqu'à la ligne médiane de la rue Saint-Denis ; la ligne médiane de ladite rue jusqu'à la ligne médiane de la rue Jarry ; la ligne médiane de ladite rue jusqu'à la ligne médiane de la rue Berri ; enfin, la ligne médiane de ladite rue jusqu'au point de départ.

Cette circonscription comprend une partie de la ville de Montréal délimitée comme suit : le boulevard Métropolitain, la rue de Bordeaux, la rue Saint-Zotique, la rue Saint-Denis, la rue Jarry et la rue Berri.

29) **Drummond** : La circonscription électorale de Drummond comprend le territoire délimité comme suit :

partant du point d'intersection de la ligne séparative des rangs X et XI du canton de Grantham avec la ligne nord-ouest dudit canton ; de là, successivement, les lignes suivantes : partie de la ligne nord-ouest dudit canton ; dans le cadastre de la paroisse de Saint-Guillaume-d'Upton, la ligne sud-ouest des lots 337 en rétrogradant jusqu'au lot 329 ; la ligne nord-ouest dudit lot 329 ; la ligne sud-ouest des lots 359 à 372 ; la ligne nord-ouest des lots 372 et 402 ; la ligne nord-est des lots 402 en rétrogradant jusqu'au lot 390 ; dans le cadastre de la paroisse de Saint-Bonaventure, la ligne nord-ouest du lot 104 ; la ligne nord-est des lots 104 et 103 ; partie de la ligne nord-ouest du canton de Grantham prolongée jusqu'à la ligne médiane de la rivière Saint-François ; la ligne médiane de ladite rivière en remontant son cours et en passant au nord-est de toutes les îles faisant partie du cadastre du canton de Grantham jusqu'au prolongement de la ligne nord-ouest du lot 23 du cadastre du canton de Wendover ; dans ce cadastre, ledit prolongement et la ligne nord-ouest des lots 23 et 49 ; partie de la ligne séparative des rangs III et IV ; la ligne nord-ouest des lots 170 et 252 ; partie de la ligne séparative des rangs V et VI ; la ligne nord-ouest du lot 289 ; partie de la ligne séparative des rangs VI et VII ; la ligne nord-ouest des lots 304 et 336 ; les lignes sud-ouest et nord-ouest du lot 408 ; partie de la ligne séparative des rangs IX et X ; la ligne nord-ouest des lots 509 et 508, la dernière prolongée jusqu'au côté est d'un chemin public limitant vers l'est ledit lot 508 ; les côtés est et sud-est dudit chemin jusqu'à la ligne séparative des rangs X et XI ; partie de ladite ligne séparative de rangs ; la ligne nord-ouest des lots 373 et 385 ; partie de la ligne nord-est du lot 385 ; dans le cadastre de la paroisse de Saint-Léonard, la ligne nord-ouest du lot 163 ; la ligne nord-est des lots 163 à 173 ; dans le cadastre du canton de Horton, partie de la ligne nord-ouest du lot 6 ; la ligne nord-est des lots 6 à 22 ; la ligne sud-est du lot 22 ; partie de la ligne nord-est du canton de Simpson ; dans le cadastre de ce canton, la ligne sud-est du lot 6 du rang XII et du lot 6b du rang XI ; partie de la ligne séparative des rangs X et XI ; la ligne sud-est du lot 6 du rang X ; partie de la ligne séparative des rangs IX et X ; la ligne sud-est du lot 12 des rangs IX et VIII ; partie de la ligne sé-



parative des rangs VII et VIII ; la ligne sud-est du lot 12b du rang VII, du lot 12c du rang VI, du lot 12 du rang V et du lot 12b du rang IV ; partie de la ligne séparative des rangs III et IV ; la ligne sud-est du lot 19 du rang III et du lot 19b du rang II, cette dernière prolongée jusqu'à la ligne médiane de la rivière Saint-François ; la ligne médiane de ladite rivière en remontant son cours et en contournant par la droite les îles les plus rapprochées de la rive droite et par la gauche les îles les plus rapprochées de la rive gauche jusqu'au prolongement de la ligne sud-est du lot 14 du cadastre du canton de Wickham ; dans ce cadastre, ledit prolongement et ladite ligne sud-est ; la ligne sud-est des lots 30, 49, 148, 167, 168, 292, 291 et 305 ; partie de la ligne séparative des rangs VI et VII ; partie de la ligne nord-ouest du canton de Wickham ; partie de la ligne séparative des rangs VIII et IX ; la ligne sud-est du lot 448 ; partie de la ligne séparative des rangs IX et X ; partie de la ligne sud-est du canton de Grantham ; dans le cadastre de ce canton, la ligne sud-ouest des lots 1095 en rétrogradant jusqu'au lot 1081 ; la ligne sud-est des lots 1110 à 1119 et du lot 1121 ; la ligne sud-ouest des lots 1121 et 1124 ; la ligne sud-est du lot 1139 ; enfin la ligne séparative des rangs X et XI jusqu'au point de départ.

Cette circonscription comprend les municipalités suivantes : les villes de Drummondville et Drummondville-Sud ; les villages de Notre-Dame-du-Bon-Conseil, Saint-Cyrille et Saint-Germain-de-Grantham ; les municipalités des paroisses de Notre-Dame-du-Bon-Conseil, Saint-Edmond-de-Grantham, Saint-Germain-de-Grantham et Saint-Majorique-de-Grantham ; la municipalité des cantons unis de Wendover et Simpson, et les municipalités de Grantham-Ouest et Saint-Nicéphore.

30) **Dubuc** : La circonscription électorale de Dubuc comprend le territoire délimité comme suit :

partant d'un point situé à l'intersection de la ligne médiane de la rivière Saguenay avec le prolongement du côté sud-est du canton de Dumas ; de là, la ligne médiane de la rivière Saguenay et passant au nord de l'île Saint-Louis jusqu'au prolongement de la ligne sud-est du canton de Labrosse ; ce prolongement et la ligne sud-est du même canton ; une ligne méridienne astronomique établie sur le terrain débutant au coin nord du canton d'Albert jusqu'à la ligne de partage des eaux de la baie d'Hudson et du fleuve Saint-Laurent ; ladite ligne de partage des eaux vers le sud-ouest jusqu'à la décharge d'un petit lac se déversant dans la rivière Péribonca et situé au sud-ouest du lac Pollet ; la ligne médiane de la décharge de ce petit lac et la ligne médiane de la rivière Péribonca jusqu'au parallèle 50°00' de latitude nord ; ledit parallèle jusqu'au méridien 71°00' de longitude ouest ; ledit méridien vers le sud jusqu'à la ligne médiane de la rivière Manouane ; la ligne médiane de ladite rivière et la ligne médiane de la rivière Péribonca jusqu'au prolongement de la ligne nord du can-

ton de Rouleau ; ledit prolongement ; les lignes nord et est du canton de Rouleau et partie de la ligne sud dudit canton ; la ligne ouest des cantons de Bégin et Bourget, la dernière prolongée jusqu'à la ligne médiane de la rivière Saguenay ; la ligne médiane de ladite rivière en descendant son cours jusqu'au prolongement de la ligne séparative des lots 27 et 28b du rang A du canton de Simard ; ledit prolongement ; dans le cadastre de ce canton, partie de ladite ligne séparative des lots 27 et 28b du rang A jusqu'à une ligne de contour déterminée à l'élévation de 236,6 pieds d'après le datum géodésique ; ladite ligne de contour à travers le lot 27 jusqu'à la ligne séparative des lots 26 et 27 du rang A ; partie de ladite ligne séparative de lots en allant vers le nord-est jusqu'à la ligne séparative des rangs A et I ; ladite ligne séparative de rangs jusqu'à la ligne sud-est du lot 22 du rang A ; partie de ladite ligne sud-est du lot 22 en allant vers le sud-ouest jusqu'à la limite sud-ouest des terrains de la Compagnie Price Limitée décrits dans un acte de vente enregistré à Chicoutimi sous le numéro 35 648 ; une ligne irrégulière traversant les lots 21, 20a, 19a, 18a, la rivière Shipsisaw et les lots 18b, 18c et 19b du rang A en suivant la limite des terrains de la Compagnie Price Limitée décrits dans ledit acte de vente jusqu'à la ligne séparative des lots 19b et 20b du rang A ; partie de ladite ligne séparative de lots en allant vers le nord-est jusqu'à la limite nord-est des terrains appartenant à la compagnie dite « Alcoa Power Company Limited » ou représentants sur le lot 19b du rang A ; la limite nord-est des terrains de ladite compagnie en allant vers le sud-est jusqu'à la limite nord-ouest du terrain d'Eugène Dufour décrit dans un acte enregistré à Chicoutimi sous le numéro 50 573 ; les limites nord-ouest et sud-ouest du terrain d'Eugène Dufour, la dernière prolongée à travers un chemin public jusqu'à la ligne nord-ouest du lot 18b du rang A ; partie de la ligne nord-ouest dudit lot 18b jusqu'à la ligne médiane d'un ruisseau déterminant la limite sud-ouest d'un terrain appartenant à Adjutor Villeneuve ; les limites sud-ouest et sud-est dudit terrain d'Adjutor Villeneuve ; le côté sud d'un chemin public en allant vers l'est et limitant vers le nord une partie du lot 18b et le lot 17c du rang A et traversant une partie du lot 16 dudit rang A jusqu'à la ligne séparative des rangs A et I ; partie de ladite ligne séparative de rangs en allant vers l'est jusqu'à la ligne séparative des lots 15 et 16 du rang A ; ladite ligne séparative de lots et son prolongement jusqu'à la ligne médiane de la rivière Saguenay ; la ligne médiane de ladite rivière en descendant son cours jusqu'au prolongement de la ligne séparative des cantons de Tremblay et Simard ; ledit prolongement et partie de ladite ligne séparative de cantons jusqu'à la ligne séparative des rangs II et III du canton de Tremblay ; dans le cadastre de ce canton, ladite ligne séparative de rangs ; la ligne séparative des lots 31a et 32 du rang III ; partie de la ligne séparative des rangs III et IV en allant vers l'est jusqu'à une ligne droite dans le lot

26c du rang III de direction N 15°35'34 "E et située à une distance de mille deux cent trente-neuf pieds et deux dixièmes (1 239,2 pi) de la ligne ouest de l'ancien lot 27a du rang III, distance mesurée le long de la ligne nord du rang III ; ladite ligne droite dans le lot 26c jusqu'à la ligne sud du rang III ; partie de la ligne sud dudit rang en allant vers l'est et son prolongement jusqu'à la ligne médiane de la rivière Saguenay ; la ligne médiane de ladite rivière en descendant son cours jusqu'au prolongement de la ligne séparative des cantons de Chicoutimi et Bagot ; ledit prolongement ; une ligne brisée séparant le cadastre de la paroisse de Chicoutimi des cadastres de la paroisse de Saint-Alphonse et du canton de Chicoutimi jusqu'à la ligne nord-est du canton de Laterrière ; partie de la ligne nord-est du canton de Laterrière ; dans ce canton, partie de la ligne séparative des rangs XII et XIII et la ligne séparative des lots 9 et 10 du rang XIII ; partie de la ligne nord-ouest du canton de Laterrière et son prolongement jusqu'à la ligne médiane de la rivière Cyriac ; la ligne médiane de ladite rivière vers le sud jusqu'au prolongement de la ligne sud du canton de Lapointe ; ledit prolongement et la ligne sud des cantons de Lapointe, Dubuc, Boilleau, Lallemand, Périgny, Ducreux et Sagard ; la ligne sud-est des cantons de Sagard et Dumas et son prolongement jusqu'au point de départ.

Cette circonscription comprend les municipalités suivantes : la ville de La Baie ; les villages de Laterrière et Saint-Ambroise ; les municipalités des paroisses de Notre-Dame-de-Laterrière et Sainte-Rose-du-Nord ; les municipalités des cantons de Bourget, Otis, Saint-Jean et Tremblay ; les municipalités de Bégin, Ferland-et-Boilleau, Petit-Saguenay, Rivière-Éternité, Saint-David-de-Falardeau, Saint-Fulgence, Saint-Honoré et Shipshaw. Elle comprend aussi le canton de Sagard situé en territoire non organisé.

31) **Duplessis** : La circonscription électorale de Duplessis comprend :

a) le territoire délimité comme suit : partant du point d'intersection de la ligne séparative des cantons de Can-

non et de Royer avec la rive du fleuve Saint-Laurent ; de là, successivement, les lignes suivantes : ladite ligne séparative de cantons et son prolongement à travers les cantons de Fafard et Godbout jusqu'à son intersection avec le prolongement de la ligne ouest du canton de Belle-Roche ; ledit prolongement et ladite ligne ouest ; la ligne sud des cantons de Godefroy, Berthelet et Hervieux ; la ligne ouest des cantons d'Hervieux, Pétel, Rémy, Monrepos, Bouat et Corteréal, la dernière prolongée jusqu'au parallèle 52°55' de latitude nord ; ledit parallèle et la ligne de partage des eaux du fleuve Saint-Laurent et du fleuve Ashuanipi (Hamilton ou des Esquimaux) et la limite est de la province ; enfin, la rive du golfe et du fleuve Saint-Laurent jusqu'au point de départ ;

b) les îles et les îlets de Mingan, l'île d'Anticosti et toutes les îles les plus rapprochées de la rive nord du golfe Saint-Laurent, situées en tout ou en plus grande partie vis-à-vis de son territoire ;

c) la partie du golfe et du fleuve Saint-Laurent comprise dans les limites de la province en front de ce territoire et qui n'est pas incluse dans les autres districts électoraux ;

d) le territoire compris entre les parallèles 54°45' et 54°55' de latitude nord et entre les méridiens 66°35' et 67°00' de longitude ouest et renfermant la ville de Schefferville.

Cette circonscription comprend les municipalités suivantes : les villes de De Grasse, Fermont, Gagnon, Havre-Saint-Pierre, Port-Cartier, Schefferville et Sept-Îles ; les municipalités des cantons de Letellier et Natashquan ; les municipalités d'Aguanish, Baie-Johan-Beetz, Côte-Nord-du-Golfe-Saint-Laurent, Gallix, Île-d'Anticosti, Longue-Pointe, Moisie, Rivière-au-Tonnerre, Rivière-Pentecôte, Rivière-Pigou et Rivière-Saint-Jean. Elle comprend aussi les réserves indiennes de La Romaine, Mingan, Natashquan, Saint-Augustin, Schefferville et Sept-Îles-Maliotenam ; les localités de Fire-Lake et Mont-Wright situées en territoire non organisé.

32) **Fabre** : Le territoire de la circonscription électorale de Fabre peut être décrit comme suit :

partant du point de rencontre de la ligne médiane de l'autoroute des Laurentides (15) avec la ligne médiane de la rivière des Milles Îles ; de là, la ligne médiane de ladite rivière en remontant son cours et en passant à l'ouest de toutes les îles faisant partie du cadastre de la paroisse de Sainte-Rose et au sud-ouest de l'île portant le numéro 235 du cadastre de la paroisse de Sainte-Dorothée jusqu'à la ligne médiane de la rivière des Prairies ; ladite ligne médiane de la rivière des Prairies en descendant son cours et passant au sud des îles portant les numéros 236 et 241 du cadastre de la paroisse de Sainte-Dorothée, au sud-est des îles portant les numéros 239, 238, 237 et 240 dudit cadas-

tre, jusqu'au prolongement de la ligne médiane de l'autoroute Chomedey (13) ; le prolongement et la ligne médiane de ladite autoroute jusqu'à la ligne médiane de l'autoroute Laval (440) ; la ligne médiane de ladite autoroute jusqu'à la ligne médiane de l'autoroute des Laurentides (15) ; la ligne médiane de ladite autoroute jusqu'au point de départ.

Cette circonscription comprend une partie de la ville de Laval délimitée comme suit : la limite de la ville de Laval dans la rivière des Mille Îles, l'autoroute des Laurentides (15), l'autoroute Laval (440), l'autoroute Chomedey (13), la limite de la ville de Laval dans la rivière des Prairies et le lac des Deux Montagnes.

33) **Frontenac** : La circonscription électorale de Frontenac comprend le territoire délimité comme suit :

partant du coin sud du canton d'Halifax ; de là, successivement, les lignes suivantes : une ligne brisée limitant vers le sud-ouest, le nord-ouest et le nord le cadastre du canton d'Halifax jusqu'à la ligne séparative des rangs X et XI dudit cadastre ; dans ce cadastre, partie de ladite ligne séparative de rangs ; la ligne sud-est du lot 785 ; partie de la ligne séparative des rangs IX et X ; la ligne sud-est du lot 832 ; partie de la ligne séparative des rangs VIII et IX ; la ligne sud-est du lot 889 ; partie de la ligne séparative des rangs VII et VIII ; la ligne nord-ouest des lots 578 et 681 ; partie de la ligne séparative des rangs IX et X ; la ligne nord-ouest du lot 684 ; partie de la ligne séparative de rangs X et XI ; la ligne nord-ouest du lot 736a ; la ligne nord-est du rang XI ; la ligne sud-ouest du lot 724 ; partie de la ligne séparative des rangs X et XI ; partie de la ligne sud-est du canton d'Halifax ; dans le cadastre du canton d'Ireland, la ligne nord-est du lot 686 ; partie de la ligne nord-ouest du lot 496 ; le côté sud-ouest du chemin de front du rang IX ; la ligne nord-ouest du lot 501 ; le côté sud-ouest du chemin de front du rang X ; la ligne nord-ouest du lot 611 ; partie de la ligne séparative des rangs X et XI ; une ligne brisée séparant le canton de Thetford du canton d'Ireland ; partie de la ligne sud-ouest du canton de Leeds jusqu'au coin ouest du lot 4A du rang I dudit canton ; la ligne nord-ouest des lots 4A des rangs I et II ; les lignes sud-ouest et nord-ouest du lot 3 du rang III ; partie de la ligne séparative des rangs III et IV du canton de Leeds jusqu'au canton d'Inverness ; partie de la ligne des cantons d'Inverness et Leeds ; les lignes nord-ouest, nord-est et nord du canton de Leeds ; partie de la ligne sud-est du canton de Leeds ; une ligne brisée séparant le cadastre du canton de Broughton des cadastres des paroisses de Saint-Séverin et Saint-Frédéric ; partie de la ligne séparative des rangs III et IV du canton de Broughton et partie de la ligne sud-est dudit canton jusqu'au prolongement du côté sud-ouest du chemin entre les rangs V et VI du canton de Tring ; dans le cadastre de la paroisse de Saint-Victor-de-Tring, ledit prolongement et le côté sud-ouest dudit chemin ; la ligne sud-est du lot 713 et son prolongement

ment jusqu'au côté sud-ouest du chemin entre les rangs VI et VII ; ledit côté sud-ouest dudit chemin et son prolongement jusqu'à la ligne sud-est du canton de Broughton ; partie de ladite ligne sud-est jusqu'au prolongement du côté sud-ouest du chemin entre les rangs VII et VIII ; dans les cadastres de ce canton, ledit prolongement et le côté sud-ouest dudit chemin jusqu'à la ligne sud-est du lot 25b du rang VIII ; ladite ligne et son prolongement jusqu'au côté sud-ouest du chemin entre les rangs VIII et IX ; ledit côté sud-ouest dudit chemin jusqu'au prolongement de la ligne nord-ouest du lot 25a du rang VIII ; ledit prolongement et partie de la ligne nord-ouest dudit lot sur une longueur d'environ 8 arpents ; une ligne droite parallèle au chemin entre les rangs VIII et IX sur la largeur des lots 24b et 24a ; la ligne sud-ouest du lot 23c sur une longueur d'environ 8 arpents et son prolongement jusqu'au côté sud-ouest du chemin entre les rangs VIII et IX ; le côté sud-ouest dudit chemin ; la ligne sud-est du lot 23a du rang IX ; partie de la ligne séparative des rangs IX et X ; la ligne sud-est du lot 24b du rang X et du lot 24d du rang XI jusqu'au côté sud-ouest d'un chemin public ; le côté sud-ouest dudit chemin jusqu'à la ligne sud-est du lot 26b ; partie de la ligne sud-est dudit lot ; partie de la ligne sud-est des cantons de Thetford et Adstock jusqu'à la ligne nord-ouest du lot 537 du cadastre de la paroisse de Saint-Éphrem-de-Tring ; dans ce cadastre, la ligne nord-ouest dudit lot ; partie de la ligne séparative des rangs X et XI ; la ligne sud-est du lot 529 ; partie des lignes nord-est et sud-est du canton d'Adstock jusqu'à la ligne séparative des rangs IX et X dudit canton ; dans le cadastre de ce canton, partie de ladite ligne séparative de rangs ; le côté sud-est du chemin entre les lots 10 et 11a du rang IX ; la ligne sud-est du lot 11a du rang VIII et la ligne sud-est du lot 11 des rangs VII, VI, V, IV et III ; partie des lignes sud-ouest et sud-est du canton d'Adstock, la dernière prolongée jusqu'à la ligne médiane du lac Saint-François ; la ligne médiane dudit lac en allant dans une direction générale sud jusqu'au prolongement de la ligne sud-est du lot 9a du rang I du cadastre du canton de Price ; ledit prolongement et ladite ligne ; une ligne brisée séparant le canton de Stratford des cantons de Price et Winslow jusqu'à la ligne sud-ouest du lot 15b du rang IV du canton de Stratford ; dans le cadastre de ce canton, la ligne sud-ouest des lots 15b et 15a du rang IV et du lot 15 des rangs V et VI ; partie de la ligne séparative des rangs VI et VII ; la ligne sud-ouest du lot 7 du rang VII ; la ligne séparant le rang VII des rangs VIII et III Nord-Est ; la ligne sud-ouest du rang III Nord-Est et son prolongement jusqu'à la ligne médiane du lac Aylmer ; le prolongement et la ligne sud-ouest du lot 14 du rang VII du canton de Garthby ; partie de la ligne de division entre les rangs VI et VII ; les lignes sud-ouest des lots 16 des rangs VI, V et IV ; partie de la ligne de division entre les rangs III et IV du même canton ; partie de la ligne sud-ouest du canton de Garthby ; partie

de la ligne séparative des cantons de Garthby et Wolfestown ; dans le cadastre de ce dernier canton, partie de la ligne séparative des rangs VIII et IX ; la ligne nord-ouest du lot 21a du rang VIII ; partie de la ligne séparative des rangs VII et VIII ; la ligne nord-ouest des lots 19a et 19b du rang VII ; partie de la ligne séparative des rangs VI et VII ; la ligne nord-ouest du lot 17 du rang VI ; partie de la ligne séparative des rangs V et VI ; la ligne nord-ouest du lot 14a du rang V ; enfin, la ligne séparative des rangs IV et V jusqu'au point de départ.

Cette circonscription comprend les municipalités suivantes : les villes de Black-Lake, Disraeli et Thetford-Mines ; les villages de Bernierville, East-Broughton-Station, Robertsonville et Sainte-Anne-du-Lac ; les municipalités des paroisses de Disraeli, Sacré-Coeur-de-Jésus, Sacré-Coeur-de-Marie-Partie-Sud, Saint-Antoine-de-Pontbriand, Saint-Jacques-le-majeur-de-Wolfestown, Saint-Julien et Sainte-Praxède ; les municipalités des cantons de Halifax-Nord, Halifax-Sud, Halifax-Sud-Partie-Sud-Ouest, Ireland-Partie-Nord, Leeds et Thetford-Partie-Sud ; les municipalités d'East-Broughton, Ireland, Rivière-Blanche, Saint-Jacques-de-Leeds, Saint-Joseph-de-Coleraine, Saint-Méthode-de-Frontenac, Saint-Pierre-de-Broughton et Sainte-Sophie.

**34) Gaspé :** La circonscription électorale de Gaspé comprend le territoire délimité comme suit :

partant du point d'intersection de la rive de la baie des Chaleurs avec la ligne sud-ouest du canton de Newport ;

de là, successivement, les lignes suivantes : la ligne sud-ouest des cantons de Newport, Raudin et Vondenvelden ; la ligne ouest du canton de Gastonguay ; les lignes sud et ouest du canton de Bonnécamp ; la ligne ouest du canton de La Rivière ; la ligne de division entre la seigneurie de Mont-Louis et le canton de Duchesnay jusqu'à la ligne ouest du lot 55-2 du cadastre de la municipalité de Saint-Maxime-du-Mont-Louis ; dans ce cadastre, la ligne ouest des lots 55-2, 54-2, 53-2 et 52a-2 ; une ligne droite jusqu'à l'embouchure du ruisseau du Petit Cap ; une autre ligne droite dans le fleuve Saint-Laurent parallèle à la direction générale des lignes latérales de lots en allant vers le nord jusqu'à la ligne médiane du fleuve ; la ligne médiane du fleuve en descendant son cours jusqu'au prolongement d'une ligne irrégulière passant à mi-distance entre la rive sud-ouest de l'île d'Anticosti et la rive nord-est de la péninsule de Gaspé ; ladite ligne irrégulière en allant dans une direction générale sud-est et contournant par l'est et le sud-ouest la péninsule de Gaspé jusqu'au prolongement de la ligne sud-ouest du canton de Newport ; enfin, ledit prolongement jusqu'au point de départ.

Cette circonscription comprend les municipalités suivantes : les villes de Chandler, Gaspé, Grande-Rivière, Murdochville et Percé ; le village de Mont-Saint-Pierre ; la municipalité du canton de Cloridorme ; les municipalités de Grande-Vallée, Newport, Pabos, Pabos-Mills, Petite-Vallée, Saint-François-de-Pabos, Sainte-Madeleine-de-la-Rivière-Madeleine, Saint-Maxime-du-Mont-Louis et Sainte-Thérèse-de-Gaspé.

**35) Gâtineau :** Le territoire de la circonscription électorale de Gâtineau peut être décrit comme suit :

partant du coin sud-ouest du lot 10c du rang VI du canton de Hull ; de là, la ligne ouest du lot 10c du rang VI et partie de la ligne ouest du lot 10b du rang VI jusqu'au côté sud-ouest du boulevard de la Cité des Jeunes (ancien chemin de la Mine) ; le côté sud-ouest dudit boulevard en allant vers le nord-ouest jusqu'à la ligne séparative des rangs VI et VII ; ladite ligne séparative de rangs en allant vers l'est jusqu'au coin nord-ouest du lot 10b du rang VI ; la ligne ouest du lot 10b du rang VII en allant vers le nord à travers le chemin Freeman jusqu'au côté nord dudit chemin ; le côté nord du susdit chemin en allant vers l'est jusqu'à la ligne séparative des rangs VI et VII ; ladite ligne séparative de rangs en allant vers l'est et son prolongement jusqu'à la ligne médiane de la rivière Gâtineau ; la ligne médiane de ladite rivière en descendant son cours et en contournant par la droite les îles les plus rapprochées de la rive gauche et par la gauche les îles les plus rapprochées de la rive droite jusqu'au prolongement de la ligne est du canton de Hull ; ledit prolongement et partie de ladite ligne est ; partie de la ligne sud du canton de Wakefield jusqu'à la limite est du lot 15b du rang I ; les lignes est des lots 15a et 15b des rangs I, II, III et VIII du même canton ; les li-

gnes est des lots 15 des rangs IV, V, VI, VII, IX, X et XI ; partie de la limite nord du même canton ; la ligne est du canton de Denholm et partie de la ligne est du canton de Hincks jusqu'à la rive du lac Poisson Blanc ; les rives sud, sud-ouest et nord-ouest dudit lac jusqu'à la ligne séparative des cantons de Hincks et Blake ; partie de ladite ligne séparative de cantons et la ligne séparative des rangs IV et V du canton de Blake ; la ligne séparative des rangs VI ouest et V ouest du canton de Wabasse ; partie de la ligne sud, la ligne est et partie de la ligne nord du canton de Kensington ; la ligne est des cantons d'Aumond, Sicotte, Baskatong et Gay jusqu'au prolongement vers le nord-ouest de la ligne sud-ouest du canton de Pau ; ce prolongement et la limite sud-ouest du canton de Pau ; la ligne sud-est des cantons de Pau et Chopin et son prolongement à travers les terres vagues de la Couronne jusqu'à son intersection avec le prolongement de la ligne nord-est du canton de Dupont ; ledit prolongement vers le nord-ouest jusqu'à la ligne sud du canton de Gosselin ; partie des lignes sud et ouest du canton de Gosselin ; la ligne sud des cantons de Radisson, Chouart, Festubert, Lens, Vimy, Cambrai, Ypres, Denain et Villebon ; la ligne ouest du canton de Fréville ; partie de la ligne sud du canton de Granet jusqu'à son intersection avec la ligne médiane de la rivière Dumoine ; ladite ligne médiane en descendant son cours jusqu'à son intersection avec le prolongement de la ligne sud du canton de Lorimier ; ce prolongement et la ligne sud dudit canton et la ligne sud des cantons de Jamot, Horan et Houdet ; les lignes ouest et sud du canton d'Auvergne ; la ligne ouest du canton de Hainaut ; la ligne sud des cantons de Hainaut et Orléanais ; les lignes ouest et sud du canton de Maine ; la ligne ouest des cantons de Egan et Maniwaki ; la ligne nord et ouest du canton de Church ; la ligne ouest des cantons de Dorion, Alleyn, Cadwood et Aldfield ; la ligne sud du canton d'Aldfield ; partie de la ligne ouest et la ligne sud du canton de Masham ; partie de la ligne ouest du canton de Hull jusqu'à la ligne sud du lot 28c du rang VIII du canton de Hull ; partie de la limite sud du rang VIII dudit canton jusqu'au coin sud-ouest du lot 18b du même rang ; la limite ouest des lots 18a et 18b du rang VII ; partie de la limite sud dudit rang jusqu'au coin sud-est du lot 13b du même rang ; la limite ouest des lots 12a et 12b du rang VI ; la limite sud des lots 12b et 11d du même rang jusqu'au point de départ.

Cette circonscription comprend les municipalités suivantes : la ville de Maniwaki ; le village de Gracefield ; les municipalités des cantons d'Aumond, Bouchette, Cameron, Denholm, Dorion, Grand-Remous, Hull-Partie-Ouest, Low, Lytton et Wright ; la municipalité des cantons unis d'Alleyn et Cadwood ; les municipalités de Blue-Sea, Bois-Franc, Deléage, Egan-Sud, Kazabazua, Lac-Sainte-Marie, La Pêche, Messine, Montcerf, Northfield et Sainte-Thérèse-de-la-Gatineau.

Elle comprend aussi une partie de la ville de Gatineau délimitée comme suit : la limite de la ville de Gatineau avec les municipalités de La Pêche et Val-des-Monts, le prolongement du chemin Lamarche, ce chemin et son prolongement, la rue Blais et son prolongement, la rivière Gatineau. Elle comprend également une partie de la municipalité de Notre-Dame-de-Pontmain délimitée comme suit : la limite de la municipalité de Notre-Dame-de-Pontmain avec la municipalité de Deléage, la limite du rang VI ouest avec le rang V ouest, la limite de la municipalité de Notre-Dame-de-Pontmain avec les municipalités de Northfield, Cameron et Sainte-Thérèse-de-la-Gatineau. Enfin, cette circonscription comprend les réserves indiennes de Maniwaki et Rapid-Lake, ainsi que Le Domaine situé dans le parc de La Vérendrye en territoire non organisé.

36) **Gouin** : Le territoire de la circonscription électorale de Gouin peut être décrit comme suit :

partant du point de rencontre de la ligne médiane de la rue Saint-Denis avec la ligne médiane de la rue Saint-Zotique ; de là, la ligne médiane de la rue Saint-Zotique jusqu'à la ligne médiane de la rue de Bordeaux ; la ligne médiane de ladite rue jusqu'à la ligne médiane de la rue Bélanger ; la ligne médiane de ladite rue jusqu'à la ligne médiane de la 6<sup>e</sup> Avenue ; la ligne médiane de ladite avenue jusqu'à la ligne médiane de la rue Masson ; la ligne médiane de ladite rue jusqu'à la ligne médiane de la voie ferrée principale du Pacifique Canadien ; la ligne médiane de ladite voie ferrée principale jusqu'à la ligne médiane de la rue Saint-Denis ; enfin, la ligne médiane de ladite rue jusqu'au point de départ.

Cette circonscription comprend une partie de la ville de Montréal délimitée comme suit : la rue Saint-Zotique, la rue de Bordeaux, la rue Bélanger, la 6<sup>e</sup> Avenue, la rue Masson, la voie ferrée du Pacifique Canadien et la rue Saint-Denis.

37) **Groulx** : La circonscription électorale de Groulx comprend le territoire délimité comme suit :

partant du point d'intersection de la limite sud-ouest du cadastre de la paroisse de Sainte-Thérèse-de-Blainville avec la rive de la rivière des Mille Îles ; de là, successivement, les lignes suivantes : une ligne brisée séparant le cadastre de la paroisse de Sainte-Thérèse-de-Blainville des cadastres des paroisses de Saint-Eustache et Saint-Augustin jusqu'à la ligne sud-est du lot 632 du cadastre de la paroisse de Sainte-Thérèse-de-Blainville ; dans ce cadastre, ladite ligne sud-est ; une ligne brisée séparant le lot 628 des lots 631, 630, 629, 164 et 165 ; les rives ouest, nord et nord-est d'un petit lac limitant vers le nord les lots 165 et 171 jusqu'à la ligne médiane de la rivière aux Chiens ; la ligne médiane de ladite rivière en descendant son cours jusqu'au prolongement de la ligne sud-ouest du lot 608 ; ledit prolongement et ladite ligne sud-ouest ; la ligne sud-est du lot 600 ; la ligne séparative des lots 601 et 603 ; la ligne sud-est du lot 601 ; une ligne brisée limitant vers le sud et le sud-est le lot 599 ; partie de la ligne nord-est du lot 599 jusqu'au côté sud du chemin de la Côte Nord ; le côté sud dudit chemin en allant vers l'est jusqu'à la ligne sud-ouest du lot 587 ; partie de la ligne sud-ouest dudit lot en allant vers le sud-est et son prolongement jusqu'à la ligne médiane de la rivière aux Chiens ; la ligne médiane de ladite rivière en descendant son cours jusqu'à prolongement de la ligne sud-ouest du lot 577 ; les lignes sud-ouest, nord et nord-est dudit lot 577, la dernière ligne étant prolongée jusqu'à la ligne médiane de la rivière aux Chiens ; la ligne médiane de ladite rivière en descendant son cours jusqu'à son intersection avec le prolongement de la ligne sud-est du lot 573 ; ledit prolongement et partie de ladite ligne sud-est jusqu'au côté nord-est de l'autoroute des Laurentides (no 15), soit une ligne parallèle à la ligne centrale de ladite route et située à une distance de cent cinquante pieds (150,0 pi) au nord-est de ladite ligne centrale ; le côté nord-est de ladite autoroute en allant vers le nord-ouest jusqu'à la ligne nord-ouest du lot 672 ; une ligne brisée séparant le cadastre de la paroisse de Sainte-Thérèse-de-Blainville du cadastre de la paroisse de Saint-Janvier ; la ligne nord-est du cadastre de la paroisse de Sainte-Thérèse-de-Blainville jusqu'au prolongement de la ligne nord-ouest du lot 4 du cadastre de la paroisse de Saint-Louis-de-Terrebonne ; dans ce cadastre, ledit prolongement et une ligne brisée limitant vers le nord-ouest les lots 4, 5, 12, 13, 14, 16, 17 et 18 ; partie de la ligne nord-est du lot 18 jusqu'au coin ouest du lot 19 ; une ligne brisée limitant vers le nord-ouest les lots 19, 20, 23, 24 et 25 ; la ligne nord-est du lot 25 ; la ligne limitant vers le nord-ouest une partie du lot 26 et le lot 30 ; la ligne est du lot 30 prolongée à travers le chemin Adolphe-Chapleau, la ligne est des lots 29 et 28 ; la ligne séparative des lots 27 et 36 et son prolongement jusqu'à la ligne médiane de la rivière des Mille Îles ; ladite ligne médiane en remontant son cours et pas-

sant au sud-est des îles portant les numéros 923 et 923a et au sud de toutes les îles faisant partie du cadastre de la paroisse de Sainte-Thérèse-de-Blainville jusqu'à sa rencontre avec une ligne droite passant à l'extrémité la plus à l'ouest de l'île numéro 946 dudit cadastre et débutant au point d'intersection de la limite sud-ouest du cadastre de la paroisse de Sainte-Thérèse-de-Blainville avec la rive nord de la rivière des Mille Îles ; enfin, la dite ligne droite jusqu'au point de départ.

Cette circonscription comprend les villes de Blainville, Boisbriand, Lorraine, Rosemère et Sainte-Thérèse, et le village de Bois-des-Filion.

38) **Hull** : La circonscription électorale de Hull comprend le territoire délimité comme suit :

partant du point d'intersection de la ligne ouest du lot 14-1 du cadastre de la ville de Hull (quartier no 1) avec la rive nord de la rivière des Outaouais ; de là, successivement, les lignes suivantes : la ligne ouest des lots 14-1 et 13-1 dudit cadastre, la dernière ligne étant prolongée jusqu'au côté nord-ouest du chemin d'Aylmer (route no 8) ; le côté nord-ouest dudit chemin en allant vers le sud-ouest jusqu'à un point situé à une distance de trois cent quatre-vingt-seize pieds et sept dixièmes (396,7 pi) au sud-ouest du côté ouest du chemin de la Montagne (Brickyard), distance mesurée le long du côté nord-ouest dudit chemin d'Aylmer ; une ligne dans le lot 9a du rang III du cadastre du canton de Hull perpendiculaire au côté nord-ouest du chemin d'Aylmer et d'une longueur de six cent cinquante-neuf pieds et sept dixièmes (659,7 pi) ; en référence au cadastre du canton de Hull, une autre ligne dans le lot 9a allant vers le nord et d'une longueur de six cent dix-sept pieds et neuf dixièmes (617,9 pi), soit jusqu'à sa rencontre avec une ligne parallèle au côté ouest du chemin de la Montagne (Brickyard), l'extrémité nord de cette dernière ligne se situant sur la ligne sud du lot 9a-8 du rang III et à cinq cent vingt-cinq pieds et six dixièmes (525,6 pi) du côté ouest du chemin de la Montagne (Brickyard) ; ladite ligne parallèle sur une distance de mille cent soixante-quatorze pieds et deux dixièmes (1 174,2 pi) ; partie de la ligne sud du lot 9a-8 et la ligne sud des lots 9a-9, 9a-25, 9a-16, 9a-17, 10-7, 10-8, 10-9, 10-12, 10-54 et 10-53 du rang IV ; une ligne limitant à l'ouest les lots 10-53, 10-52, 10-91, 10-51, 10-50, 10-90, 10-49, 10-48, 10-47, 10-84 et 10-18 du rang III ; une ligne à travers un chemin public séparant les rangs III et IV et joignant l'extrémité nord-ouest du lot 10-18 du rang III à l'extrémité sud-ouest du lot 10c du rang IV ; la ligne ouest des lots 10c et 10b du rang IV ; la ligne nord des lots 10b et 9b-3 du rang IV ; la ligne ouest du lot 9b-1 du rang IV et son prolongement jusqu'au côté nord-est du chemin de la Montagne ; le côté nord-est du chemin de la Montagne et le côté nord-ouest du boulevard Gamelin allant vers le sud-est et le nord-est jusqu'au côté ouest du boulevard de la Cité des jeunes ; les côtés ouest et

sud-ouest dudit boulevard jusqu'à la ligne sud du lot 9c du rang VI ; la ligne sud des lots 9c et 10c du rang VI ; la ligne ouest du lot 10c du rang VI et partie de la ligne ouest du lot 10b du rang VI jusqu'au côté sud-ouest du boulevard de la Cité des Jeunes (ancien chemin de la Mine) ; le côté sud-ouest dudit boulevard en allant vers le nord-ouest jusqu'à la ligne séparative des rangs VI et VII ; ladite ligne séparative de rangs en allant vers l'est jusqu'au coin nord-ouest du lot 10b du rang VI ; la ligne ouest du lot 10b du rang VII en allant vers le nord à travers le chemin Freeman jusqu'au côté nord dudit chemin ; le côté nord du susdit chemin en allant vers l'est jusqu'à la ligne séparative des rangs VI et VII ; ladite ligne séparative de rangs en allant vers l'est et son prolongement jusqu'à la ligne médiane de la rivière Gatineau ; la ligne médiane de ladite rivière en descendant son cours et en contournant par la droite les îles les plus rapprochées de la rive gauche et par la gauche les îles les plus rapprochées de la rive droite et son prolongement jusqu'à la ligne frontière Québec/Ontario dans la rivière des Outaouais ; ladite ligne frontière en allant dans les directions sud et sud-est jusqu'au prolongement de la ligne ouest du lot 14-1 du cadastre de la ville de Hull (quartier no 1) ; enfin, ledit prolongement jusqu'au point de départ.

Cette circonscription comprend la ville de Hull.

39) **Huntingdon** : La circonscription électorale de Huntingdon comprend le territoire délimité comme suit :

partant du coin nord du lot 1 du cadastre de la paroisse de Sainte-Martine ; de là, successivement, les lignes suivantes : la limite nord-est du cadastre de la paroisse de Sainte-Martine et d'une partie du cadastre de la paroisse de Saint-Urbain-Premier ; partie de la limite nord-ouest du cadastre de la paroisse de Saint-Isidore jusqu'à la ligne sud-ouest du lot 2 dudit cadastre ; dans le cadastre de la paroisse de Saint-Isidore, les lignes sud-ouest et sud-est du lot 2, la dernière prolongée à travers le lot 32 jusqu'à la ligne nord-est de ce dernier lot ; la ligne nord-est du lot 32 en allant vers le nord-ouest et la ligne nord-est du lot 1 jusqu'à la ligne sud de la seigneurie du Sault-Saint-Louis ; une ligne brisée séparant le cadastre de la paroisse de Saint-Isidore de la seigneurie du Sault-Saint-Louis et du cadastre de la paroisse de Saint-Constant ; la limite nord-est du cadastre de la paroisse de Saint-Rémi ; une ligne brisée séparant les cadastres des paroisses de Saint-Constant et Saint-Philippe des cadastres des paroisses de Saint-Michel et Saint-Édouard jusqu'à la ligne sud-ouest du lot 230 du cadastre de la paroisse de Saint-Édouard ; dans ce cadastre, ladite ligne sud-ouest ; une ligne brisée limitant vers l'ouest les lots 160, 163, 164, 167 et 170 ; une ligne brisée séparant le lot 170 des lots 225 et 173 ; la ligne nord-est du lot 172 et son prolongement jusqu'à la ligne médiane de la rivière de la Tortue ; la ligne médiane de ladite rivière en allant vers le nord jusqu'au prolongement de la ligne sud

du lot 177 ; ledit prolongement et ladite ligne sud ; une ligne brisée limitant vers l'ouest les lots 177 à 180 ; partie de la ligne nord-est du lot 180 ; la ligne nord-ouest des lots 181, 182, 184, 186, 188 à 192 ; une ligne brisée séparant le cadastre de la paroisse de Saint-Édouard des cadastres des paroisses de Saint-Philippe et Saint-Jacques-le-Mineur ; une autre ligne brisée séparant le cadastre de la paroisse de Saint-Patrice-de-Sherrington des cadastres des paroisses de Saint-Jacques-le-Mineur et Saint-Cyprien et de la paroisse de Lacolle ; la ligne sud-est du canton de Hemmingford ; la ligne frontière Québec/États-Unis en allant vers l'ouest ; la ligne frontière Québec/Ontario dans le fleuve Saint-Laurent et le lac Saint-François et la ligne médiane dudit lac jusqu'au prolongement de la ligne sud-ouest du cadastre de la paroisse de Saint-Stanislas-de-Kostka ; ledit prolongement ; les lignes sud-ouest et sud du cadastre de la paroisse de Saint-Stanislas-de-Kostka ; enfin, une ligne brisée séparant les cadastres des paroisses de Saint-Louis-de-Gonzague, Saint-Étienne et Saint-Clément des cadastres des paroisses de Saint-Malachie et Sainte-Martine jusqu'au point de départ.

Cette circonscription comprend les municipalités suivantes : les villes de Huntingdon et Saint-Rémi ; les villages d'Hemmingford, Howick, Ormstown et Saint-Chrysostome ; les municipalités des paroisses de Saint-Anicet, Sainte-Barbe, Sainte-Clothilde, Saint-Édouard, Saint-Isidore, Saint-Jean-Chrysostome, Saint-Malachie-d'Ormstown, Sainte-Martine, Saint-Michel, Saint-Patrice-de-Sherrington, Saint-Urbain-Premier et Très-Saint-Sacrement ; les municipalités des cantons de Dundee, Elgin, Godmanchester, Havelock, Hemmingford et Hinchinbrook ; les municipalités de Franklin et Saint-Paul-de-Châteauguay. Elle comprend aussi la réserve indienne Saint-Régis.

40) **Iberville** : La circonscription électorale d'Iberville comprend le territoire délimité comme suit :

partant du coin nord du lot 69 du cadastre de la paroisse de Saint-Jean-Baptiste ; de là, une ligne brisée séparant le cadastre de la paroisse de Saint-Damase des cadastres des paroisses de Saint-Jean-Baptiste et Saint-Césaire jusqu'au coin nord du lot 656 ; de là, une ligne rejoignant le coin nord-ouest du lot 352 du cadastre de la paroisse de Saint-Damase ; la ligne nord-est des lots 352, 351, 350 et 303 ; une ligne brisée séparant les cadastres des paroisses de Saint-Damase et Notre-Dame-de-Saint-Hyacinthe des cadastres des paroisses de Saint-Césaire et Saint-Pie ; la limite est des cadastres des paroisses de Saint-Pie, Saint-Paul-d'Abbotsford, l'Ange-Gardien et Saint-Romuald-de-Farnham-Ouest ; partie de la ligne sud du cadastre de la paroisse de Saint-Romuald-de-Farnham-Ouest ; dans ce cadastre, la ligne ouest des lots 23 et 21 ; partie de la ligne séparative des rangs I et II ; la ligne ouest du lot 92 ; partie de la ligne séparative des rangs II et III ; partie de la ligne

est du cadastre de la paroisse de Sainte-Brigide ; dans ce cadastre, la ligne sud-ouest du Second rang double de Murray côté sud ; la ligne est des lots 315 à 325 ; les lignes sud-est et sud du lot 325 ; la ligne est du lot 326 ; la ligne sud-ouest des lots 326, 327 et 328 ; partie de la ligne est du lot 329 ; la ligne sud-ouest des lots 329, 330 et 331 ; la ligne est des lots 114 en rétrogradant jusqu'au lot 96 ; partie de la ligne sud-ouest du lot 96 ; dans le cadastre de la paroisse de Saint-Alexandre, la ligne est du lot 41 ; la ligne sud-ouest des lots 41 et 40 ; la ligne sud-est du lot 92 ; la ligne nord-est des lots 209 à 225 ; la ligne sud-est des lots 225 et 226 ; les limites nord-est et est du cadastre de la paroisse de Saint-Alexandre ; la limite est du cadastre de la paroisse de Saint-Sébastien ; dans ce cadastre, partie de la ligne sud du lot 153 ; la ligne est des lots 179 et 345 ; la ligne sud-est du lot 345 ; la ligne sud-ouest des lots 345, 343, 342, 341, 338 et d'une partie du lot 337 ; la ligne est des lots 323, 322, 321, 320, 319 et 317 ; partie de la ligne sud dudit lot 317 ; dans le cadastre de la paroisse de Saint-Georges-de-Clarenceville, la ligne est du lot 169 ; la ligne nord des lots 183 et 182 ; partie de la ligne est dudit cadastre et son prolongement jusqu'à la ligne médiane de la baie Missisquoi (lac Champlain) ; la ligne médiane de ladite baie jusqu'à la ligne frontière Québec/États-Unis ; ladite ligne frontière jusqu'à la ligne médiane de la rivière Richelieu ; la ligne médiane de ladite rivière en descendant son cours et en contournant par la gauche les îles les plus rapprochées de la rive droite et par la droite les îles les plus rapprochées de la rive gauche jusqu'au prolongement de la limite nord-est du cadastre de la paroisse de Saint-Athanase ; ledit prolongement ; une ligne brisée séparant le cadastre de la paroisse de Notre-Dame-de-Bonsecours des cadastres des paroisses de Saint-Athanase, Saint-Grégoire et Sainte-Marie-de-Monnoir ; dans le cadastre de la paroisse de Sainte-Marie-de-Monnoir, la ligne nord-ouest du lot 420 ; la ligne nord-est des lots 413, 419 et 418 ; la ligne sud-ouest du lot 416 ; la ligne nord-est des lots 416 et 417 ; une ligne brisée séparant le rang du Ruisseau Barré (côté ouest) du rang du Cordon, de la Seconde concession du cadastre de la paroisse de Notre-Dame-de-Bonsecours et du rang de la Rivière des Hurons jusqu'à la ligne médiane du ruisseau Saint-Louis ; la ligne médiane dudit ruisseau ; partie de la limite sud-ouest des cadastres des paroisses de Saint-Jean-Baptiste et Saint-Hilaire ; dans le cadastre de la paroisse Saint-Hilaire, partie de la ligne séparative des rangs des Trente et des Étangs jusqu'à la ligne nord-est du lot 435 ; ladite ligne nord-est ; enfin, une ligne brisée séparant les cadastres des paroisses de Saint-Hilaire et Saint-Jean-Baptiste jusqu'au point de départ.

Cette circonscription comprend les municipalités suivantes : les villes de Farnham, Iberville, Marieville et Saint-Césaire ; les villages d'Ange-Gardien, Clarenceville, Henryville, Mont-Saint-Grégoire, Rougemont, Saint-Alexandre et Saint-Pie ; les municipalités des paroisses de

Saint-Alexandre, Saint-Ange-Gardien, Sainte-Angèle-de-Monnoir, Sainte-Anne-de-Sabrevois, Saint-Athanase, Saint-Césaire, Saint-Grégoire-le-Grand, Saint-Jean-Baptiste, Sainte-Marie-de-Monnoir, Saint-Michel-de-Rougemont, Saint-Paul-d'Abbotsford, Saint-Pie et Saint-Sébastien ; les municipalités d'Henryville, Noyan, Rainville, Sainte-Brigide-d'Iberville, Saint-Georges-de-Clarenceville et Venise-en-Québec.

41) **Îles-de-la-Madeleine** : La circonscription électorale des Îles-de-la-Madeleine est située dans le golfe du Saint-Laurent, entre les parallèles 47°10' et 48°00' de latitude nord et entre les méridiens 61°00' et 62°20' de longitude ouest et comprend l'île d'Entrée, l'île du Havre Aubert, l'île du Havre aux Maisons, l'île du Cap aux Meules, l'île au Loup, la Grosse Île, l'île de la Grande Entrée, l'île Shag, l'île Brion, les rochers aux Margaux, le rocher aux Oiseaux et le Corps Mort, ainsi que d'autres îles situées en tout ou en partie dans lesdites limites.

Cette circonscription comprend les municipalités des villages de Cap-aux-Meules et d'Île-d'Entrée et les municipalités de Fatima, Grande-Entrée, Grosse-Île, Havre-aux-Maisons, Île-du-Havre-Aubert et L'Étang-du-Nord.

42) **Jacques-Cartier** : Le territoire de la circonscription électorale de Jacques-Cartier peut être décrit comme suit :

partant du point d'intersection de la ligne médiane du fleuve Saint-Laurent et du prolongement de la ligne médiane de la 32<sup>e</sup> Avenue ; de là, le prolongement et la ligne médiane de ladite avenue et son prolongement jusqu'à la ligne médiane de l'emprise du chemin de fer du Pacifique Canadien ; ladite emprise vers l'est jusqu'à la ligne médiane de l'emprise vers le nord d'un autre chemin de fer de ladite compagnie ; ladite emprise jusqu'à son intersection avec une ligne brisée étant la ligne séparative des cadastres de la paroisse de Lachine et de la municipalité de la paroisse de Montréal et de la paroisse de Saint-Laurent et de la municipalité de la paroisse de Montréal ; ladite ligne brisée jusqu'à la ligne des lots 559 et 560 du cadastre de la paroisse de Saint-Laurent ; la ligne des lots 559 et 560 dudit cadastre jusqu'à la limite nord-ouest de la cour de triage du Pacifique Canadien ; ladite limite jusqu'à la ligne des lots 555 et 553 dudit cadastre ; la ligne des lots 555, 553, 509 et 510 dudit cadastre ; la ligne sud-est des lots 182 en rétrogradant jusqu'au lot 159 dudit cadastre jusqu'à une ligne brisée étant la ligne séparative des cadastres des paroisses de Saint-Laurent et Pointe-Claire ; ladite ligne brisée jusqu'à la ligne ouest des lots 84 et 86 du cadastre de la paroisse de Pointe-Claire ; ladite ligne et la ligne sud-est du lot 91 dudit cadastre jusqu'à la ligne séparative des cadastres des paroisses de Saint-Laurent et Pointe-Claire ; ladite ligne séparative de cadastres jusqu'à une ligne brisée étant la ligne séparative des cadastres des paroisses de



Sainte-Geneviève et Pointe-Claire ; ladite ligne séparative jusqu'à une ligne brisée étant la ligne sud-ouest des lots 121 et 132 du cadastre de la paroisse de Sainte-Anne, la ligne nord du lot 40, la ligne nord-est des lots 138 et 137, la ligne sud du lot 137, la ligne des lots 33 et 34 dudit cadastre, la ligne séparative des cadastres des paroisses de Sainte-Anne et du Village-Incorporé-de-la-Pointe-Claire, ladite ligne brisée et son prolongement jusqu'à la ligne médiane du fleuve Saint-Laurent ; la ligne médiane du fleuve Saint-Laurent jusqu'au point de départ.

Cette circonscription comprend les villes de Dorval, Île-Dorval et Pointe-Claire et une partie de la ville de Lachine, le tout délimité comme suit : la limite des villes de Pointe-Claire et Dollard-des-Ormeaux, la limite de la ville de Dorval avec les villes de Dollard-des-Ormeaux et Saint-Laurent, la limite de la ville de Lachine avec les villes de Saint-Laurent et Côte-Saint-Luc, la voie ferrée du Pacifique Canadien, le prolongement de la 32<sup>e</sup> Avenue, cette avenue et son prolongement, le fleuve Saint-Laurent incluant l'île Dorval, le lac Saint-Louis, la limite de la ville de Pointe-Claire avec les villes de Beaconsfield et Kirkland.

**43) Jeanne-Mance :** Le territoire de la circonscription électorale de Jeanne-Mance peut être décrit comme suit :

partant de l'intersection du boulevard Pie-IX et de la ligne médiane de l'emprise du chemin de fer de la Compagnie des Chemins de Fer Nationaux du Canada ; la ligne médiane de ladite emprise jusqu'à son intersection avec la ligne des lots 4 et 5 du cadastre de la paroisse de Sault-au-Récollet ; ladite ligne de lot jusqu'à une ligne brisée séparant les lots 3, 4 et 409 dudit cadastre ; ladite ligne brisée jusqu'à la ligne séparative du cadastre de la paroisse de Longue-Pointe et du cadastre de la paroisse de Sault-au-Récollet ; ladite ligne séparative jusqu'à la ligne médiane du boulevard Métropolitain ; la ligne médiane dudit boulevard jusqu'à son intersection avec la ligne des lots 437 et 438 du cadastre de la paroisse de Sault-au-Récollet ; ladite ligne de lot et son prolongement jusqu'à la ligne médiane de la rue Jarry ; la ligne médiane de ladite rue jusqu'au prolongement de la ligne des lots 370 et 371 dudit cadastre ; ce prolongement et ladite ligne de lot jusqu'à son intersection avec la ligne médiane de la rue d'Hérelle ; la ligne médiane de la rue d'Hérelle jusqu'à son intersection avec la ligne médiane du boulevard Pie-IX ; la ligne médiane dudit boulevard jusqu'au point de départ.

Cette circonscription comprend une partie des villes de Montréal et Saint-Léonard, le tout délimité comme suit : la limite des villes de Montréal et Montréal-Nord, la limite de la ville de Saint-Léonard avec les villes de Montréal-Nord et Anjou, le boulevard Métropolitain, la limite des villes de Saint-Léonard et Montréal, la rue d'Hérelle et le boulevard Pie-IX.

**44) Jean-Talon :** Le territoire de la circonscription électorale de Jean-Talon peut être décrit comme suit :

partant de l'intersection de la ligne médiane du fleuve Saint-Laurent avec la ligne médiane du pont Pierre-Laporte ; de là, en suivant la ligne médiane de l'autoroute 73 (boulevard Henri IV) en direction nord-ouest, jusqu'à son intersection avec la ligne médiane du boulevard Laurier ; de là, en suivant la ligne médiane du boulevard Laurier en direction nord-est jusqu'à son intersection avec la ligne médiane de la rue des Gouverneurs ; la ligne médiane de ladite rue et son prolongement jusqu'à la ligne médiane du boulevard Saint-Cyrille ; la ligne médiane dudit boulevard jusqu'au prolongement du côté sud-ouest de l'avenue Painchaud ; ledit prolongement et ledit côté sud-ouest jusqu'au côté sud-est de la rue Muir ; le côté sud-est de ladite rue jusqu'à la ligne sud-ouest du lot 127-1-2 du cadastre de la paroisse de Sainte-Foy ; dans ce cadastre, la ligne sud-ouest des lots 127-1-2, 127-32-1, 127-11-2, 127-10, 127-12 à 127-16, 127-9, 127-8 et 127-7 ; partie de la ligne nord-ouest du lot 127-7 et la ligne sud-ouest des lots 127-4 et 127-17-1 (rue Hélène-Boulé) ; la ligne nord-ouest du lot 127-17-1 ; partie de la ligne nord-est du lot originaire 127 et son prolongement à travers le chemin Sainte-Foy ; partie de la ligne nord-est du lot 120 ; la ligne sud et partie de la ligne nord-est du lot 121 jusqu'à la ligne médiane du boulevard Charest ; la ligne médiane dudit boulevard en allant vers le nord-est jusqu'à la ligne médiane de l'avenue Saint-Sacrement ; la ligne médiane de ladite avenue jusqu'à la cime du coteau Sainte-Geneviève ; la cime du coteau Sainte-Geneviève en allant vers l'est jusqu'à la ligne médiane de l'avenue de Salaberry ; la ligne médiane de ladite avenue jusqu'à la ligne médiane du boulevard Saint-Cyrille Est ; la ligne médiane dudit boulevard en direction nord-est jusqu'à la ligne médiane de la rue Dauphine ; la ligne médiane de ladite rue jusqu'au mur de fortification du ministère de la Défense nationale ; une ligne brisée allant vers le sud-est et le nord-est et suivant le côté extérieur dudit mur jusqu'à la ligne qui marque le dessus de la falaise ; de là, en suivant le dessus de la falaise jusqu'au prolongement de la ligne nord-est des lots 230-6, 232-3 et 232-2 du cadastre de la paroisse de Saint-Colomb-de-Sillery ; en suivant la ligne nord-est desdits lots, la ligne nord-est du lot 232-2 étant prolongée jusqu'à la ligne médiane du fleuve Saint-Laurent ; la ligne médiane du fleuve Saint-Laurent en remontant son cours jusqu'au point de départ.

Cette circonscription comprend une partie des villes de Québec, Sainte-Foy et Sillery, le tout délimité comme suit : l'avenue Saint-Sacrement, le coteau Sainte-Geneviève, l'avenue de Salaberry, le boulevard Saint-Cyrille Est, la rue Dauphine, le mur de fortification, la falaise, la limite des villes de Sillery et Québec, le fleuve Saint-Laurent, le pont Pierre-Laporte, l'autoroute 73, le boulevard Laurier,

la rue des Gouverneurs, la limite des villes de Sillery et Sainte-Foy, la limite des villes de Québec et Sainte-Foy et le boulevard Charest Ouest.

45) **Johnson** : La circonscription électorale de Johnson comprend le territoire délimité comme suit :

partant du coin ouest du lot 1 du rang VIII du cadastre du canton d'Upton ; de là, successivement, les lignes suivantes : dans ce cadastre, la ligne nord-ouest des lots 1 à 6, 60 et 60a, la ligne nord-est du lot 60a et d'une partie du lot 76a ; partie de la ligne nord-ouest du canton de Grantham ; dans le cadastre de ce canton, partie de la ligne séparative des rangs X et XI ; la ligne sud-est du lot 139 ; la ligne nord-est des lots 1311 et 1337 ; la ligne nord-ouest du lot 1109 ; partie de la ligne séparative des rangs X et XI ; dans le cadastre du canton de Wickham, partie de la ligne nord-ouest dudit cadastre ; partie de la ligne séparative des rangs IX et X ; la ligne nord-ouest du lot 449 ; partie de la ligne séparative des rangs VIII et IX ; partie de la ligne nord-ouest dudit cadastre ; partie de la ligne séparative des rangs VI et VII ; la ligne nord-ouest des lots 304, 293, 166, 149, 48, 28, 29 et 15, la dernière prolongée jusqu'à la ligne médiane de la rivière Saint-François ; la ligne médiane de ladite rivière en remontant son cours et en contournant par la gauche les îles les plus rapprochées de la rive gauche et par la droite les îles les plus rapprochées de la rive droite jusqu'au prolongement de la ligne nord-ouest du canton de Windsor ; dans le cadastre de ce canton, ledit prolongement ; partie de ladite ligne nord-ouest et la ligne séparative des rangs IX et X ; partie de la ligne nord-ouest, la ligne nord-est et partie de la ligne sud-est du canton de Stoke ; dans le cadastre de ce canton, partie de la ligne séparative des rangs VIII et IX ; la ligne sud-est des lots 20a et 20c du rang VIII, du lot 20 du rang VII, du lot 20b du rang VI, des lots 20a et 20b du rang V, des lots 20b et 20c du rang IV et du lot 20 du rang III ; partie de la ligne sud dudit canton et son prolongement jusqu'à la ligne médiane de la rivière Saint-François ; la ligne médiane de ladite rivière en allant vers le sud-est jusqu'au prolongement de la ligne séparative des cantons de Brompton et Orford ; ledit prolongement et partie de ladite ligne séparative de cantons ; dans le cadastre du canton d'Orford, la ligne est du lot 342 ; la ligne sud des lots 342, 343, 434 et 565 ; partie de la ligne séparative des rangs IX et X ; la ligne sud des lots 628-2, 657-2 et 657-1 et son prolongement à travers le lac Montjoie ; la ligne sud des lots 657-3, 658, 659, 692 et 729 ; partie de la ligne séparative des rangs XIII et XIV et son prolongement dans le lac Brompton jusqu'à la ligne sud du canton de Brompton ; partie de la ligne sud dudit canton ; la ligne sud et partie de la ligne ouest du canton d'Ély ; partie de la ligne séparative des rangs III et IV du canton de Roxton ; une ligne brisée séparant d'un côté les cadastres du canton de Roxton et de la paroisse de Saint-Valérien-de-Milton des cadastres des paroisses de Sainte-

Pudentienne et Sainte-Cécile-de-Milton de l'autre côté ; les limites ouest et nord du cadastre de la paroisse de Saint-Valérien-de-Milton ; la limite est des cadastres de la paroisse et du village de Saint-Éphrem-d'Upton ; la limite sud-ouest du cadastre de la paroisse de Sainte-Hélène ; enfin, une ligne brisée séparant le cadastre de la paroisse de Saint-Hugues des cadastres des paroisses de Saint-Simon, Saint-Barnabé, Saint-Jude, Saint-Marcel et Saint-Guillaume-d'Upton jusqu'au point de départ.

Cette circonscription comprend les municipalités suivantes : les villes d'Acton-Vale, Bromptonville, Valcourt et Windsor ; les villages de Kingsbury, Melbourne, Roxton-Falls, Saint-Grégoire-de-Greenlay, Saint-Hugues et Upton ; les municipalités des paroisses de Saint-André-d'Acton, Sainte-Christine, Saint-Denis-de-Brompton, Saint-Éphrem-d'Upton, Saint-François-Xavier-de-Brompton, Saint-Hugues, Saint-Nazaire-d'Acton et Saint-Théodore-d'Acton ; les municipalités des cantons de Brompton, Melbourne, Roxton, Saint-Valérien-de-Milton, Stoke, Valcourt et Windsor ; les municipalités de Béthanie, Brompton-Gore, Durham-Sud, L'Avenir, Lefebvre, Maricourt, Racine, Saint-Eugène, Sainte-Hélène-de-Bagot, Ulverton et Wickham.

46) **Joliette** : La circonscription électorale de Joliette comprend le territoire délimité comme suit :

partant au coin ouest du rang XI du canton de Kildare ; partie de la ligne nord-ouest du rang XI ; la ligne sud-ouest du lot 7 du rang XII ; partie de la ligne nord-est du rang XII ; la ligne de division entre les lots 564 et 565 du rang XII ; la ligne nord-ouest du rang XI jusqu'à la ligne nord-est du canton de Kildare ; partie de la ligne nord-est du canton de Kildare et son prolongement jusqu'à la ligne médiane de la rivière L'Assomption ; la ligne médiane de ladite rivière en remontant son cours jusqu'au prolongement de la ligne séparative des rangs Saint-Frédéric et Sainte-Émélie-Nord du cadastre de la paroisse de Sainte-Élisabeth ; dans ce cadastre, ledit prolongement et ladite ligne séparative de rangs ; une ligne brisée séparant le rang Saint-Martin des rangs Sainte-Émélie-Nord et Ruisseau Sainte-Élisabeth jusqu'à la ligne est du lot 322 ; les lignes est et sud dudit lot ; la ligne ouest du lot 321 ; une ligne brisée séparant les rangs Sainte-Émélie-Sud et Ruisseau Sainte-Élisabeth du rang la Chaloupe jusqu'à la ligne ouest du lot 80 ; la ligne ouest dudit lot et son prolongement jusqu'à la ligne médiane de la rivière la Chaloupe ; la ligne médiane de ladite rivière en allant vers l'est jusqu'au prolongement de la ligne est du lot 142 ; ledit prolongement et ladite ligne est ; la ligne médiane d'un chemin public limitant vers le nord-est le lot 142 ; une ligne brisée séparant les lots 143, 144, 147, 148, 151, 156, 158, 160, 161, 167a, 168a, 169a et 170a d'un côté des lots 139, 223, 222, 149, 150, 220, 157, 159, 162, 163, 167bb, 167c, 168, 169, 170 et 171 de l'autre côté ; une ligne brisée séparant le ca-

dastré de la paroisse de Saint-Thomas des cadastres des paroisses de Sainte-Élisabeth, Berthier et Saint-Joseph-de-Lanoraie jusqu'à la ligne nord-est du lot 1025 du cadastre de la paroisse de Saint-Joseph-de-Lanoraie ; partie de la ligne nord-est dudit lot ; une ligne brisée limitant vers le sud-est ladite concession Nord-ouest du Lac Romer ; la ligne séparant le cadastre de la paroisse de Saint-Joseph-de-Lanoraie du cadastre de la paroisse de Saint-Antoine-de-Lavaltrie ; une ligne brisée séparant le cadastre de la paroisse de Saint-Paul des cadastres des paroisses de Saint-Antoine-de-Lavaltrie et L'Assomption ; une autre ligne brisée séparant les cadastres des paroisses de Sainte-Marie-Salomée, Saint-Jacques-de-l'Achigan et Saint-Esprit des cadastres des paroisses de L'Assomption, L'Épiphanie et Saint-Roch-de-l'Achigan jusqu'à la ligne sud-est du lot 255 du cadastre de la paroisse de Saint-Esprit ; une ligne brisée séparant les cadastres des paroisses de Saint-Alexis, Saint-Jacques-de-l'Achigan et Saint-Liguori des cadastres des paroisses de Saint-Esprit et Sainte-Julienne et du canton de Rawdon jusqu'à la ligne sud-ouest du canton de Kildare ; partie de ladite ligne sud-ouest jusqu'au point de départ.

Cette circonscription comprend les municipalités suivantes : la ville de Joliette ; les villages de Crabtree, Saint-Alexis, Saint-Jacques et Saint-Pierre ; les municipalités des paroisses de Notre-Dame-de-Lourdes, Notre-Dame-des-Prairies, Sacré-Coeur-de-Jésus, Saint-Alexis, Saint-Ambroise-de-Kildare, Saint-Charles-Borromée, Saint-Jacques, Saint-Liguori, Sainte-Marie-Salomée et Saint-Thomas ; les municipalités de Sainte-Marcelline-de-Kildare et Saint-Paul.

47) **Jonquière** : La circonscription électorale de Jonquière comprend le territoire délimité comme suit :

partant du point d'intersection de la rive de la rivière Saguenay avec la ligne séparative des lots 7c et 8a du rang XIV Sud-Ouest chemin Sydenham du cadastre de la paroisse de Chicoutimi ; de là, successivement, les lignes suivantes : dans ce cadastre, ladite ligne séparative de lots ; partie de la ligne séparative des rangs XIII Sud-Ouest chemin Sydenham et XIV Sud-Ouest chemin Sydenham en allant vers le sud-est jusqu'à la ligne séparative des rangs XII Sud-Ouest chemin Sydenham et XIII Sud-Ouest chemin Sydenham ; partie de ladite ligne séparative de rangs jusqu'au côté nord-est du lot 76 (emprise d'un chemin de fer) ; ledit côté nord-est du lot 76 en allant vers le sud-est jusqu'au prolongement de la ligne séparative des rangs XI Sud-Ouest chemin Sydenham et XII Sud-Ouest chemin Sydenham à travers les lots 8b, 9a, 10a, 10b et 11a ; ledit prolongement en allant vers le sud-ouest et partie de ladite ligne séparative de rangs jusqu'à la ligne séparative des lots 18b et 19a du rang XII Sud-Ouest chemin Sydenham ; ladite ligne séparative de lots ; partie de la ligne nord-ouest du rang XII Sud-Ouest chemin Sydenham ; partie de la ligne séparative des cantons de Chicoutimi et Laterrière ; dans le canton de Laterrière, partie de la ligne séparative des rangs XII et XIII et la ligne séparative des lots 9 et 10 du rang XIII ; partie de la ligne nord-ouest du canton de Laterrière jusqu'à la ligne médiane du lac Kénogami ; la ligne médiane dudit lac jusqu'au prolongement de la ligne ouest du canton de Kénogami ; ledit prolongement et partie de ladite ligne ouest ; dans ledit canton, partie de la ligne séparative des rangs II Nord du chemin Kénogami et III Nord du chemin Kénogami jusqu'au prolongement à travers la baie Cascoia de la ligne séparative des lots 50 et 51 du rang III Nord du chemin Kénogami ; ledit prolongement et ladite ligne séparative de lots ; partie de la ligne séparative des rangs III Nord du chemin Kénogami et IV Nord du chemin Kénogami jusqu'au prolongement de la ligne ouest du lot 40 du rang V ; ledit prolongement ; une ligne brisée séparant ledit lot 40 des lots 43 du rang VI et 41 du rang V ; partie de la ligne séparative des rangs IV et V ; la ligne séparative des lots 13 et 14 du rang IV ; partie de la ligne séparative des rangs III et IV ; la ligne séparative des lots 45 et 46 des rangs III, II, I et A Nord, la dernière prolongée jusqu'à la ligne médiane de la rivière Saguenay ; la ligne médiane de ladite rivière en descendant son cours jusqu'au prolongement de la ligne séparative des lots 27 et 28b du rang A du canton de Simard ; ledit prolongement ; dans le canton de Simard, partie de ladite ligne séparative des lots 27 et 28b du rang A jusqu'à une ligne de contour déterminée à l'élévation de 236,6 pieds d'après le datum géodésique ; ladite ligne de contour à travers le lot 27 jusqu'à la ligne séparative des lots 26 et 27 du rang A ; partie de ladite ligne séparative de lots en allant vers le nord-est jusqu'à la ligne séparative des rangs A et I ; ladite ligne séparative de rangs jusqu'à la ligne sud-est du lot 22 du rang A ; partie de ladite ligne sud-est du lot 22

en allant vers le sud-ouest jusqu'à la limite sud-ouest des terrains de la Compagnie Price Limitée décrits dans un acte de vente enregistré à Chicoutimi sous le numéro 35 648 ; une ligne irrégulière traversant les lots 21, 20a, 19a, 18a, la rivière Shipshaw et les lots 18b, 18c et 19b du rang A en suivant la limite des terrains de la Compagnie Price Limitée décrits dans ledit acte de vente jusqu'à la ligne séparative des lots 19b et 20b du rang A ; partie de ladite ligne séparative de lots en allant vers le nord-est jusqu'à la limite nord-est des terrains appartenant à la compagnie dite « Alcoa Power Company Limited » ou représentants sur le lot 19b du rang A ; la limite nord-est des terrains de ladite compagnie en allant vers le sud-est jusqu'à la limite nord-ouest du terrain d'Eugène Dufour décrit dans un acte enregistré à Chicoutimi sous le numéro 50 573 ; les limites nord-ouest et sud-ouest du terrain d'Eugène Dufour, la dernière prolongée à travers un chemin public jusqu'à la ligne nord-ouest du lot 18b du rang A ; partie de la ligne nord-ouest dudit lot 18b jusqu'à la ligne médiane d'un ruisseau déterminant la limite sud-ouest d'un terrain appartenant à Adjutor Villeneuve ; les limites sud-ouest et sud-est dudit terrain d'Adjutor Villeneuve ; le côté sud d'un chemin public en allant vers l'est et limitant vers le nord une partie du lot 18b et le lot 17c du rang A et traversant une partie du lot 16 dudit rang A jusqu'à la ligne séparative des rangs A et I ; partie de ladite ligne séparative de rangs en allant vers l'est jusqu'à la ligne séparative des lots 15 et 16 du rang A ; ladite ligne séparative de lots et son prolongement jusqu'à la ligne médiane de la rivière Saguenay ; la ligne médiane de ladite rivière en descendant son cours jusqu'au prolongement de la ligne séparative des lots 7c et 8a du rang XIV Sud-Ouest chemin Sydenham du cadastre de la paroisse de Chicoutimi ; enfin, ledit prolongement jusqu'au point de départ.

Cette circonscription comprend la ville de Jonquière et la municipalité du canton de Kénogami.

48) **Kamouraska-Témiscouata** : La circonscription électorale de Kamouraska-Témiscouata comprend le territoire délimité comme suit :

partant du point d'intersection de la ligne séparative des cadastres des paroisses de Saint-André et de Notre-Dame-du-Portage avec la rive du fleuve Saint-Laurent ; de là, successivement, les lignes suivantes : une ligne brisée séparant les cadastres des paroisses de Saint-André et Saint-Alexandre des cadastres des paroisses de Notre-Dame-du-Portage et Saint-Antonin ; partie de la ligne nord-ouest du canton de Parke ; la ligne sud-ouest du canton de Whitworth ; une ligne brisée séparant le canton d'Armand des cantons de Whitworth et Demers ; partie de la ligne nord-ouest du rang VI du canton de Demers jusqu'à la ligne séparative des lots 22 et 23 dudit rang ; cette dite ligne séparative vers le sud-est ; partie de la ligne nord-ouest du rang VII du canton de Demers jusqu'à la ligne séparative dudit

canton et du canton d'Hocquart ; partie de ladite ligne séparative de cantons en allant vers le sud-est jusqu'à la ligne ouest du rang VIII Lac Témiscouata du cadastre de la seigneurie de Madawaska ; une ligne brisée limitant à l'ouest et au nord les rangs VIII et VII Lac Témiscouata dudit cadastre ; la ligne sud-ouest du rang A Lac Témiscouata du même cadastre ; la ligne sud-est des rangs A et B Lac Témiscouata dudit cadastre ; la ligne nord-est du rang B Lac Témiscouata dudit cadastre ; une ligne brisée séparant le cadastre de la seigneurie de Madawaska du canton de Raudot ; la ligne nord-est du canton de Robitaille ; partie de la ligne nord-ouest du canton de Biencourt ; dans ce canton, la ligne nord-est du lot 51 des rangs I, II nord-ouest, II sud-est, III nord-ouest et V à VIII ; la ligne sud-est des lots 51 à 57 du rang VIII ; la ligne nord-est des cantons d'Auclair et Rouillard ; la ligne frontière Québec/Nouveau-Brunswick en allant vers le sud et le sud-ouest et la ligne frontière Québec/États-Unis en remontant le lac Beau et la rivière Saint-François jusqu'au lac Pohénégamook ; la ligne sud-est des cantons de Pohénégamook, Chabot, Painchaud et Chapais ; la ligne sud-ouest des cantons de Chapais et d'Ixworth ; la ligne séparant le cadastre du canton d'Ashford des cadastres des paroisses de Saint-Onésime et Sainte-Louise jusqu'à son intersection avec une ligne qui traverse les lots 503, 502 et 501 du cadastre de la paroisse de Sainte-Louise et qui contourne le pied de la « Montagne du Quatrième Rang » ; dans ce cadastre, ladite ligne à travers les lots 503, 502 et 501 jusqu'au côté nord-est de la route à Bédard passant sur le lot 499 ; puis suivant les côtés nord-est et nord de ladite route vers le nord-ouest et l'ouest jusqu'à l'arrière-ligne du rang II ; ladite arrière-ligne en allant vers le sud-est jusqu'à la limite sud-est du cadastre de la paroisse de Sainte-Louise ; la limite sud-est des cadastres des paroisses de Sainte-Louise et Saint-Roch-des-Aulnaies et son prolongement jusqu'à la ligne médiane du fleuve Saint-Laurent ; la ligne médiane du fleuve en descendant son cours et une ligne irrégulière passant au nord-ouest de l'île aux Lièvres jusqu'au prolongement de la ligne séparative des cadastres des paroisses de Saint-Patrice-de-la-Rivière-du-Loup et Cacouna ; enfin, ledit prolongement jusqu'au point de départ.

Cette circonscription comprend les municipalités suivantes : les villes de Cabano, Dégelis, La Pocatière, Notre-Dame-du-Lac, Pohénégamook et Saint-Pascal ; les villages d'Andréville et Kamouraska ; les municipalités des paroisses de Packington, Saint-Alexandre, Saint-André, Sainte-Anne-de-la-Pocatière, Saint-Denis, Saint-Eusèbe, Saint-Germain, Sainte-Hélène, Saint-Joseph-de-Kamouraska, Saint-Louis-de-Kamouraska, Saint-Louis-du-Ha ! Ha !, Sainte-Louise, Saint-Marc-du-Lac-Long, Saint-Michel-du-Squatec, Saint-Onésime-d'Ixworth et Saint-Philippe-de-Néri ; la municipalité du canton de Woodbridge ; les municipalités d'Auclair, Mont-Carmel, Rivière-Beule, Rivière-Ouelle, Saint-Athanase, Saint-

Elzéar, Saint-Gabriel-Lallemant, Saint-Godard-de-Lejeune, Saint-Honoré, Saint-Jean-de-la-Lande, Saint-Juste-du-Lac, Saint-Pacôme, Saint-Pascal, Saint-Pierre-de-Lamy et Saint-Roch-des-Aulnaies. Elle comprend aussi les cantons de Painchaud et Parke situés en territoire non organisé.

49) **Labelle** : La circonscription électorale de Labelle comprend le territoire délimité comme suit :

partant du coin est du canton de Maisonneuve ; de là, successivement, les lignes suivantes : la ligne sud-est des cantons de Maisonneuve et Lusignan ; les lignes nord-est et sud-est du canton de Forbes ; la ligne sud-est du canton de Cousineau et partie de la ligne sud-est du canton de Roland ; dans le canton d'Archambault, la ligne séparative des lots 33 et 34 du rang X en rétrogradant jusqu'au rang I, cette ligne étant prolongée à travers le lac de la Montagne Noire ; partie de la ligne nord-ouest, la ligne nord-est et partie de la ligne sud-est du canton de Doncaster ; partie de la ligne séparative des cadastres des paroisses de Sainte-Marguerite et Sainte-Adèle ; dans le cadastre de la paroisse de Saint-Adèle, la ligne séparative des rangs VIII et IX du canton de Wexford et partie de la ligne sud-ouest du lot 1 du rang VIII dudit canton ; la ligne nord-ouest du lot 11 dans les rangs XI et X du canton de Morin ; partie de la ligne nord-est et la ligne sud-est du lot 1 du rang IV dudit canton ; les lignes nord-est et nord-ouest du lot 2b dudit rang IV et la ligne sud-ouest du lot 2a du même rang ; partie de la ligne séparative des rangs IV et V du canton de Morin ; la limite sud-ouest du cadastre de la paroisse de Sainte-Adèle ; partie de la ligne ouest du canton de Morin ; la ligne sud des cantons de Beresford, Wolfe et De Salaberry ; partie de la ligne est du canton d'Amherst ; dans le cadastre de ce canton, la ligne sud du lot 20 du rang VIII Nord ; partie de la ligne séparative des rangs VII Nord et VIII Nord ; la ligne sud des cantons de Clyde, Labelle, Gagnon et Rocheblave ; la ligne ouest du canton de Rocheblave ; la ligne sud du canton de Dudley et son prolongement jusqu'à la ligne médiane de la rivière Gatineau ; ladite ligne médiane en descendant son cours jusqu'à l'intersection avec le prolongement sud de la ligne du canton de Wabassee ; ce prolongement et partie de la ligne sud du canton de Wabassee jusqu'à la ligne ouest du rang V ouest ; ladite ligne ouest ; partie de la ligne nord du canton de Wabassee, la ligne ouest du canton de Bouthillier ; partie de la ligne sud et de la ligne ouest du canton de Robertson ; la ligne ouest des cantons de Pope, Major et Fontbrune ; la ligne nord-est du canton de Fontbrune ; partie de la ligne nord-est du canton de Gravel ; la ligne nord-ouest des cantons de Décarie et Leman et son prolongement à travers des terres vagues de la Couronne jusqu'à son intersection avec le prolongement de la ligne nord-est du canton de Dupont ; enfin, ledit prolongement et la ligne

nord-est des cantons de Dupont, Charland et De Maisonneuve jusqu'au point de départ.

Cette circonscription comprend les municipalités suivantes : les villes de Mont-Laurier et Sainte-Agathe-des-Monts ; les villages de Ferme-Neuve, Lac-Carré, Lac-des-Écorces, L'Annonciation, Sainte-Agathe-Sud, Saint-Jovite, Val-Barrette et Val-David ; les municipalités des paroisses de Brébeuf, Ferme-Neuve, L'Ascension, Sainte-Agathe et Saint-Jovite, les municipalités des cantons de Kiamika, La Minerve, Marchand et Turgeon ; les municipalités de Chute-Saint-Philippe, Des Ruisseaux, Ivry-sur-le-Lac, Labelle, Lac-des-Écorces, Lac-du-Cerf, Lac-Nominingue, La Conception, Lac-Saint-Paul, Lac-Supérieur, Lac-Tremblant-Nord, La Macaza, Lantier, Mont-Saint-Michel, Mont-Tremblant, Saguay, Saint-Aimé-du-Lac-des-Îles, Sainte-Anne-du-Lac, Saint-Faustin, Sainte-Lucie-des-Laurentides, Val-des-Lacs et Val-Morin. Elle comprend aussi une partie de la municipalité de Notre-Dame-de-Pontmain délimitée comme suit : la limite de la municipalité de Notre-Dame-de-Pontmain avec les municipalités de Des Ruisseaux, Saint-Aimé-du-Lac-des-Îles, Lac-du-Cerf et Notre-Dame-du-Laus et la limite du rang V ouest avec le rang VI ouest. Enfin, cette circonscription comprend le canton de Gagnon situé en territoire non organisé.

50) **L'Acadie** : Le territoire de la circonscription électorale de L'Acadie peut être décrit comme suit :

partant du point de rencontre de la ligne médiane de l'autoroute des Laurentides (no 15) avec la ligne médiane de la rivière des Prairies ; de là, la ligne médiane de ladite rivière en descendant son cours jusqu'au prolongement de la ligne médiane de l'avenue de l'Esplanade ; ledit prolongement ; la ligne médiane de l'avenue de l'Esplanade jusqu'à la ligne médiane de la rue de Port-Royal ; une ligne droite jusqu'au point de rencontre de la ligne médiane de la rue de Louvain avec la ligne médiane de l'avenue de l'Esplanade ; la ligne médiane de ladite avenue jusqu'à la ligne médiane de la rue Legendre ; la ligne médiane de ladite rue jusqu'à la ligne médiane de la rue Meunier ; la ligne médiane de ladite rue jusqu'à la ligne médiane de la rue de Beauharnois ; la ligne médiane de ladite rue jusqu'à la ligne médiane de l'avenue de l'Esplanade ; la ligne médiane de ladite avenue jusqu'à la ligne médiane du boulevard Métropolitain (route no 40) ; la ligne médiane dudit boulevard jusqu'au prolongement de la ligne médiane du boulevard Sainte-Croix ; ledit prolongement ; la ligne médiane dudit boulevard et son prolongement jusqu'à la ligne médiane du chemin de la Côte-Vertu ; la ligne médiane dudit chemin jusqu'au prolongement de la ligne médiane du boulevard O'Brien ; ledit prolongement et la ligne médiane dudit boulevard jusqu'à la ligne médiane de l'emprise du chemin de fer de la Compagnie des Chemins de Fer Nationaux du Canada ; la ligne médiane de ladite emprise jusqu'à la ligne nord-ouest du lot 258 du cadastre de la paroisse de Saint-Laurent ; partie de la ligne nord-ouest dudit lot et la ligne nord-ouest du lot 259 dudit cadastre ; partie de la ligne nord-ouest du lot 260 du susdit cadastre jusqu'à la ligne médiane de l'autoroute des Laurentides (no 15) ; enfin, la ligne médiane de ladite autoroute jusqu'au point de départ.

Cette circonscription comprend une partie des villes de Montréal et Saint-Laurent, le tout délimité comme suit : la rivière des Prairies incluant l'île Perry, le prolongement de l'avenue de l'Esplanade, cette avenue, la voie ferrée du Canadien National, le prolongement de l'avenue de l'Esplanade, cette avenue, la rue Legendre, la rue Meunier, la rue de Beauharnois, l'avenue de l'Esplanade, le boulevard Métropolitain, le boulevard Sainte-Croix, le boulevard O'Brien, la voie ferrée du Canadien National, la limite des villes de Montréal et Saint-Laurent et l'autoroute des Laurentides.

51) **Lac-Saint-Jean** : La circonscription électorale de Lac-Saint-Jean comprend le territoire délimité comme suit :

partant du point d'intersection du prolongement de la ligne nord du canton de Rouleau avec la ligne médiane de la rivière Péribonca ; de là, successivement, les lignes suivan-

tes : la ligne nord, la ligne est et partie de la ligne sud du canton de Rouleau ; la ligne est des cantons de Labrecque et Taché et son prolongement jusqu'à la ligne médiane de la rivière Saguenay ; la ligne médiane de ladite rivière en descendant son cours jusqu'au prolongement de la ligne séparative des lots 45 et 46 du rang A Nord du canton de Kénogami ; ledit prolongement ; dans le canton de Kénogami, la ligne séparative des lots 45 et 46 des rangs A Nord, I, II et III ; partie de la ligne séparative des rangs III et IV ; la ligne séparative des lots 13 et 14 du rang IV ; partie de la ligne séparative des rangs IV et V ; une ligne brisée séparant le lot 40 du rang V des lots 41 du rang V et 43 du rang VI et son prolongement à travers le rang IV Nord du chemin Kénogami ; partie de la ligne séparative des rangs III Nord du chemin Kénogami et IV Nord du chemin Kénogami ; la ligne séparative des lots 50 et 51 du rang III Nord du chemin Kénogami et son prolongement à travers la baie Cascouia ; partie de la ligne séparative des rangs II Nord du chemin Kénogami et III Nord du chemin Kénogami ; partie de la ligne est du canton de Labarre et son prolongement jusqu'à la ligne médiane du lac Kénogami ; la ligne médiane dudit lac vers le sud-est jusqu'à la ligne nord-ouest du canton de Laterrière ; partie de ladite ligne nord-ouest et son prolongement jusqu'à la ligne médiane de la rivière Cyriac ; la ligne médiane de ladite rivière vers le sud jusqu'à une ligne établie sur le terrain au sud et à proximité du parallèle 48°00' de latitude nord ; ladite ligne vers l'ouest jusqu'à la ligne médiane de la route 54 ; la ligne médiane de ladite route vers le sud jusqu'au prolongement d'une ligne établie sur le terrain (Plan Ex. 98, service de l'Arpentage et de la Géodésie) et débutant au point d'intersection de la ligne des basses marées du fleuve Saint-Laurent avec la ligne sud-ouest du lot 395 du cadastre de la paroisse de Saint-François-Xavier ; ledit prolongement en allant vers le sud-est jusqu'à son intersection avec le prolongement de la ligne sud du canton de Lescarbot ; ledit prolongement en allant vers l'ouest jusqu'à la ligne médiane de la rivière Métabetchouane ; la ligne médiane de ladite rivière en descendant son cours jusqu'au prolongement de la ligne sud-ouest du rang IV du canton de Dequen ; ledit prolongement ; dans le canton de Dequen, partie de ladite ligne sud-ouest ; la ligne séparative des lots 24 et 25 dans les rangs IV, III, II et I ; partie de la ligne séparative des cantons de Dequen et de Métabetchouan en allant vers le nord-ouest ; dans le canton de Métabetchouan, la ligne séparative des lots 34 et 35 dans les rangs VII, VI, V et IV ; partie de la ligne séparative des rangs III et IV en allant vers le sud-est et son prolongement jusqu'à la ligne médiane de la rivière Métabetchouane ; la ligne médiane de ladite rivière en descendant son cours jusqu'à son embouchure dans le lac Saint-Jean ; une ligne droite traversant ledit lac jusqu'à l'embouchure de la rivière Péribonca ; la ligne médiane de ladite rivière en remontant son cours et en contournant par la droite les îles les plus rap-

prochées de la rive droite et par la gauche les îles les plus rapprochées de la rive gauche jusqu'au prolongement de la ligne nord du canton de Dalmas ; ledit prolongement ; la ligne nord dudit canton et son prolongement jusqu'à la ligne médiane de la rivière Petite Péribonca ; la ligne médiane de ladite rivière jusqu'au prolongement de la ligne sud du canton de Hudon ; ladite ligne sud jusqu'à son intersection avec la ligne séparative des cantons de Proulx et Dolbeau ; partie de ladite ligne séparative et son prolongement jusqu'à la ligne médiane de la rivière Mistassibi ; la ligne médiane de ladite rivière en remontant son cours et une ligne franc nord à partir de la tête de ladite rivière jusqu'à la ligne de partage des eaux de la baie d'Hudson et du fleuve Saint-Laurent ; ladite ligne de partage des eaux vers le nord-est jusqu'à la décharge d'un petit lac se déversant dans la rivière Péribonca et située au sud-ouest du lac Pollet ; la ligne médiane de la décharge de ce petit lac et la ligne médiane de la rivière Péribonca jusqu'au parallèle 50°00' de latitude nord ; ledit parallèle jusqu'au méridien 71°00' de longitude ouest ; ledit méridien vers le sud jusqu'à la ligne médiane de la rivière Manouane ; enfin, la ligne médiane de ladite rivière et la ligne médiane de la rivière Péribonca jusqu'au point de départ.

Cette circonscription comprend les municipalités suivantes : les villes d'Alma, Desbiens et Métabetchouan ; les villages d'Hébertville-Station et Saint-André-du-Lac-Saint-Jean ; les municipalités des paroisses de Larouche et L'Ascension-de-Notre-Seigneur ; la municipalité du canton de Taché ; les municipalités de Delisle, Hébertville, Labrecque, Lac-à-la-Croix, Lamarche, Saint-Bruno, Saint-Gédéon, Saint-Henri-de-Taillon, Saint-Ludger-de-Milot et Sainte-Monique. Elle comprend aussi les localités de Chute-des-Passes et Mont-Apica situées en territoire non organisé.

**52) Lafontaine :** Le territoire de la circonscription électorale de Lafontaine peut être décrit comme suit :

partant du point de rencontre de la ligne médiane de la rivière des Prairies avec le prolongement de la ligne séparative des cadastres des paroisses de Sault-au-Récollet et Rivière-des-Prairies ; de là, la ligne médiane de ladite rivière en descendant son cours, passant au nord-ouest des îles Boutin et Gagné, au sud-est des îles du Bois-Debout et du Moulin, au nord et au nord-est de l'île Bonfoin et continuant jusqu'à une ligne irrégulière dans le fleuve Saint-Laurent passant à mi-distance entre l'île de Montréal et les îles à l'Aiglon, aux Asperges, Sainte-Thérèse, au Veau, Dufault et les Grandes battures Tailhandier ; ladite ligne irrégulière jusqu'au prolongement de la ligne séparative du cadastre de la paroisse de Pointe-aux-Trembles et du cadastre de la paroisse de Longue-Pointe ; ladite ligne séparative jusqu'à la ligne séparative du cadastre de la paroisse de Longue-Pointe et du cadastre de la paroisse de Rivière-des-Prairies ; ladite ligne séparative jusqu'à la li-

gne séparative du cadastre de la paroisse de Rivière-des-Prairies et du cadastre de la paroisse de Sault-au-Récollet ; ladite ligne séparative jusqu'au point de départ.

Cette circonscription comprend les villes de Montréal-Est et Pointe-aux-Trembles et une partie de la ville de Montréal, le tout délimité comme suit : la rivière des Prairies incluant les îles Rochon, Coco, Gagné et Bonfoin, le fleuve Saint-Laurent, la limite de la ville de Montréal-Est avec les villes de Montréal et Anjou et la limite de la ville de Montréal avec les villes d'Anjou et Montréal-Nord.

**53) La Peltrie :** Le territoire de la circonscription électorale de La Peltrie peut être décrit comme suit :

partant du point de rencontre de la ligne médiane du fleuve Saint-Laurent avec le prolongement vers le sud-est de la ligne de division entre les cadastres des paroisses de Sainte-Foy et Saint-Félix-du-Cap-Rouge ; de là, successivement en passant par les lignes suivantes : la ligne de division entre les cadastres des paroisses de Sainte-Foy d'une part et Saint-Félix-du-Cap-Rouge et L'Ancienne-Lorette d'autre part jusqu'à son intersection avec la ligne médiane de la rivière du Cap Rouge ; la ligne médiane de la rivière du Cap Rouge en remontant son cours, jusqu'à la ligne médiane du boulevard Charest Ouest (route 440) ; la ligne médiane du boulevard Charest Ouest en direction nord-est jusqu'au point de rencontre avec la ligne de division entre les cadastres des paroisses de L'Ancienne-Lorette et Sainte-Foy ; ladite ligne de division entre les deux cadastres jusqu'au coin est du lot 119 du cadastre de la paroisse de L'Ancienne-Lorette ; le prolongement de la ligne sud-est du lot 119 à travers les lots 962 et 116 jusqu'à la ligne nord-est du lot 116 ; de ce point le long de la ligne nord-est du lot 116, une partie de la ligne nord-ouest du lot 35, la ligne sud-est des lots 114 et 113, la ligne nord-est du lot 113 jusqu'à son coin nord ; de ce point à travers un chemin public jusqu'au coin sud du lot 109 ; la ligne sud-est des lots 110 et 111 ; la ligne nord-est du lot 111 ; une partie de la ligne sud-est du lot 231, la ligne sud-est des lots 232, 233, 234, 235 et 237 ; partie de la ligne nord-est du lot 237 jusqu'au prolongement vers le sud-ouest de la ligne nord-ouest du lot 236 ; de ce point en suivant ledit prolongement à travers le lot 237 et en suivant la ligne nord-ouest des lots 236, 85, 82, 81, 77, 76, 71, 70 et 54 et son prolongement jusqu'à l'emprise nord-est de la route de l'Ormière ; la ligne nord-est de la route de l'Ormière jusqu'au coin ouest du lot 575 du cadastre de la paroisse de Saint-Ambroise-de-la-Jeune-Lorette ; la ligne nord-ouest du lot 575 et son prolongement jusqu'à la ligne médiane de la rivière Saint-Charles ; la ligne médiane de la rivière Saint-Charles en descendant son cours jusqu'au prolongement vers le sud-ouest de la ligne sud-est du lot 1089 ; ledit prolongement, la ligne sud-est des lots 1089, 1090 et 1091 et partie de la ligne sud-ouest du lot 1092 ; la ligne sud-est des lots 1092, 1093, 1094, 1095, 1096, 1097 et 1098 et le

prolongement de cette dernière jusqu'à la ligne médiane de la rivière Duberger ; la ligne médiane de la rivière Duberger en remontant son cours jusqu'au prolongement de la ligne nord-est du lot 1139 ; la ligne sud-est de la Quatrième concession Saint-Romain, en direction sud-ouest jusqu'à l'emprise nord-ouest du chemin de fer de la Compagnie des Chemins de Fer Nationaux du Canada ; l'emprise nord-ouest dudit chemin de fer jusqu'au coin est du lot 1161-3 ; la ligne nord-est du lot 1161-3 et son prolongement jusqu'au coin ouest du lot 1158-2-2 ; le prolongement vers le sud-ouest de la ligne nord-ouest du lot 1158-2-2 jusqu'à son intersection avec la ligne est du lot 1167 ; la ligne est du lot 1167 en direction nord-ouest jusqu'à un arpent au sud de la rue des Érables ; de ce point en direction sud-ouest suivant une ligne parallèle et située à un arpent au sud-ouest de la rue des Érables jusqu'à la ligne médiane du boulevard de la Colline ; une ligne brisée suivant la ligne médiane du boulevard de la Colline ; en direction sud-est, l'emprise sud-est du boulevard Bastien et la ligne sud-ouest du lot 1106 jusqu'au point d'intersection entre les cadastres des paroisses de Saint-Ambroise-de-la-Jeune-Lorette et Saint-Ambroise-de-la-Jeune-Lorette révisé (ville de Loretteville) ; une ligne brisée suivant la division desdits cadastres jusqu'au prolongement vers l'est de la ligne nord du lot 471 ; de ce dernier point en suivant la ligne sud de la concession des Grands Déserts, vers l'ouest jusqu'au coin est du lot 456 ; la ligne est du lot 456 ; la ligne nord-est du lot 456 ; la ligne nord-est du lot 270 jusqu'à la ligne médiane de la rue Sainte-Geneviève ; la ligne médiane de la rue Sainte-Geneviève en direction sud-ouest et son prolongement jusqu'à la ligne de division entre les cadastres des paroisses de L'Ancienne-Lorette et Saint-Ambroise-de-la-Jeune-Lorette ; une ligne brisée suivant la division desdits cadastres jusqu'au coin sud du lot 240 du cadastre de la paroisse de Saint-Ambroise-de-la-Jeune-Lorette ; la ligne nord-ouest de la Première concession Guillaume Bonhomme de L'Ancienne-Lorette ; la ligne nord-ouest de la Première concession de Saint-Augustin dans le cadastre de la paroisse de Saint-Augustin jusqu'au coin ouest du lot 71 dudit cadastre ; la ligne nord-est du lot 1 du cadastre de la paroisse de Sainte-Catherine jusqu'au coin est dudit lot ; de là en suivant la limite cadastrale des paroisses de Sainte-Catherine, Sainte-Jeanne-de-Neuveville et Pointe-aux-Trembles d'une part et Saint-Augustin d'autre part et le prolongement de ce dernier segment jusqu'à la ligne médiane du fleuve Saint-Laurent ; la ligne médiane du fleuve Saint-Laurent en descendant son cours jusqu'au point de départ.

Cette circonscription comprend les municipalités suivantes : la ville d'Ancienne-Lorette et les municipalités des paroisses de Saint-Augustin-de-Desmaures et Saint-Félix-du-Cap-Rouge. Elle comprend aussi le quartier Laurentien de la ville de Sainte-Foy, ainsi qu'une partie du quartier Neufchâtel de la ville de Québec délimitée comme

suit : la limite du quartier Neufchâtel avec le village de Saint-Émile, les quartiers Charlesbourg-Ouest, Duberger et Les Saules de la ville de Québec, les villes d'Ancienne-Lorette, Sainte-Foy, Val-Bélair et Loretteville.

**54) Laporte :** Le territoire de la circonscription électorale de Laporte peut être décrit comme suit :

partant d'un point situé à l'intersection de la rive du fleuve Saint-Laurent avec le prolongement de la ligne médiane de l'avenue Victoria ; ce prolongement et la ligne médiane de l'avenue Victoria ; la ligne médiane de l'avenue Saint-Charles Ouest ; la ligne médiane de l'avenue Joliette ; la ligne médiane du boulevard Desaulniers ; la ligne médiane de l'avenue Sainte-Hélène ; la ligne médiane du boulevard Curé-Poirier et son prolongement jusqu'au côté sud-ouest du boulevard Taschereau ; ledit côté sud-ouest en allant vers le sud-est et le sud jusqu'au côté sud de l'emprise de la Compagnie des Chemins de Fer Nationaux du Canada (lot 307 du cadastre de la paroisse de Saint-Antoine-de-Longueuil) ; le côté sud de ladite emprise en allant vers l'ouest ; une ligne brisée limitant vers l'ouest et le sud-ouest le lot 246a du cadastre de la paroisse de Saint-Antoine-de-Longueuil jusqu'au côté nord-est du boulevard Taschereau ; le côté nord-est dudit boulevard jusqu'à la ligne sud-est du lot 236-102 du cadastre de la paroisse de Saint-Antoine-de-Longueuil ; dans ce cadastre, la ligne sud-est des lots 236-102, 236-96, et 236-55 ; la ligne sud-ouest des lots 236-46-2, 236-1193 et 236-1186 ; la ligne nord-ouest des lots 236-1187 et 236-1188 ; la ligne sud-ouest du lot 236-1188 et son prolongement à travers le boulevard Marie-Victorin ; le côté sud-ouest de la rue Mont-Royal jusqu'au côté nord-ouest de la rue Gladstone ; le côté nord-ouest de ladite rue jusqu'au côté nord-est du boulevard Taschereau ; le côté nord-est dudit boulevard jusqu'au côté ouest d'un ancien chemin (chemin Lamarre) ; le côté ouest dudit chemin en allant vers le sud jusqu'au côté sud-ouest du boulevard Taschereau ; le côté sud-ouest dudit boulevard en allant vers le sud-est jusqu'à la ligne sud-est du lot 233 ; partie de la ligne sud-est dudit lot et son prolongement jusqu'au côté nord-est du chemin Grande-Allée ; le côté nord-est dudit chemin en allant vers le sud-est jusqu'à la ligne sud-est du lot 212 ; ladite ligne sud-est ; partie de la ligne sud-ouest du lot 317 (emprise d'un chemin de fer) en allant vers le sud-est jusqu'à la ligne nord-ouest du lot 222 ; ladite ligne nord-ouest et son prolongement jusqu'au côté sud-ouest du chemin Grande-Allée ; les lignes de division entre les cadastres des paroisses de Saint-Antoine-de-Longueuil et Laprairie-de-la-Madeleine jusqu'à la ligne médiane du fleuve Saint-Laurent ; la ligne médiane du fleuve Saint-Laurent en descendant son cours jusqu'à une ligne parallèle au côté nord-ouest du pont Victoria et s'établissant au nord-ouest dudit côté nord-ouest à une distance perpendiculaire de 30 pieds ; ladite ligne parallèle en allant vers le nord-est



jusqu'à la limite sud-ouest des terrains appartenant à l'Administration de la Voie Maritime du Saint-Laurent ; ladite limite sud-ouest en allant vers le nord-ouest sur une longueur de 1 500 pieds ; une ligne allant vers le nord-est et perpendiculaire à ladite limite sud-ouest sur une longueur de 150 pieds ; une autre ligne parallèle à la susdite limite sud-ouest située à une distance perpendiculaire de 150 pieds au nord-est d'icelle en allant vers le nord jusqu'à la ligne médiane du fleuve Saint-Laurent ; de là, en suivant ladite ligne médiane vers le nord-est jusqu'au prolongement de la ligne médiane de l'avenue Victoria ; ce prolongement jusqu'au point de départ.

Cette circonscription comprend les villes de Greenfield-Park, Lemoyne et Saint-Lambert et une partie de la ville de Longueuil, le tout délimité comme suit : le fleuve Saint-Laurent en excluant l'île Sainte-Hélène et l'île Notre-Dame, le prolongement de la rue Victoria et cette rue, la rue Saint-Charles Ouest, la rue Joliette, le boulevard Desaulniers, la rue Sainte-Hélène, le boulevard Curé-Poirier Ouest, la limite de la ville de Lemoyne avec les villes de Longueuil et Saint-Hubert, la limite de la ville de Greenfield-Park avec les villes de Saint-Hubert et Brossard et la limite des villes de Saint-Lambert et Brossard.

55) **Laprairie** : La circonscription électorale de Laprairie comprend le territoire délimité comme suit :

partant de l'intersection de la ligne médiane du fleuve Saint-Laurent avec le prolongement de la ligne de division des cadastres des paroisses de Laprairie-de-la-Madeleine et Saint-Antoine-de-Longueuil ; ce prolongement et la ligne de division des mêmes cadastres jusqu'à la ligne sud-est du cadastre de la paroisse de Saint-Antoine-de-Longueuil ; la ligne de division entre le cadastre de la paroisse de Laprairie-de-la-Madeleine et les cadastres de la paroisse de Saint-Hubert et Saint-Joseph-de-Chambly ; une ligne brisée séparant les cadastres des paroisses de Laprairie-de-la-Madeleine et Saint-Philippe des cadastres des paroisses de Chambly, Saint-Luc, Sainte-Marguerite, Saint-Jacques-le-Mineur et Saint-Édouard jusqu'à l'intersection avec la ligne médiane de la rivière de la Tortue au coin sud du lot 300 du cadastre de la paroisse de Saint-Philippe ; la ligne médiane de la rivière de la Tortue ; la ligne nord-ouest du lot 285 ; la ligne sud-ouest du lot 147 ; les lignes sud-est des lots 281 et 280 ; la ligne sud-ouest du lot 280 ; le côté est de la concession Est de la rivière de la Tortue ; les lignes sud-est, nord-est, sud-est et nord-est du lot 265 ; la ligne nord-ouest du lot 264 ; la ligne sud-ouest du lot 182 ; la ligne sud-est des lots 261, 262 et 336 jusqu'à son intersection avec la route 15 ; la ligne médiane de la route 15 vers le nord jusqu'au prolongement de la ligne sud-ouest du lot 12 du cadastre de la paroisse de Saint-Constant ; les lignes sud-ouest et nord-ouest du lot 12 ; une ligne joignant le coin nord-ouest du lot 12 au coin sud-ouest du lot 9 ; la ligne nord-ouest du lot 9 et son prolonge-

ment jusqu'au prolongement de la ligne nord-est de la partie la plus étroite du lot 7 ; le prolongement vers le nord-ouest de cette dernière ligne, passant à 569 pieds (mesurés sur le chemin de fer) de la ligne de division entre les lots 5 et 7, jusqu'à la route ; cette route vers le nord jusqu'à la limite du cadastre de la paroisse de Saint-Constant ; cette limite jusqu'à la ligne médiane de la rivière de la Tortue ; la ligne médiane de la rivière de la Tortue vers le nord jusqu'à la rive du fleuve Saint-Laurent ; de là une ligne rejoignant un point de la ligne médiane du fleuve Saint-Laurent situé dans le prolongement de la ligne sud-ouest du lot 555-168 du cadastre de la paroisse de Laprairie-de-la-Madeleine ; la ligne médiane du fleuve Saint-Laurent en descendant son cours jusqu'au point de départ.

Cette circonscription comprend les villes de Brossard, Candiac et La Prairie, ainsi que la municipalité de la paroisse de Saint-Philippe.

56) **L'Assomption** : La circonscription électorale de L'Assomption comprend le territoire délimité comme suit :

partant du point d'intersection de la limite nord-est du cadastre de la paroisse de Saint-Sulpice avec la rive du fleuve Saint-Laurent ; de là, successivement, les lignes suivantes : la limite nord-est dudit cadastre ; les limites nord-est et nord-ouest du cadastre de la paroisse de L'Assomption ; les limites nord-est et nord-ouest du cadastre de la paroisse de L'Épiphanie ; la ligne de division entre ce dernier cadastre et celui des paroisses de Saint-Roch-de-l'Achigan et Saint-Henri-de-Mascouche ; la ligne de division entre les cadastres des paroisses de Saint-Paul-l'Érmitte et Lachenaie jusqu'à son intersection avec la rive de la rivière des Prairies ; de là une ligne irrégulière passant à l'est de l'île Bourdon et rejoignant une autre ligne irrégulière dans le fleuve et passant à mi-distance entre le côté sud-est de l'île à l'Aiglon et le côté nord-ouest des îles aux Asperges et aux Canards et entre le côté sud-est des îles à l'Aiglon et aux Cerfeuil et le côté nord-est des îles à la Truie et Evers jusqu'à la ligne médiane du fleuve ; la ligne médiane du fleuve en descendant son cours jusqu'à une autre ligne irrégulière passant au nord-ouest des îles faisant partie du cadastre de la paroisse de Verchères ; ladite ligne irrégulière en allant vers le nord-est jusqu'au prolongement d'une autre ligne irrégulière passant à mi-distance entre les îles faisant partie du cadastre de la paroisse de Verchères et les îles faisant partie du cadastre de la paroisse de Saint-Sulpice ; ledit prolongement et ladite ligne irrégulière en allant vers le sud-est et le nord-est et contournant par le nord et le nord-ouest les petites îles situées à l'extrémité nord-est de l'île Bouchard jusqu'au prolongement de la limite nord-est du cadastre de la paroisse de Saint-Sulpice ; enfin, ledit prolongement jusqu'au point de départ.

Cette circonscription comprend les villes de Charlemaigne, L'Assomption, Le Gardeur, L'Épiphanie et Repentigny, ainsi que les municipalités des paroisses de L'Assomption, L'Épiphanie, Saint-Gérard-Magella et Saint-Sulpice.

**57) Laurier :** Le territoire de la circonscription électorale de Laurier peut être décrit comme suit :

partant du point de rencontre de la ligne médiane du boulevard de l'Acadie avec la ligne médiane du boulevard Métropolitain (route no 40) ; de là, la ligne médiane du boulevard Métropolitain jusqu'à la ligne médiane de la rue Berri ; la ligne médiane de ladite rue jusqu'à la ligne médiane de la rue Jarry ; la ligne médiane de ladite rue jusqu'à la ligne médiane de la rue Saint-Denis ; la ligne médiane de ladite rue jusqu'à la ligne médiane de la voie ferrée principale du Pacifique Canadien ; la ligne médiane de ladite voie ferrée principale jusqu'au côté sud-ouest de la rue Hutchison ; le côté sud-ouest de ladite rue et son prolongement jusqu'à la ligne séparative des cadastres de la municipalité de la paroisse de Montréal et de la paroisse de Saint-Laurent ; ladite ligne séparative de cadastres jusqu'à la ligne séparative des lots 628 et 634 du cadastre de la paroisse de Saint-Laurent ; ladite ligne séparative de lots jusqu'à la ligne séparative des lots 633 et 628 dudit cadastre ; ladite ligne séparative de lots jusqu'au prolongement de la ligne médiane du boulevard de l'Acadie ; enfin, la ligne médiane dudit boulevard jusqu'au point de départ.

Cette circonscription comprend une partie de la ville de Montréal délimitée comme suit : le boulevard Métropolitain, la rue Berri, la rue Jarry, la rue Saint-Denis, la voie ferrée du Pacifique Canadien, la limite des villes de Montréal et Outremont, la limite des villes de Montréal et Mont-Royal et le boulevard de l'Acadie.

**58) Laval-des-Rapides :** Le territoire de la circonscription électorale de Laval-des-Rapides peut être décrit comme suit :

partant de l'intersection de la ligne médiane de l'autoroute des Laurentides (15) et de la ligne médiane du boulevard

Saint-Martin ; de là, la ligne médiane dudit boulevard jusqu'à la ligne médiane de la rue Notre-Dame-de-Fatima ; la ligne médiane de ladite rue et son prolongement jusqu'à la ligne médiane de la rivière des Prairies ; la ligne médiane de ladite rivière en descendant son cours jusqu'au prolongement de la ligne médiane du boulevard des Laurentides (route no 11) ; enfin la ligne médiane dudit boulevard jusqu'au point de départ.

Cette circonscription comprend une partie de la ville de Laval délimitée comme suit : le boulevard Saint-Martin, le prolongement de la rue Notre-Dame-de-Fatima, cette rue et son prolongement, la limite de la ville de Laval dans la rivière des Prairies et l'autoroute des Laurentides (15).

**59) Laviolette :** La circonscription électorale de Laviolette comprend le territoire délimité comme suit :

partant du coin nord du canton d'Ingall ; de là, successivement, les lignes suivantes ; partie de la ligne nord-est du canton d'Ingall ; la ligne nord des cantons de Papin, Chaumonot et Michaux ; la ligne nord-est des cantons de Michaux, Borgia, Gendron et Laure ; la ligne sud-est du canton de Laure et son prolongement jusqu'à la ligne médiane de la rivière Batiscan ; la ligne médiane de ladite rivière en descendant son cours jusqu'au prolongement de la ligne sud-est du canton de Lapeyrère ; ledit prolongement et la ligne sud-est des cantons de Lapeyrère et Hackett ; une ligne brisée limitant vers le nord-est et le sud-est le canton de Lejeune jusqu'à la limite nord-est du cadastre de la paroisse de Sainte-Thècle ; la limite nord-est dudit cadastre ; la limite nord-est et partie de la limite sud-est du cadastre de la paroisse de Saint-Stanislas ; dans le cadastre de cette dernière paroisse, la ligne ouest des lots 753-196, 753-195, 753-194 et 753-193 ; la ligne nord du lot 752 ; la ligne est des lots 686 à 689 ; la ligne nord-est du lot 691 ; la ligne sud du lot 692 et son prolongement jusqu'à la ligne médiane de la rivière Batiscan ; la ligne médiane de ladite rivière en descendant son cours jusqu'au prolongement de la ligne sud du lot 395 ; ledit prolongement et la ligne sud des lots 395 et 394 ; la ligne sud-est des lots 351-132 et 404a ; partie de la ligne nord-est du rang nord-est de la Rivière-des-Envies ; la ligne sud des lots 322 et 257 ; partie de la ligne nord-est du rang Côte-Saint-Louis côté nord-est ; la ligne sud-est du lot 204 ; partie de la ligne séparant le rang Côte-Saint-Louis côté nord-est du rang Côte-Saint-Louis côté sud-ouest ; la ligne sud-est du lot 156 ; partie de la ligne séparant le rang Côte-Saint-Louis côté sud-ouest du rang Côte-Saint-Paul côté nord-est, la ligne sud-est des lots 105 et 38 ; partie de la ligne nord-est du cadastre de la paroisse de Saint-Narcisse et la ligne sud-est des lots 154 et 167 dudit cadastre ; la ligne sud-est du lot 1 du rang de la Grande Ligne du cadastre du canton de Radnor ; dans ce cadastre, partie de la ligne sud-ouest du rang de la Grande Ligne, cette ligne prolongée à travers les lacs qu'elle rencontre ; partie de la ligne séparative des rangs VI et VII ; la

ligne séparative des lots 7 et 8 du rang VII ; partie de la ligne séparative des rangs VII et VIII ; dans le cadastre de la paroisse de Notre-Dame-du-Mont-Carmel, la ligne séparant les lots 1023 à 1028 d'un côté des lots 1002 à 1007 de l'autre côté ; partie de la ligne nord-est du lot 1022 jusqu'à une ligne droite faisant un angle intérieur de 88°44' avec la ligne précédente traversant les lots 1017 à 1022 et débutant en un point situé sur la ligne nord-est dudit lot 1022 à une distance de vingt arpents et demi (20,5 arp.) de la rive sud-est actuelle de la rivière Noire, distance mesurée le long de ladite ligne nord-est du lot 1022 ; ladite ligne droite à travers les lots 1017 à 1022 et son prolongement jusqu'à la ligne médiane de la rivière Saint-Maurice ; la ligne médiane de ladite rivière en descendant son cours jusqu'au prolongement de la ligne séparative des lots 5 et 6 du cadastre de la paroisse de Sainte-Flore ; dans ce cadastre, ledit prolongement et ladite ligne séparative de lots ; partie de la ligne séparant les rangs Sainte-Catherine no 1 et Sainte-Catherine no 2 ; la ligne séparative des lots 72 et 73 ; partie de la ligne sud-est de la concession du Chemin des Piles côté sud-est en allant vers le sud-ouest et son prolongement jusqu'à la ligne médiane de la rivière Shawinigan ; la ligne médiane de ladite rivière en remontant son cours jusqu'au prolongement de la ligne sud-est du lot 537 ; ledit prolongement et partie de ladite ligne sud-est ; partie de la ligne sud-ouest du rang I (Saint-Anatole) en allant vers le nord-ouest jusqu'à la ligne nord-ouest du lot 542 ; la ligne nord-ouest dudit lot ; partie de la ligne sud-ouest du rang II (Saint-Ubalde) jusqu'à la ligne séparative des lots 544 et 545 ; partie de ladite ligne séparative de lots sur une distance de 8 arpents ; une ligne droite à travers le lot 545 et une partie du lot 546 faisant un angle de déflexion vers la droite de 96°35' avec la ligne séparative des lots 544 et 545 et ayant une longueur de 980 pieds ; une autre ligne droite dans le lot 546, parallèle aux lignes latérales de lots et allant vers le sud-ouest sur une distance de 560 pieds jusqu'à la rive nord-est du lac aux Chicots ; la rive nord-est dudit lac en allant dans une direction générale nord jusqu'à la ligne séparative des lots 549 et 550 ; le prolongement de ladite ligne séparative de lots à travers le lac aux Chicots et partie de la susdite ligne jusqu'à un point situé à 12 arpents au sud-ouest de la ligne séparative des rangs I (Saint-Anatole) et II (Saint-Ubalde), distance mesurée le long de ladite ligne séparative de lots ; une ligne droite à travers les lots 550 et 551 et parallèle à ladite ligne séparative de rangs ; partie de la ligne séparative des lots 551 et 553 en allant vers le nord-est jusqu'à un point situé à 10 arpents au sud-ouest de la ligne séparative des rangs I (Saint-Anatole) et II (Saint-Ubalde), distance mesurée le long de ladite ligne séparative de lots ; une ligne droite à travers le lot 553 et parallèle à ladite ligne séparative de rangs ; partie de la ligne séparative des lots 553 et 554 en allant vers le sud-ouest jusqu'à un point situé à 14 arpents au sud-ouest de la ligne séparative des rangs I (Saint-

Anatole) et II (Saint-Ubalde), distance mesurée le long de ladite ligne séparative de lots ; une ligne droite à travers le lot 554 et parallèle à ladite ligne séparative de rangs ; partie de la ligne séparative des lots 554 et 555 en allant vers le sud-ouest jusqu'au coin sud du lot 555 ; la ligne sud-ouest dudit lot 555 ; partie de la ligne séparative des lots 555 et 556 sur une distance de trois arpents et demi (3,5) ; une ligne droite à travers le lot 556 jusqu'à un point sur la ligne séparative des lots 556 et 557 à une distance de 4 arpents du coin ouest du lot 556, distance mesurée le long de ladite ligne séparative de lots ; partie de la ligne séparative des lots 556 et 557 en allant vers le nord-est jusqu'à un point situé à une distance de 10 arpents au sud-ouest de la ligne séparative des rangs I (Saint-Anatole) et II (Saint-Ubalde), distance mesurée le long de ladite ligne séparative de lots ; une ligne droite à travers le lot 557 et parallèle à ladite ligne séparative de rangs ; partie de la ligne séparative des lots 557 et 558 en allant vers le nord-est sur une distance de 10 arpents jusqu'à la ligne sud-ouest du rang II (Saint-Ubalde) ; partie de ladite ligne sud-ouest ; la ligne séparative des lots 511 et 512 et son prolongement dans le lac des Piles jusqu'au prolongement de la ligne nord-est du rang II (Saint-Ubalde) ; ledit prolongement et la ligne nord-est des rangs II (Saint-Ubalde) et A, la dernière prolongée jusqu'à la ligne médiane du lac à la Pêche ; la limite du parc de la Mauricie telle que définie dans le chapitre 50 des lois de 1972 jusqu'à la limite sud-ouest de la Seigneurie du Cap-de-la-Madeleine ; la limite sud-ouest de ladite Seigneurie et des cantons de Normand et Livernois ; la ligne sud-est des cantons de Potherie, Villiers et Légaré ; la ligne sud-ouest des cantons de Légaré et Boullé et son prolongement jusqu'à la ligne sud du canton de Gosselin ; partie de la ligne sud du même canton ; la limite ouest des cantons de Gosselin, Douville, Buis, Provencher, Poisson, Hanotaux, Juneau et Coursol ; partie de la limite ouest du canton de Lacroix jusqu'au coin nord du canton de Bailly ; de là, une ligne en direction est jusqu'à l'intersection de la limite ouest du canton de Pfister avec le prolongement vers le nord-ouest de la ligne nord-est du canton d'Ingall ; ledit prolongement traversant en diagonale les cantons de Pfister, Verreau, Dubois, Lindsay, Berlinguet, Faguy, Lafitau, Routhier, Laflamme et Bonin et continuant à travers les terres non divisées jusqu'au point de départ.

Cette circonscription comprend les municipalités suivantes : les villes de Grand-Mère, La Tuque et Saint-Tite ; les villages de Parent, Saint-Georges et Sainte-Thècle ; les municipalités des paroisses de Grandes-Piles, Saint-Adelphe, Saint-Roch-de-Mékinac, Saint-Séverin, Sainte-Thècle, Saint-Timothée et Saint-Tite ; la municipalité du canton de Langelier ; les municipalités de Boucher, Haute-Mauricie, Lac-Édouard et Saint-Jean-des-Piles. Elle comprend aussi les réserves indiennes de Manouane, Obedjiwan et Weymontachingue ; les localités de Casey, Clova, La Bostonnais, Lac-Brochet, Lac-Chat, McTavis,

Oskélanéo, Sanmaur, situées en territoire non organisé ; le barrage Gouin et le camp Dubois, également situés en territoire non organisé.

60) **Lévis** : La circonscription électorale de Lévis comprend le territoire délimité comme suit :

partant du point d'intersection de la rive du fleuve Saint-Laurent avec la limite nord-est du cadastre de la paroisse de Saint-Joseph ; de là, successivement, les lignes suivantes : les limites nord-est et sud-est dudit cadastre ; dans le cadastre de ladite paroisse, la ligne sud-ouest des lots 371, 472, 471 et 453 ; une ligne brisée séparant le rang Arlaca Nord du rang Arlaca Sud ; la ligne sud-ouest du lot 241 jusqu'au côté nord-ouest de l'autoroute no 20 ; dans le cadastre de la paroisse de Notre-Dame-de-la-Victoire, le côté nord-ouest de ladite route en allant vers le sud-ouest jusqu'à la ligne nord-est du lot 100b ; le prolongement de cette ligne à travers la route Trans-Canadienne et ladite ligne ; une ligne brisée limitant vers le sud-est les rangs Sarasteau et Coutance jusqu'à la ligne médiane de la rivière à la Scie ; la ligne médiane de ladite rivière en allant vers le sud-est jusqu'au prolongement de la ligne nord-est du lot 395 du cadastre de la paroisse de Saint-David-de-L'Auberivière ; ledit prolongement et ladite ligne ; la ligne sud-est dudit lot 395 et son prolongement jusqu'à la ligne médiane de la rivière Etchemin ; la ligne médiane de ladite rivière en descendant son cours, contournant par le sud l'île portant les numéros 396, 397 et 398 du cadastre de la paroisse de Saint-David-de-L'Auberivière et se continuant jusqu'au prolongement de la ligne sud-est du lot 30 du cadastre de la paroisse de Saint-Romuald-d'Etchemin ; ledit prolongement ; une ligne brisée séparant les cadastres des paroisses de Saint-Romuald-d'Etchemin et Saint-Jean-Chrysostome jusqu'à la ligne séparative des lots 235 et 236 de ce dernier cadastre ; dans le cadastre de la paroisse de Saint-Jean-Chrysostome, ladite ligne séparative de lots et la limite sud-est de la concession Hêtrière prolongée jusqu'à la ligne médiane de la rivière Chaudière ; la ligne médiane de ladite rivière en remontant son cours jusqu'au prolongement de la ligne sud-est du lot 10 du cadastre de la paroisse de Saint-Étienne-de-Lauzon ; ledit prolongement et ladite ligne sud-est ; une ligne brisée séparant les cadastres des paroisses de Saint-Étienne-de-Lauzon et Saint-Nicolas ; la limite sud-ouest de ce dernier cadastre prolongée jusqu'à la ligne médiane du fleuve Saint-Laurent ; la ligne médiane du fleuve en descendant son cours et une ligne passant à mi-distance entre la rive droite du fleuve et la rive sud de l'île d'Orléans jusqu'au prolongement de la limite nord-est du cadastre de la paroisse de Saint-Joseph ; enfin, ledit prolongement jusqu'au point de départ.

Cette circonscription comprend les municipalités suivantes : les villes de Charny, Lauzon, Lévis, Saint-David-de-L'Auberivière, Saint-Nicolas et Saint-Romuald-

d'Etchemin ; le village de Saint-Rédempteur ; la municipalité de la paroisse de Saint-Joseph-de-la-Pointe-de-Lévy et la municipalité de Bernières.

61) **Limoilou** : Le territoire de la circonscription électorale de Limoilou peut être décrit comme suit :

partant du point d'intersection du prolongement vers le nord-ouest de la ligne médiane de l'avenue du Colisée avec la ligne séparative des cadastres des paroisses de Charlesbourg et Saint-Roch-Nord ; de là, successivement, les lignes suivantes : partie de ladite ligne séparative de cadastres jusqu'au côté nord-est de la 1<sup>re</sup> Avenue ; dans le cadastre de la paroisse de Charlesbourg, la ligne nord-ouest des lots 717 et 717a, la dernière prolongée à travers l'emprise du chemin de fer de la Compagnie des Chemins de Fer Nationaux du Canada ; la ligne nord-ouest du lot 717-1 traversant le boulevard Henri-Bourassa ; la ligne nord-ouest du lot 581 du cadastre de la paroisse de Saint-Roch-Nord ; partie des lignes sud-ouest et nord-ouest du lot 584 dudit cadastre jusqu'à la ligne sud-ouest du lot 729 du cadastre de la paroisse de Charlesbourg ; dans ce dernier cadastre, le long de la voie de service de l'autoroute de la Capitale (no 40), partie de la ligne sud-ouest du lot 729 sur une longueur de quatre cent cinquante-quatre pieds (454 pi) et une ligne de direction ouest ayant une longueur de deux cent cinquante pieds (250 pi) et traversant le lot 728a et une partie du lot 728 jusqu'au côté sud-est de l'emprise de l'autoroute de la Capitale (no 40) avant l'élargissement ; le côté sud-est de ladite emprise jusqu'à la ligne nord-est du lot 734 ; partie de la ligne séparative des cadastres des paroisses de Beauport et Charlesbourg jusqu'au point d'intersection du prolongement de la ligne nord-ouest du lot 676 du cadastre de la paroisse de Beauport avec la ligne médiane de l'avenue du Bourg-Royal ; de là, en suivant la ligne de division des cadastres des paroisses de Charlesbourg et Beauport jusqu'au coin est du lot 1060 du cadastre de la paroisse de Charlesbourg ; de là, en direction nord-est en suivant le limite nord-ouest des lots 646 et 627 du cadastre de la paroisse de Beauport et du prolongement de cette ligne jusqu'à l'intersection de la ligne médiane de la rivière Beauport ; de là, en suivant la ligne médiane de la rivière Beauport, en descendant son cours, jusqu'à son embouchure ; de là, en direction sud-ouest jusqu'à l'intersection de la ligne médiane de la rivière Saint-Charles avec la ligne médiane du fleuve Saint-Laurent ; ledit prolongement et la ligne médiane de ladite rivière en remontant son cours jusqu'à la ligne médiane du pont Dorchester ; la ligne médiane dudit pont et la ligne médiane de la 3<sup>e</sup> Avenue et son prolongement jusqu'à la ligne médiane de la 18<sup>e</sup> Rue ; la ligne médiane de la 18<sup>e</sup> Rue et son prolongement jusqu'à la ligne médiane de la 1<sup>re</sup> Avenue ; la ligne médiane de la 1<sup>re</sup> Avenue jusqu'à la ligne médiane de l'emprise du chemin de fer de la Compagnie des Chemins de Fer Nationaux du Canada ; la ligne mé-

diane de ladite emprise de chemin de fer jusqu'au prolongement vers le sud-est de la ligne médiane de l'avenue du Colisée ; de ce point en suivant la ligne médiane de l'avenue du Colisée et son prolongement jusqu'au point de départ.

Cette circonscription comprend une partie des villes de Beauport et Québec, le tout délimité comme suit : la limite des villes de Beauport et Charlesbourg, la limite des anciennes municipalités de Giffard et Beauport, la rivière Beauport, le fleuve Saint-Laurent, la rivière Saint-Charles, la 3<sup>e</sup> Avenue, la 18<sup>e</sup> Rue, la 1<sup>re</sup> Avenue, la voie ferrée du Canadien National, l'avenue du Colisée, cette avenue et son prolongement et la limite des villes de Québec et Charlesbourg.

**62) Lotbinière :** La circonscription électorale de Lotbinière comprend le territoire délimité comme suit :

partant du point d'intersection de la rive du fleuve Saint-Laurent avec la limite nord-est du cadastre de la paroisse de Saint-Antoine ; de là, successivement, les lignes suivantes : la limite nord-est des cadastres des paroisses de Saint-Antoine, Saint-Apollinaire et Saint-Gilles ; une ligne brisée limitant vers le nord-ouest, l'est, le nord-est et le sud-est le cadastre de la paroisse de Saint-Narcisse ; la limite nord-est du cadastre de la paroisse de Saint-Patrice-de-Beaurivage ; une ligne brisée limitant vers le nord-est, le sud-est et le sud le cadastre de la paroisse de Saint-Sylvestre ; la ligne sud et partie de la ligne sud-ouest du cadastre de la paroisse de Saint-Sylvestre ; la ligne sud-est du cadastre de la paroisse de Sainte-Agathe ; la ligne sud-est du canton de Nelson ; partie de la ligne nord-est et de la ligne sud-est du canton d'Inverness jusqu'à la ligne séparative des rangs III et IV du canton de Leeds ; ladite ligne séparative jusqu'au coin est du lot 2b du rang III dudit canton ; la ligne sud-est dudit lot ; la ligne nord-est du lot 3 du rang II ; la ligne sud-est du lot 3 du rang II et du lot 3b du rang I dudit canton ; partie de la ligne nord-est du canton de Leeds ; une ligne brisée séparant le canton de Thetford du canton d'Ireland, une ligne brisée entre le cadastre du canton de Thetford et le cadastre des cantons de Leeds et Ireland ; dans le cadastre de ce dernier canton, partie de la ligne séparative des rangs X et XI ; la ligne sud-est des lots 613 et 612 ; le côté sud-ouest du chemin du front du rang X ; la ligne sud-est des lots 499 et 500 ; le côté sud-ouest du chemin de front du rang IX ; la ligne sud-est des lots 689, 688 et 687 et la ligne sud-ouest du lot 687 ; partie de la ligne sud-est du canton d'Halifax ; dans le cadastre de ce canton, partie de la ligne séparative des rangs X et XI ; la ligne nord-ouest des lots 722 et 723 ; partie de la ligne nord-est dudit canton ; la ligne sud-est du lot 736 ; partie de la ligne séparative des rangs X et XI ; la ligne sud-est du lot 683 ; la ligne sud-ouest des lots 683 et 682 ; la ligne sud-est des lots 811a et 900 ; partie de la ligne séparative des rangs VII et VIII ; la ligne nord-ouest du lot

890 ; partie de la ligne séparative des rangs VIII et IX ; la ligne nord-ouest du lot 831 ; partie de la ligne séparative des rangs IX et X ; la ligne nord-ouest du lot 786 ; partie de la ligne séparative des rangs X et XI ; la ligne nord-ouest du lot 780 ; dans le cadastre de la municipalité de Somerset-Sud, la ligne sud-ouest des lots 318 et 318a, la ligne nord-ouest des lots 318a, 318b, 318c, 318d, 318e, 318f, 318g et 318h ; la ligne nord-est des lots 318h, 318 et 319 ; partie de la ligne nord-ouest du canton d'Inverness ; une ligne brisée séparant les cadastres des municipalités de Somerset-Nord et Somerset-Sud jusqu'à la ligne séparative des rangs III et IV de ce dernier cadastre ; ladite ligne séparative de rangs ; partie de la ligne du canton de Stanfold ; dans le cadastre de ce canton, partie de la ligne séparative des rangs III et IV ; la ligne est du lot 12 des rangs III et II ; la ligne est du lot 12a du rang I prolongée jusqu'à la ligne médiane de la rivière Bécancour ; la ligne médiane de ladite rivière en descendant son cours et en contournant par la droite les îles les plus rapprochées de la rive gauche et par la gauche les îles les plus rapprochées de la rive droite jusqu'au prolongement de la ligne est du canton de Bulstrode ; ledit prolongement et partie de la ligne est dudit canton ; dans le cadastre de ce canton, partie de la ligne séparative des rangs II et III ; la ligne ouest des lots 105 et 45 ; la dernière prolongée jusqu'à la ligne médiane de la rivière Bécancour ; la ligne médiane de la ladite rivière en descendant son cours jusqu'au prolongement de la ligne séparant les lots 6a et 6c du lot 7a du rang XI du canton de Maddington dans le cadastre des cantons de Blandford et Maddington ; dans ce cadastre, ledit prolongement et ladite ligne séparative de lots ; la ligne séparant le lot 7a du lot 6b de la continuation du rang XI du canton de Maddington ; dans le cadastre de la paroisse de Sainte-Grtrude, partie de la ligne sud-est du lot 612 ; la ligne nord-est des lots 612 à 617 ; la ligne nord-ouest du lot 617 ; une ligne brisée séparant le cadastre de la paroisse de Sainte-Grtrude des cadastres des paroisses de Sainte-Marie-de-Blandford et Saint-Édouard-de-Gentilly ; dans ce dernier cadastre, la ligne sud-ouest du lot 821 ; partie de la ligne séparative des Quatrième et Cinquième concessions en allant vers le nord-est ; la limite sud-ouest du cadastre de la paroisse de Saint-Pierre-les-Becquets et son prolongement jusqu'à la ligne médiane du fleuve Saint-Laurent ; la ligne médiane du fleuve en descendant son cours jusqu'au prolongement de la limite nord-est du cadastre de la paroisse de Saint-Antoine ; enfin, ledit prolongement jusqu'au point de départ.

Cette circonscription comprend les municipalités suivantes : les villages des Deschaillons, Deschaillons-sur-Saint-Laurent, Fortierville, Inverness, Laurier-Station, Laurierville, Leclercville, Les Becquets, Manseau, Sainte-Agathe, Sainte-Croix, Saint-Flavien, Saint-Patrice-de-Beaurivage et Saint-Sylvestre ; les municipalités des paroisses de Notre-Dame-de-Lourdes, Notre-Dame-du-

Sacré-Coeur-d'Issoudun, Sainte-Agathe, Saint-Antoine-de-Tilly, Sainte-Cécile-de-Lévrard, Sainte-Croix, Saint-Édouard-de-Lotbinière, Sainte-Emmélie, Saint-Flavien, Saint-Gilles, Saint-Jacques-de-Parisville, Saint-Joseph-de-Blandford, Saint-Louis-de-Blandford, Saint-Narcisse-de-Beaurivage, Saint-Octave-de-Dosquet, Saint-Patrice-de-Beaurivage, Sainte-Philomène-de-Fortierville, Saint-Pierre-Baptiste, Saint-Pierre-les-Becquets, Sainte-Sophie-de-Lévrard et Saint-Sylvestre ; les municipalités des cantons d'Inverness et Nelson ; les municipalités de Lemieux, Lotbinière, Lyster, Saint-Agapit, Saint-Apollinaire, Saint-Laurent, Sainte-Françoise, Saint-Janvier-de-Joly, Saint-Jean-de-Brébeuf, Sainte-Julie, Sainte-Marie-de-Blandford, Val-Alain et Villeroy.

63) **Louis-Hébert** : Le territoire de la circonscription électorale de Louis-Hébert peut être décrit comme suit :

partant de l'intersection de la ligne médiane du fleuve Saint-Laurent avec la ligne médiane du pont Pierre-Laporte ; de là, en suivant successivement les lignes suivantes : la ligne médiane de l'autoroute 73 jusqu'à son intersection avec la ligne médiane du boulevard Laurier ; la ligne médiane dudit boulevard jusqu'à son intersection avec la ligne médiane de la rue des Gouverneurs ; la ligne médiane de ladite rue et son prolongement jusqu'à la ligne médiane du boulevard Saint-Cyrille ; la ligne médiane dudit boulevard jusqu'au prolongement du côté sud-ouest de l'avenue Painchaud ; ledit prolongement et ledit côté sud-ouest jusqu'au côté sud-est de la rue Muir ; le côté sud-est de ladite rue jusqu'à la ligne sud-ouest du lot 127-1-2 du cadastre de la paroisse de Sainte-Foy ; dans ce cadastre, la ligne sud-ouest des lots 127-1-2, 127-32-1, 127-11-2, 127-10, 127-12 à 127-16, 127-9, 127-8 et 127-7 ; partie de la ligne nord-ouest du lot 127-7 et la ligne sud-ouest des lots 127-4 et 127-17-1 (rue Hélène-Boulé) ; la ligne nord-ouest du lot 127-17-1 ; partie de la ligne nord-est du lot originaire 127 et son prolongement à travers le chemin Sainte-Foy ; partie de la ligne nord-est du lot 120 ; la ligne sud et partie de la ligne nord-est du lot 121 jusqu'à la ligne médiane du boulevard Charest ; la ligne médiane dudit boulevard en allant vers le nord-est jusqu'à la ligne nord-est du lot 124 ; partie de la ligne nord-est et la ligne nord-ouest dudit lot 124 ; une ligne brisée limitant vers le nord-ouest et le sud-ouest les lots 123 et 122 ; partie de la ligne nord-est du lot 121 et la ligne nord-est du lot 433 ; la ligne nord des lots 433 et 434 ; la ligne nord-est des lots 434, 422 et 435 ; la ligne nord des lots 435, 437, 420, 439 et 440 ; la ligne nord-ouest des lots 440, 441, 418 et 443 ; la ligne nord du lot 443 ; la ligne ouest des lots 443, 417 et 423 ; la ligne sud des lots 2513, 2506 et 2514 du cadastre de la paroisse de Saint-Sauveur ; dans le cadastre de la paroisse de Sainte-Foy, les côtés est et sud-est de l'emprise d'un chemin de fer (lot 377) jusqu'à la ligne nord-est dudit lot 377 ; la ligne nord-est des lots 377, 113b et 113a ainsi que la li-

gne nord-ouest du lot 113a et d'une partie du lot 110 ; dans le cadastre de la paroisse de L'Ancienne-Lorette, partie de la ligne nord-est du lot 1 ; le côté sud de l'emprise du chemin de fer du Pacifique Canadien (lots 961 et 962 du cadastre de la paroisse de L'Ancienne-Lorette et 375 du cadastre de la paroisse de Sainte-Foy) en allant vers l'ouest jusqu'à la ligne médiane du boulevard Henri-IV ; la ligne médiane dudit boulevard en allant vers le sud-est jusqu'à la ligne séparative des cadastres des paroisses de L'Ancienne-Lorette et Sainte-Foy ; partie de la ligne séparative des cadastres jusqu'à la ligne médiane du boulevard Charest Ouest (route 440) ; la ligne médiane dudit boulevard jusqu'à la ligne médiane de la rivière du Cap Rouge ; la ligne médiane de ladite rivière en descendant son cours jusqu'à la ligne séparative des cadastres des paroisses de Cap-Rouge et L'Ancienne-Lorette ; une ligne brisée séparant le cadastre de la paroisse de Sainte-Foy des cadastres des paroisses de L'Ancienne-Lorette et Saint-Félix-du-Cap-Rouge, le dernier tronçon étant prolongé jusqu'à la ligne médiane du fleuve Saint-Laurent ; la ligne médiane du fleuve en descendant son cours jusqu'au point de départ.

Cette circonscription comprend une partie des villes de Sainte-Foy et Sillery, le tout délimité comme suit : le boulevard Charest Ouest, le boulevard Duplessis, la limite de la ville de Sainte-Foy avec les villes d'Ancienne-Lorette, Québec et Sillery, la rue des Gouverneurs, le boulevard Laurier, l'autoroute 73, le pont Pierre-Laporte, le fleuve Saint-Laurent, la limite de la ville de Sainte-Foy et de la paroisse de Saint-Félix-du-Cap-Rouge et la rivière du Cap Rouge.

64) **Maisonneuve** : Le territoire de la circonscription électorale de Maisonneuve peut être décrit comme suit :

partant du point de rencontre de la ligne médiane de la rue Rachel avec le prolongement de la ligne médiane de la rue Aylwin ; de là, la ligne médiane de la rue Rachel et la ligne

médiane de la rue Sherbrooke jusqu'à la ligne médiane de la rue Duquesne ; la ligne médiane de ladite rue jusqu'à la ligne médiane de la rue Hochelaga ; la ligne médiane de ladite rue jusqu'au prolongement de la limite ouest du terrain du ministère de la Défense nationale ; ladite limite ouest et son prolongement jusqu'à la ligne médiane de la rue La Fontaine ; la ligne médiane de ladite rue jusqu'à la ligne médiane de l'avenue Clarence-Gagnon ; la ligne médiane de ladite avenue jusqu'à la ligne médiane de la rue Notre-Dame ; la ligne médiane de ladite rue jusqu'à la ligne médiane de la rue Bossuet ; la ligne médiane de ladite rue et son prolongement jusqu'à la ligne médiane du fleuve Saint-Laurent ; la ligne médiane du fleuve jusqu'au prolongement de la ligne médiane de la rue Cuvillier ; ledit prolongement et la ligne médiane de la rue Cuvillier jusqu'à la ligne médiane de la rue de Rouen ; le ligne médiane de ladite rue jusqu'à la ligne médiane de la rue Aylwin ; enfin, la ligne médiane de ladite rue et son prolongement jusqu'au point de départ.

Cette circonscription comprend une partie de la ville de Montréal délimitée comme suit : la rue Rachel, la rue Sherbrooke, la rue Duquesne jusqu'à la rue Hochelaga, la limite ouest du terrain du ministère de la Défense nationale jusqu'à la rue La Fontaine, cette rue, l'avenue Clarence-Gagnon, la rue Notre-Dame, la rue Bossuet et son prolongement, le fleuve Saint-Laurent, le prolongement de la rue Cuvillier, cette rue, la rue de Rouen et la rue Aylwin.

**65) Marguerite-Bourgeoys :** Le territoire de la circonscription électorale de Marguerite-Bourgeoys peut être décrit comme suit :

partant de l'intersection de la ligne médiane de l'avenue Dollard et du Côté nord du canal de Lachine ; de là, le côté nord dudit canal jusqu'au prolongement de la ligne sud-ouest du lot 141 du cadastre de la paroisse de Montréal ; partie du prolongement de ladite ligne sud-ouest jusqu'à la ligne médiane du canal de Lachine ; la ligne médiane dudit canal jusqu'à la ligne séparative des cadastres de la municipalité de la paroisse de Montréal et de la paroisse de Lachine ; ladite ligne séparative de cadastres jusqu'au côté sud-est de l'emprise du chemin de fer du Pacifique Canadien, cette emprise traversant les lots 1021 et 1013 du cadastre de la paroisse de Lachine et le lot 4687 du cadastre de la paroisse de Montréal ; le côté sud-est de ladite emprise jusqu'à la ligne séparant le lot 1002 du cadastre de la paroisse de Lachine du lot 4687 du cadastre de la paroisse de Montréal ; ladite ligne séparative de cadastres jusqu'à la limite nord-ouest du lot 981 du cadastre de la paroisse de Lachine étant le côté nord-ouest de l'Aqueduc de Montréal ; le côté nord-ouest dudit aqueduc jusqu'au prolongement de la ligne médiane de la 9<sup>e</sup> Avenue ; le prolongement, la ligne médiane de ladite avenue et son prolongement jusqu'à une ligne irrégulière contour-

nant par le nord l'île aux Chèvres (au sud de l'île Rock) ; ladite ligne irrégulière jusqu'à la ligne médiane du fleuve Saint-Laurent ; la ligne médiane du fleuve contournant par le sud l'île aux Hérons et passant au nord de l'île au Diable jusqu'au prolongement de la ligne médiane de la 90<sup>e</sup> Avenue ; le prolongement et la ligne médiane de ladite avenue jusqu'à la ligne médiane du boulevard Newman ; la ligne médiane dudit boulevard jusqu'à la ligne médiane de l'avenue Dollard ; la ligne médiane de ladite avenue jusqu'au point de départ.

Cette circonscription comprend une partie de la ville de LaSalle délimitée comme suit : la limite des villes de LaSalle et Saint-Pierre, la limite des villes de LaSalle et Montréal, le canal de l'Aqueduc de Montréal, le prolongement de la 9<sup>e</sup> Avenue, cette avenue et son prolongement, le fleuve Saint-Laurent incluant les îles aux Chèvres et aux Hérons, le prolongement de la 90<sup>e</sup> Avenue, cette avenue, le boulevard Newman et l'avenue Dollard.

**66) Marie-Victorin :** Le territoire de la circonscription électorale de Marie-Victorin peut être décrit comme suit :

partant de l'intersection de la rive du fleuve Saint-Laurent avec le prolongement de la ligne médiane du chemin Chambly ; ce prolongement et la ligne médiane du chemin Chambly jusqu'à la ligne médiane du boulevard Jacques-Cartier ; la ligne médiane du boulevard Jacques-Cartier et son prolongement jusqu'au côté nord-est de l'emprise de la route no 9 ; le côté nord-est de la route numéro 9 ; partie de la ligne nord-ouest du lot 198 ; le côté sud-est du lot 317 jusqu'au côté sud-ouest de l'emprise du boulevard Taschereau ; le côté sud-ouest du boulevard Taschereau jusqu'au prolongement de la ligne médiane du boulevard Curé-Poirier ; ce prolongement et la ligne médiane du boulevard Curé-Poirier ; la ligne médiane de l'avenue Sainte-Hélène ; la ligne médiane du boulevard Desaulniers ; la ligne médiane de l'avenue Joliette ; la ligne médiane de l'avenue Saint-Charles Ouest ; la ligne médiane de l'avenue Victoria et son prolongement jusqu'à la ligne médiane du fleuve Saint-Laurent ; la ligne médiane du fleuve Saint-Laurent en descendant son cours jusqu'à son intersection avec le prolongement de la ligne médiane du chemin Chambly ; ce prolongement jusqu'au point de départ.

Cette circonscription comprend une partie de la ville de Longueuil délimitée comme suit : le fleuve Saint-Laurent, le prolongement du chemin Chambly et ce chemin, le boulevard Jacques-Cartier Ouest et son prolongement, la limite de la ville de Longueuil avec les villes de Saint-Hubert et Lemoyne, le boulevard Curé-Poirier Ouest, la rue Sainte-Hélène, le boulevard Desaulniers, la rue Joliette, la rue Saint-Charles Ouest, la rue Victoria et son prolongement.

67) **Marquette** : Le territoire de la circonscription électorale de Marquette peut être décrit comme suit :

partant du point d'intersection de la ligne médiane du fleuve Saint-Laurent et du prolongement de la ligne médiane de la 32<sup>e</sup> Avenue ; de là, le prolongement et la ligne médiane de ladite avenue et son prolongement jusqu'à la ligne médiane de l'emprise du chemin de fer du Pacifique Canadien ; ladite emprise vers l'est jusqu'à la ligne médiane de l'emprise d'un autre chemin de fer de ladite compagnie ; ladite ligne médiane vers le nord jusqu'à son intersection avec une ligne brisée étant la ligne séparative des cadastres de la paroisse de Lachine et de la municipalité de la paroisse de Montréal et du lot 116 du cadastre de la paroisse de Montréal et la ligne médiane du chemin de la Côte-Saint-Luc jusqu'au prolongement de la ligne des lots 131 et 138 ; ledit prolongement et la ligne des lots 131 et 138 jusqu'à une ligne brisée étant le côté nord du lot 4689, le côté nord-ouest de l'ancienne rue Saint-Jacques et la ligne sud-ouest du lot 138 traversant le lot 4689 ; ladite ligne brisée jusqu'à la ligne sud du lot 4706 ; ladite limite sud et le côté sud du droit de passage de la Commission des transports de Montréal jusqu'à la ligne nord-est du lot 140 dudit cadastre ; ladite ligne de lot et son prolongement jusqu'au côté nord du canal de Lachine ; ledit côté nord jusqu'au prolongement de la ligne médiane de l'avenue Dollard ; le prolongement et la ligne médiane de ladite avenue jusqu'à la ligne médiane du boulevard Newman ; la ligne médiane dudit boulevard jusqu'à la ligne médiane de la 90<sup>e</sup> Avenue ; la ligne médiane de ladite avenue et son prolongement jusqu'à la ligne médiane du fleuve Saint-Laurent ; ladite ligne médiane jusqu'au point de départ.

Cette circonscription comprend la ville de Saint-Pierre et une partie des villes de Lachine et LaSalle, le tout délimité comme suit : la limite des villes de Lachine et Côte-Saint-Luc, la limite de la ville de Saint-Pierre avec les villes de Côte-Saint-Luc, Montréal-Ouest, Montréal et LaSalle, l'avenue Dollard, le boulevard Newman, la 90<sup>e</sup> Avenue et son prolongement, le fleuve Saint-Laurent, le prolongement de la 32<sup>e</sup> Avenue, cette avenue et son prolongement et la voie ferrée du Pacifique Canadien.

68) **Maskinongé** : La circonscription électorale de Maskinongé comprend le territoire délimité comme suit :

partant du point d'intersection de la limite sud-ouest du cadastre de la paroisse de Saint-Joseph-de-Maskinongé avec la rive du fleuve Saint-Laurent ; de là, successivement, les lignes suivantes : la limite sud-ouest des cadastres des paroisses de Saint-Joseph-de-Maskinongé et Saint-Justin ; partie de la limite nord-ouest du cadastre de la paroisse de Saint-Justin ; dans le cadastre de la paroisse de Saint-Didace, la ligne limitant au sud-ouest les lots 89 à 101, 103, 105, 106, 110 et 113 à 121 ; la ligne séparative des lots 121 et 122 prolongée jusqu'à la ligne médiane de la ri-

vière Maskinongé ; la ligne médiane de ladite rivière en allant vers l'est et contournant par l'est l'île no 524 jusqu'au prolongement de la ligne nord-ouest du lot 523 ; ledit prolongement et partie de ladite ligne nord-ouest ; la ligne sud-ouest des lots 524 à 536 ; partie de la ligne sud-est et les lignes sud-ouest et nord-ouest du lot 537 ; partie de la ligne sud-ouest du lot 493 jusqu'au prolongement de la ligne séparative des lots 423 et 424 ; ledit prolongement et ladite ligne séparative de lots ; la ligne nord-est des lots 423, 422, 421 et 420 ; partie de la ligne sud-ouest et la ligne nord-ouest du lot 449 ; la ligne limite du parc dans une direction sud-est et sud jusqu'au prolongement de la ligne nord-ouest du lot 583 du cadastre de la paroisse de Sainte-Flore ; partie de ladite ligne nord-ouest en allant vers le sud-ouest et son prolongement dans le lac Minogami jusqu'à une ligne irrégulière située à mi-distance entre la rive nord-est dudit lac et la rive nord-est d'une île située dans ledit prolongement ; ladite ligne irrégulière dans une direction nord-ouest et la ligne médiane du lac Minogami jusqu'à la ligne nord-est du cadastre de la paroisse de Saint-Mathieu ; ladite ligne vers le nord-ouest jusqu'à la ligne sud-est du canton de Belleau ; partie de la ligne sud-est du canton de Belleau ; la ligne sud-ouest du cadastre de la paroisse de Saint-Mathieu ; les limites sud-ouest et sud-est du cadastre de la paroisse de Saint-Boniface, la dernière prolongée jusqu'à la ligne médiane de la rivière Saint-Maurice ; la ligne médiane de ladite rivière en descendant son cours et en contournant par la gauche les îles les plus rapprochées de la rive droite et par la droite les îles les plus rapprochées de la rive gauche jusqu'au prolongement de la ligne sud-ouest du lot 40 du cadastre de la paroisse de Saint-Étienne ; dans ce cadastre, ledit prolongement ; la ligne sud-ouest dudit lot et la ligne médiane d'un chemin limitant au sud-est une partie du lot 40 et les lots 276, 277 et 278 ; le côté sud-ouest d'un chemin limitant au sud-ouest les lots 279 à 284, 286, 288, 289, 290, 292, 293, 296 et 297 et la ligne sud-ouest du Deuxième rang du fief Saint-Étienne ; la ligne sud-est du lot 329 ; partie de la limite nord-est du cadastre de la paroisse de La Visitation-de-la-Pointe-du-Lac ; dans le cadastre de la paroisse de Trois-Rivières, la ligne sud-est des lots 373, 251, 250 et 249 et le côté sud-est de la route de Rochon ; une ligne brisée limitant vers le nord-est et le sud-est, suivant le cas, les lots 165, 165-2, 165-1, 166 et 7 jusqu'au côté sud-est du chemin Sainte-Marguerite ; le côté sud-est dudit chemin en allant vers le sud-ouest jusqu'à la ligne sud-ouest du lot 7 ; partie de la ligne sud-ouest dudit lot vers le sud-est jusqu'au côté nord-ouest de l'emprise du chemin de fer du Pacifique Canadien (lot ca-



dastral 374) ; le côté nord-ouest de ladite emprise en allant vers le nord-est jusqu'à la ligne nord-est du lot 5 ; le prolongement de ladite ligne à travers ladite emprise et partie de ladite ligne nord-est ; partie de la ligne nord-est du lot 2 jusqu'au prolongement vers le nord-ouest de la ligne sud-ouest du lot 2-17 ; partie dudit prolongement en allant vers le sud est sur une distance de deux mille cinq cent trente-quatre pieds et cinq dixièmes (2 534,5 pi) ; une ligne dans ledit lot 2 allant vers le nord-est et ayant une longueur de deux cent quatre vingt-douze pieds et sept dixièmes (292,7 pi), parallèle et au nord-ouest de la ligne sud-est des subdivisions 15, 16 et 17 du lot originaire 2, laquelle ligne parallèle se situe à une distance perpendiculaire de cinq cent seize pieds (516,0 pi) de ladite ligne sud-est ; partie de la limite nord-est du cadastre de la paroisse de Trois-Rivières et son prolongement jusqu'à la ligne médiane du fleuve Saint-Laurent ; la ligne médiane du fleuve en remontant son cours jusqu'à une ligne irrégulière passant à l'est de toutes les îles faisant partie du cadastre de la paroisse de La Visitation (Île Dupas) ; ladite ligne irrégulière contournant par l'est lesdites îles et se continuant dans une ligne passant à mi-distance entre la rive nord du fleuve Saint-Laurent et la rive nord de l'île à l'Aigle jusqu'au prolongement de la limite sud-ouest du cadastre de la paroisse de Saint-Joseph-de-Maskinongé ; enfin, ledit prolongement jusqu'au point de départ.

Cette circonscription comprend les municipalités suivantes : les villes de Louiseville et Trois-Rivières-Ouest ; les villages de Maskinongé, Saint-Paulin et Yamachiche ; les municipalités des paroisses de Saint-Alexis, Sainte-Angèle, Sainte-Anne-d'Yamachiche, Saint-Antoine-de-la-Rivière-du-Loup, Saint-Barnabé, Saint-Élie, Saint-Étienne-des-Grès, Saint-Joseph-de-Maskinongé, Saint-Justin, Saint-Léon-le-Grand, Saint-Paulin, Saint-Sévère et Sainte-Ursule ; la municipalité du canton de Hunters-town ; les municipalités de Belleau, Charette, Pointe-du-Lac et Saint-Édouard.

69) **Matane** : La circonscription électorale de Matane comprend le territoire délimité comme suit :

partant d'un point situé sur la ligne médiane du ruisseau du Petit-Cap, à son embouchure dans le fleuve Saint-Laurent ; de là, successivement, les lignes suivantes : dans la seigneurie de Mont-Louis, une ligne droite jusqu'au sommet de l'angle ouest du lot 52a-2 du cadastre de la municipalité de Saint-Maxime-du-Mont-Louis ; la ligne ouest des lots 52a-2, 53-3, 54-2 et 55-2 dudit cadastre ; la ligne de division entre la seigneurie de Mont-Louis et le canton de Duchesnay ; la ligne est des cantons de Boisbuisson et Deslandes ; les lignes nord, est et sud-est du canton de Walbank ; la ligne sud-est des cantons de Deville, Baldwin, Clarke, Gravier et Catalogne ; la ligne sud-ouest du canton de Catalogne ; les lignes sud-est et sud-ouest du canton de Lagrange ; la ligne sud-ouest du canton de

Cuoq ; les lignes sud-est et sud-ouest du canton de Langis ; une ligne brisée étant la ligne sud-est, sud et sud-ouest du canton de Matane, jusqu'à son intersection avec la ligne du cadastre de la paroisse de Notre-Dame-de-L'Assomption-de-MacNider ; les lignes sud-est des lots 745 à 765 du même cadastre ; la ligne sud-ouest du lot 745 du même cadastre ; partie de la ligne séparative des rangs V et VI du canton de MacNider ; partie des lignes nord-est et nord-ouest du canton de Cabot ; dans ce canton, la ligne nord-est du lot 4a du rang VIII ; la ligne sud-est du rang VIII ; la ligne nord-est du lot 7 du rang IX ; la ligne sud-est du rang IX ; la ligne nord-est du lot 16 du rang X ; la ligne sud-est des lots 16, 17 et 18 du rang X ; partie de la ligne nord-est du lot 26 du rang Nord-Est chemin Kempt et la ligne sud-est dudit lot ; la ligne sud-est du lot 26 du rang Sud-Ouest chemin Kempt et la ligne sud-ouest des lots 26 en rétrogradant jusqu'au lot 1 inclusivement du même rang ; dans le cadastre de la paroisse de Saint-Octave-de-Métis, partie de la ligne sud-est du lot 551 et la ligne sud-ouest des lots 551 et 550 ; dans le cadastre de la paroisse de Sainte-Angèle-de-Mérici, la ligne sud-est du lot 6 du rang II du canton de Cabot et la ligne sud-ouest des lots 6 à 1 du même rang ; une ligne brisée séparant le cadastre de la paroisse de Saint-Octave-de-Métis du cadastre de la paroisse de Sainte-Angèle-de-Mérici jusqu'à la ligne médiane de la rivière Métis ; la ligne médiane de ladite rivière en descendant son cours et en contournant par la droite les îles les plus rapprochées de la rive gauche et par la gauche les îles les plus rapprochées de la rive droite jusqu'à son embouchure dans le fleuve Saint-Laurent ; une ligne droite dans le fleuve Saint-Laurent parallèle à la direction générale des lignes latérales de lots en allant vers le nord-ouest jusqu'à la ligne médiane du fleuve ; la ligne médiane du fleuve en descendant son cours jusqu'à une autre ligne droite parallèle à la direction générale des lignes latérales de lots et débutant en un point situé sur la ligne médiane du ruisseau du Petit-Cap à son embouchure dans le fleuve Saint-Laurent ; enfin, ledit prolongement jusqu'au point de départ.

Cette circonscription comprend les municipalités suivantes : les villes de Cap-Chat, Matane et Sainte-Anne-des-Monts ; les villages de Marsoui, Métis-sur-Mer, Price, Sainte-Félicité et Saint-Ulric ; les municipalités des paroisses de Saint-Adelme, Saint-Antoine-de-Padoue-de-Kempt, Sainte-Félicité, Saint-Jean-Baptiste-Vianney, Saint-Jean-de-Cherbourg, Saint-Jérôme-de-Matane, Saint-Joachim-de-Tourelle, Saint-Léandre, Saint-Luc, Saint-Octave-de-Métis, Saint-Paulin-Dalbairre, Saint-René-de-Matane, Saint-Thomas-de-Cherbourg et Saint-Ulric-de-Matane ; les municipalités de Baie-des-Sables, Capucins, Grand-Métis, Grosses-Roches, La Martre, Les Boules, Les Méchins, Petite-Matane, Rivière-à-Claude, Saint-Nil et Sainte-Paule. Elle comprend aussi la localité de Cap-Seize située en territoire non organisé.

70) **Matapédia** : La circonscription électorale de Matapédia comprend le territoire délimité comme suit :

partant du point d'intersection de la rive du fleuve Saint-Laurent avec la ligne séparant les cadastres des paroisses de Sainte-Flavie et Sainte-Luce ; de là, successivement, les lignes suivantes : ladite ligne séparative de cadastres ; une ligne brisée séparant le cadastre de la paroisse de Saint-Donat des cadastres des paroisses de Sainte-Luce et Saint-Anaclet et du canton de Neigette ; dans ce canton, la ligne nord-est du rang IV ; la ligne médiane de la rivière Neigette en remontant son cours ; la ligne séparative des rangs VII et VIII ; la ligne séparative des lots 16 et 17 des rangs VIII et IX ; dans le canton de Ouimet, la ligne sud-ouest du lot 16a du rang I ; la ligne séparative des rangs I et II ; la ligne sud-ouest du lot 31 du rang II ; la ligne séparative des rangs II et III ; la ligne sud-ouest du lot 33 du rang III ; la ligne séparative des rangs III et IV ; le prolongement de la ligne sud-ouest du lot 23a du rang IV et ladite ligne sud-ouest ; la ligne sud-ouest du lot 23 des rangs V, VI, VII et VIII et son prolongement à travers les terres vagues de la Couronne jusqu'à son intersection avec le prolongement de la ligne sud-est du canton de Jetté ; ledit prolongement et la ligne sud-est du canton de Jetté ; la ligne sud-ouest du canton de Milnikel ; la ligne sud-est du même canton jusqu'à son intersection avec la ligne médiane de la rivière Matapédia ; la ligne médiane de la rivière Matapédia jusqu'à la ligne sud-est du canton de Assemetquagan ; partie de la ligne sud-est du canton de Assemetquagan ; les lignes sud-est et nord-ouest du Rang Ouest du chemin Kempt du même canton ; les lignes nord-ouest et nord-est du Rang Est du chemin Kempt du même canton ; partie de la ligne sud-est du même canton ; une ligne brisée séparant le canton de Assemetquagan des cantons de Mann et Fauvel ; partie de la ligne sud-est du canton de La Vérendrye ; la ligne nord-est et partie de la ligne nord-ouest du canton de La Vérendrye ; la ligne nord-est des cantons de Casault et Blais ; la ligne nord-ouest du canton de Blais ; une ligne brisée limitant vers le nord-est et le nord la seigneurie du lac Matapédia ; les lignes nord-est des lots 51 des rangs I, II et III de l'augmentation du canton de MacNider ; la ligne nord-est des lots 51 des rangs XII, XI, X, IX, VIII et VII du canton de MacNider ; une partie de la ligne de division des rangs VI et VII du canton de MacNider ; la ligne nord-est du lot 744 du cadastre de la paroisse de Notre-Dame-de-L'Assomption-de-MacNider ; la ligne séparative des rangs V et VI de ce canton ; partie des lignes nord-est et nord-ouest du canton de Cabot ; dans ce canton, la ligne sud-ouest du lot 3b du rang VIII ; la ligne nord-ouest du rang IX ; la ligne sud-ouest du lot 6 du rang IX ; la ligne nord-ouest du rang X ; la ligne sud-ouest du lot 15 du rang X ; la ligne nord-ouest des lots 16 et 17 du rang XI et partie de la ligne sud-ouest du lot 17 du même rang ; la ligne nord-ouest du lot 27 des rangs Nord-Est chemin Kempt et Sud-Ouest chemin

Kempt ; la ligne nord-est des lots 27, 26, 25, 24, 23 et 22b du rang III et la ligne nord du lot 22a du même rang ; une ligne brisée limitant vers le nord-est le rang II et la ligne nord-ouest du lot 7 du même rang ; la ligne séparative des rangs I et II ; une ligne brisée séparant le cadastre de la paroisse de Sainte-Angele-de-Méridi du cadastre de la paroisse de Saint-Octave-de-Méridi jusqu'à la ligne médiane de la rivière Méridi ; la ligne médiane de ladite rivière en descendant son cours et en contournant par la droite les îles les plus rapprochées de la rive gauche et par la gauche les îles les plus rapprochées de la rive droite jusqu'à son embouchure dans le fleuve Saint-Laurent ; une ligne droite dans le fleuve Saint-Laurent parallèle à la direction générale des lignes latérales de lots en allant vers le nord-ouest jusqu'à la ligne médiane du fleuve ; la ligne médiane du fleuve en remontant son cours jusqu'au prolongement de la ligne séparant les cadastres des paroisses de Sainte-Flavie et Sainte-Luce ; enfin, ledit prolongement jusqu'au point de départ.

Cette circonscription comprend les municipalités suivantes : les villes d'Amqui, Causapsal et Mont-Joli ; les villages de Lac-au-Saumon, Sainte-Angele-de-Méridi, Saint-Noël, Sayabec et Val-Brillant ; les municipalités des paroisses de La Rédemption, Saint-Alexandre-des-Lacs, Sainte-Angele-de-Méridi, Saint-Benoît-Joseph-Labre, Saint-Charles-Garnier, Saint-Cléophas, Saint-Damase, Saint-Donat, Sainte-Flavie, Saint-François-Xavier-des-Hauteurs, Saint-Gabriel, Sainte-Irène, Saint-Jacques-le-Majeur-de-Causapsal, Sainte-Jeanne-d'Arc, Saint-Joseph-de-Lepage, Saint-Léon-le-Grand, Sainte-Marie-de-Sayabec, Saint-Moïse, Saint-Pierre-du-Lac, Saint-Raphaël-d'Albertville, Saint-Tharcisius et Saint-Zénon-du-Lac-Humqui ; les municipalités de Fleuriault, Saint-Edmond, Sainte-Florence, Saint-Jean-Baptiste et Sainte-Marguerite. Elle comprend aussi la localité de Routhierville et le canton de MacNider situés en territoire non organisé.

71) **Mégantic-Compton** : La circonscription électorale de Mégantic-Compton comprend le territoire délimité comme suit :

partant du coin ouest du canton de Dudswell ; de là, successivement, les lignes suivantes : la ligne nord-ouest et partie de la ligne nord-est dudit canton ; la ligne séparative des rangs IX et X du canton de Weedon et partie de la ligne nord-est dudit canton jusqu'à la ligne médiane de la rivière Saint-François ; la ligne médiane de ladite rivière et du lac Aylmer jusqu'au prolongement de la ligne nord-est du rang II Nord-Est du canton de Stratford ; dans le cadastre de ce canton, ledit prolongement et partie de ladite ligne nord-est ; partie de la ligne nord-ouest du rang VII ; la ligne nord-est du lot 6 du rang VII ; partie de la ligne séparative des rangs VI et VII ; la ligne nord-est du lot 14 des rangs VI et V et des lots 14a et 14b du rang IV ; une ligne brisée séparant le canton de Stratford des cantons de Winslow et Price jusqu'à la ligne nord-est du lot 8a du canton de Price ; la ligne nord-est des lots 8a et 8b dudit canton, la dernière prolongée jusqu'à la ligne médiane du lac Saint-François ; la ligne médiane dudit lac en allant dans une direction générale nord jusqu'au prolongement de la ligne nord-ouest du canton de Lambton ; ledit prolongement ; dans le cadastre du canton de Lambton, la ligne nord-ouest et partie de la ligne nord-est de ce canton ; la ligne sud-est du lot 20 des rangs VIII et VII ; partie de la ligne séparative des rangs VI et VII ; la ligne nord-ouest des lots 24d et 24b des rangs A et B ; partie de la ligne sud-est du canton de Lambton ; dans le cadastre du canton d'Aylmer, partie de la ligne séparative des rangs V et VI ; la ligne nord-ouest du lot 11 du rang VI ; partie de la ligne séparative des rangs VI et VII ; la ligne nord-ouest du lot 19 du rang VII ; partie de la ligne séparative des rangs VII et VIII ; partie de la ligne ouest du canton de Dorset ; dans le cadastre de ce canton, la ligne nord du lot 13b du rang XIII et partie de la ligne séparative des rangs XII et XIII ; partie de la ligne nord du canton de Gayhurst ; dans le cadastre de ce canton, partie de la ligne séparative des rangs II et III ; la ligne nord-ouest des lots 104 et 26, la dernière prolongée à travers la rivière Chaudière ; la ligne nord-est du canton de Spalding ; la ligne frontière Québec/États-Unis dans une direction générale sud-ouest jusqu'à la ligne ouest du canton de Barford ; partie de ladite ligne ouest jusqu'à un point situé à une distance de mille cent quatre-vingt-dix-neuf pieds et six dixièmes (1 199,6 pi) au sud du coin nord-ouest du lot 17a-3 du rang IX du cadastre du canton de Barford ; dans ce cadastre, une ligne à travers le lot 17a jusqu'à un point situé sur la ligne ouest du lot 16a du rang X à une distance de mille deux cent deux pieds (1 202 pi) du coin nord-ouest dudit lot ; partie de ladite ligne ouest sur ladite distance et la ligne ouest des lots 16b et 16c du même rang ; la ligne ouest du lot 16 du rang X de l'arpentage primitif ; la ligne ouest du lot 16f du rang XI ; la ligne sud du lot 17c et son prolongement jusqu'à la ligne

médiane de la rivière Coaticook ; la ligne médiane de ladite rivière vers le nord-ouest jusqu'à la ligne ouest du canton de Barford ; la ligne ouest et partie de la ligne nord dudit canton ; la ligne est du canton de Clifton ; partie des lignes sud et ouest du canton de Eaton ; dans le cadastre de ce canton, partie de la ligne séparative des rangs VII et VIII ; la ligne ouest du lot 23b du rang VIII ; la ligne nord des lots 23b, 23a et 22 du rang VIII ; la ligne ouest des lots 21c du rang IX ; des lots 21b, 21d et 21f du rang X et du lot 21b du rang XI ; partie de la ligne sud du canton de Westbury ; dans le cadastre de ce canton, la ligne ouest des lots 6a et 6c du rang I ; la dernière prolongée à travers la rivière Saint-François ; la ligne ouest des lots 6a et 6b du rang II ; partie de la ligne sud du lot 6a du rang III ; enfin, une ligne brisée séparant le canton de Stoke des cantons de Westbury et Dudswell jusqu'au point de départ.

Cette circonscription comprend les municipalités suivantes : les villes de Cookshire, East-Angus, Lac-Mégantic et Scotstown ; les villages de Bishopton, Dixville, La Patrie, Marbleton, Saint-Gérard, Saint-Herménégilde, Sawyerville et Weedon-Centre ; les municipalités des paroisses de Saint-Augustin-de-Woburn, Saint-Venant-de-Hereford et Val-Racine ; les municipalités des cantons de Barford, Clifton-Partie-Est, Ditton, Dudswell, Eaton, Hampden, Hereford, Lingwick, Marston, Newport, Sainte-Edwidge-de-Clifton, Stratford, Weedon et Westbury ; les municipalités d'Audet, Bury, Chartierville, Fontainebleau, Frontenac, Lac-Drolet, Lambton, Martinville, Milan, Nantes, Notre-Dame-des-Bois, Piopolis, Sainte-Cécile-de-Whitton, Saint-Herménégilde, Saint-Isidore-d'Auckland, Saint-Malo, Saint-Mathieu-de-Dixville, Saint-Romain, Saint-Sébastien et Stornoway.

72) **Mercier** : Le territoire de la circonscription électorale de Mercier peut être décrit comme suit :

partant du point de rencontre du prolongement de la ligne médiane de l'avenue du Mont-Royal avec la ligne médiane de la voie ferrée principale du Pacifique Canadien ; de là, ledit prolongement et la ligne médiane de l'avenue du Mont-Royal jusqu'à la ligne séparative du cadastre du village de Côte-Saint-Louis et du cadastre de la municipalité de la paroisse de Montréal ; ladite ligne séparative jusqu'à la ligne médiane de la voie ferrée principale du Pacifique Canadien ; enfin, la ligne médiane de ladite voie ferrée principale jusqu'au point de départ.

Cette circonscription comprend une partie de la ville de Montréal délimitée comme suit : la voie ferrée du Pacifique Canadien, le prolongement de l'avenue du Mont-Royal, cette avenue et la limite des villes de Montréal et Outremont.

73) **Mille-Îles** : Le territoire de la circonscription électorale de Mille-Îles peut être décrit comme suit :

partant du point de rencontre de la ligne médiane du boulevard Saint-Martin et de la ligne médiane de la rue Notre-Dame-de-Fatima ; de là, la ligne médiane de la rue Notre-Dame-de-Fatima et son prolongement jusqu'à la ligne médiane de la rivière des Prairies ; la ligne médiane de ladite rivière en descendant son cours et en passant au nord-ouest de l'île de la Visitation et des îles portant les numéros 503, 492 et 491 du cadastre de la paroisse de Sault-au-Récollet et au sud-est des îles portant les numéros 193 à 200 inclusivement du cadastre de la paroisse de Saint-François-de-Sales jusqu'à la ligne médiane de la rivière des Mille-Îles ; enfin la ligne médiane de ladite rivière en remontant son cours et passant au nord-ouest des îles portant les numéros 201, 202, 204, 207 et 212 du cadastre de la paroisse de Saint-François-de-Sales, des îles portant les numéros 597 à 601 inclusivement et 616 du cadastre de la paroisse de Saint-Louis-de Terrebonne et à l'ouest de toutes les îles faisant partie du cadastre de la paroisse de Sainte-Rose jusqu'au prolongement de la ligne médiane du tracé et de l'autoroute Papineau (19) ; le prolongement de la ligne médiane du tracé et la ligne médiane de ladite autoroute jusqu'à la ligne médiane du boulevard Saint-Martin ; la ligne médiane dudit boulevard jusqu'au point de départ.

Cette circonscription comprend une partie de la ville de Laval délimitée comme suit : la limite de la ville de Laval dans la rivière des Mille-Îles, la limite de la ville de Laval dans la rivière des Prairies, le prolongement de la rue Notre-Dame-de-Fatima, cette rue et son prolongement, le boulevard Saint-Martin, l'autoroute Papineau (19) et son tracé.

74) **Montmagny-L'Islet** : La circonscription électorale de Montmagny-L'Islet comprend le territoire délimité comme suit :

partant du point d'intersection de la limite nord-est du cadastre de la paroisse de Saint-Jean-Port-Joli avec la rive du fleuve Saint-Laurent ; de là, successivement, les lignes suivantes : la ligne nord-est des cadastres des paroisses de Saint-Jean-Port-Joli et Saint-Aubert jusqu'à l'arrière-ligne du rang II du cadastre de la paroisse de Sainte-Louise ; dans ce cadastre, l'arrière-ligne dudit rang jusqu'au côté nord de la route à Bédard passant sur le lot 499 ; puis suivant les côtés nord et nord-est de ladite route vers l'est et le sud-est jusqu'à une ligne allant vers l'est qui traverse les lots 501, 502 et 503 et qui contourne le pied de la « Montagne du Quatrième rang » ; ladite ligne qui traverse les lots 501, 502 et 503 jusqu'à la ligne nord du canton d'Ashford ; ladite ligne nord ; la ligne nord-est des cantons d'Ashford, Lafontaine et Dionne ; la ligne sud-est des cantons de Dionne, Casgrain, Leverrier, Talon et Panet ; la ligne sud-ouest du canton de Panet ; dans ce canton, la ligne nord-ouest des lots 46 en rétrogradant jusqu'au lot 36 du rang IV ; la ligne sud-ouest du lot 35 des rangs III, II et I ; dans le canton de Rolette, la ligne sud-ouest du lot 35b des rangs VII et VI et du lot 35 des rangs V, IV, III et II ; la ligne sud-est du lot 35b et des lots 36 à 46 du rang I ; la ligne sud-ouest du lot 46 du rang I ; la ligne sud-ouest du lot 30 des rangs VI Sud-Ouest et I Sud-Ouest du canton de Montminy ; dans le cadastre du canton d'Armagh, la ligne sud-est des lots 32 à 35 du rang II Sud-Est ; la ligne sud-est du lot I du rang Est de la rivière du Pin et son prolongement jusqu'à la ligne médiane de la rivière du Pin ; la ligne médiane de ladite rivière en allant vers le nord jusqu'au prolongement de la ligne nord-ouest du lot 12 du rang Est de la rivière du Pin ; ledit prolongement et partie de ladite ligne nord-ouest ; partie de la ligne sud-ouest du lot 44 du rang I Sud-Est jusqu'à la ligne médiane de la rivière du Pin ; la ligne médiane de ladite rivière jusqu'à la ligne sud-ouest du lot 43 du rang I Sud-Est ; ladite ligne sud-ouest et son prolongement jusqu'à la ligne médiane de la rivière du Sud ; la ligne médiane de ladite rivière jusqu'au prolongement de la ligne sud-ouest du lot 30 du rang I Nord-Ouest ; ledit prolongement et les lignes sud-ouest et nord-ouest dudit lot ; la ligne sud-ouest du lot 29 des rangs II Nord-Ouest à V Nord-Ouest ; la ligne séparative des rangs V Nord-Ouest et VI Nord-Ouest ; une ligne brisée séparant les cadastres du canton d'Armagh et de la paroisse de Saint-François des cadastres des paroisses de Saint-Raphaël et Saint-Vallier ; la ligne sud-ouest du cadastre de la paroisse de Berthier et son prolongement jusqu'à une ligne irrégulière dans le fleuve Saint-Laurent passant au sud-est des îles Madame et aux Ruaux ; ladite ligne irrégulière passant au sud-est des îles Madame et aux Ruaux, au nord-ouest des îles Grosse-Île et Patience et suivant la ligne médiane du fleuve jusqu'au prolongement de la ligne

nord-est du cadastre de la paroisse de Saint-Jean-Port-Joli; enfin, ledit prolongement jusqu'au point de départ.

Cette circonscription comprend les municipalités suivantes : les villes de L'Islet, Montmagny et Saint-Pamphile; le village de L'Islet-sur-Mer; les municipalités des paroisses de Berthier-sur-Mer; Notre-Dame-de-Bon-Secours-de-L'Islet, Saint-Antoine-de-l'Isle-aux-Grues, Saint-Apolline-de-Patton, Saint-Cyrille-de-Lessard, Saint-Eugène, Saint-Fabien-de-Panet, Saint-François-de-Sales-de-la-Rivière-du-Sud et Saint-Pierre-de-la-Rivière-du-Sud; la municipalité du canton de Montminy; les municipalités de Cap-Saint-Ignace, Lac-Frontière, Notre-Dame-du-Rosaire, Saint-Adalbert, Saint-Aubert, Saint-Damase-de-l'Islet, Sainte-Euphémie-sur-Rivière-du-Sud, Saint-Félicité, Saint-Jean-Port-Joli, Saint-Juste-de-Bretenières, Sainte-Lucie-de-Beauregard, Saint-Marcel, Saint-Omer, Sainte-Perpétue et Tourville.

**75) Montmorency :** La circonscription électorale de Montmorency comprend le territoire délimité comme suit :

partant du point d'intersection de la ligne médiane du fleuve Saint-Laurent avec la ligne médiane de la rivière Saint-Charles; de là, en direction nord-ouest jusqu'à l'embouchure de la rivière Beauport; de là, en suivant la ligne médiane de la rivière Beauport en direction nord-ouest jusqu'au prolongement vers le nord-est de la ligne nord-ouest du lot 627 du cadastre de la paroisse de Beauport; de là, en direction sud-ouest en suivant les limites nord-ouest des lots 627 et 646 jusqu'à l'intersection avec la ligne de division entre le cadastre de la paroisse de Beauport et celui de la paroisse de Charlesbourg; de là, en direction nord-ouest, une ligne brisée séparant le cadastre de la paroisse de Beauport des cadastres des paroisses de Charlesbourg et Saint-Dunstan-du-Lac-Beauport; une autre ligne brisée séparant le cadastre de la paroisse de Sainte-Brigitte-de-Laval des cadastres des paroisses de Saint-Dunstan-du-Lac-Beauport, Saint-Adolphe et Château-Richer jusqu'à la ligne médiane de la rivière Montmorency; la ligne médiane de ladite rivière en remontant son cours jusqu'au prolongement de la ligne sud-ouest du lot 601 du cadastre de la paroisse de Château-Richer; dans ce cadastre, ledit prolongement et la ligne sud-ouest des lots 601 et 588; la ligne nord-ouest des lots 521 et 564; une ligne brisée limitant vers le nord-est et le sud-est le cadastre de la paroisse de Château-Richer jusqu'à la ligne médiane de la rivière aux Chiens; la ligne médiane de ladite rivière en descendant son cours jusqu'à son embouchure dans le fleuve Saint-Laurent; une ligne perpendiculaire à la rive nord-ouest du fleuve jusqu'à une ligne passant à mi-distance entre les rives nord-ouest de l'île d'Orléans et du fleuve; ladite ligne médiane en allant vers le nord-est et se continuant dans une ligne irrégulière contournant par le nord-est l'île aux Ruaux et passant au

sud-est des îles aux Ruaux et Madame; une ligne passant à mi-distance entre les rives sud-est du fleuve et de l'île d'Orléans en allant vers le sud-ouest et la ligne médiane du fleuve jusqu'au point de départ.

Cette circonscription comprend les municipalités suivantes : la ville de Château-Richer; les villages de Beau-lieu et Saint-Jean-de-Boischatel; les municipalités des paroisses de L'Ange-Gardien, Sainte-Brigitte-de-Laval, Sainte-Famille, Saint-François, Saint-Jean, Saint-Laurent et Saint-Pierre. Elle comprend aussi une partie de la ville de Beauport, soit les anciennes municipalités de Beauport, Courville, Montmorency, Sainte-Thérèse-de-Lisieux et Villeneuve.

**76) Mont-Royal :** Le territoire de la circonscription électorale de Mont-Royal peut être décrit comme suit :

partant de l'intersection de la ligne médiane du boulevard Métropolitain et de la ligne médiane du boulevard de l'Acadie; la ligne médiane du boulevard de l'Acadie et son prolongement jusqu'à la ligne séparative des lots 628 et 633 du cadastre de la paroisse de Saint-Laurent; ladite ligne séparative de lots jusqu'à la ligne séparative des lots 628 et 634 de ce cadastre; ladite ligne séparative de lots jusqu'à la ligne séparative des cadastres de la paroisse de Saint-Laurent et de la municipalité de la paroisse de Montréal; ladite ligne séparative jusqu'à la ligne séparative du cadastre de la municipalité de la paroisse de Montréal et du cadastre du Village-de-Côte-des-Neiges; ladite ligne séparative de cadastres jusqu'à la ligne médiane de l'avenue Van Horne; la ligne médiane de ladite avenue jusqu'à la ligne médiane de l'avenue Victoria; la ligne médiane de ladite avenue jusqu'à la ligne médiane du chemin de la Côte-Sainte-Catherine; la ligne médiane dudit chemin et son prolongement jusqu'à la ligne médiane de l'autoroute Décarie (no 15); la ligne médiane de ladite autoroute jusqu'à la ligne sud-est du lot 45 du cadastre de la municipalité de la paroisse de Montréal; la ligne sud-est dudit lot et sa ligne nord-est jusqu'à une ligne brisée étant la ligne séparative des cadastres de la municipalité de la paroisse de Montréal et du Village-de-Côte-des-Neiges; ladite ligne brisée jusqu'à la ligne séparative des cadastres de la paroisse de Saint-Laurent et de la municipalité de la paroisse de Montréal; ladite ligne séparative de cadastres jusqu'à la ligne séparative des lots 575 et 576 du cadastre de la paroisse de Saint-Laurent; ladite ligne de lot jusqu'à la ligne sud du lot 2638 dudit cadastre; ladite ligne de lot jusqu'à la ligne des lots 572 et 573 dudit cadastre; ladite ligne de lot jusqu'à la ligne du chemin de la Côte-de-Liesse (520); la ligne médiane dudit chemin jusqu'à la ligne médiane du boulevard Métropolitain; la ligne médiane dudit boulevard jusqu'au point de départ.

Cette circonscription comprend la ville de Mont-Royal et une partie de la ville de Montréal, le tout délimité

comme suit : le boulevard Métropolitain, le boulevard de l'Acadie, la limite des villes de Mont-Royal et Montréal, la limite des villes de Mont-Royal et Outremont, la limite des villes de Montréal et Outremont, l'avenue Van Horne, l'avenue Victoria, le chemin de la Côte-Sainte-Catherine, l'autoroute Décarie, la limite des villes de Montréal et Côte-Saint-Luc, la limite de la ville de Mont-Royal avec les villes de Côte-Saint-Luc, Montréal et Saint-Laurent.

77) **Nelligan** : Le territoire de la circonscription électorale de Nelligan peut être décrit comme suit :

partant de l'intersection de la ligne médiane du fleuve Saint-Laurent et de la ligne médiane du lac des Deux Montagnes ; de là, cette dernière ligne médiane vers le nord-est jusqu'à une ligne irrégulière dans la rivière des Prairies séparant d'un côté l'île Bizard des îles faisant partie du cadastre de la paroisse de Sainte-Dorothée de l'autre côté ; cette ligne irrégulière jusqu'à une ligne médiane dans la rivière des Prairies entre l'île Bizard et l'île de Montréal ; cette ligne médiane jusqu'à une ligne de direction sud-est joignant ladite ligne médiane à un point sur la rive de la rivière des Prairies étant dans le prolongement de la ligne médiane du boulevard Saint-Jean ; ladite ligne sud-est, ledit prolongement et la ligne médiane dudit boulevard jusqu'à la montée Saint-Jean ; la ligne médiane de ladite montée jusqu'à la ligne médiane de l'avenue Shakespeare ; la ligne médiane de ladite avenue et son prolongement jusqu'à une ligne brisée étant la ligne sud-ouest des lots 244 et 245 du cadastre de la paroisse de Sainte-Geneviève, la ligne séparative des cadastres des paroisses de Sainte-Anne et Sainte-Geneviève, la ligne sud-ouest des lots 121 à 132 du cadastre de la paroisse de Sainte-Anne, la ligne nord du lot 40, la ligne nord-est des lots 138 et 137, partie de la ligne sud du lot 137, la ligne des lots 33 et 34 dudit cadastre, la ligne séparative des cadastres de la paroisse de Sainte-Anne et du Village-Incorporé-de-la-Pointe-Claire ; ladite ligne brisée et son prolongement jusqu'à la ligne médiane du fleuve Saint-Laurent ; la ligne médiane du fleuve en remontant son cours et en passant à mi-distance entre l'île de Montréal et les îles Dowker et Perrot ainsi qu'au sud, au sud-ouest et à l'ouest de toutes les îles faisant partie du cadastre de la paroisse de Sainte-Anne jusqu'au point de départ.

Cette circonscription comprend les villes de Baie-d'Urfé, Beaconsfield, Kirkland, Sainte-Anne-de-Bellevue et Sainte-Geneviève, la municipalité de la paroisse de Saint-Raphaël-de-l'Île-Bizard, le village de Senneville et une partie des villes de Dollard-des-Ormeaux et Pierrefonds, le tout délimité comme suit : la limite de la municipalité de la paroisse de Saint-Raphaël-de-l'Île-Bizard et de la ville de Pierrefonds, le prolongement du boulevard Saint-Jean et ce boulevard, l'avenue Shakespeare et son prolongement, la limite des villes de Pierrefonds et Dollard-des-Ormeaux, la limite de la ville de Kirkland avec les

villes de Dollard-des-Ormeaux et Pointe-Claire, la limite des villes de Beaconsfield et Pointe-Claire, le lac Saint-Louis, le lac des Deux Montagnes et la rivière des Prairies.

78) **Nicolet** : La circonscription électorale de Nicolet comprend le territoire délimité comme suit :

partant du point de rencontre de la rive du fleuve Saint-Laurent avec la limite nord-est du cadastre de la paroisse de Saint-Édouard-de-Gentilly ; de là, successivement, les lignes suivantes : dans le cadastre de ladite paroisse, partie de ladite ligne nord-est ; partie de la ligne séparative des Quatrième et Cinquième concessions ; la ligne nord-est du lot 882 ; une ligne brisée séparant le cadastre de la paroisse de Sainte-Gertrude des cadastres des paroisses de Saint-Édouard-de-Gentilly et Sainte-Marie-de-Blandford jusqu'à la ligne sud-est du lot 605 du cadastre de la paroisse de Sainte-Gertrude ; dans ce cadastre, la ligne nord-ouest du lot 617 ; la ligne nord-est des lots 617, 616, 615, 614, 613 et 612 ; partie de la ligne sud-est du lot 612 ; en référence au cadastre des cantons de Blandford et Maddington, la ligne séparative des lots 6b et 7a de la Continuation du rang XI du canton de Maddington et la ligne séparant les lots 6c et 6a du lot 7a du rang XI dudit canton et son prolongement jusqu'à la ligne médiane de la rivière Bécancour ; la ligne médiane de ladite rivière en remontant son cours jusqu'au prolongement de la ligne est du lot 44 du cadastre du canton de Bulstrode ; dans ce cadastre, ledit prolongement et la ligne est des lots 44, 106, 168 et 208 ; la ligne sud des lots 208, 209 et 210 ; la ligne est des lots 265 et 321 ; partie de la ligne séparative des rangs VI et VII ; la ligne est du lot 350 ; la ligne sud des lots 350, 349, 348 et d'une partie du lot 347 ; les lignes est et sud des deux-tiers ouest de la demi-nord du lot 446 ; partie de la ligne ouest du lot 446 ; dans le cadastre de la paroisse de Sainte-Eulalie, la ligne séparative des rangs VII et VIII de l'augmentation du canton de Bulstrode ; partie de la ligne est du canton d'Aston ; la ligne séparative des rangs XIV et XV dudit canton et son prolongement jusqu'à la ligne médiane de la rivière Nicolet ; la ligne médiane de ladite rivière en descendant son cours jusqu'au prolongement de la ligne sud-est du lot 121 du cadastre de la paroisse de Saint-Léonard ; dans ce cadastre, ledit prolongement et ladite ligne sud-est ; la ligne sud-ouest des lots 121 à 130 ; la ligne sud-est du lot 162 ; dans le cadastre du canton de Wendover, partie de la ligne nord-ouest du lot 548 ; la ligne sud-ouest des lots 548 et 527 ; partie de la ligne séparative des rangs X et XI jusqu'au côté sud-est du chemin de Sainte-Perpétue ; les côtés sud-est et est dudit chemin jusqu'au prolongement de la ligne sud-est du lot 511 ; ledit prolongement et ladite ligne sud-est ; partie de la ligne séparative des rangs IX et X et la ligne sud-est du lot 409 ; la ligne nord-est du lot 392 ; la ligne sud-est des lots 392 et 386 ; la ligne sud-ouest des lots 386 à 391 ; partie de la limite sud-est du cadastre de la paroisse de Saint-Brigitte ;

dans le cadastre du canton de Wendover, partie de la ligne séparative des rangs V et VI ; la ligne sud-est des lots 253 et 171 ; partie de la ligne séparative des rangs III et IV ; la ligne sud-est du lot 51 et son prolongement jusqu'à la ligne médiane de la rivière Saint-François ; la ligne médiane de ladite rivière en descendant son cours et en passant à l'ouest des îles faisant partie du cadastre du canton de Wendover et se continuant jusqu'au prolongement de la ligne sud-est du lot 53 du cadastre de la paroisse de Saint-Bonaventure ; dans ce cadastre, ledit prolongement et la ligne sud-est des lots 53 à 102 ; partie de la ligne sud-ouest du lot 102 ; la ligne sud-est du lot 105 ; la ligne sud-ouest des lots 105, 106 et partie du lot 107 ; la ligne sud du lot 108 ; dans le cadastre de la paroisse de Saint-Guillaume-d'Upton, la ligne sud-est du lot 403 ; la ligne médiane de la rivière David ; la ligne sud-est du lot 373 et d'une partie du lot 374 ; la ligne nord-est du lot 328 ; la ligne sud-est des lots 328 en rétrogradant jusqu'au lot 320 ; la ligne nord-est des lots 345 en rétrogradant jusqu'au lot 338 ; les limites sud-est et sud-ouest dudit cadastre ; une ligne brisée limitant vers le sud-est, le sud-ouest et le nord-ouest le cadastre de la paroisse de Saint-Marcel ; partie de la ligne sud-ouest du cadastre de la paroisse de Saint-David prolongée jusqu'à la ligne médiane de la rivière Yamaska ; la ligne médiane de ladite rivière en descendant son cours jusqu'au prolongement de la ligne nord du cadastre de la paroisse de Saint-David ; ce prolongement et partie de la ligne nord du même cadastre ; partie de la ligne ouest de la concession Sainte-Catherine Est ; la ligne sud-est du lot 200 ; les lignes sud-ouest, sud-est et ouest de la concession Sainte-Catherine Ouest ; la ligne nord-ouest du lot 165 ; partie de la ligne sud-ouest de la concession Sainte-Catherine Ouest ; la ligne nord-ouest du lot 274 ; partie de la ligne sud-ouest du cadastre de la paroisse de Saint-François-du-Lac et son prolongement jusqu'à la ligne médiane du chenal passant au sud de l'île Plate ; la ligne médiane dudit chenal et la ligne médiane du fleuve Saint-Laurent jusqu'au prolongement de la ligne nord-est du cadastre de la paroisse de Saint-Édouard-de-Gentilly ; enfin, ledit prolongement jusqu'au point de départ.

Cette circonscription comprend les municipalités suivantes : les villes de Bécancour et Nicolet ; les villages d'Annaville, Aston-Jonction, Baieville, Daveluyville, Pierreville, Saint-François-du-Lac, Saint-Guillaume, Saint-Léonard-d'Aston, Sainte-Monique et Saint-Wenceslas ; les municipalités des paroisses de La Visitation-de-la-Bienheureuse-Vierge-Marie, Notre-Dame-de-Pierreville, Sainte-Anne-du-Sault, Saint-Antoine-de-la-Baie-du-Febvre, Saint-Bonaventure, Sainte-Brigitte-des-Saults, Saint-David, Saint-Elphège, Saint-François-du-Lac, Saint-Gérard-Majella, Saint-Guillaume, Saint-Jean-Baptiste-de-Nicolet, Saint-Joachim-de-Courval, Saint-Marcel, Sainte-Monique, Sainte-Perpétue, Saint-Pie-de-Guire, Saint-Raphaël-Partie-Sud, Saint-Thomas-de-

Pierreville et Saint-Zéphirin-de-Courval ; la municipalité du canton de Maddington ; les municipalités de Grand-Saint-Esprit, Nicolet-Sud, Saint-Célestin, Sainte-Eulalie, Saint-Joseph-de-la-Baie-du-Febvre, Saint-Léonard, Saint-Sylvere et Saint-Wenceslas. Elle comprend aussi les réserves indiennes de Bécancour et Odanak.

79) **Notre-Dame-de-Grâce** : Le territoire de la circonscription électorale de Notre-Dame-de-Grâce peut être décrit comme suit :

partant du point de rencontre de la ligne médiane du chemin de la Côte-Saint-Luc avec la ligne médiane de l'autoroute Décarie (no 15) ; de là, la ligne médiane de ladite autoroute jusqu'à la ligne médiane de la voie ferrée principale du Pacifique Canadien (lot 4721 du cadastre de la paroisse de Montréal) ; la ligne médiane de ladite voie ferrée principale jusqu'au prolongement de la ligne médiane du boulevard Cavendish ; le prolongement, la ligne médiane dudit boulevard et son prolongement jusqu'au côté nord du canal de Lachine ; ledit côté nord jusqu'au prolongement de la ligne séparative des lots 140 et 141 du cadastre de la paroisse de Montréal ; ledit prolongement et partie de ladite ligne jusqu'à la limite sud du droit de passage de la Commission des Transports de Montréal et de partie de la ligne sud du lot 4706 dudit cadastre ; ladite limite sud et partie de ladite ligne de lot jusqu'à la ligne sud-ouest du lot 138 et son prolongement jusqu'à la limite nord-ouest de l'ancienne rue Saint-Jacques ; ladite limite nord-ouest jusqu'à la ligne nord-ouest du lot 4689 dudit cadastre ; partie de ladite ligne jusqu'à une autre ligne sud-ouest du lot 138 ; ladite ligne du lot 138 et son prolongement jusqu'à la ligne médiane du chemin de la Côte-Saint-Luc ; la ligne médiane dudit chemin jusqu'au prolongement de la ligne sud-ouest du lot 112 du cadastre de la paroisse de Montréal ; ledit prolongement et les lignes sud-ouest, sud-est et partie de la ligne nord-est dudit lot jusqu'à la ligne médiane de la rue Westover ; ladite ligne médiane jusqu'à la rue Westminster ; de là, jusqu'à la ligne médiane de la rivière Saint-Pierre ; la ligne médiane de ladite rivière jusqu'à la ligne médiane du chemin de la Côte-Saint-Luc ; la ligne médiane dudit chemin jusqu'à la ligne médiane de l'avenue Montclair ; la ligne médiane de ladite avenue jusqu'à la ligne médiane de l'avenue Fielding ; la ligne médiane de ladite avenue jusqu'à la ligne médiane du chemin de la Côte-Saint-Luc ; la ligne médiane dudit chemin jusqu'au point de départ.

Cette circonscription comprend la ville de Montréal-Ouest et une partie de la ville de Montréal, le tout délimité comme suit : la limite des villes de Montréal-Ouest et Côte-Saint-Luc, la limite des villes de Montréal et Côte-Saint-Luc, l'avenue Montclair, l'avenue Fielding, le chemin de la Côte-Saint-Luc, l'autoroute Décarie, la voie ferrée du Pacifique Canadien, le prolongement du boulevard Cavendish, la limite de la ville de Montréal avec les villes

de LaSalle et Saint-Pierre et la limite des villes de Montréal-Ouest et Saint-Pierre.

80) **Orford** : La circonscription électorale d'Orford comprend le territoire délimité comme suit :

partant du coin nord-ouest du canton d'Orford ; de là, successivement, les lignes suivantes : dans le cadastre de ce canton, partie de la ligne nord dudit cadastre jusqu'au prolongement dans le lac Brompton de la ligne séparative des rangs XIII et XIV ; ledit prolongement et partie de ladite ligne séparative de rangs ; la ligne nord des lots 730, 693, 660-1 et ses prolongements à travers le lac Montjoie ; la ligne nord des lots 661-1, 661-2, 629-1, 629-2, 630-1, 630-2, 630-3, 631-1 et 631-2 ; partie de la ligne ouest du lot 573-2 et partie de la ligne séparative des rangs IX et X ; la ligne nord des lots 566-1, 435, 344-2 et d'une partie du lot 344-1 ; la ligne ouest du lot 341 ; partie de la ligne nord dudit cadastre ; partie de la ligne séparative des rangs IV et V ; la ligne nord du lot 165 et son prolongement jusqu'au côté est de l'emprise du chemin de fer du Pacifique Canadien ; le côté est de ladite emprise jusqu'à la ligne nord du lot 168 ; les lignes nord-est et sud dudit lot, la dernière prolongée jusqu'à la ligne médiane de la rivière Magog ; la ligne médiane de ladite rivière jusqu'au prolongement de la ligne nord du lot 14a du rang XI ; ledit prolongement et partie de ladite ligne nord ; les lignes ouest et nord du lot 14b du rang XI ; les lignes est des lots 14a et 14b du rang XI ; les lignes nord des lots 13e, 13c et 13b du rang X ; partie de la ligne séparative des rangs IX et X vers le sud jusqu'à la ligne médiane du chemin Upper Belvédère ; la ligne médiane dudit chemin jusqu'au prolongement de la ligne sud du lot 6c du rang X ; ledit prolongement et ladite ligne sud ; partie de la ligne séparative des rangs X et XI, partie de la ligne nord et la ligne est du canton de Hatley ; partie des lignes nord et est du canton de Barnston jusqu'à la ligne médiane de la rivière Coaticook entre les lots 17b et 17c du rang XI du cadastre du canton de Barford ; dans ce cadastre, ladite ligne médiane jusqu'au prolongement de la ligne nord du lot 17a du rang XI ; ledit prolongement et les lignes nord et est dudit lot 17a ; la ligne est du lot 17 du rang X de l'arpentage primitif ; la ligne est des lots 17c et 17b du rang IX ; partie de la ligne est du lot 17a du rang IX sur une distance de mille deux cent deux pieds (1 202 pi) ; une ligne à travers le lot 17a jusqu'à un point sur la ligne ouest dudit lot à une distance de mille cent quatre-vingt-dix-neuf pieds et six dixièmes (1 199,6 pi) à partir du coin nord-ouest du lot 17a-3 du rang IX ; partie de la ligne est du canton de Barnston ; la ligne frontière Québec/États-Unis jusqu'à la ligne médiane du lac Memphrémagog ; la ligne médiane dudit lac jusqu'au prolongement de la ligne sud du lot 14d du rang XV du canton de Magog ; ledit prolongement ; une ligne brisée séparant les cantons de Magog et Bolton ; enfin, la ligne ouest du canton d'Orford jusqu'au point de départ.

Cette circonscription comprend les municipalités suivantes : les villes de Coaticook, Magog et Rock-Island ; les villages d'Ayer's-Cliff, Beebe-Plain, Deauville, Hatley, North-Hatley, Omerville et Stanstead-Plain ; la municipalité de la paroisse de Saint-Élie-d'Orford ; les municipalités des cantons de Barnston, Hatley, Hatley-Partie-Ouest, Magog, Orford et Stanstead ; les municipalités de Barnston-Ouest, Ogden, Rock-Forest, Sainte-Catherine-de-Hatley et Stanstead-Est.

81) **Outremont** : Le territoire de la circonscription électorale d'Outremont peut être décrit comme suit :

partant du point de rencontre de la ligne médiane de l'avenue Victoria avec la ligne médiane de l'avenue Van Horne ; de là, la ligne médiane de l'avenue Van Horne ; la ligne séparative des cadastres de la municipalité de la paroisse de Montréal et du Village-de-Côte-des-Neiges ; la ligne séparative desdits cadastres jusqu'à la ligne séparative des cadastres de la paroisse de Saint-Laurent et de la municipalité de la paroisse de Montréal ; ladite ligne séparative des cadastres jusqu'à la ligne séparative des cadastres de la municipalité de la paroisse de Montréal et du village de Côte-Saint-Louis ; ladite ligne séparative jusqu'au prolongement de la ligne médiane de la voie Camillien-Houde ; le prolongement, la ligne médiane de ladite voie et la ligne médiane du chemin Remembrance jusqu'à la ligne médiane du chemin de la Côte-des-Neiges ; la ligne médiane dudit chemin jusqu'à la ligne médiane du boulevard Édouard-Montpetit ; la ligne médiane dudit boulevard jusqu'à la ligne médiane de la rue Lavoie ; la ligne médiane de ladite rue jusqu'à la ligne médiane du chemin de la Côte-Sainte-Catherine ; la ligne médiane dudit chemin jusqu'à la ligne médiane de l'avenue Victoria ; enfin, la ligne médiane de ladite avenue jusqu'au point de départ.

Cette circonscription comprend la ville d'Outremont et une partie de la ville de Montréal, le tout délimité comme suit : l'avenue Van Horne, la limite de la ville d'Outremont avec les villes de Montréal et Mont-Royal, la limite des villes d'Outremont et Montréal, l'avenue du Mont-Royal, la voie Camillien-Houde, le chemin Remembrance, le chemin de la Côte-des-Neiges, le boulevard Édouard-Montpetit, la rue Lavoie, le chemin de la Côte-Sainte-Catherine et l'avenue Victoria.



82) **Papineau** : Le territoire de la circonscription électorale de Papineau peut être décrit comme suit :

partant du coin nord-ouest du canton de Papineau ; de là, la ligne est du canton de McGill ; la ligne nord du canton de McGill et son prolongement jusqu'à la ligne médiane de la rivière Gatineau ; ladite ligne médiane en descendant son cours jusqu'à son intersection avec le prolongement de la ligne nord du canton de Blake ; ce prolongement et la ligne nord du canton de Blake ; la ligne ouest du rang IV dudit canton ; partie de la ligne sud du même canton jusqu'à la rive ouest du lac Poisson Blanc ; les rives nord-ouest et sud-ouest dudit lac jusqu'à la ligne séparative des cantons de Hincks et Bowman ; la ligne ouest et partie de la ligne sud du canton de Bowman ; partie de la ligne ouest du canton de Portland ; partie de la ligne nord du canton de Wakefield ; les lignes ouest des lots 16, 16a et 16b dans les rangs I à XI dudit canton ; partie de la ligne sud dudit canton ; partie de la ligne sud du canton de Wakefield jusqu'à la ligne séparative dudit canton et du canton de Templeton ; ladite ligne séparative en direction nord jusqu'à la ligne sud du rang XII du canton de Templeton ; ladite ligne jusqu'au coin nord-ouest du lot 22 du rang IX dudit canton ; la ligne ouest des lots 22, 22a et 22b dans les rangs XI à VI inclusivement ; partie de la ligne sud du rang VI jusqu'au coin sud-est du lot 2a dudit rang du même canton ; la ligne est du lot 2a dudit rang ; la ligne sud du lot 1b du rang VII du canton de Templeton ; partie de la ligne ouest du canton de Buckingham et son prolongement jusqu'à la frontière Québec/Ontario dans la rivière des Outaouais ; ladite ligne frontière en descendant le cours de la rivière jusqu'au prolongement de la ligne est du cadastre de la paroisse de Notre-Dame-de-Bonsecours ; ladite ligne est ; partie de la ligne sud et la ligne est du canton de Ponsonby ; partie de la ligne est du canton d'Amherst ; la ligne nord du lot 25a du rang VIII nord dudit canton ; la ligne ouest des lots 20a à 25a du même rang ; partie de la ligne nord du lot 19a ; la ligne séparative entre les rangs VII et VIII nord ; partie de la ligne nord du canton d'Amherst ; partie des lignes est et ouest et la ligne nord du canton d'Addington ; la ligne nord et partie de la ligne est du canton de Preston ; la ligne nord du canton de Papineau jusqu'au point de départ.

Cette circonscription comprend les municipalités suivantes : les villes de Buckingham, Masson et Thurso ; les villages de Chénéville, Montebello, Papineauville, Ripon et Saint-André-Avellin ; les municipalités des paroisses de Notre-Dame-de-Bon-Secours-Partie-Nord, Notre-Dame-de-la-Paix, Saint-André-Avellin et Sainte-Angélique ; les municipalités des cantons d'Amherst, Lochaber, Lochaber-Partie-Ouest, Ponsonby et Ripon ; les municipalités des cantons unis de Mulgrave et Derry et de Suffolk et Addington ; les municipalités de Bowman, Duhamel, Fassett, Lac-des-Plages, Lac-Simon, L'Ange-Gardien, Mayo,

Montpellier, Namur, Notre-Dame-de-la-Salette, Notre-Dame-du-Laus, Plaisance, Saint-Sixte, Val-des-bois, Val-des-Monts et Vinoy.

83) **Pontiac** : La circonscription électorale de Pontiac comprend le territoire délimité comme suit :

partant de l'intersection de la ligne médiane de la rivière Dumoine avec le prolongement de la ligne nord du canton de Trouvé ; ce prolongement et ladite ligne nord ; la ligne nord des cantons de Trouvé, Nivernais, Égriselles et Boutreleau ; la ligne est du canton du Boutreleau ; les lignes nord et est du canton de Lyonnais ; la ligne nord des cantons de Lorraine et Picardie ; les lignes ouest et sud du canton de Maine ; la ligne est des cantons d'Angoumois et Béliveau ; la ligne sud du canton de Béliveau ; la ligne est des cantons d'Aunis, Bretagne, Clapham, Leslie et Thorne ; la ligne nord et partie de la ligne est du canton d'Onslow ; la ligne nord et partie de la ligne est du canton d'Eardley jusqu'à la ligne nord du lot 28a du rang VII du canton de Hull ; partie de la ligne nord du rang VII jusqu'à la ligne est du lot 19a ; la ligne est du lot 19a ; partie de la ligne nord du rang VI jusqu'à la ligne est du lot 13a ; la ligne est des lots 13a et 13b ; partie de la ligne nord du rang V jusqu'au côté ouest du boulevard de la Cité des Jeunes ; puis suivant les limites actuelles de la ville de Hull, les côtés ouest et sud-ouest dudit boulevard jusqu'au côté nord-ouest du chemin de la Montagne ; les côtés nord-ouest et nord-est dudit chemin en allant vers le sud-ouest et le nord-ouest jusqu'au prolongement de la ligne ouest du lot 9b-1 du rang IV ; ledit prolongement et ladite ligne ouest ; la ligne nord des lots 9b-3 et 10b du rang IV ; la ligne ouest des lots 10b et 10c du rang IV ; une ligne à travers le chemin séparant les rangs III et IV et joignant l'extrémité sud-ouest du lot 10c du rang IV à l'extrémité nord-ouest du lot 10-18 du rang III ; la ligne ouest des lots 10-18, 10-84, 10-47, 10-48, 10-49, 10-90, 10-50, 10-51, 10-91, 10-52 et 10-53 du rang III ; la ligne sud des lots 10-53, 10-54, 10-12, 10-9, 10-8, 10-7, 9a-17, 9a-16, 9a-25 et 9a-9 et partie de la ligne sud du lot 9a-8, une ligne dans le lot 9a, parallèle au côté ouest du chemin de la Montagne (chemin Brickyard) et située à cinq cent vingt-cinq pieds et six dixièmes (525,6) à l'ouest de ce dernier sur une distance de mille cent soixante-quatorze pieds et deux dixièmes (1 174,2) en allant vers le sud ; une autre ligne dans le lot 9a allant vers le sud et d'une longueur de six cent dix-sept pieds et neuf dixièmes (617,9) ; une autre ligne dans le lot 9a, perpendiculaire au côté nord-ouest du chemin d'Aylmer et d'une longueur de six cent cinquante-neuf pieds et sept dixièmes (659,7) établie à partir d'un point sur le côté nord-ouest dudit chemin situé à trois cent quatre-vingt-seize pieds et sept dixièmes (396,7) au sud-ouest de son intersection avec le côté ouest du chemin de la Montagne (chemin Brickyard) ; le côté nord-ouest du chemin d'Aylmer en allant vers le nord-est jusqu'au prolonge-

ment de la ligne est du lot 8c du rang III ; ledit prolongement ; ladite ligne est du lot 8c et son prolongement dans la rivière des Outaouais jusqu'à la ligne frontière Québec/Ontario ; puis laissant les limites actuelles de la ville de Hull, ladite ligne frontière Québec/Ontario dans la rivière des Outaouais en remontant son cours jusqu'au prolongement de la ligne médiane de la rivière Dumoine, la ligne médiane de ladite rivière en remontant son cours jusqu'au point de départ.

Cette circonscription comprend les municipalités suivantes : la ville d'Aylmer ; les villages de Bryson, Campbell's-Bay, Chapeau, Fort-Coulonge, Portage-du-Fort et Shawville ; les municipalités des cantons de Bristol, Chichester, Clarendon, Grand-Calumet, Isle-aux-Allumettes-Partie-Est, Isle-des-Allumettes, Litchfield et Thorne ; les municipalités des cantons unis de Leslie, Clapham et Huddersfield, de Mansfield et Pontefract, de Sheen, Esher, Aberdeen et Malakoff, et de Waltham et Bryson ; les municipalités de Pontiac et Rapides-des-Joachims.

84) **Portneuf** : La circonscription électorale de Portneuf comprend le territoire délimité comme suit :

partant du point d'intersection de la rive du fleuve Saint-Laurent avec la limite sud-ouest du cadastre de la paroisse des Grondines ; de là, successivement, les lignes suivantes : la limite sud-ouest des cadastres des paroisses des Grondines, de Saint-Casimir, Saint-Ubalde et Saint-Rémi ; la limite nord-ouest du cadastre de la paroisse de Saint-Rémi et partie de la ligne nord-ouest du canton de Chavigny ; les limites sud-ouest et nord-ouest du canton de Marmier ; la ligne sud-est des cantons d'Hackett et Lapeyrière jusqu'à la ligne médiane de la rivière Batiscan ; la ligne médiane de ladite rivière en remontant son cours jusqu'au prolongement de la ligne nord-est du canton de Lasalle ; ledit prolongement et la limite nord-est des cantons de Lasalle, Tonti, Roquemont et Gosford ; partie de la ligne sud-est du canton de Gosford jusqu'au coin nord du lot 757-2 du cadastre de la paroisse de Sainte-Catherine ; dans ce cadastre, la ligne nord-est et partie de la ligne sud-est dudit lot 757-2 jusqu'au prolongement de la ligne séparative des lots 10 et 11 du rang I du canton de Gosford ; dans le lot 757, ledit prolongement vers le sud-est jusqu'au prolongement de la ligne séparant les Onzième et Douzième concessions de la paroisse de Sainte-Catherine ; ledit prolongement vers le sud-ouest et la ligne nord-est des lots 583 et 551 ; la ligne séparative des Neuvième et Dixième concessions ; le côté sud-ouest d'un chemin public limitant au nord-est le lot 545a ; la ligne sud-est des lots 545a et 544a ; partie de la ligne nord-est du lot 543a-1 ; la ligne sud-est des lots 543a-1 et 543a-2 ; partie de la ligne séparative des lots 542 et 543 ; le côté nord-est du chemin de fer de la Compagnie des Chemins de Fer Nationaux du Canada ; partie de la ligne séparative des lots 538 et 539 ; partie de la ligne séparative des Huitième et Neuvième concessions ; une ligne brisée séparant les cadastres des paroisses de Sainte-Catherine et Saint-Augustin des cadastres des paroisses de Saint-Raymond, Sainte-Jeanne-de-Neuville et Pointe-aux-Trembles, le dernier tronçon prolongé jusqu'à la ligne médiane du fleuve Saint-Laurent ; la ligne médiane du fleuve en remontant son cours jusqu'au prolongement de la limite sud-ouest du cadastre de la paroisse des Grondines ; enfin, ledit prolongement jusqu'au point de départ.

Cette circonscription comprend les municipalités suivantes : les villes de Donnacona, Lac-Sergent, Portneuf et Saint-Raymond ; les villages de Deschambault, Neuville, Pont-Rouge, Saint-Alban, Saint-Basile-Sud, Saint-Casimir, Saint-Casimir-Est, Saint-Charles-des-Grondines et Saint-Marc-des-Carières ; les municipalités des paroisses de Notre-Dame-de-Portneuf, Pointe-aux-Trembles, Saint-Alban, Saint-Basile, Saint-Casimir, Saint-Charles-des-Grondines, Sainte-Christine, Saint-Gilbert, Saint-Joseph-de-Deschambault, Saint-Raymond, Saint-Rémi et Saint-Thuribe ; les municipalités de Cap-Santé, Notre-

Dame-de-Montauban, Rivière-à-Pierre, Sainte-Jeanne-de-Pont-Rouge, Saint-Léonard-de-Portneuf et Saint-Ubalde.

85) **Prévost** : La circonscription électorale de Prévost comprend le territoire délimité comme suit :

partant du coin nord du lot 14 du rang VIII du canton d'Abercrombie ; la ligne nord-est du lot 14 ; partie de la ligne sud-est du rang VIII ; la ligne nord-est du lot 7 du rang VII ; partie de la ligne sud-est du rang VII jusqu'à la limite nord-est de la paroisse de Saint-Sauveur ; partie de ladite ligne nord-est jusqu'au coin nord-ouest du lot 18a du rang VI du canton d'Abercrombie ; les lignes nord-ouest et nord-est du lot 18a ; partie de la ligne sud-est du rang VI jusqu'au coin du lot 23e du rang V ; la ligne nord-est du lot 23e ; partie de la ligne nord-est du lot 23d ; une ligne droite à travers les lots 23d et 23b du rang V jusqu'au coin ouest du lot 23b dudit rang ; partie de la ligne nord-est du lot 22b du rang V en allant vers le sud-est et le côté nord-est d'un chemin public (chemin du 4<sup>e</sup> rang) jusqu'à la ligne nord-est du lot 22c du rang IV ; partie de ladite ligne nord-est en allant vers le sud-est et son prolongement jusqu'à la rive du lac Écho ; la rive dudit lac en allant vers le sud-ouest, le sud-est et le nord-est jusqu'à la ligne nord-est du lot 24a du rang III ; ladite ligne nord-est ; partie de la ligne séparative des rangs II et III en allant vers le sud-ouest jusqu'à la ligne nord-est de la concession Sud de la Rivière du Nord du cadastre de la paroisse de Saint-Jérôme ; en référence à ce dernier cadastre, partie de la ligne nord-est en allant vers le sud-est jusqu'au côté nord-ouest de la route no 41 ; le côté nord-ouest de ladite route en allant vers le sud-ouest jusqu'au prolongement de la ligne séparative des lots 153 et 154 ; ledit prolongement et partie de ladite ligne séparative de lots jusqu'au côté nord-ouest de la voie désaffectée du chemin de fer de la Compagnie des Chemins de Fer Nationaux du Canada ; le côté nord-ouest de ladite voie jusqu'à la ligne séparative des lots 150 et 151 ; ladite ligne séparative de lots jusqu'à un point à une distance de deux cents pieds (200 pi) du côté sud-est de la route no 41 ; une ligne parallèle au côté sud-est de ladite route sur la largeur du lot 150 ; partie de la ligne séparative des lots 149 et 150 vers le sud-est jusqu'au côté nord-ouest de la voie désaffectée du chemin de fer de la Compagnie des Chemins de Fer Nationaux du Canada ; le côté nord-ouest de ladite voie vers le sud-ouest jusqu'à la ligne séparative des lots 141 et 189 ; partie de ladite ligne séparative de lots vers le sud-est et son prolongement jusqu'à la ligne médiane de la rivière Saint-Antoine ; la ligne médiane de ladite rivière en allant vers l'ouest jusqu'au prolongement de la ligne nord-est du lot 135 ; ledit prolongement et la ligne nord-est des lots 135 et 136 ; la ligne sud-est des lots 135, 127, 126, 121, 120, 119, 118, 117 et 116 ; une ligne brisée séparant le lot 115 des lots 89 et 90 ; la ligne sud-est des lots 114, 113 et 112 ; la ligne nord-est du lot 111 et son prolongement jusqu'à la ligne médiane de

la rivière du Nord ; la ligne médiane de ladite rivière en descendant son cours jusqu'au prolongement de la ligne sud-ouest du lot 464 ; ledit prolongement et ladite ligne sud-ouest ; une ligne brisée séparant le cadastre de la paroisse de Saint-Jérôme des cadastres de la paroisse de Saint-Colomban et de la municipalité des Mille-Isles ; la ligne nord-ouest du cadastre de la paroisse de Saint-Sauveur ; la ligne nord-ouest du lot 13 jusqu'au coin nord dudit lot ; la ligne nord-est des lots 13, 12, 11, 30, 29 et 28 partie dudit cadastre jusqu'à la ligne nord-ouest du rang VIII du canton d'Abercrombie ; ladite ligne nord-ouest jusqu'au point de départ.

Cette circonscription comprend les municipalités suivantes : les villes de Mont-Gabriel, Saint-Antoine et Saint-Jérôme ; les villages de Lafontaine et Saint-Sauveur-des-Monts ; les municipalités des paroisses de Bellefeuille, Sainte-Anne-des-Lacs et Saint-Sauveur, et les municipalités de Piedmont et Prévost.

86) **Richelieu** : La circonscription électorale de Richelieu comprend le territoire délimité comme suit :

partant du point d'intersection de la limite sud-ouest du cadastre de la paroisse de Saint-Ours avec la rive de la rivière Richelieu ; de là, successivement, les lignes suivantes : le prolongement de ladite limite jusqu'à la ligne médiane de ladite rivière ; la ligne médiane de la rivière Richelieu en descendant son cours et en contournant par la droite les îles les plus rapprochées de la rive gauche et par la gauche les îles les plus rapprochées de la rive droite jusqu'au prolongement de la limite sud-ouest du cadastre de la paroisse de Saint-Joseph ; ledit prolongement et ladite limite prolongée jusqu'à la ligne médiane du fleuve Saint-Laurent ; la ligne médiane du fleuve en descendant son cours et en passant au sud-est des îles Saint-Ignace, Ronde, aux Ours, aux Sables et en contournant par le nord-ouest, le nord et le nord-est les îles faisant partie du cadastre de la paroisse de Sainte-Anne jusqu'au prolongement de la limite nord-est dudit cadastre ; ledit prolongement ; la limite nord-est du cadastre de la paroisse de Sainte-Anne ; partie de la limite nord-est du cadastre de la paroisse de Saint-Michel ; la limite nord-ouest du lot 274 ; partie de la ligne sud-ouest de la concession Sainte-Catherine Est ; la ligne nord-ouest du lot 165 ; une ligne brisée étant les limites ouest, sud et sud-ouest de la concession Sainte-Catherine Ouest jusqu'au coin sud du lot 200 ; la ligne sud-est du lot 200 jusqu'à la route numéro 122 ; partie de la ligne est de la concession Sainte-Catherine Ouest ; partie de la ligne sud du cadastre de la paroisse de Saint-Michel jusqu'à la ligne médiane de la rivière Yamaska ; la ligne médiane de la rivière Yamaska en remontant son cours jusqu'au prolongement de la ligne séparative des cadastres des paroisses de Saint-Aimé et Saint-David ; ledit prolongement et ladite ligne séparative de cadastres ; une ligne brisée séparant les cadastres des paroisses

ses de Saint-Michel et Saint-Hugues des cadastres des paroisses de Saint-Aimé et Saint-Louis ; partie de la limite nord-est, les limites est et sud-est et partie de la limite sud-ouest du cadastre de la paroisse de Saint-Jude ; partie de la limite sud-est du cadastre de la paroisse de Saint-Denis ; dans ce cadastre ; la ligne sud-ouest des lots 684 et 664 ; la ligne ouest du lot 664 ; partie de la ligne sud-ouest et la ligne ouest du lot 665 ; partie de la ligne sud-ouest du lot 473 ; une ligne brisée limitant vers l'ouest les lots 473, 472, 470, 468, 467, 466, 464, 463, 462, 455, 454, 453, 450, 449, 448, 447, 445, 444, 443, 441, 440 et 438 ; enfin, la limite sud-ouest du cadastre de la paroisse de Saint-Ours jusqu'au point de départ.

Cette circonscription comprend les municipalités suivantes : les villes de Saint-Joseph-de-Sorel, Saint-Ours, Sorel et Tracy ; les villages de Massueville, Yamaska et Yamaska-Est ; les municipalités des paroisses de Saint-Aimé, Sainte-Anne-de-Sorel, Saint-Bernard-Partie-Sud, Saint-Jude, Saint-Louis, Saint-Michel-d'Yamaska, Saint-Ours, Saint-Pierre-de-Sorel, Saint-Robert et Sainte-Victoire-de-Sorel.

**87) Richmond :** La circonscription électorale de Richmond comprend le territoire délimité comme suit :

partant du coin nord du rang IX du canton de Weedon ; de là, la ligne séparative des rangs IX et X du canton de Weedon ; une ligne brisée séparant le canton de Dudswell des cantons de Weedon et Saint-Camille ; une ligne brisée séparant le canton de Stoke des cantons de Saint-Camille et Windsor ; la ligne séparative des rangs IX et X du canton de Windsor ; la ligne séparative des cantons de Windsor et Cleveland et son prolongement jusqu'à la ligne médiane de la rivière Saint-François ; la ligne médiane de ladite rivière en descendant son cours et en contournant par la droite les îles les plus rapprochées de la rive gauche et par la gauche les îles les plus rapprochées de la rive droite jusqu'au prolongement de la ligne nord-ouest du lot 20 du rang II du canton de Simpson ; dans le cadastre de ce canton, ledit prolongement et la ligne nord-ouest dudit lot ; la ligne nord-ouest du lot 20a du rang III ; la ligne séparative des rangs III et IV ; la ligne nord-ouest du lot 13 des rangs IV et V, du lot 13a du rang IV et du lot 13 des rangs VII, VIII et IX ; la ligne séparative des rangs IX et X ; la ligne nord-ouest du lot 7 du rang X et du lot 7a des rangs XI et XII ; la ligne séparative des cantons de Simpson et Horton ; dans le cadastre du canton de Horton, la ligne nord-ouest du lot 35 ; la ligne sud-ouest du lot 6 du rang I de l'arpentage primitif ; la ligne sud-ouest des lots 2 et 3 prolongée à travers les lots 9 et 8 et la ligne sud-ouest des lots 4 et 5 ; la ligne nord-ouest des lots 5 et 1, la dernière prolongée jusqu'à la ligne médiane de la rivière Nicolet ; la ligne médiane de ladite rivière en remontant son cours ; la ligne séparative des rangs XIV et XV du canton d'Aston ; la ligne ouest du lot 147 du cadastre de la pa-

roisse de Sainte-Eulalie ; la ligne séparative des rangs VII et VIII du cadastre de l'augmentation du canton de Bulstrode ; dans ce cadastre, la ligne ouest des lots 446 et 447 ; la ligne nord des lots 566 et 565 ; la ligne est des lots 565, 570 et 825 ; dans le canton de Warwick, la ligne nord des lots 280 et 281 ; la ligne sud-est du lot 281 ; la ligne nord-est des lots 1082, 1081, 1080, 1079 et 1033 ; la ligne séparative des rangs IX et X ; la ligne nord-est du lot 949 ; la ligne séparative des rangs VIII et IX ; la ligne nord-est du lot 849 ; la ligne séparative des rangs VII et VIII ; la ligne nord-est du lot 762 ; la ligne séparative des rangs VI et VII ; la ligne nord-est du lot 685 ; la ligne médiane d'un chemin public limitant au sud-est les lots 685, 686, 687 et 688 ; la ligne nord-est du lot 689 ; la ligne séparative des rangs V et VI ; la ligne médiane du chemin limitant au nord-est le lot 607 ; partie de la ligne séparative des rangs IV et V ; la ligne sud-ouest du lot 543 ; partie de la ligne séparative des rangs III et IV ; la ligne sud-ouest du lot 455 ; la ligne sud-est du lot 456a ; la ligne nord-est du lot 356 ; partie de la ligne séparative des rangs I et II ; la ligne sud-ouest des lots 257 et 258 ; dans le cadastre du canton de Tingwick, la ligne sud-ouest des lots 94 et 95 ; partie de la ligne séparative des rangs I et II ; la ligne nord-est des lots 107, 201, 302 et 218 ; partie de la ligne séparative des rangs V et VI ; la ligne sud-ouest des lots 558 et 660 ; partie de la ligne séparative des rangs VII et VIII ; partie de la limite sud-ouest et les limites sud-est et nord-est du cadastre de la paroisse de Saint-Paul ; dans le cadastre de la paroisse de Sainte-Hélène, la ligne nord-ouest des lots 398, 332, 72 et 171 ; la ligne séparative des rangs I et II ; la ligne nord-ouest du lot 65 ; une ligne brisée séparant le canton de Chester des cantons d'Halifax et Wolfestown ; dans le cadastre du canton de Wolfestown, la ligne séparative des rangs IV et V ; la ligne sud-est du lot 13c du rang V ; la ligne séparative des rangs V et VI ; la ligne sud-est du lot 16b du rang VI ; la ligne séparative des rangs VI et VII ; la ligne sud-est des lots 18d et 18b ; la ligne séparative des rangs VII et VIII ; la ligne sud-est du lot 20b du rang VIII ; la ligne séparative des rangs VIII et IX ; la ligne séparative des cantons de Wolfestown et Garthby ; dans le cadastre du canton de Garthby, la ligne séparant le rang II Nord des rangs I, II et III ; la ligne séparative des rangs III et IV du canton de Garthby ; la ligne nord-est des lots 15 des rangs IV, V et VI ; partie de la ligne séparative des rangs VI et VII ; la ligne nord du lot 13 du rang VII et son prolongement jusqu'à la ligne médiane du lac Aylmer ; la ligne médiane du lac Aylmer dans une direction générale sud jusqu'au prolongement de la ligne sud-ouest du canton de Garthby ; le prolongement et la ligne sud-ouest du canton de Garthby jusqu'au point de départ.

Cette circonscription comprend les municipalités suivantes : les villes d'Asbestos, Danville et Richmond ; les villages de Beaulac, Kingsey-Falls, Sainte-Clothilde-de-Horton, Saint-Georges-de-Windsor et Wottonville ; les

municipalités des paroisses de Saint-Albert-de-Warwick, Sainte-Clothilde-de-Horton, Sainte-Élisabeth-de-Warwick, Saint-Joseph-de-Ham-Sud, Saint-Lucien, Saints-Martyrs-Canadiens, Saint-Rémi-de-Tingwick, Saint-Samuel et Sainte-Séraphine ; les municipalités des cantons de Chester-Est, Cleveland, Garthby, Ham-Nord, Kingsey, Saint-Camille, Saint-Georges-de-Windsor, Ship-ton et Wotton ; les municipalités de Chénier, Kingsey-Falls, Notre-Dame-de-Lourdes-de-Ham, Saint-Adrien, Saint-Claude, Saint-Fortunat, Saint-Jacques-de-Horton, Tingwick et Trois-Lacs.

88) **Rimouski** : La circonscription électorale de Rimouski comprend le territoire délimité comme suit :

partant du point d'intersection de la rive du fleuve Saint-Laurent avec la limite nord-est du cadastre de la paroisse de Sainte-Luce ; de là, successivement, les lignes suivantes : la limite nord-est dudit cadastre ; une ligne brisée séparant le cadastre de la paroisse de Saint-Donat des cadastres des paroisses de Sainte-Luce et Saint-Anaclet et du canton de Neigette ; dans ce canton, la ligne sud-ouest du rang III ; la ligne médiane de la rivière Neigette en remontant son cours ; la ligne séparative des rangs VII et VIII ; la ligne séparative des lots 16 et 17 des rangs VIII et IX ; dans le canton de Ouimet, la ligne nord-est du lot 17 du rang I ; la ligne séparative des rangs I et II ; la ligne nord-est du lot 32 du rang II ; la ligne séparative des rangs II et III ; la ligne nord-est du lot 34 du rang III ; la ligne séparative des rangs III et IV ; le prolongement de la ligne nord-est du lot 24a du rang IV et ladite ligne nord-est ; la ligne nord-est du lot 24 des rangs V, VI, VII et VIII et son prolongement à travers les terres vagues de la Couronne jusqu'à son intersection avec le prolongement de la ligne sud-est du canton de Jetté ; ledit prolongement jusqu'à la ligne médiane de la rivière Patapédia ; la ligne médiane de ladite rivière en descendant son cours jusqu'à la ligne frontière Québec/Nouveau-Brunswick ; ladite ligne frontière en allant vers l'ouest et le sud jusqu'à la ligne sud-ouest du canton d'Ango ; la ligne sud-ouest des cantons d'Ango et Asselin ; partie de la ligne séparative des cantons d'Asselin et Biencourt ; la ligne sud-ouest du lot 50 des rangs VIII, VII, VI, V, III Nord-Ouest, II Sud-Est, II Nord-Ouest et I du canton de Biencourt ; la ligne sud-est des lots 51 à 57 du rang I du canton de Bédard ; la ligne sud-ouest du canton de Bédard ; partie de la ligne sud-ouest de la seigneurie de Nicolas Rioux et la ligne sud-ouest des cadastres des paroisses de Saint-Mathieu et Saint-Simon, la dernière prolongée jusqu'à la ligne médiane du fleuve Saint-Laurent ; la ligne médiane du fleuve en descendant son cours jusqu'au prolongement de la limite nord-est du cadastre de la paroisse de Sainte-Luce ; enfin, ledit prolongement jusqu'au point de départ.

Cette circonscription comprend les municipalités suivantes : la ville de Rimouski ; les villages de Bic, Luceville

et Rimouski-Est ; les municipalités des paroisses de Saint-Anaclet-de-Lessard, Saint-Anne-de-la-Pointe-au-Père, Sainte-Blandine, Saint-Eugène-de-Ladrière, Saint-Fabien, Sainte-Luce, Saint-Marcellin, Saint-Mathieu-de-Rioux, Saint-Narcisse-de-Rimouski, Sainte-Odile-sur-Rimouski, Saint-Simon, Saint-Valérien et Trinité-des-Monts ; les municipalités de Biencourt, Esprit-Saint, Lac-des-Aigles, Mont-Label, Saint-Guy et Saint-Médard.

89) **Rivière-du-Loup** : La circonscription électorale de Rivière-du-Loup comprend le territoire délimité comme suit :

partant du point d'intersection de la limite nord-est du cadastre de la paroisse des Trois-Pistoles avec la rive du fleuve Saint-Laurent ; de là, successivement, les lignes suivantes : la limite nord-est des cadastres des paroisses des Trois-Pistoles et de Sainte-Françoise et des cantons de Bégon et de Raudot ; la ligne sud-est du canton de Raudot ; une ligne brisée séparant le canton de Raudot du cadastre de la Seigneurie de Madawaska ; la ligne nord-est du rang B Lac Témiscouata dudit cadastre ; la ligne sud-est des rangs B et A Lac Témiscouata du cadastre de la Seigneurie de Madawaska ; la ligne sud-est du rang A Lac Témiscouata dudit cadastre ; une ligne brisée limitant à l'ouest et au nord les rangs VIII et VII Lac Témiscouata dudit cadastre jusqu'à la ligne séparative des cantons de Hocquart et Demers ; partie de ladite ligne séparative jusqu'à la ligne sud-est du rang VI du canton de Demers ; partie de ladite ligne jusqu'à la ligne séparative des lots 22 et 23 du rang VI dudit canton ; ladite ligne séparative ; partie de la ligne sud-est du rang V ; une ligne brisée séparant les cantons de Demers et Whitworth du canton d'Armand ; la ligne sud-ouest du canton de Whitworth ; partie de la ligne sud-est du cadastre de la paroisse de Saint-Antonin ; une ligne brisée séparant les cadastres des paroisses de Saint-Alexandre et de Saint-André des cadastres des paroisses de Saint-Antonin et de Notre-Dame-du-Portage, le dernier tronçon étant prolongé dans le fleuve Saint-Laurent jusqu'à une ligne irrégulière contournant par le sud-est et l'est des îles Pélerin et passant au sud-est et à l'est de L'Île-aux-Lièvres ; ladite ligne irrégulière en allant dans une direction générale nord et se continuant jusqu'à la ligne médiane du fleuve Saint-Laurent ; la ligne médiane du fleuve en descendant son cours jusqu'au prolongement de la limite nord-est du cadastre de la paroisse des Trois-Pistoles ; enfin, ledit prolongement jusqu'au point de départ.

Cette circonscription comprend les municipalités suivantes : les villes de Rivière-du-Loup et Trois-Pistoles ; les villages de L'Isle Verte et Saint-Georges-de-Cacouna ; les municipalités des paroisses de Notre-Dame-des-Neiges-des-Trois-Pistoles, Notre-Dame-des-Sept-Douleurs, Notre-Dame-du-Portage, Saint-Antonin, Saint-Arsène, Saint-Clément, Saint-Éloi, Saint-Épiphanie, Sainte-

Françoise, Saint-Georges-de-Cacouna, Saint-Hubert, Saint-Modeste, Saint-Patrice-de-la-Rivière-du-Loup et Saint-Paul-de-la-Croix, les municipalités de Saint-Cyprien, Saint-François-Xavier-de-Viger, Saint-Jean-Baptiste-de-l'Isle-Verte, Saint-Jean-de-Dieu et Sainte-Rita. Elle comprend aussi la localité de Whitworth située en territoire non organisé.

90) **Robert-Baldwin** : Le territoire de la circonscription électorale de Robert-Baldwin peut être décrit comme suit :

partant du point de rencontre de la ligne médiane de la rivière des Prairies et du prolongement de la ligne nord-est du lot 1 du cadastre de la paroisse de Sainte-Geneviève ; de là, ledit prolongement ; une ligne brisée séparant le cadastre de la paroisse de Sainte-Geneviève des cadastres des paroisses de Saint-Laurent et Pointe-Claire et son prolongement jusqu'au prolongement de la ligne médiane de la rue Shakespeare ; le prolongement et la ligne médiane de ladite rue jusqu'à la ligne médiane du boulevard Saint-Jean ; la ligne médiane dudit boulevard et son prolongement jusqu'à la rive de la rivière des Prairies ; une ligne nord-ouest allant de cette rive jusqu'à la ligne médiane de la rivière des Prairies ; la ligne médiane de ladite rivière vers le nord jusqu'à une ligne irrégulière dans ladite rivière séparant d'un côté l'île de Montréal des îles faisant partie du cadastre de la paroisse Sainte-Dorothée de l'autre côté ; ladite ligne irrégulière et la ligne médiane de ladite rivière jusqu'au point de départ.

Cette circonscription comprend la ville de Roxboro et une partie des villes de Dollard-des-Ormeaux et Pierrefonds, le tout délimité comme suit : la rivière des Prairies, la limite des villes de Pierrefonds et Montréal, la limite des villes de Pierrefonds et Saint-Laurent, la limite de la ville de Dollard-des-Ormeaux avec les villes de Saint-Laurent, Dorval, Pointe-Claire et Kirkland, la limite des villes de Dollard-des-Ormeaux et Pierrefonds, le prolongement de l'avenue Shakespeare et cette avenue, le boulevard Saint-Jean et son prolongement.

91) **Roberval** : La circonscription électorale de Roberval comprend le territoire délimité comme suit :

partant du point d'intersection de la ligne nord du canton de Papin avec la ligne nord-est du canton d'Ingall ; de là, successivement, les lignes suivantes : partie de la ligne nord-est du canton d'Ingall en allant vers le nord-ouest, se prolongeant à travers des terres non divisées et traversant en diagonale les cantons de Bonin, Laflamme, Routhier, Lafitau, Faguy, Berlinguet, Lindsay, Dubois, Verreau et Pfister jusqu'à la ligne de partage des eaux de la baie d'Hudson et du fleuve Saint-Laurent ; ladite ligne de partage des eaux dans une direction générale nord-est jusqu'à une ligne franc nord à partir de la tête de la rivière Mistassibi ; ladite ligne nord et la ligne médiane de la rivière Mistassibi jusqu'au prolongement de la ligne séparative des cantons de Proulx et Dolbeau ; ledit prolongement et partie de ladite ligne séparative de cantons ; la ligne nord du canton de Proulx ; la ligne médiane de la rivière Petite Péribonca en descendant son cours jusqu'au prolongement de la ligne nord du canton de Dalmas ; ledit prolongement ; la ligne nord dudit canton et son prolongement jusqu'à la ligne médiane de la rivière Péribonca ; la ligne médiane de ladite rivière en descendant son cours et en contournant par la droite les îles les plus rapprochées de la rive gauche et par la gauche les îles les plus rapprochées de

la rive droite jusqu'à son embouchure dans le lac Saint-Jean ; une ligne droite à travers le lac Saint-Jean jusqu'à l'embouchure de la rivière Métabetchouane ; la ligne médiane de ladite rivière en remontant son cours jusqu'au prolongement de la ligne séparative des rangs III et IV du canton de Métabetchouan ; dans ce canton, ledit prolongement et partie de ladite ligne séparative de rangs ; la ligne séparative des lots 34 et 35 dans les rangs IV, V, VI et VII ; partie de la ligne séparative des cantons de Dequen et Métabetchouan en allant vers le sud-est ; dans le canton de Dequen, la ligne séparative des lots 24 et 25 des rangs I, II, III et IV ; partie de la ligne sud-ouest du rang IV vers le sud-est et son prolongement jusqu'à la ligne médiane de la rivière Métabetchouane ; la ligne médiane de ladite rivière en remontant son cours jusqu'au prolongement de la ligne sud du canton de Lescarbot ; ledit prolongement de ladite ligne sud ; la ligne sud-ouest des cantons de Lescarbot et Biart ; la ligne nord des cantons de Michaux, Chaumonot et Papin ; partie de la ligne nord-est du canton d'Ingall ; enfin, la ligne nord du canton d'Albani et la ligne sud des cantons de Lareau, Tarte, Dansereau, Decelles et Fréchette jusqu'au point de départ.

Cette circonscription comprend les municipalités suivantes : les villes de Dolbeau, Mistassini, Normandin, Roberval et Saint-Félicien ; les villages d'Albanel, Lac-Bouchette, Sainte-Jeanne-D'Arc et Saint-Prime ; les municipalités des paroisses de Notre-Dame-de-la-Doré, Saint-Augustin et Sainte-Hedwidge ; la municipalité du canton d'Albanel ; les municipalités de Chambord, Girardville, Notre-Dame-de-Lorette, Péribonka, Saint-Edmond, Saint-Eugène, Saint-François-de-Sales, Saint-Méthode, Saint-Stanislas et Saint-Thomas-Didyme. Elle comprend aussi la réserve indienne de Oujatchouane (Pointe-Bleue), ainsi que le canton de Proulx situé en territoire non organisé.

92) **Rosemont** : Le territoire de la circonscription électorale de Rosemont peut être décrit comme suit :

partant du point de rencontre de la ligne médiane de la 6<sup>e</sup> Avenue avec la ligne médiane de la rue Bélanger ; de là, la ligne médiane de la rue Bélanger et son prolongement jusqu'à la ligne médiane de la 24<sup>e</sup> Avenue ; la ligne médiane de ladite avenue et son prolongement jusqu'à la ligne médiane de la rue Saint-Zotique ; la ligne médiane de ladite rue jusqu'au prolongement de la ligne médiane de la 38<sup>e</sup> Avenue ; ledit prolongement ; la ligne médiane de ladite avenue et son prolongement jusqu'à la ligne médiane du boulevard Rosemont ; la ligne médiane dudit boulevard jusqu'à la ligne médiane du boulevard de l'Assomption ; la ligne médiane dudit boulevard jusqu'à ligne médiane de la rue Sherbrooke ; la ligne médiane de ladite rue et la ligne médiane de la rue Rachel jusqu'à la ligne médiane de la voie ferrée principale du Pacifique Canadien ; la ligne médiane de ladite voie ferrée principale jusqu'à la

ligne médiane de la rue Masson ; la ligne médiane de ladite rue jusqu'à la ligne médiane de la 6<sup>e</sup> Avenue ; enfin, la ligne médiane de la ladite avenue jusqu'au point de départ.

Cette circonscription comprend une partie de la ville de Montréal délimitée comme suit : la rue Bélanger, la 24<sup>e</sup> Avenue, la rue Saint-Zotique, la 38<sup>e</sup> Avenue, le boulevard Rosemont, le boulevard de l'Assomption, la rue Sherbrooke, la rue Rachel, la voie ferrée du Pacifique Canadien, la rue Masson et la 6<sup>e</sup> Avenue.

93) **Rousseau** : La circonscription électorale de Rousseau comprend le territoire délimité comme suit :

partant du coin nord du canton de Lussier ; de là, successivement, les lignes suivantes : la ligne nord-est des cantons de Lussier, Chilton et Chertsey et partie de la ligne nord-est du canton de Rawdon jusqu'à la ligne sud-est du rang III ; une ligne brisée séparant les cadastres du canton de Rawdon et des paroisses de Sainte-Julienne et Saint-Esprit d'une part, des cadastres des paroisses de Saint-Liguori, Saint-Jacques-de-L'Achigan et Saint-Alexis d'autre part jusqu'à la ligne sud-est du lot 254 du cadastre de la paroisse de Saint-Esprit ; la ligne nord-est du cadastre de la paroisse de Saint-Roch-de-L'Achigan ; une ligne brisée séparant les cadastres des paroisses de Saint-Roch-de-L'Achigan et Saint-Lin d'une part des cadastres des paroisses de l'Épiphanie et Saint-Henri-de-Mascouche d'autre part jusqu'au coin ouest du lot 28 du cadastre de Saint-Lin ; la ligne nord-est des lots 140 à 144 ; la ligne sud-est des lots 113 et 112 ; la ligne nord-est des lots 112 et 114 ; la ligne nord-ouest des lots 114 et 115 ; la ligne nord des lots 152 et 153 ; partie de la ligne est du lot 154 ; la ligne nord-est des lots 158 à 166 ; les lignes nord-est et nord-ouest du lot 167 ; partie de la ligne nord du cadastre de la paroisse de Sainte-Anne-des-Plaines ; la ligne sud-ouest des lots 467 et 468 ; la ligne séparative entre le cadastre de la paroisse de Sainte-Anne-des-Plaines et le cadastre de la paroisse de Saint-Louis-de-Terrebonne ; la ligne sud-ouest des paroisses de Sainte-Anne-des-Plaines et Sainte-Sophie ; partie de la ligne sud-ouest du cadastre de la paroisse de Saint-Hippolyte jusqu'à la ligne nord-ouest du rang II du canton d'Abercrombie ; partie de la ligne nord-ouest du rang II jusqu'au coin est du lot 24a du rang III ; la ligne sud-ouest du lot 24b et son prolongement jusqu'à la rive du lac Écho ; la rive du lac Écho en allant vers le sud-ouest, le nord-ouest et le nord-est jusqu'au prolongement de la ligne sud-ouest du lot 23 du rang III ; ladite ligne sud-ouest du lot 23 ; partie de la ligne sud-ouest du lot 23 du rang IV en allant vers le nord-ouest et le côté nord-est d'un chemin public (chemin du Quatrième Rang) jusqu'à la ligne sud-ouest du lot 23 du rang IV ; ladite ligne sud-ouest du lot 23 ; la ligne sud-ouest du lot 23b du rang V jusqu'au coin ouest dudit lot ; une ligne droite à travers les lots 23b et 23d du rang V jusqu'à un point situé sur la ligne sud-ouest du lot 24a du rang V lequel point est

situé à 6 arpents du coin est du lot 23e ; partie de la ligne sud-ouest du lot 24a jusqu'à la ligne séparative des rangs V et VI du canton d'Abercrombie ; partie de la ligne sud-est du rang VI jusqu'au coin sud du lot 18f du même rang ; partie de la ligne sud-ouest du lot 18f ; la ligne sud-est du lot 18b ; la ligne sud-ouest des lots 18b et 18c ; partie de la ligne nord-ouest du rang VI jusqu'à la ligne séparative des lots 7 et 8 du rang VII ; ladite ligne séparative des lots 7 et 8 ; partie de la ligne nord-ouest du rang VII jusqu'à la ligne séparative des lots 14 et 15 du rang VIII ; ladite ligne séparative des lots 14 et 15 ; partie de la ligne sud-est du rang IX jusqu'à la ligne sud-ouest du canton d'Abercrombie ; partie de ladite ligne sud-ouest jusqu'à la ligne séparative des rangs X et XI dudit canton ; partie de la ligne sud-est du rang I du canton de Morin jusqu'à la ligne sud-ouest du cadastre de la paroisse de Sainte-Adèle-d'Abercrombie ; ladite ligne sud-ouest jusqu'à la ligne séparative des rangs IV et V du canton de Morin ; partie de ladite ligne séparative jusqu'au coin nord du lot 3 du rang IV dudit canton ; partie de la ligne nord-est dudit lot du même rang ; les lignes nord-ouest et nord-est du lot 2b dudit rang ; la ligne nord-ouest des lots 1a et 1b du rang III ; les lignes sud-ouest du lot 11 du rang X ; la ligne nord-ouest du lot 11 dans les rangs X et XI du canton de Morin ; partie de la ligne sud-ouest du lot 1 du rang VIII du canton de Wexford ; partie de la ligne séparative des rangs VIII et IX dudit canton jusqu'à la ligne séparative des cadastres des paroisses de Sainte-Marguerite et Sainte-Adèle-d'Abercrombie ; ladite ligne séparative ; partie de la ligne nord-ouest du canton de Wexford ; partie de la ligne sud-ouest du canton de Chilton ; partie de la ligne sud-est du canton d'Archambault jusqu'au prolongement de la ligne séparative des lots 33 et 34 des rangs I à X dudit canton ; ladite ligne à travers le lac de la Montagne Noire et son prolongement jusqu'à la ligne nord-ouest du canton d'Archambault ; partie de la ligne nord-ouest dudit canton jusqu'au coin ouest du canton de Lussier ; la ligne nord-ouest du canton de Lussier jusqu'au point de départ.

Cette circonscription comprend les municipalités suivantes : les villes d'Estérel, Laurentides et Sainte-Adèle ; les villages de New-Glasgow et Rawdon ; les municipalités des paroisses de Lac-Paré, Sainte-Anne-des-Plaines, Saint-Esprit, Saint-Hyppolyte, Sainte-Julienne, Saint-Lin, Sainte-Marguerite-du-Lac-Masson et Saint-Roch-de-l'Achigan ; les municipalités des cantons de Chertsey et Rawdon ; les municipalités d'Entrelacs, Mont-Rolland, Notre-Dame-de-la-Merci, Saint-Calixte, Saint-Donat, Saint-Roch-Ouest et Sainte-Sophie.

94) **Rouyn-Noranda – Témiscamingue** : La circonscription électorale de Rouyn-Noranda – Témiscamingue comprend le territoire délimité comme suit :

partant du point d'intersection de la ligne séparative des rangs IX et X du canton d'Hébécourt avec la ligne frontière Québec/Ontario ; de là, successivement, les lignes suivantes : ladite ligne frontière en allant vers le sud jusqu'à la rive du lac Témiscamingue ; ladite ligne frontière dans le lac Témiscamingue et la rivière des Outaouais jusqu'à l'intersection de ladite ligne avec la ligne médiane de la rivière Dumoine ; la ligne médiane de la rivière Dumoine en remontant son cours jusqu'au prolongement de la ligne nord du canton de Lajoie ; ce prolongement et la ligne nord des cantons de Lajoie, Casson, Lebarrois, Allemand, Guy et partie de la ligne nord du canton de Delbreuil ; la ligne ouest des cantons de Chabert, Darlens, Montanier et Bousquet ; partie de la ligne nord du canton de Bousquet ; la ligne médiane du canton de La Pause ; partie de la ligne nord dudit canton ; les lignes est et nord du canton d'Aiguebelle ; partie de la ligne nord du canton de Destor jusqu'à la ligne séparative des lots 15 et 16 du rang I du canton de Poularies ; dans le canton de Destor, le prolongement de ladite ligne séparative des lots 15 et 16 sur la profondeur du rang X et partie de la ligne séparative des rangs IX et X ; partie de la ligne est du canton de Duparquet ; la ligne sud des cantons de Duparquet et Hébécourt jusqu'au point de départ.

Cette circonscription comprend les municipalités suivantes : les villes de Belleterre, Noranda, Rouyn, Témiscaming et Ville-Marie ; les villages d'Angliers et Lorrainville ; les municipalités des paroisses de Laverlochère, Notre-Dame-de-Lourdes-de-Lorrainville, Saint-Bruno-de-Guigues et Saint-Édouard-de-Fabre ; les municipalités des cantons de Guérin et Nédélec et la municipalité des cantons unis de Latulipe et Gaboury ; les municipalités d'Arntfield, Beaudry, Bellecombe, Cloutier, D'Alembert, Duhamel-Ouest, Évain, Fugèreville, Kinojévis, Laforce, Letang, Moffet, Montbeillard, Notre-Dame-du-Nord, Réminigny, Rollet, Saint-Eugène-de-Guigues, Saint-Guillaume-de-Granada, Saint-Joseph-de-Cléricky, Saint-Norbert-de-Mont-Brun et Saint-Placide-de-Béarn. Elle comprend aussi les réserves indiennes de Kebaowek (Kipawa), Témiscamingue et Winneway ; les localités de Davangus, Destor, Lac-Dufault, Laniel, Reneault, Roulier et Tee-Lake, situées en territoire non organisé.



95) **Saguenay** : La circonscription électorale de Saguenay comprend le territoire délimité comme suit :

partant de l'intersection de la ligne médiane du fleuve Saint-Laurent avec le prolongement de la ligne médiane de la rivière Saguenay ; de là, ce prolongement et la ligne médiane de la rivière Saguenay en remontant son cours et en passant du côté nord de l'île Saint-Louis jusqu'au prolongement de la ligne nord-ouest du canton d'Albert ; ce prolongement et la ligne nord-ouest du même canton ; une ligne méridienne astronomique établie sur le terrain, débutant au coin nord du canton d'Albert jusqu'au parallèle 52°55' de latitude nord ; ledit parallèle en allant vers l'est jusqu'au prolongement de la ligne est du canton de Pachot ; ledit prolongement et la ligne est des cantons de Pachot, Des Groseillers, Lauzon, De Lin, Brézel et Lamontagne ; la ligne nord des cantons de Quartier, Brien et Jauffret ; la ligne est du canton de Jauffret et son prolongement jusqu'à sa rencontre avec le prolongement de la ligne séparative des cantons de Cannon et Royer à travers les cantons de Fafard et Godbout ; ledit prolongement et ladite ligne séparative de cantons prolongée jusqu'à la ligne médiane du fleuve Saint-Laurent ; la ligne médiane du fleuve en remontant son cours jusqu'au point de départ.

Cette circonscription comprend les municipalités suivantes : les villes de Baie-Comeau, Forestville et Haute-ribe ; les villages de Baie-Trinité, Chute-aux-Outardes, Godbout, Grandes-Bergeronnes, Pointe-aux-Outardes, Pointe-Lebel, Sault-au-Mouton et Tadoussac ; la municipalité de la paroisse de Ragueneau ; la municipalité du canton de Bergeronnes et la municipalité des cantons unis de Les Sept-Cantons-Unis-du-Saguenay ; les municipalités de Colombier, Escoumins, Franquelin, Sacré-Coeur, Sainte-Anne-de-Portneuf et Saint-Paul-du-Nord. Elle comprend aussi les réserves indiennes de Betsiamites et Les Escoumins.

96) **Sainte-Anne** : Le territoire de la circonscription électorale de Sainte-Anne peut être décrit comme suit :

partant de l'intersection de la ligne médiane de la rue Saint-Antoine et de la ligne médiane de la rue McGill ; de là, la ligne médiane de la rue McGill jusqu'à la ligne médiane de la rue de la Commune ; la ligne médiane de ladite

rue et son prolongement jusqu'à la ligne médiane de l'autoroute Bonaventure (no 10) ; la ligne médiane de ladite autoroute jusqu'à la ligne médiane du pont Victoria ; la ligne médiane dudit pont jusqu'à la ligne médiane du fleuve Saint-Laurent ; la ligne médiane du fleuve et une ligne irrégulière contournant par le sud, le sud-ouest et l'ouest les îles situées au sud-ouest de l'île des Soeurs et se continuant dans une autre ligne irrégulière passant à mi-distance entre l'île des Soeurs et l'île de Montréal jusqu'au prolongement de la ligne médiane de l'avenue Willibrord ; ledit prolongement ; la ligne médiane de ladite avenue et son prolongement jusqu'à la ligne nord-ouest du lot 4692 du cadastre de la paroisse de Montréal (Aqueduc de Montréal) ; la ligne nord-ouest dudit lot et son prolongement à travers l'autoroute Bonaventure jusqu'au prolongement de la ligne médiane de l'avenue Atwater ; ledit prolongement, la ligne médiane de ladite avenue à travers le canal de Lachine jusqu'à la ligne médiane de la rue Saint-Antoine ; la ligne médiane de la rue Saint-Antoine jusqu'au point de départ.

Cette circonscription comprend une partie des villes de Montréal et Verdun, le tout délimité comme suit : la rue Saint-Antoine, la rue McGill, la rue de la Commune, l'autoroute Bonaventure, le pont Victoria, le fleuve Saint-Laurent contournant et incluant l'île des Soeurs, le prolongement de l'avenue Willibrord, cette avenue et son prolongement, la limite des villes de Verdun et Montréal, l'avenue Atwater et son prolongement, le canal de Lachine et l'avenue Atwater.

97) **Saint-François** : La circonscription électorale de Saint-François comprend le territoire délimité comme suit :

partant du point d'intersection de la ligne nord du canton d'Ascot avec la rive de la rivière Saint-François ; de là, successivement, les lignes suivantes : partie de ladite ligne nord ; dans le cadastre du canton de Stoke, la ligne nord-ouest des lots 21a du rang III, 21b et 21a du rang IV, 21c, 21b et 21a du rang V, 21c et 21a du rang VI et 21 des rangs VII et VIII ; partie de la ligne séparative des rangs VIII et IX ; partie de la ligne sud-est du canton de Stoke ; dans le cadastre du canton de Westbury, partie de la ligne séparative des rangs II et III ; la ligne est des lots 5c et 5b du rang II, la dernière prolongée à travers la rivière Saint-François ; la ligne est du lot 5c du rang I ; partie de la ligne nord du canton de Eaton ; dans le cadastre de ce canton, la ligne est des lots 22b et 22a du rang XI et du lot 22a des rangs X et IX ; partie de la ligne séparative des rangs VIII et IX ; la ligne est des lots 24b et 24a du rang VIII ; partie de la ligne séparative des rangs VII et VIII ; la ligne est du canton d'Ascot ; partie de la ligne nord et les lignes est, sud et ouest du canton de Compton ; partie de la ligne sud du canton d'Ascot ; dans le cadastre de ce canton, partie de la ligne séparative des rangs X et XI ; la ligne nord du

lot 5f du rang X et son prolongement jusqu'à la ligne médiane du chemin Upper Belvédère ; la ligne médiane dudit chemin jusqu'à la ligne séparative des rangs IX et X ; partie de ladite ligne séparative de rangs jusqu'à la ligne médiane d'un ravin traversant vers le sud-est le lot 13b du rang IX ; partie de la ligne nord du lot 12c du rang IX jusqu'à un point situé à 1 795,2 pieds à l'ouest du lot 12b ; une ligne traversant vers le sud le lot 12c ; partie de la ligne sud du lot 12c jusqu'à la ligne médiane du chemin de la Grotte ; la ligne médiane du chemin de la Grotte en suivant l'ancien tracé jusqu'à la ligne est du lot 14g du rang VIII ; la ligne est du lot 14g ; les lignes nord des lots 14f, 14e, 14c et 14b du rang VIII, 14e et d'une partie du lot 14f du rang VII jusqu'à la limite ouest du cadastre du village de Lennoxville ; la limite ouest et partie de la limite nord dudit cadastre jusqu'à la ligne médiane de la rivière Saint-François ; la ligne médiane de ladite rivière en descendant son cours et en contournant par la droite les îles les plus rapprochées de la rive gauche et par la gauche les îles les plus rapprochées de la rive droite jusqu'au prolongement de la ligne nord du canton d'Ascot ; enfin, ledit prolongement jusqu'au point de départ.

Cette circonscription comprend les villes de Lennoxville et Waterville et la partie de la ville de Sherbrooke située à l'est de la rivière Saint-François ; le village de Compton, la municipalité du canton d'Ascot, et les municipalités d'Ascot-Corner, Compton-Station et Fleurimont.

**98) Saint-Henri :** Le territoire de la circonscription électorale de Saint-Henri peut être décrit comme suit :

partant du point d'intersection de la ligne médiane du boulevard Cavendish avec la ligne médiane de la voie ferrée principale du Pacifique Canadien (lot 4721 du cadastre de la paroisse de Montréal) ; de là, la ligne médiane de ladite voie ferrée jusqu'au prolongement du côté sud-ouest de l'avenue Claremont ; le prolongement du côté sud-ouest de ladite avenue jusqu'au prolongement à travers les lots 1657, 1634 et 1632 du cadastre de la paroisse de Montréal de la ligne séparant les lots 1434 et 1408 à 1415 du cadastre de la paroisse de Montréal d'un côté des lots 1457 en rétrogradant à 1435 et 1407 en rétrogradant à 1367 du cadastre de ladite paroisse de l'autre côté ; ledit prolongement et partie de ladite ligne séparative de lots et son prolongement jusqu'à la ligne médiane de la rue Rose-de-Lima ; la ligne médiane de ladite rue jusqu'à la ligne médiane de la rue Saint-Antoine ; la ligne médiane de ladite rue jusqu'à la ligne médiane de l'avenue Atwater ; la ligne médiane de ladite avenue, son prolongement sous le canal de Lachine, ladite ligne médiane et son prolongement jusqu'à son intersection avec la ligne nord-ouest du lot 4692 du cadastre de la paroisse de Montréal, cette ligne étant le côté nord-ouest de l'Aqueduc de Montréal ; ledit prolongement et la ligne nord-ouest dudit lot ; la ligne séparative des cadastres des paroisses de Montréal et La-

chine jusqu'au côté sud-est de l'emprise du chemin de fer du Pacifique Canadien, cette emprise traversant les lots 4687 du cadastre de la paroisse de Montréal et 1013 et 1021 du cadastre de la paroisse de Lachine ; le côté sud-est de ladite emprise jusqu'à la ligne est du lot 1021 du cadastre de la paroisse de Lachine ; la ligne séparative des cadastres des paroisses de Montréal et Lachine jusqu'à la ligne médiane du canal de Lachine ; ladite ligne médiane jusqu'au prolongement de la ligne médiane de l'avenue Cavendish ; ledit prolongement, la ligne médiane de ladite avenue et son prolongement jusqu'au point de départ.

Cette circonscription comprend une partie de la ville de Montréal délimitée comme suit : la voie ferrée du Pacifique Canadien, la limite des villes de Montréal et Westmount, l'avenue Atwater, le canal de Lachine, le prolongement de l'avenue Atwater, cette avenue, la limite de la ville de Montréal avec les villes de Verdun et LaSalle et le prolongement du boulevard Cavendish.

**99) Saint-Hyacinthe :** La circonscription électorale de Saint-Hyacinthe comprend le territoire délimité comme suit :

partant du coin nord du lot 1 du cadastre de la paroisse de Saint-Barnabé ; de là, successivement, les lignes suivantes : une ligne brisée limitant vers le nord-est et le sud-est ledit cadastre ; la ligne médiane de la rivière Yamaska en descendant son cours ; la limite nord-est des cadastres des paroisses de Saint-Simon et Saint-Liboire ; les limites est et sud-ouest du cadastre de la paroisse de Saint-Liboire ; les limites est et sud-ouest du cadastre de la paroisse de Saint-Dominique ; une ligne brisée séparant le cadastre de la paroisse de Notre-Dame-de-Saint-Hyacinthe du cadastre de la paroisse de Saint-Pie jusqu'à la ligne de division de ce cadastre avec la ligne nord du cadastre de la paroisse de Saint-Damase ; une ligne brisée séparant ce dernier cadastre des cadastres des paroisses de Saint-Pie et Saint-Césaire, jusqu'au coin sud du lot 302 du cadastre de la paroisse de Saint-Damase ; la ligne sud-ouest des lots 302 et 349 ; de là, une ligne en direction sud-ouest jusqu'au coin sud du lot 410 du même cadastre ; une ligne brisée séparant les cadastres des paroisses de Saint-Césaire et Saint-Jean-Baptiste jusqu'à la ligne sud-ouest du lot 753 du cadastre de la paroisse de Saint-Damase ; la ligne sud-ouest des lots 753 et 754, les lignes sud-est des lots 754 et 826 ; la ligne séparant les cadastres des paroisses de Saint-Damase et Notre-Dame-de-Saint-Hyacinthe d'une part des cadastres des paroisses de Sainte-Madeleine et La Présentation d'autre part ; enfin, une ligne brisée limitant vers le nord-ouest et l'ouest le cadastre de la paroisse de Saint-Barnabé jusqu'au point de départ.

Cette circonscription comprend les municipalités suivantes : la ville de Saint-Hyacinthe ; les villages de Saint-Damase, Saint-Liboire et Sainte-Rosalie ; les municipali-

tés des paroisses de Notre-Dame-de-Saint-Hyacinthe, Saint-Barnabé, Saint-Damase, Saint-Hyacinthe-le-Confesseur, Saint-Liboire, Sainte-Rosalie, Saint-Simon et Saint-Thomas-d'Aquin ; la municipalité de Saint-Dominique.

100) **Saint-Jacques** : Le territoire de la circonscription électorale de Saint-Jacques peut être décrit comme suit :

partant du point de rencontre de la ligne médiane de l'avenue du Mont-Royal avec la ligne médiane de l'avenue Laval ; de là, la ligne médiane de l'avenue du Mont-Royal jusqu'à la ligne médiane de l'avenue Papineau ; la ligne médiane de ladite avenue jusqu'à la ligne médiane de la rue Rachel ; la ligne médiane de ladite rue jusqu'à la ligne médiane de l'avenue de Lorimier ; la ligne médiane de ladite avenue et la ligne médiane du pont Jacques-Cartier jusqu'à une ligne irrégulière passant à mi-distance entre l'île de Montréal et l'île Sainte-Hélène ; ladite ligne irrégulière contournant par le nord-ouest et le nord l'île Sainte-Hélène jusqu'au point de rencontre de la ligne médiane du fleuve Saint-Laurent avec une ligne parallèle à la ligne sud-ouest du terrain appartenant à l'Administration de la Voie Maritime du Saint-Laurent et située à une distance de 150 pieds au nord-est de ladite ligne sud-ouest, distance mesurée perpendiculairement à la susdite ligne sud-ouest ; ladite ligne parallèle en allant vers le sud-est jusqu'à son intersection avec une ligne perpendiculaire à la ligne sud-ouest des terrains appartenant à l'Administration de la Voie Maritime du Saint-Laurent et débutant en un point situé sur ladite ligne sud-ouest à une distance de 1 500 pieds au nord-ouest de la ligne nord-ouest du lot 312 du cadastre de la paroisse de Saint-Antoine-de-Longueuil, distance mesurée le long de la susdite ligne sud-ouest ; ladite ligne perpendiculaire ; la ligne sud-ouest des terrains appartenant à l'Administration de la Voie Maritime du Saint-Laurent jusqu'à son intersection avec une ligne parallèle à la ligne nord-ouest dudit lot 312 et située à 30 pieds au nord-ouest de celle-ci ; cette dernière ligne parallèle jusqu'à la ligne médiane du fleuve Saint-Laurent ; la ligne médiane du fleuve et une ligne irrégulière passant à mi-distance entre l'île Sainte-Hélène et l'île de Montréal jusqu'au prolongement de la ligne médiane de la rue Bonsecours ; le prolongement de ladite rue (incluant le quai Victoria) jusqu'à la ligne médiane de la rue de la Commune ; la ligne médiane de ladite rue jusqu'à la ligne médiane de la rue du Marché-Bonsecours ; la ligne médiane de ladite rue jusqu'à la ligne médiane de la rue Saint-Paul ; la ligne médiane de ladite rue jusqu'à la ligne médiane de la rue Saint-Claude ; la ligne médiane de ladite rue et son prolongement jusqu'à la ligne médiane de la rue Sanguinet ; la ligne médiane de ladite rue et son prolongement jusqu'à la ligne médiane de la rue Sherbrooke ; la ligne médiane de ladite rue jusqu'à la ligne médiane de l'avenue La-

val ; la ligne médiane de ladite avenue jusqu'au point de départ.

Cette circonscription comprend une partie de la ville de Montréal délimitée comme suit : l'avenue du Mont-Royal, l'avenue Papineau, la rue Rachel, l'avenue de Lorimier et son prolongement, le fleuve Saint-Laurent en contournant et incluant l'île Sainte-Hélène et l'île Notre-Dame, le pont Victoria, le fleuve Saint-Laurent en allant vers le nord-ouest et incluant le quai Victoria, le prolongement de la rue Bonsecours, la rue de la Commune, la rue du Marché-Bonsecours, la rue Saint-Paul, la rue Saint-Claude et son prolongement, la rue Sanguinet, la rue Sherbrooke et l'avenue Laval.

101) **Saint-Jean** : La circonscription électorale de Saint-Jean comprend le territoire délimité comme suit :

partant du coin nord du lot 214 du cadastre de la paroisse de Saint-Luc ; de là successivement, les lignes suivantes : une ligne brisée séparant le cadastre de la paroisse de Saint-Luc du cadastre de la paroisse de Saint-Joseph-de-Chambly, le dernier tronçon prolongé jusqu'à la ligne médiane de la rivière Richelieu ; la ligne médiane de ladite rivière en remontant son cours et en passant à l'est de l'île aux Noix, à l'ouest des îles de l'Hôpital et Ash et se continuant jusqu'à la ligne frontière Québec/États-Unis ; ladite ligne frontière ; partie des limites ouest et nord du cadastre de la paroisse de Lacolle ; une ligne brisée séparant les cadastres des paroisses de Saint-Cyprien et Saint-Jacques-le-Mineur des cadastres des paroisses de Saint-Patrice-de-Sherrington, Saint-Édouard et Saint-Philippe ; enfin, une autre ligne brisée séparant les cadastres des paroisses de Sainte-Marguerite-de-Blairfindie et Saint-Luc des cadastres des paroisses de Saint-Philippe et Laprairie de La Madeleine jusqu'au point de départ.

Cette circonscription comprend les municipalités suivantes : les villes de Saint-Jean-sur-Richelieu et Saint-Luc ; les villages de Lacolle et Napierville ; les municipalités des paroisses de Notre-Dame-du-Mont-Carmel, Saint-Bernard-de-Lacolle, Saint-Blaise, Saint-Cyprien, Saint-Jacques-le-Mineur, Saint-Paul-de-l'Île-aux-Noix et Saint-Valentin ; la municipalité de l'Acadie.

102) **Saint-Laurent** : Le territoire de la circonscription électorale de Saint-Laurent peut être décrit comme suit :

partant du point de rencontre de la ligne médiane de l'autoroute des Laurentides (no 15) avec la ligne médiane de la

rivière des Prairies ; de là, la ligne médiane de ladite autoroute jusqu'à la ligne nord-ouest du lot 260 du cadastre de la paroisse de Saint-Laurent ; partie de la ligne nord-ouest du lot 260 et la ligne nord-ouest du lot 259 dudit cadastre ; partie de la ligne nord-ouest du lot 258 du susdit cadastre jusqu'à la ligne médiane de l'emprise du chemin de fer de la Compagnie des Chemins de Fer Nationaux du Canada ; la ligne médiane de ladite emprise jusqu'à la ligne médiane du boulevard O'Brien ; la ligne médiane dudit boulevard et son prolongement jusqu'à la ligne médiane du chemin de la Côte Vertu ; la ligne médiane dudit chemin jusqu'à la ligne médiane du boulevard Sainte-Croix ; la ligne médiane dudit boulevard et son prolongement jusqu'à la ligne médiane du boulevard Métropolitain (route no 40) ; la ligne médiane dudit boulevard jusqu'à son intersection avec la ligne médiane du chemin de la Côte-de-Liesse ; la ligne médiane dudit chemin jusqu'à la ligne des lots 572 et 573 du cadastre de la paroisse de Saint-Laurent ; ladite ligne de lot, la ligne médiane du lot 2638 dudit cadastre, du lot 4715 du cadastre de la municipalité de la paroisse de Montréal, et du lot 2637 du cadastre de la paroisse de Saint-Laurent ; la ligne des lots 559 et 560 dudit cadastre jusqu'à la limite nord-ouest de la cour de triage du Pacifique Canadien ; ladite limite jusqu'à la ligne des lots 555 et 553 dudit cadastre ; la ligne des lots 555, 509 et 510 dudit cadastre ; la ligne sud-est des lots 182 en rétrogradant jusqu'à 168 ; la ligne sud-est des lots 166 en rétrogradant jusqu'à 159, dans le même cadastre ; une ligne brisée séparant les cadastres des paroisses de Saint-Laurent et Pointe-Claire jusqu'à la ligne sud-ouest du lot 84 du cadastre de la paroisse de Pointe-Claire ; ladite ligne sud-ouest, les lignes sud-ouest et nord-ouest du lot 86 dudit cadastre jusqu'à une ligne brisée séparant le cadastre de la paroisse de Saint-Laurent des cadastres des paroisses de Pointe-Claire et Sainte-Geneviève jusqu'au sommet de l'angle ouest du lot 121 du cadastre de la paroisse de Saint-Laurent ; le prolongement de la ligne sud-ouest dudit lot jusqu'à la ligne médiane de la rivière des Prairies ; enfin, la ligne médiane de ladite rivière en descendant son cours et en passant au nord-ouest de l'île portant les numéros 2632, 2633 et 2634 du cadastre de la paroisse de Saint-Laurent et au sud-est de l'île portant le numéro 678 du cadastre de la paroisse de Saint-Martin jusqu'au point de départ.

Cette circonscription comprend une partie des villes de Montréal et Saint-Laurent, le tout délimité comme suit : la rivière des Prairies incluant l'île aux Chats, l'autoroute des Laurentides, la limite des villes de Saint-Laurent et Montréal, la voie ferrée du Canadien National, le boulevard O'Brien, le boulevard Sainte-Croix, la limite de la ville de Saint-Laurent avec les villes de Mont-Royal, Montréal, Côte-Saint-Luc, Lachine, Dorval, Dollard-des-Ormeaux et Pierrefonds et la limite des villes de Montréal et Pierrefonds.

**103) Saint-Louis :** Le territoire de la circonscription électorale de Saint-Louis peut être décrit comme suit :

partant du point de rencontre de la ligne médiane de l'avenue du Mont-Royal avec la ligne médiane de l'avenue Laval ; de là, la ligne médiane de ladite avenue jusqu'à la ligne médiane de la rue Sherbrooke ; la ligne médiane de ladite rue jusqu'à la ligne médiane de la rue Sanguinet ; de là, la ligne médiane de ladite rue et son prolongement jusqu'à la ligne médiane de la rue Saint-Claude ; la ligne médiane de ladite rue jusqu'à la ligne médiane de la rue Saint-Paul ; la ligne médiane de ladite rue jusqu'à la ligne médiane de la rue du Marché-Bonsecours ; la ligne médiane de ladite rue jusqu'à la ligne médiane de la rue de la Commune ; la ligne médiane de ladite rue jusqu'au prolongement de la ligne médiane de la rue Bonsecours ; ledit prolongement jusqu'à une ligne irrégulière passant à mi-distance entre l'île Sainte-Hélène et l'île de Montréal ; ladite ligne irrégulière et la ligne médiane du fleuve Saint-Laurent jusqu'à la ligne médiane du pont Victoria ; la ligne médiane du pont Victoria jusqu'à la ligne médiane de l'autoroute Bonaventure (no10) ; la ligne médiane de ladite autoroute jusqu'au prolongement de la ligne médiane de la rue de la Commune ; le prolongement et la ligne médiane de ladite rue jusqu'à la ligne médiane de la rue McGill ; la ligne médiane de la rue McGill jusqu'à la ligne médiane de la rue Saint-Antoine ; la ligne médiane de la rue Saint-Antoine jusqu'à la ligne médiane de l'avenue Atwater ; la ligne médiane de ladite avenue jusqu'à la ligne médiane de la rue Dorchester ; la ligne médiane de ladite rue jusqu'à la ligne séparative des cadastres de la ville de Montréal (Quartier Saint-Antoine) et de la paroisse de Montréal ; ladite ligne séparative jusqu'à la ligne médiane de la rue Sherbrooke Ouest ; ladite ligne médiane jusqu'à la ligne médiane de la rue Saint-Mathieu ; ladite ligne médiane et son prolongement jusqu'à la ligne médiane du chemin de la Côte-des-Neiges ; la ligne médiane dudit chemin jusqu'à la ligne médiane de l'avenue Cedar ; une ligne droite dans une direction N 45°00'O, jusqu'à la ligne médiane du chemin Remembrance ; la ligne médiane dudit chemin et la ligne médiane de la voie Camillien-Houde jusqu'à la ligne médiane de l'avenue du Mont-Royal ; enfin, la ligne médiane de ladite avenue jusqu'au point de départ.

Cette circonscription comprend une partie de la ville de Montréal délimitée comme suit : le chemin Remembrance, la voie Camillien-Houde, l'avenue du Mont-Royal, l'avenue Laval, la rue Sherbrooke, la rue Sanguinet, le prolongement de la rue Saint-Claude, cette rue, la rue Saint-Paul, la rue du Marché-Bonsecours, la rue de la Commune, le prolongement de la rue Bonsecours, le fleuve Saint-Laurent en allant vers le sud-est en excluant le quai Victoria et les îles Sainte-Hélène et Notre-Dame, le pont Victoria, l'autoroute Bonaventure, la rue de la Commune, la rue

McGill, la rue Saint-Antoine, la limite des villes de Montréal et Westmount, la rue Sherbrooke, la rue Saint-Mathieu, le chemin de la Côte-des-Neiges jusqu'à l'intersection de ce chemin avec l'avenue Cedar, de cette intersection une ligne droite de 45°00' de direction nord-ouest jusqu'au chemin Remembrance.

**104) Sainte-Marie :** Le territoire de la circonscription électorale de Sainte-Marie peut être décrit comme suit :

partant du point de rencontre de la ligne médiane de l'avenue du Mont-Royal avec la ligne médiane de l'avenue Papineau ; de là, la ligne médiane de l'avenue du Mont-Royal et son prolongement jusqu'à la ligne médiane de la voie ferrée principale du Pacifique Canadien ; ladite ligne médiane jusqu'à la ligne médiane de la rue Rachel ; la ligne médiane de ladite rue jusqu'au prolongement de la ligne médiane de la rue Aylwin ; ledit prolongement et la ligne médiane de ladite rue jusqu'à la ligne médiane de la rue de Rouen ; la ligne médiane de ladite rue jusqu'à la ligne médiane de la rue Cuvillier ; la ligne médiane de ladite rue et son prolongement jusqu'à la ligne médiane du fleuve Saint-Laurent ; la ligne médiane du fleuve jusqu'à son intersection avec une ligne parallèle à la ligne sud-ouest du terrain appartenant à l'Administration de la voie Maritime du Saint-Laurent et située à une distance de 150 pieds au nord-est de ladite ligne sud-ouest, distance mesurée perpendiculairement à la susdite ligne sud-ouest ; une ligne irrégulière passant à mi-distance entre l'île Sainte-Hélène et l'île de Montréal jusqu'à la ligne médiane du pont Jacques-Cartier ; la ligne médiane dudit pont et la ligne médiane de l'avenue de Lorimier jusqu'à la ligne médiane de la rue Rachel ; la ligne médiane de ladite rue jusqu'à la ligne médiane de l'avenue Papineau ; enfin la ligne médiane de ladite avenue jusqu'au point de départ.

Cette circonscription comprend une partie de la ville de Montréal délimitée comme suit : l'avenue du Mont-Royal et son prolongement, la voie ferrée du Pacifique Canadien, la rue Rachel, la rue Aylwin, la rue de Rouen, la rue Cuvillier et son prolongement, le fleuve Saint-Laurent, le prolongement de l'avenue de Lorimier, cette avenue, la rue Rachel et l'avenue Papineau.

**105) Saint-Maurice :** La circonscription électorale de Saint-Maurice comprend le territoire délimité comme suit :

partant du coin est du lot 165 du cadastre de la paroisse de Notre-Dame-du-Mont-Carmel ; de là, successivement, les lignes suivantes : une ligne brisée séparant le cadastre de la paroisse Notre-Dame-du-Mont-Carmel du cadastre de la paroisse de Saint-Maurice, le dernier tronçon étant prolongé jusqu'à la ligne médiane de la rivière Saint-Maurice ; la ligne médiane de ladite rivière en remontant son cours et contournant par la droite les îles les plus rapprochées de la rive droite et par la gauche les îles les plus rapprochées

de la rive gauche jusqu'au prolongement de la limite sud-est du cadastre de la paroisse de Saint-Boniface ; ledit prolongement ; les limites sud-est et sud-ouest du cadastre de la paroisse de Saint-Boniface ; les limites sud-ouest, nord-ouest et partie de la limite nord-est du cadastre de la paroisse de Saint-Mathieu ; la ligne médiane du lac à la Truite et une ligne irrégulière dans ledit lac passant à mi-distance entre la rive nord-est du susdit lac et la rive nord-est d'une île située vis-à-vis les lots 583 et 584 du cadastre de la paroisse de Sainte-Flore jusqu'au prolongement de la ligne nord-ouest du lot 583 ; ledit prolongement et la ligne nord-ouest dudit lot prolongée jusqu'à la ligne médiane du premier lac à la Pêche ; la ligne médiane dudit lac en allant vers le nord jusqu'au prolongement de la ligne nord-est du rang A du cadastre de la paroisse de Sainte-Flore ; ledit prolongement ; dans le cadastre de ladite paroisse, la ligne nord-est du rang A et d'une partie du rang II (Saint-Ubalde) jusqu'au prolongement dans le lac des Piles de la ligne séparative des lots 511 et 512 ; ledit prolongement et ladite ligne séparative de lots ; partie de la ligne nord-est du rang I (Saint-Anatole) ; partie de la ligne séparative des lots 557 et 558 sur une distance de 10 arpents ; une ligne droite à travers le lot 557 jusqu'à un point sur la ligne séparative des lots 556 et 557 situé à une distance de 10 arpents au sud-ouest de la ligne séparative des rangs I (Saint-Anatole) et II (Saint-Ubalde), distance mesurée le long de ladite ligne séparative de lots ; partie de la ligne séparative des lots 556 et 557 en allant vers le sud-ouest jusqu'à un point sur ladite ligne séparative de lots situé à une distance de 4 arpents du coin ouest du lot 556, distance mesurée le long de ladite ligne séparative de lots ; une ligne droite à travers le lot 556 jusqu'à un point sur la ligne séparative des lots 555 et 556 situé à une distance de trois arpents et demi (3,5 arp.) du coin ouest du lot 555, distance mesurée le long de ladite ligne séparative de lots ; partie de ladite ligne séparative de lots sur ladite distance de trois arpents et demi (3,5 arp.) ; la ligne sud-ouest du lot 555 ; partie de la ligne séparative des lots 554 et 555 jusqu'à une ligne droite dans le lot 554 parallèle à la ligne séparative des rangs I (Saint-Anatole) et II (Saint-Ubalde) et distante de 14 arpents, distance mesurée le long de ladite ligne séparative de lots ; ladite ligne parallèle dans le lot 554 ; partie de la ligne séparative des lots 553 et 554 en allant vers le nord-est sur une distance de quatre arpents (4 arp.) ; dans le lot 553, une ligne parallèle à la ligne séparative des rangs I (Saint-Anatole) et II (Saint-Ubalde) ; partie de la ligne séparative des lots 551 et 553 en allant vers le sud-ouest sur une distance de 2 arpents ; une ligne traversant les lots 551 et 550 et parallèle à ladite ligne séparative de rangs ; la ligne séparative des lots 549 et 550 en allant vers le nord-est et son prolongement jusqu'à la rive est du lac aux Chicots ; la rive est dudit lac en allant vers le sud jusqu'à une ligne droite dans le lot 546 parallèle aux lignes latérales dudit lot et mesurant 560 pieds ; ladite ligne droite ; une autre ligne

droite traversant les lots 546 et 545 jusqu'à un point situé sur la ligne séparative de lots 544 et 545 à une distance de huit arpents (8 arp.) de la ligne séparative des rangs I (Saint-Anatole) et II (Saint-Ubalde), cette ligne faisant un angle de déflexion vers la droite de 96°35' avec ladite ligne séparative de lots et mesurant neuf cent quatre-vingts pieds (980 pi) ; partie de ladite ligne séparative de lots sur ladite distance de huit arpents (8 arp.) ; la ligne séparative des rangs I (Saint-Anatole) et II (Saint-Ubalde) ; la ligne sud-est du lot 543 ; partie de la ligne sud-ouest du rang I (Saint-Anatole) ; partie de la ligne sud-est du lot 537 et son prolongement jusqu'à la ligne médiane de la rivière Shawinigan ; la ligne médiane de ladite rivière en descendant son cours jusqu'au prolongement de la ligne séparant le rang du chemin des Piles côté sud-est du rang Sainte-Catherine no 2 ; ledit prolongement et partie de ladite ligne séparative de rangs ; la ligne séparative des lots 72 et 73 ; partie de la ligne séparative des rangs Sainte-Catherine no 1 et Sainte-Catherine no 2 ; la ligne séparative des lots 5 et 6 et son prolongement jusqu'à la ligne médiane de la rivière Saint-Maurice ; la ligne médiane de ladite rivière en remontant son cours jusqu'au prolongement d'une ligne droite traversant les lots 1017 à 1022 du cadastre de la paroisse de Notre-Dame-du-Mont-Carmel et débutant en un point situé sur la ligne nord-est du lot 1022 à une distance de vingt arpents et demi (20,5 arp.) de la rive sud-est actuelle de la rivière Noire, distance mesurée le long de la ligne nord-est dudit lot 1022, cette ligne droite faisant un angle intérieur de 88°44' avec ladite ligne nord-est ; ladite ligne droite et partie de la ligne nord-est du lot 1022 jusqu'au coin est dudit lot ; la ligne séparant les lots 1023 à 1028 d'un côté des lots 1007 en rétrogradant jusqu'à 1002 du cadastre de la paroisse de Notre-Dame-du-Mont-Carmel ; dans le canton de Radnor, partie de la ligne séparative des rangs VII et VIII ; la ligne séparative des lots 7 et 8 du rang VII ; partie de la ligne séparative des rangs VI et VII ; partie de la ligne sud-ouest du rang de la Grande Ligne en allant vers le sud-est jusqu'à la ligne sud-est du rang IX, cette ligne prolongée à travers les lacs qu'elle rencontre ; la limite sud-est dudit rang IX ; enfin, partie de la ligne nord-est du cadastre de la paroisse de Notre-Dame-du-Mont-Carmel jusqu'au point de départ.

Cette circonscription comprend les municipalités suivantes : les villes de Shawinigan et Shawinigan-Sud ; les villages de Baie-de-Shawinigan, et Saint-Boniface-de-Shawinigan et les municipalités des paroisses de Notre-Dame-du-Mont-Carmel, Saint-Gérard-des-Laurentides, Saint-Mathieu et Saint-Théophile.

106) **Sauvé** : Le territoire de la circonscription électorale de Sauvé peut être décrit comme suit :

partant du point de rencontre de la ligne médiane de la rivière des Prairies avec le prolongement de la ligne médiane de l'avenue Pigeon ; de là, la ligne médiane de ladite rivière en descendant son cours jusqu'au prolongement de la ligne séparative des cadastres des paroisses de Sault-au-Récollet et Rivière-des-Prairies ; ledit prolongement, ladite ligne séparative de cadastre jusqu'à une ligne brisée étant la ligne séparative des cadastres des paroisses de Sault-au-Récollet et Longue-Pointe jusqu'à une ligne brisée séparant les lots 3 et 4 du lot 409 du cadastre de la paroisse de Sault-au-Récollet ; ladite ligne brisée jusqu'à la ligne nord-est du lot 5 dudit cadastre ; ladite ligne nord-est jusqu'à la ligne médiane de l'emprise du chemin de fer de la Compagnie des Chemins de Fer Nationaux du Canada ; la ligne médiane de ladite emprise vers le sud-ouest jusqu'au prolongement de la ligne médiane de l'avenue Pigeon ; ledit prolongement ; la ligne médiane de ladite avenue et son prolongement jusqu'au point de départ.

Cette circonscription comprend une partie de la ville de Montréal-Nord délimitée comme suit : la rivière des Prairies, la limite de la ville de Montréal-Nord avec les villes de Montréal, Anjou et Saint-Léonard, l'avenue Pigeon et son prolongement.

107) **Shefford** : La circonscription électorale de Shefford comprend le territoire délimité comme suit :

partant du coin ouest du lot 19a du rang VI du cadastre de la paroisse de Sainte-Cécile-de-Milton ; de là, successivement, les lignes suivantes : une ligne brisée séparant les cadastres des paroisses de Sainte-Cécile-de-Milton et Sainte-Pudentienne des cadastres de la paroisse de Saint-Valérien-de-Milton et du canton de Roxton ; partie de la ligne séparative des rangs III et IV du canton de Roxton ; partie de la ligne est du canton de Roxton ; partie de la ligne nord, la ligne est et partie de la ligne sud du canton de Shefford jusqu'à la ligne est du lot 1298 du cadastre du canton de Shefford ; dans ce cadastre, ladite ligne est jusqu'au côté sud de l'autoroute des Cantons-de-l'Est (route no 10) ; le côté sud de ladite autoroute jusqu'au côté ouest du lot 1045 ; le côté ouest dudit lot en direction nord jusqu'au côté sud-est d'un chemin ; le côté est du chemin ; le côté nord-est du lot 1053 (chemin de fer) ; partie du côté sud du lot 781 et le côté sud du lot 777 ; la limite entre les cadastres des cantons de Shefford et Granby jusqu'au côté sud de l'autoroute des Cantons-de-l'Est (route no 10) ; ladite autoroute jusqu'à la ligne ouest du lot 158 du cadastre du canton de Granby ; dans ce cadastre, la ligne ouest des lots 158 et 247 ; partie de la ligne séparative des rangs III et IV ; la ligne ouest des lots 353, 352 et 357 ; partie de la ligne séparative des rangs IV et V ; enfin, partie de la ligne ouest du canton de Granby et la limite ouest du cadastre

de la paroisse de Sainte-Cécile-de-Milton jusqu'au point de départ.

Cette circonscription comprend les municipalités suivantes : les villes de Granby et Waterloo ; les villages de Sainte-Pudentienne et Warden ; les municipalités des paroisses de Saint-Joachim-de-Shefford et Sainte-Pudentienne ; les municipalités des cantons de Granby, Sainte-Cécile-de-Milton et Shefford.

108) **Sherbrooke** : Le circonscription électorale de Sherbrooke comprend le territoire délimité comme suit :

partant du point d'intersection de la ligne séparative des cantons d'Orford et Brompton avec la rive de la rivière Saint-François ; de là, successivement, les lignes suivantes : le prolongement de ladite ligne séparative de cantons jusqu'à la ligne médiane de la rivière Saint-François ; la ligne médiane de ladite rivière en remontant son cours et en contournant par la gauche les îles les plus rapprochées de la rive gauche et par la droite les îles les plus rapprochées de la rive droite jusqu'à la limite sud du cadastre de la ville de Sherbrooke ; partie de ladite limite sud jusqu'à la ligne est du lot 15a du rang VII du canton d'Ascot ; dans le cadastre de ce canton, la ligne est et la ligne sud dudit lot 15a ; partie des lignes sud des lots 15a, 15a-268 et 15a-277 du rang VIII ; la ligne est du lot 14g du même rang ; la ligne médiane de l'ancienne emprise du chemin de la Grotte ; partie de la ligne sud du lot 12c du rang IX ; une ligne traversant vers le nord le lot 12c jusqu'à un point situé à 1 795,2 pieds à l'ouest du lot 12b ; partie de la ligne sud du lot 13a jusqu'à la ligne du lot 13b ; la ligne médiane d'un ravin traversant en direction nord-ouest le lot 13b jusqu'à la ligne de division des rangs IX et X ; partie de la même ligne de rang ; les lignes sud des lots 14a, 14c et 14d du rang X ; les lignes ouest des lots 14d, 14d-1 et 14e-1 du même rang ; partie de la ligne sud du lot 15 du rang XI, les lignes est et sud du lot 14c du rang XI, la dernière prolongée jusqu'à la ligne médiane de la rivière Magog ; la ligne médiane de ladite rivière jusqu'au prolongement de la ligne sud du lot 168 du cadastre du canton d'Orford ; dans le cadastre de ce canton, ledit prolongement et les lignes sud, ouest et nord dudit lot 168 jusqu'au côté sud-est de l'emprise du chemin de fer du Pacifique Canadien ; le côté sud-est de ladite emprise jusqu'à la ligne sud du lot 164 ; ladite ligne sud ; la ligne séparative des rangs IV et V jusqu'à la ligne séparative des cantons d'Orford et Brompton ; enfin, ladite ligne séparative de cantons jusqu'au point de départ.

Cette circonscription comprend la partie de la ville de Sherbrooke située à l'ouest de la rivière Saint-François.

109) **Taillon** : Le territoire de la circonscription électorale de Taillon peut être décrit comme suit :

partant du point d'intersection de la rive du fleuve Saint-Laurent avec la limite nord-est du cadastre de la paroisse de Saint-Antoine-de-Longueuil ; de là, la limite nord-est du cadastre de la paroisse de Saint-Antoine-de-Longueuil ; la ligne de division des cadastres des paroisses de Saint-Antoine-de-Longueuil et Saint-Hubert jusqu'à la limite sud-ouest de l'emprise de la route numéro 9 ; partie de la ligne nord-ouest du lot 120 ; partie de la limite nord-est de l'emprise de la route numéro 9 jusqu'au prolongement de la ligne médiane du boulevard Jacques-Cartier ; ledit prolongement et la ligne médiane du boulevard Jacques-Cartier jusqu'à la ligne médiane du chemin Chambly ; la ligne médiane du chemin Chambly et son prolongement jusqu'à la ligne médiane du fleuve Saint-Laurent ; la ligne médiane du fleuve et une ligne passant au nord-ouest des îlets Verts et entre les îles Charron (Dufort) et Sainte-Marguerite (Molson) jusqu'au prolongement de la limite nord-est du cadastre de la paroisse de Saint-Antoine-de-Longueuil ; enfin, ledit prolongement jusqu'au point de départ.

Cette circonscription comprend une partie de la ville de Longueuil délimitée comme suit : le fleuve Saint-Laurent, la limite des villes de Longueuil et Boucherville, la limite des villes de Longueuil et Saint-Hubert, cette limite en direction ouest, le prolongement du boulevard Jacques-Cartier Ouest et ce boulevard, le chemin Chambly et son prolongement.

110) **Taschereau** : Le territoire de la circonscription électorale de Taschereau peut être décrit comme suit :

partant du point d'intersection de la cime du coteau Sainte-Geneviève avec la ligne médiane de l'avenue Saint-Sacrement ; de là, en suivant la ligne médiane de l'avenue Saint-Sacrement en direction nord-ouest jusqu'à la ligne médiane du boulevard Hamel (route 138) ; de là, en suivant la ligne médiane dudit boulevard en direction nord-est, jusqu'à la ligne médiane de la rivière Saint-Charles ; la ligne médiane de ladite rivière en descendant son cours et son prolongement jusqu'à la ligne médiane du fleuve Saint-Laurent ; la ligne médiane du fleuve en remontant son cours jusqu'au prolongement de la ligne nord-est du lot 232-2 du cadastre de la paroisse de Saint-Colomb-de-Sillery ; le long de la ligne nord-est des lots 232-2, 232-3 et 230-6 jusque sur le dessus de la falaise ; de là, en suivant le dessus de la falaise en direction nord-est jusqu'au côté extérieur sud-est du mur de fortification du Ministère de la Défense nationale ; une ligne brisée ayant des directions sud-ouest et nord-ouest et suivant le côté extérieur dudit mur jusqu'à la ligne médiane de la rue Dauphine ; la ligne médiane de ladite rue jusqu'à son intersection avec la ligne médiane du boulevard Saint-Cyrille Est ; la ligne médiane

dudit boulevard en direction sud-ouest jusqu'à la ligne médiane de l'avenue de Salaberry ; la ligne médiane de ladite avenue en direction nord-ouest jusqu'à la cime du coteau Sainte-Geneviève ; enfin, la cime du coteau Sainte-Geneviève en allant vers l'ouest jusqu'au point de départ.

Cette circonscription comprend une partie de la ville de Québec délimitée comme suit : la rivière Saint-Charles, le fleuve Saint-Laurent, la limite des villes de Québec et Silvery, la falaise, le mur de fortification, la rue Dauphine, le boulevard Saint-Cyrille Est, l'avenue de Salaberry, le coteau Sainte-Geneviève, l'avenue Saint-Sacrement et le boulevard Hamel.

**111) Terrebonne :** Le circonscription électorale de Terrebonne comprend le territoire délimité comme suit :

partant de l'intersection de la ligne médiane de la rivière des Mille Îles avec le prolongement de la ligne séparative des lots 27 et 36 du cadastre de la paroisse de Saint-Louis-de-Terrebonne ; de là, ce prolongement et la ligne desdits lots ; la ligne est des lots 29 et 28 ; le prolongement de la ligne est du lot 30 à travers le chemin Adolphe-Chapleau et ladite ligne est ; la ligne limitant vers le nord-ouest une partie du lot 26 et le lot 30 ; la ligne nord-est du lot 25 ; une ligne brisée limitant vers le nord-ouest les lots 25, 24, 23, 20 et 19 ; de là, partie de la ligne est du lot 18 ; une ligne brisée limitant vers le nord-ouest les lots 18, 17, 16, 14, 13, 12, 5 et 4 et son prolongement jusqu'à la ligne nord-est du cadastre de la paroisse de Sainte-Thérèse-de-Blainville ; partie de la ligne nord-est du cadastre de la paroisse de Sainte-Thérèse-de-Blainville ; la ligne séparative entre le cadastre de la paroisse de Saint-Louis-de-Terrebonne et le cadastre de la paroisse de Sainte-Anne-des-Plaines ; la ligne sud-ouest des lots 468 et 467 ; partie de la limite du cadastre de ladite paroisse ; les lignes nord-ouest et nord-est du lot 167 ; la ligne nord-est des lots 166 à 158 ; partie de la ligne est du lot 154 ; la ligne nord des lots 153 et 152 ; la ligne nord-ouest des lots 115 et 114 ; la ligne nord-est des lots 114 et 112 ; la ligne sud-est des lots 112 et 113 ; la ligne nord-est des lots 144 à 140 ; la ligne de division des cadastres des paroisses de Saint-Henri-de-Mascouche d'une part et de Saint-Lin et Saint-Roch-de-L'Achigan d'autre part ; la ligne de division entre les cadastres des paroisses de Saint-Henri-de-Mascouche et Lachenaie d'une part et les cadastres des paroisses de L'Épiphanie et Saint-Paul-l'Ermitte d'autre part jusqu'à son intersection avec la rive de la rivière des Prairies ; de là, une ligne irrégulière passant à l'est de l'île Bourdon et rejoignant la ligne médiane de la rivière des Prairies ; la ligne médiane de la rivière des Prairies en remontant son cours ; la ligne médiane de la rivière des Mille Îles en remontant son cours, passant au sud de l'île Saint-Jean, au nord-ouest des îles portant les numéros 597 à 601 et 616, 617, 618 et 619 du cadastre de la paroisse de Saint-Louis-de-Terrebonne jusqu'au point de départ.

Cette circonscription comprend les municipalités suivantes : les villes de Lachenaie, Mascouche et Terrebonne et les municipalités des paroisses de La Plaine et Saint-Louis-de-Terrebonne.

**112) Trois-Rivières :** La circonscription électorale de Trois-Rivières comprend le territoire délimité comme suit :

partant du coin sud du lot 2 du cadastre de la cité de Trois-Rivières ; de là, successivement, les lignes suivantes : partie de la ligne sud-ouest des lots 2 et 1 du cadastre de la cité de Trois-Rivières jusqu'à une ligne parallèle et au nord-ouest de la ligne sud-est des subdivisions 15, 16 et 17 du lot originaire 2 du cadastre de la paroisse de Trois-Rivières, laquelle ligne parallèle se situe à une distance perpendiculaire de cinq cent seize pieds (516 pi) de ladite ligne sud-est ; dans le cadastre de ladite paroisse de Trois-Rivières, ladite ligne parallèle, dans le lot 2, sur une longueur de deux cent quatre-vingt-douze pieds et sept dixièmes (292,7 pi) ; partie de la ligne nord-est du lot 2-2 en allant vers le nord-ouest sur une longueur de deux mille cinq cent trente-quatre pieds et cinq dixièmes (2 534,5 pi) ; partie de la ligne sud-ouest du lot 1-1 du cadastre de la cité de Trois-Rivières ; la ligne sud-ouest du lot 15-1 du cadastre de la cité de Trois-Rivières et son prolongement jusqu'au côté nord-ouest de l'emprise du chemin de fer du Pacifique Canadien (lot 374 du cadastre de la paroisse de Trois-Rivières) ; dans le cadastre de ladite paroisse, le côté nord-ouest de ladite emprise en allant vers le sud-ouest jusqu'à la ligne sud-ouest du lot 7 ; partie de ladite ligne sud-ouest du lot 7 en allant vers le nord-ouest jusqu'au côté sud-est du chemin Sainte-Marguerite, cette ligne traversant la rivière Sainte-Marguerite ; le côté sud-est dudit chemin en allant vers le nord-est jusqu'à la ligne nord-est du lot 7 ; une ligne brisée limitant vers le nord-est et le sud-est suivant le cas, les lots 7, 166, 165-1, 165-2 et 165 jusqu'au côté sud-est de la route du Rochon ; le côté sud-est de ladite route en allant vers le sud-ouest et la ligne sud-est des lots 249, 250, 251 et 373 ; la ligne sud-ouest du Quatrième rang du fief Saint-Maurice ; la ligne nord-ouest du lot 295 ; dans le cadastre de la paroisse de Saint-Étienne, la ligne sud-ouest du Deuxième rang du fief Saint-Étienne et le côté sud-ouest d'un chemin passant au sud-ouest des lots 297, 296, 293, 292, 290, 289, 288 et 286, et de 284 à 279 inclusivement et se continuant jusqu'à la ligne médiane d'un chemin passant entre les lots 279, 38 et 39 d'un côté et les lots 278, 277, 276 et 40 de l'autre côté ; la ligne médiane dudit chemin jusqu'à la ligne médiane d'un autre chemin traversant le Premier rang du fief Saint-Étienne ; la ligne médiane de ce dernier chemin jusqu'au prolongement de la ligne nord-ouest du lot 38 ; ledit prolongement et la ligne nord-ouest du lot 38, cette ligne se prolongeant jusqu'à la ligne médiane de la rivière Saint-Maurice ; la ligne médiane de ladite rivière en descendant son cours, contour-



nant par la droite les îles les plus rapprochées de la rive gauche et par la gauche les îles les plus rapprochées de la rive droite, jusqu'au prolongement de la ligne séparative des lots 181 et 186 du cadastre de la paroisse de Trois-Rivières ; ce dernier prolongement en allant vers le nord-est jusqu'à la rive nord de ladite rivière ; la rive nord de la rivière Saint-Maurice en allant vers l'est jusqu'à la rive nord-ouest du fleuve Saint-Laurent ; une ligne dans le fleuve, perpendiculaire à ladite rive nord-ouest jusqu'à la ligne médiane du fleuve Saint-Laurent ; la ligne médiane du fleuve en remontant son cours jusqu'au prolongement de la ligne sud-ouest du lot 2 du cadastre de la cité de Trois-Rivières ; enfin, ledit prolongement jusqu'au point de départ.

Cette circonscription comprend la ville de Trois-Rivières.

113) **Ungava** : La circonscription électorale d'Ungava comprend le territoire délimité comme suit :

partant du point d'intersection de la rive de la baie d'Hudson avec le parallèle 55°00' de latitude nord ; de là, successivement, les lignes suivantes : ledit parallèle en allant vers l'est jusqu'au méridien 68°00' de longitude ouest ; ledit méridien en allant vers le sud jusqu'au parallèle 52°55' de latitude nord ; ledit parallèle de latitude nord en allant vers l'ouest jusqu'à la ligne de partage des eaux séparant le bassin du fleuve Saint-Laurent de celui de la baie d'Hudson ; ladite ligne de partage des eaux vers le sud-ouest jusqu'à l'intersection de la limite ouest du canton de Pfister avec le prolongement vers le nord-ouest de la ligne nord-est du canton d'Ingall ; de là, une ligne traversant les cantons de Balète, Marceau, Buteux et Lacroix jusqu'au coin nord-est du canton de Bailly ; la ligne nord des cantons de Bailly, Barry, Souart, Moquin, Labrie, Cuvillier et partie de la ligne nord du canton de Holmes ; les lignes est, nord et ouest du canton de Quévillon, cette dernière ligne étant la ligne médiane de la rivière Bell ; partie de la ligne nord du canton de Laas ; les lignes nord des cantons de Murault, Bernetz, Coigny, Miniac, Desboues, Ligneris et Disson ; la ligne est des cantons de Lavergne et Lemaire ; la ligne nord des cantons de Lemaire, Paradis et Boivin ; la ligne frontière Québec/Ontario jusqu'à la baie James et la limite de la province dans la baie James jusqu'au point de départ.

Cette circonscription comprend les municipalités suivantes : les villes de Chapais, Chibougamau et Matagami ; les villages cris d'Eastmain, Fort George, Fort Rupert, Mistassini, Némiscau, Nouveau-Comptoir (Wemindji), Poste-de-la-Baleine et Waswanipi ; les villages nordiques d'Akulivik, Aupaluk, Kangiqsualujuaq, Kuujuaq, Salluit et Tasiujaq, et une partie de la municipalité de Baie-James. Elle comprend aussi les localités inuit de Caniapiscau, Deception, Inukjuak, Ivujivik, Kangiqsujuaq, Kan-

gigsuk, Kuujjuaraapik, Povungnituk, Purtuniqu et Quaqtaq situées en territoire du Nouveau-Québec.

114) **Vachon** : La circonscription électorale de Vachon comprend le territoire délimité comme suit :

partant de l'intersection des limites sud-est et nord-est du cadastre de la paroisse de Saint-Antoine-de-Longueuil ; de là, successivement, les lignes suivantes : partie de la limite nord-est des cadastres des paroisses de Saint-Antoine-de-Longueuil et Saint-Hubert jusqu'à la ligne nord-ouest du lot 227 du cadastre de la paroisse de Sainte-Famille-de-Boucherville ; dans ce cadastre, la ligne nord-ouest des lots 227, 226, 225, 224, 223 et 221 ; la ligne nord-est des lots 221, 222, 236 et 237, cette ligne étant prolongée à travers le chemin de la Savane ; la ligne sud-est des lots 237, 235, 233, 232, 231, 230 et 229 ; partie de la ligne sud-ouest du lot 229 jusqu'à la ligne sud-est du lot 13 du cadastre de la paroisse de Saint-Hubert ; une ligne brisée séparant le cadastre de la paroisse de Saint-Hubert du cadastre de la paroisse de Saint-Bruno jusqu'à la ligne est du lot 81 du cadastre de la paroisse de Saint-Hubert, cette ligne se confondant en partie avec le côté ouest de la montée Sabourin ; la ligne est dudit lot 81 et son prolongement jusqu'au côté sud-ouest du chemin de Chambly ; le côté sud-ouest dudit chemin en allant vers le nord-ouest jusqu'à la ligne est du lot 89 du même cadastre ; la ligne est dudit lot, cette ligne traversant l'emprise d'un chemin de fer ; une ligne brisée séparant le cadastre de la paroisse de Saint-Hubert du cadastre de la paroisse de Saint-Joseph-de-Chambly jusqu'à la ligne la plus au sud-ouest du lot 198 du cadastre de la paroisse de Saint-Hubert ; ladite ligne sud-ouest dudit lot ; le côté sud-ouest du chemin Grande-Allée jusqu'au prolongement de la ligne nord-ouest du lot 222 du cadastre de la paroisse de Saint-Antoine-de-Longueuil ; puis en référence à ce cadastre, ledit prolongement et ladite ligne nord-ouest du lot 222 ; partie de la ligne sud-ouest du lot 317 (emprise de chemin de fer) en allant vers le nord-ouest jusqu'à la ligne sud-est du lot 212 ; partie de ladite ligne sud-est en allant vers le sud-ouest jusqu'au côté nord-est du chemin Grande-Allée ; le côté nord-est dudit chemin en allant vers le nord-ouest jusqu'au prolongement de la ligne sud-est du lot 233 ; ledit prolongement et partie de la ligne sud-est dudit lot 233 jusqu'au côté sud-ouest du boulevard Taschereau ; le côté sud-ouest dudit boulevard en allant vers le nord-ouest jusqu'au côté ouest d'un ancien chemin (chemin Lamarre) ; le côté ouest dudit chemin en allant vers le nord jusqu'au côté nord-est du boulevard Taschereau ; le côté nord-est dudit boulevard en allant vers le nord-ouest jusqu'au côté nord-ouest de la rue Gladstone ; le côté nord-ouest de ladite rue jusqu'au côté sud-ouest de la rue Mont-Royal ; le côté sud-ouest de ladite rue et la ligne sud-ouest du lot 236-1188, ces deux dernières lignes se raccordant par une ligne droite traversant le boulevard Ma-

rie ; la ligne nord-ouest des lots 236-1188 et 236-1187 ; la ligne sud-ouest des lots 236-1186, 236-1193 et partie de la ligne sud-ouest du lot 236-46-2 jusqu'à la ligne sud-est du lot 236-55 ; la ligne sud-est des lots 236-55, 236-96 et 236-102 ; le côté nord-est du boulevard Taschereau en allant vers le nord-ouest jusqu'à la ligne sud-ouest du lot 246a ; une ligne brisée limitant vers le sud-ouest et l'ouest ledit lot 246a ; partie de la ligne sud-ouest du lot 317 (chemin de fer) ; partie de la ligne nord du lot 198 ; partie de la limite nord-est de l'emprise de la route numéro 9 ; partie de la ligne sud-ouest du lot 120 ; partie de la ligne sud-ouest de l'emprise de la route numéro 9 jusqu'au prolongement de la ligne est du lot 113 du cadastre de la paroisse de Saint-Antoine-de-Longueuil ; une ligne brisée séparant le cadastre de la paroisse de Saint-Antoine-de-Longueuil de celui de la paroisse de Saint-Hubert jusqu'au point de départ.

Cette circonscription comprend la ville de Saint-Hubert.

115) **Vanier** : Le territoire de la circonscription électorale de Vanier peut être décrit comme suit :

partant du point d'intersection de la ligne séparative des cadastres des paroisses de Charlesbourg et Saint-Roch-Nord avec le prolongement de la ligne médiane de l'avenue du Colisée ; de là, successivement, les lignes suivantes : vers le sud-est, la ligne médiane de ladite rue et son prolongement jusqu'à la ligne médiane de l'emprise du chemin de fer de la Compagnie des Chemins de Fer Nationaux du Canada ; la ligne médiane de ladite emprise jusqu'à la ligne médiane de la 1<sup>re</sup> Avenue ; la ligne médiane de la 1<sup>re</sup> Avenue jusqu'au prolongement de la ligne médiane de la 18<sup>e</sup> Rue ; ledit prolongement et la ligne médiane de la 18<sup>e</sup> Rue jusqu'au prolongement de la ligne médiane de la 3<sup>e</sup> Avenue ; ledit prolongement et la ligne médiane de la 3<sup>e</sup> Avenue et du pont Dorchester jusqu'à la ligne médiane de la rivière Saint-Charles ; la ligne médiane de ladite rivière en remontant son cours jusqu'à la ligne médiane du boulevard Hamel (route 138) ; la ligne médiane dudit boulevard jusqu'à la ligne médiane de l'avenue Saint-Sacrement ; la ligne médiane de ladite avenue jusqu'à la ligne médiane du boulevard Charest Ouest (route 440) ; la ligne médiane dudit boulevard en allant vers le sud-ouest jusqu'à la ligne sud-ouest du lot 2359 du cadastre de la paroisse de Saint-Sauveur ; dans ce cadastre, partie de la ligne sud-ouest du lot 2359 ; une ligne brisée limitant vers le sud-est le lot 2360 ; une partie de la ligne nord-est, la ligne sud-est et une partie de la ligne sud-ouest du lot 2363 ; une ligne brisée limitant vers le sud-ouest le lot 2525, le lot 2511 et une partie du lot 2522 ; une ligne limitant au sud une partie du lot 2522, les lots 2521, 2510 et une partie du lot 2519 ; la ligne sud-est d'une partie du lot 2519 et du lot 2508 ; une ligne brisée limitant au sud-est, au sud et à l'est le lot 2512 ; la ligne est des lots 2507 et

2513 ; la ligne sud des lots 2513, 2506 et 2514 ; les lignes ouest et nord-ouest du lot 2514 et une partie de la ligne ouest du lot 2515 ; la ligne sud-ouest du lot 2380a et d'une partie du lot 2380a-1 ; une ligne brisée limitant vers le sud-est le lot 2380b jusqu'au côté nord-est de l'emprise du chemin de fer de la Compagnie des Chemins de Fer Nationaux du Canada (voie désaffectée) ; partie de la ligne sud-ouest du lot 2380b jusqu'au côté sud de l'emprise du chemin de fer du Pacifique Canadien ; puis en référence au cadastre de la paroisse de L'Ancienne-Lorette, le côté sud de ladite emprise de chemin de fer (lot 961) en allant vers l'ouest jusqu'à la ligne médiane du boulevard Henri IV ; la ligne médiane dudit boulevard en allant vers le sud-est jusqu'à la ligne sud-est du lot 26 ; une ligne limitant au sud-est le résidu du lot 26 et les lots 27, 28, 29, 30, 30a, 31 et 32 ; une partie de la ligne sud-ouest du lot 32 jusqu'au coin est du lot 33 ; la ligne sud-est des lots 33, 34 et 35 ; la ligne sud-ouest du lot 35 ; la ligne nord-ouest des lots 35, 34, 33, 32 et d'une partie du lot 31 jusqu'au prolongement à travers la rivière Lorette de la ligne sud-ouest du lot 106 ; ledit prolongement et la ligne sud-ouest du lot 106 et son prolongement à travers la route 138 ; la ligne sud-ouest du lot 108 ; une ligne droite à travers la rue Saint-Paul joignant le coin ouest du lot 108 au coin sud du lot 109 ; le côté nord-ouest de la rue Saint-Paul en allant vers le nord-est jusqu'à la ligne sud-ouest du lot 103 ; ladite ligne sud-ouest du lot 103 ; la ligne nord-ouest des lots 103, 98, 97, 94, 93 et la ligne sud-ouest du lot 236 ; la ligne nord-ouest des lots 236, 85, 82, 81, 77, 76, 71, 70 et 54, la dernière prolongée jusqu'au côté nord-est de la route de l'Ormière (route 371) ; ledit côté nord-est en allant vers le nord-ouest jusqu'à la ligne nord-ouest du lot 575 du cadastre de la paroisse de Saint-Ambroise-de-la-Jeune-Lorette ; ladite ligne nord-ouest et son prolongement jusqu'à la ligne médiane de la rivière Saint-Charles ; la ligne médiane de ladite rivière en descendant son cours jusqu'au prolongement de la ligne nord-ouest du lot 2384b-1 du cadastre de la paroisse de Saint-Sauveur ; ledit prolongement ; une ligne brisée séparant les cadastres des paroisses de Saint-Ambroise-de-la-Jeune-Lorette et Saint-Sauveur jusqu'à l'intersection de la ligne médiane de la rivière Duberger ; la ligne médiane de la rivière Duberger en remontant son cours jusqu'au prolongement de la ligne nord-est du lot 1139 du cadastre de la paroisse de Saint-Ambroise-de-la-Jeune-Lorette ; la ligne nord-est du lot 1139 et une partie du lot 1245, jusqu'au prolongement vers le sud-ouest de la ligne entre la Cinquième et la Sixième concession de Charlesbourg ; le prolongement et la ligne entre les Cinquième et Sixième concessions vers le nord-ouest jusqu'au coin est du lot 103 du cadastre de la paroisse de Charlesbourg ; la ligne nord-est du lot 103 ; la ligne sud-ouest du lot 371a et son prolongement à travers une rivière et un chemin public ; une partie de la ligne nord-ouest du lot 371 ; une ligne brisée limitant au nord-est les lots 151 et 266 ; le côté nord-est

d'un chemin public limitant au sud-ouest les lots 272 partie, 271 et 270 jusqu'à la ligne de division des cadastres des paroisses de Saint-Roch-Nord et Charlesbourg ; de là, jusqu'au point de départ.

Cette circonscription comprend la ville de Vanier ainsi qu'une partie de la ville de Québec, le tout délimité comme suit : la limite du quartier Charlesbourg-Ouest de la ville de Québec avec la limite du quartier Neufchâtel de la ville de Québec, du village de Saint-Émile et de la ville de Charlesbourg, la limite des villes de Québec et Charlesbourg, l'avenue du Colisée, la voie ferrée du Canadien National, la 1<sup>re</sup> Avenue, la 18<sup>e</sup> Rue, la 3<sup>e</sup> Avenue, la rivière Saint-Charles, le boulevard Hamel, l'avenue Saint-Sacrement, le boulevard Charest Ouest, la limite de la ville de Québec avec les villes de Sainte-Foy et d'Ancienne-Lorette, la limite des quartiers Les Saules et Neufchâtel de la ville de Québec, et la limite des quartiers Duberger et Neufchâtel de la ville de Québec.

**116) Vaudreuil-Soulanges :** La circonscription électorale de Vaudreuil-Soulanges comprend le territoire délimité comme suit :

partant du point d'intersection de la rive du fleuve Saint-Laurent avec la limite sud-ouest du cadastre de la paroisse de Saint-Zotique ; de là, successivement, les lignes suivantes : la ligne frontière Québec/Ontario jusqu'à la ligne médiane de la rivière des Outaouais ; la ligne médiane de ladite rivière en descendant son cours, en passant au sud de toutes les îles faisant partie du cadastre de la paroisse de Saint-Andrews et une ligne irrégulière suivant la ligne médiane du lac des Deux Montagnes, passant au sud de l'île Hay ; au nord-est de toutes les îles faisant partie des cadastres des paroisses de Saint-Michel-de-Vaudreuil et Sainte-Jeanne-de-l'Île-Perrot jusqu'à une autre ligne irrégulière passant à mi-distance entre l'île de Montréal et les îles Perrot et Dowker ; ladite ligne irrégulière dans le lac Saint-Louis et dans le fleuve Saint-Laurent, contournant par l'est l'île Perrot et passant à mi-distance entre ladite île et les îles faisant partie des cadastres des paroisses de Saint-Joachim-de-Châteauguay et Saint-Clément, au sud de toutes les îles faisant partie du cadastre de la paroisse de Saint-Joseph-des-Cèdres, à l'est des îles Dondaine et Maricourt, à l'est, au nord et à l'ouest de l'île d'Aloigny, à l'est de l'île Sérigny, au sud des îles Sérigny et Longueuil et se continuant dans la ligne médiane du lac Saint-François jusqu'au prolongement de la limite sud-ouest du cadastre de la paroisse de Saint-Zotique ; enfin, ledit prolongement jusqu'au point de départ.

Cette circonscription comprend les municipalités suivantes : les villes de Dorion, Hudson, Île-Cadieux, Île-Perrot, Pincourt, Pointe-du-Moulin, Rigaud et Vaudreuil ; les villages de Coteau-du-Lac, Coteau-Landing, La Station-du-Coteau, Les Cèdres, Pointe-des-Cascades,

Pointe-Fortune, Rivière-Beaudette, Sainte-Marthe, Saint-Polycarpe, Saint-Zotique et Vaudreuil-sur-le-Lac ; les municipalités des paroisses de Notre-Dame-de-l'Île-Perrot, Rivière-Beaudette, Saint-Ignace-du-Coteau-du-Lac, Saint-Joseph-de-Soulanges, Sainte-Justine-de-Newton, Saint-Lazare, Sainte-Madeleine-de-Rigaud, Sainte-Marthe, Saint-Polycarpe, Saint-Télesphore, et Très-Saint-Rédempteur ; les municipalités de Saint-Clet et Terrasse-Vaudreuil.

**117) Verchères :** La circonscription électorale de Verchères comprend le territoire délimité comme suit :

partant du point d'intersection de la rive du fleuve Saint-Laurent avec la limite nord-est du cadastre de la paroisse de Contrecoeur ; de là, successivement, les lignes suivantes : la limite nord-est des cadastres des paroisses de Contrecoeur et Saint-Roch, la dernière prolongée jusqu'à la ligne médiane de la rivière Richelieu ; la ligne médiane de ladite rivière en remontant son cours et en contournant par la gauche les îles les plus rapprochées de la rive gauche et par la droite les îles les plus rapprochées de la rive droite jusqu'au prolongement de la limite nord-est du cadastre de la paroisse de Saint-Denis ; ledit prolongement et partie de ladite limite ; dans ce cadastre, une ligne brisée limitant vers l'ouest les lots 438, 440, 441, 443 à 450, 453, 454, 455, 462, 463, 464, 466, 467, 468, 470, 472 et 473 ; partie de la ligne nord-est du lot 476 ; la ligne ouest et partie de la ligne sud-ouest du lot 665 ; la ligne ouest du lot 664 ; la ligne nord-est des lots 663 et 685 ; partie des lignes ouest et nord-est du cadastre de la paroisse de La Présentation ; une ligne brisée séparant le cadastre de la paroisse de Notre-Dame-de-Saint-Hyacinthe des cadastres des paroisses de La Présentation et Sainte-Madeleine ; partie de la limite sud du cadastre de la paroisse de Sainte-Madeleine ; dans le cadastre de la paroisse de Saint-Damase, la ligne sud-est des lots 826 et 754 ; la ligne nord-est du lot 755 ; une ligne brisée séparant le cadastre de la paroisse de Saint-Jean-Baptiste des cadastres des paroisses de Saint-Damase, Sainte-Madeleine et Saint-Hilaire jusqu'à la ligne nord-est du lot 435 de ce dernier cadastre ; dans ce cadastre, ladite ligne nord-est ; partie de la ligne séparant le rang des Trente du rang des Étangs ; partie de la ligne sud-ouest dudit cadastre et son prolongement jusqu'à la ligne médiane de la rivière Richelieu ; la ligne médiane de ladite rivière vers le sud jusqu'au prolongement de la limite sud-ouest du cadastre de la paroisse de Saint-Mathieu-de-Beloil ; ledit prolongement et une ligne brisée limitant vers le sud-ouest et le nord-ouest ledit cadastre jusqu'au coin sud du lot 563 ; la limite nord-ouest de la Cinquième concession jusqu'à la limite nord-est du cadastre de la paroisse de Saint-Mathieu-de-Beloil ; partie de la limite sud-ouest du cadastre de la paroisse de Saint-Marc ; la ligne sud-est des rangs C et D ; la ligne sud-est des lots 17 des rangs A et B ; la ligne nord-est du rang A ; partie de la ligne sud-est du

cadastre de la paroisse de Verchères ; la ligne sud-ouest du même cadastre jusqu'à son intersection avec la rive du fleuve Saint-Laurent ; la ligne sud du cadastre de la paroisse de Verchères dans le fleuve Saint-Laurent jusqu'à la ligne médiane dudit fleuve et passant à l'ouest de l'île Beauregard ; une autre ligne irrégulière passant au nord-ouest des îles faisant partie du cadastre de la paroisse de Verchères ; ladite ligne irrégulière en allant vers le nord-est jusqu'au prolongement d'une autre ligne irrégulière passant à mi-distance entre les îles faisant partie du cadastre de la paroisse de Verchères et les îles faisant partie du cadastre de la paroisse de Saint-Sulpice ; ledit prolongement et ladite ligne irrégulière en allant vers le sud-est et le nord-est jusqu'à la ligne médiane du fleuve ; ladite ligne médiane jusqu'au prolongement de la limite nord-est du cadastre de la paroisse de Contrecoeur ; enfin, ledit prolongement jusqu'au point de départ.

Cette circonscription comprend les municipalités suivantes : les villes de Beloeil, Mont-Saint-Hilaire et Otterburn-Park ; les villages de McMasterville, Saint-Charles-sur-Richelieu, Saint-Denis, Sainte-Madeleine et Verchères ; les municipalités des paroisses de Calixa-Lavallée, La Présentation, Saint-Antoine-de-Padoue, Saint-Charles, Saint-Denis, Saint-Marc-sur-Richelieu, Sainte-Marie-Madeleine, Saint-Mathieu-de-Beloeil et Saint-Roch-de-Richelieu ; les municipalités de Contrecoeur et Saint-Antoine-sur-Richelieu.

118) **Verdun** : Le territoire de la circonscription électorale de Verdun peut être décrit comme suit :

partant du point de rencontre de la ligne nord-ouest du lot 4692 du cadastre de la municipalité de la paroisse de Montréal, cette ligne étant le côté nord-ouest de l'Aqueduc de Montréal, et du prolongement de la ligne médiane de l'avenue Willibrord ; de là, le prolongement, la ligne médiane de ladite avenue et son prolongement jusqu'à une ligne irrégulière passant à mi-distance entre l'île des Soeurs et l'île de Montréal ; ladite ligne irrégulière en allant vers le sud-ouest et contournant par l'ouest et le sud-ouest les îles situées au sud-ouest de l'île des Soeurs jusqu'à la ligne médiane du fleuve Saint-Laurent ; la ligne médiane du fleuve jusqu'à une ligne irrégulière contournant l'île aux Chèvres par le nord (au sud de l'île Rock) ; ladite ligne irrégulière jusqu'au prolongement de la ligne médiane de la 9<sup>e</sup> Avenue ; le prolongement, la ligne médiane de ladite avenue et son prolongement jusqu'à la limite nord-ouest du lot 1024 du cadastre de la paroisse de Lachine, étant le côté nord-ouest de l'Aqueduc de Montréal ; le côté nord-ouest dudit aqueduc jusqu'au point de départ.

Cette circonscription comprend une partie des villes de LaSalle et Verdun, le tout délimité comme suit : le canal de l'Aqueduc de Montréal, la limite des villes de Verdun et Montréal, le prolongement de l'avenue Willibrord, cette

avenue et son prolongement, le fleuve Saint-Laurent en excluant l'île des Soeurs, les îles aux Chèvres et aux Hérons, le prolongement de la 9<sup>e</sup> Avenue, cette avenue et son prolongement.

119) **Viau** : Le territoire de la circonscription électorale de Viau peut être décrit comme suit :

partant du point de rencontre de la ligne médiane de l'emprise du chemin de fer de la Compagnie des Chemins de Fer Nationaux du Canada et de la ligne médiane de l'avenue Papineau, en suivant la ligne médiane de ladite avenue et son prolongement jusqu'à la ligne médiane du boulevard Métropolitain (route 40) ; la ligne médiane dudit boulevard jusqu'à son intersection avec le prolongement de la ligne médiane de la rue de Bordeaux ; la ligne médiane de ladite rue jusqu'à son intersection avec la ligne médiane de la rue Bélanger ; la ligne médiane de ladite rue jusqu'à son intersection avec la ligne médiane du boulevard Pie-IX ; la ligne médiane dudit boulevard jusqu'à son intersection avec la ligne médiane du boulevard Métropolitain (route 40) ; la ligne médiane dudit boulevard (route 40) jusqu'à son intersection avec la ligne des lots 437 et 438 du cadastre de la paroisse de Sault-au-Récollet ; ladite ligne de lot et son prolongement jusqu'à la ligne médiane de la rue Jarry ; la ligne médiane de ladite rue jusqu'au prolongement de la ligne des lots 370 et 371 dudit cadastre ; ladite ligne de lot jusqu'à son intersection avec la ligne médiane de la rue d'Hérelle ; la ligne médiane de la rue d'Hérelle jusqu'à son intersection avec la ligne médiane du boulevard Pie-IX ; la ligne médiane dudit boulevard jusqu'à son intersection avec la ligne médiane de l'emprise du chemin de fer de la Compagnie des Chemins de Fer Nationaux du Canada ; la ligne médiane de ladite emprise jusqu'au point de départ.

Cette circonscription comprend une partie de la ville de Montréal délimitée comme suit : la voie ferrée du Canadien National, la limite des villes de Montréal et Montréal-Nord, le boulevard Pie-IX, la rue d'Hérelle, la limite des villes de Montréal et Saint-Léonard, le boulevard Métropolitain, le boulevard Pie-IX, la rue Bélanger, la rue de Bordeaux, le boulevard Métropolitain et l'avenue Papineau.

120) **Viger** : Le territoire de la circonscription électorale de Viger peut être décrit comme suit :

partant de l'intersection de la ligne médiane du boulevard Métropolitain (route 40) et de la ligne séparative des cadastres des paroisses de Sault-au-Récollet et Longue-Pointe ; ladite ligne séparative de cadastres jusqu'à la ligne sud-est du lot 443 du cadastre de la paroisse de Longue-Pointe ; ladite ligne sud-est ; partie de la ligne séparant le lot 326 des lots 440, 442 et 441 dudit cadastre jusqu'au prolongement de la ligne médiane du boulevard Rosemont ; ledit prolongement et la ligne médiane dudit boule-

vard jusqu'au prolongement de la ligne médiane de la 38<sup>e</sup> Avenue ; ledit prolongement ; la ligne médiane de ladite avenue et son prolongement jusqu'à la ligne médiane de la rue Saint-Zotique ; la ligne médiane de ladite rue jusqu'au prolongement de la ligne médiane de la 24<sup>e</sup> Avenue ; la ligne médiane de ladite avenue et son prolongement jusqu'à la ligne médiane de la rue Bélanger ; la ligne médiane de ladite rue et son prolongement jusqu'à la ligne médiane du boulevard Pie-IX ; la ligne médiane dudit boulevard et son prolongement jusqu'à la ligne médiane du boulevard Métropolitain ; la ligne médiane dudit boulevard jusqu'au point de départ.

Cette circonscription comprend une partie des villes de Montréal et Saint-Léonard, le tout délimité comme suit : le boulevard Métropolitain, la limite des villes de Saint-Léonard et Anjou, la limite des villes de Montréal et Anjou, le prolongement du boulevard Rosemont, ce boulevard, la 38<sup>e</sup> Avenue, la rue Saint-Zotique, la 24<sup>e</sup> Avenue, la rue Bélanger et le boulevard Pie-IX.

121) **Vimont** : Le territoire de la circonscription électorale de Vimont peut être décrit comme suit :

partant du point de rencontre du prolongement de l'autoroute Papineau (no 19) et son tracé et de la ligne médiane de la rivière des Mille Îles ; de là, la ligne médiane de ladite rivière en remontant son cours et en passant à l'ouest de toutes les îles faisant partie du cadastre de la paroisse de Sainte-Rose jusqu'à la ligne médiane de l'autoroute des Laurentides (no 15) ; la ligne médiane de ladite autoroute jusqu'à la ligne médiane du boulevard Saint-Martin ; la ligne médiane dudit boulevard jusqu'à la ligne médiane de l'autoroute Papineau (no 19) ; la ligne médiane de ladite autoroute, son tracé et son prolongement jusqu'au point de départ.

Cette circonscription comprend une partie de la ville de Laval délimitée comme suit : la limite de la ville de Laval dans la rivière des Mille Îles, le tracé de l'autoroute Papineau (no 19) et cette autoroute, le boulevard Saint-Martin et l'autoroute des Laurentides (no 15).

122) **Westmount** : Le territoire de la circonscription électorale de Westmount peut être décrit comme suit :

partant du point de rencontre de la ligne médiane de l'autoroute Décarie (no 15) avec le prolongement de la ligne médiane du chemin de la côte Sainte-Catherine ; de là, ledit prolongement et la ligne médiane dudit chemin jusqu'à la ligne médiane de la rue Lavoie ; la ligne médiane de ladite rue jusqu'à la ligne médiane du boulevard Édouard-Montpetit ; la ligne médiane dudit boulevard jusqu'à la ligne médiane du chemin de la Côte-des-Neiges ; la ligne médiane dudit chemin jusqu'à la ligne médiane du chemin Remembrance ; la ligne médiane dudit chemin jusqu'à son intersection avec une ligne droite débutant au point de

rencontre des lignes médianes de l'avenue Cedar et du chemin de la Côte-des-Neiges et de direction N. 45°00'0" O ; ladite ligne droite ; la ligne médiane du chemin de la Côte-des-Neiges jusqu'au prolongement de la ligne médiane de la rue Saint-Mathieu ; ledit prolongement et la ligne médiane de ladite rue jusqu'à la ligne médiane de la rue Sherbrooke ; la ligne médiane de ladite rue jusqu'à la ligne séparative des cadastres de la municipalité de la paroisse de Montréal et de la ville de Montréal (Quartier Saint-Antoine) ; ladite ligne séparative de cadastres jusqu'à la ligne médiane du boulevard Dorchester ; la ligne médiane dudit boulevard jusqu'à la ligne médiane de l'avenue Atwater ; la ligne médiane de ladite avenue jusqu'à la ligne médiane de la rue Saint-Antoine ; la ligne médiane de ladite rue jusqu'à la ligne médiane de la rue Rose-de-Lima ; la ligne médiane de ladite rue jusqu'au prolongement de la ligne séparant les lots 1367 à 1407 et 1435 à 1457 du cadastre de la municipalité de la paroisse de Montréal d'un côté des lots 1415 en rétrogradant à 1408 et 1434 du cadastre de ladite paroisse de l'autre côté ; ledit prolongement ; ladite ligne séparative de lots et son prolongement à travers les lots 1632, 1634 et 1657 du cadastre de la paroisse de Montréal jusqu'au prolongement du côté sud-ouest de l'avenue Claremont ; partie du prolongement du côté sud-ouest de ladite avenue jusqu'à la ligne médiane de la voie ferrée principale du Pacifique Canadien ; la ligne médiane de ladite voie ferrée principale jusqu'à la ligne médiane de l'autoroute Décarie (no 15) ; enfin, la ligne médiane de ladite autoroute jusqu'au point de départ.

Cette circonscription comprend la ville de Westmount et une partie de la ville de Montréal, le tout délimité comme suit : le chemin de la Côte-Sainte-Catherine, la rue Lavoie, le boulevard Édouard-Montpetit, le chemin de la Côte-des-Neiges, le chemin Remembrance, une ligne droite de 45°00' de direction sud-est provenant du point d'intersection de l'avenue Cedar et du chemin de la Côte-des-Neiges, le chemin de la Côte-des-Neiges, la rue Saint-Mathieu, la rue Sherbrooke, la limite des villes de Westmount et Montréal, la voie ferrée du Pacifique Canadien et l'autoroute Décarie.





c. R-26, r.1

## **Règlement sur la réserve écologique de l'Île aux Sternes**

Loi sur les réserves écologiques  
(L.R.Q., c. R-26, a. 2)

**1. Constitution de la réserve écologique :** L'île décrite à l'article 2 est constituée en réserve écologique sous le nom de Réserve écologique de l'Île aux Sternes avec indicatif 008-04-1981.

**2. Description :** La réserve écologique constituée en vertu de l'article 1 est formée d'une île appelée l'Île aux Sternes située en front des lots 10 à 22, rang du Grand-Chemin du cadastre officiel de la paroisse de La Visitation de la Pointe-du-Lac, dans le fleuve Saint-Laurent en aval du lac Saint-Pierre.







c. R-26, r.2

## Règlement sur la réserve écologique du lac Malakisis

Loi sur les réserves écologiques  
(L.R.Q., c. R-26, a. 2)

**1.** Le terrain ci-après décrit est constitué en réserve écologique sous le nom de Réserve écologique du lac Malakisis avec indicatif 005-09-1978.

**Description :** Partant du point d'intersection de la ligne cantonale Raisenne/Booth avec une ligne de concession forestière située à environ 4 750 mètres à l'ouest de la ligne séparative des cantons de Villedieu/Booth, distance mesurée sur la ligne cantonale Raisenne/Booth, de là, les lignes et démarcations suivantes ; dans une direction nord-ouest le long de la ligne de concession sur une distance d'environ 905 mètres jusqu'à son intersection avec un ruisseau en amont du lac Booth ; de là, dans une direction ouest sur une distance d'environ 4 385 mètres jusqu'à un sommet situé à environ 365 mètres au sud-est d'un petit lac ; de là, dans une direction sud-ouest sur une distance d'environ 2 000 mètres jusqu'à son intersection avec la ligne cantonale Raisenne/Booth soit à environ 585 mètres à l'est du lac Cottendre, distance mesurée sur la ligne cantonale ; de là, dans une direction sud-est sur une distance d'environ 3 280 mètres jusqu'à un sommet situé à environ 905 mètres au sud-ouest du lac Malakisis ; de là, dans une direction sud-est sur une distance d'environ 1 085 mètres jusqu'à un sommet situé à environ 645 mètres au sud du lac Malakisis ; de là, dans une direction est sur une distance d'environ 4 385 mètres jusqu'à son intersection avec la ligne de concession forestière précitée à une distance d'environ 2 495 mètres au sud-est du point de départ, distance mesurée sur cette ligne de concession ; de là, dans une direction nord-ouest le long de cette ligne de concession forestière jusqu'au point de départ.





c. R-26, r.3

## Règlement sur la réserve écologique des Laurentides

Loi sur les réserves écologiques  
(L.R.Q., c. R-26, a. 2)

**1.** Le terrain ci-après décrit est constitué en réserve écologique sous le nom de Réserve écologique des Laurentides avec indicatif 006-06-1978.

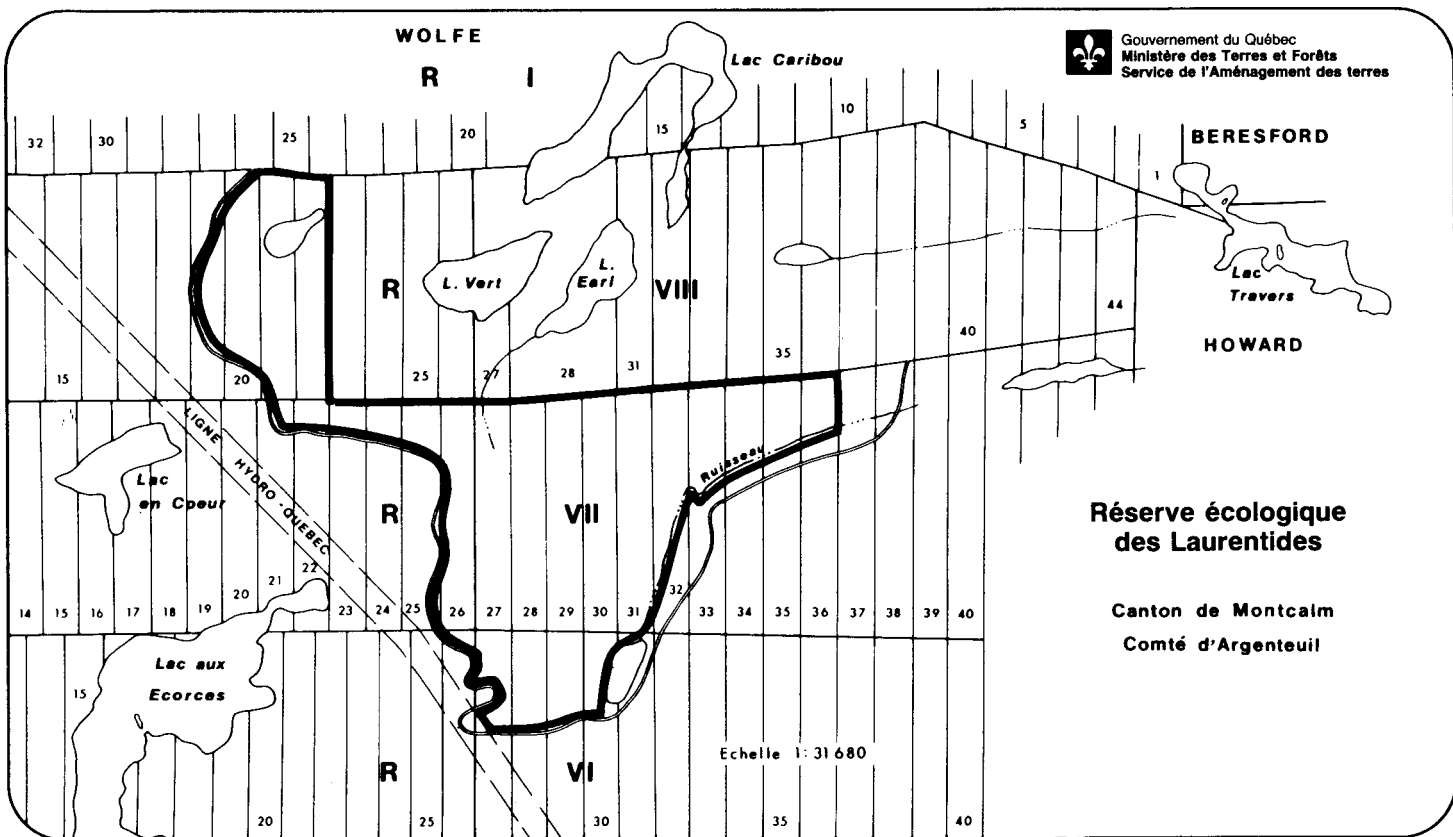
**Description :** Un territoire faisant actuellement partie du canton de Montcalm, comté d'Argenteuil est plus explicitement décrit comme suit :

De figure irrégulière, borné vers le nord par une partie des lots 24 et 26 et le lot 25 du rang I du canton de Wolfe et aussi par les lots 23 à 36 du rang VIII du canton de Montcalm, à l'est par le lot 23 du rang VIII et le lot 37 du rang VII du canton de Montcalm, vers l'est et le sud-est par un ruisseau traversant une partie du lot 31 et les lots 32 à 36 du rang VII, par un lac traversant les lots 30 et 31 du rang VI et par une ligne prolongeant la rive ouest du lac jusqu'à la route se situant sur le lot 30 du rang VI du canton de Montcalm, vers le sud par la route traversant une partie des lots 27 et 30 et les lots 28 et 29 du rang VI du canton de Montcalm, vers le sud-ouest par une partie de la ligne de l'Hydro-Québec traversant le lot 27 du rang VI du canton de Montcalm, vers le sud, sud-ouest, l'ouest et le nord-ouest par la route traversant une partie des lots 25 et 27 du rang VI, le lot 26 du rang VI, une partie des lots 21 et 26 du rang VII, les lots 22 à 25 du rang VII, une partie du lot 21 du rang VIII et les lots 19 et 20 du rang VIII du canton de Montcalm.

Ce territoire contient en superficie 604,11 ha.

Le plan à l'annexe A présente le territoire en cause.

ANNEXE A  
(a. 1)





c. R-26, r.4

## Règlement sur la réserve écologique du Micocoulier

Loi sur les réserves écologiques  
(L.R.Q., c. R-26, a. 2)

**1. Constitution de la réserve écologique :** Les îles décrites à l'article 2 sont constituées en réserve écologique sous le nom de Réserve écologique du Micocoulier avec indicatif 007-06-1980.

**2. Description :** La réserve écologique constituée en vertu de l'article 1 comprend 2 îles dans le fleuve Saint-Laurent, soit les îles Bienville et Arthur, qui sont respectivement connues et désignées comme étant :

a) le lot numéro 518 du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Ignace-du-Coteau-du-Lac, division d'enregistrement de Soulanges ; et

b) les lots numéros 1 à 139 inclusivement de la subdivision officielle du lot originaire numéro 514 de ce cadastre.





c. R-26, r.5

## Règlement sur la réserve écologique du Pin-Rigide

Loi sur les réserves écologiques  
(L.R.Q., c. R-26, a. 2)

**1.** Dans le présent règlement, le terme « réserve écologique » indique tout territoire réservé par le gouvernement en vertu de l'article 2 de la Loi sur les réserves écologiques (L.R.Q., c. R-26).

**2.** Les terrains ci-après décrits sont constitués en réserve écologique sous le nom de Réserve du Pin-Rigide avec indicatif 002-06-1977.

### Description

a) Une parcelle de terrain située dans la municipalité de Franklin connue et désignée comme étant une partie du lot originaire 179, rang VIII, du cadastre de la paroisse de Saint-Antoine-Abbé, division d'enregistrement de Châteauguay ; cette parcelle de terrain de figure irrégulière est bornée et décrite comme suit : vers l'ouest par une autre partie du lot 179 appartenant à Francis Lemarié, mesurant cent onze pieds et sept dixièmes (111,7 pi) et mille deux cent trente-deux pieds et cinq dixièmes (1 232,5 pi) le long de cette limite ; au nord-est par le chemin Du Rocher appartenant à la municipalité de Franklin, mesurant trois mille cent soixante-seize pieds et deux dixièmes (3 176,2 pi) le long de cette limite ; au sud-est par les lots 176, 177 et 178 du rang IX, mesurant mille cent quatre-vingt-cinq pieds et deux dixièmes (1 185,2 pi) le long de cette limite ; et au sud-ouest par une partie du lot 180 ci-après décrite, mesurant deux mille quatre cent trente-sept pieds et sept dixièmes (2 437,7 pi) le long de cette limite ; contenant en superficie trois millions deux cent quarante-six mille neuf cent soixante pieds carrés (3 246 960 pi<sup>2</sup>) soit 88,23 arpents carrés.

Un chemin de soixante-six pieds (66 pi) de largeur a été gravelé le long de la ligne sud-est de cette partie du lot 179 et contient des poteaux et fils des services publics longeant la ligne nord-est de cette partie ci-dessus du lot 179.

b) Une parcelle de terrain, située dans la municipalité de Franklin, connue et désignée comme étant une partie du lot originaire 180, rang VIII, du cadastre de la paroisse de Saint-Antoine-Abbé, division d'enregistrement de Châteauguay ; cette parcelle de terrain de figure trapézoïdale est bornée et décrite comme suit : vers l'ouest par une autre partie de lot 180 appartenant à Francis Lemarié, mesu-

rant mille quarante-six pieds et quatre dixièmes (1 046,4 pi) le long de cette limite ; au nord-est par une partie du lot 179 ci-dessus décrite, mesurant deux mille quatre cent trente-sept pieds et sept dixièmes (2 437,7 pi) le long de cette limite ; au sud-est par les lots 174, 175 et 176 du rang IX, mesurant neuf cent cinquante-neuf pieds et deux dixièmes (959,2 pi) le long de cette limite ; et au sud-ouest par une partie du lot 181 ci-après décrite, mesurant deux mille neuf pied (2 009 pi) le long de cette limite ; contenant en superficie deux millions cent trente-deux mille cinq cent quatorze pieds carrés (2 132 514 pi<sup>2</sup>), soit 57,95 arpents carrés.

Un chemin de soixante-six pieds (66 pi) de largeur a été gravelé le long de la ligne sud-est de cette partie du lot 180 et contient des poteaux et fils des services publics.

c) Une parcelle de terrain située dans la municipalité de Franklin, connue et désignée comme étant une partie du lot originaire 181, rang VIII, du cadastre de la paroisse de Saint-Antoine-Abbé, division d'enregistrement de Châteauguay ; cette parcelle de terrain de figure irrégulière est bornée et décrite comme suit : vers l'ouest par une autre partie du lot 181 appartenant à Francis Lemarié, mesurant mille quarante-six pieds et quatre dixièmes (1 046,4 pi) le long de cette limite ; au nord-est par une partie du lot 180 ci-haut décrite, mesurant deux mille neuf pieds (2 009 pi) le long de cette limite ; au sud-est par les lots 172, 173 et 174 du rang IX, mesurant neuf cent cinquante-neuf pieds et deux dixièmes (959,2 pi) le long de cette limite ; et au sud-ouest par une partie du lot 182 appartenant à Wald Demers et Al. mesurant mille cinq cent quatre-vingts pieds et trois dixièmes (1 580,3 pi) le long de cette limite ; contenant en superficie un million sept cent vingt et un mille trois cent vingt-neuf pieds carrés (1 721 329 pi<sup>2</sup>), soit 46,77 arpents carrés.

Un chemin de soixante-six pieds (66 pi) de largeur a été gravelé le long de la ligne sud-est de cette partie du lot 181 et contient des poteaux et fils des services publics.

Le territoire ci-haut décrit sera aménagé et protégé conformément à la Loi sur les réserves écologiques.







c. R-26, r.6

## **Règlement sur la réserve écologique de la Pointe Heath (Île d'Anticosti)**

Loi sur les réserves écologiques  
(L.R.Q., c. R-26, a. 2)

**1.** Le Bloc A de l'arpentage primitif de l'Île d'Anticosti est constitué en réserve écologique sous le nom de Réserve écologique de la Pointe Heath (Île d'Anticosti).





c. R-26, r.7

## **Règlement sur la réserve écologique de la Rivière-du-Moulin**

Loi sur les réserves écologiques  
(L.R.Q., c. R-26, a. 2)

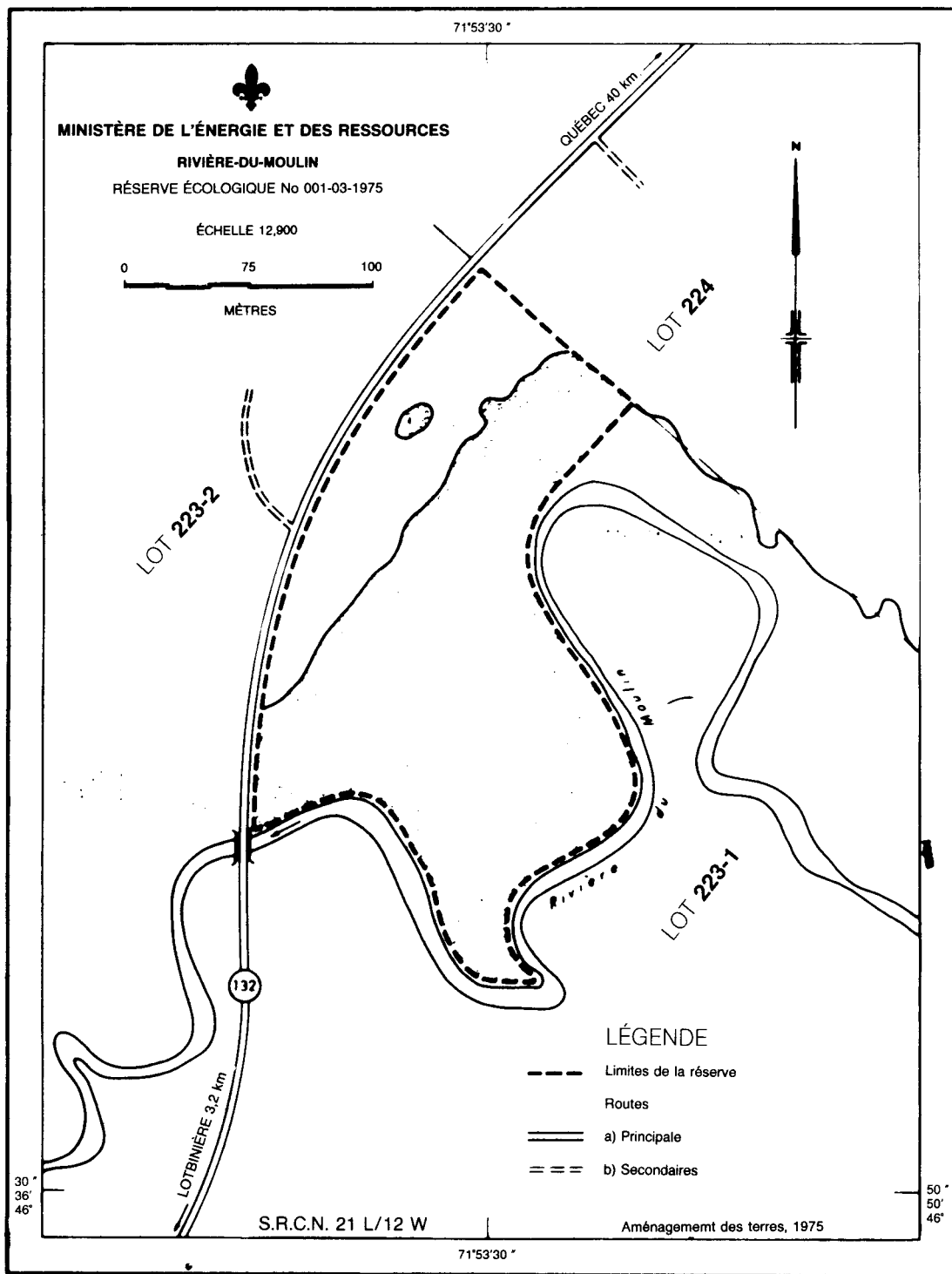
**1.** Le terrain vacant, localisé sur une partie du lot 223-1 dans la paroisse de Saint-Louis-de-Lotbinière, d'une superficie de 2,95 hectares, qui comporte des caractéristiques biophysiques exceptionnelles est constitué en réserve écologique sous le nom de Réserve écologique de la Rivière-du-Moulin portant le numéro 001-03-1975.

**2.** Ce territoire réservé dont le plan apparaît à l'annexe A sera aménagé et protégé conformément à la Loi sur les réserves écologiques (L.R.Q., c. R-26).

**3.** Une zone tampon d'une largeur de 30 mètres sera établie à l'intérieur du périmètre de la réserve où la circulation pour fins d'observation sera autorisée par le ministre de l'Environnement et où, en bordure de la route 132, le ministère des Transports peut réaliser les améliorations indispensables à l'entretien du chemin.

## ANNEXE A

(a. 2)





c. R-26, r.8

## Règlement sur la réserve écologique de Tantaré

Loi sur les réserves écologiques  
(L.R.Q., c. R-26, a. 2)

**1.** Le terrain ci-après décrit est constitué en réserve écologique sous le nom de Réserve écologique de Tantaré avec indicatif 003-03-1978.

**Description :** Un terrain connu et désigné comme étant les lots numéros 522, 523, 524, 525, et une partie de lots numéros 594, 595, 596, 597, 848 et 849 aux plan et livre de renvoi du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Gabriel-de-Valcartier, division d'enregistrement de Québec, laquelle étendue est comprise à l'intérieur du périmètre suivant :

Partant du coin ouest du lot 522 ; de là successivement, les lignes et démarcations suivantes : les lignes sud-ouest et sud-est dudit lot 522 ; la ligne sud-est des lots 523, 524 et 525 ; dans le lot 849, une ligne droite dans une direction nord-est jusqu'au point de rencontre de la ligne nord-est dudit lot 849 et de la ligne séparative des rangs IX et X du cadastre de la paroisse de Saint-Edmond-de-Stoneham ; partie de la ligne nord-est du lot 849, en allant vers le nord-ouest, jusqu'à la rive sud du lac Cassian ; la rive dudit lac dans des directions générales ouest et nord jusqu'à la ligne nord-est du lot 849 ; partie de ladite ligne nord-est, en allant vers le nord-ouest, jusqu'à un point situé à cent soixante-dix-huit chaînes et soixante et un centièmes (178,61 ch) ; du point de rencontre de la ligne nord-est du lot 849 et de la ligne séparative des rangs IX et X du cadastre de la paroisse de Saint-Edmond-de-Stoneham ; dans le lot 849, une ligne droite suivant un azimuth de 246°18' jusqu'à la ligne séparative des lots 848 et 849 ; partie de ladite ligne séparative des lots, en allant vers le sud-est, sur une distance de neuf chaînes et cinquante-trois centièmes (9,53 ch) ; dans le lot 848, une ligne droite suivant un azimuth de 226°11' mesurant douze chaînes et vingt centièmes (12,20 ch), une ligne droite suivant un azimuth de 144°56' et mesurant trente chaînes (30,00 ch), une ligne droite suivant un azimuth de 46°11' et mesurant dix chaînes et vingt-deux centièmes (10,22 ch) jusqu'à la ligne séparative des lots 848 et 849 ; partie de ladite ligne séparative de lots, en allant vers le sud-est, sur une distance de vingt-neuf chaînes et trente-sept centièmes (29,37 ch) ; dans les lots 848 et 596, une ligne droite suivant un azimuth de 239°51' et mesurant soixante-deux chaînes et soixante-dix centièmes (62,70 ch) ; dans les lots 596, 597 et 594, une ligne droite

suivant un azimuth de 150°00' et mesurant quinze chaînes et trente-trois centièmes (15,33 ch) ; dans le lot 594, une ligne droite suivant un azimuth de 150°00' et mesurant trente et une chaînes et six centièmes (31,06 ch), une ligne droite suivant un azimuth de 97°07' et mesurant dix chaînes et quatre-vingt-cinq centièmes (10,85 ch), une ligne droite suivant un azimuth de 97°07' et mesurant six chaînes et quatre-vingt-sept centièmes (6,87 ch) ; dans les lots 594 et 595, une ligne droite suivant un azimuth de 54°16' et mesurant six chaînes et quatre centièmes (6,04 ch) ; dans les lots 595 et 848, une ligne droite suivant un azimuth de 54°16' et mesurant dix chaînes et quatre-vingt-quatre centièmes (10,84 ch) ; dans le lot 848, une ligne droite suivant un azimuth de 103°18' et mesurant dix chaînes et quarante et un centièmes (10,41 ch), une ligne droite suivant un azimuth de 122°44' et mesurant vingt chaînes et trente-trois centièmes (20,33 ch), une ligne droite suivant un azimuth de 145°09' et mesurant trente-trois chaînes et vingt-quatre centièmes (33,24 ch), une ligne droite suivant un azimuth de 117°02' et mesurant trois chaînes et soixante-neuf centièmes (3,69 ch) jusqu'à la ligne nord-ouest du lot 525 ; enfin, partie de la ligne nord-ouest du lot 525 et la ligne nord-ouest des lots 524, 523 et 522 jusqu'au point de départ.

A.C. 621-78, (1978) 110 G.O. II, 1679





c. S-2, r.1

## Tarif des greffiers de la paix et des greffiers des Juges de paix

Loi sur les salaires d'officiers de justice  
(L.R.Q., c. S-2)

	Honoraires \$	Taxe \$
1. Pour toute dénonciation ou plainte, <i>affidavit</i> ou déposition . . . . .	1,00	
2. Pour tout mandat d'arrestation ou de perquisition . . . . .	1,00	0,10
3. Pour toute sommation . . . . .	1,00	0,10
4. Pour chaque copie de mandat ou de sommation . . . . .	0,20	
5. Pour assistance au rapport de tout mandat, sommation, ordre ou ordonnance . . . . .	0,50	
6. Pour la préparation de chaque mandat de dépôt . . . . .	0,50	
7. Pour la préparation d'un mandat ordonnant au shérif de conduire un prisonnier devant le juge ou le tribunal . . . . .	0,50	
8. Pour chaque assistance devant la cour, le juge ou le magistrat, chaque fois qu'une cause est appelée pour comparution ou lors de l'audition de l'ajournement ou pour quelque raison que ce soit, (cependant, cet honoraire ne doit être chargé qu'une fois par jour) . . . . .	0,50	
9. Pour chaque demande pour libération provisoire . . . . .	1,00	
10. Pour toute requête ou application de la nature d'une requête . . . . .	1,00	
11. Pour rédiger l'acte de cautionnement . . . . .	1,00	
12. Pour rédiger l'acte d'élargissement après cautionnement ou sur paiement d'une pénalité . . . . .	0,50	
13. Pour tout <i>subpoena</i> original . . . . .	0,30	
14. Pour toute copie certifiée de celui-ci . . . . .	0,20	

Honoraires Taxe  
\$ \$

15. Pour l'assermentation de chaque témoin . . . . .	0,20	
16. Pour l'enregistrement de tout jugement final, conviction, certificat de décharge ou acquittement . . . . .	0,50	0,50
17. Pour tout ordre ou ordonnance non autrement prévu . . . . .	0,50	
18. Pour copie de tout jugement final, condamnation, certificat de décharge ou acquittement, ordre ou ordonnance, document, écrit ou procédure, le certificat non compris, par 100 mots . . . . .	0,12	
19. Pour certifier la copie de chaque document, écrit ou procédure et pour tout autre certificat non autrement pourvu . . . . .	0,50	
20. Pour tout mandat de saisie . . . . .	1,00	0,20
21. Pour tout mandat spécial ou ordre d'emprisonnement sur défaut de payer une pénalité . . . . .	1,00	0,20
22. Pour rédiger et préparer le dossier de la condamnation et faire le rapport sur un bref de <i>certiorari</i> payable par la partie à l'instance de laquelle tel bref est émis et avant qu'il soit rapporté ou produit . . . . .	4,00	
23. Pour rédiger et préparer les pièces d'un appel à la Cour d'appel ou autre cour, payable par l'appelant avant transmission . . . . .	4,00	
24. Pour enregistrement de défaut contre un témoin ou un accusé . . . . .	0,50	
25. Pour certifier la forfaiture d'un cautionnement et transmettre ce dernier au protonotaire de la Cour supérieure . . . . .	1,00	
26. A être payé au sténographe pour prendre dépositions à la sténographie avec transcription : pour 100 mots . . . . . par 100 mots sans transcription . . . . . pour chaque copie additionnelle, par 100 mots . . . . .	0,24 0,12 0,25	

	Honoraires	Taxe
	\$	\$
27. Dans chaque cause dans laquelle un ou des interprètes sont requis il sera chargé par séance, pour chaque interprète, un honoraire de . . . . .	1,50	
28. Pour préparer l'état des frais ou tout état de cause . . . . .	0,20	
29. Pour certifier tout mémoire de frais, lorsque requis . . . . .	0,20	
30. Pour toute recherche, pour 1 an . . . .	0,20	
Pour toute année additionnelle . . . . .	0,10	
31. Pour la réception et l'examen du rapport que chaque juge de paix doit faire (cet honoraire est payable par le gouvernement). . . . .	0,50	
32. Pour la production de chaque déclaration relative aux journaux et autres publications . . . . .	1,00.	





c. S-2.1, r.1

## Règlement sur les associations sectorielles paritaires de santé et de sécurité du travail

Loi sur la santé et la sécurité du travail  
(L.Q., 1979, c. 63 ; après refonte : L.R.Q., c. S-2.1, a. 223, par. 25, 26 et 27)

### SECTION I DÉFINITIONS ET INTERPRÉTATION

**1.** Dans le présent règlement, à moins que le contexte n'indique un sens différent, on entend par :

« entente » : l'entente visée à l'article 98 de la Loi ;

« exercice financier » : la période s'étendant du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre ;

« Loi » : la Loi sur la santé et la sécurité du travail (L.Q., 1979, c. 63 ; après refonte : L.R.Q., c. S-2.1) ;

« programme d'activités » : l'ensemble des projets élaborés par une association sectorielle ou dont celle-ci fait la promotion afin d'atteindre les objectifs définis à l'article 101 de la Loi ;

« secteur d'activités donné » : un secteur d'activités donné au sens de l'article 98 de la Loi ;

« signataires » : le ou les signataires-employeurs et le ou les signataires syndicaux ;

« signataire-employeur » : la ou les associations d'employeurs visés à l'article 98 de la Loi qui ont conclu une entente ou y ont adhéré ;

« signataire syndical » : la ou les associations syndicales visées à l'article 98 de la Loi qui ont conclu une entente ou y ont adhéré ;

« voyage » : un déplacement autorisé, effectué par un employé dans l'exercice de ses fonctions, et au cours duquel il encourt des frais de transport, de logement ou de subsistance.

### SECTION II SECTEURS D'ACTIVITÉS

**2.** Les secteurs d'activités pour lesquels une seule association sectorielle peut être constitué sont ceux décrits à l'annexe A.

**3.** Les employeurs, travailleurs, associations d'employeurs et associations syndicales oeuvrant dans un secteur d'activités donné en font partie et y appartiennent.

**4.** Les catégories décrites à l'annexe A sont réputées modifiées, dans la même mesure, par les mises à jour, postérieures au 22 août 1981, apportées aux rubriques correspondantes de la publication intitulée Classification des activités économiques du Québec du Bureau de la Statistique du Québec, édition de mai 1974 révisée en janvier 1978.

### SECTION III ÉLÉMENTS DE L'ENTENTE

**5.** Les signataires conviennent des éléments de l'entente prescrits dans la présente section.

**6.** La dénomination sociale de l'association sectorielle commence par l'expression « Association paritaire pour la santé et la sécurité du travail du secteur de ... » à laquelle on ajoute l'expression descriptive prescrite pour le secteur d'activités qu'elle représente. Toute autre dénomination doit être approuvée par la Commission.

**7.** Le siège social de l'association sectorielle est situé dans une localité du Québec.

**8.** L'association sectorielle a 2 catégories de membres : le signataire-employeur et le signataire syndical.

**9.** Les signataires se réunissent une première fois dans les 5 mois qui suivent l'approbation de l'entente par la Commission et par la suite, annuellement, dans les 5 mois qui suivent la fin de l'exercice financier.

**10.** Le conseil d'administration se compose d'au moins 6 membres dont la moitié est élue par le signataire-employeur et l'autre moitié par le signataire syndical.

Les administrateurs peuvent être nommés, de la même manière, si les signataires en conviennent ainsi dans l'entente.

**11.** L'éligibilité au poste d'administrateur comprend les qualités :

1° d'employeur, d'officier d'un employeur ou de membre du personnel d'un employeur :

a) membre d'un groupement d'employeurs qui a conclu l'entente ou y a adhéré qui agit comme comme repré-

sentant de ce groupement auprès de l'association sectorielle ; ou

b) membre d'un groupement d'employeurs, lui-même membre d'une association de groupements d'employeurs qui a conclu l'entente ou y a adhéré, et qui agit comme représentant de cette association auprès de l'association sectorielle ; ou

c) membre d'une association regroupant des employeurs et des groupements d'employeurs qui a conclu l'entente ou y a adhéré et qui agit comme représentant de cette association auprès de l'association sectorielle ; ou

d) membre d'un groupement d'employeurs, lui-même membre d'une association regroupant des employeurs et des groupements d'employeurs qui a conclu l'entente ou y a adhéré, et qui agit comme représentant de cette association auprès de l'association sectorielle ; ou

2° de travailleur :

a) membre d'un groupement de travailleurs constitué en syndicat professionnel, union, fraternité ou autrement qui a conclu l'entente ou y a adhéré et qui agit comme représentant d'un tel groupement auprès de l'association sectorielle ; ou

b) membre d'un groupement de travailleurs, lui-même membre d'un groupement de syndicats, unions, fraternités ou autres groupements de travailleurs constitués autrement qui a conclu l'entente ou y a adhéré, et qui agit comme représentant auprès de l'association sectorielle de ce groupement de syndicats, unions, fraternités ou autres groupements de travailleurs constitués autrement.

**12.** Les administrateurs sont élus lors de la réunion annuelle ou nommés, pour un terme d'un an ou de 2 ans . Lorsque le terme est de 2 ans, celui d'un nombre d'administrateurs, le plus près de la moitié, élus lors de la première réunion ou nommés par chacun des signataires, est d'un an. Le sort détermine ceux des administrateurs dont le terme est d'un an.

**13.** Si à une époque quelconque, une élection ou une nomination d'administrateurs n'est pas faite, ou si elle n'est pas faite au temps fixé, l'association sectorielle est en défaut.

Il y est remédié en tenant une élection à une réunion subséquente des signataires convoqués à cette fin ou en procédant à cette nomination. Les administrateurs sortant de charge restent en fonction jusqu'à ce que leurs successeurs soient élus ou nommés.

Le terme de ces derniers expire au moment où il aurait expiré s'ils avaient été élus ou nommés selon les règles.

**14.** Toute vacance au sein du conseil d'administration est comblée conformément aux règles régissant l'élection ou la nomination au poste vacant.

**15.** Le conseil d'administration se réunit au moins 4 fois par année.

**16.** Dans le cas d'égalité des votes à une réunion des signataires, à une réunion du conseil d'administration ou, s'il y a lieu, à une réunion du comité administratif, nul n'a droit à un second vote ou vote prépondérant.

**17.** Une association d'employeurs ou une association syndicale appartenant à un secteur d'activités représenté par une association paritaire sectorielle peut adhérer à l'entente.

**18.** Sous réserves des éléments de l'entente prescrits par le présent règlement, les signataires peuvent convenir de résilier, de modifier ou de remplacer, en tout ou en partie, l'entente, notamment à l'occasion d'une adhésion.

La modification, le remplacement ou la résiliation entre en vigueur sur approbation de la Commission.

**19.** Dans le cas de résiliation, les biens de l'association sectorielle restant après paiement des dettes, sont dévolus à la Commission.

**20.** La procédure de résolution des désaccords comprend la résolution de ceux existant entre les signataires de l'entente.

**21.** Les signataires s'engagent à poursuivre les objets de l'association sectorielle et en exercer les pouvoirs et les droits civils au moyen d'une corporation constituée sous l'autorité de la Partie III de la Loi sur les compagnies (L.R.Q., c. C-38) dont :

1° la dénomination sociale est celle de l'association sectorielle ;

2° les objets sont ceux de l'association sectorielle ;

3° le siège social est celui de l'association sectorielle ;

4° les membres sont les signataires de l'entente ;

5° les pouvoirs comprennent ceux de l'association sectorielle ;

6° les limitations sont celles de l'association sectorielle ;

7° l'assemblée générale est la réunion des signataires ;  
 8° le conseil d'administration est celui de l'association sectorielle ;

9° le comité administratif, s'il y a lieu, est celui de l'association sectorielle ;

10° les biens restant après paiement de ses dettes sont dévolus à la Commission lors de son extinction, quel qu'en soit le mode ;

11° le contenu des lettres patentes ou lettres patentes supplémentaires énonce ce que ci-dessus prescrit ainsi que les dispositions de la Loi régissant une association sectorielle, et coïncide en tout temps et fidèlement avec celui de l'entente, en y insérant les dispositions réglementaires nécessaires qui ne pourront être révoquées, ni modifiées par règlement.

**22.** Les signataires peuvent convenir d'un renvoi aux dispositions de la présente section. Dans ce cas, l'entente est réputée contenir, comme si elles y étaient récitées au long, les règles prévues dans la présente section.

#### SECTION IV CONDITIONS ET CRITÈRES DE SUBVENTION

**23.** La Commission accorde à une association sectorielle qui lui en fait la demande une subvention annuelle selon les conditions et critères déterminés dans la présente section.

**24.** Les signataires et l'association sectorielle doivent s'être conformés aux termes de l'entente et en avoir exécuté les obligations.

Les versements périodiques de la subvention sont aussi conditionnels à cette absence de défaut. La Commission ne peut, toutefois, suspendre le versement d'une subvention qu'après avoir donné un préavis de 3 mois à l'association en défaut.

**25.** Une association sectorielle s'engage envers la Commission :

1° à poursuivre ses objectifs et à réaliser, dans la mesure de ses possibilités, son programme d'activités ;

2° sous réserve du deuxième alinéa de l'article 28, à n'utiliser le montant de la subvention qu'aux fins pour lesquelles celle-ci a été accordée.

**26.** La demande de subvention est envoyée à la Commission, sous pli recommandé ou certifié, au plus tard le 30 septembre de chaque année. Elle fait état, notamment :

1° des objectifs généraux que l'association sectorielle entend poursuivre au cours du prochain exercice financier ;

2° du programme d'activités qu'elle se propose de réaliser au cours du prochain exercice financier ;

3° de ses prévisions budgétaires pour le prochain exercice financier ;

4° de son plan d'organisation qui comprend les renseignements suivants :

a) une représentation schématique des divers services de l'association et leurs rapports mutuels ;

b) le nombre d'employés et leur occupation ;

c) une description sommaire des tâches et responsabilités assignées à chacun des employés.

**27.** Pour obtenir une subvention, une association sectorielle s'engage :

1° à payer ses employés selon les politiques salariales établies par la Commission pour les associations sectorielles ;

2° à indemniser les frais de voyage encourus par ses employés selon les politiques établis par la Commission pour les associations sectorielles.

**28.** Le budget est établi en fonction des programmes suivants : formation et information, recherche, conseil et soutien administratif.

Une association sectorielle ne peut procéder, au cours d'un exercice financier, au transfert de ressources financières d'un programme à un autre que si elle a préalablement obtenu, pour ce faire, l'autorisation écrite de la Commission.

**29.** Un déficit budgétaire encourru sans la permission de la Commission demeure la responsabilité de l'association sectorielle et en aucun temps tel déficit n'est comblé par la Commission.

**30.** La Commission procède à l'évaluation de la demande de subvention qui lui est soumise par une association sectorielle dans les délais prévus au présent règlement, eu égard aux critères suivants :

1° le nombre d'établissements ainsi que le nombre de travailleurs appartenant au secteur d'activités qu'elle représente ;

2° la nature des risques inhérents au secteur d'activités qu'elle représente et le nombre de travailleurs qui y sont directement exposés ;

3° la pertinence des objectifs poursuivis par l'association eu égard à ceux définis à l'article 101 de la Loi ;

4° l'adéquation entre le programme d'activités de l'association et les objectifs prioritaires qu'entend poursuivre la Commission au cours du prochain exercice financier ;

5° l'étude des informations et des rapports annuels d'activités transmis à la Commission conformément au présent règlement.

## SECTION V INFORMATION ET RAPPORT ANNUEL D'ACTIVITÉS

**31.** Une association sectorielle transmet à la Commission avant le 1<sup>er</sup> juin de chaque année une description de son programme d'activités en cours et une évaluation des résultats obtenus au 30 avril eu égard aux objectifs fixés.

**32.** Une association sectorielle fait parvenir à la Commission avant le 31 mars de chaque année un rapport annuel d'activités contenant les informations suivantes :

1° le nom ou la dénomination sociale des signataires ;

2° le nom des membres du conseil d'administration ;

3° le nom des membres du comité administratif, s'il y a lieu ;

4° le nombre de représentants que chacun des signataires est autorisé à déléguer à une réunion des signataires ;

5° le nombre de réunions tenues par le conseil d'administration au cours de la dernière année ;

6° s'il y a lieu, le nombre de réunions tenues par le comité administratif au cours de la dernière année ;

7° la description sommaire des objectifs généraux qu'elle s'était fixés pour le dernier exercice financier ;

8° le programme d'activités réalisé au cours du dernier exercice financier de même que les facteurs positifs ou négatifs ayant eu un impact sur sa réalisation ;

9° l'évaluation du programme d'activités réalisé eu égard aux objectifs généraux poursuivis au cours du dernier exercice financier ;

10° la liste des comités de santé et de sécurité existants ou en voie de formation dans les établissements syndiqués et non syndiqués compris dans le secteur d'activités qu'elle représente.

## ANNEXE A

(a. 2 et 4)

Les secteurs d'activités pour lesquels une seule association sectorielle peut être constituée sont :

1° le secteur des affaires sociales dont font partie les catégories d'établissements qui suivent :

a) hôpitaux : établissements (le plus souvent des institutions) dont l'activité principale est d'assurer des soins médicaux, chirurgicaux et (ou) obstétriques à des malades hospitalisés, et qui ont été autorisés ou agréés en tant qu'hôpitaux par l'administration publique fédérale, par l'administration publique provinciale ou par les deux. Cette catégorie comprend les hôpitaux généraux et spécialisés, les hôpitaux psychiatriques, les hôpitaux pour tuberculeux et les autres hôpitaux, mais exclut les institutions qui assurent uniquement des soins infirmiers personnels et l'hébergement, comprises au sous-paragraphe b (établissements annexes de soins sanitaires). Sont également exclues les institutions qui assurent uniquement des services courants de garde ou de soins domestiques, comprises au sous-paragraphe h (organismes de bien-être) ;

b) établissements annexes de soins sanitaires : établissements dans le genre des maisons de soins et des infirmes dont l'activité principale est d'assurer à leurs pensionnaires des soins infirmiers et l'hébergement. Les institutions qui assurent uniquement des services courants de garde ou de soins domestiques, comme c'est le cas des foyers pour vieillards et pour aveugles, sont classés au sous-paragraphe h (organismes de bien-être) ;

c) cabinets de médecins et de chirurgiens : établissements constitués par les cabinets de médecins et de chirurgiens diplômés et autorisés dont l'activité principale est l'exercice privé de la médecine générale ou spécialisée, à titre individuel ou collectif. Cette catégorie comprend les cabinets de psychiatres, d'obstétriciens, de médecins radiologistes, de médecins biologistes, d'ophtalmologistes, de médecins anesthésistes, etc. Elle ne comprend pas les cabinets de psychologues, d'optométristes, d'ostéopathes, de chiropracteurs et de dentistes classés aux sous-paragraphe d et e. Les cabinets d'opticiens sont exclus ;

d) cabinets de praticiens paramédicaux : établissements constitués par les cabinets de professionnels diplômés et autorisés dont l'activité principale est d'assurer des services sanitaires et similaires, à titre individuel ou collectif. Cette catégorie comprend les établissements d'ostéopathes, de chiropracteurs, d'optométristes, d'infirmières autorisées, de sages-femmes, d'infirmières auxiliaires, etc. Elle ne comprend ni les cabinets de médecins et de chirurgiens, ni les cabinets de dentistes, ni les cabinets de guérisseurs. Ne sont pas compris non plus les services de dia-

gnostic et de thérapie non classés ailleurs, ni les laboratoires médicaux ;

e) cabinets de dentistes : établissements constitués par les cabinets de dentistes dont l'activité principale est de pratiquer l'art dentaire, à titre individuel ou collectif. Sont exclus les établissements des mécaniciens-dentistes ;

f) services de diagnostic et de soins, n.c.a. : établissements dont l'activité principale est d'assurer des services de diagnostic et de traitement non compris ailleurs. Cette catégorie comprend les organisations telles que l'Ordre des infirmières de Victoria, les centres de transfusion sanguine de la Croix-Rouge et l'Association ambulancière Saint-Jean, ainsi que les laboratoires (dentaires, médicaux, radiologiques, etc.) qui fournissent des services spécialisés d'analyse, de diagnostic ou de soins aux professions médicales ou dentaires, ou aux malades sur ordonnance délivrée par un médecin ou un dentiste. Elle comprend également les associations qui oeuvrent dans le domaine de la santé, sauf celles qui assurent leurs membres contre la maladie qui sont exclus ;

g) services de santé divers : établissements plus connus sous le nom d'associations bénévoles de santé, dont l'activité principale est de favoriser la santé et les services sanitaires autres que ceux qui concernent le diagnostic et le traitement, et comprenant par exemple l'Association des hôpitaux du Canada, l'Association canadienne d'hygiène publique, l'Institut national du cancer, etc. Sont exclus les associations professionnelles telles que l'Association médicale du Canada ou l'Association des infirmières du Canada ainsi que les établissements qui assurent contre la maladie et garantissent à leurs adhérents, moyennant paiement d'une cotisation préalable, les services sanitaires prodigués par des médecins indépendants ou des hôpitaux conventionnés ;

h) organismes de bien-être : établissements dont l'activité principale est de fournir exclusivement des services courants de soins domestiques (sans aucun traitement ni soins infirmiers personnels), tels que les foyers pour vieillards ou pour aveugles, les pensions pour vieillards, les garderies, les asiles, etc. Cette catégorie comprend également les organisations bénévoles de bienfaisance telles que l'Institut national canadien pour les aveugles, le Conseil canadien du bien-être et la Fédération des oeuvres. Sont exclues les institutions de détention pour délinquants et criminels telles que les établissements de corrections ;

2° le secteur du textile et de la bonneterie dont font partie les catégories d'établissements qui suivent :

a) filature et tissage du coton : établissements dont l'activité principale consiste à filer, retordre, enrouler ou bobiner du fil de coton, et à fabriquer des tissus entièrement ou principalement en coton, tels que du coutil, de la

toile pour draps, des imprimés, du tissu éponge, des étoffes pour dessus de lit et pour linge de table, du tissu à rideaux et du tissu d'ameublement ;

b) filature et tissage de la laine : établissements dont l'activité principale consiste à filer et à retordre des fibres à base de laine destinées à être vendues en l'état, et établissements dont l'activité principale est le tissage de lainages et de laine peignée pour complets, pardessus et articles d'habillement ; le tissage de flanelles et de couvertures, ainsi que d'autres lainages et tissus en laine peignée. Cette catégorie comprend les établissements dont l'activité principale est le tissage de feutres de papeterie, quelle qu'en soit la matière. Les établissements dont la principale fabrication consiste en produits tricotés sont classés au sous-paragraphe *k* (bonneterie, sauf fabrication de bas et chaussettes) ;

c) fabrication de fibres, filés et tissus artificiels et synthétiques : établissements dont l'activité principale est la fabrication de fibres textiles artificielles et synthétiques (y compris en fibre de verre), de filés de fils ainsi que de tissus larges. Cette catégorie comprend les établissements dont l'activité principale est l'extrusion de fibres synthétiques et artificielles à partir de résines achetées. Les établissements dont l'activité principale est la production de matières brutes synthétiques sous forme de liquides, de granules, de poudre ou de flocons sont exclus ;

d) corderie et ficellerie (fabrication) : établissements dont l'activité principale est la fabrication de cordes, de câbles, de cordages, de filets, de ficelle et de produits similaires à partir de chanvre, de jute, de coton, de papier, de lin et d'autres fibres ;

e) industrie du feutre et du traitement des fibres : établissements dont l'activité principale est la fabrication de feutre pressé à partir de fibres de toutes sortes par chauffage, humidification et pressage ; la fabrication de feutre aéré destiné à la confection de tapis, coussins et autres produits à partir de poils, de jute, de laine ou d'autres fibres ; la préparation de fibres à filer (à l'exclusion des fibres synthétiques et artificielles) ; la fabrication d'ouate, de bourre, de matelassure et de rembourrure à capitonnage ; ou la transformation de fibres de déchet et de bourre. Cette catégorie comprend les établissements dont l'activité principale est la désuintage, le carbonisage, le peignage, la tonte du drap et la transformation de la tontisse. Les établissements dont l'activité principale est la fabrication de feutres de vêtements en tricot, de sous-vêtements, de gants et d'autres articles en tricot, sauf les bas et chaussettes ;

3° le secteur d'activités des services-automobiles dont font partie les catégories d'établissements qui suivent :

a) grossistes en véhicules automobiles et accessoires : établissements dont l'activité principale est la vente en gros de véhicules automobiles et d'accessoires et de pièces de rechange pour l'automobile, y compris de pneus. Cette catégorie comprend les établissements dont l'activité principale est la vente en gros de matériel pour garages et stations-service. Les établissements dont l'activité principale est la remise à neuf de pompes à essence, de pompes à eau, de garnitures de freins, d'embrayages, de bobines et de régulateurs de tension, ou l'entretien des postes de distribution d'essence et d'autre matériel de station-service sont également classés dans cette catégorie de même que les établissements dont l'activité principale est la remise à neuf, le rechapage, la refécution de bandes de roulement et la vulcanisation de pneus ;

b) détaillants en pneus, accumulateurs et accessoires : établissements dont l'activité principale est la vente au détail, à l'état neuf ou usagé, de pneus, chambres à air, accumulateurs, autoradios et autres pièces et accessoires pour l'automobile. Certains de ces établissements sont des magasins de fournitures pour la maison et l'automobile. Ils assurent parfois l'installation, la réparation et le remplacement de pièces, mais les établissements dont l'activité principale est la réparation d'automobiles sont classés au sous-paragraphe e (ateliers de réparation de véhicules automobiles), et ceux dont l'activité principale est la refécution des bandes de roulement, le rechapage, la refécution ou la vulcanisation de pneus sont classés au sous-paragraphe a (grossistes en véhicules automobiles et accessoires) ;

c) stations-service et postes d'essence : établissements dont l'activité principale est la vente au détail d'essence, d'huiles et de graisses lubrifiantes. Ces établissements portent parfois le nom de postes d'essence ou de stations-service. Ils font parfois certaines réparations. Cette catégorie comprend les établissements dont l'activité principale est le lavage et le polissage de voitures, de même que les établissements dont l'activité principale est le remorquage de voitures ;

d) détaillants en véhicules automobiles : établissements dont l'activité principale est la vente au détail, à l'état neuf ou usagé, de voitures et de camions. Les établissements de ce genre ont habituellement un service qui s'occupe de la réparation de véhicules automobiles, et souvent une station-service. Les établissements dont l'activité principale est la réparation de véhicules automobiles sont classés au sous-paragraphe e (ateliers de réparation de véhicules automobiles), et ceux dont l'activité principale est l'exploitation d'une station-service sont classés au sous-paragraphe c (stations-service et postes d'essence) ;

e) ateliers de réparation de véhicules automobiles : établissements dont l'activité principale est la réparation de véhicules automobiles ; le travail de carrosserie et de

peinture, ainsi que les travaux spécialisés tels que la mise au point de l'allumage, de la carburation, du parallélisme ; le redressement de châssis, la remise en état de système d'échappement et la refécution de freins. Les ateliers de réparation que des entreprises exploitent pour leurs propres besoins sans en offrir les services au grand public ne doivent pas être classés ici, mais dans la même catégorie que l'activité principale dont ils relèvent. Les établissements (postes d'essence et stations-service) dont l'activité principale est la vente au détail d'essence et d'huile sont classés au sous-paragraphe c (stations-service et postes d'essence). Les établissements dont l'activité principale est la réparation de tracteurs agricoles et d'instruments aratoires sont exclus.



c. S-2.1, r.2

**Règlement sur le certificat délivré pour  
le retrait préventif de la travailleuse  
enceinte ou qui allaite**

Loi sur la santé et la sécurité du travail  
(L.Q., 1979, c. 63 ; après refonte : L.R.Q., c. S-2.1, a.  
223)

**1.** La forme et la teneur du certificat délivré pour le re-  
trait préventif de la travailleuse enceinte ou qui allaite doi-  
vent être conformes à la formule prévue à l'Annexe I.

## ANNEXE I

(a. 1)

Commission de la santé  
et de la sécurité du travailCertificat visant le retrait  
préventif de la travailleuse  
enceinte ou qui allaite.A L'USAGE DE LA  
COMMISSIONNUMÉRO DE  
L'ÉTABLISSEMENT

## A – IDENTIFICATION DE LA TRAVAILLEUSE (A remplir par la travailleuse ou le médecin)

NOM ET PRENOM A LA NAISSANCE		NUMÉRO D'ASSURANCE SOCIALE	
ADRESSE		NUMÉRO D'ASSURANCE MALADIE	
CODE POSTAL	IND. REG. N° DE TÉLÉPHONE	DATE DE NAISSANCE	
		ANNÉE	MOIS JOUR

## B – IDENTIFICATION DU LIEU DE TRAVAIL ET DE L'EMPLOI OCCUPÉ PAR LA TRAVAILLEUSE

NOM DE L'ÉTABLISSEMENT OU DU CHANTIER DE CONSTRUCTION	
ADRESSE	CODE POSTAL IND. REG. N° DE TÉLÉPHONE
DESCRIPTION DES TÂCHES DE LA TRAVAILLEUSE	
POSTE(S) DE TRAVAIL OU ELLE EXÉCUTE SES TÂCHES	

## C – RAISON(S) DE LA DEMANDE Décrire les conditions de travail qui, selon vous, comportent des dangers physiques pour vous-même à cause de votre état de grossesse ou pour l'enfant à naître, ou des dangers pour l'enfant que vous allaitez.

SIGNATURE DE LA TRAVAILLEUSE		DATE
		ANNÉE MOIS JOUR

## D – RAPPORT MÉDICO-ENVIRONNEMENTAL (A remplir par le médecin)

1 RAPPORT MÉDICAL	<input type="checkbox"/> GROSSESSE	NOMBRE DE SEMAINES DE GROSSESSE	DATE PRÉVUE DE L'ACCOUCHEMENT	ANNÉE MOIS JOUR	<input type="checkbox"/> ALLAITEMENT	DATE DE NAISSANCE DE L'ENFANT ALLAITE	ANNÉE MOIS JOUR
2 RAPPORT ENVIRONNEMENTAL	Décrire les conditions de travail, identifiées au poste de travail de la travailleuse, comportant des dangers physiques pour elle-même à cause de son état de grossesse ou pour l'enfant à naître, ou des dangers pour l'enfant allaité.						
3 CONSULTATION OBLIGATOIRE	A ne remplir que si le certificat est délivré par un médecin autre que le médecin responsable des services de santé de l'établissement.						
	A TITRE DE MÉDECIN AUTRE QUE LE MÉDECIN RESPONSABLE DES SERVICES DE SANTÉ DE L'ÉTABLISSEMENT AVANT DE REMPLIR LA SECTION D-2 J'AI CONSULTÉ LE MÉDECIN SUIVANT		NOM DU MÉDECIN CONSULTÉ		NOM DU DÉPARTEMENT DE SANTÉ COMMUNAUTAIRE		
		DATE	ANNÉE MOIS JOUR	EN QUALITÉ DE	<input type="checkbox"/> MÉDECIN RESPONSABLE	<input type="checkbox"/> CHEF DU CH-DSC	<input type="checkbox"/> MÉDECIN DÉSIGNÉ

## E – ATTESTATION (A remplir par le médecin)

<input type="checkbox"/> J'ATTESTE QUE LES CONDITIONS DE TRAVAIL DE LA TRAVAILLEUSE DÉCRITES EN D-2 COMPORTENT	<input type="checkbox"/> DES DANGERS PHYSIQUES POUR ELLE-MÊME À CAUSE DE SON ÉTAT DE GROSSESSE <input type="checkbox"/> DES DANGERS PHYSIQUES POUR L'ENFANT À NAÎTRE <input type="checkbox"/> DES DANGERS POUR L'ENFANT QU'ELLE ALLAITE
NOM DU MÉDECIN (en lettres moulées)	N° DE CORPORATION IND. REG. N° DE TÉLÉPHONE
SIGNATURE	DATE ANNÉE MOIS JOUR
	<input type="checkbox"/> MÉDECIN TRAITANT <input type="checkbox"/> MÉDECIN DÉSIGNÉ <input type="checkbox"/> MÉDECIN RESPONSABLE

EMPLOYEUR





c. S-2.1, r.3

## Règlement sur le certificat médical des ouvriers

Loi sur la santé et la sécurité du travail  
(L.Q., 1979, c. 63 ; après refonte : L.R.Q., c. S-2.1)

**1.** Dans ce règlement, si le contexte ne s'y oppose, les mots suivants signifient respectivement :

a) « ouvrier » : toute personne, à l'exception du personnel étudiant, qui occupe un emploi tel que défini ci-après dans une exploitation minière ou une carrière, y compris le personnel de cadre et de support ;

b) « emploi » : tout emploi dans des travaux souterrains et tout emploi au jour, dans des travaux de forage, de chargement, roulage, concassage, broyage, tamisage, criblage de pierre et de minerai, dans des travaux de taille et polissage de pierre et de traitement de minerai de même que toute autre occupation sur le site d'une mine pouvant exposer une personne aux poussières.

**2.** Tout ouvrier doit subir annuellement un examen médical complet incluant une radiographie des poumons. Un certificat médical temporaire ou permanent est délivré à l'ouvrier qui est jugé apte, au point de vue médical, à occuper un emploi dans une exploitation minière ou une carrière.

**3.** L'examen médical doit être fait selon les normes et exigences de la Commission de la santé et de la sécurité du travail par un médecin ayant à sa disposition des équipements pouvant produire des radiographies de bonne qualité mesurant environ 14 pouces par 17 pouces.

**4.** Le certificat médical temporaire est émis à un ouvrier qui occupe un emploi pour la première fois au Québec ou après une absence de plus de 2 ans dans une exploitation minière ou une carrière.

**5.** Le certificat médical permanent est émis à un ouvrier qui détient un certificat médical temporaire depuis au moins 24 mois et qui est jugé apte, au point de vue médical, à continuer d'occuper un emploi.

**6.** Aucune personne ne peut employer un ouvrier qui ne détient pas un certificat médical valide, sauf s'il est porteur d'un permis provisoire délivré par le médecin qui a effectué l'examen médical visé à l'article 2. Ce permis est valable jusqu'à la date d'émission du certificat médical tempo-

raire ou jusqu'à la date du refus de la Commission de la santé et de la sécurité du travail d'émettre un tel certificat, mais en aucun temps ne peut-il valoir pour une période de plus de 3 mois.

**7.** Le directeur du service de pneumologie de la Commission de la santé et de la sécurité du travail ou son adjoint émet le certificat médical sur les formules prévues à l'annexe A.

**8.** Le certificat médical temporaire ou permanent est valide pour 12 mois à compter de sa date d'émission et il doit être renouvelé annuellement avant son expiration.

**9.** Tout ouvrier doit déposer son certificat médical ou un duplicata entre les mains de son employeur pour bonne garde. Le certificat lui est remis lorsqu'il quitte son emploi.

**10.** L'employeur doit tenir à jour une liste de tous ses employés indiquant leur numéro d'assurance sociale ou numéro matricule et leurs fonctions. Un fonctionnaire désigné par la Commission de la santé et de la sécurité du travail peut, en tout temps, comparer cette liste aux certificats médicaux qui sont entre les mains de l'employeur.

**11.** Toute personne qui a occupé, au Québec, un emploi visé au paragraphe b de l'article 1, doit subir annuellement un examen médical complet incluant une radiographie des poumons tant qu'elle travaille dans une exploitation minière ou une carrière.

**12.** Le présent règlement ne restreint en rien le droit d'un employeur d'exiger que tout employé éventuel satisfasse aux normes médicales et physiques qu'il a fixées.

### ANNEXE A

(a. 7)

#### FORMULE DE CERTIFICAT MÉDICAL TEMPORAIRE

##### Gouvernement du Québec

##### Commission de la santé et de la sécurité du travail Certificat Médical temporaire

Nom .....  
Numéro d'assurance sociale .....  
Adresse .....

Nationalité . . . . .	Signature . . . . .
Lieu de naissance . . . . .	_____
Date de naissance . . . . .	De . . . . . À . . . . .
Signature du titulaire . . . . .	Signature . . . . .
Numéro de certificat . . . . .	_____

Je certifie que le titulaire de ce certificat a été examiné et provisoirement trouvé apte, au point de vue médical, à occuper un emploi dans une exploitation minière, une mine ou une carrière.

Date de l'émission du certificat . . . . .	De . . . . . À . . . . .
Signature . . . . .	Signature . . . . .

*Directeur du service de pneumologie, Commission de la santé et de la sécurité du travail*

### Renouvellement du certificat médical temporaire

Date du 2 <sup>ème</sup> examen . . . . .	De . . . . . À . . . . .
Signature . . . . .	Signature . . . . .

*Directeur du service de pneumologie, Commission de la santé et de la sécurité du travail*

Date du 3 <sup>ème</sup> examen . . . . .	De . . . . . À . . . . .
Signature . . . . .	Signature . . . . .

*Directeur du service de pneumologie, Commission de la santé et de la sécurité du travail*

En vue d'obtenir son certificat PERMANENT, le titulaire de ce certificat temporaire devra se présenter pour un nouvel examen 11 mois après la date du deuxième examen inscrit ci-dessus.

Date de l'émission du certificat permanent . . . . .

### Registre d'emploi du titulaire du certificat médical temporaire

<i>Mine ou carrière</i>	<i>Durée de l'emploi, à être</i>
<i>Emploi</i>	<i>signé par l'employeur</i>
<i>(1)</i>	<i>(2)</i>

De . . . . . À . . . . .  
Signature . . . . .

De . . . . . À . . . . .

- 1) Qu'il a eu la plupart du temps
- 2) Durée totale de l'emploi en mentionnant le mois et l'année.

### FORMULE DE CERTIFICAT MÉDICAL PERMANENT

#### Gouvernement du Québec

#### Commission de la santé et de la sécurité du travail Certificat médical permanent

Nom . . . . .

Numéro d'assurance sociale . . . . .

Adresse . . . . .

Nationalité . . . . .

Lieu de naissance . . . . .

Date de naissance . . . . .

Signature du titulaire . . . . .

Numéro du certificat . . . . .

## EXAMENS ANNUELS

Je certifie que le titulaire de ce certificat a été examiné et trouvé apte, au point de vue médical, à occuper un emploi dans une exploitation minière, une mine ou une carrière.

Date \_\_\_\_\_

Signature (1)

## REGISTRE D'EMPLOI DU TITULAIRE DU CERTIFICAT MÉDICAL PERMANENT

*Mine ou carrière*

*Emploi*  
(1)

*Durée de l'emploi, à être  
signé par l'employeur  
(2)*

De . . . . . À . . . . .

Signature . . . . .

De . . . . . À . . . . .

Signature . . . . .

De . . . . . À . . . . .

Signature . . . . .

De ..... À .....

Signature . . . . .

De . . . . . À . . . . .

Signature . . . . .

De ..... À .....

Signature . . . . .

De ..... À .....

Signature . . . . .

1) Signature du directeur du Service de pneumologie de la Commission de la santé et de la sécurité du travail ou de son adjoint.

1) Qu'il a eu la plupart du temps

2) Durée totale de l'emploi en mentionnant le mois et l'année.





c. S-2.1, r.4

## Règlement sur les chantiers maritimes

Loi sur la santé et la sécurité du travail

(L.Q., 1979, c. 63 ; après refonte : L.R.Q., c. S-2.1)

**1.** Toute personne ou corporation, propriétaire d'un ou de plusieurs chantiers maritimes, doit aviser, par écrit, l'inspecteur de district des établissements industriels de l'entrée en cale-sèche, pour fins de réparations de tous genres, de tout navire servant à transporter du pétrole ou toute autre substance susceptible de développer des gaz explosifs.

**2.** Avant que soient commencées les réparations aux réservoirs des navires contenant ou ayant contenu du pétrole ou toute autre substance susceptible de développer des gaz explosifs, ceux-ci doivent être débarrassés des dépôts et résidus accumulés sur leur surface interne, nettoyés à la vapeur et asséchés au sable ou à la sciure de bois et ce, à la satisfaction de l'inspecteur.

**3.** Ce travail de nettoyage et d'assèchement sera exécuté sous la surveillance d'un chimiste d'expérience. Le chimiste doit remettre en double, au propriétaire de la cale-sèche où se fait le travail, un certificat signé de sa main et attestant que les réservoirs ou citernes sont bien nettoyés et n'offrent aucun danger d'accumulation de gaz explosifs. Une copie du certificat est remise à l'inspecteur et l'autre affiché à vue, à l'entrée de la cale-sèche.

**4.** Le propriétaire de la cale-sèche ou toute autre personne ne peut commencer ou laisser commencer les travaux de réparations aux réservoirs proprement dits que lorsqu'il a en sa possession ce certificat.

**5.** Les pétroles, ou substances susceptibles de développer des gaz explosifs, qu'on a retirés du ou des réservoirs du navire, ne doivent jamais être transvidés en tout ou en partie dans les pontons ou réservoirs de la cale-sèche, mais bien dans des réceptacles spéciaux, wagons ou autociternes qui doivent être et rester éloignés d'au moins 150 mètres du lieu du travail du chantier maritime.

---

A.C. 1492-34, (1934) 66 G.O., 2727

A.C. 3787-72, (1972) 104 G.O., 11933

A.C. 594-78, (1978) 110 G.O. II, 1751, 1757





c. S-2.1, r.5

## Code de sécurité pour l'industrie du bois ouvré

Loi sur la santé et la sécurité du travail  
(L.Q., 1979, c. 63 ; après refonte : L.R.Q., c. S-2.1)

### SECTION I DISPOSITION GÉNÉRALE

**1. Application :** Le Code de sécurité pour l'industrie du bois ouvré détermine les meilleures pratiques de sécurité pour l'installation, le fonctionnement et l'entretien des machines à travailler le bois, y compris la tonnellerie et la fabrication du placage. Il traite principalement des opérations dangereuses sur les machines à travailler le bois. Il ne s'applique pas aux scieries ni au travail du bois en forêt.

### SECTION II DÉFINITIONS

**2. « Zone d'opération » :** désigne la partie d'une machine où s'exécute le découpage, le façonnage, le profilage ou tout autre travail essentiel, et comprend aussi les autres parties présentant un risque pour le préposé lorsqu'il introduit ou manipule les pièces ou matières à ouvrir.

**3. « Bâton poussoir » :** désigne le bâton utilisé pour pousser les pièces courtes ou étroites dans les scies, dégauchisseuses, toupies, etc., lorsque ces machines sont alimentées à la main.

**4. « Capot » :** désigne une bande périphérique ayant 2 faces latérales solidement assemblées et entourant l'outil et le porte-outil d'une machine d'aussi près que le travail le permet, y compris les extrémités de l'arbre, les écrous et les parties saillantes des plateaux. Il peut servir à l'aspiration des poussières, etc.

**5. « Carter » :** désigne l'enveloppe rigide qui protège contre les pièces de machines animées d'un mouvement.

### SECTION III DISPOSITIONS D'ATELIER

#### §1. Machines

**6. 1) Dispositions des machines :** Les machines doivent être installées de manière qu'il y ait suffisamment de place pour manier les pièces sans nuire aux ouvriers des autres

machines ou au fonctionnement de ces machines et *vice versa*. Les machines doivent être installées de manière que personne ne soit placée si près d'un passage qu'il en résulte un risque d'accident.

2) Les machines à travailler le bois doivent être fixées solidement aux planchers ou aux fondations. Les petites machines doivent être fixées à des établis, tables ou supports suffisamment solides et construits de manière qu'il ne soit pas possible de les renverser ou de les déplacer involontairement. Cette disposition ne s'applique pas aux outils à main. Lorsque l'agencement de l'atelier le permet, il est préférable d'installer les grosses machines au rez-de-chaussée.

3) Les machines doivent être disposées de manière que les pièces usinées reçoivent un éclairage naturel et artificiel suffisant. Si nécessaire, un éclairage supplémentaire à la zone d'opération doit être installé. On doit éviter l'éblouissement direct ou réfléchi ainsi que les ombres de même que les ombres en mouvement.

4) Des dispositions doivent être prises pour l'enlèvement des copeaux, du bran de scie et de la poussière.

#### §2. Planchers et passages

**7. 1) Planchers entretenus en bon état :** Tous les planchers doivent être entretenus en bon état ; il ne doit y avoir aucun clou, ou éclat de bois qui fasse saillie et aucune inégalité ainsi qu'aucune planche non solidement assujettie.

2) **Planchers antidérapants :** Des mesures doivent être prises pour que les planchers des emplacements de travail, autour des machines à travailler le bois, soient antidérapants.

3) **Passages :** La largeur des passages pour la circulation à sens unique ne doit pas être inférieure à celle du véhicule le plus large plus 900 millimètres. Pour la circulation dans les deux sens la largeur minimum des passages ne doit pas être inférieure au double de la largeur du véhicule le plus large plus 900 millimètres. Des lignes doivent être peintes sur les planchers ou un autre moyen doit être employé pour indiquer les passages.

## SECTION IV MACHINES ET OUTILLAGE

### §1. *Construction de machine, force motrice, alimentation, vitesse et commande*

**8.** 1) Les machines doivent être construites conformément aux dispositions suivantes :

a) la table ou surface de travail des machines doit être à une hauteur assurant le meilleur rendement et un minimum de fatigue de l'ouvrier ;

b) toute machine doit être construite de manière à ne pas vibrer lorsqu'on utilise l'outil le plus gros et lorsque la machine tourne à vide et à pleine vitesse ;

c) les arbres et mandrins doivent être construits de manière à être supportés solidement, avec sécurité et sans jeu ;

d) l'usage des roues de bois pour les scies à ruban est interdit ;

e) on doit construire les bancs ou tables de scies avec saillies ou butoirs coulés dans la partie avant du banc ou en utilisant tout autre moyen pour limiter la grandeur des scies qui peuvent être utilisées, afin d'éviter les excès de vitesse occasionnés par l'usage de scies plus grandes que prévues ;

f) les guides ou règles des scies à refendre doivent être construits de manière à pouvoir être fixés solidement à la table sans que leur alignement par rapport à la scie en soit changé. Pour les scies circulaires à table ou arbre inclinable, les guides ou règles doivent être construits de manière à demeurer parallèles à la scie pour toutes les inclinaisons de la scie par rapport à la table ;

g) les guides ou règles des scies de travers doivent être construits de manière à pouvoir glisser dans des rainures ou sur des rails usinés avec précision, afin d'assurer un alignement exact avec la scie pour toutes les positions du guide ;

h) les tables de scie à charnières doivent être construites de manière à pouvoir être fixées solidement pour toutes positions en conservant un alignement exact avec la scie ;

i) tout arbre de couche, engrenage, poulie, courroie ainsi que toute pièce en mouvement doit être muni d'un appareil de sécurité pour protéger ceux qui pourraient s'en approcher.

2) **Force motrice** : Les machines à travailler le bois devraient être actionnées par moteur individuel.

3) **Commande des machines** : Les dispositions relatives à la commande des machines sont les suivantes :

a) il doit y avoir un dispositif de commande mécanique ou électrique individuel pour chaque machine, qui permet à l'ouvrier d'arrêter la force motrice sans quitter la position dans laquelle il se tient pendant son travail ;

b) toute machine entraînée par moteur électrique doit être munie d'un dispositif qui rend les appareils de commande inopérants lorsqu'on la répare ou l'ajuste ;

c) sur les machines actionnées par arbres et courroies, on doit installer un passe-courroies à verrouillage automatique ou autre dispositif équivalent ;

d) toute pédale de commande doit être couverte d'un protecteur métallique en forme de U renversé et attaché au plancher, de dimension suffisante pour prévenir les déclenchements accidentels.

4) **Alimentation automatique** : Des dispositifs pour l'alimentation automatique doivent être utilisés lorsque la nature du travail le permet.

5) **Vitesse** : Les scies circulaires ne doivent pas tourner à une vitesse circonférentielle dépassant 50 mètres par seconde à moins qu'elles ne soient spécialement fabriquées pour des vitesses plus grandes. Le fabricant de scies doit indiquer sur la scie même et d'une façon permanente, son diamètre ainsi que la vitesse circonférentielle et le nombre de révolutions à la minute auquel elle doit être utilisée. Ces vitesses ne doivent pas être dépassées.

## SECTION V MACHINES À TRAVAILLER LE BOIS

### §1. *Scies circulaires*

**9.** Les dispositions de la présente section pour les protecteurs de scie ne sont pas toujours applicables à toutes les fins pour lesquelles les scies sont utilisées. Ces dispositions sont celles que les ouvriers du bois ont reconnues comme étant généralement les plus utiles. Comme nombre de cas ne sont pas couverts avec satisfaction par les présentes prescriptions, l'autorité compétente peut permettre l'emploi d'autres dispositifs qui paraissent offrir une protection suffisante.

**10. Définitions** : Dans la présente section :

a) « scie à refendre et à dédoubler » : désigne une scie à bois dont les dents sont formées et disposées pour couper suivant le fil du bois ;

b) « scie de travers » : désigne une scie à bois dont les dents sont formées et disposées pour couper en travers le fil du bois ;

c) « scie à balancier ou pendulaire » : désigne un bâti de scie suspendu à un arbre de transmission situé au-



dessus de la table de travail ou au plafond de l'atelier et muni d'une scie circulaire simple de travers, que l'on tire vers soi pour couper avec la partie inférieure de la scie qui passe dans une fente spécialement aménagée sur le dessus de la table sur laquelle le bois est placé. Cette scie se retire automatiquement à l'arrière de la coupe lorsqu'on la libère.

**11. Dispositifs de sécurité au-dessous et à l'arrière des tables de scies :** Pour toutes les scies circulaires où il y a danger de toucher une partie de la scie en dessous ou à l'arrière de la table, cette partie de la scie doit être recouverte d'un capot aspirateur ou, s'il n'y a aucun dispositif pour l'évacuation du bran de scie ou des poussières, elle doit être munie d'un dispositif de sécurité de manière à prévenir que la scie soit touchée accidentellement.

**12. Scie à refendre alimentée à la main :** Les dispositions concernant les scies à refendre alimentées à la main sont les suivantes :

1) Toute scie à refendre alimentée à la main doit être munie d'un capot recouvrant entièrement la partie de la scie au-dessus de la table et la partie de la scie au-dessus du bois, pendant le sciage. Le capot et son support doivent être installés de manière à ce que le capot se règle automatiquement suivant l'épaisseur du bois et demeure en contact avec la pièce sciée, mais ils ne doivent pas offrir une trop grande résistance au bois lorsqu'il est présenté à la scie ou pendant le sciage. Le capot doit être assez fort pour résister aux coups résultant de l'usage normal de la scie, du réglage et de la manipulation et doit être conçu de manière à protéger l'ouvrier contre les éclats de bois et les dents des scies cassées. Il doit être fait d'un matériel suffisamment mou pour ne pas occasionner la rupture des dents de scies. Le matériau ne doit pas éclater lorsqu'on le brise, il ne doit pas être explosif et ne doit pas être plus combustible que le bois. Le capot doit être construit de manière à ce que l'ouvrier voit sa ligne de coupe quant il est en position pour alimenter la scie.

Le capot doit être installé de manière à assurer son efficacité et son alignement parfait avec la scie ; et son support doit être suffisamment fort pour résister aux poussées latérales ou autres forces raisonnables tendant à le déplacer hors de sa position normale.

2) Toute scie circulaire à refendre à la main doit être munie d'un couteau diviseur pour empêcher le bois de ser-rer la scie ou d'être repoussé vers l'ouvrier. Le couteau diviseur doit être fait d'acier de même qualité que celui de la scie, d'acier à outil ou autre alliage d'égale dureté, durci, trempé et meulé à une épaisseur moindre que le trait de scie mais plus grande que la lame de la scie. Sa largeur doit être suffisante pour lui donner une raideur et une rigidité qui lui permette de résister aux forces et coups latéraux tendant à le plier ou le déplacer de sa position nor-

male. Le couteau diviseur doit être installé de manière à demeurer en alignement parfait avec la scie même lorsque la scie ou la table est inclinée. L'espace, entre le couteau diviseur et la scie ne doit pas dépasser 12 millimètres quant la plus grande scie est utilisée.

Le couteau diviseur n'est pas requis sur les scies circulaires utilisées pour bouveter ou pour faire des entailles, rainures ou feuillures. Lorsqu'on termine ces travaux, le couteau diviseur doit être remplacé immédiatement.

3) Toute scie circulaire à refendre alimentée à la main doit être munie d'une ou de plusieurs griffes montées sur le capot de manière à opposer toute poussée ou tendance de la scie à prendre le bois et le pousser vers l'ouvrier. Ces dispositifs, pour éviter le recul de la pièce en arrière, doivent être conçus de manière à pouvoir agir quelle que soit l'épaisseur du bois scié.

**13. Scies de travers sur table, alimentées à la main :** Les dispositions concernant les scies de travers sur table alimentée à la main (ainsi que les scies à parer) doivent être les suivantes :

1) Toute scie circulaire de travers sur table doit être munie d'un capot suivant toutes les dispositions relatives aux capots des scies circulaires à refendre.

2) Toute scie circulaire de travers doit aussi être munie d'un couteau diviseur qui doit être selon les dispositions prescrites au paragraphe 2 de l'article 12.

3) Les capots des scies à parer alimentées mécaniquement doivent demeurer en contact avec le bois mais ceci n'est pas obligatoire.

**14. Scies à deux arbres tournants :** Les scies à deux arbres doivent être munies de dispositifs de sécurité suivant les dispositions s'appliquant soit aux scies circulaires de travers soit aux scies circulaires à refendre suivant le type de scies installées sur les arbres.

**15. Scies circulaires à dédoubler ou de travers :** Lorsque les scies oscillantes (c'est-à-dire les machines automatiques à tronçonner à deux ou plusieurs arbres tournent continuellement les uns autour des autres) sont au-dessus de la table, les dispositions contenues à l'article 14 s'appliquent pour le dispositif complet d'arbres et de scies en ne laissant sous le capot qu'un espace suffisant pour laisser passer le bois sans difficulté. Si la scie se déplace vers le haut à travers la table de la machine, le capot doit couvrir tout le déplacement de la scie au-dessus de la table et être réglé à une hauteur suffisante pour le bois à tailler.

**16. Scies circulaires à alimentation automatique :** Les dispositions concernant les scies circulaires avec alimentation automatique doivent être les suivantes :

1) Les rouleaux d'alimentation et les scies doivent être munis d'un capot ou d'un dispositif protecteur semi-cylindrique pour empêcher que les mains de l'ouvrier ne puissent les toucher. Le dispositif protecteur doit être construit de métal épais et sa partie inférieure doit descendre jusqu'à 10 millimètres du plan formé par la partie inférieure ou la surface de travail des rouleaux d'alimentation.

2) Toute scie circulaire à refendre avec alimentation automatique doit être munie de griffes sur toute la longueur des rouleaux d'alimentation pour empêcher le recul du bois. Ces griffes doivent être installées à l'avant de la scie.

**17. Scies à tronçonner à balancier :** Les dispositions suivantes s'appliquent également aux scies à tronçonner coulissantes installées au-dessus de la table :

1) Toute scie à tronçonner à balancier doit être munie d'un capot recouvrant complètement la moitié supérieure de la scie, le bout de l'arbre et la zone d'opération pour toutes les positions de la scie. Le capot doit être construit de telle sorte et d'un matériau tel que l'ouvrier soit protégé contre les éclats de bois et les dents de scie cassées, tout en lui permettant en tout temps de voir dans la zone de coupe le point où la scie entre en contact avec la pièce. Le capot doit être muni à l'arrière d'une charnière et à l'avant d'un prolongement de telle manière qu'il se soulève au-dessus du butoir quand la scie retourne à l'arrière, et descend, et demeure en contact avec le bois à couper quand la scie se déplace vers l'avant.

2) Toute scie à tronçonner à balancier doit être munie d'un dispositif efficace pour ramener automatiquement la scie à la position arrière de la table lorsqu'elle est libérée à un point quelconque de son parcours. Le bon fonctionnement d'un tel dispositif ne doit pas dépendre d'une corde, d'un câble ou d'un ressort. Lorsqu'on utilise un contrepoids, les boulons supportant la barre et le contrepoids doivent être munis de goupilles ; et le contrepoids doit être fixé, soit par un boulon traversant la barre et le contrepoids, soit par un boulon traversant la barre à son extrémité où lorsque le contrepoids n'entoure pas la barre, on doit prévoir une chaîne de sécurité pour l'attacher à celle-ci.

3) Des chaînes ou tout autre dispositif d'arrêt de la course doivent être pourvus pour éviter que la scie ne dépasse la partie avant ou la partie arrière de la table ou une position avant qui permettrait d'apercevoir le fond des dents les plus basses au-dessus de la table.

4) On doit prévoir un cliquet d'arrêt pour retenir la scie en arrière de la table et empêcher son rebondissement vers l'avant.

5) Les courrois des scies à tronçonner à balancier doivent être enfermées sur toute la longueur de la partie avant vers l'ouvrier jusqu'à pas moins de 2,6 mètres au-dessus du plancher ou du plan de travail, à l'arrière et de chaque côté.

**18. Scies à tronçonner à plateaux escamotables :** Les scies à tronçonner à plateaux escamotables doivent être munies de capots recouvrant la partie de la scie qui dépasse au-dessus de la table ou au-dessus du matériel à couper. Le capot doit s'ajuster automatiquement à l'épaisseur du bois et demeurer en contact avec lui, ou il doit couvrir le parcours entier de la scie au-dessus de la table et être retenu à une distance convenable de la table selon l'épaisseur du bois à couper.

**19. Scies circulaires portatives :** Toutes les scies portatives mues par moteur doivent être munies de capots s'ajustant automatiquement au travail à exécuter de manière qu'aucune dent de la scie ne soit exposée au-dessus du travail ; quand la scie est retirée de la pièce le capot doit couvrir complètement toutes les dents. Un couteau diviseur doit être utilisé sur toutes ces scies.

## *§2. Scies à rubans et scies à ruban à refendre*

**20. Définitions :** Les définitions suivantes s'appliquent aux articles 21, 22 et 23 :

a) « scie à ruban » : désigne une machine à scier le bois de charpente ou le contre-plaqué, munie d'un ruban d'acier sans fin portant une série de dents d'un côté et tournant autour d'une paire de roues ordinairement installées l'une au-dessus de l'autre, mais quelquefois installées horizontalement ; le bois est alimenté à la main ;

b) « scie à ruban à refendre » : désigne une machine de construction ressemblant à celle de la scie à ruban mais beaucoup plus forte et munie de rouleaux d'alimentation mécanique. Elle est utilisée pour refendre le bois de construction à des dimensions moindres.

**21. Protection des lames de scies à ruban et de scies à ruban à refendre :** Le ruban de la scie doit être mis sous carter ou muni d'un dispositif de sécurité sur toute sa longueur, sauf du côté où s'effectue le travail, entre le guide et la table. Les roues de scie à ruban doivent être mises sous carter.

Le pourtour extérieur du carter doit être de métal solide. La partie avant et la partie arrière des roues doivent être enfermées dans un carter de métal solide d'une épaisseur minimum de 1 millimètre. Tout autre matériau utilisé doit être d'une résistance et d'une rigidité équivalentes. Le dispositif de protection pour la partie de la lame entre le guide et le capot de la roue supérieure doit, soit

renfermer la lame de scie ou protéger la scie à l'avant et sur les deux côtés.

Cette partie du dispositif de protection doit monter et descendre automatiquement avec le guide. Le capot de la roue supérieure doit suivre le parcours de la scie sur la roue et la partie supérieure du capot doit être au moins à 50 millimètres de la scie.

Les scies à ruban à refendre dont les lames ont plus de 100 millimètres de largeur doivent être munies d'un dispositif de protection tel qu'indiqué plus haut mais le capot de métal doit être d'au moins 6 millimètres d'épaisseur.

**22. Tendeur automatique :** Toute scie à ruban doit être munie d'un tendeur automatique afin de prévenir toute rupture de lame due à une tension inappropriée.

**23. Rouleaux d'alimentation :** Les rouleaux d'alimentation de scies à ruban à refendre doivent être munis d'un dispositif de protection semi-cylindrique afin de protéger les mains de l'ouvrier. Le dispositif de protection doit être construit d'un matériau épais, de préférence en métal, et ses bords doivent approcher jusqu'à 10 millimètres du plan formé par la face intérieure des rouleaux d'alimentation en contact avec le matériau scié.

### §3. Dégauchisseuses (raboteuses à main)

**24. Zone d'opération :** Si les dégauchisseuses alimentées à la main ont un porte-outil horizontal, celui-ci doit être du type cylindrique et des gorges ne doivent pas avoir plus de 11 millimètres de profondeur ni plus de 15 millimètres de largeur. Il est fortement recommandé que les gorges n'aient pas plus de 10 millimètres de profondeur par 12 millimètres de largeur.

**25. Ouverture de la table :** L'ouverture dans la table doit être aussi petite que possible. L'espace entre le bord de la table arrière et l'outil ne doit pas dépasser 3 millimètres. L'ouverture dans la table ne doit pas dépasser 65 millimètres de largeur.

**26. Dispositifs de protection automatique :** Les dispositions à observer pour les dispositifs de sécurité automatiques utilisés sur les dégauchisseuses doivent être les suivantes :

1) Les dégauchisseuses alimentées à la main et ayant un porte-outil horizontal doivent être munies d'un dispositif de protection automatique recouvrant toutes les parties exposées du porte-outil dans la zone d'opération. Le dispositif doit s'ajuster automatiquement horizontalement pour le dégauchissage des bords et verticalement pour le travail en surface et doit demeurer en contact avec le matériau en tout temps.

2) Les dégauchisseuses alimentées à la main et ayant un porte-outil horizontal doivent être munies d'un dispositif de protection recouvrant automatiquement la partie du porte-outil à l'arrière de la règle ou guide.

3) On doit se procurer et utiliser des bâtons poussoirs pour pousser les bois et pour le tenir sur la table lorsque des pièces de moins de 450 millimètres sont aplanies dans une raboteuse alimentée à la main.

**27. Dégauchisseuses à porte-outil vertical :** Si les dégauchisseuses ont un porte-outil vertical, celui-ci doit être muni d'un capot aspirateur ou d'un autre dispositif de protection qui entoure complètement le porte-outil ne laissant qu'une fente de la largeur nécessaire pour effectuer le travail.

### §4. Tenonneuses

**28. Protection des porte-outils :** Les dispositions concernant la protection des porte-outils de tenonneuses sont les suivantes :

1) Les porte-outils et les scies (s'il y en a) doivent être recouverts d'un capot de métal. Le capot doit recouvrir au moins les parties non utilisées du porte-outil. Si les capots sont construits en tôle on utilise du métal d'au moins 1,5 millimètre d'épaisseur. S'ils sont en fonte la plus petite section doit avoir au moins 5 millimètres d'épaisseur.

2) Là où on utilise un dispositif pour l'évacuation des poussières, le protecteur fait partie du capot aspirateur ou se confond avec lui et est construit en métal dont l'épaisseur minimum est indiquée plus haut.

**29. Alimentation pour chaîne et roue dentée :** Les dispositions concernant l'alimentation des tenonneuses par chaînes et roues dentées sont les suivantes :

1) Les dispositifs d'alimentation par chaîne et roue dentée de tenonneuses coupant simultanément un tenon à chaque extrémité de la pièce doivent être entièrement mis sous carter excepté la partie de la chaîne utilisée pour déplacer la pièce.

2) À l'extrémité arrière du bâti sur lequel fonctionnent les dispositifs d'alimentation, il doit y avoir des dispositifs de sécurité recouvrant les côtés au moyen de plaques dépassant la périphérie des roues dentées et le pourtour des maillons.

3) Si l'espace le permet, l'extrémité arrière du bâti sur lequel fonctionnent les dispositifs d'alimentation doit se prolonger suffisamment pour que les pièces sortant de la machine soient conduites jusqu'à un endroit où les personnes qui les enlèvent puissent les prendre aisément.

4) Les rouleaux d'alimentation des machines à bouveter et des tenonneuses doivent être munis de bandes ou barres métalliques fixées au bâti portant les rouleaux de manière à être ajustés pour toute épaisseur de bois.

**30. Tenonneuses alimentées à la main :** Les tenonneuses alimentées à la main doivent être munies d'un dispositif de serrage pour aider l'ouvrier à tenir la pièce à tailler.

#### §5. Perceuses et mortaiseuses

**31. Mandrins :** Seuls doivent être utilisés les mandrins de serrage à plusieurs mâchoires dont les vis de blocage ne font pas saillie.

**32. Forêts :** Des capots doivent protéger les forêts et les mandrins au-dessus de la pièce.

**33. Mortaiseuse à chaîne :** La partie supérieure de la chaîne ainsi que le dispositif de commande doivent être mis sous carter.

**34. Contrepoids :** Si un contrepoids est utilisé, on observe l'une des dispositions suivantes ou on utilise un moyen de protection équivalent pour prévenir la chute du contrepoids :

a) le contrepoids doit être boulonné à la barre au moyen d'un boulon et d'un écrou traversant la barre et le contrepoids. Le déserrage de l'écrou doit être empêché par une goupille ;

b) un boulon doit traverser l'extrémité de la barre ;

c) lorsque le contrepoids n'entoure pas la barre, on doit prévoir une chaîne de sécurité pour l'attacher à celle-ci ;

d) les autres types de contrepoids doivent être suspendus par une chaîne ou un câble d'acier et doivent se déplacer dans un tube ou tout autre gaine convenable si sur leur parcours ils peuvent provoquer des accidents.

**35. Joints universels :** Les joints universels des arbres porte-forêt de perceuses doivent être entièrement mis sous carter pour empêcher l'ouvrier de se blesser.

#### §6. Toupies à moulures

**36. Protection des arbres porte-lames :** L'arbre porte-lames des toupies à moulure, des machines à dresser les panneaux de portes alimentées à la main et des autres machines semblables qui ne sont pas à alimentation automatique doit être mis sous carter ou muni d'un dispositif de protection conçu de manière à garder les mains de l'ouvrier loin des couteaux. Le diamètre des dispositifs de

protection des toupies circulaires ne doit pas être inférieur au diamètre du plus grand outil utilisé. En aucun cas un avertisseur de lanières de cuir ou de tout autre matériau attaché à l'arbre porte-lames ne peut être utilisé.

Des arbres porte-lames cylindriques doivent être employés chaque fois que le travail le permet. Les gabarits et les appareils de montage destinés à garder les mains de l'ouvrier hors de la zone d'opération doivent être utilisés chaque fois que le travail le permet.

**37. Dispositif de démarrage et d'arrêt des toupies :** Toutes les machines à deux toupies doivent être munies d'un dispositif pour démarrer et arrêter chacune des toupies indépendamment des autres.

#### §7. Raboteuses, machines à moulurer à une ou plusieurs lames, machines à bouveter, etc.

**38. Protection des porte-outils :** Les dispositions concernant la protection des porte-outils des raboteuses, machines à moulurer à une ou plusieurs lames, machines à bouveter, etc., sont les suivantes :

1) Un dispositif de sécurité en métal doit recouvrir les porte-outils et les scies (s'il en existe) des raboteuses, des machines à moulurer, des machines à bouveter, etc. Si on utilise de la tôle, elle ne doit pas avoir moins de 1,5 millimètre d'épaisseur ; si l'on utilise de la fonte, le métal doit pas être moins de 5 millimètres d'épaisseur.

2) Là où on utilise un dispositif pour l'évacuation des copeaux, du bran de scie et des poussières le protecteur fait partie du capot aspirateur ou se confond avec lui et construit de métal aussi épais qu'il est indiqué plus haut.

**39. Rouleaux d'alimentation :** Les dispositions concernant les rouleaux d'alimentation des raboteuses, machines à moulure, machines à bouveter, etc., doivent être les suivantes :

1) Les rouleaux d'alimentation doivent être munis d'un capot ou d'un dispositif de protection semi-cylindrique pour empêcher que les mains de l'ouvrier puissent les toucher. Le dispositif de protection doit être attaché au châssis supportant les rouleaux afin de conserver son ajustement pour toute épaisseur de bois.

2) Des rouleaux d'alimentation multiples doivent être prévus pour les raboteuses ou si les rouleaux d'alimentation multiples ne peuvent pas être adaptés, il faut prévoir un dispositif pour empêcher le recul des pièces.

**§8. Tours à profiler et à tête pivotante et toupies automatiques (ainsi que les machines à tourner les talons de bois)**

**40. Dispositif de sécurité :** Les dispositions concernant les porte-outils des tours à profiler et à tête pivotante et les toupies automatiques ainsi que les machines à tourner les talons de bois sont les suivantes :

1) Les porte-outils des tours à profiler et à tête pivotante doivent être recouverts par un dispositif de protection métallique. Si ce dispositif est construit en tôle, il doit avoir au moins 1,5 millimètre d'épaisseur ; si on utilise de la fonte, l'épaisseur du métal ne doit pas être inférieure à 5 millimètres.

2) Là où on utilise un dispositif pour l'évacuation des copeaux, du bran de scie et des poussières, le protecteur fait partie du capot aspirateur ou se confond avec lui et est construit en métal dont l'épaisseur minimum est indiquée plus haut.

3) Les porte-outils des tours à bois, qu'ils soient rotatifs ou non, doivent être recouverts aussi complètement que possible par un capot ou un écran retenu à la machine par une charnière permettant de le renverser pour le réglage.

4) Les machines à tourner les formes et talons de chaussures ainsi que les tours à bois automatiques avec couteau rotatif doivent être munis de capots recouvrant complètement la lame du couteau sauf au point de contact pendant le travail.

5) Les tours utilisés pour tourner de longues pièces de bois entre 2 pointes doivent être munis de longs capots s'étendant au-dessus du tour pour empêcher les pièces d'être projetées hors de la machine.

6) Les dispositifs de sécurité recouvrant les pièces tournées sur les tours à bois doivent être construits en métal déployé ou autre matériau convenable permettant d'observer le travail de la machine.

7) Les tours à bois doivent être munis de capots aspirateurs reliés à un dispositif d'évacuation efficace permettant d'enlever les copeaux, le bran de scie et les poussières dès qu'ils sont produits.

8) Lorsque les capots aspirateurs des tours à bois font partie ou constituent la protection entière des porte-outils, ils doivent être suffisamment forts pour le protéger efficacement.

**§9. Polisseuses**

**41. Rouleaux d'alimentation :** Les rouleaux d'alimentation des polisseuses automatiques doivent être munis d'un

dispositif de protection semi-cylindrique pour empêcher les mains de l'ouvrier d'y toucher. Le dispositif de protection doit être construit d'un matériau épais de préférence en métal, et solidement attaché au châssis supportant les rouleaux afin de conserver son ajustement pour toute épaisseur de bois. La partie inférieure du dispositif de protection doit descendre jusqu'à 10 millimètres d'un plan formé par la partie inférieure ou la surface de contact du rouleau d'alimentation là où il touche le bois.

**42. Polisseuses à tambour :** Les polisseuses à tambour doivent être munies de capots aspirateurs (ou autres dispositifs de sécurité si aucun dispositif d'évacuation des copeaux, du bran de scie et des poussières n'est requis), recouvrant le tambour sauf la partie qui doit rester libre pour travailler, au-dessous de la table, si une table est utilisée.

**43. Polisseuses à disques :** Les polisseuses à disques doivent être munies de capots aspirateurs (ou autre dispositif de sécurité si aucun dispositif d'évacuation des copeaux, de bran de scie et des poussières n'est requis), recouvrant le disque sauf la partie qui doit rester libre pour travailler, au-dessus de la table, si une table est utilisée.

**44. Polisseuses à courroie :** Les deux poulies des polisseuses à courroie doivent être mises sous carter, de manière à protéger les zones où la courroie sablée arrive sur les poulies. Le brin de retour de la courroie sablée doit être mis sous carter.

**§10. Diverses machines**

**45. Machines à bois combinées ou universelles :** La zone d'opération de chaque outil des machines à bois combinées ou universelles doit être protégée, tel qu'il est prévu pour les machines simples.

**46. Les autres machines ne sont pas exclues :** Du fait que les dispositions contenues aux articles 9 à 41 se rapportent à des machines déterminées, il ne faut pas conclure que les autres machines à travailler le bois sont exclues des dispositions prescrivant que des capots aspirateurs ou dispositifs de protection doivent être prévus pour réduire au minimum les dangers aux zones d'opération de ces machines.

**§11. Toupies à rainurer**

**47. Toupies à rainurer :** Les poulies, arbres et porte-outils doivent être munis de dispositifs de sécurité lorsque le travail le permet. Des gabarits et des appareils de montage destinés à garder les mains de l'ouvrier hors de la zone

d'opération doivent être utilisés chaque fois que le travail le permet.

#### §12. Colleuses à rouleau

**48. Colleuses à rouleaux :** Les rouleaux d'alimentation doivent être munis de dispositifs de sécurité semi-cylindrique. La partie inférieure du dispositif doit descendre jusqu'à 10 millimètres d'un plan formé par la partie inférieure ou la surface de contact du rouleau d'alimentation là où il touche le bois.

### SECTION VI MACHINES À TRAVAILLER LE BOIS DE PLACAGE

#### §1. Installation à la vapeur et fosses de trempage

**49. Cuves à vapeur et fosses de trempage :** Les dispositions pour les cuves à vapeur et les fosses de trempage sont les suivantes :

a) les côtés des cuves à vapeur doivent être à au moins 900 millimètres au-dessus du plancher ou de la plate-forme de travail ou du sol ;

b) pour les grandes cuves à vapeur divisées en sections on doit prévoir des passerelles entre les sections. Chaque passerelle est munie d'une balustrade de 1 100 millimètres de hauteur de chaque côté exposé. Ces balustrades peuvent être amovibles si cela est nécessaire. Pourvu que les dimensions des matériaux à traiter le permettent, les dimensions des sections des cuves ne doivent pas dépasser 2,4 mètres.

**50. Chargement et déchargement :** Un ou plusieurs des moyens suivants doivent être utilisés pour charger et décharger les cuves et les fosses de trempage :

1) La surface du plancher de la zone d'opération doit être finie de manière à empêcher tout glissement. Les ouvriers appelés à travailler aux cuves doivent avoir et porter des chaussures avec semelles et talon en une composition antidérapante.

2) Les ouvriers travaillant au-dessus des cuves doivent porter une ceinture de sureté attachée à une corde de sauvetage. La corde de sauvetage doit être attachée à un chariot roulant se déplaçant sur un monorail ou à un dispositif d'ancrage fixe ou autre dispositif similaire. La corde de sauvetage doit être continuellement en position de rappel afin que l'ouvrier ne puisse tomber dans la cuve en cas de glissement, chute ou trébuchement.

3) Une installation de manutention ou de transport mécanique doit être prévue. Elle doit être conçue de ma-

nière qu'il ne soit pas nécessaire de retirer les pièces de bois à la main, des cuves de trempage.

4) Des soupapes, pompes ou autres appareils hydrauliques doivent être utilisés pour vider le liquide des cuves. On ne doit permettre à aucun ouvrier de se tenir sur la cuve et le déchargement ne doit commencer que lorsque le liquide a été drainé de la cuve.

5) Si les cuves ne doivent pas être drainées, elles doivent être munies d'une doublure intérieure perforée pour laisser passer le liquide et pouvant être montée mécaniquement de manière que les pièces de bois puissent être transférées avec sécurité à d'autres appareils de manutention.

**51. Ventilation :** Les dispositifs pour la ventilation des installations à vapeur et des fosses de trempage sont les suivantes :

a) autant que possible les cuves doivent être installées dans des bâtiments ou dans des hangars spéciaux chauffés pendant la saison froide pour que la quantité de vapeur soit tenue à un minimum ;

b) on doit prendre les dispositions nécessaires pour ventiler les bâtiments abritant des cuves à vapeur. De hauts plafonds avec des ventilateurs dans le toit sont à conseiller. Lorsque les plafonds ou les toits sont bas on doit installer des ventilateurs mécaniques.

#### §2. Manutention des billots

**52. Grues, billots, chariots, etc :** Les engrenages, chaînes et roues dentées, et autres organes de machines dangereux doivent être mis sous carter.

L'usage de chariots à billots ou de grues est fortement recommandé sauf lorsque la quantité de matériau à transporter est petite.

#### §3. Scies alternatives

**53.** Les scies alternatives doivent être installées de manière à laisser un passage libre d'au moins 1,2 mètre lorsque la scie se trouve en fin de course ; ou s'il est impossible de laisser cet espace libre, la scie et son mécanisme de commande doivent être entourés d'un garde-corps normalisé.

#### §4. Machines à couper le bois de placage et machines dérouleuses

**54. Machines à trancher et machines rotatives à couper le bois de placage :** Les couteaux doivent être protégés pour prévenir les contacts accidentels avec la partie tranchante.

**55. Machines à couper les feuillets de placage :** Les dispositions concernant les machines à couper les feuillets de placage sont les suivantes :

1) Les machines à couper les feuillets de placage doivent être munies de dispositifs d'alimentation automatique ou de dispositifs de sécurité qui empêchent de mettre un ou deux doigts sous le couteau lorsque l'on alimente la machine ou lorsque l'on retire le bois de la machine.

2) Les pignons de chaîne et les courroies des transporteurs doivent être mis sous carter.

On doit utiliser des convoyeurs ou des tables mobiles pour enlever les pièces des machines à couper les feuillets de placage.

3) Si possible, les machines à guillotine pour couper les feuillets de placage, actionnées à la main ou au pied doivent être munies de barres ou de plaques ou autres dispositifs empêchant les mains de l'ouvrier de toucher à la lame du couteau lorsqu'il alimente la machine ou lorsqu'il tient le matériau à couper.

4) Les machines à guillotine pour couper les feuillets de placage, mues par moteur sauf les machines à trancher à alimentation continue doivent être munies :

a) de dispositifs de démarrage exigeant l'usage simultané des deux mains pour commencer le coupage et d'au moins une main sur un appareil de commande pendant la course complète du couteau.

b) d'un dispositif de protection automatique qui éloigne les mains de l'ouvrier de la zone dangereuse à chaque descente du couteau, utilisé en même temps qu'un dispositif de démarrage à une seule main exigeant 2 mouvements distincts du dispositif pour commencer le coupage, et conçu de manière à retourner à la position de repos après chaque cycle complet du couteau.

5) Lorsque 2 ou plusieurs ouvriers travaillent en même temps à la même machine à guillotine mue par moteur munie de dispositif de commande à 2 mains, le dispositif doit être conçu de manière que chaque ouvrier soit obligé de se servir simultanément de ses deux mains pour commencer le coupage et d'au moins une main sur une commande pour compléter la coupe.

6) Les machines à guillotine pour couper les feuillets de placage, mues par moteur, autres que les machines à trancher à alimentation continue, doivent être munies, en plus de frein ou autre mécanisme d'arrêt, d'un dispositif d'urgence qui empêche la machine de fonctionner lorsque le frein est défectueux, quand le mécanisme de démarrage est dans la position de repos.

**56. Machines dérouleuses de bois de placage :** Le côté d'alimentation des machines à dérouler doit être fermé de

manière à ne laisser que l'espace juste nécessaire pour introduire la pièce, mais cet espace ne doit pas être suffisant pour y laisser passer les doigts entre les rouleaux.

**57. Levier et pédales de manoeuvres :** Les leviers et les pédales de manoeuvres des machines pour les bois de placage doivent être installés et munis de dispositifs de sécurité de manière qu'ils ne puissent être actionnés accidentellement.

## SECTION VII MACHINES DE TONNELLERIE

### §1. Scies

**58. Fonds de tonneaux :** Les dispositions concernant les scies à préparer les fonds de tonneaux sont les suivantes :

1) Les scies des machines à préparer les fonds de tonneaux doivent être mises sous carter de manière à prévenir les contacts accidentels. Un capot doit être attaché à l'arrière du chariot d'entraînement pour protéger la partie de la scie qui ne peut pas être recouverte par un capot fixe.

2) Le chariot d'entraînement des pièces de bois doit être muni d'un dispositif efficace qui ramène automatiquement le chariot devant la scie. Le fonctionnement adéquat d'un tel dispositif ne doit pas dépendre d'une corde, d'un câble ou d'un ressort. Si l'on fait usage d'un contrepoids, une chaîne de sûreté doit l'empêcher de tomber si toutefois, la barre venait à se briser ou si la masse devenait libre. Les boulons supportant la barre ou la masse et la chaîne doivent être munis de goupilles ou autres moyens de fixation efficaces. Un boulon doit être fixé à l'extrémité de la barre supportant le contrepoids pour empêcher que la masse tombe.

3) Un butoir doit être prévu pour empêcher le chariot de se déplacer trop loin en arrière et ainsi exposer la partie non protégée de la scie.

**59. Scies à tronçonner à balancier :** Les dispositions des scies à tronçonner à balancier se trouvent à l'article 17.

**60. Mise à dimension des merrains, des douves et des fonds de tonneaux :** Les lames de scies pour la mise à dimension des merrains, des douves et des fonds de tonneaux doivent être mises sous carter suivant les dispositions contenues à l'article 13.

**61. Scies à douves de tonneaux, scies cylindriques :** Les lames de scies à douves de tonneaux ainsi que l'élément tournant auquel est boulonnée la lame doivent être mis sous carter pour empêcher les contacts accidentels, sauf sur la portion qui se trouve dans le voisinage immédiat du dispositif d'alimentation.

**62. Scies à scier les fonds de tonneau, scies à refendre à alimentation variable, scies pour douves droites, scies à arrondir les fonds, etc :** Les dispositions pour les scies à scier les fonds de tonneaux, les scies à refendre à alimentation variable, les scies pour douves droites, les scies à arrondir les fonds, etc., sont les suivantes :

- a) les lames des machines de ce genre doivent être mises sous carter pour empêcher les contacts accidentels ;
- b) lorsqu'il existe un dispositif d'alimentation à pignon, il doit être mis sous carter, de manière à empêcher que les doigts de l'ouvrier puissent être coincés entre le pignon d'alimentation et la pièce entraînée ;
- c) les contrepoids utilisés pour faire fonctionner les dispositifs d'alimentation doivent se déplacer dans une gaine fixe.

*§2. Raboteuses à douves simples et doubles et raboteuses à fonds de tonneaux simples et doubles*

**63. Dispositifs de sécurité des arbres porte-lames :** Les capots aspirateurs ou autres dispositifs de sécurité, si l'on n'utilise pas d'installation pour l'évacuation des copeaux, du bran de scie et des poussières, doivent être conçus de manière à protéger effectivement les arbres porte-lames et les lames des raboteuses simples et doubles.

**64. Zone d'opération :** Les dispositions concernant la zone d'opération sont les suivantes :

- a) les rouleaux d'alimentation doivent être entièrement recouverts par un dispositif de sécurité, sauf la partie qui doit rester nue pour l'admission des pièces. On doit installer les rouleaux d'alimentation à secteurs pour les raboteuses à fonds de tonneaux ;
- b) lorsqu'on utilise des rouleaux pleins, il doit y avoir des doigts de retenu (ou autres dispositifs équivalents) afin d'éviter le recul des pièces.

*§3. Machines à faire les joints ou à bouveter les douves et les fonds de tonneaux*

**65. Protection :** Les machines à faire les joints ou à bouveter les douves et les fonds de tonneaux doivent être munies d'un dispositif de sécurité ajustable ou automatique pour recouvrir complètement l'arbre porte-lame sauf la zone où s'effectue le travail.

**66. Les machines à bouveter les douves actionnées au pied** doivent être munies de dispositifs de sécurité de manière à empêcher les doigts de l'ouvrier de toucher aux lames.

*§4. Machines à faire le jable des douves*

**67. Protection :** La tête des machines à faire le jable des douves doit être sous carter sauf la portion qui rentre dans la pièce.

**68. Chaînes d'alimentation :** Les chaînes et pignons d'alimentation des machines à faire le jable doivent être entièrement mis sous carter.

**69. Contrepoids :** Une chaîne de sûreté doit être attachée au contrepoids pour l'empêcher de tomber si toutefois la barre venait à se briser ou si la masse devenait libre. Les boulons supportant la barre ou la masse et la chaîne doivent être munis de goupilles ou autres moyens de fixation efficaces. Un boulon doit être fixé à l'extrémité de la barre supportant le contrepoids pour empêcher la chute de la masse.

*§5. Machines à sabler les tonneaux*

**70. Courroies de sablage :** Chaque poulie des polisseuses à courroie doit être mise sous carter, de manière à protéger les zones où la courroie sablée arrive sur les poulies, le brin de retour de la courroie sablée doit être mis sous carter.

*§6. Treuils de serrage pour centrer les douves*

**71. Contrepoids :** Les contrepoids doivent se déplacer dans une gaine fixe.

**72. Leviers de commande :** Les leviers de commande doivent se trouver dans le voisinage de l'endroit où se tient l'ouvrier pendant son travail.

*§7. Tours à baquets et à tonneaux*

**73. Protection :** Les dispositions de l'article 40 pour les tours à profiler, en autant qu'elles sont applicables doivent servir de base pour la protection des tours à baquets et à tonneaux.

*§8. Machines de tonnellerie diverses*

**74. Les autres machines ne sont pas exclues :** Du fait que les dispositions contenues aux articles 58 à 73 concernent des machines déterminées, il ne faut pas conclure que les autres machines à travailler le bois sont soustraites des dispositions prescrivant des dispositifs de sécurité pour réduire au minimum les dangers aux zones d'opération des machines.



## SECTION VIII

### RÈGLES D'APPLICATION

#### §1. Inspection et entretien

**75. Inspection :** L'inspection systématique de toute machine à travailler le bois et des dispositifs de sécurité doit être faite pour y découvrir les défauts qui peuvent se développer et permettre leur correction immédiate.

**76. Entretien :** Les dispositions concernant l'entretien sont les suivantes :

- 1) Les scies émoussées ou mal aiguisées, dont la voie est mauvaise ou battue incorrectement doivent être mises de côté aussitôt que le bois commence à coller, à se coincer ou est rejeté en arrière quand on alimente la scie normalement. Les scies sur lesquelles la résine s'est collée doivent être immédiatement nettoyées.
- 2) Les lames et couteaux des machines à travailler le bois doivent être bien aiguisés, bien ajustés et solidement attachés. Lorsqu'on utilise 2 ou plusieurs lames sur le même porte-outil elles doivent se contrebalancer.
- 3) Les coussinets doivent être bien ajustés et bien lubrifiés.
- 4) Les axes des scies ne doivent pas avoir de jeu.
- 5) Les dispositifs de sécurité doivent être installés partout où cela est possible. Si les dispositifs de sécurité doivent être enlevés pour certains travaux on doit les remplacer aussitôt le travail terminé. Aucun ouvrier n'a la permission d'enlever un dispositif de sécurité ou de se servir d'une machine sans protection sauf si le contremaître ou le surveillant y consent pour un travail déterminé.

#### §2. Choix et usage des machines

**77. Choix des machines et outils appropriés :** Les dispositions concernant le choix des machines et outils appropriés sont les suivantes :

- 1) Les machines ne doivent pas être utilisées pour des travaux nécessitant l'enlèvement de leurs dispositifs réguliers de sécurité. Les travaux dangereux doivent être exécutés sur des machines convenant à ce genre de travail.
- 2) Aucune scie, aucun couteau ou bague à outil ne doit être monté sur l'arbre de la machine à moins que l'outil ait été parfaitement ajusté à la dimension et à la forme s'adaptant à l'arbre.

**78. Scies circulaires à refendre et à tronçonner :** Les dispositions concernant le choix et l'usage des scies circu-

lares à refendre et les scies à tronçonner sont les suivantes :

1) Aucun contremaître ou autre personne autorisée ne doit permettre l'usage de scies à refendre ou scies de travers sans capot, couteau diviseur ou griffes pour empêcher le recul des pièces de bois ou lorsque ces dispositifs sont inopérants à moins que le travail ne puisse pas être exécuté en utilisant ces dispositifs qui doivent d'ailleurs être remplacés en position aussitôt le travail terminé.

2) Les scies fêlées ne doivent plus être utilisées.

3) On ne doit pas placer un coin entre la lame de la scie et la bague pour en faire ce que l'on appelle communément une « scie oscillante ».

**79. Scies à ruban et scies à ruban à refendre :** Les dispositions concernant le choix et l'usage des scies à ruban et des scies à ruban à refendre sont les suivantes :

1) Avant de mettre en marche une scie à ruban sans indicateur de tension, on doit vérifier la tension du ruban avec les doigts afin d'obtenir une tension convenable. On doit détendre le ruban lorsque la machine ne fonctionne pas.

2) La butée arrière doit être ajustée avec précaution pour la position normale de la lame de scie.

3) Pour assurer le bon fonctionnement d'une scie à ruban on doit prendre les mesures nécessaires pour prévenir l'accumulation de poussières sur les roues portant le ruban.

4) Utiliser une petite scie pour le travail de grosses pièces, ou une lame de scie large pour tailler de petits rayons est à déconseiller. La lame de scie doit toujours être aussi large que le permet la nature du travail à exécuter.

5) On ne doit pas arrêter les scies trop rapidement en poussant une pièce de bois contre les dents de la scie quand la force motrice est coupée.

6) Les déformations et les noeuds doivent être promptement redressés au marteau. Ce travail doit être fait par le batteur de scies.

7) Pour éviter les vibrations, les joints brasés doivent avoir la même épaisseur que la lame de la scie.

8) Chaque scie doit être soigneusement examinée lorsqu'on l'installe ou lorsqu'on l'enlève de la machine afin de découvrir les fêlures et autres défauts. Les scies fêlées ou les scies qui laissent prévoir une cassure probable doivent être promptement enlevées pour éviter que les ouvriers ne soient blessés et que la scie ne se casse.

**80. Dégauchisseuses :** Le danger de raboter des pièces trop courtes est très grand. La longueur minimum d'une pièce à raboter ne doit pas être moindre que 4 fois la largeur de l'ouverture de la table. Les deux parties de la table ne doivent pas être ajustées horizontalement de manière que l'espace entre la table et les couteaux soit plus de 6 millimètres.

**81. Tours :** On doit apporter une attention particulière pour fixer la pièce en plateau ou pour la retenir entre les pointes.

#### *§3. Machines et installations pour le travail du bois de placage*

**82. Cuves à vapeur :** Les dispositions concernant le choix et l'usage de cuves à vapeur dans les installations pour le travail du bois de placage sont les suivantes :

1) Les couvercles des cuves à vapeur ne sont relevés que dans la section où les ouvriers sont au travail, et un garde-corps transportable est installé dans cette section pour protéger les ouvriers.

2) Les ouvriers ne doivent pas se promener ou marcher sur les billots dans les cuves à vapeur.

**83. Manutention des billots :** Les dispositions concernant le choix et l'usage des appareils de manutention dans les installations pour le travail du bois de placage sont les suivantes :

1) Les grues, les chariots à billots et autres appareils de levage utilisés dans l'industrie du bois de placage doivent être fréquemment vérifiés et examinés.

2) En attachant les griffes de serrage aux billots on doit prendre soin de ne pas placer la main ou les doigts là où ils peuvent être coincés entre la griffe et le billot.

**84. Scies :** Les dispositions concernant le choix et l'usage des scies dans les installations pour le travail du bois de placage sont les suivantes :

1) On doit porter une attention particulière à l'inspection et à l'entretien des scies à feuillets de placage.

2) On doit s'assurer que les matériaux sont solidement attachés au chariot.

**85. Couteaux à feuillets de placage :** Les dispositions concernant le choix et l'usage des couteaux à feuillets de placage sont les suivantes :

1) Lorsque les machines à trancher et les machines rotatives à couper le bois de placage ont été arrêtées pour monter les billots ou pour le réglage, les ouvriers doivent

s'assurer, avant la mise en marche, que la machine est libre et que personne n'est dans une position dangereuse.

2) Les ouvriers ne doivent pas se promener sur le chariot d'une machine à trancher les feuillets de placage.

#### *§4. Vêtements et lunettes portés par les ouvriers*

**86. Vêtements :** Les dispositions concernant le choix et l'usage des vêtements portés par les ouvriers sont les suivantes :

1) On ne doit pas porter de gants lorsque l'on fait fonctionner une machine.

2) Les vêtements flottants, les manches d'habit, les cravates, etc., sont des causes de danger et ne doivent pas être portés par les ouvriers surveillant le fonctionnement des machines.

3) Lorsqu'il y a danger que des pièces soient rejetées en arrière les ouvriers doivent porter des tabliers protecteurs.

**87. Lunettes :** Dans les endroits où des poussières, du bran de scie ou des copeaux, etc., sont projetés on doit protéger les yeux des ouvriers et leur faire porter des lunettes appropriées.

---

A.C. 291-54, (1954) 86 G.O., 1312

A.C. 594-78, (1978) 110 G.O. II, 1751, 1761 et 2741



c. S-2.1, r.6

## Code de sécurité pour les travaux de construction

Loi sur la santé et la sécurité du travail  
(L.Q., 1979, c. 63 ; après refonte : L.R.Q., c. S-2.1)

### SECTION I DÉFINITIONS

**1.1.** Dans le présent code, sauf disposition contraire, les expressions et mots suivants signifient ou désignent :

- 1) « ACNOR » : Association canadienne de normalisation ;
- 2) « appareil de levage » : grue, pont roulant, portique, monorail, chariot élévateur à plate-forme ou à fourche, treuil, palan, derrick, potence, mât de charge, grue auxiliaire, nacelle aérienne, plate-forme et table élévatrice, appareil de mise à niveau, hayon élévateur, cric et vérin ;
- 3) « balises » : signaux de chantier servant à délimiter une zone de travail sur route ou à dévier la circulation. Elles désignent les balises de type F (balises coniques d'une hauteur minimale de 680 millimètres) et les balises zébrées de type E (panneau B-35, B-36 du Manuel de signalisation routière du Québec) ;
- 4) « bruit continu » : bruit qui se prolonge dans le temps, y compris un bruit formé par les chocs mécaniques de corps solides ou par des impulsions répétées à une fréquence supérieure à une par seconde ;
- 5) « bruit d'impact » : tout bruit formé par des chocs mécaniques de corps solides ou par des impulsions répétées ou non à une fréquence inférieure ou égale à une par seconde ;
- 6) « barrage » : dispositif de signalisation utilisé pour fermer une ou plusieurs voies à la circulation ou pour délimiter une zone de travail ;
- 7) « boulonnage » : méthode de soutènement des parois par des boulons ou autres dispositifs similaires ancrés dans le roc ;
- 8) « chantier de construction » : un lieu où s'effectuent des travaux de fondation, d'érection, d'entretien, de rénovation, de réparation, de modification ou de démolition de bâtiments ou d'ouvrages de génie civil exécutés sur les lieux mêmes du chantier et à pied d'œuvre y compris les travaux préalables d'aménagement du sol ;
- 9) « chantier souterrain » : un chantier de construction où s'effectuent des travaux reliés à l'excavation de tunnels ou de puits ;
- 10) « charge nominale » : charge maximale établie par le fabricant ;
- 11) « construction incombustible » : construction dont les membres de la charpente y compris les planchers et les assemblages sont faits de matériaux incombustibles ;
- 12) « décret » : arrêté ministériel adopté en vertu de la Loi sur les relations du travail dans l'industrie de la construction (L.R.Q., c. R-20) et rendant obligatoire ou modifiant une convention collective, ou modifiant, prolongeant ou abrogeant un décret ;
- 13) « dépôt » : bâtiment, construction ou coffre dans lequel des explosifs sont emmagasinés ;
- 14) « écaillage » : purgeage ;
- 15) « échafaudage d'étaie » : assemblage de cadres d'échafaudage tubulaire utilisé pour l'étaie de coffrages à béton ;
- 16) « employeur » : entrepreneur général, sous-traitant ou coordonnateur des travaux ;
- 17) « entreprise d'exploitation d'énergie électrique » : une personne, société, compagnie, coopérative ou municipalité exploitant un réseau de transport ou de distribution d'énergie électrique ;
- 18) « excavation » : partie de terrain creusée à une profondeur d'au moins 1,2 mètre et dont la largeur de la base est supérieure à la profondeur ;
- 19) « explosifs pour usage immédiat » : quantité d'explosifs nécessaire à une équipe pendant sa période de travail ;
- 20) « fabricant » : manufacturier ou son agent ;
- 21) « facteur de sécurité » : rapport entre la charge de rupture et la charge d'utilisation ;
- 22) « front » : point de travail le plus avancé dans une direction donnée, dans une excavation souterraine, à un niveau donné ;
- 23) « ingénieur » : membre de l'Ordre des ingénieurs du Québec ;
- 24) « jumbo » : chariot porte-marteaux conçu pour pratiquer le forage du front sans avoir recours au démontage répétitif des perforatrices ;

25) « matériau incombustible » : matériau conforme à la norme *Standard Method of Test for Determination of Non-Combustibility in Building Materials* ULC-S114-1975 ;

26) « NFPA » : *National Fire Protection Association* ;

27) « OCQ » : L'Office de la construction du Québec institué en vertu de la Loi sur les relations du travail dans l'industrie de la construction ;

28) « pare-éclats » : couverture utilisée pour éviter la projection de pierres ou d'autres objets résultant du sauvetage d'explosifs ;

29) « pistolet de scellement » : tout appareil dans lequel la force propulsive provient d'une charge explosive, et qui permet d'enfoncer des pointes ou d'autres dispositifs de fixation, dans des matériaux ou objets pour y joindre ou fixer divers matériaux ou objets ;

30) « puits » : passage creusé sous la surface du sol et dont l'axe longitudinal fait un angle de plus de 20° avec l'horizontale ;

31) « purgeage » : action de provoquer la chute de blocs qui tendent à se détacher d'une paroi ;

32) « signaux de construction et de déviation » : signaux servant à attirer l'attention des usagers de la route aux endroits où ils doivent redoubler de vigilance en raison de travaux de construction ou de réparation de la route ;

33) « signaux lumineux » : les feux qui dirigent le conducteur et le piéton sur les routes et qui permettent de diriger la circulation ainsi que les feux qui servent à attirer l'attention du conducteur et à augmenter l'impact visuel des signaux de construction et de déviation ;

34) « tranchée » : partie de terrain creusée à une profondeur d'au moins 1,2 mètre et dont la largeur de la base est égale ou inférieure à la profondeur. La largeur de la base se mesure entre les parois excavées ou entre une paroi excavée et une structure ;

35) « tunnel » : couloir souterrain construit sans enlever le matériau formant la voûte, et dont l'axe longitudinal fait un angle de 20° ou moins par rapport à l'horizontale ;

36) « ULC » : *Underwriters' Laboratories of Canada*.

## SECTION II DISPOSITIONS GÉNÉRALES

### §2.1. Champ d'application

**2.1.1.** Le présent code s'applique à tout travail effectué sur un chantier de construction.

**2.1.2. Principe général :** Tout chantier de construction doit être conçu et tenu de façon à protéger les travailleurs contre les risques professionnels et à en assurer la salubrité.

### §2.2. Pouvoirs des inspecteurs

**2.2.1.** Si l'inspecteur constate que les lieux de travail, les machines, les outils ou les appareils utilisés ne sont pas conformes au présent code et s'il juge qu'il en résulte un danger imminent, il doit exiger des mesures immédiates pour assurer la sécurité soit en ordonnant l'arrêt des travaux ou l'arrêt de tel appareil ou machine qu'il désigne, soit en faisant déplacer ou ajouter des dispositifs de sécurité et de protection prévus au présent code. S'il y a lieu, l'inspecteur peut apposer des scellés.

**2.2.2.** L'inspecteur peut se faire accompagner d'un représentant de l'employeur ou des travailleurs ou des deux à la fois lors d'une inspection ou d'une enquête.

**2.2.3.** L'employeur peut en appeler d'une décision de l'inspecteur relative à l'article 2.2.1 :

a) à un responsable désigné à cette fin à l'OCQ, s'il est un employeur professionnel assujéti au Décret de la construction (c. R-20, r.5) et si la décision en question a été rendue par un inspecteur de l'OCQ ; ou

b) à l'inspecteur en chef dans tous les autres cas. Une décision, en appel, doit être rendue dans les 5 jours.

### §2.3. Équivalences

**2.3.1.** Dans l'application du présent code, la nature, les dimensions et la disposition des matériaux peuvent différer des règles fixées pour autant que la résistance des matériaux et leur emploi offrent une sécurité équivalente à celle prescrite.

**2.3.2.** En cas de contestation au sujet d'une équivalence, l'inspecteur en chef rend une décision écrite et celle-ci prévaut.

### §2.4. Obligations du chef d'établissement

**2.4.1.** 1) L'entrepreneur général ou le propriétaire ou le représentant de ce dernier doit :

a) avant le début des travaux, aviser par écrit l'OCQ, s'il est assujéti au Décret de la construction ; ou

b) avant le début des travaux, aviser par écrit l'inspecteur en chef s'il n'est pas assujéti au Décret de la construction ; et

c) s'assurer que cet avis mentionne :

- i. une description du chantier ;
- ii. le nom et l'adresse de l'entrepreneur général et du propriétaire ;
- iii. l'adresse municipale du chantier et sa localisation par rapport à la voie publique la plus proche ;
- iv. la date du début des travaux et leur durée prévue ;
- v. le nom du représentant de l'entrepreneur général et du propriétaire sur le chantier.

2) Avant la mise en oeuvre des travaux mentionnés dans le paragraphe 1, l'employeur doit transmettre à l'inspecteur en chef, s'il n'est pas assujéti au Décret de la construction ou à l'OCQ s'il est assujéti au Décret de la construction, les plans, incluant les procédés d'installation et de démontage, signés et scellés par un ingénieur, de :

- a) l'étalement de toute excavation ou tranchée de 6 mètres ou plus de profondeur ;
- b) l'étalement des coffrages à béton ;
- c) tout travail qui doit être effectué dans l'air comprimé ainsi que de l'écluse d'air ;
- d) tout échafaudage en bois de 9 mètres et plus de hauteur ;
- e) tout échafaudage métallique de 18 mètres et plus de hauteur ;
- f) tout échafaudage en porte-à-faux ou suspendu en porte-à-faux s'étendant à plus de 2,4 mètres de la face finie d'un bâtiment ;
- g) toute passerelle ou plate-forme provisoire destinée à supporter des travailleurs et prenant appui sur des coffrages coulissants ;
- h) toute plate-forme, benne ou panier relié à un appareil de levage pour l'élévation des personnes.

3) Avant d'installer ou de monter des grues à tour, des monte-matériaux ou ascenseurs d'ouvriers, l'employeur doit transmettre à l'inspecteur en chef les plans d'installation signés et scellés par un ingénieur. Ces plans doivent également inclure le procédé de démontage.

4) Les copies d'attestation de conformité signées par un ingénieur doivent être transmises à l'inspecteur en chef ou à l'OCQ selon le cas avant le début des travaux.

5) Une copie conforme des plans mentionnés aux paragraphes 2 et 3 ou des attestations mentionnées au paragraphe 4 doit être disponible en tout temps sur les lieux des travaux.

6) L'employeur doit :

- a) tenir les lieux de travail de façon à en assurer la salubrité ainsi que la sécurité des travailleurs ;
- b) veiller au bon fonctionnement des dispositifs de sécurité et de prévention des incendies ;
- c) fournir et installer sur tout équipement, machine ou outil présentant un danger, des protecteurs et autres dispositifs de sécurité prévus au présent code ; et
- d) veiller à ce que tout espace confiné ou de grande profondeur possède un moyen facile d'évacuation et un système de ventilation, s'il y a possibilité d'accumulation de gaz, vapeurs ou autres substances dangereuses ou toxiques.

**2.4.2.** L'employeur doit s'assurer que :

- a) toutes les mesures nécessaires sont prises pour assurer la sécurité du public et des travailleurs ;
- b) la direction et la surveillance des travailleurs incombent à des personnes qualifiées qui doivent pouvoir s'exprimer facilement dans la langue parlée par la majorité des employés sous leur responsabilité ;
- c) tout travailleur travaille suivant les consignes et avec les dispositifs de sécurité prévus au présent code ;
- d) les travailleurs ne se livrent pas à des jeux ou à des compétitions pendant le travail ;
- e) tout travailleur n'effectue aucun travail lorsque ses facultés sont affaiblies par l'alcool, la drogue ou une autre substance similaire ;
- f) tout travailleur connaît :
  - i. le présent code ;
  - ii. les appareils et les machines dont il est responsable ainsi que la manière de s'en servir efficacement ;
  - iii. les mesures d'urgence à prendre en cas d'incendie, d'explosion ou d'autre accident ;
- g) tout travailleur est prévenu des risques propres à son travail ;
- h) le matériel et l'outillage utilisés par les travailleurs sont en bon état de fonctionnement et que les dispositifs de sécurité sont efficaces ;
  - i) tout nouveau travailleur, embauché après le 1<sup>er</sup> mai 1976, ait suivi un cours de sécurité générale avant de commencer son travail sur un chantier de construction ; et
  - j) sur un chantier éloigné, toutes les facilités requises sont procurées à l'inspecteur pour la durée de son travail d'inspection ;

k) les appareils, équipements ou outillages utilisés sur un chantier de construction sont conformes au présent code.

**2.4.3.** Sur un chantier de construction, on ne doit ni ordonner ni permettre à une personne d'accomplir une tâche ou d'utiliser un équipement présentant un danger grave d'accident.

**2.4.4.** Sur un chantier de construction, le contrôle de la circulation, l'utilisation des voies publiques, l'installation électrique temporaire, la tenue des lieux, la sécurité du public, l'accès au chantier, la protection contre l'incendie, les rampes et les garde-corps permanents, le chauffage temporaire et les autres mesures générales de sécurité sont sous la responsabilité soit de l'entrepreneur général, soit du propriétaire ou de son représentant.

## §2.5. Organisation de la sécurité

**2.5.1. Comité de chantier :** Un comité de chantier doit être constitué sur tout chantier de construction où l'effectif du personnel est de 25 travailleurs ou plus, à un moment quelconque des travaux.

**2.5.2.** 1) Le comité de chantier est placé sous la responsabilité soit de l'employeur qui agit à titre d'entrepreneur général, soit du propriétaire ou de son représentant.

2) Le comité de chantier doit comprendre :

a) au moins un représentant soit de l'entrepreneur général, soit du propriétaire ou de son représentant ;

b) un représentant de la direction de chacun des employeurs autres que l'entrepreneur général ou le propriétaire ou son représentant, qui emploie plus de 10 travailleurs ;

c) un représentant de chacune des associations représentatives de salariés reconnues aux termes de la Loi sur les relations du travail dans l'industrie de la construction et qui a des travailleurs affiliés présents sur le chantier.

3) Le comité de chantier doit :

a) veiller à l'observation du présent code ;

b) veiller à la coordination des mesures de sécurité à prendre sur le chantier ;

c) se réunir au moins à toutes les 2 semaines ; et

d) tenir le procès-verbal des réunions.

4) Les réunions du comité peuvent avoir lieu par secteur de chantier lorsque les travaux effectués par les travailleurs d'un secteur n'affectent pas la sécurité des travailleurs d'un autre secteur du chantier.

5) L'agent de sécurité doit assister aux réunions du comité de chantier.

### 2.5.3. Agent de sécurité :

1) Au moins un agent de sécurité doit être affecté à plein temps, à compter du début des travaux, sur tout chantier de construction :

a) qui emploie 150 travailleurs ou plus à un moment quelconque des travaux ; ou

b) dont le coût total des travaux dépasse 5 \$ millions dans le cas de la construction d'un bâtiment.

2) Le nombre d'agents de sécurité qui doivent être en fonction à plein temps sur un chantier de construction est proportionnel au nombre de travailleurs qui sont présents sur le chantier et est déterminé de la façon suivante :

<i>Nombre de travailleurs présents sur le chantier</i>	<i>Nombre d'agents de sécurité</i>
150 à 299	1
300 à 599	2
600 à 1 199	3
1 200 à 2 399	4
2 400 et plus	5

3) De plus, un agent de sécurité doit demeurer en fonction sur le chantier lorsque plus de 50 travailleurs y travaillent en temps supplémentaire.

4) Nonobstant le paragraphe 1 durant la période d'achèvement des travaux, l'agent de sécurité n'est pas requis lorsque :

a) 20 travailleurs ou moins demeurent à l'emploi sur un chantier de construction ayant employé moins de 200 travailleurs ;

b) 50 travailleurs ou moins demeurent à l'emploi sur un chantier de construction ayant employé plus de 500 travailleurs ;

c) 10% des travailleurs demeurent à l'emploi sur un chantier de construction ayant employé entre 200 et 500 travailleurs.

### 2.5.4. Devoirs de l'agent de sécurité :

1) L'agent de sécurité est un cadre sous la responsabilité soit de l'entrepreneur général, soit du propriétaire ou de son représentant.

2) L'agent de sécurité doit :

a) avoir travaillé au moins 10 ans dans la construction d'immeubles industriels, commerciaux ou administratifs, de bâtiments publics ou dans une entreprise de génie civil. A défaut, il doit avoir une compétence équivalente ;

b) connaître le présent code et les principes fondamentaux de la prévention des accidents ; et

c) après le 1<sup>er</sup> mai 1976, détenir une attestation d'agent de sécurité délivrée par le ministère du Travail, de la Main-d'œuvre et de la Sécurité du revenu. Une telle attestation est délivrée à toute personne qui a suivi avec succès le cours d'agent de sécurité requis ou qui, selon l'avis du comité d'examen, possède les connaissances techniques équivalentes.

3) Le rôle de l'agent de sécurité est de veiller exclusivement à la sécurité, notamment de :

a) coordonner les consignes et toute mesure de sécurité propre au chantier avec les dispositions du présent code et les faire observer ;

b) s'assurer que tout travailleur connaît les risques propres à son travail ;

c) recevoir les recommandations et les procès-verbaux des comités de sécurité des employeurs ;

d) recevoir copie de tout ordre ou avis de défectuosité d'un inspecteur mandaté suivant la Loi sur la santé et la sécurité du travail (L.Q., 1979, c.63 ; après refonte : L.R.Q., c. S-2.1) ;

e) participer à la rédaction des consignes de sécurité propres au chantier ; et

f) intervenir lorsque se présente un risque d'accident et enquêter à la suite d'un accident.

## §2.6. Déclaration d'accident

**2.6.1.** L'employeur doit, dans les 48 heures suivant l'accident, faire un rapport écrit à l'inspecteur en chef de tout accident entraînant :

a) la mort d'un travailleur ;

b) une incapacité de travail de 7 jours ouvrables ou plus pour un seul travailleur ;

c) une incapacité de travail de 24 heures ou plus pour plus d'un travailleur ; ou

d) des dommages matériels de 15 000 \$ ou plus.

De plus, s'il est assujéti au décret, une copie de ce rapport doit être transmise dans le même délai à l'OCQ.

## 2.6.2. En cas d'accident mortel :

a) l'employeur doit en informer l'inspecteur en chef et l'OCQ si l'employeur est assujéti au décret par le moyen de communication le plus rapide ; et

b) l'emplacement de l'accident, incluant l'équipement, l'outillage et les matériaux doit demeurer tel quel jusqu'au moment de l'enquête d'un inspecteur. Cependant, il peut être modifié s'il y a risque d'aggraver les effets de l'accident ou lorsqu'un inspecteur l'autorise.

## §2.7. Sécurité du public

**2.7.1. Moyen de protection :** Tout trottoir et toute autre voie publique utilisés par des piétons et longeant un chantier de construction, doivent en être séparés par :

a) un passage couvert si les travaux s'effectuent sur plus d'un étage et si le trottoir ou la voie publique est à moins de 2,1 mètres du chantier ou de la projection de celui-ci au niveau du trottoir ou de la voie publique ; ou

b) une clôture ou un mur d'au moins 1,8 mètre de hauteur si le trottoir ou la voie de circulation est à au moins 2,1 mètres et s'il peut y avoir danger pour les piétons.

**2.7.2. Caractéristiques du passage couvert :** Le passage couvert doit :

a) avoir une hauteur libre d'au moins 2,1 mètres ;

b) avoir au moins la plus petite des largeurs suivantes, soit 1,5 mètre, soit la largeur du trottoir ;

c) être conçu et construit pour résister en toute sécurité aux charges qui pourraient raisonnablement y être appliquées. Cependant, le passage doit pouvoir résister à une charge d'au moins 2 400 newtons par mètre carré exercée sur le toit ;

d) avoir une toiture imperméable et inclinée vers le chantier ;

e) être complètement fermé du côté du chantier et présenter une paroi unie à l'intérieur du passage ;

f) comporter un garde-corps de 1 100 millimètres de hauteur du côté de la rue, lorsque le passage est appuyé sur des poteaux de ce côté ; et

g) être suffisamment éclairé lorsque la rue est éclairée.

**2.7.3.** Sauf pour les cas prévus à l'article 2.7.1, un chantier de construction doit être séparé de tout lieu ou endroit où le public a accès par un passage couvert, lorsque la sécurité du public l'exige, ou par un barrage ou une clôture d'au moins 1,8 mètre de hauteur.

## §2.8. *Contrôle de la circulation sur un chantier de construction*

**2.8.1.** La circulation des véhicules doit être contrôlée afin de protéger toute personne sur un chantier ; à cette fin, on doit :

- a) préparer un plan de circulation indiquant :
  - i. la localisation et la dimension des voies de circulation ;
  - ii. la signalisation ; et
  - iii. les vitesses maximales permises ;
- b) garder ce plan disponible en tout temps sur les lieux des travaux ;
- c) placer, conformément à ce plan, les panneaux de signalisation et des vitesses maximales permises ; et
- d) abattre la poussière sur la voie de circulation.

## §2.9. *Utilisation des voies ou propriétés publiques*

**2.9.1. Permission requise :** Il est interdit d'entreposer des matériaux ou du matériel sur une voie ou une propriété publique sans la permission du responsable de cette voie ou propriété publique.

**2.9.2. Accès interdit :** Si des travaux de courte durée nécessitent l'utilisation d'une voie ou d'une propriété publique, l'accès doit en être interdit au public par des barrières.

**2.9.3. Signaux lumineux :** En période d'obscurité, ou lorsque la visibilité est mauvaise, des signaux lumineux doivent être installés.

**2.9.4.** Dès la fin des travaux, tous les obstacles doivent être enlevés et la voie ou la propriété publique doit être rendue libre.

## §2.10. *Équipement de protection individuelle*

**2.10.1.** L'employeur doit s'assurer que ses travailleurs :

- a) savent se servir de l'équipement de protection individuelle ; et
- b) portent ou utilisent l'équipement prévu pour leur protection contre les risques auxquels ils sont exposés.

**2.10.2.** Aux endroits où il y a danger de contact avec des pièces en mouvement :

- a) les vêtements doivent être bien ajustés et ne comporter aucune partie flottante ;
- b) les colliers, bracelets ou bagues sont interdits à l'exception des bracelets médicaux qui doivent demeurer fixes au poignet ; et
- c) les cheveux longs doivent être contenus dans un bonnet, sous le casque.

**2.10.3. Protection de la tête :** Toute personne qui se trouve sur un chantier de construction doit porter un casque de sécurité homologué selon la norme *Industrial Protective Headwear* CSA Z94.1 — M1977.

**2.10.4.** Ce casque doit être fourni par l'employeur.

**2.10.5. Protection des yeux et du visage :** Tout travailleur doit porter soit des lunettes de protection, soit un écran facial conforme à la norme *Protège-yeux*, ACNOR Z94.3 — 1969, lorsque ses yeux ou son visage sont exposés à :

- a) des particules en mouvement ;
- b) des substances dangereuses ;
- c) un rayonnement de lumière ou de chaleur intense ;
- d) du métal en fusion ;
- e) des fumées ou gaz nocifs ; ou
- f) d'autres risques du même genre.

**2.10.6. Protection des pieds :** Tout travailleur doit porter des chaussures de sécurité conformes à la norme *Chaussures de sécurité*, ACNOR Z195 — 1970, et conçues pour les risques indiqués ci-dessous lorsqu'il est exposé à se blesser les pieds par :

- a) perforation ;
- b) chute d'objets lourds ou tranchants ;
- c) contact avec du métal en fusion ; ou
- d) contact avec des liquides chauds ou corrosifs.

**2.10.7.1. Bruit continu :** Dans un chantier de construction, aucun travailleur ne doit être exposé aux niveaux de bruit continu prévus au tableau ci-dessous pendant une période de temps plus longue que celle qui y est indiquée.



<i>Niveau de bruit (en dBA, dBA corrigés ou dBA équivalents)</i>	<i>Temps d'exposition* permis (h/jour)</i>
85	16
86	13,9
87	12,1
88	10,6
89	9,2
90	8
91	7
92	6
93	5,3
94	4,6
95	4
96	3,5
97	3
98	2,6
99	2,3
100	2

<i>Niveau de bruit (en dBA, dBA corrigés ou dBA équivalents)</i>	<i>Temps d'exposition* permis (h/jour)</i>
101	1,75
102	1,50
103	1,3
104	1,2
105	1
106	0,9
107	0,8
108	0,7
109	0,6
110	0,5
111	0,45
112	0,4
113	0,35
114	0,30
115	0,25
> 115	0

\* Ceci comprend toute exposition continue ou toute série de courtes expositions sur une période de travail d'un travailleur.

**2.10.7.2. Bruits continus de niveaux différents :**

Lorsqu'un travailleur est exposé à des bruits continus de niveaux différents, l'effet combiné de ces niveaux doit être évalué :

- a) en faisant la somme des fractions suivantes :

$$\frac{C_1}{T_1} + \frac{C_2}{T_2} + \dots + \frac{C_m}{T_m} \text{ où } C \text{ indique le temps}$$

total en heures d'exposition à un niveau donné et T indique le temps total en heures d'exposition permis selon l'article 2.10.7.1 ; ou

- b) en calculant le niveau équivalent de bruit en dBA à l'aide d'un sonomètre, d'un dosimètre audio ou d'un autre appareil de mesure qui répond à la formule suivante :

$$L_{eq} = 16,61 \log_{10} \frac{1}{T} \int_0^T \frac{L}{16,61} dt$$

où  $L_{eq}$  = niveau équivalent de bruit en dBA

$L$  = niveau instantané de bruit en dBA

$T$  = temps total d'exposition du travailleur exprimé en heures

et en utilisant le niveau de bruit ainsi obtenu pour appliquer le tableau de l'article 2.10.7.1.

Dans le cas où on utilise la méthode d'évaluation visée au paragraphe a du premier alinéa, un travailleur ne doit pas être exposé à un niveau de bruit tel que la somme des fractions excède l'unité.

Toute exposition du travailleur à un niveau de bruit inférieur à 85 dBA doit être écartée des calculs visés au présent article.

**2.10.7.3. Bruits d'impact :** Dans un chantier de construction, aucun travailleur ne doit être exposé à un bruit d'impact qui excède dans une journée le nombre indiqué au tableau qui suit :

Niveau de bruit en dB linéaire valeur de crête	Nombre d'impacts permis (pendant 8 heures)
120	10 000
121	7 943
122	6 310
123	5 012
124	3 981

Niveau de bruit en dB linéaire valeur de crête	Nombre d'impacts permis (pendant 8 heures)
125	3 162
126	2 512
127	1 995
128	1 585
129	1 259
130	1 000
131	794
132	631
133	501
134	398
135	316
136	251
137	200
138	158
139	126
140	100
> 140	0

**2.10.7.4. Bruits d'impact de niveaux différents :**

Lorsqu'un travailleur est exposé à des bruits d'impact de niveaux différents, l'effet combiné de ces niveaux doit être évalué en faisant la somme des fractions suivantes :

$$\frac{C_1}{N_1} + \frac{C_2}{N_2} + \dots + \frac{C_m}{N_m},$$

où C indique le nombre total d'impacts à un niveau donné et  $N_m$  indique le nombre total d'impacts permis selon l'article 2.10.7.3.

Aux fins du présent article, toute exposition d'un travailleur à un niveau de bruit inférieur à 120 dB linéaire comme valeur de crête doit être écartée des calculs.

Dans le cas où on utilise cette méthode d'évaluation, un travailleur ne doit pas être exposé à un niveau de bruit tel que la somme des fractions excède l'unité.

**2.10.7.5. Mesures correctives :** L'employeur doit se conformer aux normes établies aux articles 2.10.7.1 à 2.10.7.4 en mettant en oeuvre les mesures indiquées ci-dessous, dans l'ordre suivant :

- a) en réduisant le bruit à la source ;
- b) en isolant tout poste de travail exposé à ce bruit.

Dans le cas où il s'avère impossible, en appliquant les mesures prévues au premier alinéa, de respecter les normes prévues aux articles 2.10.7.1 à 2.10.7.4 ou en attendant que les transformations requises par le premier alinéa soient réalisées, l'employeur doit mettre des protecteurs auditifs à la disposition des travailleurs ou doit limiter le temps d'exposition des travailleurs conjointement avec un programme audiométrique.

**2.10.7.6. Protecteurs auditifs :** Tout protecteur auditif fourni à un travailleur par l'employeur conformément au deuxième alinéa de l'article 2.10.7.5 doit atténuer le bruit de telle sorte que le travailleur ne soit plus exposé à des bruits qui excèdent les normes établies aux articles 2.10.7.1 à 2.10.7.4.

Ces protecteurs auditifs doivent être conformes à la norme ACNOR Z.94.2-1974 intitulée Protecteurs auditifs. Ils doivent être désinfectés avant d'être utilisés par un autre travailleur, sauf en cas d'urgence.

**2.10.7.7. Affichage :** Lorsqu'un travailleur est exposé à des bruits qui excèdent les normes établies aux articles 2.10.7.1 à 2.10.7.4, l'employeur doit placer près du poste de travail où celui-ci se trouve, une affiche indiquant que le port de protecteurs auditifs est obligatoire. Si cette affiche comporte des caractères, ceux-ci doivent avoir au moins 30 millimètres de hauteur.

**2.10.7.8. Appareils de mesure :** Pour l'application de la présente section, le niveau du bruit doit être mesuré à l'aide d'un sonomètre de type 2 pour utilisation générale ou de type 1 pour fins de précision tel que prévu dans la norme ACNOR Z.107.1-1973 intitulé Sonomètres.

**2.10.7.9. Méthodes de mesure :** Pour l'application de la présente section, le bruit doit être mesuré conformément à la norme ACNOR Z. 107.2-1973 intitulée Méthodes de mesure de niveaux de pression acoustique.

**2.10.8. Protection des voies respiratoires :** Les impuretés de l'air dans un lieu de travail doivent être éliminées dès leur point d'origine, afin de réduire leur concentration à un taux inférieur aux valeurs limites indiquées à l'annexe A du Règlement sur la qualité du milieu de travail (c. S-2.1, r.15).

**2.10.9.** Lorsqu'il est impossible de réduire la concentration de vapeurs ou gaz nocifs, de fumées, poussières ou autres substances nuisibles ou nocives à un niveau inférieur aux limites permises à l'article 2.10.8, l'employeur doit fournir au travailleur qui y est exposé des appareils respiratoires approuvés par le *National Institute for Occupational Safety and Health* (NIOSH).

**2.10.10. Protection des mains :**

1) Les travailleurs doivent être pourvus de mouffes (mitaines) ou de gants pour la manutention d'objets présentant des arêtes vives ou une surface abrasive ou rugueuse, ou lors de la manipulation des substances corrosives ou toxiques ou autres substances présentant des risques similaires.

2) Il est interdit de porter des mouffes ou des gants pour manoeuvrer des appareils mécanisés, sauf lorsqu'il y a risque d'engelure. Dans ce cas, les mouffes ou les gants doivent :

- a) permettre une bonne prise de l'appareil ; et
- b) s'enlever facilement.

3) Le travailleur qui utilise une tronçonneuse (scie à chaîne) doit porter une moufle de sécurité à la main qu'il pose sur la poignée avant de sa scie.

**2.10.11. Protection des autres parties du corps :**

1) Un travailleur exposé à des éclaboussures de métal en fusion, ou au contact de substances dangereuses ou infectueuses, ou d'outils dangereux doit porter un équipement de protection tel que cagoule, tablier, jambières et manchettes.

2) Un travailleur doit porter une chemise ou un gilet en tout temps sur un chantier de construction.

**2.10.12. Ceinture de sécurité :**

1) Tout travailleur exposé à une chute de plus de 3 mètres de sa position de travail doit porter une ceinture de

sécurité à moins que d'autres dispositifs ne lui assurent une sécurité équivalente.

2) La ceinture de sécurité doit être conforme à la norme *Fall Arresting Safety Belts and Lanyards for the Construction and Mining Industries CSA Z259.1-1976* et doit :

a) être munie d'un lien de retenue n'excédant pas 1,2 mètre de longueur relié à un câble de secours ancré à un élément ayant une résistance à la rupture de 18 kilonewtons ou ancré à un élément ayant une résistance à la rupture de 18 kilonewtons.

Lorsque le travailleur utilise un échafaudage volant suspendu à 4 câbles de levage, le point d'attache du lien de retenue doit être :

- i. ancré à un élément de la plate-forme, ou
- ii. relié à un câble métallique d'au moins 8 millimètres de diamètre, fixé aux extrémités et au centre de la plate-forme ;
- b) avoir une largeur minimale de 40 millimètres ;
- c) être fabriquée de fibres de coton ou de lin, nylon, polyester ou polypropylène ;
- d) avoir des renforts suffisants aux divers points d'attache ;
- e) avoir ses composantes métalliques en métal ductile et résistant à la corrosion ; le bronze est interdit ;
- f) être traitée contre la moisissure ; et
- g) avoir une résistance à la rupture de 18 kilonewtons.

3) Le lien de retenue doit être conforme à la norme *Fall Arresting Safety Belts and Lanyards for the Construction and Mining Industries CSA Z259.1-1976* et doit :

- a) avoir une résistance à la rupture de 18 kilonewtons ;
  - b) être fixé au câble de secours à l'aide d'un dispositif qui ne gêne pas l'ascension et conçu de façon à se bloquer sur le câble dès que se produit une tension subite, verticale et descendante ; et
  - c) être fixé aux autres points d'attache à l'aide d'une borne adaptée à l'ancrage utilisé.
- 4) Le câble de secours doit :
- a) être utilisé par une seule personne ;
  - b) avoir une longueur verticale inférieure à 90 mètres ;

c) être en nylon de 15 millimètres de diamètre ou métallique de 12 millimètres de diamètre. Les câbles de manille et de chanvre sont interdits ;

d) avoir une résistance à la rupture d'au moins 6 000 lbs (26 KN) ;

e) être sans épiçure ; et

f) être fixé à un ancrage individuel.

5) Le port de la ceinture de sécurité n'est pas obligatoire pour le travailleur qui :

a) utilise un moyen d'accès ou de sortie ;

b) est protégé efficacement par un filet de sécurité.

### **2.10.13. Gilet et équipement de sauvetage :**

1) Tout travailleur travaillant à proximité ou au-dessus de l'eau doit porter un gilet de sauvetage si :

- a) aucune autre mesure de sécurité ne peut le protéger ;
- b) la profondeur de l'eau est suffisante pour qu'il soit utile.

2) Le gilet de sauvetage doit :

- a) pouvoir maintenir la tête de l'utilisateur hors de l'eau ; et
- b) permettre au travailleur de flotter sans effort des bras.

3) Outre le gilet de sauvetage, on doit prévoir sur les lieux l'équipement de sauvetage suivant :

a) une embarcation en bon état, dans l'eau près des lieux de travail, équipée d'un moteur s'il y a du courant, et munie :

- i. d'une bouée de sauvetage reliée à un câble de chanvre de Manille de 10 millimètres d'au moins 15 mètres de longueur ;
- ii. d'une gaffe ; et
- iii. de gilets de sauvetage en nombre suffisant pour le nombre de sauveteurs ;

b) s'il y a du courant, un câble traversant l'étendue d'eau et auquel sont reliés des flotteurs capables de supporter une personne dans l'eau ; et

c) un système d'alarme pour déclencher les opérations de sauvetage.

4) Une personne doit être nommément désignée pour diriger les opérations de sauvetage.

**2.10.14. Filet de sécurité :**

- 1) Il est prescrit d'utiliser un filet de sécurité lorsque :
  - a) le port d'une ceinture de sécurité gêne le travailleur ou présente un danger pour sa sécurité ; ou
  - b) la protection offerte par les ceintures de sécurité et les gilets de sauvetage n'est pas suffisante en raison de la nature du travail.
- 2) Le filet de sécurité doit :
  - a) être placé de façon à empêcher une personne de tomber de plus de 6 mètres de hauteur en chute libre ;
  - b) présenter une surface suffisante pour garantir une protection efficace ;
  - c) pouvoir supporter une masse de 115 kilogrammes tombant de la hauteur maximale de 6 mètres avec un coefficient de sécurité de 3 ;
  - d) être assez souple pour « faire poche » et retenir une personne en cas de chute ;
  - e) résister à l'action des agents atmosphériques ;
  - f) être libre de tout débris ; et
  - g) être fait de mailles d'environ 150 millimètres × 150 millimètres.

**§2.11. Installations électriques**

**2.11.1.** Tout appareil électrique doit être utilisé uniquement aux fins pour lesquelles il a été conçu.

**2.11.2.** Personne ne doit utiliser un outil ou un appareil portatif électrique à moins qu'il ne soit mis à la terre ou qu'il n'ait une double isolation.

**2.11.3. Rallonges :** Les rallonges de fils électriques qui alimentent les appareils et les outils électriques doivent :

- a) être suspendues à une hauteur minimale de 2,4 mètres mais suffisante pour assurer un libre passage ; ou
- b) être protégées, si elles passent sur les planchers, de façon à éviter qu'elles soient endommagées et qu'elles causent des chutes ; et
- c) avoir un troisième conducteur pour la mise à la terre à l'exception des rallonges réservées exclusivement à l'éclairage.

**2.11.4.** Toute rallonge non utilisée doit être débranchée.

**2.11.5.** Les boîtes de jonction, de distribution et les prises de courant doivent être fermées.

**2.11.6. Interrupteur :** L'interrupteur d'une entrée de service, d'une artère ou d'un circuit dérivé ne doit pas être verrouillé en position fermée.

**§2.12. Précautions pendant la construction ou la démolition**

**2.12.1.** Toute charpente doit être calculée, construite, placée, appuyée, contreventée et haubannée afin de résister à toute charge qui pourrait y être imposée pendant la construction ou la démolition.

**2.12.2.** Il est interdit de laisser sans protection un mur, une cheminée ou une charpente susceptible de s'écrouler pendant la construction ou la démolition.

**2.12.3. Montage d'une charpente métallique :** Lors du montage d'une charpente métallique, les solives ajourées de 12 mètres et plus, doivent être :

- a) fixées au fur et à mesure ou retenues aux extrémités pour éviter qu'elles tombent de leurs appuis ; et
- b) contreventées au fur et à mesure de leur mise en place.

**2.12.4. Petites solives ajourées métalliques :** Les solives ajourées métalliques inférieures à 12 mètres ne doivent supporter aucune charge avant d'avoir été fixées et contreventées définitivement.

**2.12.5. Assemblage poutre-colonne d'une charpente métallique à travées multiples :**

1) Il est interdit lors de l'assemblage poutre-colonne, de supporter une poutre à l'aide d'une pince de centrage. Le mode de fixation doit être conçu de façon à tenir compte de cette interdiction.

2) Le mode de fixation de l'assemblage poutre-colonne peut être conçu de telle façon que :

- a) la poutre soit reliée à la colonne tout en étant supportée par une cornière préalablement fixée à la colonne ; ou
- b) le coin droit supérieur de la plaque ou de la cornière de support poutre-colonne soit enlevé pour garder libre l'espace occupé par le premier boulon de support de la poutre mise en place précédemment de la façon indiquée à l'annexe 6.

**§2.13. Éléments d'étaielement**

**2.13.1. Vérins télescopiques en acier :**

1) Sur demande, l'employeur doit remettre à l'inspecteur copie des dessins et des informations concernant la

capacité maximale des vérins, un tableau des capacités recommandées et la longueur minimale de la pénétration des parties télescopiques. Il doit fournir les détails des joints des parties filetées qui sont utilisées, les longueurs minimales de l'emprise du filetage et les méthodes recommandées d'usage par le fabricant et tout autre élément pouvant affecter la sécurité.

2) Le calcul de la capacité des vérins est basé sur les résultats des épreuves faites par un expert indépendant.

3) Les semelles aux extrémités des vérins doivent avoir une surface nette d'appui en fonction de la capacité des vérins et dans tous les cas d'au moins 100 centimètres carrés et de 6 millimètres ou plus d'épaisseur et être faites de matériaux d'usage courant.

4) La longueur de la pénétration du tube supérieur dans le tube inférieur doit être au moins égale au sixième de la longueur du vérin.

5) La pénétration de la partie filetée dans le vérin doit être égale à au moins 1 fois  $\frac{1}{2}$  le diamètre du tube.

6) Le nom du fabricant ou la marque de commerce, le modèle et la date de la fabrication du vérin doivent être estampillés lisiblement sur tous les vérins et les parties amovibles.

7) L'employeur doit s'assurer que les pièces défectueuses sont remplacées par des pièces de même qualité que les pièces d'origine.

8) L'employeur doit s'assurer que des essais sont effectués afin de vérifier la capacité de résistance des soudures faites aux vérins.

### **2.13.2. Étais de bois :**

1) Les étais de bois à section carrée doivent mesurer au moins 100 millimètres  $\times$  100 millimètres.

2) Les étais de bois à section circulaire doivent avoir un diamètre minimal de 100 millimètres.

3) Lorsque les étais sont aboutés, le joint doit être consolidé afin qu'il soit aussi fort que l'étais lui-même. Le joint doit être recouvert d'un morceau d'au moins 750 millimètres de long et de même largeur que l'étais sur au moins 2 côtés adjacents. Si on utilise des brides d'assemblage éprouvées, il n'est pas nécessaire que les parties de l'étais soient placées bout à bout.

4) Chaque partie de l'étais raccordée doit être contreventée séparément à l'horizontale et en plus raccordée en diagonale.

5) Lorsque des coins sont utilisés afin de faciliter l'ajustement vertical et l'enlèvement de l'étalement, ils doivent être placés sur chaque côté de l'étais. L'espace vertical

employé pour les coins ne doit pas dépasser l'épaisseur d'un coin.

**2.13.3. Échafaudages d'étalement :** La résistance des matériaux qui composent les échafaudages d'étalement, et la surface d'appui des pièces de ces échafaudages doivent être conformes aux sous-sections 6.4 et 6.5.

### **§2.14. Bâtiments endommagés**

**2.14.1.** Lorsqu'un bâtiment ou une charpente ont été endommagés de telle sorte qu'ils risquent de s'effondrer complètement ou en partie, il importe :

a) de les étayer ou de les étançonner progressivement afin d'assurer la sécurité des personnes ; ou

b) de prendre toute autre mesure de sécurité et ce jusqu'au moment de leur démolition, démontage ou réparation.

### **§2.15. Appareils de levage**

**2.15.1.** Les appareils de levage et leurs accessoires doivent être :

a) construits solidement et avoir la résistance voulue ;

b) tenus en bon état ;

c) pourvus d'avertisseur lorsque le déplacement est motorisé ; et

d) pourvus de freins de levage conçus et installés de façon à arrêter une charge d'au moins une fois et demie la charge nominale.

**2.15.2. Indication de la charge nominale :** La charge nominale doit être affichée en évidence sur un appareil de levage.

**2.15.3.** L'employeur doit s'assurer qu'aucun appareil de levage n'est :

a) chargé au-delà de la charge nominale ; et

b) soumis à des mouvements brusques.

**2.15.4. Flèche :** La flèche d'un appareil de levage non couvert par les normes Grues mobiles ACNOR Z150-1974 et son supplément no 1-1977 et Grues à tour ACNOR Z248-1975 doit être installée et construite selon les plans et devis approuvés par un ingénieur.

**2.15.5. Tableau des charges nominales :** Un tableau indiquant les charges nominales d'une grue à tour, grue mobile ou autre appareil similaire doit :

- a) être placé et éclairé de façon à être lu sans peine par le conducteur ;
- b) contenir des informations conformes à celles fournies par le fabricant ; et
- c) fournir toutes les indications nécessaires à la manoeuvre de cet appareil.

### **2.15.6. Manutention des charges :**

- 1) Avant de commander le soulèvement d'une charge, le signaleur doit s'assurer que tous les câbles, chaînes, élingues ou autres amarres sont correctement fixés à la charge et que le soulèvement ne présente aucun danger.
- 2) Le soulèvement des charges doit s'effectuer verticalement.
- 3) Si une levée oblique est absolument nécessaire, il faut prendre les précautions exigées par les circonstances ; cette opération doit s'effectuer en présence d'un représentant de l'employeur.
- 4) Si le déplacement non contrôlé ou le mouvement de rotation d'une charge levée présente un danger, il faut utiliser un ou plusieurs câbles de guidage.
- 5) L'employeur doit s'assurer que les conducteurs d'appareils de levage évitent de transporter des charges au-dessus des personnes et qu'ils n'abandonnent pas leurs appareils sans surveillance, lorsqu'une charge y est suspendue.
- 6) Le grutier ne doit pas permettre à un travailleur de se tenir sur une charge, un crochet ou une élingue suspendue à un appareil de levage.

**2.15.7.1.** Tout ascenseur de chantier doit être conforme à la norme *Safety Code for Personnel Hoists* CSA Z185-1975.

**2.15.7.2.** Une grue mobile doit être conforme à la norme *Grues mobiles* ACNOR Z150-1974 et son supplément no 1-1977.

**2.15.7.3.** Une grue mobile à flèche relevable transformée et utilisée pour les fins autres que le levage de charges telle que pelle, benne traînante, benne preneuse ou marteau-pilon doit être munie :

- a) de pare-choc ou de butoir de flèche ; et
- b) d'un limiteur de fin de course de relevage de flèche.

**2.15.7.4.** Une grue à tour doit être conforme à la norme *Grues à tour* ACNOR Z248-1975.

**2.15.7.5.** Un pont doit être conforme à la norme *General Purpose Electric Overhead Travelling Cranes* CSA B167-1964.

**2.15.7.6.** Un chariot élévateur doit être conforme à la norme *Low Lift and High Lift Trucks* CSA B335.1-1977.

### **2.15.8. Vérins :**

- 1) La charge nominale d'un vérin de levage doit être indiquée de façon lisible et indélébile.
- 2) Tout vérin de levage doit être muni d'un cran d'arrêt de levage en fin de course de la vis ou d'un indicateur d'arrêt.

**2.15.9.** Les appareils de levage doivent être montés, entretenus et démontés sous la surveillance de travailleurs expérimentés et selon les prescriptions du fabricant.

**2.15.10. Âge minimal :** L'âge minimal pour être affecté à la manoeuvre des appareils de levage est de 18 ans.

### **§2.16. Pieux, palplanches**

**2.16.1. Manutention :** Les pieux et les palplanches doivent être en tout temps retenus solidement par un dispositif autre que la main du travailleur pendant leur mise en place ou leur enlèvement.

**2.16.2. Zone de travail :** Aucun travailleur non engagé dans la manutention de pieux et de palplanches ne doit se trouver dans la zone de travail.

**2.16.3. Marteau-pilon :** Tout marteau-pilon non utilisé ne doit pas être maintenu en position levée.

**2.16.4. Tête de pieux :** Avant de planter des pieux, la tête doit être :

- a) coupée à angle droit ; et
- b) libre de tout débris, d'écorces ou d'éclats.

### **§2.17. Soudage et découpage**

**2.17.1.** Tout travail de soudage ou de découpage à l'électricité ou au gaz ainsi que l'installation, le maniement et l'entretien de l'équipement nécessaire doivent être conformes à la norme *Code for Safety in Electric and Gas Welding and Cutting Operations*, ACNOR W117-1952.

## §2.18. Transport des travailleurs

**2.18.1.** Un véhicule automoteur utilisé pour le transport d'un travailleur doit être conforme à toute prescription du Code de la route (L.R.Q., c. C-24) s'y référant tout comme si ce véhicule était utilisé sur un chemin public.

**2.18.2. Conducteur d'un véhicule :** L'employeur doit s'assurer que le conducteur du véhicule utilisé pour le transport des travailleurs :

- a) détient le permis exigé par le Code de la route ;
- b) avise qui de droit de toutes les déficiences de son véhicule ; et
- c) n'effectue aucun transport de personnes si les déficiences signalées n'ont pas été réparées ou s'il juge que son véhicule n'offre pas toutes les garanties de sécurité.

**2.18.3.** L'employeur doit veiller à ce que chaque travailleur transporté :

- a) soit assis sur les sièges ou banquettes mis à sa disposition pendant le transport, excepté dans le cas des véhicules automobiles spécialement aménagés pour transporter des personnes debout ; et
- b) monte dans le véhicule ou en descende à l'arrêt complet, et utilise les dispositifs de descente mis à sa disposition.

**2.18.4. Aménagement des véhicules :**

1) Tout véhicule automobile utilisé principalement ou régulièrement pour le transport des travailleurs doit :

- a) être muni de poignées, de marche-pieds et autres accessoires disposés de façon à permettre aux travailleurs de monter ou de descendre en toute sécurité ;
- b) être muni d'un dispositif permettant aux passagers de communiquer avec le conducteur lorsque la cabine de celui-ci est séparée du compartiment des passagers ;
- c) ne jamais transporter un nombre de passagers risquant de compromettre la conduite du véhicule ou la sécurité des passagers ; et
- d) avoir le plancher et l'intérieur du compartiment réservé aux passagers en bon état et libres de clous, vis, saillies et autres objets présentant un danger pour les passagers.

2) Les camions et autobus utilisés principalement ou régulièrement pour le transport des travailleurs doivent être :

- a) construits et aménagés à cet effet ;
- b) munis de sièges ou banquettes solidement fixés ;

c) couverts d'un toit et protégés sur les côtés par des parois solides d'une hauteur minimale de 1,2 mètre ;

d) pourvus de 2 feux de Bengale ou de 2 torches à l'huile ou de 2 feux clignotants. En cas de panne sur la chaussée ou à moins de 3 mètres de celle-ci, on doit placer un de ces signaux 30 mètres devant le véhicule et l'autre 30 mètres derrière ;

e) munis d'un extincteur à poudre sèche, ou de type BC homologué ULC *Underwriter Laboratories of Canada*, chargé et en bon état de fonctionnement. Le conducteur doit pouvoir le trouver facilement et en connaître le type et le fonctionnement ; et

f) pourvus d'une trousse de premiers soins placée dans la cabine du conducteur.

3) Les camions utilisés principalement ou régulièrement pour le transport des travailleurs doivent posséder des sièges ou banquettes présentant les caractéristiques suivantes :

a) la largeur de chaque place doit être au minimum de 450 millimètres ;

b) entre les rangées de sièges, il doit y avoir une allée large, au minimum de 600 millimètres, si ceux-ci sont face à face et de 300 millimètres dans les autres cas ;

c) la hauteur des sièges doit être comprise entre 380 millimètres et 480 millimètres au-dessus du plancher ;

d) la profondeur minimale doit être de 300 millimètres ; et

e) les dossiers doivent dépasser d'au moins 500 millimètres le niveau des sièges ou banquettes si ceux-ci ne sont pas adossés aux ridelles ou aux parois du camion.

**2.18.5. Dispositions particulières :**

1) Les camions à plate-forme et les camions de service occasionnellement utilisés pour le transport des travailleurs peuvent être utilisés à cette fin aux conditions suivantes :

a) les travailleurs doivent voyager, à condition qu'il y ait de la place, à l'intérieur de la cabine du conducteur jusqu'à concurrence de 3 personnes dans une cabine normale ;

b) les camions à plate-forme doivent être munis sur les côtés, de ridelles ou de parois d'une hauteur minimale de 900 millimètres ;

c) les travailleurs doivent être tous assis sur des banquettes adossées aux parois de la plate-forme, solidement fixées au plancher et d'une hauteur de 380 millimètres à 480 millimètres ;



d) les panneaux arrières doivent être maintenus fermés pendant le trajet ; et

e) le camion doit être muni d'une bâche pour protéger les travailleurs contre les intempéries.

2) Tout camion fermé, utilisé pour le transport des travailleurs doit répondre aux dispositions suivantes :

a) le plancher du compartiment réservé aux travailleurs doit être étanche pour éviter l'intoxication par les gaz d'échappement ;

b) l'extrémité du tuyau d'échappement doit déboucher à l'extérieur de la surface de projection du véhicule ;

c) pendant le jour, des orifices spécialement aménagés doivent permettre l'aération et l'éclairage naturel à l'intérieur ; et

d) à la tombée de la nuit, un éclairage artificiel doit être assuré à l'intérieur du compartiment des travailleurs.

**2.18.6. Transport interdit :** Le transport de personnes est interdit dans les remorques et les semi-remorques.

**2.18.7. Transport simultané de personnel et de matériel :**

1) Les véhicules utilisés pour le transport des travailleurs ne doivent pas transporter de pesticides dangereux ni de substances inflammables, à moins que ces substances ne soient transportées dans des récipients conçus à cet effet, et à l'extérieur des compartiments occupés par le conducteur ou par les passagers.

2) Tous les outils tranchants transportés dans la cabine du conducteur ou dans le compartiment des passagers doivent être :

a) placés dans des boîtes ou récipients couverts ; ou

b) protégés par une gaine recouvrant le côté tranchant et fixés au bâti du véhicule, à l'extérieur des allées.

3) Il est permis de transporter dans le même compartiment que les travailleurs :

a) du petit matériel, à condition qu'un dispositif d'arrimage protège les passagers des blessures possibles ; et

b) du matériel en vrac, à condition qu'un dispositif solide empêche ce matériel d'envahir la place réservée aux passagers.

4) Aucun travailleur ne doit demeurer sur le chargement d'un véhicule en mouvement.

## SECTION III CHANTIERS DE CONSTRUCTION

### §3.1. Tenue des lieux

**3.1.1.** Tout chantier de construction, y compris les voies et les moyens d'accès ou de sortie, doit être tenu en ordre et aucun danger ne doit résulter de l'entreposage des matériaux ou de l'équipement, de l'accumulation des rebuts ou de l'état d'un matériau ou d'une pièce d'équipement.

### 3.1.2. Rebut :

1) Il ne faut jamais jeter les rebuts d'un niveau à un autre.

2) Les rebuts doivent être évacués :

a) au fur et à mesure ;

b) à l'aide de récipients appropriés ;

c) par une goulotte ou un tuyau métallique vertical aboutissant à un enclos inaccessible au public. Cet enclos doit être de dimensions telles que les rebuts ne puissent se répandre à l'extérieur. La goulotte doit :

i. être couverte si la pente est supérieure à 45° ;

ii. être construite par volées formant une ligne brisée afin de diminuer la vitesse de descente des rebuts ;

iii. être tenue fermée à l'entrée, lorsqu'elle n'est pas utilisée ; et

iv. avoir un butoir à son entrée pour arrêter les brouettes ; ou

d) à l'aide d'un appareil de levage s'il s'agit de gros objets.

3) Les rebuts utilisés pour combler une cave ou une excavation quelconque doivent être recouverts d'au moins 150 millimètres de terre ou de sable.

4) Les rebuts doivent être enlevés ou disposés de façon à ne causer aucun inconvénient.

5) Le bois, la brique, les blocs, la pierre, l'acier et les autres matériaux récupérés doivent être empilés avec soin et selon les règles du métier.

6) Les tirants de coffrage à béton et autres pièces en saillie doivent être coupés le plus tôt possible après le décoffrage.

### 3.1.3. Clous en saillie :

1) Les clous en saillie d'un morceau de bois ou de tout rebut doivent être arrachés ou rabattus, à moins que le ma-

tériau ne soit empilé ou placé dans un récipient pour être transporté hors du chantier.

2) Lors d'un démantèlement, les clous en saillie d'un morceau de bois réutilisable doivent être enlevés immédiatement.

**3.1.4.** Les voies de circulation, les allées et tout poste ou lieu de travail en général doivent :

- a) être libres de toute obstruction ;
- b) être débarrassés de la neige, de la glace et des traces d'huile ou de graisse ;
- c) être saupoudrés de sable ou d'un autre produit antidérapant afin de prévenir les glissades et les risques de chutes ;
- d) ne pas être encombrés d'équipement, d'outillage ou de matériel ;
- e) ne pas être embarrassés de rebuts produits par un outil mécanique ;
- f) avoir un éclairage conforme à la norme *Industrial Lighting*, CSA C92.1-1975 ;
- g) avoir entre les machines, les installations ou les empilages de matériaux ou marchandises, un espace minimal de 600 millimètres. Cet espace doit être augmenté aux endroits plus dangereux ou en raison de la dimension des pièces manipulées ; et
- h) être munis de garde-corps aux endroits où il y a risque de chute.

**3.1.5. Signaux de danger :** Il faut placer des signaux de danger à tous les endroits où il existe :

- a) une ouverture temporairement non protégée dans les planchers ou les toits ;
- b) une section du chantier où l'on utilise un appareil de levage ; ou
- c) une aire en-dessous d'un échafaudage en porte-à-faux, d'un échafaudage volant ou d'une sellette.

**3.1.6. Eau potable :**

- 1) L'employeur doit fournir à ses travailleurs les moyens de se désaltérer, en mettant à leur disposition des fontaines ou des gobelets individuels propres avec une quantité suffisante d'eau potable.
- 2) Si l'eau ne provient pas d'un service d'eau municipal, elle doit être analysée au début du chantier et au moins à tous les 3 mois par la suite.

**3.1.7. Cabinets d'aisance :** Dès le début des travaux, il doit y avoir au moins un cabinet d'aisance pour 30 travailleurs ou moins jusqu'à concurrence de 7 cabinets. Ces cabinets d'aisance doivent être :

- a) d'accès facile des lieux de travail ;
- b) construits de telle sorte qu'un usager soit à l'abri de la vue, des intempéries et de la chute d'objets ;
- c) pourvus d'un éclairage naturel ou artificiel ;
- d) pourvus d'une quantité suffisante de papier de toilette et de désinfectant ;
- e) tenus en bon état de propreté ;
- f) équipés d'un siège à couvercle ;
- g) chauffés à 18°C au minimum ; et
- h) aérés convenablement.

**3.1.8. Lavabos ou douches :** L'employeur doit mettre à la disposition des travailleurs qui manipulent des substances corrosives ou toxiques, des lavabos ou des douches leur permettant de se laver avec de l'eau propre, ainsi que des serviettes de papier ou des linges de toilette individuels.

**3.1.9. Local pour prendre les repas :** L'employeur qui occupe au moins 10 travailleurs pendant plus de 7 jours, doit mettre à leur disposition un local pour qu'ils y prennent leur repas. Ce local doit :

- a) être convenablement aéré et éclairé ;
- b) être chauffé à 21°C au minimum ;
- c) être constamment tenu propre ;
- d) avoir des crochets pour suspendre les vêtements ;
- e) être pourvu de tables et de sièges en nombre suffisant pour le nombre de travailleurs qui vont y manger simultanément ;
- f) être pourvu de récipients à couvercle pour y déposer les déchets ; et
- g) ne pas servir à l'entreposage de matériaux, équipements ou outils.

### §3.2. Ouvrages temporaires

**3.2.1.** Les rampes, les plates-formes, les voies de roulement, les échafaudages et autres ouvrages temporaires doivent être conçus et construits selon des méthodes éprouvées, de façon à éviter tout risque d'effondrement ou tout autre danger d'accident.

**3.2.2.** Tout ouvrage temporaire doit être suffisamment contreventé afin de résister à toutes les charges susceptibles d'y être appliquées pendant la construction, la réfection ou la démolition.

**3.2.3.** Tout ouvrage temporaire réalisé aux fins d'appuyer une partie d'une construction permanente jusqu'à ce que cette dernière suffise à s'appuyer d'elle-même, doit être conçu, construit, appuyé et contreventé afin de résister à toutes les charges qui pourraient y être appliquées.

**3.2.4.** On ne doit entreprendre aucun réaménagement qui pourrait affecter la structure d'un bâtiment, sans s'être assuré que les éléments constitutifs ne seront pas soumis à des efforts supérieurs à ceux qui étaient prévus.

**3.2.5.** Si un inspecteur a lieu de douter de la solidité d'une construction, il peut exiger un certificat d'un ingénieur ou d'un architecte.

### §3.3. Accès au chantier

**3.3.1.** L'accès au chantier de construction doit être en tout temps limité aux personnes autorisées par le responsable du chantier.

### §3.4. Protection contre l'incendie

**3.4.1.** Les tuyaux d'incendie munis de lances, les extincteurs portatifs, les vannes d'extincteurs automatiques, les bornes d'incendie et tout le matériel d'extinction doivent être :

- a) homologués ;
- b) facilement accessibles ;
- c) placés à des endroits clairement indiqués ;
- d) protégés contre les dommages mécaniques ;
- e) tenus en bon état de fonctionnement ;
- f) protégés contre le gel ; et
- g) accessibles aux pompiers en tout temps.

**3.4.2.** Lorsqu'un système de canalisation d'incendie armé doit être installé dans un bâtiment, il doit l'être progressivement au cours de la construction de manière à suivre le progrès des travaux à 2 étages près.

**3.4.3. Extincteurs portatifs :** On doit placer des extincteurs portatifs :

- a) dans tout atelier ;
- b) dans tout bâtiment d'entreposage de matériaux combustibles ou de liquides inflammables ;

- c) dans les locaux où l'on effectue des travaux de soudage ou de coupage au chalumeau et ce pendant l'opération et pendant une période raisonnable après les travaux ;

- d) là où l'on installe temporairement des générateurs de chaleur à l'huile combustible ou au gaz ;

- e) lors de l'utilisation d'un chaudron à goudron ou à asphalte ;

- f) lors de l'emmagasiner ou de la manipulation de liquides inflammables ; et

- g) près des sorties à chaque étage dont le plancher a une surface de 500 mètres carrés au moins dans un bâtiment où s'effectuent des travaux de construction et un extincteur portatif additionnel pour tous les autres 500 mètres carrés de surface de plancher de l'étage ou toute fraction de cette surface.

**3.4.4.** Les extincteurs portatifs doivent :

- a) permettre de lutter efficacement contre le feu ;
- b) être remplis après usage ;
- c) porter le nom du préposé à son entretien et la date du dernier contrôle ; et
- d) contenir un produit approprié au feu à combattre, mais en aucun cas du tétrachlorure de carbone ou du bromure de méthyle.

**3.4.5.** Le choix, l'installation, l'utilisation et l'entretien de ces extincteurs portatifs doivent être conformes aux normes *Portable Fire Extinguishers NFPA 10-1975*.

**3.4.6.** Si l'édifice est pourvu d'un système d'alimentation en eau d'au moins 300 litres par minute sous une pression minimale de 80 kilopascals au point le plus élevé, des tuyaux munis de lances peuvent remplacer les extincteurs portatifs à l'eau. Le diamètre minimal du tuyau doit être de 19 millimètres et la lance doit être du type à pulvérisation avec un orifice minimal de 10 millimètres.

### §3.5. Échelles et escabeaux

**3.5.1.** Lorsqu'il n'y a pas d'escalier, de rampe, ni de passage, des échelles doivent être utilisées pour accéder à un lieu de travail.

**3.5.2.** Une échelle doit être :

- a) conçue, construite, entretenue et utilisée de façon à ne pas compromettre la sécurité des travailleurs ;
- b) toujours utilisée de façon que les charges appliquées ne soumettent aucune partie de l'échelle à un effort supérieur à l'effort unitaire permis ; et

c) appropriée aux travaux à effectuer, tant par le type et la longueur que par les accessoires.

**3.5.3. Échelles commerciales :** L'employeur doit veiller à ce que toute échelle fabriquée commercialement qu'il utilise réponde à la norme Échelles portatives ACNOR Z11-1969 et son supplément no 1-1976.

#### **3.5.4. Échelles domestiques :**

1) Toute échelle faite sur place doit avoir un espacement de :

a) 300 millimètres minimum à l'intérieur des montants ;

b) 300 millimètres maximum entre les sommets des échelons. Cet espacement doit être uniforme dans une volée.

2) Toute échelle à barreaux en bois doit avoir :

a) des montants d'au moins :

i. 40 millimètres sur 90 millimètres pour des échelles de 5,8 mètres ou moins ; ou

ii. 40 millimètres sur 140 millimètres pour des échelles de plus de 5,8 mètres ;

b) des barreaux ou échelons :

i. d'au moins 15 millimètres sur 65 millimètres ; et

ii. qui reposent sur des tasseaux.

3) Toute échelle de double largeur doit :

a) avoir 3 montants espacés également ;

b) avoir au moins 1,5 mètre de largeur ;

c) avoir des échelons ou barreaux d'une seule pièce, sur la pleine largeur de l'échelle ;

d) être composée d'éléments de dimensions appropriées aux charges appliquées ; et

e) être solidement fixée en place.

4) Le bois utilisé doit être sain, à fil droit, exempt de noeuds, d'arêtes vives, d'échardes ou de fentes mais ne doit pas être peinturé ou recouvert d'un enduit opaque. L'apprêt protecteur doit être approprié et transparent.

**3.5.5. La longueur maximale d'une échelle mesurée le long des montants doit être de :**

a) 4,9 mètres pour un chevalet, la section et toute extension d'un chevalet extensible incluse ;

b) 6 mètres pour un escabeau ;

c) 9 mètres pour une échelle simple ou une section d'une échelle à coulisse ;

d) 15 mètres pour une échelle à coulisse de 2 sections ; ou

e) 20 mètres pour une échelle à coulisse de plus de 2 sections.

#### **3.5.6. Utilisation d'une échelle :** Toute échelle doit :

a) reposer sur une base solide et prendre appui, au sommet, sur ses 2 montants ;

b) être maintenue fermement en position par une ou plusieurs personnes si elle n'est pas fixée de façon permanente et que sa longueur est égale ou supérieure à 9 mètres ;

c) être préservée contre tout choc ou glissement de nature à compromettre son équilibre ;

d) lorsqu'elle n'est pas fixée de façon permanente, être inclinée de façon telle que la distance horizontale entre le pied de l'échelle et le plan vertical de son support supérieur soit approximativement entre le ¼ et le 1/3 de la longueur de l'échelle entre ses supports ;

e) si elle est utilisée comme moyen d'accès :

i. être solidement fixée en place ;

ii. dépasser le palier supérieur d'au moins 900 millimètres ; et

iii. avoir un espace libre d'au moins 150 millimètres à l'arrière des échelons ;

f) être placée de façon telle qu'il y ait un espace libre suffisant à sa base ;

g) ne pas être placée dans un puits d'ascenseur ou de monte-charge ;

h) ne pas être reliée à une autre, bout à bout, par enture ;

i) si elle est installée en montée verticale continue à moins qu'elle soit installée en permanence et munie d'une crinoline :

i. comporter des paliers de repos, munis de garde-corps à des intervalles ne dépassant pas 6 mètres ; et

ii. être décentrée à chaque palier pour assurer une protection à la partie supérieure ;

j) lorsqu'en métal ou munie de renforcements métalliques, ne pas être utilisée près d'un circuit électrique à découvert ;

k) être d'une longueur suffisante pour permettre à une personne de travailler sans qu'elle ait à se placer sur les 2 derniers échelons ; et

l) être montée et descendue par l'usager de telle façon qu'il soit face à celui-ci.

**3.5.7. Escabeau :** Lorsque le travailleur utilise un escabeau, l'employeur doit s'assurer :

a) qu'il répond à la norme Échelles portatives AC-NOR Z11-1969 et son supplément no 1-1976 ;

b) qu'il n'est pas utilisé près d'un circuit électrique à découvert, s'il est en métal ou muni de renforcements métalliques ;

c) que ses montants sont écartés au maximum et que son dispositif de verrouillage est en position verrouillée ; et

d) que la plate-forme et la tablette ne servent pas d'échelon.

**3.5.8.** Tant que les escaliers provisoires ou permanents ne sont pas terminés ou prêts à servir, les échelles doivent être maintenues en place et en bon état.

**3.5.9.** Les échelles doivent :

a) être retirées du service jusqu'à ce qu'elles soient réparées, quand un de leurs éléments est brisé ou défectueux ;

b) ne pas être réparées au moyen d'une éclisse ou d'une ligature ; et

c) être remises à l'abri des intempéries, dans un endroit sec.

### §3.6. Escaliers

**3.6.1.** Tout bâtiment en construction doit être pourvu de 2 sorties desservies par des escaliers permanents ou provisoires. Ceux-ci doivent :

a) être construits sur toute la hauteur comprise entre le sol ou le sous-sol et le niveau de travail dès que les travaux ont atteint une hauteur de 2 étages ou 6 mètres à partir du sol ;

b) être prolongés à mesure que les travaux progressent sans toutefois gêner ces travaux ;

c) ne jamais être à plus de 2 étages du niveau de travail le plus élevé ; et

d) être faits de marches dont la profondeur est supérieure à 150 millimètres.

### 3.6.2. Construction :

1) Les escaliers et les paliers doivent être conçus et construits pour supporter sans danger une charge vive de 4,8 kilonewtons par mètre carré.

2) Les escaliers doivent avoir :

a) des marches et des contremarches uniformes dans une même volée ;

b) une élévation verticale maximale de 3,6 mètres entre les paliers ou les planchers ;

c) une pente n'excédant pas 50° avec l'horizontale ; et

d) des garde-corps conformes à la sous-section 3.8 et solidement supportés et fixés en place sur les côtés ouverts de l'escalier et des paliers.

**3.6.3. Escaliers à ossature d'acier :** En plus des prescriptions de l'article 3.6.2, les escaliers en acier, du type ossature, doivent avoir des marches et des paliers provisoires :

a) faits de madriers jointifs disposés sur la pleine largeur et la pleine profondeur de ces éléments ; et

b) fixés solidement.

### 3.6.4. Escaliers provisoires :

1) En dehors des bâtiments, les escaliers provisoires doivent avoir :

a) des marches d'une largeur minimale de 500 millimètres ;

b) une pente maximale de 55° ;

c) des paliers d'au moins 500 millimètres de profondeur ;

d) une rampe ; et

e) des marches uniformes dans une même volée.

2) À l'intérieur des bâtiments, les escaliers provisoires doivent avoir une largeur d'au moins 750 millimètres ou au moins égale à celle des escaliers permanents à installer.

### §3.7. Rampes, passerelles et plates-formes provisoires

**3.7.1.** Les rampes, les passerelles et les plates-formes provisoires à l'exclusion des plates-formes d'échafaudages, doivent :

a) être conçues, construites et entretenues pour supporter sans danger les charges auxquelles elles peuvent être soumises ;

b) avoir au moins 480 millimètres de largeur ;

c) être solidement fixées ;

d) être pourvues d'entretoises qui lient leurs supports verticaux et horizontaux et en assurent la rigidité ;

e) lorsqu'elles sont à claire-voie et à plus de 1,8 mètre au-dessus du plancher ou du sol, ne pas comporter d'espace ou de trou tel qu'une sphère de 30 millimètres puisse passer à travers ; et

f) avoir un espace libre de 2 mètres au-dessus et en-dessous à moins que le danger ne soit signalé.

### 3.7.2. Rampe :

1) Toute rampe doit :

a) avoir une pente qui n'excède pas 300 millimètres dans 900 millimètres de course ; et

b) comporter des languettes de travers si la pente excède 300 millimètres dans 2,4 mètres de course. Ces languettes doivent :

i. être espacées à des intervalles réguliers ne dépassant pas 450 millimètres ; et

ii. avoir au minimum 25 millimètres sur 50 millimètres, mesure nominale.

2) Les exigences du paragraphe 1 ne s'appliquent pas à une rampe installée dans une cage d'acier d'un édifice de 2 étages ou moins, pourvu que la rampe ait :

a) une pente qui n'excède pas 45° ; et

b) des languettes de 50 millimètres sur 50 millimètres, mesure nominale, espacées à des intervalles réguliers qui ne dépassent pas 300 millimètres.

**3.7.3.** Les plates-formes et autres ouvrages semblables accrochés à des coffrages à béton doivent être conçus, construits et installés en fonction du travail à exécuter et des risques inhérents. Ces ouvrages doivent :

a) prendre appui sur des assises solides ;

b) être assujettis solidement à leurs points d'appui ; et

c) ne jamais être surchargés.

### §3.8. Garde-corps

#### 3.8.1. Utilisation :

1) On doit placer un garde-corps, en bordure du vide, sur les côtés d'un plancher, d'un toit, d'une plate-forme, d'un échafaudage, d'un escalier ou d'une rampe, autour d'une excavation ou de toute ouverture pratiquée dans un plancher, ou de tout endroit en général d'où un travailleur risque de tomber :

a) dans l'eau ;

b) d'une hauteur de 1,2 mètre ou plus lorsqu'on utilise des brouettes ou d'autres véhicules ; ou

c) d'une hauteur de plus de 5 mètres pour le pourtour des toits et de 3 mètres dans les autres cas.

2) Ce garde-corps peut être enlevé pendant les travaux s'il gêne leur exécution. Dans ce cas, l'article 2.10.12 s'applique.

#### 3.8.2. Résistance :

1) Un garde-corps doit être conçu pour :

a) résister à une force horizontale concentrée de 900 newtons appliquée à n'importe quel point de la lisse supérieure ; et

b) résister à une force verticale concentrée de 450 newtons appliquée à n'importe quel point de la lisse supérieure.

2) Aux endroits où il y a une concentration de travailleurs ainsi qu'aux autres endroits où un garde-corps peut être soumis à des pressions extraordinaires, celui-ci doit être renforcé en conséquence.

3) Il faut prendre les moyens propres à éviter que des objets, des outils ou des matériaux ne tombent d'un niveau à un autre à moins qu'il n'existe un garde-corps renforcé en conséquence.

#### 3.8.3. Construction :

1) Tout garde-corps doit avoir une hauteur qui varie entre 1 mètre et 1,2 mètre au-dessus de l'aire où le travailleur se trouve.

2) Un garde-corps en bois doit être constitué d'une :

a) lisse supérieure d'une hauteur minimale de 40 millimètres sur une largeur de 90 millimètres appuyée sur des montants de même dimension espacés d'au plus 1,8 mètre placés de telle façon que la largeur de 90 millimètres du montant soit dans l'axe de la largeur de la lisse supérieure ;

b) traverse intermédiaire d'au moins 75 millimètres de large à mi-hauteur et fixée solidement à l'intérieur des montants ; et

c) plinthe d'au moins 90 millimètres de hauteur et fixée solidement à l'intérieur des montants.

3) Un garde-corps en câble d'acier doit être maintenu à l'aide d'un tendeur à vis et doit être constitué :

a) d'un câble d'acier d'au moins 10 millimètres de diamètre pour la main courante et la traverse intermédiaire ;

b) de montants d'au moins 50 millimètres de largeur espacés de 3 mètres au maximum ; et

c) d'une plinthe d'au moins 90 millimètres de hauteur et fixée solidement à l'intérieur des montants.

**3.8.4. Garde-corps métalliques :** Les garde-corps métalliques doivent être conçus, construits, installés et entretenus de manière à assurer une résistance et une sécurité égales ou supérieures à celles qui sont exigées pour les garde-corps en bois.

**3.8.5.** Lorsqu'un treillis métallique est exigé sur un garde-corps, il doit :

- a) être de calibre no 16 ou supérieur ;
- b) comporter des mailles de 40 millimètres ou moins ;
- c) couvrir tout l'espace entre la plinthe et la main courante ; et
- d) être installé à l'intérieur de la traverse intermédiaire.

### §3.9. Échafaudages

**3.9.1. Généralité :** Les échafaudages construits selon la présente sous-section doivent être là où les travailleurs ne peuvent, du sol ou d'une base solide, exécuter leurs travaux en toute sécurité. Cependant, l'utilisation d'échelles est permise pour des travaux de moins d'une heure.

**3.9.2. Construction :** Les échafaudages doivent :

- a) être conçus, construits, entretoisés, contreventés et entretenus de manière à supporter les charges et les efforts auxquels ils sont soumis et à résister à la poussée des vents ; et
- b) reposer sur des sols ou assises d'une résistance suffisante.

**3.9.3. Matériaux :**

- 1) Les matériaux utilisés pour un échafaudage ne doivent pas présenter de défaut de nature à diminuer leur résistance.
- 2) Le bois utilisé pour un échafaudage doit être :
  - a) sain, sans noeud défectueux ou trop important, en essences à longues fibres et non cassantes et exempt de tout défaut pouvant diminuer sa solidité ;
  - b) de qualité équivalente à celle du pin de Colombie, catégorie no 1 ;
  - c) débarrassé de son écorce, s'il est en grumes ; et
  - d) sans couche de peinture ou de revêtement opaque.
- 3) Les parties métalliques d'un échafaudage ne doivent pas :

- a) être affaiblies par la rouille, ni par l'action d'un corrodant ; et
- b) s'il s'agit d'éléments tubulaires, être affaiblies par le gel et avoir été soumis à l'action de la chaleur.

**3.9.4. Montage et démontage :**

- 1) Le montage et le démontage des échafaudages doivent être exécutés sous la surveillance et le contrôle d'une personne qualifiée.
- 2) Toutes les parties d'un échafaudage doivent être vérifiées par une personne qualifiée avant d'être mises en place.
- 3) Pendant les opérations de montage et de démontage, toutes les mesures de sécurité doivent être prises pour éviter la chute de personnes ou d'objets.
- 4) Des outils appropriés au type d'échafaudage doivent être mis à la disposition des travailleurs.
- 5) Des ceintures de sécurité doivent être mises à la disposition des travailleurs et portées conformément à l'article 2.10.12.
- 6) Pendant le montage ou le démontage d'un échafaudage, tout autre travail doit :
  - a) être exécuté seulement sur des sections demeurées conformes au présent code ; et
  - b) ne pas être exécuté en dessous des sections encore occupées à moins qu'une protection n'ait été prévue au-dessus des travailleurs pour empêcher que des outils ou d'autres objets ne tombent d'un niveau supérieur.
- 7) Aucun échafaudage, en cours de montage ou de démontage, ne doit être laissé dans un état tel qu'il puisse être dangereux.

**3.9.5. Montants :**

- 1) Les montants doivent reposer sur des sols ou assises capables de supporter la charge maximale sans affaissement ou déformation excessive.
- 2) La rangée intérieure des montants doit être érigée aussi près que possible du bâtiment ou de la structure.
- 3) Les montants en bois doivent :
  - a) être assujettis au sol ou à l'assise de manière à empêcher tout déplacement du pied ;
  - b) être dressés bien d'aplomb ; et
  - c) ne pas être fendus du pied.
- 4) En cas d'enture des montants, l'assemblage doit être fait de façon telle que la résistance de la partie entée

soit au moins égale à celle de la partie qui lui est immédiatement inférieure.

5) Lorsque 2 échafaudages fixes, reposant sur le sol, se rejoignent à l'angle du bâtiment ou d'une structure, un montant doit être placé à l'intersection des longerons extérieurs prolongés.

6) La liaison des éléments qui constituent les montants doit s'effectuer de telle sorte qu'aucun effort ou couple, susceptibles de favoriser le flambage, ne puissent se produire.

7) La distance entre 2 noeuds d'assemblage d'une pièce susceptible de flamber ne doit pas être supérieure à :

a) 30 fois la plus petite dimension d'une pièce de bois ; ou

b) 70 fois le diamètre d'une pièce tubulaire.

### 3.9.6. Longerons :

1) Deux longerons placés à un même niveau ne peuvent être assemblés qu'à angle droit d'un montant.

2) Tout longeron doit être placé horizontalement.

3) Tout longeron doit être d'une longueur suffisante pour prendre appui sur au moins 3 montants.

**3.9.7. Boulins :** Les boulins qui supportent le plancher doivent :

a) avoir la plus grande dimension posée verticalement ; et

b) être de longueur telle qu'ils dépassent les moises de rangées inférieures et extérieures de montants d'au moins 75 millimètres.

**3.9.8. Planchers :** Les éléments qui constituent le plancher doivent être posés de façon à ne pouvoir ni basculer ni glisser. De plus, les planchers d'un échafaudage doivent :

a) avoir une portée en rapport avec leur résistance et les charges supportées ;

b) avoir une largeur minimale libre de 480 millimètres ;

c) s'ils sont en bois, être constitués de madriers joints :

i. de qualité équivalente à celle du pin de Colombie, catégorie no 1 ;

ii. de dimensions nominales de 50 millimètres sur 250 millimètres ;

iii. placés de façon à couvrir toute la partie inférieure des boulins et à former une surface uniforme ;

iv. de longueur telle qu'ils dépassent leurs supports d'au moins 150 millimètres et d'au plus 300 millimètres ; s'ils sont disposés bout à bout, leurs extrémités doivent reposer sur des boulins distincts ;

v. dont la portée ne doit pas dépasser 3 mètres ; et

vi. dont la charge maximale permise est de :

A) 370 kilogrammes par mètre carré pour une portée de 1,8 mètre ou moins ; ou

B) 250 kilogrammes par mètre carré pour une portée de plus de 1,8 mètre mais sans dépasser 3 mètres ;

d) s'ils sont métalliques :

i. être posés de manière à éviter des ressauts et à couvrir toute la partie inférieure des boulins ;

ii. être ouverts de façon à éviter les glissades ; et

iii. être entretenus pour empêcher la corrosion ; et

e) pour un échafaudage volant, constituer avec les garde-corps un tout rigide avant la suspension, par une fixation solide des garde-corps et de la plinthe aux étriers.

**3.9.9. Assemblage d'échafaudages :** Les assemblages d'échafaudages doivent se faire de la façon suivante :

a) si on utilise des clous, ces derniers doivent :

i. être d'une longueur et d'une grosseur proportionnelles à l'épaisseur des pièces assemblées ;

ii. être en nombre suffisant pour la charge à supporter ;

iii. ne pas être soumis à un effet d'arrachement ;

iv. être enfoncés sur toute leur longueur, sauf pour les clous à double tête dont la première doit être complètement enfoncée ;

v. être rabattus s'ils dépassent la face extérieure de la dernière pièce assemblée ; et

vi. être retirés de toute pièce de bois démantelée ;

b) lorsqu'il est fait usage d'écrous, on doit utiliser des clés :

i. appropriées, pour éviter le dérapage sur la tête de l'écrou ;

ii. permettant au serrage, d'éviter de dépasser la limite d'élasticité du métal du boulon ; et

iii. munies d'un cordon permettant de les attacher au poignet ou à la ceinture ;



- c) si on utilise des dispositifs constitués par des colliers ou des raccords métalliques, ces dispositifs doivent :
- i. avoir été spécialement conçus pour cet usage ; et
  - ii. être fixés de manière à ne pas glisser sous les efforts auxquels ils sont soumis.

### 3.9.10. Amarrage :

1) Les échafaudages fixes doivent être solidement amarrés à la charpente métallique ou à tout autre point capable de les retenir en place.

2) Les échafaudages ne doivent pas être fixés aux balustrades des balcons, ou à toute autre partie de la construction n'offrant pas une résistance suffisante pour les retenir en place.

3) Les boudins d'un échafaudage qui ne comporte qu'une rangée de montants, doivent être fixés d'un bout au gros oeuvre. Ce scellement, dans la maçonnerie, doit avoir au moins 100 millimètres de profondeur.

4) Les échafaudages à deux rangées de montants doivent être solidement amarrés à intervalles verticaux ne dépassant pas 3 fois la plus petite dimension de la base de ces échafaudages. Les points d'amarrage ne doivent toutefois pas couvrir plus de 50 mètres carrés de façade et doivent être répartis uniformément et disposés en quinconce, si possible.

**3.9.11. Moyens d'accès :** Les échafaudages à plus de 1,5 mètre du sol, ou de tout autre appui solide, doivent offrir des moyens d'accès sûrs et débarrassés de tout ce qui encombre avec :

- a) des paliers à tous les 6 mètres ; et
- b) un escalier pour les échafaudages de 18 mètres et plus de hauteur.

**3.9.12. Examens :** Les échafaudages doivent être examinés par une personne expérimentée :

- a) au moins une fois tous les 3 mois ;
- b) à la suite de toute défaillance du matériel ;
- c) après tout effort anormal ou tout incident qui a provoqué un désordre dans l'installation ; et
- d) avant la remise en service après toute interruption prolongée des travaux.

### 3.9.13. Câbles de levage pour échafaudages :

- 1) Tout câble de levage pour échafaudages doit :
  - a) être adapté à cet usage et du diamètre voulu. Celui-ci ne doit pas être inférieur à :

- i. 19 millimètres pour les câbles de fibre ; ou
- ii. 8 millimètres pour les câbles métalliques ;
- b) offrir un facteur de sécurité de 10 ;
- c) être pourvu des cosses appropriées lorsqu'il est épissé en oeilletons ou anneaux. Si l'on utilise des serre-câbles, ils doivent être de dimensions correspondant au diamètre du câble métallique et disposés de façon que la selle se trouve du côté du brin de travail ;
- d) être ligaturé à ses extrémités pour empêcher le décomettage des torons ;
- e) être protégé contre les saillies de l'édifice ;
- f) être protégé des substances corrosives s'ils sont utilisés à proximité ;
- g) être remisé dans un endroit frais, au sec et à l'abri des vapeurs chimiques ou corrosives ;
- h) s'il est utilisé avec un appareil de levage à tambour à friction, être assez long pour rejoindre le sol ou être empêché de sortir de l'appareil de levage en repliant le bout libre autour d'une cosse et l'attachant à l'aide d'un serre-câble.

Cette dernière méthode doit être utilisée pour un travail au-dessus d'un plan d'eau ; et

- i) s'il est utilisé avec un appareil de levage à tambour à enroulement, être fixé au tambour avec une attache d'une résistance minimale égale à 80% de la résistance à la rupture du câble de levage.
- 2) Tout câble de levage en fibre :
  - a) ne peut être utilisé :
    - i. lorsque les points de suspension sont à plus de 30 mètres du sol ;
    - ii. sur les tambours de treuil ;
    - iii. dans le voisinage de substances corrosives ou chimiques à moins d'avoir reçu un traitement contre ces substances ;
  - b) ne doit pas frotter sur des surfaces abrasives ;
  - c) doit être tenu en bon état en :
    - i. le faisant sécher ; et
    - ii. le protégeant contre le gel ; et
  - d) doit être remplacé après 2 ans de service ou avant si sa surface est devenue pelucheuse et si les fibres de torons sont décolorées ou noircies et commencent à se désagréger en formant une sorte de poussière blanchâtre.

3) Un câble de levage en fibre synthétique peut être utilisé à la place d'un câble de fibre à condition qu'il réponde aux mêmes exigences et qu'il offre une résistance équivalente.

4) Tout câble de levage métallique doit être :

a) conforme à la norme *Steel Wire Rope for General Purpose and for Mine Hoisting and Mine Haulage* CSA G4-1976 ;

b) composé d'au moins 6 torons de 19 fils ;

c) muni d'une âme de chanvre ou d'une âme flexible équivalente si le câble est enroulé en une seule couche sur le tambour de levage ou d'une âme d'acier dans les autres cas ; et

d) tenu en bon état en :

- i. suivant toutes les instructions du fabricant ;
- ii. le manoeuvrant de façon à éviter toute coque ;
- iii. le lubrifiant souvent pour conserver sa souplesse et le protéger de la rouille ; et
- iv. l'utilisant seulement sur des poulies ou des tambours dont les gorges sont lisses, sans aspérité.

5) A moins qu'un essai ne démontre qu'en aucun des points du câble la charge de rupture n'est diminuée à moins de 90% de la charge originale, le câble de levage doit être remplacé si :

a) 4% des fils composant le câble sont cassés dans un toron, sur un pas de câblage, soit sur une longueur d'environ 6 fois  $\frac{1}{2}$  le diamètre du câble s'il est utilisé sur un tambour à enroulement, ou 2% sur un tambour à friction ;

b) le diamètre original, mesuré sur le câble non tendu, a diminué de :

- i. 0,8 millimètre pour des câbles de 8 millimètres à 15 millimètres de diamètre ; ou
- ii. 1,2 millimètre pour des câbles de 15 millimètres à 25 millimètres de diamètre ;

c) l'ensemble des fils extérieurs présente une usure supérieure à 50% de leur diamètre ;

d) la corrosion est plus que superficielle.

6) Tout câble de levage en service ne doit pas traîner sur le sol, mais être gardé dans un récipient.

### 3.9.14. Utilisation :

1) L'employeur doit veiller à ce que personne ne se tienne sur un échafaudage :

a) non conforme au présent code ;

b) pendant une tempête ou une période de vents violents ; ou

c) lorsque la plate-forme est recouverte de glace, de neige ou de verglas, à moins qu'une matière anti-dérapante n'ait été répandue.

2) Les travailleurs ne doivent pas travailler sur des échafaudages à des niveaux différents, à moins qu'une protection n'ait été prévue au-dessus de ceux qui travaillent aux niveaux inférieurs pour empêcher que des outils ou d'autres objets ne tombent d'un niveau supérieur.

3) Un appareil de levage faisant partie de l'installation doit être installé et utilisé conformément aux prescriptions du fabricant.

4) On doit éviter la déformation ou le redressement à froid des tubes ou profilés des échafaudages métalliques, dans la mesure où leur résistance risque d'en être amoindrie.

5) Un véhicule ou appareil susceptible d'être mis en mouvement et sur lequel un échafaudage est installé ou monté ne doit pas être déplacé lorsqu'un travailleur s'y trouve. L'employeur doit fournir à l'OCQ les plans de cet échafaudage, signés et scellés par un ingénieur.

**3.9.15. Échafaudage en porte-à-faux :** Les poutres de support d'un échafaudage en porte-à-faux doivent :

a) avoir, de leur point d'appui à leur point d'ancrage, une longueur d'au moins 1 fois  $\frac{1}{2}$  celle de leur partie en porte-à-faux ;

b) prendre appui sur des parties solides de la construction ;

c) être bien assujetties à leur point d'appui et bien entretoisées pour éviter les risques de chavirement ;

d) être solidement ancrées à leur partie inférieure de façon à empêcher tout mouvement vertical ou horizontal ; et

e) être examinées avant chaque usage.

### 3.9.16. Échafaudage volant :

1) Tout échafaudage volant doit :

a) être interdit à toute personne de moins de 18 ans ;

b) être attaché à un point fixe de suspension ou à une poutre de support capable de supporter au moins 4 fois la charge maximale qui lui est appliquée sans dépasser la résistance permise pour les matériaux utilisés ;

c) comporter un appareil de levage muni d'un dispositif de sécurité pouvant bloquer automatiquement l'échafaudage en chute libre ;

- d) comporter une plate-forme supportée :
    - i. par des étriers en fer forgé ou en acier mou ; ou
    - ii. par 2 câbles métalliques, à chaque extrémité, fixés solidement à la sous-structure. Toutefois, si les étriers ou les câbles sont reliés à la sous-structure de la plate-forme par une soudure, des rapports d'essais non-destructifs de cette soudure doivent être faits par un laboratoire reconnu et remis à l'inspecteur ;
  - e) être muni d'un garde-corps recouvert d'un treillis métallique conforme à l'article 3.8.5 ;
  - f) s'il est suspendu par 2 câbles de levage seulement, être pourvu d'un câble de secours pour chaque personne occupant cet échafaudage. Ce câble de secours doit être fixé à un ancrage indépendant ;
  - g) à un niveau de travail, être retenu à la construction par des attaches fermes et appropriées ou, s'il est impossible de le faire, un garde-corps doit être installé du côté mur ;
  - h) être manœuvré à une vitesse n'excédant pas 18 mètres par minute ;
  - i) ne pas être réuni à un autre échafaudage ni à la construction par une passerelle ; et
  - j) s'il est du type superposé, posséder à l'étage supérieur un treillis métallique en plus du garde-corps du côté mur.
- 2) Tout échafaudage volant motorisé doit être conforme à la norme *Safety Code for Powered Platforms CSA Z271-1974*.

### 3.9.17. Sellette :

- 1) Toute sellette doit :
  - a) être interdite aux personnes de moins de 18 ans ;
  - b) être construite d'un matériau au moins équivalent à 15 millimètres de contreplaqué et de façon à pouvoir supporter 2,5 kilonewtons ;
  - c) avoir une largeur minimale de 600 millimètres et une profondeur minimale de 250 millimètres ;
  - d) être suspendue à un anneau de levage à l'aide d'élingues passant à ses 4 coins et se croisant en-dessous du siège ; et
  - e) être munie :
    - i. de liens de retenue qui l'empêchent d'osciller ;
    - ii. d'étriers afin d'éviter l'engourdissement des jambes ;
    - iii. d'une ceinture de sécurité ;

- iv. d'un dossier ; et
  - v. à chaque extrémité, de tasseaux de renforcement qui dépassent d'au moins 230 millimètres l'avant du siège.
- 2) Tout palan doit être muni d'un dispositif de sécurité qui bloque automatiquement le câble de traction sur la poulie inférieure lorsque la force de traction appliquée tombe à zéro.

### 3.9.18. Échafaudage sur échelles : Tout échafaudage sur échelles ne doit être utilisé que :

- a) sur des échelles dont le pied et la tête sont solidement fixés ;
- b) si la distance entre les échelles est de 3 mètres au maximum ;
- c) si la hauteur de chute ne dépasse pas 3 mètres ;
- d) si la plate-forme est supportée de façon que la charge est transmise aux montants et non aux échelons.

### 3.9.19. Échafaudage mobile : Tout échafaudage mobile doit :

- a) être muni d'un dispositif de blocage pour le maintenir en position ;
- b) être toujours bloqué en position pendant son utilisation ;
- c) être rigide et stable ; et
- d) ne pas être déplacé lorsqu'un travailleur s'y trouve, à moins que :
  - i. celui-ci ne soit averti du déplacement ;
  - ii. la plus petite dimension de la base de l'échafaudage ne soit au moins égale au 1/3 de sa hauteur.

### 3.9.20. Échafaudage métallique :

- 1) L'utilisation d'un échafaudage métallique doit être conforme aux instructions du fabricant.
- 2) L'assemblage des tubes ou profilés doit être réalisé de façon telle que lors du démontage la partie de l'échafaudage restant en place ne constitue pas un danger.

### 3.9.21. Échafaudage suspendu à l'usage de briqueteurs : Tout échafaudage suspendu à l'usage des briqueteurs doit :

- a) être attaché à une poutre de support capable de supporter au moins 4 fois la charge maximale qui lui est appliquée sans dépasser la résistance des matériaux utilisés. Cette poutre de support doit, en plus d'être conforme à l'article 3.9.15, être solidement fixée de l'une ou l'autre des façons suivantes :

- i. par ancrage dans la dalle de béton sur laquelle elle repose ;
- ii. entre 2 dalles de béton, par des poutres ou colonnes contreventées perpendiculairement dans les plans verticaux et horizontaux ;
- iii. aux poutres de la charpente métallique ;
- b) en plus d'être conforme aux sous-paragraphes a, b, c, et i du paragraphe 1 de l'article 3.9.16, être muni d'un garde-corps en bois conforme à la sous-section 3.8 ;
- c) comporter des appareils de levage :
  - i. en nombre suffisant et disposés de façon que le facteur de sécurité des câbles soit toujours supérieur à 10 ;
  - ii. reliés 2 par 2 à une même poutre de support ; et
  - iii. munis d'un dispositif de sécurité double bloquant continuellement le treuil contre tout retour en arrière et de câbles conformes à l'article 3.9.13 ;
- d) comporter une plate-forme :
  - i. conforme à l'article 3.9.8 ;
  - ii. formée de pièces de bois de 50 millimètres sur 250 millimètres boulonnées à chaque extrémité sur un boulon ;
  - iii. munie de boulons en acier dont les extrémités sont de section circulaire de 25 millimètres de diamètre et de 50 millimètres de longueur et perforée à 15 millimètres de l'extrémité extérieure pour recevoir une goupille de 10 millimètres ; et
- e) être monté de façon qu'une extrémité d'une travée ne soit jamais plus haute que l'autre de plus de 200 millimètres.

### §3.10. Équipement de construction

**3.10.1.** Tout véhicule, grue, ou appareil utilisé sur un chantier de construction doit :

- a) être tenu en bon état, de sorte que son emploi ne compromette pas la sécurité des travailleurs ;
- b) si mû par une source d'énergie autre que manuelle, être vérifié par une personne compétente avant son emploi initial sur le chantier et quotidiennement, par la suite, lorsqu'il est en usage ;
- c) être facilement accessible, en toute sécurité soit au moyen d'une échelle ou de marches avec poignées ;
- d) avoir le ou les moteurs en position arrêt en faisant le plein ;
- e) ne pas être utilisé si les agents atmosphériques peuvent rendre son emploi dangereux ou lors de réparations, de travaux d'entretien ou en faisant le plein ;

- f) offrir après toute réparation ou changement de pièce, une sécurité aussi grande qu'à l'état neuf ;
- g) être utilisé conformément aux instructions du fabricant ; et
- h) ne pas être modifié sans une attestation signée et scellée d'un ingénieur à l'effet que cette modification offre une sécurité équivalente à celle de cet appareil à l'état neuf.

### 3.10.2. Véhicules automoteurs :

- 1) Tout véhicule automoteur doit être :
  - a) muni de freins efficaces ; et
  - b) pourvu d'avertisseurs qui doivent être utilisés à l'approche des piétons, des portes, des tournants et des endroits dangereux. Cette exigence ne s'applique pas aux béliers mécaniques montés sur chenilles et aux débardeuses.
- 2) Les conducteurs de véhicules automoteurs doivent être protégés des chutes d'objets ou de matériel au moyen de pavillons, écrans protecteurs, cabines ou cadres.
- 3) Les véhicules automoteurs équipés d'un treuil à l'arrière pour tirer des matériaux, doivent posséder un écran protecteur entre le treuil et le conducteur.
- 4) Il est interdit à toute personne autre que le conducteur de monter sur les véhicules automoteurs, s'ils ne sont pas munis de sièges et d'accessoires pour assurer sa protection.
- 5) Lorsqu'un véhicule automoteur fait marche arrière, un signaleur doit diriger le conducteur si ce déplacement peut mettre en cause la sécurité d'un travailleur ou du conducteur.

### 3.10.3. Équipement lourd :

- 1) Un équipement lourd spécifié au tableau ci-dessous, doit être muni d'un cadre de protection en cas de retournement conformément aux normes qui y sont mentionnées :

Équipement lourd	Normes
Bélier mécanique, chargeur et débardeur sur roues	Performance Criteria for Rollover Protective Structures (ROPS) for Construction Earth-moving, Forestry and Mining Machines SAE J 1040b — 1977
Bélier mécanique chargeur et débardeur sur chenilles	
Niveleuse	
Décapeuse-niveleuse	

Tracteur agricole et industriel de plus de 15 kilowatts

*Rollover Protective Structures (ROPS) for Wheeled Agricultural Tractors*  
SAE J 1194 — 1977

2) L'habitacle d'un équipement lourd mentionné au paragraphe 1 doit être conforme à la norme *Deflection Limiting Volume for Laboratory Evaluation of Rollover Protective Structures (ROPS) and Falling Object Protective Structures (FOPS) of Construction and Industrial Machines* SAE J 397a-1978.

3) L'équipement lourd mentionné au paragraphe 1 doit être protégé des chutes d'objets par un cadre de protection conforme à la norme *Minimum Performance Criteria for Falling Object Protective Structures (FOPS)* SAE J 231-1976.

4) Un cadre de protection en cas de retournement doit porter une plaque indiquant :

- a) le nom du fabricant ou son code ;
- b) son numéro de série ;
- c) la référence au numéro de la norme appliquée pour sa réalisation ; et
- d) le modèle et la marque de l'équipement lourd pour lequel le cadre a été conçu.

5) Le conducteur d'un équipement lourd muni d'un cadre de protection à l'exception de la niveleuse doit porter une ceinture de sécurité lorsque le véhicule est en mouvement.

6) Le chenilles des béliers mécaniques qui travaillent perpendiculairement à l'axe d'une pente doivent être munies de pièces de métal disposées de manière à éviter les glissements dans l'axe de la pente.

7) Lorsqu'on utilise un rouleau compacteur en forte pente, il faut avoir soin de :

- a) se tenir continuellement sur la partie de pavage nouvellement posée ;
- b) ne jamais venir en contact avec du liant bitumineux ; ou
- c) prévoir un dispositif capable d'arrêter le rouleau s'il survient un danger.

**3.10.3.1.** Un chargeur fabriqué après le 23 avril 1980 doit être conçu et aménagé de façon à éviter qu'une personne qui sort ou pénètre dans la cabine ne soit heurtée ou coincée par une pièce en mouvement.

### **3.10.4. Utilisation :**

1) Tout équipement de construction ne doit être utilisé que par un conducteur expérimenté ou sous sa surveillance.

2) Personne ne doit utiliser un véhicule sur un chantier de construction à moins :

a) d'être détenteur du permis exigé pour le conduire sur la voie publique conformément au Code de la route ; ou

b) d'être détenteur d'un document qui atteste de sa capacité de conduire ce véhicule hors de la voie publique.

3) Le sous-paragraphe b du paragraphe 2 ne s'applique pas à une personne qui :

a) apprend à utiliser un béliet mécanique, une grue ou un autre équipement ; et

b) est accompagnée par une personne qualifiée.

4) Toute manoeuvre doit être exécutée de façon qu'aucun travailleur ne soit exposé à un danger. Aucune charge ne doit se trouver au dessus de la tête des travailleurs.

5) Les commandes de l'équipement de construction ne doivent pas être abandonnées lorsque les parties suivantes sont soulevées :

a) la benne d'une pelle mécanique, d'un chargeur ou d'un autre équipement d'excavation ;

b) la lame d'un béliet mécanique ;

c) la charge d'un chariot élévateur, d'une grue ou de tout autre appareil de levage ; ou

d) le marteau d'un appareil de battage des pieux.

### **3.10.5. Signaleurs :**

1) Si le conducteur d'une grue, d'une pelle mécanique ou de tout autre équipement de construction a la vue obstruée lors d'une manoeuvre quelconque, il doit être guidé par un ou plusieurs signaleurs qui doivent :

a) observer le déplacement de l'appareil ou de la charge lorsque celle-ci échappe à la vue du conducteur ; et

b) communiquer avec le conducteur par un code de signaux bien établi et uniforme, ou par un système de télécommunication lorsque les conditions l'exigent ou lorsque le conducteur le juge à propos.

2) Lorsqu'un véhicule, une grue, machine ou autre équipement doit faire marche arrière ou peut mettre en danger la sécurité d'un travailleur ou du conducteur, un signaleur doit diriger la manoeuvre. Ce signaleur doit être placé :

- a) à la portée de la vue du conducteur ;
  - b) de façon à bien voir le chemin que va prendre le véhicule ; et
  - c) en dehors de ce chemin.
- 3) Le conducteur doit obéir à tout signal d'arrêt.
- 4) Lorsque le conducteur ne voit plus le signaleur, il doit arrêter son véhicule.

### **3.10.6. Accès aux équipements de construction :**

1) Aucune personne non autorisée ne doit monter sur l'équipement de construction.

2) L'employeur doit veiller à ce qu'aucun travailleur ne demeure sur ou dans un véhicule s'il risque de se trouver en danger lors du chargement ou du déchargement du véhicule, ou lors de la manutention d'objets au-dessus de ce véhicule.

### **3.10.7. Levage de travailleurs :**

1) Un appareil de levage conçu pour lever des personnes doit être muni de manettes de contrôle du type « homme mort », d'un bouton d'arrêt d'urgence à la portée des travailleurs transportés et d'un dispositif qui empêche la retombée du poste de travail lors d'une défaillance de l'alimentation électrique ou hydraulique.

2) Le levage d'un travailleur à l'aide d'un appareil conçu exclusivement pour le levage de matériaux est permis pourvu que :

- a) l'appareil soit muni d'une plate-forme ;
- b) il n'y ait pas plus de 5 travailleurs sur la plate-forme ;
- c) chaque travailleur porte une ceinture de sécurité et que le lien de retenue soit ancré à un élément de la plate-forme offrant une résistance à la rupture de 18 kilonewtons ;
- d) la charge totale n'excède pas 70% de la charge nominale de l'appareil de levage ;
- e) l'opérateur de l'appareil de levage utilise les stabilisateurs de l'appareil lorsqu'il en est muni ;
- f) l'appareil de levage ne soit pas déplacé lorsqu'un travailleur est sur la plate-forme ;

g) il y ait communication sans intermédiaire entre un travailleur sur la plate-forme et le conducteur de l'appareil de levage ;

h) l'employeur soumette les plans, la description de l'appareil de levage et le procédé d'utilisation à l'inspecteur en chef, sauf s'il s'agit d'une grue mobile ou d'un chariot élévateur ; et

i) l'on n'utilise pas d'échelle, d'escabeau, d'échafaudage ou d'autres accessoires de même nature sur la plate-forme.

3) La plate-forme exigée au paragraphe 2 doit :

- a) avoir un plancher antidérapant ;
- b) être construite de façon à permettre une hauteur libre de 2 mètres au-dessus de tout point du plancher ;
- c) être munie d'un garde-corps métallique sur les 4 côtés. La traverse intermédiaire peut être remplacée par un treillis métallique ;
- d) avoir une largeur minimale de 500 millimètres ;
- e) offrir un facteur de sécurité minimum de 4 pour les éléments de structure ;
- f) être conforme aux plans demandés au sous-paragraphe h du paragraphe 2 de l'article 2.4.1 ;

g) si elle comporte des éléments soudés, être soudée par un soudeur détenant un certificat de classe « O » ou « V » du Bureau canadien de Soudure ou un certificat du ministère du Travail, de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu ; et

h) comporter une plaque indiquant la charge nominale de la plate-forme, le poids total de la plate-forme (incluant la charge nominale), le nom du fabricant, la date de fabrication et une référence aux plans soumis. L'identification du soudeur doit apparaître pour toute plate-forme fabriquée après le 23 avril 1980.

4) Lors du levage d'un travailleur à l'aide d'une grue mobile :

a) la grue doit être conforme à la norme Grues Mobiles ACNOR Z150-1974 et son supplément no. 1-1977 ;

b) la plate-forme doit être suspendue ou retenue de façon que :

i. l'inclinaison du plancher n'excède pas une pente de 1/5 dans les conditions de chargement les plus défavorables ; et

ii. les éléments de suspension flexibles de la plate-forme et l'attache de suspension ou le pivot de retenue aient un facteur de sécurité minimum de 10 ;

c) un lien supplémentaire doit relier l'attache de suspension de la plate-forme à un point situé au-dessus de crochet ; et

d) la grue mobile doit être munie d'un limiteur de fin de course haute de crochet ou d'une flèche permettant de lever la plate-forme à au moins 3 mètres au-dessus du palier de travail le plus élevé.

5) Lors du levage d'un travailleur à l'aide d'un chariot élévateur :

a) le chariot doit être conforme à la norme *Low Lift and High Lift Trucks* CSA B335.1-1977 ;

b) la plate-forme doit encadrer les fourches et être fixée au tablier du chariot ;

c) la charge totale ne doit pas excéder 50% de la charge nominale du chariot ;

d) lorsque la plate-forme est munie d'un contrôle de levage, l'arrêt du chariot doit pouvoir être commandé de ce contrôle et avoir priorité sur tout autre contrôle ; et

e) lorsque la plate-forme n'est pas munie d'un contrôle de levage, le conducteur du chariot doit demeurer au poste de commande pendant la durée du travail.

### **3.10.8. Nacelle aérienne :**

1) Une nacelle aérienne installée sur un camion-girafe pour monter un travailleur à son niveau de travail doit être :

a) conforme à la norme *Vehicle-Mounted Aerial Devices* CSA C225-1976 ; et

b) utilisée et entretenue conformément aux appendices A3 et A4 de la norme mentionnée au sous-paragraphe a et aux recommandations du fabricant.

2) Un travailleur situé dans une nacelle aérienne doit porter une ceinture de sécurité munie d'un lien de retenue attaché à un point d'ancrage indépendant du bassicot.

### **3.10.9. Appareil de levage de matériaux :**

1) Tout appareil de levage de matériaux sur un chantier de construction doit :

a) posséder des ancrages et des attaches solides, conçus, construits et installés de façon à supporter toutes les charges et les efforts auxquels ils sont soumis ;

b) être fabriqué en matériaux appropriés ;

c) comporter une poutre de support pouvant supporter 4 fois la charge nominale de l'appareil. Cette poutre doit être conforme à l'article 3.9.15 ; et

d) posséder un frein ou un dispositif équivalent, capable de supporter la charge nominale et de l'immobiliser automatiquement lors de l'interruption du mouvement de levage.

2) Le câble de levage doit toujours être en bon état et ne jamais être utilisé comme élingue.

3) Pour approcher les charges sur une plate-forme au niveau de l'étage, tout travailleur doit :

a) se tenir constamment derrière un garde-corps solide ; ou

b) porter une ceinture de sécurité reliée par un lien de retenue de 1,2 mètre de longueur à un câble de secours fixé à une partie solide de la construction.

4) La projection sur le sol de l'aire utilisée pour le levage, le point de chargement ainsi que l'endroit occupé par l'appareil de levage doivent être entourés d'une barricade et interdits à tout travailleur autre que celui affecté au chargement.

**3.10.9.1.** Un monte-matériaux doit être conforme à la norme Monte-matériaux ACNOR Z256-1972 (Rév. 1977).

### **3.10.10. Cabine :**

1) Il faut installer une cabine ou un cadre de protection si le conducteur d'un équipement motorisé est exposé à être blessé par des projectiles ou par la chute d'objets ou de matériaux.

2) Les cabines doivent être :

a) placées et aménagées de façon que le conducteur ait toujours la meilleure visibilité possible ;

b) fermées et pourvues de glaces de sécurité sur tous les côtés si elles sont utilisées en plein air ; et

c) convenablement chauffées par temps froid.

**3.10.11. Éclairage :** Lorsqu'un véhicule automoteur est en marche après la tombée de la nuit ou lorsque les circonstances l'exigent, il doit être pourvu :

a) de phares à l'avant et d'au moins un feu rouge à l'arrière ; et

b) d'un éclairage suffisant et placé de façon à ne pas gêner le conducteur, mais lui permettant d'accomplir convenablement sa tâche et de lire sans peine les indications au tableau de bord.

### **3.10.12. Avertisseurs :**

1) Tout véhicule automoteur doit être équipé d'un avertisseur sonore qui doit :

a) être installé à portée du conducteur ;  
 b) avoir un son particulier au genre d'équipement et différent de tout autre signal du même chantier de construction ; et

c) avoir une intensité suffisante pour dominer les bruits du chantier.

2) Doivent être munis d'un klaxon automatique pour la marche arrière :

a) les camions à benne basculante ;  
 b) les camions bétonnières ;  
 c) les camions de service ayant une capacité nominale de 2 250 kilogrammes ou plus et servant à l'entretien ou à l'approvisionnement de l'équipement sur le chantier de construction ;

d) les camions équipés d'une grue auxiliaire pour la manutention de matériaux ;

e) les camions servant aux travaux sur les lignes de distribution et de transport d'énergie électrique équipés avec grue tarière, nacelle et autre équipement de même nature ; et

f) le klaxon automatique doit avoir une intensité supérieure au bruit de l'équipement sur lequel il est installé avec un son distinct. Si le klaxon automatique est électrique, il doit en plus être conforme à la norme *Performance, Test and Application Criteria for Electrically Operated Backup Alarm Devices* SAE J994b-1974.

### 3.10.13. Dispositifs de sécurité et protecteurs :

1) Des dispositifs de sécurité doivent protéger les éléments mobiles des machines. Ils doivent être conçus, construits et utilisés de manière à :

a) assurer une protection efficace et à prévenir tout accès de la zone dangereuse pendant leur fonctionnement ;

b) ne pas gêner le conducteur ;

c) fonctionner automatiquement ou moyennant un minimum d'effort ;

d) permettre facilement l'entretien et la réparation de la machine ;

e) ne pas présenter d'arrêtes vives, d'aspérités ou de barbes et à ne pas constituer en eux-mêmes une source de dangers ; et

f) être solidement fixés.

2) Si des éléments mobiles ne sont pas protégés du fait de leur emplacement ou par des protecteurs, on doit s'assurer que :

a) les extrémités saillantes des arbres de transmission sont protégées par des manchons ou des douilles ;

b) les collets tourants sont cylindriques et sans saillie ;

c) les vis de blocage, les boulons, les clavettes, les graisseurs et autres saillies d'éléments tourants sont noyés ou habillés de façon à empêcher tout contact ; et

d) les rainures de clavette non utilisées sont obturées ou enfermées dans un protecteur.

### 3.10.14. Meules : Toute meule doit :

a) à partir de 50 millimètres de diamètre, être équipée d'un protecteur compatible avec le travail à exécuter et offrant la protection la plus efficace contre les accidents ;

b) être serrée entre 2 plateaux de protection dont le diamètre minimal est au moins le 1/3 de son diamètre à moins qu'elle ne soit montée dans des mandrins cimentés à des plaques arrières métalliques ou fixée solidement à l'arrière d'une autre façon ;

c) avoir son porte-outil ou son support de travail fixé solidement et en aucun cas à plus de 3 millimètres de la meule ;

d) être inspectée avant son montage, en vue de déceler les fissures, le jeu excessif ou autres défauts ;

e) être utilisée à une vitesse inférieure à la vitesse maximale spécifiée par le fabricant ; et

f) ne pas être utilisée si elle est fissurée, brisée ou déséquilibrée.

### 3.10.15. Scies :

1) Les volants d'une scie à ruban et le brin ascendant du ruban doivent être placés dans des carters et le brin descendant du ruban doit être protégé entre les roulettes ou blocs de guidelame et le carter du volant supérieur.

2) Toute scie circulaire doit être pourvue d'un capot de protection couvrant les parties exposées jusqu'à la base des dents.

### 3.10.16. Tronçonneuse :

1) **Frein de chaîne** : Une tronçonneuse portative à moteur doit être munie d'un frein de chaîne et d'un dispositif permettant d'actionner ce frein.

2) **Vibrations** : Une tronçonneuse portative à moteur, doit être munie d'un système d'isolation des vibrations aux poignées avant et arrière, conçu et construit de façon à ce que le contrôle de l'opérateur sur la tronçonneuse ne soit pas affecté si un isolateur vient à céder.



3) L'employeur doit veiller à ce que l'utilisateur d'une tronçonneuse :

- a) ne la mette en marche que lorsque celle-ci repose sur une surface solide à plus de 3 mètres de l'endroit où le plein d'essence a été fait ;
- b) l'utilise en la tenant avec les deux mains et en ayant les pieds appuyés sur un point d'appui stable ;
- c) ne l'utilise pas plus haut que le niveau des épaules ;
- d) ne l'utilise pas à l'intérieur d'un bâtiment fermé si elle est munie d'un moteur à combustion interne ;
- e) arrête la chaîne lorsqu'il se déplace d'un lieu à un autre ; et
- f) l'ajuste et la huile seulement lorsque le moteur est arrêté.

### **3.10.17. Moteur à combustion interne :**

- 1) Aucun moteur à combustion interne ne doit être utilisé à proximité d'endroits où se trouvent des poussières explosives ou des vapeurs inflammables.
- 2) Les impuretés de l'air, produites à l'intérieur de toute construction fermée, doivent être éliminées dès leur point d'origine, afin de réduire leur concentration à un taux inférieur aux valeurs limites indiquées à l'annexe A du Règlement sur la qualité du milieu de travail (c. S-2.1, r.15).
- 3) Dès que le système de ventilation mécanique cesse de fonctionner, tout moteur à combustion interne doit être immédiatement arrêté et n'être remis en marche que lorsque le système de ventilation fonctionne à nouveau.

**3.10.18. Réparations :** Avant de procéder à des réparations, on doit s'assurer que les éléments en position levée, sont bien bloqués.

**3.10.19. Surlongueur de charges :** Lorsque le chargement excède de 900 millimètres, à l'arrière, la longueur d'un camion, on doit installer à l'extrémité du chargement :

- a) un drapeau carré rouge ayant au moins 300 millimètres de côté, le jour ; ou
- b) un feu clignotant ambre, la nuit.

### **§3.11. Chauffage temporaire**

**3.11.1.** Tout approvisionnement temporaire de chaleur doit être assuré au moyen d'appareils dont l'installation et le fonctionnement ne présentent aucun danger.

**3.11.2.** L'emploi d'appareils de chauffage à l'essence ou au naphte est interdit.

**3.11.3.** Tout appareil de chauffage à l'huile combustible ou au gaz, à l'exception de ceux dans lesquels l'air est en contact direct avec la flamme, doit être muni d'un conduit d'évent.

**3.11.4.** Tout appareil de chauffage par combustion doit être :

- a) situé, protégé et utilisé de façon qu'il n'y ait aucun risque de mettre le feu :
  - i. aux bâches des abris ou à tout autre abri temporaire similaire ; ou
  - ii. au bois ou à tout autre matière combustible placée à proximité ;
- b) utilisé dans un espace restreint seulement s'il y a :
  - i. un volume d'air suffisant pour une combustion normale ; et
  - ii. une ventilation suffisante ;
- c) protégé contre tout dommage ou danger de renversement ;
- d) situé de façon à ne pas obstruer les moyens d'évacuation ;
- e) si le combustible utilisé est solide, relié à une cheminée métallique afin d'évacuer à l'extérieur les produits qui se dégagent de la combustion ; et
- f) relié au réservoir de combustible liquide à l'aide de tuyauterie bien protégée contre tout dommage.

**3.11.5.** Les radiateurs électriques doivent être approuvés par l'ACNOR.

**3.11.6.** Les appareils de chauffage à l'huile combustible doivent être installés conformément à la norme Code d'installation pour équipement de combustion d'huile ACNOR B139 — 1971, à l'exception toutefois de la clause 12.3 de cette même norme.

**3.11.7.** Tout radiateur, appareil et équipement alimenté au gaz naturel et utilisé dans un chantier de construction doit :

- a) être conforme aux normes de la première et de la deuxième partie du Code des installations de gaz G40-1971 promulgué par l'ordonnance G-71 de la Régie de l'électricité et du gaz ; et

b) ne pas rejeter dans le milieu de travail des gaz qui auraient pour effet d'y augmenter la concentration des gaz au-delà des normes prescrites à l'article 2.10.8.

Le paragraphe b du premier alinéa s'applique également aux radiateurs à l'huile utilisés sur les chantiers de construction.

**3.11.8.** L'espacement des tuyaux de fumée et des appareils de chauffage à combustibles solides doit être conforme à la partie VI du Code du Bâtiment (c. S-3, r.2).

**3.11.9.** Les conduites de distribution d'air chaud et de reprise d'air doivent être faites d'un matériau incombustible et être suffisamment appuyées.

### §3.12. Alimentation en vapeur

**3.12.1.** L'alimentation en vapeur doit être assurée au moyen d'appareils dont l'installation et le fonctionnement ne présentent aucun danger.

**3.12.2.** Les conduites d'alimentation en vapeur doivent être clairement identifiées.

**3.12.3.** Personne ne doit débrancher ou entreprendre de réparer une section d'une conduite de vapeur, alors qu'elle est sous pression, avant de s'être assuré que toutes les précautions ont été prises afin de parer à tout danger.

**3.12.4.** Tout tuyau de vapeur d'un engin de battage de pieux doit être retenu par un câble d'acier ou une chaîne, pour éviter tout fouettement.

**3.12.5.** Tout système d'alimentation en vapeur doit être isolé ou protégé de façon qu'aucun travailleur ne puisse se trouver en contact avec la tuyauterie.

### §3.13. Alimentation en gaz comprimé

**3.13.1.** Les conduites d'air comprimé ou de gaz sous pression doivent être protégées contre tout choc ou clairement identifiées.

**3.13.2.** Personne ne doit débrancher ou entreprendre de réparer une section d'une conduite de gaz comprimé, alors qu'elle est sous pression, avant de s'être assuré que toutes les précautions ont été prises afin d'éviter tout danger.

**3.13.3. Ligne d'air :** Une ligne d'air doit répondre à l'une des exigences suivantes :

a) si elle est métallique, elle doit être placée de manière à se trouver à l'abri de tout choc pouvant être causé par l'équipement ou les véhicules automoteurs ;

b) si elle est flexible, elle doit être munie :

i. de collets reliés par une chaîne de chaque côté de l'accouplement ; ou

ii. d'un dispositif d'autoverrouillage ;

**3.13.4.** Les gaz inflammables ne doivent pas être entreposés avec des gaz qui entretiennent la combustion.

**3.13.5.** Toute bouteille de gaz comprimé doit être :

a) de construction solide et sûre pour résister aux pressions auxquelles elle est soumise ;

b) munie d'un dispositif limiteur de pression ;

c) conforme à la Loi sur les appareils sous pression et d'autres dispositions législatives (L.Q., 1979, c. 75 ; après refonte : Loi sur les appareils sous pression, L.R.Q., c. A-20.01) et à ses règlements ;

d) tenue à l'écart de tout radiateur et toute autre source de chaleur supérieure à 52°C ;

e) utilisée aux fins pour lesquelles elle est destinée ;

f) manipulée de façon à ne pas l'endommager et lorsqu'elle est utilisée doit être :

i. attachée debout ; ou

ii. retenue dans un chariot conçu à cette fin ; et

g) munie du capuchon-protecteur des soupapes, attachée debout, les soupapes en haut et retenue en place lorsqu'elle n'est pas utilisée.

### §3.14. Soudage et découpage

**3.14.1.** Les opérations de soudage et de découpage sont interdites à proximité de matériaux combustibles ou dans les lieux contenant des poussières, gaz ou vapeurs inflammables ou explosives, à moins que des précautions ne soient prises pour prévenir le feu ou les explosions.

**3.14.2.** Aux endroits où les travaux de soudage et de découpage sont normalement pratiqués et où des personnes autres que les soudeurs travaillent ou circulent, on doit installer des écrans de protection.

**3.14.3.** On ne doit effectuer aucun découpage, soudage ni aucun travail à flamme nue sur un récipient, un réservoir, un tuyau ou autre contenant pouvant contenir une substance inflammable ou explosive à moins que :

a) l'on n'ait prélevé des échantillons d'air indiquant que le travail peut être fait sans danger ; ou

b) l'on n'ait pris des dispositions pour assurer la sécurité des travailleurs.

**3.14.4.** Toute bouteille de gaz comprimé utilisée avec de l'oxygène pour le soudage ou le découpage doit être munie d'un clapet de retenue pour empêcher tout retour d'oxygène dans celle-ci.

### §3.15. Excavations et tranchées

#### 3.15.1. Services publics :

1) S'il y a des canalisations souterraines dans le périmètre des travaux à exécuter, on doit s'assurer de leur emplacement exact avant d'entreprendre le creusement.

2) Ces canalisations peuvent être débranchées temporairement, déplacées ou laissées en place, à condition :

a) que le service de voirie ou de distribution ait approuvé au préalable le procédé de creusage ;

b) qu'on adopte une méthode de travail propre à empêcher tout dommage aux conduites ; et

c) que des appuis soient mis en place provisoirement.

**3.15.2. Construction voisine :** S'il existe un danger que l'excavation ou la tranchée projetée menace la stabilité des constructions voisines et, par suite, la sécurité des travailleurs, il faut procéder au soutènement ou à la reprise des fondations en sous-œuvre et une copie des plans et devis des travaux doit être conservée sur le chantier.

#### 3.15.3. Stabilité des parois :

1) Les parois d'une excavation ou tranchée doivent être étançonnées solidement et avec des matériaux de qualité. Cet étançonnement doit se prolonger de 300 millimètres en dehors de l'excavation.

2) Cet étançonnement n'est pas exigé pour :

a) une excavation ou tranchée :

i. effectuée dans le roc solide ; ou

ii. où aucun travailleur n'est tenu de descendre ;

b) des parois où il n'y a pas de danger de glissement de terrain et dont la pente :

i. est inférieure à 45° à partir de moins de 1,2 mètre du fond ; ou

ii. à partir du fond, est de 600 millimètres mesurés verticalement pour chaque 300 millimètres mesurés horizontalement ; et

c) des parois dont la pente est plus raide que celle décrite au paragraphe b mais dont la nature du sol, la stabilité et la pente requise ont été déterminées par un ingénieur. Une copie de cette attestation doit être transmise conformément au paragraphe 4 de l'article 2.4.1.

3) L'étançonnement des parois doit être effectué au fur et à mesure de l'avancement des travaux à moins qu'il puisse se faire avant le début du creusage.

4) Au cours des travaux, les parois en pente doivent être inspectées fréquemment et on doit enlever :

a) toute pierre et tout matériau susceptible de s'y détacher ; et

b) toute masse surplombante.

5) Il est interdit :

a) de déposer des matériaux excavés à moins de 1,2 mètre du sommet des parois ;

b) de circuler ou de stationner des véhicules ou des machines à moins de 3 mètres du sommet des parois, à moins qu'un étançonnement renforcé n'ait été prévu en conséquence ; et

c) de laisser les parois se détériorer.

6) Les étançons doivent être enlevés par une personne expérimentée ou sous sa surveillance :

a) de bas en haut ; et

b) seulement aux endroits où les travailleurs n'ont plus accès.

#### 3.15.4. Tranchées :

1) Une échelle doit être prévue à tous les 15 mètres linéaires de tranchées ou par fraction de 15 mètres. Cette échelle doit s'appuyer sur le fond de la tranchée et s'élever jusqu'à 1 mètre au-dessus du sol.

2) Lorsque des travailleurs sont dans une tranchée, un homme expérimenté doit être posté en surface afin de déceler les failles, les éboulements ou toute autre source de danger.

#### 3.15.5. Barricades et signaux de danger :

1) Des barricades d'au moins 1 mètre de hauteur doivent être installées au sommet de toute excavation ou tranchée :

a) dont la profondeur excède 3 mètres ; ou

b) pouvant être une source de danger pour les travailleurs ou le public.

2) Des signaux lumineux doivent être disposés sur le pourtour des travaux et doivent rester allumés :

a) à partir d'une demi-heure après le coucher du soleil jusqu'à une demi-heure avant son lever ; et

b) en toute autre période où la visibilité est réduite.

**3.15.6. Égouttement :** Toute excavation ou tranchée doit être maintenue raisonnablement asséchée.

### **3.15.7. Caissons et pieux :**

1) Aucun travailleur ne doit pénétrer dans un caisson ou dans un trou de pieu à moins :

a) d'être protégé par un étançonnement en acier qui doit :

- i. être de résistance suffisante ;
- ii. couvrir toute la profondeur au-dessus du travailleur qui y travaille ; et
- iii. dépasser le sol d'au moins 300 millimètres ;

b) de porter un baudrier de sécurité relié à un câble de secours qui doit se prolonger jusqu'à la surface et être constamment surveillé par un autre travailleur jusqu'à ce qu'il soit remonté ;

c) d'accompagner chaque charge de matériaux évacués s'il ne peut se loger en dehors de la section du puits ; et

d) que des systèmes de ventilation et d'éclairage ne soient prévus.

2) Aucun travailleur ne doit pénétrer dans la base élargie d'un trou de pieu à moins que cette section ne soit étançonnée solidement.

### **3.15.8. Puits :**

1) Les parois des puits doivent être étançonnées conformément à l'article 3.15.3.

2) Pendant les travaux de creusage, le travailleur qui descend au fond doit porter un baudrier de sécurité conformément à l'article 3.15.7, à moins que les circonstances permettent l'utilisation d'échelles conformes à la sous-section 3.5.

### **3.15.9. Forage :** Une perforatrice doit être munie :

a) de tuyaux fournissant l'eau dans les trous lors du forage ; ou

b) d'un système d'aspiration mécanique des poussières produites par les foreuses.

**3.15.10. Âge minimal :** Tout travail dans les excavations et tranchées est interdit aux travailleurs de moins de 18 ans.

## **§3.16. Manutention et entreposage des matériaux**

### **3.16.1. Généralités :**

1) Tous les matériaux d'un chantier de construction doivent être utilisés, déplacés ou transportés sur le chantier ou déchargés d'un véhicule ou d'une pile de façon à ne pas compromettre la sécurité des travailleurs et du public.

2) La charge imposée à un ouvrage permanent ou provisoire lors de l'entreposage de matériaux ne doit pas excéder la charge permise.

### **3.16.2. Empilage de matériaux :**

1) L'empilage des matériaux doit s'effectuer de façon que les piles ne gênent pas :

a) la propagation de la lumière du jour ou de la lumière artificielle ;

b) le bon fonctionnement des machines et autres installations ;

c) la circulation dans les passages, allées, escaliers, ascenseurs ou près des portes ; et

d) le fonctionnement efficace du matériel de lutte contre l'incendie.

2) On ne doit pas empiler de matériaux contre les parois ou les cloisons des bâtiments sans s'être assuré qu'elles peuvent résister à la pression latérale.

3) Les matériaux ne doivent pas être empilés à une hauteur telle que la stabilité de la pile en soit compromise.

4) L'employeur doit fournir au préposé à l'entreposage, le matériel nécessaire pour atteindre le haut des piles.

5) La distance entre le côté d'une ouverture pratiquée dans un plancher ou dans un toit et la base d'une pile de matériaux doit être supérieure à la hauteur de la pile sauf si un dispositif empêche la chute des matériaux.

### **3.16.3. Levage et transport manuel de fardeaux :**

1) Lorsque le déplacement manuel d'un fardeau présente un danger, on doit mettre des appareils mécaniques à la disposition des travailleurs.

2) Aucun employeur n'a le droit d'exiger d'un travailleur qu'il manipule des matériaux dans des conditions dangereuses.

3) Les manutentionnaires doivent être instruits de la manière de soulever et de transporter les fardeaux.

4) Lorsqu'on fait monter ou descendre des fardeaux le long d'un plan incliné, on doit :

- a) éviter de se tenir du côté bas de la pente ; et
- b) guider le déplacement de l'objet au moyen de câbles, de cales, de coins ou autres dispositifs.

5) Si l'on déplace des objets à l'aide de rouleaux, on doit utiliser des outils conçus pour ce travail et ne pas se servir de ses mains ou de ses pieds pour changer la position des rouleaux en mouvement.

6) Pour le transport manuel d'objets qui présentent des arêtes vives ou des saillies dangereuses et pour la manutention des matières brûlantes, caustiques ou corrosives, on doit utiliser un équipement spécial de protection, conformément à la sous-section 2.10.

7) Les manutentionnaires travaillant en équipe doivent régler leurs mouvements sur des signaux bien compris afin d'en assurer la coordination.

### **3.16.4. Transporteur :**

1) La résistance d'un élément de charpente d'un transporteur doit être calculée de manière à supporter les charges et surcharges auxquelles il est exposé. L'élément de charpente doit satisfaire aux exigences de la partie IV du Code du bâtiment.

2) Un élément mobile doit être protégé conformément à l'article 3.10.13 s'il est situé à moins de 2 mètres d'un plancher accessible.

3) Un transporteur installé au-dessus d'un endroit de circulation ou de travail doit être muni d'un protecteur empêchant la chute d'objets.

4) Un transporteur aérien auquel le travailleur doit accéder doit être pourvu d'une passerelle sur toute sa longueur et muni d'un dispositif d'arrêt d'urgence placé à chaque poste de travail.

5) Il est interdit à un travailleur de monter sur un transporteur ou de se tenir sur la structure le supportant.

6) Un transporteur à godets vertical doit être entouré d'un protecteur plein :

- a) couvrant toute la longueur ; et
- b) pourvu d'une porte ou d'une partie démontable pour l'inspection, le nettoyage et les réparations ; l'ouverture de cette porte ou l'enlèvement d'une partie démontable doit produire un arrêt automatique du transporteur.

### **3.16.5. Produits chimiques dangereux :**

1) L'entreposage et la manutention de produits chimiques dangereux doivent être effectués de façon à éviter de les renverser ou d'y mettre le feu. On doit donc prendre les mesures suivantes :

a) ranger à part tout produit chimique qui, en se mêlant à d'autres substances, peut provoquer un incendie ou une explosion, ou peut libérer des gaz inflammables ou toxiques ;

b) maintenir les récipients, les canalisations et les appareils en bon état ; et

c) nettoyer immédiatement les planchers ou les étagères sur lesquels un produit a été renversé.

2) Il ne faut entreposer dans un bâtiment en construction que la quantité de liquides inflammables, contenus dans des bidons de sûreté, nécessaire pour une journée de travail, à moins que l'entreposage ne puisse se faire dans une chambre de résistance au feu d'au moins 2 heures et ventilée.

3) Un récipient de sécurité pour substances inflammables, corrosives ou toxiques doit :

- a) être approprié à la substance contenue ;
- b) porter une étiquette indiquant :
  - i. le contenu ;
  - ii. les dangers résultant de son emploi ;
  - iii. les usages interdits ; et
  - iv. les mesures de sécurité à prendre avant, pendant et après son emploi.

4) En plus de répondre aux exigences de l'article 3.13.5, toute bouteille de gaz comprimé ne doit pas être :

- a) soulevée à l'aide d'élingues ou d'aimants ; et
  - b) exposée aux chocs ou aux chutes.
- 5) L'oxygène ne doit pas être employé pour :
- a) faire fonctionner des outils à air comprimé ;
  - b) ventiler ;
  - c) obtenir une pression ;
  - d) nettoyer ; ou
  - e) faire démarrer des moteurs à combustion interne.

6) Les substances corrosives doivent être manipulées avec soin et entreposées :

- a) à l'écart des lieux où les risques d'incendie sont grands ;
- b) à l'écart des matières oxydantes ;
- c) à l'abri des rayons directs du soleil ;
- d) dans des endroits frais et bien ventilés ; et
- e) dans des récipients :

- i. tenus fermés ; et
  - ii. dont le contenu est clairement indiqué.
- 7) Les substances toxiques doivent être entreposées :
- a) à l'écart des lieux où les risques d'incendie sont grands et loin des sources de chaleur ;
  - b) à l'écart des matières oxydantes ;
  - c) dans des endroits frais et bien ventilés avec des écriteaux indiquant la nature du danger ; et
  - d) dans des cylindres clairement identifiés.

**3.16.6. Bois de construction :** Le bois de construction en réserve doit être empilé soigneusement. Les piles doivent être :

- a) supportées à une certaine hauteur du sol ;
- b) faites de couches horizontales entrecroisées et légèrement inclinées ; et
- c) stabilisées à l'aide de traverses ou de coins si elles ont plus de 1,2 mètre de hauteur.

**3.16.7. Éléments de maçonnerie :** Les éléments de maçonnerie doivent être empilés :

- a) sur des madriers, une plate-forme ou autre base à niveau ;
- b) par rangées, sur toute l'étendue des piles ;
- c) de telle sorte que la face des piles ne dépasse pas 1,8 mètre de hauteur ;
- d) en gradins, lorsque la hauteur de l'empilage dépasse 1,8 mètre ;
- e) en plaçant des traverses de bois entre les rangées afin d'éviter que la pile ne s'écroule, lorsque sa hauteur dépasse 1,8 mètre ;
- f) en plaçant des liens au besoin pour assurer la stabilité de la pile.

**3.16.8. Tuyaux :** Les tuyaux doivent être empilés sur les dispositifs suivants :

- a) des râteliers ou des étagères solides ;
- b) des tasseaux de bois munis de taquets d'arrêt à leurs extrémités ; ou
- c) des barres de métal dont les extrémités sont coupées vers le haut.

**3.16.9. Matériaux en sacs :** Les sacs de matériaux doivent être :

- a) empilés en les croisant par couches horizontales bien régulières dont le nombre doit être inférieur à 10, à moins que :
  - i. les sacs ne soient entreposés dans des réservoirs ou des enclos ; et
  - ii. les faces des piles ne s'appuient sur les côtés de ces réservoirs ou enclos ; et
- b) enlevés des piles de façon que le sommet de la pile reste horizontal.

### **3.16.10. Objets de section circulaire :**

1) Lorsqu'on empile des tonneaux, des fûts ou des barils :

- a) pleins, sur leur fond, la hauteur des piles doit être limitée et 2 planches disposées côte à côte doivent être placées entre les rangées superposées ;
- b) vides, reposant sur leur face latérale, les piles doivent être régulières, stables et tous les récipients de la rangée inférieure doivent être soigneusement stabilisés à l'aide de cales.

2) Le paragraphe 1 s'applique aussi aux tuyaux de grand diamètre, aux rouleaux de papier ou à tout autre objet de section circulaire.

### **§3.17. Travail sous l'eau**

**3.17.1.** Avant de commencer tout travail sous l'eau, l'entrepreneur doit :

- a) informer l'inspecteur en chef ou l'OCQ selon le cas, si le travail exige une décompression des travailleurs affectés à ce travail ;
- b) si le travail s'effectue à plus de 30 mètres de profondeur, fournir à l'inspecteur en chef ou à l'OCQ, selon le cas, les informations suivantes :
  - i. la procédure de travail incluant celle prévue en cas d'urgence ;
  - ii. les tables de décompression ;
  - iii. un rapport sur la qualification et l'expérience de ses plongeurs ;
  - iv. la composition du mélange gazeux ; et
  - v. la proportion en pourcentage, en partie par million ou en milligrammes par mètre cube selon le cas de tous ses constituants ;
- c) s'assurer que les travailleurs affectés à ce travail :
  - i. sont qualifiés ;

- ii. sont capables de subir l'épreuve de caisson de recompression si nécessaire ;
- iii. ont subi un examen médical ; et
- iv. ont au moins 18 ans ;
- d) s'assurer de la bonne compréhension des signaux à employer ;
- e) indiquer et délimiter la zone de travail par des fanions de plongée ;
- f) s'assurer que les bouteilles de gaz comprimé ont subi une épreuve hydrostatique à une pression de 1 fois ½ celle normalement utilisée. Cet essai doit être renouvelé tous les 5 ans ; et
- g) fournir un deuxième système d'alimentation en air.

**3.17.2. Équipement et accessoires de plongée :** L'équipement et les accessoires de plongée nécessaires pour tout travail sous l'eau doivent :

- a) être de bonne qualité et appropriés à la profondeur que le travailleur est susceptible d'atteindre ;
- b) être appropriés à la nature des opérations à exécuter ;
- c) avoir été préalablement mis à l'essai et inspectés ; et
- d) être constamment tenus en bon état.

**3.17.3. Air d'alimentation :** Pour des travaux exécutés à des profondeurs pouvant atteindre 55 mètres, l'air d'alimentation peut être de composition naturelle et ne doit contenir aucune impureté toxique.

**3.17.4. Caisson de recompression :** Lorsqu'un travailleur descend à plus de 15 mètres sous l'eau, un caisson de recompression doit être disponible sur les lieux de la plongée. Ce caisson doit :

- a) posséder un système de communication avec l'extérieur ;
- b) être de dimensions suffisantes pour les usagers ;
- c) être pourvu de regards en verre de sûreté ;
- d) être sous la responsabilité d'une personne compétente ;
- e) être ventilé ;
- f) être pourvu d'inhalateurs :
- i. en nombre égal aux personnes qu'il peut contenir ;

- ii. qui permettent l'alimentation d'oxygène pur ou du mélange de gaz employé durant la plongée ; et
- iii. associés à un déverseur qui rejette le gaz respiré directement à l'extérieur du caisson ; et
- g) être construit et aménagé avec des matériaux incombustibles.

**3.17.5.** Tout travailleur affecté à un travail sous l'eau doit :

- a) être placé sous la garde continue d'un autre travailleur posté en surface ;
- b) être relié au guide par une corde-signal et un système de communication par téléphone ou l'équivalent ; et
- c) porter une plaque d'identité ou un bracelet médical indiquant qu'il travaille sous l'eau et qu'il doit être conduit au caisson de recompression en cas d'urgence.

**3.17.6.** Tout travail de soudage ou de découpage sous l'eau doit être fait :

- a) à une tension ne dépassant pas 110 volts en courant continu ;
- b) à une tension ne dépassant pas 42 volts en courant alternatif ;
- c) en employant des outils bien isolés et en portant des gants de caoutchouc ; et
- d) en ayant soin de mettre à la terre les appareils utilisés.

**3.17.7.** Lors des travaux à l'explosif, la ligne de tir ne doit pas être reliée à l'exploseur avant que tous les travailleurs ne soient hors de l'eau, à l'abri d'une surface solide au sol ou à une distance d'au moins 800 mètres sur l'eau.

**3.17.8.** Tout travailleur ayant travaillé sous l'eau doit remonter à la surface de manière à éviter les malaises dus à la décompression. La remontée doit se faire par paliers conformément à la table de remontée de l'annexe 1.

**3.17.9.** Lorsque des plongées successives sont nécessaires, c'est-à-dire, des plongées différentes dont le délai entre elles est inférieur à 12 heures, les précautions suivantes doivent être prises :

- a) la décompression après chaque plongée doit être calculée comme si la durée de la plongée était égale à la somme des temps des différentes plongées et la profondeur égale à la profondeur maximale des plongées précédentes ;
- b) après une plongée dont la durée a dépassé la limite de sécurité, aucune autre plongée ne doit être entreprise avant une période de 12 heures ;

c) la durée totale des plongées successives doit être limitée de telle sorte que le temps nécessaire à la décompression soit inférieur à 75 minutes ; et

d) après une plongée effectuée à 36 mètres ou plus et dont la durée dépasse la limite de sécurité, le plongeur doit demeurer à proximité immédiate d'un caisson de recompression pendant au moins 4 heures après sa remontée.

### §3.18. Démolition

#### 3.18.1. Règles à respecter avant la démolition :

1) Sept jours avant le début de la démolition d'un bâtiment ou d'une charpente, l'entrepreneur doit remettre à l'inspecteur en chef ou à l'OCQ selon le cas, un avis de démolition ainsi que son procédé de démolition. La démolition de toute dalle ou charpente en béton précontraint doit être faite selon un procédé établi par un ingénieur qualifié dans ce domaine.

2) Si l'entrepreneur désire utiliser un procédé de démolition mécanique, il doit au préalable faire accepter son procédé par l'inspecteur en chef ou l'OCQ selon le cas. Il doit indiquer la force de la machine, le poids de la boule de démolition, l'espace réservé pour les décombres, les phases successives de la démolition, les restrictions et ententes avec les services publics.

3) Les branchements particuliers d'eau, de gaz, d'électricité et les autres canalisations doivent être coupées à l'endroit et de la façon déterminée par les autorités compétentes. Ces branchements doivent être réinstallés à l'abri de tout dommage et ne doivent pas être une source de danger pour les travailleurs et le public.

4) Tout bâtiment ou partie de bâtiment en démolition doit être solidement étayé ou soutenu afin d'éviter tout danger d'écroulement.

5) On doit prévoir l'étayage des constructions voisines afin de s'assurer de leur stabilité et d'éviter tout effondrement.

6) On doit enlever toutes les vitres des ouvertures extérieures avant de commencer les travaux de démolition.

7) Tout trottoir ainsi que toute voie de circulation longeant un chantier de démolition doivent en être séparés par un passage couvert et fermé du côté de la construction à démolir conformément à l'article 2.7.2. Cependant, ce passage couvert peut être remplacé par une palissade si le trottoir ou la voie de circulation est à plus de la moitié de la hauteur du bâtiment et si la hauteur de ce bâtiment ne dépasse pas 7,5 mètres.

8) Sur un chantier de démolition, tout travailleur doit porter l'équipement de protection individuelle mentionné à la sous-section 2.10.

9) On doit interdire au public l'accès de tout bâtiment préparé pour la démolition.

10) On doit installer des signaux de chantier et des signaux lumineux là où le public peut être exposé à un danger quelconque.

11) Tous les travaux de démolition doivent être sous la surveillance continue d'un contremaître compétent.

12) Il est interdit à tout employeur de faire travailler à la démolition des personnes de moins de 18 ans.

#### 3.18.2. Règles à respecter pendant la démolition :

1) Pendant la démolition, il faut prendre les précautions suivantes :

a) abattre la poussière ;

b) interdire de brûler des débris sur le chantier sans autorisation ;

c) ne pas surcharger les planchers ;

d) placer des supports solides aux endroits où sont installés des chèvres, derricks et autres appareils de levage du même genre ;

e) ériger tout échafaudage ou plate-forme en équilibre stable ;

f) empiler ou enlever les matériaux garnis de clous en saillie ou arracher ou rabattre ces clous ;

g) ménager des entrées et sorties à l'abri des dangers ;

h) dans les bâtiments de plus de 7,5 mètres de hauteur, planchéier les ouvertures extérieures en deçà de 6 mètres de tout puits ou chute à débris ;

i) planchéier les ouvertures de plancher au-dessous du niveau de démolition et non utilisées pour fins d'enlèvement de débris ;

j) conserver les escaliers et les rampes le plus longtemps possible ; et

k) appliquer la sous-section 3.3 même lorsque les travaux de démolition sont suspendus.

2) Les travaux de démolition doivent être exécutés en respectant les règles suivantes :

a) la démolition doit s'effectuer systématiquement depuis le toit jusqu'au sol ;

b) il faut terminer la démolition et le déblaiement d'un étage avant que ses supports ne cèdent ou soient enlevés ;

c) l'ossature d'acier peut rester en place pendant la démolition de la maçonnerie. Cependant elle doit être dé-



barrassée de tout matériau à mesure que la démolition de la maçonnerie progresse ;

d) aucune poutre, colonne ou autre élément de charpente ne peut être coupé ou détaché des autres sans avoir été libéré auparavant de tout ce qu'il supporte ;

e) des étais solides doivent être installés pendant la démolition des planchers en béton ou en maçonnerie. On doit aussi installer des passerelles ou des madriers pour les travailleurs et leur interdire l'accès des endroits situés en dessous de l'aire de ces travaux ;

f) la démolition de la maçonnerie doit s'effectuer par couche à peu près de niveau et non par masses afin de ne pas diminuer la solidité de la charpente et des supports ;

g) les supports de corniches et des autres projections doivent rester en place jusqu'à l'enlèvement de ces dernières ;

h) il est interdit de travailler au sommet d'un mur, d'un pilier ou d'une cheminée à moins qu'il existe un échafaudage tout autour et à une distance n'excédant pas 3 mètres du niveau où s'effectue le travail ;

i) il est interdit de laisser sans avoir pris des mesures de protection un mur, une cheminée ou tout autre élément de charpente pouvant s'écrouler sous l'effet du vent ou des vibrations ;

j) il faut assurer une surveillance constante pendant le cours des travaux afin de prévenir les accidents ; et

k) il faut utiliser des lits de sable pour amortir les chutes des matériaux.

3) Le déblaiement, l'enlèvement et le transport des débris doit se faire de la façon décrite à l'article 3.1.2.

**3.18.3. Procédé mécanique de démolition :** La démolition par abattage des murs ou des planchers à l'aide d'une boule de démolition, pelle mécanique ou autre machine du même genre doit être exécutée selon les prescriptions suivantes :

a) la partie à démolir mécaniquement ne doit pas être à plus de 25 mètres de hauteur du sol ;

b) seuls les travailleurs peuvent pénétrer dans la partie à démolir mais lorsque des machines y sont en marche, seuls les conducteurs de ces machines peuvent y avoir accès ;

c) lorsque le public peut y avoir accès, l'entrepreneur est tenu de délimiter, autour du bâtiment, une aire de démolition à l'aide de barrières distantes de la partie à démolir de 1 fois  $\frac{1}{2}$  sa hauteur et d'une clôture là où le public peut y pénétrer ;

d) les commandes de l'outillage utilisé pour ce travail doivent pouvoir être manoeuvrées d'une distance raisonnable des points d'impact ; et

e) la longueur des câbles de retenue de la boule de démolition doit être telle qu'il soit impossible à la boule d'atteindre toute autre surface que la section à démolir.

**3.18.4. Démolition à l'explosif :** Dans le cas de la démolition à l'explosif, l'employeur doit :

a) obtenir de l'inspecteur en chef ou de l'OCQ, selon le cas, l'autorisation de procéder de cette façon ;

b) avertir de la date du début des travaux et soumettre à l'inspecteur en chef ou à l'OCQ, selon le cas, les détails pertinents à ce procédé de démolition ; et

c) assurer une surveillance continue pendant la démolition.

**3.18.5. Règles à respecter après la démolition :** Les mesures suivantes doivent être prises après la démolition :

a) des clôtures doivent être placées autour des caves et des excavations afin d'en interdire l'accès au public, à moins qu'elles ne soient complètement comblées au niveau du sol ;

b) les trottoirs, rues ou voies publiques doivent être débarrassés de toute obstruction temporaire placée pour la durée des travaux et doivent être remis en leur état original ; et

c) l'emplacement de la construction démolie doit être nettoyé et débarrassé de tout ce qui peut causer des accidents, des incendies ou nuire à la santé publique.

**3.18.6.** Les articles 3.18.1, 3.18.2 et 3.18.5 s'appliquent à tous les types de démolition.

### §3.19. Travail sur échasses

**3.19.1.** Le travail exécuté sur des échasses ou autres appareils similaires est interdit en tout temps.

## SECTION IV MANUTENTION ET USAGE DES EXPLOSIFS

### §4.1. Dispositions générales

**4.1.1.** Aucun explosif ne doit être utilisé sur un chantier si chaque boîte ou contenant d'explosifs ne porte lisiblement imprimés ou marqués :

a) le nom du fabricant ;

b) le nom connu de l'explosif ;

- c) la date de sa fabrication ; et
- d) la puissance de l'explosif.

**4.1.2.** Les explosifs et leurs accessoires doivent être :

- a) protégés contre les chocs, les frictions, le feu, les flammes et les étincelles ;
- b) à l'abri de la pluie et de la neige ; et
- c) placés dans un endroit aéré.

**4.1.3.** Les explosifs, détonateurs, amorces électriques et microconnecteurs, dont la date de fabrication est la plus ancienne, doivent être employés les premiers.

**4.1.4.** Les explosifs ou accessoires détériorés doivent être maniés avec grands soins et détruits sans retard conformément aux recommandations du fabricant.

**4.1.5. Emploi d'explosifs à basse température :**

- 1) Il est interdit de faire usage d'explosifs gelés.
- 2) Afin de s'assurer du bon fonctionnement des explosifs lorsqu'il y a risque de gel, le boutefeu doit :
  - a) entreposer les explosifs dans une chambre chaude ;
  - b) employer des explosifs dont le point de congélation est inférieur à la température du lieu où sont exécutés les travaux ; ou
  - c) employer des agents de sautage sous forme de bouillie en se servant de détonateurs appropriés à leur explosion.

**4.1.6.** Aucun explosif, détonateur, amorce électrique ou autre accessoire ne doit être abandonné.

**4.1.7.** L'employeur doit veiller à ce que personne ne fume :

- a) à l'intérieur ou près de tout endroit où des explosifs et accessoires de dynamitage sont emmagasinés ; et
- b) pendant la manipulation ou le transport d'explosifs ou d'accessoires de dynamitage.

**4.1.8.** Il est interdit de transporter manuellement des explosifs en même temps que des agents détonants.

**§4.2. Certificat de boutefeu**

**4.2.1. Boutefeu :** Une personne qui exécute des travaux de dynamitage doit détenir un certificat de boutefeu. Ce certificat est émis pour une période de 2 ans et doit être renouvelé à la date de l'anniversaire de naissance du détenteur.

**4.2.2. Aide :** Un boutefeu ne peut être assisté par plus de 2 aides qui ne détiennent pas de certificat. Il doit exercer une surveillance visuelle à leur égard.

**4.2.3.** Le candidat au certificat de boutefeu doit :

- a) être âgé de 18 ans ou plus ;
- b) fournir une preuve écrite à l'effet que son comportement, ses connaissances et son expérience le rendent apte à l'usage des explosifs ; et
- c) réussir avec un pourcentage de 80% l'examen écrit préparé à cet effet par l'inspecteur en chef.

**4.2.4.** L'examen de boutefeu sert à déterminer les connaissances du candidat sur la présente section. Si le candidat échoue à l'examen, il peut se présenter à nouveau dans les délais suivants :

- a) 1<sup>er</sup> échec : 1 mois après l'examen initial ;
- b) 2<sup>e</sup> échec : 3 mois après le second examen.

Si le candidat échoue au troisième examen, il doit avant de se présenter à un nouvel examen, apporter la preuve écrite qu'il a suivi un cours relatif à la manutention et à l'usage des explosifs reconnu par l'inspecteur en chef.

**4.2.5. Réexamen :** L'inspecteur en chef peut faire subir un nouvel examen à un boutefeu suspendu par son employeur selon l'article 4.2.6 ou dont le certificat est révoqué ou suspendu selon l'article 4.2.9, à la fin de la période de suspension.

**4.2.6. Suspension du boutefeu par l'employeur :** L'employeur du boutefeu doit suspendre, pour une période pouvant aller jusqu'à 3 mois, un travailleur trouvé coupable de négligence dans ses fonctions, s'il refuse de se soumettre au présent code, et rapporter cette suspension à l'inspecteur en chef. De plus, le travailleur doit demander la levée de cette suspension à l'inspecteur en chef, à la fin de cette période.

**4.2.7. Accident :** S'il survient un accident par l'usage d'explosifs, l'employeur doit immédiatement aviser l'inspecteur en chef et lui présenter un rapport complet de l'accident dans un délai de 48 heures.

**4.2.8. Rapport :** Le rapport d'accident prévu à l'article 4.2.7 doit contenir :

- a) les nom et numéro des certificats des boutefeux impliqués ;
- b) les nom et profession des personnes blessées ou tuées, s'il y a lieu ;

- c) une description complète de la méthode et des explosifs utilisés lors du dynamitage ; et
- d) un compte rendu des faits de l'accident.

**4.2.9. Révocation du certificat :** L'inspecteur en chef peut suspendre ou révoquer un certificat de boutefeu si le détenteur est trouvé coupable de négligence criminelle dans ses fonctions, s'il refuse de se soumettre à la présente section ou s'il ne réussit pas avec succès l'examen prévu à l'article 4.2.5. L'inspecteur en chef doit aviser par écrit le boutefeu de la révocation ou de la suspension de son certificat.

#### §4.3. Transport des explosifs

**4.3.1.** Les véhicules utilisés pour le transport des explosifs doivent être propres à cet usage et être en excellent état de fonctionnement à tous les égards.

**4.3.2. Transport d'explosifs :** La partie du véhicule dans laquelle les explosifs sont transportés doit être un fourgon, réservoir, compartiment ou coffre fixe, complètement fermé, sous clef et ignifuge.

**4.3.3.** On peut transporter dans un même véhicule des explosifs et des détonateurs lorsque :

- a) l'emballage des détonateurs ne peut s'ouvrir ou se briser ;
- b) le nombre total des détonateurs ne dépasse pas 5 000 détonateurs no 6 ou leur équivalent ; et
- c) les détonateurs sont séparés des autres explosifs par une cloison en bois épaisse de 15 centimètres et s'élevant à au moins 15 centimètres au-dessus de plus haut niveau atteint par les explosifs empilés dans le véhicule.

**4.3.4.** L'intérieur du véhicule où se trouvent les explosifs ne doit contenir ni métal, ni acier, à moins que ces derniers ne soient recouverts de cuir, de bois, d'une bâche ou d'une autre substance du même genre.

**4.3.5.** Un véhicule transportant plus de 25 kilogrammes d'explosifs doit être muni d'un extincteur de type 10BC au minimum ou l'équivalent.

**4.3.6.** Un véhicule transportant ou contenant plus de 25 kilogrammes d'explosifs doit porter les mots EXPLOSIFS-EXPLOSIVES inscrits à la peinture lumineuse, en lettres hautes d'au moins 150 millimètres, sur un fond faisant contraste, en avant, en arrière et des deux côtés du véhicule. Cette inscription doit être enlevée ou recouverte quand le véhicule ne transporte ou ne contient pas d'explosifs.

#### 4.3.7. Chargement et déchargement :

1) L'employeur doit s'assurer que toute personne occupée au chargement ou au déchargement d'explosifs dans un véhicule ou à la conduite de ce véhicule prend toutes les précautions nécessaires pour éliminer les risques d'incendie ou d'explosion. Il doit en outre empêcher les personnes non autorisées d'avoir accès aux explosifs.

2) Le chargement ou le déchargement d'explosifs doit se poursuivre sans arrêt et se faire avec le moins d'interruptions possible.

3) On ne doit pas mettre en marche le moteur d'un véhicule au cours du chargement ou du déchargement d'explosifs.

**4.3.8.** Le conducteur d'un véhicule qui transporte des explosifs ne doit pas faire d'arrêt inutile. S'il doit stationner ou faire le plein, il doit couper l'allumage et appliquer les freins.

**4.3.9.** Seul le conducteur et les personnes participant à la manipulation d'explosifs sont autorisés à monter dans un véhicule transportant des explosifs.

**4.3.10. Véhicule muni d'un émetteur radio :** A moins que les amorces électriques ne soient dans leur emballage original, on doit pour leur transport dans un véhicule équipé d'un émetteur radio :

- a) placer les amorces dans une caisse métallique fermée et recouverte à l'intérieur d'un matériau mou comme le bois ; et
- b) ne pas employer l'émetteur pendant qu'on les place ou qu'on les sort de la caisse.

**4.3.11.** On doit fermer l'émetteur radio à l'approche des lieux d'un tir électrique à une distance inférieure à celle que prévoit l'annexe 2.1.

**4.3.12.** L'employeur doit placer, près des lieux de dynamitage, des indications pour signaler l'obligation de fermer l'émetteur radio, à tout conducteur d'un véhicule.

#### §4.4. Entreposage des explosifs

**4.4.1.** Le dépôt doit :

- a) être construit en conformité avec le Règlement d'application de la Loi sur les explosifs (c. E-22, r.1) ;
- b) être situé à la distance établie au tableau de l'annexe 2.3. S'il s'avère impossible d'entreposer des explosifs à ces distances, l'employeur peut entreposer pour usage immédiat à des distances inférieures, une quantité maxi-

male de 250 kilogrammes d'explosifs ou de 7 500 détonateurs ou amorces ;

c) servir uniquement à entreposer des explosifs ou accessoires de dynamitage ;

d) être fermé à clef ;

e) être sous la surveillance et sous la responsabilité du boutefeu qui seul en détient la clef ;

f) être tenu propre à l'intérieur, revêtu ou recouvert de façon à ce qu'il n'y ait ni fer ni acier laissé à nu, et qu'aucune particule d'un corps rugueux, de fer, d'acier ou d'une substance semblable ne puisse se détacher ni entrer en contact avec les explosifs contenus dans ce dépôt ; et

g) être de couleur aluminium et les mots **EXPLOSIFS — EXPLOSIVES** doivent y être inscrits, sur tous les côtés et sur le dessus, en lettres rouges d'au moins 75 millimètres de hauteur.

**4.4.2.** En dehors des heures de travail, les explosifs, les détonateurs, amorces électriques et autres accessoires doivent :

a) être retournés aux fournisseurs ; ou

b) être entreposés selon le Règlement d'application de la Loi sur les explosifs.

**4.4.3. Substances dangereuses :** Toute substance inflammable de même que tout produit susceptible de provoquer un incendie ou une explosion doivent être gardés aussi loin du dépôt que l'exige la sécurité.

**4.4.4.** Les détonateurs, les amorces électriques et les microconnecteurs doivent être entreposés dans un dépôt autre que celui qui contient des explosifs ou du cordeau détonant.

**4.4.5.** Les cordons ne doivent pas être entreposés avec les détonateurs. Cependant, ils peuvent être entreposés avec les autres explosifs.

**4.4.6.** Le cordeau enflammant doit être entreposé, à part des autres explosifs, dans un contenant fermé à clef.

**4.4.7. Boîtes :** Les boîtes ou contenants d'explosifs doivent être placés de façon que l'ouverture soit toujours vers le haut. Aucune boîte ou contenant ne doit être ouvert à l'intérieur d'un dépôt.

**4.4.8. Registre :** Tout employeur doit tenir un registre qui indique :

a) les noms des boutefeux auxquels des explosifs ont été expédiés ou livrés ;

b) la date de l'expédition ou de la livraison des explosifs ;

c) les détails précis relativement à la quantité et la nature des explosifs expédiés, livrés ou reçus ; et

d) le nom et l'adresse de chaque personne dont il reçoit des explosifs.

**4.4.9.** Les contenants vides ayant contenu des explosifs doivent être :

a) brûlés en plein air, sous réserve des règlements municipaux relatifs aux feux de plein air ;

b) retournés au fabricant ; ou

c) défaits manuellement.

#### §4.5. Forage

**4.5.1.** Il est interdit de forer à une distance inférieure à :

a) 150 millimètres d'un fond de trou ou d'un trou ayant fait canon ;

b) 600 millimètres d'un coup raté. De plus, le forage doit être dirigé de façon à ne pas s'en approcher. Cette distance doit être augmentée si l'existence de fissures dans les roches fait craindre que l'explosif ne se soit répandu à l'intérieur ;

c) 7,5 mètres de tout trou chargé ou de tout lieu de chargement d'explosifs à moins que des spécifications décrivant les mesures de sécurité à prendre pour prévenir toute détonation accidentelle des explosifs situés dans un trou chargé, par le forage d'un autre trou, aient été préparées et portent la signature et le sceau d'un ingénieur et que le forage et le dynamitage soient exécutés conformément à ces spécifications dont une copie doit être disponible sur le chantier au moment du forage et du dynamitage. Cependant, aucun trou ne peut être foré à moins de 1,5 mètre d'un trou contenant des explosifs.

**4.5.2.** Le diamètre du trou doit être, dans toutes ses sections, légèrement supérieur au diamètre des cartouches utilisées.

**4.5.3.** La vérification de tous les trous d'une même volée, leur curage et au besoin leur rectification doivent être effectués avant le début du chargement.

#### §4.6. Chargement des explosifs

**4.6.1. Amorçage interdit :** Il est interdit de sertir les détonateurs aux mèches ou de préparer des cartouches-amorces dans un endroit où des explosifs sont entreposés.

**4.6.2.** Il ne faut préparer que la quantité de cartouches-amorces nécessaire pour le tir des trous d'une même volée.

**4.6.3. Mèche de sûreté :** La mèche de sûreté doit être coupée à angle droit pour son insertion dans le détonateur et le sertissage doit être effectué avec un appareil à sertir recommandé et en bon état de fonctionnement.

**4.6.4.** La mèche de sûreté doit être maniée avec soin et il faut éviter de la tordre ou de la meurtrir lors du bourrage. On ne doit pas utiliser de mèche de sûreté endommagée.

**4.6.5.** La mèche de sûreté doit mesurer au moins 900 millimètres et elle doit être assez longue pour ressortir du trou de mine.

**4.6.6.** On doit placer les explosifs en piles séparées par une distance conforme à l'annexe 2.3.

**4.6.7. Chargement interdit :** Aucun explosif ne doit être chargé dans un trou de mine à moins de 7,5 mètres d'une opération de forage sauf dans une zone de pergélisol.

**4.6.8. Bourroir en bois :** Pour le chargement, on doit employer uniquement un bourroir en bois ou d'un matériau non métallique, qui n'expose aucune pièce extérieure en métal.

**4.6.9.** Il est interdit de charger un trou quand il est encore chaud, soit par suite d'un sautage précédent, soit par suite du forage ou pour toute autre cause.

**4.6.9.1. Tampon de protection :** Un tampon de protection tel que prévu à l'annexe 2.5 doit être intercalé entre la charge explosive et le bourrage normal.

**4.6.10.** L'obturation des trous de mine doit s'opposer efficacement au débouillage. Les premières bourres doivent être tassées doucement et le bourrage s'effectue ensuite progressivement plus énergique.

**4.6.11.** Aux premiers signes d'un orage, les opérations de chargement et de branchement des amorces électriques doivent être interrompues. Si des trous sont déjà chargés et amorcés, la zone dangereuse doit être évacuée et son accès interdit.

**4.6.12. Tir électrique :** Dans le cas du tir électrique, la ligne de tir doit être constituée sur toute sa longueur par 2 conducteurs isolés l'un de l'autre ainsi que par rapport à la terre et à toute autre masse conductrice et être amenée jusqu'à proximité du point de tir. Ces conducteurs ne doi-

vent ni être câblés avec des conducteurs destinés à quelque autre usage que ce soit, ni être placés dans les mêmes tubes qu'eux, ni pouvoir venir en contact avec eux. Les raccords dénudés entre la ligne de tir et les fils des amorces, ou ceux des fils d'amorces entre eux, ne doivent être en contact ni avec le terrain ni avec le matériel.

**4.6.13.** Toutes les amorces électriques doivent être vérifiées avec un galvanomètre approprié immédiatement avant le chargement et les tiges d'amorces doivent être court-circuitées en les enroulant ensemble jusqu'au moment de les relier à la ligne de tir.

Le circuit entier doit être vérifié d'une manière similaire avant de relier les tiges d'amorce à la ligne de tir.

**4.6.14. Exploseur :**

1) L'exploseur doit être entreposé dans un endroit sec et frais.

2) L'exploseur doit être tenu en bon état de fonctionnement et vérifié régulièrement.

3) La capacité de chaque exploseur doit être clairement indiquée et ne jamais être dépassée. Seul le boutefeux dispose des organes de manoeuvre de ces appareils.

**4.6.15. Cordeau détonant :** Lorsqu'on utilise le cordeau détonant, il faut respecter les conditions suivantes :

a) on ne doit pas employer dans un même trou des bouts de cordes épissés ;

b) on doit couper de son rouleau le cordeau dérivé après l'amorçage et ne laisser dépasser de l'orifice du trou qu'une longueur de cordeau suffisante pour parer à un enfoncement possible de la charge avant le raccord final ;

c) les raccords des cordes principaux aux cordes dérivés des trous de mine doivent être à angle droit ; et

d) lors de l'amorçage du cordeau détonant avec un détonateur ou une amorce électrique, le bout contenant la charge explosive doit être dirigé vers l'onde détonatrice prévue.

**4.6.16. Préparation du mélange NA/H :** La préparation d'un mélange de nitrate d'ammoniaque et d'huile ou d'autres nitrocarbonitrates est interdite à moins qu'une licence n'ait été délivrée ou une permission écrite obtenue, conformément à la Loi sur les explosifs (S.R.C., 1970, c. E-15).

**4.6.17.** L'introduction de la cartouche-amorce, si on utilise un genre quelconque d'amorces électriques, ne doit s'effectuer qu'au moment où le chargement pneumatique

des mélanges de nitrate d'ammonium et d'huile est terminé. Cette exigence ne s'applique pas si on emploie un artifice spécial qui élimine les risques qu'entraîne la génération d'une électricité statique.

**4.6.18. Interdiction :** Il est interdit de décharger un coup de mine, qu'il ait été allumé ou non.

**4.6.19. Puits :** Le tir doit s'effectuer au moyen d'un courant électrique :

- a) à la suite des premiers 3 mètres de fonçement d'un puits ;
- b) à la suite des premiers 7,5 mètres d'avancement dans un puits incliné à plus de 55° de l'horizontale ;
- c) dans tous les cas où une sortie libre n'est pas aménagée.

#### §4.7. Mise à feu

**4.7.1.** Tous les trous chargés doivent être :

- a) amorcés et tirés dans une même volée ; et
- b) tirés immédiatement à moins que les trous non tirés soient identifiés et que cette zone où sont situés ces trous soit placée sous surveillance, évacuée et son accès interdit.

**4.7.2. Allumage de mèche :** Dans une même volée, le nombre maximal d'allumage de mèches par un même boutefeu doit être établi en tenant compte de la longueur des mèches utilisées et des facilités d'accès à l'abri. Aucune mèche dépassant d'un trou, dont on ne connaît la longueur ou l'origine, ne doit être allumée.

**4.7.3.** La ligne de tir doit être reliée à l'exploseur juste avant la mise de courant et elle doit être détachée de l'exploseur immédiatement après la mise à feu ou après une tentative de tir. Les deux extrémités de la ligne de tir doivent être reliées en court-circuit et isolées pour prévenir l'entrée de courants vagabonds.

**4.7.4.** La mise à feu, par ligne de distribution électrique ou par dynamo portative, est autorisée à condition que :

- a) le voltage n'excède pas 220 volts ;
- b) le dispositif de tir soit conçu de telle sorte que :
  - i. la poignée à pesée enlève automatiquement le courant par gravité et mette en court-circuit la ligne de tir ; et
  - ii. la porte du coffre contenant le dispositif de tir soit pourvue d'un dispositif qui l'empêche de se fermer ou d'être verrouillée à moins que l'interrupteur ne soit pas

dans la position hors-circuit. Une telle porte doit être tenue sous clef excepté au moment du tir et seul le boutefeu doit en posséder la clef ;

c) un interrupteur avec fusible soit installé entre la source de courant et le dispositif de tir ; et

d) l'interrupteur et le dispositif de tir soient situés à l'endroit approprié pour la mise à feu et placés de 1,5 à 1,8 mètre l'un de l'autre par précaution en cas de foudre. Sous terre, on les placera d'un côté et de l'autre d'un tunnel ou d'une galerie.

**4.7.5.** Lorsqu'un sautage est effectué à proximité d'un bâtiment, d'une voie de chemin de fer, d'une route ou d'une ligne de distribution électrique, on doit limiter la charge et placer un pare-éclats dans le but d'éviter un accident aux personnes ou des dommages aux propriétés. Le matériau granulaire en vrac ne constitue pas un pare-éclats.

**4.7.6. Signaux :** Des signaux strictement réservés au sautage des explosifs doivent être utilisés conformément à l'annexe 2.4.

**4.7.7.** L'employeur doit veiller à ce que les travailleurs se réfugient au premier signal dans les abris et y restent jusqu'à ce que le signal convenu pour la sortie soit donné.

**4.7.8.** Avant de donner l'ordre de mise à feu, le boutefeu doit s'assurer que les gardes sont à leur poste et que tous les travailleurs et le public sont à l'abri.

**4.7.9. Contrôle du nombre de coups :** Si on emploie la mèche de sûreté, le boutefeu qui dirige le sautage et ses aides sont tenus de compter, avant chaque série d'explosions, le nombre exact des coups chargés et de vérifier ensuite le nombre de détonations.

**4.7.10. Journal des tirs :** Un journal des tirs doit être disponible sur les lieux des travaux. Le boutefeu doit compiler les données prévues à l'annexe 2.2, remplir le journal, le signer et le remettre à l'employeur.

#### §4.8. Délai d'attente

**4.8.1.** À la suite d'un tir à la mèche de sûreté, l'employeur doit veiller à ce que personne ne retourne sur les lieux de dynamitage avant que ne s'écoule un nombre de minutes égal à 6 fois le nombre de mètres de la plus longue mèche utilisée dans le sautage.

**4.8.2.** A la suite d'un tir électrique, l'employeur doit veiller à ce que personne ne retourne sur les lieux de dyna-

mitage avant que ne se soient écoulées 10 minutes ou plus selon l'aéragé, depuis la mise de courant.

**4.8.3.** S'il y a eu un ou plusieurs ratés ou qu'on soupçonne qu'il en soit ainsi, ou si un ou plusieurs ratés sont suivis d'une explosion, l'employeur doit veiller à ce que personne ne retourne sur les lieux de l'explosion avant que ne se soient écoulées 30 minutes depuis :

- a) la dernière détonation ou depuis le moment prévu pour la dernière détonation, dans le cas du tir à mèche de sûreté ; ou
- b) le moment de la mise de courant, dans le cas du tir électrique.

**4.8.4.** Si l'on découvre qu'une défectuosité du circuit électrique a empêché la détonation au moment de la mise à feu, le boutefeu peut vérifier le circuit sans aucun délai d'attente après s'être assuré que :

- a) les extrémités de la ligne de tir sont détachées de la source de courant et reliées en court-circuit ;
- b) l'exploseur en circuit ouvert est sous clef ou confié à la garde d'un travailleur ; et
- c) l'interrupteur de tir est sous clef en circuit ouvert s'il est utilisé.

#### §4.9. Ratés

**4.9.1. Reconnaissance du chantier :** A l'expiration du délai d'attente, le boutefeu doit :

- a) procéder à la reconnaissance du chantier ;
- b) rechercher les ratés éventuels ainsi que les trous ayant fait canon et les fonds de trou ;
- c) identifier ceux qu'il a découverts ; et
- d) récupérer les explosifs dans les déblais et les détruire après chaque sautage.

**4.9.2. Réamorçage :** Après le délai d'attente, le débouillage d'un coup de mine raté ne peut être effectué que dans les conditions de débouillage prévues à l'annexe 2.5. Toutefois, les trous ratés chargés de nitro-carbonitrile tel que le Na/H doivent être lavés en entier avant de les réamorcer avec une cartouche amorce fraîche.

**4.9.3. Interdiction :** Il est interdit d'approfondir les trous restés intacts après l'explosion, de les curer, d'en tirer les cartouches ou portions de cartouche qui y seraient restées.

## SECTION V

### TRAVAIL PRÈS D'UNE LIGNE ÉLECTRIQUE

#### §5.1. Champ d'application

**5.1.1.** La présente section s'applique à tout travail de construction effectué près d'une ligne électrique aérienne.

**5.1.2.** Cependant, la présente section ne s'applique pas :

- a) à un conducteur neutre ;
- b) à un câble isolé de moins de 750 volts du type d'assemblage duplex, triplex ou quadripex ;
- c) à un branchement de consommateur ou de distributeur de moins de 750 volts ;
- d) à l'installation électrique du consommateur ;
- e) à la construction, à la réparation ou à l'entretien d'une ligne électrique effectué par un travailleur d'une entreprise d'exploitation d'énergie électrique ou par un employeur autorisé par elle ;
- f) à la construction, à la réparation ou à l'entretien d'un réseau de communication effectué sur une construction soutenant une ligne électrique par un employeur autorisé par une entreprise d'exploitation d'énergie électrique ; et

g) à un travail dans le voisinage d'une ligne électrique de 750 volts ou moins pourvu qu'il y ait isolation entre le travailleur et les parties sous tension non isolées.

#### §5.2. Interdictions

**5.2.1.** L'employeur doit veiller à ce que personne n'effectue un travail pour lequel une pièce, une charge, un élément de machinerie ou une personne risque de s'approcher d'une ligne électrique à moins de la distance d'approche minimale spécifiée au tableau suivant :

<i>Tension entre phases (volts)</i>	<i>Distance d'approche minimale (mètres)</i>
Moins de 125 000	3
125 000 à 250 000	5
250 000 à 550 000	8
Plus de 550 000	12

**5.2.2.** L'employeur qui se propose d'effectuer un travail pour lequel une pièce, une charge, un élément de machinerie ou une personne risque de s'approcher d'une ligne électrique à moins de la distance d'approche minimale

spécifiée à l'article 5.2.1 peut procéder à ce travail si l'une des conditions suivantes est respectée :

a) la ligne électrique est mise hors tension. Il doit vérifier qu'aucune personne ne court de risque d'électrocution avant de remettre cette ligne sous tension ;

b) l'employeur a convenu avec l'entreprise d'exploitation d'énergie électrique des mesures de sécurité à prendre. Avant le début des travaux, il doit transmettre une copie de cette convention ainsi que son procédé de travail à l'inspecteur en chef ou à l'OCQ selon le cas. Ces mesures doivent être appliquées avant le début du travail et maintenues jusqu'à ce qu'il soit terminé ;

c) l'équipement de construction déployable tel que rétrocaveuse, pelle mécanique, grue ou camion à benne basculante est muni d'un dispositif qui :

- i. avertit le conducteur ou bloque les manoeuvres afin de faire respecter la distance d'approche minimale spécifiée à l'article 5.2.1. Le blocage ne doit pas endommager l'équipement ou le rendre instable ;
- ii. s'il défaille, bloque les manoeuvres ; et
- iii. est approuvé par l'inspecteur en chef.

**5.2.3.** L'employeur qui effectue un travail à moins de 30 mètres d'une ligne électrique dont la tension excède 250 000 volts doit s'assurer que les exigences suivantes sont respectées :

- a) le plein d'essence doit être fait à l'extérieur de cette zone ;
- b) un équipement de construction sur pneus doit être muni d'un lien électrostatique entre la partie métallique et le sol ; et
- c) lors de l'installation ou la manipulation d'une conduite, clôture ou structure métallique hors terre, celle-ci doit être mise à la terre à chaque 30 mètres.

**5.2.4.** Avant d'effectuer un travail près d'une ligne électrique supportée à chaque point de support autrement que par un seul poteau en bois, l'employeur doit obtenir, par écrit, de l'entreprise d'exploitation d'énergie électrique la tension de cette ligne.

### §5.3. Pancarte d'avertissement

**5.3.1.** L'employeur doit veiller à ce que le propriétaire ou le locataire de toute pièce de machinerie qui sert à lever une charge et capable de mouvement vertical, latéral ou de rotation, place sur cette pièce, à un endroit visible de l'utilisateur, une pancarte d'avertissement qui porte l'inscription : DANGER — N'APPROCHEZ PAS DES LI-

GNES ÉLECTRIQUES en caractères d'au moins 12 millimètres.

## SECTION VI

### ÉTAIEMENT DES COFFRAGES À BÉTON

#### §6.1. Plan d'étalement

**6.1.1.** Une copie du plan mentionné au sous-paragraphe *b* du paragraphe 2 de l'article 2.4.1, doit être conservée sur les lieux du chantier pour toute la durée des travaux.

**6.1.2.** Si dans une construction, l'étalement est le même d'une partie à l'autre et qu'il n'est pas nécessaire de modifier le plan de cet étalement, le même plan peut être utilisé pour les phases suivantes sur le même chantier.

**6.1.3.** Le plan doit contenir tous les renseignements relatifs :

- a) à l'espacement des poteaux ;
- b) au contreventement ;
- c) aux dimensions des pièces ;
- d) aux charges de calcul ;
- e) à la résistance des matériaux ;
- f) à la surface d'appui ;
- g) à la méthode de mise en place du béton ; et
- h) aux autres détails exigés par l'ingénieur qui l'a signé.

#### §6.2. Mise en place du béton

**6.2.1.** Avant de procéder à la mise en place du béton, l'employeur doit :

- a) obtenir d'un ingénieur :
  - i. une déclaration signée et scellée attestant que l'ouvrage répond en tous points au plan d'étalement transmis ; et
  - ii. l'autorisation de procéder à la mise en place du béton ;
- b) transmettre immédiatement une copie de cette déclaration à l'inspecteur en chef ou à l'OCQ, selon le cas ; et
- c) conserver une copie de cette déclaration sur le chantier.



### §6.3. Exception

**6.3.1.** S'il s'agit uniquement de construction de dalles et de poutres uniformes et horizontales, les sous-sections 6.1 et 6.2 ne s'appliquent pas lorsque les 4 conditions suivantes se trouvent réunies :

- a) l'épaisseur de la dalle de béton n'excède pas 150 millimètres et les poutres de béton n'ont pas plus de 300 millimètres de hauteur, l'épaisseur de la dalle comprise ;
- b) la distance entre la surface inférieure de la coulée de béton et la surface d'appui des poteaux n'excède pas 4,9 mètres ;
- c) les sous-sections 6.4 et 6.10 sont observées ; et
- d) un avis préalable est donnée à l'inspecteur en chef ou à l'OCQ, selon le cas.

### §6.4. Matériaux

**6.4.1.** Toutes les pièces du coffrage et de l'étalement doivent être calculées pour supporter :

- a) la charge statique des coffrages ;
- b) la charge statique du béton et des matériaux enrobés ;
- c) une surcharge verticale minimale, uniformément répartie de 2 400 newtons par mètre carré ou plus selon l'exigence de l'ingénieur ; et
- d) une surcharge horizontale minimale uniformément répartie de 1 500 newtons par mètre carré de projection verticale ou plus selon l'exigence de l'ingénieur.

**6.4.2.** Le calcul de la résistance des éléments en bois doit satisfaire aux exigences de la norme *Code for the Engineering Design of Wood* CSA 086-1976, celui des éléments en acier de charpente doit satisfaire aux exigences de la norme *Steel Structures for Buildings* CSA S16-1969 et son supplément no 1-1975 ou de la norme *Steel Structures for Building Limit States Design* CAN3 S16.1-M78.

### §6.5. Surface d'appui

**6.5.1.** La surface d'appui doit être horizontale et ferme.

**6.5.2.** Les dimensions des longrines doivent être établies en tenant compte de la capacité portante du sol et des charges appliquées.

**6.5.3.** Une longrine doit être placée entre les poteaux et la surface du sol. Pour assurer la continuité des longrines, une pièce de même section que la longrine et ayant

une longueur suffisante pour supporter au moins 2 poteaux doit être employée sur le joint. S'il est impossible d'assurer cette continuité, la longrine doit supporter au moins 3 poteaux et avoir une longueur au moins égale au produit du nombre des poteaux par la distance entre ces poteaux.

**6.5.4.** Si les étais reposent sur des dalles de béton, les charges imposées par l'étalement des étages supérieurs ne doivent pas excéder les charges du calcul initial. Pour les dalles :

- a) de 100 millimètres d'épaisseur ou moins, la longrine doit servir à un minimum de 3 poteaux et avoir une longueur au moins égale au produit du nombre de poteaux par la distance entre ces poteaux ;
- b) de plus de 100 millimètres d'épaisseur, des morceaux de bois doivent être utilisés entre la dalle et les poteaux et doivent dépasser la totalité de la semelle d'appui des vérins télescopiques.

**6.5.5.** La surface d'appui des étais doit être conçue de manière à ne pas endommager le béton.

**6.5.6.** Pendant la période de gel et de dégel du sol, la glace et la neige doivent être enlevées et le sol gelé doit être recouvert d'une couche de sable ou de poussière de pierre avant que les longrines ne soient posées. Le sol doit être :

- a) protégé contre un dégel possible ; ou
- b) dégelé complètement avant d'entreprendre les travaux.

**6.5.7.** La construction du remblai ou du remplissage sur lesquels reposent les longrines doit être effectuée par couches successives et chaque couche doit être compactée mécaniquement. Un matériau granuleux et cohésif doit être utilisé pour former un tout compact, résistant et imperméable.

### §6.6. Éléments d'étalement

**6.6.1.** Les vérins télescopiques en acier, les étais de bois et les échafaudages d'étalement doivent être conformes aux exigences de la sous-section 2.13.

**6.6.2. Poteaux, solives et longerons :**

- 1) Les solives doivent être posées à joints chevauchés et leur longueur respective doit être égale à au moins 1 fois  $\frac{1}{2}$  l'espacement des longerons.
- 2) Les longerons doivent être d'une longueur suffisante pour être soutenus par au moins 3 poteaux.

3) La continuité des longerons doit être assurée par l'une ou l'autre des façons suivantes :

a) par une pièce de bois de 50 millimètres d'épaisseur nominale et d'une largeur égale à la plus petite des largeurs du longeron ou de la tête du vérin télescopique et d'une longueur permettant l'assujettissement solide aux 2 longerons lorsque les poteaux sont placés immédiatement sous le joint des longerons et que :

i. des vérins télescopiques à semelle de  $100 \times 100$  millimètres ou  $100 \times 150$  millimètres sont utilisés ; ou

ii. des longerons de 100 millimètres de largeur sont utilisés ;

b) par une pièce de même section que celle des longerons clouée à ceux-ci et de longueur suffisante pour être supportée par au moins 2 poteaux lorsque les poteaux sont placés de chaque côté du joint mais non à l'extrémité des longerons ;

c) par la semelle du vérin télescopique si ses dimensions sont suffisantes pour le faire, soit lorsque :

i. des vérins télescopiques à semelle de  $100 \times 200$  millimètres sont utilisés ;

ii. des longerons de  $100 \times 100$  millimètres sont utilisés ; et

iii. les poteaux sont placés immédiatement sous le joint des longerons.

4) Les poteaux doivent être fixés, puis appuyés et liés solidement à chaque extrémité.

5) Les coffrages des poutres en béton armé doivent être soutenus par au moins 2 rangées de poteaux.

#### §6.7. Contreventement

##### 6.7.1. Contreventement horizontal :

1) Un contreventement horizontal doit être placé dans 2 directions horizontales perpendiculaires à chaque poteau de tout étalement lorsque :

a) ce poteau a plus de 1,8 mètre et qu'il est posé sur le sol ;

b) ce poteau a plus de 3,5 mètres et qu'il repose sur une dalle de béton.

2) Le contreventement horizontal doit être placé :

a) aussi près que possible de la mi-hauteur des poteaux à moins que les calculs de flambage n'indiquent un autre point ; et

b) lorsque les poteaux ont 5,5 mètres ou plus, à des hauteurs ne dépassant pas 2,7 mètres entre ce contreventement et :

i. la base ou la tête du poteau ; ou

ii. un autre contreventement sur un même poteau.

3) Les contreventements requis au paragraphe 1 peuvent être omis si l'ingénieur qui a fait les calculs nécessaires au plan d'étalement des coffrages à béton indique sur les plans déposés qu'il les juge non-requis.

**6.7.2. Contreventement diagonal :** A toutes les 4 rangées de vérins télescopiques, un contreventement en diagonale placé à  $45^\circ$  doit être installé dans deux plans verticaux perpendiculaires. Ce contreventement doit être fait alternativement de haut en bas et de bas en haut.

**6.7.3.** Les échaufadages d'étalement et les constructions sur lesquels les charges imposées ne sont pas axiales, doivent être contreventés de façon à en assurer la solidité.

**6.7.4.** Un seul vérin télescopique en hauteur doit être utilisé dans un même étalement.

#### §6.8. Étalement des constructions à étages multiples

**6.8.1.** Les dalles en béton qui reposent sur le sol ou sur des pieux et qui ne peuvent être étayées doivent pouvoir supporter les charges imposées par l'étalement des étages supérieurs.

#### §6.9. Démontage de l'étalement et du coffrage

**6.9.1.** Les prescriptions suivantes doivent être respectées lors du décoffrage :

a) durant la construction, les étais doivent rester en place 21 jours, à moins d'obtenir d'un ingénieur, une attestation établissant que le béton a atteint une résistance suffisante pour supporter sa propre masse et les charges qui peuvent lui être imposées ;

b) les coffrages doivent être enlevés progressivement, section par section :

i. en ayant soin de placer les pieds sur un appui stable ;

ii. en n'endommageant pas les éléments de béton ; et

iii. en procédant vers l'avant et en prévoyant une voie de retraite dégagée en cas de chute de matériaux ;

c) dans le cas de charpentes de bâtiment, les colonnes doivent d'abord être décoffrées ; et

d) les coffrages sous les dalles et ceux du côté des poutres et des arches doivent être enlevés avant les étais des poutres et des arches.

**6.9.2.** Les vérins télescopiques doivent être enlevés autrement qu'au moyen d'une masse ou d'autres objets lourds.

## SECTION VII UTILISATION DES PISTOLETS DE SCELLEMENT

### §7.1. Utilisation

**7.1.1.** Seul un pistolet de scellement à basse vélocité tel que défini par la norme *Explosive Actuated Fastening Tools* CSA Z-166-75 et en portant l'estampille, doit être utilisé.

**7.1.2.** Les projectiles et cartouches doivent être de même type que ceux qui sont recommandés par le fabricant. L'utilisateur du pistolet de scellement doit employer des cartouches dont la puissance désignée par la norme *Explosive Actuated Fastening Tools* CSA Z-166-75 n'est que celle nécessaire pour effectuer le travail.

**7.1.3.** L'employeur doit s'assurer que le travailleur ait la connaissance nécessaire pour utiliser le pistolet de scellement.

### §7.2. Précautions à prendre

**7.2.1.** Le travailleur ne doit pas utiliser un pistolet de scellement pour exécuter des travaux de fixation lorsqu'il s'agit de :

- a) pièces présentant une section circulaire ou arrondie sauf s'il est muni d'un protecteur adapté à ce genre de travail ;
- b) revêtements de tôles, feuillards et autres feuilles de métal minces pour une structure d'acier ;
- c) carreaux de plâtre, briques creuses et ardoises ;
- d) fonte, marbre, granit, revêtement vitrifié et autres matériaux durs et cassants ;
- e) acier ou d'alliages dont la dureté est plus grande que celle du projectile utilisé ;
- f) matériaux durs préalablement percés sauf si le pistolet est muni d'un dispositif pouvant retenir les projectiles ; ou
- g) briques de coin ou de joints de mortier verticaux.

**7.2.2.** L'employeur doit veiller à ce que l'utilisateur du pistolet de scellement :

- a) porte :
  - i. le casque de sécurité prévu à l'article 2.10.3 ;
  - ii. les lunettes de protection prévues à l'article 2.10.5 ;
  - iii. tout autre accessoire de sécurité prévu au présent code ;
- b) soit placé dans une position stable lors du tir ;
- c) s'assure qu'il n'y a personne dans la zone de tir ;
- d) tienne son pistolet parfaitement perpendiculaire à la surface de tir ; et
- e) suive les directives données par le fabricant en ce qui concerne l'utilisation du pistolet de scellement.

**7.2.3.** On ne doit pas enfoncer de projectiles :

- a) dans le béton, à une distance inférieure à 75 millimètres d'une arête ;
- b) dans un acier :
  - i. dont l'épaisseur est inférieure à 5 millimètres ; ou
  - ii. à une distance inférieure à 50 millimètres d'une soudure.

**7.2.4. Incidents de tirs :** Lorsqu'un incident de tir survient ou s'il y a un raté, il faut tenir l'appareil dans sa position de tir pendant une période d'au moins 15 secondes et, ensuite, décharger l'outil en prenant toutes les précautions nécessaires. Le canon ne doit pas être dirigé vers l'utilisateur ou d'autres travailleurs ; il doit être tenu obliquement vers le bas et éloigné autant que possible du corps de l'utilisateur.

**7.2.5.** L'employeur doit interdire l'utilisation du pistolet de scellement dans les ateliers ou autres lieux où existent un risque d'explosion dû à la présence de vapeurs, de gaz ou de poussières inflammables.

### §7.3. Entretien et rangement

**7.3.1.** On doit vérifier le pistolet de scellement tous les jours avant son emploi et s'assurer du bon fonctionnement des dispositifs de sécurité. Toutes les parties du pistolet doivent être nettoyées après le travail.

**7.3.2.** Seules les pièces de rechange recommandées par le fabricant doivent être utilisées.

**7.3.3.** En toute circonstance le pistolet de scellement doit être déchargé si on ne l'utilise pas immédiatement.

Sauf pendant leur emploi, les cartouches et le coffret contenant le pistolet doivent être mis sous clef ou déposés dans un endroit inaccessible aux personnes non autorisées.

#### §7.4. Défectuosité de l'appareil

**7.4.1.** Tout pistolet de scellement doit être immédiatement mis au rancart si l'appareil ou une de ses parties composantes ou accessoires est défectueux à quelque égard que ce soit, même lorsque l'appareil peut encore fonctionner.

**7.4.2.** Seul le fabricant peut effectuer les réparations ou modifications à l'appareil.

### SECTION VIII CHANTIERS SOUTERRAINS

#### §8.1. Prévention et protection contre les incendies

**8.1.1.** Un bâtiment temporaire construit en surface à moins de 12 mètres d'une ouverture donnant accès à un chantier souterrain ou placé dans le chantier souterrain doit :

- 1) être de construction incombustible ; ou
- 2) être protégé contre l'incendie de la façon suivante :
  - a) le bâtiment doit posséder à l'intérieur et à l'extérieur, des extincteurs portatifs choisis, installés, utilisés et entretenus selon la norme *Portable Fire Extinguishers NFPA 10-1975* ; et
  - b) le chantier doit être pourvu :

- i. d'un système d'alimentation en eau d'au moins 300 litres par minute pendant 30 minutes au minimum sous une pression résiduelle minimale de 80 kilopascals ; et

- ii. de tuyaux souples en caoutchouc ou en plastique d'une longueur maximum de 15 mètres, et d'un diamètre intérieur d'au moins 19 millimètres, munis de lances. De plus, les tuyaux doivent être situés de façon que chaque partie du bâtiment puisse être battue par un jet d'eau et qu'elle soit en deçà de 6 mètres de la lance du tuyau qui l'alimente.

**8.1.2.** En plus d'être effectué conformément à la norme *Flammable and Combustible Liquids Code NFPA 30-1976*, l'entreposage des liquides inflammables dans un chantier souterrain doit :

- a) s'effectuer dans des réservoirs fermés de 200 litres avec robinet ou dans des bidons de sécurité d'au plus 20 litres, munis d'un goulot se fermant à l'aide d'un couvercle à ressort, et conçus de façon à laisser échapper la pression

intérieure en toute sécurité lorsqu'ils sont soumis à l'action du feu ; et

- b) être limité à la réserve nécessaire pour 1 jour de travail.

**8.1.3.** Les débris de bois, papier, textile et autres re-buts de matériaux combustibles doivent être, tous les jours :

- a) sortis du chantier souterrain ; et
- b) enlevés autour des bâtiments temporaires de surface.

**8.1.4.** L'essence ou les gaz de pétrole liquifiés ne doivent pas être descendus, emmagasinés ou utilisés dans un chantier souterrain. Cependant, le propane en cylindre peut être utilisé pour la soudure.

**8.1.5.** L'huile et la graisse doivent être emmagasinées sous terre dans des récipients fermant hermétiquement :

- a) placés à des distances sûres des dépôts d'explosifs, des stations électriques et des recettes de puits ; et
- b) en quantité n'excédant pas celle qui est nécessaire pour une semaine.

**8.1.6.** Un extincteur portatif de type BC doit être installé sur chacun des véhicules automoteurs.

**8.1.7. Bâtiment temporaire :** Un bâtiment temporaire affecté à un chantier souterrain ne doit pas être placé dans les voies de circulation.

#### §8.2. Stabilité du sol

**8.2.1.** L'employeur doit s'assurer que des travailleurs expérimentés purgent ou étançonnent le sol susceptible de se détacher d'une paroi.

**8.2.2.** L'employeur doit s'assurer que des travailleurs expérimentés portent une attention continuelle à l'examen et à la vérification de la voûte, du front d'attaque, des parois de chaque endroit de travail et des allées de circulation pour les travailleurs ou l'équipement.

**8.2.3.** Les masses surplombantes et les matériaux susceptibles de se détacher des parois au cours des travaux doivent être abattus ou étançonnés immédiatement.

**8.2.4.** Les pinces à purger doivent être :

- a) de longueur permettant de travailler de façon sûre et efficace ;
- b) pointues à une extrémité ; et

- c) munies d'un protecteur pour les mains.

**8.2.5.** Les travailleurs qui vérifient ou purgent le sol susceptible de se détacher doivent :

- a) le faire en partant du bon terrain ;
- b) se placer les pieds dans une position solide ; et
- c) disposer d'un espace libre qui leur permet de se retirer.

**8.2.6.** L'équipement mis à la disposition des travailleurs pour le purgeage doit être conçu de façon à ne pas les mettre en danger.

**8.2.7.** Les pièces de bois ou d'acier, le béton projeté ou autres supports nécessaires pour l'étalement doivent être mis en place rapidement et solidement.

**8.2.8.** Les supports endommagés ou désengagés doivent être réparés ou remplacés sans délai et les nouveaux supports doivent être installés si possible avant l'enlèvement des supports endommagés.

**8.2.9.** L'étalement, s'il est nécessaire, doit suivre le fonçage du puits pour prévenir la chute de blocs venant des parois.

**8.2.10.** Lors du boulonnage, les boulons nécessaires doivent être :

- a) mis en place dès qu'une zone est exposée ; et
- b) pourvus d'une plaque de distribution de l'effort sur le roc.

### §8.3. Ventilation et qualité de l'air

**8.3.1.** La concentration des impuretés de l'air doit être maintenue à un taux inférieur aux valeurs limites indiquées à l'annexe A du Règlement sur la qualité du milieu de travail (c. S-2.1, r.15). Le chantier souterrain doit être alimenté en air frais, à raison d'un débit minimal d'air équivalent à la plus grande des exigences suivantes :

- a) 5,5 mètres cubes par minute d'air frais pour chaque travailleur, sous terre ;
- b) 15 mètres cubes par minute d'air frais pour chaque mètre carré de section dans le cas d'un tunnel ; ou
- c) dans le cas où l'on utilise de l'équipement mobile fonctionnant avec un moteur diesel :
  - i. homologué par le *National Institute for Occupational Safety and Health (NIOSH)*, le débit d'air frais doit être basé sur les valeurs données aux cédulas 24 et 31 de cet organisme ;

- ii. homologué par le Ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources du Canada, le débit d'air frais doit être celui qui est spécifié lors de l'homologation de l'équipement ; ou

- iii. non homologué, le débit d'air frais doit correspondre à un taux minimal de 5,5 mètres cubes par minutes par kilowatt à l'arbre et la quantité totale d'air frais nécessaire lors du fonctionnement simultané de plusieurs de ces appareils doit être de :

- A) 100% du débit donné pour l'unité la plus exigeante du point de vue de la ventilation ;

- B) 75% du débit donné pour la seconde unité ; et

- C) 50% du débit donné pour chaque unité supplémentaire ;

- d) l'alimentation en air frais, telle que spécifiée dans les paragraphes a, b et c, doit être augmentée s'il y a lieu jusqu'à ce que la concentration des impuretés de l'air soit abaissée à la valeur limite indiquée à l'annexe A du Règlement sur la qualité du milieu de travail.

**8.3.2.** Les relevés de vérification de la concentration de l'air frais en monoxyde de carbone, bioxyde d'azote ou autres gaz délétères dans un chantier souterrain, doivent s'effectuer aussi souvent que nécessaire mais au minimum 2 fois par jour dont une, une heure après le début des travaux. Tous les résultats de ces relevés doivent être compilés et disponibles pour vérification par l'inspecteur.

**8.3.3.** Les ventilateurs doivent :

- a) fonctionner continuellement lorsque des travailleurs sont dans un chantier souterrain et si les ventilateurs sont arrêtés lorsque le chantier souterrain est inoccupé, ils doivent être mis en marche pendant une période de temps suffisante avant le début des travaux pour assurer une ventilation adéquate ;

- b) être placés dans des constructions de matériaux ignifuges ; et

- c) être pourvus d'un dispositif de commande à distance installé en surface.

**8.3.4.** L'employeur doit s'assurer que l'alimentation en air frais du système de ventilation est exempt d'impureté, et à cet effet :

- a) les conduits de ventilation doivent être placés de façon à prévenir le retour de l'air vicié dans l'alimentation en air du système, par le puits ou l'entrée du tunnel ; et

b) les véhicules qui ne servent pas dans le chantier souterrain doivent être tenus éloignés à une distance minimale de 15 mètres des accès ou des ouvertures reliés au chantier souterrain.

**8.3.5.** L'accès aux zones abandonnées doit être interdit aux travailleurs.

**8.3.5.1.** Les voies de circulation utilisées par les véhicules doivent être libres de toute obstruction.

**8.3.6.** Les véhicules automoteurs utilisés pour l'exécution de travaux dans un chantier souterrain :

a) peuvent posséder un moteur à combustion interne de type diesel à condition qu'ils soient équipés d'un système de refroidissement des gaz d'échappement ; et

b) doivent être équipés de feux de position indiquant leur largeur maximale.

**8.3.7.** Dans un chantier de construction souterrain, tout véhicule automobile utilisé pour la surveillance de travaux et mû par un moteur à essence, doit :

a) posséder un moteur de moins de 6 litres ;

b) être pourvu de dispositifs antipollution conformes aux normes prescrites dans la modification du Règlement sur la sécurité des véhicules automobiles qui a été adoptée le 27 juin 1974 (C.P. 1974-1494) en vertu de la Loi fédérale sur la sécurité des véhicules automobiles (S.R.C., 1970 chapitre 26, 1<sup>er</sup> supplément) ; dont l'efficacité initiale est maintenue ; et

c) posséder une masse brute maximum de 2 720 kilogrammes.

Lorsqu'un tel véhicule automobile s'immobilise dans un chantier de construction souterrain, son chauffeur doit en arrêter le moteur.

**8.3.8.** Lorsqu'on immobilise un véhicule utilisé pour la surveillance des travaux, on doit arrêter le moteur.

**8.3.9.** Les classes standards de carburant diesel distillé doivent avoir :

a) un point éclair non inférieur à 65°C ;

b) une teneur en soufre inférieure à 0,25%.

**8.3.10.** Un système avertisseur doit être mis en place pour avertir les conducteurs d'arrêter le moteur d'un véhicule automoteur et pour interdire le sautage d'explosifs en cas de panne du système de ventilation.

**8.3.11.** Lorsque la concentration des vapeurs de gaz inflammables est supérieure à 25% de la limite inférieure d'explosion, le travail doit immédiatement cesser dans la zone affectée et les travailleurs doivent être évacués.

**8.3.12.** Le système de refroidissement ou le système épurateur des gaz d'échappement doit être :

a) inspecté fréquemment ; et

b) tenu en bon état de fonctionnement.

#### §8.4. Explosifs

**8.4.1.** Seuls les explosifs classés dans la première classe des fumées de tir par le Ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources du Canada peuvent être utilisés dans un chantier souterrain.

**8.4.2.** Les explosifs doivent être transportés directement jusqu'à leur lieu d'usage dans le chantier souterrain et ce, juste au moment du chargement.

**8.4.3.** Si des explosifs sont transportés dans un puits :

a) les explosifs et les détonateurs ne doivent pas être transportés simultanément ;

b) seul le conducteur de la cage peut les accompagner ;

c) le conducteur du treuil et les aides du conducteur de la cage doivent en être avisés ; et

d) le transport d'autres matériaux dans le puits est interdit.

**8.4.4.** Les explosifs ne doivent pas être transportés sur les locomotives.

**8.4.5.** Les chariots d'explosifs doivent être tirés. Cependant ils peuvent être poussés à la main seulement.

**8.4.6.** Les explosifs et les détonateurs ne doivent pas être transportés au front avant que tout autre travail ne soit terminé et que tout l'équipement non nécessaire au chargement ne soit éloigné.

**8.4.7.** Dans le chantier souterrain, les trous d'une même volée doivent être chargés juste avant le moment prévu pour le sautage des explosifs.

**8.4.8.** Si les explosifs sont entreposés dans un chantier souterrain, l'employeur doit :

a) établir ses besoins quotidiens en explosifs pour la période des travaux ; et

b) ne pas entreposer sous terre une quantité d'explosifs supérieure aux besoins prévus pour une période de 24 heures.

#### **8.4.9. Entreposage :**

1) Les explosifs et détonateurs peuvent être entreposés dans un chantier souterrain à condition que ce soit dans un dépôt ou une poudrière. Ce dépôt doit être situé à au moins :

- a) 750 mètres des lieux de sautage ;
- b) 450 mètres de l'interrupteur de tir ;
- c) 90 mètres d'un puits ou d'une zone de travail ; et
- d) 7,5 mètres d'une allée de circulation.

2) Il doit y avoir au moins un angle droit dans le chemin qui relie le lieu d'entreposage et une zone quelconque de travail ou voie de circulation.

#### **§8.5. Forage**

**8.5.1.** Les travailleurs qui utilisent des perforatrices ou travaillent dans leurs voisinages doivent être placés de façon qu'ils ne puissent être blessés ou perdre leur équilibre en cas de rupture, glissement ou coincement d'un fleuret.

**8.5.2.** Les travailleurs ne doivent pas tenir le fleuret d'acier avec leur main.

**8.5.3.** L'alimentation en air comprimé des tuyaux doit être coupée et les tuyaux doivent être saignés avant le déplacement des perforatrices portatives d'une face à une autre.

**8.5.4.** Les plates-formes des jumbos doivent être pourvues :

- a) sur leurs côtés de garde-corps fixes ou amovibles, si leur hauteur est supérieure à 1,2 mètre ; et
- b) d'échelle d'accès si leur hauteur est supérieure à 1,8 mètre.

**8.5.5.** Les jumbos doivent être solidement fixés en position afin d'éviter tout déplacement accidentel.

**8.5.6.** Les fleurets et leurs accessoires doivent être placés sur les jumbos dans des boîtes, sur des supports ou l'équipement lorsqu'ils ne sont pas utilisés sur la plate-forme.

**8.5.7.** À moins d'être pourvus d'un accouplement à filet, les tuyaux à air comprimé de 50 millimètres ou plus de

diamètre intérieur, montés sur un jumbo, doivent être pourvus, à chaque extrémité, d'un câble d'acier de 5 millimètres de diamètre ou d'une chaîne de sécurité équivalente pour prévenir le fouettement.

Les tuyaux à air comprimé de plus petit diamètre doivent être pourvus d'un dispositif d'auto-verrouillage.

**8.5.8.** Toute ligne d'air installée sous terre doit répondre à l'une des exigences suivantes :

- a) si elle est métallique, elle doit être placée de manière à se trouver à l'abri de tout choc pouvant être causé par l'équipement ou les véhicules automoteurs ;
- b) si elle est flexible, elle doit être munie de collets reliés par une chaîne de chaque côté de l'accouplement.

#### **§8.6. Transport du personnel et des matériaux dans un puits**

**8.6.1.** Si la profondeur d'un puits est inférieure à 60 mètres, les appareils de levage ou l'équipement répondant aux prescriptions de la sous-section 3.10 peuvent être employés pour le transport du personnel dans le puits.

**8.6.2.** Si la profondeur du puits est prévue d'excéder ou excède 60 mètres, le transport du personnel et des matériaux doit s'effectuer conformément au Règlement sur la salubrité et la sécurité du travail dans les mines et carrières (c. S-2.1, r.19).

Une copie du Règlement sur la salubrité et la sécurité du travail dans les mines et carrières doit être disponible sur tout chantier de construction où s'effectuent des travaux souterrains.

#### **§8.7. Circulation**

**8.7.1.** L'employeur doit aménager un compartiment réservé exclusivement pour la circulation des travailleurs au moyen d'échelles ou d'escaliers dans :

- a) tout puits dépassant 30 mètres de profondeur ;
- b) un montage incliné à plus de 55° par rapport à l'horizontale et creusé sur une longueur de plus de 18 mètres sauf lorsque l'équipement utilisé permet d'y accéder en toute sécurité.

**8.7.2.** Le compartiment pour les échelles ou les escaliers dans un puits doit être séparé du compartiment ou de la section du puits dans laquelle circulent du matériel, des appareils d'extraction ou un contrepoids, par une grille protectrice métallique de poids et de maille conforme à la norme *Standard Specification for Zinc — Coated Steel Chain — Link Fence Fabric, ASTM A 392 — 68*.

**8.7.3.** Les puits et les montages inclinés à plus de 30° par rapport à l'horizontale doivent être pourvus d'échelles ou d'escaliers.

**8.7.4.** L'aire libre minimale pour le déplacement sur une échelle doit être de 600 millimètres sur 600 millimètres.

**8.7.5.** Une hauteur libre doit être assurée le long des voies de circulation.

**8.7.6.** On doit indiquer dans une voie de circulation les dangers que peut comporter une diminution brusque de la hauteur libre.

**8.7.7.** Une échelle flexible peut être utilisée si l'usage d'une échelle rigide est impossible et à condition qu'elle soit :

- a) solidement ancrée à ses deux extrémités ; et
- b) suspendue pour que le mouvement des mains et des pieds ne soit pas restreint.

**8.7.8.** Toute voie de circulation dans un chantier souterrain doit être pourvue de refuge :

- a) si elle ne dispose pas, au passage d'une pièce d'équipement roulant sur voie ferrée ou dirigée au moyen d'un système de guidage, d'un espace libre minimal de 500 millimètres entre la plus grande largeur de l'équipement et la paroi de chaque côté de l'équipement ou d'un espace libre de 600 millimètres sur un seul côté de l'équipement ;
- b) si la largeur de la voie de circulation ne dépasse pas d'au moins 1,5 mètre la largeur des pièces d'équipement roulant sans voie ferrée.

**8.7.9.** Les refuges doivent :

- a) présenter un espace libre de 750 millimètres et être d'une hauteur minimale de 1,8 mètre ou être de la hauteur de la voie de circulation si elle est inférieure à 1,8 mètre ;
- b) être bien indiqués ;
- c) être à des intervalles maximaux de 30 mètres ; et
- d) être libres de toute obstruction.

#### *§8.8. Chargement et transport*

**8.8.1.** L'équipement pneumatique doit être pourvu d'une soupape pour couper l'alimentation d'air à la machine et cette soupape doit être tenue fermée lorsque l'équipement ne fonctionne pas.

**8.8.2.** Si des refuges sont nécessaires, les véhicules automoteurs doivent ralentir à la vitesse de marche d'un homme, et ils doivent émettre un signal avertisseur sonore lorsqu'ils s'approchent :

- a) des travailleurs ou d'une zone de travail ; ou
- b) d'une zone où la visibilité est limitée.

**8.8.3.** Toute locomotive doit être pourvue :

- a) de signaux avertisseurs ;
- b) de phares qui peuvent éclairer la voie dans les 2 directions ;
- c) de feux de position indiquant sa largeur maximale ; et
- d) d'un feu clignotant ambré et visible de toute part lorsqu'elle est en mouvement.

**8.8.4.** Les voies ferrées doivent être :

- a) tenues en bon état ;
- b) construites de façon à prévenir le déraillement ;
- c) raisonnablement de niveau ; et
- d) libres de bosses et d'obstructions.

**8.8.5.** On doit prévoir un bloc d'arrêt pour un convoi ou un chariot stationné sur un plan incliné à plus de 1½ %.

**8.8.6.** Wagons pour passagers :

- 1) Si on utilise des wagons pour transporter les travailleurs sur leurs lieux de travail, ils doivent :
  - a) être du type wagon pour passagers ;
  - b) être tirés à des vitesses appropriés à l'état des voies et de l'équipement utilisé ;
  - c) être en nombre suffisant ; et
  - d) ne pas transporter de matériaux et d'outils autres que les outils à main.
- 2) Le convoi doit être placé sous la responsabilité d'une personne qualifiée.

**8.8.7.** Les travailleurs qui utilisent les wagons pour passagers doivent :

- a) demeurer assis ; et
- b) ne jamais monter à bord ou descendre lorsque le convoi est en mouvement.



**8.8.8.** Seuls les véhicules automoteurs directement utilisés dans un chantier souterrain peuvent y être stationnés pendant les périodes où le chantier souterrain n'est pas en activité.

#### §8.9. Hygiène

**8.9.1.** Dans tout chantier souterrain, l'employeur doit mettre à la disposition des travailleurs un local pour leur permettre de se changer de vêtements.

**8.9.2.** Ce local doit être :

- a) situé en surface ;
- b) aménagé spécialement pour cet usage ;
- c) ventilé et éclairé ;
- d) maintenu à une température minimale de 22°C ;
- e) tenu dans un état de propreté ; et
- f) pourvu d'eau potable.

**8.9.3.** Ce local doit comprendre :

- a) une pièce pour se changer de vêtements, pourvue de bancs et de casiers ;
- b) des installations pour sécher les vêtements avec une quantité suffisante de chaleur ; et
- c) des douches avec eau chaude et eau froide, installées dans la pièce attenante au vestiaire. Il doit y avoir au moins une douche par 15 travailleurs, affectés dans le chantier souterrain, qui terminent leur travail simultanément.

**8.9.4.** L'employeur doit mettre des vêtements imperméables à la disposition de tout travailleur qui travaille dans une zone d'humidité excessive.

#### §8.10. Éclairage

**8.10.1.** Tout travailleur doit porter une lampe de mineur à moins qu'il n'existe un système d'éclairage fixe dans le chantier souterrain.

**8.10.2.** S'il existe un système d'éclairage, l'intensité lumineuse doit être fonction de la nature des lieux ou du travail exécuté dans tout endroit où des personnes travaillent ou circulent.

**8.10.3.** Les escaliers et les échelles dans les puits doivent être éclairés à tous les paliers et sur toute leur longueur.

**8.10.4.** Si les travailleurs ne disposent pas de lampes de mineurs ou de lampes portatives, il faut prévoir un système d'éclairage d'urgence avec relais automatique dans un chantier souterrain. Ce système doit être tenu en bon état de fonctionnement pour prendre la relève, en cas d'une rupture de la source normale de courant électrique.

#### §8.11. Communication et signaux standards

**8.11.1.** Pendant le fonçage du puits, il doit être prévu un système temporaire de communication.

**8.11.2.** À la fin des travaux de fonçage d'un puits et avant le commencement des travaux de percement d'un tunnel, chaque puits qui sert à l'extraction et dont la profondeur excède 15 mètres doit être pourvu, entre le fond du puits et la surface, de 2 systèmes distinctifs de signalisation qui peuvent être électriques, pneumatiques ou mécaniques. Un de ces systèmes doit être combiné avec un appareil téléphonique ou un tuyau acoustique.

**8.11.3.** On doit adopter et utiliser des signaux de levage conformément à l'annexe 4, à chaque puits de levage si des signaux visuels ne peuvent être compris.

**8.11.4.** On peut établir et utiliser des signaux normalisés pour répondre aux conditions locales, pourvu qu'ils soient facilement perceptibles et ne soient pas en contradiction avec les signaux standards établis.

**8.11.5.** Une reproduction lisible des signaux standards et des signaux normalisés s'il y a lieu doit être affichée bien en vue du responsable du levage et à chacun des endroits où des signaux peuvent être donnés ou reçus.

**8.11.6.** Aucun travailleur ne doit être transporté dans un puits tant que les signaux appropriés n'ont pas été donnés au préalable.

**8.11.7.** Les dispositifs pour émettre les signaux doivent être maintenus à portée du fond du puits pendant les travaux de fonçage.

**8.11.8.** Lorsque des tunnels s'étendent à une distance de plus de 150 mètres de la base d'un puits, on doit installer un système téléphonique avec des postes :

- a) en surface ;
- b) au fond du puits ; et
- c) au maximum à 75 mètres du front.

On doit installer des prises de branchement d'un appareil téléphonique à des intervalles de 150 mètres le long du tunnel.

**8.11.9.** Tout début d'incendie, d'explosion ou toute autre urgence doit être signalé par 9 clignotements du système déclaiage.

#### §8.12. Mesures d'urgence

**8.12.1.** Une procédure d'évacuation et de sauvetage doit être établie et tenue à jour. Les issues doivent être indiquées et tous les travailleurs doivent être familiers avec cette procédure et les issues.

**8.12.2.** Une équipe de sauvetage doit être disponible en tout temps. Cette équipe doit être composée d'au moins 3 personnes qui doivent :

- a) être aptes physiquement ;
- b) avoir subi un entraînement :
  - i. sur les méthodes de sauvetage ;
  - ii. sur l'utilisation, l'entretien et les limites des appareils respiratoires à oxygène ; et
  - iii. sur l'utilisation et l'entretien de l'équipement de protection contre les incendies ; et
- c) effectuer des exercices de sauvetage.

**8.12.3.** On doit appliquer un système de contrôle des entrées et des sorties du chantier souterrain et un registre des travailleurs affectés aux travaux d'un chantier souterrain doit être disponible en surface.

#### §8.13. Âge minimal

**8.13.1.** Aucune personne de moins de 18 ans ne doit être employée sous terre, au front de taille de travaux à ciel ouvert ou au fonctionnement de l'équipement servant à hisser ou déplacer des objets.

### SECTION IX TRAVAUX DANS L'AIR COMPRIMÉ

#### §9.1. Généralités

**9.1.1.** L'employeur doit veiller à ce que personne ne fume dans une écluse d'air ou dans une chambre de travail.

**9.1.2.** L'employeur doit voir :

- a) à ce qu'aucune personne en état d'ivresse n'entre dans une chambre de travail ni dans aucun autre local utilisé pour le fonctionnement des chambres de travail ; et
- b) à ce que personne n'apporte des boissons alcooliques en ces endroits.

**9.1.3.** Il doit y avoir deux moyens de communication en permanence entre les chambres de travail, les écluses intermédiaires, la centrale d'énergie et la sortie à la pression atmosphérique. L'un de ces moyens de communication doit être le téléphone.

**9.1.4.** Le responsable de l'écluse d'air doit être constamment aux commandes lorsque des personnes sont soumises à l'air comprimé dans l'écluse.

**9.1.5.** L'employeur ne doit pas commencer les travaux avant d'avoir :

- a) avisé par écrit l'inspecteur en chef ou l'OCQ selon le cas ;
- b) soumis les plans exigés au sous-paragraphe c du paragraphe 2 de l'article 2.4.1, ainsi que les devis de travaux ; et
- c) obtenu l'autorisation écrite de l'inspecteur en chef ou de l'OCQ selon le cas.

**9.1.6.** L'inspecteur peut se faire accompagner d'un médecin-hygiéniste lors de sa visite sur le chantier.

**9.1.7.** Avant de soumettre tout travailleur à l'air comprimé, l'employeur doit fournir une écluse d'air pour chaque chambre de travail.

**9.1.8. Âge minimal :** L'âge minimal pour être affecté à des travaux dans l'air comprimé est de 18 ans.

**9.1.9.** L'acétylène ne doit pas être employé lors des travaux dans l'air comprimé.

#### §9.2. Heures de travail et périodes de repos

**9.2.1.** La durée maximale de la période de travail ainsi que la durée minimale du repos qui doit suivre la période de travail doivent être conformes à l'annexe 3.1.

**9.2.2.** La durée du travail et du repos doit être déterminée par la pression maximale atteinte durant la période de travail.

**9.2.3.** Le temps de repos indiqué dans les colonnes 4 et 6 de l'annexe 3.1 peut inclure le temps que la personne a passé dans l'écluse de décompression lorsqu'elle est décompressée à la pression atmosphérique immédiatement avant sa période de repos.

**9.2.4.** Lorsque la durée totale de la période de travail est inférieure à celle qui est indiquée dans les colonnes 3 et 5 de l'annexe 3.1, le temps de repos indiqué dans les colonnes 4 et 6 respectivement peut être réduit dans le rapport

de la durée totale de la période de travail à la durée maximale permise dans les colonnes 3 ou 5, selon le cas.

**9.2.5.** La période de repos allouée pour les repas ne doit jamais être inférieure à une demi-heure.

**9.2.6.** La pression dans la chambre de travail ne doit pas excéder 350 kilopascals, plus de 5 minutes, excepté lorsque c'est nécessaire pour la sécurité des personnes en cas d'urgence et, dans ce cas :

- a) l'employeur doit aviser immédiatement l'inspecteur ;
- b) la pression dans la chambre de travail doit être la plus faible qui est nécessaire pour la nature de l'urgence ;
- c) la durée maximale des périodes de travail et la durée minimale des périodes de repos doivent être fixées par le médecin au service du chantier ; et
- d) le médecin au service du chantier doit établir le temps nécessaire pour la compression et la décompression.

**9.2.7.** Le procédé de compression doit être le suivant :

- a) la pression d'air, pour une personne dans l'écluse d'air intermédiaire, doit être appliquée uniformément et ne doit pas excéder 35 kilopascals pendant les 2 premières minutes d'application ;
- b) la pression ne doit pas être augmentée à plus de 35 kilopascals jusqu'à ce qu'on soit certain que personne dans l'écluse d'air ne souffre de malaise dû à la pression d'air ; et
- c) la pression d'air peut alors être augmentée dans l'écluse d'air à raison d'au plus 35 kilopascals par minute sous réserve de la condition mentionnée au paragraphe b.

**9.2.8. Procédé de décompression :**

- 1) L'employeur doit veiller à ce qu'aucun travailleur ne quitte l'endroit où il travaille pour passer à l'air libre, sans subir le procédé de décompression dans l'écluse d'air intermédiaire.
- 2) Le procédé de décompression doit être le suivant :
  - a) si la pression maximale est moindre que 40 kilopascals, la pression doit être réduite à raison d'au plus 35 kilopascals par minute ;
  - b) si la pression maximale est de 40 kilopascals ou plus, la pression doit être réduite en 3 phases comme il suit :
    - i. la première phase doit être de la pression maximale jusqu'à la moitié de la pression maximale à raison d'au plus 35 kilopascals par minute ;

- ii. la deuxième phase doit être de la moitié de la pression maximale jusqu'au  $\frac{1}{4}$  de la pression maximale à raison d'au plus 14 kilopascals par minute ; et

- iii. la troisième phase doit être du  $\frac{1}{4}$  de la pression maximale jusqu'à la pression atmosphérique à raison d'au plus :

- A) 3,5 kilopascals par minute lorsque la pression maximale n'est pas supérieure à 140 kilopascals ; ou

- B) 1,7 kilopascal par minute lorsque la pression maximale est supérieure à 140 kilopascals et n'excède pas 350 kilopascals.

- 3) Une copie de l'annexe 3.2 relative à la table des périodes de décompression doit être affichée au poste de contrôle et dans chaque écluse d'air.

**9.2.9.** Une personne peut subir le procédé de décompression en 3 phases, décrit à l'article 9.2.8., à une vitesse n'excédant pas le double de celle qui y est indiqué si :

- a) elle a déjà l'expérience des dangers de l'air comprimé ;
- b) elle a été soumise à une pression n'excédant pas 200 kilopascals pendant une demi-heure ou moins et qu'elle n'a pas effectué de travaux manuels ; et
- c) aucune autre personne que celles qui sont visées aux paragraphes a et b n'est dans l'écluse pendant la décompression.

**9.2.10.** Tout employeur doit noter dans un registre, pour chaque travailleur, la durée du travail, les périodes de décompression et les périodes de repos. Il doit également noter les symptômes défavorables qu'il a remarqués ou qui lui ont été décrits par tout travailleur qui quitte l'air comprimé.

### §9.3. Alimentation d'air

**9.3.1.** Deux compresseurs ou plus doivent être installés de telle sorte que si l'un d'eux tombe en panne, le ou les autres compresseurs suffisent pour fournir l'air nécessaire à toutes les chambres de travail et écluses d'air.

**9.3.2.** L'énergie nécessaire pour fournir l'air comprimé aux chambres de travail et aux écluses d'air doit être rapidement disponible à partir d'au moins 2 sources indépendantes.

**9.3.3.** Pour les travaux de caisson, au moins 2 conduites d'air doivent alimenter chaque écluse d'air et chaque chambre de travail.

### 9.3.4. Vérification des compresseurs :

1) L'employeur doit désigner une ou plusieurs personnes compétentes pour prendre charge des compresseurs alimentant la chambre de travail et les écluses, et en surveiller continuellement le fonctionnement durant les travaux.

2) Les compresseurs alimentant la chambre de travail et les écluses doivent être maintenus en état de fonctionnement et doivent être vérifiés toutes les 24 heures.

#### §9.4. Écluses d'air et chambres de travail

**9.4.1.** Toute écluse d'air doit être conçue et construite selon un plan signé et scellé par un ingénieur.

**9.4.2.** Une copie de ces plans doit être conservée au bureau du chantier.

**9.4.3.** On doit adapter un hublot en verre à chaque porte d'écluse d'air. Les soupapes et conduites qui communiquent avec la réserve d'air et l'échappement doivent être disposées de façon qu'on puisse faire fonctionner les écluses d'air de l'intérieur et de l'extérieur.

**9.4.4.** Les écluses d'air à l'usage des travailleurs doivent être assez spacieuses pour que ceux-ci puissent y séjourner sans gêne. Elles doivent être d'une hauteur minimale de 2 mètres et être pourvues d'une horloge, d'un thermomètre et d'un manomètre indiquant la pression d'air dans l'écluse.

**9.4.5.** Un moyen de chauffage de type radiant doit être prévu dans chaque écluse d'air, si la pression excède 95 kilopascals.

**9.4.6. Soupape :** Une soupape doit être installée sur chacune des 2 conduites d'approvisionnement d'air de chaque chambre de travail ou de chaque écluse d'air.

**9.4.7. Soupape de sûreté :** Une soupape de sûreté doit être installée sur chaque chambre de travail et chaque écluse d'air pour laisser échapper automatiquement le surplus de pression. Ces soupapes doivent être réglées à la plus faible des mesures suivantes :

- a) la pression pour laquelle l'écluse est conçue ;
- b) une pression supérieure de 70 kilopascals à celle qui est utilisée dans la chambre de travail.

### 9.4.8. Approvisionnement d'air :

1) Chaque conduite d'air d'approvisionnement doit se déverser aussi près que possible de l'ouverture inférieure du caisson et l'approvisionnement d'air ne doit pas contenir de substances délétères.

2) On doit utiliser un système de réfrigération afin que l'air fourni aux cheminées et aux caissons soit à une température modérée.

**9.4.9.** Dans la chambre de travail, on doit placer un manomètre à une distance n'excédant pas 3 mètres de la face de l'excavation. On doit placer aussi, sur la cloison située entre la chambre de travail et l'écluse d'air, un manomètre indiquant la pression d'air dans l'écluse de décompression.

**9.4.10.** Si l'on introduit une conduite d'air à haute pression pour le fonctionnement d'une machine dans la chambre de travail, des clapets de retenue et des soupapes de sûreté doivent être prévus pour éviter une augmentation éventuelle de la pression dans la chambre de travail.

#### §9.5. Manomètres

**9.5.1.** Toute écluse d'air utilisée par les travailleurs doit être pourvue d'un manomètre enregistreur qui indique la vitesse de décompression. Le disque de ce manomètre doit être assez grand pour indiquer les diverses variations de la pression d'air à intervalles d'au moins une minute.

**9.5.2.** On doit fixer à l'extérieur de chaque chambre de travail, un manomètre qui indique la contrepression. Ce manomètre doit être placé de façon qu'on puisse le consulter facilement et il doit être toujours en parfait état de fonctionnement.

### 9.5.3. Essai :

1) On doit placer les dispositifs nécessaires à l'usage d'un manomètre d'essai.

2) A toutes les 24 heures, on doit soumettre à un essai les manomètres qui indiquent la pression extérieure et noter les résultats dans un registre.

### 9.5.4. Responsable des soupapes et manomètres :

1) L'employeur doit confier à un travailleur compétent le fonctionnement des soupapes et des manomètres qui régularisent et indiquent la pression d'air dans la chambre de travail. La durée maximale de travail de ce travailleur doit être de 9 heures par journée de 24 heures et dans les travaux de caisson, il ne doit pas surveiller à la fois plus de 2 conduites d'air séparées.

2) Toute chambre de travail doit être munie d'un manomètre enregistreur et d'un manomètre témoin à aiguilles qui indiquent continuellement la pression réelle dans la chambre de travail. Ces manomètres doivent être installées à la vue du responsable des soupapes et manomètres.

3) Lorsque des personnes travaillent dans l'air comprimé, l'employeur doit s'assurer qu'une personne compétente est disponible sur le chantier pour s'occuper du fonctionnement des soupapes et des manomètres en cas d'urgence.

#### *§9.6. Alimentation en énergie électrique et en éclairage*

**9.6.1.** Les chambres de travail doivent être éclairées à l'électricité et on doit placer des lampes de secours dans chaque écluse d'air, chambre de travail ou cheminée de communication.

**9.6.2.** Les fils électriques qui passent à travers une écluse d'air doivent être placés dans un conduit métallique rigide à l'exception de ceux qui sont utilisés pour les signaux et la communication.

**9.6.3.** Les ampoules électriques fixées aux fils dans un conduit métallique rigide doivent être recouvertes de verre et d'un grillage métallique.

#### *§9.7. Hygiène et bien-être*

**9.7.1.** Pour le travail dans l'air comprimé, l'employeur doit mettre à la disposition des travailleurs un local pour leur permettre de se changer de vêtements. Ce local doit être conforme aux articles 8.9.2 et 8.9.3.

**9.7.2.** Lorsque les travailleurs quittent le travail et pendant les heures de repas, l'employeur doit mettre à leur disposition une provision suffisante de café chaud et de sucre. Ce café ne doit pas être chauffé par l'injection directe de vapeur.

#### *§9.8. Examens et soins médicaux*

**9.8.1.** Tout employeur effectuant des travaux dans l'air comprimé doit retenir les services d'un ou de plusieurs médecins familiers et expérimentés dans les exigences physiques et les divers aspects médicaux du travail dans l'air comprimé ainsi que dans le traitement des maladies dues à la décompression. Il doit être disponible, en tout temps, lorsque les travaux sont en cours.

**9.8.2.** Aucun travailleur ne peut travailler dans l'air comprimé sans avoir, au préalable, été examiné par le médecin et rapporté par lui comme étant apte physiquement à entreprendre un travail dans l'air comprimé. Dans ce cas, le médecin doit lui faire subir un examen médical dans l'écluse à essai ou dans l'écluse-infirmerie. Par la suite, ce travailleur ne doit pas travailler sous une pression quelconque pendant plus d'une demi-journée à moins d'avoir été réexaminé par le médecin et jugé apte pour ce travail.

**9.8.3.** Un travailleur qui s'absente de son travail pendant plus de 10 jours consécutifs ne peut reprendre son travail sans avoir subi un nouvel examen médical.

**9.8.4.** Un travailleur qui a travaillé sans interruption dans l'air comprimé pendant une période de temps désignée par le médecin, mais sans excéder une année, doit subir un nouvel examen médical et il ne peut reprendre son travail que s'il est en état de le faire.

**9.8.5.** Le médecin doit, en tout temps, tenir :

- a) un registre complet des examens effectués ; et
- b) un registre de toute maladie attribuable à la décompression ou autres maladies ou blessures empêchant un travailleur de travailler.

**9.8.6.** L'employeur doit aménager une écluse-infirmerie lorsque le travail dans l'air comprimé est exécuté à plus de 16 kilomètres d'un centre hospitalier équipé pour le traitement des maladies dues à la décompression.

**9.8.7.** L'écluse-infirmerie doit :

- a) comporter au moins 2 compartiments d'une hauteur minimale de 1,8 mètre en son milieu ;
- b) être située le plus près possible de la chambre de travail ;
- c) être prête pour usage immédiat durant les 5 heures subséquentes à la sortie d'un employé de la chambre de travail ;
- d) être chauffée, éclairée et ventilée ;
- e) être tenue en état de propreté ;
- f) être conçue pour supporter une pression de 520 kilopascals ;
- g) avoir un hublot incassable à travers duquel les occupants sont sous constante observation ;
- h) être pourvue de contrôles internes qui peuvent être chevauchés par les contrôles externes ;
- i) être pourvue d'un manomètre pour mesurer la pression de l'air à l'intérieur de chaque compartiment et dont les lectures sont visibles et de l'intérieur et de l'extérieur de l'écluse-infirmerie ;
- j) être pourvue d'un système de gicleur du type manuel pouvant être déclenché de l'intérieur ou de l'extérieur de l'écluse ;
- k) être pourvue de conduites d'oxygène et des accessoires conduisant aux réservoirs extérieurs. Les conduites doivent être munies de soupape de contrôle pour éviter l'écoulement contraire. Le système d'oxygène à l'intérieur

de la chambre doit être du type circuit fermé et conçu de telle sorte que l'alimentation en oxygène est automatiquement coupée lorsque le système de protection contre l'incendie est déclenché ;

l) être sous la responsabilité constante d'une personne sous le contrôle direct du médecin au service du chantier. Cette personne doit être entraînée à l'usage de l'écluse-infirmerie et être familière avec les étapes à franchir dans le traitement des employées démontrant des symptômes compatibles avec un diagnostic de maladie due à la décompression ;

m) être munie de facilités médicales avec l'équipement respiratoire à oxygène approuvé par le *National Institute for Occupational Safety and Health (NIOSH)* ;

n) être maintenue à une température non inférieure à 21°C mais n'excédant pas 32°C lorsqu'elle est utilisée ;

o) être pourvue de sources d'air, exemptes de monoxyde de carbone et d'huile pour l'emploi normal et d'urgence qui sont capables de monter la pression d'air dans l'écluse de 0 à 520 kilopascals en 5 minutes ;

p) être pourvue d'un lit de sangle ; et

q) être construit et aménagé avec des matériaux incombustibles.

**9.8.8.** Dans le voisinage immédiat de l'écluse-infirmerie, on doit aménager une salle de premiers soins bien équipée, munie des médicaments et instruments de chirurgie nécessaires pour administrer les premiers soins aux accidentés.

**9.8.9.** L'employeur doit s'assurer que tout travailleur, affecté à un travail dans l'air comprimé, porte un bracelet médical qui indique qu'il travaille dans l'air comprimé, l'endroit où est située l'écluse-infirmerie et l'instruction de le transporter à cette écluse-infirmerie en cas d'urgence.

## SECTION X TRAVAUX SUR RUES, ROUTES ET AUTOROUTES

### §10.1. Champ d'application

**10.1.1.** La présente section s'applique à toute zone de travail de construction sur les rues, routes et autoroutes et en bordure de ces endroits.

### §10.2. Références

**10.2.1.** Tous les panneaux de signalisation utilisés à l'occasion de ces travaux doivent répondre aux exigences

du Règlement sur la signalisation routière (c. C-24, r.28). Toutefois leurs dimensions peuvent être majorées.

**10.2.2.** Dans cette section, une référence à un numéro de panneau est une référence à un numéro établi dans ce Règlement.

**10.2.3.** Toutes les figures ainsi que les cotes qui apparaissent à l'annexe 5 peuvent être majorées pourvu que les nouvelles mesures prises offrent une sécurité plus grande.

### §10.3. Précautions

**10.3.1.** L'employeur doit :

a) fournir les survêtements nécessaires pour le travail du signalneur ;

b) s'assurer que les préposés à la signalisation respectent les exigences de la sous-section 10.5 ; et

c) avant de commencer à travailler, indiquer la zone de travail par la signalisation indiquée à l'annexe 5.

**10.3.2.** L'employeur doit s'assurer qu'un travailleur porte un gilet de couleur orange avec des bandes blanches réflectorisées lorsqu'il effectue des travaux la nuit.

### §10.4. Dispositifs de signalisation et de protection

**10.4.1.** Signaux lumineux :

1) Les signaux de construction et de déviation doivent être éclairés artificiellement la nuit ou lorsque la visibilité est réduite.

2) Ces signaux lumineux doivent être :

a) fixés à des supports solides de manière à résister à tout vent de 65 kilomètres par heure ;

b) placés de façon à assurer la perception rapide et facile du chantier et de façon à ne pas nuire à la visibilité des panneaux de signalisation ;

c) placés à chaque extrémité et à toutes les irrégularités de l'obstacle faisant saillie.

**10.4.2.** Feux clignotants : Les feux clignotants doivent :

a) avoir des lentilles incassables de couleur ambre et d'un diamètre minimal de 180 millimètres ;

b) être visibles de 2 directions diamétralement opposées ;

c) avoir des ampoules électriques d'une intensité minimale de 1,5 candela à la tension nominale de la pile ;

d) avoir une fréquence d'éclairage comprise entre 50 et 70 clignotements par minute et un temps d'éclairage d'au moins 0,15 seconde par clignotement ;

e) avoir des boîtiers munis de tiges de fixation anti-vol ;

f) avoir des interrupteurs inappareillés pour les lumières ; et

g) être interdits si leur rendement est diminué par le froid.

**10.4.3. Torches portatives :** Les torches portatives doivent :

a) rester allumées même par un vent de 65 kilomètres par heure et être visibles à une distance minimale de 150 mètres ;

b) être placées sur le sol ; et

c) ne jamais être allumées près d'un poste d'essence, d'un véhicule à moteur, d'un dépôt d'explosifs ou de tout autre composé chimique combustible ou substance inflammable.

**10.4.4. Éclairage électrique :** L'éclairage électrique doit être :

a) disposé de façon à ne pas aveugler les usagers de la route ;

b) blanc tel que spécifié au Règlement sur la signalisation routière, s'il est utilisé pour éclairer des panneaux ou des barrages ; et

c) ambre lorsqu'il sert à signaler un danger quelconque.

**10.4.4.1. Repères visuels :**

1) Les repères visuels permis sont les suivants : le cône, la balise, le barrage sur tréteaux, le baril, le délinéateur et le barrage à clavier.

2) On doit utiliser autour de l'obstacle, un barrage sur tréteaux ou un barrage à clavier.

**10.4.5. Protection des puits d'accès :**

1) Un garde-corps portatif doit être utilisé pour prévenir les chutes dans les puits d'accès.

2) Lorsque ce garde-corps est en acier, il doit être :

a) construit de tubes métalliques d'un diamètre minimal de 22 millimètres disposé de manière à entourer sur 3 côtés le puits d'accès, le quatrième étant fermé par 2 chaînes ;

b) de couleur voyante et muni d'une traverse intermédiaire, de fanions le jour et de feux clignotants la nuit ; et

c) conforme à la figure 1 de l'annexe 5.1.

3) Lorsque ce garde-corps est en bois, il doit être :

a) construit en planche d'une largeur nominale minimale de 100 millimètres et doit entourer le puits sur 3 côtés, le quatrième étant fermé par 2 chaînes ;

b) muni de bandes noires verticales de 100 millimètres de largeur sur un fond de couleur orange ;

c) muni de fanions le jour et de feux clignotants la nuit ; et

d) conforme à la figure 2 de l'annexe 5.1.

**10.4.6. Entretien :** Les dispositifs de signalisation et de protection doivent être :

a) tenus en bon état ;

b) remplacés sans délai s'ils sont avariés ; et

c) réparés, nettoyés et peints sans délai s'ils sont endommagés ou si les symboles et les inscriptions portent à confusion.

### *§10.5. Signaleurs*

**10.5.1.** L'employeur doit s'assurer qu'un signaleur est en fonction lorsqu'il est nécessaire de diriger la circulation ou lorsqu'il y a danger pour les travailleurs dû à :

a) la réduction de la visibilité ; ou

b) la géométrie de la route.

**10.5.2.** Un signaleur doit :

a) être vigilant ;

b) être instruit des responsabilités inhérentes à son travail ;

c) porter :

i. un gilet de couleur orange avec des bandes blanches réflectorisées ; et

ii. un casque de sécurité orange ;

d) se tenir seul dans un endroit d'où il peut diriger facilement la circulation et permettant aux usagers de la route de ralentir avant d'arriver à la zone de travail et même d'arrêter lorsque nécessaire ; et

e) la nuit ou en tout autre temps, lorsque la visibilité est réduite, diriger la circulation en utilisant une lampe de poche à feu rouge.

**10.5.3.** Le signaleur peut utiliser une enseigne pour diriger la circulation à condition que cette enseigne soit :

- a) de la forme apparaissant à la figure 4 de l'annexe 5.1 ;
- b) d'un matériau rigide équivalent à du contre-plaqué de 6 millimètres d'épaisseur ;
- c) de dimensions minimales de 450 millimètres sur 450 millimètres ;
- d) fixée par un coin à une rampe solide de 1,2 mètre de longueur ;
- e) de la forme octogonale et de couleur rouge sur un côté, avec le mot **ARRÊT**, inscrit en lettres blanches de 150 millimètres de hauteur ; et

f) de couleur jaune de l'autre côté avec le mot **LENTEMENT** inscrit en lettres noires d'au moins 130 millimètres de hauteur.

#### **10.5.4. Méthodes de signalisation :**

1) Les signaux donnés par le signaleur doivent être précis et conformes à ceux qui sont indiqués aux figures 3 et 4 de l'annexe 5.1.

2) Le signaleur doit se tenir debout sur l'accotement ou dans la voie barrée.

#### *§10.6. Travaux sur les routes en région urbaine*

**10.6.1. Cas général :** En plus des prescriptions particulières prévues dans cette sous-section, toute zone de travail formant un obstacle sur une route en région urbaine doit être signalée par l'employeur au moyen :

- a) d'un alignement de balises espacées de 9 mètres au maximum ;
- b) de signaux lumineux pour la nuit ;
- c) de panneaux interdisant le stationnement ; et
- d) de barrages autour de l'obstacle.

**10.6.1.1.** S'il existe 2 obstacles latéraux consécutifs, l'employeur doit signaler les 2 obstacles comme distincts, si la distance qui les sépare est égale ou supérieure à 100 mètres.

**10.6.2. Trottoir :** Dans le cas de l'obstruction d'un trottoir, l'employeur doit :

- a) aménager un passage temporaire qui doit :

- i. être placé de préférence du côté des maisons et édifices ;
  - ii. avoir une largeur libre A de 1,5 mètre au minimum ou égale à celle du trottoir ;
  - iii. avoir aux extrémités une largeur égale au double de celle mentionnée au sous-paragraphe ii ;
  - iv. avoir un barrage d'au moins 1 mètre de hauteur du côté de la rue, lorsque le détournement est fait de ce côté. Ce barrage doit comprendre au minimum une planche de 150 millimètres au sommet et une traverse intermédiaire ;
  - v. être bien éclairé ;
- b) placer le mode de signalisation indiqué au cas no 4 de l'annexe 5.2.

#### **10.6.3. Chaussée à sens unique à 2 voies de circulation :**

1) Dans le cas d'un obstacle latéral :

a) lorsque la partie non encombrée de la chaussée a une largeur L égale ou supérieure à 3,5 mètres, l'employeur doit signaler l'obstacle conformément au cas no 1 de l'annexe 5.2 ;

b) lorsque la partie non encombrée de la chaussée a une largeur L inférieure à 3,5 mètres, l'employeur doit barrer la route et signaler l'intervention conformément au cas no 3 de l'annexe 5.2.

2) Dans le cas d'un obstacle médian :

a) lorsque les 2 parties non encombrées de la chaussée ont une largeur L ou M égale ou supérieure à 3,5 mètres, l'employeur doit signaler l'obstacle conformément au cas no 2 de l'annexe 5.2 ;

b) lorsque l'une des parties non encombrées de la chaussée a une largeur L ou M inférieure à 3,5 mètres, l'employeur doit :

- i. interrompre la circulation dans la voie ayant une largeur inférieure à 3,5 mètres ; et
- ii. signaler l'obstacle conformément au cas no 1 de l'annexe 5.2 ;

c) lorsque les 2 parties non encombrées de la route ont des largeurs L et M inférieures à 3,5 mètres, l'employeur doit barrer la chaussée, employer une voie de contournement et signaler l'intervention conformément au cas no 3 de l'annexe 5.2.

#### **10.6.4. Chaussée à double sens à 2 voies de circulation :**

1) Dans le cas de 2 obstacles latéraux opposés :



a) lorsque les parties non encombrées de la chaussée ont des largeurs L et M égales ou supérieures à 7,5 mètres, l'employeur doit signaler les obstacles conformément au cas no 5 de l'annexe 5.2 ;

b) lorsque l'une des parties non encombrées de la chaussée a une largeur L ou M supérieure à 3,5 mètres mais inférieure à 7,5 mètres, l'employeur doit :

- i. enlever les repères visuels médians ; et
- ii. interrompre la circulation dans un sens, en la déviant vers une voie de contournement ;

c) lorsque l'une des parties non encombrée a une largeur L ou M inférieure à 3,5 mètres, l'employeur doit signaler l'intervention conformément au cas no 7 de l'annexe 5.2.

2) Dans le cas d'un obstacle à une intersection :

a) lorsque l'une des parties non encombrée de la chaussée a une largeur L égale ou supérieure à 7,5 mètres et deux largeurs M et N égales ou supérieures à 3,5 mètres, l'employeur doit signaler l'obstacle conformément au cas no 6 de l'annexe 5.2 ;

b) lorsque la largeur L est supérieure à 3,5 mètres mais inférieure à 7,5 mètres, l'employeur doit :

- i. enlever les repères visuels médians ; et
- ii. interrompre la circulation dans un sens en la déviant vers une voie de contournement ; et

c) lorsque les largeurs L, M et N sont inférieures à 3,5 mètres, l'employeur doit signaler l'intervention conformément au cas no 7 de l'annexe 5.2.

#### **10.6.5. Chaussée à double sens à 3 voies de circulation :**

1) Dans le cas d'un obstacle latéral ou de l'obstruction d'une voie latérale :

a) lorsque la partie non encombrée de la chaussée a une largeur L égale ou supérieure à 7,5 mètres, l'employeur doit signaler l'obstacle conformément au cas no 8 de l'annexe 5.2 ;

b) lorsque la partie non encombrée de la chaussée a une largeur L supérieure à 3,5 mètres mais inférieure à 7,5 mètres, l'employeur doit :

- i. enlever les repères visuels médians ; et
- ii. interrompre la circulation dans un sens en la déviant vers une voie de contournement.

2) Dans le cas d'un obstacle médian ou de l'obstruction de la voie centrale :

a) lorsque les parties non encombrées de la chaussée ont des largeurs L et M égales ou supérieures à 3,5 mètres, l'employeur doit signaler l'obstacle conformément au cas no 9 de l'annexe 5.2 ;

b) lorsque les parties non encombrées ont une largeur L inférieure à 3,5 mètres et une largeur M égale ou supérieure à 3,5 mètres, l'employeur doit signaler l'obstacle conformément au cas no 8 de l'annexe 5.2 ;

c) lorsque les 2 parties non encombrées de la chaussée ont des largeurs L et M inférieures à 3,5 mètres, l'employeur doit interrompre la circulation en la déviant vers une voie de contournement.

#### **10.6.6. Chaussée à 4 ou 6 voies de circulation ayant 2 ou 3 voies dans chaque sens :**

1) Dans le cas de l'obstruction de la voie de gauche d'une chaussée non divisée, l'employeur doit la signaler conformément au cas no 10 de l'annexe 5.2.

2) Dans le cas de l'obstruction de la voie de droite d'une chaussée divisée, l'employeur doit la signaler conformément au cas no 11 de l'annexe 5.2.

3) Dans le cas de l'obstruction de la voie centrale d'une chaussée divisée :

a) lorsque les parties non encombrées de la chaussée ont des largeurs L et M égales ou supérieures à 3,5 mètres, l'employeur doit signaler l'obstacle conformément au cas no 12 de l'annexe 5.2 ;

b) lorsque l'une des parties non encombrée de la chaussée ont des largeurs L ou M inférieures à 3,5 mètres, l'employeur doit signaler l'obstacle conformément au cas no 11 de l'annexe 5.2 ;

c) lorsque les parties non encombrées de la chaussée ont des largeurs L et M inférieures à 3,5 mètres, l'employeur doit interrompre la circulation en la déviant vers une voie de contournement.

#### **§10.7. Travaux sur les routes en région rurale et sur les autoroutes**

**10.7.1.** Dans les cas de travaux de construction sur les routes en région rurale et sur les autoroutes, l'employeur doit placer, près de la zone de travail :

- a) des barrages ;
- b) des repères visuels ;
- c) des signaux lumineux pour la nuit.

**10.7.2. Chaussée à double sens, à 2 voies de circulation :**

- 1) Lorsque le chantier est sur les deux voies et occasionne des rétrécissements, l'employeur doit le signaler conformément au cas no 13 de l'annexe 5.3.
- 2) Lorsque le chantier n'est que sur une voie, l'employeur doit le signaler conformément au cas no 14 de l'annexe 5.3.
- 3) Lorsque le chantier s'étend sur les deux voies et qu'il oblige l'usager de la route à emprunter une chaussée temporaire, l'employeur doit le signaler conformément au cas no 15 de l'annexe 5.3.
- 4) Lorsque le chantier s'étend sur les deux voies et qu'il oblige l'usager de la route à emprunter une chaussée existante, l'employeur doit le signaler conformément au cas no 16 de l'annexe 5.3.

**10.7.3. Autoroute, boulevard à 4 voies de circulation :**

- 1) Sur une autoroute et un boulevard, lorsque le chantier s'étend sur une voie, l'employeur doit le signaler conformément au cas no 17 de l'annexe 5.3.
- 2) Sur une autoroute, lorsque le chantier oblige l'usager à emprunter une chaussée existante, l'employeur doit le signaler conformément au cas no 18 de l'annexe 5.3.
- 3) Sur un boulevard, lorsque le chantier oblige l'usager à emprunter une chaussée existante, l'employeur doit le signaler conformément au cas no 19 de l'annexe 5.3.

**10.7.4. Autoroute à 6 voies de circulation :**

- 1) Lorsque le chantier occupe la voie extérieure, l'employeur doit le signaler conformément au cas no 20 de l'annexe 5.3.
- 2) Lorsque le chantier occupe la voie médiane, l'employeur doit le signaler conformément au cas no 21 de l'annexe 5.3.
- 3) Lorsque le chantier s'étend sur trois voies, l'employeur doit dévier la circulation et le signaler conformément au cas no 22 de l'annexe 5.3.

## ANNEXE 1

(a. 3.17.8)

TABLE DE REMONTÉE

Profondeur de plongée	Temps de plongée*	Durée des paliers en minutes à la profondeur de*								Durée totale de la décompression
$p_i$ (m)	min	$p_i$ (m)								min
		78.7 (24)	68.9 (21)	59.1 (18)	49.2 (15)	39.4 (12)	29.5 (9)	19.7 (6)	9.8 (3)	
0 — 29.5 (0 — 9)	Illimité									
29.5 — 39.4 (9 — 12)	0 — 135	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	135 — 165	—	—	—	—	—	—	—	5	5
	165 — 195	—	—	—	—	—	—	—	10	10
	195 — 225	—	—	—	—	—	—	—	15	15
	225 — 255	—	—	—	—	—	—	—	20	20
	255 — 330	—	—	—	—	—	—	—	25	25
	330 — 390	—	—	—	—	—	—	—	30	30
	390 — 660	—	—	—	—	—	—	—	35	35
	Limite de sécurité									
	> 600	—	—	—	—	—	—	—	40	40
39.4 — 49.2 (12 — 15)	0 — 85	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	85 — 105	—	—	—	—	—	—	—	5	5
	105 — 120	—	—	—	—	—	—	—	10	10
	120 — 135	—	—	—	—	—	—	—	15	15
	135 — 145	—	—	—	—	—	—	—	20	20
	145 — 160	—	—	—	—	—	—	—	25	25
	160 — 170	—	—	—	—	—	—	5	25	30
	170 — 190	—	—	—	—	—	—	5	30	35
	Limite de sécurité									
	190 — 240	—	—	—	—	—	—	10	40	50
	240 — 360	—	—	—	—	—	—	30	40	70
	360 — 450	—	—	—	—	—	—	35	40	75
	> 450	—	—	—	—	—	—	35	45	80
	Limite de sécurité									
49.2 — 59.1 (15 — 18)	0 — 60	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	60 — 70	—	—	—	—	—	—	—	5	5
	70 — 80	—	—	—	—	—	—	5	5	10
	80 — 90	—	—	—	—	—	—	5	10	15
	90 — 100	—	—	—	—	—	—	5	15	20
	100 — 110	—	—	—	—	—	—	5	20	25
	110 — 120	—	—	—	—	—	—	5	25	30
	120 — 130	—	—	—	—	—	—	5	30	35
	Limite de sécurité									
	130 — 140	—	—	—	—	—	—	10	30	40
	140 — 150	—	—	—	—	—	—	10	40	50
	150 — 160	—	—	—	—	—	—	15	40	55
	160 — 180	—	—	—	—	—	—	20	40	60
	180 — 200	—	—	—	—	—	5	30	40	75
	200 — 255	—	—	—	—	—	10	35	45	90
	255 — 325	—	—	—	—	—	20	40	45	105
	325 — 495	—	—	—	—	—	35	40	45	120
	> 495	—	—	—	—	—	35	40	50	125

Profondeur de plongée	Temps de plongée*	Durée des paliers en minutes à la profondeur de*								Durée totale de la décompression
pi (m)	min	78.7 (24)	68.9 (21)	59.1 (18)	49.2 (15)	39.4 (12)	29.5 (9)	19.7 (6)	9.8 (3)	min
59.1 — 68.9 (18 — 21)	0 — 40	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	40 — 55	—	—	—	—	—	—	—	5	5
	55 — 60	—	—	—	—	—	—	5	5	10
	60 — 70	—	—	—	—	—	—	5	10	15
	70 — 75	—	—	—	—	—	—	5	15	20
	75 — 85	—	—	—	—	—	—	5	20	25
	85 — 90	—	—	—	—	—	—	5	25	30
	90 — 95	—	—	—	—	—	5	5	25	35
	Limite de sécurité									
	95 — 105	—	—	—	—	—	5	5	35	45
	• 105 — 120	—	—	—	—	—	5	10	40	55
	120 — 135	—	—	—	—	—	5	20	45	70
	135 — 150	—	—	—	—	—	5	30	45	80
	150 — 165	—	—	—	—	—	10	30	50	90
	165 — 180	—	—	—	—	—	15	35	50	100
	180 — 210	—	—	—	—	—	25	40	50	115
	210 — 240	—	—	—	—	5	30	40	50	125
68.9 — 78.7 (21 — 24)	0 — 30	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	30 — 40	—	—	—	—	—	—	—	5	5
	40 — 50	—	—	—	—	—	—	5	5	10
	50 — 55	—	—	—	—	—	—	5	10	15
	55 — 60	—	—	—	—	—	—	5	15	20
	60 — 70	—	—	—	—	—	—	5	20	25
	70 — 75	—	—	—	—	—	—	5	25	30
	Limite de sécurité									
	75 — 80	—	—	—	—	—	5	5	30	40
	80 — 90	—	—	—	—	—	5	10	35	50
	90 — 105	—	—	—	—	—	5	20	40	65
	105 — 120	—	—	—	—	5	5	30	45	85
	120 — 140	—	—	—	—	5	10	35	50	100
	140 — 160	—	—	—	—	10	30	40	50	130
78.7 — 88.6 (24 — 27)	0 — 25	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	25 — 30	—	—	—	—	—	—	—	5	5
	30 — 40	—	—	—	—	—	—	5	5	10
	40 — 45	—	—	—	—	—	—	5	10	15
	45 — 50	—	—	—	—	—	—	5	15	20
	50 — 55	—	—	—	—	—	—	5	20	25
	55 — 60	—	—	—	—	—	5	5	20	30
	60 — 65	—	—	—	—	—	5	5	25	35
	Limite de sécurité									
	65 — 70	—	—	—	—	—	5	10	30	45
	70 — 75	—	—	—	—	—	5	15	30	50
	75 — 80	—	—	—	—	—	5	20	35	60
	80 — 90	—	—	—	—	—	5	25	40	70
	90 — 100	—	—	—	—	—	5	30	45	80
	100 — 110	—	—	—	—	5	15	35	45	100
	110 — 120	—	—	—	—	5	20	35	50	110
	120 — 135	—	—	—	5	5	25	40	50	125
	135 — 150	—	—	—	5	10	35	40	50	140

Profondeur de plongée	Temps de plongée*	Durée des paliers en minutes à la profondeur de*								Durée totale de la décompression
pi (m)	min	78.7 (24)	68.9 (21)	59.1 (18)	49.2 (15)	39.4 (12)	29.5 (9)	19.7 (6)	9.8 (3)	min
88.6 — 98.4 (27 — 30)	0 — 20	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	20 — 25	—	—	—	—	—	—	—	5	5
	25 — 30	—	—	—	—	—	—	5	5	10
	30 — 35	—	—	—	—	—	—	5	10	15
	35 — 40	—	—	—	—	—	—	5	15	20
	40 — 45	—	—	—	—	—	—	5	20	25
	45 — 50	—	—	—	—	—	5	5	20	30
	50 — 55	—	—	—	—	—	5	5	25	35
	Limite de sécurité									
	55 — 60	—	—	—	—	—	5	10	30	45
	60 — 70	—	—	—	—	—	5	20	35	60
	70 — 75	—	—	—	—	5	5	20	40	70
	75 — 80	—	—	—	—	5	5	30	40	80
	80 — 90	—	—	—	—	5	15	30	45	95
	90 — 105	—	—	—	—	5	25	35	50	115
	105 — 120	—	—	—	5	10	30	40	50	135
98.4 — 108.3 (30 — 33)	0 — 17	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	17 — 20	—	—	—	—	—	—	—	5	5
	20 — 25	—	—	—	—	—	—	5	5	10
	25 — 30	—	—	—	—	—	—	5	10	15
	30 — 35	—	—	—	—	—	—	5	15	20
	35 — 40	—	—	—	—	—	—	5	20	25
	40 — 45	—	—	—	—	—	5	5	20	30
	Limite de sécurité									
	45 — 50	—	—	—	—	—	5	10	25	40
	50 — 55	—	—	—	—	—	5	15	30	50
	55 — 60	—	—	—	—	—	5	20	35	60
	60 — 65	—	—	—	—	5	5	20	40	70
	65 — 70	—	—	—	—	5	10	20	45	80
	70 — 75	—	—	—	—	5	15	25	45	90
	75 — 80	—	—	—	—	5	20	30	45	100
	80 — 90	—	—	—	5	5	20	40	45	115
	90 — 100	—	—	—	5	10	25	40	50	130
	100 — 110	—	—	—	5	20	30	45	50	150
	110 — 120	—	—	5	5	25	40	45	50	170
108.3 — 118.1 (33 — 36)	0 — 14	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	14 — 20	—	—	—	—	—	—	—	5	5
	20 — 25	—	—	—	—	—	—	5	5	10
	25 — 30	—	—	—	—	—	—	5	15	20
	30 — 35	—	—	—	—	—	—	5	20	25
	35 — 40	—	—	—	—	—	5	5	25	35
	Limite de sécurité									
	40 — 45	—	—	—	—	—	5	10	25	40
	45 — 50	—	—	—	—	—	5	15	30	50
	50 — 55	—	—	—	—	5	5	20	35	65
	55 — 60	—	—	—	—	5	10	25	40	80

Profondeur de plongée	Temps de plongée*	Durée des paliers en minutes à la profondeur de*								Durée totale de la décompression
pi (m)	min	78.7 (24)	68.9 (21)	59.1 (18)	49.2 (15)	39.4 (12)	29.5 (9)	19.7 (6)	9.8 (3)	min
	60 — 70	—	—	—	—	5	20	30	45	100
	70 — 75	—	—	—	5	5	20	35	45	110
	75 — 80	—	—	—	5	10	25	35	45	120
	80 — 90	—	—	—	5	15	30	40	50	140
	90 — 100	—	—	5	5	20	35	45	50	160
	100 — 110	—	—	5	15	25	40	45	50	180
	110 — 120	—	—	5	20	30	40	45	50	190
118.1 — 128.0 (36 — 39)	0 — 11	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	11 — 15	—	—	—	—	—	—	—	5	5
	15 — 20	—	—	—	—	—	—	5	5	10
	20 — 25	—	—	—	—	—	—	5	10	15
	25 — 30	—	—	—	—	—	—	5	20	25
	30 — 35	—	—	—	—	—	5	5	20	30
	Limite de sécurité									
	35 — 40	—	—	—	—	—	5	10	25	40
	40 — 45	—	—	—	—	5	5	15	30	55
	45 — 50	—	—	—	—	5	5	20	35	65
	50 — 55	—	—	—	—	5	10	25	40	80
	55 — 60	—	—	—	—	5	15	30	45	95
	60 — 70	—	—	—	5	10	20	30	50	115
	70 — 75	—	—	—	5	15	25	40	50	135
	75 — 80	—	—	—	5	20	30	45	50	150
128.0 — 137.8 (39 — 42)	80 — 90	—	—	5	5	25	40	45	50	170
	90 — 100	—	5	5	15	30	40	45	50	190
	100 — 110	—	5	10	25	30	45	45	50	210
	110 — 120	—	5	15	30	40	45	45	50	230
	0 — 9	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	9 — 10	—	—	—	—	—	—	—	5	5
	10 — 15	—	—	—	—	—	—	5	5	10
	15 — 20	—	—	—	—	—	—	5	10	15
	20 — 25	—	—	—	—	—	—	5	15	20
	25 — 30	—	—	—	—	—	5	5	20	30
	Limite de sécurité									
	30 — 35	—	—	—	—	—	5	10	25	40
	35 — 40	—	—	—	—	5	5	15	30	55
	40 — 45	—	—	—	—	5	10	15	35	65
	45 — 50	—	—	—	—	5	15	20	40	80
	50 — 55	—	—	—	5	5	15	25	45	95
	55 — 60	—	—	—	5	5	20	35	45	110
	60 — 65	—	—	—	5	10	25	40	45	125
	65 — 70	—	—	—	5	15	30	40	50	140
	70 — 75	—	—	5	5	20	30	45	50	155
	75 — 80	—	—	5	10	20	35	45	50	165
	80 — 85	—	—	5	15	25	40	45	50	180
	85 — 95	—	5	5	20	35	40	45	50	200
	95 — 105	—	5	15	25	35	45	45	50	220
	105 — 115	—	5	20	35	40	45	45	50	240

Profondeur de plongée	Temps de plongée*	Durée des paliers en minutes à la profondeur de*								Durée totale de la décompression
pi (m)	min	78.7 (24)	68.9 (21)	59.1 (18)	49.2 (15)	39.4 (12)	29.5 (9)	19.7 (6)	9.8 (3)	min
137.8 — 147.6 (42 — 45)	0 — 8	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	8 — 10	—	—	—	—	—	—	—	5	5
	10 — 15	—	—	—	—	—	—	5	5	10
	15 — 20	—	—	—	—	—	—	5	15	20
	20 — 25	—	—	—	—	—	5	5	20	30
	Limite de sécurité									
	25 — 30	—	—	—	—	—	5	10	25	40
	30 — 35	—	—	—	—	5	5	10	30	50
	35 — 40	—	—	—	—	5	10	15	35	65
	40 — 45	—	—	—	—	5	15	20	40	80
	45 — 50	—	—	—	5	5	15	25	45	95
	50 — 55	—	—	—	5	10	20	30	50	115
	55 — 60	—	—	—	5	15	25	35	50	130
	60 — 65	—	—	5	5	15	30	40	50	145
	65 — 70	—	—	5	10	20	30	45	50	160
	70 — 75	—	—	5	15	25	35	45	50	175
	75 — 80	—	5	5	20	30	40	45	50	195
	80 — 85	—	5	10	25	35	40	45	50	210
	85 — 90	—	5	15	30	40	45	45	50	230
147.6 — 157.5 (45 — 48)	0 — 10	—	—	—	—	—	—	5	5	10
	10 — 15	—	—	—	—	—	—	5	10	15
	15 — 20	—	—	—	—	—	5	5	15	25
	20 — 25	—	—	—	—	—	5	10	20	35
	Limite de sécurité									
	25 — 30	—	—	—	—	5	5	10	25	45
	30 — 35	—	—	—	—	5	10	15	30	60
	35 — 40	—	—	—	—	5	10	20	40	75
	40 — 45	—	—	—	5	5	15	25	45	95
	45 — 50	—	—	—	5	10	20	30	45	110
	50 — 55	—	—	—	5	15	25	40	45	130
	55 — 60	—	—	5	5	20	25	40	50	145
	60 — 65	—	—	5	10	20	35	45	50	165
	65 — 70	—	—	5	15	25	40	45	50	180
	70 — 75	—	5	5	20	30	40	45	50	195
	75 — 80	—	5	10	25	35	40	45	50	210
	80 — 85	—	5	15	30	40	45	45	50	230
157.5 — 167.3 (48 — 51)	0 — 10	—	—	—	—	—	—	5	5	10
	10 — 15	—	—	—	—	—	—	5	10	15
	15 — 20	—	—	—	—	—	5	5	15	25
	Limite de sécurité									
	20 — 25	—	—	—	—	—	5	10	25	40
	25 — 30	—	—	—	—	5	5	15	30	55
	30 — 35	—	—	—	—	5	10	20	35	70
	35 — 40	—	—	—	5	5	15	25	35	85
	40 — 45	—	—	—	5	10	20	30	40	105
	45 — 50	—	—	5	5	10	25	35	45	125
	50 — 55	—	—	5	5	15	30	40	50	145
	55 — 60	—	—	5	10	20	35	45	50	165
	60 — 65	—	5	5	15	25	35	45	50	180
	65 — 70	—	5	10	15	30	40	45	50	195
	70 — 75	—	5	15	20	35	45	45	50	215
	75 — 80	5	5	20	25	40	45	45	50	235

**\* Définitions :**

**palier** : pause à une profondeur donnée ;

**temps du palier** : temps nécessaire pour amener le travailleur du niveau le plus bas au premier palier ou d'un palier au palier suivant est compris dans le temps du palier ;

**temps de plongée** : temps écoulé entre le moment où le plongeur a disparu de la surface de l'eau et le commencement de la remontée.

**ANNEXE 2****MANUTENTION ET USAGE DES EXPLOSIFS****ANNEXE 2.1**

(a. 4.3.11)

**Distances minimales d'un émetteur radio  
des lieux d'un tir électrique**

Émetteur AM		
Puissance de l'émetteur Watts		Distance minimale
de	à	m
5	25	30
25	50	45
50	100	65
100	250	100
250	500	135
500	1 000	200
1 000	2 500	300
2 500	5 000	450
5 000	10 000	670
10 000	25 000	1 000
25 000	50 000	1 500
50 000	100 000	2 000
Émetteur FM		
Puissance de l'émetteur Watts		Distance minimale
de	à	m
1	10	1,5
10	30	3
30	60	4,5
60	250	9
250	600	14



**ANNEXE 2.2**

(a. 4.7.10)

**Lieu de sautage** .....

Sautage no .....	Trou numéro	Diamètre mm	Profondeur m	Nombre de cartouches	Bourré m	Fardeau	Intervalle	Retard numéro
Date .....								
Heure .....								
Explosifs type et encartouchage .....								
.....								
.....								
Mise à feu .....								
.....								
.....								
Ligne de transmission .....								
.....								
Vérification du circuit ! Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>								
.....								
Formation rocheuse .....	Schéma de chargement et séquence de mise à feu							
.....								
Charge d'explosifs en kilogrammes par mètre cube								
Conditions atmosphériques Clair <input type="checkbox"/> Nuageux <input type="checkbox"/>								
Direction du vent .....								
.....								
Distance de l'édifice le plus rapproché .....								
.....								
Pare-éclats utilisé ? Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>								
Remarques .....								
.....								
.....								
Note  Signature du boutefeu .....  Le boutefeu doit remplir le journal et le remettre à l'employeur								

Lorsqu'un sismographe est utilisé, il faut indiquer :

- (1) L'emplacement du sismographe et la distance du trou le plus rapproché.
- (2) La vitesse maximale des 3 composantes de la vibration enregistrée.

**ANNEXE 2.3**

(a. 4.4.1 et 4.4.6)

**Tableau 1****DISTANCES MINIMALES ENTRE LES PILES  
À L'EMPACEMENT DU SAUTAGE**

Poids d'explosifs sensibles aux détonateurs		Poids d'agents de sautage	
Distances minimales entre les piles		Distances minimales entre les piles	
kg	m	kg	m
	6,5	50	1,8
25	7,5	150	2,4
50	10	250	3
100	11	500	3,6
150	12,5	1 250	5,2
200	13,5	2 500	6,5
250	15	5 000	8
375	17		
500	20		
750	21,5		
1 000	23		
1 250	25		
1 500	30		
2 500	33		
3 750	38		
5 000			

**Tableau 2**

Quantités d'explosifs	Distances minimales entre la poudrière et	Distances minimales entre la poudrière et
	chemins de fers, grandes routes, canaux ou autres voies navigables, lieux de plein air où le public peut s'assembler	maisons d'habitations, magasins de détails églises, écoles ou autres immeubles où le public peut s'assembler
kg	m	m
50	22,5	22,5
100	22,5	30,5
200	24	48,5
250	28,5	57
300	32	63
400	38	77
500	44,5	89
1 000	70	140
1 500	90	180
2 000	107	215

Quantités d'explosifs	Distances minimales entre la poudrière et	Distances minimales entre la poudrière et
	chemins de fers, grandes routes, canaux ou autres voies navigables, lieux de plein air où le public peut s'assembler	maisons d'habitations, magasins de détail, églises, écoles ou autres immeubles où le public peut s'assembler
kg	m	m
2 500	122	244
3 000	135	269
4 000	155	310
5 000	172	344
7 000	204	407
9 000	227	454
14 000	263	526
18 500	290	581
23 000	314	628
28 000	334	668
37 000	367	735
46 000	393	792
68 000	454	907
90 000	500	998
115 000	536	1 076
140 000	572	1 143

**ANNEXE 2.4**

(a. 4.7.6)

**SIGNAUX RÉSERVES AU SAUTAGE DES EXPLOSIFS**

1. Immédiatement avant le dynamitage, signaler 12 petits coups d'avertisseur à une seconde d'intervalle.
2. Deux minutes doivent s'écouler entre le dernier coup d'avertisseur et le moment de la mise à feu.
3. Et, à la suite du dynamitage, lorsque la zone de tir est sûre, un coup d'avertisseur continu d'une durée de 15 secondes doit être entendu pour donner la permission de recommencer le travail dans la zone de dynamitage.

**ANNEXE 2.5**

(a. 4.6.9.1 et 4.9.2)

**CONDITIONS DE DÉBOURRAGE D'UN COUP DE MINE RATÉ**

1. Un tampon de protection de 100 millimètres d'épaisseur, intercalé entre la charge explosive et le bourrage normal, doit avoir été préalablement mis en place au moment du chargement de coup de mine ; le tampon de protection peut être constitué soit par du papier de couleur vive contrastant nettement avec celle du massif et éventuellement avec celle du papier d'encartouchage du bourrage normal, soit par tout autre dispositif d'une efficacité équivalente.

2. Le débouillage doit être effectué par le boutefeu qui a procédé au chargement et à la mise à feu du coup de mine.
3. Pendant toutes les opérations de débouillage, réamorçage et mise à feu du coup de mine raté, le boutefeu doit s'assurer que tous les travailleurs sont à l'abri.
4. Le processus mis en oeuvre pour l'enlèvement du bourrage ne doit, en aucun cas, faire subir au tampon de protection des contraintes ou des chocs ; les parties constitutives des matériels utilisés pour le débouillage et pénétrant dans le trou de mine doivent être en cuivre, laiton ou matière plastique.
5. Le débouillage doit être arrêté dès que le tampon de protection a été atteint ; une cartouche d'explosifs amorcée est alors introduite au contact du tampon de protection et le trou de mine est obturé par un bourrage semblable au précédent.
6. Le débouillage est interdit lorsque le trou de mine a été obturé par un dispositif auto-serrant.

## ANNEXE 3

(a. 9.2.1, 9.2.3 et 9.2.4)

## TRAVAUX DANS L'AIR COMPRIMÉ

## ANNEXE 3.1

## HEURES DE TRAVAIL ET PÉRIODES DE REPOS

COLONNE 1 Pression de travail pour une période	COLONNE 2 Travail max. par 24 hr.	COLONNE 3 Travail max. 1ère période	COLONNE 4 Repos min. 1ère période	COLONNE 5 Travail max. 2ième période	COLONNE 6 Repos min. 2ième période
	hr	hr	hr	hr	hr
Supérieure à la normale sans excéder 96 kilopascals	7½	3¾	1¼	3¾	¼
Supérieure à 96 kilopascals sans excéder 138 kilopascals	6	3	2¼	3	¾
Supérieure à 138 kilopascals sans excéder 180 kilopascals	4	2	3½	2	1½
Supérieure à 180 kilopascals sans excéder 220 kilopascals	3	1½	4½	1½	1½
Supérieure à 220 kilopascals sans excéder 262 kilopascals	2	1	5	1	2
Supérieure à 262 kilopascals sans excéder 303 kilopascals	1½	¾	5½	¾	2
Supérieure à 303 kilopascals sans excéder 345 kilopascals	1	½	6	½	2

## ANNEXE 3.2

(a. 9.2.8)

## PÉRIODES DE DÉCOMPRESSION

Pression de travail	1 <sup>re</sup> phase du maximum à ½		2 <sup>e</sup> phase de ½ à ¼		3 <sup>e</sup> phase de ¼ à la normale		Temps Total		
	Pressions		Durée	Pressions	Durée	Pressions		Durée	
	kPa	min							kPa
	De	A							
13,5	13,5	0	0,4	De	A	De	A	0,40	
27,5	27,5	0	0,8					0,80	
41	41	20,5	0,6	20,5	10	0,75	10	0	4,35
55	55	27,5	0,8	27,5	13,5	1,00	13,5	0	4,0
69	69	34,5	1,0	34,5	17	1,25	17	0	5,0
82,5	82,5	41	1,2	41	20,5	1,50	20,5	0	6,0
89,5	89,5	44,5	1,3	45	22	1,63	22	0	6,5
96,5	96,5	48	1,4	48	24	1,75	24	0	7,0
103	103	51,5	1,5	51,5	26	1,88	26	0	7,5
110	110	55	1,6	55	27,5	2,00	27,5	0	8,0
117	117	58,5	1,7	58,5	29	2,13	29	0	8,5
124	124	62	1,8	62	31	2,25	31	0	9,0
131	131	65,5	1,9	65,5	32,5	2,38	32,5	0	9,5
138	138	69	2,0	69	34,5	2,50	34,5	0	20,0
145	145	72	2,1	72	36	2,63	36	0	21,0
151,5	151,5	76	2,2	76	38	2,75	38	0	22,0
158,5	158,5	79	2,3	79	39,5	2,88	39,5	0	23,0
165,5	165,5	82,5	2,4	82,5	41	3,00	41	0	24,0
172	172	86	2,5	86	43	3,13	43	0	25,0
179	179	89,5	2,6	89,5	44,5	3,25	45	0	26,0
186	186	93	2,7	93	46,5	3,38	46,5	0	27,0
193	193	96,5	2,8	96,5	48	3,50	48	0	28,0
200	200	100	2,9	100	50	3,63	50	0	29,0
206,5	206,5	103	3,0	103	51,5	3,75	51,5	0	30,0
213,5	213,5	106,5	3,1	106,5	53	3,88	53	0	31,0
220,5	220,5	110	3,2	110	55	4,00	55	0	32,0
227,5	227,5	113,5	3,3	113,5	56,5	4,13	56,5	0	33,0
234	234	117	3,4	117	58,5	4,25	58,5	0	34,0
241	241	120,5	3,5	120,5	60	4,38	60	0	35,0
248	248	124	3,6	124	62	4,50	62	0	36,0
255	255	127,5	3,7	127,5	63,5	4,63	63,5	0	37,0
262	262	131	3,8	131	65,5	4,75	65,5	0	38,0
269	269	134	3,9	134	67	4,88	67	0	39,0
275,5	275,5	138	4,0	138	69	5,00	69	0	40,0
282,5	282,5	141	4,1	141	70,5	5,13	70,5	0	41,0
289,5	289,5	144,5	4,2	145	72	5,25	72	0	42,0
296	296	148	4,3	148	74	5,38	74	0	43,0
303	303	151,5	4,4	151,5	76	5,50	76	0	44,0
310	310	155	4,5	155	77,5	5,63	77,5	0	45,0
317	317	158,5	4,6	158,5	79	5,75	79	0	46,0
324	324	162	4,7	162	81	5,88	81	0	47,0
330	330	165	4,8	165,5	82,5	6,00	82,5	0	48,0
337,5	337,5	169	4,9	169	84	6,13	84	0	49,0
345	345	172,5	5,0	172	86	6,25	86	0	50,0

**ANNEXE 4**

(a. 8.11.3)

**CODE DE SIGNAUX**

1) Le code de signaux suivant doit être utilisé dans les chantiers souterrains :

**1 coup** — Arrêtez immédiatement si la machine est en marche (signal d'exécution).

**1 coup** — Remontez (signal d'exécution).

**3-3-1 coups** — Remontez lentement.

**2 coups** — Descendez (signal d'exécution).

**3-3-2 coups** — Descendez lentement.

**1-2 coups** — Pose et dépose aux taquets.

**3 coups** — (Signal d'avertissement). Remonte ou descende du personnel. Ce signal doit être donné avant de permettre au personnel d'entrer ou de sortir de la cage, du skip ou du cuffat. Il doit être donné aussi lorsqu'un arrêt a eu lieu à un niveau et que le personnel dans la cage, le skip ou le cuffat doit être remonté ou descendu à un autre niveau. Dans tous les cas, après que le signal de 3 coups a été donné, la cage, le skip ou le cuffat ne doit pas être mis en mouvement avant que les signaux de remonter ou de descendre aient été donnés.

**4 coups** — (Signal de tir). Le machiniste doit répondre en remontant le cuffat, la cage ou le skip de quelques pieds et en le descendant lentement. Après le signal de 4 coups, seulement le signal de 1 coup sera exigé pour signaler la remonte du personnel loin de l'endroit de tir et le machiniste doit rester à son poste de manoeuvre jusqu'à la fin de la remonte.

**5 coups** — (Signal de dégagement). Le machiniste peut, après avoir reçu ce signal, agir à sa guise pour exécuter toute manoeuvre avec les cages, les skips ou les cuffats.

**9 coups** — (Signal d'alarme, signal d'avertissement spécial). Sera donné seulement en cas d'accident, d'incendie ou d'un autre danger. Le signal pour le niveau auquel existe le danger devra être donné après le signal d'alarme. Ces signaux seront donnés par le téléphone ou par le dispositif d'appel de la cage sauf pour les travaux de fonçage de puits ou les recettes où ces dispositifs de communication n'ont pas été installés.

2) La manière et l'ordre suivants doivent être observés pour donner les signaux :

a) les coups des signaux seront donnés à intervalles réguliers ;

b) lorsqu'on remonte ou descend du personnel, les signaux seront donnés dans l'ordre suivant :

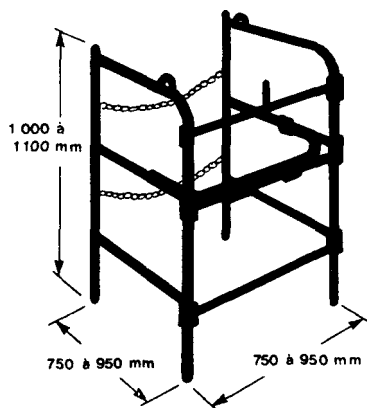
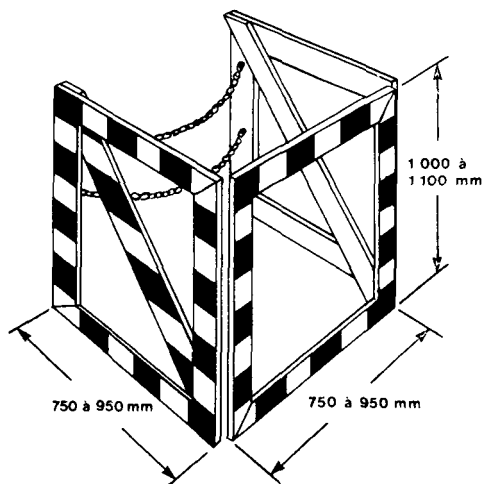
1<sup>er</sup> — signal d'avertissement,

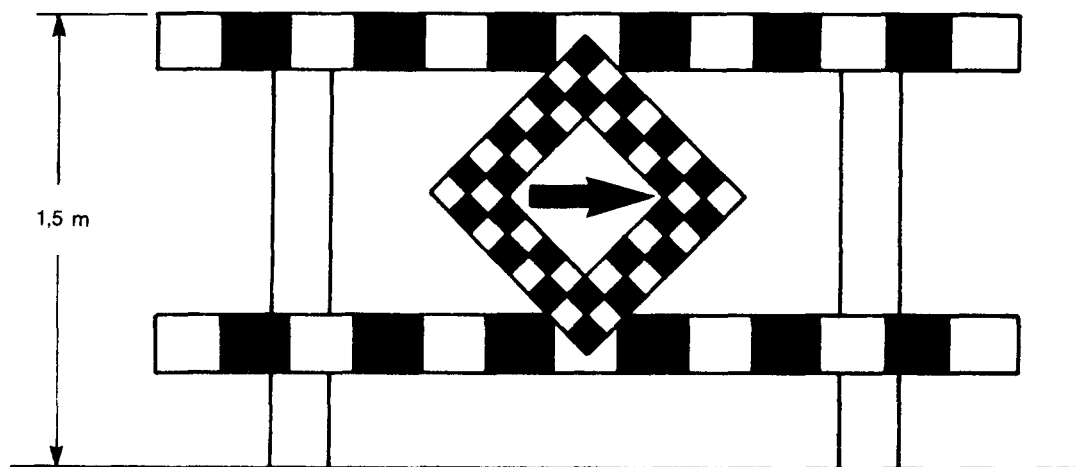
2<sup>e</sup> — signal de destination,

3<sup>e</sup> — signal d'exécution.

3) Le machiniste doit tarder un peu à mettre en mouvement la cage, le skip ou le cuffat après avoir reçu un signal indiquant une manoeuvre chaque fois qu'il s'agit de transport de personnel. S'il ne lui est pas possible d'agir en une minute depuis la réception de tout signal complet, il ne doit manoeuvrer qu'après avoir reçu de nouveau un autre signal complet.

4) Quand un machiniste a reçu un signal de 3 coups, il doit rester à son poste de manoeuvre jusqu'à ce qu'il ait exécuté la manoeuvre. Après l'avoir commencée, il doit la terminer sans interruption, sauf s'il reçoit un signal d'arrêter ou en cas d'incident intempestif.

**ANNEXE 5***(a. 10.2.3 et 10.3.1)***TRAVAUX SUR ROUTES****ANNEXE 5.1***(a. 10.4.5)***GARDE-CORPS****Garde-corps en acier, Fig. 1****Garde-corps en bois, Fig. 2**

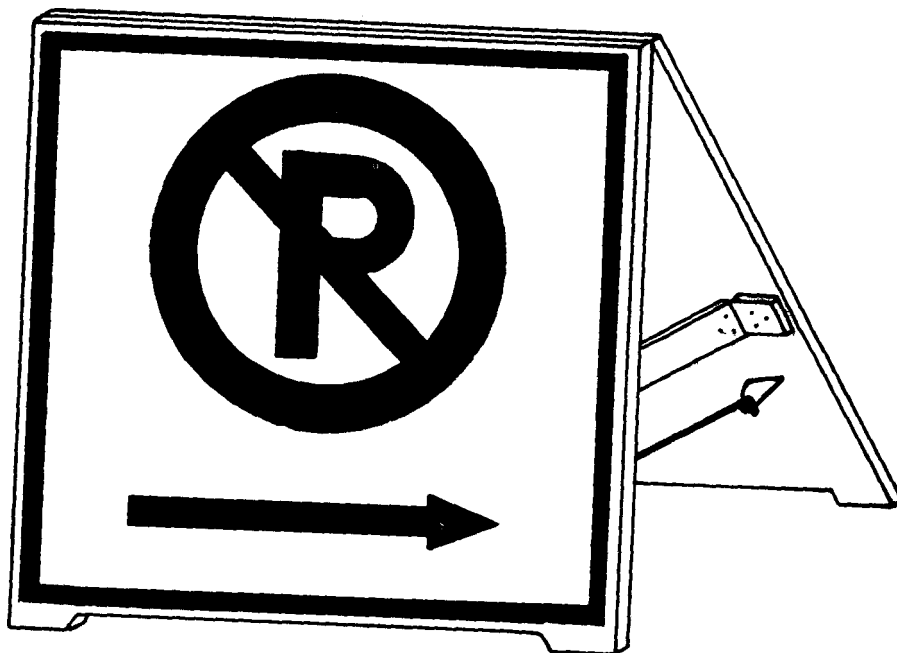
**ANNEXE 5.1***(a. 10.4.5, 10.5.3 et 10.5.4)***BARRAGE TYPE A****Barrage à clavier**

- 1) Pour la couleur : voir le Règlement sur la signalisation routière (c. C-24, r. 28).
- 2) La peinture sera de qualité approuvée par le ministre des Transports ou d'un type équivalent.
- 3) Le support peut être constitué par des tréteaux ou des poteaux et il doit pouvoir résister à un vent de 64 km/h.
- 4) On peut y ajouter un damier tel que B-21, B-15, un panneau de déviation tel que C-19 et un panneau de rue ou route barrée tel que D-5d.



**ANNEXE 5.1**

**SIGNAL TEMPORAIRE DE STATIONNEMENT  
INTERDIT**



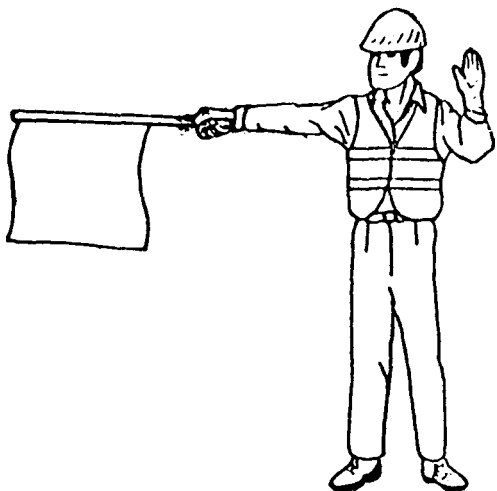
600 mm × 600 mm

**ANNEXE 5.1**  
(a. 10.5.4)

**Figure 3**

**MÉTHODE DE SIGNALISATION**

**Arrêt**



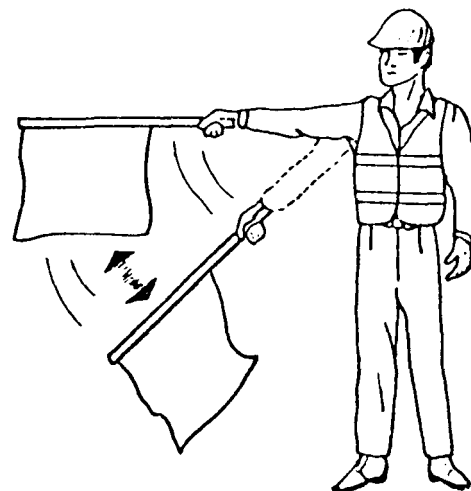
- 1) Face aux véhicules
- 2) La main tenant le fanion parallèle à l'épaule
- 3) L'autre main ouverte au niveau de la tête

**Départ**



- 1) Parallèle aux véhicules
- 2) Pointer la main sans fanion vers les véhicules; et
- 3) La ramener vers le haut à la hauteur du menton

**Ralentissement**



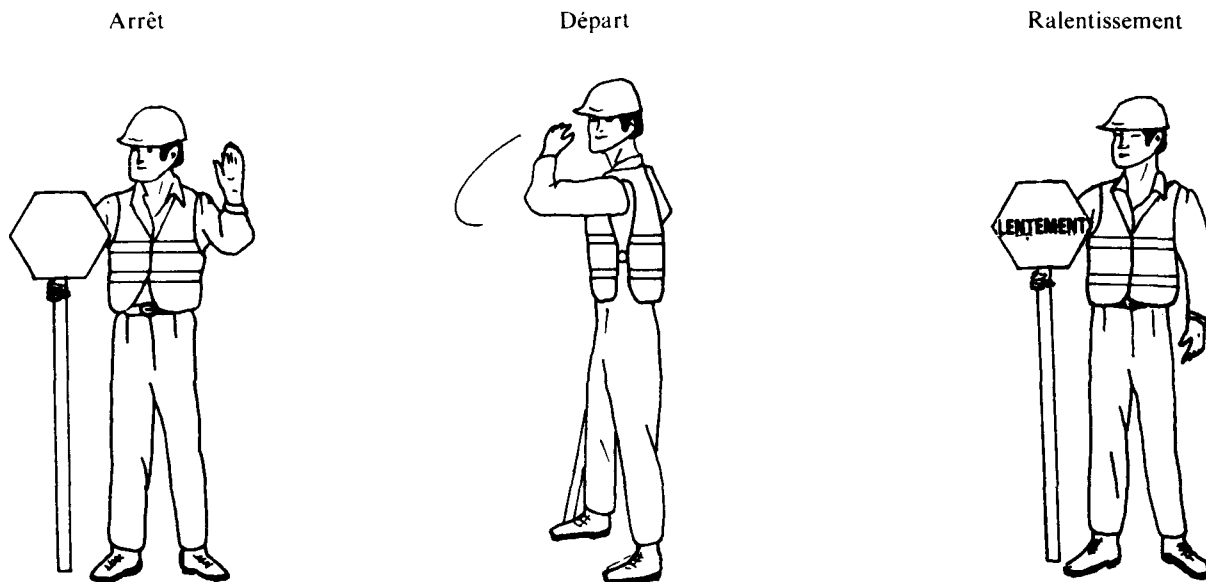
- 1) Face aux véhicules
- 2) Effectuer un mouvement de l'épaule à la hanche avec le fanion

# ANNEXE 5.1

(a. 10.5.3 et 10.5.4)

Figure 4

## MÉTHODE DE SIGNALISATION



- 1) Face aux véhicules
- 2) Main gauche au-dessus de la tête
- 3) Enseigne tenue par la main droite

- 1) Parallèle aux véhicules
- 2) Pointer la main vers les véhicules
- 3) Ramener la main vers le haut à la hauteur du menton

- 1) Face aux véhicules
- 2) Enseigne tenue par la main droite

## ANNEXE 5.2

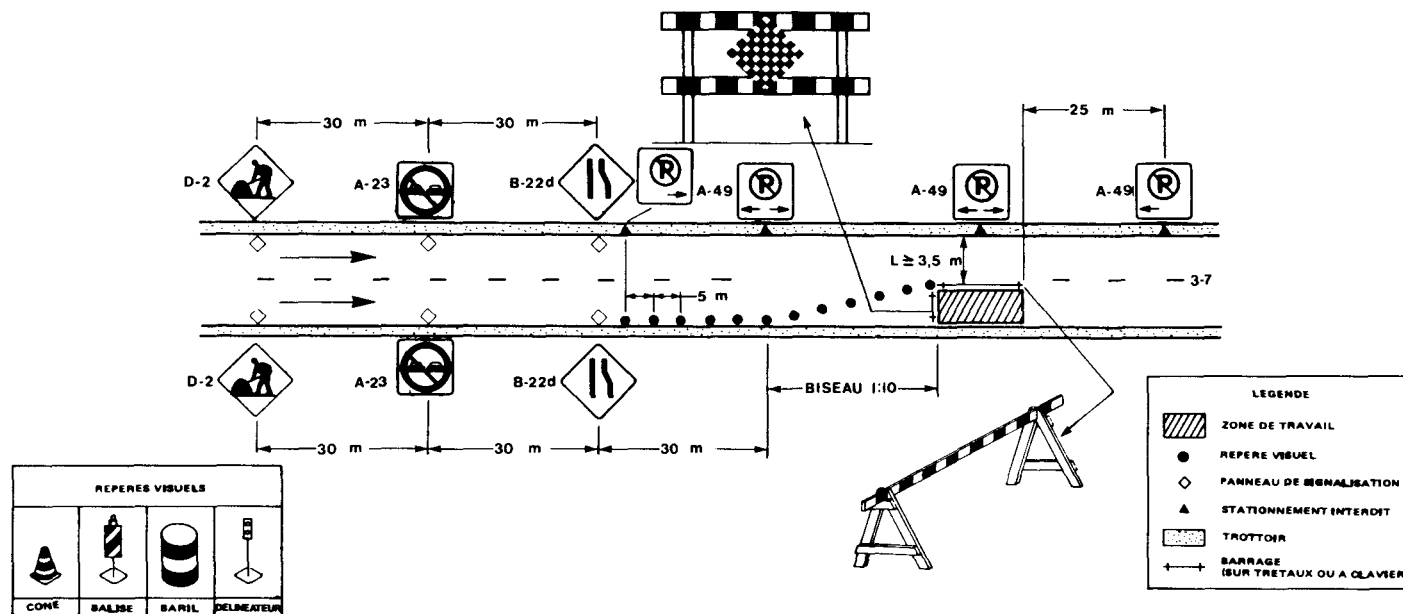
(a. 10.6.2, 10.6.3, 10.6.4, 10.6.5 et 10.6.6)

## RÉGION URBAINE

SIGNALISATION DE CHANTIER SUR  
CHAUSSÉE À SENS UNIQUE À 2 VOIES DE  
CIRCULATION

## Cas no 1: obstacle latéral

Note: « L » a une largeur égale ou supérieure à 3,5 m



Si « L » a une largeur inférieure à 3,5 m, barrer la chaussée et signaler tel que le cas no 3.

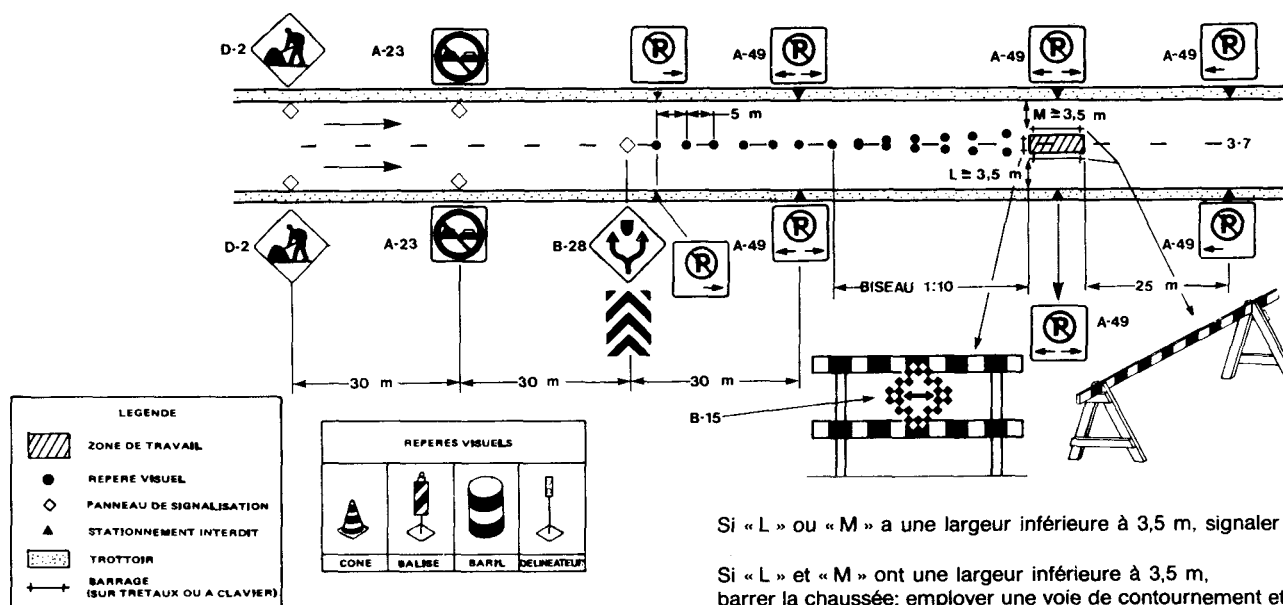
## ANNEXE 5.2

## RÉGION URBAINE

SIGNALISATION DE CHANTIER SUR  
CHAUSSÉE À SENS UNIQUE À 2 VOIES DE  
CIRCULATION

## Cas no 2: obstacle médian

Note: « L » et « M » ont une largeur égale ou supérieure à 3,5 m



Si « L » ou « M » a une largeur inférieure à 3,5 m, signaler tel le cas no 1.

Si « L » et « M » ont une largeur inférieure à 3,5 m, barrer la chaussée; employer une voie de contournement et signaler tel le cas no 3.

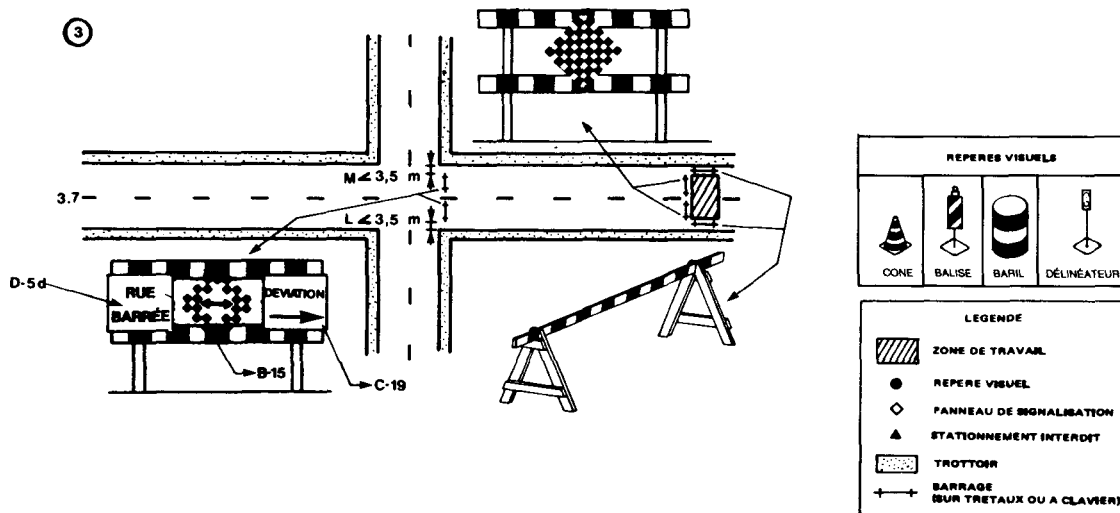
## ANNEXE 5.2

## RÉGION URBAINE

SIGNALISATION DE CHANTIER SUR  
CHAUSSÉE À SENS UNIQUE À 2 VOIES DE  
CIRCULATION

## Cas no 3: obstruction totale

Note: « L » et « M » ont une largeur inférieure à 3,5 m



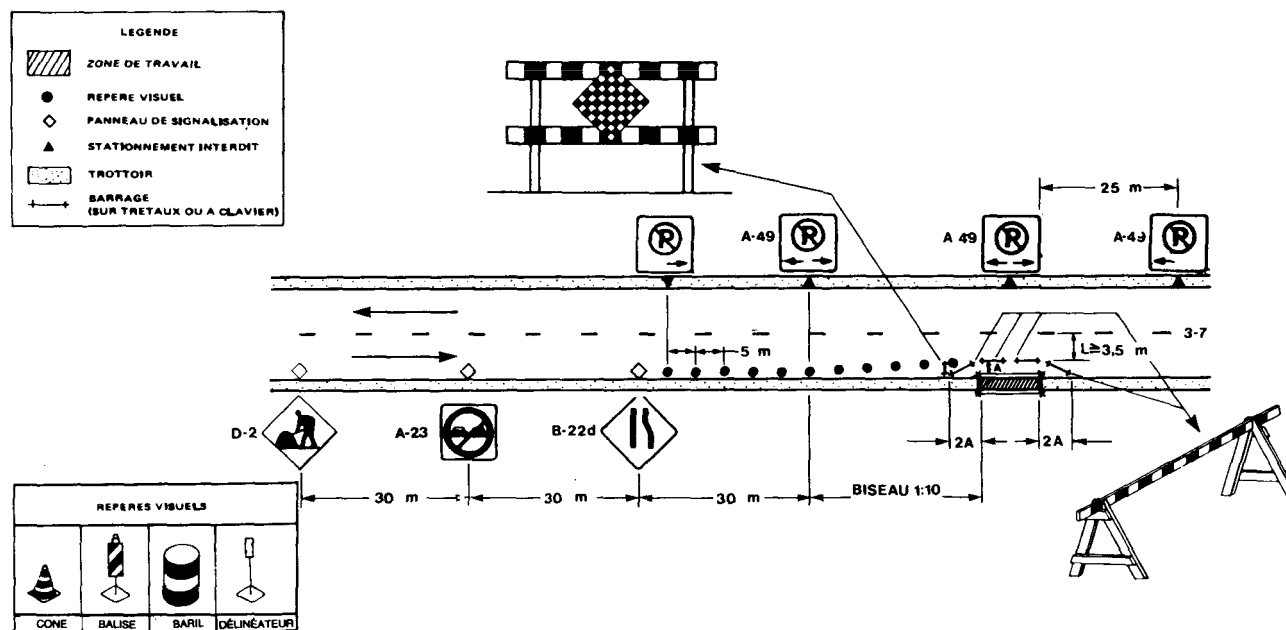
## ANNEXE 5.2

## RÉGION URBAINE

SIGNALISATION DE CHANTIER SUR  
CHAUSSÉE À DOUBLE SENS À 2 VOIES DE  
CIRCULATION

## Cas no 4: obstruction d'un trottoir

Note: « L » a une largeur égale ou supérieure à 3,5 m



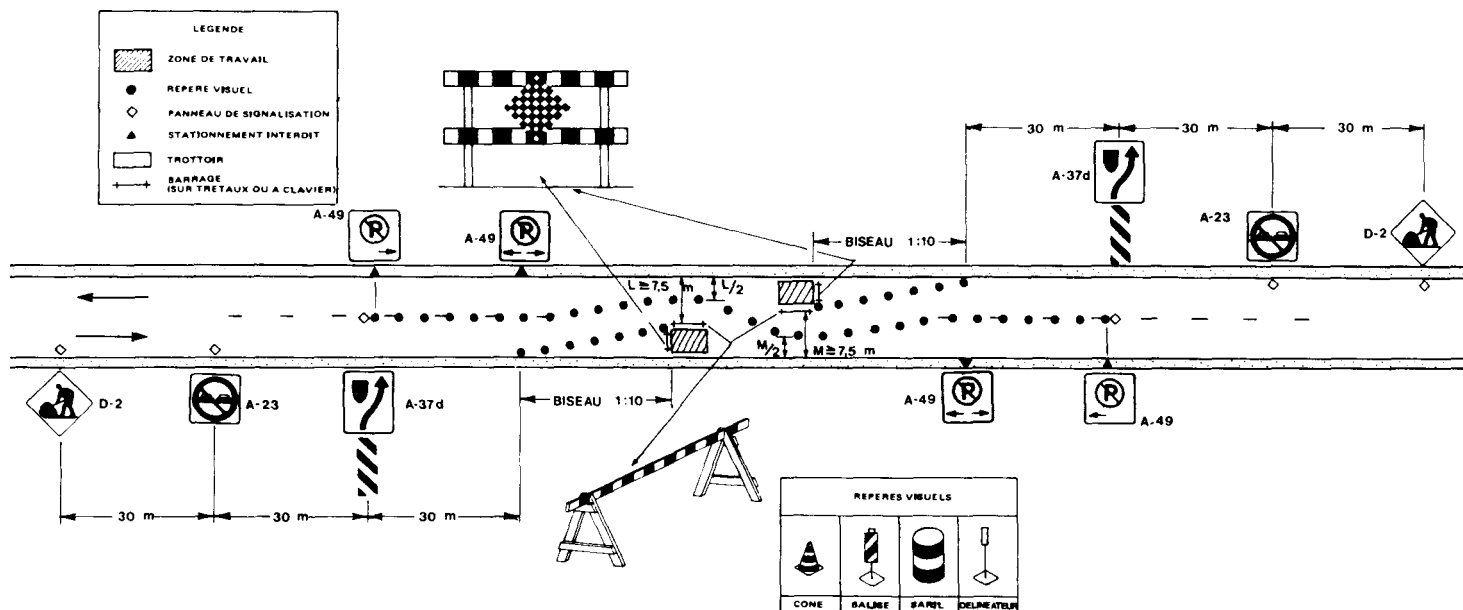
## ANNEXE 5.2

## RÉGION URBAINE

SIGNALISATION DE CHANTIER SUR  
CHAUSSÉE À DOUBLE SENS À 2 VOIES DE  
CIRCULATION

## Cas no 5: 2 obstacles latéraux opposés

Note: « L » et « M » ont une largeur égale ou supérieure à 7,5 m



Si « L » ou « M » a une largeur supérieure à 3,5 m mais inférieure à 7,5 m, enlever les repères visuels médians et interrompre la circulation dans un sens, en la détournant vers une voie de contournement.

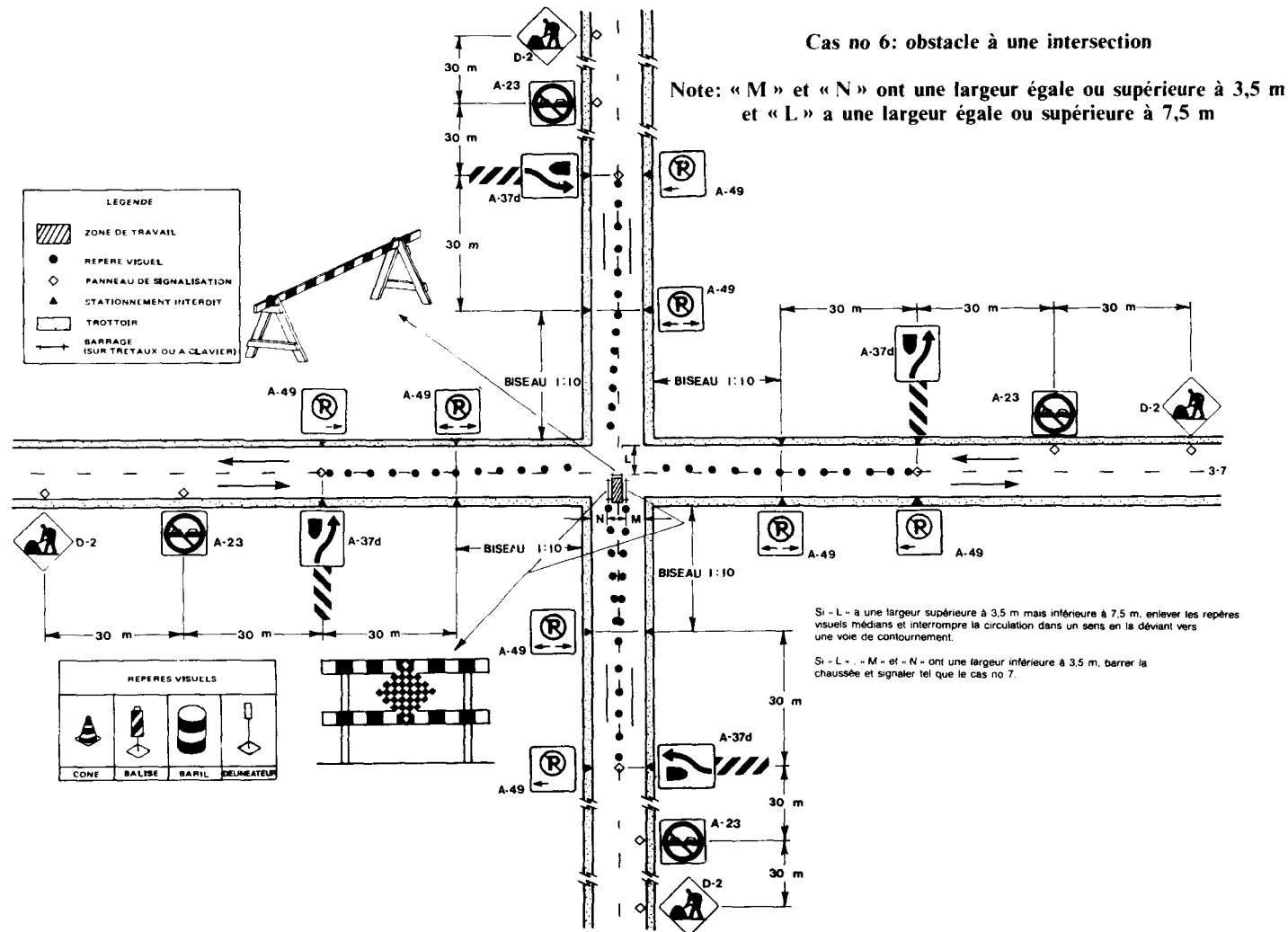
Si « L » ou « M » a une largeur inférieure à 3,5 m, barrer la chaussée et signaler tel que le cas no 7.



## ANNEXE 5.2

### RÉGION URBAINE

#### SIGNALISATION DE CHANTIER SUR CHAUSSÉE À DOUBLE SENS À 2 VOIES DE CIRCULATION

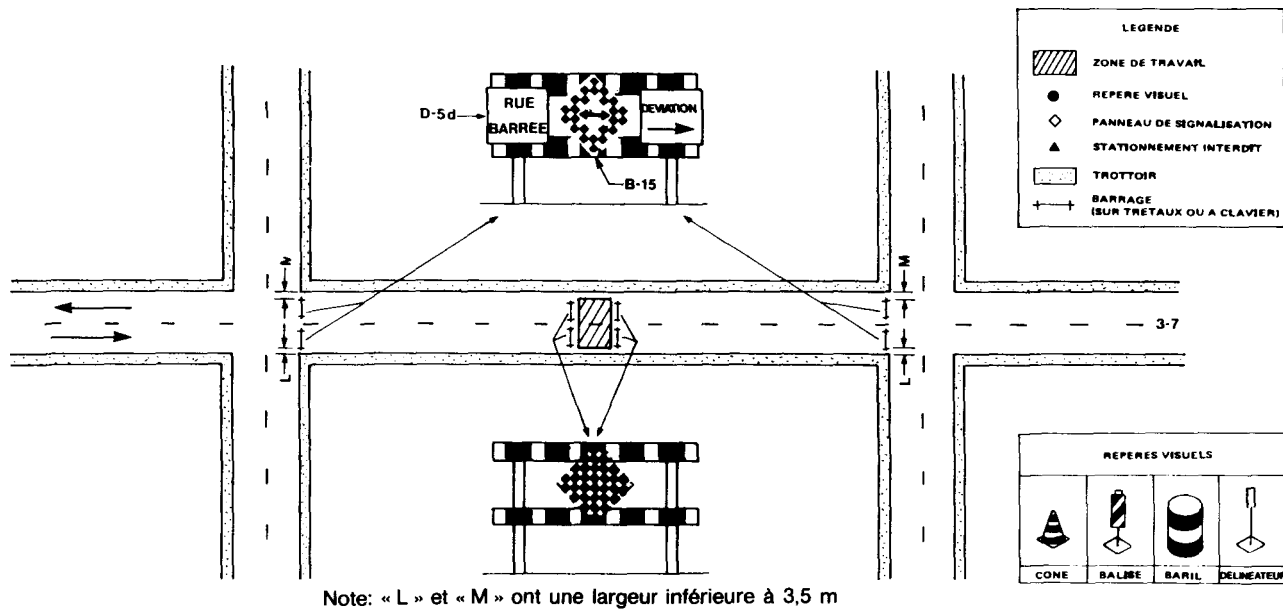


## ANNEXE 5.2

## RÉGION URBAINE

SIGNALISATION DE CHANTIER SUR  
CHAUSSÉE À DOUBLE SENS À 2 VOIES DE  
CIRCULATION

Cas no 7: obstruction totale

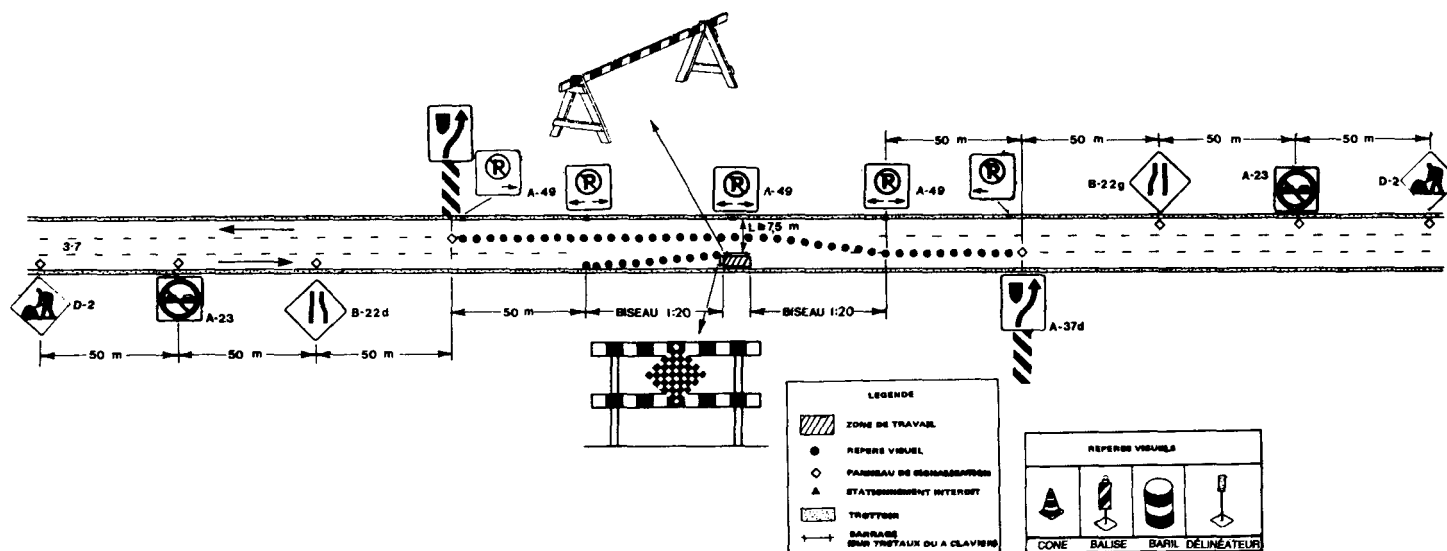


## ANNEXE 5.2

## RÉGION URBAINE

SIGNALISATION DE CHANTIER SUR  
CHAUSSÉE À DOUBLE SENS À 3 VOIES DE  
CIRCULATION

Cas no 8: obstacle latéral



Si « L » a une largeur supérieure à 3,5 m, mais inférieure à 7,5 m, enlever les repères visuels médians et interrompre la circulation dans un sens en la déviant vers une voie de contournement.

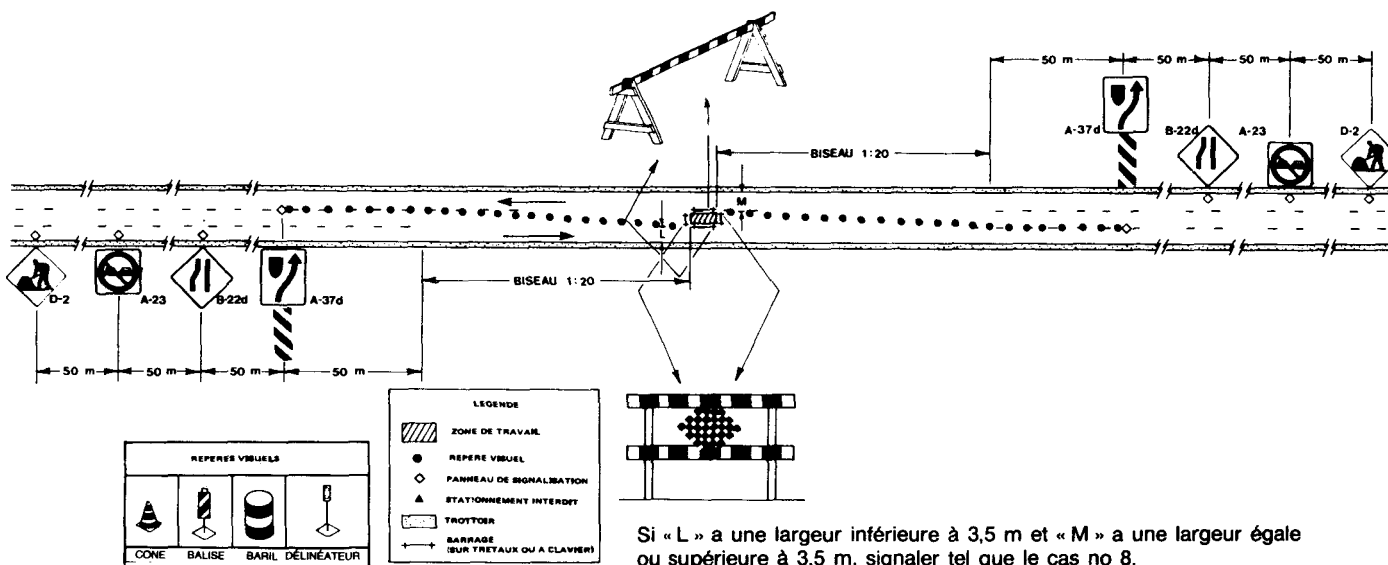
## ANNEXE 5.2

## RÉGION URBAINE

SIGNALISATION DE CHANTIER SUR  
CHAUSSÉE À DOUBLE SENS À 3 VOIES DE  
CIRCULATION

## Cas no 9: obstacle médian

Note: « L » et « M » ont une largeur égale ou supérieure à 3,5 m



Si « L » a une largeur inférieure à 3,5 m et « M » a une largeur égale ou supérieure à 3,5 m, signaler tel que le cas no 8.

Si « L » et « M » ont une largeur inférieure à 3,5 m, interrompre la circulation et la détourner vers une voie de contournement.

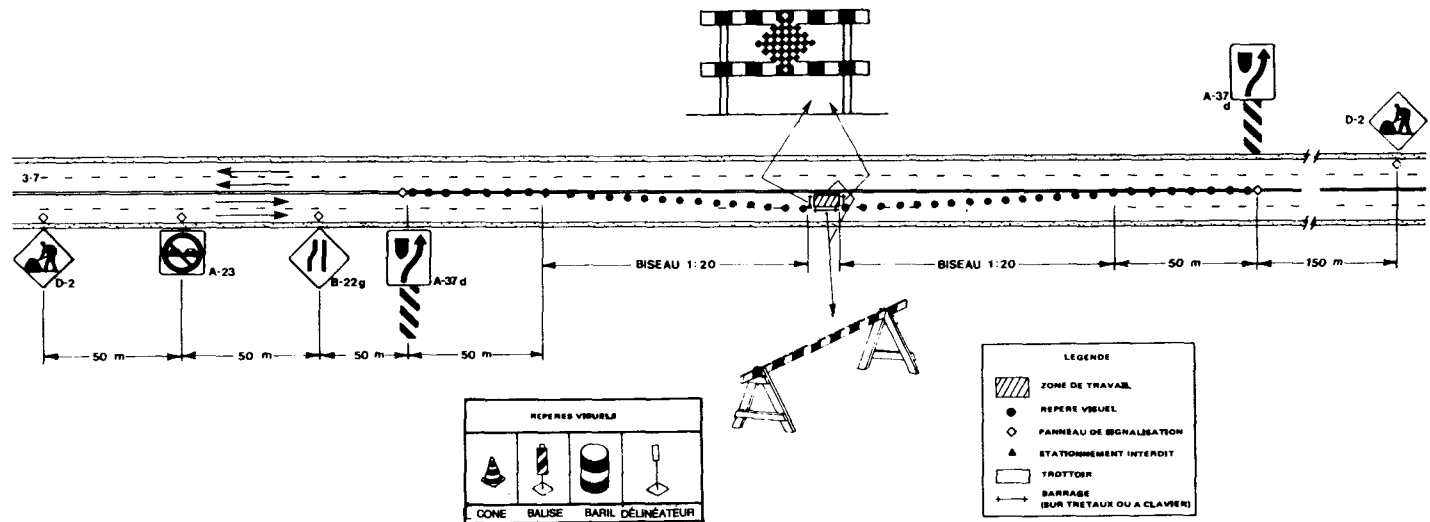
## ANNEXE 5.2

### RÉGION URBAINE

#### SIGNALISATION DE CHANTIER SUR CHAUSSÉE À 4 OU 6 VOIES DE CIRCULATION AYANT 2 OU 3 VOIES DANS CHAQUE SENS

##### Cas no 10: obstruction de la voie de gauche

Note: chaussée non divisée



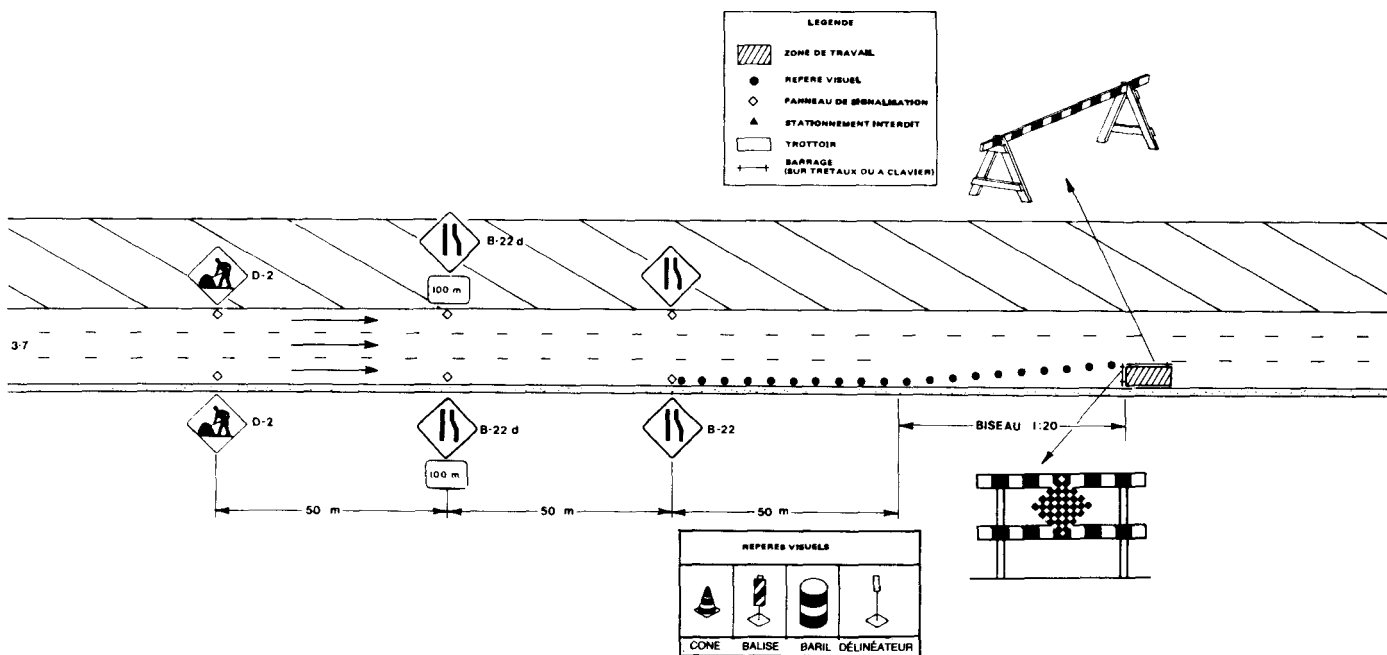
## ANNEXE 5.2

## RÉGION URBAINE

SIGNALISATION DE CHANTIER SUR  
CHAUSSÉE À 4 OU 6 VOIES DE CIRCULATION  
AYANT 2 OU 3 VOIES DANS CHAQUE SENS

## Cas no 11: obstruction latérale

Note: chaussée non divisée



## ANNEXE 5.2

## RÉGION URBAINE

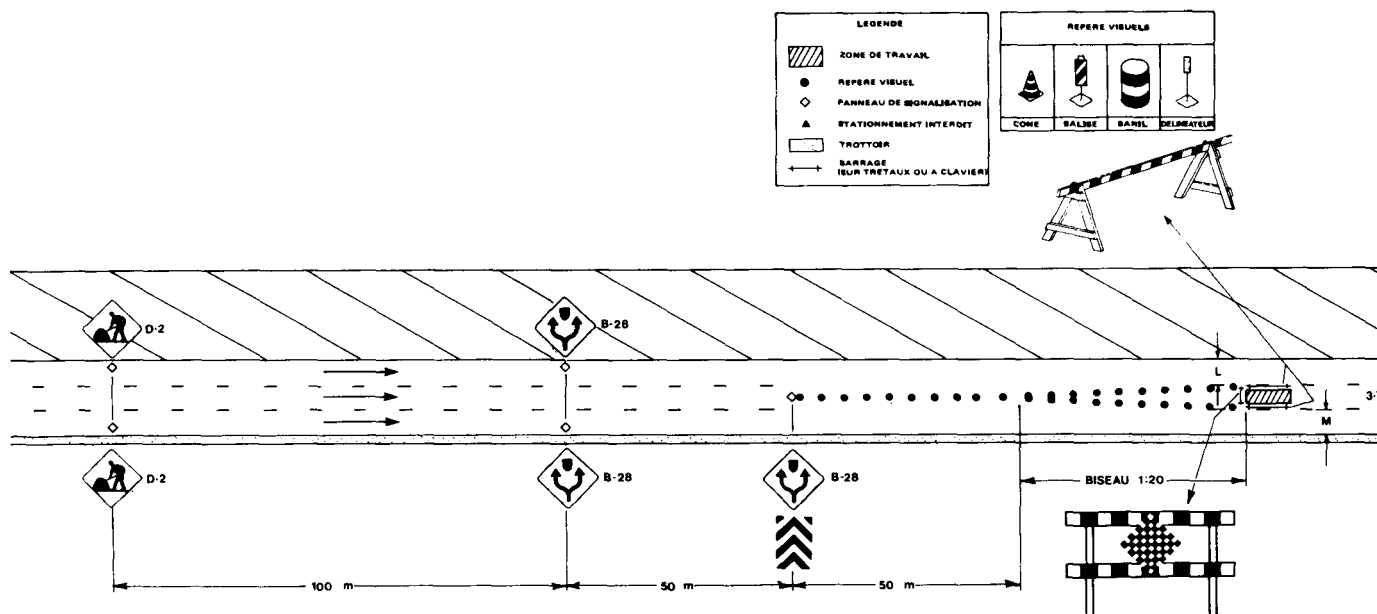
SIGNALISATION DE CHANTIER SUR  
CHAUSSÉE À 4 OU 6 VOIES DE CIRCULATION  
AYANT 2 OU 3 VOIES DANS CHAQUE SENS

## Cas no 12: obstacle médian

Note: « L » et « M » ont une largeur égale ou supérieure à 3,5 m

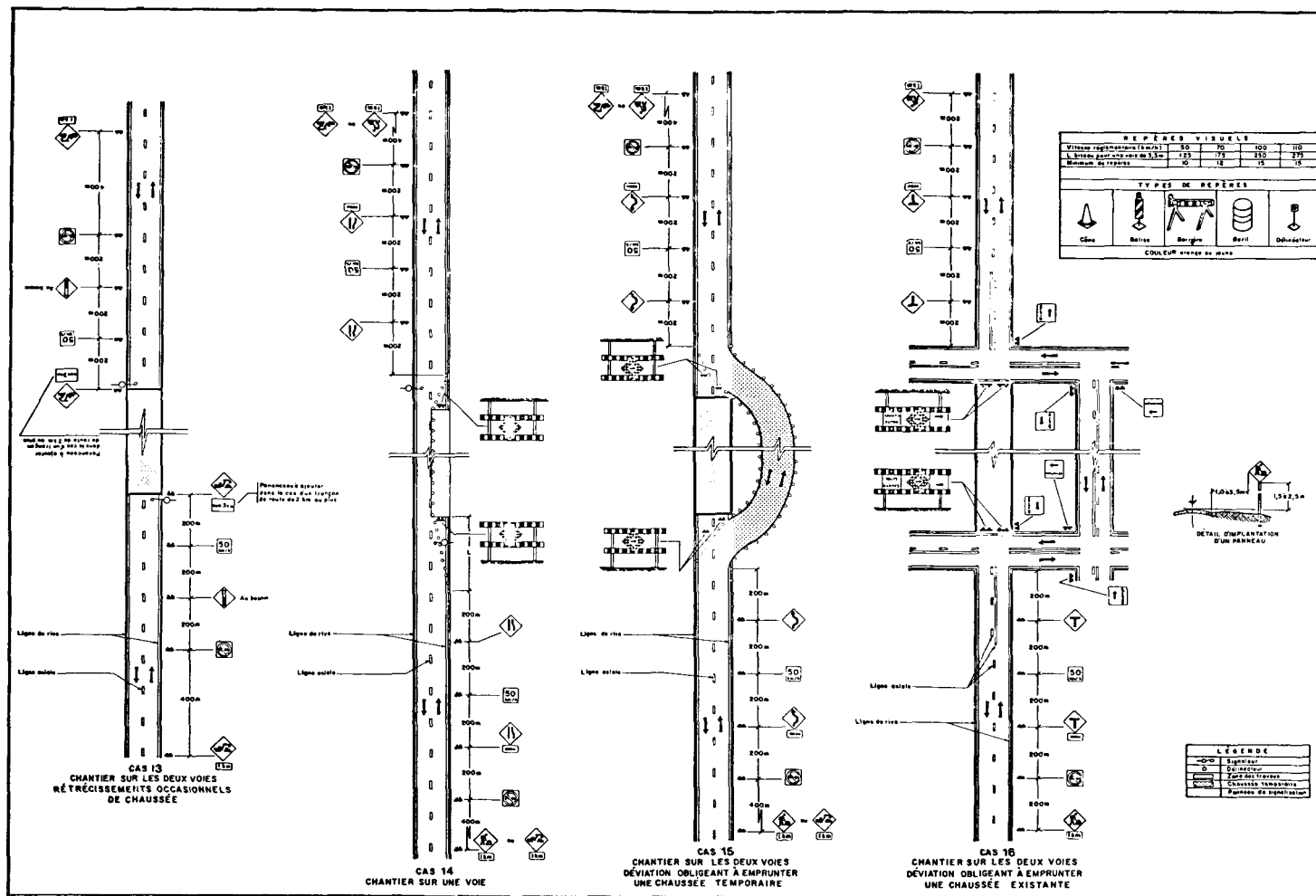
Si « L » a une largeur égale ou supérieure à 3,5 m et « M » a une largeur inférieure à 3,5 m, interrompre la circulation dans une voie et signaler l'obstacle tel que le cas no 11.

Si « L » et « M » ont une largeur inférieure à 3,5 m, interrompre la circulation dans les deux voies obstruées.



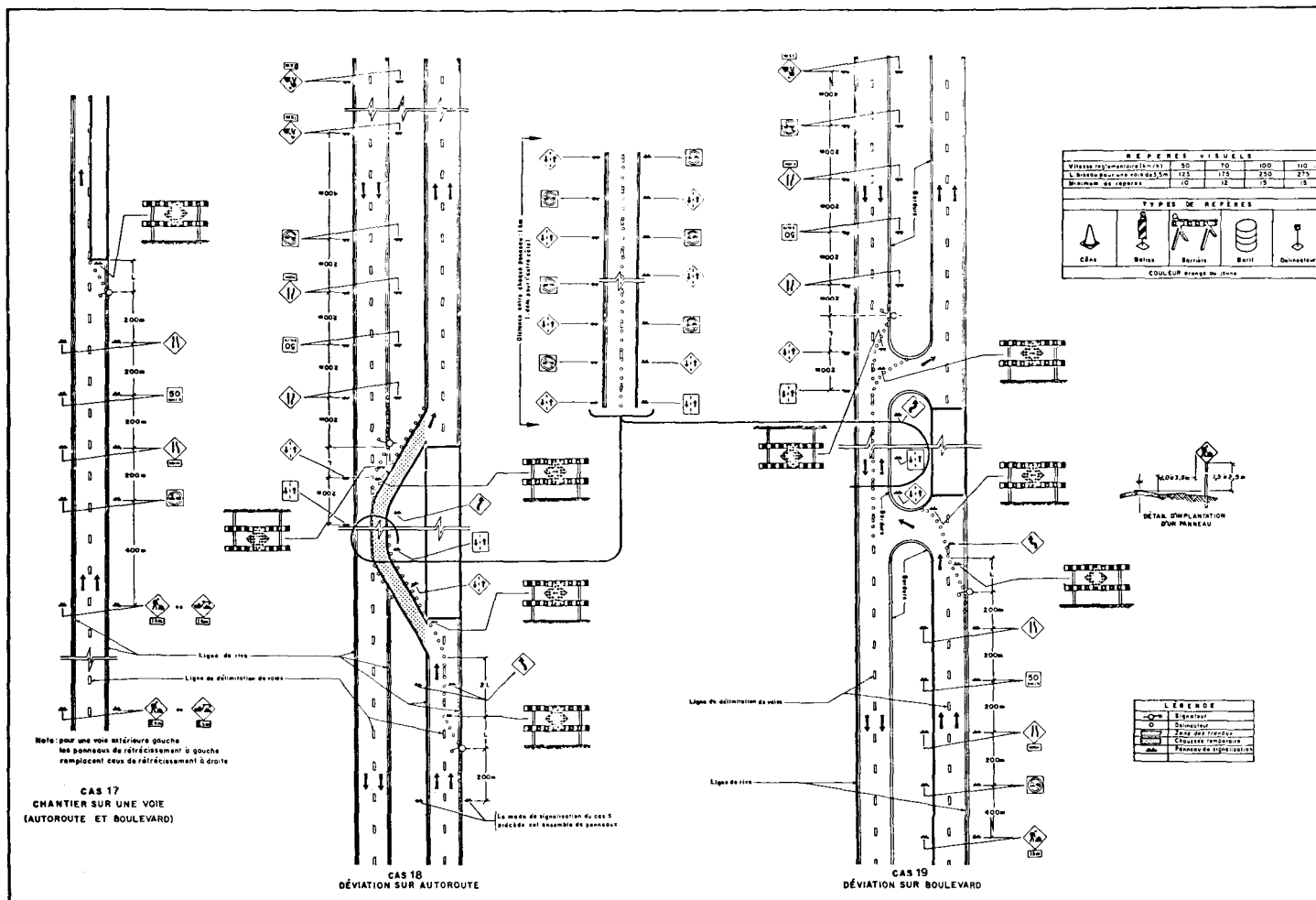
(a. 10.7.4, 10.7.5 et 10.7.6)

**S-2.1, r.6**

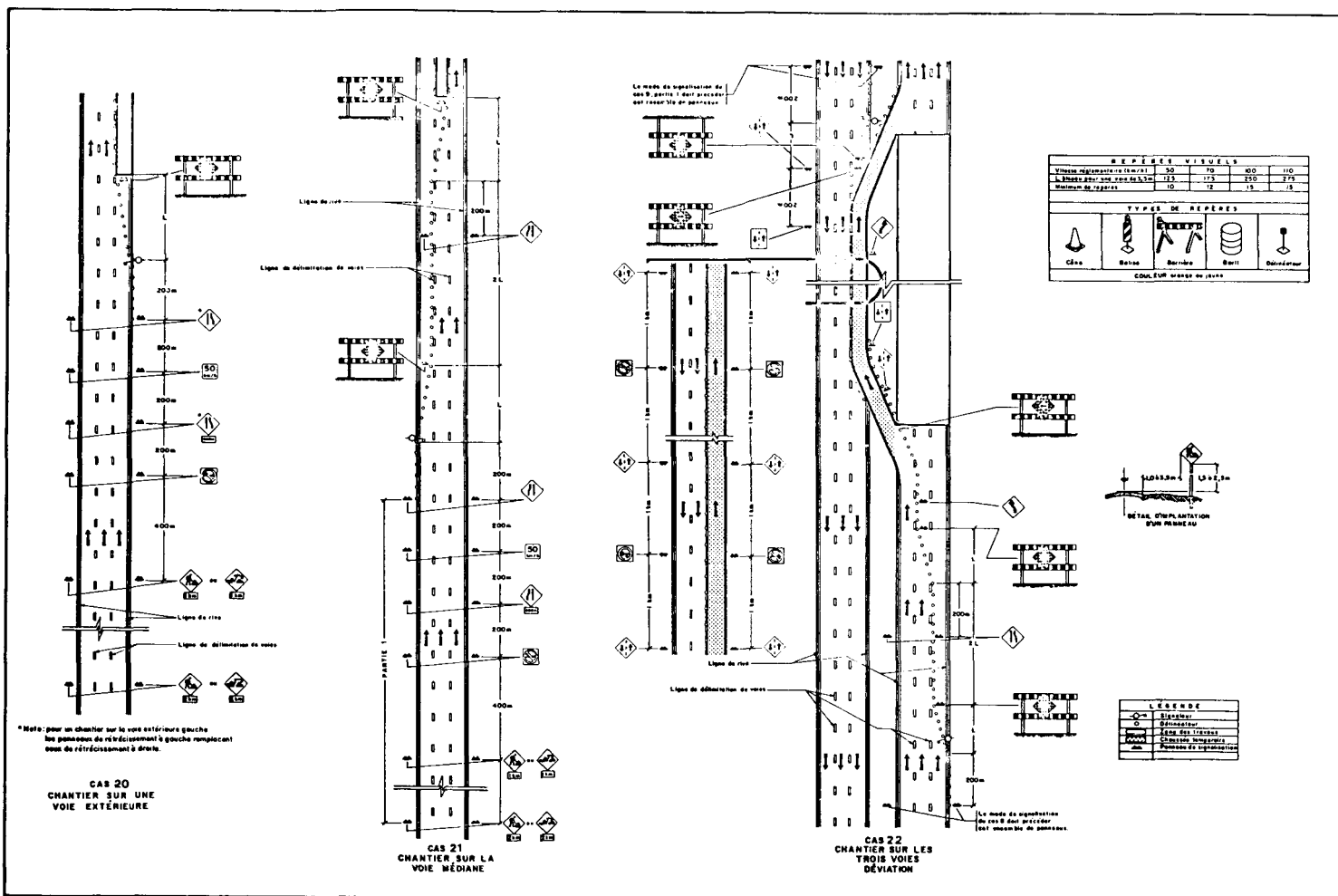




## SIGNALISATION DE CHANTIER SUR AUTOROUTES, BOULEVARDS ET ROUTES À 4 VOIES

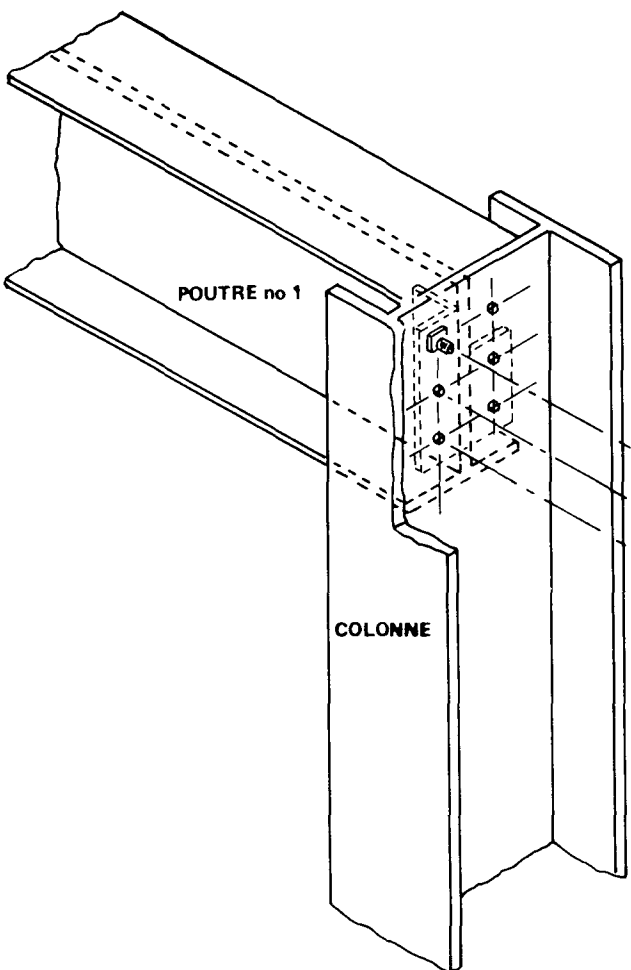


## SIGNALISATION DE CHANTIER SUR AUTOROUTE À 6 VOIES

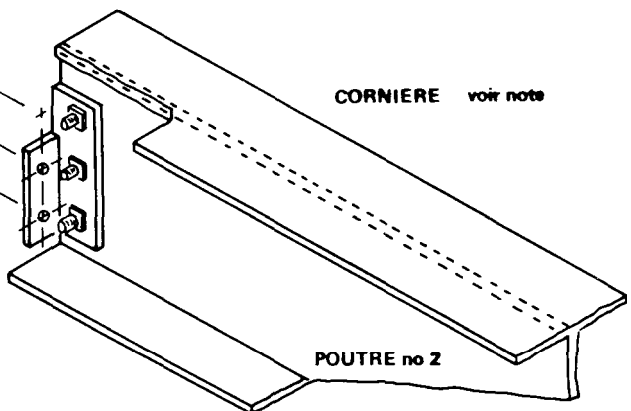


# ANNEXE 6

(a. 2.12.5)



**Note:** La cornière gauche de support-poutre-colonne aura la partie supérieure enlevée telle que montrée pour garder l'espace occupé par le 1<sup>er</sup> boulon déjà en place pour supporter la poutre montée auparavant.



A.C. 1576-74, (1974) 106 G.O.II, 2049  
 A.C. 4790-75, (1975) 107 G.O.II, 5919  
 A.C. 236-77, (1977) 109 G.O.II, 621 et 3179  
 A.C. 3284-77, (1977) 109 G.O.II, 5603  
 A.C. 594-78, (1978) 110 G.O.II, 1751, 1784 et 2741  
 A.C. 855-78, (1978) 110 G.O.II, 2003  
 D 940-80, (1980) 112 G.O.II, 1939 et 5141





c. S-2.1, r.7

## Règlement sur la coupe de la glace

Loi sur la santé et la sécurité du travail

(L.Q., 1979, c. 63 ; après refonte : L.R.Q., c. S-2.1)

**1.** Toute personne doit, avant de commencer l'exploitation du chantier où la coupe de la glace doit se faire, transmettre à l'inspecteur, à l'inspecteur de l'unité sanitaire et aux autorités municipales de l'endroit où se trouve situé le chantier, un avis par écrit indiquant son nom, son adresse, le nom et l'endroit où est situé ce chantier.

**2.** À l'entrée de tout chemin conduisant directement de la rive au chantier ou à l'entrée de toute voie bifurquant du chemin public traversant une rivière ou autre étendue d'eau, une barrière ayant au moins 1,2 mètre de hauteur doit être installée. Il doit y être apposé une affiche d'au moins 900 millimètres de longueur et d'une hauteur de 600 millimètres. Cette affiche doit porter en gros caractère, les mots DANGER et en sous-titre les mots COUPE DE GLACE. Sur les poteaux tenant en place la barrière, des affiches portant les mots « Danger de circuler » doivent être apposées. Le chemin conduisant au chantier doit être balisé de chaque côté.

**3.** Avant de pratiquer une ouverture ou un trou dans la glace d'une rivière ou autre étendue d'eau pour y couper de la glace, toute personne doit entourer cette ouverture ou ce trou d'une clôture, de balises ou d'autres dispositifs de sécurité, à l'exception d'un espace laissé libre pour permettre l'accès au chantier où une barrière, telle qu'exigée par l'article 2 doit être installée. Cette clôture ou ces dispositifs de sécurité doivent avoir une hauteur minimum de 900 millimètres. Le haut de la clôture ou des dispositifs de sécurité doit toujours excéder d'au moins 1,2 mètre la surface de la neige. Les balises doivent être de sapin, d'épingle ou de cèdre ayant une hauteur minimum de 3 mètres. Elles doivent être installées à une distance maximum de 3 mètres les unes des autres.

**4.** Lors de la cessation du travail, ces barrières doivent être fermées et maintenues fermées aux fins d'empêcher l'accès du chantier au public.

**5.** La glace ne doit pas être coupée ou enlevée sur un espace d'au moins 6 mètres à l'intérieur de la clôture, des balises ou des autres dispositifs de sécurité entourant l'ouverture où se fait la coupe de la glace.

**6.** Lors de la cessation définitive du travail, les barrières doivent être fermées et maintenues fermées. Les clôtures, balises ou autres dispositifs de sécurité doivent y être laissés et maintenus en place, et ce, jusqu'à la fonte de la glace ou de la neige.

---

A.C. 1816-43, (1943) 75 G.O., 1349

A.C. 594-78, (1978) 110 G.O.II, 1751, 1757





c. S-2.1, r.8

## Règlement sur les établissements industriels

Loi sur la santé et la sécurité du travail  
(L.Q., 1979, c. 63 ; après refonte : L.R.Q., c. S-2.1)

### SECTION I DÉFINITIONS

**1. Définitions :** Les termes définis par la Loi sur la qualité de l'environnement (L.R.Q., c. Q-2) et par ses règlements et par la Loi sur la santé et la sécurité du travail (L.Q., 1979, c. 63 ; après refonte : L.R.Q., c. S-2.1) conservent la même signification dans le présent règlement ; de plus, pour les fins du présent règlement, les mots ou expressions suivants signifient :

a) « le directeur » : le médecin-hygiéniste chargé par la Commission de la santé et de la sécurité du travail de surveiller et d'assurer la salubrité des établissements industriels, des mines et autres industries similaires et de prévenir ou d'empêcher la propagation des maladies professionnelles ;

b) « industrie » : toutes les opérations qui concourent à la transformation des matières premières et à la production des richesses ;

c) « établissement industriel » ou simplement « établissement » : comprennent ou désignent les manufactures, fabriques, usines, chantiers, entrepôts, mines, carrières, ateliers et campements industriels de tous genres avec leurs dépendances ainsi que les organisations qui s'occupent du creusage des rivières, du percement des tunnels, des opérations de travail sous air comprimé : travail des scaphandriers, travail dans les caissons et autre travail similaire ; il signifie et comprend également les entreprises commerciales qui, sans avoir de chantiers sur les lieux, font des travaux de construction, de réparation et de restauration ; il comprend enfin les entreprises de transport commercial par automobiles, camions, autobus, avions, voitures à traction animale, chemin de fer ou bateau ;

d) « chef d'établissement » et « employeur » : le propriétaire ou les propriétaires, le président, le gérant, le représentant, l'entrepreneur ou sous-entrepreneur, l'agent autorisé de toute société, compagnie ou corporation tenant ou exploitant un établissement industriel ;

e) « masque » : tout masque respiratoire, ou tout appareil protecteur individuel destiné à protéger la tête, la fi-

gure, les yeux et les voies respiratoires contre les poussières, les gaz, les fumées, les vapeurs, les particules métalliques et autres agents physiques ou chimiques auxquels l'employé est exposé.

### SECTION II CONTRÔLE DES MALADIES PROFESSIONNELLES

**2. Déclaration des maladies professionnelles :** Tout médecin doit déclarer au directeur les cas dont il a connaissance lorsqu'il s'agit ou lorsqu'il pourra s'agir de toute maladie due au travail, les cas d'intoxication par le plomb, le phosphore, l'arsenic, le cuivre, l'alcool méthylique, le mercure ou leurs composés, et aussi, tous les cas de charbon, de maladies des caissons, de silicose, d'amiantose ou toute autre intoxication professionnelle ou maladie du travail, infectieuse ou non, survenant dans sa clientèle.

**3. Mode de déclaration :** La déclaration doit être faite dans les 48 heures qui suivent le diagnostic et adressée au directeur ; cette déclaration doit comporter le nom, l'adresse et le genre d'industrie de l'employeur, le nom et l'adresse du patient, la nature de la maladie dont il souffre et toute autre information raisonnablement requise par la Commission de la santé et de la sécurité du travail, et être faite sur des formules préparées à cette fin et fournies aux médecins par la Commission de la santé et de la sécurité du travail, selon le spécimen établi à l'annexe A.

Toute déclaration de ces maladies doit être tenue comme confidentielle et ne servir qu'aux fins de la Commission de la santé et de la sécurité du travail.

**4. Consultations, études et recommandations :** Le directeur ou son représentant, peut, en toute circonstance, agir comme consultant et faire toutes les recommandations, les études, les investigations qu'il juge nécessaires, dans tout établissement industriel, en vue de l'élimination ou de la prévention des maladies professionnelles.

### SECTION III MESURES SPÉCIALES RELATIVES AUX INDUSTRIES OÙ LES OUVRIERS SONT EXPOSÉS AUX POUSSIÈRES RÉPUTÉES DANGEREUSES POUR LA SANTÉ

**5. Examen d'admission des employés :** Nul ne peut être employé dans un local où l'air devient chargé de poussières dangereuses pour la santé, à moins qu'il ne soit prouvé, par un examen physique et radiologique préalable, que

telle personne est physiquement apte à travailler dans ces conditions.

**6. Examen annuel :** Tout chef d'établissement doit voir à ce que tous ses ouvriers exposés à des poussières dangereuses pour la santé, soient soumis à un examen physique annuel, afin de déterminer si ces ouvriers sont en état de continuer leur travail assigné.

**7. Mode de l'examen physique :** L'examen physique des employés doit inclure :

- a) un examen clinique par un médecin reconnu expert dans le diagnostic des maladies du poumon ;
- b) l'histoire industrielle et médicale complète de l'employé, de même que les antécédents tuberculeux de sa famille ;
- c) un examen fluoroscopique du thorax ;
- d) un examen radiographique du thorax.

**8. Pellicules stéréoscopiques :** De plus, l'examen radiographique du thorax des ouvriers exposés aux poussières de silice ou aux poussières d'amiante doit, sur demande du radiologiste expert, être complété au moyen de pellicules stéréoscopiques.

**9. Conditions physiques de l'applicant :** L'applicant doit présenter les conditions physiques suivantes :

- a) la poitrine doit avoir au moins un développement moyen, de même qu'une expansion satisfaisante ; il ne doit y avoir aucune déformation ou obstruction des voies respiratoires supérieures ou d'autres parties de l'organisme qui puisse entraver la respiration ;
- b) il ne doit y avoir aucun signe ou symptôme indiquant une tuberculose présente ou antérieure des poumons et des voies respiratoires ;
- c) il ne doit y avoir aucun signe ou symptôme indiquant une maladie présente ou antérieure des poumons ou du coeur.

**10. Tuberculeux exclus :** Il est interdit aux chefs d'établissements industriels de faire travailler des personnes souffrant de tuberculose active dans un local où l'air est ou devient chargé de poussières dangereuses pour la santé.

## SECTION IV MESURES RELATIVES AUX POISONS INDUSTRIELS

**11. Examen physique aux frais de l'employeur :** Sur avis de la Commission de la santé et de la sécurité du travail, tout fonctionnaire autorisé ou tout inspecteur, peut

exiger que tout employé travaillant au moment de la visite de l'inspecteur à un procédé industriel considéré comme dangereux pour la santé ou qui y travaillait durant les 6 mois qui précéderont cette visite, subisse un examen physique, à des intervalles spécifiés par un ou des médecins qualifiés.

**12. Rapport de ces examens :** Les rapports de ces examens physiques doivent être adressés dans les 48 heures à la Commission de la santé et de la sécurité du travail.

**13. Rédaction des rapports :** Ces rapports doivent être rédigés selon les prescriptions de la Commission de la santé et de la sécurité du travail.

## SECTION V MESURES SPÉCIALES RELATIVES AUX INDUSTRIES OÙ L'ON UTILISE LE BENZOL OU SES DÉRIVÉS

**14. Nature et fréquence des examens :** Les ouvriers qui sont exposés au benzol ou à ses dérivés doivent subir :

- a) un examen médical complet au moins une fois par année ;
- b) une enquête périodique sur l'état général de leur santé ;
- c) un examen périodique du sang.

**15. L'examen médical complet :** L'examen médical complet doit inclure : le nom de l'établissement, le nom, l'âge et l'adresse de l'employé ; une enquête détaillée sur toutes les occupations qui l'ont exposé au benzol ou à ses dérivés ; un examen physique ; un relevé des symptômes ; l'analyse clinique élémentaire de l'urine, la détermination du pourcentage de l'hémoglobine, la numération des globules rouges à chaque fois que le pourcentage de l'hémoglobine est inférieur de plus de 20% au pourcentage normal ; la numération des globules blancs et en certains cas la formule leucocytaire.

**16. L'examen périodique :** L'examen périodique doit inclure : la recherche des symptômes et une enquête sur l'état de santé général de l'employé ; un exposé détaillé de l'examen lorsqu'il existe une condition anormale du sang ou si l'on note une modification dans l'état de santé général de l'employé depuis le dernier examen.

**17. Hémoglobine et globules blancs :** La détermination du pourcentage de l'hémoglobine du sang et la numération des globules blancs doit être répétée à chaque examen.



## SECTION VI

### MESURES SPÉCIALES RELATIVES AUX INDUSTRIES OU L'ON MANIPULE LE PLOMB OU SES COMPOSÉS

**18. Surveillance médicale :** Chaque établissement industriel doit nommer un médecin chargé de la surveillance médicale du personnel exposé aux dangers d'intoxication par le plomb ou ses composés. Le nom de ce médecin doit être immédiatement transmis à la Commission de la santé et de la sécurité du travail par le chef de l'établissement. Un examen médical régulier de ce personnel doit avoir lieu chaque mois ; en outre, tout ouvrier qui se sent indisposé doit être reçu ou visité par le médecin. Celui-ci doit aviser l'ouvrier concerné et le chef de l'établissement chaque fois qu'il reconnaît que le plomb ou ses composés sont à l'origine de la maladie.

**19. Analyse du sang :** Lorsqu'un ouvrier au cours de son travail est exposé au plomb ou à ses composés, le médecin de l'établissement ou les autorités de cet établissement doivent voir à ce qu'une analyse du sang de cet ouvrier soit faite périodiquement et aussi fréquemment que l'exige la Commission de la santé et de la sécurité du travail, afin de déterminer le nombre de globules rouges à granulations basophiles et le pourcentage de l'hémoglobine dans le sang. Cette analyse du sang peut être remplacée par la détermination du plomb dans les urines ou par toute autre détermination approuvée par le directeur.

Dans les cas suspects d'intoxication par le plomb un examen physique approprié doit être fait de même que la numération globulaire, la détermination de la formule leucocytaire, le dosage du plomb dans le sang et dans les urines, la détermination du nombre des globules rouges à granulations basophiles et le pourcentage de l'hémoglobine.

**20. Extrait d'un registre :** Lorsqu'un cas lui est signalé, le patron doit envoyer, dans les 48 heures, à la Commission de la santé et de la sécurité du travail un extrait du registre visé à l'article 21.

**21. Le registre doit indiquer :** Le chef d'établissement doit tenir un registre contenant les indications suivantes ;

a) les noms, prénoms, âge, domicile, date d'entrée et de sortie de chaque ouvrier souffrant d'intoxication par le plomb ou ses composés, ainsi que la nature de son occupation ;

b) la nature, la date du début et de la fin de la maladie de l'ouvrier, entraînant une incapacité de travail ou un changement d'occupation par application de l'article 20 ;

c) la date de chaque visite médicale du personnel, suivie des observations faites par le médecin.

Les indications visées aux paragraphes b et c du premier alinéa doivent être inscrites sur le registre par le médecin lui-même.

**22. Éloignement du travail :** Les ouvriers et ouvrières qui présentent des symptômes d'une maladie causée par le plomb ou ses composés, doivent être éloignés de leur travail. Ils n'y peuvent être réadmis qu'en produisant un certificat du médecin de l'usine constatant leur aptitude au travail. Mais ils peuvent être occupés auparavant dans d'autres parties de l'établissement.

## ANNEXE A

### (a. 3)

### DÉCLARATION DE MALADIE PROFESSIONNELLE

Date ..... Nature de la maladie .....

Nom et adresse actuelle du patient .....

.....

Sexe ..... Age ..... Marié : oui... non .....

Nom et adresse de l'employeur .....

.....

Nom et adresse du médecin traitant .....

.....

Date du début de la maladie ..... Date de la 1<sup>ère</sup> visite chez le médecin .....

Nature exacte du travail effectué par le patient .....

.....

Date ..... Signature .....

médecin, hôpital ou autre établissement

A.C. 479-44, (1944) 76 G.O., 1230

A.C. 474-48, (1948) 80 G.O., 1471

A.C. 406-49, (1949) 81 G.O., 1168

A.C. 718-63, (1965) 97 G.O., 5666

D. 3845-80, (1981) 113 G.O.II, 143





c. S-2.1, r.9

## Règlement sur les établissements industriels et commerciaux

Loi sur la santé et la sécurité du travail  
(L.Q., 1979, c. 63 ; après refonte : L.R.Q., c. S-2.1)

### SECTION I DÉFINITIONS

**1.1.** À moins que le texte ne s'y oppose ou qu'il ne soit spécifié autrement, les mots ou expressions ci-dessous ont le sens indiqué aux fins du présent règlement :

- 1) « ACNOR » : Association canadienne de normalisation ;
- 2) « appareil de levage » : comprend les grues, les ponts roulants, les portiques, les treuils, les palans et autres appareils du genre, mais ne comprend pas les ascenseurs et monte-charge ;
- 3) « approprié » : qui convient à l'appréciation du Service d'inspection ;
- 4) « approuvé » : accepté par le Service d'inspection ou par tout organisme que désigne le gouvernement ;
- 5) « campement (baraquement) » : ensemble de bâtiments temporaires ou permanents ainsi que leurs dépendances que l'employeur organise pour loger les travailleurs qu'il affecte à des travaux d'exploitation forestière, minière, de construction de voie ferrée, de voirie, de construction de barrage et autres du même genre, à des scieries et à des usines à préparer le bois à pâte, qu'il s'agisse de campements permanents, d'été ou temporaires ;
- 6) « charge combustible » : masse moyenne par mètre carré du contenu combustible d'une pièce ou d'une aire de plancher d'après lequel il est possible de calculer la quantité de chaleur susceptible d'être libérée, en se fondant sur la valeur calorifique des matériaux, y compris le mobilier, le plancher fini, les finitions de mur et de plafond, la boiserie et les cloisons temporaires et amovibles ;
- 7) « construction combustible » : construction qui ne répond pas aux exigences visant une construction incombustible ;
- 8) « construction incombustible » : construction qui présente un certain degré de sécurité en cas d'incendie du fait de l'emploi de matériaux incombustibles pour la charpente ou autres assemblages de construction ;
- 9) « effet nuisible » : tout ce qui peut entraîner une lésion, une maladie ou un affaiblissement. Ne sont pas considérés comme effets nuisibles les effets passagers, peu fréquents, de courte durée, non cumulatifs et qui n'affectent pas les personnes qui y sont exposées ;
- 10) « établissement » : établissement industriel et commercial défini dans la Loi ;
- 11) « établissement industriel ou commercial à risque élevé d'incendie » : bâtiment ou partie de bâtiment qui contient des quantités suffisantes de matériaux très combustibles et inflammables ou explosifs qui, en raison de leurs propriétés inhérentes, constituent un risque spécial d'incendie (voir annexe 1) ;
- 12) « établissement industriel ou commercial à risque peu élevé d'incendie » : bâtiment dont le contenu combustible ne dépasse pas 50 kilogrammes ou 1 200 mégajoules par mètre carré d'aire de plancher (voir annexe 1) ;
- 13) « établissement industriel ou commercial à risque moyen d'incendie » : bâtiment ou partie de bâtiment dont le contenu dépasse 50 kilogrammes ou 1 200 mégajoules par mètre carré d'aire de plancher, et qui n'est pas classifié comme étant à risque élevé d'incendie (voir annexe 1) ;
- 14) « escalier de service » : escalier conduisant aux salles de machines ou chaudières ou escalier desservant toutes plates-formes de service des machines. Un tel escalier ne peut pas servir d'issue ;
- 15) « exposition nuisible » : exposition aux poussières, fumées, brouillards, vapeurs ou gaz d'une telle durée et d'une telle concentration qu'elle produira des effets définis comme nuisibles. Les concentrations considérées comme limites maximales permises pour différentes substances sont données dans le bulletin intitulé *Threshold Limit Values of Airborne Contaminants*, publié par *American Conference of Governmental Industrial Hygienists* (ACGIH) ;
- 16) « inspecteur » : inspecteur nommé aux termes de la Loi sur la santé et la sécurité du travail (L.Q., 1979, c. 63 ; après refonte : L.R.Q., c. S-2.1) ;
- 17) « installation » : tout ensemble d'appareils, de dispositifs ou d'organes électriques, techniques, mécaniques, sanitaires, frigorifiques ou de protection, y compris notamment une installation de transporteurs et un paratonnerre ;
- 18) « liquide inflammable » : liquide ayant un point d'éclair en-dessous de 60°C et une pression de vapeur n'excédant pas 275 kilopascals à 38°C ;

19) « matériau incombustible » : matériau conforme à la norme ACNOR B54.1 ou à la norme E 136-1965 de ASTM ;

20) « moteur » : comprend les machines et turbines à vapeur et à gaz, les moteurs à combustion interne et à air comprimé, les moteurs électriques, les turbines et roues hydrauliques et les moteurs à vent ;

21) « NFPA » : *National Fire Protection Association* ;

22) « point d'éclair » : température minimale à laquelle le liquide dégage suffisamment de vapeur pour former un mélange qui peut s'enflammer avec l'air, près de la surface du liquide ;

23) « presse à découper » : machine mue à la main ou au pied ou actionnée par moteur, à l'air ou à l'huile et munie de coulisseaux ou pistons-plongeurs avec poinçons, utilisée pour assembler, comprimer, former, couper, poinçonner ou estampiller des métaux, plastiques ou autres matériaux, mis à part les machines pour forger à chaud ;

24) « risque professionnel » : risque de lésion corporelle causée par un accident ou par une maladie survenue à un travailleur par le fait ou à l'occasion de son travail ;

25) « Service d'inspection » : ensemble des fonctionnaires désignés par le Gouvernement du Québec, pour veiller, sous l'autorité du Directeur (inspecteur en chef) et de ses représentants, à l'application du présent règlement ;

26) « substance corrosive » : substance qui, mise en contact avec les tissus, cause par réaction chimique, un dommage plus ou moins important et dont les effets sur l'organisme sont secondaires ou moins importants que dans le cas des toxiques ;

27) « substance dangereuse » : substance qui, en raison de ses propriétés explosives, inflammables, toxiques, corrosives, oxydantes, irritantes ou nuisibles de quelque manière, risque de causer une lésion ;

28) « substance irritante » : substance qui, mise en contact avec les tissus, cause une inflammation plus ou moins vive, sans destruction des tissus, ni effets sur l'organisme ;

29) « substance nuisible » : lorsque cette expression est utilisée à propos des poussières, fumées, brouillards, vapeurs ou gaz, elle désigne tout ce qui peut entraîner une lésion ou un affaiblissement des fonctions normales de toute partie du corps, sauf si cette condition est transitoire, peu fréquente et de courte durée, non cumulative et ne met pas en danger les personnes exposées à ces substances ;

30) « substance oxydante » : substance qui, n'étant pas elle-même combustible, peut fournir suffisamment d'oxygène pour entretenir la combustion de matériaux combustibles en l'absence d'air. Ces substances comprennent les

nitrites, les chlorates, les perchlorates, le peroxyde, les permanganates et l'oxygène ;

31) « substance sujette à la combustion spontanée » : substance qui, lorsqu'elle est exposée à l'air, s'oxyde lentement et peut être enflammée par la chaleur d'une source d'inflammation externe ;

32) « substance toxique » : substance qui, lorsqu'elle est absorbée ou aspirée à faible concentration par la bouche ou à travers la peau, compromet rapidement la santé ou la vie par une action autre qu'une action mécanique ou physique ;

33) « véhicule automoteur » : véhicule à moteur monté sur roues, sur chenilles ou sur rails servant à transporter des objets ou des matériaux, ou à tirer ou pousser des chariots-remorques ou des matériaux ;

34) « ventilation adéquate » : ventilation qui, dans des conditions normales, suffit à maintenir la concentration des gaz, des vapeurs, des fumées ou des poussières au-dessous de la plus faible des deux concentrations suivantes : la concentration qui entraîne des effets nuisibles ou la concentration équivalente à 25% de la limite inférieure d'explosion ;

35) « zone de travail » : espace nécessaire au travailleur pour effectuer son travail librement.

## SECTION II DISPOSITIONS GÉNÉRALES

### §2.1. But

**2.1.1.** Les établissements industriels et commerciaux avec tous les meubles et immeubles qui en dépendent, doivent être aménagés et entretenus de façon à protéger les travailleurs contre les risques professionnels. Ils doivent être construits et entretenus de façon à offrir les conditions de propreté et de salubrité nécessaires à la santé des travailleurs.

Les travaux sur les chantiers de construction sont régis par le Code de sécurité pour les travaux de construction (c. S-2.1, r.6).

### §2.2. Devoirs du chef d'établissement

**2.2.1.** Le chef de tout établissement doit :

a) entretenir les bâtiments, les locaux et les lieux de travail de façon à assurer la sécurité des travailleurs et la salubrité des lieux ;

b) s'assurer que les moyens d'évacuation, les systèmes d'alarme et de lutte contre l'incendie, et tout autre appareil, système ou installation, reliés à un établissement in-

dustriel ou commercial, sont conformes au présent règlement ;

c) fournir et installer sur tout équipement, machine et outil présentant un danger, les protecteurs et dispositifs de sécurité nécessaires, conformément au présent règlement ;

d) effectuer ou faire effectuer des inspections afin d'assurer l'observation du présent règlement ;

e) établir un plan d'évacuation en cas d'urgence ;

f) faire exécuter périodiquement et selon les risques, les exercices de sauvetage et d'évacuation. Pour les établissements à risque élevé d'incendie ou d'explosion, et ayant un effectif de 10 travailleurs et plus, on doit effectuer au moins un exercice d'évacuation chaque année ; et

g) tenir des registres d'inspection et de vérification.

**2.2.2.** Le chef de tout établissement doit informer ses travailleurs du présent règlement et doit s'assurer que tout travailleur :

a) utilise correctement tout dispositif de sécurité ou appareil protecteur mis à sa disposition ;

b) ne se livre pas à des jeux ou compétitions lorsqu'il est au travail ;

c) n'effectue aucun travail lorsque ses facultés sont affaiblies par l'alcool, la drogue ou toute autre substance, pouvant mettre en danger sa sécurité ou celle de ses compagnons ;

d) est informé des risques inhérents à son travail et n'exécute aucun travail qu'il juge dangereux pour sa sécurité ; et

e) connaisse toute manoeuvre pour assurer le bon fonctionnement des appareils et machines sous sa responsabilité et soit informé des mesures d'urgence à prendre en cas d'incendie, d'explosion ou autre accident.

### §2.3. Champ d'application

**2.3.1.** Le présent règlement s'applique à tout nouvel établissement, à toute modification et à tout changement de destination d'un établissement existant. Il s'applique aussi à toute installation et à tout équipement nouveau dans un établissement déjà existant.

Toutefois, les articles 3.2.1, 3.2.4, 5.2.2, 5.2.3 et la section IV ne s'appliquent qu'aux établissements construits avant le 1<sup>er</sup> décembre 1976 ou dont la construction a débuté avant cette date.

**2.3.2.** Pour les bâtiments et équipements existants, le 1<sup>er</sup> janvier 1973, on doit prendre des mesures appropriées

pour assurer une sécurité et un bien-être équivalents aux prescriptions du présent règlement.

**2.3.3.** Dans l'application du présent règlement, la nature, la dimension et l'arrangement des matériaux peuvent différer des règles qui y sont fixées, pour autant que la résistance du matériau et sa sécurité d'emploi soient au moins équivalentes à celles qui sont prescrites.

**2.3.4.** En cas de conflit au sujet d'une équivalence entre le chef de l'établissement et l'inspecteur, c'est le Service d'inspection qui tranche et sa décision écrite fait autorité.

### §2.4. Plan

**2.4.1.** Les plans d'équipement ou de machines doivent être soumis au Service d'inspection si ce dernier l'exige.

### §2.5. Avis de défectuosité

**2.5.1.** Le chef de tout établissement qui a reçu un avis et qui ne peut se conformer au délai imparti par l'inspecteur, doit en informer par écrit le Service d'inspection. Ce dernier, sur la preuve du bien-fondé de cette requête, peut changer le délai imparti et exiger s'il y a lieu des mesures temporaires.

### §2.6. Pouvoir des inspecteurs

**2.6.1.** Si l'inspecteur juge que les lieux ou le fonctionnement des machines, outils ou autre équipement présentent un danger immédiat, il peut exiger des mesures immédiates pour assurer la sécurité, soit en interdisant l'accès des lieux, soit en ordonnant l'arrêt de ces machines, outils ou autre équipement.

**2.6.2.** Le chef d'établissement peut en appeler des décisions de l'inspecteur et le Service d'inspection rend une décision dans les 5 jours ouvrables qui suivent la visite de l'inspecteur. Durant la période d'appel, l'interdiction demeure.

**2.6.3.** L'inspecteur peut se faire accompagner d'un représentant des travailleurs lors des inspections et enquêtes qu'il effectue dans les établissements industriels et commerciaux.

## SECTION III

### ÉTAT DES LIEUX

#### §3.1. Cours et accès des bâtiments

**3.1.1.** Les cours doivent être convenablement drainées et aplanies afin de faciliter l'accès aux bâtiments et d'assurer la manutention sans danger d'accidents.

**3.1.2.** Les voies d'accès ou passages réservés aux piétons doivent être :

- a) en bon état, bien éclairés, non glissants et bien dégagés ;
- b) à l'abri des risques de chutes d'objets ou de matériaux.

**3.1.3.** Les excavations, puits ou bassins présentant un danger de chute, doivent être recouverts ou protégés par des garde-corps.

#### §3.2. Construction et entretien

**3.2.1.** Tous les établissements industriels et commerciaux permanents ou temporaires, doivent être de construction solide et sûre, afin d'éviter tout risque d'effondrement.

**3.2.2.** On ne doit entreprendre aucun réaménagement pouvant affecter la structure de l'établissement sans s'être assuré que les éléments constitutants ne seront pas soumis à des efforts supérieurs à ceux qui étaient prévus.

**3.2.3.** Si un inspecteur a lieu de douter de la solidité d'une construction, il peut exiger un certificat d'un ingénieur ou d'un architecte.

**3.2.4.** Tout nouveau bâtiment ou structure d'un établissement industriel ou commercial, doit être construit, aménagé, entretenu et équipé de façon à éviter tout danger indu pour les personnes, qu'il soit dû au feu, à la fumée, au gaz ou vapeurs ou à la panique qui en résulte pendant le temps nécessaire à l'évacuation.

#### §3.3. Planchers

**3.3.1.** Tout plancher doit être :

- a) maintenu en bon état, être propre et bien dégagé ;
- b) pourvu de voies de circulation et de zones de travail conformes à la sous-section 3.4 ;
- c) pourvu de drains nécessaires à son entretien et à l'égouttement des liquides ; et

d) sans aucune ouverture à moins qu'elle ne soit ceinturée d'un garde-corps ou fermée par un couvercle résistant aux charges auxquelles il peut être exposé.

#### §3.4. Voies de circulation et zones de travail

**3.4.1.** Les voies de circulation et les zones de travail doivent :

- a) être tenues en bon état et bien dégagées ;
- b) ne pas être glissantes, même par usure ou humidité ;
- c) avoir entre les machines, les installations ou les dépôts de matériaux ou marchandises, une largeur minimale de 600 millimètres. Cette largeur est augmentée selon le danger encouru ou la dimension des pièces manipulées.

**3.4.2.** Les voies de circulation doivent :

- a) être soigneusement tracées ;
- b) si elles servent d'accès directs aux issues, avoir une largeur minimale de 1 100 millimètres ; et
- c) être munies de garde-corps aux endroits où il y a danger de chute.

#### §3.5. Escaliers de service

**3.5.1.** Les escaliers de service doivent :

- a) avoir une largeur minimale de 550 millimètres ;
- b) avoir une inclinaison comprise entre 20° et 50° ; cependant les escaliers existants peuvent posséder une inclinaison allant jusqu'à 60° ;
- c) être composés de marches ayant :
  - i. une profondeur et une hauteur uniforme dans une même volée ;
  - ii. une profondeur supérieure à 150 millimètres (nez exclus) ;
  - iii. une hauteur maximale de 240 millimètres ; cependant pour les escaliers existants, la hauteur peut atteindre 280 millimètres ;
- d) être munis de rampes le long des côtés libres.

**3.5.2.** Les escaliers de service tournants ou en colimaçon doivent :

- a) être réservés exclusivement aux responsables de l'entretien et du fonctionnement des machines ;
- b) posséder une main courante sur le côté extérieur ;

c) avoir des marches dont la partie étroite possède une profondeur minimale de 150 millimètres mesurées à 230 millimètres du poteau ou de la balustrade intérieure ; et

d) être conformes aux paragraphes *a* et *d* de l'article 3.5.1 et aux sous-paragraphes ii et iii du paragraphe *c* de l'article 3.5.1.

### §3.6. Échelles et escabeaux

**3.6.1.** Les échelles fixes utilisées pour remplacer les escaliers de service, doivent :

a) être de construction sûre et être fixées assez solidement pour supporter une masse de 90 kilogrammes au centre des échelons avec un facteur de sécurité de 4 ;

b) s'il s'agit d'échelles de plus de 9 mètres, comporter des paliers de repos munis de garde-corps, tous les 6 mètres au moins ;

c) être suffisamment écartées des parois pour permettre de monter sur l'arche des pieds ;

d) être placées dans un espace suffisamment dégagé de chaque côté et à l'avant pour permettre aux travailleurs de monter et de descendre librement ;

e) dépasser le palier supérieur de 1 mètre ;

f) être pourvues de garde-corps entourant l'ouverture de plancher avec une barrière amovible donnant accès à l'échelle ; et

g) être pourvues de crinolines ou de cages, s'il y a danger de chute de plus de 6 mètres.

**3.6.2.** Nonobstant le paragraphe *b* de l'article 3.6.1, les échelles permanentes desservant les tours élevées, les châteaux d'eau et autres constructions élevées et rarement fréquentées, peuvent ne pas posséder de paliers de repos.

**3.6.3.** Les échelles portatives doivent :

a) répondre à la norme *Portable Ladders* ACNOR Z11-1969 ;

b) être vérifiées fréquemment et tenues en excellent état ;

c) porter sur une base solide par les 2 pieds posés en équilibre et la tête doit trouver un appui solide sur les 2 montants ;

d) être fermement tenues en place par une personne, ou attachées si leur longueur excède 11 mètres ;

e) si elles ne sont pas fixées solidement aux extrémités, être inclinées de telle façon que la distance horizontale entre le pied de l'échelle et le plan vertical de son support

supérieur représente approximativement le quart de la longueur de l'échelle entre ses supports ;

f) être préservées contre tout glissement des pieds et contre tout choc risquant de la déséquilibrer ;

g) lorsqu'elles servent de moyen d'accès entre les étages, dépasser le palier supérieur, afin de permettre l'accès sans risque de chutes ;

h) lorsqu'elles sont utilisées près de conducteurs électriques, être en bois ou autre matériau isolant ; et

i) avoir une longueur suffisante pour que le travailleur ne travaille pas sur les deux échelons supérieurs.

**3.6.4.** Lorsqu'un escabeau est utilisé comme unité portante :

a) ses montants doivent être complètement ouverts et le dispositif de retenue doit être en position verrouillée ;

b) la plate-forme et le support du seau ne doivent pas servir d'échelon.

**3.6.5.** Tout escabeau doit être conforme à la norme *Portable Ladders*, ACNOR Z11-1969.

### §3.7. Passerelles et plates-formes

**3.7.1.** Les passerelles et plates-formes doivent :

a) être conçues pour supporter en toute sécurité les charges auxquelles elles peuvent être soumises ;

b) être munies de garde-corps sur les côtés exposés, si leur hauteur au-dessus du sol ou du plancher est supérieure à 450 millimètres, sauf pour les quais de débarquement et les plates-formes de chargement ;

c) lorsqu'elles sont à claire voie et situées à plus de 1,8 mètre du plancher ou du sol, ne pas comporter d'ouvertures dépassant 12 millimètres ; et

d) avoir un espace libre de 2 mètres au-dessus et en-dessous, à moins que le danger ne soit signalé.

### §3.8. Ouvertures dans les murs

**3.8.1.** Toute ouverture pratiquée dans un mur présentant un danger de chute pour un travailleur ou tout objet, doit être pourvue d'un garde-corps ou d'un écran de protection.

### §3.9. Échafaudages (échafauds)

**3.9.1.** On doit utiliser les échafaudages dans tous les cas où les travailleurs ne peuvent exécuter leurs travaux du sol ou d'une surface solide. Cependant, l'utilisation

d'échelles ou d'escabeaux est autorisée pour les travaux de courte durée.

**3.9.2.** Les échafaudages doivent toujours être conçus en fonction du travail à exécuter et des risques possibles. Ils doivent remplir les conditions suivantes :

- a) être conçus, construits, contreventés et entretenus de manière à supporter les charges et les efforts auxquels ils sont soumis et à résister à la poussée des vents ;
- b) posséder un facteur de sécurité d'au moins 4 pour chacun des éléments constitutants (le rapport entre la charge de rupture et la charge d'utilisation ne doit pas être inférieur à 4) ;
- c) reposer sur des sols ou assises solides ; et
- d) être munis de garde-corps lorsqu'ils sont utilisés à plus de 3 mètres du sol.

### §3.10. Écrans de protection

**3.10.1.** Partout où il se trouve quelque source de projection de particules ou de rayonnement intense de chaleur ou de lumière, on doit installer des écrans de protection pour protéger les yeux des travailleurs ne portant pas de lunettes ou d'écran facial.

**3.10.2.** Le travailleur exposé à recevoir des éclaboussures de métal en fusion ou de liquides corrosifs ou toxiques, doit être protégé par un écran de protection.

### §3.11. Garde-corps

**3.11.1.** Tout garde-corps doit être conçu, construit et installé de façon à résister aux charges minimales suivantes :

- a) une charge ponctuelle horizontale de 550 newtons appliquée en un point quelconque de la lisse supérieure ;
- b) une charge verticale de 1,5 kilonewtons par mètre linéaire, appliquée à la lisse supérieure.

**3.11.2.** Tout garde-corps doit posséder une lisse supérieure située entre 900 millimètres et 1 100 millimètres du plancher et une lisse intermédiaire fixée à la mi-distance entre la lisse supérieure et le plancher.

**3.11.3.** Lorsqu'il y a danger de chute d'objets pouvant causer des blessures, les garde-corps doivent également posséder une plinthe au niveau du plancher. Cette plinthe doit avoir au moins 100 millimètres de hauteur.

## SECTION IV MOYENS D'ÉVACUATION ET PROTECTION CONTRE L'INCENDIE

### §4.1. Moyens d'évacuation

**4.1.1.** Dans les bâtiments servant de bureaux, campements, entrepôts ou utilisés à des fins commerciales ou industrielles, les moyens d'évacuation doivent être conformes à la section III du Règlement sur la sécurité dans les édifices publics (c. S-3, r.4).

### §4.2. Protection des ouvertures verticales

**4.2.1.** Tout escalier, puits d'ascenseur, puits de ventilation ou de lumière ou autre ouverture entre étages doivent être enfermés de façon à prévenir la propagation des flammes ou de la fumée à l'exception des ouvertures décrites aux articles 4.2.2, 4.2.3 et 4.2.4.

**4.2.2.** Dans tout établissement à risque peu élevé d'incendie, ou à risque moyen avec protection d'extincteurs automatiques, des ouvertures verticales non enfermées sont autorisées aux conditions suivantes :

- a) ces ouvertures ne doivent pas relier plus de 3 étages communicants ;
- b) l'étage le plus bas, ou encore celui qui est au-dessus de l'étage le plus bas, doit se trouver au niveau du sol ;
- c) les 3 planchers communicants doivent être dégagés pour permettre aux occupants de déceler immédiatement tout début d'incendie ;
- d) la capacité des issues doit permettre l'évacuation des 3 étages même en cas d'occupation maximale ;
- e) à chaque étage considéré séparément, au moins la moitié de ses issues obligatoires doit conduire directement dans un lieu isolé par séparation ignifuge d'au moins 2 heures ;
- f) on doit observer toute autre exigence de la section IV.

**4.2.3.** Dans les bâtiments existants, aux endroits protégés par des extincteurs automatiques, les ouvertures verticales peuvent ne pas être protégées si aucune d'entre elles ne sert comme une partie d'un moyen d'évacuation et si les issues obligatoires consistent en des tours étanches à la fumée, des escaliers extérieurs ou des issues horizontales protégées.

**4.2.4.** Toute ouverture verticale dans un établissement neuf ou existant à risque élevé d'incendie doit être enfermée, excepté dans le cas où des ouvertures non protégées



sont nécessaires aux procédés ou aux travaux et où existent des issues distinctes isolées ou enfermées, et à condition que le Service d'inspection ait donné son approbation.

**4.2.5.** Les murs des ouvertures verticales enfermées doivent posséder une résistance au feu comme suit :

- a) 2 heures pour les bâtiments nouveaux de 4 étages ou plus, ou pour tout établissement à risque élevé d'incendie ;
- b) une heure pour les autres bâtiments nouveaux ; et
- c)  $\frac{3}{4}$  d'heure pour les autres bâtiments existants.

#### §4.3. Extincteurs automatiques

**4.3.1.** On doit installer un système d'extincteurs automatiques :

a) conçu, construit, installé et éprouvé conformément aux normes : *Standard for the Installation for Sprinkler Systems NFPA 13-1969*, *Standard for Foam extinguishing Systems NFPA 11-1970*, *Standard on Carbon Dioxide Extinguishing Systems NFPA 12-1968*, *Standard for Water Spray Fixed Systems For Fire Protection NFPA 15-1969* ou *Standard for Dry Chemical Extinguishing Systems NFPA 17-1969* ;

b) dans toute pièce comportant des risques élevés d'incendie ou d'explosion ou dans tout bâtiment à risque élevé de construction combustible.

**4.3.2.** L'article 4.3.1 s'applique à tout nouveau bâtiment à risque élevé d'incendie ou à tout bâtiment existant à risque élevé qui subit un changement de destination.

**4.3.3.** Un système d'extincteurs automatiques déclenchant le système d'alarme peut remplacer les systèmes de détection de chaleur.

#### §4.4. Canalisations d'incendie et tuyaux

**4.4.1.** On doit installer un système de canalisations d'incendie et de tuyaux dans les bâtiments suivants :

- a) bâtiment de plus de 3 étages ou de plus de 14 mètres de hauteur ;
- b) bâtiment de 3 étages ne possédant pas d'extincteurs automatiques et dont la superficie dépasse 1 000 mètres carrés ;
- c) bâtiment de 2 étages ne possédant pas d'extincteurs automatiques et dont la superficie dépasse 2 000 mètres carrés si les risques sont peu élevés, 1 500 mètres carrés si les risques sont moyens et 1 000 mètres carrés si les risques sont élevés ;

d) bâtiment d'un étage non muni d'extincteurs automatiques et dépassant 3 000 mètres carrés si les risques d'incendie sont peu élevés, 2 000 mètres carrés si les risques sont moyens et 1 000 mètres carrés si les risques sont élevés.

**4.4.2.** Toute installation de canalisations d'incendie et de tuyaux doit être :

- a) prévue en fonction des exigences du Service des incendies en ce qui concerne le débit et la pression ;
- b) pourvue de raccordements pour le Service des incendies, placés du côté de la rue et bien indiqués de façon à permettre un raccordement facile et rapide ;
- c) répartie en postes de tuyaux qui sont :
  - i. faciles d'accès ;
  - ii. situés de façon qu'aucun point du bâtiment ne soit à plus de 6 mètres de la lance lorsque le tuyau est étendu ;
  - iii. installés dans un placard et contenant le tuyau et son support, les raccords nécessaires à partir du 4<sup>e</sup> étage, un robinet pour tuyau et un extincteur homologué. Le tuyau doit être raccordé et prêt à fonctionner à tout moment ;
- d) vérifiés au moins une fois par an.

#### §4.5. Extincteurs portatifs

**4.5.1.** On doit installer des extincteurs portatifs dans tout bâtiment ne possédant pas d'extincteurs automatiques ou de tuyaux d'incendie ainsi que dans tout endroit comportant des risques localisés d'incendie.

**4.5.2.** Les extincteurs portatifs doivent :

- a) offrir une protection adaptée à la nature du danger ;
- b) être remplis après usage ;
- c) porter le nom du préposé à son entretien et la date du dernier contrôle.

**4.5.3.** Le choix, l'installation, l'utilisation et l'entretien de ces extincteurs portatifs doivent être conformes aux normes *Installation of Portable Fire Extinguishers NFPA 10-1968* et *Maintenance and Use of Portable Fire Extinguishers NFPA 10A-1969*.

#### §4.6. Systèmes d'alarme et systèmes de détection

**4.6.1.** Les systèmes d'alarme ne doivent être utilisés qu'en cas d'incendie ou d'autre sinistre.

**4.6.2.** On doit installer des systèmes d'alarme en cas d'incendie :

a) dans tout nouvel établissement de vente au détail de plus de 2 étages et dont la densité d'occupation excède 300 personnes pour l'ensemble des étages ou dépasse 150 personnes au-dessus ou au-dessous du premier étage ;

b) dans tout nouvel établissement industriel ou commercial à risque élevé ou à risque moyen d'incendie de plus de 2 étages et dont la densité d'occupation excède 300 personnes, ou excède 20 personnes au-dessus ou au-dessous du premier étage ;

c) dans tout nouvel établissement industriel ou commercial à risque peu élevé d'incendie dont la densité d'occupation excède 500 personnes ou excède 75 personnes au-dessus ou au-dessous du premier étage.

**4.6.3.** On doit installer un ou des tableaux indicateurs de zone en des points stratégiques pour les systèmes d'alarme, dans tous les bâtiments de 4 étages ou plus, ou dans les bâtiments où il y a plus de 12 déclencheurs d'alarme manuels.

**4.6.4.** On doit prévoir des sonneries d'alarme qui doivent être entendues en dépit d'un niveau normal de bruit et situées de manière à ce qu'il y ait au moins :

a) un timbre de 100 millimètres de diamètre pour chaque 100 mètres carrés d'aire de plancher ;

b) un timbre de 150 millimètres de diamètre pour chaque 550 mètres carrés d'aire de plancher ; ou

c) un timbre de 250 millimètres de diamètre pour chaque 1 200 mètres carrés d'aire de plancher.

**4.6.5.** On doit prévoir un système d'alarme manuel dans tout bâtiment qui ne possède pas un système d'alarme automatique ou d'extinction automatique :

a) lorsque la densité d'occupation excède 100 personnes ; ou

b) lorsque plus de 25 personnes travaillent aux niveaux inférieurs ou supérieurs au niveau du sol.

Cette prescription ne s'applique pas aux bâtiments d'un étage dont la surface n'est pas subdivisée et dont toutes les parties sont visibles pour les occupants.

**4.6.6.** Les déclencheurs d'alarme manuels faisant partie d'un système d'alarme électrique doivent être installés de manière :

a) qu'il ne soit jamais nécessaire de parcourir plus de 60 mètres pour atteindre un déclencheur d'alarme manuel au même étage ; et

b) qu'il y ait toujours un déclencheur d'alarme à moins de 7,5 mètres de chaque issue.

**4.6.7.** Dans tout bâtiment où le système d'alarme est obligatoire, on doit installer des détecteurs de chaleur approuvés dans toutes les parties utilisées pour les salles de chaudières et des incinérateurs, les cages d'ascenseurs et autres lieux où des substances dangereuses sont utilisées ou entreposées.

**4.6.8.** Les détecteurs de chaleur doivent être installés au plafond ou sur les murs à moins de 300 millimètres du plafond et à des distances ne dépassant pas l'espacement maximal pour lequel ils ont été conçus.

**4.6.9.** On doit installer des systèmes de détection de produits de combustion dans tout établissement industriel de plus de 4 étages et pourvu d'un système de recirculation d'air.

**4.6.10.** Les détecteurs de produits de combustion doivent être installés dans les conduits principaux de retour ou d'échappement d'air ou bien dans le conduit commun en amont du régulateur situé près du ventilateur.

**4.6.11.** Les détecteurs de produits de combustion doivent :

a) être facilement accessibles pour l'entretien ;

b) arrêter tous les ventilateurs à l'exception de ceux qui évacuent l'air directement à l'extérieur ; et

c) activer l'alarme partout dans le bâtiment.

## SECTION V ENVIRONNEMENT

### §5.1. Ventilation

**5.1.1.** Les établissements doivent être adéquatement ventilés soit par moyen naturel, soit par des moyens mécaniques, et les courants d'air excessifs doivent être évités.

**5.1.2.** La ventilation naturelle doit être assurée au moyen de fenêtres, volets ou événements, ayant une aire de ventilation égale à 2% au moins de l'aire de plancher.

**5.1.3.** Pour les établissements ou parties de ceux-ci ventilés mécaniquement, le système doit être capable de procurer au moins un changement d'air à l'heure. Ce taux doit être augmenté en fonction de la nature du lieu, (voir annexe 2 pour les taux de changements d'air recommandés pour la ventilation générale).

**5.1.4.** Lorsque la ventilation est mécanique, le système doit :

- a) être conçu, construit et installé conformément aux règles de l'art ;
- b) comporter des conduits servant au transport de l'air contaminé et qui ne servent à aucune autre fin, tout en ne risquant pas de contaminer le voisinage ;
- c) comporter des prises d'air placées de façon à ne pas introduire dans l'établissement de l'air préalablement contaminé ou malsain ;
- d) être pourvu de dispositifs d'arrêt reliés aux systèmes d'alarme en cas d'incendie ; ou
- e) être pourvu d'interrupteurs de courant facilement accessibles et clairement indiqués ; ces dispositifs de déclenchement et ces interrupteurs de courant permettront d'arrêter le système en cas d'incendie ;
- f) être inspecté et réglé au moins annuellement avec les filtres entretenus ou remplacés au besoin.

**5.1.5.** Les impuretés de l'air produites à l'intérieur des bâtiments doivent être éliminées dès leur point d'origine, afin de réduire leur concentration à un taux inférieur à la limite maximale permise dans la norme *Threshold Limit Values of Airborne Contaminants of American Conference of Governmental Industrial Hygienists* (ACGIH - 1971).

**5.1.6.** On doit maintenir une température et un degré d'humidité adaptés aux travaux exécutés dans les locaux fermés, et cette température ainsi que ce degré d'humidité doivent être augmentés ou diminués en fonction des conditions climatiques extérieures.

## §5.2. Éclairage

**5.2.1.** On doit prévoir un éclairage général, naturel ou artificiel, dont l'intensité est fonction de la nature des lieux ou du travail exécuté dans tous les endroits où des personnes travaillent ou circulent, et qui doit être conforme à la norme *Industrial Lighting Standard ACNOR C92.1* - 1967.

**5.2.2.** En cas d'interruption de l'alimentation électrique nécessaire à l'éclairage des issues durant l'occupation de l'établissement, un système d'éclairage de secours doit :

- a) être prévu pour éclairer les issues, les affiches indiquant les sorties, ainsi que les passages, corridors, allées conduisant directement aux issues ;
- b) contribuer à maintenir aux endroits indiqués au paragraphe a, un niveau d'éclairage de 50 lux durant au moins une demi-heure au niveau du plancher ; et

- c) être vérifié tous les mois.

**5.2.3.** L'éclairage de secours doit être assuré par des génératrices ou des accumulateurs à recharge qui entreront en fonction automatiquement et continueront de fournir du courant en cas d'interruption de l'alimentation électrique.

## §5.3. Bruits et vibrations

**5.3.1.** Le chef d'établissement doit s'assurer qu'aucun travailleur n'est exposé à un niveau de bruits et de vibrations supérieur à la limite maximale permise décrite à l'annexe 3.

**5.3.2.** Les bruits et vibrations susceptibles de produire sur les travailleurs des effets nuisibles doivent être réduits par l'un ou les moyens suivants :

- a) l'isolation des sources de bruits ;
- b) la limitation de l'intensité et de la durée de ces bruits ; et
- c) l'installation d'un dispositif d'insonorisation pour isoler les lieux de travail des sources de bruits et de vibrations.

**5.3.3.** Lorsque les mesures prévues à l'article 5.3.2 ne sont pas applicables ou suffisantes pour éliminer les effets nuisibles du bruit et des vibrations, l'employeur doit :

- a) procurer aux travailleurs qui y sont exposés des protecteurs auriculaires conformes à l'article 12.5.1 ; et
- b) s'assurer que ces travailleurs sont soumis chaque année à un examen médical de l'ouïe.

## SECTION VI PRÉCAUTIONS CONTRE LES DANGERS DES MACHINES

### §6.1. Dispositions générales

**6.1.1.** Les machines doivent être disposées de façon à assurer au personnel le maximum de sécurité.

**6.1.2.** Les éléments mobiles des moteurs et des organes de transmission ainsi que tous les éléments dangereux des machines qu'ils actionnent, doivent être construits et situés de façon à empêcher toute personne ou tout objet d'entrer en contact avec eux.

**6.1.3.** Le chef d'établissement doit s'assurer que les machines, les éléments de machines ou l'outillage sont pourvus de tous les dispositifs de protection nécessaires.

**6.1.4.** Le chef d'établissement doit s'assurer que les machines et l'équipement ne sont actionnés que par des personnes autorisées qui en connaissent l'usage et le fonctionnement.

**6.1.5.** On doit aménager autour des machines un endroit sûr pour les pieds et un espace libre pour permettre aux travailleurs d'y travailler sans danger.

#### §6.2. Dispositifs de sécurité et protecteurs

**6.2.1.** Le chef d'établissement doit protéger les éléments mobiles des machines, par des dispositifs de sécurité qui doivent être conçus, construits et utilisés de manière à :

- a) assurer une protection efficace et à prévenir tout accès à la zone dangereuse durant leur fonctionnement ;
- b) ne pas gêner l'opérateur ;
- c) fonctionner automatiquement ou avec un minimum d'effort ;
- d) de préférence, faire partie de la machine même ;
- e) permettre l'entretien et la réparation facile de la machine ;
- f) résister à l'usure normale et aux chocs ;
- g) ne pas constituer en eux-mêmes une source de dangers (arrêtes vives, aspérités, barbes) ; et
- h) être solidement fixés.

**6.2.2.** Le chef d'établissement doit s'assurer que les éléments mobiles, s'ils ne sont pas protégés du fait même de leur emplacement, soient munis de protecteurs approuvés, notamment ceux qui suivent :

- a) les volants des moteurs ;
- b) les manivelles, crosses, bielles, tiges et contre-tiges de pistons ;
- c) les masses des régulateurs centrifuges ;
- d) les conduites d'amenée et de fuite des roues et turbines hydrauliques ;
- e) les arbres de transmission ; et
- f) les transmissions par friction : courroies, engrenages-pignons, poulies, câbles ou chaînes.

**6.2.3.** Si des éléments mobiles ne sont pas protégés du fait même de leur emplacement ou par des protecteurs, le chef d'établissement doit s'assurer notamment que :

- a) les extrémités saillantes des arbres de transmission sont protégées par des manchons ou des douilles ;

- b) les collets tournants sont cylindriques et sans saillie ;

- c) les vis de blocage, les boulons, les clavettes, les graisseurs et autres saillies d'éléments tournants sont noyés ou habillés de façon à empêcher tout contact ; et

- d) les rainures de clavette non utilisées sont obturées ou enfermées dans un protecteur.

**6.2.4.** Tous les protecteurs doivent être fixés solidement et maintenus en place lorsque la machine est en marche.

#### §6.3. Dispositifs d'arrêt des machines

**6.3.1.** Toute machine actionnée mécaniquement qui n'est pas accouplée directement à un moteur individuel doit être munie d'un embrayage, d'une poulie folle ou de tout autre moyen :

- a) qui permet la mise en marche ou l'arrêt brusque de la machine ;
- b) dont la commande est immédiatement accessible à l'opérateur ;
- c) qui est protégé contre tout choc accidentel pouvant provoquer la mise en marche de la machine ;
- d) qui est équipé d'un mécanisme empêchant la courroie de glisser de la poulie folle sur la poulie fixe.

**6.3.2.** A moins que toutes les machines ne soient bien visibles pour le préposé qui les commande, on doit installer des appareils avertisseurs efficaces pour annoncer la mise en marche.

**6.3.3.** Les dispositifs ou interrupteurs de commande des machines et appareils doivent être conçus, installés et entretenus de façon à éviter la mise en marche accidentelle.

#### §6.4. Poulies et courroies

**6.4.1.** On ne doit utiliser aucune poulie fissurée ou dont la jante est brisée.

**6.4.2.** Les poulies qui ne sont jamais utilisées ne doivent pas rester sur des arbres de transmission en service.

**6.4.3.** Lorsque l'emploi de poulies folles est impossible, on doit installer des porte-courroies constitués par des consoles, des rouleaux ou autres dispositifs pour empêcher les courroies de flotter sur les arbres de transmission.

**6.4.4.** La mise en place à la main des courroies ou câbles ne doit pas s'effectuer pendant que les poulies sont en mouvement.

#### §6.5. Meules

**6.5.1.** À partir de 50 millimètres de diamètre, les meules doivent être équipées d'un protecteur compatible avec le travail exécuté et offrant la protection la plus efficace contre les accidents.

**6.5.2.** À moins d'être montées dans des mandrins cimentés à des plaques arrières métalliques ou fixées solidement à l'arbre d'une autre façon, les meules doivent être serrées entre 2 plateaux de protection dont le diamètre minimal est le tiers environ du diamètre de la meule.

**6.5.3.** Le porte-outil ou support de travail des meules doit être fixé solidement et ne doit être en aucun cas à plus de 3 millimètres des meules.

**6.5.4.** Les meules doivent être inspectées avant leur montage, en vue de déceler les fissures, le jeu excessif ou autres défauts.

**6.5.5.** Les meules ne doivent pas tourner à une vitesse supérieure à la vitesse maximale spécifiée par le fabricant.

**6.5.6.** Les meules fissurées, brisées ou déséquilibrées ne doivent pas être utilisées.

#### §6.6. Scies

**6.6.1.** Les volants des scies à ruban et le brin ascendant du ruban doivent être placés dans des carter et le brin descendant du ruban doit être protégé entre les roulettes ou blocs de guidelame et le carter du volant supérieur.

**6.6.2.** Les scies circulaires doivent être pourvues de capots de protection couvrant les parties exposées jusqu'à la base des dents.

#### §6.7. Presses à découper

**6.7.1.** Les presses à poinçonner ou à découper doivent être :

a) pourvues de dispositifs permettant de couper la force motrice rapidement. Ces dispositifs doivent être situés et conçus de façon à éviter toute mise en marche accidentelle ; et

b) conformes à la norme *Code for the Guarding of Punch Presses at Point of Operation* ACNOR Z142 - 1957 ;

notamment être munies de protecteurs, barrières ou dispositifs écartant de la zone dangereuse les mains ou avant-bras du travailleur pendant la marche.

#### §6.8. Rouleaux en rotation

**6.8.1.** Tous les rouleaux en rotation présentant un danger de contact pour les travailleurs doivent être pourvus :

a) d'un dispositif à action rapide coupant la force motrice ou renversant la marche et se trouvant à portée de la main ou du pied de l'opérateur ; et

b) d'une barrière fixe ou à mise en place automatique protégeant l'angle rentrant des rouleaux et disposés de façon que les matières à travailler puissent être amenées aux rouleaux sans que les doigts de l'opérateur puissent être pris entre les rouleaux ou entre le protecteur et les rouleaux.

**6.8.2.** On doit interdire aux travailleurs de nettoyer les rouleaux avec les mains, sans avoir préalablement arrêté la machine et coupé la force motrice, conformément à l'article 9.2.3, sauf sur les grosses machines qui ne peuvent être tournées à la main et qui sont équipées d'une commande à moteur pour marche au ralenti.

#### §6.9. Agitateurs, mélangeurs

**6.9.1.** Les agitateurs ou mélangeurs doivent être :

a) munis de protecteurs ou entourés de garde-corps sur tous les côtés exposés ; et

b) munis de mécanismes d'arrêt individuels ou pourvus de disjoncteurs empêchant toute mise en marche accidentelle.

#### §6.10. Concasseurs, broyeurs et pulvérisateurs

**6.10.1.** Les organes mobiles des concasseurs, broyeurs et pulvérisateurs doivent :

a) être habillés de protecteurs-types de machines ; et

b) être entourés de garde-corps, si c'est possible.

**6.10.2.** Les concasseurs doivent être entourés de protecteurs solides ou placés dans un enclos pour protéger les travailleurs contre les risques de projection.

#### §6.11. Silos et trémies

**6.11.1.** Les silos servant à emmagasiner des matières sèches en vrac doivent être pourvus à l'intérieur d'escaliers

ou d'échelles fixes et de plates-formes s'il y a lieu pour fins d'entretien et réparations.

**6.11.2.** Les silos servant à emmagasiner des matières sèches combustibles doivent être construits en matériaux résistant au feu, pourvus de couvercles et d'une ventilation adéquate. Là où il y a risque d'explosion, les silos doivent être pourvus d'évents d'explosion, conformes à la norme *Guide for Explosion Venting NFPA-68 1954*.

*§6.12. Cuves, bacs, réservoirs, bassins et autres récipients*

**6.12.1.** Le chef d'établissement doit s'assurer que les cuves, bacs, réservoirs et autres récipients dont l'ouverture est à moins de 750 millimètres au-dessus du plancher ou de la plate-forme de travail, doivent être :

- a) solidement recouverts ; ou
- b) entourés de garde-corps fixes ou amovibles sur tous les côtés exposés.

## SECTION VII

### OUTILLAGE À MAIN ET OUTILLAGE PORTATIF À MOTEUR

*§7.1. Outillage à main*

**7.1.1.** Les outils à main doivent être :

- a) appropriés au travail auquel ils sont destinés ;
- b) utilisés aux seules fins pour lesquelles ils ont été conçus ; et
- c) examinés et, s'ils se révèlent défectueux, être remplacés ou réparés.

**7.1.2.** Les outils à main ne doivent pas :

- a) traîner sur les planchers, dans les passages, les escaliers et autres lieux dans lesquels des personnes travaillent ou circulent ; et
- b) être déposés en des endroits élevés d'où ils pourraient tomber sur des personnes.

**7.1.3.** Les manches des outils tels que : haches, marteaux, masses, doivent être soigneusement ajustés aux têtes, solidement fixés et remplacés en cas de défectuosité.

**7.1.4.** Les limes doivent être équipées de manches à douilles métalliques ou autres manches solides et ne pas être utilisées sans ces manches.

**7.1.5.** Lorsqu'on soulève des fardeaux au moyen de crics ou de vérins, ces appareils doivent être :

- a) posés sur des points d'appui solides ; et
- b) alignés avec la charge à soulever.

**7.1.6.** On doit utiliser des clefs de dimensions appropriées pour serrer ou desserrer les écrous, boulons, tuyaux.

**7.1.7.** Il est interdit d'adapter aux clefs des tuyaux ou autres rallonges, à moins qu'elles n'aient été conçues à cet effet.

*§7.2. Outillage portatif à moteur*

**7.2.1.** Les outils électriques portatifs doivent être :

- a) branchés au moyen de prises et de fiches comportant une branche supplémentaire pour le conducteur de terre ; ou
- b) munis d'une double isolation.

**7.2.2.** Les gâchettes de commande des outils portatifs pneumatiques doivent être :

- a) placées de façon à réduire le plus possible les risques de mise en marche accidentelle ; et
- b) conçues de façon à fermer automatiquement la soupape d'admission de l'air comprimé lorsque l'opérateur les relâche.

**7.2.3.** Les fils électriques et les tuyaux flexibles amenant l'air comprimé aux outils portatifs à moteur, doivent :

- a) être suspendus ; ou
- b) être protégés sur les planchers pour éviter tout dommage à ces fils ou tuyaux, et diminuer les risques de chute ;
- c) posséder un troisième conducteur pour la mise à la terre dans le cas des fils électriques.

**7.2.4.** Les protecteurs ou dispositifs de protection des outils portatifs à moteur doivent être laissés en place lorsqu'ils sont utilisés.

**7.2.5.** Les outils portatifs à moteur doivent être examinés ; s'ils sont trouvés défectueux, ils doivent être réparés ou remplacés.

**7.2.6.** Pour tout déplacement d'un outil portatif à moteur d'un lieu de travail à un autre, on doit prendre les mesures suivantes :

- a) couper l'alimentation de la force motrice ;
- b) attendre l'arrêt complet de l'outil ; et

- c) le porter avec précaution.

### §7.3. Tronçonneuse portative à moteur ou scie à chaîne

**7.3.1. Frein de chaîne :** Toute tronçonneuse portative à moteur, acquise à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1977, doit être munie d'un frein de chaîne et d'un dispositif permettant d'actionner ce frein.

**7.3.2. Vibrations :** Toute tronçonneuse portative à moteur, acquise à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1977 doit être munie d'un système d'isolation des vibrations aux poignées avant et arrière, conçu et construit de façon à ce que le contrôle de l'opérateur sur la tronçonneuse ne soit pas affecté si un isolateur vient à manquer.

## SECTION VIII MANUTENTION ET TRANSPORT DU MATÉRIEL

### §8.1. Soulèvement et transport manuel

**8.1.1.** Lorsque le déplacement manuel compromet la sécurité du travailleur, on doit mettre à sa disposition des appareils mécaniques pour déplacer le matériel.

**8.1.2.** Aucun chef d'établissement ne doit exiger d'un travailleur qu'il manipule du matériel d'une manière telle que sa sécurité soit mise en danger.

**8.1.3.** Les travailleurs préposés à la manutention du matériel, doivent être instruits de la manière de soulever et de transporter les fardeaux.

**8.1.4.** Lorsqu'on fait monter ou descendre des objets pesants le long d'un plan incliné, on doit :

- a) éviter de se tenir du côté bas de la pente ; et
- b) guider le déplacement de l'objet au moyen de câbles, de cales, de coins ou autres dispositifs.

**8.1.5.** Lorsqu'on déplace des objets à l'aide de rouleaux, on doit utiliser des outils conçus pour ce travail, tels que barres ou masses, et ne pas se servir des mains ou des pieds pour changer la position des rouleaux en mouvement.

**8.1.6.** Pour le transport manuel d'objets qui présentent des arêtes vives ou des saillies dangereuses et pour la manutention de matières brûlantes, caustiques ou corrosives, on doit utiliser l'équipement approprié de protection, conformément à la sous-section 12.7.

### §8.2. Appareils de levage autres que les ascenseurs et monte-charge

**8.2.1.** Les appareils de levage et leurs accessoires doivent être :

- a) construits solidement et avoir la résistance voulue ;
- b) être tenus en bon état.

**8.2.2.** La charge maximale d'utilisation pouvant être soulevée sans danger doit figurer sur tous les appareils de levage en un endroit où elle puisse se lire sans difficulté.

**8.2.3.** Le chef d'établissement doit s'assurer que les appareils de levage ne sont pas :

- a) chargés au-delà de la charge maximale autorisée ; et
- b) soumis à des mouvements brusques.

**8.2.4.** Avant de commander le soulèvement d'une charge, le signaleur doit s'assurer que tous les câbles, chaînes, élingues ou autres amarres sont correctement fixées à la charge et que le soulèvement ne présente aucun danger pour les travailleurs.

**8.2.5.** Les grutiers doivent éviter de transporter des charges au-dessus des personnes et ne doivent pas abandonner les appareils sans surveillance, lorsqu'une charge y est suspendue. Ils ne doivent permettre à aucun travailleur de se tenir sur une plate-forme, benne, panier, crochet ou élingue suspendu à un appareil de levage.

**8.2.6.** Les appareils de levage doivent être pourvus :

- a) d'avertisseurs qui doivent être utilisés lorsque le déplacement est motorisé ; et
- b) de freins de levage conçus et installés de façon à arrêter efficacement une charge d'au moins une fois et demi la charge maximale d'utilisation.

### §8.3. Transporteurs

**8.3.1.** Les éléments porteurs de transporteurs doivent être conçus pour supporter en toute sécurité les charges prévues.

**8.3.2.** Les courroies, chaînes, engrenages, arbres moteurs, tambours, poulies, pignons à chaîne des installations de transporteurs doivent être protégés, si ces organes se trouvent à 2,1 mètres ou moins au-dessus du plancher ou de la plate-forme du travail.

**8.3.3.** On doit éviter d'installer des transporteurs au-dessus des voies de circulation et des zones de travail.

**8.3.4.** Pour les transporteurs passant au-dessus d'emplacements où des travailleurs travaillent ou circulent, on doit installer des protecteurs empêchant toute chute d'objets.

**8.3.5.** Les transporteurs aériens auxquels on doit accéder, doivent être pourvus de passerelles avec garde-corps sur toute leur longueur.

**8.3.6.** Il est interdit aux travailleurs de monter sur les transporteurs ou de se tenir sur les charpentes de ces derniers pour procéder au chargement ou au déchargement.

**8.3.7.** Les ouvertures pratiquées dans les planchers pour les transporteurs verticaux ou inclinés non complètement enfermés doivent être entourées de garde-corps.

**8.3.8.** Les transporteurs auxquels les travailleurs ont accès et qui peuvent les entraîner ou les blesser doivent être munis de dispositifs d'arrêt d'urgence placés :

- a) aux postes de chargement et de déchargement ; et
- b) en d'autres points le long du parcours du transporteur.

**8.3.9.** Les transporteurs à godets doivent être entourés de protecteurs pleins qui doivent :

- a) s'étendre sur toute la hauteur ;
- b) être pourvus de portes ou de parties démontables pour faciliter l'inspection, le nettoyage et les réparations ; et
- c) être munis d'un interrupteur automatique arrêtant le transporteur lors de l'ouverture de la porte mentionnée au paragraphe b.

#### §8.4. Véhicules automoteurs

**8.4.1.** Les véhicules automoteurs doivent être :

- a) munis de freins efficaces ; et
- b) pourvus d'avertisseurs qui doivent être utilisés à l'approche des piétons, des portes, des tournants et des endroits dangereux ; cette exigence ne s'applique pas aux béliers mécaniques montés sur chenilles et aux débardeuses.

**8.4.2.** Les conducteurs de véhicules automoteurs doivent être protégés de chutes d'objets ou de matériel au moyen de pavillons, écrans protecteurs, cabines, cadres.

**8.4.3.** 1) L'équipement lourd suivant fabriqué après le 1<sup>er</sup> janvier 1973 doit être muni avant le 1<sup>er</sup> juillet 1973 d'un cadre de protection en cas de retournement conforme aux normes *Roll-over Protective Structures* énumérées ci-dessous de *The Society of Automotive Engineers (SAE)* et amendements ou aux autres normes équivalentes approuvées.

Équipement lourd	Normes (SAE)
bélier mécanique, chargeur et débardeur sur chenilles ou sur roues	J394 a — 1972 J395 a — 1972
niveleuse	J396 a — 1972
décapeuse-niveleuse	J320 a — 1969
tracteur agricole et industriel de plus de 15 kilowatts défini dans SAE J333 a — 1970	J334 a — 1970

2) L'équipement lourd mentionné au paragraphe 1 et fabriqué avant le 1<sup>er</sup> janvier 1973 doit être muni :

a) d'un cadre de protection en cas de retournement exigé par *The Society of Automotive Engineers (SAE)* et amendements ou conforme à d'autres normes équivalentes approuvées et au tableau suivant :

Date de fabrication de l'équipement	Date limite pour l'existence d'un cadre permanent sur l'équipement
Après le 1972.09.01	1 <sup>er</sup> janvier 1974
Après le 1972.01.01	1 <sup>er</sup> juillet 1974
Après le 1971.01.01	1 <sup>er</sup> janvier 1975
Après le 1970.01.01	1 <sup>er</sup> juillet 1975
Après le 1969.07.01	1 <sup>er</sup> janvier 1976

N.B. L'équipement fabriqué avant le 1<sup>er</sup> juillet 1969 et immatriculé au Québec après le 1<sup>er</sup> janvier 1973 devra être conforme à cette exigence au 1<sup>er</sup> janvier 1976.

b) ou d'un cadre de protection en cas de retournement avec son dispositif de fixation conçus, fabriqués et retenus de manière à supporter au moins le double du poids du véhicule au point d'impact en fonction de la résistance à la rupture du métal. Dans ce cas, la fabrication et l'installation doivent faire l'objet d'une attestation d'un ingénieur et conforme au tableau susvisé au sous-paragraphe a.

**8.4.4.** Il doit y avoir un espace libre vertical d'au moins 1 300 millimètres entre le pont et le cadre au point de sortie.



**8.4.5.** Il doit être placé en permanence sur chaque cadre de protection en cas de retournement un panneau indiquant :

- a) le numéro de série ; et
- b) le genre d'appareil auquel ce cadre doit être fixé.

**8.4.6.** Le conducteur d'équipement lourd prévu au paragraphe 1 de l'article 8.4.3 doit porter une ceinture de sécurité si l'équipement lourd est muni d'un cadre de protection lorsque le véhicule est en mouvement à moins d'une exemption spéciale du Service d'inspection.

**8.4.7.** Les véhicules automoteurs équipés d'un treuil à l'arrière pour tirer des matériaux, doivent posséder un écran protecteur entre le treuil et le conducteur si ce dernier risque d'être blessé par les coups de fouet du câble.

**8.4.8.** Il est interdit à toute personne autre que le conducteur de monter sur les véhicules automoteurs, s'ils ne sont pas munis de sièges et d'accessoires pour assurer sa protection.

**8.4.9.** Lorsqu'un véhicule automoteur fait marche arrière, un signaleur doit diriger le conducteur si ce déplacement peut mettre en cause la sécurité d'un travailleur ou du conducteur.

#### *§8.5. Empilage du matériel*

**8.5.1.** L'empilage du matériel doit s'effectuer de façon que les piles ne gênent pas :

- a) la propagation de la lumière du jour ou de la lumière artificielle ;
- b) le bon fonctionnement des machines et autres installations ;
- c) la circulation dans les passages, allées, escaliers, ascenseurs, près des portes ; et
- d) le fonctionnement efficace des réseaux de gicleurs automatiques, ou l'accès au matériel de lutte contre l'incendie. La distance entre la pile et le gicleur ne doit pas être inférieure à 450 millimètres.

**8.5.2.** On ne doit pas empiler du matériel contre les parois ou les cloisons des bâtiments sans s'être assuré qu'elles peuvent résister à la pression latérale.

**8.5.3.** Le matériel ne doit pas être empilé à une hauteur telle que la stabilité de la pile en soit compromise.

**8.5.4.** Le chef d'établissement doit fournir au préposé à l'entreposage, l'équipement nécessaire pour atteindre le

haut des piles, tel que escabeaux, échelles, poignées ou autres.

## **SECTION IX TRAVAUX D'ENTRETIEN ET DE RÉPARATIONS ET TRAVAUX DANGEREUX**

### *§9.1. Dispositions générales*

**9.1.1.** Dans aucun établissement industriel ou commercial, on ne doit ordonner ou permettre à une personne d'accomplir une tâche ou d'utiliser un équipement présentant un danger grave d'accident.

**9.1.2.** Avant de mettre en marche une machine ou d'utiliser un équipement, on doit s'assurer que tous les protecteurs sont en place et que personne ne risque d'être blessé.

**9.1.3.** Lorsqu'un travailleur exécute un travail seul dans un lieu isolé ou il lui est impossible de demander de l'assistance, le chef d'établissement doit établir une méthode de surveillance efficace, intermittente ou continue.

**9.1.4.** Lorsqu'un travailleur doit travailler ou circuler sous une charge ou à proximité d'une charge supportée par des crics ou des vérins, il faut caler solidement les pièces.

**9.1.5.** Les étais, structures ou échafaudages servant à soutenir toute pièce ou équipement, doivent être conçus et installés de façon à éviter tout danger d'effondrement.

### *§9.2. Travaux d'entretien ou de réparations*

**9.2.1.** On doit utiliser des échafaudages, plate-formes de travail, passerelles, échelles ou autre équipement approprié pour effectuer les travaux d'entretien ou de réparations présentant un danger de chute.

**9.2.2.** Lors des travaux d'entretien ou de réparation, le chef d'établissement doit prendre les mesures de sécurité suivantes :

- a) isoler ou protéger les travailleurs occupés à ces travaux de toute machine en mouvement ;
- b) entourer les lieux où s'effectuent des travaux présentant un danger ; et
- c) procurer une ceinture de sécurité approuvée à tout travailleur exposé à une chute d'une hauteur de plus de 3 mètres, à moins que d'autres dispositifs assurant une sécurité équivalente ne soient mis à sa disposition.

**9.2.3.** Pour tout travail de réparations ou d'entretien sur une machine, on doit :

- a) l'arrêter avant de commencer les travaux ; et
- b) verrouiller ou cadenasser les dispositifs de démarrage et de commande pour éviter toute mise en marche accidentelle.

**9.2.4.** L'air comprimé ne doit pas être utilisé pour le nettoyage des personnes. Pour le nettoyage des machines ou de l'équipement, la pression d'air doit être inférieure à 200 kilopascals.

### §9.3. Travail dans un espace clos

**9.3.1.** Le chef d'établissement doit s'assurer que tout réservoir, cuve, chambre, fosse, tuyau, cheminée, puits ou autre espace clos dans lequel une personne peut entrer :

- a) possède un moyen facile de sortir de l'espace clos ;
- b) soit ventilé lorsqu'il y a possibilité d'accumulation de gaz, vapeurs ou autres substances dangereuses ou toxiques ; et
- c) soit suffisamment aéré pour assurer un pourcentage d'oxygène de 19.5% par volume.

**9.3.2.** Il est interdit de pénétrer dans un silo, trémie et autre réservoir servant à emmagasiner des matières sèches en vrac ou des liquides, tant que le remplissage ou la vidange se poursuit et que des précautions n'ont pas été prises pour prévenir une reprise accidentelle de l'alimentation.

**9.3.3.** Lorsqu'il est indispensable que des travailleurs pénètrent dans les silos, trémies et autres réservoirs servant à emmagasiner des matières sèches en vrac :

- a) chaque travailleur doit avoir à sa disposition et porter une ceinture de sécurité attachée à un cordage aussi court que possible, solidement amarré à un objet fixe à l'extérieur du réservoir ; et
- b) un autre travailleur doit être posté à l'extérieur durant toute l'opération, afin de lui porter secours en cas de besoin.

**9.3.4.** Il est interdit à tout travailleur de pénétrer dans un réservoir utilisé pour l'emmagasinement de liquide dangereux sans prendre les précautions suivantes :

- a) vider entièrement le réservoir ;
- b) fermer toutes les vannes d'entrée ;

c) selon la nature du liquide, nettoyer le réservoir à la vapeur ou par d'autres moyens efficaces pour éliminer tout résidu de vapeurs ou de gaz dangereux à l'intérieur ;

d) ventiler le réservoir pendant au moins une heure ;

e) prélever un échantillon d'air à l'intérieur du réservoir ; et

f) si l'échantillon indique la présence de vapeurs ou de gaz dangereux à l'intérieur, ventiler de nouveau.

**9.3.5.** Lorsqu'il est indispensable que des travailleurs pénètrent dans un réservoir susceptible de donner lieu à un dégagement de vapeur ou de gaz dangereux :

- a) chaque travailleur doit utiliser un appareil respiratoire exigé à l'article 12.6.1 ; et
- b) les termes de l'article 9.3.3 doivent être respectés.

### §9.4. Soudage et découpage

**9.4.1.** Les opérations de soudage et de découpage sont interdites à proximité de matériaux combustibles ou dans les lieux contenant des poussières, gaz ou vapeurs inflammables ou explosives, à moins que des précautions spéciales ne soient prises pour prévenir le feu ou les explosions.

**9.4.2.** Aux endroits où les travaux de soudage et de découpage sont normalement pratiqués et où des personnes autres que les soudeurs travaillent ou circulent, on doit installer des écrans de protection, fixes ou amovibles.

**9.4.3.** On ne doit effectuer aucun découpage, soudage ni aucun travail à flamme nue sur un récipient, un réservoir, un tuyau ou autre contenant où il y a une présence possible de substance inflammable ou explosive à moins que :

- a) l'on ait prélevé des échantillons d'air indiquant que le travail peut être fait sans danger ; ou
- b) l'on ait pris des dispositions pour assurer la sécurité du travail.

### §9.5. Entretien des véhicules automobiles et des véhicules automoteurs

**9.5.1.** Dans les nouveaux bâtiments, les garages d'entretien et de réparations de véhicules automobiles ou de véhicules automoteurs doivent être pourvus de préférence de ponts ou de plates-formes élévatrices au lieu de fosses dans les planchers.

**9.5.2.** Les fosses des garages existants et celles qui sont nécessaires pour des raisons techniques dans les nouveaux garages doivent répondre aux prescriptions suivantes :

a) le plancher de la fosse doit se trouver au-dessus du niveau du sol extérieur, avec une ouverture vers l'extérieur au niveau le plus bas du plancher de la fosse, permettant la ventilation naturelle ; ou

b) les fosses disposées autrement ne permettant pas la ventilation naturelle doivent être pourvues d'un système individuel de ventilation, capable d'assurer 12 changements d'air à l'heure. Le plancher doit posséder une pente d'un rapport de 1/120 avec ouvertures au niveau le plus bas de la fosse pour permettre l'évacuation de l'air ;

c) nonobstant l'article 3.3.1, l'accès aux fosses doit être limité aux personnes qui y travaillent.

**9.5.3.** A proximité des pompes à essence, on doit installer des affiches bien en vue, exigeant l'arrêt du moteur et interdisant de fumer en faisant le plein.

**9.5.4.** Après la réparation ou le remontage d'un pneu sur jantes démontables, la roue doit être placée dans une cage de retenue pour le gonflement.

## SECTION X CONTRÔLE DES SUBSTANCES DANGEREUSES ET DES RADIATIONS DANGEREUSES

### *§10.1. Entreposage et manutention des produits chimiques dangereux*

#### **10.1.1. Généralités :**

1) Les produits chimiques dangereux comprennent les matières suivantes :

- a) les gaz comprimés ;
- b) les liquides inflammables et combustibles ;
- c) les substances corrosives ;
- d) les substances toxiques ;
- e) les substances inflammables ;
- f) les matières oxydantes ; et
- g) les liquides chauds.

La liste des produits chimiques dangereux figure à l'annexe 4.

2) L'entreposage et la manutention de produits chimiques dangereux doivent être surveillés de façon à prévenir le renversement ou l'allumage accidentel de ces produits. On doit donc prendre les mesures suivantes :

a) séparer ou isoler tout produit chimique qui en se mêlant à d'autres substances, peut provoquer un incendie ou une explosion ou peut libérer des gaz inflammables ou toxiques ;

b) maintenir les récipients, les canalisations et autres appareils en bon état d'utilisation ; et

c) nettoyer immédiatement tout produit renversé sur les planchers ou sur les étagères.

#### **10.1.2. Gaz comprimés :**

1) Les gaz inflammables tels que le gaz ammoniac, l'hydrogène, l'acétylène, le sulfure d'hydrogène, ne doivent jamais être entreposés avec des matières oxydantes ou avec des gaz qui entretiennent la combustion tels que le chlore, le fluor, le bioxyde d'azote, les oxydes nitreux, le tétraoxyde d'azote, l'oxygène, l'air comprimé.

2) Les bonbonnes de gaz comprimé doivent :

a) être conformes selon le cas, à la Loi sur les appareils sous pression et d'autres dispositions législatives (L.Q., 1979, c. 75 ; après refonte : Loi sur les appareils sous pression, L.R.Q., c. A-20.01) et à ses règlements, ou aux ordonnances de la Régie de l'électricité et du gaz, ou aux règlements de la Commission canadienne du transport ;

b) être étiquetées et porter une approbation ;

c) être tenues à l'écart de tout radiateur et de toute autre source de chaleur ;

d) ne pas être exposées à des températures supérieures à 50°C ;

e) être munies du capuchon-protecteur des soupapes quand elles ne sont pas utilisées ;

f) être utilisées aux seules fins auxquelles elles sont destinées ;

g) être manipulées de façon à ne pas endommager et être attachées debout ou retenues dans un chariot lorsqu'elles sont utilisées ; et

h) être emmagasinées debout, les soupapes en haut et solidement retenues en place.

**10.1.3. Liquides inflammables et combustibles :** L'entreposage, la manutention et l'usage des liquides inflammables et combustibles doivent s'effectuer conformément à la norme *Flammable and Combustible Liquids Code* NFPA 30 - 1969.

#### **10.1.4. Substances corrosives :**

1) Les substances corrosives doivent être entreposées :

a) à l'écart des lieux où les risques d'incendie sont élevés ;

b) à l'écart des matières oxydantes ;

c) à l'abri des rayons directs du soleil ; et

- d) dans des endroits frais et bien ventilés.
- 2) Les récipients de substances corrosives doivent :
  - a) être tenus fermés ;
  - b) porter une identification claire de leur contenu ;
  - c) être manipulés avec soin.
- 3) Les travailleurs engagés dans la manipulation et le transvasement des substances corrosives doivent porter l'équipement de protection individuelle exigé à l'article 12.7.1.
- 4) Si les activités mentionnées au paragraphe 3 ont lieu régulièrement ou fréquemment, on doit installer des douches de secours et des douches oculaires dans le voisinage immédiat, conformément à l'article 11.3.1.
- 5) Les réservoirs ouverts et les cuves dans lesquels des liquides corrosifs sont agités à l'air comprimé ou chauffé à la vapeur, doivent être protégés de façon à ce que l'opérateur ne soit pas exposé aux éclaboussures.
- 6) Les indicateurs de niveau des réservoirs ouverts et des cuves de liquides corrosifs doivent être munis d'écrans protecteurs.
- 7) Les réservoirs et les cuves de liquide corrosif, doivent être munis d'un dispositif anti-débordement.

#### **10.1.5. Substances toxiques :**

- 1) Les substances toxiques doivent être entreposées :
  - a) à l'écart des lieux où les risques d'incendie sont élevés et loin des sources de chaleur ;
  - b) à l'écart des matières oxydantes ; et
  - c) dans les endroits frais et bien ventilés.
- 2) Les cylindres de gaz toxiques doivent être clairement identifiés.
- 3) Des écriteaux indiquant la nature du danger doivent être placés à toutes les entrées des lieux où des gaz toxiques sont entreposés.
- 4) Lorsqu'on utilise ou manipule dans des récipients ouverts des substances toxiques qui peuvent être absorbées par la peau en quantités nuisibles :
  - a) les travailleurs doivent porter l'équipement de protection individuelle exigé à l'article 12.7.1 ; et
  - b) des moyens doivent être prévus pour laver promptement une telle substance répandue sur la peau, conformément à l'article 11.3.1.
- 5) Les travailleurs exposés aux substances toxiques doivent être informés des risques qu'ils peuvent encourir et des méthodes de protection à utiliser.

6) Les indicateurs de niveau des réservoirs ouverts et des cuves contenant des liquides toxiques doivent être pourvus d'écrans protecteurs.

7) Les réservoirs et les cuves de liquide toxique, doivent être munis d'un dispositif anti-débordement.

#### **10.1.6. Substances inflammables :**

- 1) Les substances inflammables doivent être entreposées :
  - a) à l'écart des lieux où les risques d'incendie sont élevés ; et
  - b) à l'écart des matières oxydantes.
- 2) Les substances sujettes à la combustion spontanée dans l'air doivent être gardées :
  - a) sous un liquide inerte ;
  - b) dans une atmosphère inerte ; ou
  - c) dans des récipients étanches.
- 3) Les substances réagissant avec l'eau doivent être entreposées :
  - a) dans des récipients fermés ;
  - b) à l'écart des sources d'humidité ; et
  - c) à l'écart des tuyaux pouvant suinter ou dégoutter.
- 4) Les substances instables susceptibles de détonation sous l'effet de la chaleur, des chocs, de la vibration ou des ondes sonores doivent être entreposées séparément et bien protégées.

#### **10.1.7. Matières oxydantes :**

- 1) Les matières oxydantes doivent être entreposées :
  - a) à l'écart des acides et liquides corrosifs avec lesquels elles peuvent réagir de façon explosive ;
  - b) à l'écart des poudres métalliques ;
  - c) à l'écart des matières organiques ; et
  - d) à l'écart de toute matière facilement oxydable, y compris les surfaces de bois.
- 2) Les récipients de matières oxydantes doivent être :
  - a) tenus fermés ;
  - b) clairement identifiés ; et
  - c) entreposés dans des lieux frais et secs.
- 3) L'équipement utilisé pour le traitement ou la maintenance des matières oxydantes doit être mis à la terre.

4) Les vêtements contaminés par des matières oxydantes doivent être enlevés immédiatement et lavés avant d'être portés à nouveau.

#### **10.1.8. Liquides chauds :**

1) Tout récipient ouvert dans lequel des liquides non corrosifs à des températures excédant 60°C sont agités ou chauffés, doit avoir les dispositifs de contrôle isolés ou protégés par un écran pour protéger l'opérateur contre les éclaboussures.

2) Les indicateurs de niveau des réservoirs ou cuves et autres récipients des liquides chauds doivent être pourvus d'écrans protecteurs.

3) Les travailleurs engagés dans la manipulation de liquides chauds doivent porter l'équipement de protection individuelle exigé à l'article 12.7.1.

#### *§10.2. Contrôle des poussières, fumées, brouillards, vapeurs et gaz*

##### **10.2.1. Généralités :**

1) Les substances nuisibles doivent être remplacées, autant que possible par des substances qui ne le sont pas.

2) Les opérations produisant des poussières, fumées, brouillards, vapeurs ou gaz en quantité et dans des conditions qui peuvent avoir des effets nuisibles pour les travailleurs, doivent :

- a) s'effectuer dans des locaux ou dans les bâtiments isolés avec le moins de travailleurs possible ; et
- b) dans des appareils clos pour éviter tout contact avec ces substances ; ou
- c) s'accompagner d'une ventilation générale, naturelle ou mécanique ; ou
- d) s'effectuer dans des hottes avec système d'aspiration locale pour capter les substances à leur point d'émission.

3) Lorsqu'il est impossible d'enlever les poussières, fumées, brouillards, vapeurs, ou gaz nuisibles à leur source conformément à l'article 5.1.5, le chef d'établissement doit procurer les appareils respiratoires de protection exigés à l'article 12.6.1 et le travailleur exposé à ces dangers doit les utiliser.

4) L'air fourni aux appareils respiratoires doit être pur afin de ne pas créer une exposition nuisible.

5) Lorsque c'est possible, on doit utiliser des abats-poussière (eau, huile ou autre) pour abattre les poussières, fumées, vapeurs, brouillards et gaz.

6) Les systèmes d'aspiration locale doivent être conçus, construits et entretenus de façon que les poussières, fumées, vapeurs, brouillards et gaz :

- a) ne soient pas dispersés dans l'air environnant ;
- b) ne soient pas aspirés dans la zone de respiration des travailleurs ; et
- c) soient évacués dans des zones où il n'y a pas de risques de contamination.

7) Tout système d'aspiration pour l'évacuation de vapeurs inflammables, y compris les vapeurs de peinture, vernis, huiles, des matières combustibles pulvérisées et de toute autre substance en suspension pouvant créer une explosion doit :

- a) être construit en matériaux non-combustibles ;
- b) comporter des ventilateurs dont les éléments rotatifs sont faits de matériaux ne produisant pas d'étincelles ;
- c) avoir tous ses éléments métalliques mis à la terre ;
- d) avoir des conduits d'échappement étanches dirigés directement à l'extérieur sans jamais traverser un local intermédiaire, et construits pour résister à l'explosion.

8) Le système d'aspiration doit fonctionner continuellement pendant les travaux pour lesquels il est conçu.

9) Les lieux intérieurs et extérieurs des bâtiments qui contribuent à un danger auquel ces prescriptions s'appliquent, doivent être nettoyés et entretenus de façon à ne pas créer une exposition nuisible.

10) Sauf les cas d'extrême urgence où la vie est en danger, les travailleurs ne doivent pas travailler sans équipement respiratoire approprié, là où le pourcentage d'oxygène est inférieur à 19.5% par volume.

##### **10.2.2. Vapeurs inflammables :**

1) Dans les bâtiments ou autres lieux fermés, on doit prévoir une ventilation adéquate pour maintenir la concentration de vapeurs ou gaz inflammables, en dessous de 25% de la limite inférieure d'explosion.

2) On ne doit permettre aucune source d'inflammation dans un lieu, à l'intérieur pas plus qu'à l'extérieur, là où la concentration de gaz ou de vapeurs inflammables excède ou peut excéder 25% de la limite inférieure d'explosion.

3) Il est interdit de fumer dans tout lieu où il peut exister des vapeurs inflammables en concentrations supérieures à 25% de la limite inférieure d'explosion.

4) Tout équipement dans les lieux où se trouvent des vapeurs inflammables doit être mis à la terre.

**10.2.3. Poussières combustibles :**

1) Tout local où se forment des poussières combustibles doit être nettoyé aussi souvent que c'est nécessaire pour prévenir l'accumulation de ces poussières sur les planchers, solives, équipement et machines en quantité telle qu'elle présente un danger de feu ou d'explosion.

2) Tout équipement doit être mis à la terre dans ces locaux.

3) On ne doit permettre aucune source d'inflammation dans les lieux où la poussière risque de provoquer une explosion.

4) Les machines et l'équipement présentant un risque d'explosion dû à la poussière doivent être placés, construits, enfermés ou purgés de manière à protéger les travailleurs responsables du fonctionnement de ces machines ou équipement.

5) Les collecteurs de poussières combustibles présentant un risque d'explosion doivent être :

- a) situés à l'extérieur ou dans des endroits isolés ;
- b) munis d'évents d'explosion conformes à la norme *Guide for Explosion Venting*, NFPA 68 - 1954.

6) Il est interdit de fumer dans tous les lieux où il y a un risque d'explosion dû à la poussière.

**§10.3. Protection contre les radiations dangereuses**

**10.3.1.** Toutes les sources de rayonnement intense en infrarouge doivent être masquées par :

- a) des écrans absorbant la chaleur ;
- b) des écrans d'eau ; ou
- c) d'autres dispositifs de protection des travailleurs.

**10.3.2.** Dans les locaux où on effectue des travaux comportant une émission dangereuse de radiations ultraviolettes, telles que la soudure électrique, on doit prendre les précautions suivantes :

- a) entourer les sources d'émission par des écrans de protection ;
- b) protéger les mains et les avant-bras des travailleurs exposés à des doses importantes, par des gants ou des crèmes protectrices ; et
- c) protéger les yeux et la figure conformément à l'article 12.3.1.

**10.3.3.** L'usage, la manipulation et le transport de substances radioactives doivent être effectués conformé-

ment aux règlements établis par la Commission de contrôle de l'énergie atomique du Canada.

**10.3.4.** Les travailleurs exposés aux radiations ionisantes doivent subir des examens médicaux à intervalles plus ou moins fréquents, selon la durée d'exposition.

**SECTION XI  
HYGIÈNE ET BIEN-ÊTRE****§11.1. Alimentation en eau potable**

**11.1.1.** Le chef d'établissement doit fournir à ses travailleurs les moyens de se désaltérer mettant à leur disposition des fontaines ou des gobelets individuels.

**11.1.2.** Auprès de toute prise d'eau non potable où l'on pourrait s'approvisionner, on doit placer un écriteau indiquant que cette eau n'est pas potable.

**11.1.3.** La consommation d'eau requise doit être conforme aux prescriptions de l'annexe 5.

**§11.2. Installations sanitaires**

**11.2.1.** Le nombre et la disposition des fontaines et des salles de toilette y compris des cabinets d'aisance, urinoirs, lavabos et douches doivent être conformes à l'annexe 6.

**§11.3. Douches de secours et douches oculaires**

**11.3.1.** Il doit y avoir des douches de secours et des douches oculaires dans les lieux immédiats où les travailleurs sont exposés aux effets de substances toxiques et corrosives à l'état liquide ou solide.

**§11.4. Entretien et propreté**

**11.4.1.** Les lieux de travail ou ceux qui sont prévus pour les déplacements des travailleurs, les installations sanitaires ou autres installations communes mises à la disposition du personnel doivent être entretenus dans des conditions hygiéniques.

**11.4.2.** Les vestiaires, les toilettes, les lavabos et autres installations communes mises à la disposition des travailleurs doivent être nettoyés et désinfectés quotidiennement.

**11.4.3.** Les déchets, balayures et résidus doivent être enlevés des lieux de travail ; des récipients à cet effet doivent être placés à différents endroits.

### §11.5. Campements (baraquements)

**11.5.1.** Sauf pour les périodes de courte durée, le chef d'établissement qui exécute des travaux dans des lieux éloignés n'offrant pas de possibilités d'hébergement, doit mettre à la disposition de ses travailleurs un campement et des moyens de restauration.

**11.5.2.** Si on n'a pas prévu de campements, le chef d'établissement doit mettre à la disposition des travailleurs un moyen de transport conforme à la section XIII.

### §11.6. Réfectoire et périodes de repas

**11.6.1.** Pour les travailleurs qui y prennent leurs repas, le chef d'établissement doit mettre un local à leur disposition. Ce local doit :

- a) avoir une superficie minimale de 1,1 mètre carré par personne et posséder des tables et des sièges en nombre suffisant pour le nombre de travailleurs y mangeant en même temps ;
- b) être aéré conformément aux articles 5.1.2 ou 5.1.3 ;
- c) être éclairé conformément à la sous-section 5.2 ;
- d) être chauffé conformément à l'article 5.1.6 ;
- e) être tenu propre et être pourvu de récipients couverts pour déposer les déchets alimentaires ; et
- f) ne pas servir à l'entreposage des matériaux, de l'équipement et des outils.

**11.6.2.** Lorsque la durée du travail excède 5 heures, on doit accorder au moins 30 minutes d'arrêt dans le milieu de la période de travail pour permettre aux travailleurs de chaque équipe de prendre leurs repas.

### §11.7. Bien-être au travail

**11.7.1.** Le chef d'établissement doit mettre des chaises ou bancs à la disposition des travailleurs lorsque la nature de leur travail le permet.

**11.7.2.** Les outils, matériaux et manettes doivent être placés dans une position qui facilite le travail et réduise l'effort.

**11.7.3.** La hauteur de l'établi et la position du siège doivent être adaptées au travail et au travailleur de manière que sa position soit correcte et sa fatigue réduite.

## SECTION XII ÉQUIPEMENT DE PROTECTION INDIVIDUELLE

### §12.1. Dispositions générales

**12.1.1.** Le chef d'établissement doit s'assurer que ses travailleurs :

- a) ont reçu l'information nécessaire sur l'usage des vêtements et de l'équipement de protection conformément à l'article 2.2.2 ; et
- b) portent ou utilisent l'équipement prévu pour leur protection contre les risques auxquels ils sont exposés.

**12.1.2.** Aux endroits où il y a danger de contact avec des pièces en mouvement :

- a) les vêtements doivent être bien ajustés et ne comporter aucune partie flottante ;
- b) les colliers, bracelets ou bagues sont interdits ; et
- c) les cheveux longs doivent être contenus dans un bonnet ou un casque.

**12.1.3.** Tout l'équipement de protection individuelle doit être conforme aux normes mentionnées aux articles 12.2.1 à 12.10.2 ou autres normes reconnues par le Service d'inspection.

### §12.2. Protection de la tête

**12.2.1.** Tout employé exposé à être blessé à la tête par la chute d'objets, les éboulements, les coups ou les chocs, doit porter un casque de sécurité homologué selon la norme *Industrial Protective Headwear* ACNOR 94.1 - 1966. Ce casque doit être fourni par le chef d'établissement.

### §12.3. Protection des yeux et de la figure

**12.3.1.** Tout travailleur doit porter soit des lunettes de protection, soit un écran facial *Eye Protectors* ACNOR Z94.3 - 1969 lorsqu'il est exposé à un danger quelconque pour les yeux ou la figure causé par :

- a) des particules en mouvement,
- b) des substances dangereuses,
- c) un rayonnement de lumière ou de chaleur intense,
- d) du métal en fusion,
- e) des fumées ou gaz nocifs, et
- f) d'autres risques du même genre.

### §12.4. Protection des pieds

**12.4.1.** Tout travailleur doit porter des chaussures de sécurité conçues pour les risques indiqués ci-dessous *Safety Footwear* ACNOR Z195 - 1970 lorsqu'il est exposé à se blesser les pieds par :

- a) perforation,
- b) chute d'objets lourds ou tranchants,
- c) contact avec du métal en fusion,
- d) contact avec des liquides chauds ou corrosifs, ou
- e) autres travaux dangereux.

### §12.5. Protection des oreilles (de l'ouïe)

**12.5.1.** Lorsqu'il est impossible de réduire le bruit à un niveau inférieur aux limites maximales permises conformément à l'article 5.3.1, le chef d'établissement doit fournir au travailleur des protecteurs auriculaires appropriés *Hearing Protectors* ACNOR Z294.2 - 1965.

### §12.6. Protection des voies respiratoires

**12.6.1.** Lorsqu'il est impossible de réduire la concentration de vapeurs ou gaz nocifs, de fumées, poussières ou autres substances nuisibles ou nocives à un niveau inférieur aux limites maximales permises conformément à l'article 5.1.5, le chef d'établissement doit fournir au travailleur qui est exposé, les appareils respiratoires reconnus par le *National Institute of Safety and Health* des États-Unis (NIOSH).

### §12.7. Protection des autres parties du corps

**12.7.1.** Tout travailleur exposé à des éclaboussures de métal en fusion, ou au contact de substances dangereuses ou infectueuses doit porter un équipement de protection approprié à la nature de son travail tel que cagoules, tabliers, jambières, manchettes, gants.

### §12.8. Ceinture de sécurité

**12.8.1.** Tout travailleur exposé à une chute de plus de 3 mètres de sa position de travail doit porter une ceinture de sécurité *Code of Practice for Window Cleaning* ACNOR Z91-1959 à moins que d'autres dispositifs lui assurent une sécurité équivalente.

**12.8.2.** La ceinture de sécurité doit :

- a) avoir une largeur minimale de 75 millimètres ;
- b) être fabriquée en cuir, toile de lin ou tout autre matériel résistant et durable ;

c) avoir des renforts suffisants aux divers points d'attache ;

d) avoir ses composantes métalliques en métal ductile et résistant à la corrosion ; le bronze est interdit ;

e) être traitée contre la moisissure ;

f) résister sans rupture à l'essai de chute libre d'une hauteur de 1,2 mètre d'une masse de 115 kilogrammes ; cet essai doit être effectué par un laboratoire reconnu ; et

g) être munie d'un lien de retenue n'excédant pas 1,2 mètre de longueur entre la ceinture et le point d'attache.

**12.8.3.** Le point d'attache du lien de retenue de la ceinture de sécurité doit être :

a) un câble de secours ancré correctement ;

b) un ancrage bien fixé à un élément important de la plate-forme ; ou

c) un câble métallique d'au moins 8 millimètres de diamètre, bien tendu le long de la plate-forme et fixé solidement aux extrémités et au centre de la plate-forme.

Les points d'attache mentionnés aux paragraphes b et c du premier alinéa ne peuvent être utilisés que pour les échafaudages volants et dans des cas particuliers.

**12.8.4.** Le lien de retenue doit être fixé :

a) au câble de secours :

i. à l'aide d'un dispositif spécial conçu de façon à se resserrer sur le câble dès qu'une tension subite verticale et descendante se produit. Ce dispositif ne doit pas nuire à l'ascension ; ou

ii. par tout autre moyen jugé acceptable par le Service d'inspection ;

b) aux autres points d'attache à l'aide d'une borne adaptée à l'ancrage utilisé.

**12.8.5.** Le câble de secours doit :

a) être utilisé par une seule personne ;

b) avoir une longueur inférieure à 90 mètres entre son point d'ancrage et le sol ;

c) être en chanvre de première qualité d'au moins 19 millimètres de diamètre ou de tout autre matériau de qualité équivalente ;

d) posséder une résistance à la rupture d'une force d'au moins 18 kilonewtons ;

e) être sans épissure ; et



f) être bien fixé à un ancrage suffisant.

**12.8.6.** Le port de la ceinture de sécurité ne s'impose pas pour le travailleur qui :

- a) utilise un moyen d'accès ou d'issue ;
- b) est monteur de charpentes métalliques ; et
- c) est protégé efficacement par un filet.

#### §12.9. Gilet et équipement de sauvetage

**12.9.1.** Tout travailleur travaillant au-dessus de l'eau doit porter un gilet de sauvetage si :

- a) aucune autre mesure de sécurité ne peut le protéger efficacement ; et
- b) la profondeur de l'eau est suffisante pour rendre ce gilet efficace.

**12.9.2.** Le gilet de sauvetage utilisé doit :

- a) pouvoir maintenir la tête de l'utilisateur hors de l'eau ; et
- b) permettre au travailleur de flotter sans opération manuelle.

**12.9.3.** Outre le gilet de sauvetage, on doit prévoir sur les lieux un équipement de sauvetage qui doit consister dans les deux mesures de sécurité suivantes ou dans l'une d'elles :

- a) une embarcation en bon état et munie :
  - i. d'une ceinture de sauvetage reliée à un câble de chanvre de Manille de 9,5 millimètres et d'au moins 15 mètres de longueur ;
  - ii. d'une gaffe ; et
  - iii. de gilets de sauvetage en nombre suffisant pour le nombre de personnes prenant part au sauvetage ;
- b) s'il y a du courant, une ligne traversant l'étendue d'eau et à laquelle sont reliés des flotteurs capables de supporter une personne dans l'eau.

**12.9.4.** Si le courant est trop rapide, l'embarcation de sauvetage doit être motorisée.

**12.9.5.** Lorsqu'un équipement de sauvetage est nécessaire, il doit être prévu :

- a) un système d'alarme avertissant que l'opération « sauvetage » doit commencer ; et

b) une personne responsable de la manoeuvre, dirigeant le personnel nommé à cet effet et disponible dès que le signal est actionné.

#### §12.10. Filet

**12.10.1.** Le Service d'inspection peut exiger un filet de sauvetage lorsque :

- a) le port d'une ceinture de sécurité peut être nuisible au travailleur ou présenter un danger pour sa sécurité ; ou
- b) la protection offerte par les ceintures de sécurité et les gilets de sauvetages n'est pas suffisante en raison de la nature du travail.

**12.10.2.** Le filet doit :

- a) être placé de façon à empêcher une personne de tomber de plus de 6 mètres de haut en chute libre ;
- b) présenter une surface suffisante pour assurer une protection efficace ;
- c) pouvoir supporter une masse de 115 kilogrammes tombant de la hauteur maximale de 6 mètres et ce, avec un coefficient de sécurité de 3 ;
- d) être assez souple pour « faire poche » et retenir l'accidenté ;
- e) résister à l'action des agents atmosphériques ; et
- f) être libre de tout débris.

## SECTION XIII TRANSPORT DES TRAVAILLEURS

### §13.1. Dispositions générales

**13.1.1.** Tout véhicule automobile utilisé pour le transport des travailleurs doit être :

- a) conforme au Code de la route (L.R.Q., c. C-24) et à ses règlements ;
- b) construit, utilisé, équipé et entretenu de façon à prévenir les risques de chute au cours du transport ainsi que les risques d'écrasement, de chocs et de collisions.

**13.1.2.** Le chef d'établissement doit s'assurer que le conducteur du véhicule utilisé pour le transport des travailleurs :

- a) détient le permis exigé par le Code de la route ;
- b) respecte le présent règlement ;
- c) avise qui de droit de toutes les déficiences de son véhicule ;

d) n'effectue aucun transport de personnes si les déficiences signalées n'ont pas été réparées ou s'il juge que son véhicule n'offre pas toutes les garanties de sécurité.

**13.1.3.** Le chef d'établissement doit s'assurer que tout travailleur transporté :

a) soit assis sur les sièges ou bancs mis à sa disposition pendant le transport, excepté dans le cas des véhicules automobiles spécialement équipés pour transporter des personnes debout ; et

b) monte dans le véhicule ou en descende à l'arrêt complet, et utilise les dispositifs de descente mis à sa disposition.

### §13.2. Aménagement des véhicules

**13.2.1.** Tout véhicule automobile utilisé principalement ou régulièrement pour le transport des travailleurs doit :

a) être muni de poignées, de marche-pieds et autres accessoires disposés de façon à permettre aux travailleurs de monter ou de descendre en toute sécurité ;

b) être muni d'un dispositif permettant aux passagers de communiquer avec le conducteur lorsque le compartiment du conducteur est séparé du compartiment des passagers ;

c) ne jamais transporter un nombre de passagers risquant de compromettre la conduite du véhicule ou la sécurité des passagers ; et

d) avoir le plancher et l'intérieur du compartiment réservé aux passagers en bon état et libres de clous, vis, saillies et autres objets présentant un danger pour les passagers.

**13.2.2.** Les camions et autobus utilisés principalement ou régulièrement pour le transport des travailleurs doivent être :

a) construits et aménagés à cette fin ;

b) munis de sièges ou bancs solidement fixés ;

c) couverts d'un toit et protégés sur les côtés par des parois solides d'une hauteur minimale de 1 200 millimètres ;

d) pourvus de 2 feux de Bengale ou 2 torches à l'huile ou 2 feux clignotants. En cas de panne sur la chaussée ou à moins de 3 mètres de celle-ci, on doit placer un de ces signaux 30 mètres devant le véhicule et l'autre 30 mètres derrière ;

e) munis d'un extincteur portatif à poudre sèche, ou de type BC homologué ULC, chargé et en bon état de mar-

che. Le conducteur doit connaître le lieu, le type et la manière de faire fonctionner l'extincteur ; et

f) pourvus d'une trousse de premiers secours dans le compartiment ou cabine du conducteur.

**13.2.3.** Les camions utilisés principalement ou régulièrement pour le transport des travailleurs doivent posséder des sièges ou bancs présentant les caractéristiques suivantes :

a) laisser une largeur minimale de 450 millimètres pour chaque passager ;

b) être disposés de façon à laisser entre eux une allée d'au moins 600 millimètres lorsque les sièges sont face à face et 300 millimètres dans les autres cas ;

c) la hauteur des sièges doit être comprise entre 380 millimètres et 480 millimètres au-dessus du plancher ;

d) la profondeur minimale doit être de 300 millimètres ; et

e) être munis de dossiers dépassant d'au moins 500 millimètres le niveau des sièges ou bancs, si ces derniers ne sont pas placés près des ridelles ou parois du camion.

### §13.3. Dispositions particulières

**13.3.1.** Les camions à plate-forme et les camions de service occasionnellement utilisés pour le transport des travailleurs peuvent être utilisés à cette fin aux conditions suivantes :

a) si c'est possible, les travailleurs doivent voyager à l'intérieur de la cabine du conducteur jusqu'à concurrence de 3 personnes dans une cabine simple ;

b) les camions à plate-forme doivent être protégés sur les côtés par des ridelles ou parois d'une hauteur minimale de 900 millimètres ;

c) les travailleurs doivent être tous assis sur des bancs disposés près des côtés de la plate-forme, solidement fixés au plancher et d'une hauteur de 380 à 480 millimètres ;

d) les panneaux arrières doivent être maintenus fermés pendant le trajet ; et

e) le camion doit être muni d'une bâche pour protéger les travailleurs contre les intempéries.

**13.3.2.** Tout camion fermé, utilisé pour le transport des travailleurs doit :

a) avoir le plancher du compartiment réservé aux travailleurs, étanche pour éviter l'intoxication par les gaz d'échappement ;

- b) avoir l'extrémité du tuyau d'échappement qui excède la surface de projection du véhicule ;
- c) posséder des orifices spécialement aménagés pour permettre l'aération et l'éclairage naturel à l'intérieur ; et
- d) posséder un éclairage artificiel à l'intérieur du compartiment des travailleurs.

#### §13.4. Véhicules interdits

**13.4.1.** Le transport de personnes est interdit dans les remorques et les semi-remorques.

#### §13.5. Transport simultané de personnel et de matériel

**13.5.1.** Lorsqu'on utilise un véhicule pour le transport des travailleurs, on ne doit pas transporter :

a) d'explosifs à moins de se conformer au Règlement sur la manutention et l'usage des explosifs (c. S-2.1, r.11) ; et

b) de pesticides dangereux et de substances inflammables à moins que ces substances soient transportées dans des récipients conçus à cet effet et à l'extérieur des compartiments occupés par le conducteur ou par les passagers.

**13.5.2.** Tous les outils tranchants transportés dans le compartiment du conducteur ou dans celui des passagers doivent être :

- a) placés dans des boîtes ou récipients couverts ; ou
- b) protégés par une gaine recouvrant le côté tranchant et fixés au bâti du véhicule à l'extérieur des allées.

**13.5.3.** Il est permis de transporter simultanément dans le même compartiment les travailleurs, et :

a) du petit matériel, à condition qu'un dispositif d'arrimage empêche tout mouvement de ce matériel de blesser les passagers ;

b) du matériel en vrac, à condition qu'un dispositif solide empêche ce matériel d'envahir la place réservée aux passagers.

**13.5.4.** Aucun travailleur ne doit demeurer sur la charge d'un véhicule en mouvement.

## SECTION XIV DÉCLARATION D'ACCIDENT, EXAMENS MÉDICAUX ET COMITÉS DE SÉCURITÉ

### §14.1. Déclaration d'accident

**14.1.1.** Le chef d'établissement doit, dans les 48 heures de l'accident faire un rapport écrit au Service d'inspection de tout accident entraînant la mort d'un travailleur, l'impossibilité pour une seule personne d'accomplir ses fonctions durant 7 jours ouvrables et plus ou pour plus d'une personne durant 24 heures et plus, ou entraînant des dommages matériels de 15 000 \$ et plus.

**14.1.2.** En cas d'accident mortel, le Service d'inspection doit en être informé par le moyen de communication le plus rapide et les lieux de l'accident doivent rester inchangés pour le temps de l'enquête de l'inspecteur sauf pour empêcher une aggravation des effets de l'accident ou lorsque le Service d'inspection l'autorise.

### §14.2. Examen médicaux

**14.2.1.** Dans les établissements industriels et commerciaux où la santé des travailleurs est exposée à des risques particuliers, le Service d'inspection peut exiger des examens médicaux d'embauchage et des examens périodiques pour ces travailleurs.

### §14.3. Comité de sécurité

**14.3.1.** Le chef d'un établissement industriel qui a un effectif global de plus de 20 travailleurs et une fréquence de plus de 25 accidents par million d'heures de travail doit établir un comité de sécurité.

**14.3.2.** Le comité de sécurité doit être composé d'un nombre égal de représentants des travailleurs et de représentants de l'employeur ; le nombre minimal doit être de 2 pour chaque partie. S'il y a une association accréditée en vertu du Code du travail (L.R.Q., c. C-27), c'est elle qui doit choisir les représentants des travailleurs.

**14.3.3.** Le comité de sécurité doit :

- a) veiller à l'observation du présent règlement et toute autre règle de sécurité de l'établissement ;
- b) analyser les causes de tout accident et faire rapport au chef d'établissement ;
- c) tenir une réunion au moins deux fois par mois pour la discussion des accidents courants, de leurs causes et des moyens de les prévenir ; et
- d) tenir le registre des réunions.

**ANNEXE 1**

(a 1.1)

**CLASSIFICATION DES BÂTIMENTS OU PARTIES DE BÂTIMENTS SUIVANT LEUR DESTINATION PRINCIPALE**

**1. Établissement industriel ou commercial à risque élevé d'incendie** (Établissements classifiés groupe F, division 1, dans le Code national du bâtiment)

Ateliers de nettoyage à sec  
 Ateliers de peinture au pistolet  
 Ateliers de transformation de déchets de papier  
 Dépôts de liquides inflammables en vrac  
 Distilleries  
 Entrepôts de matières dangereuses en vrac  
 Fabriques de matelas  
 Meuneries  
 Moulins à céréales  
 Moulins à fourrage  
 Silos à grains  
 Usines chimiques  
 Usines de caoutchouc  
 Usines de peinture, laques, vernis et plastiques nitrocellulosiques.

**2. Établissement industriel ou commercial à risque moyen d'incendie** (Établissements classifiés groupe F, division 2, dans le Code national du bâtiment)

Ateliers  
 Ateliers de nettoyage à sec n'employant pas de solvants ni de dégraissants inflammables ou explosifs, à l'exception des ateliers à libre service  
 Blanchisseries, à l'exclusion des laveries automatiques  
 Entrepôts  
 Entrepôts frigorifiques  
 Établissements de travail du bois  
 Fabriques de boîtes  
 Fabriques de confiseries  
 Fabriques de matelas  
 Garages avec ateliers de réparation  
 Gares de marchandises  
 Hangars d'aéronefs  
 Héliports sur toits d'immeubles  
 Imprimeries  
 Laboratoires  
 Locaux d'emmagasinement  
 Locaux de vente des entreprises de fabrication ou de réparation  
 Locaux de vente en gros  
 Sous-stations électriques  
 Stations-service  
 Studios de télévision ne recevant pas de public  
 Usines de rabotage  
 Usines, manufactures et fabriques.

**3. Établissement industriel ou commercial à risque peu élevé d'incendie** (Établissements classifiés groupe F, division 3, dans le Code national du bâtiment)

Ateliers  
 Centrales électriques  
 Crémeries  
 Entrepôts  
 Garages de remisage y compris les garages de stationnement à l'air libre  
 Laboratoires  
 Locaux d'emmagasinement  
 Locaux d'étalage d'échantillons  
 Locaux de vente des entreprises de fabrication ou de réparation  
 Usines, fabriques et manufactures.

**ANNEXE 2**

(a. 5.1.3)

**TAUX MINIMAL ET MAXIMAL DE CHANGEMENT D'AIR POUR LA VENTILATION GÉNÉRALE**

GENRE DE LOCAUX, BÂTIMENTS OU PROCÉDÉS	VENTILATION NÉCESSAIRE EN CHANGEMENT D'AIR PAR HEURE*	
	Minimale	Maximale
Boulangeries	10	60
Salles des chaudières, des machines	4	60
Crémeries	5	30
Fonderies (fer)	4	30
Fonderies de non ferreux	6	60
Garages de remisage, de stationnement	3	20
Garages de réparation	6	30
Cuisines commerciales	10	60

Laboratoires chimiques	6	30
Blanchisseries, ateliers de pressage	10	120
Salles des armoires	2	15
Ateliers de mécanique	3	20
Bureaux	2	30
Restaurants, cafétérias	4	30
Magasins de vente en détail	6	20
Fumoirs	10	60
Salles de bain, de toilettes	10	30
Entrepôts	1	6

\*Ventilation générale nécessaire si aucun système d'aspiration locale n'est utilisé.

## ANNEXE 3

(a. 5.3.1)

## HYGIÈNE INDUSTRIELLE

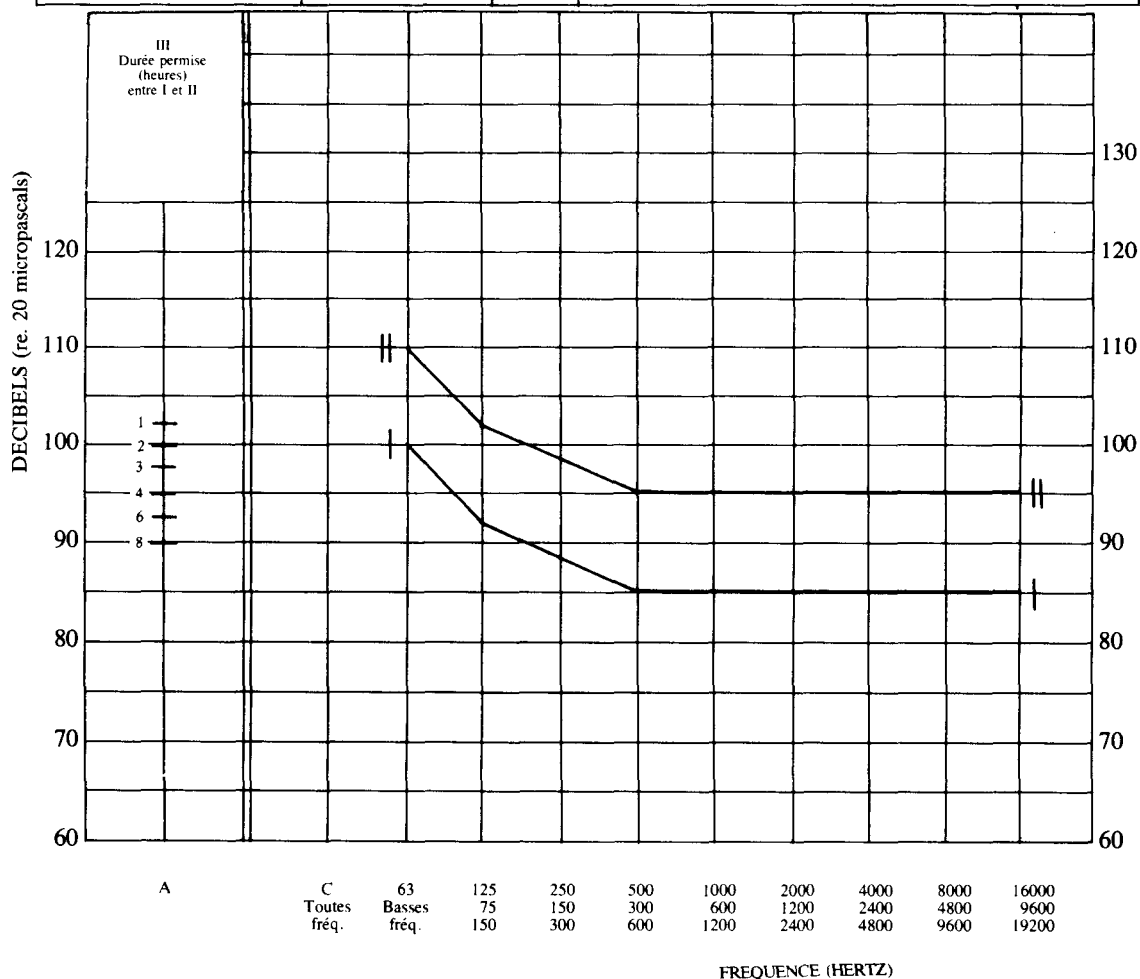
## ÉTUDE DE BRUIT

## Niveau global (DBA, DBC) —analyse par octaves

LÉGENDES: I à II Protection personnelle ou dépistage audiométrique recommandés, nécessaires au-delà des durées permises en III.

II Protection personnelle obligatoire

Compagnie			Description de l'endroit
Nombre de personnes affectées	Durée d'exposition	Date	Remarques



## ANNEXE 4

(a. 10.1.1)

## PRODUITS CHIMIQUES DANGEREUX

Produit	Danger		
Acétates organiques	Liquides inflammables.	Acide nitrosylsulfurique	contact avec des corps facilement oxydables.
Acétate de cellulose	Solide combustible.	Acide oléique	Liquide corrosif.
Acétylène	Gaz comprimé ; inflammable.		Substance inflammable sujette à l'échauffement spontané.
Acide acétique glacial	Liquide inflammable (point d'éclair 40°C) dangereux en présence du peroxyde de sodium, de l'acide nitrique ou du peroxyde de baryum.	Acide organiques	Liquides inflammables ou solides combustibles.
Acide benzoïque	Solide combustible.	Acide peracétique	Oxydant énergétique.
Acide bromhydrique	Liquide corrosif.	Acide perchlorique	Liquide corrosif qui, en solution concentrée, présente un danger d'explosion s'il vient en contact avec des substances oxydables.
Acide bromique	Liquide corrosif.	Acides perchromique	Oxydant énergétique.
Acide chlorhydrique	Liquide corrosif dont les vapeurs sont toxiques.	Acide phénolsulfonique	Liquide très corrosif dont les vapeurs sont toxiques.
Acide chorsulphonique	Liquide corrosif qui réagit avec l'eau en dégageant du chlorure d'hydrogène.	Acide phosphorique	Liquide corrosif dont les vapeurs sont toxiques.
Acide chromique en cristaux	Oxydant énergétique pouvant donner lieu à une réaction explosive au contact de matières organiques.	Acide picrique	Explosif
Acide chromique, solution d'	Liquide corrosif.	Acide salicylique	Solide combustible dont les poussières forment avec l'air un mélange explosif.
Acide cyanhydrique	Gaz toxique et très inflammable, utilisé en fumigation.	Acide sulfhydrique (sulfure d'hydrogène)	Gaz comprimé très inflammable et très toxique.
Acide fluorhydrique	Liquide corrosif dont les vapeurs sont extrêmement toxiques.	Acide sulfurique	Liquide très corrosif, c'est un oxydant énergétique qui émet des vapeurs toxiques.
Acide fluosilicique	Liquide corrosif.	Acrylonitrile	Liquide inflammable dont les vapeurs sont toxiques.
Acide fluosulfonique	Liquide corrosif dont les vapeurs sont toxiques.	Air comprimé	Voir Nitriles.
Acide formique	Liquide corrosif.	Alcalins, métaux	Gaz, qui entretient la combustion.
Acide hexafluorophosphorique	Liquide corrosif et agent oxydant.		Solides inflammables qui donnent avec l'eau une réaction explosive. Ils doivent être conservés dans un hydrocarbure liquide.
Acide iodique	Liquide corrosif.	Alcools	Liquides inflammables.
Acides minéraux concentrés	Liquides corrosifs, dont certains peuvent dégager des vapeurs toxiques.	Aldéhydes	Liquides inflammables ou solides combustibles.
Acide monofluorophosphorique	Liquide corrosif.	Allyliques, composés	Leurs vapeurs sont généralement toxiques.
Acide nitrique	Liquide corrosif fumant dont les vapeurs sont très toxiques, c'est un oxydant énergétique qui peut provoquer des incendies ou des explosions s'il vient en	Allumettes s'enflammant sur toute surface dure	Produit inflammable.
		Aluminium, poudre d'	Substance inflammable qui peut former avec l'air un mélange explosif.

Amalgame de sodium	Substance inflammable qui peut réagir avec l'eau en libérant de l'hydrogène.	Baryum	Substance inflammable qui réagit avec l'eau en produisant une grande quantité d'hydrogène. Voir Alcalins, métaux.
Amidure de lithium	Substance inflammable qui se décompose au contact de l'eau pour dégager de l'ammoniac.	Benzoates Benzonitrile Betterave à sucre (sèche)	Solides combustibles. Voir Nitriles.
Amidure de sodium	Substance inflammable très instable qui réagit à l'humidité en donnant de l'ammoniac.	Bichlorure de soufre Bichlorure de titane	Matière inflammable sujette à l'échauffement spontané. Liquide corrosif.
Amines	Leurs vapeurs sont inflammables.	Bichromate d'ammonium	Substance très inflammable qui dégage du chlorure d'hydrogène en présence de l'humidité.
Ammoniac	Gaz inflammable et d'odeur suffocante.		Substance inflammable pouvant donner lieu à une réaction explosive avec certains composés organiques.
Ammoniaque	Voir Hydroxyde d'ammonium.	Bioxyde de plomb Bitume Bois, laine de	Oxydant énergique. Solide combustible. Solide combustible qui s'enflamme facilement et brûle très rapidement.
Anhydrides	Substances inflammables dont certaines peuvent réagir violemment avec l'eau.	Bromates Brome	Oxydants énergiques. Liquide corrosif dont les vapeurs sont toxiques et qui peut provoquer l'inflammation des matières organiques.
Anhydride acétique	Liquide inflammable et corrosif qui réagit violemment avec l'eau, l'acide sulfurique et les autres oxydants énergiques.	Bromure d'acétyle Bromure d'éthyle	Liquide corrosif émettant des vapeurs. Liquide volatil inflammable et toxique utilisé comme anesthésique et comme réfrigérant.
Anhydride carbonique (bioxyde de carbone)	Gaz inflammable.	Bromure d'éthylène	Liquide ininflammable, mais très volatil et extrêmement toxique.
Anhydride phosphorique	Substance inflammable qui réagit violemment avec l'eau en produisant assez de chaleur pour enflammer les matières combustibles avoisinantes.	Bromure de carbonyle Bromure de méthyle	Liquide volatil dont les vapeurs sont classées parmi les gaz toxiques. Gaz ininflammable, mais toxique utilisé en fumigation.
Anhydride sulfureux (bioxyde de soufre)	Gaz corrosif et toxique.	Bromures organiques	Inflammables pour la plupart, ils émettent des gaz toxiques sous l'effet de la chaleur ou d'une flamme.
Anhydride sulfurique (trioxyde de soufre)	Liquide corrosif. Voir acide sulfurique.		
Aniline	Liquide inflammable sujet à l'échauffement spontané et dont les vapeurs sont toxiques.		
Antirouilles	Liquides corrosifs.		
Arsenicaux, composés	Poisons.		
Arsine	Gaz extrêmement toxique.		
Azoture de plomb	Explosif.		
Azoture de sodium	Substance inflammable et très toxique qui peut donner lieu à une décomposition explosive sous l'action de la chaleur ou d'un choc.		



Butadiène	Gaz inflammable pouvant former au contact de l'air des peroxydes explosifs.	Chlorocarbonate d'éthyle	Liquide corrosif.
Butane	Gaz de pétrole liquéfié.	Chloroforme	Liquide ininflammable mais toxique, utilisé comme anesthésique.
Calcium	Substance inflammable qui réagit avec l'humidité et les acides en dégageant une grande quantité d'hydrogène.	Chloroformiate de méthyle	Liquide corrosif.
Camphre	Substance inflammable dont les vapeurs sont toxiques et qui émet des vapeurs inflammables lorsqu'elle est chauffée.	Chloropicrine	Gaz toxique.
Caoutchouc, déchets de	Solides combustibles.	Chlorosulfonate de méthyle	Liquide corrosif.
Caoutchouc régénéré	Solide combustible.	Chlorotrifluorométhane	Gaz ininflammable, non toxique et non corrosif, utilisé comme réfrigérant.
Carbure d'aluminium	Substance inflammable qui réagit avec l'eau ou l'humidité en dégageant du méthane.	Chlorure d'acétylène	Liquide corrosif émettant des vapeurs.
Carbure de calcium	Substance inflammable qui réagit à l'humidité en dégageant de l'acétylène.	Chlorure d'azote	Substance inflammable dont les vapeurs sont toxiques. Très sensible aux chocs et aux vibrations, elle donne lieu à une décomposition explosive lorsque la température est portée au-dessus de 60°C.
Celluloïd	Solide inflammable. Voir Nitrocellulose.	Chlorure d'éthyle	Gaz inflammable et toxique, utilisé comme anesthésique et comme réfrigérant
Césium	Voir Alcalins, métaux.	Chlorure d'iode	Liquide corrosif.
Cétène	Gaz toxique.	Chlorure de benzoyle	Liquide corrosif dont les vapeurs sont très irritantes.
Charbon actif	Fraîchement calciné, il s'enflamme spontanément au contact de l'air ou lorsqu'il est humide.	Chlorure de benzyle	Liquide corrosif.
Chaux vive	Voir Oxyde de calcium.	Chlorure de carbonyle (phosgène)	Gaz très toxique.
Chiffons gras	Matières inflammables sujettes à l'échauffement spontané.	Chlorure de chaux (chaux chlorée)	Oxydant qui dégage du chlore au contact des acides ou l'humidité.
Chlorates	Oxydants énergiques qui donnent lieu à un violent dégagement d'oxygène sous l'effet d'une friction, d'un choc ou de la chaleur.	Chlorure de chloracétylène	Liquide corrosif dont les vapeurs sont toxiques.
Chlorate de baryum	Oxydant énergétique.	Chlorure de méthyle	Gaz inflammable, utilisé comme réfrigérant. Il se décompose sous l'action des flammes en dégageant du chlorure d'hydrogène et du phosgène, gaz toxique.
Chlorate de calcium	Oxydant énergétique.	Chlorure de méthylène	Gaz ou liquide très volatil, il est ininflammable.
Chlorate de cuivre	Oxydant énergétique. Voir Chlorates.		Voir chlorures organiques.
Chlorate de magnésium	Oxydant énergétique.		
Chlorate de potassium	Oxydant énergétique.		
Chlorate de sodium	Oxydant énergétique.		
Chlorate de strontium	Oxydant énergétique.		
Chlorate de zinc	Oxydant énergétique.		
Chlorate mercurieux	Oxydant énergétique.		
Chlore	Gaz toxique qui entretient la combustion.		
Chlorites	Oxydants énergiques.		

Chlorure de pyrosulfuryle (solution)	Liquide corrosif qui réagit violemment avec l'eau en donnant de l'acide sulfurique et de l'acide chlorhydrique.	Cyanure de sodium	sont toxiques. Voir Cyanures. Corrosif et extrêmement toxique. Voir Cyanures.
Chlorure de silicium	Liquide corrosif qui dégage du chlorure d'hydrogène au contact de l'humidité.	Cyclohexanol	Liquide inflammable dont les vapeurs sont toxiques.
Chlorure de soufre	Liquide corrosif et inflammable.	Cyclohexanone	Liquide inflammable dont les vapeurs sont toxiques.
Chlorure de sulfuryle	Liquide corrosif lorsqu'il est en solution ; l'eau le décompose en donnant de l'acide sulfurique et de l'acide chlorhydrique.	Cyclonite	Explosif brisant.
Chlorure de thionyle	Liquide corrosif qui se décompose en présence de l'humidité pour donner du chlorure d'hydrogène et du bioxyde de soufre.	Cyclopropane	Gaz très inflammable utilisé comme anesthésique.
Chlorure de thiophosphoryle	Liquide corrosif.	Dichloréthylène	Gaz réfrigérant et inflammable qui peut former, au contact de l'air, des peroxydes susceptibles de violentes explosions.
Chlorures organiques	La plupart sont inflammables et dégagent des vapeurs toxiques sous l'action de la chaleur ou des flammes.	Eau oxygénée	Liquide corrosif et oxydant puissant qui, en solution concentrée, peut réagir aux matières combustibles avec explosion.
Chlorure stannique	Liquide dégageant du chlorure d'hydrogène en présence de l'humidité et qui, en solution, est corrosif.	Eau régale	Liquide corrosif qui attaque les métaux en dégageant de l'hydrogène.
Collodion	Liquide très inflammable.	Éthane	Gaz comprimé très inflammable, utilisé comme réfrigérant.
Crésols	Voir nitrocellulose.	Éthers	Certains sont très volatils et hautement inflammables. Leurs vapeurs sont toxiques et ils peuvent former des peroxydes explosifs durant l'entreposage.
Cyanoformiate de méthyle	Substances combustibles dont les vapeurs sont toxiques.	Éther éthylique	Liquide très volatil et hautement inflammable, qui tend à former des peroxydes explosifs durant l'entreposage.
	L'eau et les solutions alcalines le décomposent en produisant de l'acide formique et du cyanure de méthyle.	Éther vinylique	Liquide anesthésique très volatil et très inflammable.
Cyanogène	Gaz toxique.	Éthylène	Gaz anesthésique très inflammable.
Cyanogène, composés du	Substances toxiques.	Farine de luzerne	Substance inflammable très sujette à l'échauffement spontané.
Cyanures	Substances très toxiques qui réagissent aux acides et parfois à l'humidité en donnant de l'acide cyanhydrique (cyanure d'hydrogène), gaz également toxique.		
Cyanure de carbonyle	Il est instable en présence de l'eau et ses vapeurs		

Farine de maïs	Elle contient généralement une quantité appréciable d'huile et peut s'enflammer spontanément.	Formaline	Voir Formaldéhyde (solution).
Farine de noix d'abrasin	Substance inflammable sujette à l'échauffement spontané.	Formiate de méthyle	Liquide inflammable dont les vapeurs sont toxiques, utilisé en fumigation.
Farine de poisson	Substance inflammable qui peut s'échauffer spontanément si elle est trop sèche ou ensachée à une température excédant 100°F.	Fréon	Gaz comprimé et inflammable. Voir Hydrocarbures fluorés.
Farines variées	Matières inflammables qui peuvent s'échauffer et même s'enflammer spontanément si elles ne sont pas suffisamment refroidies avant l'entreposage.	Fulminates	Explosifs.
Fer, éponge de	Matière inflammable.	Fumigatoires, substances	Matières toxiques dont certaines peuvent également être inflammables.
Fer-pentacarbonyl	Substance inflammable qui se décompose et peut même s'enflammer spontanément au contact de l'air. Elle doit être conservée dans l'eau ou dans une atmosphère d'azote.	Goudron de houille	Liquide ou semi-solide combustible.
Fibres végétales	Solides inflammables particulièrement dangereux quand ils contiennent de l'huile animale ou végétale.	Graines	Les graines oléagineuses sont sujettes à l'échauffement spontané.
Fluor	Gaz toxique qui entretient la combustion.	Hexaméthylènediamine (solution)	Liquide corrosif.
Fluoroformiate de méthyle	Liquide corrosif.	Huile ; vêtements, tissus, chiffons ou soie imprégnés d'	Matières inflammables sujettes à l'échauffement spontané.
Fluorosulfonate de méthyle	Liquide corrosif.	Huile d'abrasin	Voir Huile de bois de Chine.
Fluorure de carbonyl	Il est instable en présence de l'eau et ses vapeurs sont toxiques.	Huile d'arachide	Substance inflammable sujette à l'échauffement spontané.
Fluorures inorganiques	Ils sont incombustibles mais toxiques.	Huile d'olive	Substance inflammable qui peut être sujette à l'échauffement spontané.
Formaldéhyde (solution)	Liquide hautement inflammable dont les vapeurs sont très toxiques et qui réagit avec les oxydants en dégageant du formaldéhyde gazeux. La réaction peut produire suffisamment de chaleur pour enflammer les matières combustibles placées alentour.	Huile d'os	Substance sujette à l'échauffement spontané.
		Huile de baleine	Substance inflammable très sujette à l'échauffement spontané.
		Huile de bois de Chine	Substance inflammable très sujette à l'échauffement spontané.
		Huile de coco raffinée	Substance inflammable qui peut être sujette à l'échauffement spontané.
		Huile de coton	Substance inflammable très sujette à l'échauffement spontané.
		Huile de créosote	Liquide combustible dont les vapeurs sont toxiques.

Huile de foie de morue	Substance inflammable très sujette à l'échauffement spontané.	Hydrate d'hydrazine	Liquide inflammable et corrosif dont les vapeurs sont explosives et très toxiques.
Huile de goudron de pin	Substance inflammable sujette à l'échauffement spontané.	Hydrazine	Liquide inflammable, corrosif et instable dont les vapeurs sont explosives et très toxiques.
Huile de graissage	Liquide combustible qui peut être sujet à l'échauffement spontané.	Hydrocarbures	Liquides inflammables ou solides combustibles.
Huile de lard	Substance inflammable très sujette à l'échauffement spontané.	Hydrocarbures chlorés	La plupart émettent des gaz toxiques, particulièrement sous l'action de la chaleur ou d'une flamme.
Huile de lin	Substance inflammable très sujette à l'échauffement spontané.	Hydrocarbures fluorés	Généralement ininflammables et non toxiques, ils peuvent cependant se décomposer aux températures élevées, en dégageant des gaz toxiques.
Huile de maïs	Substance inflammable sujette à l'échauffement spontané.	Hydrogène	Gaz inflammable.
Huile de menhaden	Substance inflammable très sujette à l'échauffement spontané.	Hydrosulfite de sodium	Substance inflammable sujette à l'échauffement spontané en présence de l'humidité.
Huile de moutarde	Substance inflammable très sujette à l'échauffement spontané.	Hydroxyde d'ammonium concentré	Liquide corrosif qui dégage des vapeurs très irritantes.
Huile de palme	Substance inflammable sujette à l'échauffement spontané.	Hydroxyde de potassium	Il dégage de la chaleur au contact de l'eau. En solution, c'est un liquide corrosif.
Huile d'amandes de palmiers	Substance inflammable sujette à l'échauffement spontané.	Hydroxyde de rubidium	Liquide corrosif lorsqu'il est en solution.
Huile de paraffine	Liquide combustible.	Hydroxyde de sodium	Il dégage de la chaleur au contact de l'eau. En solution, c'est un liquide corrosif.
Huile de périlla	Substance inflammable très sujette à l'échauffement spontané.		
Huile de pied de boeuf	Substance inflammable très sujette à l'échauffement spontané.		
Huile de pin	Substance inflammable sujette à l'échauffement spontané.		
Huile de ricin	Substance inflammable sujette à l'échauffement spontané.		
Huile de fève soya	Substance inflammable très sujette à l'échauffement spontané.		
Huile de spermaceti	Substance inflammable sujette à l'échauffement spontané.		
Huile de suif	Substance inflammable sujette à l'échauffement spontané.		
Huile minérale	Voir Huile de graissage.		

Hydroxylamine	Substance inflammable qui peut donner lieu à une décomposition explosive lorsqu'elle est portée à une température de 265°F.	Lithium	Substance inflammable qui réagit vigoureusement avec les acides et l'eau en dégageant de l'hydrogène. Voir Alcalins, métaux.
Hydrures	Substances inflammables dont la plupart réagissent à l'humidité en dégageant de l'hydrogène.	Magnésium	Substance très inflammable qui peut provoquer des explosions lorsqu'elle est à l'état finement divisé.
Hydrure de calcium	Substance inflammable qui se décompose au contact de l'air humide en dégageant de l'hydrogène.	Mélange sulfonitrique	Mélange d'acide sulfurique et d'acide nitrique, c'est un liquide extrêmement corrosif qui émet des vapeurs très toxiques.
Hydrure de lithium	Substance inflammable. Voir Hydrures.	Mercure, composés du Méthacrylate de méthyle	Substances toxiques. Liquide inflammable dont les vapeurs sont toxiques.
Hydrure de lithium-aluminium	Substance inflammable qui dégage de l'hydrogène en présence de l'air humide. Voir Hydrures.	Monoxyde de carbone	Gaz toxique.
Hydrure de sodium	Substance inflammable. Voir Hydrures.	Nickel-carbonyle	Substance inflammable et très toxique, que la chaleur décompose facilement en donnant du nickel et du monoxyde de carbone.
Hypochlorite de lithium	Oxydant énergétique.	Nitraniline	Substance très toxique qui, en présence de l'humidité, peut réagir avec des matières organiques et provoquer une inflammation spontanée.
Hypophosphites	Substances inflammables qui se décomposent à la chaleur en dégageant de la phosphine et qui forment avec les oxydants des explosifs puissants.	Nitrate d'ammonium	Oxydant énergétique et explosif, qui explose souvent dans des circonstances apparemment mystérieuses.
Hypophosphite de sodium	Substance inflammable. Voir Hypophosphites.	Nitrate d'ammonium cérique	Oxydant énergétique.
Insecticides	Substances toxiques, généralement dissoutes dans un liquide inflammable.	Nitrate d'ammonium et de nickel	Puissant oxydant qui peut se décomposer violemment.
Iodates	Oxydants énergiques.	Nitrate d'ammonium et de potasse	Oxydant énergétique.
Iodure d'acétyle	Liquide corrosif dégageant des vapeurs.	Nitrate d'ammonium et de zinc	Oxydant énergétique.
Iodure de méthyle	Liquide inflammable dont les vapeurs sont toxiques.	Nitrate d'argent	Oxydant énergétique.
Isobutane	Gaz très inflammable, utilisé comme réfrigérant.	Nitrate d'éthyle	Liquide inflammable.
Jute	Fibre combustible.	Nitrate d'uranium	Oxydant énergétique.
Kapok	Fibre combustible.	Nitrate de baryum	Oxydant énergétique.
Laine, bourre de	Matière inflammable et huileuse, sujette à l'échauffement spontané et à l'inflammation éventuelle, particulièrement à l'état humide.	Nitrate de calcium	Oxydant énergétique.
Laneline	Substance inflammable qui peut être sujette à l'échauffement spontané.		
Litharge	Voir Plomb, composés du.		

Nitrate de cellulose	Voir Nitrocellulose		dont les vapeurs sont toxiques.
Nitrate de cobalt	Oxydant énergétique.		Gaz très inflammable, utilisé en fumigation.
Nitrate de cuivre	Oxydant énergétique.	Oxyde d'éthylène	
Nitrate de didyme	Oxydant énergétique.		
Nitrate de guanidine	Oxydant énergétique.	Oxygène	Gaz ininflammable qui entretient la combustion.
Nitrate de lithium	Oxydant énergétique.		Solide combustible.
Nitrate de magnésium	Oxydant énergétique.	Paraffine	Substance inflammable qui se décompose en formaldéhyde gazeux sous l'effet de la chaleur.
Nitrate de méthyle	Explosif.	Paraformaldéhyde	
Nitrate de nickel	Oxydant énergétique.		
Nitrate de plomb	Oxydant énergétique.		
Nitrate de potassium	Oxydant énergétique.		
Nitrate de sodium	Oxydant énergétique.	Peinture, grattures de	Matière inflammable sujette à l'échauffement spontané.
Nitrate de strontium	Oxydant énergétique.		
Nitrate de thorium	Oxydant énergétique.		
Nitrate de zinc	Oxydant énergétique.	Peinture contenant une huile siccative	Substance inflammable très sujette à l'échauffement spontané.
Nitrates inorganiques	Oxydants énergiques qui dégagent de l'oxygène sous l'action de la chaleur et peuvent provoquer des incendies et des explosions au contact de matières facilement oxydables.	Pentachlorure d'antimoine	Liquide corrosif qui dégage du chlorure d'hydrogène à l'humidité.
Nitrate mercurique	Oxydant.	Pentachlorure de phosphore	Substance inflammable et corrosive qui, à l'humidité, se décompose en acide phosphorique et en chlorure d'hydrogène.
Nitriles	Cyanures organiques. Voir Cyanures.		
Nitrile acrylique	Voir acrylonitrile.	Pentasulfure d'antimoine	Solide combustible qui prend feu facilement au contact de la moindre flamme et qui réagit avec les acides minéraux concentrés en donnant du sulfure d'hydrogène.
Nitrite d'éthyle	Liquide inflammable.		
Nitrite de potassium	Oxydant énergétique.		
Nitrite de sodium	Oxydant énergétique.		
Nitrites inorganiques	Oxydants énergiques.		
Nitrobenzène	Substance inflammable qui peut être sujette à l'échauffement spontané et dont les vapeurs sont très toxiques.	Pentasulfure de phosphore	Substance inflammable qui peut s'enflammer par frottement et brûle à l'air en donnant de l'anhydride phosphorique et du bioxyde de soufre.
Nitrobenzol	Voir Nitrobenzène.		
Nitrocellulose	Substance très inflammable qui peut être explosive à l'état sec.	Perborates	Oxydants faibles.
Nitroglycérine	Explosif.	Perborate de magnésium	Oxydant énergétique.
Nitroguanidine	Explosif.	Perchlorates	Oxydants énergiques, ce sont des composés instables.
Nitromanonite	Explosif.		
Nitrotrichlorométhane	Voir Chloropicrine.		
Nitroulée	Explosif.		
Noir de fumée	Substance inflammable sujette à l'inflammation spontanée à l'état humide.	Perchlorate d'ammonium	Oxydant énergétique, c'est un composé très instable qui, sous l'effet de la chaleur ou d'un choc, peut se décomposer avec une violence explosive.
Oléum	Liquide corrosif dont les vapeurs sont très toxiques. Voir Acide sulfurique.		
Oxychlorure de phosphore	Liquide corrosif qui réagit violemment à l'eau et		

Perchlorate de baryum	Oxydant énergétique qui peut exploser au contact de substances combustibles.	Persulfate d'ammonium	Oxydant énergétique, sensible à la chaleur et aux chocs.
Perchlorate de magnésium	Oxydant énergétique.	Persulfate de potassium	Oxydant énergétique.
Perchlorate de potassium	Oxydant énergétique qui se décompose sous l'effet d'un choc ou au contact d'une matière organique ou d'une autre substance oxydables.	Phénol	Ses vapeurs sont inflammables, corrosives et très toxiques.
Perchlorate de sodium	Oxydant énergétique qui se décompose sous l'effet d'un choc ou au contact d'une matière organique ou d'une autre substance oxydable.	Phosgène	Gaz toxique.
Perchlorate mercurique	Oxydant énergétique.	Phosphine	Gaz toxique et très inflammable.
Permanganates	Oxydants énergétiques.	Phosphore blanc ou jaune	Substance inflammable et très toxique qui s'enflamme spontanément à l'air et détone au contact des oxydants.
Peroxyde d'acide succinique	Oxydant énergétique. Voir Peroxydes organiques.	Phosphore rouge	Substance inflammable qui peut s'enflammer par frottement.
Peroxyde d'azote (bioxyde d'azote)	Gaz toxique et corrosif qui entretient la combustion.	Phosphures	Substances inflammables qui dégagent de la phosphine à l'humidité.
Peroxyde d'hydrogène	Oxydant énergétique et liquide corrosif qui, en solution concentrée, peut réagir aux substances combustibles avec explosion.	Phosphure de calcium	Substance inflammable qui réagit avec l'eau en dégageant de la phosphine, gaz inflammable et toxique.
Peroxyde de barium	Oxydant énergétique.	Picrates	Explosifs.
Peroxyde de benzoyle	Oxydant énergétique.	Picrate d'ammonium	Explosif.
Peroxyde de lauroyl	Oxydant énergétique.	Plomb, composés du	Substances toxiques.
Peroxyde de lithium	Oxydant énergétique.	Plomb tétraéthyle	Liquide inflammable dont les vapeurs sont très toxiques.
Peroxyde de magnésium	Oxydant énergétique.	Poisson, déchets de	Matière inflammable qui peut s'échauffer spontanément si elle est trop sèche.
Peroxyde de nickel	Oxydant énergétique.	Potassium métallique	Voir Alcalins, métaux.
Peroxyde de potassium	Oxydant énergétique. Voir Peroxydes inorganiques.	Poudre de blanchiment	Voir Chlorure de chaux.
Peroxyde de sodium	Oxydant énergétique qui réagit violemment à l'eau en dégageant de l'oxygène.	Poudre de mine	Explosif à action lente.
Peroxyde de strontium	Oxydant énergétique.	Poudres métalliques	Matières inflammables à l'état finement divisé, qui peuvent être sujettes à l'échauffement spontané et dont les poussières peuvent présenter un danger d'explosion.
Peroxyde de zinc	Oxydant énergétique.	Propane	Gaz de pétrole liquéfié ; réfrigérant très inflammable.
Peroxydes inorganiques	Oxydants énergétiques qui se décomposent facilement à la chaleur ou à l'humidité en dégageant de l'oxygène.		
Peroxydes organiques	Substances inflammables et oxydants énergétiques.		
Persulfates	Oxydants énergétiques.		

Protoxyde d'azote (oxyde nitreux)	Gaz ininflammable et légèrement anesthésique, qui entretient la combustion.	Sulfure de sodium	d'hydrogène au contact des acides minéraux. Substance inflammable qui dégage du sulfure d'hydrogène au contact des acides minéraux.
Pyroxyline	Voir Nitrocellulose.	Tétrachlorure de titane	Liquide corrosif qui dégage du chlorure d'hydrogène en présence de l'humidité.
Résinates	Substances inflammables dont certaines sont sujettes à l'échauffement spontané à l'état humide.		
Rubidium	Voir Alcalins, métaux.		
Sacs (vides)	Solides combustibles qui peuvent être sujets à la combustion spontanée s'ils ont contenu des nitrates, du sucre ou des matières huileuses.		
Sciure de bois	Solide combustible qui peut être sujet à l'échauffement spontané lorsqu'il est partiellement brûlé ou carbonisé.		
Sélénium, composés du	Substances très toxiques.		
Sesquisulfure de phosphore	Solide inflammable.		
Siliciure de lithium	Substance inflammable qui dégage de l'hydrogène en présence de l'humidité.		
Sisal	Fibre combustible.		
Sodium	Voir Alcalins, métaux.		
Soufre	Solide combustible dont les poussières peuvent former avec l'air un mélange explosif.		
Strontium	Substance inflammable qui dégage de l'hydrogène au contact de l'humidité.		
Suif	Substance inflammable sujette à l'échauffement spontané.		
Sulfate biméthilique	Liquide corrosif dont les vapeurs sont très toxiques.		
Sulfate titaneux (solution)	Liquide corrosif.		
Sulfures	Substances inflammables qui produisent du sulfure d'hydrogène au contact des vapeurs d'acide et sont sujettes à l'échauffement spontané lorsqu'elles sont entreposées en vrac à l'état humide.		
Sulfure de potassium	Substance inflammable qui dégage du sulfure		



## ANNEXE 5

(a. 11.1.3)

## CONSOMMATION D'EAU POTABLE

Destination	Particularité	Consommation litre/d	Unités
Buanderie commerciale automatique		1 500	machine à laver
		200	lavage
Bureau		60	travailleur
Camp de construction	Temporaire	200	personne
Centre commercial	Sans restaurant ni buanderie	4	pied carré
Magasin		1 500	salle de toilette
Manufacture (1)	Sans douche	60	travailleur
	Avec douche	130	travailleur
Usine	Sans douche	60	travailleur
	Avec douche	130	travailleur
Station-service		40	libre-service
		4 000	1 <sup>er</sup> espace de service
		2 000	espaces supplémentaires

N.B. (1) Cette consommation ne tient pas compte des procédés industriels utilisés.

## ANNEXE 6

(a. 11.2.1)

NOMBRE D'APPAREILS SANITAIRES  
OBLIGATOIRES

DESTINATION	CABINETS D'AISSANCE		URINOIRS	LAVABOS		FONTAINES	BAINS OU DOUCHES	AUTRES APPAREILS
	H	F		H	F			
<b>MAGASINS (b)</b>								
1. clients	1/300	1/300	voir (a)	1/300	1/300	1/75		
2. travailleurs (a)								
<b>USINES, FABRIQUES ENTREPOTS, FONDERIES, ATELIERS, PRODUITS ALIMENTAIRES, etc.</b>								
1 à 10 (c) travailleurs	1			1			voir (d)	
11 à 25	2	2	1	1/10	1/10			
26 à 30	3	3	1					
31 à 50	3	3	2					
51 à 75	4	4	2					
76 à 80	5	5	2					
81 à 100	5	5	3					
101 à 150	suppl.	suppl.	3		1/15	1/15		
151 à 240	1/45	1/45	4 suppl. 1/90					
<b>STATIONS-SERVICE POSTES D'ESSENCE</b>	(e)	(e)	(e)	(e)	(e)	(e)		
<b>BÂTIMENTS EN VOIE DE CONSTRUCTION</b>								
1 à 210 travailleurs	1/30			voir (f)				
211 et plus	voir (g)							
<b>GUÉRITES, ABRIS, BÂTIMENTS TEMPORAIRES.</b>								
voir (h)	1			1				

## N.B.

a) Les installations sanitaires destinées aux travailleurs doivent être les mêmes que celles qui sont exigées pour les immeubles à bureaux.

b) Un groupe de magasins peut utiliser un cabinet de toilette commun pourvu qu'il soit accessible par un passage intérieur.

c) Un seul cabinet de toilette suffit jusqu'à 10 travailleurs de l'un ou l'autre sexe.

d) Il faut au moins une douche pour 15 travailleurs lorsqu'ils sont exposés à une chaleur excessive ou à des produits corrosifs, nocifs, irritants ou infectieux, risquant d'entrer en contact avec l'épiderme.

e) On doit aménager des salles séparées pour chaque sexe avec accès à l'extérieur.

f) On doit installer les lavabos si les travailleurs ont à manipuler des substances corrosives, nocives ou irritantes.

g) Au-dessus de 210 travailleurs, c'est l'inspecteur qui détermine les installations sanitaires.

h) On doit installer un cabinet d'aisance et un lavabo à moins qu'il n'existe un cabinet de toilette dans un rayon maximal de 30,5 mètres et qu'une décision écrite autorise à l'utiliser.

i) Pour les hommes, la moitié des cabinets d'aisances réglementaires peut être remplacée par des urinoirs.

A.C. 3787-72, (1972) 104 G.O.II, 11933 et (1973) 105 G.O.II, 279

A.C. 1576-74, (1974) 106 G.O.II, 2049

A.C. 1958-76, (1976) 108 G.O.II, 4009

A.C. 3326-76, (1976) 108 G.O.II, 6505

A.C. 594-78, (1978) 110 G.O.II, 1751, 1832, 2741 et (1979) 111 G.O.II, 7335



c. S-2.1, r.10

## Règlement sur l'étalement des coffrages à béton

Loi sur la santé et la sécurité du travail  
(L.Q., 1979, c. 63 ; après refonte : L.R.Q., c. S-2.1)

### SECTION I DISPOSITIONS GÉNÉRALES

**1. Objet :** Le présent règlement s'applique à la construction de tous ouvrages provisoires pour l'étalement des coffrages à béton.

Les travaux sur les chantiers de construction sont régis par le Code de sécurité pour les travaux de construction (c. S-2.1, r.6)

**2. Définitions :** Sauf dispositions contraires, on entend par :

a) « échafaudage d'étalement » : un assemblage de cadres d'échafaudage tubulaire utilisé pour l'étalement de coffrages à béton ;

b) « facteur de sécurité » : le rapport entre la contrainte qui produit une rupture et la contrainte maximale normalement admise en service ;

c) « fournisseur » : celui qui fabrique, vend ou loue les matériaux utilisés à l'étalement des coffrages à béton ;

d) « ingénieur » : un membre en règle de l'Ordre des ingénieurs du Québec ;

e) « vérin » : un dispositif télescopique présentant à chaque extrémité des semelles d'appui servant à répartir la charge appliquée.

**3. Administration :** Les inspecteurs nommés en conformité de la Loi sur la santé et la sécurité du travail (L.Q., 1979, c.63 ; après refonte : L.R.Q., c. S-2.1) sont chargés de l'application du présent règlement.

**4. Rôle du chef d'établissement :** Le chef d'établissement, qui exécute ou fait exécuter la construction d'un ouvrage provisoire pour l'étalement des coffrages à béton, doit veiller à l'application du présent règlement.

**5. Arrêt des travaux :** Si l'inspecteur constate que l'une des dispositions du présent règlement n'est pas observée, il a droit de prohiber le coulage du béton et d'ordonner la suspension de tout autre travail, s'il y a lieu.

### SECTION II MODE D'EXÉCUTION DES TRAVAUX

**6. Approbation du plan :** Avant la mise en chantier d'un ouvrage provisoire pour l'étalement des coffrages à béton, le chef d'établissement doit en faire approuver le plan par un ingénieur.

**7. Dépôt du plan :** Le chef d'établissement doit immédiatement déposer une copie du plan approuvé au bureau du service d'inspection le plus près du chantier. Une autre copie de ce plan est gardée sur les lieux du chantier pour la durée entière des travaux.

**8. Information :** Ce plan doit contenir tous les renseignements relatifs à l'espacement des poteaux, au contreventement, aux dimensions des pièces, aux charges de calcul, à la résistance des matériaux, à la surface d'appui et tous les autres détails que peut exiger, selon le cas, l'ingénieur intéressé.

**9. Autorisation de couler :** Avant le coulage du béton, un ingénieur doit déclarer par écrit que l'ouvrage provisoire répond en tous points au plan approuvé et déposé selon les modalités de l'article 7 et il doit autoriser le coulage.

**10. Dépôt de l'autorisation :** Le chef d'établissement doit immédiatement déposer une copie de cette déclaration sous la signature et le sceau de l'ingénieur au bureau où le plan original a été déposé en conformité de l'article 7.

**11. Exception :** S'il s'agit uniquement de construction de dalles et de poutres uniformes et horizontales, les prescriptions édictées aux articles 6, 7, 8, 9 et 10 ne s'appliquent pas lorsque les 4 conditions suivantes se trouvent réunies :

a) l'épaisseur de la dalle de béton n'excède pas 150 millimètres et les poutres de béton n'ont pas plus de 300 millimètres de profondeur ;

b) la distance entre la surface du dessous de la coulée de béton et la surface d'appui des poteaux n'excède pas 4,9 mètres ;

c) toutes les prescriptions prévues aux articles 12 à 22 sont observées ;

d) un avis préalable est donné à l'inspecteur.

## SECTION III

### NORMES MINIMALES DE SÉCURITÉ

#### 12. Résistance des matériaux :

1) **Facteur de sécurité** : Le facteur de sécurité doit être de 3 pour le calcul des poteaux métalliques.

2) **Charges de calcul** : Toutes les pièces du coffrage et de l'ouvrage provisoire doivent être calculées pour supporter :

- a) la charge statique des coffrages ;
- b) la charge statique du béton et des matériaux enrobés dans le béton ;
- c) la surcharge verticale, uniformément répartie, de 2 400 newtons par mètre carré ou plus, selon le procédé utilisé pour le coulage du béton ;
- d) une charge horizontale due au vent, uniformément distribuée, de 1 500 newtons par mètre carré de projection verticale.

3) **Normes de calcul** : Les normes à retenir pour le calcul de la résistance des étais, longrines, longerons, solives et autres pièces de bois, sont celles qui sont prévues au Code national du bâtiment.

#### 13. Surface d'appui :

- 1) La surface d'appui doit être horizontale et ferme.
- 2) Les dimensions des longrines doivent être établies en tenant compte de la capacité portante du sol et des charges appliquées.

3) Une longrine de dimensions minimales de 50 millimètres  $\times$  250 millimètres doit être placée entre les poteaux et la surface du sol. Pour assurer la continuité des longrines, une pièce de même section que la longrine et ayant une longueur suffisante pour supporter au moins 2 poteaux doit être employée sur le joint. S'il est impossible d'assurer cette continuité, la longrine doit supporter au moins 3 poteaux et doit avoir une longueur au moins égale au produit du nombre des poteaux par la distance entre ces poteaux.

4) Si l'ouvrage provisoire repose sur des dalles de béton, les surcharges imposées par l'étalement des étages supérieurs ne doivent pas excéder les surcharges du calcul initial. Pour les dalles :

- a) de 100 millimètres d'épaisseur ou moins, les longrines doivent être de dimensions minimales de 50 millimètres  $\times$  200 millimètres. La longrine doit servir à un minimum de 3 poteaux et avoir une longueur au moins égale au produit du nombre de poteaux par la distance entre ces poteaux ;

b) de plus de 100 millimètres d'épaisseur, des morceaux de bois de dimensions minimales de 25 millimètres d'épaisseur et couvrant la totalité de la semelle d'appui des vérins peuvent être utilisés entre la dalle et les poteaux, pourvu que le béton ait atteint une résistance suffisante pour supporter les charges imposées.

5) Une attention particulière doit être apportée à la surface d'appui durant la période de gel et de dégel du sol. La glace et la neige doivent être enlevées et le sol gelé doit être recouvert d'une couche de sable ou de poussière de pierre avant que les longrines soient posées. Le sol doit être protégé contre un dégel possible.

6) Des précautions particulières doivent être prises pour la confection des remblais ou remplissages sur lesquels reposent les longrines. Les remblais sont exécutés par couches successives et chaque couche doit être tassée mécaniquement. Un matériau granuleux et cohésif doit être utilisé pour former un tout compact, résistant et imperméable.

#### 14. Vérins télescopiques en acier :

1) Le fournisseur doit remettre, à la demande de toute personne intéressée, copie des dessins et des informations concernant la capacité ultime de son produit, un tableau de la capacité recommandée et la longueur minimale de la pénétration des parties télescopiques. Il peut être tenu également de fournir les détails des joints des parties filetées qui sont utilisées, les longueurs minimales de l'emprise du filetage et les méthodes recommandées d'usage et tout autre facteur pouvant affecter la sécurité.

2) Le calcul de la capacité des vérins doit être basé sur les résultats des épreuves faites par une autorité indépendante réputée en cette matière.

3) Les semelles aux extrémités des vérins doivent avoir une surface nette d'appui en fonction de la capacité des vérins et dans tous les cas d'au moins 100 centimètres carrés et de 6 millimètres ou plus d'épaisseur et être de matériaux d'usage courant.

4) La longueur de la pénétration du tube supérieur dans le tube inférieur doit être au moins égale au sixième de la longueur du vérin.

5) La pénétration de la partie filetée dans le vérin doit être égale à au moins une fois et demie le diamètre du tube.

6) Le nom du manufacturier ou de la marque de commerce, le modèle et la date de la fabrication du vérin doivent être estampillés lisiblement sur tous les vérins et les parties amovibles.

7) Le fournisseur doit s'assurer que les pièces défectueuses soient remplacées par des pièces de même qualité que les pièces originales.

8) Les réparations faites à la soudure doivent être exécutées par des soudeurs qualifiés.

### 15. Étais de bois :

#### 1) Dimensions minimales :

a) les étais à section carrée doivent mesurer au moins 100 millimètres  $\times$  100 millimètres ;

b) les étais à section circulaire doivent avoir un diamètre de 100 millimètres.

#### 2) Jointure :

a) lorsque les étais sont aboutés, le joint doit être consolidé afin qu'il soit aussi fort que l'étais lui-même. Le joint doit être recouvert d'un morceau d'au moins 750 millimètres de long et de même largeur que l'étais sur au moins 2 côtés adjacents.

Toutefois, l'inspecteur peut permettre que les parties de l'étais ne soient pas placées bout à bout si on utilise des brides d'assemblage éprouvées ;

b) chaque partie de l'étais raccordé doit être contreventée séparément d'une manière horizontale et, en plus, raccordée en diagonale ;

c) lorsque des coins sont utilisés afin de faciliter l'ajustement vertical et l'enlèvement de l'étalement, ils doivent être placés sur chaque côté de l'étais. L'espace vertical employé pour les coins ne doit pas dépasser l'épaisseur d'un coin.

**16. Échafaudage :** Les échafaudages d'étalement en acier doivent être conformes aux prescriptions édictées à la section III (normes minimales de sécurité).

### 17. Poteaux, solives et longerons :

1) Les solives doivent être posées à joints chevauchés et leur longueur respective doit être égale à au moins une fois et demie l'espacement des longerons.

2) Les longerons doivent être d'une longueur suffisante pour être supportés par au moins 3 poteaux.

3) La continuité des longerons, s'il y a lieu, doit être assurée en assujettissant fermement chaque joint. La pièce qui assure la continuité des longerons doit être de même section que les longerons et placée en-dessous de ceux-ci, et être de longueur suffisante pour être supportée par au moins 2 poteaux.

4) Les poteaux doivent être fixés puis appuyés et liés solidement à chaque extrémité.

5) Les coffrages des poutres en béton armé doivent être supportés par au moins 2 rangées de poteaux.

### 18. Contreventement :

1) **Horizontal :** Chaque poteau de tout ouvrage provisoire posé sur le sol et pour tout ouvrage provisoire d'une hauteur de 3,5 mètres ou plus posé sur une dalle doit être contreventé dans 2 directions horizontales perpendiculaires. Le contreventement doit être aussi près que possible de la mi-hauteur du poteau, sauf si le calcul de flambage indique un autre point. Lorsque la hauteur des poteaux est supérieure à 3,5 mètres, l'espacement maximal du contreventement ne doit pas excéder 2,7 mètres.

2) **Diagonal :** À toutes les 4 rangées de vérins, un contreventement en diagonale du haut en bas à 45° doit être assuré dans 2 plans verticaux perpendiculaires.

3) Un contreventement approprié doit être prévu pour les échafaudages d'étalement et pour les structures dont les charges imposées ne sont pas axiales.

### 19. Étalement des édifices à étages multiples :

1) Les dalles en béton qui reposent sur le sol ou sur pieux et qui ne peuvent être étayées, doivent pouvoir supporter les surcharges imposées par l'étalement des étages supérieurs.

2) Dans les édifices à plusieurs étages, tous les poteaux doivent être gardés en place pour au moins un étage en-dessous de l'étage où le béton est coulé. Aux 2 autres étages immédiatement inférieurs, la moitié des supports verticaux doivent être laissés en place. Les dalles et les poutres du quatrième étage inférieur à celui où le béton est coulé, doivent être supportées par au moins le quart des poteaux qui ont été posés en premier lieu.

3) Avant l'enlèvement des poteaux, le béton doit avoir durci suffisamment pour supporter sa propre masse et les charges imposées selon les modalités de l'article 20.

### 20. Enlèvement des poteaux :

1) Les poteaux doivent demeurer en place jusqu'à ce que le béton ait atteint une résistance suffisante pour supporter sa propre masse et les charges de construction qui sont imposées selon le cas. Les normes énoncées à ce sujet au Code national du bâtiment doivent être respectées.

2) Les poteaux ne doivent pas être enlevés avant 21 jours et, durant cette période, la température de toutes les surfaces du béton doit être maintenue à au moins 10°C. Toutefois, les poteaux pourront être enlevés lorsque les essais en compression démontrent que le béton a atteint sa pleine résistance. La préparation et les essais des échantillons de béton doivent respecter les normes *Concrete and Reinforced Concrete* de la *Canadian Standards Association* et connues sous le titre A-23. Il est recommandé que la température de toutes les surfaces du béton soit maintenue

à 21° C pour les 7 premiers jours et qu'à la fin de cette période, la température soit réduite graduellement à un rythme de 9° C par jour jusqu'à ce que la température de l'air ambiant ait été atteinte.

**21. Démontage et décoffrage :** Le démontage de l'ouvrage provisoire et le décoffrage doivent être effectués avec grand soin. L'enlèvement des poteaux, du contreventement et des coffrages doit se faire par section. Les vérins ne doivent pas être enlevés au moyen d'une masse ou autres objets lourds susceptibles d'endommager les vérins.

**22. Équivalence :** Si le chef d'établissement utilise en tout ou en partie des matériaux ou autres procédés d'étalement de coffrages à béton que ceux décrits à ce règlement, cet ouvrage provisoire doit offrir des garanties de sécurité équivalentes. En pareil cas, la procédure d'exécution des travaux (articles 1 à 11) et les prescriptions édictées aux articles 12 à 22 s'appliquent en faisant l'adaptation nécessaire.

---

A.C. 1390-67, (1967) 99 G.O., 3578

A.C. 1576-74, (1974) 106 G.O. II, 2049

A.C. 435-79, (1979) 111 G.O. II, 2147 et 2152



c. S-2.1, r.11

## Règlement sur la manutention et l'usage des explosifs

Loi sur la santé et la sécurité du travail  
(L.Q., 1979, c. 63 ; après refonte : L.R.Q., c. S-2.1)

### SECTION I DISPOSITIONS GÉNÉRALES

**1. Définitions :** À moins que le contexte ne s'y oppose, les mots ou expressions suivants désignent :

a) « *boutefeu* » : le détenteur d'un certificat valide de boutefeu délivré par le Service d'inspection de la Commission de la santé et la sécurité du travail ;

b) « *dépôt* » : un coffre ou construction équivalente employé pour l'entreposage d'explosifs en petites quantités et pour une période temporaire ;

c) « *employeur* » : toute personne, société, corporation ou organisme gouvernemental qui exécute pour son propre compte ou comme agent d'une autre personne, des travaux à l'aide d'explosifs ;

d) « *inspecteur* » : les inspecteurs nommés en conformité de la Loi sur la santé et la sécurité du travail (L.Q., 1979, c.63 ; après refonte : L.R.Q., c. S-2.1) ;

e) « *poudrière* » : un dépôt construit et utilisé conformément à la Loi sur les explosifs (S.R.C., 1970, c. E-15) ;

f) « *Service d'inspection* » : l'ensemble des fonctionnaires désignés pour veiller, à l'application du présent règlement.

**2. Étendue :** L'observance du présent règlement ne dégage en rien la responsabilité de quiconque est assujéti à la Loi sur les explosifs ou aux règlements adoptés pour la mise à exécution de cette loi.

Les travaux sur les chantiers de construction sont régis par le Code de sécurité pour les travaux de construction (c. S-2.1, r.6).

**3. Inspecteurs adjoints :** Tous les officiers, sous-officiers et agents de la Sûreté du Québec peuvent être nommés inspecteurs adjoints d'explosifs par le Service d'inspection, pendant leur service en ces qualités.

**4. Avis :** Avant d'entreprendre tout travail de dynamitage, l'employeur doit aviser le Service d'inspection de la date et de l'endroit des travaux.

**5. Vol :** L'employeur doit rapporter immédiatement le vol ou tentative de vol d'explosifs ou accessoires à la Sûreté du Québec.

**6. Rôle de l'employeur :** L'employeur doit veiller à l'application du présent règlement. Il doit confier ses travaux de dynamitage uniquement à des personnes qualifiées selon la section III.

De plus, il doit fournir et maintenir en bon état de fonctionnement toute la machinerie nécessaire aux travaux de dynamitage.

**7. Rôle de l'inspecteur :** Si l'inspecteur constate que l'une des dispositions du présent règlement n'est pas observée, il a le droit d'ordonner la suspension des travaux de dynamitage.

**8. Marque :** Aucun explosif ne doit être employé sur un chantier si chaque boîte ou contenant d'explosifs ne porte lisiblement imprimés ou marqués :

- a) le nom du fabricant ;
- b) la puissance et le nom connu de l'explosif ;
- c) la date de sa fabrication.

**9. Protection contre les chocs et l'humidité :** Les explosifs et les accessoires doivent être soigneusement protégés contre les chocs et frictions, le feu, les flammes et étincelles et être à l'abri d'humidité excessive.

**10. Explosifs à employer en premier lieu :** Les explosifs, détonateurs, amorces électriques et micro-connecteurs, dont la date de fabrication est la plus éloignée, doivent toujours être employés les premiers.

**11. Explosifs détériorés :** Les explosifs ou accessoires détériorés doivent être maniés avec grands soins et détruits sans retard conformément aux recommandations du fabricant.

**12. Explosifs gelés :** Il est interdit de faire usage d'explosifs gelés.

**13. Explosifs :** Aucun explosif, détonateur, amorce électrique ou autre accessoire ne doit être abandonné.

**14. Interdiction de fumer :** Il est interdit de fumer à l'intérieur ou près de tout endroit où des explosifs et accessoires de dynamitage sont emmagasinés ainsi que pendant leur manipulation et leur transport.

## SECTION II

### CERTIFICAT DE BOUTEFEU

**15. Boutefeu :** Toute personne qui exécute des travaux de dynamitage doit détenir un certificat valide de boutefeu.

**16. Aide :** Un boutefeu peut être assisté par une ou deux personnes qui ne détiennent pas de certificat, mais le boutefeu doit avoir pleine autorité sur ses aides, exercer une surveillance visuelle continue sur eux et être responsable de leur travail.

**17. Qualifications du boutefeu :** Le candidat au « certificat de boutefeu » doit :

- a) être âgé de 18 ans ou plus ;
- b) démontrer une connaissance suffisante du français ou de l'anglais parlé et écrit ;
- c) fournir la preuve écrite que son caractère, ses connaissances et son expérience le rendent apte à l'usage des explosifs ;
- d) subir avec succès l'examen préparé à cet effet par le Service d'inspection.

**18. Examen du boutefeu :** Le candidat doit subir un examen tenu sous l'autorité du Service d'inspection et selon les modalités fixées par ce dernier.

**19. Réexamen :** Le Service d'inspection se réserve le droit de réexaminer tout détenteur de certificat de boutefeu, chaque fois que les circonstances l'exigent.

**20. Suspension du boutefeu par l'employeur :** L'employeur doit suspendre de ses fonctions de boutefeu, tout employé qui fait un usage dangereux des explosifs et rapporter cette suspension au Service d'inspection.

**21. Accident :** Lorsque survient un accident par l'usage d'explosifs, l'employeur doit immédiatement aviser le Service d'inspection et lui présenter un rapport complet de l'accident dans un délai de 48 heures.

**22. Rapport :** Le rapport d'accident prévu à l'article 21 doit contenir :

- a) les noms et les numéros des certificats des boutefeux indiqués ;

- b) les nom et profession des personnes blessées ou tuées, s'il y a lieu ;

- c) une description complète de la méthode et des explosifs utilisés lors du dynamitage ;

- d) un compte-rendu des faits de l'accident.

**23. Révocation du certificat :** Le Service d'inspection peut suspendre ou révoquer un certificat de boutefeu si le détenteur est trouvé coupable de négligence, s'il refuse de se soumettre au présent règlement ou s'il ne réussit pas avec succès l'examen prévu à l'article 19.

## SECTION III

### TRANSPORT DES EXPLOSIFS SUR LE CHANTIER

**24. Conditions générales :** Les véhicules utilisés pour le transport des explosifs doivent être en excellent état de fonctionnement à tous égards, propres au transport des explosifs et capables d'effectuer ce transport sans danger.

**25. Transport d'explosifs :** Aucun explosif ne doit être transporté dans un véhicule qui n'est pas fermé d'une façon suffisante pour empêcher les explosifs de tomber du véhicule. Tout chargement d'explosifs transporté dans un véhicule non équipé d'un bâti clos doit être couvert, en cours de route, d'une bâche ignifuge ou d'un autre matériau propre à bien protéger les explosifs contre un incendie provenant de l'extérieur et contre la pluie et la neige.

**26. Transport de détonateurs :** On ne doit jamais transporter dans un même véhicule des explosifs et des détonateurs, à moins que ceux-ci ne soient séparés par une solide cloison en bois d'une épaisseur minimale de 150 millimètres et dépassant d'au moins 150 millimètres le plus haut niveau atteint par les explosifs empilés dans le véhicule. Il ne doit jamais y avoir plus de 5 000 détonateurs no 6 ou leur équivalent dans un même véhicule.

**27. Protection contre le métal :** L'intérieur du véhicule où se trouvent les explosifs ne doit contenir ni métal, ni acier, à moins que ces derniers ne soient recouverts de cuir, de bois, d'une bâche ou d'une autre substance appropriée.

**28. Extincteur :** Tout véhicule transportant plus de 25 kilogrammes d'explosifs doit être muni d'un extincteur en bon état, de capacité suffisante et d'un type propre à éteindre de l'essence ou du pétrole enflammé.

**29. Inscription :** Tout véhicule transportant ou contenant plus de 25 kilogrammes d'explosifs doit porter bien visiblement les mots EXPLOSIFS inscrits à la peinture lu-



mineuse ou de toute autre manière que le Service d'inspection peut prescrire, en lettres hautes d'au moins 150 millimètres, sur un fond faisant contraste de façon que le mot **EXPLOSIFS** se voit facilement de l'avant, de l'arrière et des deux côtés du véhicule. Cette inscription doit toutefois être enlevée quand le véhicule ne transporte ou ne contient pas d'explosifs.

**30. Chargement, déchargement et conduite d'un véhicule :**

1) L'employeur doit s'assurer que toute personne occupée au chargement ou au déchargement d'explosifs dans un véhicule ou à la conduite d'un véhicule transportant des explosifs, prend toutes les précautions nécessaires pour éliminer les risques d'incendie ou d'explosion et empêcher les personnes non autorisées d'avoir accès aux explosifs.

2) Le chargement ou le déchargement d'explosifs doit se poursuivre sans arrêt et se faire avec le moins d'interruptions possible.

3) On ne doit pas mettre en marche le moteur d'un véhicule au cours du chargement ou du déchargement d'explosifs.

**31. Arrêt interdit :** Le conducteur d'un véhicule transportant des explosifs ne doit pas faire d'arrêts inutiles. S'il doit stationner ou faire le plein, il doit couper l'allumage et serrer les freins.

**32. Personnes autorisées à monter :** Seuls le conducteur et les personnes participant à la manipulation d'explosifs sont autorisés à monter dans un véhicule transportant des explosifs.

**33. Véhicule muni d'un émetteur radio :** A moins que les amorces électriques ne soient dans leur emballage original, on doit pour le transport d'amorces électriques, dans un véhicule équipé d'un émetteur radio :

a) placer les amorces dans une caisse métallique fermée et recouverte à l'intérieur d'un matériau mou comme le bois ;

b) ne pas employer l'émetteur pendant qu'on les place ou qu'on les sort de la caisse.

**34. Fermeture de l'émetteur radio :** On doit fermer l'émetteur radio à l'approche des lieux d'un tir électrique à une distance inférieure à celle prescrite à l'annexe A.

De plus, l'employeur doit placer, près des lieux de dynamitage, des indications adéquates pour rappeler cette obligation aux conducteurs de véhicules.

**SECTION IV**  
**ENTREPOSAGE DES EXPLOSIFS SUR LE CHANTIER**

**35. Dépôt :** Sauf la restriction prévue à l'article 39, on ne doit pas entreposer plus de 75 kilogrammes d'explosifs ou plus de 2 000 détonateurs ou amorces dans un dépôt.

Toutefois, on peut entreposer temporairement une quantité maximale de 250 kilogrammes d'explosifs ou 7 500 détonateurs ou amorces pour usage immédiat dans un dépôt.

**36. Le dépôt doit :**

a) être construit selon le croquis de l'annexe B ou des prescriptions équivalentes ;

b) être situé à plus de 25 mètres d'une route et à plus de 30 mètres d'un bâtiment occupé si la quantité d'explosifs entreposés est de 75 kilogrammes ou moins ;

c) être situé à plus de 30 mètres d'une route et à plus de 55 mètres d'un bâtiment occupé si la quantité d'explosifs entreposés est supérieure à 75 kilogrammes ;

d) servir uniquement à entreposer des explosifs ou accessoires de dynamitage ;

e) être fermé solidement à clef ;

f) être sous la responsabilité du boutefeu qui, seul, détient la clef ;

g) être tenu méticuleusement propre à l'intérieur et recouvert pour empêcher que du fer, de l'acier ou une surface dure ou rugueuse ne soit à découvert ;

h) les coffres doivent être d'une couleur rouge brillant (vermillon) et le mot **EXPLOSIFS** doit y être inscrit, bien en évidence, sur tous les côtés et sur le dessus, en lettres blanches d'au moins 75 millimètres de hauteur.

**37. Poudrière :** Toute quantité supérieure à 75 kilogrammes d'explosifs ou à 2 000 détonateurs doit être entreposée dans une poudrière.

**38. Entreposage en dehors des heures de travail :** En dehors des heures de travail, les explosifs, les détonateurs, amorces électriques et autres accessoires de mines doivent :

a) être retournés au fournisseur ; ou

b) être entreposés sous la surveillance d'un gardien dans un dépôt ; ou

c) être emmagasinés dans une poudrière.

**39. Lieux éloignés :** Par dérogation à l'article 38, l'inspecteur en chef peut, pour tenir compte de certaines conditions particulières, permettre l'entreposage d'explosifs en des lieux éloignés des voies de communication et des centres habités.

**40. Substances dangereuses :** Toute substance inflammable de même que tout produit susceptible de provoquer un incendie ou une explosion doivent être gardés aussi loin du dépôt que l'exige la sécurité.

**41. Détonateurs et amorces :** Les détonateurs, les amorces électriques et les micro-connecteurs doivent être entreposés dans un dépôt autre que celui contenant des explosifs ou du cordeau détonant.

**42. Cordeau détonant et mèche de sûreté :** Les cordons détonants et les mèches de sûreté ne doivent jamais être entreposés avec les détonateurs.

**43. Cordeau enflammant :** Le cordeau enflammant *Igniter Cord* ne doit pas être entreposé avec des explosifs ou des détonateurs.

**44. Boîtes :** Les boîtes ou contenants doivent être placés de façon que l'ouverture soit toujours vers le haut et aucun ne doit être ouvert à l'intérieur d'un dépôt.

**45. Registre :** Tout employeur doit tenir un registre indiquant :

- a) les noms des bouteilles auxquels des explosifs ont été expédiés ou livrés ;
- b) la date de l'expédition ou de la livraison ;
- c) des détails précis sur la quantité et la nature des explosifs expédiés, livrés ou reçus ;
- d) le nom et l'adresse de chaque personne dont il reçoit des explosifs.

**46. Journal des tirs :** Un journal des tirs doit être disponible sur les lieux des travaux. Le boute-feu doit compiler les données prévues à l'annexe C, remplir le journal, le signer et le remettre à l'employeur. Cependant, l'inspecteur en chef peut accorder certaines dérogations à cette exigence lorsque les conditions particulières le justifient.

**47. Destruction des boîtes vides :** On ne doit pas utiliser de nouveau les boîtes ou contenants vides qui ont déjà contenu des explosifs et on doit les brûler en plein air.

## SECTION V FORAGE

**48. Distances minimales :** Il est interdit de forer à une distance inférieure à :

- a) 150 millimètres d'un fond de trou ou d'un trou ayant fait canon ;
- b) 600 millimètres d'un coup raté. De plus, le forage doit être dirigé de façon à ne pas s'en approcher. Cette distance doit être augmentée si l'existence de fissures dans les roches fait craindre que l'explosif ne soit répandu dans celles-ci ;
- c) 7,5 mètres de toute opération de chargement d'explosifs.

**49. Diamètre :** Le diamètre du trou doit être, dans toutes ses sections, légèrement supérieur au diamètre des cartouches utilisées.

**50. Vérification des trous :** La vérification de tous les trous d'une même volée, leur curage et au besoin leur rectification doivent être effectués avant le début du chargement.

## SECTION VI CHARGEMENT DES EXPLOSIFS

**51. Amorçage interdit :** L'on ne doit pas sertir les détonateurs aux mèches ou préparer de cartouches-amorces dans un endroit où des explosifs sont entreposés.

**52. Cartouche-amorces :** Seule la quantité de cartouches-amorces nécessaire pour le tir des trous d'une même volée doit être préparée.

**53. Taille des mèches :** La mèche de sûreté doit être coupée à angle droit pour son insertion dans le détonateur. Le sertissage doit être effectué avec un appareil à sertir recommandé et en bon état de fonctionnement.

**54. Maniement de la mèche :** Aucune mèche de sûreté endommagée ne doit être utilisée. La mèche doit être maniée avec soin et lors du bourrage, il faut éviter de la tordre ou de la meurtrir.

**55. Longueur minimale de mèche :** La mèche de sûreté doit mesurer au moins 900 millimètres et doit être assez longue pour ressortir du trou de mine.

**56. Répartition des explosifs :** On doit placer les explosifs en piles séparées par une distance conforme à l'annexe D.

**57. Chargement interdit :** Aucun explosif ne doit être chargé dans un trou de mine situé à moins de 7,5 mètres de :

- a) toute opération de forage ;
- b) toute autre opération de chargements d'explosifs.

**58. Bourroir en bois :** Seul un bourroir en bois ou d'un matériau non métallique, qui n'expose aucune pièce extérieure en métal, doit être employé pour le chargement.

**59. Laisser refroidir le trou :** L'on ne doit jamais charger un trou quand il est encore chaud, soit par un sautage précédent, soit par le forage ou toute autre cause.

**60. Bourrage :** L'obturation des trous de mine doit s'opposer efficacement au débouillage. Les premières bourres doivent être tassées doucement, le bourrage devenant ensuite progressivement plus énergique.

**61. Orage :** Aux premiers signes d'un orage, les opérations de chargement et de branchement des amorces électriques doivent être interrompues. Si des trous sont déjà chargés et amorcés, la zone dangereuse doit être évacuée et son accès interdit.

**62. Ligne de tir :** Dans le cas du tir électrique, la ligne de tir doit être constituée sur toute sa longueur par 2 conducteurs isolés l'un de l'autre ainsi que par rapport à la terre et à toute autre masse conductrice et être amenée jusqu'à proximité immédiate du point de tir.

Ces conducteurs ne doivent ni être câblés avec des conducteurs destinés à quelque autre usage que ce soit, ni être placés dans les mêmes tubes qu'eux, ni pouvoir venir intempestivement en contact avec eux.

Les raccords dénudés entre la ligne de tir et les fils des amorces, ou ceux des fils d'amorces entre eux, ne doivent être en contact ni avec le terrain ni avec le matériel.

**63. Vérification avec galvanomètre :** Toutes les amorces électriques doivent être vérifiées avec un galvanomètre recommandé juste avant le chargement et les tiges d'amorces court-circuitées en les enroulant ensemble jusqu'au moment de les relier à la ligne de tir. Le circuit entier doit être vérifié d'une manière similaire avant de relier les tiges d'amorce à la ligne de tir.

**64. Exploseur :** L'exploseur doit être entreposé dans un endroit sec et frais, maintenu en bon état de fonctionnement et vérifié régulièrement. La capacité de chaque exploseur doit être clairement indiquée et ne jamais être dépassée. Seul le boutefeux doit avoir la disposition des organes de manoeuvre de ces appareils.

**65. Cordeau détonant :** Lorsque le cordeau détonant est utilisé, les conditions suivantes s'appliquent :

- a) épissure : on ne doit pas employer dans un même trou des bouts de cordons épissés ;
- b) cordeau dérivé : on doit couper de son rouleau le cordeau dérivé aussitôt après l'amorçage et ne laisser dépasser de l'orifice du trou qu'une longueur de cordeau suffisante pour parer à un enfoncement subséquent de la charge avant le raccord final ;
- c) raccords : les raccords des cordons principaux aux cordons dérivés des trous de mine doivent être à angle droit ;
- d) liaison au détonateur : lors de l'amorçage du cordeau détonant avec un détonateur ou une amorce électrique, le bout contenant la charge explosive doit être dirigé vers l'onde détonatrice prévue.

**66. Préparation du mélange NA/H :** La préparation d'un mélange de nitrate d'ammoniaque et d'huile ou d'autres nitro-carbo-nitrates est interdite à moins qu'une licence n'ait été délivrée ou une permission écrite obtenue, conformément à la Loi sur les explosifs (S.R.C., 1970, c. E-15).

**67. Chargement pneumatique du NA/H :** L'introduction de la cartouche-amorce, lorsqu'on emploie un genre quelconque d'amorces électriques, ne doit s'effectuer qu'au moment où le chargement pneumatique des mélanges de nitrate d'ammonium et d'huile est terminé. Cette exigence ne s'applique pas si on emploie un artifice spécial qui élimine les risques qu'entraîne la génération d'une électricité statique.

**68. Interdit :** Il est interdit :

- a) d'abandonner sans surveillance un coup de mine chargé non tiré ;
- b) de décharger un coup de mine, qu'il ait été allumé ou non.

**69. Puits :** Le tir doit s'effectuer au moyen d'un courant électrique :

- a) à la suite du premier 3 mètres de foncement d'un puits ;
- b) à la suite du premier 7,5 mètres d'avancement dans un puits incliné à plus de 55° de l'horizontale ;
- c) dans tous les cas où une sortie libre n'est pas aménagée.

## SECTION VII

### MISE À FEU

**70. Tir : Tir des trous chargés :** Tous les trous chargés doivent être :

- a) amorcés et tirés dans une même volée ;
- b) tirés à la fin d'une journée de travail, à moins que la zone dangereuse ne soit évacuée et son accès interdit.

**71. Allumage de mèches :** Dans une même volée, le nombre maximal d'allumage de mèches par un même boutefeufeu doit être établi en tenant compte de la longueur des mèches utilisées et des facilités d'accès à l'abri. Aucune mèche dépassant d'un trou, dont on ne connaît la longueur ou l'origine, ne doit être allumée.

**72. Raccordement :** Raccordement de la ligne de tir à l'exploseur : On doit relier la ligne de tir à l'exploseur juste avant la mise de courant et l'on doit toujours détacher la ligne de tir de l'exploseur immédiatement après la mise à feu ou après une tentative de tir. Les deux extrémités de la ligne de tir doivent être reliées en court-circuit et isolées pour prévenir l'entrée de courants vagabonds.

**73. Interrupteur de tir :** La mise à feu, par ligne de distribution électrique ou par dynamo portative, est autorisée pour autant que :

- a) le voltage n'excède pas 220 volts ;
- b) le dispositif de tir est conçu de telle sorte que :
  - i. la poignée à pesée enlève automatiquement le courant par gravité et met en court-circuit la ligne de tir ;
  - ii. la porte du coffre contenant le dispositif de tir est pourvue d'un dispositif qui l'empêche de se fermer ou d'être verrouillée à moins que l'interrupteur ne soit dans la position « hors-circuit ». Une telle porte doit être tenue sous clef excepté au moment du tir et seul le boutefeufeu doit posséder la clef de la porte ;
- c) un interrupteur avec fusible est installé entre la source de courant et le dispositif de tir ;
- d) l'interrupteur et le dispositif de tir sont situés à l'endroit approprié pour la mise à feu et placés de 1,5 à 1,8 mètres l'un de l'autre comme précaution en cas de foudre. Sous terre, on les placera d'un côté et de l'autre d'un tunnel ou d'une galerie.

Dans tous les autres cas, une permission écrite de l'inspecteur en chef est nécessaire.

**74. Pare-éclats :** Lorsqu'un sautage est effectué à proximité de bâtiments, de voies de chemin de fer, de routes, etc., l'on doit prendre toutes les précautions nécessaires en

limitant la charge et en plaçant un pare-éclats dans le but d'éviter tout accident aux personnes et tout dommage aux propriétés.

**75. Signaux :** Des signaux strictement réservés au sautage des explosifs doivent être établis et bien connus des ouvriers. Les signaux de l'annexe E sont fortement recommandés.

**76. Abris :** Les ouvriers doivent, au premier signal, se réfugier dans les abris et y rester jusqu'à ce que le signal convenu pour la sortie soit donné.

**77. Tir :** Avant de donner l'ordre de mise à feu, le boutefeufeu doit s'assurer que les gardes sont à leur poste et que tous les ouvriers sont à l'abri.

**78. Contrôle de coups :** Contrôle du nombre de coups : Lorsqu'on emploie la mèche de sûreté, le boutefeufeu qui dirige le sautage et ses assistants est tenu de compter, avant chaque série d'explosions le nombre exact des coups chargés et de vérifier ensuite le nombre de détonations.

## SECTION VIII

### DÉLAI D'ATTENTE

**79. Tir à la mèche :** À la suite d'un tir à la mèche de sûreté, personne ne doit retourner sur les lieux de dynamitage avant que ne soit écoulé un nombre de minutes égal à 6 fois le nombre de mètres de la plus longue mèche utilisée ou plus selon l'aérage, à compter de la dernière détonation.

**80. Tir électrique :** À la suite d'un tir électrique, personne ne doit retourner sur les lieux de dynamitage avant que se soient écoulées 10 minutes ou plus selon l'aérage, depuis la mise de courant.

**81. Ratés :** S'il y a eu un ou plusieurs ratés ou qu'on soupçonne qu'il en soit ainsi, ou si un ou plusieurs ratés sont suivis d'une explosion, personne ne doit retourner sur les lieux de l'explosion avant que ne soient écoulées 30 minutes depuis :

- a) la dernière détonation ou depuis le moment prévu pour la dernière détonation, dans le cas du tir à la mèche de sûreté ;
- b) le moment de la mise de courant, dans le cas du tir électrique.

**82. Défectuosité du circuit électrique :** Lorsqu'on découvre que c'est une défectuosité du circuit électrique qui a empêché la détonation au moment de la mise à feu, le boutefeufeu peut vérifier immédiatement le circuit sans aucun délai d'attente, après s'être assuré que les extrémités de la

ligne de tir sont détachées de la source de courant et reliées en court-circuit, que l'exploseur en circuit ouvert est sous clef ou confié à la garde d'un homme et que, lorsqu'il est employé, l'interrupteur de tir est sous clef en circuit ouvert.

2 500 — 5 000	450
5 000 — 10 000	670
10 000 — 25 000	1 000
25 000 — 50 000	1 500
50 000 — 100 000	2 100

## SECTION IX RATÉS

**83. Reconnaissance du chantier :** À l'expiration du délai d'attente, le boutefeu doit procéder à la reconnaissance du chantier ; il recherche les ratés éventuels ainsi que les trous ayant fait canon et les fonds de trou et signale d'une façon apparente ceux qu'il a découverts ; il récolte en vue de leur destruction les explosifs dont il constate la présence dans les déblais.

Émetteur FM : Puissance de l'émetteur (watts)	Distance minimale (mètres)
1 — 10	1,5
10 — 30	3
30 — 60	4,5
60 — 250	9
250 — 600	14

**84. Réamorçage :** Après écoulement du délai d'attente réglementaire, le débouillage d'un coup de mine raté ne peut être effectué que dans les conditions de débouillage prévues à l'annexe F.

Toutefois, si la charge est un mélange de nitro-carbonate tel que le NA/H avec amorçage postérieur, les ratés peuvent être lavés à l'eau en entier et par la suite la vieille cartouche-amorce réamorçée avec une cartouche-amorce fraîche.

**85. Danger :** Il est interdit d'approfondir les trous ayant fait canon et les fonds de trou restés intacts après l'explosion, de les curer, d'en retirer les cartouches ou portions de cartouche qui y seraient restées.

## SECTION X PÉNALITÉS

**86.** Toute personne, société ou compagnie qui enfreint le présent règlement est passible des pénalités prévues par la Loi sur la santé et la sécurité du travail.

## ANNEXE A (a. 34)

### DISTANCES MINIMALES D'UN ÉMETTEUR RADIO DES LIEUX D'UN TIR ÉLECTRIQUE

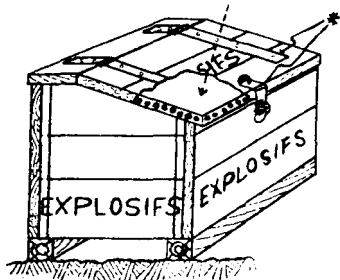
Émetteur AM : Puissance de l'émetteur (watts)	Distance minimale (Mètres)
5 — 25	30
25 — 50	45
50 — 100	65
100 — 250	100
250 — 500	135
500 — 1 000	200
1 000 — 2 500	300

## ANNEXE B

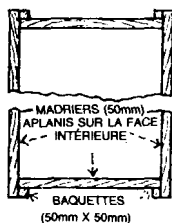
(a. 36)

COFFRE POUR L'EMMAGASINAGE DE PETITES  
QUANTITÉS D'EXPLOSIFS

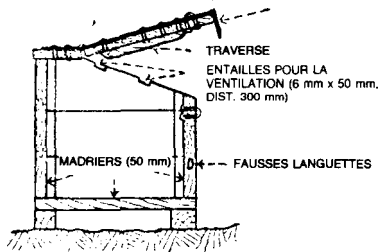
Le coffre doit être complètement  
recouvert d'un matériel ignifuge  
et imperméable



\*Les charnières, le morillon  
et le demi-anneau doivent être  
fixés au moyen de boulons, de  
rondelles de blocage et d'écrous  
placés à l'intérieur, mais toute  
surface métallique à l'intérieur  
doit être recouverte



PLAN



ÉLÉVATION

(a. 46)

SAUTAGE No .....

DATE .....

HEURE .....

## EXPLOSIFS — Type et

**encartouchage** .....

## MISE À FEU

Ligne de  
transmission

## Exploseur

**Vérification du circuit ?**

oui ☐

non ☐

## FORMATION ROCHEUSE

### CONDITIONS ATMOSPHERIQUES

clair ☐

nuageux ☐

Direction du vent

DISTANCE DE L'ÉDIFICE  
LE PLUS RAPPROCHÉ

## PARE-ÉCLATS UTILISÉ ?

oui ☐

non ☐

REMARQUES

NOTE -

Le boute-feu doit remplir le journal et le remettre à l'employeur

Signature  
du boutefeu

**ANNEXE D**

(a. 56)

**DISTANCES MINIMALES ENTRE LES PILES À L'EMPLACEMENT DE SAUTAGE**

Masse d'explosifs (kg) sensibles aux détonateurs	Distance minimale entre les piles (mètres)
25 .....	6,5
50 .....	7,5
100 .....	10
150 .....	11
200 .....	12,5
250 .....	13,5
375 .....	15
500 .....	17
750 .....	20
1 000 .....	21,5
1 250 .....	23
1 500 .....	25
2 500 .....	30
3 750 .....	33
5 000 .....	38

Masse d'agents de sautage (kg)	Distance minimale entre les piles (mètres)
50 .....	1,8
150 .....	2,4
250 .....	3
500 .....	3,6
1 250 .....	5,2
2 500 .....	6,5
5 000 .....	8

**ANNEXE E**

(a. 75)

**SIGNAUX RÉSERVÉS AU SAUTAGE DES EXPLOSIFS**

1. Immédiatement avant le dynamitage : signaler 12 petits coups d'avertisseur à une seconde d'intervalle ;
2. Deux minutes doivent s'écouler entre le dernier coup d'avertisseur et le moment de la mise à feu ; et
3. À la suite du dynamitage, lorsque la zone de tir est sûre, un coup d'avertisseur continu d'une durée de 15 secondes doit être entendu pour donner la permission de recommencer le travail dans la zone de dynamitage.

**ANNEXE F**

(a. 84)

**CONDITIONS DE DÉBOURRAGE D'UN COUP DE MINE RATÉ**

1. Un tampon de protection de 100 mm d'épaisseur, intercalé entre la charge explosive et le bourrage normal, doit avoir été préalablement mis en place au moment du chargement de coup de mine ; le tampon de protection peut être constitué soit par du papier de couleur vive contrastant nettement avec celle du papier d'encartouchage du bourrage normal, soit par tout autre dispositif d'une efficacité équivalente approuvée.
2. Le débouillage doit être effectué par le boutefeu qui a procédé au chargement et à la mise à feu du coup de mine.
3. Pendant toutes les opérations de débouillage, réamorçage et mise à feu du coup de mine raté, le boutefeu doit s'assurer que tous les ouvriers sont à l'abri.
4. Le processus mis en oeuvre pour l'enlèvement du bourrage ne doit, en aucun cas, faire subir au tampon de protection des contraintes ou des chocs ; les parties constitutives des matériels utilisés pour le débouillage et pénétrant dans le trou de mine doivent être en cuivre, laiton ou matière plastique, à l'exclusion de toute autre matière.
5. Le débouillage doit être arrêté dès que le tampon de protection a été atteint ; une cartouche d'explosif amorcée est alors introduite au contact du tampon de protection et le trou de mine est obturé par un bourrage semblable au précédent ; cette cartouche est mise à feu avec les précautions habituelles.
6. Le débouillage est interdit lorsque le trou de mine a été obturé par un dispositif auto-serrant.

A.C. 3139-69, (1969) 101 G.O., 7242  
A.C. 1576-74, (1974) 106 G.O.II, 2049  
A.C. 594-78, (1978) 110 G.O.II, 1751





c. S-2.1, r.12

**Règlement sur la mise en application des dispositions relatives aux accidents du travail et aux maladies professionnelles contenues dans l'Entente entre le Gouvernement du Québec et le Gouvernement de la République française en matière de sécurité sociale**

Loi sur la santé et la sécurité du travail  
(L.Q., 1979, c. 63 ; après refonte : L.R.Q., c. S-2.1, a. 223, par. 39)

**1.** Les dispositions de la Loi sur les accidents du travail (L.R.Q., c. A-3) et de la Loi sur l'indemnisation des victimes d'amiantose ou de silicose dans les mines et les carrières (L.R.Q., c. I-7) et des règlements adoptés en vertu de ces lois sont étendues à toute personne visée dans l'Entente entre le Gouvernement du Québec et le Gouvernement de la République française en matière de sécurité sociale intervenue le 12 février 1979, apparaissant à l'annexe 1.

**2.** Ces dispositions s'appliquent de la manière prévue à cette entente et aux arrangements administratifs, général et complémentaire, apparaissant aux annexes 2 et 3.

**ANNEXE 1**  
(a. 1)

**ENTENTE ENTRE LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ET LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ SOCIALE**

Le Gouvernement du Québec,

Le Gouvernement de la République française

Soucieux de faciliter la mobilité des personnes entre la France et le Québec ;

Conscients des avantages résultant de la coordination des législations de sécurité sociale québécoises et françaises ;

Désireux d'assurer à leurs ressortissants respectifs certains bénéfices de la sécurité sociale de l'autre pays,

sont convenus de ce qui suit :

**TITRE I**  
**DISPOSITIONS GÉNÉRALES**

**ARTICLE PREMIER**

**A-1.** Les ressortissants français au Québec exerçant une activité salariée ou assimilée sont soumis aux législations applicables au Québec, énumérées à l'article 2 ci-dessous, et en bénéficient ainsi que leurs personnes à charge, dans les mêmes conditions que les ressortissants québécois.

**2.** Les ressortissants québécois en France exerçant une activité salariée ou assimilée sont soumis aux législations applicables en France, énumérées à l'article 2 ci-dessous, et en bénéficient, ainsi que leurs ayants droit, dans les mêmes conditions que les ressortissants français.

**B)** Pour l'application de la présente entente, les ressortissants des parties contractantes sont :

**1.** Pour la France : les personnes de nationalité française ;

**2.** Pour le Québec : les personnes de citoyenneté canadienne résidant au Québec ou qui résidaient au Québec immédiatement avant leur départ pour la France.

**C)** La présente entente est également applicable :

**1.** aux personnes qui sont ou ont été soumises à la législation de l'une des deux Parties contractantes et qui sont des ressortissants de l'une desdites Parties, ainsi qu'à celles qui sont à leur charge au sens des législations applicables et à leurs survivants ;

**2.** aux survivants des personnes qui ont été soumises à la législation de l'une des deux Parties contractantes, sans égard à la nationalité de ces dernières lorsque ces survivants sont des ressortissants au sens du **B** ci-dessus ;

**3.a)** au regard de la législation française :

i. aux réfugiés au sens de la convention relative au statut des réfugiés du 28 juillet 1951 et du protocole relatif au statut des réfugiés du 31 janvier 1967 ;

ii. aux apatrides au sens de la convention relative au statut des apatrides du 28 septembre 1954 ;

iii. aux membres de familles et survivants ayants droit des réfugiés et apatrides.

**b)** au regard de la législation québécoise : aux personnes qui sont ou ont été assujetties à la législation québécoise décrite à l'article 2, paragraphe 1 **B**.

**D-1.** Les dispositions de l'article 3, paragraphes 1 et 2, sont applicables sans condition de nationalité.

**2.** Les pensions de vieillesse et de survivants correspondant à des périodes d'assurance accomplies sous la législation française peuvent être liquidées au profit de ressortissants d'États tiers liés à la France par une convention de sécurité sociale, résidant sur le territoire québécois.

## ARTICLE 2

### Paragraphe premier

Les législations de sécurité sociale auxquelles s'applique la présente entente sont :

#### A) En France :

- a) la législation fixant l'organisation de la sécurité sociale ;
- b) la législation fixant le régime des assurances sociales applicables aux travailleurs des professions non agricoles et la législation des assurances sociales applicables aux travailleurs des professions agricoles, à l'exception des dispositions concernant l'assurance volontaire en faveur des nationaux français travaillant ou ayant travaillé hors du territoire français et des prestations non contributives ;
- c) les législations sur la prévention et la réparation des accidents du travail et des maladies professionnelles ;
- d) la législation relative aux prestations familiales ;
- e) les législations relatives aux régimes spéciaux de sécurité sociale en tant qu'ils concernent les risques et prestations couverts par les législations énumérées aux alinéas précédents et notamment, le régime relatif à la sécurité sociale dans les mines ;
- f) les législations sur le régime des gens de mer, dans les conditions fixées, le cas échéant, par l'arrangement administratif.

#### B) Au Québec :

- a) Loi sur les services de santé et les services sociaux ;
- b) Loi sur l'assurance-maladie ;
- c) Loi sur l'assurance-hospitalisation ;
- d) Loi sur les accidents du travail ;
- e) Régime des allocations familiales du Québec ;
- f) Régime de rentes du Québec ;
- g) Loi sur l'indemnisation des victimes d'amiantose ou de silicose dans les mines et carrières.

### Paragraphe 2

La présente Entente s'appliquera également à tous les actes législatifs ou réglementaires modifiant ou complétant les législations énumérées au paragraphe 1<sup>er</sup> du présent article.

Toutefois, elle ne s'appliquera

- a) aux actes législatifs ou réglementaires couvrant une branche nouvelle de la sécurité sociale, que si un accord intervient à cet effet entre les deux Parties contractantes ;
- b) aux actes législatifs ou réglementaires qui étendent les régimes existants à de nouvelles catégories de bénéficiaires que s'il n'y a pas, à cet égard, opposition de la Partie intéressée, notifiée à l'autre Partie dans un délai de 3 mois à dater de la publication officielle desdits actes.

### Paragraphe 3

La présente Entente ne s'appliquera pas aux dispositions concernant la sécurité sociale des étudiants qui font l'objet de dispositions spéciales.

## ARTICLE 3

Par dérogation aux dispositions de l'article 1<sup>er</sup> de la présente Entente :

**1.** Ne sont pas assujettis au régime de sécurité sociale du pays du lieu de travail, et demeurent soumis au régime de sécurité sociale du pays d'origine :

- a) de plein droit, les travailleurs salariés détachés par leur employeur dans l'autre pays pour y effectuer un travail déterminé de caractère temporaire, pour autant que la durée du détachement n'excède pas trois ans, y compris la durée des congés ;
- b) sous réserve de l'accord préalable et conjoint des autorités administratives compétentes des deux pays ou des autorités qu'elles ont déléguées à cet effet, les travailleurs salariés détachés par leur employeur dans l'autre pays pour y effectuer un travail déterminé de caractère temporaire dont la durée initialement prévue ou non, doit se prolonger au-delà de trois ans.

**2.** Les travailleurs salariés des entreprises publiques ou privées de transport de l'un des pays contractants, occupés dans l'autre pays, soit de manière permanente, soit à titre temporaire, soit comme personnel ambulant, sont soumis au régime de sécurité sociale en vigueur dans le pays où l'entreprise a son siège.

Toutefois, lorsque l'entreprise possède sur le territoire de l'autre pays une succursale ou une représentation permanente, l'arrangement administratif déterminera les conditions dans lesquelles les travailleurs occupés par celle-ci

pourront être assujettis à la législation du pays où sont installés ces établissements.

#### ARTICLE 4

Les autorités administratives compétentes des deux pays pourront prévoir d'un commun accord, et notamment dans l'intérêt des travailleurs de l'un ou de l'autre pays, d'autres dérogations aux dispositions de l'article premier.

Inversement, elles pourront convenir que les dérogations prévues à l'article précédent ne s'appliqueront pas dans certains cas particuliers.

### TITRE II DISPOSITIONS PARTICULIÈRES PROPRES À CHAQUE CATÉGORIE DE PRESTATIONS

#### CHAPITRE 1<sup>er</sup>

#### MALADIE-MATERNITÉ

#### ARTICLE 5

Les travailleurs salariés ou assimilés, se rendant de France au Québec et inversement, bénéficient ainsi que les personnes à leur charge qui les accompagnent, des prestations maladie-maternité prévues par la législation québécoise ou française, pour autant que :

- a) ils aient commencé une période d'assurance au titre de la législation du nouveau pays d'emploi ;
- b) ils remplissent les conditions requises pour l'obtention des prestations dans ledit pays, compte tenu, dans la mesure nécessaire, des périodes d'assurance ou équivalentes antérieurement accomplies au titre de la législation de l'autre pays.

#### ARTICLE 6

Si, dans le cas visé à l'article 5 ci-dessus, le travailleur salarié ou assimilé ne remplit pas les conditions prévues audit article mais a encore droit à des prestations en vertu de la législation du pays où il était affilié précédemment ou pourrait prétendre à des prestations s'il continuait de résider dans ce pays, il bénéficie des prestations à charge de l'institution de ce dernier pays.

#### ARTICLE 7

Le travailleur salarié ou assimilé français ou québécois, occupé dans l'un des deux pays, bénéficie lors d'un séjour temporaire effectué dans son pays d'origine à l'occasion d'un congé payé ou d'une absence autorisée par son employeur, des prestations maladie-maternité, lorsque son état vient à nécessiter des soins médicaux immédiats, y compris l'hospitalisation, et sous réserve que l'institution

d'affiliation ait attesté que le droit aux prestations est ouvert.

Cette attestation qui vaut autorisation n'est valable que pour une durée maximale de trois mois.

Toutefois, ce délai peut être prorogé pour une nouvelle période de trois mois par décision de l'institution d'affiliation après avis favorable de son contrôle médical.

#### ARTICLE 8

Le travailleur salarié ou assimilé admis au bénéfice des prestations maladie-maternité à charge de l'institution compétente du pays où il est occupé, conserve ce bénéfice lorsqu'il transfère sa résidence sur le territoire de l'autre pays à condition d'y avoir été autorisé par l'institution débitrice.

L'autorisation de transfert de résidence ne peut être refusée que s'il est établi que le déplacement de l'intéressé est de nature à compromettre son état ou l'application du traitement médical.

Cette autorisation n'est valable que pour une durée maximale de trois mois.

Toutefois, ce délai peut être prorogé pour une nouvelle période de trois mois par décision de l'institution d'affiliation après avis favorable de son contrôle médical.

Dans l'hypothèse d'une maladie présentant un caractère d'exceptionnelle gravité, telle que définie par l'arrangement administratif, l'institution d'affiliation a la possibilité d'accorder le maintien des prestations au-delà de la période de six mois visée ci-dessus.

#### ARTICLE 9

Les dispositions des articles 7 et 8 sont applicables aux personnes à la charge du travailleur.

#### ARTICLE 10

Dans les cas prévus aux articles 7, 8 et 9 ci-dessus :

— le service des prestations en nature (soins) est assuré par l'institution du pays du séjour ou de la nouvelle résidence suivant la législation applicable dans ce pays en ce qui concerne l'étendue et les modalités du service desdites prestations ;

— le service des prestations en espèces (indemnités journalières) est assuré par l'institution d'affiliation du travailleur.

#### ARTICLE 11

Dans les cas prévus aux articles 7, 8 et 9, la charge des prestations incombe au régime du pays d'affiliation du tra-

vaillleur. L'arrangement administratif fixe les modalités selon lesquelles les prestations en nature sont remboursées à l'institution du pays de séjour ou de la nouvelle résidence.

L'arrangement administratif fixe également les modalités de remboursement des frais occasionnés par les contrôles médicaux et administratifs dont l'institution du pays du séjour ou de la nouvelle résidence pourrait être chargée par l'institution d'affiliation.

## ARTICLE 12

Les personnes à la charge d'un travailleur salarié, français ou québécois qui résident ou reviennent résider dans le pays autre que celui où le travailleur exerce son activité, ont droit aux prestations en nature en cas de maladie ou de maternité.

La détermination des personnes à charge ainsi que l'étendue, la durée et les modalités du service des prestations résultent des dispositions de la législation du pays de résidence des personnes à charge.

Le service des prestations est assuré par l'institution du pays de résidence des personnes à charge pour le compte de l'institution du pays d'affiliation.

La durée du service des prestations et les modalités de remboursement entre institutions sont fixées par l'arrangement administratif.

## ARTICLE 13

Les travailleurs visés à l'article 3 paragraphe 1 de la présente Entente, ainsi que leurs personnes à charge qui les accompagnent, bénéficient des prestations maladie-maternité pendant toute la durée de leur séjour dans le pays où ils sont occupés.

Le service des prestations en nature est assuré, selon les modalités à définir par arrangement administratif, soit par l'institution de lieu de séjour pour le compte de l'institution d'affiliation, soit directement par cette dernière.

## ARTICLE 14

Le titulaire d'une pension de vieillesse ou d'invalidité ou d'une rente d'accident du travail due au titre de la législation québécoise et résidant en France a droit aux prestations en nature (soins) qui lui sont servies, ainsi qu'à ses personnes à charge, par l'institution française, comme si l'intéressé était titulaire d'une pension au titre de la législation française.

## ARTICLE 15

S'agissant de dépenses remboursables sur justifications, l'octroi des prothèses, du grand appareillage et des autres

prestations en nature d'une grande importance dont la liste sera annexée à l'arrangement administratif est subordonné, sauf en cas d'urgence, à l'autorisation de l'institution d'affiliation.

## CHAPITRE 2 INVALIDITÉ

### ARTICLE 16

#### Paragraphe premier

Pour les travailleurs salariés qui se rendent d'un pays dans l'autre, les périodes d'assurance ou assimilées accomplies sous le régime de sécurité sociale du premier pays sont totalisées conformément à l'article 27, II, A, avec les périodes d'assurance ou assimilées accomplies sous le régime de l'autre pays, tant en vue de l'ouverture du droit aux prestations en espèces (pensions) ou en nature (soins) de l'assurance invalidité qu'en vue du maintien ou du recouvrement de ce droit.

#### Paragraphe 2

La pension d'invalidité est liquidée conformément à la législation dont relevait l'intéressé au moment où est survenue l'interruption de travail suivie d'invalidité.

L'institution compétente québécoise, lorsque le droit est ouvert du regard de sa propre législation, compte tenu de la totalisation suivant les règles prévues à l'article 27, II, A, détermine le montant théorique de la prestation en attribuant la moyenne des gains perçus au cours de la période d'assurance québécoise à chacune des années de la période d'assurance française.

#### Paragraphe 3

Le service de la pension est assuré par l'institution compétente selon les règles de cette législation.

La charge est répartie entre les institutions des deux pays au prorata des périodes d'assurance ou assimilées accomplies sous sa propre législation par rapport à l'ensemble des périodes d'assurance ou assimilées accomplies dans les deux pays, totalisées suivant les règles posées à l'article 27, II, A.

#### Paragraphe 4

Le travailleur qui, à la date de l'interruption de travail suivie d'invalidité, ne remplit pas, dans le dernier pays d'emploi, les conditions d'ouverture du droit à pension, voit ses droits examinés au regard de la législation de l'autre pays.

Si un droit est ouvert dans les termes de cette législation, compte tenu s'il y a lieu, de la totalisation des périodes

d'assurance ou assimilées accomplies dans les deux pays, la pension est liquidée par l'institution compétente pour l'application de cette législation. Cette institution en conserve la charge.

## ARTICLE 17

### Paragraphe premier

La suspension ou la suppression de la pension est notifiée par l'institution qui en assure le service à l'institution de l'autre pays.

### Paragraphe 2

Si, après suspension de la pension d'invalidité, l'assuré recouvre son droit, le service des prestations est repris par l'institution débitrice de la pension primitivement accordée.

### Paragraphe 3

Si, après suppression de la pension, l'état de santé de l'assuré justifie l'octroi d'une nouvelle pension d'invalidité les règles fixées à l'article 16 sont applicables.

## CHAPITRE 3

### ACCIDENTS DU TRAVAIL ET MALADIES PROFESSIONNELLES

## ARTICLE 18

### Paragraphe premier

Ne sont pas opposables aux ressortissants de l'un des pays les dispositions contenues dans les législations de l'autre concernant les accidents du travail et les maladies professionnelles, qui restreignent les droits des étrangers ou opposent à ceux-ci des déchéances en raison de leur résidence.

### Paragraphe 2

Les majorations ou allocations complémentaires accordées en supplément des rentes d'accidents du travail en vertu des législations applicables dans chacun des deux pays sont maintenues aux personnes visées à l'alinéa précédent qui transfèrent leur résidence de l'un des pays dans l'autre.

## ARTICLE 19

Un travailleur salarié français ou québécois, victime d'un accident du travail ou atteint d'une maladie professionnelle sur le territoire de l'un des pays et admis au bénéfice des prestations dues pendant la période d'incapacité temporaire, conserve le bénéfice desdites prestations

lorsqu'il transfère sa résidence sur le territoire de l'autre pays, à condition que, préalablement à son départ, le travailleur ait obtenu l'autorisation de l'institution québécoise ou française à laquelle il est affilié.

Cette autorisation n'est valable que pour la durée fixée par l'institution d'affiliation.

Si, à l'expiration du délai ainsi fixé, l'état de santé de la victime le requiert, le délai est prorogé jusqu'à guérison ou consolidation effective par décision de l'institution d'affiliation, après avis favorable de son contrôle médical.

## ARTICLE 20

Lorsque le travailleur salarié français ou québécois est victime d'une rechute de son accident ou de sa maladie professionnelle alors qu'il a transféré sa résidence dans l'autre pays, il a droit au bénéfice des prestations prévues par la législation sur les accidents du travail et les maladies professionnelles, à condition qu'il ait obtenu l'accord de l'institution québécoise ou française à laquelle il était affilié à la date de l'accident ou de la première constatation de la maladie professionnelle.

## ARTICLE 21

Dans les cas prévus aux articles 19 et 20, le service des prestations en nature (soins) est assuré par l'institution du pays de la nouvelle résidence du travailleur, suivant les dispositions de la législation applicable dans ce pays, en ce qui concerne l'étendue et les modalités du service des prestations. Le service des prestations en espèces (indemnités journalières ou temporaires) est assuré par l'institution d'affiliation de l'intéressé, conformément à la législation qui lui est applicable.

## ARTICLE 22

La charge des prestations servies conformément aux articles 19, 20 et 21 incombe à l'institution d'affiliation du travailleur.

L'arrangement administratif fixe les modalités selon lesquelles les prestations en nature sont remboursées par l'institution d'affiliation à l'institution du pays de la nouvelle résidence du travailleur.

## ARTICLE 23

Dans les cas prévus aux articles 19 et 20, l'octroi des prothèses, du grand appareillage et d'autres prestations en nature d'une grande importance, dont la liste sera annexée à l'arrangement administratif, est subordonné, sauf en cas d'urgence, à l'autorisation de l'institution d'affiliation.

**ARTICLE 24**

Pour apprécier le degré d'incapacité permanente résultant d'un accident du travail ou d'une maladie professionnelle au regard de la législation d'un pays, les accidents du travail et les maladies professionnelles survenus antérieurement sous la législation de l'autre pays sont pris en considération comme s'ils étaient survenus sous la législation du premier pays.

**ARTICLE 25****Paragraphe premier**

Lorsque la victime d'une maladie professionnelle a exercé, sur le territoire des deux pays, un emploi susceptible de provoquer ladite maladie, les droits de la victime ou de ses survivants sont examinés exclusivement au regard de la législation du pays sur le territoire duquel l'emploi en cause a été exercé en dernier lieu, et sous réserve que l'intéressé remplisse les conditions prévues par cette législation.

**Paragraphe 2**

Lorsque, dans ladite législation, les prestations en cause sont subordonnées à des périodes d'emploi ou de résidence et que celles-ci sont insuffisantes, il est fait appel, pour les compléter, aux périodes d'emploi ou de résidence accomplies sous l'autre législation.

En vue d'une telle totalisation, seules sont considérées les périodes durant lesquelles la victime a exercé une activité susceptible de provoquer la maladie.

**Paragraphe 3**

Lorsque la législation de l'un des pays subordonne le bénéfice des prestations de maladie professionnelle à la condition que la maladie considérée ait été constatée médicalement pour la première fois sur son territoire, cette condition est réputée remplie lorsque la maladie a été constatée pour la première fois sur le territoire de l'autre pays.

**Paragraphe 4**

Le service des prestations est assuré par l'institution compétente selon les règles de la législation du pays sur le territoire duquel l'emploi susceptible de provoquer la maladie professionnelle a été exercé en dernier lieu.

**Paragraphe 5**

Dans le cas visé au paragraphe 2 du présent article la charge est supportée par les institutions des deux pays au prorata de la durée des périodes d'emploi susceptible de provoquer ladite maladie accomplies sous sa propre législation par rapport à l'ensemble des périodes d'emploi du-

rant lesquelles la victime a exercé une activité similaire dans les deux pays.

**ARTICLE 26**

En cas d'aggravation d'une maladie professionnelle réparée en vertu de la législation de l'un des pays, alors que la victime réside dans l'autre pays, les règles suivantes sont applicables :

a) si le travailleur n'a pas exercé sur le territoire du pays de sa nouvelle résidence un emploi susceptible d'aggraver cette maladie professionnelle, l'institution du premier pays prend à sa charge l'aggravation de la maladie dans les termes de sa propre législation ;

b) si le travailleur a exercé sur le territoire du pays de sa nouvelle résidence un emploi susceptible d'aggraver cette maladie professionnelle :

— l'institution du premier pays conserve à sa charge la prestation due à l'intéressé en vertu de sa propre législation comme si la maladie n'avait subi aucune aggravation ;

— l'institution du pays de la nouvelle résidence prend à sa charge le supplément de prestations correspondant à l'aggravation. Le montant de ce supplément est alors déterminé selon la législation de ce dernier pays comme si la maladie s'était produite sur son propre territoire ; il est égal à la différence entre le montant de la prestation due après l'aggravation et le montant de la prestation qui aurait été due avant l'aggravation.

**CHAPITRE 4****VIEILLESSE ET SURVIVANTS (PENSIONS)****ARTICLE 27****Droit aux prestations**

Le travailleur français ou québécois, qui au cours de sa carrière, a été affilié successivement ou alternativement aux régimes d'assurance-vieillesse de chacun des pays contractants, bénéficie des prestations dans les conditions ci-après :

I. Si l'intéressé satisfait aux conditions requises par la législation de chacun de ces pays pour avoir droit aux prestations, l'institution compétente de chaque pays détermine le montant de la prestation selon les dispositions de la législation qu'elle applique compte tenu des seules périodes d'assurance accomplies sous cette législation.

II. Au cas où l'intéressé ne satisfait à la condition de durée d'assurance requise ni dans l'une ni dans l'autre des législations, les prestations auxquelles il peut prétendre de la part des institutions qui appliquent ces législations sont liquidées suivant les règles ci-après :

A) Totalisation des périodes :

1. Pour l'application des législations françaises et québécoises, l'ensemble des périodes d'assurance ou assimilées sont totalisées à condition qu'elles ne se superposent pas, tant en vue de l'ouverture du droit aux prestations qu'en vue du maintien ou du recouvrement de ce droit.

Aux fins d'une telle totalisation, seules sont retenues, par l'institution québécoise, les périodes accomplies à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1966.

2. Les périodes assimilées à des périodes d'assurance sont dans chaque pays, celles qui sont reconnues comme telles par la législation de ce pays.

Lorsque la période assimilée à une période d'assurance par la législation d'un pays coïncide avec une période d'assurance accomplie dans l'autre pays, seule la période d'assurance est prise en considération par l'institution de ce dernier pays.

Lorsqu'une même période est assimilée à une période d'assurance à la fois par la législation française et par la législation québécoise, ladite période est prise en considération par l'institution du pays où l'intéressé a été assuré à titre obligatoire en dernier lieu avant la période en cause.

#### B) Liquidation de la prestation :

1. Compte tenu de la totalisation des périodes effectuées comme il est dit ci-dessus, l'institution compétente de chaque pays détermine, d'après sa propre législation, si l'intéressé réunit les conditions requises pour avoir droit à une pension de vieillesse au titre de cette législation.

2. Si le droit à pension est acquis, l'institution compétente de chaque pays opère de la manière ci-après :

— L'institution compétente française détermine le montant théorique de la prestation à laquelle l'assuré aurait droit si toutes les périodes d'assurance ou assimilées, totalisées suivant les règles posées au paragraphe A ci-dessus, avaient été accomplies exclusivement sous sa propre législation.

— L'institution compétente québécoise, lorsque le droit est ouvert au regard de sa propre législation compte tenu de la totalisation suivant les règles prévues au paragraphe A ci-dessus, détermine le montant théorique de la prestation en attribuant la moyenne des gains perçus au cours de la période d'assurance québécoise à chacune des années de la période d'assurance française.

À cet effet, seules sont retenues par l'institution québécoise les périodes accomplies à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1966.

3. La prestation effectivement due à l'intéressé par l'institution compétente de chaque pays est fixée en réduisant le montant de la prestation telle qu'elle est déterminée au paragraphe précédent au prorata des périodes d'assurance

ou assimilées accomplies dans les deux pays, totalisées suivant les règles posées au paragraphe A ci-dessus.

III. Lorsque le droit est acquis au titre de la législation de l'un des deux pays, compte tenu des seules périodes accomplies sous cette législation, l'institution compétente de ce pays, détermine le montant de la prestation comme il est dit au paragraphe I du présent article.

L'institution compétente de l'autre Partie procède à la liquidation de la prestation mise à sa charge dans les conditions visées au paragraphe II du présent article.

### ARTICLE 28

#### Durée minimale d'assurance pour l'application du présent chapitre

1. En cas de totalisation, si la durée totale des périodes d'assurance accomplies sous la législation de l'un des pays n'atteint pas une année, l'institution de ce pays n'est pas tenue d'accorder des prestations au titre desdites périodes, sauf si, en vertu de ces seules périodes, un droit à prestations est acquis en vertu de cette législation. Dans ce cas, le droit est liquidé de manière définitive en fonction de ces seules périodes.

2. Néanmoins, ces périodes peuvent être prises en considération pour l'ouverture des droits par totalisation, au regard de la législation de l'autre pays.

### ARTICLE 29

#### Dispositions propres aux régimes spéciaux français de sécurité sociale

1. Lorsqu'en application de la législation française l'octroi de certains avantages de vieillesse est subordonné à la condition que les périodes d'assurance aient été accomplies dans une profession soumise à un régime spécial ou, le cas échéant, dans une profession ou un emploi déterminé, les périodes accomplies au Québec ne sont prises en compte pour l'octroi de ces avantages que si elles ont été accomplies dans la même profession ou, le cas échéant, dans le même emploi.

Pour l'application de l'alinéa précédent au régime spécial des marins sont en outre prises en compte les périodes accomplies au Québec correspondant à une activité similaire à celle, exercée dans la profession de marin, ayant justifié une affiliation en dernier lieu à ce régime spécial.

2. Si, compte tenu des périodes ainsi accomplies l'intéressé ne satisfait pas aux conditions requises pour bénéficier desdits avantages, ces périodes sont prises en compte pour l'octroi des prestations du régime spécial, compte non tenu de leur spécificité.

**ARTICLE 30****Cas d'application successive des législations**

1. Lorsque l'intéressé ne réunit pas, à un moment donné, les conditions requises par les législations des deux pays, mais satisfait seulement aux conditions de l'une d'elles ou lorsqu'il réunit les conditions requises de part et d'autre, mais a usé de la possibilité offerte par la législation de l'un des pays de différer la liquidation de ses droits à une prestation, le montant des prestations dues au titre de la législation au regard de laquelle les droits sont liquidés est calculé conformément aux dispositions de l'article 27, paragraphe I ou III selon le cas.

2. Lorsque les conditions exigées par la législation de l'autre Partie contractante se trouvent remplies ou lorsque l'assuré demande la liquidation de ses droits qu'il avait différée au regard de la législation de l'un des pays contractants, il est procédé à la liquidation des prestations, dues au titre de cette législation, dans les termes de l'article 27, sans qu'il y ait lieu de procéder à une révision des droits déjà liquidés au titre de la législation du premier pays. Toutefois, seules les périodes accomplies antérieurement à la première liquidation sont prises en compte pour la totalisation.

**ARTICLE 31****Droits des survivants**

Les dispositions du présent chapitre sont applicables aux droits des conjoints et enfants survivants.

**CHAPITRE 5****ALLOCATIONS EN CAS DE DÉCÈS****ARTICLE 32**

Les travailleurs salariés qui transfèrent leur résidence du Québec en France ou inversement ouvrent droit aux allocations de décès en France ou au Québec pour autant :

1. qu'ils aient effectué un travail soumis à l'assurance dans le pays où ils ont transféré leur résidence et,
2. qu'ils remplissent dans ledit pays les conditions requises pour l'octroi desdites prestations.

**ARTICLE 33**

Dans le cas où pour l'ouverture du droit aux allocations en cause, la condition de durée d'assurance prévue par la législation du nouveau pays d'emploi n'est pas remplie, il est fait appel, pour compléter les périodes d'assurance ou assimilées accomplies dans ce dernier pays, aux périodes d'assurance ou assimilées accomplies par le travailleur dans l'autre pays.

**ARTICLE 34**

1. Si le décès survient au Québec la prestation de décès est liquidée conformément à la législation de ce pays, dont relevait alors l'intéressé.

Dans le cas où il y a totalisation selon l'article 33, la prestation due par le régime québécois est déterminée en fonction du montant théorique calculé selon le mécanisme décrit à l'article 27, paragraphe II, et réduit au prorata des périodes d'assurance ou assimilées accomplies sous ladite législation par rapport à l'ensemble des périodes totalisées conformément à l'article 33.

2. Si le décès survient en France la prestation de décès est liquidée, le cas échéant, au regard de chacune des législations des deux pays contractants.

Toutefois, si le droit n'est ouvert au regard de la législation du Québec qu'en application de l'article 33, l'autorité compétente de ce pays n'est pas tenue de servir la prestation sur le territoire français.

**ARTICLE 35**

Dans le cas visés aux articles 3, 7, 8 et 14, le décès survenu dans le pays de séjour ou de résidence est censé être survenu dans le pays d'emploi ou dans le pays où se trouve l'institution débitrice de la pension ou rente.

**CHAPITRE 6****PRESTATIONS FAMILIALES****ARTICLE 36**

1. Les personnes à charge qui accompagnent le travailleur québécois en France ont droit aux prestations familiales au titre de la législation en vigueur dans ce pays, dans les mêmes conditions que les personnes à charge du travailleur français.

2. Le travailleur français au Québec et les personnes à charge qui l'accompagnent bénéficient des prestations familiales au titre des législations en vigueur dans ce pays.

**ARTICLE 37**

Les enfants des travailleurs visés à l'article 3.1 de la présente Entente qui accompagnent les travailleurs au Québec ou en France ouvrent droit aux prestations familiales prévues par la législation française ou québécoise, telles qu'énumérées par l'arrangement administratif.



## CHAPITRE 7

### DISPOSITIONS COMMUNES À DIFFÉRENTS RISQUES

#### ARTICLE 38

##### Paragraphe premier :

Assurances invalidité, vieillesse, survivants, décès.

1. Si d'après la législation de l'un des pays le montant de la prestation varie avec le nombre des personnes à charge, l'institution qui liquide cette prestation prend en compte celles qui résident sur le territoire de l'autre pays.

2. Lorsque d'après la législation de l'un des pays la liquidation des prestations s'effectue sur la base du salaire ou du revenu moyen de tout ou partie de la période d'assurance, le salaire ou revenu moyen pris en considération pour le calcul des prestations à la charge des institutions de ce pays est déterminé compte tenu de la seule période d'assurance accomplie sous la législation dudit pays.

##### Paragraphe 2 :

Assurances invalidité, décès.

Pour l'application de la législation québécoise les prestations dues au titre d'une invalidité survenue dans un pays tiers à des personnes n'exerçant plus d'activité salariée en France ou au Québec, sont liquidées directement en fonction des seules périodes accomplies sous cette législation.

Cette disposition s'applique par analogie aux prestations de l'assurance décès (allocation de décès et prestations de survivants).

## TITRE III

### DISPOSITIONS DIVERSES

#### ARTICLE 39

Un arrangement administratif général, arrêté par les autorités administratives compétentes des deux pays, fixera, en tant que de besoin, les conditions d'application de la présente Entente et notamment celles concernant les articles qui renvoient expressément audit arrangement.

Dans cet arrangement seront désignés les organismes de liaison des deux pays.

En outre seront établis les modèles des formulaires nécessaires à la mise en oeuvre des procédures et formalités arrêtées en commun.

#### ARTICLE 40

Sont considérés dans chacun des pays comme autorités administratives compétentes aux fins de la présente En-

tente, les ministres ou organismes qui sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application des législations énumérées à l'article 2.

#### ARTICLE 41

Les autorités administratives compétentes des deux pays :

— prendront, outre l'arrangement administratif général visé à l'article 39, tous arrangements administratifs le complétant ou le modifiant ;

— se communiqueront directement toutes informations concernant les mesures prises, sur le plan interne, pour l'application de la présente Entente ;

— se communiqueront directement toutes informations concernant les modifications apportées aux législations et réglementations visées à l'article 2, dans la mesure où ces modifications seraient susceptibles d'affecter l'application de la présente Entente ;

— se saisiront mutuellement des difficultés qui pourraient naître, sur le plan technique, de l'application des dispositions de la présente Entente ou des arrangements pris pour son application.

#### ARTICLE 42

Pour l'application, tant de la présente Entente que de la législation de sécurité sociale de l'autre pays, les autorités administratives compétentes et les institutions de sécurité sociale des deux Parties se prêteront leurs bons offices comme s'il s'agissait de l'application de leur propre législation.

#### ARTICLE 43

Les autorités administratives compétentes régleront, par arrangement administratif, les modalités tant du contrôle médical et administratif, que des procédures d'expertises nécessaires à l'application de la présente Entente.

#### ARTICLE 44

Tous actes, documents et pièces quelconques à produire pour l'exécution de la présente Entente sont dispensés du visa de légalisation.

#### ARTICLE 45

Les recours en matière de sécurité sociale qui auraient dû être introduits dans un délai déterminé auprès d'une autorité, institution ou juridiction de l'un des pays contractants, compétente pour les recevoir, sont recevables s'ils sont présentés dans le même délai à une autorité, institution ou juridiction correspondante de l'autre pays. Dans ce cas, la transmission des recours à l'autorité, insti-

tution ou juridiction compétente du premier pays devra s'opérer sans retard.

#### ARTICLE 46

Les dispositions contenues dans la présente Entente ne se substituent pas aux dispositions ayant le même objet contenues dans l'arrangement franco-qubécois du 19 juillet 1974 sur la protection sociale des participants à la coopération franco-qubécoise.

#### ARTICLE 47

Les institutions débitrices de prestations en vertu de la présente Entente s'en libéreront valablement dans la monnaie de leur pays.

#### ARTICLE 48

Le montant des remboursements prévus par la présente Entente est libellé dans la monnaie du pays de l'institution qui a assuré le service des prestations au taux de change en vigueur le jour du règlement.

Les autorités administratives compétentes des deux pays pourront, d'un commun accord, confier aux organismes de liaison des deux pays, le soin de centraliser, en vue de leur transfert dans l'autre pays, certaines des prestations prévues par la présente Entente.

#### ARTICLE 49

Il n'est pas dérogé aux règles fixées par les législations visées à l'article 2 en ce qui concerne la participation des étrangers à la constitution ou au renouvellement des organes nécessaires au fonctionnement des régimes de sécurité sociale de chaque pays.

#### ARTICLE 50

Les formalités que les dispositions légales ou réglementaires de l'un des pays contractants pourraient prévoir pour le service dans l'autre pays des prestations dispensées par les institutions compétentes de ce pays s'appliqueront également, dans les mêmes conditions qu'aux nationaux, aux personnes admises au bénéfice de ces prestations en vertu de la présente Entente.

#### ARTICLE 51

Toutes questions relatives à l'application de la présente Entente ou des arrangements subséquents pourront être confiées d'un commun accord à une commission mixte franco-qubécoise.

### TITRE IV DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET FINALES

#### ARTICLE 52

Chacune des Parties signataires de la présente Entente notifiera à l'autre l'accomplissement des procédures internes requises en ce qui la concerne pour l'entrée en vigueur de la présente Entente.

#### ARTICLE 53

##### Paragraphe premier

La présente Entente n'ouvre aucun droit au paiement de prestations pour une période antérieure à la date de son entrée en vigueur.

##### Paragraphe 2

Toute période d'assurance accomplie en vertu de la législation d'un pays avant la date d'entrée en vigueur de la présente Entente est prise en considération pour la détermination du droit aux prestations s'ouvrant conformément aux dispositions de la présente Entente.

##### Paragraphe 3

Sous réserve des dispositions du paragraphe 1 du présent article, une prestation est due en vertu de la présente Entente même si elle se rapporte à un événement antérieur à la date de son entrée en vigueur. À cet effet, toute prestation qui n'a pas été liquidée ou qui a été suspendue à cause de la nationalité de l'intéressé ou en raison de sa résidence sur le territoire du pays autre que celui où se trouve l'institution débitrice sera, à la demande de l'intéressé, liquidée ou rétablie à partir de l'entrée en vigueur de la présente Entente sous réserve que les droits antérieurement liquidés n'aient pas donné lieu à un règlement en capital.

##### Paragraphe 4

Les droits des intéressés ayant obtenu antérieurement à l'entrée en vigueur de la présente Entente la liquidation d'une pension ou rente pourront être révisés à leur demande ou à l'initiative d'une institution. La révision aura pour effet d'accorder aux bénéficiaires, à partir de l'entrée en vigueur du présent accord, les mêmes droits que si l'accord avait été en vigueur au moment de la liquidation. La demande de révision doit être introduite dans un délai de deux ans à compter de l'entrée en vigueur de la présente Entente.

##### Paragraphe 5

Quant aux droits résultant de l'application des paragraphes 3 et 4 du présent article, les dispositions prévues par

les législations des deux pays en ce qui concerne la déchéance ou la prescription des droits ne sont pas opposables aux intéressés, si la demande visée aux paragraphes 3 et 4 du présent article est présentée dans un délai de deux ans à compter de l'entrée en vigueur de la présente Entente. Si la demande est présentée après l'expiration de ce délai, le droit aux prestations qui n'est pas frappé de déchéance ou qui n'est pas prescrit est acquis à partir de la date de la demande, à moins que des dispositions plus favorables de la législation d'un pays ne soient applicables.

## ARTICLE 54

La présente Entente est conclue pour une durée d'une année à partir de la date de son entrée en vigueur, laquelle sera fixée par échange de lettres entre les Parties signataires. Elle sera renouvelée tacitement d'année en année, sauf dénonciation qui devra être notifiée trois mois avant l'expiration du terme.

En cas de dénonciation, les stipulations de la présente Entente resteront applicables aux droits acquis, nonobstant les dispositions restrictives que les régimes intéressés prévoient pour les cas de séjour à l'étranger d'un assuré.

Fait en double exemplaire à Québec le 12 février 1979.

Pour le Gouvernement du Québec,  
CLAUDE MORIN.

Pour le Gouvernement de la République française,  
OLIVIER STIRN.

## ANNEXE 2

(a. 2)

### ARRANGEMENT ADMINISTRATIF GÉNÉRAL

relatif aux modalités d'application de l'Entente conclue le 12 février 1979 entre le Gouvernement du Québec et le Gouvernement de la République française en matière de sécurité sociale.

Conformément à l'article 39 de l'Entente conclue le 12 février 1979 entre le Gouvernement du Québec et le Gouvernement de la République française en matière de sécurité sociale, ci-après « l'Entente » les autorités compétentes représentées par :

Du côté québécois :

— M. Gilles TRIGANNE, président du Comité de négociation des ententes de réciprocité en matière de sécurité sociale.

Du côté français :

— M. Serge DARMON, chef du Bureau des conventions internationales, Direction de la sécurité sociale, ministère de la Santé et de la Sécurité sociale.

— M. Michel HAMON, chef du Bureau des relations internationales, Direction des Affaires sociales, ministère de l'Agriculture.

Désireuses de donner application à « l'Entente » en vue de faciliter la mobilité des personnes entre le Québec et la France,

Sont convenues des dispositions suivantes :

## TITRE PREMIER DISPOSITIONS GÉNÉRALES

### ARTICLE 1

#### Définitions :

Au sens de « l'Entente » et du présent Arrangement les expressions suivantes signifient :

1. Pour ce qui concerne le Québec

a) activité salariée ou assimilée : une activité qui ouvre droit aux bénéfices prévus aux législations québécoises énumérées à l'article 2 de l'Entente ;

b) allocation en cas de décès : la prestation de décès versée en vertu de la Loi sur le régime de rentes du Québec ;

c) prestation d'invalidité : la rente d'invalidité et la rente d'enfant de cotisant invalide versées en vertu de la Loi sur le régime de rentes du Québec ;

d) prestation de survie : la rente d'invalidité et la rente du Québec ;

e) prestation de vieillesse : la rente de retraite versée en vertu de la Loi sur le régime de rentes du Québec ;

f) résider au Québec : être soumis à l'une des législations québécoises énumérées à l'article 2 de l'Entente.

2. Pour ce qui concerne la France :

France : les départements européens ainsi que les départements d'Outre-Mer de la République française.

### ARTICLE 2

Pour l'application de l'article 1-D 2 de l'Entente, les autorités compétentes françaises communiquent à l'organisme de liaison du Québec la liste des accords de sécurité sociale passés par la France avec des États tiers.

Cette liste, figurant à l'annexe I du présent Arrangement sera complétée au fur et à mesure de la signature de nouveaux accords.

### ARTICLE 3

Pour l'application de l'article 2 paragraphe premier A e de l'Entente, sont couvertes en France, en totalité ou en

partie, par des régimes spéciaux, les activités et entreprises dont la liste figure à l'annexe II du présent Arrangement.

#### ARTICLE 4

Les autorités compétentes se communiquent la liste des institutions responsables de l'application des législations prévues à l'article 2 de l'Entente.

#### ARTICLE 5

1. Dans le cas visés à l'article 3 de l'Entente, les organismes de la Partie dont la législation est applicable, qui sont désignés au paragraphe suivant, établissent, sur requête de l'employeur, un certificat individuel attestant que le travailleur intéressé demeure soumis à cette législation.

Le certificat est émis :

A) en ce qui concerne la législation québécoise, par l'organisme de liaison du Québec.

B) en ce qui concerne la législation française, par la Caisse primaire d'assurance-maladie pour les assurés du régime général,

par la Caisse autonome nationale de Sécurité sociale dans les mines pour les assurés du régime minier,

par la Caisse de mutualité sociale agricole pour les assurés du régime agricole,

par la section « Caisse de retraite des marins » du quartier des affaires maritimes pour les assurés du régime des gens de mer.

2. Si la durée du détachement doit se prolonger au-delà de la période de 3 ans fixée à l'article 3.1a, l'accord prévu à l'article 3.1b de l'Entente doit être demandé avant l'expiration de cette période

A) en ce qui concerne la législation québécoise, à l'organisme de liaison du Québec.

B) en ce qui concerne la législation française, au directeur régional de la Sécurité sociale pour les assurés du régime général et les assurés des régimes autres que les régimes minier, agricole et des gens de mer,

au directeur de la Caisse autonome nationale de Sécurité sociale dans les mines pour les assurés du régime minier,

au directeur régional du Travail et de la Protection sociale agricoles pour les assurés du régime agricole,

au directeur de l'Établissement national des invalides de la marine pour les assurés du régime des gens de mer.

3. La décision prise d'un commun accord par les autorités compétentes des deux Parties en application de l'article

3, paragraphe 1, alinéa b de l'Entente, doit être communiquée aux organismes d'affiliation intéressés ainsi qu'au travailleur, par l'entremise des autorités visées au paragraphe précédent.

#### ARTICLE 6

1. L'Entente ne s'appliquant pas aux « employés d'État », ces termes, aux fins du présent Arrangement, signifient :

— Pour le Québec,

une personne employée par le Gouvernement du Québec,

— Pour la France,

a) les fonctionnaires civils et militaires et les personnels assimilés,

b) les fonctionnaires consulaires de carrière ainsi que les membres des postes consulaires qui ne sont pas résidents permanents ou ressortissants québécois,

c) les personnels salariés autres que ceux visés aux alinéas a et b ci-dessus, au service d'une administration publique française et qui, affectés sur le territoire du Québec, restent soumis au régime de sécurité sociale français.

2. Le ressortissant québécois exerçant une activité salariée au Québec pour le compte du Gouvernement français ou pour le compte personnel d'agents diplomatiques ou consulaires français est soumis aux législations du Québec mentionnées à l'article 2 de l'Entente.

3. Le ressortissant français exerçant une activité salariée en France pour le compte du Gouvernement du Québec est soumis aux législations françaises mentionnées à l'article 2 de l'Entente.

#### ARTICLE 7

La durée maximale de 3 ans pour le détachement d'un travailleur prévue à l'article 3 de l'Entente est une période de 36 mois consécutifs ; cette période commence à courir à la date d'entrée en vigueur de l'Entente à l'égard des travailleurs détachés avant cette date et à la date du détachement dans les autres cas.

#### ARTICLE 8

1. Les travailleurs des entreprises publiques ou privées de transports internationaux non maritimes de l'une des Parties, occupés dans l'autre Partie, comme personnel ambulancier, sont soumis au régime de sécurité sociale en vigueur dans le pays où l'entreprise a son siège.

2. Il en est de même des travailleurs envoyés à titre temporaire dans l'autre pays pour autant que la durée de la

mission n'excède pas les limites prévues à l'article 3.1a de l'Entente.

3. Les personnels salariés autres que ceux visés aux paragraphes 1 et 2 du présent article, occupés dans une succursale ou une représentation permanente sur le territoire de l'une des Parties, sont soumis aux législations de ladite Partie.

## **TITRE II**

### **DISPOSITIONS PARTICULIÈRES**

#### **CHAPITRE I**

##### **MALADIE-MATERNITÉ**

#### **ARTICLE 9**

Aux fins des articles 5, 6 et 12 de l'Entente, la notion de « personnes à charge » est définie par la législation du pays de résidence des intéressés.

Aux fins des articles 7, 8 et 13 de l'Entente, la notion de « personnes à charge » est définie par la législation que l'institution qui sert les prestations est chargée d'appliquer.

#### **ARTICLE 10**

Les dispositions du présent chapitre s'appliquent, en les adaptant, aux services d'hospitalisation prévus par la Loi sur l'assurance-hospitalisation ainsi qu'à ceux offerts en vertu de la Loi sur les services de santé et les services sociaux en vigueur au Québec.

#### **ARTICLE 11**

Aux fins des articles 5 et 6 de l'Entente :

##### **A) Pour le Québec :**

Un travailleur français salarié ou assimilé et une personne à sa charge commencent dès le premier jour de leur arrivée au Québec une période d'assurance au régime d'assurance-maladie s'ils sont des résidents permanents au sens de la Loi concernant l'immigration au Canada ou si le travailleur est détenteur d'un certificat d'acceptation pour travailler au Québec délivré par le ministère des Communautés culturelles et de l'Immigration du Québec. Ces personnes doivent, pour bénéficier du régime d'assurance-maladie dès le premier jour de leur arrivée au Québec, s'inscrire à la Régie de l'assurance-maladie du Québec en utilisant le formulaire d'inscription prescrit par règlement.

##### **B) Pour la France :**

1. Le travailleur salarié ou assimilé se rendant du Québec en France, en vue d'obtenir, pour lui-même ou les personnes à sa charge qui l'accompagnent, les prestations maladie-maternité du régime français doit faire état de sa

qualité de bénéficiaire du régime d'assurance-maladie du Québec. Il est tenu de présenter à l'institution française à laquelle lesdites prestations sont demandées une attestation de sa qualité de bénéficiaire du régime d'assurance-maladie du Québec.

2. L'attestation en cause est délivrée, à la demande du travailleur, par l'institution du Québec auprès de laquelle il était inscrit en dernier lieu avant son départ pour la France.

3. Si le travailleur ne présente pas ladite attestation à l'appui de sa demande de prestations, l'institution française demande à l'institution compétente du Québec de lui faire parvenir l'attestation en cause.

#### **ARTICLE 12**

Aux fins des articles 7 et 9 de l'Entente :

1. Pour bénéficier des prestations en nature maladie et maternité y compris le cas échéant l'hospitalisation, lors d'un séjour temporaire effectué dans son pays d'origine à l'occasion d'un congé payé (ou absence autorisée), le travailleur ou l'une des personnes à charge qui l'accompagnent, dont l'état vient à nécessiter des soins médicaux immédiats, présente à l'institution du lieu de séjour un formulaire délivré, si possible, avant le début du séjour temporaire, par l'institution d'affiliation et attestant que l'intéressé a droit aux prestations en vertu de l'article 7 de l'Entente.

L'attestation délimite la période à l'intérieur de laquelle doit se situer l'acte médical ouvrant droit aux prestations maladie-maternité et indique la durée pendant laquelle peut être effectué le service des prestations dans la limite de trois mois prévue par l'article 7 susvisé.

2. Si le travailleur n'est pas en mesure de présenter l'attestation, l'institution du lieu de séjour s'adresse à l'institution d'affiliation pour l'obtenir.

3. Lorsque le travailleur visé à l'article 7 de l'Entente demande à bénéficier de la prorogation du service des prestations au-delà de la durée primitivement prévue, et dans la limite du nouveau délai de trois mois fixé par ledit article, il adresse sa requête, accompagnée des pièces médicales justificatives, à l'institution du lieu de séjour.

4. Dès réception de la demande, ladite institution fait procéder, le cas échéant, par son contrôle médical, à l'examen de l'intéressé et transmet sans retard copie de l'ensemble du dossier à l'institution d'affiliation lorsque celle-ci est une institution française.

#### **ARTICLE 13**

Aux fins de l'article 8 de l'Entente :

1. Pour conserver le bénéfice des prestations des assurances maladie et maternité dans le pays de leur nouvelle résidence, les travailleurs ou les personnes à leur charge visés à l'article 8 de l'Entente sont tenus de présenter à l'institution du lieu de leur nouvelle résidence une attestation par laquelle l'institution d'affiliation reconnaît leur droit à transférer leur résidence sur le territoire de l'autre Partie et à y bénéficier des prestations aux termes de l'article 8 de l'Entente.

2. Lorsque, pour un motif grave, l'attestation n'a pu être établie antérieurement au transfert de la résidence, l'institution d'affiliation peut, soit de sa propre initiative, soit à la requête du travailleur ou de l'institution du lieu de sa nouvelle résidence, délivrer l'attestation postérieurement au transfert de résidence.

3. Lorsque le travailleur ou une personne à sa charge visé à l'article 8 de l'Entente demande à bénéficier d'une prorogation du service des prestations au-delà de la durée primitivement prévue, il est procédé comme il est indiqué à l'article 12 - 3 et 4 du présent Arrangement.

#### ARTICLE 14

Aux fins de l'article 12 de l'Entente :

1. Pour bénéficier des prestations en nature des assurances maladie et maternité dans le pays de leur résidence, les personnes à la charge du travailleur visées à l'article 12 de l'Entente sont tenues de se faire inscrire, le cas échéant, auprès de l'institution du lieu de leur résidence en présentant une attestation délivrée par l'institution du lieu de travail à la demande, soit du travailleur lui-même, soit de l'institution du lieu de résidence de la famille.

2. Lorsque des prestations en nature sont demandées, les intéressés présentent les pièces justificatives exigées par la législation du pays de résidence pour l'octroi desdites prestations.

3. Dans le cas où l'institution du lieu de résidence est une institution française, la durée de validité de l'attestation, visée au paragraphe premier ci-dessus, présentée à ladite institution est égale à 12 mois. Le point de départ de cette période se situe à la date à partir de laquelle le droit du travailleur aux prestations en nature est ouvert.

Avant l'expiration de la période de validité, l'institution française du lieu de résidence des personnes à la charge du travailleur demande soit au travailleur lui-même, soit à l'organisme de liaison du Québec de fournir une nouvelle attestation d'affiliation.

Le travailleur ou les membres de sa famille sont tenus d'informer l'institution du lieu de résidence de ces derniers de tout changement dans leur situation susceptible de modifier le droit des membres de la famille aux prestations en

nature, notamment tout abandon ou changement d'emploi du travailleur ou tout transfert de résidence de celui-ci ou de sa famille.

#### ARTICLE 15

Aux fins de l'article 13 de l'Entente :

1. Les travailleurs visés à l'article 3 de l'Entente peuvent s'adresser, pour bénéficier de la prise en charge des prestations en nature des assurances maladie et maternité pendant toute la durée de leur séjour dans le pays où ils sont occupés,

- a) soit à l'institution du pays de séjour,
- b) soit à l'institution auprès de laquelle ils sont restés affiliés.

2. Dans le cas visé en a) du paragraphe précédent, l'inscription du travailleur et des personnes à sa charge qui l'accompagnent s'effectue selon les procédures visées à l'article 11 du présent Arrangement.

3. Lorsqu'ils s'adressent à l'institution du pays de séjour, ils doivent présenter le certificat prévu à cet effet ; ils sont alors présumés remplir les conditions d'ouverture du droit aux prestations.

4. L'institution du lieu de séjour n'est tenue au versement des prestations que dans la mesure où les intéressés se sont adressés à elle avant la fin de leur séjour dans le pays où ils sont occupés.

#### ARTICLE 16

Aux fins de l'article 14 de l'Entente :

1. Pour avoir droit et ouvrir droit aux prestations en nature des assurances maladie et maternité, le pensionné ou rentier visé à l'article 14 de l'Entente sollicite auprès de l'institution de son lieu de résidence en France l'établissement du formulaire intitulé « demande d'attestation du droit aux soins de santé ».

2. L'institution française certifie, après vérification, que l'intéressé n'est pas susceptible de bénéficier des soins de santé au titre de sa propre législation, notamment par suite de l'exercice d'une activité salariée ; elle adresse ensuite la demande d'attestation à l'institution québécoise débitrice de la pension ou de la rente.

3. Dès qu'elle est en possession de ce document, l'institution québécoise, après avoir vérifié la qualité de pensionné ou de rentier de l'intéressé au regard de sa propre législation, établit en triple exemplaire une attestation du droit aux soins de santé ou une notification de rejet ; elle en adresse sans délai deux exemplaires à l'institution française, à charge pour cette dernière d'en faire parvenir un

exemplaire au titulaire de la pension ou de la rente, et en conserve le troisième exemplaire par-devers elle.

4. Lorsque le droit est reconnu, l'institution française procède alors à l'inscription de l'intéressé en vue de l'obtention des prestations en nature pour lui-même et pour ses ayants droit.

5. Lorsque lesdites prestations sont demandées, les pensionnés ou rentiers ou leurs ayants droit présentent à l'institution auprès de laquelle ils ont été inscrits les pièces justificatives exigées par la législation française pour l'octroi desdites prestations.

#### ARTICLE 17

Aux fins de l'article 15 de l'Entente :

Les prestations visées à l'article 15 de l'Entente sont servies dans les conditions et selon les formes prescrites par la législation de l'institution qui en assure le service, tant au travailleur qu'aux personnes à sa charge qui l'accompagnent.

#### ARTICLE 18

L'institution qui assure le service des prestations en nature visées aux articles 7, 8, 9, 12, 13 et 15 de l'Entente en conserve la charge.

### CHAPITRE II

#### DISPOSITIONS COMMUNES AUX PRESTATIONS D'INVALIDITÉ, DE VIEILLESSE, DE SURVIE ET ALLOCATIONS EN CAS DE DÉCÈS

#### ARTICLE 19

Pour l'application de l'article 27, II-A de l'entente, les règles à suivre en cas de superposition de périodes d'assurance sont les suivantes :

1. Lorsqu'une période d'assurance accomplie au titre d'une assurance obligatoire sous la législation de l'une des Parties coïncide soit avec une période d'assurance volontaire ou facultative continuée, soit avec une période assimilée à une période d'assurance de l'autre Partie, seule la période d'assurance obligatoire est prise en compte pour les fins de la totalisation des périodes.

2. Si des périodes d'assurance sont écartées de la totalisation en vertu du paragraphe précédent, ces périodes sont prises en compte lors du calcul des prestations payables au titre de la législation en vertu de laquelle elles ont été accomplies.

#### ARTICLE 20

Toute demande de prestation est réputée avoir été reçue par l'institution de chacune des deux Parties à la date à laquelle elle a été reçue par l'une d'elles.

#### ARTICLE 21

Les institutions des Parties contractantes s'informent mutuellement de l'attribution de prestations d'invalidité, liquidées en vertu de l'Entente, au moyen du formulaire prévue à cet effet.

L'information relative à l'attribution de prestations d'autre nature s'effectue selon la procédure visée à l'article 35 du présent Arrangement.

#### ARTICLE 22

Toute période de cotisations accomplie en vertu de la législation française antérieurement à la date où le travailleur a atteint l'âge de 18 ans peut être prise en considération pour déterminer l'admissibilité d'un requérant à une prestation d'invalidité, de survie ou de décès, en vertu de la législation du Québec. Cependant, aucune prestation d'invalidité ne peut être octroyée par le Québec à moins que la période cotisable du cotisant ne soit d'au moins cinq années en vertu du Régime de rentes du Québec. De même, aucune prestation de survie ou de décès ne peut être octroyée par le Québec à moins que la période cotisable du cotisant décédé ne soit d'au moins trois années en vertu du Régime de rentes du Québec.

#### ARTICLE 23

Pour les fins de la totalisation prévue à l'article 16 paragraphe 1 et à l'article 27, II-A-1 de l'Entente, le Québec reconnaît une année d'assurance lorsqu'il est attesté qu'un travailleur a accompli une période d'assurance ou assimilée en vertu du régime français pour au moins un trimestre au cours d'une année civile.

Chaque année d'assurance attestée par la Régie des rentes du Québec est considérée comme équivalente à quatre trimestres d'assurance au regard de la législation française.

#### ARTICLE 24

1. Toutes les prestations et allocations dues par les institutions débitrices sont versées directement aux bénéficiaires conformément aux dispositions des législations de chacune des Parties.

2. Les prestations sont versées aux bénéficiaires par chacune des institutions débitrices, dans la monnaie de la Partie qui effectue le paiement, sans aucune déduction pour

frais d'administration, frais de transfert ou tout autre frais pouvant être encourus pour le paiement de ces prestations.

3. Les prestations acquises au titre de la législation de l'une des deux Parties ne peuvent subir aucune réduction, ni modification, ni suspension, ni suppression, ni confiscation du seul fait que le bénéficiaire réside sur le territoire de l'autre Partie, et elles sont payables sur le territoire de l'autre Partie.

4. Le service des prestations, y compris toutes prestations pour personnes à charge devenues payables en vertu de l'Entente par une Partie aux personnes qui résident sur le territoire de l'autre, est maintenu si les personnes transfèrent leur résidence sur un territoire autre que celui des Parties à l'Entente.

5. Les dispositions relatives à la réduction d'une prestation prévues dans la législation d'une Partie, au cas du cumul d'une prestation de survie avec une prestation d'invalidité versée en vertu de l'Entente ou une prestation de vieillesse versée par l'institution de la Partie concernée, sont applicables à l'encontre du bénéficiaire.

6. Les arrérages de pensions alloués par l'Établissement national des invalides de la marine sont versées directement aux bénéficiaires par le consul de France territorialement compétent.

## CHAPITRE III INVALIDITÉ

### SECTION 1 PRÉSENTATION DE LA DEMANDE

#### ARTICLE 25

La demande de prestation d'invalidité doit être adressée à l'institution à laquelle le travailleur était affilié au moment où est survenue l'interruption de travail suivie de l'invalidité, dans les formes prescrites par la législation que ladite institution est chargée d'appliquer.

Cependant, lorsque l'assuré a transféré sa résidence sur le territoire de l'autre Partie contractante, il peut adresser sa demande dans les formes prescrites par la législation de cette autre Partie à l'institution du pays de résidence, qui la fait parvenir, accompagnée de la documentation requise, à l'institution débitrice.

### SECTION 2 CALCUL DU MONTANT DE LA PRESTATION D'INVALIDITÉ

#### ARTICLE 26

Aux fins de l'article 16 paragraphe 1<sup>er</sup> de l'Entente, l'institution compétente d'une Partie demande à l'institu-

tion compétente de l'autre Partie de lui communiquer les périodes d'assurance accomplies par un requérant en vertu de la législation de cette dernière au moyen du formulaire prévu à cet effet.

#### ARTICLE 27

A) Lorsqu'une prestation d'invalidité devient payable par le Québec, conformément aux dispositions de l'article 16, paragraphe 2 de l'Entente, le calcul de la prestation se fait de la façon suivante :

1. La totalisation des périodes d'assurance ou assimilées s'effectue selon les dispositions de l'article 27, II, paragraphe 4, de l'Entente, compte tenu de l'article 23 du présent Arrangement.

2. Le montant théorique de la partie de la prestation reliée aux gains est obtenu en procédant comme suit :

- a) ajuster les gains inscrits au registre des gains du requérant au Québec,
- b) calculer la moyenne des gains ainsi ajustés,
- c) imputer pour chaque année d'assurance en France un montant égal à cette moyenne,
- d) calculer le montant théorique de la partie de la prestation reliée aux gains conformément aux dispositions de la Loi sur le régime de rentes du Québec.

3. Le montant théorique de la partie fixe de la prestation est déterminé comme étant le montant total de la partie fixe de la prestation telle qu'établie par la législation du Québec.

4. Le montant global de la prestation payable est égal à la somme des résultats obtenus en 2 et 3 ci-dessus.

5. Le montant de la prestation payable aux enfants d'un cotisant déclaré invalide est celui qui est fixé par la législation du Québec.

B) Lorsqu'une prestation d'invalidité est attribuée par une institution française, conformément aux dispositions de l'article 16 paragraphe 2 de l'Entente, le calcul du montant de la prestation est effectué selon les dispositions de la législation que ladite institution est chargée d'appliquer.

#### ARTICLE 28

1. En application du paragraphe 4 de l'article 16 de l'Entente, l'institution qui a reçu la demande en premier lieu fait parvenir à l'institution de l'autre Partie le dossier complet du requérant.

2. L'institution qui aura rejeté la demande doit communiquer sa décision au requérant en l'avisant de la date à laquelle son dossier a été transmis à l'institution compétente de l'autre Partie.



## SECTION 3

### CONTRÔLES MÉDICAL ET ADMINISTRATIF

#### ARTICLE 29

1. Lorsque le requérant ou le titulaire d'une prestation d'invalidité payable par l'institution d'une Partie réside sur le territoire de l'autre Partie, l'institution qui sert la prestation peut, en tout temps, demander aux autorités de l'autre Partie de faire procéder aux examens médicaux qu'elle requiert.

2. Les frais résultant des examens médicaux sont à la charge de l'institution qui les a demandés.

#### ARTICLE 30

Lorsqu'à la suite d'une demande de contrôle de l'institution qui sert la prestation il est constaté que le bénéficiaire d'une pension d'invalidité a repris le travail dans le territoire de l'autre Partie, un rapport est adressé à ladite institution par l'institution du lieu de résidence de l'intéressé.

## SECTION 4

### REMBOURSEMENT ENTRE INSTITUTIONS

#### ARTICLE 31

1. En application de l'article 16, paragraphe 3 de l'Entente, chaque organisme de liaison soit transmettre à l'autre, à la fin de chaque trimestre ou selon toute autre périodicité fixée d'un commun accord, un état de compte indiquant le montant de chaque prestation d'invalidité payé en vertu de l'Entente pendant la période en cause et la proportion afférente à chaque Partie. Chaque Partie, après vérification de cet état, doit payer à l'autre le montant réclamé, sans intérêt.

2. Lorsqu'à la suite de la vérification prévue au paragraphe précédent, une Partie conteste certains montants inscrits sur l'état présenté, elle effectue, sans retard, le remboursement des seuls montants sur lesquels elle est d'accord, en joignant pour les autres montants un avis qui expose les motifs de sa contestation.

La Partie qui reçoit cet avis examine la contestation et fait part de ses constatations dans les plus brefs délais. S'il s'avère que la contestation n'est pas justifiée, le montant en cause est comptabilisé par la Partie qui a contesté et la correction s'effectue lors de la présentation de l'état de compte suivant.

3. L'état de compte dont il est fait mention au paragraphe premier contient les avis de modifications, de suspension, de suppression ou de remise en paiement des prestations.

#### ARTICLE 32

Dans le cas de versement indu de prestation, il incombe à l'institution qui a servi la prestation de poursuivre la répartition de l'indu, dont le montant sera réparti entre les institutions des deux Parties au prorata établi pour le paiement de la prestation en cause. S'il s'avère que ledit montant ne peut être récupéré, la perte en est imputée aux deux institutions selon la même règle.

## CHAPITRE IV

### VEILLESSE ET SURVIE

## SECTION 1

### PRÉSENTATION DE LA DEMANDE

#### ARTICLE 33

1. Le requérant qui désire recevoir une prestation de vieillesse ou une prestation de survie en vertu de l'article 27 de l'Entente, doit adresser sa demande à la Régie des rentes du Québec s'il réside au Québec ou s'il réside ailleurs au Canada et n'a contribué, au Canada, qu'au régime de rentes du Québec. S'il réside en France, le requérant s'adresse à l'institution compétente française.

2. Le requérant d'une prestation de vieillesse ou de survie résidant sur le territoire d'un pays tiers adresse sa demande à l'institution de celle des Parties sous la législation de laquelle le travailleur a été assuré en dernier lieu.

3. Les ressortissants d'un État tiers visés à l'article 1, paragraphe D, 2 de l'Entente, adressent leur demande de prestation de vieillesse ou de survie à la Régie des rentes du Québec.

4. Toutefois, les demandes visées aux paragraphes 1 et 2 ci-dessus sont recevables si elles sont adressées par les requérants soit directement à l'institution compétente de l'autre Partie, soit à l'un des organismes de liaison. Dans ce cas, la demande en cause doit être transmise sans retard à l'institution compétente avec l'indication de la date à laquelle la demande est parvenue initialement.

## SECTION 2

### TRAITEMENT DES DEMANDES

#### ARTICLE 34

1. L'institution compétente qui a reçu une demande conformément à l'article 33 du présent Arrangement transmet, le cas échéant par l'intermédiaire de l'organisme de liaison, la demande à l'institution compétente de l'autre Partie, accompagnée des pièces justificatives requises. Cette disposition s'applique même si aucune prestation n'est payable par l'institution de la première Partie.

2. Les renseignements relatifs à l'état civil inscrits sur la formule de demande mentionnée au paragraphe précédent sont certifiés par l'institution compétente qui transmet la demande.

3. Les documents originaux ou leurs copies sont conservés par l'institution compétente à laquelle ils ont été soumis et des copies de ces documents devront, sur demande, être mises à la disposition de l'autre institution compétente.

4. Tout autre document requis accompagne la formule de demande.

#### ARTICLE 35

1. La demande dont il est fait mention à l'article précédent est transmise à l'institution compétente de l'autre Partie, accompagnée du formulaire prévu à cet effet en deux exemplaires. Ce formulaire mentionne en particulier les périodes d'assurance ou assimilées accomplies en vertu de la législation appliquée par l'institution qui transmet ledit formulaire ainsi que l'indication des droits ouverts au titre de sa propre législation.

2. Sur réception du dossier, l'institution compétente de l'autre Partie détermine les droits du requérant sur la base des seules périodes d'assurance ou assimilées accomplies en vertu de sa propre législation, ou, le cas échéant, ceux qui peuvent résulter de la totalisation des Parties. Cette même institution transmet alors à l'institution compétente de l'autre Partie une copie du formulaire, en y ajoutant les renseignements concernant les périodes d'assurance ou assimilées accomplies en vertu de sa propre législation ainsi que l'indication des avantages auxquels l'intéressé a droit.

3. Sur réception du formulaire, complété des données et des renseignements prévus au paragraphe 2 du présent article, l'institution compétente auprès de laquelle la demande a été déposée en premier lieu, après avoir déterminé, le cas échéant, les droits découlant pour le requérant de la totalisation des périodes d'assurance ou assimilées en vertu de la législation des deux Parties, arrête sa propre décision.

#### ARTICLE 36

Dès qu'une décision est prise par une institution compétente en vertu de sa législation, elle en avise le requérant et lui fait part des voies et délais de recours prévus par sa propre législation ; elle en informe l'institution de l'autre Partie.

### SECTION 3 CALCUL DES PRESTATIONS

#### ARTICLE 37

##### Disposition particulière pour l'application de la législation québécoise

Lorsqu'une prestation de survie devient payable par le Québec, conformément aux dispositions de l'article 27, II de l'Entente, le calcul de la prestation se fait de la façon suivante :

1. la totalisation des périodes d'assurance ou assimilées s'effectue selon les dispositions de l'article 27, II, paragraphe A de l'Entente en tenant compte de l'article 23 du présent Arrangement

2. le montant théorique de la partie de la prestation reliée aux gains est obtenu selon les mêmes dispositions que celles contenues à l'article 27, paragraphe 2, du présent Arrangement

3. le montant théorique de la partie fixe de la prestation est déterminé comme étant le montant total de la partie fixe de la prestation telle qu'établie par la législation du Québec

4. le montant théorique global de la prestation s'obtient en faisant la somme des résultats obtenus en 2 et 3 ci-dessus

5. le montant de la prestation payable par le Québec est obtenu par l'application des dispositions de l'article 27, II-B-3 de l'Entente.

6. le montant théorique de la rente d'orphelin payable aux enfants du cotisant décédé est celui fixé par la législation du Québec, qui est réduit conformément aux dispositions de l'article 27, II-B-3 de l'Entente.

### CHAPITRE V ALLOCATIONS EN CAS DE DÉCÈS

#### ARTICLE 38

En ce qui a trait à la présentation et au traitement d'une demande de prestations de décès, les dispositions des sections 1 et 2 du chapitre IV, du titre II du présent Arrangement s'appliquent en les adaptant.

### CHAPITRE VI ACCIDENTS DU TRAVAIL ET MALADIES PROFESSIONNELLES

#### ARTICLE 39

Aux fins des chapitres 3 de l'Entente, et en vue de l'application du présent chapitre par le Québec :

- a) le mot « rechute » comprend une aggravation ;
- b) l'expression « prestations en nature » signifie l'assistance médicale et la réadaptation ;
- c) l'expression « prestations en espèces » signifie les indemnités versées sous forme de rentes ou au moyen d'un versement de capital unique ;
- d) le mot « survivant » comprend une personne à charge.

#### ARTICLE 40

Toute demande de prestations au titre du chapitre 3 de l'Entente doit être adressé à l'institution du territoire sous la législation duquel l'accident du travail ou la maladie professionnelle est survenu ou a été constatée.

#### ARTICLE 41

Conformément à sa propre législation, l'institution compétente détermine le droit aux prestations en espèces du travailleur ou des personnes à sa charge et en fixe le montant.

Elle avise le travailleur ou la personne à charge et lui fait part des voies et délais de recours prévus par sa législation.

#### ARTICLE 42

1. Pour conserver le bénéfice des prestations en nature dans le pays de leur nouvelle résidence, les travailleurs visés à l'article 19 de l'Entente sont tenus de présenter à l'institution du lieu de leur nouvelle résidence une attestation par laquelle l'institution d'affiliation les autorise à conserver le bénéfice des prestations après le transfert de leur résidence.

Lorsque, pour un motif grave, l'attestation n'a pu être établie antérieurement au transfert de la résidence, l'institution d'affiliation peut, soit de sa propre initiative, soit à la requête du travailleur ou de l'institution du lieu de sa nouvelle résidence, délivrer l'attestation postérieurement au transfert de résidence.

2. Lorsque le travailleur visé à l'article 19 de l'Entente demande à bénéficier de la prorogation du service des prestations au-delà de la durée primitivement prévue, telle qu'indiquée sur le formulaire, il adresse sa requête, accompagnée des pièces médicales justificatives, à l'institution du lieu de séjour.

Dès réception de la demande, ladite institution fait procéder, par son contrôle médical, à l'examen de l'intéressé et transmet sans retard l'ensemble du dossier à l'institution d'affiliation.

L'institution d'affiliation, dès réception du dossier, le soumet à son contrôle médical, lequel émet un avis motivé

dans les moindres délais. Au vu de cet avis, elle prend sa décision et la notifie, au moyen d'un formulaire, d'une part au travailleur intéressé, d'autre part à l'institution du lieu de séjour de ce dernier.

La notification prévue à l'alinéa précédent comporte obligatoirement l'indication de la durée de la prorogation du service et de la nature des prestations. En cas de refus, elle indique le motif du refus ainsi que les voies et délais de recours dont dispose le travailleur.

#### ARTICLE 43

Lorsque le travailleur visé à l'article 20 de l'Entente est victime d'une rechute alors qu'il a transféré sa résidence sur le territoire de l'autre Partie, il doit faire une demande de prestations à l'institution du lieu de sa nouvelle résidence, accompagnée des pièces médicales nécessaires et faisant mention du fait qu'il a déjà reçu des services de l'institution d'affiliation suite à un accident du travail ou à une maladie professionnelle.

La procédure suivie tant par l'institution du lieu de séjour que par l'institution du lieu d'affiliation est celle décrite à l'article 42 du présent Arrangement.

La notification de la décision de l'institution d'affiliation concernant le droit du travailleur à ces prestations est effectuée au moyen d'un formulaire adressé au travailleur ainsi qu'à l'institution du lieu de résidence.

#### ARTICLE 44

Le remboursement des prestations en nature prévu à l'article 22 de l'Entente est effectué par l'institution d'affiliation à celle de la nouvelle résidence au moyen d'un versement annuel, ou selon toute autre périodicité fixée d'un commun accord, couvrant tous les montants déboursés à ce titre du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre de l'année précédente.

En vue d'obtenir ce remboursement, l'institution concernée doit fournir à l'institution d'affiliation pour chacun des travailleurs en cause un relevé individuel des dépenses effectives.

#### ARTICLE 45

Les dispositions des articles 42, 43 et 44 du présent arrangement administratif s'appliquent, par analogie, aux travailleurs visés à l'article 3 de l'Entente lorsque le service des prestations est assuré par l'institution du lieu de séjour.

#### ARTICLE 46

1. Les cas d'urgence qui, au sens de l'article 23 de l'Entente, dispensent de solliciter l'autorisation de l'institution

d'affiliation requise pour les dépenses sur justifications sont ceux où le service des prestations ne peut être différé sans compromettre la santé de l'intéressé.

2. L'autorisation de fournir les services décrits à l'article 23 de l'Entente est obtenue en adressant à l'institution d'affiliation une demande à cet effet qui contient la description des services requis et des coûts impliqués. Sur réception de cette demande l'institution d'affiliation doit faire connaître sa décision dans les plus brefs délais.

3. Lorsque lesdites prestations ont été servies en cas d'urgence, l'institution du lieu de séjour en avise immédiatement l'institution d'affiliation au moyen d'un formulaire.

4. Les formulaires visés aux 2 et 3 ci-dessus doivent être accompagnés d'un exposé des raisons qui justifient l'attribution des prestations et comporter une estimation de leur coût.

5. Les autorités compétentes se communiquent la liste prévue à l'article 23 de l'Entente et s'informent mutuellement des modifications apportées à cette liste.

Les prestations en nature d'une grande importance, s'entendent de tout autre acte médical ou toute autre fourniture médicale, dentaire ou chirurgicale à condition que le coût probable de l'acte ou de la fourniture dépasse le montant suivant :

en France : 700 F

au Québec : 200 dollars

Ce montant peut être révisé d'un commun accord.

#### ARTICLE 47

Pour apprécier le degré d'incapacité permanente dans le cas visé à l'article 24 de l'Entente, le travailleur et l'institution de l'autre Partie doivent fournir à la demande de l'institution de la première Partie toutes les informations relatives aux accidents du travail ou maladies professionnelles survenus ou constatées antérieurement sous la législation de l'autre Partie.

#### ARTICLE 48

1. Sur demande de l'institution compétente, l'institution du lieu de résidence procède aux examens médicaux nécessaires à la révision d'une prestation d'accident du travail ou de maladie professionnelle.

2. L'institution compétente conserve le droit de faire examiner le travailleur par un médecin de son choix et selon les conditions prévues par sa propre législation.

3. Les frais résultant des examens médicaux requis par l'institution compétente sont à sa charge.

#### ARTICLE 49

1. Lorsque l'institution compétente de la Partie du territoire sur lequel la victime a occupé en dernier lieu l'emploi susceptible de provoquer la maladie professionnelle constate que la victime ou ses personnes à charge ne satisfont pas aux conditions de sa législation compte tenu des dispositions des paragraphes 2 et 3 de l'article 23 de l'Entente, ladite institution :

a) transmet sans retard à l'institution de l'autre Partie la décision et les pièces qui l'accompagnent ainsi qu'une copie de l'avis visé ci-dessous ;

b) avise simultanément le travailleur de sa décision de rejet dans laquelle elle indique notamment les conditions qui font défaut pour bénéficier des prestations, les moyens et les délais de recours prévus par la loi et la transmission de la déclaration à l'institution de l'autre Partie.

2. En cas d'introduction d'un recours contre la décision de rejet de l'institution sur le territoire duquel la victime a occupé en dernier lieu l'emploi susceptible de provoquer la maladie professionnelle considérée, cette institution est tenue d'en informer l'institution de l'autre Partie et de lui faire connaître ultérieurement toute décision définitive rendue.

#### ARTICLE 50

Lorsque l'institution débitrice a effectué la répartition prévue à l'article 25 (5) de l'Entente, elle fait parvenir à l'autre institution ou à l'organisme de liaison de l'autre Partie un avis dans lequel elle indique les montants versés au travailleur ou à ses personnes à charge et le montant qui doit être remboursé.

Cette transmission se fait annuellement ou selon toute autre périodicité fixée d'un commun accord.

Aux fins du paragraphe 5 de l'article 23 de l'Entente, les institutions compétentes s'échangent tous renseignements utiles à la détermination de l'état de santé du travailleur.

#### ARTICLE 51

1. En application de l'article 25 de l'Entente, le travailleur est tenu de fournir à l'institution compétente du lieu de sa nouvelle résidence les renseignements nécessaires relatifs aux prestations antérieurement reçues à l'égard de la maladie professionnelle en cause. Si ladite institution l'estime nécessaire, elle peut s'adresser à l'institution qui a servi à l'intéressé les prestations en cause pour obtenir toutes précisions à leur sujet.

2. Dans le cas envisagé à l'article 26, alinéa a de l'Entente, une copie de la décision de refus notifié au travailleur est adressée à l'institution d'affiliation de la première

Partie ; les dispositions du dernier alinéa de l'article 30 du présent Arrangement sont applicables.

3. Dans le cas envisagé à l'article 26, alinéa *b* de l'Entente, l'institution qui assume la charge du montant du supplément en avise l'institution de l'autre Partie.

## CHAPITRE VII ALLOCATIONS FAMILIALES

### ARTICLE 52

1. Les prestations visées à l'article 36 de l'Entente sont payables aux personnes à charge des travailleurs français dès leur arrivée au Québec pour autant qu'ils en fassent la demande conformément aux dispositions des législations en vigueur au Québec.

2. Les travailleurs québécois bénéficient des prestations familiales de la législation française, dans les conditions de ladite législation, dès lors qu'ils sont titulaires d'un titre de séjour régulier.

3. Les prestations sont payées directement par l'institution débitrice dans la monnaie de la Partie qui effectue le paiement conformément aux dispositions de la législation de chacune des Parties.

### ARTICLE 53

1. Au sens de l'article 37 de l'Entente, le terme « prestations familiales » comporte :

A) Pour le Québec :

les allocations familiales du Québec incluant l'augmentation pour enfants handicapés.

B) Pour la France :

les allocations prénatales ;

les allocations postnatales ;

les allocations familiales.

### ARTICLE 54

En application de l'article 37 de l'Entente, les travailleurs détachés se rendant du Québec en France devront, pour obtenir les allocations familiales servies au Québec, fournir à la Régie des rentes du Québec le certificat dont il est fait mention à l'article 5 du présent Arrangement. Les travailleurs détachés se rendant de France au Québec en informent leur caisse d'allocations familiales.

## TITRE III DISPOSITIONS DIVERSES

### ARTICLE 55

Tout renseignement fourni par l'une ou l'autre des Parties est exclusivement utilisé en vue de l'application des dispositions de l'Entente relativement à l'administration ou à l'exécution de la législation de l'une ou l'autre Partie.

### ARTICLE 56

#### Organismes de liaison

Conformément aux dispositions de l'article 39 de l'Entente, les organismes de liaison désignés par chacune des Parties sont :

A) Pour le Québec :

Service de coopération économique et technique, Direction des affaires françaises, ministère des Affaires intergouvernementales, 1225, place Georges-V, Québec, G1R 4Z7

ou

— tout autre organisme que la partie québécoise fera connaître à la partie française par notification.

B) Pour la France :

a) le Centre de sécurité sociale des travailleurs migrants ;

b) toutefois, la Caisse autonome nationale de la sécurité sociale dans les mines joue le rôle d'organisme de liaison pour ce qui concerne les assurés du régime minier en matière de détachements, de pensions d'invalidité et de vieillesse, d'allocation au décès.

### ARTICLE 57

La Commission mixte prévue à l'article 51 de l'Entente se réunit tous les deux ans ou, en tant que de besoin à la demande de l'une des deux Parties pour examiner toute question relative à l'application de l'Entente ou du présent Arrangement.

### ARTICLE 58

Les demandes de remboursement de frais résultant d'examen médicaux prévus aux articles 29, 42, 43, 45 et 46 ci-dessus et des frais de même nature qui pourraient découler de l'application du présent Arrangement sont transmises de part et d'autre aux organismes de liaison désignés par ledit Arrangement. Ces remboursements s'effectuent dans la limite des tarifs en vigueur dans le pays d'affiliation.

**ARTICLE 59**

L'organisme de liaison du Québec transmet au Centre de sécurité sociale des travailleurs migrants une statistique annuelle des paiements effectués, en vertu de l'Entente, à destination de la France.

Le Centre de sécurité sociale des travailleurs migrants communique à l'organisme de liaison du Québec une statistique annuelle des paiements effectués, en vertu de l'Entente, à destination du Québec.

**ARTICLE 60**

Les modèles de formulaires, attestations et notifications nécessaires à la mise en oeuvre des procédures et formalités prévues par le présent Arrangement seront annexés à un arrangement administratif complémentaire.

**ARTICLE 61**

Le présent Arrangement entre en vigueur à la même date que l'Entente.

Fait à Paris, le 11 juillet 1980 en double exemplaire.

Pour les autorités                      Pour les autorités  
compétentes québécoises.      compétentes françaises.

**ANNEXE I****LISTE DES PAYS LIÉS À LA FRANCE PAR UN ACCORD DE SÉCURITÉ SOCIALE**

Pays	Date de la signature	Date d'application
C.E.E. (Règlements 1408/71)	14- 6-1971	1-10-1972
574/72 <sup>1</sup>	21- 3-1972	1-10-1972
Algérie	19- 1-1965	1- 5-1965
Allemagne fédérale <sup>2</sup>	10- 7-1950	7- 1-1952
Andorre	9- 6-1970	10- 6-1970
Autriche	28- 5-1971	1-11-1972
Belgique <sup>2</sup>	17- 1-1948	2- 7-1949
Bénin		en cours de ratification
Cap-Vert		en cours de ratification
Danemark <sup>3</sup>	30- 6-1951	1-10-1952
Espagne <sup>7</sup>	31-10-1974	30- 5-1976
Grèce	19- 4-1958	1- 5-1959
Israël	17-12-1965	1-10-1966
Italie <sup>2</sup>	31- 3-1948	1- 8-1949
Luxembourg <sup>2</sup>	12-11-1949	1- 3-1953
Madagascar	8- 5-1967	1- 3-1968
Mali	11- 3-1965	1-10-1966
Maroc	9- 7-1965	1- 1-1967
Mauritanie	22- 7-1965	1- 2-1967
Monaco	28- 2-1952	1- 4-1954
Niger	28- 3-1973	1-11-1974
Norvège	30- 9-1954	1- 7-1956
Pays-Bas <sup>2</sup>	7- 1-1950	1-11-1951
Pologne	9- 6-1948	1- 3-1949
Portugal <sup>5</sup>	29- 7-1971	1- 4-1973
Roumanie	16-12-1976	1- 2-1978
Royaume-Uni <sup>2 9</sup>	10- 7-1956	1- 5-1958

San-Marin	12- 7-1949	1- 1-1951
Sarre <sup>4</sup>	25- 2-1949	1- 7-1950
Sénégal <sup>6</sup>	29- 3-1974	1- 9-1976
Suède	12-12-1979	en cours de ratification
Suisse <sup>8</sup>	3- 7-1975	1-11-1976
Tchécoslovaquie	12-10-1948	1- 7-1949
Togo	7-12-1971	1- 7-1973
Tunisie	17-12-1965	1- 9-1966
Turquie	20- 1-1972	1- 8-1973
Yougoslavie	5- 1-1950	1- 4-1951

1. Ces règlements se substituent aux anciens règlements nos 3 et 4 qui étaient applicables depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1959. Les règlements C.E.E. s'appliquent depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1959 à l'Allemagne fédérale, la Belgique, la France, l'Italie, le Luxembourg, les Pays-Bas et depuis le 1<sup>er</sup> avril 1973 au Danemark, Irlande, Royaume-Uni.

2. Les règlements de la C.E.E. se substituent à la plupart des dispositions de cette convention.

3. Les règlements de la C.E.E. se substituent à l'ensemble des dispositions de cette convention.

4. Depuis le 1<sup>er</sup> décembre 1965, les règlements de la C.E.E. ont été étendus à la Sarre (accord franco-allemand du 20 décembre 1963). La convention, signée alors que la Sarre constituait un État indépendant, avait été maintenue en vigueur par le traité du 27 octobre 1956 entre la France et la République fédérale d'Allemagne.

5. La convention du 29 juillet 1971 se substitue à la convention du 16 novembre 1957 (J.O. du 27 juin 1959) en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> juin 1959.

6. La convention du 29 mars 1974 se substitue à la convention du 5 mars 1965 en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> juillet 1966.

7. La convention du 31 octobre 1974 se substitue à la convention du 27 juin 1957 entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> avril 1959.

8. La convention du 3 juillet 1975 se substitue à la convention du 9 juillet 1949 entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet 1948.

9. La convention du 10 juillet 1956 reste intégralement en vigueur dans les relations entre la France et l'Île de Jersey.

**ANNEXE II****LISTE DES RÉGIMES SPÉCIAUX FRANÇAIS DE SÉCURITÉ SOCIALE**

Application de l'article 2 1) A), e de l'Entente et l'article 3 de l'Arrangement administratif général.

Sont couvertes en France, en totalité ou en partie, par des régimes spéciaux, les activités et entreprises suivantes :

- a) les entreprises minières et assimilées,
- b) la Société nationale des chemins de fer français (S.N.C.F.),
- c) les chemins de fer d'intérêt général secondaire et d'intérêt local et les tramways,
- d) la Régie autonome des transports parisiens (R.A.T.P.),
- e) les exploitations de production de transport et de distribution d'énergie électrique et de gaz,
- f) la Compagnie générale des eaux,
- g) la Banque de France,
- h) le Crédit foncier,
- i) l'Opéra, l'Opéra comique et la Comédie française,

- j) les études notariales et organismes assimilés,
- k) les activités relevant du régime de sécurité sociale des gens de mer.

**ANNEXE 3**  
(a.2)

**ARRANGEMENT ADMINISTRATIF  
COMPLÉMENTAIRE**

fixant les modèles de formulaires prévus pour l'application de l'Entente sur la sécurité sociale conclue le 12 février 1979 entre le Québec et la France et de l'Arrangement administratif du 11 juillet 1980.

En application des articles 39 et 41 de l'Entente sur la sécurité sociale, conclue le 12 février 1979 entre le Québec et la France, et de l'article 60 de l'Arrangement administratif du 11 juillet 1980, les autorités administratives compétentes, représentées par :

Du côté québécois :  
Monsieur Gilles Triganne, président du Comité de négociation des ententes de réciprocité en matière de sécurité sociale.

Du côté français :  
Monsieur Serge Darmon, chef du Bureau des conventions internationales, Direction de la sécurité sociale, ministère de la Santé et de la Sécurité sociale.

Monsieur Michel Hamon, chef du Bureau des relations internationales, Direction des affaires sociales, ministère de l'Agriculture.

ont arrêté d'un commun accord les modèles de formulaires nécessaires à la mise en oeuvre des procédures et formalités prévues par les accords ci-dessus visés.

**ARTICLE 1<sup>er</sup>**

Les formulaires prévus pour l'application des dispositions de l'Arrangement administratif du 11 juillet 1980, doivent être conformes aux modèles figurant en annexe au présent arrangement.

**ARTICLE 2**

L'impression des formulaires est assurée à la diligence de chacune des parties contractantes.

**ARTICLE 3**

Le présent Arrangement administratif complémentaire entrera en vigueur à la même date que l'Entente du 12 février 1979.

Fait à Québec, le 7 novembre 1980 en double exemplaire,

Pour les autorités compétentes québécoises,  
**GILLES TRIGANNE.**

Pour les autorités compétentes françaises,  
**SERGE DARMON,**  
**MICHEL HAMON.**

SÉCURITÉ  
SOCIALEENTENTE DU 12 FÉVRIER 1979  
ENTRE LA FRANCE ET LE QUÉBECFORMULAIRE  
SE 401-Q-01**CERTIFICAT D'ASSUJETTISSEMENT**

art. 3 par. 1a, 3 par. 2 et 13 de l'Entente

art. 5 par. 1, 8 par. 1 et 2, 15 et 45 de l'Arrangement administratif

Dossier no .....

**1. TRAVAILLEUR**

Nom	Prénoms	Nom de jeune fille
.....	.....	.....
Date de naissance .....	Lieu de naissance .....	
Nationalité .....	Sexe	<input type="checkbox"/> M. <input type="checkbox"/> F.
Adresse dans le pays d'affiliation .....		
Adresse dans le pays d'emploi .....		
No d'immatriculation (France) .....		
No d'assurance sociale (Québec) .....		
No d'assurance-maladie (Québec) .....		

**2. PERSONNES À CHARGE QUI ACCOMPAGNENT LE TRAVAILLEUR**

Nom	Prénoms	Date de naissance	Lien de parenté	No d'assurance-maladie du Québec
.....	.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	.....	.....

**3. EMPLOYEUR**

Nom ou raison sociale .....
No de l'employeur (Québec) .....
Adresse .....



**4. Le travailleur désigné ci-dessus**

**4.1** ☐ est détaché pour une période allant probablement  
du..... au .....

**4.2** ☐ est occupé depuis le .....

**4.3 Dans l'établissement ci-après :**

Nom ou raison sociale .....

Adresse .....

**5. Le travailleur reste soumis à la législation**

☐ québécoise

☐ française

en vertu de l'article de l'Entente

☐ 3 par. 1a

☐ 3 par. 2

☐ du ..... au .....

☐ pour la durée de l'emploi

**6. ORGANISME QUI ÉMET LE CERTIFICAT**

Dénomination .....

Adresse .....

Cachet

Date : .....

Signature .....

**INSTRUCTIONS**

Le formulaire doit être rempli en caractères d'imprimerie, en utilisant les lignes pointillées. Il convient de cocher ou remplir les cases et rubriques appropriées.

L'institution ou l'organisme compétent remplit le formulaire à la demande de l'employeur, en remet un exemplaire au travailleur et en garde un par devers elle. L'institution française qui émet le certificat d'assujettissement en transmet un exemplaire à l'organisme de liaison québécois.

**Indications pour le travailleur maintenu au régime du pays d'affiliation conformément à l'article 3 par. 1 de l'Entente.**

**A/** Pour obtenir le bénéfice des prestations en nature des assurances maladie et maternité, accidents du travail et maladies professionnelles pour lui-même et les personnes à charge qui l'accompagnent, le travailleur a le choix entre deux formules :

— ou bien s'adresser directement à l'institution auprès de laquelle il est resté affilié,

— ou bien s'adresser à l'institution compétente du pays de séjour temporaire :

● au Québec : ils devront s'inscrire en présentant le formulaire SE 401-Q-01, auprès de la Régie de l'assurance-maladie du Québec,

● en France : ils s'adresseront à la Caisse primaire de l'assurance maladie (C.P.A.M.) du lieu de leur résidence en présentant le formulaire SE 401-Q-01.

L'institution du lieu de séjour n'est tenue au versement des prestations que dans la mesure où les intéressés se seront adressés à elle avant la fin de leur séjour dans le pays où ils sont occupés.

Les prestations en espèces seront payées directement au travailleur par l'institution auprès de laquelle il reste affilié.

**B/ Prestations familiales**

Les enfants du travailleur (visé à l'article 3 par. 1 de l'Entente) qui l'accompagnent dans l'autre pays ouvrent droit aux prestations familiales prévues par la législation du pays d'affiliation.

Le service de ces prestations sera assuré directement par l'institution d'allocations familiales compétente du pays d'affiliation, au taux et suivant les modalités prévues par la législation que ladite institution est chargée d'appliquer.

Au sens de l'article 37 de l'Entente, les termes « prestations familiales » signifient :

Pour le Québec :

— les allocations familiales du Québec incluant l'augmentation pour enfants handicapés.

Pour la France :

— les allocations prénatales,

— les allocations postnatales,

— les allocations familiales proprement dites.

Le travailleur devra communiquer directement à sa caisse d'affiliation tout changement dans sa situation ou celle des membres de sa famille.

SÉCURITÉ  
SOCIALEENTENTE DU 12 FÉVRIER 1979  
ENTRE LA FRANCE ET LE QUÉBECFORMULAIRE  
SE 401-Q-02**CERTIFICAT D'ASSUJETTISSEMENT**

Soumis à accord préalable des autorités administratives compétentes

Art. 3 par. 1b, 4 et 13 de l'Entente

Art. 5 par. 2, 15 et 45 de l'Arrangement administratif

☐ Détachement initial supérieur à 3 ans☐ Prolongation de détachement☐ Dérogation exceptionnelle**PARTIE A****1. TRAVAILLEUR**

Nom	Prénoms	Nom de jeune fille
.....		
Date de naissance .....	Lieu de naissance .....	
Nationalité .....	Sexe	<input type="checkbox"/> M <input type="checkbox"/> F
Adresse dans le pays d'affiliation .....		
Adresse dans le pays d'emploi.....		
No. d'immatriculation (France) .....		
No d'assurance sociale au Québec .....		
No d'assurance-maladie au Québec .....		

**2. PERSONNES À CHARGE**

Nom	Prénoms	Date de naissance	No d'assurance- maladie au Québec
.....			
.....			
.....			
.....			

## 3. EMPLOYEUR

Nom ou raison sociale .....
No de l'employeur (Québec) .....
Adresse .....

L'employeur désigné ci-dessus demande que le travailleur visé au cadre 1

- |   |  |
|---|--|
| <input type="checkbox"/> soit assujetti             | <input type="checkbox"/> continue à être assujetti   |
| <input type="checkbox"/> à la législation française | <input type="checkbox"/> à la législation québécoise |
| <input type="checkbox"/> à compter du .....         | <input type="checkbox"/> pour la période du .....    |
|   | au .....   |

dans l'établissement ci-après :

Nom ou raison sociale .....
No de l'employeur (Québec) .....
Adresse .....

pour le motif suivant : .....

.....

.....

(À remplir le cas échéant)

Ce travailleur était porteur d'un certificat d'assujettissement concernant la législation applicable SE 401-Q-01 délivré par l'institution ci-après

Dénomination : .....

Adresse : .....

le ..... et venant à expiration le .....

4. L'autorité compétente du pays d'affiliation désignée conformément à l'article 5 par. 2 de l'Arrangement administratif

Dénomination	
Adresse	
demande le maintien de l'assujettissement à la législation	
<input type="checkbox"/> française	<input type="checkbox"/> québécoise du travailleur désigné au cadre 1
<input type="checkbox"/> du .....	au .....
<input type="checkbox"/> à compter du ..... pour la durée de l'emploi	
Cachet	Date .....
	Signature .....

## PARTIE B

5. L'autorité compétente du pays du lieu de travail désignée conformément à l'article 5 par. 2 de l'Arrangement administratif

Dénomination .....	
Adresse .....	
<input type="checkbox"/> accepte	<input type="checkbox"/> refuse
que le travailleur désigné au cadre 1 reste assujetti à la législation	
<input type="checkbox"/> française	<input type="checkbox"/> québécoise
<input type="checkbox"/> pendant la période du .....	au .....
<input type="checkbox"/> à compter du ..... pour la durée de l'emploi	
Cachet	Date : .....
	Signature .....

## NOTE

Le formulaire doit être rempli en caractères d'imprimerie (en 4 exemplaires) en utilisant uniquement les lignes pointillées.

Il convient de cocher et remplir les cases et rubriques appropriées.

## INSTRUCTIONS

### Indications pour l'employeur

L'employeur doit remplir la partie A du formulaire en 4 exemplaires qu'il enverra à l'autorité administrative compétente du pays d'affiliation du travailleur à savoir

**a) pour le Québec**

Le service de coopération économique et technique — Direction des affaires françaises — ministère des Affaires intergouvernementales — 1225, place Georges V — Québec — Canada — G1R 4Z7

**b) pour la France**

Le directeur régional de la sécurité sociale pour les assurés du régime général et les assurés des régimes autres que les régimes minier, agricole et des gens de mer.

Le directeur régional du Travail et de la Protection sociale agricoles pour les assurés du régime agricole.

Le directeur de la Caisse autonome nationale de sécurité sociale dans les mines pour les assurés du régime minier.

Le directeur de l'Établissement national des invalides de la marine pour les assurés du régime des gens de mer.

### Indications pour les autorités administratives compétentes

L'autorité administrative compétente du pays d'affiliation transmet les 4 exemplaires du formulaire à l'autorité administrative compétente du pays d'emploi. Cette dernière après avoir rempli la partie B en retourne 3 exemplaires à l'autorité administrative du pays d'affiliation qui en enverra un exemplaire à l'employeur, un exemplaire au travailleur et un exemplaire à l'institution d'affiliation.

### Indications pour le travailleur

**a) Assurances maladie et maternité, accidents du travail et maladies professionnelles.**

Pour obtenir le bénéfice de prestations en nature pour lui-même et les membres de sa famille qui l'accompagnent, le travailleur a le choix entre deux formules (art. 13 de l'entente art. 15 de l'arrangement administratif).

— ou bien s'adresser directement à l'institution auprès de laquelle il est resté affilié,

— ou bien s'adresser à l'institution compétente du pays de séjour temporaire.

Au Québec :

il devra s'inscrire en présentant le formulaire SE 401-Q-02 auprès de la Régie de l'assurance-maladie du Québec

En France :

il s'adressera muni du formulaire précité à la C.P.A.M. du lieu de sa résidence.

L'institution du lieu de séjour n'est tenue au versement des prestations que dans la mesure où l'intéressé se sera adressé à elle avant la fin de son séjour.

Les prestations en espèces seront payées directement au travailleur par l'institution à laquelle il reste affilié.

**b) Prestations familiales.**

Les enfants du travailleur qui l'accompagnent dans l'autre pays ouvrent droit aux prestations familiales prévues par la législation du pays d'affiliation.

Le service de ces prestations sera assuré directement par l'institution d'allocations familiales compétente du pays d'affiliation, aux taux et suivant les modalités prévues par la législation que ladite institution est chargée d'appliquer.

Au sens de l'article 37 de l'Entente, les termes « prestations familiales » signifient :

Pour le Québec :

— les allocations familiales du Québec incluant l'augmentation pour enfants handicapés,

Pour la France :

— les allocations prénatales,

— les allocations postnatales,

— les allocations familiales proprement dites.

Le travailleur devra communiquer directement à sa caisse d'affiliation tout changement dans sa situation ou celle des membres de sa famille.

**c) Le travailleur présente, en tant que de besoin, ce certificat à l'employeur du pays de détachement.**

SÉCURITÉ  
SOCIALEENTENTE DU 12 FÉVRIER 1979  
ENTRE LA FRANCE ET LE QUÉBECFORMULAIRE  
SE 401-Q-03**ATTESTATION DU DROIT AUX PRESTATIONS EN NATURE DES  
ASSURANCES MALADIE-MATERNITÉ EN CAS DE SÉJOUR  
TEMPORAIRE DANS LE PAYS D'ORIGINE**

Art. 7 — 9 de l'Entente

Art. 12 de l'Arrangement administratif

Dossier no .....

**1. ASSURÉ**

Nom	Prénoms	Nom de jeune fille
.....	.....	.....
Date de naissance .....		Lieu de naissance .....
Nationalité .....	Sexe <input type="checkbox"/> M <input type="checkbox"/> F (¹)	
État civil	<input type="checkbox"/> marié(e) <input type="checkbox"/> célibataire	
	<input type="checkbox"/> veuf(ve) <input type="checkbox"/> divorcé(e) <input type="checkbox"/> séparé(e) (¹)	
No d'immatriculation (France) .....		
No d'assurance-maladie (Québec) .....		
Adresse habituelle de l'assuré : .....		
.....		

**2. PERSONNES À CHARGE QUI ACCOMPAGNENT L'ASSURÉ**

Nom	Prénoms	Date de naissance	No d'assurance-maladie du Québec
.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	.....
Adresse habituelle (²) : .....			
.....			

3. L'institution désignée ci-dessous indique que les personnes précitées remplissent les conditions pour bénéficier des prestations en nature des assurances maladie-maternité.

4. Ces prestations peuvent être servies pour les cas de maladies survenues entre le ..... et le ..... et pendant 3 mois à compter de la date du service de la première prestation.

**5. INSTITUTION D’AFFILIATION**

Désignation .....	
Adresse .....	
Cachet .....	Date .....
	Signature .....

**NOTES**

<sup>(1)</sup> Cocher la case appropriée (dans la mesure du possible).

<sup>(2)</sup> à compléter lorsque l’adresse des personnes à charge diffère de celle de l’assuré.

**INSTRUCTIONS**

L’institution d’affiliation délivre ce document à l’assuré, si possible avant son départ.

L’acte médical doit se situer à l’intérieur de la période de séjour temporaire. L’attestation doit également mentionner la durée pendant laquelle peut être effectué le service des prestations dans la limite de trois mois.

Lorsque l’assuré demande à bénéficier de la prorogation du service des prestations au-delà de la durée primitivement prévue, il adresse sa requête accompagnée des pièces médicales justificatives à l’institution du lieu de séjour.



SÉCURITÉ  
SOCIALEENTENTE DU 12 FÉVRIER 1979  
ENTRE LA FRANCE ET LE QUÉBECFORMULAIRE  
SE 401-Q-04**ATTESTATION DU DROIT AU MAINTIEN DES PRESTATIONS  
DES ASSURANCES MALADIE ET MATERNITÉ EN CAS DE  
TRANSFERT TEMPORAIRE DE RÉSIDENCE**

Art. 8, 9 de l'Entente

Art. 13 de l'Arrangement administratif

Dossier no .....

**1. ASSURÉ**

Nom	Prénoms	Nom de jeune fille
.....		
Date de naissance .....	Lieu de naissance .....	
Nationalité .....	Sexe	<input type="checkbox"/> M <input type="checkbox"/> F
État civil:	<input type="checkbox"/> Marié <input type="checkbox"/> célibataire <input type="checkbox"/> veuf(ve) <input type="checkbox"/> divorcé(e) <input type="checkbox"/> séparé(e)	
No d'immatriculation (France) .....		
No d'assurance-maladie au Québec .....		
Adresse de l'assuré: .....		
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Dans le pays d'affiliation .....</li> <li>• dans le pays de nouvelle résidence: .....</li> </ul>		

**2. PERSONNE À CHARGE QUI SE REND DANS L'AUTRE PAYS**

Nom	Prénoms	Nom de jeune fille
.....		
Date de naissance .....	No d'assurance-maladie (Québec) .....	
Adresse:		
<ul style="list-style-type: none"> <li>• dans le pays d'affiliation: .....</li> <li>• dans le pays de nouvelle résidence: .....</li> </ul>		

3. La personne désignée ☐ au cadre 1 ☐ au cadre 2 a été autorisée à conserver le bénéfice des prestations en nature des assurances maladie et maternité dans le pays de nouvelle résidence du ..... au ..... (\*)

**4. INSTITUTION D’AFFILIATION**

Dénomination .....	
Adresse .....	
Cachet :	Date .....
	Signature .....

<sup>(1)</sup> Ne concerne que les institutions françaises

**INSTRUCTIONS**

La présente attestation est établie en double exemplaire par l’institution d’affiliation, un exemplaire est remis avant son départ à l’assuré ou à la personne à sa charge autorisé à transférer sa résidence, elle conserve le deuxième par devers elle.

Renseignements à l’usage de l’assuré :

— L’assuré ou la personne à charge muni de la présente attestation s’adresse à l’institution de sécurité sociale de sa nouvelle résidence pour obtenir les prestations en nature des assurances maladie et maternité.

— Les indemnités journalières sont payées le cas échéant directement à l’assuré par l’institution qui a délivré la présente attestation et pendant toute la période prévue par ladite attestation.

— Si l’état de l’assuré ou de la personne à charge le contraint à demander une prolongation des soins de santé et du service des prestations en espèces au-delà de la période prévue par la présente attestation, il adresse sa demande à l’institution du lieu de résidence.

SÉCURITÉ  
SOCIALEENTENTE DU 12 FÉVRIER 1979  
ENTRE LA FRANCE ET LE QUÉBECFORMULAIRE  
SE 401-Q-05**NOTIFICATION DE DÉCISION CONCERNANT LA  
PROLONGATION DU DROIT AUX PRESTATIONS DES ASSURANCES  
MALADIE ET MATERNITÉ****(Séjour temporaire ou transfert temporaire de résidence dans le pays d'origine)**

Art. 7 — 8 — 9 de l'Entente

Art. 12 — 13 de l'Arrangement administratif

Dossier no .....

**1. ASSURÉ**

Nom	Prénoms	Nom de jeune fille
.....	.....	.....
Date de naissance .....		Lieu de naissance .....
Nationalité .....		Sexe <input type="checkbox"/> M <input type="checkbox"/> F
État civil <input type="checkbox"/> marié(e) <input type="checkbox"/> célibataire <input type="checkbox"/> veuf(ve) <input type="checkbox"/> divorcé(e) <input type="checkbox"/> séparé(e) (')		
No d'immatriculation (France) .....		
No d'assurance-maladie (Québec) .....		
Adresse dans le pays d'affiliation : .....		
Adresse dans le pays de nouvelle résidence .....		

**2. PERSONNES À CHARGE QUI ACCOMPAGNENT L'ASSURÉ**

Nom	Prénoms	Date de naissance	No d'assurance-maladie du Québec
.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	.....
Adresse habituelle (²) : .....			

**3. PERSONNE À CHARGE AUTORISÉE À TRANSFÉRER SA RÉSIDENCE**

Nom	Prénoms	Nom de jeune fille
.....		
Date de naissance : ..... No d'assurance-maladie du Québec .....		
Adresse dans le pays d'affiliation : .....		
Adresse dans le pays de nouvelle résidence : .....		

4. La personne désignée ☐ dans le cadre 1 ☐ dans le cadre 3 a été autorisée à conserver le bénéfice des prestations en nature des assurances maladie et maternité du ..... au .....

Les personnes désignées ☐ dans le cadre 2 remplissent les conditions pour bénéficier des prestations en nature des assurances maladie et maternité.

Le bénéfice des prestations en espèces est maintenu au travailleur du ..... au ..... <sup>(1)</sup>

**5. PÉRIODES DE PRISE EN CHARGE DÉJÀ ACCORDÉES**

La personne désignée <input type="checkbox"/> au cadre 1 <input type="checkbox"/> au cadre 3 a bénéficié au titre de l'assurance maladie-maternité — des prestations en nature (soins) pour la période du ..... au .....
--

**6. DÉCISION**

L'institution de la nouvelle résidence de l'intéressé a décidé :
<input type="checkbox"/> d'accorder la prolongation du droit aux prestations en nature pour une durée de ..... du ..... au .....
<input type="checkbox"/> de refuser la prolongation du droit aux prestations en nature.
<sup>(1)</sup> <input type="checkbox"/> d'accorder la prolongation du droit aux prestations en espèces pour une durée de ..... du ..... au .....
<sup>(1)</sup> <input type="checkbox"/> de refuser la prolongation du droit aux prestations en espèces
Motif du refus : .....
.....

**7. VOIES ET DÉLAIS DE RECOURS**

.....
.....
.....

**8. INSTITUTION D’AFFILIATION**

Dénomination .....	
Adresse .....	
Cachet .....	Date .....
Signature .....	

<sup>(1)</sup> ne concerne pas les institutions françaises.

<sup>(2)</sup> à compléter lorsque l’adresse des personnes à charge diffère de celle de l’assuré

**INSTRUCTIONS**

La présente notification établie en triple exemplaire est envoyée par l’institution d’affiliation, d’une part à l’assuré, d’autre part à l’institution du lieu de nouvelle résidence de ce dernier. L’institution d’affiliation conserve le troisième exemplaire par devers elle.

SÉCURITÉ  
SOCIALEENTENTE DU 12 FÉVRIER 1979  
ENTRE LA FRANCE ET LE QUÉBECFORMULAIRE  
SE 401-Q-06

**ATTESTATION D’AFFILIATION DE L’ASSURÉ  
EN VUE DE L’INSCRIPTION DES MEMBRES DE LA FAMILLE**  
(Soins de santé aux membres de la famille de l’assuré demeurés ou  
revenant résider dans le pays autre que celui où l’assuré exerce son activité).  
Art. 12 de l’Entente  
Art. 14 de l’Arrangement administratif

**1. ASSURÉ**

Nom	Prénoms	Nom de jeune fille
.....		
Date de naissance	Lieu de naissance	
.....		
Nationalité	Sexe	<input type="checkbox"/> M <input type="checkbox"/> F
.....		
Adresse		
.....		
No d’assurance-maladie (Québec)		
.....		

**2. MEMBRES DE LA FAMILLE**

Nom	Prénoms	Date de naissance	Lien de parenté	No d’assurance- maladie du Québec
.....				
.....				
.....				
Adresse habituelle :				
.....				

3. Le(s) membre(s) de la famille de l’assuré désigné(s) ci-dessus a (ont) droit aux prestations en nature des assurances maladie et maternité.
4. Ce droit est ouvert à la date du ..... et subsiste pendant 12 mois à compter de cette date.

**5. INSTITUTION D’AFFILIATION**

Dénomination .....	
Adresse .....	
Cachet .....	Date .....
Signature .....	

**INSTRUCTIONS**

La présente attestation est établie par l’institution du lieu de travail; un exemplaire est remis à l’assuré qui le fait parvenir au(x) membre(s) de sa famille résidant dans l’autre pays.

Ceux-ci sont tenus de se faire inscrire, le cas échéant, auprès de l’institution du lieu de leur résidence en présentant le présent formulaire.

La durée de validité de l’attestation est égale à 12 mois. Avant l’expiration de la période de 12 mois, l’institution française du lieu de résidence des membres de la famille demande soit à l’assuré lui-même, soit à la Régie de l’assurance-maladie du Québec de fournir une nouvelle attestation d’affiliation.

SÉCURITÉ  
SOCIALEENTENTE DU 12 FÉVRIER 1979  
ENTRE LA FRANCE ET LE QUÉBECFORMULAIRE  
SE 401-Q-07**I. DEMANDE D'ATTESTATION DU DROIT AUX SOINS DE SANTÉ**  
(Pensionné ou rentier du régime québécois et personnes à charge  
demeurant en France)

Art. 14 de l'Entente

Art. 16 de l'Arrangement administratif

Dossier no .....

**I.1 INSTITUTION FRANÇAISE DE RÉSIDENCE**

Désignation: .....

Adresse: .....

.....

**I.2 RENSEIGNEMENTS SUR LE BÉNÉFICIAIRE**

Nom: ..... Prénoms .....

Nom de jeune fille: .....

Date de naissance ..... Lieu de naissance .....

*Jour Mois Année*Nationalité ..... Sexe: ☐ M. ☐ FÉtat civil: ☐ marié(e) ☐ célibataire ☐ veuf(ve)☐ divorcé(e) ☐ séparé(e)

Adresse dans le pays de résidence: .....

.....

.....

Numéro d'assurance sociale au Québec: .....

Numéro de dossier de l'accident de travail: .....

**INSTRUCTION**

Cette demande doit être remplie par l'institution française de résidence et adressée en deux exemplaires à l'organisme désigné à la partie I.3 qui lui en retourne un dûment complété et conserve le deuxième par devers lui.



**I.3 RENSEIGNEMENTS CONCERNANT LA PENSION**L'intéressé déclare être titulaire d'une pension<sup>(1)</sup>
☐ de vieillesse   ☐ d'invalidité   ☐ de survie de la Régie  
des rentes du Québec   ☐ d'accident du travail

La demande d'attestation sera expédiée à :

Service des ententes  
intergouvernementales  
Régie des rentes du Québec  
C.P. 5200  
Québec, Canada G1W 4B7

La demande d'attestation sera expédiée à :

Commission de la santé et de la sécurité du travail  
a/s Secrétariat général  
1199, de Bleury  
Montréal, Québec,  
Canada

<sup>(1)</sup> Lorsque plus d'une pension est versée, expédier le formulaire à la Régie des rentes.  
Cachet, date et signature de l'institution du lieu de résidence :

**II. CERTIFICAT DE L'INSTITUTION QUÉBÉCOISE VERSANT LA PENSION**

Ce certificat est complété par l'institution québécoise débitrice d'une des pensions visées à la partie I.3 puis est retourné à l'institution française désignée à la partie I.1.

La Régie des rentes du Québec informe l'institution française du lieu de résidence que le bénéficiaire désigné à la partie I.2.

☐ est titulaire d'une pension

☐ de vieillesse  
☐ de survie  
☐ d'invalidité

date de début de la rente : .....

n'est pas titulaire d'une prestation de vieillesse ou  
d'invalidité de la Régie des rentes du Québec.

Cachet, date et signature

La Commission de la santé et de la sécurité du travail informe que le bénéficiaire désigné à la partie I.2.

☐ est titulaire d'une pension d'accident de travail

Date de début  
de la prestation : .....

☐ n'est pas titulaire d'une prestation d'accident du travail

Cachet, date et signature

SÉCURITÉ  
SOCIALEENTENTE DU 12 FÉVRIER 1979  
ENTRE LA FRANCE ET LE QUÉBECFORMULAIRE  
SE 401-Q-08**I. DEMANDE D'ATTESTATION CONCERNANT LES PÉRIODES  
D'ASSURANCES AU QUÉBEC**

Art. 5, 16, 33 de l'Entente

Art. 11, 26 de l'Arrangement administratif

**I.1 INSTITUTION DU LIEU DE RÉSIDENCE**

Désignation: .....

Adresse: .....

.....

**I.2 RENSEIGNEMENTS CONCERNANT LE TRAVAILLEUR OU L'ASSURÉ**

Nom: ..... Prénoms .....

Nom de jeune fille: .....

Date de naissance ..... Lieu de naissance .....

*Jour Mois Année*Nationalité ..... Sexe ☐ M. ☐ FÉtat civil: ☐ marié(e) ☐ célibataire ☐ veuf(ve)☐ divorcé(e) ☐ séparé(e)

Adresse: .....

.....

Numéro d'immatriculation en France: .....

Numéro d'assurance sociale au Québec: .....

Numéro d'assurance maladie du Québec: .....

**I.3 Le travailleur cité au cadre 1.2 a formulé auprès de nos services une demande de prestation de l'assurance**☐ maladie-maternité☐ invalidité☐ décès

au titre de l'article

☐ 5☐ 16☐ 33 de l'Entente

R.A.M.Q.

R.R.Q.

R.R.Q.

Il nous est nécessaire de connaître ses périodes d'assurance correspondantes accomplies au Québec

Cachet

Date et signature

**II. ATTESTATION CONCERNANT LES PÉRIODES D'ASSURANCES AU QUÉBEC****L'INSTITUTION**

☐ Régie des rentes du Québec  
Service des ententes  
intergouvernementales  
C.P. 5200  
Québec, Canada G1W 1B7

☐ Régie de l'assurance-maladie du Québec  
Direction des services aux bénéficiaires  
C.P. 6600  
Québec, Canada

Indique que le travailleur

- ☐ n'a jamais contribué au Régime de rentes du Québec
- ☐ a contribué pour les périodes suivantes

\_\_\_\_\_ de \_\_\_\_\_ à \_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

Nombre total d'années créditées \_\_\_\_\_

Cachet

Date

Signature

Indique que l'assuré

- ☐ est encore bénéficiaire de l'assurance-maladie du Québec
- ☐ n'a jamais été bénéficiaire de l'assurance-maladie du Québec
- ☐ a été bénéficiaire de l'assurance-maladie du Québec jusqu'au.....

Cachet

Date

Signature

SÉCURITÉ  
SOCIALEENTENTE DU 12 FÉVRIER 1979  
ENTRE LA FRANCE ET LE QUÉBECFORMULAIRE  
SE 401-Q-09**RAPPORT SUR LA SITUATION D'UN PENSIONNÉ D'INVALIDITÉ**  
Art. 30 de l'Arrangement administratif

Le présent rapport est établi à la suite d'un contrôle administratif effectué, à la demande de l'institution qui sert la pension d'invalidité désignée à la partie I, par l'institution du pays de résidence.

**I. L'INSTITUTION QUI SERT LA PENSION D'INVALIDITÉ :**☐ Désignation : .....

Adresse : .....

.....

.....

☐ Régie des rentes du Québec  
Service des ententes intergouvernementales  
C.P. 5200  
Québec, Canada G1W 4B7

Demande à l'Institution du pays de résidence du pensionné de faire procéder à un contrôle administratif du pensionné ci-dessous désigné :

Nom : ..... Prénoms : .....

Nom de jeune fille : .....

Date de naissance : ..... Lieu de naissance : .....  
*Jour Mois Année*Nationalité : ..... Sexe : ☐ M. ☐ F

Numéro d'assurance sociale au Québec : .....

Numéro d'immatriculation en France : .....

Adresse : .....

Date du début de la rente : .....

Profession exercée avant l'incapacité de travail

suivie d'invalidité<sup>(1)</sup> : .....Titulaire de la pension d'invalidité<sup>(1)</sup> :

numéro : ..... catégorie : .....

<sup>(1)</sup> à remplir par l'institution française seulement

Cachet

Date et signature

N.B. : L'institution québécoise adressera sa demande à l'organisme de liaison français qui en assurera l'acheminement à l'institution du lieu de résidence.

## II. L'INSTITUTION DU LIEU DE RÉSIDENCE

☐ Désignation: .....

Adresse: .....

☐ Régie des rentes du Québec  
Service des ententes intergouvernementales  
C.P. 5200  
Québec, Canada G1W 4B7

après avoir fait procéder à un contrôle administratif de la situation de l'intéressé avise l'institution qui sert la pension que celui-ci:

☐ n'a pas repris d'activité professionnelle rémunératrice☐ a repris une activité professionnelle rémunératrice☐ Cette activité est une activité salariée

Nature de l'emploi: .....

Montant du salaire actuel

☐ par jour☐ par semaine☐ par quinzaine☐ par mois☐ par an

.....S ou .....F

☐ Cette activité est une activité indépendante

Nature de l'activité: .....

Montant du revenu lié à cette activité:

☐ par jour☐ par semaine☐ par quinzaine☐ par mois☐ par trimestre☐ par an

.....S ou .....F

Observations: .....

Cachet

Date et signature

N.B.: Cette formule est retournée à l'institution désignée à la partie I.

SÉCURITÉ  
SOCIALEENTENTE DU 12 FÉVRIER 1979  
ENTRE LA FRANCE ET LE QUÉBECFORMULAIRE  
SE 401-Q-10**PENSION D'INVALIDITÉ****Remboursement entre institutions**

Art. 16 par. 3 de l'Entente

Art. 31 de l'Arrangement administratif

**1. RENSEIGNEMENTS CONCERNANT LE PENSIONNÉ**

Nom .....	Prénoms .....	Nom de jeune fille .....
Date de naissance .....	Lieu de naissance .....	
No. d'immatriculation (France): .....		
No. d'assurance sociale (Québec): .....		
Adresse dans le pays de résidence: .....		

**2. RENSEIGNEMENTS CONCERNANT LA PENSION**

Point de départ de la pension .....	
Taux .....	Montant versé au cours de l'année: .....
No. de la pension .....	
Périodes validées au Québec .....	
Périodes validées en France .....	
Pourcentage à charge du Québec .....	
Pourcentage à charge de la France .....	
Montant à la charge du Québec .....	
Montant à la charge de la France .....	
Date de <input type="checkbox"/> suspension, <input type="checkbox"/> suppression ou <input type="checkbox"/> transformation de la pension .....	
Motif .....	

3. L'institution du lieu de résidence citée au cadre 4 demande le remboursement de la somme de: .....

**4. Institution du lieu de résidence**

Dénomination .....	
Adresse .....	
Cachet	Date et signature

**INSTRUCTIONS**

Ce formulaire sera établi en double exemplaire par l'institution du lieu de résidence du pensionné d'invalidité qui en adresse un exemplaire à son organisme de liaison.

Les créances seront présentées chaque année par l'organisme de liaison de chaque pays. À ces formulaires établis pour chaque pensionné sera joint un état récapitulatif des créances.

SÉCURITÉ  
SOCIALEENTENTE DU 12 FÉVRIER 1979  
ENTRE LA FRANCE ET LE QUÉBECFORMULAIRE  
SE 401-Q-11 F**FORMULAIRE DE LIAISON ENTRE INSTITUTIONS  
LORS DE L'INSTRUCTION D'UNE DEMANDE DE  
PENSION PRÉSENTÉE AUPRÈS DES INSTITUTIONS FRANÇAISES**

Art. 27, 28, 29, 30, 31 de l'Entente

Art. 21, 26, 33, 34, 35, 36 de l'Arrangement administratif

## INSTITUTION FRANÇAISE

Désignation .....

Adresse: .....

.....

Numéro de dossier attribué:

— par l'institution compétente française: .....

— par la Régie des rentes du Québec: .....

Date de présentation de la demande: .....

*jour mois année*

Nature de la demande de prestation à instruire

☐ Demande de prestation en vertu de la législation québécoise☐ prestations de vieillesse☐ prestations de survie☐ Demande de renseignements concernant les périodes créditées au Québec pour l'ouverture du droit  
par totalisation à prestations en vertu de la législation française☐ prestations de vieillesse☐ allocation en cas de décès☐ pension de réversion☐ Demande de prestations d'invalidité servies par la France à la charge des deux institutions



**1. PARTIE À REMPLIR PAR L'INSTITUTION FRANÇAISE****1.1 RENSEIGNEMENTS CONCERNANT L'ASSURÉ**

Nom : .....	Prénoms : .....
Nom de jeune fille : .....	
Date de naissance : ..... <i>jour mois année</i>	Lieu de naissance : .....
Numéro d'immatriculation en France : .....	
Numéro d'assurance sociale au Québec : .....	

**1.2 RENSEIGNEMENTS CONCERNANT LE REQUÉRANT**  
(pension de réversion seulement)

Nom : .....	Prénoms : .....
Nom de jeune fille : .....	
Date de naissance : ..... <i>jour mois année</i>	Lieu de naissance : .....
Numéro d'immatriculation en France : .....	
Numéro d'assurance sociale au Québec : .....	

**1.3 PÉRIODES D'ASSURANCE OU ÉQUIVALENTES CRÉDITÉES EN FRANCE**

Année	du	au	nombre de trimestres
Total :			

**1.4 PRESTATIONS DE VIEILLESSE ET/OU DE RÉVERSION VERSÉES PAR LA FRANCE**  
COMPTE TENU DES SEULES COTISATIONS VERSÉES EN FRANCE

Nature de la prestation	Date de début	Montant trimestriel
Motifs pour lesquels aucune prestation de vieillesse et/ou de réversion n'est versée :		

Cachet

Date et signature

**II. PARTIE À COMPLÉTER PAR LA RÉGIE DES RENTES DU QUÉBEC**

La Régie des rentes ne complétera que les tableaux requis par l'institution française

**☒ II.1 INSTITUTION QUÉBÉCOISE**

Régie des rentes du Québec  
Service des ententes intergouvernementales  
C.P. 5200  
Québec, Canada G1W 4B7

**☐ II.2 PÉRIODES D'ASSURANCES CRÉDITÉES PAR L'INSTITUTION QUÉBÉCOISE**

de	à	de	à
Total des années créditées			

**☐ II.3 PRESTATIONS VERSÉES PAR L'INSTITUTION QUÉBÉCOISE**

La Régie des rentes du Québec indique que :

- |  |   |
|--|---|
| <input type="checkbox"/> Le cotisant ouvre droit : | <input type="checkbox"/> aux prestations de vieillesse  |
| <input type="checkbox"/> aux prestations de survie | <input type="checkbox"/> à l'allocation en cas de décès |
| <input type="checkbox"/> par totalisation          | <input type="checkbox"/> sans totalisation              |

La pension servie par la Régie des rentes s'élève à :  
.....\$ mensuellement

- |  |   |
|--|---|
| <input type="checkbox"/> Le cotisant n'ouvre pas droit | <input type="checkbox"/> à la prestation de vieillesse  |
| <input type="checkbox"/> aux prestations de survie     | <input type="checkbox"/> à l'allocation en cas de décès |

pour les motifs suivants : .....

.....

Il a été personnellement prévenu des voies et délais de recours à sa disposition

Cachet

Date et signature

**III. PARTIE À COMPLÉTER PAR L'INSTITUTION FRANÇAISE**

L'institution française ne complétera cette partie qu'à la requête de la Régie des rentes (à moins qu'il ne s'agisse d'une demande de prestations d'invalidité)

☐ **III.1 PRESTATIONS VERSÉES PAR L'INSTITUTION FRANÇAISE EN VERTU DE LA TOTALISATION DES PÉRIODES D'ASSURANCES CRÉDITÉES AU QUÉBEC ET EN FRANCE**

L'institution française indique que :

☐ L'intéressé ouvre droit

☐ à prestations de vieillesse

☐ à l'allocation en cas de décès

☐ à pension de réversion

☐ aux prestations d'invalidité par totalisation des périodes accomplies dans les deux pays

La pension servie par l'institution française s'élève à : .....F trimestriellement

☐ L'intéressé n'ouvre pas droit

☐ à prestation de vieillesse

☐ à l'allocation en cas de décès

☐ à pension de réversion

☐ aux prestations d'invalidité par la totalisation des périodes d'assurances accomplies dans les deux pays,

pour les motifs suivants : .....

.....

Voies et délais de recours : .....

☐ **III.2 RENSEIGNEMENTS CONCERNANT LE CALCUL DES PRESTATIONS D'INVALIDITÉ**

L'institution française transmet également les informations suivantes à l'organisme de liaison français.

Périodes d'assurances créditées par la France .....	années
Périodes d'assurances créditées par le Québec .....	années
Montant trimestriel des prestations dues .....	F
Pourcentage à la charge de la France .....	
Pourcentage à la charge du Québec .....	
Montant à la charge de la France .....	F
Montant à la charge du Québec .....	F
Point de départ de la pension .....	No de pension .....

Cachet

Date et signature

SÉCURITÉ  
SOCIALEENTENTE DU 12 FÉVRIER 1979  
ENTRE LA FRANCE ET LE QUÉBECFORMULAIRE  
SE 401-Q-11 Q**FORMULAIRE DE LIAISON ENTRE INSTITUTIONS  
LORS DE L'INSTRUCTION D'UNE DEMANDE DE  
PENSION PRÉSENTÉE AUPRÈS DE LA RÉGIE DES RENTES DU QUÉBEC**

Art. 27, 28, 29, 30, 31 de l'Entente

Art. 26, 33, 34, 35, 36 de l'Arrangement administratif

**INSTITUTION QUÉBÉCOISE**

Régie des rentes du Québec  
Service des ententes intergouvernementales  
C.P. 5200  
Québec, Canada G1W 4B7

Numéro de dossier attribué :

— par l'institution compétente française : .....

— par la Régie des rentes du Québec : .....

Date de présentation de la demande : .....  

*jour*
*mois*
*année*

Date postérieure fixée par le demandeur pour l'entrée en jouissance de la pension .....

Nature de la demande de prestation à instruire

☐ Demande de prestation en vertu de la législation française  
(formulaire ci-joint)

☐ prestation de vieillesse

☐ pension de réversion

☐ Demande de renseignements concernant les périodes créditées en France pour l'ouverture du droit  
par totalisation à prestations en vertu du Régime de rentes du Québec

☐ prestations de survie

☐ allocation en cas de décès

☐ Demande de prestations d'invalidité servies par le Québec à la charge des deux institutions.

**I. PARTIE À REMPLIR PAR LA RÉGIE DES RENTES DU QUÉBEC****I.1 RENSEIGNEMENTS CONCERNANT LE COTISANT**

Nom : .....	Prénoms : .....
Nom de jeune fille : .....	Nationalité : .....
Date de naissance : ..... <i>jour mois année</i>	Lieu de naissance : .....
Numéro d'assurance sociale au Québec : .....	
Numéro d'immatriculation en France : .....	

**I.2 RENSEIGNEMENTS CONCERNANT LE REQUÉRANT**  
(prestation de survie seulement)

Nom : .....	Prénoms : .....
Nom de jeune fille : .....	
Date de naissance : ..... <i>jour mois année</i>	Lieu de naissance : .....
Numéro d'assurance sociale au Québec : .....	
Numéro d'immatriculation en France : .....	

**I.3 PÉRIODE D'ASSURANCE CRÉDITÉE PAR LE QUÉBEC**

de	à	de	à
Nombre d'années créditées			

#### I.4 PRESTATIONS DE VIEILLESSE ET/OU DE SURVIE VERSÉES PAR LA RÉGIE DES RENTES COMPTE TENU DES SEULES COTISATIONS VERSÉES AU QUÉBEC

Nature de la prestation	date de début	Montant mensuel
-------------------------	---------------	-----------------

Motifs pour lesquels aucune prestation de vieillesse ou de survie n'est versée .....

.....

.....

Cachet

Date et signature

## II. PARTIE À COMPLÉTER PAR L'INSTITUTION FRANÇAISE

L'institution française ne complétera que les tableaux requis par la Régie des rentes du Québec

### ☒ II.1 INSTITUTION FRANÇAISE

Désignation: .....

Adresse: .....

.....

### ☐ II.2 PÉRIODES D'ASSURANCES OU ÉQUIVALENTES CRÉDITÉES PAR L'INSTITUTION FRANÇAISE

Année	du	au	nombre de trimestres
Total:			

**II.3 PRESTATIONS VERSÉES PAR L'INSTITUTION FRANÇAISE**

L'institution française indique que :

- ☐ L'intéressé ouvre droit à pension ..... au titre de la législation qu'elle applique
- ☐ par totalisation ☐ sans totalisation

La pension (ou fraction de pension) à charge de l'institution française s'élève à : ..... F

- ☐ L'intéressé n'ouvre pas droit à pension ..... au titre de la législation qu'elle applique pour les motifs suivants :

Voies et délais de recours : .....

.....

Cachet

Date et signature

**III. PARTIE À COMPLÉTER PAR LA RÉGIE DES RENTES DU QUÉBEC**

La Régie des rentes du Québec ne complètera cette partie qu'à la requête de l'institution française (à moins qu'il ne s'agisse d'une demande de prestations d'invalidité)

☐ **III.1 PRESTATIONS VERSÉES PAR LA RÉGIE DES RENTES DU QUÉBEC EN VERTU DE LA TOTALISATION DES PÉRIODES D'ASSURANCES CRÉDITÉES AU QUÉBEC ET EN FRANCE**

La Régie des rentes du Québec indique que :

- ☐ Le cotisant ouvre droit
- ☐ aux prestations de survie ☐ à l'allocation en cas de décès
- ☐ aux prestations d'invalidité par la totalisation des périodes accomplies dans les deux pays

La pension servie par la Régie des rentes s'élève à :

.....\$ mensuellement

- ☐ Le cotisant n'ouvre pas droit
- ☐ aux prestations de survie ☐ à l'allocation en cas de décès
- ☐ aux prestations d'invalidité par la totalisation des périodes d'assurances accomplies dans les deux pays

pour les motifs suivants : .....

.....

Il a été personnellement avisé des voies et délais de recours à sa disposition



☐ **III.2 RENSEIGNEMENTS CONCERNANT LE CALCUL DES PRESTATIONS D'INVALIDITÉ**

Périodes d'assurances créditées par le Québec .....	années
Périodes d'assurances créditées par la France .....	années
Montant mensuel des prestations dues .....	\$
Pourcentage à la charge du Québec .....	
Pourcentage à la charge de la France .....	
Montant à la charge du Québec .....	\$
Montant à la charge de la France .....	\$
Point de départ de la pension .....	No de la pension .....

Cachet

Date et signature

SÉCURITÉ  
SOCIALEENTENTE DU 12 FÉVRIER 1979  
ENTRE LA FRANCE ET LE QUÉBECFORMULAIRE  
SE 401-Q-12-F**DEMANDE DE PENSION DE VIEILLESSE OU DE SURVIVANTS**  
**(Législation française)**

Art. 27, 28, 29, 30 et 31 de l'Entente

Art. 33, 34, 35 et 36 de l'Arrangement administratif

**PERSONNELLE** qui résulte de vos versements

Attention: Rayer ce cadre si vous désirez obtenir seulement une retraite de réversion

**DE RÉVERSION** qui résulte des versements de votre conjoint décédé ou disparu**1. DEMANDEUR**

Nom (en majuscules):

Prénoms (souligner le prénom usuel):

Nom de jeune fille:

Sexe:

No. d'immatriculation en France .....

NAISSANCE:

No. d'assurance sociale au Canada .....

Date:

Lieu

(pour Paris, Lyon, Marseille, préciser l'arrondissement)

Département:

NATIONALITÉ:

ADRESSE:

No. de rue, lieu-dit

Localité

Code postal

bureau distributeur

Êtes-vous célibataire? répondre par OUI ou NON:

Si NON, date du mariage:

Éventuellement:

Veuf ou veuve depuis le:

séparé(e) le:

divorcé(e) le:

**2. CONJOINT** (époux ou épouse du demandeur)

À compléter même si le conjoint est décédé

Nom (en majuscules): .....	
Prénoms (souligner le prénom usuel): .....	
Nom de jeune fille:	No. d'immatriculation en France .....
NAISSANCE:	No. d'assurance sociale au Canada .....
Date:	
Lieu:	
(Pour Paris, Lyon, Marseille, préciser l'arrondissement)	
Département:	

**3. ENFANTS**

Enfants du demandeur	Les avez-vous élevés et eus à votre charge ou à celle de votre conjoint pendant au moins 9 ans avant leur 16 <sup>e</sup> anniversaire (répondre pour chacun d'eux par OUI ou NON)		
Nom	Prénom	Date de naissance	Éventuellement décès

Autres enfants élevés par le demandeur (enfants du conjoint, recueillis, etc..)

--

## 4. RENSEIGNEMENTS CONCERNANT LE DEMANDEUR

— Au cours des deux années précédant votre demande avez-vous été salarié ?

répondre par OUI ou par NON

Si OUI, complétez le tableau ci-dessous

Période d'emploi	Profession	Nom adresse et no de l'employeur
du _____ au _____		(figurant sur le bulletin de salaire)

— Au cours des deux dernières années précédant votre demande avez-vous interrompu votre travail ?

répondre par OUI ou par NON

Pour maladie ou accident du travail ?

Pour chômage ?

— Avez-vous cessé toute activité salariée ?

répondre par OUI ou par NON

Si OUI, à quelle date ?

et quelle était votre dernière profession ?

— Avez-vous cotisé aux Retraites Ouvrières et Paysannes entre 1910 et 1930

répondre par OUI ou par NON

Si OUI, à quelle date ?

dans quel département ?

— En dehors des régimes complémentaires AVEZ-VOUS APPARTENU À UN AUTRE RÉGIME de RETRAITE : RÉGIME LOCAL D'ALSACE-LORRAINE avant le 1<sup>er</sup> juillet 1946 RÉGIME DES SALARIÉS (agricoles, fonctionnaires, marine, mines, S.N.C.F., E.D.F., G.D.F. etc...), RÉGIME DE NON-SALARIÉS (commerçants, artisans, professions libérales, exploitants agricoles) et RÉGIMES ÉTRANGERS

répondre par OUI ou par NON

Si OUI, remplissez le cadre ci-dessous :

Nom et adresse des régimes auxquels vous avez appartenu	Profession exercée	Numéro d'inscription au régime
— Percevez-vous une retraite personnelle au titre de ces régimes ?		répondre par OUI ou par NON
— Percevez-vous une retraite de réversion ?		répondre par OUI ou par NON
— Avez-vous déjà déposé une autre demande de retraite personnelle ?		répondre par OUI ou par NON
de réversion ?		répondre par OUI ou par NON

## 5. DEMANDEUR DE MOINS DE 65 ANS

Dans les cas énumérés ci-dessous, la retraite demandée à partir de 60 ans peut être calculée comme si le demandeur avait atteint 65 ans.

répondre par OUI ou par NON

### FAITES-VOUS VOTRE DEMANDE :

Au titre de l'incapacité au travail (reconnue médicalement) ?

Au titre d'ancien combattant ou ancien prisonnier de guerre ?

Au titre d'interné, déporté politique ou de la résistance ?

Au titre de travailleur manuel ayant exercé une activité pénible ?

Au titre d'ouvrière mère de 3 enfants ?

Au titre de femme justifiant d'au moins 150 trimestres d'assurance ?

**6. RENSEIGNEMENTS CONCERNANT LE CONJOINT**

(époux ou épouse du demandeur)

à compléter même si le conjoint est décédé

VOTRE CONJOINT PERÇOIT-IL ou PERCEVAIT-IL une retraite ?

répondre par OUI ou par NON

Si OUI, nom et adresse de la Caisse qui l'a attribuée :

Sous quel numéro ?

VOTRE CONJOINT A-T-IL DÉPOSÉ UNE DEMANDE DE RETRAITE ?

répondre par OUI ou par NON

Si OUI, nom et adresse de la Caisse qui l'a reçue :

VOTRE CONJOINT EST-IL OU A-T-IL ÉTÉ SALARIÉ ?

répondre par OUI ou par NON

Si OUI, jusqu'à quelle date ?

VOTRE CONJOINT EXERCE-T-IL ou A-T-IL EXERCÉ UNE DES PROFESSIONS INDÉPENDANTES SUIVANTES : Commerçant, artisan, chef d'entreprise, exploitant agricole ou membre d'une exploitation agricole, profession libérale ?

répondre par OUI ou par NON

Si OUI, nature du métier exercé

**7. MAJORATION POUR CONJOINT**

Une majoration peut être accordée lorsque le conjoint ne dispose pas de ressources personnelles dépassant la limite légale et s'il est âgé d'au moins 65 ans ou si âgé de 60 à 65 ans, il est reconnu médicalement inapte au travail.

Le droit à la majoration ne pourra être étudié que si vous répondez aux questions ci-dessous :

VOTRE CONJOINT A-T-IL DISPOSÉ DE RESSOURCES (y compris des salaires) AU COURS DES 3 MOIS PRÉCÉDANT CETTE DEMANDE ?

répondre par OUI ou par NON

Si OUI, complétez le tableau ci-dessous :

**MONTANT DES RESSOURCES**NATURE DES RESSOURCES  
DU CONJOINTAu cours des 3 mois  
précédant cette demandeAu cours des 12 mois  
précédant cette demande

SALAIRES (montant brut)

PENSIONS, RETRAITES, RENTES

(y compris les retraites  
complémentaires)

AUTRES RESSOURCES OU REVENUS

**VOTRE CONJOINT EST-IL PERSONNELLEMENT PROPRIÉTAIRE DE BIENS ?**

(Maisons, terrains, titres, etc...)

répondre par OUI ou par NON

Si OUI, valeur actuelle de ces biens ?

**VOTRE CONJOINT A-T-IL FAIT DONATION DE BIENS ? (Maisons, terrains, etc...)**

répondre par OUI ou par NON

Si OUI, à quelle date ?

**DEMANDEZ-VOUS LA MAJORATION AU TITRE DE L'INAPTITUDE AU TRAVAIL DE VOTRE CONJOINT ?**

répondre par OUI ou par NON

**8. POINT DE DÉPART**

- Le salarié peut demander, dès l'âge de 60 ans, la retraite à laquelle lui donnent droit ses cotisations, mais il peut aussi avoir intérêt à retarder cette demande, le montant de la retraite étant alors, en général, plus avantageux. UNE FOIS ATTRIBUÉE, cette retraite ne peut pas être modifiée du fait des cotisations de sécurité sociale que le salarié doit encore verser s'il continue de travailler.
- Les retraites de réversion peuvent être attribuées à partir de 55 ans.
- Les allocations ne peuvent être attribuées qu'à partir de 65 ans (ou de 60 ans en cas d'incapacité au travail reconnue médicalement).

Le demandeur choisit le point de départ de sa retraite.

Ce point de départ doit toujours être fixé au premier jour d'un mois et ne peut se situer avant la date de réception de la demande par la Caisse.

Cependant, les retraites de réversion sont attribuées, si toutes les conditions sont remplies, à compter du lendemain du décès de l'époux ou de l'épouse lorsque la demande est présentée dans les 12 mois suivant le décès.

INSCRIVEZ ICI LA DATE QUE VOUS CHOISISSEZ :

**9. MODE DE PAIEMENT****JE DÉSIRE ÊTRE PAYÉ PAR :**

- |   |  |
|---|--|
| — virement à mon C.C.P. <input type="checkbox"/>          | — virement sur mon livret de Caisse d'Épargne <input type="checkbox"/> |
| — virement à mon compte bancaire <input type="checkbox"/> | — mandat postal à domicile <input type="checkbox"/>                    |

Mettre une croix dans la case correspondant au mode de paiement de votre choix.

J'atteste, sur l'honneur, l'exactitude des présentes déclarations et je m'engage à faciliter toute enquête faite pour les vérifier

Fait à ..... le .....

SIGNEZ ICI

NOTA: Après avoir rempli et signé votre demande, vous devez la faire parvenir avec toutes pièces justificatives d'état civil à:

Régie des rentes du Québec  
Service des ententes intergouvernementales  
C.P. 5200  
Québec, Canada, G1W 1B7

#### À REMPLIR PAR L'INSTITUTION QUÉBÉCOISE

---

Le requérant a déclaré sur l'honneur l'exactitude des renseignements contenus dans cette demande.

L'institution québécoise a vérifié à l'aide des pièces justificatives valables présentées par le requérant la conformité des renseignements fournis sur son état civil, celui des <sup>(1)</sup> .....enfants qu'il a eus ou élevés et celui de son conjoint.

le .....

Cachet

Signature

<sup>(1)</sup> Indiquer en toute lettre le nombre des enfants figurant au Cadre 3.

---



SÉCURITÉ  
SOCIALEENTENTE DU 12 FÉVRIER 1979  
ENTRE LA FRANCE ET LE QUÉBECFORMULAIRE  
SE 401-Q-13

**ATTESTATION AUTORISANT LE MAINTIEN  
DES PRESTATIONS DE L'ASSURANCE CONTRE  
LES ACCIDENTS DU TRAVAIL OU LES MALADIES PROFESSIONNELLES**  
(en cas de transfert temporaire de résidence de travailleur)  
Art. 19 de l'Entente  
Art. 42 de l'Arrangement administratif

Dossier no .....

**1. TRAVAILLEUR**

Nom .....	Prénoms .....	Nom de jeune fille .....
Date de naissance .....	Lieu de naissance .....	
Nationalité .....	Sexe	<input type="checkbox"/> M <input type="checkbox"/> F
État civil:	<input type="checkbox"/> marié(e) <input type="checkbox"/> divorcé(e)	<input type="checkbox"/> célibataire <input type="checkbox"/> veuf(ve) <input type="checkbox"/> séparé(e)
No d'immatriculation (France): .....		
No d'assurance sociale (Québec): .....		
Profession: .....		
Adresse dans le pays d'affiliation: .....		
Adresse dans le pays de nouvelle résidence: .....		

**2. Le travailleur désigné ci-dessus est autorisé à conserver le bénéfice des prestations en nature:**

en raison de ☐ l'accident du travail survenu le .....  
☐ la maladie professionnelle constatée le .....  
 et pour autant qu'elles soient nécessaires et en rapport avec l'accident du travail ou la maladie professionnelle.

**3. Le rapport du médecin contrôleur :**

- ☐ est joint sous pli fermé .....
- ☐ a été envoyé le .....
- ☐ peut nous être demandé par lettre

**4. Institution compétente du pays d'affiliation**

Dénomination: .....

Adresse: .....

Cachet

Date .....

Signature .....

**INSTRUCTIONS**

La présente attestation établie en double exemplaire est donnée au travailleur avant son départ, l'institution compétente conserve le deuxième exemplaire par devers elle.

**Renseignements à l'usage du travailleur**

— Le travailleur victime d'un accident du travail ou d'une maladie professionnelle, muni de la présente autorisation s'adresse à l'institution compétente du lieu de sa nouvelle résidence pour obtenir le bénéfice des prestations en nature dues en cas d'accident du travail ou de maladie professionnelle.

— Les indemnités journalières sont payées directement au travailleur par sa caisse d'affiliation pour la France ou par la Commission de la sécurité et de la santé du travail pour le Québec.

— Si le travailleur demande à bénéficier de la prorogation du service des prestations au-delà de la durée prévue sur la présente attestation, il doit adresser sa requête accompagnée des pièces médicales justificatives à l'institution du lieu de séjour.

SÉCURITÉ  
SOCIALEENTENTE DU 12 FÉVRIER 1979  
ENTRE LA FRANCE ET LE QUÉBECFORMULAIRE  
SE 401-Q-14**NOTIFICATION DE DÉCISION CONCERNANT  
LA PROLONGATION DU DROIT AUX PRESTATIONS DE L'ASSURANCE  
ACCIDENT DU TRAVAIL OU MALADIES PROFESSIONNELLES**

Art. 19 de l'Entente

Art. 42 de l'Arrangement administratif

Dossier no .....

**1. TRAVAILLEUR**

Nom: ..... Prénoms .....

Nom de jeune fille: .....

Date de naissance ..... Lieu de naissance .....

Nationalité ..... Sexe ☐ M ☐ FÉtat civil: ☐ marié(e) ☐ célibataire ☐ veuf(ve)  
☐ divorcé(e) ☐ séparé(e)

Numéro d'immatriculation (France): .....

Numéro d'assurance sociale (Québec): .....

Adresse du travailleur:

- dans le pays d'affiliation:
- dans le pays de nouvelle résidence

Profession: .....

## 2. PÉRIODES DE PRISE EN CHARGE DÉJÀ ACCORDÉES

Le travailleur désigné ci-dessus a bénéficié ☐ au titre de l'assurance accidents du travail ☐ au titre de l'assurance maladies professionnelles

— des prestations en nature (soins) pour la période :

du ..... au .....

— des prestations en espèces (indemnités journalières) pour la période :

du ..... au .....

Le travailleur

☐ a déjà bénéficié

☐ n'a pas bénéficié

d'une prolongation du droit :

— aux prestations en nature (soins) pour la période :

du ..... au .....

## 3. DÉCISION

Après examen du rapport médical envoyé par l'institution du pays de la nouvelle résidence de l'intéressé, il a été décidé :

☐ d'accorder la prolongation du droit aux prestations en nature pour une durée de :

du ..... au .....

☐ de refuser la prolongation du droit aux prestations en nature

MOTIF DU REFUS :

.....  
 .....  
 .....

**4. VOIES ET DÉLAIS DE RECOURS DANS LE PAYS D’AFFILIATION**

.....
.....
.....

**5. INSTITUTION D’AFFILIATION**

Dénomination :	
Adresse :	
Cachet	Date .....
	Signature .....

**INSTRUCTIONS :**

La présente notification établie en triple exemplaire, est adressée par l’institution d’accident du travail, d’une part au travailleur, d’autre part à l’institution du pays de nouvelle résidence de ce dernier. L’institution d’accidents du travail conserve le troisième exemplaire par-devers elle.

SÉCURITÉ  
SOCIALEENTENTE DU 12 FÉVRIER 1979  
ENTRE LA FRANCE ET LE QUÉBECFORMULAIRE  
SE 401-Q-15**NOTIFICATION DE DÉCISION CONCERNANT LE DROIT  
AUX PRESTATIONS DE L'ASSURANCE ACCIDENT DU TRAVAIL  
ET MALADIES PROFESSIONNELLES**

(cas de rechute)

Art. 20 de l'Entente

Art. 43 de l'Arrangement administratif

Dossier no .....

**1. TRAVAILLEUR**

Nom	Prénoms	Nom de jeune fille	
.....			
Date de naissance .....	lieu de naissance .....		
Nationalité .....	Sexe	<input type="checkbox"/> M	<input type="checkbox"/> F
État civil:	<input type="checkbox"/> marié(e)	<input type="checkbox"/> célibataire	<input type="checkbox"/> veuf(ve)
	<input type="checkbox"/> divorcé(e)	<input type="checkbox"/> séparé(e)	
No. d'immatriculation (France): .....			
No. d'assurance sociale (Québec): .....			
Adresse du travailleur:			
<ul style="list-style-type: none"> <li>• dans le pays où est survenu l'accident:</li> <li>• dans le pays où est survenue la rechute:</li> </ul>			
PROFESSION:			
<ul style="list-style-type: none"> <li>• avant l'accident</li> <li>• avant la rechute</li> </ul>			

**2. ACCIDENT DU TRAVAIL OU MALADIE PROFESSIONNELLE INITIAL(E)**

☐ accident du travail survenu le ..... ☐ maladie professionnelle constatée le .....  
(jour, mois, an)  
au service de l'employeur désigné ci-dessous

Nom ou raison sociale: .....

Adresse: .....

**3. PÉRIODES DE PRISE EN CHARGE DÉJÀ ACCORDÉES**

Le travailleur désigné ci-dessus:

☐ a déjà bénéficié

☐ n'a pas déjà bénéficié

des prestations en nature (soins) pour la période:

du ..... au .....

du ..... au .....

## 4. L'INSTITUTION D'ACCIDENTS DU TRAVAIL CI-DESSOUS DÉSIGNÉE

Désignation .....

Adresse .....

Après examen par son contrôle médical du dossier que lui a transmis l'institution du pays de la nouvelle résidence de l'intéressé(e):

☐ accorde☐ refusele droit aux prestations en nature de l'assurance accidents du travail pour une durée de .....  
du ..... au .....☐ accorde☐ refusele droit aux prestations en espèces de l'assurance accidents du travail pour une durée de .....  
du ..... au .....

calculées sur la base de .....

MOTIF DE REFUS:

.....  
.....  
.....

VOIES et délais DE RECOURS dont dispose le travailleur contre la décision de refus:

.....  
.....  
.....

Date:

Cachet de l'institution

Signature

**INSTRUCTIONS:**

La présente notification établie en triple exemplaire est adressée par l'institution d'accidents du travail, d'une part au travailleur, d'autre part à l'institution du pays de nouvelle résidence de ce dernier. L'institution d'accidents conserve le troisième exemplaire par-devers elle.



SÉCURITÉ  
SOCIALEENTENTE DU 12 FÉVRIER 1979  
ENTRE LA FRANCE ET LE QUÉBECFORMULAIRE  
SE 401-Q-16

**RELEVÉ INDIVIDUEL DES DÉPENSES EFFECTIVES**  
**(Prestations en nature des accidents de travail et**  
**maladies professionnelles — Frais de contrôle médicaux)**  
 Art. 22, 43 de l'Entente  
 Art. 44, 58 de l'Arrangement administratif

Année 19 .....

Facture no .....

**1. INSTITUTION D'AFFILIATION DÉBITRICE**

Désignation .....

Adresse .....

**2. ASSURÉ**

Nom

Prénoms

Nom de jeune fille

.....

Date de naissance : .....

No d'immatriculation (France): .....

No d'assurance sociale (Québec): .....

No de dossier (C.S.S.T.): .....

3. ☐ La personne citée au cadre 2  
     a bénéficié de soins au titre de l'article:  
☐ 42 ☐ 43 ☐ 45 ☐ 46 de l'Arrangement administratif.

au vu du formulaire ..... du .....

4. ☐ La personne citée au cadre 2  
     a subi un contrôle médical dans le cadre de l'article:  
☐ 29 ☐ 42 ☐ 43 ☐ 45 ☐ 48 de l'Arrangement administratif

au vu de la lettre du .....

5. Ces soins et ces contrôles ont donné lieu aux frais énumérés ci-après et devront être remboursés à l'institution créancière citée au cadre 7 par l'intermédiaire de l'organisme de liaison du pays de l'institution débitrice.

**6. DÉPENSES EFFECTIVES**

Montants

Pour prestations en nature (soins médicaux, dentaires et médicaments) .....	
Hospitalisation du ..... au .....	
Autres prestations <sup>(1)</sup> .....	.....
Total des prestations en nature	
Contrôles médicaux <sup>(2)</sup> .....	.....
Total des dépenses	

**7. INSTITUTION CRÉANCIÈRE**

Dénomination .....	
Adresse .....	
Cachet .....	Date .....
	Signature .....

<sup>(1)</sup> Indiquer la nature des prestations (législation française seulement).

<sup>(2)</sup> Indiquer la nature des contrôles médicaux effectués.

Ce formulaire rempli par l'institution créancière sera adressé à son organisme de liaison qui le fera parvenir à l'organisme de liaison de l'autre pays en vue du remboursement.

SÉCURITÉ  
SOCIALEENTENTE DU 12 FÉVRIER 1979  
ENTRE LA FRANCE ET LE QUÉBECFORMULAIRE  
SE 401-Q-17**OCTROI DE PROTHÈSE, DE GRAND APPAREILLAGE  
ET AUTRES PRESTATIONS EN NATURE DE GRANDE IMPORTANCE**

Art. 23 de l'Entente

Art. 46 de l'Arrangement administratif

Dossier no .....

**A. NOTIFICATION****1. TRAVAILLEUR**

Nom .....	Prénoms .....	Nom de jeune fille .....
Date de naissance .....	lieu de naissance .....	
Nationalité .....	Sexe	<input type="checkbox"/> M <input type="checkbox"/> F
No d'immatriculation (France): .....		
No d'assurance sociale (Québec): .....		
Adresse dans le pays de résidence ou de séjour: .....		

**2. Nos services médicaux ont reconnu, pour la personne précitée**

- |   |  |
|---|--|
| <input type="checkbox"/> la nécessité                     | <input type="checkbox"/> l'urgence         |
| <input type="checkbox"/> de l'octroi                      | <input type="checkbox"/> du renouvellement |
| <input type="checkbox"/> de l'appareil ci-dessous décrit: |  |

☐ du traitement médical indiqué sur le rapport médical ci-joint:

d'une durée de .....

**3. Le montant des frais s'élève, suivant estimation à:**

.....S .....F

Les prestations citées

☐ seront servies après autorisation de votre organisme☐ ont déjà été servies d'urgence le .....

**4. Institution du pays de séjour ou de nouvelle résidence**

Dénomination: .....	
Adresse: .....	
Cachet	Date
	Signature

**B. AUTORISATION (ou refus) DE L'INSTITUTION COMPÉTENTE****5. L'institution compétente désignée au cadre 6**

☐ donne son autorisation pour l'attribution des prestations en cause pour les conditions suivantes: .....

☐ refuse son autorisation pour l'attribution de la prestation en cause: .....

Motif du refus: .....

Voies et délais de recours dont dispose l'assuré: .....

**6. Institution compétente**

Dénomination .....	
Adresse .....	
Cachet	Date
	Signature

**INSTRUCTIONS**

Ce formulaire doit être établi en cas de remboursement des prestations en nature sur la base des dépenses réelles.

L'institution du lieu de séjour ou de résidence remplit la partie A et transmet à l'institution compétente deux exemplaires du formulaire. L'institution compétente inscrit sa décision sur la partie B du formulaire et en renvoie un exemplaire à l'institution de la nouvelle résidence ou de séjour dans les plus brefs délais.

SÉCURITÉ  
SOCIALEENTENTE DU 12 FÉVRIER 1979  
ENTRE LA FRANCE ET LE QUÉBECFORMULAIRE  
SE 401-Q-18**DEMANDE D'ATTESTATION CONCERNANT  
LES PÉRIODES D'EXPOSITION AU RISQUE  
(MALADIE PROFESSIONNELLE)**☐ en FRANCE ☐ au QUÉBEC

Art. 25 par. 2 de l'Entente

**PARTIE A****1. TRAVAILLEUR**

Nom .....	Prénoms .....	Nom de jeune fille .....
Date de naissance .....	Lieu de naissance .....	
Nationalité .....	Sexe <input type="checkbox"/> M <input type="checkbox"/> F	
État civil: <input type="checkbox"/> marié(e) <input type="checkbox"/> divorcé(e)	<input type="checkbox"/> célibataire <input type="checkbox"/> séparé(e)	<input type="checkbox"/> veuf(ve)
Adresse: .....		
No d'immatriculation (France): .....		
No d'assurance sociale (Québec): .....		

**2. INSTITUTION DU DERNIER LIEU DE L'EMPLOI SUSCEPTIBLE DE PROVOQUER  
LA MALADIE PROFESSIONNELLE**

Dénomination: .....
Cachet .....
Date: .....
Signature: .....

**3. Demande à l'institution visée au cadre 5 de faire connaître les périodes d'exposition au risque accomplies pour  
la maladie professionnelle suivante:**..... ☐ en France ☐ au Québecconcernant le travailleur cité au cadre 1 qui a formulé le ..... auprès  
de ses services une demande de réparation de maladie professionnelle.

**4. INDICATION SUR L'ACTIVITÉ PROFESSIONNELLE DU TRAVAILLEUR**☐ EN FRANCE☐ AU QUÉBEC

Nom ou raison sociale et adresse de l'employeur

1) .....	du .....	au .....
2) .....	du .....	au .....
3) .....	du .....	au .....
4) .....	du .....	au .....
5) .....	du .....	au .....

**PARTIE B****5. L'INSTITUTION DÉSIGNÉE CI-DESSOUS**

Dénomination: .....

Adresse: .....

certifie que le travailleur désigné au cadre 1: ☐ a accompli les périodes d'emploi ci-après l'exposant au risque de la maladie professionnelle suivante:

.....

Nom ou raison sociale et adresse de l'employeur	du	au
.....	.....	.....
.....	.....	.....
.....	.....	.....

☐ n'a jamais été exposé au risque de maladie professionnelle décrite au par. 3

Cachet

Date: .....

Signature: .....

SÉCURITÉ  
SOCIALEENTENTE DU 12 FÉVRIER 1979  
ENTRE LA FRANCE ET LE QUÉBECFORMULAIRE  
SE 401-Q-19**MALADIES PROFESSIONNELLES**

(Remboursement entre institutions)

Art. 25 par. 2 et par. 5 de l'Entente

Art. 50 de l'Arrangement administratif

**1. RENSEIGNEMENTS CONCERNANT LE PENSIONNÉ OU RENTIER**

Nom .....	Prénoms .....	Nom de jeune fille .....
Date de naissance .....	Lieu de naissance .....	
Nationalité .....	Sexe <input type="checkbox"/> M <input type="checkbox"/> F	
État civil: <input type="checkbox"/> marié(e) <input type="checkbox"/> divorcé(e)	<input type="checkbox"/> célibataire <input type="checkbox"/> séparé(e)	<input type="checkbox"/> veuf(ve)
No d'immatriculation (France): .....		
No d'assurance sociale (Québec): .....		
Adresse dans le pays de résidence: .....		

**2. RENSEIGNEMENTS CONCERNANT LA PENSION OU LA RENTE**

Point de départ de la rente .....
Taux ..... Montant versé pour l'année .....
No de la rente .....
Périodes d'exposition au risque au Québec .....
Périodes d'exposition au risque en France .....
Pourcentage à la charge de la France .....
Pourcentage à la charge du Québec .....
Montant à la charge de la France .....
Montant à la charge du Québec .....

**3. L'institution du lieu de résidence citée au cadre 4 demande donc le remboursement de la somme de .....**

**4. Institution du lieu de résidence**

Dénomination: .....	
Adresse: .....	
Cachet .....	Date: .....
	Signature: .....

**INSTRUCTIONS**

Ce formulaire sera établi en double exemplaire par l'institution du lieu de résidence du pensionné ou rentier, un exemplaire sera adressé à l'organisme de liaison de l'autre pays.

Les créances seront présentées chaque année.

**B) ACCIDENTS DU TRAVAIL et MALADIES PROFESSIONNELLES****5. Prestations en espèces de l'incapacité temporaire versées**

<b>a) Prestations versées aux travailleurs ayant transféré leur résidence dans l'autre État.</b>
— Nombre de bénéficiaires: .....
— Nombre de jours indemnisés: .....
— Montant total: .....
<b>b) Prestations versées aux travailleurs victimes d'une rechute</b>
— Nombre de bénéficiaires: .....
— Nombre de jours indemnisés: .....
— Montant total: .....
<b>c) Prestations versées aux travailleurs détachés</b>
— Nombre de bénéficiaires: .....
— Nombre de jours indemnisés: .....
— Montant total: .....



**6. Rentes d'accidents du travail et de maladies professionnelles****a) Rentes de victimes :** .....

— Nombre de rentes : .....

— Nombre total des arrérages versés : .....

**b) Rentes d'ayants droit :**

— Nombre de rentes : .....

— Montant total des arrérages versés.

**7. Assurance-décès**

— Nombre d'allocations de décès : .....

— Montant : .....

**8. Prestations familiales versées aux travailleurs détachés pour les enfants qui les accompagnent dans le pays de détachement.**

— Nombre de familles bénéficiaires :

— Montant total des prestations :

**9. Institution débitrice**

Dénomination .....

Adresse : .....

Cachet

Date : .....

Signature : .....

**Note:** Cette demande doit être remplie par le travailleur ou, s'il s'agit d'une demande de prestations de survivant ou de décès, par l'ayant droit qui réclame la prestation.

**Veillez écrire en lettres moulées.**

<b>PARTIE I: RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX SUR LE COTISANT* AU RÉGIME DE RENTES DU QUÉBEC</b> <b>*Le cotisant signifie la personne qui a versé des contributions au Régime de rentes du Québec</b>													
<b>1. Numéro d'assurance sociale du cotisant au Canada</b>  <div style="border-bottom: 1px solid black; height: 20px; width: 100%; position: relative;"> <span style="position: absolute; left: 0; top: 0; bottom: 0; width: 10%;"></span> <span style="position: absolute; left: 10%; top: 0; bottom: 0; width: 10%;"></span> <span style="position: absolute; left: 20%; top: 0; bottom: 0; width: 10%;"></span> <span style="position: absolute; left: 30%; top: 0; bottom: 0; width: 10%;"></span> <span style="position: absolute; left: 40%; top: 0; bottom: 0; width: 10%;"></span> <span style="position: absolute; left: 50%; top: 0; bottom: 0; width: 10%;"></span> <span style="position: absolute; left: 60%; top: 0; bottom: 0; width: 10%;"></span> <span style="position: absolute; left: 70%; top: 0; bottom: 0; width: 10%;"></span> <span style="position: absolute; left: 80%; top: 0; bottom: 0; width: 10%;"></span> <span style="position: absolute; left: 90%; top: 0; bottom: 0; width: 10%;"></span> </div>	<table style="width: 100%; border-collapse: collapse;"> <tr> <td style="width: 60%; border-right: 1px solid black; padding: 5px;"> <b>2. Prénom du cotisant</b>   M. <input type="checkbox"/>  M<sup>me</sup> <input type="checkbox"/>  M<sup>lle</sup> <input type="checkbox"/> </td> <td style="width: 40%; padding: 5px;"> <b>Nom de famille du cotisant</b>   <div style="border-bottom: 1px solid black; height: 20px; width: 100%;"></div> </td> </tr> </table>			<b>2. Prénom du cotisant</b>  M. <input type="checkbox"/> M <sup>me</sup> <input type="checkbox"/> M <sup>lle</sup> <input type="checkbox"/>	<b>Nom de famille du cotisant</b>  <div style="border-bottom: 1px solid black; height: 20px; width: 100%;"></div>								
<b>2. Prénom du cotisant</b>  M. <input type="checkbox"/> M <sup>me</sup> <input type="checkbox"/> M <sup>lle</sup> <input type="checkbox"/>	<b>Nom de famille du cotisant</b>  <div style="border-bottom: 1px solid black; height: 20px; width: 100%;"></div>												
<b>3. Adresse du cotisant</b>  <div style="border-bottom: 1px solid black; height: 20px; width: 100%;"></div>													
<b>4. Dernière province de résidence du cotisant au Canada</b>  <div style="border-bottom: 1px solid black; height: 20px; width: 100%;"></div>													
<b>5. Date de naissance du cotisant</b>  <div style="border-bottom: 1px solid black; height: 20px; width: 100%; position: relative;"> <span style="position: absolute; left: 0; top: 0; bottom: 0; width: 30%;"></span> <span style="position: absolute; left: 30%; top: 0; bottom: 0; width: 30%;"></span> <span style="position: absolute; left: 60%; top: 0; bottom: 0; width: 30%;"></span> </div> <div style="display: flex; justify-content: space-between; font-size: small; margin-top: 5px;"> <span>année</span> <span>mois</span> <span>jour</span> </div>	<table style="width: 100%; border-collapse: collapse;"> <tr> <td style="width: 55%; border-right: 1px solid black; padding: 5px;"> <b>6. Lieu de naissance du cotisant (ville, village)</b>   <div style="border-bottom: 1px solid black; height: 20px; width: 100%;"></div> </td> <td style="width: 20%; border-right: 1px solid black; padding: 5px;"> <b>(province, territoire)</b>   <div style="border-bottom: 1px solid black; height: 20px; width: 100%;"></div> </td> <td style="width: 25%; padding: 5px;"> <b>(pays)</b>   <div style="border-bottom: 1px solid black; height: 20px; width: 100%;"></div> </td> </tr> </table>			<b>6. Lieu de naissance du cotisant (ville, village)</b>  <div style="border-bottom: 1px solid black; height: 20px; width: 100%;"></div>	<b>(province, territoire)</b>  <div style="border-bottom: 1px solid black; height: 20px; width: 100%;"></div>	<b>(pays)</b>  <div style="border-bottom: 1px solid black; height: 20px; width: 100%;"></div>							
<b>6. Lieu de naissance du cotisant (ville, village)</b>  <div style="border-bottom: 1px solid black; height: 20px; width: 100%;"></div>	<b>(province, territoire)</b>  <div style="border-bottom: 1px solid black; height: 20px; width: 100%;"></div>	<b>(pays)</b>  <div style="border-bottom: 1px solid black; height: 20px; width: 100%;"></div>											
<b>7. Prénom et nom à la naissance si différent de celui inscrit ci-dessus?</b>  <div style="border-bottom: 1px solid black; height: 20px; width: 100%;"></div>													
<table style="width: 100%; border-collapse: collapse;"> <tr> <td style="width: 30%; vertical-align: top;"> <b>8. État civil du cotisant</b> </td> <td style="width: 20%; text-align: center;"> <input type="checkbox"/> Célibataire </td> <td style="width: 20%; text-align: center;"> <input type="checkbox"/> Veuf </td> <td style="width: 20%; text-align: center;"> <input type="checkbox"/> Séparé(e) depuis </td> <td style="width: 10%; text-align: center;"> <div style="border-bottom: 1px solid black; height: 20px; width: 100%; position: relative;"> <span style="position: absolute; left: 0; top: 0; bottom: 0; width: 50%;"></span> </div> <div style="display: flex; justify-content: space-between; font-size: small;"> <span>année</span> <span>mois</span> </div> </td> </tr> <tr> <td></td> <td style="text-align: center;"> <input type="checkbox"/> Marié(e) </td> <td style="text-align: center;"> <input type="checkbox"/> Veuve </td> <td style="text-align: center;"> <input type="checkbox"/> Divorcé(e) depuis </td> <td style="text-align: center;"> <div style="border-bottom: 1px solid black; height: 20px; width: 100%; position: relative;"> <span style="position: absolute; left: 0; top: 0; bottom: 0; width: 50%;"></span> </div> <div style="display: flex; justify-content: space-between; font-size: small;"> <span>année</span> <span>mois</span> </div> </td> </tr> </table>				<b>8. État civil du cotisant</b>	<input type="checkbox"/> Célibataire	<input type="checkbox"/> Veuf	<input type="checkbox"/> Séparé(e) depuis	<div style="border-bottom: 1px solid black; height: 20px; width: 100%; position: relative;"> <span style="position: absolute; left: 0; top: 0; bottom: 0; width: 50%;"></span> </div> <div style="display: flex; justify-content: space-between; font-size: small;"> <span>année</span> <span>mois</span> </div>		<input type="checkbox"/> Marié(e)	<input type="checkbox"/> Veuve	<input type="checkbox"/> Divorcé(e) depuis	<div style="border-bottom: 1px solid black; height: 20px; width: 100%; position: relative;"> <span style="position: absolute; left: 0; top: 0; bottom: 0; width: 50%;"></span> </div> <div style="display: flex; justify-content: space-between; font-size: small;"> <span>année</span> <span>mois</span> </div>
<b>8. État civil du cotisant</b>	<input type="checkbox"/> Célibataire	<input type="checkbox"/> Veuf	<input type="checkbox"/> Séparé(e) depuis	<div style="border-bottom: 1px solid black; height: 20px; width: 100%; position: relative;"> <span style="position: absolute; left: 0; top: 0; bottom: 0; width: 50%;"></span> </div> <div style="display: flex; justify-content: space-between; font-size: small;"> <span>année</span> <span>mois</span> </div>									
	<input type="checkbox"/> Marié(e)	<input type="checkbox"/> Veuve	<input type="checkbox"/> Divorcé(e) depuis	<div style="border-bottom: 1px solid black; height: 20px; width: 100%; position: relative;"> <span style="position: absolute; left: 0; top: 0; bottom: 0; width: 50%;"></span> </div> <div style="display: flex; justify-content: space-between; font-size: small;"> <span>année</span> <span>mois</span> </div>									
<b>9. Le cotisant reçoit-il ou a-t-il déjà reçu ou demandé des prestations en vertu:</b>													
du Régime de rentes du Québec      oui <input type="checkbox"/> non <input type="checkbox"/>													
Si «oui», indiquez sous quel numéro d'assurance sociale du Canada? <div style="border-bottom: 1px solid black; height: 20px; width: 100%; position: relative;"> <span style="position: absolute; left: 0; top: 0; bottom: 0; width: 10%;"></span> <span style="position: absolute; left: 10%; top: 0; bottom: 0; width: 10%;"></span> <span style="position: absolute; left: 20%; top: 0; bottom: 0; width: 10%;"></span> <span style="position: absolute; left: 30%; top: 0; bottom: 0; width: 10%;"></span> <span style="position: absolute; left: 40%; top: 0; bottom: 0; width: 10%;"></span> <span style="position: absolute; left: 50%; top: 0; bottom: 0; width: 10%;"></span> <span style="position: absolute; left: 60%; top: 0; bottom: 0; width: 10%;"></span> <span style="position: absolute; left: 70%; top: 0; bottom: 0; width: 10%;"></span> <span style="position: absolute; left: 80%; top: 0; bottom: 0; width: 10%;"></span> <span style="position: absolute; left: 90%; top: 0; bottom: 0; width: 10%;"></span> </div>													
du Régime de pensions du Canada?      oui <input type="checkbox"/> non <input type="checkbox"/>													
Si «oui», indiquez sous quel numéro d'assurance sociale du Canada? <div style="border-bottom: 1px solid black; height: 20px; width: 100%; position: relative;"> <span style="position: absolute; left: 0; top: 0; bottom: 0; width: 10%;"></span> <span style="position: absolute; left: 10%; top: 0; bottom: 0; width: 10%;"></span> <span style="position: absolute; left: 20%; top: 0; bottom: 0; width: 10%;"></span> <span style="position: absolute; left: 30%; top: 0; bottom: 0; width: 10%;"></span> <span style="position: absolute; left: 40%; top: 0; bottom: 0; width: 10%;"></span> <span style="position: absolute; left: 50%; top: 0; bottom: 0; width: 10%;"></span> <span style="position: absolute; left: 60%; top: 0; bottom: 0; width: 10%;"></span> <span style="position: absolute; left: 70%; top: 0; bottom: 0; width: 10%;"></span> <span style="position: absolute; left: 80%; top: 0; bottom: 0; width: 10%;"></span> <span style="position: absolute; left: 90%; top: 0; bottom: 0; width: 10%;"></span> </div>													

10. Le cotisant a-t-il reçu, à **son nom**, des chèques d'allocations familiales du Québec ou du Canada après le 1<sup>er</sup> janvier 1966, pour des enfants nés après le 31 décembre 1958?

oui ☐ ► Si «oui», répondez aux questions 11 et 12 ci-dessous.

non ☐ ► Si «non», passez directement à la **PARTIE II** sans répondre aux questions 11 et 12.

11. Inscrivez les prénom, nom de famille et date de naissance de chacun des enfants nés après le 31 décembre 1958 pour lesquels le cotisant a reçu, à **son nom**, une allocation familiale du Québec ou du Canada après le 1<sup>er</sup> janvier 1966.

**N.B.** Joignez le certificat de naissance ou de baptême de chacun des enfants inscrits. Ils vous seront retournés.

Prénom (en lettres moulées)	Nom de famille (en lettres moulées)	Date de naissance		
		Année	Mois	Jour

S'il y a plus de cinq enfants, joignez une liste sur laquelle vous fournirez les mêmes renseignements que ci-dessus sur chacun.

12. Depuis la naissance des enfants dont le nom est inscrit à la question 11 jusqu'à leur 7<sup>e</sup> anniversaire de naissance, y a-t-il eu des périodes pendant lesquelles aucune allocation familiale du Québec ou du Canada n'a été versée au cotisant pour l'un ou l'autre de ces enfants?

non ☐ oui ☐ ► Inscrivez le prénom de l'enfant ainsi que la ou les périodes concernées.

Périodes pendant lesquelles aucune allocation familiale du Québec ou du Canada n'a été versée au Cotisant.

Prénom de l'enfant

DE

Année	Mois

À

Année	Mois

● Si vous n'avez pas suffisamment d'espace, joignez une liste sur laquelle vous fournirez les mêmes renseignements.

☐ Prestation de décès du Régime de rentes du Québec  
(remplir Partie V)

\_\_\_\_\_

année    mois

Date 

--	--	--	--

--	--	--	--	--	--	--	--

  
année mois jour n° de téléphone

## |Lien de parenté du requérant avec le cotisant décédé

Adresse du requérant

4. Y a-t-il quelqu'un qui s'occupe du règlement de la succession?

oui ☐

non ☐

Si « oui », indiquez

Nom et prénom de cette personne

Adresse de cette personne

À quel titre cette personne s'occupe-t-elle du règlement de la succession?

5. À quel titre réclamez-vous la prestation de décès?

a) À titre d'exécuteur testamentaire ☐

b) Parce que vous avez payé des frais de sépulture ou de dernière maladie du cotisant décédé ☐ ►

Dans ce cas joignez une copie des factures que vous avez acquittées.

c) Autre ☐ Spécifiez \_\_\_\_\_

### Déclaration du requérant\*

Par la présente, je demande, en vertu du Régime de rentes du Québec, la prestation de décès. Je déclare qu'à ma connaissance les renseignements fournis dans la présente demande sont véridiques et complets.

Signature \_\_\_\_\_

Date 

année	mois	jour		

n° de téléphone									

\* Le requérant signifie la personne qui réclame la prestation.

**Note:** Si le requérant signe d'une croix (x), un témoin doit signer la déclaration ci-contre.

## Déclaration du témoin au cas où le requérant signe d'une croix (x)

J'ai lu le contenu de la présente demande au requérant qui a semblé le comprendre et qui a signé d'une croix (x).

Signature du témoin \_\_\_\_\_

Adresse du témoin \_\_\_\_\_

Date 

--	--	--	--

--	--	--	--	--	--	--	--

  
année mois jour n° de téléphone

PARTIE V: DEMANDE DE RENTES DE SURVIVANTS, (CONJOINT SURVIVANT ET ORPHELIN)		(La partie I doit avoir été remplie)
<b>1. Date du décès du cotisant</b>  <div style="display: flex; justify-content: space-around; border-top: 1px solid black; border-bottom: 1px solid black; margin: 5px 0;"> <span style="width: 20px; text-align: center;"> </span> <span style="width: 20px; text-align: center;"> </span> <span style="width: 20px; text-align: center;"> </span> </div> <div style="display: flex; justify-content: space-around; font-size: small;"> <span>année</span> <span>mois</span> <span>jour</span> </div>	<b>2. Lieu du décès du cotisant (ville, village)</b> (province, territoire) (pays)	
<b>3. Renseignements sur le conjoint survivant</b>  <div style="display: flex; justify-content: space-between;"> <div style="width: 45%;">           a) M. <input type="checkbox"/> Prénom                Mme <input type="checkbox"/>                Mlle <input type="checkbox"/> </div> <div style="width: 45%; border-left: 1px solid black; padding-left: 5px;">           Nom de famille         </div> </div>		<b>b) Numéro d'assurance sociale au Canada du conjoint survivant</b>  <div style="display: flex; justify-content: space-around; border-top: 1px solid black; border-bottom: 1px solid black; margin: 5px 0;"> <span style="width: 20px; text-align: center;"> </span> <span style="width: 20px; text-align: center;"> </span> <span style="width: 20px; text-align: center;"> </span> <span style="width: 20px; text-align: center;"> </span> <span style="width: 20px; text-align: center;"> </span> <span style="width: 20px; text-align: center;"> </span> <span style="width: 20px; text-align: center;"> </span> <span style="width: 20px; text-align: center;"> </span> </div>
<b>c) Inscrivez votre adresse à la date du décès du cotisant</b>  <div style="border: 1px solid black; height: 30px; margin: 5px 0;"></div>		
<b>d) Inscrivez votre adresse actuelle si elle est différente de celle inscrite à c)</b>  <div style="border: 1px solid black; height: 30px; margin: 5px 0;"></div>		
<b>e) Inscrivez votre date de naissance</b>  <div style="display: flex; justify-content: space-around; border-top: 1px solid black; border-bottom: 1px solid black; margin: 5px 0;"> <span style="width: 20px; text-align: center;"> </span> <span style="width: 20px; text-align: center;"> </span> <span style="width: 20px; text-align: center;"> </span> </div> <div style="display: flex; justify-content: space-around; font-size: small;"> <span>année</span> <span>mois</span> <span>jour</span> </div>	<b>f) Inscrivez votre lieu de naissance (ville, village)</b> (province, territoire) (pays)	
<b>g) Vos nom et prénom à la naissance étaient-ils les mêmes que ceux indiqués à a)?</b> oui <input type="checkbox"/> non <input type="checkbox"/> Si «non», indiquez  <div style="display: flex; justify-content: space-between;"> <div style="width: 45%;">Prénom</div> <div style="width: 45%; border-left: 1px solid black; padding-left: 5px;">Nom de famille</div> </div>		
<b>h) Étiez-vous marié(e) avec le cotisant décédé?</b> oui <input type="checkbox"/> non <input type="checkbox"/>  <div style="display: flex; justify-content: space-between;"> <div style="width: 45%;">           Si «oui», inscrivez la date du mariage   <div style="display: flex; justify-content: space-around; border-top: 1px solid black; border-bottom: 1px solid black; margin: 5px 0;"> <span style="width: 20px; text-align: center;"> </span> <span style="width: 20px; text-align: center;"> </span> <span style="width: 20px; text-align: center;"> </span> </div> <div style="display: flex; justify-content: space-around; font-size: small;"> <span>année</span> <span>mois</span> <span>jour</span> </div> </div> <div style="width: 50%;"> <b>Présenter avec la demande le certificat de votre mariage au cotisant décédé</b> </div> </div> <div style="margin-top: 10px;">           Si «non», depuis quand viviez-vous avec le cotisant?  <div style="display: flex; justify-content: space-around; border-top: 1px solid black; border-bottom: 1px solid black; margin: 5px 0;"> <span style="width: 20px; text-align: center;"> </span> <span style="width: 20px; text-align: center;"> </span> <span style="width: 20px; text-align: center;"> </span> </div> <div style="display: flex; justify-content: space-around; font-size: small;"> <span>année</span> <span>mois</span> <span>jour</span> </div> </div> <div style="margin-top: 10px;">           Étiez-vous marié(e) à une autre personne?    oui <input type="checkbox"/>    non <input type="checkbox"/> </div>		
<b>i) Vous êtes-vous remarié(e) depuis le décès du cotisant?</b> oui <input type="checkbox"/> non <input type="checkbox"/>  Si «oui», indiquez la date de ce mariage  <div style="display: flex; justify-content: space-around; border-top: 1px solid black; border-bottom: 1px solid black; margin: 5px 0;"> <span style="width: 20px; text-align: center;"> </span> <span style="width: 20px; text-align: center;"> </span> <span style="width: 20px; text-align: center;"> </span> </div> <div style="display: flex; justify-content: space-around; font-size: small;"> <span>année</span> <span>mois</span> <span>jour</span> </div>		

j) Étiez-vous invalide au moment du décès du cotisant? oui ☐ non ☐

Si « oui », joignez un rapport médical sur votre invalidité

k) Lors du décès du cotisant aviez-vous à votre charge un enfant du cotisant décédé âgé de 18 ans ou plus et qui était invalide? oui ☐ non ☐

Si « oui », joignez un rapport médical sur son invalidité et indiquez sa date de naissance

_____	_____	_____
année	mois	jour

l) Recevez-vous ou avez-vous déjà reçu ou demandé des prestations en vertu:

du Régime de rentes du Québec? oui ☐ non ☐

Si « oui », indiquez sous quel numéro d'assurance sociale du Canada? \_\_\_\_\_

du Régime de pensions du Canada? oui ☐ non ☐

Si « oui », indiquez sous quel numéro d'assurance sociale du Canada? \_\_\_\_\_

4. Si le cotisant décédé avait des enfants célibataires de moins de 18 ans, ou de 18 à 25 ans qui fréquentaient un établissement d'enseignement, inscrivez les renseignements requis pour chacun des enfants pour lequel vous demandez une rente d'orphelin

Prénom de l'enfant	Nom de famille s'il est différent de celui du cotisant décédé	Sexe	Date de naissance			Adresse de l'enfant
			Année	Mois	Jour	

● S'il y a plus de cinq enfants, joignez une liste sur laquelle vous fournirez les mêmes renseignements.

Un certificat de naissance doit être soumis pour chaque enfant.

5. Parmi les enfants inscrits, y en a-t-il qui reçoivent ou ont déjà reçu ou demandé des prestations en vertu du Régime de rentes du Québec ou du Régime de pensions du Canada?

oui ☐ non ☐

Si « oui », indiquez

Prénom de l'enfant	Nom de l'enfant	Le numéro d'assurance sociale du Canada sous lequel la prestation a été reçue ou demandée

<b>PARTIE V: (suite)</b>																																																									
<b>6. La personne qui signe la demande est-elle le conjoint survivant?</b> oui <input type="checkbox"/> non <input type="checkbox"/> ► Si «non», expliquez les raisons pour lesquelles la demande n'est pas faite par le conjoint survivant:																																																									
Renseignements sur la personne qui fait la demande au nom du conjoint survivant																																																									
M. <input type="checkbox"/> Mme <input type="checkbox"/> Mlle <input type="checkbox"/>	Prénom _____ Nom _____																																																								
Adresse _____																																																									
<p align="center"><b>Déclaration du requérant*</b></p> <p>Par la présente, je demande en vertu du Régime de rentes du Québec une rente de conjoint survivant et/ou une rente d'orphelin pour chacun des enfants du cotisant décédé inscrits à la question 4. Je déclare qu'à ma connaissance les renseignements fournis dans la présente demande sont véridiques et complets et je m'engage à aviser l'administration dudit régime de tout changement pouvant affecter l'admissibilité aux prestations.</p>  Signature _____	<p align="center"><b>Déclaration du témoin au cas où le requérant signe d'une croix (x)</b></p> <p>J'ai lu le contenu de la présente demande au requérant qui a semblé le comprendre et qui a signé d'une croix (x).</p>  Signature du témoin _____																																																								
Date <table border="1" style="display: inline-table; border-collapse: collapse; text-align: center;"> <tr><td> </td><td> </td><td> </td><td> </td></tr> <tr><td>année</td><td>mois</td><td>jour</td><td> </td></tr> </table> <table border="1" style="display: inline-table; border-collapse: collapse; text-align: center;"> <tr><td> </td><td> </td><td> </td><td> </td><td> </td><td> </td><td> </td><td> </td><td> </td><td> </td></tr> <tr><td colspan="10">n° de téléphone</td></tr> </table> <p>* Le requérant signifie la personne qui réclame la prestation</p> <p>Note: Si le requérant signe d'une croix (x), un témoin doit signer la déclaration ci-contre.</p>					année	mois	jour												n° de téléphone										Adresse du témoin _____  <hr/>  Date <table border="1" style="display: inline-table; border-collapse: collapse; text-align: center;"> <tr><td> </td><td> </td><td> </td><td> </td></tr> <tr><td>année</td><td>mois</td><td>jour</td><td> </td></tr> </table> <table border="1" style="display: inline-table; border-collapse: collapse; text-align: center;"> <tr><td> </td><td> </td><td> </td><td> </td><td> </td><td> </td><td> </td><td> </td><td> </td><td> </td></tr> <tr><td colspan="10">n° de téléphone</td></tr> </table>					année	mois	jour												n° de téléphone									
année	mois	jour																																																							
n° de téléphone																																																									
année	mois	jour																																																							
n° de téléphone																																																									



## À compléter par l'institution française

L'institution française

Date de réception de la demande

année	mois	jour

Dénomination \_\_\_\_\_

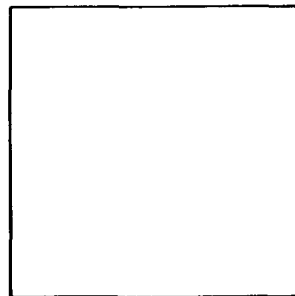
Adresse \_\_\_\_\_

atteste que les données sur l'état civil inscrites sur ce formulaire ont été tirées des documents originaux fournis par le requérant.

Lieu \_\_\_\_\_

Date

année	mois	jour

\_\_\_\_\_  
Date\_\_\_\_\_  
Signature





c. S-2.1, r.13

## **Règlement sur les postes d'appareils de sauvetage dans les mines**

Loi sur la santé et la sécurité du travail  
(L.Q., 1979, c. 63 ; après refonte : L.R.Q., c. S-2.1)

**1.** La Commission de la santé et de la sécurité du travail peut organiser des postes d'appareils de sauvetage pour les mines du Québec, pourvoir à leur équipement et à leur entretien, et maintenir le personnel nécessaire à leur bon fonctionnement.

**2.** Chaque poste d'appareils de sauvetage est sous le contrôle et la surveillance d'une personne nommée en vertu de la Loi sur la fonction publique (L.R.Q., c. F-3.1) et de ses modifications. Cette personne doit donner l'enseignement nécessaire et diriger l'entraînement des équipes de secours, et assurer l'entretien des appareils affectés à son poste.

**3.** A chaque mine, le nombre d'employés qui doivent suivre un cours d'enseignement et d'entraînement dans l'usage et le maintien d'appareils de sauvetage est déterminé par l'inspecteur en chef des mines, et les membres des équipes de secours sont choisis par l'exploitant parmi les employés de sa mine.





c. S-2.1, r.14

## Règlement sur la protection des ouvriers travaillant avec de l'air comprimé

Loi sur la santé et la sécurité du travail  
(L.Q., 1979, c. 63 ; après refonte : L.R.Q., c. S-2.1)

### 1. Dans ce règlement :

a) « employeur » signifie toute personne, compagnie, association, corporation, conseil municipal et l'entrepreneur ou le sous-entrepreneur chargé de l'exécution des travaux ;

b) « inspecteur » signifie l'inspecteur défini par la Loi sur la santé et la sécurité du travail (L.Q., 1979, c. 63, après refonte : L.R.Q., c. S-2.1) ;

c) « ouvrier » signifie toute personne qui exécute des travaux dans l'air comprimé ;

d) « travaux » signifie tout travail exécuté dans l'air comprimé.

Les travaux sur les chantiers de construction sont régis par le Code de sécurité pour les travaux de construction (c. S-2.1, r.6).

**2.** Toute personne, compagnie, association, corporation ou conseil municipal ayant à faire exécuter des travaux doit faire insérer dans le devis une clause obligeant l'entrepreneur ou le sous-entrepreneur à respecter le présent règlement.

**3.** Tout employeur doit prendre les dispositions pour assurer l'exécution du présent règlement dans le chantier où s'exécutent les travaux.

**4.** Aucun employeur ne doit commencer les travaux avant d'avoir avisé, par écrit, l'inspecteur en chef, de lui avoir soumis les plans et devis des travaux projetés et d'avoir reçu son autorisation écrite.

**5.** Tout inspecteur peut, à toute heure du jour ou de la nuit, visiter tout endroit où des travaux sont exécutés ; il peut tenir toute enquête pour s'assurer si les dispositions du règlement sont respectées. Il peut aussi exiger la production de tous dossiers, registres, avis ou documents mentionnés dans ces règlements.

**6.** Tout inspecteur peut, lors de sa visite sur le chantier, et chaque fois qu'il le croit nécessaire, se faire accompagner d'un médecin-hygiéniste.

**7.** Tout outillage portatif ou non (appareils pneumatiques, électriques, hydrauliques, mécaniques, mus à l'huile ou à la vapeur) ou toute construction à l'usage des ouvriers doivent être jugés en bon état sous tous rapports par l'inspecteur, ce dernier, par avis écrit, peut exiger l'inspection, la réparation, l'amélioration ou le renouvellement de cet outillage. L'inspecteur peut aussi faire les suggestions qu'il juge à propos afin d'assurer une meilleure mise à exécution de ce règlement.

**8.** Les recommandations écrites de l'inspecteur seront suivies immédiatement.

**9.** La Commission de la santé et de la sécurité du travail peut autoriser tout médecin du service d'hygiène québécois à faire tout examen médical ou à tenir toute enquête dans l'intérêt et pour la protection de la santé des ouvriers.

## SECTION I

### HEURES DE TRAVAIL ET PÉRIODES DE REPOS

**10.** 1) La durée maximale du travail des équipes de travailleurs ainsi que la durée minimale du repos qui doit suivre la période de travail doivent être conformes au tableau I.

2) La durée du travail et du repos doit être déterminée par la pression maximale atteinte durant le travail d'une équipe.

3) Le temps de repos indiqué dans les colonnes 4 et 6 du tableau I peut inclure le temps que la personne a passé dans l'écluse de décompression lorsqu'elle est décompressée à la pression atmosphérique immédiatement avant sa période de repos.

4) Lorsque la durée totale de la période de travail est inférieure à celle indiquée dans les colonnes 3 et 5 du tableau I, le temps de repos indiqué dans les colonnes 4 et 6 respectivement peut être réduit dans le rapport de la durée totale de la période de travail à la durée maximale permise dans les colonnes 3 ou 5, selon le cas.

5) La période de repos allouée pour les repas ne doit jamais être inférieure à 30 minutes.

6) La pression dans la chambre de travail ne doit pas excéder 350 kilopascals pour plus de 5 minutes, excepté

lorsque c'est nécessaire pour la sécurité des personnes dans un cas d'urgence et, dans ce cas :

- a) un inspecteur doit être avisé immédiatement par téléphone, télégraphe ou en personne par l'employeur ;
- b) la pression dans la chambre de travail doit être la moindre que commande l'urgence ;
- c) la durée maximale des périodes de travail et la durée minimale des périodes de repos doivent être fixées par le médecin du chantier ;
- d) le médecin du chantier doit établir le temps nécessaire pour le procédé de compression et de décompression.

**11.** Le procédé de compression doit être le suivant :

- a) la pression d'air, pour une personne dans l'écluse intermédiaire, doit être appliquée uniformément et ne doit pas excéder 35 kilopascals durant les 2 premières minutes d'application ;
- b) la pression ne doit pas être augmentée à plus de 35 kilopascals jusqu'à ce qu'il soit certain que toute personne dans l'écluse ne souffre pas de malaise dû à la pression d'air ;
- c) la pression d'air peut alors être augmentée dans l'écluse à raison de pas plus de 35 kilopascals par minute sujet à la condition mentionnée au paragraphe b.

**12.** 1) Aucune personne ne peut quitter l'endroit où elle travaille pour passer à l'air libre, sans subir le procédé de décompression dans l'écluse intermédiaire.

2) Le procédé de décompression doit être le suivant :

- a) lorsque la pression maximale est moindre de 40 kilopascals, la pression doit être réduite à raison de pas plus de 35 kilopascals par minute ;
- b) lorsque la pression maximale est de 40 kilopascals ou plus, la pression doit être réduite en 3 phases comme suit :
  - i. la première phase doit être de la pression maximale jusqu'à la moitié de la pression maximale à raison de pas plus de 35 kilopascals par minute ;
  - ii. la deuxième phase doit être de la moitié de la pression maximale jusqu'au quart de la pression maximale à raison de pas plus de 14 kilopascals par minute ;
  - iii. la troisième phase doit être du quart de la pression maximale jusqu'à la pression atmosphérique à raison de pas plus de :

A) 3,5 kilopascals par minute lorsque la pression maximale n'est pas supérieure à 140 kilopascals ;

B) 1,7 kilopascal par minute lorsque la pression maximale est supérieure à 140 kilopascals et n'excède pas 350 kilopascals.

3) Une copie de la table des périodes de décompression (tableau II) doit être affichée au poste de contrôle et dans chaque écluse d'air.

**13.** Nonobstant l'article 12, une personne peut subir le procédé de décompression à 3 phases, décrit à l'article 12, à une vitesse n'excédant pas le double de celle indiquée dans l'article 12 si :

- a) elle a déjà l'expérience des dangers de l'air comprimé ;
- b) elle a été soumise à une pression n'excédant pas 200 kilopascals pour 30 minutes ou moins et qu'elle n'a pas effectué des travaux manuels ; et
- c) aucune personne autre que des personnes pour qui les paragraphes a et b s'appliquent n'est dans l'écluse durant la décompression.

**14.** Tout employeur doit noter dans un registre, pour chaque employé, la durée du travail, les périodes de décompression et les périodes de repos ; il doit également noter les symptômes défavorables remarqués ou avoués par tout ouvrier quittant l'air comprimé.

## SECTION II ALIMENTATION D'AIR

**15.** 1) Deux compresseurs ou plus doivent être installés de telle sorte que si l'un devient en trouble, le ou les autres compresseurs soient de capacité suffisante pour fournir l'air requis pour toutes les chambres de travail et écluses.

2) L'énergie requise pour fournir l'air comprimé aux chambres de travail et aux écluses doit être rapidement disponible d'au moins 2 sources indépendantes.

3) Pour les travaux de caisson, au moins 2 conduites d'air doivent alimenter chaque écluse et chaque chambre de travail.

4) Le surintendant doit désigner une ou plusieurs personnes compétentes pour prendre charge des compresseurs alimentant la chambre de travail et les écluses et en surveiller continuellement le fonctionnement et, dans le cours des travaux, le bon état de fonctionnement des compresseurs alimentant la chambre de travail et les écluses doit être vérifié toutes les 24 heures.

### SECTION III ÉCLUSES D'AIR ET CHAMBRES DE TRAVAIL

**16.** 1) On doit adapter un oeil-de-boeuf en verre à chaque porte d'écluse d'air. Les soupapes et conduites communiquant avec la réserve d'air et l'échappement doivent être disposées de façon à ce qu'on puisse faire fonctionner les écluses de l'intérieur et de l'extérieur.

2) Les écluses d'air à l'usage des ouvriers doivent être assez spacieuses pour que ceux-ci puissent y séjourner sans gêne ; ces écluses doivent être d'une hauteur minimale de 1,5 mètre et contenir une horloge, un thermomètre et un manomètre indiquant avec précision la pression d'air dans l'écluse.

3) Dans la chambre de travail, on doit placer un manomètre portatif indiquant la pression et un thermomètre, à une distance n'excédant pas 3 mètres de la face de l'excavation ; on doit placer aussi, sur la cloison placée entre la chambre de travail et l'écluse d'air, un manomètre indiquant la pression d'air dans l'écluse de décompression.

4) Si une conduite d'air à haute pression pour l'opération de la machinerie est amenée dans la chambre de travail, des dispositifs spéciaux doivent être prévus pour éviter une augmentation éventuelle de la pression dans la chambre de travail.

### SECTION IV MANOMÈTRES

**17.** Toute écluse d'air utilisée pour les personnes doit être munie d'un manomètre enregistreur marquant la vitesse de décompression ; le disque de ce manomètre doit être assez grand pour indiquer les diverses variations de la pression d'air à intervalle d'au moins une minute.

**18.** On doit fixer à l'extérieur de chaque chambre de travail, un manomètre indiquant la contrepression ; ce manomètre doit être placé de façon à ce qu'on puisse le consulter facilement et doit être toujours en parfait état de fonctionnement. On doit placer les dispositifs additionnels nécessaires à l'usage d'un manomètre d'essai. Les manomètres indiquant la pression extérieure doivent être soumis toutes les 24 heures, à un essai dont on notera les résultats dans un registre.

**19.** 1) On doit confier à un ouvrier compétent le fonctionnement des soupapes et des manomètres qui régularisent et indiquent la pression d'air dans la chambre de travail ; la durée maximale de travail de cet ouvrier doit être de 9 heures par 24 heures. Dans les travaux de caisson, cet ouvrier ne doit pas surveiller à la fois plus de 2 conduites séparées d'air.

2) Toute chambre de travail doit être munie d'un manomètre enregistreur indiquant en tout temps la pression réelle dans la chambre de travail. Ce manomètre doit être installé à la vue du préposé aux soupapes et manomètres.

3) Lorsque des personnes travaillent dans l'air comprimé, l'employeur doit s'assurer qu'il y a une personne qualifiée disponible sur le chantier pour s'occuper du fonctionnement des soupapes et des manomètres en cas d'urgence.

### SECTION V ÉCLAIRAGE

**20.** Les chambres de travail doivent être éclairées à l'électricité ; on doit placer dans chaque écluse, chambre de travail ou cheminée de communication, des lampes-éclairés d'urgence.

### SECTION VI DISPOSITIONS GÉNÉRALES

**21.** Il doit y avoir en tout temps des moyens de communication entre les chambres de travail, les écluses intermédiaires, la centrale d'énergie et la surface du sol ; on doit installer, si possible, une ligne téléphonique.

**22.** Il est interdit de fumer dans les écluses d'air et dans la chambre de travail.

**23.** On ne doit pas laisser entrer une personne en état d'ivresse dans une chambre de travail ni dans aucun autre local utilisé pour le fonctionnement des chambres de travail ; il est interdit d'apporter des liqueurs alcooliques en ces endroits.

**24.** L'article 23 ne concerne pas les spiritueux ou autres stimulants que l'on pourrait utiliser pour des fins médicales, dans les chambres de travail ou en tout autre endroit.

### SECTION VII SALLES DE TOILETTE ET DE REPOS

**25.** Un local doit être aménagé sur le chantier pour la toilette et le bain avec l'approvisionnement d'eau chaude et froide ; ce local doit être maintenu à une température voisine de 21°C et être assez spacieux pour permettre aux ouvriers de changer de vêtements et de faire sécher leurs vêtements de travail.

L'on doit fournir aux ouvriers, lorsqu'ils quittent le travail et durant les heures de repas, une provision suffisante de café chaud et de sucre ; ce café ne doit pas être chauffé par l'injection directe de vapeur. Les cafetières et les tasses doivent être tenues dans un état de propreté et d'hygiène.

**26.** La chambre de travail doit être libre de toute obstruction. On doit y placer, si nécessaire, des récipients hygiéniques. L'approvisionnement d'air fourni à la chambre de travail doit être suffisant pour permettre aux ouvriers de travailler sans danger ni malaise.

Chaque conduite d'air d'approvisionnement doit être munie de soupapes et doit se déverser aussi près que possible de l'ouverture inférieure du caisson ; l'approvisionnement d'air ne doit pas contenir de substances délétères. On doit utiliser un bon système de réfrigération afin que l'air fourni aux cheminées et aux caissons soit à une température modérée.

## SECTION VIII SOINS MÉDICAUX

**27.** Tout employeur doit retenir les services d'un ou de plusieurs médecins qui doivent surveiller la mise à exécution des dispositions suivantes :

a) aucun ouvrier ne peut travailler sans avoir, au préalable, été examiné par le médecin ; les résultats de cet examen doivent être rapportés au surintendant des travaux ;

b) si un employé s'absente de son travail durant plus de 10 jours consécutifs, pour une raison quelconque, il ne peut reprendre son travail sans avoir subi l'examen médical prévu au paragraphe a ;

c) un ouvrier qui n'a pas encore travaillé dans l'air comprimé ne doit pas le faire sans que le médecin lui ait fait subir un examen médical dans l'écluse d'essai ou dans l'écluse-infirmerie ; cet ouvrier ne peut non plus travailler sous une pression quelconque pendant plus d'une demi-journée à moins d'avoir été réexaminé par le médecin et trouvé apte pour ce travail ;

d) un ouvrier qui a travaillé durant 2 mois sans interruption dans l'air comprimé doit subir un nouvel examen médical ; il ne peut reprendre son travail s'il n'a pas été trouvé en état de le faire ;

e) tout employeur doit faire tenir un registre indiquant les dates et les résultats des examens que le médecin a fait subir, ainsi qu'un signalement précis et complet de l'ouvrier, son âge et la période de temps durant laquelle il a travaillé dans l'air comprimé.

L'inspecteur ou tout médecin autorisé à cette fin par la Commission de la santé et de la sécurité du travail peut consulter ce registre en tout temps ;

f) l'employeur doit fournir une écluse-infirmerie et la tenir prête à être utilisée pendant toute la durée des travaux. Cette écluse doit être divisée en 2 pièces d'une hauteur d'au moins 1,5 mètre. Chaque porte doit être munie

d'un œil-de-boeuf et de soupapes munies de contrôle à l'intérieur et à l'extérieur. Cette écluse doit être convenablement chauffée, éclairée et ventilée ; elle doit contenir un lit de sangle, un manomètre et un appareil téléphonique.

Le médecin de service doit avoir la surveillance de cette écluse ; dans le voisinage immédiat de cette écluse doit être aménagée la chambre des premiers soins munie d'une baïgnoire, ainsi que les médicaments et les instruments de chirurgie nécessaires pour administrer les premiers soins aux accidentés.

Le médecin doit avoir aussi à sa disposition, au chantier, un bureau pour examiner les ouvriers.

Si l'inspecteur le juge nécessaire, on utilisera un compresseur d'air spécial et indépendant pour assurer le bon fonctionnement de l'écluse-infirmerie ;

g) l'employeur doit remettre à tous ses employés une plaque d'identité avisant la police que le porteur travaille dans l'air comprimé, l'endroit où est située l'écluse-infirmerie, et avisant que l'on doit transporter le porteur, en cas d'urgence, à celle écluse-infirmerie et non dans un centre hospitalier ;

h) les rapports des médecins affectés au chantier et ceux concernant les ouvriers (travail dans l'air comprimé, durée du procédé de décompression, symptômes défavorables remarqués) doivent être rédigés, en duplicata ; l'inspecteur en chef peut exiger, chaque mois, la production d'une copie de ces rapports ;

i) le ou les médecins doivent se tenir en tout temps à la disposition des ouvriers.



**TABLEAU I**

(a. 10)

**TRAVAUX DANS L'AIR COMPRIMÉ****Heures de travail et périodes de repos**

<i>COLONNE 1</i> <i>Pression de travail</i> <i>pour une période</i>	<i>COLONNE 2</i> <i>Travail max.</i> <i>par 24 h</i>	<i>COLONNE 3</i> <i>Travail max.</i> <i>1<sup>re</sup> période</i>	<i>COLONNE 4</i> <i>Repos min.</i> <i>1<sup>re</sup> période</i>	<i>COLONNE 5</i> <i>Travail max.</i> <i>2<sup>e</sup> période</i>	<i>COLONNE 6</i> <i>Repos min.</i> <i>2<sup>e</sup> période</i>
	<i>h</i>	<i>h</i>	<i>h</i>	<i>h</i>	<i>h</i>
Supérieure à la normale sans excéder 96 kilopascals	7½	3¾	1¼	3¼	¼
Supérieure à 96 kilopascals sans excéder 138 kilopascals	6	3	2¼	3	¾
Supérieure à 138 kilopascals sans excéder 180 kilopascals	4	2	3½	2	1½
Supérieure à 180 kilopascals sans excéder 220 kilopascals	3	1½	4½	1½	1½
Supérieure à 220 kilopascals sans excéder 262 kilopascals	2	1	5	1	2
Supérieure à 262 kilopascals sans excéder 303 kilopascals	1½	¾	5½	¾	2
Supérieure à 303 kilopascals sans excéder 345 kilopascals	1	½	6	½	2

TABLEAU II

(a. 12)

## PÉRIODES DE DÉCOMPRESSION

<i>Pression de travail</i>	<i>1<sup>re</sup> phase du maximum à ½</i>			<i>2<sup>e</sup> phase de ½ à ¼</i>		<i>3<sup>e</sup> phase de ¼ à la normale</i>		<i>Temps Total</i>
	<i>Pressions</i>	<i>Durée</i>		<i>Pressions</i>	<i>Durée</i>	<i>Pressions</i>	<i>Durée</i>	
<i>kPa</i>	<i>kPa</i>	<i>min</i>		<i>kPa</i>	<i>min</i>	<i>kPa</i>	<i>min</i>	<i>min</i>
	<i>DE</i>	<i>À</i>		<i>DE</i>	<i>À</i>	<i>DE</i>	<i>À</i>	
13,5	13,5	0	0,4					0,40
27,5	27,5	0	0,8					0,80
41	41	20,5	0,6	20,5	10	10	0	4,35
55	55	27,5	0,8	27,5	13,5	13,5	0	5,80
69	69	34,5	1,0	34,5	17	17	0	7,25
82,5	82,5	41	1,2	41	20,5	20,5	0	8,70
89,5	89,5	44,5	1,3	45	22	22	0	9,43
96,5	96,5	48	1,4	48	24	24	0	10,15
103	103	51,5	1,5	51,5	26	26	0	10,88
110	110	55	1,6	55	27,5	27,5	0	11,60
117	117	58,5	1,7	58,5	29	29	0	12,33
124	124	62	1,8	62	31	31	0	13,05
131	131	65,5	1,9	65,5	32,5	32,5	0	13,78
138	138	69	2,0	69	34,5	34,5	0	24,50
145	145	72	2,1	72	36	36	0	25,73
151,5	151,5	76	2,2	76	38	38	0	26,95
158,5	158,5	79	2,3	79	39,5	39,5	0	28,18
165,5	165,5	82,5	2,4	82,5	41	41	0	29,40
172	172	86	2,5	86	43	43	0	30,63
179	179	89,5	2,6	89,5	44,5	45	0	31,85
186	186	93	2,7	93	46,5	46,5	0	33,08
193	193	96,5	2,8	96,5	48	48	0	34,30
200	200	100	2,9	100	50	50	0	35,53
206,5	206,5	103	3,0	103	51,5	51,5	0	36,75
213,5	213,5	106,5	3,1	106,5	53	53	0	37,98
220,5	220,5	110	3,2	110	55	55	0	39,20
227,5	227,5	113,5	3,3	113,5	56,5	56,5	0	40,43
234	234	117	3,4	117	58,5	58,5	0	41,65
241	241	120,5	3,5	120,5	60	60	0	42,88
248	248	124	3,6	124	62	62	0	44,10

<i>Pression de travail</i>	<i>1<sup>re</sup> phase du maximum à ½</i>		<i>2<sup>e</sup> phase de ½ à ¼</i>		<i>3<sup>e</sup> phase de ¼ à la normale</i>		<i>Temps Total</i>
	<i>Pressions</i>	<i>Durée</i>	<i>Pressions</i>	<i>Durée</i>	<i>Pressions</i>	<i>Durée</i>	
<i>kPa</i>	<i>kPa</i>	<i>min</i>	<i>kPa</i>	<i>min</i>	<i>kPa</i>	<i>min</i>	<i>min</i>
	<i>DE</i> <i>À</i>		<i>DE</i> <i>À</i>		<i>DE</i> <i>À</i>		
255	255   127,5	3,7	127,5   63,5	4,63	63,5   0	37,0	45,33
262	262   131	3,8	131   65,5	4,75	65,5   0	38,0	46,55
269	269   134	3,9	134   67	4,88	67   0	39,0	47,78
275,5	275,5   138	4,0	138   69	5,00	69   0	40,0	49,00
282,5	282,5   141	4,1	141   70,5	5,13	70,5   0	41,0	50,23
289,5	289,5   144,5	4,2	145   72	5,25	72   0	42,0	51,45
296	296   148	4,3	148   74	5,38	74   0	43,0	52,68
303	303   151,5	4,4	151,5   76	5,50	76   0	44,0	53,90
310	310   155	4,5	155   77,5	5,63	77,5   0	45,0	55,13
317	317   158,5	4,6	158,5   79	5,75	79   0	46,0	56,35
324	324   162	4,7	162   81	5,88	81   0	47,0	57,58
330	330   165	4,8	165,5   82,5	6,00	82,5   0	48,0	58,80
337,5	337,5   169	4,9	169   84	6,13	84   0	49,0	60,03
345	345   172,5	5,0	172   86	6,25	86   0	50,0	61,25

A.C. 2165-66, (1966) 98 G.O., 6238

A.C. 1576-74, (1974) 106 G.O.II, 2049

A.C. 435-79, (1979) 111 G.O.II, 2147





c. S-2.1, r.15

## Règlement sur la qualité du milieu de travail

Loi sur la santé et la sécurité du travail  
(L.Q., 1979, c. 63 ; après refonte : L.R.Q., c. S-2.1)

Loi sur la qualité de l'environnement  
(L.R.Q., c. Q-2)

### SECTION I INTERPRÉTATION

**1. Définitions :** Dans le présent règlement, à moins que le contexte n'indique un sens différent, on entend par :

a) « bande de fréquence prédominante » : une bande de fréquence dont le niveau passe par un maximum qui excède de 4 dB ou plus la moyenne arithmétique des niveaux de l'octave inférieure et de l'octave supérieure et, pour les bandes extrêmes du spectre sonore, dont le niveau dépasse de 5 dB celui de l'octave contigüe ;

b) « bruit continu » : bruit qui se prolonge dans le temps, y compris un bruit formé par les chocs mécaniques de corps solides ou par des impulsions répétées à une fréquence supérieure à une par seconde ;

c) « bruit d'impact » : tout bruit formé par des chocs mécaniques de corps solides ou par des impulsions répétées ou non à une fréquence inférieure ou égale à une par seconde ;

d) « chantier de construction » : tout lieu où l'on effectue des travaux de fondation, de construction, d'érection, d'entretien, de rénovation, de réparation, de modification ou de démolition d'un bâtiment ou d'un ouvrage de génie civil exécutés sur les lieux mêmes et à pied d'oeuvre, y compris les travaux préalables d'aménagement du sol ;

e) « contrainte thermique » : déséquilibre thermique chez le travailleur causé par un travail en ambiance chaude ;

f) « dB » : unité sans dimension utilisée pour exprimer sous forme logarithmique le rapport existant entre une quantité mesurée et une valeur de référence dont l'application à la pression sonore est établie conformément à l'article 3 de la publication numéro 179 (deuxième édition, 1973) du Bureau central de la Commission électrotechnique internationale ;

g) « dBA » : valeur de niveau du bruit global sur réseau pondéré A établie selon les normes et les méthodes

prévues dans la publication numéro 179 (deuxième édition, 1973) du Bureau central de la Commission électrotechnique internationale ;

h) « dBA corrigé » : niveau de bruit exprimé en dBA après majoration du niveau mesuré de la bande de fréquence prédominante ;

i) « dB linéaire » : niveau de bruit global mesuré de telle sorte qu'aucune atténuation n'est apportée dans les différentes fréquences du spectre sonore ;

j) « établissement » : tout immeuble ou partie d'immeuble où des personnes sont susceptibles de séjourner pour y exercer un travail ou un art et utilisé à des fins industrielles, énergétiques, commerciales, de bureau ou servant d'atelier, de laboratoire ou de salle de tir, à l'exception d'une exploitation agricole de type familial n'employant aucun travailleur autre que des membres de cette famille ;

k) « Loi » : la Loi sur la qualité de l'environnement (L.R.Q., c. Q-2) ;

l) « poste de travail » : un endroit, y compris un véhicule utilisé à des fins autres qu'agricoles, occupé par un travailleur pour accomplir son travail ;

m) « poste de travail fixe » : tout poste de travail qui requiert que le travailleur exerce ses fonctions pendant au moins 4 heures de sa journée de travail sur une surface habituelle de travail de 30 mètres carrés ou moins ;

n) « recirculation de l'air » : ventilation locale par extraction, filtration de l'air et redistribution de l'air filtré dans le milieu de travail ;

o) « salle de toilette » : toute salle où se trouve un ou plusieurs cabinets d'aisance, urinoirs, lavabos ou douches destinés aux besoins sanitaires des travailleurs d'un établissement ;

p) « valeur de crête » : niveau maximal atteint par une onde sonore.

### SECTION II DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES

**2. Objet :** Le présent règlement a pour objet de régir la présence des poussières, gaz, fumées, vapeurs et brouillards, l'éclairage, la température, l'humidité, les contraintes thermiques, le bruit, les installations sanitaires, la ventilation, l'hygiène, la salubrité et la propreté dans les établissements en vue d'assurer la qualité du milieu de travail et de protéger la vie et la santé des travailleurs.

**3. Champ d'application :** Le présent règlement s'applique à :

- a) tout établissement construit ou mis en exploitation après le 19 décembre 1979 ;
- b) tout réaménagement ou toute modification d'un établissement existant susceptible de toucher l'une ou l'autre des matières traitées dans ce règlement ; et
- c) tout agrandissement d'un établissement existant.

Le présent règlement s'applique également à compter du 19 décembre 1979, aux établissements déjà construits à cette date sauf les articles 18 et 53 qui s'appliquent à ces établissements à compter du 30 juin 1980 et les articles 11, 22 et 37 qui s'y appliquent à compter du 30 juin 1981. L'article 31 ne s'applique cependant qu'aux cas visés au paragraphe a du premier alinéa.

Le présent règlement s'applique, en l'adaptant, aux chantiers de constructions nouveaux et existants, sauf les articles 4, 14 à 16, 30 à 32, 41 à 43, 53, 58 et 67 et les autres dispositions qui excluent les chantiers de construction ou toute catégorie de ceux-ci.

**4. Adaptation aux normes :** Dans le cas où le responsable d'un établissement existant qui emploie 50 travailleurs ou plus ne se conforme pas au présent règlement dans un délai d'un an à compter du 19 décembre 1979, il doit, avant l'échéance de ce délai, transmettre à la Commission de la santé et de la sécurité du travail un programme indiquant comment cet établissement se conformera aux dispositions du règlement.

Ce programme d'adaptation aux normes doit être préparé en consultation avec tout comité de sécurité, comité paritaire ou autre équivalent existant dans l'établissement.

Le présent article ne s'applique pas aux articles pour lesquels une exception ou une date spécifique d'entrée en vigueur est prévue au deuxième alinéa de l'article 3 ni aux normes et exigences qui étaient déjà en vigueur avant le 19 décembre 1979.

### SECTION III QUALITÉ DE L'AIR

**5. Normes :** Sous réserve de l'article 8, tout établissement dont l'exploitation est susceptible d'entraîner l'émission de gaz, poussières, fumées, vapeurs ou brouillards dans le milieu de travail doit être exploité de manière à ce que la concentration de tout gaz, poussière, fumée, vapeur ou brouillard n'excède pas, au niveau de la zone respiratoire des travailleurs, les normes prévues à l'annexe A, pour toute période de temps indiquée à cette annexe.

Tel établissement doit être conçu, construit, aménagé ou pourvu d'un système d'évacuation des gaz, poussières, fumées, vapeurs ou brouillards de manière à respecter les normes prévues au premier alinéa.

Le premier alinéa s'applique également à tout poste de travail dans un véhicule utilisé à des fins autres qu'agricoles, où qu'il soit.

**6. Locaux contigus :** Tout établissement doit être conçu, construit, aménagé et exploité de manière à ne pas être une source d'émission de gaz, poussières, fumées, vapeurs, odeurs ou brouillards par les plafonds, les murs, les planchers, les corridors ou les gaines d'escalier, de monte-charge ou d'ascenseur vers tout bâtiment ou local contigu à l'établissement.

**7. Oxygène :** Sous réserve de l'article 8, le pourcentage d'oxygène en volume dans l'air à tout poste de travail d'un établissement doit être de 19,5 %, à la pression atmosphérique normale.

**8. Équipement de protection :** Dans le cas où la technologie existante ne permet pas à l'exploitant d'un établissement de respecter les articles 5 et 7 et dans le cas de travaux d'entretien, d'inspection ou de réparation hors atelier, ou de transport dans un endroit où les normes visées aux articles 5 et 7 ne sont pas respectées ou en attendant de mettre en oeuvre les mesures requises pour respecter les articles 5 et 7 là où la technologie existe, cet exploitant doit mettre à la disposition des travailleurs et s'assurer qu'ils portent un équipement de protection des voies respiratoires conforme aux exigences et aux normes promulguées pour de tels équipements conjointement par la *National Institute for Occupational Safety and Health* du Ministère de la Santé, de l'Éducation et du Bien-Être des États-Unis d'Amérique et la *Mining Health and Safety Administration* du Ministère de l'Intérieur des États-Unis d'Amérique et publiées dans 37 *Federal Register* 6993, 38 *Federal Register* 11458 et 39 *Federal Register* 12864.

**9. Utilisation de l'équipement de protection :** L'équipement de protection des voies respiratoires visé à l'article 8 doit être :

- a) conçu pour offrir une protection à l'égard du danger contre lequel on veut protéger le travailleur ;
- b) tenu en état de fonctionnement ;
- c) inspecté par un représentant de l'exploitant de l'établissement, au moins une fois par mois et chaque fois que le travailleur qui porte cet équipement signale qu'il est défectueux ;
- d) désinfecté avant d'être utilisé par un autre travailleur, sauf en cas d'urgence ; et

e) entreposé dans un endroit propre.

L'utilisation et le fonctionnement de cet équipement doivent être expliqués aux travailleurs et l'exploitant de l'établissement doit s'assurer que ceux-ci en comprennent parfaitement l'usage.

**10. Air d'alimentation :** L'air comprimé qui alimente l'équipement de protection des voies respiratoires visé à l'article 8 doit être d'une qualité conforme à la norme AC-NOR Z180.1-1978 décrite dans le document intitulé *Pureté de l'air comprimé respirable* publié en 1978 par l'Association canadienne de normalisation.

**11. Contrôle :** Sauf dans le cas d'un chantier de construction, l'exploitant d'un établissement qui emploie 50 travailleurs ou plus et où la concentration de gaz, poussières, fumées, vapeurs ou brouillards excède ou est susceptible d'excéder les normes prévues à l'annexe A à un poste de travail doit mesurer au moins une fois l'an, au niveau de la zone respiratoire des travailleurs, la concentration de ces gaz, poussières, fumées, vapeurs ou brouillards émis dans le milieu de travail concerné.

Ces mesures doivent également être effectuées chaque fois qu'il y a une modification des procédés industriels ou mise en place de moyens destinés à améliorer la qualité de l'air dans le milieu de travail d'un tel établissement.

Les résultats de toute mesure de la qualité de l'air effectuée dans le milieu de travail par l'exploitant d'un établissement doivent être consignés dans un registre qu'il doit conserver pendant une période de 5 ans.

**12. Chantiers de construction souterrains :** Dans un chantier de construction souterrain, la mesure de l'oxyde de carbone (CO) et du bioxyde d'azote (NO<sub>2</sub>) doit être effectuée par l'exploitant au moins deux fois par jour lorsqu'on y utilise des équipements ou qu'on y mène des activités susceptibles d'émettre ces gaz. Une de ces mesures doit se faire une heure après le début du quart de la première équipe.

Les résultats de ces mesures doivent être conservés pendant la durée du chantier.

**13. Méthodes :** Les poussières, gaz, fumées, vapeurs et brouillards présents dans le milieu de travail doivent être échantillonnés, mesurés et analysés de manière à obtenir une précision équivalente à celle qu'on obtient selon les méthodes décrites dans l'ouvrage intitulé *Méthodes d'évaluation de la qualité du milieu de travail* publié en 1978 par les Services de protection de l'environnement du Gouvernement du Québec.

## SECTION IV VENTILATION

**14. Nécessité :** Tout poste de travail situé à l'intérieur d'un établissement doit être ventilé par des moyens naturels ou par des moyens mécaniques conformément à la présente section, de façon à respecter les normes prévues aux articles 5 et 7, sauf les postes de travail consacrés à l'entretien, la réparation ou l'inspection hors-atelier.

**15. Ventilation naturelle :** Dans tout établissement où la ventilation générale est assurée par des moyens naturels, celle-ci doit s'effectuer à l'aide de fenêtres, volets ou évents dont l'aire de ventilation est au moins égale au pourcentage de l'aire de plancher indiquée au tableau suivant, selon le type d'établissement concerné :

<i>type d'établissement</i>	<i>pourcentage de l'aire du plancher</i>
établissements industriels et commerciaux	2%
laboratoires et édifices à bureaux	5%

Pour les fins d'application du présent article, l'aire de plancher ne comprend pas les puits d'escalier et autres vides verticaux dans un immeuble.

**16. Changement d'air :** Tout système de ventilation mécanique installé dans un établissement doit être en mesure de procurer le nombre minimal de changement d'air frais à l'heure indiqué dans l'annexe B, selon la classification et l'occupation de l'établissement ou d'une de ses parties.

**17. Ventilation locale :** Toute source ponctuelle d'émission de poussières, gaz, fumées, vapeurs ou brouillards à un poste de travail fixe doit être pourvue d'un système de ventilation locale par extraction destiné à capter à la source même ces poussières, gaz, fumées, vapeurs ou brouillards.

**18. Plomb :** La récupération du plomb, de produits plombifères et autres opérations connexes doivent toutes être effectuées à l'intérieur d'un établissement conformément aux exigences de l'article 17.

**19. Jet d'abrasif :** Toute opération industrielle de nettoyage par jet d'abrasif menée à l'intérieur d'un établissement doit s'effectuer dans une salle ou un cabinet isolé et ventilé par extraction.

**20. Protection des travailleurs :** Outre les exigences stipulées à l'article 19, le responsable d'un établissement doit s'assurer que tout travailleur exposé à la poussière du nettoyage par jet d'abrasif porte une cagoule de sablage à ad-

duction d'air, des gants, des jambières et un vêtement conçu pour assurer sa protection contre les poussières et les projections d'abrasifs et de métaux. Cet équipement doit être mis à la disposition des travailleurs par l'exploitant de l'établissement.

Le travailleur doit revêtir, enlever et remiser l'équipement de protection décrit au premier alinéa, à l'extérieur de l'endroit où ont lieu les opérations de nettoyage par jet d'abrasif.

**21. Recirculation de l'air :** Tout système de recirculation de l'air doit être conçu de sorte :

a) que la concentration des poussières, fumées, gaz, vapeurs et brouillards à tout poste de travail soit inférieure à la concentration moyenne permise dans le milieu de travail selon l'annexe A ;

b) qu'il y ait une conduite destinée à évacuer l'air vicié à l'extérieur de l'établissement en cas de bris ou de mauvais fonctionnement du système de filtration de l'air ;

c) qu'il n'y ait aucun rejet de poussière, de fumée ou de brouillard dans un local où cette poussière, fumée ou brouillard était absent avant la mise en marche du système de recirculation de l'air ; et

d) qu'il n'y ait aucune recirculation d'un gaz, vapeur, brouillard, fumée ou poussière pour lequel l'annexe A prévoit une valeur plafond ou qui est réputée cancérigène selon la partie V de cette annexe.

**22. Admission d'air frais :** Sous réserve de l'article 21, un établissement ventilé mécaniquement doit être pourvu d'un système d'admission d'air frais conçu afin de remplacer le volume d'air évacué du milieu de travail par de l'air frais provenant de l'atmosphère.

La prise d'air frais doit être placée de façon à ne pas réintroduire de l'air préalablement évacué d'un établissement.

**23. Débit d'air dans les ouvrages souterrains :** Tout chantier de construction souterrain et toute mine souterraine doivent être alimentés en air frais à raison d'un débit minimal d'air équivalent à la plus grande des exigences suivantes :

a) 5,50 mètres cubes par minute d'air frais pour chaque travailleur sous terre ; ou

b) 15 mètres cubes par minute pour chaque mètre carré de section dans le cas d'un tunnel ; ou

c) dans le cas où l'on utilise de l'équipement mobile mû par moteur diesel, tout débit d'air prescrit pour les équipements énumérés aux *Schedule 24* et *Schedule 31* du *United States Bureau of Mines* ou 5,50 mètres cubes par

minute par kilowatt à l'arbre, pour les équipements non énumérés dans ces documents.

Lorsqu'on utilise simultanément dans le même circuit d'aérage plusieurs appareils mobiles mûs par moteur diesel, la quantité totale d'air frais doit être de 100% du débit donné par l'unité la plus exigeante du point de vue de la ventilation, de 75% du débit donné pour la seconde unité et de 50% du débit donné pour toute unité supplémentaire.

**24. Teneur en soufre :** Tout carburant diesel utilisé pour un équipement ou un véhicule quelconque dans un chantier de construction souterrain ou dans une mine souterraine doit avoir une teneur en soufre inférieure à 0,25%.

**25. Ventilation des ouvrages souterrains :** Les ventilateurs doivent fonctionner continuellement lorsque les travailleurs sont dans un chantier de construction souterrain ou une mine souterraine. Si ces ventilateurs sont arrêtés alors que les lieux de travail sont inoccupés, ils doivent être remis en marche avant l'arrivée de la prochaine équipe de travailleurs de manière à assurer au moins un changement d'air avant que ces travailleurs n'arrivent à leur poste de travail.

L'exploitant d'un chantier de construction souterrain ou d'une mine souterraine doit mettre un système avertisseur en place dans le but d'indiquer au conducteur d'un tel véhicule-automobile d'arrêter le moteur de ce dernier et dans le but d'interrompre le sautage d'explosifs en cas de panne du système de ventilation.

Pendant le creusement des montages dans une mine souterraine, l'aérage après le tir doit être assuré par une canalisation d'air comprimé séparée et ouverte à son extrémité ou par une canalisation de ventilation. Les dispositifs de manœuvre du débit d'air de ces équipements d'aérage doivent être placés à l'extérieur de l'entrée du montage, afin que les travailleurs puissent les manœuvrer sans être exposés à des gaz.

**26. Interdiction de l'accès :** L'accès de tout secteur non ventilé d'un chantier de construction souterrain ou d'une mine souterraine doit être interdit aux travailleurs par l'exploitant du chantier de construction.

**27. Véhicules en surface :** Dans le cas de tout chantier de construction souterrain, les véhicules-automobiles qui ne sont pas utilisés sous terre ne peuvent s'approcher ni demeurer à moins de 15 mètres de tout puits d'accès ou autre ouverture reliée au chantier souterrain à moins que ces véhicules-automobiles ne respectent les articles 26 à 30 ou que l'exploitant du chantier de construction souterrain



n'installe une ventilation qui empêche les gaz de combustion de pénétrer dans ce chantier de construction.

Le présent article ne s'applique pas aux véhicules-automobiles électriques.

**28. Véhicules mus par un moteur à combustion interne :** Dans une mine souterraine ou un chantier de construction souterrain, tout véhicule-automobile mû par un moteur à combustion interne doit, sauf le cas visé à l'article 31 :

- a) être pourvu d'un moteur de type diésel ;
- b) s'abstenir d'émettre dans l'air des gaz d'échappement non dilués contenant plus de 0,25% d'oxyde de carbone ;
- c) s'abstenir d'émettre continuellement des fumées noires dans l'air ;
- d) être muni d'un dispositif de refroidissement des gaz d'échappement qui permet de maintenir ceux-ci à 83° C quelles que soient les conditions de fonctionnement du moteur ; et
- e) circuler dans un milieu conforme aux normes prescrites au paragraphe c du premier alinéa de l'article 23.

L'exploitant de tout établissement minier régi par le présent article doit tenir un registre dans lequel il doit consigner au moins une fois par semaine la concentration de l'oxyde de carbone dans le gaz d'échappement non dilué de chaque véhicule-automobile utilisé dans la mine ainsi que le débit d'air de ventilation qui circule dans le périmètre où chaque véhicule-automobile est utilisé.

**29. Véhicules de surveillance souterrains :** Dans un chantier de construction souterrain, tout véhicule-automobile utilisé pour la surveillance de travaux et mû par un moteur à essence, doit :

- a) posséder un moteur de moins de 6 litres ;
- b) être pourvu de dispositifs antipollution conformes aux normes prescrites au Règlement sur la sécurité des véhicules-automobiles (C.R.C., c. 1038) adopté en vertu de la Loi sur la sécurité des véhicules-automobiles (S.R.C., 1970, 1<sup>er</sup> supp., c. 26) dont l'efficacité initiale est maintenue ; et
- c) posséder une masse brute maximale de 2 720 kilogrammes.

Lorsqu'un tel véhicule-automobile s'immobilise dans un chantier de construction souterrain, son chauffeur doit en arrêter le moteur.

## SECTION V CHAUFFAGE

**30. Température :** L'exploitant de tout établissement doit maintenir la température minimale prévue à l'annexe C à tout poste de travail fixe situé à l'intérieur d'un bâtiment, selon la nature du travail qui y est effectué, sauf si la destination des locaux, la nature d'un procédé ou la nature des produits traités exige une température plus froide et sauf dans le cas d'un poste de travail situé dans un véhicule-automobile ou dans le cas de travaux d'entretien, d'inspection ou de réparation hors atelier.

**31. Bureaux et établissements commerciaux :** L'exploitant de tout édifice à bureaux ou établissement commercial visé au paragraphe a du premier alinéa de l'article 3 doit, pendant les heures d'ouverture, y maintenir un pourcentage d'humidité relative minimal de 20%.

**32. Mesure de l'humidité :** L'humidité dans un établissement se mesure au moyen d'un psychromètre ou d'un hygromètre.

**33. Produits de combustion :** Sauf dans les cas prévus aux articles 34 à 36, les produits de combustion dégagés par des installations de chauffage de l'air d'un établissement doivent être évacués directement vers l'extérieur de l'établissement, au moyen d'une conduite.

**34. Chauffage à l'infrarouge :** Dans tout établissement chauffé par un appareil à infrarouge alimenté au gaz, l'air vicié par les gaz de combustion doit être évacué à l'extérieur par ventilation naturelle ou mécanique au taux minimal de

$$\frac{9 \text{ m}^3/\text{h}}{\text{MJ/h}}$$

**35. Radiateurs de chantiers de construction :** Tout radiateur alimenté au gaz propane ou au gaz naturel et utilisé dans un chantier de construction doit :

- a) être conforme aux normes des parties un et deux du Code des installations pour appareils et équipements fonctionnant au gaz naturel et au propane tel qu'adopté par le Décret 174-80 du 23 janvier 1980 ; et
- b) ne pas rejeter dans le milieu de travail des gaz qui auraient pour effet d'y augmenter la concentration des gaz au-delà des normes prescrites au premier alinéa de l'article 5.

Le paragraphe b du premier alinéa s'applique également aux radiateurs à l'huile utilisés dans les chantiers de construction.

**36. Générateurs d'air chaud d'appoint :** Tout système générateur d'air chaud d'appoint alimenté au propane ou au gaz naturel et utilisé dans un établissement doit être conforme à la norme CGA 3.7-1976 de l'Association canadienne du gaz publiée dans un document intitulé *Direct Gas-Fired Non-Recirculating Make-up Air Heaters* et aux normes visées au paragraphe a du premier alinéa de l'article 35.

## SECTION VI CONTRAINTES THERMIQUES

**37. Mesure obligatoire :** L'exploitant de tout établissement qui emploie 50 travailleurs ou plus où des travailleurs sont soumis à des conditions thermiques telles que l'indice de contrainte thermique atteint ou dépasse la courbe de travail continu indiquée au graphique de l'annexe D, doit mesurer cet indice deux fois par année, dont une fois pendant l'été, à chaque poste de travail où cet indice est atteint ou dépassé.

Les résultats des mesures effectuées conformément au premier alinéa doivent être consignés dans un registre que l'exploitant de l'établissement doit conserver pendant au moins 5 ans.

**38. Méthode :** Pour les fins d'application du présent règlement, l'indice de contrainte thermique est mesuré par l'indice de température au thermomètre à globe à boule humide (méthode W.B.G.T.) tel que prévu dans la 2<sup>e</sup> édition de l'ouvrage intitulé *Heating & Cooling for Man in Industry* publié en 1975 par l'*American Industrial Hygiene Association* et dans l'annexe D.

**39. Indice supérieur à la courbe de travail continu :** L'exploitant de tout établissement où des travailleurs sont soumis à des conditions thermiques telles que l'indice de contrainte thermique dépasse la courbe de travail continu indiquée au graphique de l'annexe D doit assurer une surveillance médicale des travailleurs ainsi exposés et mettre à leur disposition de l'eau dont la température est comprise entre 10°C et 15°C, du sel ainsi qu'une douche par 15 travailleurs exposés.

**40. Mesures particulières :** L'exploitant de tout établissement où des travailleurs sont soumis à des conditions thermiques telles que l'indice de contrainte thermique dépasse la courbe de travail continu indiquée au graphique de l'annexe D, doit :

a) réaménager le poste de travail exposé à l'aide d'écrans réfléchissants, d'une isolation ou d'une ventilation supplémentaire, de manière à réduire l'indice de contrainte thermique à ce poste de travail à une valeur inférieure ou égale aux valeurs de la courbe de travail continu ;

b) si l'application du paragraphe a s'avère impossible ou ne permet pas d'atteindre la courbe de travail continu, contrôler la charge de travail, le temps d'exposition et le temps de récupération conformément au régime d'alternance travail et repos prévu à cette fin dans l'annexe D ;

c) si l'application des paragraphes a et b s'avère impossible ou ne permet pas d'atteindre les courbes indiquées au graphique de l'annexe D ou en attendant que les transformations requises selon le paragraphe a soient faites, s'assurer que les travailleurs portent des équipements et des vêtements conformes à ceux qui sont décrits dans l'ouvrage mentionné à l'article 38.

## SECTION VII ÉCLAIRAGE

**41. Niveaux d'éclairage :** Tout établissement doit être pourvu d'éclairage naturel ou artificiel à tout poste de travail ou autre endroit de l'établissement où des travailleurs circulent, de manière à fournir les niveaux d'éclairage requis selon l'annexe E.

**42. Méthode de mesure :** La mesure du niveau d'éclairage pour les fins d'application de l'article 41 doit s'effectuer à 750 millimètres du plancher sur le plan utile de travail, au moyen d'un photomètre corrigé pour la lumière incidente.

**43. Exception :** La présente section ne s'applique pas aux chantiers de construction souterrains ni aux établissements miniers souterrains où les travailleurs portent une lampe de mineur ni aux travaux qui, de par leur nature, doivent être exécutés sans lumière ou sous éclairage contrôlé.

## SECTION VIII BRUIT

**44. Exploitation et aménagement :** Tout établissement dont l'exploitation est susceptible d'entraîner l'émission de bruit au niveau de la zone audible des travailleurs doit être exploité conformément aux exigences de l'article 50 de sorte que le bruit mesuré à tout poste de travail n'excède pas les normes prévues aux articles 45 à 49 pour toute période de temps y indiquée.

Tout établissement doit être conçu, construit ou aménagé de façon à respecter les normes et exigences visées au premier alinéa et de sorte que l'établissement ne soit pas une source de bruit par les plafonds, les murs, les planchers, les corridors ou les gaines d'escalier, de monte-charge ou d'ascenseur vers tout bâtiment ou local contigu à cet établissement.

**45. Bruit continu :** Dans un établissement, aucun travailleur ne doit être exposé aux niveaux de bruit continu prévus ci-dessous pendant une période de temps plus longue que celle qui est indiquée au tableau qui suit :

niveau de bruit (en dBA, dBA corrigés ou dBA équivalents)	temps d'exposition* permis (h/jour)
85	16
86	13,9
87	12,1
88	10,6
89	9,2
90	8
91	7
92	6
93	5,3
94	4,6
95	4
96	3,5
97	3
98	2,6
99	2,3
100	2
101	1,75
102	1,50
103	1,3
104	1,2
105	1
106	0,9
107	0,8
108	0,7
109	0,6
110	0,5
111	0,45
112	0,4
113	0,35

114	0,30
115	0,25
> 115	0

\* ceci comprend toute exposition continue ou toute série de courtes expositions sur une période de travail d'un travailleur.

Le temps d'exposition permis pour tout travailleur à chaque niveau de bruit indiqué au tableau précédent, est diminué de moitié, à compter d'une date qui sera déterminée par règlement en vertu de l'article 223 de la Loi sur la santé et la sécurité du travail (L.Q., 1979, c.63 ; après refonte : L.R.Q., c. S-2.1).

**46. Bruits continus de niveaux différents :** Lorsqu'un travailleur est exposé à des bruits continus de niveaux différents, l'effet combiné de ces niveaux doit être évalué :

a) en faisant la somme des fractions suivantes :

$$\frac{C_1}{T_1} + \frac{C_2}{T_2} + \dots + \frac{C_m}{T_m}, \text{ où } C \text{ indique le temps}$$

total en heures d'exposition à un niveau donné et  $T$  indique le temps total en heures d'exposition permis selon l'article 45 ; ou

b) en calculant le niveau équivalent de bruit en dBA équivalents à l'aide de la formule suivante :

$$L_{eq} = 10,61 \log_{10} \frac{1}{T} \int_0^T \frac{1}{T} \frac{L}{16,61} dt$$

où :  $L_{eq}$  = niveau équivalent de bruit  
 $L$  = niveau instantané de bruit en dBA  
 $T$  = temps total d'exposition du travailleur, exprimé en heures,

et en utilisant le niveau de bruit ainsi obtenu pour appliquer le tableau de l'article 45.

Dans le cas où on utilise la méthode d'évaluation visée au paragraphe a du premier alinéa, un travailleur ne doit pas être exposé à un niveau de bruit tel que la somme des fractions excède l'unité.

Toute exposition du travailleur à un niveau de bruit inférieur à 85 dBA doit être écartée des calculs visés au présent article.

**47. Bande de fréquence prédominante :** Lorsqu'un bruit continu comporte des bandes de fréquence prédominante, le niveau continu doit être calculé en dBA corrigés selon la méthode indiquée à l'annexe F.

**48. Bruits d'impact :** Dans un établissement, aucun travailleur ne doit être exposé à un bruit d'impact qui excède dans une journée le nombre indiqué au tableau qui suit :

niveau de bruit en dB linéaire valeur de crête	nombre d'impacts permis (pendant 8 heures)
120	10 000
121	7 943
122	6 310
123	5 012
124	3 981
125	3 162
126	2 512
127	1 995
128	1 585
129	1 259
130	1 000
131	794
132	631
133	501
134	398
135	316
136	251
137	200
138	158
139	126
140	100
> 140	0

**49. Bruits d'impact de niveaux différents :** Lorsqu'un travailleur est exposé à des bruits d'impact de niveaux différents, l'effet combiné de ces niveaux doit être évalué :

a) en faisant la somme des fractions suivantes :

$$\frac{C_1}{N_1} + \frac{C_2}{N_2} + \dots + \frac{C_m}{N_m} \quad \text{où } C \text{ indique le nombre}$$

total d'impacts à un niveau donné et  $N_m$  indique le nombre total d'impacts permis selon l'article 48 ; ou

b) en calculant le niveau équivalent en dB linéaire valeur de crête à l'aide de la formule suivante :

$$L_{eq} = 10 \log \frac{1}{N} \sum_{n=0}^N 10^{\frac{L_n}{10}}$$

$$SEA = L_{eq} + 10 \log N$$

où : SEA = somme des énergies acoustiques  
 $L_{eq}$  = niveau équivalent des bruits d'impact  
 $L_n$  = niveau de  $n^{\text{ième}}$  bruit d'impact en dB linéaire valeur de crête  
 $N$  = nombre total de bruit d'impact auquel le travailleur est exposé durant une journée.

Dans le cas où on utilise la méthode d'évaluation visée au paragraphe a du premier alinéa, un travailleur ne doit pas être exposé à un niveau de bruit tel que la somme des fractions excède l'unité.

Lorsque les mesures sont effectuées en vertu du paragraphe b du premier alinéa, un travailleur ne doit pas être exposé à des bruits d'impact tels que la SEA dépasse 120 ou que la valeur de crête en dB linéaire dépasse 140.

Toute exposition d'un travailleur à un niveau de bruit inférieur à 120 dB linéaire comme valeur de crête doit être écartée des calculs.

**50. Mesures correctives :** L'exploitant d'un établissement doit se conformer aux normes établies aux articles 45 à 49 en mettant en oeuvre les mesures indiquées ci-dessous, dans l'ordre suivant :

- en réduisant le bruit à la source ;
- en isolant tout poste de travail exposé à ce bruit ;
- en insonorisant les locaux de travail.

Dans le cas où il s'avère impossible, en appliquant les mesures prévues au premier alinéa, de respecter les normes prévues aux articles 45 à 49 ou en attendant que les transformations requises par cet alinéa soient réalisées, l'exploitant d'un établissement doit mettre des protecteurs auditifs à la disposition des travailleurs ou doit limiter le temps d'exposition des travailleurs conjointement avec un programme audiométrique.

L'exploitant d'un établissement doit mettre en oeuvre les mesures prévues au premier alinéa, même s'il ne réussit pas ainsi à respecter les normes prévues aux articles 45 à 49.

**51. Protecteurs auditifs :** Tout protecteur auditif fourni à un travailleur par l'exploitant d'un établissement conformément au deuxième alinéa de l'article 50 doit atténuer le bruit de telle sorte que le travailleur ne soit plus exposé à des bruits qui excèdent les normes établies aux articles 45 à 49.

Ces protecteurs auditifs doivent être conformes à la norme ACNOR Z.94.2-1974 intitulée Protecteurs auditifs.

Le paragraphe *d* du premier alinéa de l'article 9 s'applique, en l'adaptant, à ces protecteurs auditifs.

**52. Affichage :** Lorsqu'un travailleur est exposé à des bruits qui excèdent les normes établies aux articles 45 à 49, l'exploitant de l'établissement doit placer près du poste de travail ou dans la salle où celui-ci se trouve, une affiche indiquant que le port de protecteurs auditifs est obligatoire. Si cette affiche comporte des caractères, ceux-ci doivent avoir au moins 30 millimètres de hauteur.

**53. Mesure du bruit :** L'exploitant de tout établissement qui emploie 50 travailleurs ou plus et qui est susceptible d'émettre du bruit capable de dépasser, à un poste de travail donné, les normes prévues aux articles 45 à 49, doit mesurer au moins une fois l'an le bruit émis à ce poste de travail.

Ces mesures doivent également être effectuées dans un délai de 30 jours à la suite d'une modification des procédés ou des équipements industriels ou à la suite de la mise en place de moyens destinés à diminuer les niveaux de bruit émis à un poste de travail. Les mesures de bruit effectuées selon le présent article doivent être consignées dans un registre conservé en la manière décrite au troisième alinéa de l'article 11.

**54. Appareils de mesure :** Pour l'application de la présente section, le niveau du bruit doit être mesuré à l'aide d'un sonomètre de type 2 pour utilisation générale ou de type 1 pour fins de précision tel que prévu dans la norme ACNOR Z.107.1-1973 intitulée *Sonomètres*.

Les appareils utilisés pour déterminer les bandes de fréquence prédominante doivent être conformes à la norme ACNOR Z.107.5-1975 intitulée *Octave, Half-Octave and Third Octave Band Filter Sets*.

**55. Méthodes de mesure :** Pour l'application de la présente section, sauf dans le cas prévu à l'article 47, le bruit doit être mesuré conformément à la norme ACNOR Z.107.2-1973 intitulée *Méthodes de mesure de niveaux de pression acoustique*.

## SECTION IX NORMES SANITAIRES

**56. Eau potable :** Tout établissement doit mettre à la disposition des travailleurs de l'eau potable dont la qualité est conforme aux normes d'une réglementation relative aux eaux destinées à la consommation humaine adoptée en vertu de la Loi.

**57. Approbation :** Celui qui a l'intention d'établir, de reconstruire, d'agrandir ou de modifier une prise d'eau d'ali-

mentation destinée à approvisionner un établissement en eau potable doit en soumettre les plans et devis au sous-ministre de l'Environnement et obtenir son autorisation conformément l'article 32 de la Loi.

L'autorisation prévue au premier alinéa n'est pas requise dans le cas où l'établissement est alimenté en eau par un réseau d'aqueduc municipal ou par un réseau d'aqueduc exploité par une personne titulaire du permis visé à l'article 32.1 de la Loi.

**58. Analyse :** L'exploitant de tout établissement qui n'est pas alimenté en eau par un réseau d'aqueduc municipal ou par un réseau d'aqueduc exploité par une personne titulaire du permis prévu à l'article 32.1 de la Loi doit, une fois par mois, transmettre au sous-ministre de l'Environnement le résultat d'une analyse bactériologique effectuée sur un échantillon de l'eau qui est mise à la disposition des travailleurs pour fins de consommation.

Le présent article ne s'applique pas aux eaux embouteillées.

**59. Eaux embouteillées :** Toute eau embouteillée distribuée dans un établissement doit être conforme aux exigences prescrites par le Règlement sur les eaux embouteillées (c. Q-2, r.5).

**60. Appareils de distribution :** Tout établissement doit être pourvu d'appareils de distribution d'eau potable destinée à la consommation des travailleurs, à raison d'un appareil par 75 travailleurs. Il doit y avoir au moins un appareil de distribution d'eau potable dans le cas d'un établissement qui compte moins de 75 travailleurs ou pour toute fraction d'un tel groupe.

Ces appareils de distribution d'eau potable doivent être fabriqués de matériaux imperméables et être facilement nettoyables. Ils doivent être gardés à l'abri de toute source de contamination de l'eau.

**61. Système d'eau non potable :** Tout système de distribution d'eau potable destinée à la consommation des travailleurs doit être conçu et aménagé de façon à écarter toute possibilité de raccordement ou de contamination avec tout système de tuyauterie susceptible de contenir de l'eau non potable.

Tout robinet d'eau non potable doit être identifié.

**62. Gobelets :** Sauf dans le cas où les travailleurs disposent d'appareils qui distribuent de l'eau potable à l'aide d'une fontaine, l'exploitant de tout établissement doit mettre à leur disposition des gobelets individuels uniservice propres.

Les travailleurs doivent s'abstenir d'utiliser en commun une tasse ou un verre.

L'exploitant d'un établissement qui met des gobelets à la disposition des travailleurs doit placer une poubelle à moins de 2 mètres de l'appareil de distribution d'eau potable.

**63. Salle à manger :** L'exploitant de tout établissement doit mettre une salle à manger à la disposition des travailleurs qui y prennent leur repas.

Cette salle à manger doit :

- a) occuper une superficie minimale d'un mètre carré par travailleur pour tous les travailleurs susceptibles d'y manger simultanément ;
- b) être pourvue de tables et de sièges pour tous les travailleurs susceptibles d'y manger simultanément ;
- c) être isolée des lieux de travail ;
- d) être nettoyée après chaque période de repas ;
- e) être pourvue de récipients couverts destinés à recevoir les déchets, lesquels récipients doivent être étanches, conçus pour résister à la corrosion et nettoyés quotidiennement pendant les jours ouvrables ;
- f) être pourvue de crochets pour suspendre les vêtements, sauf s'il existe des vestiaires ou des crochets dans un lieu adjacent à la salle à manger ;
- g) ne pas servir à des fins d'entreposage ;
- h) être pourvue d'un niveau d'éclairage minimal de 250 lux ;
- i) être maintenue à une température minimale de 20°C ; et
- j) être ventilée naturellement conformément aux normes applicables aux laboratoires et aux édifices à bureaux selon l'article 15 ou mécaniquement par addition d'air à raison de 20 mètres cubes d'air par heure par travailleur, tout en respectant les articles 22 et 23.

Dans le cas où une cuisinière est utilisée pour la cuisson des aliments, la salle à manger doit être pourvue d'une hotte destinée à évacuer les fumées et les odeurs dans l'atmosphère, à l'extérieur de l'établissement.

Le présent article ne s'applique pas aux chantiers de construction ou aux locaux utilisés à des fins de bureaux.

Dans toute mine souterraine, les salles à manger doivent être pourvues des accessoires visés au paragraphes *a* et *b* de l'article 69.

**64. Vestiaires :** Dans le cas d'un établissement ou partie d'établissement visé aux articles 5, 20 ou au paragraphe *c*

de l'article 40 où les travailleurs portent des vêtements utilisés exclusivement pour le travail, l'exploitant de l'établissement doit mettre à la disposition des travailleurs concernés, un endroit isolé des lieux de travail et muni de crochets ou de casiers pour ranger ces vêtements.

Cette salle doit être dotée du niveau d'éclairage minimal et être à la température prescrite aux paragraphes *h* et *i* du deuxième alinéa de l'article 63.

**65. Vestiaire-séchoir :** Dans le cas d'une mine souterraine, d'un chantier de construction souterrain et dans le cas de travaux effectués dans l'air comprimé, l'exploitant de l'établissement doit mettre un vestiaire-séchoir à la disposition des travailleurs concernés.

Le vestiaire-séchoir doit être constitué d'une salle pourvue :

- a) d'un espace où les travailleurs peuvent changer de vêtements ;
- b) de bancs et de casiers ou crochets ;
- c) d'une distance libre d'au moins 600 millimètres devant chaque rangée de casiers ;
- d) d'installations munies de sources de chaleur destinées à sécher les vêtements des travailleurs ;
- e) de douches avec eau chaude et eau froide installées dans une pièce adjacente, à raison d'une douche pour 15 travailleurs qui terminent simultanément leur quart de travail.

**66. Vestiaire double :** L'exploitant de tout établissement où les travailleurs sont exposés au plomb, au mercure, à l'amiante ou au béryllium ou à leurs composés, sous forme de vapeur ou de poussière, doit mettre à la disposition de ceux-ci un casier pour les vêtements de ville et un casier séparé pour les vêtements de travail.

Ces casiers doivent être placés dans 2 salles séparées et utilisées exclusivement à cette fin, entre lesquelles on doit aménager une salle de douches de sorte que les travailleurs puissent prendre une douche avant de mettre leurs vêtements de ville. L'espace de rangement de chaque casier doit être d'au moins 0,14 mètre cube et une distance libre d'au moins 600 millimètres doit être prévue devant chaque rangée de casiers.

Dans les établissements visés au premier alinéa, les travailleurs ne peuvent porter leurs vêtements de travail ailleurs que sur les lieux de travail.

**67. Installations sanitaires :** Sous réserve des cas prévus aux articles 70 et 71, tout établissement doit être pourvu d'une ou de plusieurs salles de toilette distinctes des autres pièces de l'établissement.

Sous réserve des exceptions prévues au premier alinéa, les cabinets d'aisance, urinoirs, lavabos et douches doivent être conformes en nombre, aux normes prévues à l'annexe D du Code de plomberie (c. I-12.1, r.1) et par tout autre règlement qui pourrait être adopté de temps à autre.

**68. Lavabos :** Dans un établissement, tout lavabo individuel peut être remplacé par un lavabo à usage collectif d'une longueur de 600 millimètres.

**69. Produits destinés à assurer l'hygiène :** L'exploitant de tout établissement doit, dans les salles de toilettes, mettre les produits suivants à la disposition des travailleurs :

- a) du savon ou une autre substance nettoyante ;
- b) des serviettes de papier, des séchoirs à mains ou des essuie-mains enroulables ; et
- c) dans le cas où on utilise des serviettes de papier, des paniers destinés à recevoir les serviettes après usage.

**70. Chantiers de construction :** Tout chantier de construction doit être pourvu d'au moins un cabinet d'aisance par groupe de 30 travailleurs ou moins, jusqu'à un maximum de 7 cabinets.

Tels cabinets d'aisance doivent être :

- a) accessibles à pied du chantier de construction ;
- b) aménagés de sorte que l'usager soit à l'abri des regards, des intempéries et de la chute d'objet ;
- c) chauffés à une température minimale de 18°C ;
- d) pourvu d'un éclairage naturel ou artificiel ;
- e) aérés par des moyens mécaniques ou naturels ; et
- f) munis de sièges à couvercle.

**71. Établissements miniers :** Toute mine souterraine doit être pourvue d'au moins un cabinet d'aisance à chaque niveau où il y a des travailleurs.

Le premier alinéa de l'article 70 s'applique à ces cabinets d'aisance.

**72. Nettoyage :** L'exploitant de tout établissement doit veiller à ce que les salles de toilettes soient nettoyées et lavées avant chaque quart de travail.

**73. Accessoires, fonctionnement et entretien :** Dans tout établissement, les cabinets d'aisance doivent être :

- a) pourvus de papier hygiénique ;
- b) tenus en état de fonctionnement ; et
- c) pourvus de sièges.

Tout siège de toilette fissuré ou détérioré doit être remplacé immédiatement.

**74. Aménagement et entretien :** Dans tout établissement, les salles de toilette doivent :

- a) être pourvues du niveau d'éclairage minimal prescrit au paragraphe h du deuxième alinéa de l'article 63, sauf dans les mines souterraines ;
- b) servir exclusivement aux fins pour lesquelles elles ont été conçues ;
- c) être libres de tout obstacle ou de toute obstruction susceptible d'empêcher leur utilisation ; et
- d) être entretenues de manière à éliminer la présence de vermine, de rongeurs et d'insectes.

**75. Ventilation :** Pendant les heures d'exploitation d'un établissement, les salles de vestiaires et salles de toilettes doivent être ventilées vers l'extérieur de l'établissement, naturellement selon l'article 15 ou mécaniquement par extraction conformément aux normes prescrites au tableau suivant :

<i>lieu</i>		<i>norme</i>
Vestiaires	crochets ou casiers pour vêtements de ville	18 m <sup>3</sup> /h/m <sup>2</sup>
	crochets ou casiers pour vêtements de travail	36 m <sup>3</sup> /h/m <sup>2</sup>
	vestiaires-séchoirs	12 m <sup>3</sup> /h/casier
Cabinets d'aisance et urinoirs		36 m <sup>3</sup> /h/m ; 45 m <sup>3</sup> /h/cabinet d'aisance ; ou 350 m <sup>3</sup> /h minimum
Douches		36 m <sup>3</sup> /h/m ; 90 m <sup>3</sup> /h/tête de douche ; ou 350 m <sup>3</sup> /h minimum

Dans le cas où une salle de toilette est ventilée naturellement, il doit y avoir une aire de ventilation de 0,1 mètre carré par cabinet d'aisance.

## SECTION X

### DISPOSITIONS DIVERSES

**76. Plancher :** Tout établissement où l'on manipule, entrepose ou utilise du plomb, du mercure ou leurs composés sous forme solide ou liquide doit être pourvu d'un plancher recouvert d'un revêtement non poreux.

**77. Nettoyage :** Dans un établissement, l'entretien des lieux de travail doit s'effectuer par aspiration, balayage humide ou une autre méthode qui ne cause pas de soulèvement de poussière.

**78. Vêtements de travail :** L'exploitant de toute usine de récupération du plomb ou de produits plombifères, ou de fabrication d'accumulateurs au plomb, de toute fonderie de plomb, de toute usine de fabrication de poudres et de sels de plomb, de chlore et de soude caustique ou de lampes fluorescentes où les travailleurs doivent manipuler du plomb ou du mercure, doit fournir des vêtements utilisés exclusivement pour les fins de ce travail.

Ces vêtements doivent être lavés ou nettoyés par l'exploitant de l'établissement au moins une fois par semaine.

**79. Choix de l'équipement de protection personnelle :** Dans le cas où il existe un comité paritaire de santé-sécurité dans un établissement, ce comité a la responsabilité de choisir l'équipement de protection personnelle que porteront les travailleurs de cet établissement en vertu des articles 8, 40, 50 et 51 parmi les différents équipements qui sont conformes aux normes prescrites à ces articles.

**80. Efficacité :** Tout équipement utilisé ou installé dans un établissement aux fins de prévenir l'émission de gaz, poussières, vapeurs, fumées et brouillards, d'assurer les conditions d'éclairage, de ventilation, de température, de salubrité et d'hygiène prescrites par le présent règlement ou d'assurer des conditions sonores ou thermiques conformes aux exigences du présent règlement doit toujours être en état de fonctionnement et doit fonctionner de façon optimale pendant les heures d'exploitation de l'établissement de manière à assurer le rendement pour lequel il a été conçu.

**81. Territoires agricoles :** Le présent règlement s'applique notamment aux immeubles compris dans une aire retenue pour fins de contrôle et dans une zone agricole établies suivant la Loi sur la protection du territoire agricole (L.R.Q., c. P-41.1).

## ANNEXE A

(a. 5, 11 et 21)

### CONCENTRATIONS ADMISSIBLES DE GAZ, POUSSIÈRES, FUMÉES, VAPEURS OU BROUILLARDS DANS LE MILIEU DE TRAVAIL

#### Notes :

1) la concentration moyenne se calcule par des échantillonnages multiples ou continus d'une durée totale d'au moins 2 heures ou par 5 échantillons de la durée prescrite dans l'ouvrage visé à l'article 13 du présent règlement, ces échantillonnages étant répartis uniformément à l'intérieur d'une période de temps de 8 heures dans une journée de travail ;

2) la concentration maximale se calcule sur 15 minutes consécutives ;

3) l'expression « mpppc » signifie « million de particules par pied cube d'air » ;

4) la lettre « P » indique une valeur-plafond à ne jamais dépasser pour quelque durée de temps que ce soit ;

5) la lettre « T » indique une substance dont la toxicité est percutanée, c'est-à-dire qu'un travailleur l'absorbe d'abord par la peau ;

6) l'expression « ppm » signifie « partie par million » ;

7) l'expression « mg/m<sup>3</sup> » signifie « milligramme par mètre cube d'air » ;

8) la lettre « C » indique une substance cancérigène.



**PARTIE I**  
**TABEAU GÉNÉRAL**

<i>Nomenclature des gaz, poussières, fumées, vapeurs ou brouillards</i>	<i>Concentration moyenne</i>		<i>Remarque</i>	<i>Concentration maximale</i>	
	<i>p.p.m.</i>	<i>mg/m<sup>3</sup></i>		<i>p.p.m.</i>	<i>mg/m<sup>3</sup></i>
Abate		10			20
Acétaldéhyde	100	180		150	270
Acétate d'amyle n	100	530		150	800
Acétate d'amyle sec	125	670		150	800
Acétate de butyle n	150	710		200	950
Acétate de butyle sec	200	950		250	1 190
Acétate de butyle tert	200	950		250	1 190
Acétate d'éthyle	400	1 400			
Acétate d'éthylglycol	100	540	T	150	810
Acétate d'hexyle sec	50	300			
Acétate d'isoamyle	100	525		125	655
Acétate d'isobutyle	150	700		187	875
Acétate d'isopropyle	250	950		310	1 185
Acétate de méthyle	200	610		250	760
Acétate de méthylglycol	25	120	T	35	170
Acétate de propyle n	200	840		250	1 050
Acétate de vinyle	10	30		20	60

<i>Nomenclature des gaz, poussières, fumées, vapeurs ou brouillards</i>	<i>Concentration moyenne</i>		<i>Remarque</i>	<i>Concentration maximale</i>	
	<i>p.p.m.</i>	<i>mg/m<sup>3</sup></i>		<i>p.p.m.</i>	<i>mg/m<sup>3</sup></i>
Acétone	1 000	2 400		1 250	3 000
Acétonitrile	40	70		60	105
Acétylène	Asphyxiant simple : on doit lutter contre ce gaz par le biais de l'article 7 du règlement				
Acide acétique	10	25		15 <sup>c</sup>	37
Acide chlorhydrique	5	7	P		
Acide cyanhydrique (cyanure d'hydrogène)	10	11	T	15	16
Acide dichloro-2-4-phénoxyacétique		10			20
Acide fluorhydrique (fluorure d'hydrone)	3	2			
Acide formique	5	9			
Acide nitrique	2	5		4	10
Acide oxalique		1			2
Acide phosphorique		1			3
Acide picrique		0,1	T		0,3
Acide sulfurique		1			
Acide thioglycolique	1	5			
Acroléine	0,1	0,25		0,3	0,8
Acrylamide		0,3	T		0,6
Acrylate de butyle	10	55			

<i>Nomenclature des gaz, poussières, fumées, vapeurs ou brouillards</i>	<i>Concentration moyenne</i>		<i>Remarque</i>	<i>Concentration maximale</i>	
	<i>p.p.m.</i>	<i>mg/m<sup>3</sup></i>		<i>p.p.m.</i>	<i>mg/m<sup>3</sup></i>
Acrylate d'éthyle	25	100	T		
Acrylate de méthyle	10	35	T		
Acrylonitrile (cyanure de vinyle)	20	45	C, T	30	65
Alcalis caustiques (en solution), calculés en NaOH (soude caustique)		2	P		
Alcool allylique	2	5	T	4	10
Alcool butylique n	50	150	P, T		
Alcool butylique sec	150	450			
Alcool butylique tert.	100	300		150	450
Alcool 2-chloroéthylique (éthylène chlorhydrine) (2-chloroéthanol)	1	3	P		
Alcool éthylique (éthanol)	1 000	1 900			
Alcool furfurylique (furfurol)	5	20	T	10	40
Alcool isoamylique	100	360		125	450
Alcool isobutylique	50	150		75	225
Alcool isopropylique	400	980	T	500	1 225
Alcool méthylamylique (méthylisobutylcarbinol)	25	100	T	40	160
Alcool méthylique (méthanol)	200	260	T	250	310
Alcool propargylique	1	2	T	3	6
Alcool propylique (propanol)	200	500	T	250	625

<i>Nomenclature des gaz, poussières, fumées, vapeurs ou brouillards</i>	<i>Concentration moyenne</i>		<i>Remarque</i>	<i>Concentration maximale</i>	
	<i>p.p.m.</i>	<i>mg/m<sup>3</sup></i>		<i>p.p.m.</i>	<i>mg/m<sup>3</sup></i>
Aldéhyde chloroacétique (chloroacétaldéhyde)	1	3	P		
Aldéhyde crotonique	2	6		6	18
Aldéhyde formique (formaldéhyde)	2	3	P		
Aldéhyde glutarique (activée ou non) (glytaraldéhyde)		0,25	P		
Aldéhyde furfurylique (furfural)	5	20	T	15	60
Aldéhyde succinique		0,25			
Aldéhyde valérique	50	175			
Aldrine		0,25	T		0,75
Aluminium (alkyle d')		2			
Aluminium (oxyde d') (alundum, corindon, alumine)		10	*		20
Aluminium (poudre pyrotechnique)		5			
Aluminium (sels solubles)		2			
Amiante	Voir la partie II de la présente annexe				
Amidon		10	*		20
4-Aminobiphényle			T, C		
2-Aminoéthanol (Éthanolamine)	3	8		6	15
2-Aminopyridine	0,5	2		2	4

\* Cette norme correspond à la poussière totale dont le % total de quartz est <1% ou à 5 mg/m<sup>3</sup> pour la poussière respirable.

<i>Nomenclature des gaz, poussières, fumées, vapeurs ou brouillards</i>	<i>Concentration moyenne</i>		<i>Remarque</i>	<i>Concentration maximale</i>	
	<i>p.p.m.</i>	<i>mg/m<sup>3</sup></i>		<i>p.p.m.</i>	<i>mg/m<sup>3</sup></i>
Ammoniaque	25	18		35	27
Ammonium (chlorure) (chlorure d'ammonium)		10			20
Ammonium (sulfamate) (sulfamate d'ammonium) (ammate)		10			20
Anhydride acétique	5	20	P		
Anhydride carbonique (bioxyde de carbone)	5 000	9 000		15 000	18 000
Anhydride maléique	0,25	1			
Anhydride phtalique	1	6		4	24
Aniline	5	19	T		
Anisidine (o- et p-)	0,1	0,5	T		
Antimoine et ses composés (en Sb)		0,5			
Antimoine (trioxyde d'), manutention en utilisation (en Sb)	00	0,5	C		
Antu		0,3			0,9
Argent (métal et composés solubles)		0,01			0,03
Argon	Asphyxiant simple : on doit lutter contre ce gaz par le biais de l'article 7 du règlement				
Arsenic et ses composés (exprimés en As)		0,5			
Arsenic (trioxyde et pentoxyde de) (production)		0,5	C		

Nomenclature des gaz, poussières, fumées, vapeurs ou brouillards	Concentration moyenne		Remarque	Concentration maximale	
	p.p.m.	mg/m <sup>3</sup>		p.p.m.	mg/m <sup>3</sup>
Arsine (arséniure d'hydrogène AsH <sub>3</sub> )	0,5	0,2			
Asphalte (fumées de (pétrole))		5			10
Atrazine		10			
Azinphos-méthyl		0,2	T		0,6
Azote (oxyde nitrique NO)	25	30		35	45
Azote (bioxyde d')	5	9	P		
Azote (trifluorure d')	10	29		15	45
Baryum (composés solubles en Ba)		0,5			
Baygon		0,5			2
Benomyl		10			20
Benzène	10	30	C		
Benzène (production)			T, C		
Benzoquinone (p-) (quinone)	0,1	0,4		0,3	1,2
Béryllium		0,002	C		0,02
Bichlorure d'acétylène	200	290		250	1 000
Biphényle	0,2	1,5		0,6	4
Biphényle chloré (42% Cl)		1	T		2
Biphényle chloré (54% Cl)		0,5	T		1
Biphényle/Oxyde de dipénylène (vapeur)	1	7		2	14

<i>Nomenclature des gaz, poussières, fumées, vapeurs ou brouillards</i>	<i>Concentration moyenne</i>		<i>Remarque</i>	<i>Concentration maximale</i>	
	<i>p.p.m.</i>	<i>mg/m<sup>3</sup></i>		<i>p.p.m.</i>	<i>mg/m<sup>3</sup></i>
Bishuth (tellure de)		10			20
Bismuth (tellure de, dopé en Se)		5			10
Bois (poussières non allergènes)		5			10
Bore (oxyde de)		10			20
Bore (tribromure de)	1	10		3	30
Bore (trifluorure de)	1	3	P		
Brai de goudron de houille (fraction soluble dans le benzène)		0,2	C		
Bromacil		10			20
Brome	0,1	0,7		0,3	2
Brome (pentafluorure de)	0,1	0,7		0,3	2
Bromochlorométhane	200	1 050		250	1 300
Brométhane (bromure éthylique)	200	890		250	1 110
Bromoforme (tribromométhane)	0,5	5,0	T		
Bromométhane (bromure méthylique)	15	60	T		
Bromothifluorométhane (Fréon 13 B 1)	1 000	6 100		1 200	7 300
Bromure d'hydrogène	3	10			
Bromure de vinyle (bromoéthylène)	250	1 100			
1,3-Butadiène	1 000	2 200		1 250	2 750

<i>Nomenclature des gaz, poussières, fumées, vapeurs ou brouillards</i>	<i>Concentration moyenne</i>		<i>Remarque</i>	<i>Concentration maximale</i>	
	<i>p.p.m.</i>	<i>mg/m<sup>3</sup></i>		<i>p.p.m.</i>	<i>mg/m<sup>3</sup></i>
Buthométhol	0,5	1,5			
Butane	600	1 430		750	1 780
Butylamine	5	15	P, T		
Butylglycol (2-Butoxyéthanol)	50	240	T	150	720
Butylmercaptan	0,5	1,5			
Butyltoluène (p-tert.)	10	60		20	120
Cadmium (oxyde de) (fumées, en Cd)		0,05	P, C		
Cadmium (poussières métalliques et sels, en Cd)		0,05			0,2
Calcium (arséniate de) (exprimé en As)		1			
Calcium (carbonate de)		10	*		20
Calcium (cyanamide de)		0,5			1
Calcium (hydroxyde de)		5			
Calcium (oxyde de)		2			
Camphène chloré (foxaphène)		0,5	T		1
Camphre (synthétique)	2	12		3	18
Caprolactame (poussière)		1			3
Caprolactame (vapeur)	5	20		10	40

\* Cette norme correspond à la poussière totale dont le % total de quartz est <1% ou à 5 mg/m<sup>3</sup> pour la poussière respirable.



<i>Nomenclature des gaz, poussières, fumées, vapeurs ou brouillards</i>	<i>Concentration moyenne</i>		<i>Remarque</i>	<i>Concentration maximale</i>	
	<i>p.p.m.</i>	<i>mg/m<sup>3</sup></i>		<i>p.p.m.</i>	<i>mg/m<sup>3</sup></i>
Captafol (difolatan)		0,1	T		
Captane		5			15
Carbaryl (sévin)		5			10
Carbofuran (furadan)		0,1			
Catéchol (pyrocatéchol)	5	20			
Cellulose (fibre de papier)		10	*		20
Césium (hydroxyde)		2			
Cétène	0,5	0,9		1,5	3
Cétone diosubutile	25	150			
Chlordane		0,5	T		2
Chlore	1	3		3	9
Chlore (bioxyde de)	0,1	0,3		0,3	0,9
Chlore (trifluorure de)	0,1	0,4	P		
α-Chloroacéthophénone (chlorure de phénacyle)	0,05	0,3			
Chlorobenzène (mono)	75	350			
Chlorobenzylidène malononitrile (o-)	0,05	0,4	T		
Chlorobromométhane	200	1 050		250	1 300
2-Chloro-1,3-butadiène	25	90		3	125

Nomenclature des gaz, poussières, fumées, vapeurs ou brouillards	Concentration moyenne		Remarque	Concentration maximale	
	p.p.m.	mg/m <sup>3</sup>		p.p.m.	mg/m <sup>3</sup>
Chlorodifluorométhane (Fréon 22)	1 000	3 500		1 250	4 375
1-Chloro-2,3-époxypropane	5	20	T	10	40
Chloroéthane (chlorure d'éthyle)	1 000	2 600		1 250	3 250
Chloroéthylène (chlorure de vinyle)		1	C		1
Chloroforme (trichlorométhane)	10	50	C		
Chlorométhane (chlorure de méthyle)	100	210		125	260
1-Chloro-1-nitropropane	20	100			
Chloropicrine (nitrochlorométhane)	0,1	0,7	*	0,3	2
B-Chloroprène (2-Chloro-1-3-butadiène)	25	90	T	35	135
Chlorostyrène (o-)	50	285		75	430
Chlorotoluène (o-)	50	250	T	75	375
Chloro-2-trichlorométhyle pyridinique		10			20
Chlorpyrifos-éthyl		0,2	T		0,6
Chlorure d'allyle (3-Chloropropène)	1	3	T	2	6
Chlorure de benzyle (α-Chlorotoluène)	1	5			
Chlorure de carbonyle		0,1			0,4
Chlorure d'éthyle (Chloroéthane)	1 000	2 600		1 250	3 250
Chlorure d'éthylène (1,2-Dichloroéthane)	50	200		75	300

\* Cette norme correspond à la poussière totale dont le % total de quartz est < 1% ou à 5 mg/m<sup>3</sup> pour la poussière respirable.

<i>Nomenclature des gaz, poussières, fumées, vapeurs ou brouillards</i>	<i>Concentration moyenne</i>		<i>Remarque</i>	<i>Concentration maximale</i>	
	<i>p.p.m.</i>	<i>mg/m<sup>3</sup></i>		<i>p.p.m.</i>	<i>mg/m<sup>3</sup></i>
Chlorure d'éthylidène (1,1-Dichloroéthane)	200	810		250	1 010
Chlorure d'hydrogène	5	7	P		
Chlorure de méthyle (chlorométhane)	100	210		125	260
Chlorométhylque — bis éther de	0,001		C		
Chlorure de méthylène (dichlorométhane)	200	700		250	870
Chlorure de phénacyle ( $\alpha$ -Chloroacétophénone)	0,05	0,3			
Chlorure de propylène (1,2-Dichloropropane)	75	350		110	510
Chlorure de vinyle (chloroéthylène)		1	C		1
Chlorure de vinylidène (1,1-Dichloroéthylène)	10	40			
Chromate de butyle tert. (exprimé en CrO <sub>3</sub> )		0,1	P, T		
Chromate (certains sels insolubles)		0,05	C		
Chromate (fabrication de chromate à partir de minerai) (en Cr)		0,05	C		
Chrome (sels solubles chromeux et chromiques en Cr)		0,5			
Ciment Portland	Voir la partie II de la présente annexe				
Clopidol		10	*		20
Cobalt (fumées et poussières) (en Co)		0,1			

\* Cette norme correspond à la poussière totale dont le % TOTAL de quartz est <1% ou à 5 mg/m<sup>3</sup> pour la poussière respirable

<i>Nomenclature des gaz, poussières, fumées, vapeurs ou brouillards</i>	<i>Concentration moyenne</i>		<i>Remarque</i>	<i>Concentration maximale</i>	
	<i>p.p.m.</i>	<i>mg/m<sup>3</sup></i>		<i>p.p.m.</i>	<i>mg/m<sup>3</sup></i>
Colophane (produits de décomposition des baguettes de soudure à âme de, exprimés en aldéhyde formique)		0,1			0,3
Corindon (Al <sub>2</sub> O <sub>3</sub> )		10			
Coton brut (poussières)		0,5			
Crag (R) (herbicide)		10			20
Crésol (tous isomères)	5	22	T		
Cristobalite	Voir la partie II de la présente annexe				
Cruformate (R)		5			20
Cuivre (fumées)		0,2			
Cuivre (poussières et brouillards), en Cu		1			2
Cumène	50	245	T	75	365
Cyanamide		2			
2-Cyanoacrylate de méthyle	2	8		4	16
Cyanogène	10	20			
Cyanures (exprimés en CN)		5	T		
Cyanure de vinyle (acrylonitrile)	20	45	T	35	65
Cyclohexane	300	1 050		375	1 300
Cyclohexanol	50	200			
Cyclohexanone	50	200			

<i>Nomenclature des gaz, poussières, fumées, vapeurs ou brouillards</i>	<i>Concentration moyenne</i>		<i>Remarque</i>	<i>Concentration maximale</i>	
	<i>p.p.m.</i>	<i>mg/m<sup>3</sup></i>		<i>p.p.m.</i>	<i>mg/m<sup>3</sup></i>
Cyclohexène	300	1 015			
Cyclohexylamine	10	40	T		
Cyclopentadiène	75	200		150	400
2,4-D acide Diphénoxyacétique		10			20
DDT (zeidane)		1			3
Décoborane	0,05	0,3	T	0,15	0,9
Déméton (mélange de O et de S) (Systox) (R)	0,01	0,1	T	0,03	0,3
Déméton-méthyl (mélange de O et de S)		0,5	T		1,5
Diacétone alcool	50	240		75	360
1,2-Diaminoéthane	10	25			
Diazinon		0,1	T		0,3
Diazométhane	0,2	0,4			
Diborane	0,1	0,1			
Dibromodifluorométhane	100	860			
1,2-Dibromoéthane (bromure d'éthylène)	20	155	T, C	30	230
Dibrom (R)		3			6
Dibutylaminoéthanol (2-N-)	2	14	T	4	28
Dichloroacétylène	0,1	0,4	P		

<i>Nomenclature des gaz, poussières, fumées, vapeurs ou brouillards</i>	<i>Concentration moyenne</i>		<i>Remarque</i>	<i>Concentration maximale</i>	
	<i>p.p.m.</i>	<i>mg/m<sup>3</sup></i>		<i>p.p.m.</i>	<i>mg/m<sup>3</sup></i>
Dichlorobenzène (o-)	50	300	P		
Dichlorobenzène (p-)	75	450		110	675
3,3-Dichlorobenzidine			T, C		
3,3-Dichloro-4,4-diaminodiphénylméthane	0,2		T		
Dichlorodifluorométhane (Fréon 12)	1 000	4 950		1 250	6 200
1,3-Dichloro-5,5-diméthydantoïne		0,2			0,4
3,5-Dichloro-2,6-diméthyl-4-pyridinol (Clopidol)		10			20
1,1-Dichloroéthane	200	810		250	1 010
1,2 Dichloroéthane	50	200		75	300
1,2 Dichloroéthylène	200	790		250	1 000
Dichlorofluorométhane	1 000	4 200			
Dichlorométhane (chlorure de méthylène)	200	700			
1,1-Dichloro-1-nitroéthane	10	60	P		
1,2-Dichloropropane	75	350		110	510
Dichlorotétrafluoroéthane (Fréon 114)	1 000	7 000		1 250	8 750
Dichlorure d'acétylène (1,2-Dichloroéthylène)	200	790		250	1 000
Dichlorvos	0,1	1	T	0,3	3

<i>Nomenclature des gaz, poussières, fumées, vapeurs ou brouillards</i>	<i>Concentration moyenne</i>		<i>Remarque</i>	<i>Concentration maximale</i>	
	<i>p.p.m.</i>	<i>mg/m<sup>3</sup></i>		<i>p.p.m.</i>	<i>mg/m<sup>3</sup></i>
Dicrotophos (Bidrin)		0,25	T		
Dicyclopentadiène	5	30			
Dicyclopentadiényle de fer		10			20
Dieldrine		0,25	T		0,75
Diéthylamine	25	75			
Diéthylaminoéthanol	10	50	T		
Diéthylènetriamine	1	4	T		
Diéthyléthanolamine (diéthylaminoéthanol)	10	50	T		
Difluodibromométhane	100	860	C	150	1 290
Diisobutylcétone	25	150			
4,4-Diisocyanate de dicyclohexylméthane	0,01	0,11	P		
4,4-Diisocyanate de diphénylméthane (MDI)	0,02	0,2	P		
Diisocyanate d'isophorone	0,01	0,09	T		
2,4-Diisocyanate de toluène	0,02	0,14	P		
Diisopropylamine	5	20	T		
Diméthoxyméthane (méthylal)	1 000	3 100		1 250	3 875
Diméthylacétamide	10	35	T	15	50
Diméthylamine	10	18			

<i>Nomenclature des gaz, poussières, fumées, vapeurs ou brouillards</i>	<i>Concentration moyenne</i>		<i>Remarque</i>	<i>Concentration maximale</i>	
	<i>p.p.m.</i>	<i>mg/m<sup>3</sup></i>		<i>p.p.m.</i>	<i>mg/m<sup>3</sup></i>
Diméthylaniline (N-)	5	25	T	10	50
Diméthylaminobenzène	5	25	T	10	50
Diméthylbenzène	100	435	T	150	650
Diméthylcétone (acétone)	1 000	2 400		1 250	3 000
Diméthylformamide	10	30	T	20	60
1,1-Diméthylhydrazine	0,5	1	T, C	1	2
Dinitrate d'éthylène glycol	0,2	2	P, T		
Dinitrate de propylène	0,2	2	P, T		
Dinitrobenzène (tous isomères)	0,15	1	T	0,5	3
Dinitrocrésol (o-)		0,2	T		0,6
3,5-Dinitro-o-toluamide (zoaline)		5			10
Dinitrotoluène		1,5	T		5
Dioxane (technique)	50	180	T		
Dioxathion (Delnav) (R)		0,2	T		
Dioxyde de vinylcyclohexène	10	60			
Diphényle	0,2	1,5		0,6	4
Diphénylamine		10			20
Diquat		0,5			1
Disulfuram		2			5



Nomenclature des gaz, poussières, fumées, vapeurs ou brouillards	Concentration moyenne		Remarque	Concentration maximale	
	p.p.m.	mg/m <sup>3</sup>		p.p.m.	mg/m <sup>3</sup>
Disulfure d'allyle et de propyle	2	12		3	18
Disyston		0,1			0,3
2,6-Diterbutyl-p-crésol		10			20
2,6-Diterbutyl-4-méthylphénol (2,6-Diterbutyl-p-crésol)		10			20
Diuron		10			20
Divinyle (1,3-Butadiène)	1 000	2 200		1 250	2 750
Dyfonate	1	0,1		11	11
Eau oxygénée (Peroxyde d'hydrogène)	1	1,5		2	3
Emeri		10	*		20
Endosulfan (thiodan) (R)		0,1	T		0,3
Endrine		0,1	T		0,3
Epichlorhydrine	5	20	T, C	10	40
EPN (phénythyophosphonate de 0-éthyle et de 0-4-nitrophényle)		0,5	T		2
1-Epoxyéthyl-3,4-époxy cyclohexane (dioxyde de vinylcyclohexène)	10	60			
2,3-Epoxy-1-propanol (glycidol)	50	150		75	225
Essence (gazoline)	Voir les normes applicables aux principaux constituants de l'essence, notamment le benzène, les hydrocarbures aromatiques et les additifs.				

\* Cette norme correspond à la poussière totale dont le % total de quartz est <1% ou à 5 mg/m<sup>3</sup> pour la poussière respirable.

Nomenclature des gaz, poussières, fumées, vapeurs ou brouillards	Concentration moyenne		Remarque	Concentration maximale	
	p.p.m.	mg/m <sup>3</sup>		p.p.m.	mg/m <sup>3</sup>
Essence de térébenthine (thérébenthine)	100	560		150	840
Étain (bioxyde de, en Sn)		10	*		20
Étain (composés inorganiques sauf SnH <sub>4</sub> et SnO <sub>2</sub> , en Sn)		2			4
Étain (composés organiques, en Sn)		0,1	T		0,2
Éthane	Asphyxiant simple: on doit lutter contre ce gaz par le biais de l'article 7 du règlement.				
Éthanéthiol	0,5	1		2	3
Éthanolamine	3	8		6	15
Éther (voir oxyde)					
Éthion (nialate) (R)		0,4	T		3
Éthylamine	10	18			
Éthylamylcétone sec	25	130			
Éthylbenzène	100	435		125	545
Éthylbutylcétone (heptanone, 3)	50	230		75	345
Éthylène	Asphyxiant simple: on doit lutter contre ce gaz par le biais de l'article 7 du règlement.				
Éthylène chlorhydrine	1	3	P, T		
Éthylène diamine (1,2-Diaminoéthane)	10	25			

\* Cette norme correspond à la poussière totale dont le % total de quartz est de < 1% ou à 5 mg/m<sup>3</sup> pour la poussière respirable.

<i>Nomenclature des gaz, poussières, fumées, vapeurs ou brouillards</i>	<i>Concentration moyenne</i>		<i>Remarque</i>	<i>Concentration maximale</i>	
	<i>p.p.m.</i>	<i>mg/m<sup>3</sup></i>		<i>p.p.m.</i>	<i>mg/m<sup>3</sup></i>
Éthylène glycol (aérosol)		10			20
Éthylène glycol (vapeur)	100	250		125	325
Éthylène imine	0,5	1	T		
Éthylidène Norbornène	5	25	P		
Éthylmercaptan (éthanéthiol)	0,5	1		2	3
Éthylmorpholine (N-)	20	94	T		
Fensulfothion (Dasanit)		0,1			
Fer (oxyde de) (fumées)		5			10
Fer (sels solubles en Fe)		1			2
Fer pentacarbonyle	0,01	0,08			
Ferbame		10			20
Ferrovandium (poussière)		1			3
Fibre de verre (laine de verre)		10	*		
Fluor	1	2		2	4
Fluorotrichlorométhane	1 000	5 600		1 250	7 000
Fluorures (exprimés en F)		2,5			
Fluorure de carbonyle	5	15			

<i>Nomenclature des gaz, poussières, fumées, vapeurs ou brouillards</i>	<i>Concentration moyenne</i>		<i>Remarque</i>	<i>Concentration maximale</i>	
	<i>p.p.m.</i>	<i>mg/m<sup>3</sup></i>		<i>p.p.m.</i>	<i>mg/m<sup>3</sup></i>
Formamide	20	30		30	45
Formiate d'éthyle	100	300		150	450
Formiate de méthyle	100	250		150	275
Formol (formaldéhyde)	2	3	P		
Fumées de soudage (totalité des particules)		5			
Furfural (aldéhyde furfurylique)	5	20	T	15	60
Gazoline	Voir essence				
Germanium (tétrahydrure de)	0,2	0,6		0,6	1,8
Glutaraldéhyde	0,2		P		
Glycérine (brouillard)		10	*		
Clycidol	50	150		75	225
Graphite (synthétique)		10	*		
Graphite naturel	Voir partie II de la présente annexe				
Guthion (R) (méthyl-azinhos)		0,2	T		0,6
Gypse		10	*		20
Hafnium		0,5			1,5
Hélium	Asphyxiant simple : on doit lutter contre ce gaz par le biais de l'article 7 du règlement				

\* Cette norme correspond à la poussière totale dont le % total de quartz est <1% ou à 5 mg/m<sup>3</sup> pour la poussière respirable.

<i>Nomenclature des gaz, poussières, fumées, vapeurs ou brouillards</i>	<i>Concentration moyenne</i>		<i>Remarque</i>	<i>Concentration maximale</i>	
	<i>p.p.m.</i>	<i>mg/m<sup>3</sup></i>		<i>p.p.m.</i>	<i>mg/m<sup>3</sup></i>
Heptachlore		0,5	T		2
Heptane n-	400	1 600		500	2 000
Hexachlorocyclopentadiène	0,01	0,1		0,03	0,3
Hexachloroéthane	1	10	T	3	30
Hexachloronaphtalène		0,2	T		0,6
Hexafluoroacétone	0,1	0,7		0,3	2
Hexaméthylphosphorotriamide			T, C		
Hexane n	100	360		125	450
Hexanone, 2	25	100	T	40	165
Hexone (méthylisobutylcétone)	100	410	T	125	510
Hexylène glycol	25	125	P		
HMPA (Hexaméthylphosphorotriamide)			T, C		
Huile minérale (brouillard d')		5			10
Huile végétale (brouillard) sauf huile de castor, d'arachides et irritants semblables		10	*		
Hydrazine	0,1	0,1	T, C		
Hydrazine diméthyle	0,5	1	T, C	1	2

\* Cette norme correspond à la poussière totale dont le % total de quartz est de < 1% ou à 5 mg/m<sup>3</sup> pour la poussière respirable.

<i>Nomenclature des gaz, poussières, fumées, vapeurs ou brouillards</i>	<i>Concentration moyenne</i>		<i>Remarque</i>	<i>Concentration maximale</i>	
	<i>p.p.m.</i>	<i>mg/m<sup>3</sup></i>		<i>p.p.m.</i>	<i>mg/m<sup>3</sup></i>
Hydrocarbures polycycliques aromatiques (fraction soluble dans le benzène)		0,2	C		
Hydrogène diméthyle	Asphyxiant simple : on doit lutter contre ce gaz par le biais de l'article 7 du règlement				
Hydrogène sélénié	0,5	0,2			
Hydrogène sulfuré	10	15		15	27
Hydroquinone		2			4
Indène	10	45		15	70
Indium et ses composés (en In)		0,1			0,3
Iode	0,1	1	P		
Ioforme (triiodométhane)	0,6	10		1	20
Iodométhane (iodure de méthyle)	5	28	T	10	56
Iodure de méthyle iodométhane)	5	28	T	10	56
Isocyanate de méthyle	0,02	0,05	T		
Isophorone	5	25	P		
Isophopylamine	5	12		10	24
Isopropylbenzène (cumène)	5	245	T	75	265
Kaolin		10	*		20
Lactate de butyle n-	5	25			

\* Cette norme correspond à la poussière totale dont le % total de quartz est <1% ou à 5 mg/m<sup>3</sup> pour la poussière respirable.

Nomenclature des gaz, poussières, fumées, vapeurs ou brouillards	Concentration moyenne		Remarque	Concentration maximale	
	p.p.m.	mg/m <sup>3</sup>		p.p.m.	mg/m <sup>3</sup>
Lindane		0,5	T		1,5
Lithium (hydrure de)		0,025			
Magnésite		10	*		20
Magnésium (carbonate de) (magnésite)		10			20
Magnésium (oxyde de), fumées en Mg		10			
Malathion		10	T		
Manganèse et ses composés en Mn		5	P		
Manganèse (fumées)		1			3
Manganèse (tétroxyde de tri-)		1			
Manganèse cyclopentadiényl tricarbone (en Mn)		0,1			0,3
Manganèse méthylcyclopentadiényl tricarbone (exprimé en Mn)	0,1	0,2	T	0,3	0,6
Marbre (carbonate de calcium)		10	*		20
MDI (diisocyanate de diphenylméthane)	0,02	0,2	P		
Mercure (composés alkylés, en Hg)	0,001	0,01	T	0,003	0,03
Mercure (toutes formes sauf composés alkylés, en Hg)		0,05			0,15
Méthacrylate de méthyle	100	410		125	510

\* Cette norme correspond à la poussière totale dont le % total de quartz est de < 1% ou à 5 mg/m<sup>3</sup> pour la poussière respirable.

<i>Nomenclature des gaz, poussières, fumées, vapeurs ou brouillards</i>	<i>Concentration moyenne</i>		<i>Remarque</i>	<i>Concentration maximale</i>	
	<i>p.p.m.</i>	<i>mg/m<sup>3</sup></i>		<i>p.p.m.</i>	<i>mg/m<sup>3</sup></i>
Méthomyl (Lanate) (R)		2,5	T		
Méthoxychlore		10			
Méthylacétylène (propyne)	1 000	1 650		1 250	2 040
Méthylacétylène-Propadiène (MAPP)	1 000	1 800		1 250	2 250
Méthylacrylonitrile	1	3	T	2	6
Méthylal (diméthoxyméthane)	1 000	3 310		1 250	3 875
Méthylamine	10	12			
Méthylamylcétone (n-) (heptanone,2)	100	465		150	700
Méthylaniline	2	9	T	4	18
Méthylbutylcétone (hexanone,2)	25	100	T	40	165
Méthylchloroforme (1,1,1-Trichloroéthane)	350	1 900		450	2 380
Méthylcyclohexane	400	1 600		500	2 000
Méthylcyclohexanol	50	235		75	350
Méthylcyclohexanone (o)	50	230	T	75	345
4,4-Méthylène bis (2-chloroaniline) (3,3-Dichloro- 4,4-diaminodiphénylméthane)	0,02		T, C		
Méthylène bis (4-cyclohexylèneisocyanate) (4,4-Diisocyanate de dicyclohexylméthane)	0,01	0,11	P		
Méthyléthylcétone	200	590		300	885
Méthylglycol (méthyl cellosolve)	25	80	T	35	120



<i>Nomenclature des gaz, poussières, fumées, vapeurs ou brouillards</i>	<i>Concentration moyenne</i>		<i>Remarque</i>	<i>Concentration maximale</i>	
	<i>p.p.m.</i>	<i>mg/m<sup>3</sup></i>		<i>p.p.m.</i>	<i>mg/m<sup>3</sup></i>
Méthylhydrazine	0,2	0,35	P T C		
Méthylisoamylcétone	100	475		150	170
Méthylisobutylcarbinol (alcool méthylamylique)	25	100	T	40	165
Méthylisobutylcétone (hexone)	100	410	T	125	510
Méthylmercaptan	0,5	1			
Méthyl parathion		0,2			0,6
Méthylpropylcétone (pentanone,2)	200	700		250	875
Méthylpropylèneglycol	100	360		150	540
α-Méthylstyrène	100	480	P		
Mévinphos (phosdrin)	0,01	0,1	T	0,03	0,3
Mica	Voir la partie II de la présente annexe				
Molybdène (composés insolubles en Mo)		10			20
Molybdène (composés solubles en Mo)		5			10
Monocrotophos (azodrin (R))		0,25			
Morphiline	20	70	T	30	105
Naphta (fabrication de peinture et vernis)	300			400	
Naphtalène	10	50		15	75
Néon	Asphyxiant simple : on doit lutter contre ce gaz par le biais de l'article 7 du règlement				

Nomenclature des gaz, poussières, fumées, vapeurs ou brouillards	Concentration moyenne		Remarque	Concentration maximale	
	p.p.m.	mg/m <sup>3</sup>		p.p.m.	mg/m <sup>3</sup>
Nickel (métal)		1			
Nickel (composés solubles en Ni)		0,1			0,3
Nickel (sulfure de) grillé, fumées et poussières en Ni		1	C		
Nickel carbonyle	0,05	0,35		0,0005	
Nicotine		0,5	T		1,5
Nitrate de propyle n	25	105		40	470
Nitroaniline (p-)	1	6	T	2	12
Nitrobenzène	1	5	T	2	10
Nitrochlorobenzène-P		1	T		2
Nitroéthane	100	310		150	465
Nitroglycérine ou nitroglycol	0,2	2	P, T		
Nitroglycol ou nitroglycérine	0,2	2	P, T		
Nitrométhane	100	250		150	375
1-Nitropropane	25	90		35	135
2-Nitropropane	25	90	C		
Nitrosodiméthylamine (N-)			T, C		
Nitroluène	5	30	T	10	60
Nitrotrichlorométhane (chloropicrine)	0,1	0,7		0,3	2

<i>Nomenclature des gaz, poussières, fumées, vapeurs ou brouillards</i>	<i>Concentration moyenne</i>		<i>Remarque</i>	<i>Concentration maximale</i>	
	<i>p.p.m.</i>	<i>mg/m<sup>3</sup></i>		<i>p.p.m.</i>	<i>mg/m<sup>3</sup></i>
Noir de carbone		3,5			7
Nonane	200	1 050		250	1 300
Octachloronaphtalène		0,1	T		0,3
Octane	300	1 450		375	1 800
Osmium (tétroxyde d', en Os)	0,0002	0,002		0,0006	0,006
Oxyde d'allyle et de glycidyle (éther)	5	22	T	10	44
Oxyde de butyle (n-) et de glycidyle (éther)	50	270			
Oxyde de carbone	50	55		400	440
Oxyde de 2,2-dichlorodiéthyle (éther)	5	30	T	10	60
Oxyde de dichlorodiméthyle symétrique (éther)	0,001		C	0,001	
Oxyde de diéthyle (éther)	400	1 200		500	1 500
Oxyde de diglycidyle (éther)	0,5	3	P		
Oxyde de diisopropyle (éther)	250	1 050		310	1 320
Oxyde de diphényle (vapeur) (éther)	1	7		2	14
Oxyde de diphényle/biphényle (vapeur) (éther)	1	7		2	14
Oxyde de diphényle chloré (éther)		0,5			2
Oxyde dipropylène glycol méthylique (éther)	100	600		150	900

<i>Nomenclature des gaz, poussières, fumées, vapeurs ou brouillards</i>	<i>Concentration moyenne</i>		<i>Remarque</i>	<i>Concentration maximale</i>	
	<i>p.p.m.</i>	<i>mg/m<sup>3</sup></i>		<i>p.p.m.</i>	<i>mg/m<sup>3</sup></i>
Oxyde d'éthylène (éther)	50	90		95	135
Oxyde éthylique d'éthylène glycol (éther)	100	370	T	150	560
Oxyde d'isopropyle et de glycidyle (éther)	50	240		75	360
Oxyde de mésityle (éther)	25	100			
Oxyde de phényle et de glycidyle (éther)	10	60		15	90
Oxyde de propylène (éther)	100	240		150	360
Oxyde (difluorure d')	0,05	0,1		0,15	0,3
Ozone	0,1	0,2		0,3	0,6
Paraffine (cire de) fumée		2			6
Paraquat (particules respirables)		0,1			
Parathion		0,1	T		0,3
Pentaborane	0,005	0,01		0,015	0,03
Pentachloronaphtalène		0,5			
Pentachlorophénol		0,5	T		1,5
Pentaérythritol		10	*		20
Pentane	600	1 800		750	2 250
Pentanone, 2	200	700		250	875
Perchloroéthylène	100	670	T	150	1 000

\* Cette norme correspond à la poussière totale dont le % total de quartz est <1% ou à 5 mg/m<sup>3</sup> pour la poussière respirable.

<i>Nomenclature des gaz, poussières, fumées, vapeurs ou brouillards</i>	<i>Concentration moyenne</i>		<i>Remarque</i>	<i>Concentration maximale</i>	
	<i>p.p.m.</i>	<i>mg/m<sup>3</sup></i>		<i>p.p.m.</i>	<i>mg/m<sup>3</sup></i>
Perchlorométhylmercaptan	0,1	0,8			
Perchloryle (fluorure de)	3	14		6	28
Perfluorodiméthylcétone (hexafluoroacétone)	0,1	0,7		0,3	2
Perlite	Voir partie II de la présente annexe				
Peroxyde de benzoyle		5			
Peroxyde d'hydrogène	1	1,5		2	3
Peroxyde de méthyléthylcétone	0,2	1,5	P		
Pétrole (bitumes de) fumées		5			
Pétrole (gaz liquéfié) L.P.G.	1 000	1 800		1 250	2 250
Phénol	5	19	T	10	38
Phénothiazine		5	T		10
Phénylènediamine (p-)		0,1	T		
Phénylhydrazine	5	22	T	10	44
Phénylmercaptan	0,5	2			
Phénylphosphine	0,05	0,25	P		
Phénylthiophosphonate de O-éthyl et de O-4-nitrophényle		0,5	T		2
Phorate (themet (R))		0,05	T		0,2
Phosdrin (méninphos) (R)	0,01	0,1	T	0,03	0,3

<i>Nomenclature des gaz, poussières, fumées, vapeurs ou brouillards</i>	<i>Concentration moyenne</i>		<i>Remarque</i>	<i>Concentration maximale</i>	
	<i>p.p.m.</i>	<i>mg/m<sup>3</sup></i>		<i>p.p.m.</i>	<i>mg/m<sup>3</sup></i>
Phosgène (chlorure de carbonyle)	0,1	0,4			
Phosphate de dibutyle	1	5		2	10
Phosphate de tributyle		5			
Phosphate de tricrésyle (o-)		0,1			0,3
Phosphate de triphényle		3			6
Phosphine (hydrogène phosphoré)	0,3	0,4		1	1
Phosphore jaune		0,1			0,3
Phosphore (pentachlorure de)		1			3
Phosphore (pentasulfure de)		1			3
Phosphore (trichlorure de)	0,5	3			
Phtalate de dibutyle		5			10
Phtalate de diéthyle		5			10
Phtalate de diméthyle		5			10
Phtalate de dioctyle sec		5			10
Phtalodinitrile (m-)		5			10
Piclorame (tordon (R))		10			20
Pierre à chaux		10	*		20
Pipérylène (1,3-Butadiène)	1 000	2 200		1 250	2 750

\* Cette norme correspond à la poussière totale dont le % total de quartz est <1% ou à 5 mg/m<sup>3</sup> pour la poussière respirable.

<i>Nomenclature des gaz, poussières, fumées, vapeurs ou brouillards</i>	<i>Concentration moyenne</i>		<i>Remarque</i>	<i>Concentration maximale</i>	
	<i>p.p.m.</i>	<i>mg/m<sup>3</sup></i>		<i>p.p.m.</i>	<i>mg/m<sup>3</sup></i>
Pivaldione (pival (R))		0,1			0,3
Platine (sels solubles en Pt)		0,002			
Plâtre de Paris		10	*		20
Plomb et ses composés inorganiques, (en Pb)		0,15			0,45
Plomb (arséniate de, en Pb)		0,15			0,45
Plomb (chromate de, en Cr)		0,05	C		
Plomb tétraéthyle, en Pb		0,1	T		0,3
Plomb tétraméthyle, en Pb		0,15	T		0,45
Polytétrafluoroéthylène (teflon)	Déterminer quantitativement les produits de décomposition dans l'air et exprimer les résultats en fluorures (voir les normes applicables aux fluorures)				
Polychlorobiphényle (PCB)	Voir les biphényles chlorés				
Potassium (hydroxyde de)		2	P		
Poussières charbonneuses	Voir la partie II de l'annexe				
Poussières nuisibles	Voir la partie II de l'annexe				
Propane	Asphyxiant simple : on doit lutter contre ce gaz par le biais de l'article 7 du règlement				
Propoxur		0,5			

\* Cette norme correspond à la poussière totale dont le % total de quartz est <1 % ou à 5 mg/m<sup>3</sup> de poussière respirable.

Nomenclature des gaz, poussières, fumées, vapeurs ou brouillards	Concentration moyenne		Remarque	Concentration maximale	
	p.p.m.	mg/m³		p.p.m.	mg/m³
Propylène	Asphyxiant simple : on doit lutter contre ce gaz par le biais de l'article 7 du règlement				
Propylène imine	2	5	T		
Propyne	1 000	1 650		1 250	2 040
Propyne/propadiène (mélange)	1 000	1 800			
Pyréthre		5			10
Pyridine	5	15		10	30
Quinone (p-Benzoquinone)	0,1	0,4		0,3	2
RDX		1,5	T		3
Résorcinol	10	45		20	90
Rhodium (fumées et poussières métalliques) en Rh)		0,1			0,3
Rhodium (sels solubles, en Rh)		0,001			0,003
Ronnel		10			
Roténone (commerciale)		5			10
Rouge		10	*		
Sélénium (composés exprimés en Se)		0,2			
Sélénium (hexafluorure de, en Se)	0,05	0,4			

\* Cette norme correspond à la poussière totale dont le % total de quartz est <1% ou à 5 mg/m<sup>3</sup> pour la poussière respirable.



<i>Nomenclature des gaz, poussières, fumées, vapeurs ou brouillards</i>	<i>Concentration moyenne</i>		<i>Remarque</i>	<i>Concentration maximale</i>	
	<i>p.p.m.</i>	<i>mg/m<sup>3</sup></i>		<i>p.p.m.</i>	<i>mg/m<sup>3</sup></i>
Sévin (R) (carbaryle)		5			10
Silane (tétrahydure de silicium)	0,5	0,7		1	2
Silicate de calcium		10			20
Silicate d'éthyle	10			30	
Silicate de méthyle	5	30	P		
Silice amorphe	Voir la partie II de la présente annexe				
Silice fondue et tripoli	Voir la partie II de la présente annexe				
Silice (quartz)	Voir la partie II de la présente annexe				
Silicium		10	*		20
Silicium (carbure de)		10	*		20
Silicium (tétrahydure de) (silane)	0,5	0,7		1	2
Sodium (azoture de) (nitrure)	0,1	0,3	P		
Sodium (fluoracétate de)		0,05	T		0,15
Sodium (hydroxyde de)		2	P		
Sodium (tétraborate de), anhydre		1			
Sodium (tétraborate de), décahydrate		5			
Sodium (tétraborate de), pentahydrate		1			
Solvant, Stoddard	100	575		125	720

\* Cette norme correspond à la poussière totale dont le % total de quartz est < 1% ou à 5 mg/m<sup>3</sup> pour la poussière respirable.

<i>Nomenclature des gaz, poussières, fumées, vapeurs ou brouillards</i>	<i>Concentration moyenne</i>		<i>Remarque</i>	<i>Concentration maximale</i>	
	<i>p.p.m.</i>	<i>mg/m<sup>3</sup></i>		<i>p.p.m.</i>	<i>mg/m<sup>3</sup></i>
Solvant de caoutchouc	400	1 600			
Soufre (bioxyde de)	5	13			
Soufre (hexafluorure de)	1 000	6 000		1 250	7 500
Soufre (chlorure de)	1	6		3	18
Soufre (pentafluorure de)	0,025	0,25		0,075	0,75
Soufre (tétrafluorure de)	0,1	0,4		0,3	1
Steatite (pierre à savon)	Voir la partie II de la présente annexe				
Stibine (hydrogène antimonié) (exprimé en Sb)	0,1	0,5		0,3	1,5
Strychnine		0,15			0,45
Styrène (nomère) (vinylbenzène)	100	420		125	525
Subtilisines (enzymes protéolytiques, exprimées en enzyme pure 100% cristallisée)		0,00006	P		
Sucrose		10	*		20
Sulfamate d'ammonium		10			
Sulfate de diméthyle	0,1	0,5	P, T, C		
Sulfure de carbone	20	60	T	30	90
Sulfuryle (fluorure de)	5	20		10	40
Systox (R) (déméton)	0,01	0,1		10	40

\* Cette norme correspond à la poussière totale dont le % total de quartz est de < 1% ou à 5 mg/m<sup>3</sup> pour la poussière respirable.

Nomenclature des gaz, poussières, fumées, vapeurs ou brouillards	Concentration moyenne		Remarque	Concentration maximale	
	p.p.m.	mg/m <sup>3</sup>		p.p.m.	mg/m <sup>3</sup>
Talc (fibreux)	Voir la partie II de la présente annexe				
Talc (non amiantiforme)	Voir la partie II de la présente annexe				
Tantale (exprimé en Ta)		5			10
TEDP		0,2	T		0,6
Teflon (polytétrafluoroéthylène)	Voir polytétrafluoroéthylène (teflon)				
Tellure et composés (en Te)		0,1			
Tellure (hexafluorure de, en Te)	0,02	0,2			
TEPP	0,004	0,05	T	0,01	0,2
Térébenthine	100	560		150	840
Terphényles	1	9			
1,1,2,2-Tétrabromoéthane	1	14			
Tétrabromure d'acétylène (1,1,2,2- -Tétrabromoéthane)	1	14		1,5	18
Tétrabromure de carbone (tétrabromométhane)	0,1	1,4		0,3	4
1,1,1,2-Tétrachloro-2,2-difluoroéthane	500	4 170		625	5 210
1,1,2,2-Tétrachloro-1,2-difluoroéthane	500	4 170		625	5 210
1,1,2,2-Tétrachloroéthane	5	35	T	10	70
Tétrachloroéthylène (perchloroéthylène)	100	670	T	150	1 000
Tetrachlorométhane (tétrachlorure de carbone)	10	65	T	20	130

Nomenclature des gaz, poussières, fumées, vapeurs ou brouillards	Concentration moyenne		Remarque	Concentration maximale	
	p.p.m.	mg/m <sup>3</sup>		p.p.m.	mg/m <sup>3</sup>
Tétrachloronaphtalène		2			4
Tétrachlorure d'acétylène (1,1,2,2-Tétrachloroéthane)	5	25		10	70
Tétrachlorure de carbone (Tétrachlorométhane)	10	65		20	130
Tétrahydrofurane	200	590		250	735
Tétraméthylsuccinonitrile	0,5	3	T	2	9
Tétranitrométhane	1	8			
Tetryl		1,5	T		3
Thallium (composés solubles en TL)		0,1	T		
4,4-Thiobis (6-terbutyl-m-crésol)		10			20
Thiodiphénylamine (phénothiazine)		5	T		10
Thirame		5			10
Titane (bioxyde de, en Ti)		10	*		20
Toluène (toluol)	100	375	T	150	560
Toluidine (o-)	5	22		10	44
Toxaphène (camphène chloré)		0,5	T		2
Trémolite	Voir la partie II de la présente annexe				
1,2,4-Trichlorobenzène	5	40	P		

\* Cette norme correspond à la poussière totale dont le % total de quartz est <1% ou à 5 mg/m<sup>3</sup> pour la poussière respirable.

Nomenclature des gaz, poussières, fumées, vapeurs ou brouillards	Concentration moyenne		Remarque	Concentration maximale	
	p.p.m.	mg/m <sup>3</sup>		p.p.m.	mg/m <sup>3</sup>
1,1,1-Trichloroéthane	350	1 900		440	2 380
1,1,2-Trichloroéthane	10	45		20	90
Trichloroéthylène	100	535		150	800
Trichlorométhane (chloroforme)	10	50	C		
Trichlorométhylmercaptopan (perchlorométhylmercaptopan)	0,1	0,8			
Trichloronaphtalène		5			10
1,2,3-Trichloropropane	50	300		75	450
1,1,2-Trichloro-1,2,2-trifluoroéthane	1 000	7 600		1 250	9 500
Tricyclohexyltine, (hydroxyde de)		5			10
Tridynite	Voir la partie II de la présente annexe				
Triéthylamine	25	100		40	160
Trifluorobromométhane	1 000	6 100		1 200	7 300
Triiodométhane (Iodoforme)	0,6	10		1	20
Triméthylbenzène	25	125		35	170
2,4,6-Trinitrophényl-méthyl- nitramine (tétyl)		1,5			3
2,4,6-Trinitrotoluène		0,5			
Tungstène (composés insolubles, en W)		5			10
Tungstène (composés solubles, en W)		1			3

<i>Nomenclature des gaz, poussières, fumées, vapeurs ou brouillards</i>	<i>Concentration moyenne</i>		<i>Remarque</i>	<i>Concentration maximale</i>	
	<i>p.p.m.</i>	<i>mg/m<sup>3</sup></i>		<i>p.p.m.</i>	<i>mg/m<sup>3</sup></i>
Uranium naturel et composés solubles et insolubles (en U)		0,2			0,6
Vanadium (pentoxyde de), fumées en V		0,05	P		
Vanadium (pentoxyde de), poussières		0,5			1,5
Vinyle benzène	100	520		150	630
Vinyle cyclohexène, bioxyde de	10	60	C		
Vinyltoluène	100	480		150	720
Warfarin		0,1			0,3
Xylène (isomères o,m,p,)	100	435	T	150	655
Xylène $\alpha$ , $\alpha$ -diamine (m-)		0,1	P		
Xylidène	5	25	T	10	50
Xylilènediamine (m-) (Xylène, $\alpha$ - $\alpha$ -diamine (m-))		0,1	P		
Yttrium		1			3
Zeidane		1			3
Zinc (chlorure de), fumées		1			2
Zinc (chromate de), en Cr		0,05	C		
Zinc (oxyde de), fumées		5			10
Zinc (stéarate de)		10	*		20
Zirconium (composés, en Zr)		5			10

\* Cette norme correspond à la poussière totale dont le % total de quartz est <1% ou à 5 mg/m<sup>3</sup> pour la poussière respirable.

**PARTIE II****TABEAU DE CERTAINES POUSSIÈRES****Amiante**

— Maximum de poussière d'amiante totale respirable en fonction du contenu en amiante des poussières :

<i>Contenu en amiante des poussières en %</i>	<i>Maximum de poussière totale respirable mg/m</i>
100	0,20
50	0,40
25	0,80
10	2,00
5	4,00
4	5,00

— Concentration de poussière d'amiante totale respirable à ne jamais dépasser : 5 mg/m<sup>3</sup> ;

— Concentration des fibres d'amiante > 5 µ à ne jamais dépasser : 5 fibres/cc ;

— Air de retour ou de compensation ; maximum de poussière respirable : 0,20 mg/m<sup>3</sup>.

Silice (SiO <sub>2</sub> )
<p><b>a) Quartz cristallin, silice fondue et tripoli :</b></p> $\text{quartz} = \frac{300}{\% \text{ quartz} + 10} = \text{concentration moyenne en m p p p c}$ <p>ou</p> $\frac{10 \text{ mg/m}^3}{\% \text{ quartz respirable} + 2} = \text{concentration moyenne en mg/m}^3 \quad \text{Poussière respirable}$ <p>ou</p> $\frac{30 \text{ mg/m}^3}{\% \text{ quartz} + 3} = \text{concentration moyenne en mg/m}^3 \quad \text{Poussière totale (respirable et non respirable)}$
<p><b>b) Cristobalite et tridymite :</b></p> <p>concentration moyenne : 1/2 de la concentration moyenne du quartz cristallin</p>
<p><b>c) Silice amorphe (y compris la terre diatomée) :</b></p> <p>concentration moyenne : 20 m p p p c</p>



<b>Silicates (&lt; 1% quartz)</b>	
Mica	20 m p p p c
Perlite	30 m p p p c
Ciment Portland	30 m p p p c
Steatite (pierre à savon)	20 m p p p c
Talc (non amiantiforme)	20 m p p p c
Talc (fibreux)	5 fibres/cc > 5 µ de longueur
Tremolite	5 fibres/cc > 5 µ de longueur
Graphite (naturel)	15 m p p p c
Laine minérale fibreuse	10 mg/m <sup>3</sup>

<b>Poussières charbonneuses</b>
Concentration moyenne: 2 mg/m <sup>3</sup> (partie respirable de la poussière < 5% de quartz) Si le % de quartz > 5%, utiliser la formule pour la poussière respirable.

<b>Poussières nuisibles</b> (autres que les poussières visées ailleurs dans la présente partie) (contenant < 1% quartz)
Concentration moyenne: 30 m p p p c ou 10 mg/m <sup>3</sup> poussière totale ou 5 mg/m <sup>3</sup> poussière respirable.

**PARTIE III****EXPOSITION QUOTIDIENNE, À UNE SUBSTANCE DONNÉE, D'UN TRAVAILLEUR OEUVRANT À PLUSIEURS POSTES DE TRAVAIL**

Lorsqu'un travailleur exécute son travail à plus d'un poste de travail durant une période de 8 heures, on doit tenir compte de chacune des expositions à ces endroits dans l'évaluation de la concentration moyenne d'exposition à une substance visée aux parties I et II de la présente annexe.

On utilisera à cette fin le mode de calcul prescrit dans la formule suivante :

$$\text{Concentration moyenne (en mg/m}^3 \text{ ou en ppm)} = \frac{C_1 T_1 + C_2 T_2 + \dots + C_n T_n}{T_1 + T_2 + \dots + T_n}$$

où :

C = concentration mesurée d'une substance à un poste de travail (exprimée en mg/m<sup>3</sup> ou en ppm)

T = temps d'exposition à cette substance au même poste de travail (exprimé en heures)

1,2...n = indication des postes de travail

T<sub>1</sub> + T<sub>2</sub>... + T<sub>n</sub> = 8 heures.

**PARTIE IV****EXPOSITION QUOTIDIENNE À PLUSIEURS SUBSTANCES**

Lorsque 2 ou plusieurs substances sont présentes au poste de travail, et qu'il est établi scientifiquement que ces substances ont des effets similaires sur les mêmes organes du corps humain, les effets de ces substances sont considérés comme additifs.

La concentration des substances de ce mélange se calcule de la façon suivante :

$$R_m = \frac{C_1}{T_1} + \frac{C_2}{T_2} + \dots + \frac{C_n}{T_n}$$

où :

R<sub>m</sub> = somme des fractions du mélange

C = concentration mesurée d'une substance à un poste de travail (exprimée en mg/m<sup>3</sup> ou en ppm)

T = concentration moyenne permise en vertu des parties I et II de la présente annexe

1,2,3,... n = indication des substances du mélange.

Si R<sub>m</sub> excède l'unité, la concentration moyenne du mélange de ces substances est dépassée.

**PARTIE V****SUBSTANCES RÉPUTÉES CANCÉRIGÈNES**

Acrylonitrile (cyanure de vinyle)  
 Amino 3, triazole 1, 2, 4  
 Amino 4, diphenyle  
 Antimoine (production de trioxyde d') (exprimé en Sb)  
 Arsénic (production de trioxyde d') (exprimé en As)  
 Benzène  
 Benzidine, production  
 Benzo (a) pyrène  
 Béryllium (exprimé en Be)  
 Béta-Naphthylamine  
 Cadmium (production d'oxyde de)  
 Chloroéthylène (chlorure de vinyle)  
 Chlorophorme (trichlorométhane)  
 Chlorométhylque-bis, éther de  
 Chlorométhyl méthyl éther  
 Chromate (transformation du minerai de chrome)(exprimé en Cr)  
 Chromates (certaines formes insolubles)  
 Dibromo 1, 2 éthane (dibromure d'éthylène)  
 Dichloro 3,3' Benzidine  
 Diméthylcarbamide, chlorure  
 Diméthyle 1, 1-Hydrazine  
 Diméthyle, sulfate de  
 Epichlorhydrine  
 Hexachlorobutadiène  
 Hexaméthylphosphoramide  
 Hydrazine  
 Méthyl Hydrazine  
 Méthylène 4,4' -bis-Chloro, 2-Aniline  
 Nickel, sulfure de (grillage) (fumées et poussières)(exprimé en Ni)  
 2-Nitropropane  
 Nitro, 4-Biphényle  
 Nitrosodiméthylamine  
 Particules d'hydrocarbures aromatiques polycycliques (exprimé comme solubles dans le benzène)  
 Phénylique, beta-Naphthylamine  
 Plomb, chromate (exprimé en Cr)  
 Propane sultone  
 Beta-Propialactone  
 Vinyle cyclohexène, bioxyde de  
 Zinc, chromate de (exprimé en Cr)

**ANNEXE B**

(a. 16)

**TAUX MINIMUM DE CHANGEMENT D'AIR  
FRAIS À L'HEURE****Tableau I****VENTILATION GÉNÉRALE MOYENNE**

<i>Classification des établissements</i>	<i>Taux minimum de changement d'air frais à l'heure</i>
<b>Aliments et boissons</b>	
Abattoirs et salaisons	2
Usines d'huiles et de graisses minérales	3
Fabriques de saucisses et de boyaux à saucisses	2
Préparation de la volaille	2
Fabriques de concentrés de lait	2
Préparation du poisson	2
Préparation et mise en conserve des fruits et légumes	2
Biscuiteries	2
Boulangeries	2
Confiseries	2
Industrie des huiles végétales	2
Distilleries	2
Brasseries (fabriques de bière)	2
Fabrication du vin	2

<i>Classification des établissements</i>	<i>Taux minimum de changement d'air frais à l'heure</i>
<b>Produits du tabac</b>	
Traitement du tabac en feuilles	2
Fabrication de produits de tabac	2
<b>Caoutchouc</b>	
Fabrication de chaussures en caoutchouc	3
Manufactures de pneus et tubes	3
Autres industries de caoutchouc	3
<b>Cuir</b>	
Tanneries	3
Fabrication des chaussures	2
<b>Textiles</b>	
Filage et tissage du coton	2
Filage de la laine	2
Fabrication de tissus de laine	2
Fabrication des textiles synthétiques	2
Préparation des fibres	5
Fabrication du fil	5
Industrie des cordes et ficelles	5
Industrie des tapis et carpettes	2

<i>Classification des établissements</i>		<i>Taux minimum de changement d'air frais à l'heure</i>
	Teinture et apprêt des textiles	3
	Industries des linoléums et tissus enduits	4
<b>Garages</b>		
	Garage d'entretien	4
	Garage de remisage — avec personnel en permanence	3
	— sans personnel en permanence	2
<b>Bois</b>		
	Moulins à bardeaux	2
	Moulins à scies	2
	Fabrication des placages et contreplaqués	2
	Manufactures de portes et châssis et ateliers de rabotage (excluant la fabrication de parquets en bois dur)	2
	Industrie de cercueils	2
	Industrie de conversion du bois	2
<b>Meubles et articles d'ameublement</b>		
	Industrie des meubles de maison	2
<b>Papier et produits connexes</b>		
	Industrie des pâtes et papiers	2
	Fabrication de papier asphalté pour toitures	3

<i>Classification des établissements</i>	<i>Taux minimum de changement d'air fruits à l'heure</i>
Manufactures de boîtes et sacs de papier	2
<b>Produits métalliques</b>	
Fabrication de produits métalliques	4
Fabrication de machineries diverses	2
Fabrication d'appareils électriques	2
Fabrication de piles et d'accumulateurs	4
<b>Produits non-métalliques</b>	
Industrie du ciment	3
Industrie de la chaux	3
Fabrication de produits du gypse	3
Fabrication de produits du béton	2
Industrie du béton armé	2
Usines de fabrication des produits de l'argile (argile domestique)	2
Fabrication des produits réfractaires	4
Fabrication des produits en pierre	4
Fabrication des produits de l'amiante	6
Fabriques de verres et produits de verre	4
Industrie des abrasifs	4

<i>Classification des établissements</i>	<i>Taux minimum de changement d'air frais à l'heure</i>
<b>Produits chimiques</b>	
Fabrication d'explosifs et de munitions	3
Fabrication d'engrais mélangés	2
Industrie de matières plastiques et de résines synthétiques	3
Industrie des produits médicaux et pharmaceutiques	2
Industrie des peintures et vernis	4
Fabrication de produits d'entretien	3
Fabrication de produits chimiques industriels	2
<b>Entrepôts:</b> Voir tableau III de la présente annexe	
<b>Toute autre catégorie d'établissement non visée au présent tableau ni au tableau II de la présente annexe</b>	1

Le nombre de changements d'air/heure énuméré dans ce tableau peut être converti en pcm/pi<sup>2</sup> en utilisant la formule suivante :

$$\frac{\text{Changement d'air/heure}}{60} \times 12 + \text{hauteur du niveau de travail en pieds (réf. plancher principal)}$$

ou bien en m<sup>3</sup>/h/m<sup>2</sup> en utilisant la formule suivante :

$$\frac{\text{m}^3/\text{h}}{\text{m}^2} = \text{Changements d'air/heure} \times 3,6 + \text{hauteur du niveau de travail en mètres (réf. plancher principal)}$$

**Tableau II**

**Taux de changement d'air à l'heure  
pour certaines classifications  
d'établissement**

Classification de l'établissement	Air total de ventilation		Air frais	Pression relative
	Espace non réfrigérés (litres/sec./pers.)	Espaces réfrigérés (litres/sec./pers.)	Espaces réfrigérés ou non (litres/sec./pers.)	
Buanderie commerciale et industrielle	9,4	ne s'applique pas	2,4	pression négative n'excédant pas 5 Pa
Bureau	7,1	45	2,4	ne s'applique pas
Laboratoire*	7,1	45	2,4	pression négative n'excédant pas 5 Pa

Dans les cas où des gaz, fumées, vapeurs, brouillards ou poussières sont dégagés dans un établissement visé au présent tableau, les taux minimum de changement d'air à l'heure doivent être augmentés afin de respecter les normes prévues à l'annexe A.

\* Pour calculer l'air total de ventilation et l'air frais, la densité d'occupation doit être d'une personne par 10 mètres carrés pour les buanderies et les bureaux et d'une personne par 5 mètres carrés pour les laboratoires.

**Tableau III**

**VENTILATION DANS LES ENTREPÔTS OÙ  
CIRCULENT DES VÉHICULES À COMBUSTION  
INTERNE**

Le débit de ventilation par véhicule doit être calculé de la façon suivante :

$$Q = K \left( \frac{U}{50} \times \frac{P}{45} \times 2 - \frac{V}{4\,250 \text{ m}^3} \right)$$

où

Q = débit d'air en m<sup>3</sup>/h prescrit par véhicule

K = constante de ventilation, c'est-à-dire 8 500 m<sup>3</sup>/h par véhicule fonctionnant au propane ou au diesel, 13 500 m<sup>3</sup>/h par véhicule fonctionnant à l'essence

P = puissance du moteur en kilowatts

V = volume d'espace disponible en m<sup>3</sup> par véhicule

U = pourcentage (%) d'utilisation du véhicule durant un quart de travail.

**Notes :**

1) si le pourcentage (U) d'utilisation du véhicule ou la puissance (P) du moteur est inférieur à 50% ou à 45 KW respectivement, il faut omettre ces facteurs dans la formule qui doit alors se lire comme suit :

$$Q = K \left( 2 - \frac{V}{4\,250 \text{ m}^3} \right)$$

2) pour les fins d'application du présent tableau, le volume d'espace disponible équivaut au volume total de l'entrepôt moins le volume occupé par la marchandise.

3) si le volume disponible est supérieur à 4 250 m<sup>3</sup>, la formule ne s'applique pas et le débit d'air minimal est de 8 500 m<sup>3</sup>/h par véhicule fonctionnant au propane ou au diesel et de 13 500 m<sup>3</sup>/h par véhicule fonctionnant à l'essence.



**ANNEXE C**

(a. 30)

**NORMES DE TEMPÉRATURE DANS LES ÉTABLISSEMENTS**

<i>Nature du travail exécuté</i>	<i>Température minimale obligatoire</i>
travail léger en position assise, notamment tout travail cérébral, travail de précision ou qui consiste à lire ou écrire	20° C
travail physique léger en position assise, notamment travail de couture avec machines électriques et travail sur petites machines-outils	19° C
travail léger en position debout, notamment travail sur machine-outil	17° C
travail moyen en position debout, notamment montage et ébarbage	16° C
travail pénible en position debout, notamment forgeage et travail manuel avec outils lourds	12° C

**ANNEXE D**

(a. 37, 38, 39 et 40)

**ÉVALUATION DES CONTRAINTES THERMIQUES**

L'indice de température au thermomètre à globe à boule humide (WBGT) est calculé au moyen des équations suivantes :

- a) à l'extérieur, avec charge solaire :  

$$WBGT = 0,7 WB + 0,2 GT + 0,1 DB$$
- b) à l'intérieur ou à l'extérieur, sans charge solaire :  

$$WBGT = 0,7 WB + 0,3 GT$$

où : WB = température au thermomètre à boule humide naturelle

DB = température au thermomètre à boule sèche  
 GT = température au thermomètre à globe

Pour établir la valeur de WBGT, on doit utiliser un thermomètre à globe noir, un thermomètre à boule humide naturelle (statique) et un thermomètre à boule sèche.

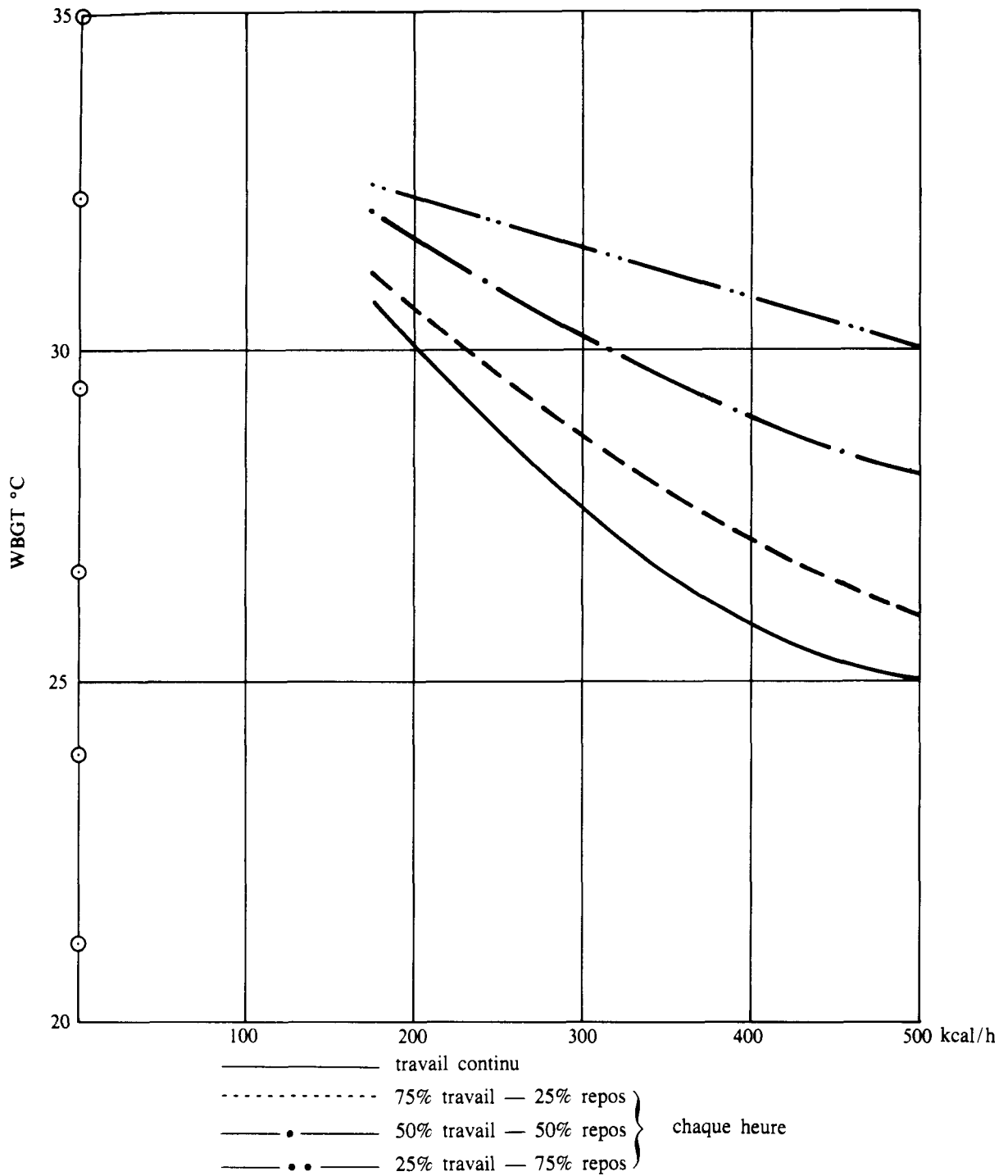
L'exposition à des températures supérieures à celles du tableau I est admissible aux conditions suivantes : le travailleur doit faire l'objet d'une surveillance médicale et il doit être établi que sa tolérance au travail à la chaleur est supérieure à celle de la moyenne.

**Tableau I****VALEURS LIMITÉES ADMISSIBLES D'EXPOSITION À LA CHALEUR EN °C (WBGT)**

<i>Régime d'alternance travail/repos</i>	<i>Charge de travail</i>		
	<i>travail léger</i>	<i>travail moyen</i>	<i>travail lourd</i>
Travail continu	30,0	26,7	25,0
Travail 75%, repos 25% (toutes les heures)	30,6	28,0	25,9
Travail 50%, repos 50% (toutes les heures)	31,4	29,4	27,9
Travail 25%, repos 75% (toutes les heures)	32,2	31,1	30,0

## Graphique

## VALEURS LIMITES D'EXPOSITION À LA CHALEUR



### Méthode de mesure

Les valeurs WBGT sont mesurées tel qu'indiqué ci-dessous :

1) La fourchette de mesure du thermomètre à boule sèche et du thermomètre à boule humide naturelle doit être comprise entre  $-50^{\circ}\text{C}$  et  $+50^{\circ}\text{C}$ , avec une précision de  $\pm 0,5^{\circ}\text{C}$ . Le thermomètre à boule sèche doit être protégé de l'action du soleil et des surfaces rayonnantes sans que la circulation de l'air autour de la boule ne soit entravée. La mèche du thermomètre à boule humide naturelle doit être humidifiée à l'aide d'eau distillée pendant au moins 30 minutes avant lecture de l'indication. Il ne suffit pas d'immerger une extrémité de la mèche dans un réservoir d'eau distillée et d'attendre que la mèche soit entièrement humidifiée par capillarité ; celle-ci doit être humidifiée par application directe à la seringue une demi-heure avant chaque lecture. La mèche doit dépasser la boule du thermomètre et en couvrir la tige sur une longueur égale au diamètre de la boule. La mèche doit être toujours propre et les mèches neuves doivent être lavées avant usage.

2) On doit utiliser un thermomètre à globe consistant en une sphère de cuivre creuse de 15 centimètres de diamètre, recouverte extérieurement d'un enduit noir mat ou d'un enduit équivalent. La boule ou l'élément sensible du thermomètre (fourchette :  $-5^{\circ}\text{C}$  à  $+100^{\circ}\text{C}$  ; précision :  $\pm 0,5^{\circ}\text{C}$ ) doit être fixé au centre de la sphère. Le thermomètre à globe doit rester exposé au moins 25 minutes avant lecture de l'indication.

3) On doit utiliser un support auquel on suspend les 3 thermomètres de façon à ce que le mouvement de l'air autour des boules ne soit pas entravé et que rien ne s'interpose entre la source de chaleur et le thermomètre à boule humide et le thermomètre à globe.

4) On peut utiliser tout autre type de capteur de température qui donne, dans les mêmes conditions, la même indication qu'un thermomètre à mercure.

5) L'emplacement des thermomètres doit être choisi de façon à obtenir des indications représentatives des conditions dans lesquelles le travailleur travaille ou se repose.

### Charge de travail

La charge thermique totale est la somme de la chaleur engendrée par le corps et de la chaleur ambiante. De ce fait, si le travail est effectué en ambiance chaude, chaque activité doit être classifiée en fonction du genre de travail visé et la limite d'exposition à la chaleur correspondant à la catégorie de travail visée sera comparée à la norme en vigueur, de façon à protéger le travailleur de toute exposition excédant la limite admissible.

Les activités effectuées par un travailleur doivent être classées dans les catégories suivantes :

a) travail léger : jusqu'à 200 kcal/h (commande de machine en position assise ou debout, travail léger impliquant la main ou le bras, etc) ;

b) travail moyen : de 200 à 350 kcal/h (déplacements accompagnés d'efforts modérés de levage et de poussage, etc) ;

c) travail lourd : de 350 à 500 kcal/h (travail au pic et à la pelle, etc).

Le tableau I donne alors la limite admissible d'exposition à la chaleur pour la charge de travail visée.

L'affectation d'une activité à une catégorie donnée peut se faire soit par la mesure de métabolisme de l'homme au travail, soit par l'estimation de celui-ci à l'aide du tableau II :

Tableau II

ÉVALUATION DE LA CHARGE DE TRAVAIL  
VALEURS MOYENNES DE MÉTABOLISME  
POUR DIFFÉRENTES ACTIVITÉS

A. Position et mouvement du corps	kcal/h
Assis .....	18
Debout .....	36
Marche .....	120-180
Marche en montant .....	Ajouter 48 par mètre de montée

B. Type de travail	Moyenne (kcal/h)	Limites inférieure et supérieure (kcal/h)
Travail impliquant la main .....		12-72
léger .....	24	
lourd .....	54	
Travail impliquant un seul bras .....		42-150
léger .....	60	
lourd .....	108	
Travail impliquant les deux bras .....		60-210
léger .....	90	
lourd .....	150	
Travail impliquant le corps .....		150-900
léger .....	210	
moyen .....	300	
lourd .....	420	
très lourd .....	540	
Travail léger impliquant la main .....		écrire, tricoter
Travail lourd impliquant la main .....		dactylographier
Travail lourd impliquant un seul bras .....		enfoncer des clous (cordonnier, tapissier),
Travail léger impliquant les 2 bras .....		limer du métal, raboter du bois,
Travail moyen impliquant les 2 bras .....		ratissier un jardin,
Travail lourd impliquant le corps .....		nettoyer un sol, battre un tapis
		poser une voie, creuser la terre,
		écorcer un arbre

**C. Métabolisme basal: 60 kcal/h**

Métabolisme basal: quantité minimale d'énergie calorifique dépensée lorsque le corps humain est au repos complet

Exemple de calcul: utilisation d'un outil portable lourd sur une chaîne de montage

A. Déplacements .....	120 kcal/h
B. Valeur intermédiaire entre travail lourd impliquant les 2 bras et travail léger impliquant le corps .....	180 kcal/h
	300 kcal/h
C. Métabolisme basal .....	60 kcal/h
Total .....	360 kcal/h

On peut également recourir aux tables proposées dans les publications énumérées ci-dessous :

a) Astrand P.O., Rodahl K., *Textbook of Work Physiology*, New York, San Francisco, McGraw Hill Book Company, 1979 ;

b) *Ergonomics Guide to Assessment of Metabolic and Cardiac Cost of Physical Work*, Amer. Id. Hyg. Assoc. J., 32 ;

c) *Energy Requirements for Physical Work*, Research Progress Report No 30, Purdue Farm Cardiac Project, Agricultural Experiment Station, 1961 ;

d) Durnin, J.V.G.A., Passmore R., *Energy, Work and Leisure*, Londres, Heinemann Educational Books, 1967.

**Régime d'alternance travail/repos**

Les limites admissibles d'exposition du tableau I et du graphique ont été conçues en partant de l'hypothèse que la valeur WBGT à l'emplacement réservé au repos est égale à la valeur WBGT au poste de travail ou en est très voisine. Les limites applicables au travail en continu correspondent aux conditions suivantes : semaine de 5 jours, journée de 8 heures avec une brève interruption (de l'ordre de la demi-heure) pour le repas. Des limites d'exposition supérieures sont admises si des repos complémentaires sont alloués. Toutes les interruptions, y compris les pauses imprévues et les périodes d'attente au cours du travail tenant

aux nécessités de l'exploitation ou à des motifs d'ordre administratif, peuvent être comptabilisées comme temps de repos lorsque de hautes températures ambiantes rendent nécessaires des repos complémentaires.

Un travailleur qui règle lui-même sa cadence limite spontanément sa charge de travail horaire à 30-35% de sa capacité de rendement physique maximal, soit en travaillant au rythme qui convient à cette fin, soit en s'octroyant des pauses hors programme. De ce fait, il est rare que la moyenne journalière du métabolisme dépasse 330 kcal/h. Cependant, sur une durée de travail de 8 heures, le métabolisme moyen peut dépasser cette valeur au cours de certaines périodes.

Lorsque l'indice WBGT du poste de travail est différent de celui du poste de récupération, on calcule une valeur moyenne pondérée autant pour la chaleur environnante que pour le taux métabolique. En utilisant la valeur moyenne pondérée, on se réfère à la ligne continue sur le graphique qui se trouve plus haut dans la présente annexe.

La moyenne pondérée du taux métabolique est calculée d'après la formule suivante :

$$M_{\text{moyen}} = \frac{(M_1) \times (t_1) + (M_2) \times (t_2) + \dots (M_n) \times (t_n)}{(t_1) + (t_2) + \dots (t_n)}$$

où  $M_1$ ,  $M_2$  et  $M_n$  sont des valeurs estimées du taux métabolique de chacun des postes de travail du travailleur du-

rant toute la période de travail et  $t_1$ ,  $t_2$  et  $t_n$  sont les temps exprimés en minutes passés à chacun des taux métaboliques correspondants.

Il en est de même pour l'indice WBGT.

$$WBGT_{\text{moyen}} = \frac{(WBGT_1) \times (t_1) + (WBGT_2) \times (t_2 + \dots (WBGT_n) \times (t_n)}{(t_1) + (t_2 + \dots (t_n)}$$

où  $WBGT_1$ ,  $WBGT_2$ ,  $WBGT_n$  représentent des valeurs calculées en WBGT pour des travaux variables aux emplacements de repos et aux postes de travail occupés durant toutes les périodes de temps et  $t_1$ ,  $t_2$ ,  $t_n$  sont les temps en minutes passés à chacun des emplacements de repos et aux postes de travail.

## ANNEXE E

(a. 41)

### NIVEAUX D'ÉCLAIREMENT DANS LES ÉTABLISSEMENTS

Lorsque l'exposition en ambiance chaude est continue durant plusieurs heures ou durant l'entière période de travail, les valeurs moyennes pondérées doivent être calculées pour une période d'une heure, c'est-à-dire  $t_1 + t_2 + t_n + \dots = 60$  minutes. Dans le cas d'exposition intermittente, les valeurs moyennes pondérées doivent être calculées pour une période de 2 heures, c'est-à-dire  $t_1 + t_2 + \dots t_n = 120$  minutes.

#### Application de la méthode

La méthode WBGT ne s'applique pas à des travailleurs non acclimatés, qui ne sont pas physiquement aptes à effectuer un travail donné ou qui portent des vêtements de protection contre la chaleur spécialement adaptés à certaines tâches dangereuses.

<i>Nature du travail</i>	<i>Exemples de travaux correspondants</i>	<i>Niveaux d'éclairage minimal Lux</i>
Rangement, réserve	Entreposage, stockage, surveillance	50
Perception générale	Dortoirs, broyage	250
Perception grossière de détails	Monte-charge, ascenseurs, escaliers mobiles	50
	Éclairage général, salle de conférence, moulage, fabrique de grosses pièces	250
Perception modérée de détails	Repassage, étalage, enveloppement, étiquetage, travail grossier sur machine ou établi, ouvrage général de bureau	400
	Inspection générale rapide, studios, études, dactylos, lecture, couture à la machine, montage de pièces moyennes, travail particulier de bureau	550
Perception difficile de détails	Réparation, inspection difficile, tours, couture à la main, broderie	800

**ANNEXE F***(a. 47)***MÉTHODE DE MESURE DES BANDES DE FRÉQUENCE PRÉDOMINANTE (en dBA corrigés)**

*a)* En utilisant l'analyse par octave de 31,5 Hz à 16 KHz, déterminer si l'une des bandes correspond à la notion de bande de fréquence prédominante ;

*b)* ajouter 5 dB au niveau mesuré de chaque bande correspondant à la notion de bande de fréquence prédominante ;

*c)* modifier le spectre sonore résultant comme suit :

- au niveau de 31,5 Hz, retrancher 39,4 dB
- au niveau de 63 Hz, retrancher 26,2 dB
- au niveau de 125 Hz, retrancher 16,1 dB
- au niveau de 250 Hz, retrancher 8,6 dB
- au niveau de 500 Hz, retrancher 3,2 dB
- au niveau de 1 000 Hz, n'effectuer aucune modification
- au niveau de 2 000 Hz, additionner 1,2 dB
- au niveau de 4 000 Hz, additionner 1,0 dB
- au niveau de 8 000 Hz, retrancher 1,1 dB
- au niveau de 16 000 Hz, retrancher 6,6 dB ;

*d)* faire ensuite l'addition des niveaux de chaque octave du spectre ainsi modifié en suivant la méthode d'addition des décibels ;

*e)* le résultat ainsi obtenu est exprimé en dBA corrigés.







c. S-2.1, r.16

## Règlement de régie interne de la Commission de la santé et de la sécurité du travail

Loi sur la santé et la sécurité du travail  
(L.Q., 1979, c. 63 ; après refonte : L.R.Q., c. S-2.1)

### SECTION I SCEAU

**1.** Le sceau corporatif de la Commission de la santé et de la sécurité du travail est celui dont l'impression apparaît en marge.

### SECTION II RÔLE ET POUVOIRS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

**2.** Le conseil d'administration exerce les fonctions et privilèges de la Commission et sans restreindre la généralité de ce qui précède :

*a)* constitue des comités pour l'examen des questions qu'il détermine et, le cas échéant, leur attribue l'exercice de certains pouvoirs ;

*b)* adopte les règlements de la Commission ; approuve généralement les programmes et politiques relatifs à la santé et la sécurité des travailleurs ;

*c)* adopte les règles qui vont déterminer le versement de subventions ;

*d)* délègue généralement ou spécialement au président-directeur général, au comité administratif, aux vice-présidents, aux bureaux de révision, aux fonctionnaires de la Commission ou à une personne qu'il désigne le pouvoir d'entendre et décider une affaire ou question que les lois et les règlements déclarent être de la compétence de la Commission ;

*e)* approuve les ententes avec tout organisme hors du Québec ;

*f)* approuve le rapport annuel et les rapports périodiques d'activités ;

*g)* approuve les taux de cotisation applicables aux employeurs ;

*h)* approuve le budget de la Commission ;

*i)* approuve l'acquisition et la disposition d'immeubles ;

*j)* approuve l'ouverture ou la fermeture de bureaux régionaux et sous-régionaux et en détermine les limites territoriales ;

*k)* approuve les engagements financiers de 300 000 \$ et plus, sauf dans les cas prévus au paragraphe *h* de l'article 17 ;

*l)* obtient tous les renseignements nécessaires au bon fonctionnement du conseil et de la Commission ;

*m)* fait les recommandations qu'il juge nécessaires au ministre responsable et aux ministres des Affaires sociales et de l'Éducation.

**3.** Sous réserve de l'article 174 de la Loi sur la santé et la sécurité du travail, (L.Q., 1979, c. 63 ; après refonte : L.R.Q., c. S-2.1) les personnes siégeant aux séances du conseil ne sont pas tenues à la confidentialité à moins que le conseil n'en décide autrement, sur une question particulière.

**4.** Le conseil d'administration de la Commission tient ses séances au siège social ou à tout autre endroit fixé par la convocation. Elles ont lieu aussi souvent que l'intérêt de la Commission l'exige, mais au moins une fois par 2 mois.

**5.** Toute séance du conseil est convoquée à la demande du président-directeur général.

Le président-directeur général est tenu de convoquer une séance du conseil sur demande écrite de 4 membres et, s'il n'accède pas à cette requête dans les 48 heures de la réception d'une demande écrite à cet effet, ces membres peuvent convoquer eux-mêmes cette séance.

**6.** Toute convocation doit être faite par écrit et contenir l'ordre du jour et une copie des documents pertinents aux sujets discutés à la séance. Elle doit être adressée par le secrétaire à chaque membre du conseil et lui parvenir à sa dernière adresse déclarée au moins 5 jours ouvrables avant la tenue de la séance.

En cas d'urgence, la convocation peut être faite par télégramme ; le délai de convocation n'est alors que de 24 heures, et les documents n'ont pas à être produits ; seuls les sujets mentionnés à la convocation peuvent être discutés à cette réunion.

**7.** Il peut être dérogé aux formalités et au délai de convocation si tous les membres y consentent.

**8.** Les séances du conseil d'administration sont présidées par le président-directeur général.

Le président de la séance décide de la procédure qui doit être suivie lors de la séance.

**9.** Le quorum d'une séance du conseil est de 8 membres dont le président-directeur général ou la personne désignée à cet effet en cas d'absence ou d'incapacité d'agir du président.

**10.** Les décisions du conseil d'administration sont prises à la majorité des voix des membres présents. Ce vote est donné verbalement.

La déclaration par le président de la séance de l'adoption ou du rejet d'une résolution fait preuve *prima facie*.

**11.** En cas d'égalité des voix, le président-directeur général a un vote prépondérant sur toute question soumise au conseil d'administration. Le président-directeur général peut exercer ou ne pas exercer son droit au vote prépondérant.

**12.** Une séance peut être ajournée, par résolution, à un moment ou une date subséquente et un nouvel avis de convocation n'est pas alors nécessaire.

**13.** Une résolution signée par tous les membres du conseil d'administration a la même valeur et le même effet que si elle avait été adoptée à une séance dûment convoquée et régulièrement constituée. Une telle résolution est portée au procès-verbal de la séance qui suit la date de sa signature.

**14.** Les procès-verbaux des séances du conseil d'administration, approuvés par lui et certifiés par le président-directeur général ou par le secrétaire sont authentiques.

**15.** Les vice-présidents et toute autre personne peuvent assister aux réunions du conseil s'ils y sont invités par le président-directeur général.

**16.** Lorsque le président-directeur général est absent ou incapable d'agir dans l'une des fonctions prévues au présent règlement, il est remplacé par la personne désignée à cet effet par le ministre. La personne ainsi désignée assume les devoirs et les responsabilités rattachées à ces fonctions.

### SECTION III RÔLE ET POUVOIRS DU COMITÉ ADMINISTRATIF

**17.** Le comité administratif :

a) approuve les engagements financiers supérieurs à 75 000 \$ mais inférieurs à 300 000 \$ ;

b) approuve, sous réserve du paragraphe b de l'article 2, les ententes administratives courantes conclues avec les organismes du Québec et les contrats intervenus avec tout organisme situé au Québec ;

c) analyse le rapport de la Caisse de dépôt et placement concernant les placements de la Commission, et fait les recommandations au conseil d'administration relatives à la gestion des fonds ;

d) examine le budget annuel et les prévisions budgétaires, et fait ses recommandations au conseil d'administration ;

e) analyse le rapport du vérificateur général, et le transmet au conseil d'administration en y formulant ses commentaires ;

f) analyse les modifications apportées à la classification des employeurs et à l'établissement du taux de cotisation, et fait rapport au conseil d'administration ;

g) prend connaissance des divers rapports d'activités et des rapports statistiques, et fait ses recommandations au conseil d'administration ;

h) autorise la signature des baux de location lorsque ceux-ci sont faits pour un montant excédant 75 000 \$.

**18.** Sous réserve de l'article 174 de la Loi sur la santé et la sécurité du travail, les personnes siégeant aux réunions du comité ne sont pas tenues à la confidentialité des discussions, à moins que le comité n'en décide autrement sur une question particulière.

**19.** Le comité administratif de la Commission tient ses séances au siège social ou à tout autre endroit du Québec fixé par la convocation. Elles ont lieu aussi souvent que l'intérêt de la Commission l'exige, mais au moins une fois par mois.

**20.** Toute séance du comité est convoquée à la demande du président-directeur général ou de l'un ou l'autre de ses membres.

**21.** Le président de la séance décide de la procédure qui doit être suivie lors de la séance.

**22.** Le quorum du comité administratif est de 3 membres, dont le président-directeur général.

**23.** Les décisions du comité administratif sont prises à la majorité des voix. Ce vote est donné verbalement.

La déclaration par le président de la séance de l'adoption ou du rejet d'une résolution fait preuve *prima facie*.

**24.** En cas d'égalité des voix, le président-directeur général a un vote prépondérant sur toute question soumise au comité administratif. Le président-directeur général peut exercer ou ne pas exercer son droit au vote prépondérant.

**25.** En cas d'absence ou d'incapacité d'agir du représentant des travailleurs ou des employeurs, le secrétaire convoque le membre substitut désigné par les autres représentants du groupe concerné.

**26.** Le secrétaire rédige un procès-verbal de chacune des réunions des membres du comité. Ce procès-verbal comprend toutes les décisions prises, est approuvé par le comité administratif et est ensuite communiqué à tous les membres du conseil d'administration.

**27.** Les vice-présidents et toute autre personne peuvent assister aux réunions du comité s'ils y sont invités par le président-directeur général.

#### SECTION IV RÔLE ET POUVOIRS DU PRÉSIDENT-DIRECTEUR GÉNÉRAL

**28.** Le président-directeur général est le responsable de l'administration courante de la Commission et de la direction de ses activités et à cet effet il :

*a)* remplit tous les devoirs afférents à cette charge dans le cadre des règlements de régie interne de la Commission ;

*b)* est le supérieur immédiat des vice-présidents, du secrétaire et des directeurs régionaux et le supérieur hiérarchique de tous les fonctionnaires de la Commission. Il exerce à cet égard tous les pouvoirs que la Loi sur la fonction publique (L.R.Q., c. F-3.1) attribue aux sous-chefs de ministères ;

*c)* approuve les engagements financiers inférieurs à 75 000 \$ ;

*d)* voit à l'organisation administrative interne de la Commission ;

*e)* exerce les fonctions qui peuvent être déléguées par l'Office de la sélection et du recrutement du personnel,

conformément à l'article 51 de la Loi sur la fonction publique ;

*f)* approuve les rapports de vérification interne de la Commission ;

*g)* prépare, convoque et préside toutes les séances du conseil d'administration et du comité administratif et invite à assister à telle séance toute personne qu'il juge à propos d'inviter ;

*h)* soumet des politiques et des propositions au conseil d'administration et au comité administratif pour fins d'étude et d'approbation ;

*i)* renseigne les membres du conseil d'administration et du comité administratif sur toute question de politique générale et sur les activités de la Commission ;

*j)* voit à l'application des règlements de la Commission et s'assure que les décisions du conseil d'administration et du comité administratif sont exécutées ;

*k)* signe seul ou avec toute autre personne désignée par résolution, les documents et les actes du ressort de la Commission ;

*l)* représente la Commission en tant que seul porte-parole officiel ;

*m)* remplit les autres fonctions qui peuvent lui être attribuées par le conseil d'administration et par le comité administratif ;

*n)* approuve les politiques concernant les mandats judiciaires ;

*o)* reçoit les mémoires et représentations formelles des associations patronales ou syndicales et tout autre organisme.

#### SECTION V SECRÉTARIAT

**29.** Les fonctions du secrétaire sont entre autres de :

*a)* donner tous les avis de convocation ;

*b)* rédiger les procès-verbaux des séances du conseil d'administration et du comité administratif ;

*c)* conserver les archives et les documents officiels de la Commission ;

*d)* garder le sceau corporatif de la Commission ;

*e)* maintenir à jour la liste complète des membres du conseil d'administration de la Commission avec leur dernière adresse ;

f) remplir tous autres devoirs relatifs à ses fonctions ainsi que ceux que le conseil d'administration, le comité administratif ou le président peuvent lui assigner.

**30.** Le secrétaire adjoint assume les devoirs et responsabilités du secrétaire en cas d'absence ou d'incapacité d'agir de ce dernier.

Il est désigné comme personne autorisée à certifier les procès-verbaux du conseil d'administration et du comité administratif, de même que les documents et copies émanant de la Commission ou faisant partie de ses archives lorsqu'ils sont ainsi certifiés.

## SECTION VI PERSONNEL DE DIRECTION

**31.** Un comité de direction est formé des personnes suivantes :

- a) le président-directeur général ;
- b) les vice-présidents ;
- c) le secrétaire.

**32.** Sous l'autorité du président-directeur général, et sous réserve du présent règlement, le vice-président à l'administration est responsable de l'élaboration, de l'implantation et du contrôle des programmes nécessaires au bon fonctionnement administratif de la Commission notamment en matière de financement, d'informatique, de ressources humaines, de services auxiliaires et de procédés et méthodes.

Il planifie, coordonne et contrôle les activités des services responsables de la perception des contributions des employeurs fixées par le conseil d'administration.

Il voit à l'élaboration de tous les manuels d'opérations rattachés aux fonctions énumérées dans le présent article.

Il approuve les engagements financiers relevant de sa juridiction et inférieurs à 5 000 \$.

Il effectue également toute autre tâche qui lui est confiée par le président-directeur général.

**33.** Sous l'autorité du président-directeur général, et sous réserve du présent règlement, le vice-président à la prévention est responsable de l'élaboration et de l'implantation des programmes de santé, des contrats types et des projets de réglementation en matière de prévention des lésions professionnelles. Il élabore également des programmes de formation et d'information des employeurs et des travailleurs en matière de santé et de sécurité.

Il fait des recommandations quant aux règlements à adopter relativement aux normes d'hygiène et de sécurité,

à l'aménagement des lieux de travail, à l'organisation du travail, à l'équipement, au matériel, aux contaminants, aux matières dangereuses et aux procédés d'utilisation.

Il fait aussi des recommandations quant à tous les autres règlements devant être établis concernant la prévention dans le but d'assurer la santé et la sécurité des travailleurs.

Il établit, en collaboration avec le vice-président à l'administration, les politiques administratives et les manuels d'opérations des services qu'il dirige en vue d'atteindre les objectifs fixés avec le plus d'efficacité possible. Il voit à l'élaboration, à l'implantation et au contrôle des programmes d'information, de formation et de perfectionnement du personnel affecté à la prévention.

Il approuve les engagements financiers relevant de sa juridiction et inférieurs à 5 000 \$.

Il effectue également toute autre tâche qui lui est confiée par le président-directeur général.

**34.** Sous l'autorité du président-directeur général, et sous réserve du présent règlement, le vice-président à l'inspection est responsable de l'application des normes et règlements de santé et de sécurité. À cet effet, il élabore les programmes d'inspection et détermine les normes et techniques d'inspection, voit à l'analyse des plans et devis qui sont transmis à la Commission et conseille les entreprises sur l'aspect sécuritaire des installations projetées. Il est également responsable du service des laboratoires et des expertises.

Il supervise les fonctions, pouvoirs et responsabilités dévolues par la Loi aux inspecteurs et aux inspecteurs-chefs régionaux.

Il voit à l'application des normes et règlements de santé et de sécurité des travailleurs.

Il établit, en collaboration avec le vice-président à l'administration, les politiques administratives et les manuels d'opérations des services qu'il dirige en vue d'atteindre les objectifs fixés avec le plus d'efficacité possible. Il voit à l'élaboration, à l'implantation et au contrôle des programmes d'information, de formation et de perfectionnement du personnel affecté à l'inspection.

Il approuve les engagements financiers relevant de sa juridiction et inférieurs à 5 000 \$.

Il effectue également toute autre tâche qui lui est confiée par le président-directeur général.

**35.** Sous l'autorité du président-directeur général, et sous réserve du présent règlement, le vice-président à la réparation élabore les programmes visant à assurer l'indemnisation, l'assistance médicale et la réadaptation des victimes d'accidents du travail, de maladies professionnelles,

d'actes criminels ou de lésions consécutives à des actes de civisme. Il voit à la mise en application des lois de réparation administrées par la Commission.

Il formule, lorsque nécessaire, des recommandations visant à amender les lois de réparation administrées par la Commission et les règlements qui en découlent et émet des instructions visant à améliorer l'application de ces lois.

Il établit en collaboration avec le vice-président à l'administration, les politiques administratives et les manuels d'opérations des services qu'il dirige en vue d'atteindre les objectifs fixés avec le plus d'efficacité possible. Il voit à l'élaboration, à l'implantation et au contrôle des programmes d'information, de formation et de perfectionnement du personnel affecté à la réparation.

Il approuve les engagements financiers relevant de sa juridiction et inférieurs à 5 000 \$.

Il effectue également toute autre tâche qui lui est confiée par le président-directeur général.

**36.** Sous l'autorité du président-directeur général, et sous réserve du présent règlement, le directeur d'une direction régionale est responsable au niveau du territoire de sa région de l'application des programmes et de la fourniture des services destinés aux diverses clientèles.

Il voit notamment à l'application des programmes de santé et de sécurité des travailleurs, à la diffusion d'information sur les normes et règlements, à la fourniture d'aide technique aux comités paritaires et à leur mise sur pied, et à l'exécution des programmes de formation.

Il est chargé du bon fonctionnement des services d'inspection, des services de renseignements financiers aux employeurs et des services de réparation des victimes d'accidents du travail.

Il peut être appelé à assurer le bon fonctionnement des bureaux sous-régionaux situés dans le territoire de sa région et dont le rôle est de faciliter l'accès aux clientèles des territoires plus éloignés.

Il approuve les engagements financiers relevant de sa juridiction et inférieurs à 5 000 \$.

Il effectue également toute autre tâche qui lui est confiée par le président-directeur général.

**37.** La même personne peut détenir plus d'une fonction.

## SECTION VII DÉCLARATIONS

**38.** Le président-directeur général a autorité pour désigner une personne de la Commission pour faire au nom de celle-ci, une déclaration requise par la Loi, sous serment

ou non, dans le cadre d'une procédure judiciaire ou autrement.

## SECTION VIII EFFET DE COMMERCE ET SIGNATURE DE CHÈQUES

**39.** Tous les chèques, traites, billets ou autres effets négociables sont signés, tirés, acceptés ou endossés par les personnes désignées, de temps à autre, par décision du comité administratif sur recommandation du président-directeur général.

La signature d'une personne sur un chèque ou autre lettre de change de la Commission peut être écrite, gravée, imprimée ou lithographiée ou autrement reproduite.

## SECTION IX COMPTES DE BANQUE, GARDE DES VALEURS ET DÉPÔT DE SOMME D'ARGENT

**40.** Sur la recommandation du président-directeur général, le comité administratif nomme les institutions financières dans lesquelles la Commission peut déposer de l'argent à demande et les endroits où peuvent être déposés les titres de la Commission.

**41.** Le comité administratif détermine les modalités dont il convient avec la Caisse de dépôt et de placement du Québec et selon lesquelles celle-ci administre comme fonds distinct les sommes déposées auprès d'elle par la Commission.

## SECTION X SIGNATURES

**42.** Le conseil d'administration peut, par décision, désigner une personne qui est autorisée à agir pour la Commission et à signer, seule ou avec d'autres, tout acte ou document de la Commission et fixer également des conditions d'exercice au mandat de cette personne.

La signature d'une personne désignée en vertu du premier alinéa et la signature du président-directeur général peuvent être écrites, gravées, imprimées, lithographiées ou autrement reproduites.

## SECTION XI RENSEIGNEMENTS

**43.** Le président-directeur général ou la personne qu'il désigne est seul autorisé à fournir à l'autorité compétente tout renseignement requis sur les opérations de la Commission.





c. S-2.1, r.17

## Règles de preuve, de procédure et de pratique des bureaux de révision de la Commission de la santé et de la sécurité du travail

Loi sur la santé et la sécurité du travail  
(L.Q., 1979, c. 63 ; après refonte : L.R.Q., c. S-2.1)

### SECTION I DÉFINITION

**1.** Dans les présentes règles, à moins que le contexte n'indique un sens différent, on entend par « partie » : toute personne ayant un intérêt, en vertu de la loi, dans l'affaire soumise au bureau de révision, ou susceptible d'être directement affectée par la décision du bureau de révision.

### SECTION II DEMANDE DE RÉVISION

**2.** Une demande de révision d'une décision rendue par un fonctionnaire désigné suivant le paragraphe 4 de l'article 63 de la Loi sur les accidents du travail (L.R.Q., c. A-3) doit être signée par le demandeur ou son représentant.

**3.** Le demandeur qui produit lui-même sa demande de révision, mais qui a l'intention de recourir aux services d'un représentant lors de la rencontre préliminaire ou de l'audition selon le cas, doit y indiquer les nom, prénom et adresse de son représentant.

**4.** Sur réception d'une demande de révision, le bureau de révision expédie un accusé de réception au demandeur et à son représentant, selon le cas et avise les autres parties qui étaient impliquées devant le fonctionnaire désigné suivant le paragraphe 4 de l'article 63 de la Loi sur les accidents du travail.

### SECTION III REQUÊTE POUR L'EXTENSION DU DÉLAI DE PRODUCTION DE LA DEMANDE DE RÉVISION

**5.** Une demande pour permission d'agir après l'expiration des délais fixés par la Loi sur les accidents du travail, se fait par une requête signée, indiquant :

a) les raisons pour lesquelles la partie a été, en fait, dans l'impossibilité d'agir plus tôt ;

b) la date de l'accident ou la date de la réclamation lorsqu'il s'agit d'une maladie professionnelle au sens de la Loi sur les accidents du travail ; et

c) les nom, prénom et adresse du demandeur ou de son représentant s'il y a lieu, si ces informations ne figurent pas au dossier.

**6.** Le bureau de révision avise toutes les parties de cette requête.

### SECTION IV OPPOSITION ET INTERVENTION

**7.** Toute partie qui désire présenter une opposition ou intervention doit en informer le bureau de révision par écrit dans les 15 jours de l'envoi de la notification de la demande de révision ou de la requête pour l'extension du délai de production de la demande de révision.

**8.** Le bureau de révision avise toutes les parties de cette opposition ou intervention.

### SECTION V AUDITION

**9.** Le bureau de révision tient une audition, à moins que toutes les parties y renoncent par écrit.

Le bureau de révision peut, si toutes les parties renoncent à l'audition, après avoir requis les documents nécessaires et avoir examiné et étudié le dossier des parties, accorder la demande sans avoir à tenir une audition, s'il la juge bien fondée.

**10.** Malgré l'article 9, le bureau de révision peut, dans l'intérêt de la justice, ordonner le huis clos.

**11.** Avant de procéder à l'audition au mérite, le bureau de révision peut, s'il le croit utile, convoquer les parties et leurs représentants s'il y a lieu, à une rencontre préliminaire pour conférer sur les moyens propres à simplifier ou à abréger l'enquête.

**12.** Les auditions du bureau de révision se tiennent aux bureaux de la Commission de la santé et de la sécurité du travail ou à tout endroit plus rapproché du lieu de résidence du demandeur que celle-ci fixe.

**13.** Le bureau de révision transmet aux parties et à leur représentant s'il y a lieu, au moins 30 jours avant la date

fixée pour l'audition, un avis écrit mentionnant la date, l'heure et le lieu de l'audition.

**14.** Si, à l'ouverture de l'audition, le demandeur, une autre partie ou leur représentant selon le cas, fait défaut de comparaître, le bureau de révision dispose de la demande de la façon qu'il croit la mieux appropriée, en motivant par écrit sa décision.

**15.** Le bureau de révision peut, pour cause, accorder la remise ou l'ajournement de l'audition.

Il peut de lui-même, avec motifs à l'appui, reporter l'audition ou l'ajourner aux conditions qu'il juge à propos.

**16.** Après avoir prêté serment ou fait une déclaration solennelle, les témoins sont interrogés par les membres du bureau de révision, par le conseiller juridique de la Commission, et par chacune des parties ou leur représentant selon le cas.

**17.** Chacune des parties peut faire entendre des témoins, fournir des renseignements et produire des documents pertinents à la demande.

**18.** En tout temps, le bureau de révision peut requérir d'une partie, la production de tout document qu'il juge nécessaire.

**19.** Toute partie peut, sur permission du bureau de révision et aux conditions qu'il détermine, enregistrer une séance du bureau de révision au moyen d'un magnétophone, de la sténographie ou de tout autre moyen analogue.

**20.** Le secrétaire du bureau de révision ou son remplaçant dresse un procès-verbal de l'audition dans lequel il inscrit :

a) les nom et adresse des représentants désignés et présents ;

b) les nom, prénom, âge, profession et résidence des parties et des témoins ; et

c) les ordonnances et décisions du bureau de révision prises lors de la rencontre préliminaire ou de l'audition selon le cas.

**21.** Une demande, requête, opposition ou intervention peut être retirée en tout temps avant ou pendant l'audition, en tout ou en partie, au moyen d'un avis écrit transmis au bureau de révision et signé par la partie.

## SECTION VI ASSIGNATION DES TÉMOINS

**22.** La partie qui désire produire un témoin peut l'assigner par *subpoena* signifié au moins 5 jours avant le jour fixé pour l'audition.

Un témoin peut être assigné pour déclarer ce qu'il connaît, pour produire quelque document, ou pour les deux objets à la fois.

## SECTION VII DÉCISION

**23.** Le bureau de révision rend sa décision par écrit et celle-ci doit être motivée.

**24.** L'original de la décision est déposé au greffe du bureau de révision et une copie conforme est consignée au dossier.

Le bureau de révision transmet, par courrier enregistré ou certifié, copie conforme de la décision à chaque partie et à leur représentant.

**25.** En communiquant sa décision aux parties, le bureau de révision les avise qu'elles peuvent en appeler devant la Commission des affaires sociales dans les délais prévus par la Loi sur les accidents du travail (L.R.Q., c. A-3), la Loi sur l'indemnisation des victimes d'amiantose ou de silicose dans les mines et les carrières (L.R.Q., c. I-7), la Loi sur l'indemnisation des victimes d'actes criminels (L.R.Q., c. I-6) ou la Loi visant à favoriser le civisme (L.R.Q., c. C-20), selon le cas.

## SECTION VIII DISPOSITIONS GÉNÉRALES

**26.** Si un délai expire un jour non juridique au sens du Code de procédure civile (L.R.Q., c. C-25) ou un samedi, il est prolongé au jour juridique suivant.

**27.** Tout délai imparti par les présentes règles peut, en tout temps, être prolongé par le bureau de révision.

**28.** Aucune procédure faite en vertu des présentes règles ne doit être considérée comme nulle ou rejetée pour vice de forme ou irrégularité de procédure.





c. S-2.1, r.18

## Règlement sur le remboursement de certains frais occasionnés par une enquête et une audition

Loi sur la santé et la sécurité du travail  
(L.Q., 1979, c. 63 ; après refonte : L.R.Q., c. S-2.1)

Loi sur l'indemnisation des victimes d'actes criminels  
(L.R.Q., c. I-6, a. 15)

Loi sur l'indemnisation des victimes d'amiantose et de silicose dans les mines et les carrières  
(L.R.Q., c. I-7, a. 11)

Loi visant à favoriser le civisme  
(L.R.Q., c. C-20, a. 20)

### SECTION I DISPOSITIONS GÉNÉRALES

**1.** Au sens du présent règlement, et à moins que le contexte n'indique un sens différent, on entend par :

« bureau » : un bureau de révision constitué par la Commission de la santé et de la sécurité du travail en vertu de l'article 171 de la Loi sur la santé et la sécurité du travail (L.Q., 1979, c. 63 ; après refonte : L.R.Q., c. S-2.1) ;

« témoin » : une personne qui comparaît, qui témoigne ou qui a dû se présenter à la suite d'une assignation devant un bureau.

### SECTION II CHAMP D'APPLICATION

**2.** Le présent règlement s'applique à toute enquête ou audition tenue par un bureau pour examiner, entendre et décider de toute affaire ou question que les lois et règlements administrés par la Commission déclarent être de sa compétence et qui lui ont été délégués.

### SECTION III DÉPENSES ET ALLOCATIONS

**3.** Un témoin a droit à une allocation de 40 \$ par journée d'absence nécessaire de sa résidence. Elle est toutefois réduite à 20 \$ lorsque la durée de l'absence de la résidence ne dépasse pas 5 heures.

**4.** Un témoin reconnu et déclaré expert par un bureau a droit à une allocation de 75 \$ par journée d'absence nécessaire de sa résidence. Elle est toutefois réduite à 40 \$ lorsque la durée de l'absence de la résidence ne dépasse pas 5 heures.

**5.** Sur demande expresse d'un témoin expert et pour valable considération, le bureau peut augmenter l'allocation de ce témoin expert lorsqu'il démontre qu'il subit une perte supérieure à 75 \$ par jour.

Une telle augmentation est assumée par le bureau et le total de l'allocation ne peut excéder la somme de 250 \$ par jour.

**6.** Aucune allocation n'est versée au témoin qui, en vertu des lois, arrêtés ministériels, contrats, ententes ou conventions collectives ne subit pas de perte de gain.

Une allocation n'est pas versée au témoin pour une journée d'absence nécessaire de sa résidence tombant un jour non juridique, sauf si cette absence entraîne une perte de gain.

**7.** Sous réserve des montants maximaux et des conditions qui suivent, le témoin a droit, sans pièce justificative, aux dépenses de repas réellement encourues par suite de sa présence devant un bureau :

a) déjeuner : 3,85 \$

b) dîner : lorsque la période d'absence nécessaire de sa résidence se prolonge au-delà de 13 h : 6,10 \$

c) souper : lorsque la période nécessaire d'absence se prolonge au-delà de 19 h : 8,35 \$.

**8.** Dans un établissement hôtelier, le témoin a droit, sur production de pièces justificatives à ses dépenses de coucher jusqu'à concurrence de 40 \$ par soir.

En l'absence de pièces justificatives ou lorsque les dépenses de coucher n'ont pas été encourues dans un établissement hôtelier, le montant accordé est limité aux dépenses réellement encourues jusqu'à concurrence de 9,10 \$.

**9.** Le témoin a droit au remboursement de ses frais réellement encourus de transport selon le mode le plus économique compte tenu de l'ensemble des frais et allocations prévus au présent règlement.

L'allocation de déplacement par automobile est fixée à 0,155 \$ par kilomètre nécessairement parcouru.

**10.** Le témoin qui doit comparaître plusieurs jours relativement à une demande et dont la résidence est éloignée du lieu où se tient l'enquête ou l'audition est libre de voyager ou non. Cependant, les frais et l'allocation à verser dans un tel cas doivent toujours être calculés comme si le témoin avait pris l'option la moins coûteuse.

**11.** Dans le cas où la décision rendue en première instance est modifiée par le bureau, tous les frais et allocations des témoins sont assumés par celui-ci.

**12.** Si la décision visée à l'article 11 est maintenue, chaque partie assume les frais de ses témoins. Cependant, le bureau peut condamner la partie qui avait demandé la révision à payer tout ou partie des frais des témoins de l'autre partie dans les cas où il juge que la demande de révision est futile, dilatoire, abusive ou inutilement téméraire ou que la présence de plusieurs de ses témoins a été inutile à la conduite de l'audition.

**13.** Malgré les articles 11 et 12, le bureau assume les frais des témoins qu'il assigne de sa propre autorité.

---

D. 110-81, (1981) 113 G.O.II, 427 et 1377



c. S-2.1, r.19

## Règlement sur la salubrité et la sécurité du travail dans les mines et carrières

Loi sur la santé et la sécurité du travail  
(L.Q., 1979, c. 63 ; après refonte : L.R.Q., c. S-2.1)

**1. Interprétation :** Dans ce règlement sauf contre-indication explicite dans le contexte :

- a) « approuvé » : signifie approuvé par l'inspecteur ;
- b) « autorisé » : excepté la définition différente de l'article 317, signifie autorisé par l'exploitant, le directeur ou un surveillant responsable d'exécuter un travail spécifié ou d'accomplir une action spécifiée ;
- c) « directeur » : signifie l'exploitant d'une mine ou une personne désignée par l'exploitant comme responsable du contrôle, de l'administration et de la direction d'une mine ;
- d) « exploitant » : signifie toute personne qui exécute ou dirige ou qui détermine qu'on exécute ou qu'on dirige des travaux d'exploration ou d'exploitation à une mine dont il est le propriétaire, le locataire ou l'occupant ;
- e) « approprié » : signifie approprié à l'appréciation de l'inspecteur.

### Incidents spéciaux

**2. Incidents dont l'inspecteur est avisé :** Lorsque dans une mine ou ses dépendances il advient :

- a) un accident concernant les grues, les machines d'extraction, les molettes, les câbles d'extraction, les cages, les skips, les cuffats ou le boisage du puits ;
- b) une explosion ou un incendie ayant rapport à un compresseur, un réservoir ou une canalisation d'air comprimé ;
- c) une explosion de chaudière ;
- d) une irruption d'eau, anormale ou inattendue ;
- e) une fissure ou une lézarde dans une cloison étanche ou dans un barrage retenant plus de 23 mètres cubes d'eau ;
- f) un incendie souterrain ou un incendie au jour intéressant un chevalement, une salle de machines d'extraction, une poudrière ou autre bâtiment d'exploitation ;

g) une explosion prématurée ou inattendue, une inflammation d'explosifs de tout genre ;

h) un coup de charge ou un déplacement important et inattendu de terrain ;

i) un évanouissement dû aux gaz nocifs ou à l'insuffisance d'oxygène ;

j) un gaz inflammable dans les quartiers de la mine ;  
qu'il en résulte ou non perte de vie ou blessures corporelles, l'exploitant doit, dans les 24 heures qui suivent la constatation de l'occurrence, aviser par écrit l'inspecteur et lui fournir les renseignements nécessaires à la conduite d'une enquête dans la circonstance.

### Purgeage

**3. Purgeage dans les ouvrages miniers :** Les parements et les toits des puits, des galeries, des chantiers d'abattage, des tunnels, des montagnes et autres ouvrages souterrains, les parois latérales et les fronts de taille des exploitations, à ciel ouvert, des carrières, des sablières et des glaisières, comme aussi de toutes autres excavations et tranchées pour la découverte ou pour des travaux de préparation d'une exploitation minière, doivent être convenablement purgés en éliminant les blocs détachés et les roches fissurées ou en prenant d'autres mesures appropriées afin d'assurer la sécurité des ouvriers.

**4. Outils de purgeage :** L'exploitant doit fournir et entretenir en bon état un nombre suffisant de pinces et coins, ainsi que tout autre outillage nécessaire au purgeage.

### Longes de sûreté

**5. Longes de sûreté :** L'exploitant doit fournir et maintenir en bon état des ceintures de sûreté ou des harnais munis de longues appropriées aux endroits où ils sont nécessaires pour la sécurité du travail, et les ouvriers qui y sont employés ont l'obligation de les porter pendant toute la durée de leur travail.

### Dispositifs de protection autour des excavations

**6. Clôture des excavations :** L'orifice au jour de tout puits doit être gardé clôturé sûrement ou protégé par une barrière et toute exploitation à ciel ouvert ou autres excavations dangereuses, en raison de leur profondeur, doivent être gardées sûrement clôturées ou autrement protégées.

Ce règlement n'interdit pas l'élimination temporaire de la clôture si d'autres précautions appropriées sont prises.

### Travaux à un niveau supérieur

#### 7. Protection en cas de travaux à un niveau supérieur :

Ni au jour ni au fond on ne fera travailler des ouvriers dans un endroit où d'autres hommes travaillent au-dessus d'eux, sans prendre les mesures appropriées de protection impliquées par les circonstances.

### Silos et trémies

#### 8. Le travail dans les silos et les trémies :

1) Seules les personnes autorisées doivent pénétrer ou travailler à l'intérieur de tout silo ou trémie et seulement lorsque des précautions appropriées sont prises en vue du tassement, de l'effondrement ou du déchargement de tout matériau.

2) Aucune personne ne doit pénétrer ou travailler à l'intérieur d'un silo ou d'une trémie qui contient des matériaux, sauf si :

- a) elle porte une ceinture ou un harnais de sûreté attaché à une longe de sûreté ;
- b) une ou plusieurs personnes près et à l'extérieur du silo ou trémie la voient directement ; et
- c) des mesures appropriées sont prises pour assurer que la longe de sûreté est fermement retenue à son ancrage et gardée assez tendue.

### Bâtiments

9. Les bâtiments seront de construction sûre : Tous les bâtiments d'une mine doivent être construits et entretenus de façon à assurer la sécurité du personnel et doivent être bien éclairés et aérés.

10. L'inspecteur sera avisé : L'exploitant doit aviser l'inspecteur avant de faire des travaux importants de construction ou de changements dans les ateliers de traitements ou autres. A la réception de cet avis, l'inspecteur peut, à sa discrétion, refuser l'autorisation de procéder à de tels travaux jusqu'à ce qu'ils soient approuvés, par écrit, par l'inspecteur en chef.

#### 11. À tous les bâtiments :

- a) Toutes les sorties, les passages et les escaliers doivent permettre l'évacuation rapide de tous les employés et doivent être dégagés de tout matériau ;
- b) tous les escaliers de plus de 1,5 mètre de hauteur doivent être munis de rampes solides ;

c) les passerelles, les plate-formes et les échafaudages situés à plus de 1,5 mètre du plancher doivent être munis de garde-fous ;

d) toute ouverture dans un plancher doit être entourée de façon efficace.

### Équipement de protection du personnel

12. Casques de sécurité : Le port d'un casque, de résistance appropriée, est obligatoire pour toute personne employée :

- a) au fond, dans les mines ;
- b) dans les exploitations à ciel ouvert et les carrières ;
- c) dans d'autres endroits affectés au travail que l'inspecteur pourrait désigner.

#### 13. Protection des yeux :

1) Le port de lunettes de protection, d'un modèle approprié, et bien ajustées à la personne qui les utilise, conçues de manière à assurer une protection efficace des yeux, est obligatoire pour toute personne pendant qu'elle est employée :

- a) au fond, dans toute mine, sauf pour le fonçage de puits, creusement de montage, forage au diamant et dans les réfectories ;
- b) dans les exploitations à ciel ouvert et dans les carrières ;
- c) dans les ateliers mécaniques, de réparations, de concentration, d'affinage ou métallurgiques et autres endroits affectés au travail que l'inspecteur pourrait désigner.

2) Les verres doivent être d'un type approuvé de matériaux de première qualité.

14. Chaussures de protection : Le port de chaussures de protection d'un modèle approprié, conçues de manière à assurer une protection efficace des pieds, est obligatoire pour toute personne pendant qu'elle est employée :

- a) au fond de toute mine ;
- b) dans les exploitations à ciel ouvert et dans les carrières ;
- c) dans les ateliers mécaniques, de réparations, de concentration, d'affinage ou métallurgiques et autres endroits affectés au travail que l'inspecteur pourrait désigner.

15. Masques ou appareils respiratoires seront fournis : Des masques ou appareils respiratoires d'un modèle ap-

prouvé et conçus pour le risque concerné seront fournis, par l'exploitant, au personnel qui est nécessairement exposé aux fumées ou vapeurs irritantes ou dangereuses ou à des concentrations incommodes de poussières ou gaz. L'exploitant doit avoir soin que ce personnel utilise et porte ces appareils de protection où et quand il est nécessaire.

**16. Nettoyage des masques et des respirateurs :** Les masques et les respirateurs doivent être entretenus proprement, lavés ou nettoyés après chaque jour où ils ont servi et doivent être renouvelés en tout ou en partie dès que cela devient nécessaire.

**17. Échange des masques ou des respirateurs :** Sauf en cas d'urgence, il est interdit à toute personne de porter un masque ou un respirateur qu'une autre personne a déjà porté, à moins que ce masque ou ce respirateur ait d'abord été nettoyé et stérilisé.

**18. Stérilisation des masques et des respirateurs :** L'exploitant doit stériliser les masques en usage au moins une fois par semaine.

**19. Inspection des masques et des respirateurs :** L'exploitant doit désigner une personne compétente qui est responsable des masques et des respirateurs et qui en fait l'inspection régulièrement. Cette inspection doit être faite au moins une fois par mois pour les masques à poussières et les respirateurs, une fois par semaine pour les masques protégeant contre les substances toxiques ou lorsque l'employé signale que son masque ou son respirateur est défectueux. Cette inspection doit porter sur la propreté, la mise en place du filtre, les défauts possibles des parties du masque ou du respirateur, l'adaptation de l'appareil à la figure, à la tête et au corps de l'employé, le fonctionnement des soupapes et autres accessoires.

**20. Obligation de rapporter une défectuosité du masque au respirateur :** Dès qu'il s'aperçoit que son masque ou son respirateur est défectueux, l'employé doit le signaler à son contremaître qui doit prendre soin de le faire réparer ou remplacer.

**21. Entreposage des masques et des respirateurs :** Les masques et les respirateurs doivent être gardés dans un endroit ou un récipient fermé, à l'abri des poussières ou de toute contamination, lorsqu'ils ne sont pas utilisés.

## Bruit

### 22. Protection contre le bruit :

1) L'exploitant d'une mine doit prendre tous les moyens judicieux propres à assurer que les employés ne

subissent pas outre mesure des bruits dont l'intensité dépasse les normes convenables et acceptées par l'inspecteur en chef.

2) Lorsque l'intensité du bruit dépasse les normes convenables, l'exploitant doit fournir des appareils protecteurs appropriés que les employés doivent porter convenablement pour leur protection.

## Premiers soins aux blessés

### 23. Personnel de premiers soins : À toute mine :

a) lorsque le nombre total des ouvriers dépasse 30, l'exploitant doit nommer au moins 1 personne compétente à donner les premiers soins, soit à plein temps, soit à temps partiel, dont les obligations seront de diriger les services de premiers soins et d'entretenir le matériel respectif en bon état ;

b) lorsque plus de 10 personnes travaillent par poste normal on doit pouvoir faire appel rapidement, dans l'exploitation ou aux abords, à une ou plusieurs personnes suffisamment entraînées pour donner les premiers soins aux blessés ;

c) les noms des personnes désignées pour les premiers soins doivent être affichés à un endroit apparent et cette liste doit être tenue à jour.

**24. Matériel de premiers soins :** Toutes les mines, ateliers de préparation des minerais et usines métallurgiques, doivent posséder et conserver au moins autant de matériel de premiers soins et d'accessoires prévu par les règlements de la Commission de la santé et de la sécurité du travail.

**25. Civières :** Toute mine doit avoir constamment en bon état un nombre suffisant de civières et de couvertures appropriées pour assurer les meilleures conditions de traitement et de transport des blessés.

## Hygiène

**26. Lieux d'aisances :** À chaque mine il doit y avoir des lieux d'aisances conformément aux exigences suivantes :

a) au fond où le nombre d'employés de tout poste ne dépasse pas 100, il doit y avoir un cabinet d'aisances pour chaque 25 personnes ou fraction de ce nombre. Où le nombre d'employés par poste dépasse 100, on doit ajouter un cabinet pour chaque 50 ou fraction de 50 personnes excédant le premier 100 ;

b) au fond, les sièges de cabinet d'aisances doivent être fabriqués de matière plastique imperméable à l'humidité, ou d'autre matériau semblable ;

c) pour les hommes employés au jour, un cabinet d'aisances doit être installé pour chaque 25 hommes ou fraction de ce nombre à chaque poste ;

d) dans le cas des travailleurs féminins, il doit y avoir un cabinet d'aisances pour chaque 15 femmes ou fraction de ce nombre à chaque poste. Ces lieux d'aisances doivent être entièrement séparés de ceux qui sont réservés au sexe masculin et ils doivent être identifiés clairement pour indiquer à quel sexe ils sont destinés.

## **27. Tenue des lieux d'aisances :**

1) Les lieux et cabinets d'aisances doivent être tenus propres, hygiéniques et convenablement désinfectés.

2) L'emplacement des lieux et cabinets d'aisances, au fond, doit convenir au nombre de personnes au travail à différents niveaux, doit être un endroit ventilé et les cabinets doivent être, au besoin, enlevés, vidés et nettoyés.

**28. Eau potable :** Un approvisionnement d'eau potable protégée de toute contamination et identifiée nettement comme telle doit être fourni à toutes les personnes à des points convenables, tant au jour qu'au fond.

**29. Objets nécessaires à la toilette :** À tous les ateliers de préparation des minerais, les laboratoires, les fonderies et les usines métallurgiques, l'exploitant doit fournir aux employés les objets nécessaires pour se laver la figure et les mains.

## **30. Vestiaires séchoirs :**

1) À toutes les exploitations souterraines et aussi aux exploitations à ciel ouvert que l'inspecteur pourrait désigner, l'exploitant doit mettre à la disposition du personnel, au jour, à un endroit approuvé, un vestiaire-séchoir convenable, où le personnel pourra se laver, changer de vêtements et les faire sécher.

2) Les vestiaires-séchoirs seront :

a) convenablement chauffés, éclairés, bien aérés et tenus en état constant de propreté ;

b) équipés des objets nécessaires pour se laver les mains et la figure, d'un nombre suffisant de douches, et munis en quantité appropriée d'eau chaude et froide, de savon convenable et d'essuie-mains ou sèche-mains ;

c) pourvus des cabinets d'aisances adaptés aux besoins ;

d) équipés d'armoires individuelles fermant à clef pour les vêtements propres, et de crochets individuels sur lesquels les vêtements de travail pourront être suspendus pour sécher.

3) Les vestiaires-séchoirs ne doivent pas être installés dans les bâtiments des machines d'extraction ou des chaudières, à moins qu'un local séparé et convenablement construit soit fourni à cet effet.

**31. Salle à manger au fond :** A chaque mine en exploitation où les personnes doivent prendre leurs repas dans les ouvrages souterrains, l'exploitant doit aménager des salles convenables à cette fin. Ces salles doivent être placées, construites et entretenues pour éliminer tout danger d'incendie et elles doivent être aérées et chauffées convenablement ; elles doivent être éclairées, tenues propres et dans des conditions hygiéniques.

## **Protection contre les substances dangereuses**

**32. Pose d'affiches :** Dans tous les ateliers de préparation des minerais, les laboratoires, les fonderies et les usines métallurgiques, des affiches doivent être placées bien en vue là où les personnes sont exposées aux dangers causés par la présence des substances ou des réactifs toxiques ou nocifs.

**33. Antidotes et solutions :** À chaque mine ou atelier où des substances, des solutions ou des gaz dangereux ou toxiques sont utilisés ou produits, on doit garder à un endroit convenable, en évidence, une quantité suffisante d'antidotes et de solutions appropriés au traitement des blessures causées par les substances, solutions ou gaz dangereux. Les antidotes et les solutions doivent être bien étiquetés ; les méthodes d'usage doivent être bien indiquées sur leurs emballages. Si les antidotes sont administrés sous forme d'injections intraveineuses par un médecin ou un infirmier, le numéro de téléphone et l'adresse du médecin ou de l'infirmier doivent être convenablement affichés.

**34. Manipulation des cyanures :** L'exploitant doit fournir des gants de caoutchouc que doivent porter toutes les personnes qui manipulent les sels ou les solutions de cyanure ; ces gants ne doivent pas servir à d'autres travaux.

## **35. Entreposage des cyanures :**

1) Les cyanures doivent être à l'abri de tout contact avec des substances acides, tant dans l'entrepôt que durant le transport.

2) Lorsqu'un atelier de traitement des minerais est formé, on doit disposer de façon appropriée de tous les cyanures et autres substances chimiques dangereuses.

## Protection contre les incendies

### 36. Affichage des instructions pour combattre les incendies :

1) L'exploitant de toute mine doit établir des instructions à suivre en cas d'incendie au fond ou au jour et les personnes désignées à exécuter ces instructions doivent être bien renseignées sur le travail à faire.

2) Les instructions ou des extraits pertinents doivent être affichés en permanence dans les bâtiments des puits, les salles de machines d'extraction ou autres endroits en vue.

### 37. Gaz d'alarme :

1) Toute mine exploitée par puits ou galeries à flanc de coteau dont la production dépasse 100 tonnes de minerai par jour ou toute autre mine indiquée par l'inspecteur, doit disposer d'un appareil approuvé pour l'introduction dans les quartiers de la mine de mercaptan ou autre gaz d'alarme approuvé par l'inspecteur. Cet appareil doit être prêt pour usage immédiat, en permanence, afin d'avertir les ouvriers au fond de toute nécessité urgente d'évacuation rapide des chantiers. Un nombre suffisant de personnes entraînées à faire fonctionner cet appareil doivent pouvoir être appelées rapidement à le mettre en marche à n'importe quel moment, lorsqu'il y a des hommes au fond.

2) L'appareil pour l'introduction du gaz d'alarme ne doit pas être placé à l'intérieur d'un bâtiment recouvrant l'orifice d'un puits ou autre entrée de la mine.

3) Un essai de l'efficacité et du fonctionnement de l'installation d'alarme doit être fait au moins une fois par an et un rapport sur cet essai doit être envoyé à l'inspecteur.

**38. Portes d'incendie :** L'exploitant doit, autant que possible, installer un nombre suffisant de portes d'incendie appropriées, au fond, afin de pouvoir, si nécessaire, isoler efficacement chaque puits des autres quartiers de la mine. Ces portes doivent être maintenues en bon état et dégagées de toute obstruction, pour qu'on puisse les utiliser rapidement à n'importe quel moment.

### 39. Précautions contre les incendies au fond :

1) Il est interdit d'accumuler au fond des déchets inflammables. Ces déchets doivent être enlevés au moins une fois par semaine et remontés au jour où on en disposera en conséquence.

2) Tout vieux bois inutilisé au fond doit être, aussitôt que possible, enlevé du fond et il ne doit pas y être empilé ni permis qu'il y pourrisse.

3) Les huiles et graisses de lubrification ne peuvent être conservées au fond que dans des récipients métalliques clos, appropriés, et la quantité ainsi conservée ne doit pas dépasser les besoins pour 7 jours.

**40. Récipients pour déchets inflammables :** Les déchets inflammables tels que les papiers, chiffons, cotons et autres, imprégnés ou non de liquides inflammables ou de substances grasses, doivent être enfermés dans des récipients clos appropriés portant l'inscription « inflammable ». Ces récipients doivent être régulièrement vidés et on doit se débarrasser des déchets accumulés d'une façon appropriée. Ces récipients ne doivent pas être placés dans ou au voisinage des escaliers ou des échelles.

### 41. Entreposage de matériaux inflammables :

1) Il est interdit de laisser s'accumuler ou d'entreposer des substances inflammables dans les bâtiments recouvrant l'orifice des puits ou autre entrée au fond.

2) Il est interdit d'entreposer de l'essence, du combustible liquide ou de l'huile à une distance moindre de 30 mètres de tout bâtiment des puits ou autre entrée au fond, sauf s'ils sont conservés dans des réservoirs enterrés. Toute fuite provenant de ces entreposages doit être captée dans des puisards de capacité appropriée ou être éloignée de tout puits ou autre entrée au fond.

**42. Interdiction des feux au fond :** Personne ne doit allumer ou alimenter un feu au fond sans en avoir reçu l'autorisation et des instructions précises de l'exploitant et sans que le matériel d'extinction nécessaire n'ait été placé préalablement à portée de la main.

**43. Constructions au fond :** Au fond, les salles et les cloisons doivent être situées, bâties et entretenues de façon à réduire au minimum les dangers d'incendie.

**44. Zone de danger d'incendie :** Si, de l'avis de l'inspecteur, il existe un grave danger d'incendie à une mine, il peut déclarer cette mine ou une partie de cette mine « zone de danger d'incendie ». Sans la permission de l'inspecteur et ce, aux conditions qu'il juge à propos, il est interdit, dans ces zones, de fumer ou de permettre de fumer, de se servir ou d'avoir en sa possession des allumettes, des lampes à flamme nue ou d'autres moyens de produire de la chaleur ou du feu. Aussi longtemps qu'une zone est déclarée dangereuse, l'exploitant est tenu d'installer et de maintenir des écriteaux sur lesquels sont lisiblement indiqués les mots « zone de danger d'incendie ».

**45. Matériel d'extinction au fond :** Au fond, l'exploitant doit fournir et conserver en bon état le matériel d'extinction de type et de volume appropriés dans toutes les

salles de concasseurs, de pompes, de culbuteurs, d'installations électriques, dans les recettes des puits, les ateliers de réparations et autres endroits où, selon l'avis d'inspecteur, il y a risque d'incendie.

**46. Dépôts de carbure de calcium :** Le carbure de calcium ne doit pas être introduit au fond.

**47. Inspection du matériel d'extinction :** Une personne dûment autorisée doit faire une vérification mensuelle détaillée de tout le matériel d'extinction, des portes d'incendie et des installations pour le gaz d'alarme, et rédiger un rapport au directeur attestant qu'une telle vérification a été exécutée et signalant les résultats. Ces rapports seront gardés dans un dossier que l'inspecteur pourra examiner.

**48. Protection à fournir quand on soude au chalumeau ou à l'arc :** Lorsque des travaux nécessitent l'usage de la soudure à l'arc ou de chalumeaux à acétylène, kérosène ou autres combustibles au fond ou dans tout bâtiment dont la destruction par le feu pourrait affecter l'accès de la mine, l'exploitant doit adopter des mesures appropriées de protection contre les incendies qui doivent être observées strictement. Suffisamment de matériel d'extinction doit être à portée de la main et une personne responsable doit inspecter les lieux avant qu'ils soient quittés.

**49. Utilisation des appareils à gaz comprimé pour la coupe ou la soudure :** Lorsque des bouteilles de gaz comprimé, tel que l'oxygène ou l'acétylène, sont utilisées pour alimenter des appareils de coupe ou de soudures :

a) on doit prendre des précautions spéciales et appropriées lorsqu'on les transporte, qu'on les utilise ou qu'on les laisse sans surveillance, afin d'écarter toute possibilité d'endommagement ou de rupture des valves, des boyaux, de la tuyauterie et des régulateurs reliés à ces appareils ;

b) et lorsque les bouteilles sont placées à un endroit qui n'est pas facilement accessible à l'employé qui utilise le chalumeau, une autre personne compétente devra constamment surveiller les dispositifs de contrôle des bouteilles.

**50. Entreposage des bouteilles de gaz :**

1) Les bouteilles d'oxygène ou d'acétylène utilisées au fond doivent être remontées au jour lorsqu'elles sont vides.

2) Les bouteilles d'oxygène et d'acétylène doivent être entreposées séparément, debout, à des endroits secs et bien ventilées.

3) Les bouteilles ne doivent pas entrer en contact avec toute source directe de chaleur.

4) Les bouteilles et les matières inflammables ou explosives ne doivent pas être entreposées à un même endroit.

**51. Sorties de secours :**

1) En dehors de la période préparatoire, aucun travail ne peut être poursuivi au fond sans qu'il y ait avec le jour au moins 2 passages par où les ouvriers travaillant dans les divers chantiers au fond puissent circuler en tout temps.

2) Dans les installations réalisées après le 31 décembre 1971, les passages mentionnés au paragraphe 1 devront être espacés d'au moins 30 mètres et leur orifices au jour devront déboucher dans des bâtiments séparés.

3) La réalisation et les matériaux de toute construction recouvrant une sortie de secours doivent être tels qu'ils réduisent au minimum les dangers d'incendie.

**52. Indications des sorties de secours :** Des écriteaux suffisamment lisibles pour indiquer les sorties de secours doivent être placés et gardés en bon état aux endroits en vue, au fond, et tous les ouvriers doivent être mis au courant de l'emplacement de ces sorties de secours.

**53. Inspection des sorties de secours :** Les sorties de secours doivent être inspectées au moins une fois par mois et des rapports de ces inspections doivent être gardés dans des dossiers à la mine.

**54. Bâtiments à l'entrée de la mine :**

1) Sauf avec l'approbation spéciale de l'inspecteur en chef, tout bâtiment construit dorénavant doit être écarté d'au moins 12 mètres de tout bâtiment à l'entrée d'une galerie à flanc de coteau ou un bâtiment d'extraction de puits. Avec cette approbation préalable, les bâtiments peuvent être construits à une distance moindre ou former partie intégrante du bâtiment à l'entrée d'une galerie à flanc de coteau, d'un bâtiment d'extraction ou de la construction d'un chevalement, à condition que ces bâtiments et le bâtiment à l'entrée de la galerie à flanc de coteau, le bâtiment d'extraction ou le bâtiment intégrant comme un tout soient construits en matériaux incombustibles.

2) Il est interdit d'avoir des bureaux, des entrepôts, des ateliers de réparations ou autres constructions similaires à l'intérieur d'un bâtiment à l'entrée d'une galerie à flanc de coteau, d'un bâtiment d'extraction ou autre bâtiment formant partie intégrante de ceux-ci, sans l'approbation de l'inspecteur en chef.

3) Tout bâtiment d'extraction et tout bâtiment à l'entrée d'une galerie à flanc de coteau, sauf s'il est construit en matériaux incombustibles, doit être couvert à l'extérieur de matériaux résistant au feu.



**55. Emplacement des moteurs à combustion interne :**

1) Il est interdit désormais d'installer, sans l'autorisation préalable de l'inspecteur en chef, des moteurs diesel à une distance moindre de 15 mètres de toute ouverture à la surface d'une mine souterraine ou de tout bâtiment recouvrant telle ouverture.

2) Il est interdit d'installer des moteurs à essence ou à combustion interne qui brûlent des liquides très volatils ou des gaz inflammables à une distance moindre de 23 mètres du bâtiment d'une machine d'extraction et à une distance moindre de 30 mètres de toute ouverture à la surface d'une mine souterraine ou de tout bâtiment recouvrant telle ouverture.

**56. Gaz d'échappement des moteurs à combustion interne :** L'installation de tout moteur à combustion interne dans un bâtiment doit être telle que les gaz d'échappement soient dirigés sûrement et complètement à l'extérieur du bâtiment. La tuyauterie d'échappement doit être installée de façon à prévenir le retour des gaz dans le bâtiment, la pénétration dans la prise d'air de tout compresseur d'air et la contamination de l'air de tout bâtiment voisin ou des chantiers de la mine.

**57. Protection contre l'incendie dans les bâtiments :**

Dans tous les bâtiments des puits et autres locaux d'une exploitation minière où un incendie peut mettre en danger les ouvriers, il doit y avoir des appareils d'extinction de type et de volume appropriés, aisément accessibles et visiblement marqués.

**58. Sorties de secours dans les bâtiments :** Tous les bâtiments régulièrement affectés au travail, sauf les dépôts d'explosifs, doivent avoir des sorties de secours appropriées, en plus de l'entrée principale.

**Aérage et contrôle des poussières**

**59. Aérage au fond :** L'aérage dans toute mine souterraine doit être tel que l'air dans tous les chantiers où les ouvriers travaillent ou travailleront soit exempt de quantités dangereuses de fumées, poussières ou gaz nocifs et que cet air contienne suffisamment d'oxygène pour garantir en toutes circonstances l'hygiène de l'atmosphère. Dans les chantiers au fond où de telles conditions ne peuvent être obtenues par aérage naturel, on doit faire usage d'installations approuvées de motoventilation qui seront en fonction jusqu'à l'abandon de ces chantiers ou jusqu'à ce qu'un aérage naturel suffisant y soit obtenu.

**60. Ventilateurs pour l'aérage au fond :**

1) Aucun ventilateur pour l'aérage d'une mine, sauf des ventilateurs secondaires et les ventilateurs de renfort,

ne peut être installé au fond sans l'autorisation de l'inspecteur en chef.

2) L'installation du ventilateur principal et des ventilateurs de renfort doit permettre le renversement de l'air du circuit principal, si nécessaire.

3) L'installation des ventilateurs doit être faite de façon à réduire au minimum le danger d'incendie.

**61. Chauffage de l'air de la mine :** On doit soumettre à l'inspecteur, pour approbation, toute méthode proposée pour chauffer l'air d'aérage dans une mine souterraine.

**62. Contrôle de gaz dans les chantiers délaissés :** Les chantiers au fond qui ont été délaissés et qui sont situés hors des circuits d'aérage doivent être contrôlés avant de reprendre les travaux, pour s'assurer qu'il n'y a pas eu accumulation d'air pauvre en oxygène ou de gaz nocifs. Le personnel qui fait ce contrôle doit être muni d'appareils appropriés pour se protéger contre l'insuffisance d'oxygène ou les gaz dangereux et seulement les hommes indispensables à ce contrôle doivent être admis dans ces chantiers tant que de bonnes conditions pour le travail et la circulation du personnel n'y seront établies.

**63. Aérage après le tir :**

1) Le retour au chantier après chaque tir ne doit avoir lieu avant que chaque ouvrier ne s'assure lui-même qu'une quantité suffisante d'air a été introduite dans le chantier pour dissiper ou réduire à une proportion inoffensive les gaz nocifs.

2) Pendant le creusement des montages, l'aérage après le tir doit être assuré par une canalisation d'air comprimé séparée, ouverte à son extrémité, ou par une canalisation de ventilation. Les dispositifs de contrôle du débit d'air dans ces installations d'aérage doivent être placés à l'extérieur de l'entrée du montage, afin que les ouvriers puissent les manoeuvrer sans être exposés à des concentrations dangereuses de gaz nocifs.

**64. Lutte contre les poussières au fond :**

1) À tout endroit, au fond, où des poussières sont produites par le forage, le tir ou le mouvement du minerai, du stérile ou autres matériaux, de l'eau sous pression convenable et en quantité suffisante, ou autres moyens efficaces, doivent être fournis et utilisés pour abattre, éliminer ou contrôler les poussières afin d'empêcher que les ouvriers soient exposés à des concentrations insalubres de celles-ci.

2) Une installation appropriée pour capter les poussières doit être pourvue et utilisée dans toute salle de concassage au fond. Toute recirculation de l'air de cette installation doit être gardée à un minimum de dépassant pas

celui considéré convenable par l'inspecteur et doit être approuvée seulement lorsqu'on utilise un dispositif efficace de filtrage de l'air, spécialement conçu à cet effet. L'évacuation de l'installation pour capter les poussières doit être sortie au jour d'une manière empêchant la pollution exagérée des ouvrages souterrains.

**65. Moteurs à combustion interne dans les travaux souterrains :** Il est interdit d'installer et d'utiliser des moteurs à combustion interne au fond, dans une mine, sans l'approbation préalable de l'inspecteur en chef pour chaque moteur. Cette approbation doit, normalement, être limitée aux moteurs de type diesel spécialement conçus pour être utilisés au fond, et sera subordonnée à l'observation par l'exploitant des conditions suivantes :

a) le moteur doit être employé uniquement dans les travaux souterrains où l'on conservera une circulation d'air frais supérieure au débit minimal spécifié pour ce moteur lorsque la permission a été accordée par l'inspecteur en chef ;

b) le moteur doit être en usage uniquement dans les ouvrages souterrains où une ventilation convenable est assurée par des moyens mécaniques ;

c) toutes les mesures nécessaires seront prises pour s'assurer que le moteur est mis à l'arrêt chaque fois que la ventilation mécanique est interrompue pour une raison quelconque ;

d) la concentration d'oxyde de carbone dans les gaz d'échappement non dilués ne devra jamais dépasser 0,25% en volume ;

e) lorsqu'on constate que les gaz d'échappement contiennent continuellement des fumées noires, le moteur doit être retiré immédiatement, et ne sera remis en service avant que la cause de fonctionnement anormal n'ait été éliminée ;

f) le moteur sera muni d'un dispositif de refroidissement des gaz d'échappement qui garantira que la température des gaz d'échappement à leur point d'évacuation dans l'atmosphère, ne dépassera pas 83°C quelles que soient les conditions de fonctionnement du moteur ;

g) la pompe de combustible du moteur et son régulateur doivent être gardés plombés. Ces plombs ne doivent être ôtés que par une personne autorisée, compétente pour effectuer tout réglage nécessaire ;

h) une soupape d'arrêt facilement accessible doit être posée sur la conduite de carburant allant du réservoir au moteur ;

i) la batterie d'accumulateurs pour le moteur sera protégée par un couvercle isolé ;

j) l'installation électrique du moteur sera munie d'un interrupteur principal ou commutateur à fusible et de dispositif de protection pour chaque circuit dérivé ;

k) le moteur sera pourvu d'un extincteur chimique approprié, à portée de la main ;

l) le carburant pour le moteur ne doit être apporté au fond, enmagasiné ou utilisé pour faire le plein du moteur avant que l'inspecteur en chef n'ait approuvé le procédé par lequel le carburant doit être transporté au fond, la quantité permise à y être emmagasinée, l'emplacement et l'aménagement de l'endroit ou des endroits de magasinage et la façon et les conditions de faire le plein du moteur ;

m) toute huile répandue, pour autant qu'il soit raisonnablement possible en pratique, doit être absorbée avec du sable ou autre absorbant approprié qui sera déposé dans un récipient métallique clos et transporté quotidiennement au jour ;

n) pour chaque moteur en service on gardera un registre sur lequel on doit consigner au moins une fois par semaine la concentration de l'oxyde de carbone dans les gaz d'échappement non dilués et le débit de l'air de ventilation, en mètres cubes par seconde, circulant dans le périmètre où le moteur fonctionne.

**66. Aération dans les bâtiments :** Dans les laboratoires, les ateliers mécaniques, les ateliers de traitement, les fonderies et les raffineries où des fumées, des gaz ou des vapeurs nocifs ou toxiques existent ou peuvent être produits, une aération appropriée doit être assurée afin de protéger les ouvriers contre les concentrations dangereuses ou pernicieuses de ces fumées, gaz ou vapeurs. La façon dont on dispose de ceux-ci doit être telle qu'elle ne constitue pas d'infractions à toute législation en vigueur pour le contrôle de la pollution de l'air.

**67. Contrôle de l'empoussièrement dans les bâtiments :** Dans tous les ateliers de concassage, ateliers de traitement, fonderies, laboratoires, ateliers de dressage et autres bâtiments ou à cause de concassage ou autrement, se produisent des poussières de nature et en quantité insalubres, des appareils appropriés doivent être installés et utilisés pour réduire la concentration des poussières à une limite sûre pour les ouvriers. La façon dont on dispose de celles-ci doit être telle qu'elle ne constitue pas d'infractions à toute législation en vigueur pour le contrôle de la pollution de l'air.

**68. Contrôle de l'empoussièrement dans les exploitations et les carrières à ciel ouvert :** L'exploitant de toute exploitation ou carrière à ciel ouvert doit prendre les précautions appropriées pour protéger les ouvriers contre des concentrations nuisibles de poussières provoquées par le forage,

le chargement, le transport, le concassage ou autres travaux qui produisent des poussières.

**69.** Toute mine dont l'exploitation est susceptible d'émettre des poussières d'amiante doit être conçue, aménagée ou pourvue d'un système de traitement ou d'évacuation de façon à ce que soit respectée une norme correspondant à un niveau d'empoussiérage inférieur à 2 fibres plus longues que 5 microns par centimètre cube en moyenne, formulée en termes des paramètres convergents et inhérents suivants :

- a) un maximum variant de  $0,20 \text{ mg/m}^3$  à  $5 \text{ mg/m}^3$  selon que le contenu en amiante des poussières totales respirables varie de 100% à 4% ;
- b) un maximum de  $5 \text{ mg/m}^3$  de poussière totale respirable ;
- c) un maximum de 5 fibres plus longues que 5 microns par centimètre cube dans l'air du milieu du travail ;
- d) un maximum de  $0,20 \text{ mg/m}^3$  de poussière totale respirable dans l'air de retour ou de compensation.

**70.** Toute mine ou carrière dont l'exploitation est susceptible d'émettre des poussières de silice cristalline doit être conçue, aménagée ou pourvue d'un système de traitement ou d'évacuation de façon à ce que soit respectée une norme correspondant à un niveau d'empoussiérage inférieur à l'un des seuils de tolérance suivants :

- a) le quotient obtenu en divisant 300 par le pourcentage en quartz plus 10 exprimé en millions de particules par pied cube (mppc) soit :

$$300$$

---


$$\% \text{ quartz} + 10$$

- b) le quotient obtenu en divisant 10 milligrammes par mètre cube ( $10 \text{ mg/m}^3$ ) par le pourcentage de quartz respirable plus 2 exprimé en milligrammes par mètre cube soit :

$$10 \text{ mg/m}^3$$

---


$$\% \text{ quartz respirable} + 2$$

- c) le quotient obtenu en divisant 30 milligrammes par mètre cube par le pourcentage en quartz (poussières totales) plus 3 exprimé en milligrammes par mètre cube soit :

$$30 \text{ mg/m}^3$$

---


$$\% \text{ quartz} + 3$$

## Roulage

### 71. Avertisseur :

1) Chaque locomotive ou véhicule automoteur en usage au jour ou au fond doit être muni d'un avertisseur audible et approprié qui doit être gardé en bonne condition. On doit faire retentir l'avertisseur chaque fois qu'un signal de danger peut être nécessaire et, au fond, chaque fois qu'une locomotive ou un véhicule automoteur commence à se déplacer par sa propre énergie.

2) Lorsque, de l'avis de l'inspecteur, la conception et les conditions d'utilisation de tout engin de roulage sans voie ferrée en usage à une mine le justifient, il peut exiger qu'un tel engin soit muni d'un avertisseur approprié qui fonctionnera automatiquement lorsque l'équipement commencera à faire marche arrière.

**72. Phares et feux arrière :** Sauf pour leur usage exclusif dans des zones ou des bâtiments bien éclairés, chaque locomotive ou véhicule automoteur utilisé au jour ou au fond doit être muni d'un ou de phares et les véhicules automoteurs utilisés dans le transport sans voie ferrée doivent être munis d'un ou de feux arrière. Les phares et les feux arrière doivent être gardés en bonne condition.

**73. Feux ou réflecteurs indiquant la largeur des véhicules :** Lorsque l'inspecteur juge que c'est indispensable pour l'utilisation sans risques d'accidents d'un véhicule automoteur utilisé dans le transport sans voie ferrée à une mine, au fond, ou pendant la nuit à la surface, il peut exiger qu'un tel véhicule soit muni de feux ou de réflecteurs indiquant la largeur du véhicule dans le sens de son déplacement.

**74. Feu arrière pour les trains :** Tous les trains, au fond, doivent être munis d'un feu arrière approprié.

**75. Unités d'un train à relier ensemble :** Toutes les unités d'un train, au fond, doivent être reliées ensemble de façon sûre.

**76. Rétroviseurs :** Les véhicules automoteurs utilisés au jour doivent être munis de rétroviseurs efficaces.

**77. Freins :** Chaque locomotive ou véhicule automoteur en usage à une mine doit être muni de freins efficaces, capables d'arrêter la locomotive ou le véhicule en mouvement et de l'immobiliser. Ces freins doivent être tenus en bon état.

**78. Cales :** Les camions de transport doivent être munis de cales qui devront être utilisées par le conducteur ou toute autre personne pour empêcher tout mouvement sur

une voie en pente lorsque le conducteur quitte la cabine du camion ou pendant qu'on y procède à l'entretien.

### **79. Manettes de commande :**

1) Les manettes de commande des locomotives à trolley ou à batterie d'accumulateurs doivent être construites de façon qu'elles ne puissent être enlevées accidentellement quand elles sont en position de marche.

2) Aucune locomotive ou équipement de roulage sans voie ferrée ne doit être mis en marche par ses propres moyens de propulsion, à moins que le conducteur soit en position normale aux commandes manuelles ou que le fonctionnement dépende d'un dispositif de commande automatique ou de télécommande.

**80. Véhicules sans surveillance :** Aucune locomotive ou engin de roulage sans voie ferrée ne doit être laissé arrêté, sans surveillance, à moins que les commandes soient dans une position sûre pour l'arrêt et que les freins soient appliqués. Lorsque la locomotive ou l'équipement est mû par l'électricité, le ou les moteurs d'entraînement doivent être aussi débranchés de leur source d'énergie.

**81. Circulation par convois de roulage :** À l'exception des personnes transportées dans des wagons de passagers approuvés, pendant les voyages spéciaux pour le personnel seulement, aucune personne non autorisée ne doit monter sur une unité des convois de roulage en service dans toute voie de roulage, galerie ou tunnel dans une mine.

### **82. Espaces libres dans les voies de roulage :**

1) À tout niveau où le roulage se fait par traction mécanique sur voie ferrée, on doit garder un espace libre d'au moins 45 centimètres entre les parois latérales de la voie de roulage et les wagonnets ou les locomotives, ou un espace libre de 60 centimètres sur un seul côté, ou on doit ménager des refuges dans les parois de la voie de roulage à des distances ne dépassant pas 30 mètres.

2) À tout niveau où le roulage se fait par des engins diesel ou électriques sans voie ferrée, la largeur de la voie de roulage doit dépasser 1,5 mètre la largeur des engins de roulage qui y sont employés. Lorsque les voies de roulage sont régulièrement et simultanément utilisées tant pour le roulage des engins diesel ou électriques que par des piétons, l'espace libre doit être augmenté à au moins 2 mètres ou des refuges doivent être ménagés à des distances ne dépassant pas 30 mètres.

3) Les refuges doivent être lisiblement indiqués et doivent toujours être tenus dégagés.

**83. Espace libre pour le roulage sur voie ferrée au jour :** Au jour, où le roulage se fait par des engins à propulsion

mécanique sur voie ferrée et où l'espace libre est inférieur à 45 centimètres entre les parois des équipements et le mur d'un bâtiment ou d'une autre construction, on doit indiquer visiblement que ces espaces présentent un danger.

**84. Hauteur libre pour le roulage sur voie ferrée au jour :** Un écriteau « hauteur réduite » ou un dispositif approprié doit être placé près d'un pont-route, d'une canalisation, d'une entrée de bâtiment ou d'une autre construction semblable au-dessus d'une voie ferrée au jour, lorsque l'espace libre entre le dessus des wagons ou de la locomotive et le dessous des constructions est inférieur à 1,8 mètre.

**85. Protection à l'approche des voies ferrées au jour :** À proximité des voies ferrées au jour, utilisées pour le roulage avec des engins à propulsion mécaniques, où la vue des voies ferrées est gênée dans un sens ou dans les deux sens en s'en approchant, l'exploitant doit installer des dispositifs protecteurs, des barrières ou des avertisseurs appropriés, ou doit mettre en vigueur des règles de sécurité pertinentes pour minimiser le danger de frapper une personne avec les engins aux approches des voies ferrées.

**86. Protection des pointes de coeur d'une voie ferrée :** Chaque pointe de coeur d'une voie ferrée doit être fermée par un coin en bois ou en métal.

**87. Entretien des voies ferrées :** Toutes les voies ferrées doivent être gardées en bon état.

### **Précautions contre les dangers des machines**

**88. Dispositions des machines :** Les machines doivent être disposées dans les bâtiments de façon à assurer au personnel le maximum de sécurité.

**89. Conditions de travail en sécurité autour des machines :** Un éclairage suffisant, un endroit sûr pour les pieds et de l'espace libre suffisant doivent être fournis au personnel qui doit travailler près ou autour des machines.

**90. Dispositifs protecteurs sur les machines :** À moins d'être disposées de telle façon qu'un ouvrier ne puisse par mégarde venir en contact avec elles, toutes les pièces saillantes mobiles et autres parties dangereuses des machines, notamment les bielles, volants, engrenages, poulies, courroies et arbres de transmission, doivent être munies d'enveloppes, de rampes ou de dispositifs protecteurs appropriés.

**91. Courroies en mouvement :** Le montage et les manœuvres des courroies directement avec la main sont défendus, sauf si les poulies tournent très lentement.

**92. Meules :**

1) Toute meule fixe actionnée mécaniquement doit être munie d'une enveloppe suffisamment forte pour résister aux chocs de fragments en cas de rupture de la meule. Cette enveloppe doit être ajustée étroitement, sur la meule et se prolonger en avant, au-dessus de la meule, jusqu'à un point placé à au moins 30° au-delà de la ligne verticale passant par le centre de la meule.

2) Lorsqu'on se sert d'une meule à commande mécanique, l'exploitant doit fournir des lunettes de sécurité appropriées que les ouvriers doivent porter pendant qu'ils travaillent avec la meule.

3) La vitesse à laquelle on peut se servir d'une meule à commande mécanique ne doit pas dépasser celle indiquée par le fabricant de la meule.

**93. Interdiction de vêtements flottants :** Les personnes qui travaillent près des machines en mouvement doivent porter des vêtements ajustés et non flottants.

**94. Dispositif de protection aux contrepoids :** Tout contrepoids doit être placé ou protégé de façon à réduire le risque d'accident au minimum en cas de rupture de ses attaches.

**Ponts-roulants**

**95. 1) Interprétation :** Cet article s'applique aux ponts-roulants actionnés à partir d'une cabine de commande faisant partie intégrante de ceux-ci.

2) **Personnel à bord d'un pont-roulant :** Sauf le machiniste autorisé et le personnel nécessaire à l'inspection, la surveillance, l'entretien, les réparations ou l'entraînement d'un nouveau machiniste, aucune autre personne ne doit monter sur une partie quelconque d'un pont-roulant.

3) **Relève d'un machiniste :** Avant de monter sur un pont-roulant, le machiniste de relève doit signaler au machiniste aux commandes son intention de monter et recevoir de ce dernier une réponse.

4) **Avertisseurs :** Chaque pont-roulant doit être muni d'un avertisseur audible approprié qui doit être utilisé lorsqu'il faudra avertir le personnel de l'approche du pont-roulant.

5) **Dispositifs de fin de course :** Chaque pont-roulant doit être muni de dispositifs appropriés pour parer à un enroulement excessif ou au dépassement des limites de course.

6) **Inspections des ponts-roulant :** Toutes les pièces d'un pont-roulant et l'appareillage qui s'y rattache dont la condition peut affecter la sécurité du personnel doivent

être examinés par une ou plusieurs personnes compétentes à intervalles réguliers tels que requis pour la bonne marche du pont-roulant. On doit conserver un rapport signé par la personne qui a fait l'inspection.

**Convoyeurs à bande****96. Convoyeurs à bande :**

1) Il est interdit à toute personne de se faire transporter par un convoyeur autre qu'un escalier roulant ou un ascenseur à tabliers pour le personnel approuvé par l'inspecteur en chef.

2) On doit installer le long des convoyeurs à bande des dispositifs convenables pour empêcher que le personnel soit blessé par des matériaux qui tombent de la bande.

3) En vue des travaux d'entretien, on doit construire une voie de circulation ou prévoir une autre méthode d'accès approuvée, à chaque installation de convoyeur à bande.

4) Les rouleaux de tête, de renvoi, d'entraînement ou tendeurs d'un convoyeur à bande doivent être protégés aux points rentrants sur une longueur d'au moins 1 mètre près de ces points.

5) Le graissage, le huilage, le nettoyage et toute autre pièce des poulies, des rouleaux ou de toute autre pièce des convoyeurs à bande doivent être exécutés seulement par des personnes autorisées et de façon que ces personnes ne courent pas le risque d'être entraînées par une pièce en mouvement du convoyeur.

6) Lorsqu'on nettoie en dessous ou le long d'une construction de convoyeur à bande pour enlever les débris de roche ou autre matériau on doit exécuter ce travail de façon à réduire au minimum les risques d'être happé par les pièces en mouvement du convoyeur.

**Griffes de montage****97. Griffes de montage :**

1) **Freins :** Les griffes de montage doivent être munies d'au moins 2 dispositifs de freinage, chacun pouvant arrêter la griffe et l'immobiliser à sa place.

2) **Entretien :** Les griffes de montage doivent être entretenues en état de fonctionnement sûr.

3) **Essais de freins :** Le préposé à une griffe de montage doit s'assurer au commencement de son poste que les freins sont en état de fonctionnement sûr.

4) **La charge :** La charge effective d'une griffe de montage, telle qu'elle est certifiée par le fabricant, ne doit pas être dépassée.

5) **Le préposé doit être instruit du fonctionnement :** Nul ne peut être préposé à une griffe de montage sans avoir été bien instruit de toutes les conditions détaillées de son fonctionnement par une personne compétente, autorisée à cet effet.

6) **Inscription au registre :** Les inspections, l'entretien et les réparations de toute griffe de montage employée, doivent être consignés sur un registre gardé à cette fin à la mine.

### Ascenseurs

**98.** 1) Les plans et les caractéristiques pour un ascenseur proposé doivent être soumis à l'inspecteur en chef avant son installation.

2) Toute entrée d'un puits d'ascenseur doit être munie de portes palières ou barrières appropriées d'une hauteur d'au moins 1,8 mètre. Toutes les barrières pliantes d'une largeur dépassant 1 mètre doivent être renforcées en haut, en bas et au centre.

3) Toute barrière ou porte palière d'un ascenseur doit être munie d'un dispositif de verrouillage approprié qui empêche la barrière ou la porte d'être ouverte si la cabine de l'ascenseur n'est pas dans sa position juste au palier et qui doit empêcher aussi que la cabine de l'ascenseur soit mise en mouvement sans que la barrière ou la porte soit convenablement fermée.

4) Des cloisons solides jusqu'à une hauteur d'au moins 1,8 mètre au-dessus de chaque plancher aux paliers et au-dessus des girons des marches et des paliers de toute échelle ou escalier voisin, doivent être installées à tous les ascenseurs.

5) Toutes les cabines d'ascenseurs et les paliers doivent être éclairés convenablement.

6) Toute cabine d'ascenseur pour personnes doit être fermée convenablement sur tous les côtés et avoir une ou plusieurs portes d'une hauteur d'au moins 1,8 mètre au-dessus du plancher de la cabine. Le sommet de la cabine doit être pourvu d'un toit solide.

7) Toute cabine d'ascenseur pour le personnel doit être munie de dispositifs de sécurité efficaces pouvant arrêter et immobiliser sûrement la cabine et sa charge maximale, en toute position, dans le cas d'un défaut du ou des câbles de suspension.

8) Pour toute installation d'ascenseur servant à transporter le personnel, autres que celles équipées avec des commandes approuvées pour fonctionnement automatique, on doit prévoir à chaque palier des moyens appropriés pour donner des signaux au préposé à l'ascenseur.

9) Une plaque de capacité indiquant la charge nominale de l'ascenseur déterminée par le constructeur, doit être fixée à l'intérieur de toute cabine d'ascenseur.

10) Tout contrepoids d'ascenseur doit :

- a) avoir ses parties solidement boulonnées ensemble ;
- b) être placé de manière à ne pouvoir tomber dans aucune partie de l'ascenseur ou de sa machinerie ;
- c) être suspendu entre guides de manière à circuler librement sans danger d'être détaché.

11) Tous les rails-guides pour les cabines d'ascenseur et le contrepoids doivent être de construction robuste et solidement assujettis aux parois de puits. Les extrémités inférieures de ces rails-guides doivent reposer sur une fondation sûre et doivent être fermement fixées dans cette position.

12) Dans tout puits d'ascenseur on doit ménager un jeu d'au moins 1 mètre entre le fond du puits et le point le plus bas de la cabine quand celle-ci est à sa plus basse position d'arrêt, et entre le sommet de la cabine et la poulie, lorsque la cabine est à sa plus haute position d'arrêt, et aussi entre le sommet du contrepoids et la poulie lorsque la cabine est à sa plus basse position d'arrêt.

13) Tout ascenseur doit être muni de dispositifs automatiques d'arrêt aux paliers extrêmes supérieurs et inférieurs de course de la cabine dans le puits, agencés de manière que la cabine soit arrêtée avant qu'elle dépasse de 60 centimètres le palier extrême supérieur ou de 60 centimètres le palier inférieur et, en plus, toutes les machines d'entraînement à tambour ou poulies d'adhérence doivent être munies de dispositifs automatiques d'arrêt afin de prévenir que la cabine heurte le sommet du puits.

14) Tous les câbles, les dispositifs de sécurité, l'équipement de signalisation, les portes, les verrouillages et tout autre équipement mécanique ou électrique nécessaire pour le fonctionnement en toute sécurité des ascenseurs doivent être inspectés au moins une fois par mois et les rapports consignants les résultats de ces inspections doivent être gardés dans un dossier à la mine et soumis à l'inspecteur, à sa demande.

15) Toute installation d'ascenseur doit être munie de moyens appropriés de freinage de manière à arrêter et immobiliser la cabine de l'ascenseur et sa charge maximale, quelles que soient la vitesse et la direction de translation.

16) Tous les ascenseurs pour personnes doivent être munis de dispositifs appropriés de protection contre l'excès de vitesse.

17) Toutes les installations d'ascenseurs pour personnes doivent être munies d'amortisseurs ou de taquets appropriés au fond du puits.

18) La machine d'entraînement de l'ascenseur et son installation de commande doivent :

- a) être accessibles uniquement aux personnes autorisées ; et
- b) être placées dans une salle ou un espace clos afin de les protéger contre des risques mécaniques.

#### Vapeur et air comprimé

#### 99. Autorisation pour les chaudières à vapeur :

1) Avant de mettre une chaudière à vapeur en marche, l'exploitant doit en obtenir l'autorisation de l'inspecteur en chef qui peut exiger que cette chaudière soit inspectée et que la pression maximale de sécurité soit attestée par un certificat.

2) En demandant la permission, l'exploitant doit fournir les renseignements suivants et toute autre donnée concernant la chaudière que l'inspecteur en chef peut exiger :

- a) le nom du fabricant ;
- b) le numéro de série de la chaudière ;
- c) la date de la fabrication ;
- d) le genre de chaudière ;
- e) la pression maximale ;
- f) la puissance nominale en kilowatts ;
- g) le nom et l'adresse de l'émetteur du dernier certificat d'inspection, s'il y a lieu, et la date de ce certificat ;
- h) un plan indiquant l'emplacement de la chaudière par rapport aux autres bâtiments.

**100. Emplacements des chaudières à vapeur :** Il est interdit désormais d'installer, sans l'autorisation préalable de l'inspecteur en chef, des chaudières à vapeur à une distance moindre de 15 mètres de tout orifice au jour d'une mine souterraine ou de tout bâtiment recouvrant tel orifice.

#### 101. Inspection des chaudières à vapeur :

1) Chaque chaudière à vapeur doit être inspectée annuellement par une personne autorisée à inspecter les chaudières en vertu et suivant les prescriptions de la Loi sur les appareils sous pression et d'autres dispositions législatives (L.Q., 1979, c. 75 ; après refonte : Loi sur les appareils sous pression, L.R.Q., c. A-20.01). Cette personne doit faire rapport par écrit de cette inspection à l'inspecteur en chef.

2) Le certificat de l'inspection doit être affiché en tout temps dans la salle des chaudières.

**102. Accessoires des chaudières à vapeur :** Toutes les chaudières à vapeur et leurs accessoires tels que soupapes de sûreté, manomètres et indicateurs de niveau d'eau doivent être maintenus en bon état.

**103. Mécaniciens de machines à demeure :** La Commission de la santé et de la sécurité du travail peut exiger que toute personne qui dirige ou surveille le fonctionnement d'une machine à demeure, telle que définie par la Loi sur les mécaniciens de machines fixes (L.R.Q., c. M-6) ou qui prend soin de son entretien, possède un certificat émis conformément aux prescriptions de cette Loi.

#### 104. Compresseurs d'air :

1) Les refroidisseurs intermédiaires et de sortie et les soupapes d'admission et de décharge des compresseurs à demeure, en usage, doivent être examinés au moins une fois par 12 mois et, si nécessaire, ils doivent être nettoyés. On doit conserver dans un dossier à la mine le rapport de l'examen et du nettoyage.

2) Chaque compresseur à demeure doit être pourvu d'un thermomètre à voyant du côté de la décharge à haute pression. Une marque rouge sur l'échelle doit indiquer la température normale de fonctionnement. La température doit être surveillée à intervalles fréquents et la température maximale, notée durant le poste, doit être consignée au registre.

3) Ce règlement ne s'applique pas aux compresseurs à décharge à l'air libre, aux compresseurs qui fonctionnent individuellement et dont le débit ne dépasse pas 8 mètres cubes d'air par minute ni aux compresseurs où le lubrifiant des cylindres n'est pas de l'huile.

**105. Vidange des réservoirs d'air comprimé :** Tout réservoir d'air comprimé doit être muni d'un robinet de vidange à sa partie la plus basse. Ce réservoir doit être vidangé au moins une fois par 24 heures afin d'évacuer toute accumulation d'huile ou autres substances.

**106. Examen des réservoirs d'air comprimé :** Tous les réservoirs d'air comprimé doivent être examinés au moins une fois par 12 mois et doivent être nettoyés si nécessaire.

**107. Soupape de sûreté :** Le premier réservoir sur une conduite d'air comprimé principale ou sur chaque branchement, s'il n'y a pas de réservoir entre le compresseur et la bifurcation, doit être muni d'une soupape de sûreté.

**108. Inspections des réservoirs d'air comprimé :** La Commission de la santé et de la sécurité du travail peut

exiger une inspection annuelle de chaque réservoir, emmagasinant de l'air comprimé à une pression excédant 280 kilopascals et ayant un volume de plus de 170 litres, par une personne autorisée à inspecter des appareils sous pression en vertu et suivant les prescriptions de la Loi sur les appareils sous pression et d'autres dispositions législatives. Cette personne doit faire rapport par écrit de cette inspection à l'inspecteur en chef.

**109. Pression à supprimer avant toute déconnexion :** Avant de déconnecter toutes soupapes ou parties de tuyauterie qui peuvent être sous pression, le personnel doit savoir que la pression y a été coupée et complètement supprimée.

### Machines d'extraction et extraction en général

**110. Approbation requise pour machine d'extraction à poulie d'adhérence :** Aucune machine d'extraction à poulie d'adhérence ne peut être installée ou employée dans une mine sans l'approbation de l'inspecteur en chef.

**111. Essais des installations nouvelles ou modifiées de machines d'extraction :** Dans toutes les installations nouvelles ou après modifications d'installations existantes, la machine ne peut être mise en service ou être utilisée pour remonter ou descendre le personnel avant que l'inspecteur ait été avisé et que tous les essais estimés nécessaires pour assurer la sécurité de fonctionnement de la machine et des installations et appareils d'extraction aient été effectués à son agrément.

**112. Appareils respiratoires dans les salles des machines d'extraction au fond :** Dans toute salle de machines d'extraction au fond il doit y avoir un appareil respiratoire autonome, approuvé par l'inspecteur et maintenu en bon état de fonctionnement, pour l'usage immédiat du machiniste en cas d'urgence. Tous les machinistes doivent être entraînés de façon appropriée à se servir de cet appareil.

**113. On ne doit pas toucher aux dispositifs de sécurité :** Personne ne doit, sans être dûment autorisé, changer le réglage ou toucher aux dispositifs de sécurité ou à toute autre partie d'une installation d'extraction.

**114. Les défauts doivent être réparés :** Si à un des examens exigés par les articles 122, 160, 166 et 171, on trouve un défaut qui pourrait mettre en danger la sécurité du personnel, ce défaut doit être immédiatement rapporté au directeur ou au chargé des travaux et on ne doit pas se servir de la machine tant que les mesures correctives nécessaires n'auront pas été prises.

### Équipement de fonçage

**115. Curseurs de fonçage obligatoires :** Quand, lors du fonçage d'un puits vertical, une profondeur suffisante a été atteinte pour permettre leur utilisation, un cuffat et un curseur appropriés doivent être en service.

**116. Curseurs de fonçage :** À l'exception des dérogations accordées par l'inspecteur, tous les curseurs utilisés au fonçage d'un puits vertical doivent être :

- a) de construction métallique ;
- b) munis d'un dispositif de sûreté, d'un type approuvé, ainsi construit que le curseur ne puisse pas se coincer dans le compartiment d'extraction du puits sans arrêter aussi le cuffat ;
- c) de type « fermé », conçu de façon à empêcher toute possibilité d'oscillation excessive du cuffat relié à lui ;
- d) munis d'un chapeau protecteur efficace lorsqu'ils servent à la remonte ou à la descente du personnel.

**117. Suspension des curseurs et des cuffats :** Un câble d'extraction, lorsqu'il sert à la remontée ou à la descente du curseur et du cuffat en service pendant un fonçage de puits, ne doit pas être suspendu à une cage, un skip ou autre dispositif similaire, mais, doit être suspendu, comme câble unique continu, à partir du tambour de la machine de fonçage jusqu'à l'attelage du cuffat.

**118. Cuffats de fonçage :** Les cuffats de fonçage de puits et leurs anses, les loquets de sûreté et autres organes d'attelage doivent être conçus de manière appropriée.

### Cages, skips — construction et utilisation

**119. Circulation dans les puits verticaux ou fortement inclinés :**

1) Personne ne doit être transporté ou avoir la permission de l'être dans une cage ou skip circulant dans un puits vertical ou incliné de plus de 60° par rapport à l'horizontale, sauf si la cage ou le skip :

- a) se déplace sur des guidages appropriés ;
- b) est muni de parachute d'un modèle approuvé par l'inspecteur et assez fort pour immobiliser la cage ou le skip chargé en cas de rupture du câble d'extraction ;
- c) est pourvu d'un chapeau, fait de tôle d'acier d'une épaisseur d'au moins 4 millimètres ou d'un matériau de résistance équivalente.

2) Cependant, le sous-paragraphe b du paragraphe 1 ne s'applique pas aux skips lorsqu'ils sont utilisés pour les inspections et les travaux d'entretien des puits ou aux



skips et cages des installations à poulie d'adhérence multicâble.

## **120. Emploi de cages de sécurité :**

1) À l'exception des travaux de fonçage des puits ou des prescriptions du paragraphe 2, chaque fois que la profondeur d'un puits vertical dépasse 60 mètres, il doit être équipé de cages de sécurité pour remonter et descendre le personnel à tout changement de poste. Ces cages doivent être munies d'un chapeau, de parois latérales métalliques avec portes et, sauf pour les installations à poulie d'adhérence multicâble, de parachutes.

2) Cependant, avec l'approbation de l'inspecteur, le personnel du fond peut être remonté au jour à la fin de leur poste avec un skip si à cause d'un accident ou d'une panne les possibilités de circulation de la cage sont entravées pendant le poste et l'utilisation d'une cage ou cages pour remonter le personnel au changement de poste n'est possible sans soumettre ce personnel à une déraisonnablement longue attente au fond.

## **121. Portes des cages :**

1) Les portes des cages doivent être fermées durant le transport du personnel ; elles doivent être munies de dispositifs les empêchant de s'ouvrir accidentellement. Elles doivent être construites de façon que la cage soit complètement close lorsque les portes sont fermées.

2) Ces portes doivent être installées à la cage de telle manière qu'aucune de leurs parties ne puisse, jamais, faire saillie dans le puits.

**122. Essai de parachute des cages et des skips :** Les prescriptions suivantes s'appliquent aux parachutes de toutes les cages et les skips utilisés pour une circulation normale du personnel :

1) Pour toutes les nouvelles installations, ou à la demande de l'inspecteur, un essai ou des essais des parachutes de la cage ou skip, par chute libre, doit être exécuté, selon les conditions définies au paragraphe 5. Les résultats de ces essais doivent être gardés dans un dossier à la mine et un rapport de ces essais, avec les plans de parachutes et des mécanismes afférents, doit être soumis à l'inspecteur pour son approbation avant la mise en service des cages ou skips respectifs.

2) Quand la cage ou le skip qu'on désire utiliser est une reproduction d'une cage ou d'un skip déjà approuvé conformément au paragraphe 1, un essai de dégagement rapide, défini au paragraphe 5, peut être considéré suffisant.

3) Une fois au moins par 24 heures, les parachutes et leurs mécanismes doivent être examinés par un agent com-

pétent qui doit s'assurer que les parachutes sont propres et tranchants et que les mécanismes qui les actionnent sont bien ajustés et en bon état de fonctionnement. Les résultats de cette vérification seront consignés sur le registre des appareils servant à l'extraction.

4) Une fois au moins par 3 mois, les parachutes doivent être soumis à un essai de dégagement rapide, défini au paragraphe 5. Les résultats de ces essais seront gardés dans un dossier à la mine.

5) Pour l'application de cet article :

a) « un essai par chute libre » consiste à lâcher brusquement la cage ou le skip d'une manière appropriée, sous la charge maximale admise pour le personnel, afin que les parachutes puissent mordre le guidage lorsque la cage ou le skip descend à la vitesse maximale d'extraction ;

b) « un essai de dégagement rapide » consiste à lâcher brusquement la cage ou le skip vide, d'une position stationnaire, afin que les parachutes puissent mordre le guidage.

## **Freins de machines d'extraction**

**123. Freinage par l'échappement — machines à air comprimé ou à vapeur :** Toute machine d'extraction à air comprimé ou à vapeur, non réversible, doit être munie d'un régulateur convenable par étranglement de l'échappement.

## **124. Freins des machines d'extraction :**

1) Toute machine d'extraction doit être munie d'un ou plusieurs freins, chacun pouvant être appliqué directement à chaque tambour de façon à arrêter sûrement et maintenir immobilisé le tambour lorsqu'il porte la charge maximale permise. Ces freins doivent fonctionner indépendamment de l'énergie qui actionne la machine et être disposés de façon à permettre qu'ils soient soumis à des essais séparément. Les commandes des freins doivent être disposées de manière à pouvoir être actionnées par le machiniste directement de sa place de manoeuvre.

2) Le réglage de chaque frein doit être maintenu de façon à ce que l'effort de freinage normal puisse être appliqué au tambour de la machine avant que toute partie du mécanisme de commande du frein atteigne ses limites de course.

3) Lorsqu'une machine est à commande manuelle, le machiniste ne doit quitter sa place de manoeuvre que si la machine est arrêtée et les freins de service complètement appliqués.

**125. Perte de charge de freinage :** Tous les appareils de freinage actionnés par fluides ou air sous pression doivent

être conçus ou disposés de telle manière qu'une perte de charge, par inadvertance ou par accident, du fluide ou de l'air dans le dispositif de freinage ne puisse pas produire le desserrage des freins de la machine ou les empêcher de rester appliqués.

**126. Décélération lors du freinage :** Les freins de sécurité de toute machine d'extraction utilisée pour la circulation du personnel, doivent être conçus et réglés de telle manière que toute application d'urgence des freins produise une décélération sûre pour les personnes se trouvant dans les cages, skips ou cuffats.

**127. Frein de sécurité exigé :**

1) Toutes les machines d'extraction doivent être installées de telle façon que chaque fois que le personnel circule ou chaque fois que la machine est utilisée pour le fonçage de puits, il y ait toujours au moins 2 moyens de freinage séparés, actionnés indépendamment, chacun capable d'immobiliser sûrement tout tambour en mouvement sauf que, pour le cas de machines à deux tambours même si elles ne sont pas munies d'un frein à pignon :

a) pendant les visites et les travaux d'entretien de puits, les personnes peuvent rester dans ou sur la cage, le skip ou le cuffat suspendu au tambour fixe ou embrayé lorsqu'on change l'équilibrage ; et

b) avec l'approbation de l'inspecteur, le personnel peut être remonté avec un seul tambour en cas d'occurrences qui empêchent l'utilisation de l'extraction équilibrée et lorsqu'il n'y a pas d'autres moyens raisonnables d'évacuer le personnel.

2) Un régulateur convenable par étranglement de l'échappement pour les machines d'extraction à air comprimé ou à vapeur, peut être considéré comme un second frein.

**128. Frein à pédale :** Aucune machine d'extraction utilisée pour la circulation du personnel, ou pour le fonçage de puits, ne doit être munie d'un frein actionné par le pied du machiniste, à moins que ce frein ne soit un dispositif électrique auxiliaire.

**129. Action d'urgence des freins :** Le dispositif de freinage d'urgence de toute machine d'extraction doit être établi de telle manière que les freins d'urgence ne puissent pas être desserrés en cas de défaillance de l'énergie utilisée ou autre arrêt intempestif, à moins que les freins de service n'exercent leur action totale ou à moins que le machiniste ne soit averti par un dispositif approprié que les freins de service ne sont pas complètement appliqués.

**Embrayage des machines d'extraction**

**130. Verrouillage du frein et de l'embrayage :** Les dispositifs de freinage et d'embrayage doivent être verrouillés de telle manière qu'il ne soit pas possible de débrayer un tambour de la machine à moins que le ou les freins de celui-ci ne soit entièrement appliqué, ni qu'il soit possible de desserrer partiellement ou totalement le ou les freins avant que l'embrayage du tambour soit entièrement engagé.

**Tambours des machines d'extraction**

**131. Boulons et accessoires des installations d'extraction seront verrouillés :** Tous les boulons ou autre accessoires des tambours, freins, embrayage, dispositifs de sécurité et autres appareils d'extraction qui peuvent mettre en danger la sécurité des personnes par leur desserrage éventuel, doivent être fixés efficacement par des dispositifs de verrouillage approuvés.

**132. La tambour de la machine sera adapté au câble :** Dans toutes les installations d'extraction les dimensions du tambour ou des tambours doivent être adaptées au type, au diamètre et à la longueur du câble en service. Le diamètre du tambour doit être assez grand pour empêcher qu'il se produise des flexions incurvées excessives dans le câble. Lorsqu'on fait des enroulements à plusieurs spires superposées, des dispositifs appropriés doivent être installés et entretenus afin de permettre au câble de monter graduellement d'une série de spires à une autre et de s'enrouler correctement sans tomber entre les spires de l'enroulement précédent.

**133. Installations de machines d'extraction à tambours :** Dorénavant, dans toutes les nouvelles installations de machines d'extraction à tambours ou lorsque des modifications à des machines à tambours existantes sont exécutées pour augmenter leur puissance :

a) tout tambour dont le diamètre dépasse 1,55 mètre doit avoir des gorges convenablement faites pour s'adapter au câble utilisé, cependant, dans les fonçages, les travaux préparatoires et les travaux temporaires, on peut se servir de machines avec tambours lisses ;

b) les tambours doivent avoir une capacité d'enroulement suffisante pour le câble afin de permettre l'extraction du niveau normal le plus bas au niveau le plus haut de translation dans les puits, sans nécessité d'enrouler plus de 3 séries de spires superposées sur le tambour. Cette exigence s'applique aussi à tout changement d'une machine existante ;

c) le diamètre du tambour de la machine doit être au moins 80 fois le diamètre du câble d'extraction utilisé lorsque le diamètre de ce câble est plus grand que 26 millimètres.

tres et doit être au moins 60 fois le diamètre du câble en service lorsque le diamètre de ce câble ne dépasse pas 26 millimètres. Toutefois, pour les travaux de fonçage de puits ou préparatoires, les tambours de telles machines peuvent avoir un diamètre de pas moins de 60 fois le diamètre du câble d'extraction utilisé lorsque le diamètre de ce câble est plus grand que 26 millimètres et pas moins de 48 fois le diamètre du câble d'extraction en service quand le diamètre de ce câble ne dépasse pas 26 millimètres.

**134. Diamètre de la poulie pour machine à poulie d'adhérence :** La diamètre de la poulie pour une machine d'extraction à poulie d'adhérence ne doit pas être moindre que 80 fois le diamètre du câble d'extraction en service et, pour toutes ces machines installées désormais, utilisant des câbles clos, le diamètre de la poulie doit être au moins 100 fois le diamètre d'un tel câble d'extraction.

**135. Garniture pour poulie d'adhérence :** Les garnitures d'une poulie d'adhérence pour machines d'extractions doivent être faites seulement de matériaux dont l'efficacité a été prouvée en pratique ou par des essais de laboratoire et doivent être inspectées régulièrement et entretenues en bon état.

**136. Protection contre le glissement du câble (machine à poulie d'adhérence) :** Le dispositif d'entraînement de la poulie, les commandes et les freins d'une machine à poulie d'adhérence doivent être construits et entretenus de manière à empêcher le glissement du câble sur la poulie en condition normale de marche.

**137. Coefficient de frottement entre le câble et la garniture (machine à poulie d'adhérence) :** Lorsqu'on établit un projet, on doit prendre une valeur ne dépassant pas 0,2 pour le coefficient de frottement entre le câble et la garniture d'une poulie d'adhérence. Cependant, l'inspecteur en chef peut approuver l'utilisation d'un chiffre excédant 0,2 pour un projet, pourvu que des essais expérimentaux suffisants aient été faits sur le matériau respectif pour justifier une telle décision et que des données complètes lui soient soumises.

## Molettes

### 138. Molettes :

1) Le diamètre des molettes et des molettes de déviation doit convenir au câble employé.

2) La gorge de chaque molette doit être convenablement usinée afin de s'adapter au câble utilisé et les molettes doivent être portées par des arbres et des paliers à proportion de la charge qui doit être supportée.

## Indicateurs, manomètres et signaux d'avertissement

**139. Indicateur de position :** Toute machine d'extraction de puits doit être munie d'un indicateur de position montrant clairement et avec précision, constamment, au machiniste, la position de chaque cage, skip, cuffat ou contrepoids.

**140. Manomètres pour les machines d'extraction à air comprimé ou à vapeur :** À toute machine d'extraction à air comprimé ou à vapeur on doit installer bien en vue du machiniste, un manomètre indiquant la pression de l'air comprimé ou de la vapeur.

**141. Signal d'avertissement d'arrivée :** Dans tout puits dont la profondeur dépasse 100 mètres un appareil de signalisation acoustique doit annoncer audiblement au machiniste le passage de la cage, du skip ou du cuffat à un niveau du puits dont la distance aux recettes supérieure et inférieure est telle que la machine puisse être arrêtée de façon normale avant que la cage, le skip ou le cuffat atteigne ces recettes extrêmes.

## Machines d'extraction à grande vitesse

**142. Freins et dispositifs de sécurité :** Chaque tambour de toute machine d'extraction dont la vitesse du câble est ou dépasse 4 mètres par seconde qui sera installé après le 31 décembre 1971 et de toute installation de machine d'extraction existant actuellement ayant une vitesse du câble de 4,6 mètres par seconde ou plus grande, installée précédemment à la date ci-dessus mentionnée, doit être muni de :

a) dispositifs de sécurité, convenablement commandés du tambour, incluant des évite-molettes et des dispositifs de protection de limite inférieure de parcours et un limiteur automatique de vitesse qui doivent provoquer la suppression de l'effort moteur actionnant la machine et l'application automatique du frein ou des freins au tambour afin d'assurer un arrêt de la machine et d'immobiliser en bonne condition la cage, le skip, le cuffat ou le contrepoids lorsque :

i. la vitesse du câble dépasse la limite de sécurité préétablie pour tout point du trait dans le puits ou le chevalement ; ou

ii. une cage, un skip, un cuffat ou un contrepoids circule au-delà de positions préétablies supérieures et inférieures dans le puits ou le chevalement, à l'exception des fonçages de puits quand on peut se dispenser du dispositif protecteur de limite inférieure de parcours ;

b) un appareil de signalisation acoustique qui doit avertir audiblement et automatiquement le machiniste

quand la vitesse de la cage, du skip, du cuffat ou du contre-poids approche la limite de sécurité préétablie d'excès de vitesse pour cette partie du puits ou du chevalement.

### Machines d'extraction électriques

#### 143. Machines d'extraction électriques :

1) Toutes les machines d'extraction électriques doivent être munies de :

a) un interrupteur de secours actionné manuellement qui doit être installé à la portée du machiniste lorsqu'il est à sa place de manoeuvre, et à tout autre endroit à partir duquel la machine peut être télécommandée ;

b) un interrupteur évite-molettes agencé dans chaque compartiment d'extraction, commandé directement par la cage, le skip, le cuffat ou par le contrepoids ;

c) un interrupteur de limite inférieure du parcours pour chaque cage, skip ou cuffat, sauf pour les fonçages de puits alors qu'on peut se dispenser de ce dispositif de protection ;

d) un limiteur automatique de vitesse approprié ;

e) un dispositif de retour actionné manuellement qui, lorsqu'il est fermé, permet seulement de revenir d'une position d'évite-molettes ou de limite inférieure de parcours ;

f) un ampèremètre, nettement visible du machiniste lorsqu'il est à sa place de manoeuvre, indiquant en permanence la charge du moteur actionnant la machine d'extraction ;

g) des dispositifs de protection pour basse tension, surcharge et court-circuit.

2) Toutes les machines d'extraction électriques doivent être installées de telle manière que l'effort moteur à la machine d'extraction puisse être supprimé et un ou plusieurs freins être appliqués automatiquement pour immobiliser la machine sûrement :

a) quand tout interrupteur de secours est ouvert ;

b) avant que la cage, le skip, le cuffat ou des attaches de câble puissent atteindre la molette ou autre obstacle permanent dans le cas où la cage, le skip, le cuffat ou le contrepoids circulerait au-delà d'un interrupteur évite-molettes ou de limite inférieure de parcours ;

c) dans le cas d'une panne de courant alimentant l'installation électrique de la machine d'extraction ;

d) par l'action d'un dispositif limiteur de vitesse, lorsque la vitesse maximale du câble permise est dépassée d'un pourcentage préétabli ;

e) lors d'une chute de tension préétablie ;

f) lorsqu'il survient un courant de surcharge qui dépasse, d'un pourcentage préétabli, le courant requis pour les manoeuvres normales d'extraction ;

g) au cas d'un court-circuit dans l'installation électrique de la machine.

#### 144. Évite-molettes auxiliaire :

1) Lorsqu'une machine d'extraction électrique sert à la circulation du personnel par skip ou un assemblage cage-skip, un dispositif auxiliaire évite-molettes, prévenant que le skip puisse être monté à la position de déversement, doit être installé et mis en fonction chaque fois qu'il y a circulation du personnel, cependant, ce dispositif n'est pas requis pour les machines d'extraction qui servent à la circulation du personnel seulement pour l'inspection du puits et les travaux d'entretien.

2) Sauf dans le fonçage de puits, le dispositif auxiliaire évite-molettes doit être installé de telle sorte qu'un signal distinct soit automatiquement donné aux hommes au moment où ils entrent dans la cage ou le skip, lorsque le dispositif est actionné.

3) Si le dispositif est actionné automatiquement par le signal de réponse du machiniste, de 3 coups, le circuit doit être établi de manière qu'un défaut d'une bobine de relais ne puisse faire tomber en panne le dispositif.

**145. Extraction automatique ou semi-automatique :**  
Les articles 144 à 151 s'appliquent à toutes les machines d'extraction qui peuvent être commandées automatiquement ou semi-automatiquement.

**146. Approbation de l'inspecteur en chef exigée :**  
L'utilisation de toute machine d'extraction par commande automatique ou semi-automatique est assujettie à l'approbation préalable de l'inspecteur en chef.

#### 147. Sélection des commandes :

1) Chaque fois qu'une machine d'extraction est destinée à l'utilisation automatique ou semi-automatique, un dispositif doit être installé au même endroit que les commandes manuelles, pour la sélection des commandes manuelles, automatiques ou semi-automatiques.

2) Lorsqu'une machine d'extraction est destinée à être commandée soit par des panneaux de commande situés aux recettes des puits ou de panneaux de commande situés dans la cage, tout dispositif pour sélectionner laquelle de ces commandes sera utilisée, doit pouvoir être actionné seulement lorsque la cage est immobilisée à une recette et seulement à cette recette.

**148. Manoeuvre des commandes aux recettes :**

1) Les dispositifs installés aux recettes de puits dans le but de déterminer la destination des cages, skips ou cuffats et pour commencer la mise en marche de la machine d'extraction doivent pouvoir être actionnés seulement à la recette à laquelle ces cages, skips ou cuffats sont immobilisés, sauf lorsque l'installation a été approuvée pour l'usage d'un dispositif d'appel de la cage.

2) Les dispositifs installés aux recettes de puits pour commencer la mise en marche de la machine d'extraction doivent, sauf pour les marches par à-coups, pouvoir être actionnés seulement lorsque la porte du puits est fermée au niveau auquel la cage, le skip ou le cuffat est arrêté.

3) Sauf pour la marche par à-coups, il doit y avoir un délai de 5 secondes entre la manoeuvre de tout dispositif de commande à la recette utilisé pour commencer la mise en mouvement de la machine et le démarrage de celle-ci.

4) Le dispositif de commande à la recette, utilisé pour commencer la mise en mouvement de la machine, doit être situé de façon qu'il puisse être manoeuvré de l'intérieur d'une cage, d'un skip ou d'un cuffat arrêté à la recette.

5) Le dispositif de commande à la recette pour la marche par à-coup doit être situé de manière à ne pas pouvoir être manoeuvré de l'intérieur d'une cage, d'un skip ou d'un cuffat.

**149. Manoeuvre des commandes installées dans la cage :** Les dispositifs installés dans la cage dans le but de commander le mouvement de la machine doivent pouvoir être actionnés, sauf pour la marche par à-coups, seulement lorsque les portes de la cage sont fermées.

**150. Marche à suivre après un arrêt intempestif :** Si un arrêt intempestif survient pendant des manoeuvres d'extraction automatiques ou semi-automatiques, un signal d'alarme doit sonner et la machine doit être alors manoeuvrée manuellement jusqu'à ce que le défaut ait été corrigé et ensuite pendant une durée suffisante pour s'assurer que la machine peut fonctionner normalement.

**151. Marche à suivre quand la machine est mise sous commande automatique :** Chaque fois qu'une machine d'extraction est mise sous commande automatique ou semi-automatique, un machiniste doit être présent aux commandes manuelles de la machine pendant une durée suffisante pour s'assurer que la machine fonctionne normalement.

**152. Marche à suivre quand le signal de danger est donné :** Chaque fois qu'un signal de danger de 9 coups est donné, un machiniste doit aller aux commandes manuelles de la machine et être prêt à prendre la commande ma-

nuelle quand le préposé à la cage ou au skip lui demande de le faire.

**153. Les télécommandes seront actionnées seulement par des personnes autorisées :** Les personnes autorisées seulement actionneront les télécommandes des machines automatiques ou semi-automatiques d'extraction.

**154. Synchronisation des dispositifs de sécurité — machine à poulie d'adhérence :** Pour toute machine d'extraction à poulie d'adhérence, lorsqu'une déformation ou glissement du câble peut modifier la position efficace d'un dispositif de sécurité, on doit fournir les moyens d'ajuster les dispositifs de sécurité pour un fonctionnement correct. L'ajustement doit se faire uniquement lorsque la machine est arrêtée et les freins sont appliqués.

**155. Protection de la cage ou du skip coincé — machine à poulie d'adhérence :** Toutes les machines à poulie d'adhérence doivent être munies d'un dispositif qui déclenche les freins de la machine pour l'immobiliser quand un glissement se produit entre le câble ou les câbles d'extraction et la poulie d'adhérence ainsi qu'il pourrait, survenir lorsque la cage, le skip ou le contrepoids est coincé dans le puits ou bloqué dans le dispositif retardateur.

**156. Protection du câble d'équilibre — machine à poulie d'adhérence :**

1) Toute machine à poulie d'adhérence doit être munie d'un dispositif qui déclenche rapidement les freins pour immobiliser la machine en cas de tout mouvement anormal des boucles des câbles d'équilibre.

2) L'eau et les déblais tombés dans le puisard du puits doivent être tenus en permanence à un niveau tel que les câbles d'équilibre puissent circuler librement.

**Mise aux molettes-machines à poulie d'adhérence**

**157. Dispositifs retardateurs — machine à poulie d'adhérence :** Dans les installations de machine à poulie d'adhérence, des guides resserrés ou autres dispositifs approuvés pouvant retarder et arrêter une cage, un skip ou un contrepoids mis aux molettes ou dépassant la limite inférieure de trajet doivent être placés au-dessus ou en dessous des limites normales de trajet.

**158. Taquets de sécurité — machine à poulie d'adhérence :** Toute installation de machine à poulie d'adhérence qui sert au transport du personnel dans une cage ou skip dépourvu de parachute, doit être munie de taquets de sécurité dans chaque compartiment d'extraction à la limite extrême du trajet de montée aux molettes. Leur mise en

place doit être faite de telle manière que si la cage ou le skip provoque la rupture de ses câbles comme résultat d'une forte mise aux molettes, ils retombent sur la plus petite distance possible avant de se poser sur les taquets de sécurité, lesquels, avec leurs supports, doivent être conçus de façon à retenir la cage ou le skip à pleine charge.

#### Essais non destructifs

#### **159. Essais non destructifs :**

1) À la demande de l'inspecteur en chef :

a) l'arbre de couche d'une machine d'extraction, les axes des dispositifs de contrôle, la timonerie et toute autre pièce importante qui peut modifier la marche sûre de la machine, seront vérifiés par des essais non destructifs avant la mise en marche de toute machine d'extraction neuve ou usagée qui sera installée dorénavant dans une mine ;

b) l'arbre de couche de toute machine d'extraction, les axes des molettes, les freins et leurs accessoires, les barres d'attelage des cuffats, des cages et des skips, les tourillons, les parties composantes de l'ensemble et tout autre appareil servant à l'extraction qui peuvent modifier la marche sûre des installations d'extraction seront vérifiés par des essais non destructifs ;

c) les parties composantes, les arbres, les tourillons et toutes pièces qui peuvent modifier la marche sûre d'une machine ou d'un appareil de levage pour remonter ou descendre le personnel seront vérifiés par des essais non destructifs.

2) Les méthodes d'essais non destructifs doivent être acceptées par l'inspecteur en chef et les résultats des essais doivent lui être transmis.

#### Visites

#### **160. Examen des appareils d'extraction :**

1) Le directeur ou le chargé des travaux de toute mine où une machine d'extraction est utilisée doit nommer une ou plusieurs personnes compétentes dont le devoir sera d'examiner minutieusement, au moins une fois par semaine, toutes les parties facilement accessibles de la machine et des appareils d'extraction et plus particulièrement les freins, les dispositifs de sécurité, les verrouillages, les embrayages, les indicateurs de position, les commandes électriques, les appareils de signalisation, les molettes, la cage, le skip ou le cuffat, les contrepoids et les dispositifs de déversement et de chargement. Lorsqu'on fait des travaux de fonçage de puits cet examen doit aussi inclure les curseurs, les portes de fonçage, les cadres de tir et toutes les attaches respectives.

2) Les résultats des examens précédents doivent être consignés sur le registre des appareils servant à l'extraction.

#### Registre des appareils servant à l'extraction

#### **161. Registre des appareils servant à l'extraction :**

1) À toute mine où une machine d'extraction est utilisée, on doit tenir un registre des appareils servant à l'extraction sur lequel on devra consigner :

a) le rapport de chaque examen prescrit par le paragraphe 3 de l'article 122 et par les articles 160 et 171 ;

b) le rapport de toute avarie ou accidents de la machine, des câbles, de la cage, du skip ou du cuffat ou de toute autre partie des appareils d'extraction et les mesures correctives prises ;

c) les dates de graissage des câbles.

2) Tous les rapports dans ce registre doivent être signés par la personne qui fait l'inscription et aussi par la personne autorisée chargée des appareils d'extraction.

#### Câbles d'extraction

**162. Fixation des câbles aux tambours :** L'extrémité du câble d'extraction qui va au tambour d'une machine d'extraction à tambours doit être fixée à celui-ci de manière appropriée et sûre.

**163. Enroulement mort du câble sur le tambour :** Sur les tambours de machines d'extraction il doit rester au moins 3 spires complètes de câbles lorsque la cage, le skip, le cuffat ou le contrepoids est au niveau le plus bas qu'il peut atteindre dans le puits.

**164. Le câble du contrepoids doit être fixé au tambour :** Pour les machines d'extraction à tambours, le câble du contrepoids doit être fixé, de manière appropriée, au tambour de la machine et non à la cage, au skip ou au cuffat.

#### **165. Attaches et attelages de câbles :**

1) Dans les attaches à cosse et colliers de serrage entre le câble d'extraction et la cage, le skip, le cuffat, le contrepoids ou autre dispositif, la cosse doit, sauf dérogation accordée par l'inspecteur, avoir une longueur au moins égale à 12 fois le diamètre du câble et une largeur au moins égale à 8 fois le diamètre du câble. Les distances entre les colliers de serrage doivent être d'au moins 6 fois le diamètre du câble et on doit avoir au moins 5 colliers. Si on emploie des colliers en U, la partie en U de ces colliers doit se trouver sur le brin mort du câble d'extraction.

2) Tout autre type d'attaches doit être d'un genre de construction approuvé par l'inspecteur.

3) Tous les organes de l'attelage entre une cage, un skip, un cuffat ou un contrepoids et un câble d'extraction ou un câble d'équilibre, et les organes de l'attelage entre les cages et les skips, doivent avoir un coefficient statique de sécurité, à l'état neuf, d'au moins 10.

### **166. Examen des attelages :**

1) Un câble d'extraction lorsqu'il est posé neuf et après chaque coupage subséquent ne doit pas servir à une circulation normale du personnel dans un puits avant d'avoir été essayé pendant 2 voyages complets de descente et remontée entre les recettes en service du puits, la cage, le skip, le cuffat ou le contrepoids portant la charge maximale permise. Avant et après ces voyages d'essais, les attaches et les attelages entre la cage, le skip, le cuffat, le contrepoids et le câble doivent faire l'objet d'un examen attentif par une personne désignée à cet effet par le directeur ou le chef de service.

2) Les résultats de ces examens doivent être consignés sur le registre des câbles et attestés par la signature de la personne qui a fait l'examen.

3) Le machiniste doit consigner les voyages d'essais sur le registre du machiniste.

**167. Le câble ne doit pas être épissé :** Un câble épissé ne doit servir en aucun cas comme câble d'extraction.

**168. Le câble ne doit pas être retourné :** Aucun câble d'extraction ne doit être retourné sans avis au préalable l'inspecteur et celui-ci peut exiger qu'on fasse des essais de rupture sur chaque extrémité du câble.

**169. Câbles usagés :** Sans l'approbation écrite de l'inspecteur, on ne doit poser que des câbles neufs pour l'extraction dans tout compartiment de puits de mines.

**170. Graissage des câbles :** Tout câble d'extraction d'une installation de machine à tambours et tout câble d'équilibre d'une installation de machine à poulie d'adhérence doit être traité avec des lubrifiants de câble appropriés aussi souvent qu'il est nécessaire et au moins une fois par mois. Ces graissages doivent être consignés sur le registre des appareils servant à l'extraction.

**171. Visite des câbles d'extraction et des attelages :** Le directeur ou le chargé des travaux de toute mine où une machine d'extraction est en service doit nommer une personne ou des personnes compétentes dont le devoir est de :

a) examiner superficiellement, au moins une fois par jour ouvrable, l'extérieur de chaque câble d'extraction en

service et l'attelage entre le câble, la cage, le skip ou le cuffat afin de repérer toute détérioration visible ou autres conditions anormales ;

b) examiner attentivement, au moins une fois par semaine, l'état de chaque câble d'extraction et câble d'équilibre en service et l'état du lubrifiant du câble lorsqu'on en utilise. Cet examen doit aussi inclure la partie du câble qui reste normalement sur le tambour, la fixation du câble au tambour et la fixation du câble à la cage, skip, cuffat ou contrepoids ;

c) faire un examen détaillé de chaque câble en service, au moins une fois par mois à des intervalles ne dépassant pas 45 jours. Pour ce faire, le câble doit être minutieusement nettoyé à tous les segments particulièrement sujets à la détérioration, et à tous les points distancés de pas plus de 100 mètres sur toute sa longueur et à tous ces points on doit faire des mesures du câble et l'examen attentif de sa surface pour repérer les fils cassés ou autres défauts ;

d) déterminer mensuellement l'allongement du câble d'extraction d'une machine à poulie d'adhérence.

Les résultats de ces examens et mesures doivent être consignés sur le registre des appareils servant à l'extraction.

### **172. Certificat de câbles d'extraction :**

1) Aucun câble d'extraction ou câble d'équilibre ne doit être utilisé si la mine ne possède pas un certificat du fabricant mentionnant les données suivantes :

- a) le nom et l'adresse du fabricant ;
- b) le numéro de série du rouleau ou de la bobine ;
- c) la date de fabrication ;
- d) le diamètre et la circonférence du câble en millimètres ;
- e) la masse en kilogrammes au mètre ;
- f) le genre de construction du câble ;
- g) le nombre de torons ;
- h) le nombre de fils par toron ;
- i) le genre d'âme ;
- j) la marque commerciale du lubrifiant intérieur du câble ;
- k) le diamètre des fils en millimètres ;
- l) les résultats d'un essai normalisé de torsion sur les fils individuellement ;
- m) la charge de rupture de l'acier dont sont fabriqués les fils, en kilogrammes par millimètre carré ;

- n) la longueur du câble en mètres ;
- o) la charge effective de rupture du câble déterminée par un essai de rupture sur une patte du câble, longue d'au moins 2,5 mètres, exécuté par un laboratoire d'essais de câbles approuvé par l'inspecteur chef.

2) Ce certificat doit être accompagné du rapport d'essai de rupture exécuté par le laboratoire d'essais de câbles approuvé et une copie de ces deux documents doit être transmise par l'exploitant à l'inspecteur, avant ou quand le câble est mis en service.

**173. Pattes exigées pour les câbles des machines à poulie d'adhérence :** Aux installations de machines d'extraction à poulie d'adhérence, où on emploie des multicâbles qui ont été fabriqués de façon continue, les pattes soumises aux essais, selon les exigences du paragraphe 1 de l'article 172 doivent être coupées à la partie située entre chaque paire de câbles. Ainsi, soit pour 3, soit pour 4 câbles, 2 pattes seront exigées.

#### **174. Registre des câbles :**

1) Pour chaque câble d'extraction ou câble d'équilibre en service à une mine, les données requises par le paragraphe 1 de l'article 172, avec les mentions additionnelles suivantes, doivent être consignées sur un registre des câbles spécial qu'on peut se procurer au ministère de l'Énergie et des Ressources :

- a) la date de l'achat ;
- b) la date de la pose à sa place actuelle ;
- c) le numéro d'identification de la mine ;
- d) le nom du puits et du compartiment dans lequel le câble est en service ;
- e) le poids de la cage, du skip, du contrepoids ou du cuffat et du curseur ;
- f) le poids maximal du matériau transporté ;
- g) le poids de la longueur maximale du câble en service en dessous de la molette ;
- h) les coefficients statiques de sécurité.

Ce registre doit être conservé à la mine et 2 copies de ces inscriptions doivent être envoyées tout de suite à l'inspecteur quand le câble est posé.

2) En plus des données exigées dans le paragraphe 1, on doit consigner aussi sur le registre des câbles un historique du câble d'extraction ou du câble d'équilibre, mentionnant :

- a) la date à laquelle le câble a été posé pour la première fois ;

b) les dates des coupages et la certification de l'examen des attaches et des attelages lorsque le câble a été posé et au moment de chaque coupage ;

c) les dates et un sommaire de tous les essais de rupture ou des essais non destructifs du câble ou de ses fils individuellement ;

d) la date et cause de la dépose ;

e) comment on a disposé du câble déposé ;

f) nature et date de tout accident du câble pendant qu'il était en service et toute autre indication qui pourrait être requise par l'inspecteur.

Deux copies de cette partie du registre des câbles doivent être transmises à l'inspecteur quand le câble est déposé.

#### **175. Coefficient de sécurité des câbles :**

1) **Interprétation :** Aux fins du présent article, le « coefficient de sécurité » de tout câble d'extraction ou câble d'équilibre, à l'état neuf, signifie le nombre de fois que la charge de rupture du câble est plus grande que le poids total porté par le câble en un point déterminé de celui-ci. La « charge de rupture » du câble signifie la charge de rupture du câble indiquée dans le certificat du fabricant.

2) **Machine d'extraction à tambours :** Chaque câble d'extraction lorsqu'il est posé à une machine à tambours, doit avoir un coefficient de sécurité d'au moins 8,5 à l'extrémité du câble qui est attaché à la cage, au skip ou au cuffat et où la masse totale est la masse combinée de la cage, du skip et du cuffat plus la masse maximale des matériaux transportés. En plus, un tel câble d'extraction doit avoir un coefficient de sécurité d'au moins 5 à la molette lorsqu'il est entièrement déroulé, la masse totale étant la masse combinée de la cage, du skip ou du cuffat plus la masse maximale des matériaux transportés, plus la masse de la partie du câble entre la molette et la cage, le skip ou le cuffat. Cependant, dans le cas des installations d'extraction existant antérieurement au 7 juillet 1949, le coefficient de sécurité des câbles d'extraction, lorsqu'ils sont posés aux puits qui ont moins de 610 mètres de profondeur, doit être d'au moins 6, et aux puits qui dépassent 610 mètres de profondeur il doit être d'au moins 5.

#### **3) Machines d'extraction à poulie d'adhérence :**

a) lorsqu'un câble d'extraction est posé à une machine à poulie d'adhérence, le coefficient de sécurité de ce câble doit être d'au moins 5,5 ou, ainsi qu'il est déterminé par la formule suivante, en prenant le plus grand :

coefficient de sécurité =  $9,5 - 0,00023L$  ;

(L étant la longueur maximale du câble, en mètres, suspendu en-dessous de la molette) ;



b) le coefficient de sécurité du câble pour une machine à poulie d'adhérence avec multicâble est la charge de rupture la plus basse de chacun des câbles d'extraction multipliée par le nombre de ces câbles, et divisée par la somme des poids de la cage ou du skip et des attelages, le poids maximal de la charge transportée et le poids maximal des câbles suspendus dans un compartiment du puits ;

c) le coefficient de sécurité du câble d'équilibre doit être d'au moins 7 lorsqu'il est posé.

### **176. La dépose des câbles est obligatoire :**

1) Tout câble d'extraction ou câble d'équilibre doit être déposé quand :

a) des essais ou des visites indiquant que la charge existante en un de ses points a diminué à moins de 90% de la charge de rupture à l'état neuf, pour les câbles d'extraction, ou à moins de 75% pour les câbles d'équilibre ;

b) l'allongement d'une patte d'essais a diminué à moins de 60% de son allongement à l'état neuf lors d'un essai de rupture ;

c) le nombre de fils cassés dans un segment du câble égal à la longueur d'un pas de toron, dépasse 6 ;

d) la corrosion est prononcée ;

e) le taux d'allongement commence à montrer un accroissement rapide sur l'allongement normal constaté pendant son service ;

f) selon l'avis de l'inspecteur, l'état du câble est tel qu'il peut constituer une cause potentielle de danger.

2) Tout câble d'extraction d'une machine à poulie d'adhérence doit être déposé après 2 ans de service, et les câbles d'équilibre après 3 ans de service, sauf si une dérogation est accordée par l'inspecteur en chef pour prolonger la durée de service du câble, s'il s'est assuré, en se basant sur les preuves soumises par l'exploitant, telles que les registres d'entretien et les résultats d'essais non destructifs, que le câble est encore sûr pour le service.

### **177. Essais sur les câbles d'extraction :**

1) **Machines à tambours :** Sauf contre-indication explicite ci-après, tous les 6 mois après la pose d'un câble d'extraction à une machine à tambours, une patte de ce câble, ayant au moins 2,5 mètres de longueur, doit être coupée à son extrémité inférieure, au-dessus de l'attache et cette patte, identifiée par le numéro du rouleau du fabricant, doit être expédiée par l'exploitant à un laboratoire d'essais approuvé par l'inspecteur en chef pour y être soumise à un essai de rupture à la traction. Le rapport de cet essai doit être conservé dans un dossier à la mine et un résumé doit être porté sur le registre des câbles.

Cependant, à la demande de l'exploitant, l'inspecteur en chef peut dispenser toute mine des 2 premiers de ces essais de rupture, pourvu que :

a) les câbles d'extraction soient soumis à des essais sur toute leur longueur active par une méthode non destructive approuvée pendant leurs premiers 6 mois de service et par la suite à des intervalles ne dépassant pas 6 mois, pendant toute la durée de service du câble ;

b) tous les 6 mois après la pose, la partie du câble de l'extrémité qui va à la cage, au skip ou au cuffat entre les colliers de serrage ou autre genre d'attelage, soit coupée et mise au rebut.

2) **Machines à poulie d'adhérence :** Les câbles d'une installation de machine à poulie d'adhérence doivent être soumis à des essais sur toute leur longueur active par une méthode non destructive approuvée, comme il suit :

a) les câbles d'extraction doivent être soumis à des essais, de cette façon, pendant leurs premiers 6 mois de service et par la suite à des intervalles ne dépassant pas 6 mois, pendant la durée de service du câble ;

b) les câbles d'équilibre doivent être soumis à de tels essais à la fin de 12 mois de service et par la suite à des intervalles jugés nécessaires pour s'assurer que leur état est sûr.

3) **Rapports d'essais non destructifs :** Un rapport de chaque essai non destructif de câble exigé par cet article, incluant les graphiques et les interprétations, attesté par la signature de la personne qui fait l'interprétation, doit être conservé dans un dossier à la mine et un résumé de ce rapport doit être consigné sur le registre des câbles. Une copie de chacun de ces rapports doit être transmise à l'inspecteur en chef et à l'inspecteur du district, normalement dans un délai de 14 jours après l'exécution de l'essai.

4) **Les services d'essais non destructifs, doivent être approuvés :** Les services d'essais non destructifs des câbles doivent être fournis par une entreprise ou une organisation approuvée à cette fin par l'inspecteur en chef.

### **Capacité des machines d'extraction**

### **178. Certificat de construction des machines d'extraction :**

1) Aucune machine d'extraction ne sera installée dorénavant à une mine si celle-ci ne possède pas un certificat du fabricant de la machine ou d'un ingénieur indépendant spécialisé dans la construction de telles machines, indiquant la charge totale suspendue permise pour la machine et :

a) pour une machine à tambours, la charge maximale permise pour chaque tambour ;

b) pour une machine à poulie d'adhérence, la charge maximale non équilibrée permise.

2) Aucune modification destinée à augmenter la capacité d'extraction déterminée de toute machine ne doit être faite sans l'approbation donnée par son fabricant ou un ingénieur indépendant spécialisé dans la construction de telles machines.

### **179. Charges des cages, skips ou cuffats :**

1) **Charges de matériaux :** Le poids maximal de matériaux permis à être chargé dans les cages, skips ou cuffats, doit être tel que :

a) les charges maximales permises de la machine d'extraction, approuvées par son fabricant ou par un ingénieur indépendant spécialisé dans la construction de telles machines, ne soient pas dépassées ;

b) les coefficients de sécurité exigés pour le ou les câbles d'extraction soient respectés ;

c) la capacité de charge de la cage, du skip ou du cuffat et de leurs organes d'attelage ne soit pas dépassée.

2) **Charges de personnes :** Le nombre maximal de personnes permis à être remontées ou descendues dans les cages, skips ou cuffats doit être tel que ceux-ci ne soient pas bondés et que leur masse totale, basée sur une masse moyenne par personne de 80 kilogrammes soit tel que la masse totale suspendue au câble d'extraction lorsque des personnes sont transportées ne dépasse pas 85% de la masse maximale permise ainsi suspendue lorsqu'on transporte des matériaux.

**180. Affichage des charges maximales :** Une consigne indiquant clairement le nombre maximal permis de personnes à être transportées et le poids maximal des matériaux à être chargé dans les cages, skips ou cuffats, doit être affiché à la recette du jour. Personne ne doit s'opposer à l'exécution de cette consigne.

**181. Le préposé à la cage doit maintenir la discipline :** Le préposé à la cage doit avoir toute l'autorité nécessaire pour empêcher tout encombrement ou autre désordre aux abords du puits ou de la cage, skip ou cuffat.

### **Signaux**

**182. Signalisation :** Tout puits servant à l'extraction doit être pourvu, pour chaque compartiment d'extraction, de dispositifs appropriés de communication à la salle de la machine d'extraction par signaux distincts et bien définis, à partir de la recette au jour, de tout palier ou recette auquel les cages, les skips ou les cuffats peuvent s'arrêter et si nécessaire, du fond du puits.

**183. Échange des signaux :** Lorsque la signalisation dans le puits est électrique :

a) les dispositifs doivent permettre au machiniste de répondre à la personne qui a donné le signal, en le répétant ;

b) le machiniste doit répondre à tous les signaux, avant de remonter ou descendre le personnel ;

c) dans les puits en fonçage, les dispositifs de signalisation doivent être disposés de telle manière que les signaux soient vus ou entendus par les ouvriers au fond du puits.

**184. Approbation pour dispositifs spéciaux de signalisation :** Aucun dispositif de signalisation ou communication avec le machiniste ne sera installé ou utilisé dans ou sur les cages, skips ou cuffats sans l'approbation écrite de l'inspecteur en chef.

**185. Dispositif d'appel de la cage :** Dans tout puits où un dispositif d'appel de la cage est installé, il ne doit pas être prolongé jusqu'à la salle de la machine d'extraction.

### **186. Code de signaux :**

1) Le code de signaux suivant doit être utilisé dans toute mine :

a) 1 coup — Arrêtez immédiatement si la machine est en marche (signal d'exécution).

b) 1 coup — Remontez (signal d'exécution).

c) 3-3-1 coups — Remontez lentement.

d) 2 coups — Descendez (signal d'exécution).

e) 3-3-2 coups — Descendez lentement.

f) 1-2 coups — Pose et dépose aux taquets.

g) 3 coups — (Signal d'avertissement). Remonte ou descente du personnel. Ce signal doit être donné avant de permettre au personnel d'entrer ou de sortir de la cage, skip ou cuffat. Il doit être donné aussi lorsqu'un arrêt a eu lieu à un niveau et que le personnel dans la cage, skip ou cuffat doit être remonté ou descendu à un autre niveau.

Dans tous les cas, après que le signal de 3 coups a été donné, la cage, le skip ou le cuffat ne doit pas être mis en mouvement avant que les signaux de remonter ou de descendre aient été donnés.

h) 4 coups — (Signal de tir). Le machiniste doit répondre en remontant le cuffat, la cage ou le skip d'environ 1 mètre et en le descendant lentement. Après le signal de 4 coups, seulement le signal de 1 coup sera exigé pour signaler la remonte du personnel loin de l'endroit de tir et le ma-

chiniste doit rester à son poste de manoeuvre jusqu'à la fin de la remonte.

i) 5 coups — (Signal de dégagement). Le machiniste peut, après avoir reçu ce signal, agir à sa guise pour exécuter toute manoeuvre ou série de manoeuvre avec les cages, skips ou cuffats.

j) 9 coups — (Signal d'alarme [signal d'avertissement spécial]). Sera donné seulement en cas d'accident, d'incendie ou autre danger. Le signal pour le niveau auquel existe le danger devra être donné après le signal d'alarme. (Ces signaux seront donnés par téléphone ou par le dispositif d'appel de la cage sauf pour les travaux de fonçage de puits ou les recettes où ces dispositifs de communication n'ont pas été installés.)

2) La manière et l'ordre suivants doivent être observés pour donner les signaux :

a) les coups des signaux seront donnés à intervalles réguliers ;

b) lorsqu'on remonte ou descend du personnel, les signaux seront donnés dans l'ordre suivant :

1er — signal d'avertissement ;

2e — signal de destination ;

3e — signal d'exécution.

3) Le machiniste doit tarder un peu à mettre en mouvement la cage, le skip ou le cuffat après avoir reçu un signal indiquant une manoeuvre chaque fois qu'il s'agit de transport de personnel. S'il ne lui est pas possible d'agir en une minute depuis la réception de tout signal complet, il ne doit manoeuvrer qu'après avoir reçu de nouveau un autre signal complet.

4) Quand un machiniste a reçu un signal de 3 coups, il doit rester à son poste de manoeuvre jusqu'à ce qu'il l'ait exécutée. Après avoir commencé la manoeuvre, il doit la terminer sans interruption, sauf s'il reçoit un signal d'arrêter ou en cas d'incident intempestif.

**187. Signaux spéciaux :** Des signaux de destination et autres signaux spéciaux s'ajoutant au code précédent peuvent être utilisés seulement après avoir été approuvés, par écrit, par l'inspecteur.

**188. Affichage du code des signaux :** Un tableau facilement lisible du code de tous les signaux pour les diverses manoeuvres dans les puits doit être placé bien en vue du machiniste et à chaque recette ou autre niveau d'arrêt utilisé, dans tout puits en service et tout chevalement.

**189. Les signaux ne seront émis que par des personnes autorisées :**

1) L'autorité d'émettre des signaux pour des manoeuvres dans les puits doit être restreinte à un nombre aussi réduit que possible de personnes et, à l'exception des préposés à la cage et des préposés à la recette du jour, toute personne doit avoir une autorisation écrite du directeur ou du chef d'exploitation pour émettre des signaux de manoeuvre. Une liste de ces personnes doit être tenue à jour et montrée à l'inspecteur à sa demande.

2) Cet article ne s'applique pas aux travaux de fonçage du puits.

**190. Communication à la voix :** Un dispositif approprié pour permettre la communication à la voix entre tous les niveaux normaux d'arrêt et le jour doit exister dans tous les puits en service, mais pas nécessairement pendant les travaux de fonçage.

**Police de la circulation dans les puits**

**191. Circulation avec des matériaux :**

1) Personne ne doit circuler dans une cage, un skip ou un cuffat transportant des explosifs de tout genre, rails, fleurets, bois, tuyaux, pinces à purger, boulons de soutènement ou autres matériaux ou outils, sauf lorsqu'il est nécessaire pour manipuler ces objets et pourvu qu'ils soient convenablement fixés.

2) Le présent article n'interdit pas aux ouvriers de porter avec eux leurs outils manuels personnels ou le petit matériel dans les cages, skips ou cuffats pourvu que les parties dangereuses de ces pièces soient convenablement munies de dispositifs de protection et que la cage, le skip ou le cuffat ne soit pas bondé.

**192. Les objets doivent être fixés :** Les rails, les fleurets, les bois, les tuyaux, les pinces à purger, les boulons de soutènement ou autre matériel doivent être solidement attachés ou fixés en place quant ils sont transportés dans une cage, un skip ou un cuffat.

**193. Circulation simultanée de personnel et matériaux :** Personne ne doit circuler dans une cage, skip ou cuffat actionné par une machine d'extraction lorsque cette machine transporte aussi du minerai, du stérile ou autres matériaux sauf pour les dérogations de l'article 191.

**194. Circulation par cuffat :**

1) Dans les fonçages de puits, si la vitesse du câble dépasse 5 mètres par seconde, toute personne doit se tenir à l'intérieur du cuffat lors de la circulation dans le puits au-dessus du niveau inférieur de pose aux taquets du curseur.

2) Personne ne doit circuler ou avoir la permission de circuler sur un cuffat chargé.

**195. Descente du personnel après le tir :** Pendant les travaux de fonçage, le skip ou le cuffat servant au retour du personnel au chantier après le tir, ne doit pas être descendu, au trait initial, plus bas que le niveau où, à cause du tir, il pourrait être dangereux de s'engager sans une reconnaissance attentive. Ce niveau ne doit jamais se trouver à moins de 23 mètres au-dessus de l'emplacement du tir. La descente au-dessous de ce niveau doit s'effectuer seulement à la suite de signaux émis par le personnel accompagnant le skip ou le cuffat et à une vitesse telle que ce personnel puisse en avoir complètement la maîtrise, par signaux. Uniquement le personnel suffisant, nécessaire à effectuer un examen soigneux du puits doit être transporté dans le skip ou le cuffat à ce trait initial.

**196. Arrêt du skip ou du cuffat avant d'atteindre le fond :** Pendant les fonçages de puits, le skip ou le cuffat ne doit pas être descendu directement au fond du puits, mais doit être retenu à au moins 5 mètres au-dessus du fond et y rester jusqu'à ce que le signal de descendre ait été donné par une personne autorisée.

**197. Le cuffat doit être immobilisé :** Le préposé à un cuffat ne doit pas permettre qu'il quitte la recette au jour ou le fond d'un puits avant qu'il n'en ait arrêté ou fait arrêter les oscillations.

#### Mesures d'extraction

##### **198. Trait d'essai obligatoire :**

1) Lorsque, dans un puits, l'extraction a été interrompue pour une raison quelconque pendant plus de 2 heures, aucune personne ne doit être descendue ou remontée avant que la cage, le skip ou le cuffat n'ait fait un trait d'essai de descente et de remontée dans la partie en service du puits.

2) Après toute réparation à la machine d'extraction ou dans les compartiments d'extraction du puits, aucune descente ou remontée du personnel ne doit être faite avant que la cage, le skip ou le cuffat n'ait fait au moins une descente et remontée d'essai à travers une partie suffisante du puits pour prouver que les réparations ont été exécutées convenablement.

3) Les traits d'essai doivent être consignés par le machiniste dans le registre du machiniste.

**199. Embrayage du tambour :** Personne ne doit se trouver à l'intérieur, sur ou exécuter un travail à une cage, un skip ou un cuffat dans un puits ou son chevalement, sans que le tambour correspondant de la machine soit, en tout temps, sûrement embrayé au moteur ou que la cage, le skip ou le cuffat n'ait été, préalablement, bien fixé dans sa

position par des moyens indépendants du câble d'extraction.

**200. Les freins seront appliqués avant le débrayage :** Avant le débrayage d'un tambour d'une machine d'extraction à deux tambours, on doit appliquer les freins sur les deux tambours.

**201. Essais des freins :** Au commencement de son poste de travail et avant de monter ou descendre la cage, le skip ou le cuffat, le machiniste doit s'assurer que chaque frein est en condition satisfaisante pour maintenir à l'arrêt la charge maximale permise suspendue au tambour correspondant en essayant le frein du tambour sous la puissance normale de démarrage du moteur ou, dans le cas d'une machine électrique, sous le courant normal de démarrage. Il ne doit pas débrayer un tambour de sa machine avant d'avoir accompli cet essai.

**202. Essais de dispositifs évite-molettes et de limite inférieure de trajet :** Tous les dispositifs évite-molettes et de limite inférieure de trajet doivent être soumis à un essai au moins une fois toutes les 24 heures et les résultats de ces essais doivent être consignés sur le registre du machiniste.

#### Registre du machiniste

##### **203. Registre du machiniste :**

1) À toute machine d'extraction d'un puits on doit tenir un registre du machiniste, en y consignant :

a) le rapport de l'état de fonctionnement de la machine, y compris les freins, embrayages, dispositifs de verrouillage entre le frein et l'embrayage, indicateurs de position et tous autres dispositifs et accessoires concernant la sécurité de la marche de la machine ;

b) le rapport de l'état de fonctionnement de l'appareil de signalisation, avec consignation de tous les signaux reçus par le machiniste dont il a mis en doute l'exactitude ;

c) toutes instructions particulières reçues concernant la sécurité des personnes. Ces inscriptions doivent être signées par le machiniste et par la personne autorisée qui a donné de telles instructions ;

d) le rapport des conditions de fonctionnement ainsi que tous les essais effectués sur le fonctionnement de tous les dispositifs évite-molettes et de limite inférieure de trajet installés conjointement avec la machine. Si les essais quotidiens exigés pour ces dispositifs évite-molettes et de limite inférieure de trajet sont exécutés par le machiniste d'un poste précédent, le machiniste entrant en fonction devra attester par sa signature qu'il a examiné les inscriptions du machiniste qui a exécuté les essais ;

e) le rapport de toutes circonstances anormales, en relation avec le fonctionnement de la machine ou de ses dispositifs accessoires, ainsi que les conditions anormales connues du machiniste et relatives aux manoeuvres d'extraction ;

f) le rapport de tous les traits d'essai exécutés conformément à ce règlement ;

g) l'avis au machiniste du poste suivant de toutes circonstances spéciales ou sujets concernant le fonctionnement subséquent de la machine ou la sécurité du personnel dans le puits.

2) Toutes ces inscriptions seront lues et contresignées par le machiniste du poste suivant.

3) Les inscriptions prévues par cet article doivent être faites et signées par tout machiniste pour la durée de son poste à chaque machine d'extraction. L'heure et la durée de son poste seront consignées et les inscriptions faites pendant les 24 heures précédentes seront lues et contresignées chaque jour par le chef mécanicien ou autre personne autorisée.

#### Capacité des machinistes

**204. Certificat médical du machiniste :** Toute personne manoeuvrant une machine d'extraction servant à la descente ou à la remontée du personnel, ou pour le fonçage des puits, doit posséder un certificat émis durant les 12 derniers mois par un médecin praticien dûment autorisé, sur un formulaire fourni par le ministère de l'Énergie et des Ressources, attestant que le détenteur a été examiné et qu'il ne présente pas d'infirmités physiques ou psychiques ou des déficiences de la vue ou de l'ouïe qui, dans l'exercice de ses fonctions, pourraient mettre en danger la sécurité du personnel.

**205. Les machinistes seront bien instruits :** Nul ne doit manoeuvrer ou avoir l'approbation de manoeuvrer une machine d'extraction servant à la descente ou à la remontée du personnel, ou pour le fonçage des puits, sauf si pendant au moins 1 mois, il a été instruit à cet effet ou s'il a conduit une machine réversible et s'il est compétent, sous d'autres rapports, d'exercer cette fonction sûrement.

#### Conservation et utilisation des explosifs et des agents de tir

**206. Interprétation :** Dans ce règlement :

a) « agents de tir » signifie un type d'explosifs qui ne peut pas, lorsqu'il est mélangé et encartouché pour usage, être détoné par un seul détonateur numéro 8 et, sauf contre-indication explicite, les prescriptions pour les explosifs ne lui sont pas applicables ;

b) « dépôt » signifie tout bâtiment ou construction au jour, à une mine, dans lequel des explosifs ou agents de tir sont emmagasinés.

**207. Classification des fumées des explosifs :** Seulement les explosifs de la première classe des fumées de tir, telle que définie par la Division des explosifs du Ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources du Canada, ou les explosifs et les agents de tir approuvés par l'inspecteur en chef, seront employés dans les travaux au fond.

**208. Préparation des agents de tir à la mine :** La préparation d'un agent de tir à toute mine doit se faire uniquement avec l'approbation écrite de l'inspecteur en chef.

**209. Marquage des explosifs :** Aucun explosif ne doit être employé dans une mine si son emballage d'origine ne porte pas lisiblement imprimés ou marqués le nom et le siège social du fabricant, la puissance de l'explosif et la date de sa fabrication.

**210. Précautions à prendre :** Toutes précautions possibles doivent être prises dans la manipulation, le transport et l'emploi des explosifs ou des agents de tir. Seulement des personnes autorisées devront faire de tels travaux.

**211. Interdiction d'emploi non autorisé :** Il est interdit à toute personne d'employer des explosifs, des agents de tir ou des mèches aux fins non autorisées.

**212. Interdiction de fumer :** Personne ne doit fumer pendant qu'il se trouve dans ou alentour de toute poudrière ou autre dépôt d'explosifs ou agents de tir ou pendant la manutention, le transport ou lorsqu'il est en présence d'explosifs ou d'agents de tir.

**213. Explosifs, agents de tir et mèches détériorés :** Les explosifs, les agents de tir et les mèches dont on a constaté la détérioration ne doivent pas être utilisés dans les travaux miniers, mais doivent être détruits d'une façon sûre et appropriée, sans délais indus.

**214. Vols d'explosifs à être rapportés :** L'exploitant doit aviser tout de suite l'inspecteur de tout vol ou tentative de vol d'explosifs ou d'agents de tir, y compris les détonateurs.

**215. Emmagasiner des explosifs et agents de tir au jour :** Sauf contre-indication explicite, tous les explosifs, les agents de tir et les détonateurs doivent être emmagasinés au jour dans des constructions ou bâtiments appropriés, ci-après appelés dépôts, qui incluent les constructions de magasinage des détonateurs, d'amorçage des

mèches et les coffres et récipients pour garder des explosifs, des agents de tir ou des détonateurs.

### **216. Les dépôts doivent être approuvés :**

1) Aucun dépôt pour explosifs, agent de tir ou détonateurs ne doit être construit, établi ou maintenu à une mine sans l'approbation écrite de l'inspecteur ni sans que l'emplacement, le mode de construction et l'aménagement aient été approuvés par lui.

2) L'approbation écrite doit spécifier la quantité maximale d'explosifs et d'agents de tir qui peut être emmagasinée dans le dépôt et un certificat confirmant cette approbation doit être maintenu affiché à l'intérieur de tout dépôt.

3) Si, n'importe quand après l'émission de l'approbation accordée selon le paragraphe 1, les conditions sous lesquelles elle a été accordée originalement ne sont plus remplies, une telle approbation peut être révoquée ou révisée par l'inspecteur.

**217. Inventaire des explosifs à être tenu :** À toute mine on tiendra un inventaire perpétuel exact de tous les explosifs, agents de tir et détonateurs emmagasinés dans les dépôts principaux. Cet inventaire perpétuel doit être confirmé hebdomadairement au moyen d'un inventaire physique.

**218. Emplacement des dépôts — tables des distances :** Les dépôts seront normalement situés conformément à la Table britannique des distances dont un extrait figure à l'annexe 1. Cependant, ces distances sont susceptibles de modifications à la discrétion de l'inspecteur.

**219. Distance des dépôts des lignes de transmission électriques :** La distance entre un dépôt et une ligne de transmission électrique sera conforme aux prescriptions de l'article 341.

**220. Responsabilité pour les dépôts :** Tous les dépôts doivent être sous la responsabilité d'une personne compétente nommée par l'exploitant ou son représentant à la mine.

**221. Les dépôts doivent être gardés fermés à clé :** Tout dépôt doit être sûrement fermé à clé, en permanence, sauf lorsqu'une personne responsable autorisée à garder les clés, est présente.

**222. Écrêteaux à être posés :** À l'extérieur de tout dépôt ou autre endroit de magasinage d'explosifs ou d'agents de tir à une mine, les mots « Danger-Explosifs » doivent être clairement marqués ou des écrêteaux bien visibles, portant ces mots, doivent être placés dans le voisinage immédiat.

**223. Construction et aération :** Tout dépôt doit être solidement construit, de manière à parer autant que possible aux accidents de toute sorte et aéré convenablement.

### **224. Protection des dépôts contre l'incendie :**

1) L'aire du sol entourant le bâtiment d'un dépôt doit être maintenue nettoyée de broussailles, bois ou autres matériaux combustibles sur une distance d'au moins 15 mètres d'un tel bâtiment.

2) Aucune lampe à flamme non protégée, ou toute autre substance ou matériau qui augmenterait les risques d'explosion ou d'incendie ne doit être apportée dans un dépôt ou tout endroit de magasinage, au fond, pour explosifs ou agents de tir.

**225. Électricité dans les dépôts :** L'emploi de l'électricité dans les dépôts, les locaux de dégel ou dans les endroits de magasinage, au fond, pour explosifs ou agents de tir doit se conformer aux prescriptions du présent règlement concernant l'électricité.

### **226. Magasinage des explosifs ou des agents de tir au fond :**

1) Les explosifs et les agents de tir ne doivent pas être emmagasinés au fond en quantité dépassant l'approvisionnement nécessaire au fond pour 48 heures, sauf avec l'approbation de l'inspecteur en chef.

2) Les explosifs et les agents de tir lorsqu'ils sont emmagasinés au fond doivent être gardés dans des récipients appropriés ou endroits de magasinage à emplacements sûrs et, sauf avec l'approbation écrite de l'inspecteur et sous les conditions stipulées par lui, pas plus de 150 kilogrammes d'explosifs ou d'agents de tir ne seront ainsi emmagasinés en un seul endroit.

3) Lorsque des explosifs ou des agents de tir dépassant la quantité qui peut être emmagasinée dans les endroits approuvés, au fond, sont nécessaires pour des tirs par mines profondes, seulement les quantités qui peuvent être chargées en une période de 24 heures devront être gardées dans un endroit de magasinage au fond, pour un tel tir.

4) Les endroits de magasinage d'explosifs ou d'agents de tir, au fond, doivent se trouver à au moins 60 mètres d'une station de transformateurs.

### **227. Les détonateurs doivent être emmagasinés séparément :**

1) Les détonateurs ne doivent pas être gardés ou emmagasinés avec d'autres explosifs ou agents de tir, ni être apportés dans un dépôt ou endroit où de tels explosifs ou agents de tir sont conservés.

2) Lorsqu'ils sont emmagasinés au fond, les détonateurs et les mèches amorcées doivent être gardés dans des caisses ou récipients appropriés, fermés, situés à un endroit sûr, à une distance convenable de tout autre explosif ou agent de tir. La quantité emmagasinée de cette façon doit être raisonnable.

**228. Dégel des explosifs et agents de tir :** Dans les locaux de dégel et les dépôts chauffés, ainsi que dans les installations temporaires pour le dégel des explosifs et des agents de tir, les cartouches ou les emballages qui contiennent les explosifs doivent être placés de manière à rendre impossible tout contact direct avec la source de chaleur, qu'elle soit vapeur, eau chaude, électricité ou autre et de tels dispositifs de chauffage ne doivent pas être installés sans l'approbation préalable de l'inspecteur.

**229. Ouverture des caisses contenant des explosifs :** Uniquement les outils en bois, matière plastique ou autre matière appropriée, ne pouvant donner lieu à la formation d'étincelles, doivent être utilisés pour l'ouverture des caisses contenant des explosifs.

**230. Explosifs à être utilisés en premier lieu :** Lorsque les approvisionnements d'explosifs ou agents de tir sont déplacés d'un dépôt, ceux qui ont été emmagasinés le plus longtemps doivent être utilisés en premier lieu, pourvu qu'ils ne soient pas détériorés.

**231. Les explosifs non utilisés seront réintégrés dans les dépôts :** Tous les explosifs ou agents de tir qui n'ont pas été utilisés en fin de poste doivent être emmagasinés conformément aux articles 215 ou 226 d'une façon appropriée.

**232. Les emballages d'explosifs vides ne seront pas emportés :** Nul ne doit emporter ou donner la permission d'emporter d'une exploitation minière des emballages vides dans lesquels des explosifs ou des détonateurs étaient emballés lorsqu'ils avaient été reçus du fabricant d'explosifs.

### **233. Propreté des dépôts :**

1) Tout dépôt, ou autres endroits de magasinage d'explosifs ou d'agents de tir :

a) doivent être tenus constamment méticuleusement propres, secs et sans poussière abrasive ;

b) doivent être réservés exclusivement pour une conservation sûre de tels explosifs, agents de tir et les outils permis ;

c) ne doivent contenir aucune accumulation de morceaux d'explosifs cassés ou d'agents de tir répandus.

2) Les étagères et les planchers des dépôts et des locaux de dégel doivent être traités, lorsqu'il est nécessaire, avec une composition neutralisante appropriée pour enlever toutes traces de substances explosives.

**234. Inspection des dépôts :** Une ou plusieurs personnes, dûment autorisées, doit faire une inspection hebdomadaire minutieuse de tous les dépôts, locaux de dégel, coffres et endroits dans lesquels des explosifs, des agents de tir, des détonateurs et mèches sont emmagasinés ou gardés sur les lieux d'une mine ou aux alentours. Un rapport écrit de cette inspection doit être soumis au directeur qui doit agir immédiatement pour faire corriger toute situation inacceptable constatée.

### **235. On doit se défaire des explosifs et des agents de tir à la fermeture d'une mine :**

a) lorsqu'on ferme une mine on doit se défaire d'une façon appropriée de tous les explosifs, des agents de tir, des mèches ; et

b) des explosifs ou agents de tir ne doivent pas être emmagasinés à une mine fermée sans l'approbation écrite de l'inspecteur en chef.

**236. Les explosifs ne doivent pas être emportés hors d'une mine sans approbation :** Personne ne doit emporter hors d'une mine des explosifs, des agents de tir ou des mèches sans l'approbation écrite de l'exploitant ou de la personne autorisée par lui à donner cette approbation. Cette approbation doit préciser à quelles fins l'explosif, l'agent de tir ou la mèche doit être utilisé et une copie de cette approbation doit être gardée au dossier à la mine.

### **237. Le transport des explosifs et des agents de tir au jour :**

1) Cet article s'applique seulement aux mines et uniquement au jour, sauf contre-indication explicite.

2) Tout véhicule automoteur lorsqu'il transporte des explosifs ou des agents de tir doit :

a) être maintenu dans un état convenable à tous les égards ;

b) être marqué nettement par des inscriptions appropriées ou drapeaux rouge facilement visibles, en avant, en arrière et latéralement ; et

c) avoir toutes les parties métalliques qui peuvent être en contact avec l'emballage des explosifs ou des agents de tir, couvertes de manière appropriée de bois, bâche ou autre matériau convenable.

3) Aucun objet ou matériau ne doit être transporté dans ou sur un véhicule qui transporte des explosifs ou des

agents de tir, sauf les outils de tir lorsqu'ils sont dans un compartiment séparé.

4) Tout véhicule automoteur transportant plus de 75 kilogrammes d'explosifs ou d'agents de tir doit être équipé d'un extincteur d'incendie efficace, de dimension appropriée, pouvant combattre les incendies d'essence ou d'huile.

5) Aucun véhicule automoteur ne doit être chargé avec plus de 80% de sa capacité de transport déterminée, lorsqu'il transporte des explosifs ou plus de 100% de sa capacité lorsqu'il transporte des agents de tir.

6) Les explosifs ou les agents de tir transportés dans des véhicules doivent être fixés ou attachés afin de prévenir toute partie de la charge de pouvoir se déloger du véhicule.

7) Les détonateurs ne doivent pas être transportés dans le même véhicule avec d'autres explosifs ou agents de tir à moins qu'ils ne soient mis dans un récipient fermé de façon appropriée, placé dans un compartiment séparé, et le nombre des détonateurs ainsi transportés ne doit pas dépasser 5 000.

8) Un véhicule transportant des explosifs ou des agents de tir ne doit pas être, normalement, laissé non gardé.

9) Seules les personnes nécessaires pour la manipulation des explosifs ou des agents de tir doivent voyager dans un véhicule transportant des explosifs ou des agents de tir.

10) Il est interdit de fumer aux personnes se trouvant dans un véhicule qui transporte des explosifs ou des agents de tir ou participant à leur manipulation.

### **238. Le transport des explosifs ou des agents de tir dans le puits :**

1) Lorsque l'approvisionnement quotidien d'explosifs, d'agents de tir est transporté dans une cage, skip ou cuffat, la personne responsable de ce transport doit aviser, ou faire aviser de ce fait le préposé à la recette du jour et le machiniste.

2) Aucun autre matériau ne doit être transporté avec les explosifs ou les agents de tir dans une cage, skip ou cuffat.

3) Personne ne doit introduire, détenir, ou retirer d'une cage, skip ou cuffat, des explosifs ou agents de tir sauf sous la surveillance étroite d'une personne accréditée à cet effet par le directeur, chef de chantier, contre-maître ou chef d'équipe.

4) Nul, sauf le préposé à la cage ou autre personne accréditée pour ce faire, ne peut prendre place dans une cage, skip ou cuffat avec des explosifs ou des agents de tir.

**239. Transport des explosifs ou des agents de tir entre endroits de magasinage :** Le transport des explosifs ou agents de tir d'un dépôt, doit être fait de façon à ce qu'il n'y ait pas un délai exagéré entre leur sortie du dépôt et leur magasinage convenable aux endroits de magasinage désignés dans la mine ou leur distribution aux lieux d'usage dans ou aux abords de la mine.

### **240. Transport des explosifs ou agents de tir au fond :**

1) Lorsque des explosifs ou des agents de tir sont transportés dans les travaux miniers par une locomotive :

a) le ou les wagonnets contenant des explosifs ou des agents de tir doit être séparé de la locomotive par un wagonnet vide ou une barre d'espacement de longueur équivalente ;

b) la locomotive doit être placée à l'extrémité avant du train ou on doit faire usage d'un autre mode approprié pour garder le train ;

c) lorsque la locomotive est à trolley, le ou les wagonnets transportant des explosifs ou des agents de tir doit être protégé contre les contacts possibles avec le fil du trolley et autres risques existants.

2) Les détonateurs ou autres explosifs ou agents de tir ne doivent pas être transportés sur une locomotive.

3) Lorsque des engins sans voie ferrée sont utilisés pour le transport des explosifs ou des agents de tir au fond, les prescriptions de l'article 237, sauf le sous-paragraphe *b* du paragraphe 2 dans le cas des explosifs et les sous-paragraphe *b* et *c* du paragraphe 2 dans le cas des agents de tir doivent être observées.

**241. Transport des explosifs dans les cages, skips ou cuffats :** Les détonateurs, les mèches amorcées, les amorces préparées et autres explosifs ou agents de tir ou le cordeau d'allumage, lorsqu'ils sont transportés dans une cage, skip ou cuffat, soit au jour, soit au fond, doivent être placés dans des récipients appropriés, distincts et fermés, utilisés exclusivement à cette fin.

**242. Amorçage des amorces :** Les cartouches-amorces doivent être amorcées aussi près qu'il soit pratique au point de vue de la sécurité, de leur lieu d'utilisation et seulement en nombre suffisant pour le travail à exécuter immédiatement.

**243. Reconnaissance des fronts de taille :** Avant qu'un foreur ou un mineur commence à forer en un lieu de travail, il doit examiner soigneusement le front de taille exposé pour constater les ratés ou les trous coupés, accordant une attention spéciale aux fonds de trous restés intacts après l'explosion. En plus, avant de commencer



toute foration au fond, le front de taille doit être parfaitement lavé avec de l'eau sous pression suffisante.

**244. Foration près d'un trou contenant des explosifs ou des agents de tir :**

1) À l'exception des prescriptions du paragraphe 2, aucun trou ne doit être commencé ou foré :

a) à moins de 15 centimètres d'un trou qui avait été chargé et sauté ou de ce qui reste d'un tel trou ;

b) à moins de 1,5 mètre d'un trou contenant des explosifs ou des agents de tir.

2) En cas de nécessité et avec une approbation spéciale, des trous peuvent être commencés et forés à des distances moindres que celles prescrites dans les sous-paragraphe *a* et *b* du paragraphe 1 pourvu que le commencement et la foration soient exécutés par un dispositif de télécommande, sous surveillance étroite et que toutes les précautions nécessaires soient prises pour s'assurer que le personnel ne court aucun risque dans le cas d'une explosion au front de foration.

**245. Diamètre des trous de mine :** Tout trou qui doit être chargé avec des explosifs doit avoir un diamètre suffisant pour que le passage de la charge au fond du trou se fasse librement.

**246. Interdiction d'employer des outils en fer ou en acier :** Il est interdit d'employer des outils en fer ou en acier dans un trou contenant des explosifs.

**247. Chargement et foration simultanés :** Le chargement et la foration ne doivent pas être exécutés simultanément dans un même front, là où les trous sont superposés ou sont séparés de moins de 8 mètres sur l'horizontale.

Le présent article ne s'applique pas, durant la période de dégel, aux carrières ni aux exploitations à ciel ouvert situées dans une zone de pergélisol.

**248. Gardiennage des accès de l'endroit du sautage :**

1) Avant l'allumage, tout employé doit s'assurer que toutes les voies d'accès, les approches du périmètre de sautage et les endroits où des personnes pourraient être en danger soient protégés convenablement pour prévenir toute arrivée inopinée de personnes dans ces lieux au moment du sautage des coups de mine.

2) Se limiter à poser des écriteaux ne constitue pas un moyen efficace d'avertissement pour le sautage de coups de mine.

3) L'exploitant doit fournir tous les moyens nécessaires requis pour l'observation de cet article.

**249. Avertissement à donner lors d'un sautage :** Avant l'allumage, tout employé doit donner ou faire donner aux personnes dans le voisinage un avertissement suffisant par signal conventionnel et doit s'assurer personnellement que tout le personnel qui n'est pas indispensable pour l'aider à cette tâche a évacué le chantier et a atteint un abri sûr.

**250. Percée débouchant dans des chantiers existants :** Autant que possible, nulle jonction de chantiers ne sera réalisée avant que le chantier, vers lequel se dirige le front d'avancement, soit inspecté minutieusement pour dépister les ratés ou autres risques et qu'à la suite de l'inspection il soit établi que les travaux peuvent continuer sans danger. Le point de percée doit être protégé comme un accès lors du sautage des coups de mines à moins de 5 mètres de ce point.

**251. Inspection des galeries d'avancement avant leur délaissement :** On ne doit pas délaisser ou cesser les travaux d'une galerie d'avancement ou du fonçage d'un puits avant d'avoir enlevé du front d'avancement ou du fond du puits les déblais du sautage des derniers coups de mine ni avant d'avoir examiné minutieusement tout le front ou le fond du puits pour repérer la présence d'explosifs ou d'agents de tir dans les ratés ou les trous coupés.

**252. Précautions à prendre lors de l'intersection de trous de forage au diamant :**

1) Les trous de forage au diamant, sauf s'ils sont destinés au tir, doivent être indiqués sur les plans des niveaux.

2) Lorsqu'un front d'avancement progresse vers un trou de forage au diamant, les approches des orifices d'un trou intersecté doivent être barricadées ou protégées constamment lorsque le tir est fait à moins de 5 mètres de toute intersection possible avec le trou.

3) L'orifice et tous les points d'intersection d'un trou de forage au diamant exécuté dorénavant dans les chantiers au fond, à l'exception des trous de tir, doivent être visiblement marqués de façon conventionnelle lors d'une intersection ou de l'arrêt du forage.

**253. Longueur des mèches de sûreté :** Lorsqu'une mèche de sûreté est utilisée dans un sautage de coups de mine, sa longueur doit être telle qu'après l'allumage, le boutefeut ait assez de temps pour atteindre un abri sûr contre l'explosion, et aucune mèche ne doit être allumée à un point situé plus près qu'un mètre de son détonateur raccordé ou de l'extrémité insérée dans la charge.

**254. Allumage des mèches de sûreté :**

1) Lorsque plus d'un coup de mine doit être sauté, chaque mèche de sûreté raccordée à une charge d'explosifs

ou d'agents de tir doit être allumée avec un allumeur de durée appropriée.

2) Dans les tirs où plus d'une mèche de sûreté doit être allumée directement par le boutefeux, il doit être accompagné d'un ou de plusieurs aides. Chaque personne doit disposer d'une lumière appropriée, à moins que le travail se fasse au jour, à la lumière du jour ou sous un éclairage artificiel convenable.

**255. Bourrage obligatoire :** Lorsque les mèches de sûreté doivent être allumées directement par les ouvriers, l'orifice de chaque trou doit être obturé par des matériaux de bourrage appropriés.

**256. Amorçage de la mèche :** Les détonateurs doivent être raccordés aux mèches de sûreté au moyen d'un outil approprié de sertissage, employé par une personne autorisée, en un lieu approuvé par l'inspecteur.

**257. Les mèches de sûreté amorcées seront fournies :** Lorsque les mèches de sûreté sont utilisées pour le tir, elles doivent être fournies aux ouvriers, en longueurs uniformes convenables pour la mise à feu et, à moins qu'elles soient utilisées pour l'allumage de la poudre noire directement, elles doivent avoir un détonateur raccordé de manière appropriée et les extrémités non amorcées doivent être nettement identifiées.

#### **258. Mise à feu exigée :**

1) Sauf avec l'approbation préalable de l'inspecteur d'agir autrement, tous les trous qui sont chargés avec des explosifs ou des agents de tir en un seul chargement doivent être mis à feu en une seule volée.

2) Aucun trou chargé avec des explosifs ou des agents de tir ou toute charge explosive qui a été placée, ne doit rester non tiré mais doit être mis à feu au moment du tir déterminé par la pratique approuvée de la mine.

3) Cet article ne s'applique pas dans les cas où des circonstances imprévues empêchent qu'une charge soit mise à feu sûrement. Dans ce cas l'ouvrier responsable du tir doit avertir tout de suite son chef de chantier ou chef d'équipe, de ce fait.

**259. Chargement pneumatique des agents de tir :** Lorsqu'on utilise le chargement pneumatique des trous avec un agent de tir, le type de l'équipement employé et le procédé suivi doivent être conçus de façon à prévenir une formation dangereuse d'électricité statique.

#### **260. Rapport des coups ratés :**

1) Lorsqu'un ouvrier exécute la mise à feu d'une volée il doit, autant que possible, compter le nombre des ex-

plosions. S'il y a des ratés il doit en avertir le chef de chantier ou le chef d'équipe.

2) Si un raté n'a pas été tiré avant la fin du poste, le fait, ainsi que l'emplacement du trou, doivent être rapportés par le chef de chantier ou le chef de l'équipe sortante, au chef de chantier ou au chef de l'équipe qui succède et qui dirige les ouvriers entrant dans ce chantier, avant qu'ils commencent leur travail.

#### **261. Les ratés doivent être tirés ou lavés :**

1) Toute charge d'explosifs qui a raté ne doit pas être extraite, mais doit être tirée à un moment propice et sans délai exagéré ; cependant, si on possède un dispositif approprié utilisé par une personne autorisée, la charge d'explosifs peut être lavée du trou.

2) Toute charge d'agents de tir qui a raté peut être lavée du trou par une personne autorisée, se servant d'un dispositif approuvé.

3) Lorsqu'on tire de nouveau un raté, il est interdit d'allumer encore une fois toute mèche de sûreté restée dans le trou du tir initial.

**262. Les ratés doivent être marqués :** Lorsqu'un raté est trouvé, son emplacement doit être indiqué, quand il est possible, par une marque distinctive au ou près du trou.

#### **263. Où le tir électrique est exigé :**

1) Après les premiers 3 mètres d'avancement, tous les coups de mine tirés pendant le fonçage de puits doivent être sautés au moyen de détonateurs électriques.

2) Aux recettes de puits ou autres travaux en liaison avec le puits, tout tir à moins de 30 mètres du puits doit être provoqué au moyen d'un courant électrique quand le puits est l'unique voie appropriée de retraite.

3) Après les premiers 8 mètres d'avancement dans un montage incliné à 55° ou plus sur l'horizontale et toujours en tout montage ou endroits de travail où une sortie facile n'est pas raisonnablement assurée au moment du tir, tout sautage doit être provoqué par un courant électrique ou autres moyens approuvés.

4) Dans chaque cas prévu aux paragraphes 1, 2 et 3, la mise à feu doit être faite d'un poste de tir suffisamment éloigné du lieu de sautage afin d'assurer au boutefeux une mise à l'abri appropriée.

**264. Tir électrique :** Pour le tir des charges d'explosifs ou d'agents de tir au moyen de l'électricité :

a) les conducteurs conduisant aux charges doivent être court-circuités lorsque les fils de détonateurs sont connectés entre eux et raccordés aux conducteurs. Ce court-

circuit ne doit pas être ouvert tant que les hommes n'auront atteint un abri sûr qui doit être emplaced de façon qu'une explosion prématurée ne mette pas en danger les hommes lors de l'ouverture du court-circuit. Le court-circuit doit être rétabli immédiatement après que les conducteurs ont été débranchés de l'exploseur ou que l'interrupteur de tir a été mis en position d'ouverture ;

b) lorsque la source de l'énergie électrique est une batterie d'accumulateurs à courant continu ou un exploseur, les conducteurs de tir ne doivent être raccordés à ces engins de mise à feu qu'immédiatement avant le tir et doivent être débranchés aussitôt après la mise à feu ou que l'engin aurait été actionné pour ce faire ;

c) les conducteurs de tir utilisés pour la mise à feu des charges en un ou plusieurs endroits de travail, ne doivent être utilisés pour mettre à feu des charges dans d'autres endroits avant d'avoir pris des précautions appropriées pour s'assurer que ces conducteurs n'ont pas de connexions électriques avec les fils de détonateurs du premier ou des premiers endroits de travail ;

d) les conducteurs du circuit de tir doivent être disposés de façon à ne pas venir en contact avec toute ligne d'énergie ou d'éclairage ou tout tuyau métallique, voie ferrée ou autre matériel conducteur d'électricité ;

e) chaque circuit de tir doit être convenablement re-  
pérable.

**265. Tir par réseau d'énergie ou d'éclairage :** Sauf avec l'approbation écrite de l'inspecteur de procéder autrement, lorsque des charges d'explosifs ou d'agents de tir sont mise à feu par l'électricité d'un réseau d'énergie ou d'éclairage :

- a) la tension ne doit pas dépasser 250 volts ;
- b) la mise à feu doit être faite au moyen d'un interrupteur agencé de manière que :
  - i. la commande de l'interrupteur retourne automatiquement en position d'ouverture, par gravité ;
  - ii. les conducteurs conduisant aux charges soient automatiquement court-circuités quand l'interrupteur est en position d'ouverture ;
  - iii. les bornes sous tension de l'interrupteur soient enfermées dans un coffret métallique fixe ;

iv. le coffret dans lequel les conducteurs de mise à feu et le dispositif de court-circuit sont placés, soit pourvu d'une porte et d'un dispositif de fermeture agencés de façon que la porte ne puisse être fermée ou fermée à clé, que lorsque l'interrupteur est en position d'ouverture. Cette porte doit être maintenue fermée à clé sauf au moment de

la mise à feu, et la clé doit être accessible seulement à la personne autorisée ;

c) les circuits qui comportent un conducteur mis à la terre ne doivent pas être utilisés ;

d) un dispositif de débranchement avec protection contre la surintensité doit être installé entre la source de courant et l'interrupteur de tir ; un espace horizontal protecteur contre la foudre d'au moins 1,5 mètre doit exister entre le dispositif de débranchement et l'interrupteur de tir, et cet espace doit être supprimé seulement au moment de l'allumage.

**266. Délai de retour sur les lieux du tir :** Nul ne doit quitter ou avoir la permission de quitter sa place à l'abri, pour retourner sur les lieux du tir :

a) avant que ne soit écoulé un nombre de minutes, après avoir entendu la dernière explosion, égal à 6,5 fois le nombre de mètres de la plus longue mèche utilisée dans la volée, lorsque l'allumage a été fait à la mèche de sûreté ;

b) avant que ne soient écoulées 10 minutes, depuis la fermeture du circuit de tir, lorsque l'allumage d'une volée a été fait par des détonateurs électriques à retard et que chaque explosion ait été entendue. Quand aucune explosion n'est entendue et qu'on a constaté une défectuosité du circuit électrique, ce circuit peut être réparé immédiatement, après que le boufeu se soit assuré personnellement que les conducteurs allant au front sont court-circuités et débranchés de la source de courant et, lorsqu'un interrupteur de tir est utilisé, qu'il est sous clé et en position d'ouverture ;

c) avant 30 minutes depuis l'allumage de la ou des mèches de sûreté, si la mèche de sûreté est employée pour le tir et s'il arrive qu'on soupçonne des ratés ou un trou raté ;

d) avant un délai moindre que celui prescrit par le paragraphe 1 de l'article 63 ;

e) avant 30 minutes depuis le moment que la charge a ou aurait dû exploser, lorsqu'on tire de nouveau un raté qui avait été amorcé initialement avec une mèche de sûreté.

**267. Évacuation du périmètre d'un tir à l'électricité en cas d'orage menaçant :**

1) En cas d'orage menaçant aux abords d'un périmètre où un tir à l'électricité est en préparation, au jour d'une mine (y compris les minières ou carrières), ou dans un puits ou galerie à flanc de coteau, et si les détonateurs électriques ont été placés dans ou connectés à des trous chargés ou partiellement chargés, le périmètre et ses abords doivent être évacués de tout le personnel qui pourrait, au-

trement, être exposé dans le cas d'une explosion prématurée provoquée par la foudre. Le périmètre et ses abords doivent être consignés jusqu'à ce qu'on soit raisonnablement certain que le risque de l'orage n'existe plus.

2) Il n'est pas nécessaire de faire évacuer le périmètre et ses abords quand aucun détonateur électrique n'a été placé dans ou connecté à un trou chargé ou partiellement chargé, pourvu que les détonateurs électriques qui avaient pu être apportés sur les lieux aient été emportés dans un endroit sûr.

**268. Registre du tir primaire aux exploitations à ciel ouvert et aux carrières :** À toute exploitation à ciel ouvert et carrière, on doit consigner sur un registre chaque tir primaire, sous la signature du préposé au tir avec les indications suivantes :

- a) date, heure et emplacement du tir ;
- b) disposition, espacement, profondeur et nombre des trous tirés ;
- c) masse des explosifs ou des agents de tir, hauteur de la colonne de bourres, en mètres, et retards d'allumage utilisés pour chaque trou ;
- d) poids des explosifs ou des agents de tir employés par tonne de matériaux abattus évalués approximativement ;
- e) occurrences intempestives telles que ratés, dommages provoqués par les projections, etc.

**269. Horaire du sautage des mines :** Lorsque des personnes exécutant des travaux de mine sur des propriétés contiguës ne peuvent s'entendre quant à l'heure de faire sauter des mines, l'une ou l'autre des parties pourra en appeler à l'inspecteur qui fixera l'heure du sautage des mines ; sa décision sera finale et sans appel, et les deux parties seront tenues de s'y conformer pour tous les tirs subséquents.

#### Travail au fond

**270. Bétonnage des orifices de puits et de montages au jour :** Tout orifice de puits ou de montage au jour exécuté après le 31 décembre 1971 doit être bétonné de façon appropriée jusqu'au terrain ferme.

**271. Barrières aux recettes des puits :**

1) Les compartiments d'extraction de tout puits, sauf s'ils sont fermés définitivement de façon appropriée, doivent être munis, tant au jour qu'à tous les orifices intérieurs, de barrières robustes, hautes d'au moins 1,2 mètre et ayant au-dessous un minimum d'espace libre. Cependant, lorsque les recettes du puits sont creusées pendant

les travaux de fonçage du puits, une barre suffisamment résistante, placée à pas plus de 1,2 mètre ni à moins de 1 mètre du sol, peut remplacer temporairement la barrière.

2) La barrière ou la barre doit être tenue fermée, sauf lorsque la cage, le skip ou le cuffat sont chargés ou déchargés aux recettes respectives ou lorsqu'on fait des réparations ou autres travaux nécessaires, en prenant alors des précautions appropriées pour la sécurité des ouvriers.

**272. Barrières de puits à être renforcées :** Lorsque les voies de roulage conduisent à un compartiment d'extraction d'un puits au jour ou au fond, la barrière de ce compartiment doit être suffisamment renforcée, ou d'autres dispositifs seront installés et entretenus en bon état, de façon à réduire au minimum la possibilité de chute, dans le compartiment d'extraction, d'un véhicule circulant sur ces voies.

**273. Boilage des puits :** Lorsque les roches encaissantes présentent des dangers, tout puits doit être efficacement revêtu ou boisé, et pendant les travaux de fonçage, le boilage ou le revêtement doit être maintenu à une distance convenable du fond du puits assurant la sécurité des ouvriers, mais cette distance ne doit jamais dépasser 15 mètres.

**274. Revêtement des compartiments aux recettes :** Sauf pendant les travaux de fonçage, si on transporte du matériel dans un compartiment d'extraction d'un puits, on doit avoir autour de ce compartiment, à l'exception du côté auquel le matériel est chargé ou déchargé, une cloison solide à l'orifice du puits et à toutes les autres recettes en service. Cette cloison doit dépasser l'orifice du puits et les autres recettes en service d'au moins la hauteur de l'ensemble des appareils d'extraction plus 2 mètres, et doit se prolonger sous l'orifice du puits et les recettes en service d'au moins 2 mètres.

**275. Les contrepoids doivent se déplacer dans des compartiments séparés :** Quand un contrepoids est utilisé dans un puits vertical, il doit se déplacer dans un compartiment séparé, assurant une protection efficace.

**276. Protection contre les obstacles intermédiaires d'un puits :** Lorsqu'une porte d'arrêt des pierres tombées ou une goulotte de chargement est installée dans un compartiment d'extraction d'un puits, à l'exception des recettes extrêmes d'un trajet normal, on doit fournir un dispositif automatique approuvé par l'inspecteur, qui avertira visiblement le machiniste ou arrêtera sûrement la machine lorsqu'une partie d'une telle porte ou goulotte constitue une obstruction au libre passage de la cage, du skip ou du cuffat.

**277. Protection contre la chute d'objets pendant le fonçage de puits :** Pendant les travaux de fonçage de puits :

a) on ne doit travailler dans aucune partie d'un puits lorsqu'il y a des hommes au travail dans une partie du puits au-dessous d'un tel endroit, sauf si les hommes travaillant au niveau inférieur sont protégés contre le risque des chutes de matériaux ou d'objets par une cloison couvrant une aire suffisante du puits ;

b) le dispositif de déchargement du cuffat ou du skip doit être installé et doit fonctionner de façon à prévenir la chute de fragments de roche ou d'autres objets dans les puits pendant le déchargement ;

c) dans les puits verticaux ou fortement inclinés, une porte ou un ensemble de portes couvrant les compartiments en fonçage, doit être installé à l'orifice ou aux autres recettes en service du puits. Cette porte ou cet ensemble de portes doit être tenu fermé là où des outils ou du matériel sont chargés ou déchargés du cuffat ou du skip à l'orifice du puits ou autres recettes, sauf lorsque le cuffat ou le skip sont vidés par déchargement à l'aide du dispositif prévu dans le paragraphe b :

i. la porte ou l'ensemble de portes, lorsqu'elles sont ouvertes, doivent être solidement fixées dans cette position de façon à ce qu'elles ne puissent pas obstruer par inadvertance les compartiments d'extraction du puits ;

ii. elles doivent être munies d'une installation de signaux lumineux qui indiquent leur position au machiniste de la machine d'extraction ;

d) il est interdit d'utiliser des crochets ouverts pour la suspension des planchers de travail, d'un skip ou d'un cuffat.

**278. Protection pendant l'inspection et les travaux d'entretien des puits :**

1) Personne ne doit exécuter un travail ou faire un contrôle dans un compartiment de puits ou dans la partie du chevalement reliée à celui-ci, pendant qu'on exécute des manoeuvres d'extraction autres que celles nécessaires pour faire ce travail ou ce contrôle dans le compartiment.

2) Personne ne doit exécuter un travail ou faire un contrôle dans un puits ou dans la partie du chevalement reliée à celui-ci, sans qu'il soit protégé efficacement d'un contact accidentel avec tout appareil d'extraction en mouvement ou contre le risque d'une chute d'objets détachés accidentellement.

**279. Soutènement dans les chantiers au fond :** Lorsque les roches encaissantes ne sont pas sûres, les galeries à flanc de coteau, les tunnels, les tailles et autres chantiers dans lesquels on travaille ou à travers lesquels le personnel

circule, doivent avoir un soutènement, par cintres, revêtement, boisage ou autres moyens, afin de garantir la sécurité des ouvriers.

**280. Creusement des montages très inclinés :** Sauf lorsqu'on utilise des dispositifs de creusement approuvés, tous les montages inclinés à plus de 55° par rapport à l'horizontale, qui doivent être creusés sur une longueur de plus de 18 mètres suivant la pente doivent être divisés en 2 compartiments, au moins, dont 1 doit être maintenu comme voie de circulation appropriée, avec échelles. Le boisage doit être tenu à une distance convenable du front d'avancement et en aucun cas cette distance ne doit dépasser 8 mètres.

**281. Précautions pendant le soutirage des produits abattus :** Chaque fois que les produits abattus doivent être soutirés d'un chantier et que ce soutirage pourrait mettre en danger des personnes entrant ou travaillant dans celui-ci, ces personnes doivent être avisées avant le commencement du soutirage.

**282. Blocages :** En soutirant les produits abattus des chantiers ou d'autres endroits de stockage similaires au fond, où des personnes, soit au moment du soutirage soit à tout autre moment ultérieur, peuvent circuler sur les produits abattus, on doit prendre soin de s'assurer que les produits abattus s'écoulent normalement. Si un blocage est constaté personne ne doit avoir la permission d'accès à l'endroit au-dessus de l'orifice d'écoulement sauf pour effectuer le déblocage, et alors pas moins de 2 hommes doivent travailler ensemble et porter des câbles de sûreté appropriés avec ceintures ou harnais de sûreté. Tous les blocages doivent être rapportés au poste suivant.

**283. Accès aux chantiers :** Sauf lorsque l'entrée d'un chantier peut être utilisée constamment, une seconde entrée doit être ménagée et entretenue.

**284. Dispositifs de protection aux orifices des ouvertures au fond :** Dans les travaux au fond, toutes les ouvertures dangereuses dans lesquelles des personnes pourraient tomber par inadvertance, doivent avoir des dispositifs de protection contre de telles occurrences : un couvercle, une barrière, une barricade, un garde-fou ou autre dispositif ou procédé efficaces.

**285. Protection contre l'entrée dans les travaux délaissés :**

1) Les cheminées de circulation, les montages, les galeries, les chantiers d'abattage et autres travaux au fond qui ne sont plus utilisés comme partie du travail actif entrepris dans la mine, ou qui ont été délaissés, à moins qu'ils soient aérés et entretenus de façon à être sûrs pour les per-

sonnes qui y pénètrent, circulent ou séjournent, doivent être :

a) clôturés, barricadés ou autrement protégés de façon appropriée afin de prévenir efficacement l'entrée des personnes par mégarde ;

b) signalés au moyen d'un écriteau très apparent pour avertir les personnes du risque.

2) Uniquement les personnes ayant une approbation expresse pour ce faire, doivent entrer dans ces travaux et, seulement, lorsque des précautions spéciales sont prises, selon les nécessités, pour assurer leur sécurité.

**286. Résidus utilisés comme remblai :** Lorsque les résidus de minerais sont utilisés pour le remblayage des chantiers au fond, l'humidité contenue dans les résidus et l'égouttage de liquide qui en provient ne doivent pas avoir un contenu plus élevé en cyanure que 0,005 % exprimé en cyanure de potassium.

**287. Conservation des massifs de protection des puits :** L'abattage ne doit pas être fait à une distance moindre que 6 mètres de tout puits servant à l'extraction ou à la circulation du personnel ou devra être fait à une distance plus grande si nécessaire pour la protection du puits ; cependant, ces distances peuvent être réduites lorsque le puits sera abandonné et après avoir avisé par écrit l'inspecteur.

**288. Contrôle des descentes et des remontées :** Toute mine dans laquelle travaillent des personnes au fond doit avoir et faire observer un mode de contrôle approprié pour toutes les personnes descendues au fond et remontées au jour et ces personnes doivent se soumettre à ce contrôle.

**289. Exhaure des eaux souterraines :** Tout mine en exploitation doit être pourvue de dispositifs mécaniques appropriés pouvant évacuer les eaux souterraines dont l'accumulation pourrait mettre en danger la vie des ouvriers dans cette mine ou dans les mines avoisinantes.

**290. Précautions contre les interruptions d'eau :** Les galeries ou chantiers poussés dans une région vers une accumulation d'eau connue ou soupçonnée doivent être précédés de trous de sonde et toutes précautions nécessaires doivent être prises pour obvier au danger d'une irruption des eaux.

**291. Barrages et cloisons étanches au fond :**

1) Aux fins de cet article :

a) « cloison étanche » signifie une construction exécutée dans le but de retenir l'eau ou confiner l'air sous pression dans une galerie, travers-blancs ou autre ouvrage au fond et construite de manière à obturer ces ouvrages ;

b) « barrage » signifie une construction exécutée dans le but de retenir l'eau dans une galerie, travers-bancs ou autre ouvrage au fond, et de façon à permettre un débordement sans obstruction de l'eau.

2) L'emplacement au fond de tout barrage et cloison étanche doit être signalé clairement sur les plans de la mine.

3) Aucun barrage qui peut retenir plus de 23 mètres cubes d'eau et aucune cloison étanche, ne doit être construit au fond sans l'approbation préalable de l'inspecteur et alors seulement lorsqu'il est construit conformément aux plans et caractéristiques sur lesquels son approbation est basée.

4) Nonobstant les prescriptions de cet article, en cas de danger, l'exploitant peut construire un barrage ou une cloison étanche temporaire sans l'approbation préalable de l'inspecteur pourvu qu'il avise l'inspecteur tout de suite au sujet de ces constructions.

**Visites des ouvrages au fond et des puits**

**292. Contrôle des chantiers de la mine :** L'exploitant ou le directeur d'une mine ou autre personne ou personnes accréditées, doit contrôler au moins une fois pendant chaque poste de travail toutes les parties de la mine où on exécute la foration, le tir ou autre genre de travail, et au moins une fois par semaine toutes les voies de circulation en service comme celles des puits, des montages, des chantiers d'abattage, des galeries et des travers-bancs, afin de s'assurer qu'elles remplissent les conditions de sécurité nécessaires pour le travail ou la circulation.

**293. Inspection des puits :**

1) Pour chaque puits dans lequel on utilise une machine d'extraction, l'exploitant ou le directeur de la mine doit déléguer une personne ou des personnes compétentes ayant l'obligation de faire l'inspection d'un tel puits au moins une fois par semaine et de plus, un contrôle minutieux et complet des guidages, du boisage, des parois et des compartiments d'extraction dans leur ensemble doit être fait au moins une fois par mois. Les résultats de ces inspections et contrôles doivent être consignés sur un registre gardé à la mine.

2) Lorsqu'un outil ou autre objet est tombé dans un puits, on doit exécuter immédiatement une inspection complète dans la partie intéressée du puits.

**Échelles et compartiment d'échelles**

**294. Entretien des compartiments d'échelles :** Tous les compartiments d'échelles dans les puits, montages, chantiers d'abattage et autres voies de circulation pour le per-

sonnel d'une mine, doivent être installés et maintenus en bon état, de façon à réduire au minimum le risque de chutes des personnes.

### **295. Compartiment d'échelles dans les puits :**

1) Tout puits dépassant 30 mètres de profondeur doit être divisé en 2 ou plusieurs compartiments dont 1 sera réservé exclusivement comme voie de circulation appropriée pour le personnel.

2) Dans les puits, aucune échelle, exception faite pour les échelles auxiliaires utilisées pendant les travaux de fonçage, ne doit être inclinée à plus de 80° par rapport à l'horizontale.

3) Pendant le fonçage d'un puits si une échelle n'est pas fixée au fond, une échelle auxiliaire qui ira des échelles permanentes jusqu'au fond, doit être placée dans une position permettant de la descendre rapidement à tout endroit où il y a des hommes au travail.

4) Lorsque dans les puits et dans les parties des chevalements avoisinantes, il est nécessaire d'inspecter les installations, on doit prévoir des moyens d'accès appropriés pour permettre qu'un tel travail soit exécuté en sécurité.

**296. Cloisonnement du compartiment d'échelles :** Le compartiment de circulation du personnel ou d'échelles dans un puits doit être efficacement séparé du compartiment ou de la section du puits dans laquelle du matériel, des appareils d'extraction ou un contrepoids circulent, par une cloison ou par une grille protectrice métallique de poids et maille appropriés, sauf, avec l'approbation de l'inspecteur, dans les puits inclinés de moins de 50° par rapport à l'horizontale et pourvu qu'on installe des barres appropriées entre le compartiment de circulation ou d'échelles et le compartiment ou la section destinée à l'extraction.

### **297. Paliers dans les compartiments d'échelles des puits :**

1) Dans tous les puits inclinés à 50° ou plus par rapport à l'horizontale ou dans leurs chevalements, on doit établir dans les compartiments d'échelles, à des distances verticales ne dépassant pas 7 mètres, des paliers de repos solides couvrant le compartiment d'échelles, sauf pour des ouvertures dont la grandeur ne permet que le libre passage des personnes.

2) Dans les puits inclinés à 65° ou davantage par rapport à l'horizontale, les échelles doivent être placées de façon à couvrir l'ouverture des paliers.

3) Dans les puits inclinés de moins de 65° par rapport à l'horizontale, les échelles peuvent être espacées latéralement aux paliers ou continues.

4) Les paliers des échelles dans les puits, installés dorénavant doivent normalement être horizontaux.

**298. Escaliers permis dans les puits inclinés à moins de 50° :** Des escaliers, munis de rampes appropriées, peuvent être utilisés dans les puits inclinés à moins de 50° par rapport à l'horizontale.

### **299. Paliers pour les échelles dans d'autres chantiers :**

1) Toutes les échelles pour la circulation du personnel installées dorénavant dans les voies de circulation des tailles ou des montages qui sont inclinés à 50° ou plus par rapport à l'horizontale, doivent être munies de paliers de repos horizontaux appropriés, à des distances verticales ne dépassant pas 7 mètres, ainsi qu'à tous les endroits où les échelles sont espacées ou lorsqu'il y a une augmentation marquée de l'inclinaison vers le bas.

2) Lorsqu'une voie de circulation est inclinée à 65° ou plus par rapport à l'horizontale, les échelles doivent être espacées aux paliers. Lorsque l'inclinaison est moindre que 65° les échelles peuvent être continues.

3) Cet article ne s'applique pas aux échelles qui sont utilisées seulement pour le creusement des montages non boisés.

### **300. Construction des échelles**

1) Toute échelle utilisée dans une mine doit être de construction solide, placée et fixée convenablement et maintenue en bon état.

2) La distance entre les axes des barreaux des échelles ne doit pas dépasser 300 millimètres ou être moindre que 250 millimètres et la distance entre les barreaux ne doit pas varier de plus de 13 millimètres dans une échelle en particulier ou d'une échelle à l'autre.

3) Afin qu'on puisse engager suffisamment les pieds sur les barreaux, ceux-ci doivent être écartés d'au moins 100 millimètres de la paroi, du boisage ou autre objet se trouvant sous l'échelle.

**301. Les échelles doivent dépasser les paliers :** Toute échelle doit dépasser de 1 mètre au moins son palier supérieur ou, à défaut, des poignées fixes, appropriées, doivent être établies sur une hauteur équivalente.

**302. Transport d'outils dans les échelles :** Lorsqu'il est nécessaire que des ouvriers portent des outils ou autres objets lourds dans les échelles, on doit avoir grand soin de les transporter dans un sac ou étui approprié ou prendre toute

autre précaution pour éviter leur chute et provoquer un accident.

### Minières et carrières

**303. Enlèvement des terres de recouvrement :** Sauf dérogation écrite de l'inspecteur, toute masse de faible cohésion comme argiles, terres, sables, graviers et blocs non cimentés doit être enlevée sur une largeur de 2 mètres du bord supérieur des fronts de taille de toute exploitation à ciel ouvert ou de toute carrière. Au-delà de cette banquette, les terres de recouvrement doivent avoir une pente inférieure à celle de leur angle de talus naturel.

**304. Exploitation des masses de faible cohésion :** Dans les exploitations d'argile, sable, gravier ou autres masses de faible cohésion :

- a) la méthode d'exploitation par sous-cavage est interdite ;
- b) lorsqu'on n'utilise pas d'équipement mécanique, aucun front de taille ne doit avoir une hauteur verticale de plus de 3 mètres, à moins que l'angle de talus de la masse soit satisfaisant pour assurer la sécurité du personnel ;
- c) lorsque l'épaisseur de la masse dépasse 3 mètres de profondeur verticale, l'exploitation sera conduite en gradins ou avec une pente appropriée pour assurer la sécurité du personnel ;
- d) lorsqu'on utilise un équipement mécanique pour l'excavation et le chargement d'une telle masse de faible cohésion, sauf si la masse comporte une pente convenable, aucun front de taille ne doit avoir une hauteur verticale dépassant de 1,5 mètre le sommet de la flèche ou du godet quand il se trouve à sa plus haute position de travail.

**305. Hauteur des fronts de roche dure :** Si l'inspecteur estime que les fronts d'une exploitation à ciel ouvert en roche dure sont trop hauts, il pourra exiger que l'exploitation se fasse en gradins. Des précautions seront prises afin de garder les fronts, les gradins et les matériaux abattus en condition sûre de travail, et aucun front de taille ne doit progresser par sous-cavage à moins qu'une méthode de percement de tunnel soit utilisée.

**306. Surplombs :** Aucune partie des fronts de taille ou des parois d'une exploitation à ciel ouvert ne doit présenter de surplombs.

**307. Visite des fronts :** On ne permettra à aucune personne de travailler près d'un front d'une exploitation à ciel ouvert ou d'une carrière à moins que ce front ait été d'abord examiné par le chef d'équipe. S'il le juge dange-

reux, il doit faire disparaître tout risque d'accident avant d'y permettre tout autre travail.

**308. Port des ceintures et des câbles de sûreté :** Il incombe à toute personne exécutant sur un front d'une exploitation à ciel ouvert ou d'une carrière des travaux tels que la purge des blocs instables, la purge en général et le nettoyage de porter continuellement une ceinture ou un harnais de sûreté attaché à un câble de sûreté. Ce câble de sûreté doit être amarré sûrement à un ancrage solide au-dessus de l'endroit de travail et gardé tendu par une autre personne ou un dispositif convenable.

**309. Voies de circulation dans les exploitations à ciel ouvert et les carrières :** À chaque exploitation à ciel ouvert ou carrière, on devra tracer et garder en bonne condition une voie de circulation satisfaisante entre l'étage de travail et la surface du terrain :

- a) lorsque la voie de circulation a une inclinaison de plus de 30° et de moins de 50° par rapport à l'horizontale, des escaliers ou des échelles doivent être installés ;
- b) chaque escalier doit être muni de mains courantes solides, placées convenablement ;
- c) lorsque la voie de circulation a une inclinaison de 50° ou plus par rapport à l'horizontale, des échelles doivent être utilisées et l'inspecteur peut exiger qu'une suite d'échelles soit munie de paliers solides, espacés suivant la nécessité qu'il peut déterminer ;
- d) aucune échelle, dans une voie de circulation, ne doit être montée avec une inclinaison dépassant 70° par rapport à l'horizontale ;
- e) les barreaux de toutes les échelles doivent être régulièrement espacés de pas plus de 300 millimètres ni de moins de 250 millimètres d'axe en axe et, pour pouvoir engager suffisamment les pieds, ces barreaux ne doivent pas être à moins de 100 millimètres des parois ou de tout autre matériau sous les échelles ;
- f) l'échelle doit dépasser d'au moins 1 mètre tout palier, à moins que des poignées solides soient installées.

**310. Signaux de levage :**

1) Lorsqu'une machine d'extraction, à commande manuelle, est utilisée dans une exploitation à ciel ouvert ou une carrière et que les cages, skips ou cuffats ne sont pas toujours bien en vue du machiniste, un dispositif de signalisation doit être installé et gardé en bonne condition et des signaux appropriés, approuvés par l'inspecteur doivent être employés.

2) Lorsqu'une charge doit être montée ou descendue par une grue, dans une exploitation à ciel ouvert ou une



carrière, le machiniste de la grue doit agir seulement d'après les signaux reçus du point de chargement ou de déchargement. Ces signaux peuvent être transmis par des gestes faits avec les mains ou par un autre moyen approuvé.

**311. Évacuation des environs par le signaleur :** Lorsqu'une charge doit être montée ou descendue par une machine d'extraction ou une grue dans une exploitation à ciel ouvert ou une carrière, le signaleur doit avertir toutes les personnes aux alentours de se retirer en un lieu sûr jusqu'à ce que la charge ait dépassé la zone de danger.

**312. Transport des personnes interdit :** Sauf en cas d'extrême urgence, aucune personne ne doit être transportée ni ne doit accepter d'être montée ou descendue par une machine d'extraction ou une grue dans une exploitation à ciel ouvert ou une carrière, à moins d'avoir obtenu au préalable une permission écrite de l'inspecteur en chef.

**313. Inspection des grues :** Toutes les pièces d'une grue ou de l'appareillage s'y rapportant et dont peut dépendre la sécurité des personnes doivent être examinées par une ou des personnes qualifiées au moins une fois par mois. Un rapport de telle inspection, signé par la personne qui a fait l'inspection, doit être gardé au dossier et être accessible à l'inspecteur.

**314. Déplacement des camions :** À chaque aire de chargement ou de déchargement des camions où se trouve un orienteur qui dirige le déplacement des camions ou d'autres équipements mobiles, ces camions ou autres équipements ne doivent pas se déplacer dans l'aire sans avoir reçu de l'orienteur désigné les signaux précis et conventionnels.

**315. Précautions à prendre au déchargement :** Lorsqu'on décharge des matériaux d'un véhicule sur un tas ou sur un remblai, les précautions nécessaires doivent être prises pour laisser un espace suffisant entre le camion et le bord de l'amoncellement.

**316. Accessibilité réduite à un périmètre de sautage :** Un périmètre de sautage dans une exploitation à ciel ouvert ou une carrière doit être déclaré partiellement accessible pendant qu'on place les explosifs dans les trous et doit rester tel jusqu'à ce que le sautage soit réalisé. Seuls les personnes et l'équipement nécessaires au chargement et au sautage doivent être admis dans un tel périmètre partiellement accessible. Tout déplacement d'équipement mobile requis dans le périmètre doit être surveillé étroitement.

## Prescriptions concernant l'emploi de l'électricité

**317. Interprétation :** Dans cet article et dans les articles 318 à 447, sauf contre-indication explicite dans le contexte :

- 1) « accessible » se dit d'un appareillage dont on peut s'approcher parce qu'il n'est pas protégé par des portes verrouillées, par la hauteur du montage ou par d'autres moyens efficaces ;
- 2) « sous tension » signifie raccordé à une source de différence de potentiel ou chargé électriquement de façon à constituer un potentiel différent de celui de la terre ;
- 3) « câble armé » signifie un câble recouvert de métal (en ruban ou en fils) autre que du plomb et qui en est partie intégrante ;
- 4) « personne autorisée » signifie une personne qui, en raison de ses devoirs ou de ses fonctions, doit approcher ou manoeuvrer l'appareillage électrique ; aussi toute personne qui, ayant été avertie des risques encourus, a été requise ou autorisée de ce faire par une personne responsable ;
- 5) « calibre A.W.G. » signifie le calibre américain de la filerie s'appliquant aux conducteurs non ferreux et à un métal non ferreux en feuille ;
- 6) « circuit » signifie tout trajet où le courant électrique peut circuler ;
- 7) « disjoncteur » signifie un dispositif électromécanique conçu pour ouvrir, sans s'endommager, un circuit sous tension en cas de surcharge ou de court-circuit. Ce terme ne s'applique qu'au type automatique conçu pour être déclenché par suite d'une surintensité prédéterminée de courant ;
- 8) « conducteur » signifie un fil solide, un assemblage de fils toronnés ou toute autre pièce de métal montée pour transporter le courant électrique d'une pièce d'appareillage électrique à une autre ou à la terre ;
- 9) « dispositif de commande » signifie tous les dispositifs servant à la commande des circuits et de l'appareillage électrique ; aux fins de ces articles, ces dispositifs comprennent les interrupteurs, les disjoncteurs, les contracteurs, mais non les sectionneurs d'isolement ;
- 10) « hors tension » s'applique aux pièces conductrices qui ne sont pas sous tension, ne sont pas raccordées à une source de différence de potentiel, ne sont pas chargées électriquement et n'ont pas un potentiel différent de celui de la terre ;
- 11) « dispositif sectionneur » signifie un dispositif, un ensemble de dispositifs ou un autre moyen par lequel les

conducteurs d'un circuit peuvent être déconnectés de leur source d'alimentation ;

12) « mise à la terre » signifie une connexion à la terre au moyen d'une électrode de terre ;

13) « mis à la terre » signifie connecté efficacement à la masse terrestre par un réseau de mise à la terre pouvant porter assez de courant pour empêcher qu'en toute circonstance et dans les conditions les plus rigoureuses un courant dans le conducteur de mise à la terre crée une tension dangereuse ;

a) entre les conducteurs mis à la terre et les surfaces avoisinantes conductrices, à découvert, qui font un bon contact avec la terre, ou

b) entre les conducteurs mis à la terre et les surfaces avoisinantes de la terre même ;

14) « conducteur de mise à la terre » signifie une liaison à l'aide d'un métal approprié raccordant un appareillage électrique à une électrode de terre ;

15) « électrode de terre » signifie un réseau de tuyaux métalliques à eau ou un objet ou dispositif métallique enfoui ou enfoncé en terre (de façon à y établir un bon contact) auquel un conducteur de mise à la terre est connecté électriquement et mécaniquement ;

16) « réseau de mise à la terre » signifie tous les conducteurs, les serre-fils, les agrafes, les plaques de mise à la terre, les tuyaux et les électrodes de terre à l'aide desquels l'installation électrique est mise à la terre ;

17) « protégé » signifie recouvert, clôturé, enclos ou protégé au moyen de couvercles, enveloppes, barrières, grilles ou rampes, tapis ou plates-formes appropriés de façon à supprimer toute approche ou contact dangereux par des personnes ou des objets ;

18) « isolé » signifie séparé d'autres surfaces conductrices par un diélectrique ou par un espace d'air qui doivent avoir une résistance assez élevée au passage du courant ou aux décharges violentes pour supprimer tout danger de choc et toute fuite dangereuse de courant ;

19) « isolants » :

a) un isolant de classe A doit fournir une protection égale à celle des matériaux suivants :

i. le coton, la soie, le papier ou autres matières organiques semblables imprégnées de ou immergées dans un liquide diélectrique ;

ii. les matières moulées ou laminées contenant de la cellulose, de la résine phénolique ou d'autres résines qui ont des propriétés semblables ;

iii. les fils et feuilles d'acétate de cellulose ou d'autres dérivés de cellulose avec propriétés semblables ;

iv. les vernis ou émaux appliqués sur les conducteurs ;

b) un isolant de classe B doit fournir une protection égale à celle des matériaux suivants : le mica, l'amiante, la laine de verre ou autres matières inorganiques semblables agglomérées par des matières organiques. Une petite proportion de matériau de classe A peut être employée pour fins d'agglomération seulement ;

c) un isolant de classe C doit fournir une protection égale à celle des matériaux suivants : le mica, la porcelaine, le verre, le quartz ou autres matières inorganiques semblables ; ils ne doivent pas être employés avec des matières organiques ;

20) « boîte de raccord » signifie une boîte de distribution pour connecter ou raccorder un ou plusieurs circuits électriques ;

21) « protection contre une basse tension » signifie l'effet d'un dispositif qui, mis en fonction par la réduction ou le manque de tension, provoque et maintient l'interruption d'un circuit ;

22) « déclenchement à basse tension » signifie l'effet d'un dispositif qui, mis en fonction par la réduction ou le manque de tension, provoque l'interruption d'un circuit, mais permet la fermeture du circuit dès que la tension revient à une valeur sûre de fonctionnement ;

23) « mobile » se dit d'un appareillage électrique automoteur ;

24) « dispositif de surintensité » signifie un dispositif pouvant ouvrir automatiquement un circuit électrique par suite de court-circuit ou de surcharge prédéterminée, soit par fusion d'un métal ou par des moyens électromécaniques ;

25) « dispositif de surcharge » signifie un dispositif fournissant une protection contre les surcharges, mais pas nécessairement contre les courts-circuits, et pouvant ouvrir automatiquement un circuit électrique, soit par fusion d'un métal ou par des moyens électro-mécaniques ;

26) « portable » signifie un appareil électrique qui est habituellement tenu en main lors de son utilisation ;

27) « personne qualifiée » signifie une personne qui connaît bien la construction et le fonctionnement de l'appareillage électrique ainsi que les risques encourus ;

28) « l'accès facile » signifie qui peut être atteint rapidement sans qu'on soit obligé d'escalader ou d'enlever des obstacles ou d'utiliser des chaises, des boîtes, des échelles portatives, etc. ;

29) « interrupteurs » :

a) « interrupteur d'usage général » signifie un interrupteur pour usage dans la distribution générale et les dérivations ; sa puissance est indiquée en ampères et il doit pouvoir interrompre ce courant, à la tension indiquée ;

b) « interrupteur d'isolement » signifie un interrupteur servant à isoler un circuit électrique ou un appareillage de sa source d'énergie. Il n'a aucun pouvoir de coupure et ne doit être manoeuvré que lorsque le circuit a déjà été coupé d'une autre façon ;

c) « interrupteur d'un circuit de moteur » signifie un interrupteur dont la capacité est indiquée en chevaux-vapeur et qui peut interrompre le courant maximal de surcharge d'un moteur de même capacité en chevaux-vapeur que celle de l'interrupteur, à la tension du circuit ;

30) « tableau de distribution » signifie un panneau ou un jeu de panneaux portant des barres, des connexions et des dispositifs de coupure, de mesure, de commande et de protection conçus pour porter et couper avec succès les courants maximaux, dus à des défauts, qui peuvent survenir dans les *feeders* d'entrée et de sortie que ces dispositifs commandent ;

31) « réseau » signifie un réseau électrique dont tous les conducteurs et appareils sont conçus pour être facilement connectés électriquement au moyen d'un contact métallique à une source unique de différence de potentiel ;

32) « transportable » signifie un appareillage électrique qui peut être transporté facilement d'un endroit à un autre ;

33) « appareil d'utilisation » signifie un appareil qui transforme l'énergie électrique en une autre forme d'énergie utile ;

34) « coupure visible » signifie une séparation entre les parties mobiles et fixes des contacts d'un interrupteur ou d'un dispositif qui peut être rapidement vérifiée visuellement ;

35) « tension ou volts » signifie la plus grande différence de potentiel efficace entre les conducteurs du circuit concerné ;

36) « tension à la terre » signifie :

a) dans les circuits mis à la terre, la plus grande différence de potentiel efficace entre n'importe quel conducteur du circuit et la terre ;

b) dans les circuits qui ne sont pas mis à la terre, la plus grande différence de potentiel efficace du circuit.

## Généralités

**318. Préposé compétent :** Les appareils ou les machines électriques en usage dans une exploitation minière doi-

vent relever d'une personne autorisée et expérimentée dans l'usage et le fonctionnement de ces appareils ou machines. Toute personne manoeuvrant ou surveillant de l'appareillage électrique doit avoir reçu l'entraînement nécessaire à l'exercice de ses fonctions et être compétente pour exécuter le travail qui lui est confié. Seules les personnes qualifiées pourront effectuer des réparations, des additions ou des modifications aux installations électriques.

**319. Schémas et devis :** Les entrepreneurs électriciens ou autres personnes de qui relèvent les installations électriques d'une nouvelle mine, les modifications importantes à des installations existantes ou l'installation d'appareils spéciaux doivent soumettre à l'inspecteur en chef des schémas de filerie et les devis complets, en trois exemplaires, avant le commencement des travaux d'installation.

**320. Autorisation de raccordement :** Aucune installation, modification importante ou addition ne doit être raccordée pour une première fois ou raccordée de nouveau à une source d'énergie électrique par un fournisseur, un entrepreneur électricien ou toute autre personne avant l'émission d'une autorisation de raccordement par l'inspecteur en chef ou son représentant désigné.

**321. Mine abandonnée :** Lorsqu'une mine est abandonnée, l'exploitant, le directeur ou le chef d'exploitation doit faire déconnecter de la source d'énergie la ou les sous-stations qui appartiennent à la mine et qui fournissent l'énergie à la mine ; dans les 14 jours qui suivent la déconnexion, il doit aviser par écrit l'inspecteur en chef de ce fait.

**322. Construction, installation et entretien :** Tout appareillage électrique doit être construit, installé et entretenu de façon à réduire autant que possible les dangers d'incendie, d'explosion et d'accidents aux personnes.

**323. Normes acceptables :** Dans le cas de règlements et d'approbations additionnels qui ne sont pas mentionnés, on pourra accepter des articles de codes d'électricité canadiens reconnus pour les mines.

**324. Observation du règlement :**

1) Tout l'appareillage électrique y compris les appareils mobiles doivent être conformes au présent règlement avant leur mise en service.

2) On pourra continuer à utiliser toute installation électrique ou tout appareil électrique monté ou qui aura été mis en service avant le 31 décembre 1971, à moins de décision contraire de la part de l'inspecteur.

**325. Entretien :** L'appareillage électrique doit être bien entretenu. La filerie et l'appareillage défectueux qui présentent des dangers doivent être déconnectés de façon permanente.

**326. Identification de l'appareillage :** Lorsque la sécurité l'exigera, l'appareillage électrique devra être identifié convenablement. Chaque appareil électrique doit avoir une plaque indiquant le nom du fabricant et toute autre donnée nécessaire pour établir qu'il est convenable.

**327. Appareillage sous tension :** Aucune réparation ou modification d'appareillage électrique sous tension ne doit être exécutée, à moins que la déconnexion totale de l'appareillage ne soit pas praticable. Si des réparations ou des réglages doivent être faits alors que l'appareillage est sous tension, on doit prendre les précautions nécessaires pour s'assurer que le travail peut être fait sans danger. Les réparations et modifications de l'appareillage sous tension sont interdites dans des endroits où des vapeurs gazeuses, des matériaux explosifs ou très inflammables peuvent se trouver.

**328. Interrupteurs marqués et cadenassés :** Tous les interrupteurs qui commandent des appareils doivent être marqués clairement et cadenassés en position d'ouverture pour en prévenir la fermeture par inadvertance pendant que des travaux sont effectués sur les appareils. Les cadenas et les avis doivent être enlevés seulement par les personnes qui les avaient placés. Les avis qu'on place sur les appareils sous tension ou qui peuvent venir en contact avec un appareil sous tension doivent être en matériau isolant.

**329. Surface de montage :** Les murs où sont montés des coffrets d'appareillage de commande doivent être construits avec des matériaux incombustibles ou être recouverts de tels matériaux et l'on doit laisser un espace d'air de 10 millimètres à l'arrière des coffrets.

### 330. Extincteurs :

1) Là où l'appareillage électrique crée un danger d'incendie, on doit placer dans chaque local, à un point convenable, un extincteur adéquat, acceptable et visiblement marqué.

2) On ne devra pas placer dans un local qui renferme de l'appareillage électrique ou des pièces découvertes sous tension un extincteur dont l'usage n'est pas approuvé pour l'appareillage sous tension, à moins de placer un avis près de l'extincteur défendant de s'en servir lors d'un incendie dû à l'électricité.

**331. Avis au personnel :** On devra afficher là où c'est nécessaire les avis suivants, construits de matériau durable et de grandeur convenable :

a) un avis portant le mot « danger » et indiquant la plus haute tension ;

b) un avis indiquant la conduite à suivre lors d'un incendie dû à l'électricité ;

c) un avis donnant les instructions nécessaires au sauvetage de personnes en contact avec des conducteurs sous tension et au traitement des personnes qui ont subi un choc électrique.

**332.** On doit ménager et entretenir un espace suffisant réservé au travail et des moyens d'accès libres de tout danger et obstacle autour de tout appareillage électrique. Lorsqu'il se trouve des pièces découvertes sous tension à proximité de ces espaces réservés au travail, ceux-ci ne doivent pas servir à la circulation. Toutes les manettes de commande doivent être convenablement placées pour fins de manoeuvre. La largeur minimale horizontale de l'espace réservé au travail au voisinage de pièces découvertes sous tension, à moins de 2,5 mètres au-dessus du plancher, doit être autant que possible dans les limites suivantes :

Tension	Espace requis	
	Pour pièces sous tension d'un seul côté	Pour pièces sous tension des deux côtés
150 volts ou moins à la terre .....	500 mm	750 mm
Au-delà de 150 volts à la terre .....	750 mm	1 200 mm
750 volts ou moins dans une station primaire .....	750 mm	1 200 mm
Au-delà de 750 volts dans une station primaire .....	1 000 mm	1 500 mm

**333. Isolation ou protection des pièces conductrices :**

1) Toutes pièces d'appareillage électrique découvertes, sous une tension qui dépasse 150 volts, telles que barres omnibus, conducteurs et bornes, qui portent du courant et qui se trouvent à moins de 2,5 mètres de hauteur doivent être entourées ou protégées de façon convenable et permanente pour empêcher des personnes ou des objets conducteurs de venir par mégarde en contact avec les pièces en question.

2) Lorsque des pièces conductrices sous une tension supérieure à 150 volts doivent de toute nécessité être laissées découvertes (sans protection) à moins de 2,5 mètres au-dessus du plancher, ou, dans les stations primaires, si la distance au plancher est inférieure à celle indiquée à l'article 336, les planchers conducteurs avoisinants doivent être recouverts de plates-formes isolantes de tapis isolant ou de tout autre dispositif isolant.

3) Lorsque les pièces conductrices sous une tension supérieure à 7 500 volts n'ont pas la hauteur requise à l'article 336, on doit les enclore ou installer des barrières même si l'on a placé des tapis isolants.

**Stations primaires**

**334. Appareillage électrique de station primaire :** L'appareillage électrique générateur ou d'utilisation devra être considéré comme appareillage de station primaire lorsqu'il est placé dans un local séparé inaccessible aux personnes non autorisées et qu'il fonctionne sous la surveillance d'une personne qualifiée dont l'attention ne sera pas détournée par d'autres occupations.

**335. Inaccessibilité des stations primaires :** Aucune personne non autorisée ne doit pénétrer dans une station primaire ou intervenir dans le fonctionnement de toute machine, transformateur, moteur ou appareillage connexe ; en l'absence d'une personne autorisée, la porte d'une station primaire sera bien fermée à clef.

**336. Protection ou isolation de pièces sous tension :** Dans les stations primaires, les pièces sous tension devront être munies de dispositifs de protection, à moins qu'elles ne soient montées au-dessus des planchers accessibles aux personnes à la hauteur suivante :

**Tableau**

Tension des conducteurs	Hauteur (mètres)
de 300 à 750 volts	2,1
de 751 à 2 500 volts	2,3
de 2 501 à 7 500 volts	2,5
de 7 501 à 30 000 volts	2,8
de 30 001 à 70 000 volts	3
de 70 001 à 100 000 volts	3,6

**Lignes de transport**

**337. Conception et construction :** Toutes les lignes de transport d'énergie et tous les appareillages connexes devront être conçus et installés en fonction de l'usage et des conditions auxquels ils sont destinés ; ils devront être installés et entretenus de manière à réduire autant que possible les risques d'accidents du personnel.

**338. Protection des lignes de transport :**

1) On devra disposer les conducteurs et autres pièces sous tension appartenant aux lignes de transport de façon à laisser un espace suffisant entre ces pièces et le sol ou autre endroit généralement accessible, ou ils seront pourvus de dispositifs de protection de façon à les isoler efficacement pour prévenir tout contact accidentel du personnel.

2) La hauteur minimale des conducteurs non protégés au-dessus du sol apparaît au tableau ci-dessous :

**Tableau**

Tension des conducteurs	Hauteur minimale (mètres)
de 0 à 750 volts	4,5
de 751 à 7 500 volts	5,5
de 7 501 à 15 000 volts	6,1
de 15 001 à 34 500 volts	6,7
de 34 501 à 46 000 volts	7
de 46 001 à 69 000 volts	7,6

3) La hauteur minimale des conducteurs non protégés au-dessus d'un endroit généralement accessible devra être de 2,5 mètres.

4) La hauteur des conducteurs au-dessus des voies de transport doit dépasser les parties les plus élevées des véhicules qui y circulent et, lorsque ceci n'est pas d'application facile, des écriteaux doivent indiquer le danger des lignes de transport aériennes.

**339. Entrée dans les bâtiments :** Lorsque les lignes de transport à plus de 300 volts à la terre sont attachées à des bâtiments pour y entrer et sont accessibles, elles doivent être protégées de façon permanente.

**340. Espace libre au-dessus des voies ferrées :** Les lignes de transport qui franchissent les voies ferrées sur lesquelles circulent des véhicules mus par la vapeur, l'électricité ou toute autre force motrice et sur lesquelles on utilise des équipements de modèle courant tel que wagons à marchandises, devront avoir le type de construction et la hauteur libre spécifiés dans les règlements de la Commission canadienne des transports. Lorsque l'équipement employé sur les voies ferrées n'est pas d'un modèle courant, les lignes de transport doivent être à une hauteur libre suffisante pour la circulation et être convenablement soutenues.

**341. Distance des dépôts d'explosifs :** La distance minimale horizontale entre les lignes de transport aériennes et les dépôts d'explosifs ou d'agents de tir ne doit pas être inférieure à la longueur de la portée entre les supports des lignes près d'un dépôt sauf que, dans le cas d'une portée qui dépasse 55 mètres, la distance requise doit être d'au moins 55 mètres ou égale à la hauteur du support le plus rapproché, et la plus grande de ces distances doit être choisie.

**342. Protection contre la foudre :** Les lignes de transport aériennes qui se rendent à des dépôts d'explosifs ou d'agents de tir doivent être protégées contre la foudre.

#### Parafoudres

**343. Appareillage au jour :** Une protection aussi efficace que possible contre la foudre et contre les effets inductifs de la foudre doit être assurée pour l'appareillage électrique au jour.

**344. Inaccessibilité :** Les parafoudres des circuits d'une tension supérieure à 300 volts, à moins d'être protégés efficacement par la hauteur de leur montage, doivent être adéquatement protégés de façon que personne ne puisse être blessé par des arcs ou en les touchant par mégarde.

**345. Emplacement :** Les parafoudres doivent être placés aussi loin que possible de l'appareillage autre que celui qu'ils protègent et de tout matériau combustible.

**346. Mise à la terre :** Toutes les parties métalliques de parafoudres qui ne sont pas sous tension doivent être mises à la terre par l'intermédiaire d'un réseau séparé ou commun de mise à la terre dont la résistance est basse.

**347. Dispositifs de déconnexion :** Les parafoudres installés dans les circuits dont la tension dépasse 7 500 volts ainsi que tous les parafoudres sur lesquels il faut de temps à autre effectuer des travaux doivent être installés, isolés et appareillés de façon qu'on puisse les déconnecter rapidement des conducteurs sous tension.

**348. Conducteurs de mise à la terre :** Les conducteurs des raccords entre les parafoudres, les lignes de transport et les réseaux de mise à la terre ne doivent pas être d'un calibre inférieur au n° 6 (A.W.G.). Ils seront autant que possible de courte longueur et sans courbure de trop faible rayon.

**349. Pièces hors tension pénétrant au fond :** Lorsque des conduites métalliques, des rails, des câbles ou autre matériau conducteur qui ne fait pas partie du réseau électrique pénètrent au fond et sont dangereusement exposés à être frappés ou chargés par la foudre, ces équipements doi-

vent être protégés au jour par des fils ou des structures reliés à des mises à la terre de basse résistance, comme dans le cas des parafoudres. Les chevalements doivent être protégés par des paratonnerres ou, si leur structure est en acier, celle-ci doit être mise à la terre.

#### Transformateurs

**350. Exigences générales :** Les transformateurs de puissance et de distribution doivent être d'un type et d'une conception qui conviennent aux endroits où ils seront placés. Chaque transformateur doit avoir une plaque signalétique indiquant le nom du manufacturier, la classe, la capacité en kVA, les tensions primaire et secondaire, la fréquence, l'impédance en pourcentage, la polarité, le poids et la quantité de liquide (s'il est rempli de liquide). Si le transformateur doit être rempli d'un liquide approuvé qui ne brûle pas à l'air, le type de ce liquide doit être indiqué.

**351. Enclos :** Les transformateurs dont la tension primaire dépasse 750 volts et tous les transformateurs dont les bornes sont découvertes, y compris leurs conducteurs et dispositifs de commande et de protection, ne seront accessibles qu'aux seules personnes autorisées ; à moins d'être isolés par la hauteur du montage, ces transformateurs doivent être dans des enclos qui, s'ils sont métalliques, seront mis à la terre ; des écriteaux convenables indiquant la tension maximale utilisée doivent être placés bien en vue.

**352. Transformateurs au fond :** Lorsque la tension primaire dépasse 750 volts, le type et l'emplacement des transformateurs au fond sont assujettis à l'approbation de l'inspecteur.

**353. Limites des tensions :** Aucune énergie électrique à une tension supérieure à 750 volts ne sera utilisée au fond sans la permission écrite de l'inspecteur en chef.

**354. Distance des dépôts au fond :** Aucune sous-station de transformateurs dans une exploitation souterraine ne doit se trouver à moins de 61 mètres d'un endroit d'emmagasinage d'explosifs ou d'agents de tir au fond.

**355. Distance du puits :** Aucune sous-station de transformateurs dans une exploitation souterraine ne doit se trouver à moins de 15 mètres du boîtier du puits en mesurant la distance le long de l'axe des galeries ; dans tous les cas, un minimum de 4,5 mètres de roc solide devra exister entre les transformateurs et le puits.

**356. Construction des locaux de transformateurs au fond :**

1) Les transformateurs de puissance et de distribution à bain d'huile au fond devront être dans un local isolé efficacement des chantiers d'exploitation et construit de matériaux résistant au feu.

2) On doit prévoir des moyens de contenir toute l'huile s'échappant des transformateurs dans les cas de fuite, de rupture ou d'écoulement accidentel des cuves.

3) Les transformateurs pourvus d'isolation de classe B ou C ou remplis de liquides diélectriques ininflammables doivent être séparés efficacement des chantiers d'exploitation par des clôtures, chambres ou compartiments construits entièrement de matériau incombustible. Les transformateurs refroidis à l'air et pourvus de l'isolation de classe A ne doivent pas être utilisés au fond.

4) Là où l'aération des compartiments de transformateurs est assurée par des prises d'air, on doit prévoir des moyens d'arrêter l'aération et de fermer ces compartiments pour étouffer l'incendie à l'intérieur ; là où des commandes manuelles sont utilisées, celles-ci doivent être placées à l'extérieur des compartiments.

5) Aucun matériau ou appareil qui n'est pas essentiel au bon fonctionnement ou à la sécurité des installations de transformateurs ne doit passer par ou aboutir dans le compartiment des transformateurs. Ceci s'applique aussi aux conduites d'air comprimé, d'aération et à la tuyauterie d'eau et de vapeur.

**357. Emplacement des stations de transformateurs au jour :**

1) Si les bâtiments qui abritent des transformateurs à bain d'huile ou de classe A ne sont pas construits entièrement de matériaux incombustibles, ils doivent être placés à 15 mètres au moins des autres bâtiments, à moins que ces derniers soient aussi construits de matériaux incombustibles.

2) Les transformateurs à bain d'huile, à l'extérieur, doivent être placés à au moins 15 mètres du bâtiment de la machine d'extraction ou du chevalement construits de matériaux combustibles ou de tout bâtiment combustible qui s'y rattache et l'on doit prévoir des moyens d'empêcher les fuites d'huile d'atteindre ces bâtiments.

3) Les transformateurs à bain d'huile ne doivent pas être montés sur ou au-dessus des toits combustibles ni attachés à un bâtiment combustible autre qu'un bâtiment pour des transformateurs ; si les transformateurs sont dans un bâtiment autre qu'un bâtiment pour transformateurs, ils doivent être placés dans un local résistant au feu, convenablement drainé et aéré à l'extérieur, et le bas de l'ouverture des portes doit être muni d'un seuil de 150 millimètres en matériaux résistant au feu.

4) Les transformateurs à sec pourvus d'isolation de classe A doivent être dans un enclos incombustible s'ils sont installés dans un bâtiment combustible. Les transformateurs remplis d'un liquide approuvé qui ne brûle pas à l'air et les transformateurs à sec pourvus d'une isolation de classe B ou C peuvent être installés à l'intérieur ou attachés aux murs d'un bâtiment combustible, pourvu que le mur à l'arrière soit recouvert de matériau incombustible et qu'on y laisse un espace d'air de 50 millimètres.

**358. Protection des transformateurs :**

1) Des dispositifs de protection appropriés doivent être installés au primaire de tous les transformateurs de puissance et de distribution. Le minimum des dispositifs de protection requis pour le groupe principal de transformateurs à haute tension raccordée aux lignes du fournisseur d'énergie doit comprendre des sectionneurs à air, opérés en groupe, suivis de dispositifs de surcharge appropriés.

2) Là où des groupes de transformateurs monophasés ou des unités de transformateurs triphasés sont raccordés en parallèle au primaire seulement, chaque groupe ou unité doit avoir, au primaire, ses propres dispositifs de surcharge et de déconnexion.

3) Là où des groupes de transformateurs monophasés ou des unités de transformateurs triphasés sont raccordés en parallèle au primaire et au secondaire, on doit assurer une protection adéquate contre les surcharges à chaque groupe ou unité ou au circuit qui alimente tous les groupes ou unités. Des dispositifs de déconnexion appropriés doivent être installés au primaire et au secondaire de chacun des groupes ou unités.

**359. Transformateurs de mesure :**

1) Les circuits secondaires des transformateurs d'intensité doivent être pourvus de dispositifs qui permettent de les court-circuiter et qui peuvent être raccordés sans délai pendant que le primaire est sous tension. Ces dispositifs doivent être installés de façon à permettre la déconnexion de tout instrument ou appareils des circuits secondaires sans ouvrir ces mêmes circuits.

2) Lorsque la tension du circuit primaire dépasse 750 volts, les circuits secondaires des transformateurs d'intensité et de potentiel seront dans des conduits mis à la terre de façon permanente ou dans des câbles armés, à moins qu'ils ne soient protégés adéquatement d'une autre façon pour prévenir les blessures au personnel.

3) Un conducteur des circuits secondaires de tous les transformateurs de mesure devra être mis à la terre de façon permanente, à moins que ces circuits soient installés et

protégés tel que requis dans le cas des circuits à haute tension des transformateurs.

### Tableaux de distribution

**360. Construction :** Les tableaux de distribution doivent être construits avec un matériau incombustible et doivent être supportés solidement par un cadre métallique.

### 361. Accessibilité :

1) Les dispositifs de commande sur les tableaux et les panneaux de distribution doivent être facilement accessibles aux préposés.

2) Lorsque des disjoncteurs, des démarreurs de moteurs, des interrupteurs ou d'autres appareils semblables sont montés sur des supports ou dans des boîtes, une hauteur maximale de 1,9 mètre est admise entre le plancher ou les plates-formes appropriées et les manettes de commande ou les contacts visibles de déconnexion, le point le plus élevé des manettes ou des contacts doit être choisi pour déterminer la hauteur.

**362. Distance du boisage du puits :** Les tableaux de distribution au fond doivent être :

a) placés dans des stations d'alimentation ou enclos similaires ; les boîtes métalliques fermées peuvent cependant être placées à d'autres endroits acceptables ; et

b) placés à une distance minimale de 3,6 mètres du boisage du puits.

**363. Emplacements des instruments :** Les instruments, les relais ou autres dispositifs dont on doit faire la lecture ou le réglage doivent être montés de façon qu'il soit facile d'effectuer ce travail dans l'espace réservé à cette fin.

**364. Emplacement et éclairage des tableaux de distribution :** Les tableaux de distribution doivent être placés de manière que la personne qui les commande puisse le faire sans être exposée à des blessures causées par la proximité des machines ou d'appareillage. On assurera un éclairage convenable des lieux.

**365. Protection contre les courts-circuits :** Le nombre de pièces nues et découvertes, sous différentes tensions, sur les panneaux et tableaux de distribution sera limité autant que possible et elles devront être séparées efficacement les unes des autres.

### 366. Dispositifs de protection :

1) Tous les tableaux et panneaux de distribution qui ont des parties découvertes, sous une tension supérieure à 150 volts à la terre, doivent autant que possible, être placés

de façon appropriée dans des boîtes, des chambres ou autres enclos fermés à clef de façon qu'ils ne soient accessibles qu'aux personnes autorisées.

2) Les tableaux ou les panneaux de distribution sous une tension égale ou inférieure à 150 volts à la terre accessibles à des personnes non autorisées doivent, autant que possible, être placés dans une boîte appropriée ou protégés par un grillage.

### Conducteurs des circuits

**367. Conducteurs isolés et câbles :** Tous les conducteurs isolés et les câbles, autres que les câbles souples pour l'appareillage portatif et mobile, doivent être conformes aux exigences suivantes :

a) ils doivent être recouverts de matériau isolant ayant une épaisseur, une rigidité diélectrique et des propriétés physiques convenables aux conditions de leur usage ;

b) les câbles permanents suspendus dans un puits ou un trou de forage très incliné qui transmettent l'énergie sous une tension supérieure à 150 volts à la terre doivent avoir une armure en fils d'acier ou être construits d'une façon acceptable pour assurer leur propre support ;

c) ils doivent être supportés à des points suffisamment rapprochés les uns des autres pour qu'ils ne soient pas normalement exposés à être endommagés ;

d) ils doivent être protégés davantage, si nécessaire, en les plaçant dans des conduites, des tranchées ou en utilisant d'autres moyens pour prévenir les détériorations mécaniques qui pourraient être causées par la circulation ou autre risque possible ;

e) tous les fils et câbles installés dans des conduits doivent avoir une isolation approuvée pour la tension du réseau. Lorsque l'humidité est très élevée, on doit utiliser des câbles sous gaine de plomb ou d'autre matériau possédant des qualités hydrofuges convenables ;

f) les câbles avec gaine de plomb ne devront pas être installés sans protection appropriée contre les détériorations mécaniques ;

g) les conducteurs des circuits de courant électrique alternatif qui sont protégés par des conduits d'acier, des gaines d'acier ou d'autre matériau magnétisable doivent tous être dans une seule et même enveloppe magnétisable, y compris le conducteur neutre ;

h) tous les conducteurs qui transmettent au fond l'énergie sous une tension supérieure à 150 volts à la terre doivent être dans des câbles armés ou dans des conduits normalisés ;



i) les conducteurs des circuits dont la tension ne dépasse pas 150 volts à la terre doivent être placés dans des conduits normalisés, des armures métalliques ou des gaines en matériau qui ne propage pas la flamme et identifié comme tel ou doivent être fixés solidement à des isolateurs appropriés afin qu'ils ne soient pas en contact avec du bois ou du métal. La filerie apparente ne doit pas être installée dans un puits boisé, sauf comme mesure temporaire dans des cas d'extrême urgence.

**368. Conducteurs isolés :** Tous les conducteurs non protégés par du conduit ou une armure doivent avoir une isolation approuvée et doivent être montés sur des serres-câbles, des taquets ou des isolateurs en porcelaine ; ils doivent être dans des tubes faits d'une substance isolante et incombustible pour traverser les planchers, murs ou cloisons.

**369. Câbles unifilaires :** Les câbles unifilaires peuvent servir dans les circuits alternatifs de grande capacité pourvu que les conducteurs ne soient d'aucune façon entourés de matériau magnétique qui n'englobe pas tous les conducteurs du circuit. Les gaines métalliques de ces câbles, unifilaires qui ont une gaine individuelle de plomb ou d'autre matériau non magnétique doivent :

a) être reliées électriquement ensemble, mise à la terre à intervalles ne dépassant pas 30 mètres et l'intensité permise de courant dans les conducteurs doit être diminuée convenablement ; ou

b) être mises à la terre à leur point d'alimentation seulement et ensuite être isolées de la terre et l'une de l'autre.

**370. Gaine et armure de câble polyphasé :** La gaine de plomb et l'armure de chaque câble polyphasé doivent être :

- a) reliées électriquement sur toute leur longueur ;
- b) reliées électriquement, aux deux extrémités du câble, aux pièces non parcourues par le courant de l'appareillage ou des machines auxquelles elles sont raccordées ;
- c) être reliées au réseau de mise à la terre par un raccord dont la conductibilité n'est pas inférieure à celle de l'armure métallique ;
- d) être protégées efficacement contre la corrosion, si cela est nécessaire.

**371. Extrémités des câbles sans plomb :** Les extrémités des câbles sans plomb doivent être munies de manchons convenablement étanches pour empêcher l'humidité d'atteindre les matériaux isolants.

**372. Isolement des conducteurs :** Tous les conducteurs dont la tension dépasse 150 volts, à moins de se trouver

hors de portée à une hauteur d'au moins 2,5 mètres ou dans une station primaire en deçà des limites données à l'article 336 doivent être placés dans des conduits ou des armures métalliques mis à la terre ou ils doivent être protégés par des clôtures ou des grillages permanents.

**373. Conducteurs nus dans les bâtiments :** On ne peut utiliser les conducteurs nus que pour les tableaux, les panneaux de distribution, les connexions des accumulateurs, les conducteurs découverts dans les stations primaires, les fours électrolytiques à basse tension et autres connexions semblables, les trolley ou autres conducteurs de contact. À l'intérieur des bâtiments, ces conducteurs doivent être isolés de la terre sauf aux points de raccordement permanent à la terre.

**374. Installations temporaires :** En cas d'urgence, de la filerie et de l'appareillage temporaires qui ne répondent pas aux exigences du règlement pourront être utilisés à la condition expresse d'être sous la surveillance de personnes compétentes ou d'être protégés par des enclos ou des écrans lorsque ces installations ou les installations voisines sont sous tension et accessibles aux personnes non autorisées. Ces installations temporaires ne seront permises que pour la durée de la situation d'urgence.

**375. Raccords à l'appareillage :** Lorsqu'on raccorde des câbles sous gaine métallique ou des conducteurs isolés dans du conduit à des transformateurs, des moteurs, des appareils de coupure ou à tout autre appareillage, on doit fixer solidement ces armures ou conduits à l'appareillage avec des colliers, des contre-écrous ou autres dispositifs pour protéger les fils isolés contre la détérioration mécanique.

**376. Boîtes de raccord et compartiments au fond :** À chaque recette où un câble de transport d'énergie électrique à une tension supérieure à 300 volts part du puits et où des dispositifs de protection sont requis pour des *feeders* ou des dérivations, une boîte de raccord sera requise pour le départ des circuits. Cette boîte de raccord, l'appareillage des signaux et autres appareils de commande devront être placés à au moins 3,6 mètres du boisage du puits dans un compartiment ou un enclos acceptable.

**377. Boîtes de raccord :** Les boîtes de raccord des câbles de transport d'énergie électrique à une tension supérieure à 300 volts ne doivent pas être montées dans un puits ou sur le boisage d'une recette ou du chevalement. Quand il est nécessaire de réparer ou d'allonger un câble dans un puits, des boîtes de raccord approuvées peuvent être installées.

## Dispositifs de commande et de protection

### 378. *Feeders* au fond :

1) Des appareils de coupure appropriés doivent être installés convenablement au jour permettant d'isoler les circuits d'éclairage et de force motrice au fond.

2) Ces appareils ne doivent être accessibles qu'aux personnes autorisées et, s'ils ne sont pas dans une station primaire, doivent être dans un local ou dans un enclos grillagé.

### 379. Indicateur de fuite à la terre :

1) Pour tout réseau de distribution dont la tension dépasse 300 volts et qui n'est pas mis à la terre, des instruments ou des dispositifs appropriés doivent être installés et maintenus en bon état pour indiquer la présence de fuites à la terre.

2) Pour un réseau de distribution dont la tension dépasse 300 volts et dont le neutre est mis à la terre, des dispositifs de protection contre les fuites à la terre doivent être installés pour isoler automatiquement tout circuit défectueux.

**380. Exigences générales :** Tous les dispositifs de protection doivent être d'un accès facile et sûr aux personnes autorisées ; ils doivent être placés, étiquetés ou marqués de façon à identifier les circuits ou les appareils qu'ils commandent ; les dispositifs commandés manuellement doivent indiquer leur position d'ouverture et de fermeture. On évitera, dans la mesure du possible, de les installer de façon telle qu'ils puissent se fermer par gravité ; mais si cela n'est pas possible, on les munira d'un loquet ou d'une autre pièce convenable qui empêchera la fermeture accidentelle. Les couvercles des coffrets des dispositifs de déconnexion seront retenus fermés de telle sorte qu'on puisse les ouvrir sans l'aide d'outils ; dans le cas contraire, ils doivent avoir des fenêtres de matériau transparent qui ne peut voler en éclats.

**381. Dispositifs de protection pour l'appareillage :** Aussi près que possible du point d'alimentation, on doit intercaler des dispositifs de protection dans les circuits de génératrices, de moteurs, de transformateurs, d'accumulateurs, de fours électriques et d'autres appareils semblables, à l'exception des composantes d'appareillage destinées à fonctionner comme une unité.

**382. Interrupteurs pour les *feeders* :** On doit intercaler des interrupteurs et des dispositifs à maximum d'intensité de courant dans tous les conducteurs des *feeders* principaux ; ces appareils doivent être facilement accessibles et

installés aussi près que possible du point de raccordement à la source d'alimentation.

**383. Interrupteurs pour la filerie temporaire :** On doit intercaler des interrupteurs ou des prises de courant aux points de raccordement de la filerie temporaire ou des cordons souples aux circuits permanents.

**384. Puissance des dispositifs de commande :** Des dispositifs de commande non utilisés comme sectionneurs doivent avoir une puissance nominale assez élevée pour assurer, en toute sécurité et sous la tension de régime, l'établissement ou l'arrêt de courant le plus élevé qui peut les parcourir. Ils doivent porter le nom du manufacturier, le courant nominal, la puissance en chevaux et la tension nominale.

**385. Sectionneurs :** Les sectionneurs doivent être appropriés à la tension et au courant du circuit dans lequel ils sont insérés et doivent être munis d'écriteaux indiquant le danger de les ouvrir lorsqu'ils portent le courant de régime. Tous les sectionneurs et interrupteurs, sous une tension dépassant 300 volts, doivent être du type à coupure visible.

**386. Cloisons :** On doit installer des cloisons entre les circuits quand plus d'un groupe de sectionneurs unipolaires sont montés côte à côte.

**387. Contact électrique satisfaisant :** Tous les dispositifs de commande doivent être construits pour établir et maintenir un bon contact. Les couteaux des interrupteurs doivent être entretenus pour demeurer alignés, dans toutes les conditions d'usage, afin d'assurer leur fermeture d'un seul mouvement continu.

**388. Interrupteurs à contacts dans l'air :** À moins qu'un dispositif de commande fasse une rupture bien visible de chaque phase d'un circuit dont la tension dépasse 300 volts, on devra intercaler entre ce dispositif et la source d'énergie des sectionneurs appropriés avec des contacts dans l'air qui font une rupture bien visible.

**389. Appareil débranchable :** Chaque coffret d'un appareil débranchable sous tension supérieure à 300 volts doit porter un avis de débrancher l'appareil avant de travailler sur le circuit correspondant.

### 390. Protection des interrupteurs :

1) Les interrupteurs commandés manuellement sous une tension de plus de 150 volts à la terre ou de plus de 300 volts à la terre dans une station primaire doivent être pourvus de coffrets ou de dispositifs convenables pour protéger les personnes qui les actionnent contre le contact avec les

pièces sous tension et contre les brûlures résultant d'un arc aux contacts de l'interrupteur.

2) Les interrupteurs sous une tension de plus de 300 volts doivent être actionnés par un dispositif de commande à distance ou être pourvus de coffrets convenables pour protéger les personnes qui les actionnent contre les risques de contact avec les pièces sous tension.

**391. Raccords :** En autant que possible, les interrupteurs et les contacteurs doivent être raccordés de manière que les couteaux et les contacts mobiles ne soient pas sous tension lorsqu'ils sont en position ouverte.

**392. Conducteurs de différentes tensions dans les canalisations ou gaines :** Lorsque des conducteurs de différentes tensions sont placés dans une même canalisation ou gaine, chaque conducteur doit être isolé pour la plus haute tension utilisée et, dans le cas d'une canalisation, doivent être séparés par des cloisons appropriées.

**393. Conducteurs de différentes tensions dans les boîtes :** Excepté pour les installations faites dans des cellules de commande, les conducteurs de différentes tensions ne doivent pas être placés dans une même boîte ou coffret à moins d'être séparés efficacement par des cloisons.

**394. Conducteurs entre les dispositifs de commande :** Les conducteurs d'alimentation ou de commande d'un circuit de moteur ne peuvent passer ou être raccordés dans un deuxième dispositif de commande d'un moteur à moins que ces conducteurs soient déconnectés par le dispositif de déconnexion du circuit du deuxième moteur.

**395. Dispositifs de verrouillage en cascade :** Lorsqu'il y a des dispositifs de verrouillage en cascade, on doit utiliser des relais à double tension avec cloison ou l'équivalent pour éliminer les contacts qui peuvent être encore sous tension dans un contacteur en position ouverte, à moins que les relais soient groupés dans un coffret distinct et fermé à clef.

**396. Commande de moteur :**

1) Chaque moteur doit être muni de dispositifs de démarrage et/ou de commande d'une puissance en chevaux au moins égale à celle du moteur.

2) Deux ou plusieurs moteurs qui actionnent simultanément plusieurs parties d'une même machine ou appareillage peuvent dépendre d'un seul interrupteur.

3) L'appareillage de commande doit être d'accès facile à la personne qui actionne les appareils.

**397. Interrupteurs sur les outils portatifs :** Les perceuses et les autres outils portatifs semblables et, si possible, les perceuses fixes doivent être munies d'un interrupteur, monté sur l'outil, qui ouvrira le circuit lorsque l'interrupteur est relâché.

**398. Protection des moteurs :** Chaque moteur doit être protégé, si praticable, par des dispositifs à maximum d'intensité qui ouvriront le circuit lorsqu'une surcharge prolongée atteindra 125% de l'intensité nominale du moteur.

**399. Dispositifs de commande des moteurs :**

1) Quand le démarrage automatique du moteur d'une machine à la suite du retour à la tension normale, après un arrêt dû à une baisse de tension, présente un danger, les dispositifs de commande du moteur doivent être pourvus de protection contre la basse tension.

2) S'il est nécessaire ou souhaitable de causer l'arrêt d'un moteur lors d'une baisse de la tension et de le faire démarrer de nouveau automatiquement à la suite du retour de la tension normale, les dispositifs de commande doivent être pourvus d'un déclencheur à basse tension.

**400. Interrupteur sectionneur pour moteur :** On doit munir chaque moteur de moyens permettant de déconnecter tous les conducteurs qui ne sont pas mis à la terre et qui sont reliés aux dispositifs de protection, aux contacteurs et aux interrupteurs de façon que l'inspection, le réglage ou les réparations du moteur et des dispositifs de commande puissent se faire sans danger, sauf dans les cas prévus au paragraphe 2 de l'article 396.

**401. Position de l'interrupteur sectionneur :**

1) Tout moteur et la machinerie qu'il actionne doivent être visibles et situés à plus de 9,1 mètres de l'endroit d'où le moteur est commandé à moins que le démarreur, l'interrupteur ou le disjoncteur du circuit du moteur puisse être fermé à clef en position d'ouverture ou à moins qu'un dispositif commandé manuellement et placé à un endroit conforme aux dispositions précédentes puisse empêcher le démarrage du moteur. Ce dispositif commandé manuellement peut être monté dans le circuit de télécommande d'un démarreur, si les dispositifs de commande déconnectent tous les conducteurs qui vont au moteur et qui ne sont pas mis à la terre.

2) Lorsque la surveillance des commandes est centralisée, on doit donner un avertissement approprié avant la mise en marche des machines.

**402. Démarreurs de moteurs :** Les démarreurs de moteurs commandés manuellement et ayant une position de

démarrage et de marche doivent être construits de façon qu'ils ne puissent demeurer à la position de démarrage.

**403. Type de fusibles :** Lorsque des fusibles protègent des circuits ou de l'appareillage, seul un type accepté de porte-fusible de puissance appropriée doit être utilisé. La puissance nominale des fusibles ne doit pas dépasser la puissance de transport des conducteurs, à l'exception des courants de démarrage des moteurs.

**404. Interrupteur pour les fusibles :** Dans les circuits dont la tension ne dépasse pas 300 volts à la terre et dont les fusibles ne sont pas montés de façon à couper nécessairement leurs connexions de toute source d'énergie avant que les pièces sous tension puissent être touchées, on doit monter des interrupteurs dont l'ouverture effectuera la mise hors-circuit totale des fusibles.

**405. Protection des fusibles :** Les fusibles dans les circuits dont la tension dépasse 300 volts à la terre doivent être placés dans un coffret ou être inaccessibles aux personnes non autorisées ; on installera des interrupteurs dont l'ouverture effectuera la mise hors-circuit totale des fusibles.

**406. Coffrets résistant au feu :** Les fusibles doivent être montés dans des coffrets approuvés résistant au feu, à l'exception des fusibles au primaire des transformateurs de potentiel ou montés sur les tableaux de distribution pour les circuits de commande ou de mesure sous une tension maximale de 250 volts.

**407. Protection des conducteurs :** Sauf pour les cas prévus dans cet article, chaque conducteur doit être protégé contre les courts-circuits au point où il est alimenté et à tout autre point où le calibre du conducteur est réduit. Ces conducteurs doivent aussi être protégés contre les surcharges par des dispositifs dont la puissance et le réglage ne doivent pas dépasser l'intensité permise de courant des conducteurs du circuit, excepté pour les circuits de moteurs où la puissance et le réglage des dispositifs peuvent être augmentés suffisamment pour tenir compte des courants de démarrage. (À moins que l'ouverture d'un appareillage coupe simultanément tous les conducteurs d'un circuit, aucun dispositif de déconnexion commandé à la main ne doit être inséré dans un conducteur neutre ou mis à la terre.) On peut se dispenser de cette protection si :

a) la protection d'un conducteur plus gros couvre adéquatement un conducteur plus petit ;

b) la dérivation n'a pas plus de 7,6 mètres de longueur et les conducteurs plus petits peuvent porter une intensité de courant que n'est pas inférieure à 1/3 de celle des conducteurs plus gros qui les alimentent ;

c) l'ouverture du circuit peut créer des risques à cause de la disparition de la protection ou à cause de l'ouverture du circuit de commande lorsque l'énergie alimente encore le circuit ;

d) les conducteurs appartiennent à des circuits de télécommande d'un appareillage et :

i. les conducteurs n'atteignent pas 7,6 mètres de longueur ; ou

ii. les conducteurs ont une longueur de 7,6 mètres ou plus et la puissance ou le réglage du dispositif de protection du circuit ne dépasse pas 500% de l'intensité permise de courant des conducteurs du circuit de commande.

### Mise à la terre

**408. Conducteurs de mise à la terre :** Les conducteurs de mise à la terre peuvent être nus mais s'ils ont une gaine individuelle, cette gaine doit être verte.

**409. Appareillage à mettre à la terre :** On doit, si praticable, mettre à la terre les pièces métalliques découvertes d'appareillage électrique ne portant pas de courant lorsque :

a) la tension de l'appareillage égale ou dépasse 150 volts ;

b) la tension de l'appareillage est inférieure à 150 volts et les parties métalliques sont à proximité de surfaces découvertes et mises à la terre, comme les bâtis métalliques d'autres machines, les accessoires de plomberie, les planchers ou murs conducteurs. On doit considérer comme étant à proximité des parties en question toute surface mise à la terre qui se trouve à moins d'un rayon de 1,5 mètre dans un plan horizontal, ou à moins de 2,5 mètres au-dessus du niveau du plancher.

**410. Accessibilité du raccord de mise à la terre :** Le point de raccord du conducteur de mise à la terre à l'appareillage ou aux canalisations doit être d'accès facile.

**411. Réseau de mise à la terre :** Le réseau de mise à la terre doit être raccordé au jour, à la masse de la terre par un contact dont la résistance est la plus basse possible ; il peut être réalisé d'une des façons suivantes :

a) un réseau raccordé à des conduites métalliques d'eau ou d'air pourvu que le raccordement soit fait en un point où les conduites ne sont pas sujettes à être disjointes pour des modifications ou des réparations. Les conduites principales d'eau ou d'air doivent être reliées efficacement ensemble et raccordées à un réseau de mise à la terre artificiel, à moins qu'elles soient raccordées à un réseau de con-

duites enfouies sur une distance suffisamment longue pour réaliser une mise à la terre de faible résistance ;

b) un réseau artificiel réalisé exclusivement à l'aide de plaques enfouies, de tiges ou de tuyaux plantés ou enterrés, jusque sous le niveau d'humidité permanente et de gel. Les tuyaux de fer ou d'acier utilisés comme électrodes de terre ne doivent pas avoir un diamètre intérieur inférieur à 18 millimètres ; les tiges utilisées aux mêmes fins ne doivent pas avoir un diamètre inférieur à 12 millimètres ;

c) toute combinaison de réseaux décrits aux paragraphes a et b qui ne doit pas constituer un réseau moins efficace qu'avec un seul de ces réseaux ;

d) si nécessaire, la liaison entre les travaux au fond et le réseau de mise à la terre au jour doit être suppléée ou remplacée par un câble ou un conducteur en cuivre.

**412. Vérification de la résistance de mise à la terre :** Les raccords principaux du réseau de mise à la terre doivent être disposés de façon à faciliter la vérification de la résistance de celui-ci. Si praticable, cette résistance ne doit pas dépasser 6 ohms.

**413. Calibre des conducteurs neutres mis à la terre :** Pour la mise à la terre des circuits de courant alternatif, les conducteurs mis à la terre doivent avoir une puissance appropriée et leur calibre ne doit jamais être inférieur au calibre no 8 (A.W.G.) et ils doivent être en fils de cuivre toronnés. Les conducteurs mis à la terre des circuits secondaires des transformateurs de mesure ne doivent pas être de calibre inférieur à celui des autres conducteurs du circuit secondaire.

**414. Calibre des conducteurs de mise à la terre de l'appareillage :**

1) Pour l'appareillage électrique, le calibre du conducteur de mise à la terre qui sera en fils de cuivre toronnés ne doit pas être inférieur à celui d'un conducteur du calibre indiqué au tableau suivant :

Puissance du coupe-circuit automatique qui précède l'appareillage	Calibre du conducteur de mise à la terre (calibre A.W.G.)
---	---

*Ne dépassant pas  
(ampères)*

20	16*
30	14
40	12
60	10
100	8

200	6
400	4
600	2
800	0
1 000	00
1 200	000
et plus	

\*Permis seulement lorsque le conducteur fait partie de l'assemblage approuvé d'un câble.

2) Lorsque le conducteur de mise à la terre est à l'extérieur du câble armé ou du conduit contenant les conducteurs du circuit respectif, le calibre minimal d'un tel conducteur de mise à la terre doit être no 6 (A.W.G.), en fils de cuivre toronnés.

**415. Protection des conducteurs de mise à la terre :** Les conducteurs de mise à la terre doivent être protégés convenablement lorsqu'ils sont exposés à des détériorations mécaniques. Ces dispositifs de protection doivent être de matériau non métallique, sauf si le conducteur est relié électriquement aux deux extrémités des dispositifs.

**416. Méthode de raccord des conducteurs de mise à la terre :** Les raccords de mise à la terre de l'appareillage à un réseau ou à des points séparés de mise à la terre doivent se faire, après avoir enlevé la rouille, les incrustations et la peinture, à l'aide de bornes soudées, vissées, boulonnées ou à pression, de colliers ou de brides afin d'obtenir une conductibilité soutenue correspondant à celle du circuit qu'ils complètent pour fins de mise à la terre de l'appareillage ou du réseau. Tous ces dispositifs de raccord doivent avoir une résistance mécanique suffisante et doivent être protégés contre toute détérioration.

#### Câbles souples

**417.** Tous les conducteurs de câbles alimentant de l'appareillage électrique mobile sous une tension de plus de 300 volts y compris les conducteurs de mise à la terre, doivent être groupés en un seul assemblage flexible et gainé. Ces câbles doivent être conformes aux normes suivantes :

- tous les conducteurs en cuivre doivent être toronnés selon les normes appropriées ;
- chacun des 3 conducteurs de phase doit être identifié par une couleur nettement différente pour en faciliter le repérage et la mise en phase ;
- le matériau de remplissage des câbles doit être du caoutchouc ou l'équivalent ;
- le calibre minimal d'un conducteur de phase dans un tel câble doit être no 8 (A.W.G.) ;

e) la classification de tension de ces câbles ne doit pas être inférieure à la tension de régime de phase à phase lorsque le point neutre est mis à la terre efficacement et qu'une protection appropriée contre les fuites à la terre est assurée. Dans les autres cas, la classification de tension de ces câbles doit dépasser d'au moins 50% la tension nominale de régime ;

f) les câbles doivent contenir autant de conducteurs de mise à la terre que de conducteurs de phase moins 1 ; les conducteurs de mise à la terre et le conducteur isolé de surveillance doivent être placés dans les interstices à l'extérieur des conducteurs de phase ;

g) les conducteurs de mise à la terre ne doivent pas être isolés ou doivent être recouverts d'une isolation semi-conductrice et doivent avoir une conductance totale non inférieure à 60% de celle du plus gros conducteur de phase. Le calibre minimal de chaque conducteur de mise à la terre ne doit pas être inférieur à celui d'un conducteur n° 8 (A.W.G.) ;

h) quand la tension est supérieure à 750 volts chaque conducteur de phase des câbles doit être entouré d'un écran, mis à la terre, en fils de cuivre étamés et tresses ou l'équivalent. Cet écran, sur toute la longueur du câble, doit être en contact avec les conducteurs interstitiels de mise à la terre ;

i) lorsque des réseaux de tension supérieure à 300 volts sont utilisés, les circuits avec câbles souples doivent être protégés contre les fuites à la terre de façon à les isoler automatiquement lors d'une fuite à la terre et de façon que, dans le cas des circuits dont le neutre est efficacement mis à la terre, la protection contre les fuites à la terre limite la tension sur l'appareillage raccordé à un maximum de 100 volts ;

j) un circuit de surveillance continue des fuites à la terre doit être installé afin de déconnecter complètement tous les conducteurs de phase dans un câble lorsqu'un conducteur de mise à la terre est coupé ;

k) lorsque le conducteur isolé de surveillance dans un câble qui fournit de l'énergie à une seule machine est alimenté, à la machine, par une source séparée d'énergie, l'énergie qui alimente la machine doit être déconnectée lorsque les conducteurs de la source séparée d'énergie sont coupés ou lorsqu'un conducteur de mise à la terre est rompu ;

l) lorsque ces câbles sont utilisés au fond, ils doivent avoir une gaine convenablement identifiée qui ne propage pas la flamme.

#### **418. Dispositifs de protection :**

1) On doit installer un interrupteur ou un dispositif de coupure équivalent et un dispositif automatique de surcharge au point d'alimentation de chaque câble souple qui alimente une machine mobile.

2) Un dispositif de coupure acceptable doit aussi se trouver à l'extrémité du câble reliée à une machine mobile.

**419. Câble fixé à l'appareillage :** Chaque câble souple doit être fixé mécaniquement à la machine ou à l'appareillage qu'il dessert pour prévenir tout effort sur les bornes ou le dispositif de coupure à l'extrémité du câble reliée à la machine. Les câbles souples doivent être déconnectés de leur source d'énergie, lorsque l'énergie électrique n'est pas utilisée.

**420. Réparations temporaires :** Les réparations temporaires des câbles souples sont permises lorsqu'elles sont exécutées par des personnes compétentes de façon à assurer la sécurité ; les réparations permanentes doivent être exécutées ensuite, aussitôt que possible.

**421. Coupleurs de câbles :** Les coupleurs de câbles sur des circuits opérant à une tension supérieure à 300 volts doivent être :

a) d'un type convenable aux câbles pour lesquels ils seront utilisés ;

b) d'une conception et de dimensions convenables aux conditions difficiles de leur utilisation ;

c) munis de couvercles, de capots ou de bagues d'étanchéité convenables pour couvrir et protéger les extrémités ouvertes lorsque les coupleurs sont déconnectés ;

d) munis de serre-câble et de bagues d'étanchéité aux joints pour empêcher toute infiltration d'humidité ;

e) conçus pour être conformes à l'une des exigences suivantes visant à prévenir la déconnexion par mégarde lorsqu'ils sont sous tension :

i. des outils spéciaux doivent servir à séparer les sections ;

ii. les sections sont retenues ensemble par un cadenas à clef ;

iii. un circuit de surveillance est inclus et déclenche le disjoncteur du circuit du câble pour rendre les bornes de phase hors tension avant de les séparer.

**422. Dispositif de déconnexion pour les prises de courant :** Chaque prise de courant sous une tension supérieure à 300 volts doit avoir un dispositif de déconnexion, placé convenablement qui doit être utilisé pour mettre la prise hors tension avant que la fiche y soit branchée ou débranchée.

## Électricité dans les dépôts d'explosifs

**423.** La distribution de l'électricité dans les dépôts ou au fond, dans les endroits d'emmagasinement d'explosifs ou d'agents de tir, doit être conforme à ce qui suit :

- a) la tension maximale des circuits d'éclairage ne doit pas dépasser 150 volts à la terre ;
- b) la filerie doit être dans du conduit rigide à joints vissés et imperméables ou dans des câbles armés hydrofuges ; tous les conduits, armures, accessoires et garnitures doivent être mis à la terre de façon permanente ;
- c) les garnitures d'éclairage doivent être d'un type approuvé, étanche à la poussière ;
- d) les interrupteurs et les fusibles doivent être montés dans des coffrets fermés à clef, incombustibles et placés à l'extérieur du dépôt. Ces coffrets ne doivent pas être utilisés pour l'entreposage d'autres matériaux ;
- e) la protection de surcharge des circuits d'éclairage ne doit pas dépasser 10 ampères ;
- f) les circuits doivent être ouverts avant d'ouvrir les garnitures pour changer les ampoules.

**424. Chauffage électrique :** Là où les dépôts, les locaux de dégel, les endroits d'emmagasinement d'explosifs ou d'agents de tir au fond sont chauffés à l'électricité :

- a) l'installation de chauffage doit être d'un type approuvé par l'inspecteur ;
- b) la chaufferette électrique doit être installée à l'extérieur de la chambre ou du bâtiment dans lequel les explosifs sont gardés ; la chaufferette et les radiateurs seront mis à la terre ;
- c) la puissance des fusibles ou des disjoncteurs des circuits de chauffage ne doit pas dépasser 125% du courant normal ;
- d) les chaufferettes électriques à plaques ou à fils ne doivent pas être installées dans ou près d'un bâtiment ou d'un endroit dans lequel on garde ou manipule des explosifs, des agents de tir ou des détonateurs.

## Réseaux d'éclairage à l'électricité

**425. Tension et mise à la terre des circuits :** Les ampoules ne doivent pas être raccordées à des circuits dont la tension dépasse 300 volts à la terre et la tension à la terre d'un conducteur ne doit pas dépasser 150 volts, exception faite des locomotives et des grues utilisant le courant continu. Des tensions plus élevées pourront être employées avec l'approbation de l'inspecteur en chef. Le conducteur neutre d'un réseau d'éclairage doit être mis à la terre au

point d'alimentation et à chaque entrée de branchement ; et il doit être identifié par un ruban blanc ou par d'autres moyens équivalents.

**426. Protection des parties sous tension :** Les garnitures d'éclairage telles que douilles et supports d'ampoules, fiches, socles, etc., doivent être installés de façon qu'aucune pièce sous tension ne soit ordinairement découverte lorsqu'elle se trouve à la portée de surfaces mises à la terre, à moins que les garnitures soient mises à la terre.

**427. Éclairage artificiel :** Les locaux et les endroits où de l'appareillage électrique est installé doivent être pourvus d'un bon éclairage artificiel.

## 428. Éclairage de secours :

- 1) Dans tous les endroits éclairés à l'électricité où un défaut du réseau d'éclairage sera susceptible de créer un danger, une ou plusieurs lampes de secours devront être rapidement accessibles.
- 2) Une source distincte d'éclairage de secours sera fournie par une génératrice indépendante, des accumulateurs, des lampes de secours ou toute autre source appropriée dans les locaux où se trouve un surveillant.

**429. Baladeuses :** Les douilles des baladeuses doivent être enfermées dans des poignées convenablement isolées à travers lesquelles on passera les conducteurs. L'ampoule devra être entourée d'un panier protecteur en fil de fer et un crochet de suspension devra être fixé au panier ou à la poignée.

**430. Disposition des garnitures permanentes et des prises de courant :** La disposition des garnitures permanentes et des prises de courant ne permettra aucun rapprochement dangereux entre les cordons souples et d'autres appareillage électrique sous tension.

**431. Prises de courant mises à la terre :** Toutes les prises de courant doivent avoir une borne mise à la terre et, si nécessaire, elles doivent être polarisées.

## Téléphone et signaux

## 432. Protection de l'appareillage :

- 1) L'appareillage de téléphone et de signaux qui doit être manié par le personnel et qui est raccordé à des circuits aériens de signaux exposés à des lignes d'alimentation dont la tension dépasse 400 volts à la terre doit être protégé de la manière suivante :

- a) par des fusibles et des parafoudres ; et

b) toutes les pièces métalliques découvertes qui ne sont pas sous tension doivent être mises à la terre de façon permanente ou bien l'appareillage doit être monté de telle façon que l'utilisateur soit forcé de se tenir sur une plateforme dans une cabine ou sur toute surface isolée.

2) L'appareillage de téléphone et de signaux raccordé à un circuit qui est parallèle à des lignes dont la tension dépasse 750 volts qui peut ainsi être exposé à une tension induite doit être protégé par des transformateurs et doit être conforme au paragraphe 1.

**433. Appareillage de téléphone et de signaux :** L'appareillage de téléphone et de signaux utilisé au fond ou dans le chevalement doit être d'un type convenable pour usage dans les mines. Lorsqu'il est placé dans un coffret, celui-ci doit être incombustible. Aucun appareillage de téléphone et de signaux ne doit être monté sur le boisage du puits, à l'exception des boîtes à tirette pour transmettre les signaux.

**434. Contacts :** Les contacts dans les boîtes de signaux doivent être montés de façon à prévenir la fermeture accidentelle d'un circuit.

**435. Protection des fils de signaux et de téléphone :** On doit prendre les précautions appropriées pour empêcher les fils de téléphone et de signaux de venir en contact entre eux ou avec d'autres conducteurs électriques ou l'appareillage. Des câbles distincts, acceptables et armés doivent être utilisés dans les puits pour les signaux et le téléphone.

#### Constructions incombustibles au fond

**436.** 1) La construction des stations primaires au fond doit être faite avec des matériaux incombustibles.

2) Les moteurs électriques, les transformateurs, les appareils de démarrage et autre appareillage électrique doivent être montés sur des supports incombustibles, dans des locaux construits avec des matériaux incombustibles. Les matières combustibles ou explosives ne doivent pas être emmagasinées dans ou près d'un local ou d'un coffret contenant de l'appareillage électrique.

#### Accumulateurs

**437. Protection :** Les accumulateurs installés dans un local qui sert aussi à d'autres usages doivent être convenablement protégés ou entourés. On prendra des mesures pour éviter l'accumulation dangereuse de gaz inflammable. Les prescriptions de ce règlement s'appliquent à l'installation des accumulateurs dont la tension dépasse 50 volts.

#### Schémas du réseau électrique de la mine

**438.** L'exploitant d'une mine où l'on emploie l'électricité au fond doit garder des schémas tracés à une échelle convenable, mis à jour à intervalles ne dépassant pas 6 mois, qui indiquent :

- a) l'emplacement de tout l'appareillage fixe au fond ;
- b) les trajets des *feeders*, des sous-*feeders* permanents de force motrice et d'éclairage et les réseaux de mise à la terre, le tout bien annoté et accompagné de renvois ;
- c) la puissance de tous les *feeders*, de la machinerie et de l'appareillage sur un diagramme unifilaire ;
- d) ces plans ou schémas doivent toujours être à la disposition de l'inspecteur et, à sa demande, on devra lui en fournir des copies.

#### Transport par machines électriques

**439. Résistance à la rupture des fils de trolley :** La résistance à la rupture des fils de *trolley* ne doit pas être inférieure à celle d'un fil de cuivre écroui de calibre n° 0 (A.W.G.).

**440. Supports des fils de trolley :** Les fils de *trolley* doivent être supportés par des crochets isolés, convenablement alignés et solidement fixés. Dans les galeries de roulage, au fond, et dans les passages couverts, au jour, l'espace libre entre les fils de *trolley* et le toit ou le plafond ne doit pas être inférieur à 75 millimètres au passage du *trolley*.

**441. Protection des fils de trolley :** Les fils de *trolley* doivent, si praticable, être à au moins 2,5 mètres au-dessus des rails ; là où c'est nécessaire, ils seront pourvus de dispositifs protecteurs appropriés de façon que personne ne puisse toucher aux pièces conductrices par inadvertance.

**442. Dispositifs protecteurs des fils de trolley :** Les dispositifs protecteurs des fils de *trolley* doivent être en bois ou en d'autres matériaux isolants. Ces dispositifs doivent dépasser de 75 millimètres le point le plus bas du fil de *trolley* et ne pas être écartés de plus de 225 millimètres.

**443. Tension de régime :** Au fond, dans les tunnels, sous les trémies ou dans tout endroit où les fils de *trolley* se trouvent nécessairement à moins de 2,5 mètres au-dessus des rails, la tension de régime n'excédera pas 300 volts et les conducteurs devront être efficacement protégés pour empêcher les personnes de venir accidentellement en contact avec eux.

**444. Pose des éclisses :** Les deux rails qui, dans les réseaux de transport par *trolley*, servent au retour du courant doivent être reliés électriquement de façon convenable pour les conditions existantes. Lorsque des conduites d'air ou d'eau sont parallèles aux rails qui servent au re-



tour du courant du *trolley*, ces rails doivent, si nécessaire, être reliés aux conduites en plusieurs points pour équilibrer les tensions et empêcher l'électrolyse. Ces conduites ne doivent pas être un substitut à la haute conductibilité permanente pour le retour du courant par les rails.

#### Grues et ascenseurs

**445. Dispositifs de déconnexion :** Des dispositifs de déconnexion facilement accessibles, clairement identifiés et montés dans ou sur les grues ou les cabines d'ascenseurs doivent être installés pour permettre la déconnexion de la source d'énergie de tous les conducteurs et de l'appareillage, en un point aussi rapproché que possible du *trolley* ou d'un autre collecteur de courant.

**446. Disjoncteurs :** Un disjoncteur ou un interrupteur pouvant couper le circuit fortement chargé doit être utilisé à moins qu'on puisse enlever en toute sécurité, du fil de *trolley*, le collecteur de courant sous une forte intensité.

**447. Protection des fils collecteurs :** Les fils collecteurs des grues doivent être isolés par un montage à une hauteur convenable et, si nécessaire, être protégés.

### ANNEXE 1

(a. 218)

TABLEAU DES DISTANCES EN FONCTION DES QUANTITÉS D'EXPLOSIFS

Quantité d'explosifs kilogrammes	Distance de (1) mètres	Distance de (2) mètres	Distance (3) entre dépôts avec remblais ou tertre mètres	Quantité d'explosifs kilogrammes
50	23	23	9	50
100	23	32	11	100
200	26	52	14	200
250	30	60	15	250
300	34	68	16	300
400	41	82	18	400
500	47	94	19	500
600	53	105	20	600
800	65	130	23	800
1 000	75	150	24	1 000
1 500	100	200	27	1 500
2 000	120	240	30	2 000
2 500	135	270	32	2 500
3 000	150	300	34	3 000
4 000	175	350	38	4 000
5 000	190	380	41	5 000
6 000	200	400	44	6 000
7 000	210	420	46	7 000
10 000	240	480	52	10 000
15 000	270	540	59	15 000
20 000	300	600	66	20 000
25 000	320	640	70	25 000
30 000	340	680	74	30 000
40 000	380	760	82	40 000
50 000	410	820	88	50 000
75 000	470	940	100	75 000
100 000	525	1 050	110	100 000
125 000	558	1 115	120	125 000
150 000	588	1 175	128	150 000

1) Chemins de fer, aéroports, canaux (utilisés) ou autres voies navigables, ports, quais ou jetées ; places du marché, cours de récréation et terrains de jeu publics ou tout autre lieu de rassemblement public à ciel ouvert ; routes ; chemin privé qui est la principale voie d'accès à une église, chapelle, collège, école, centre hospitalier ou usine ; digues, brise-lames, barrage-réservoir.

2) Habitations, boutiques, édifices publics et du gouvernement, églises, chapelles, collèges, écoles, centres hospitaliers, théâtres, cinémas et tout autre édifice de rassemblement public ; usines ; édifices ou manufactures utilisés pour emmagasiner et fabriquer des explosifs ou des articles contenant des explosifs.

3) Remblais bien et solidement faits de terre ou d'autres matériaux appropriés, d'une hauteur égale à celle du bord du toit du dépôt et d'une largeur d'au moins 1 mètre au faite, de façon à former un écran efficace pour tous les édifices qu'ils sont destinés à protéger. (La colonne 3 ne s'applique qu'aux distances entre les dépôts.)

---

A.C. 4389-71, (1971) 103 G.O., 9649 et (1974) 106 G.O.II, 3863

A.C. 1193-72, (1972) 104 G.O., 3915

A.C. 2734-74, (1974) 106 G.O.II, 3735

A.C. 2583-75, (1975) 107 G.O.II, 3471

A.C. 1208-77, (1977) 109 G.O.II, 3793

A.C. 2532-78, (1978) 110 G.O.II, 5579 et 5589



c. S-2.1, r.20

## Règlement sur la sécurité et l'hygiène dans les travaux de fonderie

Loi sur la santé et la sécurité du travail  
(L.Q., 1979, c. 63 ; après refonte : L.R.Q., c. S-2.1)

### SECTION I DÉFINITIONS

**1.** À moins que le contexte ne s'y oppose, les expressions et mots suivants signifient ou désignent :

a) « creuset » : récipient en terre réfractaire ou en métal garni de matériau réfractaire, utilisé pour fondre les métaux ;

b) « étuves à moules et à noyaux » : chambre chauffée faite de brique, de maçonnerie ou de métal et servant à cuire les noyaux et les moules de sable ;

c) « fonderie » : établissement industriel où l'on réalise le procédé de fusion ou de purification, ou de transformation des minerais, des métaux et des alliages ;

d) « four cubilot » : four de métallurgie composé d'un cylindre vertical d'acier, garni de matériaux réfractaires et surmonté d'une cheminée pour l'évacuation des gaz de combustion. La fusion de la fonte mélangée à du coke et à des fondants est activée par un courant d'air sous pression. Certains fours cubilots possèdent un système de refroidissement à l'eau ;

e) « four électrique à arc » : four de métallurgie fixe, rotatif ou basculant pour la fabrication de l'acier, la fonte ou alliages. Ce four est de forme cylindrique ou elliptique, fabriqué d'acier garni de matériaux réfractaires et pourvu au sommet d'ouvertures pour l'insertion de 2 ou plusieurs électrodes. Ces électrodes s'élèvent ou s'abaissent automatiquement pour maintenir une distance adéquate avec la charge et permettre la fusion du métal grâce à la chaleur dégagée de ces arcs ;

f) « four à creusets » : four de métallurgie, fait de matériaux réfractaires et pourvu d'ouvertures à sa partie supérieure pour l'insertion des creusets ;

g) « four à induction » : four de métallurgie de type fixe ou basculant, composé d'un cylindre vertical d'acier normalement garni à l'intérieur de matériaux réfractaires. Le four à induction utilise le principe du transformateur pour fondre le métal. Un circuit à haut voltage est accouplé à un circuit à bas voltage, ces 2 circuits n'étant pas re-

liés directement. Le raccordement se produit par le champ magnétique créé lorsque la bobine primaire est amorcée ;

h) « four à réchauffer ou à traitement thermique » : four de métallurgie du type à réverbère à récupération, à régénération ou autre, servant :

i. à réchauffer uniformément et graduellement des lingots, billettes, brames et barres d'acier ou des lingots à forger à des températures fixées d'avance pour en faire, par travail mécanique, des produits d'acier forgé ou laminé ; ou

ii. à réchauffer les produits d'acier forgé ou laminé à des températures fixées d'avance et convenables pour leur recuit, leur trempe, leur revenu ou autre traitement thermique ;

i) « four à sole » : four de métallurgie horizontal, fixe ou basculant, constitué par une armature d'acier garnie de matériaux réfractaires dans lequel circule au-dessus de la charge un courant de gaz enflammé provenant d'un mélange d'air et de combustibles solides, liquides ou gazeux, et qui est muni de récupérateurs pour les gaz ;

j) « four de métallurgie » : construction ou chambre constituée principalement par une armature d'acier, garnie de matériaux réfractaires et servant à fondre des minerais ou des métaux ou à les soumettre à l'action continue d'une chaleur intense ;

k) « opérations de fonderie » : ensemble des travaux effectués dans le but de réaliser la fusion, la transformation, la purification des matériaux et des alliages pour en faire des lingots ou des pièces coulées. Ces opérations comprennent aussi les manœuvres inhérentes au modelage, moulage, coulage et nettoyage des pièces coulées ;

l) « poche de coulée » : récipient qui, recevant le métal en fusion à la sortie des fours, le transporte jusqu'au moule où il doit être coulé.

### SECTION II DISPOSITIONS GÉNÉRALES

#### §1. Champ d'application

**2.** Le présent règlement de sécurité et d'hygiène s'applique à l'équipement, à l'entretien et aux opérations de fonderie.

**3.** Le présent règlement s'applique à toute nouvelle fonderie. Il s'applique aussi à toute installation et à tout équipement nouveaux dans une fonderie déjà existante.

**4.** Pour les fonderies existant le 10 octobre 1973, on doit prendre des mesures appropriées pour assurer une sécurité et une hygiène équivalentes aux prescriptions du présent règlement.

**5.** Dans l'application du présent règlement, la nature, la dimension et l'arrangement des matériaux et dispositifs peuvent différer des règles qui y sont fixées, pour autant que la résistance du matériau et des dispositifs et leur sécurité d'emploi soient au moins équivalentes à celles qui sont prescrites.

**6.** En cas de conflit au sujet d'une équivalence entre le chef de l'établissement et l'inspecteur, c'est l'inspecteur en chef qui tranche et sa décision écrite fait autorité.

## §2. Obligations de l'employeur

**7.** Le chef de l'établissement doit veiller à l'application du présent règlement.

**8. Généralités :** Le chef d'établissement doit s'assurer que les lieux de travail et l'équipement sont construits, aménagés, utilisés et entretenus de manière à éliminer les risques d'accidents et que les méthodes de travail ne présentent aucun risque.

**9. Caractéristiques des fonderies :** Toutes les fonderies doivent être conformes au présent règlement. Elles doivent, en outre, posséder les caractéristiques suivantes :

a) pour une nouvelle construction ou lors d'une rénovation du bâtiment, les bureaux principaux doivent être isolés des lieux où s'effectuent les opérations de fonderie, par un mur de brique, de pierre ou de béton, ayant une résistance au feu d'au moins une heure. Ce mur doit posséder des portes coupe-feu ;

b) les bureaux de contremaître, situés à moins de 6 mètres des lieux où les travailleurs manipulent le métal en fusion, doivent être construits avec des matériaux ayant une résistance au feu d'au moins une heure ;

c) tout appareil, outil, instrument et équipement doit être en bon état d'utilisation, et des méthodes d'inspection et d'entretien doivent être établies et suivies ;

d) les poches de coulée avec leurs fourches, les creusets avec leurs pinces, les cuillers écumeuses, et les bassins de scorie utilisés pour le coulage du métal en fusion doivent être inspectés chaque jour, quel que soit leur état avant usage ;

e) un éclairage conforme à l'article 5.2.1 du Règlement sur les établissements industriels et commerciaux (c. S-2.1, r. 9) doit être prévu dans chaque partie de la fonderie ;

f) pendant les heures de travail, la ventilation et la température à l'intérieur des fonderies doivent être conformes à la sous-section 5.1 du Règlement sur les établissements industriels et commerciaux ;

g) les ateliers où l'on utilise des laques, peintures, vernis, huiles ou autres substances inflammables ou explosives, doivent être isolés et protégés des lieux où se font les opérations de fonderie ;

h) les récipients contenant des substances inflammables ou explosives, doivent être entreposés dans des endroits isolés des lieux où se font les opérations de fonderie ;

i) les bonbonnes de gaz comprimé ne doivent pas être entreposées dans les lieux où se font les opérations de fonderie ; seul l'approvisionnement d'une journée est permis.

**10. Explosions de métal en fusion :** Afin d'éviter les explosions de métal en fusion, il est interdit :

a) d'introduire des substances ou objets humides dans le métal en fusion ;

b) de couler du métal en fusion dans un récipient humide ; et

c) d'introduire des corps comportant des cavités hermétiquement fermées dans le métal en fusion.

## SECTION III

### ENTRÉES ET LIEUX DE TRAVAIL

#### §1. Entrées

**11. Courants d'air :** Les portes et les fenêtres doivent être construites et placées de façon à réduire les courants d'air excessifs.

**12. Portes sur charnières :** Les portes sur charnières donnant accès à la fonderie doivent être pourvues de fenêtres.

#### §2. Planchers, fosses et ouvertures de plancher

**13. Qualité des sols et planchers :** Les sols et les planchers où s'effectuent les opérations de fonderie doivent être solides et sans irrégularité. Ils doivent être faits de terre, de matériaux incombustibles, à l'exception des planchers faits de blocs en bois spécialement traités. Les planchers doivent être constamment nettoyés et dégagés de tout obstacle.

**14.** Les planchers situés près des voies de roulement doivent être solides et arasés au niveau de la tête des rails.

**15. Pistes :** On doit aménager et maintenir, le long des voies de roulement de tout portique roulant et des deux côtés de chaque rail, des pistes dégagées ayant au moins 750 millimètres de largeur et courant parallèlement aux voies de roulement sur toute leur longueur.

**16. Plaques d'acier antidérapantes :** Lorsque les planchers ou sections de planchers sont en plaques d'acier, celles-ci doivent être antidérapantes.

**17. Garde-corps :** Toute ouverture dans le plancher d'une fonderie doit être recouverte ou protégée par des garde-corps. Les fosses et autres ouvertures aménagées dans les planchers dans lesquels le métal fondu est coulé ou manoeuvré, doivent être complètement sèches afin d'éviter les explosions.

**18. Nettoyage des planchers :** Les planchers doivent être nettoyés de façon qu'ils ne soient ni huileux, ni glissants.

### §3. Plates-formes et passerelles

**19. Disposition générale :** Toute plate-forme ou passerelle à l'intérieur d'une fonderie doit être maintenue en bon état et suffisamment résistante pour supporter la circulation pour laquelle elle a été construite.

**20.** Les plates-formes et passerelles utilisées pour le transport du métal en fusion doivent être faites de métal et gardées sèches.

**21. Largeurs minimales :** Les plates-formes et passerelles utilisées pour le transport du métal en fusion doivent posséder les largeurs minimales suivantes :

- a) 900 millimètres pour le transport manuel de creusets par au plus 2 travailleurs ;
- b) 1,2 mètre pour le transport manuel des creusets nécessitant plus de 2 travailleurs ;
- c) 1,8 mètre pour le transport manuel des creusets s'effectuant dans les deux sens ; et
- d) 600 millimètres de plus que la largeur maximale du chariot ou camion dans lequel les poches de coulée sont transportées.

**22. Garde-corps :** Les plates-formes, passerelles et escaliers doivent être pourvus de garde-corps sur tous les côtés exposés.

### §4. Allées

**23.** Les allées servant au transport de métal en fusion doivent être en bon état, sèches, bien dégagées, bien tracées et sans irrégularité.

**24. Allées pour le transport des creusets :** Les allées utilisées pour le transport des creusets doivent posséder les largeurs minimales suivantes :

- a) 450 millimètres si le transport des creusets ne nécessite pas plus de 2 travailleurs et que les moules, placés de chaque côté de l'allée, sont à une hauteur inférieure à 500 millimètres du niveau de l'allée ;
- b) 600 millimètres si le transport des creusets ne nécessite pas plus de 2 travailleurs et que les moules, placés de chaque côté de l'allée, sont à une hauteur supérieure à 500 millimètres du niveau de l'allée ;
- c) 900 millimètres si le transport des creusets nécessite plus de 2 travailleurs.

**25. Largeur des allées :** Les allées où le métal en fusion est transporté et vidé dans des moules au moyen d'appareils de levage tels que palan, monorail, pont ou portique roulant et chariot roulant, doivent être assez larges pour permettre la manutention et le vidage des poches de coulée avec sécurité.

## SECTION IV PRÉPARATION DES FOURS

### §1. Entrée dans les fours

**26. Conditions d'entrée :** Il est interdit à toute personne de pénétrer dans les fours de métallurgie lorsque la température excède 50°C sauf si :

- a) le travailleur porte un habit protecteur aluminé, des vêtements de laine ou tout autre vêtement de protection équivalente ;
- b) une ventilation est prévue pour réduire l'effet de la chaleur radiante à l'intérieur du four et si les normes de fatigue contre la chaleur (*Threshold Limit Value of Physical Agents* prescrite par *American Conference of Governmental Industrial Hygienists* (ACGIH-1972) sont respectées ;
- c) une surveillance continue est assurée par un compagnon de travail.

### §2. Régime de l'admission de combustible

**27. Canalisations :** Les canalisations amenant le gaz aux fours de métallurgie doivent posséder les caractéristiques suivantes :

- a) être étanches et protégées contre la rupture ;
- b) être pourvues de clapets d'explosion ;
- c) être pourvues de vannes de sûreté permettant de couper instantanément l'admission de combustible en cas de manque de gaz ou d'air ou d'avaries quelconques aux conduites.

**28.** Les tuyauteries fournissant l'huile combustible aux fours de métallurgie doivent être munies de dispositifs automatiques coupant l'admission d'huile combustible lorsque la pression tombe trop basse pour maintenir les brûleurs allumés.

**29. Postes de commande :** Les nouvelles installations de fours doivent être équipées de postes de commande disposés de façon à permettre la manoeuvre à distance.

### §3. Allumage des fours

**30. Examen avant l'allumage :** Le four doit être soigneusement examiné avant l'allumage et tous les appareils nécessaires à son fonctionnement doivent être en bon état. Avant chaque allumage, on doit vérifier :

- a) le revêtement réfractaire ainsi que les canalisations et installations d'alimentation en air et d'évacuation des fumées ;
- b) les dispositifs, canalisations et accessoires servant à l'alimentation en combustible ;
- c) le poste de commande et tous les appareils de contrôle.

**31. Précautions lors de l'allumage :** Pour l'allumage des fours de métallurgie allumés à la torche, on doit prendre les précautions suivantes :

- a) la torche doit être munie d'un écran et avoir une longueur minimale de 1,5 mètre pour protéger la personne qui l'utilise ;
- b) l'admission d'air doit être suffisante pour créer une légère succion avant que la torche ne soit présentée aux brûleurs ;
- c) personne ne doit demeurer ou circuler près des portes pendant l'allumage.

**32. Extinction accidentelle :** En cas d'extinction accidentelle des brûleurs des fours à l'huile combustible, à gaz ou à charbon, les vannes d'admission de combustible doivent être fermées et les chambres de combustion ventilées avant de rallumer les brûleurs.

## SECTION V FOURS CUBILOTS

### §1. Planchers sous les fours cubilots

**33.** Les planchers situés sous les fours cubilots et à leurs abords immédiats doivent être gardés secs ou légèrement humides, pendant les heures de fonctionnement.

### §2. Appareils de chargement

**34. Chargement manuel :** Lorsque le chargement se fait manuellement, on doit prévoir un garde-corps à l'entrée de la porte de chargement.

**35. Accès pourvus de garde-corps :** Pour le chargement à la main, à la brouette ou par camion, les accès aux portes de chargement des fours cubilots doivent être pourvus de garde-corps de chaque côté. Aux endroits où des matériaux risquent de s'échapper de la rampe de chargement, un mur d'une hauteur de 1,0 mètre doit être construit de chaque côté.

**36. Porte fermée :** Lorsque le chargement se fait manuellement, la porte de chargement doit être tenue fermée excepté pour le temps du chargement.

**37. Chargement par moyens mécaniques :** Pour le chargement d'un four cubilot par des moyens mécaniques tels que élévateurs, transporteurs, treuils et autres, l'espace situé en dessous et à proximité de ces appareils doit être protégé par des gardes protecteurs.

### §3. Conduites d'air

**38.** Toutes les installations de fours cubilots doivent posséder soit une vanne se fermant automatiquement à l'arrêt du ventilateur, soit des clapets dans les tuyères, ces clapets s'ouvrant à l'arrêt des ventilateurs.

**39.** Tout four cubilot doit posséder au moins une ouverture de sécurité qui consiste en un tuyau situé à une distance variant de 40 millimètres à 50 millimètres plus bas que le niveau des tuyères. Ce tuyau doit posséder une plaque fusible qui fondra si le métal fondu atteint un niveau limite.

### §4. Trous de coulée et trous de scorie

**40. Trous de coulée :** Lorsque le trou de coulée est bouché à l'aide d'un tampon d'obturation, on doit éviter d'enfoncer ce tampon directement dans le jet de métal en fusion. Le tampon doit être amené tout près du trou juste au-

dessus du jet et appliqué à un angle aigu de façon à réduire au minimum les éclaboussures de métal.

**41. Trous de scorie :** Les trous de scorie des fours cubilots doivent être munis d'écrans de protection contre les éclaboussures.

#### *§5. Ouverture des portes de vidange*

**42.** Lorsque le four cubilot fonctionne, les portes de vidange doivent être solidement soutenues par une ou plusieurs béquilles sur une base d'acier posée sur un empattement de béton ou autre matériau de résistance équivalente.

**43.** Les béquilles des portes de vidange doivent être retirées à l'aide de moyens mécaniques permettant ce retrait à une distance minimale de 4,5 mètres.

**44.** Lors de l'ouverture des portes de vidange, aucune personne ne doit se tenir à moins de 4,5 mètres de la conférence du four cubilot sauf s'il existe un écran de protection.

**45.** Un signal doit avertir les travailleurs de l'ouverture des portes de vidange.

#### *§6. Réparations ou regarnissage des fours cubilots*

**46. Protection contre les chutes d'objets :** Les travailleurs qui pénètrent dans les fours cubilots pour dégrasser le revêtement réfractaire, le remplacer ou procéder à d'autres réparations, doivent être protégés contre les chutes d'objets.

**47.** Les portes de chargement doivent être verrouillées.

**48. Verrouillage de l'interrupteur :** Si l'on utilise un élévateur à godets ou d'autres genres d'appareils mus à l'électricité pour le chargement des fours cubilots, l'interrupteur doit être verrouillé pendant la période de nettoyage ou de réparation du revêtement.

**49.** En l'absence de portes, l'ouverture de chargement doit être protégée contre les chutes d'objets.

**50. Examen :** Un examen au moins une fois la semaine doit être effectué pour vérifier et contrôler l'état intérieur du four cubilot.

## SECTION VI FOURS À CREUSETS

### *§1. Plates-formes des fours verticaux à creusets*

**51. Caractéristiques des plates-formes :** Les fours verticaux à creusets dont les couvercles de voûte sont à plus de 300 millimètres du plancher, doivent être munis de plates-formes, excepté dans le cas où les creusets sont transportés par des moyens mécaniques exclusivement. Ces plates-formes doivent être :

- a) construites en métal avec surface antidérapante ;
- b) suffisamment larges pour la commande du four, sans danger ;
- c) situées au niveau du couronnement du four, le long des côtés antérieurs et latéraux ;
- d) pourvues de garde-corps ; et
- e) sèches et dégagées de tout obstacle.

### *§2. Creusets*

**52. Tiges avec cerceaux :** Les creusets ne doivent être soulevés qu'à l'aide de tiges avec cerceaux (fourches) entourant la partie supérieure et de dimensions appropriées aux creusets.

**53. Masse du creuset :** Lorsque la masse combinée du creuset avec son contenu de métal fondu et le manche excède 25 kilogrammes, le creuset doit être enlevé du four par 2 travailleurs au moins ou par des moyens mécaniques. Lorsque la masse combinée excède 80 kilogrammes, un appareil de levage doit être utilisé.

**54. Longueur du manche :** Le creuset fixé à un manche et transporté par un seul travailleur doit être muni d'un protecteur pour la main du travailleur. La longueur minimale du manche doit être de 1,5 mètre.

### *§3. Fours à creusets chauffés à l'huile combustible*

**55. Robinet-vanne :** Lorsque le ventilateur et la pompe à l'huile combustible desservant un ou plusieurs fours à creusets ne sont pas alimentés par la même source d'énergie, un robinet-vanne doit être monté sur la conduite principale d'amenée d'huile combustible.

En cas de manque d'air, l'admission d'huile combustible doit être coupée immédiatement par ce robinet-vanne.

## SECTION VII FOURS ÉLECTRIQUES À INDUCTION

### §1. Plates-formes des fours électriques à induction

**56.** Les fours électriques à induction dont le chargement se fait manuellement doivent être munis de plates-formes qui doivent remplir les conditions suivantes :

- a) être construites en métal avec surface antidérapante ;
- b) être suffisamment larges pour le chargement ;
- c) être situées à au plus 600 millimètres en dessous du niveau du couronnement du four, le long des côtés antérieurs et latéraux ;
- d) être pourvues de garde-corps ; et
- e) être sèches et dégagées de tout obstacle.

### §2. Chargement et nettoyage des fours à induction

**57. Interdiction de chargement à la main :** Les fours verticaux à induction ne doivent pas être chargés directement à la main pendant qu'ils sont en marche.

**58. Chargement des fours en marche :** On doit utiliser une chute ou autre moyen mécanique pour le chargement des fours à induction lorsque ces derniers sont en marche. Ces appareils de chargement doivent être conçus de façon telle que tout travailleur soit à une distance minimale de 3 mètres du four, sauf s'il existe un écran protecteur.

**59. Conception des appareils de chargement :** Les appareils de chargement tels que transporteurs à palettes métalliques, transporteurs-vibrateurs, chutes ou bennes s'ouvrant par le bas et suspendues à un appareil de levage, doivent être conçus de façon telle que la charge complète pénètre dans l'ouverture du four.

**60. Écrans-protecteurs :** S'il existe un risque d'éclaboussement du métal en fusion, des écrans-protecteurs doivent entourer l'ouverture du four à induction, face au lieu où se fait le chargement.

**61. Utilisation d'une tige métallique :** Lorsque des pièces de métal tombent à l'extérieur de l'ouverture du four sur la partie supérieure de ce dernier, on doit utiliser une tige métallique d'une longueur minimale de 1,8 mètre pour protéger le travailleur poussant ces pièces dans le four.

**62. Protection contre les éclaboussures :** Pour éviter les éclaboussures lors du nettoyage de la croûte de scorie collée sur la paroi réfractaire d'un four à induction, le niveau

du métal en fusion dans le four doit être inférieur à 150 millimètres et le travailleur doit couvrir au moins la moitié de l'ouverture du four avec des plaques de métal.

**63. Cuiller écumoire :** La cuiller écumoire pour enlever les scories à la surface du métal fondu dans les fours à induction doit posséder un manche d'une longueur minimale de 1,5 mètre.

### §3. Commandes électriques

**64.** Les commandes électriques des fours à induction doivent être protégées des sources de chaleur intense, de la fumée ou de la poussière.

**65. Inspections :** Les commandes électriques doivent être vérifiées pour garantir la bonne marche des fours à induction.

## SECTION VIII FOURS À SOLE

### §1. Protection contre la chaleur

**66.** Les fours à sole doivent être isolés de façon à protéger les travailleurs de toute chaleur supérieure à 50°C.

### §2. Protecteurs de coulée

**67. Écrans de protection :** Lorsque les trous de coulée des fours à sole sont débouchés à l'oxygène, ils doivent être couverts par des écrans de protection empêchant le métal en fusion d'être projeté et de blesser le travailleur à moins que la lance à oxygène n'ait une longueur minimale de 1,8 mètre.

**68. Avertissement aux travailleurs :** Avant de procéder à la coulée des fours à sole, on doit avertir les travailleurs au moyen de cloches, sifflets ou autres signaux pour qu'ils quittent la zone où s'effectue la coulée.

### §3. Rupture de la sole

**69.** Chaque fois que des fragments se détachent de la sole des fours et montent à la surface dans une mesure susceptible de présenter un danger pour les travailleurs, on doit procéder immédiatement à la coulée, afin d'éviter des ruptures importantes de la sole.

**70.** En cas de rupture d'une partie d'un four à sole, le trou de coulée doit être immédiatement débouché, afin de vider la majeure partie du bain dans la poche de coulée ou dans la fosse à scories.



#### §4. Chargeuses mécaniques

**71. Équipement des chargeuses mécaniques :** Les chargeuses mécaniques des fours à sole doivent être munies :

- a) de carters de protection pour les engrenages et pignons de commande ;
- b) de garde-roues en avant des roues qui se déplacent sur rails ; et
- c) d'écrans protégeant les préposés aux commandes contre les projections de métal.

**72.** Un espace libre horizontal d'au moins 150 millimètres doit exister entre les chargeuses mécaniques des fours à sole qui se déplacent et tout objet fixe.

#### §5. Cuillers et wagonnets de chargement

**73. Évacuation de l'eau :** Les fonds des cuillers de chargement des fours à sole doivent être percés d'ouvertures pour évacuer l'eau.

**74.** Les cuillers de chargement et les matériaux sur lesquels on retrouve de la neige, de la glace, de l'eau ou des corps comportant des cavités hermétiquement fermées, ne doivent pas être introduits dans les fours à sole.

**75.** Les plates-formes des wagonnets portant les cuillers de chargement des fours à sole, doivent être pourvues le long des bords, de taquets d'arrêts empêchant les cuillers de glisser des wagonnets en marche.

#### §6. Enlèvement des scories

**76.** On doit déposer les scories des fours à sole dans des endroits où il n'y a pas d'eau susceptible de provoquer des éclaboussures.

**77.** On doit attendre la solidification des scories avant de les casser et de les amasser.

### SECTION IX FOURS ÉLECTRIQUES À ARC

#### §1. Fosses de coulée

**78.** Lorsque des fosses de coulée situées près des fours électriques à arc servent à recevoir les poches pour la coulée du métal en fusion, elles doivent :

- a) être nettoyées et sèches ;
- b) comporter un espace libre tout autour de la poche d'au moins 300 millimètres ;

c) posséder des garde-corps ou être couvertes de plaques d'acier antidérapantes lorsqu'elles ne sont pas utilisées ; et

d) posséder une profondeur minimale égale à la moitié de la hauteur de la poche de coulée.

**79.** Il est interdit de demeurer dans ces fosses pendant la coulée du métal dans la poche de coulée.

#### §2. Portes de chargement

**80.** On doit fermer complètement les portes de chargement pour éviter les dangers de projections d'étincelles.

#### §3. Équipement électrique

**81.** Les tableaux de commande des fours électriques à arc doivent remplir les conditions suivantes :

- a) être situés dans un endroit libre et bien éclairé, afin que la vue des préposés aux commandes ne soit jamais gênée ;
- b) être à l'abri de l'eau, des poussières, de l'huile, des vibrations et de la chaleur intense qui pourraient causer des blessures ou des avaries ; et
- c) être équipés d'un dispositif à commande manuelle permettant de lever ou baisser les électrodes indépendamment des régulateurs automatiques.

#### §4. Protection des yeux

**82. Lunettes de sécurité :** Les préposés à la coulée travaillant aux fours électriques à arc doivent porter des lunettes de sécurité conçues pour leur métier et respectant les prescriptions de la norme *Eye Protectors*, ACNOR Z94.3-1969.

**83. Écrans de protection :** Des écrans de protection doivent être placés aux endroits où il y a radiation provenant d'un arc électrique, de façon que les yeux d'aucun travailleur ne soient exposés à de telles radiations provenant d'une source voisine.

### SECTION X ÉTUVES À MOULES ET À NOYAUX

#### §1. Portes

**84.** Les portes coulissantes verticales des étuves à moules et à noyaux doivent être construites et installées de manière à assurer toute sécurité.

**85. Caractéristiques des portes :** Ces portes doivent, en outre, posséder les caractéristiques suivantes :

- a) avoir des câbles ou chaînes possédant un facteur de sécurité d'au moins 5 ;
- b) posséder des contrepoids couverts de gardes et solidement attachés et d'une masse suffisante pour rendre le maniement des portes facile ;
- c) être munies de dispositifs permettant de les bloquer en position d'ouverture durant le chargement et le déchargement ;
- d) être munies de poulies d'un diamètre approprié au câble utilisé pour prévenir l'usure excessive des câbles ;
- e) être construites et suspendues de façon à ne pouvoir sortir de leurs guides ou de leurs appareils de suspension.

**86. Examen des portes :** Les portes des étuves à moules et à noyaux doivent être examinées mensuellement. Le travailleur doit s'assurer avant de pénétrer dans les étuves que les portes ne se ferment pas d'elles-mêmes.

**87.** Pour les portes à commande électrique, le travailleur doit verrouiller l'interrupteur de courant avant de pénétrer dans les étuves à moules et à noyaux.

#### §2. Accès aux toits des étuves

**88.** On doit assurer des moyens d'accès aux travailleurs chargés de la conduite et de l'entretien des ventilateurs et autres appareils installés sur le toit des étuves.

**89. Échelles verticales :** Lorsqu'on emploie des échelles verticales fixées à un mur de l'étuve, ces dernières doivent être de construction métallique rigide et éloignées d'au moins 150 millimètres du mur.

#### §3. Chariots d'étuves

**90. Chariots sur rails :** Lorsque les chariots à plateforme roulant sur rails servent au chargement des étuves à noyaux et à moules :

- a) les voies doivent être horizontales ou avoir une légère inclinaison vers le fond de l'étuve ;
- b) les voies de roulement doivent posséder un sabot d'arrêt ;
- c) les chariots doivent être retirés des étuves à l'aide de dispositifs mécaniques.

#### §4. Étuves chauffées à l'huile combustible ou au gaz

**91.** Avant d'allumer les brûleurs des étuves à moules et à noyaux, on doit effectuer une inspection des brûleurs, des commandes et des étuves elles-mêmes.

**92. Protection contre les poussières :** Les brûleurs et l'équipement de commande doivent être protégés des poussières provenant de la fonderie.

**93. Vanne de contrôle :** Les brûleurs à buse doivent être munis d'une vanne de contrôle coupant le débit d'huile combustible ou de gaz non brûlé en cas d'extinction de la veilleuse.

**94. Déflecteur :** Les brûleurs à buse doivent être munis de déflecteurs pour étaler les flammes et empêcher le sable d'atteindre la buse. La buse doit être horizontale.

**95. Événements d'explosion :** Les étuves chauffées à l'huile combustible ou au gaz doivent être munies d'événements d'explosion conformes aux prescriptions du *Guide for Explosion Venting NFPA*, No 68-1954.

### SECTION XI FOURS À RÉCHAUFFER OU À TRAITEMENT THERMIQUE

#### §1. Portes

**96.** Les portes coulissantes verticales des fours à réchauffer ou à traitement thermique doivent posséder les caractéristiques décrites à la sous-section 1 de la section X.

#### §2. Protection contre la chaleur

**97. Rayonnement calorifique :** Les effets du rayonnement calorifique émis par les faces des fours à réchauffer ou à traitement thermique doivent être combattus par :

- a) l'isolation du four ;
- b) des écrans d'aluminium suspendus temporairement pour réfléchir le rayonnement calorifique ; ou
- c) des ventilateurs produisant une circulation d'air.

**98. Pièces de coulée :** Les pièces de coulée sortant des fours à réchauffer ou à traitement thermique doivent être protégées de façon à éviter des brûlures.

#### §3. Systèmes de chauffage des fours à réchauffer ou à traitement thermique

**99. Examen et situation des canalisations :** Les canalisations amenant le combustible solide pulvérisé, l'huile

combustible ou le gaz aux fours à réchauffer ou aux fours à traitement thermique doivent être isolées des événements d'air chaud ou des sources de chaleur des fours et examinées au moins une fois par semaine pour déceler les fuites possibles de gaz nocif dans les locaux de travail.

**100. Contrôle et lecture de la température :** Les éléments de chauffe des fours électriques à réchauffer ou à traitement thermique doivent être pourvus de dispositifs pour le contrôle et la lecture de la température, avec des fusibles fonctionnant à haute température.

**101. Ouverture de l'interrupteur de contrôle :** Le travailleur chargé de la vérification et de l'entretien des éléments de chauffe doit verrouiller en position ouverte l'interrupteur de contrôle avant de pénétrer dans le four.

## SECTION XII MANUTENTION DU MATÉRIEL DANS LES FONDERIES

### *§1. Creusets et poches de coulée*

**102. Inspection :** Les creusets et les poches de coulée doivent être inspectés avant d'être mis en service après chaque regarnissage et chaque refroidissement.

**103.** Les creusets et les poches de coulée doivent être complètement secs et sans aucune fissure avant d'être utilisés.

**104. Dispositifs de verrouillage :** Les poches de coulée à fourche doivent être munies d'un dispositif de verrouillage actionné à la main pour prévenir tout renversement accidentel.

**105. Examen et construction :** Les anses ou suspensions et les tourillons des poches de coulée doivent être examinés tous les jours afin de déceler les défauts possibles ou l'usure exagérée. Ces anses et tourillons doivent être construits avec un facteur de sécurité d'au moins 10.

**106. Diamètre de la tête :** Le diamètre de la tête au bout extérieur de l'axe des tourillons des poches de coulée, ne doit pas être inférieur à une fois et demie le diamètre de l'axe de ces tourillons.

**107.** Les poches de coulée et les creusets ne doivent pas être remplis à un niveau supérieur à celui qu'indique le manufacturier et, en aucun cas, le niveau doit excéder 90% de la hauteur du récipient.

**108.** Les tampons ou burettes réfractaires des poches de coulée doivent être adaptés parfaitement à l'ouverture dans le bas de la poche de coulée.

**109. Dispositifs avertisseurs :** Lorsque les poches de coulée contenant du métal en fusion sont transportées par chariots automoteurs, monorails, portiques ou ponts roulants, ces appareils doivent être munis de dispositifs avertisseurs (cloches, sifflets ou sirènes) qui doivent être utilisés tout le long du parcours. Pour chaque type d'appareil de levage servant au déplacement du métal en fusion, on doit utiliser des dispositifs avertisseurs différents.

**110.** Les poches de coulée transportées par ponts roulants, monorails ou chariots doivent être pourvues de dispositifs de verrouillage empêchant tout renversement accidentel.

**111.** Lors du transport d'un moule à l'autre, les poches de coulée doivent toujours être remises en position verticale ou ramenées à un angle d'au moins 15° par rapport à leur position lors de la coulée précédente.

**112. Mécanisme d'engrenage :** Les poches de coulée de plus de 900 kilogrammes doivent être munies d'un mécanisme d'engrenage pour leur renversement. Ce mécanisme doit être conçu de façon qu'il y ait constamment au moins 2 dents en contact.

**113. Protection des engrenages :** Les engrenages du mécanisme de bascule des poches de coulée doivent être protégés contre les éclaboussures de métal en fusion.

**114.** Tout travailleur doit se tenir à l'écart des poches de coulée durant leur remplissage, leur transport et leur vidange.

### *§2. Palonniers, élingues, chaînes de suspension, crochets*

**115. Facteur de sécurité :** Les palonniers, chaînes de suspension, élingues, crochets et autres accessoires pour le levage et le déplacement des poches de coulée, doivent posséder un facteur de sécurité d'au moins 10. Ces accessoires de levage doivent être examinés chaque jour.

**116.** Le travailleur responsable de l'attachement des poches de coulée, châssis de moulage, bennes et autre équipement à un appareil de levage, doit s'assurer que les attaches ne présentent aucun danger de glissement et d'échappement avant d'ordonner le soulèvement.

**117.** Personne ne doit demeurer en dessous des charges suspendues à un appareil de levage.

### §3. Bennes de grue

**118.** Les récipients ou bennes, y compris leurs accessoires de levage pour le transport du matériel par pont roulant ou autre appareil de levage aérien, doivent posséder un facteur de sécurité d'au moins 5.

**119.** Lorsque les bennes ont une anse mobile, celle-ci doit être munie d'un dispositif de sécurité pour éviter tout renversement.

## SECTION XIII

### ÉQUIPEMENT DE PRODUCTION DE FONDERIE

#### §1. Tamis mécaniques

**120.** À moins que le sable traité ne contienne suffisamment d'humidité pour empêcher le dégagement de poussière des tamis mécaniques à sable, ces tamis doivent :

- a) être enfermés ; et
- b) être munis d'un système de dépoussiérage.

**121. Protection des tamis mécaniques :** Les tamis mécaniques rotatifs à sable doivent être protégés par des clôtures ou des garde-corps situés à une distance d'au moins 380 millimètres.

**122.** Les tamis mécaniques et portatifs à secousses actionnés par l'air comprimé, doivent être attachés par un câble un peu plus court que le tuyau flexible d'amenée d'air, afin d'empêcher la rupture du raccord du tuyau flexible par suite des mouvements de la machine.

#### §2. Machines à mouler

**123.** Les machines à mouler doivent être munies d'interrupteurs, manettes ou autres dispositifs nécessitant l'emploi simultané des deux mains.

**124.** Il est interdit de toucher le châssis de moulage alors qu'il est en mouvement.

**125.** Des trous d'air doivent être pratiqués dans les moules pour éviter les explosions lors du moulage.

## SECTION XIV

### ÉQUIPEMENT DE NETTOYAGE ET DE FINITION DES PIÈCES COULÉES

#### §1. Vibrateurs mécaniques de démoulage

**126.** Les vibrateurs mécaniques utilisés pour démouler les pièces coulées de fonderie doivent être pourvus :

- a) d'un système d'aspiration pour capter les poussières provenant des opérations ; et
- b) de transporteurs ou de moyens équivalents permettant de recueillir le sable sous les grilles et de le ramener aux postes de préparation ou d'entreposage des sables.

**127.** Les travailleurs ne doivent pas essayer de retirer des pièces des grilles vibrantes alors que celles-ci sont en marche.

#### §2. Nettoyage à la main

**128.** Les grosses pièces coulées peuvent être nettoyées et burinées à la main à condition qu'une protection convenable soit assurée aux nettoyeurs. Cette protection convenable exige :

- a) l'usage de rideaux, cloisons ou écrans appropriés pour empêcher toute blessure provoquée par des projections d'éclats ou de particules ;
- b) un système d'aspiration pour empêcher une concentration de poussière supérieure à la limite maximale permise dans la norme *Threshold Limit Values for Substances in Workroom Air* de *American Conference of Governmental Industrial Hygienists* (ACGIH-1972) ;
- c) le port de lunettes et de vêtements de protection et l'emploi d'appareils respiratoires lorsque les autres méthodes de protection n'assurent pas la sécurité réglementaire.

**129.** Les tables de travail ou établis utilisés pour la finition des pièces coulées, doivent être suffisamment espacés pour permettre aux travailleurs de circuler et de travailler sans danger d'être blessés par la chute de pièces coulées et d'outils.

**130.** Les tables de travail ou établis ainsi que les montures et autres accessoires de support doivent être conçus et utilisés de façon à tenir solidement la pièce coulée.

#### §3. Tonneaux de polissage et de dessablage

**131.** Les tonneaux de polissage à axe horizontal, animés d'un mouvement rotatif ou alternatif, doivent être entourés de garde-corps suffisamment éloignés pour éviter que les personnes puissent les atteindre lorsqu'ils sont en mouvement.

**132. Verrouillage des tonneaux :** Lorsque les tonneaux de polissage et de dessablage sont vidés ou emplis, ils doivent être verrouillés à la position d'arrêt.

#### §4. Installations de sablage

##### **133.** Le nettoyage des pièces coulées par sablage :

a) ne doit s'effectuer que dans des cabines ou des chambres complètement fermées à l'exception des prises d'air et des chasses d'air dûment protégés :

- i. au moyen d'appareils automatiques ; ou
- ii. au moyen d'ouvertures fermées par des rondelles flexibles ou des manches pour permettre au travailleur de manipuler les outils de l'extérieur de sa cabine ;

b) doit s'effectuer au moyen d'abrasifs tels que la maitraille ou la grenaille d'acier utilisés comme projectiles.

**134.** Lorsque les travailleurs sont à l'intérieur des salles de sablage, ils doivent être pourvus de cagoules de sablage avec alimentation d'air pur, de gants, de jambières et de vêtements nécessaires pour assurer leur protection contre la poussière et les projections d'abrasifs ou de métal.

**135.** Aucune partie de l'équipement de protection ne doit être laissée à l'intérieur des salles de sablage. Ces vêtements de protection doivent être placés dans un casier à l'abri des poussières.

##### **136.** L'air alimentant les appareils respiratoires doit :

- a) être frais et filtré ;
- b) être chauffé à au moins 18° C si cet air provient de l'extérieur ; et
- c) procurer un débit d'au moins 3 décimètres cubes par seconde par appareil respiratoire.

**137.** Lorsque l'air est fourni par un compresseur, celui-ci doit être pourvu :

- a) d'un refroidisseur d'air pour éliminer le monoxyde de carbone produit lors d'une surchauffe ;
- b) d'un séparateur, d'un filtre ou autre appareil captant les impuretés, notamment les vapeurs d'huile, la rouille, l'eau ; et
- c) d'un régulateur de pression.

## SECTION XV

### ÉQUIPEMENT PARTICULIER DE PROTECTION INDIVIDUELLE

#### §1. Chaussures de sécurité

**138.** Tout travailleur employé dans le travail manuel d'une fonderie doit porter des chaussures de sécurité con-

formes à l'article 12.4.1 du Règlement sur les établissements industriels et commerciaux (c. S-2.1, r.9).

#### §2. Protection des yeux et du visage

**139.** On doit assurer la protection des yeux et du visage du travailleur de la manière indiquée à l'article 12.3.1 du Règlement sur les établissements industriels et commerciaux.

#### §3. Vêtements de protection

**140.** Les couleuvres, les conducteurs de fours et tous les travailleurs chargés du maniement de métal en fusion doivent être vêtus de vêtements de laine, d'amiante, de vêtements aluminés ou d'autres vêtements de protection conformes à l'article 12.7.1 du Règlement sur les établissements industriels et commerciaux.

#### §4. Casques de sécurité

**141.** Les casques de sécurité homologués selon la norme *Industrial Protective Head Wear*, ACNOR Z 94.1-1966 doivent être portés en tout temps dans les zones où s'effectuent les opérations de fonderie.

A.C. 3454-73, (1973) 105 G.O.II, 5533

A.C. 594-78, (1978) 110 G.O.II, 1751 et 1754





c. S-2.1, r.21

## Règlement sur les travaux exécutés dans le voisinage des lignes électriques

Loi sur la santé et la sécurité du travail  
(L.Q., 1979, c. 63 ; après refonte : L.R.Q., c. S-2.1)

### SECTION I ÉTENDUE

**1.** Le présent règlement s'applique à tous les travaux qui peuvent s'effectuer dans le voisinage des conducteurs électriques, mais ils ne s'appliquent pas aux travaux près des conducteurs électriques utilisés pour les branchements de 750 volts ou moins entre un réseau de distribution et le point de raccordement à l'installation électrique de tout abonné.

Les travaux sur les chantiers de construction sont régis par le Code de sécurité pour les travaux de construction (c. S-2.1, r.6).

### SECTION II DÉFINITIONS

**2.** « Travaux » signifie tous travaux d'excavation, de démolition, de construction, de transport et tout autre genre de travaux, à l'exclusion des travaux ordinaires de ferme qui peuvent s'effectuer dans le voisinage des conducteurs électriques.

**3.** « Conducteurs électriques » signifie tous les conducteurs ainsi que leurs accessoires électriques utilisés pour le transport et la distribution d'énergie électrique, sauf les conducteurs électriques utilisés pour les branchements de 750 volts ou moins entre un réseau de distribution et le point de raccordement à l'installation électrique de tout abonné.

**4.** « Entreprise d'exploitation d'énergie électrique » signifie toute personne, société, compagnie, coopérative ou municipalité exploitant un réseau de transport ou de distribution d'énergie électrique.

### SECTION III COMPÉTENCE

**5.** Le Service d'inspection voit à l'application et à l'exécution du présent règlement.

**6.** Les représentants des entreprises d'exploitation d'énergie électrique peuvent, le cas échéant, faire ressortir ou rapporter toute infraction au présent règlement pour en assurer l'application.

### SECTION IV EXCEPTIONS

**7.** Le présent règlement ne s'applique pas :

a) à la construction, la réparation ou l'entretien des conducteurs électriques effectué par des employés des entreprises d'exploitation d'énergie électrique ou par des personnes, sociétés ou compagnies autorisées par elles ;

b) à la construction, la réparation ou l'entretien des réseaux de communication effectué sur les structures de support des conducteurs électriques par des personnes ou compagnies autorisées par les entreprises d'exploitation d'énergie électrique ;

c) à tout transport assujéti au Code de la route (L.R.Q., c. C-24).

### SECTION V INTERDICTION

**8.** Nul ne peut sans se conformer à la section VI, effectuer des travaux susceptibles d'approcher toute pièce, partie de machinerie ou personne, à une distance inférieure à :

a) 3 mètres des conducteurs électriques ayant une tension de moins de 250 000 volts ; ou

b) 30 mètres des conducteurs électriques ayant une tension égale ou supérieure à 250 000 volts.

### SECTION VI DÉROGATION

**9.** Toute personne, compagnie, entrepreneur, propriétaire ou autre qui désire effectuer des travaux susceptibles d'approcher toute pièce, partie de machinerie ou personne à une distance inférieure aux distances mentionnées à la section V, doit :

a) convenir avec l'entreprise d'exploitation d'énergie électrique des mesures de sécurité adéquates à prendre. Ces mesures doivent être exécutées avant le début des travaux et maintenues durant le cours de ces travaux. Dans ces cas, l'entreprise d'exploitation d'énergie électrique doit aviser les représentants du ministère du Travail, de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu ;

b) prendre et maintenir pendant le cours des travaux toutes autres mesures nécessaires pour assurer la sécurité des personnes.

**10.** Les dépenses encourues par l'entreprise d'exploitation d'énergie électrique pour exécuter et maintenir les mesures de sécurité décrites au paragraphe a de l'article 9 sont à la charge du demandeur. Le paiement de ces dépenses peut être exigé avant l'exécution des travaux relatifs à ces mesures de sécurité.

## **SECTION VII**

### **PANCARTES D'AVERTISSEMENT**

**11.** Le propriétaire ou le locataire de toute pièce de machinerie servant à lever une charge et capable de mouvement vertical, latéral ou de rotation, doit placer sur cette pièce, à un endroit visible de l'opérateur, une pancarte d'avertissement portant en caractère d'au moins 15 millimètres l'inscription : Danger — N'approchez pas des lignes électriques.

## **SECTION VIII**

### **PÉNALITÉS**

**12.** Toute personne, société ou compagnie qui enfreint le présent règlement est passible des pénalités prévues par la Loi sur la santé et la sécurité du travail (L.Q., 1979, c. 63 ; après refonte : L.R.Q., c. S-2.1).

---

A.C. 1250-66, (1966) 98 G.O., 4451

A.C. 1576-74, (1974) 106 G.O.II, 2049

A.C. 594-78, (1978) 110 G.O.II, 1751 et 1757





c. S-2.1, r.22

## Règlement sur les travaux forestiers

Loi sur la santé et la sécurité du travail  
(L.Q., 1979, c. 63 ; après refonte : L.R.Q., c. S-2.1)

### SECTION I DÉFINITIONS

**1.** Dans le présent règlement, à moins que le contexte s'y oppose, les mots ou expressions suivantes signifient :

- a) « abatteuse universelle » : véhicule automoteur monté sur roues ou sur chenilles servant à couper, à ébrancher ou à sectionner les arbres. Certains modèles sont équipés pour le transport des grumes ;
- b) « arbre entier » : arbre abattu et séparé de sa souche ;
- c) « chemin d'exploitation » : route utilisée couramment pendant la durée d'une exploitation forestière ;
- d) « débardage » : opération forestière qui consiste à transporter les troncs ou les arbres entiers du lieu de l'abattage à un chemin carrossable ;
- e) « débardeur » : travailleur forestier affecté au débardage ;
- f) « débardeuse sur roues » : véhicule automoteur sur roues équipé ou non d'un treuil servant au débardage du bois ;
- g) « débardeuse sur chenilles » (chenillette) : véhicule automoteur sur chenilles servant au débardage ou au transport du bois en forêt ;
- h) « entaille de direction » : entaille faite au tronc d'un arbre pour orienter sa chute lors de l'abattage ;
- i) « estacade » : barrage flottant fait de billots ou de radeaux assemblés par des chaînes et des câbles pour retenir et canaliser les bois flottés ;
- j) « grume » : tronc d'arbre abattu, ébranché, recouvert de son écorce, tronçonné ou non ;
- k) « pavillon » : partie supérieure de la carrosserie d'un véhicule à moteur, assurant la protection du conducteur ;
- l) « pont » : ouvrage comportant un tablier simplement appuyé sur des poutres retenues par des piliers ou l'équivalent, et servant à enjamber un cours d'eau ou une dépression de terrain ;

m) « scie mécanique » : scie portative à moteur, communément appelée scie à chaîne ;

n) « trait d'abattage » : trait de scie fait du côté opposé à la direction de chute et qui sectionne l'arbre de sa souche ;

o) « travaux forestiers » : travaux d'exploitation forestière, y compris les travaux d'aménagement, de conservation et d'amélioration de la forêt ;

p) « travailleur forestier » : travailleur salarié ou travaillant à forfait, qui est affecté à des travaux forestiers ;

q) « tronçonnage » : opération qui consiste à sectionner les arbres en diverses longueurs ;

r) « tronçonneuse » : machine conçue pour le tronçonnage du bois en différentes longueurs.

### SECTION II DISPOSITIONS GÉNÉRALES

#### §1. Étendue

**2.** Champ d'application : Le présent règlement s'applique à tous les travaux forestiers.

#### §2. Entretien de l'équipement forestier

**3.** L'équipement forestier doit être utilisé et entretenu de façon à protéger le travailleur contre les risques professionnels tels que définis au Règlement sur les établissements industriels et commerciaux (c. S-2.1, r.9).

#### §3. Devoirs du chef d'établissement

**4.** Le chef d'établissement doit :

- a) avoir présent sur les lieux des travaux au moins un responsable de tous les travailleurs ;
- b) ne jamais laisser un travailleur forestier travailler seul en forêt, à moins qu'il n'existe un moyen de surveillance sûr, soit une ronde soit un autre système de contrôle périodique. Cette surveillance doit être exercée au moins une fois par ½ journée de travail ;
- c) s'assurer que tous les travailleurs connaissent le maniement de l'équipement forestier mis à leur disposition ;
- d) s'il fournit le logement, la nourriture ou le moyen de transport aux travailleurs forestiers, s'assurer que les

conditions d'hygiène, de salubrité et de sécurité sont maintenues ;

- e) faire l'inspection des bâtiments chaque mois ;
- f) mettre à la disposition de tout travailleur forestier, tout l'équipement de protection individuelle prévu dans le présent règlement ;
- g) suspendre immédiatement tout travailleur trouvé sans l'équipement de protection prescrit pour son emploi et prévu dans le présent règlement. Cette suspension doit se prolonger tant et aussi longtemps que le travailleur n'utilise pas cet équipement pour l'exercice de ses fonctions ;
- h) fournir une civière avec couvertures et une trousse de premiers soins à proximité des lieux où les travailleurs sont concentrés ou dans les véhicules de transport mis à la disposition des travailleurs ;
- i) voir à ce que le travail se fasse conformément au présent règlement ; et
- j) s'assurer que l'équipement, les outils, les machines et accessoires soient toujours en bon état.

**5.** Le chef d'établissement doit s'assurer que tout travailleur forestier :

- a) est informé du présent règlement ;
- b) utilise tout dispositif ou équipement de sécurité et de protection mis à sa disposition pour pallier les risques de son métier ;
- c) ne fume pas au travail pendant l'été, sauf pendant les pauses ;
- d) a reçu des directives du contremaître de signaler tout défaut, blocage des dispositifs de sécurité et autres conditions dangereuses de travail ; et
- e) ne change pas d'endroit de travail et de fonction sans autorisation de son supérieur immédiat.

## SECTION III CHEMIN D'EXPLOITATION

**6. Dispositions générales :** Tout chemin d'exploitation doit être :

- a) construit et entretenu de façon que tout véhicule utilisé pour l'exploitation forestière puisse circuler sans danger ;
- b) suffisamment large pour permettre une circulation sans danger ; ou
- c) pourvu de points de rencontre s'il ne comporte qu'une voie de roulement.

**7. Pont :** Tout pont sur un chemin d'exploitation doit :

- a) être construit selon un plan approuvé par un ingénieur membre en règle de l'Ordre des ingénieurs du Québec ;
- b) avoir une capacité affichée près du chemin à 30 mètres des 2 extrémités du pont ;
- c) avoir, de chaque côté du tablier, une pièce longitudinale d'au moins 200 millimètres de hauteur fixée solidement à ce tablier ; et
- d) être inspecté de manière à être gardé bien entretenu pendant l'exploitation.

**8. Signalisation :** Les courbes raides, les ponts, les pentes abruptes, les zones de rencontres, les vitesses permises et les traverses de chemins de fer doivent être indiqués par des panneaux facilement visibles le jour et la nuit. La signalisation utilisée ne doit pas contrevenir à celle utilisée par le ministère des Transports.

**9. Zones de transport :** Les zones de chemin d'exploitation réservées au transport du bois doivent être indiquées par des panneaux ou des affiches facilement visibles le jour et la nuit.

## SECTION IV ÉQUIPEMENT FORESTIER

### §1. Équipement manuel

**10. Hache et scie à archet :**

- 1) Le manche de la hache et la lame de la scie à archet doivent être bien centrés et solidement assujettis.
- 2) Les outils doivent toujours être bien affûtés.

**11. Scie mécanique :**

- 1) La scie mécanique doit posséder une chaîne du type à ébrancher.
- 2) Il est interdit de fumer lorsqu'on fait le plein d'essence d'une scie mécanique.
- 3) Il est interdit de faire le plein d'essence d'une scie mécanique lorsqu'elle est chaude ou qu'il y a danger de feu et d'explosion.
- 4) La scie mécanique doit être appuyée sur une surface solide lorsqu'elle est mise en marche.
- 5) La scie mécanique doit être mise en marche à plus de 3 mètres de l'endroit où le plein d'essence a été fait.
- 6) La scie ne doit pas être utilisée plus haut que le niveau des épaules.

7) Lorsque le travailleur forestier, lors de l'abattage, franchit une distance plus grande que celle existant normalement entre les arbres, le moteur de la scie doit être arrêté, et la scie mécanique doit être portée la lame en arrière.

8) Lors de tout déplacement d'un travailleur forestier, la chaîne de la scie ne doit jamais être en mouvement, et le moteur doit être arrêté s'il y a obstacle.

9) Le changement et le réglage de la chaîne d'une scie mécanique doivent s'effectuer lorsque le moteur est arrêté.

10) L'entretien, le réglage et l'usage de la scie mécanique doivent se faire de façon à protéger le travailleur contre tout accident.

11) Un extincteur ou tout autre dispositif capable de maîtriser un début d'incendie doit être à la portée du travailleur qui utilise une scie mécanique.

12) La scie mécanique doit être tenue solidement avec les deux mains lorsqu'elle est en marche.

**12. Crochet, gaffe et tourne-bille :** La pointe des crochets, gaffes et tourne-bille doit être bien aiguisée et les manches ou poignées doivent être lisses et bien fixés.

**13. Coupe-câble :** Un coupe-câble doit être disponible aux endroits d'utilisation de câble.

**14.** Le câble ne doit jamais être dévidé entièrement du tambour du treuil.

## §2. Équipement lourd

**15. Dispositions générales :** L'équipement lourd doit être équipé d'extincteurs chimiques en plus de respecter les exigences des articles 8.4.3, 8.4.4, 8.4.5 et 8.4.6 du Règlement sur les établissements industriels et commerciaux (c. S-2.1, r.9). Toutefois, il n'est pas obligatoire de munir la débardeuse d'une ceinture de sécurité ou de porter une telle ceinture lors de l'usage de la débardeuse.

**16. Camion :** Tout camion utilisé lors des travaux forestiers, doit être :

- a) utilisé pour des charges compatibles avec sa capacité et les conditions des lieux de travail ;
- b) muni, entre la cabine et le chargement, d'un écran protecteur suffisamment fort pour résister au glissement de la charge.

**17. Débardeuse sur roues :**

1) Le système hydraulique et le système de freinage doivent être vérifiés chaque jour.

2) Tout dommage au pavillon de la débardeuse pouvant affecter la structure de celui-ci doit être corrigé et réparé immédiatement.

3) Entre le treuil et le siège, un grillage résistant doit protéger le conducteur contre les coups de fouet du câble.

4) Le câble doit être enroulé sur le treuil avant que la débardeuse change d'endroit.

5) L'accès au siège de la débardeuse ou du tracteur de ferme utilisé comme débardeuse ne doit pas excéder 560 millimètres de largeur et chaque côté de l'accès doit être garni d'un grillage.

6) Le siège de la débardeuse doit être placé de manière à permettre la manoeuvre du conducteur en toute sécurité.

7) La débardeuse ne doit pas être utilisée lorsque les engrenages, arbres de couche ou cardans des arbres de couche sont à découvert ou sans protection.

8) Le conducteur d'une débardeuse doit conduire son véhicule en position assise.

9) Lorsque non utilisée, la lame d'une débardeuse doit être en position levée lors du déplacement.

10) La débardeuse peut être laissée aux conditions suivantes :

- a) le frein de sécurité doit être appliqué au préalable ;
- et
- b) la lame doit être à terre.

**18. Débardeuse sur chenilles :**

1) Des dispositifs de protection doivent être prévus autour des arbres de couches et des cardans.

2) On doit placer des plaques de métal à surface anti-dérapante au-dessus des chenilles.

**19. Béliet mécanique et chargeur :**

1) Les commandes ne doivent pas être laissées sans que la lame ou les bras de levage aient été posés sur le sol et que le frein de sécurité ait été appliqué.

2) Lorsqu'un béliet mécanique est équipé d'un treuil, il doit y avoir entre le siège du conducteur et le treuil, un grillage pouvant résister aux coups de fouet du câble ou à la projection de tout objet.

**20. Tracteur de ferme :** Un tracteur de ferme ne doit jamais être utilisé pour le débordage du bois en forêt à moins qu'il ne soit équipé :

- a) d'un cadre de protection en cas de retournement ;
- et

b) d'un grillage de protection contre le coup de fouet du câble ou la projection de tout objet.

**21. Autre équipement :** Toute autre machine utilisée dans les exploitations forestières doit posséder des dispositifs de sécurité nécessaires à l'opération sûre. En particulier :

- a) elle doit être équipée d'un protecteur pour les pièces mobiles et d'un grillage contre les projections ;
- b) les machines aux mécanismes de type hydraulique doivent posséder des dispositifs permettant de bloquer toute pince, couteau ou autre équipement dans des positions fixes pour l'entretien, le nettoyage ou la réparation ;
- c) elle doit être équipée d'extincteurs chimiques facilement accessibles ;
- d) elle doit être équipée des échelles nécessaires au travailleur pour l'accès, le fonctionnement et l'entretien ;
- e) toute passerelle et toute plate-forme doivent :
  - i. être équipées de garde-corps ; et
  - ii. posséder un plancher antidérapant.

**22. Câble pour le halage du bois :** Le câble utilisé pour le halage du bois doit :

- a) être conforme à la norme *Steel Wire Rope : General Purpose*, ACNOR G4-1967 ;
- b) avoir un diamètre approprié à celui du treuil ;
- c) pouvoir résister à une charge 5 fois supérieure à la charge de manœuvre moyenne admise lorsqu'il est fait un usage normal de l'appareil.

### §3. Travaux d'entretien et de réparation

**23.** Aucun entretien, réparation ou nettoyage ne doit être effectué lorsqu'une machine est en marche. Ces travaux ne peuvent être effectués sur des mécanismes alors qu'ils sont soumis à des pressions hydrauliques.

**24. Entretien mécanique sur place :** Lorsque l'entretien mécanique se fait sur place, le chef d'établissement doit fournir :

- a) un local pour effectuer la réparation des scies mécaniques ; et
- b) un espace équipé pour effectuer l'entretien et la réparation de l'équipement mécanique lourd.

**25. Pièces mobiles :** Toutes les pièces mobiles soulevées doivent être bloquées avant le travail sous un tracteur, un chargeur ou toute autre machine.

**26. Remplacement d'une roue :** Lors du remplacement d'une roue d'un véhicule sur les lieux de travail :

- a) les autres roues doivent être bien bloquées pour éviter tout déplacement de la machine ;
- b) un cric ou un vérin approprié ou un autre dispositif équivalent doit être utilisé ; et
- c) un blocage pouvant supporter la machine doit être mis en place si l'on ne dispose pas immédiatement d'une roue de secours.

## SECTION V SÉCURITÉ AU TRAVAIL

### §1. Abattage

**27. Équipement de protection :** Lors de l'abattage, les travailleurs doivent porter le casque, les bottes, les genouillères et les gants ou moufles (mitaines) conformes à la section VI.

**28. Distance entre chaque travailleur :** Une distance suffisante pour limiter les risques d'accident lors de l'abattage doit être maintenue entre chaque travailleur forestier préposé à l'abattage. Cette distance ne doit pas être inférieure à 45 mètres.

**29. Nettoyage :** Une voie de retraite et l'espace autour de l'arbre doivent être nettoyés avant l'abattage.

**30. Chicots ou arbres morts non utilisés :**

1) Les chicots ou arbres morts qui ne seront pas utilisés doivent être surveillés attentivement pendant l'abattage et le débardage. Là où il y a un grand danger de les faire tomber, on ne doit les abattre qu'après avoir examiné les lieux et pris toutes les mesures de sécurité nécessaires. Ce travail doit se faire :

- a) avec une scie mécanique sous la surveillance du contremaître ; ou
  - b) à l'aide d'un véhicule automoteur.
- 2) Dans les cas extrêmes où la zone de travail devient dangereuse à cause d'une forte proportion de chicots ou d'arbres morts, il faut suspendre les travaux.

**31. Entaille de direction :** Une entaille de direction doit être faite pour orienter la chute de l'arbre dans la direction voulue. Cette entaille doit avoir une profondeur minimale de 1/3 environ du diamètre de l'arbre à couper. Elle doit être pratiquée sur tous les arbres de plus de 200 millimètres de diamètre.

**32. Trait d'abattage :** Le trait d'abattage doit se faire 50 millimètres environ au-dessus de la pointe de l'entaille de direction.

**33. Lors de l'abattage :**

a) un arbre dont le trait d'abattage est commencé ou un arbre qui est retenu dans sa chute ne doit jamais être laissé debout ;

b) l'arbre retenu dans sa chute ne doit pas être tronçonné ;

c) dans les cas visés aux paragraphes a et b, l'arbre doit être libéré avec la débardeuse, ou un autre moyen de traction mécanique ou animale ; et

d) un arbre qui en retient un autre déjà coupé ne doit jamais être abattu.

**34. Ébranchage :** L'ébranchage de l'arbre abattu doit se faire avec soin et attention. Il faut :

a) se placer du côté le plus haut de l'arbre abattu ;

b) se placer du côté opposé du tronc d'arbre à ébrancher ;

c) ne jamais marcher sur le tronc d'arbre à ébrancher ; et

d) ne pas porter des coups vers soi.

## §2. Débardage

**35. Équipement de protection :** Lors du débardage, les travailleurs doivent porter l'équipement de protection individuelle utilisé pour l'abattage.

**36. Charges halées :** Seules les charges, appropriées à la capacité autorisée d'une machine ou à la force des chevaux, compte tenu des conditions de terrain, doivent être halées.

**37. Grumes ou arbres entiers :** Les grumes ou les arbres entiers doivent être attachés entre 200 et 600 millimètres de l'extrémité.

**38. Mise en mouvement de la débardeuse ou du treuil :** La débardeuse ou le treuil doit être mis en mouvement seulement lorsqu'aucun travailleur n'est :

a) près du treuil et des câbles ; et

b) dans le trajet des grumes ou des arbres.

**39. Lorsque le treuil fonctionne, la débardeuse doit être gardée dans le même alignement que le câble de halage et**

si la déviation est supérieure à 30°, le véhicule doit être réaligné pour éviter tout retournement.

**40. Débardage en terrain incliné :** Le débardage en terrain incliné doit se faire dans l'axe de la pente.

**41. Déplacements sans charge :** Le câble du treuil de la débardeuse doit être maintenu enroulé lors des déplacements sans charge.

**42. Débardage à l'aide de chevaux :** Si le débardage est fait à l'aide de chevaux, il faut :

a) attacher la charge en se plaçant à côté de celle-ci ; et

b) marcher en arrière de la charge quand elle se déplace.

## §3. Tronçonnage

**43. Tronçonnage à la scie mécanique :**

1) Lors du tronçonnage avec une scie mécanique, l'équipement de protection individuelle doit être le même que lors de l'abattage.

2) Avant de procéder au tronçonnage, les branches et les broussailles aux alentours de l'arbre doivent être enlevées.

3) Lors du tronçonnage, le travailleur doit se placer du côté le plus élevé de la grume.

**44. Tronçonnage à la tronçonneuse :** Lors du tronçonnage à la tronçonneuse :

a) l'équipement de protection individuelle doit être un casque, des chaussures de sécurité et des protecteurs auriculaires si le bruit dépasse la limite permise selon l'annexe 3 du Règlement sur les établissements industriels et commerciaux (c. S-2.1, r.9) et ce au poste de travail ;

b) la sécurité des autres travailleurs qui pourraient se trouver dans la zone de travail de la tronçonneuse ne doit pas être compromise ;

c) un système de communication doit être utilisé entre les travailleurs pour effectuer les manoeuvres nécessaires en cas d'urgence et pour les besoins de la sécurité.

## §4. Transport du bois par camion

**45. Capacité du matériel utilisé :** Le matériel utilisé pour le chargement des grumes doit avoir la capacité correspondant aux charges à soulever.

**46. Grillage et échelle :** Tout camion affecté au transport du bois et dont le chargement mécanique nécessite l'intervention d'un travailleur sur la plate-forme de chargement du camion, doit être équipé :

- a) d'un grillage résistant en treillis métallique ou équivalent au-dessus de la cabine et facilement accessible au conducteur ; et
- b) d'une échelle permettant l'accès à la partie supérieure de la charge.

**47. Chargement de grumes :**

- 1) Pour tout chargement de grumes :
  - a) une chaîne ou câble d'acier de sécurité doit être utilisé par rangées d'empilage ;
  - b) le système de piquets et le contrôle du déclenchement du système de piquets doivent être construits solidement et approuvés ;
  - c) le contrôle du déclenchement du système de piquets doit être placé en un endroit où le conducteur ne risque pas d'être touché par la charge ou une partie de la charge ; et
  - d) les piquets de retenue doivent être suffisamment longs et solides pour retenir toute la charge de manière que celle-ci ne dépasse pas le haut des piquets ; il ne faut pas utiliser de grumes ou d'autres pièces de bois à cette fin.

2) Si les grumes sont chargées dans une caisse :

- a) le chargement doit avoir une hauteur compatible avec l'état des chemins d'exploitation et du camion ; et
- b) la caisse doit posséder dans sa partie supérieure des ridelles pour permettre au conducteur de voir son chargement et ainsi empêcher la projection de toute pièce de bois durant le chargement et les déplacements du camion.

**48.** Au moment où le chargeur dépose les grumes sur la plate-forme de chargement du camion, il ne doit y avoir personne près du point de dépôt des grumes.

**49. Déchargement de grumes :** Lors du déchargement d'un voyage de grumes :

- a) il ne doit se tenir personne sur la charge ;
- b) il ne doit y avoir personne du côté du déchargement de la charge ; et
- c) personne ne doit être dans la zone de danger lorsque le contrôle du déclenchement du système de piquets est actionné.

*§5. Transport du bois par flottage*

**50. Jetées ou rampes :**

- 1) Les jetées ou rampes servant à décharger le bois à l'eau doivent :
  - a) être construites avec un bloc d'arrêt solidement ancré ; ou
  - b) comporter un câble de retenue en bon état :
    - i. solidement ancré ;
    - ii. facilement accessible ; et
    - iii. d'une longueur adaptée à l'arrêt désiré ;
  - c) être nettoyées et bien entretenues.
- 2) Une bouée de sauvetage reliée à un câble de secours doit être placée bien en vue sur la jetée.

**51. Gilet de sauvetage :** Un gilet de sauvetage conforme aux articles 12.9.1 et 12.9.2 du Règlement sur les établissements industriels et commerciaux ou une ceinture de sécurité reliée à un câble de secours bien tendu et bien fixé doit être porté lors de travaux aux estacades, près des portes des grandes écluses ou de dalles de canalisation, sur les berges d'un cours d'eau ou en tout autre lieu où il y a danger de noyade. De plus, il faut prévoir des chaloupes de sauvetage sur les lieux dangereux.

**52.** Il faut exercer une surveillance continue des travailleurs dans les rapides et autres endroits où flotte du bois.

*§6. Train de bois*

**53. Estacade :** Là où il est nécessaire de tirer le bois avec un remorqueur, l'estacade doit être reliée au remorqueur par un câble de nylon ou l'équivalent qui permet une élongation susceptible d'éliminer le risque de chavirement.

**54. Dispositif de guidage :** Un dispositif de guidage doit être mis en place à l'arrière du remorqueur pour aligner le câble lorsqu'il tire un train de bois.

**55. Selle :** Le câble doit porter sur une selle facilement accessible, entre le treuil et le dispositif de guidage.

**56. Équipement du remorqueur :** Tout remorqueur doit être équipé des dispositifs suivants :

- a) pompes à l'eau ;
- b) haches lourdes ;
- c) extincteurs portatifs ;
- d) gilet de sauvetage pour chaque occupant ; et

- e) bouées et chaloupes de sauvetage.

**57. Passerelles, plates-formes et ponts :** Les passerelles, les plates-formes et les ponts des remorqueurs doivent :

- a) être construits d'un matériau antidérapant ; et
- b) comporter des garde-corps.

## SECTION VI

### ÉQUIPEMENT DE PROTECTION

#### INDIVIDUELLE ET BIEN-ÊTRE DES TRAVAILLEURS

**58. Protection de la tête, des yeux, des oreilles :** Le chef d'établissement doit s'assurer que le travailleur forestier :

- a) utilise un casque de sécurité homologué selon la norme *Industrial Protective Headwear* ACNOR Z94.1—1966. Ce casque doit être fourni par le chef d'établissement ;
- b) porte un écran facial ou des lunettes de protection *Eye Protectors* ACNOR Z94.3—1969 lorsqu'il est exposé à un danger pour les yeux ou la figure ; et
- c) porte des protecteurs auriculaires *Hearing Protectors* ACNOR Z94.2—1965 si le bruit dépasse au poste de travail la limite permise à l'annexe 3 du Règlement sur les établissements industriels et commerciaux (c. S-2.1, r.9).

**59. Protection des pieds :** Les chaussures de sécurité conçues pour les travailleurs forestiers doivent être conformes à la norme *Safety Footwear* ACNOR Z195—1970. Elles doivent être de type « usage modéré » et spécialement équipées d'une semelle rugueuse antidérapante.

**60. Protection des jambes :** Les genouillères portées pour les travaux d'abattage, de débardage et de tronçonnage avec une scie mécanique ou pour d'autres travaux qui nécessitent l'usage d'une scie mécanique doivent respecter les conditions suivantes :

- a) être de dimensions telles à protéger le genou et la jambe jusqu'à la hauteur des chaussures de sécurité ; et
- b) être fait d'un matériau résistant aux entailles pendant un temps égal ou supérieur à 4 secondes lorsqu'une scie à chaîne électrique est utilisée pour couper à une vitesse de 14 180 dents/minute.

**61. Protection des mains :** Une moufle (mitaine) de sécurité doit être portée à la main qui tient la poignée avant de la scie mécanique lorsqu'elle est en usage.

Des gants ou moufles (mitaines) à l'épreuve des picots doivent être portés lors des manipulations de câbles d'acier.

## 62. Logement :

1) Lorsque les travailleurs forestiers travaillent en groupe à distance des campements principaux, le chef d'établissement doit leur fournir un abri temporaire avec chauffage. Cet abri ne doit pas servir comme dortoir.

2) Cet abri doit être d'une dimension convenable en égard au nombre de travailleurs forestiers et être équipé de tables.

**63. Transport des travailleurs forestiers :** Le transport des travailleurs forestiers doit s'effectuer par des véhicules conformes à la section XIII du Règlement sur les établissements industriels et commerciaux. Toutefois, le transport d'au plus 2 travailleurs peut se faire sur une plate-forme métallique ajoutée à l'arrière d'une débardeuse.

A.C. 3673-73, (1973) 105 G.O.II, 5643

A.C. 594-78, (1978) 110 G.O.II, 1751 et 1758







c. S-2.1, r.23

## Règlement sur l'utilisation des pistolets de scellement

Loi sur la santé et la sécurité du travail  
(L.Q., 1979, c. 63 ; après refonte : L.R.Q., c. S-2.1)

### SECTION I DISPOSITIONS GÉNÉRALES

**1. Objet :** Le présent règlement régit l'utilisation des pistolets de scellement.

Les travaux sur les chantiers de construction sont régis par le Code de sécurité pour les travaux de construction (c. S-2.1, r.6).

**2. Définitions :** Dans le présent règlement :

a) « pistolet de scellement » : désigne tout appareil dans lequel la force propulsive provient d'une charge explosive, ou de toute autre source d'énergie, qui permet d'enfoncer des pointes, ou d'autres dispositifs de fixation, dans des matériaux ou objets pour joindre ou fixer divers matériaux ou objets ;

b) « fabricant » : désigne le fabricant de tout pistolet ou son agent qualifié et autorisé.

**3. Administration :** Les inspecteurs nommés en conformité de la Loi sur la santé et la sécurité du travail (L.Q., 1979, c. 63 ; après refonte : L.R.Q., c. S-2.1) sont chargés de l'application du présent règlement.

**4. Rôle du chef d'établissement :** Le chef d'établissement qui exécute ou fait exécuter des travaux de fixation en se servant du pistolet de scellement, doit veiller à l'application du présent règlement. Il doit confier ces travaux uniquement à des utilisateurs qualifiés selon la section III.

**5. Rôle de l'inspecteur :** Si l'inspecteur constate que l'une des dispositions du présent règlement n'est pas observée, il a le droit d'ordonner la suspension des travaux de scellement.

L'inspecteur en chef peut autoriser un fabricant à émettre des permis d'utilisation et révoquer tout permis d'un utilisateur qui fait un usage dangereux du pistolet de scellement. Il se réserve également l'approbation des examens auxquels les candidats sont soumis par le fabricant.

**6. Rôle du fabricant :** Le fabricant doit faire suivre les prescriptions édictées aux articles 7 et 8.

Il peut émettre un permis d'utilisation à toute personne qui a subi avec succès l'examen préparé à cette fin. Il doit conserver une copie de cet examen durant 5 ans et la produire sur demande de l'inspecteur en chef.

De plus, il doit faire rapport de tout permis qu'il émet à l'inspecteur en chef, en y indiquant :

- a) le type d'appareil ;
- b) le numéro du permis ;
- c) le nom du détenteur ;
- d) la date de l'examen.

### SECTION II NORMES

**7. Normes de construction :** Le pistolet de scellement doit être fabriqué selon le Code CSA Z166-1966 ou autres normes reconnues par le ministère du Travail, de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu.

**8. Marques :** Les marques ou estampilles qui apparaissent sur les pistolets de scellement, projectiles, cartouches ou accessoires doivent être celles prescrites par le Code CSA Z166-1966.

**9. Normes générales :** Les prescriptions générales du Code CSA Z166-1966 ou autres normes reconnues par le ministère du Travail, de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu s'appliquent.

### SECTION III UTILISATION DU PISTOLET DE SCELLEMENT

**10. Utilisateurs :** Tout ouvrier qui utilise un pistolet de scellement doit :

- a) être âgé d'au moins 18 ans ;
- b) avoir suivi un cours donné par le fabricant. Ce cours doit porter sur le fonctionnement du pistolet de scellement et les limitations de l'appareil, les précautions de sécurité à prendre, le choix des cartouches et des projectiles, l'utilisation du pare-éclats ou autres accessoires, les méthodes de démontage et de nettoyage de l'appareil ainsi que sur le présent règlement ;
- c) être détenteur d'un permis d'utilisation ;

d) employer seulement l'appareil du fabricant dont il possède le permis d'utilisation.

**11. Projectiles et cartouches :** Les projectiles et cartouches doivent être choisis en fonction du travail à effectuer, après vérification de la nature et de l'épaisseur du matériau dans lequel il faut faire des scellements. Ils doivent être ceux qui sont recommandés par le fabricant du pistolet de scellement.

**12. Précautions spéciales :**

1) On ne doit pas utiliser le pistolet de scellement pour exécuter certains travaux de fixation lorsqu'il s'agit de :

a) pièces présentant une section circulaire ou arrondie (par exemple : tuyauterie, tubes), sauf si le pare-éclats est adapté à ce genre de travail ;

b) matériaux ne présentant pas une rigidité suffisante ;

c) revêtements de tôles, feuillets, etc. à une structure d'acier, à moins qu'on ait pris les précautions qu'exigent les circonstances pour éviter les accidents ;

d) matériaux insuffisamment résistants (carreaux de plâtre, briques creuses, ardoises, etc.) ;

e) matériaux durs et cassants (fonte, marbre, granit, revêtement vitrifié, etc.) ;

f) acier ou des alliages dont la dureté est plus grande que celle du projectile utilisé ;

g) matériaux durs préalablement percés (par exemple, cornières de métal comportant déjà des trous), sauf dispositif spécialement adapté à cet effet.

Toutefois, on peut se servir des appareils utilisant le principe de la frappe indirecte par masselotte et lorsque la vitesse d'implantation du projectile est très faible pour effectuer les travaux prévus aux paragraphes *a*, *b* et *c*, pourvu que toutes les précautions nécessaires soient prises.

2) L'utilisateur du pistolet de scellement doit :

a) porter le casque protecteur approuvé, les lunettes et tous autres accessoires de sécurité recommandés pour son travail ;

b) être placé dans une position stable lors du tir ;

c) s'assurer qu'il n'y a personne dans la zone de tir ;

d) suivre les directives données quant à la position du pistolet de scellement ; celui-ci doit être tenu parfaitement perpendiculaire à la surface du tir.

**13. Distances minimales :** Pour enfoncer des projectiles dans le béton ou dans l'acier, on doit suivre le Code CSA Z166-1966, relatif aux distances minimales à respecter lorsqu'on enfonce des projectiles près du bord d'une pièce ainsi qu'à l'épaisseur minimale du matériel à être enfoncé.

**14. Incidents de tir :** Lorsqu'un incident de tir survient ou s'il y a un raté, il faut tenir l'appareil dans sa position de tir pour une période d'au moins 15 secondes et, ensuite, décharger l'outil en prenant toutes les précautions nécessaires : le canon ne doit pas être dirigé vers l'ouvrier ou d'autres personnes ; il doit être tenu obliquement vers le bas et éloigné, autant que possible, du corps du préposé au pistolet de scellement.

**15. Risques d'explosion :** On ne doit pas se servir du pistolet de scellement dans des ateliers ou autres lieux où existent des risques d'explosion ni à proximité des conducteurs électriques sous tension.

**16. Entretien :** On doit vérifier le pistolet de scellement tous les jours avant emploi et s'assurer du bon fonctionnement des dispositifs de sécurité.

L'outil doit être nettoyé dans toutes ses parties à la fin de chaque journée de travail. Seules les pièces de rechange recommandées par le fabricant doivent être utilisées.

**17. Remisage :** En toute circonstance, le pistolet de scellement doit être déchargé lorsqu'on ne l'utilise pas immédiatement.

Sauf durant leur emploi, les cartouches et le coffret contenant le pistolet doivent être mis sous clef ou déposés dans un endroit inaccessible aux personnes non autorisées.

**18. Défectuosité :** Tout pistolet de scellement doit être immédiatement enlevé du service si l'appareil, ou une de ses parties composantes ou accessoires, est trouvé défectueux à quelque égard que ce soit, comme dans le cas où plusieurs incidents de tir se produiraient même lorsque l'appareil peut encore fonctionner. Seul le fabricant du pistolet de scellement peut effectuer les réparations ou modifications de l'appareil.

**19. Location :** La location des pistolets de scellement doit être limitée aux utilisateurs ayant leur permis d'utilisation ou aux entrepreneurs qui emploient un utilisateur qualifié.



c. S-3, r.1

## Règlement sur les ascenseurs, monte-charge, petits monte-charge, escaliers roulants et tapis roulants

Loi sur la sécurité dans les édifices publics  
(L.R.Q., c. S-3, a. 39)

### PARTIE I NOUVELLES INSTALLATIONS

#### SECTION I DISPOSITIONS GÉNÉRALES

**1.** La présente partie de ce règlement s'applique dans un édifice public, dans un établissement industriel et dans un établissement commercial.

**2.** Un ascenseur, un monte-charge, un petit monte-charge ou un escalier roulant qui n'est pas visé par la partie II de ce règlement doit être conforme au Code ACNOR B44-1975 « Code des ascenseurs, monte-charge, petits monte-charge, escaliers roulants et tapis roulants » et son supplément no 1-1977.

Un tapis roulant :

a) dont les plans et devis sont déposés chez l'inspecteur avant le 13 décembre 1978 et dont l'installation n'est pas entreprise dans les 6 mois qui suivent l'approbation de ces plans et devis ; ou

b) dont les plans et devis sont déposés chez l'inspecteur après le 13 décembre 1978 ;

doit être conforme au Code ACNOR B44-1975 « Code des ascenseurs, monte-charge, petits monte-charge, escaliers roulants et tapis roulant » et son supplément no 1-1977.

Toutefois, le paragraphe *b* de l'article 3.14.9.1.1 et les articles 3.14.9.3.2 et 3.14.9.6 de ce Code ne s'appliquent pas à la présente partie.

**3.** Une plate-forme élévatrice pour fauteuil roulant dont la course n'excède pas 7 mètres :

a) dont les plans et devis sont déposés chez l'inspecteur avant le 28 octobre 1981 et dont l'installation n'est pas entreprise dans les 6 mois qui suivent l'approbation de ces plans et devis ;

ou

b) dont les plans et devis sont déposés chez l'inspecteur après le 28 octobre 1981, doit être conforme à la « Norme relative aux plates-formes élévatrices pour fauteuil roulant », octobre 1981, publiée par le ministère du Travail, de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu.

**4.** L'inspecteur peut interdire le fonctionnement d'un ascenseur, monte-charge, petit monte-charge, escalier roulant, tapis roulant et plate-forme élévatrice pour fauteuil roulant en y apposant un scellé, s'il constate qu'une infraction à la présente partie de ce règlement est de nature à mettre directement en danger la vie et la santé d'une personne.

### PARTIE II INSTALLATIONS EXISTANTES

#### SECTION I DISPOSITIONS GÉNÉRALES

**5.** La présente partie de ce règlement s'applique à un ascenseur, un monte-charge, un petit monte-charge ou un escalier roulant dans un édifice public, dans un établissement industriel et dans un établissement commercial :

a) dont l'installation est terminée le 13 décembre 1978 ; ou

b) dont les plans et devis sont déposés chez l'inspecteur avant le 13 décembre 1978 et l'installation entreprise dans les 6 mois qui suivent l'approbation de ces plans et devis.

**6.** Pour les fins de l'application de la présente partie, le mot « Code » signifie le Code ACNOR B44-1975 « Code des ascenseurs, monte-charge, petits monte-charge, escaliers roulants et tapis roulants » et son supplément no 1-1977.

**7.** L'inspecteur peut interdire le fonctionnement d'un ascenseur, monte-charge, petit monte-charge ou escalier roulant en y apposant un scellé, s'il constate qu'une infraction à la présente partie de ce règlement est de nature à mettre directement en danger la vie et la santé d'une personne.

**8.** Une modification à une installation d'ascenseur, monte-charge, petit monte-charge ou escalier roulant doit être conforme au chapitre X du Code et l'inspecteur doit en être avisé.

**9.** Lorsqu'une machine d'entraînement et l'équipement d'un puits sont réinstallés dans un nouvel emplacement :

- a) l'installation doit être conforme au Code ;
- b) la machine à tambour de cette installation peut être utilisée ;
- c) l'inspecteur doit en être avisé.

## SECTION II CONSTRUCTION D'UN PUIT D'ASCENSEUR ET DE MONTE-CHARGE

**10.** Le puits et la porte palière d'une construction ignifuge doivent être conformes aux articles 2.2.1.1.1 et 2.2.1.2 du Code.

**11.** La paroi d'un puits et d'une porte palière d'une construction non ignifuge doit être conforme à l'article 2.2.1.3 du Code.

**12.** La paroi d'un puits attenante à l'accès du palier d'arrêt doit être conforme à l'article 2.2.1.4 du Code.

**13.** Seule la paroi d'un puits donnant à l'extérieur d'un immeuble peut être munie d'une fenêtre.

**14.** La fenêtre dans une paroi d'un puits face à l'entrée d'un ascenseur ou monte-charge doit être conforme à l'article 2.2.5.3.1 du Code.

**15.** La fenêtre d'un puits située à 10 étages ou moins au-dessus d'une voie publique ou celle située à 3 étages ou moins au-dessus du toit d'un immeuble doit être conforme à l'article 2.2.5.4.1 du Code.

**16.** À moins d'obstruction structurale majeure, un accès au palier doit avoir une hauteur libre d'au moins 2 mètres et une largeur n'excédant pas celle de la baie d'accès à la cabine. Toutefois, la hauteur de l'accès au palier d'ascenseur ne doit pas excéder la distance entre le dessus du plancher de la cabine et le dessous du cadre supérieur de la cabine.

**17.** Un seuil de palier doit être protégé conformément aux articles 2.11.11.2.1 à 2.11.11.2.4 du Code.

**18.** Un seuil de palier doit être éclairé conformément à l'article 2.11.11.3 du Code.

**19.** Une saillie, une niche et un retrait dans la paroi d'un puits doivent être conformes à l'article 2.2.6 du Code.

**20.** Le jeu entre la plate-forme de la cabine et la paroi du puits contenant une porte palière doit être conforme à l'article 2.9.1.5 du Code.

**21.** Un plancher conforme à l'article 2.2.3.1 du Code doit être construit au sommet d'un puits.

**22.** La résistance du plancher doit être conforme à l'article 2.2.3.3.1 du Code.

**23.** L'aire du plancher doit être conforme aux articles 2.2.3.5.1 à 2.2.3.5.3 du Code.

**24.** Une différence de niveau entre le plancher de la salle des machines et celui de la machinerie doit être régie conformément aux articles 2.2.3.6.1 et 2.2.3.6.2 du Code.

**25.** Une installation de tuyauterie dans un puits doit être conforme à l'article 2.4.2 du Code.

**26.** Le jeu entre le seuil de la plate-forme de cabine et celui d'un palier doit être d'un minimum de 12,5 mm et d'un maximum de 37,5 mm.

## SECTION III SALLE DES MACHINES

**27.** La salle des machines doit être munie de parois d'une hauteur minimale de 1,8 m.

**28.** Une paroi doit s'opposer au passage d'une balle de 50 mm de diamètre.

**29.** La paroi d'une salle des machines, d'un monte-charge manuel ou d'un petit monte-charge doit être conforme aux articles 7.3.1.1 et 7.3.1.2 du Code.

**30.** Seule la machinerie et l'équipement mentionnés à l'article 2.3.2.1 du Code doivent être installés dans une salle des machines.

**31.** Un accès à une salle des machines doit être conforme aux articles 2.3.3.1, 2.3.3.5.1, 2.3.3.5.2 et à l'alinéa b de l'article 2.3.3.3 du Code.

**32.** L'éclairage, la ventilation et le chauffage d'une salle des machines doivent être conformes aux articles 2.3.5.1.1 à 2.3.5.3 du Code.

**33.** Aucune salle des machines ne doit être utilisée pour entreposer de l'équipement autre que celui servant à l'entretien de l'ascenseur, du monte-charge ou du petit monte-charge.

**34.** La poutre, le support et l'assise de la machinerie et d'une poulie d'ascenseur, de monte-charge et de petit monte-charge doivent être conformes aux articles 2.6.1.1 et 2.6.1.3 du Code.

## SECTION IV

### FOSSE D'ASCENSEUR ET DE MONTE-CHARGE

**35.** Un ascenseur ou un monte-charge à moteur doit être muni d'une fosse, à moins d'obstruction structurale majeure.

**36.** Le mur, le plancher et la porte d'une fosse doivent être conformes aux articles 2.2.2.3.1 et 2.7.1.2.2 du Code ainsi qu'aux articles 10 à 15 du présent règlement.

**37.** Aucun puits ou fosse ne doit être utilisé pour fin d'entreposage.

**38.** Une différence de niveau entre les planchers de fosses adjacentes doit être régie conformément aux articles 2.7.1.3.1, 2.7.1.3.2 et 2.7.1.3.3 du Code.

**39.** Une fosse doit être munie d'une voie d'accès conforme aux articles 2.7.1.4.1 à 2.7.1.4.4 et 2.7.1.4.6 à 2.7.1.4.10 du Code, à moins d'obstruction structurale majeure.

**40.** Une fosse doit être éclairée conformément aux articles 2.7.1.5.1 et 2.7.1.5.2 du Code.

**41.** Une fosse doit être munie d'un interrupteur d'arrêt sous boîtier conforme aux articles 2.7.1.6.1 à 2.7.1.6.3 du Code.

**42.** La profondeur d'une fosse doit être conforme à l'article 2.7.1.7 du Code, à moins d'obstruction structurale majeure.

**43.** Une ouverture pour drain ou puisard doit être munie d'un treillis métallique conforme à l'article 42.

**44.** Le côté ouvert d'un contrepoids doit être muni d'une garde métallique conforme aux articles 2.5.2.1.1 et 2.5.2.2 du Code.

**45.** Deux chaînes d'une longueur minimale de 1,2 m espacées de 300 mm doivent être fixées au-dessous d'un contrepoids lorsque l'espace entre la cabine et celui-ci empêche l'installation du garde prévu à l'article 44.

**46.** Le jeu supérieur entre le toit de la cabine, la traverse supérieure de l'étrier et la saillie la plus basse du puits doit être d'un minimum de 600 mm lorsque :

a) le contrepoids repose sur son amortisseur comprimé à bloc ;

b) l'ascenseur ou monte-charge à tambour est arrêté par l'interrupteur final de fin de course ;

c) le piston plongeur est à la limite de sa course.

**47.** En cas d'obstruction structurale majeure, le jeu supérieur doit être d'un minimum de 300 mm.

**48.** Un ascenseur, un monte-charge et un petit monte-charge dont le dessous du puits est accessible doivent être conformes aux articles 2.10 et 7.3.7 du Code.

## SECTION V

### PROTECTION DES ACCÈS AU PALIER

#### *§1. Porte palière pour ascenseur et monte-charge*

**49.** L'accès à un palier doit être muni d'une porte palière de largeur au moins égale à celle de l'accès et d'une hauteur minimale de 1 650 mm.

**50.** Une porte pivotante ou coulissante horizontale d'un ascenseur ou d'un monte-charge à manoeuvre automatique doit être munie d'un ferme-porte conforme à l'article 2.11.3.1 du Code.

**51.** La cabine d'un ascenseur ou d'un monte-charge voyageant seule dans un puits non conforme à l'article 2.11.1.1.3 du Code doit être munie d'un appareil téléphonique en communication avec un poste continuellement gardé.

**52.** La distance entre la porte palière et la porte de cabine d'un ascenseur ou d'un monte-charge à manoeuvre automatique doit être conforme à l'article 3.6.4.5.1 du Code.

**53.** La distance entre la porte palière et l'arête intérieure de son seuil doit être conforme à l'article 2.11.4.1 du Code.

**54.** Une porte palière doit résister à une force de 445 N :

a) sans sortir de ses guides ;

b) sans se déformer en permanence.

#### *§2. Suspension de porte palière coulissante horizontale*

**55.** Une porte coulissante horizontale doit être munie de suspensions et butoirs conformes aux articles 2.11.7.3.1 et 2.11.7.3.2 du Code.

**56.** La suspension d'une porte coulissante horizontale motorisée doit être conforme à l'article 2.11.7.4 du Code.

**57.** Les vantaux d'une porte coulissante horizontale à plusieurs vantaux doivent coulisser simultanément.

**58.** Un regard de porte palière doit être conforme à l'article 2.11.8.5 du Code.

**59.** Un contrepoids de porte palière doit être conforme aux articles 2.11.9.1 et 2.11.9.2 du Code.

**60.** Un seuil de palier doit être conforme aux articles 2.11.11.1.1 à 2.11.11.1.3 du Code.

### *§3. Construction de porte*

**61.** Une porte pivotante à ouverture centrale doit être conforme à l'alinéa *b* de l'article 2.11.1.3 du Code.

**62.** Une porte coulissante verticale doit être conforme à l'alinéa *c* de l'article 2.11.1.3 du Code.

**63.** Une porte coulissante horizontale doit être conforme à l'alinéa *d* de l'article 2.11.1.3 du Code sauf le sous-alinéa *v*.

**64.** On ne peut utiliser une barrière palière de type extensible.

**65.** Aucune porte palière ne doit permettre le passage d'une balle excédant 50 mm de diamètre.

**66.** Une porte palière d'ascenseur doit être conforme à l'article 2.11.2.1 du Code.

**67.** Une porte palière de monte-charge doit être conforme à l'article 2.11.2.1 ou 2.11.2.2 du Code.

### *§4. Porte palière d'un petit monte-charge*

**68.** L'accès d'un petit monte-charge doit être muni d'une porte palière.

**69.** La dimension d'une baie de porte doit être conforme aux articles 7.3.8.7.1 et 7.3.8.7.2 du Code.

### *§5. Dispositif de verrouillage d'une porte palière*

**70.** Une porte palière d'ascenseur doit être munie d'un système d'interverrouillage conforme aux articles 2.12.3.1 à 2.12.3.3 et 2.12.7.1.1 à 2.12.7.1.4 du Code.

**71.** Un ascenseur ou un monte-charge à manoeuvre automatique ou un autre ascenseur ou monte-charge dont la vitesse excède 30 m/min, doit être muni d'une came à retrait et d'interverrouillage.

**72.** Une porte palière d'un monte-charge doit être munie d'un système d'interverrouillage conforme à l'article 70. Toutefois, une serrure mécanique et un contact électrique combinés peuvent être utilisés conformément aux articles 2.12.1.2.1 et 2.12.1.2.2 du Code.

**73.** Une porte palière de petit monte-charge doit être munie d'un système de verrouillage à serrures mécaniques et à contacts électriques combinés ou d'un système d'interverrouillage.

**74.** Une serrure mécanique et un contact électrique combinés doivent être conformes aux articles 2.12.4.2, 2.12.4.3.2 à 2.12.4.4 et 2.12.7.2 du Code.

**75.** Un interverrouillage de porte palière, une serrure mécanique et un contact électrique combinés, un contact électrique de porte, doivent être conformes à l'article 9.3 du Code.

**76.** Un interrupteur d'interverrouillage installé avec un ferme-porte doit avoir été soumis aux essais prévus à l'article 2.12.6.1 du Code.

**77.** L'installation prévue à l'article 76 doit être considérée comme un dispositif d'interverrouillage lorsqu'elle est effectuée conformément à l'article 2.12.3 du Code.

**78.** Un ascenseur ou un monte-charge dont les portes ne se déverrouillent pas automatiquement doit être muni d'un dispositif de stationnement à au moins un palier.

**79.** Un ascenseur ou un monte-charge doit être muni d'un dispositif d'accès au puits conforme aux articles 2.12.9.1.1 à 2.12.9.3.3 du Code.

**80.** Aucun autre dispositif que ceux mentionnés aux articles 2.12.9.1.1 à 2.12.9.4.3 et 3.12.1.4 du Code ne peuvent être utilisés pour rendre sans effet un mécanisme de verrouillage de porte.

**81.** Un mécanisme motorisé d'ouverture et de fermeture de porte doit être conforme aux articles 2.13.1, 2.13.2.1.2 à 2.13.6.2 du Code.

## **SECTION VI**

### **RAIL-GUIDE, SUPPORT, ATTACHE, BUTÉE ET AMORTISSEUR DE CABINE ET DE CONTREPOIDS**

#### *§1. Rail-guide*

**82.** Une cabine et un contrepoids d'ascenseur et de monte-charge doivent être pourvus de rails-guides.

**83.** Un joint de rail-guide métallique doit être conforme aux articles 3.2.7.1 et 3.2.7.2 du Code.

**84.** Un étrier de fixation, une attache et un support de rail-guide doivent résister aux forces décrites à l'article 3.2.9.1 du Code.

**85.** Un rail-guide, un étrier de fixation, une agrafe de rail-guide, une éclisse ainsi que leur attache doivent être conformes aux articles 3.2.2.1 et 3.2.2.2 du Code. Toutefois, les prescriptions de ces articles ne s'appliquent pas aux rails-guides en bois.

#### *§2. Amortisseur de cabine et de contrepoids*

**86.** Des butées ou des amortisseurs doivent être installés au-dessous de la cabine et du contrepoids d'un ascenseur et d'un monte-charge, sous réserve des dispositions suivantes :

a) des butées peuvent être utilisées lorsque la vitesse nominale d'un ascenseur n'excède pas 15 m/min ou lorsque celle d'un monte-charge n'excède pas 23 m/min ;

b) des amortisseurs à ressort peuvent être utilisés lorsque la vitesse nominale n'excède pas 90 m/min ;

c) des amortisseurs à huile approuvés doivent être utilisés lorsque la vitesse nominale excède 90 m/min ;

d) des amortisseurs de cabine ne sont pas nécessaires dans la fosse si des parachutes du type C, tels que définis à l'article 3.7.6 du Code sont utilisés.

**87.** Un contrepoids doit être conforme aux articles 3.4.1.1 à 3.4.1.4 et 3.4.2.4 du Code. Toutefois, les dispositifs de guidage auxiliaires exigés par l'article 3.4.1.3 du Code ne sont pas obligatoires.

### SECTION VII ÉTRIER ET PLATE-FORME DE CABINE

#### *§1. Étrier*

**88.** Un ascenseur ou un monte-charge suspendu à des câbles doit être muni d'un étrier de cabine conforme aux articles 3.5.1 à 3.5.3 du Code. Toutefois, les dispositifs de guidage auxiliaires exigés par l'article 3.5.2 du Code ne sont pas obligatoires.

**89.** L'attache reliant les câbles de levage et l'étrier de cabine ou de contrepoids doit être réalisée conformément aux articles 3.5.13.1 et 3.5.13.2.1. Une attestation d'un ingénieur peut être exigée par l'inspecteur lors de toute modification effectuée à une plaque d'attache des câbles de levage ou à un étrier.

#### *§2. Plate-forme de cabine*

**90.** Une plate-forme de cabine d'ascenseur ou de monte-charge doit être conforme aux articles 3.5.5.1, 3.5.5.2 et 3.5.9.1 du Code.

**91.** L'ouverture de la baie palière au-dessus de la cabine d'un monte-charge muni d'une barrière extensible doit être obstruée.

**92.** Un seuil à charnière doit répondre aux prescriptions de l'article 3.5.16 du Code.

### SECTION VIII PAROI DE CABINE ET PORTE DE CABINE

#### *§1. Paroi de cabine d'ascenseur et de monte-charge*

**93.** La paroi d'une cabine d'ascenseur ou de monte-charge doit être conforme aux articles 3.6.1.1 à 3.6.1.3 du Code.

**94.** Aucune cabine ne doit être compartimentée.

**95.** L'issue de secours d'un toit doit être conforme aux alinéas c et d de l'article 3.6.1.5 du Code.

**96.** Le toit d'une cabine doit être conforme à l'article 3.6.1.6 du Code.

**97.** Nul ne peut utiliser le toit d'une cabine d'ascenseur ou d'un monte-charge pour transporter une personne et l'équipement autre que ceux servant à la manoeuvre et l'entretien.

**98.** Le verre employé dans la construction d'une cabine d'ascenseur ou de monte-charge doit être conforme à l'article 3.6.1.8 du Code.

**99.** L'équipement installé dans une cabine doit être conforme à l'article 3.6.1.9 du Code.

#### *§2. Paroi d'une cabine d'ascenseur*

**100.** Une ouverture dans une paroi doit être conforme à l'article 3.6.2.2 du Code.

**101.** Une cabine doit être munie de ventilation conforme à l'article 3.6.2.3 du Code.

**102.** L'issue de secours latérale d'une cabine doit être conforme aux alinéas b, d, e, f, g et i de l'article 3.6.2.5 du Code.

**103.** Le regard vitré d'une cabine doit être conforme à l'article 3.6.2.6 du Code.

**104.** La charge nominale d'un ascenseur doit être proportionnelle à la surface nette de la plate-forme telle qu'indiquée au tableau 14 du chapitre III du Code. Toutefois, la surface nette de la plate-forme peut excéder de 12% les valeurs prescrites au tableau.

#### *§3. Paroi de cabine de monte-charge*

**105.** La paroi d'un monte-charge doit être conforme à l'article 3.6.3.1 du Code.

**106.** Un grillage ou ventilateur installé dans une paroi à moins de 1,8 m de hauteur, doit être conforme à l'article 3.6.3.3 du Code.

**107.** La charge nominale minimale d'un monte-charge doit être établie conformément à l'article 3.9.2 du Code.

#### *§4. Transport d'employé*

**108.** Nul ne peut utiliser un monte-charge pour transporter un employé sauf, s'il est conforme à l'article 3.9.4 du Code.

**109.** La prescription de l'article 108 ne s'applique pas à l'employé préposé au transport d'une charge.

**110.** Un monte-charge doit être muni d'une affiche conformément à l'article 3.9.5.1 du Code.

**111.** Un ascenseur ou un monte-charge doit être muni d'une plaque signalétique indiquant la capacité de l'appareil.

#### *§5. Porte de cabine d'ascenseur et de monte-charge*

**112.** Une cabine d'ascenseur ou monte-charge doit être munie d'une porte à toute entrée de cabine.

**113.** Une porte de cabine d'ascenseur doit être conforme aux articles 3.6.5.1 et 3.6.5.2 du Code.

**114.** Une porte de cabine de monte-charge doit être conforme aux articles 3.6.6.1 à 3.6.6.4 du Code.

**115.** La porte de cabine d'un ascenseur ou d'un monte-charge ou une issue de secours latérale d'un ascenseur doit être munie d'un contact électrique.

**116.** Un contact électrique de porte de cabine doit être inaccessible de l'intérieur de la cabine.

**117.** Un contact électrique de porte doit être conforme à l'article 2.12.7.3 du Code.

**118.** Une porte de cabine de monte-charge doit avoir une hauteur d'au moins 1,65 m.

**119.** Une cabine de petit monte-charge doit être conforme aux articles 7.4.1 à 7.4.10 du Code.

### SECTION IX ÉCLAIRAGE DE CABINE

**120.** Une cabine doit être éclairée conformément aux articles 3.6.7.1 et 3.6.7.3 à 3.6.7.6 du Code.

### SECTION X PARACHUTE DE CABINE ET DE CONTREPOIDS ET RÉGULATEUR DE VITESSE

**121.** Une cabine d'ascenseur ou d'un monte-charge suspendue à des câbles doit être munie d'un parachute.

**122.** Le parachute doit immobiliser une cabine avec sa charge nominale voyageant à la vitesse de déclenchement du régulateur.

**123.** Un parachute de contrepoids doit être conforme à l'article 3.7.5 du Code.

**124.** Un parachute de cabine doit être muni d'un interrupteur conforme aux articles 3.8.4.1.2, 3.8.4.1.3, 3.8.4.3.1 et 3.8.4.3.3. du Code.

**125.** Nul ne peut désengager un parachute :

- a) en diminuant la tension du câble du régulateur ;
- b) en descendant la cabine.

**126.** La force de freinage d'un parachute doit être appliquée de chaque côté du rail-guide.

**127.** L'application du parachute doit être conforme à l'article 3.7.10.2 du Code.

**128.** Le déroulement du câble d'un parachute à tambour lors de l'application du frein doit être conforme à l'article 3.7.12.2 du Code.

**129.** Le fonctionnement d'une pièce d'un parachute doit être vérifié au moins une fois l'an.

**130.** Un régulateur de vitesse doit être conforme aux articles 3.8.1 à 3.8.8 du Code. Toutefois, les articles 3.8.5 à



3.8.7 ne s'appliquent pas à un régulateur muni d'un câble de chanvre ou de manille.

## SECTION XI

### MACHINE D'ENTRAÎNEMENT, POULIE ET CÂBLE

**131.** Une machine à adhérence ou à vis doit être conforme aux articles 3.10.2 à 3.10.10 du Code.

**132.** Une machine à tambour pour ascenseur et monte-charge doit être conforme à l'alinéa *a* de l'article 3.10.1 ainsi qu'aux articles 3.10.2 à 3.10.10 du Code.

**133.** Une machine d'entraînement à courroies multiples d'un monte-charge doit :

- a)* être munie de courroies trapézoïdales ;
- b)* ne pas excéder une vitesse de 30 m/min.

**134.** Une poulie et un tambour utilisés avec des câbles de suspension et de compensation doivent être conformes à l'article 3.10.2 du Code.

**135.** Un boulon, un arbre, un axe ou d'autres organes de transmission doivent être conformes aux articles 3.10.4.1 à 3.10.6 à l'exception de l'article 3.10.5.1 du Code.

**136.** Une machine d'entraînement doit être munie d'un frein conforme aux articles 3.10.8.1 et 3.10.8.2 du Code.

**137.** Le dispositif d'arrêt final de palier extrême des machines à tambour doit être conforme à l'article 3.11.3.4 du Code.

**138.** L'interrupteur d'un contrôleur commandé par un dispositif d'arrêt final de palier extrême doit être conforme aux articles 3.11.3.3.1 à 3.11.3.3.3 du Code.

**139.** Un ascenseur et un monte-charge dans un édifice doivent être numérotés conformément à l'article 3.10.10 du Code.

**140.** Un câble de levage et ses attaches doivent être conformes aux articles suivants : 3.14.1 à 3.14.2.2.4, 3.14.5 à l'alinéa *a* de l'article 3.14.9.1.1, 3.14.9.3.3 à 3.14.9.5 et 3.14.10 du Code.

**141.** L'attache d'un câble de levage peut être un serre-câble :

- a)* constitué d'un boulon en U, d'acier estampé ou embouti, muni d'écrous aux deux extrémités et d'une bride en acier forgé ou en acier coulé, ayant une gorge appropriée au câble utilisé ;

- b)* bien adapté au câble utilisé ;

*c)* les boulons à oeil utilisés avec les serre-câbles doivent être :

- i.* d'acier forgé conformément à la norme ASTM A-668, *Steel Forgings, Carbon and Alloy, for General Industrial Use, Class C (heat treated) without welds* ; ou

- ii.* lorsque des boulons à oeil soudé sont utilisés, ils doivent être formés d'une façon concentrique avec le corps des boulons, et avec une section droite fermée parallèlement au corps principal pour une longueur minimale de 2½ fois le diamètre du boulon. L'oeil doit être soudé au corps principal du boulon sur les deux côtés. La soudure doit être conçue pour développer au moins 2 fois le facteur de sécurité du câble exigé par la clause 3.14.3.2 du Code. La soudure doit être effectuée conformément à la norme CSA W 47.1 *Certification of Companies for Fusion Welding of Steel Structures* ;

- iii.* conformes aux efforts maximaux permis au tableau 10 du Code ;

- d)* les boulons à oeil doivent être ajustés avec des écrous doubles qui doivent être entrebarrés lorsque la tension des câbles est égalisée. Une goupille fendue doit être prévue à l'extrémité de la partie filetée des boulons à oeil pour empêcher l'écrou de sortir du boulon à oeil ;

- e)* les serres-câbles à double brides peuvent être utilisés au lieu des boulons en U. Les brides doivent répondre au paragraphe *a*.

**142.** Une attache au moyen de serre-câbles doit être réalisée de la façon suivante :

- a)* à chacune des extrémités d'un câble, le nombre minimal de serre-câbles doit être le suivant :

- i.* 2 pour les câbles d'un diamètre d'au plus ¾ de pouce ;

- ii.* 3 pour les câbles d'un diamètre d'au plus 5⁄8 de pouce ;

- iii.* 4 pour les câbles d'un diamètre d'au plus ¾ de pouce ;

- b)* les serre-câbles doivent avoir un espacement égal à 6 fois le diamètre du câble et le serre-câble le plus rapproché du bout mort surlié du câble doit se trouver à une distance représentant au moins 4 fois le diamètre du câble. Un serre-câble doit être placé de manière que la gorge du boulon en U repose sur le bout mort et que la bride s'appuie sur la partie qui reçoit la charge ;

- c)* un écrou d'un serre-câble doit être serré à bloc.

**143.** Lors du remplacement d'un câble de levage, le câble et ses attaches doivent être conformes aux articles suivants : 3.14.1, à l'alinéa *a* de l'article 3.14.9.1.1, 3.14.9.1.2 à 3.14.9.3.1, 3.14.9.3.3 à 3.14.9.5 et 3.14.10 du Code.

**144.** Lors du remplacement d'un câble de levage, aucun serre-câble ne doit être utilisé comme attache principale.

## SECTION XII DISPOSITIF DE MANOEUVRE ET DE PROTECTION ÉLECTRIQUE

**145.** Le dispositif de manoeuvre doit être conforme aux articles 3.12.1.1.1 et 3.12.1.1.2 du Code.

**146.** Le dispositif de manoeuvre en cabine doit être conforme aux articles 3.12.1.1.3 et 3.12.1.1.4 du Code.

**147.** Lorsqu'il y a un dispositif de manoeuvre sur le toit d'une cabine, il doit être conforme à l'article 3.12.1.2.2 du Code.

**148.** La manoeuvre dans une zone d'isonivelage ou de service doit être conforme à l'article 3.12.1.3 du Code. Toutefois, la zone d'isonivelage mentionnée à l'alinéa *c* de l'article 3.12.1.3 peut s'étendre jusqu'à 750 mm au-dessus et 750 mm au-dessous du palier.

**149.** Un ascenseur ou un monte-charge doit être muni des dispositifs de protection électrique décrits aux articles 3.12.2.1 à 3.12.2.13, 3.12.2.16 à 3.12.2.19 du Code. Toutefois, les prescriptions de l'article 3.12.2.7 ne s'appliquent qu'à un ascenseur ou à un monte-charge :

- a)* dont la vitesse égale ou excède 60 m/min ; ou
- b)* lorsque le jeu supérieur mentionné à l'article 45 n'est pas respecté.

**150.** Un circuit de commande et de manoeuvre doit être conforme à l'article 3.12.9 du Code.

**151.** Le dispositif d'arrêt de palier extrême doit être conforme aux articles 3.11.1 à 3.11.4 du Code.

**152.** Un ascenseur ou un monte-charge doit être muni :

- a)* d'une alarme produisant un signal sonore de 80 dBA à une distance de 3 m et actionnée par un bouton marqué « alarme » ; ou
- b)* d'un appareil téléphonique en communication avec un poste continuellement gardé.

## SECTION XIII PRESCRIPTIONS SUPPLÉMENTAIRES POUR ASCENSEURS OU MONTE-CHARGE HYDRAULIQUES

**153.** La salle des machines d'un ascenseur ou d'un monte-charge hydraulique doit être conforme à l'article 4.1.2.3 du Code.

**154.** Un rail-guide et leurs attaches doivent être conformes aux articles 4.11.1 à 4.11.7 du Code.

**155.** Un étrier, une plate-forme et une paroi de cabine doivent être conformes aux articles 4.14.1 à 4.15 du Code.

**156.** Un guide suiveur doit être utilisé conformément à l'article 4.18.2.9 du Code.

**157.** Une soupape, un tuyau d'alimentation et leurs raccords doivent être conformes aux articles 4.19.1 à 4.19.2.4 et 4.19.4 du Code.

**158.** Un réservoir et un récipient doivent être conformes aux articles 4.20.1.1 à 4.20.3 du Code.

**159.** Un ascenseur ou un monte-charge doit être muni de dispositifs d'arrêt au palier extrême conformes aux articles 4.21.1.1 à 4.21.2.2 du Code.

**160.** Une tête de cylindre doit être munie d'un dispositif pour recueillir l'huile.

**161.** Un ascenseur ou un monte-charge dont les portes palières ne sont pas munies de ferme-portes, doit posséder un dispositif d'isonivelage antifuite conforme aux articles 4.22.3.1 à 4.22.3.5 du Code.

## SECTION XIV MONTE-CHARGE AU TROTTOIR OU AUTRES

### §1. Monte-charge au trottoir

**162.** La vitesse nominale d'un monte-charge qui soulève une trappe ne doit pas excéder 15 m/min.

**163.** La baie palière ou la trappe d'un monte-charge au trottoir à l'extérieur d'un immeuble doit être conforme aux articles 5.2.3.4.1 à 5.2.3.4.4, à l'alinéa *d* de l'article 5.2.3.4.5 et à l'alinéa *a* de l'article 5.2.3.4.6 du Code.

**164.** La baie palière d'un monte-charge au trottoir à l'intérieur d'un immeuble doit être conforme à l'article 5.2.4 du Code.

**165.** Le dispositif d'arrêt de palier extrême doit être conforme à l'alinéa *a* de l'article 5.3.10.2 du Code.

**166.** Le dispositif de manoeuvre doit être conforme aux articles 5.3.11.1 à 5.3.11.5 du Code.

**167.** Lors d'un remplacement ou d'une modification d'un monte-charge au trottoir, une machine d'entraînement doit être conforme à l'article 5.3.9 du Code.

*§2. Monte-charge à moteur avec manoeuvre par câble à main*

**168.** Aucun ascenseur à moteur ou monte-charge dont la vitesse excède 18 m/min ne doit être manoeuvré par un câble à main. Seul le préposé au transport de la marchandise peut utiliser un monte-charge à moteur avec manoeuvre par câble à main.

**169.** Lors de toute modification prescrite à l'article 10.1.1 du Code :

*a)* le dispositif de manoeuvre électrique doit être sous boîtier ;

*b)* aucun dispositif de manoeuvre à câble ou à tringle ne doit être utilisé.

**170.** Un monte-charge à manoeuvre par câble à main doit être muni :

*a)* d'un parachute conforme à l'article 3.7.6 du Code ;

*b)* d'un frein conforme aux articles 3.10.8.1 et 3.10.8.2 du Code.

**171.** L'ouverture dans une paroi de cabine servant à la manoeuvre doit être située à moins de 450 mm de la baie palière et à une hauteur minimale de 750 mm du plancher.

**172.** Un câble doit être installé dans un guide et muni d'un garde-câble. Cette prescription ne s'applique pas à un câble muni d'un dispositif de tension.

**173.** Une modification à une machine d'entraînement doit être signifiée à l'inspecteur.

## SECTION XV ESCALIER ROULANT

**174.** L'angle d'intersection entre la balustrade et le plafond doit être protégé conformément aux articles 8.3.3.5.1 à 8.3.3.5.4 du Code.

**175.** Le panneau de verre dans une balustrade doit être feuilleté ou trempé.

**176.** Le jeu entre une balustrade et une marche doit être conforme à l'article 8.3.3.3 du Code.

**177.** Une plinthe de protection doit être conforme à l'article 8.3.11 du Code.

**178.** Une main-courante doit être conforme aux articles 8.3.4.1, 8.3.4.4 et 8.3.4.6 du Code. De plus, elle doit être conçue de façon à empêcher les doigts et les mains d'être entraînés dans la balustrade à l'endroit où pénètre la main-courante.

**179.** Un giron doit être conforme aux articles 8.3.5.1.1 à 8.3.5.1.3 du Code.

**180.** Un escalier roulant doit être muni de plaque-peigne conformément aux articles 8.3.6.1 à 8.3.6.2.3 du Code.

**181.** Une ferme ou une poutre doit être conforme aux articles 8.3.7.1 à 8.3.7.3 du Code.

**182.** Le rail de roulement d'une marche doit être conforme à l'article 8.3.8 du Code.

**183.** La vitesse maximale d'un escalier roulant ne doit pas excéder 37,5 m/min.

**184.** Une machine d'entraînement et un frein doivent être conformes aux articles 8.5.1 à 8.5.3.2 du Code.

**185.** Un dispositif de manoeuvre et de sécurité doit être conforme aux articles 8.6.3.2 à 8.6.3.6 du Code.

**186.** Un escalier roulant doit être muni des dispositifs prescrits aux articles 8.6.4.1 à 8.6.10 du Code.

**187.** L'accès à une salle des machines doit être conforme à l'article 8.7.3 du Code.

**188.** Une aire de débarquement doit être conforme à l'article 8.9 du Code.

A.C. 3634-78, (1978) 110 G.O.II, 6987  
D. 2822-81, (1981) 113 G.O.II, 4411 et 4765





c. S-3, r.2

## Code du bâtiment

Loi sur la sécurité dans les édifices publics  
(L.R.Q., c. S-3)

### PARTIE I DÉFINITIONS, SIGLES ET ABRÉVIATIONS

#### SECTION 1.1 DÉFINITIONS

##### §1.1.1. Interprétation

**1.1.1.1.** À moins que le texte ne s'y oppose ou qu'il ne soit spécifié autrement, les mots ou expressions ci-dessous ont le sens indiqué pour les fins du présent code :

- 1) « accès à l'issue » : partie d'un moyen d'évacuation comprise dans une étendue de plancher et donnant accès à une issue ;
- 2) « adhérence due au gel » : adhérence du sol humide à un élément de fondation par suite du gel ;
- 3) « aire de bâtiment » : la plus grande superficie horizontale, au-dessus du niveau du sol, mesurée entre les faces extérieures de murs extérieurs, ou de la face extérieure d'un mur extérieur à l'axe d'un mur coupe-feu, ou entre les axes de murs coupe-feu ;
- 4) « alliage de zinc » : alliage résistant à la corrosion, constitué de 0,15% de titane, 0,74% de cuivre, 99,11% de zinc ;
- 5) « approuvé » : accepté par l'autorité compétente ;
- 6) « autorité compétente » : inspecteur chargé d'assurer l'exécution de la Loi sur la santé et la sécurité du travail (L.Q., 1979, c. 63 ; après refonte : L.R.Q., c. S-2.1) ou de la Loi sur la sécurité dans les édifices publics (L.R.Q., c. S-3) ;
- 7) « bâtiment » : édifice public au sens de la Loi sur la sécurité dans les édifices publics ou établissement industriel ou commercial au sens de la Loi sur la santé et la sécurité du travail ;
- 8) « bois ignifugé » : bois ou dérivé du bois imprégné de substances ignifuges ;
- 9) « caisson » : voir pilier ;
- 10) « capacité portante » : pression nette admissible sur le sol d'appui ;
- 11) « caractéristiques admissibles » : propriétés du sol qui permettent d'établir sa capacité portante et le type de fondation à utiliser ;
- 12) « carneau » : conduit qui amène à la cheminée les produits de combustion d'un appareil à foyer ;
- 13) « chambre d'air » : vide technique ou partie d'un générateur d'air chaud servant à la circulation de l'air ;
- 14) « charge de calcul » : charge qu'une fondation est destinée à transmettre au sol d'appui y compris son propre poids ;
- 15) « charge combustible » : poids moyen, exprimé en livres par pieds carrés, des matières combustibles d'un local ou d'une étendue de plancher ;
- 16) « charge permanente » : poids total des éléments fixes et permanents d'un bâtiment ;
- 17) « charge d'occupants » : nombre de personnes pour lequel un bâtiment ou une partie de bâtiment est conçu ;
- 18) « chef d'établissement » : chef d'établissement au sens de la Loi sur la santé et la sécurité du travail ;
- 19) « cloison » : mur intérieur non porteur dont la hauteur est celle de l'étage, ou moins ;
- 20) « cloisonnement coupe-feu » : élément de construction capable d'empêcher la propagation du feu ;
- 21) « combustible » : se dit d'un matériau qui s'enflamme ou qui cause une augmentation de température de plus de 65°F (18,3°C) dans le four d'essai, lorsqu'il est soumis à l'essai, selon la norme ACNOR B 54.1-1972 *Determination of Noncombustibility in Building Materials* ;
- 22) « compartiment étanche au feu » : partie d'un bâtiment qui est séparée du reste par des cloisonnements coupe-feu ;
- 23) « corridor commun » : corridor permettant l'accès à une issue à partir de locaux loués individuellement, groupe de chambres ou de logements ;
- 24) « coupe-feu » : barrière étanche au tirage, posée dans les éléments fonctionnels de construction, ou entre ceux-ci, pour retarder le passage de la fumée et des flammes ;

25) « cour couverte » : chemin couvert pour piétons, servant à relier 2 ou plusieurs bâtiments et dont la plus petite dimension horizontale est de 30 pieds (9,14 m) ou plus ;

26) « degré de protection contre le feu » : durée, exprimée en heures et fractions d'heure, pendant laquelle une fermeture, un bloc-fenêtre ou un pan de blocs de verre s'oppose au passage des flammes lorsqu'il est soumis à des critères de comportement bien définis, soit selon d'autres prescriptions du présent code ;

27) « degré de résistance au feu » : durée, exprimée en heures et fractions d'heure, pendant laquelle un matériau ou un élément de construction s'oppose au passage des flammes et à la transmission de la chaleur, lorsqu'il est soumis à l'action du feu, soit dans des conditions d'essai et suivant des critères de comportement bien définis, soit d'après une extension ou interprétation des renseignements tirés de cet essai et de ces critères, conformément au présent code ;

28) « densité d'occupation » : espace en pieds carrés alloués par personne dans le calcul d'un bâtiment ;

29) « destination principale » : signifie la destination principale projetée ou réelle d'un bâtiment ou d'une partie de bâtiment. L'expression inclut toute destination auxiliaire qui constitue un élément intégrant de la destination principale ;

30) « distance limitative » : distance mesurée perpendiculairement à une façade exposée, de cette façade au milieu d'une ruelle ou d'une rue ou de cette façade jusqu'à une ligne imaginaire tracée entre 2 bâtiments situés dans une même propriété ;

31) « effets du gel » : efforts résultant du gel d'un sol humide ;

32) « établissement commercial » : bâtiment ou partie de bâtiment servant à l'étalage ou à la vente au détail, tel que décrit à la sous-section 3.1.2 ;

33) « établissement hospitalier, d'assistance ou de détention » : bâtiment ou partie de bâtiment où des personnes sont retenues pour soins ou traitements médicaux, ou détenues pour des motifs judiciaires, correctionnels ou de sécurité publique, tel que décrit à la sous-section 3.1.2 ;

34) « établissement industriel » : bâtiment ou partie de bâtiment affecté à l'assemblage, la fabrication, la transformation, le traitement, la réparation, l'entreposage ou la vente en gros de matières ou produits, tel que décrit à la sous-section 3.1.2 ;

35) « établissement d'affaires » : bâtiment ou partie de bâtiment destiné aux affaires ou à des services professionnels ou personnels, tel que décrit à la sous-section 3.1.2 ;

36) « établissement recevant le public » : bâtiment ou partie de bâtiment où des personnes se réunissent pour des fins civiques, politiques, religieuses, sociales, éducatives, récréatives ou de voyage tel que décrit à la sous-section 3.1.2 ;

37) « étage » : partie d'un bâtiment comprise entre les faces supérieures de deux planchers successifs, ou entre la face supérieure d'un plancher et le plafond, lorsqu'il n'y a pas de plancher au-dessus ;

38) « étendue de plancher » : superficie totale d'un plancher limitée par les murs extérieurs, ou par les murs coupe-feu lorsque ceux-ci sont prescrits, réduite de la superficie des issues et des vides techniques qui traversent l'étage ;

39) « façade exposée » : face extérieure d'un bâtiment comprise entre le niveau du sol et le plafond du dernier étage et orientée dans une direction donnée ;

40) « fermeture » : dispositif servant à obturer une ouverture et ses accessoires ;

41) « fondation » : ensemble des éléments d'assise d'un bâtiment dont la fonction est de transmettre les charges au sol ;

42) « forte densité d'occupation » : densité d'occupation égale ou inférieure à 12 pieds carrés (1,1 m<sup>2</sup>) par personne ;

43) « garage de remisage » : bâtiment ou partie de bâtiment affecté au remisage de véhicules automobiles et qui ne comporte aucune installation pour leur réparation ou leur entretien ;

44) « garage de réparation » : bâtiment ou partie de bâtiment comportant des installations pour la réparation ou l'entretien de véhicules automobiles ;

45) « garde-corps » : dispositif protecteur capable de prévenir les chutes accidentelles d'un niveau à un autre ;

46) « habitation » : bâtiment ou partie de bâtiment où sont prévus des locaux pour dormir, tel que prévu à la sous-section 3.1.2 ;

47) « hauteur de bâtiment » : nombre d'étages compris entre le toit d'un bâtiment et le plancher du premier étage ;

48) « homologué ou homologation » : caractéristique d'un dispositif ou équipement répondant aux normes techniques des organismes d'essais suivants :

- a) Association canadienne de normalisation ;
- b) *Underwriters' Laboratories of Canada* ;
- c) *The Canadian Gas Association*.

Cependant, lorsque ces organismes ne possèdent pas de normes pour un dispositif ou équipement dont l'homologation est requise par le présent code, celles des organismes suivants peuvent être acceptées :

- a) *Underwriters' Laboratories Inc.* ;
- b) *Factory Mutual* ;

49) « incombustible » : se dit d'un matériau qui ne s'enflamme pas, ou qui cause une augmentation de température de moins de 65°F (18,3°C), dans le four d'essai, lorsqu'il est soumis à l'essai selon la norme ACNOR B 54.1-1972, *Determination of Noncombustibility in Building Materials* ;

50) « indice de propagation des flammes » : valeur exprimant le taux de propagation des flammes à la surface d'un matériau ou d'un élément de construction, déterminé conformément à l'article 3.1.10.1 ;

51) « infirme » : personne gardée dans un établissement hospitalier ou d'assistance, et qui requiert des soins en raison de son âge ou de son état de santé ;

52) « issue » : partie d'un moyen d'évacuation qui permet de quitter l'étendue de plancher qu'elle dessert et qui conduit directement à une autre étendue de plancher ou à un espace extérieur approuvé ;

53) « issue horizontale » : issue qui relie 2 étendues de plancher à peu près au même niveau, entièrement séparées l'une de l'autre par un mur coupe-feu ;

54) « local technique » : local ou espace prévu dans un bâtiment pour recevoir de l'équipement technique ;

55) « logement » : local ou ensemble de locaux utilisés par une personne, ou plusieurs personnes vivant en commun, et comportant des installations sanitaires et de cuisson ;

56) « matière dangereuse » : substance qui, en raison de sa nature physique ou chimique ou de son état, peut exploser ou facilement s'enflammer et provoquer des feux intenses ;

57) « mezzanine » : plancher partiel intermédiaire entre le plancher et le plafond d'un local ou d'un étage ;

58) « moyen d'évacuation » : chemin de circulation continu, permettant d'évacuer les personnes sur une rue ou un autre espace extérieur approuvé, à partir de n'importe quel point d'un bâtiment, d'une étendue de plancher, d'un local ou d'une cour intérieure. Les moyens d'évacuation comprennent les issues et les accès aux issues ;

59) « mur commun » : mur vertical qui sépare entièrement une partie de bâtiment du reste de celui-ci et forme ainsi un volume qui, de son toit jusqu'à son niveau le plus bas, est distinct et complet par lui-même selon sa destination ;

60) « mur coupe-feu » : cloisonnement coupe-feu de construction incombustible, qui divise un bâtiment ou sépare des bâtiments adjacents ;

61) « mur mitoyen » : mur commun appartenant en copropriété à 2 voisins ;

62) « niveau du sol » : en ce qui concerne la détermination de la hauteur d'un bâtiment, niveau moyen du sol fini sur le périmètre d'un bâtiment ;

63) « ouverture non protégée » : en ce qui concerne une façade exposée, ouverture qui est constituée soit d'une porte, d'une fenêtre ou d'une autre ouverture non munie d'une fermeture ayant le degré prescrit de protection contre le feu, soit d'une partie d'un mur qui est compris dans la façade exposée et qui a une résistance au feu inférieure à celle qui est prescrite pour cette façade ;

64) « passage » : chemin couvert pour piétons, servant à relier 2 bâtiments ou plus et dont la plus petite dimension horizontale est inférieure à 30 pieds (9,14 m) ;

65) « passage fermé » : passage dont 50% ou moins du périmètre est ouvert à l'air libre ;

66) « passage ouvert » : passage dont plus de 50% du périmètre est ouvert à l'air libre ;

67) « pieu » : élément de fondation enfoncé dans le sol et qui transmet les charges aux couches inférieures ;

68) « pieu composite » : pieu constitué de tronçons superposés en matériaux différents ;

69) « pilier ou caisson » : fût en béton ou en un autre matériau réalisé par excavation et remblayage, et destiné à supporter une charge ;

70) « potentiel calorifique » : valeur en BTU/pied carré de la charge combustible d'un local ou d'une étendue de plancher obtenue en faisant le produit de :

a) la charge combustible  $\times$  une chaleur spécifique de chacune des matières combustibles ; ou

b) la charge combustible  $\times$  une valeur moyenne reconnue ;

71) « porteur » : se dit d'un élément de construction qui supporte des charges verticales autres que son propre poids ;

72) « premier étage » : étage dont le plancher est le plus rapproché du niveau du sol et dont le plafond est à plus de 6 pieds (1,8 m) au-dessus du niveau du sol ;

73) « prescrit » : prescrit au présent code ;

74) « propriétaire » : propriétaire d'un édifice public au sens de la Loi sur la sécurité dans les édifices publics ;

75) « résistance au feu » : aptitude d'un matériau ou d'un élément de construction à supporter le feu et à protéger contre ses effets ;

76) « résistant au feu » : se dit d'un élément de construction capable de circonscrire un foyer éventuel ou de continuer à remplir le rôle qui lui est dévolu dans un bâtiment soumis à l'action d'un incendie ;

77) « restaurant » : bâtiment ou partie de bâtiment où l'on peut manger moyennant paiement. Cette définition exclut toutefois les établissements qui servent des boissons ou des aliments préculsinés n'exigeant aucune préparation ;

78) « rue » : voie de communication, ou place, d'au moins 30 pieds (9,14 m) de largeur, ouverte à la circulation générale et accessible aux véhicules et autres matériels de pompiers ;

79) « scène » : emplacement destiné principalement aux représentations théâtrales, où sont prévus le changement rapide des décors et l'éclairage par projecteurs aériens, ainsi que la modification de l'ambiance en vue de produire une gamme étendue d'effets lumineux et sonores. Cet emplacement est souvent séparé de la salle par un mur d'avant-scène ;

80) « structure gonflable » : structure consistant en une membrane souple et dont la forme et l'appui sont assurés par une pression d'air interne et retenue au sol sur tout le périmètre ;

81) « studio » : logement pour 1 ou 2 adultes, avec ou sans chambre ;

82) « surcharge » : somme des charges, autres que la charge permanente, applicables dans le calcul des éléments constituants d'un bâtiment ;

83) « surface d'appui » : surface de contact entre un élément de fondation et le sol d'assise ;

84) « théâtre ou cinéma » : lieu de réunion muni de sièges fixes, destiné à la présentation de spectacles ou de films ;

85) « transformation » : tout changement à la structure, aux installations fixes ou permanentes, ou à l'affectation d'un bâtiment ;

86) « vide sous comble » : espace entre le toit et le plafond du dernier étage ou entre un muret et un toit incliné ;

87) « vide technique » : espace dans un bâtiment qui reçoit les installations techniques, ou qui est utilisé comme chambre d'air.

## SECTION 1.2

### SIGLES ET ABRÉVIATIONS

#### §1.2.1. Sigles

**1.2.1.1. Interprétation :** Les sigles suivants sont employés dans le présent code :

ACGIH	<i>American Conference of Governmental Industrial Hygienists</i>
ACI	<i>American Concrete Institute</i>
ACNOR	<i>Association canadienne de normalisation</i>
ANSI	<i>American National Standards Institute</i>
ASHRAE	<i>American Society of Heating, Refrigerating and Air-Conditioning Engineers</i>
ASTM	<i>American Society for Testing and Materials</i>
BCLMA	<i>British Columbia Lumber Manufacturers Association</i>
BS	<i>British Standards Institution</i>
CLA	<i>Canadian Lumbermen's Association</i>
CNRC	<i>Conseil national de la recherche du Canada</i>
EPGC	<i>Eastern Pine Grading Committee</i>
ESGC	<i>Eastern Spruce Grading Committee</i>
FS	<i>Federal Standard (USA)</i>
NFPA	<i>National Fire Protection Association</i>
ONGC	<i>Office des normes du Gouvernement canadien</i>
ULC	<i>Underwriters' Laboratories of Canada</i>
UL	<i>Underwriters' Laboratories, Inc.</i>
WWPA	<i>Western Wood Products Association</i>
WCLIB	<i>West Coast Lumber Inspection Bureau.</i>

#### §1.2.2. Abréviations

**1.2.2.1. Signification :** Les abréviations suivantes sont utilisées dans le présent code avec la signification correspondante ci-dessous :



ABS	Acrylonitrile-butadiène-styrène
ASWG	<i>American Standard Wire Gage</i>
B&SG	<i>Brown and Sharpe Gage</i>
BTU	<i>British thermal unit</i>
°C	degré Celsius
pi.cu./min.	pied cube par minute
CLS	<i>Canadian Lumber Standard</i>
deg	degré
diam.	diamètre
°F	degré Fahrenheit
pi	pied
pi/sec	pied par seconde
ga	grosseur, épaisseur
gal.	gallon
gal./min.	gallon par minute
gal. US/min.	gallon américain par minute
GSG	épaisseur de tôle galvanisée
H	heure
po	pouce
Inc.	Incorporé
J	joule
kg	kilogramme
kN	kilo Newton
kPa	kilo Pascal
l	litre
lb	livre
lb/pi <sup>2</sup>	livre par pied carré
lb/po <sup>2</sup>	livre par pouce carré
m	mètre
m <sup>2</sup>	mètre carré
mm	millimètre
min	minute
MSG	<i>Manufacturers' Standard Gage</i>
N	<i>Newton</i>
N/m	Newton par mètre
N/m <sup>2</sup>	Newton par mètre carré

no	numéro
oz	once
Pa	Pascal
pi <sup>2</sup>	pied carré
po <sup>2</sup>	pouce carré
PVC	chlorure de polyvinyle
R	résistance
SWG	<i>Standard Wire Gage</i>
temp.	température
USSG	<i>United States Standard Gage</i>
W	Watt.

## PARTIE II ADMINISTRATION

### SECTION 2.1 CHAMP D'APPLICATION

**2.1.1.** 1) Le présent code s'applique à un bâtiment ou à une partie de bâtiment dont la construction a débuté à compter du 1<sup>er</sup> décembre 1976.

2) Le présent code s'applique à un bâtiment construit avant le 1<sup>er</sup> décembre 1976 ou à une partie d'un tel bâtiment lorsque ce bâtiment ou cette partie d'un tel bâtiment subit une transformation ou une addition qui, selon le code, augmente les risques ou diminue les mesures de sécurité pour les personnes. Dans un tel cas, seules les dispositions du code qui traitent du risque augmenté ou de la mesure de sécurité diminuée s'appliquent à ce bâtiment ou à cette partie de bâtiment, ainsi qu'aux autres parties du bâtiment qui ne subissent pas de transformation mais dont les risques sont augmentés ou les mesures de sécurité diminuées par suite de cette transformation ou addition.

3) Un bâtiment ou une partie de bâtiment de construction combustible visé au paragraphe 2 est réputé être conforme aux dispositions du code qui exigent une construction incombustible s'il est pourvu d'un système d'alarme et de détection en cas d'incendie conforme à l'article 6.7.2.1 et d'un système d'extincteurs automatiques à eau conforme à l'article 6.7.4.2.

**2.1.2.** Toutefois, un bâtiment ou une partie de bâtiment pour lequel des travaux débutent entre le 1<sup>er</sup> décembre 1976 et le 1<sup>er</sup> décembre 1977, peut être régi par les règlements existants avant le 1<sup>er</sup> décembre 1976 lorsque les plans et devis pour de tels travaux ont été soumis avant ou dans les 6 mois suivant cette date.

## SECTION 2.2

### DONNÉES CLIMATOLOGIQUES

**2.2.1.** Les données climatiques requises pour la conception de bâtiments dans une municipalité sont contenues dans le Supplément no 1 du Code national du bâtiment du Canada (1975).

## SECTION 2.3

### DEVOIRS DU PROPRIÉTAIRE ET DU CHEF D'ÉTABLISSEMENT

**2.3.1.** Le propriétaire ou le chef d'établissement doit aviser par écrit l'autorité compétente :

- a) de son changement d'adresse ;
- b) de tout transfert de propriété du bâtiment ;
- c) de tout changement de destination du bâtiment ;
- d) de la date d'occupation partielle du bâtiment lorsque cette occupation se fait par étape avant que tous les travaux de construction ne soient terminés ;
- e) de la date du début et de la fin des travaux.

**2.3.2.** Le propriétaire ou le chef d'établissement doit également informer l'autorité compétente de chacune des étapes des travaux à la suite desquelles une inspection est requise.

**2.3.3.** Le propriétaire ou le chef d'établissement doit s'assurer que tous les plans et devis sont signés et scellés en conformité des lois du Québec et de leurs règlements d'application.

## SECTION 2.4

### ESSAIS

**2.4.1.** Tous les essais de matériaux doivent être faits selon les méthodes appropriées prescrites dans les normes cataloguées à la section 5.5. En l'absence de normes, les essais doivent être conçus soit en vue de simuler ou de dépasser les conditions probables d'utilisation. Les essais ainsi que les rapports sont faits par un spécialiste en la matière et ce aux frais du propriétaire ou du chef d'établissement.

## SECTION 2.5

### CONDITIONS PRÉALABLES

**2.5.1. Édifices publics :** Avant d'entreprendre tous travaux de construction, de modification, ou affectant la solidité d'un édifice public ou d'une partie de celui-ci, le propriétaire doit se conformer au paragraphe 3 de l'article 4 de la Loi sur la sécurité dans les édifices publics.

**2.5.2. Établissements industriels et commerciaux :** Avant d'entreprendre tous travaux de construction d'établissements industriels et commerciaux ou de modification à un bâtiment existant, le chef d'établissement doit se conformer à la Loi sur la santé et la sécurité du travail.

## SECTION 2.6

### AUTRES MATÉRIAUX

**2.6.1.** L'utilisation de matériaux, de dispositifs, d'équipements ou de méthode de conception ou de construction qui ne sont pas spécifiquement prévus dans le présent code doit être signalée lors de la présentation des plans et devis. Lorsqu'un matériau ou une technique n'a pas été soumis à un essai prévu au présent code, le propriétaire ou le chef d'établissement doit produire à ses frais un rapport d'expert, par un spécialiste en la matière établissant que ce matériau ou cette technique rencontre les normes du présent code. Cette utilisation est approuvée s'il est démontré que la sécurité qu'elle assure est au moins équivalente à celle exigée par le présent code.

## PARTIE III

### DESTINATION

## SECTION 3.1

### GÉNÉRALITÉS

#### §3.1.1. *Domaine d'application*

##### 3.1.1.1. *Application :*

- 1) La présente partie s'applique à tous les bâtiments.
- 2) Les bâtiments des groupes C, D, E et F divisions 2 et 3, ayant 3 étages et moins en hauteur de bâtiment et dont l'aire de bâtiment est de 3 000 pieds carrés (279 m<sup>2</sup>) ou moins, peuvent être construits selon la partie IX.

##### 3.1.1.2. *Mesures spéciales pour permettre l'accès aux bâtiments pour les personnes en chaise roulante :*

- 1) Un accès sans marches, à partir de la rue, conforme au supplément no 5 du Code national du bâtiment du Canada (1975) doit être prévu pour tout bâtiment à son premier étage et à tout autre étage dont le plancher est à moins de 2 pieds (0,6 m) du sol, à l'exclusion des bâtiments du groupe F, division 1.
- 2) Un accès sans marches, conforme au Supplément no 5 du Code national du bâtiment du Canada (1975) doit être prévu pour toutes les parties d'un étage, ouvertes au public, sauf dans le cas de mezzanines, balcons ou gradins, lorsque l'étage est accessible de niveau, par ascenseur ou par une rampe.

3) Les aires ou les locaux munis de sièges fixes pour le public dans les bâtiments du groupe A, doivent comporter au moins à un niveau des espaces aisément accessibles pour recevoir des personnes en chaise roulante. Ces espaces seront situés près des issues, auront une superficie de 10 pieds carrés (0,93 m<sup>2</sup>) chacun et leur nombre est établi conformément au tableau 3.1.1.A.

**Tableau 3.1.1.A**

<i>Nombre total de sièges de l'aire ou du local</i>	<i>Nombre d'espaces réservés pour les chaises roulantes</i>
0 — 50	1
51 — 100	2
101 — 500	2 + 1 par 100 ou fraction de 100 sièges additionnels
501 et +	6 + 1 par 200 ou fraction de 200 sièges additionnels

**N.B.** Doubler le nombre d'espaces réservés dans les institutions d'enseignement.

4) Un ascenseur doit être prévu pour le public dans tout bâtiment où des escaliers mécaniques sont prévus comme moyen de passer d'un étage à l'autre.

**3.1.1.3. Plans et devis :** On doit indiquer aux plans et devis les principaux éléments de protection contre l'incendie suivants :

- a) les murs coupe-feu séparant le bâtiment ;
- b) l'aire de bâtiment en pieds carrés ;
- c) le degré de résistance au feu des cloisonnements coupe-feu entre les étages, et autour des gaines, des allées ou aires spéciales, ainsi que l'emplacement et le degré de résistance au feu des fermetures dans les cloisonnements coupe-feu ;
- d) la source où les renseignements relatifs au degré de résistance au feu des éléments de construction, ont été puisés sur coupes à grande échelle ; et
- e) l'emplacement des issues.

#### **3.1.1.4. Tentés et structures gonflables :**

1) Dans le cas d'une tente ou d'une structure gonflable, le permis exigé par l'article 2.5.1 est émis lorsqu'elles sont érigées conformément à l'article 3.1.4.6.

2) Le propriétaire ou le chef d'établissement doit aviser par écrit l'autorité compétente de la localisation d'une tente ou d'une structure gonflable à chaque 12 mois.

#### **§3.1.2. Classification des bâtiments ou parties de bâtiment suivant leur destination principale**

##### **3.1.2.1. Classification des bâtiments ou parties de bâtiment :**

1) Les bâtiments ou parties de bâtiment sont classifiés par l'autorité compétente selon leur destination principale conformément aux modes de classification suivants, illustrés au tableau 3.1.2.A :

- a) groupe A, établissements recevant le public :
  - i. division 1 ;
  - ii. division 2 ;
  - iii. division 3 ; ou
  - iv. division 4 ;
- b) groupe B, établissements hospitaliers, d'assistance ou de détention :
  - i. division 1 ; ou
  - ii. division 2 ;
- c) groupe C, habitation ;
- d) groupe D, établissements d'affaires ;
- e) groupe E, établissements commerciaux ; ou
- f) groupe F, établissements industriels :
  - i. division 1 ;
  - ii. division 2 ; ou
  - iii. division 3.

2) Un bâtiment ayant plusieurs destinations principales doit être classifié en fonction de toutes ces destinations principales.

3) **Bâtiments servant à plusieurs destinations de la même classification :** Un bâtiment peut être considéré comme ayant une seule destination principale même s'il en a plusieurs, à condition que celles-ci soient classifiées dans le même groupe ou, si le groupe comporte plusieurs divisions, dans la même division du tableau 3.1.2.A.

4) **Bâtiments du genre arènes servant à d'autres usages :** Les bâtiments du genre arènes destinés à abriter de temps à autre des foires, salons et autres manifestations semblables doivent être classifiés dans le groupe A, division 3, sauf qu'ils doivent être munis d'extincteurs automatiques à l'eau lorsque l'aire de bâtiment est de 15 000 pieds carrés (1 395 m<sup>2</sup>) ou plus.

**Tableau 3.1.2.A****CLASSIFICATION DES BÂTIMENTS PAR  
GROUPE ET DIVISION**

<i>Groupe</i>	<i>Division</i>	<i>Types</i>	<i>Exemples</i>
A	1	Établissements de réunion destinés à la production et à la présentation de spectacles.	Cinémas, opéras, salles de spectacles et théâtres y compris ceux destinés au théâtre expérimental, studios de télévision ouverts au public et autres établissements du même type.
A	2	Établissements de réunion classifiés dans aucune autre division du groupe A.	Auditoriums Bibliothèques Boîtes à chansons Cabarets Centres communautaires Centres récréatifs sur jetées Cercles Clubs sans hébergement Débits de boissons alcooliques Discothèques Établissements de culte Établissements de pompes funèbres Externats Galeries d'art Garderies Gares de voyageurs Gymnases Jetées de récréation Musées Piscines intérieures Restaurants Salles d'audience Salles communautaires Salles de conférence Salles de danse Salles d'exposition (à l'exclusion des salles classées dans le groupe E) Salles de quilles Et les autres établissements du même type.

Groupe	Division	Types	Exemples	
A	3	Établissements du genre arène (1).	Arènes Patinoires intérieures Piscines intérieures comportant des aménagements pour les spectateurs Salles d'exercice militaire Salles de curling Et autres établissements du même type.	
A	4	Établissements extérieurs de rassemblement affectés aux spectacles ou à des activités sportives ou récréatives de plein air.	Ciné-Parcs Installations de parcs d'attractions non classifiées ailleurs Et autres établissements du même type.	Stades Tribunes d'honneur Tribunes du public
B	1	Établissements où des personnes sont détenues ou privées de leur liberté pour des motifs judiciaires, correctionnels ou de sécurité publique.	Hôpitaux psychiatriques (2) Locaux de détention Postes de police (2) Et les autres établissements du même type.	
B	2	Établissements offrant abri, refuge ou traitements aux malades, aux blessés et aux personnes qui ne sont pas en état de subvenir à leurs besoins pour des raisons d'âge ou d'infirmité.	Cliniques, hôtels de cure et maisons de repos ou de convalescence Foyers d'accueil pour enfants Foyers de vieillards Hôpitaux Hôpitaux psychiatriques (3) Infirmes Maisons d'éducation surveillée (3) Orphelinats Sanatoriums (3) Et les autres établissements du même type.	
C		Habitation sauf les établissements du groupe B.	Casernes de pompiers, c'est-à-dire postes d'incendie avec chambrées Clubs avec locaux d'habitation Couvents Dortoirs et chambrées Et les autres établissements du même type.	Hôtels et motels Maisons de rapports

<i>Groupe</i>	<i>Division</i>	<i>Types</i>	<i>Exemples</i>
D		Établissements où l'on traite des affaires, où l'on assure des services professionnels et personnels.	Banques Cabinets de professionnels Centraux téléphoniques Établissements de location et d'entretien: outils, petits appareils, accessoires Établissements de nettoyage à sec libre service n'utilisant pas de matières inflammables ou explosives Immeubles à bureaux Instituts de beauté Laveries automatiques Postes de police (3) Salons de coiffure Stations de radio, sans public Et les autres établissements du même type.
E		Établissements ou locaux destinés à la vente au public ou à l'étalage de marchandises et pouvant comporter des ateliers d'assemblage, de retouche ou de mise au point.	Boutiques Halls d'expositions Magasins à rayons Magasins spécialisés Marchés Supermarchés Et les autres établissements du même type.
F	1	Établissements dont la destination comporte des quantités de matières combustibles, inflammables ou explosives qui, en raison de leur utilisation ou manipulation constituent un danger spécial d'incendie.	Ateliers de nettoyage à sec (5) Ateliers de peinture au pistolet Ateliers de transformation de déchets de papier Dépôts de liquides inflammables en vrac Distilleries (4) Entrepôts de matières dangereuses en vrac Fabriques de matelas (5) Hangars d'avion Et les autres établissements du même genre.

<i>Groupe</i>	<i>Division</i>	<i>Types</i>	<i>Exemples</i>
F	2	Établissements dans lesquels la charge d'incendie dépasse 10 lb ou le potentiel calorifique excède 100 000 BTU par pi <sup>2</sup> de l'étendue de plancher et qui ne peuvent être classifiés dans la division 1 du groupe F.	<p>Ateliers Ateliers de nettoyage à sec n'employant pas de solvants ni de dégraissants inflammables ou explosifs, à l'exception des ateliers à libre service Blanchisseries, à l'exclusion des laveries automatiques Entrepôts Entrepôts frigorifiques Établissements de travail du bois Fabriques de boîtes Fabriques de confiseries Fabriques de matelas (6) Garages avec ateliers de réparation</p> <p>Gares de marchandises Héliports sur toits d'immeubles Imprimeries Laboratoires Locaux d'emménagement Locaux de vente des entreprises de fabrication ou de réparation Locaux de vente en gros Sous-stations électriques Stations-service Studios de télévision ne recevant pas de public Usines de planage Usines, manufactures, fabriques Et les autres établissements du même type.</p>
F	3	Établissements servant à l'entreposage de marchandises et dont la charge d'incendie ne dépasse pas 10 lb ni le potentiel calorifique 100 000 BTU par pi <sup>2</sup> de l'étendue de plancher.	<p>Ateliers Centrales électriques Crémeries Entrepôts Garages de remisage, y compris les garages de stationnement à l'air libre</p> <p>Laboratoires Locaux d'emménagement Locaux d'étalage d'échantillons Locaux de vente des entreprises de fabrication ou de réparation Postes d'incendie sans chambres Usines, fabriques et manufactures Et les autres établissements du même type.</p>
<p><b>N.B. :</b> Sur le tableau 3.1.2.A :</p> <p>1) Voir le paragraphe 4 de l'article 3.1.2.1.  2) Avec locaux de détention.  3) Sans locaux de détention.  4) Voir le paragraphe 1 de l'article 3.2.2.1.  5) Autres que celles prévues en F-2.  6) Ne produisant pas de poussières explosives.</p>			

**§3.1.3. Exigences de sécurité en cas d'incendie pour les bâtiments ayant une ou plusieurs destinations principales**

**3.1.3.1. Bâtiments ayant une ou plusieurs destinations :**

1) Pour un bâtiment ayant une seule destination principale, les exigences relatives à la propagation du feu et à l'intégrité structurale sont indiquées à la sous-section 3.2.2.

Pour un bâtiment ayant plusieurs destinations principales classifié dans plus d'un groupe ou division, la sous-section 3.2.2 s'applique en conformité avec les dispositions des paragraphes 2, 3 et 4.

2) **Hauteur et aire de bâtiment applicables :** Pour déterminer les exigences relatives à la sécurité en cas d'incendie pour chacune des destinations principales d'un bâtiment, il faut tenir compte de la hauteur de bâtiment et de l'aire de bâtiment de tout le bâtiment.

3) **Exigences de construction des bâtiments à plus d'une destination :** Les exigences de la sous-section 3.2.2 relatives à la destination principale assujettie aux exigences les plus sévères s'appliquent à l'ensemble du bâtiment.

4) **Destinations principales superposées :** Pour tout bâtiment dans lequel une destination principale est entièrement située au-dessus d'une autre destination principale, les exigences de la sous-section 3.2.2 relatives à chaque partie du bâtiment correspondant à une destination principale doivent être appliquées à cette partie du bâtiment comme si cette destination principale était valable pour tout le bâtiment.

5) Toutefois il n'est pas nécessaire que les séparations coupe-feu exigées pour isoler les destinations principales dont il est question au paragraphe 4 soient conformes aux prescriptions énoncées à l'article 3.1.5.4 et au paragraphe 1 de l'article 3.1.6.2.

6) Cependant, si l'aire totale couverte par les destinations principales d'une même division ou d'un même groupe ne dépasse pas 10% de l'aire de plancher du niveau où elles se trouvent, il n'est pas nécessaire de les considérer comme des destinations principales aux fins de la sous-section 3.2.2 sauf si elles appartiennent au groupe F, division 1 ou 2.

**3.1.3.2. Interdiction de certaines destinations multiples :**

1) Un bâtiment dont une destination principale est classifiée dans le groupe F, division 2 ou 3, ne doit pas comprendre plus d'un logement.

2) Un bâtiment ayant une destination des groupes A, B ou C ne doit comporter aucune destination du groupe F, division 1.

**3.1.3.3. Séparation des destinations principales :**

1) Lorsqu'un bâtiment a plusieurs destinations principales appartenant à différents groupes ou divisions, les locaux propres à chacune d'elles doivent être séparés des autres par des cloisonnements coupe-feu ayant un degré de résistance au feu conforme au tableau 3.1.3.A.

2) **Séparation entre les habitations et les établissements commerciaux :** Lorsqu'un bâtiment d'au plus 3 étages comprend une destination du groupe E et au plus 2 logements, il n'est pas nécessaire que le cloisonnement coupe-feu qui sépare les locaux des destinations principales ait une résistance au feu d'au plus une heure.

3) Tout bâtiment ayant des destinations principales multiples non prévues à la présente section doit répondre aux exigences du Code national de prévention des incendies du Canada (1975).



**Tableau 3.1.3.A**

Durée (en heures) du cloisonnement coupe-feu	Groupe A Division 1				Établissements recevant du public		CLOISONNEMENTS COUPE-FEU ENTRE LES DESTINATIONS PRINCIPALES						
	Groupe A Division 2												
	Groupe A Division 3												
	1				Groupe A Division 4		Établissements hospitaliers, d'assistance ou de détention		Habitations				
	1	1											
	1	1	1										
	2	2	2	2	Groupe B Division 1		Établissements de bureaux et de services professionnels ou personnels		Établissements de vente au détail				
	2	2	2	2	2	Groupe B Division 2							
	2	1	1	1	2	1						Groupe C	
	2	1	1	1	2	1	1	Groupe D		Établissements commerciaux ou industriels			
	2	2	2	2	2	2	2 <sup>(1)</sup>	1	Groupe E				
	(3)	(3)	(3)	(3)	(3)	(3)	(3)	3	3				Groupe F Division 1
2	2	2	2	2	2	2	1 <sup>(2)</sup>	1 <sup>(2)</sup>	3	Groupe F Division 2			
1 <sup>(4)</sup>	1 <sup>(4)</sup>	1 <sup>(4)</sup>	1 <sup>(4)</sup>	2	2	1 <sup>(4)</sup>	1 <sup>(4)</sup>	1 <sup>(4)</sup>	3	1 <sup>(4)</sup>	Groupe F Division 3		

**N.B. :** Sur le tableau 3.1.3.A :

1) Voir l'exception prévue au paragraphe 2 de l'article 3.1.3.3.

2) Pour les garages de réparations, un cloisonnement coupe-feu d'au moins 2 H est prescrit.

3) Ces destinations principales ne sont pas autorisées. Voir le paragraphe 2 de l'article 3.1.3.2.

4) Pour les garages de remisage, un cloisonnement coupe-feu d'au moins 1½ H est prescrit.

### §3.1.4. Types de construction

**3.1.4.1. Matériaux :** Les matériaux, éléments et systèmes autres que ceux qui sont indiqués dans la présente sous-section ne doivent pas être utilisés, à moins qu'ils ne soient conformes aux normes énumérées à la section 5.1.

#### **3.1.4.2. Construction combustible :**

1) **Composition :** Lorsqu'un bâtiment de construction combustible est autorisé, il peut être fait de matériaux combustibles, avec ou sans éléments incombustibles.

2) Trois types de constructions combustibles sont autorisées, soit charpente à claire-voie, charpente de poutres et poteaux, charpente de madriers, pour lesquelles les exigences sont indiquées à la partie IX.

3) Le revêtement de sol des garages doit être fait d'asphalte ou d'un autre matériau approuvé conformément à l'article 2.6.1.

**3.1.4.3. Gros bois d'oeuvre :** Lorsqu'une construction combustible ayant une résistance au feu d'au plus  $\frac{3}{4}$  d'heure est permise, la construction en gros bois d'oeuvre peut être utilisée à condition qu'elle réponde aux prescriptions de l'article 3.1.4.4.

#### **3.1.4.4. Éléments de construction en gros bois d'oeuvre :**

1) Dans la construction en gros bois d'oeuvre, les éléments de bois doivent être massifs avec des surfaces planes et lisses, de façon à éviter les sections minces et les saillies vives.

2) Les poutres, les poteaux, les arcs composés de plusieurs pièces et les autres éléments de charpente en bois doivent être collés comme dans la construction lamellée collée, à moins que les parties constitutives de l'élément ne correspondent aux dimensions minimales prescrites par le présent article pour le bois de sciage.

3) **Poteaux :** Les poteaux de bois doivent être continus ou aboutés d'étages en étages et être :

- a) de bois massif ou lamellé-collé d'au moins :
  - i. 8 pouces (203 mm) sur 8 pouces (203 mm) lorsqu'ils supportent des charges de plancher ; et
  - ii. 6 pouces (152 mm) sur 8 pouces (203 mm) lorsqu'ils ne supportent que des charges de toit et de plafonds ; ou
- b) cylindriques ou coniques et d'au moins :
  - i. 8 pouces (203 mm) au sommet lorsqu'ils supportent des charges de plancher ; et

- ii. 7 pouces (178 mm) au sommet lorsqu'ils ne supportent que des charges de plafond et de toit.

4) **Appuis de planchers :** Les planchers doivent être supportés par :

- a) des poutres et des poutres maîtresses en bois :
  - i. massives ou lamellées collées ; et
  - ii. d'au moins 6 pouces (152 mm) de largeur et 10 pouces (254 mm) de profondeur nominale ; ou
- b) par des arcs de bois massif ou lamellé collé qui partent du plancher et dont les dimensions nominales sont d'au moins 8 pouces (203 mm) sur 8 pouces (203 mm) ; ou
- c) des fermes en bois d'oeuvre dont les éléments ont des dimensions nominales d'au moins 8 pouces (203 mm) sur 8 pouces (203 mm).

5) **Appuis de la couverture :** Lorsqu'elle ne supporte pas de charges de plancher, la charpente de la couverture doit :

- a) être constituée d'arcs de bois lamellé collé ou de fermes de bois massif en forme d'arc partant du plancher, dont les éléments ont une largeur nominale d'au moins 6 pouces (152 mm) et une profondeur nominale d'au moins 8 pouces (203 mm) au-dessous de l'élévation de l'avant-toit et 6 pouces (152 mm) au-dessus lorsqu'il n'y a pas d'avant-toit, la profondeur nominale de l'arc doit être en tout d'au moins 6 pouces (152 mm) ; ou
- b) être constituée de poutres, de fermes de bois massif, d'arcs partant du sommet des murs, des piliers ou de leur contrefort et dont les éléments ont :
  - i. au moins 4 pouces (102 mm) de largeur et 6 pouces (152 mm) de profondeur nominale ; ou
  - ii. une épaisseur nominale d'au moins 3 pouces (76 mm) lorsqu'ils sont constitués de plusieurs pièces espacées, à condition que les intervalles soient entièrement remplis de morceaux de bois ou fermés hermétiquement par un madrier continu d'au moins 2 pouces (51 mm) d'épaisseur minimale et fixé à la face inférieure des éléments ; ou
  - iii. une largeur nominale d'au moins 3 pouces (76 mm), lorsqu'ils sont protégés par des extincteurs automatiques à eau placés dans le tablier du toit ; et
- c) avoir une épaisseur nominale d'au moins 3 pouces (76 mm) lorsque ses éléments comportent des entures.

6) **Planchers :** Les planchers doivent être, soit en madriers massifs ou lamellés collés, d'une épaisseur nominale d'au moins 3 pouces (76 mm) à languettes ou bouvetés, soit en pièces de bois d'une épaisseur nominale d'au moins

2 pouces (51 mm) et d'une largeur nominale d'au moins 4 pouces (102 mm) placées de champ et bien clouées :

a) posés de manière à ne pas former d'alignement continu de joints d'extrémité, sauf au point d'appui, et recouverts soit d'un parquet en planches bouvetées d'une épaisseur nominale de 1 pouce (25 mm) posées perpendiculairement ou en diagonale, soit de contreplaqué de ½ pouce (13 mm) bouveté, collé avec des résines phénoliques ; et

b) se terminer à au moins ½ pouce (13 mm) des murs, de façon à constituer un joint de dilatation ; les joints doivent être fermés au-dessus ou en dessous.

7) **Toits** : Les toits doivent être soit de contreplaqué de 1½ pouce (29 mm) d'épaisseur collé à la résine phénolique et bouveté, soit en madriers massifs ou lamellés collés :

a) d'une épaisseur nominale d'au moins 2 pouces (51 mm) et à languettes ou bouvetés ; ou

b) d'une épaisseur nominale d'au moins 2 pouces (51 mm) et d'une largeur nominale d'au moins 3 pouces (76 mm) placés de champ et posés de manière à ne pas former d'alignement continu de joints d'extrémité, sauf au point d'appui.

8) **Détail de la construction** : Les poteaux de bois superposés doivent être reliés :

a) au moyen de chapiteaux en béton armé ou en métal, munis de console ;

b) au moyen de chapiteaux appropriés de fer ou d'acier avec goujons et plaques d'assise ;

c) au moyen de corbeaux en bois fixés au poteau à l'aide de goujons annulaires métalliques logés entre les faces de contact ; ou

d) par d'autres méthodes approuvées conformément à l'article 2.6.1.

9) Des plaques murales d'appui, des niches à autodégagement ou des étriers doivent être prévus là où des poutres maîtresses ou secondaires pénètrent dans la maçonnerie.

10) Les poutres de bois, maîtresses et secondaires, doivent être bien ajustées aux poteaux et les extrémités adjacentes doivent être, soit attachées l'une à l'autre, soit fixées entre elles au moyen de chapiteaux d'attache pour transmettre les charges horizontales de part et d'autre des joints.

11) Les poutres de bois intermédiaires supportant un plancher doivent s'appuyer sur le dessus des poutres maîtresses, ou être soutenues par des étriers métalliques dans lesquels les extrémités des poutres sont bien fixées.

12) **Espaces cachés** : Lorsque les planchers et toits comportent des vides de plafond, des vides sous-comble ou d'autres espaces cachés, ces espaces doivent être munis d'extincteurs automatiques à eau.

13) Ces extincteurs automatiques à eau prescrits au paragraphe 12 peuvent être omis lorsque :

a) l'espace est compartimenté au moyen de coupe-feu conformément au paragraphe 5 de l'article 3.1.9.1 de façon qu'aucune dimension horizontale du compartiment ne dépasse 50 pieds (15,2 m) ; et que

b) le plafond suspendu est construit en un matériau ayant un indice de propagation des flammes d'au plus 25 pour toute surface nue ou mise à découvert par le découpage de ce matériau.

### 3.1.4.5. Construction incombustible :

1) **Généralités** : Lorsqu'il est prescrit qu'un bâtiment, ou une partie de bâtiment, soient de construction incombustible, la construction doit être de matériaux incombustibles, excepté ou autrement permis dans le code et dans les paragraphes 2 à 5.

2) **Éléments combustibles autorisés dans le toit, les planchers et les murs** : Les matériaux combustibles du toit, des planchers et des murs doivent être limités :

a) aux garnitures et éléments suivants :

i. peinture ;

ii. papier peint adhérent, d'au plus 1/28 pouce (0,9 mm) d'épaisseur et posé sur un fond incombustible, à condition que l'assemblage ait un indice de propagation des flammes d'au plus 25 ;

iii. matières combustibles que comporte le câblage isolé ;

iv. mastics et produits de calfeutrage appliqués pour assurer un joint étanche et flexible entre les principaux éléments de construction des murs extérieurs ;

v. fourrure en bois ayant des dimensions nominales d'au plus 2 pouces (51 mm) sur 2 pouces (51 mm), fixé directement sur un fond continu et incombustible ou bande de clouage en bois incorporée dans un fond continu et incombustible, approuvé conformément à l'article 2.6.1, pour l'application des revêtements intérieurs ; et

vi. autres garnitures ou éléments approuvés conformément à l'article 2.6.1 ;

b) aux matériaux de couverture ;

c) aux adhésifs et pare-vapeur dont l'indice de propagation des flammes est d'au plus 25 ;

d) aux isolants thermiques et d'insonorisation à condition qu'ils aient un indice de propagation des flammes d'au plus 25 pour toute surface nue ou mise à découvert par le découpage du matériau dont ils sont constitués ; cependant, l'indice de propagation des flammes peut atteindre 75 lorsque l'isolant est placé entre 2 épaisseurs de matériau incombustible sans vide d'air ;

e) aux lanterneaux combustibles :

i. si leur surface ne dépasse pas 100 pieds carrés (9,3 m<sup>2</sup>) et leur plus grande dimension de 10 pieds (3 m) ;

ii. s'ils sont situés à au moins 8 pieds (2,4 m) de distance les uns des autres et à 8 pieds (2,4 m) des séparations coupe-feu exigées ;

iii. si leur surface totale n'est pas supérieure à 10% de celle du plafond de la pièce où ils sont installés ; et

iv. si leur indice de propagation des flammes ne dépasse pas 250 dans les conditions d'essai prescrites à la sous-section 3.1.10 ;

f) au bois servant à la construction d'une fausse toiture sur une dalle de béton ou sur un pontage d'acier offrant le degré de résistance au feu prévu pour le toit aux articles 3.2.2.9 à 3.2.2.52 pourvu que :

i. le bâtiment n'excède pas une hauteur de 60 pieds (18,3 m) mesurée entre le niveau du sol et le niveau du plancher du dernier étage ;

ii. l'espace compris entre cette dalle et la fausse toiture n'ait pas plus de 40 pouces (1 016 mm) de hauteur moyenne, soit divisé par des coupe-feu formant des compartiments de volume égal et d'au plus 3 000 pieds carrés (279 m<sup>2</sup>) de superficie sans qu'aucune de leurs dimensions ne soit supérieure à 150 pieds (45,7 m) ;

iii. chaque compartiment dont la hauteur excède 40 pouces (1 016 mm) soit pourvu d'au moins un détecteur thermique relié au système d'alarme ;

iv. tout conduit, puits, ou cage d'escalier, à l'exception des conduits de plomberie en matériaux incombustibles traversant cet espace, soit isolé sur sa pleine hauteur par des éléments de maçonnerie ou de béton possédant le même degré de résistance au feu que la dalle de toit ;

v. toute ouverture dans la dalle donnant accès à l'espace situé au-dessus de cette dernière soit protégée par des fermetures dont le degré de résistance au feu est conforme au tableau 3.1.7.A ;

vi. toute corniche ou projection hors mur au niveau du toit soit en matériau incombustible.

3) **Éléments de menuiserie et revêtement combustible** : Les matériaux de menuiserie et de revêtement intérieurs combustibles sont limités :

a) aux garnitures intérieures, cadres de portes et portes ordinaires, cadres de vitrines, avec leur fond de clouage et leurs tabliers ;

b) aux châssis et cadres de fenêtres extérieurs, à condition :

i. que chaque fenêtre soit une baie distincte, séparée de toute autre ouverture par un élément de construction incombustible ;

ii. que les fenêtres dans les murs extérieurs des étages contigus soient séparées par un élément de construction incombustible d'au moins 3 pieds (0,9 m) ; et

iii. que la superficie totalisée des ouvertures pratiquées dans tout mur extérieur d'un compartiment étanche au feu ne dépasse pas 40% de la superficie de ce mur ;

c) aux revêtements de sol appliqués directement sur une dalle de plancher dans laquelle peuvent être incorporées des bandes de clouage en bois ou sur des lambourdes posées sur la dalle, à condition que l'espace entre le faux plancher et la dalle soit muni de coupe-feu conformes à la sous-section 3.1.9 ;

d) à la peinture, au papier peint et aux autres recouvrements intérieurs de même nature d'au plus 1/28 pouce (0,9 mm) d'épaisseur ;

e) aux revêtements intérieurs de mur :

i. d'au plus 1 pouce (25 mm) d'épaisseur ; et

ii. dont l'indice de propagation des flammes est d'au plus 150 pour toute surface nue ou mise à découvert par le découpage du matériau dont ils sont constitués ; et

f) aux revêtements intérieurs de plafond :

i. d'au plus 1 pouce (25 mm) d'épaisseur ; et

ii. dont l'indice de propagation des flammes est d'au plus 25 pour toute surface nue ou mise à découvert par le découpage du matériau dont ils sont constitués.

4) Les conduits combustibles doivent être limités aux conduits rigides ou flexibles ayant un indice de propagation des flammes d'au plus 25 pour toute surface nue ou mise à découvert par le découpage du matériau dont ils sont constitués et un indice de dégagement de fumée d'au plus 50 à condition :

a) qu'ils ne soient utilisés que pour les tronçons horizontaux ;

b) qu'ils ne traversent pas de cloisonnements coupe-feu prescrits ;

c) qu'ils aient au plus 20 po<sup>2</sup> (0,01 m<sup>2</sup>) de section et 14 pieds (4,3 m) de longueur, à moins qu'ils ne soient posés dans un élément pour lequel est prescrit un certain degré

de résistance au feu et que cet élément tout entier, y compris les conduits, ait été essayé en vue de déterminer son degré de résistance au feu ; et

d) qu'ils soient conformes à la brochure UL numéro 181 (1967) *Air Ducts for Class I Ducts*.

5) Le plancher des garages doit être fini en asphalte ou en un autre matériau approuvé conformément à l'article 2.6.1.

### **3.1.4.6. Tentes et structures gonflables :**

1) Les tentes et les structures gonflables doivent être conformes à la sous-section 3.2.3 et aux sections 3.3 et 3.4.

2) Les tentes et les structures gonflables ne doivent pas être dressées à moins de 10 pieds (3 m) des autres constructions situées dans la même propriété. Elles doivent être assez éloignées les unes des autres pour laisser un espace pouvant servir de moyen d'évacuation en cas de situation critique.

3) Les tentes et les structures gonflables ne recevant pas de public peuvent être dressées à moins de 10 pieds (3 m) des autres constructions situées dans la même propriété, lorsque ce rapprochement est sans danger pour le public.

4) Les tentes dont la superficie unitaire au sol ne dépasse pas 1 200 pieds carrés (111,5 m<sup>2</sup>) et qui sont dressées dans des champs de foire ou autres espaces dégagés de ce genre n'ont pas besoin d'être séparées les unes des autres, à condition qu'elles répondent aux exigences du Code national de prévention des incendies du Canada (1975).

5) Les tentes et les structures gonflables, de même que les bâches et les matériaux de décoration utilisés conjointement avec elles, doivent répondre aux prescriptions pertinentes de la brochure NFPA, 701-1969, *Standard Method of Fire Test for Flame Resistant Textiles and Films*.

6) Les sols occupés par une tente ou une structure gonflable doivent être débarrassés de toute végétation ou autres matières inflammables susceptibles de propager un incendie, jusqu'à une distance d'au moins 10 pieds (3 m) de son périmètre extérieur.

7) Une structure gonflable utilisée comme établissement recevant le public doit comporter au moins 2 souffleurs chacun pouvant maintenir la pleine pression de gonflage, compte tenu des fuites reliées au fonctionnement.

8) Une structure gonflable utilisée comme établissement recevant le public et dont la capacité dépasse 200 personnes doit être munie soit d'un groupe électrogène de secours à démarrage automatique pouvant actionner un souffleur de façon continue durant 4 heures, soit d'un souffleur supplémentaire entraîné par un moteur à combustion interne, également à démarrage automatique.

### **§3.1.5. Degré de résistance au feu**

#### **3.1.5.1. Essais :**

1) Lorsqu'il est prescrit qu'un matériau ou un élément de construction ait un certain degré de résistance au feu, celui-ci doit être établi par l'autorité compétente, d'après les résultats d'essais exécutés conformément aux données des textes suivants :

a) ACNOR B 54.3-1964, *Methods of Fire Tests of Walls, Partitions, Floors, Roofs, Ceilings, Columns, Beams and Girders* ;

b) ASTM E 119-73, *Fire Tests of Building Construction and Materials* ;

c) BS 476-1972, Partie 8, *Test Methods and Criteria for Fire-Resistance of Elements of Building Materials* ;

d) ULC S 101-1971, *Fire Tests of Building Construction and Materials* ;

e) UL 263-1971, *Fire Tests of Building Construction and Materials* ;

f) NFPA 251-1972, *Standard Methods of Fire Tests of Building Construction and Materials*.

2) Toutefois, le degré de résistance au feu peut être déterminé d'après les résultats d'essais exécutés suivant les éditions antérieures de normes ou règles techniques d'épreuves énumérées au paragraphe 1 et qui étaient en vigueur au moment de l'essai.

3) De plus, le degré de résistance au feu d'un matériau ou d'un élément de construction peut être déterminé d'après les prescriptions du Supplément no 2, « Cote de comportement au feu » du Code national du bâtiment du Canada 1975, ou en se référant aux tableaux 1A, 1B et 1C, à l'annexe I.

4) **Exception pour les murs extérieurs :** Les limitations de l'élévation de température sur la face non exposée d'un élément de construction, prescrites par les essais normalisés prévus au paragraphe 1, ne s'appliquent pas à un mur extérieur dont la distance limitative est d'au moins 4 pieds (1,22 m) à la condition qu'il soit tenu compte du rayonnement émis par la face non exposée, conformément à l'article 3.2.3.9.

#### **3.1.5.2. Application à différents éléments de construction :**

1) Le degré de résistance au feu requis pour les éléments de plancher et de toit doit être déterminé d'après l'exposition au feu de leur face inférieure.

2) Le degré de résistance au feu des murs coupe-feu et des cloisonnements coupe-feu intérieurs verticaux doit être déterminé d'après l'exposition au feu de leurs deux faces.

3) Le degré de résistance au feu des murs extérieurs doit être déterminé d'après l'exposition au feu de leur face intérieure, sauf dans le cas de prescription contraire au présent code.

**3.1.5.3. Degré minimal de résistance au feu applicable :** L'emploi de matériaux ou d'éléments de construction d'un degré de résistance au feu supérieur à celui qui est prescrit n'entraîne pas l'obligation d'utiliser d'autres matériaux ou éléments d'un degré supérieur au degré minimal de résistance au feu qu'exige la présente partie.

**3.1.5.4. Résistance au feu des éléments d'appui :** Un élément de construction pour lequel est prescrit un certain degré de résistance au feu ne doit pas être supporté par un élément ayant un degré de résistance au feu inférieur à celui-ci, sous réserve de la dérogation autorisée à la sous-section 3.2.2 pour les types de construction mixtes prévus par l'article 3.1.6.2 et ailleurs dans la présente partie.

**3.1.5.5. Exceptions aux prescriptions concernant la protection-incendie :** Aucune protection contre l'incendie n'est prescrite pour les éléments de construction suivants :

a) les linteaux en acier surmontant des ouvertures d'au plus 6 pieds (1,8 m) de largeur pratiquées dans les murs porteurs, et des ouvertures d'au plus 10 pieds (3 m) de largeur pratiquées dans des murs non porteurs ;

b) les linteaux en acier surmontant des ouvertures plus grandes que celles qui sont prévues au paragraphe a, à condition qu'ils soient supportés à des intervalles d'au plus 6 pieds (1,8 m) par des éléments de charpente ayant le degré prescrit de résistance au feu ;

c) les semelles inférieures des consoles d'appui, constituées de cornières et de plaques et ne faisant pas partie de la charpente ;

d) les pièces de fer et d'acier, faisant partie de l'encadrement des baies de porte, des cages d'ascenseurs et des monte-charge, l'acier supportant les guides, contre-poids et autres dispositifs d'ascenseurs et de monte-charge, lorsqu'ils sont entièrement encloués dans une cage et ne font pas partie de la charpente du bâtiment ;

e) les pièces de fer ou d'acier des escaliers, y compris les escaliers mécaniques qui ne font pas partie de la charpente du bâtiment ;

f) les pièces de fer et d'acier des porches, balcons extérieurs, escaliers extérieurs, escaliers de secours, corniches, marquises et autres éléments semblables, à condition

qu'elles se trouvent en dehors d'un mur extérieur du bâtiment ;

g) les éléments porteurs en acier ou en béton situés à au moins 10 pieds (3 m) d'une limite de propriété ou de l'axe d'une rue et placés en tout ou en partie à l'extérieur du mur extérieur d'un bâtiment d'au plus 4 étages en hauteur de bâtiment, à condition :

i. que ces éléments soient situés à au moins 3 pieds (0,9 m) de toute ouverture dans la face extérieure d'un mur, dans les bâtiments ayant une destination autre que celle des groupes E ou F, division 1 ou 2 ;

ii. qu'ils soient protégés contre le rayonnement direct d'un foyer à l'intérieur par le mur extérieur ou par un autre moyen approuvé conformément à l'article 2.6.1, que le mur extérieur utilisé comme écran de protection ait un degré de résistance au feu au moins équivalent à celui qui serait prescrit pour ces éléments de charpente s'ils étaient placés à l'intérieur du bâtiment et que ce mur soit prolongé de chaque côté de l'élément de charpente, sur une distance égale à la projection de celui-ci depuis la face du mur.

### **3.1.5.6. Ouvertures permises :**

1) Un plafond ou une paroi faisant partie d'un élément de construction pour lequel est prescrit un certain degré de résistance au feu, peut comporter des ouvertures pour coffrets de prises de courant et autres coffrets d'équipement semblable, à condition que ceux-ci soient incombustibles et ajustés au plafond ou à la paroi.

2) Un plafond faisant partie d'un élément de construction pour lequel est prescrit un certain degré de résistance au feu peut comporter des ouvertures donnant sur des conduits situés dans le vide du plafond, à condition qu'ils soient incombustibles et que la dimension admissible et la répartition des ouvertures aient été fixées d'après des essais conformes à l'article 3.1.5.1, à moins que :

a) la superficie de chaque ouverture ne dépasse pas 144 pouces carrés (0,09 m<sup>2</sup>) ;

b) la superficie totale des ouvertures ne dépasse pas 1% de la superficie de plafond du compartiment coupe-feu ;

c) les ouvertures soient à 7 pieds (2,1 m) au moins les unes des autres ;

d) les ouvertures dont la superficie dépasse 20 pouces carrés (0,01 m<sup>2</sup>) soient protégées par un volet coupe-feu en acier d'une épaisseur minimale de 0,0667 pouce (MSG # 14) recouvert sur sa face non exposée d'un panneau d'amiante de 1/8 pouce (3mm) d'épaisseur ; et

e) les volets coupe-feu qui protègent les ouvertures fonctionnent automatiquement lorsque la température à

l'orifice du conduit dépasse de 50°F la température maximale prévue, et que ces volets soient équipés de broches et charnières résistant à la corrosion.

3) Lorsque l'intérieur ou l'extérieur d'un conduit établi dans un vide de plafond est protégé, dans le plafond, par un revêtement ayant un degré de résistance au feu au moins équivalent à la moitié de celui qui est prescrit pour le plafond, les restrictions au paragraphe 2 relatives aux ouvertures ne s'appliquent pas à ce conduit. Le degré de résistance au feu du revêtement peut être conforme aux prescriptions du Supplément no 2 du Code national du bâtiment du Canada (1975), relatif aux parois.

4) Lorsqu'un élément de construction résistant au feu et comprenant des ouvertures est éprouvé conformément à l'article 3.1.5.1, les ouvertures définies aux paragraphes 1, 2 et 3 ne sont pas autorisées en plus de celles que comporte déjà l'élément éprouvé.

### §3.1.6. Cloisonnement coupe-feu

#### 3.1.6.1. Prescriptions et limitations :

1) Lorsqu'il est prescrit qu'un mur, une cloison ou un plancher soit un cloisonnement coupe-feu, celui-ci doit :

- a) constituer un élément continu d'un compartiment coupe-feu ; et
- b) avoir le degré de résistance au feu requis par la présente partie.

2) Sous réserve des sous-sections 3.2.2 et 3.2.3, les ouvertures pratiquées dans les cloisonnements coupe-feu doivent être protégées par des fermetures telles que prévues à la sous-section 3.1.7 ou d'autres moyens approuvés conformément à l'article 2.6.1.

#### 3.1.6.2. Appui des cloisonnements coupe-feu :

1) Sous réserve des dérogations prévues ailleurs dans la présente partie, un cloisonnement coupe-feu pour lequel est prescrit un certain degré de résistance au feu doit être supporté à partir du sol par un élément dont le degré de résistance au feu est au moins égal à celui qui est exigé pour le cloisonnement.

2) Lorsqu'il est prescrit qu'un cloisonnement coupe-feu soit de construction incombustible et résistant au feu, il doit être supporté à partir du sol par un élément de construction incombustible.

3) Un élément de construction combustible qui aboutit à un cloisonnement coupe-feu incombustible ou qui est supporté par lui doit être construit de façon que son effondrement sous l'action du feu ne provoque pas l'écroulement du cloisonnement.

4) Lorsqu'un cloisonnement coupe-feu devant être de construction incombustible rejoint les murs extérieurs ou la surface du toit, aucun matériau combustible ne doit chevaucher l'extrémité du cloisonnement, pour éviter la propagation du feu d'un côté à l'autre du cloisonnement.

5) Aucun élément combustible ne doit traverser un cloisonnement coupe-feu incombustible ni en réduire l'épaisseur à moins de 4 pouces (102 mm).

#### 3.1.6.3. Continuité du cloisonnement coupe-feu :

1) Lorsqu'un vide technique horizontal ou un autre espace caché est situé au-dessus d'un cloisonnement coupe-feu vertical prescrit, il doit être divisé, dans le plan de cloisonnement, par un autre cloisonnement coupe-feu d'efficacité équivalente.

2) Lorsqu'un vide technique horizontal ou un autre espace caché est situé au-dessus d'un cloisonnement coupe-feu vertical prescrit, il n'est pas nécessaire qu'il soit divisé dans le plan du cloisonnement à condition que l'élément de construction qui le sépare de l'espace au-dessous soit un cloisonnement coupe-feu d'efficacité au moins équivalente à celle qui est prescrite pour le cloisonnement coupe-feu vertical.

3) Lorsque des gaines, ou des cages d'issues, pénètrent dans un cloisonnement coupe-feu, elles doivent traverser tout vide technique horizontal ou autres espaces cachés, et former un joint étanche à la fumée au point d'intersection entre le cloisonnement et le plancher, la dalle ou le tablier du toit, sous réserve de la sous-section 3.5.3 dans le cas où la gaine traverse un toit.

### §3.1.7. Protection des ouvertures dans les cloisonnements coupe-feu

#### 3.1.7.1. Détermination du degré de protection contre le feu des fermetures :

1) Lorsqu'il est prescrit qu'une ouverture pratiquée dans un cloisonnement coupe-feu soit munie d'une fermeture ayant un certain degré de protection contre le feu, celui-ci doit être établi d'après les résultats d'essais exécutés conformément aux prescriptions pertinentes des textes suivants :

- a) ACNOR B 54.4-1963, *Standard Methods of Fire Tests of Door Assemblies* ;
- b) ACNOR B 54.5-1963, *Standard Methods of Fire Tests of Window and Glass Block Assemblies* ;
- c) ASTM E 152-73, *Standard Methods of Fire Tests of Door Assemblies* ;
- d) ASTM E 163-65, (1972), *Standard Methods of Fire Tests of Window Assemblies* ;

- e) ULC S 104-1970, *Fire Tests of Door Assemblies* ;
- f) ULC S 106-1962, *Fire Tests of Window Assemblies* ;
- g) UL 10 (b) (1974), *Fire Tests of Door Assemblies* ;
- h) UL 9 (1970), *Fire Tests of Window Assemblies* ;
- i) NFPA 252-1972, *Standard Methods of Fire Tests of Door Assemblies* ;
- j) ULC S 112-1973, *Fire Dampers*.

2) Toutefois, le degré de protection contre le feu peut être établi d'après les résultats d'essais exécutés suivant les éditions antérieures des normes ou règles techniques d'épreuves énumérées au paragraphe 1, et qui étaient en vigueur au moment de l'essai.

3) **Installation** : Les fermetures prescrites pour les cloisonnements coupe-feu doivent être posées conformément aux conditions d'installation et de fonctionnement prévues par la norme NFPA 80-1974, *Standard for Fire Doors and Windows*.

4) **Degré des fermetures** : Le degré de protection contre le feu des fermetures doit être conforme au tableau 3.1.7.A en ce qui concerne le degré du cloisonnement coupe-feu prescrit.

**Tableau 3.1.7.A**

<i>Degré minimal de résistance au feu du cloisonnement coupe-feu Exprimé en heures</i>	<i>Degré minimal de protection contre le feu des fermetures Exprimé en heures</i>
Moins de ¾	(1)
¾	¾ (2)
1	¾ (2)
1 ½	1
2	1 ½
3	2 (2)
4	3

**N.B.** Sur le tableau 3.1.7.A :

(1) Il n'est pas nécessaire que la fermeture obturant une ouverture dans un cloisonnement coupe-feu pour lequel aucun degré de résistance au feu n'est prescrit ait un degré de protection contre l'incendie.

(2) Des exceptions sont prévues aux paragraphes 4 et 5 de l'article 3.1.7.2.

### **3.1.7.2. Superficie des ouvertures et protection contre le feu des fermetures :**

1) À l'exception des issues, la superficie d'une ouverture dans un cloisonnement coupe-feu intérieur pour laquelle une fermeture est prescrite, ne doit pas dépasser 120 pieds carrés (11 m<sup>2</sup>) et aucune de ses dimensions ne doit excéder 12 pieds (3,7 m). En outre, la largeur totalisée de toutes les ouvertures ne doit pas dépasser 25% de la longueur du mur d'un compartiment étanche au feu.

2) Lorsque les compartiments étanches au feu situés de part et d'autre d'un cloisonnement coupe-feu sont munis d'extincteurs automatiques à eau, la superficie des ouvertures pratiquées dans le cloisonnement ne doit pas dépasser 240 pieds carrés (22 m<sup>2</sup>).

3) Deux fermetures ayant le même degré de protection contre le feu et obturant les faces opposées d'une même ouverture sont considérées comme ayant un degré de protection contre le feu égal à la somme de leurs degrés de protection contre le feu respectifs.

4) Une porte ayant un degré de protection contre le feu de 20 minutes ou une porte en bois à âme massive d'une épaisseur de 1 ¾ pouce (44 mm) peut être posée dans un cadre en bois d'une dimension nominale d'au moins 2 pouces (51 mm) et être utilisée comme fermeture dans :

a) un cloisonnement coupe-feu pour lequel un degré de résistance au feu d'au plus 1 heure est prescrit, lorsque cette fermeture est située entre un corridor commun et un local ou une suite de locaux ; ou

b) un cloisonnement coupe-feu pour lequel un degré de résistance au feu de ¾ d'heure est prescrit, dans les bâtiments d'au plus 3 étages en hauteur de bâtiment.

5) Les exigences de la norme NFPA 80-1974, *Standard For Fire Doors and Windows*, relatif aux seuils incombustibles, ne s'appliquent pas dans le cas des portes mentionnées au paragraphe 4.

6) Il n'est pas nécessaire que le degré de protection contre le feu des fermetures dans les cages d'issues dépasse 1 ½ heure.

7) Lorsqu'il est prescrit qu'un cloisonnement coupe-feu soit de construction incombustible, ces fermetures peuvent comporter des éléments combustibles, tel que spécifié à l'article 3.1.4.5.

8) **Dispositifs d'auto-fermeture** : Une porte pratiquée dans un cloisonnement coupe-feu intérieur doit se fermer d'elle-même au moyen de dispositifs homologués et être munie d'une clenche destinée à la maintenir en position fermée.

9) **Dispositifs de maintien en position ouverte** : On peut installer sur les fermetures qui doivent se fermer d'elles-mêmes, à l'exception des garages visés par l'article 3.3.7.7 et dans les cages d'escaliers d'issue, des dispositifs



homologués de maintien en position ouverte, et ceux-ci doivent être actionnés par les extincteurs automatiques à l'eau, le réseau d'avertisseur d'incendie du bâtiment, le réseau d'avertisseur de fumée ou de chaleur d'un type homologué ou par un maillon fusible.

### 3.1.7.3. Verre armé et blocs de verre utilisés comme fermetures :

1) Les ouvertures pratiquées dans les cloisonnements coupe-feu intérieurs de  $\frac{3}{4}$  d'heure et d'une heure peuvent être protégées par du verre armé ou des blocs de verre, quand ceux-ci sont installés conformément aux paragraphes 2 et 3.

2) Le verre armé doit :

a) assurer un degré de protection contre le feu de  $\frac{3}{4}$  d'heure, ou être constitué de verre :

i. de  $\frac{1}{4}$  pouce (6 mm) d'épaisseur ; et  
 ii. armé d'un treillis noyé en usine et soudé ou entrelacé à chaque intersection, maillé en forme de losange, de carré ou d'hexagone dont les côtés sont espacés soit d'environ 1 pouce (25 mm), le treillis étant alors en fil d'acier de la ASWG #25, soit d'environ  $\frac{1}{2}$  pouce (13 mm), le treillis étant alors en fil d'acier de la ASWG #26 ;

b) être monté sur des cadres d'acier ; et

c) être de dimension telle que :

i. chaque panneau ne mesure pas plus de 1 296 pouces carrés (0,84 m<sup>2</sup>) et que ni sa hauteur ni sa largeur ne dépasse 54 pouces (1 370 mm) ; et

ii. la superficie maximale non supportée par des meneaux de soutien ne dépasse pas 80 pieds carrés (7,4 m<sup>2</sup>).

3) Les blocs de verre doivent être posés conformément à la section 4.4 et comporter une armature métallique à chaque joint horizontal.

### 3.1.7.4. Protection des ouvertures entre les étages :

1) Lorsqu'il est prescrit que les planchers soient des cloisonnements coupe-feu, les ouvertures qui y sont pratiquées, soit pour le passage de cages d'issues, d'ascenseurs, de monte-charges ou soit pour d'autres installations d'équipement, doivent être protégées conformément aux prescriptions des sections 3.4. et 3.5.

2) Les escaliers mécaniques et les tapis roulants inclinés qui traversent un cloisonnement coupe-feu prescrit et servant d'issues réglementaires doivent être encloisonnés de la même façon que les escaliers d'issues.

3) Lorsqu'un escalier mécanique ou un tapis roulant incliné n'est pas une issue prescrite mais traverse un cloisonnement coupe-feu, il doit être encloisonné conformément

à la présente section. Toutefois, dans les bâtiments munis d'extincteurs automatiques à eau, les escaliers mécaniques peuvent être protégés au moyen d'un des trois systèmes suivants à savoir : *Rolling Shutter Method*, *Sprinkler Vent Method* et *Spray Nozzle Method* prévu à la section 6-12 de la norme NFPA 101-1973, *Code for Safety to Life from Fire in Buildings and Structures*.

4) Dans un bâtiment de construction incombustible, le premier étage et l'étage directement au-dessus ou au-dessous, mais non les deux, peuvent être reliés par un escalier non encloisonné et ne faisant pas partie d'une issue prescrite, à condition :

a) que ce bâtiment n'ait que des destinations du groupe A, divisions 1 et 2, ou des groupes D et E ; et

b) que l'aire du bâtiment ne soit pas supérieure à la moitié de l'aire autorisée à la sous-section 3.2.2.

5) Dans un bâtiment de construction combustible, le premier étage et l'étage directement au-dessous, mais non les deux, peuvent être reliés par un escalier non encloisonné et ne faisant pas partie d'une issue prescrite, à condition :

a) que le bâtiment n'ait que des destinations du groupe A, divisions 1 et 2, ou des groupes D et E ;

b) qu'il soit muni d'extincteurs automatiques à eau ; et

c) que son aire ne soit pas supérieure à la moitié de l'aire autorisée à la sous-section 3.2.2.

6) **Ouvertures verticales :** Dans un bâtiment de construction incombustible, une ouverture verticale est permise, sauf dans les établissements des groupes B et C, pourvu que le bâtiment soit protégé par un système d'extincteurs automatiques à eau installé suivant la norme NFPA no 13-1973, *Standard for the Installation of Sprinkler Systems*.

7) **Protection des ouvertures verticales :** L'ouverture verticale doit être protégée à chaque étage par :

a) des retombées :

i. situées directement sur le pourtour de l'ouverture ; et

ii. ayant au moins 18 pouces (500 mm) de hauteur, mesurée à partir du plafond ;

b) un système d'extincteurs automatiques à eau dont chaque tête doit être :

i. espacée d'au plus 6 pieds (1,8 m) les unes des autres ;

ii. éloignée de 6 à 12 pouces (150 à 300 mm) des retombées ;

iii. conçue de façon à fournir un débit de 2,5 gal/min. par pied linéaire (0,62 l/s par mètre linéaire), la distance étant mesurée horizontalement autour de l'ouverture, aucune tête ne doit avoir un débit inférieur à 12 gal/min. (0,91 l/s) ; et

iv. du type à débit automatisé et être prévue pour la classification de température la plus basse ;

c) un système de détection de fumée, d'un type homologué, installé :

i. à proximité des retombées mentionnées au sous-paragraphe a ; et

ii. suivant les prescriptions de la norme ACNOR B 222.0 — 1974, Code d'installation des réseaux intérieurs d'alarme incendie.

8) **Bandes-écrans** : Des bandes-écrans transversales doivent être :

a) installées à mi-chemin entre les têtes du système d'extincteurs automatiques à eau mentionnés au sous-paragraphe b du paragraphe 7 ; et

b) conçues de façon qu'aucun jet d'extincteur ne mouille la tête d'un extincteur voisin.

9) **Système de surveillance** : Le système d'extincteurs automatiques à eau mentionné au sous-paragraphe b du paragraphe 7 doit être sous surveillance électrique. Si un annonceur est exigé en vertu de l'article 6.7.2.5, celui-ci doit indiquer chacun des dérangements suivants :

a) ouverture ou fermeture d'un robinet gênant le fonctionnement du système ;

b) baisse de la pression d'air ou d'eau dans le système ;

c) panne de la source d'électricité alimentant les pompes à incendie automatiques, les surpresseurs auxiliaires ou les pompes nécessaires au fonctionnement du système ; et

d) changement important du niveau de l'eau, et s'il y a risque de gel, de la température de l'eau dans les citernes ou les réservoirs sous pression destinés à alimenter le système d'extincteurs automatiques à eau et à suppléer à son alimentation.

10) **Système de ventilation** : Les ouvertures verticales doivent comporter à leur sommet une installation de ventilation mécanique d'extraction capable de renouveler l'air au moins 6 fois par heure.

Cette installation de ventilation mécanique doit être mise en marche au moyen d'un interrupteur à clef approuvé conformément à l'article 2.6.1 situé à proximité de l'entrée principale ou à un autre emplacement.

11) **Revêtements intérieurs** : L'indice de propagation de la flamme et la classification du pouvoir fumigène du revêtement intérieur de finition des murs, cloisons, plafonds ou planchers des pièces ou espaces y compris les locaux techniques et les cabines d'ascenseurs contenus dans les ouvertures verticales doivent être dans tous les cas conformes aux valeurs indiquées au tableau 3.2.6.A.

12) **Hauteur de l'ouverture** : La hauteur de l'ouverture verticale  $H_o$ , en pieds, ne doit pas dépasser la valeur obtenue à partir de la formule suivante :

$$H_o = \left[ 1 - \frac{H_s}{120} \right] \times \left[ 150 - \frac{H_b}{4} \right]$$

où

$H_s$  = la hauteur du bâtiment, en pieds au-dessus des ouvertures verticales. La valeur maximale pour fin de calcul ne peut être supérieure à 60 pieds ;

$H_b$  = la hauteur du bâtiment, en pieds. La valeur maximale pour fin de calcul ne peut être supérieure à 360 pieds.

Il n'est toutefois pas obligatoire de réduire la hauteur des ouvertures verticales à moins de 60 pieds.

13) **Séparation coupe-feu** : Les étendues de plancher situées au-dessus de l'ouverture verticale doivent en être isolées par une séparation coupe-feu d'un degré de résistance au feu d'au moins 3 heures si cette ouverture contient une destination principale des groupes A, D ou F division 3 et d'au moins 4 heures si elle contient d'autres destinations principales à l'exception des groupes B et C où l'ouverture verticale est interdite.

14) **Issues** : Les étendues de plancher situées au-dessus de l'ouverture verticale doivent posséder des issues n'obligeant pas les occupants des étages supérieurs à traverser les étendues de plancher donnant sur l'ouverture verticale. Au moins 50% de ces issues doivent donner directement sur l'extérieur sans accès aux étendues de plancher donnant sur l'ouverture verticale.

### 3.1.7.5. Intégrité du cloisonnement coupe-feu :

1) Un élément de construction qui constitue un cloisonnement coupe-feu doit être continu, à l'exception des ouvertures protégées par des fermetures conformes à l'article 3.1.7.1 ou des ouvertures, protégées ou non, qui faisaient partie de l'élément au moment de l'essai, ou encore des ouvertures autorisées par la présente section.

2) Les ouvertures dans les portes des cloisonnements coupe-feu prescrits doivent être protégées au moyen de dispositifs homologués assurant l'étanchéité à la fumée.

**3.1.7.6. Ouvertures pour les tuyaux et conduits :**

1) Les ouvertures pour le passage de tuyaux incombustibles sont permises dans les cloisonnements coupe-feu à condition :

- a) que les tuyaux soient encloisonnés dans des gaines répondant à la section 3.5 ; ou
- b) que leur point de traversée soit étanche à la fumée ou muni de coupe-feu qui empêche la propagation des flammes.

2) Les ouvertures pour le passage de conduits incombustibles sont permises dans les cloisonnements coupe-feu à condition :

- a) que les tuyaux soient encloisonnés dans des gaines répondant à la section 3.5 ; ou
- b) qu'ils soient conformes à la sous-section 3.5.1 relative aux conduits non encloisonnés et que leur point de traversée soit étanche à la fumée ou muni de coupe-feu qui empêche la propagation des flammes et de la fumée.

**3.1.7.7. Équipement du bâtiment qui pénètre dans les cloisonnements coupe-feu :**

1) Les tuyaux, conduits, coffrets de prise de courant, conduits électriques et autres équipements semblables du bâtiment qui pénètrent en tout ou en partie dans un cloisonnement coupe-feu doivent être en matériau incombustible, à moins qu'ils n'aient déjà été incorporés dans un élément de construction au moment où il a été éprouvé, conformément à l'article 3.1.5.1.

2) Aucun tuyau combustible ne peut être utilisé pour l'évacuation, le renvoi et l'évent dans un système à l'intérieur d'un bâtiment, lorsqu'une partie du système traverse un cloisonnement coupe-feu requis ou y est installé sauf lorsque les parties combustibles du système sont situées complètement sur un côté du cloisonnement coupe-feu mais en aucun cas ce tuyau ne doit être placé dans une gaine verticale.

**§3.1.8. Murs coupe-feu****3.1.8.1. Prescriptions relatives à la construction et à l'intégrité des murs coupe-feu :**

1) **Généralités :** Un mur coupe-feu doit répondre à la présente sous-section et aux prescriptions relatives aux cloisonnements coupe-feu de construction incombustible.

2) **Degré de résistance au feu des murs coupe-feu :** Lorsqu'un mur coupe-feu prescrit sépare un bâtiment en 2 compartiments ou plus dont un au moins abrite des locaux du groupe E ou du groupe F, division 1 ou 2, il doit être construit comme un cloisonnement coupe-feu de 4 heures.

Lorsqu'un mur coupe-feu est prescrit pour séparer les locaux ayant d'autres destinations, il doit être construit comme un cloisonnement coupe-feu de 2 heures.

3) **Type de construction :** Un mur coupe-feu doit être fait de maçonnerie, de béton ou d'un autre matériau incombustible approuvé conformément à l'article 2.6.1.

4) **Continuité du mur et surélévation :** Un mur coupe-feu doit être continu, des fondations au sommet du bâtiment, et dépasser la couverture de façon à former une surélévation d'au moins :

- a) 12 pouces (0,3 m) de hauteur dans le cas d'un mur coupe-feu devant constituer un cloisonnement coupe-feu de 2 heures ; et
- b) 36 pouces (0,9 m) de hauteur dans le cas d'un mur coupe-feu devant constituer un cloisonnement coupe-feu de 4 heures.

5) Dans les bâtiments de construction incombustible, un mur coupe-feu peut se terminer à la sous-face d'une dalle ou d'un tablier de toit incombustible à condition :

- a) que le joint entre le mur coupe-feu et la dalle ou le tablier soit étanche aux fumées ;
- b) que le toit, des deux côtés du mur coupe-feu, ait :
  - i. un degré de résistance au feu d'une heure si un mur coupe-feu de 2 heures est prescrit ; ou
  - ii. un degré de résistance au feu de 2 heures si un mur coupe-feu de 4 heures est prescrit ; et
- c) qu'il n'y ait pas d'espaces cachés dans la partie de la dalle ou du tablier du toit qui est située directement au-dessus du mur coupe-feu.

6) **Appui du mur :** Lorsqu'un bâtiment est de construction incombustible, un mur coupe-feu peut être supporté par la charpente du bâtiment, à condition que celle-ci ait un degré de résistance au feu au moins égal à celui qui est prescrit pour le mur coupe-feu.

7) **Décalage du mur :** Dans un bâtiment de construction incombustible, un mur coupe-feu peut être décalé au niveau d'un plancher intermédiaire, à condition :

- a) que la partie horizontale du mur coupe-feu ait un degré de résistance au feu au moins égal à celui du mur coupe-feu ; et
- b) que le cloisonnement coupe-feu formé par l'ensemble soit continu.

8) **Ouvertures :** Les ouvertures dans les murs coupe-feu ne doivent pas dépasser 120 pieds carrés (11 m<sup>2</sup>) de superficie, et ni leur largeur, ni leur hauteur ne doit excéder 12 pieds (3,7 m) ; de plus, la largeur totalisée des ouvertures, dans chaque mur coupe-feu d'un compartiment étan-

che au feu et à chaque étage, ne doit pas dépasser 25% de la longueur du mur coupe-feu dont la face est comprise dans un compartiment coupe-feu.

9) Lorsque les compartiments étanches au feu situés de part et d'autre du mur coupe-feu sont munis d'extincteurs automatiques à l'eau, des ouvertures destinées à des véhicules automobiles sont permises dans le mur coupe-feu, jusqu'à concurrence de 240 pieds carrés (22 m<sup>2</sup>) de superficie.

10) Les ouvertures dans les murs coupe-feu doivent être protégées par des fermetures du type prescrit au paragraphe 4 de l'article 3.1.7.1.

### §3.1.9. Coupe-feu

#### 3.1.9.1. Domaine d'application :

1) Le présent article s'applique aux constructions combustibles, incombustibles ou à une combinaison des deux.

2) Des coupe-feu doivent être posés au niveau des planchers, des plafonds et du toit, pour compartimenter sur toute leur étendue les vides horizontaux et verticaux formés entre les étages et entre le dernier étage et le faux-grenier, de la façon suivante :

a) dans les murs et les cloisons en colombage, au niveau du plafond et du plancher ;

b) dans les cloisons à colombage et les murs de construction combustible, de sorte que la plus grande dimension verticale d'un espace caché ne dépasse pas 10 pieds (3 m) ;

c) dans les murs et cloisons en fourrure, de façon que les espaces cachés, entre les lattes de fourrure combustibles, soient munis de coupe-feu au niveau du plancher et du plafond ;

d) dans les plafonds voûtés ou à grande gorge, de construction combustible, à la ligne de naissance de la voûte ou de la gorge ;

e) au sommet et au bas de chaque volée d'escalier combustible, au niveau du plafond et du plancher ;

f) au-dessus ou au-dessous des joints de dilatation, entre le parquet et le mur, pour la construction en gros bois d'oeuvre.

3) **Parquets :** Lorsque des parquets combustibles sont posés sur des lambourdes de bois reposant sur une dalle, dans un bâtiment pour lequel la construction incombustible est prescrite, l'espace compris entre la face inférieure du parquet et la surface de la dalle doit être rempli d'un matériau incombustible ou muni de coupe-feu de façon

qu'il n'y ait sous le parquet aucun vide d'air d'une superficie supérieure à 100 pieds carrés (9,3 m<sup>2</sup>).

4) **Plafonds :** Lorsque des revêtements de plafond combustibles sont fixés par des lattes de fourrure à un fond de clouage incombustible, dans un bâtiment pour lequel la construction incombustible est prescrite, des coupe-feu doivent être posés de manière qu'il n'y ait, entre le revêtement de plafond et le fond de clouage, aucun vide d'air d'une superficie supérieure à 20 pieds carrés (1,9 m<sup>2</sup>).

5) **Espaces cachés :** Dans les bâtiments de construction combustible, non munis d'extincteurs automatiques à eau, un espace caché formé par un plafond suspendu, un faux grenier ou un vide sous comble inoccupé, doit être séparé par des coupe-feu, en compartiments étanches au tirage :

a) d'au plus 6 000 pieds carrés (558 m<sup>2</sup>) de superficie et dont aucune dimension dépasse 200 pieds (61 m), lorsque sont à découvert des matériaux dont l'indice de propagation des flammes ne dépasse pas 25 ; ou

b) d'au plus 3 000 pieds carrés (279 m<sup>2</sup>) de superficie et dont aucune dimension ne dépasse 150 pieds (45,7 m), lorsque sont à découvert des matériaux dont l'indice de propagation des flammes dépasse 25.

6) Les espaces cachés situés dans les corniches extérieures, incluant les corniches du type à mansarde, dans les balcons et les marquises de construction combustible, doivent être munis de coupe-feu à partir du point où ils dépassent l'extrémité des cloisonnements coupe-feu prescrits.

7) **Matériaux constitutifs des coupe-feu :** Un coupe-feu doit être constitué :

a) de planche d'amiante, de panneaux de gypse ou d'un autre matériau incombustible dont le point de fusion est supérieur à 1 200°F (696°C), telle qu'une feuille d'acier ;

b) de bois d'oeuvre massif d'une épaisseur nominale d'au moins 2 pouces (51 mm), si l'ouverture à obturer est de moins de 2 pouces (51 mm) ;

c) de contreplaqué de ½ pouce (13 mm) d'épaisseur nominale minimale avec joints endossés d'un matériau équivalent, ou, de 2 rangs de bois de sciage de 1 pouce (25 mm) d'épaisseur nominale, minimale avec joints en chicane si l'ouverture à obturer est de plus de 2 pouces (51 mm).

8) **Ouvertures :** Les ouvertures de visite pratiquées dans les coupe-feu doivent être protégées par des dispositifs d'obturation à fermeture automatique et étanches aux courants d'air, et de construction équivalente aux coupe-feu.

9) Les ouvertures pour le passage de tuyaux, de conduits ou d'éléments de construction ne doivent pas affecter la propriété coupe-feu.

10) **Inspection :** Les coupe-feu ne doivent pas être simulés tant qu'ils n'ont pas été inspectés.

### §3.1.10. Indice de propagation des flammes

#### 3.1.10.1. Essais :

1) L'indice de propagation des flammes et celui de dégagement de fumée d'un matériau, d'un élément de construction, ou d'une pièce de charpente doivent être établis d'après les résultats moyens d'au moins 3 essais exécutés conformément aux prescriptions pertinentes des essais suivants :

- a) ASTM E 84-70, *Standard Method of Test for Surface Burning Characteristics of Building Material* ;
- b) ULC S 102-1972, *Standard Test Method for Fire Hazard Classification of Building Materials* ;
- c) UL 723 (1971), *Test Method for Fire Hazard Classification of Building Materials* ; ou
- d) NFPA 255-1972, *Method of Test of Surface Burning Characteristics of Building Materials*.

À moins que cet indice ne soit mentionné expressément comme indice de surface de propagation des flammes en surface, il doit s'appliquer à toute surface des éléments en question, qu'il s'agisse de la surface d'une section coupée de cet élément ou de la face exposée à cet élément.

2) Toutefois, l'indice de propagation des flammes ou l'indice de dégagement de fumée peut être établi d'après les résultats d'essais exécutés suivant les éditions antérieures des normes ou règles techniques d'épreuves énumérées au paragraphe 1 et qui étaient en vigueur au moment de l'essai.

3) De plus, un certain indice de propagation des flammes ou de dégagement de fumée peut être attribué à un matériau, à un élément de construction, ou à une pièce de charpente, d'après les prescriptions du Supplément numéro 2, Cote de comportement au feu, du Code national du bâtiment du Canada (1975).

4) Lorsque l'indice de propagation des flammes classifié selon le paragraphe 1 se situe entre 55 et 78, la valeur considérée comme conforme au présent code sera la plus grande de :

- a) la valeur déterminée selon le paragraphe 1 ; ou
- b) la valeur maximale obtenue par la formule 25 d/t appliquée au progrès du front des flammes et où :

d = la distance parcourue par la flamme à partir du point d'origine, exprimée en pieds, si elle est plus de 10 pieds ; et

t = la période de temps écoulé, exprimée en minutes, pendant laquelle la flamme a parcouru la distance d.

### §3.1.11. Revêtements intérieurs

#### 3.1.11.1. Généralités :

1) Les matériaux de revêtement intérieur sont ceux qui, à l'intérieur d'un bâtiment, constituent les faces des planchers, murs, cloisons et plafonds, notamment :

- a) les revêtements intérieurs de plâtre, bois, carreaux ;
- b) les recouvrements de tissus, peinture, matières plastifiées, placage, papier teint ;
- c) les portes, les fenêtres et leurs garnitures ;
- d) les diffuseurs, les lentilles et les autres dispositifs d'éclairage transparents ou translucides faisant partie de la surface du plafond ; et
- e) les tapis recouvrant les planchers, lorsque ces derniers ne sont pas utilisés comme surface d'usure.

2) Il n'est pas nécessaire que les diffuseurs des lentilles et les autres dispositifs d'éclairage transparents ou translucides aient l'indice de propagation des flammes prescrit pour le revêtement intérieur à condition :

- a) que chaque dispositif mesure au plus 100 pieds carrés (9,3 m<sup>2</sup>) de superficie et 10 pieds (3 m) dans sa plus grande dimension, et qu'il soit supporté d'une façon autonome par des matériaux incombustibles ;
- b) que chaque groupe de dispositifs mesure au plus 400 pieds carrés (37,2 m<sup>2</sup>) de superficie, que ni sa largeur, ni sa longueur ne dépasse 40 pieds (12,1 m), et que, lorsqu'il y a plusieurs groupes, les groupes adjacents soient séparés par au moins 2 pieds (0,6 m) de matériau de revêtement de plafond ayant l'indice de propagation des flammes prescrit au présent code ;
- c) que la superficie totale de ces dispositifs d'éclairage posés dans le plafond ne dépasse pas 50% de la superficie du plafond du local où ils se trouvent ;
- d) que ces dispositifs ne soient pas installés dans des corridors communs ni des cages d'issue, à moins que chaque dispositif ne dépasse pas 10 pieds carrés (0,9 m<sup>2</sup>) de superficie et soit séparé de chaque dispositif adjacent par au moins 4 pieds (1,2 m) de matériau de revêtement de plafond ayant l'indice de propagation des flammes prescrit ;
- e) que l'indice de dégagement de fumée attribué à ces dispositifs soit d'au plus 400 ; et

f) que ces dispositifs aient un indice de propagation des flammes d'au plus :

i. 150 dans les bâtiments élevés visés à la sous-section 3.2.6 ; et

ii. 200 dans les autres bâtiments.

3) Les plafonds suspendus à claire-voie situés au-dessous d'extincteurs automatiques à eau doivent être posés suivant la norme NFPA 13-1973, *Standard for the Installation of Sprinkler Systems*, paragraphes 4-4.15 et 4-4.16.

### 3.1.11.2. Matériaux plastiques mous :

1) Lorsqu'un bâtiment ou une partie de bâtiment est de construction incombustible, il est interdit d'utiliser un matériau plastique mousse comme revêtement intérieur. Toutefois il est possible qu'un matériau plastique mousse soit utilisé comme isolant, à condition qu'il soit protégé au moyen d'un placoplâtre d'une épaisseur d'au moins ½ pouce (12,7 mm) ou de tout autre matériau qui, lors d'un essai suivant la norme ULC S101-1971, *Fire Tests of Building Construction and Materials*, ne présente pas une élévation de température supérieure à 250°F sur la face non exposée après une période de 10 minutes.

2) Les matériaux de revêtement de finition tel que requis au paragraphe 1 doivent être fixés mécaniquement à la structure sauf s'il peut être démontré au moyen de l'essai suivant la norme ULC S101-1971, *Fire Tests of Building Construction and Materials*, qu'une telle fixation n'est pas requise.

3) Lorsqu'un bâtiment ou une partie de bâtiment est de construction combustible, les matériaux plastiques mous sont interdits comme éléments de finition intérieure mais ils peuvent être utilisés comme matériaux isolants s'ils sont protégés au moyen d'un revêtement intérieur tel que décrit à la section 9.28.

#### §3.1.12. Bois ignifugé

### 3.1.12.1. Matériaux et essais :

1) Lorsque le bois ignifugé est spécifié dans la présente partie, il doit :

a) être imprégné de produits chimiques ignifugeants, conformément à la norme ACNOR 080-1970, *Wood Preservation*, ou suivant une autre méthode approuvée conformément à l'article 2.6.1 ;

b) être soumis à un essai en vue de déterminer son indice de propagation des flammes conformément au paragraphe 1 de l'article 3.1.10.1 sous réserve du paragraphe 2, et porter une marque d'homologation.

2) **Assemblage :** Lorsque la sous-section 3.2.2 spécifie une toiture en bois ignifugé, celle-ci doit répondre aux prescriptions suivantes :

a) la toiture doit être faite de bois qui, au moment de l'essai prescrit au paragraphe 1 de l'article 3.1.10.1 avec cette différence que la durée de l'essai est portée à 30 minutes, ne présente pas de combustion progressive à plus de 5 pieds (1,5 m) du point atteint par la flamme, ce qui équivaut à un indice de propagation des flammes de 25, et qui porte une marque d'homologation ;

b) les éléments qui supportent le tablier du toit doivent être :

i. en bois ignifugé dont l'indice de propagation des flammes est conforme au sous-paragraphe a ;

ii. en gros bois d'oeuvre conforme à l'article 3.1.4.4 ;

iii. de construction incombustible ; ou

iv. une combinaison de ces matériaux ;

c) le tablier du toit doit être en bois ignifugé ou en contreplaqué dont l'indice de propagation des flammes est conforme au sous-paragraphe a, et dont l'épaisseur réelle est au moins ¾ pouce (19 mm) ; et

d) une membrane métallique d'au moins 0,002 pouce (0,05 mm) d'épaisseur doit être posée directement sur le tablier de bois.

#### §3.1.13. Couvertures

### 3.1.13.1. Classification et essais :

1) Lorsqu'il est prescrit qu'une couverture soit de classe A, B ou C, sa classification doit répondre aux conditions de la norme ULC S 107 — 1969, *Test Methods for Fire Resistance of Roof Covering Materials*, relatives aux couvertures de classe A, B ou C et être établie par l'autorité compétente, d'après les résultats d'essais exécutés conformément aux prescriptions pertinentes des textes suivants :

a) ASTM E 108-58 (1970), *Fire Tests of Roof Coverings* ;

b) ULC S 107-1969, *Test Methods for Fire Resistance of Roof Covering Materials* ;

c) UL 790-1973, *Test for Fire Resistance of Roof Covering Materials* ; ou

d) NFPA 256-1970, *Methods of Fire Tests of Roof Coverings*.

2) La classification d'une couverture peut être établie d'après les résultats d'essais exécutés suivant les éditions antérieures des normes ou règles techniques d'épreuves

énumérées au paragraphe 1 et qui étaient en vigueur au moment de l'essai.

### §3.1.14. Charge d'occupants

#### 3.1.14.1. Charge permise :

1) La charge totale d'occupants permise pour une étendue de plancher ou une partie de celle-ci est le nombre total de personnes pour lequel celle-ci a été conçue suivant les prescriptions du tableau 3.1.14.A.

2) Aux fins du présent article, les mezzanines, les gradins et les balcons sont considérés comme faisant partie de l'étendue de plancher.

3) Lorsqu'un local ou un groupe de locaux ont 2 destinations ou plus, à des moments différents, la valeur à prendre dans le tableau 3.1.14.A est celle qui donne le plus grand nombre de personnes pour l'une ou l'autre des destinations considérées.

**Tableau 3.1.14.A**

Genre de destination quant à l'étendue de plan- cher ou d'une partie de celle-ci	Superficie par personne $\text{pi}^2$	Superficie par personne ( $\text{m}^2$ )
---	--	---

#### Établissements recevant du public (groupe A)

Lieux renfermant des sièges fixes	(1)	
Lieux renfermant des sièges mobiles	8	(0,75)
Lieux renfermant des sièges et des tables mobiles	10	(1)
Places debout	4	(0,37)
Stades et tribunes	6	(0,6)
Salles de quilles et de billard	100	(9,3)
Salles de classe	20	(1,9)
Ateliers d'apprentissage et locaux d'enseignement professionnels	100	(9,3)
Salles de lecture ou d'écriture et salles de repos	20	(1,9)
Salles à manger, cafétérias et débits de boissons	12	(1,1)
Laboratoires d'école	50	(4,7)
Autres lieux de réunion	15	(1,4)

#### Établissements hospitaliers, d'assistance ou de détention (groupe B)

Blocs opératoires et obstétricaux	125	(11,6)
-----------------------------------	-----	--------

Chambres de malades renfermant plus de 2 lits	50	(4,7)
Locaux de détention	125	(11,6)

Autres locaux hospitaliers, d'assistance ou de détention	100	(9,3)
--	-----	-------

#### Habitations (groupe C)

Habitations individuelles	(2)	
Dortoirs et chambrées	50	(4,7)

#### Établissements d'affaires (groupe D)

Locaux de services personnels	50	(4,7)
-------------------------------	----	-------

Autres locaux de services professionnels ou personnels, y compris les bureaux	100	(9,3)
---	-----	-------

#### Établissements commerciaux (groupe E)

Au rez-de-chaussée, au sous-sol ou dans la cave	30	(2,8)
---	----	-------

Autres salles de vente au détail	60	(5,6)
----------------------------------	----	-------

#### Établissements industriels (groupe F)

Ateliers de fabrication ou de transformation	50	(4,7)
--	----	-------

Garages de remisage	500	(46,5)
---------------------	-----	--------

Aires d'emménagement (entrepôts)	300	(27,9)
----------------------------------	-----	--------

Hangars d'aviation	500	(46,5)
--------------------	-----	--------

Autres locaux industriels et commerciaux (à l'exception des établissements de vente au détail)	100	(9,3)
--	-----	-------

Nettoyage et réparation d'articles	50	(4,7)
------------------------------------	----	-------

Cuisines	100	(9,3)
----------	-----	-------

Dépôts	500	(46,5)
--------	-----	--------

N.B. Sur le tableau 3.1.14.A :

1) La densité d'occupation se calcule d'après le nombre de sièges.

2) La densité d'occupation des logements est de 2 personnes par chambre à coucher ou aire affectée au sommeil.

## SECTION 3.2

### RÈGLES DE SÉCURITÉ CONTRE L'INCENDIE SUIVANT LES DIMENSIONS ET LA DESTINATION DES BÂTIMENTS

#### §3.2.1. Détermination des dimensions du bâtiment

**3.2.1.1. Bâtiments compartimentés par des murs coupe-feu :** Aux fins de la présente section, une partie d'un bâtiment séparée du reste de celui-ci par un ou plusieurs

murs coupe-feu est considérée comme un bâtiment distinct.

**3.2.1.2. Exceptions concernant la hauteur en étages des bâtiments :** Ne sont pas considérés comme des étages, dans le calcul de la hauteur du bâtiment :

- a) les enceintes hors-toit abritant de la machinerie d'ascenseur ou des escaliers, de même que les locaux techniques hors-toit utilisés uniquement pour desservir le bâtiment ;
- b) les balcons et les tribunes situés dans les établissements recevant le public, du groupe A, division 1 ;
- c) les dessous de gradins, dans les bâtiments du type arène, à condition que ces espaces ne soient utilisés que comme vestiaires, emplacements loués à des exploitants ou à d'autres fins reliées à la destination principale du bâtiment ;
- d) une mezzanine à condition :
  - i. que sa superficie totale ne dépasse pas 40% de la superficie du local ou de l'étage où elle est située ;
  - ii. qu'elle soit utilisée comme une étendue de plancher non encloisonnée sauf s'il s'agit d'une bibliothèque visée au paragraphe 2 de l'article 3.3.2.9 ; et
  - iii. que l'espace au-dessus du plancher de la mezzanine et l'espace au-dessus du plancher de l'étage au-dessous soient à vue dégagée à partir d'une hauteur d'au plus 42 pouces (1 070 mm) au-dessus de ces planchers.

#### §3.2.2. Dimensions et construction d'un bâtiment suivant sa destination

**3.2.2.1. Généralités :** Les silos, les tours et autres constructions qui ne sont pas assimilables aux bâtiments visés aux articles 3.2.2.9 à 3.2.2.52 doivent offrir une protection contre tous risques de propagation des flammes et d'effondrement équivalente à celle prévue au présent code et approuvée conformément à l'article 2.6.1.

**3.2.2.2. Conditions les moins restrictives :** Lorsque, en raison de sa hauteur ou de son aire, un bâtiment est assujéti à plusieurs des articles 3.2.2.9 à 3.2.2.52, pour une même classification de sa destination, l'article qui impose les conditions les moins restrictives peut être utilisé.

**3.2.2.3. Vides sanitaires :** Aux fins de la présente sous-section, tout vide sanitaire est considéré comme un sous-sol ou cave lorsqu'il :

- a) dépasse 6 pieds (1,8 m) de hauteur entre le plancher le plus bas et le sol ou autre surface inférieure ;
- b) a une destination quelconque ;

c) sert au passage soit de conduits de fumée, soit de tuyaux ou conduits combustibles ; ou

d) est utilisé comme chambre d'air.

#### 3.2.2.4. Rues :

1) Tout bâtiment doit avoir au moins une façade donnant sur une rue.

2) Aux fins de la présente sous-section et de la sous-section 3.2.5, une cour peut tenir lieu de rue par elle-même ou conjointement avec une rue lorsque cette cour :

- a) a au moins 30 pieds (9,1 m) de largeur ; et
- b) est située de manière à permettre en tout temps, depuis la rue, l'accès à la façade du bâtiment qui lui est entièrement contiguë, conformément au paragraphe 5 de l'article 3.2.5.1.

3) Les espaces encloisonnés, les tunnels, les ponts et constructions similaires ne sont pas considérés comme des rues aux fins de la présente partie, à moins que ces constructions ne puissent être considérées comme rue conformément à l'article 2.6.1.

**3.2.2.5. Toits considérés comme des murs :** Aux fins de la présente sous-section, sont considérées comme faisant partie d'un mur extérieur du bâtiment, les parties d'un toit dont la pente forme avec l'horizontale un angle d'au moins 60° (1,05 rad.) et qui sont attenantes à un espace intérieur destiné à être occupé.

**3.2.2.6. Balcons extérieurs :** Les balcons extérieurs doivent être construits conformément à la présente sous-section, mais ils ne sont pas assujettis aux prescriptions concernant le degré de résistance au feu, à moins qu'ils ne servent de moyen d'évacuation prescrit au présent code.

**3.2.2.7. Enceintes hors-toit :** Les enceintes hors-toit abritant de la machinerie d'ascenseur ou des escaliers, de même que les locaux techniques hors-toit utilisés uniquement pour desservir le bâtiment doivent être construits conformément à la présente sous-section. Cependant, lorsque ces enceintes n'ont pas plus d'un étage, il n'est pas nécessaire qu'elles aient un degré de résistance au feu.

#### 3.2.2.8. Étages en sous-sol :

1) Lorsqu'un bâtiment est situé entièrement au-dessous du niveau du sol fini attenant et ne comporte qu'un étage, les précautions minimales à prendre contre la propagation du feu et l'effondrement sont les mêmes que celles prescrites pour les sous-sols ou les caves d'un bâtiment d'un étage en hauteur de bâtiment ayant la même destination et la même étendue de plancher.



2) Lorsqu'un bâtiment ou partie de bâtiment est situé entièrement au-dessous du niveau du sol fini attenant et comporte plusieurs étages en sous-sol, les précautions minimales suivantes doivent être prises :

a) les sous-sols et les caves doivent être munis d'extincteurs automatiques ;

b) les planchers situés au-dessous du niveau du sol doivent être :

i. des cloisonnements coupe-feu de 2 heures si les sous-sols ou les caves sont des établissements des groupes A, D ou F, division 3 ; et

ii. des cloisonnements coupe-feu de 3 heures si les sous-sols ou les caves ont d'autres destinations ; et

c) les murs porteurs, les poteaux et les arcs doivent avoir un degré de résistance au feu au moins égal à celui qui est prescrit pour l'élément de construction qu'ils supportent.

## GROUPE A

### ÉTABLISSEMENT RECEVANT LE PUBLIC

#### 3.2.2.9. Groupe A, division 1, 1 étage non visé à l'article 3.2.2.10 :

1) Doit répondre au paragraphe 2, tout bâtiment classifié dans le groupe A, division 1 :

a) qui n'a pas plus d'un étage en hauteur de bâtiment ;

b) dans lequel aucune partie du plancher de la salle n'est à plus de 15 pieds (4,6 m) au-dessus ou au-dessous du niveau du sol ;

c) où il n'y a pas, au-dessus ou au-dessous de la salle, d'autres locaux utilisés que ceux qui la desservent ou en dépendent ; et

d) dans lequel la charge d'occupants de la salle ne dépasse pas 300 personnes.

2) Le bâtiment peut être de construction combustible ou incombustible, ou une combinaison des deux, et il doit répondre aux conditions suivantes :

a) les sous-sols, les caves et les vides sanitaires visés à l'article 3.2.2.3 doivent être munis d'extincteurs automatiques à eau ;

b) les planchers situés immédiatement au-dessus de sous-sols, de caves ou de vides sanitaires visés à l'article 3.2.2.3 doivent être des cloisonnements coupe-feu de  $\frac{3}{4}$  d'heure ;

c) les autres planchers doivent être des cloisonnements coupe-feu de  $\frac{3}{4}$  d'heure ;

d) les balcons et les mezzanines doivent, s'ils sont de construction combustible, avoir un degré de résistance au feu de  $\frac{3}{4}$  d'heure ;

e) le toit doit, s'il est de construction combustible, avoir un degré de résistance au feu de  $\frac{3}{4}$  d'heure ; et

f) les murs porteurs, les poteaux et les arcs qui supportent des éléments de construction pour lesquels est prescrit un certain degré de résistance au feu doivent être soit de construction incombustible, soit une combinaison des deux ; cependant, les murs porteurs, les poteaux et les arcs qui supportent des cloisonnements coupe-feu prescrits aux sous-paragrophes b ou c doivent avoir un degré de résistance au feu au moins équivalent à celui qui est exigé pour ces cloisonnements.

#### 3.2.2.10. Groupe A, division 1, 1 étage :

1) Doit répondre au paragraphe 2, tout bâtiment classifié dans le groupe A, division 1 :

a) qui n'a pas plus d'un étage en hauteur de bâtiment ;

b) dont au plus 40% de l'aire de bâtiment comporte 2 étages, aux fins :

i. de la mise au point de productions théâtrales, y compris la confection des décors et des costumes, et les répétitions d'exécutants ;

ii. de la régie des exécutants, des décors et du matériel de reproduction sonore, avant et durant une représentation ;

iii. de la préparation des exécutants en vue d'une représentation ;

iv. de l'exécution des fonctions directoriales et administratives ;

v. de toilettes, de salles de repos et autres installations à l'usage du public ;

c) où il n'y a pas, au-dessus ni au-dessous de la salle, d'autres locaux utilisés que ceux qui la desservent ou en dépendent ;

d) dont l'étendue de plancher ne dépasse pas 6 000 pieds carrés (558 m<sup>2</sup>) ; et

e) dont la charge d'occupants ne dépasse pas 600 personnes.

2) Le bâtiment peut être de construction en gros bois d'oeuvre, ou de construction incombustible, ou une combinaison des deux, et il doit répondre aux conditions suivantes :

a) les sous-sols, les caves et les vides sanitaires visés à l'article 3.2.2.3 doivent être munis d'extincteurs automatiques à l'eau ;

b) les planchers situés immédiatement au-dessus de sous-sols, de caves ou de vides sanitaires visés à l'article 3.2.2.3 doivent être des cloisonnements coupe-feu de  $\frac{3}{4}$  d'heure ;

c) les autres planchers doivent être des cloisonnements coupe-feu de  $\frac{3}{4}$  d'heure ; et

d) les murs porteurs, les poteaux et les arcs qui supportent des éléments de construction pour lesquels est prescrit un certain degré de résistance au feu doivent être de construction en gros bois d'oeuvre, de construction incombustible, ou une combinaison des deux ; cependant les murs porteurs, les poteaux et les arcs qui supportent des cloisonnements coupe-feu prescrits aux sous-paragraphes b ou c doivent avoir un degré de résistance au feu au moins équivalent à celui qui est exigé pour ces cloisonnements.

### **3.2.2.11. Groupe A, division 1, toute hauteur, toute aire :**

1) Doit répondre au paragraphe 2, tout bâtiment classifié dans le groupe A, division 1, et :

a) dont la hauteur de bâtiment n'est pas limitée ;

b) dont l'aire de bâtiment n'est soumise à aucune restriction.

2) Le bâtiment doit être de construction incombustible et répondre aux conditions suivantes :

a) les sous-sols, les caves et les vides sanitaires visés à l'article 3.2.2.3 doivent être divisés par des cloisonnements coupe-feu de 2 heures, en compartiments d'au plus 10 000 pieds carrés (930 m<sup>2</sup>), à moins qu'ils ne soient munis d'extincteurs automatiques à eau ;

b) les planchers situés immédiatement au-dessus de sous-sols, de caves ou de vides sanitaires visés à l'article 3.2.2.3 doivent être des cloisonnements coupe-feu de 2 heures ;

c) les planchers situés immédiatement au-dessus de vides sanitaires doivent avoir un degré de résistance au feu d'une heure, mais cette prescription ne s'applique pas lorsque le vide sanitaire est divisé par des cloisonnements coupe-feu d'une heure, en compartiments d'au plus 10 000 pieds carrés (930 m<sup>2</sup>), ou qu'il est muni d'extincteurs automatiques à eau ;

d) les autres planchers doivent être des cloisonnements coupe-feu de 2 heures ;

e) les balcons et les mezzanines doivent avoir un degré de résistance au feu d'une heure ;

f) le toit doit avoir un degré de résistance au feu d'une heure, excepté lorsque ses éléments, à leurs faces inférieures, sont à 20 pieds (6,1 m) ou plus au-dessus du plancher principal ou du balcon et ne portent pas de charges autres que les charges normales du toit, y compris les passerelles d'accès et les dispositifs semblables. La restriction ci-dessus, en ce qui concerne la distance minimale, ne s'applique pas :

i. à un plancher incliné ou à gradins partant du plancher principal et utilisé seulement pour asseoir du public ;

ii. à un balcon utilisé seulement pour asseoir du public ;

iii. à une passerelle utilisée seulement comme moyen d'évacuation ; et

g) les murs porteurs, les poteaux et les arcs doivent avoir un degré de résistance au feu au moins équivalent à celui qui est prescrit pour les éléments de construction qu'ils supportent mais en aucun cas inférieur à une heure.

### **3.2.2.12. Groupe A, division 2, 1 étage :**

1) Doit répondre aux prescriptions des paragraphes 2 et 3, tout bâtiment classifié dans le groupe A, division 2 :

a) qui n'a pas plus d'un étage en hauteur de bâtiment ; et

b) dont l'aire de bâtiment, si elle n'est pas munie d'extincteur automatique à eau, ne dépasse pas :

i. 4 000 pieds carrés (372 m<sup>2</sup>), s'il donne sur 1 rue ;

ii. 5 000 pieds carrés (465 m<sup>2</sup>), s'il donne sur 2 rues ;

iii. 6 000 pieds carrés (558 m<sup>2</sup>), s'il donne sur 3 rues ; ou

c) dont l'aire de bâtiment, si elle est munie d'extincteurs automatiques à eau, ne dépasse pas le double des limites de superficies indiquées au sous-paragraphes b.

2) Le bâtiment peut être de construction combustible, de construction incombustible, ou d'une combinaison des deux, et il doit répondre aux conditions suivantes :

a) les planchers situés immédiatement au-dessus de sous-sols, de caves ou de vides sanitaires visés à l'article 3.2.2.3 doivent être des cloisonnements coupe-feu de  $\frac{3}{4}$  d'heure ; et

b) les murs porteurs, les poteaux et les arcs doivent avoir un degré de résistance au feu au moins équivalent à celui qui est prescrit pour les éléments de construction qu'ils supportent.

3) Dans les bâtiments sans sous-sols ni caves, les superficies limitatives peuvent être doublées, à condition que des cloisonnements coupe-feu d'une heure séparent le bâti-

ment en compartiments coupe-feu dont aucun ne dépasse les superficies maximales autorisées au sous-paragraphe *b* ou *c* du paragraphe 1.

### 3.2.2.13. Groupe A, division 2, 1 et 2 étages munis d'extincteurs automatiques à eau :

1) Doit répondre aux prescriptions du paragraphe 2, tout bâtiment classifié dans le groupe A, division 2 :

- a) qui n'a pas plus de 2 étages en hauteur de bâtiment ;
- b) qui est muni d'extincteurs automatiques à eau ; et
- c) dont l'aire de bâtiment ne dépasse pas :
  - i. 4 000 pieds carrés (372 m<sup>2</sup>), s'il donne sur 1 rue ;
  - ii. 5 000 pieds carrés (465 m<sup>2</sup>), s'il donne sur 2 rues ;
  - iii. 6 000 pieds carrés (558 m<sup>2</sup>), s'il donne sur 3 rues.

2) Le bâtiment peut être de construction combustible, de construction incombustible, ou une combinaison des deux, et il doit répondre aux conditions suivantes :

a) les planchers situés immédiatement au-dessus de sous-sols, de caves ou de vides sanitaires visés à l'article 3.2.2.3 doivent être des cloisonnements coupe-feu de  $\frac{3}{4}$  d'heure ; et

b) les murs porteurs, les poteaux et les arcs doivent avoir un degré de résistance au feu au moins équivalent à celui qui est prescrit pour les éléments de construction qu'ils supportent.

### 3.2.2.14. Groupe A, division 2, 1 et 2 étages :

1) Doit répondre aux prescriptions du paragraphe 2, tout bâtiment classifié dans le groupe A, division 2 :

- a) qui n'a pas plus de 2 étages en hauteur de bâtiment ; et
- b) dont l'aire de bâtiment, si elle n'est pas munie d'extincteurs automatiques à eau, ne dépasse pas les superficies indiquées au tableau 3.2.2.A ; ou
- c) dont l'aire de bâtiment, si elle est munie d'extincteurs automatiques à eau, ne dépasse pas le double des superficies indiquées au sous-paragraphe *b*.

Tableau 3.2.2.A

Aire maximale non munie d'extincteurs automatiques

Nombre d'étages	Donnant sur 1 rue		Donnant sur 2 rues		Donnant sur 3 rues	
	pi <sup>2</sup>	(m <sup>2</sup> )	pi <sup>2</sup>	(m <sup>2</sup> )	pi <sup>2</sup>	(m <sup>2</sup> )
1	16 000	(1 486)	20 000	(1 860)	24 000	(2 230)
2	8 000	(744)	10 000	(930)	12 000	(1 115)

2) Le bâtiment peut être de construction combustible, de construction incombustible, ou une combinaison des deux, et il doit répondre aux prescriptions suivantes :

a) les sous-sols, les caves et les vides sanitaires visés à l'article 3.2.2.3 doivent être divisés par des cloisonnements coupe-feu d'une heure, en compartiments d'au plus 10 000 pieds carrés (930 m<sup>2</sup>), à moins qu'ils ne soient munis d'extincteurs automatiques d'eau ;

b) les planchers situés immédiatement au-dessus de sous-sols, de caves ou de vides sanitaires visés à l'article 3.2.2.3 doivent être des cloisonnements coupe-feu de  $\frac{3}{4}$  d'heure ;

c) les planchers situés immédiatement au-dessus de vides sanitaires doivent, s'ils sont de construction combustible, avoir un degré de résistance au feu de  $\frac{3}{4}$  d'heure. Cette prescription ne s'applique pas lorsque le vide sanitaire est divisé par des cloisonnements coupe-feu de  $\frac{3}{4}$  d'heure, en compartiments d'au plus 8 000 pieds carrés (744 m<sup>2</sup>), ou qu'il est muni d'extincteurs automatiques à eau ;

d) les autres planchers doivent être des cloisonnements coupe-feu et, s'ils sont de construction combustible, ils doivent aussi avoir un degré de résistance au feu de  $\frac{3}{4}$  d'heure ;

e) les balcons et les mezzanines doivent, s'ils sont de construction combustible, avoir un degré de résistance au feu de  $\frac{3}{4}$  d'heure ;

f) le toit doit, s'il est de construction combustible, avoir un degré de résistance au feu de  $\frac{3}{4}$  d'heure ; cependant, lorsque le bâtiment est d'au plus 1 étage en hauteur de bâtiment, le degré de résistance au feu peut être omis, à condition que la toiture soit ignifugée conformément au paragraphe 2 de l'article 3.1.12.1 et que son aire de bâtiment ne dépasse pas :

- i. 8 000 pieds carrés (744 m<sup>2</sup>) lorsque le bâtiment donne sur 1 rue ; 10 000 pieds carrés (930 m<sup>2</sup>) lorsque le bâtiment donne sur 2 rues ; 12 000 pieds carrés (1 115 m<sup>2</sup>) lorsque le bâtiment donne sur 3 rues ; ou
- ii. le double de l'aire indiquée au sous-paragraphe *i*, s'il est muni d'extincteurs automatiques à eau ;

g) tous les murs porteurs, les poteaux et les arcs qui supportent des éléments de construction pour lesquels est prescrit un certain degré de résistance au feu doivent être de construction ayant un degré de résistance au feu de  $\frac{3}{4}$  d'heure, de construction incombustible, ou une combinaison des deux ; cependant, les murs porteurs, les poteaux et les arcs qui supportent des cloisonnements coupe-feu prescrits aux sous-paragraphe *b* ou *d*, doivent avoir un degré de résistance au feu au moins équivalent à celui qui est exigé pour ces cloisonnements.

### **3.2.2.15. Groupe A, division 2, jusqu'à 5 étages, toute aire :**

1) Doit répondre aux prescriptions des paragraphes 2 ou 3, tout bâtiment classifié dans le groupe A, division 2 :

a) qui n'a pas plus de 5 étages en hauteur de bâtiment ; et

b) dont l'aire de bâtiment n'est soumise à aucune restriction.

2) Le bâtiment doit être de construction incombustible et répondre aux conditions suivantes :

a) les sous-sols, les caves et les vides sanitaires visés à l'article 3.2.2.3 doivent être divisés par des cloisonnements coupe-feu de 2 heures, en compartiments d'au plus 10 000 pieds carrés (930 m<sup>2</sup>), ou ils doivent être munis d'extincteurs automatiques à eau ;

b) les planchers situés immédiatement au-dessus de sous-sols, de caves ou des vides sanitaires visés à l'article 3.2.2.3 doivent être des cloisonnements coupe-feu de 2 heures ;

c) les planchers situés immédiatement au-dessus de vides sanitaires doivent avoir un degré de résistance au feu d'une heure, mais cette prescription ne s'applique pas lorsque le vide sanitaire est divisé par des cloisonnements coupe-feu d'une heure, en compartiments d'au plus 10 000 pieds carrés (930 m<sup>2</sup>), ou qu'il est muni d'extincteurs automatiques à eau ;

d) les autres planchers doivent être des cloisonnements coupe-feu d'une heure ;

e) les balcons et les mezzanines doivent avoir un degré de résistance au feu d'une heure ;

f) le toit doit avoir un degré de résistance au feu d'une heure excepté lorsque ses éléments, à leurs faces inférieures, sont à 20 pieds (6,1 m) ou plus au-dessus du plancher principal ou du balcon et ne portent pas de charges autres que les charges normales du toit, y compris les passerelles d'accès et les dispositions acoustiques, de ventilation et autres dispositifs semblables. La restriction ci-dessus concernant la distance minimale ne s'applique pas :

i. à un plancher incliné ou en gradins partant du plancher principal et utilisé seulement pour asseoir du public ;

ii. à un balcon utilisé seulement pour asseoir du public ;

iii. à une passerelle utilisée seulement comme moyen d'évacuation ; et

g) les murs porteurs, les poteaux et les arcs doivent avoir un degré de résistance au feu au moins équivalent à celui qui est prescrit pour les éléments de construction qu'ils supportent, mais en aucun cas inférieur à une heure.

3) Un bâtiment classifié dans le groupe A, division 2, qui n'a pas plus d'un étage en hauteur de bâtiment, et dont l'aire de bâtiment ne dépasse pas 32 000 pieds carrés (2 973 m<sup>2</sup>), s'il n'est pas muni d'extincteurs automatiques à eau ou 64 000 pieds carrés (5 946 m<sup>2</sup>), s'il est muni d'extincteurs automatiques à eau, doit être conforme au paragraphe 2, sauf que dans le cas de la dérogation concernant le degré de résistance au feu, prévu au sous-paragraphe f du paragraphe 2, le gros bois d'oeuvre peut être utilisé.

### **3.2.2.16. Groupe A, division 2, toute hauteur, toute aire :**

1) Doit répondre aux prescriptions du paragraphe 2, tout bâtiment classifié dans le groupe A, division 2 :

a) dont la hauteur de bâtiment n'est pas limitée ; et

b) dont l'aire de bâtiment n'est soumise à aucune restriction.

2) Le bâtiment doit être de construction incombustible et répondre aux conditions suivantes :

a) les sous-sols, les caves et les vides sanitaires visés à l'article 3.2.2.3 doivent être divisés par des cloisonnements coupe-feu de 2 heures, en compartiments d'au plus 10 000 pieds carrés (930 m<sup>2</sup>), à moins qu'ils ne soient munis d'extincteurs automatiques à eau ;

b) les planchers situés immédiatement au-dessus de sous-sols, de caves ou de vides sanitaires visés à l'article 3.2.2.3 doivent être des cloisonnements coupe-feu de 2 heures ;

c) les planchers situés immédiatement au-dessus de vides sanitaires doivent avoir un degré de résistance au feu d'une heure, mais cette prescription ne s'applique pas lorsque le vide sanitaire est divisé par des cloisonnements coupe-feu d'une heure, en compartiments d'au plus 10 000 pieds carrés (930 m<sup>2</sup>), ou qu'il est muni d'extincteurs automatiques à eau ;

d) les autres planchers doivent être des cloisonnements coupe-feu de 2 heures ;

e) les balcons et les mezzanines doivent avoir un degré de résistance au feu d'une heure ;

f) le toit doit avoir un degré de résistance au feu d'une heure, excepté lorsque ses éléments, à leurs faces inférieures, sont à 20 pieds (6,1 m) ou plus au-dessus du plancher principal ou du balcon et ne portent pas de charges autres que les charges normales du toit, y compris les passerelles d'accès et les dispositifs acoustiques, de ventilation et autres dispositifs semblables. La restriction ci-dessus, qui concerne la distance minimale, ne s'applique pas :

i. à un plancher incliné ou en gradins partant du plancher principal et utilisé seulement pour asseoir du public ;

- ii. à un balcon utilisé seulement pour asseoir du public ;
- iii. à une passerelle utilisée seulement comme moyen d'évacuation ;

g) les murs porteurs, les poteaux et les arcs doivent avoir un degré de résistance au feu au moins équivalent à celui qui est prescrit pour les éléments de construction qu'ils supportent, mais non inférieure à une heure.

**3.2.2.17. Groupe A, division 3, 1 étage (non visé à l'article 3.2.2.18) :**

1) Doit répondre aux prescriptions du paragraphe 2, tout bâtiment classifié dans le groupe A, division 3 :

a) qui n'a pas plus d'un étage en hauteur de bâtiment ; et

b) dont l'aire de bâtiment, s'il n'est pas muni d'extincteurs automatiques à eau, ne dépasse pas : 10 000 pieds carrés (930 m<sup>2</sup>) s'il donne sur 1 rue, 12 500 pieds carrés (1 162 m<sup>2</sup>) s'il donne sur 2 rues, 15 000 pieds carrés (1 394 m<sup>2</sup>) s'il donne sur 3 rues ; ou

c) dont l'aire de bâtiment, s'il est muni d'extincteurs automatiques à eau, ne dépasse pas le double des superficies indiquées au sous-paragraphe b.

2) Le bâtiment peut être de construction combustible, de construction incombustible, ou une combinaison des deux, et il doit répondre aux conditions suivantes :

a) les sous-sols, les caves et les vides sanitaires visés à l'article 3.2.2.3 doivent être divisés par des cloisonnements coupe-feu de 2 heures, en compartiments d'au plus 10 000 pieds carrés (930 m<sup>2</sup>), à moins qu'ils ne soient munis d'extincteurs automatiques à eau ;

b) les planchers situés immédiatement au-dessus de sous-sols, de caves ou de vides sanitaires visés à l'article 3.2.2.3 doivent être des cloisonnements coupe-feu de 2 heures ;

c) les planchers situés immédiatement au-dessus de vides sanitaires doivent, s'ils sont de construction combustible, avoir un degré de résistance au feu de  $\frac{3}{4}$  d'heure, mais cette prescription ne s'applique pas lorsque le vide sanitaire est divisé par des cloisonnements coupe-feu de  $\frac{3}{4}$  d'heure, en compartiments d'au plus 10 000 pieds carrés (930 m<sup>2</sup>), ou qu'il est muni d'extincteurs automatiques à eau ; et

d) les murs porteurs, les poteaux et les arcs qui supportent des éléments de construction pour lesquels est prescrit un certain degré de résistance au feu doivent être soit de construction ayant un degré de résistance au feu de  $\frac{3}{4}$  d'heure, soit de construction incombustible, soit une combinaison des deux ; cependant, les murs porteurs, les

poteaux et les arcs qui supportent des cloisonnements coupe-feu prescrits au sous-paragraphe b doivent avoir un degré de résistance au feu au moins équivalent à celui qui est exigé pour ces cloisonnements.

**3.2.2.18. Groupe A, division 3, 1 étage :**

1) Doit répondre aux prescriptions du paragraphe 2, tout bâtiment classifié dans le groupe A, division 3 :

a) qui n'a pas plus d'un étage en hauteur de bâtiment ; et

b) dont l'aire de bâtiment s'il n'est pas muni d'extincteurs automatiques à eau ne dépasse pas :

i. 24 000 pieds carrés (2 230 m<sup>2</sup>) s'il donne sur 1 rue ;

ii. 30 000 pieds carrés (2 790 m<sup>2</sup>) s'il donne sur 2 rues ;

iii. 36 000 pieds carrés (3 345 m<sup>2</sup>) s'il donne sur 3 rues ; ou

c) dont l'aire de bâtiment, s'il est muni d'extincteurs automatiques à eau, ne dépasse pas le double des superficies indiquées au sous-paragraphe b.

2) Le bâtiment peut être de construction combustible, de construction incombustible, ou une combinaison des deux, et il doit répondre aux conditions suivantes :

a) les sous-sols, les caves et les vides sanitaires visés à l'article 3.2.2.3 doivent être divisés par des cloisonnements coupe-feu d'une heure, en compartiments d'au plus 10 000 pieds carrés (930 m<sup>2</sup>), à moins qu'ils ne soient munis d'extincteurs automatiques à eau ;

b) les planchers situés immédiatement au-dessus de sous-sols, de caves, ou de vides sanitaires visés à l'article 3.2.2.3 doivent être des cloisonnements coupe-feu d'une heure ;

c) les planchers situés immédiatement au-dessus de vides sanitaires doivent, s'ils sont de construction combustible, avoir un degré de résistance au feu de  $\frac{3}{4}$  d'heure ; cette prescription ne s'applique pas lorsque le vide sanitaire est divisé par des cloisonnements coupe-feu de  $\frac{3}{4}$  d'heure, en compartiments d'au plus 10 000 pieds carrés (930 m<sup>2</sup>) ou qu'il est muni d'extincteurs automatiques à eau ;

d) les balcons et les mezzanines doivent, s'ils sont de construction combustible, avoir un degré de résistance au feu de  $\frac{3}{4}$  d'heure ;

e) le toit doit, s'il est de construction combustible, avoir un degré de résistance au feu de  $\frac{3}{4}$  d'heure ; cependant, lorsque la hauteur du bâtiment est d'au plus un étage, le degré de résistance au feu peut être omis, à condition que la toiture soit ignifugée conformément au paragraphe 2 de l'article 3.1.12.1 ; et

i. s'il n'est pas muni d'extincteurs automatiques à eau, l'aire de bâtiment ne dépasse pas : 12 000 pieds carrés (1 115 m<sup>2</sup>) s'il donne sur 1 rue ; 15 000 pieds carrés (1 394 m<sup>2</sup>) s'il donne sur 2 rues ; 18 000 pieds carrés (1 672 m<sup>2</sup>) s'il donne sur 3 rues ; ou

ii. s'il est muni d'extincteurs automatiques à eau, l'aire de bâtiment ne dépasse pas le double de celle prévue au sous-paragraphe i ;

f) les murs porteurs, les poteaux et les arcs qui supportent des éléments de construction pour lesquels est prescrit un certain degré de résistance au feu doivent être soit de construction incombustible, soit une combinaison des deux ; cependant, les murs porteurs, les poteaux et les arcs qui supportent des cloisonnements coupe-feu prescrits au sous-paragraphe b, doivent avoir un degré de résistance au feu au moins équivalent à celui qui est exigé pour ces cloisonnements.

### 3.2.2.19. Groupe A, division 3, 1 et 2 étages :

1) Doit répondre aux prescriptions du paragraphe 2, tout bâtiment classifié dans le groupe A, division 3 :

a) qui n'a pas plus de 2 étages en hauteur de bâtiment ; et

b) dont l'aire de bâtiment, s'il n'est pas muni d'extincteurs automatiques à eau, ne dépasse pas les aires de bâtiment indiquées au tableau 3.2.2.B ; ou

c) dont l'aire de bâtiment, s'il est muni d'extincteurs automatiques à eau, ne dépasse pas le double des superficies limites indiquées au sous-paragraphe b.

**Tableau 3.2.2.B**

**Aire maximale non munie d'extincteurs**

Nombre d'étages	Donnant sur 1 rue		Donnant sur 2 rues		Donnant sur 3 rues	
	pi <sup>2</sup>	(m <sup>2</sup> )	pi <sup>2</sup>	(m <sup>2</sup> )	pi <sup>2</sup>	(m <sup>2</sup> )
1	40 000	(3 720)	50 000	(4 650)	60 000	(5 580)
2	20 000	(1 860)	25 000	(2 325)	30 000	(2 790)

2) Le bâtiment doit être de construction incombustible et répondre aux conditions suivantes :

a) les sous-sols, les caves et les vides sanitaires visés à l'article 3.2.2.3 doivent être divisés par des cloisonnements coupe-feu de 2 heures, en compartiments d'au plus 10 000 pieds carrés (930 m<sup>2</sup>), à moins qu'ils ne soient munis d'extincteurs automatiques à eau ;

b) les planchers situés immédiatement au-dessus de sous-sols, de caves ou de vides sanitaires visés à l'article 3.2.2.3 doivent être des cloisonnements coupe-feu de 2 heures ;

c) les planchers situés immédiatement au-dessus de vides sanitaires doivent avoir un degré de résistance au feu d'une heure. Cette prescription ne s'applique pas lorsque les vides sanitaires sont divisés par des cloisonnements coupe-feu d'une heure, en compartiments d'au plus 10 000 pieds carrés (930 m<sup>2</sup>), ou qu'ils sont munis d'extincteurs automatiques à eau ;

d) les autres planchers doivent être des cloisonnements coupe-feu d'une heure ;

e) les balcons et les mezzanines doivent avoir un degré de résistance au feu d'une heure ;

f) le toit doit avoir un degré de résistance au feu d'une heure ; cependant, le toit peut être de construction en gros bois d'oeuvre, de construction incombustible sans degré de résistance au feu, ou une combinaison des deux, lorsque les éléments, à leurs faces intérieures, sont à 20 pieds (6,1 m) ou plus au-dessus du plancher principal ou d'un balcon et ne portent pas de charges autres que les charges normales du toit, y compris les passerelles d'accès et les dispositifs acoustiques, de ventilation et autres dispositifs semblables. La restriction ci-dessus, qui concerne la distance minimale, ne s'applique pas :

i. à un plancher incliné ou en gradins partant du plancher principal et utilisé seulement pour asseoir du public ;

ii. à un balcon utilisé seulement pour asseoir du public ;

iii. à une passerelle utilisée seulement comme moyen d'évacuation ;

g) les murs porteurs, les poteaux et les arcs doivent avoir un degré de résistance au feu au moins équivalent à celui qui est prescrit pour les éléments de construction qu'ils supportent, mais non inférieur à une heure. Cependant, les arcs peuvent être en gros bois d'oeuvre.

### 3.2.2.20. Groupe A, division 3, toute aire, toute hauteur :

1) Doit répondre aux prescriptions du paragraphe 2, tout bâtiment classifié dans le groupe A, division 3, et dont :

- a) la hauteur de bâtiment n'est pas limitée ;
  - b) l'aire de bâtiment n'est soumise à aucune restriction.
- 2) Le bâtiment doit être de construction incombustible et répondre aux conditions suivantes :
- a) les sous-sols, les caves et les vides sanitaires visés à l'article 3.2.2.3 doivent être divisés par des cloisonnements coupe-feu de 2 heures, en compartiments d'au plus 10 000 pieds carrés (930 m<sup>2</sup>), à moins qu'ils ne soient munis d'extincteurs automatiques à eau ;
  - b) les planchers situés immédiatement au-dessus de sous-sols, de caves ou de vides sanitaires visés à l'article 3.2.2.3 doivent être des cloisonnements coupe-feu de 2 heures ;
  - c) les planchers situés immédiatement au-dessus de vides sanitaires doivent avoir un degré de résistance au feu d'une heure, mais cette prescription ne s'applique pas lorsque les vides sanitaires sont divisés par des cloisonnements coupe-feu d'une heure, en compartiments d'au plus 10 000 pieds carrés (930 m<sup>2</sup>), ou qu'ils sont munis d'extincteurs automatiques à eau ;
  - d) les autres planchers doivent être des cloisonnements coupe-feu de 2 heures ;
  - e) les balcons et les mezzanines doivent avoir un degré de résistance au feu d'une heure ;
  - f) le toit doit avoir un degré de résistance au feu d'une heure, excepté lorsque les éléments du toit, à leurs faces inférieures, sont à 20 pieds (6,1 m) ou plus au-dessus du plancher principal ou du balcon et ne portent pas de charges autres que les charges normales du toit, y compris les passerelles d'accès et les dispositifs acoustiques, de ventilation et autres dispositifs semblables. La restriction ci-dessus concernant la distance minimale ne s'applique pas :
    - i. à un plancher incliné ou en gradins partant du plancher principal et utilisé seulement pour asseoir du public ;
    - ii. à un balcon employé seulement pour asseoir du public ;
    - iii. à une passerelle utilisée seulement comme moyen d'évacuation ;
  - g) les murs porteurs, les poteaux et les arcs doivent avoir un degré de résistance au feu au moins équivalent à celui qui est prescrit pour les éléments de construction qu'ils supportent, mais non inférieur à une heure.

### **3.2.2.21. Groupe A, division 4 :**

- 1) Doit répondre aux prescriptions du paragraphe 2, tout bâtiment classifié dans le groupe A, division 4.

- 2) La construction doit être incombustible. Toutefois :

- a) le toit peut être de construction en gros bois d'oeuvre ;
- b) la construction peut être combustible, à condition :
  - i. que la charge d'occupants soit inférieure à 1 500 personnes ; et
  - ii. que la distance limitative soit d'au moins 20 pieds (6,1 m).

## **GROUPE B**

### **ÉTABLISSEMENTS HOSPITALIERS D'ASSISTANCE OU DE DÉTENTION**

#### **3.2.2.22. Groupe B, division 1, toute hauteur, toute aire :**

- 1) Doit répondre aux prescriptions du paragraphe 2, tout bâtiment classifié dans le groupe B, division 1.
- 2) Le bâtiment doit être de construction incombustible et répondre aux conditions suivantes :
  - a) les sous-sols, les caves et les vides sanitaires visés à l'article 3.2.2.3 doivent être divisés par des cloisonnements coupe-feu de 2 heures, en compartiments d'au plus 5 000 pieds carrés (465 m<sup>2</sup>), à moins qu'ils ne soient munis d'extincteurs automatiques à eau ;
  - b) les planchers situés immédiatement au-dessus de sous-sols, des caves ou de vides sanitaires visés à l'article 3.2.2.3 doivent être des cloisonnements coupe-feu de 2 heures ;
  - c) les planchers situés immédiatement au-dessus de vides sanitaires doivent avoir un degré de résistance au feu de 2 heures, mais cette prescription ne s'applique pas lorsque les vides sanitaires sont divisés par des cloisonnements coupe-feu de 2 heures, en compartiments d'au plus 5 000 pieds carrés (465 m<sup>2</sup>), ou qu'ils sont munis d'extincteurs automatiques à eau ;
  - d) les autres planchers doivent être des cloisonnements coupe-feu de 2 heures ;
  - e) les balcons et les mezzanines doivent avoir un degré de résistance au feu d'une heure ;
  - f) le toit doit avoir un degré de résistance au feu d'une heure ;
  - g) les murs porteurs, les poteaux et les arcs doivent avoir un degré de résistance au feu au moins équivalent à celui qui est prescrit pour l'élément de construction qu'ils supportent.

**3.2.2.23. Groupe B, division 2, 1 étage :**

1) Doit répondre aux prescriptions du paragraphe 2, tout bâtiment classifié dans le groupe B, division 2 :

a) qui n'a pas plus d'un étage en hauteur de bâtiment ; et

b) dont l'aire de bâtiment, s'il n'est pas muni d'extincteurs automatiques à eau, ne dépasse pas 2 500 pieds carrés (232,5 m<sup>2</sup>) ; ou

c) dont l'aire de bâtiment, s'il est muni d'extincteurs automatiques à eau, ne dépasse pas 5 000 pieds carrés (465 m<sup>2</sup>).

2) Le bâtiment peut être de construction combustible, de construction incombustible, ou une combinaison des deux, et il doit répondre aux conditions suivantes :

a) les planchers situés immédiatement au-dessus de sous-sols, de caves ou de vides sanitaires visés à l'article 3.2.2.3 doivent être des cloisonnements coupe-feu de  $\frac{3}{4}$  d'heure ;

b) les murs porteurs, les poteaux et les arcs doivent avoir un degré de résistance au feu au moins équivalent à celui qui est prescrit pour les éléments de construction qu'ils supportent.

**3.2.2.24. Groupe B, division 2, 1 et 2 étages :**

1) Doit répondre aux prescriptions du paragraphe 2, tout bâtiment classifié dans le groupe B, division 2 :

a) qui n'a pas plus de 2 étages en hauteur de bâtiment ; et

b) dont l'aire de bâtiment ne dépasse pas les superficies indiquées au tableau 3.2.2.C.

**Tableau 3.2.2.C**

Nombre d'étages	Superficie maximale non munie d'extincteurs automatiques		Superficie maximale munie d'extincteurs automatiques	
	pi <sup>2</sup>	(m <sup>2</sup> )	pi <sup>2</sup>	(m <sup>2</sup> )
1	10 000	(930)	24 000	(2 230)
2	5 000	(465)	16 000	(1 486)

2) Le bâtiment peut être de construction combustible, de construction incombustible, ou une combinaison des deux, et il doit répondre aux conditions suivantes :

a) les planchers situés immédiatement au-dessus de sous-sols, des caves ou de vides sanitaires visés à l'article 3.2.2.3 doivent être des cloisonnements coupe-feu d'une heure ;

b) les autres planchers, sauf ceux qui sont situés au-dessus de vides sanitaires, doivent être des cloisonnements coupe-feu de  $\frac{3}{4}$  d'heure ;

c) les balcons et les mezzanines doivent, s'ils sont de construction combustible, avoir un degré de résistance au feu de  $\frac{3}{4}$  d'heure ;

d) le toit doit, s'il est de construction combustible, avoir un degré de résistance au feu de  $\frac{3}{4}$  d'heure ;

e) les murs porteurs, les poteaux et les arcs doivent avoir un degré de résistance au feu au moins équivalent à celui prescrit pour les éléments de construction qu'ils supportent, mais pas moins de  $\frac{3}{4}$  d'heure.

**3.2.2.25. Groupe B, division 2, toute hauteur, toute aire :**

1) Doit répondre aux prescriptions du paragraphe 2, tout bâtiment classifié dans le groupe B, division 2, et dont :

a) la hauteur de bâtiment n'est pas limitée ;

b) l'aire de bâtiment n'est soumise à aucune restriction.

2) Le bâtiment doit être de construction incombustible et répondre aux conditions suivantes :

a) les sous-sols, les caves et les vides sanitaires doivent être munis d'extincteurs automatiques à eau ;

b) les planchers situés immédiatement au-dessus de sous-sols, de caves ou de vides sanitaires visés à l'article 3.2.2.3 doivent être des cloisonnements coupe-feu de 2 heures ;

c) les autres planchers doivent être des cloisonnements coupe-feu de 2 heures ;

d) les balcons et les mezzanines doivent avoir un degré de résistance au feu d'une heure ;

e) le toit doit avoir un degré de résistance au feu d'une heure ;

f) les murs porteurs, les poteaux et les arcs doivent avoir un degré de résistance au feu au moins équivalent à celui qui est prescrit pour les éléments de construction qu'ils supportent.

**GROUPE C****HABITATIONS****3.2.2.26. Groupe C, jusqu'à 3 étages :**

1) Doit répondre aux prescriptions des paragraphes 2 et 3, tout bâtiment classifié dans le groupe C :



a) qui n'a pas plus de 3 étages en hauteur de bâtiment ;

b) dont l'aire de bâtiment, s'il n'est pas muni d'extincteurs automatiques à eau, ne dépasse pas les superficies indiquées au tableau 3.2.2.D ;

c) ou dont l'aire de bâtiment, s'il est muni d'extincteurs automatiques à eau, ne dépasse pas le double des superficies limites indiquées au sous-paragraphe b.

**Tableau 3.2.2.D**

**Aire maximale non munie d'extincteurs automatiques**

Nombre d'étages	Donnant sur 1 rue		Donnant sur 2 rues		Donnant sur 3 rues	
	pi <sup>2</sup>	(m <sup>2</sup> )	pi <sup>2</sup>	(m <sup>2</sup> )	pi <sup>2</sup>	(m <sup>2</sup> )
1	12 000	(1 115)	15 000	(1 394)	18 000	(1 672)
2	9 000	( 837)	11 250	(1 046)	13 500	(1 256)
3	6 000	( 558)	7 500	( 698)	9 000	( 837)

2) Le bâtiment peut être de construction combustible, de construction incombustible, ou une combinaison des deux, et il doit répondre aux conditions suivantes :

a) les sous-sols, les caves et les vides sanitaires doivent être divisés par des cloisonnements coupe-feu de  $\frac{3}{4}$  d'heure en compartiments d'au plus 5 000 pieds carrés (465 m<sup>2</sup>), à moins qu'ils ne soient munis d'extincteurs automatiques à eau ;

b) les planchers situés immédiatement au-dessus de sous-sols, de caves ou de vides sanitaires visés à l'article 3.2.2.3 doivent être des cloisonnements coupe-feu de  $\frac{3}{4}$  d'heure ;

c) les autres planchers, à l'exception de ceux qui surmontent des vides sanitaires, doivent être des cloisonnements coupe-feu de  $\frac{3}{4}$  d'heure ;

d) les balcons et les mezzanines doivent, s'ils sont de construction combustible, avoir un degré de résistance au feu de  $\frac{3}{4}$  d'heure ; et

e) les murs porteurs, les poteaux et les arcs doivent avoir un degré de résistance au feu au moins équivalent à celui qui est prescrit pour les éléments de construction qu'ils supportent.

3) Lorsque des bâtiments renferment des logements occupant plus d'un étage comme prévu à l'article 3.3.4.2, les paragraphes 1 et 2 s'appliquent. Toutefois les planchers qui sont entièrement inclus à l'intérieur de ces logements, y compris les planchers situés au-dessus de sous-sols, de caves ou de vides sanitaires visés à l'article 3.2.2.3, doivent avoir un degré de résistance au feu de  $\frac{3}{4}$  d'heure, et il n'est pas nécessaire qu'il constituent des cloisonnements coupe-feu. Cependant, dans les bâtiments où les logements ne

sont pas situés les uns au-dessus des autres, les exigences concernant le degré de résistance au feu des planchers situés à l'intérieur d'un logement ne s'appliquent pas.

### 3.2.2.27. Groupe C, jusqu'à 6 étages :

1) Doit répondre aux prescriptions des paragraphes 2 et 3, tout bâtiment classifié dans le groupe C :

a) qui n'a pas plus de 6 étages en hauteur de bâtiment ;

b) dont l'aire de bâtiment, s'il n'est pas muni d'extincteurs automatiques à eau, ne dépasse pas les superficies indiquées au tableau 3.2.2.E ; ou

c) dont l'aire de bâtiment, s'il est muni d'extincteurs automatiques à eau, ne dépasse pas le double des superficies indiquées au sous-paragraphe b.

**Tableau 3.2.2.E**

**Aire maximale non munie d'extincteurs automatiques**

Nombre d'étages	Donnant sur 1 rue		Donnant sur 2 rues		Donnant sur 3 rues	
	pi <sup>2</sup>	(m <sup>2</sup> )	pi <sup>2</sup>	(m <sup>2</sup> )	pi <sup>2</sup>	(m <sup>2</sup> )
1	toute superficie		toute superficie		toute superficie	
2	60 000	(5 580)	toute superficie		toute superficie	
3	40 000	(3 720)	50 000	(4 650)	60 000	(5 580)
4	30 000	(2 790)	37 500	(3 484)	45 000	(4 185)
5	24 000	(2 230)	30 000	(2 790)	36 000	(3 345)
6	20 000	(1 860)	25 000	(1 906)	30 000	(2 790)

2) Le bâtiment doit être de construction incombustible et répondre aux conditions suivantes :

a) les sous-sols, les caves et les vides sanitaires visés à l'article 3.2.2.3 doivent être divisés par des cloisonnements coupe-feu de 2 heures, en compartiments d'au plus 5 000 pieds carrés (465 m<sup>2</sup>), à moins qu'ils ne soient munis d'extincteurs automatiques à eau ;

b) les planchers situés immédiatement au-dessus de sous-sols, de caves ou de vides sanitaires visés à l'article 3.2.2.3 doivent être des cloisonnements coupe-feu de 2 heures ;

c) les planchers situés immédiatement au-dessus de vides sanitaires doivent avoir un degré de résistance au feu d'une heure, mais cette prescription ne s'applique pas lorsque les vides sanitaires sont divisés par un cloisonnement coupe-feu d'une heure en compartiments d'au plus 5 000

pieds carrés (465 m<sup>2</sup>) ou qu'ils sont munis d'extincteurs automatiques à eau ;

d) les autres planchers doivent être des cloisonnements coupe-feu d'une heure ;

e) les balcons et les mezzanines doivent avoir un degré de résistance au feu d'une heure ;

f) le toit doit avoir un degré de résistance au feu d'une heure ;

g) les murs porteurs, les poteaux et les arcs doivent avoir un degré de résistance au feu au moins équivalent à celui qui est prescrit pour les éléments de construction qu'ils supportent.

3) Lorsque des bâtiments renferment des logements occupant plus d'un étage comme prévu à l'article 3.3.4.2, les paragraphes 1 et 2 s'appliquent. Toutefois, les planchers qui sont entièrement inclus à l'intérieur de ces logements, y compris les planchers situés au-dessus de sous-sols, de caves ou de vides sanitaires visés à l'article 3.2.2.3, doivent avoir un degré de résistance au feu d'une heure, et il n'est pas nécessaire qu'ils constituent des cloisonnements coupe-feu.

### 3.2.2.28. Groupe C, toute hauteur, toute aire :

1) Doit répondre aux prescriptions des paragraphes 2 et 3, tout bâtiment classifié dans le groupe C :

a) dont la hauteur de bâtiment n'est pas limitée ;

b) dont l'aire de bâtiment n'est pas limitée.

2) Le bâtiment doit être de construction incombustible et répondre aux conditions suivantes :

a) les sous-sols, les caves et les vides sanitaires visés à l'article 3.2.2.3 doivent être divisés par des cloisonnements coupe-feu de 2 heures, en compartiments d'au plus 5 000 pieds carrés (465 m<sup>2</sup>), à moins qu'ils ne soient munis d'extincteurs automatiques à eau ;

b) les planchers situés immédiatement au-dessus de sous-sols, de caves ou de sous-sols visés à l'article 3.2.2.3 doivent être des cloisonnements coupe-feu de 2 heures ;

c) les planchers situés immédiatement au-dessus de vides sanitaires doivent avoir un degré de résistance au feu d'une heure, mais cette prescription ne s'applique pas lorsque le vide sanitaire est divisé par des cloisonnements coupe-feu d'une heure en compartiments d'au plus 5 000 pieds carrés (465 m<sup>2</sup>), ou qu'il est muni d'extincteurs automatiques à eau ;

d) les autres planchers doivent être des cloisonnements coupe-feu de 2 heures ;

e) les balcons et les mezzanines doivent avoir un degré de résistance au feu d'une heure ;

f) le toit doit avoir un degré de résistance au feu d'une heure ;

g) les murs porteurs, les poteaux et les arcs doivent avoir un degré de résistance au feu au moins équivalent à celui qui est prescrit pour les éléments de construction qu'ils supportent.

3) Lorsque des bâtiments renferment des logements occupant plus d'un étage comme prévu à l'article 3.3.4.2, les paragraphes 1 et 2 s'appliquent. Toutefois, les planchers qui sont entièrement inclus à l'intérieur de ces logements, y compris les planchers situés au-dessus de sous-sols, de caves ou de vides sanitaires visés à l'article 3.2.2.3, doivent avoir un degré de résistance au feu d'une heure, et il n'est pas nécessaire qu'ils constituent des cloisonnements coupe-feu.

## GROUPE D

### ÉTABLISSEMENTS D'AFFAIRES

#### 3.2.2.29. Groupe D, 1 et 2 étages :

1) Doit répondre aux prescriptions du paragraphe 2, tout bâtiment classifié dans le groupe D :

a) qui n'a pas plus de 2 étages en hauteur de bâtiment ; et

b) dont l'aire de bâtiment, s'il n'est pas muni d'extincteurs automatiques à eau, ne dépasse pas les superficies indiquées au tableau 3.2.2.F ; ou

c) dont l'aire de bâtiment, s'il est muni d'extincteurs automatiques à eau, ne dépasse pas le double des superficies limites indiquées au sous-paragraphe b.

Tableau 3.2.2.F

Aire maximale non munie d'extincteurs automatiques

Nombre d'étages	Donnant sur 1 rue		Donnant sur 2 rues		Donnant sur 3 rues	
	pi <sup>2</sup>	(m <sup>2</sup> )	pi <sup>2</sup>	(m <sup>2</sup> )	pi <sup>2</sup>	(m <sup>2</sup> )
1	10 000	(930)	12 500	(1 162)	15 000	(1 394)
2	8 000	(744)	10 000	( 930)	12 000	(1 115)

2) Le bâtiment peut être de construction combustible, de construction incombustible, ou une combinaison des deux, et il doit répondre aux conditions suivantes :

a) les vides sanitaires dans un bâtiment de construction combustible, et tous les sous-sols et les caves doivent être divisés par des cloisonnements coupe-feu de ¾ d'heure, en compartiments d'au plus 5 000 pieds carrés (465 m<sup>2</sup>), à moins qu'ils ne soient munis d'extincteurs automatiques à eau ;

b) les planchers situés immédiatement au-dessus de sous-sols, de caves ou de vides sanitaires visés à l'article 3.2.2.3 doivent être des cloisonnements coupe-feu de  $\frac{3}{4}$  d'heure ; et

c) les murs porteurs, les poteaux et les arcs qui supportent des éléments de construction pour lesquels est prescrit un certain degré de résistance au feu doivent être soit de construction ayant un degré de résistance au feu de  $\frac{3}{4}$  d'heure, soit de construction incombustible, soit une combinaison des deux ; cependant, les murs porteurs, les poteaux et les arcs qui supportent un cloisonnement coupe-feu comme le prévoit le sous-paragraphe b doivent avoir un degré de résistance au feu au moins équivalent à celui qui est exigé pour ces cloisonnements.

### 3.2.2.30. Groupe D, jusqu'à 3 étages :

1) Doit répondre aux prescriptions du paragraphe 2, tout bâtiment classifié dans le groupe D ;

a) qui n'a pas plus de 3 étages en hauteur de bâtiment ; et

b) dont l'aire de bâtiment, s'il n'est pas muni d'extincteurs automatiques à eau, ne dépasse pas celle indiquée au tableau 3.2.2.G ; ou

c) dont l'aire de bâtiment, s'il est muni d'extincteurs automatiques à eau, ne dépasse pas le double de celle indiquée au sous-paragraphe b.

**Tableau 3.2.2.G**

**Aire maximale non munie d'extincteurs automatiques**

Nombre d'étages	Donnant sur 1 rue		Donnant sur 2 rues		Donnant sur 3 rues	
	pi <sup>2</sup>	(m <sup>2</sup> )	pi <sup>2</sup>	(m <sup>2</sup> )	pi <sup>2</sup>	(m <sup>2</sup> )
1	48 000	(4 460)	60 000	(5 580)	72 000	(6 690)
2	24 000	(2 230)	30 000	(2 790)	36 000	(3 345)
3	16 000	(1 486)	20 000	(1 860)	24 000	(2 230)

2) Le bâtiment peut être de construction combustible, de construction incombustible, ou une combinaison des deux, et il doit répondre aux conditions suivantes :

a) les sous-sols, les caves et les vides sanitaires visés à l'article 3.2.2.3 doivent être divisés par des cloisonnements coupe-feu d'une heure, en compartiments d'au plus 5 000 pieds carrés (465 m<sup>2</sup>), à moins qu'ils ne soient munis d'extincteurs automatiques à eau ;

b) les planchers situés immédiatement au-dessus de sous-sols, de caves ou de vides sanitaires visés à l'article 3.2.2.3 doivent être des cloisonnements coupe-feu d'une heure ;

c) les planchers situés immédiatement au-dessus de vides sanitaires doivent, s'ils sont de construction combustible, avoir un degré de résistance au feu de  $\frac{3}{4}$  d'heure, mais cette prescription ne s'applique pas lorsque le vide sanitaire est divisé par des cloisonnements coupe-feu de  $\frac{3}{4}$  d'heure, en compartiments d'au plus 5 000 pieds carrés (465 m<sup>2</sup>), ou qu'il est muni d'extincteurs automatiques à eau ;

d) les autres planchers doivent être des cloisonnements coupe-feu et, s'ils sont de construction combustible, ils doivent aussi avoir un degré de résistance au feu de  $\frac{3}{4}$  d'heure ;

e) les balcons et les mezzanines doivent, s'ils sont de construction combustible, avoir un degré de résistance au feu de  $\frac{3}{4}$  d'heure ;

f) le toit doit, s'il est de construction combustible, avoir un degré de résistance au feu de  $\frac{3}{4}$  d'heure ; cependant, lorsque la hauteur de bâtiment est d'au plus un étage, le degré de résistance au feu peut être omis, à condition que la toiture soit ignifugée conformément au paragraphe 2 de l'article 3.1.12.1 et :

i. que son aire de bâtiment ne dépasse pas : 24 000 pieds carrés (2 230 m<sup>2</sup>) s'il donne sur 1 rue ; 30 000 pieds carrés (2 790 m<sup>2</sup>) s'il donne sur 2 rues ; 36 000 pieds carrés (3 345 m<sup>2</sup>) s'il donne sur 3 rues ; et qu'il n'est pas muni d'extincteurs automatiques à eau ; ou

ii. le double des superficies indiquées au sous-paragraphe i lorsque le bâtiment est muni d'extincteurs automatiques à eau ; et

g) les murs porteurs, les poteaux et les arcs qui supportent des éléments de construction pour lesquels est prescrit un certain degré de résistance au feu doivent être soit de construction ayant un degré de résistance au feu de  $\frac{3}{4}$  d'heure, soit de construction incombustible, soit une combinaison des deux ; cependant, les murs porteurs, les poteaux et les arcs qui supportent des cloisonnements coupe-feu prescrits aux sous-paragraphe b et d doivent avoir un degré de résistance au feu au moins équivalent à celui qui est exigé pour ces cloisonnements.

### 3.2.2.31. Groupe D, jusqu'à 6 étages :

1) Doit répondre aux prescriptions du paragraphe 2, tout bâtiment classifié dans le groupe D :

a) qui n'a pas plus de 6 étages en hauteur de bâtiment ; et

b) dont l'aire de bâtiment, s'il n'est pas muni d'extincteurs automatiques à eau, ne dépasse pas les superficies indiquées au tableau 3.2.2.H ; ou

c) dont l'aire de bâtiment, s'il est muni d'extincteurs automatiques à eau, ne dépasse pas le double des superficies indiquées au sous-paragraphe b.

**Tableau 3.2.2.H**

**Aire maximale non munie d'extincteurs automatiques**

Nombre d'étages	Donnant sur 1 rue		Donnant sur 2 rues		Donnant sur 3 rues	
	pi <sup>2</sup>	(m <sup>2</sup> )	pi <sup>2</sup>	(m <sup>2</sup> )	pi <sup>2</sup>	(m <sup>2</sup> )
1	toute superficie		toute superficie		toute superficie	
2	72 000	(6 690)	toute superficie	toute superficie	toute superficie	toute superficie
3	48 000	(4 460)	60 000	(5 580)	72 000	(6 690)
4	36 000	(3 345)	45 000	(4 185)	54 000	(5 022)
5	28 800	(2 678)	36 000	(3 345)	43 200	(4 018)
6	24 000	(2 230)	30 000	(2 790)	36 000	(3 345)

2) Le bâtiment doit être de construction incombustible et répondre aux conditions suivantes :

a) les sous-sols, les caves et les vides sanitaires visés à l'article 3.2.2.3 doivent être divisés par des cloisonnements coupe-feu de 2 heures, en compartiments d'au plus 5 000 pieds carrés (465 m<sup>2</sup>), à moins qu'ils ne soient munis d'extincteurs automatiques à eau ;

b) les planchers situés immédiatement au-dessus de sous-sols, de caves ou de vides sanitaires visés à l'article 3.2.2.3 doivent être des cloisonnements coupe-feu de 2 heures ;

c) les planchers situés immédiatement au-dessus de vides sanitaires doivent avoir un degré de résistance au feu d'une heure, mais cette prescription ne s'applique pas lorsque le vide sanitaire est divisé par des cloisonnements coupe-feu d'une heure, en compartiments d'au plus 5 000 pieds carrés (465 m<sup>2</sup>), ou qu'il est muni d'extincteurs automatiques à eau ;

d) les autres planchers doivent être des cloisonnements coupe-feu d'une heure ;

e) les balcons et les mezzanines doivent avoir un degré de résistance au feu d'une heure ;

f) le toit doit avoir un degré de résistance au feu d'une heure, sauf dans les bâtiments d'un étage ;

g) les murs porteurs, les poteaux et les arcs doivent avoir un degré de résistance au feu au moins équivalent à celui qui est prescrit pour les éléments de construction qu'ils supportent.

### **3.2.2.32. Groupe D, toute hauteur, toute aire :**

1) Doit répondre aux prescriptions du paragraphe 2, tout bâtiment classifié dans le groupe D et dont :

a) la hauteur de bâtiment n'est pas limitée ;

b) l'aire de bâtiment n'est pas limitée.

2) Le bâtiment doit être de construction incombustible et répondre aux conditions suivantes :

a) les sous-sols, les caves et les vides sanitaires visés à l'article 3.2.2.3 doivent être divisés par des cloisonnements coupe-feu de 2 heures, en compartiments d'au plus 5 000 pieds carrés (465 m<sup>2</sup>), à moins qu'ils ne soient munis d'extincteurs automatiques à eau ;

b) les planchers situés immédiatement au-dessus de sous-sols, de caves ou de vides sanitaires visés à l'article 3.2.2.3 doivent être des cloisonnements coupe-feu de 2 heures ;

c) les planchers situés immédiatement au-dessus de vides sanitaires doivent avoir un degré de résistance au feu d'une heure, mais cette prescription ne s'applique pas lorsque les vides sanitaires sont divisés par des cloisonnements coupe-feu d'une heure, en compartiments d'au plus 5 000 pieds carrés (465 m<sup>2</sup>), ou qu'ils sont munis d'extincteurs automatiques à eau ;

d) les autres planchers doivent être des cloisonnements coupe-feu de 2 heures ;

e) les balcons et les mezzanines doivent avoir un degré de résistance au feu d'une heure ;

f) le toit dans les bâtiments de plus d'un étage doit avoir un degré de résistance au feu d'une heure ;

g) les murs porteurs, les poteaux et les arcs doivent avoir un degré de résistance au feu au moins équivalent à celui qui est prescrit pour les éléments de construction qu'ils supportent.

## **GROUPE E**

### **ÉTABLISSEMENTS COMMERCIAUX**

#### **3.2.2.33. Groupe E, 1 et 2 étages :**

1) Doit répondre aux prescriptions du paragraphe 2, tout bâtiment classifié dans le groupe E :

a) qui n'a pas plus de 2 étages en hauteur de bâtiment ; et

b) dont l'aire de bâtiment, s'il n'est pas muni d'extincteurs automatiques à eau, ne dépasse pas les superficies indiquées au tableau 3.2.2.I ; ou

c) dont l'aire de bâtiment, s'il est muni d'extincteurs automatiques à eau, ne dépasse pas le double des superficies indiquées au sous-paragraphe b.

Tableau 3.2.2.I

## Aire maximale non munie d'extincteurs automatiques

Nombre d'étages	Donnant sur 1 rue		Donnant sur 2 rues		Donnant sur 3 rues	
	pi <sup>2</sup>	(m <sup>2</sup> )	pi <sup>2</sup>	(m <sup>2</sup> )	pi <sup>2</sup>	(m <sup>2</sup> )
1	10 000	(930)	12 500	(1 163)	15 000	(1 394)
2	6 000	(558)	7 500	( 698)	9 000	( 837)

2) Le bâtiment peut être de construction combustible, de construction incombustible, ou une combinaison des deux, et il doit répondre aux conditions suivantes :

a) les vides sanitaires dans les bâtiments de construction combustible et tous les sous-sols, les caves et les vides sanitaires visés à l'article 3.2.2.3 doivent être divisés par des cloisonnements coupe-feu de  $\frac{3}{4}$  d'heure, en compartiments d'au plus 5 000 pieds carrés (465 m<sup>2</sup>), à moins qu'ils ne soient munis d'extincteurs automatiques à eau ;

b) les planchers situés immédiatement au-dessus de sous-sols, de caves ou de vides sanitaires visés à l'article 3.2.2.3 doivent être des cloisonnements coupe-feu de  $\frac{3}{4}$  d'heure ;

c) les autres planchers sauf ceux qui sont situés au-dessus de vides sanitaires, doivent être des cloisonnements coupe-feu de  $\frac{3}{4}$  d'heure ;

d) les murs porteurs, les poteaux et les arcs doivent avoir un degré de résistance au feu au moins équivalent à celui qui est prescrit pour les éléments de construction qu'ils supportent.

**3.2.2.34. Groupe E, jusqu'à 3 étages :**

1) Doit répondre aux prescriptions du paragraphe 2, tout bâtiment classifié dans le groupe E :

a) qui n'a pas plus de 3 étages en hauteur de bâtiment ; et

b) dont l'aire de bâtiment ne dépasse pas les superficies indiquées au tableau 3.2.2.J.

Tableau 3.2.2.J

## Aire maximale non munie d'extincteurs automatiques

Nombre d'étages	Donnant sur 1 rue		Donnant sur 2 rues		Donnant sur 3 rues	
	pi <sup>2</sup>	(m <sup>2</sup> )	pi <sup>2</sup>	(m <sup>2</sup> )	pi <sup>2</sup>	(m <sup>2</sup> )
1	15 000	(1 394)	15 000	(1 394)	15 000	(1 394)
2	12 000	(1 115)	15 000	(1 394)	15 000	(1 394)
3	8 000	( 734)	10 000	( 930)	12 000	(1 115)

## Aire maximale munie d'extincteurs automatiques

Nombre d'étages	Donnant sur 1 rue		Donnant sur 2 rues		Donnant sur 3 rues	
	pi <sup>2</sup>	(m <sup>2</sup> )	pi <sup>2</sup>	(m <sup>2</sup> )	pi <sup>2</sup>	(m <sup>2</sup> )
1	48 000	(4 460)	60 000	(5 580)	72 000	(6 690)
2	24 000	(2 230)	30 000	(2 790)	36 000	(3 345)
3	16 000	(1 486)	20 000	(1 860)	24 000	(2 230)

2) Le bâtiment peut être de construction combustible, de construction incombustible, ou une combinaison des deux, et il doit répondre aux conditions suivantes :

a) les sous-sols, les caves et les vides sanitaires visés à l'article 3.2.2.3 doivent être divisés par des cloisonnements coupe-feu d'une heure, en compartiments d'au plus 5 000 pieds carrés (465 m<sup>2</sup>), à moins qu'ils ne soient munis d'extincteurs automatiques à eau ;

b) les planchers situés immédiatement au-dessus de sous-sols, de caves ou de vides sanitaires visés à l'article 3.2.2.3 doivent être des cloisonnements coupe-feu d'une heure, mais lorsque le sous-sol, la cave ou le vide sanitaire visé à l'article 3.2.2.3 est muni d'extincteurs automatiques à eau, ils peuvent être de construction en gros bois d'oeuvre ;

c) les planchers situés immédiatement au-dessus de vides sanitaires doivent, s'ils sont de construction combustible, avoir un degré de résistance au feu de  $\frac{3}{4}$  heure, mais cette prescription ne s'applique pas lorsque le vide sanitaire est divisé par des cloisonnements coupe-feu de  $\frac{3}{4}$  d'heure, en compartiments d'au plus 5 000 pieds carrés (465 m<sup>2</sup>), ou qu'il est muni d'extincteurs automatiques à eau ;

d) les autres planchers doivent être des cloisonnements coupe-feu de  $\frac{3}{4}$  d'heure ;

e) les balcons et les mezzanines doivent, s'ils sont de construction combustible, avoir un degré de résistance au feu de  $\frac{3}{4}$  d'heure ;

f) le toit doit avoir un degré de résistance au feu de  $\frac{3}{4}$  d'heure, mais dans les bâtiments d'un étage en hauteur de bâtiment, il peut être de construction incombustible sans degré de résistance au feu, ou de bois ignifugé, conformément au paragraphe 2 de l'article 3.1.12.1 à condition que :

i. son aire de bâtiment ne dépasse pas 15 000 pieds carrés (1 394 m<sup>2</sup>) lorsque le bâtiment n'est pas muni d'extincteurs automatiques à eau ; ou

ii. s'il est muni d'extincteurs automatiques à eau, l'aire de bâtiment ne dépasse pas : 24 000 pieds carrés (2 230 m<sup>2</sup>) s'il donne sur 1 rue ; 30 000 pieds carrés (2 790 m<sup>2</sup>) s'il donne sur 2 rues ; 36 000 pieds carrés (3 345 m<sup>2</sup>) s'il donne sur 3 rues ; et

g) les murs porteurs, les poteaux et les arcs qui supportent des éléments de construction pour lesquels est prescrit un certain degré de résistance au feu doivent être

soit de construction ayant un degré de résistance au feu de  $\frac{3}{4}$  d'heure, soit de construction incombustible, soit une combinaison des deux ; cependant, les murs porteurs, les poteaux et les arcs qui supportent des cloisonnements coupe-feu prescrits au sous-paragraphe *b* ou *d* doivent avoir un degré de résistance au feu au moins équivalent à celui qui est exigé pour ces cloisonnements.

### 3.2.2.35. Groupe E, jusqu'à 6 étages :

1) Doit répondre aux prescriptions du paragraphe 2, tout bâtiment classifié dans le groupe E et qui :

a) s'il n'est pas muni d'extincteurs automatiques à eau, n'a pas plus de 3 étages en hauteur de bâtiment, et dont l'aire ne dépasse pas 15 000 pieds carrés (1 394 m<sup>2</sup>) ; et

b) s'il est muni d'extincteurs automatiques à eau, n'a pas plus de 6 étages en hauteur de bâtiment et dont l'aire de bâtiment ne dépasse pas les superficies indiquées au tableau 3.2.2.K.

**Tableau 3.2.2.K**

**Aire maximale munie d'extincteurs automatiques**

Nombre d'étages	Donnant sur 1 rue		Donnant sur 2 rues		Donnant sur 3 rues	
	pi <sup>2</sup>	(m <sup>2</sup> )	pi <sup>2</sup>	(m <sup>2</sup> )	pi <sup>2</sup>	(m <sup>2</sup> )
1	toute superficie		toute superficie		toute superficie	
2	75 000	(6 975)	toute superficie		toute superficie	
3	50 000	(4 650)	62 500	(5 815)	75 000	(6 975)
4	37 500	(3 488)	46 875	(4 360)	56 250	(5 230)
5	30 000	(2 790)	37 500	(3 488)	45 000	(4 185)
6	25 000	(2 325)	31 250	(2 905)	37 500	(3 488)

2) Le bâtiment doit être de construction incombustible et répondre aux conditions suivantes :

a) les sous-sols, les caves et les vides sanitaires visés à l'article 3.2.2.3 doivent être divisés par des cloisonnements coupe-feu de 2 heures, en compartiments d'au plus 5 000 pieds carrés (465 m<sup>2</sup>), à moins qu'ils ne soient munis d'extincteurs automatiques à eau ;

b) les planchers situés immédiatement au-dessus de sous-sols, de caves ou de vides sanitaires visés à l'article 3.2.2.3 doivent être des cloisonnements coupe-feu de 2 heures ;

c) les planchers situés immédiatement au-dessus de vides sanitaires doivent avoir un degré de résistance au feu d'une heure, mais cette prescription ne s'applique pas lorsque les vides sanitaires sont divisés par des cloisonnements coupe-feu d'une heure, en compartiments d'au plus 5 000 pieds carrés (465 m<sup>2</sup>), ou qu'ils sont munis d'extincteurs automatiques à l'eau ;

d) les autres planchers doivent être des cloisonnements coupe-feu de 2 heures ;

e) les balcons et les mezzanines doivent avoir un degré de résistance au feu d'une heure ;

f) le toit doit avoir un degré de résistance au feu d'une heure ;

g) les murs porteurs, les poteaux et les arcs doivent avoir un degré de résistance au feu au moins équivalent à celui qui est prescrit pour les éléments de construction qu'ils supportent.

### 3.2.2.36. Groupe E, toute hauteur, toute aire, munis d'extincteurs automatiques à eau :

1) Doit répondre aux prescriptions du paragraphe 2, tout bâtiment classifié dans le groupe E :

a) dont la hauteur de bâtiment n'est pas limitée ;

b) qui est muni d'extincteurs automatiques à eau, sous réserve du sous-paragraphe *b* du paragraphe 2 ;

c) dont l'aire de bâtiment n'est pas limitée.

2) Le bâtiment doit être de construction incombustible et répondre aux conditions suivantes :

a) les planchers situés immédiatement au-dessus de sous-sols, de caves ou de vides sanitaires visés à l'article 3.2.2.3 doivent être des cloisonnements coupe-feu de 3 heures ;

b) les extincteurs automatiques à eau peuvent être omis dans les vides sanitaires à condition :

i. que les planchers situés immédiatement au-dessus des vides sanitaires aient un degré de résistance au feu de 2 heures ; ou

ii. que les vides sanitaires soient divisés par des cloisonnements coupe-feu de 2 heures en compartiments d'au plus 5 000 pieds carrés (465 m<sup>2</sup>) ;

c) les autres planchers doivent être des cloisonnements coupe-feu de 3 heures ;

d) les balcons et les mezzanines doivent avoir un degré de résistance au feu de 1½ heure ;

e) le toit doit avoir un degré de résistance au feu de 1½ heure ;

f) les murs porteurs, les poteaux et les arcs doivent avoir un degré de résistance au feu au moins équivalent à celui qui est prescrit pour les éléments de construction qu'ils supportent.

## GROUPE F

### ÉTABLISSEMENTS INDUSTRIELS

#### 3.2.2.37. Groupe F, division 1, 1 et 2 étages :

1) Doit répondre aux prescriptions du paragraphe 2, tout bâtiment classifié dans le groupe F, division 1 :

a) qui n'a pas plus de 2 étages en hauteur de bâtiment ; et

b) dont l'aire de bâtiment, s'il n'est pas muni d'extincteurs automatiques à eau, ne dépasse pas les superficies indiquées au tableau 3.2.2.L ; ou

c) dont l'aire de bâtiment, s'il est muni d'extincteurs automatiques à eau, ne dépasse pas le double des superficies indiquées au sous-paragraphe b.

Tableau 3.2.2.L

## Aire maximale non munie d'extincteurs automatiques

Nombre d'étages	Donnant sur 1 rue		Donnant sur 2 rues		Donnant sur 3 rues	
	pi <sup>2</sup>	(m <sup>2</sup> )	pi <sup>2</sup>	(m <sup>2</sup> )	pi <sup>2</sup>	(m <sup>2</sup> )
1	8 000	(744)	10 000	(930)	12 000	(1 115)
2	4 000	(372)	5 000	(465)	6 000	(558)

2) Le bâtiment peut être de construction combustible, de construction incombustible, ou une combinaison des deux, et il doit répondre aux conditions suivantes :

a) les sous-sols, les caves et les vides sanitaires visés à l'article 3.2.2.3 doivent être divisés par des cloisonnements coupe-feu de  $\frac{3}{4}$  d'heure, en compartiments d'au plus 5 000 pieds carrés (465 m<sup>2</sup>), à moins qu'ils ne soient munis d'extincteurs automatiques à eau ;

b) les planchers situés immédiatement au-dessus de sous-sols, de caves ou de vides sanitaires visés à l'article 3.2.2.3 doivent être des cloisonnements coupe-feu de  $\frac{3}{4}$  d'heure ;

c) les planchers situés immédiatement au-dessus de vides sanitaires doivent, s'ils sont de construction combustible, avoir un degré de résistance au feu de  $\frac{3}{4}$  d'heure, mais cette prescription ne s'applique pas lorsque les vides sanitaires sont divisés par des cloisonnements coupe-feu de  $\frac{3}{4}$  d'heure, en compartiments d'au plus 5 000 pieds carrés (465 m<sup>2</sup>), ou qu'ils sont munis d'extincteurs automatiques à eau ;

d) les autres planchers doivent être des cloisonnements coupe-feu et, s'ils sont de construction combustible, ils doivent aussi avoir un degré de résistance au feu de  $\frac{3}{4}$  d'heure ;

e) les murs porteurs, les poteaux et les arcs qui supportent des éléments de construction pour lesquels est prescrit un certain degré de résistance au feu doivent être soit de construction ayant un degré de résistance au feu de  $\frac{3}{4}$  d'heure, soit de construction incombustible, soit une combinaison des deux ; cependant, les murs porteurs, les poteaux et les arcs qui supportent des cloisonnements coupe-feu prescrits au sous-paragraphe b ou d doivent avoir un degré de résistance au feu au moins équivalent à celui qui est exigé pour ces cloisonnements.

**3.2.2.3B. Groupe F, division 1, jusqu'à 3 étages, munis d'extincteurs automatiques à eau :**

1) Doit répondre aux prescriptions du paragraphe 2, tout bâtiment classifié dans le groupe F, division 1 :

a) qui n'a pas plus de 3 étages en hauteur de bâtiment ;

b) qui est muni d'extincteurs automatiques à eau, sous réserve du sous-paragraphe b du paragraphe 2 ; et

c) dont l'aire de bâtiment ne dépasse pas les superficies indiquées au tableau 3.2.2.M.

Tableau 3.2.2.M

## Aire maximale munie d'extincteurs automatiques

Nombre d'étages	Donnant sur 1 rue		Donnant sur 2 rues		Donnant sur 3 rues	
	pi <sup>2</sup>	(m <sup>2</sup> )	pi <sup>2</sup>	(m <sup>2</sup> )	pi <sup>2</sup>	(m <sup>2</sup> )
1	24 000	(2 230)	30 000	(2 790)	36 000	(3 345)
2	12 000	(1 115)	15 000	(1 394)	18 000	(1 672)
3	8 000	(744)	10 000	(930)	12 000	(1 115)

2) Le bâtiment peut être de construction en gros bois d'oeuvre, de construction incombustible, ou une combinaison des deux, et il doit répondre aux conditions suivantes :

a) les planchers situés immédiatement au-dessus de sous-sols, de caves ou de vides sanitaires visés à l'article 3.2.2.3 doivent être des cloisonnements coupe-feu de construction incombustible de 2 heures ;

b) les extincteurs automatiques à eau peuvent être omis dans les vides sanitaires à condition :

i. que les planchers immédiatement au-dessus des vides sanitaires aient un degré de résistance au feu de  $\frac{3}{4}$  d'heure ; ou

ii. que les vides sanitaires soient divisés par des cloisonnements coupe-feu de  $\frac{3}{4}$  d'heure en compartiments d'au plus 5 000 pieds carrés (465 m<sup>2</sup>) ;

c) les autres planchers doivent être des cloisonnements coupe-feu de  $\frac{3}{4}$  d'heure ;

d) les murs porteurs, les poteaux et les arcs qui supportent des éléments de construction pour lesquels est prescrit un certain degré de résistance au feu doivent être de construction en gros bois d'oeuvre, de construction incombustible, ou une combinaison des deux ; cependant, les murs porteurs, les poteaux et les arcs qui supportent des cloisonnements coupe-feu prescrits au sous-paragraphe a ou c doivent avoir un degré de résistance au feu au moins équivalent à celui qui est exigé pour ces cloisonnements.

**3.2.2.39. Groupe F, division 1, jusqu'à 4 étages :**

1) Doit répondre aux prescriptions du paragraphe 2, tout bâtiment classifié dans le groupe F, division 1 :

a) qui n'a pas plus de 4 étages en hauteur de bâtiment ; et

b) dont l'aire de bâtiment, s'il n'est pas muni d'extincteurs automatiques à eau, ne dépasse pas les superficies indiquées au tableau 3.2.2.N ; ou

c) dont l'aire de bâtiment, s'il est muni d'extincteurs automatiques à eau, ne dépasse pas le double des superficies indiquées au sous-paragraphe b.

**Tableau 3.2.2.N****Aire maximale non munie d'extincteurs automatiques**

Nombre d'étages	Donnant sur 1 rue		Donnant sur 2 rues		Donnant sur 3 rues	
	pi²	(m²)	pi²	(m²)	pi²	(m²)
1	24 000	(2 230)	30 000	(2 790)	36 000	(3 345)
2	12 000	(1 115)	15 000	(1 486)	19 000	(1 767)
3	8 000	( 744)	10 000	( 930)	12 000	(1 115)
4	6 000	( 558)	7 500	( 698)	9 000	( 837)

2) Le bâtiment doit être de construction incombustible et répondre aux conditions suivantes :

a) les sous-sols, les caves et les vides sanitaires visés à l'article 3.2.2.3 doivent être divisés par des cloisonnements coupe-feu de 2 heures, en compartiments d'au plus 5 000 pieds carrés (465 m²), à moins qu'ils ne soient munis d'extincteurs automatiques à eau ;

b) les planchers situés immédiatement au-dessus de sous-sols, de caves ou de vides sanitaires visés à l'article 3.2.2.3 doivent être des cloisonnements coupe-feu de 2 heures ;

c) les planchers situés immédiatement au-dessus de vides sanitaires doivent avoir un degré de résistance au feu de 2 heures, mais cette prescription ne s'applique pas lorsque les vides sanitaires sont divisés par des cloisonnements coupe-feu de 2 heures, en compartiments d'au plus 5 000 pieds carrés (465 m²), ou qu'ils sont munis d'extincteurs automatiques à eau ;

d) les autres planchers doivent être des cloisonnements coupe-feu de 2 heures ;

e) les balcons et les mezzanines doivent avoir un degré de résistance au feu d'une heure ;

f) le toit doit avoir un degré de résistance au feu d'une heure ;

g) les murs porteurs, les poteaux et les arcs doivent avoir un degré de résistance au feu au moins équivalent à celui qui est prescrit pour les éléments de construction qu'ils supportent.

**3.2.2.40. Groupe F, division 1, jusqu'à 4 étages munis d'extincteurs automatiques à eau :**

1) Doit répondre aux prescriptions du paragraphe 2, tout bâtiment classifié dans le groupe F, division 1 :

a) qui n'a pas plus de 4 étages en hauteur de bâtiment ;

b) qui est muni d'extincteurs automatiques à eau, sous réserve des prescriptions du sous-paragraphe b du paragraphe 2 ; et

c) dont l'aire de bâtiment ne dépasse pas les superficies indiquées au tableau 3.2.2.O.

**Tableau 3.2.2.O****Aire maximale munie d'extincteurs automatiques**

Nombre d'étages	Donnant sur 1 rue		Donnant sur 2 rues		Donnant sur 3 rues	
	pi²	(m²)	pi²	(m²)	pi²	(m²)
1	60 000	(5 580)	75 000	(6 975)	90 000	(8 370)
2	30 000	(2 790)	37 500	(3 488)	45 000	(4 185)
3	20 000	(1 860)	25 000	(2 325)	30 000	(2 790)
4	15 000	(1 394)	18 750	(1 744)	22 500	(2 093)

2) Le bâtiment doit être de construction incombustible et répondre aux conditions suivantes :

a) les planchers situés immédiatement au-dessus de sous-sols, de caves ou de vides sanitaires visés à l'article 3.2.2.3 doivent être des cloisonnements coupe-feu de 3 heures ;

b) les extincteurs automatiques à eau peuvent être omis dans les vides sanitaires à condition :

i. que les planchers immédiatement au-dessus des vides sanitaires aient un degré de résistance au feu de 2 heures ; ou

ii. que les vides sanitaires soient divisés par des cloisonnements coupe-feu de 2 heures en compartiments d'au plus 5 000 pieds carrés (465 m²) ;

c) les autres planchers doivent être des cloisonnements coupe-feu de 3 heures ;

d) les balcons et les mezzanines doivent avoir un degré de résistance au feu de 1½ heure ;

e) le toit doit avoir un degré de résistance au feu de 1½ heure ;



f) les murs porteurs, les poteaux et les arcs doivent avoir un degré de résistance au feu au moins équivalent à celui qui est prescrit pour les éléments de construction qu'ils supportent.

### 3.2.2.41. Groupe F, division 2, 1 et 2 étages :

1) Doit répondre aux prescriptions du paragraphe 2, tout bâtiment classifié dans le groupe F, division 2 :

a) qui n'a pas plus de 2 étages en hauteur de bâtiment ; et

b) dont l'aire de bâtiment ne dépasse pas les superficies indiquées au tableau 3.2.2.P.

**Tableau 3.2.2.P**

#### Aire maximale non munie d'extincteurs automatiques

Nombre d'étages	Donnant sur 1 rue		Donnant sur 2 rues		Donnant sur 3 rues	
	pi <sup>2</sup>	(m <sup>2</sup> )	pi <sup>2</sup>	(m <sup>2</sup> )	pi <sup>2</sup>	(m <sup>2</sup> )
1	10 000	(930)	12 500	(1 163)	15 000	(1 394)
2	6 000	(558)	7 500	( 698)	9 000	( 837)

#### Aire maximale munie d'extincteurs automatiques

Nombre d'étages	Donnant sur 1 rue		Donnant sur 2 rues		Donnant sur 3 rues	
	pi <sup>2</sup>	(m <sup>2</sup> )	pi <sup>2</sup>	(m <sup>2</sup> )	pi <sup>2</sup>	(m <sup>2</sup> )
1	30 000	(2 790)	37 500	(3 488)	45 000	(4 185)
2	12 000	(1 115)	15 000	(1 395)	18 000	(1 672)

2) Le bâtiment peut être de construction combustible, de construction incombustible, ou une combinaison des deux, et il doit répondre aux conditions suivantes :

a) les vides sanitaires dans un bâtiment de construction combustible et tous les sous-sols, les caves et les vides sanitaires visés à l'article 3.2.2.3 doivent être divisés par des cloisonnements coupe-feu de  $\frac{3}{4}$  d'heure, en compartiments ne dépassant pas 5 000 pieds carrés (465 m<sup>2</sup>) de superficie, à moins qu'ils ne soient munis d'extincteurs automatiques à eau ;

b) les planchers situés immédiatement au-dessus de sous-sols, de caves ou de vides sanitaires visés à l'article 3.2.2.3 doivent être des cloisonnements coupe-feu de  $\frac{3}{4}$  d'heure ;

c) les autres planchers, sauf ceux qui sont situés au-dessus de vides sanitaires, doivent être des cloisonnements coupe-feu et, s'ils sont de construction combustible, ils doivent aussi avoir un degré de résistance au feu de  $\frac{3}{4}$  d'heure ;

d) les murs porteurs, les poteaux et les arcs qui supportent des éléments de construction pour lesquels est prescrit un certain degré de résistance au feu doivent être de construction ayant un degré de résistance au feu de  $\frac{3}{4}$  d'heure, ou de construction incombustible, ou une combinaison des deux ; cependant, les murs porteurs, les poteaux et les arcs qui supportent des cloisonnements coupe-feu prescrits au sous-paragraphe b doivent avoir un degré de résistance au feu au moins équivalent à celui qui est exigé pour ces cloisonnements.

### 3.2.2.42. Groupe F, division 2, jusqu'à 4 étages :

1) Doit répondre aux prescriptions du paragraphe 2, tout bâtiment classifié dans le groupe F, division 2 :

a) qui n'a pas plus de 4 étages en hauteur de bâtiment ; et

b) dont l'aire de bâtiment, s'il n'est pas muni d'extincteurs automatiques à eau, ne dépasse pas les superficies indiquées au tableau 3.2.2.Q ; ou

c) dont l'aire de bâtiment, s'il est muni d'extincteurs automatiques à eau, ne dépasse pas le double des superficies indiquées au sous-paragraphe b.

**Tableau 3.2.2.Q**

#### Aire maximale non munie d'extincteurs automatiques

Nombre d'étages	Donnant sur 1 rue		Donnant sur 2 rues		Donnant sur 3 rues	
	pi <sup>2</sup>	(m <sup>2</sup> )	pi <sup>2</sup>	(m <sup>2</sup> )	pi <sup>2</sup>	(m <sup>2</sup> )
1	32 000	(2 973)	40 000	(3 720)	48 000	(4 460)
2	16 000	(1 486)	20 000	(1 860)	24 000	(2 230)
3	10 700	( 995)	13 400	(1 246)	16 000	(1 486)
4	8 000	( 744)	10 000	( 930)	12 000	(1 115)

2) Le bâtiment peut être de construction combustible, de construction incombustible, ou une combinaison des deux, et il doit répondre aux conditions suivantes :

a) les sous-sols, les caves et les vides sanitaires visés à l'article 3.2.2.3 doivent être divisés par des cloisonnements coupe-feu d'une heure, en compartiments d'au plus 5 000 pieds carrés (465 m<sup>2</sup>), à moins qu'ils ne soient munis d'extincteurs automatiques à eau ;

b) les planchers situés immédiatement au-dessus de sous-sols, de caves ou de vides sanitaires visés à l'article 3.2.2.3 doivent être des cloisonnements coupe-feu d'une heure ;

c) les planchers situés immédiatement au-dessus de vides sanitaires doivent avoir un degré de résistance au feu de  $\frac{3}{4}$  d'heure, mais cette prescription ne s'applique pas

lorsque les vides sanitaires sont divisés par des cloisonnements coupe-feu de  $\frac{3}{4}$  d'heure, en compartiments de 5 000 pieds carrés (465 m<sup>2</sup>), ou qu'ils sont munis d'extincteurs automatiques à eau ;

d) les autres planchers doivent être des cloisonnements coupe-feu de  $\frac{3}{4}$  d'heure ;

e) les balcons et les mezzanines doivent, s'ils sont de construction combustible, avoir un degré de résistance au feu de  $\frac{3}{4}$  d'heure ;

f) le toit doit, s'il est de construction combustible, avoir un degré de résistance au feu de  $\frac{3}{4}$  d'heure ; cependant, lorsque la hauteur de bâtiment est d'au plus 1 étage, le degré de résistance au feu peut être omis, à condition que la toiture soit en bois ignifugé conformément au paragraphe 2 de l'article 3.1.12.1 et que son aire de bâtiment ne dépasse pas :

i. s'il n'est pas muni d'extincteurs automatiques à eau : 16 000 pieds carrés (1 486 m<sup>2</sup>) s'il donne sur 1 rue ; 20 000 pieds carrés (1 860 m<sup>2</sup>) s'il donne sur 2 rues ; 24 000 pieds carrés (2 230 m<sup>2</sup>) s'il donne sur 3 rues ; ou

ii. le double des superficies indiquées au sous-paragraphe i lorsque le bâtiment est muni d'extincteurs automatiques à eau ; et

g) les murs porteurs, les poteaux et les arcs qui supportent des éléments de construction pour lesquels est prescrit un certain degré de résistance au feu doivent être soit de construction ayant un degré de résistance au feu de  $\frac{3}{4}$  d'heure, soit de construction incombustible, soit une combinaison des deux ; cependant, les murs porteurs, les poteaux et les arcs qui supportent des cloisonnements coupe-feu prescrits au sous-paragraphe b ou d doivent avoir un degré de résistance au feu au moins équivalent à celui qui est exigé pour ces cloisonnements.

### 3.2.2.43. Groupe F, division 2, jusqu'à 4 étages :

1) Doit répondre aux prescriptions du paragraphe 2, tout bâtiment classifié dans le groupe F, division 2 :

a) qui n'a pas plus de 4 étages en hauteur de bâtiment ; et

b) dont l'aire de bâtiment, s'il n'est pas muni d'extincteurs automatiques à eau, ne dépasse pas les superficies indiquées au tableau 3.2.2.R ; ou

c) dont l'aire de bâtiment, s'il est muni d'extincteurs automatiques à eau, ne dépasse pas le double des superficies indiquées au sous-paragraphe b.

**Tableau 3.2.2.R.**

**Aire maximale non munie d'extincteurs automatiques**

Nombre d'étages	Donnant sur 1 rue		Donnant sur 2 rues		Donnant sur 3 rues	
	pi <sup>2</sup>	(m <sup>2</sup> )	pi <sup>2</sup>	(m <sup>2</sup> )	pi <sup>2</sup>	(m <sup>2</sup> )
1	60 000	(5 580)	75 000	(6 975)	90 000	(8 370)
2	30 000	(2 790)	37 500	(3 488)	45 000	(4 185)
3	20 000	(1 860)	25 000	(2 325)	30 000	(2 790)
4	15 000	(1 394)	18 750	(1 744)	22 500	(2 093)

2) Le bâtiment doit être de construction incombustible et répondre aux conditions suivantes :

a) les sous-sols, les caves et les vides sanitaires visés à l'article 3.2.2.3 doivent être divisés par des cloisonnements coupe-feu de 2 heures, en compartiments d'au plus 5 000 pieds carrés (465 m<sup>2</sup>), à moins qu'ils ne soient munis d'extincteurs automatiques à eau ;

b) les planchers situés immédiatement au-dessus de sous-sols, de caves ou de vides sanitaires visés à l'article 3.2.2.3 doivent être des cloisonnements coupe-feu de 2 heures ;

c) les planchers situés immédiatement au-dessus de vides sanitaires doivent avoir un degré de résistance au feu d'une heure, mais cette prescription ne s'applique pas lorsque les vides sanitaires sont divisés par des cloisonnements coupe-feu d'une heure, en compartiments d'au plus 5 000 pieds carrés (465 m<sup>2</sup>), ou qu'ils sont munis d'extincteurs automatiques à eau ;

d) les autres planchers doivent être des cloisonnements coupe-feu d'une heure ;

e) les balcons et les mezzanines doivent avoir un degré de résistance au feu d'une heure ;

f) le toit doit avoir un degré de résistance au feu d'une heure ;

g) les murs porteurs, les poteaux et les arcs doivent avoir un degré de résistance au feu au moins équivalent à celui qui est prescrit pour les éléments de construction qu'ils supportent.

### 3.2.2.44. Groupe F, division 2, jusqu'à 6 étages :

1) Doit répondre aux prescriptions du paragraphe 2, tout bâtiment classifié dans le groupe F, division 2 :

a) qui n'a pas plus de 6 étages en hauteur de bâtiment ; et

b) dont l'aire de bâtiment, s'il n'est muni d'extincteurs automatiques à eau, ne dépasse pas les superficies indiquées au tableau 3.2.2.S ; ou

c) dont l'aire de bâtiment, s'il est muni d'extincteurs automatiques à eau, ne dépasse pas le double des superficies indiquées au sous-paragraphe *b*.

**Tableau 3.2.2.S****Aire maximale non munie d'extincteurs automatiques**

Nombre d'étages	Donnant sur 1 rue		Donnant sur 2 rues		Donnant sur 3 rues	
	pi²	(m²)	pi²	(m²)	pi²	(m²)
1	90 000	(8 370)	112 500	(10 460)	135 000	(12 550)
2	45 000	(4 185)	56 250	(5 230)	67 500	(6 275)
3	30 000	(2 790)	37 500	(3 488)	45 000	(4 185)
4	22 500	(2 093)	28 125	(2 616)	33 750	(3 139)
5	18 000	(1 672)	22 500	(2 093)	27 000	(2 511)
6	15 000	(1 394)	18 750	(1 744)	22 500	(2 093)

2) Le bâtiment doit être de construction incombustible et répondre aux conditions suivantes :

a) les sous-sols, les caves et les vides sanitaires visés à l'article 3.2.2.3 doivent être divisés par des cloisonnements coupe-feu de 2 heures, en compartiments d'au plus 5 000 pieds carrés (465 m²), à moins qu'ils ne soient munis d'extincteurs automatiques à eau ;

b) les planchers situés immédiatement au-dessus de sous-sols, de caves ou de vides sanitaires visés à l'article 3.2.2.3 doivent être des cloisonnements coupe-feu de 2 heures ;

c) les planchers situés immédiatement au-dessus de vides sanitaires doivent avoir un degré de résistance au feu de 2 heures, mais cette prescription ne s'applique pas lorsque les vides sanitaires sont divisés par des cloisonnements coupe-feu de 2 heures, en compartiments d'au plus 5 000 pieds carrés (465 m²), ou qu'ils sont munis d'extincteurs automatiques à eau ;

d) les autres planchers doivent être des cloisonnements coupe-feu de 2 heures ;

e) les balcons et les mezzanines doivent avoir un degré de résistance au feu d'une heure ;

f) le toit doit avoir un degré de résistance au feu d'une heure ;

g) les murs porteurs, les poteaux et les arcs doivent avoir un degré de résistance au feu au moins équivalent à celui qui est prescrit pour les éléments de construction qu'ils supportent.

**3.2.2.45. Groupe F, division 2, toute hauteur, toute aire munis d'extincteurs automatiques à eau :**

1) Doit répondre aux prescriptions du paragraphe 2, tout bâtiment classifié dans le groupe F, division 2 :

a) dont la hauteur de bâtiment n'est pas limitée ;

b) qui est muni d'extincteurs automatiques à eau, sous réserve des prescriptions du sous-paragraphe *b* du paragraphe 2 ; et

c) dont l'aire de bâtiment n'est pas limitée.

2) Le bâtiment doit être de construction incombustible et répondre aux conditions suivantes :

a) les planchers situés immédiatement au-dessus de sous-sols, de caves ou de vides sanitaires visés à l'article 3.2.2.3 doivent être des cloisonnements coupe-feu de 3 heures ;

b) les extincteurs automatiques à eau peuvent être omis dans les vides sanitaires à condition :

i. que les planchers immédiatement au-dessus des vides sanitaires aient un degré de résistance au feu de 2 heures ;

ii. ou que les vides sanitaires soient divisés par des cloisonnements coupe-feu de 2 heures en compartiments d'au plus 5 000 pieds carrés (465 m²) ;

c) les autres planchers doivent être des cloisonnements coupe-feu de 3 heures ;

d) les balcons et les mezzanines doivent avoir un degré de résistance au feu de 1½ heure ;

e) le toit doit avoir un degré de résistance au feu de 1½ heure ; et

f) les murs porteurs, les poteaux et les arcs doivent avoir un degré de résistance au feu au moins équivalent à celui qui est prescrit pour les éléments de construction qu'ils supportent.

**3.2.2.46. Groupe F, division 3, 1 et 2 étages :**

1) Doit répondre aux prescriptions du paragraphe 2, tout bâtiment classifié dans le groupe F, division 3 :

a) qui n'a pas plus de 2 étages en hauteur de bâtiment ; et

b) dont l'aire de bâtiment ne dépasse pas les superficies indiquées au tableau 3.2.2.T.

**Tableau 3.2.2.T.****Aire maximale non munie d'extincteurs automatiques**

Nombre d'étages	Donnant sur 1 rue		Donnant sur 2 rues		Donnant sur 3 rues	
	pi²	(m²)	pi²	(m²)	pi²	(m²)
1	16 000	(1 486)	20 000	(1 860)	24 000	(2 230)
2	8 000	(744)	10 000	(930)	12 000	(1 115)

**Aire maximale munie d'extincteurs automatiques**

Nombre d'étages	Donnant sur 1 rue		Donnant sur 2 rues		Donnant sur 3 rues	
	pi <sup>2</sup>	(m <sup>2</sup> )	pi <sup>2</sup>	(m <sup>2</sup> )	pi <sup>2</sup>	(m <sup>2</sup> )
1	48 000	(4 460)	60 000	(5 580)	72 000	(6 690)
2	16 000	(1 486)	20 000	(1 860)	24 000	(2 230)

2) Le bâtiment peut être de construction combustible, de construction incombustible, ou une combinaison des deux, et il doit répondre aux prescriptions suivantes :

a) les sous-sols, les caves et les vides sanitaires visés à l'article 3.2.2.3 doivent être divisés par des cloisonnements coupe-feu de  $\frac{3}{4}$  d'heure, en compartiments d'au plus 10 000 pieds carrés (930 m<sup>2</sup>), à moins qu'ils ne soient munis d'extincteurs automatiques à eau ;

b) les planchers situés immédiatement au-dessus de sous-sols, de caves ou de vides sanitaires visés à l'article 3.2.2.3 doivent être des cloisonnements coupe-feu de  $\frac{3}{4}$  d'heure ;

c) les planchers situés immédiatement au-dessus de vides sanitaires doivent avoir un degré de résistance au feu de  $\frac{3}{4}$  d'heure, mais cette prescription ne s'applique pas lorsque les vides sanitaires divisés par des cloisonnements coupe-feu de  $\frac{3}{4}$  d'heure, en compartiments d'au plus 10 000 pieds carrés (930 m<sup>2</sup>), ou qu'ils sont munis d'extincteurs automatiques à eau ;

d) les murs porteurs, les poteaux et les arcs qui supportent des éléments de construction pour lesquels est prescrit un certain degré de résistance au feu doivent être soit de construction ayant un degré de résistance au feu de  $\frac{3}{4}$  d'heure, soit de construction incombustible, soit une combinaison des deux ; cependant, les murs porteurs, les poteaux et les arcs qui supportent des cloisonnements coupe-feu prescrits au sous-paragraphe b doivent avoir un degré de résistance au feu au moins équivalent à celui qui est exigé pour ces cloisonnements.

3) Nonobstant les prescriptions du paragraphe 2 relatives aux cloisonnements coupe-feu, les planchers des garages de remisage peuvent comporter des ouvertures non protégées desservant les rampes d'accès pour véhicules.

**3.2.2.47. Groupe F, division 3, jusqu'à 4 étages :**

1) Doit répondre aux prescriptions du paragraphe 2, tout bâtiment classifié dans le groupe F, division 3 :

a) qui n'a pas plus de 4 étages en hauteur de bâtiment ; et

b) dont l'aire de bâtiment, s'il n'est pas muni d'extincteurs automatiques à eau, ne dépasse pas les superficies indiquées au tableau 3.2.2.U ; ou

c) dont l'aire de bâtiment, s'il est muni d'extincteurs automatiques à eau, ne dépasse pas le double des superficies indiquées au sous-paragraphe b.

**Tableau 3.2.2.U.****Aire maximale non munie d'extincteurs automatiques**

Nombre d'étages	Donnant sur 1 rue		Donnant sur 2 rues		Donnant sur 3 rues	
	pi <sup>2</sup>	(m <sup>2</sup> )	pi <sup>2</sup>	(m <sup>2</sup> )	pi <sup>2</sup>	(m <sup>2</sup> )
1	48 000	(4 460)	60 000	(5 580)	72 000	(6 690)
2	24 000	(2 230)	30 000	(2 790)	36 000	(3 345)
3	16 000	(1 486)	20 000	(1 860)	24 000	(2 230)
4	12 000	(1 115)	15 000	(1 394)	18 000	(1 672)

2) Le bâtiment peut être de construction combustible, de construction incombustible, ou une combinaison des deux, et il doit répondre aux conditions suivantes :

a) les sous-sols, les caves et les vides sanitaires visés à l'article 3.2.2.3 doivent être divisés par des cloisonnements coupe-feu d'une heure, en compartiments d'au plus 10 000 pieds carrés (930 m<sup>2</sup>), à moins qu'ils ne soient munis d'extincteurs automatiques à eau ;

b) les planchers situés immédiatement au-dessus de sous-sols, de caves ou de vides sanitaires visés à l'article 3.2.2.3 doivent être des cloisonnements coupe-feu d'une heure ;

c) les planchers situés immédiatement au-dessus de vides sanitaires doivent, s'ils sont de construction combustible, avoir un degré de résistance au feu de  $\frac{3}{4}$  d'heure, mais cette prescription ne s'applique pas lorsque les vides sanitaires sont divisés par un cloisonnement coupe-feu de  $\frac{3}{4}$  d'heure, en compartiments d'au plus 10 000 pieds carrés (930 m<sup>2</sup>), ou qu'ils sont munis d'extincteurs automatiques à eau ;

d) les autres planchers doivent être des cloisonnements coupe-feu et s'ils sont de construction combustible, ils doivent aussi avoir un degré de résistance au feu de  $\frac{3}{4}$  d'heure ;

e) les balcons et les mezzanines doivent, s'ils sont de construction combustible, avoir un degré de résistance au feu de  $\frac{3}{4}$  d'heure ;

f) le toit doit, s'il est de construction combustible, avoir un degré de résistance au feu de  $\frac{3}{4}$  d'heure ; cependant, lorsque la hauteur du bâtiment est d'au plus 1 étage, le degré de résistance au feu peut être omis, à condition

que la toiture soit en bois ignifugé, conformément au paragraphe 2 de l'article 3.1.12.1, et :

i. que son aire de bâtiment, s'il n'est pas muni d'extincteurs automatiques à eau, ne dépasse pas : 24 000 pieds carrés (2 230 m<sup>2</sup>) s'il donne sur 1 rue ; 30 000 pieds carrés (2 790 m<sup>2</sup>) s'il donne sur 2 rues ; 36 000 pieds carrés (3 345 m<sup>2</sup>) s'il donne sur 3 rues ; ou

ii. le double des superficies indiquées au sous-paragraphe i lorsque le bâtiment est muni d'extincteurs automatiques à eau ; et

g) les murs porteurs, les poteaux et les arcs qui supportent des éléments de construction pour lesquels est prescrit un certain degré de résistance au feu doivent être soit de construction ayant un degré de résistance au feu de  $\frac{3}{4}$  d'heure, soit de construction incombustible, soit une combinaison des deux ; cependant, les murs porteurs, les poteaux et les arcs qui supportent des cloisonnements coupe-feu prescrits au sous-paragraphe b ou d doivent avoir un degré de résistance au feu au moins équivalent à celui qui est exigé pour ces cloisonnements.

3) Nonobstant les prescriptions du paragraphe 2 relatives aux cloisonnements coupe-feu, les planchers des garages de remisage peuvent comporter des ouvertures non protégées desservant les rampes d'accès pour véhicules.

### 3.2.2.48. Groupe F, division 3, 1 étage :

1) Doit répondre aux prescriptions du paragraphe 2 tout bâtiment classifié dans le groupe F, division 3 :

a) qui n'a pas plus de 1 étage en hauteur de bâtiment ; et

b) dont l'aire de bâtiment, s'il n'est pas muni d'extincteurs automatiques à eau, ne dépasse pas les superficies indiquées au tableau 3.2.2.V ; ou

c) dont l'aire de bâtiment, s'il est muni d'extincteurs automatiques à eau, ne dépasse pas le double des superficies indiquées au sous-paragraphe b.

**Tableau 3.2.2.V.**

#### Aire maximale non munie d'extincteurs automatiques

Nombre d'étages	Donnant sur 1 rue		Donnant sur 2 rues		Donnant sur 3 rues	
	pi <sup>2</sup>	m <sup>2</sup>	pi <sup>2</sup>	m <sup>2</sup>	pi <sup>2</sup>	m <sup>2</sup>
1	56 000	(5 200)	70 000	(6 500)	84 000	(7 800)

2) Le bâtiment peut être de construction en gros bois d'oeuvre, de construction incombustible, ou une combinaison des deux, et il doit répondre aux conditions suivantes :

a) les sous-sols, les caves et les vides sanitaires visés à l'article 3.2.2.3 doivent être divisés par des cloisonnements coupe-feu de  $\frac{3}{4}$  d'heure, en compartiments d'au plus 10 000 pieds carrés (930 m<sup>2</sup>), à moins qu'ils ne soient munis d'extincteurs automatiques à eau ;

b) les planchers situés immédiatement au-dessus de sous-sols, de caves ou de vides sanitaires visés à l'article 3.2.2.3 doivent être des cloisonnements coupe-feu de  $\frac{3}{4}$  d'heure ;

c) les murs porteurs, les poteaux et les arcs qui supportent des éléments de construction pour lesquels est prescrit un certain degré de résistance au feu doivent être de construction en gros bois d'oeuvre, de construction incombustible, ou une combinaison des deux ; cependant les murs porteurs, les poteaux et les arcs qui supportent des cloisonnements coupe-feu prescrits au sous-paragraphe b doivent avoir un degré de résistance au feu au moins équivalent à celui qui est exigé pour ces cloisonnements.

3) Nonobstant les prescriptions du paragraphe 2 relatives aux cloisonnements coupe-feu, les planchers des garages de remisage peuvent comporter des ouvertures non protégées desservant les rampes d'accès pour véhicules.

### 3.2.2.49. Groupe F, division 3, 1 étage, toute aire :

1) Doit répondre aux prescriptions du paragraphe 2, tout bâtiment classifié dans le groupe F, division 3 :

a) qui n'a pas plus de 1 étage en hauteur de bâtiment ;

b) dont la seule destination est celle :

i. de centrales électriques ;

ii. d'établissements de fabrication ou d'emménagement d'amiante, de brique, de ciment, d'acier et d'autres matériaux incombustibles ; et

c) dont l'aire de bâtiment n'est soumise à aucune restriction.

2) Le bâtiment doit être de construction incombustible et répondre aux conditions suivantes :

a) les sous-sols, les caves et les vides sanitaires visés à l'article 3.2.2.3 doivent être divisés par des cloisonnements coupe-feu d'une heure, en compartiments d'au plus 10 000 pieds carrés (930 m<sup>2</sup>), à moins qu'ils ne soient munis d'extincteurs automatiques à eau ;

b) les planchers situés immédiatement au-dessus de sous-sols, de caves ou de vides sanitaires visés à l'article 3.2.2.3 doivent être des cloisonnements coupe-feu d'une heure ;

c) les planchers situés immédiatement au-dessus de vides sanitaires doivent avoir un degré de résistance au feu d'une heure, mais cette prescription ne s'applique pas lors-

que les vides sanitaires sont divisés par des cloisonnements coupe-feu d'une heure, en compartiments d'au plus 10 000 pieds carrés (930 m<sup>2</sup>) ou qu'ils sont munis d'extincteurs automatiques à eau ; et

d) les murs porteurs, les poteaux et les arcs doivent avoir un degré de résistance au feu au moins équivalent à celui qui est prescrit pour les éléments de construction qu'ils supportent.

### 3.2.2.50. Groupe F, division 3, garages de remisage, jusqu'à 6 étages :

1) Doit répondre aux prescriptions du paragraphe 2, tout bâtiment classifié dans le groupe F, division 3 :

a) qui n'a pas plus de 6 étages en hauteur de bâtiment ;

b) qui sert de garage de remisage, à l'exclusion de toute autre destination ;

c) où est assurée une ventilation naturelle, comme le prescrit le paragraphe 6 de l'article 3.6.3.4 ; et

d) dont l'aire de bâtiment, s'il n'est pas muni d'extincteurs automatiques à eau, ne dépasse pas les superficies indiquées au tableau 3.2.2.W ; ou

e) dont l'aire de bâtiment, s'il est muni d'extincteurs automatiques à eau, ne dépasse pas le double des superficies indiquées au sous-paragraphe d.

**Tableau 3.2.2.W.**

#### Aire maximale non munie d'extincteurs automatiques

Nombre d'étages	Donnant sur 1 rue		Donnant sur 2 rues		Donnant sur 3 rues	
	pi <sup>2</sup>	(m <sup>2</sup> )	pi <sup>2</sup>	(m <sup>2</sup> )	pi <sup>2</sup>	(m <sup>2</sup> )
1	toute superficie		toute superficie		toute superficie	
2	toute superficie		toute superficie		toute superficie	
3	60 000	(5 580)	80 000	(7 440)	100 000	(9 300)
4	45 000	(4 185)	56 250	(5 230)	67 500	(6 278)
5	36 000	(3 345)	45 000	(4 185)	54 000	(5 022)
6	30 000	(2 790)	37 500	(3 488)	45 000	(4 185)

2) Le bâtiment doit être de construction incombustible.

### 3.2.2.51. Groupe F, division 3, jusqu'à 6 étages :

1) Doit répondre aux prescriptions du paragraphe 2, tout bâtiment classifié dans le groupe F, division 3 :

a) qui n'a pas plus de 6 étages en hauteur de bâtiment ; et

b) dont l'aire de bâtiment, s'il n'est pas muni d'extincteurs automatiques à eau, ne dépasse pas les superficies indiquées au tableau 3.2.2.X ; ou

c) dont l'aire de bâtiment, s'il est muni d'extincteurs automatiques à eau, ne dépasse pas le double des superficies indiquées au sous-paragraphe b.

**Tableau 3.2.2.X.**

#### Aire maximale non munie d'extincteurs automatiques

Nombre d'étages	Donnant sur 1 rue		Donnant sur 2 rues		Donnant sur 3 rues	
	pi <sup>2</sup>	(m <sup>2</sup> )	pi <sup>2</sup>	(m <sup>2</sup> )	pi <sup>2</sup>	(m <sup>2</sup> )
1	toute superficie		toute superficie		toute superficie	
2	72 000	(6 690)	90 000	(8 370)	108 000	(10 044)
3	48 000	(4 460)	60 000	(5 580)	72 000	(6 690)
4	36 000	(3 345)	45 000	(4 165)	54 000	(5 022)
5	28 800	(2 678)	36 000	(3 345)	43 200	(4 018)
6	24 000	(2 230)	30 000	(2 790)	36 000	(3 345)

2) Le bâtiment doit être de construction incombustible et répondre aux prescriptions suivantes :

a) les sous-sols, les caves et les vides sanitaires visés à l'article 3.2.2.3 doivent être divisés par des cloisonnements coupe-feu de 2 heures, en compartiments d'au plus 10 000 pieds carrés (930 m<sup>2</sup>), à moins qu'ils ne soient munis d'extincteurs automatiques à eau ;

b) les planchers situés immédiatement au-dessus de sous-sols, de caves ou de vides sanitaires visés à l'article 3.2.2.3 doivent être des cloisonnements coupe-feu de 2 heures ;

c) les planchers situés immédiatement au-dessus de vides sanitaires doivent avoir un degré de résistance au feu d'une heure, mais cette prescription ne s'applique pas lorsque les vides sanitaires sont divisés par des cloisonnements coupe-feu d'une heure, en compartiments d'au plus 10 000 pieds carrés (930 m<sup>2</sup>), ou qu'ils sont munis d'extincteurs automatiques à eau ;

d) les autres planchers doivent être des cloisonnements coupe-feu d'une heure ;

e) les balcons et les mezzanines doivent avoir un degré de résistance au feu d'une heure ;

f) le toit doit avoir un degré de résistance au feu d'une heure ;

g) les murs porteurs, les poteaux et les arcs doivent avoir un degré de résistance au feu au moins équivalent à celui qui est prescrit pour les éléments de construction qu'ils supportent.

3) Nonobstant les prescriptions du paragraphe 2 relatives aux cloisonnements coupe-feu, les planchers des garages de remisage peuvent comporter des ouvertures non protégées desservant les rampes d'accès pour véhicules.

**3.2.2.52. Groupe F, division 3, toute hauteur, toute aire :**

1) Doit répondre aux prescriptions du paragraphe 2, tout bâtiment classifié dans le groupe F, division 3 et dont :

- a) la hauteur de bâtiment n'est pas limitée ; et
- b) l'aire de bâtiment n'est pas limitée.

2) Le bâtiment doit être de construction incombustible et répondre aux conditions suivantes :

a) les sous-sols, les caves et les vides sanitaires visés à l'article 3.2.2.3 doivent être divisés par des cloisonnements coupe-feu de 2 heures, en compartiments d'au plus 10 000 pieds carrés (930 m<sup>2</sup>), à moins qu'ils ne soient munis d'extincteurs automatiques à eau ;

b) les planchers situés immédiatement au-dessus de sous-sols, de caves ou de vides sanitaires visés à l'article 3.2.2.3 doivent être des cloisonnements coupe-feu de 2 heures ;

c) les planchers situés immédiatement au-dessus de vides sanitaires doivent avoir un degré de résistance au feu d'une heure, mais cette prescription ne s'applique pas lorsque les vides sanitaires sont divisés par des cloisonnements coupe-feu d'une heure, en compartiments d'au plus 10 000 pieds carrés (930 m<sup>2</sup>), ou qu'ils sont munis d'extincteurs automatiques à eau ;

d) les autres planchers doivent être des cloisonnements coupe-feu de 2 heures ;

e) les balcons et les mezzanines doivent avoir un degré de résistance au feu d'une heure ;

f) le toit doit avoir un degré de résistance au feu d'une heure ;

g) les murs porteurs, les poteaux et les arcs doivent avoir un degré de résistance au feu au moins équivalent à celui qui est prescrit pour les éléments de construction qu'ils supportent.

3) Nonobstant les prescriptions du paragraphe 2 relatives aux cloisonnements coupe-feu, les planchers des garages de remisage peuvent comporter des ouvertures non protégées desservant les rampes d'accès pour véhicules.

**3.2.2.53.** Les tableaux 3.2.2.Y contiennent les normes édictées par la présente sous-section.

Tableau 3.2.2.Y

# RÉSUMÉ DES RÈGLES DE SÉCURITÉ CONTRE L'INCENDIE SELON LA CLASSIFICATION ET LES DIMENSIONS DES BÂTIMENTS

## Groupe A

Classification selon la destination principale	Hau- teur max.	Sur rues	Aire de bâtiment (pi. car.)		Compartiments s.-sol ou cave		Résistance au feu ou cloisonnement coupe feu (en heures)												Article	N.B.
			non muni	muni	5000 pi. car.	10000 pi. car.	Plancher sur s.-sol ou cave		Plancher sur vide-san.		Autres planchers		Balcons et mezzanines		Assemblages de toits		Éléments porteurs			
							C	I	C	I	C	I	C	I	C	I	C	I		
Étages			d'extincteurs automatiques à eau		C.C.F. (en heures)		C.C.F.		R.F.		C.C.F.		R.F.		R.F.		R.F.			
Division 1 Description au tableau 3.1.2.A.	1	S.L.	N.A.	N.A.	N.A.	N.A.	3/4	3/4	0	0	3/4	3/4	3/4	0	3/4	0	Équiv.	Équiv.	3.2.2.9	(1), (2), (3), (4)
	1	S.L.	6000	N.A.	N.A.	N.A.	N.A.	3/4	N.A.	0	N.A.	3/4	N.A.	0	N.A.	0	N.A.	Équiv.	3.2.2.10	(2), (4), (5), (6), (7)
	S.L.	S.L.	S.L.	S.L.	N.A.	2 (8)	N.A.	2	N.A.	1 (9)	N.A.	2	N.A.	1	N.A.	1 (10)	N.A.	Équiv. 4 1	3.2.2.11	
Division 2 Description au tableau 3.1.2.A.	1	1 2 3	4 000 5 000 6 000	8 000 10 000 12 000	N.A.	N.A.	3/4	3/4	0	0	N.A.	N.A.	0	0	0	0	Équiv.	Équiv.	3.2.2.12 Par. 1, 2	
	1	1 2 3	8 000 10 000 12 000	16 000 20 000 24 000	N.A.	N.A.	N.A.	N.A.	0	0	N.A.	N.A.	0	0	0	0	Équiv.	Équiv.	3.2.2.12 Par. 3	(18)
	1	1 2 3	16 000 20 000 24 000	32 000 40 000 48 000	N.A.	1 (8)	3/4	3/4	3/4 (11)	0	N.A.	N.A.	3/4	0	3/4 (12)	0	Équiv.	Équiv.	3.2.2.14	
	1	S.L.	S.L.	S.L.	N.A.	2 (8)	N.A.	2	N.A.	1 (9)	N.A.	N.A.	N.A.	1	N.A.	1 (10)	N.A.	Équiv. 4 1	3.2.2.15	(13)
	2	1 2 3	8 000 10 000 12 000	16 000 20 000 24 000	N.A.	1 (8)	3/4	3/4	3/4 (11)	0	3/4	0	3/4	0	3/4	0	Équiv.	Équiv.	3.2.2.14	
	2	1 2 3	N.A. N.A. N.A.	4 000 5 000 6 000	N.A.	N.A.	3/4	3/4	0	0	0	0	0	0	0	0	Équiv.	Équiv.	3.2.2.13	
	2	S.L.	S.L.	S.L.	N.A.	2 (8)	N.A.	2	N.A.	1 (9)	N.A.	1	N.A.	1	N.A.	1 (10)	N.A.	Équiv. 4 1	3.2.2.15	
	3	S.L.	S.L.	S.L.	N.A.	2 (8)	N.A.	2	N.A.	1 (9)	N.A.	1	N.A.	1	N.A.	1 (10)	N.A.	Équiv. 4 1	3.2.2.15	
	4	S.L.	S.L.	S.L.	N.A.	2 (8)	N.A.	2	N.A.	1 (9)	N.A.	1	N.A.	1	N.A.	1 (10)	N.A.	Équiv. 4 1	3.2.2.15	
	5	S.L.	S.L.	S.L.	S.L.	N.A.	2 (8)	N.A.	2	N.A.	1 (9)	N.A.	1	N.A.	1	N.A.	1 (10)	N.A.	Équiv. 4 1	3.2.2.15
S.L.	S.L.	S.L.	S.L.	N.A.	2 (8)	N.A.	2	N.A.	1 (9)	N.A.	2	N.A.	1	N.A.	1 (10)	N.A.	Équiv. 4 1	3.2.2.16		
Division 3 Description au tableau 3.1.2.A.	1	1 2 3	10 000 12 500 15 000	20 000 25 000 30 000	N.A.	1 (8)	3/4	3/4	3/4 (14)	0	N.A.	N.A.	0	0	0	0	Équiv.	Équiv.	3.2.2.17	
	1	1 2 3	24 000 30 000 36 000	48 000 60 000 72 000	N.A.	1 (8)	1	1	3/4 (14)	0	N.A.	N.A.	3/4	0	3/4 (12)	0	Équiv.	Équiv.	3.2.2.18	
	1	1 2 3	40 000 50 000 60 000	80 000 100 000 120 000	N.A.	2 (8)	N.A.	2	N.A.	1 (9)	N.A.	N.A.	N.A.	1	N.A.	1 (15)	N.A.	Équiv. 4 1 (16)	3.2.2.19	
	2	1 2 3	20 000 25 000 30 000	40 000 50 000 60 000	N.A.	2 (8)	N.A.	2	N.A.	1 (9)	N.A.	1	N.A.	1	N.A.	1 (15)	N.A.	Équiv. 4 1 (16)	3.2.2.19	
	S.L.	S.L.	S.L.	S.L.	N.A.	2 (8)	N.A.	2	N.A.	1 (9)	N.A.	2	N.A.	1	N.A.	1 (19)	N.A.	Équiv. 4 1	3.2.2.20	
Division 4 Description au tableau 3.1.2.A.	S.L.	S.L.	S.L.	S.L.	N.A.	N.A.	N.A.	0	N.A.	0	N.A.	0	N.A.	0	N.A.	0 (5)	N.A.	0	3.2.2.21	(17)



**Légende:**

N.A. ne s'applique pas  
 C combustible  
 I incombustible  
 S.L. sans limite  
 C.C.F. cloisonnement coupe-feu  
 R.F. résistance au feu  
 † pas moins de  
 ( ) N.B.

**N.B.**

- (1) Le plancher de la salle ne doit pas être à plus de 15 pi. au-dessus ou au-dessous du niveau du sol.
- (2) Aucune affectation, autre que les locaux de service, n'est permise au-dessus ou au-dessous de la salle.
- (3) La charge d'occupants ne doit pas dépasser 300.
- (4) Les sous-sols et les caves doivent être munis d'extincteurs automatiques à eau.
- (5) La construction en gros bois d'oeuvre est permise.
- (6) Peut comporter un second étage sur au plus 40% de l'aire du bâtiment à condition qu'il soit affecté exclusivement aux locaux de service (réf. au sous-paragraphe 6) du paragraphe 1) de l'article 3.2.2.10.
- (7) La charge d'occupants ne doit pas dépasser 600.
- (8) Cette prescription ne s'applique pas aux sous-sols et caves munis d'extincteurs automatiques à eau.
- (9) Cette prescription ne s'applique pas si le vide sanitaire est divisé par des cloisonnements coupe-feu d'une heure en compartiments d'au plus 10000 pieds carrés ou s'il est muni d'extincteurs automatiques à eau.
- (10) Voir sous-paragraphe f du paragraphe 2 de l'article 3.2.2.5 pour exceptions.
- (11) N.A. si le vide sanitaire est divisé par des cloisonnements coupe-feu de ¾ heure en compartiments d'au plus 8 000 pieds carrés, ou s'il est muni d'extincteurs automatiques à eau.
- (12) N.A. si la charpente en bois du toit est ignifugée et si l'aire du bâtiment est réduite de moitié.
- (13) Voir sous-paragraphe f du paragraphe 3 de l'article 3.2.2.15 pour exceptions.
- (14) N.A. si le vide sanitaire est divisé par des cloisonnements coupe-feu de ¾ heure en compartiments d'au plus 10 000 pieds carrés, ou s'il est muni d'extincteurs automatiques à eau.
- (15) Voir sous-paragraphe f du paragraphe 2 de l'article 3.2.2.19 pour exceptions.
- (16) Gros bois d'oeuvre permis pour les arcs.
- (17) La construction peut être combustible si la charge d'occupants est de 1 500 ou moins et la distance limitative de 20 pieds ou plus.
- (18) Sans sous-sol ni cave. Le bâtiment doit être divisé par des cloisonnements coupe-feu d'une heure en compartiments d'au plus la moitié des valeurs maximales permises.
- (19) Voir sous-paragraphe f du paragraphe 2 de l'article 3.2.2.20 pour exceptions.

**Tableau 3.2.2.Y**

### RÉSUMÉ DES RÈGLES DE SÉCURITÉ CONTRE L'INCENDIE SELON LA CLASSIFICATION ET LES DIMENSIONS DES BÂTIMENTS

**Groupe B**

Classification selon la destination principale	Hau- teur max.	Sur rues	Aire de bâtiment (pi. car.)		Compartiments s.-sol ou cave		Résistance au feu ou cloisonnement coupe feu (en heures)												Article	N.B.
			non muni	muni	5000 pi. car.	10000 pi. car.	Plancher sur s.-sol ou cave		Plancher sur vide-sani.		Autres planchers		Balcons et mezzanines		Assemblages de toits		Éléments porteurs			
							C	I	C	I	C	I	C	I	C	I	C	I		
	Étages	d'extincteurs automatiques à eau	C.C.F. (en heures)	C.C.F.		R.F.		C.C.F.		R.F.		R.F.		R.F.						
Division 1 Description au tableau 3.1.2.A.	S.L.	S.L.	S.L.	S.L.	2 (20)	N.A.	N.A.	2	N.A.	2 (21)	N.A.	2	N.A.	1	N.A.	1	N.A.	Équiv.	3.2.2.22	
Division 2 Description au tableau 3.1.2.A.	1	S.L.	2 500	5 000	N.A.	N.A.	3/4	3/4	0	0	N.A.	N.A.	0	0	0	0	Équiv. † 3/4	Équiv.	3.2.2.23	
	1	S.L.	10 000	24 000	N.A.	N.A.	1	1	0	0	N.A.	N.A.	3/4	0	3/4	0	Équiv. † 3/4	Équiv. † 3/4	3.2.2.24	
	2	S.L.	5 000	16 000	N.A.	N.A.	1	1	0	0	3/4	3/4	3/4	0	3/4	0	Équiv. † 3/4	Équiv. † 3/4	3.2.2.24	
	S.L.	S.L.	S.L.	S.L.	N.A.	N.A.	N.A.	2	N.A.	1	N.A.	2	N.A.	1	N.A.	1	N.A.	Équiv.	3.2.2.25	(22)

**Légende:**

N.A. ne s'applique pas  
 C combustible  
 I incombustible  
 S.L. sans limite  
 C.C.F. cloisonnement coupe-feu  
 R.F. résistance au feu  
 † pas moins de  
 ( ) N.B.

**N.B.**

- (20) N.A. si les sous-sols ou les caves sont munis d'extincteurs automatiques à eau.
- (21) N.A. si le vide sanitaire est divisé, en compartiments d'au plus 5 000 pieds carrés par des cloisonnements coupe-feu de 2 heures, ou s'il est muni d'extincteurs automatiques à eau.
- (22) Sous-sols, caves ou vides sanitaires doivent être munis d'extincteurs automatiques à eau.

Tableau 3.2.2.Y

# RÉSUMÉ DES RÈGLES DE SÉCURITÉ CONTRE L'INCENDIE SELON LA CLASSIFICATION ET LES DIMENSIONS DES BÂTIMENTS

## Groupe C

Classification selon la destination principale	Hau- teur max.	Sur rues	Aire de bâtiment (pi. car.)		Compartiments s.-sol ou cave		Résistance au feu ou cloisonnement coupe-feu (en heures)												Article	N.B.
			non muni	muni	5000 pi. car.	10000 pi. car.	Plancher sur s.-sol ou cave		Plancher sur vide-sani.		Autres planchers		Balcons & mezzanines		Assemblages de toits		Éléments porteurs			
							C	I	C	I	C	I	C	I	C	I	C	I		
	Étages	d'extincteurs automatiques à eau		C. C. F. (en heures)		C. C. F.		R. F.		C. C. F.		R. F.		R. F.		R. F.				
Description au tableau 3.1.2.A.	1	1 2 3	12 000 15 000 18 000	24 000 30 000 36 000	3/4 (23)	N. A.	3/4	3/4	0	0	N. A.	N. A.	3/4	0	0	0	Équiv. 4 1	Équiv. 4 1	3.2.2.26	(24)
	1	S. L.	S. L.	S. L.	2 (23)	N. A.	N. A.	2	N. A.	1 (26)	N. A.	N. A.	N. A.	1	N. A.	1	N. A.	Équiv. 4 1	3.2.2.27	(27)
	2	1 2 3	9 000 11 250 13 500	18 000 22 500 27 000	3/4 (23)	N. A.	3/4 (25)	3/4 (25)	0	0	3/4 (25)	3/4 (25)	3/4	0	0	0	Équiv. 4 1	Équiv. 4 1	3.2.2.26	(24)
	2	1 2 3	60 000 S. L. S. L.	120 000 S. L. S. L.	2 (23)	N. A.	N. A.	2	N. A.	1 (26)	N. A.	1	N. A.	1	N. A.	1	N. A.	Équiv. 4 1	3.2.2.27	(27)
	3	1 2 3	6 000 7 500 9 000	12 000 15 000 18 000	3/4 (23)	N. A.	3/4	3/4	0	0	3/4	3/4	3/4	0	0	0	Équiv. 4 1	Équiv. 4 1	3.2.2.26	(24), (25)
	3	1 2 3	40 000 50 000 60 000	80 000 100 000 120 000	2 (23)	N. A.	N. A. (27)	2 (27)	N. A.	1 (26)	N. A. (27)	1 (27)	N. A.	1	N. A.	1	N. A.	Équiv. 4 1	3.2.2.27	
	4	1 2 3	30 000 37 500 45 000	60 000 75 000 90 000	2 (23)	N. A.	N. A. (27)	2 (27)	N. A.	1 (26)	N. A. (27)	1 (27)	N. A.	1	N. A.	1	N. A.	Équiv. 4 1	3.2.2.27	
	5	1 2 3	24 000 30 000 36 000	48 000 60 000 72 000	2 (23)	N. A.	N. A. (27)	2 (27)	N. A.	1 (26)	N. A. (27)	1 (27)	N. A.	1	N. A.	1	N. A.	Équiv. 4 1	3.2.2.27	
	6	1 2 3	20 000 25 000 30 000	40 000 50 000 60 000	2 (23)	N. A.	N. A. (27)	2 (27)	N. A.	1 (26)	N. A. (27)	1 (27)	N. A.	1	N. A.	1	N. A.	Équiv. 4 1	3.2.2.27	
	S. L.	S. L.	S. L.	S. L.	2 (23)	N. A.	N. A. (27)	2 (27)	N. A.	1 (26)	N. A. (27)	2 (27)	N. A.	1	N. A.	1	N. A.	Équiv. 4 1	3.2.2.28	

### Légende:

N.A. ne s'applique pas  
C combustible  
I incombustible  
S.L. sans limite  
C.C.F. cloisonnement coupe-feu  
R.F. résistance au feu  
4 pas moins de  
( ) N.B.

### N.B.

- (23) N.A. si le sous-sol ou la cave est muni d'extincteurs automatiques à eau.  
(24) Les vides sanitaires doivent être divisés en compartiments d'au plus 5000 pieds carrés par des cloisonnements coupe-feu de 3/4 heure, ou être munis d'extincteurs automatiques à eau.  
(25) Les planchers entièrement compris dans un logement de plus d'un étage peuvent ne pas être des cloisonnements coupe-feu. Ces planchers doivent avoir un degré de résistance au feu de 3/4 heure sauf si les logements ne sont pas superposés.  
(26) N.A. si le vide sanitaire est divisé en compartiments d'au plus 5000 pieds carrés par des cloisonnements coupe-feu de 3/4 heure, ou s'il est muni d'extincteurs automatiques à eau.  
(27) Les planchers entièrement compris dans un logement de plus d'un étage doivent avoir un degré de résistance au feu de 1 heure mais peuvent ne pas être des cloisonnements coupe-feu.

Tableau 3.2.2.Y

# RÉSUMÉ DES RÈGLES DE SÉCURITÉ CONTRE L'INCENDIE SELON LA CLASSIFICATION ET LES DIMENSIONS DES BÂTIMENTS

## Groupe D

Classification selon la destination principale	Hau- teur max.	Sur rues	Aire de bâtiment (pi. car.)		Compartiments s.-sol ou cave		Résistance au feu ou cloisonnement coupe-feu (en heures)												Article	N.B.
			non muni	muni	5000 pi. car.	10000 pi. car.	Plancher sur s.-sol ou cave		Plancher sur vide-sani.		Autres planchers		Balcons & mezzanines		Assemblages de toits		Éléments porteurs			
							C	I	C	I	C	I	C	I	C	I	C	I		
	Étages	d'extincteurs automatiques à eau		C.C.F. (en heures)		C.C.F.		R.F.		C.C.F.		R.F.		R.F.		R.F.				
Groupe D Description au tableau 3.1.2.1.A.	1	1 2 3	10 000 12 500 15 000	20 000 25 000 30 000	3/4 (28)	N.A.	3/4	3/4	0	0	N.A.	N.A.	0	0	0	0	Équiv.	Équiv.	3.2.2.29	(29)
	1	1 2 3	48 000 60 000 72 000	96 000 120 000 144 000	1 (28)	N.A.	1	1	3/4 (30)	0	N.A.	N.A.	3/4	0	3/4 (31)	0	Équiv.	Équiv.	3.2.2.30	
	1	S.L.	S.L.	S.L.	2 (28)	N.A.	N.A.	2	N.A.	1 (32)	N.A.	N.A.	N.A.	1	N.A.	0	N.A.	Équiv.	3.2.2.31	
	2	1 2 3	8 000 10 000 12 000	16 000 20 000 24 000	3/4 (28)	N.A.	3/4	3/4	0	0	0	0	0	0	0	0	Équiv.	Équiv.	3.2.2.29	(29)
	2	1 2 3	24 000 30 000 36 000	48 000 60 000 72 000	1 (28)	N.A.	1	1	3/4 (30)	0	3/4	0	3/4	0	3/4	0	Équiv.	Équiv.	3.2.2.30	
	2	1 2 3	72 000 S.L. S.L.	144 000 S.L. S.L.	2 (28)	N.A.	N.A.	2	N.A.	1 (32)	N.A.	1	N.A.	1	N.A.	1	N.A.	Équiv.	3.2.2.31	
	3	1 2 3	16 000 20 000 24 000	32 000 40 000 48 000	1 (28)	N.A.	1	1	3/4 (30)	0	3/4	0	3/4	0	3/4	0	Équiv.	Équiv.	3.2.2.30	
	3	1 2 3	48 000 60 000 72 000	96 000 120 000 144 000	2 (28)	N.A.	N.A.	2	N.A.	1 (32)	N.A.	1	N.A.	1	N.A.	1	N.A.	Équiv.	3.2.2.31	
	4	1 2 3	36 000 45 000 54 000	72 000 90 000 108 000	2 (28)	N.A.	N.A.	2	N.A.	1 (32)	N.A.	1	N.A.	1	N.A.	1	N.A.	Équiv.	3.2.2.31	
	5	1 2 3	28 800 36 000 43 200	57 600 72 000 86 400	2 (28)	N.A.	N.A.	2	N.A.	1 (32)	N.A.	1	N.A.	1	N.A.	1	N.A.	Équiv.	3.2.2.31	
	6	1 2 3	24 000 30 000 36 000	48 000 60 000 72 000	2 (28)	N.A.	N.A.	2	N.A.	1 (32)	N.A.	1	N.A.	1	N.A.	1	N.A.	Équiv.	3.2.2.31	
	S.L.	S.L.	S.L.	S.L.	2 (28)	N.A.	N.A.	2	N.A.	1 (32)	N.A.	2	N.A.	1	N.A.	1	N.A.	Équiv.	3.2.2.32	

### Légende:

N.A. ne s'applique pas  
C combustible  
I incombustible  
S.L. sans limite  
C.C.F. cloisonnement coupe-feu  
R.F. résistance au feu  
4 pas moins de  
( ) N.B.

N.B. (28) N.A. si le sous-sol ou la cave est muni d'extincteurs automatiques à eau.  
(29) Les vides sanitaires doivent être divisés en compartiments d'au plus 5 000 pieds carrés par des cloisonnements coupe-feu de 3/4 heure, ou être munis d'extincteurs automatiques à eau.  
(30) N.A. si le vide sanitaire est divisé en compartiments d'au plus 5 000 pieds carrés par des cloisonnements coupe-feu de 3/4 heure, ou s'il est muni d'extincteurs automatiques à eau.  
(31) N.A. si la charpente en bois du toit est ignifugée et si l'aire du bâtiment est réduite de moitié.  
(32) N.A. si le vide sanitaire est divisé en compartiments d'au plus 5 000 pieds carrés par des cloisonnements coupe-feu d'une heure, ou s'il est muni d'extincteurs automatiques à eau.

Tableau 3.2.2.Y

# RÉSUMÉ DES RÈGLES DE SÉCURITÉ CONTRE L'INCENDIE SELON LA CLASSIFICATION ET LES DIMENSIONS DES BÂTIMENTS

## Groupe E

Classification selon la destination principale	Hau- teur max.	Sur rues	Aire de bâtiment (pi. car.)		Compartiments s.-sol ou cave		Résistance au feu ou cloisonnement coupe-feu (en heures)												Article	N.B.
			non muni	muni	5000 pi. car.	10000 pi. car.	Plancher sur s.-sol ou cave		Plancher sur vide-sani.		Autres planchers		Balcons & mezzanines		Assemblages de toits		Éléments porteurs			
							C	I	C	I	C	I	C	I	C	I	C	I		
	Étages	d'extincteurs automatiques à eau		C.C.F. (en heures)		C.C.F.		R.F.		C.C.F.		R.F.		R.F.		R.F.				
Description au tableau 3.1.2.A.	1	1 2 3	10 000 12 500 15 000	20 000 25 000 30 000	3/4 (33)	N.A.	3/4	3/4	0	0	N.A.	N.A.	0	0	0	0	Équiv.	Équiv.	3.2.2.33	(34)
	1	1 2 3	15 000 15 000 15 000	48 000 60 000 72 000	1 (33)	N.A.	1 (35)	1 (35)	3/4 (36)	0	N.A.	N.A.	3/4	0	3/4 (37)	0	Équiv.	Équiv.	3.2.2.34	
	1	S.L.	15 000	S.L.	2 (33)	N.A.	N.A.	2	N.A.	1 (38)	N.A.	N.A.	N.A.	1	N.A.	1	N.A.	Équiv.	3.2.2.35	
	2	1 2 3	6 000 7 500 9 000	12 000 15 000 18 000	3/4 (33)	N.A.	3/4	3/4	0	0	3/4	3/4	0	0	0	0	Équiv.	Équiv.	3.2.2.33	(34)
	2	1 2 3	12 000 15 000 15 000	24 000 30 000 36 000	1 (33)	N.A.	1 (35)	1 (35)	3/4 (36)	0	3/4	3/4	3/4	0	3/4	3/4	Équiv.	Équiv. (40)	3.2.2.34	
	2	1 2 3	15 000 15 000 15 000	75 000 S.L. S.L.	2 (33)	N.A.	N.A.	2	N.A.	1 (38)	N.A.	2	N.A.	1	N.A.	1	N.A.	Équiv.	3.2.2.35	
	3	1 2 3	8 000 10 000 12 000	16 000 20 000 24 000	1 (33)	N.A.	1 (35)	1 (35)	3/4 (36)	0	3/4	3/4	3/4	0	3/4	3/4	Équiv.	Équiv. (40)	3.2.2.34	
	3	1 2 3	15 000 15 000 15 000	50 000 62 500 75 000	2 (33)	N.A.	N.A.	2	N.A.	1 (38)	N.A.	2	N.A.	1	N.A.	1	N.A.	Équiv.	3.2.2.35	
	4	1 2 3	15 000 15 000 15 000	37 500 46 875 56 250	2 (33)	N.A.	N.A.	2	N.A.	1 (38)	N.A.	2	N.A.	1	N.A.	1	N.A.	Équiv.	3.2.2.35	
	5	1 2 3	N.A. N.A. N.A.	30 000 37 500 45 000	N.A.	N.A.	N.A.	2	N.A.	1 (38)	N.A.	2	N.A.	1	N.A.	1	N.A.	Équiv.	3.2.2.35	
	6	1 2 3	N.A. N.A. N.A.	25 000 31 250 37 500	N.A.	N.A.	N.A.	2	N.A.	1 (38)	N.A.	2	N.A.	1	N.A.	1	N.A.	Équiv.	3.2.2.35	
	S.L.	S.L.	N.A.	S.L.	N.A.	N.A.	N.A.	3	N.A.	2 (39)	N.A.	3	N.A.	1 1/2	N.A.	1 1/2	N.A.	Équiv.	3.2.2.36	

### Légende:

N.A. ne s'applique pas  
C combustible  
I incombustible  
S.L. sans limite  
C.C.F. cloisonnement coupe-feu  
R.F. résistance au feu  
4 pas moins de  
( ) N.B.

N.B. (33) N.A. si le sous-sol ou la cave est muni d'extincteurs automatiques à eau.

(34) Les vides sanitaires doivent être divisés en compartiments d'au plus 5 000 pieds carrés par des cloisonnements coupe-feu de 3/4 heure, ou être munis d'extincteurs automatiques à eau.

(35) La construction en gros bois d'oeuvre est permise si le sous-sol ou la cave est muni d'extincteurs automatiques à eau.

(36) N.A. si le vide sanitaire est divisé en compartiments d'au plus 5 000 pieds carrés par des cloisonnements coupe-feu de 3/4 heure, ou s'il est muni d'extincteurs automatiques à eau.

(37) N.A. si la charpente en bois du toit est ignifugée, et dans le cas d'un bâtiment muni d'extincteurs automatiques à eau, si l'aire de bâtiment est réduite de moitié.

(38) N.A. si le vide sanitaire est divisé en compartiments d'au plus 5 000 pieds carrés par des cloisonnements coupe-feu d'une heure, ou s'il est muni d'extincteurs automatiques à eau.

(39) N.A. si le vide sanitaire est divisé en compartiments d'au plus 5 000 pieds carrés par des cloisonnements coupe-feu de 2 heures, ou s'il est muni d'extincteurs automatiques à eau.

(40) R.F. = 0 si les supports du toit sont incombustibles.

Tableau 3.2.2.Y

# RÉSUMÉ DES RÈGLES DE SÉCURITÉ CONTRE L'INCENDIE SELON LA CLASSIFICATION ET LES DIMENSIONS DES BÂTIMENTS

## Groupe F

Classification selon la destination principale	Hau- teur max.	Sur rues	Aire de bâtiment (pi. car.)		Compartiments s.-sol ou cave		Résistance au feu ou cloisonnement coupe-feu (en heures)												Article	N.B.		
			non muni	muni	5000 pi. car.	10000 pi. car.	Plancher sur s.-sol ou cave		Plancher sur vide-sani.		Autres planchers		Balcons & mezzanines		Assemblages de toits		Éléments porteurs					
							C	I	C	I	C	I	C	I	C	I						
																	d'extincteurs automatiques à eau				C.C.F. (en heures)	
Étages																						
Division I Description au tableau 3.1.2.A	1	1 2 3	8 000 10 000 12 000	16 000 20 000 24 000	3/4 (41)	N.A.	3/4	3/4	3/4 (42)	0	N.A.	N.A.	0	0	0	0	Équiv.	Équiv.	3.2.2.37			
	1	1 2 3	N.A. N.A. N.A.	24 000 30 000 36 000	N.A.	N.A.	N.A.	2	N.A.	3/4 (42)	N.A.	N.A.	N.A.	0	N.A.	0	N.A.	Équiv.	3.2.2.38	(43)		
	1	1 2 3	24 000 30 000 36 000	48 000 60 000 72 000	2 (41)	N.A.	N.A.	2	N.A.	2 (44)	N.A.	N.A.	N.A.	1	N.A.	1	N.A.	Équiv.	3.2.2.39			
	1	1 2 3	N.A. N.A. N.A.	60 000 75 000 90 000	N.A.	N.A.	N.A.	3	N.A.	2 (44)	N.A.	N.A.	N.A.	1 1/2	N.A.	1 1/2	N.A.	Équiv.	3.2.2.40			
	2	1 2 3	4 000 5 000 6 000	8 000 10 000 12 000	3/4 (41)	N.A.	3/4	3/4	3/4 (42)	0	3/4	0	0	0	0	0	Équiv.	Équiv.	3.2.2.37			
	2	1 2 3	N.A. N.A. N.A.	12 000 15 000 18 000	N.A.	N.A.	N.A.	2	N.A.	3/4 (42)	3/4	3/4	0	0	0	0	N.A.	Équiv.	3.2.2.38	(43)		
	2	1 2 3	12 000 15 000 19 000	24 000 30 000 38 000	2 (41)	N.A.	N.A.	2	N.A.	2 (44)	N.A.	2	N.A.	1	N.A.	1	N.A.	Équiv.	3.2.2.39			
	2	1 2 3	N.A. N.A. N.A.	30 000 37 500 45 000	N.A.	N.A.	N.A.	3	N.A.	2 (44)	N.A.	3	N.A.	1 1/2	N.A.	1 1/2	N.A.	Équiv.	3.2.2.40			
	3	1 2 3	N.A. N.A. N.A.	8 000 10 000 12 000	N.A.	N.A.	N.A.	2	N.A.	3/4 (42)	3/4	3/4	0	0	0	0	N.A.	Équiv.	3.2.2.38	(43)		
	3	1 2 3	8 000 10 000 12 000	16 000 20 000 24 000	2 (41)	N.A.	N.A.	2	N.A.	2 (44)	N.A.	2	N.A.	1	N.A.	1	N.A.	Équiv.	3.2.2.39			
	3	1 2 3	N.A. N.A. N.A.	20 000 25 000 30 000	N.A.	N.A.	N.A.	3	N.A.	2 (44)	N.A.	3	N.A.	1 1/2	N.A.	1 1/2	N.A.	Équiv.	3.2.2.40			
	4	1 2 3	N.A. N.A. N.A.	15 000 18 750 22 500	N.A.	N.A.	N.A.	3	N.A.	2 (44)	N.A.	3	N.A.	1 1/2	N.A.	1 1/2	N.A.	Équiv.	3.2.2.40			
	4	1 2 3	6 000 7 500 9 000	12 000 15 000 18 000	2 (41)	N.A.	N.A.	2	N.A.	2 (44)	N.A.	2	N.A.	1	N.A.	1	N.A.	Équiv.	3.2.2.39			

### Légende:

N.A. ne s'applique pas  
C combustible  
I incombustible  
S.L. sans limite  
C.C.F. cloisonnement coupe-feu  
R.F. résistance au feu  
( ) pas moins de  
N.B.

N.B. (41) N.A. si le sous-sol ou la cave est muni d'extincteurs automatiques à eau.

(42) N.A. si le vide sanitaire est divisé en compartiments d'au plus 5 000 pieds carrés par des cloisonnements coupe-feu de 3/4 heure, ou s'il est muni d'extincteurs automatiques à eau.\*

(43) La construction en gros bois d'œuvre est permise.

(44) N.A. si le vide sanitaire est divisé en compartiments d'au plus 5 000 pieds carrés par des cloisonnements coupe-feu de 2 heures, ou s'il est muni d'extincteurs automatiques à eau.

Classification selon la destination principale	Hau- teur max.	Sur rues	Aire de bâtiment (pi. car.)		Compartiments s.-sol ou cave		Résistance au feu ou cloisonnement coupe-feu (en heures)												Article	N.B.	
			non muni	muni	5000 pi. car.	10000 pi. car.	Plancher sur s.-sol ou cave		Plancher sur vide-sani.		Autres planchers		Balcons & mezzanines		Assemblages de toits		Éléments porteurs				
							C	I	C	I	C	I	C	I	C	I	C	I			
	Étages	d'extincteurs automatiques à eau		C.C.F. (en heures)		C.C.F.		R.F.		C.C.F.		R.F.		R.F.		R.F.					
Division 2 Description au tableau 3.1.2.A.	1	1 2 3	10 000 12 500 15 000	30 000 37 500 45 000	3/4 (45)	N.A.	3/4	3/4	0	0	N.A.	N.A.	3/4	0	0	0	Équiv.	Équiv.	3.2.2.41		
	1	1 2 3	32 000 40 000 48 000	64 000 80 000 96 000	1 (45)	N.A.	N.A.	1	3/4 (46)	3/4 (46)	N.A.	N.A.	3/4	0	3/4 (47)	0	Équiv.	Équiv. (48)	3.2.2.42		
	1	1 2 3	60 000 75 000 90 000	120 000 150 000 180 000	2 (45)	N.A.	N.A.	2	N.A.	1 (46)	N.A.	N.A.	N.A.	1	N.A.	1	N.A.	Équiv.	3.2.2.43		
	1	1 2 3	90 000 112 500 135 000	180 000 225 000 270 000	2 (45)	N.A.	N.A.	2	N.A.	2 (46)	N.A.	N.A.	N.A.	1	N.A.	1	N.A.	Équiv.	3.2.2.44		
	2	1 2 3	6 000 7 500 9 000	12 000 15 000 18 000	3/4 (45)	N.A.	3/4	3/4	0	0	3/4	0	0	0	0	0	0	Équiv.	Équiv.	3.2.2.41	
	2	1 2 3	16 000 20 000 24 000	32 000 40 000 48 000	1 (45)	N.A.	N.A.	1	3/4	3/4 (46)	3/4	3/4	3/4	0	3/4	0	Équiv.	Équiv. (48)	3.2.2.42		
	2	1 2 3	30 000 37 500 45 000	60 000 75 000 90 000	2 (45)	N.A.	N.A.	2	N.A.	1 (46)	N.A.	1	N.A.	1	N.A.	1	N.A.	Équiv.	3.2.2.43		
	2	1 2 3	45 000 56 250 67 500	90 000 112 500 135 000	2 (45)	N.A.	N.A.	2 (46)	N.A.	2	N.A.	2	N.A.	1	N.A.	1	N.A.	Équiv.	3.2.2.44		
	3	1 2 3	10 700 13 400 16 000	21 400 26 800 32 000	1 (45)	N.A.	N.A.	1	3/4	3/4 (46)	3/4	3/4	3/4	0	3/4	0	Équiv.	Équiv. (48)	3.2.2.42		
	3	1 2 3	20 000 25 000 30 000	40 000 50 000 60 000	2 (45)	N.A.	N.A.	2	N.A.	1 (46)	N.A.	1	N.A.	1	N.A.	1	N.A.	Équiv.	3.2.2.43		
	3	1 2 3	30 000 37 500 45 000	60 000 75 000 90 000	2 (45)	N.A.	N.A.	2 (46)	N.A.	2	N.A.	2	N.A.	1	N.A.	1	N.A.	Équiv.	3.2.2.44		
	4	1 2 3	8 000 10 000 12 000	16 000 20 000 24 000	1 (45)	N.A.	N.A.	1 (46)	3/4	3/4	3/4	3/4	3/4	0	3/4	0	Équiv.	Équiv.	3.2.2.42		
	4	1 2 3	15 000 18 750 22 500	30 000 37 500 45 000	2 (45)	N.A.	N.A.	2 (46)	N.A.	1	N.A.	1	N.A.	1	N.A.	1	N.A.	Équiv.	3.2.2.43		
	4	1 2 3	22 500 28 125 33 750	45 000 56 250 67 500	2 (45)	N.A.	N.A.	2 (46)	N.A.	2	N.A.	2	N.A.	1	N.A.	1	N.A.	Équiv.	3.2.2.44		
	5	1 2 3	18 000 22 500 27 000	36 000 45 000 54 000	2 (45)	N.A.	N.A.	2 (46)	N.A.	2	N.A.	2	N.A.	1	N.A.	1	N.A.	Équiv.	3.2.2.44		
	6	1 2 3	15 000 18 750 22 500	30 000 37 500 45 000	2 (45)	N.A.	N.A.	2 (46)	N.A.	2	N.A.	2	N.A.	1	N.A.	1	N.A.	Équiv.	3.2.2.44		
	S.L.	S.L.	S.L.	S.L.	N.A.	N.A.	N.A.	3	N.A.	2 (46)	N.A.	3	N.A.	1 1/2	N.A.	1 1/2	N.A.	Équiv.	3.2.2.45		

## Légende:

N.A. ne s'applique pas  
C combustible  
I incombustible  
S.L. sans limite  
C.C.F. cloisonnement coupe-feu  
R.F. résistance au feu  
4 pas moins de  
( ) N.B.

N.B. (45) N.A. si le sous-sol ou la cave est muni d'extincteurs automatiques à eau.

(46) N.A. si le vide sanitaire est divisé en compartiments d'au plus 5000 pieds carrés par des cloisonnements coupe-feu de 3/4 heure, ou s'il est muni d'extincteurs automatiques à eau.

(47) N.A. si la charpente de bois du toit est ignifugée et l'aire du bâtiment réduite de moitié.

(48) R.F. = 0 pour les éléments porteurs sous vides sanitaires et toits.

Classification selon la destination principale (1)	Hau- teur max.	Sur rues	Aire de bâtiment (pi. car.)		Compartiments s.-sol ou cave		Résistance au feu ou cloisonnement coupe-feu (en heures)												Article	N.B.	
			non muni	muni	5000 pi. car.	10000 pi. car.	Plancher sur s.-sol ou cave		Plancher sur vide-sani.		Autres planchers		Balcons & mezzanines		Assemblages de toits		Éléments porteurs				
			d'extincteurs automatiques à eau		C.C.F. (en heures)	C	I	C	I	C	I	C	I	C	I	C	I	C			I
Étages							C.C.F.	R.F.		C.C.F.	R.F.		R.F.		R.F.		R.F.				
Division 3 Description au tableau 3.1.2.A.	1	1 2 3	16 000 20 000 24 000	48 000 60 000 72 000	N.A.	3/4 (49)	3/4	3/4	3/4 (50)	3/4 (50)	N.A.	N.A.	0	0	0	0	Équiv.	Équiv.	3.2.2.46	(54)	
	1	1 2 3	56 000 70 000 84 000	112 000 140 000 168 000	N.A.	3/4 (49)	N.A.	3/4	N.A.	0	N.A.	N.A.	N.A.	0	N.A.	0	N.A.	Équiv. (52)	3.2.2.48	(54)	
	1	1 2 3	48 000 60 000 72 000	96 000 120 000 144 000	N.A.	1 (49)	1	1	3/4 (50)	0	N.A.	N.A.	3/4	0	3/4 (51)	0	Équiv.	Équiv.	3.2.2.47	(54)	
	1	S.L.	S.L.	S.L.	N.A.	1 (49)	N.A.	1	N.A.	1 (50)	N.A.	N.A.	N.A.	0	N.A.	0	N.A.	Équiv.	3.2.2.49	(54)	
	1	S.L.	S.L.	S.L.	N.A.	2 (49)	N.A.	2	N.A.	1 (50)	N.A.	N.A.	N.A.	1	N.A.	1	N.A.	Équiv.	3.2.2.51	(54)	
	2	1 2 3	8 000 10 000 12 000	16 000 20 000 24 000	N.A.	3/4 (49)	3/4	3/4	3/4 (50)	3/4 (50)	0	0	0	0	0	0	0	Équiv.	Équiv.	3.2.2.46	(54)
	2	1 2 3	24 000 30 000 36 000	48 000 60 000 72 000	N.A.	1 (49)	1	1	3/4 (50)	0	3/4	0	3/4	0	3/4	0	Équiv.	Équiv.	3.2.2.47	(54)	
	2	1 2 3	72 000 90 000 108 000	144 000 180 000 216 000	N.A.	2 (49)	N.A.	2	N.A.	1 (50)	N.A.	1	N.A.	1	N.A.	1	N.A.	Équiv.	3.2.2.51	(54)	
	3	1 2 3	16 000 20 000 24 000	32 000 40 000 48 000	N.A.	1 (49)	1	1	3/4 (50)	0	3/4	0	3/4	0	3/4	0	Équiv.	Équiv.	3.2.2.47	(54)	
	3	1 2 3	48 000 60 000 72 000	96 000 120 000 144 000	N.A.	2 (49)	N.A.	2	N.A.	1 (50)	N.A.	1	3/4	1	N.A.	1	N.A.	Équiv.	3.2.2.51	(54)	
	4	1 2 3	12 000 15 000 18 000	24 000 30 000 36 000	N.A.	1 (49)	1	1	3/4 (50)	0	3/4	0	3/4	0	3/4	0	Équiv.	Équiv.	3.2.2.47	(54)	
	4	1 2 3	36 000 45 000 54 000	72 000 90 000 108 000	N.A.	2 (49)	N.A.	2	N.A.	1 (50)	N.A.	1	N.A.	1	N.A.	1	N.A.	Équiv.	3.2.2.51	(54)	
	5	1 2 3	28 800 36 000 43 200	57 600 72 000 86 400	N.A.	2 (49)	N.A.	2	N.A.	1 (50)	N.A.	1	N.A.	1	N.A.	1	N.A.	Équiv.	3.2.2.51	(54)	
	6	1 2 3	24 000 30 000 36 000	48 000 60 000 72 000	N.A.	2 (49)	N.A.	2	N.A.	1 (50)	N.A.	1	N.A.	1	N.A.	1	N.A.	Équiv.	3.2.2.51	(54)	
	S.L.	S.L.	S.L.	S.L.	N.A.	2 (49)	N.A.	2	N.A.	1 (50)	N.A.	2	N.A.	1	N.A.	1	N.A.	Équiv.	3.2.2.52	(54)	
	Division 3 Garage de remisage Description au tableau 3.1.2.A.	1	S.L.	S.L.	S.L.	N.A.	N.A.	N.A.	0	N.A.	0	N.A.	0	N.A.	0	N.A.	0	N.A.	0	3.2.2.50	(55), (56)
2		S.L.	S.L.	S.L.	N.A.	N.A.	N.A.	0	N.A.	0	N.A.	0	N.A.	0	N.A.	0	N.A.	0	3.2.2.50	(55), (56)	
3		1 2 3	60 000 80 000 100 000	120 000 160 000 200 000	N.A.	N.A.	N.A.	0	N.A.	0	N.A.	0	N.A.	0	N.A.	0	N.A.	0	3.2.2.50	(55), (56)	
4		1 2 3	45 000 56 250 67 500	90 000 112 500 135 000	N.A.	N.A.	N.A.	0	N.A.	0	N.A.	0	N.A.	0	N.A.	0	N.A.	0	3.2.2.50	(55), (56)	
5		1 2 3	36 000 45 000 54 000	72 000 90 000 108 000	N.A.	N.A.	N.A.	0	N.A.	0	N.A.	0	N.A.	0	N.A.	0	N.A.	0	3.2.2.50	(55), (56)	
6		1 2 3	30 000 37 500 45 000	60 000 75 000 90 000	N.A.	N.A.	N.A.	0	N.A.	0	N.A.	0	N.A.	0	N.A.	0	N.A.	0	3.2.2.50	(55), (56)	

## Légende:

N.A. ne s'applique pas  
C combustible  
I incombustible  
S.L. sans limite  
C.C.F. cloisonnement coupe-feu  
R.F. résistance au feu  
4 pas moins de  
( ) N.B.

N.B. (49) N.A. si le sous-sol ou la cave est muni d'extincteurs automatiques à eau.

(50) N.A. si le vide sanitaire est divisé en compartiments d'au plus 10 000 pieds carrés par des cloisonnements coupe-feu de 3/4 heure, ou s'il est muni d'extincteurs automatiques à eau.

(51) N.A. si la charpente en bois du toit est ignifugée et l'aire du bâtiment, réduite de moitié.

(52) La construction en gros bois d'oeuvre est permise.

(53) Réserve aux destinations à faible charge combustible; ex.: centrales électriques, fabrication et stockage de matériaux incombustibles.

(54) Des ouvertures non protégées desservant des rampes d'accès pour véhicules sont permises dans les planchers.

(55) Aucune autre destination permise.

(56) Ventilation naturelle assurée.

*§3.2.3. Espacement des bâtiments et protection contre les risques voisins*

**3.2.3.1. Aire des ouvertures non protégées :**

1) L'aire des ouvertures non protégées ne doit pas dépasser celle qui est prévue au tableau 3.2.3.A ou 3.2.3.B pour la distance limitative applicable à la façade exposée aux risques voisins.

2) La somme des aires des ouvertures non protégées contre les risques voisins s'exprime en pourcentage de l'aire de la façade exposée aux risques voisins indiquée aux tableaux 3.2.3.A et 3.2.3.B.

3) **Distance limitative :** Lorsque le mur extérieur d'un bâtiment a une forme irrégulière, on peut établir la distance limitative en mesurant à partir d'un plan vertical situé de façon qu'aucune partie du mur extérieur du bâtiment ne se trouve entre ce plan vertical et la ligne jusqu'à laquelle se mesure la distance limitative. Dans ce cas, l'aire des ouvertures non protégées est établie à partir de la projection, sur ce plan, des ouvertures non protégées que comporte le mur extérieur.

**3.2.3.2. Autres méthodes :** On peut utiliser une autre méthode de calcul pour établir l'aire maximale admissible des ouvertures non protégées dans une façade exposée aux risques voisins, lorsqu'elle est approuvée conformément à l'article 2.6.1.

**3.2.3.3. Aire de la façade exposée :** L'aire de la façade exposée aux risques voisins doit être calculée comme étant l'aire totale du mur extérieur orienté dans une direction, sur n'importe quel côté d'un bâtiment, mesurée à partir du niveau fini du sol attenant jusqu'au plafond le plus haut. Cependant, lorsque des cloisonnements coupe-feu divisent un bâtiment en compartiments étanches au feu, on peut calculer l'aire de cette façade pour chaque compartiment étanche au feu, à condition :

a) que dans les locaux classifiés dans les groupes A, B, C et D, ou F, division 3, ces cloisonnements aient un degré de résistance au feu au moins égal à celui prescrit pour le plancher, mais pas moins de  $\frac{3}{4}$  d'heure. Cependant il n'est pas nécessaire que le degré de résistance au feu soit de plus d'une heure ;

b) que dans les locaux classifiés dans le groupe E ou le groupe F, divisions 1 et 2, ces cloisonnements aient un degré de résistance au feu d'au moins 2 heures.

**3.2.3.4. Protection contre les risques voisins :**

1) **Murs mitoyens :** Les murs mitoyens doivent être des murs coupe-feu.



9-819

61

**Tableau 3.2.3.B**[illegible]

2) **Distance limitative inférieure à 4 pieds (1,2 m) :** Lorsqu'un mur a une distance limitative inférieure à 4 pieds (1,2 m), les ouvertures doivent y être protégées par des fermetures du type prescrit ou d'un autre type approuvé conformément à l'article 2.6.1. pour le degré du cloisonnement coupe-feu que constitue le mur. Ces fermetures ne doivent pas être en verre armé ni en blocs de verre.

c) soit situé de façon que la distance limitative ne soit pas inférieure à 10 pieds (3 m).

### **3.2.3.5. Construction des façades exposées :**

1) La façade exposée aux risques voisins doit être construite selon les prescriptions du tableau 3.2.3.C.

2) Il n'est pas nécessaire de protéger contre les incendies extérieurs les poutres, les poteaux, les arcs et les autres éléments de construction placés en tout ou en partie à l'extérieur d'une telle façade exposée et située à 10 pieds (3 m) ou plus de la limite de la propriété ou de l'axe d'une voie publique.

3) Les éléments de construction de ce genre qui sont situés à moins de 10 pieds (3 m) de la limite de la propriété ou de l'axe d'une voie publique doivent être protégés contre les incendies extérieurs par des moyens de protection contre l'incendie ayant soit un degré de résistance au feu au moins égal à celui qui est prescrit pour les protéger contre les incendies de l'intérieur du bâtiment, conformément aux articles 3.2.2.9 à 3.2.2.52, soit un degré de résistance au feu d'une heure, en prenant la plus élevée de ces deux valeurs.

4) Le revêtement incombustible n'est pas nécessaire dans le cas des poutres, des poteaux, des arcs et des autres éléments de construction en gros bois d'œuvre placés en tout ou en partie à l'extérieur de la façade d'un bâtiment et situés à au moins 10 pieds (3 m) de la limite de la propriété ou de l'axe d'une voie publique.

**3.2.3.6. Premier étage donnant sur une rue :** La façade exposée aux risques voisins du premier étage d'un bâtiment qui donne sur une rue et dont la distance limitative est d'au moins 30 pieds (9,1 m) peut être entièrement constituée d'ouvertures non protégées.

**3.2.3.7. Bâtiment d'un étage du groupe F, division 3 :** Dans le cas des bâtiments classifiés dans le groupe F, division 3, un mur non porteur comprenant une façade exposée peut être de construction incombustible et sans degré de résistance au feu prescrit, à condition que le bâtiment :

- a) n'ait pas plus d'un étage en hauteur de bâtiment ;
- b) soit un bâtiment dont la destination est celle de centrales électriques et d'établissements de fabrication et d'emménagement d'amiante, de brique, de ciment, de béton, d'acier et d'autres matériaux incombustibles ;

Tableau 3.2.3.C

Prescriptions minimales concernant la construction de la façade du bâtiment	
Classification de la destination des compartiments étanches au feu	
Groupes A, B, C, D et F, division 3	
Pourcentage maximal des ouvertures non protégées autorisées (voir le tableau 3.2.3.A)	Degré de résistance au feu minimal prescrit pour la façade du bâtiment
10% 25% Moins de 100%  100%	1 heure, (1, 2) 1 heure, (2) 1/4 d'heure.  (3)
Classification de la destination des compartiments étanches au feu	
Groupes E et F, divisions 1 et 2	
Pourcentage maximal des ouvertures non protégées autorisées (voir le tableau 3.2.3.B)	Degré de résistance au feu minimal prescrit pour la façade du bâtiment
10% 25% Moins de 100%  100%	2 heures, (1, 2) 2 heures, (2) 1 heure  (3)

N.B. sur le tableau 3.2.3.C :

- 1) Doit être de construction incombustible.
- 2) Le revêtement doit être incombustible.
- 3) Lorsque 100% des ouvertures sont autorisées, aucun degré de résistance au feu n'est prescrit.

**3.2.3.8. Ouvertures plus grandes autorisées :** L'aire des ouvertures non protégées dans une façade exposée peut être le double de l'aire autorisée par le paragraphe 1 de l'article 3.2.3.1 lorsque :

- a) le bâtiment est muni d'extincteurs automatiques à eau ; ou
- b) ces ouvertures sont vitrées en verre armé monté sur cadres d'acier répondant aux prescriptions de l'article 3.1.7.3.

**3.2.3.9. Facteur d'ouvertures équivalentes :** Lorsque la température de surface, sur la face non exposée d'un mur, dépasse la limite prévue par un essai normalisé de tenue au feu, ainsi que l'autorise le paragraphe 4 de l'article 3.1.5.1, on doit tenir compte du rayonnement calorifique de la façade non exposée du mur, en ajoutant une aire équivalente d'ouverture non protégée à l'aire des ouvertures réelles, de la manière suivante :

$$A_c = A + (A_F \times F_{eo})$$

Dans cette formule :

$A_c$  est l'aire rectifiée des ouvertures non protégées, ce qui comprend les ouvertures réelles et les ouvertures équivalentes ;

$A$  est l'aire réelle des ouvertures non protégées ;

$A_F$  est l'aire de la face extérieure de la façade exposée, à l'exclusion des ouvertures, sur laquelle est dépassée la limite de température prévue par l'essai normalisé ;

$F_{eo}$  est un « facteur d'ouvertures équivalentes » dérivé de la formule suivante :

$$F_{eo} = \frac{(T_u + 460)^4}{(T_e + 460)^4}$$

Dans laquelle :

$T_u$  est la température moyenne, en °F, de la face non exposée du mur au moment où le degré de résistance au feu est atteint dans les conditions d'essai ;

$T_e$  est égal à :

- 1 638°F pour un degré de résistance au feu de ¾ heure ;
- 1 700°F pour un degré de résistance au feu d'une heure ; ou
- 1 850°F pour un degré de résistance au feu de 2 heures.

**3.2.3.10. Distance la plus courte entre deux ouvertures :** Lorsque 2 murs extérieurs de 2 bâtiments forment avec un mur coupe-feu un angle de 135° ou moins, la plus courte distance entre une ouverture dans une façade exposée aux risques voisins et une ouverture dans une autre façade exposée, mesurée horizontalement et en ligne droite entre leurs parties les plus proches, doit être égale à la va-

leur obtenue au moyen de la formule suivante, mais en aucun cas inférieure à 3 pieds (0,9 m) :

$$L_o = 2L - \frac{(\theta \times L)}{(90)}$$

Dans laquelle :

$L_o$  = est la plus courte distance entre une ouverture pratiquée dans une façade exposée et une ouverture dans une autre façade exposée ;

$L$  = est la plus grande distance limitative des façades exposées considérées ;

$\theta$  = est l'angle extérieur, en degrés, entre 2 façades exposées.

**3.2.3.11. Murs donnant sur un toit attenant :**

Lorsqu'un mur est exposé à un danger d'incendie du fait d'un toit attenant qui couvre un compartiment étanche au feu distinct, mais faisant partie du même bâtiment, et que le toit attenant est d'une construction ayant un degré de résistance au feu inférieur à une heure, toute ouverture pratiquée dans le mur exposé à ce risque et située en deçà de 3 étages verticalement et de 15 pieds (4,6 m) horizontalement de ce toit doit être protégée par du verre armé monté sur cadres d'acier, conformément à l'article 3.1.7.3.

**3.2.3.12. Revêtement de couverture :**

Pour diminuer le danger de propagation du feu par les toitures, le revêtement de couverture des bâtiments doit être de classe A, B ou C. Cette prescription ne s'applique cependant pas aux bâtiments du groupe A, division 2, dont la hauteur de bâtiment est d'au plus 2 étages et dont l'aire de bâtiment ne dépasse pas 10 000 pieds carrés (930 m<sup>2</sup>), à condition que la sous-toiture soit en matériaux incombustibles, offrant une protection équivalente à une toiture de classe A, B ou C, approuvés conformément à l'article 2.6.1.

## COURS COUVERTES

**3.2.3.13. Séparation :**

1) Lorsque 2 bâtiments ou plus sont reliés par une cour couverte, ils sont considérés comme un bâtiment unique, à moins que chacun d'eux et la cour couverte ne soient conformes aux paragraphes 2 à 13.

2) Tout bâtiment ou partie de bâtiment attenant à une cour couverte doit en être séparé par un cloisonnement coupe-feu d'une heure, à moins que l'étendue de plancher de chaque bâtiment s'ouvrant sur la cour couverte ne soit munie d'extincteurs automatiques à eau.

3) Lorsque le cloisonnement coupe-feu n'est pas requis en vertu du paragraphe 2, et qu'un réseau de conduits de chauffage, de ventilation ou de climatisation dessert des locaux servant à plus d'une destination, un détecteur de fumée doit être installé dans le conduit de reprise d'air

ayant son point de départ dans chaque groupe de locaux ainsi reliés et son déclenchement doit fermer les ventilateurs et actionner le réseau d'alarme, conformément à la sous-section 3.2.4.

4) Une cour couverte située au-dessous du niveau du sol ne doit pas donner directement accès à plus d'un étage des bâtiments attenants.

5) Une cour couverte située au niveau du sol ou au-dessus ne doit pas donner directement accès à plus de 2 étages des bâtiments attenants.

6) **Cour couverte à plusieurs niveaux :** Une cour couverte située au niveau du sol ou au-dessus ne doit pas comporter plus d'une autre cour couverte en superposition directe.

7) Le plancher d'une cour couverte située directement au-dessus d'une autre doit être un cloisonnement coupe-feu de 2 heures, de construction incombustible.

8) **Toit :** Lorsqu'une partie du toit d'une cour couverte est à moins de 20 pieds (6,1 m) du plancher de cette cour, le toit doit être de construction incombustible et avoir un degré de résistance au feu d'au moins une heure.

9) Lorsque toutes les parties du toit d'une cour couverte sont à 20 pieds (6,1 m) au moins du plancher de cette cour, le toit doit être :

a) de construction incombustible, s'il est prescrit qu'un des bâtiments attenants soit de construction incombustible ; ou

b) de construction en gros bois d'oeuvre ou de construction incombustible dans le cas contraire.

10) **Revêtements intérieurs :** Sauf dans le cas d'un toit de construction en gros bois d'oeuvre exposé, les revêtements intérieurs des cours couvertes doivent répondre aux prescriptions de la sous-section 3.4.4.

11) Les matériaux décoratifs utilisés dans une cour couverte doivent être conformes au Code national de prévention d'incendie du Canada (1975).

12) **Moyens de protection contre l'incendie :** Une cour couverte doit être munie d'extincteurs automatiques à eau et de canalisation d'incendie avec robinets armés, installés conformément à la section 6.7.

13) Les prescriptions relatives aux installations automatiques d'alarme en cas d'incendie et de détection des fumées avec tableau annonciateur dans une cour couverte sont celles qui s'appliquent aux locaux attenants dont la destination exige les normes les plus sévères.

## PASSAGE COUVERT POUR VÉHICULES

### 3.2.3.14. Séparation :

1) Lorsque 2 bâtiments ou plus sont reliés par un passage couvert pour véhicules, ils sont considérés comme un seul bâtiment, à moins que chacun d'eux et le passage ne répondent aux prescriptions des paragraphes 2 à 5.

2) Un bâtiment ou une partie de bâtiment attenant au passage couvert pour véhicules doit en être séparé par un cloisonnement coupe-feu de 1½ heure.

3) **Construction :** Un passage couvert pour véhicules doit être de construction incombustible s'il est situé au-dessous du niveau du sol, et sa construction doit être conforme aux paragraphes 7 à 9 de l'article 3.2.3.13 s'il est situé au-dessus du niveau du sol.

4) **Plus petite dimension :** La plus petite dimension horizontale d'un passage couvert pour véhicules doit être d'au moins 30 pieds (9,1 m).

5) **Revêtement intérieur :** Le revêtement intérieur du passage couvert pour véhicules doit avoir un indice de propagation des flammes d'au plus 25, mais cette prescription ne s'applique pas aux toits de construction en gros bois d'oeuvre exposé.

## BÂTIMENTS RELIÉS PAR DES PASSAGES

### 3.2.3.15. Passages hors terre :

1) Lorsque des bâtiments sont reliés par un passage hors terre, chacun d'eux doit en être séparé par un cloisonnement coupe-feu d'au moins ¾ d'heure.

2) Si ce passage est fermé, il doit être de construction incombustible lorsqu'il est relié à un bâtiment pour lequel la construction incombustible est prescrite.

3) Si ce passage est couvert ; il doit être de construction incombustible lorsqu'il est relié à un bâtiment pour lequel la construction incombustible est prescrite. Toutefois, s'il est situé au niveau du sol, il peut être de construction en gros bois d'oeuvre.

4) L'article 3.2.3.11 ne s'applique pas aux passages de construction incombustible.

### 3.2.3.16. Passages souterrains :

1) Un passage souterrain ne doit pas être conçu pour d'autres fins que la circulation des piétons et il ne doit pas servir à d'autres fins, à moins :

a) que le passage et les espaces attenants utilisés à d'autres fins ne soient munis d'extincteurs automatiques à eau ; ou

b) que la zone comprise entre les portes étanches à la fumée, prescrites au paragraphe 4 et ces espaces attenants ne soient munis d'extincteurs automatiques à eau.

2) Les bâtiments reliés par un passage souterrain doivent être séparés par un cloisonnement coupe-feu d'une heure.

3) Un passage souterrain doit être de construction incombustible adaptée aux conditions d'un tel emplacement conformément au présent code.

4) **Distance à parcourir :** Des portes étanches à la fumée doivent être posées dans les passages souterrains, à des intervalles d'au plus 300 pieds (91,5 m), et la distance à parcourir à partir de n'importe quel local ou espace adjacent pour atteindre l'issue la plus proche ne doit pas dépasser 1½ fois la distance minimale admise pour l'une ou l'autre des destinations quant à l'emplacement des issues prévues au paragraphe 1 de l'article 3.4.2.3.

5) **Revêtement intérieur :** Le revêtement intérieur des passages souterrains pour lesquels la construction incombustible est prescrite doit avoir un indice de propagation des flammes et un indice de dégagement de fumée d'au plus 25.

#### §3.2.4. *Systèmes d'alarme et de détection en cas d'incendie*

##### **3.2.4.1. Généralités :**

1) Un système d'alarme en cas d'incendie d'un type homologué doit être installé dans tous les bâtiments de 4 étages ou plus en hauteur de bâtiment et partout où cela est exigé par le tableau 3.2.4.A et la sous-section 3.2.6.

2) Les systèmes d'alarme-incendie non électriques, à fonctionnement manuel, utilisant des timbres mécaniques homologués, peuvent être employés dans les bâtiments d'au plus 2 étages en hauteur de bâtiment, lorsqu'il ne faudrait pas plus de 2 avertisseurs d'incendie manuels par étendue de plancher, chacun pouvant être entendu de tous les points du bâtiment.

3) Un système de détection automatique d'incendie d'un type homologué doit être installé, en plus de tout système à déclenchement manuel qui peut être prescrit par le présent code, dans les locaux destinés à contenir des matières dangereuses régies par l'article 3.3.1.1, lorsqu'ils sont appelés à être inoccupés la nuit, en fin de semaine et les autres jours de fermeture, à moins que le bâtiment ne soit muni d'extincteurs automatiques à eau comportant un interrupteur de débit relié au système d'alarme-incendie.

4) Lorsqu'un bâtiment sert à plusieurs destinations principales, les prescriptions concernant les systèmes d'alarme et de détecteurs d'incendie les plus exigeantes sont applicables à ce bâtiment.

5) Lorsqu'un système d'alarme en cas d'incendie est prescrit dans une partie d'un bâtiment, il doit s'étendre à tout le bâtiment.

6) Des détecteurs de fumée doivent être posés dans les systèmes de recyclage de l'air conformément au tableau 3.2.4.A et à la sous-section 3.2.6.

7) Les systèmes d'alarme et de détections automatiques d'incendie doivent être équipés d'un bloc d'alimentation de secours, sous surveillance électrique, lorsque sont exigés :

- a) des annonceurs ;
- b) plus de 12 avertisseurs manuels d'incendie ; ou
- c) plus de 12 dispositifs automatiques de déclenchement d'alarme.

Le bloc d'alimentation de secours doit être conçu et installé de façon à satisfaire automatiquement à la consommation de courant en cas de défaillance de la source primaire, pendant une période de :

- a) 2 heures pour les bâtiments élevés visés à la sous-section 3.2.6 ;
- b) 1 heure pour les bâtiments du groupe B ayant moins de 4 étages en hauteur de bâtiment ; ou
- c) ½ heure dans tous les autres cas.

##### **3.2.4.2. Systèmes à 2 temps :**

1) L'installation peut être conçue de façon à n'alerter que le personnel et les préposés si le genre d'affectation peut donner lieu à des phénomènes de panique ou s'il n'est pas pratique de procéder à des exercices d'évacuation en cas d'incendie, à condition :

- a) que l'installation d'alarme en cas d'incendie soit d'un type à 2 temps et homologué ;
- b) que cette installation soit doublée par un moyen distinct permettant d'appeler sur le lieu du sinistre le personnel d'extinction, lorsqu'un dispositif d'alarme est déclenché ;
- c) que le personnel du bâtiment soit assez nombreux et ait reçu l'entraînement pour mettre les autres occupants en sécurité en cas d'alarme générale ; et
- d) que l'installation d'alarme soit reliée au réseau municipal d'alarme en cas d'incendie ou directement au poste central du service de la prévention des incendies.

2) Un système d'alarme-incendie à 2 temps doit faire retentir dans tout le bâtiment, d'abord un signal distinct d'alerte en cas d'incendie, puis un signal continu destiné à donner l'alarme générale, à moins qu'il n'ait été conçu de

façon que le personnel autorisé exécute la consigne d'intervention prévue au paragraphe 1.

**3.2.4.3. Raccordement à un poste central :** Lorsqu'un système d'alarme en cas d'incendie est installé soit dans un établissement du groupe A, division 1, ou du groupe B,

soit dans un bâtiment élevé visé à la sous-section 3.2.6, il doit y avoir un raccordement direct avec le poste central du service d'incendie par le réseau municipal d'alarme d'incendie, soit par un réseau exploité privément, soit par un poste central ou un centre de contrôle privé ayant une liaison directe avec le service d'incendie.

**Tableau 3.2.4.A**

<i>Destination principale</i>		<i>Installation d'alarme et de détecteurs d'incendie prescrite</i>	<i>Installation de détecteurs de fumée prescrite dans les réseaux de recyclage de l'air</i>
<i>Groupe</i>	<i>Division</i>		
A Établissements recevant le public	1	Dans tous les bâtiments où la charge d'occupants dépasse 300.	Desservant plus d'un étage
	2	Où la charge d'occupants dépasse 300.	Desservant: a) des locaux ayant plus d'une destination et situés au même étage; ou b) plus d'un étage.
	3	Où la charge d'occupants dépasse 500.	Desservant: a) des locaux ayant plus d'une destination et situés au même étage; ou b) plus d'un étage.
	4	Où la charge d'occupants dépasse 500 dans les locaux situés sous les gradins.	Desservant: a) des locaux ayant plus d'une destination et situés au même étage; ou b) plus d'un étage.
B Établissements hospitaliers; d'assistance ou de détention	1 et 2	Où des locaux destinés au sommeil sont prévus pour 10 personnes ou plus.	Desservant: a) plus d'un étage; ou b) plus d'un compartiment étanche à la fumée.
C Habitations		1. À l'exception des habitations d'un ou de 2 logements, dans tous les bâtiments de plus de 2 étages; ou 2. Dans les lieux où 10 personnes ou plus peuvent coucher, excepté les bâtiments de 2 étages ou moins ayant un accès direct à l'extérieur à partir de chaque logement et de chaque chambre à coucher individuelle ne faisant pas partie d'une suite, par une porte au niveau du sol ou une porte s'ouvrant sur un balcon donnant directement accès au niveau du sol.	Desservant: a) plus d'un étage; b) plus d'une suite; ou c) plus d'une chambre individuelle ne faisant pas partie de suites.
D Établissements d'affaires		Où la charge d'occupants: a) dépasse 500, ou b) dépasse 150, au-dessus du 1er étage; c) dépasse 150, au-dessous du 1er étage.	Dans les bâtiments munis d'un ou plusieurs réseaux desservant plus d'un étage au-dessus du 4e étage.



Destination principale		Installation d'alarme et de détecteurs d'incendie prescrite	Installation de détecteurs de fumée prescrite dans les réseaux de recyclage de l'air
Groupe	Division		
E Établissements commerciaux		1. Où la charge d'occupants: a) dépasse 300; b) dépasse 150 au-dessus du 1er étage; ou c) dépasse 150 au-dessous du 1er étage; ou 2. Lorsque le bâtiment a plus de 2 étages en hauteur de bâtiment.	Dans tous les bâtiments de plus de 4 étages en hauteur de bâtiment.
F Établissements industriels	1 et 2	1. Où la charge d'occupants dépasse 300; ou 2. Où travaillent plus de 20 personnes au-dessus du 1er étage ou au-dessous de celui-ci; ou 3. Lorsque le bâtiment a plus de 2 étages en hauteur de bâtiment.	Dans tous les bâtiments de plus de 4 étages en hauteur de bâtiment.
	3	1. Où la charge d'occupants dépasse 500; ou 2. Où travaillent plus de 75 personnes au-dessus du 1er étage ou au-dessous de celui-ci.	Dans tous les bâtiments de plus de 4 étages en hauteur de bâtiment.

### 3.2.4.4. Détecteurs thermiques :

1) Sous réserve des paragraphes 2 et 3, lorsqu'un bâtiment doit être muni d'une installation d'alarme en cas d'incendie répondant au paragraphe 1 de l'article 3.2.4.1, des détecteurs thermiques homologués doivent être posés dans toutes les parties du bâtiment utilisées comme entrepôt, rangement ou débarras à l'usage des locataires, locaux de machinerie, d'équipement et d'incinérateur, chaufferies, cages d'ascenseur, de monte-charge et d'escalier, conduits de chute, placards à l'usage des concierges et tous autres locaux où l'on prévoit l'utilisation ou le rangement de matières dangereuses.

2) Les détecteurs de fumée homologués peuvent être utilisés à la place des détecteurs thermiques, à condition qu'ils soient approuvés conformément à l'article 2.6.1.

3) **Dérogation :** Lorsque sont installés des extincteurs automatiques à eau homologués munis d'avertisseurs de débit répondant aux prescriptions du présent code relatives à la détection automatique d'incendie, ils peuvent être utilisés à la place d'un système automatique de détection d'incendie.

**3.2.4.5. Distribution et installation :** Les systèmes prescrits d'alarme ou de détection d'incendie et de fumée doivent être situés et installés conformément à la partie VI.

### 3.2.5. Les installations pour la lutte contre l'incendie

#### 3.2.5.1. Accès au-dessus du niveau du sol :

1) Tout bâtiment doit être accessible aux véhicules du service des incendies en tout temps et comporter à chaque étage inférieur au 6e étage ou situé à moins de 90 pieds (27,4 m) au-dessus du niveau du sol, à l'exception du premier étage, au moins une fenêtre dégagée ou un panneau d'ouverture d'accès par 50 pieds (15,2 m) linéaires de mur, dans au moins un mur donnant sur une rue ou sur une cour conforme au paragraphe 1 de l'article 3.2.2.4.

2) Le panneau d'ouverture d'accès prescrit par le paragraphe 1 doit mesurer au moins 42 pouces (1 070 mm) de hauteur sur 22 pouces (559 mm) de largeur et sa partie inférieure doit être au plus à 36 pouces (914 mm) du plancher intérieur.

3) Les panneaux d'accès doivent se manoeuvrer facilement par les pompiers, tant de l'intérieur que de l'extérieur, à moins que l'ouverture ne soit vitrée en verre ordinaire.

4) Les paragraphes 1 à 3 ne s'appliquent pas à un étage muni d'extincteurs automatiques à eau.

5) Tout bâtiment doit être situé de façon à permettre aux véhicules du service d'incendie l'accès à partir d'une

rue, directement ou à travers une cour conforme au paragraphe 1 de article 3.2.2.4.

### 3.2.5.2. Accès au-dessous du niveau du sol :

1) Dans tout bâtiment, on doit pouvoir, à partir d'au moins une rue, accéder directement de l'extérieur à chaque sous-sol et cave dépassant 75 pieds (22,9 m) dans une de ses dimensions horizontales, soit par des portes, fenêtres ou autres moyens comportant une ouverture d'au moins 42 pouces (1 070 mm) de hauteur sur 22 pouces (559 mm) de largeur et dont le seuil n'est pas à plus de 36 pouces (914 mm) au-dessus du plancher, soit par un escalier intérieur directement accessible à partir de l'extérieur.

2) Les prescriptions du paragraphe 1 ne s'appliquent pas à une cave ou un sous-sol muni d'extincteurs automatiques à eau.

**3.2.5.3. Réserve d'eau :** La réserve d'eau nécessaire à l'alimentation des installations de protection contre l'incendie doit être calculée, conçue et maintenue conformément au Code national de prévention d'incendie du Canada (1975).

### 3.2.5.4. Canalisations d'incendie :

1) Une canalisation d'incendie avec robinets armés doit être installée conformément à la partie VI, dans tous les bâtiments :

a) de plus de 3 étages en hauteur de bâtiment ou 45 pieds (13,7 m) de hauteur au-dessus du niveau du sol ; et

b) de 3 étages en hauteur de bâtiment ou moins, qui ne sont pas munis d'extincteurs automatiques à eau et dont l'aire de bâtiment dépasse celle qui est indiquée au tableau 3.2.5.A, sous réserve de la section 3.3.

2) Lorsqu'une canalisation d'incendie avec robinets armés est prescrite dans les bâtiments de 3 étages en hauteur de bâtiment ou moins et dont l'aire de bâtiment est d'au plus 40 000 pieds carrés (3 720 m<sup>2</sup>), la prise de refoulement de 2½ pouces (64 mm) exigée à la partie VI peut être omise.

**Tableau 3.2.5.A**

**Prescriptions concernant les canalisations d'incendie, fondées sur la destination, la hauteur en étages et l'aire du bâtiment**

Classification de la destination	Aire du bâtiment					
	1 étage		2 étages		3 étages	
	pi <sup>2</sup>	(m <sup>2</sup> )	pi <sup>2</sup>	(m <sup>2</sup> )	pi <sup>2</sup>	(m <sup>2</sup> )
A	25 000	(2 325)	20 000	(1 860)	15 000	(1 394)
B (sauf les hôpitaux)	20 000	(1 860)	15 000	(1 394)	10 000	(930)
B (hôpitaux)	5 000	(465)	5 000	(465)	5 000	(465)
C	20 000	(1 860)	15 000	(1 394)	10 000	(930)
D	40 000	(3 720)	30 000	(2 790)	20 000	(1 860)
E (1)	—	—	—	—	—	—
F-1	10 000	(930)	10 000	(930)	—	—
F-2	20 000	(1 860)	15 000	(1 394)	10 000	(930)
F-3	30 000	(2 790)	20 000	(1 860)	10 000	(930)

N.B. Sur le tableau 3.2.5.A. :

(1) Les bâtiments du groupe E dont l'aire de bâtiment dépasse 15 000 pi<sup>2</sup> (1 394 m<sup>2</sup>) ou qui ont plus de 3 étages doivent être munis d'extincteurs automatiques répondant aux prescriptions de la sous-section 3.2.2.

**3.2.5.5. Extincteurs automatiques à eau :** Lorsqu'il est prescrit qu'un bâtiment ou une partie de bâtiment soit muni d'extincteurs automatiques à eau, ceux-ci doivent être conformes à la partie VI.

**3.2.5.6. Extincteurs portatifs :** Des extincteurs portatifs doivent être installés dans tout bâtiment. Le choix, l'installation, l'utilisation, la vérification et l'entretien des extincteurs portatifs doivent être conformes aux normes NFPA 10-1974, *Standard for the Installation, Maintenance and Use for Portable Fire Extinguishers*.

#### §3.2.6. Prescriptions supplémentaires concernant les bâtiments élevés

**3.2.6.1. Domaine d'application :** La présente sous-section s'applique :

a) aux bâtiments dont la destination principale est classée dans les groupes A, D, E ou F et qui ont une hauteur excédant :

i. 120 pieds (36,6 m), mesurée entre le niveau du sol et le niveau du plancher du dernier étage ; ou

ii. 60 pieds (18,3 m), mesurée entre le niveau du sol et le niveau du plancher du dernier étage, dans lequel la charge d'occupants cumulative ou totale de tous les étages au-dessus du premier étage, divisée par le nombre d'unités de passage de 22 pouces (559 mm) que comportent tous les escaliers d'issue de ces étages, dépasse 300 personnes ;

b) aux bâtiments renfermant des locaux dont la destination principale est classée dans les groupes B ou C et qui

sont situés à 60 pieds (18,3 m) ou plus au-dessus du niveau du sol, et aux bâtiments comprenant une étendue de plancher ou une partie d'étendue de plancher située au-dessus du troisième étage et conçue ou prévue pour abriter les locaux du groupe B à l'intention de malades alités ou de personnes infirmes.

### 3.2.6.2. Contrôle de la propagation de la fumée :

1) Tout bâtiment doit être conçu pour que pendant une période de 2 heures après le début d'un incendie, aucune étendue de plancher située au-dessus de l'étage d'issue le plus bas ne contienne plus de 1% en volume d'air contaminé provenant de l'étage sinistré, à supposer que la température extérieure soit égale à la température de base de janvier, sur une base de 2½ %, conformément au Supplément no 1 du Code national du bâtiment du Canada (1975).

2) Tout bâtiment doit être conçu de manière que, durant un incendie, la limite fixée au paragraphe 1 pour la pénétration de l'air contaminé dans les autres étendues de plancher ne soit pas dépassée :

a) dans les escaliers d'issue desservant des étages situés au-dessus du niveau d'issue le plus bas ; et

b) dans les escaliers d'issue desservant des étages situés au-dessous du niveau d'issue le plus bas.

3) Tout bâtiment doit être conçu pour que, durant un incendie, la limite fixée au paragraphe 1 pour la pénétration de l'air contaminé dans les autres étendues de plancher ne soit pas dépassée, dans les cages des ascenseurs à rappel prioritaire pour les pompiers, prescrits par l'article 3.2.6.3.

4) Les exigences des paragraphes 1, 2 et 3 sont remplies par l'application d'une des mesures définies en B, D, F, H ou I de la brochure CNRC no 13366F, 1973, Mesures de sécurité en cas d'incendie dans les bâtiments élevés.

5) Les bâtiments classifiés dans le groupe C et qui n'ont pas plus de 250 pieds (76,2 m) de hauteur, mesurée entre le niveau du sol et le niveau du plancher du dernier étage, ainsi que les bâtiments classifiés dans les groupes A, D, E ou F et dont les occupants des étages situés au-dessus du niveau du sol ont accès à des étendues de plancher ou à des parties d'étendues de plancher où ils peuvent être admis sans danger et qui :

a) sont prévues aux plans comme zones de refuge et signalées comme telles dans le bâtiment ;

b) sont prévues au moins à tous les cinq étages ;

c) assurent une superficie de plancher d'au moins 5 pieds carrés (0,5 m<sup>2</sup>) par occupant pouvant marcher et 16 pieds carrés (1,5 m<sup>2</sup>) par occupant incapable de marcher ;

d) comportent des portes et corridors d'accès donnant sur chaque partie prévue d'une étendue de plancher située au même étage, et suffisants pour offrir une unité de passage de 22 pouces (559 mm) par 150 personnes susceptibles de les utiliser pour atteindre la partie prévue d'une étendue de plancher ;

e) disposent d'escaliers d'accès débouchant des étages intermédiaires et donnant sur chaque partie prévue d'une étendue de plancher, et suffisants pour offrir une unité de passage de 22 pouces (559 mm) par 100 personnes susceptibles de les emprunter pour accéder à la partie prévue de l'étendue de plancher ; et

f) pendant 2 heures après le début d'un incendie, ne contiennent pas plus de 1% en volume d'air contaminé provenant de l'étage sinistré, à supposer que la température extérieure soit égale à la température de base de janvier, sur une base de 2½ %, selon le Supplément no 1 du Code national du bâtiment du Canada (1975).

Les exigences du présent paragraphe sont remplies par l'application des mesures K ou L définies dans la brochure CNRC no 13366F, 1973, Mesures de sécurité en cas d'incendie dans les bâtiments élevés.

6) Dans le cas des bâtiments classifiés dans les groupes A, C, D, E ou F, les paragraphes 1 et 3 et le sous-paragraphe a du paragraphe 2 ne s'appliquent pas lorsque le bâtiment est muni d'extincteurs automatiques à eau et :

a) que ceux-ci comportent un avertisseur de débit et de dérangement qui :

i. transmet automatiquement un signal de débit, directement au service d'incendie ou par l'intermédiaire d'un central d'alarme indépendant ;

ii. transmet automatiquement les autres signaux de dérangement à un central de surveillance privé ou à un central indépendant ; et

iii. actionne un dispositif d'avertissement au poste central d'alarme et de commande prévu à l'article 3.2.6.8 ;

b) que chaque escalier desservant des étages situés au-dessus du niveau d'évacuation le plus bas est ventilé sur l'extérieur en partie basse de la cage ;

c) que des mesures sont prises pour limiter la propagation, aux étages supérieurs, des fumées dégagées par un incendie éclatant dans une étendue de plancher située au-dessous de l'étage d'issue le plus bas ;

d) qu'à l'exception des ventilateurs d'extraction des cuisines, des toilettes, et des salles de bains des logements, ainsi que des ventilateurs d'évacuation des fumées prévus à l'article 3.2.6.4, les ventilateurs à air sont arrêtés dans toute installation desservant plus de 2 étages.

Les exigences du présent paragraphe sont remplies par l'application de la mesure A, définie dans la brochure CNRC no 13366F, 1973, Mesures de sécurité en cas d'incendie dans les bâtiments élevés.

7) Les prescriptions du paragraphe 1 ne s'appliquent pas aux bâtiments classifiés dans les groupes A, C, D, E ou F :

- a) qui n'ont pas plus de 250 pieds (76,2 m) de hauteur, mesurée entre le niveau du sol et le niveau du plancher du dernier étage ; et
- b) où le nombre d'occupants des étages situés au-dessus du niveau du sol ne dépasse pas le tiers de la superficie totale en pieds carrés des girones et paliers des escaliers d'issue qui desservent ces étages.

Les exigences du présent paragraphe sont remplies par l'application des mesures C, E, G ou J définies dans la brochure CNRC no 13366F, 1973, Mesures de sécurité en cas d'incendie dans les bâtiments élevés.

8) Les prescriptions des paragraphes 1 et 3 et du sous-paragraphe a du paragraphe 2 ne s'appliquent pas aux bâtiments classifiés dans le groupe C :

- a) qui n'ont pas plus de 120 pieds (36,6 m) de hauteur, mesurée entre le niveau du sol et le niveau du plancher du dernier étage ;
- b) où chaque chambre louée individuellement et chaque suite ou logement, situés au-dessus du sol, comportent un accès direct à un balcon extérieur qui :
  - i. a une profondeur d'au moins 5 pieds (1,5 m), entre la face extérieure du mur extérieur et le bord intérieur du balcon ; et
  - ii. offre une surface d'au moins 5 pieds carrés (0,5 m<sup>2</sup>) par occupant de la chambre, de la suite ou du logement ;
- c) où chaque escalier qui dessert les étages situés au-dessous du niveau d'évacuation le plus bas est ventilé sur l'extérieur en partie basse de la cage ;
- d) où des mesures sont prises pour limiter la propagation, aux étages supérieurs, des fumées dégagées par un incendie éclatant dans une étendue de plancher située au-dessous de l'étage d'issue le plus bas ; et
- e) où, à l'exception des ventilateurs d'extraction des cuisines, des toilettes, et des salles de bains des logements, les ventilateurs à air sont arrêtés dans toute installation desservant plus de 2 étages. Les exigences du présent paragraphe sont remplies par l'application de la mesure M définie dans la brochure CNRC no 13366F, 1973, Mesures de sécurité en cas d'incendie dans les bâtiments élevés.

9) Lorsqu'un bâtiment visé au paragraphe 1 de l'article 3.2.6.1, est relié à un autre bâtiment, la mesure M définie dans la brochure CNRC no 13366F, 1973, Mesures de sécurité en cas d'incendie dans les bâtiments élevés, doit être appliquée pour limiter le mouvement de l'air contaminé d'un bâtiment à l'autre durant un incendie.

### 3.2.6.3. Ascenseurs :

1) Sauf au niveau du premier étage où se trouve le poste central d'alarme et de commande prescrit par l'article 3.2.6.8, les dispositifs de réouverture des portes d'ascenseur susceptibles d'être dérégées par la fumée et les gaz chauds, comme les cellules photoélectriques, doivent cesser de fonctionner lorsque les portes ont été maintenues ouvertes durant 10 secondes.

2) On doit installer un interrupteur à clé qui :

- a) soit en évidence à l'extérieur de la cage d'ascenseur, au poste central d'alarme et de commande défini à l'article 3.2.6.8 ou près de celui-ci ;
  - b) provoque le retour immédiat de toutes les cabines d'ascenseur du bâtiment au premier étage ou au hall de correspondance, en annulant tous les appels enregistrés après l'immobilisation de la cabine à l'étage le plus proche où elle peut faire un arrêt normal ;
  - c) empêche le fonctionnement des interrupteurs d'arrêt de secours de toutes les cabines, dès sa mise en oeuvre.
- 3) Chaque cabine d'ascenseur doit être munie d'un interrupteur à clé qui :
- a) permet de faire fonctionner l'appareil indépendamment des autres ;
  - b) permet de l'utiliser indépendamment des boutons d'appel des étages ;
  - c) neutralise les dispositifs de protection des portes ; et
  - d) ne commande l'ouverture des portes que si l'on maintient en position de marche les boutons ou interrupteurs d'ouverture, de sorte que si l'on cesse de retenir la manœuvre du bouton ou de l'interrupteur, pendant que la porte s'ouvre, les portes se referment automatiquement.

4) Les clés nécessaires pour actionner les interrupteurs prescrits aux paragraphes 2 et 3 doivent être placées dans un coffret identifié et situé en évidence à l'extérieur de la cage d'ascenseur, à l'étage où se trouve le poste central d'alarme et de commande exigé par l'article 3.2.6.8, et une clef supplémentaire de chaque interrupteur doit être gardée au poste central d'alarme et de commande.

**3.2.6.4. Ascenseur mis à la disposition des pompiers :**

1) Au moins 1 ascenseur doit être mis à la disposition des pompiers.

2) Cet ascenseur doit avoir une aire de plancher d'au moins 24 pieds carrés (2,2 m<sup>2</sup>) et pouvoir élever en une minute une charge de 2 000 livres (907 kg), d'un palier du premier étage au dernier étage qu'il dessert.

3) Des mesures doivent être prises pour s'assurer que cet ascenseur est capable de fonctionner lorsqu'il est exposé pendant 1 heure à la chaleur d'un incendie à l'extérieur de sa cage. Les exigences du présent paragraphe et du paragraphe 4 de l'article 3.2.6.2 sont remplies par l'application des mesures B, C, D, E ou L définies dans la brochure CNRC no 13366F (1973), Mesures de sécurité en cas d'incendie dans les bâtiments élevés, et destinées à limiter le passage de la fumée dans cet ascenseur lorsqu'il donne sur un corridor commun ou un vestibule protégé contre la pénétration des fumées et des flammes comme cela est indiqué dans ces mesures. Les exigences du présent paragraphe et du paragraphe 4 de l'article 3.2.6.2. sont remplies par l'application de la mesure K, définie dans la brochure CNRC no 13366F (1973), Mesures de sécurité en cas d'incendie dans les bâtiments élevés, c'est-à-dire par l'installation d'un ascenseur conforme aux exigences du paragraphe 2 et des paragraphes 4 à 7 de chaque côté d'un bâtiment divisé verticalement.

4) Cet ascenseur doit pouvoir assurer la liaison entre le premier étage et tous les étages du bâtiment qui sont situés au-dessus du niveau du sol et sont normalement desservis par l'appareil.

5) Lorsqu'il est nécessaire de changer d'ascenseur pour atteindre un des étages situés au-dessus du niveau du sol, l'installation doit être conçue de façon qu'il ne faille pas plus d'un changement d'ascenseur pour passer du premier étage à n'importe quel autre étage du bâtiment.

6) Ces ascenseurs doivent être signalés à l'étage où se trouve le poste central d'alarme et de commande défini à l'article 3.2.6.8, ainsi qu'à tous les niveaux de correspondance prévus au paragraphe 4. Cette signalisation peut cependant être omise lorsqu'on applique les mesures A ou K de la brochure CNRC no 13366F (1973), Mesures de sécurité en cas d'incendie dans les bâtiments élevés.

7) Les conducteurs électriques qui alimentent cet ascenseur doivent être posés dans des vides techniques qui ne renferment pas d'autres matières combustibles et qui sont construits en conformité avec la section 3.5, à moins qu'ils ne soient protégés d'une autre façon contre l'action du feu, de manière à assurer le fonctionnement de l'appareil pendant une heure, lorsqu'il est soumis à des températures correspondant au programme thermique prévu pour l'essai de résistance au feu défini à l'article 3.1.5.1, à partir

du branchement de l'alimentation électrique de secours ou du branchement de l'alimentation électrique ordinaire jusqu'à l'ascenseur. Toutefois, des conducteurs homologués pour une résistance de 1 heure peuvent être posés dans la cage de l'ascenseur.

**3.2.6.5. Ventilation pour la lutte contre l'incendie :**

Chaque étendue de plancher doit pouvoir se ventiler sur l'extérieur par des fenêtres, des trappes murales, des cheminées d'appel ou par l'installation d'évent du bâtiment conforme à la brochure CNRC no 13366F (1973), Mesures de sécurité en cas d'incendie dans les bâtiments élevés.

**3.2.6.6. Extincteurs automatiques à eau :** Les lieux suivants doivent être munis d'extincteurs automatiques à eau :

a) les étages ou parties d'étage ayant une destination du groupe E ou du groupe F, division 1 ou 2 ;

b) les restaurants et les débits de boissons alcooliques ; et

c) les étages ou parties d'étage destinés à l'emmagasiner ou à la manipulation de matières dangereuses.

**3.2.6.7. Revêtements intérieurs :**

1) Le revêtement intérieur des murs, cloisons, plafonds et planchers des locaux et autres espaces, y compris les vides techniques et les cabines d'ascenseurs, doit avoir un indice de propagation des flammes et une classification du pouvoir fumigène conformes aux valeurs du tableau 3.2.6.A.

2) Sauf pour les bâtiments classifiés dans le groupe B, les indices de propagation des flammes exigés ailleurs dans la présente partie peuvent s'appliquer au lieu des prescriptions du paragraphe 1, lorsqu'un bâtiment est muni d'extincteurs automatiques à eau et d'un avertisseur de dérangement conformes au paragraphe 6 de l'article 3.2.6.2.

3) Les revêtements de sol des locaux et espaces autres que les locaux techniques, les vides techniques, les planchers et les escaliers des issues, les cabines d'ascenseurs, les vestibules adjacents aux ascenseurs et les corridors donnant accès à des issues mais non situés dans des suites doivent subir avec succès l'essai de résistance aux flammes de l'ONGC, F4-GP-129 (1972), Tapis pour locaux commerciaux.

Tableau 3.2.6.A

Emplacement	Indice maximal de propagation des flammes			Classification maximale en fonction du pouvoir fumigène		
	Superficie du mur	Superficie du plafond	Superficie du plancher	Superficie du mur	Superficie du plafond	Superficie du plancher
Escaliers de sortie, vestibules d'escaliers de sortie et halls de sortie	25 <sup>1</sup>	25 <sup>1</sup>	25	50 <sup>1</sup>	50 <sup>1</sup>	50
Corridors donnant accès à des issues excepté à l'intérieur des suites	(1)	(1)	300	100 <sup>1</sup>	50 <sup>1</sup>	500
Cabines et sas d'ascenseurs	25	25	300	100	100	300
Vides techniques	25	25	25	50	50	50
Autres locaux ou espaces	(1)	(1)	(2)	300	50	(2)

N.B. Sur le tableau 3.2.6.A :

- (1) Pour les prescriptions concernant l'indice de propagation des flammes dans ces endroits, voir la section 3.3 et les sous-sections 3.1.4 et 3.1.11.  
 (2) Voir le paragraphe 3 de l'article 3.2.6.7.

(3) Les garnitures de menuiserie et les portes peuvent avoir un indice de propagation des flammes allant jusqu'à 150 (voir les paragraphes 1 et 2 de l'article 3.4.4.1) et un indice de dégagement de fumée allant jusqu'à 300, à condition de constituer au plus 10% du mur ou du plafond dont elles font partie.

### 3.2.6.8. Poste central d'alarme et de commande :

1) On doit prévoir, au premier étage, un poste central d'alarme et de commande qui ne soit pas un central de surveillance privé et qui :

- a) soit situé à un endroit approuvé par le service d'incendie et d'accès facile pour les pompiers ; et
- b) doit être conçu pour tenir compte du bruit de fond habituel en cas d'incendie et pour pouvoir fonctionner efficacement dans ces conditions.

2) Le poste central d'alarme et de commande doit comprendre :

- a) un dispositif de commande du réseau de communication phonique prescrit par l'article 3.2.6.9 ;
- b) un signal d'alarme sonore et visuel commandé par un dispositif de détection ou d'alarme, et un interrupteur capable d'arrêter l'émission du signal sonore et déclenchant du même coup un signal visuel indiquant l'arrêt du signal sonore ;

c) un panneau annonciateur permettant d'identifier le genre de signal et de localiser l'étage ou la zone d'où provient l'alarme d'incendie ;

d) un dispositif permettant de transmettre automatiquement des signaux d'alarme au service d'incendie, directement ou par l'intermédiaire d'un poste central indépendant ou d'un central de surveillance privé homologué ;

e) un dispositif de fermeture automatique des portes d'accès aux vestibules, habituellement maintenues ouvertes, et dont le déclenchement est actionné dès la réception d'un signal d'alarme comme prévu au paragraphe 9 de l'article 3.1.7.2, à moins que la fermeture ne s'effectue automatiquement grâce à une installation de commande privée ;

f) un dispositif manuel de déclenchement du système d'alarme du bâtiment et d'arrêt de ce système lorsqu'il a initialement fonctionné pendant au moins 1 minute, avec signalisation de l'arrêt par signal visuel ; et

g) un dispositif permettant de faire fonctionner l'équipement auxiliaire ou de communiquer avec un central de surveillance permanente à équipement auxiliaire de manière conforme aux mesures de sécurité en cas d'incendie prévues dans le bâtiment.

### **3.2.6.9. Réseaux de communication phonique :**

1) Lorsque la distance verticale entre le plancher du dernier étage et le niveau du sol dépasse 120 pieds (36,6 m), de même que dans les bâtiments renfermant une étendue de plancher ou une partie d'étendue de plancher située au-dessus du troisième étage et conçue ou prévue pour abriter des locaux du groupe B destinés à des malades alités ou à des infirmes, le bâtiment doit comporter un ou plusieurs réseaux de communication phonique constitués :

a) par un réseau de communication bilatéral en des endroits approuvés par le service d'incendie et comportant à chaque étendue de plancher des liaisons avec le poste central d'alarme et de commande, et aussi avec le central de commande des installations mécaniques ; et

b) par des haut-parleurs mis en oeuvre au poste central d'alarme et de commande, et conçus et situés de façon à être entendus dans tout le bâtiment.

2) Le réseau doit permettre d'arrêter les dispositifs d'alarme d'incendie quand les haut-parleurs sont utilisés, mais seulement après que les dispositifs d'alarme d'incendie ont fonctionné initialement pendant au moins 1 minute.

**3.2.6.10. Protection contre l'incendie des conducteurs électriques :** Les conducteurs électriques qui desservent le matériel de secours doivent être posés dans des vides techniques ne renfermant pas d'autres matières combustibles, à moins qu'ils ne soient protégés contre l'action du feu conformément aux sous-sections 3.5.3 et 3.5.4, de façon à assurer le fonctionnement continu du matériel pendant une heure, à partir de la source de courant jusqu'aux circuits de dérivation alimentant les équipements prescrits par les articles 3.2.6.2 à 3.2.6.5.

### **3.2.6.11. Source de courant de secours :**

1) On doit prévoir, en cas de panne de la source de courant normale, une source de courant de secours pouvant fonctionner à pleine charge durant au moins 2 heures, constituée soit par un service distinct qui n'est pas alimenté à partir du même transformateur que la source principale, soit par une source de courant de secours locale, pour desservir :

a) l'installation d'alarme en cas d'incendie et le réseau de communication phonique prescrits par les articles 3.2.6.8 et 3.2.6.9 ;

b) chaque ascenseur installé dans un bâtiment qui dépasse 120 pieds (36,6 m) de hauteur verticale, mesurée entre le niveau du sol et le plancher du dernier étage, à supposer qu'un seul ascenseur fonctionne à la fois ;

c) la réserve d'eau d'extinction répondant aux prescriptions de l'article 3.2.5.3, lorsque l'alimentation est tributaire de la source de courant normale du bâtiment ;

d) les ventilateurs d'évacuation prescrits par l'article 3.2.6.5 ; et

e) l'éclairage de sécurité.

2) Des dispositions doivent être prises pour qu'en cas de panne de courant, l'équipement prévu au sous-paragraphe a du paragraphe 1 soit automatiquement branché sur la source de courant de secours.

**3.2.6.12. Vérification des systèmes de contrôle de la propagation de la fumée et de ventilation :** Les installations de ventilation et de maîtrise du mouvement de la fumée doivent être vérifiées d'après les articles 3.2.6.2 et 3.2.6.5 et selon les méthodes définies à l'annexe C de la brochure CNRC no 13366F (1973), Mesures de sécurité en cas d'incendie dans les bâtiments élevés.

## **SECTION 3.3**

### **EXIGENCES DE SÉCURITÉ EN CAS D'INCENDIE DANS LES ÉTENDUES DE PLANCHER**

#### **§3.3.1. Prescriptions générales**

##### **3.3.1.1. Matières dangereuses :**

1) **Généralités :** Lorsque des matières dangereuses sont utilisées dans l'exploitation d'un établissement, d'une façon autre que celle qui est prévue à la sous-section 3.3.7 pour les destinations du groupe F, division 1, l'emmagasinage, la manipulation et l'utilisation de celles-ci doivent se faire conformément au Code national de prévention d'incendie du Canada (1975).

2) **Dépôts :** Les dépôts ou les locaux où sont emmagasinées des matières dangereuses doivent être séparés des autres locaux par des cloisonnements coupe-feu de 3 heures. Ces cloisonnements n'ont pas besoin d'être supportés

par des cloisonnements ayant un degré de résistance au feu.

3) **Cuisines :** Dans les cuisines renfermant des appareils commerciaux de cuisson, l'équipement utilisé dans des processus donnant lieu à un dégagement de fumée ou de vapeurs chargées de graisse doit être muni d'un dispositif d'évacuation mécanique et doit être conforme aux sections 3, 4, 6 et 10 de NFPA 96-1973, *Installation of Equipment for the Removal of Smoke and Grease-Laden Vapors from Commercial Cooking Equipment* pour les hottes, les réseaux de conduits, les dispositifs d'enlèvement des graisses et le matériel d'extinction.

## ACCÈS AUX ISSUES

**3.3.1.2. Généralités :** Les accès aux issues sont soumis aux prescriptions de la présente sous-section et des sous-sections 3.3.2 à 3.3.7.

### 3.3.1.3. Accès à 2 issues :

1) Lorsqu'une étendue de plancher est occupée par plus d'un locataire et que les locaux de chacun d'eux sont entourés de murs et de cloisons, chaque local ou suite occupé séparément doit comporter soit une porte extérieure au niveau du sol, soit une porte qui donne accès à un corridor intérieur, à un balcon extérieur, ou à un passage extérieur s'ouvrant à l'air libre. À partir du point où la porte débouche sur ce corridor, balcon ou passage, on doit pouvoir se diriger dans des directions opposées, vers 2 issues distinctes qui permettent de quitter l'étendue de plancher sauf dans le cas de corridor en impasse visé par l'article 3.3.4.5.

2) Dans un bâtiment classifié dans le groupe C, de 3 étages ou moins en hauteur de bâtiment, une porte desservant un logement peut donner directement sur un escalier d'issue à condition que chaque logement soit pourvu d'un autre moyen d'évacuation séparé.

3) Sauf indication contraire ailleurs dans la présente partie, les corridors communs doivent être isolés du reste du bâtiment par des séparations coupe-feu d'un degré de résistance au feu d'au moins 1 heure, toutefois :

a) il n'est pas obligatoire que ce degré de résistance au feu dépasse  $\frac{3}{4}$  heure lorsqu'un degré de résistance au feu supérieur à  $\frac{3}{4}$  heure n'est pas exigé pour le plancher ;

b) aucun degré de résistance au feu n'est exigé lorsque l'aire de plancher est protégée par des extincteurs automatiques à eau et que le corridor ne dessert pas un établissement des groupes B ou C ; et

c) aucune séparation coupe-feu n'est exigée lorsque la largeur utile du corridor est supérieure à 15 pieds (5 m), que l'aire de plancher est protégée par des extincteurs au-

tomatiques à eau et que le corridor ne dessert pas un établissement des groupes B ou C.

4) Lorsque le corridor dessert un usage du groupe E ou du groupe F, division 1 ou 2, le système d'extincteurs automatiques à eau mentionné aux sous-paragraphes b et c du paragraphe 3 doit être sous surveillance électrique. Si un annonciateur est exigé en vertu de l'article 6.7.2.5, celui-ci devra indiquer chacun des dérangements suivants :

a) ouverture ou fermeture d'un robinet gênant le fonctionnement du système ;

b) baisse de la pression d'air ou d'eau dans le système ;

c) panne de la source d'électricité alimentant les pompes à incendie automatiques, les surpresseurs auxiliaires ou les pompes nécessaires au fonctionnement du système ; et

d) changement important du niveau de l'eau, et s'il y a risque de gel, de la température de l'eau dans les citernes ou les réservoirs sous pression destinés à alimenter le système d'extincteurs automatiques à eau et à suppléer à son alimentation.

**3.3.1.4. Portes prescrites :** Un groupe de pièces ou un local occupé par un seul locataire doit avoir 2 portes d'issue placées de telle manière que si l'une d'elles devient inaccessible aux occupants à cause d'un début d'incendie dans le local ou le groupe de pièces comme l'exige l'article 3.3.1.3 lorsque :

a) la destination est classifiée dans le groupe F, division 1 ;

b) il est prévu pour une charge d'occupants supérieure à 60 ; ou

c) la distance mesurée en ligne droite entre n'importe quel point du local ou du groupe de pièces et la porte la plus proche donnant directement sur un corridor commun dépasse 75 pieds (22,9 m).

**3.3.1.5. Nombre de portes :** Le nombre minimal de portes permettant d'évacuer un local à forte densité d'occupation doit être égal au nombre d'issues prescrites au tableau 3.4.2.A.

### 3.3.1.6. Corridors :

1) La largeur minimale des corridors communs doit être de 44 pouces (1 120 mm).

2) La hauteur libre minimale des corridors communs et des portes situées dans des corridors communs doit être conforme à l'article 3.4.3.5.

3) Les corridors communs doivent être munis d'un système d'éclairage de sécurité en cas de défaillance de la



source primaire d'énergie. Ce système d'éclairage doit être conforme aux critères prévus pour les issues aux articles 3.4.7.1. et 3.4.7.2.

4) La longueur d'un corridor commun en impasse ne doit pas être supérieur à 20 pieds (6 m) dans les établissements des groupes B ou C et à 40 pieds (12 m) dans les autres établissements sauf pour les établissements du groupe F division 1 où ils sont interdits. Aucune porte autre que celles donnant accès à un local ou un groupe de locaux loués individuellement ne doit donner sur un corridor commun en impasse.

Les portes situées dans un corridor commun en impasse doivent être placées de façon qu'on ait pas à en croiser plus de 2 pour atteindre l'issue.

Dans un local ou un groupe de locaux où il est nécessaire d'avoir plus d'un accès à l'issue, 1 seul accès à l'issue doit donner sur le même corridor commun en impasse.

### 3.3.1.7. Portes :

1) Une porte qui débouche sur un corridor commun ou qui est située dans un corridor commun ou un autre lieu donnant accès à des issues à partir d'un local ou d'un groupe de locaux doit s'ouvrir dans le sens de la sortie ou être du type va-et-vient avec regards, si le local ou le groupe de locaux sert ou est prévu pour plus de 60 personnes ou pour une destination du groupe F, division 1. Cette porte doit pivoter sur son axe vertical.

2) Cette porte peut être coulissante, à condition qu'elle soit conçue et posée de façon qu'une pression exercée sur elle la fasse pivoter sur son axe vertical, dans le sens de la sortie.

**3.3.1.8. Largeur des portes :** Une porte qui débouche sur un corridor commun ou dans un autre lieu donnant accès à des issues à partir d'un local ou d'un groupe de locaux ou qui est située dans ce corridor ou autre lieu, ne doit pas :

- a) avoir moins de 32 pouces (813 mm) de largeur ;
- b) lorsqu'elle est à plusieurs vantaux, comporter des vantaux dont la largeur est inférieure à 24 pouces (610 mm) ou supérieure à 48 pouces (1 220 mm) ;
- c) s'ouvrir sur une marche ;
- d) en s'ouvrant, réduire ou bloquer l'accès à une issue.

**3.3.1.9. Rampes et escaliers :** Les rampes, les escaliers ordinaires et les escaliers mécaniques, et les passages

utilisés par le public comme accès à des issues doivent être conformes à la sous-section 3.4.8.

**3.3.1.10. Capacité d'évacuation des accès aux issues :** La capacité d'évacuation d'un accès à une issue doit être fondée sur la charge d'occupants de l'étendue de plancher qu'il dessert et être calculée d'après le nombre maximal de personnes par unité de passage, laquelle est établie suivant la méthode prévue à l'article 3.4.3.2 et aux sous-paragraphe *a, b et c* :

- a) lorsque les portes, les corridors et les passages ne comportent ni escaliers, ni rampes, la capacité maximale d'évacuation par unité de passage de 22 pouces (559 mm) est de 90 personnes ;
- b) les rampes, les escaliers ordinaires et les escaliers mécaniques ne peuvent donner passage à plus de 60 personnes par unité de passage de 22 pouces (559 mm) ; et
- c) les accès aux issues permettant de quitter les étendues de plancher destinées aux traitements ou aux soins de personnes infirmes ne peuvent donner passage à plus de 30 personnes par unité de passage de 22 pouces (559 mm).

### 3.3.1.11. Indice de propagation des flammes des corridors :

- 1) Les matériaux de revêtement intérieur appliqués sur les murs et le plafond d'un corridor commun doivent avoir un indice de propagation des flammes d'au plus 150.
- 2) Lorsque le bâtiment n'est pas muni d'extincteurs automatiques à eau, le plafond d'un corridor commun doit avoir un indice de propagation des flammes d'au plus 25, sur au moins 90% de sa surface.
- 3) Lorsque le bâtiment n'est pas muni d'extincteurs automatiques à eau, tout mur d'un corridor commun, à l'exception des portes, doit avoir un indice de propagation des flammes d'au plus 75 sur au moins 90% de sa surface, ou d'au plus 25 sur au moins 90% de la moitié supérieure de sa surface.

### 3.3.1.12. Garde-corps :

- 1) Les toits auxquels un accès est prévu à des fins autres que l'entretien doivent être munis de garde-corps d'au moins 42 pouces (1 070 mm) de hauteur.
- 2) Les planchers surélevés, les mezzanines, les balcons et les tribunes doivent comporter des garde-corps d'au moins 42 pouces (1 070 mm) de hauteur.
- 3) Un garde-corps prescrit desservant un local ou un espace où le public est admis ou un balcon extérieur ne doit pas présenter d'ouvertures permettant le passage d'un objet de plus de 4 pouces (102 mm) de diamètre.

**3.3.1.13. Portes et panneaux transparents :**

1) Une porte vitrée ou transparente qui est accessible au public doit être munie de pièces de quincaillerie, barreaux ou autres éléments non transparents indiquant sa position et être construite de verre armé ou de verre de sécurité conforme à la partie IX.

2) Les panneaux transparents posés dans les accès aux issues et qui, du fait de leur configuration matérielle ou de leur conception, pourraient être pris pour des portes, doivent être rendus inaccessibles aux occupants, à l'aide d'une main courante d'au moins 42 pouces (1 070 mm) de hauteur.

**§3.3.2. Établissements recevant le public****3.3.2.1. Domaine d'application :**

1) La présente sous-section s'applique aux étendues de plancher et aux parties de celles-ci qui servent ou sont destinées à être utilisées comme établissement recevant le public.

2) Dans un local sans sièges fixes et à forte densité d'occupation, la charge d'occupants doit être affichée bien en vue près de l'entrée principale.

**3.3.2.2. Cloisonnements coupe-feu prescrits :**

1) Des locaux ayant différentes destinations de même division et dont l'un a une charge d'occupants supérieure à 200 doivent être séparés les uns des autres par des cloisonnements coupe-feu ayant un degré de résistance au feu au moins égal à celui qui est prescrit à la sous-section 3.2.2 pour leur plancher, mais il n'est pas nécessaire que celui-ci dépasse 1 heure.

2) Lorsque les dessous de gradins sont utilisables, dans les bâtiments du type arène, ils doivent être séparés des sièges par un cloisonnement coupe-feu de  $\frac{3}{4}$  d'heure ou être munis d'extincteurs automatiques à eau.

3) Les établissements recevant le public doivent être séparés des garages par des cloisonnements coupe-feu conformes à l'article 3.3.7.7.

**3.3.2.3. Indice de propagation des flammes :**

1) Les matériaux de revêtement intérieur posés sur les murs ou le plafond d'un local ou d'un espace recevant le public doivent avoir un indice de propagation des flammes d'au plus 150.

2) Dans les établissements du groupe A, division 1, l'indice de propagation des flammes ne doit pas dépasser 25, sur au moins 90% de la superficie totale des murs et du plafond.

3) Lorsque l'étendue de plancher n'est pas munie d'extincteurs automatiques à eau, dans les établissements du groupe A, division 2, qui ont une forte densité d'occupation, l'indice de propagation des flammes ne doit pas dépasser 75, sur au moins 90% :

a) de la surface des plafonds ; et

b) de la surface des murs, dans les cas où la charge d'occupants excède 200.

4) Les paragraphes 2 et 3 ne s'appliquent ni aux portes, ni aux surfaces exposées de la construction en gros bois d'oeuvre.

**3.3.2.4. Sièges fixes :**

1) À l'exception des sièges en forme de banc dont il est question aux articles 3.3.2.6 et 3.3.2.8, les sièges fixes placés dans les lieux de réunion doivent :

a) être assujettis ou fixés au plancher, au gradin ou à la contremarche ;

b) être munis d'un dossier et de bras ; et

c) être disposés en rangées laissant un passage libre d'au moins 16 pouces (406 mm), mesuré au fil à plomb entre le dos d'un fauteuil et le devant du fauteuil situé immédiatement en arrière, lorsqu'il est inoccupé.

2) Sur le plancher principal comme dans les balcons et les galeries, les allées doivent être disposées de façon que chaque spectateur, pour atteindre l'allée la plus proche, ne soit pas obligé de passer devant un nombre de sièges supérieur à 7 sauf :

a) lorsqu'une porte donnant directement sur un accès à une issue est prévue pour chaque groupe de 3 rangées de fauteuils. Il n'est pas nécessaire que cette porte soit identifiée par un panneau portant l'inscription « Sortie » ou « Exit » ;

b) lorsqu'une rangée de fauteuils sur 3 se termine aux murs latéraux ; et

c) lorsque le nombre de fauteuils par rangée ne dépasse pas 100.

**3.3.2.5. Allées :**

1) Les allées situées dans des lieux de réunion munis de sièges fixes avec bras doivent conduire aux issues et répondre aux prescriptions du présent article sauf celles visées par les articles 3.3.2.6 et 3.3.2.8.

2) Les allées desservant 60 sièges ou moins doivent avoir au moins 30 pouces (760 mm) de largeur.

3) Une allée doit avoir au moins 36 pouces (914 mm) de largeur si elle dessert des sièges sur un côté seulement,

et au moins 42 pouces (1 070 mm) si elle en dessert sur les deux côtés, cette largeur étant mesurée au point le plus éloigné de l'issue, de l'allée transversale ou du foyer et augmentant de 1½ pouce (38 mm) par 5 pieds (1,5 m) de longueur dans la direction de cette issue.

4) Les allées doivent aboutir à une allée transversale, à un foyer ou à une issue dont la largeur n'est pas inférieure à la largeur prescrite pour l'allée la plus large, augmentée de la moitié de la largeur totale prescrite pour les autres allées desservies par l'allée transversale, le foyer ou l'issue.

5) Les allées en impasse ne doivent pas avoir plus de 20 pieds (6,1 m) de longueur.

6) La distance à parcourir dans une allée pour gagner une porte d'issue ne doit pas dépasser 150 pieds (45,8 m).

7) Lorsque les sièges sont disposés conformément au paragraphe 2 de l'article 3.3.2.4, les allées latérales doivent avoir au moins 44 pouces (1 120 mm) de largeur.

8) Le plancher d'une allée doit avoir une pente d'au plus 1 pour 8.

9) Les allées ne doivent pas comporter de marches, sauf lorsque la pente dépasserait 1 pour 8. Dans ce cas, les marches doivent répondre aux prescriptions suivantes :

a) le passage entre les rangées de fauteuils doit être de niveau sur toute sa longueur ;

b) la contremarche doit avoir au moins 4½ pouces (114 mm) de hauteur ;

c) lorsqu'une seule contremarche est nécessaire entre 2 gradins adjacents garnis de fauteuils, sa hauteur ne doit pas dépasser 8 pouces (203 mm), et s'il faut plusieurs contremarches, leur hauteur doit être d'au plus 7¾ pouces (197 mm) ;

d) lorsque la hauteur des contremarches varie :

i. la hauteur des contremarches adjacentes ne doit pas varier de plus de ¼ de pouce (6 mm) ; et

ii. la marche ou toute partie d'un gradin doit mesurer au moins 17 pouces (432 mm) de profondeur ;

e) la largeur des marches entre les gradins doit être conforme à l'article 3.4.8.9 ;

f) lorsque les gradins, dans les allées, mesurent au moins 17 pouces (432 mm) dans la direction de l'issue, ils peuvent avoir une pente de ¼ pouce (6 mm) de hauteur pour 12 pouces (305 mm) de longueur ;

g) lorsque l'accès à une rangée de fauteuils comporte une marche, il doit y avoir une plate-forme libre d'obstacles, d'au moins 32 pouces (813 mm) de côté, adjacente à l'allée ; et

h) chaque marche doit être signalée de façon permanente par une bande de couleur visible.

### 3.3.2.6. Bancs fixes sans bras :

1) Lorsqu'il y a des sièges fixes en forme de banc sans bras, la largeur de ces sièges est de 18 pouces (457 mm) par personne.

2) L'espacement entre les axes des rangées de sièges en forme de bancs doit être d'au moins 30 pouces (762 mm) pour les sièges à dossiers et d'au moins 22 pouces (559 mm) pour les sièges sans dossier.

3) Il doit y avoir un espace d'au moins 12 pouces (305 mm) entre l'arrière de chaque siège et l'avant du siège situé immédiatement derrière.

4) Les allées doivent être situées de manière qu'il y ait au plus 7 sièges avec dossier ou 20 sièges sans dossier entre un siège quelconque et l'allée la plus rapprochée.

5) Les allées desservant les sièges en forme de banc doivent avoir au moins 44 pouces (1 120 mm) dans la partie la plus étroite et leur largeur doit augmenter de façon régulière à mesure que l'allée se rapproche d'une issue, conformément aux articles 3.4.3.2 et 3.4.3.3.

6) Il ne doit pas y avoir de marches dans les allées, à moins que la pente soit supérieure à 1 pour 8. Lorsqu'il y a des marches, une main courante n'est pas nécessaire si la rangée de sièges contigus est située au même niveau.

**3.3.2.7. Garde-corps :** Qu'ils soient intérieurs ou de plein air, les lieux de réunion recevant le public qui sont pourvus de sièges fixes doivent comporter des garde-corps répondant aux prescriptions suivantes :

a) au bord de chaque loge, galerie ou balcon garni de sièges jusqu'au bord, la hauteur minimale des garde-corps doit être de 30 pouces (762 mm) devant les sièges et de 36 pouces (914 mm) au bas des allées ou des marches ;

b) la hauteur minimale des garde-corps situés le long de chaque allée transversale autre que celles qui sont adjacentes au bord de loges, balcons ou galeries doit être de 26 pouces (660 mm) ; cependant, ces garde-corps peuvent être omis lorsque le dos des sièges placés sur le devant de l'allée est à au moins 24 pouces (610 mm) au-dessus du plancher de l'allée ; et

c) lorsque les sièges sont disposés en gradins et que la hauteur des contremarches entre les gradins dépasse 18 pouces (457 mm), la hauteur des garde-corps doit être d'au moins 26 pouces (660 mm) tout le long de la rangée de sièges, au bord des gradins.

**3.3.2.8. Établissements de plein air :**

1) Tout établissement du groupe A, division 4, et chacun de ses gradins ou balcons doivent être pourvus :

- a) d'au moins 2 issues distinctes si sa capacité est de moins de 1 000 personnes ;
- b) d'au moins 3 issues distinctes si sa capacité est de plus de 1 000 personnes et de moins de 4 000 personnes ;
- c) d'au moins 4 issues distinctes si sa capacité est de plus de 4 000 personnes.

2) Dans un établissement du groupe A, division 4, chaque siège doit être situé de façon que la distance à parcourir ne dépasse pas 150 pieds (45,8 m), lorsqu'elle est mesurée le long de l'itinéraire de circulation, du siège :

- a) au sol ;
- b) à une issue ;
- c) à une ouverture donnant sur un passage qui permet de quitter l'espace occupé par les sièges ; ou
- d) à une ouverture pratiquée dans la plate-forme sur laquelle les sièges sont placés, tel qu'un vomitoire.

3) Les issues des stades et des tribunes de plein air ne doivent pas être espacées de plus de 75 pieds (22,9 m) les unes des autres.

4) La capacité des moyens d'évacuation des établissements du groupe A, division 4, doit être calculée à raison d'une unité de passage par 100 personnes. Toutefois, lorsqu'il y a un accès facile à un lieu de refuge à l'air libre, la largeur totale peut être établie à raison d'une unité de passage par 500 personnes.

5) Dans les établissements du groupe A, division 4, les allées :

- a) doivent être situées de façon que, pour atteindre l'allée la plus proche, un spectateur ne soit pas obligé de passer devant un nombre de sièges supérieur à 20 ;
  - b) doivent avoir au moins 44 pouces (1 120 mm) de largeur, à l'exception des allées desservant moins de 60 sièges, lesquelles peuvent mesurer 30 pouces (762 mm) de largeur ;
  - c) ne doivent pas comporter de marches, sauf lorsque la pente dépasse 1 pour 8.
- 6) Les marches situées dans les allées doivent :
- a) occuper toute la largeur de l'allée ;
  - b) mesurer au plus 9 pouces (229 mm) de hauteur ; et
  - c) avoir au moins 10 pouces (254 mm) de giron.

**3.3.2.9. Bibliothèques :**

1) Lorsqu'un dépôt de livres, dans une bibliothèque, dépasse 2 500 pieds carrés (232,5 m<sup>2</sup>) de superficie ou que les rayons excèdent 30 pieds (9,2 m) de hauteur ou s'élèvent sur plus d'un étage :

- a) le local doit être séparé du reste du bâtiment par un cloisonnement coupe-feu de 2 heures ; ou
- b) le bâtiment doit être muni d'extincteurs automatiques à eau.

2) Dans une bibliothèque, les rayons ajourés destinés au rangement des livres sont autorisés au-dessus et au-dessous du plancher d'une mezzanine, à condition que leur hauteur soit d'au plus 7 pieds (2,1 m) ou 75% de la hauteur libre de l'espace compris au-dessus ou au-dessous du plancher de la mezzanine.

**3.3.2.10. Salles de quilles :**

1) Les parties de bâtiment renfermant 3 allées de quilles ou plus doivent être séparées des locaux servant à d'autres destinations par un cloisonnement coupe-feu d'au moins une heure.

2) Les bureaux, les bars-salons et les snack-bars et les autres locaux servant à des destinations auxiliaires à 3 allées de quilles ou plus doivent être séparés de celles-ci par un cloisonnement coupe-feu d'au moins une heure, lorsque l'aire totale de ces locaux auxiliaires dépasse 1 000 pieds carrés (139,5 m<sup>2</sup>).

**3.3.2.11. Scènes de théâtre :**

1) Les éléments de charpente qui supportent la scène d'un théâtre doivent être de construction incombustible, à moins que la construction combustible ne soit autorisée pour le bâtiment.

2) Les scènes de théâtre, les ateliers, les loges d'artistes et les réserves, et les autres locaux auxiliaires doivent être munis d'extincteurs automatiques à eau.

3) Une scène de théâtre doit être séparée de ses locaux auxiliaires par un cloisonnement coupe-feu d'une heure.

4) Une scène de théâtre et ses locaux auxiliaires doivent être séparés de la salle par un cloisonnement coupe-feu d'une heure pouvant comporter une baie de scène qui doit être protégée :

- a) par un rideau coupe-feu, non encadré et d'un type homologué, lorsque l'ouverture ne dépasse pas 60 pieds (18,3 m) de largeur ; ou
- b) par un rideau coupe-feu, semi-rigide et d'un modèle homologué, lorsque l'ouverture a plus de 60 pieds (18,3 m) de largeur.

5) Ce rideau coupe-feu prescrit doit :

a) se manoeuvrer manuellement par des commandes à distance situées l'une sur le tableau de régie de la scène et une autre de chaque côté du plateau ;

b) fonctionner automatiquement au moyen de dispositifs aérothermiques ; et

c) être conçu de façon à s'abaisser automatiquement lorsque sont déclenchés les extincteurs automatiques à eau.

6) Une scène de théâtre doit être surmontée d'au moins 2 cheminées d'appel destinées à évacuer à l'extérieur la fumée et les gaz causés par l'incendie et celles-ci doivent :

a) avoir une superficie totale au moins égale à  $\frac{1}{8}$  de l'aire de la scène comprise à l'arrière de l'ouverture de scène ;

b) être disposées de façon à s'ouvrir automatiquement :

- i. au moyen de dispositifs aérothermiques ;
- ii. par le déclenchement des extincteurs automatiques à eau.

### **3.3.2.12. Cabines de projection cinématographique :**

1) Le présent article s'applique aux projecteurs cinématographiques sauf les projecteurs portatifs.

2) Les projecteurs cinématographiques et les dispositifs électriques connexes doivent fonctionner dans un local de projection séparé du reste du bâtiment par un cloisonnement coupe-feu ayant un degré de résistance au feu d'au moins une heure.

3) Une cabine de projection doit comporter un espace libre d'au moins 30 pouces (762 mm) derrière le matériel de projection.

4) Une cabine de projection doit être munie d'au moins 2 portes mesurant au minimum 30 pouces (762 mm) de largeur et 6 pieds 8 pouces (2,05 m) de hauteur séparées par au moins  $\frac{1}{3}$  du périmètre du local et donnant sur un accès à l'issue.

5) Les portes des cabines de projection doivent s'ouvrir vers l'extérieur et se refermer d'elles-mêmes.

6) Une cabine de projection doit être munie d'une installation d'évacuation des gaz par aspiration, d'un débit suffisant pour permettre de renouveler l'air 6 fois par heure.

7) Les rayons, les accessoires et les principaux éléments d'appareillage fixe situés dans une cabine de projection doivent être en matériaux incombustibles.

### **§3.3.3. Établissements hospitaliers, d'assistance ou de détention**

**3.3.3.1. Domaine d'application :** La présente sous-section s'applique aux étendues de planchers et aux parties de celles-ci qui servent ou sont destinées aux établissements classifiés dans le groupe B.

**3.3.3.2. Cloisonnement coupe-feu :** Les chambres à coucher individuelles ne faisant pas partie de suites, les salles destinées au sommeil et les chambres de malades doivent être séparées des locaux, suites et corridors communs adjacents par des cloisonnements coupe-feu ayant un degré de résistance au feu d'au moins une heure ; toutefois il n'est pas nécessaire que le degré de résistance au feu soit supérieur à  $\frac{3}{4}$  d'heure si un degré de résistance au feu supérieur à  $\frac{3}{4}$  d'heure n'est pas exigé pour le plancher.

**3.3.3.3. Intégrité des cloisonnements coupe-feu :** Aucune ouverture n'est permise dans un cloisonnement coupe-feu requis entre un établissement hospitalier, d'assistance ou de détention et un garage.

**3.3.3.4. Indice de propagation des flammes :** À l'exception des portes, le revêtement intérieur des murs et du plafond doit avoir un indice de propagation des flammes d'au plus 75, sur au moins 90% de sa superficie totale, mais cet indice ne doit en aucun cas dépasser 150.

### **3.3.3.5. Compartimentation des étendues de plancher :**

1) Une étendue de plancher servant ou destinée à des malades alités ou à des personnes infirmes doit être divisée par un cloisonnement coupe-feu d'une heure, en au moins 2 compartiments, de façon que les occupants de chaque compartiment puissent accéder à 2 issues, directement ou en passant par les compartiments adjacents, conforme au paragraphe 1 de l'article 3.4.8.12.

2) Les portes servant de fermetures dans les cloisonnements coupe-feu entre compartiments doivent être munies d'un coupe-froid ou conçues et installées de façon à retarder autrement le passage de la fumée ; elles doivent aussi se fermer d'elles-mêmes et être pourvues de clenches ou se fermer complètement sous une pression de  $\frac{1}{2}$  livre par pied carré de superficie de battant.

3) Chaque compartiment doit pouvoir recevoir, en plus de ses propres occupants, les occupants du plus grand compartiment adjacent, dans une étendue de plancher déterminée conformément à l'article 3.4.8.12 relatif aux issues horizontales.

4) La distance à parcourir, à partir d'un compartiment, pour atteindre le compartiment adjacent, ne doit pas dépasser 100 pieds (30,5 m).

**3.3.3.6. Prescriptions particulières :** La sous-section 3.2.6 s'applique aux bâtiments renfermant une étendue de plancher située au-dessus du troisième étage et servant ou destinée à des malades alités ou à des personnes infirmes.

### **3.3.3.7. Corridors :**

1) Un corridor dans lequel des malades sont susceptibles d'être transportés dans leur lit doit avoir au moins 96 pouces (2 440 mm) de largeur.

2) Les portes à 2 vantaux, dans les corridors, doivent :

a) s'ouvrir à l'opposé l'une de l'autre, le battant de droite s'ouvrant dans le sens de la sortie ; et

b) avoir au moins 44 pouces (1 120 mm) de largeur et 7 pieds (2,1 m) de hauteur, pour permettre le passage des lits.

### **§3.3.4. Habitations**

**3.3.4.1. Domaine d'application :** La présente sous-section s'applique aux étendues de plancher et aux parties de celles-ci qui sont classifiées dans le groupe C.

### **3.3.4.2. Cloisonnements :**

1) Les chambres à coucher individuelles ne faisant pas partie de suites, les suites ou logements situés dans des hôtels et les autres habitations, doivent être séparés des pièces, suites et corridors adjacents par des cloisonnements coupe-feu d'un degré de résistance au feu d'au moins une heure lorsqu'il est prescrit que le plancher ait une résistance au feu d'une heure ou plus selon la sous-section 3.2.2 et d'au moins  $\frac{3}{4}$  d'heure dans tous les autres cas.

2) Il n'est pas nécessaire que les planchers situés dans des logements soient des cloisonnements coupe-feu, à condition que ces logements ne comprennent pas plus de 2 étages, avec ou sans un sous-sol ou une cave, et que chacun d'eux soit séparé du reste du bâtiment :

a) par un cloisonnement coupe-feu d'une heure, dans les bâtiments d'au plus 3 étages en hauteur de bâtiment ; et

b) par un cloisonnement coupe-feu de 2 heures, dans les bâtiments de plus de 3 étages, en hauteur de bâtiment.

3) Il n'est pas nécessaire que les portes prévues comme fermetures dans ces cloisonnements coupe-feu définis aux paragraphes 1 et 2 se ferment d'elles-mêmes.

4) Les portes situées entre des corridors communs et des pièces ou suites, dans les bâtiments du groupe C, soumis aux prescriptions de la sous-section 3.2.6, doivent se fermer d'elles-mêmes et être munies d'une serrure à pêne dormant, de fonctionnement sûr et d'un type ne pouvant s'enclencher accidentellement de manière à interdire l'entrée de la pièce ou de la suite, lorsque la porte se ferme.

5) Les locaux de remisage ou renfermant des malles qui sont mis à la disposition des locataires d'une habitation, mais qui ne font pas partie d'un logement ni d'une chambre à coucher occupée individuellement et non comme une suite doivent être séparés du reste du bâtiment par un cloisonnement coupe-feu d'une heure et être munis d'extincteurs automatiques à eau. Lorsqu'un assemblage de plancher ayant un degré de résistance au feu de  $\frac{3}{4}$  heure est autorisé, un cloisonnement coupe-feu de  $\frac{3}{4}$  heure est alors permis.

6) Une porte entre un logement et un garage attenant ou intérieur, doit être à joint serré et munie de garnitures d'étanchéité afin d'empêcher efficacement le passage des gaz. De plus, la porte doit être munie d'un dispositif de fermeture automatique et ne pas donner sur une chambre à coucher.

7) Sous réserve de la prescription prévue au paragraphe 8, les logements de plus d'un étage doivent être pourvus d'une issue ou d'un accès à l'issue débouchant du premier et du dernier étage du logement.

8) Un logement d'au plus 2 étages comportant une issue au niveau du sol ou près de celui-ci peut être pourvu d'une seule issue.

**3.3.4.3. Indice de propagation des flammes :** Dans un local ou un espace à usage d'habitation, les matériaux de revêtement intérieur posés sur les murs ou le plafond doivent avoir un indice de propagation des flammes d'au plus 150.

**3.3.4.4. Accès aux issues :** Les accès aux issues permettant de quitter les pièces ou logements occupés par un seul locataire doivent emprunter les corridors ou les passages, et non traverser des pièces privées ni d'autres logements.

**3.3.4.5. Corridors en impasse :** Les portes situées dans un corridor commun en impasse visé par le paragraphe 4 de l'article 3.3.1.6 doivent :

a) se fermer d'elles-mêmes ; et

b) être munies d'une serrure à pêne dormant, de fonctionnement sûr et d'un type ne pouvant s'enclencher accidentellement de manière à interdire l'entrée de la pièce ou de la suite lorsque la porte se ferme.

**3.3.4.6. Cloisons dans les logements :** Lorsqu'il est prescrit qu'un bâtiment ou une partie de bâtiment classifié dans le groupe C, soit de construction incombustible, les logements qu'il renferme peuvent comporter des cloisons à charpente de bois recouvertes sur leurs 2 faces de matériaux incombustibles.

**3.3.4.7. Insonorisation :** Les murs et les planchers qui séparent des logements doivent être conçus et construits de façon à limiter la transmission des sons, selon les dispositions de la partie IX.

### §3.3.5. Établissements d'affaires

**3.3.5.1. Domaine d'application :** Les prescriptions de la présente sous-section s'appliquent aux étendues de plancher et aux parties de celles-ci classifiées dans le groupe D.

#### 3.3.5.2. Cloisons :

1) Lorsqu'il est prescrit qu'un bâtiment soit de construction incombustible, les étendues de plancher classifiées dans le groupe D peuvent comprendre des cloisons de construction combustible et répondant aux prescriptions du paragraphe 2 :

a) lorsque l'étendue de plancher est munie d'extincteurs automatiques à eau ; ou

b) lorsque les espaces dont l'aire ne dépasse pas 5 000 pieds carrés (465 m<sup>2</sup>) sont séparés du reste de l'étendue de plancher par des cloisonnements coupe-feu d'au moins une heure, de construction incombustible.

2) Ces cloisons de construction combustible doivent être constituées des éléments suivants :

a) colombages recouverts sur leurs 2 faces d'un revêtement incombustible, ou bois ignifugé dont l'indice de propagation des flammes ne dépasse pas 25 ;

b) bois massif ;

c) verre ;

d) une combinaison de ces éléments.

**3.3.5.3. Indice de propagation des flammes :** Dans un local ou un espace classifié dans le groupe D, les matériaux de revêtement intérieur posés sur les murs ou le plafond doivent avoir un indice de propagation des flammes d'au plus 150.

### §3.3.6. Établissements commerciaux

**3.3.6.1. Domaine d'application :** Les prescriptions de la présente sous-section s'appliquent aux étendues de plancher et aux parties de celles-ci classifiées dans le groupe E.

#### 3.3.6.2. Cloisons :

1) Lorsqu'il est prescrit qu'un bâtiment soit de construction incombustible, les étendues de plancher classifiées dans le groupe E, peuvent comprendre des cloisons de construction combustible et répondant aux prescriptions du paragraphe 2 :

a) lorsque l'étendue de plancher est munie d'extincteurs automatiques à eau ; ou

b) lorsqu'une étendue de plancher occupée par un seul locataire ne dépasse pas 5 000 pieds carrés (465 m<sup>2</sup>) et est entourée d'un cloisonnement coupe-feu d'une heure, de construction incombustible.

2) Ces cloisons de construction combustible, dont il est question au paragraphe 1 doivent être constituées des éléments suivants :

a) colombages recouverts sur leurs 2 faces d'un revêtement incombustible, ou de bois ignifugé dont l'indice de propagation des flammes ne dépasse pas 25 ;

b) bois massif ;

c) verre ;

d) une combinaison de ces éléments.

#### 3.3.6.3. Ouvertures dans les murs extérieurs :

Lorsqu'il est prescrit qu'un étage d'un bâtiment classifié dans le groupe E soit séparé de l'étage supérieur ou inférieur par un cloisonnement coupe-feu, les ouvertures d'un mur extérieur situées les unes au-dessus des autres doivent être séparées soit par des allèges ou des murs tympans d'au moins 3 pieds (0,9 m) de hauteur, soit par une saillie d'au moins 3 pieds (0,9 m) de projection à chaque étage. Ces éléments doivent avoir un degré de résistance au feu équivalent à celui requis pour le plancher, mais il n'est pas nécessaire qu'il dépasse une heure.

**3.3.6.4. Indice de propagation des flammes :** Dans un local ou un espace classifié dans le groupe E, les matériaux de revêtement intérieur posés sur les murs ou le plafond doivent avoir un indice de propagation des flammes d'au plus 150.

### §3.3.7. Établissements industriels

**3.3.7.1. Domaine d'application :** Les prescriptions de la présente sous-section s'appliquent aux étendues de plancher et aux parties de celles-ci classifiées dans le groupe F.

**3.3.7.2. Cloisonnement coupe-feu :** Sauf dans les établissements classifiés dans le groupe F, division 1, tout atelier de traitement où l'utilisation de matières dangereuses sont utilisées ou destinées à l'être, doit être séparé du reste

du bâtiment par un cloisonnement coupe-feu de 3 heures. Si un des moyens d'extinction prévus à l'article 3.3.7.3 est installé, il est possible de déroger aux prescriptions du présent article conformément à l'article 2.6.1.

**3.3.7.3. Moyens d'extinction dans les locaux du groupe F, division 1 :** Dans les locaux classifiés dans le groupe F, division 1, chaque étendue de plancher doit être munie d'un matériel d'extinction adapté à la nature du risque et conforme aux prescriptions du Code national de prévention d'incendie du Canada (1975). Ce matériel peut être une installation normalisée d'extincteurs automatiques à eau, une installation fixe à anhydride carbonique ou fixe à poudre sèche, ou d'autres dispositifs de protection approuvés conformément à l'article 2.6.1.

**3.3.7.4. Sous-sols et caves :**

1) Les sous-sols et les caves ne doivent pas servir à l'emmagasiner, la fabrication, la manipulation de solides et de liquides volatiles ou de gaz qui donnent lieu à des mélanges détonants, ni à des processus produisant des poussières explosives.

2) Les entrées et les issues des sous-sols, des caves et des locaux qui renferment l'équipement du bâtiment, doivent être séparés du reste du bâtiment par des cloisonnements étanches aux vapeurs, lorsqu'un bâtiment comporte l'emmagasiner, la fabrication ou la manipulation de matières volatiles donnant lieu à des mélanges détonants ou des procédés dégageant des poussières explosives.

**3.3.7.5. Ouvertures dans les murs extérieurs :** Lorsqu'il est prescrit qu'un étage d'un bâtiment classifié dans le groupe F, division 1 ou 2, soit séparé de l'étage supérieur ou inférieur par un cloisonnement coupe-feu, chaque ouverture dans un mur extérieur située au-dessus d'une autre ouverture doit en être séparée soit par des allèges ou des murs-tympanes d'au moins 3 pieds (0,9 m) de hauteur ou par des saillies d'au moins 3 pieds (0,9 m) de projection à chaque étage. Ces éléments doivent avoir un degré de résistance au feu équivalent à celui requis pour le plancher, mais il n'est pas nécessaire que celui-ci dépasse une heure.

**3.3.7.6. Indice de propagation des flammes :** Dans un local ou un espace classifié dans le groupe F, les matériaux de revêtement intérieur posés sur les murs ou le plafond doivent avoir un indice de propagation des flammes d'au plus 150.

**3.3.7.7. Garages :**

1) Lorsqu'il existe un moyen de passer d'un garage de remisage à une cage d'escalier ou à un hall d'ascenseurs desservant les locaux situés au-dessus du niveau d'un ga-

rage de remisage, l'intercommunication doit se faire à travers un sas répondant aux prescriptions du paragraphe 14.

2) Un cloisonnement coupe-feu n'est pas nécessaire entre les issues et le reste du bâtiment, dans les garages de stationnement mécanique d'au plus 4 étages où seul le personnel a accès aux étages supérieurs.

3) Un garage doit être muni de moyens de ventilation naturelle ou mécanique conformes aux prescriptions de la sous-section 3.6.3, pour empêcher une accumulation excessive d'oxyde de carbone, de gaz d'échappement ou de vapeurs inflammables ou toxiques.

4) La hauteur libre des étages d'un garage de remisage doit être d'au moins 6 pieds 6 pouces (2 m).

5) Les ouvertures dans le plancher et le périmètre du plancher des garages ouverts doivent être entourés d'une murette continue d'au moins 6 pouces (152 mm) de hauteur et d'un garde-corps d'au moins 42 pouces (1 070 mm) de hauteur.

6) Le revêtement de sol des garages doit être constitué de matériaux incombustibles, d'asphalte, ou d'autres matériaux approuvés conformément à l'article 2.6.1.

7) Il n'est pas nécessaire que les garages de remisage répondant aux prescriptions de l'article 3.2.2.50, soient munis d'une canalisation d'incendie à condition que ces bâtiments n'aient pas plus de 50 pieds (15,2 m) de hauteur.

8) Les garages de remisage répondant aux prescriptions de l'article 3.2.2.50 peuvent ne comporter que 2 issues éloignées l'une de l'autre, à condition que seul le personnel soit admis au-dessus du premier étage.

9) Les étages d'un garage de remisage qui sont situés au-dessous du niveau du sol doivent être munis d'extincteurs automatiques à eau, à l'exception des sous-sols dont le niveau du plancher est à au plus 3 pieds (0,9 m) au-dessous du niveau du sol et dans lesquels plus de la moitié de l'aire des 2 côtés est ouverte sur l'extérieur.

**10) Garage de réparations :** Un garage de réparations doit être séparé des locaux servant à d'autres destinations par un cloisonnement coupe-feu de 2 heures. Les ouvertures sont interdites dans un cloisonnement coupe-feu construit entre un garage de réparations et des établissements des groupes A, B ou C.

**11) Garage de remisage :** Un garage de remisage doit être séparé des locaux servant à d'autres destinations par un cloisonnement coupe-feu d'au moins 1½ heure.

**12) Sas prescrit :** Lorsqu'un cloisonnement coupe-feu comporte une intercommunication entre un garage de remisage et les établissements du groupe A, division 1, ou du groupe B, celle-ci doit se faire à travers un sas répondant aux prescriptions du paragraphe 14.



13) Lorsqu'un cloisonnement coupe-feu comporte une intercommunication entre un garage de remisage et des établissements du groupe A, divisions 2, 3 ou 4 ou du groupe C, dans un bâtiment de plus de 3 étages en hauteur de bâtiment, celle-ci doit se faire à travers un sas conforme aux prescriptions du paragraphe 14.

14) **Exigences relatives au sas :** Lorsque l'intercommunication se fait à travers un sas prescrit aux paragraphes 1, 12 et 13, celui-ci doit :

- a) avoir au moins 6 pieds (1,8 m) de longueur ;
- b) être ventilé mécaniquement à la vitesse prescrite à l'article 3.6.3.4 ou naturellement sur l'extérieur d'une façon approuvée conformément à l'article 2.6.1 ; et
- c) comporter, à chaque ouverture donnant sur les locaux attenants, une porte se fermant d'elle-même et sans dispositif de maintien en position ouverte.

**3.3.7.8. Distribution d'essence :** Les bâtiments ne doivent pas renfermer d'installations pour la distribution d'essence.

**3.3.7.9. Ouvertures autorisées :** Lorsque la nature d'un procédé de fabrication exige des ouvertures non protégées dans un cloisonnement coupe-feu, ces ouvertures dépourvues de fermetures sont autorisées à condition que des mesures de précaution soient prises pour compenser le danger qu'elles présentent.

**3.3.7.10. Ventilation prescrite :** Les locaux ou les espaces où sont utilisées des substances explosives doivent être ventilés selon les prescriptions de l'article 3.6.3.3.

## SECTION 3.4 PRESCRIPTIONS CONCERNANT LES ISSUES

### §3.4.1. Prescriptions générales

#### 3.4.1.1. Domaine d'application :

- 1) Des issues conformes aux prescriptions de la présente section, en débouchant sur une voie publique ou sur un espace ouvert permettant d'accéder en sécurité en tout temps à une voie publique, doivent être prévues pour quitter les étendues de plancher destinées à être occupées.
- 2) Lorsque plusieurs issues sont prescrites pour quitter une étendue de plancher, elles doivent être séparées l'une de l'autre.
- 3) Les accès aux issues doivent répondre aux prescriptions de la section 3.3.
- 4) Au sens de la présente section, la distance à parcourir est la distance qui sépare n'importe quel point de

l'étendue de plancher et une issue, mesurée le long du chemin de circulation à emprunter pour atteindre cette issue. Cependant, lorsque les étendues de plancher sont compartimentées en locaux utilisés individuellement ou en suites et qu'elles sont desservies par des corridors communs ou des passages extérieurs, la distance à parcourir doit être mesurée à partir de la porte de ces locaux ou suites jusqu'à l'issue la plus proche.

5) Une mezzanine est considérée comme faisant partie de l'étendue de plancher au-dessus de laquelle elle est construite, pour le calcul des issues, lorsque :

- a) sa superficie totale est inférieure à 40% de la superficie du local ou de l'étage où elle est située ;
- b) sa superficie maximale est de 1 500 pi. ca. ;
- c) la distance à parcourir est conforme aux exigences de l'article 3.4.2.3 ; et
- d) sa charge d'occupants est inférieure à 60 personnes.

Dans le cas contraire, cette mezzanine est une étendue de plancher indépendante.

**3.4.1.2. Bâtiments existants :** Lorsqu'une construction existante est modifiée ou change de destination :

- a) les issues doivent répondre aux prescriptions de la présente partie, ou à d'autres agencements approuvés conformément à l'article 2.6.1, pourvu que la sécurité des personnes n'en soit pas compromise ; et
- b) si les issues ne reçoivent pas les exigences de la sous-section 3.4.2, les escaliers de secours conformes à l'article 3.4.8.16 sont autorisés conformément à l'article 2.6.1 à condition qu'ils desservent des étendues de plancher d'au plus 5 étages au-dessus du niveau du terrassement adjacent.

**3.4.1.3. Genres d'issues :** L'issue permettant de quitter une étendue de plancher peut consister en un ou plusieurs des moyens suivants :

- escalier de secours ;
- escalier extérieur ;
- escalier intérieur ;
- escalier mécanique ;
- glissière de secours ;
- issue horizontale ;
- passage extérieur ;
- passage intérieur ;
- porte extérieure ;
- rampe extérieure ;
- rampe intérieure.

**3.4.1.4. Restrictions concernant les issues :**

1) Une issue horizontale n'est pas permise comme issue prescrite pour desservir un local ou une étendue de plancher à forte densité d'occupation.

2) Les issues horizontales ne doivent pas compter pour plus de la moitié des issues prescrites pour desservir une étendue de plancher.

3) Les escaliers de secours ne sont pas autorisés pour desservir un bâtiment neuf.

4) Aucun escalier de secours ne doit être ajouté à un bâtiment existant.

**§3.4.2. Nombre et emplacement des issues desservant les étendues de plancher****3.4.2.1. Nombre minimal d'issues :**

1) Chaque étendue de plancher et autre espace prévu au paragraphe 1 de l'article 3.4.1.1 doit être desservi par au moins 2 issues.

2) Dans les bâtiments d'au plus 2 étages en hauteur de bâtiment, les étendues de plancher destinées à des établissements du groupe A peuvent être desservies par une seule issue, à condition que :

a) l'étendue de plancher soit destinée à au plus 60 personnes ;

b) l'étendue de plancher ne dépasse pas 2 000 pieds carrés (186 m<sup>2</sup>) ; et

c) la distance à parcourir pour atteindre l'issue, à partir de n'importe quel point de l'étendue de plancher, qu'elle soit subdivisée ou non, n'excède pas 50 pieds (15,2 m).

**3.4.2.2. Distance minimale entre les issues :**

1) Lorsque 2 issues ou plus sont prescrites pour desservir une étendue de plancher, la distance entre au moins 2 portes d'issues, mesurée le long de l'itinéraire de circulation le plus court, doit être égale à la moitié du diamètre d'un cercle enveloppant l'étendue de plancher, mais pas moins de 30 pieds (9,1 m).

2) Lorsque l'étendue de plancher comporte un corridor commun desservant plus d'un locataire, la distance entre 2 issues doit être égale à la moitié du diamètre d'un cercle enveloppant l'étendue de plancher mais peut être limitée à 30 pieds (9,1 m).

**3.4.2.3. Emplacement des issues :**

1) Sous réserve des prescriptions de l'article 3.4.2.5, lorsqu'il est prescrit qu'une étendue de plancher ait plus d'une issue, les issues doivent être situées de façon que la

distance à parcourir, définie au paragraphe 4 de l'article 3.4.1.1, pour atteindre au moins une issue ne dépasse pas :

a) 75 pieds (22,9 m) dans les établissements du groupe F, division 1 ;

b) 150 pieds (45,8 m) dans une étendue de plancher munie d'extincteurs automatiques à eau et servant à une destination autre que celle du groupe F, division 1 ;

c) 125 pieds (38,1 m) dans les établissements du groupe D ; ou

d) 100 pieds (30,5 m) dans des locaux classifiés dans les autres groupes.

2) Sauf pour les destinations du groupe F, division 1, ces prescriptions ne s'appliquent pas si les issues sont placées le long du périmètre de l'étendue de plancher et si la distance qui les sépare, mesurée le long du périmètre, ne dépasse pas 200 pieds (61 m), à condition que tous les passages principaux de l'étendue de plancher conduisent directement à une issue.

3) Lorsque plus d'une issue est prescrite, chacune compte pour au plus la moitié des unités de passage de 22 pouces (559 mm) exigées.

4) Les issues doivent être situées et disposées de façon à être visibles, ou leur emplacement signalé de la façon prescrite à la sous-section 3.4.6. Elles doivent être constamment accessibles.

5) Lorsqu'une salle de réunions, un théâtre ou un cinéma comprend plusieurs balcons ou galeries, chaque escalier ou rampe d'accès desservant une galerie ou un balcon situé au-dessus du premier balcon doit être séparé des autres escaliers et placé dans une cage distincte.

**3.4.2.4. Nombre d'issues :** Sous réserve de la disposition de l'article 3.3.2.8 relative aux établissements de plein air, le nombre d'issues desservant chaque étendue de plancher à forte densité d'occupation doit répondre aux prescriptions du tableau 3.4.2.A.

**Tableau 3.4.2.A**

<i>Nombre total de personnes</i>	<i>Nombre minimal d'issues</i>
61 à 600	2
601 à 1 000	3
plus de 1 000	4

**3.4.2.5. Issues dans les cours couvertes :**

- 1) Une cour couverte doit :
  - a) être desservie par au moins 2 issues éloignées l'une de l'autre, et disposées de façon que la distance à parcourir pour atteindre une issue à partir de n'importe quel point de la cour, ne dépasse pas 200 pieds (61 m) ; et
  - b) comporter un dégagement libre pour piétons, d'au moins 12 pieds (3,7 m) de largeur, adjacent et parallèle aux bâtiments desservis, et conduisant à chaque issue de la cour.
- 2) Les issues qui débouchent d'une étendue de plancher sur une cour couverte, comptent pour au plus la moitié des unités de passage de 22 pouces (559 mm) prescrites pour cette étendue de plancher.
- 3) Chaque issue prescrite pour un étage situé au-dessus d'une étendue de plancher appartenant à une cour couverte doit déboucher directement à l'air libre.
- 4) Les issues prescrites pour une cour couverte ne doivent pas aboutir dans une autre cour couverte.

**§3.4.3. Largeur et hauteur des issues****3.4.3.1. Largeur des issues :**

- 1) La largeur totale des issues prescrites doit être au moins égale à la valeur calculée suivant les articles 3.4.3.2 et 3.4.3.3.
- 2) La largeur libre de chaque issue doit être d'au moins 36 pouces (914 mm) sauf pour la largeur d'un escalier de secours visé au paragraphe 7 de l'article 3.4.8.16.
- 3) La largeur libre de tout corridor utilisé comme issue doit être d'au moins 44 pouces (1 120 mm).
- 4) La largeur libre de toute issue destinée à des malades alités doit être d'au moins 44 pouces (1 120 mm).
- 5) Un escalier d'issue desservant des étendues de plancher dont la charge totale d'occupants dépasse 100 doit avoir au moins 44 pouces (1 120 mm) de largeur.
- 6) Chaque battant d'une porte d'issue doit avoir au moins 24 pouces (610 mm) et au plus 48 pouces (1 218 mm) de largeur.
- 7) La largeur totale des portes donnant sur des escaliers et des rampes d'issue et des portes permettant de passer directement d'une étendue de plancher à l'extérieur doit correspondre au nombre d'unités de passage de 22

pouces (559 mm) prescrit pour desservir l'étendue de plancher qu'elles permettent de quitter.

- 8) Une porte sur laquelle débouchent des escaliers et des rampes d'issue disposés dans le sens de l'issue doit correspondre au moins au nombre d'unités de passage de 22 pouces (559 mm) prescrit pour l'issue et sa largeur doit être au moins les  $\frac{3}{4}$  de celle de l'escalier ou de la rampe qu'elle dessert.

**3.4.3.2. Largeur fondée sur la charge d'occupants :**

- 1) Pour établir la largeur totale des issues prescrites, la charge d'occupants de chaque local ou étendue de plancher du bâtiment considéré doit être déterminée suivant les prescriptions de la sous-section 3.1.14.
- 2) La largeur totale des issues desservant un local ou une étendue de plancher, exprimée en unités de passage de 22 pouces (559 mm) doit être établie en divisant la charge d'occupants de l'étendue de plancher par le nombre de personnes admissibles par unité de passage, spécifiée à l'article 3.4.3.3.

3) Pour établir la largeur d'une issue en unités de passage, on doit diviser la largeur de cette issue, exprimée en pouces (exprimée en mm) par 22 (559). Si le reste est inférieur à 12 pouces (305 mm), il est considéré comme nul en ce qui concerne le nombre d'unités de passage ; s'il est de 12 pouces (305 mm) ou plus, il compte pour  $\frac{1}{2}$  d'unité de passage.

4) Lorsque plusieurs issues convergent, les unités de passage totales prescrites doivent être cumulatives. Toutefois, il n'est pas nécessaire que la largeur d'un escalier d'issue soit cumulative, lorsque les étendues de plancher qu'il dessert :

- a) sont superposées ; ou
- b) n'ont pas une forte densité d'occupation.

**3.4.3.3. Capacité d'évacuation par unité de passage :**

1) La largeur totale des issues doit être calculée d'après le nombre maximal de personnes par unité de passage, suivant les prescriptions du présent article.

2) Dans les étendues de plancher affectées au sommeil ou destinées au traitement ou au soin de personnes infirmes, le nombre de personnes par unité de passage doit être de 30.

3) Dans les étendues de plancher à forte densité d'occupation, le nombre de personnes par unité de passage doit être de 90 pour les entrées et les passages au niveau du sol adjacent, et de 60 pour les rampes d'accès, les escaliers et les couloirs d'intercommunication.

4) Dans les établissements classifiés dans le groupe A division 4, le nombre de personnes par unité de passage doit répondre aux prescriptions de l'article 3.3.2.8.

5) Dans les locaux des bâtiments classifiés dans d'autres groupes, le nombre de personnes par unité de passage doit être de 60.

#### **3.4.3.4. Réduction de la largeur d'issue :**

1) Aucun appareil fixe, tourniquet, ni élément de construction ne doit faire saillie ni être installé dans une issue de façon à en réduire la largeur prescrite.

2) Les portes d'issue doivent être suspendues et disposées de manière que, en position ouverte, elles ne diminuent ni n'obstruent de plus de 2 pouces (51 mm) par unité de passage, la largeur prescrite de l'issue.

3) Le mouvement des portes battantes ne doit pas réduire la largeur utile des escaliers ou des paliers d'issue à moins de 30 pouces (762 mm) ni celle des passages servant d'issue en deçà de la largeur minimale prescrite.

4) La saillie formée par une main courante ne doit pas réduire de plus de 3 ½ pouces (89 mm) la largeur prescrite d'une issue.

5) Lorsque des personnes sont admises dans un local à forte densité d'occupation et autorisées à attendre un siège disponible, ce local doit être pourvu d'aires spéciales d'attente :

- a) ne réduisant pas la largeur prescrite des issues ;
- b) séparées des moyens d'évacuation prescrits, par des cloisons ou des garde-corps d'au moins 42 pouces (1 070 mm) de hauteur ; et
- c) comportant une largeur totale d'issue établie selon les dispositions de la sous-section 3.1.14 et de l'article 3.4.3.3.

#### **3.4.3.5. Hauteur libre :**

1) Les moyens d'évacuation doivent avoir une hauteur libre d'au moins 7 pieds (2,1 m).

2) La hauteur libre des escaliers, mesurée verticalement au-dessus des paliers ou du nez des marches, doit être d'au moins 6 pieds 9 pouces (2,06 m).

3) La hauteur libre des portes doit être d'au moins 6 pieds 8 pouces (2,03 m).

4) Aucun ferme-porte ni autre dispositif de ce genre ne doit être installé de façon à réduire la hauteur libre d'une porte à moins de 6 pieds 6 pouces (1,98 m).

#### **§3.4.4. Indice de propagation des flammes dans les issues**

##### **3.4.4.1. Murs et plafonds :**

1) L'indice de propagation des flammes des murs et des plafonds d'une issue doit être d'au plus 25.

2) Les revêtements des portes d'issues, de leurs cadres et garnitures, peuvent avoir un indice de propagation des flammes ne dépassant pas 150 à condition que leur superficie n'excède pas 10% de la superficie des murs ou du plafond.

3) Le revêtement de mur d'un hall servant d'issue autorisée par le paragraphe 4 de l'article 3.4.5.1, peut avoir un indice de propagation des flammes d'au plus 150 au maximum, sur au plus 25% de la superficie du mur.

#### **§3.4.5. Cloisonnements coupe-feu prescrits pour les issues**

##### **3.4.5.1. Degré de cloisonnement coupe-feu :**

1) Sous réserve du paragraphe 3 de l'article 3.3.7.7, chaque issue doit être séparée du reste du bâtiment qu'elle dessert, par un cloisonnement coupe-feu ayant un degré de résistance au feu conforme aux prescriptions du tableau 3.4.5.A. La présente prescription n'interdit pas les ouvertures non protégées dans les murs des enceintes d'issue qui ne sont pas des cloisonnements coupe-feu communs à une issue et à une étendue de plancher, un local technique ou un vide technique.

**Tableau 3.4.5.A**

<i>Degré de cloisonnement coupe-feu en heures requis pour le plancher</i>	<i>Degré minimal de résistance au feu en heures du cloisonnement coupe-feu de l'issue</i>
¾ ou moins	¾
1	¾
1½	1
2	1½
3	2
4	3

2) Lorsque les côtés ou les faces d'une issue sont exposés aux risques d'incendie du fait des ouvertures dans le mur extérieur de l'étendue de plancher, les ouvertures comprises soit dans la face exposée de l'issue, soit dans le

mur extérieur de l'étendue de plancher, doivent être protégées par du verre armé ou des blocs de verre, suivant les prescriptions de l'article 3.1.7.3, lorsque les ouvertures dans le mur extérieur de l'étendue de plancher sont situées, par rapport à toute ouverture comprise dans la face exposée de l'issue :

- a) en deçà de 10 pieds (3 m) horizontalement ;
- b) à moins de 3 étages ou de 35 pieds (10,7 m) au-dessous ;
- c) à moins de 6 pieds (1,8 m) au-dessus.

3) Dans un bâtiment d'au plus 3 étages en hauteur de bâtiment, où des cloisonnements coupe-feu de  $\frac{3}{4}$  d'heure sont autorisés pour l'isolement des issues en cas d'incendie, une seule cage d'issue peut comporter du verre armé ou des blocs de verre, y compris des portes, entre la cage et un corridor commun ou vestibule situé dans une étendue de plancher, à condition que le verre armé ou les blocs de verre répondent aux prescriptions de l'article 3.1.7.3.

4) Sauf pour une issue dans une cour couverte, visée à l'article 3.4.2.5, une seule issue prescrite pour desservir une étendue de plancher située au-dessus ou au-dessous du premier étage peut traverser le hall, y compris le foyer ou le corridor, ou une étendue de plancher, au niveau du sol, lorsque :

- a) le plancher du hall n'est pas à plus de 15 pieds (4,6 m) au-dessus du niveau du sol ;
- b) la distance à parcourir dans le hall ne dépasse pas 50 pieds (15,2 m) ;
- c) les locaux ou les lieux adjacents au hall, à l'exception de ceux qui servent uniquement à la régie ou à la surveillance, dans les établissements du groupe B ou du groupe C, sont entourés d'un cloisonnement coupe-feu conforme aux prescriptions de la sous-section 3.1.3 ; cependant, si le hall et les locaux adjacents sont munis d'extincteurs automatiques à eau, il n'est pas nécessaire que le cloisonnement ait un degré de résistance au feu ; et
- d) les lieux adjacents ne servent pas à des destinations plus dangereuses que celles qui pourraient être classifiées dans les groupes D ou E.

### 3.4.5.2. Intégrité des issues :

- 1) Les cloisonnements coupe-feu qui séparent 2 issues ne peuvent comprendre d'autres ouvertures que des portes d'issue et des passages de canalisation d'incendie.
- 2) Une issue ne doit pas servir de chambre d'air pour des installations de chauffage, de ventilation ou de climatisation.

3) Une issue ne doit pas être destinée à une fin autre que l'évacuation.

### §3.4.6. Signalisation

#### 3.4.6.1. Inscription « sortie » ou « exit » :

1) Une porte d'issue, autre que l'entrée principale d'un local ou d'un bâtiment, doit être surmontée d'un panneau portant l'inscription « Sortie » ou « Exit » lorsque l'issue dessert :

- a) un bâtiment de plus de 2 étages en hauteur de bâtiment ;
- b) un bâtiment dont la charge d'occupants dépasse 150 ;
- c) un local à forte densité d'occupation et dont la charge d'occupants est supérieure à 60, sauf le cas visé au sous-paragraphe a du paragraphe 2 de l'article 3.3.2.4 ;
- d) un local ou une étendue de plancher comportant un escalier de secours faisant partie d'un moyen d'évacuation prescrit.

2) Ces panneaux doivent :

- a) être visibles depuis le dégagement conduisant à l'issue ;
- b) porter le mot « Sortie » ou « Exit » en lettres simples et lisibles, du type décrit au paragraphe 3 ;
- c) être éclairés de façon continue lorsque le bâtiment est occupé ; et
- d) être reliés à un circuit d'éclairage distinct.

3) Les lettres des panneaux portant l'inscription « Sortie » ou « Exit » doivent être :

- a) en lettres rouges sur fond contrasté, ou en lettres blanches sur fond rouge, avec une largeur de trait d'au moins  $\frac{3}{4}$  po (19 mm) et une hauteur d'au moins  $4\frac{1}{2}$  po (114 mm) dans le cas d'un panneau éclairé de l'intérieur ;
- b) en lettres blanches sur fond rouge ou en lettres rouges sur fond blanc avec une largeur de trait d'au moins  $\frac{3}{4}$  po (19 mm) et une hauteur d'au moins 6 po (152 mm), dans le cas d'un panneau éclairé de l'extérieur.

4) Des panneaux doivent être placés dans les corridors communs et les passages, pour indiquer la direction de l'issue, et porter le mot « Sortie » ou « Exit » avec une flèche ou un signe équivalent montrant cette direction. Le lettrage doit répondre aux prescriptions du paragraphe 3.

5) En raison du danger de confusion quant à la direction, il est interdit de placer des miroirs dans une issue, ou près de l'issue.

6) Les issues accessibles aux personnes en chaise roulante doivent être identifiées par le symbole officiel international, conformément à l'annexe IV.

#### §3.4.7. Éclairage des issues

**3.4.7.1. Domaine d'application :** Les issues doivent être équipées de façon à fournir une intensité d'éclairage d'au moins 5 pieds-chandelles (54 lx), au niveau du plancher et à tous les points tels que les angles, les intersections et les changements de niveau comportant des rampes d'accès ou des escaliers.

#### 3.4.7.2. Éclairage de sécurité :

1) Lorsque l'éclairage est assuré par l'électricité, il doit y avoir un éclairage de sécurité d'une intensité moyenne d'au moins 1 pied-chandelle (11 lx) au niveau du plancher dans les issues et les corridors utilisés par le public.

2) Cet éclairage de sécurité doit être assuré dans les issues et les corridors communs donnant accès aux issues, dans les bâtiments classifiés dans :

- a) le groupe A :
  - i. division 1 ;
  - ii. division 2, ayant plus de 1 étage en hauteur de bâtiment ou une charge d'occupants de 300 ou plus ; et
  - iii. division 3, ayant plus de 5 000 pieds carrés (465 m<sup>2</sup>) d'aire de plancher ou une charge d'occupants de 500 ou plus ;
- b) le groupe B ;
- c) le groupe C, ayant plus de 2 étages en hauteur de bâtiment et contenant plus de 8 logements ;
- d) le groupe D, de plus de 3 étages en hauteur de bâtiment ;
- e) le groupe E, ayant plus de 2 étages en hauteur de bâtiment ou une charge d'occupants de 300 ou plus ;
- f) le groupe F, suivant les prescriptions de l'autorité compétente ;
- g) les passages souterrains ; et
- h) les cours couvertes.

3) Une alimentation électrique de sécurité d'un type homologué doit être assurée pour maintenir un éclairage de l'intensité prescrite par la présente sous-section, à partir d'une batterie d'accumulateurs, d'une génératrice ou autres sources d'énergie qui continuera de fournir du courant en cas d'interruption de l'alimentation électrique du bâtiment. Celle-ci doit être conçue et installée de façon à

satisfaire automatiquement à la consommation de courant en cas de défaillance de la source primaire, pendant une période de :

- a) 2 heures pour les bâtiments élevés visés à la sous-section 3.2.6 ;
- b) 1 heure pour les bâtiments du groupe B ayant moins de 4 étages en hauteur de bâtiment ; et
- c) ½ heure dans tous les autres cas.

**3.4.7.3. Installation :** Les installations électriques de sécurité doivent répondre aux prescriptions de la partie VI.

#### §3.4.8. Types d'issues

**3.4.8.1. Généralités :** La présente sous-section s'applique aux issues intérieures et extérieures.

#### 3.4.8.2. Escaliers et rampes d'accès :

1) Les giron et paliers des rampes et des escaliers intérieurs et extérieurs accessibles au public doivent comporter des bandes ou un revêtement antidérapant.

2) Les escaliers ou rampes qui se prolongent jusqu'au toit d'un bâtiment doivent être protégés contre la glace et la neige.

**3.4.8.3. Contremarches :** Les volées d'escaliers intérieurs doivent avoir au moins 3 contremarches.

#### 3.4.8.4. Hauteur et largeur des escaliers :

1) Une volée d'escalier ne doit pas avoir une élévation verticale de plus de 12 pieds (3,7 m) entre les planchers ou les paliers. Cependant, les volées d'escaliers servant d'issue à des locaux à forte densité d'occupation ou destinées à des personnes infirmes doivent avoir une élévation verticale d'au plus 8 pieds (2,4 m) entre les planchers ou les paliers.

2) La longueur et la largeur des paliers doivent être au moins égales à la largeur des escaliers qu'ils desservent, sauf dans les volées droites, où la longueur du palier peut être limitée à 44 pouces (1 120 mm).

#### 3.4.8.5. Mains courantes :

1) Les rampes et les escaliers d'issues doivent comporter une main courante au moins sur un côté et, lorsque leur largeur est de 44 pouces (1 120 mm) ou plus, une main courante de chaque côté.

2) Lorsque la largeur prescrite pour une rampe ou un escalier dépasse 88 pouces (2 235 mm), on doit prévoir une ou plusieurs mains courantes intermédiaires et continues entre les paliers. Leur nombre et leur position doivent être

tels qu'il n'y ait pas plus de 66 pouces (1 675 mm) entre elles.

3) Les mains courantes doivent être libres d'obstacles susceptibles de faire perdre prise à la main.

4) Les mains courantes de rampe d'accès et d'escalier doivent être placées à une hauteur d'au moins 32 pouces (813 mm) et d'au plus 36 pouces (914 mm) mesurée verticalement à partir d'une ligne fixée à l'extérieur du giron de la marche ; cependant les mains courantes qui ne rencontrent pas ces exigences sont permises en autant qu'elles sont installées en plus des mains courantes prescrites.

5) Il doit y avoir un espace libre d'au moins 1 ½ pouce (38,1 mm) entre une main courante et le mur auquel elle est fixée.

6) Une fenêtre située dans une cage d'escalier d'issue, dont la base est à moins de 42 pouces (1,1 m) au-dessus du palier, doit être protégée par un garde ou une main courante situé à 42 pouces (1,1 m) au-dessus du palier.

#### **3.4.8.6. Garde-corps :**

1) Toute issue, telle qu'une rampe d'accès, un escalier ou un passage, doit comporter de chaque côté un mur ou un garde-corps solidement fixé.

2) La hauteur des garde-corps des escaliers d'issue ne doit pas être inférieure à 36 pouces (914 mm), mesurée verticalement à partir d'une ligne tirée à l'extérieur du giron de la marche et de 42 pouces (1,1 m) autour des paliers.

3) La plus petite dimension des ouvertures dans les garde-corps posés dans un escalier d'issue et un escalier utilisé par le public ne doit pas permettre le passage d'un objet sphérique de 4 pouces (102 mm) de diamètre.

**3.4.8.7. Écrêteaux signalant les escaliers de sous-sols :** Dans un bâtiment de plus de 2 étages en hauteur de bâtiment, toute partie d'une rampe d'accès ou d'un escalier d'issue qui se prolonge au-delà de la porte d'issue située au niveau du sol, jusqu'à un sous-sol ou une cave, doit être clairement signalée par un panneau portant l'inscription *DIRECTION DU SOUS-SOL* ou *TO BASEMENT*, ou comporter une autre indication prévenant les occupants que cette volée ne conduit pas vers une issue.

#### **3.4.8.8. Pente des rampes et paliers :**

1) La pente des rampes d'accès ne doit pas dépasser :

a) 1 pour 10, dans les établissements des groupes A, B ou C ;

b) 1 pour 6, dans les étendues de plancher des groupes E ou F ;

c) 1 pour 8, dans les autres étendues de plancher ; et

d) 1 pour 10, dans le cas des rampes extérieures.

2) Lorsqu'une porte ou un escalier débouche latéralement sur une rampe d'accès, il doit y avoir une zone de niveau sur toute la largeur de la rampe, jusqu'à une distance de 12 pouces (305 mm) des deux côtés de l'escalier ou de la porte, mais d'un seul côté lorsque ceux-ci sont à l'extrémité de la rampe.

3) Lorsqu'une porte ou un escalier débouche sur une rampe d'accès à une extrémité, il doit y avoir une zone de niveau sur toute la largeur de la rampe sur une longueur d'au moins 36 pouces (914 mm).

#### **3.4.8.9. Marches et contremarches :**

1) Les marches et les contremarches des escaliers d'issues, à l'exception des escaliers de secours, doivent être conçues de manière que le produit de la hauteur et du pas, exprimé en pouces, ne soit pas inférieur à 70 ou supérieur à 75. La hauteur des marches doit être d'au plus 7¾ pouces (197 mm) et d'au moins 5 pouces (127 mm). Le giron des marches c'est-à-dire le pas, à l'exclusion du nez, doit être d'au moins 9 pouces (229 mm).

2) Les marches et les contremarches des escaliers d'issue, à l'exception des escaliers de secours, doivent avoir une hauteur et un pas uniforme dans chaque volée, et ceux-ci ne doivent pas varier de plus de ¼ pouce (6,35 mm) dans les volées successives d'un escalier.

3) Une marche d'escalier d'issue dont le pas est inférieur à 10 pouces (254 mm), doit avoir un nez d'au moins 1 pouce (25,4 mm) en saillie sur la contremarche, à moins que l'inclinaison de la contremarche ne forme un retrait équivalent.

#### **3.4.8.10. Escaliers tournants :**

1) Les marches d'angle sont interdites dans les escaliers d'issue.

2) Lorsqu'un escalier tournant sert d'issue, il doit avoir :

a) un pas d'au moins 9 pouces (229 mm), mesuré à 9 pouces (229 mm) de la main courante, à l'extrémité de la marche ; et

b) une main courante de chaque côté.

3) Lorsqu'un escalier ne sert pas d'issue prescrite, il peut être de type tournant ou hélicoïdal, avec des marches dont le pas est d'au moins 7 pouces (178 mm) et le pas moyen d'au moins 9 pouces (229 mm) à condition qu'il n'y ait pas plus de 44 pouces (1 120 mm) entre les mains courantes.

### 3.4.8.11. Escaliers mécaniques et trottoirs roulants inclinés :

1) À condition qu'ils répondent au présent article et soient encloués conformément aux prescriptions de la présente partie, on peut considérer comme issues les escaliers mécaniques, de même que les trottoirs roulants inclinés qui sont conçus suivant les exigences de la présente partie relatives aux rampes.

2) Un escalier mécanique ou un trottoir roulant incliné qui traverse un cloisonnement coupe-feu prescrit et sert d'issue, doit être encloué de la même façon qu'un escalier d'issue.

3) Lorsqu'un escalier mécanique sert d'issue, l'embranchement doit être d'au moins 35 pouces (889 mm), la hauteur de la contremarche ne doit pas dépasser 8½ pouces (216 mm) et le pas de la marche doit être d'au moins 15¾ pouces (400 mm) ; la distance libre entre les mains courantes doit être d'au moins 44 pouces (1 120 mm) et l'escalier peut être considéré comme équivalent à 2 unités de passage.

4) Une volée d'escalier mécanique ou de trottoir roulant incliné ne doit pas avoir un déplacement en hauteur de plus d'un étage.

5) Les escaliers mécaniques et les trottoirs roulants inclinés doivent avoir un palier supérieur et un palier inférieur, comme le prescrit le présent règlement pour les escaliers.

### 3.4.8.12. Issues horizontales :

1) Les étendues de planchers situées de part et d'autres d'une issue horizontale doivent être suffisantes pour recevoir les occupants des 2 étendues de plancher, à raison d'un espace libre d'au moins 5 pi<sup>2</sup> (1,5 m<sup>2</sup>) par occupant, de 16 pi<sup>2</sup> (1,5 m<sup>2</sup>) dans le cas des personnes en fauteuil roulant et de 24 pi<sup>2</sup> (2,2 m<sup>2</sup>) pour les malades alités.

2) Lorsque des balcons ou des passerelles encloués et des vestibules font partie d'une issue horizontale, leur largeur libre doit être au moins égale à celle des portes de l'issue. Des mains courantes peuvent toutefois y faire une saillie d'au plus 3½ pouces (89 mm).

3) Une issue horizontale reliant des étendues de plancher de niveaux différents peut comporter une pente conforme aux prescriptions de l'article 3.4.8.8 relatives aux rampes d'accès.

4) Une issue horizontale ne doit comprendre aucune marche.

5) Une ouverture servant d'issue horizontale doit être protégée par une fermeture constituée d'une ou de portes

homologuées, se fermant d'elles-mêmes et tournant sur un axe vertical.

6) Lorsqu'une issue horizontale comprend 2 portes, elles doivent :

a) être installées adjacentes l'une à l'autre ;

b) être installées dans des ouvertures séparées ou dans la même baie et se rencontrer sur un meneau, à condition que la dimension de l'ouverture ne dépasse pas celle qui est spécifiée pour les murs coupe-feu à la sous-section 3.1.8 ; et

c) s'ouvrir dans des sens opposés et porter une indication du sens de la sortie à partir de chaque côté.

7) **Passerelles et balcons servant d'issues horizontales :** Lorsque des balcons extérieurs ou des passerelles reliant des bâtiments sont utilisés comme issues horizontales, ils doivent répondre aux prescriptions de l'article 3.2.3.15.

8) Les gardes-corps doivent avoir au moins 4 pieds (1,2 m) de hauteur et la plus petite dimension de toute ouverture qui y est pratiquée ne doit pas dépasser 4 pouces (102 mm).

9) Les ouvertures dans les murs extérieurs des bâtiments auxquels sont fixés ces passerelles ou balcons doivent être protégées conformément au paragraphe 3 de l'article 3.4.8.16 relatives aux ouvertures adjacentes aux escaliers de secours. Cependant, lorsque les passerelles comportent des parois latérales pleines d'au moins 6 pieds (1,8 m) de hauteur, cette protection des ouvertures dans les murs peut être omise.

**3.4.8.13. Passages :** Les passages et les escaliers doivent être conçus de manière à réduire au minimum la longueur de l'itinéraire de circulation.

### 3.4.8.14. Accès aux passages extérieurs :

1) L'accès aux passages extérieurs, à partir d'une étendue de plancher, doit être assuré par l'intermédiaire de portes d'issue au niveau du plancher.

2) Un passage extérieur dont l'un ou l'autre côté est surélevé de plus de 1 pied 6 pouces (457 mm) doit être muni, sur les côtés ouverts, de garde-corps d'au moins 42 pouces (1 070 mm) de hauteur.

### 3.4.8.15. Portes d'issue :

1) Une porte d'issue ne doit pas donner directement sur un escalier, mais s'ouvrir sur un palier dont la largeur et la longueur ont au moins 1 pied (0,3 m) de plus que la largeur de la porte.

2) Aucune contremarche d'escalier ne doit être située à moins de 1 pied (0,3 m) d'une porte d'issue.



3) Les portes d'issue doivent être signalées conformément à la sous-section 3.4.6 et aucun élément suspendu ni aucune tenture ne doit en masquer la présence.

4) Aucun miroir ne doit être placé sur les portes d'issue.

5) Une porte d'issue ne doit pas donner directement sur une marche. Cependant, lorsqu'il y a danger d'obstruction par la glace ou la neige, une porte d'issue peut s'ouvrir sur une marche unique d'au plus 6 pouces (152 mm) de hauteur.

6) Les portes d'issue, sauf celles qui desservent un seul logement, doivent s'ouvrir dans le sens de la sortie et tourner sur un axe vertical.

7) Une porte d'issue doit être tenue fermée, doit comporter un mécanisme d'auto-fermeture de type homologué et elle ne doit jamais être calée ouverte, sous réserve du paragraphe 8 de l'article 3.1.7.2.

8) Une porte permettant de passer d'un corridor à l'issue doit comporter un regard.

9) **Portes coulissantes :** Les portes d'issue donnant directement sur l'extérieur, au niveau du sol, peuvent être des portes coulissantes, à condition qu'elles répondent aux prescriptions du paragraphe 2 de l'article 3.3.1.7.

10) **Portes tournantes :** Lorsque des portes tournantes sont installées, elles doivent :

- a) être à panneaux pliants et d'un type homologué ;
- b) être flanquées de portes adjacentes sur charnières et assurant un nombre équivalent d'unités de passage ;
- c) servir d'issues au niveau du rez-de-chaussée seulement ;
- d) ne pas être installées au pied d'un escalier ; et
- e) ne pas servir d'issues pour les étendues de plancher à forte densité d'occupation, ni pour les établissements du groupe B ou ceux du groupe F, division 1.

11) Les portes tournantes ne comptent que pour une demi-unité de passage.

12) **Dispositifs de fermeture :** Toute porte, d'entrée ou de sortie, desservant une étendue de plancher à forte densité d'occupation doit être munie de dispositifs de fermeture homologués susceptibles de se briser, ou de se déclencher et de permettre à la porte de s'ouvrir toute grande lorsqu'une pression de 20 livres (89 N) est appliquée sur sa face intérieure.

13) Les dispositifs de fermeture d'une porte d'issue doivent permettre de l'ouvrir facilement de l'intérieur, sans employer de clef. Cette prescription ne s'applique toutefois pas aux portes des locaux où des personnes sont légalement détenues.

14) **Accès aux étendues de plancher en cas de situation d'urgence :** Dans les bâtiments élevés visés à la sous-section 3.2.6 :

- a) les portes donnant accès à des étendues de plancher dans lesquelles les occupants peuvent avoir à entrer en cas de situation d'urgence ne doivent pas être verrouillées, ni fermées à clef ; et
- b) il doit être possible, à tous les 5 étages ou moins, de passer d'un escalier d'issue à l'étendue de plancher, par une porte non verrouillée, ni fermée à clef, identifiée à cette fin du côté de l'escalier.

### 3.4.8.16. Escaliers de secours :

1) Les escaliers de secours doivent être installés conformément au paragraphe 1 de l'article 3.4.1.2 et aux paragraphes 3 et 4 de l'article 3.4.1.4. Ils doivent être en métal ou en béton, descendre jusqu'au niveau du sol, être construits solidement. Cependant, les bâtiments de construction combustible peuvent être munis d'escaliers de secours en bois, à condition que les poteaux et les consoles aient au moins 4 pouces (102 mm) et que tous les autres éléments de bois n'aient pas moins de 2 pouces (52 mm) dans leur plus petite dimension nominale.

2) On doit pouvoir accéder aux escaliers de secours à partir de halls ou de corridors communs, par des portes situées au niveau du plancher ; cependant, dans un bâtiment renfermant 3 logements ou plus, où des escaliers de secours sont prévus pour chaque logement, on peut accéder à des escaliers par une fenêtre à battants située dans une pièce autre que la salle de bain. L'appui de cette fenêtre ne doit pas être à plus de 12 pouces (305 mm) du plancher.

3) Lorsqu'un escalier de secours dessert un étage au-dessus du deuxième, les ouvertures, y compris les portes d'accès pratiquées dans les murs extérieurs du bâtiment auquel l'escalier est fixé, doivent être protégées par des fermetures répondant aux prescriptions de la sous-section 3.1.7, quant elles sont situées à 10 pieds (3 m) horizontalement, 3 étages ou 35 pieds (10,7 m) au-dessous, et 6 pieds (1,8 m) au-dessus de tout balcon, plate-forme ou volée d'escalier de secours.

4) Les escaliers doivent être inclinés à un angle d'au plus 45 degrés (0,79 rad.) par rapport à l'horizontale, avoir des contremarches d'au plus 8 ¾ pouces (213 mm) de hauteur et des marches d'au moins 8 ¾ pouces (222 mm) de giron.

5) L'échappée des escaliers, mesurée verticalement au-dessus du nez d'une marche ou d'une plate-forme, ne doit pas être inférieure à 6 pieds 4 pouces (1,93 m).

6) Lorsqu'une porte donne sur un balcon de secours, celui-ci doit avoir une superficie libre d'au moins 12 pi<sup>2</sup> (1,1 m<sup>2</sup>). De plus, le balcon extérieur servant d'accès à un escalier de secours doit avoir une largeur libre minimale de 22 pouces (559 mm).

7) La largeur d'un escalier de secours doit être de 36 pouces (914 mm), elle peut être moins de 36 pouces (914 mm) mais elle ne doit pas être inférieure à 22 pouces (559 mm) lorsque celui-ci dessert :

- a) au plus 3 étages ; et
- b) au plus 15 personnes.

8) Les côtés ouverts des plate-formes, balcons et escaliers doivent être protégés par des garde-corps d'une hauteur d'au moins 3 pieds (0,9 m) mesurée verticalement au-dessus du nez d'une marche ou d'une plate-forme.

9) Le garde-corps doit être constitué d'au moins 2 traverses disposées à intervalle d'au plus 18 pouces (457 mm), et parallèlement aux lignes d'escaliers et aux bordures des plate-formes. La traverse supérieure peut servir de main courante si aucun obstacle n'est susceptible de gêner la prise de la main.

10) Une main courante doit être installée sur le mur si l'escalier de secours a plus de 22 pouces (559 mm) de largeur.

11) Lorsque la volée du bas d'un escalier de secours n'est pas fixe, elle doit être maintenue en position relevée sans l'aide d'un loquet ou d'un autre dispositif de retenue et être munie d'un dispositif à contrepoids d'un type homologué qui permet de la mettre facilement et rapidement en position de service.

## SECTION 3.5 VIDES TECHNIQUES

### §3.5.1. Généralités

**3.5.1.1. Domaine d'application :** Cette section s'applique aux vides sous combles, vides pour conduits, vides sanitaires, gaines, locaux techniques, réserves techniques hors-toit et aux installations qu'ils renferment.

**3.5.1.2. Installations techniques :** Les installations techniques doivent être installées conformément à la partie VI.

**3.5.1.3. Intégrité des cloisonnements coupe-feu :** Les installations techniques qui traversent des cloisonnements

coupe-feu prescrits doivent être conformes aux sous-sections 3.1.6, 3.1.7 et 3.5.4 afin que soit maintenue l'intégrité de ces cloisonnements coupe-feu.

**3.5.1.4. Interdiction d'emmagasiner :** Les vides techniques ne doivent pas être utilisés comme espace de rangement.

**3.5.1.5. Conduits traversant des cloisonnements coupe-feu :** Les conduits qui traversent des cloisonnements coupe-feu prescrits doivent être munis de volets coupe-feu conformes à l'article 3.1.7.1.

**3.5.1.6. Revêtement intérieur des conduits :** Lorsqu'un conduit est muni d'un revêtement intérieur, celui-ci doit avoir un indice de propagation des flammes d'au plus 25 pour toute surface nue ou mise à découvert par le découpage du matériau.

**3.5.1.7. Revêtement extérieur des conduits dans la construction incombustible :** Dans la construction incombustible, le revêtement extérieur des conduits doit avoir un indice de propagation des flammes d'au plus 25 pour toute surface nue ou mise à découvert par le découpage du matériau.

**3.5.1.8. Revêtement extérieur des conduits dans la construction combustible :** Le revêtement extérieur d'un conduit posé dans un élément de construction combustible pour lequel un degré de résistance au feu est prescrit, doit avoir un indice de propagation des flammes en surface d'au plus 75.

### 3.5.1.9. Appareils à foyer sur le toit :

1) Un appareil à foyer peut être installé sur le toit d'un bâtiment à condition :

- a) qu'il soit homologué à cette fin ; et
- b) qu'il soit placé à une distance horizontale d'au moins 4 pieds (1,2 m) de la limite de la propriété.

2) Lorsqu'un appareil à foyer destiné à être installé sur un toit est situé en deçà de 10 pieds (3 m) d'un mur adjacent du même bâtiment, chaque ouverture de ce mur comprise en deçà de 3 étages au-dessus et de 15 pieds (4,6 m) horizontalement doit être protégée par du verre armé, conformément à l'article 3.1.7.3.

### §3.5.2. Locaux techniques

#### 3.5.2.1. Cloisonnements coupe-feu :

1) Les appareils à foyer pour le chauffage ou le refroidissement des locaux ou pour le chauffage de l'eau doivent être situés dans un local technique ou un vide technique et

séparés du reste du bâtiment par un cloisonnement coupe-feu ayant un degré de résistance au feu d'une heure. Cependant, cette résistance au feu doit être de 2 heures dans les bâtiments classifiés dans le groupe B ou le groupe F, division 1, et qui dépasse 2 étages en hauteur de bâtiment ou dont l'aire de bâtiment excède 4 000 pieds carrés (372 m<sup>2</sup>).

2) Aucun cloisonnement coupe-feu n'est prescrit dans le cas :

- a) des cheminées de logements ;
- b) des appareils constituant une installation à l'air libre, sur un toit, et homologués à cette fin ; ou
- c) où des appareils destinés au chauffage, au refroidissement des locaux, ou au chauffage de l'eau qui sont installés pour desservir :
  - i. un seul local, espace ou suite ; ou
  - ii. un bâtiment d'au plus 2 étages, y compris le sous-sol ou la cave, et dont l'aire de bâtiment ne dépasse pas 4 000 pieds carrés (372 m<sup>2</sup>).

3) Aucun appareil à foyer servant au chauffage ou au refroidissement des locaux ou encore au chauffage de l'eau ne doit être installé :

- a) dans une issue ;
  - b) à une distance de moins de 8 pieds (2,4 m), mesurée horizontalement d'une porte d'issue ;
  - c) dans des corridors communs ;
  - d) sans le cloisonnement coupe-feu prescrit :
    - i. dans un local où des matières dangereuses sont utilisées, manipulées ou emmagasinées ; ou
    - ii. dans les étendues de plancher des bâtiments classifiés dans le groupe B ou le groupe F division 1.
- 4) Il n'est pas nécessaire qu'un cloisonnement coupe-feu qui entoure un local technique soit supporté conformément au paragraphe 1 de l'article 3.1.6.2.

**3.5.2.2. Locaux techniques interdits sous les issues :** Les locaux techniques renfermant de l'appareillage technique susceptible de faire explosion, comme les chaudières, fonctionnant sous une pression manométrique supérieure à 15 lb/po<sup>2</sup> (103,4 KN/m<sup>2</sup>) et certains types de transformateurs isolés avec de l'huile inflammable et de machinerie de réfrigération refroidie avec des gaz toxiques, ne doivent pas être situés immédiatement sous des issues prescrites.

**3.5.2.3. Utilisation multiple des locaux techniques :** Les locaux techniques renfermant des appareils pour le chauffage, le refroidissement des locaux, ou le chauffage de

l'eau peuvent contenir de l'appareillage électrique et d'autre équipement technique.

**3.5.2.4. Cloisonnements coupe-feu pour machinerie technique :** Les locaux techniques ne renfermant que de la machinerie technique doivent être séparés du reste du bâtiment par un cloisonnement coupe-feu d'au moins une heure. Cependant, si ces locaux de machinerie contiennent des matières dangereuses, le cloisonnement coupe-feu doit avoir une résistance au feu de 2 heures.

**3.5.2.5. Cloisonnements coupe-feu pour incinérateurs :** Tout local technique renfermant un incinérateur doit être séparé du reste du bâtiment par un cloisonnement coupe-feu d'au moins 2 heures.

**3.5.2.6. Cloisonnements coupe-feu pour stockage de déchets :** Les locaux destinés à l'emmagasinage provisoire de déchets combustibles, doivent être séparés du reste du bâtiment par un cloisonnement coupe-feu d'une heure ou être munis d'extincteurs automatiques à l'eau.

**3.5.2.7. Portes d'issue dans les locaux techniques :** Une porte permettant de quitter une chaufferie, un local d'incinérateur ou un autre local technique :

- a) doit s'ouvrir vers l'extérieur, elle doit cependant s'ouvrir vers l'intérieur ou coulisser horizontalement lorsqu'elle donne sur un corridor ou sur un local recevant du public ; et
- b) ne doit pas déboucher directement sur une issue.

**3.5.2.8. Cloisonnements coupe-feu pour transformateurs :** Les chambres de transformateurs doivent être séparées de tous les autres types de locaux par des cloisonnements coupe-feu de 3 heures de construction incombustible.

### §3.5.3. Installations d'équipement et vides techniques verticaux

#### 3.5.3.1. Protection des vides techniques verticaux :

1) Lorsque des installations verticales d'équipement sont placées dans des gaines, le vide technique vertical doit être séparé du reste du bâtiment qu'il dessert par un cloisonnement coupe-feu ayant un degré de résistance au feu conforme au tableau 3.5.3.A. pour le degré du cloisonnement coupe-feu prescrit pour les planchers des étages où il passe, et il doit répondre aux prescriptions de la présente sous-section.

**Tableau 3.5.3.A**

Degré du cloisonnement coup-feu (plancher) exprimé en heures	Degré minimal de résistance au feu des gaines techniques verticales exprimé en heures	Degré minimal de résistance au feu des cages d'ascenseurs exprimé en heures
moins de ¾	(1)	¾
¾	¾	¾
1	¾	¾
1½	1	1
2	1	1½
3	1½	2
4	2	3

N.B. Sur le tableau 3.5.3.A :

(1) Aucun degré de protection contre le feu n'est nécessaire dans le cas de fermeture obturant une ouverture dans un cloisonnement coupe-feu pour lequel aucun degré de résistance au feu n'est prescrit.

2) Un vide technique vertical qui ne traverse pas le toit du bâtiment doit être fermé à sa partie supérieure par un élément de construction ayant le même degré de résistance au feu que les murs de la gaine.

3) Un vide technique vertical qui ne descend pas jusqu'au bas du bâtiment doit être fermé à son niveau le plus bas par un élément de construction ayant le même degré de résistance au feu que les murs de la gaine.

4) Les événements des gaines à l'intérieur du bâtiment doivent être encloisonnés avec des éléments de construction ayant un degré de résistance au feu au moins égal à celui qui est prescrit pour les gaines.

5) Le cloisonnement d'une gaine ne doit comporter que les ouvertures relatives à son utilisation.

### 3.5.3.2. Vides-ordures :

1) Les vides-ordures doivent être cloisonnés.

2) Le cloisonnement d'un vide-ordures doit répondre aux prescriptions de l'article 3.5.3.1 et être construit en matériaux incombustibles ayant un degré de résistance au feu au moins égal à celui qui est prescrit par le tableau 3.5.3.A pour le degré de cloisonnement coupe-feu qu'il traverse, mais jamais inférieur à :

a) 1 heure lorsque le débouché du vide-ordures dans le local d'arrivée est protégé par une fermeture automatique homologuée, à auto-enclenchement, maintenue ouverte par un maillon fusible ; ou

b) 2 heures, lorsque le débouché du vide-ordures dans le local d'arrivée est dépourvu de fermeture.

3) Un vide-ordures doit être construit de façon à assurer l'évacuation des produits de la combustion à l'extérieur, suivant les prescriptions de la section 6.6.

4) Les vidoirs des vide-ordures doivent être situés dans des locaux ou compartiments :

a) dont aucune dimension n'est inférieure à 30 pouces (762 mm) ; et

b) qui sont séparés du reste du bâtiment par un cloisonnement coupe-feu d'au moins ¾ d'heure ; et

c) qui ne servent pas à d'autres fins.

5) Un vide-ordures ne doit déboucher que dans un local ou un dépôt séparé du reste du bâtiment par un cloisonnement coupe-feu d'au moins 2 heures.

6) Les vide-ordures doivent être munis à leur sommet d'un gicleur aux fins de lavage.

7) Des extincteurs automatiques à eau homologués doivent être installés au sommet d'un vide-ordures, à tous les 2 planchers et dans le local où débouche le conduit de chute.

### 3.5.3.3. Descentes de linge :

1) Les descentes de linge doivent être cloisonnées conformément aux paragraphes 1 à 4 de l'article 3.5.3.2 et du paragraphe 7 de l'article 3.5.3.2.

2) Le local dans lequel débouche une descente de linge doit être séparé du reste du bâtiment par un cloisonnement coupe-feu d'au moins 1 heure.

### §3.5.4. Installations d'équipement et vides techniques horizontaux

**3.5.4.1. Généralités :** Les prescriptions de la présente sous-section s'appliquent aux vides de plafond, aux vides pour tuyaux, aux vides sanitaires, aux vides sous combles ou faux greniers et aux autres installations d'équipement et vides techniques horizontaux.

**3.5.4.2. Cloisonnement coupe-feu :** Lorsque des installations horizontales d'équipement sont placées dans des gaines, le vide technique horizontal doit être séparé du reste du bâtiment qu'il dessert par un cloisonnement coupe-feu ayant un degré de résistance au feu conforme au tableau 3.5.4.A, et il doit répondre aux prescriptions de la présente sous-section.

Tableau 3.5.4.A

Degré du cloisonnement coupe-feu du mur en heures	Degré minimal de résistance au feu du vide technique horizontal en heures
moins de ¾	(1)
¾	¾
1	¾
1 ½	1
2	1
3	1 ½
4	2

N.B. Sur le tableau 3.5.4.A :

(1) Aucun degré de protection contre le feu n'est nécessaire dans le cas de la fermeture obturant une ouverture dans un cloisonnement coupe-feu pour lequel aucun degré de résistance au feu n'est prescrit.

### 3.5.4.3. Accès :

1) Lorsque la pente du toit des bâtiments de plus de 3 étages en hauteur de bâtiment est inférieure à 1 pour 4, il doit être possible d'accéder directement à toutes les aires de toit principales, à partir des étendues de plancher qui se trouvent juste au-dessous d'elles, soit par un escalier, soit par une trappe d'au moins 22 pouces (559 mm) sur 36 pouces (914 mm), pourvue d'une échelle fixe.

2) Il doit être possible d'accéder à tous les vides sous combles de plus de 2 pieds (0,61 m) de hauteur, à partir de l'étage situé directement au-dessous, soit par un escalier soit par une trappe d'au moins 22 pouces (559 mm) sur 36 pouces (914 mm).

3) Les vides techniques horizontaux dépassant 4 pieds (1,2 m) de hauteur et 2 pieds (0,61 m) de largeur doivent comporter des portes d'accès d'au moins 2 pieds (0,61 m) dans les dimensions horizontale et verticale, à moins qu'ils ne soient munis de portes de visite d'au moins 1 pied (0,3 m) dans les dimensions horizontale et verticale, placées de façon qu'on puisse voir tout l'intérieur du vide.

4) Un vide sanitaire doit être muni d'au moins une ouverture d'accès mesurant au minimum 22 pouces (559 mm) sur 36 pouces (914 mm).

5) Les petites étendues surélevées ou en dépression utilisées soit pour y placer de la machinerie ou de l'appareillage, soit comme espace d'emménagement, non considérées comme étendues de plancher, doivent être munies de marches, de rampes d'accès ou d'échelles fixes appropriées.

**3.5.4.4. Ventilation des vides techniques horizontaux :** Les vides sanitaires, vides sous combles et faux greniers non chauffés doivent être ventilés par des moyens naturels ou mécaniques conformément à la partie IX.

## SECTION 3.6 EXIGENCES DE SALUBRITÉ

### §3.6.1. Hauteur et superficie des pièces

#### 3.6.1.1. Hauteur libre et superficie :

1) La hauteur libre de chaque local ou espace doit être déterminée en fonction des besoins d'air, de lumière et d'espace fonctionnel de sa destination.

2) La hauteur libre dans un logement doit être conforme à la section 9.3.

3) La hauteur libre au-dessus et en-dessous du plancher d'une mezzanine doit être d'au moins 7 pieds (2,1 m).

**3.6.1.2. Dimensions :** Les dimensions des locaux dans les logements doivent être conformes à la section 9.3.

### §3.6.2. Portes et fenêtres

**3.6.2.1. Portes et fenêtres prescrites dans les logements :** Dans les logements, des portes et fenêtres doivent être installées en conformité avec les sections 9.4 et 9.5.

**3.6.2.2. Portes servant d'issue :** Les portes servant d'issue doivent être conformes aux sections 3.3 et 3.4.

**3.6.2.3. Largeur des portes :** Dans une étendue de plancher accessible aux personnes en chaise roulante, la largeur nette des portes doit être d'au moins 30 pouces (762 mm).

### §3.6.3. Ventilation

**3.6.3.1. Contaminants de l'air :** Les contaminants de l'air, libérés à l'intérieur des bâtiments doivent être enlevés dans la mesure du possible à leurs points d'origine et il ne faut pas leur permettre de s'accumuler en concentration plus grande que celle permise par l'ACGIH dans la norme *Threshold Limit Values for Chemical Substances and Physical Agents in the Workroom Environment with Intended Changes for 1975*.

### 3.6.3.2. Ventilation des locaux :

1) La ventilation des locaux ou des espaces par méthodes mécaniques ou naturelles, dans les établissements du groupe C doit être conforme à la section 9.31.

2) Tous les autres locaux doivent être ventilés mécaniquement ou naturellement. Les mesures prévues au *ASHRAE Guide and Data Books (1972)* et *ASHRAE Handbook of Fundamentals (1972)*, peuvent être suivies.

### 3.6.3.3. Ventilation en présence de substances explosives :

1) Tout bâtiment ou partie de bâtiment dont la destination peut donner lieu à des poussières, des vapeurs, des gaz ou d'autres impuretés ou agents polluants susceptibles de présenter un danger d'incendie ou d'explosion, doivent être munis d'une installation de ventilation répondant aux prescriptions de la partie VI.

2) Un local ou un espace dont la destination principale comporte des substances ou des conditions pouvant présenter un danger d'explosion, doit être pourvu d'éléments homologués qui cèdent facilement sous l'effet d'une explosion, ou de d'autres moyens de protection approuvés conformément à l'article 2.6.1. Les mesures prévues dans les normes de l'ACNOR et les règles techniques de la NFPA peuvent être suivies.

3) Les dispositifs de sécurité contre les explosions doivent être d'un type homologué, être légers, incombustibles et résistants à la corrosion, être disposés pour céder sous une pression relativement faible et être protégés par des grillages homologués avec mailles d'au plus  $\frac{3}{4}$  de pouce (9 mm) posés à la sortie.

4) Dans les espaces de bâtiments pouvant présenter un danger d'explosion, la surface totale des fenêtres ouvrantes, des châssis pivotants et des panneaux muraux disposés pour s'ouvrir sous l'effet d'une pression intérieure, doit être au moins équivalente à 10% de la superficie des murs d'enceinte, avec au moins 50% de l'ouverture disposé de façon qu'il y ait dégagement automatique.

### 3.6.3.4. Ventilation des garages :

1) Sous réserve de la section 9.31, les garages de remisage encloisonnés et les aires de réparations dans les garages doivent comporter une installation de ventilation pouvant débiter au moins  $\frac{3}{4}$  pied cube (0,23 m<sup>3</sup>) d'air à la minute par pied carré (m<sup>2</sup>) d'étendue de plancher.

2) Lorsqu'une installation de ventilation mécanique est prescrite, elle doit être conçue pour assurer une ventilation continue et limiter les concentrations des gaz nocifs aux concentrations permises par l'ACGIH dans la norme *Threshold Limit Values for Chemical Substances and Phy-*

*sical Agents in the Workroom Environment with Intended Changes for 1975.*

3) Les installations de ventilation mécanique prévues par le paragraphe 2 doivent comprendre une commande automatique de ventilateur, constituée soit par des dispositifs homologués de détection de l'oxyde de carbone, soit par d'autres moyens approuvés conformément à l'article 2.6.1, et être situées de façon à assurer une protection totale des occupants.

4) Dans les garages décrits aux paragraphes 1, 2 et 3, la ventilation prescrite peut être réduite de moitié lorsque le stationnement des véhicules automobiles est effectué par des moyens mécaniques.

5) Les installations de ventilation mécanique ne sont pas nécessaires dans les garages de remisage recevant moins de 20 véhicules automobiles en tout, si la pente descendante du garage vers la porte extérieure est de 1 pouce (25,4 mm) de hauteur pour chaque 10 pieds (3 m) de longueur et que le sol du garage est au-dessus du sol extérieur.

6) Ces prescriptions ne s'appliquent pas aux garages de remisage, à condition :

a) que plus de 50% de la superficie d'au moins 2 côtés soit ouverte sur l'extérieur à chaque étage ;

b) qu'aucune partie d'un plancher ne soit à plus de 3 pieds (0,9 m) au-dessous du niveau du sol adjacent ; et

c) que les ouvertures prescrites sur l'extérieur ne soient jamais fermées par des bâches, du verre ni d'autres matériaux.

### §3.6.4. Services de plomberie

#### 3.6.4.1. Systèmes requis :

1) Tout bâtiment situé sur une propriété qui s'aboute à une rue où un aqueduc public ou municipal est enfoui, doit être muni ou doit fournir pour ses occupants un service de plomberie, y compris un approvisionnement d'eau potable, un système de drainage et d'appareils sanitaires.

2) Lorsque l'installation du système de drainage sanitaire n'est pas possible en raison de l'absence d'un approvisionnement d'eau, des cabinets d'aisances, des cabinets d'aisances chimiques ou autres moyens approuvés conformément à l'article 2.6.1, pour disposer des excréments humains doivent être prévus.

3) Les systèmes de plomberie doivent être conçus et installés conformément au Code de plomberie.

4) Lorsqu'un étage est accessible aux personnes en chaise roulante, au moins une des salles de toilette prévues doit comporter une cabine accessible à ces personnes.

5) Les cabines de toilette accessibles aux personnes en chaise roulante doivent être indiquées et identifiées par le symbole officiel international, conformément à l'annexe IV.

## **PARTIE IV**

### **DONNÉES TECHNIQUES**

#### **SECTION 4.1**

#### **CHARGES ET MÉTHODES DE CALCUL**

##### **§4.1.1. Généralités**

**4.1.1.1. Domaine d'application :** La présente section s'applique à tous les bâtiments.

**4.1.1.2. Dérogations permises :** Les charges et les méthodes de calcul pour les bâtiments des groupes C,D,E et F divisions 2 et 3 ayant moins de 3 étages en hauteur de bâtiment et dont l'aire de bâtiment est de 3 000 pieds carrés (279 m<sup>2</sup>) ou moins, peuvent être celles mentionnées à la section 9.2.

**4.1.1.3. Exigences minimales de sécurité et de comportement :**

1) Le calcul doit assurer aux bâtiments et à leurs éléments la rigidité nécessaire pour résister avec sécurité et efficacité à l'action de toute charge ou autre effet ; dans tous les cas, ils doivent satisfaire aux exigences de la présente section.

2) **Charges de construction :** Durant la construction, aucun élément permanent ou temporaire d'un bâtiment ne doit être soumis à des charges supérieures aux charges de calcul à moins qu'il ne soit démontré par une analyse ou un essai que la surcharge temporaire d'un élément n'entraînera pas l'affaiblissement de cet élément.

De plus, des précautions doivent être prises à toutes les étapes de la construction pour assurer que le bâtiment ne sera ni endommagé ni déformé par les surcharges de construction.

**4.1.1.4. Base de conception :**

1) Les bâtiments et leurs éléments de structure doivent être calculés selon l'une des méthodes suivantes :

a) les méthodes et les pratiques normalisées de calculs prescrites aux sections 4.2 à 4.8 ainsi qu'aux normes auxquelles elles se réfèrent ;

b) un des 3 modes suivants de calcul :

i. analyse selon une théorie généralement reconnue ;

ii. évaluation des éléments de l'ouvrage lui-même ou d'un modèle de grandeur réelle par essai de chargement ;

iii. étude sur modèle à l'échelle réduite et calcul analogique ; à condition que les calculs soient exécutés par un spécialiste en calcul analogique et qu'ils assurent une mesure de sécurité et de comportement au moins équivalente à celle mentionnée conformément à l'article 2.6.1.

2) Les données du Supplément no 4 du Code national du bâtiment du Canada (1975) sont reconnues comme base de conception.

##### **4.1.1.5. Flèches :**

1) Les éléments de l'ouvrage doivent être calculés de sorte que les flèches et les oscillations sous les charges d'exploitation soient conformes au Supplément no 4 du Code national du bâtiment du Canada (1975) en regard de :

- a) la destination du bâtiment ou de l'élément ;
- b) tout dommage éventuel aux éléments ou matériaux non porteurs ;
- c) tout dommage éventuel à la charpente elle-même.

2) Tous les calculs des structures et de leurs éléments constitués de matériaux susceptibles de flèches, de déformations ou de nouvelles répartitions de charges causées par le fluage ou le retrait doivent tenir compte des exigences du paragraphe 1.

3) **Flèche latérale causée par le vent dans les bâtiments élevés :** La flèche latérale causée par le vent dans les bâtiments dont l'élancement est tel que la hauteur dépasse 4 fois la plus petite largeur effective ne doit pas dépasser les rapports suivants :

- a) rapport entre la flèche au droit d'un étage et la hauteur de l'étage 1/500 ;
- b) rapport entre la flèche totale et la hauteur totale 1/500.

Ces limites peuvent être omises si les calculs sont fondés sur une analyse dynamique des flèches et de leurs effets.

**4.1.1.6. Stabilité en compression :** Les calculs doivent prévoir la stabilité de la structure considérée dans son ensemble et assurer la stabilité latérale, de torsion et localisée de tous les éléments de la structure assujettis à une contrainte de compression.

**4.1.1.7. Intégrité des structures :** Les bâtiments et leur structure doivent être conçus de façon à réduire le danger d'un effondrement progressif dans le cas d'un affaiblissement localisé dû à de trop fortes charges.

### §4.1.2. Charges

#### 4.1.2.1. Charges de calcul :

1) Les charges suivantes doivent être prises en compte dans le calcul d'un bâtiment et de tous ses éléments de structure :

D — charge permanente selon la sous-section 4.1.3 ;

L — charges d'utilisation, y compris la composante verticale des charges de cloisons amovibles et des charges de grues ; les charges de neige, de glace et de pluie ; la poussée des sols et la pression hydrostatique, la composante horizontale des charges statiques ou d'inertie ;

W — charge de vent ;

E — charge sismique ;

T — dilatations et contractions thermiques, retraits, variations de la teneur en eau, fluage des matériaux, mouvements provoqués par un tassement différentiel ou une combinaison de ces déformations.

2) La valeur minimale des charges déterminée aux sous-sections 4.1.3 à 4.1.8 doit être majorée, s'il y a lieu, pour tenir compte des effets dynamiques.

**4.1.2.2. Charges non mentionnées :** Lorsqu'un bâtiment ou un de ses éléments de construction est assujéti à des charges non mentionnées à l'article 4.1.2.1, on doit prendre celles-ci en compte dans les calculs.

#### 4.1.2.3. Action d'ensemble des charges :

1) Dans le calcul des bâtiments et de leurs éléments, on doit considérer l'action de toutes les charges énumérées à l'article 4.1.2.1 selon les combinaisons données ci-dessous. La combinaison admise est celle qui, multipliée par les coefficients du paragraphe 2 produit les effets les plus défavorables pour le bâtiment, les fondations ou les éléments de construction. Le cas le plus défavorable peut survenir lorsqu'une ou plusieurs des charges dans une combinaison n'agissent pas :

- i. D ;
- ii.  $D + L$  ;
- iii.  $D + (W \text{ ou } E)$  ;
- iv.  $D + T$  ;
- v.  $D + L + (W \text{ ou } E)$  ;
- vi.  $D + L + T$  ;
- vii.  $D + (W \text{ ou } E) + T$  ;
- viii.  $D + L + (W \text{ ou } E) + T$ .

2) **Coefficient de probabilité :** L'effet de l'action simultanée des charges peut être multiplié par les coefficients de probabilité suivants :

- a) 1,0, pour les combinaisons i) à iv) ;
- b) 0,75, pour les combinaisons v) à vii) ;
- c) 0,66, pour la combinaison viii).

3) **Efforts de signes opposés :** Lorsque des charges autres que D agissent en opposition à D dans un élément de construction ou dans un assemblage, le concepteur doit tenir compte des effets d'efforts de signes contraires.

4) Le calcul d'un bâtiment doit prévoir la résistance à un moment de renversement et à une action de glissement équivalente à au moins deux fois la valeur produite par des charges agissant sur le bâtiment considéré comme une entité s'appuyant ou ancrée au sol d'assise ou à la structure d'appui. La stabilité au renversement doit être calculée comme égale à la somme du moment stabilisateur de la charge permanente seulement et de la résistance de limite de tous systèmes d'ancrage.

### §4.1.3. Charge permanente

**4.1.3.1. Éléments constitutants :** La charge permanente d'un élément de construction comprend :

- a) le poids de l'élément lui-même ;
- b) le poids de tous les matériaux de construction du bâtiment appuyés en permanence sur l'élément, y compris les cloisons permanentes ;
- c) le poids de l'équipement permanent ;
- d) les efforts dus à la précontrainte.

**4.1.3.2. Surcharge :** La surcharge est la somme des charges, autres que la charge permanente, applicables dans le calcul des éléments constitutants d'un bâtiment et comprend :

- a) les charges d'affectation ;
- b) la charge de neige, de glace et de pluie ;
- c) la charge de vent ;
- d) la charge sismique ;
- e) la poussée des sols et la pression hydrostatique ;
- f) la composante horizontale des charges statiques ;
- g) les effets de phénomènes physiques soit : dilatations et contractions thermiques, retraits, variations de la teneur en eau, fluage des matériaux, mouvements provoqués par un tassement différentiel, ou une combinaison de ces phénomènes.



#### §4.1.4. Charge d'affectation

**4.1.4.1. Charges d'affectation des planchers et des toits :** Les charges d'utilisation des planchers et des toits à prendre en compte ne doivent pas être inférieures aux valeurs des charges uniformément réparties données à l'article 4.1.4.3 ou des charges concentrées données à l'article 4.1.4.4, en prenant celle des deux valeurs qui produit les conditions les plus défavorables.

**4.1.4.2. Destinations non prévues :** Lorsque la destination d'une aire de plancher n'est pas prévue aux articles 4.1.4.3 et 4.1.4.4, les charges d'affectation pour cette destination doivent être déterminées par une analyse des charges provenant :

- de la charge probable d'occupants :
- de la charge probable de matériel et de mobilier ; et
- de la charge probable d'entreposage.

#### 4.1.4.3. Répartition de la charge :

1) La surcharge uniformément répartie ne doit pas être inférieure aux valeurs données au tableau 4.1.4.A ; mais elle peut être réduite conformément au paragraphe 3 ou 4 et doit être distribuée :

- uniformément sur toute la surface ; ou
- sur toute partie de surface, en prenant la répartition qui produira les conditions les plus défavorables.

2) **Destination multiple :** Lorsqu'une aire de plancher ou de toit est affectée à 2 ou plusieurs destinations à des périodes différentes, la valeur de la charge figurant au tableau 4.1.4.A. doit être la plus élevée de celles établies pour les destinations considérées.

3) **Aire d'apport :** Lorsqu'un élément de construction supporte une aire d'apport d'un plancher ou d'un toit, ou des deux, de plus de 900 pi<sup>2</sup> (83,7 m<sup>2</sup>), qui est affectée à l'entreposage, à la fabrication, à la vente au détail, au remisage ou à la réparation de véhicules, ou au rassemblement de personnes, la charge à prendre en compte, exclusion faite de la neige, est la charge prévue au paragraphe 1 multipliée par :

$$0,5 + 15/\sqrt{A}$$

où A représente l'aire d'apport en pieds carrés.

4) Lorsque l'aire d'apport d'un plancher, d'un toit ou des deux portée par un élément de construction dépasse 200 pi<sup>2</sup> (18,6 m<sup>2</sup>) et que cette aire est affectée à une destination autre que celles énumérées au paragraphe 3, la charge à prendre en compte, exclusion faite de la neige, est la charge prévue au paragraphe 1 multipliée par :

$$0,3 + 10/\sqrt{B}$$

ou B représente l'aire d'apport en pieds carrés.

5) Dans les aires de bâtiment où des cloisons non permanentes sont indiquées au plan ou seraient prévues pour une date ultérieure, le poids de ces cloisons doit être inclus dans les calculs. La charge doit être établie d'après le poids réel ou présumé des cloisons placées dans leur position probable, mais ne doit pas être inférieure à 20 livres par pi<sup>2</sup> répartie sur toute la surface du plancher. Le poids des cloisons compris dans les calculs doit être indiqué au plan selon le sous-paragraphe e du paragraphe 2 de l'article 4.1.4.8.

**Tableau 4.1.4.A**

<i>Destination</i>	<i>Charge minimale de calcul lb / pi<sup>2</sup></i>
Lieux de rassemblement, munis à 80% de sièges fixes avec dossiers et incluant:  Auditoriums Églises Classes (aussi avec sièges amovibles) Tribunaux Salle de conférence Théâtres et autres lieux similaires	50
Lieux de rassemblement autre que ceux mentionnés ci-dessus, incluant:  Arénas Balcons Églises Salles de danse Salles à manger Foyers et halls d'entrée Estrades, tribunes et gradins  Gymnases Musées Promenades Patinoires Stades Loges Théâtres et autres lieux similaires	100
Combles avec accès limité où il n'y a aucun entreposage d'équipement ou de matériaux	10
Balcons intérieur et extérieur	100

<i>Destination</i>	<i>Charge minimale de calcul lb / pi<sup>2</sup></i>
Corridors, halls d'entrée et allées ayant plus de 4 pieds (1,2 m) de largeur (sauf les corridors des étages supérieurs des résidences, hôtels et motels) Corridors, halls d'entrée et allées ayant moins de 4 pieds (1,2 m) de largeur	100 (1)
Salles d'équipement et locaux techniques incluant: Salle des génératrices Équipements mécaniques pour les ascenseurs Salle de machines Station de pompage Voûte de transformateurs Salle d'équipement de ventilation ou de conditionnement de l'air	75(2)
Sorties et sorties de secours	100
Manufactures	125(2)
Garages pour Automobiles Autobus vides et camions légers	50 125
Camions et autobus chargés et leur voie de circulation	250
Cuisines autres que résidentielles	100
Bibliothèques Salles de rangement Salles de lecture et d'études	150 60
Aires de bureaux dans les édifices à bureaux et les autres bâtiments (n'incluant pas les locaux d'entreposage de disques et les salles d'ordinateurs) situés: Dans les sous-sols et au premier étage Étages supérieurs	100 50
Salles d'opération et laboratoires	75
Lieux d'amusements qui ne peuvent être utilisés comme lieux de rassemblement incluant: Salles de billard Allées de quilles	75

<i>Destination</i>	<i>Charge minimale de calcul lb / pi<sup>2</sup></i>
Lieux de résidences Chambre de séjour et à coucher dans les appartements, hôtels, motels, pensionnats, collèges et hôpitaux Corridors au-dessus du premier plancher (dans les appartements, hôtels et motels seulement)	40 40
Magasins de détail et de gros	100
Toits (pour les charges dues à la neige voir l'article 4.1.5.1)	20(3)
Trottoirs et entrées de cours au-dessus de passages et de sous-sols	250
Locaux d'entreposage	100(2)
Toilettes	50
Dalles sous terre	(2)
Entrepôts (voir locaux d'entreposage)	

N.B. Sur le tableau 4.1.4.A :

(1) Les corridors, les halls d'entrée et les allées ayant moins de 4 pieds (1,2 m) de largeur doivent être conçus pour porter au moins la charge minimale requise par les destinations qu'ils desservent.

(2) Les charges dues à la destination envisagée doivent être calculées et prises en considération pour la conception.

(3) Pour tenir compte des charges légères, occasionnelles, tels que des travailleurs. Cette charge n'est pas cumulative aux charges dues à la neige, la glace ou la pluie.

**4.1.4.4. Charges concentrées :** Les charges concentrées à retenir en raison de la destination d'une superficie de plancher ou de toit ne doivent pas être inférieures à celles prescrites au tableau 4.1.4.B, réparties de façon à produire les effets les plus défavorables.

Tableau 4.1.4.B

Aire de plancher ou de toit	Charge concentrée minimale	
	lb	(kg)
Aires de toit	300	(136)
Classes	1 000	(453)
Planchers de bureaux, établissements industriels, salles communes d'hôpitaux, scènes	2 000	(907)
Planchers et surfaces à l'usage d'automobiles	2 500	(1 134)
Planchers et surfaces à l'usage de véhicules ne dépassant pas 8 000 lb (3 632 kg), poids brut	4 000	(1 816)
Planchers et surfaces à l'usage de véhicules ne dépassant pas 20 000 lb (9 072 kg), poids brut	8 000	(3 632)
Planchers et surfaces à l'usage de véhicules dépassant 20 000 lb (9 072 kg), poids brut	12 000	(5 450)
Trottoirs et entrées de cour au-dessus de passages et de sous-sols	12 000	(5 450)

#### §4.1.5. Charges de neige et de pluie

**4.1.5.1. Charge de neige au sol :** Le charge de calcul pour l'accumulation de neige sur une surface ne doit pas être inférieure à la charge de neige au sol prescrite au tableau des données climatologiques du Supplément no 1 du Code national du bâtiment du Canada (1975).

#### 4.1.5.2. Charge de neige sur un toit :

1) La charge de neige sur un toit ou sur toute surface exposée à une accumulation de neige doit être établie en multipliant la charge de neige au sol donnée à l'article 4.1.5.1 par le coefficient approprié  $C_s$  donné aux articles 4.1.5.3 et 4.1.5.4.

2) La résistance d'un toit ou d'une autre surface de bâtiment et ses éléments, exposés à une accumulation de neige, doit être établie selon la plus défavorable des deux répartitions suivantes :

a) la charge répartie uniformément sur toute la surface ; ou

b) la charge répartie uniformément sur une partie de la surface et une charge nulle sur le reste de la surface.

**4.1.5.3. Coefficient de charge de neige :** Le coefficient de base  $C_s$  pour les charges de neige est de 0,8, exception faite des prescriptions à l'article 4.1.5.4 pour les toits exposés au vent. Le coefficient de base doit être majoré ou réduit pour tenir compte des conditions suivantes :

a) réduction de la charge de neige lorsque la pente des versants d'un toit dépasse  $30^\circ$  (0,53 rad.) ;

b) répartition inégale de la charge de neige sur les toitures à 2 ou plusieurs versants ;

c) répartition inégale de la charge de neige sur les toitures en voûte ;

d) accumulation accrue de neige dans les noues des toits dits papillons et dans les noues des toits à multiples travées en voûte ou à versants ;

e) accumulation accrue de charges inégales de neige ou de congères sur les parties inférieures des toitures à 2 ou plusieurs niveaux telles que les marquises ou toits de balcons, à condition toutefois que la partie supérieure du toit fasse partie du même bâtiment ou d'un bâtiment adjacent distant de 15 pieds (4,6 m) ou moins ;

f) l'accumulation accrue de charges de neige sur les surfaces adjacentes aux hors-toit, aux grandes cheminées, à l'équipement de ventilation et autres saillies sur les toits ;

g) accumulation accrue de charges de neige ou de glace résultant d'éboulis de la neige ou d'eau de fonte s'égouttant sur une surface à partir d'une toiture adjacente inclinée vers cette surface. L'importance et la distribution de l'augmentation doivent être proportionnelles aux parties et à la grandeur des surfaces.

**4.1.5.4. Toitures exposées au vent :** Dans le cas des toitures exposées au vent, il est permis de ramener le coefficient de base de charges de neige,  $C_s$  de 0,8 à 0,6 lorsque les deux conditions suivantes sont remplies :

a) si le toit est exposé au vent sur tous les côtés et qu'il n'est pas susceptible d'être abrité par des obstacles plus élevés que lui et situés à une distance inférieure à 10h du bâtiment, où h est la hauteur de l'obstacle au-dessus du niveau du toit ;

b) si le toit n'a pas de parapets ou autres saillies qui empêchent la neige d'être emportée par le vent.

#### 4.1.5.5. Dues à la pluie :

1) La charge de calcul pour l'accumulation de l'eau de pluie sur une surface dont l'emplacement, la forme et la flèche permettent une telle accumulation est celle qui provient d'une chute de pluie de 24 heures sur la projection horizontale de la surface et de toutes les surfaces tributaires, ainsi qu'il est prescrit dans le Supplément no 1 du Code national du bâtiment du Canada (1975). La présente disposition s'applique même si la surface est munie de moyens d'égouttement tels que des tuyaux de descente d'eau de pluie.

2) Il n'est pas nécessaire de tenir compte de l'action simultanée des charges dues à la pluie et des charges dues à la neige.

### §4.1.6. Charges dues au vent

#### 4.1.6.1. Pression extérieure positive ou négative :

1) La pression extérieure, positive ou négative, exercée par le vent sur un bâtiment considéré comme un tout ou sur son revêtement doit être calculée d'après :

$$p = q C_e C_g C_p$$

où  $p$  : la pression statique extérieure agissant perpendiculairement à la surface soit vers la surface ou de la surface vers l'extérieur ;

$q$  : la pression dynamique de base prévue au paragraphe 3 ;

$C_e$  : le coefficient d'exposition prescrit au paragraphe 4 ;

$C_g$  : le coefficient d'effet des rafales prévu au paragraphe 5.

$C_p$  : le coefficient de pression extérieure selon l'emplacement du revêtement considéré ou le coefficient de forme pour tout le bâtiment. Le coefficient de forme est égal à la différence algébrique entre les coefficients de pression extérieure pour les côtés aval et amont du bâtiment.

2) La pression nette du vent à prendre en compte sur un revêtement doit être la différence algébrique entre la pression extérieure, tel qu'il est prescrit au paragraphe 1, et la pression intérieure due au vent et calculée d'après :

$$a) P_i = q C_e C_{pi}$$

ou

$$b) P_i = q C_e C_g C_{pi}$$

où  $P_i$  : la valeur statique de la pression intérieure à prendre en compte, agissant au droit du revêtement, soit comme une pression lorsque dirigée vers l'extérieur ou comme une succion lorsque dirigée vers l'intérieur ;

$q C_e C_g$  : doivent avoir les valeurs prévues aux paragraphes 3, 4, et 5 respectivement, sauf que  $C_e$  doit être évalué à la mi-hauteur du bâtiment plutôt qu'à la hauteur de l'élément considéré ;

$C_{pi}$  : le coefficient de pression intérieure.

On doit employer l'expression *b* si le bâtiment a des ouvertures assez larges pour permettre aux effets des rafales de se transmettre à l'intérieur du bâtiment. Dans le calcul du revêtement, on doit tenir compte des régions de fortes pressions localisées.

3) **Pression dynamique de base** : La pression dynamique de base «  $q$  » à utiliser doit avoir la valeur prescrite au Supplément no 1 du Code national du bâtiment du Ca-

nada (1975), pour les conditions stipulées au présent paragraphe.

a) **Revêtement** : La pression dynamique de base «  $q$  » à utiliser dans le calcul des panneaux de revêtement doit être fondée sur une probabilité d'être dépassée au cours d'une année, de 1/10.

b) **Flèches des éléments de structure** : La pression dynamique de base «  $q$  » pour le calcul de la flèche et des pulsations des éléments de structure doit être fondée sur une probabilité d'être dépassée au cours d'une année, de 1/10.

c) **Résistance des éléments de structure** : Pour tous les bâtiments sauf ceux qui sont mentionnés au sous-paragraphe *d*, la pression dynamique de base «  $q$  » à utiliser pour le calcul de la résistance des éléments de structures doit être fondée sur une probabilité d'être dépassée au cours d'une année, de 1/30.

d) **Bâtiments utilisés après un sinistre** : La pression dynamique de base «  $q$  » à employer pour le calcul de la résistance des éléments de structure des bâtiments dont l'utilisation est essentielle après un sinistre doit être fondée sur une probabilité d'être dépassée au cours d'une année, de 1/100.

4) **Coefficients d'exposition** : Le coefficient d'exposition  $C_e$  doit être :

a) la valeur indiquée au tableau 4.1.6.A pour la hauteur de la surface ou de la partie de surface considérée ; ou

b) la valeur de l'expression :  $(h/30)^{1/5}$ , sans toutefois être inférieure à 1,0, où  $h$  est la hauteur en pieds au-dessus du niveau du sol de la surface ou de la partie de surface ; ou

c) dans le cas d'une étude de l'action dynamique des rafales, une valeur fondée sur la hauteur et le type d'abri.

**Tableau 4.1.6.A**

Hauteur		Coefficient d'exposition
$p_i$	(m)	
de 0 à 40	(0 - 12,2)	1,0
de 40 à 60	(12,2 - 18,3)	1,1
de 60 à 90	(18,3 - 27,4)	1,2
de 90 à 130	(27,4 - 39,6)	1,3
de 130 à 190	(39,6 - 57,9)	1,4
de 190 à 270	(57,9 - 82,3)	1,5
de 270 à 420	(82,3 - 128,0)	1,6
de 420 à 740	(128,0 - 225,6)	1,8
de 740 à 1200	(225,6 - 365,8)	2,0

5) **Coefficient de l'effet des rafales :** Le coefficient de l'effet des rafales  $C_g$  doit avoir l'une des valeurs suivantes :

- a) 2,0 pour les éléments de structure ;
- b) 2,5 pour les petits éléments comprenant les panneaux de revêtement ;
- c) dans le cas d'une étude de l'action dynamique des rafales, une valeur fondée sur la turbulence du vent ainsi que les dimensions et la fréquence naturelle de la structure.

**4.1.6.2. Effets dynamiques du vent :** Les bâtiments dont la hauteur dépasse 4 fois la largeur effective minimale, ou qui ont plus de 400 pieds (122 m) de hauteur, et les bâtiments dont les caractéristiques de légèreté, de basse fréquence et de faible amortissement les rendent sujets aux oscillations doivent être :

- a) calculés selon des méthodes expérimentales pour la sécurité contre les surpressions dynamiques, la vibration et la fatigue ; ou
- b) calculés par une étude de l'action dynamique des rafales de vent.

**4.1.6.3. Chargement total ou partiel :** Les bâtiments et les éléments de structure doivent être calculés pour résister aux effets de la plus défavorable des conditions suivantes :

- a) la charge totale du vent sur toute leur surface ; ou
- b) 0,75 fois la charge totale du vent agissant sur une partie quelconque de la surface et pleine charge sur le reste de la surface.

#### §4.1.7. Charge sismique

##### 4.1.7.1. Généralités :

1) La charge sismique à prendre en compte doit être évaluée :

- a) par une analyse selon la méthode donnée dans le présent article ; ou
- b) par une analyse dynamique.

2) Dans le présent article :

$D$  : la dimension en pieds d'un bâtiment dans une direction parallèle aux efforts appliqués ;

$D_s$  : la dimension du système de résistance aux efforts latéraux, en pieds, dans une direction parallèle aux efforts appliqués ;

$h_i, h_n, h_x$  : la hauteur en pieds au-dessus de la base ( $i = 0$ ) au niveau  $i, n$ , ou  $x$  respectivement ;

Niveau  $i$  : niveau quelconque dans un bâtiment,  $i = 1$  est le premier niveau au-dessus de la base ;

Niveau  $n$  : niveau le plus élevé dans la partie principale de la structure ;

Niveau  $x$  : le niveau considéré ;

$W$  : charge permanente plus :

25% de la charge de neige prescrite à la sous-section 4.1.5 le cas de surfaces destinées à l'entreposage, la surcharge rectifiée selon le paragraphe 4 de l'article 4.1.4.3 ;  
la charge de réservoirs pleins ;

$W_i, W_x$  : cette partie de  $W$  qui est située ou qui est attribuée au niveau  $i$  ou  $x$  respectivement ;

$J$  : coefficient de réduction du moment de renversement à la base, défini au sous-paragraphe  $a$  du paragraphe 7 de l'article 4.1.7.1 ;

$J_x$  : coefficient de réduction du moment au niveau  $x$ , défini au sous-paragraphe  $b$  du paragraphe 7 de l'article 4.1.7.1 ;

$N$  : nombre d'étages au-dessus du niveau du sol jusqu'au niveau  $n$ . ( $N$  est d'ordinaire égal à  $n$ ) ;

$T$  : période fondamentale d'oscillations du bâtiment ou de la structure en secondes dans la direction considérée ;

$R$  : coefficient sismique de la région qui représente la mesure de l'activité sismique et le risque dans la région considérée ;

$K$  : coefficient numérique qui représente le matériau et le genre de construction, de l'amortissement, de la ductilité, et/ou le pouvoir d'absorption d'énergie de la structure ;

$I$  : degré d'importance de la structure ;

$F$  : coefficient de fondation ;

$C$  : coefficient numérique de cisaillement à la base, défini au paragraphe 4 de l'article 4.1.7.1 ;

$W_p$  : poids d'une partie de la structure, p. ex. panneaux de revêtement, cloisons, annexes ;

$C_p$  : coefficient d'effort horizontal pour une partie de la structure, tel que donné au tableau 4.1.7.B ;

$V_p$  : effort latéral sur une partie de la structure ;

$V$  : force sismique latérale minimale à la base de la structure ;

$F_1$  : partie de  $V$  à localiser au niveau supérieur de la structure, telle que le prescrit le sous-paragraphe *a* du paragraphe 5 de l'article 4.1.7.1 ;

$F_x$  : effort latéral appliqué au niveau  $x$ .

3) Les efforts sismiques doivent être considérés comme agissant dans toutes directions horizontales. Un calcul indépendant doit être fait autour de chacun des axes principaux afin de donner à la structure une résistance suffisante contre les efforts sismiques agissant en toutes directions.

4) L'effort sismique latéral minimum à admettre dans n'importe quelle direction doit être :

$$V = \frac{1}{4} R K C I F W$$

où

$R$  : Les valeurs données au tableau des données climato-logiques contenues dans le supplément no 1 du Code national du bâtiment du Canada (1975) ;

$K$  : la valeur donnée au tableau 4.1.7.A ;

$C = 0,10$  pour tous les bâtiments de 1 ou 2 étages ;

$C = 0,05 / \sqrt[3]{T}$  pour tous les autres bâtiments.

La valeur maximale de  $C$  doit être de 0,10.

À moins d'être justifiée par une soumission de données techniques scientifiques, la valeur de  $T$  doit être établie par une des deux expressions suivantes :

$$T = 0,05 h_n / \sqrt{D}$$

ou

$$T = 0,1 N.$$

Cette dernière expression s'applique à tous les bâtiments où la résistance aux forces latérales se fait à l'aide d'une ossature résistance aux moments et capable de résister à la totalité des forces latérales prévues. Cette ossature ne doit être ni restreinte ni aboutée par des éléments plus rigides qui pourraient l'empêcher de résister aux forces latérales.

$I = 1,3$  pour tous les bâtiments conçus pour utilisation après un sinistre et pour les écoles.

Pour tous les autres bâtiments  $I : 1,0$ .

$F = 1,5$  lorsque la structure est appuyée sur un sol ayant une compressibilité élevée ou sur un autre sol à faible module de cisaillement dynamique.

Pour tous les autres sols  $F = 1,0$ .

$$W = \sum_{i=1}^n W_i$$

5) *a)* Une partie  $F_1$ , de la charge latérale totale  $V$  doit être concentrée au niveau supérieur de la structure où :

$$F_1 = 0,004 V (h_n / D_s)^2$$

Le reste  $(V - F_1)$  doit être réparti sur toute la hauteur du bâtiment, y compris le niveau supérieur, conformément à l'expression :

$$F_x = \frac{(V - F_1) W_x h_x}{\sum_{i=1}^n W_i h_i}$$

La valeur maximale de  $F_1$  sera 0,15 $V$ , mais peut être tenue pour zéro si :

$$(h_n / D_s) \leq 3.$$

*b)* Dans tout plan horizontal, le cisaillement total doit être réparti entre les divers éléments du système appelés à résister aux forces latérales selon leur rigidité, compte tenu de la résistance et de la rigidité des éléments non structuraux.

6) Les calculs des parties de bâtiments et de leurs ancrages doivent tenir compte des forces latérales  $V_p$  où :

$$V_p = \frac{1}{4} R C_p W_p.$$

Les valeurs admissibles pour  $C_p$  sont données au tableau 4.1.7.B. Ces forces doivent être appliquées au centre masse des éléments à l'étude.

7) *a)* Le moment de renversement  $M$  à la base de la structure doit être multiplié par  $J$ , où :

$$J = 0,5 + 0,25 / \sqrt[3]{T^2}$$

$J$  ne doit pas dépasser 1,0.

Tableau 4.1.7.A

Genre ou arrangement des éléments de résistance	Valeur K
Bâtiments à ossature spatiale à joints ductiles résistante aux moments (1), (2), capable de résister à la latérale totale.	0.67
Bâtiments ayant à la fois un système complet d'ossature spatiale à joints ductiles résistants aux moments et des murs de contreventement calculés selon les 3 critères suivants : 1. Les ossatures et les murs de contreventement doivent résister à la totalité des forces latérales prévues selon leurs rigidités relatives, compte tenu de l'action réciproque des ossatures et des murs de contreventement. 2. Les murs de contreventement agissant indépendamment des ossatures spatiales à joints ductiles résistants aux moments doivent résister à la totalité des forces latérales prévues. 3. Les ossatures spatiales à joints ductiles résistants aux moments doivent pouvoir résister à au moins 25% de la totalité des forces latérales prévues.	0.80
Tous les systèmes d'ossatures de bâtiment sauf ceux qui sont classifiés ci-après.	1.00
Bâtiments dont la charpente ne comporte pas un système complet d'ossature spatiale destinée à appuyer les sollicitations verticales (box system).	1.33
Structures autres que les bâtiments et que celles figurant au tableau 4.1.7.B.	2.00
Réservoirs élevés y compris leur contenu, appuyés sur au moins quatre poteaux avec traverses de contreventement mais non appuyés sur un bâtiment et calculés selon les critères suivants: 1. Les valeurs inférieure et supérieure du produit KCI établies respectivement à 0.12 et 0.25. 2. La valeur J: 1.0 pour le calcul du moment de renversement établi au sous-paragraphe a, paragraphe 7 de l'article 4.1.7.1. 3. La conformité aux exigences de torsion établies au paragraphe 8) de l'article 4.1.7.1.	3.00  3.00
N.B. sur le tableau 4.1.7.A :	
(1) Une ossature spatiale est un système de structure tridimensionnelle composée d'un assemblage d'éléments appuyés latéralement, lui permettant d'agir comme une entité, avec ou sans diaphragmes dans le plan horizontal.	
(2) Une ossature spatiale à joints ductiles résistante aux moments est celle qui est calculée pour résister à toutes les charges sismiques prévues et qui, en plus, possède assez de ductilité pour lui permettre d'absorber de l'énergie.	

Tableau 4.1.7.B

Catégorie	Partie de bâtiment	Ligne d'action de la force	Valeur $C_p$
1	Tous les murs extérieurs et intérieurs sauf ceux des catégories 2 et 3	Normale à la surface	0.20
2	Parapet et autres murs en porte-à-faux à l'exception des murs de soutènement	Normale à la surface	1.00
3	Ornements et saillies intérieures et extérieures	Toute direction	1.00
4	Tours, réservoirs pleins, cheminées, souches de cheminée et constructions hors-toit, lorsqu'ils sont rattachés à un bâtiment ou en font partie.	Toute direction	0.20(1)
5	Réservoir plein appuyé sur le sol	Toute direction	0.10
6	Planchers et toitures agissant comme diaphragmes(2)	Toute direction	0.10
7	Assemblage d'éléments et de murs intérieurs et extérieurs, à l'exception de ceux qui font partie de la structure principale, tel qu'il est prescrit au tableau 4.1.7.A.	Toute direction	2.00
N.B. sur le tableau 4.1.7.B :			
(1) Lorsque le rapport $h_n/D$ d'un bâtiment est égal ou supérieur à 5 pour 1, on doit augmenter la valeur $C_p$ de 50%.			
(2) Les planchers et les toitures agissant comme diaphragmes doivent être calculés pour une force au moins égale à la valeur obtenue avec une valeur de $C_p$ de 10% de la charge d'apport au niveau considéré, à moins qu'une force $F_x$ plus grande ne soit obtenue selon ce qui est prescrit au sous-paragraphe a du paragraphe 5 de l'article 4.1.7.1.			

b) Le moment de renversement  $M$  à tout niveau  $x$  doit être multiplié par  $J_x$  défini comme étant :

$$J_x = J + (1-J) (h_x/h_n)^3$$

L'accroissement d'étage en étage du moment de renversement doit être réparti, pour un étage considéré, entre les divers éléments de résistance dans la même proportion que les efforts de cisaillement dans le système de contreventement. Lorsqu'on a prévu d'autres éléments verticaux capables de résister en partie au moment de renversement, il est permis de les redistribuer sur ces éléments à condition de prévoir des éléments d'ossature de résistance et de rigidité suffisantes pour transmettre les charges. Lorsqu'un élément vertical sollicité n'est pas continu, le moment de renversement appuyé à l'étage inférieur de cet élément doit être porté comme charge jusqu'à la fondation.

### 8) Effets de torsion :

a) L'excentricité de torsion par rapport à l'axe vertical du bâtiment doit être calculée pour chaque étage. L'excentricité à utiliser est la somme de 1,5 fois l'excentricité calculée, plus une excentricité accessoire de 0,05 fois la dimension de l'étage figurant aux plans, selon une direction parallèle à celle pour laquelle l'excentricité a été calculée.

b) Lorsque l'excentricité de torsion déterminée au sous-paragraphe a est supérieure à 25% de la dimension de l'étage figurant aux plans selon une direction parallèle à celle pour laquelle l'excentricité a été calculée, il faut alors :

- i. procéder à une analyse dynamique ; ou
- ii. doubler les effets de la torsion établis par analyse statique.

9) Lorsqu'un bâtiment a la forme de tours superposées et que chacune des dimensions de la tour figurant aux plans est au moins égale à 75% de la dimension correspondante de l'ossature à la partie inférieure, ce bâtiment peut être tenu de dimensions uniformes aux fins de déterminer les forces sismiques.

Pour tous les autres bâtiments à tours superposées, la tour doit être calculée comme une structure distincte en employant les plus grandes des valeurs de coefficients sismiques à la base de la tour obtenues en considérant la tour soit comme une structure distincte ayant sa propre hauteur, soit comme faisant partie de l'ensemble de la structure.

### 4.1.7.2. Prescriptions générales :

1) La flèche latérale ou dérive d'un étage par rapport aux étages adjacents doit être étudiée conformément au présent article.

2) Toutes les parties d'une structure doivent résister comme un ensemble aux forces horizontales, à moins qu'elles ne soient suffisamment distantes les unes des autres pour prévenir tout contact résultant d'une flèche sous une action sismique. Les structures adjacentes doivent être séparées pour empêcher tout contact dû aux séismes.

3) Les éléments non structuraux doivent être conçus pour ne pas transmettre à l'ossature des forces qui n'ont pas été prévues dans les calculs. Toutes actions réciproques entre les murs ou autres éléments rigides et l'ossature doivent être analysées afin d'établir que la résistance de l'ossature n'est pas amoindrie par l'action ou la défaillance des éléments rigides.

4) Sauf lorsque le facteur sismique régional  $R$  est zéro, les semelles des fondations sur pieux de tous les bâtiments et structures doivent avoir une liaison continue dans les 2 directions, calculée pour résister par traction ou compression à au moins 10% de la plus grande charge appliquée sur la semelle, à moins qu'il ne puisse être démontré qu'une rigidité équivalente est possible par d'autres moyens conformément à l'article 2.6.1.

### 4.1.7.3. Prescriptions spéciales :

1) Les bâtiments des zones 1, 2 et 3 de plus de 200 pieds (61 m) de hauteur doivent comporter des ossatures spatiales à joints ductiles résistantes au moment, capables de résister à au moins 25% des forces sismiques prévues pour l'ensemble de la structure.

2) D'autres méthodes de calcul des structures peuvent être approuvées conformément à l'article 2.6.1, lorsqu'il est prouvé que la structure peut résister aux séismes à considérer avec une ductilité et une capacité d'absorption d'énergie équivalente à ce qui est prévu au paragraphe 1.

3) Les bâtiments de plus de 200 pieds (61 m) de hauteur situés dans la zone sismique 1 peuvent avoir des murs de contreventement au lieu d'ossatures spatiales à joints ductiles résistantes au moment, si ces murs sont conçus selon les prescriptions spéciales prévues, pour leur donner un comportement ductile.

### §4.1.8. Autres effets

**4.1.8.1. Charges sur garde-corps :** Les charges minimales de calcul sur un garde-corps qui protège un ressaut vertical de plus de 18 pouces (457 mm) sont les suivants :

#### 1) Charge horizontale :

a) une charge de 150 livres par pied linéaire appliquée horizontalement à la partie supérieure du garde-corps, pour toutes les destinations sauf celles prévues au sous-paragraphe b ;

b) une charge ponctuelle de 125 livres appliquée horizontalement à tout endroit de la partie supérieure du garde-corps, pour des destinations où les rassemblements sont très probables, comme dans le cas des passerelles industrielles.

2) **Charge verticale :** Une charge de 100 livres par pied linéaire appliquée verticalement à la partie supérieure du garde-corps et agissant indépendamment de la charge horizontale prévue aux sous-paragraphe a et b du paragraphe 1.

**4.1.8.2. Forces d'inertie :** Les estrades et tous les bâtiments à usage de rassemblement et capables de recevoir



un grand nombre de personnes à la fois, doivent être construits pour résister aux forces d'inertie latérales dues à leur destination. La force d'inertie à retenir ne doit pas être inférieure à 20 livres par pied linéaire de sièges dans une direction parallèle à chaque rangée de sièges, ou à 10 livres par pied linéaire de sièges dans une direction perpendiculaire à chaque rangée de sièges.

**4.1.8.3. Chocs et vibrations :** La surcharge minimale de calcul admissible pour les chocs causés par l'équipement, la machinerie, les autres objets ou les personnes, doit être le total du poids de l'équipement ou de la machinerie plus sa charge maximale de levage, ou la charge prescrite multipliée par un facteur approprié indiqué au tableau 4.1.8.A. Lorsque les effets dynamiques tels que la résonance et la fatigue risquent d'être importants par suite des vibrations de l'équipement ou de la machinerie, on doit faire une analyse dynamique.

**Tableau 4.1.8.A**

<i>Cause des chocs</i>	<i>Facteurs</i>
Emploi des grues motorisées	1,25
Emploi de grues actionnées à la main	1,10
Surcharges sur les planchers et les escaliers suspendus	1,33
Usage des ascenseurs	Voir code de sécurité pour les ascenseurs, monte-charge, petits monte-charge et escaliers roulants.

**4.1.8.4. Charge horizontale des grues :** La charge horizontale de calcul admissible sur les rails de grues ne doit pas être inférieure à :

- a) l'effort latéral qui doit :
  - i. s'élever à 20% dans le cas des chariots de grues mécaniques et à 10% dans le cas des chariots actionnés à la main, de la somme du poids des charges levées et du poids des chariots à l'exclusion des autres parties de la grue ;
  - ii. s'appliquer à la partie supérieure des rails, soit la moitié de chaque côté de la voie ; et
  - iii. être admis comme sollicitant dans l'une ou l'autre direction normale aux rails ;
- b) la force longitudinale qui doit être :
  - i. de 10% des charges maximales des roues de la grue ; et
  - ii. appliquée à la partie supérieure des rails.

## SECTION 4.2 FONDATIONS

### §4.2.1. Généralités

**4.2.1.1. Domaine d'application :** La présente section s'applique aux calculs de fondations de tous les bâtiments.

### 4.2.1.2. Dérogations permises :

1) Les fondations des bâtiments des groupes C, D, E et F divisions 2 et 3, ayant moins de 3 étages en hauteur de bâtiment et dont l'aire de bâtiment est de 3 000 pieds carrés (279 m<sup>2</sup>) ou moins, peuvent être construits conformément à la section 9.13.

2) Le paragraphe 1 ne s'applique pas dans le cas de bâtiment :

a) dont les fondations sont construites sur un remblai, sur du sable très lâche, sur du sable et du gravier très lâches, sur la moraine glaciaire molle, de l'argile très molle, et de l'argile schisteuse ; ou

b) dont la superstructure a une ossature métallique ou de béton armé ; ou

c) qui présentent des conditions de changement ou de température hors de la normale ; les conditions normales de charges et de température sont contenues dans le Supplément no 1 du Code national du bâtiment du Canada (1975) ;

d) qui sont fondés sur des pieux.

3) Les prescriptions visant le contrôle de l'eau souterraine autour des fondations sont contenues dans la section 9.13.

**4.2.1.3. Nomenclature :** Le sol est cette portion fragmentaire de la croûte terrestre dont les particules individuelles d'un échantillon sec peuvent être facilement séparées en les agitant dans l'eau ; il comprend cailloux, galets, gravier, sable, limon, argile, craies et autres matières organiques.

### 4.2.1.4. Sol pulvérulent :

1) Un sol pulvérulent se définit comme :

a) « gravier » : sol constitué de particules plus petites que 3 pouces (76 mm), mais qui sont refusées au tamis no 4 ; et

b) « sable » : sol constitué de particules qui passent au tamis no 4, mais non refusées au tamis no 200.

2) Les « sables » sont de plus subdivisés comme suit :

a) « sable grossier » : sol constitué de particules qui passent au tamis no 4, mais refusées au tamis no 10 ;

b) « sable moyen » : sol constitué de particules qui passent au tamis no 10, mais sont refusées au tamis no 40 ; et

c) « sable fin » : sol constitué de particules qui passent au tamis no 40 mais sont refusées au tamis no 200.

3) Les particules identifiées comme :

a) « galets » : sont des fragments de roc dont la plus grande dimension varie de 3 pouces (76 mm) à 8 pouces (203 mm) ; et

b) « cailloux » : sont des fragments de roc dont la plus grande dimension dépasse 8 pouces (203 mm).

#### 4.2.1.5. Compacité du sol pulvérulent :

1) Un sol pulvérulent est décrit comme suit :

a) « dense » : exige 30 coups ou plus au pied lors de l'essai de pénétration ;

b) « compact » : exige de 10 à 30 coups au pied lors de l'essai de pénétration ;

c) « lâche » : exige entre 4 et 10 coups au pied lors de l'essai de pénétration ; et

d) « très lâche » : exige moins de 4 coups, sur une profondeur d'un pied. L'essai doit être exécuté conformément à la norme ACNOR A119.1-1960 *Code for Split-Barrell Sampling of Soils*.

2) Lorsqu'il n'est pas possible de faire un essai de pénétration, un sol pulvérulent peut être décrit comme suit :

a) « dense » : s'il n'est pas possible à un homme de poids moyen d'enfoncer un piquet de bois de plus de 1½ pouce (38 mm) dans le sol ; et

b) « lâche » : s'il est possible à un homme de poids moyen d'enfoncer un piquet de bois de 8 pouces (203 mm) ou plus dans le sol.

3) Le piquet mentionné au paragraphe 2 doit être de 2 pouces (51 mm) sur 2 pouces (51 mm), biseauté à 45° sur toutes les faces à une de ses extrémités pour former une pointe.

**4.2.1.6. Sol cohérent, limon et argile :** Dans la présente section, un sol cohérent appelé :

a) « limon » est un sol :

- i. dont les particules ne sont pas visibles à l'oeil nu ;
- ii. dont les mottes sèches sont pulvérisables à la main ;

iii. dont une petite motte saturée d'eau et secouée vigoureusement dans la main présente une surface humide et luisante disparaissant rapidement, sous une compression ; et

iv. qui ne reluit pas lorsqu'il est humide et lissé avec une lame de couteau ;

b) « argile » est un sol :

i. dont les particules ne sont pas visibles à l'oeil nu ;

ii. dont les mottes sèches ne sont pas pulvérisables à la main ;

iii. dont une petite motte saturée d'eau et secouée vigoureusement dans la main ne présente pas une surface humide et luisante disparaissant rapidement, sous une compression ; et

iv. qui reluit lorsqu'elle est humide et lissée avec une lame de couteau.

**4.2.1.7. Consistance des argiles :** La consistance des sols cohérents peut être déterminée d'après la description donnée au tableau 4.2.1.A et selon la résistance approximative de cisaillement à l'essai non drainé, tel qu'indiqué au tableau.

**Tableau 4.2.1.A**

Consistance	Description	Résistance approximative de cisaillement non drainé (lb / pi. car.)
« très dur »	impossible à marquer avec le pouce mais facile à rayer avec l'ongle du pouce	plus de 2 000
« dur »	difficile à marquer avec le pouce; peut être difficilement remoulé avec la main	1 000 à 2 000
« ferme »	peut être marqué par le pouce avec un effort modéré	500 à 1 000
« mou »	le pouce peut s'y enfoncer de plusieurs pouces	250 à 500
« très mou »	le poing peut facilement s'y enfoncer de plusieurs pouces	moins de 250

**4.2.1.8. Autres sols :** Les sols organiques et les sols autres que ceux qui sont définis aux articles 4.2.1.4 à 4.2.1.7 doivent faire l'objet d'études spécialisées afin d'établir les propriétés nécessaires aux calculs.

**4.2.1.9. Argile schisteuse, moraine glaciaire, sable et gravier aggloméré :** Dans la présente section :

a) « argile schisteuse » est un sol ou un roc à grains fins, à fines lamelles, qui se gonfle lorsque mouillé et se désintègre au premier cycle de séchage et de mouillage ;

b) « moraine glaciaire » est un sol glaciaire, non trié, hétérogène, qui peut contenir une variété de grosseurs de particules comprenant les cailloux, les galets, le gravier, le sable, le limon et l'argile et dont la densité relative et la consistance sont variables ;

c) « sable et gravier agglomérés » est un mélange de sable et de gravier ou de cailloux cimentés en une couche dure qui ne se désagrège pas par mouillage dans son lit naturel.

#### 4.2.1.10. Roc :

1) Le roc est cette partie de la croûte terrestre qui est consolidée, homogène et dure ; c'est une agglomération naturelle de matières minérales qui ne peut pas être brisée avec la main.

2) **Résistance approximative du roc à la compression :** Dans la présente section, un roc identifié comme :

a) « dur » signifie un roc comparable à un béton qui aurait une résistance à la compression supérieure à 6 000 livres par pouce carré ;

b) « moyennement dur » signifie un roc comparable à un béton qui aurait une résistance à la compression supérieure à 2 500 livres par pouce carré ; et

c) « tendre » signifie un roc comparable à une maçonnerie de brique qui aurait une résistance à la compression supérieure à 500 livres par pouce carré.

3) **Classification du roc :** Le roc est classifié comme suit :

a) **IGNÉ :** le granite, le diorite, le basalte et les autres rocs de même nature ;

b) **SÉDIMENTAIRE :** le grès, le schiste, la pierre calcaire et les autres rocs de même nature ;

c) **MÉTAMORPHIQUE :** la quartzite, l'ardoise, le marbre, le schiste et les autres rocs de même nature.

4) **Défauts du roc :** Les défauts qui ont un effet défavorable sur la capacité portante du roc sont :

a) les plans de stratification très rapprochés, ouverts ou fortement inclinés, les joints, les zones de faille, les fractures ou zones de cisaillement ;

b) les veines rapprochées d'argile, les trous de faille, le sol ou le roc ramolli, les cavités et les autres inconsistances de même nature ;

c) la modification importante de la résistance du roc par altération, décomposition ou désintégration dans le massif ou dans une partie ;

d) le délètement ou gonflement du roc immergé dans l'eau.

5) Quelques matériaux naturels qui, du point de vue géologique seraient correctement classés parmi les rocs, doivent être considérés comme sols aux fins du présent code. Ces matériaux sont :

a) les roches tendres comportant des défauts ;

b) les roches sédimentaires à faible cimentation ou roches métamorphiques tendres capables d'être rayées avec l'ongle ;

c) tout matériau susceptible d'être creusé à la pelle ou au moyen d'une bêche pneumatique ;

d) les sables et graviers cimentés inégalement.

### EXIGENCES

**4.2.1.11. Charges sur les fondations :** Les fondations d'un bâtiment doivent avoir la capacité portante pour appuyer toutes les charges prescrites à la section 4.1.

**4.2.1.12. Tassement total et différentiel :** Les fondations d'un bâtiment doivent être calculées pour que le tassement total et différentiel des fondations ne dépasse pas le mouvement prévu dans les calculs du bâtiment lui-même.

**4.2.1.13. Base de calcul :** Dans le calcul des fondations d'un bâtiment, les méthodes, les pratiques de construction et les contraintes utilisées doivent être celles qui sont prévues dans les sections qui s'appliquent aux matériaux utilisés pour les fondations.

#### 4.2.1.14. Plans :

1) Les plans soumis doivent indiquer :

a) la nature et les conditions du sol ou du roc d'assise ; et

b) la capacité portante des sols ou la charge de calcul des éléments de fondation.

2) **Document témoin :** L'autorité compétente peut exiger la présentation, avec les plans et devis d'un document témoin qui :

a) précise la nature et les conditions du sol ou du roc ; et

b) justifie les critères de calculs indiqués aux plans ; et

c) indique le tassement probable des fondations.

**4.2.1.15. Reconnaissance du sol :** Une reconnaissance du sol doit être réalisée sous la direction d'une personne compétente dans ce domaine et celle-ci doit rédiger un rapport sur cette reconnaissance. L'autorité compétente la dispense de cette obligation lorsque la flexibilité de la construction projetée permet qu'un tassement différentiel n'en affecte pas la stabilité.

**4.2.1.16. Inspection des fondations :**

1) Avant qu'une partie de fondation ne soit implantée et de nouveau avant que la superstructure ne soit érigée sur une fondation, il est nécessaire d'obtenir une inspection.

2) Quand l'autorité compétente l'exige, le sol ou le roc sous-jacent aux semelles, aux fondations sur pieux ou caissons et aux murs de fondation doit être examiné, après l'excavation et immédiatement avant la construction des fondations, par une personne compétente dans cette discipline.

3) Dans le cas des fondations de bâtiments sur pieux, le battage de tous les pieux doit être continuellement surveillé par une personne compétente dans cette discipline et entièrement au courant des exigences prévues pour les pieux, des données de reconnaissance du terrain et des rapports de fondation pour cet emplacement.

4) Cette personne responsable de la surveillance décrite au paragraphe 3 doit préparer un ou des rapports d'inspection afin de décrire les conditions rencontrées et toute modification nécessaire apportée au projet ou à la méthode de construction. Chaque rapport doit être signé par la personne responsable et une copie doit en être adressée à l'autorité compétente.

**4.2.1.17. Conditions particulières :**

1) **Changements des conditions :** Si, au cours de la construction, il arrive que le sol ou le roc auquel une fondation doit transmettre les charges n'est pas de la nature ou dans les conditions admises lors des calculs et tel qu'indiqué aux plans, on doit calculer de nouveau les fondations et les construire pour la nature et les conditions réelles du sol.

2) **Fondation mal localisée :** Si une fondation n'est pas placée ou localisée tel qu'indiqué aux plans, l'erreur doit être corrigée ou encore la capacité portante de la fondation doit être évaluée de nouveau selon les nouvelles conditions.

3) **Fondation endommagée :** Dans le cas d'une fondation endommagée, il faut réparer cette fondation ou encore évaluer de nouveau la capacité portante de la partie endommagée de la fondation.

4) Lorsqu'une fondation porte sur un sol dont les propriétés peuvent être défavorablement modifiées par les conditions climatologiques ou par la construction et que ces changements se produisent avant le parachèvement de la fondation, la charge de calcul de la fondation doit être évaluée de nouveau par une étude effectuée par un spécialiste en la matière.

5) **Terrain remblayé, matières organiques :** En présence d'un sol remblayé ou de matières organiques :

a) la capacité portante de la fondation doit être déterminée d'après une reconnaissance du sol et des essais, conformément au sous-paragraphe a du paragraphe 1 de l'article 4.2.3.1 ;

b) ce matériau doit être enlevé afin que la fondation repose sur un sol ou un roc stable.

**§4.2.2. Matériaux utilisés pour les fondations**

**4.2.2.1. Bois d'oeuvre :**

1) Un bois d'oeuvre en contact avec le sol ou exposé à l'air au-dessus de la nappe phréatique doit être traité conformément à la norme ACNOR 080.1-1970, *Preservative Treatment of All Timber Products by Pressure Processes* et aussi à la norme :

a) ACNOR 080.2-1970, *Preservative Treatment of Lumber, Timbers Bridge Ties and Mine Ties by Pressure Process* ; ou

b) ACNOR 080.3-1974 *Preservative Treatment of Piles by Pressure Processes*, et ACNOR 080.12-1974, *Preservative Treatment of Timber Foundation Piles by Pressure Processes*.

2) Lorsque le bois d'oeuvre a été traité selon les prescriptions du paragraphe 1, il faut en prendre soin conformément aux prescriptions de la norme ACNOR 080.M4-1974, *Instructions for the Care of Pressure-Treated Wood after Treatments*.

**4.2.2.2. Béton :** Le béton utilisé pour les éléments de fondation doit être conforme à la section 4.5, mais la résistance minimale à la compression doit être de 3 000 livres par pouce carré.

**4.2.2.3. Béton armé :** L'armature d'acier des éléments de fondation en béton armé, en contact avec le sol, à l'exception des pieux, doit être protégée par une épaisseur de béton conforme aux exigences appropriées de la section 4.5.

**4.2.2.4. Pieux de béton armé :** Lorsque les pieux de béton armé sont en contact avec le sol, les frettes d'acier

doivent être protégées par du béton formé monolithiquement avec le noyau et dont l'épaisseur n'est pas inférieure :

- a) au diamètre des barres longitudinales ; ou
- b) à 1½ fois la dimension maximale du gros agrégat ; ou
- c) à 3 pouces (76 mm) lorsque le béton est mis en place sans coffrage ; ou
- d) à 2 pouces (51 mm) dans le cas des barres plus grosses que des barres no 8, ou 1½ pouce (38 mm) dans le cas des barres no 8 ou plus petites, lorsque le béton est mis en place dans les coffrages ; ou
- e) à 1½ pouce (38 mm) dans le cas du béton préfabriqué d'une résistance à 28 jours inférieure à 7 000 livres par pouce carré ; ou
- f) à 1 pouce (25 mm) dans le cas du béton préfabriqué d'une résistance à 28 jours de 7 000 livres par pouce carré ou plus.

**4.2.2.5. Béton précontraint :** Les frettes et les fils de précontrainte des pieux en béton précontraint doivent être protégés par une épaisseur de béton de protection conformément à l'article 4.2.2.4 relatif à la protection de l'armature d'acier.

**4.2.2.6. Dommages causés par les sulfates :** Lorsque le béton des fondations peut être endommagé par les sulfates contenus dans le sol ou dans l'eau souterraine, le choix du ciment, le dosage, la méthode de mise en place et le compactage du béton doivent être traités comme un problème spécial de génie et répondre aux exigences de la norme ACNOR A23.1-1973, Constituants du béton et méthodes de construction en béton.

**4.2.2.7. Migration des sulfates :** Un béton, dont une surface est en contact avec un sol sulfaté et l'autre exposée à l'atmosphère, subit une migration accélérée des sulfates et des mesures spéciales doivent être prises pour prévenir les dommages conformément aux exigences de la norme ACNOR A23.1-1973, Constituants du béton et méthodes de construction en béton.

**4.2.2.8. Dommages causés par les acides :** Quand un béton de fondation est en contact avec un sol très acide, il doit être préparé en utilisant du ciment normal et compacté avec soin afin d'en réduire la perméabilité au minimum.

**4.2.2.9. Acier :** L'acier utilisé dans les fondations doit répondre aux prescriptions de la section 4.5 ou 4.6, et dans le cas de tuyaux et des tubes d'acier utilisés comme pieux ou comme coffrages des pieux de béton moulés en place et

qui agissent comme éléments portants permanents, l'acier doit répondre à l'une des normes suivantes :

- a) ACNOR G 40.21-1973, *Structural Quality Steels* ;
- b) ASTM A252-71, *Welded and Seamless Steel Pipe Piles* ;
- c) ASTM A283-74, *Low and Intermediate Tensile Strength Carbon Steel Plates of Structural Quality* ;
- d) ASTM A366-72, *Cold-Rolled Carbon Steel Sheets, Commercial Quality* ;
- e) ASTM A569-72, *Hot Rolled Carbon Steel Sheets and Strip, Commercial Quality* ;
- f) ASTM A570-72, *Hot Rolled Carbon Steel Sheets and Strip, Structured Quality* ;
- g) ASTM A611-72, *Steel, Cold-Rolled Sheet Carbon Structural*.

#### **4.2.2.10. Corrosion de l'acier :**

1) L'acier n'est pas considéré comme exposé au sol lorsqu'il est enrobé de béton dense ou séparé du sol par une épaisseur et un type de béton tel que prescrit aux articles 4.2.2.3, 4.2.2.4 et 4.2.2.5.

2) Quand les conditions se prêtent à la corrosion, il faut assurer une protection adéquate de l'acier exposé.

**4.2.2.11. Détérioration des matériaux :** Lorsque l'eau, l'air ou un sol susceptibles de détériorer les matériaux sont en contact avec une fondation, il faut prendre des mesures nécessaires pour protéger ces matériaux et empêcher toute détérioration.

#### **§4.2.3. Considération touchant la conception**

##### **4.2.3.1. Principes de conception :**

1) Les propriétés du sol et du roc, la capacité portante de la fondation et, si les prescriptions de l'article 4.2.3.8 le requièrent, le tassement anticipé doivent être évalués d'après :

- a) une reconnaissance du sol, des essais et l'application des principes des mécaniques des sols effectués par une personne compétente dans cette spécialité ; ou
- b) l'usage local bien établi à condition qu'il soit fondé sur l'expérience acquise avec des sols, des rocs et des fondations du même genre et dans des conditions semblables.

2) L'étude du sol doit être réalisée jusqu'à la profondeur à laquelle la structure projetée augmentera les contraintes dans le sol.

3) **Sols sous-jacents à faible résistance :** Quant un sol ou un roc sous-jacent à la surface portante a une capacité portante admissible inférieure à celle de la surface portante comme il pourrait être indiqué par les valeurs à l'article 4.2.4.2., la charge portante de la fondation ne doit pas dépasser celle qui solliciterait du sol ou du roc à plus faible résistance des contraintes supérieures à sa capacité portante admissible.

#### 4.2.3.2. Action du gel :

1) La surface portante d'une fondation doit être implantée à une profondeur suffisante en fonction des conditions climatiques locales pour éviter les dommages provoqués par le gel, sauf pour les cas prévus au paragraphe 2 et la fondation doit être conçue de façon à ne pas subir les dommages qui pourraient survenir par suite de l'adhésion de la glace.

2) Il n'est pas nécessaire que la profondeur de la surface portante d'une fondation soit suffisante pour éviter les dommages dus au gel, lorsque :

a) la fondation est conçue pour résister à l'action du gel ; ou

b) qu'elle s'appuie directement sur un matériau insensible à l'action du gel.

**4.2.3.3. Terrains en pente :** Lorsqu'une fondation repose sur un terrain en pente, les calculs doivent tenir compte des contraintes présentes dans le sol ou le roc.

**4.2.3.4. Charges excentrées :** L'excentricité des charges sur les éléments de fondations doit être analysée. La pression maximale, dans une répartition linéaire de la pression, ne doit pas dépasser la charge portante admissible du sol. Si des dispositions spéciales de sécurité n'ont pas été prévues dans les calculs, la résultante des sollicitations doit être située dans le tiers médian de l'assise.

**4.2.3.5. Charges dynamiques :** Dans le cas de charges dynamiques, les charges portantes doivent être évaluées par une étude spécialisée des conditions en question.

**4.2.3.6. Sous-pression hydrostatique :** Lorsqu'une fondation subit une sous-pression hydrostatique, les calculs doivent en tenir compte.

**4.2.3.7. Nappe phréatique élevée :** Si une fondation est appuyée sur du gravier, du sable ou du limon, et que la nappe phréatique sous la surface portante est à une profondeur inférieure à la largeur de l'élément de fondation, la charge portante admissible doit être réduite à 50% de celle qui est prescrite à l'article 4.2.4.2.

**4.2.3.8. Calcul du tassement :** Dans les cas suivants, le taux du tassement doit être déterminé par une reconnaissance du terrain et une analyse conforme à l'article 4.2.3.1 :

a) pour une fondation ou une charge adjacente à un bâtiment et devant être situé :

i. sur une argile très molle, un sable très lâche ou sur des sols organiques sans consistance ;

ii. sur une argile molle, quand les charges solliciteront une majoration de pression sur l'argile d'au moins 250 livres par pied carré ; ou

iii. sur une argile ferme, quand les charges solliciteront une majoration de pression sur l'argile d'au moins 500 livres par pied carré ; ou

b) dans le cas de charges dynamiques qui doivent être transmises par la fondation à un sol pulvérulent lâche ou très lâche.

**4.2.3.9. Pergélisol :** Lorsque le sol est gelé en permanence :

a) les fondations des bâtiments de plus de 2 étages de hauteur ou dont l'aire de bâtiment a plus de 3 000 pieds carrés (279 m<sup>2</sup>), ou celles des constructions plus petites comportant des exigences thermiques ou des charges de structure spéciales, doivent être calculées d'après les caractéristiques admissibles du sol ou du roc, établies par une étude spécialisée effectuée par une personne compétente dans cette discipline ; et

b) les fondations des bâtiments autres que ceux mentionnés au paragraphe a) doivent être calculées selon les prescriptions du *Canadian Code for Buildings in the North, 1970*, publié par le Comité associé sur le Code national du bâtiment.

**4.2.3.10. Sols sujets aux gonflements et aux retraits :** Lorsque la variation de la teneur en eau dans le cas de sols sujets aux gonflements ou aux retraits, peut provoquer des dommages à la structure, les fondations doivent être évaluées ;

a) par une étude spécialisée ; ou

b) par référence aux résultats d'expériences locales de construction de bâtiments qui présentaient des exigences semblables de structure et dont la charge portante admissible des sols et les caractéristiques des sous-sols étaient semblables.

#### §4.2.4. Semelles, radiers et murs de fondation

**4.2.4.1. Semelles et radiers :** La charge de calcul des semelles et des radiers doit être déterminée conformément

à la sous-section 4.2.3 et doit aussi répondre aux exigences qui suivent.

**4.2.4.2. Capacité portante et charge de calcul :** Dans le cas de bâtiments de 3 étages ou moins de hauteur et dont l'aire de bâtiment est de 3 000 pieds carrés (279 m<sup>2</sup>) ou moins, les caractéristiques admissibles du sol et la charge de calcul des fondations peuvent être établies conformément au présent article pourvu que la nature et les conditions du sol ou de roc sous la surface portante aient été déterminées jusqu'à une profondeur au moins égale à deux fois la largeur de l'élément de fondation, sous la surface portante de l'élément de fondation.

a) **Essai de chargement à la plaque :** Un essai de chargement à la plaque, dans le cas d'une semelle de 3 pieds (0,9 m) ou moins de largeur, exécuté selon la norme ASTM D1194-57 (1966) *Bearing Capacity of Soil for Static Loads on Spread Footings*, sauf que la plaque doit mesurer 12 pouces (0,3 m) sur 12 pouces (0,3 m) et que la charge de calcul doit être :

- i. 1/3 de la capacité portante du sol ; ou
- ii. 1/3 de la pression qui provoquerait un tassement de 1 pouce (25 mm) de la plaque de charge, selon la moindre de ces valeurs ; ou

b) les capacités portantes admissibles données au tableau 4.2.4.A, lorsque la nature et les conditions du sol ou du roc indiquées au tableau peuvent être identifiées et décrites selon les prescriptions des articles 4.2.1.3 à 4.2.1.7, 4.2.1.9 et 4.2.1.10, et adaptées selon les exigences des considérations touchant la conception énoncée à la sous-section 4.2.3.

Tableau 4.2.4.A

<i>Nature et condition du sol ou du roc</i>	<i>Capacité portante admissible en lb/pi<sup>2</sup> (1), (3), (4)</i>
Sols pulvérulents (voir les articles 4.2.1.4 et 4.2.1.5)	
Sable dense, sable et gravier denses	6 000
Sable compact, sable et gravier compacts	3 000
Sable lâche, sable et gravier lâches	1 000
Sable très lâche, sable et gravier très lâches	(2)
Sols cohérents (voir les articles 4.2.1.6 et 4.2.1.7)	
Limon dense	3 000
Limon compact	2 000
Limon lâche	(2)
Argile très dure	6 000
Argile dure	3 000
Argile ferme	1 500
Argile molle	750
Argile très molle	(2)
Sols et rocs divers (voir l'article 4.2.1.9)	
Moraine glaciaire, dense ou dure	8 000
Moraine glaciaire, compacte ou ferme	3 000
Moraine glaciaire, molle	(2)
Sable et gravier cimentés	10 000
Argile schisteuse	(2)
Terrain remblayé	(2)
Roc (voir l'article 4.2.1.10)	jusqu'à
Sans vice	20 000
Avec vices	(2)

N.B. Sur le tableau 4.2.4.A :

- (1) On peut majorer les valeurs données au tableau lorsqu'il peut être démontré à la satisfaction de l'autorité compétente que ces valeurs sont justifiées par l'expérience acquise.
- (2) Les capacités portantes admissibles doivent être établies selon les paragraphes 1 et 2 de l'article 4.2.3.1.
- (3) Lorsque les valeurs de l'essai de chargement ou les valeurs du tableau 4.2.4.A sont utilisées en conformité de l'article 4.2.4.1, la capacité portante de l'élément de fondation est obtenue en multipliant l'aire de la surface portante par la capacité portante admissible du sol ou du roc, réduite si la sous-section 4.2.3 l'exige.
- (4) Pour calculer les contraintes verticales dans les sols ou le roc sous la surface portante, il faut postuler que la charge des éléments de fondation est répartie uniformément sur l'aire de tout plan horizontal contenu dans une pyramide tronquée qui forme un angle de 60° avec l'horizontale et s'ouvre vers le bas à partir du périmètre de l'élément de fondation. L'aire considérée comme appui de la charge ne doit pas se prolonger au-delà de l'intersection de plans faisant un angle de 60° avec les éléments de fondation adjacents.

**4.2.4.3. Tassement du sol d'assise des semelles :** Le tassement du sol d'assise des semelles doit être déterminé selon la sous-section 4.2.3 ; cependant, dans le cas des bâtiments ayant les dimensions données à l'article 4.2.4.2, le tassement peut être calculé selon l'article 4.2.4.4.

**4.2.4.4. Calcul du tassement :** Lorsqu'un essai de chargement a été exécuté selon le paragraphe *a* de l'article 4.2.4.2, le tassement probable du sol d'assise de semelles n'ayant pas plus de 3 pieds (0,9 m) de largeur doit être calculé d'après les expressions suivantes :

$$a) \quad S = S_1 \times \frac{(2B)^2}{(B + 1)^2}$$

lorsque le sol d'assise est pulvérulent ; ou

$$b) \quad S = S_1 B \text{ lorsque le sol d'appui est cohérent,}$$

où  $S$  = le tassement calculé des semelles, en pouces ;

$S_1$  = le tassement mesuré de la plaque de charge sous la charge portante admissible ;

$B$  = la largeur de la semelle, en pieds.

#### **4.2.4.5. Murs de fondation :**

1) Un mur de fondation doit avoir une épaisseur pour résister à toutes les charges qui s'appuient sur ou contre lui.

2) Un mur de fondation doit :

*a)* s'il est en maçonnerie, répondre aux exigences de la section 4.4 ;

*b)* s'il est en béton ordinaire, répondre aux exigences de la section 4.5 ; ou

*c)* s'il est en béton armé, répondre aux exigences de la section 4.5.

**4.2.4.6. Poussée latérale :** La poussée latérale sur un mur de fondation et sur un autre genre de mur de soutènement doit être déterminée par un spécialiste en la matière. Afin d'assurer la stabilité au renversement, au glissement, aux contraintes excessives sur la fondation et aux sous-pressions dues à la nappe phréatique, le mur doit être conçu pour résister à la poussée des terres retenues, en tenant compte de la charge permanente et de la surcharge auxquelles le mur peut être soumis. À moins de prévoir un système de drainage pour égoutter le remblai efficacement sous toutes conditions, le mur doit être conçu pour résister à une pression hydrostatique composée d'une charge d'eau égale à la profondeur de l'eau et de la poussée due au poids du sol submergé. Il faut prendre en considération la nature des matériaux de remblayage, la retenue et les forces produites par le gel, les surcharges et les autres effets qui peuvent provoquer des pressions considérablement plus élevées.

#### **§4.2.5. Pieux**

**4.2.5.1. Généralités :** Les pieux doivent être conçus selon les prescriptions de la présente sous-section et celles de la sous-section 4.2.3.

#### **4.2.5.2. Charge de calcul :**

1) La charge de calcul maximale des pieux doit être déterminée d'après :

*a)* les résultats d'un essai de chargement exécuté conformément à l'article 4.2.5.3 ; ou

*b)* les prescriptions du paragraphe 1 de l'article 4.2.5.4 et de l'article 4.2.5.5, pour les pieux portant sur la pointe ; ou

*c)* les prescriptions du paragraphe 2 de l'article 4.2.5.4 et de l'article 4.2.5.5, pour les pieux flottants ;

*d)* l'expérience locale entendue au sens de l'article 4.2.5.5.

2) Les pieux soumis à des charges latérales doivent être appuyés latéralement lorsque la résistance du sol l'exige.

#### **4.2.5.3. Essai de chargement de pieu :**

1) Sous réserve du paragraphe 3, la charge de calcul maximale d'un pieu peut être déterminée par un essai de chargement exécuté selon la norme ASTM D1143-69, *Load Settlement Relationship for Individual Piles Under Vertical Axial Load*.

2) Lorsqu'un essai de chargement est exécuté selon le paragraphe 1 et poussé jusqu'à deux fois la charge de calcul prévue pour le pieu, ce pieu est reconnu acceptable à condition que son comportement demeure en deçà des limites suivantes :

*a)* la vitesse de tassement sous la pleine charge d'essai ne dépasse pas 0,01 pouce (0,25 mm) par heure ;

*b)* le tassement brut sous la pleine charge d'essai ne dépasse pas 1,5 pouce (38 mm) ;

*c)* le tassement brut sous la charge d'utilisation est d'au plus 0,75 pouces (19 mm) ; et

*d)* le tassement net ne dépasse pas 0,75 pouce (19 mm) à la décharge ; cependant ces valeurs peuvent être majorées lorsqu'il peut être démontré à l'autorité compétente que les valeurs majorées sont satisfaisantes.

3) Lorsque, par suite d'une reconnaissance du terrain, il apparaît qu'un essai exécuté selon le paragraphe 1 pour le genre de bâtiment décrit aux sous-paragraphe *a* et *b* du paragraphe 1 de l'article 4.2.1.1 ne pourrait fournir les données nécessaires à une détermination de la répartition des contraintes dans le sol sur une longue période de temps, la charge de calcul maximale d'un pieu doit être



établie par un ou des essais conçus pour les conditions appropriées de sol et de chargement. Ces essais doivent être menés et interprétés par une personne compétente dans cette spécialité.

4) La charge de calcul maximale d'un pieu, établie selon les paragraphes 1, 2 et 3, peut être attribuée à d'autres pieux lorsque ces pieux sont :

- a) de genre et de conception identiques ;
- b) mis en place dans un sol de même nature et présentant les mêmes conditions ;
- c) enfoncés ou mis en place en utilisant le même matériel de battage ou les mêmes méthodes de mise en place ;
- d) enfoncés de manière à répondre aux mêmes critères que le pieu mis à l'essai. Le nombre et le lieu d'exécution de tous les essais supplémentaires de chargement doivent permettre de démontrer que les travaux exécutés n'affectent en rien la solidité de la construction.

#### **4.2.5.4. Résistance :**

1) **Résistance sous la pointe :** La charge de calcul d'un pieu résistant par la pointe peut être tenue comme la capacité portante admissible du sol ou de la roche, multipliée par l'aire de la pointe du pieu. L'aire de la pointe du pieu doit être admise comme l'aire de section droite minimale du pieu.

2) **Résistance au frottement :** La charge de calcul d'un pieu flottant peut être déterminée par la résistance au frottement entre sa surface et le sol en contact permanent avec lui.

**4.2.5.5. Résistance du sol :** La capacité portante admissible et la résistance au frottement du sol doivent être déterminées d'après :

- a) les propriétés du sol établies par une étude exécutée par un spécialiste en la matière ; ou
- b) les enseignements d'expériences locales réussies, à condition que les pieux soient ;
  - i. de genre et de conception identiques ;
  - ii. mis en place dans un sol de même nature et présentant les mêmes conditions ;
  - iii. enfoncés ou mis en place en utilisant le même matériel de battage ou les mêmes méthodes de mise en place ; et
  - iv. enfoncés pour donner environ la même résistance définitive ; ou
- c) les résultats d'essais de chargement faits à l'emplacement, sur des pieux de même genre et de même conception.

**4.2.5.6. Groupes de pieux :** La charge de calcul totale d'un groupe de pieux doit être déterminée par une analyse exécutée par un spécialiste en la matière mais elle ne doit pas :

- a) dépasser la charge de calcul d'un seul pieu multipliée par le nombre de pieux dans le groupe ; ni
- b) dépasser la somme de la capacité portante admissible du sol d'assise multipliée par l'aire comprise sous le groupe de pieux, plus la contrainte unitaire de cisaillement admissible multipliée par le périmètre du groupe et par l'épaisseur du sol où les pieux sont enfoncés ; ni
- c) causer de tassements supérieurs à ceux qui sont définis à l'article 4.2.1.12.

**4.2.5.7. Pieux dans une zone d'affaissement :** Lorsqu'un pieu ou un groupe de pieux sont enfoncés dans un sol ou un remblai en voie d'affaissement, aucune résistance au frottement capable d'appuyer la charge ne doit être prise en compte, mais on doit tenir compte de l'entraînement des pieux par frottement.

#### **DÉTAILS STRUCTURAUX DES PIEUX**

##### **4.2.5.8. Pieux considérés comme poteaux :**

1) On doit considérer qu'un pieu fait fonction de poteau et il doit être conçu pour résister aux contraintes de traction provoquées par le soulèvement ou par d'autres causes.

2) La partie d'un pieu qui est en contact permanent avec un sol offrant un appui latéral suffisant doit être tenue comme agissant seulement en compression et les contraintes totales admissibles de l'article 4.2.5.15 peuvent être utilisées. Une armature n'est pas nécessaire dans le cas des pieux moulés en place, à moins qu'ils ne soient soumis à des contraintes en traction.

3) La partie d'un pieu qui est exposée à l'air ou en contact avec l'eau, la tourbe, l'argile très molle ou des sols n'offrant pas d'appui latéral suffisant, doit être considérée comme étant sans appui latéral et on doit la concevoir selon les exigences appropriées des sections 4.3, 4.5 ou 4.6 en utilisant les contraintes admissibles de l'article 4.2.5.15.

**4.2.5.9. Assemblage :** Lorsqu'il est nécessaire d'assembler 2 parties d'un pieu, la liaison entre ces 2 parties doit être conçue pour empêcher leur séparation, maintenir leur alignement, résister à la charge et elle doit être étanche à l'eau.

##### **4.2.5.10. Pieux en bois d'oeuvre :**

1) Les pieux ronds en bois d'oeuvre doivent répondre aux exigences prévues et être conformes à la norme AC-NOR 056-1962, *Round Timber Piles*.

2) Les contraintes des pieux résistant par la pointe doivent être calculées en utilisant la charge maximale sur la plus petite section droite du pieu.

3) Dans le cas des pieux flottants, la charge maximale peut être appliquée à l'aire de la section droite située au tiers de la longueur enfoncée et mesurée à partir de la pointe.

**4.2.5.11. Pieux en acier :** Lorsqu'un pieu est en acier de structure :

- a) la plus faible épaisseur d'acier doit être de  $\frac{3}{8}$  pouce (9,5 mm) ;
- b) la plus faible dimension de la section droite doit être de 6 pouces (152 mm) ;
- c) la projection de chaque aile ne doit pas dépasser 14 fois son épaisseur ; et
- d) le rapport du module de flexion le plus fort au module de flexion le plus faible ne doit pas dépasser 8.

**4.2.5.12. Pieux en béton préfabriqué :** Un pieu en béton préfabriqué doit :

- a) comporter une protection suffisante à la pointe lorsqu'il est enfoncé jusqu'au roc ou dans des sols qui contiennent des pierres ou des cailloux ; et
- b) pouvoir résister à toutes les contraintes de manutention, d'enfoncement et de chargement.

**4.2.5.13. Pieux en béton précontraint :** Dans le cas des pieux préfabriqués en béton précontraint :

- a) le béton doit avoir une résistance minimale en compression au cylindre de 5 000 livres par pouce carré ;
- b) la précontrainte unitaire après les pertes doit assurer un comportement sûr et exempt de fissures dans toutes les conditions de manutention, d'enfoncement et de chargement ; et
- c) l'extrémité des fils ou torons de précontrainte doit être taillée en affleurement des extrémités du pieu.

**4.2.5.14. Pieux composites :** Un pieu composite doit répondre aux exigences concernant le genre approprié de pieu décrit dans la présente section et répondre, en plus, aux exigences suivantes :

- a) Lorsque du béton doit être mis en place après l'enfoncement, l'assemblage des éléments doit être conçu pour prévenir leur séparation, les maintenir en alignement, résister à la charge et être étanche à l'eau.
- b) **Espacement :** L'entraxe des pieux doit être déterminé par le plus grand des espacements nécessaires pour le genre de pieux formant le pieu composite.
- c) **Charge de calcul :** La charge de calcul d'un pieu composite doit être celle qui est admissible pour le mem-

bre le plus faible de l'ensemble. Les assemblages doivent être au moins aussi forts que le membre le plus faible.

**4.2.5.15. Contraintes dans les matériaux des pieux :** Les contraintes admissibles en compression dans les matériaux d'un pieu ne doivent pas dépasser les valeurs données au tableau 4.2.5.A.

**Tableau 4.2.5.A**

Matériau	Genre de pieu	Contrainte maximale admissible en compression (1)
Bois d'oeuvre	Non scié	
	a) Sapin Douglas ou autres bois de résistance comparable (5)	1 200 lb/po <sup>2</sup> parallèlement aux fibres
	b) Pin gris, pin de Murray ou autres bois de résistance comparable (5)	1 000 lb/po <sup>2</sup> parallèlement aux fibres
	c) Pin rouge et autres bois de résistance comparable (5)	750 lb/po <sup>2</sup> parallèlement aux fibres
Acier	a) Sections	0,3 de la contrainte à la limite élastique
	b) Tubes ou tuyaux (2)	
	c) Armature	
Béton	a) Préfabriqué	0,2 de la résistance spécifiée en compression
	b) Préfabriqué et précontraint (3)	
	c) Moulé sur place dans un tube d'acier perdu	
	d) Moulé sur place dans le sol (4)	

N.B. Sur le tableau 4.2.5.A :

- (1) La capacité des pieux obtenue par calculs à l'aide des contraintes données au tableau 4.2.5.A, peut être majorée lorsque des valeurs plus élevées peuvent être justifiées par des données d'essais fiables et explicitées à la satisfaction de l'autorité compétente.
- (2) Un métal plus mince que 0,18 pouce (4,6 mm) ne doit pas être considéré comme contribuant à la résistance structurale de la section droite du pieu.
- (3) À l'exclusion de la précontrainte.
- (4) L'épaisseur extérieure de 1½ pouce (38 mm) de béton ne doit pas être considérée comme faisant partie du pieu, à moins que le béton ne soit mis en place en couches minces protégées par le tube de coffrage et compacté avant la prise initiale.
- (5) La norme ACNOR 086-1970, *Code of Recommended Practice for Engineering Design of Timber*, donne les renseignements sur les essences de bois de résistance comparable et sur d'autres propriétés.

## DISPOSITION DES PIEUX

**4.2.5.16. Pieux appuyant des poteaux :** Lorsqu'un poteau s'appuie sur une fondation de pieux et qu'il n'a pas une rigidité structurale latérale suffisante, il doit être appuyé :

- a) par un seul pieu enfoncé dans un sol qui offre un appui latéral suffisant ; ou
- b) par un groupe d'au moins 3 pieux.

**4.2.5.17. Pieux appuyant une semelle filante ou un mur :**

1) Lorsqu'une semelle filante ou un mur n'a pas d'appui structural suffisant, mais qu'il est appuyé sur une fondation de pieux, cette fondation doit comprendre :

a) une rangée de pieux enfoncés dans un sol qui offre un appui latéral suffisant ; ou

b) au moins 2 rangées de pieux.

2) Lorsqu'un mur a un appui latéral suffisant et repose sur une fondation de pieux, la fondation peut ne comprendre qu'une seule rangée de pieux.

**4.2.5.18. Espacement des pieux :** Dans le cas de pieux portant sur la pointe, l'entraxe de deux pieux ne doit pas être inférieur à la somme de 1 pied (0,3 m) plus le diamètre moyen de la tête ou de la diagonale moyenne des 2 pieux.

**4.2.5.19. Entraxe de 2 pieux :**

1) L'entraxe de 2 pieux ne portant pas sur la pointe ne doit pas être inférieur à  $2\frac{1}{2}$  fois le diamètre moyen de la tête ou la diagonale moyenne des 2 pieux conformément au paragraphe b de l'article 4.2.5.14.

2) Dans le cas de pieux de béton moulés en place dans le sol à l'aide d'un tube de coffrage enfoncé, l'entraxe de 2 pieux ne doit pas être inférieur à  $2\frac{1}{2}$  fois la moyenne des plus grands diamètres des pieux.

**4.2.5.20. Modification des propriétés du sol :** Un pieu doit être mis en place de sorte que sa résistance ne soit pas amoindrie ni les propriétés du sol modifiées.

**4.2.5.21. Fiches sur l'enfoncement des pieux :**

1) Lorsque des pieux sont enfoncés dans le sol, on doit maintenir pour chacun une fiche indiquant le poids et la course de chute du mouton, ou l'énergie de chaque coup, le genre de pointe et de matelas d'amortissage, et le nombre de coups par pied ou pouce, selon le cas, comportement respectif des différents pieux et plus particulièrement à comparer aux autres les pieux qui ont subi un essai de chargement.

2) La résistance au battage d'un pieu enfoncé permet de vérifier si celui-ci peut porter sa charge de calcul, lorsque :

a) la charge de calcul du pieu est inférieure à 60 tonnes (54 430 kg) ; et

b) il n'est pas pratique de déterminer la résistance conformément aux articles 4.2.5.3 et 4.2.5.4 ; et

c) l'enfoncement par coup, après une période d'au moins 24 heures suivant le battage, n'est pas supérieur à celui qui existait immédiatement après le battage.

3) **Pieux endommagés :** Lorsqu'un pieu a été endommagé ou que les fiches de battage indiquent qu'un pieu a pu être endommagé, la charge permise devra être déterminée par la personne mentionnée au paragraphe 3 de l'article 4.2.1.16.

**4.2.5.22. Protection des pieux durant le battage :**

1) Lors de l'enfoncement d'un pieu, si la pointe ou la tête risque d'être endommagée, il faut prendre les mesures nécessaires pour les protéger.

2) Lorsque la tête d'un pieu a été endommagée au cours du battage, il faut recéper le pieu jusqu'au matériau sain.

3) Dans le cas d'un pieu de béton précontraint, le casque de battage doit être de dimensions telles qu'il ne risque pas de coincer la tête d'un pieu si elle est tordue au cours du battage. De plus, on doit utiliser un épais matelas d'amortissement en bois compressible ou en tout autre matériau approuvé conformément à l'article 2.6.1, afin de protéger la tête du pieu contre le choc direct au cours du battage.

**4.2.5.23. Déplacement des pieux adjacents au cours du battage :**

1) Lorsqu'un groupe de pieux doit être mis en place dans le limon ou l'argile, il faut vérifier le déplacement de chaque pieu au cours de l'enfoncement des pieux adjacents.

2) Les pieux ne doivent pas être enfoncés de nouveau. On doit prévenir l'autorité compétente pour lui permettre d'effectuer une inspection.

3) Les pieux autres que les pieux moulés en place peuvent être enfoncés de nouveau si le pieu a subi une poussée vers le haut, à condition qu'il n'ait pas subi de déplacement latéral.

**4.2.5.24. Lançage ou excavation préalable :** Dans le cas des méthodes par lançage, pré-forage ou autre excavation préalable durant l'enfoncement d'un pieu, la pointe du pieu doit être enfoncée sous le niveau de l'excavation préalable pour obtenir :

a) la résistance requise ; ou

b) la pénétration requise ; ou

c) la résistance et la pénétration requises.

**4.2.5.25. Alignement :**

1) **Tolérance pour l'alignement :** Les pieux doivent être mis en place de façon à ne pas :

- a) s'écarter de plus de 2% de la verticale dans le cas des pieux verticaux ; ni
- b) être excentrés de plus de 3 pouces (76 mm) à la tête.

2) **Pieux mal alignés :** Lorsque la déviation de l'axe des pieux par rapport à l'alignement prévu dépasse les valeurs admises au paragraphe 1, la fondation doit être évaluée de nouveau par une étude exécutée par un spécialiste en la matière et, au besoin, les mesures correctives doivent être apportées soit par l'enfoncement de pieux supplémentaires, par le renforcement des pieux, par une réduction de la charge, par un entretoisement latéral ou par tout autre moyen approuvé, conformément à l'article 2.6.1.

**4.2.5.26. Pieux moulés en place :** Dans le cas d'un pieu de béton moulé en place, il faut prendre des mesures afin :

- a) de s'assurer que le pieu ait une pleine section droite sur toute sa longueur ;
- b) d'exclure la terre du béton ;
- c) de contrôler la quantité d'eau de gâchage et la résistance du béton ;
- d) de s'assurer que la construction de pieux adjacents n'ait pas de répercussion sur le béton frais d'un pieu ; et
- e) de s'assurer que le béton constituant la pointe du pieu soit en contact avec un sol non remué et de s'assurer aussi que le béton se trouvant le long du pieu soit en contact avec le sol lorsque les calculs prévoient ce contact.

**§4.2.6. Piliers et caissons**

**4.2.6.1. Construction :** Les piliers et les caissons doivent être construits selon la présente sous-section et selon les données de la sous-section 4.2.3.

**4.2.6.2. Portée :** Les articles 4.2.1.16, 4.2.2.9, 4.2.5.2 à 4.2.5.7, 4.2.5.14 et 4.2.5.18, se rapportant aux fondations sur pieux, doivent également s'appliquer au calcul, à la mise en place, à l'inspection et aux essais des fondations sur piliers ou caissons.

**4.2.6.3. Inspection des piliers et caissons :** Une fois terminée l'excavation destinée à recevoir un pilier ou un caisson, le fond de l'excavation doit être inspecté et immédiatement après l'excavation doit être remplie de béton ou d'un autre matériau. Aucune excavation de ce genre ne doit être laissée à ciel ouvert pendant toute une nuit.

**4.2.6.4. Piliers ou caissons en béton :** Lorsqu'un pilier ou un caisson est en béton, les exigences des articles 4.2.2.2. à 4.2.2.4, s'appliquent, mais :

- a) la contrainte maximale admissible en compression pour le béton doit être de 0,25 de la résistance en compression spécifiée ; et
- b) l'épaisseur extérieure de 1½ pouce (38 mm) de béton ne doit pas être considérée comme partie structurale du pilier ou du caisson, à moins que le béton ne soit mis en place en couches minces à l'intérieur du tube de coffrage et compacté avant sa prise initiale.

**4.2.6.5. Contraintes en traction :** Lorsqu'un pilier ou un caisson est en béton et peut subir des contraintes en traction par soulèvement ou autres causes, le béton doit être armé afin de résister à ces contraintes.

**4.2.6.6. Pente maximale du bulbe :** Lorsqu'un pilier ou un caisson est en béton non armé et que les côtés inférieurs sont inclinés ou que le fond est un bulbe, la pente des côtés ne doit pas être supérieure à 1 pour 2 mesurée de la verticale.

**4.2.6.7. Résistance de l'enveloppe extérieure :** L'enveloppe extérieure des tuyaux ou des tubes d'acier dont l'épaisseur est inférieure à 0,18 pouce (4,6 mm) ne doit pas être considérée comme contribuant à la résistance structurale d'un pilier ou d'un caisson.

**§4.2.7. Fondations spéciales**

**4.2.7.1. Prescriptions :** Des systèmes nouveaux ou spéciaux de conception d'éléments de fondation, qui ne sont pas traités dans la présente section, peuvent être utilisés à condition d'être appuyés sur des principes d'analyse et de génie et sur des données d'essai qui démontrent conformément à l'article 2.6.1 que la fondation sera sûre en regard de sa destination.

**§4.2.8. Excavation, mise en place et remblayage**

**4.2.8.1. Conditions modifiées :** Lorsqu'il se présente au cours d'une excavation ou de la mise en place d'une fondation une des conditions énoncées à l'article 4.2.1.17, les calculs de la fondation doivent être réévalués.

**4.2.8.2. Protection des propriétés adjacentes :**

- 1) Une excavation doit être exécutée de manière à empêcher tout déplacement de la propriété adjacente, à éviter les dommages aux structures existantes aux installations des services publics, aux chaussées et trottoirs, et à empêcher que quiconque soit blessé, le tout conformément à la partie VIII.

2) Lorsque les conditions climatiques ou les conditions du sol le nécessitent, l'autorité compétente peut exiger :

a) que la méthode d'excavation et que les talus ou l'étalement projetés lui soient soumis avant d'entreprendre l'excavation ;

b) que les calculs détaillés, les plans et les devis ainsi que tout document explicitant la nature et l'état du sol et du roc à l'emplacement et à son voisinage, lui soient soumis ;

c) que le calcul des étrépillons soit exécuté par un spécialiste en la matière ; et

d) que les étrépillons soient installés sous la surveillance continue d'un spécialiste en la matière.

#### **4.2.8.3. Sols sensibles :**

1) Lorsqu'un sol s'affaiblit au remaniement, et qu'il est destiné à appuyer une fondation, il faut s'assurer qu'il ne soit pas remué.

2) En présence de sols cohérents qui offrent des tendances excessives au gonflement et au retrait, il faut prendre les dispositions pour éviter tout changement de teneur en eau dans le sol d'assise.

3) Lorsque ces précautions ne réussissent pas, les exigences du paragraphe 4 de l'article 4.2.1.17 s'appliquent.

#### **4.2.8.4. Gel du sol d'assise :**

1) Une fondation ne doit pas être mise en place dans ou sur un sol gelé qui peut dégeler par la suite.

2) Lorsqu'une fondation est mise en place sur un sol sensible à la gelée, les mesures doivent être prises pour empêcher le sol de geler.

**4.2.8.5. Surface d'assise sur le roc :** Dans le cas d'une fondation mise en place sur le roc :

a) la surface d'assise du roc ne doit pas avoir une pente supérieure à 1 pour 6, autrement, elle doit être ancrée ; et

b) la surface d'assise du roc doit être débarrassée de tous fragments et impuretés avant que la fondation soit mise en place.

#### **4.2.8.6. Remblayage :**

1) Lors du remblayage d'une excavation, les matériaux utilisés doivent être mis en place afin :

a) d'assurer un appui latéral au sol mis à jour par l'excavation ; et

b) d'empêcher tout tassement ayant un effet sur les fondations.

2) **Laitier de remblayage :** Lorsqu'un laitier doit servir de matériau de remblayage pour appuyer une fondation ou un plancher au niveau du sol, ses propriétés ne doivent provoquer de changements dimensionnels défavorables sous l'effet des variations de teneur en eau et de température.

**4.2.8.7. Compactage du remblayage :** Un matériau de remblayage comprenant un sol inorganique naturel, un laitier ou autre matériau peut être employé pour appuyer la fondation d'un bâtiment, à condition d'être amené à une compacité jugée satisfaisante par l'autorité compétente conformément à l'article 2.6.1.

**4.2.8.8. Chargement préalable :** Un remblayage à l'aide d'un sol naturel hautement compressible, exception faite des remblayages avec des matériaux de rebut, peut servir à appuyer la fondation d'un bâtiment, à condition que le chargement préalable soit exécuté assez longtemps à l'avance et de façon à satisfaire l'autorité compétente conformément à l'article 2.6.1

### **SECTION 4.3 CONSTRUCTION EN BOIS**

#### *§4.3.1. Généralités*

**4.3.1.1. Domaine d'application :** La présente section s'applique à tous les bâtiments.

**4.3.1.2. Dérogations permises :** Les bâtiments de construction en bois des groupes C, D, E et F divisions 2 et 3, ayant moins de 3 étages en hauteur de bâtiments et dont l'aire de bâtiment est de 3 000 pieds carrés (279 m<sup>2</sup>) ou moins, peuvent être construits selon les sections 9.21 et 9.22.

**4.3.1.3. Portée :** La présente section s'applique aux bâtiments et à leurs éléments de charpente en bois pour tout ce qui a trait au bois de construction classifié pour la charpente, le bois de construction qui n'est pas classifié pour la charpente, le bois d'oeuvre lamellé-collé, le contre-plaqué, les pieux, les constructions en perches et les principaux assemblages.

**4.3.1.4. Sécurité et comportement :** Les bâtiments et leurs éléments de charpente doivent être calculés pour résister à tous les effets des charges et des surcharges possibles. Ils doivent également répondre aux prescriptions de la section 4.1.

### §4.3.2. Exigences de calcul

**4.3.2.1. Normes :** Sous réserve des prescriptions de l'article 4.1.1.14, les bâtiments et leurs éléments de charpente en bois doivent répondre à la norme ACNOR 086-1970, *Code of Recommended Practice for Engineering Design in Timber*.

### §4.3.3. Certification

**4.3.3.1. Bois de sciage :** Le bois de sciage pour usage en conformité avec les exigences de la norme ACNOR 086-1970, *Code of Recommended Practice for Engineering Design in Timber* doit être identifié par la marque de catégorie d'une association ou d'une agence indépendante de classification du bois.

**4.3.3.2. Bois d'oeuvre lamellé collé :** Le bois d'oeuvre lamellé-collé doit être conforme à la norme ACNOR 0177-1965, *Qualification Code for Manufacturers of Structural Glued-Laminated Timber*.

## SECTION 4.4

### MAÇONNERIE ORDINAIRE ET ARMÉE

#### §4.4.1. Généralités

**4.4.1.1. Domaine d'application :** La présente section s'applique à tous les bâtiments.

**4.4.1.2. Dérogations permises :** Les bâtiments en maçonnerie ordinaire ou armée des groupes C, D, E et F, divisions 2 et 3, ayant moins de 3 étages en hauteur de bâtiment et dont l'aire de bâtiment est de 3 000 pieds carrés (279 m<sup>2</sup>) ou moins peuvent être construits selon la section 9.18.

**4.4.1.3. Portée :** La présente section s'applique aux bâtiments et à leurs éléments de charpente en maçonnerie ordinaire ou armée.

**4.4.1.4. Sécurité et comportement :** Les bâtiments et leurs éléments de charpente doivent être calculés pour résister à tous les effets des charges et des surcharges possibles. Ils doivent également répondre aux exigences de la section 4.1.

#### §4.4.2. Exigences

**4.4.2.1. Normes :** Sous réserve de l'article 4.1.1.4, les bâtiments et leurs éléments de charpente en maçonnerie ordinaire et armée doivent répondre aux exigences de calcul des maçonneries contenues au Supplément no 4 du Code national du bâtiment du Canada (1975).

## SECTION 4.5

### BÉTON ORDINAIRE, ARMÉ ET PRÉCONTRAIT

#### §4.5.1. Généralités

**4.5.1.1. Domaine d'application :** La présente section s'applique à tous les bâtiments.

**4.5.1.2. Dérogations permises :** Les bâtiments en béton ordinaire, armé ou précontraint des groupes C, D, E et F divisions 2 et 3, ayant moins de 3 étages en hauteur du bâtiment et dont l'aire de bâtiment est de 3 000 pieds carrés (279 m<sup>2</sup>) ou moins, peuvent être construits selon les sections 9.13 et 9.14.

**4.5.1.3. Portée :** La présente section s'applique aux bâtiments et à leurs éléments de charpente en béton ordinaire, armé et précontraint, qu'ils soient préfabriqués ou mis en place sur le chantier.

**4.5.1.4. Sécurité et comportement :** Les bâtiments et leurs éléments de charpente doivent être calculés pour résister à tous les effets des charges possibles. Ils doivent également répondre aux prescriptions de la section 4.1.

#### §4.5.2. Exigences de calcul

**4.5.2.1. Béton ordinaire et béton armé :** Sous réserve des prescriptions de l'article 4.1.1.4, les bâtiments et leurs éléments de charpente en béton ordinaire et armé doivent être conformes à la norme ACNOR A-23.3-1970, *Code for the Design of Concrete Structures for Building*.

**4.5.2.2. Béton précontraint :** Exception faite des prescriptions de l'article 4.1.1.4, les bâtiments, et leurs éléments de charpente en béton précontraint doivent être conformes à la norme ACNOR A135-1962, *Prestressed Concrete*.

## SECTION 4.6

### CONSTRUCTION EN ACIER

#### §4.6.1. Généralités

**4.6.1.1. Domaine d'application :** La présente section s'applique à tous les bâtiments.

**4.6.1.2. Dérogations permises :** Les bâtiments de construction en acier des groupes C, D, E et F divisions 2 et 3, ayant moins de 3 étages en hauteur de bâtiment et dont l'aire de bâtiment est de 3 000 pieds carrés (279 m<sup>2</sup>) ou moins, peuvent être construits selon la section 9.23.

**4.6.1.3. Portée :** La présente section s'applique aux bâtiments et à leurs éléments de charpente, en acier de charpente et en acier de faible épaisseur.

**4.6.1.4. Sécurité et comportement :** Les bâtiments et leurs éléments de charpente doivent être calculés pour résister à tous les effets des charges et des surcharges possibles. Ils doivent également répondre aux prescriptions de la section 4.1

#### §4.6.2. Exigences

**4.6.2.1. Acier de charpente :** Sous réserve des prescriptions de l'article 4.1.1.4, les bâtiments et leurs éléments de charpente en acier de charpente doivent répondre à la norme ACNOR S16-1969, *Steel Structures for Buildings*.

**4.6.2.2. Acier de faible épaisseur :** Sous réserve des prescriptions de l'article 4.1.1.4, les bâtiments et leurs éléments de charpente en acier de faible épaisseur doivent répondre aux prescriptions de la norme ACNOR S136-1963, *Design of Light Gauge Steel Structural Members*.

### SECTION 4.7

#### CONSTRUCTION EN ALUMINIUM

##### §4.7.1. Généralités

**4.7.1.1. Domaine d'application :** La présente section s'applique à tous les bâtiments.

**4.7.1.2. Dérogations permises :** Les bâtiments de construction en aluminium des groupes C, D, E et F divisions 2 et 3, ayant moins de 3 étages en hauteur de bâtiment et dont l'aire du bâtiment est de 3 000 pieds carrés (279 m<sup>2</sup>) ou moins, peuvent être construits selon les sections 9.25 et 9.26.

**4.7.1.3. Portée :** La présente section s'applique aux bâtiments et à leurs éléments de charpente, en aluminium de charpente et en aluminium de faible épaisseur.

**4.7.1.4. Sécurité et comportement :** Les bâtiments et leurs éléments de charpente doivent être calculés pour résister à tous les effets des charges et des surcharges possibles. Ils doivent également répondre aux exigences de la section 4.1.

##### §4.7.2. Exigences

**4.7.2.1. Aluminium de charpente :** Sous réserve des prescriptions de l'article 4.1.1.4, les bâtiments et leurs éléments

de charpente en aluminium de charpente doivent répondre à la norme ACNOR S157-1969 *The Structural Use of Aluminum in Buildings*.

**4.7.2.2. Aluminium de faible épaisseur :** Sous réserve des prescriptions de l'article 4.1.1.4, les bâtiments et leurs éléments de charpente en aluminium de faible épaisseur doivent répondre à la norme ACNOR S190-1968, *Design of Light Gauge Aluminum Products*.

### SECTION 4.8

#### REVÊTEMENT

##### §4.8.1. Généralités

**4.8.1.1. Domaine d'application :** La présente section s'applique à tous les bâtiments.

**4.8.1.2. Dérogations permises :** Le revêtement des bâtiments des groupes C, D, E et F divisions 2 et 3, ayant moins de 3 étages en hauteur de bâtiment et dont l'aire de bâtiment est de 3 000 pieds carrés (279 m<sup>2</sup>) ou moins, peuvent être construits selon les sections 9.26 et 9.27.

**4.8.1.3. Portée :** La présente section s'applique à la conception de l'ensemble des éléments d'un bâtiment en ce qui concerne le contrôle de l'eau souterraine, la condensation, et la pénétration du vent et de la pluie.

##### 4.8.1.4. Contrôle de la condensation :

1) **Pare-vapeur et étanchéité à l'air :** Lorsqu'un ensemble d'éléments de construction peut être assujéti à une différence de température et de pression de vapeur d'eau, et pourra être affecté de façon défavorable par la condensation, il doit être conçu de façon à prévenir la condensation par une étanchéité continue à l'air et à la vapeur dans l'ensemble d'éléments sur le côté exposé à la haute pression de vapeur du matériau offrant la plus forte résistance au passage de la chaleur.

2) Lorsqu'un matériau ou une combinaison de matériaux ont une perméabilité équivalente à celle d'un pare-vapeur, qu'ils sont situés dans une position adjacente au matériau ayant la plus grande résistance de l'ensemble des éléments de construction et sur le côté la plus faible pression de vapeur, on doit :

a) dans le cas de construction au-dessus du niveau du sol, installer un pare-vapeur sur le côté de la haute pression de vapeur ; et

b) pourvoir un espace d'air ou utiliser tout autre moyen aussi efficace pour évacuer la vapeur d'eau qui pourrait traverser le matériau ayant la plus haute résis-

tance thermique en provenant du côté de la haute pression.

3) Les exigences des paragraphes 1 et 2 ne s'appliquent pas lorsqu'il est établi que le comportement d'un ensemble d'éléments de construction est satisfaisant en ce qui concerne le contrôle de la condensation conformément à l'article 2.6.1.

#### **4.8.1.5. Contrôle de la pénétration du vent et de la pluie :**

1) **Jonctions** : La jonction des éléments d'une surface extérieure et les intersections de diverses surfaces extérieures d'un bâtiment doivent être construites de manière à minimiser la pénétration de l'eau de pluie dans un ensemble d'éléments de construction.

2) **Infiltrations d'air** : L'ensemble des éléments de construction doit être construit de manière à minimiser l'infiltration d'air à la jonction des éléments.

3) Toute ouverture dans un mur extérieur ou un toit doit être construite de manière à empêcher la pénétration de la pluie ou de la neige dans le bâtiment.

4) **Couverture** : La couverture doit être posée de manière à :

- a) déverser ou égoutter l'eau efficacement ;
- b) réduire la possibilité d'un refoulement d'eau sous les éléments qui se chevauchent à la suite d'une accumulation de glace ou par d'autres causes ; et

- c) résister sans dommage à l'action du vent.

5) **Parapets** : Lorsque le dessus d'un mur est exposé aux intempéries :

- a) il doit être couronné ; et
- b) un solin traversant le mur doit être placé immédiatement sous le couronnement du mur et à tout autre endroit susceptible de pénétration de pluie dans le bâtiment lui-même ou dans tout autre ensemble d'éléments de construction adjacents.

6) **Revêtement extérieur** : Le revêtement extérieur des murs doit être mis en oeuvre de manière à égoutter l'eau et empêcher sa pénétration dans tout élément d'un ensemble d'éléments de construction. Lorsqu'il y a une possibilité d'infiltration d'eau, l'égouttement doit se faire vers l'extérieur.

#### **4.8.1.6. Contrôle de l'eau souterraine :**

1) **Solin de paroi-à-paroi** : Lorsqu'il y a possibilité d'une remontée de l'eau souterraine dans un mur et de détérioration conséquente des matériaux dans un assemblage d'éléments de construction, un solin de paroi-à-paroi doit

être posé au-dessous du matériau susceptible d'être endommagé.

2) Cette partie d'un mur de sous-sol ou de cave située sous le niveau du sol et une dalle de plancher en contact avec le sol doit être traitée contre l'humidité, ou rendue étanche selon le cas, conformément à la partie IX.

#### **§4.8.2. Matériaux**

**4.8.2.1. Normes** : Un matériau utilisé comme revêtement, pare-vapeur, solin, isolant thermique ou agrafe, doit se conformer aux prescriptions appropriées de la partie IX.

**4.8.2.2. Résistance à la corrosion** : Un matériau soumis à des conditions corrosives doit résister à la corrosion ou à la détérioration qui en résulte.

**4.8.2.3. Agrafes** : Les agrafes doivent être constituées d'un matériau compatible avec les matériaux à joindre et résister à toute corrosion possible.

#### **§4.8.3. Pratiques**

**4.8.3.1. Méthodes de mise en oeuvre** : Lorsqu'un matériau est utilisé comme revêtement pare-vapeur, isolant thermique, membrane de revêtement, solin ou agrafe, les méthodes de mise en oeuvre doivent être conformes aux prescriptions appropriées.

#### **4.8.3.2. Éléments de fixation :**

1) Le revêtement doit être solidement fixé à son support soit par :

- a) un élément structural du bâtiment ; ou
- b) un matériau ajouté à la structure aux fins de supporter le revêtement.

2) Ce support du revêtement prescrit au paragraphe 1 doit être de nature à satisfaire aux agrafes utilisées, situé et fixé de manière à retenir le revêtement.

**4.8.3.3. Agrafes et déformations** : La conception et les agrafes du revêtement doivent satisfaire aux contraintes et aux déformations dues à l'action du vent et des séismes ainsi qu'aux changements dimensionnels dus à la température et à l'humidité.



## **PARTIE V**

### **MATÉRIAUX**

#### **SECTION 5.1**

##### **MATÉRIAUX**

##### *§5.1.1. Normes*

**5.1.1.1. Généralités :** À moins d'approbation contraire donnée conformément à l'article 2.6.1 et à moins d'indication contraire, les matériaux utilisés selon les prescriptions du présent code, doivent répondre aux normes appropriées de la présente partie.

**5.1.1.2. Bois de construction :** Le bois de construction doit satisfaire aux catégories désignées pour les usages mentionnés à la section 9.1.

##### *§5.1.2. Essais*

**5.1.2.1. Méthodes approuvées :** Tous les essais de matériaux doivent être faits selon les méthodes appropriées prescrites dans les normes cataloguées à la section 5.5. En l'absence de normes, les essais doivent être conçus soit en vue de simuler ou de dépasser les conditions probables d'utilisation. Cette utilisation est approuvée conformément à l'article 2.6.1 s'il est démontré que la sécurité qu'elle assure est au moins équivalente à celle exigée par le présent code.

Les essais ainsi que les rapports sont faits par un spécialiste en la matière et ce aux frais du propriétaire ou du chef d'établissement.

#### **SECTION 5.2**

##### **SUBSTITUTS**

##### *§5.2.1. Généralités*

**5.2.1.1. Substitution de matériaux :** Tout matériau non prévu au présent code peut être approuvé conformément à l'article 2.6.1, pourvu qu'il réponde bien à l'usage qui doit en être requis par le présent code quant à sa qualité, résistance, efficacité, résistance au feu, durabilité et sécurité.

#### **SECTION 5.3**

##### **MATÉRIAUX USAGÉS**

##### *§5.3.1. Généralités*

**5.3.1.1. Exigences à l'égard de matériaux usagés :** À moins d'indication contraire, il sera permis d'utiliser des matériaux usagés lorsqu'ils rencontrent les prescriptions

du présent code pour des matériaux neufs, et qu'ils rencontrent les exigences de l'usage auquel ils sont destinés.

#### **SECTION 5.4**

##### **RANGEMENT DES MATÉRIAUX**

##### *§5.4.1. Généralités*

**5.4.1.1. Intégrité des matériaux :** Tous les matériaux de construction doivent être entreposés sur le chantier de construction de manière à empêcher leur détérioration ou l'altération de leurs propriétés de construction ou autres propriétés essentielles.

## Section 5.5

**LISTE DES NORMES**  
**NORMES PUBLIÉES PAR**  
**L'ASSOCIATION CANADIENNE DE NORMALISATION**

f: version française disponible

	Numéro	Titre	Référence aux parties ou sections du code
	SECTION A		
f :	A5-1971	Ciment Portland	9.1 9.18 9.27
f :	A8-1970	Ciment à maçonner	9.18
f :	A23.1-1973	Constituants du béton et méthodes de construction en béton	4.2 9.1
	A23.2-1973	Méthodes d'essai concernant le béton	9.1
	A23.3-1974	Code for the Design of Concrete Structures for Building	4.5
	A82.1-1965	Burned Clay Brick	9.18
	A82.3-1973	Calcium Silicate (Sand-Lime) Building Brick	9.18
	A82.4-1954	Structural Clay Load-Bearing Wall Tile	9.18
	A82.5-1954	Structural Clay Non-Load-Bearing Tile	9.18
	A82.21-1950	Gypsum	9.28
	A82.22-1963	Gypsum Plasters	9.18 9.28
	A82.24-1962	Gypsum Lath	9.28
	A82.25-1950	Gypsum Partition Tile or Block	9.21
	A82.26-1950	Keene's Cement	9.18 9.28
	A82.27-1972	Gypsum Wallboard	9.28
	A82.28-1962	Gypsum Sheating Board	9.21
	A82.30-1965	Interior Furring Lathing and Gypsum Plastering	9.28
	A82.42-1950	Quicklime for Structural Purposes	9.18 9.28
	A82.43-1950	Hydrated Lime for Masonry Purposes	9.18
	A82.44-1950	Normal Finishing Hydrated Lime	9.27 9.28
	A82.46-1962	Special Finishing Hydrated Lime	9.28
	A82.56-1950	Aggregate for Masonry Mortar	9.18
	A82.57-1954	Inorganic Aggregates for Use in Interior Plaster	9.28
	A93-1965	Vents for Buildings	9.17
	A101-1968	Mineral Wool Thermal Building Insulation	9.24
	A119.1-1960	Code for Split-Barrel Sampling of Soil	4.2
	A123.1-1964	Asphalt Shingles Surfaced with Mineral Granules	9.25
	A123.2-1966	Asphalt Roofing Surfaced with Mineral Granules	9.25
	A123.3-1973	Asphalt Roofing Surfaced with Fine Mineral Matter	9.25
	A123.4-1965	Wide Salvage Asphalt Roofing Surfaced with Mineral Granules	9.25
	A123.6-1953	Asphalt Saturated Roofing Felt for Use in Waterproofing and in Construction Built-Up Roofs	9.25
	A123.7-1973	Asphalt for Use in Construction of Built-Up Roof Coverings and Dampproofing and Waterproofing Systems	9.11 9.25
	A123.8-1953	Coal-Tar Saturated Roofing Felt for Use in Waterproofing and in Construction Built-Up Roofs	9.25
	A123.9-1953	Asphalt-Saturated Asbestos Felts for Use in Waterproofing and in Construction Built-Up Roofs	9.25
	A123.10-1953	Coal Tar Saturated Asbestos Felts for Use in Waterproofing and in Construction Built-Up Roofs	9.25

A123.13-1953	Coal Tar Pitch for Roofing, Dampproofing and Waterproofing	9.25
A123.17-1963	Asphalt-Saturated Felted Glass-Fibre Mat for Use in Construction of Built-Up Roofs	9.25
A135-1962	Prestressed Concrete	4.5
A165.1-1972	Concrete Masonry Units	9.13 9.18
A165.2-1972	Concrete Brick Masonry Units	9.18
A165.3-1973	Prefaced Concrete Masonry Units	9.18
A165.4-1973	Coreless Autoclaved Cellular Concrete Masonry Units for Load-Bearing and Non-Load-Bearing Use	9.18
A247.1-1969	Fibreboard Roof Insulation	9.24
A247.2-1969	Insulating Fibreboard Sheathing	9.21 9.24
A247.3-1969	Fibreboard Used in Interior Applications	9.28

## SECTION B

B51-1972	Code for the Construction and Inspection of Boilers and Pressure Vessels	6.2 9.32
B52-1965	Mechanical Refrigeration Code	6.2 9.32
B54.1-1972	Determination of Non-Combustibility in Building Materials	1.1
B54.3-1964	Methods of Fire Tests of Walls, Partitions Floors, Roofs, Ceilings, Columns, Beams and Girders	3
B54.4-1963	Standard Methods of Fire Tests of Door Assemblies	3
B54.5-1963	Standard Methods of Fire Tests of Window and Glass Block Assemblies	3
B111-1974	WireNail, Spikes and Staples	9.21 9.25
f: B139-1971	Code d'installation pour équipement de combustion d'huile	6.2 9.19 9.32
B182.1-1967	Plastic Drain and Sewer Pipe and Pipe Fitting for Use Underground	9.12
B222.0-1974	Code d'installation des réseaux intérieurs d'alarme-incendie	6.7
B228.1-1968	Pipes Ducts and Fittings for Residential Type Air Conditioning Systems	9.32

## SECTION C

C22.1-1972	Canadian Electrical Code – Part 1	9.32 9.33
------------	-----------------------------------	-----------

## SECTION G

G40.21-1973	Structural Quality Steel	4.2
-------------	--------------------------	-----

## SECTION O

O56-1962	Round Timber Piles	4.2
O80-1970	Wood Preservation	3.1 4.2
O80S1-1973	Supplement No. 1 — Revision to O80-1970	3.1 4.2
O80.1-1974	Preservative Treatment of All Timber Products by Pressure Processes	9.1
O80.2-1974	Preservative Treatment of Lumber, Timber, Bridge Ties and Mine Ties by Pressure Processes	4.2 9.1
O80.3-1974	Preservative Investment of Piles by Pressure Processes	4.2
O80.9-1974	Preservative Treatment of Plywood By Pressure Processes	9.1
O80.12-1974	Preservative Treatment of Timber Foundation Piles by Pressure Processes	4.2
O80.15-1974	Preservative Treatment of Wood for Building Foundation Systems, Basements and Crawl Spaces by Pressure Processes	3.1 4.2 9.1
O80-M4-1962	Instructions for the Care of Pressure Treated Wood After Treatment	4.2

	O86-1970	Code of Recommended Practice for Engineering Design in Timber	4.2 4.3
	O115-1967	Hardwood Plywood	9.26 9.29
	O118-1960	Western Red Cedar Shingles, Machine Grooved Shakes, and Hand-split Red Cedar Shakes	9.25 9.26
f:	O121-1973	Douglas Fir Plywood	9.21 9.22 9.26 9.29
	O132.1-1965	Fenêtres de bois	9.5
	O132.2-1972	Wood Doors	9.4 9.8
	O141-1970	Softwood Lumber	9.1
	O151-1974	Canadian Softwood Plywood	9.21 9.22 9.26 9.29
	O153-1963	Poplar Plywood	9.21 9.22 9.26 9.29
	O177-1965	Qualification Code for Manufacturers of Structural Blued-Laminated Timber	4.3
f:	O188-1968	Panneaux de particules de bois agglomérées sous presse	9.21 9.22 9.26 9.29
SECTION S			
	S16-1969	Steel Structurers for Buildings	4.6
	S136-1963	Design of Light Gauge Steel Structural Members	4.6
	S157-1969	The Structural Use of Aluminum in Buildings	4.6
	S190-1968	Design of Light Gauge Aluminum Products	4.6
SECTION Z			
	Z91-1959	Code of Practice for Window Cleaning	6.1
	Z271-1974	Safety Code for Powered Platforms	6.1

**NORMES PUBLIÉES PAR  
THE AMERICAN SOCIETY FOR TESTING MATERIALS**

A167-74	Stainless and Heat Resisting Chromium-Nickel Steel Plate Sheet and Strip	6.1
A252-73	Welded and Seamless Steel Pipe Piles	4.2
A283-74	Low and Intermediate Tensile Strength Carbon Steel Plates of Structural Quality	4.2
A366-72	Cold Rolled Carbon Steel Sheets, Commercial Quality	4.2
A444-71	Steel Sheet, Zinc Coated (Galvanized) by the Hot-Dip Process for Culverts and Underdrains	9.12
A525-73	General Requirements for Delivery of Zinc Coated (Galvanized) Iron or Steel Sheets, Coils and Cut Lengths Coated by the Hot Dip Method	6.1
A568-72	General Requirements for Carbon and High Strength Low Alloy Steel, Hot Rolled Sheets and Cold Rolled Sheets	6.1
A569-72	Steel Carbon (0.5 max %) Hot Rolled Sheet and Strip Commercial Quality	4.2
A570-72	Hot Rolled Carbon Steel Sheet and Strip Structural Quality	4.2
A611-72	Steel Cold Rolled Sheet Carbon Structural	4.2
B209-73	Aluminum-Alloy Sheet and Plate	6.1
C4-62 (1970)	Clay Drain Tile	9.12
C64-72	Refractories for Incinerators and Boilers	6.2 9.19

C105-47 (1971)	Ground Fireclay as a Refractory Mortar for Laying-Up Fireclay Brick	6.2
C126-71	Ceramic Glazed Structural Clay Facing Tile, Facing Brick, and Solid Masonry Units	9.18
C212-60 (1970)	Structural Clay Facing Tile	9.18
C260-73	Air-Entraining Admixtures for Concrete	9.1
C279-54 (1972)	Chemical Resistant Masonry Units	6.2
C315-56 (1972)	Clay Flue Lining	6.2 9.19
C412-72	Concrete Drain Tile	9.12
C444-68	Perforated Concrete Pipe	9.12
C494-71	Chemical Admixtures for Concrete	9.1
C645-70	Light Gauge Steel Studs, Runners and Rigid Furring Channels	9.23
C646-72	Steel Drill Screws for the Application of Gypsum Sheet Material to Light Gauge Steel Studs	9.23
C700-71T	Extra Strength and Standard Strength Clay Pipe and Perforated Clay Pipe	9.12
D1143-69	Load Settlement Relationship for Individual Piles Under Vertical Axial Load	4.2
D1194-57 (1966)	Bearing Capacity of Soil for Static Loads on Spread Footing (Standard Method of Test)	4.2 9.2
E84-70	Surface Burning Characteristics of Building Materials	3
E90-70	Laboratory Measurement of Airborne Sound Transmission Loss of Building Partitions	9.9
E108-58 (1970)	Fire Tests of Roof Coverings	3
E119-73	Fire Tests of Building Construction and Materials	3
E152-73	Fire Tests of Door Assemblies	3
E163-71	Fire Tests of Window Assemblies	3

**NORMES PUBLIÉES PAR  
THE BRITISH STANDARDS INSTITUTION**

BS476-1972 Part 8	Test Method and Criteria for Fire Resistance of Elements of Building Materials	3.1
----------------------	--	-----

**NORMES PUBLIÉES PAR  
L'OFFICE DES NORMES DU GOUVERNEMENT CANADIEN**

F4-GP-129 (1972)	Tapis pour locaux commerciaux	3.2
F9-GP-2a (1971)	Papier isolant de fibre cellulosique hydrofuge, type aérateur	9.18 9.21 9.25
F11-GP-3b (1972)	Panneaux rigides	9.28 9.29
F11-GP-5 (1972)	Panneaux rigides revêtus pour l'extérieur	9.26
F12-GP-1c (1973)	Vitre de sécurité, trempée ou laminée, pour le bâtiment	9.4 9.5
F12-GP-2a (1970)	Verre à vitres, plat et clair	9.5
F12-GP-3b (1970)	Verre à glace, plat, poli ou froissé	9.5
F12-GP-8 (1966)	Panneaux à doubles vitres scellés à l'usine	9.5
F19-GP-3b (1972)	Produit de scellement, à deux composés, à base de polysulfures et à durcissement chimique	9.26 9.28
F19-GP-5b (1971)	Mastic d'étanchéité, à un seul composant, à base acrylique, à polymérisation par solvant	9.26
F19-GP-9b (1971)	Mastic d'étanchéité, à un seul composant, à base de silicone, à polymérisation chimique	9.26 9.28
F19-GP-13a (1973)	Mastic d'étanchéité, à un seul composant, à base de polysulfures, à polymérisation chimique	9.26
F19-GP-14 (1970)	Produits d'étanchéité à un seul composant à base de butyl-polyisobutylène à polymérisation par solvant	9.26

F19-GP-15a (1971)	Mastic d'étanchéité à plusieurs composants, à base de polyuréthane, à polymérisation chimique.	9.26
F24-GP-3a (1967)	Code Identification et Classification de Systèmes de conduits	6.7
F34-GP-4b (1970)	Bardages en amiante-ciment, bardeaux et planches à clins	9.26
F34-GP-5c (1970)	Plaques ondulées en amiante-ciment	9.26
F34-GP-14a (1969)	Plaques décoratives en amiante-ciment	9.26
F34-GP-16b (1970)	Plaques planes surcomprimées en amiante-ciment	9.26
F34-GP-17c (1970)	Plaques planes semi-comprimées en amiante-ciment	9.26
F34-GP-21a (1970)	Plaques-sandwichs amiante-ciment sur panneau de fibres	9.26
F34-GP-22b (1973)	Tuyaux de drainage en amiante-ciment	9.12
F37-GP-2c (1971)	Émulsions de bitume non fillerisé, à émulsif argileux, pour travaux d'étanchéité et pour revêtements de toitures	9.11
F37-GP-3b (1971)	Application d'émulsions de bitume pour l'imperméabilisation à l'humidité et à l'eau	9.11
F37-GP-4b (1971)	Ciment de bitume fluxé, fibreux, pour joints de recouvrement des revêtements de toitures	9.25
F37-GP-5c (1971)	Mastic plastique de bitume fluxé	9.25
F37-GP-6c (1971)	Bitume fluxé, non fillerisé, pour l'imperméabilisation à l'humidité	9.11
F37-GP-8c (1971)	Bitume fluxé, fillerisé, pour revêtements de toitures	9.25
F37-GP-9c (1971)	Bitume pour couche de base des revêtements de toitures et pour l'imperméabilisation à l'humidité et à l'eau	9.25
F37-GP-12b (1971)	Application du bitume fluxé, non fillerisé, pour l'imperméabilisation à l'humidité	9.11
F37-GP-16c (1971)	Bitume fluxé, fillerisé, pour l'imperméabilisation à l'humidité et à l'eau	9.11
F37-GP-18c (1971)	Goudron fluxé, non fillerisé, pour l'imperméabilisation à l'humidité	9.11
F37-GP-21c (1971)	Goudron fluxé, fibreux, pour revêtements de toitures	9.25
F37-GP-22b (1971)	Application des revêtements de goudron fluxé, non fillerisé, sur les fondations pour l'imperméabilisation à l'humidité	9.11
F41-GP-6b (1971)	Feuilles thermodurcissables de plastique polyester renforcées de fibres de verre	9.25
F41-GP-14a (1972)	Isolant thermique, Polystyrène expansé	9.24
F41-GP-16a (1971)	Polyuréthane, rigide, alvéolaire, pour l'isolation thermique et d'autres applications	9.24
F41-GP-29 (1973)	Tuyaux de drainage en plastique ondulé	9.12
F56-GP-1b (1970)	Tuyau de fibre bituminée pour le drainage et les égouts	9.12
F56-GP-10a (1970)	Tuyau perforé en fibre bituminée	9.12
F63-GP-2a (1966)	Fenêtres en profilés d'aluminium à guillotine et coulissantes, modèle moyen	9.5
F63-GP-3a (1966)	Fenêtres en profilés d'aluminium, à guillotine et coulissantes, modèle standard	9.5
F63-GP-4a (1971)	Fenêtres coulissantes sans châssis	9.5
F63-GP-5a (1970)	Fenêtres d'acier, à guillotine et coulissantes, modèle standard	9.5
F70-GP-1a (1970)	Vaporifuge en feuille pour l'isolement de bâtiments construits au-dessus du niveau du sol	9.24
F82-GP-1a (1972)	Portes vitrées coulissantes à cadre en aluminium, modèle standard	9.4
F82-GP-2a (1972)	Portes vitrées coulissantes à cadre en aluminium	9.4
F93-GP-2 (1970)	Éléments de bardage, soffites et bandes de rives en aluminium prédécoré, pour service ordinaire	9.26
F93-GP-4 (1971)	Parements, sous-face et bordures de toit en acier galvanisé préfini, pour usage courant sur les bâtiments résidentiels	9.26

### NORMES PUBLIÉES PAR LA RÉGIE DE L'ÉLECTRICITÉ ET DU GAZ

<i>Numéro</i>	<i>Titre</i>	<i>Référence aux parties ou sections du code</i>
G40-1971	Code des installation de gaz 1ère partie, gaz canalisés	6.2 9.19 9.32
G40-1971	Code des installations de gaz 2e partie, gaz de pétrole liquéfiés	6.2 9.19 9.32

### NORMES PUBLIÉES PAR THE NATIONAL FIRE PROTECTION ASSOCIATION

NFPA 13-1974	Standard for the Installation of Sprinkler Systems	3.1 6.7
NFPA 80-1974	Standard for Fire Doors and Windows	3.1 9.8
NFPA 82-1972	Standard on Incinerators and Rubbish Handling	6.3 9.8
NFPA 90A-1974	Air-Conditioning and Ventilating Systems	6.2
NFPA 96-1973	Standard for the Installation of Equipment for the Removal of Smokes and Grease-Laden Vapors from Commercial Cooking Equipment	3.6
NFPA 101-1973	Code for Safety to Life from Fire in Building and Structures	3.1
NFPA 251-1972	Standard Methods of Fire Tests of Building Construction and Ma- terials	3.1
NFPA 252-1972	Standard Methods of Fire Tests of Door Assemblies	3.1
NFPA 255-1972	Method of Test of Surface Burning Characteristics of Building Ma- terials	3.1
NFPA 256-1970	Method of Fire Tests of Roof Coverings	3.1
NFPA 701-1969	Standard Method of Fire Test for Flame Resistance Textiles and Films	3.1

### NORMES PUBLIÉES PAR THE UNDERWRITERS' LABORATORIES OF CANADA

S101-1971	Fire Tests of Building Construction and Materials	3.1
S102-1972	Standard Test Method for Fire Hazard Classification of Building Materials	3.1
S104-1970	Fire Tests of Door Assemblies	3.1
S196-1962	Fire Tests of Window Assemblies	3
S107-1969	Standard Test Methods for Fire Resistance of Roof Covering Ma- terials	3.1
S112-1973	Fire Dampers	3.1
S604-1963	Chimneys, Factory Built	9.19

### NORMES PUBLIÉES PAR THE UNDERWRITER'S LABORATORIES INC.

UL

9-1970	Fire Tests of Window Assemblies	3.1
10(b)-1974	Fire Tests of Door Assemblies	3.1
127-1971	Factory-Built Fireplaces	9.20
263-1971	Fire Tests of Building Construction and Materials	3.1
723-1971	Test Method for Fire Hazard Classification of Building Materials	3.1
790-1973	Test of Fire Resistance of Roof Covering Materials	3.1

## PARTIE VI ÉQUIPEMENT DES BÂTIMENTS

### SECTION 6.1 GÉNÉRALITÉS

#### §6.1.1. Domaine d'application

**6.1.1.1. Application :** La présente section s'applique à tous les bâtiments.

**6.1.1.2. Dérogations permises :** L'équipement de bâtiment des groupes C, D, E et F divisions 2 et 3, ayant moins de 3 étages en hauteur de bâtiment et dont l'aire de bâtiment est de 3 000 pieds carrés (279 m<sup>2</sup>) ou moins, peut répondre aux normes prévues aux sections 9.30 à 9.33.

#### §6.1.2. Exigences complémentaires

**6.1.2.1. Bâtiments pour personnes handicapées :** Ces bâtiments doivent être construits selon les exigences du supplément no 5 du Code national du bâtiment du Canada (1975) intitulé : Normes de construction pour les handicapés, et à celles du présent code.

**6.1.2.2. Dispositifs d'entretien :** Le propriétaire et le chef d'établissement doivent fournir et installer de façon permanente pour le personnel d'entretien, des ancrages pour échafaudage volant, des boulons d'ancrage pour le nettoyage des fenêtres, des ancrages pour ceintures de sécurité, des garde-corps, des fixations pour garde-corps autour des toits et autour des ouvertures des toits.

Ces dispositifs devront se conformer aux normes suivantes :

- a) ACNOR Z91-1959, *Code of Practice for Window Cleaning* ;
- b) ACNOR Z271-1974, *Safety Code for Powered Platforms*.

#### §6.1.3. Portée

**6.1.3.1. Systèmes et matériel :** La présente partie porte sur les systèmes et le matériel suivants :

- a) systèmes et matériel de chauffage, de ventilation et de climatisation ;
- b) incinérateurs ;
- c) matériel électrique ;
- d) ascenseurs, monte-charge et escaliers mécaniques ;
- e) gaines techniques et conduits de chute ;
- f) matériel d'alarme et d'extinction d'incendie.

#### §6.1.4. Épaisseur du métal

**6.1.4.1. Épaisseur minimale du métal :** L'épaisseur minimale de métal est spécifiée en pouces dans la présente partie. Lorsque les documents de référence auxquels elle renvoie spécifient une épaisseur minimale de métal au moyen d'un numéro d'épaisseur, les pouces doivent être substitués à ces numéros, suivant les prescriptions du tableau 6.1.4.A.

**Tableau 6.1.4.A**

### SUBSTITUTION DES POUCES DÉCIMAUX AUX NUMÉROS D'ÉPAISSEUR DANS LA DÉSIGNATION DES ÉPAISSEURS MINIMALES DE LA TÔLE (1)

Épaisseur minimale de la tôle en pouces				
No d'épais- seur	Épaisseur de la tôle galvanisée (GSG) (2)	Épaisseur normalisée chez les fabricants (MSG) (3)	Épaisseur normalisée aux États-Unis (USSG) (4)	Épaisseur Brown & Sharpe (B&SG) (5)
	ASTM A525-71	ASTM A568-72	ASTM A167-70	ASTM B209-73
6	—	0,184	—	0,146
7	—	0,171	—	0,128
8	0,159	0,156	0,158	0,115
9	0,144	0,142	0,142	0,106
10	0,129	0,127	0,129	0,094
11	0,114	0,112	0,115	0,084
12	0,099	0,097	0,100	0,074
13	0,084	0,082	0,086	0,065
14	0,070	0,067	0,071	0,057
15	0,065	0,060	0,064	0,050
16	0,058	0,053	0,057	0,044
17	0,053	0,047	0,051	0,039
18	0,047	0,043	0,045	0,034
19	0,041	0,038	0,039	0,030
20	0,036	0,033	0,034	0,026
21	0,033	0,030	0,030	0,023
22	0,030	0,027	0,027	0,021
23	0,027	0,024	0,024	0,019
24	0,024	0,021	0,022	0,016
25	0,021	0,018	0,019	0,014
26	0,019	0,016	0,016	0,012
27	0,017	0,014	0,014	0,011
28	0,016	0,013	0,014	0,009
29	0,014	—	0,012	0,008
30	0,013	—	0,011	0,008

**N.B.** Sur le tableau 6.1.4.A :

- (1) L'épaisseur minimale indiquée au tableau est l'épaisseur nominale correspondant au numéro d'épaisseur, diminué de la plus grande tolérance d'épaisseur en moins spécifié par les règles techniques appropriées de l'ASTM.
- (2) S'applique à l'acier galvanisé (zingué) et constitue l'épaisseur totale, y compris l'enduit.
- (3) S'applique à l'acier sans enduit.
- (4) S'applique à l'acier inoxydable.
- (5) S'applique aux tôles en alliage d'aluminium mesurant jusqu'à 84 pouces (2,1 m) de largeur.



**SECTION 6.2****SYSTÈMES DE CHAUFFAGE, DE VENTILATION ET DE CONDITIONNEMENT DE L'AIR****§6.2.1. Généralités :**

**6.2.1.1.** Sous réserves des règlements adoptés en vertu de la Loi sur les appareils sous pressions et d'autres dispositions législatives (L.Q., 1979, c.75 ; après refonte : Loi sur les appareils sous pression, L.R.Q., c. A-20.01), de la Loi sur les installations électriques (L.R.Q., c. E-4 ; mod. L.Q., 1975, c.53 ; après refonte : L.R.Q., c. I-13.01) et de la Loi sur la distribution du gaz (L.R.Q., c. D-10), les systèmes de chauffage, de ventilation et de conditionnement de l'air et l'équipement doivent être conçus et installés conformément au *Canadian Heating, Ventilating and Air-Conditioning Code* de l'ACNBC (1975) NRCC no. 13984.

**SECTION 6.3****INCINÉRATEURS****§6.3.1. Généralités**

**6.3.1.1. Incinérateur intérieur :** La conception, la construction, l'installation et la transformation d'un incinérateur intérieur doivent répondre aux prescriptions de la norme NFPA 82-1972, *Standard on Incinerators and Rubbish Handling*.

**§6.3.2. Installation****6.3.2.1. Conduit de fumée :**

1) Un incinérateur doit être desservi par un conduit de fumée répondant aux prescriptions de la section 6.2.

2) Le conduit de fumée desservant un incinérateur alimenté par le conduit de fumée ne doit desservir aucun autre appareil.

**6.3.2.2. Cloisonnement coupe-feu :** Un local renfermant un incinérateur doit être séparé du bâtiment conformément à la sous-section 3.5.2.

**SECTION 6.4****INSTALLATION DE MATÉRIEL ET CÂBLAGE ÉLECTRIQUES****§6.4.1. Généralités**

**6.4.1.1. Installation :** L'installation de matériel et du câblage électrique doit répondre aux prescriptions du Code de l'électricité.

**SECTION 6.6****GAINES TECHNIQUES ET CONDUITS DE CHUTE****§6.6.1. Généralités**

**6.6.1.1. Sécurité contre les incendies :** Les gaines techniques, les descentes de linge et les vide-ordures doivent répondre aux prescriptions des sous-sections 3.2.6 et 3.5.3 en plus de celles de la présente section.

**§6.6.2. Descentes de linge et vide-ordures**

**6.6.2.1. Descentes de linge et vide-ordures :** Les descentes de linge et les vide-ordures doivent être cloisonnés par une gaine répondant aux prescriptions de la sous-section 3.5.3 et être intérieurement lisses, étanches à l'humidité, résistantes à la corrosion et incombustibles.

**6.6.2.2. Superficie :** La superficie d'un vidoir ne doit pas être supérieure à 60% de la section du conduit de chute.

**6.6.2.3. Vidoirs :** Les vidoirs des descentes de linge et des vide-ordures doivent être munis de fermetures homologuées, conçues pour se fermer automatiquement.

**6.6.2.4. Ventilation des conduits de chute :**

1) Une descente de linge ou un vide-ordures intérieur doit être ventilé par le toit et se prolonger au moins jusqu'à 3 pieds (914 mm) au-dessus de celui-ci. Les ouvertures de ventilation doivent :

a) avoir une superficie au moins équivalente à 10% de la section de la gaine ; et

b) être fermées par des trappes ou des lanterneaux homologués s'ouvrant automatiquement en cas d'incendie.

2) Les lanterneaux surmontant les conduits de chute doivent :

a) être construits en matériau incombustible ou faits d'une charpente de bois recouverte de métal ; et

b) être vitrés avec du verre d'une épaisseur maximale de  $\frac{1}{8}$  pouce (3,2 mm) ou avec un autre matériau incombustible pouvant facilement être brisé par le personnel d'intervention en cas d'incendie.

3) Une fenêtre pratiquée dans le côté de la gaine peut remplacer un lanterneau ou une trappe, à condition :

a) que sa pièce d'appui soit au moins à 3 pieds (914 mm) au-dessus du niveau du toit adjacent et pas moins de 2 pieds (610 mm) dans un rayon de 10 pieds (3 m) autour de la gaine ;

b) que la fenêtre ou autre dispositif de ventilation s'ouvre automatiquement en cas d'incendie ; et

c) que la fenêtre réponde aux prescriptions de la sous-section 3.2.3.

**6.6.2.5. Stockage d'ordures :** Le local où se déverse un vide-ordures doit être de dimensions suffisantes pour contenir les ordures durant l'intervalle ordinaire entre 2 vidanges. Il doit être imperméable à l'humidité et comporter une réserve d'eau et un drain de plancher.

## SECTION 6.7 RÉSEAU D'ALARME ET MATÉRIEL DE PROTECTION CONTRE L'INCENDIE

### §6.7.1. Généralités

**6.7.1.1. Homologation :** Le matériel de protection contre l'incendie, y compris les réseaux d'alarme incendie, réseaux d'extincteurs automatiques à l'eau, canalisation d'incendie et tuyaux souples d'incendie, doit être homologué.

### §6.7.2. Réseaux d'alarme d'incendie

#### 6.7.2.1. Conception et installation :

1) Chaque réseau d'alarme d'incendie doit être conçu et installé selon les prescriptions de la norme ACNOR B222.0-1974, Code d'installation des réseaux intérieurs d'alarme-incendie.

2) Les réseaux d'alarme d'incendie doivent être conçus de sorte que le déclenchement d'un avertisseur d'incendie ou d'un détecteur automatique d'incendie actionne instantanément tous les dispositifs d'alarme sonores et visuels sous réserve des sous-sections 3.2.4 et 3.2.6. Ces dispositifs d'alarme doivent continuer de fonctionner aussi longtemps que l'installation n'est pas fermée à la main.

3) Les éléments des réseaux d'alarme d'incendie doivent être situés et installés de manière à éviter que les vibrations ou les secousses n'en provoquent le déclenchement accidentel.

4) Le tableau de réception d'un réseau d'alarme d'incendie doit être placé dans un endroit sûr et accessible.

5) Au parachèvement de la mise en place du réseau d'alarme d'incendie, l'ensemble du réseau doit être essayé en présence de l'autorité compétente.

#### 6.7.2.2. Dispositifs d'avertissement :

1) Les dispositifs d'alarme sonores destinés au réseau d'alarme d'incendie doivent :

a) être posés comme partie du réseau d'alarme seulement ;

b) produire un son distinctif tant par le timbre que par la qualité et d'une intensité suffisante pour dominer les bruits ambiants ;

c) être de même type dans une même installation, sauf que dans un réseau d'alarme d'incendie à 2 temps, un genre d'alarme peut servir pour l'alerte et un autre pour l'évacuation ;

d) être complétés par des dispositifs d'alarme visuels dans les bâtiments occupés par des sourds ;

e) être placés près du plafond ; et

f) être protégés par un treillis métallique ou une tôle de métal perforée, si le dispositif risque de subir des dommages.

2) Les timbres avertisseurs utilisés comme dispositifs d'alarme sonores doivent être placés de façon qu'il y ait au moins :

a) un timbre de 4 pouces (102 mm) de diamètre par 1 000 pieds carrés (93 m<sup>2</sup>) d'étendue de plancher ;

b) un timbre de 6 pouces (152 mm) de diamètre par 5 500 pieds carrés (511,5 m<sup>2</sup>) d'étendue de plancher ;

c) un timbre de 10 pouces (254 mm) de diamètre par 12 000 pieds carrés (1 115 m<sup>2</sup>) d'étendue de plancher.

3) Les dispositifs d'alarme visuels ne doivent être utilisés qu'à titre de suppléments et non pour remplacer les avertisseurs sonores.

#### 6.7.2.3. Circuits d'alarme et veilleuses :

1) Les circuits répondant aux prescriptions de la sous-section 3.2.4 ne doivent pas servir à d'autres fins qu'à la transmission de l'alarme et aux veilleuses de protection contre l'incendie.

2) Lorsque des signaux d'alarme d'incendie ou de débit d'eau, ou de veilleuses émanant de réseaux d'alarme ou d'extincteurs automatiques, sont transmis sur le même circuit de signalisation, des dispositions doivent être prises

pour empêcher qu'un signal d'alarme d'incendie ou de débit d'eau ne soit perdu.

3) Le nombre de générateurs de signaux installés sur un circuit d'alarme doit être de 5 au maximum, en plus d'un dispositif d'alarme d'incendie et d'un avertisseur de débit d'eau.

#### **6.7.2.4. Avertisseurs d'incendie manuels :**

1) Les avertisseurs d'incendie manuels faisant partie d'un réseau électrique d'alarme d'incendie doivent être de couleur rouge et installés de façon :

a) qu'on n'ait pas à franchir plus de 200 pieds (60,9 m) à partir de n'importe quel point d'une étendue de plancher pour atteindre un avertisseur d'incendie situé au même étage ;

b) qu'il y ait un avertisseur d'incendie en deçà de 25 pieds (7,6 m) de chaque sortie desservant une étendue de plancher ;

c) que l'avertisseur soit facilement visible le long de l'accès à l'issue ; et

d) que le poste soit à au moins 4 pieds 6 pouces (1,4 m) et au plus 5 pieds (1,5 m) au-dessus du revêtement du sol.

2) Lorsqu'une étendue de plancher est divisée en chambres louées séparément, suites ou logement et desservis par un corridor commun, les avertisseurs d'incendie doivent être situés dans ce corridor commun.

3) Lorsque le réseau d'alarme d'incendie n'est pas raccordé au service de la prévention des incendies ou à une centrale d'alarme indépendante, l'emplacement de chaque avertisseur manuel doit comporter une consigne lisible et affichée à demeure, prescrivant d'appeler les pompiers et indiquant leur numéro de téléphone ainsi que l'emplacement de l'avertisseur d'incendie municipal le plus proche.

#### **6.7.2.5. Annonciateurs :**

1) Les réseaux d'alarme d'incendie à signaux non codés doivent être munis d'annonciateurs, dans les bâtiments de 4 étages ou plus de hauteur et dans les bâtiments comptant plus de 12 avertisseurs d'incendie manuels, plus d'un circuit de détecteur thermique ou plus d'un circuit de détecteur de fumée, afin d'indiquer la zone d'où provient l'alarme. Aux fins d'indication de l'origine des signaux, la division d'un bâtiment en zones doit être conforme aux règles de l'art.

2) Les annonciateurs doivent être placés dans un endroit soumis à une surveillance constante, près de l'entrée principale du bâtiment ou à un autre emplacement approuvé conformément à l'article 2.6.1.

#### **6.7.2.6. Détecteur de chaleur et de fumée :**

1) Lorsque des détecteurs de chaleur sont prescrits par la sous-section 3.2.4, ils doivent être situés au plafond ou sur les murs, en deçà de 12 pouces (305 mm) du plafond et répartis de façon à ne pas dépasser l'espacement maximal pour lequel ils ont été homologués.

2) Lorsque les détecteurs de fumée sont prescrits par la sous-section 3.2.4, dans les systèmes de chauffage, de ventilation ou de climatisation en circuit fermé, ils doivent servir principalement comme moyen d'arrêter les ventilateurs et de fermer les volets pour empêcher la propagation de la fumée.

3) Des détecteurs de fumée doivent être installés :

a) dans le conduit de reprise principal, en amont du volet le plus proche de la prise de ventilateur ; et

b) dans le conduit principal de distribution, en aval du filtre.

4) Sous réserve du paragraphe 2 de l'article 3.4.5.2, dans un bâtiment où un corridor commun est utilisé comme conduit de reprise ou d'évacuation, des détecteurs de fumée doivent être placés à toutes les entrées de reprise ou d'évacuation de chaque étage, y compris le sous-sol ou la cave.

**6.7.2.7. Emplacement :** L'emplacement et l'espace-ment des détecteurs de fumée dans les locaux où les espaces doivent être conformes aux prescriptions de la norme ACNOR B222.0-1974, Code d'installation des réseaux intérieur d'alarme-incendie.

**6.7.2.8. Détecteurs de fumée :** Les détecteurs de fumée doivent être d'un type homologué et ;

a) être accessibles pour entretien ;

b) arrêter les ventilateurs de recirculation, à moins qu'ils ne soient destinés à rester en marche pour évacuer les fumées ou autres substances toxiques ; et

c) déclencher les dispositifs d'alarme d'incendie, suivant les sous-sections 3.2.4 et 3.2.6.

#### **§6.7.3. Canalisations d'incendie et tuyaux souples d'incendie**

##### **6.7.3.1. Canalisations d'incendie :**

1) Les canalisations d'incendie doivent être installées progressivement au cours de la construction d'un bâtiment, afin d'assurer une protection contre l'incendie.

2) La tuyauterie qui alimente des canalisations d'incendie avec prise d'eau de 2½ pouces (63,5 mm) doit avoir

un diamètre conforme aux prescriptions du tableau 6.7.3.A.

**Tableau 6.7.3.A**

Hauteur de bâtiment	Diamètre minimal de la tuyauterie					
	Colonne montante de canalisation d'incendie		Tuyauterie entre les colonnes montantes		Tuyauterie de raccordement réseau d'alimentation en eau	
	po	(mm)	po	(mm)	po	(mm)
Jusqu'à 6 étages ou 75 pieds (22,9 m)	4	(102)	4	(102)	4	(102)
Plus de 6 étages ou 75 pieds (22,9 m) mais pas plus de 275 pieds (83,8 m)	6	(152)	6	(152)	6	(152)

3) Les bâtiments doivent être divisés en zones, de façon que les colonnes montantes des canalisations d'incendie ne dépassent pas 275 pieds (83,8 m) de hauteur. Chaque zone de bâtiment située à plus de 275 pieds (83,8 m) de hauteur doit avoir une tuyauterie d'alimentation distincte d'au moins 8 pouces (203 mm) de diamètre, et si elle comprend 2 ou plusieurs colonnes montantes de canalisation d'incendie, elle doit être desservie par au moins 2 tuyauteries d'alimentation.

4) Les canalisations d'incendie alimentant des tuyaux d'incendie de 1½ pouce (38,1 mm) doivent comporter une colonne montante et des raccords d'au moins 2 pouces (50,8 mm) de diamètre, dans le cas des colonnes montantes mesurant jusqu'à 50 pieds (15,3 m) de hauteur. Les colonnes montantes de plus de 50 pieds (15,3 m) de hauteur et leurs raccords doivent avoir au moins 2½ pouces (63,5 mm) de diamètre.

#### **6.7.3.2. Poste d'incendie :**

1) Les postes d'incendie doivent être accessibles et les robinets doivent être à au plus 5 pieds (1,5 m) au-dessus du plancher.

2) Les postes d'incendie doivent être situés de façon que chaque partie d'un bâtiment puisse être atteinte par un jet d'eau et qu'elle soit en deçà de 20 pieds (6,1 m) d'une lance lorsque le tuyau d'incendie est allongé.

3) Les postes d'incendie prescrits doivent être placés en dehors des aires habituelles de travail, près des issues desservant des étendues de plancher.

4) Un poste d'incendie situé d'un côté d'une issue horizontale ne doit desservir que l'étendue de plancher se trouvant de ce côté de l'issue.

5) Chaque poste d'incendie doit être muni d'un robinet d'incendie avec raccordement.

6) Lorsque la pression absolue d'un robinet d'incendie au point de raccordement du tuyau d'incendie dépasse 100 livres par pouce carré, celui-ci doit être pourvu d'un détendeur destiné à limiter la pression absolue dans le tuyau d'incendie à 90 livres par pouce carré.

7) Les robinets d'incendie doivent être munis de raccords posés de façon que toute fuite du siège du robinet soit évacuée et ne puisse entrer dans le tuyau d'incendie.

8) Les postes d'incendie doivent être équipés de dispositifs de suspension avec au plus 75 pieds (22,9 m) de tuyaux d'incendie homologués de 1½ pouce (38,1 mm).

9) Les tuyaux d'incendie raccordés aux postes d'incendie doivent être pourvus d'un lance-brouillard à robinet, d'un type homologué.

10) Sous réserve du paragraphe 2 de l'article 3.2.5.4, chaque poste d'incendie doit aussi comporter une prise de refoulement de 2½ pouces (63,5 mm) de diamètre, obturée par un bouchon à chaînette à l'usage des pompiers.

11) Le filetage des raccords de tuyaux d'incendie doit être conforme aux normes du service de sécurité-incendie qui le dessert.

#### **6.7.3.3. Armoires d'incendie :**

1) Le robinet et la prise de refoulement, de même que le tuyau d'incendie et son dévidoir ou son dispositif de suspension doivent être placés dans une armoire d'incendie.

2) Les armoires d'incendie doivent être de dimensions suffisantes pour contenir l'équipement prévu au paragraphe 1 et un extincteur homologué.

3) Les armoires d'incendie doivent être identifiées soit par une inscription en lettres d'au moins 2 pouces (50,8 mm) de hauteur, soit par des panneaux de verre d'au moins 3/16 pouce (4,8 mm) d'épaisseur occupant au moins 70% de la superficie de la porte.

4) Une armoire d'incendie doit être située de façon que sa porte n'obstrue aucune baie de porte ni aucun corridor lorsqu'elle est entièrement ouverte.

5) Les portes d'armoire d'incendie ne doivent comporter aucun dispositif de fermeture à clef, à moins que :

a) il soit possible de les ouvrir sans clef par le bris d'un panneau de verre au moyen d'un marteau attaché en permanence à l'armoire à cette fin ; et

b) que des instructions soient imprimées de façon lisible et permanente sur la face du panneau ou sur son encadrement.

#### **6.7.3.4. Approvisionnement en eau :**

1) l'alimentation en eau des canalisations et des tuyaux d'incendie doit être assurée par un réseau public de distribution d'eau, un réservoir élevé, un réservoir sous pression, une pompe automatique ou par une combinaison approuvée de ces moyens conformément à l'article 2.6.1.

2) L'approvisionnement en eau des tuyaux d'incendie de 1½ pouce (38,1 mm) ou des tuyaux d'incendie sur dévidoir doit pouvoir débiter un minimum de 70 gallons/minutes (318,23 l/min.) pendant une durée minimale de 30 minutes, sous une pression absolue d'au moins 45 livres par pouce carré, mesurée à la prise de refoulement ou au robinet d'incendie le plus élevé et le plus éloigné. L'approvisionnement en eau des tuyaux d'incendie de 2½ pouces (63,5 mm) prescrits par le paragraphe 10 de l'article 6.7.3.2 doit être conçu, construit et entretenu selon les prescriptions de l'article 3.2.5.3 et du Code national de prévention d'incendie du Canada (1975).

3) Chaque source d'alimentation en eau doit être munie, en un endroit accessible, d'une vanne de commande située à l'intérieur du bâtiment ou d'une vanne à poteau indicateur placée à l'extérieur.

4) Des clapets de retenue doivent être posés de façon à empêcher l'eau de la canalisation d'incendie de revenir par le raccord à l'usage des pompiers et par chaque installation d'alimentation en eau.

5) Lorsqu'un branchement d'eau alimente à la fois des canalisations d'incendie et un autre système, les vannes de commande doivent permettre de fermer les 2 installations indépendamment l'une de l'autre.

6) Le raccordement d'une canalisation d'incendie doit être situé en amont de tout compteur d'eau.

7) Les colonnes montantes des canalisations d'incendie situées dans la même zone de bâtiment conformément au paragraphe 3 de l'article 6.7.3.1 doivent être raccordées en partie basse. Lorsque des colonnes montantes de canalisations d'incendie se trouvant dans la même zone de bâtiment sont alimentées par des réservoirs élevés ou des réservoirs sous pression, elles doivent aussi être raccordées en partie haute et le point bas de chaque colonne montante doit être muni d'un clapet de retenue, afin d'empêcher la circulation de l'eau.

8) Des vannes de commande doivent être prévues pour permettre de fermer chaque colonne montante de canalisation d'incendie sans interrompre l'alimentation en eau des autres.

9) Lorsqu'une installation d'alimentation en eau dessert des colonnes montantes de canalisations d'incendie dans plusieurs bâtiments ou parties d'un même bâtiment séparés par des murs coupe-feu, des vannes de commande doivent être prévues pour permettre d'arrêter l'alimentation en eau d'un bâtiment ou d'une partie d'un bâtiment sans interrompre l'alimentation en eau du reste de l'installation.

10) Chaque vanne commandant l'alimentation en eau d'une canalisation d'incendie doit être verrouillée à clef ou scellée en position ouverte et identifiée.

11) Des manomètres homologués doivent être installés sur chaque branchement d'eau et au point le plus élevé de toute colonne montante de canalisation d'incendie. Ces manomètres doivent porter un raccord d'au moins ¼ pouce (6,4 mm) de diamètre et être munis d'un robinet d'arrêt.

#### **6.7.3.5. Raccords à l'usage des pompiers :**

1) Les canalisations d'incendie doivent être munies d'au moins une prise de refoulement à l'usage des pompiers sauf si un raccord de 2½ pouces (63,5 mm) au poste d'incendie n'est pas prescrit.

2) Les raccords à l'usage des pompiers doivent :

a) être situés à l'extérieur d'un bâtiment adjacent à une rue au moins à 1 pied (305 mm) et au plus à 3 pieds (914 mm) au dessus du niveau du sol ;

b) être accessibles aux pompiers pour le raccordement des tuyaux d'incendie ; et

c) avoir 4 pouces (102 mm) de diamètre et comporter 2 prises pour tuyaux d'incendie de 2½ pouces (63,5 mm) munies de raccords femelles articulés et dont le filetage répond aux normes du service de sécurité-incendie qui le dessert.

3) Toute prise pour tuyau d'incendie doit être pourvue d'un clapet de retenue. Toutefois, lorsque la prise est double, elle peut être équipée d'un seul clapet, monté de façon à fermer une bouche quand l'autre est utilisée.

4) Le raccord à l'usage des pompiers ne doit pas comporter de vannes d'arrêt.

5) Le raccord à l'usage des pompiers doit être muni d'un dispositif purgeur automatique homologué à son point le plus bas, entre les prises pour tuyaux d'incendie et le clapet de retenue.

6) Le raccord à l'usage des pompiers doit être identifié par une inscription facile à lire, figurant sur une plaque murale en métal ou en un autre matériau.

7) Chaque raccord à l'usage des pompiers doit être muni d'un bouchon ou d'un écran, pour protéger le filetage et empêcher l'entrée de corps étrangers.

**6.7.3.6. Tuyauterie et raccords :**

1) La tuyauterie et les raccords destinés aux canalisations d'incendie et aux prises pour tuyau d'incendie doivent être conçus et posés suivant les prescriptions du Code de plomberie.

2) Les joints soudés ne sont pas permis.

**6.7.3.7. Robinetterie :**

1) Les vannes et les robinets doivent être de construction standard pour les pressions absolues d'au plus 175 livres par pouce carré et de construction très robuste pour les pressions absolues supérieures à 175 livres par pouce carré.

2) Les robinets d'incendie doivent être du type équerre, d'un modèle homologué et être fabriqués entièrement en bronze.

3) Les vannes commandant les alimentations en eau des canalisations d'incendie doivent être du type à tige montante à arcade et fabriquées en fonte, en acier ou en bronze.

4) Les clapets de retenue doivent être du type basculant.

5) Les clapets de retenue d'au plus 2 pouces (50,8 mm) de diamètre doivent être fabriqués entièrement en bronze ; ceux de 2½ pouces (63,5 mm) et plus, peuvent avoir un corps en fonte avec des accessoires en bronze ou être fabriqués entièrement en bronze.

**6.7.3.8. Identification des tuyauteries :** La tuyauterie doit être identifiée conformément à la norme ONGC F-24-GP3a (1967), Code d'identification et de classification des systèmes de conduits.

**6.7.3.9. Essais de pression :**

1) Les canalisations d'incendie et les tuyaux d'incendie, y compris les branchements d'alimentation en eau et les raccords à l'usage des pompiers, doivent être soumis à des essais hydrostatiques approuvés par un spécialiste en la matière.

2) La pression absolue d'essai, qui doit être supérieure d'au moins 50 livres par pouce carré à la pression hydrostatique maximale de service, mais pas moins de 200 livres par pouce carré, doit être maintenue pendant 2 heures au moins sans perte de charge.

**§6.7.4. Extincteurs automatiques à eau**

**6.7.4.1. Installation :** Un système d'extincteurs automatiques à eau doit être installé dans un bâtiment conformément à la sous-section 3.2.2.

**6.7.4.2. Généralités :**

1) Les systèmes d'extincteurs automatiques à eau doivent être conçus, construits, installés et essayés suivant les prescriptions de la norme NFPA 13-1973, *Standard for the Installation of Sprinkler Systems*.

2) Avant qu'une installation d'extincteurs automatiques à eau, soit installée ou modifiée, des plans complets doivent être soumis à l'autorité compétente. Les plans doivent être dessinés à l'échelle et indiquer toute la tuyauterie, les vannes, les robinets, la pression et tout autre détail essentiel.

3) Sous réserve des prescriptions du paragraphe 4, chaque installation d'extincteurs automatiques à eau, doit être pourvue de son propre approvisionnement en eau.

4) Lorsqu'un bâtiment renferme moins de 9 gicleurs, ils peuvent être raccordés à une source d'alimentation en eau desservant un autre équipement dans le bâtiment. Lorsqu'on met en place de nouveaux gicleurs, ils doivent être raccordés à un approvisionnement en eau distinct.

5) Lorsqu'une source d'approvisionnement en eau alimente à la fois une installation d'extincteurs automatiques à eau et une installation desservant d'autres équipements, des vannes de commande doivent être prévues de façon que chaque installation puisse être fermée individuellement.

**§6.7.5. Systèmes combinés**

**6.7.5.1. Généralités :** Nonobstant les sous-sections 6.7.3 et 6.7.4, un système combiné consistant en une canalisation d'incendie verticale servant à alimenter simultanément les robinets d'incendie de 2½ pouces (63,5 mm) à l'usage du service d'incendie et le système d'extincteurs automatiques à eau peut être installé dans un bâtiment ayant une affectation à faible risque ou à risque ordinaire telle que définie dans la norme NFPA 13-1974, *Standard for the Installation of Sprinkler Systems* pourvu que :

a) la canalisation et les robinets d'incendie soient installés dans un puits d'escaliers ayant une résistance au feu d'au moins une heure ;

b) sur chacun des étages, les extincteurs automatiques à eau soient sous le contrôle de soupapes distinctes situées dans le puits d'escalier ;

c) le diamètre minimal de la canalisation d'incendie soit de 6 pouces (152 mm), à moins que les calculs hydrauliques ne déterminent un diamètre plus petit satisfaisant à la demande ; et que

d) l'approvisionnement en eau pour le système combiné soit suffisant pour alimenter les extincteurs automatiques et les robinets d'incendie.

Lorsqu'un bâtiment est entièrement muni d'extincteurs automatiques à eau, les petits boyaux d'incendie devant être utilisés par les occupants du bâtiment peuvent être omis, pourvu que chaque station de canalisation d'incendie soit équipée d'un robinet d'incendie de 2½ pouces (63,5 mm), d'une section de réduction de 2½ pouces (63,5 mm) à 1½ pouce (38,1 mm) et d'un bouchon à chaînette. Le placard à boyau n'est pas alors requis.

## PARTIE VII INSTALLATIONS DE PLOMBERIE

### SECTION 7.1

**7.1.1.1.** Les systèmes de plomberie doivent être conformes au Code de plomberie.

## PARTIE VIII MESURE DE SÉCURITÉ SUR LES CHANTIERS DE CONSTRUCTION

### SECTION 8.1

**8.1.1.1.** Les mesures de sécurité à respecter lors de la construction d'un bâtiment sont prévues au Code de sécurité pour les travaux de construction (c. S-2.1, r.6).

## PARTIE IX

### SECTION 9.1 MATÉRIAUX, SYSTÈMES ET ÉQUIPEMENTS

#### 9.1.1. Généralités :

1) Les matériaux, systèmes et équipements doivent avoir les propriétés essentielles leur permettant de remplir les fonctions projetées.

2) Tous les essais de matériaux doivent être faits selon les méthodes appropriées prescrites dans les normes cataloguées à la section 5.5. En l'absence de normes, les essais doivent être conçus soit en vue de simuler ou de dépasser les conditions probables d'utilisation. Cette utilisation est approuvée conformément à l'article 2.6.1 s'il est démontré que la sécurité qu'elle assure est au moins équivalente à celle exigée par le présent code. Les essais ainsi que les rapports sont faits par un spécialiste en la matière et ce aux frais du propriétaire ou du chef d'établissement.

#### 9.1.2. Béton :

1) Le béton doit être calculé, malaxé, mis en place et soumis à une cure conformément à la norme ACNOR A23.1-1973, Constituants du béton et méthodes de construction en béton, et être éprouvé conformément à la norme ACNOR A23.2-1973, Méthodes d'essai concernant le béton.

2) Le ciment doit répondre aux exigences de la norme ACNOR A5-1971, Ciment Portland. Dans le béton qui entre en contact avec un sol sulfaté incompatible au ciment normal, un ciment qui résiste au sulfate doit être utilisé, conforme à la norme ACNOR A23.1-1973, Constituants du béton et méthodes de construction en béton.

3) Les granulats doivent consister en sable, gravier, pierre concassée, scories de haut fourneau refroidies à l'air et concassées, schiste expansé ou argile expansée, conformément à la norme ACNOR A23.1-1973, Constituants du béton et méthodes de construction en béton. Le granulat doit être propre, bien dosé et exempt de matières organiques ou d'autres matières incompatibles avec le béton.

4) L'eau doit être propre et exempte d'huile, de matières organiques, de sédiments ou d'autres matières délétères.

5) À moins d'exigences contraires contenues ailleurs dans la présente partie, la résistance à la compression du béton non armé ne doit pas être inférieure à 2 000 livres par pouce carré après 28 jours.

6) Lorsque le béton est utilisé pour un plancher de garage ou d'abri d'auto ou pour des marches extérieures, il doit avoir une résistance minimale à la compression de 3 000 livres par pouce carré à 28 jours et doit contenir 5 à 7% d'air.

7) Les mélanges de béton mentionnés au tableau 9.1.2.A doivent être tenus pour acceptables si l'affaissement ne dépasse pas 4 pouces (102 mm) lorsqu'il est mesuré conformément à l'essai d'affaissement (*slump test*) décrit dans la norme ACNOR A23.2-1973, Méthodes d'essai concernant le béton.

Tableau 9.1.2.A

#### MÉLANGES DE BÉTON, EN VOLUME

Résistance du béton	Ciment, parties	Sable, parties	Granulat grossier <sup>(1)</sup>
2 000 lb/po <sup>2</sup>	1 1	2 —	4 parties 6 parties de gravier de carrière
2 500 lb/po <sup>2</sup>	1 1	2 —	3½ parties jusqu'à 1½ po de grosseur (38,1 mm) 5½ parties de gravier de carrière

N.B. sur le tableau 9.1.2.A :

<sup>(1)</sup> La grosseur du granulat ne doit pas dépasser 2 pouces (50,8 mm).

8) L'emploi d'adjuvants autres que pour l'air occlus doit être approuvé conformément à l'article 2.6.1. Tous les adjuvants doivent être conformes à la norme ASTM C260-73, *Air-Entraining Admixtures for Concrete*, ou ASTM C494-71, *Chemical Admixtures for Concrete*, selon le cas.

9) Le béton armé doit être calculé conformément aux exigences de la partie IV.

10) Lorsque la température ambiante est inférieure à 40°F, (4,4°C), le béton doit être maintenu à une température d'au moins 50° F, (10°C), et d'au plus 80°F, (26,7°C), pendant le malaxage et la mise en place, puis maintenu à une température qui n'est pas inférieure à 50°F, (10°C), durant 72 heures après la mise en place. Il est interdit d'utiliser dans le mélange, des matériaux congelés ou de la glace.

### 9.1.3. Bois de construction :

1) Le bois de construction pour les emplois mentionnés aux tableaux 9.1.3.A et 9.1.3.B doit être identifié par la marque de catégorie d'une association ou d'un organisme indépendant de classification du bois.

2) Les catégories des bois de construction pour chaque utilisation doivent être conformes au tableau 9.1.3.A ou au tableau 9.1.3.B. Le sciage des pièces de bois au chantier ne doit pas être tenu comme s'il affectait la catégorie marquée sur la pièce de bois.

3) La teneur en humidité du bois de construction ne doit pas dépasser 19% au moment de son utilisation.

4) Les dimensions du bois de construction de moins de 1 pouce (25,4 mm) mentionnées dans la présente partie sont des dimensions réelles. Les dimensions du bois de construction de 1 pouce (25,4 mm) ou plus mentionnées dans la présente partie sont des dimensions nominales. Les dimensions réelles correspondantes sont indiquées dans la norme ACNOR 0141-1970 *Softwood Lumber* selon la règle de classification appliquée.

5) Les solives, les chevrons, les linteaux et les poutres qui ont jusqu'à 5% de moins que les dimensions régulières canadiennes peuvent être utilisés à condition que les portées admissibles pour la catégorie et l'essence du bois de construction en considération, soient réduites de 5% de ce qui est spécifié dans les tableaux de portées.

Tableau 9.1.3.A

### CATÉGORIES MINIMALES DU BOIS DE CONSTRUCTION POUR DES USAGES SPÉCIFIQUES

	<i>Pin ponderosa</i> <i>Sapin Douglas</i> <i>Sapin blanc</i> <i>Mélèze de l'Ouest</i> <i>Épinette d'Engelmann</i> <i>Cèdre rouge de l'Ouest</i> <i>Pruche de l'Ouest</i> <i>Pin de Murray</i> <i>Épinette blanche</i> <i>Épinette de l'Est</i> (WWPA) (2)	<i>Sapin Douglas</i> <i>Pruche de l'Ouest</i> <i>Épinette de Sitka</i> <i>Cèdre rouge de l'Ouest</i>  (WCLIB) (2)	<i>Sapin Douglas</i> <i>Pruche de l'Ouest</i> <i>Épinette de Sitka</i> <i>Cèdre rouge de l'Ouest</i> <i>Cèdre jaune</i> (BCLMA) (2)	<i>Pin blanc</i> <i>Pin rouge</i> (EPGC) (2)	<i>Pin blanc</i> <i>Pin rouge</i> (CLA) (2)	<i>Épinette de l'Est</i> <i>Sapin baumier</i> <i>Pin gris</i> <i>Pruche de l'Est</i> <i>Cèdre de l'Est</i> <i>Mélèze</i> <i>Peuplier</i> (ESGC) (2)
ESSENCES						
USAGES						
Ossature murale à poteaux (membres porteurs)	Standard no 1 poteaux	Standard	Standard	Dimension no 1	Dimension no 1	Standard (no 2)
Ossature murale à poteaux (membres non porteurs)	Utilité no 2 poteaux	Utilité	Utilité	Commun no 4	No 4	Utilité (no 3)
Construction à ossature à madriers (membres porteurs)	Utilité	Utilité	Utilité	Commun no 3	No 3	Standard (no 2)
Construction à ossature à madriers (membres non porteurs)	Économie	Économie	Économie	Commun no 5	No 5	Économie (no 4)
Poteaux et poutres	Standard	Standard	Standard	Dimension no 1	Dimension no 1	Standard (no 2)
Revêtement de toit	Commun no 3	Standard	Standard	Commun no 3	No 4	Standard (no 2)
Sous-plancher	Standard	Standard	Standard	Commun no 3	No 3	Standard (no 2)
Revêtement mural (1)	Commun no 4	Utilité	Utilité	Commun no 4	No 4	Utilité (no 3)
Charpente de plancher, de toit et de plafond	Utilité (3)	(3)	(3)	(3)	(3)	(3)



**N.B.** Sur le tableau 9.1.3.A :

(1) Lorsqu'il n'est pas nécessaire de poser un revêtement mural comme fond de clouage, il est permis d'utiliser un bois d'une catégorie immédiatement inférieure à celle qui est spécifiée.

(2) BCLMA signifie les règles de classification de la *British Columbia Lumber Manufacturers' Association*, no 5, révision de septembre 1967. WCLIB signifie les règles de classification du *West Coast Lumber Inspection Bureau* no 15, mars 1956, révision de juin 1967. WWA signifie les règles de classification de la *Western Wood Products Association* janvier 1965, révision de janvier 1966. ESGC signifie les règles de classification de

*Eastern Spruce Grading Committee*, révision septembre 1964. EPGC signifie les règles de classification du *Eastern Pine Grading Committee*, août 1962. CLA signifie les règles de classification de la *Canadian Lumbermen's Association*, août 1967.

(3) Le bois tendre de charpente peut être utilisé pour les chevrons et les solives dans les dimensions, les essences et les catégories pour lesquelles des portées admissibles sont indiquées aux tableaux II-A à II-L de cette partie. Voir les paragraphes 14 et 15 de l'article 9.21.13 pour ce qui est des fermes de toit.

**Tableau 9.1.3.B**

**CATÉGORIES MINIMALES DU BOIS DE CONSTRUCTION POUR DES USAGES SPÉCIFIQUES (1)**

Usages	Planches				Charpente	
	Le paragraphe des règles de classification de NLGA 1971 en vertu duquel les planches ont été classifiées (2)				2 à 4 po d'épaisseur 2 à 5 po de largeur	2 à 4 po d'épaisseur 6 po et plus large
	Toutes les essences			Pin blanc et pin rouge de l'Est	Toutes les essences	Toutes les essences
	Para 111	Para 113	Para 114	Para 115		
Ossature murale à poteaux (membres porteurs)	—	—	—	—	Standard, No 2	No 2
Ossature murale à poteaux (membres non porteurs)	—	—	—	—	Poteau, Utilité No 3	No 3
Charpente de plancher, de toit et de plafond	—	—	—	—	(3)	(3)
Construction à ossature à madriers (membres porteurs)	Standard	Commun No 3	—	No 3	—	No 2
Construction à ossature à madriers (membres non porteurs)	Economie	Commun No 5	—	No 5	Economie, No 3	Economie, No 3
Poteaux et poutres	—	—	—	—	Standard, No 2 (4)	No 2 (4)
Revêtement de toit	Standard	Commun No 3	Standard	No 4	—	—
Sous-plancher	Standard	Commun No 3	Standard	No 3	—	—
Revêtement mural (5)	Unité	Commun No 4	Utilité	No 4	—	—

**N.B.** Sur le tableau 9.1.3.B :

(1) Classifié conformément aux normes NLGA 1971, *Standard Grading Rules* pour le bois de construction canadien, publiées par la *National Lumber Grades Authority*, Vancouver.

(2) Pour l'identification des catégories de planches, le numéro du paragraphe des règles de la NLGA en vertu duquel le bois de construction est classifié doit être indiqué dans la marque de catégorie. Les descriptions de catégories du paragraphe 113 des règles de la NLGA sont les mêmes que celles de 1970 *Standard Grading Rules for Western Lumber* publiées par la WWA. Les descriptions de catégories du paragraphe 114 sont les mêmes que celles de 1970 *Standards Grading Rules for West Coast Lumber*, no 16, publiées par le WCLIB. Lorsque le bois de construction est classifié

conformément aux règles de la WWA ou du WCLIB, la marque de catégorie ne contient pas de numéro de paragraphe.

(3) Le bois tendre de charpente peut être utilisé pour les chevrons et les solives dans les dimensions, essences et catégories pour lesquelles des portées admissibles sont désignées au tableau III-A à III-K. Voir la section 9.21 pour ce qui est des fermes de toit.

(4) Lorsque du bois de construction de 5 pouces (127 mm) ou plus épais est utilisé pour les poteaux ou les poutres, la catégorie ne doit pas être inférieure à *Standard*.

(5) Lorsqu'il n'est pas nécessaire de poser un revêtement comme fond de clouage, il est permis d'utiliser du bois de construction d'une catégorie immédiatement inférieure à celle qui est spécifiée.

## SECTION 9.2 SURCHARGE

**9.2.1. Généralités :** Lorsque les dimensions des pièces de charpente ne sont pas données dans la présente partie, les dimensions doivent être calculées en utilisant les contraintes à admettre données à la partie IV, les charges à admettre prévues aux articles 9.2.2, 9.2.3 et 9.2.4 et les charges permanentes appropriées.

**9.2.2. Charges de plancher :** La charge minimale à admettre sur une étendue de plancher est soit la charge prévue au tableau 9.2.2.A, répartie uniformément sur toute l'étendue, soit la charge indiquée au tableau 9.2.2.B, répartie sur une étendue de 2½ pieds (762 mm) sur 2½ pieds (762 mm), et placée de manière à produire les contraintes les plus fortes en prenant celle de ces deux méthodes qui produit les contraintes les plus élevées.

**Tableau 9.2.2.A**

### Charges uniformes à admettre pour les planchers

Affectation de l'étendue de plancher	Charges à admettre lb/pi <sup>2</sup>
Logements	
— chambres	30
— toutes les autres pièces	40
Espace commun dans les immeubles à plusieurs logements	
— locaux d'armoires de rangement	50
— halls d'entrée, corridors de rez-de-chaussée, issues et escaliers	100
— corridors au-dessus du rez-de-chaussée	40
Attique, lorsqu'il n'y a aucun rangement d'équipement ou de matériaux et lorsqu'il n'y a pas d'accès par un escalier	10
Attique accessible par un escalier	30
Hôtels, motels, restaurants, clubs	
— locaux pour dormir	40
— bureaux, toilettes et locaux d'armoires individuelles de rangement	50
— foyers, rotondes, cuisines, escaliers, corridors et issues	100
— magasins de détail, locaux d'entretien et de service	100
Immeuble de bureaux	
— sous-sol, rez-de-chaussée, corridors et issues	100
— étages supérieurs affectés aux bureaux	50
Magasins ou boutiques de détail pour denrées légères	100
— étages séparés pour les bureaux, les toilettes	50
Usines, entrepôts et bâtiments de stockage	125
— étages séparés pour les bureaux, les toilettes	50
Sorties de secours, balcons extérieurs	100
Garage:	
— pour automobiles	50
— pour autobus inoccupés et camions légers	125
— pour camions chargés, autobus occupés et tous les espaces de camionnage	250
Trottoirs et entrées de cours au-dessus des sous-sols ou autres espaces libres	250

**Tableau 9.2.2.B**

### Charges concentrées à admettre pour les planchers

Destination de l'étendue de plancher	Charges à admettre lb
Planchers de bureaux, de manufactures	2 000
Planchers utilisés par les automobiles	2 500
Planchers utilisés par les véhicules dont le poids brut n'excède pas 8 000 lb	4 000
Planchers et locaux utilisés par les véhicules dont le poids brut n'excède pas 20 000 lb	8 000
Planchers utilisés par les véhicules dont le poids brut excède 20 000 lb	12 000
Entrées de cour et trottoirs au-dessus des sous-sols ou autres espaces libres	12 000

**9.2.3. Charges dues à la neige :** Les charges dues à la neige à admettre ne doivent pas être inférieures à 60% de la charge de neige au sol donnée au Supplément no 1 du Code national du bâtiment du Canada, 1975, Renseignements climatologiques pour le calcul des bâtiments au Canada ; mais en aucun cas la charge de neige ne doit être estimée à moins de 20/lb/pi<sup>2</sup> de surface de projection horizontale du toit.

**9.2.4. Charges dues au vent :** Les charges dues au vent à admettre doivent être conforme aux exigences appropriées de la section 4.1.

**9.2.5. Flèches :** La flèche maximale des éléments de charpente doit être conforme au tableau 9.2.5.A. Il n'est pas nécessaire de tenir compte de la charge permanente dans le calcul de ces flèches.

**Tableau 9.2.5.A**

### Flèches maximales

Éléments de charpente	Genre de plafond appuyé	Flèche maximale admissible exprimée comme fraction de la portée nette
Chevrons, solives et poutres de toit et tablier de toit pour une construction en poutres et en madriers	Aucun plafond	1/180
	Autre qu'en enduit ou placoplâtre	1/240
	Enduit ou placoplâtre	1/360
Solives de plafond	Autre qu'en enduit ou placoplâtre	1/240
	Enduit ou placoplâtre	1/360

Poutres et solives de plancher, et tablier de plancher pour une construction en poutres et en madriers, pour les étendues de plancher ailleurs que dans les chambres de logements	Aucun plafond	1/360
	Autre qu'en enduit ou placoplâtre	1/360
	Enduit ou placoplâtre	1/360
Poutres et solives de plancher pour une construction en poutres et en madriers, pour les étendues de plancher des chambres de logements	Aucun plafond	1/240
	Autre qu'en enduit ou placoplâtre	1/240
	Enduit ou placoplâtre	1/360

### 9.2.6. Charges sismiques :

- 1) Les bâtiments de 2 étages situés dans une zone sismique no 3 sont soumis aux prescriptions relatives aux séismes de la section 4.1.
- 2) Dans les bâtiments constitués d'éléments porteurs en béton préfabriqué (normal ou léger), les joints doivent être calculés selon la section 4.1.
- 3) Les bâtiments dont les murs porteurs sont construits en maçonnerie, lesquels doivent résister aux charges sismiques spécifiées au paragraphe 1, doivent être renforcés selon l'article 9.18.18.
- 4) Dans les bâtiments à charpente de bois, il n'est pas nécessaire de calculer les charges sismiques.

## SECTION 9.3 DIMENSIONS DES PIÈCES ET DES LOCAUX

### 9.3.1. Généralités :

- 1) Les superficies, les dimensions de pièces et des locaux doivent être mesurées entre les surfaces de revêtements muraux et entre les surfaces définitives du plancher et du plafond.
- 2) Les dimensions minimales prévues pour les pièces ou les locaux combinés à d'autres pièces ou locaux, se réfèrent aux dimensions minimales de l'espace combiné.
- 3) Les étendues de plancher minimales, prescrites dans la présente partie, n'incluent pas les garde-robes ni les placards à demeure dans les chambres, sauf indication contraire.
- 4) Deux aires ou plus peuvent être tenues pour une pièce combinée si le mur de division occupe moins de 60% du plan de séparation.
- 5) Les aires et les dimensions des pièces et des locaux peuvent être inférieures à ce qui est requis par la présente section à condition qu'il puisse être démontré que les pièces et les locaux suffisent à leur destination, tel que par l'inclusion de mobilier à demeure en vue de compenser les dimensions réduites.

### 9.3.2. Hauteurs de plafond :

- 1) Les hauteurs de pièces ou de locaux dans les habitations doivent être conformes au tableau 9.3.2.A :

Tableau 9.3.2.A

#### Hauteurs de pièces

<i>Pièce ou local</i>	<i>Hauteurs minimales</i>
Séjour ou local Salle à manger ou local Cuisine ou local de cuisine	8 pi. (2,44 m) au-dessus d'au moins 75% de l'étendue de plancher requise. Toute partie du plancher requise mais avec une hauteur nette de 7 pi. 6 po. (2,29 m) en tout endroit
Chambre ou local de chambre	8 pi. (2,44 m) au-dessus d'au moins 50% de l'étendue de plancher requise. Toute partie du plancher qui a une hauteur nette de moins de 4 pi 6 po (1,37 m) ne doit pas être prise en compte dans le calcul de l'étendue de plancher requise
Sous-sol ou cave inachevés y compris l'aire de lessivage incluse	6 pi. 4 po. (1,93 m) sous les poutres dans les locaux pour la lessive et en tout endroit qui normalement serait utilisé comme passage pour se rendre à la lessive ou aux locaux de rangement requis
Salle de bain ou salle de toilette et aire de lessivage au-dessus du niveau du sol	8 pi. (2,44 m) dans tout local où une personne se tiendrait normalement debout
Passage, hall ou vestibule d'entrée principale et pièce finie non précisée ci-dessus	8 pi. (2,44 m)

- 2) La hauteur nette au-dessus et au-dessous d'un plancher de mezzanine, dans les locaux de toutes destinations, ne doit pas être inférieure à 7 pieds (2,1 m).
- 3) La hauteur nette dans un garage de remisage ne doit pas être inférieure à 6 pieds 6 pouces (2 m).

**9.3.3. Séjour :** L'aire de séjour dans un logement soit comme pièce distincte ou combinée à d'autres locaux doit avoir une étendue de plancher d'au moins 145 pieds carrés (13,5 m<sup>2</sup>) et aucune dimension ne doit être inférieure à 9 pieds 10 pouces (3 m) dans l'étendue requise. Lorsqu'une aire de séjour est combinée à une cuisine ou à une étendue de salle à manger, l'aire de séjour seule dans un studio, doit être d'au moins 120 pieds carrés (11,2 m<sup>2</sup>).

### 9.3.4. Salle à manger :

- 1) Une salle à manger combinée à un autre local doit avoir une étendue minimale de plancher de 35 pieds carrés (3,3 m<sup>2</sup>). Une salle à manger qui n'est pas combinée à un autre local doit avoir une superficie minimale de 75 pieds carrés (7 m<sup>2</sup>).

2) Une salle à manger ou un local combiné à un autre local à cette fin ne doit avoir aucune dimension qui soit inférieure à 7 pieds 6 pouces (2,29 m) dans l'étendue requise mesurée entre les faces de mur ou entre une face de mur et un placard ou appareil à demeure.

3) Toutefois lorsqu'une aire de salle à manger requise est prévue dans une cuisine ou dessert un studio, la dimension minimale de ce local peut être ramenée à 5 pieds 6 pouces (1,68 m).

**9.3.5. Cuisine :** Une aire de cuisine dans un logement, soit séparée ou combinée à un autre local, doit présenter une étendue de plancher d'au moins 45 pieds carrés (4,3 m<sup>2</sup>), sauf dans un studio où l'étendue minimale du plancher doit être de 40 pieds carrés (3,7 m<sup>2</sup>).

### 9.3.6. Chambre :

1) Au moins une chambre dans chaque logement doit avoir une étendue de plancher d'au moins 105 pieds carrés (9,8 m<sup>2</sup>) en l'absence de placards à demeure, et 95 pieds carrés (8,8 m<sup>2</sup>) d'étendue de plancher lorsque des placards à demeure sont prévus. La dimension minimale dans l'étendue de plancher doit être de 8 pieds 10 pouces (2,69 m).

2) Les chambres additionnelles doivent avoir une étendue de plancher d'au moins 75 pieds carrés (7 m<sup>2</sup>) en l'absence de placards à demeure et 65 pieds carrés (6 m<sup>2</sup>) lorsque des placards à demeure sont prévus. La dimension minimale dans l'étendue du plancher doit être de 6 pieds 6 pouces (2 m).

3) Toutefois un local de chambre combiné à un autre local doit avoir au moins 45 pieds carrés (4,3 m<sup>2</sup>) d'étendue de plancher et aucune dimension de cette étendue de plancher ne doit être inférieure à 6 pieds 6 pouces (2 m).

**9.3.7. Salle de bain :** Dans chaque logement, un local encloisonné doit être prévu pour loger une baignoire, un WC et un lavabo.

**9.3.8. Hall et passage :** La largeur minimale d'un hall ou d'un passage dans un logement doit être d'au moins 2 pieds 10 pouces (813 mm), mais elle peut être de 2 pieds et 4 pouces (712 mm) dans les bâtiments de 14 pieds (4,27 m) de largeur ou moins lorsqu'il y a une seconde sortie à l'extrémité du passage.

## SECTION 9.4 PORTES

**9.4.1. Généralités :** Les exigences se rapportant aux portes dans les séparations coupe-feu et les moyens d'évacuation doivent être conformes aux exigences appropriées des sections 9.7 et 9.8.

### 9.4.2. Portes requises :

1) Une porte doit être prévue à l'entrée ou aux entrées d'un logement, d'une chambre, d'une salle de bain, d'une salle de toilette, d'une salle de douche, d'une pièce contenant une chaudière, un générateur d'air chaud ou une pompe à eau.

2) Dans les bâtiments contenant plus d'un logement, on doit prévoir une porte aux issues extérieures, à la salle de lessivage ou de séchage, à la salle de rangement, à la salle de toilette publique, à la salle d'ordures et d'incinérateur, au local renfermant une chaudière ou un générateur d'air chaud, à la salle de récréation et en tout autre endroit prescrit par la section 9.8.

**9.4.3. Dimensions d'ouverture des portes :** L'ouverture des portes dans un logement doit être conçue de manière à prévoir au moins les dimensions de porte prévues au tableau 9.4.3.A pour les portes battantes. Dans le cas des portes pliantes, les mêmes ouvertures sont prescrites.

Tableau 9.4.3.A

### DIMENSIONS MINIMALES DES PORTES

<i>À l'entrée des locaux suivants</i>	<i>Largeur, pi-po</i>	<i>Hauteur, pi-po</i>
Logement (entrée principale) Vestibule ou hall d'entrée	2 - 8 (0,8 m)	6 - 6 (2 m)
Escalier à un niveau de plancher qui contient un local fini Toutes les portes dans au moins une voie de passage de l'extérieur au sous-sol Resserre	2 - 8 (0,8 m)	6 - 6 (2 m)
Garde-robes profondes	2 - 0 (0,6 m)	6 - 6 (2 m)
Salle de bain, salle de w.c. (1) salle de douche	2 - 0 (0,6 m)	6 - 6 (2 m)
Balcons extérieurs, toutes les pièces non spécifiées ci-haut	2 - 6 (2) (0,75 m)	6 - 6 (2 m)

N.B. Sur le tableau 9.4.3.A :

(1) Les portes donnant sur les salles de w.c. publiques ne doivent pas mesurer moins de 2 pieds 8 pouces (0,8 m) de largeur ni moins de 6 pieds 6 pouces (2 m) de hauteur.

(2) Lorsqu'un passage de 2 pieds 4 pouces de largeur (0,7 m) est permis, une porte de 2 pieds (0,6 m) est admise.

### 9.4.4. Portes extérieures :

1) Les portes extérieures en bois doivent être du genre extérieur conformes à la norme ACNOR 0132.2-1972, *Wood Doors*.

2) Toutes les portes coulissantes en verre doivent répondre aux exigences appropriées de la norme de l'ONGC

F82-GP-la (1972), Portes vitrées coulissantes à cadre en aluminium, modèle standard ou ONGC F82-GP-2a (1972), Portes vitrées coulissantes à cadre en aluminium, modèle intermédiaire.

#### 9.4.5. Verre :

1) L'épaisseur du verre pour les portes doit être conforme au tableau 9.4.5.A.

Tableau 9.4.5.A

Dimension du verre pour les portes

Poids ou épaisseur minimal				Périmètre maximal	
oz	(g)	po	(mm)	po	(m)
18	(510,3)	—	—	80	(2,03)
24	(680,4)	—	—	120	(3,05)
32	(907,2)	—	—	160	(4,06)
—	—	3/16	(4,76)	180	(4,57)
—	—	7/32	(5,56)	illimité	

2) Le verre transparent dans les portes et les panneaux latéraux adjacents qui pourraient être pris pour des portes à l'entrée ou près de l'entrée, d'un logement et qui se prolongent jusqu'à moins de 12 pouces (305 mm) du plancher, doivent être en verre de sécurité du genre laminé ou trempé conforme à la norme ONGC F12-GP-lc (1973), Vitre de sécurité, trempée ou laminée pour le bâtiment ou être en verre armé.

3) Une porte de verre accessible au public doit être en verre de sécurité ou en verre armé conforme au paragraphe 2.

4) Chaque porte de verre ou transparente accessible au public ou utilisée par celui-ci doit être construite de manière qu'il soit facile de se rendre compte de l'existence et de la position de cette porte grâce à la présence d'une ferronnerie, des barres ou d'autres dispositifs permanents.

5) Les fenêtres qui pourraient être prises pour des portes dans les aires utilisées par le public doivent être protégées par un garde-corps ou une main courante.

6) Seul du verre de sécurité doit être employé pour les murs et les partitions de douches et de bain.

## SECTION 9.5 FENÊTRES

### 9.5.1. Domaine d'application :

1) La présente section s'applique à l'installation des fenêtres et énonce les conditions d'éclairage naturel auxquelles on doit satisfaire au moyen de fenêtres dans les habitations.

2) Les prescriptions concernant la protection des fenêtres contre l'incendie sont contenues à la section 9.8.

3) Les exigences visant la ventilation sont prévues à la section 9.31.

### 9.5.2. Généralités :

1) Les fenêtres doivent être conçues et installées de manière à empêcher la pénétration de l'eau.

2) L'aire vitrée minimale des fenêtres par pièce, dans les bâtiments d'habitation, doit être conforme au tableau 9.5.2.A. L'aire vitrée non-obstruée d'une porte ou d'un lanterneau est admise comme l'équivalent de celle d'une fenêtre.

Tableau 9.5.2.A

Aire minimale vitrée des pièces d'une habitation

Emplacement	Aire vitrée libre	
	Sans éclairage électrique	Avec éclairage électrique
Salle de lavage, salle de récréation au sous-sol, sous-sol ou cave non finis	4% de l'étendue de plancher desservie	Aucune fenêtre n'est requise
Salle de bain, cabinets d'aisances (w.c.)	4 pi <sup>2</sup> (,37 m <sup>2</sup> )	Aucune fenêtre n'est requise
Cuisine ou local de cuisine	10% de l'étendue desservie	Aucune fenêtre n'est requise
Vivier, Salle à manger, Chambre et autres pièces aménagées non mentionnées ci-dessus	10% de l'étendue desservie	10% de l'étendue desservie

3) Chaque fois que la chose est pratique, il faut prévoir des fenêtres pour éclairer les corridors, les escaliers ou d'autres locaux publics semblables dans les bâtiments.

**9.5.3. Normes relatives aux fenêtres :** Sous réserve de prescriptions contraires dans la présente partie, les fenêtres doivent être conformes à l'une des normes suivantes :

- a) ACNOR 0132.1-1965, Fenêtres de bois ;
- b) ONGC F-12-GP-8 (1966), Panneaux à doubles vitres scellées à l'usine ;
- c) ONGC F63-GP-2a (1966), Fenêtres en profilés d'aluminium à guillotine et coulissantes, modèle moyen ;
- d) ONGC F63-GP-3a (1966), Fenêtres en profilés d'aluminium, à guillotine et coulissantes, modèle standard ;
- e) ONGC F63-GP-4a (1971), Fenêtres coulissantes sans châssis ;
- f) ONGC F63-GP-5a (1970), Fenêtres d'acier, à guillotine et coulissantes modèle standard.

#### 9.5.4. Verre :

- 1) Le verre doit être conforme à l'une des normes suivantes :
  - a) ONGC F12-GP-1c (1973), Vitre de sécurité, trempée ou laminée, pour le bâtiment ;
  - b) ONGC F-12-GP-2a (1970), Verre à vitres, plat et clair ;
  - c) ONGC F-12-GP-3b (1970), Verre à glace, plat, poli ou froissé.
- 2) L'épaisseur du verre dans les fenêtres doit être conforme au tableau 9.5.4.A.
- 3) Toutefois l'épaisseur du verre des fenêtres sans châssis doit être conforme à la norme de l'ONGC F-63-GP-4a (1971), Fenêtres coulissantes sans châssis.

Tableau 9.5.4.A

Dimension maximale du verre  
pour diverses épaisseurs

Épaisseur ou poids minimal du verre des vitres intérieure et extérieure	Genre à châssis ou à verre fixe	Vitrage double scellé à l'usine	
		Rives fusionnées	Autres que rives fusionnées
18 oz (510,3 g)	120 po périmètre (3,05 m)	180 po périmètre (4,57 m)	150 po périmètre (3,81 m)
24 oz (680,4 g)	168 po périmètre (4,27 m)	252 po périmètre (6,4 m)	210 po périmètre (5,33 m)
32 oz (907,2 g)	240 po périmètre (6,10 m)	360 po périmètre (9,14 m)	300 po périmètre (7,62 m)
3/16 po (4,76 mm)	280 po périmètre (7,11 m)	420 po périmètre (10,67 m)	350 po périmètre (8,89 m)
7/12 po (5,56 mm)	50 pi <sup>2</sup> (4,65 m <sup>2</sup> )	113 pi <sup>2</sup> (10,51 m <sup>2</sup> )	78 pi <sup>2</sup> (7,25 m <sup>2</sup> )
¼ po (6,35 mm)	aucune limite	aucune limite	aucune limite

#### 9.5.5. Calfeutrage et vitrage :

- 1) Le composé de scellement utilisé pour l'installation des éléments de verre double scellés à l'usine doit assurer le scellement et être compatible avec le matériau utilisé pour sceller la rive des éléments.
- 2) On doit calfeutrer le joint entre le cadre ou la boiserie de la fenêtre et le parement ou la maçonnerie extérieure.

#### 9.5.6. Fenêtres dans les endroits publics :

- 1) Les fenêtres qui pourraient être prises pour des portes dans les aires utilisées par le public doivent être protégées par un garde-corps ou une main courante.
- 2) Les fenêtres dans les escaliers d'issue qui se prolongent à moins de 42 pouces (1,070 mm) du palier doivent être protégées par des mains courantes à 42 pouces (1,070 mm) du palier.

### SECTION 9.6

#### ESCALIERS, RAMPES, MAINS COURANTES ET GARDE-CORPS

##### 9.6.1. Domaine d'application :

- 1) La présente section s'applique au concept et à la construction des escaliers, marches, rampes, mains courantes et garde-corps intérieurs et extérieurs.
- 2) Lorsqu'un escalier fait partie d'une issue, les exigences appropriées des sections 9.7 et 9.8 s'appliquent.
- 3) Les escaliers mécaniques et les trottoirs roulants doivent être conformes aux exigences appropriées de la partie III.

##### 9.6.2. Généralités :

- 1) Sauf dans les logements, l'espace sous un escalier doit être laissé entièrement libre ou doit être entièrement encloisonné et sans aucun moyen d'accès.
- 2) Les marches et les contremarches doivent avoir une hauteur et un pas uniformes dans toute la volée.
- 3) Sauf dans le cas des escaliers situés dans un logement, il faut prévoir pour les escaliers intérieurs au moins 3 contremarches.
- 4) Un escalier intérieur qui traverse le toit d'un bâtiment doit être protégé contre la glace et la neige.

##### 9.6.3. Dimensions des escaliers :

- 1) Les marches d'un escalier intérieur situé dans un logement desservant des espaces utilisés pour le rangement, la lessive ou pour l'équipement mécanique doivent avoir une hauteur maximale de marche de 9 pouces (229

mm) pour un pas minimal de 8 pouces (203 mm) et une largeur minimale de giron de 9 pouces (229 mm).

2) Un escalier intérieur d'un logement autre que ceux mentionnés au paragraphe 1 et un escalier extérieur d'un logement, doivent avoir une hauteur maximale de marche de 8 pouces (203 mm) et un pas minimal de 8¼ pouces (209 mm) et une largeur minimale de giron de 9¼ pouces (235 mm).

3) Les marches d'un escalier intérieur non compris dans un logement et un escalier extérieur d'un bâtiment, à l'exception d'un escalier qui dessert au plus un logement, doivent avoir une hauteur maximale de 7¾ pouces (197 mm), un pas minimal de 9½ pouces (241 mm) et une largeur minimale de giron de 10 pouces (254 mm). Le produit du pas et de la hauteur exprimés en pouces (en mm) pour ces marches ne doit pas être inférieur à 70 (45 164) ni supérieur à 75 (48 390).

4) Lorsque le pas d'une marche est inférieur à 10 pouces (254 mm), il faut prévoir un nez d'au moins 1 pouce (25,4 mm) au-delà de la face de la contremarche à moins de donner à la contremarche, une pente équivalente vers l'arrière.

5) Un escalier public doit avoir une largeur minimale, entre les faces de mur, d'au moins 3 pieds (914 mm).

6) Au moins un escalier donnant accès à chaque étage dans un logement doit avoir une largeur minimale, entre les faces de mur, d'au moins 2 pieds 10 pouces (864 mm).

7) L'échappée, mesurée verticalement à partir d'une ligne tirée à la rive extérieure des nez, doit être d'au moins 6 pieds 4 pouces (1,93 m) pour un escalier situé dans un logement et 6 pieds 9 pouces (2,06 m) pour tous les autres escaliers.

#### **9.6.4. Paliers :**

1) Un palier doit être au moins aussi large et aussi long que la largeur de l'escalier où il se présente ; toutefois, la longueur d'un palier pour un escalier extérieur desservant au plus un logement peut n'être que de 36 pouces (914 mm), et la longueur du palier pour tous les autres escaliers à la volée droite n'a pas besoin de dépasser 44 pouces (1 120 mm).

2) Lorsqu'une porte s'ouvre sur un escalier, l'arc complet de son déplacement doit s'inscrire au-dessus d'un palier. Un palier doit être prévu au sommet et au pied de chaque volée d'escalier intérieur, et de même qu'aux endroits où une porte coupe un escalier.

3) Toutefois lorsqu'une porte débouche au haut d'un escalier dans un logement, aucun palier n'est prescrit entre la porte et l'escalier.

4) On doit prévoir un palier au haut de tous les escaliers extérieurs mais il est permis d'omettre le palier d'une entrée secondaire d'un bâtiment qui contient qu'un seul logement à condition que l'escalier ne comprenne pas plus de 3 contremarches.

5) La hauteur verticale entre les paliers ne doit pas dépasser 12 pieds (3,66 m).

6) La hauteur libre au-dessus des paliers doit être d'au moins 6 pieds 4 pouces (1,93 m) dans les logements et d'au moins 6 pieds 9 pouces (2,06 m) ailleurs.

#### **9.6.5. Escaliers tournants et marches d'angle :**

1) Il ne doit y avoir aucune marche d'angle dans les escaliers d'issue.

2) Toutefois un escalier tournant peut être utilisé comme issue, à condition que les marches aient une largeur minimale de 9 pouces (229 mm), mesurée à 9 pouces (229 mm) de distance de la main courante sur le côté étroit du giron, et qu'une main courante soit installée des deux côtés.

3) Un escalier tournant qui n'est pas prescrit comme issue doit avoir une largeur minimale moyenne de giron de 9 pouces (229 mm) et une largeur minimale de giron de 7 pouces (178 mm). Ces escaliers ne doivent pas mesurer plus de 44 pouces (1 120 mm) entre les mains courantes.

4) Toutefois un escalier situé dans un logement peut comprendre des marches d'angle qui convergent vers un point central, à condition que les marches d'angle ne forment pas un angle supérieur à 90° et que chaque marche tourne d'un angle d'au moins 30°. Un seul jeu de marches d'angle est permis d'un étage à un autre.

#### **9.6.6. Rampes :**

1) La pente maximale d'une rampe pour piéton doit être de 1 pour 10 dans le cas des établissements classifiés dans le groupe C, de 1 pour 6 dans le cas des établissements classifiés dans les groupes E et F et de 1 pour 8 pour les autres bâtiments. La pente maximale de chaque rampe extérieure ne doit pas dépasser 1 pour 10.

2) Lorsqu'une porte ou un escalier donne sur le côté d'une rampe, celle-ci doit être à niveau sur sa pleine largeur et sur une distance d'au moins 12 pouces (305 mm) de chaque côté de l'ouverture dans le mur.

3) Lorsqu'une porte ou un escalier donne sur l'extrémité d'une rampe, on doit prévoir un palier sur la largeur totale de la rampe et le long de la rampe sur une distance d'au moins 36 pouces (914 mm).

### 9.6.7. Mains courantes et garde-corps :

1) Lorsqu'un escalier intérieur comporte plus de 2 contremarches, les côtés de l'escalier et le palier ou le niveau de plancher autour de la cage d'escalier doivent être encloisonnés ou protégés par des mains courantes ou des garde-corps ; cependant, un escalier conduisant à un sous-sol ou une cave non aménagés dans un logement, peut avoir un de ses côtés sans protection.

2) Lorsqu'un escalier extérieur comporte plus de 3 contremarches, au moins un de ses côtés doit être protégé.

3) Toutefois chaque escalier extérieur qui comporte plus de 6 contremarches, chaque palier extérieur ou véranda situés à 2 pieds (610 mm) ou plus au-dessus du niveau du sol, et chaque balcon, mezzanine, galerie, passerelle et toit auxquels un accès est prévu autrement que pour l'entretien, doivent être protégés au moyen de garde-corps sur tous les côtés ouverts.

4) Il doit y avoir une main courante sur au moins un côté d'un escalier de 44 pouces (1 120 mm) ou moins de largeur, et sur 2 côtés d'un escalier ayant plus de 44 pouces (1 120 mm) de largeur.

5) Toutefois, il n'est pas prescrit d'installer des mains courantes pour un escalier extérieur qui fait partie d'un moyen d'évacuation, lorsque cet escalier comprend moins de 3 contremarches. Il n'est pas exigé de prévoir des mains courantes sur les autres escaliers qui ont moins de 4 contremarches.

6) De plus une seule main courante doit être installée sur un escalier extérieur qui a plus de 44 pouces (1 120 mm) de largeur et qui comporte plus de 3 contremarches à condition que cet escalier ne desserve pas plus d'un logement.

7) Dans un escalier intérieur encloisonné, les mains courantes peuvent être omises au palier si la longueur du palier entre les 2 volées dépasse la largeur de l'escalier.

8) Les mains courantes et les garde-corps des escaliers dans des logements et des escaliers extérieurs desservant au plus un logement, doivent être placés à 2 pieds 6 pouces (762 mm) au-dessus d'une ligne tirée à la rive extérieure des nez de marches et à 2 pieds 8 pouces (813 mm) au-dessus des paliers et autour du sommet des escaliers et des cages d'escalier non encloisonnés.

9) Les mains courantes et les garde-corps des escaliers communs situés dans des moyens d'évacuation partagés doivent être situés à au moins 2 pieds 8 pouces (813 mm) au-dessus d'une ligne tirée à la rive extérieure des nez d'escalier et à 3 pieds (914 mm) au-dessus des paliers.

10) Les garde-corps prescrits autour des toits par le paragraphe 3, doivent avoir au moins 4 pieds (1,22 m) de hauteur. Tous les autres garde-corps, y compris les garde-corps des balcons, doivent avoir au minimum 3 pieds 6

pouces (1 070 mm) de hauteur sous réserve des dérogations prévues aux paragraphes 8 et 9.

11) Les mains courantes doivent être construites de manière à n'offrir aucun obstacle qui pourrait nuire à la prise de main, au-dessus de la main courante et sur celle-ci.

12) Les mains courantes ne doivent pas saillir de plus de 3½ pouces (88,9 mm) dans la largeur réglementaire de l'escalier ou de l'issue.

13) Lorsqu'une rampe est utilisée au lieu d'un escalier, les exigences visant la main courante et le garde-corps s'appliquent comme s'il s'agissait d'un escalier.

14) Les ouvertures dans un garde-corps autour d'un balcon, d'un escalier commun ou d'un escalier d'issue, à l'exception d'un escalier d'issue desservant au plus un logement, doivent être d'une dimension qui empêche le passage d'un objet sphérique ayant un diamètre de 4 pouces (102 mm).

15) Sauf dans le cas d'un plancher de garage au niveau du sol, et dans le cas des garages prévus à la section 9.34, un muret continu d'au moins 6 pouces (152 mm) de hauteur et une main courante d'au moins 3 pieds 6 pouces (1,07 m) de hauteur doivent être prévus à chaque ouverture dans un plancher de garage, et au périmètre de ce plancher lorsqu'il n'y a pas de murs extérieurs.

### 9.6.8. Construction :

1) Un escalier extérieur qui a plus de 2 contremarches et de 2 giron doit être appuyé sur une maçonnerie d'éléments ou sur des murs de béton ou des piliers d'au moins 6 pouces (152 mm) sur 6 pouces (152 mm), à moins d'être appuyé en porte-à-faux sur le mur principal de fondation. Lorsque les marches sont en porte-à-faux, le mur principal de fondation doit avoir au moins 8 pouces (203 mm) d'épaisseur et consister en béton massif. La profondeur de la partie enterrée des fondations d'un escalier extérieur doit être conforme aux exigences de la section 9.10.

2) Les limons d'escalier en bois doivent avoir une profondeur minimale de 3½ pouces (88,9 mm) et une profondeur totale d'au moins 9¼ pouces (235 mm). Les limons doivent être appuyés et fixés au haut et au bas. Les limons doivent avoir au moins 1 pouce (25,4 mm) d'épaisseur réelle, s'ils sont appuyés sur toute leur longueur, et 1½ pouce (38,1 mm) d'épaisseur réelle s'ils ne sont pas appuyés sur toute leur longueur. Les limons doivent être espacés d'au plus 3 pieds (914 mm) d'axe en axe, dans un logement et d'au plus 2 pieds (610 mm) d'axe en axe, lorsqu'ils sont situés ailleurs que dans un logement.

3) Le bois de construction ou le contreplaqué des giron d'un escalier dans un logement doit avoir au moins 1



pouce (25,4 mm) d'épaisseur réelle ; cependant, dans le cas de contremarches dégagées ou si la distance entre les limons dépasse 2 pieds 6 pouces (762 mm), les girones doivent avoir au moins 1½ pouce (38,1 mm) d'épaisseur réelle.

4) Le revêtement des girones et des paliers d'un escalier intérieur situé dans un logement, et autre qu'un escalier conduisant à un sous-sol ou à une cave non aménagés, doit consister en bois dur, en bois tendre sur maille, en un revêtement de sol flexible ou en un autre matériau approuvé conformément à l'article 2.6.1.

5) Les girones et les paliers des escaliers intérieurs et extérieurs, à l'exception de ceux qui sont situés dans des logements, doivent comporter un revêtement antidérapant ou ils doivent être munis de bandes antidérapantes.

## SECTION 9.7 MOYENS D'ÉVACUATION

### 9.7.1. Domaine d'application :

1) La présente section renferme les exigences destinées à permettre un accès sûr et commode à l'extérieur d'un bâtiment, à une voie publique ou un espace ouvert approuvé, permettant d'accéder en sûreté en tout temps à une voie publique.

2) Les escaliers, les mains courantes et les garde-corps dans un moyen d'évacuation doivent être conformes aux exigences de la section 9.6 et à celles de la présente section.

3) L'indice de propagation de la flamme, le degré de résistance au feu et le degré pare-flammes doivent être conformes aux prescriptions de la section 9.8.

### 9.7.2. Généralités :

1) Des issues doivent être prévues pour quitter toutes les étendues de plancher, les podiums, les terrasses, les plates-formes, les espaces ouverts protégés ou les toits destinés à être occupés.

2) Une issue peut consister en un escalier mécanique, une porte, un passage, une rampe, un escalier, une sortie de secours pour les bâtiments existants seulement, une issue horizontale ou une combinaison de ceux-ci.

3) Les ascenseurs, les glissières de secours et les fenêtres ne font pas partie d'un moyen d'évacuation réglementaire.

4) Un escalier d'issue doit être conçu uniquement aux fins d'évacuation et à aucune autre fin.

5) Les sorties de secours ne doivent pas être installées à l'extérieur des bâtiments.

6) Toutefois, dans un bâtiment existant, lorsqu'aucun autre moyen d'évacuation n'est possible, une sortie de secours conforme à la partie III peut être installée.

7) Lorsqu'une issue horizontale est prévue, elle doit être conforme à la partie III.

### 9.7.3. Dimensions des moyens d'évacuation :

1) Le présent article s'applique à tous les moyens d'évacuation, à l'exception des issues qui desservent au plus un logement et des accès à l'issue à l'intérieur d'un logement.

2) La charge d'occupants d'une étendue de plancher ou d'une partie d'étendue de plancher, utilisée aux fins de déterminer la largeur minimale réglementaire des moyens d'évacuation, doit être le nombre de personnes pour lequel ces étendues ont été conçues, sans toutefois être inférieur à ce qui est déterminé d'après le tableau 9.7.3.A.

Tableau 9.7.3.A

Aire maximale par personne à admettre dans le calcul de la charge d'occupants

Destination ou affectation de l'étendue de plancher	Aire maximale par personne	
	pi <sup>2</sup>	(m <sup>2</sup> )
Résidentielle	Remarque 1	Remarque 1
Logements		
Dortoirs	50	(4,65)
Affaires et services personnels		
Boutiques	50	(4,65)
Bureaux	100	(9,3)
Vente au détail		
Locaux de vente au détail au rez-de-chaussée ou dans les sous-sols ou caves	30	(2,79)
Autres destinations de vente au détail	60	(5,58)
Industrielle		
Ateliers de fabrication ou de transformation	50	(4,65)
Garage de remisage	500	(46,5)
Locaux de stockage ou entrepôt	300	(27,9)
Autres locaux de stockage	500	(46,5)
Hangars d'avion	500	(46,5)
Autres affectations industrielles	100	(9,3)
Autres affectations		
Nettoyage et réparation	50	(4,65)
Cuisines	100	(9,3)

N.B. Sur le tableau 9.7.3.A :

(1) La charge d'occupants doit être fondée sur 2 personnes par chambre ou local pour le sommeil.

3) Sous réserve de l'article 9.7.6, la largeur globale minimale des issues d'une étendue de plancher ne doit pas

être inférieure à une unité de passage par 30 personnes pour les habitations, et une unité par 60 personnes pour toutes les autres destinations, sans toutefois être inférieure à 44 pouces (1 120 mm) pour un corridor d'issue et 36 pouces (914 mm) pour tous les autres genres d'issue.

4) Sous réserve de l'article 9.7.6, la largeur minimale d'une porte, d'un corridor ou d'un passage dans un accès à l'issue doit être d'une unité de passage par 90 personnes, mais en aucun cas la largeur minimale d'un corridor commun ne doit être inférieure à 36 pouces (914 mm).

5) Sous réserve de l'article 9.7.6, la largeur minimale d'un escalier ou d'une rampe dans un accès à l'issue doit être d'une unité de passage par 60 personnes.

6) Les largeurs d'issue prévues aux paragraphes 3 et 5, doivent être déterminées en divisant la largeur en pouces (en mm) d'une issue par 22 (559). Lorsque le reste de cette division est inférieur à 12 pouces (305 mm), ce reste ne doit pas être tenu comme contribuant au nombre d'unités de passage. Lorsque ce reste est de 12 pouces (305 mm) ou plus, il doit être tenu comme contribuant une demie d'une largeur unitaire d'issue.

7) Lorsqu'une issue dessert plus d'une étendue de plancher, la largeur globale de cette issue n'a pas besoin d'être cumulative d'un étage à l'autre ; cependant, si des issues débouchant du haut ou du bas convergent à un niveau intermédiaire, la largeur au-delà du point de convergence dans le sens de l'itinéraire d'évacuation ne doit pas être inférieure à la largeur totale prescrite des issues convergentes.

8) Sous réserve de l'article 9.7.6 et du paragraphe 1 de l'article 9.6.4, la hauteur minimale des issues et des corridors qui donnent un accès aux issues, doit être de 8 pieds (2,44 m).

#### **9.7.4. Protection des issues contre l'incendie :**

1) Le présent article s'applique à la protection de toutes les issues sauf les issues qui desservent au plus 1 logement.

2) Chaque issue autre qu'une porte donnant directement sur l'extérieur au niveau du sol, doit être séparée du reste du bâtiment ou de toute autre issue par une séparation ayant un degré de résistance au feu d'au moins  $\frac{3}{4}$  d'heure. Une séparation coupe-feu commune à 2 issues ne doit pas être percée.

3) Toutefois au plus une issue dans un bâtiment ayant 2 issues ou plus, peut être séparée des étendues de plancher adjacentes au moyen de verre armé, y compris les portes. Ce verre armé doit être conforme aux exigences du paragraphe 3 de l'article 9.8.14.

4) Les corridors communs doivent être séparés du reste de l'étendue de plancher par une séparation coupe-feu ayant un degré de résistance au feu d'au moins  $\frac{3}{4}$  d'heure.

5) Les ouvertures dans le mur extérieur d'une issue doivent être protégées par du verre armé ou des blocs de verre installés conformément aux paragraphes 3 et 4 de l'article 9.8.14 lorsque des ouvertures peuvent être exposées au risque d'un incendie survenant dans un autre compartiment résistant au feu du même bâtiment.

#### **9.7.5. Encombrement et risques dans les moyens d'évacuation :**

1) Le présent article s'applique à l'encombrement et aux risques dans tous les moyens d'évacuation sauf ceux qui sont situés dans un logement ou qui desservent au plus un logement.

2) Aucun miroir ne doit être placé dans une issue ou adjacent à celle-ci de manière à rendre incertaine la direction de l'issue, et aucun miroir ni tenture ne doit être placé sur les portes d'issue ou devant celles-ci.

3) Un appareil de chauffage à combustible ne doit pas être installé dans une issue ni un corridor commun, ni en-deçà de 8 pieds (2,44 m) (horizontalement) d'une porte utilisée comme issue réglementaire.

4) Aucune issue réglementaire ne doit être située au-dessus d'un local technique contenant une chaudière conçue pour fonctionner à une pression manométrique supérieure à 15 livres au pouce carré, certains types de transformateurs isolés avec de l'huile inflammable et certains types d'équipements de réfrigération refroidi par des gaz toxiques ou tout autre équipement sujet à explosion.

5) Aucun appareil, tourniquet ni aucune construction ne doivent faire saillie dans la largeur prescrite des issues.

#### **9.7.6. Portes dans les moyens d'évacuation :**

1) Le présent article s'applique à toutes les portes comprises dans des moyens d'évacuation, à l'exception des portes extérieures desservant 1 seul logement.

2) Une porte d'issue ne doit pas diminuer la largeur d'issue prescrite de plus de 2 pouces (50,8 mm) par unité de passage de 22 pouces (559 mm) et lorsqu'une telle porte débouche d'un escalier ou d'une rampe dans le sens de l'itinéraire d'évacuation, elle ne doit pas mesurer moins que les  $\frac{3}{4}$  de la largeur de cet escalier ou cette rampe.

3) Une porte, dans son déplacement, ne doit pas réduire la largeur efficace d'un escalier d'issue ou d'un palier à moins de 30 pouces (762 mm), ni ne doit réduire la lar-

geur libre d'un passage d'issue en-deçà de la largeur prescrite.

4) Aucune fermeture de porte ni autre dispositif ne doit être installé dans une issue de manière à réduire l'échappée à moins de 6 pieds 6 pouces (1,98 m).

5) Une porte d'issue ou une porte qui s'ouvre ou est située dans un corridor commun ou un autre moyen donnant accès à l'issue à partir de pièces louées individuellement, de suites ou de logements, ne doit pas mesurer moins de 6 pieds 8 pouces (2,03 m) de hauteur. Sous réserve des prescriptions du paragraphe 2 du présent article et du paragraphe 1 de l'article 9.4.3, ces portes doivent avoir au moins 30 pouces (762 mm) et au plus 48 pouces (1,22 m) de largeur. Lorsque plus d'une porte est prévue dans la largeur d'une baie de porte située dans cet accès à l'issue, les portes doivent avoir une largeur unitaire d'au moins 24 pouces (610 mm).

6) Une porte qui s'ouvre ou qui est située dans un corridor commun ou un autre moyen d'accès à l'issue, à partir d'une pièce louée individuellement ou d'une suite dont la charge d'occupants est d'au plus 60 personnes, doit s'ouvrir dans le sens de la sortie. Cette porte doit tourner sur un axe vertical dans le sens de la sortie. La présente disposition ne doit pas être tenue comme une interdiction des portes coulissantes homologuées, conçues pour tourner sur un axe vertical lorsqu'une pression y est exercée. Ces portes ne doivent pas donner sur une marche.

7) Lorsqu'une porte d'issue donne sur un palier, la largeur et la longueur du palier doivent mesurer au moins 1 pied (305 mm) de plus que la largeur de la porte. Une telle porte, en position ouverte ou fermée, ne doit pas être à moins de 12 pouces (305 mm) de la contremarche la plus rapprochée.

8) Toutefois lorsqu'il y a danger que la glace ou la neige constitue un encombrement, une porte d'issue peut ouvrir sur au plus une marche, à condition que la contremarche ne mesure pas plus de 6 pouces (152 mm).

9) Les portes d'issue, y compris celles qui desservent au plus un logement, doivent tourner sur un axe vertical. Elles doivent s'ouvrir dans le sens de la sortie mais une porte desservant un seul logement peut s'ouvrir vers l'intérieur.

10) Les portes tournantes utilisées comme issues doivent être d'un genre démontable homologué et leur emploi n'est permis qu'au premier étage, à une distance d'au moins 10 pieds (3 m) du pied de tout escalier. Elles comptent pour au plus ½ unité de passage. On doit prévoir des portes battantes adjacentes à ces portes.

11) Les portes d'issue et les portes d'accès à des logements doivent pouvoir s'ouvrir de l'intérieur sans nécessiter de clef.

12) Une porte s'ouvrant sur un corridor commun qui donne accès à l'issue à partir de pièces louées individuellement, de suites de logements doit être conçue pour ne pas

se verrouiller automatiquement lorsqu'elle est munie d'un dispositif de fermeture automatique.

### 9.7.7. Issues desservant des étendues de plancher :

1) Le présent article s'applique aux issues desservant toutes les étendues de plancher, sauf celles qui desservent au plus un logement à moins d'indication contraire dans le code.

2) Lorsqu'il est prescrit qu'une étendue de plancher ait plus d'une issue, chaque issue doit être indépendante de toute autre issue permettant d'évacuer cette étendue de plancher.

3) Au plus la moitié des issues prescrites pour desservir une étendue de plancher peuvent être des issues horizontales.

4) Au moins 2 issues doivent être prévues pour desservir chaque étage.

5) Toutefois il est permis de desservir chaque logement par une seule issue quand celle-ci est une porte extérieure située au niveau du sol ou près de celui-ci, et quand l'accès à cette issue ne passe pas par un garage ou une pièce qui ne dépendent pas directement des occupants du logement desservi.

6) De plus dans les bâtiments d'un ou de 2 étages, il est permis de desservir par une seule issue chaque étage ayant une charge d'occupants de 60 personnes ou moins, à condition que le bâtiment ne contienne pas d'habitations.

7) Lorsqu'il est prescrit qu'une étendue de plancher ait plus d'une issue, les issues doivent être placées le plus loin possible l'une de l'autre.

8) Lorsqu'il doit y avoir plus d'une issue, chacune ne peut compter que pour la moitié des unités de passage prescrites.

9) Au plus une issue desservant chaque étendue de plancher au-dessus ou au-dessous du hall d'entrée principal, peut passer par le hall. Celui-ci ne doit pas être à plus de 15 pieds (4,57 m) au-dessus du niveau du sol et la partie de l'itinéraire d'évacuation qui le traverse ne doit pas dépasser 50 pieds (15,24 m). Les locaux ayant une affectation différente et étant adjacents à ce hall doivent en être séparés par une séparation coupe-feu qui a un degré de résistance au feu qui est conforme aux exigences de l'article 9.8.9 à moins que l'étage où le hall est situé ne soit muni d'extincteurs automatiques à l'eau.

### 9.7.8. Accès aux issues :

1) Le présent article s'applique à l'accès aux issues dans les étendues de plancher, sauf dans les pièces louées individuellement, les suites et les logements, à moins d'indication contraire dans le code.

2) Chaque pièce louée individuellement, suite ou logement compris dans une étendue de plancher occupée par plus d'un locataire, doit comporter soit, une porte ex-

térieure au niveau du sol, soit, une porte donnant sur un balcon extérieur ou un passage extérieur ouvert à l'air libre, ou encore sur un corridor intérieur. À partir de l'endroit où cette porte donne sur le balcon, le passage extérieur ou le corridor intérieur, il doit être possible d'aller dans des directions opposées vers l'une ou l'autre des 2 issues séparées, sous réserve de la dérogation prévue au paragraphe 4.

3) Toutefois une porte de logement est permise dans un escalier d'issue dans un corridor commun desservi par un seul escalier d'issue, à condition que chaque logement soit pourvu d'un second moyen d'évacuation distinct.

4) Un corridor commun en impasse est acceptable dans les habitations, à condition qu'il ne dépasse pas 20 pieds (6,1 m) de longueur, mesuré depuis l'extrémité du corridor jusqu'à l'issue la plus rapprochée. Ces impasses ne doivent contenir aucune ouverture de porte, à l'exception des portes d'entrée des pièces louées individuellement, suites ou logements. Ces portes doivent être situées de manière qu'il ne soit pas nécessaire d'en passer plus de 2 dans le parcours menant à l'issue la plus proche. Ces portes dans les corridors communs en impasse doivent être munies de dispositifs de fermeture automatique.

5) Lorsqu'une pièce louée individuellement, une suite ou un logement sont destinés à une charge d'occupants de plus de 60 personnes, ou lorsque la distance à partir d'un point à l'intérieur de ces pièces, suites ou logements jusqu'à la porte la plus rapprochée donnant sur un corridor commun est plus de 75 pieds (22,86 m), il faut prévoir au moins 2 portes d'issue. Ces portes doivent être distantes l'une de l'autre de sorte que, si une porte est inaccessible par suite d'un incendie dans cette pièce, suite ou logement, l'autre porte fournisse un moyen de sortie.

6) Un logement contenant plus d'un étage doit avoir une issue ou une porte donnant sur un accès public à l'issue à partir de ses étages supérieurs et inférieurs.

7) L'accès à l'issue prescrit pour desservir des pièces louées individuellement, des suites ou des logements ne doit pas se faire en passant par tout logement, local technique ou des locaux ayant une autre destination.

### 9.7.9. Distance à parcourir :

1) Lorsqu'une seule issue desservant une étendue de plancher est permise par le paragraphe 6 de l'article 9.7.7, la distance à parcourir pour gagner cette issue à partir de tout point dans l'étendue de plancher, ne doit pas dépasser 35 pieds (10,67 m) dans le cas des établissements classifiés dans les groupes E et F, et 50 pieds (15,24 m) pour les autres destinations.

Alors l'aire de bâtiment ne doit pas dépasser 1500 pieds carrés (139,5 m<sup>2</sup>), dans le cas des établissements classifiés dans les groupes E et F et 2 000 pieds carrés (186 m<sup>2</sup>) pour les autres destinations.

2) Lorsque le paragraphe 4 de l'article 9.7.7 exige plus d'une issue, la distance à parcourir pour gagner l'issue la plus proche, à partir de tout point dans une étendue de plancher, ne doit pas dépasser 125 pieds (38,1 m) dans le cas d'un établissement classifié dans le groupe D, ni 100 pieds (30,48 m) pour toutes les autres destinations lorsque l'étendue de plancher n'est pas subdivisée en pièces louées individuellement, en suites ou en logements.

3) Lorsque le paragraphe 4 de l'article 9.7.7 exige plus d'une issue, la distance à parcourir mesurée jusqu'à l'issue la plus proche à partir de la porte d'entrée d'une pièce louée individuellement, d'une suite ou d'un logement, ne doit pas dépasser 125 pieds (38,1 m) dans le cas d'un établissement classifié dans le groupe D, ni 100 pieds (30,48 m) pour toutes les autres destinations, mais lorsque l'étendue de plancher est munie d'extincteurs automatiques à l'eau, la distance de parcours pour toutes les destinations peut être portée à 150 pieds (45,72 m).

### 9.7.10. Indication des issues :

1) Le présent article s'applique à toutes les issues, sauf celles qui desservent au plus un logement.

2) Les issues doivent être placées de manière à être visibles ou encore leur emplacement doit être indiqué.

3) À l'exception de la porte d'entrée principale d'un bâtiment, chaque porte d'issue dans un bâtiment à 2 étages en hauteur de bâtiment ou dans un bâtiment qui a une charge d'occupants supérieure à 150 personnes doit être munie d'un panneau indicateur placé au-dessus de l'issue.

4) Des panneaux indicateurs d'issue doivent être placés dans les corridors et les passages, afin d'indiquer la direction de l'issue.

5) Les panneaux indicateurs d'issue doivent être installés de manière à être visibles aux approches de l'issue. Ils doivent porter le mot « SORTIE » ou « EXIT » inscrit sur les panneaux d'issue et être :

a) en lettres rouges sur fond contrasté, ou en lettres blanches sur fond rouge, avec une largeur de trait d'au moins 3/4 po (19 mm) et une hauteur d'au moins 4 1/2 po (114 mm) dans le cas d'un panneau éclairé de l'intérieur ;

b) en lettres blanches sur fond rouge ou en lettres rouges sur fond blanc avec une largeur de trait d'au moins  $\frac{3}{4}$  po (19 mm) et une hauteur d'au moins 6 po (152 mm) dans le cas d'un panneau éclairé de l'extérieur.

6) Les panneaux indicateurs d'issue doivent être illuminés au moyen d'un circuit électrique distinct.

7) Dans les bâtiments de 2 étages en hauteur de bâtiment, toute partie d'une rampe ou d'un escalier d'issue qui se prolonge au-delà de la porte d'issue au niveau du sol, doit être marquée, afin d'indiquer qu'elle ne conduit pas à une issue lorsqu'il est à craindre que la partie située en bas du niveau du sol ne soit prise pour le chemin à suivre pour accéder à l'issue.

### **9.7.11. Éclairage :**

1) Le présent article s'applique à l'éclairage de toutes les issues, sauf celles qui desservent au plus un logement.

2) Les issues et corridors communs doivent être munis d'un éclairage conforme aux exigences du paragraphe 9 de l'article 9.33.2.

## **SECTION 9.8 PROTECTION CONTRE L'INCENDIE**

### **9.8.1. Domaine d'application :**

1) Le présent article s'applique à toutes les issues, sauf celles qui desservent au plus un logement.

2) Lorsque des bâtiments sont joints au moyen de passages fermés ou de cours couvertes, ces passages et cours doivent être conformes à la partie III.

3) Les tentes et les structures gonflables doivent être conformes à la partie III.

4) Lorsque des ascenseurs, des salles de transformateurs, des trottoirs roulants ou des escaliers mécaniques sont prévus, ils doivent être conformes aux parties III et IV.

5) Lorsque des appareils à combustion sont installés sur un toit, ils doivent l'être conformément à la partie III.

6) Lorsque des locaux ou des espaces sont destinés au rangement, à la fabrication ou à l'utilisation de matières dangereuses ou explosives, ou encore au rassemblement de personnes, ils doivent être conformes à la partie III.

7) Lorsque des réseaux d'extincteurs automatiques, des systèmes de canalisation d'incendie avec robinets armés ou des systèmes d'alarme et de détection en cas d'incendie sont installés, ils doivent l'être conformément à la partie VI.

### **9.8.2. Généralités :**

1) Sauf s'ils supportent des locaux techniques et sous réserve du N.B. (4) du tableau 9.8.8.A, une pièce ou un élément de charpente pour lequel est prescrit un certain degré de résistance au feu, doit être appuyé par une construction ayant au moins le même degré de résistance au feu.

2) Un élément pour lequel la construction incombustible est prescrite doit être appuyé par une construction incombustible.

3) Lorsqu'un mur coupe-feu divise un bâtiment, chaque partie du bâtiment ainsi divisé peut être tenue comme un bâtiment distinct. Ces murs coupe-feu doivent être construits conformément à l'article 9.8.11.

4) Aucune installation de distribution d'essence ne doit être placée dans un bâtiment.

### **9.8.3. Classement selon la destination :**

1) Un bâtiment doit être classé conformément à toutes les destinations principales prévues.

2) Aux fins du classement des bâtiments selon leur destination, une destination principale doit être admise comme incluant toutes les destinations auxiliaires qui en dépendent.

3) La classification des bâtiments ou parties de bâtiment suivant leur destination principale est contenue à la sous-section 3.1.2.

### **9.8.4. Degrés de résistance au feu :**

1) Lorsqu'un degré de résistance au feu ou un degré pare-flamme est prescrit par la présente section pour un élément de bâtiment, ce degré doit être établi conformément aux méthodes d'essai décrites à la partie III ou dans le Supplément no 2 du Code national du bâtiment du Canada, 1975, Cotes de comportement au feu ou dans les tableaux I-A, I-B et I-C.

2) Lorsqu'un indice de propagation de la flamme est prescrit par la présente section pour un élément de bâtiment, cet indice doit être établi conformément aux métho-

des d'essai décrites à la partie III du présent code ou conformément au Supplément no 2 du Code national du bâtiment du Canada, 1975, Cotes de comportement au feu. À moins que cet indice ne soit mentionné aux présentes comme un « indice de propagation de la flamme en surface », il s'applique à toute surface de l'élément en question, qu'il s'agisse d'une section obtenue par coupure ou d'une face nue.

3) Les éléments de plancher et de toit doivent avoir été éprouvés pour l'exposition aux flammes à leur sous-face.

4) Les murs extérieurs doivent avoir été éprouvés pour une exposition aux flammes venant de l'intérieur du bâtiment. Il n'est pas nécessaire qu'ils répondent aux limites d'élévation de température prescrites par les essais normalisés mentionnés au paragraphe 1, s'ils ont une distance limitative d'au moins 4 pieds (1,22 m) et qu'on a tenu compte des effets du rayonnement calorifique conformément aux exigences de la partie III.

5) Les murs coupe-feu et les séparations coupe-feu verticales intérieurs pour lesquels est prescrit un certain degré de résistance au feu, doivent avoir été éprouvés pour une exposition aux flammes des deux côtés.

6) Lorsqu'un plafond comporte une membrane suspendue en panneaux ou carreaux contribuant au degré de résistance au feu, ces panneaux ou carreaux doivent être fixés par un moyen capable d'empêcher qu'ils ne soient soulevés sous l'action du feu.

#### **9.8.5. Ouvertures permises dans les membranes de mur et de plafond :**

1) Une membrane faisant partie d'un élément pour lequel est prescrit un certain degré de résistance au feu, ne doit pas être percée par des ouvertures dans l'élément à moins que celui-ci n'ait été éprouvé avec ces ouvertures et classé en conséquence.

2) Toutefois une membrane de mur ou de plafond qui fait partie d'un élément pour lequel est prescrit un certain degré de résistance au feu, peut être percée d'ouvertures pour les coffrets de prises de courant et autres dispositifs semblables incombustibles à condition que ceux-ci soient ajustés à joint serré.

3) Un plafond à membrane faisant partie d'un élément pour lequel est prescrit un certain degré de résistance au feu, peut être percé d'ouvertures donnant sur des con-

duits incombustibles passant dans le vide du plafond, à condition que ces ouvertures ne soient pas placées à moins de 7 pieds (2,13 m) les unes des autres et ne constituent pas plus de 1% de l'aire du plafond dans le compartiment résistant au feu. La superficie unitaire des ouvertures ne doit pas dépasser 1 pied carré (0,93 m<sup>2</sup>), et si elle excède 20 pouces carrés (0,13 m<sup>2</sup>), les ouvertures doivent être protégées par un volet coupe-feu, tel qu'il est décrit au paragraphe 10 de l'article 9.8.14.

4) Toutefois lorsque des conduits passant dans un vide de plafond sont protégés par une construction assurant un degré de résistance au feu non inférieur à la moitié de celui qui est prescrit pour l'élément, l'ouverture donnant sur ces conduits et traversant une membrane de plafond n'est pas soumise aux restrictions du paragraphe 3.

#### **9.8.6. Genres de construction :**

1) Un mur, un plancher, un plafond ou un toit, doit être tenu pour une construction incombustible s'il est construit de matériaux incombustibles.

2) Toutefois lorsqu'une construction incombustible est prescrite, la peinture, l'isolation et le recouvrement de câblage électrique, le calfeutrage, les fourrures ou tasseaux de clouage d'au plus 2 pouces sur 2 pouces (50,8 mm sur 50,8 mm), et les travaux de menuiserie intérieurs y compris les portes, les cadres de portes, les châssis de fenêtres, les cadres de fenêtres et les boiseries ainsi que les éléments combustibles d'importance secondaire sont autorisés.

3) Le papier fixé à un fond incombustible, les adhésifs et les pare-vapeur utilisés dans les éléments pour lesquels la construction incombustible est prescrite doivent avoir un indice de propagation des flammes en surface d'au plus 25.

4) Un isolant thermique combustible qui a un indice de propagation de la flamme d'au plus 75 peut être utilisé dans les éléments qui doivent être de construction incombustible, à condition que cet isolant thermique soit placé entre 2 rangs de matériau incombustible dont le point de fusion est de plus de 1 200°F (649°C) sans vide d'air intermédiaire. Lorsqu'un isolant thermique dans une telle construction incombustible n'est pas installé ainsi, il doit avoir un indice de propagation des flammes d'au plus 25.

5) Des revêtements combustibles de mur intérieur, de plafond et de plancher peuvent être utilisés dans des éléments qui doivent être de construction incombustible, à

condition que ces revêtements n'aient pas plus de 1 pouce (25,4 mm) d'épaisseur et aient un indice de propagation des flammes d'au plus 150 dans le cas des murs, et de 25, dans le cas des plafonds.

6) Des châssis et des cadres combustibles peuvent être utilisés pour les fenêtres extérieures dans des murs qui doivent être de construction incombustible, à condition que l'aire totale des ouvertures dans le mur extérieur d'une séparation coupe-feu ne constitue pas plus de 40% de ce mur et à condition que les fenêtres soient séparées des fenêtres du même étage par une construction incombustible et séparées des fenêtres des étages adjacents par au moins 3 pieds (914 mm) de construction incombustible.

7) Un matériau combustible peut être utilisé dans un assemblage de toit qui doit être une construction incombustible à condition que ce matériau soit conforme aux exigences de la partie III.

8) Des tuyaux, boîtes électriques, conduits ou autres équipements de service semblables qui sont combustibles et qui sont utilisés dans une construction incombustible doivent avoir un indice de propagation des flammes qui n'est pas supérieur à 25.

9) Une construction en gros bois d'oeuvre doit être considérée comme si elle avait un degré de résistance au feu de  $\frac{3}{4}$  d'heure lorsqu'elle est construite conformément aux exigences de la partie III visant la construction en gros bois d'oeuvre.

10) Le revêtement de chaque plancher de garage doit consister en asphalte, en un matériau incombustible ou en un autre matériau approuvé conformément à l'article 2.6.1.

### **9.8.7. Protection des éléments d'acier :**

1) Les éléments d'acier de charpente utilisés dans une construction pour laquelle un certain degré de résistance au feu est prescrit, doivent être protégés d'une manière approuvée conformément à l'article 2.6.1 afin de donner la résistance au feu exigée.

2) Un linteau d'acier d'une portée d'au plus 6 pieds (1,83 m) et d'une portée d'au plus 10 pieds (3,05 m), dans un mur porteur, n'a pas besoin d'être protégé.

3) La semelle inférieure d'une cornière et les tôles qui ne font pas partie de l'ossature de charpente n'ont pas besoin d'être protégées selon les prescriptions du paragraphe 1.

4) Il n'est pas nécessaire de protéger les éléments d'acier qui encadrent les entrées de cage d'ascenseur, ni

ceux qui appuient les glissières d'ascenseur, et de monte-plats, les contrepoids et les autres équipements lorsqu'ils sont totalement encloués dans une cage et ne font pas partie de l'ossature du bâtiment.

5) Les éléments d'acier des escaliers ordinaires et mobiles qui ne font pas partie de l'ossature du bâtiment, n'ont pas besoin d'être protégés.

6) Les éléments d'acier des vérandas, balcons, escaliers, escaliers de secours, corniches, marquises et autres constructions semblables n'ont pas besoin d'être protégés, à condition qu'ils soient à l'extérieur du bâtiment.

7) Sauf dans les établissements classifiés dans les groupes E et F division 2, les éléments d'acier qui ne sont pas situés à moins de 10 pieds (3,05 m) de la limite de la propriété ou de l'axe d'une voie publique et qui sont à au moins 3 pieds (914 mm) de distance d'une ouverture non protégée, n'ont pas besoin d'être protégés.

8) Les poteaux, les poutres, les arcs et autres éléments porteurs en acier ou en béton situés à ou moins 10 pieds (3,05 m) de la limite de la propriété ou de l'axe d'une voie publique et protégés contre tout incendie éventuel dans le bâtiment par une construction ayant un degré de résistance au feu au moins égal à celui qui est prescrit à l'article 9.8.8 pour un mur, un poteau ou un arc porteurs, ne requièrent pas d'être protégés, à condition que ces membres soient situés de manière à n'être pas plus rapprochés d'une ouverture non protégée que la projection maximale horizontale du membre à partir de la face du mur.

### **9.8.8. Résistance au feu par rapport à la destination et à la hauteur :**

1) Le degré de résistance au feu des planchers, des toits, des murs, des poteaux, des arcs, des balcons et des mezzanines doit être conforme au tableau 9.8.8.A, mais s'il y a des exigences plus restrictives ailleurs dans la présente partie, ces dernières doivent prévaloir.

2) Lorsqu'un bâtiment comporte plus d'une destination principale, les exigences du tableau 9.8.8.A pour la destination régie par les exigences les plus restrictives s'appliquent à tout le bâtiment.

3) Toutefois lorsque des locaux affectés à une destination principale sont situés entièrement au-dessus de locaux servant à une autre destination principale, la partie du bâtiment qui contient des locaux de dessus peut être tenue comme si tout le bâtiment était affecté à cette destination, dans l'application des exigences du tableau 9.8.8.A.

4) Lorsqu'un vide sanitaire a plus de 6 pieds (1,83 m) de hauteur ou qu'il est affecté à une destination, pour le passage de carreaux ou utilisé comme chambre d'air, il doit être considéré comme une cave dans l'application des exigences du tableau 9.8.8.A.

5) Les salles de machinerie d'ascenseurs, et les constructions hors-toit contenant escaliers ou locaux techniques, n'ont pas besoin d'être tenues pour un étage dans l'application des exigences du tableau 9.8.8.A.

6) Une mezzanine n'a pas besoin d'être tenue pour un étage dans l'application des exigences du tableau 9.8.8.A lorsqu'elle occupe moins de 40% de la pièce ou de l'étage où elle est située, et qu'elle est utilisée comme étendue de plancher non cloisonnée, à condition que l'espace au-dessus du plancher de la mezzanine et le plancher sous celle-ci ne présentent aucun obstacle à la vue de plus de 42 pouces (1 070 m) au-dessus de ces planchers.

7) Les toits dont la pente mesure 60° ou plus sur l'horizontale et qui sont adjacents à une pièce ou à un espace destinés à être occupés, doivent être considérés comme des murs dans l'application des exigences du tableau 9.8.8.A.

8) Les sous-sols et les caves qui ont plus d'un étage en bas du niveau du sol, doivent être conformes aux exigences de la partie III.

**Tableau 9.8.8.A**

**DEGRÉS DE RÉSISTANCE AU FEU MINIMAUX  
PRESCRITS POUR LES PIÈCES ET LES  
ÉLÉMENTS DE CHARPENTE, h**

Destination Principale	Hauteur de bâti- ment maxi- male, en étages	Éléments de construction				
		Plan- chers au- dessus des sous-sols et caves	Autres plan- chers à l'excep- tion des plan- chers au- dessus des vides sani- taires	Mezza- nines et balcons inté- rieurs	Toits	Murs, poteaux et arcs porteurs
Habitation (groupe C)	2	( <sup>2</sup> ) 1/4	( <sup>2</sup> ) 1/4	( <sup>1</sup> ) 1/4	—	( <sup>1</sup> )
Affaires et services per- sonnels (groupe D)	2	1/4	—	—	—	( <sup>4</sup> )
	3	1	( <sup>1</sup> ) 1/4	( <sup>1</sup> ) 1/4	( <sup>1</sup> ) 1/4	( <sup>4</sup> )
Commerciale (groupe E)	2	1/4	1/4	—	—	( <sup>1</sup> )
	3	( <sup>6</sup> ) 1	1/4	( <sup>1</sup> ) 1/4	1/4	( <sup>4</sup> )
Industrielle moyennement dangereux (groupe F division 2)	2	1/4	( <sup>1</sup> ) 1/4	—	—	( <sup>4</sup> )
	3	( <sup>6</sup> ) 1	1/4	( <sup>1</sup> ) 1/4	( <sup>1</sup> ) 1/4	( <sup>4</sup> )
Industrielle peu dange- reux (groupe F division 3)	2	1/4	—	—	—	( <sup>4</sup> )
	3	1	( <sup>1</sup> ) 1/4	( <sup>1</sup> ) 1/4	( <sup>1</sup> ) 1/4	( <sup>4</sup> )

N.B. Sur le tableau 9.8.8.A :

- (1) Le degré de résistance au feu ne doit pas être inférieur à celui qui est prescrit pour la construction appuyée.
- (2) Aucun degré de résistance au feu n'est prescrit pour les planchers compris dans des logements, qui ne sont pas superposés, ni situés au-dessus de locaux servant à une autre destination principale.
- (3) Aucun degré de résistance au feu n'est prescrit dans le cas de construction incombustible.
- (4) Le degré de résistance au feu ne doit pas être inférieur à celui qui est prescrit pour l'élément séparation de construction appuyé. Si ce dernier ne doit pas servir de coupe-feu, une construction incombustible non-éprouvée peut servir de mur, poteau ou d'arc porteurs.
- (5) Peut être en gros bois d'oeuvre lorsque le sous-sol ou la cave est muni d'extincteurs automatiques à eau.
- (6) Doit être de construction incombustible.



### 9.8.9. Séparations coupe-feu entre les locaux et les espaces dans les bâtiments :

1) Le présent article s'applique aux séparations coupe-feu prescrites entre les locaux et les espaces dans les bâtiments, sauf si ces locaux et espaces sont situés dans des logements.

2) Un mur, une cloison ou un plancher qui doit servir de séparation coupe-feu doit être construit comme un élément continu d'un compartiment résistant au feu.

3) Les ouvertures dans les séparations coupe-feu prescrites doivent être protégées au moyen de fermetures conformes à l'article 9.8.14.

4) Tous les éléments de plancher, à l'exception de ceux qui se trouvent dans des logements et ceux pour lesquels aucun degré de résistance au feu n'est indiqué au tableau 9.8.8.A, doivent être construits comme des séparations coupe-feu.

5) Lorsque des ouvertures percent un plancher qui doit servir de séparation coupe-feu et qu'elles sont essentielles à un procédé de fabrication dans un établissement classifié dans le groupe F, des fermetures peuvent être omises, à condition que des précautions suffisantes soient prises pour obvier aux risques d'incendie occasionnés par ces ouvertures.

6) Un élément de plancher au-dessus d'un vide sanitaire qui n'est affecté à aucune destination et ne contient aucun tuyau de fumée, ni carneau, n'a pas besoin d'être construit comme une séparation coupe-feu, à condition que le vide sanitaire ait 6 pieds (1,83 m) ou moins de hauteur et ne soit pas utilisé comme chambre d'air.

7) Le premier étage peut être raccordé à l'étage situé au-dessus ou au-dessous de lui, par un escalier non encloué et ne faisant pas partie d'une issue réglementaire lorsque le bâtiment est classifié dans les groupes D ou E seulement, à condition que ce bâtiment soit muni d'extincteurs automatiques à eau ou soit de construction incombustible.

8) Une ouverture de plancher pour une rampe de véhicules, dans un établissement classifié dans le groupe F, division 3, n'a pas besoin d'être protégée par une fermeture.

9) Les tuyaux et les conduits qui traversent une séparation coupe-feu prescrite, doivent être soigneusement ajustés ou munis d'un coupe-feu pour empêcher le passage de la fumée et des flammes lorsque ces tuyaux ou conduits ne sont pas encloués par une cage. Les conduits non encloués qui traversent une séparation coupe-feu pres-

crite, doivent être munis de registres coupe-feu installés conformément à la partie VI.

10) Chaque tuyau, conduit, prise de courant ou autre équipement semblable de service qui pénètre dans une séparation coupe-feu prescrite ou la traverse, doit être incombustible, mais cet équipement peut être combustible lorsque l'élément a été éprouvé alors que cet équipement combustible y était incorporé.

11) Lorsqu'une séparation coupe-feu doit être de construction incombustible et se termine à la surface d'un mur extérieur ou du toit, aucun matériau combustible ne doit se prolonger au-delà de l'extrémité de la séparation coupe-feu de manière à former un pont qui permettrait au feu de se propager.

12) Une construction combustible qui s'aboute à une séparation coupe-feu incombustible ou y est appuyée, doit être construite de manière que son effondrement sous l'effet d'un incendie n'entraîne pas l'effondrement de la séparation coupe-feu.

13) Les éléments combustibles ne doivent pas traverser une séparation coupe-feu incombustible ni en réduire l'épaisseur à moins de 4 pouces (102 mm).

14) Un vide technique horizontal ou un autre vide caché au-dessus d'une séparation coupe-feu verticale prescrite, doit être divisé de la séparation coupe-feu par une séparation coupe-feu de degré équivalent, à l'intérieur du vide technique.

15) Lorsqu'un vide technique horizontal ou un autre vide caché est situé au-dessus d'une séparation coupe-feu verticale prescrite, ce vide n'a pas besoin d'être divisé comme le prescrit le paragraphe 14 à condition que la construction entre ce vide et le vide d'en dessous soit réalisée comme une séparation coupe-feu ayant un degré de résistance au feu au moins égal à celui qui est prescrit pour la séparation coupe-feu verticale.

16) Les locaux servant à deux destinations principales différentes ou plus doivent être séparés les uns des autres par une séparation coupe-feu ayant un degré de résistance au feu d'au moins 1 heure.

17) Toutefois un établissement classifié dans le groupe F, division 2, doit être séparé d'une habitation par une séparation coupe-feu ayant un degré de résistance au feu d'au moins 2 heures.

18) De plus lorsque 3 logements ou plus sont situés dans un bâtiment qui abrite un établissement classifié dans le groupe E, celui-ci doit être séparé des logements par une séparation coupe-feu qui a un degré de résistance au feu d'au moins 2 heures.

19) Dans les bâtiments classés comme habitations, les logements, les suites et les chambres louées individuellement doivent être séparés des logements, des suites et des chambres louées individuellement qui y sont adjacents ainsi que des corridors communs et des autres parties du bâtiment, par une séparation coupe-feu qui a un degré de résistance au feu d'au moins  $\frac{3}{4}$  heure.

20) Toutefois les logements de 2 étages ou plus y compris le sous-sol ou la cave, doivent être séparés des logements adjacents et des autres parties du bâtiment, par une séparation coupe-feu ayant un degré de résistance au feu d'au moins 1 heure.

21) Un garage de remisage doit être séparé des locaux servant à d'autres destinations par une séparation coupe-feu ayant un degré de résistance au feu d'au moins  $1\frac{1}{2}$  heure. Un garage de réparation doit être séparé des locaux affectés à une autre destination, par une séparation coupe-feu ayant un degré de résistance au feu d'au moins 2 heures. Lorsque cette séparation est située entre un garage de réparation et une habitation ou un établissement commercial, elle ne doit comporter aucune ouverture.

22) Toutefois un garage de remisage qui contient 5 voitures ou moins, doit être séparé des locaux servant à d'autres destinations par une séparation coupe-feu ayant un degré de résistance au feu d'au moins 1 heure.

23) De plus dans une maison qui renferme un seul logement ou 2 logements séparés verticalement, la séparation coupe-feu prescrite au paragraphe 22 peut être omise, lorsqu'un garage attenant ou à même dessert seulement le logement qui lui est adjacent, à condition que la construction entre le garage et le logement constitue un barrage efficace qui empêche le passage des gaz et des vapeurs d'échappement, et que toute porte entre le garage et le logement soit conforme au paragraphe 13 de l'article 9.8.14. Lorsqu'un grenier est commun à 2 logements et au garage, le grenier adjacent au garage doit être séparé de ce grenier commun, par une paroi au moins équivalente à un revêtement du genre B, C, D, E, I ou K des tableaux I-A à I-C, à moins que le plafond du garage ne soit protégé par une paroi semblable.

24) Les exigences visant les séparations coupe-feu pour les cages et les chutes sont celles de l'article 9.8.12, les salles de chaudière, de chauffage et d'incinérateur ainsi que les locaux techniques doivent être conformes à l'article 9.8.10 ; les murs coupe-feu doivent répondre à l'article 9.8.11.

25) Les conduites d'évacuation, tuyauteries de vidence, tuyaux de ventilation secondaire et canalisations électriques en plastique sont interdits dans les réseaux qui traversent une séparation coupe-feu prescrite ou qui y sont situés.

### 9.8.10. Locaux techniques :

1) Le présent article s'applique aux locaux techniques de tous les bâtiments, à l'exception de ceux qui sont situés dans des logements.

2) Les locaux techniques qui contiennent de la machinerie de service doivent être séparés du reste du bâtiment par une séparation coupe-feu ayant un degré de résistance au feu d'au moins 1 heure.

3) Les appareils à combustible autres que les foyers, doivent être placés dans un local technique ou un vide technique conçus à cette fin et séparés du reste du bâtiment par une séparation coupe-feu ayant un degré de résistance au feu d'au moins 1 heure.

4) Toutefois les appareils de chauffage à combustible sans tuyau de chaleur, les appareils de refroidissement et les chauffe-eau qui desservent une seule pièce, un seul espace ou une seule suite de pièces, ou qui desservent un bâtiment ayant une aire de bâtiment d'au plus 3 000 pieds carrés (279 m<sup>2</sup>) et qui contiennent au plus 2 étages, y compris un sous-sol ou une cave, n'ont pas besoin d'être séparés du reste du bâtiment comme le prescrit le paragraphe 3.

5) De plus un local technique qui contient un incinérateur doit être séparé du reste du bâtiment par une séparation coupe-feu ayant un degré de résistance au feu d'au moins 2 heures.

6) La conception, la construction, l'installation et la modification de tout incinérateur intérieur doivent être conformes à la norme NFPA 82-1972, *Standard on Incinerators and Rubbish Handling*.

7) Chaque incinérateur doit être raccordé à un conduit de cheminée conforme aux exigences de la section 9.19. Ce conduit de cheminée ne doit desservir aucun autre appareil.

8) Un incinérateur ne doit pas être placé dans un local renfermant d'autres appareils.

9) Les locaux pour le rangement temporaire de rebuts combustibles, dans toutes les destinations ou pour le rangement commun dans les habitations doivent être séparés du reste du bâtiment par une séparation coupe-feu ayant un degré de résistance au feu d'au moins  $\frac{3}{4}$  heure, ou être munis d'extincteurs automatiques.

10) Les appareils de cuisson situés dans une cuisine autre que celle d'un logement, qui sont utilisés pour la préparation d'aliments et qui produisent de la fumée, ou des vapeurs chargées de graisse, doivent être munis d'un ventilateur mécanique et être conformes aux sections 3, 4, 6 et 10 de la norme NFPA 96-1971, *Standard for the Installation of Equipment for the Removal of Smoke and*

*Grease-Laden Vapors from Commercial Cooking Equipment.*

### 9.8.11. Murs coupe-feu :

1) Un mur mitoyen doit être construit comme un mur coupe-feu.

2) Toutefois dans un bâtiment d'habitation où aucun logement ne se présente au-dessus d'un autre logement, un mur commun ou un mur mitoyen entre deux logements n'a pas besoin d'être construit comme un mur coupe-feu, à condition qu'il soit construit comme une séparation coupe-feu ayant un degré de résistance au feu d'au moins 1 heure. Ce mur doit offrir une protection continue du dessus de la semelle à la sous-face du tablier du toit. Tout espace formé entre le dessus de ce mur et le tablier du toit doit être scellé à joint étanche par calfeutrage avec de la laine minérale ou un matériau incombustible.

3) Un mur coupe-feu prescrit au paragraphe 3 de l'article 9.8.2 et au paragraphe 5 de l'article 9.8.10 doit être construit comme une séparation coupe-feu ayant un degré de résistance au feu d'au moins 4 heures lorsqu'un établissement commercial ou industriel est adjacent au mur coupe-feu et d'au moins 2 heures dans le cas des autres destinations. Ce mur coupe-feu doit être de construction incombustible.

4) Chaque mur coupe-feu doit s'étendre sans interruption sur tous les étages, du dessus de la semelle jusqu'à 12 pouces (305 mm) au minimum au-dessus de la surface du toit lorsque le mur coupe-feu doit avoir un degré de résistance au feu de 2 heures, et à au moins 36 pouces (914 mm) au-dessus de la surface du toit lorsque le mur coupe-feu doit avoir un degré de résistance au feu de 4 heures.

5) Dans un bâtiment de construction incombustible, un mur coupe-feu n'a pas besoin d'être prolongé au-dessus du toit, à condition que le toit, des deux côtés du mur coupe-feu, ait un degré de résistance au feu d'au moins 1 heure lorsque le mur coupe-feu doit avoir un degré de résistance au feu de 2 heures, et un degré de résistance au feu d'au moins 2 heures lorsque le mur coupe-feu doit avoir un degré de résistance au feu de 4 heures. Ce mur coupe-feu doit se terminer à la sous-face d'une dalle ou tablier de toit massifs et y former un joint étanche à la fumée, et aucun espace caché ne doit se trouver dans la partie de la dalle de toit située au-dessus du mur coupe-feu.

6) Un mur coupe-feu peut-être décalé au droit de tout plancher intermédiaire, à condition que l'ensemble forme une séparation coupe-feu continue.

7) Une ouverture pratiquée dans un mur coupe-feu doit être conforme aux exigences de l'article 9.8.14.

### 9.8.12. Conduits de chute et gaines verticales :

1) Le présent article s'applique aux gaines verticales et aux conduits de chute installés dans tous les bâtiments, sauf lorsque la gaine ou le conduit sont entièrement compris dans un logement.

2) Lorsqu'une gaine verticale pénètre dans un plancher qui doit être une séparation coupe-feu, la gaine doit être séparée de l'étendue de plancher par une séparation coupe-feu.

3) Lorsqu'il est prescrit qu'un plancher traversé par une gaine verticale soit un compartiment résistant au feu, les parois de la gaine doivent avoir un degré de résistance au feu conforme au tableau 9.8.12.A.

**TABEAU 9.8.12.A**

**DEGRÉ DE RÉSISTANCE AU FEU MINIMAL  
DES PAROIS DE GAINÉ**

<i>Degré de résistance au feu minimal prescrit pour un plancher traversé par une gaine</i>	<i>Genre de gaine</i>	
	<i>Cages d'issues et d'ascenseurs</i>	<i>Autres gaines</i>
Moins de 3/4 h	3/4 h	—
3/4 h	3/4 h	3/4 h
1 h	3/4 h	3/4 h
1 1/2 h	1 h	1 h
2 h	1 1/2 h	1 h

4) Toutefois lorsque la partie supérieure d'une gaine ne se prolonge pas au delà du toit d'un bâtiment, ou lorsque la partie inférieure d'une gaine ne se prolonge pas jusqu'au bas du bâtiment, la partie supérieure ou inférieure de la gaine doit être séparée du reste du bâtiment par une séparation coupe-feu ayant un degré de résistance au feu non inférieur à celui qui est prescrit pour les parois de la gaine.

5) Les descentes de linge et les vide-ordures doivent être enclouonnées dans des gaines en matériaux incombustibles. Ces gaines doivent avoir un degré de résistance au feu d'au moins 1 heure lorsque la sortie du conduit est protégée par une fermeture automatique homologuée à auto-enclenchement, maintenue ouverte par un maillon fusible. À défaut d'une telle fermeture, les gaines doivent avoir un degré de résistance au feu d'au moins 2 heures.

6) Les descentes de linge et les vide-ordures doivent être chemisées soit en tôle d'acier galvanisé cuprifère d'une épaisseur minimale de 0,0157 pouce (GSG # 28), soit d'aluminium d'une épaisseur d'au moins 0,019 pouce (B & SG # 19) ou d'un autre matériau approuvé conformément à l'article 2.6.1.

7) Les déversoirs des descentes à linge et des vide-ordures doivent être placés dans un local dont aucune dimension n'est inférieure à 30 pouces (762 mm) et qui est séparé du reste du bâtiment par une séparation coupe-feu ayant un degré de résistance au feu d'au moins  $\frac{3}{4}$  heure. Ce local doit être utilisé seulement comme moyen de séparer la trappe de déversement du reste de l'étendue de plancher et cette dernière ne doit pas être placée dans une issue. Les trappes de déversements ne doivent pas avoir une aire supérieure à 60% de la surface transversale des tuyaux de chute. Ces ouvertures doivent être munies d'une fermeture conçue pour se refermer automatiquement.

8) Une descente de linge ou un vide-ordures doit déboucher dans un local ou dans un récipient métallique séparés du reste du bâtiment par une séparation coupe-feu. Celle-ci doit avoir un degré de résistance au feu qui n'est pas inférieur à 1 heure dans le cas des descentes à linge et de 2 heures dans le cas des vide-ordures. La porte d'un tel local ne doit pas être placée dans une issue.

9) Le local ou le récipient où débouche un vide-ordures, doit être de dimensions permettant de contenir les ordures accumulées pendant l'intervalle prévue entre les vidages. Ce local ou ce récipient doit être étanche à l'humidité et être pourvu d'une alimentation en eau de lavage et d'un siphon de sol. Le local où débouche un tuyau de descente ne doit contenir aucun autre équipement de service.

10) On doit installer des extincteurs automatiques à la partie supérieure de chaque descente de linge ou de vide-ordures et dans le local ou le récipient où ils débouchent.

11) Chaque vide-ordures doit être muni à sa partie supérieure d'une installation à eau pulvérisée pour le tuyau de la chute.

12) Les vide-ordures et les descentes de linge dont la surface transversale dépasse 1 pied carré (0,93 m<sup>2</sup>) doivent être ventilés sur l'extérieur conformément à la partie VI.

### 9.8.13. Contrôle de la propagation des flammes à l'extérieur d'un bâtiment :

1) Dans les établissements classifiés dans les groupes E et F division 2, les ouvertures extérieures d'un étage doivent être séparées des ouvertures d'un étage adjacent par au moins 3 pieds (914 mm), ou par un auvent ou un balcon d'une largeur minimale de 3 pieds (914 mm) et ayant un degré de résistance au feu au moins égal à celui qui est prescrit pour le plancher jusqu'à concurrence de 1 heure.

2) Les ouvertures pratiquées dans la face extérieure d'un bâtiment d'un côté ou de l'autre d'un mur coupe-feu doivent être conformes aux exigences du paragraphe 10 de l'article 9.8.15.

3) Lorsqu'un mur extérieur d'un bâtiment se trouve en contre-haut d'un toit adjacent ayant un degré de résistance au feu inférieur à 1 heure et qu'il fait partie d'un compartiment résistant au feu dans le même bâtiment, ce dernier étant distinct de celui qui couvre le toit considéré, chaque ouverture percée dans ce mur, au-dessus du toit et en deçà de 15 pieds (4,58 m) horizontalement du toit, doit être protégée par du verre armé posé dans un cadre d'acier, ou par des blocs de verre.

### 9.8.14. Portes, registres et autres fermetures dans une séparation coupe-feu :

1) Les ouvertures dans les séparations coupe-feu prévues au présent code doivent être protégées par une fermeture conforme au tableau 9.8.14.A et installée suivant la norme NFPA 80-1974, *Standard for Fire Doors and Windows* ou selon le Supplément no 2 du Code national du bâtiment du Canada, 1975, Cotes de comportement au feu, à moins de disposition contraire dans la présente partie.

Tableau 9.8.14.A

#### DEGRÉ DE PROTECTION CONTRE LE FEU DES FERMETURES

Degré de résistance au feu minimal d'un cloisonnement coupe-feu, h	Degré de protection contre le feu minimal d'une fermeture, h
Moins de $\frac{1}{4}$	Aucun minimum (1) (2)
$\frac{1}{4}$	$\frac{1}{4}$ (1) (2)
1	$\frac{3}{4}$
$1\frac{1}{2}$	1
2	$1\frac{1}{2}$
3	2
4	3

N.B. Sur le tableau 9.8.14.A :

(1) Une porte de bois à âme massive de  $1\frac{3}{4}$  pouce (43,5 mm) d'épaisseur peut être utilisée, lorsqu'un degré pare-flamme de  $\frac{1}{3}$  heure est permis, ou entre un corridor commun et une pièce louée individuellement, une suite ou un logement. Cette porte ne doit pas comporter de jour de plus de  $\frac{1}{4}$  pouce (6,4 mm) à sa rive inférieure, ni de plus de  $\frac{1}{8}$  pouce (3,2 mm) sur les côtés et à sa rive supérieure.

(2) Les portes mentionnées au paragraphe 1 doivent être montées dans un cadre de bois d'au moins 2 pouces (50,8 mm) lorsque le cadre n'a pas été éprouvé et évalué.

2) Une porte qui fait partie d'une issue ou d'un moyen d'évacuation public doit être conforme à l'article 9.7.6 en plus de répondre aux exigences du présent article.

3) Le verre armé qui n'a pas été éprouvé conformément au paragraphe 1 de l'article 9.8.4 est admis comme fermeture, dans une séparation coupe-feu pour laquelle est prescrit un degré de résistance au feu d'au plus 1 heure, à condition que ce verre ait au moins  $\frac{1}{4}$  pouce (6,4 mm)

d'épaisseur. Ce verre doit être monté dans un cadre d'acier. Les carreaux faits de ce verre ne doivent pas avoir une surface unitaire supérieure à 9 pieds carrés (84 m<sup>2</sup>) ni une hauteur ou une largeur unitaire supérieure à 4 pieds 6 pouces (1,37 m) et la surface du verre comprise entre les meneaux de charpente ne doit pas dépasser 80 pieds carrés (7,44 m<sup>2</sup>).

4) Les blocs de verre qui n'ont pas été éprouvés conformément au paragraphe 1 de l'article 9.8.4 sont admis comme fermeture, dans les séparations coupe-feu pour lesquelles est prescrit un degré de résistance au feu d'au plus 1 heure, à condition que chaque joint horizontal soit armé de métal.

5) Une fermeture située dans une séparation coupe-feu ne doit pas avoir une surface supérieure à 120 pieds carrés (11,16 m<sup>2</sup>), ni une hauteur ou une largeur supérieure à 12 pieds (3,66 m). Sauf dans une issue, la largeur globale de ces ouvertures ne doit pas dépasser 25% de la longueur de la séparation coupe-feu, où se trouvent ces ouvertures.

6) Chaque porte située dans une séparation coupe-feu intérieure doit être munie d'un dispositif homologué de fermeture automatique et d'un verrou ou d'un autre dispositif homologué conçu pour fermer la porte et la maintenir close. Toutefois, aucun dispositif de fermeture automatique n'est prescrit pour la porte d'entrée d'une chambre louée individuellement, d'une suite ou d'un logement, qui ne donne pas directement sur une issue ou n'est pas situé dans un corridor en impasse.

7) Un dispositif homologué de maintien en position ouverte peut être installé sur les fermetures autres que celles qui donnent sur une cage d'escalier d'issue, lorsqu'approuvé conformément à l'article 2.6.1. Ce dispositif doit être commandé par le système d'extincteurs automatiques, par le système d'alarme en cas d'incendie, ou encore par le système de détection de la chaleur ou de la fumée.

8) Les portes battantes donnant sur un local technique tel qu'une salle de chaudière, de chauffage ou d'incinérateur, doivent s'ouvrir dans le sens de l'entrée lorsqu'elles conduisent à un corridor commun ou à une salle de réunion. Elles doivent s'ouvrir dans le sens de la sortie dans tous les autres cas. Une porte qui dessert de tels locaux ne doit pas donner directement sur une issue.

9) Sous réserve des dérogations prévues aux paragraphes 3 et 4 de l'article 9.8.5 et aux paragraphes 10, 11 et 12 de l'article 9.8.14, lorsqu'un enduit traverse une séparation coupe-feu prescrite, un registre coupe-feu doit être installé dans le conduit, au point de traverse, conformément à l'article 3.1.7.1.

10) Les volets coupe-feu prescrits dans les membranes de plafond par le paragraphe 3 de l'article 9.8.5 doivent

être construits de feuille d'acier d'au moins 0,0667 pouce (MSG no 14) d'épaisseur, doublée de 1/8 pouce (3,2 mm) d'amiante sur leur face non exposée et être munis de charnières et de broches. Ces volets doivent être conçus pour se fermer automatiquement lorsque la température dépasse de 50°F, la température maximale de calcul du système.

11) Lorsqu'un conduit de distribution incombustible dont le point de fusion est d'au moins 1 200°F (649°C) et la surface transversale inférieure à 20 pouces carrés (0,13 m<sup>2</sup>), traverse un plancher et n'alimente que des climatiseurs débitant de l'air à au plus 4 pieds (1,22 m) au-dessus du plancher, aucun registre coupe-feu n'est prescrit lorsque le conduit pénètre dans une séparation coupe-feu prescrite au présent code à condition que le conduit ne perce le plancher qu'en un seul endroit.

12) Lorsqu'un conduit de distribution incombustible a un point de fusion d'au moins 1 200°F (649°C) et pénètre dans une séparation coupe-feu prescrite au présent code qui encage une colonne d'évacuation où l'air se déplace vers le haut, aucun registre coupe-feu n'est prescrit à condition que le conduit de distribution soit prolongé d'au moins 22 pouces (559 mm) dans la colonne montante.

13) Une porte de communication entre un garage attenant ou à même et un logement doit être ajustée à joint serré et munie d'un coupe-brise pour s'opposer au passage des gaz et des vapeurs d'échappement, et être munie d'un dispositif de fermeture automatique ; de plus cette porte ne doit pas donner sur une chambre.

14) Il est interdit de pratiquer des ouvertures dans une porte qui fait partie d'une séparation coupe-feu prescrite à moins que ces ouvertures ne soient protégées par des couvercles homologués qui ne réduisent pas le degré pare-flammes ni n'augmentent pas le passage de la fumée par le bloc-porte en cas d'incendie.

15) Les exigences de la norme NFPA 80-1974, *Standard for Fire Doors* relative aux seuils incombustibles, ne s'appliquent pas lorsqu'une porte de bois à âme massive est permise dans une séparation coupe-feu prescrite.

### **9.8.15. Espaces coupe-feu entre les bâtiments :**

1) Le pourcentage maximal d'ouvertures non protégées calculé suivant le paragraphe 2 dans une façade exposée de bâtiment, doit être conforme au tableau 9.8.15.A. Le pourcentage maximal d'ouvertures non protégées déterminé selon la partie III est autorisé comme second mode de calcul des ouvertures admissibles.

2) Toutefois la superficie des ouvertures non protégées doit être calculée comme étant le total des ouvertures de fenêtre et de porte qui ne sont pas munies de fermetures tel qu'il est décrit à l'article 9.8.14 et de la partie du mur qui a un degré de résistance au feu inférieur à celui qui est

prescrit aux paragraphes 2 à 6. Les blocs de verre et le verre armé ne sont pas considérés comme des fermetures au sens du présent paragraphe.

3) Le pourcentage d'ouvertures non protégées indiqué au tableau 9.8.15.A peut être augmenté, à condition que la superficie globale des ouvertures non protégées dans une façade exposée de bâtiment, ne dépasse pas le carré de la distance limitative dans les établissements classifiés dans les groupes C, D et F division 3, et n'excède pas la moitié de cette valeur dans le cas des établissements classifiés dans les groupes E et F, division 2.

4) La superficie d'ouvertures non protégées prévue aux paragraphes 1 et 3, peut être doublée, lorsque le bâtiment est muni d'extincteurs automatiques ou que les ouvertures non protégées sont vitrées avec du verre armé dans des cadres d'acier ou garnies de blocs de verre tel qu'il est décrit aux paragraphes 3 et 4 de l'article 9.8.14.

5) Lorsque la distance limitative est de 30 pieds (9,14 m) ou plus, une façade exposée de bâtiment qui se trouve au 1<sup>er</sup> étage et donne sur une voie publique, peut contenir des ouvertures non protégées en nombre illimité.

**Tableau 9.8.15.A**

**Pourcentage maximal d'ouvertures non protégées dans les murs extérieurs (1)**

Aire maximale de la façade exposée de bâtiment (3)	Distance limitative (2)								
	Moins de 4 pi	4 pi	6 pi	8 pi	10 pi	15 pi	20 pi	30 pi	50 pi
Jusqu'à 300 pi <sup>2</sup>	0	12	17	25	35	68	100	—	—
300 à 399 pi <sup>2</sup>	0	11	15	21	29	54	89	100	—
400 à 499 pi <sup>2</sup>	0	11	14	19	25	45	73	100	—
500 à 999 pi <sup>2</sup>	0	9	10	14	17	28	43	88	100
Plus de 999 pi <sup>2</sup>	0	6	7	10	12	17	23	41	100

**N.B.** Sur le tableau 9.8.15.A :

(1) Dans les cas des établissements classifiés dans les groupes E et F, division 2, le pourcentage admissible des ouvertures doit être la moitié des valeurs données au tableau 9.8.15.A.

(2) La distance limitative doit être mesurée perpendiculairement à la façade exposée de bâtiment vers la limite de propriété, entre 2 bâtiments sur cette même propriété, vers l'axe de la voie publique ou vers une ligne hypothétique.

(3) L'aire de façade exposée de bâtiment doit être calculée comme étant l'aire totale du mur extérieur faisant face dans une seule direction sur tout côté d'un bâtiment, mesurée à partir du niveau du sol jusqu'au niveau du plafond le plus élevé, toutefois : lorsqu'un bâtiment est divisé par des séparations coupe-feu en compartiments résistant au feu, l'aire de façade exposée du bâtiment peut être calculée pour chaque compartiment résistant au feu, à condition que ces séparations aient un degré de résistance au feu d'au moins 2 heures dans le cas des établissements classifiés dans les groupes E et F, division 2, et de ¾ heure pour toutes les autres destinations.

6) Chaque façade exposée de bâtiment doit être construite conformément au tableau 9.8.15.B et à l'article 9.8.8.

**Tableau 9.8.15.B**

**Exigences minimales de construction pour les murs extérieurs**

Catégorie de destination du bâtiment	Pourcentage maximal permis d'ouvertures non protégées (Voir tableau 9.8.15.A)	Degré de résistance au feu minimal prescrit pour la façade exposée de bâtiment (1)
Habitations (groupe C)	10%	1 h (2) (3)
Établissement d'affaires (groupe D)	25%	1 h (3)
Établissement industriel peu dangereux (groupe F, division 3)	Moins de 100%	¾ h
Établissement commercial (groupe E)	10%	2 h (2) (3)
Établissement industriel moyennement dangereux (groupe F, division 2)	25%	2 h (3)
	Moins de 100%	1 h

**N.B.** Sur le tableau 9.8.15.B :

(1) Il n'est pas nécessaire que les poteaux en bois d'oeuvre et en acier soient conformes à ces exigences lorsque la distance limitative est de 10 pieds (3,05 m) ou plus.

(2) Doit être de construction incombustible.

(3) Le parement doit être incombustible.

7) Dans les bâtiments qui ne renferment que des logements où aucun logement n'est superposé à un autre, la façade exposée d'un bâtiment peut être de construction combustible. Cette façade doit avoir un degré de résistance au feu minimal de ¾ heure, mais si la distance limitative est de 4 pieds (1,22 m) ou plus, aucun degré de résistance au feu minimal n'est prescrit. Tout mur ou toute autre partie d'un tel bâtiment qui est situé à moins de 2 pieds (610 mm) de la limite entre 2 propriétés, doit être paré d'un matériau incombustible. Les murs qui ont une distance limitative inférieure à 4 pieds (1,22 m) ne doivent pas comporter d'ouvertures non protégées.

8) Toutefois une façade exposée d'un garage desservant au plus un logement n'a pas besoin de répondre aux exigences du paragraphe 6. Lorsqu'une telle façade a une distance limitative inférieure à 2 pieds (610 mm), elle doit avoir un degré de résistance au feu qui n'est pas inférieur à ¾ heure.

9) Dans un bâtiment d'un étage en hauteur de bâtiment et de construction incombustible, classifié dans le groupe F, division 3, et affecté seulement à des destina-

tions à charge combustible peu élevée, il n'est pas nécessaire que les éléments des murs non porteurs aient un degré de résistance au feu minimal, à condition que la distance limitative soit de 10 pieds (3,05 m) ou plus.

10) Lorsque 2 murs extérieurs de 2 bâtiments se rencontrent à un mur coupe-feu à un angle de 135° ou moins, la distance entre une ouverture sur un côté du mur coupe-feu et une autre ouverture de l'autre côté du mur coupe-feu doit être conforme aux exigences de la partie III.

### **9.8.16. Coupe-feu :**

1) On doit prévoir des coupe-feu aux niveaux du plancher, du plafond et du toit, afin d'obturer toutes les cheminées d'appel formées entre les étages ou entre le dernier étage supérieur et le vide sous toit.

2) Il faut prévoir des coupe-feu au niveau du plafond et du plancher des murs et des cloisons à fourrures. La dimension verticale maximale de tout espace caché dans un mur ou une cloison de construction combustible ne doit pas dépasser 10 pieds (3,05 m).

3) Un coupe-feu doit être prévu au haut et au bas de chaque volée d'escalier lorsque celui-ci traverse un plancher qui contient un vide caché.

4) Un espace caché sous un toit en mansarde, dans les corniches extérieures, les balcons et les auvents de construction combustible, doit être garni de coupe-feu à partir de l'endroit où cet espace caché se prolonge au-dessus de l'extrémité des séparations coupe-feu prescrites.

5) Un coupe-feu doit consister en tôle d'acier, en carton d'amiante, en placoplâtre, en contreplaqué de ½ pouce (13 mm) d'épaisseur minimale avec joints garnis d'un matériau semblable au dos ; en 2 rangs de bois de construction d'épaisseur nominale de 1 pouce (25,4 mm) avec joints en chicane, ou en bois de construction d'une épaisseur minimale de 2 pouces (50,8 mm).

6) Lorsqu'un coupe feu est traversé par un tuyau, un conduit ou un autre élément, l'efficacité du coupe-feu doit être maintenue autour de ces éléments.

### **9.8.17. Limites de propagation des flammes d'un revêtement intérieur :**

1) La surface nue de chaque mur et de chaque plafond doit avoir un indice de propagation des flammes en surface d'au plus 150.

2) Toutefois au moins 90% de la surface nue de chaque plafond dans une issue ou d'un plafond non muni d'extincteurs automatiques dans un corridor commun, doit avoir un indice de propagation des flammes en surface d'au plus 25.

3) De plus, au moins 90% de la surface nue des murs dans une issue, de l'exclusion des portes, doit avoir un indice de propagation des flammes en surface d'au plus 25, mais 25% de la surface des murs d'un vestibule situé au niveau du sol ou dont le plafond est à au plus 6 pieds (1,83 m) de celui-ci et utilisé comme issue, peut avoir un indice de propagation des flammes d'au plus 150.

4) Au moins 90% de la surface totale des murs, à l'exclusion des portes, dans tout corridor commun non muni d'extincteurs automatiques, doit avoir un indice de propagation des flammes en surface d'au plus 75, ou encore au moins 90% de la moitié supérieure de ces murs, à l'exclusion des portes, doit avoir un indice de propagation des flammes en surface d'au plus 25.

5) Les diffuseurs et les lentilles de luminaire qui ont un indice de propagation des flammes en surface d'au plus 200 peuvent être utilisés lorsqu'un indice de propagation des flammes de 150 est autorisé pour le plafond à condition que ces diffuseurs et lentilles soient installés conformément à la partie III.

6) Lorsqu'une gaine ou un chemisage est utilisé sur un conduit, ils doivent avoir un indice de propagation des flammes conforme à la partie III.

### **9.8.18. Systèmes d'alarme et de détection :**

1) Un système homologué d'alarme et de détection en cas d'incendie doit être installé dans les bâtiments où un lieu pour dormir est prévu pour 10 personnes ou plus.

2) Toutefois aucun système d'alarme et de détection en cas d'incendie n'est prescrit dans un bâtiment d'habitation lorsque chaque logement ou chaque chambre louée individuellement dispose d'un accès direct à l'extérieur, par une porte située au niveau du sol ou par un balcon qui donne accès au niveau du sol.

3) De plus, aucun système d'alarme et de détection en cas d'incendie n'est prescrit dans un bâtiment qui ne renferme que des logements à condition que les corridors communs et les issues desservent au plus 2 logements.

4) Dans les bâtiments abritant des établissements classifiés dans le groupe F, division 2, un système homologué d'alarme et de détection en cas d'incendie doit être prévu lorsque la charge d'occupants au-dessus ou au-dessous du 1er étage dépasse 20.

5) Sauf dans le cas d'un système de recirculation d'air desservant au plus un logement, un système homologué de détection de fumée doit être installé dans le système de recirculation d'air dans les habitations, lorsque ce système dessert plus d'un étage d'une suite ou plus d'une pièce louée individuellement.

6) Dans un bâtiment à destination mixte, les exigences les plus restrictives visant un système d'alarme et de détection d'incendie, s'appliquent à toutes les destinations.

7) Les dispositifs d'alarme en cas d'incendie, de détection d'incendie et de détection de fumée doivent être installés conformément à la partie VI.

### **9.8.19. Lutte contre l'incendie :**

1) On doit prévoir une fenêtre ou un panneau d'accès donnant une ouverture d'au moins 42 pouces (1 070 mm) de hauteur sur 22 pouces (559 mm) de largeur et ayant une hauteur de seuil d'au plus 36 pouces (914 mm) au-dessus du plancher, au deuxième étage de chaque bâtiment dans au moins un mur donnant sur une rue, si les étages ne sont pas munis d'extincteurs automatiques. Ces panneaux d'accès doivent être faciles à ouvrir tant de l'intérieur que de l'extérieur, à moins qu'ils ne soient garnis de verre ordinaire.

2) Toutefois les panneaux d'accès décrits au paragraphe 1 ne sont pas prescrits dans les bâtiments ne renfermant que des logements, lorsqu'aucun logement n'est superposé à un autre logement.

3) À l'exception des sous-sols desservant au plus un logement, chaque sous-sol ou cave non muni d'extincteurs automatiques et dont la longueur ou la largeur dépasse 75 pieds (22,86 m), doit être pourvu d'un accès direct à l'extérieur sur au moins une rue. Cet accès peut consister en une porte, une fenêtre ou un autre moyen qui fournit une ouverture d'au moins 42 pouces (1 070 mm) de hauteur sur 22 pouces (559 mm) de largeur et dont la hauteur de seuil n'est pas à plus de 36 pouces (914 mm) au-dessus du plancher. Cet accès peut également consister en un escalier intérieur accessible de l'extérieur.

4) Tout bâtiment doit être situé de façon à permettre en tout temps l'accès des camions d'incendie directement par une rue, ou indirectement par une cour ayant au moins 30 pieds (9,14 m) de largeur.

## **SECTION 9.9 INSONORISATION**

**9.9.1. Degrés de transmission sonore :** Les degrés de transmission sonore pour une construction doivent être déterminés conformément à la norme ASTM E-90-70, *Laboratory Measurement of Airborne Sound Transmission Loss of Building Partitions*.

### **9.9.2. Endroits où une insonorisation est prescrite :**

1) La construction doit offrir un degré d'insonorisation d'au moins 45 entre les logements situés dans le même

bâtiment, et entre un logement et tout espace à 2 logements ou plus.

2) Chaque local technique ou espace tel qu'une salle de rangement, une buanderie, un atelier ou une salle d'entretien de bâtiment, ou encore un garage desservant plus d'un logement, doit être séparé des logements par une construction qui assure un degré d'insonorisation d'au moins 45.

3) Une construction décrite aux tableaux I-A à I-C de la présente partie comme ayant un degré d'insonorisation de I et de II, est conforme aux exigences des paragraphes 1 et 2.

## **SECTION 9.10 EXCAVATION**

### **9.10.1. Généralités :**

1) La terre de surface et la matière végétale doivent être enlevées de toutes les aires non excavées sous un bâtiment.

2) Le fond de chaque excavation doit être exempt de toute matière organique.

3) Une excavation doit être maintenue libre d'eau dormante.

4) On doit prendre les dispositions nécessaires pour empêcher que le fond des excavations ne gèle, durant toute la période de la construction.

### **9.10.2. Profondeur :**

1) L'excavation destinée à recevoir une fondation doit être poussée jusqu'au sol non dérangé.

2) La profondeur minimale des fondations doit être conforme au tableau 9.10.2.A. Toutefois, des profondeurs moindres sont admissibles, lorsque l'expérience des conditions locales du sol montre que des profondeurs moindres sont satisfaisantes, ou lorsque la fondation est spécialement conçue pour une profondeur moindre.

3) La profondeur minimale d'une fondation destinée à porter des marches extérieures comportant plus de 2 contremarches doit être conforme au paragraphe 2. Les marches ne comportant qu'une ou 2 contremarches peuvent être posées à plat sur le sol.



**Tableau 9.10.2.A****PROFONDEURS MINIMALES DES FONDATIONS**

Genre de sol (1)	Fondation contenant un sous-sol, une cave ou un vide sanitaire chauffés		Fondation ne contenant aucun espace chauffé	
	Bon drainage du sol au moins jusqu'à la profondeur de la pénétration de la gelée (2)	Mauvais drainage du sol	Bon drainage du sol au moins jusqu'à la profondeur de la pénétration de la gelée (2)	Mauvais drainage du sol
Roc	Aucune limite	Aucune limite	Aucune limite	Aucune limite
Sol à grains grossiers	Aucune limite	Aucune limite	Aucune limite	Sous le niveau de pénétration de la gelée (2, 3)
Limon	Aucune limite	Aucune limite	Sous le niveau de pénétration de la gelée (2, 3)	Sous le niveau de pénétration de la gelée (2, 3)
Argile ou sols non clairement définis (4)	4 pi (3) 1,22 m	4 pi (3) 1,22 m	4 pi (1,22 m) sans toutefois être moindre que la profondeur de la gelée (2, 3)	4 pi (1,22 m) sans toutefois être moindre que la profondeur de la gelée (2, 3)

N.B. sur le tableau 9.10.2.A :

(1) Ces sols peuvent être identifiés au moyen du *Guide to the Field Descriptions of Soils* (1963) publié par le Comité associé sur les recherches géotechniques, du Conseil national de recherches du Canada (NRC no 3813).

(2) La profondeur de pénétration de la gelée doit être celle établie en fonction des conditions climatiques locales.

(3) Ne s'applique pas aux dépendances non résidentielles d'un étage de hauteur et n'ayant pas plus de 500 pieds carrés (46,5 m<sup>2</sup>) d'étendue de plancher.

(4) Destiné à s'appliquer aux sols qui sont sujets à d'importants changements volumiques suivant les variations de la teneur en humidité du sol.

**9.10.3. Remblayage :**

1) Lorsque la terre de remblayage est mise en place, il faut éviter d'endommager le tuyau de drainage ou le matériau d'imperméabilisation des murs.

2) Le remblayage doit être fait de façon à empêcher l'écoulement de l'eau vers la fondation après le tassement.

3) La terre de remblayage en deçà de 2 pieds (610 mm) de la fondation doit être libre de toutes substances et débris délétères et de cailloux d'un diamètre supérieur à 10 pouces (254 mm).

**9.10.4. Tranchées sous les semelles :** Le sol des tranchées creusées sous les semelles pour le passage des tuyaux d'égout et des conduites d'eau doit être pilonné jusqu'au niveau de la sous-face de la semelle ou être rempli de béton ayant une résistance non inférieure à 1 500 livres par pouce carré, pour appuyer la semelle.

**SECTION 9.11****ÉTANCHÉITÉ À L'EAU ET À L'HUMIDITÉ****9.11.1. Généralités :**

1) En présence d'une pression hydrostatique, les planchers posés sur le sol et les surfaces extérieures des murs, en bas du niveau du sol, doivent être rendus étanches à l'eau.

2) En l'absence d'une pression hydrostatique, et lorsque le niveau définitif du sol à l'extérieur est plus élevé que le niveau du sol à l'intérieur des murs de fondation, la surface extérieure des murs de fondation, au-dessous du niveau du sol, doit être rendue étanche à l'humidité.

3) En l'absence d'une pression hydrostatique, une dalle reposant sur le sol ailleurs que dans un garage doit être rendue étanche à l'humidité.

4) Toutefois en l'absence d'une pression hydrostatique, une dalle, posée sur le sol, dans un sous-sol ou une cave non aménagée n'a pas besoin d'être rendue étanche à l'humidité, lorsque cette dalle s'appuie sur un hérisson conforme à la description de l'article 9.14.2.

5) Le mode d'application de tous matériaux bitumineux d'étanchéité à l'eau et à l'humidité doit être conforme à l'une des normes suivantes :

a) ONGC F37-GP-3b (1971), Application d'émulsions de bitume pour l'imperméabilisation à l'humidité et à l'eau ;

b) ONGC F37-GP-12b (1971), Application du bitume fluxé, non fillerisé, pour l'imperméabilisation à l'humidité ;

c) ONGC F37-GP-22b (1971), Application des revêtements de goudron fluxé, non fillerisé, sur les fondations pour l'imperméabilisation à l'humidité.

**9.11.2. Matériaux :** Les matériaux bitumineux utilisés pour l'étanchéité à l'eau et à l'humidité doivent être conformes à l'une des normes suivantes :

- a) ONGC F37-GP-2c (1971), Emulsions de bitume non fillerisé, à émulsif argileux, pour travaux d'étanchéité et pour revêtements de toitures ;
- b) ONGC F37-GP-6c (1971), Bitume fluxé, non fillerisé, pour l'imperméabilisation à l'humidité ;
- c) ONGC F37-GP-16c (1971), Bitume fluxé, fillerisé, pour l'imperméabilisation à l'humidité et à l'eau ;
- d) ONGC F37-GP-18c (1971), Goudron fluxé, non fillerisé, pour l'imperméabilisation à l'humidité ;
- e) ACNOR A 123.7 (1973), *Asphalt for Use in Construction of Built-Up Roof Covering and Dampproofing and Waterproofing Systems*.

### 9.11.3. Imperméabilisation des murs :

1) Les murs de maçonnerie par éléments à imperméabiliser, doivent être crépis à leur surface extérieure, au-dessous du niveau du sol, avec au moins  $\frac{1}{4}$  de pouce (6,4 mm) de mortier conforme à la section 9.18. On doit sceller avec un mortier ou un matériau d'imperméabilisation tous les trous et engravures restant dans les murs de béton par suite de l'enlèvement des attaches à coffrages.

2) Les murs à imperméabiliser doivent être recouverts d'au moins 2 rangs d'une membrane saturée de bitume, chaque rang étant cimenté en place avec du bitume puis enduit partout d'une couche de bitume.

**9.11.4. Imperméabilisation des planchers :** Les planchers de sous-sol à imperméabiliser doivent comporter une membrane d'imperméabilisation entre 2 couches de béton, dont chacune doit avoir au moins 3 pouces (76,2 mm) d'épaisseur. La membrane de plancher doit être étendue à la vadrouille jusqu'à la membrane murale afin de former un scellement complet.

### 9.11.5. Étanchéité des murs à l'humidité :

1) Les murs de maçonnerie par éléments qu'il faut imperméabiliser à l'humidité doivent être crépis sur la face extérieure, au-dessous du niveau du sol, avec au moins  $\frac{1}{4}$  de pouce (6,4 mm) de mortier, conforme à la section 9.18 et ce crépi doit être formé en un congé renvoyé sur la se-

melle après que le premier rang de blocs est posé. Tous les trous et engravures restant dans les murs de béton par suite de l'enlèvement des attaches à coffrages doivent être scellés d'un mortier de ciment ou d'un matériau d'imperméabilisation à l'humidité.

2) Une couche épaisse d'un matériau bitumineux ou d'un autre matériau anti-humidité approuvé conformément à l'article 2.6.1, doit être étendu sur le crépi ou le béton, au-dessous du niveau du sol.

3) Lorsqu'un parement intérieur distinct est posé sur un mur de fondation en contact avec le sol ou lorsque des pièces de bois sont fixées à ce mur pour l'installation d'un isolant thermique ou d'un revêtement, la surface intérieure du mur de fondation, au-dessous du niveau du sol, doit rendre étanche à l'humidité. Le matériau d'étanchéité à l'humidité doit aller du plancher du sous-sol jusqu'au niveau du sol. Aucune membrane ne doit être posée, au-dessus du niveau du sol, entre l'isolant thermique et le mur de fondation. L'étanchéité à l'humidité doit consister soit en au moins une membrane de polyéthylène d'une épaisseur de 0,002 pouce (0,0508 mm) avec recouvrement de 4 pouces (102 mm) aux joints, soit en au moins 2 couches de bitume étendues à la vadrouille soit en un autre matériau approuvé conformément à l'article 2.6.1.

### 9.11.6. Étanchéité à l'humidité des dalles :

1) Lorsqu'une dalle est rendue étanche à l'humidité, la membrane d'étanchéité doit être installée au-dessous du niveau de la dalle, mais lorsqu'un plancher distinct est prévu sur la dalle, la membrane d'étanchéité peut être posée sur le dessus de la dalle.

2) Lorsque la membrane est installée au-dessous du niveau de la dalle, elle doit consister en une membrane de polyéthylène d'une épaisseur de 0,006 pouce (0,1524 mm) ou en un matériau de couverture en rouleau de 5 livres (20,4 kg). Les bandes de la membrane doivent avoir un recouvrement d'au moins 4 pouces (102 mm) aux joints.

3) Lorsque la membrane d'étanchéité est installée au-dessus de la dalle, elle doit consister au moins en 2 couches de bitume étendues à la vadrouille, en une membrane de polyéthylène d'une épaisseur de 0,002 pouce (0,0508 mm) de ou en un autre matériau approuvé conformément à l'article 2.6.1.

**9.11.7. Étanchéité à l'humidité des vides sanitaires :** Les vides sanitaires doivent être rendus étanches à l'humidité conformément à la section 9.16.

## SECTION 9.12 DRAINAGE

### 9.12.1. Domaine d'application :

- 1) La présente section s'applique au drainage souterrain et au drainage de surface.
- 2) Le drainage des vides sanitaires doit être conforme à la section 9.16.
- 3) Les conduits d'évacuation pseudo-séparatifs et les siphons de sol doivent être conformes à la section 9.30.
- 4) Le drainage effectué sous les dalles de plancher doit être conforme à la section 9.14.

**9.12.2. Généralités :** Tous les murs de fondation extérieurs doivent être drainés au moyen d'un tuyau de drainage posé autour de l'extérieur de la fondation de manière que le plan supérieur du tuyau soit en bas de la sous-face de la dalle de plancher ou du vide sanitaire.

**9.12.3. Matériaux :** Un tuyau de drainage doit être conforme aux normes suivantes :

- a) ASTM C4-62, *Clain Drain Tile* ;
- b) ASTM C211-68, *Standard and Extra Strength Perforated Clay Pipe* ;
- c) ASTM C412-65, *Concrete Drain Tile* ;
- d) ASTM C444-68, *Perforated Concrete Pipe* ;
- e) ONGC F34-GP-22b (1973), Tuyau de drainage en amiante-ciment ;
- f) ONGC F41-GP-29 (1973), Tuyau de drainage en plastique ondulé ;
- g) ONGC F56-GP-1b (1970), Tuyau de fibre bituminée pour le drainage et les égouts ;
- h) ONGC F56-GP-10a (1970), Tuyau perforé en fibre bituminée ;
- i) ACNOR B182.1-1967, *Plastic Drain and Sewer Pipe and Pipe Fittings for Use Underground*.

### 9.12.4. Installation :

- 1) Un tuyau de drainage doit être posé sur un sol intact ou bien tassé.

- 2) Un tuyau de drainage avec joints d'about doit être posé en laissant un joint ouvert de  $\frac{1}{4}$  à  $\frac{3}{8}$  pouce (6,4 mm à 9,5 mm). La partie supérieure de ce joint doit être recouverte d'un papier ou d'un feutre asphalté ou goudronné no 15.

- 3) Dans le cas d'un tuyau de drainage perforé, le tuyau doit être posé en plaçant les perforations dans le plan inférieur. Ce tuyau peut être raccordé au moyen d'accouplements.

- 4) Le dessus et les côtés du tuyau de drainage doivent être recouverts d'au moins 6 pouces (152 mm) de pierre concassée ou d'un autre gros matériau granulaire propre contenant au plus 10% d'éléments qui traverseraient un tamis no 4.

### 9.12.5. Évaluation de l'effluent de drainage :

- 1) Le tuyau de drainage doit se vider dans un égout, un fossé de drainage ou un puits perdu.
- 2) Lorsqu'il n'est pas pratique de drainer par gravité, un puisard couvert et muni d'une pompe automatique doit être prévu pour ensuite évacuer l'eau dans un égout, un fossé de drainage ou un puits perdu.
- 3) Les puits perdus ne doivent pas être à moins de 15 pieds (4,57 m) de la fondation du bâtiment et ils doivent être situés de manière que l'écoulement ne se fasse pas en direction du bâtiment. Les puits perdus peuvent être utilisés seulement lorsqu'ils sont situés dans un endroit où la nappe phréatique naturelle est au-dessous du fond du puits.

### 9.12.6. Drainage de surface :

- 1) On doit prévoir sur tout l'emplacement de la construction une évacuation des eaux de ruissellement.
- 2) L'emplacement de la construction doit être dénivelé afin d'écarter les eaux du ruissellement du bâtiment. Lorsque le terrassement entraîne une accumulation d'eau de ruissellement sur l'emplacement, on doit prévoir des bassins pour capter celle-ci et l'écarter de l'emplacement, ou employer une autre méthode pour évacuer l'eau de ruissellement sans entraîner l'érosion du sol. Cette eau ne doit pas être acheminée en direction de l'emplacement d'un puits d'approvisionnement en eau ni du lit de dépannage d'une fosse septique.

3) Les entrées de cour, les trottoirs, les terrasses, les murs de soutènement et les autres constructions ne doivent pas être réalisés de manière à nuire à l'écoulement des eaux de ruissellement. Lorsque l'eau de ruissellement provenant d'une entrée de cour pourrait s'accumuler ou s'introduire dans un garage, on doit prévoir un bassin collecteur afin d'assurer l'évacuation.

4) Lorsque des descentes pluviales sont prévues sans être raccordées à un égout, on doit prendre des mesures pour éviter l'érosion du sol.

## SECTION 9.13 SEMELLES ET FONDATIONS

### 9.13.1. Domaine d'application :

1) La présente section s'applique aux fondations construites sur sols stables moyens, lorsqu'il s'agit d'un bâtiment autre qu'un bâtiment à ossature de béton armé ou d'acier.

2) Lorsqu'une fondation est construite sur un remblayage, une moraine glaciaire lâche, du sable lâche ou très lâche, du gravier et du sable lâches ou très lâches, de l'argile molle ou très molle, les exigences appropriées de la section 4.2 doivent s'appliquer.

### 9.13.2. Généralités :

1) L'autorité compétente peut permettre, conformément à l'article 2.6.1, qu'un concept de fondation dévie des exigences de la présente section, lorsque la fondation est conçue pour les conditions existantes du sol.

2) Les murs de fondation doivent être construits de béton monolithique, de maçonnerie par éléments ou d'un autre matériau approuvé conformément à l'article 2.6.1. Les semelles doivent être construites de béton ou d'un autre matériau approuvé conformément à l'article 2.6.1.

3) Le béton doit être conforme à la section 9.1. Le béton des semelles et des murs de fondation non armés doit avoir une résistance minimale à la compression de 2 000 livres par pouce carré après 28 jours.

4) Les blocs de béton doivent être du genre porteur et conformes à la norme ACNOR A 165.1-1972, *Concrete Masonry Units*, et à la norme ACNOR A 165.3-1973, *Pre-faced Masonry Units*.

5) Le mortier, les joints de mortier, l'encorbellement et la protection de la maçonnerie par éléments doivent être conformes à la section 9.18.

### 9.13.3. Semelles :

1) Une semelle doit être prévue sous un mur, un pilastre, un poteau, un pilier, un foyer et une cheminée qui portent sur le sol. La semelle peut être omise sous les murs de béton monolithique, à condition de ne pas dépasser la capacité portante du sol ou du roc.

2) Une semelle doit reposer sur le sol ou le roc non dérangés.

3) Une semelle doit être de dimension qui permette de supporter toutes les charges qu'elle reçoit. Les dimensions de semelle données au tableau 9.13.3.A, peuvent être utilisées à condition que la longueur des solives appuyées ne dépasse pas 16 pieds (4,88 m) et que la surcharge à admettre sur tout plancher appuyé par la semelle ne dépasse pas 50 livres par pied carré. Lorsque la surcharge à admettre dépasse 50 livres par pied carré ou que la longueur de la solive appuyée dépasse 16 pieds (4,88 m), la semelle doit être calculée conformément à la section 4.2.

4) Lorsqu'une fondation repose sur du gravier, du sable ou du limon où la nappe phréatique est inférieure à la largeur des semelles sous la surface d'appui, la largeur de la semelle ne doit pas être inférieure à 2 fois la largeur donnée au tableau 9.13.3.A.

5) L'épaisseur de la semelle ne doit pas être inférieure au débord de celle-ci au-delà de la face des éléments appuyés, sauf lorsque la semelle est armée de façon à supporter toutes les charges qu'elle reçoit.

Tableau 9.13.3.A

#### DIMENSIONS MINIMALES D'UNE SEMELLE

Nombre d'étages appuyés	Largeurs minimales d'une semelle filante		Aire minimale d'une semelle de poteau (1)
	Appuyant des murs extérieurs	Appuyant des murs intérieurs	
1	10 po(2) (254 mm)	8 po (203 mm)	4½ pi² (,42 m²)
2	14 po(2) (356 mm)	14 po (356 mm)	8 pi² (,74 m²)

N.B. Sur le tableau 9.13.3.A :

(1) L'entre-axes des poteaux ne doit pas dépasser 8 pieds (2,44 m).

(2) Pour chaque étage de maçonnerie plaquée sur ossature de bois, la largeur de semelle doit être augmentée de 2½ pouces (63,5 mm). Pour chaque étage de construction de maçonnerie autre que les murs de fondation, la largeur de semelle doit être augmentée de 5 pouces (127 mm).

**9.13.4. Mur de fondation :**

1) En présence d'un sol stable moyen, l'épaisseur d'un mur de fondation assujéti à une poussée latérale de la terre doit être conforme au tableau 9.13.4.A dans le cas des murs qui n'ont pas plus de 8 pieds (2,44 m) de hauteur non appuyée.

**Tableau 9.13.4.A****ÉPAISSEUR DU MUR DE FONDATION**

Genre de mur de fondation	Épaisseur minimale de mur		Hauteur maximale du sol fini au-dessus du plancher du sous-sol ou du sol intérieur			
			Mur de fondation non appuyé latéralement au haut (1) à (4)		Mur de fondation appuyé latéralement au haut (1) à (4)	
	po	(mm)	pi - po	(m)	pi - po	(m)
Béton massif (résistance minimale 2 000 lb/po <sup>2</sup> )	6	(152)	2 - 6	(0,76)	5 - 0	(1,52)
	8	(203)	4 - 0	(1,22)	7 - 0	(2,13)
	10	(254)	4 - 6	(1,37)	7 - 6	(2,28)
	12	(305)	5 - 0	(1,52)	7 - 6	(2,28)
Béton massif (résistance minimale 3 000 lb/po <sup>2</sup> )	6	(152)	2 - 6	(0,76)	6 - 0	(1,83)
	8	(203)	4 - 0	(1,22)	7 - 6	(2,28)
	10	(254)	4 - 6	(1,37)	7 - 6	(2,28)
	12	(305)	5 - 0	(1,52)	7 - 6	(2,28)
Éléments de maçonnerie	6	(152)	2 - 0	(0,61)	2 - 0	(0,61)
	8	(203)	3 - 0	(0,91)	4 - 0	(1,22)
	10	(254)	4 - 0	(1,22)	6 - 0	(1,83)
	12	(305)	4 - 6	(1,37)	7 - 0	(2,13)

N.B. Sur le tableau 9.13.4.A :

(1) Un mur de fondation peut être tenu pour appuyer latéralement au sommet si les solives de plancher sont enrobées à la partie supérieure de la fondation ou si le système est ancré à l'arase de la fondation au moyen de boulons de scellement et dans ce cas, les solives peuvent être parallèles ou perpendiculaires au mur de fondation.

(2) Lorsqu'une fondation comporte une ouverture ayant une largeur supérieure à 4 pieds (1,22 m) ou des ouvertures sur plus de 25% de sa longueur, la partie du mur au-dessous des ouvertures est considérée comme non supportée latéralement, sauf si le mur dans lequel l'ouverture est pratiquée est armé pour lui permettre de résister aux poussées des terres.

(3) Lorsque la longueur d'un mur massif situé entre des fenêtres est inférieure à la longueur moyenne des fenêtres, la longueur totale de ces fenêtres doit être tenue comme une seule ouverture.

(4) Lorsqu'une fondation appuie un mur de maçonnerie massive, la fondation est considérée comme étant latéralement appuyée par le premier étage.

2) Une fondation extérieure doit se prolonger d'au moins 6 pouces (152 mm) au-dessus du niveau définitif du sol.

3) Lorsque l'épaisseur de la partie supérieure d'une fondation est réduite pour permettre l'installation de solives de plancher, la partie réduite ne doit pas avoir une hauteur supérieure à 14 pouces (356 mm) ni une épaisseur inférieure à 3½ pouces (92,1 mm).

4) Lorsque l'épaisseur de la partie supérieure d'une fondation est réduite pour permettre l'installation d'un parement extérieur de maçonnerie, la partie réduite ne doit pas avoir moins de 3½ pouces (92,1 mm) de parement au moyen d'agrafes métalliques conformes au paragraphe 5 de l'article 9.18.9 plus 8 pouces (203 mm), verticalement, et d'au plus 36 pouces (914 mm), horizontalement. L'espace compris entre le mur et le parement doit être rempli de mortier.

5) L'encorbellement d'une fondation qui appuie un mur creux doit être conforme au paragraphe 2 de l'article 9.18.12.

6) Des joints de dilatation doivent être établis dans un mur de fondation qui mesure plus de 80 pieds (24,38 m) de longueur, à des intervalles d'au plus 50 pieds (15,24 m). Ces joints doivent être conçus afin de résister à la pénétration de l'humidité, et ils doivent être formés à adent pour empêcher le déplacement relatif des parties du mur adjacentes au joint.

7) Une fondation de maçonnerie intérieure qui n'est pas assujétiée à la poussée latérale de la terre, doit être conforme à la section 9.18.

**9.13.5. Appui de solives et de poutres :**

1) Une fondation en maçonnerie d'éléments creux qui appuie des solives de plancher, doit être couronnée d'au moins 2 pouces (50,8 mm) de maçonnerie massive ou de béton, à moins que l'assise supérieure ne soit remplie de mortier ou de béton. Toutefois ce couronnement peut être omis lorsque les solives s'appuient sur une lisse de bois d'au moins 2 pouces (50,8 mm) sur 4 pouces (102 mm) et que le parement recouvre la fondation d'au moins ½ pouce (12,7 mm).

2) Il faut prévoir une profondeur d'au moins 8 pouces (203 mm) de maçonnerie massive sous les poutres qui s'appuient sur la maçonnerie. Les extrémités de ces poutres doivent être protégées contre les intempéries par au moins 2 pouces (50,8 mm) de maçonnerie ou de mortier.

3) Des pilastres doivent être prévus sous les poutres qui s'assemblent dans une fondation en maçonnerie d'éléments de 6 pouces (152 mm). Ces pilastres doivent mesurer au minimum 4 pouces (102 mm) sur 12 pouces (305 mm) et doivent être liaisonnés ou agrafés au mur. Les 8 pouces (203 mm) supérieurs du pilastre doivent être massifs.

**9.13.6. Crépi et finition :**

1) Une fondation en blocs de béton doit être crépie sur la face extérieure, au-dessous du niveau du sol, comme le prescrit la section 9.11.

2) Toutes les attaches à coffrages doivent être enlevées au moins jusqu'au bas de la surface de béton.

3) La surface extérieure d'une fondation en blocs de béton, au-dessus du niveau du sol, doit avoir des joints tirés ou être crépie, enduite ou revêtue d'une façon approuvée conformément à l'article 2.6.1.

## SECTION 9.14

### DALLE SUR LE SOL

#### 9.14.1. Domaine d'application :

1) La présente section s'applique aux dalles de sous-sol et de cave et aux dalles reposant sur le sol avec fondations au périmètre qui appuient la superstructure.

2) Lorsqu'il n'y a pas de mur de fondation pour appuyer la superstructure, les dalles reposant sur le sol doivent être calculées pour les conditions existantes du sol.

#### 9.14.2. Appuis de dalle :

1) Lorsqu'un hérisson est utilisé sous une dalle de sous-sol ou de cave, il doit consister en au moins 5 pouces (127 mm) d'un gros matériau granulaire propre contenant au plus 15%, en poids, d'éléments qui traversent un tamis no 10. Lorsqu'une étanchéité à l'eau ou à l'humidité est prévue, aucun hérisson n'est prescrit.

2) Le sol sous-jacent à une dalle de béton reposant sur le sol doit être tassé. On doit prévoir sous la dalle au moins 5 pouces (127 mm) d'un gros matériau granulaire propre contenant au plus 15%, en poids, d'éléments qui traversent un tamis no 10, et ce hérisson doit être tassé.

**9.14.3. Étanchéité à l'eau et à l'humidité :** L'étanchéité à l'eau et à l'humidité d'une dalle de sous-sol ou de cave, ou d'une dalle reposant sur le sol doit être conforme à la section 9.11.

#### 9.14.4. Drainage :

1) Lorsque la nappe phréatique peut exercer une pression de soulèvement sur la sous-face d'une dalle placée au-dessous du niveau du sol, des drains latéraux doivent être installés sous la dalle, à moins qu'elle ne soit calculée pour résister à cette pression de soulèvement.

2) On doit empêcher l'accumulation de l'eau sous une dalle reposant sur le sol au moyen d'un nivellement, d'un drainage ou d'une autre méthode approuvée conformément à l'article 2.6.1.

3) Lorsqu'il y a des siphons de sol (voir section 9.30), la surface du plancher doit être inclinée de manière à empêcher l'eau de s'accumuler.

#### 9.14.5. Béton :

1) Le béton d'un plancher-dalle doit être conforme à la section 9.1 et doit avoir un affaissement maximal de 3 pouces (76,2 mm).

2) La surface définitive doit être lissée et égalisée à la truelle. Il est interdit d'ajouter du ciment sec sur la surface du plancher pour absorber un surplus d'eau.

3) Lorsqu'une chape est prévue sur la dalle, elle doit consister en une partie de ciment pour 2½ parties de sable bien dosé et propre, en volume, moyennant un rapport d'eau à ciment égal à celui de la dalle de fond.

#### 9.14.6. Épaisseur et hauteur :

1) Une dalle en béton reposant sur le sol ne doit pas avoir moins de 3 pouces (76,2 mm) d'épaisseur, à l'exclusion de la chape de béton. Lorsqu'une chape de béton est prévue, son épaisseur ne doit pas être inférieure à ¾ pouce (19 mm).

2) La surface de chaque dalle reposant sur le sol ne doit pas être à moins de 6 pouces (152 mm) au-dessus du niveau définitif du sol extérieur.

**9.14.7. Armature :** Une dalle de béton posée sur le sol, sauf dans le cas d'une dalle de garage ou d'abri d'auto desservant un logement, doit être armée avec de l'acier d'au moins ¾ pouce (9,5 mm) de diamètre à entre-axes de 24 pouces (610 mm) dans les deux sens, ou d'un treillis de 6 pouces (152 mm) sur 6 pouces (152 mm), 6/6. Cette armature doit être située près du plan médian de la dalle.

#### 9.14.8. Tuyaux et conduits :

1) Un tuyau métallique en contact avec des cendres ou d'autres matières corrosives doit être protégé au moyen d'une couche de bitume ou d'un autre enduit contre la corrosion, approuvé conformément à l'article 2.6.1.

2) Les conduits posés dans une dalle doivent être enrobés d'au moins 2 pouces (50,8 mm) de béton et installés de manière que l'eau ne puisse s'y accumuler.

## SECTION 9.15

### POTEAUX

**9.15.1. Portée :** La présente section s'applique aux poteaux utilisés pour appuyer un toit d'abri d'auto et aux poutres qui portent des charges d'au plus 2 étages d'un bâtiment à ossature de bois, lorsque la longueur de solives portées par ces poutres ne dépasse pas 16 pieds (4,88 m) et

que la surcharge sur tout plancher ne dépasse pas 50 livres par pied carré.

### 9.15.2. Généralités :

- 1) Les poteaux doivent être placés au centre d'une semelle conformément à la section 9.13.
- 2) Les poteaux doivent être solidement fixés au membre appuyé pour empêcher tout déplacement latéral.

### 9.15.3. Poteaux d'acier :

- 1) Les poteaux tubulaires d'acier doivent être d'un diamètre extérieur minimal de 2 7/8 pouces (73 mm) et d'une épaisseur minimale de paroi de 3/16 pouce (4,76 mm).
- 2) Toutefois des poteaux de dimensions autres que celles spécifiées au paragraphe 1 peuvent être utilisés, lorsqu'il est démontré, conformément à l'article 2.6.1, que la capacité portante est équivalente.
- 3) Les poteaux d'acier doivent être munis de platines d'acier d'au moins 4 pouces (102 mm) sur 4 pouces (102 mm) sur 1/4 pouce (6,4 mm), à chaque extrémité.
- 4) Toutefois la platine supérieure prescrite au paragraphe 3 peut être omise lorsqu'un poteau appuie une poutre d'acier et qu'il est prévu que le poteau sera fixé à la poutre au moyen d'une soudure ou par un autre procédé approuvé conformément à l'article 2.6.1.
- 5) Les poteaux doivent être traités à leur surface extérieure avec au moins une couche de peinture antirouille.

### 9.15.4. Poteaux de bois :

- 1) La largeur ou le diamètre d'un poteau de bois ne doit pas être inférieur à la largeur du membre appuyé. Un poteau ne doit pas mesurer moins de 8 pouces (203 mm) de diamètre s'il est rond, ni moins de 6 pouces (152 mm) sur 6 pouces (152 mm) s'il est rectangulaire, à moins qu'on ait fourni des calculs démontrant, conformément à l'article 2.6.1, que des dimensions inférieures sont équivalentes.
- 2) Les poteaux en bois doivent être massifs, lamellés-collés ou composés. Un poteau composé doit consister en éléments d'une seule venue, d'au moins 2 pouces (50,8 mm) d'épaisseur, assemblés avec des boulons de 1/2 pouce (12,7 mm) de diamètre, au minimum, à entre-axes minimaux de 18 pouces (457 mm), ou avec des clous d'au moins 3 1/4 pouces (82,55 mm) à entre-axes de 12 pouces (305 mm). Les poteaux lamellés-collés doivent être conformes à la section 4.3.
- 3) Les poteaux de bois doivent être séparés du béton en contact avec le sol au moyen d'une membrane de polyéthylène d'une épaisseur de 0,002 pouce (0,0508 mm) ou

d'un matériau à toiture en rouleau de 45 livres (20,4 kg) ou d'un autre matériau d'étanchéité approuvé conformément à l'article 2.6.1.

### 9.15.5. Poteaux de maçonnerie d'éléments :

- 1) Un poteau en éléments de maçonnerie doit être construit d'éléments de maçonnerie porteurs.
- 2) Un poteau en éléments de maçonnerie doit avoir des dimensions nominales de 12 pouces (305 mm) sur 12 pouces (305 mm) ou de 10 pouces (252 mm) sur 16 pouces (406 mm).

### 9.15.6. Poteaux de béton massif :

- 1) Le béton doit être conforme à la section 9.1.
- 2) Un poteau rectangulaire de béton doit mesurer au moins 8 pouces (203 mm) sur 8 pouces (203 mm) et un poteau circulaire doit avoir un diamètre minimum de 9 pouces (229 mm).

## SECTION 9.16 VIDES SANITAIRES

### 9.16.1. Généralités :

- 1) Dans la présente section, on entend par vide sanitaire l'espace compris sous un plancher ayant une échappée inférieure à la hauteur libre prescrite pour un sous-sol ou une cave.
- 2) Une fondation qui encloisonne un vide sanitaire doit être conforme à la section 9.13.
- 3) L'isolant thermique doit être conforme à la section 9.24.
- 4) Le chauffage d'un vide sanitaire doit être conforme à la section 9.32.

### 9.16.2. Accès :

- 1) On doit prévoir une ouverture d'accès d'au moins 1 pied 8 pouces (508 mm) sur 2 pieds 4 pouces (711 mm) pour chaque vide sanitaire lorsque celui-ci dessert un logement et d'au moins 1 pied 10 pouces (559 mm) sur 3 pieds (914 mm) dans les autres cas.
- 2) L'ouverture d'accès doit être munie d'une porte ou d'une trappe, sauf s'il est possible d'avoir accès au vide sanitaire à partir d'un sous-sol adjacent qui en assure la ventilation.

### 9.16.3. Ventilation :

- 1) Un vide sanitaire doit être ventilé par des moyens naturels ou mécaniques.

2) Une ventilation naturelle des vides sanitaires doit être assurée sur l'air extérieur par une aire d'aération dégagée d'au moins 1 pied carré (0,93 m<sup>2</sup>) par 500 pieds carrés (46,5 m<sup>2</sup>) d'étendue de plancher.

3) Les orifices de ventilation des vides sanitaires doivent être conçus pour empêcher l'entrée de la neige, de la pluie ou des insectes et être munis d'un couvercle étanche pour obvier aux fuites d'air en hiver, si le vide sanitaire est chauffé.

4) Les orifices de ventilation d'un vide sanitaire doivent être répartis uniformément sur les côtés opposés du bâtiment.

5) Il n'est pas nécessaire de ventiler le vide sanitaire sur l'air extérieur, lorsqu'il est utilisé comme chambre d'air chaud ou qu'il est ventilé sur un sous-sol ou une cave adjacent au moyen d'une ouverture conforme au paragraphe 2.

#### **9.16.4. Hauteur libre :**

1) Le niveau du sol dans un vide sanitaire doit être à au moins 12 pouces (305 mm) au-dessous du niveau de toutes les poutres et solives.

2) Lorsqu'un vide sanitaire renferme des appareils nécessitant un entretien, tels que regards de nettoyage, siphons et brûleurs, on doit prévoir un passage d'accès d'une hauteur et d'une largeur minimales de 2 pieds (610 mm) à partir de la porte d'accès jusqu'aux appareils et sur une distance d'au moins 3 pieds (914 mm) sur le ou les côtés des appareils.

#### **9.16.5. Drainage :**

1) Sauf lorsque la nappe phréatique et les conditions de l'emplacement sont de nature à empêcher l'accumulation de l'eau dans un vide sanitaire, le plancher et les tranchées d'accès de celui-ci doivent être établis avec une pente descendante vers un égout, un fossé ou un puits perdu.

2) Les drains doivent être conformes à la section 9.12.

**9.16.6. Couverture de sol :** Il faut prévoir dans chaque vide sanitaire un recouvrement de sol consistant soit en au moins 2 pouces (50,8 mm) d'asphalte ou béton de ciment portland de 1 500 livres par pouce carré, soit en un matériau de toitures de 45 livres (20,4 kg) ou une membrane de polyéthylène d'une épaisseur de 0,004 pouce (0,1016 mm). Dans le cas d'un recouvrement par produit en feuilles, les joints doivent comporter un recouplement d'au moins 4 pouces (102 mm) et être lestés à l'aide de pierres ou par d'autres moyens approuvés conformément à l'article 2.6.1.

**9.16.7. Protection contre l'incendie :** Les vides sanitaires utilisés comme chambres d'air chaud dans les bâtiments d'habitation doivent être limités aux parties des logements qui n'ont qu'un étage. Le matériau d'encloisonnement, y compris l'isolant thermique, doit avoir un indice de propagation des flammes en surface d'au plus 150. Le revêtement de sol combustible doit être recouvert d'un matériau incombustible, à moins que des réceptacles incombustibles ne soient installés sous les ouvertures des bouches de chaleur.

### **SECTION 9.17 VIDE SOUS COMBLES**

**9.17.1. Ventilation :** Chaque attique ou vide sous comble situé au-dessus d'un plafond calorifugé doit être ventilé au moyen d'ouvertures donnant sur l'extérieur, afin d'assurer une aire de ventilation dégagée d'au moins 1/300 de l'aire du plafond calorifugé. Les aérateurs peuvent être du genre de toit, d'avant-toit, de pignon ou toute combinaison de ceux-ci ; ils doivent être uniformément répartis sur les côtés opposés du bâtiment. Ils doivent être construits pour empêcher l'entrée de la pluie, de la neige ou des insectes.

**9.17.2. Accès :** Chaque attique de plus de 2 pieds (610 mm) de hauteur au point le plus élevé doit être pourvu d'un escalier d'accès ou d'une trappe d'au moins 22 pouces (559 mm) sur 36 pouces (914 mm) ; cependant lorsqu'une telle trappe dessert au plus un logement, ses dimensions peuvent être réduites à 20 pouces (508 mm) sur 28 pouces (711 mm). Les trappes doivent être munies d'une porte ou d'un abattant.

### **SECTION 9.18 MAÇONNERIE AU-DESSUS DU SOL**

#### **9.18.1. Domaine d'application :**

1) La présente section s'applique à la maçonnerie non armée et au placage de maçonnerie où la hauteur du mur au-dessus de la fondation ne dépasse pas 36 pieds (10,97 m) et où le système de toit ou de plancher au-dessus du premier étage n'est pas une construction de béton.

2) Dans le cas de bâtiments autres que ceux qui sont décrits au paragraphe 1, ou lorsque la maçonnerie est conçue selon les charges à admettre ou les contraintes admissibles, la section 4.4 s'applique.

3) Dans une zone sismique 3, les éléments porteurs en maçonnerie dans les bâtiments de plus d'un étage, doivent être renforcés au moins suivant le minimum prescrit par l'article 9.18.8



**9.18.2. Éléments de maçonnerie :**

1) Les éléments de maçonnerie doivent être conformes à l'une des normes suivantes :

- a) ACNOR A82.1-1965, *Burned Clay Brick*;
- b) ACNOR A82.3-1973, *Calcium Silicate Building Brick*;
- c) ACNOR A82.4-1954, *Structural Clay Loadbearing Wall Tile*;
- d) ACNOR A82.5-1954, *Structural Clay Non-Loadbearing Tile*;
- e) ACNOR A82.25-1950, *Gypsum Partition Tile or Block*;
- f) ACNOR A165.1-1972, *Concrete Masonry Units*;
- g) ACNOR A165.2-1972, *Concrete Brick Masonry Units*;
- h) ACNOR A165.3-1973, *Prefaced Concrete Masonry Units*;
- i) ACNOR A165.4-1973, *Coreless Autoclaved Cellular Concrete Masonry Units for Loadbearing and Non-Loadbearing Use*;
- j) ASTM C126-1971, *Ceramic Glazed Structural Clay Facing Tile, Facing Brick and Solid Masonry Units*;
- k) ASTM C212-60, (1970) *Structural Clay Facing Tile*.

2) La brique usagée doit être exempte de vieux mortier, de suie ou de tout autre enduit de surface, et être conforme au paragraphe 1.

3) Il est interdit d'utiliser une maçonnerie en blocs de verre ou en éléments de plâtre comme éléments porteurs ou dans la construction de foyers ou de cheminées. Les blocs de plâtre ne doivent pas être en contact avec le sol, ni exposés aux intempéries ou à l'humidité. La maçonnerie faite de béton-mousse ne doit pas être utilisée au contact du sol ni être exposée aux intempéries, à moins qu'elle n'ait été approuvée à cette fin, conformément à l'article 2.6.1.

4) La pierre doit être saine et durable.

**9.18.3. Mortier :**

1) Les matériaux cimentaires et les granulats pour le mortier doivent être conformes aux normes suivantes :

- a) ACNOR A82.42-1950, *Quicklime for Structural Purposes*;
- b) ACNOR A82.43-1950, *Hydrated Lime for Masonry Purposes*;
- c) ACNOR A5-1971, *Ciment Portland*;

- d) ACNOR A8-1970, *Ciment à maçonner*;
- e) ACNOR A82.22-1963, *Gypsum Plasters*;
- f) ACNOR A82.26-1950, *Keene's Cement*;
- g) ACNOR A82.56-1950, *Aggregate for Masonry Mortar*.

2) L'eau et le granulat doivent être propres et exempts de matériaux délétères.

3) La chaux utilisée dans le mortier doit être hydratée.

4) Si une chaux en mottes est utilisée dans le mortier, elle doit être obtenue en éteignant de la chaux vive dans l'eau durant au moins 24 heures (voir Annexe de la norme ACNOR A82.42-1950, *Quicklime for Structural Purposes*) ou en laissant tremper la chaux hydratée dans l'eau durant au moins 12 heures.

5) Les mélanges de mortier doivent être conformes au tableau 9.18.3.A. Le mortier qui contient du ciment Portland doit être utilisé au plus tard 2½ heures après le malaxage.

**Tableau 9.18.3.A**

**DOSAGE DES MÉLANGES DE MORTIER  
(au volume)**

Utilisation admissible du mortier	Ciment Portland	Ciment de maçonnerie (Type H)	Chaux	Granulat
Tous les endroits (1)	½ à 1	1	—	Au moins 2¼ et au plus 3 fois la somme des volumes de ciment et de la chaux
	1	—	¼ à ½	
Tous les endroits (1) sauf fondations et piliers	—	1	—	
	1	—	½ à 1¼	
Tous les endroits, sauf les murs porteurs d'éléments creux, les parapets, les murs et les cheminées	1	—	1¼ à 2½	Au moins 2¼ et au plus 3 fois la somme des volumes de ciment et de la chaux
Toutes les cloisons non porteuses et murs porteurs d'éléments massifs sauf les fondations, les parapets et les cheminées	1	—	2¼ à 4	
	—	—	1	

N.B. Sur le tableau 9.18.3.A :

(1) Il est interdit d'utiliser ces mélanges pour la brique silico-calcaire et la brique de béton. Dans le cas de la brique silico-calcaire et de la brique de béton il est permis d'utiliser un mélange contenant 1 partie de ciment de maçonnerie pour 3 parties de granulat au volume.

6) Toutefois, le mortier pour les éléments de plâtre doit consister en 1 partie de plâtre et au plus 3 parties de granulat au poids.

7) De plus, le mortier pour les blocs de verre doit consister en 1 partie de ciment Portland, 1 partie de chaux hydratée pour au plus 4 parties de granulat au volume.

#### **9.18.4. Joints de mortier :**

1) L'épaisseur maximale moyenne des joints doit être de ½ pouce (12,7 mm). L'épaisseur maximale unitaire des joints ne doit pas dépasser ¾ pouce (19,1 mm).

2) Les éléments de maçonnerie massifs doivent être posés avec des joints horizontaux et verticaux pleins.

3) Les éléments de maçonnerie creux doivent être posés avec application de mortier dans les joints verticaux et horizontaux des parois intérieures et extérieures.

#### **9.18.5. Appui de maçonnerie :**

1) Toute la maçonnerie doit être appuyée sur une maçonnerie, sur du béton ou sur de l'acier.

2) La maçonnerie se trouvant au-dessus des ouvertures doit être appuyée sur un linteau ou en arc, en acier, en béton armé ou en maçonnerie, calculé pour appuyer la charge imposée.

3) Chaque mur de maçonnerie doit avoir au moins l'épaisseur du mur qu'il appuie, sous réserve de dérogation prévue au paragraphe 2 de l'article 9.18.12.

#### **9.18.6. Épaisseur et hauteur :**

1) Dans les bâtiments à un étage, et l'étage supérieur d'un bâtiment à deux étages, tout mur extérieur de maçonnerie doit avoir au moins 5½ pouces (139,7 mm) d'épaisseur, à condition qu'il n'ait pas plus de 9 pieds (2,74 m) de hauteur à l'avant-toit ni plus de 15 pieds (4,57 m) de hauteur à la pointe d'un pignon. Les murs extérieurs de l'étage inférieur d'un bâtiment à deux étages doivent avoir au moins 7½ pouces (190,5 mm) d'épaisseur. Dans le cas des murs composés de plus d'une paroi, chaque paroi doit avoir au moins 3½ pouces (92,1 mm) d'épaisseur.

2) Les murs creux doivent être constitués de parois d'au moins 3½ pouces (92,1 mm) d'épaisseur, séparées par un vide d'au moins 2 pouces (50,8 mm) et d'au plus 3 pouces (76,2 mm) ; cependant, si les parois sont liaisonnées au moyen d'éléments de maçonnerie, le vide peut mesurer 4 pouces (102 mm) mais il ne doit pas être inférieur à 3 pouces (76,2 mm). L'épaisseur minimale d'un mur creux, au-dessus de son assise doit être de 10 pouces (254 mm) pour les derniers 25 pieds (7,62 m) et de 14 pouces (355,6 mm) pour le reste du mur.

3) L'épaisseur d'un mur intérieur porteur doit être déterminée en se fondant sur le paragraphe 1 de l'article 9.18.10.

4) Les cloisons non porteuses intérieures ne doivent pas avoir moins de 2½ pouces (66,7 mm) d'épaisseur.

5) Un placage de maçonnerie reposant sur un appui doit consister en éléments massifs d'au moins 3 pouces (76,2 mm) d'épaisseur pour une hauteur de mur allant jusqu'à 36 pieds (10,97 m). Sur un mur à ossature de bois, ce placage doit être espacé par un vide d'air d'au moins 1 pouce (25,4 mm). Un placage de maçonnerie de moins de 3½ pouces (92,1 mm) d'épaisseur doit avoir des joints non raclés.

6) Un placage de maçonnerie appuyé à chacun de ses éléments par le massif de fond doit être conforme aux prescriptions pertinentes de la section 4.4.

7) La hauteur d'une surélévation au-dessus de la surface du toit adjacent ne doit pas dépasser 3 fois son épaisseur. Une surélévation doit être massive depuis son sommet jusqu'à au moins 1 pied (305 mm) au-dessous du niveau du toit.

8) Les parements en dallage de pierre à chaux et en panneaux de béton préfabriqué doivent être conformes aux exigences appropriées de la section 4.4.

#### **9.18.7. Engravures et évidements :**

1) La profondeur de toute engravure ou de tout évidement ne doit pas dépasser le 1/3 de l'épaisseur du mur. La projection horizontale de l'engravure ou de l'évidement ne doit pas dépasser 20 pouces (508 mm).

2) Aucune engravure ni aucun évidement ne doit être construit dans un mur de 8 pouces (203 mm) ou moins d'épaisseur.

3) Toutefois, une engravure peut être pratiquée dans un mur de 8 pouces (203 mm), à condition qu'elle n'ait pas plus de 4 pouces (102 mm) de profondeur et 30 pouces (762 mm) de hauteur, et que sa projection horizontale ne dépasse pas 20 pouces (508 mm).

4) De plus, les engravures et les évidements doivent être espacés d'au moins 4 fois l'épaisseur du mur et n'être pas à moins de 2 pieds (610 mm) de distance de tout pilastre, mur de refend, contrefort ou autre élément vertical assurant l'appui latéral nécessaire au mur.

5) Tout engravure ou évidement non conforme aux limites prévues aux paragraphes 1 à 4 doit être tenu pour une ouverture, et toute maçonnerie appuyée au-dessus de cette engravure ou de cet évidement doit être appuyée par un linteau ou un arc.

6) Une engravure ou un évidement ne doivent pas être pratiqués dans un mur constitué d'éléments creux, après que les éléments de maçonnerie sont en place.

### 9.18.8. Appui des charges :

1) Un mur porteur en éléments de maçonnerie creux qui appuient des membres de charpente de toit ou de plancher, doit être couronné d'au moins 2 pouces (50,8 mm) de maçonnerie massive, à moins que l'assise supérieure ne soit remplie de béton. Toutefois, il est permis d'omettre le couronnement, lorsque la charpente du toit est appuyée sur une lisse de bois d'au moins 2 pouces (50,8 mm) d'épaisseur et de la même largeur que le mur de maçonnerie.

2) Les solives de plancher appuyées sur un mur creux doivent s'appuyer sur des éléments massifs d'au moins 2½ pouces (63,5 mm) de hauteur. Les solives de plancher ne doivent pas saillir dans le vide. Les membres de charpente de toit et de plafond qui s'appuient sur un mur creux doivent être appuyés par une maçonnerie massive d'au moins 2½ pouces (63,5 mm), traversant la pleine épaisseur du mur, ou par une lisse de bois d'au moins 2 pouces (50,8 mm) d'épaisseur comportant un appui d'au moins 2 pouces (50,8 mm) à chaque paroi.

3) L'aire d'appui d'une poutre ou d'une solive doit être suffisante pour porter la charge appuyée. La longueur minimale de l'appui d'extrémité d'une poutre appuyée sur une maçonnerie ne doit en aucun cas être inférieure à 3½ pouces (92,1 mm). La longueur minimale de l'appui d'extrémité des solives de plancher, de toit et de plafond appuyées sur la maçonnerie, ne doit pas être inférieure à 1½ pouce (38,1 mm).

4) Une poutre ou un poteau s'appuyant sur un mur de maçonnerie doit porter sur un pilastre lorsque l'épaisseur du mur ou de la paroi de maçonnerie est inférieure à 8 pouces (203 mm). On doit prévoir au moins une épaisseur de 8 pouces (203 mm) de maçonnerie ou de béton massifs sous les poutres et les poteaux. Les pilastres doivent être liaisonnés ou agrafés au mur de maçonnerie. Un pilastre de béton ne doit pas mesurer moins de 2 pouces (50,8 mm) sur 12 pouces (305 mm) ; un pilastre en maçonnerie d'éléments ne doit pas mesurer moins de 4 pouces (102 mm) sur 12 pouces (305 mm).

5) La distance entre la face d'un mur et jusqu'à la rive d'un membre d'appui assemblé à la charpente ne doit pas dépasser 1½ pouce (38,1 mm), sous réserve de dérogation prévue à la section 4.4.

### 9.18.9. Lien et agrafage :

1) Les joints verticaux dans les rangs adjacents des murs et des cloisons doivent être décalés, à moins que cha-

que paroi de maçonnerie ne soit armée d'au moins 2 barres d'acier résistant à la corrosion, d'un diamètre de 0,148 pouce (3,76 mm), placées dans les joints horizontaux à intervalles verticaux ne dépassant pas 18 pouces (457 mm). Lorsqu'il se présente des entures dans l'armature, le recouvrement doit être d'au moins 6 pouces (152 mm).

2) Dans les murs de maçonnerie comprenant en 2 parois ou plus, les parois doivent être agrafées ou liaisonnées au moyen d'éléments de liaisonnement de maçonnerie conformes aux dispositions du paragraphe 3, ou d'agrafes métalliques répondant aux conditions des paragraphes 4 à 6.

3) Lorsque les parois sont liaisonnées au moyen d'éléments de maçonnerie, les éléments de liaisonnement doivent constituer au moins 4% de l'aire de la surface du mur. Les éléments de liaisonnement doivent être espacés d'au plus 24 pouces (610 mm) d'axe en axe, verticalement et horizontalement, dans le cas de la maçonnerie de brique, et d'au plus 36 pouces (914 mm) d'axe en axe dans le cas des blocs de béton et des blocs d'argile creux. Ces éléments doivent être encastrés d'au moins 3¾ pouces (92,1 mm) dans les parois adjacentes.

4) Lorsque 2 parois ou plus sont liaisonnées ensemble au moyen d'agrafes métalliques du genre tige distincte, les agrafes doivent être conformes aux exigences des paragraphes 5 à 8. D'autres agrafes métalliques de liaisonnement peuvent être utilisées, lorsqu'il peut être démontré, conformément à l'article 2.6.1, qu'elles donnent un mur au moins aussi fort et aussi durable que ceux qui sont liaisonnés au moyen d'agrafes du genre tige distincte.

5) Les agrafes métalliques du genre tige distincte doivent résister à la corrosion et avoir une aire de section transversale d'au moins 0,0276 pouce carré (0,178 cm<sup>2</sup>). Elles doivent comporter au moins deux parties de 2 pouces (50,8 mm) pliées perpendiculairement à chaque extrémité.

6) Les agrafes métalliques du genre tige distincte doivent se prolonger jusqu'en deçà de 1 pouce (25,4 mm) des faces extérieures et intérieures du mur et être complètement enrobées dans le mortier, à l'exception de la partie qui est dans le vide. Elles doivent être en chicane d'une assise à l'autre.

7) Lorsque 2 parois ou plus dans un mur, autre qu'un mur creux, sont liaisonnées ensemble au moyen d'agrafes métalliques du genre tige distincte, le vide entre les parois doit être complètement rempli de mortier. Ces agrafes doivent être placées en deçà de 12 pouces (305 mm) des ouvertures et espacées d'au plus 36 pouces (914 mm) autour des ouvertures. Aux autres endroits, les agrafes doivent être espacées d'au plus 36 pouces (914 mm) horizontalement et 18 pouces (457 mm) verticalement.

8) Lorsque les parois intérieure et extérieure d'un mur creux sont liaisonnées ensemble au moyen d'agrafes métalliques du genre tige individuelle, les agrafes doivent être formées afin de prévoir un larmier près du centre. Ces agrafes doivent être espacées d'au plus 24 pouces (610 mm) horizontalement en deçà de 4 pouces (102 mm) de la sousface de chaque jeu de solives de plancher lorsque le vide se prolonge en bas des solives et d'au plus 36 pouces (914 mm) autour des ouvertures en deçà de 12 pouces (305 mm) des ouvertures. Aux autres endroits, les agrafes doivent être espacées d'au plus 36 pouces (914 mm) horizontalement et 18 pouces (457 mm) verticalement.

9) Un placage de maçonnerie de 3 pouces (76,2 mm) ou plus d'épaisseur et reposant sur un appui, doit être agrafé au massif de fond de maçonnerie ou aux membres de charpente en bois au moyen de bandes métalliques inoxydables USSG #28,  $\frac{7}{8}$  pouce (21,8 mm) de largeur, espacées conformément au tableau 9.18.9.A et formées de manière à faire clef dans le mortier.

Tableau 9.18.9.A

#### ESPACEMENT DES AGRAFES À PLACAGE

Espacement maximal vertical		Espacement maximal horizontal	
po	(mm)	po	(mm)
16	(406)	32	(812)
20	(508)	24	(610)
24	(610)	16	(406)

10) Un placage de maçonnerie appuyé individuellement par un massif de fond en maçonnerie ou à ossature de bois doit être solidement fixé au massif de fond conformément à la section 4.4 du présent code.

11) Le joint horizontal d'une maçonnerie en blocs de verre doit être armé de 2 barres résistant à la corrosion, d'au moins 0,148 pouce (3,76 mm) de diamètre, ou de bandes métalliques déployées d'au moins 3 pouces (76,2 mm) de largeur, espacées à des intervalles verticaux d'au plus 24 pouces (610 mm) dans le cas des éléments de 8 pouces (203 mm) ou moins de hauteur, et à chaque joint horizontal dans le cas des éléments qui ont plus de 8 pouces (203 mm). Les entures d'armature doivent avoir un recouvrement d'au moins 6 pouces (152 mm).

#### 9.18.10. Appui latéral :

1) Les murs et les cloisons de maçonnerie doivent être appuyés perpendiculairement au mur par un plancher ou un toit, par un mur de refend en maçonnerie ou par des

contreforts. L'espacement de ces appuis doit être conforme au tableau 9.18.10.A.

Tableau 9.18.10.A

#### DISTANCE MAXIMALE ENTRE LES APPUIS LATÉRAUX DE MUR

Genre de mur	Espacement maximal
Murs porteurs d'éléments massifs	20 fois l'épaisseur du mur
Murs porteurs d'éléments creux ou murs à cavité	18 fois l'épaisseur du mur
Murs ou cloisons non porteurs	36 fois l'épaisseur du mur

2) Les murs appuyés latéralement par un plafond ou un toit, tel que le prescrit le paragraphe 1, doivent être construits pour transmettre les charges latérales aux murs et contreforts à angle droit avec le mur.

#### 9.18.11. Ancrage du toit, du plancher et des murs de refend :

1) Lorsqu'il est prescrit qu'un mur de maçonnerie assure un appui latéral, ce mur doit être ancré à chaque niveau de solives ou de poutres, ou au plancher, à des intervalles maximaux de 6 pieds 8 pouces (2,03 m), mais cet ancrage peut être omis si les solives de plancher sont à au plus 3 pieds (914 mm) au-dessus du niveau du sol. Les agrafes doivent résister à la corrosion et consister au moins en l'équivalent de bandes d'acier de  $1\frac{1}{2}$  pouce (38,1 mm) sur  $\frac{3}{16}$  pouce (4,76 mm) d'épaisseur. Ces ancrages doivent être constitués de manière à établir une clef mécanique dans la maçonnerie, et être solidement fixés à l'appui horizontal afin d'assurer toute la résistance de l'attache. Lorsque les solives sont parallèles au mur, ces attaches doivent se prolonger sur au moins 3 solives.

2) Lorsqu'il est prescrit qu'un mur de maçonnerie assure un appui latéral, les murs et cloisons de refend doivent être liaisonnés ou agrafés ensemble. Cinquante pour cent des éléments de maçonnerie adjacents, dans le mur de refend, doivent être enrobés dans le mur appuyé latéralement à moins que ne soient prévus des agrafes métalliques résistant à la corrosion et qui sont l'équivalent de bandes d'acier d'au moins  $\frac{3}{16}$  pouce (4,76 mm) sur  $1\frac{1}{2}$  pouce (38,1 mm) doivent être prévues. Ces agrafes doivent être espacées verticalement d'au plus 2 pieds 8 pouces (813 mm) d'axe en axe, et être profilées aux deux extrémités de façon à établir une clef mécanique suffisante pour assurer la résistance de l'agrafe.

3) Les murs et cloisons à ossature de bois doivent être agrafés aux murs de maçonnerie de refend, avec des tiges d'acier résistant à la corrosion, d'au moins  $\frac{3}{16}$  pouce

(4,76 mm) de diamètre, espacées d'au plus 36 pouces (914 mm) d'axe en axe. Les agrafes doivent être ancrées à l'ossature de bois à une extrémité, et profilées à l'autre extrémité de manière à établir une clef mécanique, afin d'assurer la résistance de l'agrafe.

4) Les systèmes de toit à ossature de bois doivent être agrafés aux murs extérieurs avec des boulons de scellement d'au moins ½ pouce (12,7 mm) de diamètre, espacés d'au plus 8 pieds (2,45 m), enrobés dans au moins 4 pouces (102 mm) de maçonnerie et fixés à une lisse de chevrons en bois de construction d'au moins 2 pouces (50,8 mm) d'épaisseur nominale. Autrement, on doit ancrer le système de toit en clouant les tasseaux de fourrure murale à la face latérale de la lisse de chevrons.

5) Au moins 65% de la masse des corniches, ceintures, saillies et autres garnitures en matériau de maçonnerie qui font saillie sur la face du mur, doivent être incorporés dans le mur, sans toutefois mesurer moins de 3⅝ pouce (92,1 mm), à moins qu'ils ne soient convenablement ancrés au mur au moyen d'un dispositif d'ancrage résistant à la corrosion.

6) Lorsque des boulons de scellement sont insérés à la partie supérieure d'un pilier, le pilier doit être couronné de béton ou de maçonnerie armée sur au moins 12 pouces (305 mm) d'épaisseur.

#### **9.18.12. Encorbellement :**

1) Tout encorbellement doit être constitué d'éléments massifs. Les éléments doivent être montés en encorbellement de manière que la saillie horizontale de n'importe quel élément ne dépasse pas 1 pouce (25,4 mm) et que la saillie totale ne dépasse pas le 1/3 de l'épaisseur totale du mur.

2) Un mur creux plus épais que la fondation sur laquelle il repose, ne doit pas être monté en encorbellement, mais il peut surplomber de 1 pouce (25,4 mm) la face extérieure de la fondation, indépendamment du crépi. Une fondation en maçonnerie par éléments peut être montée en encorbellement pour affleurer à la face intérieure d'un mur creux, à condition que l'encorbellement unitaire des éléments ne dépasse pas la ½ de la hauteur ni le 1/3 de la largeur des éléments en encorbellement, et que l'encorbellement total ne dépasse pas le 1/3 de l'épaisseur du mur de fondation.

3) Un placage de maçonnerie reposant sur un appui ne doit pas faire sur de la base d'appui une saillie de plus de 1 pouce (25,4 mm) lorsque le placage est d'au moins 3⅝ pouces (92,1 mm) d'épaisseur, ni plus de ½ pouce (12,7 mm) lorsque le placage est de moins de 3⅝ pouces (92,1 mm) d'épaisseur. Dans le cas d'un placage en pierre brute, la saillie sur la base d'appui, mesurée comme étant la sail-

lie moyenne des éléments de pierre, ne doit pas dépasser le 1/3 de la largeur du lit.

#### **9.18.13. Solin :**

1) Un solin ne doit consister en au moins une feuille de plomb de 4 livres (1,81 kg), une tôle en acier cuprifère galvanisée de 0,016 pouce d'épaisseur (GSG #28), ou une plaque en cuivre de 14 onces (0,40 kg), en zinc de 11 onces (0,31 kg) ou en aluminium de 0,019 pouce d'épaisseur (B & SG #23). Un solin d'aluminium en contact avec la maçonnerie de béton doit être enduit ou séparé de la maçonnerie ou du béton par une membrane imperméable.

2) Un solin dissimulé doit consister au moins en une feuille de plomb de 4 livres (1,81 kg), une tôle en acier cuprifère de 0,016 pouce d'épaisseur (GSG #28) ou en une plaque en cuivre de 14 onces (0,40 kg), en zinc de 11 onces (0,31 kg), un matériau à toiture en rouleau de 45 livres (20,4 kg), en polyéthylène d'une épaisseur de 0,006 pouce (0,152 mm) ou en une feuille de cuivre ou d'aluminium de 2 onces (56,7 g) lamellée avec du feutre ou du papier kraft.

3) Les dispositifs d'attache des solins doivent résister à la corrosion et être compatibles avec le solin en ce qui concerne l'action galvanique.

4) Des solins doivent être installés dans les murs de maçonnerie et de placage de maçonnerie, sous les seuils de fenêtre en maçonnerie jointoyée, sur le dos et le faite des surélévations au-dessus du toit, sur le sommet des panneaux en blocs de verre, sous les trous d'évacuation de l'eau et au-dessus des ouvertures de fenêtre et de porte dans les murs extérieurs, lorsque la distance verticale entre le dessus de la boiserie d'une fenêtre ou d'une porte et la rive inférieure de l'avant-toit dépasse le ¼ du surplomb horizontal de l'avant-toit.

5) Lorsqu'un solin est installé sous un rebord de fenêtre en maçonnerie jointoyée ou au-dessus d'une ouverture, il doit partir de la rive avant de la maçonnerie et se prolonger vers le haut jusque derrière le rebord ou le linteau.

6) Les solins placés sous les trous d'évacuation de l'eau, dans les murs creux, doivent être installés de manière à être enrobés dans les deux parois, et avec pente descendante vers la paroi extérieure. Ils doivent être enrobés d'au moins 1 pouce (25,4 mm) dans la paroi intérieure et se prolonger jusqu'à l'extérieur de la paroi extérieure.

7) Les solins posés sous les trous d'évacuation de l'eau dans un placage de maçonnerie posé sur un mur à ossature de bois, doivent être installés de manière à se prolonger depuis la rive avant de la maçonnerie jusqu'à 6 pouces (152 mm) en remontant derrière le papier de revêtement.

**9.18.14. Trous d'évacuation de l'eau :** Des trous d'évacuation de l'eau espacés d'au plus 2 pieds (610 mm), doivent être prévus au bas du vide formé dans un mur creux ou un mur à placage de maçonnerie, afin d'assurer l'écoulement de l'eau vers l'extérieur.

**9.18.15. Étanchéité à l'humidité :**

1) À moins d'être protégés sur leur pleine hauteur par un toit d'abri d'auto ou de véranda, les murs extérieurs autres que les murs creux doivent être crépis sur la surface intérieure, puis recouverts d'un palier ou d'un feutre no 15 saturé d'asphalte, du type perméable à la vapeur d'eau, conforme à la norme ONGC F9-GP 2a (1971), Papier isolant de fibre cellulosique hydrofuge, type aérateur avec recouvrement de 4 pouces (102 mm) aux joints. Lorsque l'isolant thermique limite le passage de la vapeur d'eau et est appliqué au moyen d'un adhésif imperméable ou de mortier, directement sur la maçonnerie, les exigences visant le crépi et le papier de construction ne s'appliquent pas.

2) Un mur creux doit être construit de manière que les bavures de mortier ne puissent former un pont qui permette à l'eau de pluie de franchir le vide.

3) Le joint entre un cadre de porte ou de fenêtre et la maçonnerie doit être calfeutré.

4) Lorsqu'aucun solin n'est installé sous un rebord de fenêtre, celui-ci doit être muni d'un larmier à au moins 1 pouce (25,4 mm) de la surface du mur.

**9.18.16. Revêtement extérieur :** Les murs extérieurs en blocs de béton situés au-dessus du niveau du sol doivent être enduits de stuc, peints ou revêtus autrement pour écarter l'eau tout en laissant passer la vapeur d'eau.

**9.18.17. Protection :**

1) Le mortier et la maçonnerie doivent être maintenus à une température d'au moins 40°F (4,4°C) pendant la mise en place et durant au moins 48 heures après la mise en oeuvre. Il est interdit d'utiliser un matériau gelé dans le mélange à mortier.

2) La surface supérieure d'une maçonnerie inachevée et exposée aux intempéries doit être complètement recouverte d'un matériau imperméable lorsque la construction n'est pas en cours.

**9.18.18. Résistance aux effets sismiques :**

1) Lorsque la présente section le prescrit, les murs de maçonnerie doivent être renforcés, verticalement et horizontalement, au moyen de barres d'acier d'au moins 0,002 fois la section des murs, de façon qu'au moins le 1/3 de la

surface d'acier exigée soit installée horizontalement ou verticalement.

2) Le renforcement de la maçonnerie prescrit par la présente section doit être conforme à la partie B du Supplément no 4 du Code national du bâtiment, (1975).

**SECTION 9.19**

**CHEMINÉES ET CONDUITS DE FUMÉE**

**9.19.1. Généralités :**

1) Lorsqu'une cheminée a plus de 40 pieds (12,2 m) de hauteur, lorsque l'aire de section d'un conduit de fumée dépasse 126 pouces carrés (0,08 m<sup>2</sup>) ou lorsque la capacité nominale d'un appareil raccordé à un conduit de fumée excède 4000 000 BTU/H, les exigences de la partie VI doivent s'appliquer.

2) Les cheminées métalliques constituées d'une seule épaisseur de métal doivent être conformes aux exigences de la partie VI.

3) Une cheminée préfabriquée en usine doit être conforme à la norme ULC S604-1963, *Chimneys, Factory-Built*.

4) Lorsqu'un conduit d'évacuation métallique dessert un appareil à gaz, celui-ci doit être ventilé conformément à la norme G40-1971 Code des installations de gaz, première partie, gaz canalisés, publiée par la Régie de l'électricité et du gaz.

5) Les registres et les régulateurs de tirage intercalés dans un conduit de fumée desservant un appareil à mazout, doivent être conformes à la norme ACNOR B139-1971, *Installation Code for Oil Burning Equipment*.

6) Les cheminées et les conduits d'évacuation de gaz homologués pour les appareils à gaz mais qui ne conviennent pas aux appareils à combustible solide ou liquide, doivent être marqués à cet effet, et en permanence.

7) L'autorité compétente peut en cas de doute exiger qu'une cheminée, un conduit d'évacuation ou un conduit de fumée soit éprouvé pour son étanchéité au gaz, à la fumée et aux flammes.

**9.19.2. Conduits de cheminée :**

1) Un conduit de fumée desservant un foyer ou un incinérateur ne doit pas desservir d'autres appareils.

2) Deux appareils à combustible ou plus, autres qu'un foyer, peuvent être raccordés au même conduit de fumée, à condition que le tirage requis soit maintenu pour les appareils raccordés et que les raccords soient faits à des élévations différentes.

3) Les conduits de cheminée ne doivent pas être inclinés de plus de 45° sur la verticale.

4) La dimension d'un conduit de cheminée doit être conforme au tableau 9.19.2.A à moins qu'on ne fournisse des calculs qui démontrent, conformément à l'article 2.6.1., qu'une dimension moindre est justifiée.

5) La largeur d'un conduit de cheminée rectangulaire ou ovale ne doit pas être inférieure au 2/3 de sa plus grande dimension.

**Tableau 9.19.2.A**

**DIMENSIONS DES CONDUITS DE FUMÉE**

Rendement coté maximal (1) d'un appareil ou plus  BTU/h	Dimension minimale d'un conduit de fumée ou d'un carneau (2)			
	Rond		Rectangulaire	
	po. dia.	(mm)	po. x po. nom.	(mm)
105 000	6	(152)	8 x 8	(203) x (203)
175 000	7	(178)	8 x 8	(203) x (203)
280 000	8	(203)	8 x 8	(203) x (203)
400 000	9	(229)	8 x 12	(203) x (305)

N.B. Sur le tableau 9.19.2.A :

(1) La dimension minimale prescrite pour un conduit de foyer doit être de 9 pouces (229 mm) de diamètre dans le cas des conduits ronds et de 8 pouces (203 mm) sur 12 pouces (305 mm) dans le cas des conduits rectangulaires.

(2) Lorsqu'un conduit ne dessert qu'un appareil, son aire doit être au moins égale à celle du carneau qui y est raccordé.

**9.19.3. Revêtement intérieur de cheminée :**

1) Chaque cheminée de maçonnerie ou de béton doit avoir un revêtement intérieur en argile, en brique réfractaire ou en un autre matériel approuvé conformément à l'article 2.6.1.

2) Les revêtements intérieurs en argile doivent être conformes aux exigences de la norme ASTM C315-56 (1972), *Clay Flue Linings*. Ces revêtements ne doivent pas avoir moins de 5/8 pouce (15,9 mm) d'épaisseur et doivent pouvoir résister, sans ramollir ni se fissurer, à une température de 2 000°F (1 093°C).

3) Les revêtements intérieurs en brique réfractaire doivent être conformes à la norme ASTM C64-72, *Refractories for Incinerators and Boilers*. La brique réfractaire doit être posée avec du mortier d'argile réfractaire ou de ciment à haute température.

4) Les revêtements intérieurs de cheminée doivent être installés lorsque la maçonnerie ou le béton de recouvrement sont mis en place. L'espace entre le revêtement

intérieur et la maçonnerie ne doit pas être rempli de mortier lorsque les parois de cheminée mesurent moins de 7½ pouces (191 mm) d'épaisseur.

5) Un revêtement intérieur de cheminée doit partir d'un point situé à au moins 8 pouces (203 mm) au-dessous du raccordement de carneau le plus bas, et se prolonger jusqu'à un point situé à au moins 2 pouces (50,8 mm) au-dessus du couronnement de la cheminée.

**9.19.4. Construction d'une cheminée en maçonnerie ou en béton :**

1) La maçonnerie par éléments doit être conforme à la section 9.18.

2) Le béton doit être conforme à la section 9.1.

3) Une semelle de cheminée de maçonnerie ou de cheminée en béton doit être conforme à la section 9.13.

4) Un conduit de cheminée doit se prolonger d'au moins 3 pieds (914 mm) au-dessus du point le plus élevé où la cheminée entre en contact avec le toit, et jusqu'à au moins 2 pieds (610 mm) au-dessus de la surface du toit ou de la structure la plus élevée se trouvant en-deçà de 10 pieds (3,05 m) de la cheminée. Dans le calcul de cette hauteur, la valeur maximale qui peut être prise en considération pour le dépassement du conduit de cheminée au-dessus de la surface supérieure du couronnement de cheminée, est de 8 pouces (203 mm). Les cheminées doivent être contreventées au besoin pour en assurer la stabilité latérale.

5) Le dessus d'une cheminée doit être muni d'un couronnement imperméable en béton, en métal ou en un autre matériau approuvé conformément à l'article 2.6.1. Le couronnement doit s'incliner à partir du revêtement intérieur de la cheminée et être muni d'un larmier situé à au moins 1 pouce (25,4 mm) de la paroi de la cheminée. Les couronnements de cheminée en maçonnerie jointoyée doivent être munis d'un solin installé sous le couronnement et se prolongeant depuis le revêtement intérieur jusqu'à la rive du larmier.

6) Une ouverture de ramonage munie d'un cadre métallique et d'une porte métallique fermant hermétiquement doit être installée à la partie inférieure du conduit de cheminée.

7) La paroi d'une cheminée de maçonnerie doit être construite d'éléments massifs d'au moins 3 pouces (76,2 mm) d'épaisseur.

8) Les conduits dans une même cheminée doivent être séparés par au moins 3 pouces (76,2 mm) de maçonnerie ou de béton massif, à l'exclusion des revêtements intérieurs, dans le cas des revêtements en argile, et par 3½

pouces (88,9 mm) de brique réfractaire dans le cas des revêtements intérieurs en brique réfractaire.

9) Les joints entre une cheminée et les matériaux adjacents doivent être munis d'un solin satisfaisant pour écarter l'eau.

### 9.19.5. Carneaux :

1) Un carneau raccordant un appareil à combustible à un conduit de cheminée doit être fait de métal conforme au tableau 9.19.5.A.

2) Les carneaux doivent être aussi courts et aussi droits que possible.

3) L'aire de section d'un carneau ne doit pas être inférieure à l'aire de la sortie du conduit de fumée de l'appareil, mais il est permis d'utiliser un réducteur conique dans le tronçon du conduit de fumée adjacent à la cheminée à condition que le tirage requis demeure.

**Tableau 9.19.5.A**

#### ÉPAISSEUR DE PAROI DES CARNEAUX

Diamètre maximal du carneau		Épaisseur minimale du métal (1)				Aluminium (B & SG)
		Acier galvanisé (GSG)		Acier non protégé (MSG)		
		Mazout et gaz	Combustible solide	Mazout et gaz	Combustible solide	
po	(mm)					Gaz
4	(102)	30	28	28	26	26
5	(127)	30	28	28	26	24
8	(203)	28	26	26	24	24
10	(254)	26	24	24	22	22

N.B. Sur le tableau 9.19.5.A :

(1) L'épaisseur minimale du métal en pouces, équivalente aux numéros d'épaisseur, est donnée au tableau 6.1.4.A de la partie VI.

4) Le raccordement d'un carneau à la cheminée doit se faire au moyen d'une virole ou d'un collier de conduit en maçonnerie.

5) Un carneau doit être supporté par du métal ou d'autres appuis incombustibles.

6) Aucun carneau ne doit traverser un attique, une garde-robes, un espace caché ou un plancher.

### 9.19.6. Espacement par rapport aux constructions combustibles :

1) La distance libre entre une cheminée de béton ou de maçonnerie et une charpente combustible ne doit pas être inférieure à 2 pouces (50,8 mm) dans le cas d'une che-

minée intérieure, ni à ½ pouce (12,7 mm) dans le cas d'une cheminée extérieure.

2) On doit prévoir un espace libre d'au moins 6 pouces (152 mm) entre une ouverture de ramonage et un matériau combustible.

3) Tous les espaces entre une cheminée de maçonnerie ou de béton et une charpente combustible doivent être scellés au haut et au bas, avec un matériau incombustible.

4) Un revêtement de sol doit s'arrêter à au moins ½ pouce (12,7 mm) d'une cheminée de maçonnerie ou de béton. La boiserie doit être séparée d'une cheminée de maçonnerie ou de béton par au moins ⅛ pouce (3,18 mm) d'amiante, de carton d'amiante ou d'un autre matériau incombustible.

5) L'espace libre entre un carneau et un matériau combustible non protégé doit être d'au moins 18 pouces (457 mm), mais si la température des gaz du carneau ne dépasse pas 750°F (399°C), il peut être réduit à 9 pouces (229 mm). Dans le cas d'un espace libre de 18 pouces (457 mm) prévu au présent code, cette distance peut être ramenée aux valeurs indiquées au tableau 9.19.6.A lorsque le matériau combustible est protégé.

6) Les solives et les poutres peuvent s'appuyer sur un mur de maçonnerie qui renferme des conduits de cheminée, à condition que les membres combustibles soient séparés du conduit par une épaisseur minimale de 12 pouces (305 mm) de maçonnerie massive.

**Tableau 9.19.6.A**

#### ESPACEMENT ENTRE UN CARNEAU ET UN MATÉRIAU COMBUSTIBLE PROTÉGÉ

Genre de protection posé sur un matériau combustible, à moins de spécification contraire au présent code et recouvrant toutes les surfaces en deçà de 18 pouces (457 mm) du tuyau de fumée (carneau)	Espacement entre un carneau et un matériau combustible	
	po	(mm)
Carton d'amiante de ¼ po (6,4 mm) espacé de 1 po (25,4 mm) par un matériau incombustible	12	(305)
Tôle de 0,0129 po sur carton d'amiante de ¼ po (6,4 mm)	12	(305)
Tôle de 0,0129 po espacée de 1 po (25,4 mm) par un matériau incombustible	9	(229)
Tôle de 0,0129 po sur carton d'amiante de ⅛ po (3,18 mm) espacée de 1 po (25,4 mm) par un matériau incombustible	9	(229)
1½ po (38,1 mm) de ciment d'amiante recouvrant le carneau	9	(229)
Tôle de 0,0259 po sur matelas de laine minérale de 1 po (25,4) armé d'un treillis métallique ou l'équivalent	3	(76,2)



## SECTION 9.20

### FOYERS

#### 9.20.1. Généralités :

1) Sous réserve des autres dispositions de la présente section, la maçonnerie par éléments doit être conforme à la section 9.18 et le béton, à la section 9.1.

2) Les semelles recevant des foyers de maçonnerie et de béton doivent être conformes à la section 9.13.

#### 9.20.2. Doublures de foyer :

1) Chaque foyer doit être doublé à l'intérieur d'au moins 2 pouces (50,8 mm) de brique réfractaire ou être muni d'une doublure d'acier approuvée conformément à l'article 2.6.1.

2) Une doublure de brique réfractaire doit être montée avec du mortier d'argile réfractaire ou un mortier de ciment à haute température.

#### 9.20.3. Épaisseur de paroi :

1) Lorsqu'une doublure en brique réfractaire de 2 pouces (50,8 mm) ou une doublure en acier est utilisée sans chambre de circulation d'air, l'arrière et les côtés d'un foyer ne doivent pas mesurer moins de 7½ pouces (191 mm) d'épaisseur lorsqu'ils sont construits en maçonnerie par éléments massifs, ni moins de 12 pouces (305 mm) d'épaisseur lorsqu'ils sont construits d'éléments creux ou de pierre, à l'exclusion de l'épaisseur de la doublure. Dans le cas des éléments creux, le dos et les côtés doivent consister en 2 parois où les joints sont en chicane dans les parois adjacentes.

2) Lorsqu'une doublure en argile réfractaire ne mesure pas moins de 3½ pouces (90 mm), son épaisseur peut être incluse dans l'épaisseur prescrite pour le mur au paragraphe 1.

3) Lorsqu'une doublure de foyer en acier est utilisée et comprend une chambre de circulation d'air entourant la chambre de combustion, le dos et les côtés du foyer doivent consister au moins en une épaisseur de 3½ pouces (90 mm) d'éléments massifs de maçonnerie, ou en une épaisseur de 7½ pouces (191 mm) d'éléments de maçonnerie creux.

**9.20.4. Ouvertures :** La maçonnerie qui surmonte les ouvertures doit être appuyée par un membre d'acier, par du béton armé ou par un arc en maçonnerie.

#### 9.20.5. Âtre :

1) Un foyer doit être muni d'un âtre incombustible se prolongeant d'au moins 16 pouces (406 mm) à l'avant de

l'ouverture de foyer, et d'au moins 8 pouces (203 mm) de chaque côté de cette ouverture.

2) L'âtre doit être appuyé sur un arc d'enchevêtrement d'au moins 6 pouces (152 mm) d'épaisseur et constitué d'éléments massifs, ou sur un chevêtre en béton armé d'au moins 4 pouces (102 mm) d'épaisseur.

**9.20.6. Régulateur de tirage :** La gorge de chaque foyer doit être munie d'un régulateur de tirage métallique de dimension suffisamment grande pour couvrir toute l'aire de l'ouverture de la gorge.

**9.20.7. Chambre de fumée :** Les côtés de la chambre de fumée raccordant la gorge d'un foyer à un conduit de cheminée ne doivent pas être inclinés à un angle supérieur à 45° sur la verticale. L'épaisseur de la chambre de fumée au-dessus du régulateur de tirage doit être conforme aux épaisseurs de paroi de cheminée prévues à la section 9.19. Chaque chambre de fumée doit être crépie à l'intérieur d'argile réfractaire ou d'un mortier de ciment à haute température, ou protégée au moyen d'une doublure en argile ou en béton, de dimensions décroissantes.

**9.20.8. Foyers préfabriqués :** Un foyer préfabriqué doit être conforme à la norme ULI 127-1971, *Fireplaces, Factory-Built*.

## SECTION 9.21

### CONSTRUCTION A OSSATURE DE BOIS

#### 9.21.1. Domaine d'application :

1) La présente section s'applique à la construction traditionnelle à ossature de bois où les membres de charpente sont espacés à entre-axes d'au plus 24 pouces (610 mm).

2) Les exigences de la présente section en ce qui concerne la charpente d'un plancher, le sous-plancher et leur assemblage, s'appliquent aux planchers pour lesquels la surcharge à admettre ne dépasse pas 50 livres par pied carré.

3) Les exigences de la présente section en ce qui concerne la charpente d'un mur et son assemblage, s'appliquent aux murs qui appuient des planchers pour lesquels la surcharge à admettre ne dépasse pas 50 livres par pied carré.

4) Lorsqu'une construction outrepassé les conditions prévues au paragraphe 2 ou 3, le calcul de la charpente et de l'assemblage doit être conforme à la section 4.3.

5) Une construction à poteaux, poutres et madriers et une construction avec murs à ossature en madriers, doivent être conformes aux sections 9.22 et 9.23.

**9.21.2. Généralités :**

1) Tous les membres doivent être assemblés, ancrés, fixés, agrafés et contreventés de manière à assurer la résistance et la rigidité nécessaires.

2) Les extrémités des solives ou des poutres de bois et des autres membres qui s'assemblent à la maçonnerie ou au béton, doivent être traitées contre la pourriture lorsque la partie inférieure du membre est au niveau du sol ou au-dessous de celui-ci, à moins qu'un vide d'air de ½ pouce (12,7 mm) ne soit prévu à l'extrémité et sur les côtés du membre.

3) Une charpente en bois doit être séparée du béton en contact avec le sol au moyen d'une membrane de polyéthylène d'une épaisseur de 0,002 pouce (0,0508 mm), d'un matériau à toiture en rouleau de 45 livres (20,4 kg), ou d'un autre matériau d'étanchéité approuvé conformément à l'article 2.6.1.

4) Le bois de construction doit être conforme aux exigences appropriées de l'article 9.1.3.

**9.21.3. Clous et crampons :**

1) Les clous mentionnés dans la présente section doivent être des clous communs en fil d'acier, conformes à la norme ACNOR B111-1974, *Wire Nails, Spikes and Staples*, à moins d'indication contraire. Il est permis d'utiliser d'autres clous à condition qu'ils offrent un comportement au moins équivalent et qu'ils soient approuvés conformément à l'article 2.6.1.

2) Tous les clous doivent être suffisamment longs pour qu'au moins la moitié de la longueur pénètre dans le second membre. Il faut réduire au minimum les occasions de fente dans les membres de bois, en plaçant les clous en chicane dans la direction du fil du bois et en écartant les clous des rives.

3) Le clouage d'une charpente doit être conforme au tableau 9.21.3.A.

Tableau 9.21.3.A

## CLOUAGE DE LA CHARPENTE

Détail de construction	Longueur minimale du clou		Nombre minimal ou espacement maximal des clous
	po.	(mm)	
Solive de plancher à la lisse — clou en biais	3 1/4	(82,6)	2
Tasseau de bois ou de métal à la sous-face des solives de plancher	2 1/4	(57,2)	2
Entretoisement croisé aux solives	2 1/4	(57,2)	2 à chaque bout
Chevêtres ou solives d'enchevêtrements jumelées	3	(76,2)	entre-axes de 12 po. (305 mm)
Solives de plancher aux poteaux lorsque ceux-ci sont continus d'un étage à l'autre	3	(76,2)	2
Corbeaux aux poutres de bois	3 1/4	(82,6)	2 par solive
Entures des solives (voir également le tableau 9.21.13. A.)	3	(76,2)	2 à chaque bout
Solives boiteuses aux chevêtres	3 1/4	(82,6)	5
(clouage à l'extrémité)	4	(102)	3
Chevêtres aux solives d'enchevêtrement	3 1/4	(82,6)	5
(clouage à l'extrémité)	4	(102)	3
Poteaux aux lisses murales (à chaque extrémité);	2 1/2	(63,5)	4
clouage en biais ou clouage à l'extrémité	3 1/4	(82,6)	2
Poteaux jumelés aux ouvertures ou poteaux aux intersections ou angles des cloisons ou des murs	3	(76,2)	entre-axes de 30 po. (762 mm)
Sablières jumelées	3	(76,2)	entre-axes de 24 po. (610 mm)
Lisses ou soles pour les solives ou blocs (murs extérieurs)	3 1/4	(82,6)	entre-axes de 16 po. (406 mm)
Cloisons intérieures à la charpente ou au sous-plancher	3 1/4	(82,6)	entre-axes de 24 po. (610 mm)
Membre horizontal au-dessus des ouvertures dans les cloisons non porteuses — à chaque extrémité	3 1/4	(82,6)	2
Linteaux aux poteaux	3 1/4	(82,6)	2 à chaque bout
Solives de plafond aux sablières — clouage en biais à chaque extrémité	3 1/4	(82,6)	2
Chevrons de toit, fermes de toit, ou solives de toit aux sablières — clouage en biais	3 1/4	(82,6)	3
Sablières aux solives de plafond	4	(102)	2
Chevrons aux solives (avec appui au faite)	3	(76,2)	3
Chevrons aux solives (sans appui au faite)	3	(76,2)	voir tableau 9.21.13. A.
Gousset aux chevrons au faite	2 1/4	(57,2)	4
Chevrons aux faitières — clou en biais	2 1/4	(57,2)	4
— clou à l'extrémité	3 1/4	(82,6)	3
Entrails retroussés aux chevrons — chaque extrémité	3	(76,2)	3
Traversières des entrails retroussés à chaque entrait retroussé	2 1/4	(57,2)	2
Empannons aux arêtiers ou chevrons de noue	3 1/4	(82,6)	2
Contrefiches de toit aux chevrons	3	(76,2)	3
Contrefiches de toit aux cloisons porteuses — clouage en biais	3 1/4	(82,6)	2
Tabliers en madriers de 2 po. (50,8 mm) sur 6 po. (152 mm) ou moins au support	3 1/4	(82,6)	2
Tabliers en madriers de plus de 2 po. (50,8 mm) sur 6 po. (152 mm) au support	3 1/4	(82,6)	3
Tabliers en madriers de 2 po. (50,8 mm) sur chant au support (clou en biais)	3	(76,2)	1
Madriers de 2 po. (50,8 mm) sur chant, l'un à l'autre	3	(76,2)	entre-axes de 18 po. (457 mm)

4) La fixation du revêtement et du sous-plancher doit être conforme au tableau 9.21.3.B.

**Tableau 9.21.3.B**

### FIXATION DU REVÊTEMENT ET DU SOUS-PLANCHER

Élément	Longueur minimale des clous		Longueur minimale des crampons		No. min. ou entre-axes max.
	po.	(mm)	po. (¹)	(mm)	
Contreplaqué ou aggloméré de 5/16 po. (7,94 mm) et 3/8 po. (9,53 mm)	2 (1)	(50,8)	1½	(38,1)	Entre-axes de 6 po (152 mm) le long des rives et de 12 po (305 mm) le long des appuis intermédiaires
Contreplaqué ou aggloméré de 1/2 po. (12,7 mm) et 3/4 po. (19,1 mm)	2 (1)	(50,8)	2	(50,8)	
Contreplaqué ou aggloméré de 7/8 po. (22,23 mm)	2¼ (1)	(57,2)	N/A		
Revêtement en carton-fibre de 7/16 po. (11,11 mm) et 1/2 po. (12,7 mm)	1¾ (2)	(44,5)	1½	(38,1)	
Revêtement de placoplâtre 1/2 po. (12,7 mm)	1¾ (2)	(44,5)	N/A		
Planche de bois de construction de 8 po. (203 mm) de largeur ou moins	2	(50,8)	2	(50,8)	2 par appui
Planche de bois de construction de plus de 8 po. (203 mm) de largeur	2	(50,8)	2	(50,8)	3 par appui

N.B. sur le tableau 9.21.3.B :

- (1) La longueur des clous peut être réduite à ½ pouce (12,7 mm) dans le cas des clous à rainures annulaires.
- (2) Les clous doivent être au moins de la grosseur 10 et avoir un diamètre minimal à la tête de 7/16 pouce (11,11 mm).
- (3) Les crampons doivent être au moins de la grosseur 16 et avoir une couronne d'au moins 3/8 pouce (9,53 mm). Les crampons doivent être enfoncés en plaçant la couronne parallèlement à la charpente.

#### 9.21.4. Portées admissibles :

1) Les portées des poutres, solives et chevrons de bois doivent être conformes aux tableaux II-A à II-K, dans le cas de surcharges uniformes prévues dans les tableaux pour le bois de construction classifié selon les règles de classification indiquées au tableau 9.1.3.A.

2) Les portées des solives, des chevrons et des poutres de bois doivent être conformes aux tableaux III-A à III-K, dans le cas de surcharges uniformes prévues aux tableaux pour le bois de construction classifié selon les règles de classification indiquées au tableau 9.1.3.B.

3) La portée des poutres d'acier dans les sous-sols, caves et vides sanitaires des habitations à 1 et à 2 étages doit être conforme au tableau II-L.

4) Toutefois, lorsqu'un plancher doit être calculé pour appuyer une charge concentrée tel qu'il est spécifié au tableau 9.2.2.B ou appuyer une surcharge uniforme en excédent de celle qui est indiquée dans les tableaux de portées, les portées doivent être déterminées conformément à la section 4.3.

#### 9.21.5. Entaillage et forage :

1) Les trous forés dans les membres de charpente de toit, de plancher ou de plafond ne doivent pas mesurer

plus du ¼ de la profondeur du membre et doivent être placés à au moins 2 pouces (50,8 mm) de la rive, à moins que la profondeur du membre ne soit augmentée de la grosseur du trou.

2) Les membres de charpente de plancher, de toit et de plafond peuvent être entaillés à condition que l'entaille soit placée à la partie supérieure du membre et en deçà d'une demie profondeur de solive à partir de la rive de l'appui, et ne mesure pas plus du 1/3 de la profondeur de la solive, à moins que la profondeur du membre ne soit augmentée de la dimension de l'entaille.

3) Les poteaux muraux ne doivent pas être entaillés, forés ou autrement affaiblis de façon que la partie intacte du poteau mesure moins des 2/3 de la profondeur du poteau si le poteau est porteur, ou de 1½ pouce (41,3 mm) si le poteau est non porteur à moins que les poteaux affaiblis ne soient renforcés.

4) Les sablières dans les murs porteurs et les cloisons ne doivent pas être entaillées, forées ou autrement affaiblies de manière à réduire la largeur intacte à moins de 2 pouces (50,8 mm), à moins que les sablières affaiblies ne soient renforcées.

5) Les membres de ferme de toit ne doivent pas être entaillés, forés ou autrement affaiblis, à moins que l'entaillage ou le forage n'ait été prévu dans le calcul de la ferme.

#### 9.21.6. Ancrage :

1) Les charpentes de bâtiment doivent être ancrées à la fondation, à moins qu'une analyse de la charpente en ce qui concerne les pressions du vent et du sol ne démontre qu'un tel ancrage n'est pas nécessaire.

2) L'ancrage doit être effectué par enrobage des extrémités des solives du premier étage dans le béton ou par assujettissement de la sole à la fondation avec des boulons d'ancrage d'un diamètre minimal de ½ pouce (12,7 mm), à entre-axes d'au plus 8 pieds (2,44 m). Ces boulons de scellement doivent être enrobés d'au moins 4 pouces (102 mm) dans la fondation et être conçus de manière qu'on puisse les serrer sans les extraire de la fondation.

3) Les poteaux extérieurs doivent être ancrés de manière à résister au soulèvement et au déplacement latéral.

### 9.21.7. Lisses :

1) Lorsque des lisses constituent l'appui d'un système de plancher, elles doivent être en matériau de 2 pouces (50,8 mm) sur 4 pouces (102 mm) au minimum.

2) Les lisses doivent être mises à niveau par calage sur un plein lit de mortier, mais lorsque l'arase de la fondation est à niveau, elles peuvent être placées directement sur la fondation, à condition que le joint entre la fondation et la lisse soit calfeutré.

### 9.21.8. Poutres dans les sous-sols, les caves et les vides sanitaires :

1) L'appui des poutres doit être uni et à niveau. Aux extrémités, les poutres doivent avoir un appui d'au moins 3⅝ pouces (92,1 mm) de longueur.

2) Les poutres d'acier doivent recevoir une couche de protection à l'usine.

3) Les poutres de bois peuvent être massives, lamellées-collées ou composées. Une poutre composée destinée à un logement doit consister en lames de bois de construction, d'une épaisseur nominale de 2 pouces (50,8 mm), placées sur le chant et clouées les unes aux autres. Les joints des poutres composées doivent se présenter au-dessus des appuis ou en deçà de 6 pouces (152 mm) des points se trouvant au quart de la portée nette. Dans le cas des joints intervenant près des points situés au quart de la portée nette, les joints des poutres composées doivent être séparés par au moins une lame et ils ne doivent pas constituer plus de la moitié de la largeur de la poutre.

4) Toutefois, lorsque le nombre de lames d'une poutre composée dépasse le nombre indiqué aux tableaux II-J et II-K, ou aux tableaux III-J et III-K, les joints peuvent se présenter à un endroit différent de celui qui est décrit au paragraphe 3. La distance entre les joints ne doit pas être inférieure à 4 fois la profondeur de la poutre lorsqu'ils se présentent dans des lames verticales adjacentes, ni à moins de 2 fois la profondeur de la poutre lorsqu'ils ne se présentent pas dans des lames adjacentes.

### 9.21.9. Solives de plancher :

1) Lorsqu'elles ne s'appuient pas sur des corbeaux, les solives de plancher doivent avoir un appui d'au moins 1½ pouce (38,1 mm) de longueur. Les corbeaux doivent consister au moins en bois de construction de 1 pouce (25,4 mm) sur 4 pouces (102 mm) enclavé dans les poteaux.

2) Les solives de plancher peuvent être appuyées sur le dessus des poutres ou être assemblées sur le côté des poutres.

3) Lorsque les solives sont assemblées au flanc d'une poutre en bois, elles doivent s'appuyer sur des étriers ou d'autres organes d'assemblage mécaniques ou encore sur un corbeau d'au moins 2 pouces (50,8 mm) sur 3 pouces (76,2 mm) cloué au flanc de la poutre.

4) Lorsqu'elles sont assemblées au flanc d'une poutre d'acier, les solives doivent s'appuyer sur la semelle inférieure de la poutre ou sur un corbeau d'au moins 2 pouces (50,8 mm) sur 2 pouces (50,8 mm), assujéti à l'âme de celle-ci avec des boulons d'au moins ¼ pouce (6,4 mm) de diamètre à entre-axes d'au plus 24 pouces (610 mm). Ces solives doivent être entées au-dessus de la poutre avec du bois de construction d'au moins 2 pouces (50,8 mm) sur 2 pouces (50,8 mm), d'une longueur minimale de 2 pieds (610 mm), pour appuyer le bois du plancher. On doit laisser un espace d'au moins ½ pouce (12,7 mm) entre l'enture et la poutre en prévision de la perte de volume des solives de bois.

5) À moins que des fourrures de plafond ou qu'un parement de contreplaqué ne soient installés à la sous-face des solives de plancher, celles-ci doivent être sauvegardées contre la torsion aux appuis d'extrémité et à des intervalles d'au plus 7 pieds (2,13 m) entre ces appuis. Cette fixation peut être assurée aux appuis d'extrémité au moyen d'un clouage en biais à l'appui, ou au moyen d'un clouage d'extrémité des solives à la solive de bordure. Les encastresments intermédiaires et d'extrémités peuvent être assurés au moyen soit d'entretoisements croisés d'au moins 1 pouce (25,4 mm) sur 3 pouces (76,2 mm) ou de 1½ pouce (38,1 mm) sur 2 pouces (50,8 mm), soit d'une bande d'acier de 1 pouce (25,4 mm) sur ½ pouce (3,2 mm) ou d'un tasseau de bois continu de 1 pouce (25,4 mm) sur 4 pouces (102 mm), cloué à chaque solive et fixé à chaque extrémité à la solive de bordure ou à la lisse pour empêcher le déplacement général. Des blocs solidement ajustés entre les solives et cloués fermement en place sont aussi acceptables pour empêcher la torsion des solives.

6) Les solives d'enchevêtrement situées autour des ouvertures de plancher doivent être jumelées lorsqu'elles ont plus de 4 pieds (1,22 m) de longueur. Les dimensions d'une solive d'enchevêtrement de plus de 10 pieds (3,25 m) 8 pouces de longueur doivent être déterminées par calcul.

7) Les chevêtres situés autour des ouvertures de plancher doivent être jumelés lorsque la longueur des solives d'enchevêtrement dépasse 32 pouces (813 mm). Lorsque la solive d'enchevêtrement mesure plus de 6 pieds (2,03 m) 8 pouces de longueur, les dimensions des chevêtres doivent être déterminées par calcul.

8) Lorsque des solives boîteuses et des solives d'enchevêtrement sont appuyées par la charpente du plancher, l'appui doit en être assuré par des étriers appropriés, par clouage ou par d'autres assemblages approuvés conformément à l'article 2.6.1.

9) Une cloison non porteuse parallèle aux solives de plancher doit s'appuyer sur des poutres, des murs porteurs ou des solives jumelées, lorsque la cloison mesure plus de 6 pieds (1,83 m) de longueur et contient des ouvertures qui n'ont pas la hauteur du plafond. Lorsqu'une telle cloison ne contient aucune ouverture ou que les ouvertures s'étendent jusqu'au plafond, les solives n'ont pas besoin d'être jumelées. Une cloison non porteuse de moins de 6 pieds (1,83 m) de longueur n'a pas besoin d'être appuyée sur une charpente, mais peut s'appuyer sur le sous-plancher. Les solives jumelées peuvent être séparées par des blocs d'au moins 8 pouces (203 mm) si les blocs consistent au moins en bois de construction de 2 pouces (50,8 mm) sur 4 pouces (102 mm) à entre-axes maximal de 4 pieds (1,22 m).

10) Les cloisons non porteuses perpendiculaires aux solives de plancher ne sont assujetties à aucune restriction quant à leur emplacement.

11) Un mur intérieur porteur parallèle aux solives de plancher doit être appuyé par une poutre ou un mur de résistance suffisante pour transmettre en toute sécurité les charges de calcul aux appuis verticaux.

12) Un mur intérieur porteur monté perpendiculairement aux solives de plancher, doit être placé à au plus 3 pieds (914 mm) d'un appui de solives lorsque le mur n'appuie aucun plancher, et à au plus 2 pieds (610 mm) d'un appui de solives lorsque le mur appuie un plancher ou plus, à moins que les dimensions des solives ne soient calculées pour appuyer ces charges.

### **9.21.10. Poteaux muraux :**

1) Les poteaux muraux doivent être continus sur la hauteur totale de l'étage, sauf aux ouvertures, et ils ne doivent pas être entés.

2) Les poteaux muraux doivent être placés perpendiculairement à la face du mur ; cependant, il est permis d'utiliser des poteaux posés à plat à l'extrémité du pignon des toits qui contiennent seulement un espace non aménagé ou dans le cas des cloisons non porteuses conformes au tableau 9.21.10.A.

3) Les angles et les intersections doivent être conçus de manière à appuyer les rives verticales des matériaux de parement intérieur et extérieur, et en aucun cas les angles extérieurs ne doivent être constitués d'une ossature qui comprend moins que l'équivalent de 2 poteaux. Lorsque les rives verticales du parement intérieur, aux intersections murales, sont appuyées à des intervalles verticaux au moyen d'un blocage ou d'une autre méthode acceptable, la distance verticale entre ces appuis ne doit pas dépasser la distance maximale qui est spécifiée à la section 9.28.

4) Les poteaux doivent être jumelés de chaque côté d'une ouverture, de sorte que les poteaux intérieurs se prolongent de la lisse au linteau, et les poteaux extérieurs de la lisse à la sablière.

5) Toutefois, des poteaux simples peuvent être utilisés de chaque côté d'une ouverture, dans une cloison non porteuse, à condition que les poteaux se prolongent de la lisse à la sablière.

6) Les dimensions et l'espacement des poteaux doivent être conformes au Tableau 9.21.10.A.

Tableau 9.21.10.A

## DIMENSIONS ET ESPACEMENT DES POTEAUX

Genre de mur	Charges appuyées (y compris les charges permanentes)	Dimensions minimales des poteaux		Espacement maximal des poteaux		Hauteur maximale non appuyée	
		po	(mm)	po	(mm)	pi	(m)
Intérieur	Aucune charge ou rangement limite dans l'attique	2 x 3 2 x 4 (1)	(50,8) x (76,2) ou (50,8) x (102)	24 24	(610) (610)	10 12	(3,05) (3,66)
	Rangement dans tout l'attique, ou rangement limite dans l'attique plus la charge d'un étage	2 x 4	(50,8) x (102)	24	(610)	12	(3,66)
	Rangement dans tout l'attique plus la charge d'un étage, charges de toit plus la charge d'un étage, ou rangement limite dans l'attique plus la charge de 2 étages	2 x 4	(50,8) x (102)	16	(407)	12	(3,66)
	Rangement dans tout l'attique plus la charge de 2 étages, ou charges de toit plus la charge de 2 étages	2 x 4 3 x 4 2 x 6	(50,8) x (102) (76,2) x (102) (50,8) x (152)	12 16 16	(305) (407) (407)	12 12 14	(3,66) (3,66) (4,27)
	Rangement dans tout l'attique plus la charge de 3 étages, ou charges de toit plus la charge de 3 étages	2 x 6	(50,8) x (152)	12	(305)	14	(4,27)
Extérieur	Toit avec ou sans rangement dans l'attique	2 x 4	(50,8) x (102)	24	(610)	10	(3,05)
	Toit avec ou sans rangement dans l'attique, plus la charge d'un étage	2 x 4	(50,8) x (102)	16	(407)	10	(3,05)
	Toit avec ou sans rangement dans l'attique, plus la charge de 2 étages	2 x 4 3 x 4 2 x 6	(50,8) x (102) (76,2) x (102) (50,8) x (152)	12 16 16	(305) (407) (407)	10 10 12	(3,05) (3,05) (3,66)
	Toit avec ou sans rangement dans l'attique, plus la charge de 3 étages	2 x 6	(50,8) x (152)	12	(305)	6	(1,83)

N.B. sur le tableau 9.21.10.A :

(1) Lorsqu'un mur n'appuie aucune charge, les poteaux de 2 pouces (50,8 mm) sur 4 pouces (102 mm) peuvent être mis en oeuvre de façon que leur largeur soit parallèle à la face du mur qui ne comprend pas de porte sur charnières, à condition que leur entre-axes soit de 16 pouces (407 mm) au maximum et qu'ils n'aient pas plus de 8 pieds (2,44 m) de hauteur.

### 9.21.11. Lisses et sablières :

1) Les lisses et les sablières ne doivent pas mesurer moins de 2 pouces (50,8 mm) d'épaisseur et elles doivent avoir la même largeur que les poteaux muraux. La lisse peut être de  $\frac{3}{4}$  pouce (19,1 mm) d'épaisseur pour les murs non porteurs, et pour les murs porteurs lorsque les poteaux portent directement sur les éléments de charpente.

2) On doit prévoir une lisse dans tous les cas. Une lisse dans un mur extérieur ne doit pas faire une saillie de plus de  $\frac{1}{3}$  de la largeur de la lisse au-delà de l'appui.

3) On doit poser au moins 2 membres jumelés de sablière dans les murs et les cloisons porteurs.

4) Toutefois, il est permis d'utiliser une sablière simple dans un pan de mur porteur qui contient un linteau, à condition que la sablière constitue une attache au-dessus du linteau.

5) De plus, il est permis d'utiliser une sablière simple dans un mur porteur, lorsque la charge concentrée du plafond, du plancher ou du toit n'est pas décalée de plus de 2 pouces (50,8 mm) d'un côté ou de l'autre des poteaux d'appui, ainsi que dans toutes les cloisons non porteuses.

6) De plus, une sablière peut être omise dans un pan de mur porteur qui contient un linteau, à condition que le linteau soit liaisonné aux pans de mur adjacents, avec une plaque d'acier galvanisé (GSG #20) de 3 pouces (76,2 mm) sur 6 pouces (152 mm), ou une enture de bois de 1 pouce (25,4 mm) sur 4 pouces (102 mm) sur 12 pouces (305 mm) clouée à chaque pan de mur avec au moins trois clous de  $2\frac{1}{2}$  pouces (63,5 mm).

7) Les joints dans une sablière d'un mur porteur doivent être décalés d'au moins un espace entre les poteaux.

8) Une sablière dans un mur porteur doit être assemblée à recouvrement ou agrafée d'une autre façon aux angles et aux murs de refend. Les joints dans une sablière simple utilisée avec un mur porteur doivent être agrafés. Les agrafes doivent être l'équivalent d'une plaque d'acier galvanisé (GSG #20) d'au moins 3 pouces (76,2 mm) sur 6 pouces (152 mm), clouée à chaque mur avec au moins trois clous de 2½ pouces (63,5 mm).

### **9.21.12. Charpente au-dessus des ouvertures :**

1) Une ouverture dans une cloison non porteuse doit être entretoisée avec un matériau d'au moins 2 pouces (50,8 mm) d'épaisseur et de la même largeur que les poteaux et l'entretoise doit être clouée aux poteaux adjacents.

2) Les ouvertures dans les murs porteurs doivent être surmontées d'un linteau calculé pour transmettre les charges imposées aux poteaux adjacents. Lorsque 2 membres ou plus sont utilisés comme linteaux, ils doivent être assujettis l'un à l'autre avec des clous d'au moins 3¼ pouces (82,6 mm) de longueur, enfoncés sur une double rangée, l'espacement des clous étant d'au plus 18 pouces (457 mm) dans chaque rangée. Les membres de linteaux pouvant être séparés par des espaceurs.

3) Dans les bâtiments de destination d'habitation où les poteaux muraux ont des dimensions supérieures à 2 pouces (50,8 mm) sur 3 pouces (76,2 mm), où la portée des fermes ne dépasse pas 32 pieds (9,75 m), il est permis de se servir des portées de linteau de bois prévues au tableau 9.21.12.A. Toutefois, lorsque le bois de construction est classifié conformément aux règles de classification illustrées au tableau 9.1.3.B, la portée des linteaux des murs extérieurs doit être réduite d'au moins 1 pouce (25,4 mm) par pied (305 mm) de portée.

4) Toutefois, dans les murs porteurs extérieurs et intérieurs, dont les membres de charpente mesurent 2 pouces (50,8 mm) sur 3 pouces (76,2 mm), les linteaux doivent consister en membres massifs de 3 pouces (76,2 mm) d'épaisseur posés sur la rive ou en membres de 2 pouces (50,8 mm) d'épaisseur et de ¾ pouce (19,1 mm) d'épaisseur solidement assujettis l'un à l'autre. Ces linteaux doivent mesurer au moins 2 pouces (50,8 mm) de plus en profondeur que ceux qui sont illustrés au tableau 9.21.12.A, pour les portées admissibles et leur longueur ne doit pas dépasser 8 pieds (2,44 m).



Tableau 9.21.12.A

## PORTÉE DES LINTEAUX DE BOIS (1)

Emplacement des linteaux	Charges appuyées, y compris les charges permanentes et les plafonds	Profondeur nominale des linteaux		Portée maximale admissible	
		po.	(mm)	pi. — po.	(m)
Murs intérieurs	Rangement limite à l'attique	4	(102)	4 — 0	(1,22)
		6	(152)	6 — 0	(1,83)
		8	(203)	8 — 0	(2,44)
		10	(254)	10 — 0	(3,05)
		12	(305)	12 — 6	(3,81)
	Rangement dans tout l'attique ou charge du toit ou rangement limite dans l'attique plus un plancher	4	(102)	2 — 0	(0,61)
		6	(152)	3 — 0	(0,91)
		8	(203)	4 — 0	(1,22)
		10	(254)	5 — 0	(1,52)
		12	(305)	6 — 0	(1,83)
	Rangement dans tout l'attique plus 1 plancher, charge du toit plus un plancher, ou rangement limite dans l'attique plus 2 ou 3 planchers.	4	(102)	—	—
		6	(152)	2 — 6	(0,76)
		8	(203)	3 — 0	(0,91)
		10	(254)	4 — 0	(1,22)
		12	(305)	5 — 0	(1,52)
	Rangement dans tout l'attique plus 2 planchers ou charge du toit plus 2 planchers	4	(102)	—	—
		6	(152)	2 — 0	(0,61)
		8	(203)	3 — 0	(0,91)
		10	(254)	3 — 6	(1,06)
		12	(305)	4 — 0	(1,22)
Murs extérieurs	Toit avec ou sans rangement dans l'attique plus 1 plancher	4	(102)	4 — 0	(1,22)
		6	(152)	6 — 0	(1,83)
		8	(203)	8 — 0	(2,44)
		10	(254)	10 — 0	(3,05)
		12	(305)	12 — 0	(3,66)
	Toit avec ou sans rangement dans l'attique plus 1 plancher	4	(102)	2 — 0	(0,61)
		6	(152)	5 — 0	(1,52)
		8	(203)	7 — 0	(2,13)
		10	(254)	8 — 0	(2,44)
		12	(305)	9 — 0	(2,74)
	Toit avec ou sans rangement dans l'attique plus 2 planchers	4	(102)	2 — 0	(0,61)
		6	(152)	4 — 0	(1,22)
		8	(203)	6 — 0	(1,83)
		10	(254)	7 — 0	(2,13)
		12	(305)	8 — 0	(2,44)

N.B. sur le tableau 9.21.12.A :

(1) Les portées s'appliquent au bois de construction de 4 pouces (102 mm) d'épaisseur ou à 2 pièces de bois de construction de 2 pouces (50,8 mm) d'épaisseur mises en œuvre sur le chant.

### 9.21.13. Charpente de toit et de plafond :

1) Les membres de charpente de toit et de plafond doivent être continus, à moins qu'ils ne soient entés au-dessus d'appuis verticaux qui se prolongent jusqu'à un appui capable de supporter les charges imposées.

2) Les membres de charpente de toit et de plafond doivent être jumelés de chaque côté des ouvertures dont la largeur dépasse 2 espacements de chevrons ou de solives.

3) La longueur de l'appui d'extrémité des solives et des chevrons ne doit pas être inférieure à 1½ pouce (38,1 mm).

4) Les chevrons doivent être placés directement vis-à-vis l'un de l'autre et agrafés l'un à l'autre au faite, mais ils peuvent être décalés de leur propre épaisseur s'ils sont cloués à une faîtière d'au moins 11/16 pouce (17,5 mm) d'épaisseur.

5) Les chevrons doivent être profilés aux appuis pour donner une surface d'appui unie et ils doivent s'appuyer directement au-dessus des murs extérieurs.

6) Les chevrons d'arête et de noue doivent mesurer au moins 2 pouces (50,8 mm) de plus en profondeur que le chevron ordinaire et ils ne doivent pas mesurer moins de 1½ pouce (38,1 mm) d'épaisseur, dimension réelle.

7) Des solives de plafond et des entrails retroussés en bois d'au moins 2 pouces (50,8 mm) sur 4 pouces (102 mm) peuvent être admis comme fournissant un appui intermédiaire qui réduit la portée des chevrons et des solives lorsque la pente du toit est de 4/12 ou plus. Ces entrails retroussés, d'au plus 8 pieds (2,44 m) de longueur, doivent être appuyés latéralement près de leur centre par une traversière consistant au moins en un membre de 1 pouce (25,4 mm) sur 4 pouces (102 mm) placé perpendiculairement aux entrails retroussés.

8) Un muret ou des contrefiches peuvent être utilisés pour assurer un appui intermédiaire, afin de réduire la portée des chevrons et des solives. Lorsque des contrefiches sont utilisées, elles doivent consister en un matériau d'au moins 2 pouces (50,8 mm) sur 4 pouces (102 mm), se prolongeant de chaque chevron jusqu'à un mur porteur, à un angle non inférieur à 45° de l'horizontale.

9) Lorsque des murets sont utilisés pour appuyer les chevrons, ils doivent être assemblés de la même manière

qu'un mur porteur et être fixés au haut et au bas, au toit et à la charpente du plafond, afin d'empêcher tout déplacement général. Des blocs massifs doivent être installés entre les solives de plancher, sous les murets qui enclouissent une pièce aménagée. Il est permis d'utiliser une sablière simple lorsque les chevrons se présentent directement au-dessus des poteaux.

10) Le faîte du toit doit être appuyé par un mur porteur se prolongeant du faîte jusqu'à un appui approprié, ou au moyen d'une poutre faîtière d'au moins 2 pouces (50,8 mm) sur 6 pouces (152 mm). Cette poutre faîtière doit être appuyée à des intervalles ne dépassant pas 4 pieds (1,22 m), par des membres mesurant au moins 2 pouces (50,8 mm) sur 4 pouces (102 mm) et se prolongeant verticalement du faîte jusqu'à un appui capable de supporter les charges imposées.

11) Toutefois lorsque la pente du toit est de 4/12 ou plus, l'appui du faîte peut être omis, à condition que les extrémités inférieures des chevrons soient suffisamment liaisonnées pour empêcher leur écartement. Les attaches peuvent consister en barres d'attache ou en solives de plafond qui forment un lien continu entre les extrémités inférieures de chevrons opposés, et qui sont clouées conformément au tableau 9.21.13.A. Les membres peuvent être assemblés les uns aux autres directement ou au moyen d'un gousset.

**Tableau 9.21.13.A**

**CLOUAGE MINIMAL DES CHEVRONS AUX SOLIVES (1, 2)**  
(Faîte non appuyé)

Pente du toit	Entre-axes des- chevrons	Chevron assemblé à chaque solive						Chevron assemblé à une solive à tous les 4 pi. (1,22 m)					
		Largeur de bâtiment jusqu'à 26 pi. (7,92 m)			Largeur de bâtiment jusqu'à 32 pi. (9,75 m)			Largeur de bâtiment jusqu'à 26 pi. (7,92 m)			Largeur de bâtiment jusqu'à 32 pi. (9,75 m)		
		Surcharge de neige lb/pi (2)											
	20 ou moins	30	40 ou plus	20 ou moins	30	40 ou plus	20 ou moins	30	40 ou plus	20 ou moins	30	40 ou plus	
po (mm)													
4/12	16 (407)	3	4	5	4	5	7	9	—	—	—	—	—
	24 (610)	5	7	8	7	9	11	9	—	—	—	—	—
5/12	16 (407)	3	3	4	4	5	6	6	8	10	8	—	—
	24 (610)	4	5	7	6	7	9	6	8	10	—	—	—
6/12	16 (407)	3	3	3	3	3	4	5	7	8	7	9	11
	24 (610)	3	4	5	4	5	7	5	7	8	7	9	11
7/12	16 (407)	3	3	3	3	3	3	4	5	7	6	7	9
	24 (610)	3	3	4	4	5	6	4	5	7	6	7	9
9/12	16 (407)	3	3	3	3	3	3	3	4	5	4	5	6
	24 (610)	3	3	3	3	3	4	3	4	5	4	5	6
12/12	16 (407)	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3	4
	24 (610)	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3	4

N.B. sur le tableau 9.21.13.A :

(1) Les clous ne doivent pas avoir moins de 3½ pouces (88,9 mm).

(2) Les solives de plafond doivent être assemblées les unes aux autres avec au moins 1 clou de plus par assemblage que ce qui est prescrit pour un assemblage de chevron à solive.

12) Les solives de toit qui appuient un plafond revêtu autre qu'en contreplaqué, doivent être sauvegardées contre toute torsion le long de la rive inférieure, au moyen d'une fourrure, de blocs, d'un entretoisement croisé ou de tasseaux, conformément au paragraphe 5 de l'article 9.21.9.

13) Les solives de plafond qui appuient une partie de la charge de toit provenant des chevrons, doivent mesurer au moins 1 pouce (25,4 mm) de plus en profondeur que ce qui est prescrit pour les solives de plafond qui n'appuient pas une partie de la charge de toit ; cependant, lorsque la pente du toit est de 3/12 ou moins, les dimensions des solives de plafond doivent être déterminées d'après les tableaux de portée pour les solives de toit.

14) Les fermes de toit doivent être calculées conformément aux exigences appropriées de la partie IV du présent code ; cependant, lorsque la portée d'une ferme de toit ne dépasse pas 40 pieds (12,9 m) et que l'espacement des fermes de toit ne dépasse pas 24 pouces (610 mm) d'axe en axe, les fermes de toit sont acceptables à condition qu'elles soient conformes au paragraphe 15.

15) Lorsque des fermes de toit en bois de construction qui ne sont pas calculées conformément du présent code, sont utilisées, comme le permet le paragraphe 14, elles doivent pouvoir résister à une charge égale à la charge du plafond plus 2 2/3 fois la charge de neige du toit à admettre, sans toutefois être inférieure à 60 livres par pied carré durant 24 heures. Ces fermes ne doivent pas fléchir de plus de 1/360 de la portée, après avoir supporté durant 1 heure la charge de plafond plus 1 1/3 fois la charge de neige du toit à admettre, dans le cas de fermes supportant un plafond de plâtre ou de gypse ni de plus de 1/240 de la portée dans le cas d'autres types de revêtements. La flèche peut être de 1/180 au maximum dans le cas de portées de 14 pieds (4,27 m), après que la ferme a supporté 1 1/3 fois la charge de neige admise plus la charge de plafond, si le plafond est en matériau autre que plâtre ou placoplâtre. Lorsque les fermes de toit en bois de construction sont éprouvées, ces essais doivent être menés conformément à la *Technical Note* no 423, publiée par la Division de recherches sur le bâtiment du Conseil national de recherches du Canada (juillet 1964).

### 9.21.14. Sous-plancher :

1) Il faut prévoir un sous-plancher sous le revêtement de sol lorsque celui-ci n'a pas la résistance suffisante pour appuyer les charges à admettre.

2) Le contreplaqué utilisé dans un sous-plancher doit être du genre extérieur et conforme à l'une des normes suivantes :

a) ACNOR 0121-1973, *Douglas Fir Plywood* ;

b) ACNOR 0151-1974, *Canadian Softwood Plywood* ;

c) ACNOR 0153-1963, *Poplar Plywood*.

Un sous-plancher en aggloméré doit être conforme au panneau du Type I prévu dans la norme suivante :

ACNOR 0188-1968 « Panneaux de particules de bois agglomérées sous-presse »

3) Lorsque les rives d'un sous-plancher du genre à panneaux doivent être appuyées, cet appui doit consister au moins en blocs de 2 pouces (50,8 mm) sur 2 pouces (50,8 mm) ou être réalisé avec un contreplaqué à rives boutées.

4) La pose d'un sous-plancher de contreplaqué doit se faire en plaçant les veines de face perpendiculairement aux solives, et les joints parallèles aux solives de plancher doivent être en chicane.

5) Un sous-plancher doit être conforme au tableau 9.21.14.A.

Tableau 9.21.14.A

#### ÉPAISSEUR D'UN SOUS-PLANCHER

Espacement maximal des solives		Épaisseur minimale du contreplaqué		Épaisseur minimale d'un aggloméré		Épaisseur minimale du bois de construction	
po.	(mm)	po.	(mm)	po.	(mm)	po. (2)	(mm)
16	(407)	1/2	(12,7)	5/8	(15,9)	1 1/16	(17,5)
20	(506)	5/8 (1)	(15,9)	3/4 (1)	(19,1)	3/4	(19,1)
24	(610)	3/4 (1)	(19,1)	1 (1)	(25,4)	3/4	(19,1)

N.B. sur le tableau 9.21.14.A :

(1) Le contreplaqué peut avoir une épaisseur de 1/2 pouce (12,7 mm) et un panneau d'aggloméré une épaisseur de 5/8 pouce (15,9 mm) si le revêtement de sol consiste en lames de bois emboutées d'au moins 1/4 pouce (19,1 mm) d'épaisseur, posées perpendiculairement aux solives.

(2) Le bois de construction doit être d'épaisseur uniforme et avoir au plus 8 pouces (203 mm) de largeur.

6) Lorsqu'un revêtement de sol est posé directement sur un sous-plancher en contreplaqué, le contreplaqué doit être fixé avec des clous à rainures annulaires.

7) Un sous-plancher en bois de construction doit être posé à un angle d'au moins 45° par rapport aux solives. Les extrémités d'un plancher en bois de construction doivent s'appuyer totalement aux extrémités sur un appui massif.

**9.21.15. Revêtement de toit :**

1) Le contreplaqué utilisé comme revêtement de toit doit être du genre extérieur, conforme à l'une des normes suivantes :

- a) ACNOR 0121-1973, *Douglas Fir Plywood* ;
- b) ACNOR 0151-1974, *Canadian Softwood Plywood* ;
- c) ACNOR 0153-1963, *Poplar Plywood*.

Un panneau d'aggloméré utilisé comme revêtement de toit doit être conforme au panneau du Type I prévu dans la norme suivante : ACNOR 0188-1968 Panneaux de particules de bois agglomérés sous-pressés.

2) Un revêtement de toit en contreplaqué doit être posé en plaçant les veines de surface perpendiculairement à la charpente du toit.

3) Un revêtement de toit en contreplaqué ou en aggloméré doit être posé en laissant un espace de 1/16 pouce (1,6 mm) entre les rives.

4) Lorsqu'un revêtement de toit du genre à panneaux a besoin d'être appuyé aux rives, l'appui doit consister au moins en blocs de 2 pouces (50,8 mm) sur 2 pouces (50,8 mm), cloués entre les membres de charpente, ou encore en agrafes métalliques H. Ces appuis ne sont pas exigés dans le cas d'un contreplaqué à rives bouvetées.

5) L'épaisseur du revêtement sur les toits en plate-forme utilisés comme terrasses, doit être conforme aux exigences du tableau 9.21.14.A. visant les sous-planchers. L'épaisseur du revêtement des autres toits doit être conforme au tableau 9.21.15.A.

**Tableau 9.21.15.A****ÉPAISSEUR D'UN REVÊTEMENT DE TOIT**

Espace des solives et des chevrons		Épaisseur minimale du contreplaqué				Épaisseur minimale d'un panneau d'aggloméré rives appuyées	Épaisseur minimale du bois de construc- tion (1)
		Rives appuyées		Rives non appuyées			
po.	(mm)	po.	(mm)	po.	(mm)	po.	(mm)
12	(305)	5/16	(7,94)	5/16	(7,94)	3/8	(9,53)
16	(407)	5/16	(7,94)	3/8	(9,53)	3/8	(9,53)
20	(508)	3/8	(9,53)	1/2	(12,7)	7/16	(11,11)
24	(610)	3/8	(9,53)	1/2	(12,7)	7/16	(11,11)

N.B. sur le tableau 9.21.15.A :

(1) Le bois de construction ne doit pas avoir plus de 12 pouces (305 mm) de largeur.

**9.21.16. Revêtement mural :**

1) Les murs extérieurs et les pignons doivent être revêtus, lorsque le parement extérieur exige d'être agrafé dans les intervalles entre les appuis ou que le parement extérieur nécessite un massif de fond.

2) Un tel revêtement mural doit être conforme au tableau 9.21.16.A.

**Tableau 9.21.16.A**

**REVÊTEMENTS MURAUX:  
ÉPAISSEUR ET NORMES CONCERNANT  
LES MATÉRIAUX**

Genre de revêtement	Épaisseur minimale				Normes relatives aux matériaux
	avec appuis à 16 pouces (407 mm) centres		avec appuis à 24 pouces (610 mm) centres		
	po	(mm)	po	(mm)	
Bois de construction	<sup>11</sup> / <sub>16</sub>	(17,46)	<sup>11</sup> / <sub>16</sub>	(17,46)	Voir tableaux 9.1.3. A et 9.1.3. B
Carton-fibre (isolant)	<sup>3</sup> / <sub>8</sub>	(9,53)	<sup>7</sup> / <sub>16</sub>	(11,11)	ACNOR A247.2 - 1969
Placoplâtre	<sup>3</sup> / <sub>8</sub>	(9,53)	<sup>1</sup> / <sub>2</sub>	(12,7)	ACNOR A82.28 - 1962
Contreplaqué (genre extérieur)	<sup>1</sup> / <sub>4</sub>	(6,4)	5/16	(7,94)	ACNOR 0121 - 1973 ACNOR 0151 - 1974
Panneau d'aggloméré	<sup>1</sup> / <sub>4</sub>	(6,4)	5/16	(7,94)	ACNOR 0153 - 1963 ACNOR 0188 - 1968 (type 1)

3) Le placoplâtre et le carton-fibre ne doivent pas être utilisés pour tenir lieu de fond de fixation des matériaux de parement. Les clous utilisés pour fixer le placoplâtre ou le carton-fibre doivent être de grosseur minimale 10 avec un diamètre minimal de tête de 7/16 pouce (11,11 mm).

4) Un revêtement mural en bois de construction doit être posé de manière que les extrémités soient appuyées, en ayant soin de placer les joints en chicane.

5) Un revêtement du genre à panneaux doit être posé de manière que les joints verticaux soient en chicane si le revêtement est posé horizontalement. On doit laisser un espace d'au moins 1/16 pouce (1,6 mm) entre les panneaux de contreplaqué, d'aggloméré ou de carton-fibre.

**9.21.17. Papier de revêtement mural :**

1) Un papier de revêtement mural doit être conforme à la norme ONGC F9-GP-2a (1971), Papier isolant de fibre cellulosique hydrofuge, type aérateur.

2) Un rang de papier de revêtement doit être posé sur le revêtement de manière que le papier présente un recouvrement d'au moins 4 pouces (102 mm) aux joints et forme un retour autour des ouvertures. Lorsque le papier est placé horizontalement, les rangs supérieurs doivent recouvrir les rangs inférieurs.

3) Deux rangs de papier de revêtement doivent être posés sur la charpente du mur sous un parement lorsqu'aucun revêtement n'est utilisé. Le papier doit être posé verticalement et les joints doivent présenter un recouvrement d'au moins 4 pouces (102 mm). Les joints doivent se présenter au-dessus des poteaux. Le papier doit être fixé à la charpente au moyen de clous à toiture ou de crampons espacés au plus à entre-axes de 3 pouces (76,2 mm) le long des rives du rang extérieur du papier de revêtement. Un revêtement mural peut être utilisé au lieu d'un rang de papier. Ce revêtement n'a pas besoin d'être conforme au tableau 9.21.16.A.

4) Toutefois, un papier de revêtement peut être omis sous un parement du genre à panneaux, à condition que les rives des panneaux soient directement appuyées par les membres de charpente et que les joints entre les panneaux adjacents soient calfeutrés et les joints verticaux parés d'un couvre-joint. Lorsqu'un calfeutrage n'est pas prévu, il faut poser un rang de papier de revêtement sous un parement du genre à panneaux.

5) Le papier de revêtement posé sous le stuc doit être du genre bitumé.

**SECTION 9.22****CONSTRUCTION À POTEAUX, POUTRES ET MADRIERS**

**9.22.1. Domaine d'application :** La présente section s'applique à la construction à ossature de bois dont les membres de charpente sont espacés à entre-axes de plus de 24 pouces (610 mm).

**9.22.2. Généralités :**

1) Les dimensions et l'espacement des poteaux et des poutres, et la portée et l'épaisseur d'un tablier en bois de construction doivent être calculés conformément à la section 4.3.

2) Les poutres et les poteaux lamellés-collés doivent être conformes à la section 4.3.

3) Les clous, le bois de construction, les entailles et le forage, l'ancrage et les lisses doivent être conformes à la section 9.21.

4) Le bois de construction doit être conforme aux exigences appropriées de l'article 9.1.3.

**9.22.3. Tabliers :**

1) Un tablier de plancher et de toit doit consister au moins en bois de construction de 2 pouces (50,8 mm) d'épaisseur, posé à plat ou sur la rive, en contreplaqué, conforme à l'une des normes suivantes :

- a) ACNOR 0121-1973, *Douglas Fir Plywood* ;
- b) ACNOR 0151-1974, *Canadian Softwood Plywood* ;
- c) ACNOR 0153-1963, *Poplar Plywood*.

2) Les madriers d'un tablier de plancher posés à plat ne doivent pas mesurer plus de 8 pouces (203 mm) de largeur. Ce tablier doit être bouveté ou assemblé au moyen de languettes à moins qu'un faux plancher distinct ne soit installé ou que le revêtement de sol consiste en lames de bois posées perpendiculairement au tablier.

3) Un tablier en contreplaqué qui n'est pas bouveté doit être appuyé aux rives, à l'aide de blocs de 2 pouces (50,8 mm) sur 4 pouces (102 mm) solidement fixés entre les membres de charpente ou d'agrafes métalliques H. Un tablier de toit en contreplaqué ne doit pas mesurer moins de ½ pouce (12,7 mm) d'épaisseur sur des appuis à entre-axes d'au plus 32 pouces (813 mm), ⅝ pouce (15,88 mm) d'épaisseur sur des appuis à entre-axes d'au plus 40 pouces (1 016 mm) et ¾ pouce (22,23 mm) d'épaisseur sur les appuis à entre-axes d'au plus 48 pouces (1 220 mm).

**9.22.4. Poutres :**

1) Une poutre doit être massive, lamellée-collée, composée ou à âme de contreplaqué. Dans le cas des éléments collés qui se prolongent jusqu'à l'extérieur, on doit utiliser une colle imperméable ; cependant une colle résistante à l'eau peut être employée lorsque la partie exposée est protégée contre tout mouillage.

2) Les poutres de toit doivent être assemblées à l'ossature des murs extérieurs et à la cloison porteuse de centre, ou à une poutre centrale, afin de résister aux efforts de soulèvement causés par le vent.

3) La longueur de l'appui d'extrémité des poutres doit être déterminée en fonction de la contrainte à admettre pour le bois, sans toutefois être inférieure à 1½ pouce (38,1 mm).

4) Lorsque des poutres sont appuyées au moyen d'organes d'assemblage mécaniques, ceux-ci doivent pouvoir appuyer les charges à admettre.

5) Lorsque des joints dans les poutres ne se présentent pas au-dessus d'un appui massif, les joints doivent être conçus conformément aux règles de l'art.

6) Les poutres opposées doivent être agrafées ensemble aux joints, au moyen d'entures ou d'organes d'assemblage mécaniques capable de supporter les charges imposées.

7) Dans le cas de membres de charpente secondaires qui portent sur les poutres de plancher, les membres et les assemblages doivent être calculés pour appuyer les charges à admettre qui sont prescrites.

8) Les charges provenant de murs porteurs, de poteaux ou d'autres charges concentrées doivent être appuyées par des membres de charpente calculés afin de porter ces charges.

#### 9.22.5. Poteaux :

1) Les poteaux doivent être massifs, composés ou lamellés.

2) Lorsqu'un revêtement mural n'assure pas un ancrage capable de supporter les charges imposées, les poteaux muraux extérieurs doivent être ancrés à la lisse avec des cornières d'acier d'épaisseur minimale GSG # 18 ou par d'autres méthodes approuvées conformément à l'article 2.6.1.

3) Les poteaux massifs et les éléments constitutifs des poteaux composés doivent se prolonger d'une seule pièce, sur la pleine hauteur de l'étage. Les membres composés doivent être assemblés au moyen de clous à entre-axes maximal de 12 pouces (305 mm) et au moins deux fois aussi longs que l'épaisseur de l'élément constitutif, ou au moyen de boulons d'au moins  $\frac{3}{8}$  pouce (9,13 mm) de diamètre, munis de rondelles et espacés d'au plus 18 pouces (762 mm) d'axe en axe.

4) Des poteaux ou des blocs intermédiaires doivent être prévus entre les poteaux, dans les murs à poteaux et à poutres, pour appuyer le parement extérieur et intérieur. Les poteaux intermédiaires doivent être conformes à la section 9.21, en ce qui concerne les murs à poteaux non porteurs.

## SECTION 9.23

### CONSTRUCTION DES MURS À OSSATURE EN MADRIERS

#### 9.23.1. Domaine d'application :

1) La présente section s'applique à la construction des murs comportant des membres d'ossature verticaux posés à plat qui appuient des poutres horizontales, et dans lesquels des madriers horizontaux remplissent les intervalles entre les membres d'ossature verticaux.

2) Le bois de construction doit être conforme aux exigences appropriées de l'article 9.1.3.

#### 9.23.2. Épaisseur et hauteur des madriers :

1) L'épaisseur de l'ossature en madriers doit être conforme au tableau 9.23.2.A.

Tableau 9.23.2.A

#### ÉPAISSEUR NOMINALE DE L'OSSATURE À MADRIERS

Charge appuyée (y compris la charge permanente et le plafond)	Épaisseur minimale du madrier	
	po	(mm)
Toit avec ou sans charge dans l'attique	2	(50,8)
Toit avec ou sans rangement dans l'attique, plus 1 plancher	2	(50,8)
Toit avec ou sans rangement dans l'attique, plus 2 planchers	3	(76,2)

2) La hauteur non appuyée d'une cloison non porteuse en madriers verticaux de 2 pouces (50,8 mm) ne doit pas dépasser 12 pieds (3,66 m).

#### 9.23.3. Ossature verticale :

1) L'ossature verticale doit consister au moins en madriers de 10 pouces (254 mm) de largeur, espacés d'au plus 8 pieds (2,44 m) d'axe en axe.

2) Une ossature verticale ne doit pas porter sur des membres de bois dont les veines lui sont perpendiculaires, sauf lorsqu'elle s'appuie sur des lisses.

3) Les angles doivent être formés par aboutement ou par assemblage de 2 madriers, de face à rive.

4) Une ossature verticale doit être prévue de chaque côté de toute ouverture, mais une ouverture de fenêtre qui ne mesure pas plus de 2 pieds 6 pouces (762 mm) de largeur peut être appuyée sur un côté seulement par un membre vertical. Dans ce cas, le montant opposé de la fenêtre ou le montant vertical court auquel elle est fixée doit porter sur le madrier de remplissage mural immédiatement en-dessous, qui à son tour doit être entaillé pour être assemblé au membre de charpente vertical de chaque côté.

**9.23.4. Ossature horizontale :**

1) Lorsque des madriers horizontaux agissent comme linteaux porteurs, ils doivent être assemblés aux membres verticaux par un joint à queue d'aronde, de manière à assurer une longueur d'appui d'au moins 1½ pouce (38,1 mm).

2) Les ouvertures dans les murs porteurs doivent être entretoisées par un linteau calculé pour transmettre les charges imposées aux membres verticaux adjacents.

3) Dans les bâtiments d'habitation où la portée des solives appuyées ne dépasse pas 16 pieds (4,88 m) et la portée des fermes ne dépasse pas 32 pieds (9,75 m), on peut utiliser les portées pour les linteaux de bois indiquées au tableau 9.23.4.A. Toutefois si le bois de construction est classé conformément aux règles de classification indiquées au tableau 9.1.3.B, la portée des linteaux doit être réduite d'au moins 1 pouce (25,4 mm) par pied (305 mm) de portée.

**Tableau 9.23.4.A****PORTÉE DES LINTEAUX**

Dimension nominale du linteau		Portée maximale	
po.	(mm)	pi. — po.	(m)
2 sur 8	(50,8) sur (203)	5 — 6	(1,68)
2 sur 10	(50,8) sur (254)	7 — 0	(2,13)
2 sur 12	(50,8) sur (305)	8 — 0	(2,44)
3 sur 8	(76,2) sur (203)	7 — 0	(2,13)
3 sur 10	(76,2) sur (254)	8 — 0	(2,44)

4) Les membres horizontaux non porteurs (membres de remplissage) doivent être fixés à l'ossature verticale.

**9.23.5. Papier de revêtement :**

1) Le papier de revêtement doit être posé sur l'extérieur des madriers ou sur l'extérieur de l'isolant, selon qu'un isolant est posé ou non.

2) Le papier de revêtement doit être conforme aux exigences de la section 9.21.

**SECTION 9.24****ISOLATION THERMIQUE ET PARE-VAPEUR**

**9.24.1. Domaine d'application :** La présente section s'applique à l'isolation de tous les bâtiments à destination d'habitation.

**9.24.2. Généralités :**

1) Les logements doivent être suffisamment calorifugés pour empêcher la condensation de l'humidité sur les faces intérieures des murs, de plafonds et des planchers pendant l'hiver, et pour assurer le confort des occupants.

2) Le calorifugeage des conduits de chauffage et de ventilation doit être conforme aux sections 9.31 et 9.32.

3) Lorsqu'un isolant thermique est posé de manière à laisser un espace entre l'isolant et le matériau de couverture, le vide sous toit ou l'attique doit être ventilé conformément à la section 9.17.

**9.24.3. Matériaux :**

1) L'isolant thermique en contact avec le sol doit être un matériau inerte sous l'action du sol et de l'eau. Ses propriétés isolantes ne doivent pas être sensiblement réduites par l'humidité.

2) Les matériaux isolants doivent être conformes à l'une des normes suivantes :

a) ACNOR A101-1968, *Mineral Wool Thermal Building Insulation* ;

b) ACNOR A247.1-1969, *Fibreboard Roof Insulation* ;

c) ACNOR A247.2-1969, *Insulating Fibreboard Sheathing* ;

d) ONGC F41-GP-14a (1972), Isolant thermique, polystyrène expansé ;

e) ONGC F41-GP-16a (1971), Polyuréthane, rigide, alvéolaire, pour l'isolation thermique et d'autres applications.

3) Les pare-vapeur doivent être conformes à la norme suivante : ONGC F70-GP-1a (1970), Vaporifuge en feuille pour l'isolement de bâtiments construits au-dessus du niveau du sol. Les pare-vapeur du type I doivent être utilisés lorsqu'il est prescrit d'établir une forte résistance au déplacement de la vapeur d'eau. Les pare-vapeur de type II peuvent être utilisés dans tous les autres endroits.

**9.24.4. Endroits à calorifuger :**

1) Un isolant thermique doit être prévu entre un local chauffé et un local non chauffé, entre un local chauffé et l'extérieur, et autour du périmètre du béton dans le cas des dalles posées sur le sol.

2) Toutefois il n'est pas nécessaire de calorifuger les murs en béton ou en maçonnerie d'un sous-sol ou d'une cave, notamment le vide formé entre les solives entourant un espace non aménagé, ainsi que les murs d'un vide sani-

taire lorsque celui-ci n'est pas utilisé comme chambre d'air chaud.

3) Les murs, les planchers, les plafonds et toute partie de la structure d'un bâtiment de 3 étages et moins, de 8 logements et moins de 3 000 pi. ca. (279 m<sup>2</sup>) ou moins d'aire de plancher, exposée à la température extérieure, à un espace non-chauffé, ou à un garage chauffé, doivent avoir une résistance thermique totale (Rt) telle que spécifiée aux paragraphes 4 à 11.

4) Un mur de sous-sol exposé à 50% ou moins doit avoir une résistance thermique totale (Rt) de 9,4 et l'isolant doit se prolonger jusqu'à au moins 24 pouces (610 mm) sous le niveau du sol.

5) Un mur de sous-sol exposé à plus 50% doit être considéré comme un mur exposé et répondre aux exigences du paragraphe 7.

6) Un plancher exposé doit avoir une résistance thermique totale (Rt) de :

a) 9,6 quand l'isolant est contigu et à joints serrés et qu'il n'est pas entrecoupé par un matériau d'une autre nature ;

b) 15,1 quand l'isolant est entrecoupé par un matériau d'une autre nature.

7) Un mur exposé doit avoir une résistance thermique totale (Rt) de :

a) 10 quand l'isolant est contigu et à joints serrés et qu'il n'est pas entrecoupé par un matériau d'une autre nature ;

b) 13,8 quand l'isolant est entrecoupé par un matériau d'une autre nature.

8) Un plafond et toit exposés dont le chauffage de la pièce se fait par convection doivent avoir une résistance thermique totale (Rt) de :

a) 13,5 quand l'isolant est contigu et à joints serrés et qu'il n'est pas entrecoupé par un matériau d'une autre nature ;

b) 21,6 quand l'isolant est entrecoupé par un matériau d'une autre nature.

9) Un plafond et toit exposés dont le chauffage de la pièce se fait par rayonnement doit avoir une résistance thermique totale (Rt) de :

a) 17,6 quand l'isolant est contigu et à joints serrés et qu'il n'est pas entrecoupé par un matériau d'une autre nature ;

b) 28,6 quand l'isolant est entrecoupé par un matériau d'une autre nature.

10) Un plafond non exposé dont le chauffage de la pièce se fait par rayonnement doit avoir une résistance thermique totale (Rt) de 11,1 quand l'isolant est entrecoupé par un matériau d'une autre nature.

11) Les murs et plafonds exposés d'un garage chauffé, doivent avoir une résistance thermique totale (Rt) de :

a) 5,4 quand l'isolant est contigu et à joints serrés et qu'il n'est pas entrecoupé par un matériau d'une autre nature ;

b) 8,8 quand l'isolant est entrecoupé par un matériau d'une autre nature.

#### **9.24.5. Installation de l'isolant thermique :**

1) L'isolant thermique doit être posé de manière à assurer un isolement raisonnablement uniforme sur toute la surface de l'aire calorifugée.

2) L'isolant thermique doit être appliqué sur toute la largeur et la longueur de l'espace compris entre les fourrures ou les membres de charpente.

3) Un isolant thermique du genre matelas, fabriqué sans membrane sur l'une ou l'autre face, doit être posé de manière qu'au moins une face soit en contact total et continu avec le parement, le revêtement ou toute autre membrane.

4) Les isolants thermiques en vrac ne peuvent être utilisés que sur des surfaces horizontales ; cependant, des isolants du genre hydrofuge approuvés conformément à l'article 2.6.1 peuvent être utilisés entre les parois intérieures et extérieures des murs creux.

5) La partie supérieure d'un mur de fondation entourant un espace local aménagé et chauffé ou un vide sanitaire chauffé et utilisé comme chambre d'air chaud, doit être calorifugée jusqu'à au moins 12 pouces (305 mm) au-dessous du niveau définitif du sol.

6) L'isolant appliqué sur l'intérieur des murs de fondation qui entourent un vide sanitaire doit être posé de manière à laisser au moins un espace libre de 2 pouces (50,8 mm) au-dessus du plancher du vide sanitaire, si l'isolant est d'un genre qui peut être détérioré par l'eau.

7) L'isolant autour d'une dalle de béton posée sur le sol doit être placé de manière à ne pas empêcher la chaleur de la maison d'atteindre le sol sous le périmètre, si les murs extérieurs ne sont pas appuyés par des empattements prolongés en bas du niveau de la gelée. Pour les planchers constitués d'une dalle de béton reposant sur le sol, l'isolant doit être placé soit le long du périmètre exposé à une profondeur de 24 pouces (610 mm) minimum, soit le long et en dessous du pourtour exposé, sur une largeur de 24 pouces (610 mm). Cet isolant doit pouvoir supporter la charge



qui lui sera appliquée. Cet isolant doit avoir une résistance thermique (R) de :

a) 5 quand la dalle de béton sur le sol n'est pas chauffée ;

b) 8 quand la dalle de béton sur le sol est chauffée.

8) Lorsque l'isolant thermique posé autour d'une dalle de béton reposant sur le sol est exposé aux intempéries et aux détériorations mécaniques, il doit être protégé par un panneau d'amiante-ciment d'au moins ¼ pouce (6,4 mm), ou par un crépi au ciment de ½ pouce (12,7 mm) posé sur une armature métallique appliquée sur la face et la rive exposées.

9) L'isolant thermique posé entre un garage et un logement adjacent doit être protégé contre toute dégradation mécanique au moyen d'un parement de placoplâtre, de contreplaqué, d'aggloméré, de carton-fibre dur ou d'un autre matériau approuvé conformément à l'article 2.6.1.

#### 9.24.6. Installation du pare-vapeur :

1) Un pare-vapeur doit être posé sur le côté chaud de l'isolant thermique si l'isolant est d'un genre qui, une fois appliqué, a une perméabilité à la vapeur d'eau supérieure à ce qui est prescrit pour les pare-vapeur au paragraphe 3 de l'article 9.24.3.

2) Toutefois, un isolant thermique plastique cellulaire léger peut être utilisé sans autre pare-vapeur, à condition que cet isolant ait un degré de perméabilité d'au plus 4 permes-pouces et soit posé en contact continu avec la maçonnerie ou le béton.

3) Tout pare-vapeur doit être appliqué de manière à protéger la surface totale du mur, y compris les membres de charpente.

4) Lorsqu'un mur intérieur rejoint un mur extérieur ou un plafond pour lequel un pare-vapeur est prescrit, celui-ci doit être posé de manière à couvrir l'aire comprise entre le mur extérieur ou le plafond et le mur intérieur.

5) Chaque joint de pare-vapeur doit présenter un recouvrement d'au moins 1 pouce (25,4 mm) lorsqu'il se présente au-dessus d'un membre d'appui et être recouvert d'une bande de pare-vapeur qui doit se prolonger d'au moins 4 pouces (102 mm) de chaque côté du joint lorsqu'il ne se présente pas au-dessus d'un membre d'appui.

6) Les ouvertures telles que pour les coffrets d'électricité et les bouches de chaleur doivent être entaillées de manière que le pare-vapeur s'ajuste à joint serré autour d'elles.

## SECTION 9.25

### MATÉRIAUX DE COUVERTURE

**9.25.1. Généralités :** Les toits doivent être protégés par une couverture et comporter notamment des solins posés de manière à écarter l'eau efficacement et à empêcher la pénétration dans le toit de l'eau due aux amoncellements de glace.

#### 9.25.2. Matériaux de couverture :

1) Les matériaux de couverture doivent être conformes aux normes suivantes :

a) ONGC F9-GP-2a (1971), Papier isolant de fibre cellulosique hydrofuge, type aérateur ;

b) ONGC F37-GP-4b (1971), Ciment de bitume fluxé, fibreux, pour joints de recouvrement des revêtements de toitures ;

c) ONGC F37-GP-5c (1971), Mastic plastique de bitume fluxé ;

d) ONGC F37-GP-8c (1971), Bitume fluxé, fillerisé, pour revêtements de toitures ;

e) ONGC F37-GP-9c (1971), Bitume pour couche de base des revêtements de toitures et pour l'imperméabilisation à l'humidité et à l'eau ;

f) ONGC F37-GP-21c (1971), Goudron fluxé, fibreux, pour revêtements de toitures ;

g) ONGC F41-GP-6b (1971), Feuilles thermomodurcissables de plastique polyester renforcées de fibres de verre ;

h) ACNOR A123.1-1964, *Asphalt Shingles Surfaced with Mineral Granules* ;

i) ACNOR A123.2-1966, *Asphalt Roofing Surfaced with Mineral Granules* ;

j) ACNOR A123.3-1973, *Asphalt Roofing Surfaced with Fine Mineral Matter* ;

k) ACNOR A123.4-1965, *Wide Selvage Asphalt Roofing Surfaced with Mineral Granules* ;

l) ACNOR A123.6-1953, *Asphalt Saturated Roofing Felt for Use in Waterproofing and in Constructing Built-Up Roofs* ;

m) ACNOR A123.7-1973, *Asphalt for Use in Construction of Built-Up Roof Coverings, and Dampproofing and Waterproofing Systems* ;

n) ACNOR A123.8-1953, *Coal-Tar Saturated Roofing Felt for Use in Waterproofing and in Constructing Built-Up Roofs* ;

o) ACNOR A123.9-1953, *Asphalt-Saturated Asbestos Felts for Use in Waterproofing and in Constructing Built-Up Roofs*;

p) ACNOR A123.10-1953, *Coal-Tar Saturated Asbestos Felts for Use in Waterproofing and in Constructing Built-Up Roofs*;

q) ACNOR A123.13-1953, *Coal-Tar Pitch for Roofing, Dampproofing and Waterproofing*;

r) ACNOR A123.17-1963, *Asphalt-Saturated Felted Glass-Fibre Mat for Use in Construction of Built-Up Roofs*;

s) ACNOR 0118-1960, *Western Red Cedar Shingles, Machine Grooved Shakes, and Handsplit Red Cedar Shakes*.

2) Les clous utilisés dans la couverture doivent être des clous à couverture ou à bardeaux résistant à la corrosion, conformes à la norme ACNOR B111-1974, *Wire Nails, Spikes and Staples*. Ils doivent être de longueur suffisante pour traverser le revêtement du toit ou s'y enfoncer de ½ pouce (12,7 mm). Les clous utilisés avec un matériau de couverture en asphalte doivent avoir un diamètre de tête d'au moins ⅜ pouce (9,53 mm) et une grosseur de tige d'au moins 0,116 pouce (2,95 mm). Les clous utilisés avec les bardeaux de bois ou les bardeaux de fente en bois doivent avoir un diamètre de tête d'au moins 3/16 pouce (4,76 mm) et une grosseur de tige d'au moins 0,080 pouce (2,03 mm).

3) Les crampons utilisés pour fixer les bardeaux de bois ou d'asphalte doivent résister à la corrosion et être enfoncés de manière que la couronne soit parallèle au bord du toit. Les crampons utilisés avec les bardeaux de bois ne doivent pas avoir moins de 1 ⅞ pouce (28,6 mm) de longueur, ni une grosseur inférieure à 16; la couronne doit mesurer au moins ⅜ pouce (9,53 mm). Les crampons utilisés avec les bardeaux d'asphalte doivent être d'au moins ¾ pouce (19,1 mm) de longueur, de grosseur 16 et avoir une couronne d'au moins 1 pouce (25,4 mm), mais une couronne de 7/16 pouce (11,1 mm) peut être utilisée si le nombre de crampons prévu au paragraphe 4 de l'article 9.25.7 est augmenté du 1/3.

**9.25.3. Pente du toit :** La pente des toits sur lesquels une couverture peut être posée doit être conforme au tableau 9.25.3.A.

**Tableau 9.25.3.A**

**GENRES DE COUVERTURE ET  
PENTES LIMITES DES TOITS**

Genre de couverture	Pente minimale	Pente maximale
Revêtement multicouche:		
Base d'asphalte (avec gravier)	¼ pour 12	3 pour 12
Base d'asphalte (sans gravier)	½ pour 12	6 pour 12
Base d'asphalte (matériau de couverture asphalté à larges bandes)	2 pour 12	aucune limite
Base de goudron (avec gravier)	¼ pour 12	½ pour 12
Méthode à froid	½ pour 12	9 pour 12
Bardeaux d'asphalte:		
Pose normale	4 pour 12	aucune limite
Pose sur pente faible	2 pour 12	aucune limite
Matériau en rouleaux:		
Surface lisse et minérale	3 pour 12	aucune limite
Matériau d'asphalte à recouvrement de 19 po de largeur (533 mm)	2 pour 12	aucune limite
Feutre posé à froid	½ pour 12	9 pour 12
Bardeaux de bois	3 pour 12	aucune limite
Bardeaux de fente en bois	4 pour 12	aucune limite
Bardeaux d'amiante-ciment	4 pour 12	aucune limite
Panneaux d'amiante-ciment ondulés	3 pour 12	aucune limite
Toiture en tôle	¼ pour 12	aucune limite
Toiture en métal ondulé	3 pour 12	aucune limite
Bardeaux de tôle	3 pour 12	aucune limite
Bardeaux d'ardoise	6 pour 12	aucune limite
Tuile d'argile	6 pour 12	aucune limite

**9.25.4. Solins aux intersections :**

1) Un solin en tôle doit consister au moins en plomb en feuille de 4 livres (1,8 kg), en acier cuprifère galvanisé (GSG #28), en cuivre de 14 onces (397 g), en zinc de 11 onces (312 g) ou en aluminium de 0,019 pouce d'épaisseur. (B & SG #23).

2) On doit prévoir un rang de papier ou de feutre de couverture no 15 sous les solins de toits métalliques.

3) Lorsque des pentes inclinées d'une couverture en bardeaux se rencontrent pour former une noue, la noue doit être garnie d'un solin. Il est interdit d'utiliser des noues fermées avec des bardeaux rigides sur des pentes inférieures à 10 pour 12.

4) Une noue ouverte doit être garnie d'un solin consistant au moins en un rang de tôle de 24 pouces (610 mm) de largeur au minimum ou en 2 rangs d'un matériau de couverture en rouleau. Le rang inférieur doit consister au moins en un matériau de couverture en rouleau à surface lisse de 55 livres (24,95 kg) ou en un matériau de couverture en rouleau à surface minérale de 90 livres (40,82 kg) en plaçant la surface minérale vers le bas d'au moins 18 pouces (457 mm) de largeur, placée dans l'axe de la noue et fixée avec des clous espacés d'au plus 18 pouces (457 mm) d'axe en axe, à 1 pouce (25,4 mm) des rives. Le rang supérieur doit consister au moins en un matériau de couverture en rouleau à surface minérale de 90 livres (40,82 kg) en plaçant la surface minérale vers le haut, de 36 pouces (914 mm) de largeur, placée dans l'axe de la noue, sur un bourrelet de ciment de 4 pouces (102 mm) de largeur de long de chaque rive du rang inférieur, et fixée avec un

nombre suffisant de clous pour maintenir le solin en place tant que les bardeaux ne sont pas posés.

5) Un solin de noue fermée doit consister en une tôle, en une membrane de polyéthylène d'une épaisseur de 0,006 po (0,1524 mm) ou en un matériau de couverture en rouleaux de 55 livres (24,95 kg) d'au moins 24 pouces (610 mm) de largeur. Les clous ne doivent pas traverser le solin à en deçà de 3 pouces (76,2 mm) de la partie supérieure de la noue ni à en deçà de 5 pouces (127 mm) de la partie inférieure de la noue, mesurée à partir de l'axe de la noue.

6) L'intersection d'un toit en bardeau avec un mur en maçonnerie ou avec une cheminée doit être protégée au moyen d'un solin. Un contre-solin enrobé d'au moins 1 pouce (25,4 mm) dans la maçonnerie, doit se prolonger vers le bas d'au moins 6 pouces (152 mm) le long de la maçonnerie et recouvrir le solin inférieur d'au moins 4 pouces (102 mm). Un solin posé le long de la pente d'un toit doit être établi à gradins, de manière qu'il y ait un recouvrement de tête d'au moins 3 pouces (76,2 mm) tant dans le solin inférieur que le contre-solin. Lorsque le toit est en pente ascendante à partir de la maçonnerie, le solin doit se prolonger le long de la pente du toit jusqu'à un point égal à la hauteur du solin posé sur la maçonnerie, mais non inférieur à 1½ fois le pureau des bardeaux.

7) L'intersection d'un toit en bardeaux avec un mur paré autrement qu'en maçonnerie, doit être protégée au moyen d'un solin. Le solin doit être posé de manière qu'il se prolonge, en remontant le long du mur, d'au moins 3 pouces (76,2 mm) derrière le papier de revêtement et d'au moins 3 pouces (76,2 mm) horizontalement. Le long de la pente du toit, le solin doit être établi à gradins avec un recouvrement de tête d'au moins 3 pouces (76,2 mm).

8) L'intersection d'une couverture multicouche avec un mur de maçonnerie ou avec une cheminée doit être parée d'un tasseau biseauté à l'intersection, et une membrane de couverture doit être étendue à la vadrouille sur le tasseau biseauté, et prolongée vers le haut d'au moins 6 pouces (152 mm) le long du mur. Un contre-solin doit être posé au-dessus de l'intersection et être enrobé d'au moins 1 pouce (25,4 mm) dans la maçonnerie ; il doit être de longueur suffisante pour se prolonger vers le bas d'au moins 6 pouces (152 mm) en recouvrant d'au moins 4 pouces (102 mm) la membrane appliquée sur la maçonnerie.

9) L'intersection d'une couverture multicouche avec un mur paré autrement qu'en maçonnerie, doit être munie d'un tasseau biseauté. La membrane de la couverture doit être étendue à la vadrouille sur le tasseau biseauté. Les plis du solin doivent se prolonger d'au moins 6 pouces (152 mm) vers le haut du mur, derrière le papier de revêtement.

10) Un rejetau en pignon de cheminée doit être posé lorsque le côté supérieur d'une cheminée, sur un toit in-

cliné, a plus de 30 pouces (762 mm) de largeur. Les rejetaux en pignon de cheminée doivent être recouverts de tôle ou d'un matériau de couverture de poids et de qualité équivalents à ceux de la couverture. Les rejetaux doivent être garnis d'un solin convenable à l'endroit où ils rejoignent le toit. L'intersection du rejetau avec la cheminée doit être garnie d'un solin et d'un contre-solin, conformément au paragraphe 6.

11) Toutefois, il n'est pas nécessaire de poser un rejetau de cheminée si l'intersection entre la cheminée et le toit est protégée par un solin de tôle qui se prolonge vers le haut de la cheminée jusqu'à une hauteur égale à au moins 1/6 de la largeur de la cheminée, mais non inférieure à 6 pouces (152 mm) ; le solin doit remonter le long de la pente du toit jusqu'à un point égal à la hauteur du solin sur la cheminée, mais non inférieur à 1½ fois le pureau des bardeaux. Ce solin appliqué sur la cheminée doit être garni d'un contre-solin, conformément au paragraphe 6.

#### **9.25.5. Protection de l'avant-toit pour le bardeau et le bardeau de fente :**

1) Une protection de l'avant-toit doit être prévue sur une couverture en bardeaux ou en bardeaux de fente, et cette protection doit aller de la rive du toit jusqu'à une ligne située au moins à 12 pouces (305 mm) intérieurement de la face intérieure du mur extérieur.

2) La protection de l'avant-toit doit consister au moins en une membrane de polyéthylène d'une épaisseur de 0,006 pouce (0,152 mm) posée en une feuille continue sans utiliser de ciment, en feutre asphalté no 15 posé en 2 rangs à recouvrement de 19 pouces (483 mm) et cimentés ensemble avec un ciment de recouvrement, ou en un matériau de couverture en rouleau de 45 livres (20,4 kg). Un matériau de couverture de rouleaux doit être posé avec des recouvrements de tête et d'extrémités d'au moins 4 pouces (102 mm), cimenté avec du ciment à recouvrement. La rive inférieure de la protection d'avant-toit doit être fixée avec des clous de couverture espacés d'au plus 12 pouces (305 mm) d'axe en axe.

3) Toutefois une protection d'avant-toit n'est pas nécessaire pour les garages non chauffés, les abris d'auto et les vérandas ou lorsque le surplomb du toit dépasse 3 pieds (914 mm) mesurés le long de la pente du toit, à partir de la rive du toit jusqu'à la face intérieure du mur extérieur, ou encore lorsque des bardeaux à pente faible sont utilisés.

#### **9.25.6. Sous-finition pour le bardeau :**

1) Lorsqu'une sous-finition est posée sous le bardeau, elle doit consister en un papier de revêtement saturé d'asphalte et pesant au moins 4 livres (1,8 kg) par carré, en un feutre saturé d'asphalte no 15, uni ou perforé, ou en une membrane de polyéthylène d'une épaisseur de 0,002 po

(0,0508 mm). Toutefois la sous-finition posée sous le bardeau de bois doit être du genre perméable à la vapeur d'eau.

2) Lorsqu'une sous-finition est posée sous des bardeaux, elle doit être installée parallèlement à l'avant-toit, avec des recouvrements de tête et d'extrémités d'au moins 2 pouces (50,8 mm). La rive supérieure de chaque bande doit être fixée avec suffisamment de clous à couverture pour la retenir en place jusqu'à ce que les bardeaux soient fixés. La sous-couverture doit recouvrir d'au moins 4 pouces (102 mm) la protection de l'avant-toit. En ce qui concerne la sous-finition posée sous le bardeau de fente, référez au paragraphe 3 de l'article 9.25.10.

#### **9.25.7. Bardeaux d'asphalte sur des pentes de 4 pour 12 ou plus :**

1) La couverture doit consister au moins en 2 épaisseurs de bardeau, sans tenir compte des entailles, sur toute la surface du toit.

2) La bande de départ doit être posée le long de la rive inférieure du toit, de manière qu'elle se prolonge d'environ ½ pouce (12,7 mm) au-delà de la rive du toit et de la pente du bord du toit, et elle doit être fixée à la rive inférieure avec des clous espacés d'au plus 12 pouces (305 mm) d'axe en axe. Cette bande de départ doit consister au moins en un matériau de couverture en rouleau à surface minérale de 85 livres (38,6 kg) et d'au moins 12 pouces (305 mm) de largeur, ou en bardeau du même poids et de la même qualité que celui qui est utilisé pour la couverture du toit, les pattes étant placées vers le haut de la pente. La bande de départ peut être omise lorsque la protection de l'avant-toit consiste au moins en un matériau de couverture en rouleau à surface minérale de 85 livres (38,6 kg).

3) Les bardeaux doivent présenter un recouvrement de tête d'au moins 2 pouces (50,8 mm).

4) Chaque bande doit être fixée avec au moins 4 clous ou crampons, dans le cas des bandes de bardeaux de 36 pouces (914 mm) de largeur, afin qu'aucun clou ni crampon ne reste à découvert. Le nombre d'attaches peut être réduit dans le cas des bandes plus étroites, proportionnellement à la largeur du bardeau ou lorsque les bardeaux comportent un dispositif d'emboîtement.

5) Des attaches doivent être placées à une distance de 1 pouce (25,4 mm) à 1½ pouce (38,1 mm) de la rive de chaque bande de bardeau, et d'autres attaches doivent être espacées entre celles-ci. Ces attaches doivent être placées à au moins ½ pouce (12,7 mm) au-dessus du fond des entailles.

6) Les pattes des bardeaux doivent être assujetties en place avec une quantité de ciment plastique de 1 pouce (25,4 mm) de diamètre placée sous le centre de chaque

patte, ou au moyen d'un dispositif d'emboîtement ou de bandes à auto-scellement approuvé conformément à l'article 2.6.1.

7) Le bardeau posé sur les arêtes et les faîtes doit être appliqué de manière à se prolonger d'au moins 4 pouces (102 mm) de chaque côté de l'arête ou du faîte, et il doit présenter un recouvrement d'au moins 6 pouces (152 mm). Le bardeau doit être fixé de chaque côté, avec des clous ou des crampons placés à au plus 1 pouce (25,4 mm) de la rive et 1 pouce (25,4 mm) au-dessus du gros bout du bardeau supérieur.

8) La protection de l'avant-toit doit être conforme à l'article 9.25.5.

9) Les solins doivent être conformes à l'article 9.25.4.

#### **9.25.8. Bardeaux d'asphalte sur des pentes inférieures à 4 pour 12 :**

1) La couverture, à l'exception des 2 premiers rangs, doit comporter au moins 3 épaisseurs de bardeau, sans tenir compte des entailles, sur toute la surface du toit.

2) La bande de départ doit être posée conformément au paragraphe 2 de l'article 9.25.7. Elle doit être posée sur un bourrelet de ciment d'au moins 8 pouces de largeur.

3) Les pattes des bardeaux doivent être fixées au moyen d'une application de ciment à froid, à raison d'au moins 1 gallon par 100 pieds (0,49 l/m<sup>2</sup>) ou d'une application d'asphalte à chaud à raison de 20 livres (9,07 kg) par 100 pieds carrés (9,3 m<sup>2</sup>) d'aire cimentée.

4) Le premier rang de bardeaux doit être fixé au moyen d'un bourrelet de ciment continu le long de l'avant-toit, étendu de manière que la largeur du bourrelet soit égale au pureau du bardeau plus 4 pouces (102 mm) et le bourrelet doit être placé à au moins 4 pouces (102 mm) au-dessus du gros bout du rang supérieur de bardeaux.

5) Les rangs de bardeaux subséquents doivent être assujettis par un bourrelet de ciment continu, étendu de manière que la largeur du bourrelet soit égale au pureau du bardeau plus 2 pouces (50,8 mm). Ce bourrelet doit être placé à au moins 1 pouce (25,4 mm) et à au plus 2 pouces (50,8 mm) au-dessus du gros bout du rang supérieur du bardeau.

6) Les bardeaux placés sur les arêtes et les faîtes doivent mesurer au moins 12 pouces (305 mm) de largeur et être posés de manière à établir une triple couverture. Ces bardeaux doivent être cimentés entre eux et aux bardeaux du toit avec une couche de ciment appliquée à 1 pouce (25,4 mm) de la rive du bardeau, et être fixés avec des clous ou des crampons placés à 1½ pouce (38,1 mm) au-dessus du gros bout du bardeau de dessus et à 2 pouces (50,8 mm) de chaque rive.

- 7) Les solins doivent être conformes à l'article 9.25.4.
- 8) Le bardeau doit être fixé conformément aux paragraphes 4 et 5 de l'article 9.25.7.

### 9.25.9. Bardeaux à toiture en bois :

- 1) Le bardeau doit être au moins de la qualité no 2.
- 2) Le voligeage destiné à recevoir des bardeaux de bois peut être jointif ou non.
- 3) Le bardeau de bois doit avoir au moins 16 pouces (407 mm) de longueur et ne pas mesurer moins de 3 pouces (76,2 mm) ni plus de 14 pouces (356 mm) de largeur.
- 4) Les bardeaux doivent être espacés d'environ ¼ pouce (6,4 mm) et les joints des rangs adjacents doivent être décalés d'au moins 1½ pouce (38,1 mm), de manière que les joints des rangs successifs soient en chicane.
- 5) Chaque bardeau doit être fixé avec au moins 2 clous ou crampons placés approximativement à ¾ pouce (19,1 mm) de la rive du bardeau et à 1½ pouce (38,1 mm) au-dessus de la ligne du pureau.
- 6) Le pureau du bardeau de bois pour couverture doit être conforme au tableau 9.25.9.A.

Tableau 9.25.9.A

#### PUREAU DU BARDEAU DE COUVERTURE EN BOIS

Pente du toit	Pureau maximal du bardeau					
	Bardeau de 16 po (407 mm)		Bardeau de 18 po (457 mm)		Bardeau de 24 po (610 mm)	
	po	(mm)	po	(mm)	po	(mm)
4 pour 12 ou moins	3¾	(95,3)	4¼	(108)	5¾	(146)
Plus de 4 pour 12	5	(127)	5½	(139,7)	7½	(190,5)

- 7) Le solin doit être conforme à l'article 9.25.4.
- 8) La protection de l'avant-toit doit être conforme à l'article 9.25.5.

### 9.25.10. Bardeau de fente pour couverture :

- 1) Un voligeage non jointif ne doit pas être utilisé pour des pentes inférieures à 8 sur 12 lorsqu'il y a possibilité de neige poussée par le vent.
- 2) Le bardeau de fente doit avoir au moins 18 pouces (457 mm) de longueur et ne pas mesurer moins de 4 pouces (102 mm) ni plus de 14 pouces (356 mm) de largeur, et

leur épaisseur au gros bout ne doit pas dépasser 1¼ pouce (31,8 mm).

3) Lorsqu'il y a possibilité de neige poussée par le vent, on doit poser sous les bardeaux de fente une sous-finition du genre perméable à la vapeur d'eau. Celle-ci doit consister en une bande d'au moins 36 pouces (914 mm) de largeur de long des rives et en bandes d'au moins 12 pouces (305 mm) de largeur aux arêtes et aux faîtes. Elle doit être posée sous la forme d'une bande d'au moins 18 pouces (457 mm) de largeur entre chaque rang de bardeaux de fente, la rive inférieure de la sous-finition étant placée au-dessus de la ligne du gros bout des bardeaux, à une distance égale au double du pureau du bardeau.

4) Le bardeau de fente doit être espacé d'environ ¼ pouce (6,4 mm) et les joints des rangs adjacents doivent être décalés d'au moins 1½ pouce (38,1 mm), de sorte que les joints des rangs successifs soient en chicane.

5) Le bardeau de fente doit être fixé avec des clous espacés d'environ ¾ pouce (19,1 mm) des rives du bardeau et placés à 1½ pouce (38,1 mm) au-dessus de la ligne du pureau.

6) Le pureau du bardeau de fente doit être conforme au tableau 9.25.10.A.

Tableau 9.25.10.A

#### PUREAU DU BARDEAU DE FENTE EN BOIS

Longueur minimale du bardeau de fente		Épaisseur minimale du gros bout		Pureau maximal	
po	(mm)	po	(mm)	po	(mm)
18	(457)	¾	(9,5)	7½	(190,5)
24	(610)	¾	(9,5)	10	(254)
32	(711)	¾	(9,5)	13	(330)

- 7) Le solin doit être conforme à l'article 9.25.4.
- 8) La protection de l'avant-toit doit être conforme à l'article 9.25.5.

### 9.25.11. Couverture multicouche :

1) Il est interdit d'utiliser ensemble des produits de goudron et des produits d'asphalte dans la construction d'une couverture multicouche.

2) Le granulat utilisé pour la surface doit être du gravier durable, propre, de la pierre concassée ou des scories de haut-fourneau refroidies à l'air. Le granulat doit être sec et uniformément dosé pour que les grosseurs de particules ne varient que de ¼ pouce (6,4 mm) à ⅝ pouce (15,9 mm).

3) Les feutres bitumés pour couverture doivent être au moins de la catégorie no 15.

4) Pour ce qui est des applications à chaud, le feutre saturé de bitume doit être étendu à la vadrouille pendant que le bitume est encore chaud et chaque rang doit recouvrir en partie le rang précédent. La largeur totale sous chaque recouvrement doit être couverte de bitume, de sorte qu'en aucun endroit le feutre ne touche au feutre. On doit étendre le goudron à la vadrouille de 3 à 5 pieds (914 à 1 524 mm) en avant de chaque rouleau de feutre, au fur et à mesure qu'il est étendu. Le feutre doit être posé sans pli et être roulé directement dans le bitume chaud, puis balayé en avançant et vers les côtés à partir du centre, afin d'assurer une adhérence complète.

5) Le solin doit être conforme à l'article 9.25.4.

6) Les matériaux bitumineux, les surfaces granulaires et les feutres de couverture doivent être conformes au tableau 9.25.14.A.

7) On doit prévoir un arrêt à gravier ou un tasseau biseauté aux rives du toit et ceux-ci doivent être cimentés aux membranes du toit. Les tasseaux biseautés ou les solins doivent être prolongés au-delà de la rive du toit pour former un larmier.

### 9.25.12. Couverture à larges bandes de recouvrement :

1) Un matériau à couverture en asphalte à larges bandes de recouvrement doit établir une double couverture sur toute la surface du toit.

2) Les plis du matériau de couverture à larges bandes de recouvrement doivent être cimentés ensemble, au moyen de bitume étendu à raison d'au moins 20 livres (9,07 kg) par 100 pieds carrés (9,3 m<sup>2</sup>) de surface de toit.

**9.25.13. Bardeaux d'amiante-ciment :** Le bardeau d'amiante-ciment doit peser au moins 250 livres (113,4 kg) par 100 pieds carrés (9,3 m<sup>2</sup>) de surface de toit. Le solin pour les noues, les arêtes et les faîtes doit être en tôle, selon la description de l'article 9.25.4.

**9.25.14. Couverture métallique :** Une couverture en tôle doit consister au moins en tôle d'acier cuprifère galvanisée GSG #28, en cuivre de 14 onces (397 g), en zinc de 11 onces (312 g) ou en aluminium de 0,019 pouce d'épaisseur (B & SG #23). Un rang de papier de construction perméable à la vapeur d'eau no 15, ou un papier d'amiante de 14 livres (6,35 kg), doit être posé entre la couverture et le revêtement de bois.

**Tableau 9.25.14.A**

### COMBINAISON DE MATÉRIAUX POUR UNE COUVERTURE MULTICOUCHE

Genre de couverture	Quantité de bitume par 100 pi <sup>2</sup> (9,3 m <sup>2</sup> ) de surface de toit		Nombre de plis de feutre pour couverture ou autre revêtement sec de fond			Quantité minimale de granulat de surface au 100 pi <sup>2</sup> (9,3 m <sup>2</sup> ) d'aire de toit
	Enduit à la vadrouille entre les plis	Enduit étendu	Tablier en planches ou en contreplaqué		Tous les autres tabliers	
			Revêtement sec	Feutre à toiture	Feutre à toiture	
Asphalte et granulat	20 lb (9,07 kg)	60 lb (27,22 kg)	1	4 (1)	3 (2)	400 lb (181,44 kg) de gravier ou de pierre concassée ou 300 lb (136,08 kg) de scories sur toit à niveau; 300 lb (136,08 kg) de gravier ou de pierre concassée ou 225 lb (102,06 kg) de scories sur pente 3 dans 12. Poids proportionnel pour les pentes intermédiaires de toit
Granulat et goudron	25 lb (11,34 kg)	75 lb (34,02 kg)	1	4 (1)	3 (2)	
Feutre de verre et granulat	25 lb (11,34 kg)	60 lb (27,22 kg)	—	3 (3)	2 (4)	
Asphalte - surface lisse	20 lb (9,07 kg)	25 lb (11,34 kg)	1	4 (1)	3 (2)	—
Feutre de verre - surface lisse	20 lb (9,07 kg)	20 lb (9,07 kg)	—	3 (3)	3 (4)	—
Étanchéité par procédé à froid	1,5 gal ciment froid (6,8 L)	4 gal enduit de surface à froid (18,2 L)	—	2	—	—

N.B. sur le tableau 9.25.14.A :

(1) Deux rangs de feutre posés à sec sur le revêtement et deux rangs appliqués au moyen de bitume.

(2) Tous les rangs doivent être en feutre appliqué au moyen de bitume.

(3) Combinaison de feutre posé à sec et de deux rangs de feutre de verre appliqué avec du bitume.

(4) Tous les rangs de feutre de verre doivent être appliqués avec du bitume.

**9.25.15. Descentes pluviales et gouttières :**

1) Lorsque les descentes pluviales ne sont pas raccordées à un égout, on doit prévoir un dauphin en partie basse afin d'écarter l'eau de pluie du bâtiment, de manière à éviter l'érosion du sol.

2) Les gouttières doivent être conformes au Code de plomberie.

**SECTION 9.26  
PAREMENT****9.26.1. Domaine d'application :**

1) La présente section d'applique aux revêtements de murs extérieurs en bois de construction, en bardeaux de bois, en bardeaux de fente, en bardeaux et en panneaux d'amiante-ciment, en contreplaqué, en aggloméré, en carton-fibre dur, en aluminium et en acier, y compris la boiserie, les soffites et les solins.

2) Le stuc doit être conforme à la section 9.27 et la maçonnerie plaquée, à la section 9.18.

**9.26.2. Généralités :**

1) Les murs extérieurs doivent être protégés au moyen d'un parement, y compris solins et boiserie lorsque c'est nécessaire, afin d'assurer une protection contre les intempéries.

2) On doit laisser un espace d'au moins 8 pouces (203 mm) entre le niveau définitif du sol et un parement qui s'altère à l'humidité, tel que le bois, le contreplaqué, les panneaux d'aggloméré et le carton-fibre dur.

3) On doit laisser un espace d'au moins 2 pouces (50,8 mm) entre une surface de toit et un parement qui se détériore à l'humidité, tel que le bois, le contre-plaqué, les panneaux d'aggloméré et le carton-fibre dur.

4) Un parement d'asphalte isolant doit être ventilé au moyen d'un vide d'air d'au moins  $\frac{3}{8}$  pouce (9,5 mm) laissé derrière le parement.

**9.26.3. Solins :**

1) Un solin doit consister au moins en plomb en feuille de 4 livres (1,8 kg), en acier galvanisé cuprifère (GSG #28), en cuivre de 14 onces (397 g), en zinc de 11 onces (312 g) ou en aluminium de 0,019 pouce d'épaisseur (B & SG #23).

2) On doit prévoir un solin à chaque joint horizontal entre 2 revêtements extérieurs différents, sauf lorsque le revêtement supérieur recouvre le revêtement inférieur.

3) On doit poser un solin au-dessus de toutes les ouvertures extérieures pratiquées dans le mur, lorsque la dis-

tance verticale entre le bas de l'avant-toit et la partie supérieure de la boiserie mesure plus de  $\frac{1}{4}$  du surplomb horizontal de l'avant-toit, sauf exception au paragraphe 5.

4) Un solin doit être posé de manière à se prolonger d'au moins 2 pouces (50,8 mm) vers le haut derrière le papier de revêtement, et à former également un larmier à sa rive extérieure.

5) Lorsqu'il est prévu qu'une fenêtre ou une porte extérieure soit posée sans un solin supérieur, le cadre extérieur de la fenêtre ou de la porte doit être noyé dans un matériau de calfeutrage qui ne durcit pas, de façon que lorsqu'il est fixé au cadre extérieur, il forme un joint étanche à l'eau.

**9.26.4. Calfeutrage :**

1) On doit prévoir un calfeutrage au besoin pour empêcher l'entrée de l'eau dans la structure.

2) On doit prévoir un calfeutrage entre la maçonnerie et un parement et aussi entre un seuil de porte et le parement, à moins que le seuil ne soit complètement protégé du vent et de la pluie.

3) Un matériau de calfeutrage doit être conforme à l'une des normes suivantes :

a) ONGC F19-GP-3b (1972), Produit de scellement à deux composés, à base de polysulfures et à durcissement chimique ;

b) ONGC F19-GP-5b (1971), Mastic d'étanchéité, à un seul composant, à base acrylique, à polymérisation par solvant ;

c) ONGC F19-GP-9b (1971), Mastic d'étanchéité, à un seul composant, à base de silicone, à polymérisation chimique ;

d) ONGC F19-GP-13a (1973), Mastic d'étanchéité, à un seul composant, à base de polysulfures, à polymérisation chimique ;

e) ONGC F19-GP-14 (1970), Produit d'étanchéité, à un seul composant, à base de butylpolysobutylène à polymérisation par solvant ;

f) ONGC F19-GP-15a (1971), Mastic d'étanchéité, à plusieurs composants, à base de polyuréthane, à polymérisation chimique ;

**9.26.5. Fixation du parement :**

1) Un parement doit être cloué aux membres de charpente ou aux entremises intercalées entre les membres de charpente.

2) Les entremises utilisées pour la fixation du parement doivent consister en pièces de bois de construction

d'au moins 2 pouces (50,8 mm) sur 2 pouces (50,8 mm), clouées à l'ossature et espacées d'au plus 24 pouces (610 mm) d'axe en axe.

3) Les fourrures servant à la fixation d'un parement doivent consister en pièces de bois de construction d'au moins 1 pouce (25,4 mm) sur 2 pouces (50,8 mm) lorsqu'elles sont posées sur le revêtement. En l'absence d'un revêtement, ces fourrures doivent être des pièces de bois de construction d'au moins de 1 pouce (25,4 mm) sur 3 pouces (76,2 mm) reposant sur des appuis espacés d'au plus 16 pouces (407 mm) d'axe en axe et de 1 pouce (25,4 mm) sur 4 pouces (102 mm) portant sur des appuis espacés d'au plus 24 pouces (610 mm) d'axe en axe. Ces fourrures doivent être fixées à la charpente et être espacées d'au plus 24 pouces (610 mm) d'axe en axe.

4) Toutefois, le bois de construction vertical et l'armation ou le lattis à stuc peuvent être fixés au revêtement seulement, lorsque celui-ci consiste au moins en bois de construction de 9/16 pouce (14,3 mm), en contreplaqué de ½ pouce (12,7 mm) ou en aggloméré de ⅝ pouce (15,9 mm).

5) De plus, un parement en métal posé verticalement et le bardeau régulier et le bardeau de fente en bois peuvent être fixés au revêtement seulement, lorsque celui-ci consiste au moins en bois de construction de 9/16 pouce (14,3

mm), en contreplaqué de 5/16 pouce (7,9 mm) ou en aggloméré de 5/16 pouce (7,9 mm).

6) Également, le bardeau d'amiante-ciment peut être fixé au revêtement seulement, lorsque celui-ci consiste au moins en bois de construction de 9/16 pouce (14,3 mm), en contreplaqué de ⅜ pouce (9,5 mm) ou en aggloméré de ½ pouce (12,7 mm).

7) Lorsque du bardeau régulier ou du bardeau de fente en bois est posé sur revêtement qui ne convient pas pour la fixation de ces matériaux, ces derniers peuvent être fixés sur des lattes en bois d'au moins 2 pouces (50,8 mm) sur ⅜ pouce (9,5 mm) d'épaisseur, solidement clouées à la charpente, et être posés selon la description du paragraphe 5 de l'article 9.26.7.

8) Lorsque du bardeau d'amiante-ciment est posé sur un revêtement qui ne convient pas pour la fixation de ce bardeau, ce dernier peut être fixé sur des lattes en bois d'au moins 4 pouces (102 mm) sur ⅜ pouce (9,5 mm) d'épaisseur, clouées à la charpente. Ces lattes doivent être posées de manière qu'elles recouvrent le rang précédent de bardeau d'au moins ¾ pouce (19,1 mm).

9) Les clous utilisés pour fixer les parements et la boiserie doivent résister à la corrosion et être compatibles avec le matériau de parement. La grosseur des clous et leur espacement doivent être conformes au tableau 9.26.5.A.

**Tableau 9.26.5.A**

### CLOUAGE DU PAREMENT

Genre de parement	Longueur minimale des clous		Nombre minimal de clous	Espacement maximal des clous
	po	(mm)		
Boiserie	2 (1)	(50,8)	—	Entre-axes de 24 po (610 mm)
Parement en bois de construction ou parement horizontal fait de matériau en panneau	2 (1)	(50,8)	—	Entre-axes de 24 po (610 mm)
Parement métallique	1½ (1)	(38,1)	—	Entre-axes de 24 po (610 mm) (cloué à la charpente) Entre-axes de 16 po (407 mm) (cloué au revêtement seulement)
Bardeaux de fente	2 (2)	(50,8)	2 (3)	—
Bardeaux de bois et bardeaux de fente rainurés mécaniquement	1¼ (2)	(31,8)	2 (3)	—
Bardeaux d'amiante-ciment	1¼ (2)	(31,8)	2	—
Parement en panneaux ou en feuilles jusqu'à ¼ po (6,4 mm) d'épaisseur	1½ (1)	(38,1)	—	Entre-axes de 6 po (152 mm) le long des rives.
Parement en panneaux ou en feuilles de plus de ¼ po (6,4 mm) d'épaisseur	2 (1)	(50,8)	—	Entre-axes de 12 po (305 mm) le long des appuis intermédiaires

N.B. sur le tableau 9.26.5.A :

(1) Doit traverser le support de clouage ou au moins s'enfoncer de 1 pouce (25,4 mm) dans la charpente.

(2) Doit traverser le support de clouage ou au moins s'enfoncer de ¾ pouce (19,1 mm) dans la charpente.

(3) Le bardeau ou le bardeau de fente de plus de 8 pouces (203 mm) de largeur doit être fixé avec au moins 3 clous.



**9.26.6. Parement de bois de construction :**

1) Un parement en bois de construction doit être sain et exempt de trous de noeud, de noeuds inadhérents, de gerces et de fentes traversantes.

2) Les parements de bois à gorge, rustiques, décoratifs, en planches à recouvrement ou verticaux ne doivent pas avoir moins de 9/16 pouce (14,3 mm) d'épaisseur ni plus de 12 pouces (305 mm) de largeur.

3) Un parement en planches biseautées ne doit pas mesurer moins de 3/16 pouce (4,8 mm) d'épaisseur à la partie supérieure ni moins de 15/32 pouce (11,9 mm) d'épaisseur au gros bout, dans le cas d'un parement de 8 pouces (203 mm) ou moins de largeur, ni moins de 9/16 pouce (14,3 mm) d'épaisseur au gros bout, dans le cas d'un parement de plus de 8 pouces (203 mm) de largeur. Les éléments d'un parement biseauté ne doivent pas mesurer plus de 12 pouces (305 mm) de largeur.

4) Un parement en bois de construction doit empêcher l'entrée de l'eau aux joints par l'utilisation de joints à recouvrement ou emboutetés, ou au moyen d'un couvre-joint vertical en bois. Le parement doit comporter un recouvrement d'au moins 1/16 pouce (1,6 mm) par pouce de largeur du bois de construction, mais non inférieur à 3/8 pouce (9,5 mm) dans le cas d'un parement embouteté, à 1 pouce (25,4 mm) dans le cas d'un parement biseauté à recouvrement, et à 1/2 pouce (12,7 mm) dans le cas des couvre-joints verticaux.

**9.26.7. Bardeaux de bois et bardeaux de fente rainurés mécaniquement :**

1) Le bardeau régulier et le bardeau de fente doivent être conformes à la norme ACNOR 0118-1960, *Western Red Cedar Shingles, Machine Grooved Shakes, and Handsplit Red Cedar Shakes*. Le bardeau de fente ne doit pas être inférieur à la catégorie no 1 et le bardeau régulier ne doit pas être inférieur à la catégorie no 2, sauf que la catégorie no 3 peut être utilisée pour les rangs de fond.

2) Le bardeau régulier et le bardeau de fente ne doivent pas avoir moins de 2 1/2 pouces (63,5 mm) ni plus de 14 pouces (356 mm) de largeur.

3) Le bardeau régulier ou le bardeau de fente doit être fixé avec des clous placés approximativement à 3/4 pouce (19,1 mm) de chaque rive et à au moins 1 pouce (25,4 mm) au-dessus de la ligne du pureau dans le cas d'une application à rang simple, ou approximativement à 2 pouces (50,8 mm) au-dessus du gros bout, dans le cas d'une application à rang double.

4) Dans une application à rang simple, les joints des rangs successifs doivent être décalés d'au moins 1 1/2 pouce (38,1 mm), de sorte que les joints dans tout groupe de 2 ou

3 rangs consécutifs soient en chicane. Dans une application à rang double, les joints du rang apparent doivent être décalés d'au moins 1 1/2 pouce (38,1 mm) des joints par rapport aux joints du rang de fond, et les joints dans les rangs successifs doivent être décalés d'au moins 1 1/2 pouce (38,1 mm).

5) Lorsqu'un lattis est utilisé pour une application à rang double, les lattes doivent être espacées selon le pureau du bardeau et être fixées à la charpente. Les gros bouts du rang de fond doivent s'appuyer sur la rive supérieure de la latte. Le rang apparent doit être fixé à la latte avec des clous de longueur suffisante pour pénétrer dans la latte. Le gros bout du bardeau régulier ou du bardeau de fente doit être placé de manière qu'il fasse une saillie d'au moins 1/2 pouce (12,7 mm) sur la rive inférieure de la latte. Si on n'utilise pas de lattes, les gros bouts en bardeau régulier ou en bardeau de fentes du rang de fond doivent être placés à 1/2 pouce (12,7 mm) au-dessus des gros bouts du rang apparent.

6) Le pureau et l'épaisseur du gros bout du bardeau régulier et du bardeau de fente doivent être conformes au tableau 9.26.7.A.

**Tableau 9.26.7.A**

**PUREAU ET ÉPAISSEUR DU BARDEAU ET  
DU BARDEAU DE FENTE EN BOIS  
RAINURÉ MÉCANIQUEMENT**

Longueur du bardeau ou du bardeau de fente		Pureau maximal				Épaisseur minimale du gros bout	
		Rang simple		Rang double			
po	(mm)	po	(mm)	po	(mm)	po	(mm)
16	(407)	7½	(190,5)	12	(305)	2/5	(10,2)
18	(457)	8½	(216)	14	(356)	9/20	(11,4)
24	(610)	11½	(292)	16	(407)	½	(12,7)

**9.26.8. Bardeau et panneaux d'amiante-ciment :**

1) Le bardeau et les panneaux d'amiante-ciment doivent être conformes à l'une des normes suivantes :

a) ONGC F34-GP-4b (1970), Bardages en amiante-ciment, bardeaux et planches à clins ;

b) ONGC F34-GP-5c (1970), Plaques ondulées en amiante-ciment ;

c) ONGC F-34-GP-14a (1969), Plaques décoratives en amiante-ciment ;

d) ONGC F34-GP-16b (1970), Plaques planes sur-comprimées en amiante-ciment ;

e) ONGC F34-GP-17c (1970), Plaques planes semi-comprimées en amiante-ciment ;

f) ONGC F34-GP-21a (1970), Plaques-sandwichs amiante-ciment sur panneau de fibres.

2) Le bardeau d'amiante-ciment doit peser au moins 165 livres (74,9 kg) par carré. Un panneau d'amiante-ciment ne doit pas avoir moins de 3/16 pouce (4,8 mm) d'épaisseur lorsqu'il est fixé sur des poteaux à entre-axes maximal de 16 pouces (407 mm), ni moins de 1/4 pouce (6,4 mm) d'épaisseur pour des poteaux à entre-axes maximal de 24 pouces (610 mm). Lorsqu'un panneau d'amiante-ciment est posé sur un revêtement, son épaisseur ne doit pas être inférieure à 1/8 pouce (3,2 mm).

3) Le bardeau d'amiante-ciment doit être fixé avec des clous placés à au moins 1 pouce (25,4 mm) au-dessus de la ligne de pureau.

4) Le bardeau d'amiante-ciment doit être posé de manière que les joints verticaux dans les rangs consécutifs soient en chicane. Des bandes d'endos enduites d'asphalte doivent être intercalées derrière chaque joint vertical. Le bardeau doit présenter un recouvrement d'au moins 1 pouce (25,4 mm) à sa partie supérieure.

5) Les joints verticaux des panneaux d'amiante-ciment doivent être protégés au moyen d'un couvre-joint, d'un calfeutrage ou par une autre méthode appropriée.

6) Les joints horizontaux doivent être à recouvrement, garnis d'un solin, calfeutrés ou autrement protégés d'une manière approuvée conformément à l'article 2.6.1.

### 9.26.9. Contreplaqué :

1) Un parement de contreplaqué doit être du genre extérieur conforme à l'une des normes suivantes :

a) ACNOR 0 115-1967, *Harwood Plywood* ;

b) ACNOR 0 121-1973, *Douglas Fir Plywood* ;

c) ACNOR 0 151-1974, *Canadian Softwood Plywood* ;

d) ACNOR 0 153-1963, *Poplar Plywood*.

2) Un parement en contreplaqué ne doit pas avoir moins de 1/4 pouce (6,4 mm) d'épaisseur lorsqu'il est posé directement sur le revêtement. Lorsqu'il est posé directement sur la charpente ou sur des tringles de fourrure, son épaisseur doit être conforme au tableau 9.26.9.A.

Tableau 9.26.9.A

### ÉPAISSEUR DU CONTREPLAQUÉ, MURAL EXTÉRIEUR

Espacement des appuis.		Épaisseur minimale du parement avec revêtement (sur fourrure)				Épaisseur minimale du parement sans revêtement			
		Veines de face parallèles aux appuis.		Veines de face perpendiculaires aux appuis.		Veines de face parallèles aux appuis.		Veines de face perpendiculaires aux appuis.	
po	(mm)	po	(mm)	po	(mm)	po	(mm)	po	(mm)
16	(407)	1/4	(6,4)	1/4	(6,4)	3/8	(9,5)	3/8	(9,5)
20	(508)	3/8	(9,5)	1/4	(6,4)	1/2	(12,7)	3/8	(9,5)
24	(610)	3/8	(9,5)	1/4	(6,4)	1/2	(12,7)	3/8	(9,5)

3) Les rives d'un parement en contreplaqué doivent être traitées à l'aide d'une peinture ou d'un bouche-pores approprié, pour le contreplaqué.

4) Le contreplaqué posé par panneaux doit être appuyé sur toutes ses rives. On doit laisser un espace d'au moins 1/16 pouce (1,6 mm) entre les panneaux. Les joints verticaux de ce parement doivent être protégés au moyen d'un couvre-joint ou d'un calfeutrage lorsque les joints de contreplaqué ne sont pas emboutés. Les joints horizontaux doivent être à recouvrement d'au moins 1 pouce (25,4 mm) ou être garnis d'un solin convenable.

5) Le contreplaqué posé par bandes horizontales à recouvrement doit comporter un espace d'au moins 1/16 pouce (1,6 mm) entre les joints d'about, et ces joints doivent être calfeutrés. Les joints horizontaux doivent être à recouvrement d'au moins 1 pouce (25,4 mm). Des cales biseautées doivent être insérées sous tous les joints verticaux d'about et à tous les angles, lorsque le contreplaqué à recouvrement horizontal est posé sans revêtement.

### 9.26.10. Carton-fibre dur :

1) Un parement en carton-fibre dur doit être du type 2 ou du type 4 durci ou du type 1 non durci avec couche d'apprêt ou finition posée à l'usine, conforme à la norme ONGC F11-GP-5 (1972), Panneaux rigides revêtus pour l'extérieur.

2) Un parement en carton-fibre dur ne doit pas avoir moins de 1/4 pouce (6,4 mm) d'épaisseur lorsqu'il est posé sur un revêtement, ni moins de 5/16 pouce (7,9 mm) d'épaisseur lorsqu'il est posé sans revêtement, sur des appuis à entre-axes maximal de 16 pouces (407 mm).

3) Un parement en carton-fibre dur posé par panneaux doit être appuyé à toutes ses rives. On doit laisser un espace d'au moins 3/16 pouce (4,8 mm) entre les panneaux. Les joints verticaux de ce parement doivent être protégés par un couvre-joint ou un calfeutrage lorsque les

joints ne sont pas emboutés. Les joints horizontaux doivent être à recouvrement d'au moins 1 pouce (25,4 mm) ou être garnis d'un solin convenable.

4) Le carton-fibre dur posé par bandes horizontales à recouvrement, doit présenter un espace d'au moins 3/16 pouce (4,8 mm) entre les joints d'about, qui doivent être calfeutrés ou autrement protégés conformément à l'article 2.6.1. Les joints horizontaux doivent présenter un recouvrement d'au moins 1 pouce (25,4 mm). Des cales biseau-tées doivent être insérées sous tous les joints d'about verticaux et aux angles.

### 9.26.11. Panneaux d'aggloméré :

1) Un parement en aggloméré doit être conforme à un panneau du type I de la norme ACNOR 0188-1968, Panneaux de particules de bois agglomérées sous presse.

2) Un panneau d'aggloméré ne doit pas avoir moins de 5/16 pouce (7,9 mm) d'épaisseur lorsqu'il est posé directement sur le revêtement. Lorsqu'il est posé directement sur la charpente ou sur des fourrures, un panneau d'aggloméré doit avoir au moins 3/8 pouce (9,5 mm) d'épaisseur et porter sur des appuis à entre-axes maximal de 16 pouces (407 mm) et 1/2 pouce (12,7 mm) d'épaisseur et porter sur des appuis à entre-axes maximal de 24 pouces (610 mm).

3) L'aggloméré posé par panneaux doit être appuyé sous toutes ses rives. On doit laisser un espace d'au moins 1/8 pouce (3,2 mm) entre les panneaux. Les joints verticaux de ce parement doivent être protégés au moyen d'un couvre-joint. Les joints horizontaux doivent être à recouvrement d'au moins 1 pouce (25,4 mm) ou être garnis d'un solin.

### 9.26.12. Parement métallique :

1) Un parement d'acier y compris les solins et les accessoires de garniture, doit être fait d'un matériau conforme à la norme ONGC F93-GP-4 (1971), Parements, sous-face et bordures de toit en acier galvanisé préfini, pour usage courant sur les bâtiments résidentiels.

2) Un parement d'aluminium, y compris les solins et les accessoires de garniture, doivent être fabriqués d'un matériau conforme à la norme ONGC F93-GP-2 (1970), Éléments de bardage, soffites et bandes de rives en aluminium prédécoupe, pour service ordinaire.

3) Un parement en aluminium en contact avec la maçonnerie ou le béton doit être enduit ou séparé de la maçonnerie ou du béton par une membrane imperméable.

## SECTION 9.27 STUC

### 9.27.1. Généralités :

1) Un revêtement doit être intercalé sous le stuc posé sur un mur à ossature en bois, sous réserve de la dérogation prévue au paragraphe 2 de l'article 9.27.4. Lorsqu'un revêtement est posé sous le stuc, il doit être conforme à l'article 9.21.16.

2) Un lattes ou une armature à stuc doivent être utilisés pour fixer le stuc à une construction à ossature de bois. Ce lattes ou cette armature doivent également être utilisés pour fixer le stuc à une maçonnerie lorsque celle-ci consiste en argile ou en brique molle de résistance inférieure à celle du stuc, ou que la surface de la maçonnerie n'est pas saine, propre et suffisamment rugueuse pour assurer une bonne adhérence. Le stuc appliqué sur une cheminée en maçonnerie doit être armé.

3) Un revêtement en stuc ne doit pas être appliqué sur des éléments de maçonnerie en béton de moins de 1 mois de cure, à moins que les éléments n'aient été soumis à une cure en autoclave.

4) Le stuc ne doit pas être à moins de 8 pouces (203 mm) du niveau définitif du sol sauf lorsqu'il est posé sur du béton ou de la maçonnerie.

5) Un solin pour le stuc doit être conforme à la section 9.26 mais si un solin d'aluminium est utilisé, il doit alors être séparé du stuc par une membrane, ou un enduit imperméable.

### 9.27.2. Matériaux à stuc :

1) Le ciment portland doit être conforme à la norme ACNOR A5-1971, Ciment Portland.

2) Le granulat doit être du sable naturel, propre et bien dosé ou du sable fabriqué de pierre concassée, de gravier ou de scories de haut fourneau refroidies à l'air, et il ne doit contenir aucune quantité de matériau nocif. Le dosage du granulat doit être conforme au tableau 9.27.2.A.

Tableau 9.27.2.A

### GRANULOMÉTRIE DU GRANULAT POUR LE STUC

Grosseurs de tamis	Pourcentage traversant le tamis	
	Maximal	Minimal
No 4	—	100
8	—	90
16	90	60
30	60	45
50	30	10
100	5	—

3) La chaux hydratée doit être conforme à la norme ACNOR A82.44-1950, *Normal Finishing Hydrated Lime*.

4) L'eau doit être propre et ne contenir aucune quantité de matière nocive.

### 9.27.3. Attaches :

1) Les attaches servant pour le lattis ou l'armature à stuc doivent résister à la corrosion et être d'un matériau autre que l'aluminium.

2) Les clous employés pour le lattis ou l'armature à stuc doivent avoir une grosseur de tige de 10 au minimum, et un diamètre de tête d'au moins 7/16 pouce (11,11 mm). Les crampons doivent être de grosseur minimale 14.

3) Les crampons et les clous utilisés pour fixer les lattis ou l'armature à stuc aux surfaces verticales doivent être de longueur suffisante pour pénétrer de 1 pouce (25,4 mm) dans les membres de charpente ou sur la pleine profondeur du revêtement, lorsque le revêtement sert de fixation au lattis ou à l'armature. Sur des surfaces horizontales, les clous doivent mesurer au moins 1½ pouce (38,1 mm) de longueur.

### 9.27.4. Lattis à stuc :

1) Le lattis à nervures et le treillis métallique déployé à stuc doivent être en acier à alliage de cuivre et enduits d'une peinture antirouille après la fabrication, ou être galvanisée. Un treillis de fil métallique tissé ou soudé doit être galvanisé.

2) Il n'est pas nécessaire de prévoir un revêtement sous le stuc, lorsqu'un fil métallique galvanisé de grosseur 18 est posé horizontalement sur la charpente, à des intervalles verticaux d'au plus 6 pouces (152 mm) ou lorsqu'on utilise une armature en fil métallique soudé et à endos de papier conformément à l'article 2.6.1.

3) Le lattis à stuc doit être conforme au tableau 9.27.4.A.

Tableau 9.27.4.A

#### LATTE À STUC

Emplacement	Genre de latte	Grosseur minimale E.U.	Grandeur maximale des mailles		Poids minimal par verge carrée	
			po.	(mm)	lb	
Surfaces verticales et horizontales	Fil métallique soudé ou tissé	18	1	(25,4)	—	—
		17	1½	(38,1)	—	—
		16	2	(50,8)	—	—
	Treillis d'armature à stuc (métal déployé)	—	4 po²	(25,8 cm²)	1,8 lb	(816 g)
Surfaces horizontales	Latte à nervures ⅜ po (9,5 mm)	—	—	—	3,4 lb	(1,54 kg)
	Latte de cèdre	—	—	—	—	—

4) Un lattis à stuc doit être maintenu à au moins ¼ pouce (6,4 mm) du fond au moyen de dispositifs d'auto-fourrure appropriés pour le lattis à stuc.

5) On doit poser des lattes à stuc en plaçant la longue dimension horizontalement. Les joints horizontaux et verticaux doivent avoir un recouvrement d'au moins 2 pouces (50,8 mm). Les joints d'extrémité doivent être en chicane et se présenter sur des membres de charpente. Les angles externes doivent être armés d'une bande verticale de latte ou d'armature se prolongeant d'au moins 6 pouces (152 mm) de chaque côté de l'angle, à moins que la latte ou l'armature ne se prolonge d'au moins 6 pouces (152 mm) au-delà de l'angle.

6) Le lattis à stuc posé sur des surfaces verticales doit être fixé aux membres de charpente, à un revêtement en bois de construction, ou à un contreplaqué d'au moins ½ pouce (12,7 mm) d'épaisseur. Le lattis à stuc posé sur des surfaces horizontales doit être fixé aux membres de charpente.

7) Les attaches posées sur des surfaces verticales doivent comporter un entre-axe maximal de 6 pouces (152 mm) verticalement et de 16 pouces (407 mm) horizontalement, ou de 4 pouces (102 mm) verticalement et de 24 pouces (610 mm) horizontalement. D'autres motifs de clouage peuvent être utilisés, à condition qu'il n'y ait pas moins de 16 attaches par verge carrée de surface de mur.

8) Les attaches fixées sur les surfaces horizontales doivent être espacées au maximum de 6 pouces (152 mm) d'axe en axe, le long des membres de charpente, lorsque les membres sont espacés d'au plus 16 pouces (407 mm) d'axe en axe, et de 4 pouces (102 mm) d'axe en axe le long des membres, lorsque ceux-ci sont espacés d'au plus 24 pouces (610 mm) d'axe en axe.

### 9.27.5. Mélanges à stuc :

1) Les mélanges à stuc doivent être conformes au tableau 9.27.5.A.

Tableau 9.27.5.A

#### MÉLANGES À STUC (au volume)

Ciment Portland	Ciment de maçonnerie Type H	Chaux	Granulat
1 1	— 1	¼ à 1 —	3¼ à 4 parties par partie de matériau cimentaire

2) Le pigment, le cas échéant, doit consister en oxydes minéraux purs et inertes à l'action du soleil, en chaux ou en ciment. Le pigment ne doit pas être ajouté en quantité supérieure à 6% du ciment Portland, au poids.

3) Les matériaux doivent être entièrement malaxés avant et après que l'eau est ajoutée. Le stuc doit être posé au plus 3 heures après le malaxage initial.

### 9.27.6. Mise en oeuvre du stuc :

1) Le support à stuc doit être maintenu à une température supérieure au point de congélation. Le stuc doit être maintenu à une température non inférieure à 50°F (10°C) pendant la mise en oeuvre, et ce, pendant au moins 48 heures par la suite.

2) Le stuc doit être appliqué en au moins 2 couches de fond et une couche de finition, à condition que l'épaisseur soit d'au moins ⅝ pouce (15,9 mm), mesurée à partir de la face du lattis ou de la face de la maçonnerie lorsqu'aucun lattis n'est utilisé.

3) La première couche ne doit pas avoir moins de ¼ pouce (6,4 mm) d'épaisseur, mesurée à partir de la face du lattis ou de la maçonnerie, et elle ne doit enrober entièrement le lattis. La surface doit être éraflée afin de donner de la prise à la deuxième couche.

4) La deuxième couche doit mesurer au moins ¼ pouce (6,4 mm) d'épaisseur. La surface doit être légèrement piquée pour donner de la prise à la couche de finition si celle-ci n'est pas crépissée.

5) Lorsque la couche de finition n'est pas crépissée, la base doit être humectée, mais non saturée, avant que la

couche de finition ne soit appliquée. L'épaisseur de la couche de finition ne doit pas être inférieure à  $\frac{1}{8}$  pouce (3,2 mm).

6) Dans le cas d'un fini crépissé, la pierre doit être partiellement enrobée dans la deuxième couche avant que celle-ci n'ait commencé à durcir ou à raidir.

## SECTION 9.28 REVÊTEMENT DES MURS ET DES PLAFONDS INTÉRIEURS

### 9.28.1. Généralités :

1) Les prescriptions de la présente section relatives aux enduits s'appliquent à la mise en oeuvre d'un enduit sur un lattis en placoplâtre ou sur une armature métallique fixée à des fourrures de bois ou à la charpente. La mise en oeuvre d'enduit et les mélanges d'enduit non décrits dans la présente section, ainsi que les charpentes métalliques et les fourrures métalliques, doivent être conformes à la norme ACNOR A82.30-1965, *Interior Furring, Lathing and Gypsum Plastering*. Les exigences visant la propagation des flammes sont contenues à l'article 9.8.17.

2) Lorsqu'un assemblage est de construction combustible les plastiques mousses sont interdits comme revêtement de murs et de plafond intérieurs, cependant de tels matériaux peuvent être utilisés à condition qu'ils soient protégés par un des revêtements décrits dans la présente section.

3) Lorsqu'un assemblage est de construction incombustible, les plastiques mousses doivent être protégés conformément à l'article 3.1.11.2.

### 9.28.2. Revêtement mural imperméable :

1) Un revêtement imperméable doit être prévu jusqu'à une hauteur d'au moins 6 pieds (1,83 m) au-dessus du plancher dans les cabines de douche, jusqu'à 46 pouces (1 170 mm) au-dessus du bord des baignoires munies de douche, et jusqu'à 16 pouces (407 mm) au-dessus du bord des baignoires non munies de douche.

2) Un revêtement imperméable doit consister en carreaux de céramique, de plastique ou métal, en un placage de vinyle, en carton-fibre dur imperméable, en panneaux décoratifs de plastique lamifié, ou en linoléum incrusté.

### 9.28.3. Fourrure de bois :

1) Une fourrure de bois destinée à la fixation de revêtements muraux ne doit pas mesurer moins de  $\frac{5}{8}$  pouce (15,9 mm) sur 2 pouces (50,8 mm) lorsqu'elle a un fond massif ou sur des appuis espacés d'au plus 16 pouces (407 mm) d'axe en axe, et  $\frac{5}{8}$  pouce (18,9 mm) sur 4 pouces (102

mm) lorsqu'elle est fixée à des appuis espacés d'au plus 24 pouces (610 mm) d'axe en axe.

2) Les fourrures doivent être fixées à la charpente ou à des blocs de bois avec des clous d'une longueur minimale de 2 pouces (50,8 mm).

### 9.28.4. Lattes au plâtre :

1) Les lattes au plâtre doivent être conformes à la norme ACNOR A82.24-1962, *Gypsum Lath*.

2) Les lattes au plâtre ne doivent pas avoir moins de  $\frac{3}{8}$  pouce (9,5 mm) d'épaisseur lorsqu'elles sont fixées sur des appuis à entre-axes maximal de 16 pouces (407 mm) et  $\frac{1}{2}$  pouce (12,7 mm) d'épaisseur sur des appuis à entre-axes maximal de 24 pouces (610 mm).

3) Les lattes au plâtre doivent être posées de manière que les joints verticaux ne se présentent pas aux poteaux de jambage, au-dessus ou au-dessous des ouvertures.

4) Une latte au plâtre doit être fixée à chaque appui avec au moins 4 attaches uniformément espacées, dans le cas d'une latte de 16 pouces (407 mm) de largeur posée sur des appuis verticaux espacés d'au plus 16 pouces (407 mm) d'axe en axe. Cette latte doit être fixée avec au moins 5 attaches par appui dans tous les autres cas. La latte de 24 pouces (610 mm) de largeur doit être fixée avec au moins 6 attaches par appui. Les lattes n'ont pas besoin d'être clouées à la charpente, aux angles internes.

5) Les clous servant à fixer les lattes au plâtre doivent avoir au moins de  $\frac{1}{4}$  pouce (31,8 mm) de longueur, être de grosseur minimale 13, avoir un diamètre de tête de 19/64 pouce (7,5 mm) et être en fil métallique d'acier bleuté.

6) Les crampons utilisés pour fixer les lattes au plâtre doivent avoir au moins 1 pouce (25,4 mm) de longueur pour la latte de  $\frac{3}{8}$  pouce (9,5 mm) d'épaisseur et  $1\frac{1}{8}$  pouce (28,6 mm) de longueur pour la latte de  $\frac{1}{2}$  pouce (12,7 mm) d'épaisseur. Les crampons doivent être de grosseur minimale 16 avec une couronne minimale de  $\frac{3}{4}$  pouce (19,1 mm).

### 9.28.5. Lattes métalliques :

1) Les lattes métalliques doivent consister en métal galvanisé ou en acier cuprifère galvanisé et recouvert d'un enduit antirouille approprié à ces matériaux.

2) Le poids de la latte métallique doit être conforme au tableau 9.28.5.A.

Tableau 9.28.5.A

## POIDS MINIMAL DE LATTE MÉTALLIQUE

Genre de latte	Poids minimal par ver <sup>2</sup>		Espace maximal des appuis			
			Murs		Plafonds	
	lb	(kg)	po	(mm)	po	(mm)
Treillis en losanges	2,5	(1,13 kg)	12	(305)	12	(305)
	3,0	(1,36 kg)	16	(407)	12	(305)
Nervure plate	2,5	(1,13 kg)	16	(407)	12	(305)
	3,0	(1,36 kg)	16	(407)	16	(407)
Nervure $\frac{3}{8}$ po (9,54 mm)	2,5	(1,13 kg)	16	(407)	16	(407)
	3,0	(1,36 kg)	20	(508)	20	(508)
	3,5	(1,59 kg)	24	(610)	24	(610)
Treillis soudé avec endos de papier	1,4 (1)	(635 g)	16	(407)	16	(407)
	1,95 (2)	(884 g)	24	(610)	24	(610)

N.B. sur le tableau 9.28.5.A :

- (1) Doit être au minimum de fil métallique de grosseur 16.
- (2) Doit être au minimum de fil métallique de grosseur 16. Chaque troisième fil métallique de fond perpendiculaire aux appuis doit être au minimum de grosseur 11.

3) Les clous employés pour fixer les lattes métalliques doivent être des clous à couverture de grosseur minimale 10 à grande tête, d'au moins 1½ pouce (38,1 mm) de longueur pour les appuis au plafond et 1 pouce (25,4 mm) de longueur pour les appuis au mur. Ces clous doivent être espacés d'au plus 6 pouces (152 mm) d'axe en axe.

4) Les crampons servant à fixer les lattes métalliques doivent être au minimum de grosseur 14 et d'au moins 1½ pouce (38,1 mm) de longueur, avec couronne de ¾ pouce (19,1 mm). Ces crampons doivent être espacés d'au plus 6 pouces (152 mm) d'axe en axe.

5) Les lattes métalliques doivent être posées perpendiculairement aux appuis. Les joints d'extrémité doivent consister en un recouvrement d'au moins 1 pouce (25,4 mm). Les joints latéraux des lattes à treillis en losanges doivent avoir un recouvrement d'au moins ½ pouce (12,7 mm). Les joints latéraux des lattes à nervures doivent se recouvrir de manière que les nervures latérales adjacentes s'emboîtent l'une dans l'autre. Les joints d'extrémité doivent être en chicane. Les joints d'extrémité qui se présentent entre les appuis doivent être attachés.

6) Lorsque des lattes métalliques sont appliquées sur une surface continue, elles doivent être espacées d'au moins ¼ pouce (6,4 mm) du massif de fond au moyen de fourrures, de clous à auto-fourrure ou de lattes avec fourrures à même.

## 9.28.6. Armature d'angle pour enduit :

1) Le matériau d'armature d'angle doit avoir au moins la même résistance à la corrosion que la latte métallique à enduit.

2) Tous les angles intérieurs des murs et des plafonds doivent être armés d'un lattis métallique ou d'un tissu de fil métallique présentant des pattes d'au moins 2 pouces (50,8 mm) de largeur. Des baguettes d'angle doivent être installées aux angles extérieurs.

3) Les angles des ouvertures doivent être armés d'une bande de lattes métalliques d'au moins 6 pouces (152 mm) de largeur sur 18 pouces (457 mm) de longueur, fixée à un angle de 45° de l'horizontale.

4) Toute l'armature d'enduit doit être fixée aux lattes et non à la charpente.

## 9.28.7. Enduit :

1) Les matériaux utilisés pour l'enduit doivent être conformes aux normes suivantes :

- a) ACNOR A82.21-1950, *Gypsum* ;
- b) ACNOR A82.22-1963, *Gypsum Plasters* ;
- c) ACNOR A82.26-1950, *Keene's Cement* ;
- d) ACNOR A82.42-1950, *Quicklime for Structural Purposes* ;
- e) ACNOR A82.44-1950, *Normal Finishing Hydrated Lime* ;
- f) ACNOR A82.46-1962, *Special Finishing Hydrated Lime* ;
- g) ACNOR A82.57-1954, *Inorganic Aggregates for Use in Interior Plaster*.

2) Des lisières de pourtour doivent être posées pour assurer une épaisseur d'enduit égale et uniforme.

3) L'enduit doit mesurer en tout endroit au moins  $\frac{3}{8}$  pouce (9,5 mm) d'épaisseur, mesuré à partir de la face du lattis. Lorsque des câbles électriques de chauffage sont enrobés dans l'enduit, une couche d'au moins  $\frac{3}{8}$  pouce (9,5 mm) d'enduit doit recouvrir les câbles.

4) L'enduit doit être posé en 3 couches, soit une couche éraflée, une couche brune et une couche de finition ; cependant, lorsque le support à enduit consiste en un lattis au plâtre ou en éléments de maçonnerie autres que des éléments de béton, on peut faire une application en 2 couches dans laquelle la couche brune est reprise sur la couche éraflée.

5) Lorsqu'un enduit est appliqué sur une maçonnerie de béton ou sur du béton, il faut d'abord étendre une couche spéciale de liaisonnement comme première couche, ou encore étendre un agent de liaisonnement liquide approuvé conformément à l'article 2.6.1 avant d'appliquer la première couche d'enduit. On ne doit pas utiliser de chaux hydratée normale pour la finition, dans l'enduit posé sur des murs en maçonnerie ou en béton.

6) Un enduit qui enrobe des câbles de chauffage électrique ne doit pas contenir de granulat léger.

7) Dans le cas d'un enduit en 3 couches, la première couche ou la couche éraflée doit consister en 1 partie d'enduit au plâtre pour 2 parties de sable, au poids. La deuxième couche ou la couche brune doit consister en 1 partie d'enduit au plâtre pour 3 parties de sable, au poids. La couche de finition doit consister en 1 partie d'enduit au plâtre pour 3 parties de chaux, au volume.

8) Dans le cas d'un enduit en 2 couches, la première couche doit consister en 1 partie d'enduit au plâtre pour  $2\frac{1}{2}$  parties de sable, au poids. La couche de finition doit consister en 1 partie d'enduit au plâtre pour 3 parties de chaux, au volume.

9) La couche de finition doit être truée pour donner un fini dur et lisse, à moins qu'on utilise une finition décorative spéciale conforme à la norme ACNOR A82.22-1963, *Gypsum Plasters*.

10) Par temps froid, l'enduit doit être mis en oeuvre par une température variant de 50°F (10°C), à 70°F (21.1°C) et maintenu dans cette zone de température pendant au moins 96 heures, puis au-dessus du point de congélation, par la suite. On doit prévoir une ventilation pour le séchage de l'enduit.

### 9.28.8. Revêtement en placoplâtre (joints à ruban) :

1) Le placoplâtre doit être conforme à la norme ACNOR A82.27-1972, *Gypsum Wallboard*.

2) Le placoplâtre posé par rangs simples doit avoir au moins  $\frac{3}{8}$  pouce (9,5 mm) d'épaisseur lorsqu'il est fixé sur des appuis à entre-axes maximal de 16 pouces (407 mm) et  $\frac{1}{2}$  pouce (12,7 mm) d'épaisseur sur des appuis à entre-axes maximal de 24 pouces (610 mm). Lorsqu'un placoplâtre est posé en 2 rangs, chaque rang doit avoir au moins  $\frac{3}{8}$  pouce (9,5 mm) d'épaisseur et être fixé sur des appuis à entre-axes maximal de 24 pouces (610 mm).

3) La longueur des attaches pour le placoplâtre doit être conforme au tableau 9.28.8.A.

4) Les clous servant à fixer le placoplâtre à des appuis en bois doivent avoir une grosseur minimale de 13, être à rainures annulaires et avoir un diamètre de tête de  $7/32$  pouce (5,6 mm).

**Tableau 9.28.8.A**

### PÉNÉTRATION DES ATTACHES DANS LES APPUIS EN BOIS

Degré de résistance au feu prescrit pour l'assemblage	Pénétration minimale des attaches dans les appuis en bois			
	Murs		Plafonds	
	po	(mm)	po	(mm)
Degré de résistance au feu non prescrit	$\frac{3}{4}$ (1)	(19,1)	$\frac{3}{4}$ (1)	(19,1)
$\frac{1}{4}$ h	$\frac{3}{4}$ (2)	(19,1)	$1\frac{1}{8}$ (2)	(28,6)
1 h	$\frac{3}{4}$ (2)	(19,1)	$1\frac{7}{8}$ (2)	(47,6)
$1\frac{1}{2}$ h	$\frac{3}{4}$ (2)	(19,1)	$2\frac{1}{2}$ (2)	(63,5)

N.B. sur le tableau 9.28.8.A :

(1) Peut être réduite à  $5/8$  pouce (15,9 mm) dans le cas des vis.

(2) Lorsque le rang de placoplâtre est fixé à un rang de placoplâtre de fond au moyen d'un adhésif approuvé et résistant à la chaleur, les attaches utilisées pour le rang de fond doivent pénétrer d'au moins  $\frac{3}{4}$  pouce (19,1 mm) dans les appuis, dans le cas des clous et  $5/8$  pouce (15,9 mm) dans le cas des vis.

5) Dans le cas d'une mise en oeuvre en un seul rang, les clous peuvent être espacés d'au plus 7 pouces (178 mm) d'axe en axe aux appuis au plafond, et d'au plus 8 pouces (203 mm) le long des appuis verticaux aux murs ; cependant les clous posés par paires et espacés de 2 pouces (50,8 mm) peuvent être à intervalles de 12 pouces (305 mm) le long des appuis au mur ou au plafond. Lorsque les panneaux de plafond sont appuyés par les panneaux muraux au périmètre du plafond, cet appui peut être tenu pour l'équivalent d'un clouage à cet endroit. Les clous les plus élevés le long du mur ne doivent pas être à plus de 8 pouces (203 mm) au-dessous du plafond. Les clous doivent être distants d'au moins  $\frac{3}{8}$  pouce (9,5 mm) de la rive ou du côté du panneau. Les clous doivent être enfoncés de manière que la tête soit au-dessous du plan de la surface du panneau, sans toutefois perforer le papier.



6) Dans le cas d'une mise en oeuvre par rangs doubles, le premier rang doit être fixé suivant le paragraphe 5. Le second rang peut être fixé au moyen d'un clouage semblable ou d'un adhésif pour placoplâtre. Le second rang doit être maintenu en place à l'aide d'un étayage ou d'un contreventement temporaire ou au moyen de clous, jusqu'à ce que l'adhésif ait durci. Ces clous doivent être espacés d'environ 12 pouces (305 mm) d'axe en axe au plafond, et de 16 pouces (407 mm) d'axe en axe le long des murs, et ils peuvent être enlevés lorsque l'adhésif a durci.

7) Dans le cas de la méthode d'application par bandes lamellaires, des bandes de placoplâtre d'au moins  $\frac{3}{8}$  pouce (9,5 mm) d'épaisseur et d'au moins 6 pouces (152 mm) de largeur doivent être clouées aux membres de charpente suivant les prescriptions du paragraphe 5. Le rang de placoplâtre de finition doit être fixé au moyen d'un adhésif pour placoplâtre à ces bandes, selon les prescriptions du paragraphe 6.

8) Lorsque le placoplâtre est posé avec des vis à mur sec, les vis doivent être espacés d'au plus 12 pouces (305 mm) d'axe en axe le long des appuis, mais sur les surfaces verticales, les vis peuvent être à intervalles de 16 pouces (407 mm) d'axe en axe.

9) Les têtes de clou et les têtes de vis doivent être recouvertes d'une garniture de remplissage pour placoplâtre.

10) Les surfaces destinées à recevoir un ruban doivent être propres et tout papier déchiré ou matériau inadhérent doit être enlevé. Les ouvertures de plus de  $\frac{1}{8}$  pouce (3,2 mm) doivent être remplies d'un enduit de repiçage qu'il faut laisser sécher avant d'appliquer le ciment à joint enrubanné.

11) Les angles extérieurs doivent être protégés au moyen de baguettes d'angle métalliques résistant à la corrosion ou de moulures de bois.

12) Une bande de ciment à joint d'environ 5 pouces (127 mm) de largeur doit être appliquée le long du joint pour enrober le ruban. Le ruban doit être lissé et l'excédent de ciment enlevé.

13) Après que le ciment a durci, une deuxième couche de ciment doit être appliquée de manière qu'elle recouvre le ruban entièrement. Les rives du ciment doivent être amincies sur une largeur d'environ 8 pouces (203 mm), lorsque les rives des panneaux sont amincies, et 10 pouces (254 mm) lorsque les rives des panneaux ne sont pas amincies.

14) Après que la deuxième couche a séché, une troisième couche de ciment doit être appliquée, puis amincie pour donner une bande d'environ 10 pouces (254 mm) de largeur lorsque les bords des panneaux sont amincis, et

16 pouces (407 mm) de largeur lorsque les bords des panneaux ne sont pas amincis.

15) Après que la troisième couche de ciment a séché, tous les endroits rugueux et inégaux doivent être poncés pour donner une surface lisse et égale.

16) Par temps froid, la mise en place du ruban et la finition du placoplâtre doivent être exécutées par une température d'au moins 50°F (10°C).

### 9.28.9. Revêtement en contreplaqué :

1) Les revêtements intérieurs en contreplaqué doivent avoir une épaisseur minimale conforme au tableau 9.28.9.A, sauf si le contreplaqué est posé sur un fond solide.

Tableau 9.28.9.A

#### ÉPAISSEUR MINIMALE DES REVÊTEMENTS INTÉRIEURS EN CONTREPLAQUÉ

Espacement maximal entre les supports		Sur supports sans appuis horizontaux		Sur supports avec appuis horizontaux à intervalles maximaux de 4 pi (1,22 m)	
po	(mm)	po	(mm)	po	(mm)
16	(407)	$\frac{1}{16}$	(4,8)	$\frac{5}{32}$	(4)
24	(610)	$\frac{3}{8}$	(9,5)	$\frac{1}{16}$	(4,8)

2) Lorsque le contreplaqué est rainuré, la rainure ne doit pas entamer le rang de surface, à moins que l'épaisseur prescrite n'ait été augmentée pour tenir compte de la profondeur de la rainure.

3) Les clous utilisés pour fixer les revêtements en contreplaqué doivent être des clous de finition ou d'encadrement d'au moins  $1\frac{1}{2}$  pouce (38,1 mm) de longueur, espacés d'au plus 6 pouces (152 mm) d'axe en axe le long des appuis de rive et 12 pouces (305 mm) d'axe en axe le long des appuis intermédiaires. Des agrafes peuvent être utilisées si elles sont approuvées conformément à l'article 2.6.1 et qu'elles offrent une résistance latérale équivalente.

4) Toutes les rives du contreplaqué doivent être appuyées par une fourrure, une entremise ou un élément de charpente.

### 9.28.10. Revêtement en carton-fibre dur :

1) Le carton-fibre dur doit être conforme à la norme ONGC F11-GP-3b (1972), Panneaux rigides.

2) Le carton-fibre dur doit avoir au moins  $\frac{1}{8}$  pouce (3,2 mm) d'épaisseur lorsqu'il est posé sur un massif de

fond continu, ¼ pouce (6,4 mm) d'épaisseur lorsqu'il est posé sur des appuis espacés d'au plus 16 pouces (407 mm) d'axe en axe, et ⅜ pouce (9,5 mm) d'épaisseur lorsqu'il est posé sur des appuis espacés d'au plus 24 pouces (610 mm) d'axe en axe.

3) Les clous utilisés pour fixer le carton-fibre dur doivent être des clous à finir ou à encadrement d'au moins 1½ pouce (38,1 mm) de longueur, espacés d'au plus 6 pouces (152 mm) d'axe en axe le long des appuis de rive et 12 pouces (305 mm) d'axe en axe le long des appuis intermédiaires.

4) Toutes les rives du carton-fibre dur doivent être appuyées par une fourrure, une entremise ou un membre de charpente, lorsque le massif de fond n'est pas continu.

#### **9.28.11. Revêtement en carton fibre isolant :**

1) Le carton-fibre isolant doit être conforme à la norme ACNOR A247.3-1969, *Fibreboard Used in Interior Applications*.

2) Les panneaux de carton-fibre isolant doivent avoir au moins 7/16 pouce (11,11 mm) d'épaisseur lorsqu'ils sont posés sur des appuis espacés d'au plus 16 pouces (407 mm) d'axe en axe. Les tuiles de carton-fibre isolant doivent avoir au moins ½ pouce (12,7 mm) d'épaisseur lorsqu'elles sont posées sur des appuis espacés d'au plus 16 pouces (407 mm) d'axe en axe.

3) Les clous utilisés pour fixer les panneaux de carton-fibre ne doivent pas être inférieurs aux clous de finition ou d'encadrement de grosseur 12 et de longueur suffisante pour pénétrer les appuis d'au moins ¾ pouce (19,1 mm). Les clous doivent être espacés d'au plus 4 pouces (102 mm) d'axe en axe, le long des appuis de rive et d'au plus 8 pouces (203 mm) d'axe en axe, le long des appuis intermédiaires.

4) Toutes les rives du carton-fibre doivent être appuyées par une fourrure, une entremise ou un membre de charpente.

#### **9.28.12. Revêtement en panneaux de particules :**

1) Un revêtement en panneaux de particules doit être conforme à la norme ACNOR 0188-1968, *Panneaux de particules de bois agglomérées sous presse*.

2) Un panneau de particules ne doit pas mesurer moins de ¼ pouce (6,4 mm) d'épaisseur lorsqu'il est posé sur des appuis espacés d'au plus 16 pouces (407 mm) d'épaisseur lorsqu'il est posé sur des appuis espacés d'au plus 24 pouces (610 mm) d'axe en axe, sauf dans les murs où un support est installé à mi-hauteur, le panneau de particules peut avoir une épaisseur d'au moins ¼ pouce (6,4

mm) lorsqu'il est posé sur des appuis espacés d'au plus 24 pouces (610 mm) d'axe en axe.

3) Les clous utilisés pour fixer un panneau de particules ne doivent pas être inférieurs à des clous de finition ou d'encadrement de 1½ pouce (38,1 mm) de longueur, espacés d'au plus 6 pouces (152 mm) d'axe en axe le long des appuis de rive, et de 12 pouces (305 mm) d'axe en axe le long des appuis intermédiaires.

4) Toutes les rives des panneaux de particules doivent être appuyées par une fourrure, une entremise ou un élément de charpente.

#### **9.28.13. Carreaux muraux :**

1) Les carreaux de céramique doivent être mis en place sur un support de mortier ou appliqués au moyen d'un adhésif. Les carreaux de plastique doivent être posés avec un adhésif.

2) Dans le cas des carreaux de céramique posés sur un support de mortier, le mélange cimentaire doit consister en 1 partie de ciment Portland pour au plus ¼ de partie de chaux au volume. Ce matériau doit être mélangé à au moins 3 parties et à au plus 5 parties de granulat par partie de mélange cimentaire au volume. Le mortier doit être posé sur un lattis métallique ou sur la maçonnerie. Les carreaux de céramique posés sur un support de mortier doivent être parfaitement mouillés et mis en place par pression de manière à faire sortir le mortier dans les joints pendant que les carreaux sont mouillés.

3) Les adhésifs utilisés pour fixer les carreaux de céramique ou de plastique doivent être étendus soit sur la couche de finition ou la couche brune d'enduit qui a été passée à la truelle d'acier pour donner une surface égale, soit sur un placoplâtre ou encore sur la maçonnerie, à condition que la maçonnerie présente une surface unie.

4) Le joint entre les carreaux muraux et une baignoire doit être calfeutré avec un matériau conforme à l'une des normes suivantes :

a) ONGC F19-GP-3b (1972), Produit de scellement, à deux composés à base de polysulfures et à durcissement chimique ;

b) ONGC F19-GP-9b (1971), Mastic d'étanchéité, à un seul composant à base de silicone à polymérisation chimique.

### **SECTION 9.29 REVÊTEMENT DE SOL**

#### **9.29.1. Généralités :**

1) On doit prévoir un revêtement de sol dans toutes les habitations, dans les entrées publiques et privées, dans

les corridors, sur les paliers d'escalier et dans tous les endroits publics.

2) Dans les salles de bain, les cuisines, les halls d'entrée publics, les locaux de levissage et de rangement général, le revêtement de sol doit consister en un matériau élastique, en fibres synthétiques feutrées, en béton, en terrazzo, en carreaux de céramique, en mastic ou autres genres de revêtements de sol ayant un degré semblable de résistance à l'eau.

3) Les lambourdes en bois appuyant un revêtement de sol appliqué sur un support de béton posé sur le sol, doivent consister au moins en pièces de 1 pouce (25,4 mm) sur 2 pouces (50,8 mm) et être traitées au moyen d'un préservatif appliqué par immersion.

### 9.29.2. Sous-couche en panneaux :

1) Une sous-couche en panneaux doit être prévue sous un revêtement de sol élastique, un parquet, mosaïque, des carreaux de céramique, un revêtement en fibres synthétiques feutrées posés sur un plancher brut en bois.

2) Une sous-couche en panneaux doit être prévue sous un revêtement de sol élastique, un parquet, mosaïque, un revêtement de sol en fibres synthétiques feutrées, une moquette ou des carreaux de céramique posés sur un plancher brut à panneaux dont les rives ne sont pas appuyées ; de même que sous un revêtement de sol élastique ou en carreaux de céramique, posés sur un plancher brut en panneaux de particules.

3) Une sous-couche en panneaux doit mesurer au moins ¼ pouce (6,4 mm) d'épaisseur et être conforme à l'une des normes suivantes :

- a) ACNOR 0115-1967, *Hardwood Plywood* ;
- b) ACNOR 0121-1973, *Douglas Fir Plywood* ;
- c) ACNOR 0151-1974, *Canadian Softwood Plywood* ;

**Tableau 9.29.3.A**

### PARQUET EN LAMES DE BOIS

Genre de parquet	Espacement maximal des solives		Épaisseur minimale effective du revêtement de sol			
			avec faux-plancher		sans faux-plancher	
	po	(mm)	po	(mm)	po	(mm)
Bois dur embouté (à l'intérieur seulement)	16	(407)	5/16	(7,9)	3/4	(19,1)
	24	(610)	5/16	(7,9)	1 1/4	(31,8)
Bois tendre embouté (à l'intérieur ou à l'extérieur)	16	(407)	3/4	(19,1)	3/4	(19,1)
	24	(610)	3/4	(19,1)	1 1/4	(31,8)
Bois tendre à rive carrée (à l'extérieur seulement)	16	(407)	—	—	1	(25,4)
	24	(610)	—	—	1 1/2	(38,1)

d) ACNOR 0153-1963, *Poplar Plywood* ;

e) ACNOR 0188-1968, Panneaux de particules de bois agglomérées sous presse ;

f) ONGC F11-GP-3b (1971), Panneaux rigides.

4) Une sous-couche en panneaux doit être fixée au plancher brut avec des crampons ou avec des clous à rainures annulaires pour revêtements de sol espacés d'au plus 6 pouces (152 mm) d'axe en axe le long des rives, et 8 pouces (203 mm) d'axe en axe dans les deux sens aux autres endroits.

5) Les clous utilisés pour fixer une sous-couche en panneaux ne doivent pas mesurer moins de ¾ pouce (19,1 mm) de longueur dans le cas d'une sous-couche de ¼ pouce (6,4 mm) d'épaisseur, ni moins de 7/8 pouce (22,23 mm) de longueur, dans le cas d'une sous-couche de 5/16 pouce (7,9 mm) d'épaisseur. Les crampons servant à fixer une sous-couche en panneaux doivent avoir au moins une grosseur de 18 et une couronne de ¾ pouce (9,5 mm), et ne pas mesurer moins de 7/8 pouce (22,23 mm) de longueur dans le cas d'une sous-couche de ¼ pouce (6,4 mm), ni moins de 1 1/8 pouce (28,6 mm) de longueur dans le cas d'une sous-couche de 5/16 pouce (7,9 mm) de ¾ pouce (9,5 mm).

6) La sous-couche appliquée sous un revêtement de sol élastique ou en céramique et posée avec un adhésif, doit être rapiécée là où il se présente des trous ou des vices de surface, de sorte que les vices ne soient pas transmis à la surface d'usure.

### 9.29.3. Parquets en lames de bois :

1) Un parquet en lames de bois doit être poncé de manière que sa surface soit lisse, unie et exempte de rugosités ou de vices.

2) L'épaisseur d'un parquet en lames de bois doit être conforme au tableau 9.29.3.A.

3) Un parquet en lames de bois ne doit pas être posé parallèlement au faux-plancher en bois de construction, à moins qu'une sous-couche distincte ne soit prévue.

4) Si un parquet en lames de bois est posé sans faux-plancher, les lames doivent être posées perpendiculairement aux solives, de sorte que les joints d'extrémités soient en chicane et se présentent au-dessus des appuis, ou encore qu'ils soient emboutvés. Si le parquet est emboutvé à l'extrémité, il doit être posé de manière que jamais 2 lames adjacentes ne présentent de joints dans le même espace, entre les appuis, et chaque lame doit porter sur au moins 2 appuis.

5) Un parquet en lames de bois doit être cloué en biais ou au droit de la surface, avec au moins un clou par lame aux espacements indiqués au tableau 9.29.3.B ; cependant les lames clouées au droit de la face et mesurant plus de 1 pouce (25,4 mm) de largeur, doivent avoir au moins 2 clous par lame. La tête des clous de face doit être noyée dans le bois, puis le trou rempli avec un bouche-pores approprié pour le bois.

**Tableau 9.29.3.B**

**CLOUAGE DES PARQUETS  
EN LAMES DE BOIS**

Épaisseur de parquet		Longueur minimale des clous du parquet		Espacement maximal des clous du parquet	
po	(mm)	po	(mm)	po	(mm)
5/16	(7,9)	1 1/2 (1)	(38,1)	8	(203)
7/16	(11,1)	2	(50,8)	12	(305)
3/4	(19,1)	2 1/4	(57,2)	16	(407)
1	(25,4)	2 1/2	(63,5)	16	(407)
1 1/4	(31,8)	2 3/4	(69,9)	24	(610)
1 1/2	(38,1)	3 1/4	(82,6)	24	(610)

N.B. sur le tableau 9.29.3.B :

(1) Des crampons d'au moins 1 1/8 pouce (28,6 mm) de longueur, grosseur 18, couronne 3/16 pouce (4,8 mm), peuvent être utilisés au lieu des clous.

**9.29.4. Parquet en marqueterie :**

1) Un parquet en marqueterie doit être fini de manière que la surface soit lisse, unie et exempte de rugosités ou de vices.

2) L'adhésif utilisé pour fixer le parquet en marqueterie doit convenir au liaisonnement du bois avec le matériau du faux-plancher.

**9.29.5. Revêtement de sol flexible :**

1) Un revêtement de sol flexible utilisé sur des dalles de béton appuyées sur le sol doit consister en asphalte, caoutchouc, amiante-vinyle, en vinyle sans doublure ou en vinyle avec une doublure du genre inorganique. Ce revête-

ment de sol doit être fixé au support au moyen d'un adhésif imperméable approprié à ces matériaux et résistant aux alcalis. D'autres genres de revêtement de sol flexible peuvent être utilisés sur une dalle reposant sur le sol, lorsqu'ils sont approuvés conformément à l'article 2.6.1.

**9.29.6. Carreaux de céramique :**

1) Les carreaux de céramique doivent être posés sur un lit de mortier ou appliqués sur un support lisse et sain, au moyen d'un adhésif pour céramique.

2) Lorsqu'ils sont posés sur un lit de mortier, le lit doit avoir au moins 1 1/4 pouce (31,8 mm) d'épaisseur. Un papier de revêtement bitumé, un feutre ou une membrane de polyéthylène doit être étendu sous le lit de mortier lorsque le mortier est appliqué sur un faux-plancher de bois. Le mortier doit consister en 1 partie de ciment Portland pour au plus 1/4 de partie de chaux, pour au moins 3 et au plus 5 parties de granulats par partie de liant, au volume. Les carreaux doivent être mouillés avant la pose et assujettis fermement en place pendant que le mortier est encore plastique. Le mortier doit être comprimé dans les joints des carreaux et les joints doivent être tirés le jour même où les carreaux sont posés. En l'absence d'espateurs, les joints ne doivent pas avoir plus de 1/16 pouce (1,6 mm) de largeur.

3) Les carreaux de céramique assujettis avec un adhésif doivent être posés sur un support lisse en béton, en contreplaqué, ou en carton-fibre dur. L'adhésif doit être appliqué tant au support qu'au carreau.

**9.29.7. Moquette :**

1) Une moquette ne doit pas être utilisée comme revêtement de sol dans les cuisines, les salles de bain, les salles de toilette, les locaux de lavage et les autres endroits exposés aux dégâts d'eau.

2) Une moquette doit être posée sur un plancher brut en béton ou en panneaux, ou encore sur un faux-plancher en bois de construction recouvert d'une sous-couche en panneaux conforme à l'article 9.29.2.

**9.29.8. Revêtement de sol en fibres synthétiques feutrées :**

1) Les revêtements de sol en fibres synthétiques feutrées peuvent être utilisés dans toutes les pièces et dans tous les espaces. Ils doivent être posés sur un plancher brut en béton ou en panneaux ou encore sur un faux-plancher en bois de construction recouvert d'une sous-couche en panneaux conforme à l'article 9.29.2.

2) Une thibaupe ne doit pas être utilisée sous les revêtements de sol en fibres synthétiques feutrées, dans les endroits où une moquette n'est pas permise.

## SECTION 9.30 PLOMBERIE

### 9.30.1. Domaine d'application :

1) La présente section s'applique aux équipements prescrits pour l'installation sanitaire de logements.

2) Les équipements sanitaires autres que ceux qui sont prescrits dans les logements doivent être conformes au Code de plomberie.

3) La construction, le prolongement, la modification, le renouvellement ou la réparation de l'installation sanitaire doit être conforme au Code de plomberie.

### 9.30.2. Approvisionnement et distribution d'eau :

1) Chaque logement doit être alimenté en eau potable provenant d'un réseau public ou communautaire lorsque ce service est disponible.

2) En l'absence de réseau public ou communautaire, chaque logement doit être pourvu d'un approvisionnement suffisant d'eau potable provenant d'une source privée accepté par l'organisme ayant juridiction. Lorsque des puits particuliers fournissent moins de 4 gallons (18,184 l) par minute et par logement, sur une période de 1 heure, on doit prévoir une réserve d'eau froide d'au moins 200 gallons (909,22 l) par logement

3) Une tuyauterie d'eau chaude doit être raccordée à chaque évier de cuisine, lavabo, baignoire, douche, vidoir et local de lavage. Une tuyauterie d'eau froide doit desservir chaque cabinet d'aisances et chaque robinet d'arrosage.

### 9.30.3. Équipement prescrit :

1) Un évier de cuisine, un lavabo, une baignoire et un cabinet d'aisances doivent être prévus pour chaque logement lorsqu'un approvisionnement en eau par canalisation est disponible. Lorsqu'il n'y a pas d'approvisionnement en eau par canalisation, on doit assurer l'évacuation des eaux vannes de chaque logement par d'autres moyens prévus au Code de plomberie.

2) Une installation de lavage ou un espace pour cette installation doit être prévu dans chaque logement, ou groupé ailleurs dans le bâtiment à un endroit accessible aux occupants de chaque logement.

3) Un approvisionnement en eau chaude doit être prévu dans chaque logement.

4) Lorsque les eaux usées peuvent être évacuées par gravité à un égout, à un fossé de drainage ou à un puits perdu, un siphon de sol doit être installé au sous-sol ou à la cave qui fait partie d'un logement.

5) Un siphon de sol doit être prévu dans une salle de lavage publique, dans un local à ordures, dans un local d'incinérateur, ou dans une chaufferie desservant plus d'un logement.

### 9.30.4. Équipement pour la production d'eau chaude :

1) On doit installer un équipement pour fournir à chaque logement un approvisionnement d'eau chaude, à une température variant de 140 à 165°F. (60 à 73,9°C.).

2) L'eau chaude peut être distribué à partir d'un chauffe-eau central desservant tout le bâtiment ou être fournie au moyen d'un chauffe-eau particulier pour chaque logement.

3) Chaque chauffe-eau et son installation doivent être conformes à la partie VI.

4) Lorsque des réservoirs de chauffe-eau sont en acier, ils doivent être enduits de zinc, d'émail vitreux (gaine de verre), de ciment hydraulique ou d'un autre matériau résistant à la corrosion et approuvé conformément à l'article 2.6.1.

5) Un chauffe-eau à combustible doit être accordé à un conduit de cheminée conformément à la section 9.19.

6) Les serpentins de chauffage des chauffe-eau ne doivent pas être installés dans un conduit de fumée ni dans la chambre de combustion d'une chaudière ou d'un calorifère servant à chauffer le bâtiment.

## SECTION 9.31 VENTILATION

### 9.31.1. Domaine d'application :

1) La présente section s'applique à la ventilation des pièces et espaces dans les habitations, soit par des moyens naturels (aération), soit par une installation mécanique, dans laquelle le débit nominal du ventilateur ne dépasse pas 4 000 pieds cubes (113,3 m<sup>3</sup>) par minute.

2) Lorsque le débit nominal du ventilateur dépasse 4 000 pieds<sup>3</sup> (113,3 m<sup>3</sup>) par minute, la ventilation mécanique doit être conforme à la partie VI.

3) La ventilation des pièces et espaces ailleurs que dans les habitations doit se faire conformément aux règles de l'art. Les mesures prévues au *ASHRAE Guide and Data Books, 1972* et *ASHRAE Handbook of Fundamentals, 1972* peuvent être suivies.

4) Un garage servant au remisage de plus de 5 voitures doit être ventilé conformément à la partie III.

### 9.31.2. Généralités :

1) Les pièces et les espaces des bâtiments d'habitation doivent être ventilés par des moyens naturels conformément à l'article 9.31.3 ou par des moyens mécaniques conformément à l'article 9.31.4.

2) Un local qui renferme un appareil de chauffage à combustible doit disposer de moyens mécaniques ou naturels pour fournir l'air comburant nécessaire.

3) Lorsque l'installation ventilation fait partie du système de chauffage, la section 9.32, s'applique également.

4) Les contaminants de l'air libérés à l'intérieur des bâtiments doivent être enlevés dans la mesure du possible à leur point d'origine et il ne faut pas leur permettre de s'accumuler en concentration plus grande que celle permise par l'ACGIH, *Threshold Limit Values for Chemical Substances and Physical Agents in the Workroom Environment with Intended Changes for 1975*.

5) Chaque bâtiment où la poussière, les vapeurs, les gaz, les fumées et les autres contaminants risquent de créer un danger d'incendie ou d'explosion, doit être muni d'un système de ventilation par refoulement conçu conformément à la partie VI, et comporter des dispositifs de dégagement en cas d'explosion ou d'autres dispositifs protecteurs, afin de répondre à la partie III.

### 9.31.3. Ventilation naturelle :

1) Dans le cas des pièces et espaces qui dans les bâtiments d'habitation sont ventilés par des moyens naturels, l'aire libre de ventilation sur l'extérieur doit être conforme au tableau 9.31.3.A.

2) Les ouvertures de ventilation naturelle autres que les fenêtres doivent être pratiquées de manière à assurer une protection contre les intempéries et les insectes. Le grillage moustiquaire doit être en matériau antirouille.

Tableau 9.31.3.A

#### VENTILATION NATURELLE

	Endroit	Aire minimal nette
Dans un logement	Salles de bain ou salles de toilette	1 pi <sup>2</sup> (.093 m <sup>2</sup> )
	Espaces de sous-sol non aménagés	0,2% de l'aire de plancher
	Salle à manger, salle de séjour <sup>(1)</sup> chambres, cuisines, pièces mixtes <sup>(1)</sup> , cabinets de travail, salles de récréation et autres pièces aménagées	3 pi <sup>2</sup> (2) (.279 m <sup>2</sup> )

	Endroit	Aire minimal nette
Ailleurs que dans un logement	Salles de bain	1 pi <sup>2</sup> (.093 m <sup>2</sup> ) par cabinet d'aisances
	Locaux destinés au sommeil	1 1/2 pi <sup>2</sup> par occupant (0,140 m <sup>2</sup> )
	Salles de lavage, cuisines, salles de récréation	4% de l'aire de plancher
	Corridors, locaux de rangement et autres salles ou espaces communs	2% de l'aire de plancher
	Espace général de sous-sol, non aménagé	0,2% de l'aire de plancher

N.B. sur le tableau 9.31.3.A :

(1) La ventilation sur l'extérieur peut se faire par un vestibule donnant directement sur une salle de séjour ou une salle à manger.

(2) Lorsque l'aire de séjour, le coin repas et l'espace réservé au sommeil sont compris dans une même pièce, l'aire nette de 3 pieds carrés (0,279 m<sup>2</sup>) doit s'appliquer à toute la pièce.

### 9.31.4. Ventilation mécanique :

1) Lorsque des pièces ou des espaces sont ventilés mécaniquement, le système doit être en mesure d'assurer au moins 1 renouvellement de l'air par heure. Lorsqu'une aire de cuisine est combinée à une aire de séjour, une ventilation mécanique ou naturelle doit être prévue dans l'aire de cuisine.

2) Il est interdit de faire circuler l'air d'un logement, directement ou indirectement, dans un autre logement ou dans un corridor ou un escalier commun.

3) Les conduits d'évacuation provenant des pièces qui contiennent des cabinets d'aisances, des urinoirs, des douches, des vidoirs ou de l'équipement de cuisson domestique, ne doivent pas être raccordés aux réseaux de conduits desservant les autres aires d'un bâtiment, sauf à l'entrée du ventilateur d'évacuation. Dans le cas d'un tel raccordement, des dispositifs doivent être installés pour empêcher la circulation de l'air vicié dans les logements lorsque le ventilateur n'est pas en marche.

4) Les prises d'air doivent être situées de manière à éviter la contamination par la sortie d'air vicié ou par d'autres sources, dans une proportion supérieure à celle qui est admise pour la localité où le bâtiment est situé.

5) Les conduits d'évacuation doivent déboucher directement à l'air libre. Lorsque le conduit d'évacuation traverse un espace non chauffé ou lui est adjacent, il doit être calorifugé pour empêcher la condensation de l'humidité dans le conduit.

6) L'équipement de ventilation doit être accessible aux fins d'inspection, d'entretien, de réparation et de nettoyage. Les conduits d'évacuation des cuisines doivent être conçus et installés de manière que tout le conduit puisse être nettoyé s'il n'est pas muni d'un filtre à la bouche d'entrée.

7) Les prises et sorties d'air sur l'extérieur doivent être protégées des intempéries et des insectes. Le grillage moustiquaire doit être en matériau résistant à la rouille.

8) Les bouches de prises d'air à l'extérieur, dans les systèmes de reprise d'air froid, doivent être munies d'un registre à commande manuelle ou automatique. Les bouches de prise d'air de plus de 5 pouces (127 mm) de diamètre doivent être munies d'une fermeture à commande manuelle si le système est à gravité, ou à commande automatique si le système est mécanique.

9) Lorsqu'un conduit pénètre dans un plancher, un mur ou un plafond ou qu'il les traverse, l'espace entre le conduit et l'élément de construction doit être fermé au moyen d'un matériau incombustible.

10) Les conduits de ventilation doivent être conformes aux exigences de la section 9.32 visant les conduits de distribution d'air chaud. Toutefois, lorsque le vide entre les poteaux muraux et les solives est utilisé comme conduit de distribution d'un système de ventilation, dans un logement, les parties des vides ainsi utilisées doivent être séparées de celles qui ne le sont pas au moyen d'arrêts métalliques ou de blocs de bois à joints étanches.

11) Les conduits de ventilation souterrains doivent être drainés. Ils ne doivent comporter aucun raccordement à l'égout et ils doivent être munis d'un moyen d'accès aux fins d'inspection et de nettoyage.

## SECTION 9.32 CHAUFFAGE ET CLIMATISATION

### 9.32.1. Domaine d'application :

1) La présente section s'applique au concept et à l'installation des systèmes de chauffage où l'apport de chaleur ne dépasse pas 400 000 BTU par heure et aux systèmes de climatisation où le débit nominal du ventilateur ne dépasse pas 4 000 pieds cubes (113,3 m<sup>3</sup>) par minute.

2) Lorsque l'apport de chaleur d'un système de chauffage dépasse 400 000 BTU par heure ou que le débit nominal du ventilateur d'un système de climatisation dépasse 4 000 pieds cubes (113,3 m<sup>3</sup>) par minute, ces systèmes sont régis par la partie VI.

### 9.32.2. Généralités :

1) Le concept, y compris les calculs de perte de chaleur et de gain de chaleur, pour la construction et l'installation des systèmes de chauffage et de climatisation, doit être conforme aux règles de l'art. Les mesures prévues au *ASHRAE Guide and Data Books* 1972 et au *ASHRAE Handbook of Fundamentals* 1972 peuvent être suivies.

2) L'équipement d'un système de chauffage ou de climatisation à l'exception des tuyaux et conduits cachés ou enrobés, doit être accessible aux fins d'inspection, d'entretien et de nettoyage.

3) L'équipement à mazout, au gaz et à l'électricité doit être installé conformément aux normes suivantes :

a) ACNOR B51-1972, *Code for the Construction and Inspection of Boilers and Pressure Vessels* ;

b) ACNOR B52-1965, *Mechanical Refrigeration Code* ;

c) ACNOR B139-1971, *Code d'installation pour équipement de combustion d'huile* ;

d) G40-1971 *Code des installations de gaz première partie : Gaz canalisés, deuxième partie : Gaz de pétrole liquéfiés*, (publié par la Régie de l'électricité et du gaz du Québec), *Code de l'électricité*.

4) L'installation des appareils à combustible solide, y compris le montage, les espaces libres et les dispositifs de sécurité, doit être conforme à la partie VI.

5) Il est interdit d'installer un appareil de chauffage à combustible dans un corridor, un escalier ou sous un escalier ou un palier.

6) Les bâtiments d'habitation doivent être munis d'installation de chauffage capables de maintenir la température ambiante intérieure à 72°F (22,2°C) par une température-type d'hiver extérieure, sous réserve de la dérogation prévue au paragraphe 7 de l'article 9.32.2. Tous les autres bâtiments doivent être pourvus d'équipements de chauffage d'un débit suffisant pour maintenir la température ambiante voulue en rapport avec l'affectation du bâtiment, par une température-type d'hiver extérieure. Les températures-type d'hiver doivent être déterminées en fonction de la température à admettre de 2½ % pour janvier donnée au Supplément no 1 du Code national du bâtiment du Canada, 1975, Renseignements climatologiques pour le calcul des bâtiments au Canada.

7) On dit prévoir un service de chauffage qui peut maintenir une température d'au moins 65°F (18,3°C) dans un sous-sol ou une cave non aménagés, dans les bâtiments d'habitation. Les vides sanitaires n'ont pas besoin d'être chauffés.

**9.32.3. Conduits de distribution de chauffage :**

1) Les dimensions des conduits de distribution doivent être conformes aux règles de l'art.

2) À l'exception des conduits enrobés dans le béton qui desservent un seul logement, les conduits doivent être incombustibles et le plus possible étanches à l'air. Les conduits combustibles enrobés dans le béton doivent être distants d'au moins 2 pieds (610 mm) de la chambre d'air chaud d'approvisionnement, et d'au moins 2 pieds (610 mm) d'un raccordement vertical à une colonne montante ou à un registre. Les conduits qui passent dans une dalle

ou béton reposant sur le sol, ou sous celle-ci, doivent être enrobés de béton, étanches à l'air, et traités contre la corrosion.

3) Les produits de distribution en acier galvanisé, en aluminium ou en tôle d'étain doivent être conformes au tableau 9.32.3.A. Les autres métaux doivent avoir une résistance et une durabilité équivalentes et être approuvés conformément à l'article 2.6.1. Les panneaux rectangulaires utilisés dans les chambres d'air chaud et les conduits mesurant plus de 12 pouces (305 mm) de largeur doivent avoir une forme qui assure la rigidité.

**Tableau 9.32.3.A****ÉPAISSEUR MINIMALE DU MÉTAL DES CONDUITS**

Forme et emplacement des conduits	Dimension du conduit		Acier galvanisé (GSG) <sup>(1)</sup>	Aluminium (B & BG) <sup>(1)</sup>	Tôle d'étain lb par caisse de base
	po	(mm)			
Tous les conduits ronds et les conduits rectangulaires emmurés	14 ou moins plus de 14	(356) ou moins plus de (356)	No 30 No 28	No 26 No 24	135 (61,2 kg) —
Conduits rectangulaires exposés	14 ou moins plus de 14	(356) ou moins plus de (356)	No 28 <sup>(2)</sup> No 26 <sup>(2)</sup>	No 24 No 23	— —

N.B. sur le tableau 9.32.3.A :

(1) L'épaisseur minimale du métal, en pouces égale au numéro d'épaisseur est donnée au tableau 6.1.4.A de la partie VI du présent code.

(2) Dans les systèmes desservant un seul logement, l'épaisseur peut être réduite à GSG 30, dans le cas des conduits de 14 pouces (356 mm) ou moins

de dimensions, et à GSG 28 dans le cas des conduits de plus de 14 pouces (356 mm) de dimension, lorsque l'espacement de conduit admissible est de ½ pouce (12,7 mm) ou moins.

4) Lorsque l'installation des conduits de distribution de chauffage dans les murs, les planchers et les cloisons forme un vide entre le conduit et le matériau de construction, ce vide doit être scellé avec un matériau incombustible, à chaque extrémité.

5) Les conduits de distribution verticaux placés dans les garde-robes ou les pièces, doivent être recouverts d'au moins ¼ pouce (6,4 mm) d'isolant en amiante cellulaire ou d'un isolant incombustible.

6) Les conduits doivent être appuyés par des étriers métalliques, des brides, des pattes d'attache ou des consoles ; cependant, lorsqu'un espacement nul est permis, selon la disposition des paragraphes 8 et 9, on peut utiliser des consoles de bois.

7) L'espacement des chambres d'air chaud des générateurs de chaleur par rapport aux éléments de construction combustibles doit être conforme à l'une des normes suivantes :

a) CSA B139-1971 *Installation Code for Oil Burning Equipment* ;

b) G40-1971, Code des installations de gaz, Première partie : Gaz canalisés, publiée par la Régie de l'électricité et du gaz du Québec ;

c) G40-1971, Code des installations de gaz, Deuxième partie : Gaz de pétrole liquéfiés, (publiée par la Régie de l'électricité et du gaz du Québec). Pour les générateurs de chaleur à combustible solide, on doit se conformer à la partie VI.

8) Lorsqu'il est requis par le paragraphe 7 que l'espace libre entre la chambre d'air d'un générateur de chaleur et tout matériau combustible soit de 3 pouces (76,2 mm) ou moins, les conduits de distribution d'air chaud doivent laisser le même espace libre au point de raccordement. L'espace libre prescrit peut être réduit graduellement jusqu'à ½ pouce (12,7 mm), à 18 pouces (457 mm) du point de raccordement. Cet espace libre n'est plus requis à la sortie d'un coude ou d'un décalage si le reste du conduit n'est pas exposé au rayonnement direct du générateur de chaleur.

9) Lorsqu'il est requis par le paragraphe 7 que l'espace libre entre la chambre d'air d'un générateur de cha-



leur et tout matériau combustible soit d'au moins 3 pouces (76,2 mm), et d'au plus 6 pouces (152 mm), les conduits de distribution d'air chaud doivent laisser le même espace libre jusqu'à 6 pieds (1,83 m), mesuré horizontalement, du point de raccordement. L'espace libre peut être réduit à ½ pouce (12,7 mm) à partir de 6 pieds (1,83 m) du point de raccordement, et à zéro à la sortie d'un coude ou d'un décalage si le reste du conduit n'est pas exposé au rayonnement direct du générateur de chaleur.

10) Lorsqu'il est requis par le paragraphe 7 que l'espace libre entre la chambre d'air d'un générateur de chaleur et tout matériau combustible soit de plus de 6 pouces (152 mm), les conduits de distribution d'air chaud doivent laisser le même espace libre jusqu'à 3 pieds (914 mm), mesuré horizontalement, du point de raccordement. L'espace libre peut être réduit à 6 pouces (152 mm) à partir de 3 pieds (914 mm), à 1 pouce (25,4 mm) à partir de 6 pieds (1,83 m) du point de raccordement et à 5/16 (7,9 mm) pouce à la sortie d'un coude ou d'un décalage si le reste du conduit n'est pas exposé au rayonnement direct du générateur de chaleur.

11) L'espace libre autour des caissons et des caisses des bouches de chaleur doit être le même que pour les conduits de distribution, lorsque le caisson ou la caisse n'est pas séparée d'un matériau combustible ; cependant, aucun espacement n'est prescrit lorsqu'il est prévu un isolant thermique en amiante cellulaire d'au moins ¼ pouce (6,4 mm).

12) Lorsqu'une bouche de chaleur est installée dans un plancher directement au-dessus d'un générateur de chaleur sans conduit, l'espacement prévu aux paragraphes 8 à 10 peut être remplacé par une caisse de bouche de chaleur à double paroi avec vide de 4 pouces (102 mm) au minimum, soit par une caisse de bouche de chaleur où le conduit d'air chaud est complètement entouré d'un conduit d'air froid.

13) Tous les joints de conduit circulaire doivent être à recouvrement d'au moins 1 pouce (25,4 mm) et être ajustés à joint serré sans gaufrage ni déformation. Ces joints n'ont pas besoin d'être assujettis avec des vis ni d'être garnis d'un ruban.

14) Le raccordement des conduits rectangulaires doit se faire au moyen de joints en S ou à coulisse, ou de joints mécaniques équivalents et approuvés conformément à l'article 2.6.1. Ces raccordements n'ont pas besoin d'être garnis d'un ruban s'ils sont étanches à l'air.

15) Les conduits principaux doivent être appuyés par des étriers métalliques, des brides, des pattes d'attache ou des consoles. Il est interdit de clouer les conduits directement aux pièces de bois. Les tuyaux de distribution doivent être appuyés à des intervalles convenables pour maintenir l'alignement et éviter les fléchissements.

#### **9.32.4. Bouches de chaleur :**

1) Une bouche de chaleur doit être installée dans chaque pièce aménagée d'un logement. Lorsqu'une pièce est située près d'un mur extérieur, ces bouches de chaleur doivent être placées de manière à baigner au moins un mur extérieur d'air chaud, à l'exception des salles de bain et des cuisines où la chose peut ne pas être pratique.

2) Une bouche d'air chaud par 400 pieds carrés (37,2 m<sup>2</sup>) doit être prévue dans un sous-sol non aménagé desservant des logements, et elle doit être située de manière à assurer une distribution d'air chaud.

3) On doit prévoir au moins 4 bouches de chaleur dans un vide sanitaire utilisé comme chambre d'air chaud et elles doivent être situées de manière à diriger l'air vers les angles du vide sanitaire. Le conduit alimentant chaque bouche ne doit pas avoir moins de 6 pieds (1,83 m) de longueur.

4) Sauf dans le cas d'un générateur de chaleur sans conduits ou d'un générateur de chaleur sur plancher, le débit des bouches d'air chaud desservant des logements ne doit pas être inférieur à la perte de chaleur à admettre pour l'étendue desservie, ni dépasser 10 000 BTU par heure et par bouche. Dans les sous-sols et dans les vides sanitaires chauffés, le gain de chaleur calculé provenant de la surface des conduits de distribution et de la chambre d'air chaud peut être pris en compte dans les calculs.

5) Les registres des bouches d'air chaud des garages doivent être placés à au moins 4 pieds (1,22 m) au-dessus du niveau du plancher et être munis d'un régulateur automatique pour empêcher que les vapeurs du garage ne s'introduisent dans le système de chauffage.

6) Sauf dans le cas des générateurs de chaleur sans conduits et des générateurs sur plancher, la température de l'air débité par les bouches d'air chaud ne doit pas dépasser 160°F (71,1°C).

7) Les systèmes de distribution d'air chaud des bâtiments d'habitation construits sur une dalle de béton reposant sur le sol, doivent être installés dans la dalle. Ces systèmes doivent être à boucle périmétrique ou du genre périmétrique radial.

#### **9.32.5. Registres, diffuseurs, grilles et raccords pour chauffage à air chaud :**

1) Le concept des raccords de conduits doit être conforme à la norme ACNOR B228.1-1968, *Pipes Ducts and Fittings for Residential Type Air Conditioning Systems*, mais l'épaisseur du métal doit répondre au tableau 9.32.3.A.

2) Les bouches d'air chaud placées dans les espaces aménagés dans la chambre d'air chaud du générateur de chaleur ou dans la chambre d'air chaud prolongée, doivent être munies d'un diffuseur et d'une ouverture réglable.

3) Tous les conduits de distribution qui ne sont pas munis de diffuseurs avec arrêt réglable d'équilibre, doivent être pourvus d'un régulateur réglable, avec dispositif pour indiquer la position du régulateur.

4) Les bouches de reprise d'air dans les aires aménagées doivent être munies de grilles.

**9.32.6. Isolation thermique des conduits :** Les conduits de distribution et les conduits de reprise qui passent dans les murs extérieurs doivent être calorifugés sur les 3 côtés froids pour donner une valeur « R » d'au moins 1,5. Les conduits de distribution et les conduits de reprise établis dans les attiques et dans les vides sanitaires non chauffés, doivent être calorifugés pour donner une valeur « R » d'au moins 7.

#### **9.32.7. Systèmes de reprises d'air :**

1) Un système de reprise d'air doit être conçu pour reprendre tout l'air de distribution.

2) Les parties des conduits de reprise situées directement au-dessus et en deçà de 2 pieds (610 mm) de l'enveloppe extérieure du générateur de chaleur doivent être incombustibles. Les conduits de reprise placés aux autres endroits doivent être construits de matériaux ayant un indice de propagation des flammes en surface d'au plus 150.

3) Les conduits de reprise combustibles doivent être doublés d'un matériau incombustible au-dessus des bouches de chaleur au plancher, à la partie inférieure des conduits verticaux et sous le générateur de chaleur si la reprise s'y fait par le fond.

4) Les vides entre les poteaux qui sont utilisés comme conduits de reprise doivent être séparés de la partie non utilisée de ces espaces par des arrêts métalliques ou des blocs de bois à joints étanches.

5) Un conduit de reprise vertical ne doit pas avoir d'ouvertures pour reprendre l'air sur plus d'un étage.

6) Un corridor ou un escalier commun ne doivent pas être utilisés comme chambre d'air de reprise.

7) Le système de reprise d'air doit être calculé de manière que la dépression créée par le ventilateur ne puisse nuire à l'alimentation du générateur de chaleur en air comburant ni aspiré des produits de combustion par les joints ou les ouvertures du générateur de chaleur ou du carneau.

8) Les bouches de reprise d'air ne doivent pas être placées dans un garage, dans une chaufferie enclousoyée ni dans un vide sanitaire lorsque le générateur de chaleur y est installé.

9) Lorsque l'air chaud est évacué dans un garage, on doit prévoir une reprise d'air spéciale sur l'extérieur en vue de compenser cet apport.

10) Il n'est pas permis de faire circuler dans un logement l'air de reprise évacué d'un autre logement.

11) On doit prévoir au moins une reprise d'air par logement. Chaque reprise d'air doit desservir une superficie dont la perte de chaleur à admettre ne dépasse pas 60 000 BTU par heure.

12) On doit assurer la reprise de l'air de toutes les pièces, en laissant un espace sous les portes, en utilisant des portes à lames ou encore en installant des bouches de reprise d'air.

#### **9.32.8. Systèmes de chauffage à la vapeur et à l'eau chaude :**

1) Chaque canalisation d'eau chaude et de vapeur doit être en matériau incombustible résistant et durable.

2) L'isolant thermique ou autre enrobage d'une canalisation de vapeur ou d'eau chaude doit être incombustible.

3) L'espace libre entre une canalisation d'eau chaude ou de vapeur et un élément de construction combustible, doit être d'au moins ½ pouce (12,7 mm) dans le cas des températures de vapeur ou d'eau comprises entre 200°F et 250°F (93,3 °C et 121°C), et 1 pouce (25,4 mm) pour des températures de plus de 250°F (121°C).

4) L'espace restant autour des canalisations qui traversent un mur ou un plancher doit être garni d'un coupe-feu fait d'un matériau incombustible.

5) Lorsque des canalisations passent dans une gaine verticale, le degré de résistance au feu de la gaine doit être conforme aux exigences du paragraphe 1 de l'article 9.8.12. Ces gaines doivent comporter un chemisage incombustible lorsque les canalisations ne sont pas calorifugées.

6) Les canalisations de vapeur et d'eau chaude doivent pouvoir subir les dilatations et les contractions inhérentes aux changements de température.

#### **9.32.9. Radiateurs, convecteurs et échangeurs de chaleur :**

1) Chaque échangeur de chaleur ou aérotherme utilisant l'eau chaude ou la vapeur à basse pression doit com-

porter un espace libre suffisant pour que la température d'aucun matériau combustible ne dépasse la limite de sécurité.

2) Chaque radiateur ou convecteur à vapeur ou à eau chaude fixé à un mur ou placé en retrait ou dans un espace caché et contenant des matières combustibles, doit être muni d'un dos incombustible.

## SECTION 9.33

### INSTALLATIONS ÉLECTRIQUES

#### 9.33.1. Généralités :

1) Les installations électriques, y compris la puissance du branchement de l'installation et le nombre et la répartition des circuits, doivent être conformes au Code d'électricité.

2) Une installation électrique doit être prévue pour chaque bâtiment et pour chaque unité de logement ou chaque espace commun dans les bâtiments qui renferment des logements.

3) L'installation électrique doit avoir une puissance suffisante pour fournir, sans surcharge, le courant nécessaire au luminaire, aux appareils d'utilisation, aux sorties et à l'équipement installés dans le bâtiment.

4) Les commutateurs de branchement, les compteurs, les boîtes de panneau de distribution, les boîtes de dérivation, les contrôleurs de ronde et autres équipements semblables ne doivent pas être placés dans des endroits publics, à moins que des précautions ne soient prises pour empêcher qu'on en gêne le fonctionnement.

#### 9.33.2. Sorties d'éclairage :

1) À chaque entrée d'un bâtiment d'habitation, on doit prévoir une sortie d'éclairage à l'extérieur avec appareil, commandée par un interrupteur mural placé à l'intérieur du bâtiment.

2) Dans les logements, on doit prévoir une sortie d'éclairage avec appareil, commandée par un interrupteur mural, dans les cuisines, débarras, salles de lavage, salles à manger, salles de bain, salles de toilette, vestibules et passages.

3) On doit prévoir une prise de courant commandée par un interrupteur mural, ou une sortie d'éclairage, dans les chambres et les salles de séjour des logements.

4) Chaque escalier doit être éclairé. Un interrupteur à trois points doit être placé au sommet et au pied de chaque escalier, afin de commander au moins une sortie d'éclairage avec appareil, lorsqu'il s'agit d'escaliers ayant 4 contremarches ou plus et situés dans les logements.

5) Toutefois l'éclairage de l'escalier d'un sous-sol ou d'une cave qui dessert au plus 1 logement et ne contient pas d'espaces aménagés, ou qui conduit à une entrée extérieure ou un garage à même, peut être commandé par un seul interrupteur placé au haut de l'escalier.

6) On doit prévoir une sortie d'éclairage avec appareil par 300 pieds carrés (27,9 m<sup>2</sup>) d'étendue de plancher ou fraction de celle-ci, dans un sous-sol ou une cave non aménagée. La sortie la plus proche de l'escalier doit être commandée par un interrupteur mural placé au sommet de l'escalier.

7) Une sortie d'éclairage avec appareil doit être prévue dans les salles de rangement.

8) Une sortie d'éclairage avec appareil doit être prévue pour un garage ou un abri de voiture attenant, à même ou séparé. Cette sortie d'éclairage doit être commandée par un interrupteur mural situé près de la porte d'entrée, lorsque l'appareil est monté au plafond, au-dessus d'une aire normalement occupée par une voiture remisee; autrement, une douille de lampe à interrupteur peut être utilisée. Lorsque l'abri de voiture est éclairé par l'appareil d'éclairage de l'entrée, aucun éclairage supplémentaire n'y est prescrit.

9) Chaque aire publique ou de service, dans un bâtiment doit être munie de sorties d'éclairage avec appareils, commandées par un interrupteur mural ou un panneau, en vue d'illuminer chaque partie de ces étendues. Lorsqu'elle est assurée par un éclairage incandescent, l'illumination doit être conforme au tableau 9.33.2.A. Pour d'autres genres d'éclairage, une illumination équivalente aux indications du tableau 9.33.2.A doit être prévue.

Tableau 9.33.2.A

#### ÉCLAIRAGE MINIMAL DES ENDROITS PUBLICS

Local ou espaces	Pieds bougies	(LX)	Étendue de plancher (éclairage incandescent)	
			W/pi <sup>2</sup>	(W/m <sup>2</sup> )
Salles de rangement	5	( 53,8)	1/2	( 5,38)
Locaux techniques et aire de lavage	20	(215,2)	2	(21,52)
Garages	5	( 53,8)	1/2	( 5,38)
Salles de WC publiques	10	(107,6)	1	(10,76)
Corridors et escaliers publics	5	( 53,8)	—	—
Passages et escaliers de service	5	( 53,8)	—	—
Salles de récréation	10	(107,6)	1	(10,76)

**9.33.3. Prises de courant :**

1) Sauf dans les cuisines, salles de bain, salles de lavage, salles de cabinet d'aisances, débarras et passages, une prise de courant murale doit être installée dans chaque local ou espace aménagé dans le logement, de sorte qu'aucun point du plancher le long de tout espace mural utilisable, ne soit à plus de 6 pieds (1,83 m) d'une prise située dans le même local ou espace. Est considéré comme utilisable l'espace mural qui mesure au moins 3 pieds (914 mm) de largeur. Cet espace ne comprend pas les baies de porte, l'espace occupé par une porte lorsqu'elle est grande ouverte, les fenêtres situées à moins de 12 pouces (305 mm) au-dessus du plancher, les foyers et autres installations permanentes qui limiteraient l'emploi de l'étendue de plancher adjacente à cet espace.

2) Lorsqu'on utilise une prise de courant commandée par interrupteur au lieu d'une sortie d'éclairage avec luminaire, comme l'autorise le paragraphe 3 de l'article 9.33.2.A, cette prise n'a pas besoin d'être ajoutée à celles que prescrit le paragraphe 1 à condition que seulement la moitié d'une prise double soit commandée par un interrupteur.

3) Au moins 2 prises de courant doivent être prévues dans la cuisine d'un logement. L'une doit être posée au-dessus du plan de travail et l'autre à l'emplacement du réfrigérateur. De plus, une autre prise doit être placée dans le coin-repas faisant partie d'une cuisine.

4) Une prise de courant double doit être posée dans chaque salle ou espace de lavage, débarras ou servant à la fois au lavage et au débarras. Lorsqu'il est prévu une installation de lavage commune, on doit poser assez de prises de courant pour desservir l'équipement qui doit être installé par le propriétaire ou les locataires du bâtiment.

5) À l'exception des escaliers conduisant à des sous-sols ou à des caves non aménagés, aucun point d'un corridor ou d'un escalier de logement ne doit être situé à plus de 15 pieds (4,6 m) d'une prise de courant.

6) Une prise ou un câble doit être prévu à l'emplacement où une cuisinière électrique doit être installée.

7) Les corridors et escaliers communs doivent comporter au moins une prise de courant double par longueur de 35 pieds (10,7 m) ou fraction de celle-ci.

**9.33.4. Éclairage de secours :** L'éclairage de secours doit être conforme à l'article 9.7.11.

**SECTION 9.34****GARAGES ET ABRIS DE VOITURES****9.34.1. Domaine d'application :**

1) La présente section s'applique aux garages et aux abris de voitures qui desservent au plus 1 logement.

2) La construction d'un garage ou d'un abri de voiture doit être conforme aux exigences de la présente partie relative aux autres bâtiments, sous réserve des prescriptions de la présente section.

**9.34.2. Généralités :** Lorsqu'une enceinte couverte est utilisée pour le rangement ou le stationnement d'une ou de plusieurs voitures et qu'elle est entourée de murs, y compris portes et fenêtres sur 60% ou plus de son périmètre total, elle est considérée comme un garage.

**9.34.3. Fondations :**

1) Des fondations doivent être établies pour appuyer la superstructure d'un garage ou d'un abri de voiture, y compris la partie située sous les portes du garage, en conformité des sections 9.10 et 9.13.

2) Toutefois dans les sols du genre argile sujets à des changements volumiques par suite des variations de leur degré hygrométrique, la profondeur de fondation des garages et des abris de voitures rattachés à un logement par un passage couvert, doit être la même que celle du bâtiment principal. Dans le cas d'une construction à dalle sur le sol, on doit établir un joint de construction entre la dalle du bâtiment principal et celle du garage, du passage couvert ou de l'abri de voiture sous réserve de la dérogation prévue à la section 9.10, les fondations d'un abri de voiture ou d'un garage attenant et non chauffé doivent être poussées jusqu'au-dessous du niveau du gel.

3) De plus, les garages séparés dont l'étendue de plancher est inférieure à 500 pieds carrés (46,5 m<sup>2</sup>) et qui ont au plus 1 étage de hauteur, peuvent s'appuyer sur une sole en bois posée sur la terre, à condition qu'ils ne soient pas construits en maçonnerie ni en maçonnerie plaquée.

4) Également, les piliers servant d'appuis aux poteaux des abris de voitures doivent se prolonger jusqu'à au moins 6 pouces (152 mm) au-dessus du niveau du sol. Ces piliers doivent présenter un débord d'au moins 1 pouce (25,4 mm) au-delà de la base du poteau mais en aucun cas ils ne doivent mesurer moins de 8 pouces (203 mm) sur 8 pouces (203 mm).

**9.34.4. Planchers :** Les planchers de garage doivent être conformes au paragraphe 8 de l'article 9.8.6.

**9.34.5. Murs et poteaux :**

1) Aucun revêtement intérieur n'est prescrit sur les murs des garages et des abris de voitures.

2) Les poteaux doivent être conformes à la section 9.15 ; toutefois il est permis cependant d'utiliser des po-

teaux de bois de 4 pouces (102 mm) sur 4 pouces (102 mm).

3) Les murs et les poteaux des garages et des abris de voitures doivent être ancrés à la fondation afin de résister au soulèvement par le vent.

**ANNEXE 1**

(a. 3.1.5.1)

**Tableau I-A****RÉSISTANCE DES MURS AU FEU ET INSONORISATION**

Genre de mur	N°	Description	Fin de chaque côté (1)	Degré de résistance au feu (2)	Degré de transmission sonore (3)
Brique	1	Murs de 4 po d'épaisseur en terra-cotta, en briques de béton ou silico-calcaires, au moins 75% massives	Aucun	1 H	II
	2	Murs de 4 po d'épaisseur	A	2 H	II
	3	Murs de 6 po d'épaisseur en briques d'argile cuite	A	4 H	II
	4	Murs de 8 po d'épaisseur tels qu'en 1	Aucun	4 H	I
Bloc creux de terra-cotta	5	Terra-cotta de 8 po, avec épaisseur minimale de face de 5/8 po, 2 cellules dans l'épaisseur du mur	Aucun	1 H	III
	6	Comme en 5 et au moins 37% massifs	A	2 H	II
	7	Comme en 5 et au moins 47% massifs	A	3 H	II
Bloc creux de béton	8	4 po d'épaisseur avec une face d'au moins 1 po d'épaisseur finie de pierre naturelle de gravier ou granulat léger contenant une faible quantité de quartz et donnant un poids total de mur d'au moins 35 lb/pi <sup>2</sup>	A	1 H	III
	9	Comme en 8 mais avec un poids total de mur de 35 lb/pi <sup>2</sup> , ou plus	A	1 H	II
	10	Blocs creux de béton de 6 po en scories expansées, béton à base d'argile expansée avec fini appliqué sur fourrure. Les éléments doivent être au moins 48% massifs	H (au moins un côté)	1 H	II
	11	Comme 10, mais éléments au moins 59% massifs	H (au moins un côté)	1½ H	II
	12	Blocs creux de béton de 6 po d'épaisseur à base de pierre à chaux au moins 63% massifs	A, H ou N (au moins un côté)	1 H	II
	13	Blocs de 8 po d'épaisseur avec parois d'au moins 1 po et pesant au moins 40 lb/pi <sup>2</sup> , avec agrégat de pierre naturelle ou de gravier contenant une faible quantité de quartz	A, H ou N (au moins un côté)		
	14	Comme 13, mais avec agrégat léger, éléments pesant au moins 40 lb/pi <sup>2</sup>	Aucun	1 H	III
	15	Blocs de 8 po d'épaisseur à agrégats de scories expansées. Éléments au moins 65% massifs	A, H, N	3 H	II
	16	Blocs de 8 po d'épaisseur à agrégats de scories refroidies à l'air ou de cendres. Éléments au moins 66% massifs	A, H, N	2 H	II
	17	Blocs de 8 po d'épaisseur à agrégat de pierre à chaux. Éléments au moins 47% massifs	A, H ou N (au moins un côté)	1 H	II
	18	Comme 17, mais éléments au moins 57% massifs	A, H ou N (au moins un côté)	1½ H	II
	19	Comme 17, mais éléments au moins 66% massifs	A, H ou N (au moins un côté)	2 H	I
Béton armé	20	4 po d'épaisseur, pesant au moins 35 lb/pi <sup>2</sup>	A, H ou N (au moins un côté)	1 H	II
Pierre naturelle	21	8 po d'épaisseur	A, H ou N (au moins un côté)	1 H	I

Genre de mur	N°	Description	Finis de chaque côté (1)	Degré de résistance au feu (2)	Degré de transmission sonore (3)
Parement de brique	22	Briques de parement de 4 po agrafées à un bloc de béton creux de 4 po ou un bloc de terra-cotta de 4 po	Aucun	1 H	II
Murs creux	23	2 parois de briques de schiste, d'argile cuite de béton ou silico-calcaire avec cavité de 2 po	A, H ou N (au moins un côté)	1 H	I
	24	2 parois de blocs d'argile cuite de 4 po d'épaisseur, au moins 40% massifs, ou blocs de béton au moins 62% massifs, à condition que la charge maximale ne dépasse pas 80 lb/po	A, H ou N (au moins un côté)	1 H	I
	25	Épaisseur de mur de 8 po avec 2 parois de 2 po d'épaisseur en blocs de plâtre massifs, avec espace de 4 po, avec agrafes en métal inoxydable	Z	3 H	II
	26	Comme 25, mais avec 2 po de laine isolante dans la cavité	Z	3 H	I
Blocs de plâtre	27	Blocs de plâtre de 3 po d'épaisseur, au moins 70% massifs	Aucun	1 H	III
	28	Blocs massifs de plâtre de 2 po d'épaisseur	Aucun	1 H	III
	29	Blocs massifs de plâtre de 3 po d'épaisseur, avec agrafe élastique d'un côté pour fixer la latte métallique	T sur un côté et Z sur l'autre côté	2 H	I
	30	Blocs massifs de 5 po d'épaisseur	Z	4 H	II
Poteaux de bois	31	Deux rangées de poteaux de 2 po sur 4 po en chicane et munis de sablières et lisses de 2 po sur 6 po	B, Q	1 H	II
	32	Comme 31, avec 2 po de laine minérale dans la cavité	B, Q	1 H	I
	33	Comme 31	D, F, O	1 H	II
	34	Comme 31 avec matelas de laine minérale d'au moins 1 po d'épaisseur pesant au moins 2.2 lb/pi <sup>3</sup> enfilée entre les poteaux ou 2 po de matelas de laine minérale posés entre les poteaux des deux côtés	I	1 H	II
	35	Comme 31	J	3/4 H	II
	36	Comme 31, mais avec des matelas de laine minérale d'au moins 2 po entre les poteaux sur un côté au moins	K, B	1 H	II
	37	Rangée simple de poteaux de 2 po sur 4 po	B, D, G, L, K, F, O, Q, U, V, W	1 H	III
	38	Comme 37, mais avec agrafes souples au moins d'un côté et 2 po de laine minérale dans la cavité	K	1 H	II
	39	Comme 37, mais avec matelas de laine minérale sur la pleine épaisseur de l'espace entre les poteaux	I, J	1 H	III
	40	Deux rangées de poteaux de 2 po sur 4 po avec sablière et lisse distinctes et 2 po de laine minérale au moins sur une rangée de poteaux	K	1 H	II
Murs en madriers	41	2 rangs de bois de 2 po sur 6 po placés verticalement avec joints en chicane	H	1 H	III
Poteaux d'acier	42	Rangée simple de poteaux d'acier à l'entraxe de 16 po, non-porteurs	R	1 H	III
	43	Comme ci-dessus, mais avec 2 po de laine minérale dans la cavité	D, P, R, U, V, W	1 H	I
	44	Rangée simple de poteaux d'acier à l'entraxe de 24 po, 2 po de laine minérale dans la cavité	K	1 H	II
Profils d'acier (mur d'eau)	45	Profilé d'acier en Z d'une hauteur minimum de 3/4	Y	4 H (5)	

Les remarques (1), (2) et (3) suivent le tableau I-C.

**Tableau I-B****DEGRÉ DE RÉSISTANCE AU FEU DES MURS EXTÉRIEURS À POTEAUX DE BOIS**

<i>Genre de murs</i>	<i>N°</i>	<i>Description</i>	<i>Finition intérieure</i>	<i>Degré de résistance au feu</i>
Poteaux de bois	1	Poteaux de 2 po sur 4 po avec matelas de laine minérale et revêtement en carton-fibre ou revêtement de bois embrevé de 5/8 po, placoplâtre de 1/2 po ou contre-plaqué de 5/16 po, plus papier de construction et parement, stuc ou maçonnerie plaquée	D, F, K	1 H
	2	Comme 1 sauf que le parement est un contre-plaqué de 3/8 po, sans revêtement	D, F, K	1 H
	3	Comme 1 avec matelas de laine minérale d'au moins 1,2 lb/pi <sup>2</sup> ou laine de verre d'au moins 0,6 lb/pi <sup>2</sup>	I	1 H
	4	Comme 1	B	3/4 H
	5	Comme 3	H	3/4 H
	6	Comme 1 mais avec matelas de laine minérale pesant au moins 0,86 lb/pi <sup>2</sup>	M	3/4 H

**Tableau I-C****RÉSISTANCE AU FEU ET AU SON DES PLANCHERS, DES PLAFONDS ET DES TOITS (4)**

<i>Genre de construction</i>	<i>N°</i>	<i>Description</i>	<i>Fin de plafond (1)</i>	<i>Degré de résistance au feu (2)</i>	<i>Degré de transmission sonore (3)</i>
Dalle de béton	1	Béton armé de 5 po avec enrobement minimal de 3/4 po sur acier d'armature	Aucun	1 H	I
	2	Béton armé de 3 1/2 po avec enrobement minimal de 3/4 po sur acier d'armature	Aucun	1 H	II
	3	Béton armé de 3 po avec agrégat de pierre à chaux et enrobement minimal de 5/8 po sur armature	Aucun	3/4 H	III
Solives de béton	4	Béton armé de 3 po (agrégat de gravier) sur solives préfabriquées de béton agrégat shisteux expansé) avec enrobement minimal de 1 po sur acier d'armature dans les solives. Fourrure de bois de 2 po fixée avec de la broche à la face inférieure des solives pour fixer le plafond	J	1 H	I

<i>Genre de construction</i>	<i>N°</i>	<i>Description</i>	<i>Finis de plafond (1)</i>	<i>Degré de résistance au feu (2)</i>	<i>Degré de transmission sonore (3)</i>
Solives en fermettes d'acier	5	Béton armé de 2 po sur latte métallique sur solives en ferme d'acier à âme ajourée avec plafond fixé à la sous-face	E	1 H	I
	6	Comme 5, mais plafond fixé au moyen de vis métalliques à un profilé métallique en U de 3/4 po ou avec du clou de 1 1/4 po à une fourrure de 7/8 po	K	1 H	III
Bois d'oeuvre	7	Plancher de finition d'épaisseur nominale de 1 po ou contre-plaqué de 5/8 po à liaison phénolique sur tablier lamellé en madriers d'une largeur nominale de 6 po	Aucun	3/4 H	—
	8	Plancher de finition d'épaisseur nominale de 1 po ou contre-plaqué de 5/8 po à liaison phénolique sur madrier embrevé de 3 po ou tablier lamellé à madriers de 4 po, dimensions nominales	Aucun	3/4 H	—
	9	Plancher de finition d'épaisseur nominale de 1 po ou contre-plaqué à liaison phénolique de 5/8 po sur tablier lamellé à madriers de 4 po traité d'un produit chimique retardant la propagation des flammes ou sur couche épaisse d'un composé ignifuge à la face inférieure	Aucun	1 H	—
Solives de bois	10	Bois embrevé d'épaisseur nominale de 1 po ou contre-plaqué de 5/8 po à liaison phénolique sur fourrure de 1 po sur 3 po fixée à un papier d'amiante pesant au moins 14 lb/100 pi <sup>2</sup> , sur carton-fibre, de 1/2 po sur sous-plancher en bois embrevé de 1 po d'épaisseur nominale ou en contre-plaqué de 5/8 po à liaison phénolique sur solives de bois à l'entraxe de 16 po. Aucun clou ne doit traverser le carton-fibre pour s'enfoncer dans le sous-plancher	C, E, K	1 H	II
	11	Plancher double en bois constitué d'un sous-plancher en bois embrevé de 1 po d'épaisseur nominale ou un sous-plancher en contreplaqué de 5/8 po à liaison phénolique avec papier d'amiante-ciment pesant au moins 14 lb/100 pi <sup>2</sup> , sur solives bois à l'entraxe de 16 po	C, K	1 H	III
	12	Comme 11	E, D (I avec clous 1 1/2 po à l'entraxe de 6 po)	1/2 H	III
	13	Sous-plancher en bois embrevé d'épaisseur nominale de 1 po ou sous-plancher en contre-plaqué de 5/8 po à liaison sur solives de bois à l'entraxe de 16 po	D, K, S, U, V, X	1 H	III
	14	Sous-plancher en bois embrevé ou en contre-plaqué de 5/8 po à liaison phénolique sur solives à l'entraxe de 16 po avec plafond suspendu au moyen d'étriers en acier doux et 3 po de laine minérale entre les solives	T	1 H	III
	15	Sous-plancher en bois embrevé d'épaisseur nominale de 1 po ou en contre-plaqué de 5/8 po à liaison phénolique sur solives à l'entraxe de 16 po, avec supports métalliques de plafond espacés de 18 po. Ces supports doivent être des profilés d'acier de 1 1/2 po sur 3 po à l'entraxe de 3 pi suspendus au moyen d'étriers d'acier doux	Enduit au plâtre et sable de sable de 3/4 po sur panneau au plâtre de 3/8 po	1 H	III
	16	Sous-plancher en bois embrevé de 1 po d'épaisseur nominale ou en contre-plaqué de 5/8 po à liaison phénolique sur solives de plancher à l'entraxe de 16 po avec une solive de plafond distincte située à 1 po au moins en bas de la face inférieure des solives du plancher. Avec isolant thermique de 2 po entre les solives de plancher ou de plafond	C, D, E, K	1 H	II
Plafonds dans toits à fermes	17	Éléments de charpente de 2 po d'épaisseur nominale, espacés d'au plus 24 po, avec matelas de laine minérale d'au moins 3 po d'épaisseur, sans revêtement de papier. Aucun revêtement sur les membres de charpente	D, E, G, K, R, U, X	3/4 H	—
Solives de plafond	18	Comme 17	D, E, G, K, R, U, X	3/4 H	—



**REMARQUES AUX TABLEAUX I-A, I-B et I-C :**

1) Les lettres désignant les finis dans les tableaux I-A, I-B et I-C sont définies plus bas. (Les finis doivent être cloués conformément aux prescriptions contenues dans le présent code à moins d'indication contraire. Le dosage des enduits de plâtre est au poids, à moins d'indication contraire.)

- A 5/8 po enduit de plâtre, constitué de 1 partie de pierre à plâtre pour 3 parties de sable.
- B 1/2 po enduit de plâtre constitué de 1 partie de pierre à plâtre pour 2 parties de sable posé sur un placoplâtre perforé ou un placoplâtre uni latte.
- C Tel que B, mais avec lisière de métal de 3 po de largeur sur tous les joints.
- D 3/4 po d'enduit de plâtre constitué de 1 partie de pierre à plâtre pour 2 parties de sable sur latte métallique.
- E 3/4 po d'enduit de plâtre constitué de 1 partie de pierre à plâtre pour 2 parties de sable comme première couche, et de 1 partie de pierre à plâtre pour 3 parties de sable à la deuxième couche, sur latte métallique.
- F 7/8 po d'enduit constitué de 1 partie de ciment Portland pour 2 parties de sable comme première couche et 1 partie de pierre à plâtre pour 3 parties de sable à la seconde couche, sur une latte métallique.
- G 5/8 po d'enduit constitué de 100 lb de plâtre pour 2 1/2 pi<sup>3</sup> de perlite sur placoplâtre perforé de 3/8 po.
- H 3/8 po placoplâtre.
- I Double rang de placoplâtre de 3/8 po, joints en chicané.
- J Placoplâtre de 1/2 po, joints à rubans.
- K Placoplâtre spécial inépuisé de 5/8 po, dont le degré de résistance au feu tel qu'établi par Underwriters' Laboratories Inc. ou Underwriters' Laboratories of Canada est de 1 H.
- L Panneaux d'amiante-ciment de 3/16 po sur placoplâtre de 3/8.
- M Contre-plaqué en sapin Douglas de 1/2 po à liaison phénolique.
- N 2 couches d'une émulsion de résine ou d'un autre enduit donnant une étanchéité équivalente.
- O Enduit de ciment Portland et de sable de 7/8 po d'épaisseur, appliqué sur une latte métallique et contenant 3 lb de fibre d'amiante par sac de ciment.
- P Enduit de ciment Portland et de sable de 1 po d'épaisseur, appliqué sur une latte métallique et contenant 3 lb de fibre d'amiante par sac de ciment.

- Q Enduit de plâtre sable de 5/8 de po d'épaisseur appliqué sur un placoplâtre de 3/4 po.
- R Enduit de plâtre au sable de 3/4 po d'épaisseur appliqué sur placoplâtre de 3/8 po.
- S Enduit de plâtre sable de 1/2 po d'épaisseur appliqué sur un placoplâtre de 3/8 po muni d'un treillis métallique à maille de 1 po (no 16 SWG), entre la latte et l'enduit.
- T Plâtre sable et à la pierre à plâtre de 7/8 po d'épaisseur, appliqué sur une latte métallique.
- U Enduit de plâtre au perlite ou de plâtre au vermiculite de 1/2 po d'épaisseur, appliqué sur un placoplâtre de 3/8 po.
- V Enduit de plâtre au perlite ou de plâtre au vermiculite de 3/4 po d'épaisseur, appliqué sur une latte métallique.
- W Double rang de placoplâtre de 1/2 po d'épaisseur.
- X Double rang de placoplâtre de 1/2 po d'épaisseur avec treillis métallique à mailles de 1 po (no 16 SWG) entre les rangs.
- Y Feuille d'acier soudée au profil.
- Z Enduit de 1/2 po d'épaisseur constitué d'une partie de pierre à plâtre pour 3 parties de sable.

2) Les degrés de résistance au feu donnés dans les tableaux I-A et I-C ont été basés sur des essais menés par plusieurs laboratoires d'essai sur le feu. Les degrés de résistance au feu donnés au tableau I-B sont approximatifs.

3) Le degré I pour la transmission des sons aériens indique un degré de 50 au plus et doit être considéré comme donnant une résistance adéquate à la transmission des sons aériens.

Le degré II pour la transmission des sons aériens indique un degré variable entre 45 et 50 et doit être considéré comme donnant une résistance moyenne à la transmission des sons aériens. Ce degré est le minimum qui puisse répondre aux prescriptions de la section 9.9.

Le degré III pour la transmission des sons aériens indique un degré inférieur à 45 et n'est pas acceptable dans toute construction qui doit être insonorisée.

4) Le degré de résistance au feu des planchers mentionné au tableau I-C pour les solives d'acier ou les charpentes de bois peut être utilisé pour les toits qui supportent les plafonds de même construction. Lorsque des solives de bois sont utilisées dans les plafonds, le revêtement doit être un contre-plaqué d'au moins 1/2 po à liaison phénolique ou de la planche d'une épaisseur nominale de 1 po. Lorsque des solives d'acier sont utilisées, le tablier de la toiture doit

avoir un degré de résistance au feu au moins équivalent à 2 po de béton armé.

5) Le débit d'eau minimum est de 0,04 gpm par  $\text{pi}^2$  de mur exposé pour obtenir un degré de résistance au feu de 4 heures.

## ANNEXE II

### TABLEAUX II-A À II-L

TABLEAUX DE PORTÉE DES SOLIVES, DES CHEVRONS ET DES POUTRES EN BOIS (Basés sur les règles de classification indiquées au tableau 9.1.3.A.)

### AVANT-PROPOS

Les portées admissibles données dans les tableaux suivants doivent être mesurées de la partie inférieure des appuis et ont été calculées sur la base d'un bois sec, corroyé suivant les dimensions régulières canadiennes pour le bois de cour, selon les prescriptions de la norme ACNOR 0141-1970, *Softwood Lumber*.

Les portées pour le bois de construction corroyé conformément aux normes canadiennes pour le bois de cour selon les prescriptions de la norme ACNOR 0141-1970 *Softwood Lumber* sont contenues dans les tableaux III-A à III-K.

Les portées pour le bois de dimension irrégulière (i.e. 2 po sur 5 po, sur 7 po, etc) peuvent être obtenues par interpolation en ligne droite des valeurs données dans les tableaux.

Les portées données dans les tableaux ne peuvent être utilisées que lorsque les éléments de charpente supportent une surcharge uniforme seulement. En présence de charge ou surcharge concentrée (voir le tableau 9.2.2.B.), les éléments doivent être calculés pour répondre aux prescriptions de la section 4.3.

### Hypothèse de calculs

Les hypothèses de calculs et les flèches utilisées dans le calcul des tableaux de portée répondent aux prescriptions de la section 9.4.

Les surcharges de neige sont données en fonction de la projection horizontale des versants de toits. La portée des chevrons dans les toits à versants est donnée en fonction de la projection horizontale de ces chevrons.

Lorsque les surcharges de neige dépassent les valeurs données au tableau, les portées peuvent être calculées comme suit :

60 lb/ $\text{pi}^2$  Utiliser les portées pour 30 lb par  $\text{pi}^2$  à l'entraxe de 24 po mais espacer les éléments de

seulement 12 po. Utiliser les portées pour 40 lb par  $\text{pi}^2$  à l'entraxe de 24 po mais espacer les membres que de 16 po.

70 lb/ $\text{pi}^2$  Utiliser les portées pour 50 lb par  $\text{pi}^2$  à l'entraxe de 24 po, mais espacer les membres de seulement 16 po.

80 lb/ $\text{pi}^2$  Utiliser les portées pour 40 lb par  $\text{pi}^2$  à l'entraxe de 24 po, mais espacer les membres de seulement 12 po.

Pour les surcharges de plancher autres que celles données dans les tableaux, les portées aux tableaux peuvent être utilisées à condition que l'entraxe entre les solives soit modifié selon le rapport entre la charge donnée aux tableaux et la charge prévue.

Les catégories de bois données à la deuxième colonne de chacun de ces tableaux sont les catégories adoptées par les divers organismes de classification du bois mentionné au tableau 9.1.3.A.

Tableau II-A

## SOLIVES DE PLAFOND — COMBLE INACCESSIBLE PAR UN ESCALIER

Essences	Catégorie	Dimen- sions nomi- nales	SURCHARGE 10 lb/pi <sup>2</sup>							
			Plafond de plâtre ou de placoplâtre				Autres plafonds			
			Espacement des solives				Espacement des solives			
			12 po	16 po	20 po	24 po	12 po	16 po	20 po	24 po
		po	pi po	pi po	pi po	pi po	pi po	pi po	pi po	pi po
Sapin Douglas, Mélèze de l'Ouest	Construction	2 x 4	11 6	10 1	9 0	8 2	11 7	10 1	9 0	8 2
		2 x 6	17 6	15 11	14 8	13 11	20 0	18 2	16 11	15 11
		2 x 8	23 10	21 8	20 1	18 11	27 4	24 10	23 0	21 7
		2 x 10	29 9	27 1	25 1	23 7	34 1	31 0	28 9	27 0
	Standard	2 x 4	—	—	—	—	—	—	—	—
		2 x 6	17 6	15 11	14 8	13 11	20 0	18 2	16 5	15 0
		2 x 8	23 10	21 8	20 1	18 11	27 4	24 10	22 5	20 6
		2 x 10	29 9	27 1	25 1	23 7	34 1	31 0	28 0	25 7
	Utilité	2 x 4	—	—	—	—	—	—	—	—
		2 x 6	—	—	—	—	—	—	—	—
		2 x 8	21 6	18 7	16 8	15 2	21 6	18 7	16 8	15 2
		2 x 10	29 0	25 7	22 6	20 6	29 0	25 7	22 6	20 6
Pruche de la Côte du Pacifique	Construction	2 x 4	10 8	9 2	8 4	7 7	10 8	9 2	8 4	7 7
		2 x 6	17 1	15 6	14 5	13 7	19 7	17 10	16 6	15 6
		2 x 8	23 4	21 2	19 8	18 6	26 8	24 4	22 6	21 2
		2 x 10	29 1	26 6	24 7	23 1	33 5	30 5	28 1	26 6
	Standard	2 x 4	—	—	—	—	—	—	—	—
		2 x 6	17 1	15 6	14 5	13 7	19 7	17 10	16 5	15 0
		2 x 8	23 4	21 2	19 8	18 6	26 8	24 4	22 5	20 6
		2 x 10	29 1	26 6	24 7	23 1	33 5	30 5	28 0	25 7
	Utilité	2 x 4	—	—	—	—	—	—	—	—
		2 x 6	—	—	—	—	—	—	—	—
		2 x 8	19 10	17 2	15 5	14 0	19 10	17 2	15 5	14 0
		2 x 10	26 8	23 7	20 10	18 11	26 8	23 7	20 10	18 11

Tableau II-A

## SOLIVES DE PLAFOND — COMBLE INACCESSIBLE PAR UN ESCALIER (suite)

Essences	Catégorie	Dimen- sions nomi- nales	SURCHARGE 10 lb/pi <sup>2</sup>							
			Plafond de plâtre ou de placoplâtre				Autres plafonds			
			Espace ment des solives				Espace ment des solives			
			12 po	16 po	20 po	24 po	12 po	16 po	20 po	24 po
		po	pi po	pi po	pi po	pi po	pi po	pi po	pi po	pi po
Épinette (toutes les essences de l'Ouest) Pin de Murray, Pin à bois lourd	Construction	2 x 4	9 7	8 4	7 5	6 10	9 7	8 4	7 5	6 10
		2 x 6	15 5	14 0	12 7	11 6	16 2	14 1	12 7	11 6
		2 x 8	21 0	19 1	17 8	16 8	24 1	21 11	19 11	18 2
		2 x 10	26 3	23 11	22 1	20 11	30 1	27 5	24 11	22 9
	Standard	2 x 4	—	—	—	—	—	—	—	—
		2 x 6	12 7	10 11	9 8	8 11	12 7	10 11	9 8	8 11
		2 x 8	20 2	17 6	15 7	14 4	20 2	17 6	15 7	14 4
		2 x 10	26 3	23 0	20 4	18 7	26 4	23 0	20 4	18 7
	Utilité	2 x 4	—	—	—	—	—	—	—	—
		2 x 6	—	—	—	—	—	—	—	—
		2 x 8	17 10	15 5	13 10	12 7	17 10	15 5	13 10	12 7
		2 x 10	24 0	21 2	18 7	17 0	24 0	21 2	18 7	17 0
Cèdre rouge de l'Ouest Pin blanc de l'Ouest (1)	Construction	2 x 4	9 0	7 10	7 0	6 5	9 0	7 10	7 0	6 5
		2 x 6	14 11	13 7	12 7	11 6	16 4	14 1	12 7	11 6
		2 x 8	20 5	18 6	17 2	16 2	23 4	20 11	18 8	17 1
		2 x 10	25 6	23 1	21 6	20 3	29 1	26 1	23 5	21 5
	Standard	2 x 4	—	—	—	—	—	—	—	—
		2 x 6	12 11	11 2	10 0	9 2	12 11	11 2	10 0	9 2
		2 x 8	19 0	16 6	14 8	13 6	19 0	16 6	14 8	13 6
		2 x 10	24 8	21 7	19 1	17 7	24 8	21 7	19 1	17 7
	Utilité	2 x 4	—	—	—	—	—	—	—	—
		2 x 6	—	—	—	—	—	—	—	—
		2 x 8	16 8	14 6	12 11	11 10	16 8	14 6	12 11	11 10
		2 x 10	22 6	19 11	17 5	15 11	22 6	19 11	17 5	15 11
Cèdre jaune de la Côte du Pacifique	Construction	2 x 4	10 4	9 0	8 0	7 4	10 4	9 0	8 0	7 4
		2 x 6	15 11	14 5	13 5	12 7	18 2	16 2	14 5	13 2
		2 x 8	21 7	19 8	18 4	17 2	24 10	22 6	20 1	18 4
		2 x 10	27 0	24 7	22 11	21 6	31 0	28 1	26 1	24 5
	Standard	2 x 4	—	—	—	—	—	—	—	—
		2 x 6	14 10	12 10	11 5	10 5	14 10	12 10	11 5	10 5
		2 x 8	21 7	18 10	16 10	15 4	21 8	18 10	16 10	15 4
		2 x 10	27 0	24 7	21 10	19 11	28 2	24 8	21 10	19 11
	Utilité	2 x 4	—	—	—	—	—	—	—	—
		2 x 6	—	—	—	—	—	—	—	—
		2 x 8	19 2	16 7	14 11	13 7	19 2	16 7	14 11	13 7
		2 x 10	25 11	22 10	20 1	18 5	25 11	22 10	20 1	18 5
Épinette de l'Est (2) Sapin baumier Pruche de l'Est	No 1 (Construction)	2 x 4	9 7	8 4	7 5	6 10	9 7	8 4	7 5	6 10
		2 x 6	15 5	14 0	13 0	12 2	17 8	16 0	14 7	13 4
		2 x 8	21 0	19 1	17 8	16 8	24 1	21 11	19 11	18 2
		2 x 10	26 3	23 11	22 1	20 11	30 1	27 5	24 11	22 9
	No 2 Standard	2 x 4	8 6	7 4	6 6	6 0	8 6	7 4	6 6	6 0
		2 x 6	15 5	14 0	12 7	11 6	16 4	14 1	12 7	11 6
		2 x 8	21 0	19 1	17 8	16 8	24 1	20 11	18 8	17 1
		2 x 10	26 3	23 11	22 1	20 11	30 1	26 5	23 7	21 7

Tableau II-A

## SOLIVES DE PLAFOND — COMBLE INACCESSIBLE PAR UN ESCALIER (suite)

Essences	Catégorie	Dimen- sions nomi- nales	SURCHARGE 10 lb/pi <sup>2</sup>							
			Plafond de plâtre ou de placoplâtre				Autres plafonds			
			Espacement des solives				Espacement des solives			
			12 po	16 po	20 po	24 po	12 po	16 po	20 po	24 po
		po	pi po	pi po	pi po	pi po	pi po	pi po	pi po	pi po
Pin gris (3)	No 1 (Construction)	2 x 4	10 4	9 0	8 0	7 4	10 4	9 0	8 0	7 4
		2 x 6	15 11	14 5	13 5	12 7	18 2	16 6	15 4	14 4
		2 x 8	21 7	19 8	18 4	17 2	24 10	22 6	20 11	19 6
		2 x 10	27 0	24 7	22 11	21 6	31 0	28 1	26 1	24 5
	No 2 Standard	2 x 4	9 1	7 11	7 1	6 5	9 1	7 11	7 1	6 5
		2 x 6	15 11	14 5	13 5	12 5	17 6	15 2	13 7	12 5
		2 x 8	21 7	19 8	18 4	17 2	24 10	22 6	20 1	18 4
		2 x 10	27 0	24 7	22 11	21 6	31 0	28 1	25 5	23 1
Pin blanc Pin rouge	No 1	2 x 4	9 10	8 11	8 4	7 10	11 4	10 2	9 2	8 5
		2 x 6	14 11	13 7	12 7	11 11	17 1	15 4	13 8	12 6
		2 x 8	20 5	18 6	17 2	16 2	23 4	20 11	18 8	17 1
		2 x 10	25 6	23 1	21 6	20 3	29 1	26 1	23 5	21 5
	Marchande et No 2	2 x 4	9 10	8 11	8 2	7 6	10 6	9 1	8 2	7 6
		2 x 6	14 11	13 7	12 7	11 6	16 4	14 1	12 7	11 6
		2 x 8	20 5	18 6	17 2	16 0	22 8	19 7	17 7	16 0
		2 x 10	25 6	23 1	21 6	20 2	28 8	24 8	22 2	20 2
	Dimension No 1	2 x 4	9 0	7 10	7 0	6 5	9 0	7 10	7 0	6 5
		2 x 6	14 11	13 4	11 11	10 10	15 4	13 4	11 11	10 10
		2 x 8	20 5	18 6	16 10	15 4	21 8	18 10	16 10	15 4
		2 x 10	25 6	23 1	21 6	20 3	28 10	24 11	22 4	20 4
	Dimension No 2 (4)	2 x 4	—	—	—	—	—	—	—	—
		2 x 6	11 10	10 2	9 2	8 5	11 10	10 2	9 2	8 5
		2 x 8	16 8	14 6	12 11	11 10	16 8	14 6	12 11	11 10
		2 x 10	22 6	19 7	17 5	15 11	22 6	19 7	17 5	15 11
Peuplier	No 1 (Construction)	2 x 4	9 0	7 10	7 0	6 5	9 0	7 10	7 0	6 5
		2 x 6	14 11	13 7	12 7	11 11	17 1	15 4	13 8	12 6
		2 x 8	20 5	18 6	17 2	16 2	23 4	20 11	18 8	17 1
		2 x 10	25 6	23 1	21 6	20 3	29 1	26 1	23 5	21 5
	No 2 Standard	2 x 4	—	—	—	—	—	—	—	—
		2 x 6	14 11	13 4	11 11	10 11	15 4	13 4	11 11	10 11
		2 x 8	20 5	18 6	17 2	16 0	22 8	19 7	17 7	16 0
		2 x 10	25 6	23 1	21 6	20 2	28 8	24 8	22 2	20 2

## Remarques au tableau II-A. :

- (1) Lorsqu'une de ces essences est classifiée selon *Western Wood Products Association Rules*, réduire les portées des membres de 2 po x 6 po comme suit :  
Catégorie construction 6%  
Catégorie standard 8%
- (2) Lorsque l'épinette de l'Est est classifiée selon *Western Wood Products Association Rules*, les portées pour l'épinette de l'Ouest s'appliquent.
- (3) Lorsque ce bois est classifié selon *Western Wood Products Association Rules*, les portées pour le cèdre jaune de la Côte du Pacifique doivent s'appliquer en apportant les réductions de portée prévues en (1).
- (4) Lorsqu'elles sont classifiées selon *Eastern Pine Grading Committee Rules*, les portées pour le bois de la catégorie Dimension No 2 peuvent être augmentées comme suit :  
2" x 6", 2" x 8" 10%  
2" x 10", 2" x 12" 15%

Tableau II-B

## SOLIVES DE PLANCHER — SALONS

Essences	Catégorie	Dimensions nominales  po	SURCHARGE 40 lb/pi <sup>2</sup>							
			Tous les plafonds							
			Espacement des solives							
			12 po		16 po		20 po		24 po	
			pi	po	pi	po	pi	po	pi	po
Sapin Douglas, Mélèze de l'Ouest	Construction (dense et non dense)	2 x 6	11	0	10	0	9	4	8	8
		2 x 8	15	0	13	7	12	8	11	11
		2 x 10	19	0	17	4	16	0	15	1
		2 x 12	23	0	20	11	19	5	18	4
	Standard	2 x 6	11	0	10	0	9	4	8	6
		2 x 8	15	0	13	7	12	8	11	7
		2 x 10	19	0	17	4	16	0	14	8
		2 x 12	23	0	20	11	19	5	17	10
	Utilité	2 x 6	—	—	—	—	—	—	—	—
		2 x 8	12	2	10	6	9	5	8	7
		2 x 10	16	8	14	6	13	0	11	10
		2 x 12	19	8	17	0	15	2	13	11
Pruche de la Côte du Pacifique	Construction	2 x 6	10	10	9	10	9	1	8	7
		2 x 8	14	8	13	4	12	5	11	8
		2 x 10	18	7	16	11	15	8	14	10
		2 x 12	22	6	20	6	19	0	17	11
	Standard	2 x 6	10	10	9	10	9	1	8	6
		2 x 8	14	8	13	4	12	5	11	7
		2 x 10	18	7	16	11	15	8	14	8
		2 x 12	22	6	20	6	19	0	17	10
	Utilité	2 x 6	—	—	—	—	—	—	—	—
		2 x 8	11	2	9	8	8	8	7	11
		2 x 10	15	5	13	5	11	11	10	11
		2 x 12	18	0	15	7	14	0	12	8
Épinette (toutes les essences de l'Ouest) Pin de Murray, Pin à bois lourd	Construction	2 x 6	9	2	8	0	7	1	6	6
		2 x 8	13	4	12	0	11	2	10	4
		2 x 10	16	10	15	2	14	2	13	0
		2 x 12	20	4	18	6	17	1	15	10
	Standard	2 x 6	7	1	6	2	5	6	5	1
		2 x 8	11	5	9	11	8	10	8	1
		2 x 10	15	0	13	0	11	7	10	7
		2 x 12	19	4	16	8	15	0	13	7
	Utilité	2 x 6	—	—	—	—	—	—	—	—
		2 x 8	10	1	8	8	7	10	7	1
		2 x 10	13	6	12	0	10	8	9	6
		2 x 12	16	2	14	0	12	7	11	6

Tableau II-B

## SOLIVES DE PLANCHER — SALONS (suite)

Essences	Catégorie	Dimensions nominales	SURCHARGE 40 lb/pi <sup>2</sup>					
			Tous les plafonds					
			Espacement des solives					
			12 po		16 po		20 po	
		po	pi	po	pi	po	pi	po
Cèdre rouge de l'Ouest Pin blanc de l'Ouest (1)	Construction	2 x 6	9	2	8	0	7	2
		2 x 8	12	10	11	8	10	7
		2 x 10	16	4	14	10	13	5
		2 x 12	19	8	17	11	16	2
	Standard	2 x 6	7	4	6	4	5	8
		2 x 8	10	10	9	4	8	4
		2 x 10	14	1	12	2	10	11
		2 x 12	18	2	15	8	14	1
	Utilité	2 x 6	—	—	—	—	—	—
		2 x 8	9	6	8	2	7	4
		2 x 10	13	0	11	4	10	1
		2 x 12	15	4	13	2	11	10
Cèdre jaune de la Côte du Pacifique	Construction	2 x 6	10	0	9	1	8	2
		2 x 8	13	7	12	5	11	6
		2 x 10	17	4	15	8	14	7
		2 x 12	20	11	19	0	17	7
	Standard	2 x 6	8	5	7	2	6	6
		2 x 8	12	4	10	7	9	6
		2 x 10	16	1	14	0	12	6
		2 x 12	20	8	18	0	16	1
	Utilité	2 x 6	—	—	—	—	—	—
		2 x 8	10	11	9	5	8	5
		2 x 10	14	11	12	11	11	6
		2 x 12	17	6	15	1	13	6
Épinette de l'Est (2) Sapin baumier Pruche de l'Est	No 1 (Construction)	2 x 6	9	8	8	10	8	2
		2 x 8	13	4	12	0	11	2
		2 x 10	16	10	15	2	14	2
		2 x 12	20	4	18	6	17	1
	No 2 Standard	2 x 6	9	2	8	0	7	1
		2 x 8	13	4	11	10	10	7
		2 x 10	16	10	15	2	13	7
		2 x 12	20	4	18	6	17	1
Pin gris (3)	No 1 (Construction)	2 x 6	10	0	9	1	8	5
		2 x 8	13	7	12	5	11	6
		2 x 10	17	4	15	8	14	7
		2 x 12	20	11	19	0	17	7
	No 2 Standard	2 x 6	9	11	8	7	7	8
		2 x 8	13	7	12	5	11	5
		2 x 10	17	4	15	8	14	6
		2 x 12	20	11	19	0	17	7

Tableau II-B

## SOLIVES DE PLANCHER — SALONS (suite)

Essences	Catégorie	Dimensions nominales	SURCHARGE 40 lb/pi <sup>2</sup>							
			Tous les plafonds							
			Espacement des solives							
			12 po		16 po		20 po		24 po	
		po	pi	po	pi	po	pi	po	pi	po
Pin blanc, Pin rouge	No 1	2 x 6	9	5	8	7	7	10	7	1
		2 x 8	12	10	11	8	10	7	9	8
		2 x 10	16	4	14	10	13	5	12	2
		2 x 12	19	8	17	11	16	7	15	7
	Marchande et No 2	2 x 6	9	2	8	0	7	2	6	6
		2 x 8	12	10	11	1	9	11	9	1
		2 x 10	16	4	14	2	12	8	11	7
		2 x 12	19	8	17	11	16	7	15	6
	Dimension No 1	2 x 6	8	8	7	6	6	8	6	1
		2 x 8	12	4	10	7	9	6	8	8
		2 x 10	16	4	14	2	12	8	11	7
		2 x 12	19	8	17	11	16	2	14	10
	Dimension No 2 (4)	2 x 6	6	8	5	10	5	2	4	8
		2 x 8	9	6	8	2	7	4	6	8
		2 x 10	13	0	11	4	10	1	9	2
		2 x 12	16	6	14	4	12	10	11	8
Peuplier	No 1 (Construction)	2 x 6	9	5	8	7	7	10	7	1
		2 x 8	12	10	11	8	10	7	9	8
		2 x 10	16	4	14	10	13	5	12	2
		2 x 12	19	8	17	11	16	7	15	7
	No 2 Standard	2 x 6	8	8	7	6	6	8	6	1
		2 x 8	12	10	11	1	9	11	9	1
		2 x 10	16	4	14	2	12	8	11	7
		2 x 12	19	8	17	11	16	7	15	6

## Remarques au tableau II-B :

- (1) Lorsqu'une de ces essences est classifiée selon *Western Wood Products Association Rules*, réduire les portées des membres de 2 po x 6 po comme suit :  
Catégorie construction 6%  
Catégorie standard 8%
- (2) Lorsque l'épinette de l'Est est classifiée selon *Western Wood Products Association Rules*, les portées pour l'épinette de l'Ouest s'appliquent.
- (3) Lorsque ce bois est classifié selon *Western Wood Products Association Rules*, les portées pour le cèdre jaune de la Côte du Pacifique doivent s'appliquer en apportant les réductions de portée prévues en (1).
- (4) Lorsqu'elles sont classifiées selon *Eastern Pine Grading Committee Rules*, les portées pour le bois de la catégorie Dimension No 2 peuvent être augmentées comme suit :  
2" x 6", 2" x 8" 10%  
2" x 10", 2" x 12" 15%.



Tableau II-C

**SOLIVES DE PLAFOND — COMBLE ACCESSIBLE PAR UN ESCALIER  
ET SOLIVES DE PLANCHER DANS LES CHAMBRES**

Essences	Catégorie	Dimen- sions nomi- nales	SURCHARGE 30 lb/pi <sup>2</sup>							
			Plafond de plâtre ou de placoplâtre				Autres plafonds			
			Espacement des solives				Espacement des solives			
			12 po	16 po	20 po	24 po	12 po	16 po	20 po	24 po
		po	pi po	pi po	pi po	pi po	pi po	pi po	pi po	pi po
Sapin Douglas, Mélèze de l'Ouest	Construction	2 x 6	12 1	11 0	10 2	9 7	13 11	12 7	11 8	10 8
		2 x 8	16 6	15 0	13 11	13 1	18 11	17 2	15 11	14 5
		2 x 10	20 11	19 0	17 8	16 7	23 11	21 10	20 2	18 7
		2 x 12	25 4	23 0	21 5	20 1	29 0	26 4	24 6	22 6
	Standard	2 x 6	12 1	11 0	10 2	9 7	13 7	11 10	10 6	9 7
		2 x 8	16 6	15 0	13 11	13 1	18 6	16 1	14 5	13 1
		2 x 10	20 11	19 0	17 8	16 7	23 6	20 4	18 2	16 7
		2 x 12	25 4	23 0	21 5	20 1	28 5	24 7	22 0	20 1
	Utilité	2 x 6	—	—	—	—	—	—	—	—
		2 x 8	13 10	11 11	10 8	9 9	13 10	11 11	10 8	9 9
		2 x 10	19 0	16 5	14 8	13 5	19 0	16 5	14 8	13 5
		2 x 12	22 4	19 4	17 2	15 8	22 4	19 4	17 2	15 8
Pruche de la Côte du Pacifique	Construction	2 x 6	11 11	10 10	10 0	9 5	13 7	12 4	11 5	10 9
		2 x 8	16 2	14 8	13 7	12 10	18 6	16 10	15 7	14 8
		2 x 10	20 6	18 7	17 4	16 4	23 5	21 4	19 10	18 7
		2 x 12	24 10	22 6	20 11	19 8	28 5	25 10	23 11	22 6
	Standard	2 x 6	11 11	10 10	10 0	9 5	13 7	11 10	10 6	9 7
		2 x 8	16 2	14 8	13 7	12 10	18 6	16 1	14 5	13 1
		2 x 10	20 6	18 7	17 4	16 4	23 5	20 4	18 2	16 7
		2 x 12	24 10	22 6	20 11	19 8	28 5	24 7	22 0	20 1
	Utilité	2 x 6	—	—	—	—	—	—	—	—
		2 x 8	12 8	11 0	9 10	9 0	12 8	11 0	9 10	9 0
		2 x 10	17 6	15 1	13 6	12 4	17 6	15 1	13 6	12 4
		2 x 12	20 5	17 8	15 10	14 5	20 5	17 8	15 10	14 5
Épinette (toutes les essences de l'Ouest) Pin de Murray, Pin à bois lourd	Construction	2 x 6	10 5	9 0	8 1	7 5	10 5	9 0	8 1	7 5
		2 x 8	14 7	13 2	12 4	11 7	16 6	14 4	12 8	11 7
		2 x 10	18 6	16 10	15 7	14 8	20 10	18 0	16 1	14 8
		2 x 12	22 5	20 4	18 11	17 8	25 2	21 11	19 6	17 10
	Standard	2 x 6	8 1	7 0	6 2	5 8	8 1	7 0	6 2	5 8
		2 x 8	12 11	11 2	10 0	9 2	12 11	11 2	10 0	9 2
		2 x 10	17 0	14 8	13 1	12 0	17 0	14 8	13 1	12 0
		2 x 12	21 11	18 11	16 11	15 6	21 11	18 11	16 11	15 6
	Utilité	2 x 6	—	—	—	—	—	—	—	—
		2 x 8	11 5	9 11	8 10	8 1	11 5	9 11	8 10	8 1
		2 x 10	15 8	13 7	12 2	11 1	15 8	13 7	12 2	11 1
		2 x 12	18 4	15 11	14 2	13 0	18 4	15 11	14 2	13 0

Tableau II-C

**SOLIVES DE PLAFOND — COMBLE ACCESSIBLE PAR UN ESCALIER  
ET SOLIVES DE PLANCHER DANS LES CHAMBRES (suite)**

Essences	Catégorie	Dimen- sions nomi- nales	SURCHARGE 30 lb/pi²															
			Plafond de plâtre ou de placoplâtre								Autres plafonds							
			Espacement des solives								Espacement des solives							
			12 po		16 po		20 po		24 po		12 po		16 po		20 po		24 po	
		pi	po	pi	po	pi	po	pi	po	pi	po	pi	po	pi	po	pi	po	
po																		
Cèdre rouge de l'Ouest Pin blanc de l'Ouest (1)	Construction	2 x 6	10	5	9	1	8	1	7	5	10	6	9	1	8	1	7	5
		2 x 8	14	1	12	10	11	11	10	11	15	6	13	5	12	0	10	11
		2 x 10	17	11	16	4	15	1	13	11	19	7	17	0	15	2	13	11
		2 x 12	21	8	19	8	18	4	16	10	23	8	20	7	18	5	16	10
	Standard	2 x 6	8	4	7	2	6	5	5	10	8	4	7	2	6	5	5	10
		2 x 8	12	2	10	7	9	5	8	7	12	2	10	7	9	5	8	7
		2 x 10	16	0	13	10	12	5	11	4	16	0	13	10	12	5	11	4
		2 x 12	20	7	17	10	15	11	14	6	20	7	17	10	15	11	14	6
	Utilité	2 x 6	—		—		—		—		—		—		—		—	
		2 x 8	10	8	9	4	8	4	7	7	10	8	9	4	8	4	7	7
		2 x 10	14	8	12	10	11	5	10	5	14	8	12	10	11	5	10	5
		2 x 12	17	4	15	0	13	5	12	2	17	4	15	0	13	5	12	2
Cèdre jaune de la Côte du Pacifique	Construction	2 x 6	11	0	10	0	9	4	8	6	12	0	10	4	9	4	8	6
		2 x 8	15	0	13	7	12	8	11	11	16	7	14	5	12	11	11	9
		2 x 10	19	0	17	4	16	0	15	1	21	10	19	5	17	4	15	10
		2 x 12	23	0	20	11	19	5	18	4	26	4	23	6	21	0	19	2
	Standard	2 x 6	9	6	8	2	7	4	6	8	9	6	8	2	7	4	6	8
		2 x 8	13	11	12	0	10	8	9	10	13	11	12	0	10	8	9	10
		2 x 10	18	4	15	10	14	2	12	11	18	4	15	10	14	2	12	11
		2 x 12	23	0	20	4	18	2	16	7	23	6	20	4	18	2	16	7
	Utilité	2 x 6	—		—		—		—		—		—		—		—	
		2 x 8	12	4	10	7	9	6	8	8	12	4	10	7	9	6	8	8
		2 x 10	16	11	14	7	13	1	11	11	16	11	14	7	13	1	11	11
		2 x 12	19	10	17	1	15	4	14	0	19	10	17	1	15	4	14	0
Épinette de l'Est (2) Sapin baumier Pruche de l'Est	No 1 (Construction)	2 x 6	10	8	9	8	9	0	8	6	12	1	10	6	9	4	8	6
		2 x 8	14	7	13	2	12	4	11	7	16	6	14	4	12	8	11	7
		2 x 10	18	6	16	10	15	7	14	8	20	10	18	0	16	1	14	8
		2 x 12	22	5	20	4	18	11	17	8	25	7	23	4	21	0	19	2
	No 2 Standard	2 x 6	10	6	9	1	8	1	7	5	10	6	9	1	8	1	7	5
		2 x 8	14	7	13	2	12	0	10	11	15	6	13	5	12	0	10	11
		2 x 10	18	6	16	10	15	4	14	0	19	10	17	2	15	4	14	0
		2 x 12	22	5	20	4	18	11	17	8	25	7	22	10	20	5	18	7
Pin gris (3)	No 1 (Construction)	2 x 6	11	0	10	0	9	4	8	8	12	7	11	2	10	0	9	2
		2 x 8	15	0	13	7	12	8	11	11	17	2	15	4	13	8	12	6
		2 x 10	19	0	17	4	16	0	15	1	21	10	19	5	17	4	15	10
		2 x 12	23	0	20	11	19	5	18	4	26	4	23	11	22	2	20	7
	No 2 Standard	2 x 6	11	0	9	8	8	8	7	11	11	2	9	8	8	8	7	11
		2 x 8	15	0	13	7	12	8	11	8	16	7	14	5	12	11	11	8
		2 x 10	19	0	17	4	16	0	15	0	21	2	18	5	16	6	15	0
		2 x 12	23	0	20	11	19	5	18	4	26	4	23	11	21	11	19	11

Tableau II-C

**SOLIVES DE PLAFOND — COMBLE ACCESSIBLE PAR UN ESCALIER  
ET SOLIVES DE PLANCHER DANS LES CHAMBRES (suite)**

Essences	Catégorie	Dimen- sions nomi- nales	SURCHARGE 30 lb/pi <sup>2</sup>							
			Plafond de plâtre ou de placoplâtre				Autres plafonds			
			Espacement des solives				Espacement des solives			
			12 po	16 po	20 po	24 po	12 po	16 po	20 po	24 po
		po	pi po	pi po	pi po	pi po	pi po	pi po	pi po	pi po
Pin blanc Pin rouge	No 1	2 x 6	10 5	9 5	8 8	8 0	11 4	9 10	8 10	8 0
		2 x 8	14 1	12 10	11 11	10 11	15 6	13 5	12 0	10 11
		2 x 10	17 11	16 4	15 1	13 11	19 7	17 0	15 2	13 11
		2 x 12	21 8	19 8	18 4	17 2	24 10	22 1	19 8	18 0
	Marchande et No 2	2 x 6	10 5	9 1	8 1	7 5	10 6	9 1	8 1	7 5
		2 x 8	14 1	12 7	11 2	10 4	14 6	12 7	11 2	10 4
		2 x 10	17 11	16 1	14 5	13 2	18 7	16 1	14 5	13 2
		2 x 12	21 8	19 8	18 4	17 2	24 8	21 5	19 2	17 6
	Dimension No 1	2 x 6	9 10	8 6	7 7	6 11	9 10	8 6	7 7	6 11
		2 x 8	13 11	12 0	10 8	9 10	13 11	12 0	10 8	9 10
		2 x 10	17 11	16 1	14 5	13 2	18 7	16 1	14 5	13 2
		2 x 12	21 8	19 8	18 4	16 10	23 8	20 7	18 5	16 10
	Dimension No 2 (4)	2 x 6	7 7	6 7	5 11	5 4	7 7	6 7	5 11	5 4
		2 x 8	10 8	9 4	8 4	7 7	10 8	9 4	8 4	7 7
		2 x 10	14 8	12 10	11 5	10 5	14 8	12 10	11 5	10 5
		2 x 12	18 8	16 2	14 6	13 2	18 8	16 2	14 6	13 2
Peuplier	No 1 (Construction)	2 x 6	10 5	9 5	8 8	8 0	11 4	9 10	8 10	8 0
		2 x 8	14 1	12 10	11 11	10 11	15 6	13 5	12 0	10 11
		2 x 10	17 11	16 4	15 1	13 11	19 7	17 0	15 2	13 11
		2 x 12	21 8	19 8	18 4	17 2	24 10	22 1	19 8	18 0
	No 2 Standard	2 x 6	9 10	8 6	7 7	6 11	9 10	8 6	7 7	6 11
		2 x 8	14 1	12 7	11 2	10 4	14 6	12 7	11 2	10 4
		2 x 10	17 11	16 1	14 5	13 2	18 7	16 1	14 5	13 2
		2 x 12	21 8	19 8	18 4	17 2	24 8	21 5	19 2	17 6

**Remarques au tableau II-C**

(1) Lorsqu'une de ces essences est classifiée selon *Western Wood Products Association Rules*, réduire les portées des membres de 2 po x 6 po comme suit :

Catégorie construction 6%

Catégorie standard 8%

(2) Lorsque l'épingle de l'Est est classifiée selon *Western Wood Products Association Rules*, les portées pour l'épingle de l'Ouest s'appliquent.

(3) Lorsque ce bois est classifié selon *Western Wood Products Association Rules*, les portées pour le cèdre jaune de la Côte du Pacifique doivent s'appliquer en apportant les réductions de portée prévues en (1).

(4) Lorsqu'elles sont classifiées selon *Eastern Pine Grading Committee Rules*, les portées pour le bois de la catégorie Dimension No 2 peuvent être augmentées comme suit :

2" x 6", 2" x 8" 10%

2" x 10", 2" x 12" 15%

Tableau II-D

## SOLIVES DE TOIT (1)

Essences	Catégorie	Dimen- sions nomi- nales	SURCHARGE 50 lb/pi <sup>2</sup>									
			Plafond de plâtre ou de placoplâtre					Autres plafonds				
			Espacement des solives					Espacement des solives				
			12 po	16 po	20 po	24 po		12 po	16 po	20 po	24 po	
		po	pi po	pi po	pi po	pi po		pi po	pi po	pi po	pi po	
Sapin Douglas, Mélèze de l'Ouest	Construction (dense et non-dense)	2 x 6	10 2	9 4	8 7	8 1		11 8	10 7	9 11	9 4	
		2 x 8	13 11	12 8	11 10	11 1		15 11	14 6	13 6	12 8	
		2 x 10	17 8	16 0	14 11	14 0		20 2	18 5	17 0	16 0	
		2 x 12	21 2	19 2	17 11	16 10		24 2	22 1	20 5	19 2	
	Standard	2 x 6	10 2	9 4	8 7	8 1		11 8	10 2	9 1	8 4	
		2 x 8	13 11	12 8	11 10	11 1		15 11	13 11	12 5	11 4	
		2 x 10	17 8	16 0	14 11	14 0		20 2	17 7	15 8	14 5	
		2 x 12	21 2	19 2	17 11	16 10		24 2	21 1	18 10	17 4	
	Utilité	2 x 6	—	—	—	—		—	—	—	—	
		2 x 8	11 11	10 4	9 2	8 5		11 11	10 4	9 2	8 5	
		2 x 10	16 5	14 2	12 8	11 7		16 5	14 2	12 8	11 7	
		2 x 12	19 1	16 6	14 10	13 6		19 1	16 6	14 10	13 6	
Pruche de la Côte du Pacifique	Construction	2 x 6	10 0	9 1	8 5	7 11		11 5	10 5	9 8	9 1	
		2 x 8	13 7	12 5	11 6	10 10		15 7	14 2	13 2	12 5	
		2 x 10	17 4	15 8	14 7	13 8		19 10	18 0	16 8	15 8	
		2 x 12	20 10	19 0	17 6	16 5		23 10	21 7	20 0	18 10	
	Standard	2 x 6	10 0	9 1	8 5	7 11		11 5	10 2	9 1	8 4	
		2 x 8	13 7	12 5	11 6	10 10		15 7	13 11	12 5	11 4	
		2 x 10	17 4	15 8	14 7	13 8		19 10	17 7	15 8	14 5	
		2 x 12	20 10	19 0	17 6	16 5		23 10	21 1	18 10	17 4	
	Utilité	2 x 6	—	—	—	—		—	—	—	—	
		2 x 8	11 0	9 6	8 6	7 10		11 0	9 6	8 6	7 10	
		2 x 10	15 1	13 1	11 8	10 8		15 1	13 1	11 8	10 8	
		2 x 12	17 7	15 2	13 7	12 6		17 7	15 2	13 7	12 6	
Épinette (toutes les essences de l'Ouest) Pin de Murray, Pin à bois lourd	Construction	2 x 6	9 0	7 10	6 11	6 5		9 0	7 10	6 11	6 5	
		2 x 8	12 4	11 2	10 5	9 10		14 1	12 4	11 0	10 1	
		2 x 10	15 7	14 2	13 1	12 5		17 10	15 7	14 0	12 8	
		2 x 12	18 8	17 0	15 8	14 11		21 5	18 8	16 10	15 2	
	Standard	2 x 6	7 0	6 1	5 5	5 0		7 0	6 1	5 5	5 0	
		2 x 8	11 2	9 8	8 7	7 11		11 2	9 8	8 7	7 11	
		2 x 10	14 8	12 8	11 5	10 5		14 8	12 8	11 5	10 5	
		2 x 12	18 8	16 2	14 6	13 2		18 8	16 2	14 6	13 2	
	Utilité	2 x 6	—	—	—	—		—	—	—	—	
		2 x 8	9 11	8 6	7 7	7 0		9 11	8 6	7 7	7 0	
		2 x 10	13 7	11 10	10 6	9 7		13 7	11 10	10 6	9 7	
		2 x 12	15 10	13 8	12 2	11 2		15 10	13 8	12 2	11 2	

Tableau II-D

## SOLIVES DE TOIT (1) (suite)

Essences	Catégorie	Dimen- sions nomi- nales	SURCHARGE 50 lb/pi <sup>2</sup>							
			Plafond de plâtre ou de placoplâtre				Autres plafonds			
			Espacement des solives				Espacement des solives			
			12 po	16 po	20 po	24 po	12 po	16 po	20 po	24 po
		po	pi po	pi po	pi po	pi po	pi po	pi po	pi po	pi po
Cèdre rouge de l'Ouest Pin blanc de l'Ouest (2)	Construction	2 x 6	8 8	7 10	7 0	6 5	9 0	7 10	7 0	6 5
		2 x 8	11 11	10 10	10 0	9 6	13 5	11 7	10 5	9 6
		2 x 10	15 1	13 8	12 8	12 0	17 0	14 8	13 1	12 0
		2 x 12	18 1	16 5	15 2	14 5	20 5	17 7	15 8	14 5
	Standard	2 x 6	7 2	6 2	5 7	5 1	7 2	6 2	5 7	5 1
		2 x 8	10 6	9 1	8 2	7 5	10 6	9 1	8 2	7 5
		2 x 10	13 10	12 0	10 8	9 10	13 10	12 0	10 8	9 10
		2 x 12	17 7	15 4	13 7	12 6	17 7	15 4	13 7	12 6
	Utilité	2 x 6	—	—	—	—	—	—	—	—
		2 x 8	9 4	8 0	7 2	6 6	9 4	8 0	7 2	6 6
		2 x 10	12 8	11 0	9 11	9 0	12 8	11 0	9 11	9 0
		2 x 12	14 10	12 10	11 6	10 6	14 10	12 10	11 6	10 6
Cèdre jaune de la Côte du Pacifique	Construction	2 x 6	9 4	8 5	7 10	7 4	10 4	9 0	8 0	7 4
		2 x 8	12 8	11 6	10 8	10 0	14 5	12 5	11 1	10 2
		2 x 10	16 0	14 7	13 6	12 8	18 5	16 8	15 10	13 8
		2 x 12	19 2	17 7	16 2	15 2	22 1	20 0	18 0	16 5
	Standard	2 x 6	8 2	7 1	6 4	5 10	8 2	7 1	6 4	5 10
		2 x 8	12 0	10 5	9 4	8 6	12 0	10 5	9 4	8 6
		2 x 10	15 10	13 8	12 2	11 2	15 10	13 8	12 2	11 2
		2 x 12	19 2	17 5	15 6	14 2	20 1	17 5	15 6	14 2
	Utilité	2 x 6	—	—	—	—	—	—	—	—
		2 x 8	10 7	9 2	8 2	7 6	10 7	9 2	8 2	7 6
		2 x 10	14 7	12 7	11 4	10 4	14 7	12 7	11 4	10 4
		2 x 12	17 0	14 8	13 2	12 0	17 0	14 8	13 2	12 0
Épinette de l'Est (3) Sapin baumier Pruche de l'Est	No 1 (Construction)	2 x 6	9 0	8 2	7 7	7 2	10 4	9 0	8 1	7 5
		2 x 8	12 4	11 2	10 5	9 10	14 1	12 4	11 0	10 1
		2 x 10	15 7	14 2	13 1	12 5	17 10	15 7	14 0	12 8
		2 x 12	18 8	17 0	15 8	14 11	21 5	19 5	18 0	16 4
	No 2 Standard	2 x 6	9 0	7 10	7 0	6 5	9 0	7 10	7 0	6 5
		2 x 8	12 4	11 2	10 5	9 6	13 5	11 7	10 5	9 6
		2 x 10	15 7	14 2	13 1	12 1	17 1	14 10	13 4	12 1
		2 x 12	18 8	17 0	15 8	14 11	21 5	19 5	17 7	16 0
Pin gris (4)	No 1 (Construction)	2 x 6	9 4	8 5	7 10	7 5	10 7	9 8	8 8	7 11
		2 x 8	12 8	11 6	10 8	10 0	14 6	13 2	11 10	10 10
		2 x 10	16 0	14 7	13 6	12 8	18 5	16 8	15 0	13 8
		2 x 12	19 2	17 7	16 2	15 2	22 1	20 0	18 7	17 6
	No 2 Standard	2 x 6	9 4	8 5	7 6	6 11	9 8	8 5	7 6	6 1
		2 x 8	12 8	11 6	10 8	10 0	14 5	12 5	11 1	10 2
		2 x 10	16 0	14 7	13 6	12 8	18 5	15 11	14 2	13 0
		2 x 12	19 2	17 7	16 2	15 2	22 1	20 0	18 7	17 2

Tableau II-D

## SOLIVES DE TOIT (1) (suite)

Essences	Catégorie	Dimen- sions nomi- nales  po	SURCHARGE 50 lb/pi <sup>2</sup>							
			Plafond de plâtre ou de placoplâtre				Autres plafonds			
			Espacement des solives				Espacement des solives			
			12 po-	16 po-	20 po-	24 po-	12 po-in.	16 po-in.	20 po-	24 po-
			pi po	pi po	pi po	pi po	pi po	pi po	pi po	pi po
Pin blanc Pin rouge	No 1	2 x 6	8 8	7 11	7 5	6 11	9 10	8 6	7 7	6 11
		2 x 8	11 11	10 10	10 0	9 6	13 5	11 7	10 5	9 6
		2 x 10	15 1	13 8	12 8	12 0	17 0	14 8	13 1	12 0
		2 x 12	18 1	16 5	15 2	14 5	20 10	18 10	16 10	15 5
	Marchande et No 2	2 x 6	8 8	7 10	7 0	6 5	9 0	7 10	7 0	6 5
		2 x 8	11 11	10 10	9 8	8 11	12 7	10 11	9 8	8 11
		2 x 10	15 1	13 8	12 6	11 5	16 1	13 11	12 6	11 5
		2 x 12	18 1	16 5	15 2	14 5	20 10	18 4	16 6	15 0
	Dimension No 1	2 x 6	8 6	7 5	6 7	6 0	8 6	7 5	6 7	6 0
		2 x 8	11 11	10 5	9 4	8 6	12 0	10 5	9 4	8 6
		2 x 10	15 1	13 8	12 6	11 5	16 1	13 11	12 6	11 5
		2 x 12	18 1	16 5	15 2	14 5	20 4	17 6	15 9	14 5
	Dimension No 2 Standard	2 x 6	6 7	5 8	5 1	4 7	6 7	5 8	5 1	4 7
		2 x 8	9 4	8 0	7 2	6 6	9 4	8 0	7 2	6 6
		2 x 10	12 8	11 0	9 11	9 0	12 8	11 0	9 11	9 0
		2 x 12	15 10	13 8	12 5	11 2	15 10	13 8	12 5	11 2
Peuplier	No 1 (Construction)	2 x 6	8 8	7 11	7 5	6 11	9 10	8 6	7 7	6 11
		2 x 8	11 11	10 10	10 0	9 6	13 5	11 7	10 5	9 6
		2 x 10	15 1	13 8	12 8	12 0	17 0	14 8	13 1	12 0
		2 x 12	18 1	16 5	15 2	14 5	20 10	18 10	16 10	15 5
	No 2 Standard	2 x 6	8 6	7 5	6 7	6 0	8 6	7 5	6 7	6 0
		2 x 8	11 11	10 10	9 8	8 11	12 6	10 11	9 8	8 11
		2 x 10	15 1	13 8	12 6	11 5	16 1	13 11	12 6	11 5
		2 x 12	18 1	16 5	15 2	14 5	20 10	18 4	16 6	15 0

## Remarques au tableau II-D:

- (1) Les solives de toit sont des éléments de charpente, horizontaux ou inclinés, qui supportent un plafond ou un toit, mais ne contiennent pas de comble
- (2) Lorsqu'une de ces essences est classifiée selon *Western Wood Products Association Rules*, réduire la portée des membres de 2 po x 6 po comme suit :  
Catégorie construction 6%  
Catégorie standard 8%
- (3) Lorsque l'épinette de l'Est est classifiée selon *Western Wood Products Association Rules*, les portées pour l'épinette de l'Ouest s'appliquent.
- (4) Lorsque ce bois est classifié selon *Western Wood Products Association Rules*, les portées pour le cèdre jaune de la Côte du Pacifique doivent s'appliquer à condition d'apporter les réductions de portée prévues en (2).
- (5) Lorsqu'elles sont classifiées selon *Eastern Pine Grading Committee Rules*, les portées pour le bois de la catégorie Dimension No 2 peuvent être augmentées comme suit :  
2" x 6", 2" x 8" 10%  
2" x 10", 2" x 12" 15%

Tableau II-E

## SOLIVES DE TOIT (1)

Essences	Catégorie	Dimen- sions nomi- nales	SURCHARGE 40 lb/pi <sup>2</sup>							
			Plafond de plâtre ou de placoplâtre				Autres plafonds			
			Espacement des solives				Espacement des solives			
			12 po	16 po	20 po	24 po	12 po	16 po	20 po	24 po
		po	pi po	pi po	pi po	pi po	pi po	pi po	pi po	pi po
Sapin Douglas, Mélèze de l'Ouest	Construction (dense et non dense)	2 x 6	11 0	10 0	9 4	8 8	12 7	11 5	10 7	10 0
		2 x 8	15 0	13 7	12 8	11 11	17 2	15 7	14 6	13 7
		2 x 10	19 0	17 4	16 0	15 1	21 10	19 10	16 5	17 4
		2 x 12	23 0	20 11	19 5	18 4	26 2	23 10	22 1	20 10
	Standard	2 x 6	11 0	10 0	9 4	8 8	12 7	11 2	10 0	9 1
		2 x 8	15 0	13 7	12 8	11 11	17 2	15 2	13 7	12 5
		2 x 10	19 0	17 4	16 0	15 1	21 10	19 4	17 2	15 8
		2 x 12	23 0	20 11	19 5	18 4	26 2	23 2	20 7	18 10
	Utilité	2 x 6	—	—	—	—	—	—	—	—
		2 x 8	13 1	11 4	10 1	9 2	13 1	11 4	10 1	9 2
		2 x 10	18 0	15 6	13 11	12 8	18 0	15 6	13 11	12 8
		2 x 12	21 0	18 0	16 2	14 10	21 0	18 0	16 2	14 10
Pruche de la Côte du Pacifique	Construction	2 x 6	10 10	9 10	9 1	8 7	12 4	11 2	10 5	9 10
		2 x 8	14 8	13 4	12 5	11 8	16 10	15 4	14 2	13 4
		2 x 10	18 7	16 11	15 8	14 10	21 4	19 5	18 0	16 11
		2 x 12	22 6	20 6	19 0	17 11	25 7	23 4	21 7	20 4
	Standard	2 x 6	10 10	9 10	9 1	8 7	12 4	11 2	10 0	9 1
		2 x 8	14 8	13 4	12 5	11 8	16 10	15 2	13 7	12 5
		2 x 10	18 7	16 11	15 8	14 10	21 4	19 4	17 2	16 8
		2 x 12	22 6	20 6	19 0	17 11	25 7	23 2	20 7	18 10
	Utilité	2 x 6	—	—	—	—	—	—	—	—
		2 x 8	12 0	10 5	9 4	8 6	12 0	10 5	9 4	8 6
		2 x 10	16 6	14 4	12 10	11 8	16 6	14 4	12 10	11 8
		2 x 12	19 2	16 7	14 11	13 7	19 2	16 7	14 11	13 7
Épinette (toutes les essences de l'Ouest) Pin de Murray, Pin à bois lourd	Construction	2 x 6	9 8	8 6	7 7	6 11	9 11	8 6	7 7	6 11
		2 x 8	13 4	12 0	11 2	10 6	15 2	13 6	12 1	11 0
		2 x 10	16 10	15 2	14 2	13 4	19 2	17 1	15 4	14 0
		2 x 12	20 4	18 6	17 1	16 1	23 0	20 6	18 5	16 10
	Standard	2 x 6	7 7	6 7	5 11	5 5	7 7	6 7	5 11	5 5
		2 x 8	12 2	10 7	9 6	8 7	12 2	10 7	9 6	8 7
		2 x 10	16 1	13 11	12 6	11 5	16 1	13 11	12 6	11 5
		2 x 12	20 4	17 8	15 11	14 6	20 6	17 8	15 11	14 6
	Utilité	2 x 6	—	—	—	—	—	—	—	—
		2 x 8	10 10	9 5	8 5	7 7	10 10	9 5	8 5	7 7
		2 x 10	14 11	12 11	11 6	10 6	14 11	12 11	11 6	10 6
		2 x 12	17 4	15 0	13 5	12 2	17 4	15 0	13 5	12 2

Tableau II-E

## SOLIVES DE TOIT (1) (suite)

Essences	Catégorie	Dimen- sions nomi- nales	SURCHARGE 40 lb/pi²							
			Plafond de plâtre ou de placoplâtre				Autres plafonds			
			Espacement des solives				Espacement des solives			
			12 po	16 po	20 po	24 po	12 po	16 po	20 po	24 po
		po	pi po	pi po	pi po	pi po	pi po	pi po	pi po	pi po
Cèdre rouge de l'Ouest Pin blanc de l'Ouest (2)	Construction	2 x 6	9 5	8 7	7 8	7 0	9 11	8 7	7 8	7 0
		2 x 8	12 10	11 8	10 10	10 2	14 8	12 8	11 5	10 5
		2 x 10	16 4	14 10	13 8	12 11	18 7	16 1	14 5	13 1
		2 x 12	19 8	17 11	16 7	15 7	22 4	19 4	17 4	15 8
	Standard	2 x 6	7 11	6 10	6 1	5 7	7 11	6 10	6 1	5 7
		2 x 8	11 6	10 0	8 11	8 2	11 6	10 0	8 11	8 2
		2 x 10	15 1	13 1	11 8	10 8	15 1	13 1	11 8	10 8
		2 x 12	19 2	16 8	14 11	13 7	19 2	16 8	14 11	13 7
	Utilité	2 x 6	—	—	—	—	—	—	—	—
		2 x 8	10 1	8 10	7 11	7 2	10 1	8 10	7 11	7 2
		2 x 10	14 0	12 1	10 10	9 11	14 0	12 1	10 10	9 11
		2 x 12	16 4	14 1	12 7	11 6	16 4	14 1	12 7	11 6
Cèdre jaune de la Côte du Pacifique	Construction	2 x 6	10 0	9 1	8 5	7 11	11 4	9 10	8 10	8 0
		2 x 8	13 7	12 5	11 6	10 10	15 7	13 7	12 2	11 1
		2 x 10	17 4	15 8	14 7	13 8	19 10	18 0	16 5	15 0
		2 x 12	20 11	19 0	17 7	16 7	23 10	21 7	19 8	18 0
	Standard	2 x 6	9 0	7 10	6 11	6 4	9 0	7 10	6 11	6 4
		2 x 8	13 1	11 5	10 2	9 4	13 1	11 5	10 2	9 4
		2 x 10	17 4	15 0	13 5	12 2	17 4	15 0	13 5	12 2
		2 x 12	20 11	19 0	17 0	15 6	22 0	19 1	17 0	15 6
	Utilité	2 x 6	—	—	—	—	—	—	—	—
		2 x 8	11 7	10 1	9 0	8 2	11 7	10 1	9 0	8 2
		2 x 10	16 0	13 10	12 5	11 4	16 0	13 10	12 5	11 4
		2 x 12	18 7	16 1	14 5	13 2	18 7	16 1	14 5	13 2
Épinette de l'Est (3) Sapin baumier Pruche de l'Est	No 1 (Construction)	2 x 6	9 8	8 10	8 2	7 8	11 1	9 11	8 11	8 1
		2 x 8	13 4	12 0	11 2	10 6	15 2	13 6	12 1	11 0
		2 x 10	16 10	15 2	14 2	13 4	19 2	17 1	15 4	14 0
		2 x 12	20 4	18 6	17 1	16 1	23 0	21 0	19 5	18 0
	No 2 Standard	2 x 6	9 8	8 7	7 8	7 0	9 11	8 7	7 8	7 0
		2 x 8	13 4	12 0	11 2	10 5	14 8	12 8	11 5	10 5
		2 x 10	16 10	15 2	14 2	13 4	18 10	16 4	14 6	13 4
		2 x 12	20 4	18 6	17 1	16 1	23 0	21 0	19 1	17 7
Pin gris (4)	No 1 (Construction)	2 x 6	10 0	9 1	8 5	7 11	11 5	10 5	9 6	8 8
		2 x 8	13 7	12 5	11 6	10 10	15 7	14 2	13 0	11 10
		2 x 10	17 4	15 8	14 7	13 8	19 10	18 0	16 5	15 0
		2 x 12	20 11	19 0	17 7	16 7	23 10	21 7	20 0	18 10
	No 2 Standard	2 x 6	10 0	9 1	8 2	7 6	10 7	9 2	8 2	7 6
		2 x 8	13 7	12 5	11 6	10 10	15 7	13 7	12 2	11 1
		2 x 10	17 4	15 8	14 7	13 8	19 10	17 5	15 7	14 2
		2 x 12	20 11	19 0	17 7	16 7	23 10	21 7	20 0	18 8



Tableau II-E

## SOLIVES DE TOIT (1) (suite)

Essences	Catégorie	Dimen- sions nomi- nales	SURCHARGE 40 lb/pi <sup>2</sup>									
			Plafond de plâtre ou de placoplâtre					Autres plafonds				
			Espace ment des solives					Espace ment des solives				
			12 po	16 po	20 po	24 po		12 po	16 po	20 po	24 po	
		po	pi po	pi po	pi po	pi po		pi po	pi po	pi po	pi po	
Pin blanc Pin rouge	No 1	2 x 6	9 5	8 7	7 11	7 6		10 8	9 4	8 4	7 7	
		2 x 8	12 10	11 8	10 10	10 2		14 8	12 8	11 5	10 5	
		2 x 10	16 4	14 10	13 8	12 11		18 7	16 1	14 5	13 1	
		2 x 12	19 8	17 11	16 7	15 7		22 4	20 4	18 6	16 10	
	Marchande et No 2	2 x 6	9 5	8 7	7 8	7 0		9 11	8 7	7 8	7 0	
		2 x 8	12 10	11 8	10 8	9 8		13 10	11 11	10 7	9 8	
		2 x 10	16 4	14 10	13 8	12 6		17 7	15 4	13 8	12 6	
		2 x 12	19 8	17 11	16 7	15 7		22 4	20 2	18 1	16 6	
	Dimension No 1	2 x 6	9 4	8 1	7 2	6 7		9 4	8 1	7 2	6 7	
		2 x 8	12 10	11 5	10 2	9 4		13 1	11 5	10 2	9 4	
		2 x 10	16 4	14 10	13 8	12 6		17 7	15 4	13 8	12 6	
		2 x 12	19 8	17 11	16 7	15 7		22 2	19 4	17 4	15 9	
	Dimension No 2(5)	2 x 6	7 2	6 2	5 7	5 1		7 2	6 2	5 7	5 1	
		2 x 8	10 1	8 10	7 11	7 2		10 1	8 10	7 11	7 2	
		2 x 10	14 0	12 1	10 10	9 11		14 0	12 1	10 10	9 11	
		2 x 12	17 6	15 1	13 6	12 5		17 6	15 1	13 6	12 5	
Peuplier	No 1 (Construction)	2 x 6	9 5	8 7	7 11	7 6		10 8	9 4	8 4	7 7	
		2 x 8	12 10	11 8	10 10	10 2		14 8	12 8	11 5	10 5	
		2 x 10	16 4	14 10	13 8	12 11		18 7	16 1	14 5	13 1	
		2 x 12	19 8	17 11	16 7	15 7		22 4	20 4	18 6	16 10	
	No 2 Standard	2 x 6	9 4	8 1	7 2	6 7		9 4	8 1	7 2	6 7	
		2 x 8	12 10	11 8	10 8	9 8		13 8	11 11	10 8	9 8	
		2 x 10	16 4	14 10	13 8	12 6		17 7	15 4	13 8	12 6	
		2 x 12	19 8	17 11	16 7	15 7		22 4	20 2	18 1	16 6	

## Remarques au tableau II-E:

- (1) Les solives de toit sont des éléments de charpente, horizontaux ou inclinés, qui supportent un plafond ou un toit, mais ne contiennent pas de comble
- (2) Lorsqu'une de ces essences est classifiée selon *Western Wood Products Association Rules*, réduire la portée des membres de 2 po x 6 po comme suit :  
Catégorie construction 6%  
Catégorie standard 8%
- (3) Lorsque l'épinette de l'Est est classifiée selon *Western Wood Products Association Rules*, les portées pour l'épinette de l'Ouest s'appliquent.
- (4) Lorsque ce bois est classifié selon *Western Wood Products Association Rules*, les portées pour le cèdre jaune de la Côte du Pacifique doivent s'appliquer à condition d'apporter les réductions de portée prévues en (2).
- (5) Lorsqu'elles sont classifiées selon *Eastern Pine Grading Committee Rules*, les portées pour le bois de la catégorie Dimension No 2 peuvent être augmentées comme suit :  
2" x 6", 2" x 8" 10%  
2" x 10", 2" x 12" 15%

Tableau II-F

## SOLIVES DE TOIT (1)

Essences	Catégorie	Dimen- sions nomi- nales	SURCHARGE 30 lb/pi²															
			Plafond de plâtre ou de placoplâtre								Autres plafonds							
			Espacement des solives								Espacement des solives							
			12 po		16 po		20 po		24 po		12 po		16 po		20 po		24 po	
		(2) po	pi	po	pi	po	pi	po	pi	po	pi	po	pi	po	pi	po	pi	po
Sapin Douglas, Mélèze de L'Ouest	Construction (dense et non dense)	2 x 6	12	1	11	0	10	2	9	7	13	11	12	7	11	8	11	0
		2 x 8	16	6	15	0	13	11	13	1	18	11	17	2	15	11	15	0
		2 x 10	20	11	19	0	17	8	16	7	23	11	21	10	20	2	19	0
		2 x 12	25	4	23	0	21	5	20	1	29	0	26	4	24	6	23	0
	Standard	2 x 6	12	1	11	0	10	2	9	7	13	11	12	6	11	2	10	2
		2 x 8	16	6	15	0	13	11	13	1	18	11	17	0	15	2	13	11
		2 x 10	20	11	19	0	17	8	16	7	23	11	21	6	19	4	17	7
		2 x 12	25	4	23	0	21	5	20	1	29	0	25	10	23	2	21	1
	Utilité	2 x 6	—		—		—		—		—		—		—		—	
		2 x 8	14	7	12	7	11	4	10	4	14	7	12	7	11	4	10	4
		2 x 10	20	1	17	5	15	6	14	2	20	1	17	5	15	6	14	2
		2 x 12	23	5	20	4	18	0	16	6	23	5	20	4	18	0	16	6
Pruche de la Côte du Pacifique	Construction	2 x 6	11	11	10	10	10	0	9	5	13	7	12	4	11	5	10	10
		2 x 8	16	2	14	8	13	7	12	10	18	6	16	10	15	7	14	8
		2 x 10	20	6	18	7	17	4	16	4	23	5	21	4	19	10	18	7
		2 x 12	24	10	22	6	20	11	19	8	28	5	25	10	23	11	22	6
	Standard	2 x 6	11	11	10	10	10	0	9	5	13	7	12	4	11	2	10	2
		2 x 8	16	2	14	8	13	7	12	10	18	6	16	10	15	2	13	11
		2 x 10	20	6	18	7	17	4	16	4	23	5	21	4	19	4	17	7
		2 x 12	24	10	22	6	20	11	19	8	28	5	25	10	23	2	21	1
	Utilité	2 x 6	—		—		—		—		—		—		—		—	
		2 x 8	13	5	11	7	10	5	9	6	13	5	11	7	10	5	9	6
		2 x 10	18	6	16	0	14	4	13	1	18	6	16	0	14	4	13	1
		2 x 12	21	6	18	7	16	7	15	2	21	6	18	7	16	7	15	2
Épinette (toutes les essences de l'Ouest) Pin de Murray, Pin à bois lourd	Construction	2 x 6	10	8	9	7	8	6	7	10	11	0	9	7	8	6	7	10
		2 x 8	14	7	13	2	12	4	11	7	16	8	15	1	13	6	12	4
		2 x 10	18	6	16	10	15	7	14	8	21	1	19	1	17	1	15	7
		2 x 12	22	5	20	4	18	11	17	8	25	7	22	11	20	6	18	8
	Standard	2 x 6	8	6	7	5	6	7	6	1	8	6	7	5	6	7	6	1
		2 x 8	13	8	11	10	10	7	9	8	13	8	11	10	10	7	9	8
		2 x 10	18	0	15	7	13	11	12	8	18	0	15	7	13	11	12	8
		2 x 12	22	5	19	10	17	8	16	2	22	11	19	10	17	8	16	2
	Utilité	2 x 6	—		—		—		—		—		—		—		—	
		2 x 8	12	1	10	5	9	5	8	6	12	1	10	5	9	5	8	6
		2 x 10	16	7	14	5	12	11	11	10	16	7	14	5	12	11	11	10
		2 x 12	19	4	16	10	15	0	13	8	19	4	16	10	15	0	13	8

Tableau II-F

## SOLIVES DE TOIT (1) (suite)

Essences	Catégorie	Dimen- sions nomi- nales (2)  po	SURCHARGE 30 lb/pi²															
			Plafond de plâtre ou de placoplâtre								Autres plafonds							
			Espacement des solives								Espacement des solives							
			12 po		16 po		20 po		24 po		12 po		16 po		20 po		24 po	
			pi	po	pi	po	pi	po	pi	po	pi	po	pi	po	pi	po	pi	po
Cèdre rouge de l'Ouest Pin blanc de l'Ouest (2)	Construction	2 x 6	10	5	9	5	8	7	7	10	11	1	9	7	8	7	7	10
		2 x 8	14	1	12	10	11	11	11	2	16	2	14	2	12	8	11	7
		2 x 10	17	11	16	4	15	1	14	2	20	6	18	0	16	1	14	8
		2 x 12	21	8	19	8	18	4	17	2	24	10	21	7	19	4	17	7
	Standard	2 x 6	8	10	7	7	6	10	6	2	8	10	7	7	6	10	6	2
		2 x 8	12	11	11	2	10	0	9	1	12	11	11	2	10	0	9	1
		2 x 10	16	11	14	7	13	1	12	0	16	11	14	7	13	1	12	0
		2 x 12	21	6	18	7	16	8	15	4	21	6	18	7	16	8	15	4
	Utilité	2 x 6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
		2 x 8	11	4	9	10	8	10	8	0	11	4	9	10	8	10	8	0
		2 x 10	15	7	13	6	12	1	11	0	15	7	13	6	12	1	11	0
		2 x 12	18	2	15	8	14	1	12	10	18	2	15	8	14	1	12	10
Cèdre jaune de la Côte du Pacifique	Construction	2 x 6	11	0	10	0	9	4	8	8	12	7	11	0	9	10	9	0
		2 x 8	15	0	13	7	12	8	11	11	17	2	15	2	13	7	12	5
		2 x 10	19	0	17	4	16	0	15	1	21	10	19	10	18	5	16	10
		2 x 12	23	0	20	11	19	5	18	4	26	4	23	11	22	1	20	2
	Standard	2 x 6	10	0	8	8	7	10	7	1	10	0	8	8	7	10	7	1
		2 x 8	14	8	12	8	11	5	10	5	14	8	12	8	11	5	10	5
		2 x 10	19	0	16	10	15	0	13	8	19	5	16	10	15	0	13	8
		2 x 12	23	0	20	11	19	1	17	5	24	8	21	5	19	1	17	5
	Utilité	2 x 6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
		2 x 8	13	0	11	4	10	1	9	2	13	0	11	4	10	1	9	2
		2 x 10	17	11	15	6	13	10	12	7	17	11	15	6	13	10	12	7
		2 x 12	20	10	18	0	16	1	14	8	20	10	18	0	16	1	14	8
Épinette de l'Est (3) Sapin baumier Pruche de l'Est	No 1 (Construction)	2 x 6	10	8	9	8	9	0	8	6	12	2	11	1	9	11	9	0
		2 x 8	14	7	13	2	12	4	11	7	16	8	15	1	13	6	13	4
		2 x 10	18	6	16	10	15	7	14	8	21	1	19	1	17	1	15	7
		2 x 12	22	5	20	4	18	11	17	8	25	7	23	4	21	7	20	0
	No 2 Standard	2 x 6	10	8	9	7	8	7	7	10	11	1	9	7	8	7	7	10
		2 x 8	14	7	13	2	12	4	11	7	16	5	14	2	12	8	11	7
		2 x 10	18	6	16	10	15	7	14	8	21	0	18	2	16	4	14	10
		2 x 12	22	5	20	4	18	11	17	8	25	7	23	4	21	6	19	6
Pin gris (4)	No 1 (Construction)	2 x 6	11	0	10	0	9	4	8	8	12	7	11	5	10	7	9	8
		2 x 8	15	0	13	7	12	8	11	11	17	2	15	7	14	6	13	2
		2 x 10	19	0	17	4	16	0	15	1	21	10	19	10	18	5	16	10
		2 x 12	23	0	20	11	19	5	18	4	26	4	23	11	22	2	20	11
	No 2 Standard	2 x 6	11	0	10	0	9	2	8	5	11	11	10	4	9	2	8	5
		2 x 8	15	0	13	7	12	8	11	11	17	2	15	2	13	7	12	5
		2 x 10	19	0	17	4	16	0	15	1	21	10	19	6	17	5	15	11
		2 x 12	23	0	20	11	19	5	18	4	26	4	23	11	22	2	20	11

Tableau II-F

## SOLIVES DE TOIT (1) (suite)

Essences	Catégorie	Dimen- sions nomi- nales (2)	SURCHARGE 30 lb/pi <sup>2</sup>							
			Plafond de plâtre ou de placoplâtre				Autres plafonds			
			Espacement des solives				Espacement des solives			
			12 po	16 po	20 po	24 po	12 po	16 po	20 po	24 po
		po	pi po	pi po	pi po	pi po	pi po	pi po	pi po	pi po
Pin blanc Pin rouge	No 1	2 x 6	10 5	9 5	8 8	8 2	11 11	10 5	9 4	8 6
		2 x 8	14 1	12 10	11 11	11 2	16 2	14 2	12 8	11 7
		2 x 10	17 11	16 4	15 1	14 2	20 6	18 0	16 1	14 8
		2 x 12	21 8	19 8	18 4	17 2	24 10	22 6	20 8	18 11
	Marchande et No 2	2 x 6	10 5	9 5	8 7	7 10	11 1	9 7	8 7	7 10
		2 x 8	14 1	12 10	11 11	10 11	15 5	13 4	11 11	10 11
		2 x 10	17 11	16 4	15 1	13 11	19 8	17 1	15 4	13 11
		2 x 12	21 8	19 8	18 4	17 2	24 10	22 6	20 2	18 4
	Dimension No 1	2 x 6	10 5	9 0	8 1	7 5	10 5	9 0	8 1	7 5
		2 x 8	14 1	12 8	11 5	10 5	14 8	12 8	11 5	10 5
		2 x 10	17 11	16 4	15 1	13 11	19 8	17 1	15 4	13 11
		2 x 12	21 8	19 8	18 4	17 2	24 10	21 6	19 4	17 6
	Dimension No 2(5)	2 x 6	8 0	7 0	6 2	5 8	8 0	7 0	6 2	5 8
		2 x 8	11 4	9 0	8 10	8 0	11 4	9 10	8 10	8 0
		2 x 10	15 7	13 6	12 1	11 0	15 7	13 6	12 1	11 0
		2 x 12	19 6	16 10	15 1	13 8	19 6	16 10	15 1	13 8
Peuplier	No 1 (Construction)	2 x 6	10 5	9 5	8 8	8 2	11 11	10 5	9 4	8 6
		2 x 8	14 1	12 10	11 11	11 2	16 2	14 2	12 8	11 7
		2 x 10	17 11	16 4	15 1	14 2	20 6	18 0	16 1	14 8
		2 x 12	21 8	19 8	18 4	17 2	24 10	22 6	20 8	18 11
	No 2 Standard	2 x 6	10 5	9 0	8 1	7 5	10 5	9 0	8 1	7 5
		2 x 8	14 1	12 10	11 11	10 11	15 5	13 4	11 11	10 11
		2 x 10	17 11	16 4	15 1	13 11	19 8	17 1	15 4	13 11
		2 x 12	21 8	19 8	18 4	17 2	24 10	22 6	20 2	18 4

## Remarques au tableau II-F:

- (1) Les solives de toit sont des éléments de charpente, horizontaux ou inclinés, qui supportent un plafond ou un toit, mais ne contiennent pas de comble
- (2) Lorsqu'une de ces essences est classifiée selon *Western Wood Products Association Rules*, réduire la portée des membres de 2 po x 6 po comme suit :  
Catégorie construction 6%  
Catégorie standard 8%
- (3) Lorsque l'épinette de l'Est est classifiée selon *Western Wood Products Association Rules*, les portées pour l'épinette de l'Ouest s'appliquent.
- (4) Lorsque ce bois est classifié selon *Western Wood Products Association Rules*, les portées pour le cèdre jaune de la Côte du Pacifique doivent s'appliquer à condition d'apporter les réductions de portée prévues en (2).
- (5) Lorsqu'elles sont classifiées selon *Eastern Pine Grading Committee Rules*, les portées pour le bois de la catégorie Dimension No 2 peuvent être augmentées comme suit :  
2" x 6", 2" x 8" 10%  
2" x 10", 2" x 12" 15%

Tableau II-G

## SOLIVES DE TOIT (1)

Essences	Catégorie	Dimen- sions nomi- nales	SURCHARGE 20 lb/pi²															
			Plafond de plâtre ou de placoplâtre								Autres plafonds							
			Espacement des solives								Espacement des solives							
			12 po		16 po		20 po		24 po		12 po		16 po		20 po		24 po	
		po	pi po	pi po	pi po	pi po	pi po	pi po	pi po	pi po	pi po	pi po	pi po	pi po	pi po	pi po		
Sapin Douglas, Mélèze de l'Ouest	Construction (dense et non dense)	2 x 6	13	10	12	7	11	8	11	0	15	11	14	5	13	5	12	7
		2 x 8	18	11	17	2	15	11	15	0	21	8	19	8	18	3	17	2
		2 x 10	23	11	21	9	20	2	19	0	27	5	24	11	23	2	21	9
		2 x 12	29	0	26	4	24	6	23	0	33	2	30	2	28	0	26	4
	Standard	2 x 6	13	10	12	7	11	8	11	0	15	11	14	5	12	10	11	9
		2 x 8	18	11	17	2	15	11	15	0	21	8	19	8	17	7	16	0
		2 x 10	23	11	21	9	20	2	19	0	27	5	24	10	22	3	20	4
		2 x 12	29	0	26	4	24	6	23	0	33	2	30	1	26	11	24	7
	Utilité	2 x 6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
		2 x 8	16	10	14	7	13	1	11	11	16	10	14	7	13	1	11	11
		2 x 10	23	2	20	1	17	11	16	5	23	2	20	1	17	11	16	5
		2 x 12	27	3	23	7	21	1	19	3	27	3	23	7	21	1	19	3
Pruche de la Côte du Pacifique	Construction	2 x 6	13	7	12	4	11	5	10	9	15	6	14	1	13	1	12	4
		2 x 8	18	6	16	10	15	7	14	8	21	2	19	3	17	10	16	10
		2 x 10	23	5	21	4	19	9	18	7	26	10	24	5	22	8	21	4
		2 x 12	28	5	25	9	23	11	22	6	32	6	20	5	27	5	25	9
	Standard	2 x 6	13	7	12	4	11	5	10	9	15	6	14	1	12	10	11	9
		2 x 8	18	6	16	10	15	7	14	8	21	2	19	3	17	7	16	0
		2 x 10	23	5	21	4	19	9	18	7	26	10	24	5	22	3	20	4
		2 x 12	28	5	25	9	23	11	22	6	32	6	29	6	26	11	24	7
	Utilité	2 x 6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
		2 x 8	15	6	13	5	12	0	11	0	15	6	13	5	12	0	11	0
		2 x 10	21	4	18	6	16	6	15	1	21	4	18	6	16	6	15	1
		2 x 12	24	11	21	7	19	4	17	8	24	11	21	7	19	4	17	8
Épinette (toutes les essences de l'Ouest) Pin de Murray, Pin à bois lourd	Construction	2 x 6	12	3	11	0	9	10	9	0	12	9	11	0	9	10	9	0
		2 x 8	16	8	15	2	14	1	13	3	19	1	17	4	15	7	14	3
		2 x 10	21	3	19	2	17	10	16	9	24	2	22	0	19	9	18	0
		2 x 12	25	7	23	3	21	7	20	4	29	4	26	7	23	11	21	10
	Standard	2 x 6	9	11	8	7	7	8	7	0	9	11	8	7	7	0	7	0
		2 x 8	15	9	13	8	12	3	11	2	15	9	13	8	12	3	11	2
		2 x 10	20	9	17	11	16	1	14	8	20	9	17	11	16	1	14	8
		2 x 12	25	7	23	2	20	8	18	11	26	9	23	2	20	8	18	11
	Utilité	2 x 6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
		2 x 8	13	11	12	1	10	10	9	10	13	11	12	1	10	10	9	10
		2 x 10	19	2	16	7	14	10	13	7	19	2	16	7	14	10	13	7
		2 x 12	22	5	19	5	17	5	15	10	22	5	19	5	17	5	15	10

Tableau II-G

## SOLIVES DE TOIT (1) (suite)

Essences	Catégorie	Dimen- sions nomi- nales	SURCHARGE 20 lb/pi <sup>2</sup>							
			Plafond de plâtre ou de placoplâtre				Autres plafonds			
			Espacement des solives				Espacement des solives			
			12 po	16 po	20 po	24 po	12 po	16 po	20 po	24 po
		po	pi po	pi po	pi po	pi po	pi po	pi po	pi po	pi po
Cèdre rouge de l'Ouest Pin blanc de l'Ouest (2)	Construction	2 x 6	11 10	10 9	9 11	9 1	12 9	11 1	9 11	9 1
		2 x 8	16 2	14 8	13 8	12 10	18 6	16 5	14 8	13 5
		2 x 10	20 6	18 7	17 3	16 3	23 5	20 9	18 7	16 11
		2 x 12	24 10	22 6	20 11	19 8	28 5	25 2	22 6	20 6
	Standard	2 x 6	10 1	8 9	7 10	7 2	10 1	8 9	7 10	7 2
		2 x 8	14 11	12 11	11 6	10 6	14 11	12 11	11 6	10 6
		2 x 10	19 6	16 11	15 1	13 10	19 6	16 11	15 1	13 10
		2 x 12	24 10	21 9	19 6	17 9	25 2	21 9	19 6	17 9
	Utilité	2 x 6	—	—	—	—	—	—	—	—
		2 x 8	13 1	11 4	10 2	9 3	13 1	11 4	10 2	9 3
		2 x 10	18 0	15 7	13 11	12 9	18 0	15 7	13 11	12 9
		2 x 12	21 2	18 4	16 5	15 0	21 2	18 4	16 5	15 0
Cèdre jaune de la Côte du Pacifique	Construction	2 x 6	12 7	11 5	10 8	10 0	14 5	12 8	11 4	10 4
		2 x 8	17 2	15 7	14 6	13 8	19 8	17 7	15 9	14 4
		2 x 10	21 9	19 9	18 4	17 3	24 11	22 8	21 0	19 4
		2 x 12	26 4	23 11	22 3	20 11	30 2	27 5	25 5	23 5
	Standard	2 x 6	11 7	10 0	9 0	8 2	11 7	10 0	9 0	8 2
		2 x 8	17 0	14 8	12 2	12 0	17 0	14 8	13 2	12 0
		2 x 10	21 9	19 4	17 4	15 10	22 4	19 4	17 4	15 10
		2 x 12	26 4	23 11	22 3	20 4	28 8	24 10	22 3	20 4
	Utilité	2 x 6	—	—	—	—	—	—	—	—
		2 x 8	15 0	13 0	11 8	10 7	15 0	13 0	11 8	10 7
		2 x 10	20 7	17 10	16 0	14 7	20 7	17 10	16 0	14 7
		2 x 12	24 2	21 0	18 9	17 1	24 2	21 0	18 9	17 1
Épinette de l'Est (3) Sapin baumier Pruche de l'Est	No 1 (Construction)	2 x 6	12 3	11 1	10 4	9 9	14 0	12 0	11 5	10 5
		2 x 8	16 8	15 2	14 1	13 3	19 1	17 4	15 7	14 3
		2 x 10	21 2	19 2	17 10	16 9	24 2	22 0	19 9	18 0
		2 x 12	25 7	23 3	21 7	20 4	29 4	26 7	24 9	23 3
	No 2 Standard	2 x 6	12 3	11 1	9 11	9 0	12 9	11 1	9 11	9 0
		2 x 8	16 8	15 2	14 1	13 3	18 11	16 5	14 8	13 5
		2 x 10	21 2	19 2	17 10	16 9	24 2	21 0	18 9	17 2
		2 x 12	25 7	23 3	21 7	20 4	29 4	26 7	24 9	22 9
Pin gris (4)	No 1 (Construction)	2 x 6	12 7	11 5	10 8	10 0	14 5	13 1	12 2	11 2
		2 x 8	17 2	15 7	14 6	13 8	19 8	17 10	16 7	15 3
		2 x 10	21 9	19 9	18 4	17 3	24 11	22 8	21 0	19 4
		2 x 12	26 4	23 11	22 3	20 11	30 2	27 5	25 5	23 11
	No 2 Standard	2 x 6	12 7	11 5	10 8	9 8	13 9	11 11	10 8	9 8
		2 x 8	17 2	15 7	14 6	13 8	19 8	17 7	15 9	14 4
		2 x 10	21 9	19 9	18 4	17 3	24 11	22 6	21 0	18 4
		2 x 12	26 4	23 11	22 3	20 11	30 2	27 5	25 5	23 11

Tableau II-G

## SOLIVES DE TOIT (1) (suite)

Essences	Catégorie	Dimen- sions nomi- nales	SURCHARGE 20 lb/pi <sup>2</sup>									
			Plafond de plâtre ou de placoplâtre					Autres plafonds				
			Espacement des solives					Espacement des solives				
			12 po	16 po	20 po	24 po		12 po	16 po	20 po	24 po	
		po	pi po	pi po	pi po	pi po		pi po	pi po	pi po	pi po	
Pin blanc Pin rouge	No 1	2 x 6	11 10	10 9	10 0	9 5		13 7	12 0	10 9	9 10	
		2 x 8	16 2	14 8	13 8	12 10		18 6	16 5	14 8	13 5	
		2 x 10	20 6	18 7	17 3	16 3		23 5	20 9	18 7	16 11	
		2 x 12	24 10	22 6	20 11	19 8		28 5	25 9	23 11	22 0	
	Marchande et No 2	2 x 6	11 10	10 9	9 11	9 0		12 9	11 1	9 11	9 0	
		2 x 8	16 2	14 8	13 8	12 7		17 9	15 4	13 9	12 7	
		2 x 10	20 6	18 7	17 3	16 1		22 9	19 9	17 8	16 1	
		2 x 12	24 10	22 6	20 11	19 8		28 5	25 9	23 5	21 5	
	Dimension No 1	2 x 6	11 10	10 5	9 4	8 6		12 0	10 5	9 4	8 0	
		2 x 8	16 2	14 8	13 2	12 0		17 0	14 8	13 2	12 0	
		2 x 10	20 6	18 7	17 3	16 1		22 9	19 9	17 8	16 1	
		2 x 12	24 10	22 6	20 11	19 8		28 5	25 2	22 6	20 6	
	Dimension No 2 (5)	2 x 6	9 3	8 0	7 2	6 7		9 3	8 0	7 2	6 7	
		2 x 8	13 1	11 4	10 2	9 3		13 1	11 4	10 2	9 3	
		2 x 10	18 0	15 7	13 11	12 9		18 0	15 7	13 11	12 9	
		2 x 12	22 10	19 9	17 8	16 2		22 10	19 9	17 8	16 2	
Peuplier	No 1 (Construction)	2 x 6	11 10	10 9	10 0	9 5		13 7	12 0	10 9	9 10	
		2 x 8	16 2	14 8	13 8	12 10		18 6	16 5	14 8	13 5	
		2 x 10	20 6	18 7	17 3	16 3		23 5	20 9	18 7	16 11	
		2 x 12	24 10	22 6	20 11	19 8		28 5	25 9	23 11	22 0	
	No 2 Standard	2 x 6	11 10	10 5	9 4	8 6		12 0	10 5	9 4	8 6	
		2 x 8	16 2	14 8	13 8	12 7		17 9	15 4	13 9	12 7	
		2 x 10	20 6	18 7	17 3	16 1		22 9	19 9	17 8	16 1	
		2 x 12	24 10	22 6	20 11	19 8		28 5	25 9	23 5	21 5	

## Remarques au tableau II-G:

- (1) Les solives de toit sont des éléments de charpente, horizontaux ou inclinés, qui supportent un plafond ou un toit, mais ne contiennent pas de comble.
- (2) Lorsqu'une de ces essences est classifiée selon *Western Wood Products Association Rules*, réduire la portée des membres de 2 po x 6 po comme suit :  
Catégorie construction 6%  
Catégorie standard 8%
- (3) Lorsque l'épinette de l'Est est classifiée selon *Western Wood Products Association Rules*, les portées pour l'épinette de l'Ouest s'appliquent.
- (4) Lorsque ce bois est classifié selon *Western Wood Products Association Rules*, les portées pour le cèdre jaune de la Côte du Pacifique doivent s'appliquer à condition d'apporter les réductions de portée prévues en (2).
- (5) Lorsqu'elles sont classifiées selon *Eastern Pine Grading Committee Rules*, les portées pour le bois de la catégorie Dimension No 2 peuvent être augmentées comme suit :  
2" x 6", 2" x 8" 10%  
2" x 10", 2" x 12" 15%

Tableau II-H

## CHEVRONS (1)

Essences	Catégorie	Dimen- sions nomi- nales	SURCHARGE 50 lb/pi <sup>2</sup>				SURCHARGE 40 lb/pi <sup>2</sup>			
			Espacement des chevrons				Espacement des chevrons			
			12 po	16 po	20 po	24 po	12 po	16 po	20 po	24 po
		po	pi po	pi po	pi po	pi po	pi po	pi po	pi po	pi po
Sapin Douglas, Mélèze de l'Ouest	Construction	2 x 4	6 8	5 10	5 1	4 8	7 4	6 5	5 8	5 2
		2 x 6	12 11	11 8	10 6	9 7	13 11	12 7	11 7	10 7
		2 x 8	17 7	16 0	14 5	13 1	18 11	17 2	15 10	14 6
		2 x 10	22 2	20 2	18 2	16 7	24 0	21 10	20 1	18 4
	Standard	2 x 4	—	—	—	—	—	—	—	—
		2 x 6	12 2	10 6	9 5	8 7	13 5	11 7	10 5	9 6
		2 x 8	16 7	14 5	12 10	11 8	18 4	15 11	14 2	12 11
		2 x 10	21 0	18 2	16 4	14 11	23 2	20 1	18 0	16 5
	Utilité	2 x 4	—	—	—	—	—	—	—	—
		2 x 6	—	—	—	—	—	—	—	—
		2 x 8	12 4	10 8	9 7	8 8	13 7	11 10	10 8	9 7
		2 x 10	17 0	14 8	13 1	12 0	18 8	16 2	14 6	13 2
Pruche de la Côte du Pacifique	Construction	2 x 4	6 1	5 4	4 8	4 4	6 10	5 11	5 2	4 10
		2 x 6	12 7	11 5	10 6	9 7	13 7	12 4	11 5	10 7
		2 x 8	17 2	15 7	14 5	13 1	18 6	16 10	15 7	14 6
		2 x 10	21 10	19 10	18 2	16 7	23 5	21 4	19 10	18 4
	Standard	2 x 4	—	—	—	—	—	—	—	—
		2 x 6	12 2	10 6	9 5	8 7	13 5	11 7	10 5	9 6
		2 x 8	16 7	14 5	12 10	11 8	18 4	15 11	14 2	12 11
		2 x 10	21 0	18 2	16 4	14 11	23 2	20 1	18 0	16 5
	Utilité	2 x 4	—	—	—	—	—	—	—	—
		2 x 6	—	—	—	—	—	—	—	—
		2 x 8	11 5	9 10	8 10	8 0	12 6	10 11	9 8	8 11
		2 x 10	15 7	13 6	12 1	11 0	17 2	14 11	13 5	12 2
Épinette, toutes les essences Pin de Murray, Pin à bois lourd	Construction	2 x 4	5 6	4 10	4 4	3 11	6 1	5 2	4 8	4 4
		2 x 6	9 4	8 1	7 2	6 7	10 4	8 11	8 0	7 2
		2 x 8	14 8	12 10	11 5	10 5	16 2	14 1	12 7	11 6
		2 x 10	18 8	16 1	14 5	13 2	20 7	17 10	15 11	14 7
	Standard	2 x 4	—	—	—	—	—	—	—	—
		2 x 6	7 2	6 2	5 7	5 1	8 0	6 11	6 2	5 7
		2 x 8	11 7	10 0	9 0	8 2	12 10	11 0	9 11	9 0
		2 x 10	15 2	13 2	11 10	10 8	16 10	14 6	13 0	11 11
	Utilité	2 x 4	—	—	—	—	—	—	—	—
		2 x 6	—	—	—	—	—	—	—	—
		2 x 8	10 2	8 10	7 11	7 2	11 4	9 10	8 8	8 0
		2 x 10	14 0	12 2	10 11	9 11	15 6	13 5	12 0	11 0



Tableau II-H

## CHEVRONS (1) (suite)

Essences	Catégorie	Dimen- sions nomi- nales	SURCHARGE 50 lb/pi <sup>2</sup>				SURCHARGE 40 lb/pi <sup>2</sup>			
			Espacement des chevrons				Espacement des chevrons			
			12 po	16 po	20 po	24 po	12 po	16 po	20 po	24 po
		po	pi po	pi po	pi po	pi po	pi po	pi po	pi po	pi po
Cèdre rouge de l'Ouest Pin blanc de l'Ouest (2)	Construction	2 x 4	5 2	4 6	4 0	3 8	5 8	4 11	4 5	4 0
		2 x 6	9 5	8 1	7 2	6 7	10 4	8 11	8 0	7 4
		2 x 8	13 10	12 0	10 8	9 10	15 4	13 2	11 10	10 10
		2 x 10	17 6	15 2	13 7	12 5	19 5	16 10	15 0	13 8
	Standard	2 x 4	—	—	—	—	—	—	—	—
		2 x 6	7 5	6 5	5 10	5 2	8 2	7 1	6 4	5 10
		2 x 8	10 11	9 5	8 5	7 8	12 0	10 5	9 4	8 6
		2 x 10	14 4	12 5	11 1	10 1	15 10	13 8	12 2	11 1
	Utilité	2 x 4	—	—	—	—	—	—	—	—
		2 x 6	—	—	—	—	—	—	—	—
		2 x 8	9 7	8 4	7 5	6 10	10 7	9 2	8 2	7 6
		2 x 10	13 2	11 5	10 2	9 4	14 7	12 7	11 4	10 4
Cèdre jaune de la Côte du Pacifique	Construction	2 x 4	5 11	5 1	4 7	4 2	6 6	5 8	5 1	4 7
		2 x 6	10 8	9 4	8 4	7 7	11 10	10 2	9 1	8 4
		2 x 8	14 11	12 11	11 7	10 6	16 5	14 2	12 8	11 7
		2 x 10	20 0	17 5	15 6	14 2	21 10	19 1	17 1	15 7
	Standard	2 x 4	—	—	—	—	—	—	—	—
		2 x 6	8 6	7 4	6 7	6 0	9 4	8 1	7 2	6 7
		2 x 8	12 5	10 10	9 7	8 2	13 8	11 11	10 7	9 8
		2 x 10	16 4	14 2	12 8	11 7	18 0	15 7	14 0	12 10
	Utilité	2 x 4	—	—	—	—	—	—	—	—
		2 x 6	—	—	—	—	—	—	—	—
		2 x 8	11 0	9 6	8 6	7 10	12 1	10 6	9 5	8 7
		2 x 10	15 1	13 1	11 8	10 8	16 7	14 5	12 11	11 10
Épinette de l'Est (3) Sapin baumier Pruche de l'Est	No 1 (Construction)	2 x 4	5 6	4 10	4 4	3 11	6 1	5 2	4 8	4 4
		2 x 6	10 10	9 5	8 5	7 7	11 11	10 4	9 2	8 5
		2 x 8	14 8	12 10	11 5	10 5	16 2	14 1	12 7	11 6
		2 x 10	18 8	16 2	14 5	13 2	20 7	17 10	15 11	14 7
	No 2 Standard	2 x 4	4 10	4 3	3 9	3 5	5 5	4 7	4 2	3 9
		2 x 6	9 5	8 1	7 2	6 7	10 4	8 11	8 0	7 4
		2 x 8	13 11	12 0	10 8	9 10	15 4	13 2	11 10	10 10
		2 x 10	17 8	15 5	13 8	12 6	19 7	16 11	15 2	13 10
Pin gris (4)	No 1 (Construction)	2 x 4	5 11	5 1	4 7	4 2	6 6	5 8	5 1	4 7
		2 x 6	11 7	10 0	9 0	8 2	12 7	11 1	9 11	9 0
		2 x 8	15 10	13 8	12 4	11 2	17 2	15 1	13 6	12 4
		2 x 10	20 0	17 5	15 6	14 2	21 10	19 1	17 1	15 7
	No 2 Standard	2 x 4	5 2	4 6	4 1	3 8	5 9	5 0	4 6	4 1
		2 x 6	10 0	8 8	7 10	7 1	11 1	9 7	8 7	7 10
		2 x 8	14 11	12 11	11 6	10 6	16 5	14 2	12 8	11 7
		2 x 10	19 0	16 6	14 8	13 5	21 0	18 2	16 2	14 10

Tableau II-H

## CHEVRONS (1) (suite)

Essences	Catégorie	Dimen- sions nomi- nales	SURCHARGE 50 lb/pi <sup>2</sup>				SURCHARGE 40 lb/pi <sup>2</sup>			
			Espacement des chevrons				Espacement des chevrons			
			12 po	16 po	20 po	24 po	12 po	16 po	20 po	24 po
		po	pi po	pi po	pi po	pi po	pi po	pi po	pi po	pi po
Pin blanc Pin rouge	No 1	2 x 4	6 10	5 11	5 4	4 10	7 6	6 6	5 10	5 4
		2 x 6	10 2	8 10	7 11	7 2	11 2	9 8	8 8	7 11
		2 x 8	13 10	12 0	10 8	9 10	15 4	13 2	11 10	10 10
		2 x 10	17 6	15 2	13 7	12 5	19 5	16 10	15 0	13 5
	Marchande et No 2	2 x 4	6 1	5 2	4 8	4 4	6 8	5 10	5 2	4 8
		2 x 6	9 5	8 1	7 2	6 7	10 4	8 11	8 0	7 4
		2 x 8	13 0	11 3	10 1	9 2	14 4	12 5	11 1	10 1
		2 x 10	16 8	14 5	12 11	11 10	18 5	15 11	14 2	13 0
	Dimension No 1	2 x 4	5 2	4 6	4 0	3 8	5 8	4 11	4 5	4 0
		2 x 6	8 10	7 7	6 10	6 2	9 8	8 5	7 6	6 11
		2 x 8	12 5	10 10	9 7	8 10	13 8	11 11	10 7	9 8
		2 x 10	16 8	14 5	12 11	11 10	18 5	15 11	14 2	13 0
	Dimension No 2 (5)	2 x 4	—	—	—	—	—	—	—	—
		2 x 6	6 10	5 11	5 4	4 10	7 6	6 6	5 10	5 4
		2 x 8	9 7	8 4	7 5	6 10	10 7	9 2	8 2	7 6
		2 x 10	13 2	11 5	10 2	9 4	14 7	12 7	11 4	10 4
Peuplier	No 1 (Construction)	2 x 4	5 2	4 6	4 0	3 8	5 8	4 11	4 5	4 0
		2 x 6	10 2	8 10	7 11	7 2	11 2	9 8	8 8	7 11
		2 x 8	13 10	12 0	10 8	9 10	15 4	13 2	11 10	10 10
		2 x 10	17 6	15 2	13 7	12 5	19 5	16 10	15 0	13 8
	No 2 Standard	2 x 4	—	—	—	—	—	—	—	—
		2 x 6	8 10	7 7	6 10	6 2	9 8	8 5	7 6	6 11
		2 x 8	13 0	11 2	10 1	9 2	14 4	12 5	11 1	10 1
		2 x 10	16 8	14 5	12 11	11 10	18 5	15 11	14 2	13 0

## Remarques au tableau II-H:

- (1) Les chevrons sont des éléments de charpente de toits inclinés, qui ne supportent pas un plafond et qui contiennent un comble.
- (2) Lorsqu'une de ces essences est classifiée selon *Western Wood Products Association Rules*, réduire la portée des membres de 2 po x 6 po comme suit :  
Catégorie construction 6%  
Catégorie standard 8%
- (3) Lorsque l'épinette de l'Est est classifiée selon *Western Wood Products Association Rules*, les portées pour l'épinette de l'Ouest s'appliquent.
- (4) Lorsque ce bois est classifié selon *Western Wood Products Association Rules*, les portées pour le cèdre jaune de la Côte du Pacifique doivent s'appliquer à condition d'apporter les réductions de portée prévues en (2).
- (5) Lorsqu'elles sont classifiées selon *Eastern Pine Grading Committee Rules*, les portées pour le bois de la catégorie Dimension No 2 peuvent être augmentées comme suit :  
2" x 6", 2" x 8" 10%  
2" x 10", 2" x 12" 15%

Tableau II-I

## CHEVRONS (1)

Essences	Catégorie	Dimen- sions nomi- nales	SURCHARGE 30 lb/pi <sup>2</sup>				SURCHARGE 20 lb/pi <sup>2</sup>			
			Espacement des solives				Espacement des solives			
			12 po	16 po	20 po	24 po	12 po	16 po	20 po	24 po
		po	pi po	pi po	pi po	pi po	pi po	pi po	pi po	pi po
Sapin Douglas, Mélèze de l'Ouest	Construction	2 x 4	8 4	7 2	6 5	5 11	9 9	8 5	7 7	6 11
		2 x 6	15 4	13 11	12 11	12 0	17 6	15 11	14 9	13 10
		2 x 8	20 10	18 11	17 7	16 5	23 10	21 8	20 1	18 11
		2 x 10	26 5	24 0	22 2	20 8	30 2	27 5	25 5	23 11
	Standard	2 x 4	—	—	—	—	—	—	—	—
		2 x 6	15 2	13 1	11 10	10 8	17 6	15 6	13 10	12 7
		2 x 8	20 8	17 11	16 0	14 7	23 10	21 1	18 10	17 3
		2 x 10	26 2	22 8	20 4	18 6	30 2	26 8	23 11	21 10
	Utilité	2 x 4	—	—	—	—	—	—	—	—
		2 x 6	—	—	—	—	—	—	—	—
		2 x 8	15 5	13 4	11 11	10 11	18 1	15 8	14 0	12 10
		2 x 10	21 2	18 4	16 5	15 0	24 11	21 7	19 3	17 7
Pruche de la Côte du Pacifique	Construction	2 x 4	7 7	6 7	5 11	5 5	9 0	9 9	7 0	6 4
		2 x 6	14 11	13 7	12 7	11 11	17 1	15 6	14 5	13 7
		2 x 8	20 5	18 6	17 2	16 2	23 4	21 2	19 8	18 6
		2 x 10	25 10	23 5	21 10	20 6	29 6	26 10	24 11	23 5
	Standard	2 x 4	—	—	—	—	—	—	—	—
		2 x 6	14 11	13 1	11 10	10 8	17 1	15 6	13 10	12 7
		2 x 8	20 5	17 11	16 0	14 7	23 4	21 1	18 10	17 3
		2 x 10	25 10	22 8	20 4	18 6	29 6	26 8	23 11	21 10
	Utilité	2 x 4	—	—	—	—	—	—	—	—
		2 x 6	—	—	—	—	—	—	—	—
		2 x 8	14 2	12 4	11 0	10 0	16 8	14 5	12 11	11 10
		2 x 10	19 6	16 11	15 1	13 10	22 11	19 10	17 9	16 3
Épinette, (toutes les essences) Pin de Murray, Pin à bois lourd	Construction	2 x 4	6 11	5 11	5 4	4 10	8 1	7 0	6 3	5 8
		2 x 6	11 7	10 0	9 0	8 4	13 8	11 10	10 8	9 8
		2 x 8	18 5	15 11	14 2	13 0	21 0	18 9	16 9	15 3
		2 x 10	23 4	20 1	18 0	16 5	26 8	23 8	21 2	19 4
	Standard	2 x 4	—	—	—	—	—	—	—	—
		2 x 6	9 0	7 10	7 0	6 4	10 8	9 3	8 3	7 6
		2 x 8	14 5	12 6	11 2	10 2	16 11	11 8	13 2	12 0
		2 x 10	19 0	16 5	14 8	13 5	22 4	19 4	17 3	15 9
	Utilité	2 x 4	—	—	—	—	—	—	—	—
		2 x 6	—	—	—	—	—	—	—	—
		2 x 8	12 8	11 0	9 11	9 0	15 0	13 0	11 7	10 7
		2 x 10	17 6	15 2	13 7	12 5	20 7	17 10	16 0	14 7

Tableau II-1

## CHEVRONS (1) (suite)

Essences	Catégorie	Dimensions nomi- nales	SURCHARGE 30 lb/pi <sup>2</sup>				SURCHARGE 20 lb/pi <sup>2</sup>			
			Espacement des solives				Espacement des solives			
			12 po	16 po	20 po	24 po	12 po	16 po	20 po	24 po
		po	pi po	pi po	pi po	pi po	pi po	pi po	pi po	pi po
Cèdre rouge de l'Ouest Pin blanc de l'Ouest (2)	Construction	2 x 4	6 6	5 7	5 0	4 7	7 7	6 7	5 11	5 4
		2 x 6	11 8	10 1	9 0	8 2	13 9	11 11	10 8	9 9
		2 x 8	17 4	15 0	13 5	12 2	20 4	17 7	15 9	14 4
		2 x 10	21 11	19 0	17 0	15 6	25 9	22 4	19 11	18 2
	Standard	2 x 4	—	—	—	—	—	—	—	—
		2 x 6	9 2	8 0	7 2	6 6	10 10	9 4	8 4	7 7
		2 x 8	13 7	11 10	10 6	9 7	16 0	13 10	12 5	11 4
		2 x 10	17 10	15 5	13 10	12 7	21 0	18 2	16 3	14 10
	Utilité	2 x 4	—	—	—	—	—	—	—	—
		2 x 6	—	—	—	—	—	—	—	—
		2 x 8	11 11	10 5	9 4	8 5	14 1	12 2	10 11	9 11
		2 x 10	16 5	14 2	12 8	11 7	19 4	16 9	15 0	13 8
Cèdre jaune de la Côte du Pacifique	Construction	2 x 4	7 5	6 5	5 8	5 2	8 8	7 6	6 9	6 2
		2 x 6	13 4	11 7	10 4	9 5	15 9	13 7	12 2	11 1
		2 x 8	18 6	16 1	14 5	13 1	21 8	18 11	16 11	15 5
		2 x 10	24 0	21 7	19 5	17 8	27 5	24 11	22 9	20 10
	Standard	2 x 4	—	—	—	—	—	—	—	—
		2 x 6	10 7	9 1	8 2	7 6	12 5	10 10	9 7	8 10
		2 x 8	15 6	13 5	12 0	11 0	18 3	15 9	14 1	12 11
		2 x 10	20 5	17 8	15 10	14 5	24 0	20 9	18 7	17 0
	Utilité	2 x 4	—	—	—	—	—	—	—	—
		2 x 6	—	—	—	—	—	—	—	—
		2 x 8	13 8	11 11	10 7	9 8	16 2	14 0	12 6	11 5
		2 x 10	18 10	16 4	14 7	13 4	22 2	19 2	17 2	15 8
Épinette de l'Est (3) Sapin baumier Pruche de l'Est	No 1 (Construction)	2 x 4	6 11	5 11	5 4	4 10	8 1	7 0	6 3	5 8
		2 x 6	13 6	11 8	10 5	9 6	15 5	13 9	12 3	11 2
		2 x 8	18 6	15 11	14 2	13 0	21 0	18 0	16 9	15 3
		2 x 10	23 4	20 1	18 0	16 5	26 8	23 8	21 2	19 4
	No 2 Standard	2 x 4	6 1	5 2	4 8	4 3	7 2	6 2	5 6	5 0
		2 x 6	11 8	10 1	9 0	8 2	13 9	11 11	10 8	9 8
		2 x 8	17 4	15 0	13 5	12 2	20 4	17 7	15 9	14 4
		2 x 10	22 1	19 2	17 1	15 7	26 0	22 6	20 2	18 5
Pin gris (4)	No 1 (Construction)	2 x 4	7 5	6 5	5 8	5 2	8 8	7 6	6 9	6 2
		2 x 6	13 11	12 6	11 2	10 2	15 11	14 5	13 2	12 0
		2 x 8	18 11	17 1	15 4	13 11	21 8	19 8	18 0	16 5
		2 x 10	24 0	21 7	19 5	17 8	27 5	24 11	22 9	20 10
	No 2 Standard	2 x 4	6 6	5 8	5 0	4 7	7 8	6 7	5 11	5 5
		2 x 6	12 6	10 10	9 8	8 11	14 9	12 9	11 5	10 5
		2 x 8	18 6	16 1	14 5	13 1	21 8	18 11	16 11	15 5
		2 x 10	23 8	20 6	18 5	16 10	27 5	24 2	21 7	19 9

Tableau II-1

## CHEVRONS (1) (suite)

Essences	Catégorie	Dimen- sions nomi- nales	SURCHARGE 30 lb/pi <sup>2</sup>				SURCHARGE 20 lb/pi <sup>2</sup>			
			Espacement des solives				Espacement des solives			
			12 po	16 po	20 po	24 po	12 po	16 po	20 po	24 po
		po	pi po	pi po	pi po	pi po	pi po	pi po	pi po	pi po
Pin blanc Pin rouge	No 1	2 x 4	8 6	7 4	6 7	6 0	9 10	8 8	7 9	7 1
		2 x 6	12 8	11 0	9 10	9 0	14 11	12 11	11 7	10 6
		2 x 8	17 4	15 0	13 5	12 2	20 4	17 7	15 9	14 4
		2 x 10	21 11	19 0	17 0	15 6	25 9	22 4	19 11	18 2
	Marchande et No 2	2 x 4	7 6	6 6	5 10	5 4	8 10	7 8	6 10	6 3
		2 x 6	11 8	10 1	9 0	8 2	13 9	11 11	10 8	9 8
		2 x 8	16 2	14 0	12 6	11 6	19 1	16 6	14 9	13 6
		2 x 10	20 10	18 0	16 1	14 8	24 5	21 2	18 11	17 4
	Dimension No 1	2 x 4	6 6	5 7	5 0	4 7	7 7	6 7	5 11	5 11
		2 x 6	11 0	9 6	8 6	7 10	12 11	11 2	10 0	9 2
		2 x 8	15 6	13 5	12 0	11 0	18 3	15 9	14 1	12 11
		2 x 10	20 10	18 0	16 1	14 8	24 5	21 2	18 11	17 4
	Dimension No 2(5)	2 x 4	—	—	—	—	—	—	—	—
		2 x 6	8 6	7 4	6 7	6 0	9 11	8 7	7 8	7 0
		2 x 8	11 11	10 4	9 4	8 5	14 1	12 2	10 11	9 11
		2 x 10	16 5	14 2	12 8	11 7	19 4	16 9	15 0	13 8
Peuplier	No 1 (Construction)	2 x 4	6 6	5 7	5 0	4 7	7 7	6 7	5 11	5 4
		2 x 6	12 8	11 0	9 10	9 0	14 11	12 11	11 7	10 6
		2 x 8	17 4	15 0	13 5	12 2	20 4	17 7	15 9	14 4
		2 x 10	21 11	19 0	17 0	15 6	25 9	22 4	19 11	18 2
	No 2 Standard	2 x 4	—	—	—	—	—	—	—	—
		2 x 6	11 0	9 6	8 6	7 10	12 11	11 2	10 0	9 2
		2 x 8	16 2	14 0	12 6	11 6	19 1	16 6	14 9	13 6
		2 x 10	20 10	18 0	16 1	14 8	24 5	21 2	18 11	17 4

## Remarques au tableau II-1:

- (1) Les chevrons sont des éléments de charpente de toits inclinés, qui ne supportent pas un plafond et qui contiennent un comble.
- (2) Lorsqu'une de ces essences est classifiée selon *Western Wood Products Association Rules*, réduire les portées des membres de 2 po x 6 po comme suit :  
Catégorie construction 6%  
Catégorie standard 8%
- (3) Lorsque l'épINETTE de l'Est est classifiée selon *Western Wood Products Association Rules*, les portées pour l'épINETTE de l'Ouest s'appliquent.
- (4) Lorsque ce bois est classifié selon *Western Wood Products Association Rules*, les portées pour le cèdre jaune de la Côte du Pacifique doivent s'appliquer en apportant les réductions de portée prévues en (2).<sup>a</sup>
- (5) Lorsqu'elles sont classifiées selon *Eastern Pine Grading Committee Rules*, les portées pour le bois de la catégorie Dimension No 2 peuvent être augmentées comme suit :  
2" x 6", 2" x 8" 10%  
2" x 10", 2" x 12" 15%

Tableau II-J

**PORTÉES MAXIMALES DES POUTRES COMPOSITES EN BOIS AU SOUS-SOL, À LA CAVE  
ET DANS UN VIDE SANITAIRE, LOGEMENTS À 2 ÉTAGES (1) (4)**

Essences	Catégorie	Longueur de solive appuyée (2) (3)	Dimensions de la poutre composite, po (5), (6), (7)							
			3-2 x 8	4-2 x 8	3-2 x 10	4-2 x 10	3-2 x 12	4-2 x 12		
		pi	pi po	pi po	pi po	pi po	pi po	pi po	pi po	pi po
Sapin Douglas Mélèze de l'Ouest Pruche de la Côte du Pacifique	Construction	8	9 6	10 11	12 0	13 10	14 6	16 9		
		10	8 6	9 9	10 9	12 5	13 0	15 0		
		12	7 8	8 11	9 8	11 4	11 8	13 8		
		14	6 9	8 3	8 6	10 6	10 4	12 8		
	(Standard)	16	6 0	7 7	7 8	9 8	9 3	11 8		
		8	8 6	9 9	10 9	12 5	13 0	15 0		
		10	7 5	8 9	9 4	11 1	11 4	13 5		
		12	6 4	8 0	8 1	10 1	9 9	12 3		
		14	5 8	7 1	7 2	9 0	8 8	10 10		
		16	5 1	6 4	6 5	8 0	7 9	9 9		
Cèdre jaune de la Côte du Pacifique Mélèze de l'Est Pin gris	(Construction) No 1	8	7 11	9 4	10 0	11 10	12 1	14 4		
		10	6 7	8 4	8 4	10 6	10 0	12 9		
		12	5 8	7 2	7 2	9 0	8 8	10 11		
		14	5 0	6 3	6 4	8 0	7 9	9 8		
	(Standard) No 2	16	4 7	5 8	5 9	7 2	7 0	8 8		
		8	6 4	7 4	8 4	9 8	10 9	12 5		
		10	5 8	6 7	7 6	8 8	9 7	11 1		
		12	5 2	6 0	6 10	7 11	8 8	10 1		
		14	4 10	5 6	6 4	7 4	7 9	9 4		
		16	4 6	5 2	5 9	6 10	7 0	8 8		
Pin (gracieux et grandissime) Sapin baumier Pruche de l'Est Pin (de Murray et à bois lourd) Épinette (toutes les essences)	(Construction) No 1	8	7 6	8 8	9 6	11 0	11 6	13 4		
		10	6 3	7 9	7 11	9 10	9 7	11 11		
		12	5 5	6 10	6 10	8 8	8 4	10 5		
		14	4 10	6 0	6 1	7 8	7 5	9 3		
	(Standard) No 2	16	4 4	5 5	5 6	6 10	6 8	8 4		
		8	5 11	6 10	7 9	9 0	10 0	11 6		
		10	5 3	6 1	6 11	8 0	8 11	10 4		
		12	4 10	5 7	6 4	7 4	8 2	9 5		
		14	4 6	5 2	5 10	6 9	7 5	8 9		
		16	4 2	4 10	5 6	6 4	6 8	8 2		
Cèdre rouge de l'Ouest Pin rouge Pin (blanc de l'Est et de l'Ouest) Peuplier (tremble, grand tremble et peuplier baumier)	(Construction) No 1	8	6 4	7 4	8 6	9 10	10 6	12 6		
		10	5 8	6 7	7 3	8 9	8 9	11 0		
		12	5 0	6 0	6 3	7 10	7 7	9 6		
		14	4 5	5 6	5 7	7 0	6 10	8 5		
	(Dimension) No 1	16	4 0	4 11	5 1	6 3	6 2	7 7		
		8	4 11	5 8	6 9	7 9	8 6	9 10		
		10	4 4	5 1	6 0	6 11	7 8	8 10		
		12	4 0	4 7	5 6	6 4	7 0	8 1		
		14	3 8	4 3	5 1	5 11	6 5	7 5		
		16	3 6	4 0	4 9	5 6	6 0	7 0		
	(Standard) No 2	8	4 11	5 8	6 9	7 9	8 6	9 10		
		10	4 4	5 1	6 0	6 11	7 8	8 10		
		12	4 0	4 7	5 6	6 4	7 0	8 1		
		14	3 8	4 3	5 1	5 11	6 5	7 5		
	(Dimension) No 2	16	3 6	4 0	4 9	5 6	6 0	7 0		

**Remarques au tableau II-J:**

- (1) Le présent tableau donne les portées maximales admissibles pour les poutres et les poutres principales qui sont composées d'éléments de dimension nominale de 2 pouces, dans les essences, les dimensions et les qualités indiquées. Les portées admissibles des poutres de bois massif, des poutres de bois lamellées collées, ou des poutres composites ayant des dimensions ou des catégories autres que ce qui est indiqué, sont autorisées en autant qu'elles sont approuvées conformément à l'article 2.6.1.
- (2) La longueur appuyée d'une solive signifie la moitié de la somme des portées de solive des 2 côtés de la poutre.
- (3) Pour des longueurs intermédiaires de solive appuyée, entre les longueurs indiquées au tableau, il est possible de déterminer la portée maximale d'une poutre par interpolation linéaire.
- (4) Les poutres des logements à 1 ½ étage doivent être tirées du tableau visant un logement à 2 étages
- (5) Les éléments de 2 pouces doivent être posés sur la rive et fixés les uns aux autres par une double rangée de clous ordinaires de 3 ½ pouces de longueur. Les clous doivent être espacés d'au plus 18 pouces dans chaque rangée et les clous d'extrémité doivent être de 4 à 6 pouces de l'extrémité de chaque pièce.
- (6) Lorsque des poutres composites de bois sont utilisées sur une portée simple, la longueur de tout élément employé pour fabriquer la poutre doit être égale à la longueur de la poutre.
- (7) Lorsque des poutres composites de bois sont prolongées sur plus d'une portée et lorsque la longueur des éléments est inférieure à la longueur totale de la poutre, l'emplacement des joints d'about doit répondre aux prescriptions des paragraphes 3 et 4 de l'article 9.21.8.

**Tableau II-K**

**PORTÉES MAXIMALES DES POUTRES COMPOSITES AU SOUS-SOL, À LA CAVE  
ET DANS UN VIDE SANITAIRE, LOGEMENTS À ÉTAGE (1) (4)**

Essences	Catégorie	Longueur de solive appuyée (2) (3)	Dimensions de la poutre composite, po (5), (6), (7)							
			3-2 x 8	4-2 x 8	3-2 x 10	4-2 x 10	3-2 x 12	4-2 x 12		
		pi	pi po	pi po	pi po	pi po	pi po	pi po	pi po	pi po
Sapin Douglas Mélèze de l'Ouest Pruche de la Côte du Pacifique	Construction	8	12 6	14 6	15 11	18 4	19 3	22 2		
		10	11 3	12 11	14 2	16 5	17 2	19 10		
		12	10 3	11 10	13 0	15 0	15 8	18 1		
		14	9 6	10 11	12 0	13 10	14 6	16 9		
		16	8 10	10 3	11 3	13 0	13 7	15 8		
	(Standard)	8	11 3	12 11	14 2	16 5	17 2	19 10		
		10	10 0	11 7	12 8	14 8	15 5	17 9		
		12	9 2	10 7	11 7	13 5	14 0	16 2		
		14	8 6	9 9	10 9	12 5	13 0	15 0		
		16	7 11	9 2	10 0	11 7	12 2	14 0		
Cèdre jaune de la Côte du Pacifique Mélèze de l'Est Pin gris	(Construction) No 1	8	10 8	12 4	13 6	15 8	16 5	18 11		
		10	9 7	11 0	12 1	14 0	14 8	16 11		
		12	8 9	10 1	11 1	12 9	13 5	15 5		
		14	7 11	9 4	10 0	11 10	12 1	14 4		
		16	7 0	8 9	8 11	11 1	10 9	13 5		
	(Standard) No 2	8	8 5	9 8	11 1	12 9	14 2	16 5		
		10	7 6	8 8	9 11	11 5	12 8	14 8		
		12	6 10	7 11	9 0	10 5	11 7	13 5		
		14	6 4	7 4	8 4	9 8	10 9	12 5		
		16	5 11	6 10	7 10	9 0	10 0	11 7		

Tableau II-K

**PORTÉES MAXIMALES DES POUTRES COMPOSITES AU SOUS-SOL, À LA CAVE  
ET DANS UN VIDE SANITAIRE, LOGEMENTS À ÉTAGE (1) (4) (suite)**

Essences	Catégorie	Longueur de solive appuyée (2) (3)	Dimensions de la poutre composite, po (5), (6), (7)					
			3-2 x 8	4-2 x 8	3-2 x 10	4-2 x 10	3-2 x 12	4-2 x 12
		pi	pi po	pi po	pi po	pi po	pi po	pi po
Pin (gracieux et grandissime) Sapin baumier Pruche de l'Est Pin (de Murray et à bois lourd) Épinette (toutes les essences)	(Construction) No 1	8	9 11	11 6	12 7	14 7	15 3	17 7
		10	8 11	10 3	11 3	13 0	13 8	15 9
		12	8 1	9 5	10 3	11 11	12 6	14 5
		14	7 6	8 8	9 6	11 0	11 6	13 4
		16	6 9	8 1	8 6	10 3	10 4	12 6
	(Standard) No 2	8	7 10	9 0	10 3	11 10	13 3	15 3
		10	7 0	8 1	9 2	10 7	11 10	13 8
		12	6 4	7 4	8 5	9 8	10 9	12 6
		14	5 11	6 10	7 9	9 0	10 0	11 6
		16	5 6	6 4	7 3	8 5	9 4	10 9
Cèdre rouge de l'Ouest Pin rouge Pin (blanc de l'Est et de l'Ouest) Peuplier (tremble, grand tremble et peuplier baumier)	(Construction) No 1	8	8 5	9 8	11 3	13 0	14 4	16 7
		10	7 6	8 8	10 1	11 8	12 10	14 10
	(Dimension) No 1	12	6 10	7 11	9 2	10 7	11 9	13 6
		14	6 4	7 4	8 6	9 10	10 6	12 6
		16	5 11	6 10	7 9	9 2	9 5	11 9
	(Standard) No 2	8	6 6	7 6	8 11	10 3	11 4	13 1
		10	5 9	6 8	8 0	9 2	10 1	11 8
	(Dimension) No 2	12	5 3	6 1	7 3	8 5	9 3	10 8
		14	4 11	5 8	6 9	7 9	8 6	9 10
		16	4 7	5 3	6 4	7 1 3	8 0	9 3

**Remarques au tableau II-K:**

- (1) Le présent tableau donne les portées maximales pour les poutres principales qui sont composées d'éléments de dimension nominale de 2 pouces. dans les essences, les dimensions et les qualités indiquées. Les portées admissibles des poutres de bois massif, des poutres de bois lamellées collées, ou des poutres composites ayant des dimensions ou des catégories autres que ce qui est indiqué, sont autorisées en autant qu'elles sont approuvées conformément à l'article 2.6.1.
- (2) La longueur appuyée d'une solive signifie la moitié de la somme des portées de solive des 2 côtés de la poutre.
- (3) Pour des longueurs intermédiaires de solive appuyée, entre les longueurs indiquées au tableau, il est possible de déterminer la portée maximale d'une poutre par interpolation linéaire.
- (4) Les poutres des logements à 1½ étage doivent être tirées du tableau visant un logement à 2 étages.
- (5) Les éléments de 2 pouces doivent être posés sur la rive et fixés les uns aux autres par une double rangée de clous ordinaires de 3½ pouces de longueur. Les clous doivent être espacés d'au plus 18 pouces dans chaque rangée et les clous d'extrémité doivent être de 4 à 6 pouces de l'extrémité de chaque pièce.
- (6) Lorsque des poutres composites de bois sont utilisées sur une portée simple, la longueur de tout élément employé pour fabriquer la poutre doit être égale à la longueur de la poutre.
- (7) Lorsque des poutres composites de bois sont prolongées sur plus d'une portée et lorsque la longueur des éléments est inférieure à la longueur totale de la poutre, l'emplacement des joints d'about doit répondre aux prescriptions des paragraphes 3 et 4 de l'article 9.21.8.



Tableau II-L

**PORTÉES DES POUTRES D'ACIER AU SOUS-SOL, À LA CAVE  
OU DANS LE VIDE SANITAIRE DES LOGEMENTS (1), (3), (4)**

Nombre d'étages	Profondeur minimale (po.)	Poids/pied minimal lb/pi	Largeur du plancher à être supporté (2)				
			8 pieds	10 pieds	12 pieds	14 pieds	16 pieds
1	4	7,7	10	9	8,5	8	7,5
	5	10,0	12,5	11,5	11	10,5	10
	6	12,5	15	14	13	12,5	12
	7	15,3	18	17	16	15	14,5
	8	18,4	21	19,5	18,5	17,5	16,5
1 1/2 ou 2	4	7,7	8	7,5	7	6,5	6
	5	10,0	10,5	9,5	8,5	8	7,5
	6	12,5	12,5	11,5	10,5	9,5	9
	7	15,3	15	14	13	12	11
	8	18,4	17,5	16	15	14	13

**Remarques au tableau II-L:**

- (1) Le présent tableau s'applique aux poutres dont les ailes supérieures sont contreventées. Une poutre peut être considérée contreventée lorsqu'elle est supportée par des solives appuyées à sa face supérieure et à un entraxe de 24 po ou moins sur toute sa longueur, lorsque toutes les charges et surcharges sont appuyées par cette poutre et transmises par les solives et enfin lorsque des lattes de 1 po sur 2 po sont clouées aux deux côtés des ailes de la poutre et sont en contact avec elle. D'autres méthodes de contreventement peuvent être acceptées.
- (2) La partie appuyée des solives signifie la moitié des portées de chaque côté d'une poutre.
- (3) Les longueurs de solives, intermédiaires à celles données dans les tableaux, peuvent être établies par une interpolation linéaire.
- (4) Ce tableau donne des portées maximales pour les poutres d'acier ayant les dimensions et le poids indiqués.

**ANNEXE III****TABLEAUX III-A À III-L**

**TABLEAUX DES PORTÉES DES SOLIVES, DES CHEVRONS ET DES POUTRES EN BOIS** (Basés sur les règles de classification indiquées au tableau 9.1.3.B)

**AVANT-PROPOS**

Dans ces tableaux des portées, le terme « chevron » réfère à un élément de charpente incliné qui supporte le revêtement de toiture mais qui n'appuie pas un plafond et contient un comble. Le terme « solive de toit » réfère à des éléments de charpentes horizontaux ou inclinés, appuyant le revêtement de toiture et la finition des plafonds, mais ne contiennent pas de comble.

Lorsque les chevrons ou les solives de toiture doivent être utilisés dans une localité ayant une charge admissible de neige sur les toits, plus élevée que celle indiquée dans les tableaux, l'espacement maximal des éléments peut être calculé comme étant le produit de l'espacement de l'élément et la surcharge de neige indiquée dans les tableaux des portées divisés par la charge admissible de neige sur les toits pour la localité en question. Les exemples suivants démontrent comment ce principe peut être appliqué :

- 1) Pour une surcharge de neige admissible de 60 lb/pi<sup>2</sup>, utiliser des portées pour 30 lb/pi<sup>2</sup> à l'entraxe de 24 po, mais espacer les éléments de seulement 12 po, ou utiliser les portées pour 40 lb/pi<sup>2</sup> à l'entraxe de 24 po, mais n'espacer les membres que de 16 po.
- 2) Pour une surcharge de neige admissible de 70 lb/pi<sup>2</sup>, utiliser les portées pour 50 lb/pi<sup>2</sup> à l'entraxe de 24 po, mais espacer les membres de seulement 16 po.
- 3) Pour une surcharge de neige admissible de 80 lb/pi<sup>2</sup>, utiliser les portées pour 40 lb/pi<sup>2</sup> à l'entraxe de 24 po, mais espacer les membres de seulement 12 po.

**Hypothèse de calculs**

Les hypothèses de calculs de charges admissibles et les flèches maximales utilisées dans le calcul des tableaux des portées sont stipulées à la section 9.2.

Les dimensions du bois de construction prises pour acquis dans les calculs sont celles du bois corroyé suivant les dimensions régulières canadiennes pour le bois de cour, selon les prescriptions de la norme ACNOR 0141-1970. Ces dimensions, basées sur du bois de construction ayant une teneur en humidité de 19% sont les suivantes :

*Dimension nominale**Dimension corroyée  
(à 19% de teneur en humidité)*

2 po x 4 po	1½ po x 3½ po
2 po x 6 po	1½ po x 5½ po
2 po x 8 po	1½ po x 7¼ po
2 po x 10 po	1½ po x 9¼ po
2 po x 12 po	1½ po x 11¼ po

Pour les teneurs en humidité autres que 19%, il est prévu en la norme ACNOR 0141-1970 des variations de dimensions qui surviennent à la suite de changements dans la teneur en humidité du bois de construction.

Les descriptions des catégories de bois de constructions spécifiées dans les tableaux des portées sont contenues dans la publication 1971 *NLGA Standard Grading Rules for Canadian Lumber*, publiée par la *National Lumber Grades Authority*, Vancouver. Les contraintes admissibles utilisées dans le calcul des tableaux des portées ont été déterminées selon les données de la norme ACNOR 086-1970.

**Usage des tableaux**

Les portées permises sont mesurées de la face ou de la rive d'appui à la face ou à la rive d'appui.

Dans le cas des éléments de charpente de toit incliné, les portées sont exprimées selon la distance horizontale entre les supports et non pas selon la longueur des éléments inclinés. Les surcharges de neige sont exprimées en termes de projection horizontale d'un toit en pente. Les portées pour le bois de dimensions irrégulières (c'est-à-dire 2 po sur 5 po, 2 po sur 7 po, etc.) peuvent être obtenues par interpolation en ligne droite des valeurs données dans les tableaux. Les portées de bois de construction de dimensions 2 po sur 5 po classifié Construction, Standard ou Utilité, peuvent être augmentées de 30% en comparaison des portées indiquées pour le bois de construction aux dimensions 2 po sur 4 po.

Ces portées peuvent être utilisées seulement lorsque les éléments supportent une surcharge. Lorsque les éléments sont conçus pour supporter des charges et des surcharges concentrées, les éléments doivent être calculés selon les prescriptions de la section 4.3.

Tableau III-A

**SOLIVES DE PLAFOND — COMBLE INACCESSIBLE PAR UN ESCALIER**  
**(SURCHARGE 10 lb/pi<sup>2</sup>)**

Essences	Catégorie	Dimen- sion nomi- nale	SURCHARGE 10 lb/pi <sup>2</sup>									
			Plafond de plâtre ou de placoplâtre					Autres plafonds				
			Espacement des solives					Espacement des solives				
			12 po	16 po	20 po	24 po	12 po	16 po	20 po	24 po		
		po	pi po	pi po	pi po	pi po	pi po	pi po	pi po	pi po	pi po	pi po
Sapin Douglas Mélèze de l'Ouest	Structure choisie	2 x 4	11 6	10 5	9 8	9 1	13 2	11 11	11 1	10 5		
		2 x 6	18 1	16 5	15 3	14 4	20 8	18 10	17 5	16 5		
		2 x 8	23 10	21 8	20 1	18 11	27 4	24 10	23 0	21 8		
		2 x 10	30 5	27 8	25 8	24 2	34 10	31 8	29 5	27 8		
		2 x 12	37 0	33 8	31 3	29 4	42 5	38 6	35 9	33 8		
	No 1	2 x 4	11 6	10 5	9 8	9 1	13 2	11 11	11 1	10 5		
		2 x 6	18 1	16 5	15 3	14 4	20 8	18 10	17 5	16 5		
		2 x 8	23 10	21 8	20 1	18 11	27 4	24 10	23 0	21 8		
		2 x 10	30 5	27 8	25 8	24 2	34 10	31 8	29 5	27 8		
		2 x 12	37 0	33 8	31 3	29 4	42 5	38 6	35 9	33 8		
	No 2	2 x 4	11 1	10 1	9 4	8 10	12 8	11 7	10 9	10 1		
		2 x 6	17 6	15 10	14 9	13 10	20 0	18 2	16 5	15 0		
		2 x 8	23 0	20 11	19 5	18 3	26 4	23 11	21 8	19 9		
		2 x 10	29 5	26 8	24 9	23 4	33 8	30 7	27 7	25 2		
		2 x 12	35 9	32 6	30 2	28 4	40 11	37 2	33 7	30 8		
	No 3	2 x 4	10 8	9 5	8 5	7 8	10 11	9 5	8 5	7 8		
		2 x 6	16 1	13 11	12 5	11 4	16 1	13 11	12 5	11 4		
		2 x 8	21 3	18 4	16 5	15 0	21 3	18 4	16 5	15 0		
		2 x 10	27 1	23 5	21 0	19 2	27 1	23 5	21 0	19 2		
		2 x 12	32 11	28 6	25 6	23 3	32 11	28 6	25 6	23 3		
	Construction	2 x 4	10 8	9 8	9 0	8 5	12 2	10 9	9 7	8 9		
	Standard	2 x 4	9 2	7 11	7 1	6 5	9 2	7 11	7 1	6 5		
	Utilité	2 x 4	6 5	5 7	5 0	4 7	6 5	5 7	5 0	4 7		

Tableau III-A

**SOLIVES DE PLAFOND — COMBLE INACCESSIBLE PAR UN ESCALIER**  
**(SURCHARGE 10 lb/pi<sup>2</sup>) (suite)**

Essences	Catégorie	Dimen- sion nomi- nale	SURCHARGE 10 lb/pi <sup>2</sup>							
			Plafond de plâtre ou de placoplâtre				Autres plafonds			
			Espacement des solives				Espacement des solives			
			12 po	16 po	20 po	24 po	12 po	16 po	20 po	24 po
		po	pi po	pi po	pi po	pi po	pi po	pi po	pi po	pi po
Pruche de la Côte du Pacifique Pin gracieux Grand pin	Structure choisie	2 x 4	10 10	9 10	9 2	8 7	12 5	11 3	10 6	9 10
		2 x 6	17 1	15 6	14 4	13 6	19 6	17 9	16 6	15 6
		2 x 8	22 6	20 5	19 0	17 10	25 9	23 5	21 9	20 5
		2 x 10	28 8	26 1	24 2	22 9	32 10	29 10	27 9	26 1
		2 x 12	34 11	31 9	29 5	27 8	40 0	36 4	33 9	31 9
	No 1	2 x 4	10 10	9 10	9 2	8 7	12 5	11 3	10 6	9 10
		2 x 6	17 1	15 6	14 4	13 6	19 6	17 7	15 9	14 5
		2 x 8	22 6	20 5	19 0	17 10	25 9	23 3	20 9	19 0
		2 x 10	28 8	26 1	24 2	22 9	32 10	29 8	26 6	24 3
		2 x 12	34 11	31 9	29 5	27 8	40 0	36 1	32 3	29 5
	No 2	2 x 4	10 6	9 6	8 10	8 4	12 0	10 11	9 10	8 11
		2 x 6	16 6	14 11	13 11	12 9	18 1	15 8	14 0	12 9
		2 x 8	21 9	19 9	18 4	16 10	23 11	20 8	18 6	16 10
		2 x 10	27 9	25 2	23 4	21 6	30 6	26 5	23 7	21 6
		2 x 12	33 9	30 8	28 5	26 2	37 1	32 1	28 9	26 2
	No 3	2 x 4	9 2	7 11	7 1	6 5	9 2	7 11	7 1	6 5
		2 x 6	13 9	11 11	10 8	9 9	13 9	11 11	10 8	9 9
		2 x 8	18 2	15 9	14 1	12 10	18 2	15 9	14 1	12 10
		2 x 10	23 2	20 1	17 11	16 5	23 2	20 1	17 11	16 5
		2 x 12	28 2	24 5	21 10	19 11	28 2	24 5	21 10	19 11
	Construction	2 x 4	10 1	9 2	8 2	7 5	10 7	9 2	8 2	7 5
	Standard	2 x 4	7 11	6 10	6 1	5 7	7 11	6 10	6 1	5 7
	Utilité	2 x 4	5 3	4 7	4 1	3 8	5 3	4 7	4 1	3 8

Tableau III-A

**SOLIVES DE PLAFOND — COMBLE INACCESSIBLE PAR UN ESCALIER**  
**(SURCHARGE 10 lb/pi<sup>2</sup>) (suite)**

Essences	Catégorie	Dimen- sion nomi- nale	SURCHARGE 10 lb/pi <sup>2</sup>									
			Plafond de plâtre ou de placoplâtre					Autres plafonds				
			Espacement des solives					Espacement des solives				
			12 po	16 po	20 po	24 po	12 po	16 po	20 po	24 po		
		po	pi po	pi po	pi po	pi po	pi po	pi po	pi po	pi po	pi po	pi po
Épinette (toutes les essences) Sapin baumier Pin alpin Pin de Murray Pin Ponderosa	Structure choisie	2 x 4	10 2	9 3	8 7	8 1	11 8	10 7	9 10	9 3		
		2 x 6	16 0	14 7	13 6	12 9	18 4	16 8	15 6	14 7		
		2 x 8	21 2	19 3	17 10	16 9	24 3	22 0	20 5	19 3		
		2 x 10	27 0	24 6	22 9	21 5	30 11	28 1	26 1	24 6		
		2 x 12	32 10	29 10	27 8	26 1	37 7	34 2	31 9	29 10		
	No 1	2 x 4	10 2	9 3	8 7	8 1	11 8	10 7	9 10	9 3		
		2 x 6	16 0	14 7	13 6	12 9	18 4	16 8	15 1	13 9		
		2 x 8	21 2	19 3	17 10	16 9	24 3	22 0	19 11	18 2		
		2 x 10	27 0	24 6	22 9	21 5	30 11	28 1	25 5	23 3		
		2 x 12	32 10	29 10	27 8	26 1	37 7	34 2	30 11	28 2		
	No 2	2 x 4	9 10	8 11	8 4	7 10	11 3	10 3	9 4	8 7		
		2 x 6	15 6	14 1	13 1	12 4	17 7	15 3	13 8	12 5		
		2 x 8	20 5	18 7	17 3	16 3	23 3	20 1	18 0	16 5		
		2 x 10	26 1	23 9	22 0	20 9	29 8	25 8	23 0	21 0		
		2 x 12	31 9	28 10	26 9	25 2	36 1	31 3	27 11	25 6		
	No 3	2 x 4	9 2	7 11	7 1	6 5	9 2	7 11	7 1	6 5		
		2 x 6	13 1	11 4	10 2	9 3	13 1	11 4	10 2	9 3		
		2 x 8	17 4	15 0	13 5	12 3	17 4	15 0	13 5	12 3		
		2 x 10	22 1	19 2	17 1	15 7	22 1	19 2	17 1	15 7		
		2 x 12	26 11	23 3	20 10	19 0	26 11	23 3	20 10	19 0		
	Construction	2 x 4	9 6	8 7	7 11	7 3	10 3	8 10	7 11	7 3		
	Standard	2 x 4	7 11	6 10	6 1	5 7	7 11	6 10	6 1	5 7		
	Utilité	2 x 4	5 3	4 7	4 1	3 8	5 3	4 7	4 1	3 8		

Tableau III-A

**SOLIVES DE PLAFOND — COMBLE INACCESSIBLE PAR UN ESCALIER**  
**(SURCHARGE 10 lb/pi<sup>2</sup>) (suite)**

Essences	Catégorie	Dimen- sion nomi- nale	SURCHARGE 10 lb/pi <sup>2</sup>											
			Plafond de plâtre ou de placoplâtre								Autres plafonds			
			Espacement des solives								Espacement des solives			
			12 po		16 po		20 po		24 po		12 po		16 po	
		po	pi	po	pi	po	pi	po	pi	po	pi	po	pi	po
Cèdre rouge de l'Ouest Pin rouge Pin blanc de l'Ouest Pin blanc	Structure choisie	2 x 4	9	10	8	11	8	3	7	9	11	3	10	3
		2 x 6	15	6	14	1	13	0	12	3	17	8	16	1
		2 x 8	20	5	18	6	17	2	16	2	23	4	21	3
		2 x 10	26	0	23	8	21	11	20	8	29	10	27	1
		2 x 12	31	8	28	9	26	9	25	2	36	3	32	11
	No 1	2 x 4	9	10	8	11	8	3	7	9	11	3	10	3
		2 x 6	15	6	14	1	13	0	12	3	17	8	16	1
		2 x 8	20	5	18	6	17	2	16	2	23	4	21	3
		2 x 10	26	0	23	8	21	11	20	8	29	10	27	1
		2 x 12	31	8	28	9	26	9	25	2	36	3	32	11
	No 2	2 x 4	9	6	8	7	8	0	7	6	10	10	9	10
		2 x 6	14	11	13	6	12	7	11	10	17	1	14	10
		2 x 8	19	8	17	10	16	7	15	7	22	6	19	7
		2 x 10	25	1	22	9	21	2	19	11	28	8	25	0
		2 x 12	30	6	27	8	25	9	24	2	34	11	30	4
	No 3	2 x 4	8	9	7	7	6	9	6	2	8	9	7	7
		2 x 6	13	1	11	4	10	2	9	3	13	1	11	4
		2 x 8	17	4	15	0	13	5	12	3	17	4	15	0
		2 x 10	22	1	19	2	17	1	15	7	22	1	19	2
		2 x 12	26	11	23	3	20	10	19	0	26	11	23	3
	Construction	2 x 4	9	1	8	3	7	8	7	0	9	10	8	7
	Standard	2 x 4	7	5	6	5	5	9	5	3	7	5	6	5
	Utilité	2 x 4	5	3	4	7	4	1	3	8	5	3	4	7

Tableau III-A

## SOLIVES DE PLAFOND — COMBLE INACCESSIBLE PAR UN ESCALIER

Essences	Catégorie	Dimen- sion nomi- nale	SURCHARGE 10 lb/pi²															
			Plafond de plâtre ou de placoplâtre				Autres plafonds											
			Espacement des solives				Espacement des solives											
			12 po		16 po		20 po		24 po		12 po		16 po		20 po		24 po	
		po	pi	po	pi	po	pi	po	pi	po	pi	po	pi	po	pi	po	pi	
Cèdre jaune de la Côte du Pacifique Tamarac Pin gris Pruche de l'Est	Structure choisie	2 x 4	10	4	9	4	8	8	8	2	11	10	10	9	10	0	9	4
		2 x 6	16	3	14	9	13	8	12	11	18	7	16	11	15	8	14	9
		2 x 8	21	5	19	5	18	1	17	0	24	6	22	3	20	8	19	5
		2 x 10	27	4	24	10	23	1	21	8	31	4	28	5	26	5	24	10
		2 x 12	33	3	30	3	28	0	26	5	38	1	34	7	32	1	30	3
	No 1	2 x 4	10	4	9	4	8	8	8	2	11	10	10	9	10	0	9	4
		2 x 6	16	3	14	9	13	8	12	11	18	7	16	11	15	8	14	9
		2 x 8	21	5	19	5	18	1	17	0	24	6	22	3	20	8	19	5
		2 x 10	27	4	24	10	23	1	21	8	31	4	28	5	26	5	24	10
		2 x 12	33	3	30	3	28	0	26	5	38	1	34	7	32	1	30	3
	No 2	2 x 4	10	0	9	1	8	5	7	11	11	5	10	4	9	7	9	1
		2 x 6	15	8	14	3	13	3	12	5	17	11	16	4	15	2	14	1
		2 x 8	20	8	18	9	17	5	16	5	23	8	21	6	20	0	18	7
		2 x 10	26	5	24	0	22	3	20	11	30	3	27	5	25	6	23	8
		2 x 12	32	1	29	2	27	1	25	6	36	9	33	5	31	0	28	10
	No 3	2 x 4	9	7	8	8	7	11	7	3	10	3	8	10	7	11	7	3
		2 x 6	15	0	12	11	11	7	10	7	15	0	12	11	11	7	10	7
		2 x 8	19	9	17	1	15	3	13	11	19	9	17	1	15	3	13	11
		2 x 10	25	2	21	10	19	6	17	10	25	2	21	10	19	6	17	10
		2 x 12	30	8	26	7	23	9	21	8	30	8	26	7	23	9	21	8
	Construction	2 x 4	9	7	8	8	8	1	7	7	11	0	10	0	8	11	8	1
	Standard	2 x 4	8	9	7	7	6	9	6	2	8	9	7	7	6	9	6	2
	Utilité	2 x 4	5	11	5	1	4	7	4	2	5	11	5	1	4	7	4	2

Tableau III-A

**SOLIVES DE PLAFOND — COMBLE INACCESSIBLE PAR UN ESCALIER**  
**(SURCHARGE 10 lb/pi<sup>2</sup>) (suite)**

Essences	Catégorie	Dimension nomi- nale	SURCHARGE 10 lb/pi <sup>2</sup>											
			Plafond de plâtre ou de placoplâtre						Autres plafonds					
			Espacement des solives						Espacement des solives					
			12 po		16 po		20 po		24 po		12 po		16 po	
		po	pi	po	pi	po	pi	po	pi	po	pi	po	pi	po
Peuplier tremble Peuplier grand tremble Peuplier baumier	Structure choisie	2 x 4	9	11	9	0	8	4	7	11	11	5	10	4
		2 x 6	15	8	14	2	13	2	12	5	17	11	16	3
		2 x 8	20	7	18	9	17	5	16	4	23	7	21	5
		2 x 10	26	4	23	11	22	2	20	11	30	2	27	5
	No 1	2 x 12	32	0	29	1	27	0	25	5	36	8	33	4
		2 x 4	9	11	9	0	8	4	7	11	11	5	10	4
		2 x 6	15	8	14	2	13	2	12	5	17	11	16	3
		2 x 8	20	7	18	9	17	5	16	4	23	7	21	5
	No 2	2 x 10	26	4	23	11	22	2	20	11	30	2	27	5
		2 x 12	32	0	29	1	27	0	25	5	36	8	33	4
		2 x 4	9	7	8	9	8	1	7	7	11	0	10	0
		2 x 6	15	1	13	9	12	9	12	0	17	4	15	3
	No 3	2 x 8	19	11	18	1	16	10	15	10	22	10	20	1
		2 x 10	25	5	23	1	21	5	20	2	29	2	25	8
		2 x 12	31	0	28	1	26	1	24	7	35	5	31	3
		2 x 4	9	2	7	11	7	1	6	5	9	2	7	11
	Construction	2 x 6	13	1	11	4	10	2	9	3	13	1	11	4
		2 x 8	17	4	15	0	13	5	12	3	17	4	15	0
		2 x 10	22	1	19	2	17	1	15	7	22	1	19	2
		2 x 12	26	11	23	3	20	10	19	0	26	11	23	3
	Standard	2 x 4	9	3	8	4	7	9	7	3	10	3	8	10
		2 x 6	15	8	14	2	13	2	12	5	17	11	16	3
		2 x 8	20	7	18	9	17	5	16	4	23	7	21	5
		2 x 10	26	4	23	11	22	2	20	11	30	2	27	5
	Utilité	2 x 12	32	0	29	1	27	0	25	5	36	8	33	4
		2 x 4	9	3	8	4	7	9	7	3	10	3	8	10
		2 x 6	15	8	14	2	13	2	12	5	17	11	16	3
		2 x 8	20	7	18	9	17	5	16	4	23	7	21	5
	Utilité	2 x 10	26	4	23	11	22	2	20	11	30	2	27	5
		2 x 12	32	0	29	1	27	0	25	5	36	8	33	4
		2 x 4	9	3	8	4	7	9	7	3	10	3	8	10
		2 x 6	15	8	14	2	13	2	12	5	17	11	16	3
	Utilité	2 x 8	20	7	18	9	17	5	16	4	23	7	21	5
		2 x 10	26	4	23	11	22	2	20	11	30	2	27	5
		2 x 12	32	0	29	1	27	0	25	5	36	8	33	4
		2 x 4	9	3	8	4	7	9	7	3	10	3	8	10



Tableau III-B

**SOLIVES DE PLANCHER — AIRES DE SÉJOUR**  
**(SURCHARGE 40 lb/pi<sup>2</sup>)**

Essences	Catégorie	Dimen- sions nomi- nales	SURCHARGE 40 lb/pi <sup>2</sup>							
			Tous les Plafonds							
			Espacement des solives							
			12 po		16 po		20 po		24 po	
		po	pi	po	pi	po	pi	po	pi	po
Sapin Douglas Mélèze de l'Ouest	Structure choisie	2 x 4	7	3	6	7	6	1	5	9
		2 x 6	11	4	10	4	9	7	9	0
		2 x 8	15	0	13	8	12	8	11	11
		2 x 10	19	2	17	5	16	2	15	2
		2 x 12	23	4	21	3	19	8	18	6
	No 1	2 x 4	7	3	6	7	6	1	5	9
		2 x 6	11	4	10	4	9	7	9	0
		2 x 8	15	0	13	8	12	8	11	11
		2 x 10	19	2	17	5	16	2	15	2
		2 x 12	23	4	21	2	19	8	18	6
	No 2	2 x 4	7	0	6	4	5	11	5	6
		2 x 6	11	0	10	0	9	3	8	5
		2 x 8	14	6	13	2	12	3	11	2
		2 x 10	18	6	16	10	15	7	14	3
		2 x 12	22	6	20	5	19	0	17	4
	No 3	2 x 4	6	2	5	4	4	9	4	4
		2 x 6	9	1	7	10	7	0	6	5
		2 x 8	12	0	10	4	9	3	8	6
		2 x 10	15	4	13	3	11	10	10	10
		2 x 12	18	7	16	1	14	5	13	2
	Construction	2 x 4	6	8	6	1	5	5	4	11
	Standard	2 x 4	5	2	4	5	4	0	3	8
	Utilité	2 x 4	3	8	3	2	2	10	2	7

Tableau III-B

**SOLIVES DE PLANCHER — AIRES DE SÉJOUR**  
**(SURCHARGE 40 lb/pi<sup>2</sup>) (suite)**

Essences	Catégorie	Dimen- sions nomi- nales	SURCHARGE 40 lb/pi <sup>2</sup>							
			Tous les Plafonds							
			Espacement des solives							
			12 po		16 po		20 po		24 po	
		po	pi	po	pi	po	pi	po	pi	po
Pruche de la Côte du Pacifique Pin gracieux Grand pin	Structure choisie	2 x 4	6	10	6	2	5	9	5	5
		2 x 6	10	9	9	9	9	0	8	6
		2 x 8	14	2	12	10	11	11	11	3
		2 x 10	18	1	16	5	15	3	14	4
		2 x 12	22	0	20	0	18	6	17	5
	No 1	2 x 4	6	10	6	2	5	9	5	5
		2 x 6	10	9	9	9	8	11	8	1
		2 x 8	14	2	12	10	11	9	10	9
		2 x 10	18	1	16	5	15	0	13	8
		2 x 12	22	0	20	0	18	3	16	8
	No 2	2 x 4	6	7	6	0	5	6	5	0
		2 x 6	10	3	8	10	7	11	7	3
		2 x 8	13	6	11	8	10	5	9	6
		2 x 10	17	3	14	11	13	4	12	2
		2 x 12	20	11	18	2	16	3	14	10
	No 3	2 x 4	5	2	4	5	4	0	3	8
		2 x 6	7	9	6	9	6	0	5	6
		2 x 8	10	3	8	10	7	11	7	3
		2 x 10	13	1	11	4	10	2	9	3
		2 x 12	15	11	13	10	12	4	11	3
	Construction	2 x 4	5	11	5	2	4	7	4	2
	Standard	2 x 4	4	5	3	10	3	5	3	2
	Utilité	2 x 4	2	11	2	7	2	3	2	1

Tableau III-B

**SOLIVES DE PLANCHER — AIRES DE SÉJOUR**  
**(SURCHARGE 40 lb/pi<sup>2</sup>) (suite)**

Essences	Catégorie	Dimen- sions nomi- nales	SURCHARGE 40 lb/pi <sup>2</sup>					
			Tous les Plafonds					
			Espacement des solives					
			12 po		16 po		20 po	
		po	pi	po	pi	po	pi	po
Épinette (toutes les essences) Sapin baumier Pin alpin Pin de Murray Pin Ponderosa	Structure choisie	2 x 4	6	5	5	10	5	5
		2 x 6	10	1	9	2	8	6
		2 x 8	13	4	12	1	11	3
		2 x 10	17	0	15	5	14	4
		2 x 12	20	8	18	9	17	5
	No 1	2 x 4	6	5	5	10	5	5
		2 x 6	10	1	9	2	8	6
		2 x 8	13	4	12	1	11	3
		2 x 10	17	0	15	5	14	4
		2 x 12	20	8	18	9	17	5
	No 2	2 x 4	6	2	5	7	5	3
		2 x 6	9	9	8	7	7	8
		2 x 8	12	10	11	4	10	2
		2 x 10	16	5	14	6	13	0
		2 x 12	20	0	17	8	15	9
	No 3	2 x 4	5	2	4	5	4	0
		2 x 6	7	5	6	5	5	9
		2 x 8	9	9	8	6	7	7
		2 x 10	12	6	10	10	9	8
		2 x 12	15	2	13	2	11	9
	Construction	2 x 4	5	9	5	0	4	5
	Standard	2 x 4	4	5	3	10	3	5
	Utilité	2 x 4	2	11	2	7	2	3

Tableau III-B

**SOLIVES DE PLANCHER — AIRES DE SÉJOUR**  
**(SURCHARGE 40 lb/pi<sup>2</sup>) (suite)**

Essences	Catégorie	Dimen- sions nomi- nales	SURCHARGE 40 lb/pi <sup>2</sup>							
			Tous les Plafonds							
			Espacement des solives							
			12 po		16 po		20 po		24 po	
		po	pi	po	pi	po	pi	po	pi	po
Cèdre rouge de l'Ouest Pin rouge Pin blanc de l'Ouest Pin blanc	Structure choisie	2 x 4	6	2	5	7	5	2	4	11
		2 x 6	9	9	8	10	8	2	7	9
		2 x 8	12	10	11	8	10	10	10	2
		2 x 10	16	5	14	11	13	10	13	0
		2 x 12	19	11	18	1	16	10	15	10
	No 1	2 x 4	6	2	5	7	5	2	4	11
		2 x 6	9	9	8	10	8	2	7	7
		2 x 8	12	10	11	8	10	10	10	0
		2 x 10	16	5	14	11	13	10	12	10
		2 x 12	19	11	18	1	16	10	15	7
	No 2	2 x 4	5	11	5	5	5	0	4	8
		2 x 6	9	4	8	4	7	6	6	10
		2 x 8	12	4	11	1	9	10	9	0
		2 x 10	15	9	14	1	12	7	11	6
		2 x 12	19	2	17	2	15	4	14	0
	No 3	2 x 4	4	11	4	3	3	10	3	6
		2 x 6	7	5	6	5	5	9	5	3
		2 x 8	9	9	8	6	7	7	6	11
		2 x 10	12	6	10	10	9	8	8	10
		2 x 12	15	2	13	2	11	9	10	9
	Construction	2 x 4	5	7	4	10	4	4	3	11
	Standard	2 x 4	4	2	3	8	3	3	2	11
	Utilité	2 x 4	2	11	2	7	2	3	2	1

Tableau III-B

**SOLIVES DE PLANCHER — AIRES DE SÉJOUR**  
**(SURCHARGE 40 lb/pi<sup>2</sup>) (suite)**

Essences	Catégorie	Dimen- sions nomi- nales	SURCHARGE 40 lb/pi <sup>2</sup>							
			Tous les Plafonds							
			Espacement des solives							
			12 po		16 po		20 po		24 po	
		po	pi	po	pi	po	pi	po	pi	po
Cèdre jaune de la Côte du Pacifique Tamarac Pin gris Pruche de l'Est	Structure choisie	2 x 4	6	6	5	11	5	6	5	2
		2 x 6	10	3	9	3	8	7	8	1
		2 x 8	13	6	12	3	11	4	10	8
		2 x 10	17	2	15	8	14	6	13	8
		2 x 12	20	11	19	0	17	8	16	7
	No 1	2 x 4	6	6	5	11	5	6	5	2
		2 x 6	10	3	9	3	8	7	8	1
		2 x 8	13	6	12	3	11	4	10	8
		2 x 10	17	2	15	8	14	6	13	8
		2 x 12	20	11	19	0	17	8	16	7
	No 2	2 x 4	6	3	5	8	5	3	5	0
		2 x 6	9	10	8	11	8	4	7	10
		2 x 8	13	0	11	10	11	0	10	4
		2 x 10	16	7	15	1	14	0	13	2
		2 x 12	20	3	18	4	17	0	16	0
	No 3	2 x 4	5	9	5	0	4	5	4	1
		2 x 6	8	5	7	4	6	6	6	0
		2 x 8	11	2	9	8	8	8	7	10
		2 x 10	14	3	12	4	11	0	10	1
		2 x 12	17	4	15	0	13	5	12	3
	Construction	2 x 4	6	0	5	6	5	0	4	7
	Standard	2 x 4	4	11	4	3	3	10	3	6
	Utilité	2 x 4	3	4	2	10	2	7	2	4

Tableau III-B

**SOLIVES DE PLANCHER — AIRES DE SÉJOUR**  
**(SURCHARGE 40 lb/pi²) (suite)**

Essences	Catégorie	Dimen- sions nomi- nales	SURCHARGE 40 lb/pi²							
			Tous les Plafonds							
			Espacement des solives							
			12 po		16 po		20 po		24 po	
		po	pi	po	pi	po	pi	po	pi	po
Peuplier tremble Peuplier grand tremble Peuplier baumier	Structure choisie	2 x 4	6	3	5	8	5	3	4	11
		2 x 6	9	10	8	11	8	3	7	10
		2 x 8	13	0	11	9	10	11	10	3
		2 x 10	16	7	15	1	14	0	13	2
		2 x 12	20	2	18	4	17	0	16	0
	No 1	2 x 4	6	3	5	8	5	3	4	11
		2 x 6	9	10	8	11	8	3	7	9
		2 x 8	13	0	11	9	10	11	10	3
		2 x 10	16	7	15	1	14	0	13	1
		2 x 12	20	2	18	4	17	0	15	11
	No 2	2 x 4	6	0	5	6	5	1	4	9
		2 x 6	9	6	8	7	7	8	7	0
		2 x 8	12	7	11	4	10	2	9	3
		2 x 10	16	0	14	6	13	0	11	10
		2 x 12	19	6	17	8	15	9	14	5
	No 3	2 x 4	5	2	4	5	4	0	3	8
		2 x 6	7	5	6	5	5	9	5	3
		2 x 8	9	9	8	6	7	7	6	11
		2 x 10	12	6	10	10	9	8	8	10
		2 x 12	15	2	13	2	11	9	10	9
	Construction	2 x 4	5	9	5	0	4	5	4	1
	Standard	2 x 4	4	5	3	10	3	5	3	2
	Utilité	2 x 4	2	11	2	7	2	3	2	1

Tableau III-C

**SOLIVES PLAFOND — DANS LES CHAMBRES-À-COUCHER ET DANS LES  
COMBLES ACCESSIBLES PAR UN ESCALIER  
(SURCHARGE 30 lb/pi<sup>2</sup>)**

Essences	Catégorie	Dimen- sion nomi- nale	SURCHARGE 30 lb/pi <sup>2</sup>							
			Plafond de plâtre ou de placoplâtre				Autres plafonds			
			Espacement des solives				Espacement des solives			
			12 po	16 po	20 po	24 po	12 po	16 po	20 po	24 po
		po	pi po	pi po	pi po	pi po	pi po	pi po	pi po	pi po
Sapin Douglas Mélèze de l'Ouest	Structure choisie	2 x 4	7 11	7 3	6 8	6 4	9 1	8 3	7 8	7 3
		2 x 6	12 6	11 4	10 7	9 11	14 4	13 0	12 1	11 4
		2 x 8	16 6	15 0	13 11	13 1	18 11	17 2	15 11	15 0
		2 x 10	21 1	19 2	17 9	16 9	24 2	21 11	20 4	19 2
		2 x 12	25 8	23 4	21 8	20 4	29 4	26 8	24 9	23 4
	No 1	2 x 4	7 11	7 3	6 8	6 4	9 1	8 3	7 8	7 3
		2 x 6	12 6	11 4	10 7	9 11	14 4	13 0	11 8	10 7
		2 x 8	16 6	15 0	13 11	13 1	18 11	17 2	15 4	14 0
		2 x 10	21 1	19 2	17 9	16 9	24 2	21 11	19 7	17 11
		2 x 12	25 8	23 4	21 8	20 4	29 4	26 8	23 10	21 9
	No 2	2 x 4	7 8	7 0	6 6	6 1	8 10	8 0	7 2	6 6
		2 x 6	12 1	11 0	10 2	9 7	13 7	11 9	10 6	9 7
		2 x 8	15 11	14 6	13 5	12 8	17 11	15 6	13 10	12 8
		2 x 10	20 4	18 6	17 2	16 2	22 10	19 9	17 8	16 2
		2 x 12	24 9	22 6	20 11	19 7	27 9	24 1	21 6	19 7
	No 3	2 x 4	6 11	6 0	5 5	4 11	6 11	6 0	5 5	4 11
		2 x 6	10 3	8 11	7 11	7 3	10 3	8 11	7 11	7 3
		2 x 8	13 7	11 9	10 6	9 7	13 7	11 9	10 6	9 7
		2 x 10	17 4	15 0	13 5	12 3	17 4	15 0	13 5	12 3
		2 x 12	21 1	18 3	16 4	14 11	21 1	18 3	16 4	14 11
	Construction	2 x 4	7 4	6 8	6 1	5 7	7 11	6 10	6 1	5 7
	Standard	2 x 4	5 10	5 1	4 6	4 1	5 10	5 1	4 6	4 1
	Utilité	2 x 4	4 1	3 7	3 2	2 11	4 1	3 7	3 2	2 11

Tableau III-C

**SOLIVES PLAFOND — DANS LES CHAMBRES-À-COUCHER ET DANS LES  
COMBLES ACCESSIBLES PAR UN ESCALIER  
(SURCHARGE 30 lb/pi<sup>2</sup>) (suite)**

Essences	Catégorie	Dimen- sion nomi- nale	SURCHARGE 30 lb/pi <sup>2</sup>							
			Plafond de plâtre ou de placoplâtre				Autres plafonds			
			Espacement des solives				Espacement des solives			
			12 po	16 po	20 po	24 po	12 po	16 po	20 po	24 po
		po	pi po	pi po	pi po	pi po	pi po	pi po	pi po	pi po
Pruche de la Côte du Pacifique Pin gracieux Grand pin	Structure choisie	2 x 4	7 6	6 10	6 4	5 11	8 7	7 10	7 3	6 9
		2 x 6	11 10	10 9	9 11	9 4	13 6	12 2	10 11	9 11
		2 x 8	15 7	14 2	13 2	12 4	17 10	16 1	14 4	13 1
		2 x 10	19 11	18 1	16 9	15 9	22 9	20 6	18 4	16 9
		2 x 12	24 2	22 0	20 5	19 2	27 8	24 11	22 4	20 4
	No 1	2 x 4	7 6	6 10	6 4	5 11	8 7	7 9	6 11	6 4
		2 x 6	11 10	10 9	9 11	9 2	13 0	11 3	10 1	9 2
		2 x 8	15 7	14 2	13 2	12 2	17 2	14 10	13 4	12 2
		2 x 10	19 11	18 1	16 9	15 6	21 11	19 0	17 0	15 6
		2 x 12	24 2	22 0	20 5	18 10	26	23 1	20 8	18 10
	No 2	2 x 4	7 3	6 7	6 1	5 9	8 1	7 0	6 3	5 9
		2 x 6	11 5	10 0	9 0	8 2	11 7	10 0	9 0	8 2
		2 x 8	15 1	13 3	11 10	10 10	15 3	13 3	11 10	10 10
		2 x 10	19 2	16 11	15 1	13 9	19 6	16 11	15 1	13 9
		2 x 12	23 4	20 7	18 4	16 9	23 9	20 7	18 4	16 9
	No 3	2 x 4	5 10	5 1	4 6	4 1	5 10	5 1	4 6	4 1
		2 x 6	8 10	7 7	6 10	6 3	8 10	7 7	6 10	6 3
		2 x 8	11 7	10 1	9 0	8 2	11 7	10 1	9 0	8 2
		2 x 10	14 10	12 10	11 6	10 6	14 10	12 10	11 6	10 6
		2 x 12	18 1	15 7	14 0	12 9	18 1	15 7	14 0	12 9
	Construction	2 x 4	6 9	5 10	5 3	4 9	6 9	5 10	5 3	4 9
	Standard	2 x 4	5 1	4 4	3 11	3 7	5 1	4 4	3 11	3 7
	Utilité	2 x 4	3 4	2 11	2 7	2 4	3 4	2 11	2 7	2 4



Tableau III-C

**SOLIVES PLAFOND — DANS LES CHAMBRES-À-COUCHER ET DANS LES  
COMBLES ACCESSIBLES PAR UN ESCALIER  
(SURCHARGE 30 lb/pi<sup>2</sup>) (suite)**

Essences	Catégorie	Dimen- sion nomi- nale  po	SURCHARGE 30 lb/pi <sup>2</sup>															
			Plafond de plâtre ou de placoplâtre						Autres plafonds									
			Espacement des solives						Espacement des solives									
			12 po		16 po		20 po		24 po		12 po		16 po		20 po		24 po	
			pi	po	pi	po	pi	po	pi	po	pi	po	pi	po	pi	po	pi	po
Épinette (toutes les essences) Sapin baumier Pin alpin Pin de Murray Pin Ponderosa	Structure choisie	2 x 4	7	1	6	5	5	11	5	7	8	1	7	4	6	10	6	5
		2 x 6	11	1	10	1	9	4	8	10	12	9	11	7	10	6	9	7
		2 x 8	14	8	13	4	12	4	11	7	16	9	15	3	13	10	12	8
		2 x 10	18	9	17	0	15	9	14	10	21	5	19	6	17	8	16	2
		2 x 12	22	9	20	8	19	2	18	1	26	1	23	8	21	6	19	7
	No 1	2 x 4	7	1	6	5	5	11	5	7	8	1	7	4	6	8	6	1
		2 x 6	11	1	10	1	9	4	8	10	12	6	10	9	9	8	8	10
		2 x 8	14	8	13	4	12	4	11	7	16	5	14	3	12	9	11	7
		2 x 10	18	9	17	0	15	9	14	10	21	0	18	2	16	3	14	10
		2 x 12	22	9	20	8	19	2	18	1	25	6	22	1	19	9	18	1
	No 2	2 x 4	6	10	6	2	5	9	5	5	7	9	6	8	6	0	5	5
		2 x 6	10	9	9	9	8	9	7	11	11	3	9	9	8	9	7	11
		2 x 8	14	2	12	10	11	6	10	6	14	10	12	10	11	6	10	6
		2 x 10	18	1	16	5	14	8	13	5	19	0	16	5	14	8	13	5
		2 x 12	22	0	20	0	17	11	16	4	23	1	20	0	17	11	16	4
	No 3	2 x 4	5	10	5	1	4	6	4	1	5	10	5	1	4	6	4	1
		2 x 6	8	5	7	3	6	6	5	11	8	5	7	3	6	6	5	11
		2 x 8	11	1	9	7	8	7	7	10	11	1	9	7	8	7	7	10
		2 x 10	14	2	12	3	10	11	10	0	14	2	12	3	10	11	10	0
		2 x 12	17	2	14	11	13	4	12	2	17	2	14	11	13	4	12	2
	Construction	2 x 4	6	6	5	8	5	1	4	7	6	6	5	8	5	1	4	7
	Standard	2 x 4	5	1	4	4	3	11	3	7	5	1	4	4	3	11	3	7
	Utilité	2 x 4	3	4	2	11	2	7	2	4	3	4	2	11	2	7	2	4

Tableau III-C

**SOLIVES PLAFOND — DANS LES CHAMBRES-À-COUCHER ET DANS LES  
COMBLES ACCESSIBLES PAR UN ESCALIER  
(SURCHARGE 30 lb/pi<sup>2</sup>) (suite)**

Essences	Catégorie	Dimen- sion nomi- nale	SURCHARGE 30 lb/pi <sup>2</sup>									
			Plafond de plâtre ou de placoplâtre					Autres plafonds				
			Espace ment des solives					Espace ment des solives				
			12 po	16 po	20 po	24 po	12 po	16 po	20 po	24 po		
		po	pi po	pi po	pi po	pi po	pi po	pi po	pi po	pi po	pi po	pi po
Cèdre rouge de l'Ouest Pin rouge Pin blanc de l'Ouest Pin blanc	Structure choisie	2 x 4	6 10	6 2	5 9	5 5	7 9	7 1	6 7	6 2		
		2 x 6	10 9	9 9	9 0	8 6	12 3	11 2	10 3	9 5		
		2 x 8	14 2	12 10	11 11	11 2	16 2	14 8	13 7	12 5		
		2 x 10	18 0	16 5	15 3	14 4	20 8	18 9	17 4	15 10		
		2 x 12	21 11	19 11	18 6	17 5	25 2	22 10	21 1	19 3		
	No 1	2 x 4	6 10	6 2	5 9	5 5	7 9	7 1	6 5	5 10		
		2 x 6	10 9	9 9	9 0	8 6	12 2	10 6	9 5	8 7		
		2 x 8	14 2	12 10	11 11	11 2	16 1	13 11	12 5	11 4		
		2 x 10	18 0	16 5	15 3	14 4	20 6	17 9	15 11	14 6		
		2 x 12	21 11	19 11	18 6	17 5	24 11	21 7	19 4	17 8		
	No 2	2 x 4	6 7	5 11	5 6	5 2	7 6	6 6	5 10	5 4		
		2 x 6	10 4	9 4	8 6	7 9	10 11	9 6	8 6	7 9		
		2 x 8	13 7	12 4	11 2	10 2	14 5	12 6	11 2	10 2		
		2 x 10	17 4	15 9	14 3	13 0	18 5	16 0	14 3	13 0		
		2 x 12	21 2	19 2	17 5	15 10	22 5	19 5	17 5	15 10		
	No 3	2 x 4	5 7	4 10	4 4	3 11	5 7	4 10	4 4	3 11		
		2 x 6	8 5	7 3	6 6	5 11	8 5	7 3	6 6	5 11		
		2 x 8	11 1	9 7	8 7	7 10	11 1	9 7	8 7	7 10		
		2 x 10	14 2	12 3	10 11	10 0	14 2	12 3	10 11	10 0		
		2 x 12	17 2	14 11	13 4	12 2	17 2	14 11	13 4	12 2		
	Construction	2 x 4	6 4	5 5	4 11	4 5	6 4	5 5	4 11	4 5		
	Standard	2 x 4	4 9	4 1	3 8	3 4	4 9	4 1	3 8	3 4		
	Utilité	2 x 4	3 4	2 11	2 7	2 4	3 4	2 11	2 7	2 4		

Tableau III-C

**SOLIVES PLAFOND — DANS LES CHAMBRES-À-COUCHER ET DANS LES  
COMBLES ACCESSIBLES PAR UN ESCALIER  
(SURCHARGE 30 lb/pi<sup>2</sup>) (suite)**

Essences	Catégorie	Dimen- sion nomi- nale	SURCHARGE 30 lb/pi <sup>2</sup>							
			Plafond de plâtre ou de placoplâtre				Autres plafonds			
			Espacement des solives				Espacement des solives			
			12 po	16 po	20 po	24 po	12 po	16 po	20 po	24 po
		po	pi po	pi po	pi po	pi po	pi po	pi po	pi po	pi po
Cèdre jaune de la Côte du Pacifique Tamarac Pin gris Pruche de l'Est	Structure choisie	2 x 4	7 2	6 6	6 0	5 8	8 2	7 5	6 11	0 6
		2 x 6	11 3	10 3	9 6	8 11	12 11	11 8	10 10	10 3
		2 x 8	14 10	13 6	12 6	11 9	17 0	15 5	14 4	13 6
		2 x 10	18 11	17 2	16 0	15 0	21 8	19 8	18 3	17 2
		2 x 12	23 1	20 11	19 5	18 3	26 5	24 0	22 3	20 11
	No 1	2 x 4	7 2	6 6	6 0	5 8	8 2	7 5	6 11	6 6
		2 x 6	11 3	10 3	9 6	8 11	12 11	11 8	10 10	9 11
		2 x 8	14 10	13 6	12 6	11 9	17 0	15 5	14 4	13 1
		2 x 10	18 11	17 2	16 0	15 0	21 8	19 8	18 3	16 9
		2 x 12	23 1	20 11	19 5	18 3	26 5	24 0	22 3	20 4
	No 2	2 x 4	6 11	6 3	5 10	5 6	7 11	7 2	6 8	6 2
		2 x 6	10 10	9 10	9 2	8 7	12 5	11 0	9 10	9 0
		2 x 8	14 4	13 0	12 1	11 4	16 5	14 7	13 0	11 11
		2 x 10	18 3	16 7	15 5	14 6	20 11	18 7	16 7	15 2
		2 x 12	22 3	20 3	18 9	17 8	25 6	22 7	20 3	18 5
	No 3	2 x 4	6 6	5 8	5 1	4 7	6 6	5 8	5 1	4 7
		2 x 6	9 7	8 3	7 5	6 9	9 7	8 3	7 5	6 9
		2 x 8	12 8	10 11	9 9	8 11	12 8	10 11	9 9	8 11
		2 x 10	16 2	14 0	12 6	11 5	16 2	14 0	12 6	11 5
		2 x 12	19 7	17 0	15 2	13 10	19 7	17 0	15 2	13 10
	Construction	2 x 4	6 8	6 0	5 7	5 2	7 4	6 4	5 8	5 2
	Standard	2 x 4	5 7	4 10	4 4	3 11	5 7	4 10	4 4	3 11
	Utilité	2 x 4	3 9	3 3	2 11	2 8	3 9	3 3	2 11	2 8

Tableau III-C

**SOLIVES PLAFOND — DANS LES CHAMBRES-À-COUCHER ET DANS LES  
COMBLES ACCESSIBLES PAR UN ESCALIER  
(SURCHARGE 30 lb/pi<sup>2</sup>) (suite)**

Essences	Catégorie	Dimen- sion nomi- nale	SURCHARGE 30 lb/pi²															
			Plafond de plâtre ou de placoplâtre				Autres plafonds											
			Espacement des solives				Espacement des solives											
			12 po		16 po		20 po		24 po		12 po		16 po		20 po		24 po	
		po	pi po	pi po	pi po	pi po	pi po	pi po	pi po	pi po	pi po	pi po	pi po	pi po	pi po	pi po	pi po	
Peuplier tremble Peuplier grand tremble Peuplier baumier	Structure choisie	2 x 4	6	10	6	3	5	10	5	5	7	11	7	2	6	8	6	3
		2 x 6	10	10	9	10	9	2	8	7	12	5	11	3	10	5	9	7
		2 x 8	14	3	13	0	12	1	11	4	16	4	14	10	13	9	12	8
		2 x 10	18	3	16	7	15	5	14	6	20	11	19	0	17	7	16	2
		2 x 12	22	2	20	2	18	9	17	7	25	5	23	1	21	5	19	7
	No. 1	2 x 4	6	10	6	3	5	10	5	5	7	11	7	2	6	8	6	1
		2 x 6	10	10	9	10	9	2	8	7	12	5	10	9	9	8	8	10
		2 x 8	14	3	13	0	12	1	11	4	16	4	14	3	12	9	11	7
		2 x 10	18	3	16	7	15	5	14	6	20	11	18	2	16	3	14	10
		2 x 12	22	2	20	2	18	9	17	7	25	5	22	1	19	9	18	1
	No 2	2 x 4	6	8	6	0	5	7	5	3	7	7	6	8	6	0	5	5
		2 x 6	10	6	9	6	8	9	7	11	11	3	9	9	8	9	7	11
		2 x 8	13	10	12	7	11	6	10	6	14	10	12	10	11	6	10	6
		2 x 10	17	8	16	0	14	8	13	5	19	0	16	5	14	8	13	5
		2 x 12	21	5	19	6	17	11	16	4	23	1	20	0	17	11	16	4
	No 3	2 x 4	5	10	5	1	4	6	4	1	5	10	5	1	4	6	4	1
		2 x 6	8	5	7	3	6	6	5	11	8	5	7	3	6	6	5	11
		2 x 8	11	1	9	7	8	7	7	10	11	1	9	7	8	7	7	10
		2 x 10	14	2	12	3	10	11	10	0	14	2	12	3	10	11	10	0
		2 x 12	17	2	14	11	13	4	12	2	17	2	14	11	13	4	12	2
	Construction	2 x 4	6	5	5	8	5	1	4	7	6	6	5	8	5	1	4	7
	Standard	2 x 4	5	1	4	4	3	11	3	7	5	1	4	4	3	11	3	7
	Utilité	2 x 4	3	4	2	11	2	7	2	4	3	4	2	11	2	7	2	4

Tableau III-D

**SOLIVES DE TOIT — APPUYANT UN PLAFOND  
(SURCHARGE 50 lb/pi<sup>2</sup>)**

Essences	Catégorie	Dimen- sion nomi- nale	SURCHARGE 50 lb/pi <sup>2</sup>							
			Plafond de plâtre ou de placoplâtre				Autres plafonds			
			Espace ment des solives				Espace ment des solives			
			12 po	16 po	20 po	24 po	12 po	16 po	20 po	24 po
		po	pi po	pi po	pi po	pi po	pi po	pi po	pi po	pi po
Sapin Douglas Mélèze de l'Ouest	Structure choisie	2 x 4	6 8	6 1	5 8	5 4	7 8	7 0	6 6	6 1
		2 x 6	10 7	9 7	8 11	8 4	12 1	11 0	10 2	9 7
		2 x 8	13 11	12 8	11 9	11 1	15 11	14 6	13 5	12 8
		2 x 10	17 9	16 2	15 0	14 1	20 4	18 6	17 2	16 2
		2 x 12	21 8	19 8	18 3	17 2	24 9	22 6	20 11	19 8
	No 1	2 x 4	6 8	6 1	5 8	5 4	7 8	7 0	6 6	6 1
		2 x 6	10 7	9 7	8 11	8 4	12 1	11 0	10 1	9 2
		2 x 8	13 11	12 8	11 9	11 1	15 11	14 6	13 3	12 1
		2 x 10	17 9	16 2	15 0	14 1	20 4	18 6	16 11	15 6
		2 x 12	21 8	19 8	18 3	17 2	24 9	22 6	20 7	18 10
	No 2	2 x 4	6 6	5 11	5 5	5 2	7 5	6 9	6 2	5 8
		2 x 6	10 2	9 3	8 7	8 1	11 8	10 2	9 1	8 3
		2 x 8	13 5	12 3	11 4	10 8	15 5	13 5	12 0	10 11
		2 x 10	17 2	15 7	14 6	13 7	19 8	17 1	15 3	13 11
		2 x 12	20 11	19 0	17 7	16 7	23 11	20 9	18 7	17 0
	No 3	2 x 4	6 0	5 2	4 8	4 3	6 0	5 2	4 8	4 3
		2 x 6	8 11	7 8	6 10	6 3	8 11	7 8	6 10	6 3
		2 x 8	11 9	10 2	9 1	8 3	11 9	10 2	9 1	8 3
		2 x 10	15 0	13 0	11 7	10 7	15 0	13 0	11 7	10 7
		2 x 12	18 3	15 9	14 1	12 10	18 3	15 9	14 1	12 10
	Construction	2 x 4	6 3	5 8	5 3	4 10	6 10	5 11	5 3	4 10
	Standard	2 x 4	5 0	4 4	3 11	3 7	5 0	4 4	3 11	3 7
	Utilité	2 x 4	3 7	3 1	2 9	2 6	3 7	3 1	2 9	2 6

Tableau III-D

**SOLIVES DE TOIT — APPUYANT UN PLAFOND  
(SURCHARGE 50 lb/pi<sup>2</sup>) (suite)**

Essences	Catégorie	Dimen- sion nomi- nale	SURCHARGE 50 lb/pi <sup>2</sup>									
			Plafond de plâtre ou de placoplâtre						Autres plafonds			
			Espacement des solives						Espacement des solives			
			12 po	16 po	20 po	24 po	12 po	16 po	20 po	24 po		
		po	pi po	pi po	pi po	pi po	pi po	pi po	pi po	pi po	pi po	pi po
Puche de la Côte du Pacifique Pin gracieux Grand pin	Structure choisie	2 x 4	6 4	5 9	5 4	5 0	7 3	6 7	6 1	5 9		
		2 x 6	9 11	9 0	8 5	7 11	11 5	10 4	9 5	8 7		
		2 x 8	13 2	11 11	11 1	10 5	15 0	13 8	12 5	11 4		
		2 x 10	16 9	15 3	14 2	13 4	19 2	17 5	15 10	14 6		
		2 x 12	20 5	18 6	17 2	16 2	23 4	21 3	19 3	17 7		
	No 1	2 x 4	6 4	5 9	5 4	5 0	7 3	6 7	6 0	5 5		
		2 x 6	9 11	9 0	8 5	7 11	11 3	9 9	8 8	7 11		
		2 x 8	13 2	11 11	11 1	10 5	14 10	12 10	11 6	10 6		
		2 x 10	16 9	15 3	14 2	13 4	18 11	16 5	14 8	13 5		
		2 x 12	20 5	18 6	17 2	16 2	23 1	20 0	17 10	16 4		
	No 2	2 x 4	6 1	5 6	5 2	4 10	7 0	6 1	5 5	4 11		
		2 x 6	9 7	8 8	7 9	7 1	10 0	8 8	7 9	7 1		
		2 x 8	12 8	11 5	10 3	9 4	13 2	11 5	10 3	9 4		
		2 x 10	16 2	14 7	13 1	11 11	16 10	14 7	13 1	11 11		
		2 x 12	19 8	17 9	15 11	14 6	20 6	17 9	15 11	14 6		
	No 3	2 x 4	5 0	4 4	3 11	3 7	5 0	4 4	3 11	3 7		
		2 x 6	7 7	6 7	5 11	5 4	7 7	6 7	5 11	5 4		
		2 x 8	10 0	8 8	7 9	7 1	10 0	8 8	7 9	7 1		
		2 x 10	12 10	11 1	9 11	9 1	12 10	11 1	9 11	9 1		
		2 x 12	15 7	13 6	12 1	11 0	15 7	13 6	12 1	11 0		
	Construction	2 x 4	5 10	5 0	4 6	4 1	5 10	5 0	4 6	4 1		
	Standard	2 x 4	4 4	3 9	3 4	3 1	4 4	3 9	3 4	3 1		
	Utilité	2 x 4	2 11	2 6	2 3	2 0	2 11	2 6	2 3	2 0		

Tableau III-D

**SOLIVES DE TOIT — APPUYANT UN PLAFOND**  
**(SURCHARGE 50 lb/pi<sup>2</sup>) (suite)**

Essences	Catégorie	Dimension nomi- nale	SURCHARGE 50 lb/pi <sup>2</sup>									
			Plafond de plâtre ou de placoplâtre						Autres plafonds			
			Espacement des solives						Espacement des solives			
			12 po	16 po	20 po	24 po	12 po	16 po	20 po	24 po		
		po	pi po	pi po	pi po	pi po	pi po	pi po	pi po	pi po	pi po	pi po
Épinette (toutes les essences) Sapin baumier Pin alpin Pin de Murray Pin Ponderosa	Structure choisie	2 x 4	5 11	5 5	5 0	4 9	6 10	6 2	5 9	5 5		
		2 x 6	9 4	8 6	7 11	7 5	10 9	9 9	9 0	8 3		
		2 x 8	12 4	11 3	10 5	9 10	14 2	12 10	11 11	10 11		
		2 x 10	15 9	14 4	13 4	12 6	18 1	16 5	15 3	13 11		
		2 x 12	19 2	17 5	16 2	15 3	22 0	20 0	18 6	17 0		
	No 1	2 x 4	5 11	5 5	5 0	4 9	6 10	6 2	5 9	5 3		
		2 x 6	9 4	8 6	7 11	7 5	10 9	9 4	8 4	7 7		
		2 x 8	12 4	11 3	10 5	9 10	14 2	12 4	11 0	10 0		
		2 x 10	15 9	14 4	13 4	12 6	18 1	15 8	14 1	12 10		
		2 x 12	19 2	17 5	16 2	15 3	22 0	19 1	17 1	15 7		
	No 2	2 x 4	5 9	5 3	4 10	4 7	6 7	5 9	5 2	4 9		
		2 x 6	9 1	8 3	7 6	6 10	9 9	8 5	7 6	6 10		
		2 x 8	11 11	10 10	9 11	9 1	12 10	11 1	9 11	9 1		
		2 x 10	15 3	13 10	12 8	11 7	16 5	14 2	12 8	11 7		
		2 x 12	18 7	16 10	15 5	14 1	20 0	17 3	15 5	14 1		
	No 3	2 x 4	5 0	4 4	3 11	3 7	5 0	4 4	3 11	3 7		
		2 x 6	7 3	6 3	5 7	5 1	7 3	6 3	5 7	5 1		
		2 x 8	9 7	8 3	7 5	6 9	9 7	8 3	7 5	6 9		
		2 x 10	12 3	10 7	9 5	8 8	12 3	10 7	9 5	8 8		
		2 x 12	14 10	12 10	11 6	10 6	14 10	12 10	11 6	10 6		
	Construction	2 x 4	5 6	4 11	4 4	4 0	5 8	4 11	4 4	4 0		
	Standard	2 x 4	4 4	3 9	3 4	3 1	4 4	3 9	3 4	3 1		
	Utilité	2 x 4	2 11	2 6	2 3	2 0	2 11	2 6	2 3	2 0		

Tableau III-D

**SOLIVES DE TOIT — APPUYANT UN PLAFOND**  
(SURCHARGE 50 lb/pi<sup>2</sup>) (suite)

Essences	Catégorie	Dimen- sion nomi- nale  po	SURCHARGE 50 lb/pi <sup>2</sup>							
			Plafond de plâtre ou de placoplâtre				Autres plafonds			
			Espacement des solives				Espacement des solives			
			12 po	16 po	20 po	24 po	12 po	16 po	20 po	24 po
			pi po	pi po	pi po	pi po	pi po	pi po	pi po	pi po
Cèdre rouge de l'Ouest Pin rouge Pin blanc de l'Ouest Pin blanc	Structure choisie	2 x 4	5 9	5 2	4 10	4 6	6 7	6 0	5 6	5 2
		2 x 6	9 0	8 2	7 7	7 2	10 4	9 5	8 9	8 1
		2 x 8	11 11	10 10	10 0	9 5	13 8	12 5	11 6	10 8
		2 x 10	15 3	13 10	12 10	12 1	17 5	15 10	14 8	13 8
		2 x 12	18 6	16 10	15 7	14 8	21 2	19 3	17 10	16 8
	No 1	2 x 4	5 9	5 2	4 10	4 6	6 7	6 0	5 6	5 0
		2 x 6	9 0	8 2	7 7	7 2	10 4	9 1	8 2	7 5
		2 x 8	11 11	10 10	10 0	9 5	13 8	12 0	10 9	9 10
		2 x 10	15 3	13 10	12 10	12 1	17 5	15 4	13 9	12 6
		2 x 12	18 6	16 10	15 7	14 8	21 2	18 8	16 8	15 3
	No 2	2 x 4	5 6	5 0	4 8	4 4	6 4	5 8	5 0	4 7
		2 x 6	8 8	7 11	7 4	6 8	9 6	8 2	7 4	6 8
		2 x 8	11 6	10 5	9 8	8 10	12 6	10 10	9 8	8 10
		2 x 10	14 8	13 4	12 4	11 3	15 11	13 10	12 4	11 3
		2 x 12	17 10	16 2	15 0	13 8	19 5	16 10	15 0	13 8
	No 3	2 x 4	4 10	4 2	3 9	3 5	4 10	4 2	3 9	3 5
		2 x 6	7 3	6 3	5 7	5 1	7 3	6 3	5 7	5 1
		2 x 8	9 7	8 3	7 5	6 9	9 7	8 3	7 5	6 9
		2 x 10	12 3	10 7	9 5	8 8	12 3	10 7	9 5	8 8
		2 x 12	14 10	12 10	11 6	10 6	14 10	12 10	11 6	10 6
	Construction	2 x 4	5 4	4 9	4 3	3 10	5 5	4 9	4 3	3 10
	Standard	2 x 4	4 1	3 7	3 2	2 11	4 1	3 7	3 2	2 11
	Utilité	2 x 4	2 11	2 6	2 3	2 0	2 11	2 6	2 3	2 0



Tableau III-D

**SOLIVES DE TOIT — APPUYANT UN PLAFOND**  
(SURCHARGE 50 lb/pi<sup>2</sup>) (suite)

Essences	Catégorie	Dimen- sion nomi- nale  po	SURCHARGE 50 lb/pi <sup>2</sup>											
			Plafond de plâtre ou de placoplâtre								Autres plafonds			
			Espace ment des solives								Espace ment des solives			
			12 po		16 po		20 po		24 po		12 po		16 po	
			pi	po	pi	po	pi	po	pi	po	pi	po	pi	po
Cèdre jaune de la Côte du Pacifique Tamarac Pin gris Pruche de l'Est	Structure choisie	2 x 4	6	0	5	6	5	1	4	9	6	11	6	3
		2 x 6	9	6	8	7	8	0	7	6	10	10	9	10
		2 x 8	12	6	11	4	10	7	9	11	14	4	13	0
		2 x 10	16	0	14	6	13	6	12	8	18	3	16	7
		2 x 12	19	5	17	8	16	5	15	5	22	3	20	3
	No 1	2 x 4	6	0	5	6	5	1	4	9	6	11	6	3
		2 x 6	9	6	8	7	8	0	7	6	10	10	9	10
		2 x 8	12	6	11	4	10	7	9	11	14	4	13	0
		2 x 10	16	0	14	6	13	6	12	8	18	3	16	7
		2 x 12	19	5	17	8	16	5	15	5	22	3	20	3
	No 2	2 x 4	5	10	5	3	4	11	4	7	6	8	6	0
		2 x 6	9	2	8	4	7	9	7	3	10	6	9	6
		2 x 8	12	1	11	0	10	2	9	7	13	10	12	7
		2 x 10	15	5	14	0	13	0	12	3	17	8	16	0
		2 x 12	18	9	17	0	15	10	14	11	21	6	19	6
	No 3	2 x 4	5	7	4	11	4	4	4	0	5	8	4	11
		2 x 6	8	3	7	2	6	5	5	10	8	3	7	2
		2 x 8	10	11	9	5	8	5	7	8	10	11	9	5
		2 x 10	13	11	12	1	10	9	9	10	13	11	12	1
		2 x 12	17	0	14	8	13	2	12	0	17	0	14	8
	Construction	2 x 4	5	7	5	1	4	8	4	5	6	4	5	6
	Standard	2 x 4	4	10	4	2	3	9	3	5	4	10	4	2
	Utilité	2 x 4	3	3	2	10	2	6	2	3	3	3	2	10

Tableau III-D

**SOLIVES DE TOIT — APPUYANT UN PLAFOND  
(SURCHARGE 50 lb/pi<sup>2</sup>) (suite)**

Essences	Catégorie	Dimen- sion nomi- nale  po	SURCHARGE 50 lb/pi²															
			Plafond de plâtre ou de placoplâtre				Autres plafonds											
			Espacement des solives				Espacement des solives											
			12 po		16 po		20 po		24 po		12 po		16 po		20 po		24 po	
			pi	po	pi	po	pi	po	pi	po	pi	po	pi	po	pi	po	pi	po
			pi	po	pi	po	pi	po	pi	po	pi	po	pi	po	pi	po	pi	po
Peuplier tremble Peuplier grand tremble Peuplier baumier	Structure choisie	2 x 4	5	10	5	3	4	11	4	7	6	8	6	0	5	7	5	3
		2 x 6	9	2	8	3	7	8	7	3	10	5	9	6	8	10	8	3
		2 x 8	12	1	10	11	10	2	9	7	13	9	12	6	11	7	10	11
		2 x 10	15	5	14	0	13	0	12	2	17	7	16	0	14	10	13	11
		2 x 12	18	9	17	0	15	9	14	10	21	5	19	6	18	1	17	0
	No 1	2 x 4	5	10	5	3	4	11	4	7	6	8	6	0	5	7	5	3
		2 x 6	9	2	8	3	7	8	7	3	10	5	9	4	8	4	7	7
		2 x 8	12	1	10	11	10	2	9	7	13	9	12	4	11	0	10	0
		2 x 10	15	5	14	0	13	0	12	2	17	7	15	8	14	1	12	10
		2 x 12	18	9	17	0	15	9	14	10	21	5	19	1	17	1	15	7
No 2	2 x 4	5	7	5	1	4	9	4	5	6	5	5	9	5	2	4	9	
	2 x 6	8	10	8	0	7	5	6	10	9	9	8	5	7	6	6	10	
	2 x 8	11	8	10	7	9	10	9	1	12	10	11	1	9	11	9	1	
	2 x 10	14	10	13	6	12	6	11	7	16	5	14	2	12	8	11	7	
	2 x 12	18	1	16	5	15	3	14	1	20	0	17	3	15	5	14	1	
No 3	2 x 4	5	0	4	4	3	11	3	7	5	0	4	4	3	11	3	7	
	2 x 6	7	3	6	3	5	7	5	1	7	3	6	3	5	7	5	1	
	2 x 8	9	7	8	3	7	5	6	9	9	7	8	3	7	5	6	9	
	2 x 10	12	3	10	7	9	5	8	8	12	3	10	7	9	5	8	8	
	2 x 12	14	10	12	10	11	6	10	6	14	10	12	10	11	6	10	6	
Construction	2 x 4	5	4	4	11	4	4	4	0	5	8	4	11	4	4	4	0	
Standard	2 x 4	4	4	3	9	3	4	3	1	4	4	3	9	3	4	3	1	
Utilité	2 x 4	2	11	2	6	2	3	2	0	2	11	2	6	2	3	2	0	

Tableau III-E

**SOLIVES DE TOIT — APPUYANT UN PLAFOND  
(SURCHARGE 40 lb/pi<sup>2</sup>)**

Essences	Catégorie	Dimen- sion nomi- nale  po	SURCHARGE 40 lb/pi²															
			Plafond de plâtre ou de placoplâtre						Autres plafonds									
			Espacement des solives						Espacement des solives									
			12 po		16 po		20 po		24 po		12 po		16 po		20 po		24 po	
			pi	po	pi	po	pi	po	pi	po	pi	po	pi	po	pi	po	pi	po
Sapin Douglas Mélèze de l'Ouest	Structure choisie	2 x 4	7	3	6	7	6	1	5	9	8	3	7	6	7	0	6	7
		2 x 6	11	4	10	4	9	7	9	0	13	0	11	10	11	0	10	4
		2 x 8	15	0	13	8	12	8	11	11	17	2	15	7	14	6	13	8
		2 x 10	19	2	17	5	16	2	15	2	21	11	19	11	18	6	17	5
		2 x 12	23	4	21	2	19	8	18	6	26	8	24	3	22	6	21	2
	No 1	2 x 4	7	3	6	7	6	1	5	9	8	3	7	6	7	0	6	7
		2 x 6	11	4	10	4	9	7	9	0	13	0	11	10	11	0	10	1
		2 x 8	15	0	13	8	12	8	11	11	17	2	15	7	14	6	13	3
		2 x 10	19	2	17	5	16	2	15	2	21	11	19	11	18	6	16	11
		2 x 12	23	4	21	2	19	8	18	6	26	8	24	3	22	6	20	7
	No 2	2 x 4	7	0	6	4	5	11	5	6	8	0	7	3	6	9	6	2
		2 x 6	11	0	10	0	9	3	8	9	12	7	11	1	9	11	9	1
		2 x 8	14	6	13	2	12	3	11	6	16	7	14	8	13	1	12	0
		2 x 10	18	6	16	10	15	7	14	8	21	2	18	9	16	9	15	3
		2 x 12	22	6	20	5	19	0	17	10	25	9	22	9	20	4	18	7
	No 3	2 x 4	6	7	5	8	5	1	4	8	6	7	5	8	5	1	4	8
		2 x 6	9	9	8	5	7	6	6	10	9	9	8	5	7	6	6	10
		2 x 8	12	10	11	1	9	11	9	1	12	10	11	1	9	11	9	1
		2 x 10	16	5	14	2	12	8	11	7	16	5	14	2	12	8	11	7
		2 x 12	20	0	17	3	15	5	14	1	20	0	17	3	15	5	14	1
	Construction	2 x 4	6	8	6	1	5	8	5	3	7	6	6	6	5	10	5	3
	Standard	2 x 4	5	6	4	9	4	3	3	11	5	6	4	9	4	3	3	11
	Utilité	2 x 4	3	11	3	4	3	0	2	9	3	11	3	4	3	0	2	9

Tableau III-E

**SOLIVES DE TOIT — APPUYANT UN PLAFOND**  
(SURCHARGE 40 lb/pi<sup>2</sup>) (suite)

Essences	Catégorie	Dimen- sion nomi- nale	SURCHARGE 40 lb/pi <sup>2</sup>															
			Plafond de plâtre ou de placoplâtre						Autres plafonds									
			Espacement des solives						Espacement des solives									
			12 po		16 po		20 po		24 po		12 po		16 po		20 po		24 po	
		po	pi po	pi po	pi po	pi po	pi po	pi po	pi po	pi po	pi po	pi po	pi po	pi po	pi po	pi po		
Pruche de la Côte du Pacifique Pin gracieux Grand pin	Structure choisie	2 x 4	6	10	6	2	5	9	5	5	7	10	7	1	6	7	6	2
		2 x 6	10	9	9	9	9	0	8	6	12	3	11	2	10	4	9	5
		2 x 8	14	2	12	10	11	11	11	3	16	2	14	9	13	7	12	5
		2 x 10	18	1	16	5	15	3	14	4	20	8	18	6	17	4	15	10
		2 x 12	22	0	20	0	18	6	17	5	25	2	22	10	21	2	19	3
	No 1	2 x 4	6	10	6	2	5	9	5	5	7	10	7	1	6	7	6	0
		2 x 6	10	9	9	9	9	0	8	6	12	3	10	8	9	6	8	8
		2 x 8	14	2	12	10	11	11	11	3	16	2	14	1	12	7	11	6
		2 x 10	18	1	16	5	15	3	14	4	20	8	18	0	16	1	14	8
		2 x 12	22	0	20	0	18	6	17	5	25	2	21	10	19	7	17	10
	No 2	2 x 4	6	7	6	0	5	6	5	3	7	6	6	8	5	11	5	5
		2 x 6	10	4	9	5	8	6	7	9	11	0	9	6	8	6	7	9
		2 x 8	13	8	12	5	11	2	10	3	14	6	12	6	11	2	10	3
		2 x 10	17	5	15	10	14	4	13	1	18	6	16	0	14	4	13	1
2 x 12		21	3	19	3	17	5	15	11	22	6	19	5	17	5	15	11	
No 3	2 x 4	5	6	4	9	4	3	3	11	5	6	4	9	4	3	3	11	
	2 x 6	8	4	7	3	6	5	5	11	8	4	7	3	6	5	5	11	
	2 x 8	11	0	9	6	8	6	7	9	11	0	9	6	8	6	7	9	
	2 x 10	14	1	12	2	10	10	9	11	14	1	12	2	10	10	9	11	
	2 x 12	17	1	14	10	13	3	12	1	17	1	14	10	13	3	12	1	
Construction	2 x 4	6	4	5	6	4	11	4	6	6	5	5	6	4	11	4	6	
Standard	2 x 4	4	9	4	2	3	8	3	4	4	9	4	2	3	8	3	4	
Utilité	2 x 4	3	2	2	9	2	5	2	3	3	2	2	9	2	5	2	3	
Épinette (toutes les essences) Sapin baumier Pin alpin Pin de Murray Pin Ponderosa	Structure choisie	2 x 4	6	5	5	10	5	5	5	1	7	4	6	8	6	2	5	10
		2 x 6	10	1	9	2	8	6	8	0	11	7	10	6	9	9	9	1
		2 x 8	13	4	12	1	11	3	10	7	15	3	13	10	12	10	12	0
		2 x 10	17	0	15	5	14	4	13	6	19	6	17	8	16	5	15	3
		2 x 12	20	8	18	9	17	5	16	5	23	8	21	6	20	0	18	7
	No 1	2 x 4	6	5	5	10	5	5	5	1	7	4	6	8	6	2	5	9
		2 x 6	10	1	9	2	8	6	8	0	11	7	10	3	9	2	8	4
		2 x 8	13	4	12	1	11	3	10	7	15	3	13	6	12	1	11	0
		2 x 10	17	0	15	5	14	4	13	6	19	6	17	3	15	5	14	1
		2 x 12	20	8	18	9	17	5	16	5	23	8	20	11	18	9	17	1
	No 2	2 x 4	6	2	5	7	5	3	4	11	7	1	6	4	5	8	5	2
		2 x 6	9	9	8	10	8	3	7	6	10	8	9	3	8	3	7	6
		2 x 8	12	10	11	8	10	10	9	11	14	1	12	2	10	11	9	11
		2 x 10	16	5	14	11	13	10	12	8	18	0	15	7	13	11	12	8
		2 x 12	20	0	18	2	16	10	15	5	21	10	18	11	16	11	15	5

Tableau III-E

**SOLIVES DE TOIT — APPUYANT UN PLAFOND**  
**(SURCHARGE 40 lb/pi<sup>2</sup>) (suite)**

Essences	Catégorie	Dimen- sion nomi- nale	SURCHARGE 40 lb/pi <sup>2</sup>														
			Plafond de plâtre ou de placoplâtre						Autres plafonds								
			Espacement des solives						Espacement des solives								
			12 po		16 po		20 po		24 po		12 po		16 po		20 po		24 po
		po	pi po	pi po	pi po	pi po	pi po	pi po	pi po	pi po	pi po	pi po	pi po	pi po	pi po	pi po	
	No 3	2 x 4	5 6	4 9	4 3	3 11	5 6	4 9	4 3	3 11							
		2 x 6	7 11	6 10	6 2	5 7	7 11	6 10	6 2	5 7							
		2 x 8	10 6	9 1	8 1	7 5	10 6	9 1	8 1	7 5							
		2 x 10	13 5	11 7	10 4	9 5	13 5	11 7	10 4	9 5							
2 x 12		16 4	14 1	12 7	11 6	16 4	14 1	12 7	11 6								
	Construction	2 x 4	5 11	5 4	4 9	4 4	6 2	5 4	4 9	4 4							
	Standard	2 x 4	4 9	4 2	3 8	3 4	4 9	4 2	3 8	3 4							
	Utilité	2 x 4	3 2	2 9	2 5	2 3	3 2	2 9	2 5	2 3							
Cèdre rouge de l'Ouest Pin rouge Pin blanc de l'Ouest Pin blanc	Structure choisie	2 x 4	6 2	5 7	5 2	4 11	7 1	6 5	6 0	5 7							
		2 x 6	9 9	8 10	8 2	7 9	11 2	10 1	9 5	8 10							
		2 x 8	12 10	11 8	10 10	10 2	14 8	13 4	12 5	11 8							
		2 x 10	16 5	14 11	13 10	13 0	18 9	17 1	15 10	14 11							
		2 x 12	19 11	18 1	16 10	15 10	22 10	20 9	19 3	18 1							
	No 1	2 x 4	6 2	5 7	5 2	4 11	7 1	6 5	6 0	5 6							
		2 x 6	9 9	8 10	8 2	7 9	11 2	10 0	8 11	8 2							
		2 x 8	12 10	11 8	10 10	10 2	14 8	13 2	11 9	10 9							
		2 x 10	16 5	14 11	13 10	13 0	18 9	16 10	15 0	13 9							
		2 x 12	19 11	18 1	16 10	15 10	22 10	20 6	18 4	16 8							
	No 2	2 x 4	5 11	5 5	5 0	4 9	6 10	6 2	5 6	5 0							
		2 x 6	9 4	8 6	7 11	7 4	10 4	9 0	8 0	7 4							
		2 x 8	12 4	11 3	10 5	9 8	13 8	11 10	10 7	9 8							
		2 x 10	15 9	14 4	13 4	12 4	17 6	15 1	13 6	12 4							
		2 x 12	19 2	17 5	16 2	15 0	21 3	18 5	16 5	15 0							
	No 3	2 x 4	5 3	4 7	4 1	3 9	5 3	4 7	4 1	3 9							
		2 x 6	7 11	6 10	6 2	5 7	7 11	6 10	6 2	5 7							
		2 x 8	10 6	9 1	8 1	7 5	10 6	9 1	8 1	7 5							
		2 x 10	13 5	11 7	10 4	9 5	13 5	11 7	10 4	9 5							
		2 x 12	16 4	14 1	12 7	11 6	16 4	14 1	12 7	11 6							
	Construction	2 x 4	5 9	5 2	4 7	4 3	6 0	5 2	4 7	4 3							
	Standard	2 x 4	4 6	3 11	3 6	3 2	4 6	3 11	3 6	3 2							
	Utilité	2 x 4	3 2	2 9	2 5	2 3	3 2	2 9	2 5	2 3							

Tableau III-E

**SOLIVES DE TOIT — APPUYANT UN PLAFOND  
(SURCHARGE 40 lb/pi<sup>2</sup>) (suite)**

Essences	Catégorie	Dimen- sion nomi- nale   po	SURCHARGE 40 lb/pi <sup>2</sup>															
			Plafond de plâtre ou de placoplâtre						Autres plafonds									
			Espacement des solives						Espacement des solives									
			12 po		16 po		20 po		24 po		12 po		16 po		20 po		24 po	
			pi	po	pi	po	pi	po	pi	po	pi	po	pi	po	pi	po	pi	po
	Structure choisie	2 x 4 2 x 6 2 x 8 2 x 10 2 x 12	6 6 10 3 13 6 17 2 20 11	5 11 9 3 12 3 15 8 19 0	5 6 8 7 11 4 14 6 17 8	5 2 8 1 10 8 13 8 16 7	7 5 11 8 15 5 19 8 24 0	6 9 10 7 14 0 17 11 21 9	6 3 9 10 13 0 16 7 20 3	5 11 9 3 12 3 15 8 19 0								
Cèdre jaune de la Côte du Pacifique Tamarac Pin gris Pruche de l'Est	No 1	2 x 4 2 x 6 2 x 8 2 x 10 2 x 12	6 6 10 3 13 6 17 2 20 11	5 11 9 3 12 3 15 8 19 0	5 6 8 7 11 4 14 6 17 8	5 2 8 1 10 8 13 8 16 7	7 5 11 8 15 5 19 8 24 0	6 9 10 7 14 0 17 11 21 9	6 3 9 10 13 0 16 7 20 3	5 11 9 3 12 3 15 8 19 0								
		No 2	2 x 4 2 x 6 2 x 8 2 x 10 2 x 12	6 3 9 10 13 0 16 7 20 3	5 8 8 11 11 10 15 1 18 4	5 3 8 4 11 0 14 0 17 0	5 0 7 10 10 4 13 2 16 0	7 2 11 4 14 11 19 0 23 2	6 6 10 3 13 6 17 3 21 0	6 3 9 4 12 4 15 9 19 2	5 8 8 6 11 3 14 4 17 6							
			No 3	2 x 4 2 x 6 2 x 8 2 x 10 2 x 12	6 0 9 1 12 0 15 3 18 7	5 4 7 10 10 4 13 3 16 1	4 9 7 0 9 3 11 10 14 5	4 4 6 5 8 5 10 9 13 2	6 2 9 1 12 0 15 3 18 7	5 4 7 10 10 4 13 3 16 1	4 9 7 0 9 3 11 10 14 5	4 4 6 5 8 5 10 9 13 2						
				Construction	2 x 4	6 0	5 6	5 1	4 9	6 11	6 0	5 5	4 11					
				Standard	2 x 4	5 3	4 7	4 0	3 9	5 3	4 7	4 0	3 9					
	Utilité			2 x 4	3 7	3 1	2 9	2 6	3 7	3 1	2 9	2 6						

Tableau III-E

**SOLIVES DE TOIT — APPUYANT UN PLAFOND  
(SURCHARGE 40 lb/pi<sup>2</sup>) (suite)**

Essences	Catégorie	Dimen- sion nomi- nale	SURCHARGE 40 lb/pi <sup>2</sup>							
			Plafond de plâtre ou de placoplâtre				Autres plafonds			
			Espacement des solives				Espacement des solives			
			12 po	16 po	20 po	24 po	12 po	16 po	20 po	24 po
		po	pi po	pi po	pi po	pi po	pi po	pi po	pi po	pi po
Peuplier tremble Peuplier grand tremble Peuplier baumier	Structure choisie	2 x 4	6 3	5 8	5 3	4 11	7 2	6 6	6 0	5 8
		2 x 6	9 10	8 11	8 3	7 10	11 3	10 3	9 6	8 11
		2 x 8	13 0	11 9	10 11	10 3	14 10	13 6	12 6	11 9
		2 x 10	16 7	15 1	14 0	13 2	19 0	17 3	16 0	15 1
		2 x 12	20 2	18 4	17 0	16 0	23 1	21 0	19 6	18 4
	No 1	2 x 4	6 3	5 8	5 3	4 11	7 2	6 6	6 0	5 8
		2 x 6	9 10	8 11	8 3	7 10	11 3	10 3	9 2	8 4
		2 x 8	13 0	11 9	10 11	10 3	14 10	13 6	12 1	11 0
		2 x 10	16 7	15 1	14 0	13 2	19 0	17 3	15 5	14 1
		2 x 12	20 2	18 4	17 0	16 0	23 1	20 11	18 9	17 1
	No 2	2 x 4	6 0	5 6	5 1	4 9	6 11	6 3	5 8	5 2
		2 x 6	9 6	8 8	8 0	7 6	10 8	9 3	8 3	7 6
		2 x 8	12 7	11 5	10 7	9 11	14 1	12 2	10 11	9 11
		2 x 10	16 0	14 7	13 6	12 8	18 0	15 7	13 11	12 8
		2 x 12	19 6	17 8	16 5	15 5	21 10	18 11	16 11	15 5
	No 3	2 x 4	5 6	4 9	4 3	3 11	5 6	4 9	4 3	3 11
		2 x 6	7 11	6 10	6 2	5 7	7 11	6 10	6 2	5 7
		2 x 8	10 6	9 1	8 1	7 5	10 6	9 1	8 1	7 5
		2 x 10	13 5	11 7	10 4	9 5	13 5	11 7	10 4	9 5
		2 x 12	16 4	14 1	12 7	11 6	16 4	14 1	12 7	11 6
	Construction	2 x 4	5 10	5 3	4 9	4 4	6 2	5 4	4 9	4 4
	Standard	2 x 4	4 9	4 2	3 8	3 4	4 9	4 2	3 8	3 4
	Utilité	2 x 4	3 2	2 9	2 5	2 3	3 2	2 9	2 5	2 3

Tableau III-F

**SOLIVES DE TOIT — APPUYANT UN PLAFOND**  
(SURCHARGE 30 lb/pi<sup>2</sup>)

Essences	Catégorie	Dimension nominale	SURCHARGE 30 lb/pi <sup>2</sup>							
			Plafond de plâtre ou de placoplâtre				Autres plafonds			
			Espacement des solives				Espacement des solives			
			12 po	16 po	20 po	24 po	12 po	16 po	20 po	24 po
		po	pi po	pi po	pi po	pi po	pi po	pi po	pi po	pi po
Sapin Douglas Mélèze de l'Ouest	Structure choisie	2 x 4	7 11	7 3	6 8	6 4	9 1	8 3	7 8	7 3
		2 x 6	12 6	11 4	10 7	9 11	14 4	13 0	12 1	11 4
		2 x 8	16 6	15 0	13 11	13 1	18 11	17 2	15 11	15 0
		2 x 10	21 1	19 2	17 9	16 9	24 2	21 11	20 4	19 2
		2 x 12	25 8	23 4	21 8	20 4	29 4	26 8	24 9	23 4
	No 1	2 x 4	7 11	7 3	6 8	6 4	9 1	8 3	7 8	7 3
		2 x 6	12 6	11 4	10 7	9 11	14 4	13 0	12 1	11 3
		2 x 8	16 6	15 0	13 11	13 1	18 11	17 2	15 11	14 10
		2 x 10	21 1	19 2	17 9	16 9	24 2	21 11	20 4	18 11
		2 x 12	25 8	23 4	21 8	20 4	29 4	26 8	24 9	23 1
	No 2	2 x 4	7 8	7 0	6 6	6 1	8 10	8 0	7 5	6 11
		2 x 6	12 1	11 0	10 2	9 7	13 10	12 5	11 1	10 2
		2 x 8	15 11	14 6	13 5	12 8	18 3	16 5	14 8	13 5
		2 x 10	20 4	18 6	17 2	16 2	23 4	20 11	18 9	17 1
		2 x 12	24 9	22 6	20 11	19 8	28 4	25 6	22 9	20 9
	No 3	2 x 4	7 4	6 4	5 8	5 2	7 4	6 4	5 8	5 2
		2 x 6	10 11	9 5	8 5	7 8	10 11	9 5	8 5	7 8
		2 x 8	14 4	12 5	11 1	10 2	14 4	12 5	11 1	10 2
		2 x 10	18 4	15 11	14 2	13 0	18 4	15 11	14 2	13 0
		2 x 12	22 4	19 4	17 3	15 9	22 4	19 4	17 3	15 9
	Construction	2 x 4	7 4	6 8	6 3	5 10	8 5	7 3	6 6	5 11
	Standard	2 x 4	6 2	5 4	4 9	4 4	6 2	5 4	4 9	4 4
	Utilité	2 x 4	4 4	3 9	3 4	3 1	4 4	3 9	3 4	3 1



Tableau III-F

**SOLIVES DE TOIT — APPUYANT UN PLAFOND**  
**(SURCHARGE 30 lb/pi<sup>2</sup>) (suite)**

Essences	Catégorie	Dimen- sion nomi- nale	SURCHARGE 30 lb/pi <sup>2</sup>							
			Plafond de plâtre ou de placoplatre				Autres plafonds			
			Espace ment des solives				Espace ment des solives			
			12 po	16 po	20 po	24 po	12 po	16 po	20 po	24 po
		po	pi po	pi po	pi po	pi po	pi po	pi po	pi po	pi po
Pruche de la Côte du Pacifique Pin gracieux Grand pin	Structure choisie	2 x 4	7 6	6 10	6 4	5 11	8 7	7 10	7 3	6 10
		2 x 6	11 10	10 9	9 11	9 4	13 6	12 3	11 5	10 6
		2 x 8	15 7	14 2	13 2	12 4	17 10	16 2	15 0	13 11
		2 x 10	19 11	18 1	16 9	15 9	22 9	20 8	19 2	17 9
		2 x 12	24 2	22 0	20 5	19 2	27 8	25 2	23 4	21 7
	No 1	2 x 4	7 6	6 10	6 4	5 11	8 7	7 10	7 3	6 8
		2 x 6	11 10	10 9	9 11	9 4	13 6	11 11	10 8	9 9
		2 x 8	15 7	14 2	13 2	12 4	17 10	15 9	14 1	12 10
		2 x 10	19 11	18 1	16 9	15 9	22 9	20 1	18 0	16 5
		2 x 12	24 2	22 0	20 5	19 2	27 8	24 6	21 10	20 0
	No 2	2 x 4	7 3	6 7	6 1	5 9	8 4	7 5	6 8	6 1
		2 x 6	11 5	10 4	9 6	8 8	12 3	10 7	9 6	8 8
		2 x 8	15 1	13 8	12 6	11 5	16 2	14 0	12 6	11 5
		2 x 10	19 2	17 5	16 0	14 7	20 8	17 11	16 0	14 7
		2 x 12	23 4	21 3	19 5	17 9	25 2	21 9	19 5	17 9
	No 3	2 x 4	6 2	5 4	4 9	4 4	6 2	5 4	4 9	4 4
		2 x 6	9 4	8 1	7 3	6 7	9 4	8 1	7 3	6 7
		2 x 8	12 4	10 8	9 6	8 8	12 4	10 8	9 6	8 8
		2 x 10	15 8	13 7	12 2	11 1	15 8	13 7	12 2	11 1
		2 x 12	19 1	16 7	14 10	13 6	19 1	16 7	14 10	13 6
	Construction	2 x 4	7 0	6 2	5 6	5 0	7 2	6 2	5 6	5 0
	Standard	2 x 4	5 4	4 8	4 2	3 9	5 4	4 8	4 2	3 9
	Utilité	2 x 4	3 7	3 1	2 9	2 6	3 7	3 1	2 9	2 6
Épinette (toutes les essences) Sapin baumier Pin alpin Pin de Murray Pin Ponderosa	Structure choisie	2 x 4	7 1	6 5	5 11	5 7	8 1	7 4	6 10	6 5
		2 x 6	11 1	10 1	9 4	8 10	12 9	11 7	10 9	10 1
		2 x 8	14 8	13 4	12 4	11 7	16 9	15 3	14 2	13 4
		2 x 10	18 9	17 0	15 9	14 10	21 5	19 6	18 1	17 0
		2 x 12	22 9	20 8	19 2	18 1	26 1	23 8	22 0	20 8
	No 1	2 x 4	7 1	6 5	5 11	5 7	8 1	7 4	6 10	6 5
		2 x 6	11 1	10 1	9 4	8 10	12 9	11 5	10 3	9 4
		2 x 8	14 8	13 4	12 4	11 7	16 9	15 1	13 6	12 4
		2 x 10	18 9	17 0	15 9	14 10	21 5	19 3	17 3	15 8
		2 x 12	22 9	20 8	19 2	18 1	26 1	23 5	20 11	19 1
	No 2	2 x 4	6 10	6 2	5 9	5 5	7 10	7 1	6 4	5 9
		2 x 6	10 9	9 9	9 1	8 5	11 11	10 4	9 3	8 5
		2 x 8	14 2	12 10	11 11	11 1	15 9	13 8	12 2	11 1
		2 x 10	18 1	16 5	15 3	14 2	20 1	17 5	15 7	14 2
		2 x 12	22 0	20 0	18 7	17 3	24 6	21 2	18 11	17 3

Tableau III-F

**SOLIVES DE TOIT — APPUYANT UN PLAFOND**  
**(SURCHARGE 30 lb/pi<sup>2</sup>) (suite)**

Essences	Catégorie	Dimension nominale  po	SURCHARGE 30 lb/pi <sup>2</sup>											
			Plafond de plâtre ou de placoplâtre						Autres plafonds					
			Espacement des solives						Espacement des solives					
			12 po		16 po		20 po		24 po		12 po		16 po	
			pi	po	pi	po	pi	po	pi	po	pi	po	pi	po
	No 3	2 x 4	.6	2	5	4	4	9	4	4	6	2	5	4
		2 x 6	8	11	7	8	6	10	6	3	8	11	7	8
		2 x 8	11	9	10	2	9	1	8	3	11	9	10	2
		2 x 10	15	0	13	0	11	7	10	7	15	0	13	0
		2 x 12	18	3	15	9	14	1	12	10	18	3	15	9
	Construction	2 x 4	6	7	5	11	5	4	4	11	6	11	6	0
	Standard	2 x 4	5	4	4	8	4	2	3	9	5	4	4	8
	Utilité	2 x 4	3	7	3	1	2	9	2	6	3	7	3	1
Cèdre rouge de l'Ouest Pin rouge de l'Ouest Pin blanc de l'Ouest Pin blanc	Structure choisie	2 x 4	6	10	6	2	5	9	5	5	7	9	7	1
		2 x 6	10	9	9	9	9	0	8	6	12	3	11	2
		2 x 8	14	2	12	10	11	11	11	2	16	2	14	8
		2 x 10	18	0	16	5	15	3	14	4	20	8	18	9
		2 x 12	21	11	19	11	18	6	17	5	25	2	22	10
	No 1	2 x 4	6	10	6	2	5	9	5	5	7	9	7	1
		2 x 6	10	9	9	9	9	0	8	6	12	3	11	2
		2 x 8	14	2	12	10	11	11	11	2	16	2	14	8
		2 x 10	18	0	16	5	15	3	14	4	20	8	18	9
		2 x 12	21	11	19	11	18	6	17	5	25	2	22	10
	No 2	2 x 4	6	7	5	11	5	6	5	2	7	6	6	10
		2 x 6	10	4	9	4	8	8	8	2	11	7	10	0
		2 x 8	13	7	12	4	11	6	10	9	15	4	13	3
		2 x 10	17	4	15	9	14	8	13	9	19	6	16	11
		2 x 12	21	2	19	2	17	10	16	9	23	9	20	7
	No 3	2 x 4	5	11	5	1	4	7	4	2	5	11	5	1
		2 x 6	8	11	7	8	6	10	6	3	8	11	7	8
		2 x 8	11	9	10	2	9	1	8	3	11	9	10	2
		2 x 10	15	0	13	0	11	7	10	7	15	0	13	0
		2 x 12	18	3	15	9	14	1	12	10	18	3	15	9
	Construction	2 x 4	6	4	5	9	5	2	4	9	6	8	5	9
	Standard	2 x 4	5	0	4	4	3	11	3	7	5	0	4	4
	Utilité	2 x 4	3	7	3	1	2	9	2	6	3	7	3	1

Tableau III-F

**SOLIVES DE TOIT — APPUYANT UN PLAFOND  
(SURCHARGE 30 lb/pi<sup>2</sup>) (suite)**

Essences	Catégorie	Dimen- sion nomi- nale  po	SURCHARGE 30 lb/pi <sup>2</sup>															
			Plafond de plâtre ou de placoplâtre						Autres plafonds									
			Espacement des solives						Espacement des solives									
			12 po		16 po		20 po		24 po		12 po		16 po		20 po		24 po	
			pi	po	pi	po	pi	po	pi	po	pi	po	pi	po	pi	po	pi	po
	Structure choisie	2 x 4 2 x 6 2 x 8 2 x 10 2 x 12	7 2 11 3 14 10 18 11 23 1	6 6 10 3 13 6 17 2 20 11	6 0 9 6 12 6 16 0 19 5	5 8 8 11 11 9 15 0 18 3	8 2 12 11 17 0 21 8 26 5	7 5 11 8 15 5 19 8 24 0	6 11 10 10 14 4 18 3 22 3	6 6 10 3 13 6 17 2 20 11								
Cèdre jaune de la Côte du Pacifique Tamarac Pin gris Pruche de l'Est	No 1	2 x 4 2 x 6 2 x 8 2 x 10 2 x 12	7 2 11 3 14 10 18 11 23 1	6 6 10 3 13 6 17 2 20 11	6 0 9 6 12 6 16 0 19 5	5 8 8 11 11 9 15 0 18 3	8 2 12 11 17 0 21 8 26 5	7 5 11 8 15 5 19 8 24 0	6 11 10 10 14 4 18 3 22 3	6 6 10 3 13 6 17 2 20 11								
		No 2	2 x 4 2 x 6 2 x 8 2 x 10 2 x 12	6 11 10 10 14 4 18 3 22 3	6 3 9 10 13 0 16 7 20 3	5 10 9 2 12 1 15 5 18 9	5 6 8 7 11 4 6 8 17 8	7 11 12 5 16 5 20 11 25 6	7 2 11 4 14 11 19 0 23 2	6 8 10 5 13 9 17 7 21 5	6 3 9 6 12 7 16 1 19 7							
			No 3	2 x 4 2 x 6 2 x 8 2 x 10 2 x 12	6 8 10 2 13 5 17 1 20 9	6 0 8 9 11 7 14 9 18 0	5 4 7 10 10 4 13 3 16 1	4 11 7 2 9 5 12 1 14 8	6 11 10 2 13 5 17 1 20 9	6 0 8 9 11 7 14 9 18 0	5 4 7 10 10 4 13 3 16 1	4 11 7 2 9 5 12 1 14 8						
				Construction	2 x 4	6 8	6 0	5 7	5 3	7 7	6 9	6 0	5 6					
				Standard	2 x 4	5 11	5 1	4 7	4 2	5 11	5 1	4 7	4 2					
	Utilité			2 x 4	4 0	3 5	3 1	2 10	4 0	3 5	3 1	2 10						

Tableau III-F

**SOLIVES DE TOIT — APPUYANT UN PLAFOND  
(SURCHARGE 30 lb/pi<sup>2</sup>) (suite)**

Essences	Catégorie	Dimen- sion nomi- nale  po	SURCHARGE 30 lb/pi <sup>2</sup>															
			Plafond de plâtre ou de placoplâtre						Autres plafonds									
			Espacement des solives						Espacement des solives									
			12 po		16 po		20 po		24 po		12 po		16 po		20 po		24 po	
			pi	po	pi	po	pi	po	pi	po	pi	po	pi	po	pi	po	pi	po
Peuplier tremble Peuplier grand tremble Peuplier baumier	Structure choisie	2 x 4	6	10	6	3	5	10	5	5	7	11	7	2	6	8	6	3
		2 x 6	10	10	9	10	9	2	8	7	12	5	11	3	10	5	9	10
		2 x 8	14	3	13	0	12	1	11	4	16	4	14	10	13	9	13	0
		2 x 10	18	3	16	7	15	5	14	6	20	11	19	0	17	7	16	7
		2 x 12	22	2	20	2	18	9	17	7	25	5	23	1	21	5	20	2
	No 1	2 x 4	6	10	6	3	5	10	5	5	7	11	7	2	6	8	6	3
		2 x 6	10	10	9	10	9	2	8	7	12	5	11	3	10	3	9	4
		2 x 8	14	3	13	0	12	1	11	4	16	4	14	10	13	6	12	4
		2 x 10	18	3	16	7	15	5	14	6	20	11	19	0	17	3	15	8
		2 x 12	22	2	20	2	18	9	17	7	25	5	23	1	20	11	19	1
	No 2	2 x 4	6	8	6	0	5	7	5	3	7	7	6	11	6	4	5	9
		2 x 6	10	6	9	6	8	10	8	4	11	11	10	4	9	3	8	5
		2 x 8	13	10	12	7	11	8	10	11	15	9	13	8	12	2	11	1
		2 x 10	17	8	16	0	14	10	14	0	20	1	17	5	15	7	14	2
		2 x 12	21	5	19	6	18	1	17	0	24	6	21	2	18	11	17	3
	No 3	2 x 4	6	2	5	4	4	9	4	4	6	2	5	4	4	9	4	4
		2 x 6	8	11	7	8	6	10	6	3	8	11	7	8	6	10	6	3
		2 x 8	11	9	10	2	9	1	8	3	11	9	10	2	9	1	8	3
		2 x 10	15	0	13	0	11	7	10	7	15	0	13	0	11	7	10	7
		2 x 12	18	3	15	9	14	1	12	10	18	3	15	9	14	1	12	10
	Construction	2 x 4	6	5	5	10	5	4	4	11	6	11	6	0	5	4	4	11
	Standard	2 x 4	5	4	4	8	4	2	3	9	5	4	4	8	4	2	3	9
Utilité	2 x 4	3	7	3	1	2	9	2	6	3	7	3	1	2	9	2	6	

Tableau III-G

**SOLIVES DE TOIT — APPUYANT UN PLAFOND  
(SURCHARGE 20 lb/pi<sup>2</sup>)**

Essences	Catégorie	Dimen- sion nomi- nale  po	SURCHARGE 20 lb/pi²									
			Plafond de plâtre ou de placoplatre				Autres plafonds					
			Espacement des solives				Espacement des solives					
			12 po	16 po	20 po	24 po	12 po	16 po	20 po	24 po		
			pi po	pi po	pi po	pi po	pi po	pi po	pi po	pi po	pi po	
Sapin Douglas Mélèze de l'Ouest	Structure choisie	2 x 4	9 1	8 3	7 8	7 3	10 5	9 6	8 10	8 3		
		2 x 6	14 4	13 0	12 1	11 4	16 5	14 11	13 10	13 0		
		2 x 8	18 11	17 2	15 11	15 0	21 8	19 8	18 3	17 2		
		2 x 10	24 2	21 11	20 4	19 2	27 8	25 1	23 4	21 11		
		2 x 12	29 4	26 8	24 9	23 4	33 8	30 7	28 4	26 8		
	No 1	2 x 4	9 1	8 3	7 8	7 3	10 5	9 6	8 10	8 3		
		2 x 6	14 4	13 0	12 1	11 4	16 5	14 11	13 10	13 0		
		2 x 8	18 11	17 2	15 11	15 0	21 8	19 8	18 3	17 2		
		2 x 10	24 2	21 11	20 4	19 2	27 8	25 1	23 4	21 11		
		2 x 12	29 4	26 8	24 9	23 4	33 8	30 7	28 4	26 8		
	No 2	2 x 4	8 10	8 0	7 5	7 0	10 1	9 2	8 6	8 0		
		2 x 6	13 10	12 7	11 8	11 0	15 10	14 4	12 10	11 9		
		2 x 8	18 3	16 7	15 5	14 6	20 11	18 11	16 11	15 5		
		2 x 10	23 4	21 2	19 8	18 6	26 8	24 2	21 7	19 9		
		2 x 12	28 4	25 9	23 11	22 6	32 6	29 5	26 4	24 0		
	Construction	2 x 4	8 5	7 8	7 1	6 8	9 8	8 5	7 6	6 10		
		Standard	2 x 4	7 2	6 2	5 6	5 0	7 2	6 2	5 6	5 0	
		Utilité	2 x 4	5 0	4 4	3 11	3 7	5 0	4 4	3 11	3 7	
	Pruche de la Côte du Pacifique Pin gracieux Grand pin	Structure choisie	2 x 4	8 7	7 10	7 3	6 10	9 10	8 11	8 4	7 10	
			2 x 6	13 6	12 3	11 5	10 9	15 6	14 1	13 1	12 2	
			2 x 8	17 10	16 2	15 0	14 2	20 5	18 7	17 3	16 0	
2 x 10			22 9	20 8	19 2	18 1	26 1	23 8	22 0	20 6		
2 x 12			27 8	25 2	23 4	22 0	31 9	28 10	26 9	24 11		
No 1		2 x 4	8 7	7 10	7 3	6 10	9 10	8 11	8 4	7 9		
		2 x 6	13 6	12 3	11 5	10 9	15 6	13 9	12 4	11 3		
		2 x 8	17 10	16 2	15 0	14 2	20 5	18 2	16 3	14 10		
		2 x 10	22 9	20 8	19 2	18 1	26 1	23 3	20 9	18 11		
		2 x 12	27 8	25 2	23 4	22 0	31 9	28 3	25 3	23 1		
No 2		2 x 4	8 4	7 6	7 0	6 7	9 6	8 7	7 8	7 0		
		2 x 6	13 1	11 10	11 0	10 0	14 2	12 3	11 0	10 0		
		2 x 8	17 3	15 8	14 6	13 2	18 8	16 2	14 6	13 2		
		2 x 10	22 0	20 0	18 6	16 10	23 10	20 8	18 6	16 10		
		2 x 12	26 9	24 4	22 6	20 6	29 0	25 2	22 6	20 6		

Tableau III-G

**SOLIVES DE TOIT — APPUYANT UN PLAFOND  
(SURCHARGE 20 lb/pi<sup>2</sup>) (suite)**

Essences	Catégorie	Dimension nomi- nale	SURCHARGE 20 lb/pi <sup>2</sup>									
			Plafond de plâtre ou de placoplâtre					Autres plafonds				
			Espacement des solives					Espacement des solives				
			12 po	16 po	20 po	24 po	12 po	16 po	20 po	24 po		
		po	pi po	pi po	pi po	pi po	pi po	pi po	pi po	pi po	pi po	pi po
<i>Pacific Coast Hemlock Amabilis Fir Grand Fir</i>	No 3	2 x 4	7 2	6 2	5 6	5 0	7 2	6 2	5 6	5 0		
		2 x 6	10 9	9 4	8 4	7 7	10 9	9 4	8 4	7 7		
		2 x 8	14 3	12 4	11 0	10 0	14 3	12 4	11 0	10 0		
		2 x 10	18 2	15 8	14 1	12 10	18 2	15 8	14 1	12 10		
		2 x 12	22 1	19 1	17 1	15 7	22 1	19 1	17 1	15 7		
	Construction	2 x 4	8 0	7 2	6 5	5 10	8 3	7 2	6 5	5 10		
	Standard	2 x 4	6 2	5 4	4 9	4 4	6 2	5 4	4 9	4 4		
	Utilité	2 x 4	4 1	3 7	3 2	2 11	4 1	3 7	3 2	2 11		
<i>Épinette (toutes les essences) Sapin baumier Pin alpin Pin de Murray Pin Ponderosa</i>	Structure choisie	2 x 4	8 1	7 4	6 10	6 5	9 3	8 5	7 10	7 4		
		2 x 6	12 9	11 7	10 9	10 1	14 7	13 3	12 3	11 7		
		2 x 8	16 9	15 3	14 2	13 4	19 3	17 5	16 2	15 3		
		2 x 10	21 5	19 6	18 1	17 0	24 6	22 3	20 8	19 6		
		2 x 12	26 1	23 8	22 0	20 3	29 10	27 1	25 2	23 8		
	No 1	2 x 4	8 1	7 4	6 10	6 5	9 3	8 5	7 10	7 4		
		2 x 6	12 9	11 7	10 9	10 1	14 7	13 2	11 10	10 9		
		2 x 8	16 9	15 3	14 2	13 4	19 3	17 5	15 7	14 3		
		2 x 10	21 5	19 6	18 1	17 0	24 6	22 3	19 11	18 2		
		2 x 12	26 1	23 8	22 0	20 8	29 10	27 1	24 2	22 1		
	No 2	2 x 4	7 10	7 1	6 7	6 2	8 11	8 2	7 4	6 8		
		2 x 6	12 4	11 2	10 4	9 9	13 9	11 11	10 8	9 9		
		2 x 8	16 3	14 9	13 8	12 10	18 2	15 9	14 1	12 10		
		2 x 10	20 9	18 10	17 6	16 5	23 3	20 1	18 0	16 5		
		2 x 12	25 2	22 11	21 3	20 0	28 3	24 6	21 10	20 0		
	No 3	2 x 4	7 2	6 2	5 6	5 0	7 2	6 2	5 6	5 0		
		2 x 6	10 3	8 11	7 11	7 3	10 3	8 11	7 11	7 3		
		2 x 8	13 7	11 9	10 6	9 7	13 7	11 9	10 6	9 7		
		2 x 10	17 4	15 0	13 5	12 3	17 4	15 0	13 5	12 3		
		2 x 12	21 1	18 3	16 4	14 10	21 1	18 3	16 4	14 10		
	Construction	2 x 4	7 6	6 10	6 2	5 8	8 0	6 11	6 2	5 8		
	Standard	2 x 4	6 2	5 4	4 9	4 4	6 2	5 4	4 9	4 4		
	Utilité	2 x 4	4 1	3 7	3 2	2 11	4 1	3 7	3 2	2 11		

Tableau III-G

**SOLIVES DE TOIT — APPUYANT UN PLAFOND  
(SURCHARGE 20 lb/pi<sup>2</sup>) (suite)**

Essences	Catégorie	Dimension nomi- nale	SURCHARGE 20 lb/pi <sup>2</sup>									
			Plafond de plâtre ou de placoplâtre					Autres plafonds				
			Espacement des solives					Espacement des solives				
			12 po	16 po	20 po	24 po	12 po	16 po	20 po	24 po		
		po	pi po	pi po	pi po	pi po	pi po	pi po	pi po	pi po	pi po	pi po
Cèdre rouge de l'Ouest Pin rouge Pin blanc de l'Ouest Pin blanc	Structure choisie	2 x 4	7 9	7 1	6 7	6 2	8 11	8 1	7 6	7 1		
		2 x 6	12 3	11 2	10 4	9 9	14 1	12 9	11 10	11 2		
		2 x 8	16 2	14 8	13 8	12 10	18 6	16 10	15 7	14 8		
		2 x 10	20 8	18 9	17 5	16 5	23 8	21 6	19 11	18 9		
	No 1	2 x 12	25 2	22 10	21 2	19 11	28 9	26 2	24 3	22 10		
		2 x 4	7 9	7 1	6 7	6 2	8 11	8 1	7 6	7 1		
		2 x 6	12 3	11 2	10 4	9 9	14 1	12 9	11 6	10 6		
		2 x 8	16 2	14 8	13 8	12 10	18 6	16 10	15 3	13 11		
		2 x 10	20 8	18 9	17 5	16 5	23 8	21 6	19 5	17 9		
		2 x 12	25 2	22 10	21 2	19 11	28 9	26 2	23 8	21 7		
	No 2	2 x 4	7 6	6 10	6 4	5 11	8 7	7 10	7 2	6 6		
		2 x 6	11 10	10 9	9 11	9 4	13 5	11 7	10 4	9 6		
		2 x 8	15 7	14 2	13 2	12 4	17 8	15 4	13 8	12 6		
		2 x 10	19 11	18 1	16 9	15 9	22 7	19 6	17 6	15 11		
	No 3	2 x 12	24 2	22 0	20 5	19 2	27 5	23 9	21 3	19 5		
		2 x 4	6 10	5 11	5 3	4 10	6 10	5 11	5 3	4 10		
		2 x 6	10 3	8 11	7 11	7 3	10 3	8 11	7 11	7 3		
		2 x 8	13 7	11 9	10 6	9 7	13 7	11 9	10 6	9 7		
	Construction	2 x 10	17 4	15 0	13 5	12 3	17 4	15 0	13 5	12 3		
		2 x 12	21 1	18 3	16 4	14 10	21 1	18 3	16 4	14 10		
		2 x 4	7 3	6 7	6 0	5 5	7 9	6 8	6 0	5 5		
		2 x 6	10 3	8 11	7 11	7 3	10 3	8 11	7 11	7 3		
	Standard	2 x 8	13 7	11 9	10 6	9 7	13 7	11 9	10 6	9 7		
		2 x 10	17 4	15 0	13 5	12 3	17 4	15 0	13 5	12 3		
		2 x 12	21 1	18 3	16 4	14 10	21 1	18 3	16 4	14 10		
		2 x 4	5 10	5 0	4 6	4 1	5 10	5 0	4 6	4 1		
	Utilité	2 x 6	10 3	8 11	7 11	7 3	10 3	8 11	7 11	7 3		
		2 x 8	13 7	11 9	10 6	9 7	13 7	11 9	10 6	9 7		
		2 x 10	17 4	15 0	13 5	12 3	17 4	15 0	13 5	12 3		
		2 x 12	21 1	18 3	16 4	14 10	21 1	18 3	16 4	14 10		

Tableau III-G

**SOLIVES DE TOIT — APPUYANT UN PLAFOND**  
**(SURCHARGE 20 lb/pi²) (suite)**

Essences	Catégorie	Dimen- sion nomi- nale	SURCHARGE 20 lb/pi²											
			Plafond de plâtre ou de placoplâtre						Autres plafonds					
			Espacement des solives						Espacement des solives					
			12 po		16 po		20 po		24 po		12 po		16 po	
		po	pi	po	pi	po	pi	po	pi	po	pi	po	pi	po
Cèdre jaune de la Côte du Pacifique Tamarac Pin gris Pruche de l'Est	Structure choisie	2 x 4	8	2	7	5	6	11	6	6	9	4	8	6
		2 x 6	12	11	11	8	10	10	10	3	14	9	13	5
		2 x 8	17	0	15	5	14	4	13	6	19	5	17	8
		2 x 10	21	8	19	8	18	3	17	2	24	10	22	7
		2 x 12	26	5	24	0	22	3	20	11	30	3	27	5
	No 1	2 x 4	8	2	7	5	6	11	6	6	9	4	8	6
		2 x 6	12	11	11	8	10	10	10	3	14	9	13	5
		2 x 8	17	0	15	5	14	4	13	6	19	5	17	8
		2 x 10	21	8	19	8	18	3	17	2	24	10	22	7
	No 2	2 x 4	7	11	7	2	6	8	6	3	9	1	8	3
		2 x 6	12	5	11	4	10	6	9	10	14	3	12	11
		2 x 8	16	5	14	11	13	10	13	0	18	9	17	1
		2 x 10	20	11	19	0	17	8	16	7	24	0	21	9
	No 3	2 x 4	7	7	6	11	6	2	5	8	8	0	6	11
		2 x 6	11	9	10	2	9	1	8	3	11	9	10	2
		2 x 8	15	5	13	5	12	0	10	11	15	5	13	5
		2 x 10	19	9	17	1	15	3	13	11	19	9	17	1
		2 x 12	24	0	20	9	18	7	17	0	24	0	20	9
	Construction	2 x 4	7	7	6	11	6	5	6	0	8	8	7	9
	Standard	2 x 4	6	10	5	11	5	3	4	10	6	10	5	11
	Utilité	2 x 4	4	7	4	0	3	7	3	3	4	7	4	0
Peuplier tremble Peuplier grand tremble Peuplier baumier	Structure choisie	2 x 4	7	11	7	2	6	8	6	3	9	0	8	2
		2 x 6	12	5	11	3	10	5	9	10	14	2	12	11
		2 x 8	16	4	14	10	13	9	13	0	18	9	17	0
		2 x 10	20	11	19	0	17	7	16	7	23	11	21	9
		2 x 12	25	5	23	1	21	5	20	2	29	1	26	5
	No 1	2 x 4	7	11	7	2	6	8	6	3	9	0	8	2
		2 x 6	12	5	11	3	10	5	9	10	14	2	12	11
		2 x 8	16	4	14	10	13	9	13	0	18	9	17	0
		2 x 10	20	11	19	0	17	7	16	7	23	11	21	9
	No 2	2 x 4	7	7	6	11	6	5	6	0	8	9	7	11
		2 x 6	12	0	10	11	10	1	9	6	13	9	11	11
		2 x 8	15	10	14	4	13	4	12	7	18	1	15	9
		2 x 10	20	2	18	4	17	0	16	0	23	1	20	1
	No 3	2 x 4	7	2	6	2	5	6	5	0	7	2	6	2
		2 x 6	10	3	8	11	7	11	7	3	10	3	8	11
		2 x 8	13	7	11	9	10	6	9	7	13	7	11	9
		2 x 10	17	4	15	0	13	5	12	3	17	4	15	0
		2 x 12	21	1	18	3	16	4	14	10	21	1	18	3
	Construction	2 x 4	7	4	6	8	6	2	5	8	8	0	6	11
	Standard	2 x 4	6	2	5	4	4	9	4	4	6	2	5	4
	Utilité	2 x 4	4	1	3	7	3	2	2	11	4	1	3	7



Tableau III-H

**CHEVRONS N'APPUYANT PAS DE PLAFOND  
(SURCHARGES 50 ET 40 lb/pi )**

Essences	Catégorie	Dimension nomi- nale  po	SURCHARGE 50 lb/pi <sup>2</sup>				SURCHARGE 40 lb/pi <sup>2</sup>			
			Espacement des chevrons				Espacement des chevrons			
			12 po	16 po	20 po	24 po	12 po	16 po	20 po	24 po
			pi po	pi po	pi po	pi po	pi po	pi po	pi po	pi po
Sapin Douglas Mélèze de l'Ouest	Structure choisie	2 x 4	8 5	7 8	7 1	6 8	9 1	8 3	7 8	7 3
		2 x 6	13 4	12 1	11 3	10 4	14 4	13 0	12 11	11 4
		2 x 8	17 7	15 11	14 10	13 8	18 11	17 2	15 11	15 0
		2 x 10	22 5	20 4	18 11	17 5	24 2	21 11	20 4	19 2
		2 x 12	27 3	24 9	23 0	21 3	29 4	26 8	24 9	23 4
	No 1	2 x 4	8 5	7 8	7 1	6 6	9 1	8 3	7 8	7 2
		2 x 6	13 4	11 8	10 5	9 6	14 4	12 10	11 6	10 6
		2 x 8	17 7	15 4	13 9	12 6	18 11	17 0	15 2	13 10
		2 x 10	22 5	19 7	17 7	16 0	24 2	21 8	19 4	17 8
		2 x 12	27 3	23 10	21 4	19 6	29 4	26 4	23 7	21 6
	No 2	2 x 4	8 2	7 2	6 5	5 10	8 10	7 11	7 1	6 5
		2 x 6	12 2	10 6	9 5	8 7	13 5	11 7	10 4	9 5
		2 x 8	16 0	13 10	12 5	11 4	17 8	15 3	13 8	12 6
		2 x 10	20 5	17 8	15 10	14 5	22 6	19 6	17 5	15 11
		2 x 12	24 10	21 6	19 3	17 7	27 5	23 9	21 3	19 5
	No 3	2 x 4	6 3	5 5	4 10	4 5	6 10	5 11	5 4	4 10
		2 x 6	9 2	8 0	7 1	6 6	10 2	8 9	7 10	7 2
		2 x 8	12 2	10 6	9 5	8 7	13 5	11 7	10 4	9 6
		2 x 10	15 6	13 5	12 0	10 11	17 1	14 10	13 3	12 1
		2 x 12	18 10	16 4	14 7	13 4	20 10	18 0	16 1	14 8
	Construction	2 x 4	7 1	6 2	5 6	5 0	7 10	6 9	6 1	5 6
	Standard	2 x 4	5 3	4 6	4 0	3 8	5 9	5 0	4 5	4 1
	Utilité	2 x 4	3 8	3 2	2 10	2 7	4 1	3 6	3 2	2 10
Pruche de la Côte du Pacifique Pin gracieux Grand pin	Structure choisie	2 x 4	8 0	7 3	6 7	6 0	8 7	7 10	7 3	6 8
		2 x 6	12 7	10 11	9 9	8 11	13 6	12 0	10 9	9 10
		2 x 8	16 7	14 4	12 10	11 9	17 10	15 10	14 2	12 11
		2 x 10	21 2	18 4	16 5	15 0	22 9	20 3	18 1	16 6
		2 x 12	25 9	22 4	20 0	18 3	27 8	24 8	22 0	20 1
	No 1	2 x 4	8 0	6 11	6 2	5 8	8 7	7 8	6 10	6 3
		2 x 6	11 8	10 1	9 0	8 3	12 10	11 2	9 11	9 1
		2 x 8	15 4	13 4	11 11	10 10	17 0	14 8	13 2	12 0
		2 x 10	19 7	17 0	15 2	13 10	21 8	18 9	16 9	15 4
		2 x 12	23 10	20 8	18 6	16 10	26 4	22 10	20 5	18 7
	No 2	2 x 4	7 3	6 3	5 7	5 1	8 0	6 11	6 2	5 8
		2 x 6	10 4	9 0	8 0	7 4	11 5	9 11	8 10	8 1
		2 x 8	13 8	11 10	10 7	9 8	15 1	13 1	11 8	10 8
		2 x 10	17 5	15 1	13 6	12 4	19 3	16 8	14 11	13 7
		2 x 12	21 3	18 5	16 5	15 0	23 5	20 3	18 2	16 7

Tableau III-H

**CHEVRONS N'APPUYANT PAS DE PLAFOND  
(SURCHARGES 50 ET 40 lb/pi<sup>2</sup>) (suite)**

Essences	Catégorie	Dimen- sion nomi- nale  po	SURCHARGE 50 lb/pi <sup>2</sup>				SURCHARGE 40 lb/pi <sup>2</sup>			
			Espacement des chevrons				Espacement des chevrons			
			12 po	16 po	20 po	24 po	12 po	16 po	20 po	24 po
			pi po	pi po	pi po	pi po	pi po	pi po	pi po	pi po
	No 3	2 x 4	5 3	4 6	4 0	3 8	5 9	5 0	4 5	4 1
		2 x 6	7 10	6 10	6 1	5 7	8 8	7 6	6 9	6 2
		2 x 8	10 5	9 0	8 0	7 4	11 6	9 11	8 10	8 1
		2 x 10	13 3	11 6	10 3	9 4	14 8	12 8	11 4	10 4
		2 x 12	16 2	14 0	12 6	11 5	17 10	15 5	13 10	12 7
	Construction	2 x 4	6 0	5 3	4 8	4 3	6 8	5 9	5 2	4 8
	Standard	2 x 4	4 6	3 11	3 6	3 2	5 0	4 4	3 10	3 6
	Utilité	2 x 4	3 0	2 7	2 4	2 1	3 4	2 10	2 7	2 4
Épinette (toutes les essences) Sapin baumier Pin alpin Pin de Murray Pin Ponderosa	Structure choisie	2 x 4	7 6	6 10	6 4	5 10	8 1	7 4	6 10	6 5
		2 x 6	11 10	10 6	9 5	8 7	12 9	11 7	10 4	9 5
		2 x 8	15 7	13 10	12 5	11 4	16 9	15 3	13 8	12 6
		2 x 10	19 11	17 8	15 10	14 5	21 5	19 6	17 5	15 11
		2 x 12	24 2	21 6	19 3	17 7	26 1	23 8	21 3	19 5
	No 1	2 x 4	7 6	6 8	5 11	5 5	8 1	7 4	6 7	6 0
		2 x 6	11 2	9 8	8 8	7 10	12 4	10 8	9 6	8 8
		2 x 8	14 9	12 9	11 5	10 5	16 3	14 1	12 7	11 6
		2 x 10	18 9	16 3	14 6	13 3	20 9	17 11	16 1	14 8
		2 x 12	22 10	19 9	17 8	16 2	25 3	21 10	19 6	17 10
	No 2	2 x 4	6 11	6 0	5 4	4 11	7 8	6 7	5 11	5 5
		2 x 6	10 1	8 9	7 10	7 1	11 2	9 8	8 7	7 10
		2 x 8	13 4	11 6	10 4	9 5	14 8	12 9	11 4	10 4
		2 x 10	17 0	14 8	13 2	12 0	18 9	16 3	14 6	13 3
		2 x 12	20 8	17 11	16 0	14 7	22 10	19 9	17 8	16 1
	No 3	2 x 4	5 3	4 6	4 0	3 8	5 9	5 0	4 5	4 1
		2 x 6	7 6	6 6	5 10	5 4	8 3	7 2	6 5	5 10
		2 x 8	9 11	8 7	7 8	7 0	10 11	9 6	8 6	7 9
		2 x 10	12 8	10 11	9 9	8 11	14 0	12 1	10 10	9 10
		2 x 12	15 5	13 4	11 11	10 10	17 0	14 8	13 2	12 0
	Construction	2 x 4	5 10	5 1	4 6	4 1	6 5	5 7	5 0	4 7
	Standard	2 x 4	4 6	3 11	3 6	3 2	5 0	4 4	3 10	3 6
	Utilité	2 x 4	3 0	2 7	2 4	2 1	3 4	2 10	2 7	2 4

Tableau III-H

**CHEVRONS N'APPUYANT PAS DE PLAFOND  
(SURCHARGES 50 ET 40 lb/pi<sup>2</sup>) (suite)**

Essences	Catégorie	Dimen- sion nomi- nale  po	SURCHARGE 50 lb/pi <sup>2</sup>				SURCHARGE 40 lb/pi <sup>2</sup>			
			Espacement des chevrons				Espacement des chevrons			
			12 po	16 po	20 po	24 po	12 po	16 po	20 po	24 po
			pi po	pi po	pi po	pi po	pi po	pi po	pi po	pi po
Cèdre rouge de l'Ouest Pin rouge Pin blanc de l'Ouest Pin blanc	Structure choisie	2 x 4	7 3	6 7	6 1	5 8	7 9	7 1	6 7	6 2
		2 x 6	11 5	10 3	9 2	8 5	12 3	11 2	10 2	9 3
		2 x 8	15 0	13 7	12 2	11 1	16 2	14 8	13 5	12 3
		2 x 10	19 2	17 4	15 6	14 2	20 8	18 9	17 1	15 7
		2 x 12	23 4	21 1	18 10	17 3	25 2	22 10	20 10	19 0
	No 1	2 x 4	7 3	6 5	5 9	5 3	7 9	7 1	6 4	5 9
		2 x 6	10 11	9 5	8 5	7 8	12 0	10 5	9 4	8 6
		2 x 8	14 4	12 5	11 1	10 2	15 10	13 9	12 3	11 2
		2 x 10	18 4	15 11	14 2	13 0	20 3	17 6	15 8	14 4
		2 x 12	22 4	19 4	17 3	15 9	24 8	21 4	19 1	17 5
	No 2	2 x 4	6 9	5 10	5 3	4 9	7 5	6 5	5 9	5 3
		2 x 6	9 10	8 6	7 7	6 11	10 10	9 4	8 4	7 8
		2 x 8	12 11	11 2	10 0	9 2	14 3	12 4	11 1	10 1
		2 x 10	16 6	14 3	12 9	11 8	18 3	15 9	14 1	12 10
		2 x 12	20 1	17 5	15 7	14 2	22 2	19 2	17 2	15 8
	No 3	2 x 4	5 0	4 4	3 10	3 6	5 6	4 9	4 3	3 11
		2 x 6	7 6	6 6	5 10	5 4	8 3	7 2	6 5	5 10
		2 x 8	9 11	8 7	7 8	7 0	10 11	9 6	8 6	7 9
		2 x 10	12 8	10 11	9 9	8 11	14 0	12 1	10 10	9 10
		2 x 12	15 5	13 4	11 11	10 10	17 0	14 8	13 2	12 0
	Construction	2 x 4	5 8	4 11	4 4	4 0	6 3	5 5	4 10	4 5
	Standard	2 x 4	4 3	3 8	3 3	3 0	4 8	4 1	3 8	3 4
	Utilité	2 x 4	3 0	2 7	2 4	2 1	3 4	2 10	2 7	2 4

Tableau III-H

**CHEVRONS N'APPUYANT PAS DE PLAFOND**  
**(SURCHARGES 50 ET 40 lb/pi<sup>2</sup>) (suite)**

Essences	Catégorie	Dimen- sion nomi- nale  po	SURCHARGE 50 lb/pi <sup>2</sup>								SURCHARGE 40 lb/pi <sup>2</sup>							
			Espacement des chevrons								Espacement des chevrons							
			12 po		16 po		20 po		24 po		12 po		16 po		20 po		24 po	
			pi	po	pi	po	pi	po	pi	po	pi	po	pi	po	pi	po	pi	po
Cèdre jaune de la Côte du Pacifique Tamarac Pin gris Pruche de l'Est	Structure choisie	2 x 4	7	7	6	11	6	5	6	0	8	2	7	5	6	11	6	6
		2 x 6	11	11	10	10	10	1	9	6	12	11	11	8	10	10	10	3
		2 x 8	15	9	14	4	13	4	12	6	17	0	15	5	14	4	13	6
		2 x 10	20	2	18	3	17	0	16	0	21	8	19	8	18	3	17	2
		2 x 12	24	6	22	3	20	8	19	5	26	5	24	0	22	3	20	11
	No 1	2 x 4	7	7	6	11	6	5	6	0	8	2	7	5	6	11	6	6
		2 x 6	11	11	10	10	9	9	8	11	12	11	11	8	10	9	9	10
		2 x 8	15	9	14	4	12	10	11	9	17	0	15	5	14	2	12	11
		2 x 10	20	2	18	3	16	5	15	0	21	8	19	8	18	1	16	6
		2 x 12	24	6	22	3	20	0	18	3	26	5	24	0	22	0	20	1
	No 2	2 x 4	7	4	6	8	6	1	5	6	7	11	7	2	6	8	6	1
		2 x 6	11	5	9	10	8	10	8	1	12	5	10	11	9	9	8	11
		2 x 8	15	1	13	0	11	8	10	8	16	5	14	4	12	10	11	9
		2 x 10	19	2	16	8	14	10	13	7	20	11	18	4	16	5	15	0
		2 x 12	23	4	20	3	18	1	16	6	25	6	22	4	20	0	18	3
	No 3	2 x 4	5	10	5	1	4	6	4	1	6	5	5	7	5	0	4	7
		2 x 6	8	7	7	5	6	7	6	1	9	5	8	2	7	4	6	8
		2 x 8	11	4	9	9	8	9	8	0	12	6	10	10	9	8	8	10
		2 x 10	14	5	12	6	11	2	10	2	15	11	13	9	12	4	11	3
		2 x 12	17	7	15	2	13	7	12	5	19	5	16	9	15	0	13	8
	Construction	2 x 4	6	7	5	8	5	1	4	8	7	3	6	3	5	7	5	1
	Standard	2 x 4	5	0	4	4	3	10	3	6	5	6	4	9	4	3	3	11
	Utilité	2 x 4	3	4	2	11	2	7	2	4	3	8	3	2	2	10	2	7
Peuplier tremble Peuplier grand tremble Peuplier baumier	Structure choisie	2 x 4	7	4	6	8	6	2	5	10	7	11	7	2	6	8	6	3
		2 x 6	11	6	10	5	9	5	8	7	12	5	11	3	10	4	9	5
		2 x 8	15	2	13	9	12	5	11	4	16	4	14	10	13	8	12	6
		2 x 10	19	5	17	7	15	10	14	5	20	11	19	0	17	5	15	11
		2 x 12	23	7	21	5	19	3	17	7	25	5	23	1	21	3	19	5
	No 1	2 x 4	7	4	6	8	5	11	5	5	7	11	7	2	6	7	6	0
		2 x 6	11	2	9	8	8	8	7	10	12	4	10	8	9	6	8	8
		2 x 8	14	9	12	9	11	5	10	5	16	3	14	1	12	7	11	6
		2 x 10	18	9	16	3	14	6	13	3	20	9	17	11	16	1	14	8
		2 x 12	22	10	19	9	17	8	16	2	25	3	21	10	19	6	17	10
	No 2	2 x 4	6	11	6	0	5	4	4	11	7	7	6	7	5	11	5	5
		2 x 6	10	1	8	9	7	10	7	1	11	2	9	8	8	7	7	10
		2 x 8	13	4	11	6	10	4	9	5	14	8	12	9	11	4	10	4
		2 x 10	17	0	14	8	13	2	12	0	18	9	16	3	14	6	13	3
		2 x 12	20	8	17	11	16	0	14	7	22	10	19	9	17	8	16	1
	No 3	2 x 4	5	3	4	6	4	0	3	8	5	9	5	0	4	5	4	1
		2 x 6	7	6	6	6	5	10	5	4	8	3	7	2	6	5	5	10
		2 x 8	9	11	8	7	7	8	7	0	10	11	9	6	8	6	7	9
		2 x 10	12	8	10	11	9	9	8	11	14	0	12	1	10	10	9	10
		2 x 12	15	5	13	4	11	11	10	10	17	0	14	8	13	2	12	0
	Construction	2 x 4	5	10	5	1	4	6	4	1	6	5	5	7	5	0	4	7
	Standard	2 x 4	4	6	3	11	3	6	3	2	5	0	4	4	3	10	3	6
	Utilité	2 x 4	3	0	2	7	2	4	2	1	3	4	2	10	2	7	2	4

Tableau III-I

**CHEVRONS N'APPUYANT PAS DE PLAFOND  
(SURCHARGES 30 ET 20 lb/pi<sup>2</sup>)**

Essences	Catégorie	Dimension nomi- nale  po	SURCHARGE 30 lb/pi <sup>2</sup>				SURCHARGE 20 lb/pi <sup>2</sup>			
			Espacement des chevrons				Espacement des chevrons			
			12 po	16 po	20 po	24 po	12 po	16 po	20 po	24 po
			pi po	pi po	pi po	pi po	pi po	pi po	pi po	pi po
Sapin Douglas Mélèze de l'Ouest	Structure choisie	2 x 4	10 0	9 1	8 5	7 11	11 6	10 5	9 8	9 1
		2 x 6	15 9	14 4	13 4	12 6	18 1	16 5	15 3	14 4
		2 x 8	20 10	18 11	17 7	16 6	23 10	21 8	20 1	18 11
		2 x 10	26 7	24 2	22 5	21 1	30 5	27 8	25 8	24 2
		2 x 12	32 4	29 4	27 3	25 8	37 0	33 8	31 3	29 4
	No 1	2 x 4	10 0	9 1	8 5	7 11	11 6	10 5	9 8	9 1
		2 x 6	15 9	14 4	13 0	11 10	18 1	16 5	15 3	14 0
		2 x 8	20 10	18 11	17 2	15 8	23 10	21 8	20 1	18 5
		2 x 10	26 7	24 2	21 11	20 0	30 5	27 8	25 8	23 6
		2 x 12	32 4	29 4	26 8	24 4	37 0	33 8	31 3	28 7
	No 2	2 x 4	9 8	8 10	8 0	7 4	11 1	10 1	9 4	8 7
		2 x 6	15 2	13 1	11 9	10 8	17 6	15 5	13 9	12 7
		2 x 8	20 0	17 3	15 5	14 1	23 0	20 4	18 2	16 7
		2 x 10	25 6	22 1	19 9	18 0	29 5	26 0	23 3	21 2
		2 x 12	31 0	26 10	24 0	21 11	35 9	31 7	28 3	25 9
	No 3	2 x 4	7 9	6 9	6 0	5 6	9 2	7 11	7 1	6 5
		2 x 6	11 6	9 11	8 11	8 1	13 6	11 8	10 6	9 7
		2 x 8	15 2	13 1	11 9	10 8	17 10	15 5	13 10	12 7
		2 x 10	19 4	16 9	15 0	13 8	22 9	19 9	17 8	16 1
		2 x 12	23 6	20 5	18 3	16 8	27 8	24 0	21 5	19 7
	Construction	2 x 4	8 10	7 8	6 10	6 3	10 5	9 0	8 1	7 4
	Standard	2 x 4	6 6	5 8	5 0	4 7	7 8	6 8	5 11	5 5
	Utilité	2 x 4	4 7	4 0	3 7	3 3	5 5	4 8	4 2	3 10
Pruche de la Côte du Pacifique	Structure choisie	2 x 4	9 6	8 7	8 0	7 6	10 10	9 10	9 2	8 7
		2 x 6	14 11	13 6	12 2	11 1	17 1	15 6	14 4	13 1
		2 x 8	19 8	17 10	16 0	14 8	22 6	20 5	18 11	17 3
		2 x 10	25 1	22 9	20 6	18 8	28 8	26 1	24 1	22 0
		2 x 12	30 6	27 8	24 11	22 9	34 11	31 9	29 4	26 9
	No 1	2 x 4	9 6	8 7	7 9	7 1	10 10	9 10	9 1	8 4
		2 x 6	14 6	12 7	11 3	10 3	17 1	14 10	13 3	12 1
		2 x 8	19 2	16 7	14 10	13 7	22 6	19 7	17 6	15 11
		2 x 10	24 6	21 2	18 11	17 4	28 8	24 11	22 4	20 4
		2 x 12	29 9	25 9	23 1	21 1	34 11	30 4	27 2	24 9
	No 2	2 x 4	9 0	7 10	7 0	6 5	10 6	9 3	8 3	7 6
		2 x 6	12 11	11 2	10 0	9 2	15 3	13 2	11 9	10 9
		2 x 8	17 1	14 9	13 2	12 1	20 1	17 5	15 7	14 2
		2 x 10	21 9	18 10	16 10	15 5	25 8	22 2	19 10	18 1
		2 x 12	26 6	22 11	20 6	18 9	31 2	27 0	24 2	22 0

Tableau III-I

**CHEVRONS N'APPUYANT PAS DE PLAFOND**  
**(SURCHARGES 30 ET 20 lb/pi<sup>2</sup>) (suite)**

Essences	Catégorie	Dimension nomi- nale	SURCHARGE 30 lb/pi <sup>2</sup>				SURCHARGE 20 lb/pi <sup>2</sup>			
			Espacement des chevrons				Espacement des chevrons			
			12 po	16 po	20 po	24 po	12 po	16 po	20 po	24 po
		po	pi po	pi po	pi po	pi po	pi po	pi po	pi po	pi po
	No 3	2 x 4	6 6	5 8	5 0	4 7	7 8	6 8	5 11	5 7
		2 x 6	9 10	8 6	7 7	6 11	11 7	10 0	8 11	8 2
		2 x 8	13 0	11 3	10 0	9 2	15 3	13 3	11 10	10 9
		2 x 10	16 7	14 4	12 10	11 8	19 6	16 11	15 1	13 9
	Construction	2 x 12	20 2	17 5	15 7	14 3	23 9	20 6	18 4	16 9
		2 x 4	7 6	6 6	5 10	5 4	8 10	7 8	6 10	6 3
		2 x 4	5 8	4 11	4 4	4 0	6 8	5 9	5 2	4 8
		2 x 4	3 9	3 3	2 11	2 8	4 5	3 10	3 5	3 1
Épinette (toutes les essences) Sapin baumier Pin alpin Pin de Murray Pin Ponderosa	Structure choisie	2 x 4	8 11	8 1	7 6	7 1	10 2	9 3	8 7	8 1
		2 x 6	14 0	12 9	11 9	10 8	16 0	14 7	13 6	12 7
		2 x 8	18 6	16 9	15 5	14 1	21 2	19 3	17 10	16 7
		2 x 10	23 7	21 5	19 9	18 0	27 0	24 6	22 9	21 2
	No 1	2 x 12	28 8	26 1	24 0	21 11	32 10	29 10	27 8	25 9
		2 x 4	8 11	8 1	7 5	6 9	10 2	9 3	8 7	8 0
		2 x 6	13 11	12 1	10 9	9 10	16 0	14 2	12 8	11 7
		2 x 8	18 4	15 11	14 3	13 0	21 2	18 9	16 9	15 3
	No 2	2 x 10	23 5	20 3	18 2	16 7	27 0	23 11	21 4	19 6
		2 x 12	28 6	24 8	22 1	20 2	32 10	29 1	26 0	23 9
		2 x 4	8 7	7 6	6 8	6 1	9 10	8 10	7 10	7 2
		2 x 6	12 7	10 11	9 9	8 11	14 10	12 10	11 6	10 6
	No 3	2 x 8	16 7	14 4	12 10	11 9	19 7	16 11	15 2	13 10
		2 x 10	21 2	18 4	16 5	15 0	24 11	21 7	19 4	17 8
		2 x 12	25 9	22 4	20 0	18 3	30 4	26 3	23 6	21 5
		2 x 4	6 6	5 8	5 0	4 7	7 8	6 8	5 11	5 5
	Construction	2 x 6	9 4	8 1	7 3	6 7	11 0	9 7	8 6	7 9
		2 x 8	12 4	10 8	9 7	8 9	14 7	12 7	11 3	10 3
		2 x 10	15 9	13 8	12 3	11 2	18 7	16 1	14 5	13 2
		2 x 12	19 3	16 8	14 10	13 7	22 7	19 7	17 6	16 0
	Standard	2 x 4	7 4	6 4	5 8	5 2	8 7	7 5	6 8	6 1
		2 x 4	5 8	4 11	4 4	4 0	6 8	5 9	5 2	4 8
		2 x 4	3 9	3 3	2 11	2 8	4 5	3 10	3 5	3 1

Tableau III-I

**CHEVRONS N'APPUYANT PAS DE PLAFOND**  
**(SURCHARGES 30 ET 20 lb/pi<sup>2</sup>) (suite)**

Essences	Catégorie	Dimen- sion nomi- nale	SURCHARGE 30 lb/pi <sup>2</sup>				SURCHARGE 20 lb/pi <sup>2</sup>			
			Espacement des chevrons				Espacement des chevrons			
			12 po	16 po	20 po	24 po	12 po	16 po	20 po	24 po
		po	pi po	pi po	pi po	pi po	pi po	pi po	pi po	pi po
Cèdre rouge de l'Ouest Pin rouge Pin blanc de l'Ouest Pin blanc	Structure choisie	2 x 4	8 7	7 9	7 3	6 10	9 10	8 11	8 3	7 9
		2 x 6	13 6	12 3	11 5	10 6	15 6	14 1	13 0	12 3
		2 x 8	17 10	16 2	15 0	13 10	20 5	18 6	17 2	16 2
		2 x 10	22 9	20 8	19 2	17 8	26 0	23 8	21 11	20 8
	No 1	2 x 12	27 8	25 2	23 4	21 6	31 8	28 9	26 9	25 2
		2 x 4	8 7	7 9	7 2	6 6	9 10	8 11	8 3	7 8
		2 x 6	13 6	11 9	10 6	9 7	15 6	13 10	12 5	11 4
		2 x 8	17 10	15 6	13 11	12 8	20 5	18 3	16 4	14 11
	No 2	2 x 10	22 9	19 10	17 9	16 2	26 0	23 4	20 10	19 1
		2 x 12	27 8	24 1	21 7	19 8	31 8	28 5	25 5	23 2
		2 x 4	8 3	7 4	6 6	5 11	9 6	8 7	7 8	7 0
		2 x 6	12 3	10 7	9 6	8 8	14 5	12 6	11 2	10 2
	No 3	2 x 8	16 2	14 0	12 6	11 5	19 0	16 5	14 8	13 5
		2 x 10	20 7	17 10	15 11	14 7	24 3	21 0	18 9	17 2
		2 x 12	25 1	21 8	19 5	17 8	29 6	25 6	22 10	20 10
		2 x 4	6 3	5 5	4 10	4 5	7 4	6 4	5 8	5 2
	Construction	2 x 6	9 4	8 1	7 3	6 7	11 0	9 7	8 6	7 9
		2 x 8	12 4	10 8	9 7	8 9	14 7	12 7	11 3	10 3
		2 x 10	15 9	13 8	12 3	11 2	18 7	16 1	14 5	13 2
		2 x 12	19 3	16 8	14 10	13 7	22 7	19 7	17 6	16 0
	Standard	2 x 4	5 4	4 7	4 1	3 9	6 3	5 5	4 10	4 5
	Utilité	2 x 4	3 9	3 3	2 11	2 8	4 5	3 10	3 5	3 1

Tableau III-I

**CHEVRONS N'APPUYANT PAS DE PLAFOND**  
**(SURCHARGES 30 ET 20 lb/pi<sup>2</sup>) (suite)**

Essences	Catégorie	Dimension nomi- nale	SURCHARGE 30 lb/pi <sup>2</sup>				SURCHARGE 20 lb/pi <sup>2</sup>			
			Espacement des chevrons				Espacement des chevrons			
			12 po	16 po	20 po	24 po	12 po	16 po	20 po	24 po
		po	pi po	pi po	pi po	pi po	pi po	pi po	pi po	pi po
Cèdre jaune de la Côte du Pacific Tamarac Pin gris Pruche de l'Est	Structure choisie	2 x 4	9 0	8 2	7 7	7 2	10 4	9 4	8 8	8 2
		2 x 6	14 2	12 11	11 11	11 3	16 3	14 9	13 8	12 11
		2 x 8	18 8	17 0	15 9	14 10	21 5	19 5	18 1	17 0
		2 x 10	23 10	21 8	20 2	18 11	27 4	24 10	23 1	21 8
		2 x 12	29 1	26 5	24 6	23 1	33 3	30 3	28 0	26 5
	No 1	2 x 4	9 0	8 2	7 7	7 2	10 4	9 4	8 8	8 2
		2 x 6	14 2	12 11	11 11	11 1	16 3	14 9	13 8	12 11
		2 x 8	18 8	17 0	15 9	14 8	21 5	19 5	18 1	17 0
		2 x 10	23 10	21 8	20 2	18 8	27 4	24 10	23 1	21 8
		2 x 12	29 1	26 5	24 6	22 9	33 3	30 3	28 0	26 5
	No 2	2 x 4	8 8	7 11	7 4	6 11	10 0	9 1	8 5	7 11
		2 x 6	13 8	12 4	11 0	10 1	15 8	14 3	13 0	11 10
		2 x 8	18 1	16 3	14 6	13 3	20 8	18 9	17 1	15 7
		2 x 10	23 1	20 9	18 7	16 11	26 5	24 0	21 10	19 11
		2 x 12	28 0	25 3	22 7	20 7	32 1	29 2	26 7	24 3
	No 3	2 x 4	7 4	6 4	5 8	5 2	8 7	7 5	6 8	6 1
		2 x 6	10 8	9 3	8 3	7 7	12 7	10 11	9 9	8 11
		2 x 8	14 1	12 3	10 11	10 0	16 7	14 4	12 10	11 9
		2 x 10	18 0	15 7	13 11	12 9	21 2	18 4	16 5	15 0
		2 x 12	21 11	19 0	17 0	15 6	25 9	22 4	20 0	18 3
	Construction	2 x 4	8 3	7 1	6 4	5 10	9 7	8 4	7 6	6 10
	Standard	2 x 4	6 3	5 5	4 10	4 5	7 4	6 4	5 8	5 2
	Utilité	2 x 4	4 2	3 8	3 3	2 11	4 11	4 3	3 10	3 6
Peuplier tremble Peuplier grand tremble Peuplier baumier	Structure choisie	2 x 4	8 8	7 11	7 4	6 10	9 11	9 0	8 4	7 11
		2 x 6	13 8	12 5	11 6	10 8	15 8	14 2	13 2	12 5
		2 x 8	18 0	16 4	15 2	14 1	20 7	18 9	17 5	16 4
		2 x 10	23 0	20 11	19 5	18 0	26 4	23 11	22 2	20 11
		2 x 12	28 0	25 5	23 7	21 11	32 0	29 1	27 0	25 5
	No 1	2 x 4	8 8	7 11	7 4	6 9	9 11	9 0	8 4	7 11
		2 x 6	13 8	12 1	10 9	9 10	15 8	14 2	12 8	11 7
		2 x 8	18 0	15 11	14 3	13 0	20 7	18 9	16 9	15 3
		2 x 10	23 0	20 3	18 2	16 7	26 4	23 11	21 4	19 6
		2 x 12	28 0	24 8	22 1	20 2	32 0	29 1	26 0	23 9
	No 2	2 x 4	8 5	7 6	6 8	6 1	9 7	8 9	7 10	7 2
		2 x 6	12 7	10 11	9 9	8 11	14 10	12 10	11 6	10 6
		2 x 8	16 7	14 4	12 10	11 9	19 7	16 11	15 2	13 10
		2 x 10	21 2	18 4	16 5	15 0	24 11	21 7	19 4	17 8
		2 x 12	25 9	22 4	20 0	18 3	30 4	26 3	23 6	21 5
	No 3	2 x 4	6 6	5 8	5 0	4 7	7 8	6 8	5 11	5 5
		2 x 6	9 4	8 1	7 3	6 7	11 0	9 7	8 6	7 9
		2 x 8	12 4	10 8	9 7	8 9	14 7	12 7	11 3	10 3
		2 x 10	15 9	13 8	12 3	11 2	18 7	16 1	14 5	13 2
		2 x 12	19 3	16 8	14 10	13 7	22 7	19 7	17 6	16 0
	Construction	2 x 4	7 4	6 4	5 8	5 2	8 7	7 5	6 8	6 1
	Standard	2 x 4	5 8	4 11	4 4	4 0	6 8	5 9	5 2	4 8
	Utilité	2 x 4	3 9	3 3	2 11	2 8	4 5	3 10	3 5	3 1



Tableau III-J

**PORTÉE MAXIMALE DES POUTRES COMPOSITES EN BOIS, AU SOUS-SOL, À LA CAVE  
ET DANS UN VIDE SANITAIRE, MAISON À 1 ÉTAGE (2), (5)**

Essences	Catégorie (1)	Longueur de solive appuyée (3), (4)  pi	Dimensions de la poutre composite, po (6), (7), (8)											
			3-2 x 8		4-2 x 8		3-2 x 10		4-2 x 10		3-2 x 12		4-2 x 12	
			pi	po	pi	po	pi	po	pi	po	pi	po	pi	po
Sapin Douglas Mélèze de l'Ouest	No 1	8	12	0	13	10	15	4	17	8	18	7	21	6
		10	10	9	12	5	13	8	15	10	16	8	19	3
		12	9	9	11	4	12	6	14	5	15	2	17	7
		14	8	10	10	5	11	4	13	4	13	9	16	3
		16	7	11	9	9	10	1	12	6	12	3	15	2
	No 2	8	10	10	12	6	13	9	15	11	16	9	19	5
		10	9	8	11	2	12	4	14	3	15	0	17	4
		12	8	10	10	2	11	3	13	0	13	8	15	10
		14	8	2	9	5	10	5	12	0	12	8	14	8
		16	7	7	8	10	9	9	11	3	11	10	13	8
Pruche de la Côte du Pacifique Pin gracieux Grand pin	No 1	8	10	4	12	0	13	3	15	4	16	1	18	7
		10	9	3	10	9	11	10	13	8	14	5	16	8
		12	8	6	9	9	10	10	12	6	13	2	15	2
		14	7	7	9	1	9	8	11	7	11	9	14	1
		16	6	9	8	6	8	8	10	10	10	6	13	2
	No 2	8	9	3	10	8	11	9	13	7	14	4	16	7
		10	8	3	9	6	10	6	12	2	12	10	14	10
		12	7	6	8	8	9	7	11	1	11	8	13	6
		14	7	0	8	1	8	11	10	3	10	10	12	6
		16	6	6	7	6	8	4	9	7	10	1	11	8
Cèdre jaune de la Côte du Pacifique Tamarac Pin gris Pruche de l'Est	No 1	8	11	2	12	11	14	4	16	6	17	5	20	1
		10	10	0	11	7	12	10	14	9	15	7	18	0
		12	9	2	10	7	11	8	13	6	14	2	16	5
		14	8	5	9	9	10	9	12	6	13	1	15	2
		16	7	6	9	2	9	7	11	8	11	8	14	2
	No 2	8	10	2	11	9	13	0	15	0	15	9	18	3
		10	9	1	10	6	11	7	13	5	14	1	16	4
		12	8	3	9	7	10	7	12	3	12	10	14	10
		14	7	8	8	10	9	9	11	4	11	11	13	9
		16	7	2	8	3	9	2	10	7	11	2	12	10
Sapin baumier, Pin de Murray Pin Ponderosa Épinette (toutes les essences) Pin alpin, Peuplier tremble Peuplier grand tremble Peuplier baumier	No 1	8	9	11	11	6	12	8	14	8	15	5	17	10
		10	8	4	10	3	10	8	13	1	13	0	15	11
		12	7	2	9	2	9	2	11	8	11	1	14	3
		14	6	4	8	0	8	0	10	3	9	9	12	5
		16	5	8	7	2	7	3	9	2	8	10	11	1
	No 2	8	9	0	10	4	11	6	13	3	13	11	16	1
		10	8	0	9	3	10	3	11	10	12	6	14	5
		12	7	2	8	6	9	2	10	10	11	1	13	2
		14	6	4	7	10	8	0	10	0	9	9	12	2
		16	5	8	7	2	7	3	9	2	8	10	11	1

Tableau III-J

**PORTÉE MAXIMALE DES POUTRES COMPOSITES EN BOIS, AU SOUS-SOL, À LA CAVE  
ET DANS UN VIDE SANITAIRE, MAISON À 1 ÉTAGE (2), (5) (suite)**

Essences	Catégorie	Longueur de solive appuyée (3), (4)	Dimensions de la poutre composite, po (6), (7), (8)											
			3-2 x 8		4-2 x 8		3-2 x 10		4-2 x 10		3-2 x 12		4-2 x 12	
			pi	po	pi	po	pi	po	pi	po	pi	po	pi	po
Cèdre rouge de l'Ouest Pin rouge Pin blanc de l'Ouest Pin blanc	No 1	8	9	8	11	2	12	5	14	4	15	1	17	5
		10	8	8	10	0	11	1	12	10	13	6	15	7
		12	7	8	9	2	9	9	11	8	11	11	14	2
		14	6	9	8	6	8	7	10	10	10	5	13	2
		16	6	0	7	8	7	8	9	9	9	4	11	11
	No 2	8	8	9	10	1	11	2	12	10	13	7	15	8
		10	7	10	9	0	10	0	11	6	12	1	14	0
		12	7	1	8	3	9	1	10	6	11	1	12	9
		14	6	7	7	7	8	5	9	9	10	3	11	10
		16	6	0	7	1	7	8	9	1	9	4	11	1

Remarques au tableau III-J :

- (1) « 1971 NLGA Standard Grading Rules for Canadian Lumber » publiés par la National Lumber Grades Authority, Vancouver.
- (2) Les présents tableaux donnent les portées maximales admissibles pour les poutres et les poutres maîtresses qui sont composées d'éléments de 2 po nominal dans les essences, dimensions et les qualités indiquées.
- (3) La longueur appuyée d'une solive signifie la moitié de la somme des portées de solive des 2 côtés de la poutre.
- (4) Pour des longueurs intermédiaires de solive appuyée entre les longueurs indiquées aux tableaux, il est permis d'utiliser l'interpolation en ligne droite pour déterminer la portée maximale d'une poutre.
- (5) Les poutres des maisons à 1 1/2 étage doivent être calculées selon les données du tableau visant une maison à 2 étages.
- (6) Les éléments de 2 po doivent être posés sur la rive et fixés les uns aux autres par une rangée de clous ordinaires de 3 1/2 po de longueur. Les clous doivent être espacés d'au plus 18 po dans chaque rangée et les clous d'extrémité doivent être de 4 po à 6 po de l'extrémité de chaque pièce.
- (7) Lorsque des poutres de bois composites sont employées sur une portée simple, la longueur de chaque pièce particulière employée pour fabriquer la poutre doit être égale à la longueur de la poutre.
- (8) Lorsque des poutres en bois composites sont prolongées sur plus d'une portée et lorsque les longueurs des pièces particulières sont inférieures à la longueur totale de la poutre complète, l'emplacement des joints d'aboutement doit être conforme aux paragraphes 14 et 15 de l'article 9.21.13.

Tableau III-K

**PORTÉE MAXIMALE DES POUTRES COMPOSITES EN BOIS, AU SOUS-SOL, À LA CAVE  
ET DANS UN VIDE SANITAIRE, MAISON À 2 ÉTAGES (2), (5) (suite)**

Essences	Catégorie	Longueur de solive appuyée (3), (4)	Dimensions de la poutre composite, po (6), (7), (8)											
			3-2 x 8		4-2 x 8		3-2 x 10		4-2 x 10		3-2 x 12		4-2 x 12	
			pi	po	pi	po	pi	po	pi	po	pi	po	pi	po
Sapin Douglas Mélèze de l'Ouest	No 1	8	8	10	10	5	11	4	13	4	13	9	16	3
		10	7	4	9	4	9	4	11	11	11	5	14	6
		12	6	4	8	0	8	0	10	3	9	9	12	5
		14	5	7	7	0	7	1	9	0	8	8	10	11
		16	5	0	6	4	6	5	8	0	7	10	9	9
	No 2	8	8	2	9	5	10	5	12	0	12	8	14	8
		10	7	3	8	5	9	4	10	9	11	4	13	1
		12	6	4	7	8	8	0	9	10	9	9	11	11
		14	5	7	7	0	7	1	9	0	8	8	10	11
		16	5	0	6	4	6	5	8	0	7	10	9	9
Pruche de la Côte du Pacifique Pin gracieux Grand pin	No 1	8	7	7	9	1	9	8	11	7	11	9	14	1
		10	6	4	8	0	8	0	10	3	9	9	12	5
		12	5	5	6	10	6	11	8	9	8	6	10	8
		14	4	10	6	1	6	2	7	9	7	6	9	5
		16	4	4	5	5	5	7	6	11	6	10	8	6
	No 2	8	7	0	8	1	8	11	10	3	10	10	12	6
		10	6	3	7	2	7	11	9	2	9	8	11	2
		12	5	5	6	7	6	11	8	5	8	6	10	2
		14	4	10	6	1	6	2	7	9	7	6	9	5
		16	4	4	5	5	5	7	6	11	6	10	8	6
Cèdre jaune de la Côte du Pacifique Tamarac Pin gris Pruche de l'Est	No 1	8	8	5	9	9	10	9	12	6	13	1	15	2
		10	7	0	8	9	8	11	11	2	10	10	13	7
		12	6	0	7	7	7	8	9	9	9	4	11	10
		14	5	4	6	8	6	10	8	7	8	3	10	5
		16	4	10	6	0	6	2	7	8	7	6	9	4
	No 2	8	7	8	8	10	9	9	11	4	11	11	13	9
		10	6	10	7	11	8	9	10	1	10	8	12	4
		12	6	0	7	3	7	8	9	3	9	4	11	3
		14	5	4	6	8	6	10	8	6	8	3	10	5
		16	4	10	6	0	6	2	7	8	7	6	9	4
Sapin baumier, Pin de Murray Pin Ponderosa Épinette (toutes les essences) Pin alpin, Peuplier tremble Peuplier grand tremble Peuplier baumier	No 1	8	6	4	8	0	8	0	10	3	9	9	12	5
		10	5	3	6	8	6	9	8	6	8	2	10	4
		12	4	7	5	9	5	10	7	4	7	2	8	11
		14	4	1	5	1	5	3	6	6	6	5	7	11
		16	3	9	4	7	4	9	5	10	5	10	7	2
	No 2	8	6	4	7	10	8	0	10	0	9	9	12	2
		10	5	3	6	8	6	9	8	6	8	2	10	4
		12	4	7	5	9	5	10	7	4	7	2	8	11
		14	4	1	5	1	5	3	6	6	6	5	7	11
		16	3	9	4	7	4	9	5	10	5	10	7	2

Tableau III-K

**PORTÉE MAXIMALE DES POUTRES COMPOSITES EN BOIS, AU SOUS-SOL, À LA CAVE  
ET DANS UN VIDE SANITAIRE, MAISON À 2 ÉTAGES (2), (5) (suite)**

Essences	Catégorie	Longueur de solive appuyée, (3), (4)	Dimensions de la poutre composite, po (6), (7), (8)											
			3-2 x 8		4-2 x 8		3-2 x 10		4-2 x 10		3-2 x 12		4-2 x 12	
			pi	po	pi	po	pi	po	pi	po	pi	po	pi	po
Cèdre rouge de l'Ouest Pin rouge Pin blanc de l'Ouest Pin blanc	No 1	8	6	9	8	6	8	7	10	10	10	5	13	2
		10	5	7	7	1	7	2	9	1	8	9	11	0
		12	4	10	6	1	6	3	7	10	7	7	9	6
		14	4	4	5	5	5	7	6	11	6	9	8	5
		16	3	11	4	10	5	1	6	3	6	2	7	7
	No 2	8	6	7	7	7	8	5	9	9	10	3	11	10
		10	5	7	6	10	7	2	8	8	8	9	10	7
		12	4	10	6	1	6	3	7	10	7	7	9	6
		14	4	4	5	5	5	7	6	11	6	9	8	5
		16	3	11	4	10	5	1	6	3	6	2	7	7

**Remarques au tableau III-K :**

- (1) « 1971 NLGA Standard Grading Rules for Canadian Lumber » publiés par la National Lumber Grades Authority, Vancouver.
- (2) Les présents tableaux donnent les portées maximales admissibles pour les poutres et les poutres maîtresses qui sont composées d'éléments de 2 po nominal dans les essences, dimensions et les qualités indiquées.
- (3) La longueur appuyée d'une solive signifie la moitié de la somme des portées de solive des 2 côtés de la poutre.
- (4) Pour des longueurs intermédiaires de solive appuyée, entre les longueurs indiquées aux tableaux, il est permis d'utiliser l'interpolation en ligne droite pour déterminer la portée maximale d'une poutre.
- (5) Les poutres des maisons à 1 1/2 étage doivent être calculées selon les données du tableau visant une maison à 2 étages.
- (6) Les éléments de 2 po doivent être posés sur la rive et fixés les uns aux autres par une rangée de clous ordinaires de 3 1/2 po de longueur. Les clous doivent être espacés d'au plus 18 po dans chaque rangée et les clous d'extrémité doivent être de 4 po à 6 po de l'extrémité de chaque pièce.
- (7) Lorsque des poutres de bois composites sont employées sur une portée simple, la longueur de chaque pièce particulière employée pour fabriquer la poutre doit être égale à la longueur de la poutre.
- (8) Lorsque des poutres en bois composites sont prolongées sur plus d'une portée et lorsque les longueurs des pièces particulières sont inférieures à la longueur totale de la poutre complète, l'emplacement des joints d'aboutement doit être conforme aux paragraphes 14 et 15 de l'article 9.21.13.

**ANNEXE IV**

(a. 3.4.6.1.)

**SYMBOLE OFFICIEL INTERNATIONAL  
POUR PERSONNES EN CHAISE ROULANTE**



---

A.C. 3326-76, (1976) 108 G.O.II, 6505  
A.C. 144-78, (1978) 110 G.O.II, 447 et 1475  
D. 941-80, (1980) 112 G.O.II, 1993  
D. 3996 -80, (1981) 113 G.O.II, 355





c. S-3, r.3

## Règlement sur la sécurité dans les bains publics

Loi sur la sécurité dans les édifices publics  
(L.R.Q., c. S-3, a. 39)

### SECTION I INTERPRÉTATION ET APPLICATION

**1.** Dans le présent règlement, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots et termes suivants signifient :

- a) « pataugeoire » : un bassin artificiel extérieur ou intérieur dont la profondeur de l'eau ne dépasse pas 600 millimètres ;
- b) « piscine » : un bassin artificiel extérieur ou intérieur dont la profondeur de l'eau atteint plus de 600 millimètres ;
- c) « plate-forme » : plongeur à structure fixe, rigide et non flexible ;
- d) « préposé à la surveillance » : un surveillant-sauveteur ou un assistant surveillant-sauveteur ;
- e) « promenade » : la surface entourant immédiatement une piscine et à laquelle les baigneurs ont accès directement en sortant de l'eau.

**2.** Le présent règlement établit les exigences auxquelles doit se conformer le propriétaire d'une piscine, d'une pataugeoire ou d'une plage :

- a) situées dans un édifice public ou en constituant une dépendance ; ou
- b) exploitées pour la baignade du public en général ou d'un groupe restreint du public.

Il ne s'applique pas aux bains tourbillons ni aux bains thérapeutiques.

### SECTION II PISCINES

#### §1. Construction

**3.** Les parois d'une piscine doivent être verticales jusqu'au moins 150 millimètres du fond pour la partie dont la profondeur se situe entre 750 millimètres et 1 400 millimètres, et verticales jusqu'au fond pour la partie dont

la profondeur est moindre que 750 millimètres sauf pour la section occupée par un escalier ou une échelle.

**4.** Les parois d'une piscine doivent être équipées d'accessoires en retrait permettant d'attacher, dans la zone moins profonde, à une distance minimale de 300 millimètres de la ligne de dénivellation entre la pente douce et la pente raide, une ligne de sécurité supportée par des bouées pour avertir les baigneurs de cette dénivellation.

**5.** La pente maximale du fond d'une piscine doit être de :

- a) 300 millimètres mesuré verticalement pour chaque 3,6 mètres mesuré horizontalement pour une profondeur d'eau inférieure à 1 400 millimètres ; et
- b) 300 millimètres mesuré verticalement pour chaque 900 millimètres mesuré horizontalement pour une profondeur d'eau comprise entre 1 400 millimètres et 2 000 millimètres.

**6.** Une échelle ou un escalier doit être installé :

- a) dans la zone la moins profonde si la différence d'élévation entre le fond de la piscine et la promenade est plus grande que 600 millimètres ;
- b) de chaque côté dans la zone la plus profonde.

**7. 1)** Un escalier ne doit pas faire saillie dans la piscine.

2) Les dimensions des marches doivent être uniformes et le produit de la hauteur par le pas, exprimé en millimètres, ne doit pas être inférieur à 45 000 ni supérieur à 48 500. La hauteur des marches doit être d'au plus 200 millimètres et d'au moins 125 millimètres. La profondeur du pas des marches, à l'exclusion du nez, doit être d'au moins 230 millimètres.

3) Le nez de la marche doit être marqué d'une couleur contrastante.

4) La surface des marches doit être recouverte d'un revêtement antidérapant.

**8.** L'échelle d'une piscine doit :

- a) avoir des échelons d'une longueur minimale de 300 millimètres à l'intérieur des montants ;
- b) être pourvue d'échelons avec surface antidérapante.

**9.** Une piscine doit être entourée d'une promenade adjacente à l'extrémité supérieure de la paroi. Cette promenade doit :

- a) être recouverte d'un revêtement antidérapant ;
- b) avoir une largeur libre minimale de 1,5 mètre et procurer un passage libre d'au moins 900 millimètres à l'arrière d'un tremplin ou d'une plate-forme et de sa structure portante ; et
- c) être entourée d'un garde-corps d'une hauteur minimale de 900 millimètres si une dénivellation supérieure à 600 millimètres existe entre le niveau de la promenade et le niveau du sol sur lequel repose la piscine.

**10.** Sauf pour le tracé des allées de natation, les surfaces immergées de la piscine doivent être blanches ou de ton pastel, lisses et sans fissures ni encoignures.

Cependant, les bassins utilisés exclusivement pour la plongée sous-marine peuvent être d'une autre couleur.

**11.** La profondeur de l'eau doit être indiquée, en mètres, sur la promenade, en caractère d'au moins 100 millimètres, au moyen d'une couleur contrastante aux endroits suivants :

- a) au point le plus profond ;
- b) à la délimitation entre la pente douce du fond de la piscine et la pente raide ;
- c) dans la zone peu profonde.

Toutefois, la profondeur de l'eau d'une piscine dont les plans ont été approuvés ou qui a été construite avant le 1<sup>er</sup> septembre 1978, peut être indiquée en mètres ou en pieds.

**12.** Une surface circulaire noire de 150 millimètres de diamètre doit être prévue au point le plus profond de la piscine.

**13.** La surface des trampolins et des plate-formes doit être recouverte d'un revêtement antidérapant.

**14.** La partie non au-dessus de l'eau d'un tremplin ou d'une plate-forme de plus de 1 mètre doit être munie d'un garde-corps d'une hauteur minimale de 900 millimètres.

**15.** La profondeur de l'eau à l'extrémité du tremplin ou de la plate-forme et pour un demi-cercle d'un rayon de 3 mètres au-delà de l'extrémité du tremplin ou de la plate-forme ne doit pas être inférieure à :

- a) 2,7 mètres pour un tremplin ou une plate-forme d'une hauteur de 0,5 mètre ou moins au-dessus de l'eau ;

- b) 3 mètres pour un tremplin ou une plate-forme d'une hauteur supérieure à 0,5 mètre mais inférieure à 1 mètre.

**16.** En prenant comme point de référence pour les mesures la ligne du fil à plomb qui est une ligne verticale passant par le centre de l'extrémité du tremplin ou de la plate-forme, les installations pour le plongeon doivent respecter les dimensions minimales indiquées à l'annexe 1.

Cependant, les installations de plongeon dont les plans ont été approuvés ou qui ont été construites avant le 31 août 1977 peuvent respecter les dimensions indiquées à l'annexe 2.

**17.** Une piscine pourvue d'une plate-forme d'une hauteur excédant 3 mètres doit :

- a) être munie d'une barrière pouvant être verrouillée au niveau de la promenade pour contrôler l'accès à la plate-forme ;
- b) être :
  - i. conçue exclusivement pour le plongeon ; ou
  - ii. pourvue d'une barrière rigide ou être pourvue d'accessoires en retrait auxquels peut être attachée une ligne double de sécurité dont les deux parties sont séparées par 300 millimètres et qui est supportée par des bouées. La distance minimale entre la paroi sous la plate-forme et la ligne double de sécurité ou la barrière rigide doit correspondre au tableau suivant :

Hauteur de la plate-forme	Distance de la paroi
m	m
5	11,5
7,5	12,5
10	15

**18.** Un dispositif pour agiter la surface de l'eau doit être installé sous les installations de plongeon de 3 mètres ou plus pour permettre aux plongeurs de distinguer la surface de l'eau.

**19.** Une piscine dont la surface du plan d'eau est supérieure à 150 mètres carrés doit être pourvue de stations de surveillance :



a) constituées de chaises d'une hauteur d'au moins 1,8 mètre au-dessus de la surface de l'eau ;

b) en nombre minimal de :

i. une station de surveillance si la surface du plan d'eau est de 150 mètres carrés à 350 mètres carrés ;

ii. 2 stations de surveillance si la surface du plan d'eau est de 351 mètres carrés à 600 mètres carrés ;

iii. 3 stations de surveillance si la surface du plan d'eau est de 601 mètres carrés à 900 mètres carrés ;

iv. 4 stations de surveillance si la surface du plan d'eau est de 901 mètres carrés ou plus ;

c) situées suffisamment près des parois de la piscine pour permettre une visibilité sans obstruction du fond de la piscine pour la zone sous surveillance ainsi que conçues et installées de façon à ce que le soleil n'éblouisse pas le préposé à la surveillance ; et

d) à l'usage exclusif des préposés à la surveillance.

**20.** Une piscine peut être construite avec une pente vers le centre à partir de la promenade et une telle piscine n'est pas assujettie aux articles 3 à 19 pourvu :

a) que le fond ait un revêtement rigide blanc ou de ton pastel ;

b) que la pente maximale du fond soit de 300 millimètres mesuré verticalement pour chaque 3,6 mètres mesuré horizontalement ;

c) que la profondeur de l'eau n'excède pas 1,8 mètre ;

d) qu'elle soit complètement entourée par une promenade ayant une largeur minimale de 3 mètres ;

e) qu'elle soit pourvue au fond, dans le sens de la longueur, d'une ligne noire pointillée de 300 millimètres de largeur ;

f) qu'elle soit pourvue de stations de surveillance conformes au paragraphe a de l'article 19, réparties à des intervalles ne dépassant pas 60 mètres le long du périmètre de la piscine. Si la largeur ou le diamètre d'une telle piscine excède 36 mètres, ces stations de surveillance doivent être placées dans la partie centrale de la piscine ; et

g) qu'il n'y ait pas de plate-forme ou de tremplin.

**21.** Une piscine extérieure utilisée après le coucher du soleil ou une piscine intérieure doivent être pourvues :

a) d'un système d'éclairage permettant de voir la partie sous l'eau de la piscine et de maintenir en tout point de la promenade et à la surface de l'eau un niveau d'éclairage minimal de :

i. 30 décalux, pour une piscine intérieure ; et

ii. 10 décalux, pour une piscine extérieure ;

b) en cas d'interruption de l'alimentation électrique nécessaire à l'éclairage, d'un système d'éclairage de secours assuré par un générateur ou un accumulateur à recharger avec relais automatique pour éclairer le fond de la piscine, la promenade et la salle de déshabillage. Tout appareil autonome d'éclairage installé après le 21 novembre 1979 doit être conforme à la norme ACNOR C22.2 no 141-1972 Appareils autonomes d'éclairage de secours.

**22.** Une piscine doit être inaccessible au public en dehors des heures d'ouvertures. Si une clôture est utilisée à cette fin, elle doit avoir une hauteur minimale de 1,20 mètre.

**23.** Lorsque la promenade se trouve adjacente à une zone affectée à un autre usage que la baignade, une clôture d'une hauteur minimale de 900 millimètres doit séparer la promenade de cette zone et la clôture doit être pourvue à chaque accès d'une barrière fermant à clef.

**24.** Un moyen de communication doit être mis à la disposition du préposé à la surveillance pour communiquer avec les services d'urgence.

**25.** Une piscine dont les plans ont été approuvés ou qui a été construite avant le 31 août 1977 n'est pas soumise aux articles 3, 5, 6, 8, 9, 10 et 18, aux paragraphes 1, 2 et 4 de l'article 7 ainsi qu'aux paragraphes a, b, c et d de l'article 20.

## §2. Surveillance

**26.** Le propriétaire doit s'assurer que le nombre minimal de surveillants-sauveteurs et d'assistants surveillants-sauveteurs est conforme à l'annexe 3 ou, lorsque la piscine est utilisée exclusivement pour des cours ou de la compétition, à l'annexe 4.

Toutefois, lorsque la piscine est utilisée exclusivement pour des cours dispensés par un professeur d'éducation physique, l'annexe 4 ne s'applique pas et le propriétaire doit s'assurer que le nombre minimal de personnes préposées à la surveillance est conforme au tableau suivant :

Nombre de baigneurs	Nombre de professeurs d'éducation physique	Nombre minimal de	
		surveillants-sauveteurs	assistants surveillants-sauveteurs
0 — 30	1	0	0
31 — 60	2	0	0
	ou		
	1	1	0
61 et plus	3	0	0
	ou		
	2	1	0
	ou		
	1	1	1

Aux fins de cet article, un « professeur d'éducation physique » désigne une personne qui détient un diplôme en éducation physique émis par une université du Québec, ou un diplôme équivalent émis par une autre université et reconnu par le ministre de l'Éducation et qui a complété, au sein de sa formation universitaire, un minimum de 90 heures d'activités pédagogiques en natation. Ce nombre d'heures doit comprendre un minimum de 15 heures le rendant apte à assumer les tâches de sauvetage, de surveillance, de respiration artificielle et de premiers soins. Il doit posséder une attestation à cet effet.

Malgré le premier alinéa, la surveillance n'est pas requise pour une piscine intérieure réservée aux personnes fréquentant une maison de rapport de plus de 2 étages et de 8 logements pourvu que :

- le nombre total de baigneurs sur la promenade et dans l'eau n'excède pas 10 personnes ;
- un avis soit affiché dans un endroit en vue, à l'entrée de la piscine sur lequel est inscrit, en caractère d'au moins 25 millimètres :

## AVIS

Lorsque cette piscine est sans surveillance :

- Aucune personne ne doit se baigner si elle est seule dans l'enceinte de la piscine.
- Un baigneur âgé de moins de 12 ans n'est pas admis dans les limites de la piscine à moins d'être accompagné d'une personne responsable d'au moins 15 ans.
- Le nombre total de baigneurs ne doit, en aucun temps, excéder 10 personnes.
- La piscine doit demeurer, en tout temps, verrouillée de l'extérieur.

De plus, le moyen de communication avec les services d'urgence mentionné à l'article 24 et l'équipement de se-

cours mentionné à l'article 35 doivent être facilement accessibles en tout temps.

Le propriétaire de la piscine est cependant exempté de la surveillance prescrite par le présent article lorsque la piscine est utilisée exclusivement pour des cours de plongée sous-marine, sous la surveillance directe d'un moniteur, détenteur d'un brevet reconnu par la Fédération québécoise des activités subaquatiques.

### 27. Un surveillant-sauveteur doit :

- être âgé d'au moins 17 ans ; et
- détenir l'un des certificats suivants datant d'au plus 2 ans :
  - certificat de sauveteur professionnel émis par l'Académie de Sauvetage du Québec Inc. ;
  - certificat de sauveteur national émis par le Service National des Sauveteurs Inc. ;
  - certificat de moniteur en sécurité aquatique et sauvetage émis par la Société Canadienne de la Croix-Rouge et par la Société Royale de Sauvetage du Canada ;
  - certificat de moniteur en natation et de moniteur en sauvetage, émis par un YMCA ou YWCA attitré, dans le cadre du programme national des activités aquatiques du YMCA du Canada.

### 28. Un assistant surveillant-sauveteur doit :

- être âgé d'au moins 15 ans ; et
- détenir l'un des certificats suivants datant d'au plus 2 ans :
  - certificat de sauveteur junior émis par l'Académie de Sauvetage du Québec Inc. ;
  - certificat de la médaille de bronze émis par la Société Royale de Sauvetage du Canada ;
  - certificat de moniteur adjoint en sécurité aquatique émis par la Société Canadienne de la Croix-Rouge ;
  - un des certificats mentionnés au paragraphe b de l'article 27.

### 29. Les préposés à la surveillance doivent être identifiés.

### 30. Un préposé à la surveillance peut s'éloigner pourvu :

- que les autres préposés à la surveillance, dont au moins un surveillant-sauveteur, demeurent en fonction ; et
- que le préposé qui s'éloigne demeure à portée de voix.

### 31. Les baigneurs doivent être évacués et l'accès à la piscine interdit aussitôt :

- qu'une vérification de sécurité est nécessaire ; ou

- b) que se présente un risque attribuable à :
  - i. un manque de limpidité de l'eau ;
  - ii. la présence de matières dangereuses dans l'eau ou sur la promenade ; ou
  - iii. toute autre circonstance mettant en danger la sécurité des baigneurs.

### §3. Affiches et équipement de secours

**32.** 1) Aucun contenant de verre ne doit être apporté sur la promenade ou dans la piscine.

2) Il est défendu de se bousculer dans la piscine ou sur la promenade.

3) Lorsqu'il existe une galerie de spectateurs, l'accès à la promenade à une distance inférieure à 1,8 mètre des côtés de la piscine doit être interdit aux spectateurs.

**33.** Une affiche doit être installée dans un endroit en évidence reproduisant au bénéfice des baigneurs les dispositions des paragraphes 1 et 2 de l'article 32. Si des caractères sont utilisés, ceux-ci doivent avoir au moins 25 millimètres de hauteur.

Le nombre maximal de baigneurs admissibles dans la piscine et sur la promenade, en vertu de l'article 37, doit être inscrit sur cette affiche en caractères d'au moins 150 millimètres.

**34.** Des affiches doivent être installées aux endroits appropriés, en caractères d'au moins 25 millimètres pour aviser des dispositions du paragraphe 3 de l'article 32.

**35.** Une piscine doit être pourvue, en des endroits accessibles en tout temps, de l'équipement de secours suivant :

- a) une perche électriquement isolée ou non conductrice d'une longueur d'au moins 3,6 mètres ;
- b) deux bouées de sauvetage qui peuvent être :
  - i. de type annulaire d'un diamètre intérieur compris entre 275 et 380 millimètres, solidement attachées à un câble d'une longueur de 3 mètres plus la moitié de la largeur de la piscine et placées sur un support à la station de surveillance ; ou
  - ii. de type « torpille » avec une boucle pour les épaules et au moins 2 mètres de câble ;
- c) une planche servant en cas de blessure à la colonne vertébrale ;
- d) une série complète de guedels pour maintenir ouvertes les voies respiratoires lors de la respiration artificielle ;

- e) une trousse de premiers soins conforme à l'annexe 5 ;
- f) une couverture.

**36.** Un préposé à la surveillance doit être désigné par le propriétaire pour s'assurer à chaque semaine que l'équipement de secours est complet et en bon état de fonctionnement. Ce préposé doit inscrire dans un registre les remarques pertinentes à l'équipement de secours, signer le document, y indiquer la date de la vérification et remettre le registre au propriétaire.

Le propriétaire doit veiller à ce qu'une personne s'assure, à chaque semaine, du bon état de fonctionnement du détecteur disjoncteur de fuite à la terre.

### §4. Utilisation

**37.** Pour une piscine intérieure, le nombre total de baigneurs sur la promenade et dans l'eau ne doit pas excéder le nombre obtenu en accordant à un baigneur 1,4 mètre carré de surface dans la partie peu profonde et 2,2 mètres carrés dans la partie profonde.

Pour une piscine extérieure, le nombre total de baigneurs sur la promenade et dans l'eau ne doit pas excéder le nombre obtenu en accordant à un baigneur 0,9 mètre carré de surface dans la partie peu profonde et 1,2 mètre carré dans la partie profonde.

Pour les fins de ces calculs, la partie profonde de la piscine est celle où l'eau atteint plus de 1,4 mètre de profondeur.

**38.** Des bancs ou des sièges à l'usage de spectateurs, lors d'événements, peuvent être placés temporairement sur la promenade pourvu :

- a) que la zone réservée aux spectateurs et son accès soient séparés du reste de la promenade par une clôture placée à au moins 600 millimètres des côtés de la piscine ; et
- b) que ces bancs ou sièges soient entreposés immédiatement après usage à l'extérieur de la promenade.

**39.** L'eau de la piscine doit être maintenue libre de toute matière ou objet pouvant compromettre la sécurité des baigneurs.

**40.** La clarté de l'eau doit permettre :

- a) de voir la surface circulaire noire requise par l'article 12, à partir de tout point de la promenade situé à 9 mètres de cette surface ; et

b) au préposé à la surveillance, dans une piscine conforme à l'article 20, de voir de sa chaise de surveillance, à une distance de 36 mètres, la ligne noire pointillée requise par le paragraphe *e* de l'article 20.

**41.** Dans une piscine pourvue d'une plate-forme d'une hauteur supérieure à 3 mètres, la barrière donnant accès à cette plate-forme doit être verrouillée lorsqu'elle n'est pas utilisée sous surveillance.

Lorsqu'une telle piscine est utilisée pour le plongeon, une ligne double de sécurité ou une barrière rigide doit être en place et la zone ainsi délimitée doit servir uniquement au plongeon.

### SECTION III PATAUGEOIRES

#### §1. Construction

**42.** Les surfaces immergées d'une pataugeoire doivent être de couleur pâle. Le fond de la pataugeoire doit être antidérapant.

**43.** Une pataugeoire doit être inaccessible au public en dehors des heures d'ouverture. Si une clôture est utilisée à cette fin, elle doit avoir une hauteur minimale de 1,20 mètre à partir du sol.

#### §2. Surveillance

**44.** Lorsqu'une pataugeoire est ouverte au public, un préposé à la surveillance doit être en fonction.

**45.** Un préposé à la surveillance d'une pataugeoire dont la profondeur est supérieure à 150 millimètres doit posséder :

- a) un certificat de premier secours émis par l'Association de l'Ambulance St-Jean ; ou
- b) un certificat prévu par le paragraphe *b* de l'article 28.

#### §3. Équipement de secours

**46.** Une pataugeoire doit être pourvue à un endroit accessible en tout temps d'une trousse de premiers soins conforme à l'annexe 5.

**47.** Un moyen de communication doit être mis à la disposition du préposé à la surveillance pour communiquer avec les services d'urgence.

### SECTION IV PLAGES

#### §1. Surveillance

**48.** Lorsqu'une plage est ouverte au public, le nombre de préposés à la surveillance doit être conforme à l'annexe 6.

**49.** Un surveillant-sauveteur d'une plage doit :

- a) être âgé d'au moins 17 ans ; et
- b) détenir l'un des certificats suivants datant d'au plus 2 ans :
  - i. certificat de sauveteur professionnel, option plage, émis par le Service National des Sauveteurs Inc. ;
  - ii. certificat de sauveteur professionnel émis par l'Académie de Sauvetage du Québec Inc.

Cependant, un des certificats énumérés à l'article 27 peut être accepté aux fins du présent article si la longueur de la plage est inférieure à 15 mètres ou s'il est impossible de recruter un surveillant-sauveteur détenteur de l'un des certificats mentionnés au paragraphe *b*.

**50.** Un assistant surveillant-sauveteur d'une plage doit :

- a) être âgé d'au moins 16 ans ; et
- b) détenir l'un des certificats suivants datant d'au plus 2 ans :
  - i. certificat de sauveteur junior émis par l'Académie de Sauvetage du Québec Inc. ;
  - ii. certificat de la croix de bronze émis par la Société Royale de Sauvetage du Canada ;
  - iii. un des certificats mentionnés au paragraphe *b* de l'article 49.

**51.** Les préposés à la surveillance doivent être identifiés.

**52.** Un préposé à la surveillance peut s'éloigner pourvu :

- a) que les autres préposés à la surveillance, dont au moins un surveillant-sauveteur, demeurent en fonction ;
- b) que le préposé qui s'éloigne demeure à portée de voix.

**53.** Les baigneurs doivent être évacués et l'accès à la plage interdit aussitôt :

- a) qu'une vérification de sécurité est nécessaire ;
- b) que se présente un risque attribuable à :

- i. un manque de limpidité de l'eau ;
- ii. la présence de matières dangereuses dans l'eau ; ou
- iii. toute autre circonstance mettant en danger la sécurité des baigneurs.

## §2. Affiches et équipement de secours

**54.** Une plage ouverte au public doit être pourvue de l'équipement suivant :

a) une chaloupe de sauvetage non motorisée pour chaque unité ou fraction d'unité de 250 mètres linéaires de plage, cependant :

- i. les plages entourées d'un quai dont la plus grande dimension est inférieure à 75 mètres ; et
- ii. les plages dont la distance entre la ligne de bouées et la rive est inférieure à 50 mètres et dont les postes de surveillance sont situés à l'extérieur de la ligne de bouées dans la zone profonde ;

ne sont pas soumises à cette prescription.

D'autre part, l'aquaplane peut remplacer la chaloupe lorsque la distance entre la ligne de bouées et la rive est supérieure à 50 mètres à la condition que les postes de surveillance soient situés dans la zone profonde à l'extérieur de la ligne de bouées ;

b) un poste de surveillance d'une hauteur minimale de 2,4 mètres pour chaque unité ou fraction d'unité de 125 mètres linéaires de plage ;

c) une ligne de bouées de couleur blanche, installée à une profondeur de 2 mètres, pour indiquer les limites de la zone sous surveillance lorsqu'il ne s'agit pas d'une plage océanique ;

d) à chaque poste de surveillance, d'une bouée de sauvetage qui peut être :

i. du type annulaire, d'un diamètre intérieur compris entre 275 et 380 millimètres, attachée à un câble ayant une longueur minimale de 15 mètres et placée sur un support ; ou

ii. de type « torpille » avec une boucle pour les épaules et au moins 2 mètres de câble ;

e) une série complète de canules oropharyngées pour maintenir la liberté des voies respiratoires lors de la respiration artificielle ;

f) une trousse de premiers soins conforme à l'annexe 5 ;

g) une couverture :

h) un moyen de communication mis à la disposition du préposé à la surveillance pour communiquer avec les services d'urgence.

**55.** Un préposé à la surveillance doit être désigné par le propriétaire pour s'assurer à chaque semaine que l'équipement mentionné à l'article 54 est complet et en bon état de fonctionnement. Ce préposé doit inscrire dans un registre les remarques pertinentes à l'équipement de secours, signer le document, y indiquer la date de la vérification et remettre le registre au propriétaire.

**56.** Une chaloupe de sauvetage doit contenir :

- a) 2 rames et tolets ;
- b) une bouée d'amarrage ou un ancre ;
- c) 3 gilets de sauvetage conformes à la norme « Gilet de sauvetage, à matériau insubmersible » 65-GP-7 de l'Office des normes générales du Canada ; et

d) une bouée de sauvetage annulaire d'un diamètre intérieur maximal de 380 millimètres reliée à un câble ayant une longueur minimale de 15 mètres.

**57.** Sauf en cas de nécessité, une chaloupe de sauvetage ne doit pas être utilisée pour faire la patrouille parmi les baigneurs.

**58.** 1) Il est interdit d'apporter sur la plage des contenants en verre.

2) Le canotage et la pêche sont interdits dans la zone de baignade.

3) Au moins 2 affiches doivent être placées à des endroits en évidence reproduisant au bénéfice des baigneurs, les dispositions des paragraphes 1 et 2. Si des caractères sont utilisés, ceux-ci doivent avoir au moins 25 millimètres de hauteur.

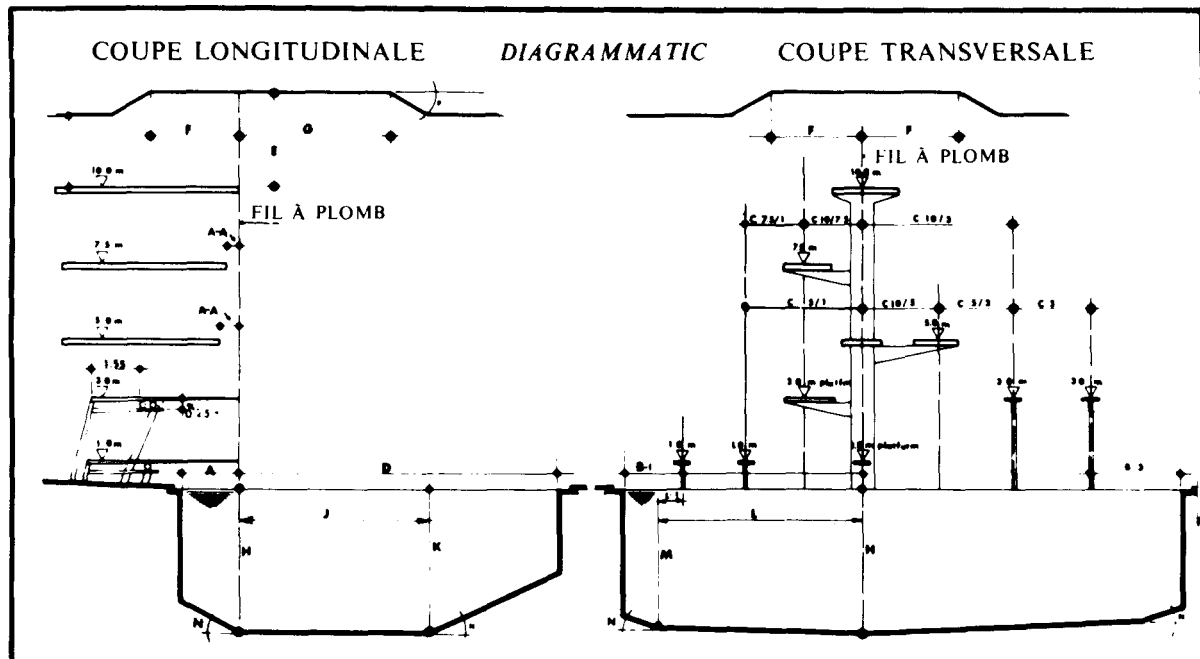
**59.** Des affiches en caractères d'au moins 100 millimètres doivent être installées à chaque extrémité de la plage et sur la limite des terrains adjacents à des intervalles maximales de 60 mètres pour aviser :

- a) des heures de surveillance ; et
- b) de la limite de la plage sous surveillance.

## ANNEXE 1

(a. 16)

## DIMENSIONS MINIMALES DES INSTALLATIONS DE PLONGEON



	TREMLIN		PLATE-FORME				
	1 m	3 m	1 m	3 m	5 m	7,5 m	10 m
A. De l'arrière du fil à plomb au mur de la piscine	1,50	1,50	1,25	1,25	1,50	1,50	1,50
AA. De l'arrière du fil à plomb au fil à plomb de la plate-forme qui se trouve au-dessous					0,75	0,75	0,75
B. Du fil à plomb au mur latéral de la piscine	2,50	3,50	2,30	2,90	4,25	4,50	5,25
C. Du fil à plomb au fil à plomb adjacent	1,90	1,90			5/3 2,10 m	7,5/5 2,50 m	10/7,5/5 2,75 m
					5/1 2,10 m	7,5/3/1 2,10 m	10/3 ou 1 2,75 m
D. Du fil à plomb au mur de la piscine situé devant	9,00	10,25	8,00	9,50	10,25	11,00	13,50
E. Au-dessus du fil à plomb jusqu'au plafond au-dessus	5,00	5,00	3,00	3,00	3,00	3,20	3,40
F. Espace libre au-dessus, derrière et de chaque côté du fil à plomb	2,50	2,50	2,75	2,75	2,75	2,75	2,75
G. Espace libre au-dessus et devant le fil à plomb	5,00	5,00	5,00	5,00	5,00	5,00	6,00
H. Profondeur de l'eau au fil à plomb	3,40	3,80	3,40	3,40	3,80	4,10	4,50
J/K. Distance et profondeur en avant du fil à plomb	à une distance de 6,00 profondeur min. de 3,30	à une distance de 6,00 profondeur min. de 3,70	5,0 dist. 3,30 prof.	6,00 3,30	6,00 3,70	8,00 4,00	12,00 4,25

	TREMLIN		PLATE-FORME				
	1 m	3 m	1 m	3 m	5 m	7,5 m	10 m
L/M Distance et profondeur de chaque côté du fil à plomb	à une distance de 2,50 profondeur min. de 3,30	à une distance de 3,25 profondeur min. de 3,70	2,05 3,30	2,65 3,30	4,25 3,70	4,50 4,00	5,25 4,25
N. Angle maximum d'inclinaison pour réduire le fond de la piscine au-delà de la profondeur totale requise	30 degrés	30 degrés	30 degrés				
P. Angle maximum d'inclinaison pour réduire la hauteur du plafond au-delà des dimensions requises pour l'espace libre en hauteur	30 degrés	30 degrés	30 degrés				



## ANNEXE 2

(a. 16)

		<i>Tremplin et plate-forme</i>	
		<i>1 m</i>	<i>3 m</i>
J/K.	Distance et profondeur en en avant du fil à plomb	à une distance de 6,00/ profondeur min. de 3 m	à une distance de 6,00/ profondeur min. de 3,50 m
L/M.	Distance et profondeur de chaque côté du fil à plomb	à une distance de 2,50/ profondeur min. de 3 m	à une distance de 3,25/ profondeur min. de 3,50 m
N.	Angle maximum d'inclinaison pour réduire le fond de la piscine au-delà de la profondeur totale requise.	45 degrés*	45 degrés*

\* À la condition que la profondeur minimale de l'eau à la paroi de la piscine sous le tremplin ou la plate-forme soit de 1,8 mètres.

## ANNEXE 3

(a. 26)

## SURVEILLANCE D'UNE PISCINE

<b>Tableau 1</b> <b>Surface de plan d'eau inférieure</b> <b>à 150 mètres carrés</b>		
<i>Nombre de baigneurs présents dans l'eau et sur la promenade</i>	<i>Surveillant-sauveteur</i>	<i>Assistant surveillant-sauveteur</i>
0-50	1	0
51 et plus	1	1

<b>Tableau 2</b> <b>Piscine intérieure</b> <b>Surface de plan d'eau de</b> <b>150 mètres carrés et plus</b>		
<i>Nombre de baigneurs présents dans l'eau et sur la promenade</i>	<i>Nombre minimal de:</i>	
	<i>Surveillant-sauveteur</i>	<i>Assistant-surveillant-sauveteur</i>
0-100	1	1
101-200	1	2
201-300	2	2
301-400	2	3
401-500	3	3
501-600	3	4
601-700	4	4
701 et plus	4 surveillants-sauveteurs, 4 assistants-surveillants-sauveteurs et 1 préposé à la surveillance supplémentaire pour chaque groupe ou fraction de groupe de 100 baigneurs en sus de 700.	

<b>Tableau 3</b> <b>Piscine extérieure</b> <b>Surface de plan d'eau de</b> <b>150 mètres carrés et plus</b>		
<i>Nombre de baigneurs présents dans l'eau et sur la promenade</i>	<i>Nombre minimal de :</i>	
	<i>Surveillant-sauveteur</i>	<i>Assistant-surveillant-sauveteur</i>
0-150	1	1
151-300	1	2
301-500	2	2
501-700	2	3
701 et plus	2 surveillants-sauveteurs. 3 assistants-surveillants-sauveteurs et 1 préposé à la surveillance supplémentaire pour chaque groupe ou fraction de groupe de 300 baigneurs en sus de 700.	

**ANNEXE 4**

(a. 26)

**SURVEILLANCE ADDITIONNELLE REQUISE, EN PLUS DU MONITEUR AQUATIQUE LORSQUE LA PISCINE EST UTILISÉE EXCLUSIVEMENT POUR DES COURS OU DE LA COMPÉTITION.**

<i>Nombre de baigneurs</i>	<i>Nombre minimal de :</i>	
	<i>Surveillant-sauveteur</i>	<i>Assistant-surveillant-sauveteur</i>
0-30	0*	0
31-50	1	0
51 et plus	1	1

\* Un surveillant-sauveteur est requis si le moniteur aquatique n'est pas qualifié comme surveillant-sauveteur.

**ANNEXE 5**

(a. 35, 46 et 54)

**TROUSSE DE PREMIERS SOINS**

1 Manuel de secourisme de l'Ambulance St-Jean

150 ml d'antiseptique en usage dans les centres hospitaliers

24 Épingles de sûreté

24 Pansements adhésifs enveloppés séparément

6 Bandages triangulaires

4 Rouleaux de bandage de gaze 50 mm

4 Rouleaux de bandage de gaze 100 mm

4 Paquets de ouate de 25 g chacun

12 Tampons ou compresses de gaze 75 mm X 75 mm

4 Tampons chirurgicaux pour pansements compressifs enveloppés séparément

1 Rouleau de diachylon de 12 mm de largeur

1 Rouleau de diachylon de 50 mm de largeur

Éclisses de grandeur assortie

**ANNEXE 6**

(a. 48)

**SURVEILLANCE D'UNE PLAGE**

<i>Longueur de la plage en mètres</i>	<i>Nombre minimal de :</i>	
	<i>Surveillant-sauveteur</i>	<i>Assistant-surveillant-sauveteur</i>
Moins que 125	1	0
125 et 250	2	1
250 et 375	2	2
375 et 500	3	2
500 et 625	3	3
N.B. Pour chaque unité ou fraction d'unité de 125 mètres linéaires de plage en sus de 625 mètres, un préposé à la surveillance supplémentaire doit être ajouté.		

A.C. 2550-77, (1977) 109 G.O.II, 4157

A.C. 2532-78, (1978) 110 G.O.II, 5579

D. 2966-80, (1980) 112 G.O.II, 5857

D. 4003-80, (1981) 113 G.O.II, 361



c. S-3, r.4

## Règlement sur la sécurité dans les édifices publics

Loi sur la sécurité dans les édifices publics  
(L.R.Q., c. S-3, a. 39)

### SECTION I DÉFINITIONS

1. Pour les fins du présent règlement ou à moins que le contexte ne s'y oppose ou qu'il ne soit mentionné autrement, partout où se lit le mot « édifice », il faut lire « édifice public » et les mots ou expressions suivants ont le sens ci-après indiqué :

1) « accès à l'issue » : cette partie d'un moyen de sortie à l'intérieur d'une aire de plancher qui donne accès à une issue desservant l'aire de plancher ;

2) « ACNOR » : Association canadienne de normalisation (CSA) ;

3) « aire de plancher » : l'aire totale de tout plancher ou étage d'un édifice entre les murs extérieurs et les murs coupe-feu, mesurés à partir du fini intérieur des murs qui forment ses limites, moins l'aire des issues et des puits qui traversent l'étage.

Une mezzanine est considérée comme un étage si sa superficie a 40% ou plus de la superficie du local ou de l'étage où elle est située et si elle est utilisée comme une étendue de plancher non cloisonnée. Pour les fins du présent paragraphe, une étendue de plancher est considérée non cloisonnée pourvu que :

a) l'espace au-dessus du plancher de la mezzanine et l'espace au-dessus du plancher de l'étage au-dessous soient à vue dégagée à partir d'une hauteur maximale de 1 070 millimètres au-dessus de ces planchers ; ou

b) dans un édifice dont la destination est une bibliothèque, les rayonnages ajourrés destinés au rangement des livres au-dessus et au-dessous du plancher d'une mezzanine aient une hauteur maximale de 2,1 mètres ou les  $\frac{3}{4}$  de la hauteur du plafond de l'espace compris au-dessus ou au-dessous du plancher de la mezzanine ;

4) « approuvé » : approuvé par l'inspecteur ou par tout organisme que désigne le gouvernement ;

5) « construction incombustible » : type de construction construit avec des matériaux incombustibles pour les

membres de la charpente y compris les planchers et les assemblages.

Les matériaux combustibles doivent être limités à ceux qui sont énumérés dans l'annexe D ;

6) « corridor commun » : corridor qui permet d'atteindre une issue à partir de pièces, de groupes de pièces ou de logements occupés par des locataires ou des propriétaires différents ;

7) « distance à franchir » : la distance, sans obstruction, entre un point quelconque d'une aire de plancher et l'issue la plus rapprochée. Si l'aire de plancher est subdivisée en pièces ou en suites et desservie par des corridors, la distance à franchir est mesurée à partir des moyens de sortie de ces pièces ou de ces suites jusqu'à l'issue la plus rapprochée ;

8) « établissement hospitalier ou d'assistance » : un établissement occupé par :

a) des personnes malades ;

b) des personnes qui requièrent une thérapie de soutien et des services de nursing sur une base continue en raison de leur état physique et mental et dont l'état nécessite la quantité de soins mentionnés à l'annexe E ;

c) des personnes aveugles, sourdes, en chaise roulante, munies de prothèses ou d'orthèses aux membres inférieurs et toutes autres personnes qui, de façon significative et persistante, ont besoin d'aide pour se déplacer ;

9) « hauteur de bâtiment » : le nombre d'étages compris entre le toit et le plancher du rez-de-chaussée ;

10) « indice de propagation des flammes » : valeur exprimant le taux de propagation des flammes à la surface d'un matériau ou d'un élément de construction, déterminé d'après les résultats moyens d'au moins 3 essais exécutés conformément aux prescriptions pertinentes des essais suivants :

a) ASTM E 84-70, *Standard Method of Test for Surface Burning Characteristics of Building Material* ;

b) ULC S 102-1972, *Standard Test Method for Fire Hazard Classification of Building Materials* ;

c) UL 723 (1971), *Test Method for Fire Hazard Classification of Building Materials* ;

d) NFPA 255-1972, *Method of Test of Surface Burning Characteristics of Building Materials* ;

11) « inspecteur » : les inspecteurs nommés en conformité de la Loi ;

12) « issue » : le chemin ou la partie d'un moyen de sortie qui conduit directement d'une aire de plancher à une autre aire de plancher, à une voie ou passage public, ou à un espace ouvert approuvé ;

13) « issue horizontale » : la partie d'un moyen de sortie qui conduit, à l'aide d'une passerelle, d'un balcon, vestibule ou d'une porte, d'une aire de plancher à une autre relativement au même niveau. Ces deux aires de plancher peuvent être situées soit dans des édifices différents, soit dans le même édifice et séparées l'une de l'autre par un mur coupe-feu d'au moins 2 heures ;

14) « lieu de rassemblement public » : lieu utilisé par un ensemble de personnes à des fins civiques, politiques, touristiques, religieuses, sociales, éducationnelles ou récréatives ;

15) « lieu de sommeil » : un lieu d'hébergement, un établissement hospitalier ou d'assistance, une maison de logement de 10 chambres ou plus et une maison de rapport de plus de 2 étages et de 8 logements ;

16) « lieu d'hébergement » : un hôtel, un orphelinat, un couvent, un collège, une colonie de vacances, une maison de retraite, une garderie, un asile, mais ne comprend pas un établissement hospitalier ou d'assistance ;

17) « matériau incombustible » : un matériau de construction élémentaire jugé conforme à des normes reconnues sur ce sujet, notamment le Code CSA B54.1, dernière édition ;

18) « moyens de sortie (moyens d'évacuation) » : une ouverture de porte, un corridor, un hall, un escalier, une rampe ou autre moyen ou combinaison de moyens incluant un espace ouvert permettant l'évacuation des personnes d'un édifice, d'une aire de plancher ou d'une pièce, à une voie ou un passage public ou à un espace ouvert approuvé. Un moyen de sortie comprend l'accès à l'issue et l'issue ;

19) « mur coupe-feu » : séparation construite de matériaux incombustibles divisant l'édifice ou séparant les édifices adjacents ;

20) « NFPA » : *National Fire Protection Association* ;

21) « occupation concentrée » : une occupation selon laquelle le nombre des personnes occupant une pièce ou une aire de plancher est tel que l'aire de plancher par personne (aire de plancher divisée par le nombre de personnes) est de 1,2 mètre carré ou moins ;

22) « organisme reconnu » : organisme reconnu par l'inspecteur ;

23) « plenum » : un compartiment ou une chambre d'air auxquels un ou plusieurs conduits d'un système de circulation d'air sont raccordés ;

24) « rez-de-chaussée ou premier étage » : l'étage dont le plancher est le plus rapproché du sol adjacent à l'entrée principale et dont le plafond est à plus de 6 pieds de ce sol ;

25) « séparation coupe-feu » : assemblage de matériaux formant un élément de construction servant de barrière contre la propagation du feu ;

26) « sièges permanents » : sièges fixés au plancher ou à la plate-forme et munis de dossiers ;

27) « substance dangereuse » : une substance qui par sa nature physique ou chimique ou par la forme sous laquelle elle existe peut exploser ou facilement s'enflammer.

## SECTION II

### PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES

**2. Prescription de base :** Les édifices publics doivent être pourvus de tous les moyens nécessaires permettant aux occupants et au public d'en sortir promptement et facilement en cas de feu, de panique ou de tout autre danger et d'y séjourner et circuler en toute sécurité.

**3. Devoirs des propriétaires :** Les propriétaires d'édifices publics doivent :

a) construire, aménager et entretenir les édifices publics de façon à assurer la sécurité de ceux qui les habitent ou les fréquentent ;

b) voir à ce que les moyens de sortie, les systèmes d'alarme et de lutte contre l'incendie, et tout autre appareil, système ou installation, relié à un édifice public soient conformes au présent règlement et à la satisfaction de l'inspecteur ;

c) fournir et installer les dispositifs de sécurité nécessaires et de caractère permanent pour le personnel d'entretien. Ces dispositifs sont les ancrages pour échafaudage volant, les boulons d'ancrage pour le nettoyage des fenêtres, les ancrages pour ceinture de sécurité, les garde-corps, les fixations pour garde-corps autour des toits et des ouvertures des toits ; ces dispositifs doivent être conformes aux Normes relatives au nettoyage des fenêtres, 1<sup>er</sup> mars 1971 ;

d) informer l'inspecteur de l'ouverture, de la réouverture ou d'un changement de destination d'un édifice public au moins 30 jours à l'avance ;

e) établir un plan et une procédure d'évacuation ;

f) renseigner les occupants et le personnel sur les moyens de sécurité et d'évacuation et aviser un public de

plus de 300 personnes réunies à des fins autres que religieuses dans un lieu de rassemblement public avant le début de chaque représentation ou activité, des moyens d'évacuation mis à sa disposition ;

g) faire exécuter périodiquement et au moins une fois l'an les exercices de sauvetage et d'évacuation appropriés. Toutefois, dans les édifices où une condition de panique peut survenir et qui sont désignés par l'inspecteur, seul le personnel participe ;

h) informer sans délai l'inspecteur de la vente de leur édifice et du nom du nouveau propriétaire.

#### **4. Certification et attestation :**

1) Le propriétaire d'un édifice public à occupation concentrée ou d'un établissement hospitalier ou d'assistance ou d'un lieu d'hébergement, doit détenir un certificat de conformité émis par l'inspecteur. Ce certificat :

- a) est spécifique à une destination et une population ;
- b) est valide tant que les conditions d'émission sont respectées ;
- c) doit être affiché bien en vue des gens fréquentant l'édifice.

2) Le propriétaire doit démontrer qu'il détient les certificats requis par les autres services techniques du ministère du Travail, de la Main-d'œuvre et de la Sécurité du revenu avant que l'inspecteur émette le certificat requis.

3) Les certificats peuvent, pour des raisons suffisantes, être suspendus ou révoqués par l'inspecteur. Les fausses déclarations ou les dérogations aux règlements sont des raisons suffisantes.

4) Toute certification n'affecte en rien les devoirs des propriétaires.

5) L'inspecteur peut exiger du propriétaire une attestation de solidité de l'édifice public, émise par un ingénieur, un architecte ou un organisme reconnu, lorsqu'il le juge à propos.

#### **5. Collaboration :**

1) L'inspecteur peut collaborer avec d'autres services et d'autres ministères, de même que d'autres organismes gouvernementaux pour l'application du présent ou autres règlements.

2) Tout propriétaire peut demander une inspection de son édifice public et obtenir un rapport de l'inspecteur.

#### **6. Champ d'application :**

1) Sous réserve du paragraphe 2 de l'article 2.1.1 du Code du bâtiment (c. S-3, r.2), le présent règlement s'ap-

plique à tout édifice construit avant le 1<sup>er</sup> décembre 1976 ou dont la construction a débuté avant cette date.

Toutefois, les articles 7, 33, 36, 44, 51 et 52 ainsi que les paragraphes e, f et g de l'article 3, le paragraphe 4 du présent article, le paragraphe 1 de l'article 18, le paragraphe 5 de l'article 24, le paragraphe 11 de l'article 32 et le paragraphe 1 de l'article 45 s'appliquent également à un édifice construit ou dont la construction a débuté après cette date.

Tout édifice répondant aux normes du Code du bâtiment ou aux normes du Code national de prévention d'incendie du Canada est réputé conforme au présent règlement pour les matières couvertes par ces codes.

2) Pour les édifices existants, l'inspecteur peut, toutefois, y déroger exceptionnellement lorsqu'il est jugé que la sécurité et le bien-être offerts sont assurés par des mesures équivalentes approuvées.

3) Tout bâtiment nouveau occupé en partie comme édifice public est considéré comme édifice public dans son entier.

4) Les foyers, les refuges, les garderies, les lieux de convalescence, d'éducation et de réadaptation qui n'hébergent ou n'acceptent pas plus de 9 personnes ne sont pas considérés comme édifices publics.

5) Dans un édifice à destinations multiples, les mesures de sécurité s'appliquant à la destination la plus dangereuse prévalent pour tout l'édifice.

#### **7. Avis de recommandations :**

1) L'inspecteur émet à la suite d'une inspection un avis de recommandations si des déficiences sont détectées.

2) Le propriétaire qui a reçu un avis de recommandations doit le retourner à l'inspecteur en y indiquant la date à laquelle les réparations seront complétées, ou faire parvenir un avis écrit à l'inspecteur.

3) Le propriétaire qui ne peut corriger les déficiences dans le délai imparti, doit aviser par écrit, l'inspecteur de cette impossibilité. Ce dernier, sur la preuve du bien fondé de cette requête, peut changer le délai imparti.

### **SECTION III MOYENS DE SORTIE**

**8. Prescriptions de base :** Il doit être possible à toute personne, à partir d'une aire de plancher ou d'une partie d'aire de plancher, d'aller dans des directions différentes vers une des issues séparées desservant cette aire de plancher.

Aucune issue ne doit servir de plenum.

Les issues doivent avoir une résistance au feu d'au moins 1 heure.

Les séparations coupe-feu d'une issue ne peuvent comprendre d'autres ouvertures que des portes d'issue et des passages de canalisation d'incendie.

**9. Principes de calcul :** La largeur, le nombre et l'emplacement des moyens de sortie d'un édifice donné, sont en fonction de sa population, de sa destination et du type de ses moyens de sortie. Il faut donc :

- a) déterminer la population ;
- b) déterminer la largeur totale des moyens de sortie requise ;
- c) répartir cette largeur totale selon la destination de l'édifice et du type de moyens de sorties employé.

## 10. Largeur :

1) La largeur requise d'un moyen de sortie ne doit pas être diminuée sauf dans les cas prévus à l'article 14.

2) La charge d'occupants d'une pièce et d'une aire de plancher est calculée à l'aide du tableau 1 de l'annexe A.

Aux fins du présent calcul, il faut exclure de l'aire de plancher la superficie occupée par une salle de toilette et par un local réservé aux installations techniques.

3) La largeur libre des moyens de sortie doit être exprimée en unité de 550 millimètres ou en fraction d'unité.

Le nombre total d'unités requis est obtenu en divisant la population totale de la pièce ou de l'aire de plancher par les facteurs suivants :

- a) 30 pour un établissement hospitalier ou d'assistance ;
- b) 30 pour les endroits servant de lieux de sommeil ;
- c) 100 pour les lieux de rassemblement public en plein air ; et
- d) 300 pour les mêmes lieux si le public peut se réfugier dans un lieu ouvert ;
- e) 90 pour les autres occupations lorsque l'évacuation s'effectue horizontalement ;
- f) 60 pour les autres occupations lorsque l'évacuation s'effectue au moyen d'une rampe ou d'un escalier.

4) La largeur totale des issues n'est pas cumulative d'un étage à l'autre, sauf :

- a) lorsque des issues desservant des étages supérieurs ou inférieurs convergent vers un étage intermédiaire, la largeur à partir de ce point de convergence doit être cumulative ;

b) lorsque des issues desservant une aire de plancher à occupation concentrée rejoignent d'autres issues, l'issue à partir de ce point de convergence doit être de largeur telle qu'elle puisse satisfaire la charge concentrée d'occupation.

5) La largeur totale des moyens de sortie est cumulative pour une même aire de plancher.

6) Malgré les résultats obtenus en vertu des paragraphes 3 et 4, la largeur minimale libre doit être de :

a) 1 100 millimètres pour un corridor servant d'issue, un corridor commun, un corridor utilisé par le public, un corridor desservant des salles de classe ou pour un escalier d'issue desservant une ou plusieurs aires de plancher dont la charge totale d'occupants est supérieure à 100 personnes ;

b) 750 millimètres pour toute ouverture de porte simple ;

c) 2,4 mètres pour tout corridor où il faut tourner des lits ;

d) 1,8 mètre pour un corridor commun d'un établissement d'assistance au sens des sous-paragraphes b et c du paragraphe 8 de l'article 1 ;

e) 900 millimètres pour tout autre moyen de sortie.

7) Aucun battant de porte de sortie ne doit excéder 1,2 mètre de largeur.

8) Dans les lieux intérieurs de rassemblement public avec sièges permanents :

a) l'entrée principale de l'auditorium ne peut être considérée, en aucun cas, pour plus de la moitié de la largeur totale requise des moyens de sortie ;

b) au moins la moitié de la largeur totale requise des moyens de sortie doit être répartie, si possible, de chaque côté de l'auditorium.

## 11. Nombre :

1) Au moins 2 issues doivent être prévues pour toute aire de plancher d'un édifice public.

2) Toute aire de plancher ou partie d'aire de plancher, à occupation concentrée, doit avoir la quantité minimale de moyens de sortie tel qu'il est spécifié au tableau ci-dessous.

<i>Nombre minimal de moyens de sortie</i>	<i>Nombre total de personnes</i>
2	61 à 600 personnes
3	601 à 1 000 personnes
4	1 001 personnes et plus.

Au dessus de 1 000 personnes, l'inspecteur évaluera le nombre de moyens de sortie additionnels.

3) Le nombre total d'unités de largeur ne doit pas être réduit de plus de 50% si l'une des issues devient inaccessible en cas d'urgence.

4) Au moins 2 moyens de sortie doivent être prévus pour :

a) toute partie d'aire de plancher et toute mezzanine destinée à recevoir plus de 60 personnes ;

b) toute partie d'aire de plancher supérieure à 120 mètres carrés dans un édifice de construction incombustible et supérieure à 100 mètres carrés dans les autres cas ;

c) toute scène de théâtre ;

d) toute cabine cinématographique où des films à base de nitrocellulose sont projetés ;

e) toute chambre abritant des machines fixes où une surveillance constante est requise ; une échelle ou un escalier de métal conduisant directement à un passage public ou un espace ouvert accédant à un passage public ou un espace ouvert approuvé, et ce, par l'intermédiaire d'une trappe, peut être considérée comme l'équivalent d'un moyen de sortie ;

f) toute partie d'aire de plancher abritant des substances dangereuses, explosives, inflammables ou toxiques, à cause des risques provenant de la nature, de la quantité, de l'aménagement et de la protection de ces substances.

5) Tout balcon d'un lieu de rassemblement public doit avoir 2 moyens de sortie additionnels si la population dépasse 750 personnes, et 4 moyens de sortie additionnels si la population dépasse 1 500 personnes.

Les escaliers desservant ces balcons sont exempts de l'enceinte coupe-feu, s'ils aboutissent dans l'auditorium ou le hall d'entrée. Cependant, tout escalier desservant un balcon au-dessus du premier balcon doit être indépendant des autres escaliers et situé dans une enceinte coupe-feu.

## 12. Emplacement :

1) Les issues d'une aire de plancher doivent être :

a) situées aussi loin que possible l'une de l'autre ;

b) facilement accessibles et visibles ;

c) maintenues en bon état et sans obstruction ;

d) indiquées clairement par des affiches facilement visibles et de couleur contrastante avec l'environnement (le blanc sur fond rouge est préférable).

Le présent sous-paragraphe s'applique également au chemin à parcourir pour atteindre ces issues. L'entrée principale de l'édifice n'a pas à être indiquée.

2) Durant l'occupation de l'édifice, un éclairage continu, naturel ou artificiel, doit être pourvu :

a) pour les issues et les corridors y conduisant directement, à un taux d'éclairage au plancher de 5 décalux au minimum ;

b) pour les affiches, à un taux d'éclairage minimum de 5 décalux sur les surfaces.

3) La distance à franchir ne doit pas dépasser :

a) 25 mètres où des substances dangereuses sont entreposées, manipulées ou utilisées ;

b) 40 mètres pour les édifices à bureaux ;

c) 30 mètres pour tous les autres usages ;

d) 45 mètres pour toutes les aires de plancher protégées par des extincteurs automatiques à eau et ayant des usages autres que ceux mentionnés au sous-paragraphe a.

Sauf pour les édifices où des substances dangereuses sont entreposées, manipulées ou utilisées, il n'est pas nécessaire d'appliquer le paragraphe 3 si les issues sont placées sur le périmètre de l'aire de plancher et si elles sont distantes l'une de l'autre d'au plus 60 mètres mesurés en suivant ce périmètre ; toutefois, chaque allée principale de l'aire de plancher doit mener directement à une issue.

4) Dans les immeubles séparés en pièces ou suites, les portes de sortie de ces pièces ou de ces suites peuvent être situées dans un corridor aboutissant à un cul-de-sac, si :

a) dans les lieux servant de lieux de sommeil :

i. ces portes ne sont pas à plus de 6 mètres d'un autre corridor conduisant directement à 2 issues opposées ;

ii. une personne utilisant ce corridor n'ait pas à dépasser plus de 2 autres portes semblables, ces portes ne donnant pas accès à un endroit où des matières dangereuses sont entreposées, manipulées ou utilisées ;

b) dans les autres destinations, ces portes ne sont pas à plus de 12 mètres d'un autre corridor conduisant directement à 2 issues opposées.

Tout corridor aboutissant à un cul-de-sac doit être maintenu éclairé durant l'occupation à un taux de 5 décalux au plancher.

**13. Hauteur :** Tous les moyens de sortie, à l'exception des portes, doivent avoir au moins 2,05 mètres de hauteur.

Dans les escaliers, cette hauteur doit être mesurée verticalement au-dessus de tout palier ou du nez de toute marche.

**14. Restrictions dans la largeur :** À l'exception des dispositions suivantes, aucune issue ne doit être diminuée dans la direction de son parcours (a. 10) :

a) la largeur minimale libre des portes où aboutissent un escalier ou une rampe doit correspondre au nombre requis d'unités de largeur, mais ne doit pas être inférieure au  $\frac{3}{4}$  de la largeur de l'escalier ou de la rampe ;

b) aucune quincaillerie, aucun tourniquet, aucune charpente ne doit faire saillie ou restreindre la largeur requise de toute issue sauf :

i. les portes doivent être suspendues et installées de façon qu'en position ouverte elles ne diminuent pas la largeur requise des issues desservies de plus de 50 millimètres par unité entière de largeur ;

ii. une main courante ne doit faire saillie de plus de 90 millimètres sur les murs ;

c) malgré le paragraphe a pour les édifices à logement de 4 étages ou moins et ne desservant pas plus de 25 personnes par étage pour chaque issue, la largeur des escaliers et des corridors peut avoir un minimum de 900 millimètres.

**15. Issues traversant des aires occupées :** La moitié des issues, desservant tout étage au-dessus du rez-de-chaussée, peut traverser l'entrée y compris le foyer ou le hall, ou une autre aire de plancher, en autant que :

a) le plancher de l'entrée ne soit à plus de 4,5 mètres au-dessus du sol ; et

b) la longueur du déplacement au rez-de-chaussée vers la sortie extérieure ne dépasse pas 15 mètres ; et

c) les pièces adjacentes au foyer ou au hall soient encloses d'une séparation coupe-feu d'au moins 1 heure ou protégées par un système approuvé de gicleurs ou extincteurs automatiques.

L'autre moitié des issues doit conduire directement à l'extérieur.

## **16. Portes :**

1) On ne doit pas confondre issue et porte. Une porte ne possède pas nécessairement les caractéristiques requises pour constituer une issue.

2) Toute porte d'un moyen de sortie doit :

a) avoir une hauteur minimale de 2,03 mètres ; un dispositif de fermeture ou tout autre dispositif doit être

installé de façon que la hauteur libre ne soit pas réduite à moins de 2 mètres ;

b) être suspendue par le côté, sauf pour certaines portes coupe-feu ;

c) s'ouvrir dans la direction de l'issue, si :

i. elle est installée dans une issue ou dans l'accès à une issue ;

ii. elle donne sur un corridor commun ou un autre lieu donnant accès à des issues depuis une pièce destinée à recevoir plus de 60 personnes ou si cette pièce contient des substances dangereuses. Elle doit être installée de façon à ne pas restreindre la largeur minimale de corridor et ne pas faire obstruction. Toutefois, cette exigence ne s'applique pas aux édifices existants ;

d) si elle donne sur une issue et si elle est installée dans un édifice public autre qu'un lieu de sommeil, avoir des carreaux de verre armé dont la surface totale ne doit pas dépasser 650 centimètres carrés lorsque la résistance au feu de la porte doit être de 1½ heure ou 8 360 centimètres carrés lorsque la résistance au feu de la porte doit être de  $\frac{3}{4}$  d'heure ;

e) être munie d'une identification adéquate, si elle est en verre clair (cloison adjacente en verre, incluse), afin d'éviter toute collision ;

f) ne pas s'ouvrir immédiatement sur une volée d'escalier mais sur un palier dont la largeur et la longueur ont au moins 300 millimètres de plus que la largeur de la porte ;

g) ne pas s'ouvrir directement d'une volée ascendante, mais d'un palier d'au moins 450 millimètres de largeur.

3) Toute porte d'issue :

a) doit être facilement identifiée ; aucune draperie, tenture, miroir, décoration ne doit en restreindre l'identification ;

b) située au rez-de-chaussée, ne doit pas se déployer sur la voie publique ;

c) ne doit pas s'ouvrir directement sur une marche. S'il y a danger d'obstruction par la glace ou la neige, elle peut s'ouvrir sur une seule marche de hauteur maximale de 150 millimètres ;

d) devant normalement être maintenue fermée, doit être munie d'un mécanisme sûr d'auto-fermeture ; elle ne doit jamais être maintenue en position ouverte ;

e) quand verrouillée, sauf dans les lieux de détention, être munie d'un mécanisme tel qu'elle puisse s'ouvrir sous



une poussée sans l'aide de clef ; ce mécanisme doit pouvoir être opéré facilement, même dans le noir ;

f) dans un lieu de rassemblement public, un établissement hospitalier ou d'assistance et un lieu d'hébergement à l'exception d'un asile :

i. ne doit pas être fermée à clef durant leur occupation ; mais

ii. quand elle est verrouillée, le mécanisme mentionné au sous-paragraphe e doit de plus se déclencher sous une pression de 90 newtons appliquée dans la direction de l'issue et permettre l'ouverture complète de la porte.

Cependant des portes d'issues d'un établissement hospitalier ou d'assistance peuvent être verrouillées à condition qu'une telle pratique soit justifiée par la déficience mentale des personnes abritées ou par la nature de leurs traitements et qu'elle soit prévue dans le plan et la procédure d'évacuation de l'établissement.

4) Les portes tournantes doivent :

- a) être pliantes ;
- b) avoir des portes montées sur charnières adjacentes et non installées entr'elles, et équivalentes en unités de largeur ;
- c) n'être utilisées comme issues qu'au rez-de-chaussée ;
- d) ne pas être utilisées au pied d'un escalier ;
- e) ne pas servir d'issues aux aires de plancher à occupation concentrée ou à un établissement hospitalier ou d'assistance ;
- f) ne pas compter pour plus d'une demi-unité de largeur.

## 17. Résistance au feu :

1) Lorsqu'un édifice est divisé par un mur coupe-feu d'au moins 2 heures, chaque partie de cet édifice est considérée comme un édifice séparé.

2) Aucun élément de charpente devant avoir un taux de résistance au feu, ne doit être appuyé par tout autre élément de charpente ayant un taux de résistance au feu moindre que celui de l'élément concerné.

3) Toute ouverture pratiquée dans une séparation coupe-feu exigée doit être protégée par une fermeture conforme au tableau 2 de l'annexe B.

4) Les corridors communs d'un édifice et les corridors utilisés par le public dans les lieux de rassemblement public doivent être isolés du reste de l'édifice par une séparation coupe-feu d'au moins  $\frac{3}{4}$  d'heure.

Le premier alinéa ne s'applique pas à un corridor si sa largeur utile est supérieure à 5 mètres, si l'aire de plancher est protégée par des extincteurs automatiques à eau et s'il ne dessert pas un lieu de sommeil.

Un édifice qui répond aux règles de sécurité de l'annexe F est réputé conforme au présent paragraphe.

5) Toute aire de plancher servant d'auditorium, pouvant recevoir plus de 200 personnes doit être séparée des ateliers, des loges d'artistes et des remises par une séparation coupe-feu d'au moins une heure.

6) Dans un édifice public, à moins d'être muni d'un système d'extincteurs automatiques, tout espace utilisable sous des gradins doit être isolé des sièges par une séparation coupe-feu d'au moins 1 heure.

7) Dans un édifice employé comme lieu de sommeil, les corridors communs et les moyens de sortie doivent être étanches à la fumée.

## 18. Propagation des flammes :

1) Les matériaux de revêtement intérieur de finition qui font partie intégrante de la surface d'un mur ou d'un plafond d'un lieu de rassemblement public doivent avoir un indice de propagation des flammes d'au plus 150. Il en est de même des cloisons ou des écrans amovibles.

2) Les tentures, les rideaux et les matériaux décoratifs en textile utilisés dans :

- a) un lieu de rassemblement public ou un établissement hospitalier ou d'assistance ;
- b) un hall ou une issue ;
- c) une aire de plancher sans cloison, de plus de 500 mètres carrés utilisée comme bureau sauf si cette aire de plancher est divisée en compartiments d'au plus 500 mètres carrés isolés par des séparations coupe-feu dont le degré de résistance au feu est d'au moins 1 heure ;

doivent avoir le degré de résistance à la flamme répondant à la remarque 4 de la méthode d'essai 27.1 de la norme CAN 2-4.2-M77, Méthodes pour épreuves textiles.

3) Les décorations constituées d'arbres résineux tels que le sapin, le pin et l'épinette ou de branches de ceux-ci, de nitrocellulose ou de papier crêpé sauf s'il rencontre les exigences de la norme ULC-S109-1969 *Standard for Flame Tests, Flame — Resistant Fabrics and Films*, ne peuvent être utilisées dans un lieu de rassemblement public, dans un hôtel ou dans un établissement hospitalier ou d'assistance.

Le paragraphe 1 ne s'applique pas à un lieu de culte.

4) Sous réserve des paragraphes 5 et 6, l'indice de propagation des flammes des murs et des plafonds d'une issue doit être d'au plus 25.

5) Le revêtement intérieur des murs intérieurs et celui du plafond peut dans les issues avoir un indice de propagation des flammes ne dépassant pas 150 à condition que la superficie de chacun de ces revêtements n'excède pas 10% de la superficie des murs ou du plafond selon le cas.

6) Le revêtement des murs d'un hall servant d'issue peut avoir un indice de propagation des flammes d'au plus 150 sur au maximum 25% de la superficie des murs.

7) Toute ouverture verticale dans un édifice doit être cloisonnée par une séparation coupe-feu ayant une résistance au feu d'au moins 1 heure. Dans une construction incombustible, l'ouverture verticale est permise à condition que :

a) chaque aire de plancher donnant accès à l'ouverture soit munie d'extincteurs automatiques dont l'installation est conforme à la norme *Installation of Sprinkler Systems* NFPA no 13 — 1974, de détecteurs de produits de combustion, de cheminées d'appel et d'un écran servant à retenir la fumée autour de l'ouverture ;

b) les aires de plancher supérieures à l'ouverture verticale possèdent des issues n'obligeant pas les occupants des étages supérieurs à traverser les aires donnant sur les ouvertures verticales ; et

c) 50% des issues des étages supérieurs conduisent directement à l'extérieur sans accès aux étages donnant sur l'ouverture verticale.

Ces prescriptions peuvent être modifiées lorsque l'édifice est pourvu d'extincteurs automatiques.

8) Lorsqu'un édifice n'est pas de construction incombustible, les mousses plastiques appliquées sur la face apparente d'un mur ou sur un plafond doivent être recouvertes d'un des revêtements intérieurs de finition mentionnés à la section 9.28 du Code du bâtiment.

**19. Mesures de sécurité en cas d'incendie dans les bâtiments de grande hauteur :** Les édifices suivants doivent être conformes à l'une ou l'autre des mesures prévues dans le document intitulé : *Mesures de sécurité en cas d'incendie dans les bâtiments de grande hauteur* du Conseil national de recherche du Canada CNRC no 15764F :

a) les édifices publics, à l'exception de ceux visés au paragraphe b, qui ont une hauteur excédant :

i. 36 mètres, mesurée entre le niveau du sol et le niveau du plancher du dernier étage ; ou

ii. 18 mètres, mesurée entre le niveau du sol et le niveau du plancher du dernier étage et dont le nombre d'oc-

cupants au-dessus du rez-de-chaussée divisé par le nombre d'unités de largeur de 550 millimètres de tous les escaliers d'issue du rez-de-chaussée, est supérieur à 300 ; et

b) les lieux de sommeil qui sont situés à 18 mètres ou plus, au-dessus du niveau du sol.

## 20. Puits d'escaliers :

1) Les escaliers doivent être cloisonnés par une séparation coupe-feu. Cependant, le cloisonnement n'est pas nécessaire pour :

a) un escalier desservant l'étage directement au-dessus ou en dessous du rez-de-chaussée mais ne desservant pas les deux, à condition que cet escalier ne soit pas utilisé comme une issue requise par le présent règlement ;

b) une issue extérieure d'un édifice de 4 étages ou moins.

2) Le puits d'escalier doit :

a) ne servir à aucune autre fin qu'aux sorties ;

b) être conforme au paragraphe 3 de l'article 17 ;

c) avoir une résistance au feu d'au moins 1 heure ;

d) ne pas servir de plenum ;

e) être muni de portes continuellement fermées à tous les étages ;

f) être étanche au feu et à la fumée ;

g) si adjacents, pour être considérés comme 2 issues séparées, avoir leurs portes d'accès éloignées suffisamment l'une de l'autre pour ne pas être rendues inaccessibles par une même concentration de fumée ou de flammes, à moins que les parties d'aire de plancher desservies par ces issues soient séparées l'une de l'autre par une cloison à l'épreuve de la fumée et ayant un taux de résistance au feu d'au moins  $\frac{3}{4}$  d'heure.

## 21. Escaliers et rampes :

1) Les escaliers et les rampes doivent :

a) être munis de bandes ou de finis antidérapants ;

b) avoir une élévation maximale de 3,6 mètres entre les paliers ou les planchers ;

c) avoir un mur ou une balustrade sécuritaire de 1 100 millimètres de hauteur de chaque côté ;

d) avoir une main-courante libre de toute obstruction s'ils ont 1 100 millimètres de largeur ou moins ;

e) avoir 2 mains-courantes s'ils ont plus de 1 100 millimètres de largeur.

2) Les escaliers doivent :

a) avoir des marches et des contremarches uniformes dans une même volée ; aucune variante dépassant 6 millimètres n'est permise entre chaque volée ;

b) avoir des contremarches de hauteur maximale de 200 millimètres et de hauteur minimale de 125 millimètres ;

c) avoir des marches de profondeur minimale de 230 millimètres (nez exclus) ; le produit de la hauteur (mm) par la profondeur (mm) doit être supérieur à 45 000 et inférieur à 48 500 ;

d) avoir des paliers dont la largeur et la longueur ne sont pas inférieures à la largeur de l'escalier desservi. Toutefois, dans une section droite, une longueur de 1 100 millimètres est suffisante ;

e) avoir des volées d'au moins 3 contremarches ;

f) être exempts de marches d'angle ou tournantes, sauf dans un escalier ornemental, en autant :

i. que la partie étroite de la marche ait une profondeur minimale de 230 millimètres lorsque mesurée à 230 millimètres de la balustrade ; et

ii. qu'il y ait une main-courante de chaque côté.

Le sous-paragraphe f ne s'applique pas :

i. à l'intérieur d'une unité de logement ;

ii. à l'escalier intérieur d'une maison de rapport de 4 étages ou moins ne desservant pas plus de 2 unités de logement par étage ; et

iii. à l'escalier extérieur d'une maison de rapport de 4 étages ou moins.

3) Les rampes doivent avoir une pente maximale de :

a) 1 dans 10, si elles sont extérieures ;

b) 1 dans 8, si elles sont intérieures.

4) Une rampe utilisée comme issue doit être cloisonnée par une séparation coupe-feu d'au moins 1 heure.

5) Les ouvertures dans les balustrades des escaliers et balcons ne doivent pas excéder 150 millimètres lorsqu'une personne peut tomber sur une distance verticale de plus de 3 mètres.

## **22. Lieux intérieurs de rassemblement avec sièges permanents :**

1) Les sièges doivent être disposés en rangées permettant, lorsqu'inoccupés, un passage libre de 400 millimètres mesurés horizontalement au fil à plomb, entre les dossiers d'une rangée de sièges et la saillie la plus rapprochée de la rangée des sièges arrière.

2) Les allées doivent :

a) répondre aux exigences des articles 10, 11 et 12 ;

b) être perpendiculaires, autant que possible, aux rangées de sièges et disposées de façon à ce qu'aucun siège ne soit séparé d'une allée par plus de 7 sièges ; cette prescription ne s'applique pas si les 3 conditions suivantes sont remplies :

i. une porte conduisant directement à une issue doit être prévue aux extrémités de chaque groupe de 3 rangées ; et

ii. toutes les trois rangées doivent aboutir aux murs latéraux ; et

iii. le nombre de sièges de chaque rangée ne doit pas dépasser 100 ;

c) avoir une largeur minimale de 900 millimètres à leur point d'origine et progresser uniformément d'au moins 25 millimètres sur 1 mètre de parcours ; elles peuvent avoir une largeur uniforme si elles sont dégagées aux deux extrémités ;

d) lorsque transversales, elles doivent avoir une largeur libre minimale de 1 100 millimètres et ne doivent pas s'approcher à plus de 3,6 mètres d'une aire de scène où se trouvent des décors ;

e) avoir une pente maximale de 1 dans 8 sans marche ; si la pente est plus prononcée, des marches peuvent être autorisées en autant qu'elles soient :

i. conformes aux sous-paragraphe a et b du paragraphe 2 de l'article 21, sauf pour la profondeur de la marche ;

ii. de pleine largeur de l'allée ;

f) être éclairées continuellement durant l'occupation.

## **23. Lieux intérieurs de rassemblement avec bancs permanents sans bras :**

1) Les bancs doivent :

a) avoir une largeur minimale de 450 millimètres par personne, qu'ils soient numérotés ou non ;

b) être distancés l'un de l'autre, centre à centre de :

i. 550 millimètres minimum s'ils n'ont pas de dossier ; et

ii. 750 millimètres minimum s'ils ont un dossier.

2) Les allées doivent :

a) répondre aux exigences des articles 10, 11 et 12 ;

b) être disposées pour qu'aucun siège ne soit séparé d'une allée par plus de 7 places avec dossiers ou 20 places sans dossiers ;

c) avoir une largeur minimale de 900 millimètres à leur point d'origine et progresser uniformément d'au moins 25 millimètres sur 1 mètre de parcours ; elles peuvent avoir une largeur uniforme si elles sont dégagées aux deux extrémités ;

d) répondre aux exigences des sous-paragraphes e et f du paragraphe 2 de l'article 22.

## **24. Lieux extérieurs de rassemblement :**

1) Tout lieu, où le public se rassemble à l'extérieur dans des estrades ou bancs en gradins, en plus de satisfaire à l'article 10, doit avoir au moins :

- a) 2 issues ;
- b) 3 issues si la capacité est de 1 000 personnes et plus.

2) Les issues de ces lieux doivent être localisées tel que spécifié à l'article 12 et de plus elles doivent être situées l'une de l'autre à une distance maximale de 25 mètres.

3) Tout banc doit répondre aux exigences du paragraphe 1 de l'article 23, et être localisé de façon que la distance à franchir de ce banc ne dépasse pas 45 mètres pour atteindre :

- a) le terrain de jeu ou d'exhibition ; ou
- b) une issue ; ou
- c) une ouverture conduisant à une issue.
- 4) Les allées doivent :
  - a) répondre aux exigences des articles 10, 11 et 12 ;
  - b) être disposées de façon qu'aucun banc ne soit séparé d'une allée par plus de 20 bancs ;
  - c) avoir une largeur minimale de 1 100 millimètres à moins qu'elles ne servent que 60 personnes où elles peuvent avoir 750 millimètres ;
  - d) avoir une pente maximale de 1 dans 8 sans marche ; si la pente est plus prononcée, des marches peuvent être autorisées en autant qu'elles soient :
    - i. de pleine largeur de l'allée ;
    - ii. de hauteur maximale de 230 millimètres ; et
    - iii. de profondeur minimale de 250 millimètres ;
  - e) être éclairées continuellement durant l'occupation.

5) Tout espace sous les gradins :

- a) inutilisé doit être rendu inaccessible au public de façon approuvée par l'inspecteur ;
- b) ne doit être utilisé à l'entreposage de substances dangereuses, explosives, toxiques ou inflammables.

**25. Escaliers roulants :** Pour être considérés comme issues requises, les escaliers roulants doivent, en plus, rencontrer les normes suivantes :

- a) être enfermés d'une séparation coupe-feu comme les escaliers ;
- b) les marches doivent avoir une largeur minimale de 880 millimètres ;
- c) avoir une largeur minimale libre entre les mains-courantes de 1 100 millimètres ;
- d) avoir un déplacement vertical de pas plus d'un étage ;
- e) avoir des paliers au bas et au haut tels que pour les escaliers.

Dans un tel cas, l'escalier roulant peut être considéré comme équivalent à 2 unités de largeur.

Les escaliers roulants ne peuvent pas compter pour plus de la moitié des issues.

## **26. Escaliers de secours :**

- 1) Aucun escalier de secours ne doit être permis, comme issue requise, dans un nouvel édifice.
- 2) Les escaliers de secours doivent être :
  - a) de largeur minimale de 550 millimètres ;
  - b) construits en fer ou équivalent ;
  - c) ancrés solidement au bâtiment ;
  - d) de résistance suffisante à la charge desservie ;
  - e) prolongés jusqu'au sol ;
  - f) inclinés à un angle maximal de 45° avec l'horizontal ;
  - g) munis de garde-fous de hauteur minimale de 900 millimètres ;
  - h) munis d'une main-courante au mur, s'ils ont plus de 550 millimètres de largeur ;

i) pourvus de paliers de 1,2 mètre carré minimum aux sorties ; les paliers intermédiaires doivent avoir une longueur minimale de 750 millimètres ;

j) munis d'un dispositif de contrepoids glissant dans une gaine facile, rapide et approuvée, si la volée conduisant au sol est mobile ;

k) prolongés d'une échelle de 550 millimètres de largeur entre le dernier balcon et le toit plat. Cette échelle dépassera le toit de 600 millimètres ;

l) situés à une distance supérieure à 2,4 mètres lorsque les locaux adjacents à l'ouverture dans un bâtiment servent à l'entreposage à moins que l'ouverture soit fermée par des matériaux offrant une résistance au feu d'au moins 1 heure.

3) Un balcon ou une galerie extérieure servant d'accès à un escalier de secours doit avoir une largeur libre minimale de 550 millimètres.

## **27. Issues horizontales :**

1) Une issue horizontale ne doit pas faire partie des issues requises pour desservir une aire de plancher ayant une occupation concentrée.

2) Les issues horizontales ne doivent pas compter pour plus de la moitié des issues requises.

3) Les aires de plancher adjacentes aux issues horizontales doivent être assez grandes pour recevoir la population des aires de plancher desservies.

4) Les passerelles, balcons, vestibules constituant les issues horizontales doivent :

- a) ne contenir aucune marche ;
- b) respecter les degrés de pente spécifiés au paragraphe 3 de l'article 21 ;
- c) être construits de matériaux d'une résistance au feu d'au moins 1 heure ;
- d) avoir une largeur libre au moins égale à celle des portes y donnant accès mais jamais inférieure à 1 100 millimètres ;
- e) être pourvus d'un garde-corps sécuritaire d'au moins 1 070 millimètres de hauteur ;
- f) être situés de façon à ce que les ouvertures adjacentes aux sorties soient à plus de 2,4 mètres ou closes par des matériaux offrant une résistance au feu d'au moins 1 heure.

## **28. Issues tubulaires :**

1) Aucune issue tubulaire ne doit être permise, comme issue requise, dans un nouvel édifice.

2) Les issues de secours tubulaires doivent avoir :

- a) une pente comprise entre 24° et 42° avec l'horizontale ;
- b) à la partie inférieure, une section d'au moins 3 mètres de la longueur inclinée d'au plus 15° avec l'horizontale et raccordée à la partie supérieure par une courbe de transition ;
- c) une largeur comprise entre 600 millimètres et 1 070 millimètres ;
- d) des portes d'accès au niveau du plancher ou des fenêtres d'accès à pas plus de 750 millimètres du plancher ; ces accès s'ouvriront vers les tubes et auront au minimum 750 millimètres de largeur et 2 mètres de hauteur. Si l'entrée dans le tube se fait directement, la hauteur de l'accès peut être réduite à 1 070 millimètres ;
- e) aucune porte à la sortie du tube ; cette sortie ne doit pas être à moins de 300 millimètres et à plus de 500 millimètres du sol ;
- f) une surface intérieure lisse et protégée contre la corrosion.

## **SECTION IV PROTECTION CONTRE L'INCENDIE ET SURVEILLANCE**

**29. Extincteurs automatiques :** Un système d'extincteurs automatiques doit être :

- a) conçu, construit, installé et éprouvé conformément aux normes applicables suivantes :
  - i. *Standard for the Installation of Sprinkler Systems NFPA no 13 — 1974 ;*
  - ii. *Standard for Foam Extinguishing Systems NFPA no 11 — 1974 ;*
  - iii. *Standard on Carbon Dioxide Extinguishing Systems NFPA no 12 — 1973 ;*
  - iv. *Standard for Water Spray Fixed Systems for Fire Protection NFPA no 15 — 1973 ;* ou
  - v. *Standard for Dry Chemical Extinguishing Systems NFPA no 17 — 1973 ;*
- b) installé dans l'ensemble d'un édifice de construction combustible dont la destination est :
  - i. un lieu à occupation concentrée, avec un nombre total d'occupants supérieur à 300 ;
  - ii. un établissement hospitalier ou d'assistance ;
  - iii. un lieu d'hébergement, à l'exception de ceux de 2 étages ou moins en hauteur de bâtiment ayant un accès di-

rect avec l'extérieur à partir de chaque étage, par des portes au niveau du sol ou par des portes donnant directement accès au niveau du sol par un balcon ; toutefois, dans un lieu d'hébergement, l'accès direct à l'extérieur doit être à partir de chaque unité de logement ou de chaque chambre à coucher occupée individuellement.

Toutefois, un édifice qui n'est pas une construction incombustible mais qui répond aux règles de sécurité contre l'incendie du Code du bâtiment (c. S-3, r.2) ou de l'annexe F est réputé conforme au présent article ;

c) installé dans les parties énumérées ci-après, d'un édifice de construction même incombustible :

i. les scènes visées par l'article 39, sauf celles dans les bâtiments existants ;

ii. les pièces où des substances dangereuses ou inflammables sont entreposées, manipulées ou utilisées, conformément aux normes du bulletin no 30 de l'Association nationale de la prévention des incendies (NFPA), dernière édition, ou toute autre norme équivalente reconnue par l'inspecteur ;

iii. l'espace utilisé sous les estrades d'un bâtiment si la résistance au feu est moindre d'une heure ;

iv. les garages souterrains, sauf pour les bâtiments existants ;

d) pour les garages souterrains de plus de 2 étages, le projet de système d'extinction d'incendie doit être soumis pour approbation à l'inspecteur ;

e) est considéré comme souterrain le garage dont le plancher le plus bas se trouve à plus de 2 mètres du niveau du sol.

**30. Colonne d'eau et boyaux :** Un système de colonne d'eau et boyaux doit être :

a) installé dans tout édifice :

i. d'une aire de plancher totale supérieure à celle mentionnée au tableau ci-dessous :

Destination	Superficie totale d'aire de plancher Mètres carrés		
	1 étage	2 étages	3 étages

Rassemblement public . . . . .	2 500	2 000	1 000
Centre hospitalier . . .	500	500	500
Lieu de sommeil sauf un centre hospitalier .	2 000	1 500	1 000

Service professionnel  
ou personnel . . . . . 4 000 3 000 2 000 ;

ii. de plus de 3 étages en hauteur de bâtiment ; ou

iii. de plus de 14 mètres de hauteur au-dessus du niveau du sol.

Le présent paragraphe ne s'applique pas :

A) à un garage de remisage couvert et non chauffé ;

B) à un édifice existant de construction incombustible ayant 7 étages ou moins en hauteur de bâtiment ou 27 mètres de hauteur ou moins ; et

C) à un édifice nouveau de 3 étages ou moins qui est muni d'extincteurs automatiques ;

b) calculé de façon à rencontrer les exigences de débit et de pression requises par le service local d'incendie ;

c) pourvu de raccordements pour le service d'incendie, placés du côté de la rue et bien indiqués de façon à permettre un raccordement facile et rapide ;

d) équipé sur chacun des étages, de stations de boyaux qui doivent être :

i. faciles d'accès et bien identifiées ;

ii. situées de façon que tout point de l'édifice soit à moins de 9 mètres de la lance lorsque le boyau est étendu ;

iii. installées dans un placard contenant un boyau d'un diamètre minimal de 40 millimètres et d'une longueur maximale de 30 mètres, un support à boyau, les raccords nécessaires pour le Service de protection contre les incendies, un robinet pour boyau et un extincteur portatif. Le boyau doit être raccordé et prêt à fonctionner en tout temps.

Toutefois, dans un édifice ayant une affectation à faible risque ou à risque ordinaire telle que définie dans la norme *Standard for the Installation of Sprinkler Systems NFPA no 13 — 1974*, un système combiné consistant en une colonne d'eau verticale servant à alimenter simultanément les robinets d'incendie et le système d'extincteurs automatiques ne nécessite pas l'installation de stations de boyaux pourvu que :

A) les colonnes d'eau et les robinets d'incendie soient installés dans chacun des puits d'escalier requis ayant une résistance au feu d'au moins 1 heure ou en nombre suffisant pour que tout point de l'édifice soit en deçà de 9 mètres de la lance lorsqu'un boyau de 30 mètres est étendu ;

B) sur chacun des étages, les extincteurs automatiques soient sous le contrôle de soupapes distinctes situées dans le puits d'escalier ;

C) le diamètre minimal de la colonne d'eau soit de 150 millimètres à moins que les calculs hydrauliques ne déterminent un diamètre plus petit répondant à la demande ; et

D) l'approvisionnement en eau pour le système combiné puisse alimenter les extincteurs automatiques et les robinets d'incendie de 65 millimètres qui doivent être équipés d'une section de réduction de 65 millimètres à 40 millimètres et d'un bouchon à chaînette ;

e) vérifié périodiquement.

**31. Extincteurs portatifs :** Des extincteurs portatifs doivent être installés dans tout édifice non muni d'extincteurs automatiques ou de boyaux à incendie.

Nonobstant les articles 29 et 30, l'inspecteur peut exiger l'installation d'extincteurs portatifs qui doivent :

a) être installés à des endroits comportant des risques localisés d'incendie ou non suffisamment protégés, notamment les cuisines, les laboratoires, les cabines de projection, les scènes, les buanderies, etc. ;

b) offrir une protection spéciale à la nature du danger présent ;

c) être remplis après usage ;

d) subir un entretien périodique approprié pour s'assurer qu'ils sont constamment en état de fonctionner ; et

e) porter le nom du préposé à ces charges et la date.

Le choix, l'installation, l'utilisation, la vérification et l'entretien des extincteurs portatifs doivent être conformes à la norme *Standard for the Installation, Maintenance and Use of Portable Fire Extinguishers NFPA no 10 — 1974*.

**32. Systèmes d'alarme :** Les systèmes d'alarme doivent être utilisés exclusivement pour alerter la population de l'édifice en cas d'incendie ou tout autre désastre.

Ils doivent être conçus de sorte que le déclenchement d'un déclencheur manuel d'alarme ou d'un détecteur de fumée ou de chaleur actionne instantanément tous les dispositifs d'alarme.

1) Des systèmes d'alarme en cas d'incendie doivent être installés :

a) dans les édifices occupés par des personnes retenues pour correction ;

b) dans les édifices employés comme lieux de sommeil ;

c) dans les écoles d'un étage ou plus, qui ont plus de 4 classes ou 125 élèves ;

d) dans tout autre édifice public, sauf ceux d'un seul étage lorsque chaque partie d'aire de plancher a des accès directs à l'extérieur par des portes au niveau du sol.

Le système d'alarme peut être restreint de façon à n'alerter que les employés si l'inspecteur décide que la destination de l'édifice se prête à des conditions de panique ou s'il n'est pas possible d'effectuer des exercices de sortie en cas d'incendie.

Des tableaux indicateurs de zone doivent être installés pour les systèmes d'alarme, dans tout édifice muni de plus de 12 déclencheurs manuels.

2) Les gongs d'alarme employés comme dispositifs d'avertissement doivent être situés de manière à ce qu'il y ait au moins :

a) un gong de 100 millimètres de diamètre pour chaque 100 mètres carrés d'aire de plancher ; ou

b) un gong de 150 millimètres de diamètre pour chaque 500 mètres carrés d'aire de plancher ; ou

c) un gong de 250 millimètres de diamètre pour chaque 1 200 mètres carrés d'aire de plancher.

3) Les déclencheurs manuels d'alarme faisant partie d'un système d'alarme électrique doivent être installés de manière que :

a) de toute partie d'une aire de plancher, il ne soit pas nécessaire de parcourir plus de 60 mètres pour atteindre un déclencheur manuel d'alarme sur le même étage ; et

b) il y ait un déclencheur manuel d'alarme en deçà de 7,5 mètres de chaque issue de l'aire de plancher.

4) Sauf lorsque munis d'extincteurs automatiques, tout édifice où un système d'alarme d'incendie doit être installé, doit être protégé par des détecteurs de chaleur approuvés dans toutes les parties de l'édifice employées pour l'entreposage, les salles d'armoires, les chambres de machinerie, de fournaies et d'incinérateurs, les puits d'ascenseurs, de monte-plats, de chutes, les placards de conciergerie, tout endroit où des substances dangereuses ou inflammables sont manipulées, entreposées ou utilisées, et tout autre endroit exigé par l'inspecteur.

5) L'inspecteur peut, s'il le juge nécessaire, exiger des détecteurs de fumée raccordés au système d'alarme, à certains endroits stratégiques, notamment dans les principaux conduits de retour et d'échappement des systèmes de ventilation, d'air conditionné ou de chauffage qui font recirculer l'air dans l'édifice, installés de façon à arrêter automatiquement ces systèmes.

Tous ces systèmes doivent être approuvés par l'AC-NOR ou tout autre organisme reconnu par l'inspecteur et

ce dernier peut assister aux épreuves ou en vérifier les résultats.

6) Sauf lorsqu'ils sont munis d'extincteurs automatiques, les corridors communs d'un établissement hospitalier ou d'assistance de plus de 3 étages et de moins de 18 mètres au-dessus du niveau du sol doivent être pourvus de détecteurs de fumée.

7) Les systèmes d'alarme et de détection automatique d'incendie doivent être pourvus d'une source d'alimentation de secours, sous surveillance électrique, lorsque sont exigés :

- a) des tableaux indicateurs ;
- b) plus de 12 déclencheurs manuels d'alarme ; ou
- c) plus de 12 détecteurs de fumée ou de chaleur.

8) La source d'alimentation de relève doit être capable de faire fonctionner tout le système d'alarme pour une période d'au moins 5 minutes après 24 heures d'un arrêt de la source principale d'alimentation.

9) Si le système d'alarme fonctionne sur un accumulateur, cet accumulateur ne doit pas être utilisé pour une autre fin.

10) Un réseau avertisseur d'incendie installé après le 2 septembre 1981 doit être conforme à la norme ULC-S524-1978 *Standard for the Installation of Fire Alarm Systems and Emergency Voice Communication Systems*. De plus, les éléments d'un réseau avertisseur et détecteur d'incendie doivent être conformes aux normes suivantes :

- a) ULC-S525-1978, *Standard for Audible Signal Appliances for Fire Alarm Systems* ;
- b) ULC-S527-1978, *Standard for Control Units for Fire Alarm Systems* ;
- c) ULC-S528-1978, *Standard for Manually Actuated Signaling Boxes for Fire Alarm Systems* ;
- d) ULC-S529-1978, *Standard for Smoke Detectors for Fire Alarm Systems* ; et
- e) ULC-S530-1978, *Standard for Heat Actuated Fire Detectors for Fire Alarm Systems*.

11) Lorsqu'un système d'alarme ne comporte aucune mesure pour transmettre automatiquement un signal au service d'incendie ou à un poste central sous surveillance constante, il faut placer un avis écrit près de chaque déclencheur manuel d'alarme demandant d'avertir le service d'incendie ; cet avis doit être bien visible et indiquer le numéro de téléphone du service d'incendie.

### 33. Surveillance :

1) Pour assurer la surveillance et l'évacuation, du personnel est requis. Le nombre est fonction de l'évaluation des moyens locaux offerts pour combattre les incendies, de la population, de la destination et de la résistance au feu des édifices.

2) Dans un établissement occupé par des personnes malades, il doit y avoir au moins 1 membre du personnel de service pour 15 patients.

3) Dans un établissement occupé soit par :

a) des personnes qui requièrent une thérapie de soutien et des services de nursing sur une base continue en raison de leur état physique et mental et dont l'état nécessite la quantité de soins mentionnés à l'annexe E ;

b) des personnes aveugles, sourdes, en chaise roulante, munies de prothèses ou d'orthèses aux membres inférieurs et toutes autres personnes qui, de façon significative et persistante, ont besoin d'aide pour se déplacer ;

le nombre minimal de membres du personnel de service doit être conforme au tableau 3 de l'annexe B.

4) Dans les endroits de rassemblement public, les employés au maintien de l'ordre doivent être constamment présents depuis l'arrivée jusqu'au départ de l'assistance.

5) Dans tous les cas où des surveillants ou des employés au maintien de l'ordre sont requis, ces derniers doivent avoir reçu les instructions nécessaires concernant les appareils d'extinction d'incendie, les systèmes d'alarme et les moyens d'évacuation de la population. Ils sont en charge de l'évacuation en cas de sinistre et appliquent les procédés convenus lors des exercices de sauvetage mentionnés au paragraphe g de l'article 3.

6) Comme mesure transitoire, lorsque les modifications demandées ne peuvent être exécutées immédiatement, l'inspecteur peut exiger plus de surveillants.

**34. Éclairage d'urgence :** En cas d'une rupture de la source primaire du courant électrique, un système d'éclairage d'urgence approuvé, avec relais automatique, doit :

a) être prévu pour les issues, les corridors communs servant de moyens de sortie et les affiches indiquant les issues, conformément au sous-paragraphe f du paragraphe 2 de l'article 22, au sous-paragraphe d du paragraphe 2 de l'article 23 et au sous-paragraphe e du paragraphe 4 de l'article 24 ;

b) continuer et maintenir lors de l'occupation de l'édifice, aux endroits requis au paragraphe a, un niveau d'éclairage de 1 décalux durant au moins :

i. 1 heure pour un établissement hospitalier ou d'assistance ;



- ii. 1/2 heure pour les autres destinations ;
- c) être vérifié mensuellement ;
- d) la source d'énergie sera de préférence placée au dessus du sol.

L'installation de ces systèmes d'éclairage d'urgence doit être conforme à la Loi sur les installations électriques (L.R.Q., c. E-4 ; mod. L.Q., 1975, c. 53 ; après refonte : L.R.Q., c. I-13.01) et à toute autre norme publiée à cette fin par le ministère.

Tout appareil autonome d'éclairage de secours installé après le 2 septembre 1981 doit être conforme à la norme Appareils autonomes d'éclairage de secours, ACNOR C22.2 no 141-1972.

**35. Panneaux d'accès :** Dans tout édifice à murs pleins, à chaque étage sous le 6<sup>e</sup> étage ou en deçà de 27 mètres du sol, des panneaux d'accès, s'ouvrant à l'extérieur, doivent être prévus dans au moins 2 murs extérieurs accessibles d'une voie publique. Ces panneaux mesureront au moins 550 millimètres sur 1 070 millimètres. Ces panneaux seront espacés de pas plus de 15 mètres à chaque étage et leur hauteur à partir du plancher ne doit pas dépasser 900 millimètres.

**36. Défense de fumer :** Il est défendu de fumer, sauf dans un lieu prévu à cet effet, dans :

- a) un théâtre, un cinéma ou une salle utilisée à des fins similaires ;
- b) une tente servant de lieux de rassemblement public.

## SECTION V PRESCRIPTIONS PARTICULIÈRES

**37. Installations sanitaires :** Les installations sanitaires doivent être conçues et installées conformément au Code de plomberie (c. I-12.1, r. 1). Le nombre minimal d'appareils doit être conforme à l'annexe C. Une salle de toilette ne doit jamais être située à plus d'un étage au-dessus ou au-dessous de l'étage où se trouvent les usagers.

**38. Ventilation :** À l'intérieur de l'édifice, les propriétaires doivent éliminer, dans toute la mesure du possible à leur point d'origine, les impuretés de l'air et éviter qu'elles atteignent des concentrations dangereuses, malsaines ou inconfortables.

- 1) Lorsque la ventilation est naturelle :
- a) les salles de toilettes doivent avoir :

- i. une fenêtre dont au moins 50% peut être ouvert et l'aire de ventilation doit être de 930 centimètres carrés pour chaque cabinet d'aisance ou urinoir ; et

- ii. un système de ventilation par gravité. S'il n'y a pas plus de 6 cabinets d'aisances et urinoirs dans une salle, une seule ouverture suffit et l'aire de ventilation doit être de 45 centimètres carrés par unité sanitaire ; cette exigence sert de base pour toute unité additionnelle;

- b) les autres pièces doivent avoir une aire de ventilation d'au moins 5% de l'aire du plancher.

2) Lorsque la ventilation est mécanique, le système doit :

- a) être conçu, construit et installé conformément aux règles de l'art ;

- b) comporter des conduits servant au transport de l'air contaminé qui ne servent à aucune autre fin tout en n'étant pas nuisible au voisinage ;

- c) prévoir des prises d'air placées de façon à ne pas introduire dans l'édifice de l'air préalablement contaminé ou malsain ;

- d) être pourvu de dispositifs de déclenchement reliés aux systèmes d'alarme en cas d'incendie ; ou

- e) d'interrupteurs de courant localisés de façon appropriée et indiqués clairement ; ces dispositifs de déclenchement et ces interrupteurs de courant doivent permettre d'arrêter le système en cas d'incendie ;

- f) si des conduites de ventilation traversent des murs coupe-feu ou des séparations coupe-feu, être pourvu de volets coupe-feu conformes à la norme *Fire dampers Underwriters Laboratories of Canada no S112-1975*.

Les propriétaires doivent se conformer à toute norme publiée à cette fin par le ministère.

**39. Scènes :** Le présent article s'applique à tout lieu intérieur de rassemblement public avec sièges permanents dont la scène est permanente et munie d'ateliers, de loges d'artistes ou de salles de rangement.

- 1) Le plancher de la scène peut être en bois sur une charpente ouverte incombustible pourvu qu'il soit protégé par un système d'extincteurs automatiques.

- 2) Toute ouverture dans le plancher de la scène doit être protégée et éclairée à la satisfaction de l'inspecteur.

- 3) Tout contrepoids employé sur la scène doit être de matière solide et glisser dans des gaines de bois ou de métal.

4) Tout l'appareillage du jeu de scène et les cloisons construits de matériaux combustibles doivent être traités de façon à ne pas s'enflammer spontanément ni maintenir la combustion.

5) Les échelles doivent être munies de crinolines.

6) Les escaliers ou échelles pour atteindre les passerelles surélevées doivent être en matériaux incombustibles.

7) Le mur d'avant-scène doit avoir une résistance au feu d'au moins 1 heure.

8) Une personne qualifiée doit être affectée aux appareillages électriques, tels que les tableaux de commutation, les dégradeurs et autres.

9) La scène doit être munie de moyens de ventilation conformes aux prescriptions de l'article 38.

10) Si des acrobaties aériennes se produisent jusqu'au dessus de l'assistance, un filet de sécurité approuvé doit être installé.

11) Un extincteur portatif est installé sur chaque passerelle et dans toute pièce de plus de 100 mètres carrés ; 2 extincteurs portatifs sont installés de chaque côté de la scène et en dessous de la scène.

**40. Cabines de projection cinématographique :** Les appareils de projection cinématographique non portatifs ainsi que leurs accessoires électriques doivent être placés dans une cabine de projection qui doit :

a) être isolée du reste du bâtiment par une séparation coupe-feu ayant un degré de résistance au feu d'au moins 1 heure ;

b) avoir au minimum 2 portes d'au moins 750 millimètres de largeur, s'ouvrant vers l'extérieur, munies de dispositifs de fermeture automatique, distantes l'une de l'autre d'au moins 1/3 du périmètre de la cabine et donnant sur un accès à l'issue ;

c) être équipée de ventilateurs d'extraction capables de renouveler l'air 6 fois par heure ; et

d) avoir des installations, accessoires et étagères construits en matériaux incombustibles.

**41. Théâtres d'été :** Le présent article s'applique aux théâtres qui sont en opération durant la période de mai à octobre inclusivement, dont la capacité n'est pas supérieure à 600 personnes et qui sont situés au rez-de-chaussée.

1) Ils ne sont pas permis dans un édifice dont une partie est utilisée comme garage, atelier de nettoyage, ou à toute autre fin jugée dangereuse par l'inspecteur.

2) La section III régit les issues de ces édifices à l'exception qu'il est toujours requis au moins 2 issues de 1,5 mètre de largeur si la capacité excède 60 personnes.

3) La section IV, à l'exclusion des articles 30 et 32, régit les moyens de protection contre l'incendie dans ces édifices.

## **42. Chambres de fournaises :**

1) Un appareil de chauffage à combustible doit être installé dans une pièce qui doit :

a) être isolée du reste du bâtiment par une séparation coupe-feu d'un degré de résistance au feu d'au moins 2 heures pour un établissement hospitalier ou d'assistance qui dépasse 2 étages en hauteur de bâtiment ou dont l'aire de bâtiment excède 400 mètres carrés et d'au moins 1 heure pour les autres édifices publics ;

b) ne pas être utilisée pour l'emmagasinage de matières combustibles ou de matières dangereuses ;

c) être munie d'au moins une porte s'ouvrant vers l'extérieur. Cette porte doit cependant s'ouvrir vers l'intérieur ou coulisser horizontalement lorsqu'elle donne sur un corridor ou dans une pièce servant de lieu de réunion. Elle doit être maintenue fermée ;

d) être équipée d'extincteurs portatifs placés à l'entrée de la chambre si elle n'est pas protégée par un système d'extincteurs automatiques ;

e) être munie d'une amenée d'air frais.

2) Le paragraphe 1 ne s'applique pas dans le cas :

a) d'unâtre ;

b) d'un générateur d'air chaud pulsé muni d'isolation thermique et installé pour chauffer un édifice autre qu'un établissement hospitalier ou d'assistance, dont la hauteur de bâtiment ne dépasse pas 2 étages et dont l'aire de bâtiment ne dépasse pas 400 mètres carrés, ou installé pour ne chauffer qu'une seule pièce ;

c) d'un générateur d'air chaud pulsé constituant une installation à l'air libre sur un toit.

**43. Incinérateurs :** Tout incinérateur doit être installé dans une pièce conforme aux prescriptions de l'article 42 ; cependant, un incinérateur peut être installé dans une chambre à fournaises.

En outre de ces prescriptions, le conduit de cheminée desservant un incinérateur ne doit servir à aucun autre appareil de chauffage ou de ventilation.

**44. Réservoirs d'huile à chauffage :** Aucun réservoir d'huile à chauffage ne peut être utilisé sous pression à l'approvisionnement d'un appareil de chauffage.

- 1) Les réservoirs d'huile à chauffage sont permis :
  - a) à l'intérieur de l'édifice :
    - i. sans enceinte, si :
      - A) il n'y a pas plus de 230 litres entreposés au-dessus du sous-sol ou de l'étage le plus bas ;
      - B) le réservoir est au-sous-sol et que sa capacité est de 2 300 litres ou moins. La capacité totale permise, dans ce cas, est de 4 500 litres ;
      - ii. avec enceinte, si la capacité du réservoir est supérieure à 2 300 litres. La capacité totale permise, dans ce cas, est de 55 000 litres ;
      - iii. avec enceinte et situés dans une chambre isolée, verticalement et horizontalement, du reste de l'édifice par une séparation coupe-feu d'au moins 2 heures, si la capacité du réservoir est de 90 000 litres ou moins. La capacité totale permise, dans ce cas, est de 180 000 litres ;
    - b) à l'extérieur dans une région populeuse, au-dessus du sol, si :
      - i. le réservoir n'obstrue aucune issue ;
      - ii. la capacité totale des réservoirs ne dépasse pas 2 300 litres, s'ils sont au niveau du sol ; ou si
      - iii. la capacité totale des réservoirs ne dépasse pas 230 litres pour une unité de chauffage, s'ils sont installés au-dessus du sous-sol ;
      - iv. les supports sont rigides et de matériaux non combustibles ;
    - c) dans le sol, s'ils :
      - i. reposent sur une fondation solide ;
      - ii. sont enterrés avec un matériel meuble et non du mâchefer ;
      - iii. sont protégés contre les dommages pouvant être causés par la circulation ;
      - iv. sont bien ancrés à la fondation ;
      - v. sont situés de façon à ne pas être soumis à des pressions provenant des fondations.
  - 2) L'enceinte requise aux sous-paragraphes ii et iii du paragraphe a du paragraphe 1, doit :
    - a) être construite en maçonnerie ou béton coulé ;
    - b) avoir une résistance au feu d'au moins 3 heures ;

- c) être ancrée au plancher qui doit être en béton ou de construction résistant au feu ;
  - d) comporter un plafond en béton armé d'au moins 125 millimètres d'épaisseur ou de construction équivalente ;
  - e) être de dimensions telles qu'un espace libre d'au moins 380 millimètres serve à la circulation autour du ou des réservoirs ;
  - f) être munie d'une porte résistant au feu et se fermant automatiquement ;
  - g) être ventilée et éclairée adéquatement.
  - 3) La tuyauterie servant à l'évent doit :
    - a) communiquer avec l'extérieur ;
    - b) se terminer à pas moins de 600 millimètres en toute direction de toute ouverture de l'édifice ;
    - c) être munie d'un protecteur contre les intempéries ;
    - d) être à une distance du sol telle qu'elle ne sera pas obstruée par la neige ou la glace.
  - 4) Un réservoir non cloisonné doit être distancé de toute source de chaleur, d'au moins :
    - a) 600 millimètres si sa capacité n'est pas supérieure à 45 litres ;
    - b) 1,5 mètre si sa capacité est supérieure à 45 litres.
- Il ne faut pas, dans tous les cas, que la température de l'huile puisse monter à plus de 14° C de celle de la pièce.

#### **45. Substances dangereuses :**

- 1) Dans tout édifice, les quantités entreposées de substances dangereuses, explosives, inflammables ou toxiques, doivent être limitées :
  - a) à celles requises pour l'entretien de l'édifice et l'opération de son équipement ;
  - b) aux besoins requis en fonction de sa destination.
- 2) Toute pièce où des substances explosives, inflammables, toxiques, sont entreposées, doit être :
  - a) située, de préférence, dans un édifice séparé ; ou
  - b) enceinte d'une séparation coupe-feu d'au moins 2 heures et que sa superficie ne dépasse pas 300 mètres carrés ;
  - c) munie de portes ayant une résistance au feu d'au moins 1½ heure et s'ouvrant vers l'extérieur sauf si elles donnent sur un corridor ou sur une pièce occupée par le public, auquel cas elles doivent s'ouvrir vers l'intérieur ;

- d) équipée d'extincteur(s) approprié(s) ;
- e) ventilée adéquatement, par un système indépendant ;
- f) approuvée ;
- g) conforme à toute autre exigence de l'inspecteur et toute autre norme publiée à cette fin par le ministère.

Il est défendu d'y fumer.

**46. Cuisines :** À l'exception des unités de logement, les cuisines doivent être :

- a) enceintes d'une séparation coupe-feu d'au moins 1 heure ;
- b) pourvues de hottes aspirantes reliées à un conduit d'échappement. Ces hottes doivent être :
  - i. à pas plus de 2,1 mètres du plancher ;
  - ii. munies d'un filtre ;
  - iii. équipées d'un système d'extincteurs approprié.

Sur les friteuses, le système d'extincteur approprié est automatique. Le conduit d'échappement, s'il traverse des pièces occupées, doit :

- a) être isolé ; ou
- b) équipé d'un système d'extincteurs automatiques approprié.

**47. Chutes à déchets :** Toute chute à déchets doit :

- a) être enceinte d'une séparation coupe-feu ayant une résistance au feu d'au moins :
  - i. une heure, si le débouché du vide-ordures est muni d'un dispositif d'obturation, à autoverrouillage, homologué par l'un des organismes suivants : *Underwriter's Laboratories of Canada*, *Underwriters' Laboratories Inc.* ou par *Factory Mutual* et maintenu en position ouverte par un maillon fusible ; ou
  - ii. 2 heures, si le débouché du vide-ordures n'est pas muni d'un dispositif visé au sous-paragraphe i ;
- b) être desservie par des bouches se fermant automatiquement et hermétiquement, approuvées et situées dans des espaces séparées et ne servant à aucune autre fin et ayant une résistance au feu d'au moins  $\frac{3}{4}$  heure ;
- c) se décharger dans des coffres incombustibles ou des pièces séparées dont la résistance au feu est d'au moins 2 heures ;
- d) être munie d'extincteurs automatiques :

- i. en partie supérieure ;
- ii. à chaque deuxième niveau d'étage ;
- iii. dans le coffre ou pièce de décharge ;
- e) être aérée et munie d'un dispositif facilitant le nettoyage ;
- f) être tenue fermée à son point d'arrivée.

**48. Chutes à lingerie :** Toute chute à lingerie, en plus d'être conforme aux paragraphes *a*, *b*, *d*, *e* et *f* de l'article 47, doit se décharger dans une pièce dont la résistance au feu est d'au moins 1 heure.

**49. Garages :**

1) Dans tout édifice, les installations de fourniture d'essence sont interdites.

2) Un garage d'entretien ou de réparation de voitures automobiles doit être séparé du reste de l'édifice par une séparation coupe-feu d'au moins 1½ heure et sans ouverture.

3) Un garage de remisage doit être séparé du reste de l'édifice par une séparation coupe-feu d'au moins 1½ heure.

4) Lorsqu'il existe un moyen de passer d'un garage de remisage à un puits d'escalier ou à un ascenseur desservant des locaux situés au-dessus du niveau d'un garage de remisage, un sas doit être prévu entre les 2. Ce sas doit :

- a) être construit de façon qu'une porte donnant accès au sas à partir du garage de remisage soit à au moins 1,8 mètre, mesuré de centre à centre des portes fermées, de la porte du puits d'escalier ;
- b) être ventilé ;
- c) être pourvu d'une porte d'accès munie d'un mécanisme d'auto-fermeture ; et
- d) avoir une résistance au feu d'au moins 1 heure.

5) Dans un garage de remisage d'un édifice public, la concentration moyenne de monoxyde de carbone dans l'air doit être limitée à 110 milligrammes par mètre cube pour une période d'au plus 1 heure continue et à 440 milligrammes par mètre cube pour une période consécutive d'au plus 15 minutes.

À cet effet, le garage de remisage doit être pourvu d'un système de ventilation mécanique renouvelant l'air à un débit d'au moins 14 mètres cubes d'air à l'heure par mètre carré de surface de plancher. Ce système doit comporter un mécanisme de commande automatique de ventilation actionné par un dispositif de détection de monoxyde de carbone.

Le système de ventilation prévu au deuxième alinéa n'est pas nécessaire dans le cas :

a) d'un garage de remisage dont :

i. au moins 25% de la surface totale des murs de pourtour de chaque étage communique à l'air libre, laquelle ne doit être obturée en aucun moment et être répartie de manière à assurer une ventilation transversale ; et

ii. aucune partie d'un plancher de ce garage n'est située à plus de 1 mètre au-dessous du niveau moyen du sol ;

b) d'un garage de remisage dont :

i. la capacité totale est inférieure à 20 véhicules ; et

ii. le plancher est situé au-dessus du niveau du sol extérieur.

6) Une ouverture dans le plancher et le périmètre du plancher d'un garage ouvert doivent être entourés d'une murette continue d'au moins 150 millimètres de hauteur et d'un garde-corps d'au moins 1 100 millimètres de hauteur.

7) Le plancher et son revêtement doivent être en matériaux incombustibles. Toutefois, le revêtement peut être constitué d'un mélange asphaltique.

8) La hauteur nette de tout garage de remisage doit être d'au moins 2 mètres.

9) Un escalier conduisant au toit d'un garage de remisage doit être protégé contre la neige et la glace.

10) Un garage de remisage d'un édifice public doit être étanche de façon à ne pas permettre au gaz d'échappement provenant des véhicules-automobiles de s'infiltrer dans les locaux adjacents.

**50. Nettoyage de fenêtres :** Tout système de nettoyage de fenêtres doit être approuvé par l'inspecteur et être en tout conforme aux normes publiées à cette fin par le ministère.

Leur fonctionnement et leur usage peut en être interdit si les conditions de sécurité n'existent pas ; l'inspecteur y appose alors des scellés.

**51. Pistes de courses :** Toute piste de course, autodrome, piste de compétition, doit être conforme aux exigences de l'inspecteur et aux normes publiées à cette fin par le ministère.

**52. Monte-pente :** Tout monte-pente doit être conforme aux normes publiées à cette fin par le ministère.

Leur fonctionnement et leur usage peut en être interdit si les conditions de sécurité nécessaires n'existent pas ; l'inspecteur y appose alors des scellés.

**53. Normes additionnelles :** Les inspecteurs voient également à l'application des règlements et des normes de sécurité des établissements de santé et de bien-être relevant du ministère des Affaires sociales.

## ANNEXE A

(a. 10)

### TABLEAU 1

#### AIRE DE PLANCHER À ADMETTRE PAR PERSONNE POUR DÉTERMINER LA CHARGE D'OCCUPANTS

<i>Occupation de l'aire de plancher ou de la pièce</i>	<i>Surface par personne en m<sup>2</sup></i>
<b>Lieux de rassemblement public</b>	
— sans siège	0,40
— avec sièges fixes : selon le nombre de sièges	
— avec sièges amovibles	0,75
— avec tables et sièges amovibles	0,95
Stades et estrades	0,60
Salles de quilles et de billard	9,30
Salles de classe	1,85
Salle de lecture, d'étude ou de repos	1,85
Salle à manger*, bar et cafétéria	1,20
<b>Autres utilisations</b>	
Ateliers d'apprentissage	9,30
Salles de chirurgie et d'obstétrique dans les centres hospitaliers	11,60
Cuisines*	9,30
Boutiques	4,60
Chambre	
— pour une personne*	10
— dortoirs	5
<b>Magasins de vente au détail</b>	
— rez-de-chaussée et sous-sol	2,80
— tous les autres étages	5,60
Ateliers de fabrication et de transformation	4,60
Bureaux	9,30
Nettoyage et réparation des marchandises	4,60
Entrepôt	28

\* Ailleurs que dans des unités de logement.

**ANNEXE B**

(a. 17)

**TABLEAU 2**

<i>Catégorie de séparation coupe-feu (heures)</i>	<i>Taux minimal de résistance au feu des fermetures (heures)</i>
$\frac{3}{4}$	$\frac{1}{3}$
1	$\frac{3}{4}$
$1\frac{1}{2}$	1
2	$1\frac{1}{2}$

**TABLEAU 3**
**SURVEILLANCE MINIMALE DANS LES CAS  
PRÉVUS AU PARAGRAPHE 3 DE L'ARTICLE 33**

<i>Nombre de patients</i>	<i>Nombre de membres du personnel de service</i>
10 — 30	1
31 — 50	2
51 — 70	3
71 — 90	4
91 — 105	5
106 — 120	6
121 et plus	Un membre du personnel supplémentaire pour cha- que groupe ou fraction de groupe de 15 patients addi- tionnels.

**ANNEXE C**  
(a. 37)

**ACCOMMODATIONS SANITAIRES**

<i>Occupation</i>	<i>W. C.</i>		<i>Urinoirs</i>	<i>Lavabos</i>		<i>Fontaines</i>	<i>Baignoires ou douches</i>	<i>Autres appareils</i>
	<i>hommes</i>	<i>femmes</i>		<i>hommes</i>	<i>femmes</i>			
Arénas Joueurs Spectateurs	1/30 joueurs 1/600 hommes	3/600 femmes	1/30 joueurs 2/600 hommes	1/30 joueurs 2/600 hommes	2/600 femmes	1/60 joueurs 1/600 spectateurs	1/10 joueurs	
Bâtiments en voie de construction 1 à 210 employés 211 employés et plus	1/30 employés voir (a)			voir (b)				
Brasseries	1/40 clients	1/90 clients	voir (c)	1/80 clients	1/180 clients			
Bureaux de médecins, dentistes ou autres profes- sionnels de la santé	1			2 voir (d)				
Cinémas, théâtres, auditoriums, salles d'exposition, de congrès								
1 à 100 personnes	1	1		1	1	1		un évier de service
101 à 200 personnes	2	2		1	1	1		
201 à 400 personnes	3	3	voir (e)	2	2	1		
401 à 750 personnes	ajouter 1/600 personnes	ajouter 1/600 personnes		3	3	2		voir (***)
751 personnes et plus				ajouter 1/1000 personnes	ajouter 1/1000 personnes	ajouter 1/1000 personnes		
employés: voir (f)								
Cliniques médicales	1/étage	1/étage		1/étage	1/étage	1/étage		

**REMARQUES:**

- Au-dessus de 210 employés, les installations sanitaires doivent être déterminées par l'inspecteur.
- Des lavabos sont obligatoires si les employés ont à manipuler des substances corrosives, nocives ou irritantes.
- Les 2/3 des w.c. pour hommes peuvent être remplacés par des urinoirs.
- Un lavabo doit être installé dans la salle d'examen, en plus de celui installé dans la salle de toilette.
- Pour les hommes, la moitié des w.c. obligatoires peuvent être remplacés par des urinoirs.
- Les installations sanitaires pour les employés doivent être les mêmes que celles qui sont exigées pour les édifices à bureaux.

## ACCOMMODATIONS SANITAIRES

Occupation	W. C.		Urinoirs	Lavabos		Fontaines	Baignoires ou douches	Autres appareils
	hommes	femmes		hommes	femmes			
Débts de boissons (ayant un permis de la Régie des permis d'alcool du Québec) Clients: Employés: voir (f)	1/25 hommes	1/30 femmes	voir (c)	1/50 hommes	1/60 femmes			
Dortoirs, maisons de pension pour enfants 1 à 150 personnes	1/10 hommes	1/8 femmes	1/25 hommes	1/12 hommes	1/12 femmes	1/75 personnes	voir (g) 1/8 personnes	une cuve par 50 personnes
151 personnes et plus	ajouter 1/10 hommes	ajouter 1/8 femmes	ajouter 1/50 hommes	ajouter 1/12 hommes	ajouter 1/12 femmes	1/75 personnes	ajouter 1/20 personnes	un évier ou bac de service par 100 per- sonnes voir (***)
Écoles								
1) primaires	1/40 garçons	1/35 filles	1/30 garçons	1/50 garçons	1/50 filles	voir (h) 1/100 élèves	Voir (i) 1/5 élèves	un évier de service 1/étage
2) autres	1/75 garçons	1/45 filles	1/30 garçons	1/50 garçons	1/50 filles	1/100 élèves	1/5 élèves	1/étage voir (***)
3) professeurs: voir (f)								
Édifices à bureaux voir (j)						voir (k)		
1 à 15 empl. de ch. sexe	1	1		1	1	1/75 employés		
16 à 35 empl. de ch. sexe	2	2		2	2			
36 à 60 empl. de ch. sexe	3	3		2	2			
61 à 80 empl. de ch. sexe	4	4		3	3			
81 à 90 empl. de ch. sexe	5	5		3	3			
91 à 110 empl. de ch. sexe	5	5		4	4			
111 à 125 empl. de ch. sexe	6	6		4	4			
126 et plus empl. de ch. sexe	ajouter 1/50 hommes	ajouter 1/50 femmes	voir (e)	ajouter 1/60 hommes	ajouter 1/60 femmes			un évier de service par étage
								voir (***)

## REMARQUES:

- g) Dans un dortoir de femmes, on doit ajouter des baignoires dans la proportion de 1/30.
- h) Au moins 1/étage.
- i) Dans le gymnase et selon la population de la classe la plus nombreuse qui le fréquente.
- j) Une seule salle de toilette est exigée pour 10 employés ou moins des deux sexes.
- k) Une fontaine n'est pas requise pour moins de 5 employés.



## ACCOMMODATIONS SANITAIRES

Occupation	W. C.		Urinoirs	Lavabos		Fontaines	Baignoires ou douches	Autres appareils
	hommes	femmes		hommes	femmes			
Églises, chapelles, lieux du culte	1/300 hommes	1/150 femmes	1/300 hommes	1/300 hommes	1/300 femmes			
Guérites, abris, bâtiments temporaires, voir (l)		1			1			
Centres hospitaliers 1) chambre privée 2) salle commune 3) salle d'attente 4) employés: voir (f)		1 1/8 patients 1		1 1/8 patients 1		1/100 patients	1 1/20 patients	Un évier de service minimum par étage pour les premiers 50 patients et un additionnel par chaque 50 patients addi- tionnels ou fraction impor- tante de 50. voir (***)
Hôtel - Motel 1) chambre privée 2) chambres avec salle de toilette commune: 1 à 4 chambres/étage 5 à 8 chambres/étage 9 chambres et plus/étage		voir (m) 1/chambre		voir (n) 1/chambre			1/chambre	
		1/étage 1/étage ajouter 1/8 chambres		1/étage 1/étage ajouter 1/8 chambres	1/étage 1/étage ajouter 1/8 chambres		1/étage 1/sex ajouter 1/8 chambres pour chaque sexe	
Instituts de soins profes- sionnels, de soins person- nels, salons de coiffure, de barbiers	1	1		1 1/unité de soins	1		1 douche voir (o)	

## REMARQUES:

- l) On doit installer un cabinet d'aisances et un lavabo, sauf autorisation écrite d'utiliser une salle de toilette déjà existante dans un rayon de 100 pieds au maximum.
- m) Les cabinets d'aisances à usage général doivent être séparés des salles de bains et de lavabos.
- n) Un lavabo est obligatoire dans chaque chambre non pourvue d'une salle de toilette privée.
- o) Une douche par unité de massage, de physiothérapie ou traitement de santé similaire.
- p) Une cuve par unité de logement ou une installation de raccords pour une machine à laver (lessiveuse) automatique.
- q) Une cuve double par 10 unités de logement ou une machine à laver (lessiveuse) automatique par 20 unités.

## ACCOMMODATIONS SANITAIRES

Occupation	W. C.		Urinoirs	Lavabos		Fontaines	Baignoires ou douches	Autres appareils
	hommes	femmes		hommes	femmes			
<b>Logements</b>								
1 à 7 unités	1/logement			1/logement			1 baignoire par logement	1 évier par logement voir (p)
8 unités et plus	1/logement			1/logement			1 baignoire par logement	1 évier par logement voir (q)
<b>Magasins</b>								
a) de détail voir (r)	1			1				voir (s)
b) à rayons, centres commerciaux								
1) clients	1/300 hommes	1/300 femmes	voir (e)	1/300 hommes	1/300 femmes	1/300 clients		voir (s)
2) employés: voir (f) (t)								
<b>Maisons de chambres</b> (touristes, garnis, pensions, foyers.)	voir (m)			voir (n)			voir (u)	
	1/10 chambres	1/10 chambres		1/10 chambres	1/10 chambres		2/10 chambres	
<b>Piscines voir (v)</b>								
1) intérieures (baigneurs)	1/60 hommes	1/40 femmes	1/60 hommes	1/100 hommes	1/100 femmes	1/100 baigneurs	1/40 baigneurs	
2) extérieures (baigneurs)	1/120 hommes	1/80 femmes	1/120 hommes	1/300 hommes	1/300 femmes	1/100 baigneurs	1/80 baigneurs	
3) spectateurs	1/600 hommes	3/600 femmes	2/600 hommes	2/600 hommes	2/600 femmes	1/100 spectateurs		

## REMARQUES:

- r) Un groupe de magasins peut utiliser une salle de toilette en commun, pourvu que cette salle soit accessible par un passage intérieur.
- s) Une cuve ou un évier doit être installé dans un magasin de vente d'aliments.  
Dans un chenil, une ménagerie ou une oisellerie, une cuve ou un évier de service et un renvoi de plancher doivent être installés.
- t) Les appareils à l'usage des employés peuvent être situés dans les salles de toilette des clients.
- u) Dans un foyer pour vieillards, des baignoires doivent être installées dans la proportion de 1 unité par 10 personnes.
- v) La disposition des pièces doit permettre aux baigneurs de passer par les cabinets d'aisances pour se rendre aux douches.

## ACCOMMODATIONS SANITAIRES

Occupation	W. C.		Urinoirs	Lavabos		Fontaines	Baignoires ou douches	Autres appareils
	hommes	femmes		hommes	femmes			
Prisons, maisons de détenation. 1) détenus: voir (w) 2) employés: voir (f)								
Restaurants								
1 à 25 clients	1	voir (x)		1	voir (x)			
26 à 50 clients	1 voir (x)	1 voir (x)		1 voir (x)	1 voir (x)			
51 à 100 clients	1	2		1	1			
101 à 150 clients	1	2		1	2			
151 à 200 clients	2	3	voir (e)	2	2			
201 à 300 clients	3	3		3	3			
301 clients et plus	ajouter 1/50 hommes	ajouter 1/50 femmes		ajouter 1/50 hommes	ajouter 1/50 femmes			
Employés: voir (f) et (y)								
Salles de réception, salles de réunion ... (avec permis de la Société des alcools du Québec)			voir (c)					voir (***)
Clients	1/30 hommes	1/30 femmes		1/60 hommes	1/60 femmes	1/1000 clients		une cuve ou un évier de service
Salons mortuaires	1	1		1	1	1		Un évier de service et un renvoi de plan- cher dans la salle d'em- baumement voir (***)

## REMARQUES:

w) Selon les exigences des autorités provinciales ou fédérales.

x) Au-dessous de 26 clients, 1 w.c. et 1 lavabo suffiront à l'usage des clients et des employés.

De 26 à 50 clients, 2 w.c. et 2 lavabos suffisent à l'usage des clients et des employés, mais dans 2 salles séparées.

Là où la consommation se fait à l'extérieur, des salles séparées pour chaque sexe sont obligatoires avec accès à l'extérieur.

y) Une salle de toilette n'est pas requise pour moins de 5 employés.

## ACCOMMODATIONS SANITAIRES

<i>Occupation</i>	<i>W. C.</i>		<i>Urinoirs</i>	<i>Lavabos</i>		<i>Fontaines</i>	<i>Baignoires ou douches</i>	<i>Autres appareils</i>
	<i>hommes</i>	<i>femmes</i>		<i>hommes</i>	<i>femmes</i>			
Stations de service, postes d'essence voir (z)	1	1		1	1			
Usines, fabriques, entre- pôts, fonderies, ateliers, produits alimentaires, buanderies voir (j)						voir (h) et (k)	voir (aa)	
1 à 10 empl. de ch. sexe	1	1		1	1			
11 à 25 empl. de ch. sexe	2	2	1	ajouter 1/10	ajouter 1/10			
26 à 50 empl. de ch. sexe	3	3	2	hommes	femmes			
51 à 75 empl. de ch. sexe	4	4	2			1 unité par 75 employés		
76 à 100 empl. de ch. sexe	5	5	3					
101 et plus empl. de ch. sexe	ajouter 1/50 hommes	ajouter 1/50 femmes	ajouter 1/90 hommes	ajouter 1/15 hommes	ajouter 1/15 femmes			

**REMARQUES:**

z) Des salles séparées pour chaque sexe, avec accès à l'extérieur, sont obligatoires.

aa) Une douche est obligatoire par 15 employés exposés à une chaleur excessive ou au contact de l'épiderme avec des produits corrosifs, nocifs, irritants ou infectieux.

\*\*\* L'évier de service peut avoir un siphon de 50 millimètres de diamètre si le plancher est recouvert de tapis.  
L'évier de service peut être remplacé par un bac de service.

## ANNEXE D

(a. 1)

MATÉRIAUX COMBUSTIBLES PERMIS DANS  
UNE CONSTRUCTION INCOMBUSTIBLE

1. **Éléments combustibles autorisés dans le toit, les planchers et les murs :** Les matériaux combustibles du toit, des planchers et des murs doivent être limités :

- a) aux garnitures et éléments suivants :
  - i. peinture ;
  - ii. papier peint adhérent d'au plus 1 millimètre d'épaisseur et posé sur un fond incombustible, à condition que l'assemblage ait un indice de propagation des flammes d'au plus 25 ;
  - iii. matières combustibles que comporte le câblage isolé ;
  - iv. mastic et produits de calfeutrage appliqués pour assurer un joint étanche et flexible entre les éléments de construction des murs extérieurs ;
  - v. fourrure en bois ayant des dimensions nominales d'au plus 50 millimètres sur 50 millimètres, fixée directement sur un fond continu et incombustible ou bande de clouage incorporée dans un fond continu et incombustible, pour l'application des revêtements intérieurs ; et
  - vi. autres garnitures ayant des caractéristiques équivalentes aux item mentionnés ci-dessus ;
- b) au matériau de couverture ;
- c) à l'adhésif et au pare-vapeur dont l'indice de propagation des flammes est d'au plus 25 ;
- d) aux isolants, autres que les mousses plastiques, dont l'indice de propagation de la flamme n'est pas supérieur à 25 sur aucune des surfaces exposées ou susceptibles d'être exposées en coupant le matériau dans n'importe quel sens ;
- e) aux isolants de mousses plastiques dont l'indice de propagation de la flamme n'est pas supérieur à 25 sur aucune des surfaces exposées ou susceptibles d'être exposées en coupant le matériau dans n'importe quel sens, à condition qu'ils soient protégés par l'un des éléments suivants :
  - i. des plaques de plâtre d'au moins 12,7 millimètres d'épaisseur fixées par des attaches au support indépendamment de l'isolant ;
  - ii. un enduit sur lattis fixés par des attaches au support indépendamment de l'isolant ;
  - iii. de la maçonnerie ;
  - iv. du béton ;

v. toute barrière thermique dont l'augmentation moyenne de température de la face non exposée n'est pas supérieure à 139° C lorsqu'elle est soumise pendant 10 minutes à un essai conforme à la norme ULC S101-1977, *Standard Methods of Fire Endurance Tests of Building Construction and Materials* ;

f) aux isolants, y compris les mousses plastiques, dont l'indice de propagation de la flamme est supérieur à 25, mais inférieur à 500 sur toute surface exposée ou susceptible d'être exposée en coupant le matériau dans n'importe quel sens, à condition qu'ils soient protégés par une barrière thermique prévue au paragraphe e. Toutefois, dans les bâtiments de grande hauteur visés à l'article 19 et non protégés par des extincteurs automatiques à eau, ces isolants doivent être protégés par un des éléments suivants :

i. au moins 2 plaques de plâtre de 15,9 millimètres chacune du type X spécial résistant au feu conforme à la norme CSA A82.27-M1977, *Gypsum Board Products*. La première d'entre elles au moins doit être fixée par des attaches au support indépendamment de l'isolant ;

ii. au moins 75 millimètres de maçonnerie ou de béton ;

iii. toute barrière thermique dont l'augmentation moyenne de température de la face non exposée n'est pas supérieure à 130° C lorsqu'elle est soumise pendant 45 minutes à un essai conforme à la norme ULC S101-1977, *Standard Methods of Fire Endurance Tests of Building Construction and Materials* ;

g) aux isolants, y compris les mousses plastiques, posés au-dessus des platelages de toit, sur la face extérieure des murs de fondation sous le niveau du sol, et sous les dalles de béton sur terre-plein ;

h) aux lanterneaux combustibles :

i. si leur surface ne dépasse pas 9 mètres carrés et leur plus grande dimension 3 mètres ;

ii. s'ils sont situés à au moins 2,5 mètres de distance les uns des autres et à au moins 2,5 mètres des séparations coupe-feu exigées ;

iii. si leur surface totale n'est pas supérieure à 10% de celle du plafond de la pièce où ils sont installés ; et

iv. si leur indice de propagation de la flamme ne dépasse pas 250 dans les conditions d'essai de la norme ULC S102.2-1973, *Standard Method of Test for Surface Burning Characteristics of Flooring, Floor Covering and Miscellaneous Materials* ;

i) au bois servant à la construction d'une fausse toiture sur une dalle de béton ou sur un pontage d'acier offrant le degré de résistance au feu prévu pourvu que :

i. le bâtiment n'excède pas une hauteur de 18 mètres mesurée entre le niveau du sol et le niveau du plancher du dernier étage ;

ii. l'espace compris entre cette dalle et la fausse toiture n'ait pas plus de 1 mètre de hauteur moyenne, soit divisé par des séparations coupe-feu formant des compartiments de volume égal et d'au plus 300 mètres carrés de superficie sans qu'aucune de leurs dimensions ne soit supérieure à 45 mètres ;

iii. chaque compartiment dont la hauteur excède 1 mètre soit pourvu d'au moins un détecteur thermique relié au système d'alarme ;

iv. tout conduit, puits ou cage d'escalier à l'exception des conduits de plomberie en matériaux incombustibles traversant cet espace soit isolé sur sa pleine hauteur par des éléments de maçonnerie ou de béton possédant le même degré de résistance au feu que la dalle de toit ;

v. toute ouverture dans la dalle donnant accès à l'espace situé au-dessus de cette dernière soit protégée par des fermetures dont le degré de résistance au feu est conforme au tableau 2 de l'annexe B ;

vi. toute corniche ou projection hors mur au niveau du toit soit en matériau incombustible.

**2. Éléments de menuiserie et revêtement combustible :** Les matériaux de menuiserie et de revêtement intérieur combustibles sont limités :

a) à la garniture intérieure, cadre de vitre, cadre de porte et porte autre que celle donnant sur une issue ou un moyen de sortie et celle située dans un mur coupe-feu, avec leur fond de clouage et leur tablier ;

b) au châssis et cadre de fenêtre extérieur, à condition :

i. que chaque fenêtre soit une baie distincte, séparée de toute autre ouverture par un élément de construction incombustible ;

ii. que les fenêtres dans les murs extérieurs des étages contigus soient séparées par un élément de construction incombustible d'au moins 900 millimètres ; et

iii. que la superficie totale de l'ouverture pratiquée dans tout mur extérieur d'un compartiment étanche au feu ne dépasse pas 40% de la superficie de ce mur ;

c) au revêtement de sol appliqué directement sur une dalle de plancher dans laquelle peut être incorporée une bande de clouage en bois ou sur des lambourdes posées sur la dalle à condition que l'espace entre le faux plancher et la dalle soit muni de coupe-feu ;

d) au recouvrement intérieur tel que peinture, papier peint et autre, d'au plus 1 millimètre d'épaisseur ;

e) au revêtement intérieur de mur :

i. d'au plus 25 millimètres d'épaisseur ; et

ii. dont l'indice de propagation des flammes est d'au plus 150 pour toute surface nue ou mise à découvert par le découpage du matériau dont il est constitué ; et

f) au revêtement intérieur de plafond :

i. d'au plus 25 millimètres d'épaisseur ; et

ii. dont l'indice de propagation des flammes est d'au plus 25 pour toute surface nue ou mise à découvert par le découpage du matériau dont il est constitué.

**3. Conduit combustible :** Un conduit combustible doit être limité à un conduit rigide ou flexible ayant un indice de propagation des flammes d'au plus 25 pour toute surface nue ou mise à découvert par le découpage du matériau dont il est constitué et ayant un indice de dégagement de fumée d'au plus 50 à condition :

a) qu'il ne soit utilisé que pour le tronçon horizontal ;

b) qu'il ne traverse pas une séparation coupe-feu prescrite par le présent règlement ;

c) qu'il ait au plus 130 centimètres carrés de section et 4,3 mètres de longueur, à moins qu'il ne soit posé dans un élément pour lequel est prescrit un certain degré de résistance au feu et que cet élément tout entier, y compris les conduits, ait été essayé en vue de déterminer son degré de résistance au feu ; et

d) qu'il soit conforme à la brochure UL no 181 (1967) *Air Ducts for Class 1*.

**4. Plancher d'un garage :** Le revêtement du plancher d'un garage peut être constitué d'un mélange asphaltique.

**5. Cloisons de matériaux combustibles :**

1) Les logements d'une maison de rapport peuvent comporter des cloisons de construction combustible constituées de poteaux en bois recouverts des deux côtés de matériaux incombustibles ou de plaques de plâtre, eux-mêmes enduits d'une couche de peinture ou recouverts de papier adhérent d'une épaisseur d'au plus 1 millimètre.

2) Les édifices à bureaux et les magasins peuvent comporter des cloisons de construction combustible si elles ne constituent pas des séparations coupe-feu prescrites lorsque :

a) toute l'aire de plancher est protégée par des extincteurs automatiques à eau ; ou

b) la partie d'aire de plancher concernée n'a pas plus de 500 mètres carrés de surface et qu'elle est isolée du reste de l'aire de plancher par des séparations coupe-feu de construction incombustible d'au moins 1 heure.

La composition des cloisons combustibles doit se limiter à :

- a) celle mentionnée au paragraphe 1 ;
- b) des poteaux de bois recouverts des deux côtés de bois ignifugés dont l'indice de propagation de la flamme ne dépasse pas 25 ;
- c) du verre dans un châssis de bois ; ou
- d) du bois massif d'au moins 38 millimètres d'épaisseur nominale.

## ANNEXE E

(a. 1 et 33)

### QUANTITÉ DES SOINS DISPENSÉS AUX FINS DU SOUS PARAGRAPHE *b* DU PARAGRAPHE 8 DE L'ARTICLE 1 ET DU SOUS-PARAGRAPHE *a* DU PARAGRAPHE 3 DE L'ARTICLE 33

A3. Offre des services de longue durée d'hôtellerie, d'aide physique et de surveillance médicale.

L'état physique ou mental de ces bénéficiaires est stable ; aucune amélioration ni détérioration majeure ne peut être attendue.

Ils nécessitent une thérapie de soutien et des services de nursing de l'ordre de 10½ heures par patient, par semaine réparties ainsi :

- ½ heure par semaine de soins d'un infirmier licencié ;
- 1½ heure par semaine de soins d'un auxiliaire certifié ;
- 8½ heures par semaine de soins d'un préposé aux malades.

A4. Ces bénéficiaires présentent un état stable identique à A3. Toutefois, ils requièrent un nombre supérieur d'heures de nursing par semaine : 17½ réparties ainsi :

- 1½ heure par semaine de soins d'un infirmier licencié ;
- 2½ heures par semaine de soins d'un auxiliaire certifié ;
- 13½ heures par semaine de soins d'un préposé aux malades.

**ANNEXE F**  
(a. 29)

**RÈGLES DE SÉCURITÉ CONTRE L'INCENDIE**  
**POUR UN ÉDIFICE EXISTANT DE CONSTRUCTION COMBUSTIBLE**

Occupation	Résistance au feu de la charpente (R) et des moyens d'évacuation en minutes	Nombre d'étages	Aire de plancher maximale par étage en mètres carrés	Règles de sécurité à appliquer			
				Détecteurs de fumée dans les moyens d'évacuation	tout l'édifice	Résistance au feu pour les moyens d'évacuation en minutes	Système d'extincteurs automatiques
Établissement hospitalier	$\geq 45$	1	1 000				
		2	500				
		3	400	Oui			
		4	300	Oui			
		5	200				Oui
ou		1	1 000	Oui		30	
d'assistance	$30 < R < 45$	2	500	Oui		30	
		3	400	Oui	Oui	30	
		4	300			30	Oui
		5	200			45	Oui
	$R \leq 30$	1	1 000	Oui	Oui	45	
		2	500	Oui	Oui	45	
		3	400			30	Oui
		4	300			45	Oui
		5	200			45	Oui
Lieu de sommeil (Autre qu'un établissement hospitalier ou d'assistance)	$\geq 45$	1, 2 et 3					
		4		Oui			
		5		Oui	Oui (1)		
	$30 < R < 45$	1, 2 et 3		Oui			
		4		Oui	Oui (1)	45	
	$R \leq 30$	1 et 2		Oui		30	
		3		Oui		45	
		4				30	Oui

- (1) Des avertisseurs de fumée conformes à la norme ULC-S531-1978 *Standard for Smoke Alarms*, doivent être installés dans chaque logement et dans chaque pièce où l'on dort qui ne fait pas partie d'un logement. Les avertisseurs de fumée à l'intérieur d'un logement doivent être installés entre chaque aire de repos et le reste du logement; toutefois, lorsque les aires de repos donnent sur un corridor, les avertisseurs de fumée doivent être installés dans ce corridor.



---

A.C. 315-71, (1971) 103 G.O., 2167  
A.C. 360-72, (1972) 104 G.O., 2608  
A.C. 1324-73, (1973) 105 G.O. II, 1331  
A.C. 1737-75, (1975) 107 G.O. II, 2233  
A.C. 562-76, (1976) 108 G.O. II, 2135  
A.C. 3326-76, (1976) 108 G.O. II, 6505  
A.C. 2550-77, (1977) 109 G.O. II, 4157  
A.C. 594-78, (1978) 110 G.O. II, 1751  
A.C. 3954-78, (1979) 111 G.O. II, 129  
D. 3996-80, (1981) 113 G.O. II, 355  
D. 2258-81, (1981) 113 G.O. II, 3968 et 4275





c. S-3, r.5

## Règlement sur la sécurité des remontées mécaniques

Loi sur la sécurité dans les édifices publics  
(L.R.Q., c. S-3, a. 39)

### SECTION I DÉFINITIONS

**1.1.** Dans le présent règlement, les mots suivants signifient :

- 1) « agrippe-câble » : courroie, câble ou autre dispositif qui peut être utilisé pour attacher la main ou le corps d'une personne au câble tracteur du fil neige ;
- 2) « barrière » : dispositif qui arrête automatiquement la remontée mécanique lorsqu'elle est actionnée par le contact ou la masse d'un passager ou d'un opérateur ;
- 3) « cabine » : petite cabine complètement fermée qui peut transporter jusqu'à 6 personnes assises ;
- 4) « câble tracteur » : câble utilisé pour entraîner une personne qui :
  - a) s'agrippe au câble manuellement ; ou
  - b) s'agrippe à un dispositif fixé à ce câble ; ou
  - c) est transportée par un siège, une cabine ou un autre dispositif suspendu à ce câble ;
- 5) « charge nominale » : charge que l'installation peut, d'après sa conception et son installation, entraîner à la vitesse nominale ;
- 6) « dispositif anti-recul » : dispositif qui empêche le câble tracteur de reculer lorsque la force motrice de traction cesse d'agir ;
- 7) « dispositif d'arrêt » : tout mécanisme, interrupteur, bouton, etc. mécanique ou électrique qui provoque l'arrêt de la remontée mécanique ;
- 8) « facteur de sécurité » : résistance ultime à la rupture du matériel divisée par la charge maximale de travail ;
- 9) « fil neige » (monte-pente à câble) : mécanisme d'ascension en plan incliné qui entraîne l'usager qui s'agrippe au câble tracteur ;
- 10) « frein de secours ou dispositif de survitesse » : frein qui s'applique automatiquement pour arrêter le mécanisme de traction si la vitesse du câble excède de 15% la

vitesse réglementaire. Ce dispositif doit aussi être manoeuvré manuellement ;

11) « frein de service » : ce frein doit fonctionner lors de l'arrêt de l'alimentation en énergie motrice ou lors d'un emballement du moteur d'entraînement en plus d'assurer le blocage du mécanisme d'entraînement en période hors service. De plus, il s'enclenche automatiquement lorsqu'on actionne un dispositif d'arrêt ou de secours ;

12) « ingénieur » : membre de l'Ordre des ingénieurs du Québec ;

13) « inspecteur » : inspecteur nommé conformément à la Loi sur la sécurité dans les édifices publics (L.R.Q., c. S-3) ;

14) « installation existante » : installation de la remontée mécanique dont, avant le 1<sup>er</sup> décembre 1972, les travaux d'aménagement étaient terminés ou les plans et devis étaient déposés auprès du Service d'inspection et les travaux entrepris au plus 6 mois après l'approbation de ces plans et devis ;

15) « modification majeure » : lorsque la machinerie de la remontée mécanique est déplacée ou subit une modification importante, lorsque la course de la remontée mécanique est modifiée ou lorsque la force de levage est augmentée, de telles modifications sont considérées comme des modifications majeures et doivent répondre aux prescriptions des nouvelles installations ;

16) « nouvelle installation » : toute installation qui n'entre pas dans la définition d'installation existante ;

17) « opérateur » : personne qui manoeuvre le mouvement du câble tracteur de la remontée mécanique ;

18) « piste d'ascension » : espace situé au-dessous du câble tracteur utilisé par les passagers de la remontée mécanique ;

19) « poulie d'entraînement » : poulie motrice qui entraîne le câble tracteur ;

20) « poulie de renvoi » : poulie placée à l'extrémité opposée à la poulie d'entraînement ;

21) « poulie libre » : poulie autre que celle d'entraînement et de renvoi qui guide ou supporte le câble tracteur ;

22) « pylône de retenue » : pylône ou autre structure similaire supportant une poulie qui résiste à la poussée ascendante du câble tracteur ;

23) « pylône de support » : pylône ou autre structure similaire supportant une poulie qui résiste à la poussée descendante du câble tracteur ;

24) « remontée mécanique » : tout mécanisme d'ascension en plan incliné faisant l'objet du présent règlement ;

25) « Service d'inspection » : ensemble des fonctionnaires désignés par le Gouvernement du Québec pour veiller, sous l'autorité du directeur et de ses représentants, à l'application du présent règlement ;

26) « télécabine » : mécanisme d'ascension ou de descente sur un plan incliné par lequel on transporte des passagers dans des cabines attachées ou suspendues à un câble tracteur mobile lui-même supporté par des pylônes ou d'autres structures similaires ;

27) « télésiège » : mécanisme d'ascension ou de descente sur un plan incliné par lequel on transporte des passagers sur des sièges attachés ou suspendus à un câble tracteur mobile lui-même supporté par des pylônes ou d'autres structures similaires ;

28) « télésiège » ou « monte-pente » : mécanisme d'ascension en plan incliné qui par un dispositif fixé au câble tracteur supporté par des pylônes ou d'autres structures similaires, entraîne des personnes sur leurs skis dans la voie d'ascension. Ceci comprend le télésiège à barres simples, à barres doubles, le télésiège à disques ou autre mécanisme analogue.

## SECTION II CHAMP D'APPLICATION

### 2.1. Objet

**2.1.1.** Le présent règlement vise la conception, la construction, l'installation, le fonctionnement, l'entretien, les modifications et les réparations des remontées mécaniques, soit des fils neige, des télésièges ou monte-pentes, des télécabines et des télésièges mais ne vise pas les téléphériques conçus pour transporter plus de 6 personnes à la fois.

**2.1.2.** Le présent règlement s'applique à toute installation nouvelle et existante de même qu'à toute modification.

### 2.2. Dérogation

**2.2.1.** Toutefois, pour les installations existantes, le Service d'inspection peut exceptionnellement permettre certaines dérogations lorsqu'il juge que la sécurité et le bien-être sont assurés par des mesures appropriées.

## SECTION III DISPOSITIONS GÉNÉRALES

### 3.1. Responsabilités du propriétaire

**3.1.1.** Le propriétaire de toute remontée mécanique doit s'assurer que :

a) toute partie mobile de l'installation est lubrifiée correctement d'après les recommandations du fabricant ;

b) tout dispositif de sécurité est protégé des intempéries ;

c) la remontée mécanique offre une garantie de sécurité avant d'être mise en marche et cela chaque jour et après chaque arrêt prolongé. Un personnel qualifié doit vérifier l'installation, examiner toute structure, partie mobile et dispositif de sécurité, et effectuer l'essai des barrières de sécurité et des dispositifs d'arrêt de secours ;

d) un examen des pièces principales est fait, au moins à tous les 7 jours d'usage. Ceci comprend : chaque câble, attache de câble, dispositif de sécurité, frein, dispositif d'attache (barre), siège, mécanisme d'entraînement, poulie libre, poulie de renvoi, pièce d'assemblage, pylône, structure, fondation et ancrage ;

e) l'épissure de chaque câble tracteur est :

i. faite selon les exigences du métier ;

ii. effectuée de telle manière que la surface du câble soit aussi lisse que possible ;

iii. conforme aux spécifications du fabricant ;

iv. effectuée par ou sous la surveillance d'une personne qualifiée ;

f) l'information permanente est gardée dans un carnet d'entretien tenu à jour qui :

i. est approuvé par le Service d'inspection ;

ii. est toujours disponible pour les vérifications par le Service d'inspection ; et

iii. contient le relevé de toute inspection, réparation, modification, accident, condition de météo affectant la sécurité des passagers sur la remontée mécanique et tout autre renseignement se rapportant à la manoeuvre et à l'entretien du mécanisme ;

g) les précautions normales sont prises pour assurer la sécurité de tous les passagers de la remontée mécanique ;

h) aucune personne ne se trouve en un endroit où sa sécurité peut être mise en danger par le départ ou le mouvement accidentel ou inattendu de la remontée mécanique ou d'une autre partie du mécanisme, à moins que des pré-

cautions suffisantes n'aient été prises pour empêcher le départ ou le mouvement du mécanisme, comme le verrouillage des interrupteurs de contrôle et l'affichage d'enseignes d'avertissement, à la satisfaction de l'inspecteur ;

i) des espaces libres sont aménagés entre les parties mobiles d'une machine et les parties fixes, structure ou objet pour la sécurité des employés, des passagers et des autres personnes ;

j) chaque endroit, substance ou objet qui s'avère dangereux pour la sécurité d'un surveillant, d'un opérateur ou d'un passager est entouré d'une clôture pouvant retenir une boule de 50 millimètres de diamètre et s'élevant à une hauteur d'au moins 1,2 mètre au-dessus du niveau de la surface de la neige, à moins :

i. que sa position, sa construction ou son attache assure la même protection que s'il était clôturé ou surveillé ; ou

ii. qu'il soit pourvu d'un dispositif de sécurité automatique qui empêche une personne de venir en contact avec toute pièce dangereuse ;

k) les pistes d'ascension sont protégées ou suffisamment éloignées des pistes de descente pour éliminer tout risque de collision entre usagers et skieurs ;

l) aucun skieur portant ses bâtons suspendus par les lanières à ses poignets ou à ses bras n'utilise la remontée mécanique ;

m) les skis sont munis de courroies de sécurité les attachant aux bottes de l'utilisateur d'une remontée mécanique ou pourvus d'un mécanisme les empêchant de dévaler la pente advenant qu'ils se détachent des bottes du skieur ;

n) aucun skieur portant cheveux longs non retenus ou des foulards ou autres vêtements flottants n'utilise la remontée mécanique ;

o) les câbles de contrepoids sont sans épissure ;

p) la vitesse de l'appareil est sous la surveillance continue d'un opérateur ou d'un régulateur de vitesse ;

q) la remontée mécanique est arrêtée lorsqu'il y a orage, excès d'électricité statique ou brume.

**3.1.2.** Le propriétaire de toute remontée mécanique doit s'assurer que chaque câble tracteur métallique :

a) est lubrifié conformément aux instructions du fabricant ;

b) ne repose pas inutilement sur le sol ;

c) est maintenu à une tension constante par un contrepoids à mouvement libre entouré sauf pour les fils neige ;

d) est remplacé lorsque :

i. 30%, ou dans le cas des télécabines et des télésièges 20%, ou plus des fils d'un toron sont cassés dans un pas de câble ;

ii. il est endommagé ;

iii. il montre des marques ou signes de corrosion ou de rouille excessive ;

iv. une section se déforme sous l'effet d'une défaillance interne ; ou

v. il est très usé ;

e) est épissé sous la surveillance indispensable d'une personne qualifiée et conformément aux instructions du fabricant ;

f) a une épissure d'une longueur égale ou supérieure à 1 200 fois le diamètre du câble, et la distance centre à centre entre 2 épissures voisines est égale à au moins 3 600 fois le diamètre du câble ;

g) n'est pas soumis à la chaleur intense d'un chalumeau ou d'électrodes.

**3.1.3.** Le propriétaire de toute remontée mécanique doit s'assurer que le présent règlement est respecté.

## **3.2. Dispositifs et fils électriques**

**3.2.1.** Tout dispositif et équipement électrique d'une remontée mécanique doit répondre aux exigences de la Loi sur les installations électriques (L.Q., 1975, c.53 ; après refonte : L.R.Q., c. I-13.01) et de ses règlements.

**3.2.2.** Lorsque l'interrupteur de l'installation de contrôle utilisé pour arrêter une machine est seulement muni de contact métallique, on doit installer au moins 2 interrupteurs indépendants capables d'arrêter la machine séparément.

**3.2.3.** Chaque dispositif employé pour protéger l'équipement contre une tension trop élevée doit être conçu de sorte qu'il puisse se réenclencher manuellement.

**3.2.4.** Les fils électriques doivent être placés et protégés afin qu'aucune personne se trouvant près d'une remontée mécanique ou l'utilisant ne soit en danger en cas de bris ou de fléchissement des fils électriques.

**3.2.5.** Toutes les parties métalliques de l'installation telles que pylônes, machines et autres composantes doivent être raccordées à un système de mise à la terre ayant une résistance maximale de 25 OHMS s'il y a possibilité de contact entre les fils électriques et la remontée mécanique dans le cas mentionné à l'article 3.2.10.

**3.2.6.** Si une remontée fonctionne le soir, chaque salle de machines et de contrôle ainsi que la surface entière de la piste d'ascension et de la piste de ski doivent être éclairées convenablement. L'éclairage fourni ne doit pas nuire à la vue de l'opérateur, du surveillant ou des passagers. Cet éclairage ne sera interrompu qu'après vérification par la patrouille, qu'aucun skieur ne se trouve sur la piste d'ascension ou sur la piste de ski.

**3.2.7.** Tous les postes de transformateurs et autres installations électriques doivent être protégés pour empêcher les personnes non autorisées d'y avoir accès ou de se trouver en contact avec eux ou avec une partie de l'installation ou avec les fils.

**3.2.8.** Un espace minimal de 750 millimètres, libre de tout élément sous tension est obligatoire au poste de contrôle de l'installation. Un espace libre minimal de 600 millimètres est exigé tout autour de la machinerie afin d'en faciliter l'entretien sans danger.

**3.2.9.** Tout moteur électrique doit être pourvu de dispositifs tels que disjoncteurs ou fusibles qui provoquent l'ouverture automatique du circuit si le courant atteint une intensité susceptible de produire une chaleur dangereusement élevée dans l'appareil ou le conducteur.

**3.2.10.** Aucune remontée mécanique ne doit être installée sous une ligne à haute tension. Lorsqu'il y a impossibilité de satisfaire à cette exigence, il faut prendre toutes les mesures de sécurité. Il faut aussi obtenir une autorisation de l'entreprise de distribution de l'énergie électrique et une permission spéciale préalable du Service d'inspection.

**3.2.11.** Pour toute nouvelle installation, les poteaux ou pylônes portant le câble tracteur ne doivent supporter que les circuits électriques servant à la transmission des signaux, aux communications et au contrôle de la remontée mécanique. Ces circuits doivent être à une tension maximale de 48 volts.

### **3.3. Dispositifs d'arrêt**

**3.3.1.** Un dispositif doit être installé à chaque poste d'embarquement, de débarquement et de transfert et à tout autre endroit jugé nécessaire par le Service d'inspection,

pour provoquer l'arrêt et empêcher le fonctionnement de la remontée mécanique. Ce dispositif doit être facilement accessible et indentifiable. Il doit être conçu de manière que la remontée mécanique ne puisse pas fonctionner tant que ce dispositif n'aura pas été remis en marche.

**3.3.2.** Un interrupteur de débranchement doit être installé dans chaque salle de machines.

**3.3.3.** Des interrupteurs de fin de course à réenclenchement manuel doivent être installés au contrepoids, sauf pour les installations de fils neige.

**3.3.4.** Chaque barrière de sécurité et tout autre dispositif d'arrêt doivent être à réenclenchement manuel.

**3.3.5.** Le circuit électrique de chaque barrière de sécurité ou d'un autre dispositif d'arrêt de secours doit :

- a) être normalement fermé ;
- b) être relié en série ;
- c) être à ouverture mécanique positive ;
- d) ne pas être contourné lorsque la remontée mécanique transporte des passagers ; toutefois, un interrupteur à pression constante peut être utilisé pour contourner le circuit dans le but d'évacuer la remontée mécanique, mais seulement lorsqu'on a localisé les causes de l'arrêt.

**3.3.6.** Excepté dans le cas mentionné au paragraphe d de l'article 3.3.5, aucune remontée mécanique ne peut être mise en marche lorsqu'une barrière de sécurité ou tout autre dispositif d'arrêt est ouvert.

### **3.4. Bâtiments**

**3.4.1.** Lorsque la machine qui fournit la force motrice de la remontée mécanique se trouve à l'intérieur d'un bâtiment :

- a) le bâtiment doit être ventilé ;
- b) un fenestrage suffisant doit être aménagé pour permettre à l'opérateur d'avoir une vue parfaite sur la piste d'ascension ;
- c) une ou plusieurs sorties doivent être prévues en cas d'incendie ou autre cas d'urgence ;
- d) un panneau portant la mention « ENTRÉE INTERDITE » doit être placé à l'entrée du bâtiment ;
- e) les tuyaux de gaz d'échappement des machines à combustion interne doivent être disposés de manière à ne jamais mettre quelqu'un en danger ;

f) le stockage et la manipulation des carburants liquides et des pétroles doivent se faire conformément aux lois et règlements en vigueur.

**3.4.2.** La salle des machines et la salle des transformateurs doivent être munies d'extincteurs portatifs approuvés.

### **3.5. Poteaux, pylônes, stations terminales et autres dispositifs**

**3.5.1.** La base ou l'assise des poteaux, pylônes, stations terminales et autres dispositifs, doit :

- a) reposer sous la ligne du gel ou sur un roc solide et ne pas excéder le sol fini de plus de 150 millimètres ;
- b) si elle repose sur le roc, être solidement ancrée à ce dernier à l'aide de fiches ; et
- c) être capable de résister à :
  - i. 2 fois l'effet de renversement ou de glissement produit par les charges d'usage normal (facteur de sécurité : 2) ; et
  - ii. 1½ fois l'effet de renversement ou de glissement produit par les charges d'usage normal et celles dues au vent (facteur de sécurité : 1½).

**3.5.2.** Les poteaux, les pylônes et les stations terminales doivent :

- a) être placés à des endroits adaptés au profil du terrain et être construits et entretenus pour permettre la déflexion correcte du câble d'entraînement ;
- b) être aménagés de façon à permettre la vérification des poulies et autres dispositifs ;
- c) être numérotés dans l'ordre ;
- d) être assujettis pour résister au renversement ou à la torsion dans des conditions maximales de chargement ;
- e) lorsqu'ils sont situés à un endroit où circulent beaucoup de skieurs, ne pas avoir d'objet tranchant ou pointu à moins de 2,4 mètres du niveau de la surface de la neige, à moins que ces objets ne soient rembourrés ;
- f) être soutenus au besoin par des haubans ou étais bien signalisés ;
- g) au besoin, être pourvus d'un dispositif pour empêcher les barres et les sièges d'osciller et de heurter un poteau, un pylône ou une station terminale ;
- h) à l'exception des fils neige ou autre mécanisme du genre où le câble tracteur est à côté du skieur, présenter des poulies qui, dans des conditions normales de charge,

empêchent le câble tracteur de passer à moins de 600 millimètres de la tête des passagers.

**3.5.3.** À l'exception des fils neige, un dispositif qui empêche le câble tracteur de sortir de la gorge de la poulie et de tomber entre le pylône et la poulie doit être installé sur chaque pylône.

**3.5.4.** Un crochet recourbé ou un autre dispositif de ce genre doit être installé pour attraper le câble au cas où celui-ci quitterait la poulie.

**3.5.5.** Les poulies de retour du câble tracteur doivent être disposées de façon à empêcher les passagers de se trouver en contact avec les poulies ou le câble tracteur. Lorsque les passagers traversent la piste en dessous des barres d'un monte-pente au poste de débarquement, la partie inférieure de chaque barre ou autre dispositif d'entraînement doit être à au moins 2,4 mètres au-dessus du niveau du sol ou de la neige à cet endroit.

**3.5.6.** À moins que les poulies d'entraînement et de retour soient autorégulatrices, le câble tracteur doit entrer et sortir à l'aide d'une poulie directrice ou d'un guide.

**3.5.7.** À l'exception des fils neige, tout pylône doit être pourvu d'un dispositif qui immobilise la remontée mécanique lorsque le câble tracteur quitte la gorge d'une poulie.

**3.5.8.** Toute poulie doit être :

- a) solidement assujettie, fixée ou protégée pour l'empêcher de perdre sa position normale ;
- b) montée sur coussinets à rouleaux ou à billes ; et
- c) conçue de façon à bien supporter et guider le câble tracteur.

**3.5.9.** Le support des poulies d'entraînement et de retour doit être conçu de façon à retenir la poulie et le câble tracteur en cas de rupture de l'axe de la poulie ou lors du déraillement du câble.

**3.5.10.** Le chemin de roulement à une station terminale doit être muni d'une butée de fin de rail.

Le mécanisme utilisé pour régler le contrepoids doit être muni d'une barrure contre la relâche ; cette barrure doit être appliquée au tambour dans le cas d'un treuil.

Le mécanisme de réglage du contrepoids ne doit pas être actionné lorsque la remontée mécanique est en marche.

### 3.6. Attaches de câble

**3.6.1.** Toute attache de câble doit être protégée à l'aide d'une cosse ou de toute autre protection équivalente.

**3.6.2.** Chaque mode d'attache de câble doit suffire à le tenir fermement en place sans l'endommager.

**3.6.3.** Les extrémités des câbles doivent être attachées solidement.

**3.6.4.** Tout serre-câble et raccord servant à fixer une barre d'entraînement, un siège ou une cabine à un câble tracteur doit être déplacé d'au moins 900 millimètres le long du câble tous les 12 mois ou plus souvent, selon l'intensité du service et les instructions du fabricant.

### 3.7. Pistes

**3.7.1.** Les pistes doivent être interdites à tout véhicule tel que les motos-neige, sauf en cas d'urgence ou pour des raisons d'entretien.

**3.7.2.** Les endroits dangereux, tels que les surfaces glacées ou non enneigées, les roches, les arbres, les poteaux doivent être protégés suffisamment et de préférence par des remblais de neige.

### 3.8. Conception et construction

**3.8.1.** Chaque remontée mécanique et chaque partie du mécanisme doivent être conçues, fabriquées, construites et entretenues pour supporter avec sécurité les charges qu'elles sont susceptibles de subir, telles que :

- a) la charge statique ;
- b) la charge dynamique ;
- c) la charge due au vent, à la glace et à la neige ;
- d) la charge due aux vibrations ; et
- e) la charge due à l'impact.

**3.8.2.** Pour les besoins de l'étude et des calculs :

- a) la masse théorique du passager avec son équipement correspond à 75 kilogrammes ;
- b) chacune des charges doit être doublée s'il y a risque d'impact.

**3.8.3.** Pour les principaux dispositifs ou pièces de support soumis à des efforts de tension, le facteur de sécurité doit être de :

- a) 5 pour le câble tracteur ;
- b) 6 pour le câble de contrepoids ;

c) 6 pour un siège, une cabine, une barre ou pour toute attache, fixation, serre-câble ou suspension au câble d'entraînement ;

d) 4 pour un pylône ou pour une station terminale ; et

e) 5 pour toute soudure.

### 3.9. Approbation des plans et de l'équipement

**3.9.1.** Les plans de toute nouvelle installation et de toute modification majeure apportée aux appareils visés par le présent règlement doivent être soumis au Service d'inspection et approuvés par lui avant le début des travaux. Ces plans doivent porter la signature d'un ingénieur et contenir tous les renseignements demandés aux articles 3.8.1, 3.8.2, 3.8.3.

**3.9.2.** Avant la mise en exploitation, une inspection complète et des essais doivent être effectués de façon qu'il soit clairement confirmé au Service d'inspection que l'installation répond en tout point aux prescriptions des plans et devis soumis.

**3.9.3.** Des essais de fonctionnement doivent être effectués sous pleine charge et avec une charge partielle pour obtenir les conditions les moins favorables de chargement. Ceci doit inclure une vérification de tous les dispositifs. Les essais doivent inclure une journée entière de fonctionnement pour vérifier la chaleur excessive dégagée par des parties mobiles, la vibration ou la déviation excessive du mécanisme, le mouvement libre des contrepoids, etc.

### 3.10. Communication

**3.10.1.** Chaque remontée mécanique doit être pourvue d'un système de communication entre le poste d'embarquement et le poste de débarquement et les postes intermédiaires, sauf lorsque la longueur de la piste d'ascension est inférieure à 300 mètres et que la piste d'ascension est entièrement dans le champ de vision de l'opérateur.

**3.10.2.** Les signaux utilisés dans le système de communication doivent être affichés et bien connus de l'opérateur et des surveillants.

**3.10.3.** Le système de communication de la remontée mécanique doit comprendre :

- a) un téléphone ou un radiophone bidirectionnel communiquant avec toutes les stations terminales et intermédiaires, le poste de l'opérateur ou la salle des machines ; ou



b) un système de haut-parleur bidirectionnel atteignant tous les points sur la piste d'ascension ; ou

c) un système de signaux bidirectionnel comprenant un ou plusieurs avertisseurs et des boutons poussoirs entre toutes les stations terminales et le poste de l'opérateur.

Toutefois, toute installation de télécabine ou de télésiège doit être pourvue d'un système de communication répondant aux prescriptions minimales de l'article 3.10.1.

### **3.11. Barrière de sécurité**

**3.11.1.** Les fils neige, monte-pentes et télésièges doivent être pourvus d'une barrière de sécurité placée de façon à empêcher tout usager d'entrer en contact avec la poulie de renvoi ou toute autre obstruction et de façon à arrêter le mécanisme avant qu'un usager ne soit entraîné autour de la poulie terminale, à moins que le Service d'inspection juge ce dispositif superflu.

**3.11.2.** La barrière de sécurité doit être placée et actionnée pour pouvoir arrêter la remontée mécanique avant que le passager qui rencontre la barrière ait voyagé plus des  $\frac{3}{4}$  de la distance entre la barrière et la première poulie ou un autre obstacle. Cette distance d'arrêt ne doit pas être dépassée même lorsque le skieur qui rencontre cette barrière est le seul sur la remontée mécanique et que celle-ci fonctionne à sa vitesse maximale. Les barrières de sécurité doivent respecter les exigences de l'article 3.3.5.

### **3.12. Embarcadères et débarcadères**

**3.12.1.** L'aire d'embarquement d'un fil neige ou d'un monte-pente doit être assez longue, large et plane pour permettre aux skieurs un accès facile au poste d'embarquement et ne pas retarder leur départ.

**3.12.2.** Lorsque les skieurs peuvent approcher le câble tracteur d'un fil neige du côté sur lequel sont situées les machines et les poulies libres, l'aire d'embarquement doit être clôturée au-delà du poteau d'ancrage utilisé pour supporter les dispositifs de tension.

**3.12.3.** Quand l'espacement des passagers sur un fil neige ou un monte-pente n'est pas réglé par des barres fixes ou autres moyens de ce genre, un fanion rouge doit être prévu à côté de la piste d'ascension et à une distance du point d'embarquement qui n'est pas inférieure à l'espacement minimal exigé pour la sécurité des passagers.

**3.12.4.** Le poste de débarquement d'un fil neige ou d'un monte-pente doit avoir une superficie suffisante et être incliné légèrement en s'éloignant de la piste d'ascension.

**3.12.5.** Chaque débarcadère d'une télécabine ou d'un télésiège doit avoir une surface horizontale d'une longueur minimale de 4,9 mètres, sauf lorsqu'il s'agit d'un poste de débarquement qui doit être incliné pour permettre aux skieurs de s'éloigner de la piste d'ascension. Des moyens doivent être prévus à toutes les stations pour séparer les passagers qui quittent l'aire de débarquement de ceux qui arrivent.

### **3.13. Surveillants et opérateurs**

#### **3.13.1. Fil neige et monte-pente :**

1) Lorsque l'opérateur peut voir le débarcadère et la piste d'ascension sur toute sa longueur et qu'il règle l'embarquement des passagers, aucun autre surveillant n'est nécessaire si la piste d'ascension est d'une longueur inférieure à 300 mètres.

2) Si, en raison du profil de la pente ou des conditions de la météo, l'opérateur ne peut voir la piste d'ascension sur toute sa longueur ou lorsque le Service d'inspection le juge nécessaire, un surveillant doit être posté à tout autre endroit jugé nécessaire pour assurer la sécurité des passagers.

3) Un opérateur est suffisant pour 2 fils neige ou monte-pentes parallèles pourvu qu'il soit placé en un endroit où il peut voir les deux pistes d'ascension sur toute leur longueur et qu'il ne soit pas le seul responsable de l'espacement des skieurs sur les 2 remontées mécaniques.

4) Un dispositif d'arrêt doit être placé en un endroit facilement accessible à l'opérateur et à chacun des surveillants.

5) Sauf lorsque le Service d'inspection le juge inutile, il doit y avoir un surveillant à chaque débarcadère de monte-pente.

#### **3.13.2. Télécabine et télésiège :**

1) Un opérateur doit être posté près du mécanisme d'entraînement et doit avoir la commande absolue du départ, de la manœuvre et de la vitesse du mécanisme.

2) Un surveillant doit être prévu pour chaque débarcadère et embarcadère.

3) Un surveillant peut contrôler 2 stations voisines s'il lui est possible de contrôler l'embarquement et le débarquement aux 2 stations sans danger pour les passagers.

### **3.14. Skieurs**

**3.14.1.** Toute personne dans le voisinage immédiat d'une remontée mécanique ou qui en utilise une et qui

porte des skis, doit s'assurer que ses skis sont attachés avec des courroies de sécurité à ses bottes de ski.

**3.14.2.** Aucune personne ne doit traverser la piste d'ascension lorsque :

- a) le mouvement du câble ou d'une partie du mécanisme pourrait compromettre sa propre sécurité ; ou
- b) la sécurité des autres usagers pourrait être compromise.

**3.14.3.** Quiconque se trouve dans le voisinage immédiat d'une remontée mécanique doit se conformer à la signalisation, à la réglementation et aux avertissements de l'autorité compétente, du propriétaire, d'un surveillant ou d'une autre personne autorisée par le propriétaire.

**3.14.4.** Aucun skieur, lorsqu'il utilise une remontée mécanique ne doit porter ses bâtons suspendus par les lanières aux poignets ou aux bras.

**3.14.5.** Aucun skieur aux cheveux longs non retenus ou portant foulards ou autres vêtements flottants ne doit utiliser une remontée mécanique.

**3.14.6.** Aucune personne ne doit utiliser une courroie, un câble, un agrippe-câble ou autre dispositif de ce genre pour attacher la main ou le corps d'un passager au câble tracteur ou à la barre d'entraînement d'un fil neige ou d'un monte-pente.

### **3.15. Premiers secours**

**3.15.1.** Il doit être prévu un service de premiers secours pour venir en aide aux blessés, comprenant :

- a) un moyen de transporter les personnes blessées à partir de la montagne ou de la piste d'ascension jusqu'à un endroit sûr ;
- b) des brancards réglementaires, couvertures et trousses de premiers secours ;
- c) s'il y a lieu, un moyen pour transporter le brancard ; et
- d) un moyen de venir au secours des personnes qui sont isolées dans une télécabine ou un télésiège en panne et l'équipement nécessaire pour effectuer cette évacuation qui doit être disponible en tout temps.

### **3.16. Déclaration d'accidents**

**3.16.1.** Toute blessure subie par un usager, tout bris mécanique important de l'outillage pouvant entraîner des blessures, doivent faire l'objet d'une déclaration du pro-

priétaire au Service d'inspection, dans les 48 heures de l'événement.

**3.16.2.** Dans le cas de blessures graves ou mortelles, la déclaration doit être transmise sans retard et le mécanisme doit être immobilisé jusqu'à ce que le Service d'inspection autorise la mise en marche sauf pour empêcher les souffrances des blessés.

### **3.17. Signalisation**

**3.17.1.** Le panneau de signalisation décrit au tableau I doit :

- a) comporter la mention figurant à la colonne 1 ou une mention équivalente en caractères qui ne doivent pas être de dimensions inférieures à celles qu'indiquent les colonnes 3 et 4 ;
- b) être placé à l'endroit indiqué dans la colonne 2 ;
- c) être placé bien en vue des usagers ; et
- d) être fixé à un solide support.

**3.17.2.** Des caractères d'imprimerie de couleur blanche sur fond vert doivent être utilisés, sauf pour ce qui est des panneaux 11 et 12 dont le fond doit être rouge.

**3.17.3.** Les panneaux doivent être séparés les uns des autres pour pouvoir être lus sans difficulté par un passager en mouvement.

**Tableau I**  
(a. 3.17.1)

PANNEAU DE SIGNALISATION

Colonne 1		Colonne 2	Colonne 3	Colonne 4
Item	Panneau	Emplacement	Hauteur minimale des lettres (mm)	Largeur minimale des lettres (mm)
1- Entrée interdite		À l'entrée de chaque salle ou abri des machineries	50	8
2- Agrippe-câble interdit		Au poste d'embarquement de chaque fil neige	50	8
3- Retirez les courrois de vos poignets		Au poste d'embarquement de chaque monte-pente et télésiège	50	8
4- Si la remontée mécanique ne vous est pas familière, demandez des instructions au personnel		Au poste d'embarquement de chaque remontée mécanique	50	8
5- Tenez les spatules de vos skis relevées		À l'approche du poste de débarquement de chaque télésiège	100	11
6- Préparez-vous à descendre		À l'approche du poste de débarquement de chaque remontée mécanique	100	11
7- Relever la barre de sécurité		À l'approche du poste de débarquement de chaque télésiège	100	11
8- Barrière de sécurité		À l'emplacement de chaque barrière de sécurité	100	11
9- Arrêt d'urgence		À l'emplacement de chaque bouton d'arrêt d'urgence	100	11
10- Téléphone		Près de chaque appareil	50	8
11- Frein de secours		À l'emplacement de chaque frein de secours	100	11
12- Arrêtez-piste d'ascension		À chaque croisement de la piste d'ascension d'un monte-pente	50	8
13- Ne quittez pas la piste		En bordure de chaque piste d'ascension d'un fil neige ou monte-pente	50	8
14- Descendez ici		À l'emplacement de chaque poste de débarquement ou de transfert	100	11
15- Attendez que le skieur précédent ait dépassé le fanion rouge		À l'emplacement de chaque poste d'embarquement d'un fil neige ou monte-pente où les barres d'entraînement ne sont pas fixées au câble	100	11

## SECTION IV

### DISPOSITIONS COMMUNES AUX FILS NEIGE ET AUX MONTE-PENTES

#### 4.1. Freins

**4.1.1.** Toute installation doit être pourvue d'un frein pouvant arrêter automatiquement la remontée mécanique, sauf si la résistance (friction, réducteur, etc.) de l'appareil fonctionnant sans charge à vitesse maximale, est suffisante par elle-même pour l'arrêter dans l'intervalle minimal conformément à l'article 4.1.2.

**4.1.2.** Lorsqu'un dispositif d'arrêt est actionné, la course du câble tracteur ne doit pas dépasser la moitié de l'intervalle minimal entre les barres simples ou doubles lorsque l'appareil fonctionne à vitesse maximale à vide.

**4.1.3.** Sauf l'exception mentionnée à l'article 4.1.4, tout fil neige et tout monte-pente doivent être pourvus d'un dispositif anti-recul ou d'un rochet conçu, fabriqué, installé et entretenu pour empêcher, d'une manière effective, la marche arrière de la remontée mécanique en cas de panne de la source motrice ou de rupture du mécanisme d'entraînement.

**4.1.4.** Un dispositif anti-recul n'est pas nécessaire pour un fil neige entraîné par un moteur à combustion interne et équipé d'un frein manuel ou autre dispositif qui empêche le câble tracteur d'être entraîné dans l'autre sens lors du débrayage.

**4.1.5.** Lorsque c'est nécessaire, le frein de tout fil neige ou monte-pente doit :

- a) être appliqué automatiquement par des ressorts tendus en compression s'il se produit un arrêt de l'alimentation en énergie motrice ;
- b) ne pas être relié aux bornes de l'induit ou de l'inducteur d'un moteur à courant continu et être de capacité suffisante à pouvoir arrêter et retenir l'appareil dans les conditions les plus défavorables.

#### 4.2. Piste d'ascension

**4.2.1.** La piste d'ascension des fils neige et des monte-pentes doit être suffisamment plane et il doit y avoir un espace libre d'au moins 900 millimètres sur le parcours et d'au moins 1,2 mètre sur les rampes entre l'axe de la piste et l'obstacle le plus proche ; et toute dénivellation dangereuse parallèle à la piste doit être protégée par des garde-corps.

**4.2.2.** Le monte-pente doit être conçu de telle manière que même un seul passager de masse légère ne soit jamais soulevé du sol.

**4.2.3.** La piste d'ascension doit être dégagée après toute chute de neige de 200 millimètres avant la mise en marche de la remontée mécanique.

#### 4.3. Dispositif d'entraînement de monte-pente

**4.3.1.** Les dispositifs ou barres d'entraînement d'un monte-pente doivent être réglés de sorte que s'ils sont relâchés, ils ne mettront aucune personne en danger et ne nuiront pas à la sûreté de manoeuvre du monte-pente.

**4.3.2.** Un dispositif d'entraînement rétractable qui ne s'étire pas ou ne se rétracte pas normalement doit être immédiatement remplacé ou identifié.

**4.3.3.** La tension du câble tracteur et la longueur de la barre doivent être telles que les skis des passagers ne quittent pas la piste d'ascension.

**4.3.4.** Les barres ou autres dispositifs d'entraînement doivent être conçus de façon à permettre au passager de se libérer facilement lorsqu'il descend.

**4.3.5.** L'espacement des barres d'entraînement doit être établi par la longueur du dispositif rétractable mais en aucun cas l'intervalle entre deux barres ne doit être inférieur à 5 secondes lorsque le monte-pente fonctionne à sa vitesse maximale.

## SECTION V

### DISPOSITIONS PARTICULIÈRES AUX FILS NEIGE

#### 5.1. Câble tracteur

**5.1.1.** Le câble tracteur d'un fil neige doit être :

- a) spécialement conçu pour cet usage et pour ne pas se tordre inutilement ;
- b) libre de fibres saillantes et de torons brisés.

**5.1.2.** La tension du câble tracteur d'un fil neige doit être réalisée et maintenue à l'aide d'un palan à chaîne manuel, d'un treuil de levage avec cliquet d'arrêt, d'un treuil de levage à autoverrouillage ou de tout autre dispositif approuvé par le Service d'inspection. Le dispositif de tension doit être de bonne qualité et ancré fortement.

## 5.2. Poulies

**5.2.1.** Sauf l'exception mentionnée à l'article 5.2.2, les poulies du câble de retour d'un fil neige doivent être placées sur un poteau à une hauteur suffisante et sur le côté opposé à la piste d'ascension afin qu'un passager ne puisse pas s'accrocher dans les poulies ou le câble.

**5.2.2.** Un câble de retour peut être supporté sur des poulies suspendues au-dessus de la piste d'ascension pourvu que le câble soit empêché de sortir de ces poulies au moyen de protecteurs et soit maintenu hors de la portée du skieur.

**5.2.3.** Il est interdit de placer une poulie intermédiaire sur le côté de la montée du câble tracteur entre le poste d'embarquement et le poste de débarquement ou de transfert.

**5.2.4.** La hauteur du câble tracteur au point d'embarquement ne doit pas être inférieure à 600 millimètres ni supérieure à 900 millimètres au-dessus du sol enneigé ou non.

**5.2.5.** La vitesse du câble tracteur pour un fil neige :

- a) ne doit pas excéder 450 mètres par minute ;
- b) doit être placée sous la surveillance d'un surveillant ou d'un régulateur de vitesse ; et
- c) si l'installation prévoit une variation de la vitesse, le réglage de vitesse doit être fait par l'opérateur seulement.

## SECTION VI DISPOSITIONS COMMUNES AUX TÉLÉCABINES ET AUX TÉLÉSIÈGES

### 6.1. Freins

**6.1.1.** Une installation de télécabine ou de télésiège doit comporter :

- a) un frein de secours qui doit :
  - i. agir directement sur la poulie d'entraînement ou de renvoi si elle est conçue à cet effet en coupant l'alimentation du moteur d'entraînement lors de son application ;
  - ii. fonctionner automatiquement si la vitesse du câble tracteur excède la vitesse de régime de 15% ;
  - iii. comporter une force de freinage déterminée par un contrepoids, des ressorts ou autres mécanismes approuvés ;
  - iv. être conçu de façon à permettre un déclenchement manuel afin que le contrepoids, ressort ou autre mécanisme exerce sa force de freinage ; et

v. être conçu de façon à permettre une vérification régulière ;

b) un frein de service qui doit :

i. se déclencher lors de l'arrêt de l'alimentation en énergie motrice ou lors d'un emballement du moteur d'entraînement ;

ii. s'appliquer automatiquement lorsqu'un dispositif d'arrêt ou de secours est actionné ; et

iii. assurer le blocage du mécanisme d'entraînement lorsque l'installation ne fonctionne pas ;

c) un dispositif anti-recul automatique qui doit :

i. agir directement sur la poulie d'entraînement ou sur la poulie de renvoi si elle est conçue à cet effet ; si le frein de secours exigé par le paragraphe a de l'article 6.1.1 s'applique automatiquement lors d'une amorce de recul du câble tracteur, l'anti-recul peut être installé ailleurs que sur la poulie terminale ; et

ii. automatiquement empêcher la rotation inverse et inattendue du câble tracteur pendant la marche normale.

**6.1.2.** Chacun des dispositifs décrits à l'article 6.1.1 doit être capable d'arrêter l'appareil dans les conditions de charge les plus défavorables dans l'intervalle minimal décrit à l'article 4.1.2.

**6.1.3.** Le frein de service doit être relié à l'arbre d'entraînement ou à la poulie d'entraînement afin qu'il n'y ait pas d'embrayage, de courroie en V, de chaîne d'entraînement ou autre dispositif de ce genre entre le frein et la poulie d'entraînement sauf si le frein de secours exigé par le paragraphe a de l'article 6.1.1 s'engage automatiquement lors d'une amorce de recul du câble tracteur. De plus, il ne doit pas être relié aux bornes de l'induit ou de l'inducteur d'un moteur à courant continu.

**6.1.4.** Lorsque la charge entraîne le mécanisme, l'énergie doit :

- a) être dissipée électriquement, hydrauliquement ou pneumatiquement ; et
- b) ne pas être absorbée par le frein de service.

### 6.2. Vitesse

**6.2.1.** Il est interdit de faire fonctionner un télésiège :

a) à une vitesse qui pourrait mettre un passager en danger ;

b) durant l'embarquement et le débarquement, à une vitesse qui excède 180 mètres par minute pour les skieurs ou 100 mètres par minute pour les non-skieurs ;

c) de façon à réduire l'intervalle entre les sièges à moins de 6 secondes.

### 6.3. Sièges

#### 6.3.1. Les sièges d'un télésiège doivent :

a) n'avoir aucune arête saillante ou autre élément susceptible d'accrocher les vêtements ou l'équipement d'un passager ;

b) être pourvus d'une barre de sécurité qui, lorsqu'elle est fermée, ne se relâche pas sans un acte volontaire de l'usager ;

c) être munis d'un appui-pieds qui peut être placé dans une position ne nuisant pas à l'embarquement et au débarquement lorsque la barre de sécurité est relâchée ;

d) être numérotés dans l'ordre ;

e) être fixés sur le câble tracteur à des intervalles suffisants pour distribuer la charge uniformément sur la remontée mécanique ; et

f) être conçus de façon à offrir une résistance minimale au vent.

### 6.4. Évacuation

**6.4.1.** Un moyen doit être prévu pour effectuer l'évacuation organisée des passagers de la télécabine ou du télésiège à partir des sièges ou des cabines en cas de panne d'électricité ou de bris du mécanisme. L'équipement nécessaire pour permettre une telle évacuation doit être disponible pour utilisation immédiate en tout temps à la satisfaction du Service d'inspection.

### 6.5. Moteur auxiliaire

**6.5.1.** Toute télécabine et tout télésiège doivent être pourvus d'un moteur à combustion interne auxiliaire à source d'énergie indépendante capable d'évacuer la remontée mécanique dans son sens de marche normale, et :

a) relié à tous les dispositifs de sécurité réglementaires, sauf lorsqu'il est utilisé uniquement pour l'évacuation des passagers en cas d'urgence ; et

b) dont le bon fonctionnement est vérifié chaque jour avant la mise en service de la télécabine ou du télésiège.

### 6.6. Pylônes

**6.6.1.** Les pylônes, à l'exception des stations terminales, doivent être suffisamment élevés à la fois :

a) pour que les cabines, les appuis-pieds ou les spatules de ski se trouvent toujours à au moins 2,4 mètres du

sol ; toutefois, la hauteur libre au-dessous du siège ou de la cabine peut être réduite aux endroits où la piste d'ascension est clôturée sur les deux côtés et où il est impossible que les spatules des skis des passagers touchent le sol ou la neige ou heurtent un obstacle ;

b) pour que les skieurs qui passent sous le câble tracteur ne puissent heurter l'appui-pieds des télésièges ou les skis des passagers.

**6.6.2.** La distance horizontale de l'obstacle le plus proche, mesurée d'un plan vertical passant à l'extrémité d'un siège et se prolongeant de 1,5 mètre au-dessus et au-dessous du siège, ne doit pas être inférieure à :

a) 1 070 millimètres dans le cas de végétation ou de pylône métallique en treillis ;

b) 750 millimètres dans les cas d'un pylône solide ou tabulaire, d'un rocher ou de tout autre obstacle solide.

**6.6.3.** Nonobstant l'article 6.6.2, la distance horizontale du siège à un obstacle autre que la végétation peut être réduite jusqu'à 600 millimètres si cet obstacle est protégé à la satisfaction du Service d'inspection.

**6.6.4.** Les arbres morts et les autres objets qui peuvent choir sur la piste d'ascension doivent être enlevés sans délai.

**6.6.5.** La piste d'ascension d'une télécabine ou d'un télésiège doit être protégée contre l'érosion qui peut endommager la remontée mécanique ou ses assises.

---

A.C. 3377-72, (1972) 104 G.O., 10147 et 11393

A.C. 2842-77, (1977) 109 G.O.II, 5059

A.C. 594-78, (1978) 110 G.O.II, 1751



c. S-4, r.1

## **Règlement d'application de la Loi sur le Service des achats du gouvernement**

Loi sur le Service des achats du gouvernement  
(L.R.Q., c. S-4)

**1.** La Loi sur le Service des achats du gouvernement (L.R.Q., c. S-4) s'applique à tous les organismes relevant du gouvernement et dont le budget est voté par l'Assemblée nationale, à l'exception de l'Assemblée nationale elle-même.

**2.** Le Service des achats du gouvernement est autorisé, dans la mesure où les ressources qui lui sont allouées le permettent, à conclure un protocole d'entente avec tout autre organisme relevant du gouvernement et qui désire utiliser ses services.

